

Département de la Corrèze

RECUEIL DES **ACTES ADMINISTRATIFS**

SÉANCE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL **DU 8 AVRIL 2022**

Avertissement

Le recueil comporte les délibérations du Conseil Départemental présentant un caractère réglementaire, dont la publication est prévue.

Le texte intégral des actes cités dans le Recueil peut être consulté à la **Direction des Affaires Générales et des Assemblées** à l'Hôtel du Département "Marbot" - 9, rue René et Emile Fage - B.P. 199 - 19005 TULLE CEDEX et sur le site Internet du Département www.correze.fr

SOMMAIRE

Commission des Finances, des Affaires Générales et de la Transition Ecologique

CD.2022.04.08/101	CONCORDANCE DES COMPTES AVEC LES COMPTES DE GESTION DE M. LE PAYEUR DÉPARTEMENTAL POUR 2021 : BUDGET PRINCIPAL ET BUDGETS ANNEXES	p.5
CD.2022.04.08/102	COMPTE ADMINISTRATIF DU BUDGET PRINCIPAL DU DEPARTEMENT POUR 2021	p.15
CD.2022.04.08/103	AFFECTATION DES RÉSULTATS 2021 ET COUVERTURE DU BESOIN DE FINANCEMENT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	p.539
CD.2022.04.08/104	BUDGET PRIMITIF DU DEPARTEMENT POUR 2022	p.547
CD.2022.04.08/105	CENTRE DEPARTEMENTAL DE L'ENFANCE ET DE LA FAMILLE - COMPTE ADMINISTRATIF 2021	p.607
CD.2022.04.08/106	CENTRE DÉPARTEMENTAL DE L'ENFANCE ET DE LA FAMILLE - BUDGET PRIMITIF 2022	p.627
CD.2022.04.08/107	CENTRE DEPARTEMENTAL DE SANTE : COMPTE ADMINISTRATIF 2021	p.643
CD.2022.04.08/108	CENTRE DEPARTEMENTAL DE SANTE : BUDGET PRIMITIF	p.688
CD.2022.04.08/109	VOTE DES TAUX 2022 : TAUX DE RÉPARTITION DE LA TAXE D'AMÉNAGEMENT ET TAUX PERÇU AU TITRE DES DROITS D'ENREGISTREMENT TAXE DE PUBLICITÉ FONCIÈRE SUR LES MUTATIONS A TITRE ONÉREUX D'IMMEUBLES ET DE DROITS IMMOBILIERS	p.696
CD.2022.04.08/110	POLITIQUE DES RESSOURCES HUMAINES - DOTATIONS 2022	p.701
CD.2022.04.08/111	RAPPORT DE SITUATION EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES	p.713
CD.2022.04.08/112	ACTUALISATION DU TABLEAU DES EMPLOIS BUDGETAIRES AU 28/02/2022	p.729

CD.2022.04.08/113 ELECTIONS PROFESSIONNELLES : MODALITES DE VOTE ET COMPOSITION DES COMMISSIONS ADMINISTRATIVES PARITAIRES, DE LA COMMISSION CONSULTATIVE PARITAIRE ET DU COMITE SOCIAL TERRITORIAL	p.751
CD.2022.04.08/114 POLITIQUE DEPARTEMENTALE RELATIVE AUX SYSTEMES D'INFORMATION DE LA COLLECTIVITE - DOTATIONS 2022	p.761
CD.2022.04.08/115 POLITIQUE DEPARTEMENTALE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE - DOTATIONS 2022	p.776
CD.2022.04.08/117 COMPTE-RENDU DES DÉCISIONS PRISES PAR LE PRÉSIDENT EN VERTU DES DÉLÉGATIONS CONSENTIES PAR LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL	p.849

Commission de la Cohésion Sociale

CD.2022.04.08/201 POLITIQUE DE L'AUTONOMIE - DOTATIONS 2022	p.899
CD.2022.04.08/202 POLITIQUE DE L'EMPLOI ET DE L'INSERTION - DOTATIONS 2022	p.946
CD.2022.04.08/203 SANTE ET PREVENTION : PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE - DOTATIONS 2022	p.1 467
CD.2022.04.08/204 POLITIQUE DE PREVENTION ET DE PROTECTION DE L'ENFANCE - DOTATIONS 2022	p.1 483
CD.2022.04.08/205 POLITIQUE DE PREVENTION, ACTION SOCIALE ET PLAN AMBITION SANTE - DOTATIONS 2022	p.1 506
CD.2022.04.08/206 PLAN AMBITION SANTÉ - MODALITÉS	p.1 524
CD.2022.04.08/207 SUIVI DES OBSERVATIONS DÉFINITIVES DE LA CHAMBRE RÉGIONALE DES COMPTES DE LA NOUVELLE-AQUITAINE FORMULÉES DANS LE CADRE DU CONTRÔLE SUR LA PROTECTION DE L'ENFANCE ET LES MINEURS NON ACCOMPAGNES	p.1 547
CD.2022.04.08/208 ACTIONS EN FAVEUR DES COLLEGES PUBLICS, DE L'EDUCATION ET DE LA JEUNESSE - ACTIONS TRANSPORTS : ELEVES HANDICAPES, HANDIMOBILE, JEUNESSE - DOTATIONS 2022	p.1 554
CD.2022.04.08/209 POLITIQUE CULTURELLE DEPARTEMENTALE - DOTATIONS 2022	p.1 584

CD.2022.04.08/210	SCHEMA DEPARTEMENTAL DE DEVELOPPEMENT DES ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES 2022-2028	p.1 610
CD.2022.04.08/211	POLITIQUE SPORTIVE DEPARTEMENTALE - DOTATIONS 2022	p.1 700
CD.2022.04.08/212	ARCHIVES DEPARTEMENTALES - DOTATIONS 2022	p.1 748
CD.2022.04.08/213	BIBLIOTHEQUE DEPARTEMENTALE - DOTATIONS 2022	p.1 755

Commission de la Cohésion Territoriale

CD.2022.04.08/301	RESEAUX ET INFRASTRUCTURES - DOTATIONS 2022	p.1 763
CD.2022.04.08/302	AMENAGEMENT NUMERIQUE DU TERRITOIRE - PROGRAMMATION 2022	p.1 786
CD.2022.04.08/303	BATIMENTS ET MOYENS GENERAUX - DOTATIONS 2022	p.1 804
CD.2022.04.08/304	AIDES AUX COLLECTIVITES - DOTATIONS 2022	p.1 831
CD.2022.04.08/305	POLITIQUE DE L'HABITAT - DOTATIONS 2022	p.1 848
CD.2022.04.08/306	TOURISME - DOTATION 2022 ET CONVENTION DE PARTENARIAT CORREZE TOURISME	p.1 868
CD.2022.04.08/307	DEVELOPPEMENT ET ATTRACTIVITE DES TERRITOIRES 2022	p.1 894
CD.2022.04.08/308	MASSIF CENTRAL - CONTRAT DE PLAN INTERREGIONAL - ETAT - REGION - SIGNATURE DE LA CONVENTION DE MASSIF - MASSIF CENTRAL 2021-2027	p.1 930

Commission de la Participation Citoyenne

CD.2022.04.08/401	PARTICIPATION CITOYENNE - DOTATIONS 2022	p.2 041
-------------------	--	---------

Réunion du 8 avril 2022

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission des Finances, des Affaires Générales et de la Transition Ecologique

OBJET

CONCORDANCE DES COMPTES AVEC LES COMPTES DE GESTION DE M. LE PAYEUR DÉPARTEMENTAL POUR 2021 : BUDGET PRINCIPAL ET BUDGETS ANNEXES

RAPPORT

Il convient de se prononcer sur la concordance des comptes de l'ordonnateur avec les Comptes de Gestion établis par M. le Payeur Départemental, relatifs au Budget Principal du Département et aux 2 Budgets Annexes constitués par le Centre Départemental de l'Enfance et de la Famille et le Centre Départemental de Santé "Corrèze Santé".

Le Comptable a repris dans ses écritures le montant des soldes figurant au bilan de l'exercice 2020, celui de tous les titres de recettes ordonnancés et celui de tous les mandats de paiement émis en 2021, et a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer.

Au regard de l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2021, section par section pour chacun des 3 budgets, et après avoir statué sur la comptabilité des valeurs inactives, les Comptes de Gestion dressés par M. le Payeur Départemental présentent des résultats conformes à ceux du Compte Administratif et n'appellent ni observation ni réserve.

Les Comptes de Gestion 2021 sont proposés à votre approbation, étant précisé que la Paierie du Département tient à sa disposition, sans toutefois devoir s'en dessaisir, toutes les pièces afférentes aux opérations de l'exercice.

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

CONCORDANCE DES COMPTES AVEC LES COMPTES DE GESTION DE M. LE PAYEUR DÉPARTEMENTAL POUR 2021 : BUDGET PRINCIPAL ET BUDGETS ANNEXES

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2022.04.08/101 en date du 8 avril 2022, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Monsieur Francis COMBY, Rapporteur,

DÉLIBÈRE

Article unique : le Conseil départemental, après s'être assuré que le Payeur Départemental a repris dans ses écritures le montant des soldes figurant au bilan de l'exercice 2020 :

- statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2021 ;
- statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2021, section par section pour le budget principal et les 2 budgets annexes : Centre Départemental de l'Enfance et de la Famille et Centre Départemental de Santé « Corrèze Santé » ;

- déclare que les comptes de gestion dressés par M. Le Payeur Départemental présentent des résultats conformes à ceux du compte administratif et n'appellent ni observation ni réserve,

Approuve les comptes de gestion 2021 .

Adopté, à main levée, à l'unanimité.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 12 avril 2022

Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20220408-4468-DE-1-1

Affiché le : 12 avril 2022

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

02500 - CONSEIL DEPARTEMENTAL 19
RÉSULTATS BUDGÉTAIRES DE L'EXERCICE

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales (a)	176 531 722,65	363 120 173,76	539 651 896,41
Titres de recettes émis (b)	90 775 417,59	334 709 922,17	425 485 339,76
Réductions de titres (c)	305 612,27	256 353,52	561 965,79
Recettes nettes (d = b - c)	90 469 805,32	334 453 568,65	424 923 373,97
DÉPENSES			
Autorisations budgétaires totales (e)	176 531 722,65	363 120 173,76	539 651 896,41
Mandats émis (f)	101 538 597,74	309 556 287,14	411 094 884,88
Annulations de mandats (g)	616 779,67	19 438 031,80	20 054 811,47
Dépenses nettes (h = f - g)	100 921 818,07	290 118 255,34	391 040 073,41
RÉSULTAT DE L'EXERCICE			
(d - h) Excédent		44 335 313,31	33 883 300,56
(h - d) Déficit	10 452 012,75		

02502 - Centre Départ. Enfance 19

RÉSULTATS BUDGÉTAIRES DE L'EXERCICE

	<i>SECTION D'INVESTISSEMENT</i>	<i>SECTION DE FONCTIONNEMENT</i>	<i>TOTAL DES SECTIONS</i>
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales (a)	290 060,36	2 213 323,86	2 503 384,22
Titres de recettes émis (b)	98 805,33	2 178 043,64	2 276 848,97
Réductions de titres (c)	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (d = b - c)	98 805,33	2 178 043,64	2 276 848,97
DÉPENSES			
Autorisations budgétaires totales (e)	290 060,36	2 213 323,86	2 503 384,22
Mandats émis (f)	127 323,31	2 062 335,56	2 189 658,87
Annulations de mandats (g)	2 186,88	3 292,18	5 479,06
Dépenses nettes (h = f - g)	125 136,43	2 059 043,38	2 184 179,81
RÉSULTAT DE L'EXERCICE			
(d - h) Excédent	0,00	119 000,26	92 669,16
(h - d) Déficit	26 331,10	0,00	0,00

02505 - CORREZE SANTE

RÉSULTATS BUDGÉTAIRES DE L'EXERCICE

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales (a)	101 508,47	1 108 442,00	1 209 950,47
Titres de recettes émis (b)	31 738,77	1 112 175,07	1 143 913,84
Réductions de titres (c)			
Recettes nettes (d = b - c)	31 738,77	1 112 175,07	1 143 913,84
DÉPENSES			
Autorisations budgétaires totales (e)	101 508,47	1 108 442,00	1 209 950,47
Mandats émis (f)	99 057,18	1 045 616,49	1 144 673,67
Annulations de mandats (g)		4 169,06	4 169,06
Dépenses nettes (h = f - g)	99 057,18	1 041 447,43	1 140 504,61
RÉSULTAT DE L'EXERCICE			
(d - h) Excédent		70 727,64	3 409,23
(h - d) Déficit	67 318,41		

02505 - CORREZE SANTE

RÉSULTATS D'EXÉCUTION DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS DES SERVICES NON PERSONNALISÉS

	RÉSULTAT À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT : 2020	PART AFFECTÉE À L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2021	RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2021	TRANSFERT OU INTÉGRATION DE RÉSULTATS PAR OPÉRATION D'ORDRE NON BUDGÉTAIRE	RÉSULTAT DE CLÔTURE DE L'EXERCICE 2021
I - Budget principal					
Investissement					
Fonctionnement					
TOTAL I					
II - Budgets des services à					
caractère administratif					
CORREZE SANTE					
Investissement	62 274,47		-67 318,41		-5 043,94
Fonctionnement	-22 396,27		70 727,64		48 331,37
Sous-Total	39 878,20		3 409,23		43 287,43
TOTAL II	39 878,20		3 409,23		43 287,43
III - Budgets des services à					
caractère industriel					
et commercial					
TOTAL III					
TOTAL I + II + III	39 878,20		3 409,23		43 287,43

02500 - CONSEIL DEPARTEMENTAL 19

RÉSULTATS D'EXÉCUTION DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS DES SERVICES NON PERSONNALISÉS

	RÉSULTAT À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT : 2020	PART AFFECTÉE À L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2021	RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2021	TRANSFERT OU INTÉGRATION DE RÉSULTATS PAR OPÉRATION D'ORDRE NON BUDGÉTAIRE	RÉSULTAT DE CLÔTURE DE L'EXERCICE 2021
I - Budget principal					
Investissement	-21 366 479,79		-10 452 012,75		-31 818 492,54
Fonctionnement	74 400 484,16	25 070 190,87	44 335 313,31		93 665 606,60
TOTAL I	53 034 004,37	25 070 190,87	33 883 300,56		61 847 114,06
II - Budgets des services à caractère administratif					
02502-Centre Départ. Enfance 1					
Investissement	192 464,54		-26 331,10		166 133,44
Fonctionnement	91 823,34		119 000,26		210 823,60
Sous-Total	284 287,88		92 669,16		376 957,04
02505-CORREZE SANTE					
Investissement	62 274,47		-67 318,41		-5 043,94
Fonctionnement	-22 396,27		70 727,64		48 331,37
Sous-Total	39 878,20		3 409,23		43 287,43
TOTAL II	324 166,08		96 078,39		420 244,47
III - Budgets des services à					

02500 - CONSEIL DEPARTEMENTAL 19

RÉSULTATS D'EXÉCUTION DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS DES SERVICES NON PERSONNALISÉS

	RÉSULTAT À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT : 2020	PART AFFECTÉE À L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2021	RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2021	TRANSFERT OU INTÉGRATION DE RÉSULTATS PAR OPÉRATION D'ORDRE NON BUDGÉTAIRE	RÉSULTAT DE CLÔTURE DE L'EXERCICE 2021
caractère industriel					
et commercial					
TOTAL III					
TOTAL I + II + III	53 358 170,45	25 070 190,87	33 979 378,95		62 267 358,53

Réunion du 8 avril 2022

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission des Finances, des Affaires Générales et de la Transition Ecologique

OBJET

COMPTE ADMINISTRATIF DU BUDGET PRINCIPAL DU DEPARTEMENT POUR 2021

RAPPORT

L'analyse du compte administratif est l'occasion de faire le bilan de l'année 2021. Après une année 2020 marquée par une crise sanitaire ayant entraîné une crise économique mondiale d'une ampleur inégalée, 2021 s'est caractérisée par une reprise économique.

Le retour de la croissance s'est déroulé de manière progressive et hétérogène dans les différentes régions du monde. En France, la croissance économique devrait dépasser 6 % sur l'année, une progression inégalée depuis la fin des années 1960.

Ce record doit toutefois être considéré dans ce contexte particulier de pandémie. En effet, la France n'a fait que retrouver le niveau d'activité économique qui était le sien fin 2019...

La reprise économique, marquant à priori la fin de la période de crise sanitaire, a évidemment sonné la fin des mesures dérogatoires COVID 19 pour les budgets locaux, notamment la fin du report de vote du BP au 31 juillet, un retour du taux de dépenses imprévues à 7,5 % du total des dépenses de chaque section au lieu de 15 %, la fin d'une dérogation exceptionnelle qui prévoyait la possibilité de transfert d'un éventuel excédent d'investissement en fonctionnement pour financer les dépenses sanitaires.

Pour autant, un sous chapitre dédié à la crise sanitaire a été créé pour toutes les fonctions de la nomenclature, avec le maintien de l'étalement possible des charges COVID. De la sorte, la prise en compte d'une situation de crise est désormais intégrée à la déclinaison budgétaire des collectivités. Au-delà, leur mobilisation dans ce type de situation semble finalement relever de leurs missions.

Or, si leur intervention territoriale est reconnue, leurs budgets sont désormais contraints. En effet, en 2021, les départements ont perdu toute fiscalité directe locale avec la suppression de la part départementale de la Taxe sur le Foncier Bâti (TFB). Ils ne pourront désormais que subir le montant de leurs recettes faute d'action sur les taux d'imposition. Cette ressource a été remplacée par une fraction du produit de la TVA perçue au niveau national (65 M€ pour la Corrèze soit le montant de la TFB 2020), nouvelle ressource dont la dynamique va de pair avec la consommation des ménages. La création d'un fonds de 250 M€, appelé fraction complémentaire de la TVA et soumis à péréquation entre les départements, a permis de conserver la dynamique historique de la TFB sur l'exercice passé.

Par ailleurs, l'enveloppe "Régionale" de la Dotation de Soutien à l'Investissement des Départements (DSID), soit la part projets, a été abondée en 2021 dans le cadre du plan de relance (AP de 5,9 M€ à répartir sur 2021 et 2022), ce qui a permis à la Corrèze de bénéficier de 2,4 M€ de dotation dans le cadre de ses programmes d'investissement (Malemort et modernisation des bâtiments), dont 0,6 M€ perçus en 2021.

Ces évolutions réglementaires ont vu le jour dans un contexte financier favorable. L'année 2021 a, en effet, été marquée par une très forte croissance des places boursières. Le CAC 40 a en particulier retrouvé, voire dépassé, le niveau atteint l'an 2000. Pour autant, le marché obligataire est resté globalement dans des valeurs négatives en Europe, le Bund Allemand (équivalent des emprunts d'État français à 10 ans ou OAT 10 ans), référence de l'UE, en témoigne et les banques centrales ont laissé leur principal taux directeur inchangé, 0,00 % pour la BCE, 0,25 % pour la Réserve Fédérale Américaine (FED) ou encore 0,10 % pour la Banque d'Angleterre (BOE).

Par ailleurs, le rachat massif de dette par les banques centrales, dont un programme spécial Covid, a été maintenu mais des voix se sont élevées pour l'arrêt progressif de ces mesures dont l'effet principal serait d'avoir favorisé surtout les marchés actions.

Ainsi, les vagues COVID successives de l'année 2021 ont maintenu une certaine stabilité avec des taux d'intérêts qui sont restés très faibles, en particulier les taux courts à l'instar de l'Euribor 3, mois index de référence dans une valeur négative moyenne de - 0,55 %, tandis que le taux d'échange à 10 ans (CMS 10 ans) référence pour les prêts moyen- long terme, s'est situé en moyenne de l'ordre de 0,00 %, alternant entre cotations négatives puis positives et suivant en cela les regains de pessimisme et d'optimisme liés à la crise sanitaire. Également, les marges bancaires se sont ainsi maintenues dans des niveaux semblables à 2020.

Dans ce contexte, les prévisions budgétaires 2021 pour le Département n'ont pas souffert d'imprévu majeur, donnant lieu à une décision modificative en novembre limitée à des ajustements entre chapitres.

Le compte administratif 2021 vient confirmer ce constat avec notamment un taux d'exécution en fonctionnement de 96 % en dépenses et 107 % en recettes, portant le résultat à + 12,5 M€ sur l'exercice.

Sachant que le report à nouveau pour 2021 s'établissait à + 49,3 M€ déduction faite du reste à réaliser, le report cumulé pour 2022 s'élève ainsi à + 61,8 M€.

Ce résultat intègre également un désendettement de 26 M€ sur l'exercice ainsi qu'un montant de dépenses d'investissement de 52 M€, niveau jamais atteint depuis plus de 10 ans.

Cet exercice budgétaire a certes bénéficié d'une conjoncture économique favorable impactant fortement les recettes DMTO (+ 6 M€ par rapport au CA 2020). Néanmoins les efforts de gestion ont permis de réduire le montant des dépenses de fonctionnement par rapport à 2020 de - 1,6 M€.

Pour rappel, le CA 2021 comprend la mise en provision des dépenses RSA rattachées aux exercices 2019 et 2020 en dépenses et recettes, pour 15,8 M€.

		BP 2021 (en €)	CA 2021 (en €)
Dépenses de fonctionnement	ordre	93 411 697	33 103 276
	réel	253 134 987	257 014 979
S/Total D de F		346 546 684	290 118 255
Dépenses d'investissement	ordre	11 939 179	8 266 736
	réel	127 963 283	114 021 562
S/Total D d' I		139 902 462	122 288 298
TOTAL DEPENSES		486 449 146	412 406 553
Recettes de fonctionnement	ordre	4 705 398	4 904 829
	réel	341 841 286	329 548 740
S/Total R de F		346 546 684	334 453 569
Recettes d'investissement	ordre	100 645 478	36 465 183
	réel	39 256 984	54 004 622
S/Total R d' I		139 902 462	90 469 805
TOTAL RECETTES		486 449 146	424 923 374
		Résultat	12 516 821
report		49 330 293	61 847 114

Hors revolving et refinancement de dette

Les dépenses d'investissement constatées à 114 M€ au CA comprennent le financement de l'ensemble des actions portées en 2021 (52 M€), mais également le remboursement en capital de la dette (30 M€) ainsi que montant du déficit équilibré par l'excédent de fonctionnement (32 M€). Ainsi si l'exécution est inférieure à la prévision, les dépenses d'investissement pour 2021 s'affichent à un plus haut niveau.

SOMMAIRE

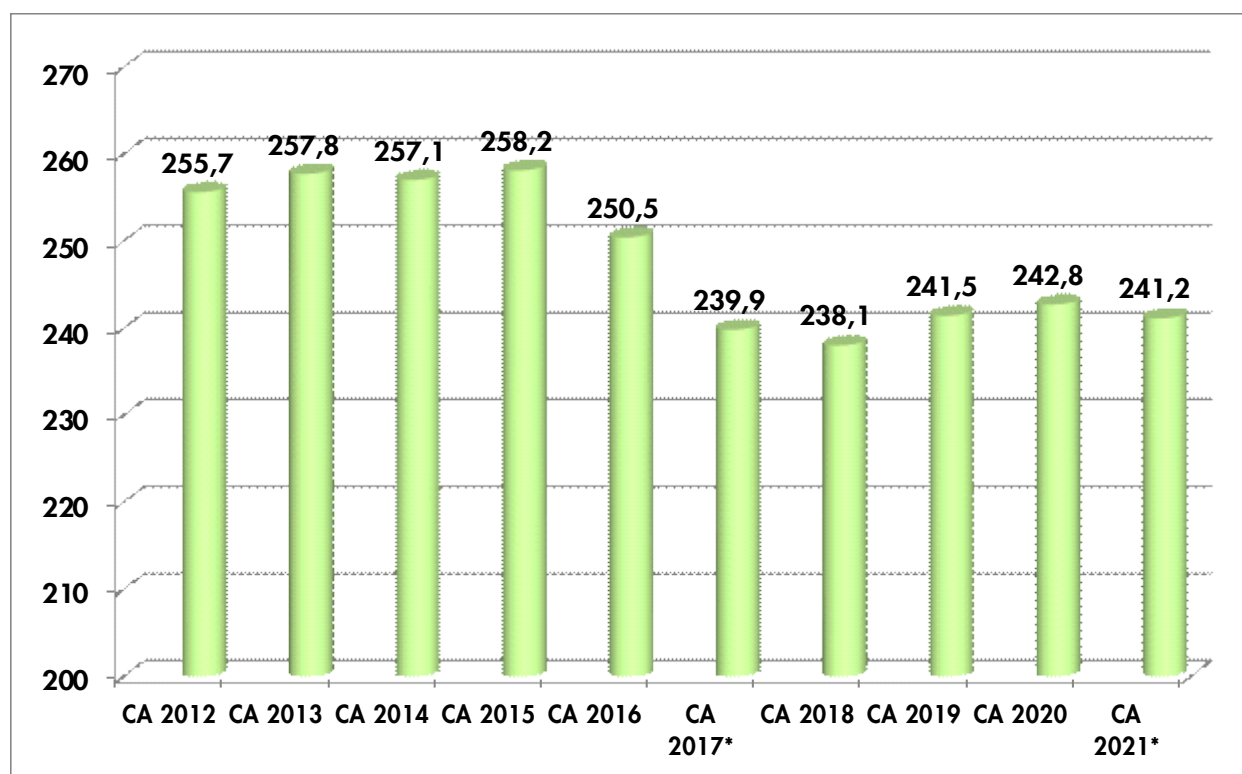
I- LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	5
I-1 DES DÉPENSES EN BAISSÉ	5
1 - La cohésion sociale	6
2 - La cohésion territoriale	9
3 - Les missions et la communication	11
4 - Les services support	12
I-2 DES RECETTES EN HAUSSE	15
1 - Les recettes dynamiques	15
2 - Les concours de l'État	17
3 - Les recettes affectées à la cohésion sociale	20
4- Les autres recettes	21
II- LA SECTION D'INVESTISSEMENT	22
II-1 UN DÉSENDÉTTEMENT SYSTÉMIQUE	22
1 - L'annuité en capital	22
2 - Les caractéristiques de la dette	23
3 - La gestion active de la dette	24
II-2 LES RECETTES D'INVESTISSEMENT	25
1 - Les recettes réelles propres à la section et le produit de l'emprunt	25
2 - L'autofinancement	26
II-3 LES DÉPENSES D'EQUIPEMENT	28
1 - Les investissements directs	29
2 - Les investissements indirects	30
III- RESULTATS ET ANALYSE FINANCIERE	31
III-1 LE RÉSULTAT BUDGÉTAIRE ET LES SOLDES DE GESTION	31
1 - Les résultats par section et l'excédent à reporter	31
2 - Les soldes de gestion et ratios	33
III-2 ÉTUDE COMPARATIVE	35
1- Les dépenses	35
2- Les soldes de gestion	36
3- Les dépenses d'équipement- et recours à l'emprunt	37
CONCLUSION	38

I- LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

I-1 DES DÉPENSES EN BAISSÉ

Les dépenses réelles de fonctionnement pour 2021 s'analysent ici hors provision RSA (15,8 M€) réalisée à l'occasion de la DM1 en vue de régulariser les écritures relatives aux impayés RSA dans le cadre du contentieux avec l'État, concernant la prise en compte du reste à charge de cette allocation. En effet, cette provision s'établit en dépenses et recettes conformément à la règle comptable, aussi ce montant sera neutralisé dans nos analyses comparatives aux exercices précédents.

Les dépenses s'élèvent à 241,2 M€ au CA 2021, soit 1,6 M€ (ou - 0,9 %) de moins qu'en 2020, année marquée par la crise sanitaire, mais également 0,3 M€ de moins qu'en 2019. Ce résultat traduit les efforts de gestion poursuivis en 2021.



en M€									
CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017*	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021*
255,7	257,8	257,1	258,2	250,5	239,9	238,1	241,5	242,8	241,2
évolution	2,1 0,82%	-0,7 -0,27%	1,1 0,43%	-7,7 -2,98%	-10,6 -4,23%	-1,8 -0,75%	3,4 1,43%	1,3 0,54%	-1,6 -0,66%

* 2017 : transfert de la compétence transports à la Région

*2021 : hors provision RSA 15,8 M€

Ainsi depuis 2015, la baisse des dépenses de fonctionnement d'un exercice à l'autre a pu être constatée sur 4 exercices, avec une hausse limitée au plus haut à 1,4 % en 2019.

1 - La cohésion sociale

En 2021 l'ensemble des dépenses relatives à la cohésion sociale a baissé de 1 % après une augmentation de 2 % sur 2 années consécutives en 2019 et en 2020.

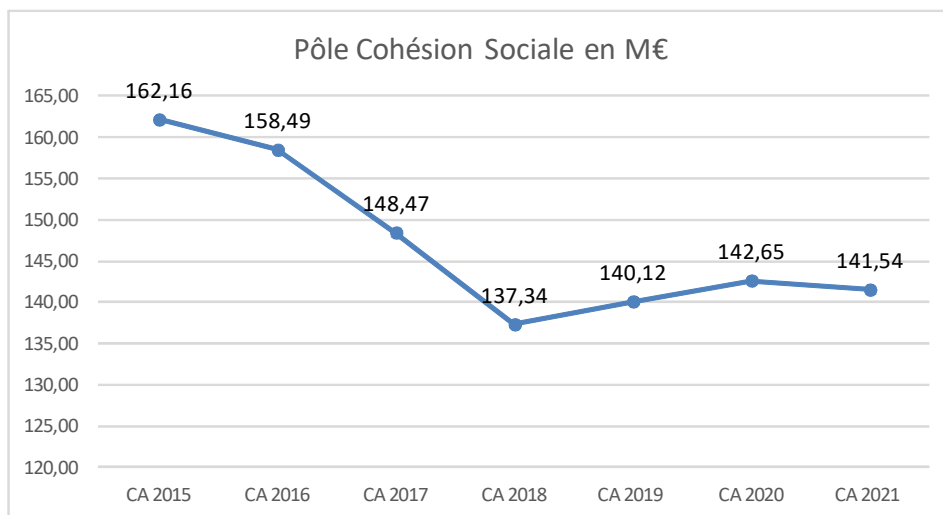
	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021
Pôle Cohésion Sociale en M€	162,16	158,49	148,47	137,34	140,12	142,65	141,54
<i>taux d'évolution de CA à CA</i>		-0,02	-0,06	-0,07	0,02	0,02	-0,01

Ce volume de dépenses a baissé significativement entre 2016 et 2018 de plus de 20 M€ en lien avec le transfert de la compétence transports à la Région. À l'inverse, les dépenses relatives au RSA et à l'aide sociale à l'enfance ont été difficiles à contenir du fait des besoins.

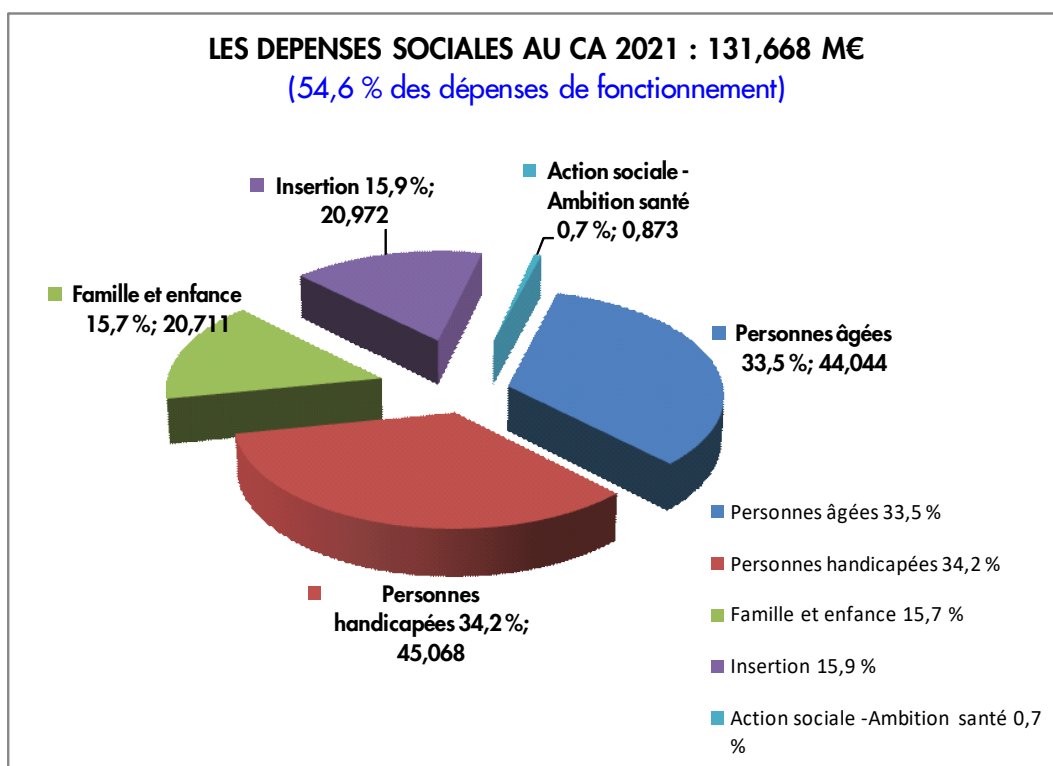
Centres de Responsabilité (€)	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	ECART CA 2021-CA 2020	CUMUL DES EVOLUTIONS 2015-2021
Action Sociale	627 336	420 171	294 527	281 935	316 874	334 762	404 073	69 312	-223 263
Ambition Santé					107 833	316 200	469 060	152 860	469 060
Aide Sociale à l'Enfance	16 656 730	16 700 601	17 299 899	18 556 919	19 838 494	20 757 171	20 247 353	-509 818	3 590 624
Archives	26 808	31 065	21 315	15 848	24 953	19 621	22 650	3 029	-4 157
Autonomie	94 864 528	91 480 626	89 469 684	88 487 671	89 470 861	89 642 909	89 089 918	-552 991	-5 774 610
Bibliothèque Départementale	45 287	33 568	37 440	32 260	21 017	29 653	64 235	34 582	18 949
Insertion	18 887 595	21 163 882	19 313 692	19 203 195	19 391 150	21 719 833	20 972 631	-747 201	2 085 037
Culture Patrimoine	2 495 628	1 997 448	1 801 090	1 647 296	1 674 216	1 644 960	1 669 833	24 873	-825 795
Education jeunesse	5 047 687	4 705 648	4 559 101	6 959 645	6 987 855	6 055 988	6 492 224	436 236	1 444 537
Sport	1 732 555	1 228 159	1 610 295	1 574 217	1 641 354	1 569 837	1 540 603	-29 234	-191 952
Musée Jacques Chirac	295 499	223 242	110 641	115 795	160 604	114 135	108 077	-6 058	-187 422
PMI Santé	786 581	497 568	539 810	467 695	481 596	446 096	463 968	17 872	-322 612
Transports	20 697 189	20 005 711	13 408 132						-20 697 189
Pôle Cohésion Sociale	162 163 421	158 487 688	148 465 626	137 342 477	140 116 807	142 651 165	141 544 627	-1 106 538	78 395

A noter que le cumul des évolutions de dépenses relatives à la cohésion sociale, hors ligne transports, s'établit à + 78 k€ entre 2015 et 2021. Ainsi les fortes augmentations de dépenses notamment pour l'aide sociale à l'enfance, l'éducation et la jeunesse et l'insertion ont pu être compensées par les économies sur l'autonomie. Économies par ailleurs réalisées entre 2015 et 2017 puisque l'intervention au service des personnes âgées et handicapées est stabilisée autour de **89 M€ depuis 2019**.

Le transport des élèves handicapés a été intégré au centre de responsabilités Éducation et jeunesse en 2018 et si les dépenses 2018-2019 ont été relativement stables à près de 7 M€, en 2020, en lien avec la crise sanitaire, de nombreuses activités ont été suspendues, conduisant à une baisse des dépenses de près de 1 M€. En 2021, avec la sortie progressive de la crise, si les dépenses ont à nouveau augmenté, l'intervention du département n'a pas retrouvé son niveau 2018-2019, notamment du fait d'une fréquentation du transport handicapés en deçà des statistiques 2018-2019.



Au global, si la maîtrise des dépenses sociales a été initiée en 2015 avec le souci de pérenniser l'action du département dans un contexte d'équilibres budgétaires complexes, notamment du fait de la baisse des dotations de l'État (- 13 M€ de DGF entre 2014 et 2017), l'intervention du Département auprès des plus fragiles a augmenté de plus de 2 M€ par an entre 2018 et 2020.



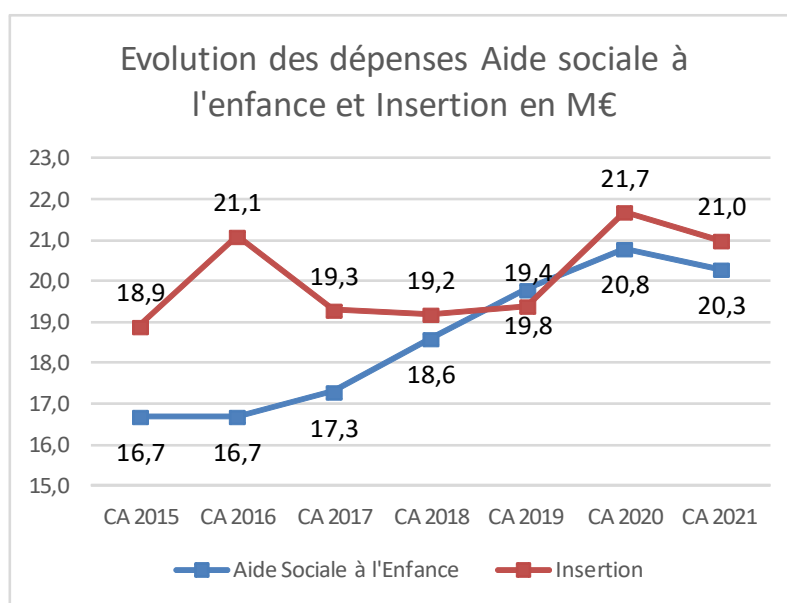
Les dépenses consacrées aux aides aux personnes âgées, aux personnes handicapées, aux familles et aux enfants (aide sociale à l'enfance et protection maternelle et infantile), à l'insertion et à l'action sociale et à la santé sur le territoire représentent plus de la moitié des dépenses de fonctionnement. Ces dépenses, exclusion faite du RSA, au-delà du soutien indispensable à l'ensemble des publics en difficulté, sont également une source d'emplois non négligeable sur le territoire corrézien et elles contribuent de fait au développement économique dans les territoires ruraux.

Ainsi le Département a consacré 54 % de son budget ou **132 M€ aux plus fragiles**, et notamment les personnes handicapées pour **34 % de ce budget dédié**, les personnes âgées pour quasiment la même part.

Cependant, eu égard au volume budgétaire que représente l'ensemble de ces missions, la maîtrise de la dépense reste une priorité malgré la difficulté, notamment concernant le RSA et l'aide sociale à l'enfance.

En effet, après une forte augmentation du RSA en 2020 en pleine période de crise sanitaire, le retour de la croissance en 2021 a impacté favorablement le marché du travail et permis un retour à l'emploi des bénéficiaires, accompagnés par l'ensemble de nos dispositifs. **Ainsi la baisse de l'allocation a pu être conduite entre 2020 et 2021 pour près de 750 k€.**

De même, après une augmentation continue des dépenses relatives à l'aide sociale à l'enfance depuis 2015, une baisse de plus de 500 k€ / CA 2020 est constatée au CA 2021, mais malheureusement plus du fait d'une baisse des tarifs des Établissements Sociaux et Médico Sociaux (ESMS) que du nombre d'enfants à prendre en charge.



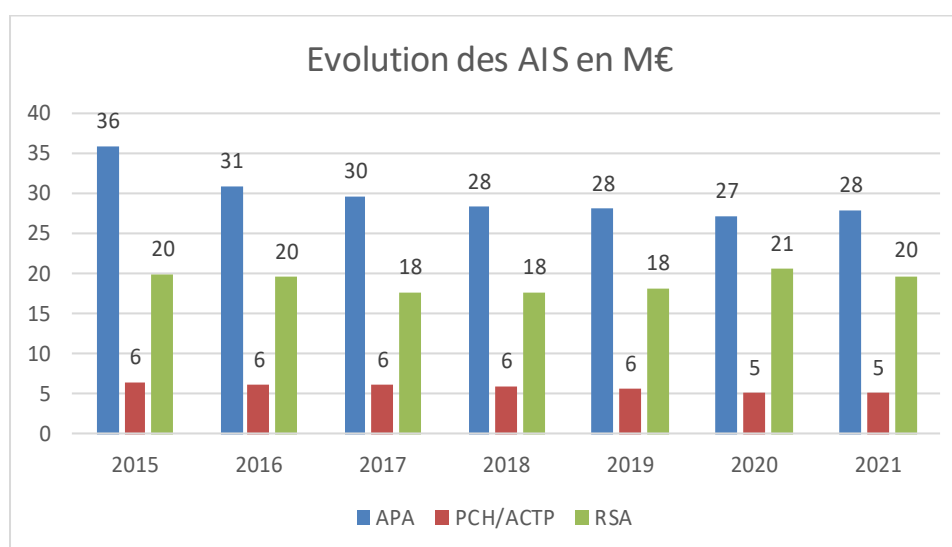
Concernant les dépenses consacrées aux personnes âgées et handicapées, une baisse de plus de 500 k€ est également constatée en 2021 par rapport à 2020. En effet, la reprise de la pleine activité des Établissements Sociaux et Médico Sociaux n'a pas totalement compensé le montant des aides allouées en 2020 en pleine crise sanitaire.

L'ensemble des baisses décrites ci avant a été atténué par l'augmentation des dépenses consacrées à l'éducation, là aussi du fait de la fin de pandémie. Au global, l'évolution des dépenses relatives à la cohésion sociale s'établit à - 1,1 M€ entre 2020 et 2021, portant une évolution globale sur la période 2015-2021 limitée à 78 k€.

Les Allocations Individuelles de Solidarité (AIS) :

en M€	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Total AIS	62,157	56,564	53,337	51,769	51,693	52,772	52,653
taux d'évolution		-0,090	-0,057	-0,029	-0,001	0,021	-0,002

Le montant des Allocations Individuelles de Solidarité (composées de l'Aide Personnalisée à l'Autonomie, de la Prestation de Compensation du Handicap et du Revenu de Solidarité Active), reste contenu depuis 2018 avec un minimum atteint en 2019, suivi d'une forte augmentation notamment du RSA dans le contexte 2020 puis d'une légère baisse dans la phase de reprise économique 2021. À noter que l'Allocation Personnalisée d'Autonomie, après une baisse en 2020, notamment en lien avec les confinements, est en augmentation en 2021. Quant à la Prestation de Compensation du Handicap, nous constatons une quasi stabilité des prestations servies entre 2020 et 2021.

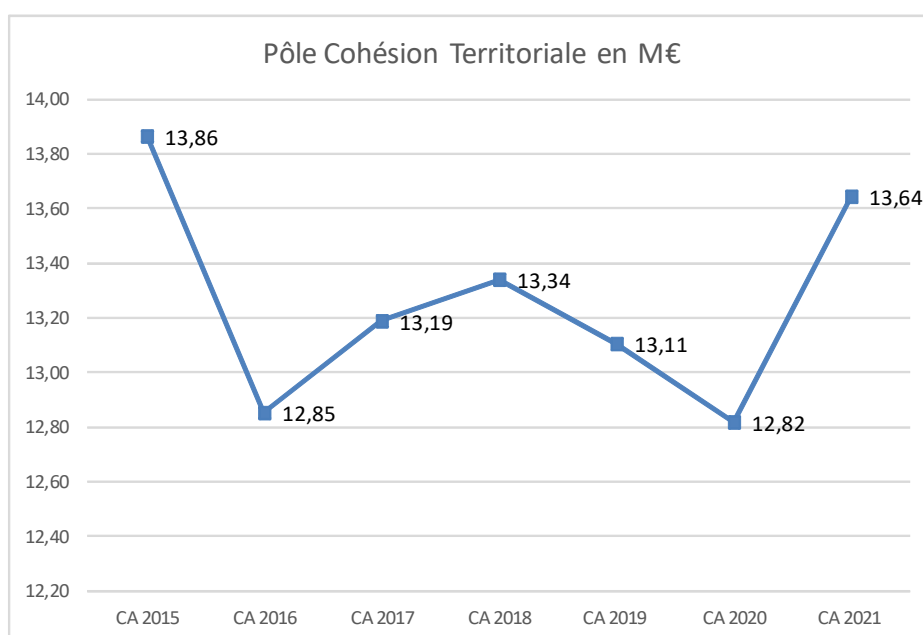


2 - La cohésion territoriale

Si les dépenses relatives à la cohésion territoriale ont baissé de près de 2 % en 2019 et en 2020, elles ont fortement augmenté en 2021 notamment pour les routes du fait de la hausse de prix des carburants et fournitures, également du fait d'interventions de viabilité hivernale plus conséquentes qu'en 2020. Les prestations de service n'ont pas échappé à l'inflation, d'où un impact de + 80 K€ sur le budget des systèmes d'information.

Par ailleurs, les dépenses relatives à la transition écologique augmentent par rapport à 2020, essentiellement du fait du transfert de la participation au Parc Naturel Régional de Millevaches (77k€) sur cette ligne de dépenses, réduisant les dépenses du poste 'aide aux communes' à zéro.

	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021
Pôle Cohésion Territoriale en M€	13,86	12,85	13,19	13,34	13,11	12,82	13,64
<i>taux d'évolution de CA à CA</i>		-0,07	0,03	0,01	-0,02	-0,02	0,06



Les efforts de gestion effectués depuis 2015, notamment pour les routes et les bâtiments ont conduit à un niveau de dépenses qui n'a pu être contenu sur la durée, mais néanmoins à nouveau atteint en 2020 du fait notamment d'un hiver clément avec des interventions de viabilité hivernale très réduites. Au global, entre 2015 et 2021, le budget de fonctionnement du pôle territorial a été réduit, au profit de l'investissement.

Centres de Responsabilité (€)	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	ECART CA 2021-CA 2020	CUMUL DES EVOLUTIONS 2015-2021
Aides aux Communes	333 846	290 967	328 445	200 404	193 503	89 383	0	-89 383	-333 846
Attractivité des Territoires		25 000	185 650	192 445	318 539	436 376	377 294	-59 082	377 294
Bâtiments	3 229 986	3 027 242	3 097 188	3 250 301	3 322 198	3 311 621	3 252 448	-59 174	22 461
Transition Ecologique	1 544 308	1 063 452	975 724	1 037 000	1 033 335	1 039 227	1 184 054	144 827	-360 254
Habitat	880 766	766 198	773 642	769 349	775 335	767 803	785 252	17 450	-95 514
Juridique - Achats	358 735	411 197	464 835	635 434	570 960	593 321	587 848	-5 473	229 114
Routes	6 027 646	5 774 483	5 942 206	5 789 401	5 305 167	5 011 350	5 809 366	798 016	-218 280
Systèmes d'Informations	1 489 400	1 494 602	1 421 210	1 466 486	1 586 480	1 569 683	1 647 901	78 218	158 501
Pôle Cohésion Territoriale	13 864 687	12 853 141	13 188 901	13 340 819	13 105 518	12 818 764	13 644 163	825 399	-220 524

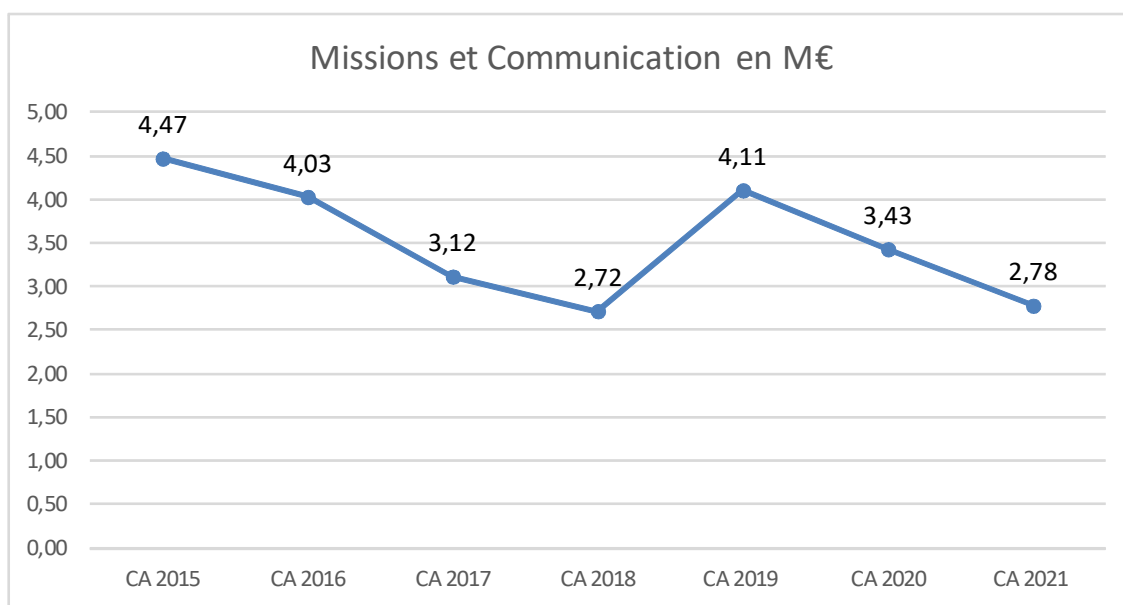
3 - Les missions et la communication

L'ensemble des dépenses consacrées à la communication, au tourisme, à l'économie, au très haut débit et à la transition numérique est en baisse.

Si notre intervention dans le domaine de l'économie est en extinction puisque plus dans les compétences du Département depuis maintenant 6 ans, notre action dans le domaine du tourisme est restée soutenue, notamment pour dynamiser le 'tourisme vert' dans un objectif de retombées économiques sur l'ensemble du territoire.

Pour ce qui concerne le développement du Très Haut Débit, la dépense a baissé en 2021 puisque DORSAL a équilibré en partie les comptes du budget annexe dédié « Corrèze » avec les 1ères recettes de mise à disposition du réseau. Ainsi les intérêts de la dette et la contribution statutaire n'ont pas été financés par le Département en 2021, mais par les recettes d'exploitation.

	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021
Missions et Communication en M€	4,47	4,03	3,12	2,72	4,11	3,43	2,78
	taux d'évolution de CA à CA						
		-0,10	-0,23	-0,13	0,51	-0,16	-0,19



Centres de Responsabilité (€)	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	ECART CA 2021-CA 2020	CUMUL DES EVOLUTIONS 2015-2021
Communication	648 418	618 053	598 716	567 152	557 065	547 558	585 070	37 513	-63 347
Economie	2 305 231	1 779 865	990 828	900 219	1 996 628	916 772	894 591	-22 181	-1 410 641
Très Haut Débit	250 913	287 448	234 179	135 810	473 260	522 087	140 157	-381 930	-110 756
Tourisme	1 224 240	1 344 068	1 291 864	1 093 661	1 047 133	1 417 479	1 105 019	-312 460	-119 220
Transition Numérique et Innovation				21 850	31 142	26 327	57 311	30 984	57 311
Missions et Communication	4 471 452	4 029 434	3 115 589	2 718 693	4 105 228	3 430 223	2 782 149	-648 074	-1 689 303

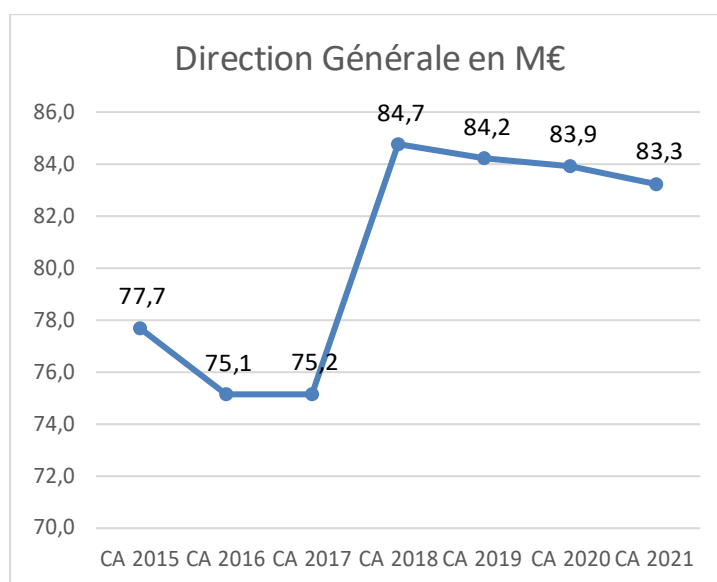
4 - Les services support

La forte hausse des dépenses, entre 2017 et 2018, marque le transfert de la compétence transport à la Région avec le versement d'une dotation de compensation annuelle de 6,1 M€, également l'intégration de la gestion du Fonds Européen pour 0,8 M€ mais aussi l'intégration des dépenses de personnel des budgets annexes, Laboratoire Départemental d'Analyses et Parc Routier Départemental.

Une fois ces dépenses mises en adéquation avec l'ensemble de ces évolutions, le sens de la courbe ci-après affiche la baisse continue des dépenses depuis 2018.

Les économies ont principalement pu être réalisées sur les intérêts de la dette.

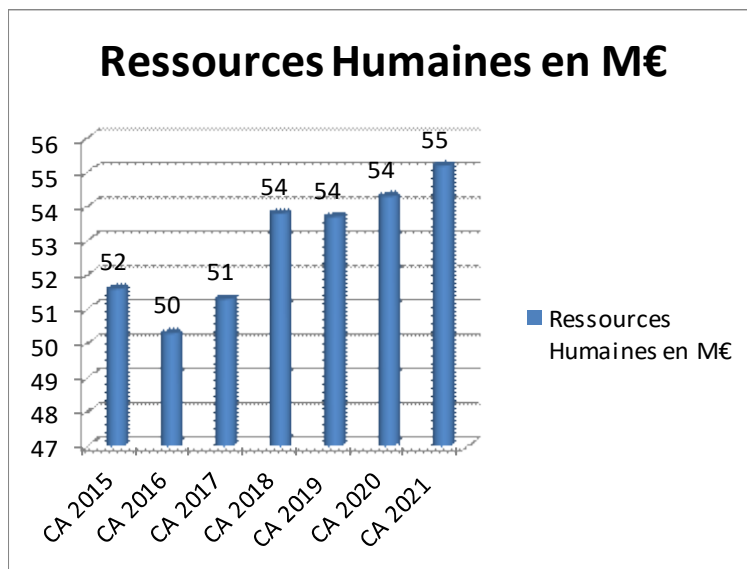
	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	
Direction Générale en M€	77,69	75,11	75,15	84,74	84,20	83,92	82,71	
		taux d'évolution de CA à CA	-0,03	0,00	0,13	-0,01	0,00	-0,01



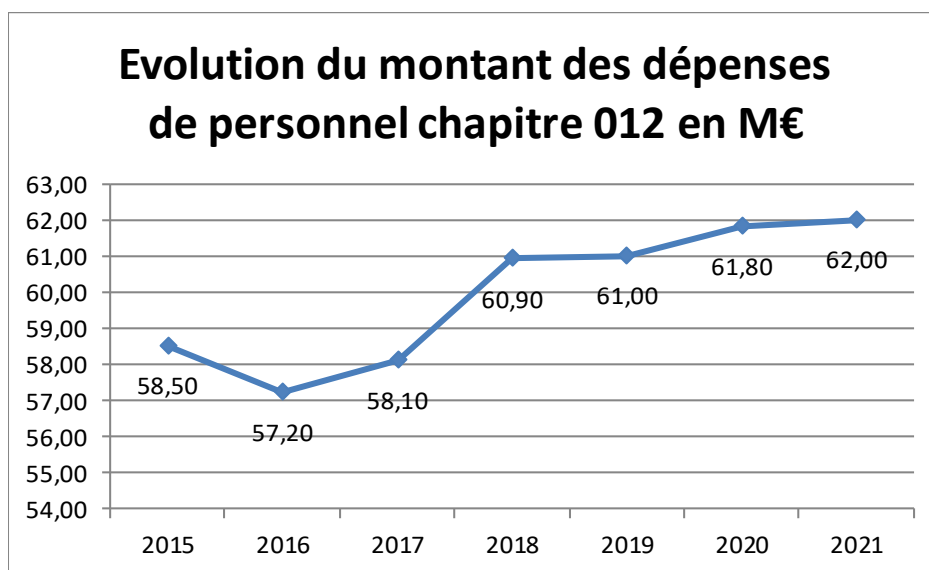
Centres de Responsabilité (€)	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	ECART CA 2021-CA 2020	CUMUL DES EVOLUTIONS 2015-2021
Direction Générale	77 688 874	75 108 490	75 150 411	84 737 044	84 197 957	83 922 978	83 257 636	177 326	5 568 763

En effet, les dépenses de personnels (hors budgets annexes intégrés) affectés aux missions du département sont en constante augmentation depuis 2016 et si l'optimisation des moyens reste une constante, la masse salariale n'est pas la variable d'ajustement des budgets successifs.

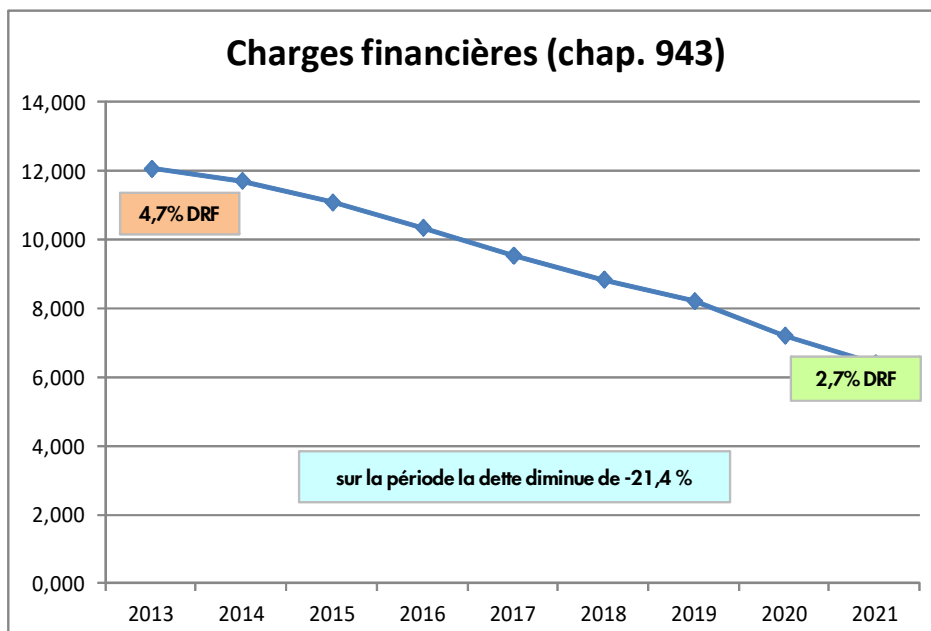
en M€	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	
Ressources Humaines	51,60	50,35	51,27	53,85	53,71	54,31	55,15	
		taux d'évolution de CA à CA	-0,02	0,02	0,05	0,03	0,01	0,02



L'évolution des dépenses imputées sur le chapitre 012, dépenses affectées aux services auxquelles s'ajoutent les salaires des assistants familiaux présentés dans le budget de l'aide sociale à l'enfance, suivent la même tendance.



Comme évoqué ci avant et a contrario, des économies ont été réalisées sur les charges financières, non seulement du fait du désendettement, mais aussi par de nouveaux emprunts à faible taux et par la renégociation de contrats en cours. Au global, le montant des intérêts a été porté de 7,2 M€ en 2020 à 6,4 M€ en 2021, soit une baisse de plus de 800 k€.



Ainsi, si le montant de l'encours de dette a baissé de plus de 20 % entre 2013 et 2021, l'impact des charges financières sur le budget de fonctionnement a été ramené de 4,7 % en 2013 à 2,7 % en 2021 (soit - 43 % d'intérêts).

Au global, la présentation des dépenses de fonctionnement par fonction s'établit comme suit depuis 2015, précision faite que la ligne provisions apparait à 16 ,3 M€ en 2021 dont la provision déjà évoquée de 15,8 M€ de RSA.

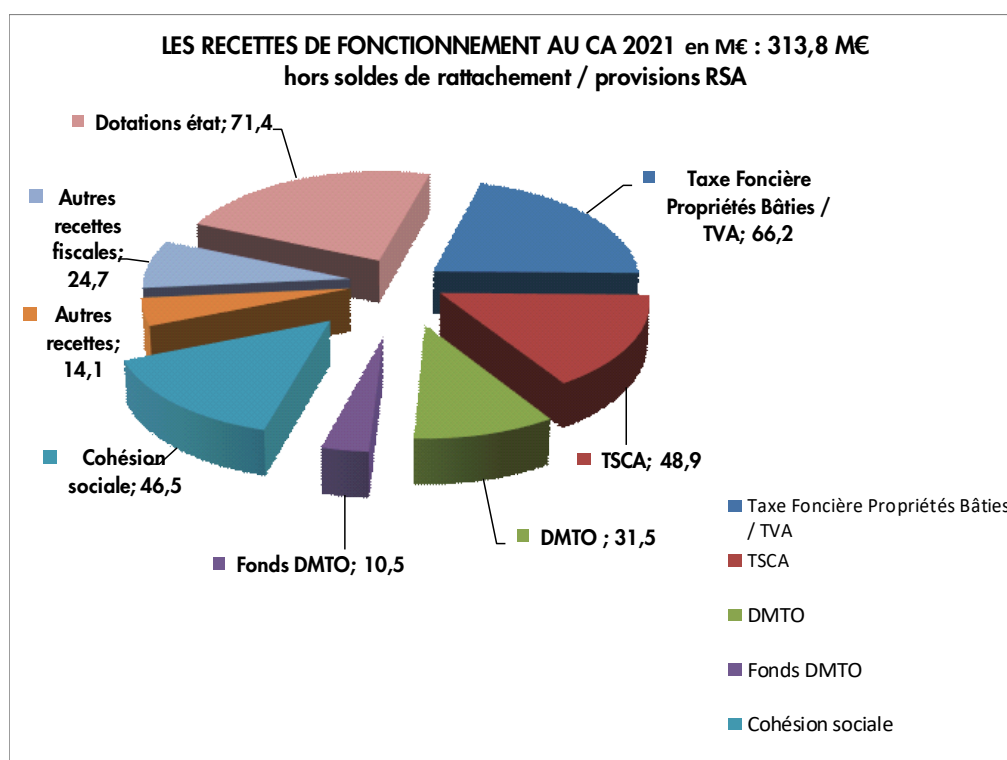
	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
	258 188 433	250 478 752	239 920 526	238 139 034	241 525 509	242 823 130	257 014 979
SERVICES GENERAUX	17 361 876	16 960 091	16 915 571	16 616 668	16 856 873	17 095 973	17 515 715
SECURITE	10 086 507	10 069 677	10 068 017	9 388 599	9 425 091	9 451 152	9 693 066
ENSEIGNEMENT	14 420 581	13 055 401	13 328 887	13 683 357	13 818 776	13 856 119	14 095 223
CULTURE, VIE SOCIALE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS	8 620 713	7 546 905	7 633 319	6 941 796	6 975 087	6 729 048	7 019 857
PREVENTION MEDICO-SOCIALE	1 963 095	1 913 254	1 839 494	1 864 508	2 038 529	2 232 176	2 363 758
ACTION SOCIALE (Hors RMI et hors APA)	90 975 053	91 428 144	91 672 315	96 650 599	98 912 429	101 249 552	98 759 056
REVENU MINIMUM D'INSERTION	23 658	44 918	-	3	2 808	3 534	7 574
PERSONNES DEPENDANTES (APA)	35 857 425	30 905 998	29 583 709	28 290 592	28 047 713	27 187 898	27 840 414
REVENU DE SOLIDARITE ACTIVE	19 177 581	21 316 093	19 530 723	19 581 110	19 830 599	22 199 422	21 480 732
RESEAUX ET INFRASTRUCTURES	18 477 306	18 331 010	18 585 081	19 580 714	18 704 137	18 554 941	19 598 175
AMENAGEMENT ET ENVIRONNEMENT	2 776 182	2 299 655	2 941 450	3 321 463	4 017 537	4 155 240	3 916 773
TRANSPORTS	20 705 892	20 323 902	13 634 171	6 092 178	6 091 349	6 091 469	6 091 800
DEVELOPPEMENT	5 284 958	4 399 422	3 011 562	4 435 574	5 185 211	4 324 061	3 885 338
Autres impôts et taxes	1 164 399	1 269 240	1 362 577	1 542 981	2 097 354	1 724 747	1 798 595
Opérations financières	11 092 181	10 355 778	9 545 092	8 848 277	8 221 881	7 217 586	6 400 330
Frais de fonctionnement des groupes d'élus	201 026	209 264	218 558	246 954	250 137	200 212	211 288
Provisions et autres opérations mixtes	201 026	50 000	50 000	1 053 660	1 050 000	550 000	16 337 284

I-2 DES RECETTES EN HAUSSE

Les recettes 2021 sont en hausse de plus de 3,5 %. C'est la plus forte augmentation mesurée depuis 2013, avec + 11 M€ par rapport au CA 2020.

en M€								
CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021
291,6	296,9	292,5	291,1	285,5	289,0	296,5	302,9	313,8
évolution	-1,4 -0,47%	-4,4 -1,48%	-1,4 -0,48%	-5,6 -1,92%	3,5 1,23%	7,5 2,60%	6,4 2,16%	10,9 3,60%
perte de DGF	perte de DGF	ponction étalée de 2014 à 2017		-12,8	-12,8	-12,8	-12,8	-12,8
		perte cumulée						-64

Pour autant, il est rappelé que ce budget 2021 reste amputé de 13 M€ de DGF depuis 2017 dans le cadre du redressement des comptes publics de la Nation. Également le montant de l'augmentation des recettes depuis 2018 tient à des produits Droits de Mutation à Titre Onéreux (DMTO) très conjoncturels. Un retour de ces recettes à un niveau moyen de 20 M€ et d'éventuelles nouvelles ponctions de recettes visant la réduction du déficit public auraient tôt fait de ramener nos ressources vers un taux d'évolution négatif.



1 - Les recettes dynamiques

L'ensemble des recettes dites dynamiques est constitué par la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties, devenue compensation TVA en 2021, la Taxe sur les Conventions d'Assurance, les DMTO, la Contribution sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE*) (en excluant la part de compensation de la compétence transport transférée à la Région en 2017) et l'Imposition sur les Entreprises de Réseaux (IFER). Le montant annuel moyen d'augmentation s'établit à + 5 M€. Cette dynamique est largement impactée par les recettes DMTO en croissance inédite depuis 2017.

RECETTES DE FONCTIONNEMENT en €	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	Evolution annuelle moyenne
Taxe Foncière Propriétés Bâties / TVA	59 064 669	59 930 567	60 708 843	62 095 947	63 430 751	64 738 080	66 157 781	1 182 185
TSCA	40 740 574	41 451 669	42 396 012	43 861 168	45 008 981	46 770 342	48 930 741	1 365 028
DMTO	17 760 915	19 254 457	21 464 629	22 611 537	24 302 773	25 589 221	31 470 451	2 284 923
CVAE **	21 743 644	22 150 316	10 903 249	10 959 784	11 740 160	11 778 429	12 011 248	184 667
IFER	2 081 876	2 163 792	2 135 814	2 202 026	2 300 336	2 393 176	2 431 223	58 225
total	141 391 679	144 950 801	137 608 547	141 730 462	146 783 001	151 269 247	161 001 444	5 075 027
<i>Taux d'évolution</i>		<i>0,025</i>	<i>-0,051</i>	<i>0,030</i>	<i>0,036</i>	<i>0,031</i>	<i>0,064</i>	

La part départementale de la Taxe Foncière sur les propriétés bâties, avec un taux maintenu constant depuis 2013, était une recette en croissance du fait de l'évolution annuelle des bases. Au vu des modalités de compensation par la TVA, soit l'affectation de l'exact montant des recettes 2020, la perte de croissance était à craindre en 2021. La création, via un Fonds de péréquation, de la Fraction Complémentaire de la TVA a permis au Département de bénéficier de + 1,3 M€, montant équivalent à la croissance annuelle.

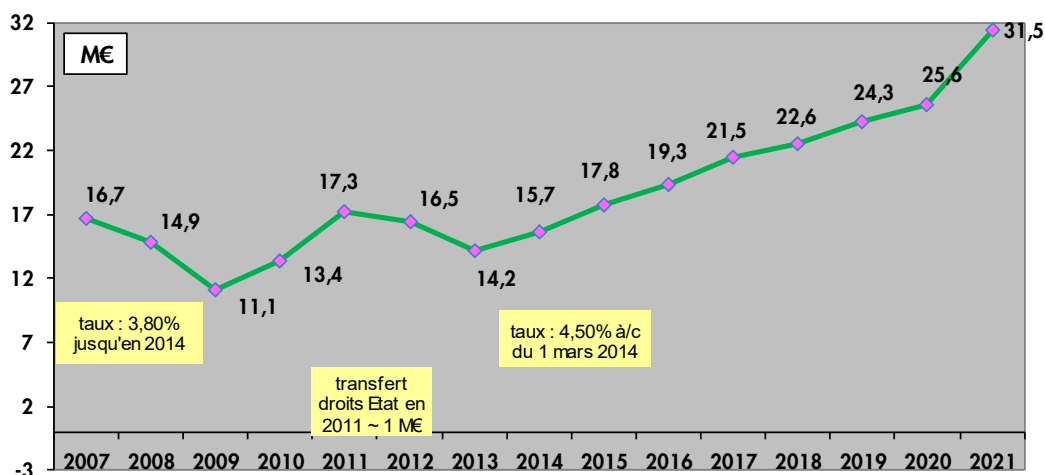
RECETTES DE FONCTIONNEMENT en €	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	Taux d'évolution moyen
Taxe Foncière Propriétés Bâties / TVA	59 064 669	59 930 567	60 708 843	62 095 947	63 430 751	64 738 080	66 157 781	
<i>taux d'évolution</i>		<i>0,015</i>	<i>0,013</i>	<i>0,023</i>	<i>0,021</i>	<i>0,021</i>	<i>0,022</i>	<i>0,019</i>

La taxe sur les conventions d'assurance, recette de compensation de la taxe professionnelle et des transferts de compétence « routes » et SDIS, est une recette qui produit chaque année une dynamique de + 1,3 M€ en moyenne depuis 2015.

RECETTES DE FONCTIONNEMENT en €	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	Taux d'évolution moyen
TSCA	40 740 574	41 451 669	42 396 012	43 861 168	45 008 981	46 770 342	48 930 741	
<i>taux d'évolution</i>		<i>0,017</i>	<i>0,023</i>	<i>0,035</i>	<i>0,026</i>	<i>0,039</i>	<i>0,046</i>	<i>0,031</i>

Les recettes DMTO connaissent, depuis 2014, une augmentation continue, avec une dynamique dépassant les 10 % en 2017 et atteignant 23 % en 2021, portant le montant à 31,5 M€ quand le Département n'a jamais perçu plus de 20 M€ avant 2017. Il semble que cette ressource très dynamique soit tout à fait conjoncturelle, d'autant que les biens à vendre en Corrèze se font désormais rares. Pour autant, ce sont + 6 M€ par rapport à 2020 qui ont été perçus.

Produit des droits de mutation 2007 à 2020



Indépendamment du transfert de recettes à la Région en 2017, la Contribution sur la Valeur Ajoutée des Entreprises évolue de 2,4 % par an en moyenne depuis 2015. Il est à préciser que le montant perçu en 2021 n'a pas souffert de la crise sanitaire puisque collecté en 2020 sur la base de l'activité 2019.

RECETTES DE FONCTIONNEMENT en €	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	Taux d'évolution moyen
CVAE *	21 743 644	22 150 316	10 903 249	10 959 784	11 740 160	11 778 429	12 011 248	252,445
	<i>taux d'évolution</i>	0,019	-0,508	0,005	0,071	0,003	0,020	0,024

Le montant de l'Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de réseau évolue de + 2,8 % par an en moyenne depuis 2015 du fait, à la fois, de l'augmentation du nombre d'exploitants de réseaux (essentiellement photovoltaïque) et de l'inflation.

RECETTES DE FONCTIONNEMENT en €	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	Taux d'évolution moyen
IFER	2 081 876	2 163 792	2 135 814	2 202 026	2 300 336	2 393 176	2 431 223	58,225
	<i>taux d'évolution</i>	0,039	-0,013	0,031	0,045	0,040	0,016	0,026

2 - Les concours de l'État

RECETTES DE FONCTIONNEMENT en €	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	Taux d'évolution moyen
Dotations état	81 167 976	77 196 740	71 940 328	72 120 180	71 656 174	71 695 272	71 367 388	
	taux d'évolution	-0,049	-0,068	0,003	-0,006	0,001	-0,005	-0,021

a- La DGF

Si l'enveloppe nationale de la DGF est restée stable en 2021 pour le Département de la Corrèze, le versement de la dotation forfaitaire est en baisse de 328 k€.

En effet, la Dotation Globale de Décentralisation et la Dotation de Compensation sont stables, mais un mécanisme de péréquation permet de décider annuellement, en loi de Finances, d'un montant de Dotation forfaitaire à prélever pour financer la croissance de la dotation de péréquation. La péréquation est répartie entre Dotation de Péréquation Urbaine (DPU : Départements Urbains) et Dotation de Fonctionnement Minimale (DFM : Départements ruraux) et le montant affecté à chaque enveloppe est décidé par le Comité des Finances Locales.

En 2021, comme les années précédentes, le montant du prélèvement pour péréquation a été fixé à 10 M€ avec une clé de répartition de l'affectation entre les 2 enveloppes identique aux années passées alors même que **7 départements urbains ont été intégrés au rang des départements ruraux.**

C'est ainsi que la Corrèze contribue à la péréquation visant l'abondement de la Dotation de Fonctionnement Minimale (DFM) par prélèvement sur la dotation forfaitaire de base, du fait de son potentiel financier supérieur à 95 % de la moyenne des départements.

Et si la dotation de fonctionnement minimale, figée à 13,307 M€, a augmenté en 2020 quasiment du montant du prélèvement sur la dotation forfaitaire et ainsi stabilisé le montant DGF global, en 2021, du fait de l'intégration de nouveaux départements au rang de départements ruraux, **nous n'avons pas bénéficié de ce reversement et sommes donc devenus uniquement contributeurs.** La perte de recettes est ainsi constatée à 328 k€.

Ainsi, si la DGF, par comparaison à 2013, a été amputée pour la Corrèze de 13 M€ visant le redressement des comptes publics de la Nation, elle baisse à nouveau en 2021, au bénéfice de péréquation.

b- Le fonds de péréquation DMTO

Depuis 2020, il fait l'objet de deux prélèvements, calculés en fonction des DMTO.

- Un premier prélèvement égal à 0,34 % du montant de l'assiette des DMTO perçus l'année précédant la répartition. Le montant de ce prélèvement n'est pas fixé par avance et il varie donc chaque année selon l'assiette des droits. Il touche tous les départements ;

- Un second prélèvement, d'un montant fixe de 750M€, auxquels sont assujettis les départements dont l'assiette des DMTO perçus l'année précédant la répartition est supérieure à 0,75 fois la moyenne nationale (le prélèvement est effectué par tranche, en fonction du montant de l'assiette). Ce second prélèvement est, pour chaque département, plafonné à 12 % du montant des DMTO perçus l'année précédente.

Le reversement est effectué au sein de trois enveloppes, qui reprennent les modalités de répartition des trois fonds préexistants.

- La première enveloppe (ancien FSID), d'un montant fixe de 250 M€, est répartie en deux fractions : la première (150 M€) est destinée aux départements ruraux fragiles et elle est répartie en fonction du potentiel financier, des revenus et du taux d'imposition à la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB). La seconde (100 M€) est destinée aux départements marqués par un niveau de DMTO et des revenus moyens faibles ainsi qu'un taux de pauvreté élevé. Elle est répartie en fonction du potentiel financier, de la population et des revenus ;

- La deuxième enveloppe (ancien fonds DMTO), égale à 52 % des montants à reverser (après ponction de la première enveloppe), est versée aux départements caractérisés par un potentiel financier ou des revenus faibles. Elle est répartie en fonction de ces deux critères ainsi que du niveau de DMTO par habitant ;

- La troisième enveloppe (ancien FSD), égale à 48 % des montants à reverser (après ponction de la première enveloppe), est répartie en deux fractions. La première (30 % de l'enveloppe), destinée aux départements dont le potentiel fiscal ou les revenus sont faibles, est répartie entre les départements en fonction du reste à charge au titre des AIS. La seconde (70 % de l'enveloppe) bénéficie à la première moitié des départements dont le reste à charge par habitant est le plus élevé. Elle est répartie en fonction de ce reste à charge et de la population.

Un département peut ainsi être à la fois contributeur et bénéficiaire du fonds.

Les sommes mises en répartition peuvent faire l'objet d'une mise en réserve lorsque le montant des deux prélèvements dépasse 1,6 Md€. Cette mise en réserve, dans un « fonds de garantie départemental des corrections conjoncturelles », est arbitrée par le comité des finances locales (CFL) à qui il revient également de décider d'un éventuel abondement des sommes réparties au moyen des sommes mises en réserve lors des exercices précédents, soit 120 M€ au titre de l'ancien fonds DMTO.

En cas de libération, cette somme vient abonder à 52 % la deuxième enveloppe et à 48 % la troisième. En 2020, du fait d'une baisse de 2 % du niveau de recettes DMTO en France, le CFL a décidé de libérer la réserve de 120 M€, ce qui a permis d'atténuer la perte de ressources pour les Départements les plus fragiles. À contrario, en 2021, du fait d'une recette DMTO supérieure à 1,6 Md€, la réserve a été abondée à nouveau.

	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021
Fonds de péréquation DMTO	2 038 217	4 299 842	4 569 287	4 744 127	5 037 742	5 724 285	4 856 343
Fonds de soutien interdépartemental FSID					4 919 415	4 615 151	4 952 031
Fonds de Solidarité sur DMTO (FSD)	4 008 564	1 174 887	1 164 970	1 035 059	890 538	854 449	700 512
total	6 046 781	5 474 729	5 734 257	5 779 186	10 847 695	11 193 885	10 508 886
Prélèvement	1 164 399	1 174 887	1 362 577	1 542 981	2 097 354	1 724 408	1 798 595
Solde	4 882 382	4 299 842	4 371 680	4 236 205	8 750 341	9 469 477	8 710 291
<i>taux d'évolution</i>		-0,119	0,017	-0,031	1,066	0,082	-0,080

Ainsi au global, si le montant du prélèvement est quasi stable entre 2020 et 2021, le montant affecté à la Corrèze est en baisse au vu de l'augmentation du produit DMTO par habitant mais également du fait que le montant du reste à charge relatif aux Allocations Individuelles de Solidarité augmente moins vite en Corrèze que dans les départements fortement impactés par la hausse du RSA.

3 - Les recettes affectées à la cohésion sociale

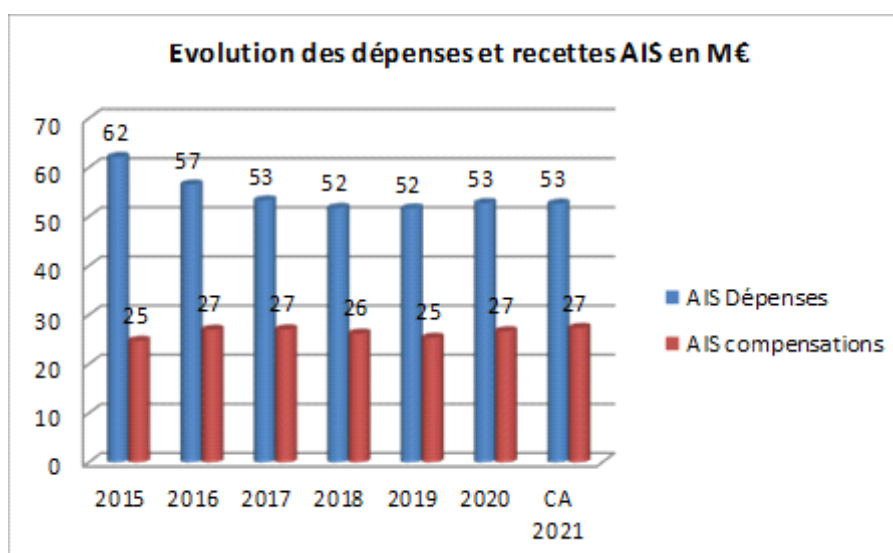
RECETTES DE FONCTIONNEMENT en €	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	Taux d'évolution moyen
Cohésion sociale	42 359 695	42 955 336	44 074 882	44 048 781	42 872 402	45 070 904	46 456 129	0,016
<i>taux d'évolution</i>		0,014	0,026	-0,001	-0,027	0,051	0,031	

Les recettes affectées à la cohésion sociale sont en hausse par rapport à 2020 en lien pour l'essentiel avec une compensation APA en hausse sur la 2^{ème} part (+ 0,8 M€) du fait d'un changement du mode de reversement : la variation de la dépense APA n'a plus d'impact sur le calcul du versement de cette compensation. Depuis 2020, un coefficient d'attribution a été affecté à chaque département. Ainsi, le montant affecté dépend du seul volume à répartir. Pour rappel cette compensation a été créée par la loi d'Adaptation de la Société au Vieillessement visant une compensation des évolutions de droits.

La compensation des Allocations Individuelles de Solidarité est en hausse globale de + 0,6 M€.

Par ailleurs, le montant des Allocations Individuelles de Solidarité, au plus bas niveau en 2018 et 2019, est à nouveau stabilisé autour de 52,7 M€ depuis 2020, résultat en 2020 d'une augmentation du RSA et d'une baisse de l'APA en lien avec la crise sanitaire. Avec la reprise économique en 2021, la dépense RSA est en baisse et la dépense APA à nouveau en hausse. L'augmentation de la compensation APA 2^{ème} part permet de réduire le reste à charge en 2020 et 2021, pour autant l'augmentation de +0,8 M€ est en partie absorbée par une baisse de la compensation APA 1 (- 0,2 M€).

en M€	2015	2016	2017	2018	2019	2020	CA 2021
AIS Dépenses	62,16	56,56	53,34	51,77	51,69	52,77	52,65
AIS compensations	24,75	27,01	27,06	26,22	25,36	26,70	27,37
AIS reste à charge	37,41	29,56	26,27	25,55	26,33	26,07	25,28



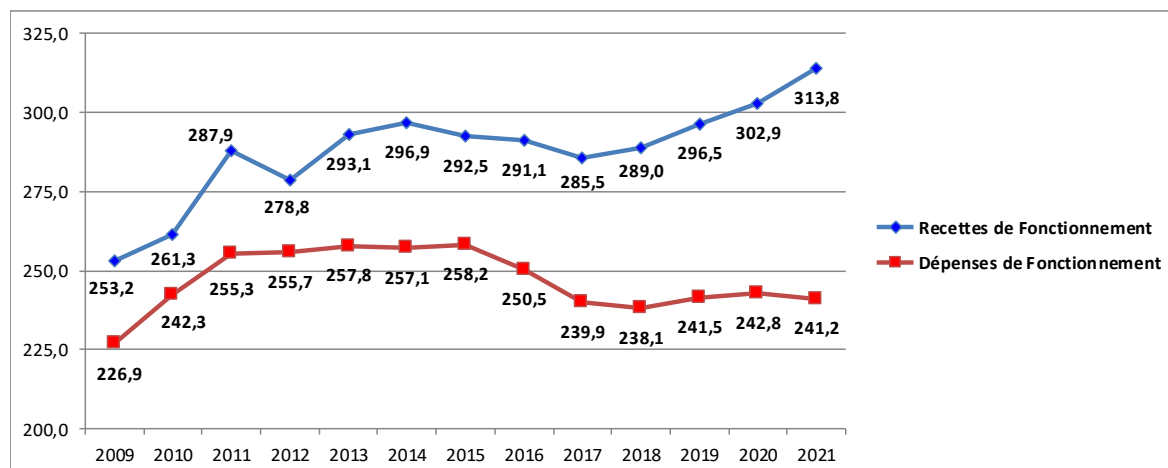
Pour autant, 25 M€ de reste à charge, dont plus de 8 M€ au seul titre du RSA quand cette prestation devrait être compensée en totalité, demeure une contrainte budgétaire qui n'est pas admissible. En effet, ces dépenses viennent grever les ressources du Département et, de ce fait, réduire les actions visant au développement du territoire.

4- Les autres recettes

L'ensemble des autres recettes, dont la Dotation de Compensation Péréquée (4,8 M€), les recouvrements relatifs aux mises à disposition de personnels (4,1 M€) et les loyers de gendarmeries (1,7 M€), est relativement stable depuis 2017, entre 14 et 15 M€.

RECETTES DE FONCTIONNEMENT en €	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	Taux d'évolution moyen
Autres recettes	10 963 785	10 728 984	14 910 868	14 920 511	13 935 862	14 190 968	14 147 654	0,053
	taux d'évolution	-0,021	0,390	0,001	-0,066	0,018	-0,003	

Pour conclure cette analyse des recettes et dépenses de fonctionnement, le graphe suivant traduit la maîtrise des dépenses de fonctionnement dans un contexte de recettes DMTO dynamiques depuis 2017. Il est cependant à rappeler que la collectivité n'a aucune maîtrise des recettes de fonctionnement et profite là de cette évolution favorable des ressources. Mais cela pourrait, de même, s'inverser avec des recettes en baisse qui ne pourraient être que subies.



II- LA SECTION D'INVESTISSEMENT

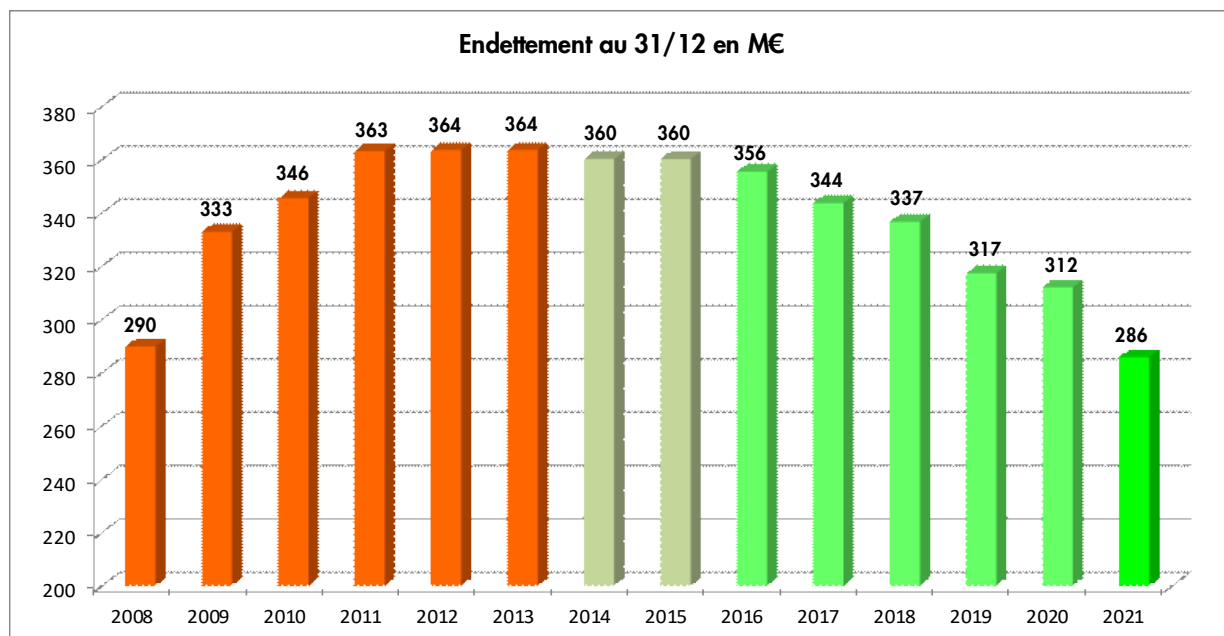
II-1 UN DÉSENDETTEMENT SYSTÉMIQUE

1 - L'annuité en capital

L'annuité en capital de la dette est passée sous la barre des 30 M€ en 2021, avec un emprunt limité à 3,5 M€ sur l'exercice (Emprunt dit "COVID" contractualisé fin 2020 et reporté sur 2021).

M€	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Remboursement du capital de la dette	27,722	29,754	31,284	32,141	32,369	30,310	29,718
<i>moyenne / an</i>	30,471						
Emprunt nouveau	27,670	25,000	19,497	25,120	13,000	25,000	3,500
<i>moyenne / an</i>	19,827						
Désendettement	-0,052	-4,754	-11,787	-7,021	-19,369	-5,310	-26,214
<i>montant cumulé</i>	-0,052	-4,806	-16,593	-23,614	-42,983	-48,293	-74,507
<i>moyenne / an</i>	-10,644						
Encours de dette fin d'exercice	360,300	355,546	343,759	336,738	317,369	312,059	285,845

Ainsi, le capital restant dû a été ramené en dessous du niveau de 2008, sans impact sur l'investissement.



2 - Les caractéristiques de la dette

Le taux moyen pondéré de l'encours de dette au 31/12/2021 est de 1,98 %, en baisse continue du fait d'emprunts à taux fixe 20 ans au taux moyen pondéré de 1,55 % de 2015 à 2018, puis 0,98 % en 2019, 0,75 % en 2020 et 0,19 % en 2021 sur 5 ans. Les opportunités de renégociation d'anciens emprunts ont également contribué à faire baisser ce taux moyen pondéré.

Les charges financières ont été divisées par 2 en 2021 par rapport à 2012 (montant le plus élevé).

Le capital restant dû est composé de 73 lignes de prêt souscrites auprès de :

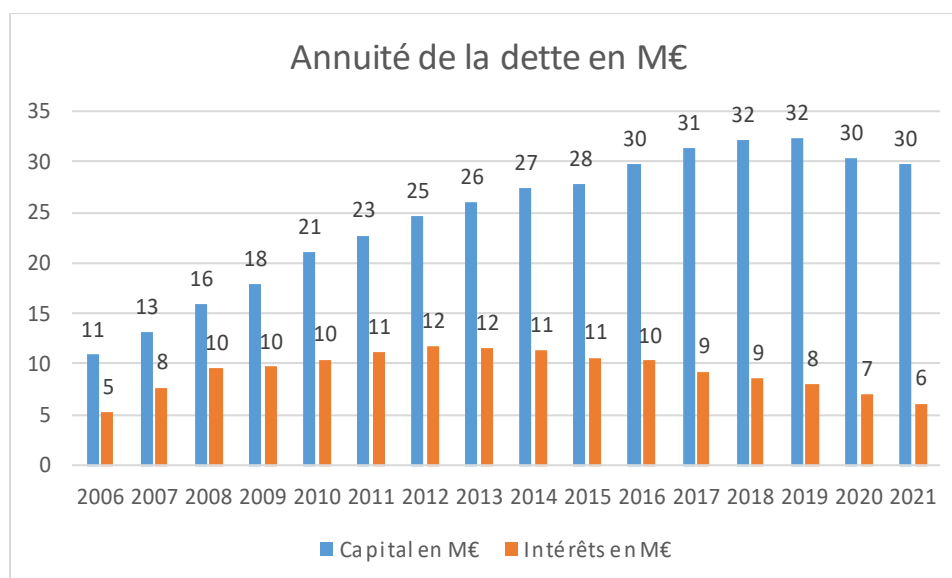
- Caisse d'Épargne 29 % des prêts,
- Banque Postale 25 % des prêts,
- Crédit Agricole 21 % des prêts,

sur un total de 8 partenaires.

À noter que les emprunts souscrits auprès de la Banque Postale sont systématiquement gérés par la Caisse Française de Financement Local, ce qui rend complexes les renégociations de contrats, faute d'interlocuteurs locaux.

La dette est sécurisée avec 79,5 % à taux fixe et elle est sécurisée aussi au sens Gissler (95 % sans risque et 5 % à risque très faible).

L'amortissement de l'encours est en baisse du fait d'un désendettement fort depuis 2015, également du fait de la baisse des taux d'intérêts. Le graphique ci-dessous met en exergue la baisse du coût des emprunts, à travers la proportion capital / intérêts remboursés annuellement.



3 - Gestion active de la dette

De 2015 à 2021 compris, la gestion active de la dette a permis une économie de 1,7 M€ sur les intérêts.

Ainsi :

- 13 M€ d'encours ou plus de 4 % de la dette à taux fixe sont à **Taux Fixe 0 %**, soit des prêts CDC éligibles au label "croissance verte" et 2 prêts à taux variable anciennement indexés sur le TAM, renégociés pour un CRD de 10 M€,
- 9 M€ en phase 2 d'un prêt multi-périodes Caisse d'Épargne ont pu être refinancés en 2019 auprès de 3 partenaires à 0,52 % sur 10 ans (taux fixe quitté de la phase 1 = 3,97 %),
- 4 M€ de capital restant dû relatif au prêt Crédit Agricole à taux fixe 4,50 % (2012) a été renégocié en 2020 à 2,13 %,
- 8,425 M€ de capital restant dû relatif au prêt LEP + 1,35 % auprès de la CDC a été renégocié en 2020 à Livret A + 1 %. À noter que les gains générés par cette revue de contrat seront réduits de 0,5 % en 2022 du fait de l'augmentation du taux du livret A (de 0,5 à 1%).

Enfin, en 2021, 3 contrats Caisse d'Épargne ont été renégociés avec la Banque, soit :

- un capital restant dû de 6 M€ à taux fixe multi-périodes 3,94 % en phase 1 a été renégocié en phase 2 sur une durée résiduelle de 15 ans à 0,75 %
- un capital restant dû de 2,9 M€ à 2,65 % en phase 1 a été renégocié à taux fixe en phase 2 sur une durée résiduelle de 18 ans à 0,89 %
- un capital restant dû de 2,4 M€ d'un prêt Livret A + 0,60 % de 2009 a été renégocié, **sans pénalités**, à Taux Fixe 0,44 % par avenant. De fait, cette opération a permis d'éviter les augmentations livret A induites pour 2022.

L'ensemble de ces renégociations est récapitulé dans le tableau qui suit.

Banque	capital renégocié	pénalité 0 € (indicative)	ancien taux	nouveau taux	gain sur durée résiduelle
Caisse d'Epargne					
• contrat Taux Fixe Multi-périodes	6 000 000 €	clause contrat	3,94%	0,75%	102 000 €
			Phase 1	Phase 2	15 ans
Caisse d'Epargne					
• contrat Taux Fixe Multi-périodes	2 880 000 €	clause contrat	2,65%	0,89%	324 000 €
			Phase 1	Phase 2	18 ans
Caisse d'Epargne					
• contrat Livret A + 0,60	2 351 975 €	0 €	1,10%	0,44%	67 000 €
		(13 645 €)			8,5 ans
TOTAL	11 231 975 €	0 €			493 000 €

Ces avenants contractualisés en 2021 permettent une économie de 493 k€ sur l'annuité restant due.

Il faut noter que le recours aux lignes de trésorerie n'est plus nécessaire depuis 2018.

II-2 LES RECETTES D'INVESTISSEMENT

1 - Les recettes réelles propres à la section et le produit de l'emprunt

Le montant des recettes réelles d'investissement composé de dotations et de subventions est situé, depuis 2015, entre 8 M€ et près de 12 M€ en 2021, déduction faite d'une régularisation d'avances sur marchés via titre de recette.

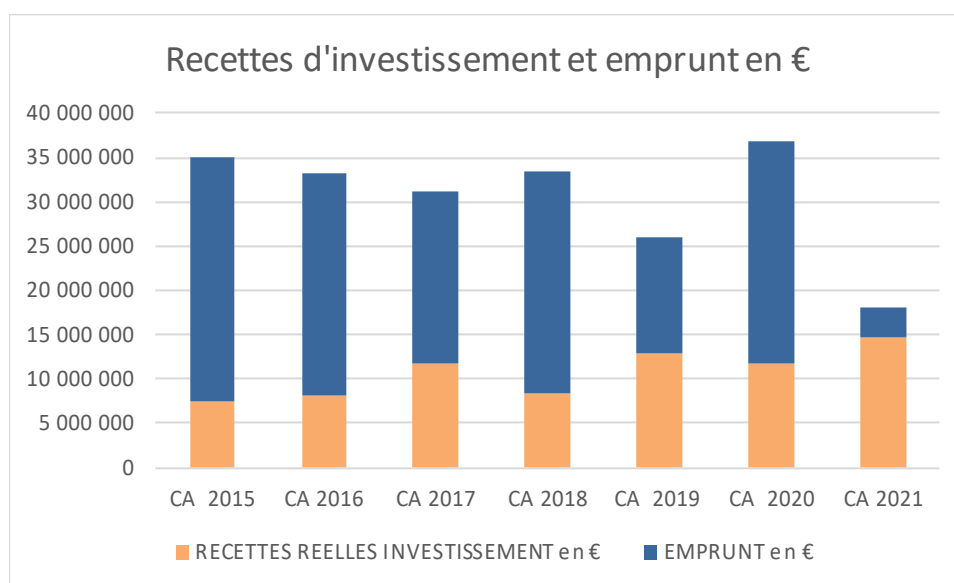
RECETTES EN €	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021
DDEC/ DSID / FCTVA / Avances DMTO	5 068 043	4 919 036	5 301 563	5 380 345	4 352 531	8 518 646	8 881 408
Subventions	2 365 862	3 307 445	6 448 874	3 032 692	8 542 002	3 234 654	5 741 049
RECETTES REELLES INVESTISSEMENT	7 433 905	8 226 482	11 750 436	8 413 036	12 894 533	11 753 300	14 622 457

Ce montant comprend le versement de la DSID pour un montant de 4,4 M€. Si, d'année en année, les volumes sont comparables, chaque exercice a une spécificité : en effet, en 2020, il s'agissait de l'avance des DMTO (2,4 M€), en 2019 de la subvention Très Haut Débit (5,4 M€) transformée en 2020 en avance remboursable.

L'année 2021 a bénéficié, comme indiqué supra, d'un volet plan de relance pour la DSID. En termes de crédits de paiement versés au Département :

- par péréquation 2021 : 667 k€
- DSID projets routiers : 3 192 k€ (Malemort)
- DSID rénovation thermique : 582 k€ (attribués dans le cadre de la réhabilitation de l'internat du collège d'Allasac et de la restructuration de l'ensemble du collège d'Argentat).

Par ailleurs, l'emprunt COVID souscrit fin 2020 a été encaissé sur 2021.



2 - L'autofinancement

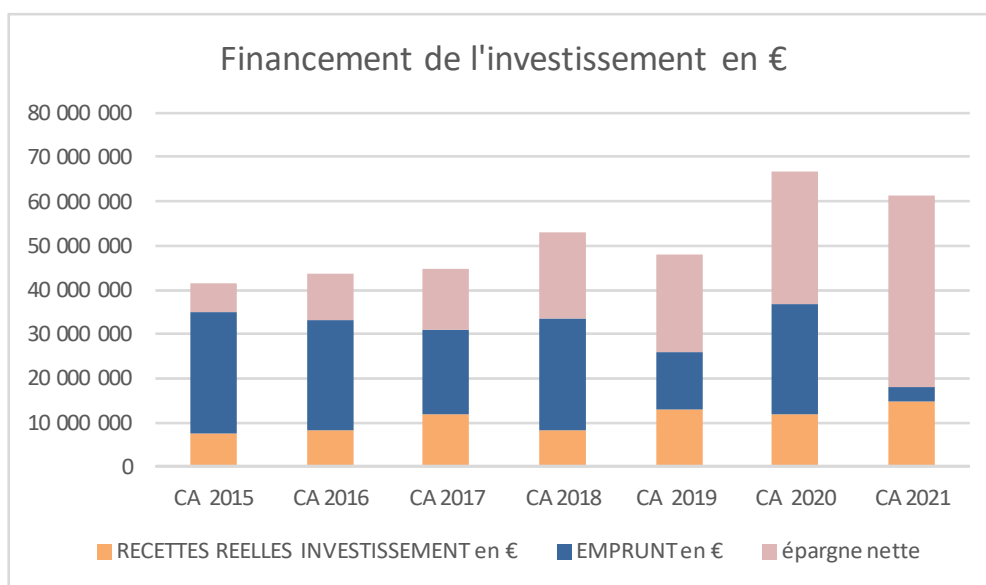
L'autofinancement résulte du solde positif entre recettes réelles de fonctionnement (RRF) et dépenses réelles de fonctionnement (DRF). Il permet d'assurer le remboursement de l'annuité de la dette (obligation réglementaire) et, pour le surplus, de financer les dépenses d'équipement propres et les subventions d'équipement versées.

Budgétairement, l'autofinancement se traduit par des opérations d'ordre de section à section. Et hors report, la capacité de financement de l'investissement s'établit à 61 M€ au compte administratif, décomposés comme suit :

- l'épargne nette de 43 M€ à hauteur de 70 % à laquelle s'ajoute le produit des cessions (0,5 M€),
- les recettes d'investissement de 14,6 M€ à hauteur de 24 %,
- et l'emprunt dans le cadre d'un reste à réaliser 2020 de 3,5 M€ (6 %).

Ainsi en 2021, l'augmentation des recettes et la maîtrise des dépenses de fonctionnement ont permis de ne pas recourir à l'emprunt au-delà du contrat souscrit en 2021 pour 3,5 M€, voté en décision modificative 2020 et contractualisé à la suite pour intervenir dans le cadre du 'reste à réaliser' cité ci-avant.

Il est à souligner que l'épargne nette apparaît comme atypique à un niveau jamais atteint à près de 43 M€ sur un exercice où la recette DMTO a aussi atteint un montant record.



Ainsi depuis 2015, hors mobilisation du report de résultat, la capacité d'investissement est en augmentation, en lien très net avec une épargne nette en croissance continue, le recours à l'emprunt étant mobilisé comme 'variable d'ajustement'.

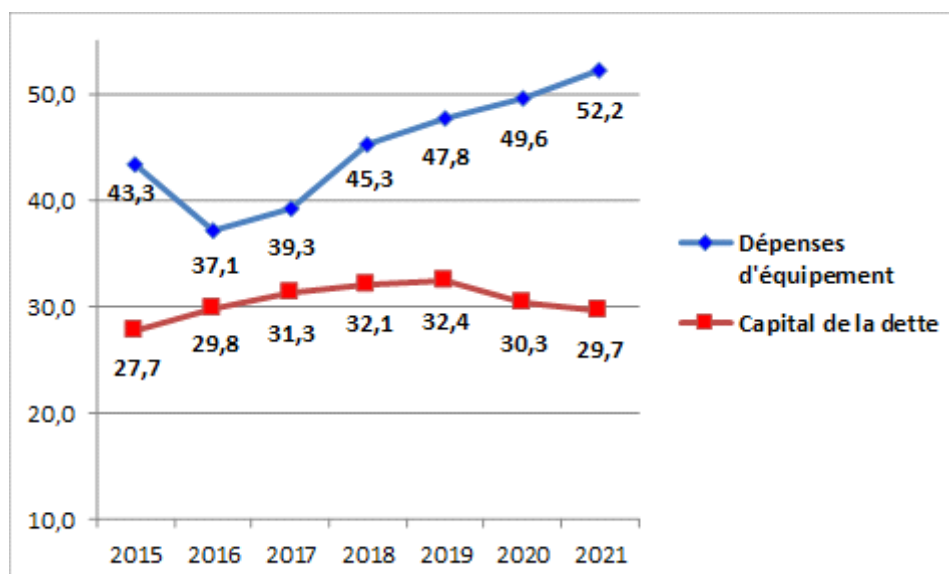
Cet histogramme est particulièrement éloquent quant au caractère atypique de 2021. On pourrait à nouveau souligner que ce niveau d'épargne nette intègre, par effet induit, un volume de recettes DMTO de 31,5 M€ perçus en 2021.

Pour autant la capacité d'investissement apparaît en baisse en 2021 par rapport à 2020 du fait du non recours à l'emprunt, hors report de résultat. Par ajout du report et du reste à réaliser (53 M€), la capacité d'investissement au CA 2021 s'établit à 114 M€, avec une mobilisation à hauteur de 52,2 M€ portant le report pour 2022 à 61,8 M€.

II-3 LES DÉPENSES D'ÉQUIPEMENT

L'investissement, en croissance continue depuis 2015, a été porté à un niveau maximum en 2021, soit 52 M€. Pour rappel, le budget a été voté à 70 M€ avec une mise en réserve de 18 M€.

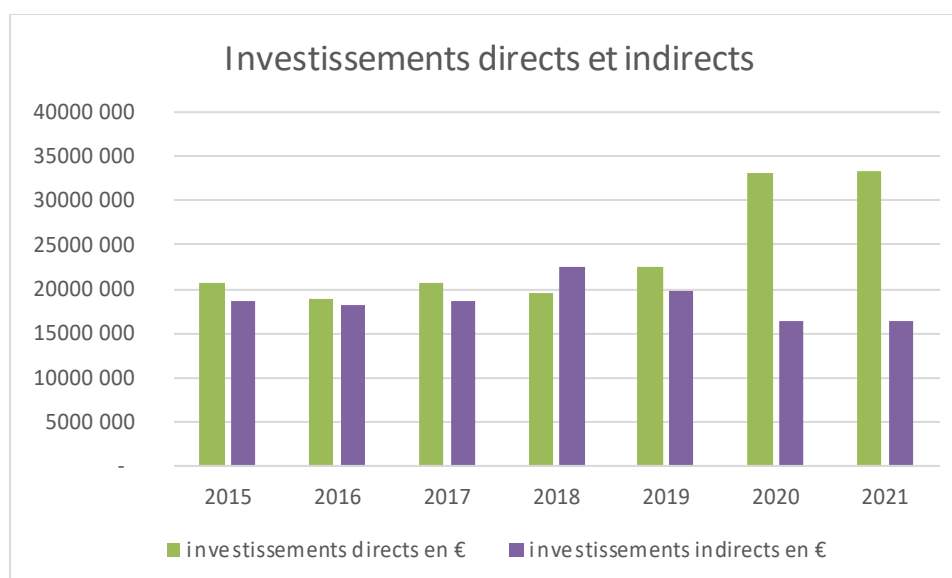
Par ailleurs, les emprunts contractés depuis 2015 sur une durée de 20 ans ont conduit à une majoration du remboursement en capital de la dette : 30,5 M€ en moyenne sur la période. Depuis 2019, ce montant est en baisse du fait du désendettement.



Le graphe ci-dessus met également en exergue l'action du Département au service des territoires, portée à un niveau jamais atteint depuis 2015, et bien avant encore.

La part des investissements directs a augmenté depuis 2019 en lien avec la réalisation de grosses opérations sur le réseau routier (contournement de Malemort et désormais pour la part études en 2021 les contournements de Noailles, Lubersac et Meymac), expliquant à elles seules la croissance des investissements directs.

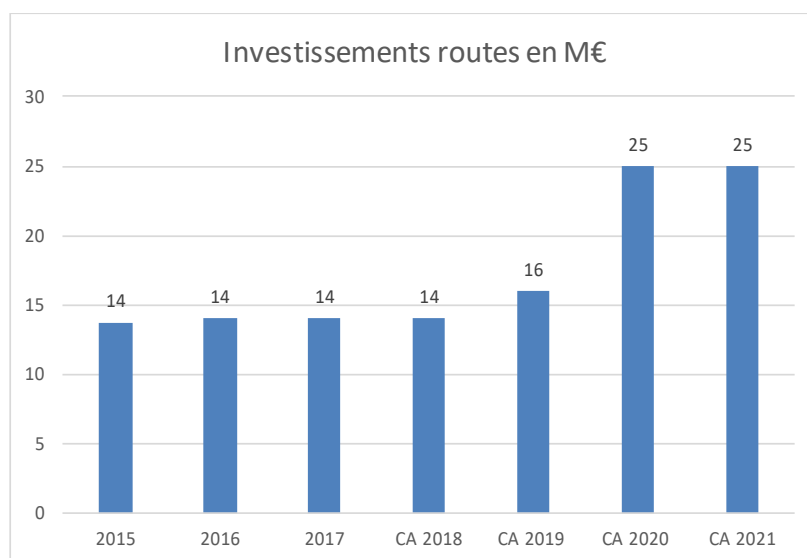
Les investissements indirects sont pour autant restés sur un même volume de subventions destiné, en majorité, au secteur communal en fonction des projets reçus. Néanmoins, en raison des retards pris dans l'exécution des projets, le volume des dépenses indirectes a diminué en 2020 et 2021.



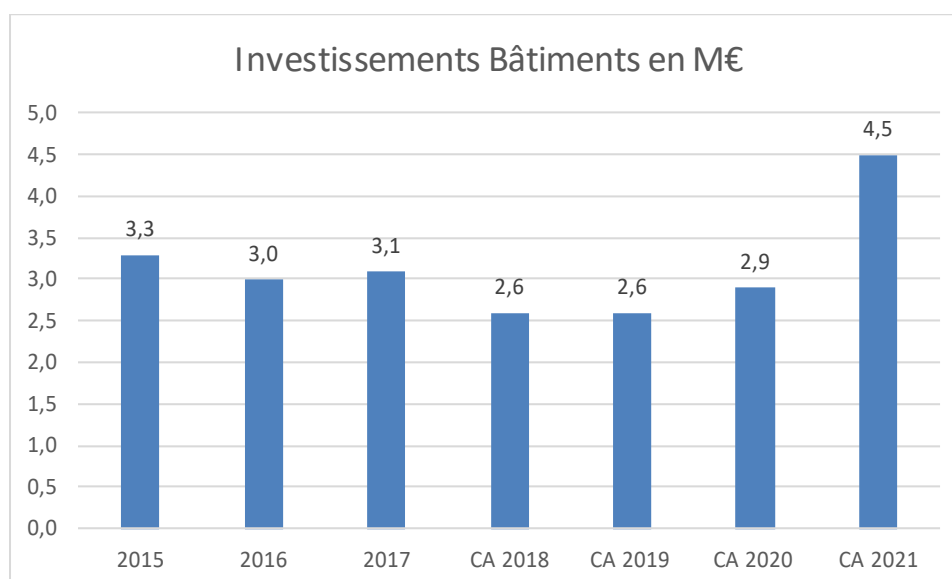
1 - Les investissements directs

Les dépenses affectées aux routes et aux bâtiments, répartis en fonction de leur destination selon services généraux, enseignement (collèges) ou culture (musées, Sédières, etc..), composent l'essentiel des dépenses d'investissements directs.

Ainsi les dépenses consacrées aux routes représentent plus de la moitié des dépenses d'investissement et ont été augmentées de presque **10 M€ depuis 2019**.



La dépense affectée aux collèges a quasiment doublé en 2021 par rapport à 2020, conformément à la délibération du Conseil Départemental du 27 novembre 2020 pour accompagner la COVID-19. En particulier 4,7 M€ votés en DM1 ont été destinés à la restructuration de la demi-pension du collège d'Allasac, la restructuration de l'ensemble du collège d'Argentat et divers travaux d'amélioration énergétique dans plusieurs collèges.



Les dépenses d'aménagement et environnement sont en baisse de 2,4 à 0,8 M€ avec la fin de l'aménagement des gravières d'Argentat, la réserve de biodiversité financée en 2020.

Au global les dépenses d'investissement directs par fonction depuis 2015 s'affichent comme suit :

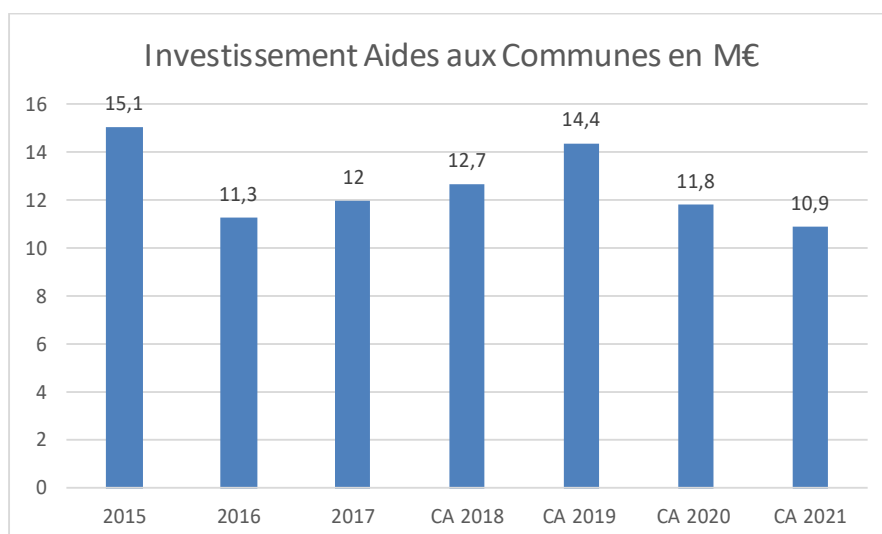
	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Total dépenses d'investissement direct par chapitre en €	20 730 295	18 903 599	20 730 295	19 482 992	22 452 398	33 142 547	33 379 680
SERVICES GENERAUX	1 451 798	1 425 394	1 451 798	1 970 862	2 428 232	2 836 287	2 815 495
SECURITE	21 139	15 786	21 139	24 243	73 183	47 922	74 635
ENSEIGNEMENT	3 230 266	2 972 985	3 230 266	2 163 709	1 430 497	1 657 103	2 968 244
CULTURE, VIE SOCIALE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS	685 388	775 365	685 388	610 029	554 403	787 800	851 430
PREVENTION MEDICO-SOCIALE	1 067	-	1 067	1 764	2 943	5 472	9 524
ACTION SOCIALE (Hors RMI 9054 et hors RSA 9056)	105 926	203 182	105 926	94 085	160 594	355 834	100 884
RESEAUX ET INFRASTRUCTURES	14 563 630	13 297 917	14 563 630	14 240 308	16 059 498	25 035 634	25 735 944
AMENAGEMENT ET ENVIRONNEMENT	651 034	2 969	651 034	376 320	1 732 049	2 385 498	794 132
DEVELOPPEMENT	20 045	210 000	20 045	1 672	11 000	30 998	29 392

2 - Les investissements indirects

Les investissements indirects concernent pour l'essentiel les aides aux communes et Les 2 postes principaux de subventionnement restent les réseaux et infrastructures (assainissement, eaux pluviales, voirie communale) avec un montant mandaté identique à 2020 soit 4,6 M€, ainsi que l'aménagement et l'environnement avec une dépense à hauteur de 8,4 M€ comme en 2020.

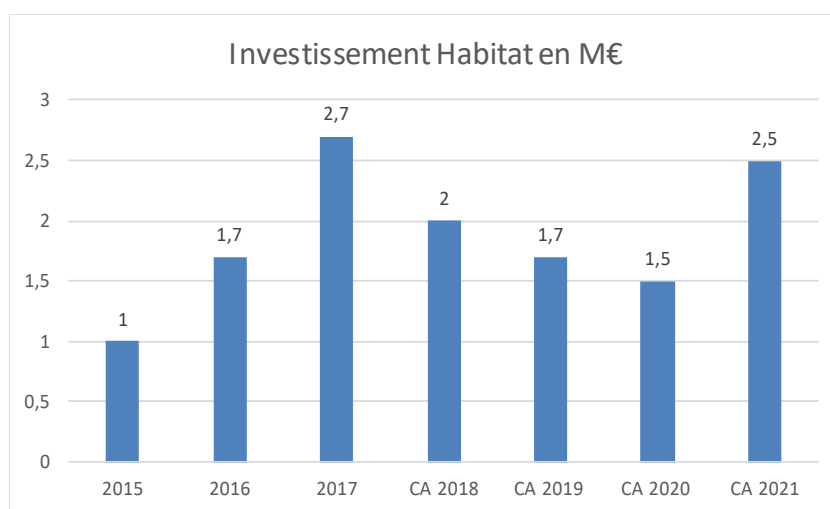
Les ressources mobilisées pour l'aménagement et l'environnement comprennent :

- les aides aux communes (aménagement de bourg, bâtiments communaux, aménagements d'espaces, travaux d'accessibilité...) pour un montant de 4,6 M€,
- le remboursement du capital de l'annuité des emprunts de Dorsal pour le 100 % Fibre pour 1 M€,
- les aides à l'habitat pour les tiers privés (accession à la propriété, isolation, maintien à domicile) également pour l'OPH de la Corrèze (réhabilitations), pour 2,5 M€,
- les actions en faveur de la transition écologique pour 0,3 M€.



Si l'action du département reste importante dans l'accompagnement des communes à porter leurs projets, il est cependant constaté que la contractualisation n'est pas toujours suivie d'effets et donc d'appels de crédits.

Les dépenses pour l'habitat tant dans le cadre de l'accompagnement des bailleurs sociaux que des aides aux Corrèziens ont été portées à 2,5 M€ en 2021, en forte augmentation. Et ce, en lien avec un nouvel élan des corrèziens, après une période de confinement, pour accéder à la propriété et améliorer la qualité comme le confort de leurs logements, effet à coupler au regain d'attractivité du territoire avec l'arrivée de néo-corrèziens.



Au global les dépenses d'investissement indirects par fonction depuis 2015 s'affichent comme suit :

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Total dépenses d'investissement indirect par chapitre en €	18 561 100	18 084 422	18 561 100	22 568 050	19 699 097	16 448 649	16 410 755
SECURITE	61 841	58 820	61 841	287 497	243 360	213 531	185 404
ENSEIGNEMENT	776 319	969 780	776 319	1 013 403	1 022 137	495 834	757 605
CULTURE, VIE SOCIALE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS	1 695 728	1 435 046	1 695 728	1 421 262	1 412 999	1 667 064	1 312 531
PREVENTION MEDICO-SOCIALE					49 330	100 000	5 000
ACTION SOCIALE (Hors RMI 9154 et hors RSA 9156)	1 319 070	585 000	1 319 070	207 843	123 458	-	7 000
REVENU DE SOLIDARITE ACTIVE	58 284	53 745	58 284		25 476	18 711	19 839
RESEAUX ET INFRASTRUCTURES	6 024 735	6 642 820	6 024 735	6 996 532	6 285 073	4 610 265	4 595 157
AMENAGEMENT ET ENVIRONNEMENT	7 369 675	4 835 365	7 369 675	11 509 359	9 494 976	8 262 434	8 372 950
DEVELOPPEMENT	1 255 449	3 503 846	1 255 449	1 132 154	1 042 287	1 080 810	1 155 270
Dotations et participations				7 843			

III- RÉSULTATS ET ANALYSE FINANCIERE

III-1 LE RÉSULTAT BUDGÉTAIRE ET LES SOLDES DE GESTION

L'exercice 2021, conformément à chaque exercice depuis 2016, affiche un excédent venant augmenter le montant du report porté de 49,3 M€ en 2020 à 61,8 M€ en 2021. Le report de résultat a été présenté en écritures réelles dans le rapport des OB à 53,034 M€, or le montant du reste à réaliser de 3,7 M€ a bien été reporté sur 2021 en inscription budgétaire fléchée (recettes et dépenses d'investissement), limitant à 49,3 M€ le montant mobilisable en report à nouveau.

1 - Les résultats par section et l'excédent à reporter

	budgétaire (réel + ordre) en €
Recettes d'investissement réalisées	79 692 830
Dépenses d'investissement réalisées	111 511 323
Résultat brut 2021	-31 818 493
Solde d'exécution d'investissement reporté	
Solde cumulé d'investissement 2021 à reporter (c/ 001 Dépense)	-31 818 493
Restes à Réaliser en Dépenses	0
Restes à Réaliser en Recettes	0
Déficit de la section d'investissement	-31 818 493
Recettes de fonctionnement réalisées	334 453 569
Dépenses de fonctionnement réalisées	290 118 255
Résultat brut de fonctionnement 2021	44 335 314
Restes à Réaliser en Dépenses	0
Restes à Réaliser en Recettes	0
Excédent cumulé 2021 avant affectation	44 335 314
Affectation obligatoire au déficit d'investissement (c/ 1068 Recette)	-31 818 493
Résultat net de fonctionnement 2021 à reporter (c/ 002 Recette)	12 516 821
Excédent de fonctionnement reporté	49 330 293
Solde cumulé de fonctionnement 2021	61 847 114

Le déficit de la section d'investissement, jusqu'alors contenu entre 20 et 25 M€ de déficit (-21 M€ en 2020), soit environ 50% du montant des dépenses annuelles, est porté, en 2021, à 31,8 M€ du fait d'un recours à l'emprunt limité à 3,5 M€. Par ailleurs, le résultat de la section de fonctionnement augmente de 44,3 M€ portant le montant du report à 93 M€ avant donc intégration du déficit d'investissement (32 M€).

Ainsi, un déficit d'investissement de 31,8 M€ et un excédent de fonctionnement de 44,3 M€ portent le résultat 2021 à un niveau quasiment équivalent à 2020 à 12,5 M€. Certes les recettes de fonctionnement bénéficient de la conjoncture favorable des transactions immobilières. Néanmoins, la mise en perspective des résultats annuels pose le constat que dès lors que des mesures structurelles de maîtrise des dépenses de fonctionnement ont été prises en 2016, les dépenses n'ont plus pris le pas sur les ressources (fin de l'effet de ciseau du fait des efforts de gestion).

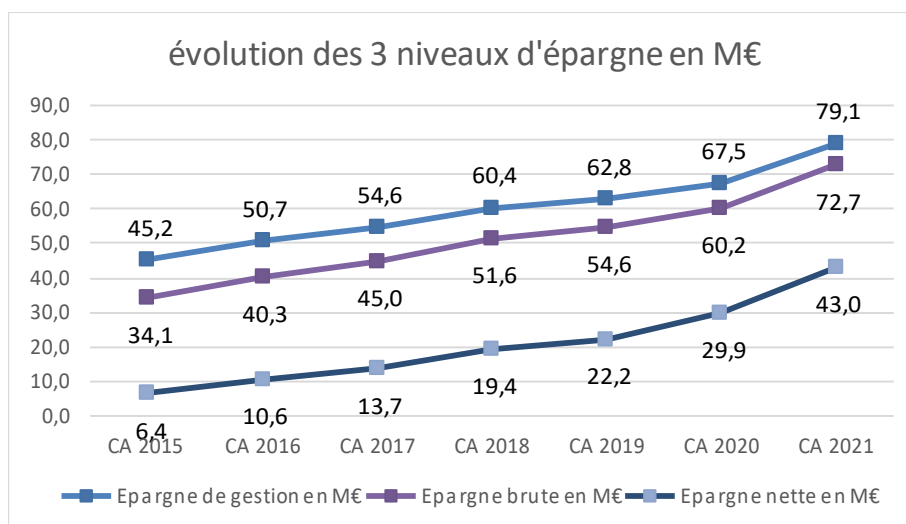
en k€	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021
Résultat	-979	7 812	9 654	6 606	737	13 224	12 517
Report	11 296	19 109	28 763	35 369	36 106	49 330	61 847

Si le résultat 2021 est inférieur à 2020, le montant du report à nouveau reste en hausse continue depuis 2015.

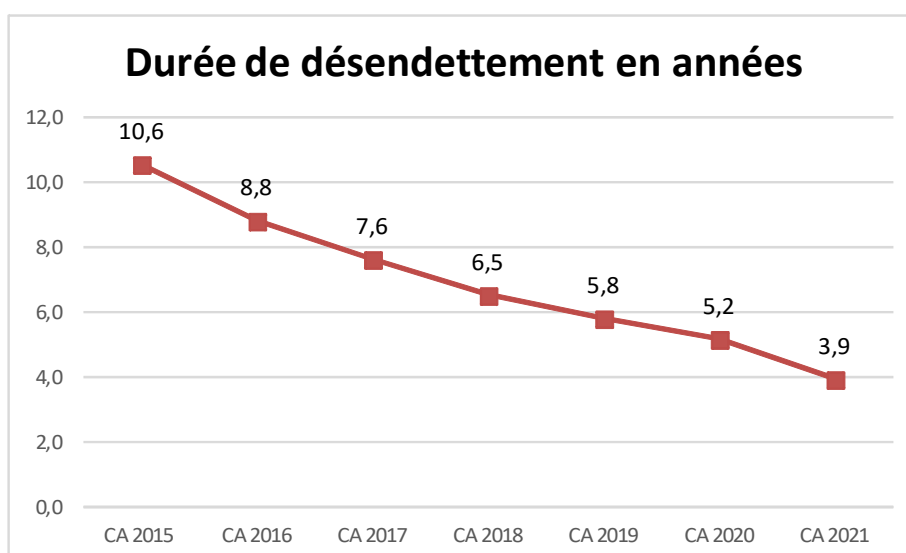
2 - Les soldes de gestion et ratios

	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021
Recettes de fonctionnement (hors cessions)	292 312 434	290 746 984	284 876 414	288 666 336	295 057 834	302 521 875	313 350 891
Dépenses de fonctionnement (hors dette et hors provisions)	247 096 252	240 072 974	230 325 434	228 237 097	232 253 628	235 055 543	234 265 695
Épargne de gestion	45 216 182	50 674 010	54 550 980	60 429 239	62 804 206	67 466 332	79 085 196
Charges financières	11 092 181	10 355 778	9 545 092	8 848 277	8 221 881	7 217 586	6 412 000
Épargne brute	34 124 001	40 318 232	45 005 888	51 580 962	54 582 325	60 248 745	72 673 196
Amortissement de la dette (remboursement du capital)	27 722 236	29 754 083	31 283 685	32 141 075	32 369 425	30 309 683	29 718 358
Épargne nette	6 401 765	10 564 149	13 722 203	19 439 887	22 212 900	29 939 063	42 954 838
Encours de dette	360 299 861	355 545 787	343 759 569	336 738 864	317 369 439	312 059 761	285 845 289
Évolution de l'endettement	-52 236	-4 754 074	-11 786 218	-7 020 705	-19 369 425	-5 309 678	-26 214 472
Durée de désendettement	10,56	8,82	7,64	6,53	5,81	5,18	3,93
Total de désendettement cumulé sur la mandature 2015/2021	-52 236	-4 806 310	-16 592 517	-23 613 222	-42 982 647	-48 292 325	-74 506 797

Les 3 niveaux d'épargne, l'épargne de gestion, l'épargne brute et l'épargne nette, sont en constante augmentation depuis 2015, avec une épargne nette qui a presque doublé en 2 ans du fait d'une forte augmentation des recettes avec un maintien des dépenses à moins de 1 % d'augmentation en 2 ans.



Corrélée à un désendettement constant sur la période, l'augmentation de l'épargne brute entraîne la baisse de la durée de désendettement (capital de la dette divisée par l'épargne brute) portée en 2021 à moins de 4 ans.



Par comparaison à un panel d'indicateurs 'vertueux' établis par les observateurs de la vie locale, seul le montant de l'annuité de la dette apparaît élevé. Cependant, au vu du désendettement, le montant de l'encours de dette semble cohérent avec les autres grands volumes budgétaires.

Ratios d'analyse	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	niveau souhaitable*
taux d'épargne brute	11,67%	13,85%	15,78%	17,87%	18,50%	19,92%	23,19%	> à 10%
intérêts de la dette en % des DRF	4,30%	4,13%	3,86%	3,63%	3,35%	2,88%	2,74%	< à 3%
annuité de la dette en % des RRF	13,13%	13,78%	14,23%	14,12%↓	13,70%↓	12,33%↓	11,53%	< à 8%
dépenses d'équipement par habitant	179 €	149 €	158 €	168 €	169 €	199 €	210 €	200 € (base 50 M€)
durée de désendettement	10 ans 7 mois	8 ans 10 mois	7 ans 8 mois	6 ans 7 mois	5 ans 10 mois	5 ans 2 mois	3 ans et 11 mois	≤ à 10 ans
encours de dette rapporté aux RRF	123,26%	122,29%	120,67%	116,65%↓	107,56%↓	103,15%↓	91,22%	[80% ; 100%]

III-2 ÉTUDE COMPARATIVE (source DGCL)

Les données comparatives 2021 n'étant pas encore disponibles, au vu de la continuité dans l'amélioration des indicateurs de gestion pour le Département de la Corrèze, il est ici proposé d'analyser les données financières 2020 mises à disposition par la DGCL fin 2021.

1- Les dépenses

Cette analyse comparative des dépenses retraitées met en exergue une augmentation des dépenses de fonctionnement des départements, + 3,1 % entre 2019 et 2020 quand la hausse pour la Corrèze s'est limitée à + 0,9 %.

La comparaison proposée ci-dessous avec des départements ruraux affiche un montant de dépenses de fonctionnement en €/hab des plus faibles pour la Corrèze, légèrement supérieur à la moyenne nationale. L'investissement apparaît soutenu avec un montant consacré de 200 €/h, supérieur à la moyenne nationale avec également une dynamique de + 4,1 % quand l'augmentation des investissements s'est limitée à + 0,8 % tous départements confondus, entre 2019 et 2020.

Il est à souligner que les investissements ont pu être effectués au cours de l'exercice 2020, ce qui n'a pas été le cas pour tous les départements ruraux, avec un repli des dépenses affiché en moyenne à - 2,9 %.

départements	Dépenses totales			Dépenses de fonctionnement			Dépenses d'investissement		
	2020	2020	Evolution / 2019	2020	2020	Evolution / 2019	2020	2020	Evolution / 2019
	M€	€/h		M€	€/h		M€	€/h	
36 Indre	235,3	1 032	-0,0%	190,0	833	+1,8%	45,3	199	-6,9%
19 Corrèze	282,5	1 134	+1,5%	232,9	935	+0,9%	49,6	199	+4,1%
47 Lot-et-Garonne	379,5	1 112	+1,9%	331,6	972	+1,4%	47,9	140	+4,9%
24 Dordogne	487,0	1 148	+1,2%	416,8	983	+3,7%	70,2	166	-11,6%
12 Aveyron	359,8	1 243	+1,7%	295,1	1 019	+3,8%	64,7	223	-6,9%
46 Lot	223,0	1 242	+2,1%	188,2	1 048	+2,6%	34,7	193	-0,6%
15 Cantal	205,3	1 367	-2,7%	173,5	1 155	-3,8%	31,8	212	+4,0%
48 Lozère	132,5	1 651	-0,0%	100,6	1 254	+2,3%	31,8	396	-6,7%
23 Creuse	177,4	1 453	+2,4%	159,7	1 308	+3,5%	17,7	145	-6,9%
<i>Moyenne départements ci-dessus</i>	<i>276</i>	<i>1 265</i>	<i>+0,9%</i>	<i>232</i>	<i>1 056</i>	<i>+1,8%</i>	<i>44</i>	<i>208</i>	<i>-2,9%</i>
Total France hors DOM	65 403,7	1 057	+2,8%	55 306,0	893	+3,1%	10 097,8	163	+0,8%

Si les dépenses de fonctionnement apparaissent inférieures aux départements ruraux retenus pour cette comparaison, les dépenses de personnel (compris assistants familiaux) sont supérieures à la moyenne nationale en €/hab mais inférieures à la moyenne des départements retenus dans cette comparaison. L'évolution de ces dépenses a été contenue entre 2019 et 2020 à + 1,2 % l'évolution nationale a été de + 1,5 % et + 2,1 % pour les départements ruraux décrits ci-dessous.

départements	Charges de personnel		
	2020	2020	Evolution / 2019
	M€	€/h	
15 Cantal	45,0	300	-0,8%
46 Lot	50,8	283	+0,1%
36 Indre	45,5	200	+0,8%
12 Aveyron	76,1	263	+1,0%
19 Corrèze	62,4	250	+1,2%
47 Lot-et-Garonne	63,0	185	+2,7%
24 Dordogne	100,8	238	+2,9%
23 Creuse	43,6	357	+5,1%
48 Lozère	29,6	368	+6,2%
<i>Moyenne départements ci-dessus</i>	<i>57,4</i>	<i>271</i>	<i>+2,1%</i>
Tous départements hors DOM		186	+1,5%

2- Les soldes de gestion

Pour la Corrèze, l'épargne nette est égale à la moyenne des départements retenus pour la comparaison à 120 €/hab et supérieure à l'épargne nette moyenne de l'ensemble des départements. L'épargne de gestion comme l'épargne brute sont très supérieures à la moyenne nationale.

départements	Epargne de gestion		Epargne brute			Epargne nette	
	2020	2020	2020	2020	Variation / 2019	2020	2020
	M€	€/h	M€	€/h	M€	M€	€/h
23 Creuse	16,1	132	14,5	119	-4,4	3,2	27
24 Dordogne	71,1	168	63,6	150	-1,8	28,6	68
47 Lot-et-Garonne	58,6	172	53,2	156	+3,0	27,9	82
15 Cantal	36,4	242	32,5	216	-1,4	14,4	96
12 Aveyron	52,7	182	49,7	172	-4,4	30,0	104
19 Corrèze	67,4	271	60,2	242	+5,7	29,9	120
36 Indre	35,8	157	35,4	155	-1,2	34,7	152
46 Lot	39,6	220	38,4	214	+1,5	28,4	158
48 Lozère	27,9	348	27,4	342	+1,2	22,6	281
<i>Moyenne</i>	<i>45,1</i>	<i>210</i>	<i>41,7</i>	<i>196</i>	<i>-0,2</i>	<i>24,4</i>	<i>121</i>
Tous départements hors DOM	8 198,2	132	7 577,2	122	-1362,5	4 339,9	70

3 - Dépenses d'équipement et recours à l'emprunt

Par comparaison aux autres Départements, la Corrèze s'est désendettée en 2021 tout en portant ses investissements au plus haut niveau quand l'ensemble des départements a plutôt eu recours l'emprunt (endettement de 3,2 %) pour maintenir sa capacité d'investissement.

Si l'encours par habitant reste encore élevé, il a été de près de 1500 €/habitant au début des années 2010 pour être ramené, en 2020, à 1262 €/habitant.

départements	Remboursement de dette (1)			Dette au 31/12 (3)			Annuité de la dette (3)		
	2020	2020	Evolution / 2019	2020	2020	Evolution / 2019	2020	2020	Evolution / 2019
	M€	€/h		M€	€/h		M€	€/h	
12 Aveyron	19,7	68	+10,2%	183,5	634	+0,7%	22,7	78	+7,5%
15 Cantal	18,1	120	+10,8%	192,0	1 279	+6,5%	21,0	140	+7,3%
19 Corrèze	30,3	122	-6,4%	314,4	1 262	-0,9%	37,2	149	-7,6%
23 Creuse	11,3	93	-0,3%	100,9	826	+1,2%	12,8	105	-0,9%
24 Dordogne	34,9	82	-1,3%	452,2	1 066	+0,8%	42,5	100	-1,8%
36 Indre	0,7	3	+3,7%	0,0	0	+0,0%	1,1	5	+0,0%
46 Lot	10,1	56	-17,5%	80,3	447	-5,9%	11,2	62	-17,4%
47 Lot-et-Garonne	25,3	74	+3,6%	247,1	724	-1,6%	30,6	90	+0,9%
48 Lozère	4,9	61	-38,2%	37,0	461	-6,0%	5,4	67	-36,7%
<i>Moyenne</i>	<i>17,2</i>	<i>75,4</i>	<i>-3,9%</i>	<i>178,6</i>	<i>744,4</i>	<i>-0,6%</i>	<i>20,5</i>	<i>88,5</i>	<i>-5,4%</i>
Total hors DOM	3 237,3	52	-3,2%	31 888,9	515	+3,2%	3 784,6	61	-4,1%

Il est à noter que l'encours de dette 2020 retenu par la DGCL dans son analyse comparative à 314,4 M€ comprend l'avance DMTO de 2,3 M€ comptabilisée sur une déclinaison du compte 16 (*dette envers l'État et ses organismes*).

Ainsi, la dette par habitant du CD 19 ressort pour la 1^{ère} fois depuis longtemps en n° 2, derrière le Cantal. Les 4 départements pour lesquels ce ratio est supérieur à 1 000 €/h sont les Hautes-Alpes, le Cantal, la Corrèze et la Dordogne.

CONCLUSION

Premier panorama de la nouvelle mandature, le compte administratif pour 2021 affiche un montant de dépenses de fonctionnement en baisse de 0,6 % et un niveau de dépenses d'investissement jamais atteint depuis 2015, avec un désendettement sur ce seul exercice de plus de 26 M€.

Ainsi, dans la continuité du précédent mandat, la maîtrise des dépenses de fonctionnement, dans un objectif d'optimiser le levier économique qu'est notre capacité à investir, a guidé cet exercice.

Pour autant, les économies recherchées et obtenues n'affectent pas le rôle premier du Département en matière de cohésion sociale. Près de 55 % des dépenses lui sont dédiées pour un volume de 132 M€, ce qui, par ailleurs, est générateur d'emploi local.

Il faut également rappeler que les soldes de gestion affichent un niveau jamais atteint, en lien, pour l'essentiel, avec des recettes DMT0 imprévisibles à un tel niveau (31,5 M€) qui semblent néanmoins très conjoncturelles pour notre territoire.

Ainsi, l'exercice 2021 porte le montant du report à nouveau à plus de 62 M€, ressource qui vient abonder le budget 2022 mais qui devra être mobilisée avec les défis de demain présents à l'esprit.

Si la plupart des ratios passent au fil des ans "au vert", les efforts de gestion devront se poursuivre en 2022 afin de pérenniser un bon niveau de dépenses d'équipement corrélé au désendettement à poursuivre.

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

COMPTE ADMINISTRATIF DU BUDGET PRINCIPAL DU DEPARTEMENT POUR 2021

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2022.04.08/102 en date du 8 avril 2022, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Monsieur Francis COMBY, Rapporteur,

DÉLIBÈREI- RÉSULTATS BRUTS DE CLÔTURE 2021 DU BUDGET PRINCIPAL :

Article 1^{er} : Les recettes réalisées par le département de la Corrèze au cours de l'exercice 2021 sont arrêtées définitivement à (titres émis) :

RECETTES REALISEES PAR SECTION	Mouvements budgétaires	Mouvements réels
INVESTISSEMENT	90 469 805,32	54 004 622,24
FONCTIONNEMENT	334 453 568,65	329 548 739,72
TOTAL	424 923 373,97	383 553 361,96

Article 2 : Les dépenses réalisées par le département de la Corrèze au cours de l'exercice 2021 sont arrêtées définitivement à (mandats émis) :

DEPENSES REALISEES PAR SECTION	Mouvements budgétaires	Mouvements réels
INVESTISSEMENT	100 921 818,07	92 655 082,28
FONCTIONNEMENT	290 118 255,34	257 014 979,12
TOTAL	391 040 073,41	349 670 061,40

Article 3 : Les résultats bruts constatés à la clôture de l'exercice 2021 sont arrêtés définitivement à :

INVESTISSEMENT SOLDE D'EXCUTION BRUT 2021	Mandats émis en 2021	Titres émis en 2021	SOLDE BRUT 2020	SOLDE BRUT 2022
	100 921 818,07	90 469 805,32	-21 366 479,79	
				-31 818 492,54

FONCTIONNEMENT RESULTAT BRUT DE CLOTURE 2021	Mandats émis en 2021	Titres émis en 2021	SOLDE BRUT 2020	SOLDE BRUT 2022
	290 118 255,34	334 453 568,65	49 330 293,29	
				93 665 606,60

II- RÉSULTATS NETS 2021 DU BUDGET PRINCIPAL :

Article 4 : Compte tenu des résultats bruts de clôture 2021 et des restes à réaliser 2021, les résultats nets de l'exercice sont les suivants :

Sections / Résultats	Résultats bruts de clôture	Restes à réaliser		Soldes nets
		Dépenses	Recettes	
Investissement	-31 818 492,54	0,00	0,00	-31 818 492,54
Fonctionnement	93 665 606,60	0,00	0,00	93 665 606,60
RESULTAT 2021	61 847 114,06	0,00	0,00	61 847 114,06

III- ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION :

Article 5 : En application de la nomenclature M52, acte est donné de l'utilisation des crédits inscrits en fonctionnement au compte 022 - dépenses imprévues (cf. : Annexe 1).

Article 6 : En application de l'article 44 de la loi n° 2002-276 du 27 février 2002, acte est donné de l'information sur les emprunts réalisés en 2021 (cf. Annexe 2).

Article Z : En application de l'article 107 de la loi NOTRe, figure en Annexe 3 une présentation synthétique des principales données financières du Compte Administratif 2021.

Adopté, à main levée, à la majorité, par 27 voix pour, 10 contre, 1 ne prend pas part au vote (Monsieur Pascal COSTE).

Certifié conforme
Christophe ARFEUILLERE
Vice-Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 12 avril 2022

Accusé réception en Préfecture n°019-221927205-20220408-CD2022_CA_DPT-DE

Affiché le : 12 avril 2022

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

L'an deux mille vingt-deux et le huit avril, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :

Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Madame Valérie TAURISSON, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Madame Patricia BUISSON, Monsieur Franck PEYRET, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Audrey BARTOUT, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Jean-Jacques LAUGA, Monsieur Philippe LESCURE, Madame Marilou PADILLA-RATELADE, Madame Rosine ROBINET, Monsieur Gérard SOLER, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Julien BOUNIE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Madame Claude CHIRAC, Monsieur Bernard COMBES, Madame Jacqueline CORNELISSEN, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Monsieur Sébastien DUCHAMP, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Didier MARSALEIX, Madame Frédérique MEUNIER, Madame Annick TAYSSE, Madame Sonia TROYA, Madame Stéphanie VALLÉE, Madame Marie-Laure VIDAL , Monsieur Eric ZIOLO

Pouvoir :

Monsieur Anthony MONTEIL à Madame Stéphanie VALLÉE

Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

Tulle, le 2 décembre 2021

DIRECTION DES FINANCES

SERVICE BUDGET-COMPTABILITE

Mr Jacques AMAT
Payeur Départemental
9 rue René et Émile FAGE

19000 TULLE

CERTIFICAT ADMINISTRATIF

Je soussigné, M. Pascal COSTE, Président du Conseil Départemental, décide un virement de Crédits sur le Budget Principal du Département, à partir du chapitre de fonctionnement 952 "Dépenses imprévues" vers d'autres chapitres de la section de fonctionnement dont vous trouverez le détail ci-joint, pour un montant total de 175 383,05 €.

Ces mouvements seront entérinés au Compte Administratif de l'exercice 2021.




Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Liste des virements

Imputation par chapitre, sous-chapitre, article source

Entité Financière

BUDGET PRINCIPAL

Exercice :

2021

CdR gestionnaire du programme source **BUDGET-COMPTABILITE**

Liste des virements

Edité le 02/12/2021

Imputation par chapitre, sous-chapitre, article source

à 10:00:40

Chapitre 952	Source	Montant	Cible	Montant	Résultat
Sous-chapitre - article	022/ /952	-21 371,65 €	6541//93921	21 371,65 €	Accepté
	Commentaire :				
	022/ /952	-419,10 €	6541//930202	419,10 €	Accepté
	Commentaire :				
	022/ /952	-422,00 €	6541//93221	422,00 €	Accepté
	Commentaire :				
	022/ /952	-574,00 €	6541//93311	574,00 €	Accepté
	Commentaire :				
	022/ /952	-3 947,08 €	6541//9351	3 947,08 €	Accepté
	Commentaire :				
	022/ /952	-19 857,90 €	6541//9352	19 857,90 €	Accepté
	Commentaire :				
	022/ /952	-50 090,18 €	6541//93532	50 090,18 €	Accepté
	Commentaire :				
	022/ /952	-6 499,02 €	6541//935471	6 499,02 €	Accepté
	Commentaire :				
	022/ /952	-11 165,06 €	6541//93551	11 165,06 €	Accepté
	Commentaire :				
	022/ /952	-126,16 €	6541//93552	126,16 €	Accepté
	Commentaire :				
	022/ /952	-7,81 €	6541//93553	7,81 €	Accepté
	Commentaire :				
	022/ /952	-27 671,47 €	6541//93567	27 671,47 €	Accepté
	Commentaire :				
	022/ /952	-1 181,60 €	6541//93568	1 181,60 €	Accepté
	Commentaire :				
	022/ /952	-2 005,47 €	6541//93621	2 005,47 €	Accepté
	Commentaire :				
	022/ /952	-451,00 €	6541//9381	451,00 €	Accepté
	Commentaire :				

Liste des virements
Imputation par chapitre, sous-chapitre, article source

Edité le 02/12/2021

à 10:00:40

Source	Montant	Cible	Montant	Résultat
022/ /952	-500,00 €	6542//9332	500,00 €	Accepté
Commentaire :				
022/ /952	-13 440,09 €	6542//93532	13 440,09 €	Accepté
Commentaire :				
022/ /952	-11 565,71 €	6542//9352	11 565,71 €	Accepté
Commentaire :				
022/ /952	-1 186,14 €	6542//935471	1 186,14 €	Accepté
Commentaire :				
022/ /952	-317,83 €	6542//93551	317,83 €	Accepté
Commentaire :				
022/ /952	-2 558,40 €	6542//93221	2 558,40 €	Accepté
Commentaire :				
022/ /952	-25,38 €	6541//93551	25,38 €	Accepté
Commentaire :				
Total chapitre : 952	-175 383,05 €			

EMPRUNTS REALISES EN 2021

Prêteur	Date du contrat	Montant	Taux fixe	Taux variable		Durée	Périodicité	Amortissement	Observations	Montant mobilisé
				index	marge					
Emprunt principal : NEANT										
Emprunt complémentaire dit "COVID" : 3 500 000 €										
Caisse d'Épargne	05/01/2021	3 500 000,00 €	0,19%			5 ans	trimestrielle	constant	consolidation le 28/06/2021	3 500 000,00 €
Total 2021		3 500 000,00 €							Total mobilisé	3 500 000,00 €

Article 107 de la loi NOTRe

1) Présentation synthétique du Compte Administratif 2021

		BP 2021 (en €)	CA 2021 (en €)
Dépenses de fonctionnement	ordre	93 411 697	33 103 276
	réel	253 134 987	257 014 979
<i>S/Total D de F</i>		346 546 684	290 118 255
Dépenses d'investissement	ordre	11 939 179	8 266 736
	réel	127 963 283	114 021 562
<i>S/Total D d' I</i>		139 902 462	122 288 298
TOTAL DEPENSES		486 449 146	412 406 553
Recettes de fonctionnement	ordre	4 705 398	4 904 829
	réel	341 841 286	329 548 740
<i>S/Total R de F</i>		346 546 684	334 453 569
Recettes d'investissement	ordre	100 645 478	36 465 183
	réel	39 256 984	54 004 622
<i>S/Total R d' I</i>		139 902 462	90 469 805
TOTAL RECETTES		486 449 146	424 923 374
		Résultat	12 516 821
report		49 330 293	61 847 114

2) Soldes de gestion 2021

Ecritures réelles en €	CA 2021
Recettes de fonctionnement (hors cessions)	313 350 891
Dépenses de fonctionnement (hors dette et hors provisions)	234 265 695
Epargne de gestion	79 085 196
Charges financières	6 412 000
Epargne brute	72 673 196
Amortissement de la dette (remboursement du capital)	29 718 358
Epargne nette	42 954 838

3) Ratios légaux ATR

RATIOS LEGAUX ATR	
DESIGNATION	CA 2021
COUT ET FINANCEMENT DU SERVICE RENDU	
Dépenses réelles de Fonctionnement / Population	1 034,94 €
Recettes réelles de Fonctionnement / Population	1 327,01 €
Dotations Globales de Fonctionnement / Population	217,25 €
Dépenses de Personnel / Dépenses réelles de Fonctionnement	24,13%
EFFORT D'EQUIPEMENT ET SON FINANCEMENT	
Dépenses d'équipement brut (dont subventions d'équipement versées) / Population	200,47 €
Encours de la dette au 31/12 (BP) ou au 01/01 (CA) / Population	1 151,01 €
Taux d'équipement : Dépenses d'équipement brut (dont subventions d'équipement versées) / Recettes réelles de Fonctionnement	15,11%
Encours de la dette 31/12 (BP) ou au 01/01 (CA) / Recettes réelles de Fonctionnement	86,74%
FISCALITE ET CAPACITE D' EPARGNE	
Produit des impositions directes / Population	324,56 €
Dépenses réelles de Fonctionnement augmentées du remboursement annuel de la dette en capital / Recettes réelles de fonctionnement	87,01%

REPUBLIQUE FRANÇAISE

DEPARTEMENTS : COLLECTIVITES TERRITORIALES/EPL : DEPARTEMENT DE LA CORREZE (1)
Agrégé au budget principal de (2)

Numéro SIRET : 22192720500197

POSTE COMPTABLE : Payeur Départemental

M. 52

**Compte administratif
voté par fonction**

BUDGET : BUDGET PRINCIPAL (3)

ANNEE 2021

(1) Indiquer soit « Département : nom du département », soit le libellé de l'établissement ou du syndicat (exemples : MDPH, libellé du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT, ...).

(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal (du département ou syndicat mixte) ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières	5
B - Pour mémoire : modalités de vote du budget	6
C1 - Exécution du budget de l'exercice - Résultats	7
C2 - Exécution du budget de l'exercice - RAR Dépenses	8
C3 - Exécution du budget de l'exercice - RAR Recettes	10

II - Présentation générale du compte administratif

A1 - Vue d'ensemble	12
A2 - Récapitulation par groupes fonctionnels	13
A3.1 - Equilibre financier - Section d'investissement	17
A3.2 - Equilibre financier - Section de fonctionnement	18
B1 - Balance générale - Investissement	19
B2 - Balance générale - Fonctionnement	21

III - Vote du compte administratif

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble	23
A90 - Section d'investissement - Equipements départementaux	27
A91 - Section d'investissement - Equipements non départementaux (subventions d'équipement versées)	39
A92 - Section d'investissement - Opérations non ventilées	51
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	57
B93 - Section de fonctionnement - Opérations ventilées	59
B94 - Section de fonctionnement - Opérations non ventilées	72

IV - Annexes

A - Présentation croisée par nature

A - Vue d'ensemble	78
A1/0 - Section d'investissement - Fonction 0	80
A1/1 - Section d'investissement - Fonction 1	81
A1/2 - Section d'investissement - Fonction 2	82
A1/3 - Section d'investissement - Fonction 3	84
A1/4 - Section d'investissement - Fonction 4	86
A1/5 - Section d'investissement - Fonction 5	87
A1/6 - Section d'investissement - Fonction 6	90
A1/7 - Section d'investissement - Fonction 7	92
A1/8 - Section d'investissement - Fonction 8	94
A1/9 - Section d'investissement - Fonction 9	95
A2/0 - Section de fonctionnement - Fonction 0	96
A2/1 - Section de fonctionnement - Fonction 1	100
A2/2 - Section de fonctionnement - Fonction 2	101
A2/3 - Section de fonctionnement - Fonction 3	103

A2/4 - Section de fonctionnement - Fonction 4	107
A2/5 - Section de fonctionnement - Fonction 5	109
A2/6 - Section de fonctionnement - Fonction 6	117
A2/7 - Section de fonctionnement - Fonction 7	120
A2/8 - Section de fonctionnement - Fonction 8	122
A2/9 - Section de fonctionnement - Fonction 9	123
B - Eléments du bilan	
B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	125
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	126
B1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	136
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	138
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	139
B1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement	141
B1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N	143
B2 - Méthodes utilisées	144
B3 - Etat des provisions	145
B4 - Etat des charges transférées	146
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	Sans Objet
B6 - Prêts	147
B7.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses	148
B7.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes	149
B8 - Etat présentant le montant des recettes et des dépenses affectées aux services assujettis à la TVA ne faisant pas l'objet d'un budget annexe distinct du budget général	151
B9.1 - Variation du patrimoine (article R. 3313-7 du CGCT) - Entrées	169
B9.2 - Variation du patrimoine (article R. 3313-7 du CGCT) - Sorties	173
B9.3 - Etat des opérations liées aux cessions	175
B10.1 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées	Sans Objet
B10.2 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties	Sans Objet
B11.1 - Etat des immobilisations - Bâtiments scolaires et administratifs	176
B11.2 - Etat des immobilisations - Constructions, installation et agencements (hors bâtiments scolaires)	187
B11.3 - Etat des immobilisations - Installations techniques, matériels et outillage	216
B11.4 - Etat des immobilisations - Autres immobilisations corporelles	218
B11.5 - Etat des immobilisations - Immobilisations incorporelles	224
B11.6 - Etat des immobilisations - Participations et créances rattachées à des participations	240
B11.7 - Etat des immobilisations - Autres immobilisations financières	241
B12 - Etat des travaux en régie	242
B13.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement	244
B13.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement	245
C - Engagements hors bilan	
C1.1 - Etat des emprunts garantis	246
C1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt	299
C2 - Etat des contrats de crédit-bail	300
C3 - Etat des contrats de PPP	Sans Objet

C4 - Etat des autres engagements donnés	Sans Objet
C5 - Etat des engagements reçus	Sans Objet
C6 - Situation des autorisations de programme	301
C7 - Situation des autorisations d'engagement	311
C8 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	316
D - Autres éléments d'information	
D1.1 - Etat du personnel	318
D1.2 - Actions de formation des élus	Sans Objet
D2.1 - Liste des organismes dans lesquels le département a pris un engagement financier	324
D2.2 - Liste des concours attribués sous forme de prestations en nature ou de subventions	328
D2.3 - Liste des subventions versées par le département aux communes	394
D3.1 - Liste des organismes de regroupement	462
D3.2 - Liste des établissements publics créés	463
D3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	464
D3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en un budget annexe	465
D4 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes	466
D5 - Emploi des crédits communautaires dans le cadre de la subvention globale	469
E - Décisions en matière de taux - Arrêté et signatures	
E1 - Décisions en matière de taux	471
E2 - Arrêté et signatures	472

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques			
	Valeurs		Valeurs
Population totale	249 135	Nombre de m ² de surface utile de bâtiments (5)	261701
Longueur de la voirie départementale (en km)	4 753,72	Nombre d'organismes de coopération auxquels appartient le département	7

Informations fiscales (N-2)			
Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par habitant pour le département (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par catégorie (2)
Fiscal	Financier		
122 571 516	155 253 666	586,615529	609,788016

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et financier définis à l'article L. 3334-6 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Il s'agit du potentiel financier défini à l'article L. 3334-6-1 pour les départements urbains et R. 3334-3-1 du CGCT pour les départements non urbains. Le potentiel financier moyen par catégorie figure sur la fiche de la répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2.

Informations financières – ratios		Valeurs	Moyennes nationales
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population	1034.94	
2	Produit des impositions directes/population	324,56	
3	Recettes réelles de fonctionnement/population	1327.01	
4	Dépenses d'équipement brut/population	200,47	
5	Encours de dette/population (3) (4)	1151.01	
6	DGF/population	217,25	
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (5)	24,13	
8	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital/recettes réelles de fonctionnement (5)	87.01	
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (5)	15,11	
10	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (3) (4) (5)	86.74	

(3) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 31/12/N.

(4) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(5) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
POUR MEMOIRE : MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

POUR MEMOIRE

I – L'assemblée délibérante a voté le budget par fonction :

- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement.
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement.
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE – RESULTATS	C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE N			
	Mandats émis	Titres émis	Reprise résultats exercice antérieur	Résultat ou solde (A) (3)
TOTAL DU BUDGET	391 040 073,41	424 923 373,97	27 963 813,50	A1 61 847 114,06
Investissement	100 921 818,07	90 469 805,32	(1) -21 366 479,79	A2 -31 818 492,54
Dont 1068		25 070 190,87		
Fonctionnement	290 118 255,34	334 453 568,65	(2) 49 330 293,29	A3 93 665 606,60

(1) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(2) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(3) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

	RESTES A REALISER N (4)		
	Dépenses	Recettes	Solde (B) (5)
TOTAL des RAR	I + II 0,00	III + IV 0,00	B1 0,00
Investissement	I 0,00	III 0,00	B2 0,00
Fonctionnement	II 0,00	IV 0,00	B3 0,00

(4) A reporter au budget primitif ou au budget supplémentaire N+1.

(5) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (6)		
TOTAL	A1 + B1	61 847 114,06
Investissement	A2 + B2	-31 818 492,54
Fonctionnement	A3 + B3	93 665 606,60

(6) Si le montant est positif, il s'agit d'un excédent, si le montant est négatif, il s'agit d'un déficit.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE – DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES	C2

Chap. / Art. (1)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I) 0,00
900	Services généraux	0,00
901	Sécurité	0,00
902	Enseignement	0,00
903	Culture, jeunesse, sports et loisirs	0,00
904	Prévention médico-sociale	0,00
905	Action sociale	0,00
905-4	Revenu minimum d'insertion	0,00
905-6	Revenu de solidarité active	0,00
906	Réseaux et infrastructures	0,00
907	Aménagement et environnement	0,00
908	Transports	0,00
909	Développement	0,00
910	Services généraux	0,00
911	Sécurité	0,00
912	Enseignement	0,00
913	Culture, jeunesse, sports et loisirs	0,00
914	Prévention médico-sociale	0,00
915	Action sociale	0,00
915-4	Revenu minimum d'insertion	0,00
915-6	Revenu de solidarité active	0,00
916	Réseaux et infrastructures	0,00
917	Aménagement et environnement	0,00
918	Transports	0,00
919	Développement	0,00
921	Taxes non affectées	0,00
922	Dotations et participations	0,00
923	Dettes et autres opérations financières	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II) 0,00
930	Services généraux	0,00
931	Sécurité	0,00
932	Enseignement	0,00
933	Culture, jeunesse, sports et loisirs	0,00
934	Prévention médico-sociale	0,00
935	Action sociale	0,00

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Chap. / Art. (1)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
935-4	Revenu minimum d'insertion	0,00
935-5	Personnes dépendantes (APA)	0,00
935-6	Revenu de solidarité active	0,00
936	Réseaux et infrastructures	0,00
937	Aménagement et environnement	0,00
938	Transports	0,00
939	Développement	0,00
940	Impositions directes	0,00
941	Autres impôts et taxes	0,00
942	Dotations et participations	0,00
943	Opérations financières	0,00
944	Frais de fonctionnement groupes d'élus	0,00

(1) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE – DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES	C3

Chap. / Art. (1)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III) 0,00
900	Services généraux	0,00
901	Sécurité	0,00
902	Enseignement	0,00
903	Culture, jeunesse, sports et loisirs	0,00
904	Prévention médico-sociale	0,00
905	Action sociale	0,00
905-4	Revenu minimum d'insertion	0,00
905-6	Revenu de solidarité active	0,00
906	Réseaux et infrastructures	0,00
907	Aménagement et environnement	0,00
908	Transports	0,00
909	Développement	0,00
910	Services généraux	0,00
911	Sécurité	0,00
912	Enseignement	0,00
913	Culture, jeunesse, sports et loisirs	0,00
914	Prévention médico-sociale	0,00
915	Action sociale	0,00
915-4	Revenu minimum d'insertion	0,00
915-6	Revenu de solidarité active	0,00
916	Réseaux et infrastructures	0,00
917	Aménagement et environnement	0,00
918	Transports	0,00
919	Développement	0,00
921	Taxes non affectées	0,00
922	Dotations et participations	0,00
923	Dettes et autres opérations financières	0,00
954	Produit des cessions d'immobilisations	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV) 0,00
930	Services généraux	0,00
931	Sécurité	0,00
932	Enseignement	0,00
933	Culture, jeunesse, sports et loisirs	0,00
934	Prévention médico-sociale	0,00
935	Action sociale	0,00

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Chap. / Art. (1)	Libellé	Titres restant à émettre
935-4	Revenu minimum d'insertion	0,00
935-5	Personnes dépendantes (APA)	0,00
935-6	Revenu de solidarité active	0,00
936	Réseaux et infrastructures	0,00
937	Aménagement et environnement	0,00
938	Transports	0,00
939	Développement	0,00
940	Impositions directes	0,00
941	Autres impôts et taxes	0,00
942	Dotations et participations	0,00
943	Opérations financières	0,00
944	Frais de fonctionnement groupes d'élus	0,00

(1) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

		DEPENSES		RECETTES	
REALISATIONS DE L'EXERCICE (Mandats et titres)	Section de fonctionnement	A	290 118 255,34	G	334 453 568,65
	Section d'investissement	B	100 921 818,07	H	90 469 805,32

		+		+	
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	002 Résultat de fonctionnement reporté	C	0,00	I	49 330 293,29
			(si déficit)		(si excédent)
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	D	21 366 479,79	J	0,00
			(si déficit)		(si excédent)

		=		=	
TOTAL EXERCICE (Réalizations + reports N-1)		= A + B + C + D	412 406 553,20	= G + H + I + J	474 253 667,26

RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (1)	Section de fonctionnement	E	0,00	K	0,00
	Section d'investissement	F	0,00	L	0,00
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E + F	0,00	= K + L	0,00

RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	= A + C + E	290 118 255,34	= G + I + K	383 783 861,94
	Section d'investissement	= B + D + F	122 288 297,86	= H + J + L	90 469 805,32
	TOTAL CUMULE	= A + B + C + D + E + F	412 406 553,20	= G + H + I + J + K + L	474 253 667,26

(1) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 3312-9 du CGCT).

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 3312-8 du CGCT).

TOTAL DES OPERATIONS REELLES ET D'ORDRE

	MANDATS EMIS			TITRES EMIS		
	RÉELLES ET MIXTES	ORDRE	TOTAL	REELLES ET MIXTES	ORDRE	TOTAL
INVESTISSEMENT	92 655 082,28	8 266 735,79	100 921 818,07	54 004 622,24	36 465 183,08	90 469 805,32
FONCTIONNEMENT	257 014 979,12	33 103 276,22	290 118 255,34	329 548 739,72	4 904 828,93	334 453 568,65
TOTAL REALISATIONS DE L'EXERCICE (1)	349 670 061,40	41 370 012,01	391 040 073,41	383 553 361,96	41 370 012,01	424 923 373,97

(1) Total des réalisations = Total de la section de fonctionnement + Total de la section d'investissement. Les reports N-1 ne sont pas comptabilisés car ils sont réalisés d'office.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF									II
RECAPITULATION PAR GROUPES FONCTIONNELS									A2
SECTION	RESULTATS ANTERIEURS REPORTEES	CREDITS OUVERTS	REALISATIONS (mandats et titres émis)	RESTES A REALISER AU 31/12	01 OPERATIONS NON VENTILABLES	0 SERVICES GENERAUX (SAUF 01)	1 SECURITE	2 ENSEIGNEMENT	3 CULTURE, VIE SOCIALE JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	21 366 479,79	154 927 381,88	100 921 818,07	0,00	51 131 383,57	2 815 495,41	260 038,62	3 725 849,47	2 163 960,28
90 EQUIPEMENTS DEPARTEMENTAUX (Equipements propres au dépt. 20 sauf 204, 21, 22, 23)		53 347 450,37	33 379 679,75	0,00		2 815 495,41	74 634,62	2 968 244,47	851 429,60
- en AP/CP		32 032 183,08	30 032 701,04	0,00		1 513 028,36	0,00	2 290 619,90	250 040,94
- hors AP/CP		21 315 267,29	3 346 978,71	0,00		1 302 467,05	74 634,62	677 624,57	601 388,66
91 EQUIPEMENTS NON DEPARTEMENTAUX Subventions d'équipement à verser (c/204)		20 667 170,00	16 410 754,75	0,00		0,00	185 404,00	757 605,00	1 312 530,68
- en AP/CP		19 246 126,00	15 624 235,44	0,00		0,00	12 404,00	638 836,00	1 298 768,89
- hors AP/CP		1 421 044,00	786 519,31	0,00		0,00	173 000,00	118 769,00	13 761,79
92 OPERATIONS NON VENTILEES - dont 924 Opérations pour compte de tiers		80 912 761,51 0,00	51 131 383,57 0,00	0,00 0,00	51 131 383,57 0,00				
950 DEPENSES IMPREVUES (1)		0,00							
001 SOLDE D'EXECUTION N-1	21 366 479,79								
RECETTES D'INVESTISSEMENT	0,00	176 293 861,67	90 469 805,32	0,00	80 310 424,07	40 000,00	0,00	1 404 698,00	106 500,00
90 EQUIPEMENTS DEPARTEMENTAUX (Recettes d'équipement affectées)		7 639 793,00	10 159 381,25	0,00		40 000,00	0,00	1 404 698,00	106 500,00
91 EQUIPEMENTS NON DEPARTEMENTAUX		0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
92 OPERATIONS NON VENTILEES, hors 1068 - dont 924 Opérations pour compte de tiers		83 801 578,51 0,00	55 240 233,20 0,00	0,00 0,00	55 240 233,20 0,00				
95 CHAPITRES DE PREVISION SANS REALISATION (1)		59 782 299,29		0,00					
954 Produit des cessions d'immobilisations (1)		256 000,00		0,00					
951 Virement de la section de fonctionnement (1)		59 526 299,29							
001 SOLDE D'EXECUTION N-1	0,00								
923-1068 EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE		25 070 190,87	25 070 190,87		25 070 190,87				
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	0,00	362 333 968,55	290 118 255,34	0,00	57 850 773,81	17 515 714,76	9 693 065,85	14 095 223,44	7 019 856,92
93 OPERATIONS VENTILEES OU SERVICES INDIVIDUALISES (dont RMI, APA et RSA)		240 905 241,05	232 267 481,53	0,00		17 515 714,76	9 693 065,85	14 095 223,44	7 019 856,92
- en AE/CP		21 409 946,27	18 911 992,69	0,00		4 056 164,52	9 027 000,00	77 793,40	2 335 977,75
- hors AE/CP		219 495 294,78	213 355 488,84	0,00		13 459 550,24	666 065,85	14 017 430,04	4 683 879,17
94 OPERATIONS NON VENTILEES OU SERVICES COMMUNS NON VENTILES		59 077 811,26	57 850 773,81	0,00	57 850 773,81				

SECTION	RESULTATS ANTERIEURS REPORTEES	CREDITS OUVERTS	REALISATIONS (mandats et titres émis)	RESTES A REALISER AU 31/12	01 OPERATIONS NON VENTILABLES	0 SERVICES GENERAUX (SAUF 01)	1 SECURITE	2 ENSEIGNEMENT	3 CULTURE, VIE SOCIALE JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS
95 CHAPITRES DE PREVISION SANS REALISATION (1)		62 350 916,24							
952 Dépenses imprévues(1)		2 824 616,95							
953 Virement à la section d'investissement (1)		59 526 299,29							
002 DEFICIT DE FONCTIONNEMENT REPORTE N-1 (2)	0,00								
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	49 330 293,29	313 003 675,26	334 453 568,65	0,00	261 469 356,46	5 126 887,15	876 018,99	963 616,91	409 525,06
93 OPERATIONS VENTILEES OU SERVICES INDIVIDUALISES		67 468 649,10	72 984 212,19	0,00		5 126 887,15	876 018,99	963 616,91	409 525,06
94 OPERATIONS NON VENTILEES OU SERVICES COMMUNS NON VENTILES		245 535 026,16	261 469 356,46	0,00	261 469 356,46				
002 EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT REPORTE N-1 (2)	49 330 293,29								

(1) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de mandats ou de titres (opérations sans réalisations).

(2) 002 : reprise du résultat de fonctionnement N-1 diminuée de l'affectation au 1068 en N.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET									II
RECAPITULATION PAR GROUPES FONCTIONNELS (suite)									A2
SECTION	4 PREVENTION MEDICO-SOCIALE	5 ACTION SOCIALE (hors RMI, APA et RSA)	5-4 RMI	5-5 APA	5-6 RSA	6 RESEAUX ET INFRA- STRUCTURES	7 AMENAGEMENT ET ENVIRONNEMENT	8 TRANSPORTS	9 DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	14 524,32	107 884,08	0,00		19 838,50	30 331 100,90	9 167 081,44	0,00	1 184 661,48
90 EQUIPEMENTS DEPARTEMENTAUX (Equipements propres au dépt. 20 sauf 204, 21, 22, 23)	9 524,32	100 884,08	0,00		0,00	25 735 943,90	794 131,75	0,00	29 391,60
- en AP/CP	0,00	0,00	0,00		0,00	25 645 531,01	333 480,83	0,00	0,00
- hors AP/CP	9 524,32	100 884,08	0,00		0,00	90 412,89	460 650,92	0,00	29 391,60
91 EQUIPEMENTS NON DEPARTEMENTAUX Subventions d'équipement à verser (c/204)	5 000,00	7 000,00	0,00		19 838,50	4 595 157,00	8 372 949,69	0,00	1 155 269,88
- en AP/CP	0,00	0,00	0,00		0,00	4 595 157,00	8 354 030,93	0,00	725 038,62
- hors AP/CP	5 000,00	7 000,00	0,00		19 838,50	0,00	18 918,76	0,00	430 231,26
92 OPERATIONS NON VENTILEES - dont 924 Opérations pour compte de tiers									
950 DEPENSES IMPREVUES									
001 SOLDE D'EXECUTION N-1									
RECETTES D'INVESTISSEMENT	0,00	0,00	0,00		0,00	4 001 294,66	4 606 888,59	0,00	0,00
90 EQUIPEMENTS DEPARTEMENTAUX (Recettes d'équipement affectées)	0,00	0,00	0,00		0,00	4 001 294,66	4 606 888,59	0,00	0,00
91 EQUIPEMENTS NON DEPARTEMENTAUX	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
92 OPERATIONS NON VENTILEES, hors 1068 - dont 924 Opérations pour compte de tiers									
95 CHAPITRES DE PREVISION SANS REALISATION 954 Produit des cessions d'immobilisations 951 Virement de la section de fonctionnement									
001 SOLDE D'EXECUTION N-1									
923-1068 EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE									
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	2 363 757,81	98 759 056,23	7 574,27	27 840 414,38	21 480 732,03	19 598 175,14	3 916 773,20	6 091 800,00	3 885 337,50
93 OPERATIONS VENTILEES ou SERVICES INDIVIDUALISES (dont RMI, APA et RSA)	2 363 757,81	98 759 056,23	7 574,27	27 840 414,38	21 480 732,03	19 598 175,14	3 916 773,20	6 091 800,00	3 885 337,50
- en AE/CP	0,00	3 079 031,72	0,00	0,00	0,00	149 888,42	119 121,10	0,00	67 015,78
- hors AE/CP	2 363 757,81	95 680 024,51	7 574,27	27 840 414,38	21 480 732,03	19 448 286,72	3 797 652,10	6 091 800,00	3 818 321,72
94 OPERATIONS NON VENTILEES OU SERVICES COMMUNS NON VENTILES									

SECTION	4 PREVENTION MEDICO-SOCIALE	5 ACTION SOCIALE (hors RMI, APA et RSA)	5-4 RMI	5-5 APA	5-6 RSA	6 RESEAUX ET INFRA- STRUCTURES	7 AMENAGEMENT ET ENVIRONNEMENT	8 TRANSPORTS	9 DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE
95 CHAPITRES DE PREVISION SANS REALISATION 952 Dépenses imprévues <i>953 Virement à la section d'investissement</i>									
002 DÉFICIT DE FONCTIONNEMENT REPORTÉ N-1									
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	71 448,46	20 376 042,26	0,00	14 434 535,57	27 442 751,55	1 947 933,21	1 317 464,22	12,60	17 976,21
93 OPERATIONS VENTILEES OU SERVICES INDIVIDUALISES	71 448,46	20 376 042,26	0,00	14 434 535,57	27 442 751,55	1 947 933,21	1 317 464,22	12,60	17 976,21
94 OPERATIONS NON VENTILEES OU SERVICES COMMUNS NON VENTILES									
002 EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT REPORTÉ N-1									

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION D'INVESTISSEMENT	A3.1

SECTION D'INVESTISSEMENT

REALISATIONS (y compris les restes à réaliser sur N-1)

CHAPITRES	MANDATS		TITRES
OPERATIONS REELLES	I	92 655 082,28	II
90 Equipements départementaux		33 379 679,75	10 159 381,25
900 à 909 (chapitres répartis par fonction, hors RMI et RSA)		33 379 679,75	10 159 381,25
905-4 Revenu minimum d'insertion		0,00	0,00
905-6 Revenu de solidarité active		0,00	0,00
91 Equipements non départementaux (Subventions d'équipement à verser)		16 410 754,75	0,00
910 à 919 (chapitres répartis par fonction, hors RMI et RSA)		16 390 916,25	0,00
915-4 Revenu minimum d'insertion		0,00	0,00
915-6 Revenu de solidarité active		19 838,50	0,00
92 Opérations non ventilées		42 864 647,78	18 775 050,12
921 Taxes non affectées		0,00	0,00
922 Dotations et participations		0,00	4 440 514,92
923 Dettes et autres opérations financières (hors c/1068)		42 864 647,78	14 334 535,20
924 Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00
Solde des opérations réelles II – I (1) :.....			-63 720 650,91

OPERATIONS D'ORDRE	III	8 266 735,79	IV	36 465 183,08
925 Opérations patrimoniales (à l'intérieur de la section)		3 361 906,86		3 361 906,86
926 Transferts entre les sections		4 904 828,93		33 103 276,22
Solde des opérations d'ordre IV – III (1) :.....				28 198 447,29

RESULTATS ANTERIEURS

001 Solde d'exécution N-1	V	21 366 479,79	VI	0,00
923-1068 Excédent de fonctionnement capitalisé			VII	25 070 190,87

TOTAL CUMULE DE LA SECTION

TOTAL CUMULE	VIII = I + III + V	122 288 297,86	IX = II + IV + VI + VII	90 469 805,32
SOLDE D'EXECUTION IX – VIII (1) :.....				-31 818 492,54

(1) Mettre un signe (-) en cas de déficit ou (+) en cas d'excédent.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	A3.2

SECTION DE FONCTIONNEMENT

REALISATIONS (y compris les restes à réaliser sur N-1)

CHAPITRES	MANDATS		TITRES	
OPERATIONS REELLES	I	257 014 979,12	II	329 548 739,72
93 Opérations ventilées ou services individualisés		232 267 481,53		72 984 212,19
930 à 939 (chapitres répartis par fonction, hors RMI, APA et RSA)		182 938 760,85		31 106 925,07
935-4 Revenu minimum d'insertion		7 574,27		0,00
935-5 Personnes dépendantes (APA)		27 840 414,38		14 434 535,57
935-6 Revenu de solidarité active		21 480 732,03		27 442 751,55
94 Services communs non ventilés		24 747 497,59		256 564 527,53
940 Impositions directes		0,00		112 000 330,64
941 Autres impôts et taxes		1 798 595,00		78 951 890,42
942 Dotations et participations		0,00		65 477 609,46
943 Opérations financières		6 400 330,44		4 126,80
944 Frais de fonctionnement groupes d'élus		211 288,05		0,00
945 Provisions et autres opérations mixtes		16 337 284,10		130 570,21
Solde des opérations réelles II – I (1) :				72 533 760,60

OPERATIONS D'ORDRE

OPERATIONS D'ORDRE	III	33 103 276,22	IV	4 904 828,93
946 Transferts entre les sections		33 103 276,22		4 904 828,93
947 Opérations ordre intérieur de la section		0,00		0,00
Solde des opérations d'ordre IV - III :				-28 198 447,29

RESULTATS ANTERIEURS

002 Résultat de fonctionnement reporté de N-1	V	0,00	VI	49 330 293,29
--	----------	-------------	-----------	----------------------

TOTAL CUMULE DE LA SECTION

TOTAL CUMULE	VII = I + III + V	290 118 255,34	VIII = II + IV + VI	383 783 861,94
SOLDE D'EXECUTION VIII – VII (1) :				93 665 606,60

(1) Mettre un signe (-) en cas de déficit ou (+) en cas d'excédent.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
BALANCE GENERALE – INVESTISSEMENT	B1

1 – MANDATS EMIS – DEPENSES

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles	Opérations d'ordre	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13 (2)	Subventions d'investissement	0,00	(1) 3 665 069,45	3 665 069,45
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	42 861 517,78	0,00	42 861 517,78
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00		0,00
20 (2)	Immobilisations incorporelles (hors 204)	2 027 604,54	40 090,80	2 067 695,34
204 (2)	Subventions d'équipement versées	16 390 916,25	0,00	16 390 916,25
21 (2)	Immobilisations corporelles	20 705 761,33	1 548 107,44	22 253 868,77
22 (2)	Immobilisations reçues en affectation	5 027,99	0,00	5 027,99
23 (2)	Immobilisations en cours	10 641 285,89	2 773 653,69	13 414 939,58
010	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00	0,00
018	Revenu de solidarité active	19 838,50	0,00	19 838,50
26	Participations et créances rattachées	1 000,00	0,00	1 000,00
27 (2)	Autres immobilisations financières	2 130,00	0,00	2 130,00
28	Amortissement des immobilisations (reprises)		0,00	0,00
3...	Stocks et en-cours		1 953,43	1 953,43
19	Neutral. et régul. d'opérations		237 860,98	237 860,98
45	Total des opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00
481	Charges à rép. sur plusieurs exercices		0,00	0,00
Dépenses d'investissement –Total		92 655 082,28	8 266 735,79	100 921 818,07

Pour information : 001 Solde d'exécution reporté N-1	21 366 479,79
---	----------------------

(1) Subventions d'investissement reprises au compte de résultat (compte 139).

(2) Hors dépenses imputées aux chapitres 010 et 018.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
BALANCE GENERALE – INVESTISSEMENT	B1

2 – TITRES EMIS –RECETTES

INVESTISSEMENT		Opérations réelles	Opérations d'ordre	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	(1) 29 510 705,79	0,00	29 510 705,79
13 (2)	Subventions d'investissement	6 937 463,59	149,00	6 937 612,59
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	14 276 975,20	0,00	14 276 975,20
18 (2)	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00		0,00
20 (2)	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	504 780,31	504 780,31
204 (2)	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21 (2)	Immobilisations corporelles	1 370 984,24	631 289,63	2 002 273,87
22 (2)	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23 (2)	Immobilisations en cours	1 850 933,42	2 856 977,55	4 707 910,97
010	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00	0,00
018	Revenu de solidarité active	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27 (2)	Autres immobilisations financières	57 560,00	0,00	57 560,00
28	<i>Amortissement des immobilisations</i>		31 464 503,40	31 464 503,40
3...	<i>Stocks et en-cours</i>		5 398,16	5 398,16
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00
19	<i>Neutral. et régul. d'opérations</i>		154 915,58	154 915,58
481	<i>Charges à rép. sur plusieurs exercices</i>		847 169,45	847 169,45
Recettes d'investissement –Total		54 004 622,24	36 465 183,08	90 469 805,32

Pour information : 001 Solde d'exécution reporté N-1	0,00
---	-------------

(1) Y compris 1068.

(2) Hors recettes imputées aux chapitres 010 et 018.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
BALANCE GENERALE – FONCTIONNEMENT	B2

1 – MANDATS EMIS – DEPENSES

FONCTIONNEMENT		Opérations réelles	Opérations d'ordre	TOTAL
011 (1)	Charges à caractère général	18 645 921,78		18 645 921,78
012 (1)	Charges de personnel et frais assimilés	62 007 174,44		62 007 174,44
014	Atténuations de produits	8 563 184,35		8 563 184,35
015	Revenu minimum d'insertion	7 574,27		7 574,27
016	Allocation personnalisée d'autonomie	27 840 414,38		27 840 414,38
017	Revenu de solidarité active	21 480 732,03		21 480 732,03
60	<i>Achats et variation des stocks</i>		5 398,16	5 398,16
65 (1)	Autres charges de gestion courante	95 319 146,17		95 319 146,17
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	211 235,50		211 235,50
66	Charges financières	6 395 470,34	0,00	6 395 470,34
67 (1)	Charges exceptionnelles	206 841,76	786 205,21	993 046,97
68 (1)	Dot. aux amortissements et provisions	16 337 284,10	32 311 672,85	48 648 956,95
71	<i>Production stockée (ou déstockage)</i>		0,00	0,00
Dépenses de fonctionnement –Total		257 014 979,12	33 103 276,22	290 118 255,34

Pour information : 002 Résultat de fonctionnement reporté N-1	0,00
--	-------------

(1) Hors dépenses imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
BALANCE GENERALE – FONCTIONNEMENT	B2

2 – TITRES EMIS – RECETTES

FONCTIONNEMENT		Opérations réelles	Opérations d'ordre	TOTAL
013 (1)	Atténuations de charges	1 321 060,89		1 321 060,89
015	Revenu minimum d'insertion	0,00		0,00
016	Allocation personnalisée d'autonomie	14 434 535,57		14 434 535,57
017	Revenu de solidarité active	27 442 751,55		27 442 751,55
60	<i>Achats et variation des stocks</i>		1 953,43	1 953,43
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	4 293 233,47		4 293 233,47
71	<i>Production stockée (ou déstockage)</i>		0,00	0,00
72	<i>Production immobilisée</i>		999 945,07	999 945,07
73	Impôts et taxes (hors 731)	165 849 085,81		165 849 085,81
731	Impositions directes	25 257 146,00		25 257 146,00
74 (1)	Dotations, subventions et participations	72 818 257,09		72 818 257,09
75 (1)	Autres produits de gestion courante	17 187 619,12	0,00	17 187 619,12
76	Produits financiers	4 126,80	0,00	4 126,80
77 (1)	Produits exceptionnels	810 353,21	3 902 930,43	4 713 283,64
78 (1)	Reprises amortissements et provisions	130 570,21	0,00	130 570,21
79	<i>Transferts de charges</i>		0,00	0,00
Recettes de fonctionnement –Total		329 548 739,72	4 904 828,93	334 453 568,65

Pour information : 002 Résultat de fonctionnement reporté N-1

49 330 293,29

(1) Hors recettes imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE	A

1 – DEPENSES

Chap.	Libellés	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (1)
Groupe 90	Equipements départementaux	53 347 450,37	33 379 679,75	0,00	19 967 770,62
900	Services généraux	3 829 000,00	2 815 495,41	0,00	1 013 504,59
901	Sécurité	90 000,00	74 634,62	0,00	15 365,38
902	Enseignement	3 926 600,00	2 968 244,47	0,00	958 355,53
903	Culture, jeunesse, sports et loisirs	1 649 500,00	851 429,60	0,00	798 070,40
904	Prévention médico-sociale	210 000,00	9 524,32	0,00	200 475,68
905	Action sociale (hors RMI et RSA)	431 000,00	100 884,08	0,00	330 115,92
905-4	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00
905-6	Revenu de solidarité active	0,00	0,00	0,00	0,00
906	Réseaux et infrastructures	41 259 148,47	25 735 943,90	0,00	15 523 204,57
907	Aménagement et environnement	1 714 313,90	794 131,75	0,00	920 182,15
908	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00
909	Développement	237 888,00	29 391,60	0,00	208 496,40
Groupe 91	Equipements non départementaux	20 667 170,00	16 410 754,75	0,00	4 256 415,25
910	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00
911	Sécurité	285 009,00	185 404,00	0,00	99 605,00
912	Enseignement	1 403 152,32	757 605,00	0,00	645 547,32
913	Culture, jeunesse, sports et loisirs	1 525 170,00	1 312 530,68	0,00	212 639,32
914	Prévention médico-sociale	95 000,00	5 000,00	0,00	90 000,00
915	Action sociale (hors RMI et RSA)	10 000,00	7 000,00	0,00	3 000,00
915-4	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00
915-6	Revenu de solidarité active	32 000,00	19 838,50	0,00	12 161,50
916	Réseaux et infrastructures	5 733 566,71	4 595 157,00	0,00	1 138 409,71
917	Aménagement et environnement	10 033 103,00	8 372 949,69	0,00	1 660 153,31
918	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00
919	Développement	1 550 168,97	1 155 269,88	0,00	394 899,09
Groupe 92	Opérations non ventilées	80 912 761,51	51 131 383,57	0,00	29 781 377,94
921	Taxes non affectées	0,00	0,00	0,00	0,00
922	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00
923	Dettes et autres opérations financières	68 973 583,04	42 864 647,78	0,00	26 108 935,26
924	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00
925	Opérations patrimoniales	7 233 780,31	3 361 906,86		3 871 873,45
926	Transferts entre les sections	4 705 398,16	4 904 828,93		-199 430,77
Groupe 95	Opérations sans réalisation (2)	0,00			
950	Dépenses imprévues	0,00			
TOTAL DES GROUPES FONCTIONNELS		154 927 381,88	100 921 818,07	0,00	54 005 563,81

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Chap.	Libellés	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalizations	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (1)
Pour information : 001 Solde d'exécution reporté N-1		21 366 479,79			

(1) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

(2) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de mandats (opérations sans réalisations).

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE	A

2 – RECETTES

Chap.	Libellés	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (1)
Groupe 90	Equipements départementaux	7 639 793,00	10 159 381,25	0,00	-2 519 588,25
900	Services généraux	0,00	40 000,00	0,00	-40 000,00
901	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00
902	Enseignement	1 354 267,00	1 404 698,00	0,00	-50 431,00
903	Culture, jeunesse, sports et loisirs	0,00	106 500,00	0,00	-106 500,00
904	Prévention médico-sociale	0,00	0,00	0,00	0,00
905	Action sociale (hors RMI et RSA)	0,00	0,00	0,00	0,00
905-4	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00
905-6	Revenu de solidarité active	0,00	0,00	0,00	0,00
906	Réseaux et infrastructures	900 000,00	4 001 294,66	0,00	-3 101 294,66
907	Aménagement et environnement	5 385 526,00	4 606 888,59	0,00	778 637,41
908	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00
909	Développement	0,00	0,00	0,00	0,00
Groupe 91	Equipements non départementaux	0,00	0,00	0,00	0,00
910	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00
911	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00
912	Enseignement	0,00	0,00	0,00	0,00
913	Culture, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00
914	Prévention médico-sociale	0,00	0,00	0,00	0,00
915	Action sociale (hors RMI et RSA)	0,00	0,00	0,00	0,00
915-4	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00
915-6	Revenu de solidarité active	0,00	0,00	0,00	0,00
916	Réseaux et infrastructures	0,00	0,00	0,00	0,00
917	Aménagement et environnement	0,00	0,00	0,00	0,00
918	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00
919	Développement	0,00	0,00	0,00	0,00
Groupe 92	Opérations non ventilées	83 801 578,51	55 240 233,20	0,00	28 561 345,31
921	Taxes non affectées	0,00	0,00	0,00	0,00
922	Dotations et participations	2 907 000,00	4 440 514,92	0,00	-1 533 514,92
923	Dettes et autres opérations financières (hors c/ 1068)	39 775 400,04	14 334 535,20	0,00	25 440 864,84
924	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00
925	Opérations patrimoniales	7 233 780,31	3 361 906,86		3 871 873,45
926	Transferts entre les sections	33 885 398,16	33 103 276,22		782 121,94
Groupe 95	Opérations sans réalisation (2)	59 782 299,29		0,00	
951	Virement de la section de fonctionnement	59 526 299,29			
954	Produit des cessions d'immobilisations	256 000,00		0,00	

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Chap.	Libellés	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (1)
923-1068	Excédent de fonctionnement capitalisé	25 070 190,87	25 070 190,87		
TOTAL DES GROUPES FONCTIONNELS		176 293 861,67	90 469 805,32	0,00	85 824 056,35

Pour information : 001 Solde d'exécution reporté N-1		21 366 479,79			
---	--	----------------------	--	--	--

(1) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

(2) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisations).

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 EQUIPEMENTS DEPARTEMENTAUX – DETAIL PAR ARTICLES	A 900

DETAIL DU CHAPITRE 900 – Services généraux

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
DEPENSES		3 829 000,00	2 815 495,41	0,00	1 013 504,59
PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
900-2	<u>Administration générale</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
900-4	<u>Coop. décent., act° europ. et inter.</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
900-5	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS PROGRAMMES		3 829 000,00	2 815 495,41	0,00	1 013 504,59
900-2	<u>Administration générale</u>	3 829 000,00	2 815 495,41	0,00	1 013 504,59
900201	Admin. gén. collect. (pers. non vent.)	10 000,00	2 131,50	0,00	7 868,50
900202	Admin. gén. collect. (autres moy. gén.)	3 799 000,00	2 793 380,63	0,00	1 005 619,37
90023	Information, communication, publicité	20 000,00	19 983,28	0,00	16,72
900-4	<u>Coop. décent., act° europ. et inter.</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
900-5	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	40 000,00	0,00	-40 000,00
900-2	<u>Administration générale</u>	0,00	40 000,00	0,00	-40 000,00
900202	Admin. gén. collect. (autres moy. gén.)	0,00	40 000,00	0,00	-40 000,00
900-4	<u>Coop. décent., act° europ. et inter.</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
900-5	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 EQUIPEMENTS DEPARTEMENTAUX – DETAIL PAR ARTICLES	A 901

DETAIL DU CHAPITRE 901 – Sécurité

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
DEPENSES		90 000,00	74 634,62	0,00	15 365,38
PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
901-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
901-1	<u>Gendarmerie, police, sécurité, justice</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
901-2	<u>Incendie et Secours</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
901-3	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
901-8	<u>Autres interventions de protection</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS PROGRAMMES		90 000,00	74 634,62	0,00	15 365,38
901-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
901-1	<u>Gendarmerie, police, sécurité, justice</u>	90 000,00	74 634,62	0,00	15 365,38
901-2	<u>Incendie et Secours</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
901-3	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
901-8	<u>Autres interventions de protection</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00
901-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
901-1	<u>Gendarmerie, police, sécurité, justice</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
901-2	<u>Incendie et Secours</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
901-3	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
901-8	<u>Autres interventions de protection</u>	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 EQUIPEMENTS DEPARTEMENTAUX – DETAIL PAR ARTICLES	A 902

DETAIL DU CHAPITRE 902 – Enseignement

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
DEPENSES		3 926 600,00	2 968 244,47	0,00	958 355,53
PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
902-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
902-1	<u>Enseignement du premier degré</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
902-2	<u>Enseignement du second degré</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
902-3	<u>Enseignement supérieur</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
902-4	<u>Formation pro. et apprentissage (COM)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
902-5	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
902-8	<u>Autres services périscolaires et annexes</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS PROGRAMMES		3 926 600,00	2 968 244,47	0,00	958 355,53
902-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
902-1	<u>Enseignement du premier degré</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
902-2	<u>Enseignement du second degré</u>	2 598 773,77	1 723 888,97	0,00	874 884,80
90221	Collèges	2 598 773,77	1 723 888,97	0,00	874 884,80
902-3	<u>Enseignement supérieur</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
902-4	<u>Formation pro. et apprentissage (COM)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
902-5	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	1 197 545,03	1 118 189,90	0,00	79 355,13
902-8	<u>Autres services périscolaires et annexes</u>	130 281,20	126 165,60	0,00	4 115,60
RECETTES		1 354 267,00	1 404 698,00	0,00	-50 431,00
902-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
902-1	<u>Enseignement du premier degré</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
902-2	<u>Enseignement du second degré</u>	1 354 267,00	1 349 018,00	0,00	5 249,00
90221	Collèges	1 354 267,00	1 349 018,00	0,00	5 249,00
902-3	<u>Enseignement supérieur</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
902-4	<u>Formation pro. et apprentissage (COM)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
902-5	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	55 680,00	0,00	-55 680,00
902-8	<u>Autres services périscolaires et annexes</u>	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 EQUIPEMENTS DEPARTEMENTAUX – DETAIL PAR ARTICLES	A 903

DETAIL DU CHAPITRE 903 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
DEPENSES		1 649 500,00	851 429,60	0,00	798 070,40
PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
903-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
903-1	<u>Culture</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
903-2	<u>Sports</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
903-3	<u>Jeunesse (act° socio-éduc...) et loisirs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
903-4	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS PROGRAMMES		1 649 500,00	851 429,60	0,00	798 070,40
903-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
903-1	<u>Culture</u>	1 485 317,30	699 692,27	0,00	785 625,03
90312	Patrimoine (musées, monuments...)	997 711,23	261 488,12	0,00	736 223,11
90313	Bibliothèques et médiathèques	206 132,00	198 609,02	0,00	7 522,98
90314	Musées	154 883,28	115 308,85	0,00	39 574,43
90315	Services d'archives	126 590,79	124 286,28	0,00	2 304,51
903-2	<u>Sports</u>	101 640,70	98 811,71	0,00	2 828,99
903-3	<u>Jeunesse (act° socio-éduc...) et loisirs</u>	500,00	0,00	0,00	500,00
903-4	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	62 042,00	52 925,62	0,00	9 116,38
RECETTES		0,00	106 500,00	0,00	-106 500,00
903-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
903-1	<u>Culture</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
903-2	<u>Sports</u>	0,00	106 500,00	0,00	-106 500,00
903-3	<u>Jeunesse (act° socio-éduc...) et loisirs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
903-4	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 EQUIPEMENTS DEPARTEMENTAUX – DETAIL PAR ARTICLES	A 904

DETAIL DU CHAPITRE 904 – Prévention médico-sociale

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
DEPENSES		210 000,00	9 524,32	0,00	200 475,68
PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
904-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
904-1	<u>PMI et planification familiale</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
904-2	<u>Prévention et éducation pour la santé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
904-3	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
904-8	<u>Autres actions</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS PROGRAMMES		210 000,00	9 524,32	0,00	200 475,68
904-0	<u>Services communs</u>	200 000,00	0,00	0,00	200 000,00
904-1	<u>PMI et planification familiale</u>	10 000,00	9 524,32	0,00	475,68
904-2	<u>Prévention et éducation pour la santé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
904-3	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
904-8	<u>Autres actions</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00
904-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
904-1	<u>PMI et planification familiale</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
904-2	<u>Prévention et éducation pour la santé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
904-3	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
904-8	<u>Autres actions</u>	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 EQUIPEMENTS DEPARTEMENTAUX – DETAIL PAR ARTICLES	A 905

DETAIL DU CHAPITRE 905 – Action sociale (hors RMI et RSA)

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
DEPENSES		431 000,00	100 884,08	0,00	330 115,92
PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
905-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-1	<u>Famille et enfance</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-2	<u>Personnes handicapées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-3	<u>Personnes âgées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-7	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-8	<u>Autres interventions sociales</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS PROGRAMMES		431 000,00	100 884,08	0,00	330 115,92
905-0	<u>Services communs</u>	160 000,00	100 884,08	0,00	59 115,92
905-1	<u>Famille et enfance</u>	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00
905-2	<u>Personnes handicapées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-3	<u>Personnes âgées</u>	267 000,00	0,00	0,00	267 000,00
90538	Autres	267 000,00	0,00	0,00	267 000,00
905-7	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-8	<u>Autres interventions sociales</u>	3 000,00	0,00	0,00	3 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00
905-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-1	<u>Famille et enfance</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-2	<u>Personnes handicapées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-3	<u>Personnes âgées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-7	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-8	<u>Autres interventions sociales</u>	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 EQUIPEMENTS DEPARTEMENTAUX – DETAIL PAR ARTICLES	A 905-4

DETAIL DU CHAPITRE 905-4 – Revenu minimum d'insertion

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00
PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
905-41	<u>Insertion sociale</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-42	<u>Santé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-43	<u>Logement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-44	<u>Insertion professionnelle</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-45	<u>Évaluation des dépenses engagées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-46	<u>Dépenses de structure</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-47	<u>Revenu minimum d'insertion - RMA</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-48	<u>Autres dépenses au titre du RMI</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
905-41	<u>Insertion sociale</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-42	<u>Santé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-43	<u>Logement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-44	<u>Insertion professionnelle</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-45	<u>Évaluation des dépenses engagées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-46	<u>Dépenses de structure</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-47	<u>Revenu minimum d'insertion - RMA</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-48	<u>Autres dépenses au titre du RMI</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00
905-41	<u>Insertion sociale</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-42	<u>Santé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-43	<u>Logement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-44	<u>Insertion professionnelle</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-45	<u>Évaluation des dépenses engagées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-46	<u>Dépenses de structure</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-47	<u>Revenu minimum d'insertion - RMA</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-48	<u>Autres dépenses au titre du RMI</u>	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 EQUIPEMENTS DEPARTEMENTAUX – DETAIL PAR ARTICLES	A 905-6

DETAIL DU CHAPITRE 905-6 – Revenu de solidarité active

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00
PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
905-61	<u>Insertion sociale</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-62	<u>Santé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-63	<u>Logement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-64	<u>Insertion professionnelle</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-65	<u>Evaluation des dépenses engagées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-66	<u>Dépenses de structure</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-67	<u>Allocations RSA</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-68	<u>Autres dépenses au titre du RSA</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
905-61	<u>Insertion sociale</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-62	<u>Santé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-63	<u>Logement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-64	<u>Insertion professionnelle</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-65	<u>Evaluation des dépenses engagées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-66	<u>Dépenses de structure</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-67	<u>Allocations RSA</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-68	<u>Autres dépenses au titre du RSA</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00
905-61	<u>Insertion sociale</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-62	<u>Santé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-63	<u>Logement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-64	<u>Insertion professionnelle</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-65	<u>Evaluation des dépenses engagées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-66	<u>Dépenses de structure</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-67	<u>Allocations RSA</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-68	<u>Autres dépenses au titre du RSA</u>	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 EQUIPEMENTS DEPARTEMENTAUX – DETAIL PAR ARTICLES	A 906

DETAIL DU CHAPITRE 906 – Réseaux et infrastructures

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
DEPENSES		41 259 148,47	25 735 943,90	0,00	15 523 204,57
PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
906-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
906-1	<u>Eaux et assainissement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
906-2	<u>Routes et voirie</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
906-3	<u>Infrastructures ferroviaires et aéroport</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
906-4	<u>Infra. fluviales, maritimes, portuaires</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
906-5	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
906-8	<u>Autres réseaux</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS PROGRAMMES		41 259 148,47	25 735 943,90	0,00	15 523 204,57
906-0	<u>Services communs</u>	388 686,10	242 266,45	0,00	146 419,65
906-1	<u>Eaux et assainissement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
906-2	<u>Routes et voirie</u>	40 270 462,37	25 263 200,67	0,00	15 007 261,70
90621	Réseau routier départemental	40 270 462,37	25 263 200,67	0,00	15 007 261,70
906-3	<u>Infrastructures ferroviaires et aéroport</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
906-4	<u>Infra. fluviales, maritimes, portuaires</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
906-5	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
906-8	<u>Autres réseaux</u>	600 000,00	230 476,78	0,00	369 523,22
RECETTES		900 000,00	4 001 294,66	0,00	-3 101 294,66
906-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
906-1	<u>Eaux et assainissement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
906-2	<u>Routes et voirie</u>	600 000,00	4 001 294,66	0,00	-3 401 294,66
90621	Réseau routier départemental	600 000,00	4 001 294,66	0,00	-3 401 294,66
906-3	<u>Infrastructures ferroviaires et aéroport</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
906-4	<u>Infra. fluviales, maritimes, portuaires</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
906-5	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
906-8	<u>Autres réseaux</u>	300 000,00	0,00	0,00	300 000,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 EQUIPEMENTS DEPARTEMENTAUX – DETAIL PAR ARTICLES	A 907

DETAIL DU CHAPITRE 907 – Aménagement et environnement

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
DEPENSES		1 714 313,90	794 131,75	0,00	920 182,15
PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
907-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
907-1	<u>Aménagement et développement urbain</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
907-2	<u>Logement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
907-3	<u>Environnement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
907-4	<u>Aménagement et développement rural</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
907-5	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS PROGRAMMES		1 714 313,90	794 131,75	0,00	920 182,15
907-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
907-1	<u>Aménagement et développement urbain</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
907-2	<u>Logement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
907-3	<u>Environnement</u>	458 993,90	323 628,16	0,00	135 365,74
90731	Actions de traitement des déchets	10 000,00	9 664,60	0,00	335,40
90738	Autres actions en faveur milieu naturel	448 993,90	313 963,56	0,00	135 030,34
907-4	<u>Aménagement et développement rural</u>	1 255 320,00	470 503,59	0,00	784 816,41
907-5	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		5 385 526,00	4 606 888,59	0,00	778 637,41
907-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
907-1	<u>Aménagement et développement urbain</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
907-2	<u>Logement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
907-3	<u>Environnement</u>	271 000,00	165 995,69	0,00	105 004,31
90738	Autres actions en faveur milieu naturel	271 000,00	165 995,69	0,00	105 004,31
907-4	<u>Aménagement et développement rural</u>	5 114 526,00	3 858 922,90	0,00	1 255 603,10
907-5	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	581 970,00	0,00	-581 970,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 EQUIPEMENTS DEPARTEMENTAUX – DETAIL PAR ARTICLES	A 908

DETAIL DU CHAPITRE 908 – Transports

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00
PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
908-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
908-1	<u>Transports scolaires</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
908-2	<u>Transports publics de voyageurs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
908-3	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
908-8	<u>Autres</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
908-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
908-1	<u>Transports scolaires</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
908-2	<u>Transports publics de voyageurs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
908-3	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
908-8	<u>Autres</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00
908-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
908-1	<u>Transports scolaires</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
908-2	<u>Transports publics de voyageurs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
908-3	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
908-8	<u>Autres</u>	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 EQUIPEMENTS DEPARTEMENTAUX – DETAIL PAR ARTICLES	A 909

DETAIL DU CHAPITRE 909 – Développement

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
DEPENSES		237 888,00	29 391,60	0,00	208 496,40
PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
909-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
909-1	<u>Structures d'animation et développement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
909-2	<u>Agriculture et pêche</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
909-3	<u>Industrie, commerce et artisanat</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
909-4	<u>Développement touristique</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
909-5	<u>Maintien services publics non départ.</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
909-6	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS PROGRAMMES		237 888,00	29 391,60	0,00	208 496,40
909-0	<u>Services communs</u>	200 000,00	0,00	0,00	200 000,00
909-1	<u>Structures d'animation et développement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
909-2	<u>Agriculture et pêche</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
909-3	<u>Industrie, commerce et artisanat</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
909-4	<u>Développement touristique</u>	37 888,00	29 391,60	0,00	8 496,40
909-5	<u>Maintien services publics non départ.</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
909-6	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00
909-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
909-1	<u>Structures d'animation et développement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
909-2	<u>Agriculture et pêche</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
909-3	<u>Industrie, commerce et artisanat</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
909-4	<u>Développement touristique</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
909-5	<u>Maintien services publics non départ.</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
909-6	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 91 EQUIPEMENTS NON DEPARTEMENTAUX SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES – DETAIL PAR ARTICLES	A 910

DETAIL DU CHAPITRE 910 – Services généraux

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00
PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
910-2	<u>Administration générale</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
910-4	<u>Coopération décentralisée. action europe</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
910-5	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
910-2	<u>Administration générale</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
910-4	<u>Coopération décentralisée. action europe</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
910-5	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00
910-2	<u>Administration générale</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
910-4	<u>Coopération décentralisée. action europe</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
910-5	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 91 EQUIPEMENTS NON DEPARTEMENTAUX SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES – DETAIL PAR ARTICLES	A 911

DETAIL DU CHAPITRE 911 – Sécurité

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
DEPENSES		285 009,00	185 404,00	0,00	99 605,00
PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
911-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
911-1	<u>Gendarmerie, police, sécurité, justice</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
911-2	<u>Incendie et Secours</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
911-3	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
911-8	<u>Autres interventions de protection</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS PROGRAMMES		285 009,00	185 404,00	0,00	99 605,00
911-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
911-1	<u>Gendarmerie, police, sécurité, justice</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
911-2	<u>Incendie et Secours</u>	285 009,00	185 404,00	0,00	99 605,00
911-3	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
911-8	<u>Autres interventions de protection</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00
911-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
911-1	<u>Gendarmerie, police, sécurité, justice</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
911-2	<u>Incendie et Secours</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
911-3	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
911-8	<u>Autres interventions de protection</u>	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 91 EQUIPEMENTS NON DEPARTEMENTAUX SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES – DETAIL PAR ARTICLES	A 912

DETAIL DU CHAPITRE 912 – Enseignement

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
DEPENSES		1 403 152,32	757 605,00	0,00	645 547,32
PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
912-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
912-1	<u>Enseignement du premier degré</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
912-2	<u>Enseignement du second degré</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
912-3	<u>Enseignement supérieur</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
912-4	<u>Formation professionnelle et apprentissage</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
912-5	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
912-8	<u>Autres services périscolaires et annexes</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS PROGRAMMES		1 403 152,32	757 605,00	0,00	645 547,32
912-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
912-1	<u>Enseignement du premier degré</u>	822 352,32	294 736,00	0,00	527 616,32
912-2	<u>Enseignement du second degré</u>	580 800,00	462 869,00	0,00	117 931,00
91221	Collèges	580 800,00	462 869,00	0,00	117 931,00
912-3	<u>Enseignement supérieur</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
912-4	<u>Formation professionnelle et apprentissage</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
912-5	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
912-8	<u>Autres services périscolaires et annexes</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00
912-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
912-1	<u>Enseignement du premier degré</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
912-2	<u>Enseignement du second degré</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
912-3	<u>Enseignement supérieur</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
912-4	<u>Formation professionnelle et apprentissage</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
912-5	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
912-8	<u>Autres services périscolaires et annexes</u>	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 91 EQUIPEMENTS NON DEPARTEMENTAUX SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES – DETAIL PAR ARTICLES	A 913

DETAIL DU CHAPITRE 913 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
DEPENSES		1 525 170,00	1 312 530,68	0,00	212 639,32
PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
913-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
913-1	<u>Culture</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
913-2	<u>Sports</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
913-3	<u>Jeunesse (action socio-éducative...)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
913-4	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS PROGRAMMES		1 525 170,00	1 312 530,68	0,00	212 639,32
913-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
913-1	<u>Culture</u>	495 207,00	439 297,89	0,00	55 909,11
91311	Activités artistiques et action culturel	31 238,00	0,00	0,00	31 238,00
91312	Patrimoine (musées, monuments...)	437 398,00	426 607,00	0,00	10 791,00
91313	Bibliothèques et médiathèques	11 571,00	3 960,00	0,00	7 611,00
91315	Services d'archives	15 000,00	8 730,89	0,00	6 269,11
913-2	<u>Sports</u>	683 879,00	576 343,79	0,00	107 535,21
913-3	<u>Jeunesse (action socio-éducative...)</u>	346 084,00	296 889,00	0,00	49 195,00
913-4	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00
913-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
913-1	<u>Culture</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
913-2	<u>Sports</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
913-3	<u>Jeunesse (action socio-éducative...)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
913-4	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 91 EQUIPEMENTS NON DEPARTEMENTAUX SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES – DETAIL PAR ARTICLES	A 914

DETAIL DU CHAPITRE 914 – Prévention médico-sociale

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
DEPENSES		95 000,00	5 000,00	0,00	90 000,00
PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
914-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
914-1	<u>PMI et planification familiale</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
914-2	<u>Prévention et éducation pour la santé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
914-3	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
914-8	<u>Autres actions</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS PROGRAMMES		95 000,00	5 000,00	0,00	90 000,00
914-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
914-1	<u>PMI et planification familiale</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
914-2	<u>Prévention et éducation pour la santé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
914-3	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
914-8	<u>Autres actions</u>	95 000,00	5 000,00	0,00	90 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00
914-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
914-1	<u>PMI et planification familiale</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
914-2	<u>Prévention et éducation pour la santé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
914-3	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
914-8	<u>Autres actions</u>	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 91 EQUIPEMENTS NON DEPARTEMENTAUX SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES – DETAIL PAR ARTICLES	A 915

DETAIL DU CHAPITRE 915 – Action sociale (hors RMI et RSA)

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
DEPENSES		10 000,00	7 000,00	0,00	3 000,00
PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
915-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-1	<u>Famille et enfance</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-2	<u>Personnes handicapées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-3	<u>Personnes âgées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-7	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-8	<u>Autres interventions sociales</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS PROGRAMMES		10 000,00	7 000,00	0,00	3 000,00
915-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-1	<u>Famille et enfance</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-2	<u>Personnes handicapées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-3	<u>Personnes âgées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-7	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-8	<u>Autres interventions sociales</u>	10 000,00	7 000,00	0,00	3 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00
915-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-1	<u>Famille et enfance</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-2	<u>Personnes handicapées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-3	<u>Personnes âgées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-7	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-8	<u>Autres interventions sociales</u>	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 91 EQUIPEMENTS NON DEPARTEMENTAUX SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES – DETAIL PAR ARTICLES	A 915-4

DETAIL DU CHAPITRE 915-4 – Revenu minimum d'insertion

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00
PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
915-41	<u>Insertion sociale</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-42	<u>Santé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-43	<u>Logement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-44	<u>Insertion professionnelle</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-45	<u>Évaluation des dépenses engagées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-46	<u>Dépenses de structure</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-47	<u>Revenu minimum d'insertion - RMA</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-48	<u>Autres dépenses au titre du RMI</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
915-41	<u>Insertion sociale</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-42	<u>Santé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-43	<u>Logement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-44	<u>Insertion professionnelle</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-45	<u>Évaluation des dépenses engagées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-46	<u>Dépenses de structure</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-47	<u>Revenu minimum d'insertion - RMA</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-48	<u>Autres dépenses au titre du RMI</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00
915-41	<u>Insertion sociale</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-42	<u>Santé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-43	<u>Logement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-44	<u>Insertion professionnelle</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-45	<u>Évaluation des dépenses engagées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-46	<u>Dépenses de structure</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-47	<u>Revenu minimum d'insertion - RMA</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-48	<u>Autres dépenses au titre du RMI</u>	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 91 EQUIPEMENTS NON DEPARTEMENTAUX SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES – DETAIL PAR ARTICLES	A 915-6

DETAIL DU CHAPITRE 915-6 – Revenu de solidarité active

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
DEPENSES		32 000,00	19 838,50	0,00	12 161,50
PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
915-61	<u>Insertion sociale</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-62	<u>Santé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-63	<u>Logement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-64	<u>Insertion professionnelle</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-65	<u>Evaluation des dépenses engagées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-66	<u>Dépenses de structure</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-67	<u>Allocations RSA</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-68	<u>Autres dépenses au titre du RSA</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS PROGRAMMES		32 000,00	19 838,50	0,00	12 161,50
915-61	<u>Insertion sociale</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-62	<u>Santé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-63	<u>Logement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-64	<u>Insertion professionnelle</u>	32 000,00	19 838,50	0,00	12 161,50
915-65	<u>Evaluation des dépenses engagées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-66	<u>Dépenses de structure</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-67	<u>Allocations RSA</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-68	<u>Autres dépenses au titre du RSA</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00
915-61	<u>Insertion sociale</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-62	<u>Santé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-63	<u>Logement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-64	<u>Insertion professionnelle</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-65	<u>Evaluation des dépenses engagées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-66	<u>Dépenses de structure</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-67	<u>Allocations RSA</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-68	<u>Autres dépenses au titre du RSA</u>	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 91 EQUIPEMENTS NON DEPARTEMENTAUX SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES – DETAIL PAR ARTICLES	A 916

DETAIL DU CHAPITRE 916 – Réseaux et infrastructures

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
DEPENSES		5 733 566,71	4 595 157,00	0,00	1 138 409,71
PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
916-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
916-1	<u>Eaux et assainissement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
916-2	<u>Routes et voirie</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
916-3	<u>Infrastructures ferroviaires et aéroport</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
916-4	<u>Infrastructures fluviales, maritimes</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
916-5	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
916-8	<u>Autres réseaux</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS PROGRAMMES		5 733 566,71	4 595 157,00	0,00	1 138 409,71
916-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
916-1	<u>Eaux et assainissement</u>	2 170 545,00	1 130 170,00	0,00	1 040 375,00
916-2	<u>Routes et voirie</u>	3 503 437,71	3 445 962,00	0,00	57 475,71
91621	Réseau routier départemental	77 160,00	46 819,00	0,00	30 341,00
91628	Autres réseaux de voirie	3 426 277,71	3 399 143,00	0,00	27 134,71
916-3	<u>Infrastructures ferroviaires et aéroport</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
916-4	<u>Infrastructures fluviales, maritimes</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
916-5	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
916-8	<u>Autres réseaux</u>	59 584,00	19 025,00	0,00	40 559,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00
916-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
916-1	<u>Eaux et assainissement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
916-2	<u>Routes et voirie</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
916-3	<u>Infrastructures ferroviaires et aéroport</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
916-4	<u>Infrastructures fluviales, maritimes</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
916-5	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
916-8	<u>Autres réseaux</u>	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 91 EQUIPEMENTS NON DEPARTEMENTAUX SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES – DETAIL PAR ARTICLES	A 917

DETAIL DU CHAPITRE 917 – Aménagement et environnement

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
DEPENSES		10 033 103,00	8 372 949,69	0,00	1 660 153,31
PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
917-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
917-1	<u>Aménagement et développement urbain</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
917-2	<u>Logement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
917-3	<u>Environnement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
917-4	<u>Aménagement et développement rural</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
917-5	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS PROGRAMMES		10 033 103,00	8 372 949,69	0,00	1 660 153,31
917-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
917-1	<u>Aménagement et développement urbain</u>	964 346,71	808 199,00	0,00	156 147,71
917-2	<u>Logement</u>	3 089 025,00	2 492 605,07	0,00	596 419,93
917-3	<u>Environnement</u>	583 530,29	343 619,86	0,00	239 910,43
91738	Autres actions en faveur milieu naturel	583 530,29	343 619,86	0,00	239 910,43
917-4	<u>Aménagement et développement rural</u>	5 396 201,00	4 728 525,76	0,00	667 675,24
917-5	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00
917-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
917-1	<u>Aménagement et développement urbain</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
917-2	<u>Logement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
917-3	<u>Environnement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
917-4	<u>Aménagement et développement rural</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
917-5	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 91 EQUIPEMENTS NON DEPARTEMENTAUX SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES – DETAIL PAR ARTICLES	A 918

DETAIL DU CHAPITRE 918 – Transports

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00
PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
918-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
918-1	<u>Transports scolaires</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
918-2	<u>Transports publics de voyageurs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
918-3	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
918-8	<u>Autres</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
918-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
918-1	<u>Transports scolaires</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
918-2	<u>Transports publics de voyageurs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
918-3	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
918-8	<u>Autres</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00
918-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
918-1	<u>Transports scolaires</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
918-2	<u>Transports publics de voyageurs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
918-3	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
918-8	<u>Autres</u>	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 91 EQUIPEMENTS NON DEPARTEMENTAUX SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES – DETAIL PAR ARTICLES	A 919

DETAIL DU CHAPITRE 919 – Développement

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalizations	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
DEPENSES		1 550 168,97	1 155 269,88	0,00	394 899,09
PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
919-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
919-1	<u>Structures d'animation et développement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
919-2	<u>Agriculture et pêche</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
919-3	<u>Industrie, commerce et artisanat</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
919-4	<u>Développement touristique</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
919-5	<u>Maintien services publics non départ.</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
919-6	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS PROGRAMMES		1 550 168,97	1 155 269,88	0,00	394 899,09
919-0	<u>Services communs</u>	34 000,00	0,00	0,00	34 000,00
919-1	<u>Structures d'animation et développement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
919-2	<u>Agriculture et pêche</u>	700 000,00	376 695,77	0,00	323 304,23
91921	Laboratoire départemental	300 000,00	100 000,00	0,00	200 000,00
91928	Autres	400 000,00	276 695,77	0,00	123 304,23
919-3	<u>Industrie, commerce et artisanat</u>	634 353,97	624 916,59	0,00	9 437,38
919-4	<u>Développement touristique</u>	181 815,00	153 657,52	0,00	28 157,48
919-5	<u>Maintien services publics non départ.</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
919-6	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00
919-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
919-1	<u>Structures d'animation et développement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
919-2	<u>Agriculture et pêche</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
919-3	<u>Industrie, commerce et artisanat</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
919-4	<u>Développement touristique</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
919-5	<u>Maintien services publics non départ.</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
919-6	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III-VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES – DETAIL PAR ARTICLES	A 921 A 922

DETAIL DU CHAPITRE 921 – TAXES NON AFFECTÉES

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

DETAIL DU CHAPITRE 922 – DOTATIONS ET PARTICIPATIONS

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	2 907 000,00	4 440 514,92	0,00	-1 533 514,92
10222	FCTVA	2 907 000,00	4 440 514,92	0,00	-1 533 514,92

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III-VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES – DETAIL PAR ARTICLES	A 923

DETAIL DU CHAPITRE 923 – DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
DEPENSES		68 973 583,04	42 864 647,78	0,00	26 108 935,26
1641	Emprunts en euros	27 671 214,55	27 670 684,68	0,00	529,87
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	2 047 674,90	2 047 674,90	0,00	0,00
16449	Opérations de tirage ligne trésorerie	10 793 400,00	0,00	0,00	10 793 400,00
166	Refinancement de dette	25 425 000,04	10 776 975,20	0,00	14 648 024,84
16871	Dettes - Etat, établissements nationaux	2 366 183,00	2 366 183,00	0,00	0,00
261	Titres de participation	568 610,55	1 000,00	0,00	567 610,55
2748	Autres prêts	99 000,00	0,00	0,00	99 000,00
275	Dépôts et cautionnements versés	2 500,00	2 130,00	0,00	370,00
RECETTES		64 845 590,91	39 404 726,07	0,00	25 440 864,84
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	25 070 190,87	25 070 190,87	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	3 500 000,00	3 500 000,00	0,00	0,00
16449	Opérations de tirage ligne trésorerie	10 793 400,00	0,00	0,00	10 793 400,00
166	Refinancement de dette	25 425 000,04	10 776 975,20	0,00	14 648 024,84
2748	Autres prêts	57 000,00	57 000,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	560,00	0,00	-560,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III-VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES – DETAIL PAR ARTICLES	A 924

DETAIL DU CHAPITRE 924 – RECAPITULATIF DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalizations	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
	DEPENSES (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES (3)	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

(3) Une ligne par opération. Voir annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour le compte de tiers.

III-VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES – DETAIL PAR ARTICLES	A 925

DETAIL DU CHAPITRE 925 – OPÉRATIONS PATRIMONIALES (opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'investissement)

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalizations	Crédits annulés (2)
DEPENSES (3)		7 233 780,31	3 361 906,86	3 871 873,45
1641	<i>Emprunts en euros</i>	10 000,00	0,00	10 000,00
166	<i>Refinancement de dette</i>	10 000,00	0,00	10 000,00
2051	<i>Concessions, droits similaires</i>	49 090,80	40 090,80	9 000,00
2111	<i>Terrains nus</i>	149,00	149,00	0,00
21351	<i>Bâtiments publics</i>	8 509,18	8 509,18	0,00
2151	<i>Réseaux de voirie</i>	342 881,21	342 846,97	34,24
2153	<i>Réseaux divers</i>	180 202,50	180 202,50	0,00
217312	<i>Bâtiments scolaires (mise à dispo)</i>	7 925,80	7 925,80	0,00
21735	<i>Installations générales (mise à dispo)</i>	8 528,92	8 528,92	0,00
23151	<i>Réseaux de voirie</i>	6 616 492,90	2 773 653,69	3 842 839,21
RECETTES (3)		7 233 780,31	3 361 906,86	3 871 873,45
1328	<i>Autres subventions d'équip. non transf.</i>	149,00	149,00	0,00
1641	<i>Emprunts en euros</i>	10 000,00	0,00	10 000,00
166	<i>Refinancement de dette</i>	10 000,00	0,00	10 000,00
2031	<i>Frais d'études</i>	502 977,09	493 977,09	9 000,00
2033	<i>Frais d'insertion</i>	10 803,22	10 803,22	0,00
238	<i>Avances commandes immo corporelles</i>	6 699 851,00	2 856 977,55	3 842 873,45

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

(3) Les dépenses du chapitre sont égales aux recettes.

III-VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES – DETAIL PAR ARTICLES	A 926

DETAIL DU CHAPITRE 926 – TRANSFERTS ENTRE LES SECTIONS

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalizations	Crédits annulés (2)
DEPENSES (3)		4 705 398,16	4 904 828,93	-199 430,77
Reprises sur autofinancement		3 700 000,00	3 902 930,43	-202 930,43
13911	Sub. transf. cpte rés. Etat, étab. Nat.	396 143,14	396 143,12	0,02
13912	Sub. transf. cpte résult. Régions	20 269,39	20 269,39	0,00
13914	Sub. transf. cpte résult. Communes	2 265,91	1 368,38	897,53
139172	Sub. transf. cpte résult. FEDER	49 938,70	49 838,72	99,98
139178	Autres fonds européens	2 411,36	2 411,36	0,00
13918	Autres Sub. Transf. équipement	48 865,32	15 032,29	33 833,03
13931	Sub. transf. cpte résult. D.G.E.	1 543 624,65	1 543 524,66	99,99
13932	Sub. transf. cpte résult. DDEC	1 329 667,00	1 329 667,00	0,00
13936	Dot. soutien investissement départements	306 814,53	306 814,53	0,00
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	0,00	237 860,98	-237 860,98
Charges transférées		1 005 398,16	1 001 898,50	3 499,66
2151	Réseaux de voirie	1 000 000,00	999 945,07	54,93
31	Matières premières (et fournitures)	5 398,16	1 953,43	3 444,73
RECETTES (4)		33 885 398,16	33 103 276,22	782 121,94
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	0,00	154 915,58	-154 915,58
21318	Autres bâtiments publics	0,00	600 971,08	-600 971,08
21351	Bâtiments publics	0,00	5 793,97	-5 793,97
2182	Matériel de transport	0,00	24 524,58	-24 524,58
28031	Frais d'études	183 000,00	82 829,92	100 170,08
28033	Frais d'insertion	6 600,00	1 518,27	5 081,73
2804112	Subv. Etat : Bâtiments, installations	86 800,00	8 905,05	77 894,95
2804122	Subv. Régions : Bâtiments, installations	44 000,00	43 894,53	105,47
2804141	Subv. Cne : Bien mobilier, matériel	395 000,00	392 744,69	2 255,31
2804142	Subv. Cne : Bâtiments, installations	16 029 274,44	15 225 197,37	804 077,07
2804151	Subv. Grpt : Bien mobilier, matériel	2 400,00	2 375,24	24,76
2804152	Subv. Grpt : Bâtiments, installations	1 170 000,00	1 166 060,05	3 939,95
2804161	Subv. SPIC : Bien mobilier, matériel	50,00	49,11	0,89
2804162	Subv. SPIC : Bâtiments, installations	295 000,00	293 523,90	1 476,10
28041781	Autres EPL: Bien mobilier, matériel	515 000,00	512 519,18	2 480,82
28041782	Autres EPL: Bâtiments, installations	3 000 000,00	2 978 882,98	21 117,02
2804181	Autres org pub - Biens mob, mat, études	60 000,00	56 075,96	3 924,04
2804182	Autres org pub - Bât. et installations	385 000,00	380 961,52	4 038,48
280421	Privé - Biens mob., matériel et études	200 000,00	199 003,64	996,36
280422	Privé - Bâtiments et installations	1 495 000,00	1 478 251,35	16 748,65
280423	Privé : Projet infrastructure	1 900,00	1 875,00	25,00
280431	Subv. Scol : Bien mobilier, matériel	87 500,00	87 233,62	266,38

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Crédits annulés (2)
280432	Subv.Scol : Bâtiments, installations	15 000,00	10 051,53	4 948,47
28051	Concessions et droits similaires	1 775 000,00	1 766 007,57	8 992,43
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes	100,00	0,00	100,00
28128	Autres aménagements de terrains	1 100,00	1 081,93	18,07
281311	Bâtiments administratifs	785 000,00	784 673,58	326,42
281312	Bâtiments scolaires	415 000,00	412 587,40	2 412,60
281313	Bâtiments sociaux et médico-sociaux	180 213,48	180 213,48	0,00
281314	Bâtiments culturels et sportifs	1 050 000,00	1 047 085,84	2 914,16
281318	Autres bâtiments publics	320 423,83	277 236,08	43 187,75
281351	Bâtiments publics	399 362,69	399 362,69	0,00
281352	Bâtiments privés	15 000,00	14 612,79	387,21
2814	Constructions sur sol d'autrui	28 080,20	28 080,20	0,00
28152	Installations de voirie	605 000,00	603 828,41	1 171,59
28153	Réseaux divers	65 000,00	62 979,57	2 020,43
28157	Matériel et outillage techniques	400 000,00	315 099,97	84 900,03
2817311	Bâtiments administratifs (m. à dispo)	54 000,00	53 766,31	233,69
2817312	Bâtiments scolaires (m. à dispo)	246 000,00	245 666,08	333,92
2817313	Bâtiments sociaux et médico-sociaux (mad)	1 995,36	1 995,36	0,00
2817314	Bâtiments culturels et sportifs (m. à di)	50 200,00	50 199,71	0,29
2817318	Autres bâtiments publics (m. à dispo)	15 000,00	14 824,52	175,48
281735	Installations générales (m. à dispo)	280 000,00	276 636,37	3 363,63
281788	Autres immo. corporelles (m. à dispo)	300,00	283,23	16,77
28181	Installations générales, aménagt divers	1 700,00	1 630,40	69,60
28182	Matériel de transport	730 000,00	433 868,34	296 131,66
281831	Matériel informatique scolaire	535 000,00	528 053,39	6 946,61
281838	Autre matériel informatique	588 000,00	587 835,84	164,16
281841	Matériel de bureau et mobilier scolaire	60 000,00	57 686,42	2 313,58
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers	52 000,00	51 140,64	859,36
28185	Matériel de téléphonie	55 000,00	51 307,25	3 692,75
28188	Autres immo. corporelles	260 000,00	238 215,41	21 784,59
28281	Autres immo. corporelles (affectation)	60 000,00	56 591,71	3 408,29
31	Matières premières (et fournitures)	5 398,16	5 398,16	0,00
4815	Charges liées à crise sanitaire Covid-19	880 000,00	847 169,45	32 830,55

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

(3) Egales aux recettes du chapitre 946 en fonctionnement.

(4) Egales aux dépenses du chapitre 946 en fonctionnement.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE	B

1 – DEPENSES

Chap.	Libellés	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Rattachements	Restes à réaliser au 31/12	
Groupe 93	Opérations ventilées	240 905 241,05	221 414 704,04	10 852 777,49	0,00	8 637 759,52
930	Services généraux	18 608 153,35	17 071 354,17	444 360,59	0,00	1 092 438,59
931	Sécurité	10 032 000,00	9 676 011,87	17 053,98	0,00	338 934,15
932	Enseignement	14 159 246,40	14 043 461,32	51 762,12	0,00	64 022,96
933	Culture, jeunesse, sports et loisirs	7 465 078,75	6 934 487,58	85 369,34	0,00	445 221,83
934	Prévention médico-sociale	2 486 544,00	2 363 757,81	0,00	0,00	122 786,19
935	Action sociale (hors RMI, APA et RSA)	101 788 308,96	97 086 691,38	1 672 364,85	0,00	3 029 252,73
935-4	Revenu minimum d'insertion	7 685,16	7 574,27	0,00	0,00	110,89
935-5	Personnes dépendantes (APA)	28 511 642,24	27 840 414,38	0,00	0,00	671 227,86
935-6	Revenu de solidarité active	23 258 790,67	13 131 858,05	8 348 873,98	0,00	1 778 058,64
936	Réseaux et infrastructures	19 626 325,87	19 431 221,41	166 953,73	0,00	28 150,73
937	Aménagement et environnement	4 522 207,00	3 850 734,30	66 038,90	0,00	605 433,80
938	Transports	6 091 800,00	6 091 800,00	0,00	0,00	0,00
939	Développement	4 347 458,65	3 885 337,50	0,00	0,00	462 121,15
Groupe 94	Opérations non ventilées	59 077 811,26	56 877 400,97	973 372,84	0,00	1 227 037,45
940	Impositions directes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
941	Autres impôts et taxes	1 798 595,00	1 798 595,00	0,00	0,00	0,00
942	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
943	Opérations financières	6 801 000,00	5 426 957,60	973 372,84	0,00	400 669,56
944	Frais de fonctionnement groupes d'élus	255 534,00	211 288,05	0,00	0,00	44 245,95
945	Provisions et autres opérations mixtes	16 337 284,10	16 337 284,10			0,00
946	<i>Transferts entre les sections (autres que virement)</i>	33 885 398,16	33 103 276,22			782 121,94
947	<i>Opérations ordre intérieur de la section</i>	0,00	0,00			0,00
Groupe 95	Opérations sans réalisation (2)	62 350 916,24				
952	Dépenses imprévues	2 824 616,95				
953	<i>Virement à la section d'investissement</i>	59 526 299,29				
TOTAL DES GROUPES FONCTIONNELS		362 333 968,55	278 292 105,01	11 826 150,33	0,00	72 215 713,21

Pour information : 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1	0,00				
--	-------------	--	--	--	--

(1) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

(2) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de mandats (opérations sans réalisations).

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE	B

2 – RECETTES

Chap.	Libellés	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Rattachements	Restes à réaliser au 31/12	
Groupe 93	Opérations ventilées	67 468 649,10	72 984 212,19	0,00	0,00	-5 515 563,09
930	Services généraux	3 715 515,25	5 126 887,15	0,00	0,00	-1 411 371,90
931	Sécurité	940 080,00	876 018,99	0,00	0,00	64 061,01
932	Enseignement	709 000,00	963 616,91	0,00	0,00	-254 616,91
933	Culture, jeunesse, sports et loisirs	378 448,00	409 525,06	0,00	0,00	-31 077,06
934	Prévention médico-sociale	60 000,00	71 448,46	0,00	0,00	-11 448,46
935	Action sociale (hors RMI, APA et RSA)	18 613 247,75	20 376 042,26	0,00	0,00	-1 762 794,51
935-4	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
935-5	Personnes dépendantes (APA)	11 827 945,00	14 434 535,57	0,00	0,00	-2 606 590,57
935-6	Revenu de solidarité active	28 368 458,10	27 442 751,55	0,00	0,00	925 706,55
936	Réseaux et infrastructures	1 455 659,00	1 947 933,21	0,00	0,00	-492 274,21
937	Aménagement et environnement	1 387 196,00	1 317 464,22	0,00	0,00	69 731,78
938	Transports	0,00	12,60	0,00	0,00	-12,60
939	Développement	13 100,00	17 976,21	0,00	0,00	-4 876,21
Groupe 94	Opérations non ventilées	245 535 026,16	261 469 356,46	0,00	0,00	-15 934 330,30
940	Impositions directes	108 395 922,00	112 000 330,64	0,00	0,00	-3 604 408,64
941	Autres impôts et taxes	66 542 532,00	78 951 890,42	0,00	0,00	-12 409 358,42
942	Dotations et participations	65 891 174,00	65 477 609,46	0,00	0,00	413 564,54
943	Opérations financières	0,00	4 126,80	0,00	0,00	-4 126,80
944	Frais de fonctionnement groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
945	Provisions et autres opérations mixtes	0,00	130 570,21			-130 570,21
946	<i>Transferts entre les sections (autres que virement)</i>	<i>4 705 398,16</i>	<i>4 904 828,93</i>			<i>-199 430,77</i>
947	<i>Opérations ordre intérieur de la section</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>			<i>0,00</i>
TOTAL DES GROUPES FONCTIONNELS		313 003 675,26	334 453 568,65	0,00	0,00	-21 449 893,39

Pour information : 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1	49 330 293,29				
---	----------------------	--	--	--	--

(1) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES – DETAIL PAR ARTICLES	B 930

DETAIL DU CHAPITRE 930 – Services généraux

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (2)
			Mandats et titres émis	Rattachements	Restes à réaliser au 31/12	
DEPENSES		18 608 153,35	17 071 354,17	444 360,59	0,00	1 092 438,59
930-2	Administration générale	18 018 153,35	16 535 249,60	444 360,59	0,00	1 038 543,16
930201	Admin. gén. (personnel non ventilable)	10 056 245,39	9 776 423,89	68 488,73	0,00	211 332,77
930202	Admin. gén. (autres moyens généraux)	6 035 970,71	4 955 876,85	338 154,76	0,00	741 939,10
93021	Assemblée locale	1 583 937,25	1 521 620,54	0,00	0,00	62 316,71
93023	Information, communication, publicité	342 000,00	281 328,32	37 717,10	0,00	22 954,58
930-4	Coop. décent., act° europ. et inter.	590 000,00	536 104,57	0,00	0,00	53 895,43
93041	Subvention globale	590 000,00	536 104,57	0,00	0,00	53 895,43
930-5	Plan de relance (crise sanitaire)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		3 715 515,25	5 126 887,15	0,00	0,00	-1 411 371,90
930-2	Administration générale	3 115 515,25	3 582 025,37	0,00	0,00	-466 510,12
930201	Admin. gén. (personnel non ventilable)	30 000,00	154 280,23	0,00	0,00	-124 280,23
930202	Admin. gén. (autres moyens généraux)	3 083 515,25	3 427 745,14	0,00	0,00	-344 229,89
93023	Information, communication, publicité	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
930-4	Coop. décent., act° europ. et inter.	600 000,00	1 544 861,78	0,00	0,00	-944 861,78
93041	Subvention globale	600 000,00	1 544 861,78	0,00	0,00	-944 861,78
930-5	Plan de relance (crise sanitaire)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES – DETAIL PAR ARTICLES	B 931

DETAIL DU CHAPITRE 931 – Sécurité

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (2)
			Mandats et titres émis	Rattachements	Restes à réaliser au 31/12	
DEPENSES		10 032 000,00	9 676 011,87	17 053,98	0,00	338 934,15
931-0	<u>Services communs</u>	15 000,00	10 700,00	0,00	0,00	4 300,00
931-1	<u>Gendarmerie, police, sécurité, justice</u>	680 000,00	638 311,87	17 053,98	0,00	24 634,15
931-2	<u>Incendie et Secours</u>	9 327 000,00	9 027 000,00	0,00	0,00	300 000,00
931-3	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
931-8	<u>Autres interventions de protection</u>	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
RECETTES		940 080,00	876 018,99	0,00	0,00	64 061,01
931-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
931-1	<u>Gendarmerie, police, sécurité, justice</u>	940 080,00	876 018,99	0,00	0,00	64 061,01
931-2	<u>Incendie et Secours</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
931-3	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
931-8	<u>Autres interventions de protection</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES – DETAIL PAR ARTICLES	B 932

DETAIL DU CHAPITRE 932 – Enseignement

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (2)
			Mandats et titres émis	Rattachements	Restes à réaliser au 31/12	
DEPENSES		14 159 246,40	14 043 461,32	51 762,12	0,00	64 022,96
932-0	<u>Services communs</u>	9 875 858,83	9 845 199,88	23 751,60	0,00	6 907,35
932-1	<u>Enseignement du premier degré</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
932-2	<u>Enseignement du second degré</u>	4 095 208,72	4 014 536,02	28 010,52	0,00	52 662,18
93221	Collèges	4 095 208,72	4 014 536,02	28 010,52	0,00	52 662,18
932-3	<u>Enseignement supérieur</u>	167 975,93	167 975,93	0,00	0,00	0,00
932-4	<u>Formation professionnelle et apprentissage</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
932-5	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
932-8	<u>Autres services périscolaires et annexes</u>	20 202,92	15 749,49	0,00	0,00	4 453,43
RECETTES		709 000,00	963 616,91	0,00	0,00	-254 616,91
932-0	<u>Services communs</u>	0,00	121 422,02	0,00	0,00	-121 422,02
932-1	<u>Enseignement du premier degré</u>	9 000,00	13 645,25	0,00	0,00	-4 645,25
932-2	<u>Enseignement du second degré</u>	700 000,00	828 515,64	0,00	0,00	-128 515,64
93221	Collèges	700 000,00	828 515,64	0,00	0,00	-128 515,64
932-3	<u>Enseignement supérieur</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
932-4	<u>Formation professionnelle et apprentissage</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
932-5	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
932-8	<u>Autres services périscolaires et annexes</u>	0,00	34,00	0,00	0,00	-34,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES – DETAIL PAR ARTICLES	B 933

DETAIL DU CHAPITRE 933 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (2)
			Mandats et titres émis	Rattachements	Restes à réaliser au 31/12	
DEPENSES		7 465 078,75	6 934 487,58	85 369,34	0,00	445 221,83
933-0	<u>Services communs</u>	802 504,53	783 074,39	0,00	0,00	19 430,14
933-1	<u>Culture</u>	4 645 319,37	4 229 773,00	81 529,34	0,00	334 017,03
93311	Activités artistiques, action culturelle	2 079 969,00	1 876 129,38	216,00	0,00	203 623,62
93312	Patrimoine (musées, monuments...)	80 280,03	64 624,41	494,36	0,00	15 161,26
93313	Bibliothèques et médiathèques	874 983,32	856 576,92	0,00	0,00	18 406,40
93314	Musées	767 466,45	609 262,26	74 438,94	0,00	83 765,25
93315	Services d'archives	842 620,57	823 180,03	6 380,04	0,00	13 060,50
933-2	<u>Sports</u>	1 659 254,85	1 569 241,12	3 840,00	0,00	86 173,73
933-3	<u>Jeunesse (act° socio-éduc...) et loisirs</u>	358 000,00	352 399,07	0,00	0,00	5 600,93
933-4	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		378 448,00	409 525,06	0,00	0,00	-31 077,06
933-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
933-1	<u>Culture</u>	168 448,00	189 720,44	0,00	0,00	-21 272,44
93311	Activités artistiques, action culturelle	26 000,00	26 770,31	0,00	0,00	-770,31
93313	Bibliothèques et médiathèques	23 500,00	26 824,70	0,00	0,00	-3 324,70
93314	Musées	111 948,00	129 427,56	0,00	0,00	-17 479,56
93315	Services d'archives	7 000,00	6 697,87	0,00	0,00	302,13
933-2	<u>Sports</u>	110 000,00	113 500,00	0,00	0,00	-3 500,00
933-3	<u>Jeunesse (act° socio-éduc...) et loisirs</u>	100 000,00	106 304,62	0,00	0,00	-6 304,62
933-4	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES – DETAIL PAR ARTICLES	B 934

DETAIL DU CHAPITRE 934 – Prévention médico-sociale

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (2)
			Mandats et titres émis	Rattachements	Restes à réaliser au 31/12	
DEPENSES		2 486 544,00	2 363 757,81	0,00	0,00	122 786,19
934-0	<u>Services communs</u>	1 550 008,00	1 489 063,18	0,00	0,00	60 944,82
934-1	<u>PMI et planification familiale</u>	457 776,00	401 640,47	0,00	0,00	56 135,53
934-2	<u>Prévention et éducation pour la santé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
934-3	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
934-8	<u>Autres actions</u>	478 760,00	473 054,16	0,00	0,00	5 705,84
RECETTES		60 000,00	71 448,46	0,00	0,00	-11 448,46
934-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
934-1	<u>PMI et planification familiale</u>	60 000,00	71 448,46	0,00	0,00	-11 448,46
934-2	<u>Prévention et éducation pour la santé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
934-3	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
934-8	<u>Autres actions</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES – DETAIL PAR ARTICLES	B 935

DETAIL DU CHAPITRE 935 – Action sociale (hors RMI, APA et RSA)

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (2)
			Mandats et titres émis	Rattachements	Restes à réaliser au 31/12	
DEPENSES		101 788 308,96	97 086 691,38	1 672 364,85	0,00	3 029 252,73
935-0	<u>Services communs</u>	13 355 770,56	13 208 426,23	500,00	0,00	146 844,33
935-1	<u>Famille et enfance</u>	21 441 129,91	20 158 248,94	295 341,22	0,00	987 539,75
935-2	<u>Personnes handicapées</u>	48 157 072,90	46 293 930,63	935 121,40	0,00	928 020,87
935-3	<u>Personnes âgées</u>	17 271 867,57	15 911 461,58	441 303,47	0,00	919 102,52
93531	Forfait autonomie	185 179,20	185 179,20	0,00	0,00	0,00
93532	Autres actions de prévention	2 002 805,07	1 289 722,88	42 759,00	0,00	670 323,19
93538	Autres	15 083 883,30	14 436 559,50	398 544,47	0,00	248 779,33
935-7	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
935-8	<u>Autres interventions sociales</u>	1 562 468,02	1 514 624,00	98,76	0,00	47 745,26
RECETTES		18 613 247,75	20 376 042,26	0,00	0,00	-1 762 794,51
935-0	<u>Services communs</u>	234 861,62	259 601,30	0,00	0,00	-24 739,68
935-1	<u>Famille et enfance</u>	615 286,13	829 493,19	0,00	0,00	-214 207,06
935-2	<u>Personnes handicapées</u>	8 855 000,00	9 867 675,98	0,00	0,00	-1 012 675,98
935-3	<u>Personnes âgées</u>	8 579 000,00	9 029 096,79	0,00	0,00	-450 096,79
93531	Forfait autonomie	185 179,20	185 179,23	0,00	0,00	-0,03
93532	Autres actions de prévention	7 300 000,00	7 776 580,43	0,00	0,00	-476 580,43
93538	Autres	1 093 820,80	1 067 337,13	0,00	0,00	26 483,67
935-7	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
935-8	<u>Autres interventions sociales</u>	329 100,00	390 175,00	0,00	0,00	-61 075,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES – DETAIL PAR ARTICLES	B 935-4

DETAIL DU CHAPITRE 935-4 – Revenu minimum d'insertion

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (2)
			Mandats et titres émis	Rattachements	Restes à réaliser au 31/12	
DEPENSES		7 685,16	7 574,27	0,00	0,00	110,89
935-41	<u>Insertion sociale</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
935-42	<u>Santé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
935-43	<u>Logement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
935-44	<u>Insertion professionnelle</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
935-45	<u>Évaluation des dépenses engagées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
935-46	<u>Dépenses de structure</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
935-47	<u>RMI - RMA</u>	7 685,16	7 574,27	0,00	0,00	110,89
935471	Revenu minimum d'insertion - Allocations	7 685,16	7 574,27	0,00	0,00	110,89
935-48	<u>Autres dépenses au titre du RMI</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
935-41	<u>Insertion sociale</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
935-42	<u>Santé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
935-43	<u>Logement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
935-44	<u>Insertion professionnelle</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
935-45	<u>Évaluation des dépenses engagées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
935-46	<u>Dépenses de structure</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
935-47	<u>RMI - RMA</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
935-48	<u>Autres dépenses au titre du RMI</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES – DETAIL PAR ARTICLES	B 935-5

DETAIL DU CHAPITRE 935-5 – Personnes dépendantes (APA)

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (2)
			Mandats et titres émis	Rattachements	Restes à réaliser au 31/12	
DEPENSES		28 511 642,24	27 840 414,38	0,00	0,00	671 227,86
935-50	<u>Services communs</u>	10 240,00	6 361,22	0,00	0,00	3 878,78
935-51	<u>APA à domicile</u>	13 069 404,15	12 551 751,49	0,00	0,00	517 652,66
935-52	<u>APA versée au bénéficiaire en établisst</u>	1 069 531,16	956 685,61	0,00	0,00	112 845,55
935-53	<u>APA versée à l'établissement</u>	14 362 466,93	14 325 616,06	0,00	0,00	36 850,87
RECETTES		11 827 945,00	14 434 535,57	0,00	0,00	-2 606 590,57
935-50	<u>Services communs</u>	11 437 945,00	13 924 862,41	0,00	0,00	-2 486 917,41
935-51	<u>APA à domicile</u>	340 000,00	452 521,79	0,00	0,00	-112 521,79
935-52	<u>APA versée au bénéficiaire en établisst</u>	30 000,00	26 040,52	0,00	0,00	3 959,48
935-53	<u>APA versée à l'établissement</u>	20 000,00	31 110,85	0,00	0,00	-11 110,85

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES – DETAIL PAR ARTICLES	B 935-6

DETAIL DU CHAPITRE 935-6 – Revenu de solidarité active

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (2)
			Mandats et titres émis	Rattachements	Restes à réaliser au 31/12	
DEPENSES		23 258 790,67	13 131 858,05	8 348 873,98	0,00	1 778 058,64
935-61	<u>Insertion sociale</u>	105 172,00	86 531,80	16 932,00	0,00	1 708,20
935-62	<u>Santé</u>	16 000,00	16 000,00	0,00	0,00	0,00
935-63	<u>Logement</u>	200 000,00	200 000,00	0,00	0,00	0,00
935-64	<u>Insertion professionnelle</u>	846 121,73	655 419,51	11 204,70	0,00	179 497,52
935-65	<u>Evaluation des dépenses engagées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
935-66	<u>Dépenses de structure</u>	734 801,56	727 431,74	0,00	0,00	7 369,82
935-67	<u>Allocations RSA</u>	21 307 309,07	11 416 128,13	8 320 737,28	0,00	1 570 443,66
935-68	<u>Autres dépenses au titre du RSA</u>	49 386,31	30 346,87	0,00	0,00	19 039,44
RECETTES		28 368 458,10	27 442 751,55	0,00	0,00	925 706,55
935-61	<u>Insertion sociale</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
935-62	<u>Santé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
935-63	<u>Logement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
935-64	<u>Insertion professionnelle</u>	0,00	54 074,83	0,00	0,00	-54 074,83
935-65	<u>Evaluation des dépenses engagées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
935-66	<u>Dépenses de structure</u>	1 005 950,00	0,00	0,00	0,00	1 005 950,00
935-67	<u>Allocations RSA</u>	27 362 508,10	27 388 676,72	0,00	0,00	-26 168,62
935-68	<u>Autres dépenses au titre du RSA</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES – DETAIL PAR ARTICLES	B 936

DETAIL DU CHAPITRE 936 – Réseaux et infrastructures

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (2)
			Mandats et titres émis	Rattachements	Restes à réaliser au 31/12	
DEPENSES		19 626 325,87	19 431 221,41	166 953,73	0,00	28 150,73
936-0	<u>Services communs</u>	13 910 576,45	13 886 596,83	1 419,75	0,00	22 559,87
936-1	<u>Eaux et assainissement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
936-2	<u>Routes et voirie</u>	5 715 249,42	5 544 124,58	165 533,98	0,00	5 590,86
93621	Réseau routier départemental	5 179 268,06	5 031 473,12	143 091,98	0,00	4 702,96
93622	Viabilité hivernale et aléas climatiques	535 981,36	512 651,46	22 442,00	0,00	887,90
936-3	<u>Infrastruct. ferroviaires et aéroports</u>	500,00	500,00	0,00	0,00	0,00
936-4	<u>Infra. fluviales, maritimes, portuaires</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
936-5	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
936-8	<u>Autres réseaux</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		1 455 659,00	1 947 933,21	0,00	0,00	-492 274,21
936-0	<u>Services communs</u>	10 500,00	388 135,48	0,00	0,00	-377 635,48
936-1	<u>Eaux et assainissement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
936-2	<u>Routes et voirie</u>	1 445 159,00	1 559 797,73	0,00	0,00	-114 638,73
93621	Réseau routier départemental	1 445 159,00	1 559 797,73	0,00	0,00	-114 638,73
936-3	<u>Infrastruct. ferroviaires et aéroports</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
936-4	<u>Infra. fluviales, maritimes, portuaires</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
936-5	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
936-8	<u>Autres réseaux</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES – DETAIL PAR ARTICLES	B 937

DETAIL DU CHAPITRE 937 – Aménagement et environnement

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (2)
			Mandats et titres émis	Rattachements	Restes à réaliser au 31/12	
DEPENSES		4 522 207,00	3 850 734,30	66 038,90	0,00	605 433,80
937-0	<u>Services communs</u>	6 338,98	1 497,36	300,00	0,00	4 541,62
937-1	<u>Aménagement et développement urbain</u>	200 023,21	200 023,21	0,00	0,00	0,00
937-2	<u>Logement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
937-3	<u>Environnement</u>	324 549,71	298 067,33	0,00	0,00	26 482,38
93731	Actions en matière de trait. des déchets	180,00	180,00	0,00	0,00	0,00
93738	Autres actions en faveur milieu naturel	324 369,71	297 887,33	0,00	0,00	26 482,38
937-4	<u>Aménagement et développement rural</u>	3 991 295,10	3 351 146,40	65 738,90	0,00	574 409,80
937-5	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		1 387 196,00	1 317 464,22	0,00	0,00	69 731,78
937-0	<u>Services communs</u>	0,00	5 015,00	0,00	0,00	-5 015,00
937-1	<u>Aménagement et développement urbain</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
937-2	<u>Logement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
937-3	<u>Environnement</u>	1 123 000,00	1 121 950,34	0,00	0,00	1 049,66
93738	Autres actions en faveur milieu naturel	1 123 000,00	1 121 950,34	0,00	0,00	1 049,66
937-4	<u>Aménagement et développement rural</u>	264 196,00	190 498,88	0,00	0,00	73 697,12
937-5	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES – DETAIL PAR ARTICLES	B 938

DETAIL DU CHAPITRE 938 – Transports

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (2)
			Mandats et titres émis	Rattachements	Restes à réaliser au 31/12	
DEPENSES		6 091 800,00	6 091 800,00	0,00	0,00	0,00
938-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
938-1	<u>Transports scolaires</u>	6 091 800,00	6 091 800,00	0,00	0,00	0,00
938-2	<u>Transports publics de voyageurs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
938-3	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
938-8	<u>Autres</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	12,60	0,00	0,00	-12,60
938-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
938-1	<u>Transports scolaires</u>	0,00	12,60	0,00	0,00	-12,60
938-2	<u>Transports publics de voyageurs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
938-3	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
938-8	<u>Autres</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES – DETAIL PAR ARTICLES	B 939

DETAIL DU CHAPITRE 939 – Développement

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (2)
			Mandats et titres émis	Rattachements	Restes à réaliser au 31/12	
DEPENSES		4 347 458,65	3 885 337,50	0,00	0,00	462 121,15
939-0	<u>Services communs</u>	1 511 610,00	1 506 819,73	0,00	0,00	4 790,27
939-1	<u>Structures animation, développement éco.</u>	21 000,00	21 000,00	0,00	0,00	0,00
939-2	<u>Agriculture et pêche</u>	315 051,65	238 289,67	0,00	0,00	76 761,98
93921	Laboratoire départemental	315 051,65	238 289,67	0,00	0,00	76 761,98
939-3	<u>Industrie, commerce et artisanat</u>	961 607,00	961 606,54	0,00	0,00	0,46
939-4	<u>Développement touristique</u>	1 538 190,00	1 157 621,56	0,00	0,00	380 568,44
939-5	<u>Maint. et dev. serv. publics non départ.</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
939-6	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		13 100,00	17 976,21	0,00	0,00	-4 876,21
939-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
939-1	<u>Structures animation, développement éco.</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
939-2	<u>Agriculture et pêche</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
939-3	<u>Industrie, commerce et artisanat</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
939-4	<u>Développement touristique</u>	13 100,00	17 976,21	0,00	0,00	-4 876,21
939-5	<u>Maint. et dev. serv. publics non départ.</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
939-6	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III-VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES – DETAIL PAR ARTICLES	B 940 B 941

DETAIL DU CHAPITRE 940 – IMPOSITIONS DIRECTES

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (2)
			Mandats et titres émis	Rattachements	Restes à réaliser au 31/12	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		108 395 922,00	112 000 330,64	0,00	0,00	-3 604 408,64
73112	Cotisation sur la VAE	11 050 000,00	12 011 248,00	0,00	0,00	-961 248,00
73114	Imposition Forf. sur Entrep. Réseau	2 386 000,00	2 431 223,00	0,00	0,00	-45 223,00
73121	F.N.G.I.R.	5 869 922,00	5 869 922,00	0,00	0,00	0,00
73125	Frais taxe foncière propriétés bâties	4 800 000,00	4 799 820,00	0,00	0,00	180,00
7318	Autres impôts locaux ou assimilés	0,00	144 933,00	0,00	0,00	-144 933,00
7342	Taxe sur les conventions d'assurance	18 000 000,00	20 585 310,64	0,00	0,00	-2 585 310,64
73811	Fraction compensatoire de la TFPB	65 090 000,00	64 838 781,00	0,00	0,00	251 219,00
73818	Autres	1 200 000,00	1 319 093,00	0,00	0,00	-119 093,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

DETAIL DU CHAPITRE 941 – AUTRES IMPÔTS ET TAXES

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (2)
			Mandats et titres émis	Rattachements	Restes à réaliser au 31/12	
DEPENSES		1 798 595,00	1 798 595,00	0,00	0,00	0,00
73926	Prélèvements fonds péréquation des DMTO	1 798 595,00	1 798 595,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		66 542 532,00	78 951 890,42	0,00	0,00	-12 409 358,42
7321	Taxe départementale publicité foncière	22 500 000,00	31 479 304,68	0,00	0,00	-8 979 304,68
7326	Attrib. fonds péréquation sur les DMTO	10 587 000,00	10 508 886,00	0,00	0,00	78 114,00
7342	Taxe sur les conventions d'assurance	25 700 000,00	28 345 429,84	0,00	0,00	-2 645 429,84
7351	Taxe sur consommation finale électricité	2 900 000,00	3 092 142,99	0,00	0,00	-192 142,99
7352	TICPE	4 300 000,00	4 826 464,93	0,00	0,00	-526 464,93
757	Redevances versées par fermiers, conces.	555 532,00	699 661,98	0,00	0,00	-144 129,98

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III-VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES – DETAIL PAR ARTICLES	B 942 B 943

DETAIL DU CHAPITRE 942 – DOTATIONS ET PARTICIPATIONS

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (2)
			Mandats et titres émis	Rattachements	Restes à réaliser au 31/12	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		65 891 174,00	65 477 609,46	0,00	0,00	413 564,54
7411	Dotation forfaitaire	21 846 000,00	21 754 364,00	0,00	0,00	91 636,00
74121	Dotation de fonctionnement minimale	13 629 000,00	13 307 899,00	0,00	0,00	321 101,00
74123	Dotation de compensation	18 889 848,00	18 889 848,00	0,00	0,00	0,00
744	FCTVA	135 000,00	133 929,46	0,00	0,00	1 070,54
7461	DGD	2 728 326,00	2 728 326,00	0,00	0,00	0,00
74832	D.C.R.T.P.	6 593 000,00	6 592 174,00	0,00	0,00	826,00
74835	D.T.C. exonération fiscalité directe	2 070 000,00	2 071 069,00	0,00	0,00	-1 069,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

DETAIL DU CHAPITRE 943 – OPÉRATIONS FINANCIÈRES

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (2)
			Mandats et titres émis	Rattachements	Restes à réaliser au 31/12	
DEPENSES		6 801 000,00	5 426 957,60	973 372,84	0,00	400 669,56
627	Services bancaires et assimilés	49 950,00	4 810,10	0,00	0,00	45 139,90
6358	Autres droits	50,00	50,00	0,00	0,00	0,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	6 336 000,00	6 138 729,66	0,00	0,00	197 270,34
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	50 000,00	-1 049 545,19	973 372,84	0,00	126 172,35
6615	Intérêts comptes courants et de dépôts	25 000,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00
6688	Autres	340 000,00	332 913,03	0,00	0,00	7 086,97
RECETTES		0,00	4 126,80	0,00	0,00	-4 126,80
761	Produits de participations	0,00	2 724,30	0,00	0,00	-2 724,30
7621	Prod. Immo. fin. - encaissées à échéance	0,00	1 402,50	0,00	0,00	-1 402,50

Détail du calcul des ICNE

Pour information	66112 (3)	7622 (3)
Montant des ICNE de l'exercice	973 372,84	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	-1 049 545,19	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	-76 172,35	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

(3) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte sera négatif.

III-VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES – DETAIL PAR ARTICLES	B 944 B 945

DETAIL DU CHAPITRE 944 – FRAIS DE FONCTIONNEMENT GROUPES D'ÉLUS

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (2)
			Mandats et titres émis	Rattachements	Restes à réaliser au 31/12	
DEPENSES		255 534,00	211 288,05	0,00	0,00	44 245,95
6261	Frais d'affranchissement	52,55	52,55	0,00	0,00	0,00
65861	Frais de personnel	254 034,00	210 756,90	0,00	0,00	43 277,10
65862	Matériel, équipement et fournitures	1 447,45	478,60	0,00	0,00	968,85
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

DETAIL DU CHAPITRE 945 – PROVISIONS ET AUTRES OPÉRATIONS MIXTES (opérations mixtes)

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Mandats et titres émis	Crédits annulés (2)
DEPENSES		16 337 284,10	16 337 284,10	0,00
6875	Dot. prov. risques et charges exception.	16 337 284,10	16 337 284,10	0,00
RECETTES		0,00	130 570,21	-130 570,21
7817	Rep. prov. dépréc. actifs circulants	0,00	130 570,21	-130 570,21

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III-VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES – DETAIL PAR ARTICLES	B 946

DETAIL DU CHAPITRE 946 – TRANSFERTS ENTRE LES SECTIONS (à l'exclusion du virement à la section d'investissement)

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Mandats et titres émis	Crédits annulés (2)
DEPENSES (3)		33 885 398,16	33 103 276,22	782 121,94
6031	<i>Variation stocks mat. premières</i>	5 398,16	5 398,16	0,00
675	<i>Valeurs comptables immobilisations cédée</i>	0,00	631 289,63	-631 289,63
6761	<i>Différences sur réalisations (positives)</i>	0,00	154 915,58	-154 915,58
6811	<i>Dot. amort. et prov. Immos incorporelles</i>	33 000 000,00	31 464 503,40	1 535 496,60
6812	<i>Dot. amort. et prov. Charges à répartir</i>	880 000,00	847 169,45	32 830,55
RECETTES (4)		4 705 398,16	4 904 828,93	-199 430,77
6031	<i>Variation stocks mat. premières</i>	5 398,16	1 953,43	3 444,73
722	<i>Immobilisations corporelles</i>	1 000 000,00	999 945,07	54,93
7761	<i>Différences sur réalisations (négatives)</i>	0,00	237 860,98	-237 860,98
777	<i>Quote-part subv invest transf cpte résul</i>	3 700 000,00	3 665 069,45	34 930,55

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

(3) Egales aux recettes du chapitre 926 en investissement.

(4) Egales aux dépenses du chapitre 926 en investissement.

III-VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES – DETAIL PAR ARTICLES	B 947

DETAIL DU CHAPITRE 947 – OPÉRATIONS ORDRE INTÉRIEUR DE LA SECTION

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Mandats et titres émis	Crédits annulés (2)
	<i>DEPENSES (3)</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>
	<i>RECETTES (3)</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

(3) Les dépenses sont égales aux recettes.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – VUE D’ENSEMBLE	A

SECTION	0 Services généraux	1 Sécurité	2 Enseignement	3 Culture, jeunesse, sports et loisirs	4 Prévention médico-sociale	5 Action sociale (hors RMI, APA et RSA)	5-4 Revenu minimum d'insertion
---------	------------------------	---------------	-------------------	--	-----------------------------------	---	--------------------------------------

I – REALISATIONS

Dépenses d'investissement	2 815 495,41	260 038,62	3 725 849,47	2 163 960,28	14 524,32	107 884,08	0,00
Recettes d'investissement	40 000,00	0,00	1 404 698,00	106 500,00	0,00	0,00	0,00
Investissement - Solde	-2 775 495,41	-260 038,62	-2 321 151,47	-2 057 460,28	-14 524,32	-107 884,08	0,00
Dépenses de fonctionnement	17 515 714,76	9 693 065,85	14 095 223,44	7 019 856,92	2 363 757,81	98 759 056,23	7 574,27
Recettes de fonctionnement	5 126 887,15	876 018,99	963 616,91	409 525,06	71 448,46	20 376 042,26	0,00
Fonctionnement - Solde	-12 388 827,61	-8 817 046,86	-13 131 606,53	-6 610 331,86	-2 292 309,35	-78 383 013,97	-7 574,27

II – RESTES A REALISER AU 31/12/N

Dépenses d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement - Solde	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonctionnement - Solde	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

CREDITS EMPLOYES OU RESTANT A EMPLOYER (= I + II)

Dépenses d'investissement	2 815 495,41	260 038,62	3 725 849,47	2 163 960,28	14 524,32	107 884,08	0,00
Recettes d'investissement	40 000,00	0,00	1 404 698,00	106 500,00	0,00	0,00	0,00
Investissement - Solde	-2 775 495,41	-260 038,62	-2 321 151,47	-2 057 460,28	-14 524,32	-107 884,08	0,00
Dépenses de fonctionnement	17 515 714,76	9 693 065,85	14 095 223,44	7 019 856,92	2 363 757,81	98 759 056,23	7 574,27
Recettes de fonctionnement	5 126 887,15	876 018,99	963 616,91	409 525,06	71 448,46	20 376 042,26	0,00
Fonctionnement - Solde	-12 388 827,61	-8 817 046,86	-13 131 606,53	-6 610 331,86	-2 292 309,35	-78 383 013,97	-7 574,27
TOTAL DEPENSES	20 331 210,17	9 953 104,47	17 821 072,91	9 183 817,20	2 378 282,13	98 866 940,31	7 574,27
TOTAL RECETTES	5 166 887,15	876 018,99	2 368 314,91	516 025,06	71 448,46	20 376 042,26	0,00
SOLDE GLOBAL	-15 164 323,02	-9 077 085,48	-15 452 758,00	-8 667 792,14	-2 306 833,67	-78 490 898,05	-7 574,27

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – VUE D'ENSEMBLE	A

SECTION	5-5 Personnes dépendantes (APA)	5-6 Revenu de solidarité active	6 Réseaux et infrastructures	7 Aménagement et environnement	8 Transports	9 Développement	TOTAL
---------	---------------------------------------	---------------------------------------	------------------------------------	--------------------------------------	-----------------	--------------------	-------

I - REALISATIONS

Dépenses d'investissement		19 838,50	30 331 100,90	9 167 081,44	0,00	1 184 661,48	49 790 434,50
Recettes d'investissement		0,00	4 001 294,66	4 606 888,59	0,00	0,00	10 159 381,25
Investissement - Solde		-19 838,50	-26 329 806,24	-4 560 192,85	0,00	-1 184 661,48	-39 631 053,25
Dépenses de fonctionnement	27 840 414,38	21 480 732,03	19 598 175,14	3 916 773,20	6 091 800,00	3 885 337,50	232 267 481,53
Recettes de fonctionnement	14 434 535,57	27 442 751,55	1 947 933,21	1 317 464,22	12,60	17 976,21	72 984 212,19
Fonctionnement - Solde	-13 405 878,81	5 962 019,52	-17 650 241,93	-2 599 308,98	-6 091 787,40	-3 867 361,29	-159 283 269,34

II – RESTES A REALISER AU 31/12/N

Dépenses d'investissement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes d'investissement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement - Solde		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonctionnement - Solde	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

CREDITS EMPLOYES OU RESTANT A EMPLOYER (= I + II)

Dépenses d'investissement		19 838,50	30 331 100,90	9 167 081,44	0,00	1 184 661,48	49 790 434,50
Recettes d'investissement		0,00	4 001 294,66	4 606 888,59	0,00	0,00	10 159 381,25
Investissement - Solde		-19 838,50	-26 329 806,24	-4 560 192,85	0,00	-1 184 661,48	-39 631 053,25
Dépenses de fonctionnement	27 840 414,38	21 480 732,03	19 598 175,14	3 916 773,20	6 091 800,00	3 885 337,50	232 267 481,53
Recettes de fonctionnement	14 434 535,57	27 442 751,55	1 947 933,21	1 317 464,22	12,60	17 976,21	72 984 212,19
Fonctionnement - Solde	-13 405 878,81	5 962 019,52	-17 650 241,93	-2 599 308,98	-6 091 787,40	-3 867 361,29	-159 283 269,34
TOTAL DEPENSES	27 840 414,38	21 500 570,53	49 929 276,04	13 083 854,64	6 091 800,00	5 069 998,98	282 057 916,03
TOTAL RECETTES	14 434 535,57	27 442 751,55	5 949 227,87	5 924 352,81	12,60	17 976,21	83 143 593,44
SOLDE GLOBAL	-13 405 878,81	5 942 181,02	-43 980 048,17	-7 159 501,83	-6 091 787,40	-5 052 022,77	-198 914 322,59

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – SECTION D'INVESTISSEMENT– PRESENTATION DETAILLEE	A1/0

FONCTION 0 – SERVICES GÉNÉRAUX

Article / compte par nature (1)	Libellé	02 Administration générale				04 Coop. décent., act° europ. et inter.		05 Plan de relance (crise sanitaire)	TOTAL DU CHAPITRE
		020 Administration générale collectivité		021 Assemblée locale	023 Information, communication, publicité	041 Subvention globale	048 Autres		
		0201 Admin. gén. collect. (pers. non vent.)	202 Admin. gén. collect. (autres moy. gén.)						
DEPENSES – REALISATIONS		2 131,50	2 793 380,63	0,00	19 983,28	0,00	0,00	0,00	2 815 495,41
20	Immobilisations incorporelles	0,00	1 285 477,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 285 477,79
2031	Frais d'études	0,00	119 340,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	119 340,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	1 166 137,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 166 137,79
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	2 131,50	1 507 902,84	0,00	19 983,28	0,00	0,00	0,00	1 530 017,62
2111	Terrains nus	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,00
21351	Bâtiments publics	0,00	320 596,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	320 596,17
21352	Bâtiments privés	0,00	39 567,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	39 567,94
2157	Matériel et outillage technique	0,00	14 054,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 054,46
21735	Installations générales (mise à dispo)	0,00	456,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	456,00
2182	Matériel de transport	0,00	695 466,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	695 466,95
21838	Autre matériel informatique	0,00	386 085,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	386 085,43
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	2 131,50	27 929,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 060,97
2185	Matériel de téléphonie	0,00	15 263,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 263,84
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	8 481,58	0,00	19 983,28	0,00	0,00	0,00	28 464,86
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES – REALISATIONS		0,00	40 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00
13	Subventions d'investissement	0,00	40 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	0,00	40 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1/1

FONCTION 1 – SÉCURITÉ

Article / compte par nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Gendarmerie, police, sécurité, justice	12 Incendie et Secours	13 Plan de relance (crise sanitaire)	18 Autres interventions de protection	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES – REALISATIONS		0,00	74 634,62	185 404,00	0,00	0,00	260 038,62
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	185 404,00	0,00	0,00	185 404,00
204142	Subv.Cne : Bâtiments, installations	0,00	0,00	12 404,00	0,00	0,00	12 404,00
2041781	Autres EPL: Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	173 000,00	0,00	0,00	173 000,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	74 634,62	0,00	0,00	0,00	74 634,62
21351	Bâtiments publics	0,00	62 192,22	0,00	0,00	0,00	62 192,22
21352	Bâtiments privés	0,00	12 442,40	0,00	0,00	0,00	12 442,40
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES – REALISATIONS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1/2

FONCTION 2 – ENSEIGNEMENT

Article / compte par nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du second degré		23 Enseignement supérieur	24 Formation pro. et apprentissage (COM)	25 Plan de relance (crise sanitaire)	28 Autres services périscolaires et annexes	TOTAL DU CHAPITRE
				221 Collèges	222 Lycées					
DEPENSES – REALISATIONS		0,00	294 736,00	2 186 757,97	0,00	0,00	0,00	1 118 189,90	126 165,60	3 725 849,47
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 472,00	126 165,60	137 637,60
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 472,00	126 165,60	137 637,60
204	Subventions d'équipement versées	0,00	294 736,00	462 869,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	757 605,00
204122	Subv. Régions : Bâtiments, installations	0,00	0,00	344 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	344 100,00
204141	Subv.Cne : Bien mobilier, matériel	0,00	15 854,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 854,00
204142	Subv.Cne : Bâtiments, installations	0,00	278 882,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	278 882,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	11 879,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 879,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	14 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 000,00
20431	Subv.Scol : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	92 890,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	92 890,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	1 262 990,78	0,00	0,00	0,00	1 031 822,26	0,00	2 294 813,04
21312	Bâtiments scolaires	0,00	0,00	6 631,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 631,20
21351	Bâtiments publics	0,00	0,00	29 988,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 988,09
2157	Matériel et outillage technique	0,00	0,00	5 263,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 263,20
217312	Bâtiments scolaires (mise à dispo)	0,00	0,00	31 116,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 116,28
21735	Installations générales (mise à dispo)	0,00	0,00	805 276,58	0,00	0,00	0,00	1 031 822,26	0,00	1 837 098,84
2182	Matériel de transport	0,00	0,00	24 524,58	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 524,58
21831	Matériel informatique scolaire	0,00	0,00	204 820,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	204 820,20
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	155 370,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	155 370,65
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	460 898,19	0,00	0,00	0,00	74 895,64	0,00	535 793,83
231312	Bâtiments scolaires	0,00	0,00	97 358,12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	97 358,12
2317312	Bâtiments scolaires	0,00	0,00	337 371,32	0,00	0,00	0,00	66 366,72	0,00	403 738,04
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	26 168,75	0,00	0,00	0,00	8 528,92	0,00	34 697,67
RECETTES – REALISATIONS		0,00	0,00	1 349 018,00	0,00	0,00	0,00	55 680,00	0,00	1 404 698,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	1 349 018,00	0,00	0,00	0,00	55 680,00	0,00	1 404 698,00
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	55 680,00	0,00	55 680,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	0,00	19 351,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 351,00
1332	Dot. Dép. équip. Collèges transférables	0,00	0,00	1 329 667,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 329 667,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Article / compte par nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du second degré		23 Enseignement supérieur	24 Formation pro. et apprentissage (COM)	25 Plan de relance (crise sanitaire)	28 Autres services périscolaires et annexes	TOTAL DU CHAPITRE
				221 Collèges	222 Lycées					
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1/3

FONCTION 3 – CULTURE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS

Article / compte par nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture					32 Sports	33 Jeunesse (act° socio-éduc...) et loisirs	34 Plan de relance (crise sanitaire)	TOTAL DU CHAPITRE
			311 Activités artistiques et action culturel	312 Patrimoine (musées, monuments...)	313 Bibliothèques et médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives				
DEPENSES – REALISATIONS		0,00	0,00	688 095,12	202 569,02	115 308,85	133 017,17	675 155,50	296 889,00	52 925,62	2 163 960,28
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	426 607,00	3 960,00	0,00	8 730,89	576 343,79	296 889,00	0,00	1 312 530,68
204141	Subv.Cne : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	51 319,00	0,00	0,00	8 730,89	0,00	1 040,00	0,00	61 089,89
204142	Subv.Cne : Bâtiments, installations	0,00	0,00	375 288,00	3 960,00	0,00	0,00	562 582,00	295 849,00	0,00	1 237 679,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 761,79	0,00	0,00	13 761,79
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	261 488,12	198 609,02	115 308,85	124 286,28	98 811,71	0,00	52 925,62	851 429,60
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	684,00	0,00	0,00	684,00
21314	Bâtiments culturels et sportifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27 249,82	0,00	52 925,62	80 175,44
21351	Bâtiments publics	0,00	0,00	260 435,48	0,00	88 445,65	24 590,79	5 814,00	0,00	0,00	379 285,92
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 664,98	0,00	0,00	23 664,98
2157	Matériel et outillage technique	0,00	0,00	0,00	4 058,44	14 208,95	0,00	0,00	0,00	0,00	18 267,39
216	Collections et oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	190 289,58	1 000,00	86 341,27	0,00	0,00	0,00	277 630,85
21735	Installations générales (mise à dispo)	0,00	0,00	0,00	4 261,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 261,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	8 553,65	0,00	0,00	0,00	0,00	8 553,65
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	1 052,64	0,00	3 100,60	13 354,22	41 398,91	0,00	0,00	58 906,37
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES – REALISATIONS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	106 500,00	0,00	0,00	106 500,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	106 500,00	0,00	0,00	106 500,00
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	106 500,00	0,00	0,00	106 500,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Article / compte par nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture					32 Sports	33 Jeunesse (act° socio-éduc...) et loisirs	34 Plan de relance (crise sanitaire)	TOTAL DU CHAPITRE
			311 Activités artistiques et action culturel	312 Patrimoine (musées, monuments...)	313 Bibliothèques et médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives				
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1/4

FONCTION 4 – PRÉVENTION MÉDICO-SOCIALE

Article / compte par nature (1)	Libellé	40 Services communs	41 PMI et planification familiale	42 Prévention et éducation pour la santé	43 Plan de relance (crise sanitaire)	48 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES – REALISATIONS		0,00	9 524,32	0,00	0,00	5 000,00	14 524,32
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	5 000,00
204182	Autres org pub - Bât. et installations	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	5 000,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	9 524,32	0,00	0,00	0,00	9 524,32
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	9 428,32	0,00	0,00	0,00	9 428,32
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	96,00	0,00	0,00	0,00	96,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES – REALISATIONS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1/5

FONCTION 5 – ACTION SOCIALE (hors RMI et RSA)

Article / compte par nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Famille et enfance	52 Personnes handicapées	53 Personnes âgées			57 Plan de relance (crise sanitaire)	58 Autres interventions sociales	TOTAL DU CHAPITRE
					531 Forfait autonomie	532 Autres actions de prévention	538 Autres			
DEPENSES – REALISATIONS		100 884,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 000,00	107 884,08
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 000,00	7 000,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 000,00	7 000,00
21	Immobilisations corporelles	100 884,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 884,08
21313	Bâtiments sociaux et médico-sociaux	17 571,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 571,36
21351	Bâtiments publics	79 739,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	79 739,08
2151	Réseaux de voirie	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	3 073,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 073,64
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES – REALISATIONS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1/5-4

FONCTION 5-4 – REVENU MINIMUM D'INSERTION

Article / compte par nature (1)	Libellé	541 Insertion sociale	542 Santé	543 Logement	544 Insertion professionnelle	545 Évaluation des dépenses engagées	546 Dépenses de structure	547 Revenu minimum d'insertion - RMA		548 Autres dépenses au titre du RMI	TOTAL DU CHAPITRE
								5471 Revenu minimum d'insertion - Allocations	5472 Revenu minimum d'activité		
DEPENSES – REALISATIONS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES – REALISATIONS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1/5-6

FONCTION 5-6 – REVENU DE SOLIDARITÉ ACTIVE

Article / compte par nature (1)	Libellé	561 Insertion sociale	562 Santé	563 Logement	564 Insertion professionnelle	565 Evaluation des dépenses engagées	566 Dépenses de structure	567 Allocations RSA	568 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES – REALISATIONS		0,00	0,00	0,00	19 838,50	0,00	0,00	0,00	0,00	19 838,50
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	19 838,50	0,00	0,00	0,00	0,00	19 838,50
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	19 838,50	0,00	0,00	0,00	0,00	19 838,50
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES – REALISATIONS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1/6

FONCTION 6 – RÉSEAUX ET INFRASTRUCTURES

Article / compte par nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Eaux et assainissement	62 Routes et voirie			63 Infrastructures ferroviaires et aéroport	64 Infra. fluviales, maritimes, portuaires	65 Plan de relance (crise sanitaire)	68 Autres réseaux	TOTAL DU CHAPITRE
				621 Réseau routier départemental	622 Viabilité hivernale et aléas climatiques	628 Autres réseaux de voirie					
DEPENSES – REALISATIONS		242 266,45	1 130 170,00	25 310 019,67	0,00	3 399 143,00	0,00	0,00	0,00	249 501,78	30 331 100,90
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	91 820,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 080,00	92 900,15
2031	Frais d'études	0,00	0,00	89 876,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	89 876,15
2033	Frais d'insertion	0,00	0,00	1 944,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 080,00	3 024,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	1 130 170,00	46 819,00	0,00	3 399 143,00	0,00	0,00	0,00	19 025,00	4 595 157,00
204141	Subv.Cne : Bien mobilier, matériel	0,00	154 769,00	0,00	0,00	178 331,00	0,00	0,00	0,00	0,00	333 100,00
204142	Subv.Cne : Bâtiments, installations	0,00	975 401,00	46 819,00	0,00	3 220 812,00	0,00	0,00	0,00	19 025,00	4 262 057,00
21	Immobilisations corporelles	236 266,45	0,00	15 173 157,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	188 895,36	15 598 319,45
21351	Bâtiments publics	236 266,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	236 266,45
2151	Réseaux de voirie	0,00	0,00	13 688 592,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	188 895,36	13 877 487,74
2157	Matériel et outillage technique	0,00	0,00	696 530,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	696 530,23
2182	Matériel de transport	0,00	0,00	788 035,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	788 035,03
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	6 000,00	0,00	9 998 222,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 501,42	10 044 724,30
231318	Autres bâtiments publics	6 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00
23151	Réseaux de voirie	0,00	0,00	9 955 083,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 501,42	9 995 584,79
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	43 139,51	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	43 139,51
RECETTES – REALISATIONS		0,00	0,00	4 001 294,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 001 294,66
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	779 377,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	779 377,00
1345	Amendes radars automatiques et de police	0,00	0,00	779 377,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	779 377,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	1 370 984,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 370 984,24

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Article / compte par nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Eaux et assainissement	62 Routes et voirie			63 Infrastructures ferroviaires et aéroport	64 Infra. fluviales, maritimes, portuaires	65 Plan de relance (crise sanitaire)	68 Autres réseaux	TOTAL DU CHAPITRE
				621 Réseau routier départemental	622 Viabilité hivernale et aléas climatiques	628 Autres réseaux de voirie					
2151	Réseaux de voirie	0,00	0,00	1 370 984,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 370 984,24
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	1 850 933,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 850 933,42
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	1 850 933,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 850 933,42

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1/7

FONCTION 7 – AMÉNAGEMENT ET ENVIRONNEMENT

Article / compte par nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Aménagement et développement urbain	72 Logement	73 Environnement		74 Aménagement et développement rural	75 Plan de relance (crise sanitaire)	TOTAL DU CHAPITRE
					731 Actions de traitement des déchets	738 Autres actions en faveur milieu naturel			
DEPENSES – REALISATIONS		0,00	808 199,00	2 492 605,07	9 664,60	657 583,42	5 199 029,35	0,00	9 167 081,44
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	50 447,00	461 142,00	0,00	511 589,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	1 259,00	396 174,00	0,00	397 433,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	4 260,00	64 968,00	0,00	69 228,00
208	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	44 928,00	0,00	0,00	44 928,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	808 199,00	2 492 605,07	0,00	343 619,86	4 728 525,76	0,00	8 372 949,69
204141	Subv.Cne : Bien mobilier, matériel	0,00	53 955,00	0,00	0,00	0,00	70 672,00	0,00	124 627,00
204142	Subv.Cne : Bâtiments, installations	0,00	754 244,00	0,00	0,00	112 357,00	3 530 243,00	0,00	4 396 844,00
204152	Subv. Grpt : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	5 500,00	1 013 418,76	0,00	1 018 918,76
204162	Subv. SPIC : Bâtiments, installations	0,00	0,00	802 747,07	0,00	0,00	0,00	0,00	802 747,07
204181	Autres org pub - Biens mob, mat, études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 500,00	0,00	17 500,00
204182	Autres org pub - Bât. et installations	0,00	0,00	0,00	0,00	129 975,00	0,00	0,00	129 975,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	5 000,00	0,00	6 000,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	1 689 858,00	0,00	94 787,86	91 692,00	0,00	1 876 337,86
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	9 664,60	202 748,80	4 333,60	0,00	216 747,00
2118	Autres terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	186 867,92	0,00	0,00	186 867,92
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	13 951,28	0,00	0,00	13 951,28
2157	Matériel et outillage technique	0,00	0,00	0,00	2 914,60	1 680,00	0,00	0,00	4 594,60
2182	Matériel de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 699,00	0,00	1 699,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	6 750,00	249,60	2 634,60	0,00	9 634,20
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 027,99	0,00	5 027,99
2281	Install. générales, agencements (affect)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 027,99	0,00	5 027,99
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	60 767,76	0,00	0,00	60 767,76
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	60 767,76	0,00	0,00	60 767,76
RECETTES – REALISATIONS		0,00	0,00	0,00	0,00	165 995,69	3 858 922,90	581 970,00	4 606 888,59
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	165 995,69	3 858 922,90	581 970,00	4 606 888,59
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	165 995,69	0,00	0,00	165 995,69
1336	Dot. soutien investissement départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	666 972,00	581 970,00	1 248 942,00
1346	Dot. soutien investissement départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 191 950,90	0,00	3 191 950,90
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Article / compte par nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Aménagement et développement urbain	72 Logement	73 Environnement		74 Aménagement et développement rural	75 Plan de relance (crise sanitaire)	TOTAL DU CHAPITRE
					731 Actions de traitement des déchets	738 Autres actions en faveur milieu naturel			
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1/8

FONCTION 8 – TRANSPORTS

Article / compte par nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs					83 Plan de relance (crise sanitaire)	88 Autres	TOTAL DU CHAPITRE
				821 Routier	822 Ferroviaire	823 Maritime	824 Fluvial	825 Aérien			
DEPENSES – REALISATIONS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES – REALISATIONS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1/9

FONCTION 9 – DÉVELOPPEMENT

Article / compte par nature (1)	Libellé	90 Services communs	91 Structures d'animation et développement	92 Agriculture et pêche		93 Industrie, commerce et artisanat	94 Développement touristique	95 Maintenance services publics non départ.	96 Plan de relance (crise sanitaire)	TOTAL DU CHAPITRE
				921 Laboratoire départemental	928 Autres					
DEPENSES – REALISATIONS		0,00	0,00	100 000,00	276 695,77	624 916,59	183 049,12	0,00	0,00	1 184 661,48
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	100 000,00	276 695,77	624 916,59	153 657,52	0,00	0,00	1 155 269,88
204142	Subv.Cne : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	95 862,00	0,00	0,00	0,00	95 862,00
204152	Subv. Grpt : Bâtiments, installations	0,00	0,00	100 000,00	0,00	529 054,59	100 000,00	0,00	0,00	729 054,59
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	56 827,08	0,00	46 976,52	0,00	0,00	103 803,60
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	219 868,69	0,00	6 681,00	0,00	0,00	226 549,69
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 391,60	0,00	0,00	29 391,60
21351	Bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 503,60	0,00	0,00	1 503,60
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27 888,00	0,00	0,00	27 888,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES – REALISATIONS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2/0

FONCTION 0 – SERVICES GÉNÉRAUX

Article / compte par nature (1)	Libellé	02 Administration générale				04 Coop. décent., act° europ. et inter.		05 Plan de relance (crise sanitaire)	TOTAL DU CHAPITRE
		020 Administration générale collectivité		021 Assemblée locale	023 Information, communication, publicité	041 Subvention globale	048 Autres		
		0201 Admin. gén. (personnel non ventilable)	202 Admin. gén. (autres moyens généraux)						
		DEPENSES – REALISATIONS		9 844 912,62	5 294 031,61	1 521 620,54	319 045,42		
011	Charges à caractère général	290 803,68	4 528 063,50	119 065,35	318 318,84	0,00	0,00	0,00	5 256 251,37
60611	Eau et assainissement	0,00	13 091,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 091,96
60612	Energie - Electricité	0,00	284 782,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	284 782,17
60621	Combustibles	0,00	7 578,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 578,60
60622	Carburants	0,00	185 701,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	185 701,86
60623	Alimentation	0,00	0,00	36 108,46	2 700,80	0,00	0,00	0,00	38 809,26
60631	Fournitures d'entretien	231,77	503,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	735,73
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	24 731,48	0,00	1 758,73	0,00	0,00	0,00	26 490,21
60636	Vêtements de travail	0,00	50 856,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 856,02
6064	Fournitures administratives	0,00	81 787,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	81 787,52
60668	Autres produits pharmaceutiques	5 164,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 164,20
6068	Autres matières et fournitures	0,00	31 569,63	0,00	75 354,62	0,00	0,00	0,00	106 924,25
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	57 631,72	0,00	0,00	0,00	57 631,72
6132	Locations immobilières	0,00	26 702,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 702,22
6135	Locations mobilières	0,00	195 439,59	50,40	0,00	0,00	0,00	0,00	195 489,99
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	12 968,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 968,43
61521	Entretien terrains	0,00	55 570,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	55 570,85
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	38 798,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	38 798,65
61551	Entretien matériel roulant	0,00	89 849,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	89 849,21
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	6 705,75	0,00	1 964,40	0,00	0,00	0,00	8 670,15
6156	Maintenance	0,00	1 470 752,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 470 752,65
6161	Multirisques	0,00	81 187,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	81 187,89
6162	Assur. obligatoire dommage-construction	126 330,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	126 330,18
6168	Autres primes d'assurance	0,00	336 667,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	336 667,47
6182	Documentation générale et technique	0,00	20 351,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 351,02
6184	Versements à des organismes de formation	57 980,24	56 732,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	114 713,13
6185	Frais de colloques et de séminaires	0,00	4 941,84	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 441,84
6188	Autres frais divers	46 174,38	378,35	6 566,40	4 641,90	0,00	0,00	0,00	57 761,03
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	171 769,01	0,00	16 281,60	0,00	0,00	0,00	188 050,61
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	3 727,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 727,50
6228	Divers	0,00	6 537,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 537,48
6231	Annonces et insertions	0,00	14 497,20	0,00	51 069,15	0,00	0,00	0,00	65 566,35

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Article / compte par nature (1)	Libellé	02 Administration générale				04 Coop. décent., act° europ. et inter.		05 Plan de relance (crise sanitaire)	TOTAL DU CHAPITRE
		020 Administration générale collectivité		021 Assemblée locale	023 Information, communication, publicité	041 Subvention globale	048 Autres		
		0201 Admin. gén. (personnel non ventilable)	202 Admin. gén. (autres moyens généraux)						
6234	Réceptions	0,00	16 193,20	24 848,62	0,00	0,00	0,00	41 041,82	
6236	Catalogues et imprimés	0,00	342,00	0,00	88 580,92	0,00	0,00	88 922,92	
6238	Divers	0,00	4 117,50	0,00	0,00	0,00	0,00	4 117,50	
6247	Transports collectifs	2 942,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 942,70	
6248	Divers	4 587,90	23 805,37	0,00	0,00	0,00	0,00	28 393,27	
6251	Voyages, déplacements et missions	16 806,54	19 301,59	0,00	0,00	0,00	0,00	36 108,13	
6255	Frais de déménagement	2 185,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 185,73	
6261	Frais d'affranchissement	0,00	220 719,50	0,00	0,00	0,00	0,00	220 719,50	
6262	Frais de télécommunications	0,00	334 392,14	0,00	0,00	0,00	0,00	334 392,14	
6281	Concours divers (cotisations)	22 400,04	6 871,12	49 991,47	0,00	0,00	0,00	79 262,63	
6282	Frais de gardiennage	0,00	64 891,74	0,00	0,00	0,00	0,00	64 891,74	
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	482 541,00	0,00	0,00	0,00	0,00	482 541,00	
62878	Remboursement de frais à des tiers	6 000,00	6 498,98	0,00	0,00	0,00	0,00	12 498,98	
6288	Autres services extérieurs	0,00	37 586,16	0,00	18 335,00	0,00	0,00	55 921,16	
63512	Taxes foncières	0,00	36 622,00	0,00	0,00	0,00	0,00	36 622,00	
012	Charges de personnel et frais assimilés	9 554 106,86	0,00	82 918,85	0,00	0,00	0,00	9 637 025,71	
6218	Autre personnel extérieur	3 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 600,00	
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	50 127,31	0,00	547,00	0,00	0,00	0,00	50 674,31	
64111	Rémunération principale titulaires	4 205 581,35	0,00	17 389,82	0,00	0,00	0,00	4 222 971,17	
64112	SFT, indemnité résidence	33 818,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 818,90	
64113	NBI	34 241,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	34 241,41	
64118	Autres indemnités titulaires	1 287 006,49	0,00	17 232,00	0,00	0,00	0,00	1 304 238,49	
64131	Rémunérations non tit.	1 058 363,41	0,00	25 981,09	0,00	0,00	0,00	1 084 344,50	
6417	Rémunérations des apprentis	61 446,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	61 446,16	
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	1 012 423,00	0,00	14 615,00	0,00	0,00	0,00	1 027 038,00	
6453	Cotisations aux caisses de retraites	1 435 936,69	0,00	7 153,94	0,00	0,00	0,00	1 443 090,63	
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	82 918,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	82 918,00	
6473	Allocations de chômage	172 344,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	172 344,77	
6475	Médecine du travail, pharmacie	96 017,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	96 017,46	
6488	Autres charges	20 281,91	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 281,91	
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
65	Autres charges de gestion courante	2,08	689 499,21	1 319 636,34	0,00	536 104,57	0,00	2 545 242,20	
6531	Indemnités	0,00	0,00	864 382,08	0,00	0,00	0,00	864 382,08	
6532	Frais de mission et de déplacement	0,00	3 436,08	39 679,73	0,00	0,00	0,00	43 115,81	
6533	Cotisations de retraite	0,00	0,00	86 853,99	0,00	0,00	0,00	86 853,99	
6534	Cotis. de sécurité sociale - part patron	0,00	0,00	201 467,00	0,00	0,00	0,00	201 467,00	
65372	Cotis. fonds financt alloc. fin mandat	0,00	0,00	553,54	0,00	0,00	0,00	553,54	

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Article / compte par nature (1)	Libellé	02 Administration générale				04 Coop. décent., act° europ. et inter.		05 Plan de relance (crise sanitaire)	TOTAL DU CHAPITRE
		020 Administration générale collectivité		021 Assemblée locale	023 Information, communication, publicité	041 Subvention globale	048 Autres		
		0201 Admin. gén. (personnel non ventilable)	202 Admin. gén. (autres moyens généraux)						
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	419,10	0,00	0,00	0,00	0,00	419,10	
65734	Subv. fonct. Communes et intercos	0,00	0,00	0,00	0,00	361 726,08	0,00	361 726,08	
65737	Subv. Fonct. Autres EPL	0,00	155 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	155 000,00	
6574	Subv. fonct. asso. personnes privées	0,00	525 303,00	126 700,00	0,00	174 378,49	0,00	826 381,49	
65818	Autres	0,00	5 341,02	0,00	0,00	0,00	0,00	5 341,02	
65888	Autres	2,08	0,01	0,00	0,00	0,00	0,00	2,09	
67	Charges exceptionnelles	0,00	76 468,90	0,00	726,58	0,00	0,00	77 195,48	
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	0,00	48,89	0,00	0,00	0,00	0,00	48,89	
6712	Amendes fiscales et pénales	0,00	132,00	0,00	0,00	0,00	0,00	132,00	
6713	Dots et prix	0,00	0,00	0,00	726,58	0,00	0,00	726,58	
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	0,00	236,03	0,00	0,00	0,00	0,00	236,03	
678	Autres charges exceptionnelles	0,00	76 051,98	0,00	0,00	0,00	0,00	76 051,98	
RECETTES – REALISATIONS		154 280,23	3 427 745,14	0,00	0,00	1 544 861,78	0,00	5 126 887,15	
013	Atténuations de charges	62 658,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	62 658,77	
6419	Remboursements rémunérations personnel	32 086,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 086,31	
6459	Rembours charges SS et prévoyance	30 572,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 572,46	
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	76 621,06	3 023 065,20	0,00	0,00	0,00	0,00	3 099 686,26	
70323	Red.occupation dom. public départemental	0,00	20 427,05	0,00	0,00	0,00	0,00	20 427,05	
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	0,00	28 568,28	0,00	0,00	0,00	0,00	28 568,28	
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	0,00	2 951 491,11	0,00	0,00	0,00	0,00	2 951 491,11	
70872	Remb. frais Budgets annexes	59 701,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	59 701,72	
70878	Remb. frais par des tiers	16 919,34	22 578,76	0,00	0,00	0,00	0,00	39 498,10	
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
74	Dotations, subventions et participations	15 000,00	198 889,05	0,00	0,00	1 544 861,78	0,00	1 758 750,83	
74718	Autres participations Etat	15 000,00	180 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	195 000,00	
74771	Participation Fonds social européen	0,00	0,00	0,00	0,00	1 544 861,78	0,00	1 544 861,78	
7478218	Group. coll et coll. statut particulier	0,00	18 889,05	0,00	0,00	0,00	0,00	18 889,05	
75	Autres produits de gestion courante	0,40	81 002,61	0,00	0,00	0,00	0,00	81 003,01	
752	Revenus des immeubles	0,00	80 904,48	0,00	0,00	0,00	0,00	80 904,48	
7588	Autres produits divers gestion courante	0,40	98,13	0,00	0,00	0,00	0,00	98,53	
77	Produits exceptionnels	0,00	124 788,28	0,00	0,00	0,00	0,00	124 788,28	
7711	Dédits et pénalités perçus	0,00	7 080,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 080,00	
7718	Autres prod. except. opération gestion	0,00	35 804,27	0,00	0,00	0,00	0,00	35 804,27	
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	5 515,63	0,00	0,00	0,00	0,00	5 515,63	
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	52 671,06	0,00	0,00	0,00	0,00	52 671,06	
7788	Produits exceptionnels divers	0,00	23 717,32	0,00	0,00	0,00	0,00	23 717,32	

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2/1

FONCTION 1 – SÉCURITÉ

Article / compte par nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Gendarmerie, police, sécurité, justice	12 Incendie et Secours	13 Plan de relance (crise sanitaire)	18 Autres interventions de protection	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES – REALISATIONS		10 700,00	655 365,85	9 027 000,00	0,00	0,00	9 693 065,85
011	Charges à caractère général	0,00	655 365,85	0,00	0,00	0,00	655 365,85
6068	Autres matières et fournitures	0,00	835,16	0,00	0,00	0,00	835,16
6125	Crédit-bail immobilier	0,00	568 028,12	0,00	0,00	0,00	568 028,12
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	2 840,22	0,00	0,00	0,00	2 840,22
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	0,00	23 428,35	0,00	0,00	0,00	23 428,35
63512	Taxes foncières	0,00	60 234,00	0,00	0,00	0,00	60 234,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	10 700,00	0,00	9 027 000,00	0,00	0,00	9 037 700,00
6553	Service d'incendie	0,00	0,00	9 027 000,00	0,00	0,00	9 027 000,00
6574	Subv. fonct. asso. personnes privées	10 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 700,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES – REALISATIONS		0,00	876 018,99	0,00	0,00	0,00	876 018,99
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations, subventions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	876 018,99	0,00	0,00	0,00	876 018,99
752	Revenus des immeubles	0,00	876 018,99	0,00	0,00	0,00	876 018,99
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2/2

FONCTION 2 – ENSEIGNEMENT

Article / compte par nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du second degré		23 Enseignement supérieur	24 Formation professionnelle et apprentissa	25 Plan de relance (crise sanitaire)	28 Autres services périscolaires et annexes	TOTAL DU CHAPITRE
				221 Collèges	222 Lycées					
DEPENSES – REALISATIONS		9 868 951,48	0,00	4 042 546,54	0,00	167 975,93	0,00	0,00	15 749,49	14 095 223,44
011	Charges à caractère général	238 290,19	0,00	325 799,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	564 089,98
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	3 877,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 877,56
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	51 418,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	51 418,32
611	Contrats de prestations de services	174 616,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	174 616,49
6135	Locations mobilières	0,00	0,00	1 417,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 417,38
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	32 164,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 164,23
61558	Entretien autres biens mobiliers	27 970,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27 970,28
6156	Maintenance	0,00	0,00	178 704,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	178 704,53
6184	Versements à des organismes de formation	6 204,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 204,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	2 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 400,00
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	0,00	39 657,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	39 657,60
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	2 628,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 628,00
6247	Transports collectifs	64,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	64,50
6248	Divers	0,00	0,00	5 736,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 736,00
6251	Voyages, déplacements et missions	29 434,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 434,92
62878	Remboursement de frais à des tiers	0,00	0,00	7 796,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 796,17
012	Charges de personnel et frais assimilés	9 630 661,29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 630 661,29
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	51 595,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	51 595,00
64111	Rémunération principale titulaires	5 286 618,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 286 618,10
64112	SFT, indemnité résidence	44 422,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	44 422,38
64113	NBI	37 167,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	37 167,38
64118	Autres indemnités titulaires	945 441,13	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	945 441,13
64131	Rémunérations non tit.	489 951,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	489 951,06
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	1 005 768,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 005 768,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	1 760 728,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 760 728,24
6488	Autres charges	8 970,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 970,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	3 716 746,75	0,00	167 975,93	0,00	0,00	15 749,49	3 900 472,17
6513	Bourses	0,00	0,00	0,00	0,00	167 975,93	0,00	0,00	39,00	168 014,93
6518	Autres (primes, dots)	0,00	0,00	304 379,58	0,00	0,00	0,00	0,00	15 710,49	320 090,07
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	0,00	422,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	422,00

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Article / compte par nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du second degré		23 Enseignement supérieur	24 Formation professionnelle et apprentissa	25 Plan de relance (crise sanitaire)	28 Autres services périscolaires et annexes	TOTAL DU CHAPITRE
				221 Collèges	222 Lycées					
6542	Créances éteintes	0,00	0,00	2 558,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 558,40
65511	Etablissements publics	0,00	0,00	2 508 564,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 508 564,79
65512	Etablissements privés	0,00	0,00	847 750,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	847 750,00
6568	Autres participations	0,00	0,00	53 071,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	53 071,98
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES – REALISATIONS		121 422,02	13 645,25	828 515,64	0,00	0,00	0,00	0,00	34,00	963 616,91
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations, subventions et participations	0,00	0,00	807 826,99	0,00	0,00	0,00	0,00	34,00	807 860,99
7474	Participation Communes et interco	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	34,00	34,00
74881	Particip. familles resto, héberg	0,00	0,00	807 826,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	807 826,99
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	121 422,02	13 645,25	20 688,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	155 755,92
7718	Autres prod. except. opération gestion	121 422,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	121 422,02
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	196,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	196,65
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	20 492,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 492,00
7788	Produits exceptionnels divers	0,00	13 645,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 645,25

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2/3

FONCTION 3 – CULTURE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS

Article / compte par nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture					32 Sports	33 Jeunesse (act° socio-éduc... et loisirs)	34 Plan de relance (crise sanitaire)	TOTAL DU CHAPITRE
			311 Activités artistiques, action culturelle	312 Patrimoine (musées, monuments...)	313 Bibliothèques et médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives				
DEPENSES – REALISATIONS		783 074,39	1 876 345,38	65 118,77	856 576,92	683 701,20	829 560,07	1 573 081,12	352 399,07	0,00	7 019 856,92
011	Charges à caractère général	3 708,33	367 305,09	65 118,77	89 492,74	401 636,45	68 416,95	22 424,12	699,80	0,00	1 018 802,25
60215	Livres, disq., casset. (biblio. Médiat.)	0,00	0,00	0,00	0,00	5 490,77	0,00	0,00	0,00	0,00	5 490,77
6028	Autres achats stockés et autres approvis	0,00	0,00	0,00	0,00	1 629,87	0,00	0,00	0,00	0,00	1 629,87
6032	Variat. stocks autres approvisionnements	0,00	0,00	0,00	0,00	39 447,04	0,00	0,00	0,00	0,00	39 447,04
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	958,84	267,45	979,67	1 646,14	0,00	0,00	0,00	3 852,10
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	12 752,56	17 517,61	141 709,22	16 649,02	0,00	0,00	0,00	188 628,41
60621	Combustibles	0,00	0,00	1 315,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 315,80
60623	Alimentation	0,00	7 671,89	0,00	30,00	0,00	0,00	3 872,85	0,00	0,00	11 574,74
60631	Fournitures d'entretien	0,00	796,11	0,00	0,00	0,00	102,95	0,00	0,00	0,00	899,06
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	474,64	8 358,62	4 677,65	0,00	0,00	0,00	0,00	13 510,91
6065	Livres, disq., cass. (biblio. Médiat.)	0,00	0,00	236,60	0,00	447,75	0,00	0,00	0,00	0,00	684,35
6068	Autres matières et fournitures	0,00	1 187,54	13 333,13	0,00	15 583,00	2 114,31	122,40	0,00	0,00	32 340,38
607	Achats de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	5 353,08	0,00	0,00	0,00	0,00	5 353,08
611	Contrats de prestations de services	0,00	20 472,50	0,00	0,00	0,00	1 348,56	0,00	0,00	0,00	21 821,06
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	6 309,91	0,00	30,00	0,00	0,00	6 339,91
6135	Locations mobilières	0,00	37 562,48	0,00	441,60	0,00	0,00	1 605,00	0,00	0,00	39 609,08
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	1 416,00	9 435,65	3 118,07	0,00	0,00	0,00	13 969,72
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	14 387,08	2 846,31	7 986,64	8 622,04	0,00	0,00	0,00	33 842,07
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	0,00	0,00	0,00	0,00	1 489,09	0,00	0,00	0,00	0,00	1 489,09
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	2 541,90	260,64	5 269,14	0,00	0,00	0,00	0,00	8 071,68
6156	Maintenance	0,00	564,00	0,00	177,60	100 876,33	0,00	0,00	0,00	0,00	101 617,93
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	25 580,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 580,04
6183	Frais de formation (personnel extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	181,40	0,00	181,40
6184	Versements à des organismes de formation	1 207,20	0,00	0,00	0,00	1 500,00	2 655,00	0,00	0,00	0,00	5 362,20
6188	Autres frais divers	0,00	500,00	0,00	0,00	2 820,51	0,00	0,00	0,00	0,00	3 320,51
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	1 285,20	0,00	0,00	2 349,16	0,00	4 774,90	0,00	0,00	8 409,26

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Article / compte par nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture					32 Sports	33 Jeunesse (act° socio-éduc... et loisirs)	34 Plan de relance (crise sanitaire)	TOTAL DU CHAPITRE
			311 Activités artistiques, action culturelle	312 Patrimoine (musées, monuments...)	313 Bibliothèques et médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives				
6228	Divers	0,00	0,00	3 104,80	18 128,82	3 159,38	2 990,40	4 828,80	0,00	0,00	32 212,20
6231	Annonces et insertions	0,00	8 148,00	0,00	1 620,00	0,00	1 188,00	2 040,00	0,00	0,00	12 996,00
6233	Foires et expositions	0,00	35 926,07	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	37 426,07
6234	Réceptions	0,00	1 040,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 040,61
6236	Catalogues et imprimés	0,00	4 796,74	534,00	4 205,40	19 734,29	9 112,58	3 100,17	0,00	0,00	41 483,18
6238	Divers	0,00	245 572,98	7 793,60	491,90	8 109,34	0,00	2 050,00	518,40	0,00	264 536,22
6241	Transports de biens	0,00	0,00	0,00	0,00	13 032,00	81,00	0,00	0,00	0,00	13 113,00
6247	Transports collectifs	192,00	0,00	0,00	97,00	0,00	291,30	0,00	0,00	0,00	580,30
6251	Voyages, déplacements et missions	2 309,13	0,00	0,00	5 698,03	284,94	3 297,58	0,00	0,00	0,00	11 589,68
6255	Frais de déménagement	0,00	0,00	0,00	0,00	2 234,53	0,00	0,00	0,00	0,00	2 234,53
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	65,82	0,00	227,49	0,00	0,00	0,00	0,00	293,31
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	250,00	0,00	200,00	0,00	0,00	0,00	450,00
62872	Remb. frais au budget annexe	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
62878	Remboursement de frais à des tiers	0,00	339,42	0,00	461,91	1 094,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 895,33
63512	Taxes foncières	0,00	0,00	5 720,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 720,00
63513	Autres impôts locaux	0,00	0,00	400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	400,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	1 441,55	0,00	1 643,81	406,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 491,36
012	Charges de personnel et frais assimilés	779 366,06	11 886,29	0,00	764 499,18	275 064,20	758 467,02	0,00	0,00	0,00	2 589 282,75
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	4 006,00	0,00	0,00	4 018,00	1 627,00	3 900,00	0,00	0,00	0,00	13 551,00
64111	Rémunération principale titulaires	430 892,92	0,00	0,00	437 176,43	76 260,15	438 137,76	0,00	0,00	0,00	1 382 467,26
64112	SFT, indemnité résidence	4 253,01	0,00	0,00	2 686,37	27,48	4 109,19	0,00	0,00	0,00	11 076,05
64113	NBI	3 342,67	0,00	0,00	8 579,67	1 883,78	2 467,19	0,00	0,00	0,00	16 273,31
64118	Autres indemnités titulaires	106 264,71	0,00	0,00	92 648,84	15 452,87	92 805,46	0,00	0,00	0,00	307 171,88
64131	Rémunérations non tit.	14 165,02	0,00	0,00	1 503,69	105 874,36	3 058,06	0,00	0,00	0,00	124 601,13
6414	Personnel rémunéré à la vacation	0,00	7 646,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 646,01
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	74 886,00	1 652,15	0,00	73 461,00	44 221,00	71 522,00	0,00	0,00	0,00	265 742,15
6453	Cotisations aux caisses de retraites	139 608,23	582,11	0,00	142 680,18	29 417,56	141 147,36	0,00	0,00	0,00	453 435,44
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	604,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	604,24
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	1 401,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 401,78
6488	Autres charges	1 947,50	0,00	0,00	1 745,00	300,00	1 320,00	0,00	0,00	0,00	5 312,50
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	1 459 854,00	0,00	0,00	7 000,55	2 676,10	1 550 657,00	351 699,27	0,00	3 371 886,92
6518	Autres (primes, dots)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 000,00	0,00	11 000,00
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	574,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	574,00
6542	Créances éteintes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00	500,00

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Article / compte par nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture					32 Sports	33 Jeunesse (act° socio-éduc...) et loisirs	34 Plan de relance (crise sanitaire)	TOTAL DU CHAPITRE
			311 Activités artistiques, action culturelle	312 Patrimoine (musées, monuments...)	313 Bibliothèques et médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives				
6568	Autres participations	0,00	150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	699,27	0,00	150 699,27
65734	Subv. fonct. Communes et intercos	0,00	204 519,00	0,00	0,00	0,00	0,00	62 470,00	0,00	0,00	266 989,00
65736	Subv. fonct. SPIC	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	223 500,00	0,00	0,00	223 500,00
65737	Subv. Fonct. Autres EPL	0,00	100 545,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 803,00	0,00	0,00	121 348,00
6574	Subv. fonct. asso. personnes privées	0,00	1 004 216,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 243 384,00	340 000,00	0,00	2 587 600,00
65818	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	7 000,00	2 676,10	0,00	0,00	0,00	9 676,10
65888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,55
67	Charges exceptionnelles	0,00	37 300,00	0,00	2 585,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	39 885,00
6713	Dots et prix	0,00	0,00	0,00	2 585,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 585,00
6745	Subv. aux personnes de droit privé	0,00	35 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 000,00
678	Autres charges exceptionnelles	0,00	2 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 300,00
RECETTES – REALISATIONS		0,00	26 770,31	0,00	26 824,70	129 427,56	6 697,87	113 500,00	106 304,62	0,00	409 525,06
013	Atténuations de charges	0,00	637,81	0,00	0,00	41 539,06	0,00	0,00	0,00	0,00	42 176,87
6032	Variat. stocks autres approvisionnements	0,00	0,00	0,00	0,00	41 539,06	0,00	0,00	0,00	0,00	41 539,06
6096	RRR obtenus sur approv. non stocké	0,00	637,81	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	637,81
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	26 132,50	0,00	0,00	82 385,50	0,00	113 500,00	0,00	0,00	222 018,00
70323	Red.occupation dom. public départemental	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	113 500,00	0,00	0,00	113 500,00
7062	Redevances services à caractère culturel	0,00	10 180,40	0,00	0,00	65 689,50	0,00	0,00	0,00	0,00	75 869,90
70632	Redevances services à caractère loisir	0,00	14 880,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 880,40
707	Ventes de marchandises	0,00	1 071,70	0,00	0,00	16 696,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 767,70
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations, subventions et participations	0,00	0,00	0,00	22 354,85	0,00	4 000,00	0,00	0,00	0,00	26 354,85
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00
7472	Participation régions	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
7474	Participation Communes et interco	0,00	0,00	0,00	12 354,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 354,85
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	4 469,85	5 500,00	2 697,87	0,00	106 304,62	0,00	118 972,34
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	5 500,00	0,00	0,00	106 304,62	0,00	111 804,62
7588	Autres produits divers gestion courante	0,00	0,00	0,00	4 469,85	0,00	2 697,87	0,00	0,00	0,00	7 167,72
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	3,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3,00

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Article / compte par nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture					32 Sports	33 Jeunesse (act° socio-éduc...) et loisirs	34 Plan de relance (crise sanitaire)	TOTAL DU CHAPITRE
			311 Activités artistiques, action culturelle	312 Patrimoine (musées, monuments...)	313 Bibliothèques et médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives				
7788	Produits exceptionnels divers	0,00	0,00	0,00	0,00	3,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3,00

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2/4

FONCTION 4 – PRÉVENTION MÉDICO-SOCIALE

Article / compte par nature (1)	Libellé	40 Services communs	41 PMI et planification familiale	42 Prévention et éducation pour la santé	43 Plan de relance (crise sanitaire)	48 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES – REALISATIONS		1 489 063,18	401 640,47	0,00	0,00	473 054,16	2 363 757,81
011	Charges à caractère général	31 639,34	299 019,67	0,00	0,00	3 994,16	334 653,17
60632	Fournitures de petit équipement	375,44	0,00	0,00	0,00	0,00	375,44
60661	Médicaments	0,00	1 109,42	0,00	0,00	0,00	1 109,42
60662	Vaccins et sérums	0,00	0,00	0,00	0,00	3 332,29	3 332,29
60668	Autres produits pharmaceutiques	0,00	1 237,60	0,00	0,00	0,00	1 237,60
6068	Autres matières et fournitures	0,00	86,44	0,00	0,00	0,00	86,44
611	Contrats de prestations de services	0,00	250 000,00	0,00	0,00	0,00	250 000,00
6184	Versements à des organismes de formation	11 407,00	25 369,00	0,00	0,00	0,00	36 776,00
6188	Autres frais divers	0,00	18 646,51	0,00	0,00	0,00	18 646,51
62261	Honoraires médicaux et paramédicaux	0,00	750,00	0,00	0,00	0,00	750,00
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	661,87	661,87
6236	Catalogues et imprimés	0,00	1 820,70	0,00	0,00	0,00	1 820,70
6247	Transports collectifs	640,00	0,00	0,00	0,00	0,00	640,00
6251	Voyages, déplacements et missions	19 216,90	0,00	0,00	0,00	0,00	19 216,90
012	Charges de personnel et frais assimilés	1 457 423,84	0,00	0,00	0,00	0,00	1 457 423,84
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	7 765,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 765,00
64111	Rémunération principale titulaires	725 179,96	0,00	0,00	0,00	0,00	725 179,96
64112	SFT, indemnité résidence	7 181,66	0,00	0,00	0,00	0,00	7 181,66
64113	NBI	2 170,39	0,00	0,00	0,00	0,00	2 170,39
64118	Autres indemnités titulaires	112 310,94	0,00	0,00	0,00	0,00	112 310,94
64131	Rémunérations non tit.	201 884,54	0,00	0,00	0,00	0,00	201 884,54
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	159 546,00	0,00	0,00	0,00	0,00	159 546,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	240 155,35	0,00	0,00	0,00	0,00	240 155,35
6488	Autres charges	1 230,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 230,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	101 226,00	0,00	0,00	469 060,00	570 286,00
6513	Bourses	0,00	0,00	0,00	0,00	22 600,00	22 600,00
6558	Autres contributions obligatoires	0,00	101 226,00	0,00	0,00	0,00	101 226,00
65738	Subv. fonct. Autres organismes publics	0,00	0,00	0,00	0,00	446 460,00	446 460,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	1 394,80	0,00	0,00	0,00	1 394,80
678	Autres charges exceptionnelles	0,00	1 394,80	0,00	0,00	0,00	1 394,80
RECETTES – REALISATIONS		0,00	71 448,46	0,00	0,00	0,00	71 448,46
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Article / compte par nature (1)	Libellé	40 Services communs	41 PMI et planification familiale	42 Prévention et éducation pour la santé	43 Plan de relance (crise sanitaire)	48 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations, subventions et participations	0,00	67 699,34	0,00	0,00	0,00	67 699,34
7476	Sécurité sociale, organism. Mutualistes	0,00	67 699,34	0,00	0,00	0,00	67 699,34
75	Autres produits de gestion courante	0,00	3 749,12	0,00	0,00	0,00	3 749,12
7512	Recouvrements sur Sécurité Sociale	0,00	3 749,12	0,00	0,00	0,00	3 749,12
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2/5

FONCTION 5 – ACTION SOCIALE (hors RMI, APA et RSA)

Article / compte par nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Famille et enfance	52 Personnes handicapées	53 Personnes âgées			57 Plan de relance (crise sanitaire)	58 Autres interventions sociales	TOTAL DU CHAPITRE
					531 Forfait autonomie	532 Autres actions de prévention	538 Autres			
DEPENSES – REALISATIONS		13 208 926,23	20 453 590,16	47 229 052,03	185 179,20	1 332 481,88	14 835 103,97	0,00	1 514 722,76	98 759 056,23
011	Charges à caractère général	159 796,03	759 688,17	2 218 056,66	0,00	626 306,00	110 349,06	0,00	312 604,94	4 186 800,86
60611	Eau et assainissement	2 080,87	2 586,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 667,17
60612	Energie - Electricité	15 155,68	74 081,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	89 237,46
60623	Alimentation	0,00	60,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60,67
60632	Fournitures de petit équipement	343,08	958,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 301,46
60636	Vêtements de travail	0,00	882,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	882,53
60661	Médicaments	0,00	3 985,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 985,24
60668	Autres produits pharmaceutiques	22 722,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 722,45
6067	Fournitures scolaires	0,00	172,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	172,05
6068	Autres matières et fournitures	0,00	909,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	909,70
611	Contrats de prestations de services	0,00	258 666,61	2 218 056,66	0,00	580 106,00	0,00	0,00	284 560,24	3 341 389,51
6132	Locations immobilières	0,00	40 268,51	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 268,51
6135	Locations mobilières	0,00	188,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	188,40
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	53 527,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	53 527,00
61521	Entretien terrains	0,00	1 020,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 020,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	2 199,23	9 936,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 135,96
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	238,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	238,70
61558	Entretien autres biens mobiliers	2 059,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 059,02
6183	Frais de formation (personnel extérieur)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	107 959,06	0,00	0,00	107 959,06
6184	Versements à des organismes de formation	22 222,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 222,40
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	46 200,00	0,00	0,00	0,00	46 200,00
62261	Honoraires médicaux et paramédicaux	0,00	15 003,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 003,47
62268	Autres honoraires, conseils	5 611,18	66 185,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27 964,00	99 760,97
6227	Frais d'actes et de contentieux	44,00	833,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	877,21
6228	Divers	1 349,92	11 941,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 290,92
6231	Annonces et insertions	0,00	1 620,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 620,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	1 749,60	0,00	0,00	0,00	390,00	0,00	0,00	2 139,60
6245	Transports de personnes extérieures	0,00	27 636,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80,70	27 717,42
6247	Transports collectifs	1 506,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 506,00
6251	Voyages, déplacements et missions	84 241,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	84 241,30
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00
62878	Remboursement de frais à des tiers	22,20	183 585,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	183 608,15
6288	Autres services extérieurs	0,00	3 888,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 888,53
012	Charges de personnel et frais assimilés	13 049 130,20	8 593 774,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 642 904,45

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Article / compte par nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Famille et enfance	52 Personnes handicapées	53 Personnes âgées			57 Plan de relance (crise sanitaire)	58 Autres interventions sociales	TOTAL DU CHAPITRE
					531 Forfait autonomie	532 Autres actions de prévention	538 Autres			
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	71 059,00	43 867,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	114 926,00
64111	Rémunération principale titulaires	6 524 012,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 524 012,78
64112	SFT, indemnité résidence	60 348,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60 348,02
64113	NBI	45 048,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	45 048,23
64118	Autres indemnités titulaires	1 288 458,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 288 458,85
64121	Rémunération principale	0,00	4 828 425,57	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 828 425,57
64123	Indemnités d'attente	0,00	35 657,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 657,49
64126	Indemnités de licenciement	0,00	50 967,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 967,44
64128	Autres indemnités	0,00	1 732 046,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 732 046,77
64131	Rémunérations non tit.	1 373 296,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 373 296,15
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	1 481 045,00	1 562 248,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 043 293,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	2 184 750,67	224 372,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 409 122,67
6473	Allocations de chômage	0,00	110 035,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	110 035,18
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	4 131,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 131,80
6488	Autres charges	21 111,50	2 023,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 134,50
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	465 662,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	465 662,49
7498	Autres	0,00	0,00	465 662,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	465 662,49
65	Autres charges de gestion courante	0,00	11 063 974,10	44 534 484,43	185 179,20	706 175,88	14 704 214,53	0,00	1 202 117,82	72 396 145,96
65111	Famille et enfance	0,00	263 358,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	263 358,71
6511211	Presta. de compensation handicapé +20ans	0,00	0,00	4 683 856,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 683 856,08
6511212	Presta. de compensation handicapé -20ans	0,00	0,00	392 454,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	392 454,99
651122	Allocation compensatrice tierce personne	0,00	0,00	876 406,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	876 406,00
65113	Personnes âgées	0,00	0,00	0,00	185 179,20	307 145,61	319 518,56	0,00	0,00	811 843,37
6512	Secours d'urgence	0,00	76 114,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	65 786,70	141 901,47
6513	Bourses	0,00	2 540,00	15 540,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 080,20
6518	Autres (primes, dots)	0,00	54 061,88	661,00	0,00	0,00	267 414,04	0,00	1 125,00	323 261,92
65211	Frais de scolarité	0,00	34 514,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	34 514,05
65212	Frais périscolaires	0,00	8 485,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 485,88
6522	Accueil familial	0,00	350 197,16	313 955,98	0,00	0,00	50 497,09	0,00	0,00	714 650,23
6523	Frais d'hospitalisation	0,00	8 850,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 850,31
652411	Foyers enf, centres et hot. mat.	0,00	2 016 839,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 016 839,79
652412	Mais. enf. caract. social	0,00	4 768 257,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 768 257,40
652413	Lieux de vie et d'accueil	0,00	515 770,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	515 770,59
652414	Foyers de jeunes travailleurs	0,00	12 097,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 097,46
652416	Serv. aide éduc. milieu ouvert dom.	0,00	981 014,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	981 014,92
652418	Autres	0,00	1 855 647,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 855 647,38
65242	Frais séj. étab. adultes hand	0,00	0,00	38 213 336,57	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	38 213 336,57
65243	Frais séj. étab. pers. âgées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 423 368,79	0,00	0,00	12 423 368,79
6525	Frais d'inhumation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	467,20	0,00	0,00	467,20

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Article / compte par nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Famille et enfance	52 Personnes handicapées	53 Personnes âgées			57 Plan de relance (crise sanitaire)	58 Autres interventions sociales	TOTAL DU CHAPITRE
					531 Forfait autonomie	532 Autres actions de prévention	538 Autres			
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	3 947,08	19 857,90	0,00	50 090,18	0,00	0,00	0,00	73 895,16
6542	Créances éteintes	0,00	0,00	11 565,71	0,00	13 440,09	0,00	0,00	0,00	25 005,80
6556	Contributions à des fonds	0,00	32 480,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	491 000,00	523 480,00
6558	Autres contributions obligatoires	0,00	9 795,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 926,12	22 721,44
6568	Autres participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	65 000,00	65 000,00
65734	Subv. fonct. Communes et intercos	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	389 169,20	0,00	98 740,00	487 909,20
65737	Subv. Fonct. Autres EPL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 721,60	0,00	0,00	19 721,60
6574	Subv. fonct. asso. personnes privées	0,00	70 000,00	6 850,00	0,00	335 500,00	1 223 952,60	0,00	467 540,00	2 103 842,60
6577	Remises gracieuses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 105,45	0,00	0,00	10 105,45
65888	Autres	0,00	1,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,40
67	Charges exceptionnelles	0,00	36 153,64	10 848,45	0,00	0,00	20 540,38	0,00	0,00	67 542,47
6712	Amendes fiscales et pénales	0,00	9 869,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 869,34
6713	Dots et prix	0,00	19 845,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 845,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	553,19	10 848,45	0,00	0,00	16 579,78	0,00	0,00	27 981,42
678	Autres charges exceptionnelles	0,00	5 886,11	0,00	0,00	0,00	3 960,60	0,00	0,00	9 846,71
RECETTES – REALISATIONS		259 601,30	829 493,19	9 867 675,98	185 179,23	7 776 580,43	1 067 337,13	0,00	390 175,00	20 376 042,26
013	Atténuations de charges	0,00	419 016,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	419 016,64
6459	Rembours charges SS et prévoyance	0,00	418 336,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	418 336,00
6479	Rembours sur autres charges sociales	0,00	680,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	680,64
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	160 322,66	113 972,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	268,00	274 563,37
70323	Red.occupation dom. public départemental	0,00	60,69	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60,69
70872	Remb. frais Budgets annexes	111 377,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	111 377,24
70878	Remb. frais par des tiers	48 945,42	113 912,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	268,00	163 125,44
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations, subventions et participations	25 618,00	132 660,00	2 521 002,65	185 179,23	0,00	1 067 337,13	0,00	389 907,00	4 321 704,01
74718	Autres participations Etat	25 618,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	389 907,00	415 525,00
7472	Participation régions	0,00	123 435,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	123 435,00
747812	Dotation versée au titre de la PCH	0,00	0,00	2 055 340,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 055 340,16
747813	Dotation versée au titre des MDPH	0,00	0,00	465 662,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	465 662,49
7478141	Part autonomie	0,00	0,00	0,00	185 179,23	0,00	0,00	0,00	0,00	185 179,23
7478142	Part prévention	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	704 053,35	0,00	0,00	704 053,35
74788	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	363 283,78	0,00	0,00	363 283,78
74888	Autres	0,00	9 225,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 225,00
75	Autres produits de gestion courante	60 000,00	159 876,84	7 342 270,51	0,00	7 775 881,12	0,00	0,00	0,00	15 338 028,47
7512	Recouvrements sur Sécurité Sociale	0,00	99 442,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	99 442,35
7513	Recouvrements sur bénéficiaire, tiers-pa	0,00	11 430,59	822 742,94	0,00	2 279 766,76	0,00	0,00	0,00	3 113 940,29
7518	Recouvrements sur autres redevables	0,00	0,00	6 492 355,76	0,00	5 496 114,36	0,00	0,00	0,00	11 988 470,12
752	Revenus des immeubles	60 000,00	9 554,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	69 554,20
7588	Autres produits divers gestion courante	0,00	39 449,70	27 171,81	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	66 621,51

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Article / compte par nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Famille et enfance	52 Personnes handicapées	53 Personnes âgées			57 Plan de relance (crise sanitaire)	58 Autres interventions sociales	TOTAL DU CHAPITRE
					531 Forfait autonomie	532 Autres actions de prévention	538 Autres			
77	Produits exceptionnels	13 660,64	3 967,00	4 402,82	0,00	699,31	0,00	0,00	0,00	22 729,77
7718	Autres prod. except. opération gestion	13 660,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 660,64
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	4 402,82	0,00	699,31	0,00	0,00	0,00	5 102,13
7788	Produits exceptionnels divers	0,00	3 967,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 967,00

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2/5-4

FONCTION 5-4 – REVENU MINIMUM D'INSERTION

Article / compte par nature (1)	Libellé	541 Insertion sociale	542 Santé	543 Logement	544 Insertion professionnelle	545 Évaluation des dépenses engagées	546 Dépenses de structure	547 RMI - RMA		548 Autres dépenses au titre du RMI	TOTAL DU CHAPITRE
								5471 Revenu minimum d'insertion - Allocations	5472 Revenu minimum d'activité		
DEPENSES – REALISATIONS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 574,27	0,00	0,00	7 574,27
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 574,27	0,00	0,00	7 574,27
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 388,13	0,00	0,00	6 388,13
6542	Créances éteintes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 186,14	0,00	0,00	1 186,14
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES – REALISATIONS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations, subventions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2/5-5

FONCTION 5-5 – PERSONNES DÉPENDANTES (APA)

Article / compte par nature (1)	Libellé	550 Services communs	551 APA à domicile	552 APA versée au bénéficiaire en établisst	553 APA versée à l'établissement	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES – REALISATIONS		6 361,22	12 551 751,49	956 685,61	14 325 616,06	27 840 414,38
011	Charges à caractère général	0,00	4 791,27	0,00	0,00	4 791,27
6236	Catalogues et imprimés	0,00	4 791,27	0,00	0,00	4 791,27
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	12 546 960,22	956 685,61	14 325 616,06	27 829 261,89
651141	APA à domicile au serv. Aide Dom.	0,00	560 533,82	0,00	0,00	560 533,82
651142	APA versée au bénéficiaire	0,00	11 974 930,12	0,00	0,00	11 974 930,12
651143	APA versée bénéf. en étab.	0,00	0,00	956 559,45	0,00	956 559,45
651144	APA versée à l'étab.	0,00	0,00	0,00	14 325 608,25	14 325 608,25
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	11 235,22	126,16	7,81	11 369,19
6542	Créances éteintes	0,00	261,06	0,00	0,00	261,06
67	Charges exceptionnelles	6 361,22	0,00	0,00	0,00	6 361,22
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	6 361,22	0,00	0,00	0,00	6 361,22
RECETTES – REALISATIONS		13 924 862,41	452 521,79	26 040,52	31 110,85	14 434 535,57
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations, subventions et participations	13 924 862,41	0,00	0,00	0,00	13 924 862,41
747811	Dotation versée au titre de l'APA	13 924 862,41	0,00	0,00	0,00	13 924 862,41
75	Autres produits de gestion courante	0,00	452 398,88	25 813,91	31 110,85	509 323,64
7533	APA	0,00	452 398,88	25 813,91	31 110,85	509 323,64
77	Produits exceptionnels	0,00	122,91	226,61	0,00	349,52
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	122,91	226,61	0,00	349,52

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2/5-6

FONCTION 5-6 – REVENU DE SOLIDARITÉ ACTIVE

Article / compte par nature (1)	Libellé	561 Insertion sociale	562 Santé	563 Logement	564 Insertion professionnelle	565 Evaluation des dépenses engagées	566 Dépenses de structure	567 Allocations RSA	568 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES – REALISATIONS		103 463,80	16 000,00	200 000,00	666 624,21	0,00	727 431,74	19 736 865,41	30 346,87	21 480 732,03
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	8 266,21	0,00	10 979,17	0,00	0,00	19 245,38
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 376,22	0,00	0,00	1 376,22
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 804,29	0,00	0,00	2 804,29
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	8 266,21	0,00	0,00	0,00	0,00	8 266,21
6251	Voyages, déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 798,66	0,00	0,00	6 798,66
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	716 452,57	0,00	0,00	716 452,57
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 802,00	0,00	0,00	3 802,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	407 988,21	0,00	0,00	407 988,21
64112	SFT, indemnité résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 605,65	0,00	0,00	5 605,65
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	71 221,14	0,00	0,00	71 221,14
64131	Rémunérations non tit.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 811,19	0,00	0,00	18 811,19
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	72 725,00	0,00	0,00	72 725,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	135 009,38	0,00	0,00	135 009,38
6488	Autres charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 290,00	0,00	0,00	1 290,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	103 463,80	16 000,00	200 000,00	658 358,00	0,00	0,00	19 736 865,41	30 346,87	20 745 034,08
65171	RSA - Vers. allocations forfaitaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 423 720,88	0,00	16 423 720,88
65172	RSA - Vers. alloc. forfaitaires maj.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 279 256,40	0,00	3 279 256,40
6518	Autres (primes, dots)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 165,27	29 165,27
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27 488,66	1 181,60	28 670,26
6556	Contributions à des fonds	0,00	0,00	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00
65661	Contrat d'accompagnement dans l'emploi	0,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
6568	Autres participations	103 463,80	16 000,00	0,00	608 358,00	0,00	0,00	0,00	0,00	727 821,80
6577	Remises gracieuses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 399,47	0,00	6 399,47
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES – REALISATIONS		0,00	0,00	0,00	54 074,83	0,00	0,00	27 388 676,72	0,00	27 442 751,55
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Article / compte par nature (1)	Libellé	561 Insertion sociale	562 Santé	563 Logement	564 Insertion professionnelle	565 Evaluation des dépenses engagées	566 Dépenses de structure	567 Allocations RSA	568 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 720 224,00	0,00	10 720 224,00
7352	TICPE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 720 224,00	0,00	10 720 224,00
74	Dotations, subventions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	662 016,00	0,00	662 016,00
74783	Fonds mobilisation départ. Insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	662 016,00	0,00	662 016,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	206 519,62	0,00	206 519,62
75342	Allocations forfaitaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	180 295,34	0,00	180 295,34
75343	Allocations forfaitaires majorées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 224,28	0,00	26 224,28
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	54 074,83	0,00	0,00	15 799 917,10	0,00	15 853 991,93
7711	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 633,00	0,00	12 633,00
7718	Autres prod. except. opération gestion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 787 284,10	0,00	15 787 284,10
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	54 074,83	0,00	0,00	0,00	0,00	54 074,83

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2/6

FONCTION 6 – RÉSEAUX ET INFRASTRUCTURES

Article / compte par nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Eaux et assainissement	62 Routes et voirie			63 Infrastruct. ferroviaires et aéroports	64 Infra. fluviales, maritimes, portuaires	65 Plan de relance (crise sanitaire)	68 Autres réseaux	TOTAL DU CHAPITRE
				621 Réseau routier départemental	622 Viabilité hivernale et aléas climatiques	628 Autres réseaux de voirie					
DEPENSES – REALISATIONS		13 888 016,58	0,00	5 174 565,10	535 093,46	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00	19 598 175,14
011	Charges à caractère général	476 512,91	0,00	5 166 280,79	535 093,46	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00	6 178 387,16
60211	Combustibles et carburants	0,00	0,00	125 919,81	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	125 919,81
60212	Produits d'entretien	18 172,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 172,70
60213	Fournitures des ateliers départementaux	0,00	0,00	738 121,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	738 121,93
60216	Habillement et vêtements de travail	0,00	0,00	149 888,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	149 888,42
60218	Autres fournitures consommables	0,00	0,00	21 032,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 032,39
6023	Fournitures de voirie	0,00	0,00	260 567,34	1 586,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	262 154,04
6032	Variat. stocks autres approvisionnements	0,00	0,00	768 320,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	768 320,86
60611	Eau et assainissement	8 085,00	0,00	2 815,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 900,41
60612	Energie - Electricité	181 761,48	0,00	52 590,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	234 352,25
60618	Autres fournitures non stockables	0,00	0,00	145 750,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	145 750,67
60621	Combustibles	802,80	0,00	3 849,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 651,89
60622	Carburants	0,00	0,00	753 290,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	753 290,62
60623	Alimentation	3 098,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 098,02
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	570,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	570,18
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	216 384,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	216 384,35
60632	Fournitures de petit équipement	56 722,20	0,00	25 353,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	82 076,19
60633	Fournitures de voirie	0,00	0,00	910 367,26	376 843,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 287 210,62
6068	Autres matières et fournitures	9 713,64	0,00	2 436,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 150,16
607	Achats de marchandises	0,00	0,00	66 842,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	66 842,67
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	172,80	22 699,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 872,24
6132	Locations immobilières	1 101,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 101,37
6135	Locations mobilières	0,00	0,00	171 715,58	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	171 715,58
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	31 960,97	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 960,97
615231	Entretien, réparations voiries	0,00	0,00	495 937,78	97 541,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	593 479,34

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Article / compte par nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Eaux et assainissement	62 Routes et voirie			63 Infrastruct. ferroviaires et aéroports	64 Infra. fluviales, maritimes, portuaires	65 Plan de relance (crise sanitaire)	68 Autres réseaux	TOTAL DU CHAPITRE
				621 Réseau routier départemental	622 Viabilité hivernale et aléas climatiques	628 Autres réseaux de voirie					
61551	Entretien matériel roulant	0,00	0,00	86 678,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	86 678,89
61558	Entretien autres biens mobiliers	7 027,17	0,00	42 184,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	49 211,37
6156	Maintenance	0,00	0,00	486,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	486,14
6184	Versements à des organismes de formation	21 734,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 734,16
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	0,00	0,00	20 114,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 114,40
6228	Divers	211,00	0,00	114 177,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	114 388,04
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	16 308,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 308,00
6241	Transports de biens	0,00	0,00	8 920,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 920,66
6251	Voyages, déplacements et missions	125 659,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	125 659,60
6281	Concours divers (cotisations)	1 130,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00	1 630,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	7 162,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 162,80
6288	Autres services extérieurs	2 170,00	0,00	1 565,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 735,42
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0,00	0,00	340,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	340,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	13 401 903,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 401 903,67
6218	Autre personnel extérieur	85 971,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	85 971,76
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	65 404,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	65 404,00
64111	Rémunération principale titulaires	6 718 680,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 718 680,98
64112	SFT, indemnité résidence	54 846,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	54 846,55
64113	NBI	62 592,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	62 592,99
64118	Autres indemnités titulaires	2 316 196,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 316 196,46
64131	Rémunérations non tit.	548 828,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	548 828,74
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	1 256 813,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 256 813,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	2 276 182,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 276 182,86
6488	Autres charges	16 386,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 386,33
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	2 005,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 005,47
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	0,00	2 005,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 005,47
67	Charges exceptionnelles	9 600,00	0,00	6 278,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 878,84
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	9 600,00	0,00	5 821,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 421,44

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Article / compte par nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Eaux et assainissement	62 Routes et voirie			63 Infrastruct. ferroviaires et aéroports	64 Infra. fluviales, maritimes, portuaires	65 Plan de relance (crise sanitaire)	68 Autres réseaux	TOTAL DU CHAPITRE
				621 Réseau routier départemental	622 Viabilité hivernale et aléas climatiques	628 Autres réseaux de voirie					
678	Autres charges exceptionnelles	0,00	0,00	457,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	457,40
RECETTES – REALISATIONS		388 135,48	0,00	1 559 797,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 947 933,21
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	797 208,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	797 208,61
6032	Variat. stocks autres approvisionnements	0,00	0,00	797 208,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	797 208,61
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	2 205,01	0,00	631 135,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	633 340,20
70323	Red.occupation dom. public départemental	2 205,01	0,00	380 403,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	382 608,46
704	Travaux	0,00	0,00	5 421,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 421,66
705	Etudes	0,00	0,00	48 756,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	48 756,22
7068	Autres redevances et droits	0,00	0,00	1 749,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 749,56
707	Ventes de marchandises	0,00	0,00	107 274,87	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	107 274,87
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	0,00	0,00	26 827,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 827,86
70878	Remb. frais par des tiers	0,00	0,00	60 701,57	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60 701,57
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations, subventions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	21 335,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 335,76
7588	Autres produits divers gestion courante	0,00	0,00	21 335,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 335,76
77	Produits exceptionnels	385 930,47	0,00	110 118,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	496 048,64
7711	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	12 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 900,00
7718	Autres prod. except. opération gestion	3 068,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 068,47
775	Produits des cessions d'immobilisations	377 963,00	0,00	97 218,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	475 181,17
7788	Produits exceptionnels divers	4 899,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 899,00

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2/7

FONCTION 7 – AMÉNAGEMENT ET ENVIRONNEMENT

Article / compte par nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Aménagement et développement urbain	72 Logement	73 Environnement		74 Aménagement et développement rural	75 Plan de relance (crise sanitaire)	TOTAL DU CHAPITRE
					731 Actions en matière de trait. des déchets	738 Autres actions en faveur milieu naturel			
DEPENSES – REALISATIONS		1 797,36	200 023,21	0,00	180,00	297 887,33	3 416 885,30	0,00	3 916 773,20
011	Charges à caractère général	1 797,36	0,00	0,00	180,00	63 984,02	370 456,80	0,00	436 418,18
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 930,11	0,00	22 930,11
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	3 833,21	0,00	0,00	3 833,21
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	846,00	19 133,83	0,00	19 979,83
6135	Locations mobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 267,58	0,00	16 267,58
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 693,38	0,00	7 693,38
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	12 500,00	0,00	32 500,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	0,00	180,00	0,00	4 593,70	0,00	4 773,70
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	38 800,81	1 754,80	0,00	40 555,61
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	94 919,61	0,00	94 919,61
6231	Annonces et insertions	900,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 218,39	0,00	7 118,39
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200,00	0,00	200,00
6233	Foires et expositions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70 142,27	0,00	70 142,27
6234	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 010,99	0,00	3 010,99
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 822,30	0,00	13 822,30
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	504,00	53 757,12	0,00	54 261,12
6245	Transports de personnes extérieures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	336,00	0,00	336,00
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	541,00	0,00	541,00
6248	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 242,21	0,00	1 242,21
6251	Voyages, déplacements et missions	897,36	0,00	0,00	0,00	0,00	10 500,31	0,00	11 397,67
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 608,00	0,00	30 608,00
62878	Remboursement de frais à des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	285,20	0,00	285,20
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 142 791,21	0,00	2 142 791,21
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 022,00	0,00	11 022,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	979 961,28	0,00	979 961,28
64112	SFT, indemnité résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 452,40	0,00	15 452,40
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 093,30	0,00	8 093,30
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	320 505,30	0,00	320 505,30
64131	Rémunérations non tit.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	244 323,17	0,00	244 323,17
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	236 979,00	0,00	236 979,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	324 077,26	0,00	324 077,26
6488	Autres charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 377,50	0,00	2 377,50
014	Atténuations de produits	0,00	200 023,21	0,00	0,00	7 554,65	0,00	0,00	207 577,86
7398	Autres reversements	0,00	200 023,21	0,00	0,00	7 554,65	0,00	0,00	207 577,86
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	226 348,66	898 692,12	0,00	1 125 040,78
6558	Autres contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	88,76	0,00	0,00	88,76
6561	Org. de regroup. (synd. Mixte, entente)	0,00	0,00	0,00	0,00	106 400,00	210 303,73	0,00	316 703,73
65734	Subv. fonct. Communes et intercos	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	39 500,00	0,00	39 500,00

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Article / compte par nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Aménagement et développement urbain	72 Logement	73 Environnement		74 Aménagement et développement rural	75 Plan de relance (crise sanitaire)	TOTAL DU CHAPITRE
					731 Actions en matière de trait. des déchets	738 Autres actions en faveur milieu naturel			
65737	Subv. Fonct. Autres EPL	0,00	0,00	0,00	0,00	47 009,90	0,00	0,00	47 009,90
65738	Subv. fonct. Autres organismes publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	151 000,00	0,00	151 000,00
6574	Subv. fonct. asso. personnes privées	0,00	0,00	0,00	0,00	72 850,00	497 888,39	0,00	570 738,39
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 945,17	0,00	4 945,17
6713	Dots et prix	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 945,17	0,00	4 945,17
RECETTES – REALISATIONS		5 015,00	0,00	0,00	0,00	1 121 950,34	190 498,88	0,00	1 317 464,22
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	57 204,43	0,00	57 204,43
70323	Red.occupation dom. public départemental	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 706,43	0,00	5 706,43
70878	Remb. frais par des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	51 498,00	0,00	51 498,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	853 672,73	0,00	0,00	853 672,73
7327	Taxe d'aménagement	0,00	0,00	0,00	0,00	853 672,73	0,00	0,00	853 672,73
74	Dotations, subventions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	268 277,61	90 000,00	0,00	358 277,61
7472	Participation régions	0,00	0,00	0,00	0,00	13 271,66	0,00	0,00	13 271,66
7474	Participation Communes et interco	0,00	0,00	0,00	0,00	60 531,45	0,00	0,00	60 531,45
7475	Group. coll et coll. statut particulier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	90 000,00	0,00	90 000,00
74788	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	194 474,50	0,00	0,00	194 474,50
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	37 294,45	0,00	37 294,45
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 294,47	0,00	2 294,47
7588	Autres produits divers gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	34 999,98	0,00	34 999,98
77	Produits exceptionnels	5 015,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00	0,00	11 015,00
7788	Produits exceptionnels divers	5 015,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00	0,00	11 015,00

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2/8

FONCTION 8 – TRANSPORTS

Article / compte par nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs					83 Plan de relance (crise sanitaire)	88 Autres	TOTAL DU CHAPITRE
				821 Routier	822 Ferroviaire	823 Maritime	824 Fluvial	825 Aérien			
DEPENSES – REALISATIONS		0,00	6 091 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 091 800,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	6 091 349,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 091 349,00
73913	Attributions de compensation CVAE	0,00	6 091 349,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 091 349,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	451,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	451,00
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	451,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	451,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES – REALISATIONS		0,00	12,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12,60
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations, subventions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	12,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12,60
7714	Recouvrt créances admises en non valeur	0,00	12,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12,60

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2/9

FONCTION 9 – DÉVELOPPEMENT

Article / compte par nature (1)	Libellé	90 Services communs	91 Structures animation, développement éco.	92 Agriculture et pêche		93 Industrie, commerce et artisanat	94 Développement touristique	95 Maint. et dev. serv. publics non départ.	96 Plan de relance (crise sanitaire)	TOTAL DU CHAPITRE
				921 Laboratoire départemental	928 Autres					
DEPENSES – REALISATIONS		1 506 819,73	21 000,00	238 289,67	0,00	961 606,54	1 157 621,56	0,00	0,00	3 885 337,50
011	Charges à caractère général	1 638,21	0,00	0,00	0,00	0,00	8 602,10	0,00	0,00	10 240,31
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	562,99	0,00	0,00	562,99
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 324,06	0,00	0,00	4 324,06
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	123,13	0,00	0,00	123,13
6135	Locations mobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 909,08	0,00	0,00	1 909,08
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 032,84	0,00	0,00	1 032,84
6184	Versements à des organismes de formation	929,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	929,31
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	650,00	0,00	0,00	650,00
6247	Transports collectifs	113,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	113,00
6251	Voyages, déplacements et missions	595,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	595,90
012	Charges de personnel et frais assimilés	1 505 181,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 505 181,52
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	7 780,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 780,00
64111	Rémunération principale titulaires	843 635,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	843 635,15
64112	SFT, indemnité résidence	16 383,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 383,22
64113	NBI	15 787,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 787,59
64118	Autres indemnités titulaires	203 791,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	203 791,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	145 141,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	145 141,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	270 428,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	270 428,56
6488	Autres charges	2 235,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 235,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	21 000,00	238 289,67	0,00	961 606,54	1 149 019,46	0,00	0,00	2 369 915,67
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	0,00	21 289,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 289,67
6561	Org. de regroup. (synd. Mixte, entente)	0,00	0,00	0,00	0,00	894 590,76	44 000,00	0,00	0,00	938 590,76
6568	Autres participations	0,00	0,00	217 000,00	0,00	67 015,78	0,00	0,00	0,00	284 015,78
6574	Subv. fonct. asso. personnes privées	0,00	21 000,00	0,00	0,00	0,00	1 105 019,46	0,00	0,00	1 126 019,46
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES – REALISATIONS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 976,21	0,00	0,00	17 976,21
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 421,21	0,00	0,00	6 421,21
70323	Red.occupation dom. public départemental	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 421,21	0,00	0,00	6 421,21
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations, subventions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Article / compte par nature (1)	Libellé	90 Services communs	91 Structures animation, développement éco.	92 Agriculture et pêche		93 Industrie, commerce et artisanat	94 Développement touristique	95 Maint. et dev. serv. publics non départ.	96 Plan de relance (crise sanitaire)	TOTAL DU CHAPITRE
				921 Laboratoire départemental	928 Autres					
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 555,00	0,00	0,00	11 555,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 555,00	0,00	0,00	11 555,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	B1.1

B1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N	Montant des remboursements N		Encours restant dû au 31/12/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
CREDIT AGRICOLE/CIB - N°060101	30/03/2006	3 978 700,00	3 978 700,00	0,00	591 400,00	3 387 300,00
CREDIT AGRICOLE/CIB - N°091079	04/03/2009	4 204 302,00	4 204 302,00	6 411,69	387 990,00	3 816 312,00
CREDIT AGRICOLE/CIB - N°090437	30/09/2009	2 619 126,00	2 619 126,00	93 767,51	616 224,00	2 002 902,00
CREDIT AGRICOLE/CIB - N°100099	08/03/2010	2 038 941,35	2 038 941,35	67 691,78	452 060,90	1 586 880,45
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		12 841 069,35	12 841 069,35	167 870,98	2 047 674,90	10 793 394,45

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 3211-2 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					0,00									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					521 199 871,12									
1641 Emprunts en euros (total)					489 699 871,12									
10160181	ARKEA	13/07/2017	15/12/2017	30/03/2018	2 000 000,00	F	Taux fixe à 1.62 %	1,620	1,630	EUR	T	C	O	A-1
1119063	CAISSE D'EPARGNE	22/03/2011	15/09/2011	15/12/2011	10 000 000,00	F	Taux fixe à 3.94 %	3,940	3,999	EUR	T	C	O	A-1
1119986	CREDIT AGRICOLE	01/07/2015	22/12/2015	01/04/2016	3 835 000,00	F	Taux fixe à 1.6 %	1,600	1,610	EUR	T	C	O	A-1
1129777	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	23/12/2008	23/12/2008	01/02/2010	3 000 000,00	F	Taux fixe à 4.47 %	4,470	4,470	EUR	A	P	O	A-1
1220017	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	20/04/2012	20/04/2012	01/05/2013	8 000 000,00	F	Taux fixe à 4.51 %	4,510	4,510	EUR	A	P	O	A-1
1220024	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	20/04/2012	10/04/2012	01/11/2012	4 500 000,00	V	LEP + 1.35	4,100	4,100	EUR	T	C	O	A-1
12232102	ARKEA	27/06/2018	27/06/2018	28/03/2019	2 000 000,00	F	Taux fixe à 1.65 %	1,650	1,660	EUR	T	C	O	A-1
1361768	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	01/01/2021	01/01/2021	01/04/2021	2 025 000,00	V	Livret A + 1	1,500	1,500	EUR	T	C	O	A-1
1361787	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	01/01/2021	01/01/2021	01/12/2021	3 080 000,02	V	Livret A + 0.9	1,400	1,400	EUR	A	C	O	A-1
1361788	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	01/01/2021	01/01/2021	01/12/2021	800 000,02	V	Livret A + 0.9	1,400	1,400	EUR	A	C	O	A-1
1361789	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	01/01/2021	01/01/2021	01/12/2021	2 520 000,00	V	Livret A + 0.9	1,400	1,400	EUR	A	C	O	A-1
1365567	CREDIT AGRICOLE	29/07/2016	22/12/2016	01/05/2017	3 000 000,00	F	Taux fixe à 1.66 %	1,660	1,670	EUR	T	C	O	A-1
1419098	CAISSE D'EPARGNE	15/07/2014	19/12/2014	19/03/2015	4 000 000,00	F	Taux fixe à 2.65 %	2,650	2,676	EUR	T	C	O	A-1
1446892	CAISSE D'EPARGNE	09/12/2011	30/12/2011	30/03/2012	5 200 000,00	F	Taux fixe à 3.93 %	3,930	4,047	EUR	T	C	O	A-1
1619152	CAISSE D'EPARGNE	29/07/2016	23/12/2016	25/03/2017	8 000 000,00	F	Taux fixe à 0.95 %	0,950	0,953	EUR	T	C	O	A-1
16583002004	SOCIETE GENERALE	31/03/2007	31/03/2007	03/04/2008	10 000 000,00	V	(TAG 12M(Postfixé)-Floor -0.0325 sur TAG 12M(Postfixé)) + 0.0325	3,268	3,268	EUR	A	P	O	A-1
1719126	CAISSE D'EPARGNE	20/07/2017	15/12/2017	25/03/2018	8 000 000,00	F	Taux fixe à 1.1 %	1,100	1,105	EUR	T	C	O	A-1
17260005001	SOCIETE GENERALE	30/04/2008	30/04/2008	30/04/2009	7 000 000,00	F	Taux fixe à 4.65 %	4,650	4,718	EUR	A	P	O	A-1
1819091	CAISSE D'EPARGNE	27/06/2018	27/06/2018	25/03/2019	12 000 000,00	F	Taux fixe à 0.99 %	0,990	0,994	EUR	T	C	O	A-1
200611232	CAISSE D'EPARGNE	18/12/2006	18/12/2006	25/03/2007	17 200 000,00	F	Taux fixe à 3.89 %	3,890	3,947	EUR	T	P	O	A-1

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
201953	CREDIT FONCIER DE FRANCE	10/07/2020	21/12/2020	25/03/2021	6 000 000,00	F	Taux fixe à 0.77 %	0,770	0,784	EUR	T	C	O	A-1
2374104	SOCIETE GENERALE	19/07/2019	16/12/2019	16/03/2020	4 000 000,00	F	Taux fixe à 1.04 %	1,040	1,059	EUR	T	C	O	A-1
256123	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	15/10/2007	15/10/2007	15/01/2008	25 600 000,00	V	(TAM(Postfixé)-Floor -0.005 sur TAM(Postfixé)) + 0.005	3,993	4,054	EUR	T	P	O	A-1
264007	Rivage Investment	18/03/2009	18/12/2008	01/06/2009	7 000 000,00	V	Euribor 3M + 0.7	3,904	4,020	EUR	T	P	O	A-1
2668786	CREDIT AGRICOLE	12/07/2019	19/12/2019	01/05/2020	1 500 000,00	F	Taux fixe à 0.549 %	0,549	0,550	EUR	T	C	O	A-1
271152	SFIL CAFFIL	15/07/2010	15/07/2010	01/07/2011	21 959 474,49	V	(Euribor 12M(Postfixé) + 0.6) + Tunnel 2/5.5 sur Euribor 12M(Postfixé)	2,746	2,786	EUR	A	P	O	A-1
273495	SFIL CAFFIL	09/12/2010	26/01/2011	01/05/2011	487 500,00	F	Taux fixe à 1.97 %	1,970	1,985	EUR	T	P	O	A-1
273496	SFIL CAFFIL	09/12/2010	26/01/2011	01/05/2011	262 500,00	F	Taux fixe à 1.97 %	1,970	1,985	EUR	T	P	O	A-1
279517	BANQUE POSTALE	07/06/2013	07/06/2013	01/10/2013	7 000 000,00	F	Taux fixe à 3.81 %	3,810	3,865	EUR	T	C	O	A-1
282543	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	20/07/2008	20/07/2008	20/10/2008	20 000 000,00	F	Taux fixe à 4.41 %	4,410	4,550	EUR	T	P	O	A-1
297590	CAISSE D'EPARGNE	05/01/2021	05/01/2021	25/09/2021	3 500 000,00	F	Taux fixe à 0.19 %	0,190	0,190	EUR	T	C	O	A-1
298473	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	13/02/2009	13/02/2009	30/04/2010	4 000 000,00	F	Taux fixe à 4.19 %	4,190	4,319	EUR	A	P	O	A-1
299433	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	01/05/2009	01/05/2009	01/02/2010	7 500 000,00	C	Taux fixe 4% à barrière 5.5% sur Euribor 3M (Marge de 0.7%)	4,000	4,120	EUR	T	P	O	B-1
309783	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	09/11/2009	15/11/2009	15/02/2010	7 000 000,00	C	Taux fixe 3.69% à barrière 6.5% sur CMS EUR 10A	3,690	3,797	EUR	T	P	O	B-1
3127154	CREDIT AGRICOLE	07/07/2020	14/12/2020	01/04/2021	6 000 000,00	F	Taux fixe à 0.77 %	0,770	0,772	EUR	T	C	O	A-1
346593	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	17/03/2011	15/09/2011	15/12/2011	10 000 000,00	C	Taux fixe 3.78% à barrière 5.5% sur Euribor 3M(Postfixé) (Marge de 0.8%)	3,780	3,891	EUR	T	C	O	B-1
352363	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	14/10/2011	30/12/2011	30/03/2012	3 500 000,00	C	Taux fixe 3.7% à barrière 5.5% sur Euribor 3M(Postfixé) (Marge de 1.45%)	3,700	3,807	EUR	T	C	O	B-1
414203	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	01/07/2015	29/12/2015	31/03/2016	3 835 000,00	F	Taux fixe à 2.1475 %	2,148	2,197	EUR	T	C	O	A-1

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
4309104	CAISSE D'EPARGNE	10/06/2013	10/06/2013	20/03/2014	19 000 000,00	F	Taux fixe à 3.46 %	3,460	3,505	EUR	T	C	O	A-1
431863	CAISSE D'EPARGNE	29/10/2009	29/10/2009	15/06/2010	5 000 000,00	V	Livret A + 0.6	1,850	1,890	EUR	T	P	O	A-1
4492433	CAISSE D'EPARGNE	16/07/2015	24/12/2015	25/03/2016	10 000 000,00	F	Taux fixe à 1.7 %	1,700	1,711	EUR	T	C	O	A-1
5047105	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	15/11/2014	15/12/2014	01/12/2015	3 850 000,00	V	Livret A + 1	2,000	2,000	EUR	A	C	O	A-1
5049510	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	25/11/2014	15/12/2014	01/12/2015	1 000 000,00	V	Livret A + 1	2,000	2,000	EUR	A	C	O	A-1
5049539	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	15/11/2014	15/12/2014	01/12/2015	3 150 000,00	V	Livret A + 1	2,000	2,000	EUR	A	C	O	A-1
5062049	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	09/11/2017	20/12/2017	01/01/2020	200 000,00	V	(Livret A + 0.75)-Floor -0.75 sur Livret A	1,500	1,500	EUR	A	C	O	A-1
507747	BANQUE POSTALE	01/06/2015	29/01/2016	01/05/2016	10 000 000,00	F	Taux fixe à 1.59 %	1,590	1,600	EUR	T	P	O	A-1
5147482	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	26/07/2016	06/12/2016	01/11/2017	758 000,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
5147689	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	25/07/2016	06/12/2016	01/11/2017	2 971 000,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
516145	BANQUE POSTALE	20/07/2016	10/02/2017	01/06/2017	10 000 000,00	F	Taux fixe à 1.54 %	1,540	1,549	EUR	T	C	O	A-1
519839	BANQUE POSTALE	13/07/2017	01/12/2017	01/03/2018	8 650 000,00	F	Taux fixe à 1.55 %	1,550	1,559	EUR	T	C	O	A-1
522245	BANQUE POSTALE	28/04/2014	30/01/2015	01/02/2016	12 000 000,00	V	Euribor 12M + 1.37	1,643	1,667	EUR	A	C	O	A-1
526957	BANQUE POSTALE	24/05/2018	28/12/2018	01/04/2019	10 000 000,00	F	Taux fixe à 1.6 %	1,600	1,610	EUR	T	C	O	A-1
5311587	CAISSE D'EPARGNE	06/12/2012	01/01/2018	25/06/2018	120 370,26	F	Taux fixe à 4.42 %	4,420	4,420	EUR	A	C	O	A-1
531775	BANQUE POSTALE	12/07/2019	31/12/2019	01/04/2020	9 000 000,00	F	Taux fixe à 0.96 %	0,960	0,964	EUR	T	C	O	A-1
531806	BANQUE POSTALE	12/07/2019	31/12/2019	01/04/2020	5 962 441,01	F	Taux fixe à 0.5 %	0,500	0,501	EUR	T	C	O	A-1
533461	BANQUE POSTALE	06/12/2019	01/01/2020	01/01/2021	6 000 000,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
533533	BANQUE POSTALE	07/07/2020	18/12/2020	01/04/2021	10 000 000,00	F	Taux fixe à 0.73 %	0,730	0,732	EUR	T	C	O	A-1
533537	BANQUE POSTALE	07/07/2020	18/12/2020	01/04/2021	3 000 000,00	F	Taux fixe à 0.73 %	0,730	0,732	EUR	T	C	O	A-1
5825427	BANQUE POPULAIRE	26/07/2018	20/12/2018	20/03/2019	1 000 000,00	F	Taux fixe à 1.62 %	1,620	1,630	EUR	T	C	O	A-1
587101001	SOCIETE GENERALE	17/03/2010	22/03/2010	22/06/2010	4 000 000,00	F	Taux fixe à 3.74 %	3,740	3,849	EUR	T	P	O	A-1
621471	CREDIT AGRICOLE	02/12/2020	20/12/2020	20/03/2021	3 999 140,84	F	Taux fixe à 2.13 %	2,130	2,147	EUR	T	P	O	A-1
631102001	SOCIETE GENERALE	22/03/2011	11/04/2011	11/05/2011	10 000 000,00	F	Taux fixe à 4.47 %	4,470	4,631	EUR	M	C	O	A-1
682103001	SOCIETE GENERALE	15/11/2011	15/11/2011	15/02/2012	1 000 000,00	F	Taux fixe à 4.08 %	4,080	4,204	EUR	T	C	O	A-1
6936172	CAISSE D'EPARGNE	10/04/2006	10/04/2006	25/02/2007	25 000 000,00	F	Taux fixe à 3.8 %	3,800	3,854	EUR	T	P	O	A-1
7062447	BANQUE POPULAIRE	29/07/2016	28/12/2016	28/03/2017	271 000,00	F	Taux fixe à 1.8 %	1,800	1,812	EUR	T	C	O	A-1
7063036	BANQUE POPULAIRE	04/01/2017	12/02/2017	12/05/2017	3 827 162,27	F	Taux fixe à 2.98 %	2,980	3,014	EUR	T	P	O	A-1
7063038	BANQUE POPULAIRE	04/01/2017	05/01/2017	05/04/2017	2 036 282,21	F	Taux fixe à 2.93 %	2,930	2,962	EUR	T	P	O	A-1
7063731	BANQUE POPULAIRE	03/08/2017	21/12/2017	21/03/2018	500 000,00	F	Taux fixe à 1.64 %	1,640	1,650	EUR	T	C	O	A-1
719121	CAISSE D'EPARGNE	24/04/2007	24/04/2007	01/02/2008	25 000 000,00	V	((1/2)*(Moyenne de Euribor 3M + Inflation INSEE hors tabac)) + 0.25 + 0.67	3,420	3,500	EUR	S	P	O	A-1

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
8155894	CAISSE D'EPARGNE	25/04/2012	05/12/2012	20/03/2013	5 000 000,00	F	Taux fixe à 4.81 %	4,810	4,898	EUR	T	C	O	A-1
819089	CAISSE D'EPARGNE	18/03/2008	18/03/2008	01/01/2010	10 000 000,00	F	Taux fixe à 4.15 %	4,150	4,215	EUR	T	C	O	A-1
919225	CAISSE D'EPARGNE	28/10/2009	28/10/2009	15/06/2010	5 000 000,00	V	EONIA(Postfixé) + 0.8	1,133	0,000	EUR	T	P	O	A-1
919329	CAISSE D'EPARGNE	29/12/2009	29/12/2009	30/07/2010	5 600 000,00	F	Taux fixe à 3.05 %	3,050	3,085	EUR	T	P	O	A-1
921908	CREDIT COOPERATIF	24/07/2019	13/12/2019	05/03/2020	1 500 000,00	F	Taux fixe à 0.55 %	0,550	0,551	EUR	T	C	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					31 500 000,00									
100099	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	20/03/2010	20/03/2010	15/06/2010	6 000 000,00	F	Taux fixe à 3.57 %	3,570	3,672	EUR	X	X	O	A-1
601010	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	15/06/2006	15/06/2006	15/06/2007	10 000 000,00	V	(TAM(Postfixé) + 0.035)-Floor -0.035 sur TAM(Postfixé)	3,474	3,525	EUR	X	X	O	A-1
90437	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	12/10/2009	12/10/2009	15/01/2010	8 000 000,00	V	EONIA(Postfixé) + 0.45	0,790	0,829	EUR	X	X	O	A-1
910790	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	15/03/2009	15/03/2009	15/03/2010	7 500 000,00	V	Euribor 12M + 0.6	2,531	2,568	EUR	X	X	O	A-1
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					0,00									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					0,00									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					0,00									
1681 Autres emprunts (total) (9)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					521 199 871,12									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	
163 Emprunts obligataires (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		0,00		285 841 396,96					29 718 359,58	6 138 729,66	0,00	973 372,84
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		275 048 002,51					27 670 684,68	5 970 858,68	0,00	973 372,84
10160181	N	0,00	A-1	1 600 000,00	16,00	F	Taux fixe à 1.62 %	1,616	100 000,00	26 932,50	0,00	0,00
1119063	N	0,00	A-1	5 900 000,00	14,71	F	Taux fixe à 3.94 % % Taux fixe à 0.75 %	3,022	400 000,00	194 460,00	0,00	1 843,75
1119986	N	0,00	A-1	2 732 437,50	14,00	F	Taux fixe à 1.6 %	1,596	191 750,00	45 636,50	0,00	10 808,31
1129777	N	0,00	A-1	1 519 108,34	7,08	F	Taux fixe à 4.47 %	4,457	155 188,24	74 841,06	0,00	62 056,84
1220017	N	0,00	A-1	3 843 554,90	5,33	F	Taux fixe à 4.51 %	4,500	547 391,01	198 031,66	0,00	115 081,37
1220024	N	0,00	A-1	0,00	0,00	V	LEP + 1.35	0,000	0,00	7 876,25	0,00	0,00
12232102	N	0,00	A-1	1 700 000,00	16,99	F	Taux fixe à 1.65 %	1,646	100 000,00	29 081,26	0,00	155,83
1361768	N	0,00	A-1	1 800 000,00	5,75	V	Livret A + 1	1,483	225 000,00	21 711,53	0,00	6 637,78
1361787	N	0,00	A-1	2 951 666,69	22,92	V	Livret A + 0.9	1,393	128 333,33	39 434,41	0,00	3 328,82
1361788	N	0,00	A-1	766 666,69	22,92	V	Livret A + 0.9	1,393	33 333,33	10 242,70	0,00	864,63
1361789	N	0,00	A-1	2 415 000,00	22,92	V	Livret A + 0.9	1,393	105 000,00	32 264,52	0,00	2 723,58
1365567	N	0,00	A-1	2 287 500,00	15,08	F	Taux fixe à 1.66 %	1,656	150 000,00	39 528,76	0,00	6 223,27
1419098	N	0,00	A-1	2 880 000,00	17,97	F	Taux fixe à 2.65 % % Taux fixe à 0.89 %	2,591	160 000,00	78 970,00	0,00	783,20
1446892	N	0,00	A-1	0,00	0,00	F	Taux fixe à 3.93 %	3,974	520 000,00	12 928,61	0,00	0,00
1619152	N	0,00	A-1	6 000 000,00	14,98	F	Taux fixe à 0.95 % % Taux fixe à 1.97 %	0,961	400 000,00	59 375,00	0,00	1 641,67
16583002004	N	0,00	A-1	4 708 504,95	5,26	F	Taux fixe à 2.48 %	2,508	594 297,87	123 346,53	0,00	9 082,18
1719126	N	0,00	A-1	6 400 000,00	15,98	F	Taux fixe à 1.1 %	1,097	400 000,00	73 150,00	0,00	977,78

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	
17260005001	N	0,00	A-1	3 194 846,78	6,33	F	Taux fixe à 4.55 %	4,601	378 967,75	153 180,05	0,00	403,79
1819091	N	0,00	A-1	10 200 000,00	16,98	F	Taux fixe à 0.99 %	0,987	600 000,00	104 692,50	0,00	1 402,50
200611232	N	0,00	A-1	5 616 241,46	4,98	F	Taux fixe à 3.89 %	3,881	998 591,36	242 867,52	0,00	3 034,33
201953	N	0,00	A-1	5 700 000,00	18,98	F	Taux fixe à 0.77 %	0,768	300 000,00	45 333,76	0,00	609,58
2374104	N	0,00	A-1	3 600 000,00	17,96	F	Taux fixe à 1.04 %	1,052	200 000,00	39 275,89	0,00	1 560,00
256123	N	0,00	A-1	10 405 182,18	5,79	F	Taux fixe à 3.9 %	3,943	1 426 192,60	446 905,20	0,00	86 796,56
264007	N	0,00	A-1	4 256 839,07	12,17	V	Euribor 3M + 0.7	0,159	266 962,57	7 203,51	0,00	461,16
2668786	N	0,00	A-1	1 237 500,00	8,08	F	Taux fixe à 0.549 %	0,548	150 000,00	7 308,57	0,00	1 113,44
271152	N	0,00	A-1	15 422 861,37	13,50	V	(Euribor 12M(Postfixé) + 0.6) + Tunnel 2/5.5 sur Euribor 12M(Postfixé)	2,629	749 462,48	426 320,43	0,00	203 838,81
273495	N	0,00	A-1	153 003,46	4,08	F	Taux fixe à 1.97 %	1,965	34 181,33	3 436,07	0,00	493,99
273496	N	0,00	A-1	82 386,50	4,08	F	Taux fixe à 1.97 %	1,965	18 405,34	1 850,18	0,00	265,99
279517	N	0,00	A-1	3 149 999,89	6,50	F	Taux fixe à 3.81 %	3,801	466 666,68	131 127,50	0,00	29 670,38
282543	N	0,00	A-1	3 065 277,21	1,55	F	Taux fixe à 4.41 %	4,459	1 648 805,77	183 359,27	0,00	27 035,74
297590	N	0,00	A-1	3 150 000,00	4,48	F	Taux fixe à 0.19 %	0,188	350 000,00	3 241,88	0,00	83,13
298473	N	0,00	A-1	0,00	0,00	F	Taux fixe à 4.19 %	4,237	439 921,26	9 318,76	0,00	0,00
299433	N	0,00	B-1	3 905 985,59	7,83	C	Taux fixe 4% à barrière 5.5% sur Euribor 3M (Marge de 0.7%)	4,044	387 899,29	167 841,55	0,00	26 039,90
309783	N	0,00	B-1	4 425 657,56	12,87	C	Taux fixe 3.69% à barrière 6.5% sur CMS EUR 10A	3,731	260 587,43	171 225,84	0,00	20 866,98
3127154	N	0,00	A-1	5 775 000,00	19,00	F	Taux fixe à 0.77 %	0,770	225 000,00	36 526,88	0,00	10 993,36

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	
346593	N	0,00	B-1	6 583 333,33	19,71	C	Taux fixe 3.78% à barrière 5.5% sur Euribor 3M(Postfixé) (Marge de 0.8%)	3,822	333 333,34	260 277,50	0,00	11 060,00
352363	N	0,00	B-1	1 166 666,60	5,00	C	Taux fixe 3.7% à barrière 5.5% sur Euribor 3M(Postfixé) (Marge de 1.45%)	3,741	233 333,34	49 227,98	0,00	119,91
414203	N	0,00	A-1	2 684 500,00	14,00	F	Taux fixe à 2.1475 %	2,171	191 750,00	61 049,71	0,00	0,00
4309104	N	0,00	A-1	8 866 666,56	6,97	F	Taux fixe à 3.46 %	3,452	1 266 666,68	334 178,33	0,00	8 521,85
431863	N	0,00	A-1	2 284 046,91	8,21	F	Livret A + 0.6 Taux fixe à 0.44 %	0,921	258 281,19	23 338,64	0,00	418,74
4492433	N	0,00	A-1	7 000 000,00	13,98	F	Taux fixe à 1.7 %	1,696	500 000,00	124 312,50	0,00	1 652,78
5047105	N	0,00	A-1	0,00	0,00	V	Livret A + 1	0,000	0,00	3 897,16	0,00	0,00
5049510	N	0,00	A-1	0,00	0,00	V	Livret A + 1	0,000	0,00	1 012,25	0,00	0,00
5049539	N	0,00	A-1	0,00	0,00	V	Livret A + 1	0,000	0,00	3 188,59	0,00	0,00
5062049	N	0,00	A-1	180 000,00	17,00	V	(Livret A + 0.75)-Floor -0.75 sur Livret A	1,247	10 000,00	2 850,00	0,00	2 243,75
507747	N	0,00	A-1	7 442 210,75	14,08	F	Taux fixe à 1.59 %	1,586	461 762,19	122 929,01	0,00	19 393,16
5147482	N	0,00	A-1	568 500,00	14,83	F	Taux fixe à 0 %	0,000	37 900,00	0,00	0,00	0,00
5147689	N	0,00	A-1	2 228 250,00	14,83	F	Taux fixe à 0 %	0,000	148 550,00	0,00	0,00	0,00
516145	N	0,00	A-1	7 625 000,00	15,17	F	Taux fixe à 1.54 %	1,536	500 000,00	122 237,50	0,00	9 459,24
519839	N	0,00	A-1	6 920 000,00	15,92	F	Taux fixe à 1.55 %	1,546	432 500,00	111 449,84	0,00	8 640,39
522245	N	0,00	A-1	8 400 000,00	13,08	V	Euribor 12M + 1.37	0,888	600 000,00	99 918,00	0,00	66 588,90
526957	N	0,00	A-1	8 625 000,00	17,00	F	Taux fixe à 1.6 %	1,596	500 000,00	143 000,00	0,00	34 116,67
5311587	N	0,00	A-1	88 271,54	10,48	F	Taux fixe à 4.42 %	4,409	8 024,68	4 256,29	0,00	2 004,99
531775	N	0,00	A-1	8 212 500,00	18,00	F	Taux fixe à 0.96 %	0,957	450 000,00	81 540,00	0,00	19 491,00
531806	N	0,00	A-1	4 919 013,80	8,00	F	Taux fixe à 0.5 %	0,499	596 244,12	26 458,33	0,00	6 080,45
533461	N	0,00	A-1	5 250 000,00	6,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	750 000,00	0,00	0,00	0,00

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	
533533	N	0,00	A-1	9 625 000,00	19,00	F	Taux fixe à 0.73 %	0,615	375 000,00	56 701,74	0,00	17 370,46
533537	N	0,00	A-1	2 887 500,00	19,00	F	Taux fixe à 0.73 %	0,615	112 500,00	17 010,52	0,00	5 211,14
5825427	N	0,00	A-1	850 000,00	16,97	F	Taux fixe à 1.62 %	1,616	50 000,00	14 276,26	0,00	382,50
587101001	N	0,00	A-1	1 135 273,06	3,23	F	Taux fixe à 3.74 %	3,782	314 001,73	50 524,88	0,00	1 061,48
621471	N	0,00	A-1	3 232 928,99	3,97	F	Taux fixe à 2.13 %	2,138	766 211,85	79 615,23	0,00	1 912,82
631102001	N	0,00	A-1	5 733 333,33	14,28	F	Taux fixe à 4.47 %	4,520	400 000,00	269 648,62	0,00	14 237,78
682103001	N	0,00	A-1	0,00	0,00	F	Taux fixe à 4.08 %	4,125	100 000,00	2 581,17	0,00	0,00
6936172	N	0,00	A-1	8 117 306,84	4,90	F	Taux fixe à 3.8 %	3,791	1 447 254,98	342 992,46	0,00	29 988,94
7062447	N	0,00	A-1	195 722,20	12,99	F	Taux fixe à 1.8 %	1,795	15 055,56	3 692,37	0,00	19,57
7063036	N	0,00	A-1	2 567 499,73	7,86	F	Taux fixe à 2.98 %	2,972	280 151,53	81 748,67	0,00	10 201,53
7063038	N	0,00	A-1	995 560,99	3,76	F	Taux fixe à 2.93 %	2,923	231 249,29	33 420,15	0,00	6 887,34
7063731	N	0,00	A-1	400 000,00	15,97	F	Taux fixe à 1.64 %	1,636	25 000,00	6 816,26	0,00	164,00
719121	N	0,00	A-1	9 345 646,85	5,58	V	((1/2)*(Moyenne de Euribor 3M + Inflation INSEE hors tabac)) + 0.25 + 0.67	0,979	1 380 970,74	70 560,26	0,00	56 032,35
8155894	N	0,00	A-1	2 000 000,12	5,97	F	Taux fixe à 4.81 %	4,799	333 333,32	106 220,83	0,00	2 672,22
819089	N	0,00	A-1	1 710 412,22	2,00	V	(Euribor 3M-Floor -0.04 sur Euribor 3M) + 0.04	0,000	760 183,20	0,00	0,00	0,00
919225	N	0,00	A-1	2 363 677,61	8,21	V	Euribor 3M + 0.7	0,155	255 234,03	3 985,35	0,00	101,90
919329	N	0,00	A-1	2 798 960,94	8,33	V	(Euribor 3M-Floor -0.44 sur Euribor 3M) + 0.44	0,000	284 255,27	0,00	0,00	0,00
921908	N	0,00	A-1	1 200 000,00	7,93	F	Taux fixe à 0.55 %	0,549	150 000,00	7 115,63	0,00	458,33
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		10 793 394,45					2 047 674,90	167 870,98	0,00	0,00

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	
100099	N	0,00	A-1	1 586 880,45	3,21	F	Taux fixe à 3.57 %	3,610	452 060,90	67 691,78	0,00	0,00
601010	N	0,00	A-1	3 387 300,00	4,46	F	Taux fixe à 0 %	0,000	591 400,00	0,00	0,00	0,00
90437	N	0,00	A-1	2 002 902,00	2,79	F	Taux fixe à 3.87 %	3,913	616 224,00	93 767,51	0,00	0,00
910790	N	0,00	A-1	3 816 312,00	7,96	V	Euribor 3M + 0.7	0,155	387 990,00	6 411,69	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		0,00		285 841 396,96					29 718 359,58	6 138 729,66	0,00	973 372,84

(10) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX	B1.3

B1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
299433	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	7 500 000,00	3 905 985,59	1	20,00		Taux fixe 4% à barrière 5.5% sur Euribor 3M (Marge de 0.7%)	Taux fixe 4% à barrière 5.5% sur Euribor 3M (Marge de 0.7%)	666 494,95	Taux fixe 4% à barrière 5.5% sur Euribor 3M (Marge de 0.7%)	4,044	167 841,55	0,00	1,37
309783	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	7 000 000,00	4 425 657,56	1	30,00		Taux fixe 3.69% à barrière 6.5% sur CMS EUR 10A	Taux fixe 3.69% à barrière 6.5% sur CMS EUR 10A	1 062 065,66	Taux fixe 3.69% à barrière 6.5% sur CMS EUR 10A	3,731	171 225,84	0,00	1,55
346593	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	10 000 000,00	6 583 333,33	1	30,00		Taux fixe 3.78% à barrière 5.5% sur Euribor 3M(Postfixé) (Marge de 0.8%)	Taux fixe 3.78% à barrière 5.5% sur Euribor 3M(Postfixé) (Marge de 0.8%)	2 281 192,80	Taux fixe 3.78% à barrière 5.5% sur Euribor 3M(Postfixé) (Marge de 0.8%)	3,822	260 277,50	0,00	2,30
352363	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	3 500 000,00	1 166 666,60	1	15,00		Taux fixe 3.7% à barrière 5.5% sur Euribor 3M(Postfixé) (Marge de 1.45%)	Taux fixe 3.7% à barrière 5.5% sur Euribor 3M(Postfixé) (Marge de 1.45%)	109 050,93	Taux fixe 3.7% à barrière 5.5% sur Euribor 3M(Postfixé) (Marge de 1.45%)	3,741	49 227,98	0,00	0,41
TOTAL (B)		28 000 000,00	16 081 643,08						4 118 804,34			648 572,87	0,00	5,63
Option d'échange (C)														

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		28 000 000,00	16 081 643,08						4 118 804,34			648 572,87	0,00	5,63

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	B1.4

B1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecart d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecart d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
Structure							
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)	Nombre de produits	74	0	0	0	0	
	% de l'encours	94,39	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	269 759 753,88	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	4	0	0	0	0	
	% de l'encours	5,63	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	16 081 643,08	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (swaption)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 31/12/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes éventuelles	
												Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		8 482 561,76					13 317 637,90				0,00	332 913,03	0,00
2623239C	BEA Gendarmerie de Seilhac	1 407 722,28	08/01/2041	CA - CIB	SWAP	taux	1 855 198,85	08/04/2009	08/01/2034	T	0,00	54 458,56	0,00
2623556C	BEA Gendarmerie de Corrèze	2 138 130,25	27/02/2044	CA - CIB	SWAP	taux	2 656 729,00	27/02/2009	27/02/2034	T	0,00	82 771,75	0,00
2623635C	BEA Gendarmerie de Monestier-Merlines	1 466 418,57	10/09/2030	CA - CIB	SWAP	taux	3 028 649,54	10/03/2009	10/09/2030	T	0,00	59 032,00	0,00
2623686C	BEA BRI de Corrèze	1 321 161,22	25/01/2043	CA - CIB	SWAP	taux	1 632 164,08	25/04/2009	25/01/2034	T	0,00	50 688,27	0,00
2623752C	BEA Gendarmerie de Larche	935 972,47	26/02/2033	CA - CIB	SWAP	taux	1 639 047,32	26/02/2009	26/02/2033	T	0,00	37 063,70	0,00
2624676C	BEA Corrèze Logements Peloton Autoroutier	1 213 156,97	16/09/2030	CA - CIB	SWAP	taux	2 505 849,11	16/03/2009	16/09/2030	T	0,00	48 898,75	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		8 482 561,76					13 317 637,90				0,00	332 913,03	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Référence de l'emprunt couvert	Effet de l'instrument de couverture							
		Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						4 247 709,08	0,00		
2623239C	BEA Gendarmerie de Seilhac	Taux fixe bonifié	3,200	Euribor 3 mois	-0,540	631 492,50	0,00	A-1	B-1
2623556C	BEA Gendarmerie de Corrèze	Taux fixe bonifié	3,200	Euribor 3 mois	-0,540	941 375,92	0,00	A-1	B-1
2623635C	BEA Gendarmerie de Monestier-Merlines	Taux fixe bonifié	3,200	Euribor 3 mois	-0,540	875 878,06	0,00	A-1	B-1
2623686C	BEA BRI de Corrèze	Taux fixe bonifié	3,200	Euribor 3 mois	-0,540	570 935,52	0,00	A-1	B-1
2623752C	BEA Gendarmerie de Larche	Taux fixe bonifié	3,200	Euribor 3 mois	-0,540	502 059,04	0,00	A-1	B-1
2624676C	BEA Corrèze Logements Peloton Autoroutier	Taux fixe bonifié	3,200	Euribor 3 mois	-0,540	725 968,04	0,00	A-1	B-1
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						4 247 709,08	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REMBOURSEMENT ANTICIPE D’UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT	B1.6

B1.6 – REMBOURSEMENT ANTICIPE D’UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT (1)

Emprunts (2) (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Année de mobilisation et profil d'amort. de l'emprunt		Date du refinancement	Organisme prêteur ou chef de file	Capital restant dû	Capital réaménagé	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (6)	Caractéristiques du taux			Coût de sortie (10)		Annuité de l'exercice		ICNE de l'exercice
	Année	Profil (5)							Type de taux (7)	Index (8)	Niveau de taux (9)	Type (11)	Montant (12)	Intérêts (13)	Capital	
Total des dépenses au c/ 166 Refinancement de dette (3)					7 933 333,38	7 933 333,38						0,00	15 974,25	0,00	0,00	
1220024	2012	C		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 800 000,00	1 800 000,00	0,00	T	V	LEP + 1.35	0,000		0,00	7 876,25	0,00	0,00
5047105	2014	C		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 951 666,69	2 951 666,69	0,00	A	V	Livret A + 1	0,000		0,00	3 897,16	0,00	0,00
5049510	2014	C		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	766 666,69	766 666,69	0,00	A	V	Livret A + 1	0,000		0,00	1 012,25	0,00	0,00
5049539	2014	C		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 415 000,00	2 415 000,00	0,00	A	V	Livret A + 1	0,000		0,00	3 188,59	0,00	0,00
Total des recettes au c/ 166 Refinancement de dette (4)					7 933 333,38	7 933 333,38								103 653,16	491 666,66	13 554,81
1361768	2021	C		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	1 800 000,00	1 800 000,00	5,75	T	V	Livret A + 1	1,483			21 711,53	225 000,00	6 637,78
1361787	2021	C		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 951 666,69	2 951 666,69	22,92	A	V	Livret A + 0.9	1,393			39 434,41	128 333,33	3 328,82
1361788	2021	C		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	766 666,69	766 666,69	22,92	A	V	Livret A + 0.9	1,393			10 242,70	33 333,33	864,63
1361789	2021	C		CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 415 000,00	2 415 000,00	22,92	A	V	Livret A + 0.9	1,393			32 264,52	105 000,00	2 723,58

(1) Les opérations de refinancement de dette consistent en un remboursement d'un emprunt auprès d'un établissement de crédit suivi de la souscription d'un nouvel emprunt. Pour cette raison, les dépenses et les recettes du c/166 sont équilibrées.

(2) Pour les emprunts de refinancement, indiquer le nouveau numéro de contrat suivi, entre parenthèses, de la référence de l'emprunt quitté.

(3) Il s'agit de retracer les caractéristiques avant réaménagement des emprunts ayant fait l'objet d'un remboursement anticipé avec refinancement.

(4) Il s'agit de retracer les caractéristiques après réaménagement des emprunts de refinancement.

(5) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

(7) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(8) Indiquer le type d'index (ex : Euribor 3 mois).

(9) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour un emprunt à taux variable, indiquer le niveau du taux constaté à la date du refinancement.

(10) Il s'agit de retracer les caractéristiques de l'indemnité de remboursement anticipé due relative à l'emprunt quitté.

(11) Indiquer A pour autofinancement, C pour capitalisation, T pour intégration dans le taux du nouvel emprunt, D pour allongement de durée.

(12) Indiquer le coût de sortie uniquement en cas d'autofinancement et de capitalisation.

(13) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L’ANNEE N	B1.7

B1.7 – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L’ANNEE N (1)

N° du contrat d'emprunt	Date de souscription du contrat initial	Date de renégociation	Organisme prêteur	Durée résiduelle en années		Taux (2)						Nominal		Profil d'amortissement et périodicité de remboursement (6)		Capital restant dû au 31/12/N	ICNE de l'exercice	Annuité payée dans l'exercice (s'il y a lieu)	
				Contrat initial	Contrat renégocié	Contrat initial			Contrat renégocié			Contrat initial	Contrat renégocié	Contrat initial	Contrat renégocié			Intérêts	Capital
						Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.								
431863	29/10/2009	31/08/2021	CAISSE D'EPARGNE	8,71	8,71	V	Livret A + 0.6	1,890	F	Taux fixe à 0.44 %	0,440	5 000 000,00	2 351 975,16	P	T	2 284 046,91	418,74	23 338,64	258 281,19
Total												5 000 000,00	2 351 975,16			2 284 046,91	418,74	23 338,64	258 281,19

(1) Inscrire les emprunts renégociés au cours de l'exercice N.

(2) Taux à la date de renégociation.

(3) Indiquer : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer la nature de l'index retenu (exemple : Euribor 3 mois).

(5) Nominal à la date de renégociation.

(6) Faire figurer 2 lettres : - Pour le profil d'amortissement, indiquer : C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres.

- Pour la périodicité de remboursement, indiquer A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – METHODES UTILISEES	B2

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Durée (en années)	Délibération du
	Biens de faible valeur - Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article D. 3321-1 du CGCT) : 500 €		10/04/2020
	Catégories de biens amortis		
L	Frais d'études, de recherche et de développement et frais d'insertion	5	10/04/2020
L	Subventions d'équipement versées pour les biens mobiliers, matériels et études	5	10/04/2020
L	Subventions d'équipement versées pour les bâtiments et installations	30	10/04/2020
L	Subventions d'équipement versées pour les projets d'infrastructures d'intérêt national	40	10/04/2020
L	Brevets, licences, logiciels et autres immobilisations incorporelles	2	10/04/2020
L	Bâtiments (hors bâtiments scolaires)	30	10/04/2020
L	Bâtiments scolaires	25	10/04/2020
L	Installations générales, agencements et aménagements de bâtiments	15	10/04/2020
L	Terrains (non amortissable)	0	10/04/2020
L	Terrains de gisement	15	10/04/2020
L	Plantations d'arbres et d'arbustes	15	10/04/2020
L	Autres agencements et aménagements de terrains (non amortissable)	0	10/04/2020
L	Installations générales, agencements et aménagements divers	10	10/04/2020
L	Matériel de transport - véhicules légers (inférieur à 3,5 tonnes)	7	10/04/2020
L	Matériel de transport - camions (supérieur à 3,5 tonnes)	8	10/04/2020
L	Matériel informatique	4	10/04/2020
L	Matériel de bureau et mobilier	10	10/04/2020
L	Matériel de téléphonie	5	10/04/2020
L	Autres immobilisations corporelles	8	10/04/2020
L	Réseaux de voirie (non amortissable)	0	10/04/2020
L	Installations de voirie (non amortissable)	0	10/04/2020
L	Réseaux divers	10	10/04/2020
L	Equipements, matériel et outillage techniques	10	10/04/2020
L	Autres installations, matériel et outillage techniques	10	10/04/2020
L	Collections et œuvres d'art (non amortissable)	0	10/04/2020

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES	B3

PROVISIONS CONSTITUEES AU 31/12/N

Nature de la provision	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N A	Montant des provisions de l'exercice (1) B	Montant des reprises de l'exercice C	Montant des provisions constituées D = A + B - C
Provisions pour risques et charges (2)		3 092 788,01	16 337 284,20	130 570,21	19 299 502,00
Provisions pour litiges		300 000,00	16 337 284,20	0,00	16 637 284,20
- Provision pour contentieux c/6875	03/07/2019	300 000,00	550 000,00	0,00	850 000,00
- Provisions pour RSA c/6875	26/11/2021	0,00	15 787 284,20	0,00	15 787 284,20
Provisions pour pertes de change		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques		2 792 788,01	0,00	130 570,21	2 662 217,80
- Provision globale sur restes à recouvrer antérieurs à 2018 c/6817	21/01/2010	1 842 788,01	0,00	130 570,21	1 712 217,80
- Déficit ligne aérienne c/6815	04/10/2018	0,00	0,00	0,00	0,00
- Compte Epargne Temps c/6815	12/04/2019	950 000,00	0,00	0,00	950 000,00
Provisions pour dépréciation (2)		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS		3 092 788,01	16 337 284,20	130 570,21	19 299 502,00

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès ... ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement ...).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES	B4

ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				4 400 000,00	880 000,00	847 169,47	2 672 830,53
2021	Charges crise sanitaire COVID-19	60	27/11/2020	4 400 000,00	880 000,00	847 169,47	2 672 830,53

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DES PRETS	B6

Prêts (Compte 274)

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 31/12/N	Montant de l'annuité recouvré		ICNE de l'exercice
			Capital	Intérêts	
Assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00	0,00	0,00
Non assortis d'intérêts (total)		8 511 539,52	57 000,00		
Avance remboursable - Syndicat Mixte DORSAL - c/2741	14/12/2018	8 423 152,00	0,00		
Avances remboursables - Divers entreprises - c/2748	17/04/2009	53 387,52	22 000,00		
Avance remboursable - CTE partenariat YNOVEA - c/2748	25/09/2020	35 000,00	35 000,00		

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	B7.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalizations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		35 785 072,45	35 749 612,03
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		32 085 072,45	32 084 542,58
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	27 671 214,55	27 670 684,68
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	2 047 674,90	2 047 674,90
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681 (2)	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	2 366 183,00	2 366 183,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		3 700 000,00	3 665 069,45
10...	<i>Reprise de dotations, fonds divers et réserves</i>		
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	<i>Subv. invest. transférées cpte résultat</i>	3 700 000,00	3 665 069,45
950	Dépenses imprévues	0,00	0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	35 749 612,03	0,00	21 366 479,79	57 116 091,82

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	B7.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalizations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		96 626 299,29	III 36 809 747,77
Ressources propres externes de l'année (a)		2 964 000,00	4 498 074,92
10222	FCTVA	2 907 000,00	4 440 514,92
10228	Autres fonds	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
2748	Autres prêts	57 000,00	57 000,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	560,00
Ressources propres internes de l'année (b)		93 662 299,29	32 311 672,85
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
28...	Amortissement des immobilisations		
28031	Frais d'études	183 000,00	82 829,92
28033	Frais d'insertion	6 600,00	1 518,27
2804112	Subv. Etat : Bâtiments, installations	86 800,00	8 905,05
2804122	Subv. Régions : Bâtiments, installations	44 000,00	43 894,53
2804141	Subv.Cne : Bien mobilier, matériel	395 000,00	392 744,69
2804142	Subv.Cne : Bâtiments, installations	16 029 274,44	15 225 197,37
2804151	Subv. Grpt : Bien mobilier, matériel	2 400,00	2 375,24
2804152	Subv. Grpt : Bâtiments, installations	1 170 000,00	1 166 060,05
2804161	Subv. SPIC : Bien mobilier, matériel	50,00	49,11
2804162	Subv. SPIC : Bâtiments, installations	295 000,00	293 523,90
28041781	Autres EPL: Bien mobilier, matériel	515 000,00	512 519,18
28041782	Autres EPL: Bâtiments, installations	3 000 000,00	2 978 882,98
2804181	Autres org pub - Biens mob, mat, études	60 000,00	56 075,96
2804182	Autres org pub - Bât. et installations	385 000,00	380 961,52
280421	Privé - Biens mob., matériel et études	200 000,00	199 003,64
280422	Privé - Bâtiments et installations	1 495 000,00	1 478 251,35
280423	Privé : Projet infrastructure	1 900,00	1 875,00
280431	Subv.Scol : Bien mobilier, matériel	87 500,00	87 233,62
280432	Subv.Scol : Bâtiments, installations	15 000,00	10 051,53
28051	Concessions et droits similaires	1 775 000,00	1 766 007,57
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes	100,00	0,00
28128	Autres aménagements de terrains	1 100,00	1 081,93
281311	Bâtiments administratifs	785 000,00	784 673,58
281312	Bâtiments scolaires	415 000,00	412 587,40
281313	Bâtiments sociaux et médico-sociaux	180 213,48	180 213,48
281314	Bâtiments culturels et sportifs	1 050 000,00	1 047 085,84
281318	Autres bâtiments publics	320 423,83	277 236,08
281351	Bâtiments publics	399 362,69	399 362,69
281352	Bâtiments privés	15 000,00	14 612,79
2814	Constructions sur sol d'autrui	28 080,20	28 080,20
28152	Installations de voirie	605 000,00	603 828,41
28153	Réseaux divers	65 000,00	62 979,57
28157	Matériel et outillage techniques	400 000,00	315 099,97
2817311	Bâtiments administratifs (m. à dispo)	54 000,00	53 766,31
2817312	Bâtiments scolaires (m. à dispo)	246 000,00	245 666,08
2817313	Bâtiments sociaux et médico-sociaux (mad)	1 995,36	1 995,36
2817314	Bâtiments culturels et sportifs (m. à di)	50 200,00	50 199,71
2817318	Autres bâtiments publics (m. à dispo)	15 000,00	14 824,52
281735	Installations générales (m. à dispo)	280 000,00	276 636,37
281788	Autres immo. corporelles (m. à dispo)	300,00	283,23
28181	Installations générales, aménagt divers	1 700,00	1 630,40
28182	Matériel de transport	730 000,00	433 868,34
281831	Matériel informatique scolaire	535 000,00	528 053,39

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
281838	Autre matériel informatique	588 000,00	587 835,84
281841	Matériel de bureau et mobilier scolaire	60 000,00	57 686,42
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers	52 000,00	51 140,64
28185	Matériel de téléphonie	55 000,00	51 307,25
28188	Autres immo. corporelles	260 000,00	238 215,41
28281	Autres immo. corporelles (affectation)	60 000,00	56 591,71
481...	Charges à rép. sur plusieurs exercices		
4815	Charges liées à crise sanitaire Covid-19	880 000,00	847 169,45
954	Produits des cessions d'immobilisations	256 000,00	0,00
951	Virement de la section de fonctionnement	59 526 299,29	0,00

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R1068 de l'exercice précédent	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	36 809 747,77	0,00	0,00	25 070 190,87	61 879 938,64

	Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II 57 116 091,82
Ressources propres disponibles	IV 61 879 938,64
Solde	V = IV - II (2) 4 763 846,82

(1) Les comptes 169, 26, 27, 28 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN - SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – VUE D'ENSEMBLE	B8

Pandémie TVA (1)

INVESTISSEMENT					
MANDATS EMIS		TITRES EMIS			
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors programme)	0,00	20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors programme)	0,00	21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors programme)	0,00	22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours (hors programme)	0,00	23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	27	Autres immobilisations financières	0,00
	Total des programmes d'équipement	0,00			
45	Travaux pour le compte de tiers	0,00	45	Participations des tiers aux travaux faits pour leur compte	0,00
Total dépenses réelles et mixtes		0,00	Total recettes réelles et mixtes		0,00
040	Opérations ordre transf. entre sections	0,00	040	Opérations ordre transf. entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	041	Opérations patrimoniales	0,00
Total dépenses d'ordre		0,00	Total recettes d'ordre		0,00
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT		0,00	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT		0,00

FONCTIONNEMENT					
MANDATS EMIS		TITRES EMIS			
011	Charges à caractère général	0,00	70	Prod. services, domaine, ventes diverses	268,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	0,00	731	Impositions directes	0,00
			74	Dotations, subventions et participations	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	75	Autres produits de gestion courante	0,00
			013	Atténuations de charges	0,00
66	Charges financières	0,00	76	Produits financiers	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	77	Produits exceptionnels	0,00
68	Dotations amortissements et provisions	0,00	78	Reprises amortissements et provisions	0,00
Total dépenses réelles et mixtes		0,00	Total recettes réelles et mixtes		268,00
042	Opérations ordre transf. entre sections	0,00	042	Opérations ordre transf. entre sections	0,00
Total dépenses d'ordre		0,00	Total recettes d'ordre		0,00
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		0,00	TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT		268,00

TOTAL DES DEPENSES DE L'EXERCICE	0,00	TOTAL DES RECETTES DE L'EXERCICE	268,00
---	-------------	---	---------------

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL FONCTIONNEMENT	B8

Pandémie TVA (1)

FONCTIONNEMENT DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00
68	Dotations amortissements et provisions	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		0,00

042	<i>Opérations ordre transf. entre sections</i>	0,00
<i>Total des dépenses d'ordre</i>		<i>0,00</i>

TOTAL DEPENSES		0,00
-----------------------	--	-------------

FONCTIONNEMENT RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	268,00
70878	Remboursements des frais par des tiers	268,00
73	Impôts et taxes	0,00
731	Impositions directes	0,00
74	Dotations, subventions et participations	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00
78	Reprises amortissements et provisions	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
Total des recettes réelles		268,00

042	<i>Opérations ordre transf. entre sections</i>	<i>0,00</i>
-----	--	-------------

FONCTIONNEMENT RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
<i>Total des recettes d'ordre</i>		<i>0,00</i>
TOTAL RECETTES		268,00

(1) Compléter par le nom du service assujéti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL INVESTISSEMENT	B8

Pandémie TVA (1)

INVESTISSEMENT DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors programme)	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors programme)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors programme)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors programme)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Programmes d'équipement votés (1 ligne par programme)		0,00
45	Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)	0,00
Total des dépenses réelles		0,00

040	Opérations ordre transf. entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00

TOTAL DEPENSES		0,00
-----------------------	--	-------------

INVESTISSEMENT RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00

INVESTISSEMENT RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
45	Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)	0,00
Total des recettes réelles		0,00
040	Opérations ordre transf. entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00
TOTAL RECETTES		0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN - SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – VUE D'ENSEMBLE	B8

Transport Handicapé Redevable (1)

INVESTISSEMENT					
MANDATS EMIS		TITRES EMIS			
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors programme)	0,00	20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors programme)	0,00	21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors programme)	0,00	22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours (hors programme)	0,00	23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	27	Autres immobilisations financières	0,00
	Total des programmes d'équipement	0,00			
45	Travaux pour le compte de tiers	0,00	45	Participations des tiers aux travaux faits pour leur compte	0,00
Total dépenses réelles et mixtes		0,00	Total recettes réelles et mixtes		0,00
040	Opérations ordre transf. entre sections	0,00	040	Opérations ordre transf. entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	041	Opérations patrimoniales	0,00
Total dépenses d'ordre		0,00	Total recettes d'ordre		0,00
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT		0,00	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT		0,00

FONCTIONNEMENT					
MANDATS EMIS		TITRES EMIS			
011	Charges à caractère général	624 974,57	70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	0,00	731	Impositions directes	0,00
			74	Dotations, subventions et participations	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	75	Autres produits de gestion courante	27 171,81
			013	Atténuations de charges	0,00
66	Charges financières	0,00	76	Produits financiers	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	77	Produits exceptionnels	0,00
68	Dotations amortissements et provisions	0,00	78	Reprises amortissements et provisions	0,00
Total dépenses réelles et mixtes		624 974,57	Total recettes réelles et mixtes		27 171,81
042	Opérations ordre transf. entre sections	0,00	042	Opérations ordre transf. entre sections	0,00
Total dépenses d'ordre		0,00	Total recettes d'ordre		0,00
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		624 974,57	TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT		27 171,81

TOTAL DES DEPENSES DE L'EXERCICE	624 974,57	TOTAL DES RECETTES DE L'EXERCICE	27 171,81
---	-------------------	---	------------------

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL FONCTIONNEMENT	B8

Transport Handicapé Redevable (1)

FONCTIONNEMENT DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	624 974,57
611	Contrats de prestations de services	624 974,57
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00
68	Dotations amortissements et provisions	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		624 974,57

042	Opérations ordre transf. entre sections	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00

TOTAL DEPENSES		624 974,57
-----------------------	--	-------------------

FONCTIONNEMENT RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
73	Impôts et taxes	0,00
731	Impositions directes	0,00
74	Dotations, subventions et participations	0,00
75	Autres produits de gestion courante	27 171,81
7588	Autres produits divers de gestion courante	27 171,81
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00
78	Reprises amortissements et provisions	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
Total des recettes réelles		27 171,81

FONCTIONNEMENT RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
042	Opérations ordre transf. entre sections	0,00
<i>Total des recettes d'ordre</i>		0,00
TOTAL RECETTES		27 171,81

(1) Compléter par le nom du service assujéti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL INVESTISSEMENT	B8

Transport Handicapé Redevable (1)

INVESTISSEMENT DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors programme)	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors programme)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors programme)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors programme)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Programmes d'équipement votés (1 ligne par programme)		0,00
45	Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)	0,00
Total des dépenses réelles		0,00

040	Opérations ordre transf. entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00

TOTAL DEPENSES		0,00
-----------------------	--	-------------

INVESTISSEMENT RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00

INVESTISSEMENT RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
45	Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)	0,00
Total des recettes réelles		0,00
040	Opérations ordre transf. entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00
TOTAL RECETTES		0,00

(1) Compléter par le nom du service assujéti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN - SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – VUE D'ENSEMBLE	B8

Voirie SMM -TVA (1)

INVESTISSEMENT					
MANDATS EMIS		TITRES EMIS			
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors programme)	0,00	20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors programme)	0,00	21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors programme)	0,00	22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours (hors programme)	0,00	23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	27	Autres immobilisations financières	0,00
	Total des programmes d'équipement	0,00			
45	Travaux pour le compte de tiers	0,00	45	Participations des tiers aux travaux faits pour leur compte	0,00
Total dépenses réelles et mixtes		0,00	Total recettes réelles et mixtes		0,00
040	Opérations ordre transf. entre sections	0,00	040	Opérations ordre transf. entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	041	Opérations patrimoniales	0,00
Total dépenses d'ordre		0,00	Total recettes d'ordre		0,00
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT		0,00	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT		0,00

FONCTIONNEMENT					
MANDATS EMIS		TITRES EMIS			
011	Charges à caractère général	71 056,31	70	Prod. services, domaine, ventes diverses	190 030,17
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	0,00	731	Impositions directes	0,00
			74	Dotations, subventions et participations	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	75	Autres produits de gestion courante	0,00
			013	Atténuations de charges	0,00
66	Charges financières	0,00	76	Produits financiers	0,00
67	Charges exceptionnelles	954,05	77	Produits exceptionnels	0,00
68	Dotations amortissements et provisions	0,00	78	Reprises amortissements et provisions	0,00
Total dépenses réelles et mixtes		72 010,36	Total recettes réelles et mixtes		190 030,17
042	Opérations ordre transf. entre sections	0,00	042	Opérations ordre transf. entre sections	0,00
Total dépenses d'ordre		0,00	Total recettes d'ordre		0,00
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		72 010,36	TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT		190 030,17

TOTAL DES DEPENSES DE L'EXERCICE	72 010,36	TOTAL DES RECETTES DE L'EXERCICE	190 030,17
---	------------------	---	-------------------

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL FONCTIONNEMENT	B8

Voirie SMM -TVA (1)

FONCTIONNEMENT DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	71 056,31
607	Achats de marchandises	66 683,17
61558	Entretien et réparations sur autres biens mobiliers	4 373,14
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	954,05
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	954,05
68	Dotations amortissements et provisions	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		72 010,36

042	Opérations ordre transf. entre sections	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00

TOTAL DEPENSES		72 010,36
-----------------------	--	------------------

FONCTIONNEMENT RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	190 030,17
704	Travaux	5 421,66
705	Etudes	48 756,22
7068	Autres redevances et droits	1 749,56
707	Ventes de marchandises	107 274,87
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	26 827,86
73	Impôts et taxes	0,00
731	Impositions directes	0,00
74	Dotations, subventions et participations	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00

FONCTIONNEMENT RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
77	Produits exceptionnels	0,00
78	Reprises amortissements et provisions	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
Total des recettes réelles		190 030,17
042	<i>Opérations ordre transf. entre sections</i>	<i>0,00</i>
<i>Total des recettes d'ordre</i>		<i>0,00</i>
TOTAL RECETTES		190 030,17

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL INVESTISSEMENT	B8

Voirie SMM -TVA (1)

INVESTISSEMENT DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors programme)	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors programme)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors programme)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors programme)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Programmes d'équipement votés (1ligne par programme)		0,00
45	Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)	0,00
Total des dépenses réelles		0,00

040	Opérations ordre transf. entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00

TOTAL DEPENSES		0,00
-----------------------	--	-------------

INVESTISSEMENT RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00

INVESTISSEMENT RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
45	Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)	0,00
Total des recettes réelles		0,00
040	Opérations ordre transf. entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00
TOTAL RECETTES		0,00

(1) Compléter par le nom du service assujéti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 3313-7 du CGCT) – ENTREES	B9.1

ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS (article R. 3313-7 du CGCT)

Modalité et date d'acquisition	Désignation du bien	N°d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (1)
TOTAL GENERAL			9 036 267,97	0,00	
Acquisitions à titre onéreux			9 036 267,97	0,00	
11/01/2021	2021B00001-21735/2021 - 2021 - Collège d'Allasac	2021B00001-21735/2021	504 126,33	0,00	0
14/01/2021	2021B00002-21735/2021 - 2021 - Collège d'Argentat	2021B00002-21735/2021	80 809,32	0,00	0
15/01/2021	2021M00011-2188/2021 - 2021 - Autres immobilisations corporelles - BFV	2021M00011-2188/2021	51 173,93	0,00	0
20/01/2021	2021O00001-2051/2021 - 2021 - Concessions et droits similaires	2021O00001-2051/2021	1 132 935,70	0,00	0
20/01/2021	2021B00003-21735/2021 - 2021 - Collège de Bort-Les-Orgues	2021B00003-21735/2021	38 750,22	0,00	0
20/01/2021	2021B00004-21351/2021 - 2021 - Musée H. Queuille Neuvic	2021B00004-21351/2021	14 262,58	0,00	0
22/01/2021	2021M00012-2188/2021 - 2021 - Autres immobilisations corporelles	2021M00012-2188/2021	229 186,15	0,00	0
22/01/2021	2021B00005-21351/2021 - 2021 - Marbot Bâtiment B	2021B00005-21351/2021	18 637,66	0,00	0
27/01/2021	2021B00006-21351/2021 - 2021 - Marbot divers bâtiments	2021B00006-21351/2021	324,00	0,00	0
03/02/2021	2021M00013-21838/2021 - 2021 - Autre matériel informatique - BFV	2021M00013-21838/2021	18 320,68	0,00	0
03/02/2021	2021M00014-21838/2021 - 2021 - Autre matériel informatique	2021M00014-21838/2021	367 764,75	0,00	0
03/02/2021	2021O00002-2031/2021 - 2021-Frais d'Etudes Informatique - Intégr. 2051	2021O00002-2031/2021	113 868,00	0,00	0
03/02/2021	2021B00007-21735/2021 - 2021 - Collège de Seilhac	2021B00007-21735/2021	39 678,06	0,00	0
04/02/2021	2021B00008-21735/2021 - 2021 - Collège Clémenceau Tulle	2021B00008-21735/2021	104 467,72	0,00	0
05/02/2021	2021M00015-2182/2021 - 2021 - Matériel transport - véhicules légers <3,5t	2021M00015-2182/2021	916 325,56	0,00	0
05/02/2021	2021B00009-2317312/2021 - 2021 - Collège Jean Moulin Brive	2021B00009-2317312/2021	90 741,61	0,00	0
09/02/2021	2021B00010-21351/2021 - 2021 - Musée du Président J. Chirac à Sarran	2021B00010-21351/2021	74 183,07	0,00	0
15/02/2021	2021O00003-2033/2021 - 2021-Frais d'Insertion Voirie - Intégr. 2151.	2021O00003-2033/2021	3 024,00	0,00	0
17/02/2021	2021F00001-2312/2021 - 2021-Gravières Argentat-Terrassement, végétalisé*	2021F00001-2312/2021	60 767,76	0,00	0
17/02/2021	2021B00011-21735/2021 - 2021 - Collège Jean Moulin Brive	2021B00011-21735/2021	148 216,96	0,00	0
17/02/2021	2021B00012-21735/2021 - 2021 - Collège Rollinat Brive	2021B00012-21735/2021	201 408,36	0,00	0
18/02/2021	2021B00014-21352/2021 - 2021 - Marbot bâtiment G (pavillon Saintipoly)	2021B00014-21352/2021	39 567,94	0,00	0
18/02/2021	2021B00013-21351/2021 - 2021 - CERBF Argentat	2021B00013-21351/2021	313,90	0,00	0
23/02/2021	2021B00016-21735/2021 - 2021 - Collège de Meymac	2021B00016-21735/2021	32 921,54	0,00	0
23/02/2021	2021B00017-21735/2021 - 2021 - Collège de Corrèze	2021B00017-21735/2021	32 345,66	0,00	0
25/02/2021	2021B00018-21351/2021 - 2021 - MDSAP Eygurande	2021B00018-21351/2021	6 898,08	0,00	0
25/02/2021	2021B00019-21351/2021 - 2021-Peloton A89 Corrèze-Lot. Escures-ERREUR IMPUT	2021B00019-21351/2021	0,00	0,00	0
26/02/2021	2021B00020-21735/2021 - 2021 - Collège de Lubersac	2021B00020-21735/2021	8 081,21	0,00	0
02/03/2021	2021M00017-21848/2021 - 2021 - Autres matériels de bureau et mobiliers	2021M00017-21848/2021	34 256,84	0,00	0
02/03/2021	2021B00021-21351/2021 - 2021 - Marbot bâtiment A	2021B00021-21351/2021	153 432,01	0,00	0
03/03/2021	2021F00002-2128/021 - 2021-Réserve biodiversité Argentat-Aménag. du site	2021F00002-2128/021	13 951,28	0,00	0
08/03/2021	2021M00018-2157/2021 - 2021 - Matériel et outillage technique - BFV	2021M00018-2157/2021	11 563,08	0,00	0
08/03/2021	2021M00019-2157/2021 - 2021 - Matériel et outillage technique	2021M00019-2157/2021	727 146,80	0,00	0
09/03/2021	2021O00005-2031/2021 - 2021-Frais d'Etudes Voirie - Intégr. 2151.	2021O00005-2031/2021	75 308,15	0,00	0
11/03/2021	2021M00020-21848/2021 - 2021 - Autres matériels bureau et mobiliers - BFV	2021M00020-21848/2021	16 859,74	0,00	0
11/03/2021	2021M00021-21831/2021 - 2021 - Matériel informatique scolaire	2021M00021-21831/2021	204 820,20	0,00	0

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Modalité et date d'acquisition	Désignation du bien	N°d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (1)
11/03/2021	2021B00023-21352/2021 - 2021 - Gendarmerie Larche-Pavillons habitations	2021B00023-21352/2021	3 125,40	0,00	0
16/03/2021	2021B00024-2317312/2021 - 2021 - Collège de Seilhac	2021B00024-2317312/2021	108 846,12	0,00	0
17/03/2021	2021O00006-2051/2021 - 2021 - Concessions et droits similaires - BFV	2021O00006-2051/2021	102 430,09	0,00	0
24/03/2021	2021B00025-217312/2021 - 2021 - Collège d'Objat	2021B00025-217312/2021	31 116,28	0,00	0
24/03/2021	2021B00026-21735/2021 - 2021 - Collège Jean Lurçat Brive	2021B00026-21735/2021	159 453,37	0,00	0
25/03/2021	2021B00027-21351/2021 - 2021 - CERBF Neuvic	2021B00027-21351/2021	163 431,32	0,00	0
31/03/2021	2021B00028-21351/2021 - 2021 - Domaine de Sédières	2021B00028-21351/2021	80 677,55	0,00	0
06/04/2021	2021B00029-21735/2021 - 2021 - Collège de Treignac	2021B00029-21735/2021	143 354,09	0,00	0
07/04/2021	2021B00030-21313/2021 - 2021-MDPH (Rue Ramon)	2021B00030-21313/2021	11 187,36	0,00	0
12/04/2021	2021O00007-2031/2021 - 2021-Frais d'études CH Eygurande - Intég. 2131	2021O00007-2031/2021	1 259,00	0,00	0
15/04/2021	2021O00008-2031/2021 - 2021-Frais d'études CTE sites hydroélectricité	2021O00008-2031/2021	12 808,80	0,00	0
15/04/2021	2021B00031-21351/2021 - 2021 - Bâtiment routes Chameyrat (ex PRD)	2021B00031-21351/2021	25 768,80	0,00	0
15/04/2021	2021B00032-21735/2021 - 2021 - Collège de Larche	2021B00032-21735/2021	95 689,93	0,00	0
21/04/2021	2021B00034-21351/2021 - 2021 - Centre de vacances La Martière	2021B00034-21351/2021	68 006,11	0,00	0
28/04/2021	2021B00035-21735/2021 - 2021 - Collège d'Egletons	2021B00035-21735/2021	28 104,48	0,00	0
28/04/2021	2021B00036-21735/2021 - 2021 - Collège V. Hugo Tulle	2021B00036-21735/2021	20 004,56	0,00	0
30/04/2021	2021O00010-208/2021 - 2021 - Autres immobilisations incorporelles	2021O00010-208/2021	44 928,00	0,00	0
05/05/2021	2021B00039-21351/2021 - 2021 - Marbot Bâtiment C	2021B00039-21351/2021	949,26	0,00	0
06/05/2021	2021O00012-2031/2021 - 2021-Frais d'Etudes 100% fibre -Intég. 2153	2021O00012-2031/2021	343 500,00	0,00	0
17/05/2021	2021O00013-2031/2021 - 2021-Frais d'Etudes Elaboration dossier Eucalyptus	2021O00013-2031/2021	4 356,00	0,00	0
17/05/2021	2021B00040-2317312/2021 - 2021 - Collège d'Argentat	2021B00040-2317312/2021	43 601,57	0,00	0
17/05/2021	2021B00041-2317312/2021 - 2021 - Collège d'Allasac	2021B00041-2317312/2021	31 498,80	0,00	0
17/05/2021	2021B00042-2317312/2021 - 2021 - Collège Jean Lurçat Brive	2021B00042-2317312/2021	60 197,42	0,00	0
18/05/2021	2021B00043-21735/2021 - 2021 - Collège de Beaulieu	2021B00043-21735/2021	69 566,53	0,00	0
19/05/2021	2021B00045-21351/2021 - 2021-Marbot bât.G (maison Saintipoly) ERREUR IMPUT	2021B00045-21351/2021	0,00	0,00	0
19/05/2021	2021B00046-21351/2021 - 2021 - CERBF Ussel	2021B00046-21351/2021	27 965,42	0,00	0
19/05/2021	2021B00047-21351/2021 - 2021 - Centre sportif de Bugeat	2021B00047-21351/2021	38 114,87	0,00	0
25/05/2021	2021M90000 - Vente véhicule frigorifique au collège J. Moulin	2021M90000	24 524,58	0,00	0
27/05/2021	2021B00048-21351/2021 - 2021 - MDSAP Mercoeur	2021B00048-21351/2021	3 600,78	0,00	0
28/05/2021	2021B00049-2317312/2021 - 2021 - Collège Rollinat Brive	2021B00049-2317312/2021	864,00	0,00	0
02/06/2021	2021B00050-21314/2021 - 2021 - Centre sportif de Bugeat	2021B00050-21314/2021	79 143,44	0,00	0
02/06/2021	2021B00051-21351/2021 - 2021 - Collège de Beynat	2021B00051-21351/2021	14 869,16	0,00	0
03/06/2021	2021B00053-21351/2021 - 2021 - Collège de Neuvic	2021B00053-21351/2021	471,00	0,00	0
15/06/2021	2021M00042-2185/2021 - 2021 - Matériel de téléphonie	2021M00042-2185/2021	2 940,00	0,00	0
17/06/2021	2021B00054-21351/2021 - 2021 - Marbot bâtiment D Garage	2021B00054-21351/2021	6 474,95	0,00	0
18/06/2021	2021B00056-21352/2021 - 2021-Peloton Gendarmerie A89 Corrèze-Lot. Escures	2021B00056-21352/2021	8 582,20	0,00	0
25/06/2021	2021B00057-21352/2021 - 2021 - Gendarmerie Corrèze-Pavillons habitations	2021B00057-21352/2021	0,00	0,00	0
25/06/2021	2021B00058-21351/2021 - 2021 - Gendarmerie Corrèze-Locaux Brigade	2021B00058-21351/2021	26 709,42	0,00	0
01/07/2021	2021B00059-21351/2021 - 2021 - MDSAP Juillac (dans locaux MSD)	2021B00059-21351/2021	2 517,97	0,00	0
12/07/2021	2021F00004-2128/2021 - 2021-Remise en état Parcours Orientation Sédières	2021F00004-2128/2021	684,00	0,00	0
21/07/2021	2021B00062-21312/2021 - 2021 - Collège de Beynat	2021B00062-21312/2021	6 631,20	0,00	0
21/07/2021	2021B00063-21351/2021 - 2021 - MSD Ussel	2021B00063-21351/2021	24 068,00	0,00	0
04/08/2021	2021M00071-2185/2021 - 2021 - Matériel de téléphonie - BFV	2021M00071-2185/2021	12 323,84	0,00	0

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Modalité et date d'acquisition	Désignation du bien	N°d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (1)
06/08/2021	2021B00064-21735/2021 - 2021 - Divers collèges - BFV	2021B00064-21735/2021	648,00	0,00	0
11/08/2021	2021B00065-231318/2021 - 2021 - CERBF Neuvic	2021B00065-231318/2021	6 000,00	0,00	0
11/08/2021	2021B00066-21351/2021 - 2021 - MSD Juillac	2021B00066-21351/2021	6 085,30	0,00	0
11/08/2021	2021B00067-21735/2021 - 2021 - Bibliothèque de Prêt	2021B00067-21735/2021	4 057,00	0,00	0
16/08/2021	2021B00068-21735/2021 - 2021 - Collège de Meyssac	2021B00068-21735/2021	63 849,79	0,00	0
17/08/2021	2021B00069-21351/2021 - 2021 - MDSAP Egletons (dans locaux MSD)	2021B00069-21351/2021	2 384,01	0,00	0
17/08/2021	2021B00070-21351/2021 - 2021 - Maison de l'Autonomie (Rue Ramon)	2021B00070-21351/2021	1 862,84	0,00	0
19/08/2021	2021B00072-21735/2021 - 2021 - MDSAP Lubersac	2021B00072-21735/2021	660,00	0,00	0
26/08/2021	2021B00073-21351/2021 - 2021 - MDSAP Lubersac - ERREUR IMPUTATION	2021B00073-21351/2021	0,00	0,00	0
10/09/2021	2021B00074-21735/2021 - 2021 - Collège d'Uzerche	2021B00074-21735/2021	30 871,61	0,00	0
10/09/2021	2021B00075-21351/2021 - 2021 - Marbot Bâtiment F	2021B00075-21351/2021	67 984,59	0,00	0
10/09/2021	2021B00076-21351/2021 - 2021 - Gendarmerie Larche-Brigade	2021B00076-21351/2021	9 858,00	0,00	0
22/09/2021	2021B00078-21351/2021 - 2021 - Archives Départementales	2021B00078-21351/2021	24 590,79	0,00	0
22/09/2021	2021B00079-21351/2021 - 2021 - MSD Egletons	2021B00079-21351/2021	1 723,20	0,00	0
07/10/2021	2021M00075-2182/2021 - 2021 - Matériel transport - camions >3,5t	2021M00075-2182/2021	593 400,00	0,00	0
07/10/2021	2021O00022-2031/2021 - 2021-Etudes Collèges diagn. access.	2021O00022-2031/2021	19 572,00	0,00	0
07/10/2021	2021B00080-21351/2021 - 2021 - Centre de vacances Chamonix	2021B00080-21351/2021	86 880,13	0,00	0
07/10/2021	2021B00081-21313/2021 - 2021 - MSD Ussel	2021B00081-21313/2021	780,00	0,00	0
07/10/2021	2021B00082-21313/2021 - 2021 - MSD Meyssac	2021B00082-21313/2021	360,00	0,00	0
07/10/2021	2021B00083-21351/2021 - 2021 - Collège Cabanis Brive	2021B00083-21351/2021	8 288,10	0,00	0
07/10/2021	2021B00084-21351/2021 - 2021 - CERBF Beynat	2021B00084-21351/2021	2 300,24	0,00	0
18/10/2021	2021B00085-21313/2021 - 2021 - MSD Tulle	2021B00085-21313/2021	1 080,00	0,00	0
18/10/2021	2021B00086-21351/2021 - 2021 - Gendarmerie Seilhac-Brigade	2021B00086-21351/2021	360,00	0,00	0
22/10/2021	2021O00025-2031/2021 - 2021-Etudes SAFER Implant° centrales photovoltaïq.	2021O00025-2031/2021	18 420,00	0,00	0
22/10/2021	2021B00087-21735/2021 - 2021 - Collège Objat	2021B00087-21735/2021	22 398,03	0,00	0
22/10/2021	2021B00088-21351/2021 - 2021 - MSD Brive Ouest	2021B00088-21351/2021	1 128,00	0,00	0
28/10/2021	2021B00089-21351/2021 - 2021 - MSD Uzerche	2021B00089-21351/2021	23 343,69	0,00	0
02/11/2021	2021B00090-21735/2021 - 2021 - Collège de Merlines	2021B00090-21735/2021	20 881,99	0,00	0
04/11/2021	2021O00026-2031/2021 - 2021-Etudes CollègesContrôle qualité air intérieur	2021O00026-2031/2021	11 472,00	0,00	0
05/11/2021	2021B00091-21351/2021 - 2021 - CERBF Beaulieu	2021B00091-21351/2021	2 250,46	0,00	0
10/11/2021	2021B00092-21351/2021 - 2021 - CERBF Treignac	2021B00092-21351/2021	4 968,00	0,00	0
10/11/2021	2021B00093-21351/2021 - 2021 - MDSAP Uzerche (dans locaux MSD)	2021B00093-21351/2021	19 648,40	0,00	0
16/11/2021	2021B00094-21351/2021 - 2021 - MSD Argentat	2021B00094-21351/2021	15 705,57	0,00	0
17/11/2021	2021B00095-21313/2021 - 2021 - MSD Uzerche	2021B00095-21313/2021	2 400,00	0,00	0
17/11/2021	2021B00096-21351/2021 - 2021 - Maison du Tourisme	2021B00096-21351/2021	1 503,60	0,00	0
18/11/2021	2021B00097-21313/2021 - 2021 - MSD Meymac	2021B00097-21313/2021	888,00	0,00	0
18/11/2021	2021B00098-21351/2021 - 2021 - MSD Meymac	2021B00098-21351/2021	3 050,40	0,00	0
22/11/2021	2021O00027-2031/2021 - 2021-Etudes Collèges dépistage radon-Intég. 21735.	2021O00027-2031/2021	5 913,60	0,00	0
24/11/2021	2021B00099-21351/2021 - 2021 - Gendarmerie Argentat-Brigade	2021B00099-21351/2021	9 452,40	0,00	0
25/11/2021	2021B00100-21351/2021 - 2021 - MDSAP Beaulieu	2021B00100-21351/2021	360,00	0,00	0
29/11/2021	2021B00101-21351/2021 - 2021 - Collège d'Ussel	2021B00101-21351/2021	6 359,83	0,00	0
01/12/2021	2021B00104-21351/2021 - 2021 - MSD Brive Est	2021B00104-21351/2021	10 059,50	0,00	0
08/12/2021	2021B00108-21351/2021 - 2021 - Gendarmerie Bort-Brigade	2021B00108-21351/2021	8 635,20	0,00	0
08/12/2021	2021B00109-21351/2021 - 2021 - Gendarmerie Bugeat-Brigade	2021B00109-21351/2021	7 177,20	0,00	0
08/12/2021	2021B00110-21351/2021 - 2021 - MDSAP Argentat (dans locaux MSD)	2021B00110-21351/2021	12 503,12	0,00	0

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Modalité et date d'acquisition	Désignation du bien	N°d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (1)
08/12/2021	2021M00089-2281/2021 - 2021-Travaux foudre sur pylône téléphonique Favars	2021M00089-2281/2021	5 027,99	0,00	0
09/12/2021	2021B00111-231312/2021 - 2021 - Collège Ussel	2021B00111-231312/2021	61 524,00	0,00	0
10/12/2021	2021B00112-21351/2021 - 2021 - CERBF Meymac	2021B00112-21351/2021	3 519,10	0,00	0
13/12/2021	2021B00113-21351/2021 - 2021 - CERBF Lubersac	2021B00113-21351/2021	741,85	0,00	0
13/12/2021	2021B00114-21351/2021 - 2021 - MSD Tulle	2021B00114-21351/2021	7 195,08	0,00	0
13/12/2021	2021B00115-21351/2021 - 2021 - MDSAP Sornac	2021B00115-21351/2021	1 432,80	0,00	0
13/12/2021	2021O00029-2031/2021 - 2021-Etudes Déploiement méthanisation territ.&collec	2021O00029-2031/2021	8 820,00	0,00	0
13/12/2021	2021O00030-2031/2021 - 2021-Etudes Projets hydrogène décarboné enCorrèze	2021O00030-2031/2021	12 625,20	0,00	0
13/12/2021	2021O00031-2031/2021 - 2021-Etudes Audits énergétiques Marbot/Ramon/PRD	2021O00031-2031/2021	19 608,00	0,00	0
13/12/2021	2021B00117-21352/2021 - 2021-Peloton Gend. A89 Monestier-Lotissement Auxifip	2021B00117-21352/2021	734,80	0,00	0
15/12/2021	2021B00118-21351/2021 - 2021 - CERBF Seilhac	2021B00118-21351/2021	3 841,56	0,00	0
15/12/2021	2021O00032-2031/2021 - 2021-Etudes Audits énergétiques de 15 collèges	2021O00032-2031/2021	95 244,00	0,00	0
15/12/2021	2021O00033-2031/2021 - 2021-Etudes Diagnostic accessib.Resto Musée Sarran	2021O00033-2031/2021	1 080,00	0,00	0
16/12/2021	2021B00119-21313/2021 - 2021 - MSD Bort	2021B00119-21313/2021	876,00	0,00	0
16/12/2021	2021B00120-2317312/2021 - 2021 - Collège V. Hugo Tulle	2021B00120-2317312/2021	34 780,20	0,00	0
16/12/2021	2021B00121-231312/2021 - 2021 - Collège Cabanis Brive	2021B00121-231312/2021	35 834,12	0,00	0
16/12/2021	2021B00122-21351/2021 - 2021 - MDSAP Beynat	2021B00122-21351/2021	8 966,04	0,00	0
16/12/2021	2021B00123-2317312/2021 - 2021 - Collège de Meymac	2021B00123-2317312/2021	33 208,32	0,00	0
20/12/2021	2021B00124-21351/2021 - 2021 - CERBF Bugeat	2021B00124-21351/2021	1 165,80	0,00	0
20/12/2021	2021B00125-21314/2021 - 2021 - Archives Départementales diagn. access	2021B00125-21314/2021	1 032,00	0,00	0
20/12/2021	2021O00035-2031/2021 - 2021-Etudes Diagnostic accessib. Marbot bât. F	2021O00035-2031/2021	432,00	0,00	0
20/12/2021	2022S00002 - TEST 1	2022S00002	55 680,00	0,00	0
31/12/2021	2021S00001 - Communes corréziennes	2021S00001	0,00	0,00	0
Acquisitions à titre gratuit			0,00	0,00	
Mise à disposition			0,00	0,00	
Affectation			0,00	0,00	
Mises en concession ou affermage			0,00	0,00	
Divers			0,00	0,00	

(1) Si le bien acquis est amortissable, indiquer la durée d'amortissement.

IV – ANNEXES
ELEMENTS DU BILAN – VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 3313-7 du CGCT) – SORTIES
IV
B9.2
ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS (article R. 3313-7 du CGCT)

Modalités et date de sortie (1)	Désignation du bien	Date d'entrée	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée amortissement en années	Cumul amortissements antérieurs à l'exercice	VNC le jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values (2)	VNC au 31/12 de l'exercice pour les cessions partielles (3)
TOTAL GENERAL							548 344,23	-82 945,40	
Cessions à titre onéreux							0,00	0,00	
Cessions à titre gratuit							0,00	0,00	
Mise à disposition							0,00	0,00	
Affectation							0,00	0,00	
Mises en concession ou affermage							0,00	0,00	
Mise à la réforme							0,00	0,00	
Divers							548 344,23	-82 945,40	
10/03/2021	2021M10000 - Vente TWINGO CQ136JN	31/12/2013	0,00	0	0,00	0,00	2 268,12	2 268,12	0,00
15/06/2021	2021B41000 - Vente CTD de Brive_c21318	31/12/2013	341 957,45	0	0,00	341 957,45	232 155,68	-109 801,77	0,00
15/06/2021	2021B42000 - Vente CTD de Brive_c21351	31/12/2013	3 997,09	0	0,00	3 997,09	7 844,32	3 847,23	0,00
15/06/2021	2021B43000 - Vente CTD de Brive_c21318 (complément VNC)	31/12/2013	36 412,85	0	0,00	36 412,85	0,00	-36 412,85	0,00
22/06/2021	2021M70000 - Vente camion applicateur peinture RVI Euroliner	21/12/2000	0,00	0	0,00	0,00	49 126,19	49 126,19	0,00
22/06/2021	2021M81000 - Vente fourgon TRANSIT 7 pl - CC304JA	30/12/2005	0,00	0	0,00	0,00	820,90	820,90	0,00
22/06/2021	2021M82000 - Vente VLU KANGOO - CC213BJ	19/08/2005	0,00	0	0,00	0,00	150,35	150,35	0,00
22/06/2021	2021M83000 - Vente fourgon TRANSIT 3 pl - CB572LZ	30/10/2006	0,00	0	0,00	0,00	331,27	331,27	0,00
28/06/2021	2021M21000 - Vente CLIO 3 CB533JM	31/12/2007	0,00	0	0,00	0,00	1 018,44	1 018,44	0,00
28/06/2021	2021M22000 - Vente TWINGO 1 CB906JR	31/12/2006	0,00	0	0,00	0,00	500,20	500,20	0,00
28/06/2021	2021M23000 - Vente TWINGO 1 CB961JR	31/12/2003	0,00	0	0,00	0,00	600,24	600,24	0,00
28/06/2021	2021M24000 - Vente CLIO 4 CS474TC	31/12/2013	0,00	0	0,00	0,00	5 265,22	5 265,22	0,00
28/06/2021	2021M25000 - Vente TWINGO DA431NX	31/12/2014	0,00	0	0,00	0,00	3 204,56	3 204,56	0,00
28/06/2021	2021M26000 - Vente TWINGO CK316TN	01/01/2013	0,00	0	0,00	0,00	2 812,60	2 812,60	0,00
28/06/2021	2021M27000 - Vente TWINGO CE902RH	01/01/2013	0,00	0	0,00	0,00	2 878,20	2 878,20	0,00
28/06/2021	2021M28000 - Vente TWINGO CE127RJ	01/01/2013	0,00	0	0,00	0,00	2 956,92	2 956,92	0,00
28/06/2021	2021M29000 - Vente TWINGO DA474NX	31/12/2014	0,00	0	0,00	0,00	3 205,38	3 205,38	0,00
28/06/2021	2021M30000 - Vente TWINGO CQ976JB	31/12/2013	0,00	0	0,00	0,00	2 812,60	2 812,60	0,00
28/06/2021	2021M31000 - Vente TWINGO CQ403JN	31/12/2013	0,00	0	0,00	0,00	3 205,38	3 205,38	0,00
28/06/2021	2021M32000 - Vente TWINGO DA528NX	31/12/2014	0,00	0	0,00	0,00	3 205,38	3 205,38	0,00
28/06/2021	2021M33000 - Vente TWINGO CG333RQ	01/01/2013	0,00	0	0,00	0,00	2 632,20	2 632,20	0,00

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Modalités et date de sortie (1)	Désignation du bien	Date d'entrée	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée amortissement en années	Cumul amortissements antérieurs à l'exercice	VNC le jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values (2)	VNC au 31/12 de l'exercice pour les cessions partielles (3)
28/06/2021	2021M34000 - Vente TWINGO CG385WY	01/01/2013	0,00	0	0,00	0,00	2 753,56	2 753,56	0,00
28/06/2021	2021M35000 - Vente TWINGO CG369WZ	01/01/2013	0,00	0	0,00	0,00	3 067,62	3 067,62	0,00
28/06/2021	2021M51000 - Vente compacteur-remorque E4508	31/07/1998	0,00	0	0,00	0,00	5 571,90	5 571,90	0,00
28/06/2021	2021M52000 - Vente compacteur-remorque E4506	23/04/1997	0,00	0	0,00	0,00	6 659,22	6 659,22	0,00
28/06/2021	2021M53000 - Vente bras amovible du camion CC120CD	31/12/1999	0,00	0	0,00	0,00	981,54	981,54	0,00
28/06/2021	2021M54000 - Vente épareuse D2662	01/01/2011	0,00	0	0,00	0,00	407,46	407,46	0,00
28/06/2021	2021M55000 - Vente épareuse D2661	01/01/2011	0,00	0	0,00	0,00	1 632,39	1 632,39	0,00
28/06/2021	2021M60000 - Vente camion KERAX 4x4 benne CC893KY	30/06/1999	0,00	0	0,00	0,00	14 450,86	14 450,86	0,00
25/08/2021	2021M10001 - Vente fourgon tôle 3 places CB128LZ	31/12/2002	0,00	0	0,00	0,00	344,97	344,97	0,00
11/10/2021	2021M90000 - Vente véhicule frigorifique au collège J. Moulin	25/05/2021	24 524,58	0	0,00	24 524,58	20 492,00	-4 032,58	0,00
15/11/2021	2021M11000 - Vente répandeuse de liant	31/12/1982	0,00	0	0,00	0,00	5 338,20	5 338,20	0,00
15/11/2021	2021M12000 - Vente camion C280 4*2 et 2 plateaux CC101GY	31/12/1992	0,00	0	0,00	0,00	9 134,80	9 134,80	0,00
15/11/2021	2021M13000 - Vente TWINGO CG933RQ	31/12/2013	0,00	0	0,00	0,00	2 899,52	2 899,52	0,00
15/11/2021	2021M14000 - Vente TWINGO CQ508JN	31/12/2013	0,00	0	0,00	0,00	2 841,30	2 841,30	0,00
15/11/2021	2021M14100 - Vente TWINGO 1 CC936SK	31/12/2006	0,00	0	0,00	0,00	400,16	400,16	0,00
15/11/2021	2021M14200 - Vente TWINGO 1 CB576JM	31/12/2007	0,00	0	0,00	0,00	838,04	838,04	0,00
15/11/2021	2021M14300 - Vente TWINGO CQ559JN	31/12/2013	0,00	0	0,00	0,00	2 898,70	2 898,70	0,00
15/11/2021	2021M14400 - Vente TWINGO CE586RG	31/12/2013	0,00	0	0,00	0,00	2 674,84	2 674,84	0,00
07/12/2021	2021B15000 - Vente CTD d'Ussel_c21318	31/12/1993	222 600,78	0	0,00	222 600,78	134 987,00	-87 613,78	0,00
07/12/2021	2021B15100 - Vente CTD d'Ussel_c21351	31/12/1993	1 796,88	0	0,00	1 796,88	2 976,00	1 179,12	0,00

(1) Afficher une ligne par cession, qu'elle soit totale ou partielle.

(2) Plus ou moins value = prix de cession - VNC (valeur nette comptable) le jour de la cession.

(3) La VNC au 31/12 est différente de 0 s'il s'agit de cessions partielles.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DES OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS	B9.3

Pour mémoire		Crédits ouverts (BP + DM)
Chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations	256 000,00

Produit des cessions		Réalizations
Compte 775	Produits des cessions d'immobilisations	548 344,23
Compte 675	Valeurs comptables des immobilisations cédées	631 289,63

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DES IMMOBILISATIONS – BATIMENTS SCOLAIRES	B11.1

Bâtiments scolaires et administratifs (1)

	Désignation des ensembles	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
TOTAL			70 999 075,73		24 402 623,57	1 496 470,85	45 099 981,31
Immobilisations incorporelles			0,00		0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles			70 999 075,73		24 402 623,57	1 496 470,85	45 099 981,31
	IUFM EC MATER ET PRIM MARQUISAT	31/12/1963	428 359,94	50	381 410,19	8 567,20	38 382,56
	CIO Brive (Avenue Bourzat 1860 m²)	31/12/1973	143 898,49	50	49 029,57	11 511,88	83 357,04
	GROSSES REP DIVERS BAT ADMINIST	31/12/1988	412 443,40	50	173 226,25	8 248,87	230 968,28
	COLLEGE BUGEAT	31/12/1989	112 378,08	50	62 931,71	2 247,56	47 198,81
	HOTEL DU DEPARTEMENT MARBOT	31/12/1991	17 014 491,46	50	9 528 115,24	340 289,83	7 146 086,39
	COLLEGE NEUVIC	31/12/1991	1 647 315,53	50	955 443,00	32 946,31	658 926,22
	COLLEGE SEILHAC	31/12/1991	821 387,74	50	509 260,33	16 427,75	295 699,66
	COLLEGE OBJAT	31/12/1995	633 891,10	50	304 267,70	12 677,82	316 945,58
	PARTIE COLLEGE CABANIS BRIVE	31/12/1996	4 463,48	50	2 142,48	89,27	2 231,73
	COLLEGE TREIGNAC	31/12/1996	388 442,52	50	186 452,40	7 768,85	194 221,27
	COLLEGE JEAN LURCAT BRIVE	31/12/1996	853 195,83	50	409 534,06	17 063,92	426 597,86
	ACQUISITIONS DIVERS BAT ADMINISTRATIFS	31/12/1997	383 002,87	50	176 181,36	7 660,06	199 161,45
	ETUDES DIVERSES	31/12/1997	460 624,02	50	156 612,16	9 212,48	294 799,38
	IMMEUBLE FRANCE TELECOM TULLE	31/12/1998	180 805,37	50	79 554,40	3 616,11	97 634,86
	IUFM TULLE	31/12/1998	8 487,81	50	3 734,69	169,76	4 583,36
	GROSSES REP DIVERS BAT ADMINIST	31/12/1999	8 787,28	50	3 690,57	175,75	4 920,96
	COLLEGE LARCHE	31/12/1999	59 088,86	50	24 817,36	1 181,78	33 089,72
	COLLEGE BEYNAT	31/12/1999	309 648,59	50	130 052,38	6 192,97	173 403,24
	HOTEL DU DEPARTEMENT MARBOT	31/12/2000	1 088 804,92	50	435 521,99	21 776,10	631 506,83
	COLLEGE BUGEAT	31/12/2000	581,99	50	232,80	11,64	337,55
	COLLEGE NEUVIC	31/12/2000	19 515,85	50	7 806,39	390,32	11 319,15
	COLLEGE LUBERSAC	31/12/2000	5 572,70	50	2 229,02	111,45	3 232,23
	COLLEGE LARCHE	31/12/2000	52 727,83	50	21 091,19	1 054,56	30 582,09
	COLLEGE BEYNAT	31/12/2000	309 066,54	50	123 626,60	6 181,33	179 258,61
	COLLEGE OBJAT	31/12/2000	819,43	50	327,79	16,39	475,25
	IUFM EC MATER ET PRIM MARQUISAT	31/12/2000	137 847,26	50	55 138,98	2 756,95	79 951,33
	HOTEL DU DEPARTEMENT MARBOT	31/12/2001	623 322,61	50	211 929,66	12 466,45	398 926,50
	COLLEGE BUGEAT	31/12/2001	19 848,74	50	7 542,45	396,97	11 909,32
	COLLEGE NEUVIC	31/12/2001	83 055,27	50	31 561,07	1 661,11	49 833,09
	COLLEGE SEILHAC	31/12/2001	78 846,59	50	29 961,68	1 576,93	47 307,98
	COLLEGE LUBERSAC	31/12/2001	5 855,32	50	2 225,08	117,11	3 513,14
	COLLEGE LARCHE	31/12/2001	735 350,95	50	279 433,38	14 707,02	441 210,56
	COLLEGE BEYNAT	31/12/2001	5 713,05	50	2 170,94	114,26	3 427,85
	COLLEGE JEAN LURCAT BRIVE	31/12/2001	3 172,97	50	1 205,74	63,46	1 903,77
	COLLEGE OBJAT	31/12/2001	42 695,02	50	16 224,10	853,90	25 617,02
	ETUDES DIVERSES	31/12/2001	310 043,27	50	117 816,51	6 200,87	186 025,89
	IUFM EC MATER ET PRIM MARQUISAT	31/12/2001	111 732,73	50	42 458,37	2 234,65	67 039,71

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

	Désignation des ensembles	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
	HOTEL DU DEPARTEMENT MARBOT	31/12/2002	332 901,96	50	113 186,68	6 658,04	213 057,24
	RESIDENCE TURENNE achat	31/12/2002	232 005,43	50	83 521,97	4 640,11	143 843,35
	Travaux /Résidence Turenne	31/12/2002	95 858,22	50	34 508,90	1 917,16	59 432,16
	COLLEGE BUGEAT	31/12/2002	18 014,37	50	6 485,21	360,29	11 168,87
	COLLEGE NEUVIC	31/12/2002	6 710,90	50	2 415,95	134,22	4 160,73
	COLLEGE SEILHAC	31/12/2002	282 371,10	50	101 653,57	5 647,42	175 070,11
	COLLEGE LUBERSAC	31/12/2002	9 216,51	50	3 317,94	184,33	5 714,24
	PARTIE COLLEGE CABANIS BRIVE	31/12/2002	6 216,20	50	2 237,78	124,32	3 854,10
	COLLEGE LARCHE	31/12/2002	25 569,52	50	9 159,07	511,39	15 899,06
	COLLEGE BEYNAT	31/12/2002	1 346,70	50	484,76	26,93	835,01
	COLLEGE OBJAT	31/12/2002	1 640,96	50	590,76	32,82	1 017,38
	IUFM TULLE	31/12/2002	51 913,76	50	18 689,02	1 038,28	32 186,47
	HOTEL DU DEPARTEMENT MARBOT	31/12/2003	487 436,26	50	165 728,26	9 748,73	311 959,27
	Maison du Département EYGURANDE	31/12/2003	538 537,44	50	175 101,32	10 770,75	352 665,37
	Maison du Département SORNAC	31/12/2003	37 265,52	50	12 601,98	745,31	23 918,23
	COLLEGE BUGEAT	31/12/2003	8 282,91	50	2 816,21	165,66	5 301,04
	COLLEGE NEUVIC	31/12/2003	3 827,16	50	1 301,23	76,54	2 449,38
	COLLEGE SEILHAC	31/12/2003	1 052 513,57	50	357 854,61	21 050,27	673 608,68
	COLLEGE LUBERSAC	31/12/2003	6 675,14	50	2 269,55	133,50	4 272,09
	PARTIE COLLEGE CABANIS BRIVE	31/12/2003	5 638,08	50	1 916,95	112,76	3 608,37
	ETUDES DIVERSES	31/12/2003	38 202,24	50	12 988,76	764,04	24 449,43
	IUFM TULLE	31/12/2003	14 008,54	50	4 762,90	280,17	8 965,47
	Maison du Département BEAULIEU	31/12/2003	440 440,92	50	132 160,95	8 808,82	299 471,15
	HOTEL DU DEPARTEMENT MARBOT	31/12/2004	1 456 257,00	50	466 002,24	29 125,14	961 129,62
	Travaux /Résidence Turenne	31/12/2004	3 886,76	50	1 243,76	77,74	2 565,26
	Maison du Département LAROCHE C. (ex CMSD)	31/12/2004	1 338,18	50	401,75	26,76	909,66
	Maison du Département UZERCHE	31/12/2004	385 950,45	50	132 536,64	7 719,01	245 694,80
	Maison du Département UZERCHE travx 2003 (ex CMSD)	31/12/2004	837,20	50	267,90	16,74	552,56
	Maison du Département UZERCHE (vient de c/21313 CMSD)	31/12/2004	342 550,08	50	109 580,34	6 851,00	226 118,74
	COLLEGE SEILHAC	31/12/2004	63 368,24	50	20 277,78	1 267,36	41 823,10
	ETUDES DIVERSES	31/12/2004	6 063,28	50	1 940,30	121,27	4 001,71
	IUFM EC MATER ET PRIM MARQUISAT	31/12/2004	9 650,23	50	3 088,02	193,00	6 369,21
	IUFM TULLE	31/12/2004	66 619,23	50	21 318,10	1 332,38	43 968,75
	Maison du Département MEYSSAC	31/12/2004	1 794,00	50	538,20	35,88	1 219,92
	Maison du Département MEYSSAC	31/12/2004	185 516,92	50	76 941,82	3 710,34	104 864,76
	Maison du Département MEYSSAC	31/12/2004	276 018,61	50	80 229,36	5 520,37	190 268,88
	HOTEL DU DEPARTEMENT MARBOT	31/12/2005	4 318 229,31	50	1 295 468,79	86 364,59	2 936 395,93
	Frais d'études et insertion/ divers Maisons du Dépat	31/12/2005	10 335,28	50	3 100,58	206,71	7 027,99
	Maison du Département BEYNAT	31/12/2005	11 748,93	50	3 524,68	234,98	7 989,27
	Maison du Département Bort les Orgues	31/12/2005	453 067,30	50	135 920,19	9 061,35	308 085,76
	Maison du Département EYGURANDE	31/12/2005	8 945,62	50	2 683,69	178,91	6 083,02
	Maison du Département LAPLEAU achat maison	31/12/2005	30 500,00	50	9 150,00	610,00	20 740,00
	Maison du Département LAROCHE C. (ex CMSD)	31/12/2005	5 463,57	50	1 639,07	109,27	3 715,23
	Maison du Département LAROCHE C. achat maison	31/12/2005	63 175,92	50	18 952,78	1 263,52	42 959,63
	Maison du Département SORNAC	31/12/2005	64 328,56	50	19 298,57	1 286,57	43 743,42
	COLLEGE SEILHAC	31/12/2005	2 645,21	50	793,56	52,90	1 798,74
	IUFM EC MATER ET PRIM MARQUISAT	31/12/2005	24 294,09	50	7 288,23	485,88	16 519,98

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

	Désignation des ensembles	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
	IUFM TULLE	31/12/2005	82 962,16	50	24 888,65	1 659,24	56 414,27
	Maison du Département BEAULIEU	31/12/2005	337 728,97	50	94 564,11	6 754,58	236 410,28
	Maison du Département MERCOEUR	31/12/2005	38 975,75	50	10 913,20	779,52	27 283,04
	Maison du Département MEYSSAC	31/12/2005	13 907,80	50	3 894,19	278,16	9 735,45
	Hôtel du Dpt Marbot - Extension + études	31/12/2006	4 596 200,55	50	1 286 936,15	91 924,01	3 217 340,39
	Hôtel du Dpt Marbot - Vente Graulier Hélène+ frais	31/12/2006	147 304,17	50	41 245,17	2 946,08	103 112,92
	Insertion / Divers Maisons du Dépt	31/12/2006	3 077,39	50	861,67	61,55	2 154,17
	Maison du Département BEYNAT	31/12/2006	33 807,41	50	9 466,07	676,15	23 665,19
	Maison du Département BEYNAT	31/12/2006	43 196,52	50	12 095,03	863,93	30 237,56
	Maison du Département Bort les Orgues	31/12/2006	148 061,16	50	41 457,12	2 961,22	103 642,81
	Maison du Département BUGEAT	31/12/2006	85 296,53	50	23 883,03	1 705,93	59 707,57
	Maison du Département BUGEAT	31/12/2006	2 392,00	50	669,76	47,84	1 674,40
	Maison du Département EGLETONS	31/12/2006	9 210,14	50	2 578,84	184,20	6 447,10
	Maison du Département LAPLEAU	31/12/2006	5 239,80	50	1 467,14	104,80	3 667,86
	Maison du Département MEYMAC	31/12/2006	4 186,00	50	1 172,08	83,72	2 930,20
	Maison du Département SORNAC	31/12/2006	388 256,33	50	108 711,77	7 765,13	271 779,43
	Maison du Département St PRIVAT	31/12/2006	123 143,75	50	34 480,25	2 462,88	86 200,63
	Maison du Département St PRIVAT	31/12/2006	2 486,72	50	696,28	49,73	1 740,70
	Maison du Département UZERCHE	31/12/2006	2 207,10	50	617,99	44,14	1 544,97
	IUFM école maternelle et primaire "le MARQUISAT"	31/12/2006	45 811,98	50	12 827,35	916,24	32 068,39
	IUFM TULLE restructuration	31/12/2006	23 742,38	50	6 647,87	474,85	16 619,67
	COLLEGE BUGEAT	31/12/2006	41 979,60	50	11 754,29	839,59	29 385,72
	COLLEGE NEUVIC	31/12/2006	33 861,08	50	9 481,10	677,22	23 702,76
	COLLEGE SEILHAC	31/12/2006	15 670,02	50	4 387,61	313,40	10 969,01
	COLLEGE LUBERSAC	31/12/2006	35 189,92	50	9 853,18	703,80	24 632,94
	COLLEGE OBJAT	31/12/2006	25 671,15	50	7 187,92	513,42	17 969,81
	COLLEGE BRIVE JEAN LURCAT	31/12/2006	609 915,62	50	170 776,37	12 198,31	426 940,93
	COLLEGE BRIVE CABANIS	31/12/2006	1 052,72	50	294,76	21,05	736,90
	COLLEGE BEYNAT	31/12/2006	136 518,49	50	38 225,18	2 730,37	95 562,94
	COLLEGES DIVERSES INSERTIONS DE PRESSE	31/12/2006	708,08	50	198,26	14,16	495,66
	ETUDES divers collèges suivies de réalisation	31/12/2006	15 159,42	50	4 244,64	303,19	10 611,59
	Maison du Département BEAULIEU	31/12/2006	2 246,96	50	584,21	44,94	1 617,81
	Maison du Département MERCOEUR	31/12/2006	448 043,13	50	116 491,21	8 960,86	322 591,06
	Maison du Département MEYSSAC	31/12/2006	34 815,65	50	9 052,07	696,31	25 067,27
	MARBOT / Frais d'études 2006 Batiment F	31/12/2007	1 308 995,80	50	340 338,91	26 179,92	942 476,98
	MARBOT / Travaux 2007 Batiment A	31/12/2007	67 241,52	50	17 482,80	1 344,83	48 413,89
	MARBOT / Travaux 2007 Batiment F	31/12/2007	182 645,43	50	47 487,81	3 652,91	131 504,71
	Résidence Turenne	31/12/2007	8 426,23	50	2 190,82	168,52	6 066,89
	Maison du Département BEYNAT	31/12/2007	256 888,21	50	66 790,93	5 137,76	184 959,51
	Maison du Département EGLETONS	31/12/2007	137 654,35	50	35 790,13	2 753,09	99 111,13
	Maison du Département EGLETONS	31/12/2007	87 481,41	50	22 745,17	1 749,63	62 986,62
	Maison du Département EYGURANDE	31/12/2007	637,83	50	165,84	12,76	459,24
	Maison du Département St PRIVAT	31/12/2007	20 724,93	50	5 388,48	414,50	14 921,95
	Maison du Département SORNAC	31/12/2007	294 354,82	50	76 532,25	5 887,10	211 935,47
	Maison du Département LUBERSAC	31/12/2007	52 118,51	50	13 550,81	1 042,37	37 525,33
	COLLEGE Brive J.LURCAT	31/12/2007	36 870,44	50	9 586,31	737,41	26 546,72
	COLLEGE Brive CABANIS	31/12/2007	8 303,93	50	2 159,02	166,08	5 978,83

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

	Désignation des ensembles	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
	COLLEGE Beynat	31/12/2007	26 943,46	50	7 005,30	538,87	19 399,29
	COLLEGE Larche	31/12/2007	20 939,55	50	5 444,28	418,79	15 076,48
	COLLEGE Brive J.MOULIN	31/12/2007	28 638,33	50	7 445,97	572,77	20 619,60
	COLLEGE Bugeat	31/12/2007	18 952,33	50	4 927,61	379,05	13 645,68
	COLLEGE Lubersac	31/12/2007	4 887,09	50	1 270,64	97,74	3 518,70
	COLLEGE Neuvic	31/12/2007	30 038,18	50	7 809,93	600,76	21 627,49
	COLLEGE Objat	31/12/2007	387 361,06	50	100 713,88	7 747,22	278 899,96
	COLLEGE Seilhac	31/12/2007	10 301,14	50	2 675,28	206,02	7 419,84
	Insertion divers collèges	31/12/2007	9 196,15	50	2 391,00	183,92	6 621,23
	IUFM de Tulle	31/12/2007	63 774,60	50	16 581,40	1 275,49	45 917,71
	Maison du Département BEAULIEU	31/12/2007	2 574,70	50	669,43	51,49	1 853,77
	Maison du Département MERCOEUR	31/12/2007	229 841,34	50	59 758,75	4 596,83	165 485,76
	Maison du Département MEYSSAC	31/12/2007	558 245,53	50	145 143,84	11 164,91	401 936,78
	Maison du Département SORNAC	31/12/2008	3 130,24	50	1 037,06	62,60	2 030,58
	Maison du Département BEYNAT	31/12/2008	321 668,71	50	77 200,49	6 433,37	238 034,85
	Maison du Département ST PRIVAT	31/12/2008	474 666,87	50	113 920,05	9 493,34	351 253,48
	Maison du Département BUGEAT	31/12/2008	19 329,31	50	4 639,03	386,59	14 303,69
	Maison du Département EGLETONS	31/12/2008	617 789,55	50	148 269,49	12 355,79	457 164,27
	Maison du Département LUBERSAC	31/12/2008	3 289,96	50	789,59	65,80	2 434,57
	Hôtel du Département Marbot	31/12/2008	468 915,64	50	112 539,75	9 378,31	346 997,57
	Résidence Turenne	31/12/2008	5 690,16	50	1 365,64	113,80	4 210,72
	Collège BUGEAT	31/12/2008	14 373,75	50	3 449,70	287,48	10 636,58
	Collège OBJAT	31/12/2008	23 956,25	50	5 749,50	479,13	17 727,63
	Collège BEYNAT	31/12/2008	439,58	50	105,50	8,79	325,29
	Collège EGLETONS	31/12/2008	58 104,03	50	13 944,98	1 162,08	42 996,97
	IUFM de Tulle	31/12/2008	6 946,36	50	1 667,13	138,93	5 140,31
	Insertions divers collèges BOAMP	31/12/2008	752,64	50	180,63	15,05	556,95
	COLLEGE Allassac	31/12/2008	64 448,31	50	15 467,59	1 288,97	47 691,75
	COLLEGE Beaulieu	31/12/2008	30 731,02	50	7 375,44	614,62	22 740,95
	COLLEGE Brive CABANIS	31/12/2008	20 065,80	50	4 815,79	401,32	14 848,69
	COLLEGE Brive Jean LURCAT	31/12/2008	65 190,96	50	15 645,83	1 303,82	48 241,31
	COLLEGE Beynat	31/12/2008	18 622,11	50	4 469,31	372,44	13 780,36
	COLLEGE Larche	31/12/2008	37 937,32	50	9 104,96	758,75	28 073,62
	COLLEGE Lubersac	31/12/2008	717,60	50	172,22	14,35	531,02
	COLLEGE Meymac	31/12/2008	207 465,12	50	49 791,63	4 149,30	153 524,19
	COLLEGE Meyssac	31/12/2008	117 696,69	50	28 247,21	2 353,93	87 095,55
	COLLEGE Neuvic	31/12/2008	3 497,33	50	839,36	69,95	2 588,02
	COLLEGE Objat	31/12/2008	114 854,61	50	27 565,11	2 297,09	84 992,41
	COLLEGE Seilhac	31/12/2008	203 329,43	50	48 799,06	4 066,59	150 463,78
	COLLEGE Treignac	31/12/2008	154 123,06	50	36 989,53	3 082,46	114 051,06
	COLLEGE Tulle CLEMENCEAU	31/12/2008	216 690,77	50	52 005,78	4 333,82	160 351,17
	COLLEGE tulle Victor HUGO	31/12/2008	127 231,99	50	30 535,68	2 544,64	94 151,67
	COLLEGE Ussel	31/12/2008	166 917,80	50	40 060,27	3 338,36	123 519,17
	COLLEGE Uzerche	31/12/2008	7 276,89	50	1 746,45	145,54	5 384,90
	Maison du Département BEAULIEU	31/12/2008	5 813,76	50	1 395,30	116,28	4 302,18
	Maison du Département MERCOEUR	31/12/2008	42 467,71	50	10 192,25	849,35	31 426,11
	Maison du Département MEYSSAC	31/12/2008	55 397,15	50	13 295,32	1 107,94	40 993,89

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

	Désignation des ensembles	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
	MARBOT, bâtiments B C D et poste de garde	31/12/2009	201 401,10	50	44 308,24	4 028,02	153 064,84
	Hôtel du Département MARBOT, informatique	31/12/2009	69 855,37	50	15 368,18	1 397,11	53 090,08
	Maison du Département BEYNAT	31/12/2009	2 647,18	50	582,38	52,94	2 011,86
	Maison du Département Bort les Orgues	31/12/2009	5 516,19	50	1 213,56	110,32	4 192,30
	Maison du Département EGLETONS	31/12/2009	6 673,08	50	1 468,08	133,46	5 071,54
	Maison du Département Eygurande	31/12/2009	3 798,50	50	835,67	75,97	2 886,86
	Maison du Département Lapleau	31/12/2009	7 107,28	50	1 563,60	142,15	5 401,53
	Maison du Département LUBERSAC	31/12/2009	1 598,38	50	351,64	31,97	1 214,77
	Maison du Département ST PRIVAT	31/12/2009	139 605,71	50	30 713,26	2 792,11	106 100,34
	Résidence Turenne	31/12/2009	3 793,44	50	758,69	75,87	2 958,88
	COLLEGE Beynat	31/12/2009	312 446,28	50	68 738,18	6 248,93	237 459,17
	COLLEGE Brive CABANIS	31/12/2009	307 113,71	50	67 565,02	6 142,27	233 406,42
	COLLEGE Brive Jean LURCAT	31/12/2009	19 658,66	50	4 324,91	393,17	14 940,58
	COLLEGE Bugeat	31/12/2009	9 328,80	50	2 052,34	186,58	7 089,89
	COLLEGE Egletons	31/12/2009	85 304,66	50	18 767,03	1 706,09	64 831,54
	COLLEGE Larche	31/12/2009	13 497,84	50	2 969,52	269,96	10 258,36
	COLLEGE Lubersac	31/12/2009	16 913,83	50	3 721,04	338,28	12 854,51
	COLLEGE Neuvic	31/12/2009	9 883,82	50	2 174,44	197,68	7 511,70
	COLLEGE Objat	31/12/2009	63 460,37	50	13 961,28	1 269,21	48 229,88
	COLLEGE Seilhac	31/12/2009	767 986,13	50	168 956,95	15 359,72	583 669,46
	COLLEGE Treignac	31/12/2009	2 491,00	50	548,02	49,82	1 893,16
	Divers collèges Diagnostic accessibilité	31/12/2009	45 755,03	50	10 066,11	915,10	34 773,82
	Divers collèges Etudes et conformité électrique	31/12/2009	14 887,22	50	3 275,19	297,74	11 314,29
	IUFM Tulle	31/12/2009	4 238,00	50	932,36	84,76	3 220,88
	Maison du Département BEAULIEU	31/12/2009	7 315,09	50	1 609,32	146,30	5 559,47
	Maison du Département MEYSSAC	31/12/2009	1 459,36	50	321,06	29,19	1 109,12
	Marbot, Etudes 2009 suivies de réalisation	31/12/2010	1 023,51	50	204,70	20,47	798,34
	Restructuration et sécurité à MARBOT	31/12/2010	84 162,36	50	16 832,47	1 683,25	65 646,64
	Maison du département de St Privat	31/12/2010	2 867,52	50	573,50	57,35	2 236,67
	COLLEGE Brive Jean LURCAT	31/12/2010	11 855,23	50	2 371,05	237,10	9 247,08
	COLLEGE Brive CABANIS, construction d'un gymnase	31/12/2010	1 655 126,32	50	331 025,26	33 102,53	1 290 998,53
	COLLEGE Bugeat	31/12/2010	26 024,16	50	5 204,83	520,48	20 298,84
	COLLEGE Beynat	31/12/2010	36 215,35	50	7 243,07	724,31	28 247,97
	COLLEGE Neuvic	31/12/2010	112 483,57	50	22 496,71	2 249,67	87 737,18
	COLLEGE Objat	31/12/2010	726,00	50	145,20	14,52	566,28
	Collèges Etudes 2009 suivies de réalisation	31/12/2010	15 173,98	50	3 034,80	303,48	11 835,70
	COLLEGE d'Egletons, clôture et sécurité	31/12/2010	54 166,93	50	10 833,39	1 083,34	42 250,21
	Maison du Département BEAULIEU	31/12/2010	5 716,88	50	1 143,38	114,34	4 459,17
	MARBOT, bâtiments B C D et poste de garde	31/12/2011	60 575,32	50	10 903,56	1 211,51	48 460,26
	Maison du Département Egletons	31/12/2011	3 840,23	50	691,24	76,80	3 072,18
	COLLEGE Ussel	31/12/2011	15 082,08	50	2 714,77	301,64	12 065,66
	COLLEGE Neuvic	31/12/2011	51 829,07	50	9 329,23	1 036,58	41 463,26
	COLLEGE Egletons	31/12/2011	84 924,76	50	15 286,46	1 698,50	67 939,81
	IUFM	31/12/2011	490,36	50	88,26	9,81	392,29
	COLLEGE CABANIS BRIVE	31/12/2011	3 664,09	50	659,54	73,28	2 931,27
	COLLEGE OBJAT	31/12/2011	55 071,45	50	9 912,86	1 101,43	44 057,16
	COLLEGE J LURCAT BRIVE	31/12/2011	2 468,54	50	444,34	49,37	1 974,83

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

	Désignation des ensembles	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
	COLLEGE BEYNAT	31/12/2011	17 474,52	50	3 145,41	349,49	13 979,62
	Collèges Etudes 2010 suivies de réalisation	31/12/2011	21 025,68	50	3 784,62	420,51	16 820,54
	COLLEGE ALLASSAC	31/12/2011	99 709,02	50	17 947,62	1 994,18	79 767,22
	COLLEGE ARGENTAT	31/12/2011	16 912,88	50	3 044,32	338,26	13 530,30
	COLLEGE BEAULIEU	31/12/2011	19 789,47	50	3 562,10	395,79	15 831,58
	COLLEGE J MOULIN BRIVE	31/12/2011	36 546,29	50	6 578,33	730,93	29 237,03
	COLLEGE ROLLINAT BRIVE	31/12/2011	29 200,45	50	5 256,08	584,01	23 360,36
	COLLEGE BORT	31/12/2011	127 695,32	50	22 985,16	2 553,91	102 156,26
	COLLEGE CORREZE	31/12/2011	19 324,68	50	3 478,44	386,49	15 459,74
	COLLEGE LARCHE	31/12/2011	69 923,01	50	12 586,14	1 398,46	55 938,41
	COLLEGE LUBERSAC	31/12/2011	74 087,13	50	13 335,68	1 481,74	59 269,70
	COLLEGE MERLINES	31/12/2011	37 188,19	50	6 693,87	743,76	29 750,55
	COLLEGE MEYSSAC	31/12/2011	28 257,01	50	5 086,26	565,14	22 605,61
	COLLEGE SEILHAC	31/12/2011	22 976,61	50	4 135,79	459,53	18 381,29
	COLLEGE TREIGNAC	31/12/2011	90 252,88	50	16 245,52	1 805,06	72 202,30
	COLLEGE CLEMENCEAU TULLE	31/12/2011	56 615,07	50	10 190,71	1 132,30	45 292,06
	COLLEGE V HUGO TULLE	31/12/2011	233 487,21	50	42 027,70	4 669,74	186 789,77
	COLLEGE UZERCHE	31/12/2011	6 756,62	50	1 216,19	135,13	5 405,30
	Marbot-Construction pour électrification BT local	31/12/2012	1 508,34	50	241,33	30,17	1 236,84
	Maison du Département Beynat - portillon métal.	31/12/2012	1 817,92	50	290,87	36,36	1 490,69
	COLLEGE USSEL	31/12/2012	5 441,80	50	870,69	108,84	4 462,28
	COLLEGE EGLETONS	31/12/2012	34 652,76	50	5 544,44	693,06	28 415,26
	COLLEGE Brive CABANIS	31/12/2012	8 425,53	50	1 348,08	168,51	6 908,93
	Collèges Etudes 2011 suivies de réalisation	31/12/2012	3 133,52	50	501,36	62,67	2 569,49
	COLLEGE ROLLINAT	31/12/2012	855 635,16	50	136 901,63	17 112,70	701 620,83
	COLLEGE MEYSSAC	31/12/2012	1 122,75	50	179,64	22,46	920,66
	COLLEGE LUBERSAC	31/12/2012	72 859,85	50	11 657,58	1 457,20	59 745,08
	COLLEGE TREIGNAC	31/12/2012	27 969,42	50	4 475,11	559,39	22 934,92
	COLLEGE J LURCAT	31/12/2012	272,71	50	43,63	5,45	223,62
	COLLEGE J MOULIN	31/12/2012	16 385,40	50	2 621,66	327,71	13 436,03
	COLLEGE BEYNAT	31/12/2012	926,90	50	148,30	18,54	760,06
	COLLEGE MEYMAC	31/12/2012	9 880,16	50	1 580,83	197,60	8 101,73
	COLLEGE SEILHAC	31/12/2012	8 343,80	50	1 335,01	166,88	6 841,92
	COLLEGE ARGENTAT	31/12/2012	8 162,70	50	1 306,03	163,25	6 693,41
	Marbot-Extension réseau basse tension Salle Ceyrac	31/12/2013	5 284,29	50	739,80	105,69	4 438,80
	Marbot-Réaménagements bureaux - Création de cloisons	31/12/2013	7 652,37	50	1 071,33	153,05	6 427,99
	2013-81-IUFM à Tulle-Création chaufferie - Lot 3 - Ac2	31/12/2013	5 023,20	50	703,25	100,46	4 219,49
	2013-82-IUFM à Tulle -DGD- Création chaufferie indépendante - Lot 4	31/12/2013	2 766,95	50	387,37	55,34	2 324,24
	SI7105-IUFM-CT pour création chaufferie gaz	31/12/2013	1 136,20	50	159,07	22,72	954,41
	2013-79-IUFM à Tulle - Création chaufferie indépendant-Ac 1-Lot1	31/12/2013	5 132,04	50	718,49	102,64	4 310,91
	COLLEGE Egletons-Rideaux pour internat	31/12/2013	51,44	50	7,20	1,03	43,21
	2013-80-IUFM à Tulle - Création chaufferie bâtiment "annexe" - Lot 2	31/12/2013	3 360,76	50	470,51	67,22	2 823,04
	2013-81-IUFM Tulle-Chaufferie bâtiment "annexe"- Lot 3	31/12/2013	5 023,20	50	703,25	100,46	4 219,49
	COLLEGE Egletons-Installation clôture côté vestiaires	31/12/2013	9 994,97	50	1 399,30	199,90	8 395,77

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

	Désignation des ensembles	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
	2013-79-IUFM à Tulle - Création chaufferie - Lot 1 -Solde	31/12/2013	1 805,96	50	252,83	36,12	1 517,01
	2013-81-IUFM-Création d'une chaufferie - Lot 3 - Ac 1	31/12/2013	40 185,60	50	5 625,98	803,71	33 755,90
	COLLEGE LUBERSAC	31/12/2013	95 288,84	50	13 340,44	1 905,78	80 042,63
	COLLEGE USSEL	31/12/2013	16 546,66	50	2 316,53	330,93	13 899,19
	COLLEGE MEYMAC	31/12/2013	20 678,83	50	2 895,04	413,58	17 370,22
	COLLEGE BEYNAT	31/12/2013	52 018,01	50	7 282,52	1 040,36	43 695,13
	COLLEGE CLEMENCEAU	31/12/2013	995,10	50	139,31	19,90	835,88
	COLLEGE UZERCHE	31/12/2013	6 218,44	50	870,58	124,37	5 223,49
	COLLEGE V HUGO	31/12/2013	9 848,36	50	1 378,77	196,97	8 272,62
	COLLEGE EGLETONS	31/12/2013	6 982,91	50	977,61	139,66	5 865,64
	COLLEGE MERLINES	31/12/2013	5 782,66	50	809,57	115,65	4 857,43
	COLLEGE SEILHAC	31/12/2013	125 870,15	50	17 621,82	2 517,40	105 730,93
	COLLEGE ARGENTAT	31/12/2013	11 830,83	50	1 656,32	236,62	9 937,90
	COLLEGE BEAULIEU	31/12/2013	23 399,74	50	3 275,96	467,99	19 655,78
	COLLEGE BORT	31/12/2013	5 053,55	50	707,50	101,07	4 244,98
	COLLEGE CABANIS	31/12/2013	4 437,16	50	621,20	88,74	3 727,21
	COLLEGE LARCHE	31/12/2013	8 376,22	50	1 172,67	167,52	7 036,02
	COLLEGE OBJAT	31/12/2013	10 554,10	50	1 477,57	211,08	8 865,44
	COLLEGE ALLASSAC	31/12/2013	11 299,70	50	1 581,96	225,99	9 491,75
	COLLEGE ROLLINAT	31/12/2013	1 622,02	50	227,08	32,44	1 362,50
	Frais d'études 2012 suivis de réalisation-COLLEGE CORREZE	31/12/2013	2 978,04	50	416,93	59,56	2 501,55
	Résidence Turenne-Travaux mise aux normes des ascenseurs	31/12/2014	11 844,64	50	1 421,36	236,89	10 186,39
	Maison du Département SORNAC	31/12/2014	1 200,00	50	144,00	24,00	1 032,00
	Bâtiment "Saintipoly" à Tulle - Remplacement couverture existante	31/12/2014	30 484,93	50	3 658,19	609,70	26 217,04
	Intégration travaux terminés (c/23)-Marbot	31/12/2014	2 424,37	50	290,92	48,49	2 084,96
	Intégration travaux terminés (c/23) - COLLEGE Neuvic	31/12/2014	459,09	50	55,09	9,18	394,82
	Intégration travaux terminés (c/23) - COLLEGE Egletons	31/12/2014	6 190,98	50	742,92	123,82	5 324,24
	Collège d'Egletons	31/12/2014	6 364,30	50	763,72	127,29	5 473,30
	Collège de Bort-Les-Orgues	31/12/2014	5 520,00	50	662,40	110,40	4 747,20
	Collège de Meyssac	31/12/2014	80 321,11	50	9 638,53	1 606,42	69 076,15
	Collège d'Ussel	31/12/2014	2 668,20	50	320,18	53,36	2 294,65
	Collège d'Uzerche	31/12/2014	6 429,50	50	771,54	128,59	5 529,37
	Collège de Seilhac	31/12/2014	2 755,20	50	330,62	55,10	2 369,47
	Collège Cabanis Brive	31/12/2014	846,00	50	101,52	16,92	727,56
	Collège V. Hugo Tulle	31/12/2014	51 963,39	50	6 235,61	1 039,27	44 688,52
	Collège J. Moulin Brive	31/12/2014	1 770,00	50	212,40	35,40	1 522,20
	Collège d'Objat	31/12/2014	4 620,00	50	554,40	92,40	3 973,20
	Collège de Lubersac	31/12/2014	211 177,63	50	25 341,32	4 223,55	181 612,76
	Frais d'études suivis de réalisation - Collège de Corrèze	31/12/2014	2 313,33	50	277,60	46,27	1 989,46
	Intégration travaux terminés (c/23)-Collège Clémenceau Tulle	31/12/2014	19 953,34	50	2 394,40	399,07	17 159,87
	Intégration travaux terminés (c/23)-Collège de Beaulieu	31/12/2014	33 072,10	50	3 968,65	661,44	28 442,01
	Intégration travaux terminés (c/23)-Collège de Corrèze	31/12/2014	923,31	50	110,80	18,47	794,05
	Intégration travaux terminés (c/23)-Collège de Larche	31/12/2014	210 618,12	50	25 274,17	4 212,36	181 131,58
	Intégration travaux terminés (c/23)-Collège de Lubersac	31/12/2014	23 735,72	50	2 848,29	474,71	20 412,72
	Intégration travaux terminés (c/23)-Collège de Meymac	31/12/2014	1 096,36	50	131,56	21,93	942,87
	Intégration travaux terminés (c/23)-Collège de Meyssac	31/12/2014	613,40	50	73,61	12,27	527,52

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

	Désignation des ensembles	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
	Intégration travaux terminés (c/23)-Collège de Seilhac	31/12/2014	21 887,97	50	2 626,56	437,76	18 823,65
	Intégration travaux terminés (c/23)-Collège d'Uzerche	31/12/2014	2 883,36	50	346,01	57,67	2 479,68
	Intégration travaux terminés (c/23)-Collège Jean Lurçat Brive	31/12/2014	214 570,32	50	25 748,44	4 291,41	184 530,48
	Intégration travaux terminés (c/23)-Collège Rollinat Brive	31/12/2014	39 171,29	50	4 700,55	783,43	33 687,31
	Intégration travaux terminés (c/23)-Collège V. Hugo Tulle	31/12/2014	66 232,69	50	7 947,92	1 324,65	56 960,11
	Intégration travaux terminés (c/23)-Collège d'Allassac	31/12/2014	11 891,97	50	1 427,04	237,84	10 227,09
	Intégration travaux terminés (c/23)-Collège de Bort	31/12/2014	174,54	50	20,94	3,49	150,10
	Intégration travaux terminés (c/23)-Collège de Treignac	31/12/2014	1 172,05	50	140,65	23,44	1 007,96
	Intégration travaux terminés (c/23)-Collège d'Objat	31/12/2014	3 083,53	50	370,02	61,67	2 651,84
	Intégration travaux terminés (c/23)-Divers collèges	31/12/2014	130,93	50	15,71	2,62	112,60
	Maison du Département d'Eygurande	31/12/2015	3 140,10	50	314,01	62,80	2 763,29
	Résidence Turenne Tulle	31/12/2015	2 480,25	50	248,03	49,61	2 182,62
	Intégration travaux terminés (c/23)-Maison du Département Sornac	31/12/2015	12 446,14	50	1 244,61	248,92	10 952,60
	Intégration travaux terminés (c/23)-Marbot	31/12/2015	6 307,87	50	630,79	126,16	5 550,93
	Intégration travaux terminés (c/23) - COLLEGE Egletons	31/12/2015	80 604,67	50	8 060,47	1 612,09	70 932,11
	Intégration travaux terminés (c/23) - COLLEGE Ussel	31/12/2015	4 638,00	50	463,80	92,76	4 081,44
	Frais d'études suivis de réalisation - Collège de Beaulieu	31/12/2015	2 970,23	50	297,02	59,40	2 613,80
	2015 - Collège de Beynat	31/12/2015	81 921,48	50	8 192,15	1 638,43	72 090,90
	2015 - Collège de Bort-Les-Orgues	31/12/2015	74 121,49	50	7 412,15	1 482,43	65 226,91
	2015 - Collège de Lubersac	31/12/2015	17 563,68	50	1 756,37	351,27	15 456,04
	2015 - Collège de Merlines	31/12/2015	51 225,23	50	5 122,52	1 024,50	45 078,20
	2015 - Collège de Meyssac	31/12/2015	29 389,96	50	2 939,00	587,80	25 863,16
	2015 - Collège J. Moulin Brive	31/12/2015	18 829,26	50	1 882,93	376,59	16 569,75
	2015 - Collège Jean Lurçat Brive	31/12/2015	34 606,43	50	3 460,64	692,13	30 453,66
	2015 - Collège V. Hugo Tulle	31/12/2015	30 990,98	50	3 099,10	619,82	27 272,06
	Intégration travaux terminés (c/23)-Collège de Meyssac	31/12/2015	358 039,14	50	35 803,91	7 160,78	315 074,44
	Intégration travaux terminés (c/23)-Collège d'Objat	31/12/2015	1 429 327,20	50	142 932,72	28 586,54	1 257 807,94
	Intégration travaux terminés (c/23)-Collège Jean Lurçat Brive	31/12/2015	2 000,00	50	200,00	40,00	1 760,00
	Intégration travaux terminés (c/23)-Collège de Lubersac	31/12/2015	82 782,02	50	8 278,20	1 655,64	72 848,18
	Intégration travaux terminés (c/23)-Collège de Meymac	31/12/2015	366 363,51	50	36 636,35	7 327,27	322 399,89
	Intégration travaux terminés (c/23)-Collège d'Uzerche	31/12/2015	431 185,91	50	43 118,59	8 623,72	379 443,60
	Intégration travaux terminés (c/23)-Collège de Merlines	31/12/2015	676,80	50	67,68	13,54	595,58
	Intégration travaux terminés (c/23)-Collège J. Moulin Brive	31/12/2015	3 485,38	50	348,54	69,71	3 067,13
	Intégration travaux terminés (c/23)-Collège V. Hugo Tulle	31/12/2015	1 252,80	50	125,28	25,06	1 102,46
	Marbot	31/12/2016	3 426,98	50	274,16	68,54	3 084,28
	Intégration travaux terminés (c/23)-Marbot	31/12/2016	1 057,00	50	84,56	21,14	951,30
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collège Cabanis Brive	31/12/2016	17 877,89	50	1 430,23	357,56	16 090,10
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collège de Neuvic	31/12/2016	32 135,42	50	2 570,83	642,71	28 921,88
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collège d'Ussel	31/12/2016	117 920,25	50	9 433,62	2 358,41	106 128,23
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collège d'Egletons	31/12/2016	484 964,71	50	38 797,18	9 699,29	436 468,24
	2016 - Collège d'Uzerche	31/12/2016	38 842,30	50	3 107,38	776,85	34 958,07
	2016 - Collège de Bort-Les-Orgues	31/12/2016	1 285,84	50	102,87	25,72	1 157,26
	2016 - Collège V. Hugo Tulle	31/12/2016	51 838,69	50	4 147,10	1 036,77	46 654,82
	Intégration travaux terminés (c/23)-Collège de Beaulieu	31/12/2016	6 000,00	50	480,00	120,00	5 400,00
	Intégration travaux terminés (c/23)-Collège de Treignac	31/12/2016	28 848,00	50	2 307,84	576,96	25 963,20
	Intégration travaux terminés (c/23)-Collège de Seilhac	31/12/2016	15 501,28	50	1 240,10	310,03	13 951,15

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

	Désignation des ensembles	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
	Intégration travaux terminés (c/23)-Collège V. Hugo Tulle	31/12/2016	86 506,13	50	6 920,49	1 730,12	77 855,52
	Intégration travaux terminés (c/23)-Collège d'Objat	31/12/2016	21 883,08	50	1 750,65	437,66	19 694,77
	Intégration travaux terminés (c/23)-Collège Clémenceau Tulle	31/12/2016	147 965,44	50	11 837,24	2 959,31	133 168,90
	Intégration travaux terminés (c/23)-Collège d'Uzerche	31/12/2016	7 764,97	50	621,20	155,30	6 988,47
	Intégration travaux terminés (c/23)-Collège J. Moulin Brive	31/12/2016	79 289,81	50	6 343,18	1 585,80	71 360,83
	Intégration travaux terminés (c/23)-Collège de Bort-Les-Orgues	31/12/2016	41 845,37	50	3 347,63	836,91	37 660,83
	Intégration travaux terminés (c/23)-Collège Rollinat Brive	31/12/2016	128 370,03	50	10 269,60	2 567,40	115 533,03
	Intégration travaux terminés (c/23)-Collège de Larche	31/12/2016	66 204,65	50	5 296,37	1 324,09	59 584,19
	Intégration travaux terminés (c/23)-Collège de Lubersac	31/12/2016	73 369,18	50	5 869,53	1 467,38	66 032,26
	Frais d'études suivis de réalisation - Collège de Lubersac	31/12/2016	2 466,00	50	197,28	49,32	2 219,40
	Frais d'études suivis de réalisation - Collège de J. Lurçat Brive	31/12/2016	480,00	50	38,40	9,60	432,00
	Frais d'études suivis de réalisation - Collège d'Objat	31/12/2016	3 242,40	50	259,39	64,85	2 918,16
	Solde intégrations 2015 (c/23) - Marbot	31/12/2017	12 658,85	30	1 265,89	421,96	10 971,00
	Solde intégrations 2015 (c/23) - Travaux en régie Marbot	31/12/2017	610,60	30	61,06	20,35	529,19
	Col de Seilhac-Remplacement extraction cuisine	31/12/2017	4 368,00	30	436,80	145,60	3 785,60
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collège de Neuvic	31/12/2017	49 481,40	30	4 948,14	1 649,38	42 883,88
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collège d'Ussel	31/12/2017	903 828,90	30	90 382,89	30 127,63	783 318,38
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collège d'Egletons	31/12/2017	27 183,57	30	2 718,36	906,12	23 559,09
	Solde intégrations 2015 (c/23) - Collège de Neuvic	31/12/2017	10 703,05	30	1 070,31	356,77	9 275,98
	Solde intégrations 2015 (c/23) - Collège d'Egletons	31/12/2017	76 563,22	30	7 656,32	2 552,11	66 354,79
	Solde intégrations 2015 (c/23) - Collège d'Ussel	31/12/2017	82 694,02	30	8 269,40	2 756,47	71 668,15
	Travaux en régie - Collège Victor Hugo à Tulle	31/12/2017	10 554,76	30	1 055,48	351,83	9 147,46
	Travaux en régie - Collège de Meyssac	31/12/2017	810,98	30	81,10	27,03	702,85
	Travaux en régie - Collège de Neuvic	31/12/2017	5 679,37	30	567,94	189,31	4 922,12
	Travaux en régie - Collège Jean Lurçat à Brive la Gaillarde	31/12/2017	2 286,90	30	228,69	76,23	1 981,98
	Travaux en régie - Collège Meymac	31/12/2017	3 175,65	30	317,57	105,86	2 752,23
	Travaux en régie - Collège d'Allasac	31/12/2017	200,40	30	20,04	6,68	173,68
	Travaux en régie - Collège de Treignac	31/12/2017	265,87	30	26,59	8,86	230,42
	Travaux en régie - Collège Rollinat à Brive la Gaillarde	31/12/2017	270,17	30	27,02	9,01	234,15
	Travaux en régie - Collège de Beaulieu	31/12/2017	1 669,00	30	166,90	55,63	1 446,47
	Travaux en régie - Collège Cabanis à Brive la Gaillarde	31/12/2017	2 858,16	30	285,82	95,27	2 477,07
	Travaux en régie - Collège de Larche	31/12/2017	587,10	30	58,71	19,57	508,82
	Travaux en régie - Collège de Bort les Orgues	31/12/2017	1 058,54	30	105,85	35,28	917,40
	Travaux en régie - Divers collèges	31/12/2017	2 380,44	30	238,04	79,35	2 063,05
	Solde intégrations 2015 (c/23) - Collège Clémenceau Tulle	31/12/2017	71 532,97	30	7 153,30	2 384,43	61 995,24
	Solde intégrations 2015 (c/23) - Collège de Bort-Les-Orgues	31/12/2017	46 141,98	30	4 614,20	1 538,07	39 989,72
	Solde intégrations 2015 (c/23) - Collège de Larche	31/12/2017	1 230,00	30	123,00	41,00	1 066,00
	Solde intégrations 2015 (c/23) - Collège de Lubersac	31/12/2017	1 075 077,37	30	107 507,74	35 835,91	931 733,72
	Solde intégrations 2015 (c/23) - Collège de Merlines	31/12/2017	15 532,23	30	1 553,22	517,74	13 461,27
	Solde intégrations 2015 (c/23) - Collège de Meymac	31/12/2017	1 938,01	30	193,80	64,60	1 679,61
	Solde intégrations 2015 (c/23) - Collège d'Objat	31/12/2017	743,70	30	74,37	24,79	644,54
	Solde intégrations 2015 (c/23) - Collège d'Uzerche	31/12/2017	1 188,00	30	118,80	39,60	1 029,60
	Solde intégrations 2015 (c/23) - Collège J. Moulin Brive	31/12/2017	119 505,14	30	11 950,51	3 983,50	103 571,12
	Solde intégrations 2015 (c/23) - Collège Rollinat Brive	31/12/2017	720,00	30	72,00	24,00	624,00
	Collège d'Ussel - Wifi	31/12/2017	13 728,00	30	1 372,80	457,60	11 897,60
	Collèges WIFI-Annonce presse-Câblage dans 5 collèges	31/12/2017	324,00	30	32,40	10,80	280,80
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collège J. Moulin Brive	31/12/2017	1 886,82	30	188,68	62,89	1 635,24

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

	Désignation des ensembles	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collège de Meyssac	31/12/2017	15 702,00	30	1 570,20	523,40	13 608,40
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collège d'Argentat	31/12/2017	7 126,44	30	712,64	237,55	6 176,25
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collège d'Ussel	31/12/2017	2 592,48	30	259,25	86,42	2 246,82
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collège de Corrèze	31/12/2017	13 338,97	30	1 333,90	444,63	11 560,44
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collège de Bort-Les-Orgues	31/12/2017	13 021,20	30	1 302,12	434,04	11 285,04
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collège Rollinat Brive	31/12/2017	29 513,71	30	2 951,37	983,79	25 578,55
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collège Clémenceau Tulle	31/12/2017	27 290,41	30	2 729,04	909,68	23 651,69
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collège d'Uzerche	31/12/2017	21 781,17	30	2 178,12	726,04	18 877,01
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collège de Lubersac	31/12/2017	3 569,16	30	356,92	118,97	3 093,27
	Frais d'insertion suivis de réalisation - Marbot parking	31/12/2018	864,00	30	57,60	28,80	777,60
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collège de Neuvic	31/12/2018	2 400,00	25	192,00	96,00	2 112,00
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collège Cabanis Brive	31/12/2018	99 624,36	25	7 969,95	3 984,97	87 669,44
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collège de Bugeat	31/12/2018	3 720,00	25	297,60	148,80	3 273,60
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collège d'Egletons	31/12/2018	205 548,68	25	16 443,89	8 221,95	180 882,84
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collège d'Ussel	31/12/2018	33 648,88	25	2 691,91	1 345,96	29 611,01
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collège de Merlines	31/12/2018	3 346,20	25	267,70	133,85	2 944,66
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collège Clémenceau Tulle	31/12/2018	5 608,80	25	448,70	224,35	4 935,74
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collège de Meymac	31/12/2018	13 829,52	25	1 106,36	553,18	12 169,98
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collège de Seilhac	31/12/2018	37 199,10	25	2 975,93	1 487,96	32 735,21
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collège Jean Lurçat Brive	31/12/2018	22 905,32	25	1 832,43	916,21	20 156,68
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collège Rollinat Brive	31/12/2018	16 269,37	25	1 301,55	650,77	14 317,05
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collège de Corrèze	31/12/2018	2 025,60	25	162,05	81,02	1 782,53
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collège d'Allassac	31/12/2018	71 913,28	25	5 753,06	2 876,53	63 283,69
	Marbot Bâtiment A	31/12/2019	3 969,44	30	132,31	132,31	3 704,81
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collège Ussel	31/12/2019	813,60	25	32,54	32,54	748,51
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collège Cabanis Brive	31/12/2019	4 973,25	25	198,93	198,93	4 575,39
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collège Treignac	31/12/2019	36 223,42	25	1 448,94	1 448,94	33 325,55
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collège Neuvic	31/12/2019	19 956,00	25	798,24	798,24	18 359,52
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collège Egletons	31/12/2019	18 591,82	25	743,67	743,67	17 104,47
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collège de Merlines	31/12/2019	11 512,26	25	460,49	460,49	10 591,28
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collège d'Objat	31/12/2019	100 782,00	25	4 031,28	4 031,28	92 719,44
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collège Jean Lurçat Brive	31/12/2019	26 009,76	25	1 040,39	1 040,39	23 928,98
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collège de Bort-Les-Orgues	31/12/2019	2 131,92	25	85,28	85,28	1 961,37
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collège d'Allassac	31/12/2019	66 144,78	25	2 645,79	2 645,79	60 853,20
	Intégration travaux terminés (c/23) - Divers collèges	31/12/2019	21 336,00	25	853,44	853,44	19 629,12
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collège de Beynat	31/12/2019	3 018,00	25	120,72	120,72	2 776,56
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collèges Basse Corrèze	31/12/2019	1 134,00	25	45,36	45,36	1 043,28
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collège Rollinat Brive	31/12/2019	90 431,61	25	3 617,26	3 617,26	83 197,08
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collège de Beaulieu	31/12/2019	44 345,92	25	1 773,84	1 773,84	40 798,25
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collège J. Moulin Brive	31/12/2019	39 939,14	25	1 597,57	1 597,57	36 744,01
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collèges Moyenne Corrèze	31/12/2019	4 549,77	25	181,99	181,99	4 185,79
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collèges Haute Corrèze	31/12/2019	5 687,81	25	227,51	227,51	5 232,79
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collège Clémenceau Tulle	31/12/2019	51 732,77	25	2 069,31	2 069,31	47 594,15
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collège d'Uzerche	31/12/2019	18 951,01	25	758,04	758,04	17 434,93
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collège de Meymac	31/12/2019	7 332,00	25	293,28	293,28	6 745,44
	Frais d'études suivis de réalisation - Collège Argentat	31/12/2019	936,00	25	37,44	37,44	861,12
	Collège Beynat-Restructuration locaux sociaux	31/12/2020	71 925,75	25	0,00	2 877,03	69 048,72

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

	Désignation des ensembles	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
	Collège Cabanis Brive	31/12/2020	27 681,26	25	0,00	1 107,25	26 574,01
	Collège Ussel	31/12/2020	76 185,24	25	0,00	3 047,41	73 137,83
	Collège Neuvic	31/12/2020	1 843,20	25	0,00	73,73	1 769,47
	Collège Beynat-Etudes suivies de réal.	31/12/2020	462,00	25	0,00	18,48	443,52
	Collège Meyssac-Etudes suivies de réal.	31/12/2020	1 728,00	25	0,00	69,12	1 658,88
	Collège Clémenceau-Etudes suivies de réal.	31/12/2020	4 074,20	25	0,00	162,97	3 911,23
	Collège Argentat-Etudes suivies de réal.	31/12/2020	8 544,00	25	0,00	341,76	8 202,24
	Collège d'Objat	31/12/2020	2 147,03	25	0,00	85,88	2 061,15
	Collège de Lubersac	31/12/2020	5 180,52	25	0,00	207,22	4 973,30
	Collège V. Hugo Tulle	31/12/2020	777,64	25	0,00	31,11	746,53
	Collège d'Egletons	31/12/2020	1 602,72	25	0,00	64,11	1 538,61
	Collège de Treignac	31/12/2020	9 084,00	25	0,00	363,36	8 720,64
	Collège de Lubersac	31/12/2020	18 020,40	25	0,00	720,82	17 299,58
	Collège de Bort-Les-Orgues	31/12/2020	39 028,62	25	0,00	1 561,14	37 467,48
	Collège de Corrèze	31/12/2020	7 488,00	25	0,00	299,52	7 188,48
	Collège Jean Lurçat Brive	31/12/2020	79 781,11	25	0,00	3 191,24	76 589,87
	Collège d'Allasac	31/12/2020	5 287,20	25	0,00	211,49	5 075,71
	Collège d'Argentat	31/12/2020	2 837,71	25	0,00	113,51	2 724,20
	Collège de Merlines	31/12/2020	56 375,09	25	0,00	2 255,00	54 120,09
	Collège Clémenceau Tulle	31/12/2020	4 179,60	25	0,00	167,18	4 012,42
	Collège de Beaulieu	31/12/2020	40 581,06	25	0,00	1 623,24	38 957,82
	Collège de Seilhac	31/12/2020	29 806,08	25	0,00	1 192,24	28 613,84
	Collège de Meymac	31/12/2020	11 442,19	25	0,00	457,69	10 984,50
Autres			0,00		0,00	0,00	0,00

(1) Acquis à compter du 01/01/2004.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DES IMMOBILISATIONS – CONSTRUCTIONS	B11.2

Constructions, installations et agencements (hors bâtiments scolaires) (1)

	Désignation des ensembles	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
TOTAL			88 785 720,58		29 430 018,33	2 339 278,84	57 016 423,76
Immobilisations incorporelles			0,00		0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles			88 785 720,58		29 430 018,33	2 339 278,84	57 016 423,76
	Centre Vac."La MARTIERE"St Pierre Oleron	31/12/1963	1 262 105,52	50	530 084,32	25 242,11	706 779,09
	Gendarmeries diverses casernes	31/12/1963	2 214 169,22	50	839 700,96	44 283,38	1 330 184,88
	CHÂTEAU SEDIERES	31/12/1965	2 171 021,31	50	1 128 931,09	43 420,43	998 669,79
	ATELIER CARROSSER GARA	01/01/1973	63 251,53	50	3 795,09	1 265,03	58 191,41
	STATION LAVAGE GRAISSA	01/01/1973	16 240,03	50	974,40	324,80	14 940,83
	GARAGE DEUX NIVEAUX	01/01/1974	36 345,27	50	2 180,72	726,91	33 437,65
	Gendarmerie Masseret	31/12/1977	171 757,17	50	68 702,83	3 435,14	99 619,20
	MUSEE QUEUILLE NEUVIC	31/12/1979	245 576,14	50	103 142,08	4 911,52	137 522,54
	Gendarmerie Bort (408 m2)	31/12/1979	73 756,01	50	30 672,62	1 475,12	41 608,27
	Gendarmerie Larche (1263 m2)	31/12/1979	233 104,03	50	97 903,68	4 662,08	130 538,27
	ARCHIVES DEPART. Le Touron TULLE	31/12/1981	2 731 726,98	50	1 145 719,66	54 634,54	1 531 372,78
	BIBLIO DEPART.PRÊT le TouronTULLE	31/12/1986	398 948,86	50	191 495,46	7 978,98	199 474,42
	Ruines des Cars	31/12/1987	62 489,15	50	26 245,44	1 249,78	34 993,92
	Immeuble rue Ramon (ancien Labo.vét.)-Habitation	31/12/1987	290 715,76	50	186 058,24	5 814,32	98 843,20
	Ruines des Cars	31/12/1990	245,08	50	98,03	4,90	142,15
	CENTRE MEDICO SOC EGLETONS	31/12/1991	77 139,04	50	32 398,38	1 542,78	43 197,88
	GROSSES REP BAT SANI ET SOCIAUX	31/12/1991	209 185,01	50	87 830,26	4 183,70	117 171,05
	CENTRE SPORTIF BUGEAT	31/12/1991	3 281 297,59	50	1 837 526,64	65 625,95	1 378 145,00
	CENTRE MEDICO SOC BORT LES ORGUES	31/12/1992	1 560,16	50	655,21	31,20	873,74
	CENTRE MEDICO SOC BRIVE CENTRE	31/12/1992	82 659,68	50	38 023,39	1 653,19	42 983,09
	CENTRE MEDICO SOC BRIVE	31/12/1992	432 355,02	50	181 589,10	8 647,10	242 118,82
	CENTRE MEDICO SOC BRIVE Ouest TUIJAC	31/12/1992	36 651,98	50	15 393,84	733,04	20 525,10
	CENTRE MEDICO SOC BRIVE- Est, LES CHAPELIES	31/12/1992	69 659,50	50	29 256,99	1 393,19	39 009,32
	CENTRE MEDICO SOC BEYNAT	31/12/1992	6 495,60	50	2 728,12	129,91	3 637,57
	CENTRE MEDICO SOC ALLASSAC	31/12/1992	2 144,34	50	900,67	42,89	1 200,79
	CMSD MEYMAC	31/12/1992	3 610,61	50	1 516,45	72,21	2 021,95
	CMSD JUILLAC	31/12/1992	46 124,48	50	18 449,80	922,49	26 752,20
	CENTRE MEDICO SOC USSEL	31/12/1993	28 796,95	50	14 398,49	575,94	13 822,53
	ETUDES SUR BATDIVERS CMSD	31/12/1993	8 761,14	50	4 030,08	175,22	4 555,84
	CER Ussel (540 m2)	31/12/1993	250 719,61	50	115 331,00	5 014,39	130 374,22
	Gendarmerie Argentat (1438 m2)	31/12/1993	665 420,53	50	279 476,61	13 308,41	372 635,51
	CER La Roche Canillac	31/12/1994	31 604,24	50	14 537,89	632,08	16 434,27

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

	Désignation des ensembles	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
	CER Tulle	31/12/1994	41 380,53	50	19 635,72	827,61	20 917,20
	Subdivision Brive Nord	31/12/1994	15 531,14	50	7 765,53	310,62	7 454,99
	Subdivision Brive Sud	31/12/1994	4 493,55	50	2 246,77	89,87	2 156,91
	Subdivision Egletons	31/12/1994	24 753,35	50	12 376,68	495,07	11 881,60
	Subdivision Tulle Ouest	31/12/1994	3 165,75	50	1 582,90	63,32	1 519,54
	SUBDIV TULLE EST	31/12/1994	2 134,22	50	1 109,76	42,68	981,78
	CENTRE TECHNIC BRIVE	31/12/1994	31 195,04	50	15 597,51	623,90	14 973,63
	ex.LABO VETO RUE RAMON TULLE	31/12/1995	1 612 614,48	50	709 550,38	32 252,29	870 811,81
	Subdivision Ussel	31/12/1995	4 131,42	50	2 065,68	82,63	1 983,11
	DIVERS BAT ETUDES 1995	31/12/1996	117 845,49	50	51 852,02	2 356,91	63 636,56
	ESPACE BERLIOZ A BRIVE=1250m2	31/12/1996	197 655,22	50	90 921,44	3 953,10	102 780,68
	Gendarmeries grosses réparations	31/12/1997	87 466,92	50	40 234,76	1 749,34	45 482,82
	Immeuble rue Ramon (ancien Labo.vét.)	31/12/1997	74 419,91	50	34 233,14	1 488,40	38 698,37
	TRAVAUX TRANSPORTS EQUIP. DIVERS	31/12/1997	20 211,27	50	6 063,37	404,23	13 743,67
	EQUIPEMENTS SANITAIRES ET SOCIAUX	31/12/1998	24 562,66	50	10 807,52	491,25	13 263,88
	DIVERS CENTRES	31/12/1998	85 636,06	50	32 541,68	1 712,72	51 381,65
	ARCHIVES DEPART. Le Touron TULLE	31/12/1998	974 588,61	50	428 818,98	19 491,77	526 277,86
	BATIMENTS CULTURELS	31/12/1998	2 321,48	50	1 021,45	46,43	1 253,60
	MONUMENTS DIVERS	31/12/1998	32 204,01	50	14 169,76	644,08	17 390,17
	MONUMENTS TRAVAUX IMMOB	31/12/1998	19 068,73	50	8 390,23	381,37	10 297,12
	MUSEES GROSSES REPARATIONS	31/12/1998	25 276,49	50	11 121,66	505,53	13 649,30
	MUSEES travaux	31/12/1998	95 055,05	50	41 824,22	1 901,10	51 329,73
	Autres bâtiments publics	31/12/1998	82 152,81	50	48 046,49	1 643,06	32 463,26
	Equipements divers bât.publics	31/12/1998	319 422,57	50	140 545,91	6 388,45	172 488,21
	Gendarmeries diverses casernes	31/12/1998	320 622,52	50	107 274,12	6 412,45	206 935,95
	Propriétés rurales	31/12/1998	26 911,72	50	11 302,87	538,23	15 070,62
	CMSD Divers travaux	31/12/1999	9 969,73	50	4 187,22	199,39	5 583,12
	CHAMONIX CHALET	31/12/1999	2 102 493,96	50	883 047,47	42 049,88	1 177 396,62
	Musée J. CHIRAC à Sarran	31/12/1999	1 089 490,73	50	457 586,10	21 789,81	610 114,82
	Autres bâtiments publics	31/12/1999	100 978,00	50	42 410,75	2 019,56	56 547,69
	Travaux sur bâtiment (bail à construction 30 ans)	31/12/1999	699 322,98	25	447 566,71	27 972,92	223 783,35
	CENTRE MEDICO SOC EGLETONS	31/12/2000	43 954,63	50	17 581,81	879,09	25 493,73
	CENTRE MEDICO SOC BRIVE TUJAC	31/12/2000	398,13	50	159,21	7,96	230,96
	CENTRE MEDICO SOC USSEL	31/12/2000	3 575,17	50	1 430,01	71,50	2 073,65
	CENTRE MEDICO SOC BRIVE- Est, LES CHAPELIES	31/12/2000	304 362,94	50	121 745,20	6 087,26	176 530,49
	CENTRE MEDICO SOC ARGENTAT	31/12/2000	1 231,52	50	492,60	24,63	714,29
	LABO VETO RUE RAMON TULLE	31/12/2000	25 920,03	50	10 368,00	518,40	15 033,63
	ARCHIVES DEPART. Le Touron TULLE	31/12/2000	59 752,64	50	23 901,05	1 195,05	34 656,54
	CENTRE SPORTIF BUGÉAT	31/12/2000	48 370,87	50	19 348,35	967,42	28 055,10
	Centre Vac."La MARTIERE" St Pierre Oleron	31/12/2000	7 192,34	50	2 876,94	143,85	4 171,55
	CHAMONIX CHALET	31/12/2000	245 324,97	50	98 129,99	4 906,50	142 288,48

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

	Désignation des ensembles	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
	CHÂTEAU SEDIERES	31/12/2000	49 278,36	50	19 711,35	985,57	28 581,44
	Musée J. CHIRAC à Sarran	31/12/2000	3 536 700,15	50	1 450 390,16	70 734,00	2 015 575,99
	Viaduc des Rochers Noirs	31/12/2000	38 227,14	50	15 286,05	764,54	22 176,55
	Centres techniques	31/12/2000	10 163,44	50	3 862,08	203,27	6 098,09
	CER Beynat	31/12/2000	137 303,58	50	52 434,94	2 746,07	82 122,57
	CER Bugeat	31/12/2000	1 095,80	50	441,38	21,92	632,50
	CER Eygurande	31/12/2000	8 350,67	50	3 340,22	167,01	4 843,44
	CER La Roche Canillac	31/12/2000	4 725,54	50	1 890,21	94,51	2 740,82
	CER Ladignac	31/12/2000	1 589,80	50	635,93	31,80	922,07
	CER Lapleau (ex. gare=108 m2)	31/12/2000	2 948,32	50	1 179,33	58,97	1 710,02
	CER Meymac	31/12/2000	12 510,94	50	5 004,35	250,22	7 256,37
	CER Neuvic	31/12/2000	7 409,98	50	2 963,35	148,20	4 298,43
	CER Seilhac	31/12/2000	2 426,07	50	970,41	48,52	1 407,14
	CER Sornac	31/12/2000	68,41	50	27,35	1,37	39,69
	CER Tulle	31/12/2000	3 515,28	50	1 406,03	70,31	2 038,94
	CER Ussel	31/12/2000	3 711,12	50	1 484,42	74,22	2 152,48
	Résidence Travaux	31/12/2000	611,17	50	244,42	12,22	354,53
	Subdivision Brive Nord	31/12/2000	743,81	50	297,53	14,88	431,40
	Subdivision Egletons	31/12/2000	2 187,95	50	875,15	43,76	1 269,04
	BIBLIO DEPART.PRÊT le TouronTULLE	31/12/2000	265 961,77	50	101 065,50	5 319,24	159 577,03
	SUBDIV TREIGNAC	31/12/2000	12 063,25	50	4 825,35	241,27	6 996,64
	CENTRE TECHNIC BRIVE	31/12/2000	17 099,64	50	6 870,32	341,99	9 887,33
	CENTRE MEDICO SOC EGLETONS	31/12/2001	178 424,91	50	67 801,49	3 568,50	107 054,92
	CENTRE MEDICO SOC BORT LES ORGUES	31/12/2001	28 481,62	50	10 822,98	569,63	17 089,01
	CENTRE MEDICO SOC BRIVE TUJAC	31/12/2001	203 049,22	50	77 158,64	4 060,98	121 829,60
	CENTRE MEDICO SOC USSEL	31/12/2001	1 188,78	50	451,80	23,78	713,20
	CENTRE MEDICO SOC BRIVE- Est, LES CHAPELIES	31/12/2001	76 459,80	50	29 054,78	1 529,20	45 875,82
	CENTRE MEDICO SOC ARGENTAT	31/12/2001	46 057,73	50	17 501,87	921,15	27 634,71
	Etudes intégrées aux CMSD en 2001	31/12/2001	231 900,08	50	88 122,01	4 638,00	139 140,07
	ARCHIVES DEPART. Le Touron TULLE	31/12/2001	12 653,29	50	4 808,25	253,07	7 591,97
	Centre Vac."La MARTIERE"St Pierre Oleron	31/12/2001	50 484,90	50	19 184,26	1 009,70	30 290,94
	CHÂTEAU SEDIERES	31/12/2001	46 799,69	50	17 764,73	935,99	28 098,97
	Musée J. CHIRAC à Sarran	31/12/2001	1 138 535,08	50	432 643,33	22 770,70	683 121,05
	MUSEE QUEUILLE NEUVIC	31/12/2001	18 152,44	50	6 897,93	363,05	10 891,46
	CER Brive Nord	31/12/2001	898 764,71	50	341 530,54	17 975,29	539 258,88
	CER Beynat	31/12/2001	12 924,35	50	4 911,25	258,49	7 754,61
	CER Eygurande	31/12/2001	1 924,11	50	731,14	38,48	1 154,49
	CER La Roche Canillac	31/12/2001	3 155,94	50	1 199,23	63,12	1 893,59
	CER Lapleau	31/12/2001	14 640,40	50	5 563,34	292,81	8 784,25
	CER Lubersac	31/12/2001	3 776,02	50	1 434,88	75,52	2 265,62
	CER Meymac	31/12/2001	4 887,04	50	1 857,07	97,74	2 932,23

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

	Désignation des ensembles	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
	CER Sornac	31/12/2001	14 597,05	50	5 546,87	291,94	8 758,24
	CER Ussel	31/12/2001	6 124,92	50	2 327,45	122,50	3 674,97
	Gendarmerie Argentat	31/12/2001	1 509,86	50	573,74	30,20	905,92
	Gendarmerie Bort (237 m2)	31/12/2001	6 711,86	50	2 550,50	134,24	4 027,12
	Gendarmerie Larche	31/12/2001	4 508,08	50	1 713,05	90,16	2 704,87
	Gendarmerie Tulle	31/12/2001	1 490,18	50	566,23	29,80	894,15
	Immeuble rue Ramon (ancien Labo.vét.)-Habitation	31/12/2001	175,03	50	66,50	3,50	105,03
	Subdivision Egletons	31/12/2001	12 300,85	50	4 674,32	246,02	7 380,51
	Aménagement paysager musée CHIRAC SARRAN	31/12/2001	40 180,61	50	14 465,00	803,61	24 911,99
	CMSD MEYMAC	31/12/2001	14 191,19	50	5 108,81	283,82	8 798,56
	CMSD JUILLAC	31/12/2001	5 196,37	50	1 870,71	103,93	3 221,73
	BIBLIO DEPART.PRÊT le TouronTULLE	31/12/2001	452 920,85	50	163 051,52	9 058,42	280 810,91
	SUBDIV TREIGNAC	31/12/2001	2 388,66	50	907,67	47,77	1 433,22
	ESPACE BERLIOZ A BRIVE	31/12/2001	6 736,04	50	2 559,74	134,72	4 041,58
	CENTRE MEDICO SOC EGLETONS	31/12/2002	102 454,16	50	36 883,50	2 049,08	63 521,58
	CENTRE MEDICO SOC BORT LES ORGUES	31/12/2002	2 257,28	50	812,62	45,15	1 399,51
	CENTRE MEDICO SOC BORT LES ORGUES	31/12/2002	390 454,22	50	140 563,52	7 809,08	242 081,62
	CENTRE MEDICO SOC BRIVE 10 rue Delattre CCI	31/12/2002	538,20	50	193,75	10,76	333,68
	CENTRE MEDICO SOC BRIVE CENTRE	31/12/2002	3 647,80	50	1 301,82	72,96	2 273,02
	CENTRE MEDICO SOC BRIVE TUJAC	31/12/2002	559 290,68	50	201 344,64	11 185,81	346 760,22
	CENTRE MEDICO SOC USSEL	31/12/2002	10 378,01	50	3 736,34	207,56	6 434,11
	CENTRE MEDICO SOC USSEL	31/12/2002	205 990,02	50	74 156,41	4 119,80	127 713,81
	CENTRE MEDICO SOC UZERCHE	31/12/2002	32 344,18	50	11 643,90	646,88	20 053,39
	CENTRE MEDICO SOC ARGENTAT	31/12/2002	446 468,24	50	160 728,57	8 929,36	276 810,31
	ARCHIVES DEPART. Le Touron TULLE	31/12/2002	22 904,27	50	8 245,54	458,09	14 200,65
	CENTRE SPORTIF BUGEAT	31/12/2002	33 141,11	50	11 930,80	662,82	20 547,49
	CHAMONIX CHALET	31/12/2002	151 681,37	50	54 605,29	3 033,63	94 042,45
	CHÂTEAU SEDIERES	31/12/2002	134 283,08	50	48 341,91	2 685,66	83 255,51
	Musée J. CHIRAC à Sarran	31/12/2002	261 779,96	50	94 240,79	5 235,60	162 303,57
	MUSEE QUEUILLE NEUVIC	31/12/2002	20 476,26	50	7 371,45	409,53	12 695,28
	CER Brive Nord	31/12/2002	324 382,13	50	116 777,54	6 487,64	201 116,95
	CER Corrèze	31/12/2002	9 306,80	50	3 350,45	186,14	5 770,21
	CER Lubersac	31/12/2002	17 100,76	50	6 156,29	342,02	10 602,45
	CER Sornac	31/12/2002	10 974,50	50	3 950,82	219,49	6 804,19
	CER Ussel	31/12/2002	26 199,06	50	9 431,65	523,98	16 243,43
	Gendarmerie Larche	31/12/2002	4 832,70	50	1 739,73	96,65	2 996,32
	Hôtel St Martin (Office du Tourisme)	31/12/2002	51 590,75	50	18 572,69	1 031,82	31 986,25
	Hôtel St Martin-Achat	31/12/2002	116 712,55	50	42 016,51	2 334,25	72 361,79
	Immeuble rue Ramon (ancien Labo.vét.)-Habitation	31/12/2002	1 220,96	50	415,10	24,42	781,44
	Subdivision Egletons	31/12/2002	501,12	50	180,38	10,02	310,72
	Aménagement paysager musée CHIRAC SARRAN	31/12/2002	9 675,04	50	3 289,51	193,50	6 192,03

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

	Désignation des ensembles	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
	CMSD MEYMAC	31/12/2002	2 195,94	50	733,35	43,92	1 418,68
	CMSD JUILLAC	31/12/2002	4 444,03	50	1 510,97	88,88	2 844,18
	BIBLIO DEPART.PRÊT le TouronTULLE	31/12/2002	187 640,82	50	63 797,89	3 752,82	120 090,11
	CENTRE EXPLOIT TREIGNAC	31/12/2002	8 949,26	50	3 221,77	178,99	5 548,51
	ESPACE BERLIOZ A BRIVE	31/12/2002	46 727,38	50	15 901,88	934,55	29 890,95
	CENTRE MEDICO SOC EGLETONS	31/12/2003	13 460,09	50	4 559,10	269,20	8 631,79
	CENTRE MEDICO SOC BORT LES ORGUES	31/12/2003	36 556,03	50	11 821,87	731,12	24 003,04
	CENTRE MEDICO SOC BRIVE TUJAC	31/12/2003	90 794,71	50	30 778,78	1 815,89	58 200,04
	CENTRE MEDICO SOC USSEL	31/12/2003	59 567,79	50	20 252,97	1 191,36	38 123,46
	CENTRE MEDICO SOC BRIVE- Est, LES CHAPELIES	31/12/2003	235 742,60	50	80 152,48	4 714,85	150 875,26
	CENTRE MEDICO SOC ARGENTAT	31/12/2003	117 877,86	50	40 078,47	2 357,56	75 441,83
	CENTRE MEDICO SOC TULLE	31/12/2003	908,96	50	309,05	18,18	581,73
	SIGNALETIQUE DIVERS CENTRES	31/12/2003	8 127,37	50	2 763,31	162,55	5 201,52
	ARCHIVES DEPART. Le Touron TULLE	31/12/2003	294 681,52	50	100 191,72	5 893,63	188 596,17
	CENTRE SPORTIF BUGEAT	31/12/2003	184 324,04	50	62 670,17	3 686,48	117 967,39
	Centre Vac."La MARTIERE"St Pierre Oleron	31/12/2003	56 024,74	50	19 048,41	1 120,49	35 855,83
	CHAMONIX CHALET	31/12/2003	305 153,28	50	103 752,12	6 103,07	195 298,10
	CHÂTEAU SEDIERES	31/12/2003	87 051,75	50	29 597,60	1 741,04	55 713,12
	Musée J. CHIRAC à Sarran	31/12/2003	483 643,59	50	164 438,82	9 672,87	309 531,90
	MUSEE QUEUILLE NEUVIC	31/12/2003	22 346,80	50	7 261,87	446,94	14 637,99
	Ruines des Cars	31/12/2003	77 928,55	50	25 728,49	1 558,57	50 641,49
	Divers CTD-Signalétique et VMC	31/12/2003	5 709,84	50	1 941,34	114,20	3 654,30
	CER Bugeat	31/12/2003	7 368,01	50	2 643,93	147,36	4 576,72
	CER Lapleau	31/12/2003	32 057,82	50	11 527,24	641,16	19 889,42
	CER Larche	31/12/2003	3 650,79	50	1 241,27	73,02	2 336,50
	CER Neuvic	31/12/2003	3 418,09	50	1 257,57	68,36	2 092,16
	CER Sornac	31/12/2003	13 848,51	50	4 708,49	276,97	8 863,05
	CER Tulle	31/12/2003	6 039,80	50	2 053,54	120,80	3 865,46
	CER Ussel	31/12/2003	48 115,03	50	16 359,10	962,30	30 793,63
	Gendarmerie Argentat	31/12/2003	1 803,94	50	1 370,96	36,08	396,90
	Gendarmerie Larche	31/12/2003	4 171,58	50	1 418,32	83,43	2 669,83
	Gendarmeries-Chambres de sûreté, mise en conformité + études	31/12/2003	31 284,69	50	10 636,75	625,69	20 022,25
	Hôtel St Martin (Office du Tourisme)	31/12/2003	442 528,03	50	150 459,52	8 850,56	283 217,95
	Immeuble rue Ramon (ancien Labo.vét.)	31/12/2003	4 349,29	50	1 478,76	86,99	2 783,54
	Subdivision Brive Nord	31/12/2003	16 455,68	50	5 594,89	329,11	10 531,68
	Subdivision Egletons	31/12/2003	1 381,38	50	469,66	27,63	884,09
	BIBLIO DEPART.PRÊT le TouronTULLE+ études 2002	31/12/2003	53 607,48	50	17 154,40	1 072,15	35 380,94
	Presbytère SARRAN=logt fonct° conservateur, Bail emphyt.Commune	31/12/2003	25 575,56	50	9 207,19	511,51	15 856,86
	CENTRE MEDICO SOC BRIVE CENTRE	31/12/2004	116 018,06	50	37 125,76	2 320,36	76 571,93

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

	Désignation des ensembles	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
	CENTRE MEDICO SOC USSEL	31/12/2004	556 806,28	50	178 178,06	11 136,13	367 492,09
	ARCHIVES DEPART. Le Touron TULLE	31/12/2004	36 950,87	50	11 824,31	739,02	24 387,54
	CENTRE SPORTIF BUGEAT	31/12/2004	257 781,44	50	87 697,33	5 155,63	164 928,48
	Centre Vac."La MARTIERE"St Pierre Oleron	31/12/2004	475 410,26	50	152 131,34	9 508,21	313 770,71
	CHAMONIX CHALET	31/12/2004	222 456,89	50	71 186,23	4 449,14	146 821,52
	CHÂTEAU SEDIERES	31/12/2004	270 214,04	50	86 468,48	5 404,28	178 341,28
	Musée J. CHIRAC à Sarran	31/12/2004	613 172,63	50	196 215,21	12 263,45	404 693,97
	Viaduc des Rochers Noirs	31/12/2004	49 878,62	50	15 961,37	997,57	32 919,68
	Aire Monestier-Merlines-Bâtiment	31/12/2004	13 520,05	50	4 326,41	270,40	8 923,24
	Subdivision Brive Nord	31/12/2004	918,53	50	293,92	18,37	606,24
	CER Beaulieu-Meyssac-Création	31/12/2004	47 216,96	50	15 109,40	944,34	31 163,22
	CER Bort	31/12/2004	5 402,46	50	1 728,76	108,05	3 565,65
	CER Corrèze	31/12/2004	1 999,35	50	639,78	39,99	1 319,58
	CER Eygurande	31/12/2004	10 132,18	50	3 242,26	202,64	6 687,28
	CER Ladignac	31/12/2004	4 963,40	50	1 588,27	99,27	3 275,86
	CER Lapleau	31/12/2004	2 755,44	50	881,71	55,11	1 818,62
	CER Larche	31/12/2004	60 363,55	50	19 316,33	1 207,27	39 839,95
	CER Lubersac	31/12/2004	1 403,94	50	449,23	28,08	926,63
	CER Ussel-Création bureau	31/12/2004	22 092,23	50	7 069,47	441,84	14 580,92
	Gendarmerie Bort	31/12/2004	646,08	50	206,73	12,92	426,43
	Gendarmerie Larche	31/12/2004	7 141,41	50	2 285,23	142,83	4 713,35
	Hôtel St Martin-Réhabilitation	31/12/2004	441 223,78	50	141 191,61	8 824,48	291 207,69
	Immeuble habitation rue Ramon-Rénovation+portail	31/12/2004	28 618,17	50	9 157,85	572,36	18 887,96
	Subdivision Egletons	31/12/2004	3 707,54	50	1 186,40	74,15	2 446,99
	BIBLIO DEPART.PRÊT le TouronTULLE ascenceur	31/12/2004	68 540,44	50	20 562,14	1 370,81	46 607,50
	Presbytère SARRAN=logt fonct° conservateur, travaux	31/12/2004	98 675,42	50	23 682,10	1 973,51	73 019,81
	CENTRE MEDICO SOC BORT LES ORGUES	31/12/2005	267,98	50	80,39	5,36	182,23
	CENTRE MEDICO SOC BRIVE CENTRE	31/12/2005	2 377,53	50	713,26	47,55	1 616,72
	CENTRE MEDICO SOC BRIVE TUJAC	31/12/2005	544,18	50	163,25	10,88	370,04
	CENTRE MEDICO SOC USSEL	31/12/2005	317 782,16	50	95 334,65	6 355,64	216 091,87
	CENTRE MEDICO SOC BRIVE- Est, LES CHAPELIES	31/12/2005	69 593,07	50	20 877,92	1 391,86	47 323,29
	ARCHIVES DEPART. Le Touron TULLE	31/12/2005	843,18	50	252,95	16,86	573,36
	CENTRE SPORTIF BUGEAT	31/12/2005	1 886 263,82	50	568 243,00	37 725,28	1 280 295,54
	Centre Vac."La MARTIERE"St Pierre Oleron	31/12/2005	1 329 748,10	50	398 924,43	26 594,96	904 228,71
	CHAMONIX CHALET	31/12/2005	90 040,88	50	27 012,26	1 800,82	61 227,80
	CHÂTEAU SEDIERES	31/12/2005	801 718,03	50	240 515,41	16 034,36	545 168,26
	Musée J. CHIRAC à Sarran	31/12/2005	3 050 973,99	50	915 292,20	61 019,48	2 074 662,31
	MUSEE QUEUILLE NEUVIC	31/12/2005	11 607,15	50	3 482,15	232,14	7 892,86
	Viaduc des Rochers Noirs	31/12/2005	27 508,00	50	8 252,40	550,16	18 705,44
	CER Beaulieu-Meyssac-Création	31/12/2005	181 985,69	50	54 595,67	3 639,71	123 750,31
	CER Eygurande	31/12/2005	4 719,86	50	1 415,94	94,40	3 209,52

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

	Désignation des ensembles	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
	CER La Roche Canillac	31/12/2005	15 097,54	50	4 529,25	301,95	10 266,34
	CER Ladignac	31/12/2005	5 310,24	50	1 593,03	106,20	3 611,01
	CER Lapeau	31/12/2005	1 301,25	50	390,38	26,03	884,85
	CER Larche	31/12/2005	854 785,87	50	256 435,74	17 095,72	581 254,41
	CER Neuvic	31/12/2005	2 055,60	50	616,66	41,11	1 397,83
	CER Sornac	31/12/2005	7 090,99	50	2 127,26	141,82	4 821,91
	CER Tulle	31/12/2005	22 062,76	50	6 618,83	441,26	15 002,67
	CER Ussel-Aménagements	31/12/2005	3 831,98	50	1 149,56	76,64	2 605,78
	Hôtel St Martin-Réhabilitation	31/12/2005	26 207,94	50	7 862,35	524,16	17 821,43
	Immeuble rue Ramon-Rénovation+terrasses	31/12/2005	83 421,72	50	25 026,48	1 668,43	56 726,81
	Subdivision Egletons	31/12/2005	226,71	50	67,98	4,53	154,20
	CMSD JUILLAC	31/12/2005	2 544,02	50	712,32	50,88	1 780,81
	BIBLIO DEPART.PRÊT le TouronTULLE ascenseur	31/12/2005	61 724,61	50	17 282,89	1 234,49	43 207,23
	CENTRE TECHNIC BRIVE	31/12/2005	4 517,29	50	1 264,85	90,35	3 162,09
	CENTRE MEDICO SOC BORT LES ORGUES	31/12/2006	520,26	50	145,67	10,41	364,18
	CENTRE MEDICO SOC MEYSSAC	31/12/2006	759,47	50	212,65	15,19	531,63
	CENTRE MEDICO SOC BRIVE CENTRE	31/12/2006	3 583,10	50	1 003,27	71,66	2 508,17
	CENTRE MEDICO SOC BRIVE TUJAC	31/12/2006	11 199,09	50	3 135,75	223,98	7 839,36
	CENTRE MEDICO SOC USSEL	31/12/2006	5 132,27	50	1 437,04	102,65	3 592,59
	CENTRE MEDICO SOC UZERCHE	31/12/2006	3 560,98	50	997,07	71,22	2 492,69
	CENTRE MEDICO SOC BRIVE- Est, LES CHAPELIES	31/12/2006	84 510,14	50	23 662,84	1 690,20	59 157,10
	CENTRE MEDICO SOC ARGENTAT	31/12/2006	406,64	50	113,86	8,13	284,65
	MAISON DEPARTEMENTALE DES HANDICAPES	31/12/2006	289 402,00	50	81 032,56	5 788,04	202 581,40
	ARCHIVES DEPART. Le Touron TULLE	31/12/2006	944,84	50	264,56	18,90	661,39
	CENTRE SPORTIF BUGÉAT	31/12/2006	3 739 228,50	50	1 046 983,98	74 784,57	2 617 459,95
	Centre Vac."La MARTIERE"St Pierre Oleron	31/12/2006	6 736 126,44	50	1 886 115,40	134 722,53	4 715 288,51
	CHÂTEAU SEDIERES	31/12/2006	155 497,74	50	43 539,37	3 109,95	108 848,42
	Musée J. CHIRAC à Sarran	31/12/2006	4 429 085,18	50	1 240 143,85	88 581,70	3 100 359,63
	MUSEE QUEUILLE NEUVIC	31/12/2006	4 286,76	50	1 200,29	85,74	3 000,73
	CENTRE ENTRETIEN BRIVE NORD	31/12/2006	1 114,13	50	311,96	22,28	779,89
	CENTRE EXPLOIT BEYNAT	31/12/2006	7 275,64	50	2 037,18	145,51	5 092,95
	CENTRE EXPLOIT BEAULIEU-MEYSSAC création	31/12/2006	630 242,38	50	176 467,87	12 604,85	441 169,67
	CENTRE EXPLOIT BORT LES ORGUES	31/12/2006	1 327,95	50	371,83	26,56	929,57
	CENTRE EXPLOIT EYGURANDE	31/12/2006	221,10	50	61,91	4,42	154,77
	CENTRE EXPLOIT LA ROCHE CANILLAC	31/12/2006	8 751,28	50	2 450,36	175,03	6 125,90
	CENTRE EXPLOIT LAPLEAU	31/12/2006	1 298,53	50	363,59	25,97	908,97
	CENTRE EXPLOIT LARCHE	31/12/2006	24 708,01	50	6 918,24	494,16	17 295,61
	CENTRE EXPLOIT LUBERSAC	31/12/2006	4 371,62	50	1 224,05	87,43	3 060,13
	CENTRE EXPLOIT MEYMAC	31/12/2006	3 286,32	50	920,17	65,73	2 300,42
	CENTRE EXPLOIT SEILHAC	31/12/2006	775,01	50	217,00	15,50	542,51
	CENTRE EXPLOIT SORNAC	31/12/2006	947,76	50	265,37	18,96	663,43

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

	Désignation des ensembles	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
	CENTRE EXPLOIT St PRIVAT	31/12/2006	2 059,99	50	576,80	41,20	1 441,99
	CENTRE EXPLOIT VIGEOIS-UZERCHE création	31/12/2006	20 034,37	50	5 609,62	400,69	14 024,06
	CENTRE TECHNI USSEL aménagements	31/12/2006	7 069,85	50	1 979,56	141,40	4 948,90
	CENTRE TECHNIC TULLE	31/12/2006	32 539,31	50	9 111,01	650,79	22 777,52
	CENTRES TECHNIQUES diverses insertiosn 2006	31/12/2006	3 388,55	50	948,79	67,77	2 371,99
	CENTRES TECHNIQUES divers travaux 2006	31/12/2006	3 569,10	50	999,35	71,38	2 498,37
	GENDARM ARGENTAT	31/12/2006	2 664,53	50	746,07	53,29	1 865,17
	GENDARMERIES DIVERSES études diverses	31/12/2006	143,69	50	40,23	2,87	100,58
	SUBDIV EGLETONS	31/12/2006	289,10	50	80,95	5,78	202,37
	BIBLIO DEPART.PRÊT le TouronTULLE+ études 2003	31/12/2006	38 509,48	50	10 012,47	770,19	27 726,83
	CMSD BORT	31/12/2007	15 297,42	50	3 977,33	305,95	11 014,14
	CMSD BRIVE EST	31/12/2007	7 395,98	50	1 922,95	147,92	5 325,11
	CMSD BRIVE OUEST	31/12/2007	41 763,83	50	10 858,60	835,28	30 069,96
	CMSD USSEL	31/12/2007	1 160,00	50	301,60	23,20	835,20
	CMSD ARGENTAT	31/12/2007	731,26	50	190,13	14,63	526,51
	MAISON DU HANDICAP	31/12/2007	336 774,27	50	87 561,31	6 735,49	242 477,47
	CDE Frais d'étude en vue de la construction	31/12/2007	18 179,20	50	4 726,59	363,58	13 089,02
	ARCHIVES DEPART. Le Touron TULLE	31/12/2007	64 085,08	50	16 662,20	1 281,70	46 141,18
	Centre Vac."La MARTIERE"St Pierre Oleron	31/12/2007	1 198 697,99	50	311 661,48	23 973,96	863 062,55
	CHAMONIX CHALET	31/12/2007	11 232,09	50	2 920,34	224,64	8 087,10
	CENTRE SPORTIF BUGEAT	31/12/2007	1 058 950,79	50	275 327,21	21 179,02	762 444,57
	MUSEE QUEUILLE NEUVIC	31/12/2007	11 500,04	50	2 990,01	230,00	8 280,03
	Musée J. CHIRAC à Sarran	31/12/2007	744 095,16	50	193 464,74	14 881,90	535 748,52
	SEDIERES	31/12/2007	68 704,38	50	17 863,14	1 374,09	49 467,15
	CTD de Tulle	31/12/2007	63 507,27	50	16 511,89	1 270,15	45 725,23
	MDPH	31/12/2007	21 698,37	50	5 641,58	433,97	15 622,83
	CER Baulieu-Meyssac	31/12/2007	519 753,44	50	135 135,89	10 395,07	374 222,48
	CER Beynat	31/12/2007	10 608,52	50	2 758,22	212,17	7 638,13
	CER Bort	31/12/2007	24 968,20	50	6 491,73	499,36	17 977,10
	CER Bugeat	31/12/2007	1 472,68	50	382,90	29,45	1 060,33
	CER Corrèze	31/12/2007	887,43	50	230,73	17,75	638,95
	CER Egletons	31/12/2007	25 016,39	50	6 504,26	500,33	18 011,80
	CER Eygurande	31/12/2007	1 052,48	50	273,64	21,05	757,79
	CER La Roche Canillac	31/12/2007	3 608,33	50	938,17	72,17	2 598,00
	CER Ladignac	31/12/2007	2 543,89	50	661,41	50,88	1 831,60
	CER Lapleau	31/12/2007	1 091,95	50	283,91	21,84	786,20
	CER Larche	31/12/2007	3 829,59	50	995,69	76,59	2 757,30
	CER Lubersac	31/12/2007	2 945,99	50	765,96	58,92	2 121,11
	CER Mercoeur	31/12/2007	3 162,46	50	822,24	63,25	2 276,97
	CER Meymac	31/12/2007	1 345,20	50	349,75	26,90	968,54
	CER Neuvic	31/12/2007	1 060,85	50	275,82	21,22	763,81

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

	Désignation des ensembles	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
	CER Seilhac	31/12/2007	1 425,13	50	370,53	28,50	1 026,09
	CER Sornac	31/12/2007	1 706,69	50	443,74	34,13	1 228,82
	CER St Privat	31/12/2007	917,33	50	238,51	18,35	660,48
	CER Vigeois-Uzerche	31/12/2007	48 176,28	50	12 525,83	963,53	34 686,92
	CTD USSEL	31/12/2007	2 479,94	50	644,78	49,60	1 785,56
	Gendarmerie Argentat	31/12/2007	17 567,61	50	4 567,58	351,35	12 648,68
	Maison Forestière Sédières (Clergoux D 262)	31/12/2007	59 059,00	50	15 355,34	1 181,18	42 522,48
	Travaux sur logement du conservateur à Sarran	31/12/2007	2 682,34	25	1 394,82	107,29	1 180,23
	CMSD JUILLAC	31/12/2007	5 382,04	50	1 291,69	107,64	3 982,71
	CMSD MEYMAC	31/12/2007	7 466,83	50	1 792,04	149,34	5 525,45
	BIBLIO DEPART.PRÊT le TouronTULLE	31/12/2007	39 732,52	50	9 535,80	794,65	29 402,06
	Gendarmerie Larche (bail emphytéotique Auxifip)	31/12/2007	3 268,98	50	784,56	65,38	2 419,04
	CER Ussac	31/12/2007	1 130,22	50	271,25	22,60	836,37
	CER Ussel	31/12/2007	2 274,39	50	545,86	45,49	1 683,05
	CER de Tulle	31/12/2007	1 583,31	50	379,99	31,67	1 171,65
	CER Treignac	31/12/2007	13 957,80	50	3 349,88	279,16	10 328,77
	CMSD BRIVE ouest TUJAC rue Guimares & J. Cartier	31/12/2008	8 340,90	50	2 001,82	166,82	6 172,27
	CMSD BORT LES ORGUES	31/12/2008	1 833,03	50	439,93	36,66	1 356,44
	CMSD BRIVE CENTRE, Rivet 10 rue Delattre CCI	31/12/2008	3 253,12	50	780,75	65,06	2 407,31
	CMSD USSEL	31/12/2008	2 727,37	50	654,57	54,55	2 018,25
	CMSD MEYSSAC	31/12/2008	2 077,38	50	498,57	41,55	1 537,26
	CMSD ARGENTAT	31/12/2008	2 463,76	50	591,30	49,28	1 823,18
	CMSD BRIVE- Est, LES CHAPELIES	31/12/2008	3 932,84	50	943,88	78,66	2 910,30
	MDPH Antenne de BRIVE	31/12/2008	3 054,58	50	733,10	61,09	2 260,39
	CHÂTEAU SEDIERES	31/12/2008	29 055,27	50	6 973,26	581,11	21 500,90
	MUSEE QUEUILLE NEUVIC	31/12/2008	119 013,39	50	28 563,21	2 380,27	88 069,91
	Musée J. CHIRAC à Sarran - Extension	31/12/2008	100 479,58	50	24 115,10	2 009,59	74 354,89
	ARCHIVES DEPART. Le Touron TULLE	31/12/2008	52 888,87	50	12 693,33	1 057,78	39 137,76
	CENTRE SPORTIF BUGÉAT Extension	31/12/2008	64 631,71	50	15 511,61	1 292,63	47 827,47
	Centre Vac."La MARTIERE" St Pierre Oléron	31/12/2008	36 369,77	50	8 728,74	727,40	26 913,63
	CHAMONIX CHALET des AIGUILLES	31/12/2008	2 191,67	50	526,00	43,83	1 621,84
	CER Beynat	31/12/2008	437,74	50	105,06	8,75	323,93
	CER Bugeat	31/12/2008	4 220,45	50	1 012,91	84,41	3 123,13
	CER Egletons	31/12/2008	3 999,42	50	959,86	79,99	2 959,57
	CER Eygurande	31/12/2008	534,61	50	128,31	10,69	395,61
	CER Larche	31/12/2008	7 059,42	50	1 694,26	141,19	5 223,97
	CER Ladignac	31/12/2008	2 724,01	50	653,76	54,48	2 015,77
	CER La Roche Cannillac	31/12/2008	2 849,83	50	683,96	57,00	2 108,87
	CER Neuvic	31/12/2008	550,86	50	132,21	11,02	407,64
	CER Sornac	31/12/2008	1 119,41	50	268,66	22,39	828,36
	CER Ussel	31/12/2008	6 739,94	50	1 617,59	134,80	4 987,56

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

	Désignation des ensembles	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
	CEE Vigeois-Uzerche	31/12/2008	1 347 607,83	50	323 425,88	26 952,16	997 229,79
	CEE Beaulieu	31/12/2008	4 839,60	50	1 161,50	96,79	3 581,30
	CTD Tulle	31/12/2008	16 398,04	50	3 935,53	327,96	12 134,55
	Gendarmerie Argentat	31/12/2008	2 833,31	50	679,99	56,67	2 096,65
	Aires d'autoroutes	31/12/2008	583,77	50	140,10	11,68	431,99
	CMSD JUILLAC	31/12/2008	6 043,87	50	1 450,53	120,88	4 472,46
	BIBLIO DEPART.PRÊT le TouronTULLE	31/12/2008	67 053,96	50	16 092,95	1 341,08	49 619,93
	CTD Brive	31/12/2008	5 684,75	50	1 364,34	113,70	4 206,72
	CMSD BRIVE- Est, LES CHAPELIES	31/12/2009	1 899,07	50	417,80	37,98	1 443,29
	CMSD BRIVE ouest TUJAC rue Guimares & J. Cartier	31/12/2009	13 604,96	50	2 993,09	272,10	10 339,77
	CMSD EGLETONS	31/12/2009	877,66	50	193,09	17,55	667,02
	CMSD MEYSSAC	31/12/2009	11 001,41	50	2 420,31	220,03	8 361,07
	DIAGNOSTIC ACCESSIBILITE DES BATIMENTS CMSD	31/12/2009	1 886,48	50	415,03	37,73	1 433,72
	MISE EN CONFORMITE ELECTRIQUE DES CMSD	31/12/2009	2 990,64	50	657,94	59,81	2 272,89
	CHÂTEAU SEDIERES	31/12/2009	123 427,24	50	27 153,99	2 468,54	93 804,70
	MUSEE QUEUILLE NEUVIC	31/12/2009	429 323,70	50	94 451,21	8 586,47	326 286,01
	Musée J. CHIRAC à Sarran	31/12/2009	19 899,39	50	4 377,87	397,99	15 123,54
	CENTRE SPORTIF BUGEAT	31/12/2009	130 082,54	50	28 618,16	2 601,65	98 862,73
	Centre Vac."La MARTIERE"St Pierre Oléron	31/12/2009	184 629,31	50	40 618,45	3 692,59	140 318,28
	Diagnostic accessibilité bâtiments culturels	31/12/2009	5 931,66	50	1 304,97	118,63	4 508,06
	MAISON DU TOURISME	31/12/2009	42 855,59	50	9 428,23	857,11	32 570,25
	CER Beaulieu	31/12/2009	8 264,11	50	1 818,10	165,28	6 280,72
	CER Beynat	31/12/2009	3 092,83	50	680,42	61,86	2 350,55
	CER Bort les Orgues	31/12/2009	1 320,06	50	290,41	26,40	1 003,25
	CER Bugeat	31/12/2009	8 989,46	50	1 977,68	179,79	6 831,99
	CER Egletons	31/12/2009	111 716,54	50	24 577,64	2 234,33	84 904,57
	CER Eygurande	31/12/2009	7 868,01	50	1 730,96	157,36	5 979,69
	CER La Roche Cannillac	31/12/2009	35 530,04	50	7 816,61	710,60	27 002,83
	CER Ladignac	31/12/2009	7 381,02	50	1 623,82	147,62	5 609,58
	CER Larche	31/12/2009	5 953,66	50	1 309,81	119,07	4 524,78
	CER Lubersac	31/12/2009	9 405,66	50	2 069,25	188,11	7 148,30
	CER Meymac	31/12/2009	33 608,23	50	7 393,81	672,16	25 542,25
	CER Neuvic	31/12/2009	1 229,06	50	270,39	24,58	934,09
	CER Seilhac	31/12/2009	22 726,70	50	4 999,87	454,53	17 272,29
	CER Sornac	31/12/2009	1 404,13	50	308,91	28,08	1 067,14
	CERP Vigeois-Uzerche	31/12/2009	254 523,00	50	55 995,06	5 090,46	193 437,48
	Immeuble rue RAMON (MDPH+ CTD+DSV)	31/12/2009	237 686,86	50	52 291,11	4 753,74	180 642,01
	Mise en conformité électrique des bâtiments techniques	31/12/2009	8 893,96	50	1 956,67	177,88	6 759,41
	BIBLIO DEPART.PRÊT le TouronTULLE	31/12/2009	75 396,88	50	16 587,31	1 507,94	57 301,63
	CER Treignac	31/12/2009	4 119,36	50	906,26	82,39	3 130,71
	CER de Tulle	31/12/2009	88 201,21	50	19 404,27	1 764,02	67 032,92

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

	Désignation des ensembles	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
	CER Ussac	31/12/2009	706,24	50	155,37	14,12	536,74
	CER Ussel	31/12/2009	4 273,13	50	940,09	85,46	3 247,58
	CMSD Brive centre, onduleur	31/12/2010	1 036,05	50	207,21	20,72	808,12
	CMSD Meyssac, volet et verrière	31/12/2010	4 770,88	50	954,18	95,42	3 721,29
	CMSD Brive Est, radiateurs	31/12/2010	4 540,68	50	908,14	90,81	3 541,73
	CMSD Argentat, sol bureau	31/12/2010	1 070,42	50	214,08	21,41	834,93
	CMSD Uzerche, pose caniveaux	31/12/2010	1 830,60	50	366,12	36,61	1 427,87
	MDPH Tulle, ascenseur et mise en conformité électrique	31/12/2010	13 274,96	50	2 654,99	265,50	10 354,47
	EPDA Servières-Le-Château-Diagnostics plomb et amiante	31/12/2010	3 863,08	50	0,00	849,86	3 013,22
	CMSD Brive-Ouest-Alimentation bureau	31/12/2010	609,84	50	0,00	134,20	475,64
	CHÂTEAU SEDIERES	31/12/2010	1 379,59	50	275,92	27,59	1 076,08
	MUSEE QUEUILLE NEUVIC	31/12/2010	2 541,07	50	508,21	50,82	1 982,03
	ARCHIVES DEPART. Le Touron TULLE	31/12/2010	11 950,91	50	2 390,18	239,02	9 321,71
	CENTRE SPORTIF BUGEAT	31/12/2010	18 351,41	50	3 670,28	367,03	14 314,10
	Centre Vac."La MARTIERE"St Pierre Oléron	31/12/2010	662 529,14	50	132 505,83	13 250,58	516 772,73
	MAISON DU TOURISME	31/12/2010	5 415,05	50	1 083,01	108,30	4 223,74
	CER Lidignac	31/12/2010	1 635,89	50	327,18	32,72	1 275,99
	CER Beaulieu	31/12/2010	704,34	50	140,87	14,09	549,39
	CER Mercoeur	31/12/2010	19 078,46	50	3 815,69	381,57	14 881,20
	CER Meymac	31/12/2010	435,34	50	87,07	8,71	339,57
	CER Bugeat	31/12/2010	32 487,22	50	6 497,44	649,74	25 340,03
	CERP Vigeois Uzerche	31/12/2010	1 280,42	50	256,08	25,61	998,73
	CERP Egletons	31/12/2010	437,74	50	87,55	8,75	341,44
	CERP Treignac	31/12/2010	9 689,87	50	1 937,97	193,80	7 558,10
	CERP raccordement téléphonique	31/12/2010	437,74	50	87,55	8,75	341,44
	Gendarmerie Argentat	31/12/2010	558,31	50	111,66	11,17	435,48
	BIBLIO DEPART.PRÊT le TouronTULLE	31/12/2010	9 938,36	50	1 987,67	198,77	7 751,92
	CER Tulle	31/12/2010	6 797,14	50	1 359,43	135,94	5 301,77
	CER Ussel	31/12/2010	6 773,37	50	1 354,67	135,47	5 283,23
	MDPH Tulle	31/12/2011	22 656,94	50	4 078,25	453,14	18 125,55
	CMSD Meyssac	31/12/2011	12 813,73	50	2 306,47	256,27	10 250,98
	CMSD Brive Ouest	31/12/2011	32 582,38	50	5 864,83	651,65	26 065,90
	CMSD Brive Centre	31/12/2011	88 600,34	50	15 948,06	1 772,01	70 880,27
	CHÂTEAU SEDIERES	31/12/2011	12 646,76	50	2 276,42	252,94	10 117,41
	Musée de NEUVIC	31/12/2011	410,83	50	73,95	8,22	328,66
	Musée de SARRAN	31/12/2011	17 546,03	50	3 158,29	350,92	14 036,82
	Archives départementales	31/12/2011	16 685,60	50	3 003,41	333,71	13 348,48
	Centre sportif BUGEAT	31/12/2011	27 326,51	50	4 918,77	546,53	21 861,21
	CHAMONIX CHALET des AIGUILLES	31/12/2011	3 708,65	50	667,56	74,17	2 966,92
	Centre Vac."La MARTIERE"St Pierre Oléron	31/12/2011	631 494,40	50	113 668,99	12 629,89	505 195,52
	Maison du Tourisme	31/12/2011	3 651,84	50	657,33	73,04	2 921,47

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

	Désignation des ensembles	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
	CERP MERCOEUR	31/12/2011	2 054,73	50	369,85	41,09	1 643,78
	CERP BUGEAT	31/12/2011	1 076,40	50	193,75	21,53	861,12
	CERP ST PRIVAT	31/12/2011	1 301,87	50	234,34	26,04	1 041,50
	CER LADIGNAC	31/12/2011	20 762,56	50	3 737,26	415,25	16 610,05
	CERP BORT	31/12/2011	4 042,48	50	727,65	80,85	3 233,98
	Gendarmerie Argentat	31/12/2011	719,39	50	129,49	14,39	575,51
	OV-CMSD Egletons-Installation radiateur électrique	31/12/2011	339,68	50	61,14	6,79	271,74
	Travaux marbot onduleur	31/12/2011	20 619,95	50	3 711,59	412,40	16 495,96
	Travaux CIO cablage	31/12/2011	225,92	50	40,67	4,52	180,74
	Musée de Sarrahan cablage	31/12/2011	1 579,84	50	284,37	31,60	1 263,87
	Archives cablage	31/12/2011	310,06	50	55,81	6,20	248,05
	Raccordement photocopieurs	31/12/2011	5 243,84	50	943,89	104,88	4 195,07
	Immeuble ramon cablage	31/12/2011	1 302,32	50	234,42	26,05	1 041,86
	CMSD cablages	31/12/2011	1 637,54	50	294,76	32,75	1 310,03
	Maison du dpt beynat cablage	31/12/2011	206,91	50	37,24	4,14	165,53
	Aire de vitrac travaux	31/12/2011	4 114,00	50	740,52	82,28	3 291,20
	CMSD JUILLAC	31/12/2011	2 571,40	50	462,85	51,43	2 057,12
	BIBLIO DEPART.PRÊT le TouronTULLE	31/12/2011	1 511,73	50	272,11	30,23	1 209,38
	CER Ussac	31/12/2011	8 730,80	50	1 571,54	174,62	6 984,64
	Gendarmerie de Larche	31/12/2011	1 546,46	50	278,36	30,93	1 237,17
	CER Treignac	31/12/2011	99 194,74	50	17 855,05	1 983,89	79 355,79
	MDPH Tulle	31/12/2012	222 230,66	50	35 556,91	4 444,61	182 229,14
	CMSD Juillac	31/12/2012	1 480,72	50	236,92	29,61	1 214,19
	Centre sportif BUGEAT	31/12/2012	29 156,03	50	4 664,96	583,12	23 907,94
	Centre d'Entretien Routier Eygurande	31/12/2012	12 955,07	50	2 072,81	259,10	10 623,16
	Centre d'Entretien Routier Lubersac	31/12/2012	90,00	50	14,40	1,80	73,80
	Centre d'Entretien Routier Mercoeur	31/12/2012	295,01	50	47,20	5,90	241,91
	Centre d'Entretien Routier Meymac	31/12/2012	383,64	50	61,38	7,67	314,58
	Centre d'Entretien Routier Seilhac	31/12/2012	4 724,20	50	755,87	94,48	3 873,84
	Centre d'Entretien Routier Treignac	31/12/2012	733,09	50	117,29	14,66	601,13
	Centre d'Entretien Routier Tulle	31/12/2012	520,00	50	83,20	10,40	426,40
	Centre Entretien Routier La Roche Canillac	31/12/2012	746,06	50	119,37	14,92	611,77
	Gendarmerie d'Argentat	31/12/2012	802,96	50	128,47	16,06	658,43
	Gendarmerie de Larche	31/12/2012	13 207,09	50	2 113,13	264,14	10 829,81
	Peloton autoroutier de Gimel - Corrèze	31/12/2012	408,74	50	65,40	8,17	335,17
	Peloton autoroutier de Monestier Merlines	31/12/2012	739,37	50	118,30	14,79	606,28
	Archives Départementales	31/12/2012	8 171,67	10	6 537,34	817,17	817,17
	Bibliothèque de Prêt	31/12/2012	5 435,77	10	4 348,62	543,58	543,58
	Centre de vacances La Martière	31/12/2012	3 836,41	10	3 069,13	383,64	383,64
	Centre d'Entretien Routier de Corrèze	31/12/2012	1 853,92	10	1 483,14	185,39	185,39
	Centre d'Entretien Routier Larche	31/12/2012	5 208,58	10	4 166,86	520,86	520,86

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

	Désignation des ensembles	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
	Centre d'Entretien Routier Lubersac	31/12/2012	4 475,65	10	3 580,52	447,57	447,57
	Centre d'Entretien Routier Neuvic	31/12/2012	22 491,98	10	17 993,58	2 249,20	2 249,20
	Centre d'Entretien Routier St Privat	31/12/2012	4 098,12	10	3 278,50	409,81	409,81
	Centre Sportif de Bugeat	31/12/2012	35 380,77	10	28 304,62	3 538,08	3 538,08
	Château de Sédières	31/12/2012	7 544,01	10	6 035,21	754,40	754,40
	CMSD Brive Est	31/12/2012	9 702,33	10	7 761,86	970,23	970,23
	CMSD Brive Ouest	31/12/2012	332,52	10	266,02	33,25	33,25
	CMSD Uzerche	31/12/2012	997,46	10	797,97	99,75	99,75
	Collège Cabanis Brive	31/12/2012	14 062,01	10	11 249,61	1 406,20	1 406,20
	Collège d'Ussel	31/12/2012	3 312,92	10	2 650,34	331,29	331,29
	Maison du Département de Beynat	31/12/2012	7 160,84	10	5 728,67	716,08	716,08
	Maison du Département de La Roche Canillac	31/12/2012	1 179,38	10	943,50	117,94	117,94
	Maison du Tourisme	31/12/2012	1 142,18	10	913,74	114,22	114,22
	Marbot	31/12/2012	37 738,93	10	30 191,14	3 773,89	3 773,89
	MDPH Tulle	31/12/2012	122 201,86	10	97 761,49	12 220,19	12 220,19
	Musée du Président J. Chirac à Sarran	31/12/2012	26 532,80	10	21 226,24	2 653,28	2 653,28
	Musée H. Queuille Neuvic	31/12/2012	310,31	10	248,25	31,03	31,03
	IUFM	31/12/2012	983,10	10	786,48	98,31	98,31
	Archives Etudes 2011 suivies de réalisation	31/12/2012	215,28	10	172,22	21,53	21,53
	Collège Cabanis Brive	31/12/2012	2 996,00	10	2 396,80	299,60	299,60
	Collège Clémenceau Tulle	31/12/2012	3 994,64	10	3 195,71	399,46	399,46
	Collège d'Allasac	31/12/2012	41 571,92	10	33 257,54	4 157,19	4 157,19
	Collège d'Argentat	31/12/2012	10 101,41	10	8 081,13	1 010,14	1 010,14
	Collège de Beaulieu	31/12/2012	3 701,26	10	2 961,01	370,13	370,13
	Collège de Lubersac	31/12/2012	9 468,86	10	7 575,09	946,89	946,89
	Collège de Seilhac	31/12/2012	78 235,95	10	62 588,76	7 823,60	7 823,60
	Collège de Treignac	31/12/2012	90,00	10	72,00	9,00	9,00
	Collège d'Objat	31/12/2012	11 800,93	10	9 440,74	1 180,09	1 180,09
	Collège Jean Lurçat Brive	31/12/2012	11 313,34	10	9 050,67	1 131,33	1 131,33
	Collège Jean Moulin Brive	31/12/2012	2 236,52	10	1 789,22	223,65	223,65
	Collège Rollinat Brive	31/12/2012	19 577,44	10	15 661,95	1 957,74	1 957,74
	Collège Victor Hugo Tulle	31/12/2012	13 107,45	10	10 485,96	1 310,75	1 310,75
	MDPH Tulle-Remplacement cassette cabinet médical	31/12/2013	1 762,43	50	246,74	35,25	1 480,44
	MDPH Brive-Restructuration locaux-MO-Insertion presse	31/12/2013	70,00	50	9,80	1,40	58,80
	CMSD Brive Est-Pose chassis à 1 vantail	31/12/2013	5 178,68	50	725,02	103,57	4 350,09
	Musée de SARRAN	31/12/2013	35 554,88	50	4 977,68	711,10	29 866,10
	Archives départementales	31/12/2013	107,64	50	15,07	2,15	90,42
	Centre sportif BUGEAT	31/12/2013	29 708,88	50	4 159,24	594,18	24 955,46
	Centre Vac."La MARTIERE" St Pierre Oléron	31/12/2013	4 199,40	50	587,92	83,99	3 527,50
	Centre d'Entretien Routier Saint-Privat	31/12/2013	59,80	50	8,37	1,20	50,23
	Centre d'Entretien Routier Ayen	31/12/2013	789,36	50	110,51	15,79	663,06

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

	Désignation des ensembles	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
	Gendarmerie d'Argentat	31/12/2013	984,30	50	137,80	19,69	826,81
	Gendarmerie de Lubersac	31/12/2013	1 399,32	50	195,90	27,99	1 175,43
	Peloton autoroutier de Corrèze	31/12/2013	1 901,94	50	266,27	38,04	1 597,63
	Gendarmerie de Bort-Les-Orgues	31/12/2013	3 402,62	50	476,37	68,05	2 858,20
	Centre d'Entretien Routier Beaulieu	31/12/2013	4 339,09	50	607,47	86,78	3 644,84
	Gendarmerie de Larche	31/12/2013	21 205,86	50	2 968,82	424,12	17 812,92
	Centre d'Entretien Routier Eygurande	31/12/2013	22 177,89	50	3 104,90	443,56	18 629,43
	Centre d'Entretien Routier Mercoeur	31/12/2013	134 941,84	50	18 891,86	2 698,84	113 351,15
	CTD Brive	31/12/2013	325 000,00	50	45 500,00	6 500,00	273 000,00
	Maison du Département de Saint-Privat	31/12/2013	715,81	10	501,07	71,58	143,16
	Maison du Département de Beynat	31/12/2013	1 103,02	10	772,11	110,30	220,60
	Aire de Vitrac	31/12/2013	1 416,82	10	991,77	141,68	283,36
	Sédières	31/12/2013	1 932,31	10	1 352,62	193,23	386,46
	CMSD Bort-Les-Orgues	31/12/2013	2 174,33	10	1 522,03	217,43	434,87
	Centre d'Entretien Routier Mercoeur	31/12/2013	2 912,26	10	2 038,58	291,23	582,45
	CTD Tulle	31/12/2013	4 010,24	10	2 807,17	401,02	802,05
	Centre d'Entretien Routier Ussac	31/12/2013	4 017,41	10	2 812,19	401,74	803,48
	CTD Brive	31/12/2013	5 196,18	10	3 637,33	519,62	1 039,24
	Bibliothèque de Prêt	31/12/2013	5 423,57	10	3 796,50	542,36	1 084,71
	IUFM	31/12/2013	6 171,06	10	4 319,74	617,11	1 234,21
	CMSD Juillac	31/12/2013	7 016,60	10	4 911,62	701,66	1 403,32
	CTD Ussel	31/12/2013	8 562,86	10	5 994,00	856,29	1 712,57
	CMSD Brive Ouest	31/12/2013	10 826,86	10	7 578,80	1 082,69	2 165,37
	Centre Sportif de Bugeat	31/12/2013	25 581,24	10	17 906,87	2 558,12	5 116,25
	Archives Départementales	31/12/2013	33 758,63	10	23 631,04	3 375,86	6 751,73
	Marbot	31/12/2013	47 816,62	10	33 471,63	4 781,66	9 563,32
	Centre d'Entretien Routier Beaulieu	31/12/2013	55 590,08	10	38 913,06	5 559,01	11 118,02
	Collège de Beaulieu	31/12/2013	1 100,32	10	770,22	110,03	220,06
	Collège de Lubersac	31/12/2013	2 508,97	10	1 756,28	250,90	501,79
	Collège de Bort-Les-Orgues	31/12/2013	2 732,01	10	1 912,41	273,20	546,40
	Collège d'Allasac	31/12/2013	5 527,22	10	3 869,05	552,72	1 105,44
	Collège J. Moulin Brive	31/12/2013	17 291,21	10	12 103,85	1 729,12	3 458,24
	Collège Victor Hugo Tulle	31/12/2013	18 826,88	10	13 178,82	1 882,69	3 765,38
	Collège M. Rollinat Brive	31/12/2013	38 356,91	10	26 849,84	3 835,69	7 671,38
	Intégration travaux terminés (c/23)-CMSD Brive Est	31/12/2014	3 725,83	50	447,10	74,52	3 204,21
	Intégration travaux terminés (c/23)-CMSD Juillac	31/12/2014	179 659,70	50	21 559,16	3 593,19	154 507,34
	Intégration travaux terminés (c/23)-CMSD Ussel	31/12/2014	1,42	50	0,17	0,03	1,22
	Intégration travaux terminés (c/23)-MDPH Tulle	31/12/2014	19 023,64	50	2 282,84	380,47	16 360,33
	Châlet de Chamonix	31/12/2014	11 409,79	50	1 369,17	228,20	9 812,42
	Musée J. Chirac Sarrau	31/12/2014	1 492,80	50	179,14	29,86	1 283,81
	Frais d'études suivis de réalisation - Archives	31/12/2014	825,24	50	99,03	16,50	709,71

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

	Désignation des ensembles	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
	Intégration travaux terminés (c/23)-Sédières	31/12/2014	17 729,96	50	2 127,60	354,60	15 247,77
	Intégration travaux terminés (c/23)-Musée Chirac Sarran	31/12/2014	2,01	50	0,24	0,04	1,73
	Intégration travaux terminés (c/23)-Archives	31/12/2014	2,01	50	0,24	0,04	1,73
	Intégration travaux terminés (c/23)-Centre Sportif Bugeat	31/12/2014	243,09	50	29,17	4,86	209,06
	Intégration travaux terminés (c/23)-Centre La Martière	31/12/2014	28 869,74	50	3 464,37	577,39	24 827,98
	Gendarmerie de Bort-Les-Orgues	31/12/2014	522,00	50	62,64	10,44	448,92
	Centre d'Entretien Routier Lagnac	31/12/2014	369,60	50	44,35	7,39	317,86
	Centre d'Entretien Routier Bugeat	31/12/2014	1 032,00	50	123,84	20,64	887,52
	Gendarmerie de Larche	31/12/2014	28 872,42	50	3 464,69	577,45	24 830,28
	Gendarmerie de Merlines	31/12/2014	12 001,68	50	1 440,20	240,03	10 321,44
	Centre d'Entretien Routier Corrèze	31/12/2014	22 885,44	50	2 746,25	457,71	19 681,48
	Centre d'Entretien Routier Treignac	31/12/2014	1 782,12	50	213,85	35,64	1 532,62
	Centre d'Entretien Routier Mercoeur	31/12/2014	5 884,83	50	706,18	117,70	5 060,95
	CTD Brive	31/12/2014	80 183,02	50	9 621,96	1 603,66	68 957,40
	Centre d'Entretien Routier St Privat	31/12/2014	102 335,79	50	12 280,29	2 046,72	88 008,78
	Frais d'études suivis de réalisation - CER Lubersac	31/12/2014	436,54	50	52,38	8,73	375,42
	Frais d'études suivis de réalisation - CER Mercoeur	31/12/2014	299,00	50	35,88	5,98	257,14
	Intégration travaux terminés (c/23)-CER Lubersac	31/12/2014	38 938,77	50	4 672,65	778,78	33 487,34
	Intégration travaux terminés (c/23)-CER Mercoeur	31/12/2014	11 218,77	50	1 346,25	224,38	9 648,14
	Intégration travaux terminés (c/23)-CER St Privat	31/12/2014	9 534,00	50	1 144,08	190,68	8 199,24
	Intégration travaux terminés (c/23)-CER Treignac	31/12/2014	4 547,19	50	545,66	90,94	3 910,58
	Château de Sédières	31/12/2014	9 740,84	10	5 844,50	974,08	2 922,25
	CMSD Ussel	31/12/2014	3 324,89	10	1 994,93	332,49	997,47
	Collège d'Ussel	31/12/2014	1 125,60	10	675,36	112,56	337,68
	Centre d'Entretien Routier Corrèze	31/12/2014	467,22	10	280,33	46,72	140,17
	Centre d'Entretien Routier Egletons	31/12/2014	538,61	10	323,17	53,86	161,58
	Centre d'Entretien Routier Tulle	31/12/2014	837,15	10	502,29	83,72	251,15
	Maison de l'Autonomie	31/12/2014	3 804,49	10	2 282,69	380,45	1 141,35
	Centre d'Entretien Routier Larche	31/12/2014	1 235,88	10	741,53	123,59	370,76
	IUFM	31/12/2014	769,80	10	461,88	76,98	230,94
	Collège d'Egletons	31/12/2014	12 272,70	10	7 363,62	1 227,27	3 681,81
	Collège de Neuvic	31/12/2014	9 110,75	10	5 466,45	911,08	2 733,23
	Centre d'Entretien Routier Lagnac	31/12/2014	2 772,94	10	1 663,76	277,29	831,88
	Collège de Meymac	31/12/2014	9 972,65	10	5 983,59	997,27	2 991,80
	Centre d'Entretien Routier Mercoeur	31/12/2014	983,28	10	589,97	98,33	294,98
	Collège de Bugeat	31/12/2014	288,00	10	172,80	28,80	86,40
	Centre d'Entretien Routier Ussel	31/12/2014	3 621,84	10	2 173,10	362,18	1 086,55
	Maison du Département de Beynat	31/12/2014	2 741,83	10	1 645,10	274,18	822,55
	CMSD Brive-Centre	31/12/2014	2 880,55	10	1 728,33	288,06	864,17
	Centre d'Entretien Routier Ussac	31/12/2014	11 586,23	10	6 951,74	1 158,62	3 475,87
	Bibliothèque de Prêt	31/12/2014	11 450,26	10	6 870,16	1 145,03	3 435,08

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

	Désignation des ensembles	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
	CMSD Brive-Est	31/12/2014	2 660,40	10	1 596,24	266,04	798,12
	Centre d'Entretien Routier Treignac	31/12/2014	696,00	10	417,60	69,60	208,80
	Musée H. Queuille Neuvic	31/12/2014	2 574,86	10	1 544,92	257,49	772,46
	Collège Clémenceau Tulle	31/12/2014	2 700,00	10	1 620,00	270,00	810,00
	Archives Départementales	31/12/2014	102 882,03	10	61 729,22	10 288,20	30 864,61
	Collège Cabanis Brive	31/12/2014	719,21	10	431,53	71,92	215,76
	Collège de Bort-Les-Orgues	31/12/2014	3 197,76	10	1 918,66	319,78	959,33
	CTD Brive	31/12/2014	7 675,80	10	4 605,48	767,58	2 302,74
	Marbot	31/12/2014	75 136,45	10	45 081,87	7 513,65	22 540,94
	Intégration travaux terminés (c/23)-Collège de Bort	31/12/2014	1 432,33	10	859,40	143,23	429,70
	Intégration travaux terminés (c/23)-Collège d'Ussel	31/12/2014	15 030,72	10	9 018,43	1 503,07	4 509,22
	Intégration travaux terminés (c/23)-Collège V. Hugo Tulle	31/12/2014	4 125,40	10	2 475,24	412,54	1 237,62
	Intégration travaux terminés (c/23)-Marbot	31/12/2014	8 700,90	10	5 220,54	870,09	2 610,27
	Intégration travaux terminés (c/23)-CMSD Juillac	31/12/2014	68 742,07	10	41 245,24	6 874,21	20 622,62
	Collège de Seilhac	31/12/2014	1 475,39	10	885,23	147,54	442,62
	Collège de Corrèze	31/12/2014	6 544,88	10	3 926,93	654,49	1 963,46
	Collège de Lubersac	31/12/2014	8 666,44	10	5 199,86	866,64	2 599,93
	Collège d'Allasac	31/12/2014	2 326,36	10	1 395,82	232,64	697,91
	Collège de Bort-Les-Orgues	31/12/2014	7 587,00	10	4 552,20	758,70	2 276,10
	Collège J. Moulin Brive	31/12/2014	18 862,26	10	11 317,36	1 886,23	5 658,68
	Collège de Merlines	31/12/2014	17 198,69	10	10 319,21	1 719,87	5 159,61
	Collège V. Hugo Tulle	31/12/2014	23 744,15	10	14 246,49	2 374,42	7 123,25
	Collège d'Uzerche	31/12/2014	14 963,48	10	8 978,09	1 496,35	4 489,04
	Collège de Larche	31/12/2014	17 400,00	10	10 440,00	1 740,00	5 220,00
	Collège d'Objat	31/12/2014	11 281,63	10	6 768,98	1 128,16	3 384,49
	Collège de Meyssac	31/12/2014	37 838,14	10	22 702,88	3 783,81	11 351,44
	Collège de Beynat	31/12/2014	23 974,36	10	14 384,62	2 397,44	7 192,31
	Collège de Meymac	31/12/2014	6 917,20	10	4 150,64	691,72	2 074,84
	Collège Rollinat Brive	31/12/2014	19 962,10	10	11 977,26	1 996,21	5 988,63
	Collège de Beaulieu	31/12/2014	58 054,46	10	34 832,68	5 805,45	17 416,34
	CMSD Meymac	31/12/2015	6 241,85	50	624,19	124,84	5 492,83
	CMSD Brive-Est	31/12/2015	10 114,08	50	1 011,41	202,28	8 900,39
	Intégration travaux terminés (c/23)-CMSD Brive Est	31/12/2015	18 077,88	50	1 807,79	361,56	15 908,53
	Intégration travaux terminés (c/23)-CMSD Juillac	31/12/2015	321,44	50	32,14	6,43	282,87
	Archives Départementales	31/12/2015	1 680,00	50	168,00	33,60	1 478,40
	Châlet de Chamonix	31/12/2015	1 418,53	50	141,85	28,37	1 248,31
	Centre Sportif de Bugeat	31/12/2015	30 512,71	50	3 051,27	610,25	26 851,18
	Frais d'études suivis de réalisation - Archives	31/12/2015	291,68	50	29,17	5,83	256,68
	Intégration travaux terminés (c/23)-Sédières	31/12/2015	1 921,97	50	192,20	38,44	1 691,33
	Intégration travaux terminés (c/23)-Musée Queuille Neuvic	31/12/2015	379,65	50	37,97	7,59	334,09
	Intégration travaux terminés (c/23)-Musée Chirac Sarran	31/12/2015	2 020,92	50	202,09	40,42	1 778,41

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

	Désignation des ensembles	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
	Intégration travaux terminés (c/23)-Archives	31/12/2015	838,03	50	83,80	16,76	737,47
	Centre d'Entretien Routier Egletons	31/12/2015	6 164,40	50	616,44	123,29	5 424,67
	Centre d'Entretien Routier Treignac	31/12/2015	2 534,40	50	253,44	50,69	2 230,27
	Gendarmerie de Corrèze	31/12/2015	6 144,77	50	614,48	122,90	5 407,40
	Gendarmerie de Larche	31/12/2015	1 113,10	50	111,31	22,26	979,53
	Gendarmerie de Merlines	31/12/2015	2 268,01	50	226,80	45,36	1 995,85
	Frais d'études suivis de réalisation - CER St Privat	31/12/2015	586,04	50	58,60	11,72	515,72
	Intégration travaux terminés (c/23)-Gendarmerie Corrèze	31/12/2015	4 053,73	50	405,37	81,07	3 567,28
	Intégration travaux terminés (c/23)-Gendarmerie Merlines	31/12/2015	2 022,00	50	202,20	40,44	1 779,36
	Intégration travaux terminés (c/23)-CER Lubersac	31/12/2015	3 816,32	50	381,63	76,33	3 358,36
	Intégration travaux terminés (c/23)-CER Mercoeur	31/12/2015	478,13	50	47,81	9,56	420,75
	Intégration travaux terminés (c/23)-CER St Privat	31/12/2015	6 844,46	50	684,45	136,89	6 023,12
	Intégration travaux terminés (c/23)-CER Ussac	31/12/2015	1 447,90	50	144,79	28,96	1 274,15
	Intégration travaux terminés (c/23)-CMSD Brive-Est	31/12/2015	1 196,00	10	598,00	119,60	478,40
	Intégration travaux terminés (c/23)-Collège d'Uzerche	31/12/2015	6 124,72	10	3 062,36	612,47	2 449,89
	Intégration travaux terminés (c/23)-Archives	31/12/2015	2 016,00	10	1 008,00	201,60	806,40
	Archives Départementales	31/12/2015	10 757,23	10	5 378,62	1 075,72	4 302,89
	Bibliothèque de Prêt	31/12/2015	2 715,60	10	1 357,80	271,56	1 086,24
	Centre d'Entretien Routier Bort-Les-Orgues	31/12/2015	6 611,40	10	3 305,70	661,14	2 644,56
	Centre d'Entretien Routier Lapleau	31/12/2015	7 764,00	10	3 882,00	776,40	3 105,60
	Centre d'Entretien Routier Larche	31/12/2015	222,13	10	111,07	22,21	88,85
	Centre d'Entretien Routier Neuvic	31/12/2015	144,00	10	72,00	14,40	57,60
	Centre d'Entretien Routier Sornac	31/12/2015	700,00	10	350,00	70,00	280,00
	Centre d'Entretien Routier St Privat	31/12/2015	4 862,70	10	2 431,35	486,27	1 945,08
	Centre d'Entretien Routier Treignac	31/12/2015	81 655,20	10	40 827,60	8 165,52	32 662,08
	Centre Entretien Routier La Roche Canillac	31/12/2015	2 556,00	10	1 278,00	255,60	1 022,40
	Centre Sportif de Bugeat	31/12/2015	7 938,74	10	3 969,37	793,87	3 175,50
	CMSD Brive-Centre	31/12/2015	1 758,00	10	879,00	175,80	703,20
	CMSD Brive-Est	31/12/2015	13 327,26	10	6 663,63	1 332,73	5 330,90
	CMSD Egletons	31/12/2015	331,20	10	165,60	33,12	132,48
	CMSD Juillac	31/12/2015	158,84	10	79,42	15,88	63,54
	CMSD Ussel	31/12/2015	4 154,88	10	2 077,44	415,49	1 661,95
	Gendarmerie d'Argentat	31/12/2015	662,20	10	331,10	66,22	264,88
	Gendarmerie de Corrèze	31/12/2015	2 080,10	10	1 040,05	208,01	832,04
	Gendarmerie de Larche	31/12/2015	13 995,12	10	6 997,56	1 399,51	5 598,05
	Gendarmerie de Merlines	31/12/2015	9 452,71	10	4 726,36	945,27	3 781,08
	Maison de l'Autonomie (Rue Ramon)	31/12/2015	51 458,64	10	25 729,32	5 145,86	20 583,46
	Maison du Département de Sornac	31/12/2015	3 720,00	10	1 860,00	372,00	1 488,00
	Maison du Département d'Eygurande	31/12/2015	2 076,06	10	1 038,03	207,61	830,42
	Marbot	31/12/2015	160 787,15	10	80 393,58	16 078,72	64 314,86
	Musée du Président J. Chirac à Sarran	31/12/2015	44 690,59	10	22 345,30	4 469,06	17 876,24

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

	Désignation des ensembles	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
	Résidence Turenne	31/12/2015	2 314,97	10	1 157,49	231,50	925,99
	Sédières	31/12/2015	17 587,29	10	8 793,65	1 758,73	7 034,92
	Collège Cabanis Brive	31/12/2015	5 676,08	10	2 838,04	567,61	2 270,43
	Collège Clémenceau Tulle	31/12/2015	8 392,04	10	4 196,02	839,20	3 356,82
	Collège d'Allasac	31/12/2015	16 483,08	10	8 241,54	1 648,31	6 593,23
	Collège d'Argentat	31/12/2015	6 340,80	10	3 170,40	634,08	2 536,32
	Collège de Beaulieu	31/12/2015	31,92	10	15,96	3,19	12,77
	Collège de Beynat	31/12/2015	15 420,00	10	7 710,00	1 542,00	6 168,00
	Collège de Bort-Les-Orgues	31/12/2015	21 259,82	10	10 629,91	2 125,98	8 503,93
	Collège de Larche	31/12/2015	8 197,96	10	4 098,98	819,80	3 279,18
	Collège de Lubersac	31/12/2015	1 978,92	10	989,46	197,89	791,57
	Collège de Merlines	31/12/2015	9 732,56	10	4 866,28	973,26	3 893,02
	Collège de Meymac	31/12/2015	5 070,78	10	2 535,39	507,08	2 028,31
	Collège d'Objat	31/12/2015	18 918,00	10	9 459,00	1 891,80	7 567,20
	Collège d'Uzerche	31/12/2015	5 184,16	10	2 592,08	518,42	2 073,66
	Collège J. Moulin Brive	31/12/2015	8 119,39	10	4 059,70	811,94	3 247,76
	Collège Jean Lurçat Brive	31/12/2015	36 082,59	10	18 041,30	3 608,26	14 433,04
	Collège Rollinat Brive	31/12/2015	13 370,10	10	6 685,05	1 337,01	5 348,04
	Collège V. Hugo Tulle	31/12/2015	32 355,20	10	16 177,60	3 235,52	12 942,08
	PORTAIL + INSTALLATION PRD	01/01/2016	22 800,00	10	6 840,00	2 280,00	13 680,00
	MISE EN PLACE CONTRÔLE ACCES PRD	01/01/2016	9 109,68	10	2 732,90	910,97	5 465,81
	CMSD Meymac	31/12/2016	115 462,32	50	9 236,99	2 309,25	103 916,09
	Centre de vacances La Martière	31/12/2016	4 263,49	50	341,08	85,27	3 837,14
	Centre Sportif de Bugeat	31/12/2016	187 701,60	50	15 016,13	3 754,03	168 931,44
	Intégration travaux terminés (c/23)-Sédières	31/12/2016	4 262,66	50	341,01	85,25	3 836,39
	Intégration travaux terminés (c/23)-Site des Cars	31/12/2016	72 778,80	50	5 822,30	1 455,58	65 500,92
	Gendarmerie d'Argentat	31/12/2016	3 255,68	50	260,45	65,11	2 930,11
	Gendarmerie de Larche	31/12/2016	2 607,30	50	208,58	52,15	2 346,57
	Gendarmerie de Seilhac	31/12/2016	1 221,00	50	97,68	24,42	1 098,90
	Intégration travaux terminés (c/23)-Centre d'Entretien Routier Ussel	31/12/2016	6 015,08	50	481,21	120,30	5 413,57
	Intégration travaux terminés (c/23)-Centre d'Entretien Routier Lubersac	31/12/2016	5 456,24	50	436,50	109,12	4 910,62
	Intégration travaux terminés (c/23)-Gendarmerie de Corrèze	31/12/2016	1 611,50	50	128,92	32,23	1 450,35
	Intégration travaux terminés (c/23)-Centre d'Entretien Routier Treignac	31/12/2016	41 792,66	50	3 343,41	835,85	37 613,39
	Intégration travaux terminés (c/23)-Centre d'Entretien Routier Beynat	31/12/2016	2 173,69	50	173,90	43,47	1 956,32
	Frais d'études suivis de réalisation - CER Treignac	31/12/2016	2 064,00	50	165,12	41,28	1 857,60
	Archives Départementales	31/12/2016	42 150,06	10	16 860,02	4 215,01	21 075,03
	Centre d'Entretien Routier Bort-les-Orgues	31/12/2016	822,00	10	328,80	82,20	411,00

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

	Désignation des ensembles	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
	Centre d'Entretien Routier Bugeat	31/12/2016	1 110,00	10	444,00	111,00	555,00
	Centre d'Entretien Routier Meymac	31/12/2016	1 993,93	10	797,57	199,39	996,97
	Centre d'Entretien Routier Neuvic	31/12/2016	33 873,24	10	13 549,30	3 387,32	16 936,62
	Centre d'Entretien Routier Seilhac	31/12/2016	650,87	10	260,35	65,09	325,44
	Centre d'Entretien Routier St Privat	31/12/2016	1 620,00	10	648,00	162,00	810,00
	Centre d'Entretien Routier Tulle	31/12/2016	12 000,00	10	4 800,00	1 200,00	6 000,00
	Centre Sportif de Bugeat	31/12/2016	11 539,05	10	4 615,62	1 153,91	5 769,53
	Collège d'Egletons	31/12/2016	868,67	10	347,47	86,87	434,34
	Divers MSAP (Maisons du Département)	31/12/2016	597,00	10	238,80	59,70	298,50
	Divers MSD	31/12/2016	9 960,05	10	3 984,02	996,01	4 980,03
	Gendarmerie de Bort-Les-Orgues	31/12/2016	7 090,80	10	2 836,32	709,08	3 545,40
	Immeuble Ramon	31/12/2016	20 934,00	10	8 373,60	2 093,40	10 467,00
	Maison du Tourisme	31/12/2016	11 098,44	10	4 439,38	1 109,84	5 549,22
	Marbot	31/12/2016	77 896,45	10	31 158,58	7 789,65	38 948,23
	MSAP Eygurande (Maison du Département)	31/12/2016	1 743,60	10	697,44	174,36	871,80
	MSAP Saint-Privat (Maison du Département)	31/12/2016	6 188,20	10	2 475,28	618,82	3 094,10
	MSAP Uzerche (Maison du Département)	31/12/2016	327,60	10	131,04	32,76	163,80
	MSD Brive-Est	31/12/2016	1 227,00	10	490,80	122,70	613,50
	MSD Brive-Ouest	31/12/2016	1 196,54	10	478,62	119,65	598,27
	MSD Egletons	31/12/2016	1 195,20	10	478,08	119,52	597,60
	MSD Meymac	31/12/2016	6 707,87	10	2 683,15	670,79	3 353,94
	MSD Meyssac	31/12/2016	209,89	10	83,96	20,99	104,95
	MSD Ussel	31/12/2016	755,03	10	302,01	75,50	377,52
	MSD Uzerche	31/12/2016	2 930,40	10	1 172,16	293,04	1 465,20
	Musée H. Queuille Neuvic	31/12/2016	3 656,29	10	1 462,52	365,63	1 828,15
	Résidence Turenne	31/12/2016	2 596,92	10	1 038,77	259,69	1 298,46
	Sédières	31/12/2016	991,20	10	396,48	99,12	495,60
	Intégration travaux 2016 (c/23)-Collège Jean Lurçat Brive	31/12/2016	16 020,00	10	6 408,00	1 602,00	8 010,00
	Intégration travaux 2016 (c/23)-Collège de Bort-Les-Orgues	31/12/2016	15 600,00	10	6 240,00	1 560,00	7 800,00
	Intégration travaux 2016 (c/23)-Centre d'Entretien Routier Treignac	31/12/2016	2 358,00	10	943,20	235,80	1 179,00
	Intégration travaux 2016 (c/23)-Archives Départementales	31/12/2016	8 379,40	10	3 351,76	837,94	4 189,70
	Intégration travaux 2016 (c/23)-Marbot	31/12/2016	50 099,63	10	20 039,85	5 009,96	25 049,82
	Collège de Merlines	31/12/2016	2 589,14	10	1 035,66	258,91	1 294,57
	Collège d'Uzerche	31/12/2016	2 149,10	10	859,64	214,91	1 074,55
	Collège de Treignac	31/12/2016	23 528,40	10	9 411,36	2 352,84	11 764,20
	Collège d'Argentat	31/12/2016	12 286,25	10	4 914,50	1 228,63	6 143,13
	Collège de Corrèze	31/12/2016	22 019,40	10	8 807,76	2 201,94	11 009,70
	Collège Clémenceau Tulle	31/12/2016	5 939,76	10	2 375,90	593,98	2 969,88
	Collège Rollinat Brive	31/12/2016	4 346,06	10	1 738,42	434,61	2 173,03
	Collège de Seilhac	31/12/2016	10 920,60	10	4 368,24	1 092,06	5 460,30

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

	Désignation des ensembles	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
	Collège d'Objat	31/12/2016	750,00	10	300,00	75,00	375,00
	Divers collèges	31/12/2016	55 789,77	10	22 315,91	5 578,98	27 894,89
	Collège d'Allasac	31/12/2016	2 722,66	10	1 089,06	272,27	1 361,33
	Collège Jean Lurçat Brive	31/12/2016	2 555,18	10	1 022,07	255,52	1 277,59
	Collège J. Moulin Brive	31/12/2016	103 179,18	10	41 271,67	10 317,92	51 589,59
	Collège de Larche	31/12/2016	4 928,35	10	1 971,34	492,84	2 464,18
	Collège de Bort-Les-Orgues	31/12/2016	45 943,80	10	18 377,52	4 594,38	22 971,90
	Collège de Beynat	31/12/2016	6 267,30	10	2 506,92	626,73	3 133,65
	Collège V. Hugo Tulle	31/12/2016	13 159,87	10	5 263,95	1 315,99	6 579,94
	Collège de Meymac	31/12/2016	52 969,70	10	21 187,88	5 296,97	26 484,85
	Collège de Lubersac	31/12/2016	14 987,69	10	5 995,08	1 498,77	7 493,85
	AMENAGEMENT VESTIAIRE-DOUCHE SECTION TRAVAUX - PRESTATION MAITRISE D'ŒUVRE	01/01/2017	1 872,00	10	561,60	187,20	1 123,20
	Solde intégrations 2015 (c/23) - CMSD Brive-Est	31/12/2017	32 451,06	30	3 245,11	1 081,70	28 124,25
	Solde intégrations 2015 (c/23) - Travaux en régie Musée Sarrau	31/12/2017	386,00	30	38,60	12,87	334,53
	Solde intégrations 2015 (c/23) - Travaux en régie Maison du Tourisme	31/12/2017	802,60	30	80,26	26,75	695,59
	Intégration travaux terminés (c/23)-Centre de vacances La Martière	31/12/2017	108,00	30	10,80	3,60	93,60
	Intégration travaux terminés (c/23)-Maison du Tourisme	31/12/2017	8 717,56	30	871,76	290,59	7 555,22
	Intégration travaux terminés (c/23)-Châlet de Chamonix	31/12/2017	2 736,00	30	273,60	91,20	2 371,20
	Solde intégrations 2015 (c/23) - Centre d'Entretien Routier Beynat	31/12/2017	5 495,20	30	549,52	183,17	4 762,51
	Solde intégrations 2015 (c/23) - Centre d'Entretien Routier Lubersac	31/12/2017	5 652,96	30	565,30	188,43	4 899,23
	Solde intégrations 2015 (c/23) - Centre d'Entretien Routier Sornac	31/12/2017	1 590,00	30	159,00	53,00	1 378,00
	Solde intégrations 2015 (c/23) - Centre d'Entretien Routier Treignac	31/12/2017	2 880,00	30	288,00	96,00	2 496,00
	Solde intégrations 2015 (c/23) - Centre d'Entretien Routier Ussac	31/12/2017	3 263,53	30	326,35	108,78	2 828,39
	Solde intégrations 2015 (c/23) - Gendarmerie de Corrèze	31/12/2017	2 266,67	30	226,67	75,56	1 964,45
	Solde intégrations 2015 (c/23) - Gendarmerie de Larche	31/12/2017	1 422,61	30	142,26	47,42	1 232,93
	Travaux en régie dans les bâtiments techniques : CERB Meymac	31/12/2017	2 066,58	30	206,66	68,89	1 791,04
	Travaux en régie dans les bâtiments techniques : CERB Sornac	31/12/2017	2 998,62	30	299,86	99,95	2 598,80
	Travaux en régie dans les bâtiments techniques : CERB Beynat	31/12/2017	742,85	30	74,29	24,76	643,80
	Travaux en régie dans les bâtiments techniques : CERB Treignac	31/12/2017	1 439,52	30	143,95	47,98	1 247,58
	Travaux en régie dans les bâtiments techniques : CERB Argentat	31/12/2017	518,50	30	51,85	17,28	449,37

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

	Désignation des ensembles	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
	Travaux en régie dans les bâtiments techniques : CERB Vigeois	31/12/2017	2 432,30	30	243,23	81,08	2 107,99
	Travaux en régie dans les bâtiments techniques : CERB Ussac	31/12/2017	996,00	30	99,60	33,20	863,20
	Gendarmerie de Larche	31/12/2017	5 969,12	30	596,91	198,97	5 173,24
	Gendarmerie de Corrèze	31/12/2017	682,00	30	68,20	22,73	591,07
	Intégration travaux terminés (c/23) - Centre d'Entretien Routier Beynat	31/12/2017	24 513,58	30	2 451,36	817,12	21 245,10
	Intégration travaux terminés (c/23) - Gendarmerie de Larche	31/12/2017	3 762,24	30	376,22	125,41	3 260,61
	Intégration travaux terminés (c/23) - Centre d'Entretien Routier Lubersac	31/12/2017	222 899,99	30	22 290,00	7 430,00	193 179,99
	Intégration travaux terminés (c/23) - Centre d'Entretien Routier St Privat	31/12/2017	8 124,00	30	812,40	270,80	7 040,80
	Intégration travaux terminés (c/23) - Centre d'Entretien Routier Treignac	31/12/2017	282 554,04	30	28 255,40	9 418,47	244 880,17
	MSD Brive-Centre	31/12/2017	5 161,71	10	1 548,51	516,17	3 097,03
	Maison du Tourisme	31/12/2017	9 463,86	10	2 839,16	946,39	5 678,32
	Centre d'Entretien Routier Beynat	31/12/2017	864,00	10	259,20	86,40	518,40
	Peloton autoroutier de Monestier-Merlines	31/12/2017	5 918,55	10	1 775,57	591,86	3 551,13
	MSD Tulle	31/12/2017	10 058,74	10	3 017,62	1 005,87	6 035,24
	MSAP Mercoeur	31/12/2017	135,82	10	40,75	13,58	81,49
	MSD Uzerche	31/12/2017	5 135,76	10	1 540,73	513,58	3 081,46
	MSD Brive-Ouest	31/12/2017	3 041,81	10	912,54	304,18	1 825,09
	Centre d'Entretien Routier Lubersac	31/12/2017	14 398,80	10	4 319,64	1 439,88	8 639,28
	Maison de l'Autonomie	31/12/2017	4 899,84	10	1 469,95	489,98	2 939,90
	MSD Ussel	31/12/2017	2 846,88	10	854,06	284,69	1 708,13
	Centre d'Entretien Routier Larche	31/12/2017	8 997,60	10	2 699,28	899,76	5 398,56
	Sédières	31/12/2017	45 218,62	10	13 565,59	4 521,86	27 131,17
	Centre d'Entretien Routier Treignac	31/12/2017	3 966,00	10	1 189,80	396,60	2 379,60
	Musée du Président J. Chirac à Sarran	31/12/2017	1 925,09	10	577,53	192,51	1 155,05
	MSD Brive-Est	31/12/2017	1 170,86	10	351,26	117,09	702,52
	MSD Egletons	31/12/2017	777,60	10	233,28	77,76	466,56
	Marbot	31/12/2017	21 323,86	10	6 397,16	2 132,39	12 794,32
	Archives Départementales	31/12/2017	38 704,20	10	11 611,26	3 870,42	23 222,52
	Gendarmerie de Corrèze	31/12/2017	4 807,00	10	1 442,10	480,70	2 884,20
	Centre Sportif de Bugeat	31/12/2017	20 193,34	10	6 058,00	2 019,33	12 116,00
	Musée H. Queuille Neuvic	31/12/2017	456,84	10	137,05	45,68	274,10
	Intégration travaux terminés (c/23) - Marbot parking D	31/12/2017	77 330,33	10	23 199,10	7 733,03	46 398,20
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collège de Treignac	31/12/2017	22 472,93	10	6 741,88	2 247,29	13 483,76
	Intégration travaux terminés (c/23) - Centre d'Entretien Routier Lubersac	31/12/2017	6 471,60	10	1 941,48	647,16	3 882,96
	Intégration travaux terminés (c/23) - Marbot bâtiment A	31/12/2017	3 532,68	10	1 059,80	353,27	2 119,61
	Intégration travaux terminés (c/23) - Marbot bâtiment B	31/12/2017	3 682,25	10	1 104,68	368,23	2 209,35

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

	Désignation des ensembles	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collège d'Ussel	31/12/2017	23 054,30	10	6 916,29	2 305,43	13 832,58
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collège de Bort-Les-Orgues	31/12/2017	16 828,20	10	5 048,46	1 682,82	10 096,92
	Intégration travaux terminés (c/23) - Marbot bâtiment C	31/12/2017	20 784,00	10	6 235,20	2 078,40	12 470,40
	Intégration travaux terminés (c/23) - Archives Départementales	31/12/2017	8 340,00	10	2 502,00	834,00	5 004,00
	Intégration travaux terminés (c/23) - Centre d'Entretien Routier Treignac	31/12/2017	3 358,80	10	1 007,64	335,88	2 015,28
	Solde intégrations 2015 (c/23) - Centre d'Entretien Routier Sornac	31/12/2017	70 752,17	10	21 225,65	7 075,22	42 451,30
	Solde intégrations 2015 (c/23) - Centre d'Entretien Routier Treignac	31/12/2017	8 976,00	10	2 692,80	897,60	5 385,60
	Solde intégrations 2015 (c/23) - Centre d'Entretien Routier Ussac	31/12/2017	3 802,50	10	1 140,75	380,25	2 281,50
	Solde intégrations 2015 (c/23) - Collège d'Egletons	31/12/2017	1 322,40	10	396,72	132,24	793,44
	Solde intégrations 2015 (c/23) - CTD Ussel	31/12/2017	140,40	10	42,12	14,04	84,24
	Solde intégrations 2015 (c/23) - Marbot	31/12/2017	146 458,50	10	43 937,55	14 645,85	87 875,10
	Sédières - Balisage des circuits de randonnée	31/12/2017	848,40	10	254,52	84,84	509,04
	Intégration travaux terminés 2016 (c/23)-Bibliothèque de Prêt	31/12/2017	199 719,41	30	19 971,94	6 657,31	173 090,16
	Intégration travaux terminés 2017 (c/23)-Bibliothèque de Prêt	31/12/2017	253 950,43	30	25 395,03	8 465,01	220 090,39
	Intégration travaux terminés 2015 (c/23)-Bibliothèque de Prêt	31/12/2017	18 678,24	30	1 867,82	622,61	16 187,81
	Collège de Beynat	31/12/2017	3 056,84	10	917,05	305,68	1 834,10
	Collège d'Ussel	31/12/2017	1 984,80	10	595,44	198,48	1 190,88
	Collège d'Egletons	31/12/2017	4 220,40	10	1 266,12	422,04	2 532,24
	Collège Cabanis Brive	31/12/2017	8 040,00	10	2 412,00	804,00	4 824,00
	Collège de Corrèze	31/12/2017	34 671,89	10	10 401,57	3 467,19	20 803,13
	Collège de Larche	31/12/2017	1 318,18	10	395,45	131,82	790,91
	Collège de Merlines	31/12/2017	848,38	10	254,51	84,84	509,03
	Collège d'Uzerche	31/12/2017	16 194,15	10	4 858,25	1 619,42	9 716,49
	Collège de Beaulieu	31/12/2017	2 433,60	10	730,08	243,36	1 460,16
	Collège de Treignac	31/12/2017	2 484,95	10	745,49	248,50	1 490,97
	Collège de Meymac	31/12/2017	16 596,68	10	4 979,00	1 659,67	9 958,01
	Collège d'Objat	31/12/2017	6 100,99	10	1 830,30	610,10	3 660,59
	Collège d'Allasac	31/12/2017	12 369,24	10	3 710,77	1 236,92	7 421,54
	Collège Rollinat Brive	31/12/2017	61 591,08	10	18 477,32	6 159,11	36 954,65
	Collège de Seilhac	31/12/2017	29 256,17	10	8 776,85	2 925,62	17 553,70
	Collège J. Moulin Brive	31/12/2017	93 571,81	10	28 071,54	9 357,18	56 143,09
	Collège Jean Lurçat Brive	31/12/2017	10 319,40	10	3 095,82	1 031,94	6 191,64
	Collège de Lubersac	31/12/2017	15 952,55	10	4 785,77	1 595,26	9 571,53
	Divers collèges	31/12/2017	2 208,00	10	662,40	220,80	1 324,80
	Collège d'Argentat	31/12/2017	34 569,80	10	10 370,94	3 456,98	20 741,88
	Collège Clémenceau Tulle	31/12/2017	46 434,97	10	13 930,49	4 643,50	27 860,98
	Collège de Bort-Les-Orgues	31/12/2017	27 683,44	10	8 305,03	2 768,34	16 610,06

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

	Désignation des ensembles	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
	Collège V. Hugo Tulle	31/12/2017	1 613,30	10	483,99	161,33	967,98
	AMENAGEMENT VESTIAIRE - DOUCHE SECTION TRAVAUX - PRESTATION MAITRISE D'ŒUVRE	01/01/2018	2 928,00	30	292,80	97,60	2 537,60
	COORDONNATEUR SECURITE ET PROTECTION	01/01/2018	766,20	30	76,62	25,54	664,04
	AMENAGEMENT VESTIAIRE-DOUCHE SECTION TRAVAUX -REPERAGE AMIANTE	01/01/2018	1 080,06	30	108,01	36,00	936,05
	AMENAGEMENT VESTIAIRE-DOUCHE SECTION TRAVAUX -TRAVAUX DESAMANTAGE	01/01/2018	17 923,20	30	1 792,32	597,44	15 533,44
	AMENAGEMENT VESTIAIRE-DOUCHE SECTION TRAVAUX - DEMOLITION (lot 1)	01/01/2018	7 057,04	30	705,70	235,23	6 116,10
	AMENAGEMENT VESTIAIRE-DOUCHE SECTION TRAVAUX - PLATRERIE, PEINTURE, FAUX PLAFOND (lot 2)	01/01/2018	5 541,34	30	554,13	184,71	4 802,49
	AMENAGEMENT VESTIAIRE-DOUCHE SECTION TRAVAUX - MENUISERIE EXTERIEURES PVC (lot 3)	01/01/2018	3 197,65	30	319,77	106,59	2 771,30
	AMENAGEMENT VESTIAIRE-DOUCHE SECTION TRAVAUX - MENUISERIE INTERIEURES, CLOISONS SANITAIRES (lot 4)	01/01/2018	11 976,83	30	1 197,68	399,23	10 379,92
	AMENAGEMENT VESTIAIRE-DOUCHE SECTION TRAVAUX - CARRELAGE, FAÏENCE (lot 5)	01/01/2018	10 247,60	30	1 024,76	341,59	8 881,25
	AMENAGEMENT VESTIAIRE-DOUCHE SECTION TRAVAUX - PLOMBERIE SANITAIRE, CHAUFFAGE (lot 6)	01/01/2018	9 816,00	30	981,60	327,20	8 507,20
	AMENAGEMENT VESTIAIRE-DOUCHE SECTION TRAVAUX - ELECTRICITE (lot 7)	01/01/2018	3 927,40	30	392,74	130,91	3 403,75
	MISE AUX NORMES ATELIER SOUDURE - POTENCE	01/01/2018	7 470,00	30	747,00	249,00	6 474,00
	MISE AUX NORMES ATELIER SOUDURE - AMBICLEAN	01/01/2018	8 013,60	30	801,36	267,12	6 945,12
	ISOLATION STATION LAVAGE	01/01/2018	6 780,07	30	678,01	226,00	5 876,06
	Intégration travaux terminés 2014 (c/23)-Travaux en régie Sédières	31/12/2018	4 431,58	30	295,44	147,72	3 988,42
	Intégration travaux terminés 2014 (c/23)-Tx en régie 1000 Sources	31/12/2018	319,40	30	21,29	10,65	287,46
	Intégration travaux terminés (c/23)-Maison du Tourisme	31/12/2018	1 671,74	30	111,45	55,72	1 504,57
	Intégration travaux terminés (c/23)-Sédières	31/12/2018	19 272,42	30	1 284,83	642,41	17 345,18
	Intégration travaux terminés (c/23)-Châlet de Chamonix	31/12/2018	115 884,38	30	7 725,63	3 862,81	104 295,94
	Intégration travaux terminés (c/23)-Centre Sportif de Bugeat	31/12/2018	4 776,30	30	318,42	159,21	4 298,67
	Intégration travaux terminés (c/23) - Archives Départementales	31/12/2018	7 665,60	30	511,04	255,52	6 899,04
	Intégration tx terminés 2014 (c/23) - Travaux en régie CER St Privat	31/12/2018	12 857,35	30	857,16	428,58	11 571,62
	Centre d'Entretien Routier Beynat	31/12/2018	41 218,03	30	2 747,87	1 373,93	37 096,23
	Intégration travaux terminés (c/23) - Centre d'Entretien Routier St Privat	31/12/2018	3 907,80	30	260,52	130,26	3 517,02
	Intégration travaux terminés (c/23) - Centre d'Entretien Routier Argentat	31/12/2018	5 760,32	30	384,02	192,01	5 184,29

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

	Désignation des ensembles	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
	Intégration travaux terminés (c/23) - Centre d'Entretien Routier Lubersac	31/12/2018	3 260,72	30	217,38	108,69	2 934,65
	Intégration travaux terminés (c/23) - Centre d'Entretien Routier Beynat	31/12/2018	311 123,90	30	20 741,59	10 370,80	280 011,51
	Travaux en régie dans les bâtiments techniques : CERB Egletons	31/12/2018	3 738,87	30	249,26	124,63	3 364,98
	MSD Tulle	31/12/2018	5 910,00	15	788,00	394,00	4 728,00
	Centre d'Entretien Routier Corrèze	31/12/2018	16 380,00	15	2 184,00	1 092,00	13 104,00
	Centre d'Entretien Routier Ussel	31/12/2018	5 063,47	15	675,13	337,56	4 050,78
	Centre d'Entretien Routier Egletons	31/12/2018	4 048,44	15	539,79	269,90	3 238,75
	Centre d'Entretien Routier Sornac	31/12/2018	3 005,76	15	400,77	200,38	2 404,61
	Gendarmerie de Bugeat	31/12/2018	709,20	15	94,56	47,28	567,36
	Gendarmerie de Corrèze	31/12/2018	1 635,60	15	218,08	109,04	1 308,48
	Marbot bâtiment B	31/12/2018	5 406,00	15	720,80	360,40	4 324,80
	Marbot bâtiment C	31/12/2018	8 114,71	15	1 081,96	540,98	6 491,77
	Centre d'Entretien Routier Beynat	31/12/2018	29 272,80	15	3 903,04	1 951,52	23 418,24
	MSD Ussel	31/12/2018	19 225,20	15	2 563,36	1 281,68	15 380,16
	MDSAP Beaulieu	31/12/2018	755,60	15	100,75	50,37	604,48
	MDSAP Sornac	31/12/2018	5 265,02	15	702,00	351,00	4 212,02
	MSD Bort-Les-Orgues	31/12/2018	1 882,39	15	250,99	125,49	1 505,91
	Résidence Turenne	31/12/2018	1 712,90	15	228,39	114,19	1 370,32
	Gendarmerie de Monestier-Merlines	31/12/2018	21 383,27	15	2 851,10	1 425,55	17 106,62
	Centre de vacances La Martière	31/12/2018	64 933,24	15	8 657,77	4 328,88	51 946,59
	MSD Argentat	31/12/2018	440,54	15	58,74	29,37	352,43
	Gendarmerie de Meyssac	31/12/2018	514,80	15	68,64	34,32	411,84
	Sédières	31/12/2018	9 806,47	15	1 307,53	653,76	7 845,18
	MDSAP Beynat	31/12/2018	4 192,80	15	559,04	279,52	3 354,24
	Musée du Président J. Chirac à Sarran	31/12/2018	23 798,51	15	3 173,13	1 586,57	19 038,81
	Châlet de Chamonix	31/12/2018	14 924,69	15	1 989,96	994,98	11 939,75
	MSD Juillac	31/12/2018	2 130,00	15	284,00	142,00	1 704,00
	MSD Uzerche	31/12/2018	318,60	15	42,48	21,24	254,88
	MSD Brive-Ouest	31/12/2018	212,40	15	28,32	14,16	169,92
	MSD Brive-Est	31/12/2018	11 161,40	15	1 488,19	744,09	8 929,12
	MSD Brive-Centre	31/12/2018	36 575,83	15	4 876,78	2 438,39	29 260,66
	Marbot bâtiment A	31/12/2018	7 451,68	15	993,56	496,78	5 961,34
	Musée H. Queuille Neuvic	31/12/2018	10 747,35	15	1 432,98	716,49	8 597,88
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collège Jean Lurçat Brive	31/12/2018	29 948,40	15	3 993,12	1 996,56	23 958,72
	Intégration travaux terminés (c/23) - Centre d'Entretien Routier Beaulieu	31/12/2018	3 200,76	15	426,77	213,38	2 560,61
	Intégration travaux terminés (c/23) - Bâtiment routes Chameyrat	31/12/2018	827,52	15	110,34	55,17	662,02

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

	Désignation des ensembles	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
	Intégration travaux terminés (c/23) - Centre d'Entretien Routier Corrèze	31/12/2018	492,00	15	65,60	32,80	393,60
	Intégration travaux terminés (c/23) - Marbot bâtiment A	31/12/2018	102 361,47	15	13 648,20	6 824,10	81 889,18
	Intégration travaux terminés (c/23) - Centre d'Entretien Routier Meymac	31/12/2018	1 711,20	15	228,16	114,08	1 368,96
	Intégration travaux terminés (c/23) - Centre d'Entretien Routier Sornac	31/12/2018	1 802,40	15	240,32	120,16	1 441,92
	Intégration travaux terminés (c/23) - Archives Départementales	31/12/2018	19 481,77	15	2 597,57	1 298,78	15 585,42
	Intégration travaux terminés (c/23) - Centre d'Entretien Routier Argentat	31/12/2018	5 076,48	15	676,86	338,43	4 061,18
	Intégration travaux terminés (c/23) - Locaux ex-PRD Chameyrat	31/12/2018	20 911,43	15	2 788,19	1 394,10	16 729,14
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collège d'Ussel	31/12/2018	1 020,00	15	136,00	68,00	816,00
	Intégration travaux terminés (c/23) - Marbot bâtiment E	31/12/2018	1 781,38	15	237,52	118,76	1 425,10
	Intégration travaux terminés (c/23) - Centre d'Entretien Routier Beynat	31/12/2018	4 660,92	15	621,46	310,73	3 728,74
	Intégration travaux terminés (c/23) - Marbot bâtiment B	31/12/2018	16 104,25	15	2 147,23	1 073,62	12 883,40
	Intégration travaux terminés (c/23) - Centre d'Entretien Routier Treignac	31/12/2018	540,00	15	72,00	36,00	432,00
	Intégration travaux terminés (c/23)-Bibliothèque de Prêt Collège de Meyssac	31/12/2018	753,43	30	50,23	25,11	678,09
	Collège de Meyssac	31/12/2018	5 509,36	15	734,58	367,29	4 407,49
	Collège d'Argentat	31/12/2018	17 718,00	15	2 362,40	1 181,20	14 174,40
	Collège de Beynat	31/12/2018	7 170,59	15	956,08	478,04	5 736,47
	Collège V. Hugo Tulle	31/12/2018	36 718,66	15	4 895,82	2 447,91	29 374,93
	Collège d'Uzerche	31/12/2018	60 289,06	15	8 038,54	4 019,27	48 231,25
	Collège Rollinat Brive	31/12/2018	70 233,60	15	9 364,48	4 682,24	56 186,88
	Collège de Corrèze	31/12/2018	8 759,81	15	1 167,97	583,99	7 007,85
	Collège J. Moulin Brive	31/12/2018	240,00	15	32,00	16,00	192,00
	Collège de Lubersac	31/12/2018	10 031,80	15	1 337,57	668,79	8 025,44
	Collège de Treignac	31/12/2018	1 614,74	15	215,30	107,65	1 291,79
	Collège de Beaulieu	31/12/2018	8 861,70	15	1 181,56	590,78	7 089,36
	Collège de Larche	31/12/2018	15 976,20	15	2 130,16	1 065,08	12 780,96
	Collège Clémenceau Tulle	31/12/2018	1 558,66	15	207,82	103,91	1 246,93
	Collège Jean Lurçat Brive	31/12/2018	70 999,88	15	9 466,65	4 733,33	56 799,90
	Collège de Beynat	31/12/2018	29 913,44	15	3 988,46	1 994,23	23 930,75
	Collège d'Objat	31/12/2018	46 538,93	15	6 205,19	3 102,60	37 231,14
	Collège de Seilhac	31/12/2018	19 396,28	15	2 586,17	1 293,09	15 517,02
	Collège de Merlines	31/12/2018	5 855,98	15	780,80	390,40	4 684,78
	Intégration travaux terminés (c/23) - Archives Départementales	31/12/2019	2 281,38	30	76,05	76,05	2 129,29
	Centre d'Entretien Routier Larche	31/12/2019	3 098,04	30	103,27	103,27	2 891,50
	Intégration travaux terminés (c/23) - Centre d'Entretien Routier Beynat	31/12/2019	5 153,53	30	171,78	171,78	4 809,96

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

	Désignation des ensembles	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
	Intégration travaux terminés (c/23) - Centre d'Entretien Routier Treignac	31/12/2019	288,00	30	9,60	9,60	268,80
	Centre d'Entretien Routier Vigeois-Uzerche	31/12/2019	898,80	15	59,92	59,92	778,96
	Centre d'Entretien Routier Treignac	31/12/2019	2 268,24	15	151,22	151,22	1 965,81
	MDSAP Sornac	31/12/2019	2 285,42	15	152,36	152,36	1 980,70
	Maison de l'Autonomie	31/12/2019	815,20	15	54,35	54,35	706,51
	Centre Entretien Routier Bort-Les-Orgues	31/12/2019	10 555,08	15	703,67	703,67	9 147,74
	MSD Brive-Ouest	31/12/2019	15 318,39	15	1 021,23	1 021,23	13 275,94
	Centre d'Entretien Routier Ayen	31/12/2019	1 829,76	15	121,98	121,98	1 585,79
	Marbot Bâtiment F	31/12/2019	63 694,77	15	4 246,32	4 246,32	55 202,13
	Centre d'Entretien Routier Ussac	31/12/2019	2 214,48	15	147,63	147,63	1 919,22
	Centre d'Entretien Routier Argentat	31/12/2019	2 166,00	15	144,40	144,40	1 877,20
	Centre d'Entretien Routier Lubersac	31/12/2019	503,04	15	33,54	33,54	435,97
	MSD Meyssac	31/12/2019	3 311,00	15	220,73	220,73	2 869,53
	Bibliothèque de Prêt	31/12/2019	1 630,70	15	108,71	108,71	1 413,27
	Musée du Président J. Chirac à Sarrau	31/12/2019	5 402,01	15	360,13	360,13	4 681,74
	Gendarmerie de Monestier-Merlines	31/12/2019	29 679,50	15	1 978,63	1 978,63	25 722,23
	Centre Entretien Routier Bugeat	31/12/2019	2 594,76	15	172,98	172,98	2 248,79
	Gendarmerie de Seilhac	31/12/2019	19 248,00	15	1 283,20	1 283,20	16 681,60
	Centre Entretien Routier Corrèze	31/12/2019	21 884,28	15	1 458,95	1 458,95	18 966,38
	MSD Bort-Les-Orgues	31/12/2019	42 803,40	15	2 853,56	2 853,56	37 096,28
	MSD Juillac	31/12/2019	9 178,39	15	611,89	611,89	7 954,60
	Musée H. Queuille Neuvic	31/12/2019	2 128,38	15	141,89	141,89	1 844,60
	Centre Entretien Routier La Roche Canillac	31/12/2019	7 087,20	15	472,48	472,48	6 142,24
	Gendarmerie de Bugeat	31/12/2019	11 992,70	15	799,51	799,51	10 393,67
	MDSAP Beynat	31/12/2019	14 580,58	15	972,04	972,04	12 636,50
	Gendarmerie d'Argentat	31/12/2019	8 604,00	15	573,60	573,60	7 456,80
	MSD Ussel	31/12/2019	11 488,40	15	765,89	765,89	9 956,61
	Marbot bâtiment C	31/12/2019	12 173,80	15	811,59	811,59	10 550,63
	MSD Egletons	31/12/2019	33 939,31	15	2 262,62	2 262,62	29 414,07
	Centre Sportif de Bugeat	31/12/2019	71 878,89	15	4 791,93	4 791,93	62 295,04
	Châlet de Chamonix	31/12/2019	2 605,20	15	173,68	173,68	2 257,84
	Centre de vacances La Martière	31/12/2019	73 806,88	15	4 920,46	4 920,46	63 965,96
	Centre d'Entretien Routier Mercoeur	31/12/2019	1 732,62	15	115,51	115,51	1 501,60
	Sédières	31/12/2019	16 213,92	15	1 080,93	1 080,93	14 052,06
	MSD Brive-Centre	31/12/2019	19 093,46	15	1 272,90	1 272,90	16 547,67
	Marbot bâtiment A	31/12/2019	101 404,71	15	6 760,31	6 760,31	87 884,08
	Maison du Tourisme	31/12/2019	11 000,05	15	733,34	733,34	9 533,38
	MSD Uzerche	31/12/2019	8 288,85	15	552,59	552,59	7 183,67
	Centre d'Entretien Routier Eygurande	31/12/2019	3 509,06	15	233,94	233,94	3 041,19
	Centre d'Entretien Routier Ussel	31/12/2019	54 551,69	15	3 636,78	3 636,78	47 278,13

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

	Désignation des ensembles	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
	Centre d'Entretien Routier Egletons	31/12/2019	8 111,19	15	540,75	540,75	7 029,70
	Centre d'Entretien Routier Beynat	31/12/2019	598,80	15	39,92	39,92	518,96
	Gendarmerie de Corrèze	31/12/2019	3 658,42	15	243,89	243,89	3 170,63
	Frais d'études suivis de réalisation - Musée Sarran installations générales	31/12/2019	1 620,00	15	108,00	108,00	1 404,00
	Frais d'études suivis de réalisation - Collèges installations techniques	31/12/2019	3 000,00	15	200,00	200,00	2 600,00
	Intégration travaux terminés (c/23) - Centre d'Entretien Routier Lappleau	31/12/2019	7 171,20	15	478,08	478,08	6 215,04
	Intégration travaux terminés (c/23) - Marbot bâtiment B	31/12/2019	20 443,01	15	1 362,87	1 362,87	17 717,28
	Intégration travaux terminés (c/23) - Marbot Bâtiment G - Pavillon Saintypoly	31/12/2019	1 760,56	15	117,37	117,37	1 525,82
	Intégration travaux terminés (c/23) - Marbot bâtiment A	31/12/2019	3 850,03	15	256,67	256,67	3 336,69
	Intégration travaux terminés (c/23) - Bâtiment routes Chameyrat (ex PRD)	31/12/2019	48 172,28	15	3 211,49	3 211,49	41 749,31
	Collège de Seilhac	31/12/2019	595,74	15	39,72	39,72	516,31
	Collège de Beaulieu	31/12/2019	15 133,98	15	1 008,93	1 008,93	13 116,12
	Collège Clémenceau Tulle	31/12/2019	19 140,86	15	1 276,06	1 276,06	16 588,75
	Collège de Meymac	31/12/2019	11 906,63	15	793,78	793,78	10 319,08
	Collège de Larche	31/12/2019	3 822,00	15	254,80	254,80	3 312,40
	Collège d'Objat	31/12/2019	3 239,21	15	215,95	215,95	2 807,32
	Collège de Lubersac	31/12/2019	25 082,12	15	1 672,14	1 672,14	21 737,84
	Collège de Beynat	31/12/2019	51 199,51	15	3 413,30	3 413,30	44 372,91
	Collège Rollinat Brive	31/12/2019	19 710,00	15	1 314,00	1 314,00	17 082,00
	Collège de Meyssac	31/12/2019	10 678,20	15	711,88	711,88	9 254,44
	Collège de Treignac	31/12/2019	19 709,66	15	1 313,98	1 313,98	17 081,71
	Collège d'Uzerche	31/12/2019	20 712,12	15	1 380,81	1 380,81	17 950,50
	Collège de Bort-Les-Orgues	31/12/2019	15 544,26	15	1 036,28	1 036,28	13 471,69
	Collège Cabanis Brive	31/12/2019	28 293,68	15	1 886,25	1 886,25	24 521,19
	Collège d'Argentat	31/12/2019	116 430,05	15	7 762,00	7 762,00	100 906,04
	Collège d'Allasac	31/12/2019	4 091,01	15	272,73	272,73	3 545,54
	Collège de Merlines	31/12/2019	5 076,23	15	338,42	338,42	4 399,40
	Collège J. Moulin Brive	31/12/2019	17 141,56	15	1 142,77	1 142,77	14 856,02
	Collège Jean Lurçat Brive	31/12/2019	43 064,46	15	2 870,96	2 870,96	37 322,53
	Collège de Corrèze	31/12/2019	23 520,10	15	1 568,01	1 568,01	20 384,09
	Collège V. Hugo Tulle	31/12/2019	81 662,22	15	5 444,15	5 444,15	70 773,92
	Maison Autonomie Tulle-Mise conformité ascenseur	31/12/2020	28 234,92	30	0,00	941,16	27 293,76
	Centre Sportif Bugeat-Renforcement structure gymnase (pieds portiques)	31/12/2020	3 600,00	30	0,00	120,00	3 480,00
	Musée Sarran Réserves visitables-Conformité électrique et éclairage vitrine	31/12/2020	4 424,54	30	0,00	147,48	4 277,06

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

	Désignation des ensembles	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
	Musée Sarran Bar restaurant-Pose prises et spots, installation évier	31/12/2020	3 929,38	30	0,00	130,98	3 798,40
	CERBF Argentat	31/12/2020	11 980,80	30	0,00	399,36	11 581,44
	Châlet Chamonix-Annonce presse pour lasure chalets	31/12/2020	324,00	30	0,00	10,80	313,20
	Bâtiment routes Chameyrat (ex PRD)	31/12/2020	12 247,77	30	0,00	408,26	11 839,51
	CERBF Neuvic-Création abri à sel & aire lavage, restruct. locaux	31/12/2020	65 526,00	30	0,00	2 184,20	63 341,80
	CER Beynat-Restructuration locaux sociaux	31/12/2020	507,96	30	0,00	16,93	491,03
	CTR Brive-Diagnostic amiante/termites avant vente	31/12/2020	360,00	30	0,00	12,00	348,00
	Archives Départementales	31/12/2020	28 459,48	15	0,00	1 897,30	26 562,18
	Bâtiment routes Chameyrat (ex PRD)	31/12/2020	12 755,54	15	0,00	850,37	11 905,17
	Centre de vacances La Martière	31/12/2020	34 162,72	15	0,00	2 277,51	31 885,21
	CER Meymac	31/12/2020	4 630,20	15	0,00	308,68	4 321,52
	CER Seilhac	31/12/2020	29 848,80	15	0,00	1 989,92	27 858,88
	CER Sornac	31/12/2020	9 828,96	15	0,00	655,26	9 173,70
	CER Vigeois-Uzerche	31/12/2020	735,97	15	0,00	49,06	686,91
	Centre sportif de Bugeat	31/12/2020	105 312,35	15	0,00	7 020,82	98 291,53
	CER Lubersac	31/12/2020	1 883,11	15	0,00	125,54	1 757,57
	CERBF Argentat	31/12/2020	6 054,00	15	0,00	403,60	5 650,40
	CERBF Neuvic	31/12/2020	47 902,39	15	0,00	3 193,49	44 708,90
	CERBP Treignac	31/12/2020	1 590,00	15	0,00	106,00	1 484,00
	Châlet de Chamonix	31/12/2020	74 896,16	15	0,00	4 993,08	69 903,08
	Collège de Beynat	31/12/2020	3 196,48	15	0,00	213,10	2 983,38
	Collège de Neuvic	31/12/2020	13 126,69	15	0,00	875,11	12 251,58
	Domaine de Sédières	31/12/2020	39 176,40	15	0,00	2 611,76	36 564,64
	Gendarmerie d'Argentat	31/12/2020	10 266,61	15	0,00	684,44	9 582,17
	Gendarmerie Bort-Les-Orgues	31/12/2020	7 172,52	15	0,00	478,17	6 694,35
	Gendarmerie Seilhac-Sécurisation brigade avec alarme	31/12/2020	6 986,40	15	0,00	465,76	6 520,64
	Maison de l'Autonomie	31/12/2020	2 812,20	15	0,00	187,48	2 624,72
	Maison du Tourisme	31/12/2020	19 045,51	15	0,00	1 269,70	17 775,81
	Marbot bâtiment A	31/12/2020	148 576,72	15	0,00	9 905,11	138 671,61
	Marbot Bâtiment B	31/12/2020	5 949,56	15	0,00	396,64	5 552,92
	Marbot Bâtiment D	31/12/2020	84 714,22	15	0,00	5 647,61	79 066,61
	Marbot Bâtiment F	31/12/2020	35 049,53	15	0,00	2 336,64	32 712,89
	MDSAP Beynat	31/12/2020	573,00	15	0,00	38,20	534,80
	MDSAP Bort-Les-Orgues	31/12/2020	6 590,78	15	0,00	439,39	6 151,39
	MDSAP Eygurande	31/12/2020	1 086,00	15	0,00	72,40	1 013,60
	MDSAP St-Privat	31/12/2020	4 112,96	15	0,00	274,20	3 838,76
	MDSAP Ussel	31/12/2020	15 419,90	15	0,00	1 027,99	14 391,91
	MSAP Mercoeur	31/12/2020	9 971,14	15	0,00	664,74	9 306,40
	MSAP Sornac	31/12/2020	2 916,26	15	0,00	194,42	2 721,84
	MSD Bort-Les-Orgues	31/12/2020	6 162,12	15	0,00	410,81	5 751,31

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

	Désignation des ensembles	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
	MSD Brive-Est	31/12/2020	1 686,34	15	0,00	112,42	1 573,92
	MSD Brive-Ouest	31/12/2020	5 164,86	15	0,00	344,32	4 820,54
	MSD Egletons	31/12/2020	66 265,26	15	0,00	4 417,68	61 847,58
	MSD Juillac	31/12/2020	4 101,66	15	0,00	273,44	3 828,22
	MSD Meyssac	31/12/2020	32 091,95	15	0,00	2 139,46	29 952,49
	MSD Ussel	31/12/2020	6 690,99	15	0,00	446,07	6 244,92
	Musée J. Chirac à Sarran	31/12/2020	136 844,66	15	0,00	9 122,98	127 721,68
	Musée H. Queuille Neuvic	31/12/2020	2 849,94	15	0,00	190,00	2 659,94
	Gendarmerie Corrèze-Pavillons d'habitation	31/12/2020	23 496,96	15	0,00	1 566,46	21 930,50
	Immeuble Consulaire CCI Brive	31/12/2020	194 388,00	15	0,00	12 959,20	181 428,80
	Résidence Turenne	31/12/2020	1 306,98	15	0,00	87,13	1 219,85
	Collège de Treignac	31/12/2020	16 509,39	15	0,00	1 100,63	15 408,76
	Collège d'Egletons	31/12/2020	5 862,00	15	0,00	390,80	5 471,20
	Collège de Bort-Les-Orgues	31/12/2020	49 640,08	15	0,00	3 309,34	46 330,74
	Collège de Seilhac	31/12/2020	32 188,26	15	0,00	2 145,88	30 042,38
	Bibliothèque de prêt	31/12/2020	13 031,94	15	0,00	868,80	12 163,14
	Collège d'Uzerche	31/12/2020	34 641,41	15	0,00	2 309,43	32 331,98
	Collège de Merlines	31/12/2020	31 065,87	15	0,00	2 071,06	28 994,81
	Collège de Corrèze	31/12/2020	48 409,20	15	0,00	3 227,28	45 181,92
	Collège de Lubersac	31/12/2020	28 154,13	15	0,00	1 876,94	26 277,19
	Collège d'Objat	31/12/2020	71 688,14	15	0,00	4 779,21	66 908,93
	Collège d'Allasac	31/12/2020	104 525,51	15	0,00	6 968,37	97 557,14
	Collège Clémenceau Tulle	31/12/2020	114 243,75	15	0,00	7 616,25	106 627,50
	Collège de Meyssac	31/12/2020	20 862,84	15	0,00	1 390,86	19 471,98
	Collège Rollinat Brive	31/12/2020	12 561,17	15	0,00	837,41	11 723,76
	Collège Jean Moulin Brive	31/12/2020	7 589,80	15	0,00	505,99	7 083,81
	Collège d'Argentat	31/12/2020	8 768,40	15	0,00	584,56	8 183,84
	Collège V. Hugo Tulle	31/12/2020	60 073,62	15	0,00	4 004,91	56 068,71
	Collège de Larche	31/12/2020	19 407,35	15	0,00	1 293,82	18 113,53
	Collège de Meymac	31/12/2020	28 821,42	15	0,00	1 921,43	26 899,99
	Collège de Beaulieu	31/12/2020	52 942,28	15	0,00	3 529,49	49 412,79
	Collège Jean Lurçat Brive	31/12/2020	28 673,06	15	0,00	1 911,54	26 761,52
Autres			0,00		0,00	0,00	0,00

(1) Acquis à compter du 01/01/2004.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DES IMMOBILISATIONS – MATERIELS ET OUTILLAGES	B11.3

Installations techniques, matériels et outillages en cours d'amortissement (1)

Désignation du bien	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
TOTAL		11 801 922,84		5 092 569,03	1 127 425,74	5 581 928,09
Aire de Corrèze Vitrac	31/12/2003	1 096 879,09	50	372 938,88	21 937,58	702 002,63
Aménagement zones de stationnement et abribus	31/12/2003	44 541,16	50	372 938,88	4 454,10	-332 851,82
Eclairage parking Archives	31/12/2005	6 642,70	50	1 992,81	132,85	4 517,04
Mobilier urbain	31/12/2005	22 129,50	50	6 638,85	442,59	15 048,06
Château Sédières création parking	31/12/2006	226 040,31	50	63 291,29	4 520,81	158 228,22
Aire d'autoroute de Masseret	31/12/2006	95 299,01	50	26 683,72	1 905,98	66 709,31
Aire du Pays de Brive / A89	31/12/2007	71 961,61	50	18 710,02	1 439,23	51 812,36
Aire du Pays de Brive	31/12/2008	121 012,94	50	29 043,11	2 420,26	89 549,58
Haut débit, frais d'études suivis de réalisation	31/12/2009	44 252,00	12	40 564,33	3 687,67	0,00
Aire autoroute de Vitrac, Etudes 2009 suivies de réalisation	31/12/2010	3 229,20	50	645,84	64,58	2 518,78
Travaux aire du Chavanon	31/12/2010	3 866,45	50	773,29	77,33	3 015,83
Travaux aire de Vitrac	31/12/2010	1 122,82	50	224,56	22,46	875,80
Téléphonie mobile site de Camps + Bonnefonds	31/12/2010	29 673,96	12	24 728,30	2 472,83	2 472,83
Schéma Haut Débit Etudes 2009 suivies de réalisation	31/12/2010	18 464,34	12	15 386,95	1 538,70	1 538,70
Matériel et outillage techniques	31/12/2011	68 772,49	10	61 895,24	6 877,25	0,00
Travaux aires	31/12/2011	34 472,33	50	6 205,02	689,45	27 577,86
Pose signalisations	31/12/2011	36 068,30	10	32 461,47	3 606,83	0,00
Pose glissières	31/12/2011	16 275,73	10	14 648,16	1 627,57	0,00
Autres installations	31/12/2011	299 757,24	10	269 781,51	29 975,72	0,00
Site de CAMPS	31/12/2011	70 963,40	12	53 222,55	5 913,62	11 827,23
Site de BONNEFOND	31/12/2011	127 001,18	12	95 250,89	10 583,43	21 166,86
Téléphonie mobile	31/12/2011	11 775,40	12	8 831,55	981,28	1 962,57
DORSAL contribution FEDER	31/12/2011	109 793,50	12	82 345,13	9 149,46	18 298,92
Matériel et outillage techniques	31/12/2013	299 411,03	10	209 587,70	29 941,10	59 882,23
Dispositifs de signalisation	31/12/2013	14 265,20	10	9 985,64	1 426,52	2 853,04
Travaux 2012 terminés (compte 23)	31/12/2013	582 143,19	10	407 500,23	58 214,32	116 428,64
Travaux 2012 terminés (c/ 23)-Centre de mobilité régionale	31/12/2013	6 201,00	12	3 617,25	516,75	2 067,00
Travaux 2012 terminés (c/ 23)-Site de Camps/Bonnefond	31/12/2013	744,52	12	434,30	62,04	248,17
Travaux 2012 terminés (c/ 23)-Aménag. aires de retournement	31/12/2013	15 799,00	12	9 216,08	1 316,58	5 266,33
CER Mercœur-Achat d'un compteur électrique	31/12/2013	358,80	12	209,30	29,90	119,60
Matériel et outillage techniques	31/12/2014	96 297,60	7	82 540,80	13 756,80	0,00
Matériel et outillage techniques	31/12/2014	352 917,85	10	211 750,68	35 291,79	105 875,39
Divers installations	31/12/2014	51 278,04	10	30 766,82	5 127,80	15 383,41
Intégration travaux terminés (compte 23)	31/12/2014	710 163,66	10	426 098,20	71 016,37	213 049,10
Frais d'études suivis de réalisation - Collèges couverture WIFI	31/12/2014	1 794,00	12	897,00	149,50	747,50

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Désignation du bien	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
Matériel et outillage techniques	31/12/2015	72 739,51	7	51 956,75	10 391,35	10 391,41
Matériel et outillage techniques	31/12/2015	34 329,40	10	17 164,70	3 432,94	13 731,76
Acquisition panneaux PDIPR & PDESI	31/12/2015	7 764,90	10	3 882,45	776,49	3 105,96
Intégration travaux terminés (compte 23)	31/12/2015	619 729,23	10	309 864,62	61 972,92	247 891,69
Intégration travaux terminés (c/ 23)-Aire de covoiturage de Naves	31/12/2015	49 991,77	12	20 829,90	4 165,98	24 995,89
Intégration travaux terminés (c/ 23)-Clergoux téléphonie mobile	31/12/2015	18 795,51	12	7 831,46	1 566,29	9 397,76
Matériel et outillage techniques	31/12/2016	322 199,40	10	128 879,76	32 219,94	161 099,70
Matériel et outillage techniques	31/12/2016	236 213,34	7	134 979,00	33 744,75	67 489,59
Matériel et outillage techniques	31/12/2016	55 210,78	5	44 168,76	11 042,02	0,00
2013/123 Lot 1 - Conception fournitures des panneaux du PDIPR	31/12/2016	9 211,12	10	3 684,45	921,11	4 605,56
Frais d'études suivis de réalisation - Collèges couverture WIFI	31/12/2016	17 100,00	12	5 700,00	1 425,00	9 975,00
Matériel et outillage techniques	31/12/2017	289 086,28	7	123 894,12	41 298,04	123 894,12
Matériel et outillage techniques	31/12/2017	409 803,20	10	122 940,93	40 980,31	245 881,96
Matériel et outillage techniques	31/12/2017	31 224,97	5	18 734,94	6 244,98	6 245,05
Matériel et outillage techniques (issu du compte 2182)	31/12/2017	4 248,00	5	2 548,80	849,60	849,60
Solde intégrations 2015 (c/23) - Divers installations routes déptales	31/12/2017	1 161 318,44	10	348 395,53	116 131,84	696 791,06
Solde intégrations 2016 (c/23) - Aménagmts sécurité, signalisation RD	31/12/2017	827 057,95	10	248 117,39	82 705,80	496 234,77
Installations de voirie	31/12/2017	8 337,13	10	2 501,14	833,71	5 002,28
Intégration travaux terminés (c/23) - Installations de voirie	31/12/2017	1 313 843,00	10	394 152,90	131 384,30	788 305,80
Matériel et outillage techniques	31/12/2018	17 985,00	7	5 138,52	2 569,26	10 277,22
Matériel et outillage techniques	31/12/2018	43 428,01	10	8 685,62	4 342,81	30 399,58
Matériel et outillage techniques	31/12/2018	75 507,25	5	30 202,90	15 101,45	30 202,90
Matériel et outillage techniques	31/12/2019	24 195,36	7	3 456,48	3 456,48	17 282,40
Matériel et outillage techniques	31/12/2019	486 594,70	10	48 659,41	48 659,41	389 275,88
Matériel et outillage techniques	31/12/2019	49 835,82	5	9 967,15	9 967,15	29 901,52
Matériel et outillage techniques (issu du compte 2182)	31/12/2019	35 400,00	8	4 425,00	4 425,00	26 550,00
Matériel et outillage techniques	31/12/2020	3 345,85	1	0,00	3 345,85	0,00
Matériel et outillage techniques	31/12/2020	116 650,33	10	0,00	11 664,97	104 985,36
Matériel et outillage techniques	31/12/2020	76 949,87	7	0,00	10 992,83	65 957,04
Matériel et outillage techniques	31/12/2020	165 432,31	5	0,00	33 086,50	132 345,81
Matériel et outillage techniques (issu du compte 2182)	31/12/2020	34 200,00	8	0,00	4 275,00	29 925,00
Matériel et outillage techniques (issu du compte 2182)	31/12/2020	298 620,29	7	0,00	42 660,05	255 960,24
Couverture téléphonie mobile zones blanches-Etudes suivies de réal.	31/12/2020	1 842,57	10	0,00	184,26	1 658,31
100% fibre-Etudes suivies de réal.	31/12/2020	192 363,00	10	0,00	19 236,30	173 126,70

(1) Acquis à compter du 01/01/2004.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DES IMMOBILISATIONS – IMMOBILISATIONS CORPORELLES	B11.4

Autres immobilisations corporelles (1)

Désignation du bien	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
TOTAL		13 675 829,13		5 277 686,79	2 227 884,29	6 170 258,08
Matériel de bureau et mobilier scolaires	31/12/2011	105 284,53	10	94 756,08	10 528,45	0,00
Autres matériels de bureau et mobiliers	31/12/2011	16 675,23	10	15 007,71	1 667,52	0,00
Autres immobilisations corporelles	31/12/2011	518 769,39	10	487 731,41	31 037,98	0,00
Rideaux pour le collège de Merlines	31/12/2011	1 742,40	10	1 568,16	174,24	0,00
Matériel de bureau et mobilier scolaires	31/12/2012	40 950,27	10	32 760,22	4 095,03	4 095,03
Autres matériels de bureau et mobiliers	31/12/2012	99 711,13	10	79 768,90	9 971,11	9 971,11
Matériel de bureau et mobilier scolaires	31/12/2013	39 579,05	10	27 705,34	3 957,91	7 915,81
Autres matériels de bureau et mobiliers	31/12/2013	47 739,51	10	33 417,66	4 773,95	9 547,90
VESTIAIRE EXPLOITATION	31/12/2013	5 756,35	10	4 029,45	575,64	1 151,27
ARMOIRE A TIROIRS POUR ATELIER	31/12/2013	2 454,87	10	1 718,41	245,49	490,97
Travaux 2012 terminés (c/23)-Aménag. forêt-chantier Valiergues	31/12/2013	535,00	10	374,50	53,50	107,00
CAMION BENNE MERCEDES AXOR D'OCCASION- CZ-513-NR	31/12/2013	109 792,80	10	76 854,96	10 979,28	21 958,56
CAMION BENNE MERCEDES AXOR D'OCCASION- CY-835-SD	31/12/2013	109 792,80	10	76 854,96	10 979,28	21 958,56
CAMION BENNE MERCEDES AXOR D'OCCASION- CY-445-SE	31/12/2013	109 792,80	10	76 854,96	10 979,28	21 958,56
CAMION MERCEDES OCCASION- CK-864-ZA	31/12/2013	107 520,40	10	75 264,28	10 752,04	21 504,08
Matériel de bureau et mobilier scolaires	31/12/2014	78 348,02	10	47 008,81	7 834,80	23 504,41
Autres matériels de bureau et mobiliers	31/12/2014	25 716,35	10	15 429,81	2 571,64	7 714,91
Intégration travaux terminés (c/23)-Sédières	31/12/2014	1 105,94	10	663,56	110,59	331,78
Installations IUFM et école annexe	31/12/2014	13 162,68	10	7 897,61	1 316,27	3 948,80
MEDIABUS CAM MAN TGM caisse aménagée BdP- DL 612 BD	31/12/2014	225 736,80	15	90 294,72	15 049,12	120 392,96
CAMION MERCEDES D'OCCASION- AD-993-FX	31/12/2014	111 600,00	10	66 960,00	11 160,00	33 480,00
CAMION MERCEDES D'OCCASION- AD-024-FY	31/12/2014	111 600,00	10	66 960,00	11 160,00	33 480,00
CAMION MERCEDES D'OCCASION- AD-615-FY	31/12/2014	111 600,00	10	66 960,00	11 160,00	33 480,00
CAMION RENAULT C430 26T 6X2 BOUILLE- DQ-005-YQ	31/12/2014	109 504,38	15	36 501,45	7 300,29	65 702,64
CAMION MERCEDES BENNE OCCASION- CL-685-QR	31/12/2014	114 000,00	10	57 000,00	11 400,00	45 600,00
CAMION MERCEDES BENNE OCCASION- CF-120-WS	31/12/2014	114 000,00	10	57 000,00	11 400,00	45 600,00
CAMION MERCEDES BENNE OCCASION- BW-813-PW	31/12/2014	114 000,00	10	57 000,00	11 400,00	45 600,00
CAMION CHASSIS RENAULT 16T K240 4X2- DX-295-XT	31/12/2014	68 255,17	15	22 751,70	4 550,34	40 953,13
CAMION RENAULT KERAX BENNE 19T OCCASION- CM-080-HR	31/12/2014	111 000,00	10	55 500,00	11 100,00	44 400,00
CAMION RENAULT KERAX C380 BENNE 26T OCCASION- DQ-815-XH	31/12/2014	119 472,00	10	59 736,00	11 947,20	47 788,80
CAMION RENAULT KERAX C380 BENNE 26T OCCASION- DQ-418-XH	31/12/2014	119 472,00	10	59 736,00	11 947,20	47 788,80
CAMION EQUIP RENAULT 16T K240 4X2- DX-295-XT	31/12/2014	50 490,88	15	16 830,30	3 366,06	30 294,52
Matériel de bureau et mobilier scolaires	31/12/2015	3 183,84	10	1 591,92	318,38	1 273,54
Autres matériels de bureau et mobiliers	31/12/2015	23 680,55	10	11 840,28	2 368,06	9 472,22
Intégration travaux terminés (c/23)-Sédières	31/12/2015	1 100,42	10	550,21	110,04	440,17

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Désignation du bien	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
FAUTEUILS DEMAILLY	31/12/2015	3 229,20	10	1 614,60	322,92	1 291,68
Matériel informatique scolaire : ordicollège (amort 5ans)	31/12/2016	270 654,84	5	216 523,87	54 130,97	0,00
Autre matériel informatique	31/12/2016	583 841,29	5	467 073,03	116 768,26	0,00
ORDINATEUR PORTABLE HP PROBOOK	31/12/2016	1 428,00	5	1 142,40	285,60	0,00
ORDINATEUR PORTABLE HP PROBOOK	31/12/2016	1 428,00	5	1 142,40	285,60	0,00
PC PORTABLE HP PROBOOK 645	31/12/2016	652,74	5	522,20	130,54	0,00
IMPRIMANTE LEXMARK CX410DE	31/12/2016	523,38	5	418,72	104,66	0,00
MÉMOIRE LASER LEXMARK SUP 1GO	31/12/2016	46,27	5	37,00	9,27	0,00
ECRAN LED 17" PHILIPS	31/12/2016	132,06	5	105,64	26,42	0,00
ECRAN LED 17" PHILIPS	31/12/2016	132,06	5	105,64	26,42	0,00
ECRAN LED 17" PHILIPS	31/12/2016	132,07	5	105,64	26,43	0,00
VIDEOPROJECTEUR	31/12/2016	589,33	5	471,48	117,85	0,00
CORDON AUDIO VIDEOPROJECTEUR	31/12/2016	7,34	5	5,88	1,46	0,00
ECRAN LED 17" PHILIPS	31/12/2016	132,07	5	105,64	26,43	0,00
ECRAN LED 22" PHILIPS	31/12/2016	127,95	5	102,36	25,59	0,00
ONDULEUR EATON ELLIPSE + CABLE	31/12/2016	95,26	5	76,20	19,06	0,00
ONDULEUR EATON ELLIPSE + CABLE	31/12/2016	95,26	5	76,20	19,06	0,00
ONDULEUR EATON ELLIPSE + CABLE	31/12/2016	95,25	5	76,20	19,05	0,00
IMPRIMANTE LEXMARK MX511 DTE	31/12/2016	694,13	5	555,32	138,81	0,00
Matériel de bureau et mobilier scolaires	31/12/2016	68 461,40	10	27 384,56	6 846,14	34 230,70
Autres matériels de bureau et mobiliers	31/12/2016	27 667,17	10	11 066,87	2 766,72	13 833,59
ARMOIRE DE RANGEMENT ATELIER	31/12/2016	3 448,84	10	1 379,54	344,88	1 724,42
Autres immobilisations corporelles	31/12/2016	319 392,42	5	255 513,94	63 878,48	0,00
Matériel de téléphonie	31/12/2016	24 007,38	5	19 205,90	4 801,48	0,00
Mise à disposition d'infrastructures passives sites TDF	31/12/2016	122 631,76	10	49 052,70	12 263,18	61 315,88
Matériel informatique scolaire	31/12/2017	237 502,44	5	142 501,46	47 500,49	47 500,49
Autre matériel informatique	31/12/2017	578 164,86	5	346 898,92	115 632,97	115 632,97
ORDINATEUR ATELIER	31/12/2017	621,71	5	373,02	124,34	124,35
Matériel de bureau et mobilier scolaires	31/12/2017	78 475,13	10	23 542,54	7 847,51	47 085,08
Autres matériels de bureau et mobiliers	31/12/2017	20 156,04	10	6 046,81	2 015,60	12 093,62
RACK 18 PALETTES CLASSIQUE	31/12/2017	830,22	10	249,07	83,02	498,13
RACK 9 PALETTES + ETAG GRIL	31/12/2017	637,80	10	191,34	63,78	382,68
RACK 6 TIROIRS	31/12/2017	7 440,00	10	2 232,00	744,00	4 464,00
Autres immobilisations corporelles	31/12/2017	341 539,63	5	204 923,78	68 307,93	68 307,93
Renault Master d'occasion- DQ-979-JK	31/12/2017	18 000,00	5	10 800,00	3 600,00	3 600,00
FOURGON BENNE SIMPLE + COFFRE- EP-983-EN	31/12/2017	26 973,15	5	16 183,89	5 394,63	5 394,63
FOURGON MASTER DOUBLE CABINE- EL-084-BQ	31/12/2017	24 636,06	5	14 781,63	4 927,21	4 927,22
KANGOO EXPRESS CONFORT- EK-727-NC	31/12/2017	14 498,90	5	8 699,34	2 899,78	2 899,78
FOURGON MASTER DOUBLE CABINE- EL-318-JE	31/12/2017	24 600,77	5	14 760,45	4 920,15	4 920,17
FOURGON MASTER DOUBLE CABINE- EL-476-FE	31/12/2017	24 600,77	5	14 760,45	4 920,15	4 920,17
KANGOO EXPRESS CONFORT- EK-754-NC	31/12/2017	14 324,00	5	8 594,40	2 864,80	2 864,80
KANGOO EXPRESS CONFORT- EK-737-NC	31/12/2017	14 324,00	5	8 594,40	2 864,80	2 864,80

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Désignation du bien	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
KANGOO EXPRESS CONFORT- EK-744-NC	31/12/2017	14 324,01	5	8 594,40	2 864,80	2 864,81
KANGOO EXPRESS CONFORT- EL-096-MQ	31/12/2017	14 890,46	5	8 934,27	2 978,09	2 978,10
FOURGON TOLE- EQ-394-HJ	31/12/2017	30 729,54	5	18 437,73	6 145,91	6 145,90
FOURGON TOLE- EQ-403-HJ	31/12/2017	27 145,33	5	16 287,21	5 429,07	5 429,05
Matériel de téléphonie	31/12/2017	9 141,16	5	5 484,70	1 828,23	1 828,23
MAD infrastructures passives sites TDF - St Cirgues la Loure - Solde	31/12/2017	7 467,44	10	2 240,23	746,74	4 480,46
Construction de divers sites de radiotéléphonie zones blanches	31/12/2017	55 868,53	10	16 760,56	5 586,85	33 521,12
Matériel informatique scolaire	31/12/2018	63 120,00	5	25 248,00	12 624,00	25 248,00
Matériel informatique scolaire - tablettes	31/12/2018	947 029,20	3	631 352,80	315 676,40	0,00
Frais d'études suivis de réalisation - tablettes scolaires	31/12/2018	18 240,00	3	12 160,00	6 080,00	0,00
Autre matériel informatique	31/12/2018	468 220,56	5	187 288,22	93 644,11	187 288,22
Matériel de bureau et mobilier scolaires	31/12/2018	73 367,42	10	14 673,48	7 336,74	51 357,19
Autres matériels de bureau et mobiliers	31/12/2018	69 848,49	10	13 969,70	6 984,85	48 893,94
Autres immobilisations corporelles	31/12/2018	194 843,23	8	48 710,81	24 355,40	121 777,02
CAMION BENNE AXOR 1833 AKN MERCEDES OCCASION- CZ-956-GW	31/12/2018	91 200,00	8	22 800,00	11 400,00	57 000,00
CAMION BENNE AXOR 1833 AKN MERCEDES OCCASION- CZ-325-DF	31/12/2018	91 200,00	8	22 800,00	11 400,00	57 000,00
CAMION K380 4X4 BENNE RENAULT OCCASION- DV-200-GQ	31/12/2018	126 000,00	8	31 500,00	15 750,00	78 750,00
Matériel de téléphonie	31/12/2018	114 646,35	5	45 858,54	22 929,27	45 858,54
Raccordement Electrique Pylone THD	31/12/2018	4 051,59	10	810,32	405,16	2 836,11
Couvertures zones blanches	31/12/2018	270 434,14	10	54 086,83	27 043,41	189 303,90
Matériel informatique scolaire	31/12/2019	78 600,00	5	15 720,00	15 720,00	47 160,00
Matériel informatique scolaire - tablettes	31/12/2019	57 960,00	3	19 320,00	19 320,00	19 320,00
Autre matériel informatique	31/12/2019	400 877,79	5	80 175,56	80 175,56	240 526,67
Matériel de bureau et mobilier scolaires	31/12/2019	54 844,85	10	5 484,49	5 484,49	43 875,88
Autres matériels de bureau et mobiliers	31/12/2019	39 087,75	10	3 908,78	3 908,78	31 270,20
Autres immobilisations corporelles	31/12/2019	154 955,17	8	19 369,40	19 369,40	116 216,38
Renault SCENIC IV DCI- EH-712-GL	31/12/2019	15 334,76	10	1 533,48	1 533,48	12 267,80
CLIO V essence 5CV- FL-014-JV	31/12/2019	13 061,38	10	1 306,14	1 306,14	10 449,10
CLIO V essence 5CV- FL-058-JV	31/12/2019	13 061,38	10	1 306,14	1 306,14	10 449,10
CLIO V essence 5CV- FL-077-JV	31/12/2019	13 061,38	10	1 306,14	1 306,14	10 449,10
CLIO V essence 5CV- FL-167-GH	31/12/2019	13 061,38	10	1 306,14	1 306,14	10 449,10
CLIO V essence 5CV- FL-176-GH	31/12/2019	13 061,38	10	1 306,14	1 306,14	10 449,10
CLIO V essence 5CV- FL-204-GH	31/12/2019	13 061,38	10	1 306,14	1 306,14	10 449,10
CLIO V essence 5CV- FL-216-GH	31/12/2019	13 061,38	10	1 306,14	1 306,14	10 449,10
CLIO V essence 5CV- FL-864-GH	31/12/2019	13 061,38	10	1 306,14	1 306,14	10 449,10
CLIO V essence 5CV- FL-884-GG	31/12/2019	13 061,38	10	1 306,14	1 306,14	10 449,10
CLIO V essence 5CV- FL-928-GH	31/12/2019	13 061,38	10	1 306,14	1 306,14	10 449,10
CLIO V essence 5CV- FL-929-GH	31/12/2019	13 061,38	10	1 306,14	1 306,14	10 449,10
CLIO V essence 5CV- FL-930-GH	31/12/2019	13 061,38	10	1 306,14	1 306,14	10 449,10
CLIO V essence 5CV- FL-227-GH	31/12/2019	13 061,38	10	1 306,14	1 306,14	10 449,10
CLIO V essence 5CV- FL-300-GH	31/12/2019	13 061,38	10	1 306,14	1 306,14	10 449,10
CLIO V essence 5CV- FL-487-GH	31/12/2019	13 061,38	10	1 306,14	1 306,14	10 449,10

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Désignation du bien	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
CLIO V essence 5CV- FL-520-GH	31/12/2019	13 061,38	10	1 306,14	1 306,14	10 449,10
CLIO V essence 5CV- FL-590-GH	31/12/2019	13 061,38	10	1 306,14	1 306,14	10 449,10
CLIO V essence 5CV- FL-597-GH	31/12/2019	13 061,38	10	1 306,14	1 306,14	10 449,10
CLIO V essence 5CV- FL-746-GH	31/12/2019	13 061,38	10	1 306,14	1 306,14	10 449,10
CLIO V essence 5CV- FL-816-GH	31/12/2019	13 061,38	10	1 306,14	1 306,14	10 449,10
CLIO V essence 5CV- FL-838-ZV	31/12/2019	13 061,38	10	1 306,14	1 306,14	10 449,10
Vélos électriques	31/12/2019	1 814,18	10	181,42	181,42	1 451,34
Vélos électriques	31/12/2019	1 814,18	10	181,42	181,42	1 451,34
Vélos électriques	31/12/2019	1 814,19	10	181,42	181,42	1 451,35
CAMION 4X4 BENNE RENAULT 16T OCCASION- FB-529-FD	31/12/2019	123 600,00	8	15 450,00	15 450,00	92 700,00
CAMION TWIST LOCK RENAULT 4X4 PLATEAU 19TOCCASION- EG-927-LN	31/12/2019	124 200,00	8	15 525,00	15 525,00	93 150,00
CAMION TWIST LOCK RENAULT 4X4 PLATEAU 19T OCCASION- FB-949-SF	31/12/2019	127 200,00	8	15 900,00	15 900,00	95 400,00
CAMION TWIST LOCK RENAULT 4X4 PLATEAU 19T OCCASION- FC-553-QX	31/12/2019	127 200,00	8	15 900,00	15 900,00	95 400,00
CAMION RENAULT 4X4 BENNE EQUIPE VIABILITE HIVERNALE 19T OCCASION- EF-069-CC	31/12/2019	126 000,00	8	15 750,00	15 750,00	94 500,00
KANGOO RENAULT EXPRESS CONFORT DCI80- FP-996-FD	31/12/2019	16 178,66	10	1 617,87	1 617,87	12 942,92
KANGOO RENAULT EXPRESS CONFORT DCI80- FP-141-FE	31/12/2019	16 178,66	10	1 617,87	1 617,87	12 942,92
KANGOO RENAULT EXPRESS CONFORT DCI80- FT-736-TR	31/12/2019	16 178,66	10	1 617,87	1 617,87	12 942,92
KANGOO RENAULT EXPRESS CONFORT DCI80- FP-199-HZ	31/12/2019	16 178,66	10	1 617,87	1 617,87	12 942,92
KANGOO RENAULT EXPRESS CONFORT DCI80- FT-089-TS	31/12/2019	16 178,66	10	1 617,87	1 617,87	12 942,92
FOURGON MASTER RENAULT CONFORT TRACTION DCI 135- FP-139-FE	31/12/2019	25 581,26	10	2 558,13	2 558,13	20 465,00
FOURGON MASTER CABINE RENAULT DCI 135- FP-194-FE	31/12/2019	28 352,24	8	3 544,03	3 544,03	21 264,18
FOURGON MASTER CABINE RENAULT DCI 135- EP-117-FE	31/12/2019	28 352,24	8	3 544,03	3 544,03	21 264,18
FOURGON MASTER CABINE RENAULT DCI 135- FT-071-TS	31/12/2019	28 352,25	8	3 544,03	3 544,03	21 264,19
FOURGON MASTER CABINE RENAULT DCI 135- FR-928-PE	31/12/2019	28 352,25	8	3 544,03	3 544,03	21 264,19
FOURGON MASTER CABINE RENAULT DCI 150- FP-002-FE	31/12/2019	29 738,65	8	3 717,33	3 717,33	22 303,99
FOURGON MASTER CABINE RENAULT DCI 150- FP-197-FE	31/12/2019	29 738,65	8	3 717,33	3 717,33	22 303,99
CAMION 6X2 BENNE RENAULT EQUIPE VIABILITE HIVERNALE OCCASION- EG-229-NM	31/12/2019	130 800,00	8	16 350,00	16 350,00	98 100,00
Matériel de téléphonie	31/12/2019	88 238,27	5	17 647,65	17 647,65	52 942,96
Couvertures zones blanches	31/12/2019	105 463,69	10	10 546,37	10 546,37	84 370,95
Matériel informatique scolaire	31/12/2020	228 006,00	4	0,00	57 001,50	171 004,50
Autre matériel informatique - BFV	31/12/2020	27 675,48	1	0,00	27 675,48	0,00
Autre matériel informatique	31/12/2020	655 523,37	4	0,00	163 880,84	491 642,53
Matériel de bureau et mobilier scolaires	31/12/2020	34 369,70	10	0,00	3 436,97	30 932,73
Autres matériels de bureau et mobiliers - BFV	31/12/2020	8 210,19	1	0,00	8 210,19	0,00
Autres matériels de bureau et mobiliers	31/12/2020	50 310,21	10	0,00	5 031,02	45 279,19
Autres immobilisations corporelles	31/12/2020	179 788,62	8	0,00	22 473,58	157 315,04
Autres immobilisations corporelles - BFV	31/12/2020	8 792,64	1	0,00	8 792,64	0,00
Collèges divers - Installation système d'alarme PPMS pour sécurité	31/12/2020	864,00	10	0,00	86,40	777,60
Renault ZOE électrique- FN-198-TZ	31/12/2020	14 292,38	7	0,00	2 041,77	12 250,61
Renault ZOE électrique- FN-211-TZ	31/12/2020	14 292,38	7	0,00	2 041,77	12 250,61
Renault ZOE électrique- FN-212-TZ	31/12/2020	14 292,38	7	0,00	2 041,77	12 250,61

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Désignation du bien	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
Renault ZOE électrique- FN-227-TZ	31/12/2020	14 292,38	7	0,00	2 041,77	12 250,61
Renault ZOE électrique- FN-242-TZ	31/12/2020	14 292,38	7	0,00	2 041,77	12 250,61
Renault ZOE électrique- FN-270-TZ	31/12/2020	14 292,38	7	0,00	2 041,77	12 250,61
Renault ZOE électrique- FN-283-TZ	31/12/2020	14 292,38	7	0,00	2 041,77	12 250,61
Renault ZOE électrique- FN-305-TZ	31/12/2020	14 292,38	7	0,00	2 041,77	12 250,61
Renault ZOE électrique- FN-313-TZ	31/12/2020	14 292,38	7	0,00	2 041,77	12 250,61
Renault ZOE électrique- FN-334-TZ	31/12/2020	14 292,38	7	0,00	2 041,77	12 250,61
Renault ZOE électrique- FN-345-TZ	31/12/2020	14 292,38	7	0,00	2 041,77	12 250,61
Renault ZOE électrique- FN-363-TZ	31/12/2020	14 292,38	7	0,00	2 041,77	12 250,61
Renault ZOE électrique- FN-367-TZ	31/12/2020	14 292,38	7	0,00	2 041,77	12 250,61
Renault ZOE électrique- FN-376-TZ	31/12/2020	14 292,38	7	0,00	2 041,77	12 250,61
Renault ZOE électrique- FN-390-TZ	31/12/2020	14 292,38	7	0,00	2 041,77	12 250,61
Renault ZOE électrique- FN-411-TZ	31/12/2020	14 292,38	7	0,00	2 041,77	12 250,61
Renault ZOE électrique- FN-425-TZ	31/12/2020	14 292,38	7	0,00	2 041,77	12 250,61
Renault ZOE électrique- FN-650-XV	31/12/2020	14 292,38	7	0,00	2 041,77	12 250,61
Renault ZOE électrique- FN-436-TZ	31/12/2020	14 292,38	7	0,00	2 041,77	12 250,61
Renault TWIZY électrique- FP-561-QG	31/12/2020	7 589,48	7	0,00	1 084,21	6 505,27
Renault TWIZY électrique- FP-982-QN	31/12/2020	7 589,48	7	0,00	1 084,21	6 505,27
CLIO V essence 5CV- FT-282-ML	31/12/2020	13 493,38	7	0,00	1 927,63	11 565,75
CLIO V essence 5CV- FT-303-ML	31/12/2020	13 493,38	7	0,00	1 927,63	11 565,75
CLIO V essence 5CV- FT-391-ML	31/12/2020	13 493,38	7	0,00	1 927,63	11 565,75
CLIO V essence 5CV- FT-392-ML	31/12/2020	13 493,38	7	0,00	1 927,63	11 565,75
CLIO V essence 5CV- FT-445-ML	31/12/2020	13 493,38	7	0,00	1 927,63	11 565,75
CLIO V essence 5CV- FT-392-ML	31/12/2020	13 493,38	7	0,00	1 927,63	11 565,75
CLIO V essence 5CV- FT-452-ML	31/12/2020	13 493,38	7	0,00	1 927,63	11 565,75
CLIO V essence 5CV- FT-205-ML	31/12/2020	13 493,38	7	0,00	1 927,63	11 565,75
CLIO V essence 5CV- FT-236-ML	31/12/2020	13 493,38	7	0,00	1 927,63	11 565,75
CLIO V essence 5CV- FT-244-ML	31/12/2020	13 493,38	7	0,00	1 927,63	11 565,75
CLIO V essence 5CV- FT-298-ML	31/12/2020	13 493,38	7	0,00	1 927,63	11 565,75
CLIO V essence 5CV- FT-334-ML	31/12/2020	13 493,38	7	0,00	1 927,63	11 565,75
CLIO V essence 5CV- FT-579-MV	31/12/2020	13 493,38	7	0,00	1 927,63	11 565,75
CLIO V essence 5CV- FT-647-MV	31/12/2020	13 493,38	7	0,00	1 927,63	11 565,75
CAMION BENNE 4X4 RENAULT EQUIPE VIABILITE HIVERNALE 19T OCCASION-DW-719-DF	31/12/2020	109 200,00	8	0,00	13 650,00	95 550,00
CAMION BENNE 4X4 PLATEAU RENAULT 19T OCCASION- FB-825-SF	31/12/2020	118 800,00	8	0,00	14 850,00	103 950,00
CAMION BENNE 4X4 PLATEAU RENAULT 19T OCCASION- FB-230-NW	31/12/2020	119 400,00	8	0,00	14 925,00	104 475,00
CAMION RENAULT 4X2 PLATEAU CARGLISS EQUIPE VIABILITE HIVERNALE OCCASION- FT-158-WJ	31/12/2020	250 800,00	8	0,00	31 350,00	219 450,00
CAMION RENAULT 4X2 TWIST LOOK EQUIPE VIABILITE HIVERNALE+GRUE OCCASION- MZ-872-MZ	31/12/2020	136 800,00	8	0,00	17 100,00	119 700,00
FOURGON BENNE MASTER RENAULT DCI 145- FX-840-JD	31/12/2020	29 004,70	7	0,00	4 143,53	24 861,17
FOURGON BENNE MASTER RENAULT DCI 145- FX-846-JD	31/12/2020	29 004,70	7	0,00	4 143,53	24 861,17

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Désignation du bien	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
FOURGON BENNE MASTER RENAULT DCI 145- FX-853-JD	31/12/2020	29 004,70	7	0,00	4 143,53	24 861,17
FOURGON BENNE MASTER RENAULT DCI 145- FX-861-JD	31/12/2020	29 004,70	7	0,00	4 143,53	24 861,17
FOURGON BENNE MASTER RENAULT DCI 145- FX-583-JD	31/12/2020	29 004,70	7	0,00	4 143,53	24 861,17
FOURGON BENNE MASTER RENAULT DCI 145- FX-430-TP	31/12/2020	29 004,70	7	0,00	4 143,53	24 861,17
FOURGON BENNE MASTER RENAULT DCI 145- FY-921-HH	31/12/2020	29 004,70	7	0,00	4 143,53	24 861,17
KANGOO RENAULT DCI80- FZ-412-WT	31/12/2020	15 459,52	7	0,00	2 208,50	13 251,02
KANGOO RENAULT DCI80- FZ-313-WT	31/12/2020	15 459,52	7	0,00	2 208,50	13 251,02
KANGOO RENAULT DCI80- FZ-386-WT	31/12/2020	15 459,52	7	0,00	2 208,50	13 251,02
KANGOO RENAULT DCI80- FZ-409-WT	31/12/2020	15 459,52	7	0,00	2 208,50	13 251,02
KANGOO RENAULT DCI80- FZ-568-VE	31/12/2020	15 459,51	7	0,00	2 208,50	13 251,01
KANGOO RENAULT DCI80- GA-897-EY	31/12/2020	15 459,51	7	0,00	2 208,50	13 251,01
FOURGON BENNE MASTER RENAULT DCI 135- FZ-451-DH	31/12/2020	27 528,30	7	0,00	3 932,61	23 595,69
FOURGON BENNE MASTER RENAULT DCI 135- FZ-560-DH	31/12/2020	27 528,30	7	0,00	3 932,61	23 595,69
FOURGON BENNE MASTER RENAULT DCI 135- FZ-641-DH	31/12/2020	27 528,30	7	0,00	3 932,61	23 595,69
FOURGON BENNE MASTER RENAULT DCI 135- FZ-074-VT	31/12/2020	27 528,30	7	0,00	3 932,61	23 595,69
REM PORTE ENGINES LOUAULT 26T- FX-815-JS	31/12/2020	36 659,11	15	0,00	2 443,94	34 215,17
Matériel de téléphonie	31/12/2020	21 500,66	5	0,00	4 300,13	17 200,53
Travaux anti-foudre sur pylone opérateur téléphonique à Favars	31/12/2020	2 265,84	8	0,00	283,23	1 982,61

(1) Acquis à compter du 01/01/2004.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DES IMMOBILISATIONS – IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	B11.5

Immobilisations incorporelles (1)

Désignation du bien	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
TOTAL		397 309 725,07		230 719 258,51	24 291 563,68	2 234 265,01
Subventions autres EPL	31/12/2004	4 475 922,22	15	4 475 922,22	0,00	0,00
Subventions autres organismes publics	31/12/2004	250 147,08	15	250 147,08	0,00	0,00
Subventions Communes et Groupements	31/12/2005	22 686 447,91	15	22 686 267,90	180,01	0,00
Subventions autres EPL	31/12/2005	4 779 519,91	15	4 779 519,91	0,00	0,00
Subventions autres organismes publics	31/12/2005	211 500,00	15	211 500,00	0,00	0,00
Subventions Communes et Groupements	31/12/2006	24 615 363,64	15	22 974 339,38	1 641 024,26	0,00
Subventions autres groupements	31/12/2006	2 852 067,20	15	2 661 929,36	190 137,84	0,00
Subventions autres EPL	31/12/2006	7 345 484,00	15	6 855 785,09	489 698,91	0,00
Subventions autres organismes publics	31/12/2006	211 500,00	15	197 400,00	14 100,00	0,00
Subventions Ets Supérieurs, contrat de plan	31/12/2006	123 523,84	15	115 288,90	8 234,94	0,00
Communes corrésiennes	31/12/2007	14 935 917,90	15	12 892 862,18	995 727,86	0,00
FDEE19 (électricité et énergie)	31/12/2007	1 121 665,45	15	972 110,10	74 777,70	0,00
Communautés d'Agglomération de Tulle et Brive	31/12/2007	2 332 561,50	15	2 021 553,30	155 504,10	0,00
Communautés de Communes	31/12/2007	1 874 789,00	15	1 624 817,09	124 985,93	0,00
Syndicats Mixtes et Intercommunaux	31/12/2007	4 313 851,78	15	3 738 671,48	287 590,11	0,00
Syndicat Mixte DORSAL - Schéma Haut Débit	31/12/2007	498 900,00	15	432 380,00	33 260,00	0,00
Syndicat Mixte DORSAL - Remboursement capital de l'emprunt	31/12/2007	15 375,86	15	13 325,78	1 025,06	0,00
Communes - Equipements informatiques et numériques écoles primaires	31/12/2007	19 198,00	15	16 638,18	1 279,86	0,00
SYMA A20	31/12/2007	90 490,00	15	78 424,71	6 032,67	0,00
SYMA A89	31/12/2007	98 534,00	15	85 396,09	6 568,93	0,00
SYMA Pays de Tulle	31/12/2007	86 317,00	15	74 808,11	5 754,47	0,00
Aéroport Brive-Souillac - Subvention au Syndicat Mixte	31/12/2007	107 885,10	15	93 500,42	7 192,34	0,00
Schéma gérontologie - Réhabilitation divers EHPAD	31/12/2007	4 185 587,96	15	3 627 509,59	279 039,20	0,00
CCAS Brive - Construction CAP OUEST (2ème acompte)	31/12/2007	2 700 844,09	15	2 340 731,52	180 056,27	0,00
EHPAD Egletons - Aménagement de 9 logements	31/12/2007	45 000,00	15	39 000,00	3 000,00	0,00
OPH Tulle, Brive et Pays d'Egletons - Réhabilitation et amélioration de logements locatifs sociaux	31/12/2007	340 581,00	15	295 170,20	22 705,40	0,00
OPH Brive - Résidence Universitaire de Brive	31/12/2007	90 000,00	15	78 000,00	6 000,00	0,00
OPH Tulle - Adaptation Maisons de Services d'Espagnac, Gouilles et Soursac	31/12/2007	85 000,00	15	73 666,73	5 666,67	0,00
Soutien activités artisanales et industrielles - CCI, MEDEF et Association Destination Entreprises	31/12/2007	143 000,00	15	123 933,29	9 533,33	0,00
Chambre de Métiers - Aide à la création, reprise et développement des entreprises	31/12/2007	126 500,00	15	109 633,29	8 433,33	0,00
Collège privé Notre Dame de la Providence Ussel - Travaux de sécurité	31/12/2007	11 384,00	15	9 866,14	758,93	0,00
Contrat de Plan Etat-Région - RN89 Ussel-Est	31/12/2008	8 575,84	15	6 860,68	571,72	0,00
Communes corrésiennes	31/12/2008	15 533 935,80	15	12 427 148,64	1 035 595,72	0,00

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Désignation du bien	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
FDEE19 (électricité et énergie)	31/12/2008	601 327,00	15	481 061,64	40 088,47	0,00
Communautés d'Agglomération de Tulle et Brive	31/12/2008	1 660 132,55	15	1 328 106,00	110 675,50	0,00
Communautés de Communes	31/12/2008	1 810 145,68	15	1 448 116,57	120 676,38	0,00
Syndicats Mixtes et Intercommunaux	31/12/2008	3 306 064,42	15	2 644 851,49	220 404,29	0,00
GSF des Agriers - Forêts départementales	31/12/2008	61 000,00	15	48 799,99	4 066,66	0,00
GSF du Mont Bessou - Forêts départementales	31/12/2008	22 800,00	15	18 240,00	1 520,00	0,00
Syndicat Mixte DORSAL - Remboursement capital de l'emprunt	31/12/2008	10 877,33	15	8 701,92	725,16	0,00
Syndicat Mixte DORSAL - Schéma Haut Débit	31/12/2008	665 200,00	15	532 160,04	44 346,67	0,00
Communes - Equipements informatiques et numériques écoles primaires	31/12/2008	14 347,00	15	11 477,64	956,47	0,00
PNR Millevaches	31/12/2008	5 397,00	15	4 317,60	359,80	0,00
Association Mécanic Vallée - Actions économiques	31/12/2008	7 000,00	15	5 599,92	466,66	0,00
SYMA A20	31/12/2008	98 905,00	15	79 123,92	6 593,66	0,00
SYMA A89	31/12/2008	159 180,00	15	127 344,00	10 612,00	0,00
SYMA Pays de Tulle	31/12/2008	213 948,00	15	171 158,40	14 263,20	0,00
Aéroport Brive-Souillac - Subvention au Syndicat Mixte	31/12/2008	111 866,10	15	89 492,88	7 457,74	0,00
Schéma gérontologie - Réhabilitation divers EHPAD	31/12/2008	8 339 347,53	15	6 671 478,01	555 956,50	0,00
CCAS Brive - Construction CAP OUEST (solde)	31/12/2008	187 733,87	15	150 187,09	12 515,59	0,00
Chambre de Métiers - Aide à la création, reprise et développement des entreprises	31/12/2008	30 500,00	15	24 400,00	2 033,35	0,00
OPH et communes - Construction, réhabilitation et amélioration de logements locatifs sociaux	31/12/2008	332 581,16	15	266 064,92	22 172,07	0,00
Soutien activités artisanales et industrielles - FDBTP 19, CCI Brive et Tulle	31/12/2008	135 000,00	15	108 000,00	9 000,00	0,00
Collège privé J. d'Arc Argentat - Travaux de sécurité	31/12/2008	9 728,00	15	7 782,40	648,53	0,00
Commission Syndicale Lascaux-Vignols	31/12/2009	2 122,00	15	1 556,17	141,47	0,00
Communes corréziennes	31/12/2009	14 660 433,11	15	10 750 984,31	977 362,21	0,00
FDEE19 (électricité et énergie)	31/12/2009	205 259,00	15	150 523,19	13 683,92	0,00
Communautés d'Agglomération de Tulle et Brive	31/12/2009	762 685,10	15	559 302,37	50 845,67	0,00
Communautés de Communes	31/12/2009	2 280 976,46	15	1 672 716,10	152 065,10	0,00
Syndicats Mixtes et Intercommunaux	31/12/2009	3 372 070,00	15	2 472 851,37	224 804,67	0,00
PNR Millevaches	31/12/2009	73 847,02	15	54 154,43	4 923,13	0,00
TERRITOIRES 19 (SEMABL)	31/12/2009	158 937,00	15	116 553,80	10 595,80	0,00
GSF des Agriers - Forêts départementales	31/12/2009	30 500,00	15	22 366,62	2 033,33	0,00
GSF du Mont Bessou - Forêts départementales	31/12/2009	22 800,00	15	16 720,00	1 520,00	0,00
Communes - Equipements informatiques et numériques écoles primaires	31/12/2009	36 790,00	15	26 979,37	2 452,67	0,00
PNR Millevaches	31/12/2009	16 442,00	15	12 057,42	1 096,13	0,00
SYMA A20	31/12/2009	78 490,00	15	57 559,33	5 232,66	0,00
SYMA A89	31/12/2009	154 260,00	15	113 124,00	10 284,00	0,00
SYMA Pays de Tulle	31/12/2009	231 790,00	15	169 979,37	15 452,67	0,00
Aéroport Brive-Souillac - Subvention au Syndicat Mixte	31/12/2009	248 812,50	15	182 462,50	16 587,50	0,00
Schéma gérontologie - Réhabilitation divers EHPAD	31/12/2009	14 745 006,91	15	10 813 005,08	983 000,46	0,00
Chambre de Métiers - Aide à la création, reprise et développement des entreprises	31/12/2009	30 500,00	15	22 366,70	2 033,33	0,00
OPH - Construction, réhabilitation et amélioration de logements locatifs sociaux	31/12/2009	450 817,48	15	330 599,46	30 054,49	0,00
Restaurant inter-administratif de Tulle - Versement subvention	31/12/2010	60 000,00	15	40 000,00	4 000,00	0,00

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Désignation du bien	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
Collège d'Arsonval Brive remplacement des menuiseries extérieures - Subvention Région (1er acompte)	31/12/2010	66 540,00	15	44 360,00	4 436,00	0,00
Communes corréziennes	31/12/2010	12 566 839,09	15	8 377 892,80	869 326,93	0,00
FDEE19 (électricité et énergie)	31/12/2010	577 111,00	15	384 740,70	38 474,07	0,00
Communautés d'Agglomération de Tulle et Brive	31/12/2010	206 408,74	15	137 605,80	13 760,58	0,00
Communautés de Communes	31/12/2010	1 335 383,45	15	890 255,59	89 025,56	0,00
Syndicats Mixtes et Intercommunaux	31/12/2010	2 799 506,00	15	1 866 337,31	186 633,73	0,00
SNCF Réseau Ferré de France	31/12/2010	57 149,13	15	38 099,40	3 809,94	0,00
GSF des Agriers - Forêts départementales	31/12/2010	30 500,00	15	20 333,30	2 033,33	0,00
GSF du Mont Bessou - Forêts départementales	31/12/2010	22 800,00	15	15 200,00	1 520,00	0,00
SYMA A20	31/12/2010	87 555,00	15	58 370,00	5 837,00	0,00
SYMA A89	31/12/2010	160 390,00	15	106 926,66	10 692,66	0,00
SYMA Portes de Corrèze	31/12/2010	16 200,00	15	10 800,00	1 080,00	0,00
SYMA Pays de Tulle	31/12/2010	254 150,00	15	169 433,29	16 943,33	0,00
Aéroport Brive-Souillac - Subvention au Syndicat Mixte	31/12/2010	612 207,69	15	408 138,50	40 813,85	0,00
Rénovation du Centre Départemental de l'Enfance	31/12/2010	89 847,29	15	59 898,19	5 989,82	0,00
EHPAD Egletons - Restructuration et mise aux normes des cuisines	31/12/2010	185 136,80	15	123 424,53	12 342,45	0,00
Réhabilitation EHPAD Uzerche, Allasac et Chamberet	31/12/2010	1 615 785,92	15	1 077 190,60	107 719,06	0,00
Syndicat Mixte Aménagement Touristique du Lac de Bort (SMAT)	31/12/2010	100 000,00	15	66 666,68	6 666,67	0,00
Chambre de Métiers - Aide à la création, reprise et développement des entreprises	31/12/2010	30 500,00	15	20 333,30	2 033,33	0,00
OPH et communes - Construction, réhabilitation et amélioration de logements locatifs sociaux	31/12/2010	335 488,60	15	223 659,06	22 365,90	0,00
Collège privé J. d'Arc Argentat - Travaux de sécurité	31/12/2010	6 137,00	15	4 091,32	409,13	0,00
Informatique - Logiciels créés	31/12/2011	26 218,56	10	23 596,70	2 621,86	0,00
Restaurant inter-administratif de Tulle - Versement subvention	31/12/2011	65 000,00	15	38 999,99	4 333,33	0,00
Collège d'Arsonval Brive remplacement des menuiseries extérieures - Subvention Région (2ème acompte)	31/12/2011	66 539,00	15	39 923,39	4 435,93	0,00
Communes corréziennes	31/12/2011	12 228 765,31	15	7 337 259,18	815 251,02	0,00
FDEE19 (électricité et énergie)	31/12/2011	573 016,00	15	343 809,63	38 201,07	0,00
Communautés d'Agglomération de Tulle et Brive	31/12/2011	225 437,50	15	135 262,53	15 029,17	0,00
Communautés de Communes	31/12/2011	1 593 604,42	15	956 162,61	106 240,29	0,00
Syndicats Mixtes et Intercommunaux	31/12/2011	2 367 618,33	15	1 420 570,98	157 841,22	0,00
GSF des Agriers - Gestion du patrimoine forestier	31/12/2011	5 500,00	15	3 300,03	366,67	0,00
Estivals - Réseau Wifi	31/12/2011	1 287,00	15	772,20	85,80	0,00
SYMA A20	31/12/2011	112 134,00	15	67 280,40	7 475,60	0,00
SYMA A89	31/12/2011	168 752,00	15	101 251,17	11 250,13	0,00
SYMA Portes de Corrèze	31/12/2011	32 180,00	15	19 307,99	2 145,33	0,00
SYMA Pays de Tulle	31/12/2011	298 206,00	15	178 923,60	19 880,40	0,00
Aéroport Brive-Souillac - Subvention au Syndicat Mixte	31/12/2011	176 756,40	15	106 053,84	11 783,76	0,00
Rénovation du Centre Départemental de l'Enfance	31/12/2011	484 280,58	15	290 568,34	32 285,37	0,00
Schéma gérontologie - Réhabilitation divers EHPAD	31/12/2011	1 682 226,77	15	1 009 336,06	112 148,45	0,00
Résidence Corrèze - Subvention à la Société de Gérance d'Immeubles Municipaux	31/12/2011	75 000,00	15	45 000,00	5 000,00	0,00

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Désignation du bien	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
OPH et communes - Construction, réhabilitation et amélioration de logements locatifs sociaux	31/12/2011	1 253 320,00	15	751 992,01	83 554,67	0,00
Chambre de Métiers - Aide à la création, reprise et développement des entreprises	31/12/2011	30 500,00	15	18 299,97	2 033,33	0,00
Syndicat Mixte Aménagement Touristique du Lac de Bort (SMAT)	31/12/2011	100 000,00	15	59 999,99	6 666,66	0,00
Fondation du Patrimoine - Restauration et mise en valeur du patrimoine bâti	31/12/2011	79 400,00	15	47 640,01	5 293,34	0,00
Fédération Départementale des Chasseurs - Création étang sur site de Maison de la Chasse et Nature	31/12/2011	22 000,00	15	13 200,03	1 466,67	0,00
Démarche Pays (SEMABL, Haras de Pompadour, BATTEMENT D'AILES)	31/12/2011	322 602,00	15	193 561,24	21 506,81	0,00
Création/modernisation gîtes, chambres d'hôtes, hôtels, restaurants, camping	31/12/2011	800 559,51	15	480 335,71	53 370,64	0,00
Installation de panneaux photovoltaïques	31/12/2011	124 110,00	15	74 466,00	8 274,00	0,00
Mise aux normes et aménagement étangs privés, travaux piscicoles	31/12/2011	82 598,00	15	49 558,77	5 506,53	0,00
Subvention Télévision Numérique Terrestre (TNT)	31/12/2011	9 007,00	15	5 404,19	600,46	0,00
Agriculteurs (énergies renouvelables, irrigation cultures, abreuvement troupeaux, plantations)	31/12/2011	908 283,62	15	544 970,16	60 552,24	0,00
Implantation et développement des entreprises - Immobilier d'entreprises	31/12/2011	803 190,05	15	481 914,00	53 546,00	0,00
Politique habitat rural - Amélioration des logements	31/12/2011	7 500,00	15	4 500,00	500,00	0,00
Politique habitat - Maintien à domicile des personnes âgées	31/12/2011	123 304,34	15	73 982,57	8 220,28	0,00
Politique habitat - Accession propriété et amélioration logements	31/12/2011	808 384,86	15	485 030,94	53 892,32	0,00
Collège d'Arsonval Brive remplacement des menuiseries extérieures - Subvention Région (solde)	31/12/2012	66 539,00	15	35 487,46	4 435,93	0,00
Communes corréziennes	31/12/2012	11 263 763,63	15	6 007 340,66	750 917,58	0,00
FDEE19 (électricité et énergie)	31/12/2012	754 158,00	15	402 217,60	50 277,20	0,00
Communautés d'Agglomération de Tulle et Brive	31/12/2012	317 849,00	15	169 519,44	21 189,93	0,00
Communautés de Communes	31/12/2012	954 577,69	15	509 108,08	63 638,51	0,00
Syndicats Mixtes et Intercommunaux	31/12/2012	1 407 116,00	15	750 461,84	93 807,73	0,00
SNCF Réseau Ferré de France	31/12/2012	366 396,01	15	195 411,20	24 426,40	0,00
Centre Hospitalier Ussel	31/12/2012	18 000,00	15	9 600,00	1 200,00	0,00
GSF des Agriers - Gestion du patrimoine forestier	31/12/2012	5 500,00	15	2 933,36	366,67	0,00
Syndicat Mixte DORSAL - Extension et raccordement THD	31/12/2012	85 864,86	15	45 794,56	5 724,32	0,00
Communauté de Communes Vézère-Causse - Espace Public Numérique	31/12/2012	941,00	15	501,84	62,73	0,00
PNR Millevaches - Subvention	31/12/2012	63 352,70	15	33 788,08	4 223,51	0,00
SYMA A20	31/12/2012	104 229,00	15	55 588,80	6 948,60	0,00
SYMA A89	31/12/2012	189 868,00	15	101 262,96	12 657,87	0,00
SYMA Portes de Corrèze	31/12/2012	32 143,00	15	17 142,92	2 142,86	0,00
SYMA Pays de Tulle	31/12/2012	300 966,00	15	160 515,20	20 064,40	0,00
Aéroport Brive-Souillac - Subvention au Syndicat Mixte	31/12/2012	154 511,70	15	82 406,23	10 300,78	0,00
Syndicat Mixte d'Aménagement Touristique (SMAT) du Lac de Bort	31/12/2012	100 000,00	15	53 333,36	6 666,67	0,00
OPH Brive, Tulle et Pays d'Egletons - Logements locatifs sociaux	31/12/2012	397 950,00	15	212 240,00	26 530,00	0,00
Rénovation du Centre Départemental de l'Enfance	31/12/2012	967 167,53	15	515 822,70	64 477,84	0,00
Réhabilitation EHPAD d'Ussel	31/12/2012	1 883 897,00	15	1 004 745,01	125 593,12	0,00
Syndicat du Moulin de la Résistance - Restauration Moulin de la Résistance du pont Lasveyras	31/12/2012	18 000,00	15	9 600,00	1 200,00	0,00

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Désignation du bien	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
ASAFAC - Abreuvement des troupeaux	31/12/2012	18 936,00	15	10 099,20	1 262,40	0,00
ASAFAC - Aménagement des sols et remise en culture	31/12/2012	201 836,00	15	107 645,85	13 455,73	0,00
ASA Plaine de la Logne - Irrigation Collective	31/12/2012	128 160,00	15	68 352,00	8 544,00	0,00
Fondation du Patrimoine - Restauration et mise en valeur du patrimoine bâti	31/12/2012	50 000,00	15	26 666,70	3 333,34	0,00
Politique habitat rural - Amélioration des logements	31/12/2012	2 911,72	15	1 552,97	194,12	0,00
Politique habitat - Maintien à domicile des personnes âgées	31/12/2012	91 257,47	15	48 670,68	6 083,84	0,00
Politique habitat - Accession propriété et amélioration logements	31/12/2012	648 037,53	15	345 620,00	43 202,50	0,00
Politique habitat bailleurs sociaux - Construction et réhabilitation de logements locatifs	31/12/2012	810 652,00	15	432 347,72	54 043,46	0,00
Mise aux normes et aménagement étangs privés, travaux piscicoles	31/12/2012	66 795,00	15	35 624,00	4 453,00	0,00
Installation de panneaux photovoltaïques	31/12/2012	34 116,00	15	18 195,20	2 274,40	0,00
Association Migrateurs Garonne/Dordogne et maison ethnobotanique de M. Chataur	31/12/2012	5 967,00	15	3 182,40	397,80	0,00
Regroupement des parcelles forestières	31/12/2012	16 194,15	15	8 636,88	1 079,61	0,00
Hippodrome de Pompadour - travaux d'arrosage (Subv. Sté des Courses de Pompadour)	31/12/2012	12 657,50	15	6 750,64	843,83	0,00
Démarche Pays et Contrats de Pays	31/12/2012	178 242,00	15	95 062,40	11 882,80	0,00
Déploiement Haut Débit - Acquisition kits satellite HD	31/12/2012	1 596,00	15	851,20	106,40	0,00
Aménagement foncier - Gestion de l'abreuvement aux cours d'eau	31/12/2012	11 788,42	15	6 287,12	785,89	0,00
Aide installation jeunes agriculteurs, plantations, cultures spécialisées et irrigation	31/12/2012	269 993,90	15	143 996,72	17 999,59	0,00
Implantation et développement des entreprises - Immobilier d'entreprises	31/12/2012	633 285,34	15	337 752,16	42 219,02	0,00
Création/modernisation gîtes, chambres d'hôtes, hôtels, restaurants, camping	31/12/2012	442 774,00	15	236 146,12	29 518,26	0,00
Communes corréziennes	31/12/2013	9 692 159,12	15	4 523 007,53	646 143,93	0,00
FDEE19 (électricité et énergie)	31/12/2013	819 105,00	15	382 249,00	54 607,00	0,00
Communautés d'Agglomération de Tulle et Brive	31/12/2013	319 829,05	15	149 253,58	21 321,94	0,00
Communautés de Communes	31/12/2013	960 736,64	15	448 343,77	64 049,11	0,00
TERRITOIRES 19 (SEMABL)	31/12/2013	8 837,50	15	4 124,19	589,17	0,00
Syndicats Mixtes et Intercommunaux	31/12/2013	1 920 821,00	15	896 383,11	128 054,73	0,00
SNCF Réseau Ferré de France	31/12/2013	1 014 560,81	15	473 461,73	67 637,39	0,00
GSF des Agriers - Gestion du patrimoine forestier	31/12/2013	5 500,00	15	2 566,69	366,67	0,00
Syndicat Mixte DORSAL - Extension et raccordement THD	31/12/2013	65 379,97	15	30 510,62	4 358,66	0,00
Axione Limousin - Déploiement THD collège Uzerche	31/12/2013	23 920,00	15	11 162,69	1 594,67	0,00
Syndicat Mixte DORSAL - Schéma Départemental d'Aménagement Numérique (SDAN)	31/12/2013	250 000,00	15	116 666,69	16 666,67	0,00
SYMA Pays de Tulle - Remboursement capital de l'emprunt	31/12/2013	227 992,00	15	106 396,25	15 199,46	0,00
SYMA A89 - Remboursement capital de l'emprunt	31/12/2013	191 634,00	15	89 429,20	12 775,60	0,00
SYMA Portes de Corrèze - Remboursement capital de l'emprunt	31/12/2013	45 311,00	15	21 145,10	3 020,73	0,00
SYMA A20 - Remboursement capital de l'emprunt	31/12/2013	105 305,00	15	49 142,31	7 020,33	0,00
Aéroport Brive-Souillac - Subvention au Syndicat Mixte	31/12/2013	161 612,00	15	75 418,91	10 774,13	0,00
Syndicat Mixte d'Aménagement Touristique (SMAT) du Lac de Bort	31/12/2013	100 000,00	15	46 666,69	6 666,67	0,00
OPH Brive, Tulle et Pays d'Egletons - Logements locatifs sociaux	31/12/2013	1 692 034,00	15	789 615,84	112 802,26	0,00
Rénovation du Centre Départemental de l'Enfance	31/12/2013	270 899,15	15	126 419,59	18 059,94	0,00
Chambre de Commerce et d'Industrie - Création campus des Métiers et de l'Alternance à Brive	31/12/2013	80 000,00	15	37 333,31	5 333,33	0,00
Syndicat du Moulin de la Résistance - Restauration Moulin de la Résistance du pont Lasveyras (Solde)	31/12/2013	6 000,00	15	2 800,00	400,00	0,00

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Désignation du bien	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
ASA de Bas Murat - Irrigation Collective (renforcement des capacités de pompage)	31/12/2013	7 024,00	15	3 277,85	468,26	0,00
ASA Vallée de la Loyre - Irrigation Collective (optimisation du réseau d'irrigation) 1er acompte	31/12/2013	10 868,00	15	5 071,71	724,53	0,00
ASA de Sugarde - Irrigation Collective	31/12/2013	3 703,81	15	1 728,44	246,92	0,00
ASA de Branceilles - Irrigation Collective	31/12/2013	2 100,00	15	980,00	140,00	0,00
ASA d'Astaillac - Irrigation Collective	31/12/2013	4 697,00	15	2 191,91	313,13	0,00
ASA Plaine de la Logne - Irrigation Collective	31/12/2013	4 750,31	15	2 216,83	316,69	0,00
ASAFAC - Abreuvement des troupeaux	31/12/2013	24 034,00	15	11 215,89	1 602,27	0,00
ASAFAC - Aménagement des sols et remise en culture	31/12/2013	40 000,00	15	18 666,68	2 666,67	0,00
Fondation du Patrimoine - Restauration et mise en valeur du patrimoine bâti	31/12/2013	50 000,00	15	23 333,31	3 333,33	0,00
Aide au développement de la Banque Alimentaire	31/12/2013	6 000,00	15	2 800,00	400,00	0,00
Installation d'équipements domotiques dans 10 logements adaptés à Uzerche	31/12/2013	31 740,00	15	14 812,00	2 116,00	0,00
Politique habitat - Maintien à domicile des personnes âgées	31/12/2013	65 036,98	15	30 350,60	4 335,80	0,00
Politique habitat - Accession propriété et amélioration logements	31/12/2013	403 199,86	15	188 159,93	26 879,99	0,00
Politique habitat bailleurs sociaux - Construction et réhabilitation de logements locatifs	31/12/2013	146 500,00	15	68 366,69	9 766,67	0,00
Mise aux normes et aménagement des étangs privés, travaux piscicoles	31/12/2013	67 861,00	15	31 668,49	4 524,07	0,00
Installation de panneaux photovoltaïques	31/12/2013	3 974,00	15	1 854,51	264,93	0,00
Regroupement parcelles forestières et amélioration des peuplements feuillus	31/12/2013	14 338,80	15	6 691,44	955,92	0,00
Aménagement du territoire - Contrats de Pays	31/12/2013	216 708,00	15	101 130,40	14 447,20	0,00
Déploiement Haut Débit - Acquisition kits satellite HD	31/12/2013	1 895,00	15	884,31	126,33	0,00
Aide installation jeunes agriculteurs, plantations (noyers, châtaigniers), cultures spécialisées	31/12/2013	319 513,47	15	149 106,30	21 300,90	0,00
Aménagement foncier - Gestion de l'abreuvement aux cours d'eau	31/12/2013	1 466,36	15	684,32	97,76	0,00
Implantation et développement des entreprises - Immobilier d'entreprises	31/12/2013	200 306,92	15	93 476,53	13 353,79	0,00
Création/modernisation gîtes, chambres d'hôtes, hôtels, restaurants, camping	31/12/2013	543 414,00	15	253 593,20	36 227,60	0,00
Dotation OSEO - Prêts participatifs de développement	31/12/2013	100 000,00	15	46 666,63	6 666,66	0,00
Projet ligne ferroviaire à grande vitesse Poitiers-Limoges - Etudes	31/12/2013	56 250,00	30	13 125,00	1 875,00	0,00
Communes corréziennes	31/12/2014	10 580 173,43	15	4 232 069,29	705 344,88	0,00
FDEE19 (électricité et énergie)	31/12/2014	279 865,00	15	111 946,02	18 657,67	0,00
Communautés d'Agglomération de Tulle et Brive	31/12/2014	541 399,58	15	216 559,86	36 093,31	0,00
Communautés de Communes	31/12/2014	1 211 443,00	15	484 577,22	80 762,87	0,00
TERRITOIRES 19 (SEMABL)	31/12/2014	15 000,00	15	6 000,00	1 000,00	0,00
Syndicats Mixtes et Intercommunaux	31/12/2014	1 283 388,30	15	513 355,32	85 559,22	0,00
PNR Millevaches	31/12/2014	75 000,00	15	30 000,00	5 000,00	0,00
La Cellette - Centre Hospitalier Pays d'Eygurande	31/12/2014	22 500,00	15	9 000,00	1 500,00	0,00
Ecole Intercommunale de musique THEADAMUSE EX EIMDHC	31/12/2014	2 844,00	15	1 137,60	189,60	0,00
Institut Français du Cheval et de l'Equitation (IFCE)	31/12/2014	66 733,36	15	26 693,34	4 448,89	0,00
SNCF	31/12/2014	199 669,50	15	79 867,80	13 311,30	0,00
GSF des Agriers - Gestion du patrimoine forestier	31/12/2014	5 500,00	15	2 200,02	366,67	0,00
Syndicat Mixte DORSAL - Raccordement THD Agglo Brive	31/12/2014	18 304,63	15	7 321,86	1 220,31	0,00
SYMA Pays de Tulle - Remboursement capital de l'emprunt	31/12/2014	194 379,00	15	77 751,60	12 958,60	0,00
SYMA A89 - Remboursement capital de l'emprunt	31/12/2014	169 085,00	15	67 633,98	11 272,33	0,00
SYMA Portes de Corrèze - Remboursement capital de l'emprunt	31/12/2014	38 754,00	15	15 501,60	2 583,60	0,00

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Désignation du bien	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
Aéroport Brive-Souillac - Subvention au Syndicat Mixte	31/12/2014	169 388,10	15	67 755,24	11 292,54	0,00
Syndicat Départemental d'Abattage (SDA) - Subvention	31/12/2014	70 000,00	15	27 999,96	4 666,66	0,00
Syndicat Mixte d'Aménagement Touristique (SMAT) du Lac de Bort	31/12/2014	100 000,00	15	40 000,02	6 666,67	0,00
OPH Brive, Tulle et Pays d'Egletons - Logements locatifs sociaux	31/12/2014	1 017 872,01	15	407 148,79	67 858,13	0,00
Subventions autres EPL	31/12/2014	1 684 915,49	5	1 684 915,49	0,00	0,00
SI/20140418/2-09/20140926/2-12/2014/AMENAGEMENT FONCIER - Solde Convention	31/12/2014	93 761,00	5	93 761,00	0,00	0,00
ASAFAC 2014 - Matériel						
SI/20130412/2-15/2014/Aménagement foncier - convention ASAFAC Irrigation individuelle - solde	31/12/2014	8 961,00	5	8 961,00	0,00	0,00
SI/20130412/2-15/2014/Convention ASAFAC - Solde abreuvement des troupeaux (matériel)	31/12/2014	17 980,00	5	17 980,00	0,00	0,00
SI/20140418/2-09/2014/Convention ASAFAC - 1er acompte Autonomie et gestion en eau	31/12/2014	58 441,00	5	58 441,00	0,00	0,00
SI/20130412/2-13/2014/AMENAGEMENT FONCIER - Irrigation collective - Acompte ASA	31/12/2014	7 270,00	5	7 270,00	0,00	0,00
Plaine du Saillant						
si/110414/2-01/2014/convention CMA invest	31/12/2014	30 500,00	5	30 500,00	0,00	0,00
ASA du Poirier - Irrigation Collective (achat groupe de pompage, conduites et équipements)	31/12/2014	13 027,00	15	5 210,76	868,46	0,00
ASA Plaine de la Logne - Irrigation Collective	31/12/2014	4 750,31	15	1 900,10	316,68	0,00
ASAFAC - Abreuvement des troupeaux	31/12/2014	12 526,00	15	5 010,42	835,07	0,00
ASAFAC - Autonomie et gestion en eau dans exploitations (irrigation et abreuvement aux cours d'eau)	31/12/2014	22 798,00	15	9 119,22	1 519,87	0,00
Chambre de Commerce et d'Industrie - Création campus des Métiers et de l'Alternance à Brive	31/12/2014	80 000,00	15	32 000,02	5 333,34	0,00
Divers bénéficiaires privés	31/12/2014	784 662,82	5	801 911,85	0,00	0,00
Fondation du Patrimoine - Restauration et mise en valeur du patrimoine bâti	31/12/2014	50 000,00	15	19 999,98	3 333,33	0,00
Politique habitat - Maintien à domicile des personnes âgées	31/12/2014	92 639,06	15	37 055,64	6 175,94	0,00
Politique habitat - Accession propriété et amélioration logements	31/12/2014	369 249,37	15	147 699,72	24 616,62	0,00
Politique habitat bailleurs sociaux - Construction et réhabilitation de logements locatifs	31/12/2014	129 500,00	15	51 799,98	8 633,33	0,00
Mise aux normes des étangs privés et travaux piscicoles	31/12/2014	37 827,00	15	15 130,80	2 521,80	0,00
Installation de panneaux photovoltaïques	31/12/2014	1 500,00	15	600,00	100,00	0,00
Regroupement parcelles forestières et amélioration des peuplements feuillus	31/12/2014	2 542,00	15	1 016,82	169,47	0,00
Aide installation jeunes agriculteurs, plantations, modernisation des bâtiments d'élevage	31/12/2014	263 402,67	15	105 361,08	17 560,18	0,00
Aménagement foncier - Gestion de l'abreuvement aux cours d'eau	31/12/2014	6 164,32	15	2 465,70	410,95	0,00
Implantation et développement des entreprises - Immobilier d'entreprises	31/12/2014	216 368,92	15	86 547,54	14 424,59	0,00
Création/modernisation gîtes, chambres d'hôtes, hôtels, restaurants, camping	31/12/2014	282 222,50	15	112 888,98	18 814,83	0,00
Corrèze numérique - Déploiement réseau wifi Stéréjoux-St Exupéry les Roches	31/12/2014	6 568,00	15	2 627,22	437,87	0,00
Contrats de Pays et Contrats Territoriaux d'Aménagement (CTA)	31/12/2014	160 975,00	15	64 390,02	10 731,67	0,00
Collège privé Notre Dame de la Providence Ussel - Mise aux normes du service de restauration	31/12/2014	4 807,80	5	4 807,80	0,00	0,00
Communes corrésiennes	31/12/2015	9 848 951,68	15	3 282 983,91	656 596,78	0,00
FDEE19 (électricité et énergie)	31/12/2015	156 233,00	15	52 077,65	10 415,53	0,00
Communautés d'Agglomération de Tulle et Brive	31/12/2015	1 798 897,07	15	599 632,35	119 926,47	0,00
Communautés de Communes	31/12/2015	1 108 012,98	15	369 337,65	73 867,53	0,00
TERRITOIRES 19 (SEMABL)	31/12/2015	10 000,00	15	3 333,35	666,67	0,00

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Désignation du bien	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
Syndicats Mixtes et Intercommunaux	31/12/2015	1 447 531,00	15	482 510,35	96 502,07	0,00
PNR Millevaches	31/12/2015	48 962,00	15	16 320,65	3 264,13	0,00
SNCF	31/12/2015	33 278,00	15	11 092,65	2 218,53	0,00
Syndicat Mixte DORSAL - Raccordement THD Tulle Agglo	31/12/2015	10 500,00	15	3 500,00	700,00	0,00
PNR Millevaches - Subvention	31/12/2015	11 473,19	15	3 824,40	764,88	0,00
SYMA Pays de Tulle - Remboursement capital de l'emprunt	31/12/2015	266 167,00	15	88 722,35	17 744,47	0,00
SYMA A89 - Remboursement capital de l'emprunt	31/12/2015	170 166,00	15	56 722,00	11 344,40	0,00
SYMA Portes de Corrèze - Remboursement capital de l'emprunt	31/12/2015	38 754,00	15	12 918,00	2 583,60	0,00
Aéroport Brive-Souillac - Subvention au Syndicat Mixte	31/12/2015	140 649,60	15	46 883,20	9 376,64	0,00
Syndicat Départemental d'Abattage (SDA) - Subvention	31/12/2015	70 000,00	15	23 333,30	4 666,66	0,00
Syndicat Mixte d'Aménagement Touristique (SMAT) du Lac de Bort	31/12/2015	100 000,00	15	33 333,31	6 666,66	0,00
OPH Tulle et Pays d'Egletons - Logements locatifs sociaux	31/12/2015	359 573,91	15	119 857,95	23 971,59	0,00
Subventions autres EPL	31/12/2015	490 000,00	5	490 000,00	0,00	0,00
SI/20150605/2-01/2015/AMENAGEMENT FONCIER - Convention ASAFAC 2015 Autonomie et gestion en eau	31/12/2015	59 980,00	5	59 980,00	0,00	0,00
si/260615/2015/2-01	31/12/2015	30 500,00	5	30 500,00	0,00	0,00
SI/20150605/2-01/2015/Convention ASAFAC 3e acpte matériel Autonomie et gestion en eau	31/12/2015	88 380,00	5	88 380,00	0,00	0,00
ASAFAC - Autonomie et gestion en eau dans exploitations (irrigation et abreuvement aux cours d'eau)	31/12/2015	30 173,00	15	10 057,66	2 011,53	0,00
Office National des Forêts - Restauration d'une tourbière de la forêt domaniale de Sédières	31/12/2015	6 663,00	15	2 221,05	444,21	0,00
Groupement Forestier (GSF) des Agriens - Aménagement d'un parcours de santé	31/12/2015	1 132,00	15	377,34	75,47	0,00
ASA Vallée de la Loire - Irrigation Collective (optimisation du réseau d'irrigation) Solde	31/12/2015	10 132,00	15	3 377,30	675,46	0,00
ASA Vallée du Roseix - Irrigation Collective (optimisation de l'installation de pompage)	31/12/2015	7 271,63	15	2 423,85	484,77	0,00
Chambre de Commerce et d'Industrie - Création campus des Métiers et de l'Alternance à Brive	31/12/2015	90 000,00	15	30 000,00	6 000,00	0,00
Divers bénéficiaires privés	31/12/2015	556 163,25	5	556 163,25	0,00	0,00
Fondation du Patrimoine - Restauration et mise en valeur du patrimoine bâti	31/12/2015	50 000,00	15	16 666,71	3 333,34	0,00
Politique habitat Uzerche - 10 abonnements téléassistance et domotique logements adaptés	31/12/2015	18 260,00	15	6 086,70	1 217,34	0,00
Politique habitat - Maintien à domicile	31/12/2015	79 812,34	15	26 604,10	5 320,82	0,00
Politique habitat - Accession propriété et amélioration logements	31/12/2015	373 033,21	15	124 344,40	24 868,88	0,00
Politique habitat bailleurs sociaux - Construction et réhabilitation de logements locatifs	31/12/2015	166 500,00	15	55 500,00	11 100,00	0,00
Mise aux normes étangs privés et travaux piscicoles	31/12/2015	185 060,00	15	61 686,65	12 337,33	0,00
Fédération de pêche - Réalisation digue piscicole ile d'yeux Neuvic	31/12/2015	30 782,00	15	10 260,65	2 052,13	0,00
GMHL - Aménagement dispositifs de protection des piscicultures sur PNR Millevaches	31/12/2015	416,00	15	138,65	27,73	0,00
Regroupement des parcelles forestières	31/12/2015	611,00	15	203,65	40,73	0,00
Contrats de Pays, valorisation produits et savoir faire locaux	31/12/2015	425 374,33	15	141 791,45	28 358,29	0,00
Aide installation jeunes agriculteurs, plantations, modernisation bâtiments d'élevage	31/12/2015	258 107,74	15	86 035,90	17 207,18	0,00
Implantation et développement des entreprises - Immobilier d'entreprises	31/12/2015	602 260,33	15	200 753,45	40 150,69	0,00
Création/modernisation gîtes, chambres d'hôtes, hôtels, restaurants, camping	31/12/2015	346 866,66	15	115 622,20	23 124,44	0,00
Collèges publics - Achat matériel et mobilier 2015	31/12/2015	91 326,47	5	91 326,47	0,00	0,00
Frais d'études camping de Ruffaud	31/12/2016	820,00	5	656,00	164,00	0,00
Frais d'études collège d'Argentat	31/12/2016	2 040,00	5	1 632,00	408,00	0,00

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Désignation du bien	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
Frais d'études collèges de Treignac et Ussel	31/12/2016	3 144,00	5	2 515,20	628,80	0,00
Frais d'études voirie	31/12/2016	82 866,21	5	66 292,97	16 573,24	0,00
Frais d'insertion voirie	31/12/2016	1 543,36	5	1 234,69	308,67	0,00
Frais d'insertion informatique	31/12/2016	108,00	5	86,40	21,60	0,00
Informatique	31/12/2016	569 525,25	5	455 620,20	113 905,05	0,00
Frais d'études suivis de réalisation - Informatique	31/12/2016	21 394,80	5	17 115,84	4 278,96	0,00
Communautés d'Agglomération de Tulle et Brive	31/12/2016	6 516,00	5	5 212,80	1 303,20	0,00
Communautés de Communes	31/12/2016	25 653,00	5	20 522,40	5 130,60	0,00
Syndicats Mixtes et Intercommunaux	31/12/2016	48 555,00	5	38 844,00	9 711,00	0,00
Communes corréziennes	31/12/2016	275 750,42	5	220 600,32	55 150,10	0,00
Communes corréziennes	31/12/2016	8 819 365,68	15	2 351 830,84	587 957,71	0,00
FDEE19 (électricité et énergie)	31/12/2016	45 868,00	15	12 231,48	3 057,87	0,00
Communautés d'Agglomération de Tulle et Brive	31/12/2016	819 621,62	15	218 565,76	54 641,44	0,00
Communautés de Communes	31/12/2016	408 877,00	15	109 033,88	27 258,47	0,00
TERRITOIRES 19	31/12/2016	41 205,00	15	10 988,00	2 747,00	0,00
Syndicats Mixtes et Intercommunaux	31/12/2016	1 388 036,00	15	370 142,92	92 535,73	0,00
Syndicat Mixte DORSAL - Schéma Départemental d'Aménagement Numérique (SDAN)	31/12/2016	850 000,00	15	226 666,68	56 666,67	0,00
Syndicat Mixte DORSAL - Raccordement fibre optique Collèges-Souscription IRU NetCity	31/12/2016	335 400,00	15	89 440,00	22 360,00	0,00
Axione Limousin						
GSF des Agriers - Gestion du patrimoine forestier	31/12/2016	11 000,00	15	2 933,32	733,33	0,00
Syndicat Mixte DORSAL - Raccordement THD Tulle Agglo	31/12/2016	19 455,01	15	5 188,00	1 297,00	0,00
SYMA Pays de Tulle - Remboursement capital de l'emprunt	31/12/2016	233 513,00	15	62 270,12	15 567,53	0,00
SYMA A89 - Remboursement capital de l'emprunt	31/12/2016	144 343,63	15	38 491,64	9 622,91	0,00
SYMA Portes de Corrèze - Remboursement capital de l'emprunt	31/12/2016	38 754,00	15	10 334,40	2 583,60	0,00
Aéroport Brive-Souillac - Subvention au Syndicat Mixte	31/12/2016	189 336,00	15	50 489,60	12 622,40	0,00
Syndicat Départemental d'Abattage (SDA) - Subvention	31/12/2016	70 000,00	15	18 666,64	4 666,66	0,00
Syndicat Mixte d'Aménagement Touristique (SMAT) du Lac de Bort	31/12/2016	100 000,00	15	26 666,68	6 666,67	0,00
Office de Tourisme Pays de Bort - Achat ordinateur	31/12/2016	245,51	5	196,40	49,11	0,00
OPH Tulle et Pays d'Egletons - Logements locatifs sociaux	31/12/2016	127 250,00	15	33 933,32	8 483,33	0,00
Subventions autres EPL	31/12/2016	589 133,82	5	471 307,04	117 826,78	0,00
SI/05062015/Aménagement foncier/Convention 2015/Matériel (solde)	31/12/2016	14 475,00	5	11 580,00	2 895,00	0,00
SI/12042013/SoutienProdAgri/Irrigation collective/solde	31/12/2016	6 302,33	5	5 041,84	1 260,49	0,00
Subv-inv. 2016/CP-2016-10-28/Accomp. BRSA-Partenariat CMA	31/12/2016	30 500,00	5	24 400,00	6 100,00	0,00
ASAFAC - Autonomie et gestion en eau dans exploitations (irrigation et abreuvement aux cours d'eau)	31/12/2016	126 989,00	15	33 863,72	8 465,93	0,00
Divers bénéficiaires privés	31/12/2016	305 700,87	5	244 560,68	43 802,92	0,00
Politique habitat - Maintien à domicile	31/12/2016	99 581,59	15	26 555,12	6 638,78	0,00
Politique habitat - Accession propriété et amélioration logements	31/12/2016	1 228 546,26	15	327 612,36	81 903,09	0,00
Politique habitat bailleurs sociaux - Construction et réhabilitation de logements locatifs	31/12/2016	179 000,00	15	47 733,36	11 933,34	0,00
Mise aux normes des étangs privés et travaux piscicoles	31/12/2016	178 508,00	15	47 602,12	11 900,53	0,00
Contrats Territoriaux d'Aménagement (CTA)	31/12/2016	232 208,00	15	61 922,12	15 480,53	0,00
Aide installation jeunes agriculteurs, plantations (noyers, châtaigniers, noisetiers)	31/12/2016	153 372,76	15	40 899,40	10 224,85	0,00

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Désignation du bien	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
Implantation et développement des entreprises - Immobilier d'entreprises	31/12/2016	466 049,00	15	124 279,72	31 069,93	0,00
Création/modernisation gîtes, chambres d'hôtes, hôtel	31/12/2016	362 427,50	15	96 647,32	24 161,83	0,00
Institut Français Cheval et Equitation - Eclairage carrière d'honneur Pompador	31/12/2016	20 900,00	15	5 573,32	1 393,33	0,00
Fondation du Patrimoine - Restauration et mise en valeur patrimoine bâti	31/12/2016	21 401,00	15	5 706,92	1 426,73	0,00
Collèges publics - Achat matériel et mobilier 2016	31/12/2016	70 581,99	5	56 465,56	14 116,43	0,00
Frais d'études collèges	31/12/2017	16 980,00	5	10 188,00	3 396,00	3 396,00
Frais d'études archives	31/12/2017	2 880,00	5	1 728,00	576,00	576,00
Frais d'études voirie	31/12/2017	12 585,37	5	7 551,22	2 517,07	2 517,07
Frais d'insertion voirie	31/12/2017	108,00	5	64,80	21,60	21,60
Frais d'insertion informatique	31/12/2017	3 348,00	5	2 008,80	669,60	669,60
Informatique	31/12/2017	502 372,13	5	301 565,03	100 474,43	100 332,68
Frais d'études suivis de réalisation - Informatique	31/12/2017	17 896,80	5	10 738,08	3 579,36	3 579,36
Frais d'insertion suivis de réalisation - Informatique	31/12/2017	1 080,00	5	648,00	216,00	216,00
Frais d'études suivis de réalisation - Audit KPMG	31/12/2017	29 490,00	5	17 694,00	5 898,00	5 898,00
Frais d'études suivis réal. - Contrôle effectivité APA	31/12/2017	10 000,00	5	6 000,00	2 000,00	2 000,00
Restructuration des espaces pédagogiques bâtiment B Cité d'Arsonval à Brive (acompte 1)	31/12/2017	114 700,00	15	22 940,01	7 646,67	0,00
Communauté d'Agglomération de Tulle	31/12/2017	5 781,00	5	3 468,60	1 156,20	0,00
Communautés de Communes	31/12/2017	52 182,00	5	31 309,20	10 436,40	0,00
Syndicats Intercommunaux	31/12/2017	14 244,00	5	8 546,40	2 848,80	0,00
Communes corréziennes	31/12/2017	328 346,08	5	197 007,66	65 669,22	0,00
Communes corréziennes	31/12/2017	8 722 872,00	15	1 744 574,43	581 524,81	0,00
FDEE19 (électricité et énergie)	31/12/2017	174 779,00	15	34 955,79	11 651,93	0,00
Communautés d'Agglomération de Tulle et Brive	31/12/2017	1 400 137,00	15	280 027,41	93 342,47	0,00
Communautés de Communes	31/12/2017	297 660,00	15	59 532,00	19 844,00	0,00
TERRITOIRES 19	31/12/2017	23 072,00	15	4 614,39	1 538,13	0,00
Syndicats Mixtes et Intercommunaux	31/12/2017	1 032 347,00	15	206 469,39	68 823,13	0,00
Syndicat Départemental d'Abattage (SDA) - Subvention	31/12/2017	70 000,00	15	14 000,01	4 666,67	0,00
Syndicat Mixte d'Aménagement Touristique (SMAT) du Lac de Bort	31/12/2017	100 000,00	15	20 000,01	6 666,67	0,00
Syndicat Mixte DORSAL - Subvention Schéma Départemental d'Aménagement Numérique (SDAN)	31/12/2017	300 000,00	15	60 000,00	20 000,00	0,00
Syndicat Mixte DORSAL - Raccordement THD Tulle Agglo	31/12/2017	10 500,00	15	2 100,00	700,00	0,00
Syndicat Mixte DORSAL - Raccordement fibre optique Collèges IRU NetCity Axione Limousin	31/12/2017	77 400,00	15	15 480,00	5 160,00	0,00
Syndicat Mixte DORSAL - Participation au capital social de la SPL Nouvelle Aquitaine THD	31/12/2017	364 285,50	15	72 857,10	24 285,70	0,00
Syndicat Mixte DORSAL - Assistance à maîtrise d'ouvrage	31/12/2017	22 815,00	15	4 563,00	1 521,00	0,00
SYMA Pays de Tulle - Remboursement capital de l'emprunt	31/12/2017	212 213,00	15	42 442,59	14 147,53	0,00
SYMA A89 - Remboursement capital de l'emprunt	31/12/2017	171 338,70	15	34 267,74	11 422,58	0,00
SYMA Portes de Corrèze - Remboursement capital de l'emprunt	31/12/2017	27 530,00	15	5 505,99	1 835,33	0,00
Aéroport Brive-Souillac - Subvention au Syndicat Mixte	31/12/2017	208 945,80	15	41 789,16	13 929,72	0,00
OPH Tulle et Brive - Logements locatifs sociaux	31/12/2017	401 132,28	15	80 226,45	26 742,15	0,00
Schéma gérontologie - Divers EHPAD	31/12/2017	1 319 070,00	5	791 442,00	263 814,00	0,00
Développement des Offices de Tourisme - Matériels informatiques et bureautiques	31/12/2017	3 392,00	5	2 035,20	678,40	0,00

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Désignation du bien	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
Chambre de Métiers et Artisanat - Pacte Territorial d'Insertion	31/12/2017	30 500,00	5	18 300,00	6 100,00	0,00
ASAFAC - Autonomie et gestion en eau dans exploitations (irrigation et abreuvement aux cours d'eau)	31/12/2017	200 000,00	15	39 999,99	13 333,33	0,00
Collèges privés - Aide aux équipements informatiques et TIC	31/12/2017	11 879,00	5	7 127,40	2 375,80	0,00
Développement des Sports Nature	31/12/2017	12 275,00	5	7 365,00	2 455,00	0,00
Pacte Territorial d'Insertion (PTI)	31/12/2017	27 783,72	5	16 670,22	5 556,74	0,00
Contrats Territoriaux d'Aménagement (CTA)	31/12/2017	14 358,00	5	8 614,80	2 871,60	0,00
Syndicat Bovins Croissance - Soutien production ovine	31/12/2017	5 000,00	5	3 000,00	1 000,00	0,00
Matériel agricole des CUMA	31/12/2017	18 819,53	5	11 291,73	3 763,91	0,00
Maintien et développement des entreprises commerciales et artisanales en milieu rural	31/12/2017	22 500,00	5	13 500,00	4 500,00	0,00
Tourisme - Achat équipement informatique et mobilier, création site internet	31/12/2017	3 823,00	5	2 293,80	764,60	0,00
Aide à l'investissement des collèges privés	31/12/2017	7 953,00	15	1 590,60	530,20	0,00
Politique habitat - Maintien à domicile	31/12/2017	103 940,63	15	20 788,14	6 929,38	0,00
Politique habitat - Accession propriété et amélioration logements	31/12/2017	2 075 911,00	15	415 182,18	138 394,06	0,00
Politique habitat bailleurs sociaux - Construction et réhabilitation de logements locatifs	31/12/2017	111 000,00	15	22 200,00	7 400,00	0,00
Mise aux normes étangs privés, travaux piscicoles et irrigation collective	31/12/2017	113 803,50	15	22 760,70	7 586,90	0,00
Contrats Territoriaux d'Aménagement (CTA)	31/12/2017	8 572,00	15	1 714,41	571,47	0,00
Aide installation jeunes agriculteurs et modernisation bâtiments d'élevage	31/12/2017	14 595,00	15	2 919,00	973,00	0,00
Implantation et développement des entreprises - Immobilier d'entreprises	31/12/2017	111 568,38	15	22 313,67	7 437,89	0,00
Création/modernisation gîtes, chambres d'hôtes, cabane perchée	31/12/2017	100 961,25	15	20 192,25	6 730,75	0,00
Institut Français Cheval et Equitation - Restauration du patrimoine	31/12/2017	6 844,00	15	1 368,81	456,27	0,00
Aide exceptionnelle ligue enseignement FAL 19	31/12/2017	15 000,00	15	3 000,00	1 000,00	0,00
Collèges publics - Achat matériel et mobilier 2017	31/12/2017	88 901,00	5	53 340,60	17 780,20	0,00
Frais d'études informatique	31/12/2018	4 830,00	5	1 932,00	966,00	1 932,00
Frais d'études collège J. Lurçat Brive-Analyses amiante	31/12/2018	427,20	5	170,88	85,44	170,88
Frais d'études collèges divers-Analyses amiante	31/12/2018	1 171,20	5	468,48	234,24	468,48
Frais d'études La Celette-Forages C.H. Eygurande	31/12/2018	1 656,00	5	662,40	331,20	662,40
Frais d'études voirie	31/12/2018	70 722,55	5	28 289,02	14 144,51	28 289,02
Frais d'insertion informatique	31/12/2018	1 080,00	5	432,00	216,00	432,00
Frais d'insertion voirie	31/12/2018	1 404,00	5	561,60	280,80	561,60
Informatique	31/12/2018	878 772,96	5	351 509,18	175 754,59	351 509,18
Frais d'études suivis de réalisation - Informatique	31/12/2018	82 239,48	5	32 895,79	16 447,90	32 895,79
Frais d'études suivis réal.-Acq. logiciel contrôle effectivité APA	31/12/2018	33 908,80	5	13 563,52	6 781,76	13 563,52
Restructuration des espaces pédagogiques bâtiment B Cité d'Arsonval à Brive (acompte 3)	31/12/2018	114 700,00	30	7 646,66	3 823,33	0,00
Restructuration des espaces pédagogiques bâtiment B Cité d'Arsonval à Brive (acompte 2)	31/12/2018	229 400,00	30	15 293,34	7 646,67	0,00
Communes corréziennes	31/12/2018	221 552,35	5	88 620,94	44 310,47	0,00
Centres Intercommunaux d'Action Sociale (CIAS)	31/12/2018	14 201,50	5	5 680,60	2 840,30	0,00
Communauté d'Agglomération de Tulle	31/12/2018	7 281,00	5	2 912,40	1 456,20	0,00
Communautés de Communes	31/12/2018	69 385,00	5	27 754,00	13 877,00	0,00
Institut Français du Cheval et de l'Equitation (IFCE)	31/12/2018	3 612,00	5	1 444,80	722,40	0,00
PETR Vallée de la Dordogne Corrézienne	31/12/2018	19 587,00	5	7 834,80	3 917,40	0,00
Syndicats Mixtes et Intercommunaux	31/12/2018	32 425,00	5	12 970,00	6 485,00	0,00

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Désignation du bien	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
Communes corréziennes	31/12/2018	9 778 952,00	30	651 930,14	325 965,07	0,00
FDEE19 (électricité et énergie)	31/12/2018	58 166,00	30	3 877,74	1 938,87	0,00
Communautés de Communes	31/12/2018	360 307,00	30	24 020,46	12 010,23	0,00
Communautés d'Agglomération de Tulle et Brive	31/12/2018	1 020 752,00	30	68 050,14	34 025,07	0,00
Syndicats Mixtes et Intercommunaux	31/12/2018	1 116 583,00	30	74 438,86	37 219,43	0,00
GSF des Agriers - Gestion du patrimoine forestier	31/12/2018	5 500,00	30	366,66	183,33	0,00
Syndicat Départemental d'Abattage (SDA)	31/12/2018	70 000,00	30	4 666,66	2 333,33	0,00
SYMA Pays de Tulle - Protocole financier remboursement capital	31/12/2018	176 602,96	30	11 773,54	5 886,77	0,00
SYMA A89 - Protocole financier remboursement capital	31/12/2018	96 278,76	30	6 418,60	3 209,30	0,00
Syndicat Mixte d'Aménagement Touristique (SMAT) du Lac de Bort	31/12/2018	100 000,00	30	6 666,66	3 333,33	0,00
Syndicat Mixte DORSAL - Subvention IRU NetCity pour 3 nouveaux sites en Corrèze	31/12/2018	77 400,00	30	5 160,00	2 580,00	0,00
Syndicat Mixte DORSAL - 100% fibre - Remboursement du capital de l'emprunt	31/12/2018	62 500,00	30	4 166,66	2 083,33	0,00
Aéroport Brive-Souillac - Subvention au Syndicat Mixte	31/12/2018	199 817,10	30	13 321,14	6 660,57	0,00
OPH Tulle - Logements locatifs sociaux	31/12/2018	58 500,00	30	3 900,00	1 950,00	0,00
Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS)	31/12/2018	235 000,00	5	94 000,00	47 000,00	0,00
ASA Coteaux de Sioniac - Programme Irrigation Collective	31/12/2018	67 500,00	5	27 000,00	13 500,00	0,00
Chambre Métiers et Artisanat - Pacte Territorial d'Insertion CFA "13 Vents"	31/12/2018	22 875,00	5	9 150,00	4 575,00	0,00
Chambre d'Agriculture - Elagage des bois riverains à la voirie départementale	31/12/2018	31 584,00	30	2 105,60	1 052,80	0,00
ASAFAC - Autonomie et gestion en eau dans exploitations (irrigation et abreuvement aux cours d'eau)	31/12/2018	200 000,00	30	13 333,34	6 666,67	0,00
Collèges privés - Aide aux équipements informatiques et TIC	31/12/2018	11 879,00	5	4 751,60	2 375,80	0,00
Développement des Sports Nature	31/12/2018	7 548,00	5	3 019,20	1 509,60	0,00
Convention CNSA Section IV - Gestion aide domicile déploiement outils télégestion/télétransmission	31/12/2018	193 641,89	5	77 456,76	38 728,38	0,00
Pacte Territorial d'Insertion (PTI)	31/12/2018	14 338,00	5	5 735,20	2 867,60	0,00
Association Maison Eau et Pêche de Corrèze - Elaboration atlas poissons du Limousin	31/12/2018	5 000,00	5	2 000,00	1 000,00	0,00
Association l'Abeille Corrézienne aménagement de la miellerie du rucher	31/12/2018	1 000,00	5	400,00	200,00	0,00
Contrats Territoriaux d'Aménagement (CTA)	31/12/2018	2 092,00	5	836,80	418,40	0,00
Syndicat Bovins Croissance - Maintien des éleveurs et des productions de viandes (bovins et ovins)	31/12/2018	15 000,00	5	6 000,00	3 000,00	0,00
Matériel agricole des CUMA	31/12/2018	2 594,84	5	1 037,94	518,97	0,00
Maintien et développement des entreprises commerciales et artisanales en milieu rural	31/12/2018	5 000,00	5	2 000,00	1 000,00	0,00
Tourisme - Aides à l'investissement (achat matériel, création site internet)	31/12/2018	2 064,55	5	825,82	412,91	0,00
Aide à l'investissement des collèges privés	31/12/2018	11 692,00	30	779,48	389,74	0,00
Routes - Convention de partenariat pour l'élagage	31/12/2018	15 000,00	30	1 000,00	500,00	0,00
Politique habitat - Maintien à domicile	31/12/2018	110 905,00	30	7 393,66	3 696,83	0,00
Politique habitat - Accession propriété et amélioration logements	31/12/2018	1 794 889,07	30	119 659,28	59 829,64	0,00
Politique habitat bailleurs sociaux - Construction et réhabilitation de logements locatifs	31/12/2018	2 500,00	30	166,66	83,33	0,00
Mise aux normes étangs privés, travaux piscicoles et irrigation collective	31/12/2018	115 381,00	30	7 692,06	3 846,03	0,00
Environnement - Subventions aux associations conventionnées	31/12/2018	9 000,00	30	600,00	300,00	0,00
Contrats Territoriaux d'Aménagement (CTA)	31/12/2018	50 244,00	30	3 349,60	1 674,80	0,00
Adaptation exploitations agricoles et modernisation élevages	31/12/2018	21 446,68	30	1 429,78	714,89	0,00

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Désignation du bien	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
Implantation et développement des entreprises - Immobilier d'entreprises	31/12/2018	112 067,00	30	7 471,14	3 735,57	0,00
Rénovation et modernisation des gîtes, hôtels...	31/12/2018	88 453,00	30	5 896,86	2 948,43	0,00
Institut Français Cheval et Equitation - Restauration du patrimoine	31/12/2018	2 172,00	30	144,80	72,40	0,00
Aide plantations de noyers et CUMA	31/12/2018	1 230,64	30	82,04	41,02	0,00
Matériel pour laiterie Duroux à Rilhac-Xaintrie	31/12/2018	35 000,00	30	2 333,34	1 166,67	0,00
Collèges publics - Achat matériel et mobilier 2018	31/12/2018	90 448,95	5	36 179,58	18 089,79	0,00
Frais d'études informatique	31/12/2019	2 772,00	5	554,40	554,40	1 663,20
Frais d'études Contrat de Transition Ecologique (IRVE et méthanisation)	31/12/2019	59 716,20	5	11 943,24	11 943,24	35 829,72
Frais d'études La Celette-Captages C.H. Eygurande	31/12/2019	1 488,00	5	297,60	297,60	892,80
Informatique	31/12/2019	1 230 791,34	5	239 724,85	246 158,27	744 908,23
Frais d'études suivis de réalisation - Informatique	31/12/2019	212 211,72	5	42 442,34	42 442,34	127 327,03
Restructuration des espaces pédagogiques bâtiment B Cité d'Arsonval à Brive (acompte 4)	31/12/2019	344 100,00	30	11 470,00	11 470,00	0,00
Communes corréziennes	31/12/2019	347 349,68	5	69 469,94	69 469,94	0,00
Syndicats Mixtes et Intercommunaux	31/12/2019	44 731,00	5	8 946,20	8 946,20	0,00
Communautés de Communes	31/12/2019	36 324,00	5	7 264,80	7 264,80	0,00
Communauté d'Agglomération de Tulle	31/12/2019	27 679,00	5	5 535,80	5 535,80	0,00
Centre Intercommunal d'Action Sociale (CIAS) Midi Corrèzien	31/12/2019	15 280,00	5	3 056,00	3 056,00	0,00
Communes corréziennes	31/12/2019	10 440 630,00	30	348 021,00	348 021,00	0,00
FDEE19 (électricité et énergie)	31/12/2019	41 552,00	30	1 385,07	1 385,07	0,00
Communautés d'Agglomération de Tulle et Brive	31/12/2019	1 224 212,00	30	40 807,07	40 807,07	0,00
Communautés de Communes	31/12/2019	185 461,00	30	6 182,03	6 182,03	0,00
PETR Vézère Auvézère	31/12/2019	1 164,00	30	38,80	38,80	0,00
Syndicats Mixtes et Intercommunaux	31/12/2019	1 687 773,00	30	56 259,10	56 259,10	0,00
Syndicat Viticole du Vin de Paille de la Corrèze - Aménagement des chais	31/12/2019	11 876,20	5	2 375,24	2 375,24	0,00
GSF des Agriers - Gestion du patrimoine forestier	31/12/2019	5 500,00	30	183,33	183,33	0,00
Syndicat Mixte DORSAL 100% fibre - Remboursement du capital de l'emprunt	31/12/2019	812 500,00	30	27 083,33	27 083,33	0,00
Syndicat Mixte DORSAL - Participation au capital social de la SPL Nouvelle Aquitaine THD	31/12/2019	187 500,00	30	6 250,00	6 250,00	0,00
QUALYSE - Subvention travaux du bâtiment du site de Tulle	31/12/2019	100 000,00	30	3 333,33	3 333,33	0,00
Aéroport Brive-Souillac - Subvention au Syndicat Mixte	31/12/2019	175 987,72	30	5 866,26	5 866,26	0,00
Syndicat Départemental d'Abattage (SDA) - Subvention	31/12/2019	70 000,00	30	2 333,33	2 333,33	0,00
SYMA Pays de Tulle - Protocole financier remboursement capital	31/12/2019	176 432,38	30	5 881,09	5 881,09	0,00
SYMA A89 - Protocole financier remboursement capital	31/12/2019	96 337,92	30	3 211,27	3 211,27	0,00
Syndicat Mixte d'Aménagement Touristique (SMAT) du Lac de Bort	31/12/2019	100 000,00	30	3 333,33	3 333,33	0,00
OPH Tulle - Réhabilitation du foyer logement du Fournivoulet à Tulle	31/12/2019	115 000,00	30	3 833,33	3 833,33	0,00
OPH Tulle - Logements locatifs sociaux	31/12/2019	319 179,72	30	10 639,33	10 639,33	0,00
Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS)	31/12/2019	219 000,00	5	43 800,00	43 800,00	0,00
Chambre d'Agriculture Corrèze - Plate-forme de produits circuits-courts	31/12/2019	10 500,00	5	2 100,00	2 100,00	0,00
Fransylva Forestiers Privés en Limousin - Elagage des bois privés bordant les RD	31/12/2019	50 000,00	5	10 000,00	10 000,00	0,00
Subvention d'équilibre Corrèze Santé	31/12/2019	49 330,00	30	1 644,33	1 644,33	0,00
Chambre d'Agriculture - Elagage des bois riverains à la voirie départementale	31/12/2019	68 996,00	30	2 299,87	2 299,87	0,00
ASAFAC - Autonomie et gestion en eau dans exploitations (irrigation et abreuvement aux cours d'eau)	31/12/2019	280 000,00	30	9 333,33	9 333,33	0,00

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Désignation du bien	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
ASAFAC - Elagage des routes départementales	31/12/2019	140 000,00	30	4 666,67	4 666,67	0,00
Collèges privés - Aide aux équipements informatiques et TIC	31/12/2019	6 555,00	5	1 311,00	1 311,00	0,00
Développement des Sports Nature	31/12/2019	16 326,70	5	3 265,34	3 265,34	0,00
Convention CNSA Section IV - Gestion aide domicile déploiement outils télégestion/télétransmission	31/12/2019	108 177,77	5	21 635,55	21 635,55	0,00
Pacte Territorial d'Insertion (PTI)	31/12/2019	25 476,33	5	5 095,27	5 095,27	0,00
Association l'Abeille Corrèzienne aménagement de la miellerie du rucher	31/12/2019	1 700,00	5	340,00	340,00	0,00
Association Kayak Club de Tulle - Acquisition téléski nautique pour Lac de Bournazel à Seilhac	31/12/2019	14 000,00	5	2 800,00	2 800,00	0,00
Syndicat Bovins Croissance - Maintien des éleveurs et des productions de viandes (bovins et ovins)	31/12/2019	10 000,00	5	2 000,00	2 000,00	0,00
Maintien et développement des entreprises commerciales et artisanales en milieu rural	31/12/2019	12 500,00	5	2 500,00	2 500,00	0,00
Aide à l'investissement des collèges privés	31/12/2019	14 000,00	30	466,67	466,67	0,00
Routes - Convention de partenariat pour l'élagage	31/12/2019	15 000,00	30	500,00	500,00	0,00
Politique habitat - Maintien à domicile	31/12/2019	72 908,00	30	2 430,27	2 430,27	0,00
Politique habitat - Accession propriété et amélioration logements	31/12/2019	1 268 175,67	30	42 272,51	42 272,51	0,00
Politique habitat bailleurs sociaux - Construction et réhabilitation de logements locatifs	31/12/2019	20 000,00	30	666,67	666,67	0,00
Mise aux normes étangs privés et travaux piscicoles	31/12/2019	79 632,50	30	2 654,42	2 654,42	0,00
Environnement - Subventions aux associations conventionnées	31/12/2019	20 000,00	30	666,67	666,67	0,00
Contrats de Cohésion des Territoires	31/12/2019	296 200,00	30	9 873,33	9 873,33	0,00
Adaptation exploitations agricoles et modernisation élevages	31/12/2019	127 724,97	30	4 257,50	4 257,50	0,00
Implantation et développement des entreprises - Immobilier d'entreprises	31/12/2019	45 332,00	30	1 511,07	1 511,07	0,00
Rénovation et modernisation des gîtes, hôtels, chambres d'hôtes...	31/12/2019	69 724,00	30	2 324,13	2 324,13	0,00
Collèges publics - Achat matériel et mobilier 2019	31/12/2019	91 268,00	5	18 253,60	18 253,60	0,00
Frais d'études informatique	31/12/2020	27 138,00	5	0,00	5 427,60	21 710,40
Frais d'études collège V. Hugo - mise en conformité réseaux et wifi	31/12/2020	2 448,00	5	0,00	489,60	1 958,40
Frais d'études Contrat de Transition Ecologique - plan de méthanisation	31/12/2020	19 075,80	5	0,00	3 815,16	15 260,64
Frais d'études Contrat de Transition Ecologique - filière hydrogène	31/12/2020	51 829,08	5	0,00	10 365,82	41 463,26
Frais d'études Contrat de Transition Ecologique - IRVE (recharge véhicules électriques)	31/12/2020	20 760,00	5	0,00	4 152,00	16 608,00
Frais d'études Contrat de Transition Ecologique - sites hydroélectricité	31/12/2020	28 800,00	5	0,00	5 760,00	23 040,00
Informatique	31/12/2020	1 179 203,39	2	0,00	589 601,70	589 601,70
Frais d'études suivis de réalisation - Informatique	31/12/2020	128 620,90	2	0,00	64 310,45	64 310,45
Informatique - BFV	31/12/2020	3 002,45	1	0,00	3 002,45	0,00
SIAEP Puy la Forêt	31/12/2020	10 620,00	5	0,00	2 124,00	0,00
Communes corrèziennes	31/12/2020	323 696,31	5	0,00	64 739,26	0,00
Communauté d'Agglomération de Tulle	31/12/2020	13 455,00	5	0,00	2 691,00	0,00
Communautés de Communes	31/12/2020	19 517,00	5	0,00	3 903,40	0,00
Communes corrèziennes	31/12/2020	8 371 447,00	30	0,00	279 048,23	0,00
FDEE19 (électricité et énergie)	31/12/2020	6 389,00	30	0,00	212,97	0,00
Communautés d'Agglomération de Tulle et Brive	31/12/2020	1 486 840,00	30	0,00	49 561,33	0,00
Communautés de Communes	31/12/2020	598 065,00	30	0,00	19 935,50	0,00
PETR Vézère Auvézère	31/12/2020	1 235,00	30	0,00	41,17	0,00

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Désignation du bien	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
Syndicats Mixtes et Intercommunaux	31/12/2020	618 863,00	30	0,00	20 628,77	0,00
Commission Syndicale St Bonnet l'Enfantier-Estivaux	31/12/2020	3 020,00	30	0,00	100,67	0,00
GSF des Agriers - Gestion du patrimoine forestier	31/12/2020	5 500,00	30	0,00	183,34	0,00
Syndicat Mixte DORSAL - Raccordement THD Tulle Agglo (solde)	31/12/2020	4 987,18	30	0,00	166,25	0,00
Syndicat Mixte DORSAL 100% fibre - Remboursement du capital de l'emprunt	31/12/2020	1 000 000,00	30	0,00	33 333,34	0,00
Syndicat Mixte DORSAL - Participation au capital social de la SPL Nouvelle Aquitaine THD	31/12/2020	187 500,00	30	0,00	6 250,01	0,00
QUALYSE - Subvention travaux du bâtiment du site de Tulle	31/12/2020	100 000,00	30	0,00	3 333,34	0,00
Aéroport Brive-Souillac - Subvention au Syndicat Mixte	31/12/2020	191 074,00	30	0,00	6 369,14	0,00
Syndicat Départemental d'Abattage (SDA) - Subvention	31/12/2020	70 000,00	30	0,00	2 333,34	0,00
SYMA Pays de Tulle - Protocole financier remboursement capital	31/12/2020	176 248,63	30	0,00	5 874,96	0,00
SYMA A89 - Protocole financier remboursement capital	31/12/2020	70 592,41	30	0,00	2 353,09	0,00
Syndicat Mixte d'Aménagement Touristique (SMAT) du Lac de Bort	31/12/2020	100 000,00	30	0,00	3 333,34	0,00
OPH Brive et Tulle - Logements locatifs sociaux	31/12/2020	277 646,00	30	0,00	9 254,87	0,00
OPH Tulle - Réhabilitation du foyer logement du Fournivoulet à Tulle	31/12/2020	43 767,00	30	0,00	1 458,91	0,00
Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS)	31/12/2020	197 000,00	5	0,00	0,00	0,00
Fransylva Forestiers Privés en Limousin - travaux d'élagage des bois privés bordant les RD	31/12/2020	7 727,35	5	0,00	1 545,47	0,00
Chambre d'Agriculture Corrèze - Autonomie en protéines végétales exploitations élevage	31/12/2020	15 000,00	5	0,00	3 000,00	0,00
Chambre d'Agriculture Corrèze - Export de produits fermiers vers les métropoles (1er acompte)	31/12/2020	7 500,00	5	0,00	1 500,00	0,00
Chambre d'Agriculture Corrèze - Plate-forme de produits circuits-courts	31/12/2020	17 500,00	5	0,00	3 500,00	0,00
Subvention d'équilibre Corrèze Santé	31/12/2020	100 000,00	30	0,00	3 333,33	0,00
Chambre d'Agriculture - Elagage des bois riverains à la voirie départementale	31/12/2020	40 420,00	30	0,00	1 347,33	0,00
ASAFAC - Autonomie et gestion en eau dans exploitations (irrigation et abreuvement aux cours d'eau)	31/12/2020	150 000,00	30	0,00	5 000,00	0,00
ASAFAC - Elagage des routes départementales	31/12/2020	165 798,42	30	0,00	5 526,61	0,00
Collèges privés - Aide aux équipements informatiques et TIC	31/12/2020	6 555,00	5	0,00	1 311,00	0,00
Développement des Sports Nature	31/12/2020	22 631,00	5	0,00	4 526,20	0,00
Pacte Territorial d'Insertion (PTI)	31/12/2020	18 711,00	5	0,00	3 742,20	0,00
Association l'Abeille Corrèzienne aménagement de la miellerie du rucher	31/12/2020	1 500,00	5	0,00	300,00	0,00
Matériel agricole des CUMA	31/12/2020	19 709,41	5	0,00	3 941,88	0,00
Corrèze Tourisme - Achat logiciels, matériels informatiques et développement site web	31/12/2020	48 878,52	5	0,00	9 775,70	0,00
Fondation du Patrimoine - Restauration et mise en valeur patrimoine bâti	31/12/2020	1 141,36	30	0,00	38,05	0,00
Politique habitat - Maintien à domicile	31/12/2020	116 456,00	30	0,00	3 881,87	0,00
Politique habitat - Accession propriété et amélioration logements	31/12/2020	1 132 897,00	30	0,00	37 763,23	0,00
Politique habitat bailleurs sociaux - Construction et réhabilitation de logements locatifs	31/12/2020	12 000,00	30	0,00	400,00	0,00
Mise aux normes étangs privés	31/12/2020	59 564,50	30	0,00	1 985,48	0,00
Conservatoire d'Espaces Naturels Nouvelle Aquitaine	31/12/2020	9 000,00	30	0,00	300,00	0,00
Contrats de Cohésion des Territoires et Contrats Territoriaux d'Aménagement (CTA)	31/12/2020	275 989,00	30	0,00	9 199,63	0,00
Adaptation exploitations agricoles et modernisation élevages	31/12/2020	232 894,56	30	0,00	7 763,15	0,00
Aides à l'investissement touristique	31/12/2020	14 345,50	30	0,00	478,18	0,00
Collèges publics - Achat matériel et mobilier 2020	31/12/2020	94 968,00	5	0,00	18 993,60	0,00

(1) Acquis à compter du 01/01/2004.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DES IMMOBILISATIONS – PARTICIPATIONS	B11.6

Participations et créances rattachées à des participations

Organisme dans lequel la participation est prise	Date délibération	Valeur acquisition	Observations (1)
TOTAL		74 700,00	
261 - Titres de participation		74 700,00	
Parts sociales Société Locale d'Epargne Tulle-Ussel	07/04/2000	2 700,00	Capitalisation dividendes en 135 parts de 20 € (BCE/2020/35)
SEM Corrèze Energies Renouvelables	12/04/2019	72 000,00	Libération de 50% de la participation totale fixée à 144 000 €
266 - Autres formes de participation		0,00	

(1) Indiquer par exemple si une provision a été constituée.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DES IMMOBILISATIONS –AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	B11.7

Autres immobilisations financières

Nature de l'immobilisation financière	Date délibération	Valeur acquisition	Observations (1)
TOTAL		219 834,58	
271 - Titres immobilisés (droit de propriété)		0,00	
272 - Titres immobilisés (droit de créances)		219 834,58	
Portefeuille du legs Brouilhet -Marbouty		61 305,84	Valeur du portefeuille au 31/12/2021
Portefeuille du legs Nogier		43 528,74	Valeur du portefeuille au 31/12/2021
Portefeuille du legs Brouilhet -Marbouty	25/01/2019	115 000,00	Consignation
276 - Autres créances immobilisées		0,00	

(1) Indiquer par exemple si une provision a été constituée.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DES TRAVAUX EN REGIE (1)	B12

SECTION DE FONCTIONNEMENT

Article (2)	Libellé (2)	Dépenses Mandats émis	Recettes Titres émis
011	Charges à caractère général	999 945,07	
60618	Autres fournitures	125 564,50	
60633	Fournitures de voirie	809 936,74	
6068	Autres matières et fournitures	0,00	
6135	Locations mobilières	63 751,89	
6241	Transports de biens	691,94	
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	
72	Travaux en régie		999 945,07
722	Immobilisations corporelles		999 945,07
TOTAL GENERAL		999 945,07	999 945,07

SECTION D'INVESTISSEMENT

Article (2)	Libellé (2)	Montant (3)
20	Immobilisations incorporelles	0,00
21	Immobilisations corporelles	999 945,07
21318	Autres bâtiments publics	0,00
2151	Réseaux de voirie	999 945,07
23	Immobilisations en cours	0,00
23151	Réseaux de voirie en cours	0,00
TOTAL GENERAL		999 945,07

(1) Les immobilisations créées par les services techniques de la collectivité sont enregistrées au coût de leur production. Ce dernier correspond au coût d'acquisition des matières consommées augmenté des charges directes de production (matériel et outillage acquis ou loués, frais de personnel, ...) à l'exclusion des frais financiers et des frais d'administration générale.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le département.

(3) Les montants à renseigner correspondent aux mandats émis imputés au chapitre 040.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DES TRAVAUX EN REGIE	B12

RATIO

	Montant
Recettes 72 (I)	999 945,07
Recettes réelles de fonctionnement	329 548 739,72
Recettes 72 / Recettes réelles de fonctionnement	0,30 %

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19 – SECTION DE FONCTIONNEMENT	B13.1

B13.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (1)	Libellé (1)	Montant
011	Charges à caractère général	24 762,41
60668	Autres produits pharmaceutiques	24 762,41
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00
68	Dotations amortissements et provisions	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
015	Revenu minimum d'insertion	0,00
016	Allocation personnalisée d'autonomie	0,00
017	Revenu de solidarité active	0,00
Total des dépenses réelles		24 762,41
042	Opérations ordre transf. entre sections	847 169,45
6812	Dotations aux amortissements des charges à répartir	847 169,45
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00
Total des dépenses d'ordre		847 169,45
TOTAL GENERAL		871 931,86

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19 – SECTION D’INVESTISSEMENT	B13.2

B13.2 – SECTION D’INVESTISSEMENT

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (1)	Libellé (1)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	900,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	900,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
010	Revenu minimum d'insertion	0,00
018	Revenu de solidarité active	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		900,00
040	<i>Opérations ordre transf. entre sections</i>	<i>0,00</i>
041	<i>Opérations patrimoniales</i>	<i>0,00</i>
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		900,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS EMPRUNTS GARANTIS	C1.1

C1.1 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					23 750 000,00	20 750 000,00										289 496,36	1 125 000,00	
CENTRE HOSPITALIER JEAN-MARIE DAUZIER	2021	C	CORNIL - 32 GRAND RUE - RESTRUCTURATION DU CENTRE HOSPITALIER	CREDIT AGRICOLE	3 750 000,00	3 625 000,00	14,46	T	F	Taux fixe à 0.67 %	0,672	F	Taux fixe à 0.67 %	0,544	A-1	EUR	11 690,10	125 000,00
SYNDICAT MIXTE DORSAL	2018	C	DORSAL - 100% FIBRE 2021	SFIL	5 000 000,00	4 187 500,00	16,67	T	F	Taux fixe à 1.55 %	1,559	F	Taux fixe à 1.55 %	1,546	A-1	EUR	67 328,13	250 000,00
SYNDICAT MIXTE DORSAL	2019	C	DORSAL - 100% FIBRE 2021	SFIL	10 000 000,00	8 625 000,00	17,17	T	F	Taux fixe à 1.57 %	1,579	F	Taux fixe à 1.57 %	1,566	A-1	EUR	140 318,75	500 000,00
SYNDICAT MIXTE DORSAL	2019	C	DORSAL - 100% FIBRE 2021	SFIL	5 000 000,00	4 312 500,00	17,17	T	F	Taux fixe à 1.57 %	1,579	F	Taux fixe à 1.57 %	1,566	A-1	EUR	70 159,38	250 000,00
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					32 540 714,58	29 129 838,73										463 488,88	1 172 828,81	
EHPAD DE CORREZE	2019	P	EHPAD CORREZE - REAMENAGEMENT DE PRÊT	CDC	5 419 767,72	4 922 955,69	27,08	T	V	Livret A + 1.11	0,462	V	Livret A + 1.11	1,596	A-1	EUR	80 592,52	180 658,92
EHPAD DE RIVET	2019	P	MALEMORT - RUE ALFRED DE MUSSET - REAMENAGEMENT DE PRÊT EHPAD DU PAYS DE BRIVE	CDC	5 511 068,51	5 143 663,95	27,75	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	78 437,32	183 702,28
EHPAD DE RIVET	2019	P	MALEMORT - RUE ALFRED DE MUSSET - REAMENAGEMENT DE PRÊT EHPAD DU PAYS DE BRIVE	CDC	4 302 783,59	4 015 931,35	27,75	T	V	Livret A + 0.6	0,336	V	Livret A + 0.6	1,093	A-1	EUR	44 976,20	143 426,12

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
EHPAD DE SEILHAC	2018	P	SEILHAC - 34 AVENUE NATIONALE - REHABILITATION EHPAD	CDC	1 491 122,85	1 236 954,15	18,00	T	V	Livret A + 1.3	0,509	V	Livret A + 1.3	1,783	A-1	EUR	22 873,85	67 778,32
EHPAD DE VIGEOIS (Résidence Commaignac)	2017	P	VIGEOIS - EHPAD VIGEOIS - REAMENAGEMENT DE PRET	CDC	4 153 771,77	3 313 683,15	17,58	T	V	Livret A + 1.65	0,595	V	Livret A + 1.65	2,127	A-1	EUR	73 165,50	186 686,36
EHPAD LA BRUYERE	2021	C	EHPAD DE NEUVIC - RACHAT DE DETTE DU CREDIT FONCIER	BANQUE POSTALE	3 151 591,50	3 117 335,07	22,62	T	F	Taux fixe à 1.03 %	1,034	F	Taux fixe à 1.03 %	1,016	A-1	EUR	10 279,44	34 256,43
EPDA DE LA CORREZE (Servières le Château)	2010	P	CONSTRUCTION MAISON DE VIE ST-PRIVAT	CDC	420 000,00	229 027,46	9,08	T	F	Taux fixe à 3.39 %	0,837	F	Taux fixe à 3.39 %	3,339	A-1	EUR	8 104,03	20 789,49
EPDA DE LA CORREZE (Servières le Château)	2011	P	EPDA DE LA CORREZE	CDC	679 000,00	391 888,90	9,83	T	F	Taux fixe à 3.16 %	0,781	F	Taux fixe à 3.16 %	3,115	A-1	EUR	12 884,19	32 894,13
EPDA DE LA CORREZE (Servières le Château)	2019	C	SERVIÈRES-LE-CHÂTEAU - LOUSTAOU - CONSTRUCTION FOYER DE VIE	BANQUE POSTALE	350 000,00	315 000,00	17,96	T	F	Taux fixe à 1.7 %	1,711	F	Taux fixe à 1.7 %	1,696	A-1	EUR	5 540,95	17 500,00
EPDA DU GLANDIER	2018	C	EPDA DU GLANDIER - VIGEOIS-ARNAC POMPADOUR-LUBERSAC - CONSTRUCTION DE 3 FOYERS DE VIE	BANQUE POSTALE	4 691 634,50	4 363 220,09	23,21	T	F	(EONIA(Postfixé) + 0.64)-Floor 0 sur EONIA(Postfixé)	0,651	V	Taux fixe à 1.97 %	1,965	A-1	EUR	88 266,07	187 665,40
EPDA DU GLANDIER	2019	C	LUBERSAC - EPDA GLANDIER - CONSTRUCTION DU FOYER D'HERBERGEMENT	CE	1 108 365,50	1 019 696,26	22,98	T	F	Taux fixe à 1.9 %	1,914	F	Taux fixe à 1.9 %	1,895	A-1	EUR	19 900,71	44 334,64
EPDA DU GLANDIER	2019	P	VIGEOIS - LE BOURG - REAMENAGEMENT CONSTRUCTION DE LA MAISON D'ACCUEIL SPECIALISEE	CDC	1 261 608,64	1 060 482,66	14,25	T	V	Livret A + 1.18	0,479	V	Livret A + 1.18	1,665	A-1	EUR	18 468,10	73 136,72
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					135 211 348,96	113 154 320,04											1 466 162,19	4 392 400,05

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	1996	P	PEYRELEVADE PUY CHAB	CDC	28 572,53	8 829,73	6,25	A	V	Livret A + 0.8	4,300	V	Livret A + 0.8	1,297	A-1	EUR	131,36	1 274,97
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	1998	P	SALENGRO MERLINES	CDC	29 198,71	10 820,79	8,58	A	V	Livret A + 0.8	3,800	V	Livret A + 0.8	1,297	A-1	EUR	156,51	1 218,53
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	1998	P	MARGERIDES PUY BLANC	CDC	30 151,60	11 173,92	8,58	A	V	Livret A + 0.8	3,800	V	Livret A + 0.8	1,297	A-1	EUR	161,62	1 258,29
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	1999	P	NEUVIC	CDC	22 943,58	8 751,41	9,17	A	V	Livret A + 0.8	3,800	V	Livret A + 0.8	1,297	A-1	EUR	125,67	915,17
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	1999	P	MESTES	CDC	55 948,79	22 792,10	9,08	A	V	Livret A + 0.8	3,800	V	Livret A + 0.8	1,296	A-1	EUR	326,39	2 314,59
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	1999	P	EMPRUNT GARANTI CHALONS D'AIX	CDC	30 634,63	11 542,13	9,67	A	V	Livret A + 0.8	3,050	V	Livret A + 0.8	1,297	A-1	EUR	165,74	1 207,01
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	1999	P	ALTILLAC IMMEUBLE	CDC	40 246,54	15 629,18	9,92	A	V	Livret A + 0.8	3,050	V	Livret A + 0.8	1,297	A-1	EUR	224,15	1 612,75
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	1999	P	BORT LES ORGUES	CDC	56 496,92	21 939,79	9,83	A	V	Livret A + 0.8	3,050	V	Livret A + 0.8	1,296	A-1	EUR	314,65	2 263,93

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	1999	P	FONTAINE 3	CDC	64 272,51	36 034,68	15,00	A	V	Livret A + 1.3	3,550	V	Livret A + 1.3	1,795	A-1	EUR	777,40	1 887,09
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	1999	P	FONTAINE 3 TS	CDC	30 184,91	12 931,45	10,00	A	V	Livret A + 0.8	3,050	V	Livret A + 0.8	1,296	A-1	EUR	218,77	1 182,70
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2002	P	L'Augénie-CHABRIGNAC 4	CDC	34 361,50	20 040,40	15,08	A	V	Livret A + 1.2	4,200	V	Livret A + 1.2	1,695	A-1	EUR	359,08	1 082,06
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2007	P	PEYRELEVADE "ALLEE DES 4 VENTS" 2 Pavillons	CDC	60 050,00	44 956,15	25,92	A	V	Livret A + 0.8	3,800	V	Livret A + 0.8	1,296	A-1	EUR	603,22	1 445,61
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2008	P	LES COUAS 2- EYGURANDE	CDC	128 500,00	96 777,28	26,92	A	V	Livret A + 0.6	4,600	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	1 098,26	3 064,21
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2009	P	BORT LES ORGUES "le bois de coin 2" 6 LOGTS	CDC	238 500,00	184 947,54	27,08	A	V	Livret A + 0.6	4,600	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	2 096,18	5 614,42
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2009	P	PLUS CURE MALARET-ST SETIERS	CDC	149 575,00	115 539,75	27,17	A	V	Livret A + 0.6	3,100	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	1 309,52	3 507,42
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2009	P	ROSIERS DE JUILLAC "CAVES" 4 Pavillons	CDC	156 900,00	121 483,37	27,42	A	V	Livret A + 0.6	2,350	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	1 376,88	3 687,85

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2009	P	JUILLAC "CHATENET 2" 2 Pavillons	CDC	76 500,00	59 231,85	27,42	A	V	Livret A + 0.6	2,350	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	671,33	1 798,09
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2010	P	La Moutade-PEYRELEVADE-4 Lgts	CDC	152 150,00	124 348,92	29,00	A	V	Livret A + 0.6	2,350	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	1 723,86	3 344,50
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2010	P	Bois de coin 3-BORT-LES-ORGUES-3 Pavillons	CDC	117 950,00	96 398,00	29,00	A	V	Livret A + 0.6	2,350	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	1 336,37	2 592,73
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2010	P	Bois de Coin 3-BORT-LES-ORGUES-2 pavillons	CDC	82 700,00	65 376,43	29,00	A	V	Livret A + (-0.2)	1,550	V	Livret A + (-0.2)	0,299	A-1	EUR	370,57	1 999,35
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2010	P	COPROD-COMPACTAGE 0355560-0433669-CHABRIGNAC	CDC	175 524,50	88 349,73	8,73	A	V	Livret A + 1.3	2,550	V	Livret A + 1.3	1,795	A-1	EUR	1 751,74	8 969,40
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2012	P	TROCHE - ALLEES DES ECOLES - CONSTRUCTION DE 4 LOGEMENTS	CDC	121 800,00	100 518,97	30,83	A	V	Livret A + 0.6	2,850	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	1 135,51	2 708,89
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2012	P	TROCHE - ALLEE DES ECOLES - CONSTRUCTION DE 2 LOGEMENTS	CDC	63 200,00	50 583,79	30,83	A	V	Livret A + (-0.2)	2,050	V	Livret A + (-0.2)	0,299	A-1	EUR	156,42	1 554,82
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	LE LONZAC - LOTISSEMENT PRE FAURIE - CONSTRUCTION DE 2 LOGEMENTS	CDC	21 761,49	6 149,79	1,83	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,496	A-1	EUR	138,92	3 111,23

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	SALON-LA-TOUR	CDC	45 773,54	27 818,75	6,92	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,496	A-1	EUR	473,42	3 742,68
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	CONDAT-SUR-GANAVEIX	CDC	23 370,26	16 095,19	7,08	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,496	A-1	EUR	269,63	1 880,42
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	RILHAC-TREIGNAC	CDC	24 594,81	16 938,53	7,08	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,496	A-1	EUR	283,76	1 978,96
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	SAINT-CYR-LA-ROCHE	CDC	35 002,17	24 302,75	9,75	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,496	A-1	EUR	398,10	2 237,15
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	SAINT-ANGEL MOULINOTS 2	CDC	77 406,83	64 620,59	15,17	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,496	A-1	EUR	1 019,84	3 368,99
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	CHAMBERET "LA CROIX DU COQ"	CDC	73 871,25	43 844,01	5,25	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,497	A-1	EUR	770,65	7 532,33
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	EYGURANDE LE PARC2	CDC	78 882,74	66 633,58	16,25	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,496	A-1	EUR	1 047,98	3 231,92
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	SARRAN "LE BOURG"	CDC	15 968,19	8 595,33	5,50	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,497	A-1	EUR	151,08	1 476,67

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	ROSIERS D'EGLÉTONS	CDC	63 077,62	49 806,99	12,42	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,496	A-1	EUR	798,81	3 446,76
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	CHAVEROCHE	CDC	72 259,48	58 027,03	13,33	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,496	A-1	EUR	925,91	3 700,20
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	SALENGRO MERLINES	CDC	60 296,88	38 722,17	8,58	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,496	A-1	EUR	646,66	4 388,77
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	MARGERIDES PUY BLANC	CDC	45 221,32	34 686,76	13,58	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,496	A-1	EUR	553,48	2 211,87
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	NEUVIC	CDC	36 420,12	29 683,72	14,08	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,496	A-1	EUR	471,55	1 753,08
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	MESTES	CDC	65 592,64	53 460,39	14,08	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,496	A-1	EUR	849,27	3 157,29
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	MERLINES 2	CDC	42 307,00	27 766,75	9,67	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,496	A-1	EUR	460,39	2 925,80
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	ALTILLAC IMMEUBLE	CDC	81 245,96	63 424,60	14,92	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,496	A-1	EUR	1 007,56	3 745,76

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	BORT LES ORGUES	CDC	86 335,35	67 397,61	14,83	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,496	A-1	EUR	1 070,67	3 980,40
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	ROSIERS DE JUILLAC	CDC	28 475,33	22 888,02	15,92	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,496	A-1	EUR	361,22	1 193,27
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	LA CHABASSERIE-ROSIERS DE JUILLAC	CDC	43 088,21	36 003,57	20,92	A	V	Livret A + 0.75	1,500	V	Livret A + 0.75	1,247	A-1	EUR	468,69	1 491,26
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	SAINT SETIERS	CDC	46 711,29	40 485,33	20,08	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,496	A-1	EUR	631,73	1 630,01
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	SAINT-ANGEL 5 LOGTS	CDC	48 192,56	43 827,11	26,00	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,496	A-1	EUR	786,82	1 134,17
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	MEYMAC INSERTION	CDC	11 984,33	10 419,55	21,00	A	V	Livret A + 0.7	1,450	V	Livret A + 0.7	1,197	A-1	EUR	156,88	399,68
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	DAVIGNAC	CDC	31 892,03	26 648,34	16,17	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,496	A-1	EUR	420,23	1 367,33
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	CHIRAC BELLEVUE	CDC	25 281,15	21 124,42	16,08	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,496	A-1	EUR	333,12	1 083,90

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	MEYMAC 2	CDC	71 034,22	62 011,64	21,17	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,496	A-1	EUR	965,64	2 364,59
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	SEILHAC VALETTE 3	CDC	126 164,83	114 609,71	26,08	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,496	A-1	EUR	1 765,58	3 095,88
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	CHANTEIX 2 LE BOURDEIX	CDC	38 206,15	31 924,30	16,17	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,496	A-1	EUR	503,44	1 638,04
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	PLUS IMM.BUGEAT	CDC	75 020,11	63 572,96	21,92	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,496	A-1	EUR	989,96	2 424,13
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	PLUS BISSIERE-MOUSTIER-VENTADOUR	CDC	59 564,51	50 475,70	21,92	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,496	A-1	EUR	786,01	1 924,71
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	ST ETIENNE AUX CLOS	CDC	20 442,05	17 262,04	17,08	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,496	A-1	EUR	271,38	830,04
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	BEYSSENAC	CDC	31 722,74	26 787,90	17,33	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,496	A-1	EUR	421,14	1 288,09
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	LAFRAGNE BEYSSAC	CDC	71 616,47	62 935,10	22,33	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,496	A-1	EUR	978,19	2 277,49

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	ST PARDOUX CORBIER	CDC	87 329,63	71 927,24	18,75	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,496	A-1	EUR	1 127,68	3 251,15
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	TROCHE	CDC	100 213,26	86 232,70	23,92	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,496	A-1	EUR	1 338,00	2 967,10
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	CHATENET STADE - JUILLAC	CDC	103 428,86	91 809,75	24,33	A	V	Livret A + 0.9	1,650	V	Livret A + 0.9	1,396	A-1	EUR	1 328,03	3 049,83
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	PLUS CROIX ROCHER SORNAC	CDC	119 588,32	103 390,70	24,92	A	V	Livret A + 0.9	1,650	V	Livret A + 0.9	1,396	A-1	EUR	1 495,55	3 434,53
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	PLUS CONCEZE 7	CDC	133 569,53	115 478,22	24,92	A	V	Livret A + 0.9	1,650	V	Livret A + 0.9	1,396	A-1	EUR	1 670,40	3 836,07
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	PLUS LAFRAGNE 2 - BEYSSAC	CDC	82 089,39	71 421,22	25,58	A	V	Livret A + 0.9	1,650	V	Livret A + 0.9	1,396	A-1	EUR	1 031,60	2 264,56
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	PLUS LILAS-BEYSSENAC	CDC	53 423,25	46 480,47	25,58	A	V	Livret A + 0.9	1,650	V	Livret A + 0.9	1,396	A-1	EUR	671,36	1 473,76
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	PLUS BAS CLUZEL ST CYR LA ROCHE	CDC	32 645,61	28 403,05	25,67	A	V	Livret A + 0.9	1,650	V	Livret A + 0.9	1,396	A-1	EUR	410,25	900,58

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	PLUS PUY BLANC 2-MARGERIDES	CDC	60 518,10	52 653,29	25,67	A	V	Livret A + 0.9	1,650	V	Livret A + 0.9	1,396	A-1	EUR	760,52	1 669,48
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	PLUS BEAUREGARD-ST JULIEN PRES BORT	CDC	64 871,92	56 441,29	25,67	A	V	Livret A + 0.9	1,650	V	Livret A + 0.9	1,396	A-1	EUR	815,23	1 789,59
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	MONTAIGNAC ST HIPPOLYTE "CHÂTEAU" 2 Pavillons	CDC	59 134,33	51 449,36	25,92	A	V	Livret A + 0.9	1,650	V	Livret A + 0.9	1,396	A-1	EUR	743,13	1 631,31
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	COPROD-COMPACTAGE 0860739-1000679-EYGURANDE	CDC	40 386,50	33 173,47	17,71	A	V	Livret A + 0.78	1,530	V	Livret A + 0.78	1,277	A-1	EUR	444,30	1 537,53
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	COPROD-COMPACTAGE 0871706-0896280-LAGANE ST-ANGEL	CDC	36 014,28	29 256,86	16,92	A	V	Livret A + 0.85	1,600	V	Livret A + 0.85	1,346	A-1	EUR	414,41	1 440,52
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	COPROD-COMPACTAGE 0860639-1000681-EYGURANDE	CDC	90 284,20	74 532,18	17,62	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,496	A-1	EUR	1 168,60	3 374,46
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	COPROD-COMPACTAGE 0894920-0896278-LA GANE SAINT-ANGEL	CDC	192 763,77	159 132,00	17,98	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,496	A-1	EUR	2 495,05	7 204,73
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	COPROD-COMPACTAGE 0471977-0878067-CHALON D'AIX	CDC	58 059,14	42 672,86	11,85	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,496	A-1	EUR	688,45	3 223,80

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	COPROD-COMPACTAGE 0355492-0412604-LE LONZAC	CDC	64 911,39	41 612,34	7,83	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,496	A-1	EUR	697,11	4 861,64
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	COPROD-COMPACTAGE 0279855-0433939-ROSIERS-DE-JUILLAC	CDC	79 272,95	59 047,08	11,68	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,496	A-1	EUR	950,12	4 294,49
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	PLA CONCEZE	CDC	54 486,51	43 068,59	11,92	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,565	A-1	EUR	717,10	2 525,32
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	CONCEZE 6	CDC	54 422,21	49 664,41	27,08	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,496	A-1	EUR	764,12	1 276,91
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	COPROD-COMPACTAGE 0476755-0879817-CONCEZE	CDC	90 894,94	76 780,49	16,17	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,496	A-1	EUR	1 207,57	3 724,07
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	COPROD-COMPACTAGE 0355522-0433937-CONCEZE	CDC	102 414,81	76 284,47	11,73	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,496	A-1	EUR	1 227,49	5 548,17
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	LASCAUX - LE MAZAGEIX	CDC	39 176,87	30 999,53	14,75	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,496	A-1	EUR	491,15	1 743,80
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	LAGARNECHE-LASCAUX 2	CDC	14 365,67	12 134,93	16,25	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,496	A-1	EUR	190,85	588,58

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	LASCAUX 2	CDC	19 358,95	15 457,39	16,25	A	V	Livret A + 0.7	1,450	V	Livret A + 0.7	1,197	A-1	EUR	197,42	994,08
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	PLUS LE MAZAGEIX 2- LASCAUX	CDC	86 371,13	77 258,22	27,83	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,496	A-1	EUR	1 188,67	1 986,37
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2018	P	ST-AULAIRE " LES 4 CHEMINS"	CDC	93 272,24	84 344,98	21,17	A	V	Livret A + 1.32	2,070	V	Livret A + 1.32	1,815	A-1	EUR	1 591,41	3 095,40
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2018	P	ST-AULAIRE " 4 CHEMINS"	CDC	31 959,68	27 946,83	21,25	A	V	Livret A + 1.2	1,950	V	Livret A + 1.2	1,696	A-1	EUR	498,50	1 376,98
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2018	P	LES 4 CHEMINS ST AULAIRE 2	CDC	19 286,46	16 769,36	21,25	A	V	Livret A + 0.7	1,450	V	Livret A + 0.7	1,197	A-1	EUR	211,55	860,18
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2018	P	COPROD-COMPACTAGE 0227231-0279856-0454781-SEILHAC-LA VALETTE	CDC	250 138,80	220 806,37	21,85	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,496	A-1	EUR	3 429,03	7 795,86
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2018	P	COPROD-COMPACTAGE 0436548-0454662-TREIGNAC	CDC	131 823,63	113 357,19	19,83	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,496	A-1	EUR	1 772,80	4 829,77
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2015	P	USSEL - AVEVUE DE LA CROIX DES SOURCES - REHABILITATION DE 30 LOGEMENTS	CDC	60 000,00	46 218,58	18,67	A	V	Livret A + (-0.25)	0,500	V	Livret A + (-0.25)	0,249	A-1	EUR	121,48	2 372,35

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2015	P	BORT LES ORGUES - 146 RUE DE LA PLANTADE - REHABILITATION DE 6 LOGEMENTS (BATIMENT F)	CDC	52 500,00	40 441,27	18,67	A	V	Livret A + (-0.25)	0,500	V	Livret A + (-0.25)	0,249	A-1	EUR	106,29	2 075,81
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2015	P	USSEL - AVEVUE DE LA CROIX DES SOURCES - REHABILITATION DE 30 LOGEMENTS	CDC	26 250,00	20 220,63	18,67	A	V	Livret A + (-0.25)	0,500	V	Livret A + (-0.25)	0,249	A-1	EUR	53,15	1 037,91
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2013	C	LIGINIAC - LE BOURG - CONSTRUCTION DE 8 LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX ADAPTES	C.C.C.COOP	190 500,00	139 700,00	21,81	T	V	(Livret A + 1.07)-Floor -1.07 sur Livret A	1,832	V	(Livret A + 1.07)-Floor -1.07 sur Livret A	1,566	A-1	EUR	2 255,62	6 350,00
CORREZE HABITAT	1981	P	113 BEYNAT 5 LOGTS	CDC	3 155,69	0,00	0,00	A	F	Taux fixe à 3.6 %	3,600	F	Taux fixe à 3.6 %	3,640	A-1	EUR	5,37	149,23
CORREZE HABITAT	1981	P	115 SAINT PRIVAT 5 LOGTS	CDC	4 116,12	0,00	0,00	A	F	Taux fixe à 3.6 %	3,600	F	Taux fixe à 3.6 %	3,640	A-1	EUR	7,01	194,85
CORREZE HABITAT	1981	P	077 EYGURANDE 18 LOGTS	CDC	14 650,35	0,00	0,00	A	F	Taux fixe à 3.35 %	3,350	F	Taux fixe à 3.35 %	3,387	A-1	EUR	18,60	555,32
CORREZE HABITAT	1976	P	063 UZERCHE FPA	CDC	12 470,33	0,00	0,00	A	F	Taux fixe à 1 %	1,000	F	Taux fixe à 1 %	1,011	A-1	EUR	3,58	357,99
CORREZE HABITAT	1978	P	110 USSEL FOYER MIGRANTS	CDC	258 385,84	15 457,49	1,32	A	F	Taux fixe à 1.2 %	1,200	F	Taux fixe à 1.2 %	1,199	A-1	EUR	276,59	7 591,52
CORREZE HABITAT	1981	P	116 MEYMAC 6 LOGTS	CDC	1 951,35	0,00	0,00	A	F	Taux fixe à 3.6 %	3,600	F	Taux fixe à 3.6 %	3,640	A-1	EUR	3,32	92,19
CORREZE HABITAT	1981	P	127 ALLASSAC 5 LOGTS +LT	CDC	1 311,06	0,00	0,00	A	F	Taux fixe à 3.6 %	3,600	F	Taux fixe à 3.6 %	3,640	A-1	EUR	2,24	62,09
CORREZE HABITAT	1981	P	078 USSEL 30 LOGTS	CDC	4 588,72	0,00	0,00	A	F	Taux fixe à 3.35 %	3,350	F	Taux fixe à 3.35 %	3,387	A-1	EUR	6,00	179,21
CORREZE HABITAT	1981	P	126 DONZENAC 6 LOGTS +LT	CDC	4 329,55	0,00	0,00	A	F	Taux fixe à 3.6 %	3,600	F	Taux fixe à 3.6 %	3,640	A-1	EUR	7,38	204,98
CORREZE HABITAT	1986	P	166 LAGUENNE 15 LOGTS	CDC	811 318,42	81 359,70	1,67	A	V	Livret A + 0.52	4,944	V	Livret A + 0.52	1,018	A-1	EUR	1 250,83	41 271,08
CORREZE HABITAT	1986	P	169 MEYMAC 20 LOGTS	CDC	1 219 592,14	121 945,29	1,67	A	V	Livret A + 0.52	4,944	V	Livret A + 0.52	1,018	A-1	EUR	1 874,80	61 858,80
CORREZE HABITAT	1986	P	168 MEYSSAC 9 LOGTS	CDC	400 590,28	40 171,54	1,67	A	V	Livret A + 0.52	4,944	V	Livret A + 0.52	1,018	A-1	EUR	617,60	20 377,69
CORREZE HABITAT	1986	P	171 CHAMBERET 3 LOGTS	CDC	135 679,63	13 606,07	1,67	A	V	Livret A + 0.52	4,944	V	Livret A + 0.52	1,018	A-1	EUR	209,18	6 901,91

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	1987	P	170 NEUVIC 5 LOGTS	CDC	301 330,73	44 572,65	2,25	A	V	Livret A + 0.52	4,944	V	Livret A + 0.52	1,018	A-1	EUR	609,17	15 149,82
CORREZE HABITAT	1987	P	173 PALISSE 1 LOGT	CDC	61 040,59	9 029,09	2,25	A	V	Livret A + 0.52	4,944	V	Livret A + 0.52	1,018	A-1	EUR	123,40	3 068,90
CORREZE HABITAT	1987	P	178 CUREMONTE 1 LOGT	CDC	68 861,22	10 185,91	2,25	A	V	Livret A + 0.52	4,944	V	Livret A + 0.52	1,018	A-1	EUR	139,21	3 462,09
CORREZE HABITAT	1987	P	177 MARCILLAC 5 LOGTS	CDC	239 710,83	35 011,65	2,67	A	V	Livret A + 0.52	4,944	V	Livret A + 0.52	1,017	A-1	EUR	478,50	11 900,13
CORREZE HABITAT	1987	P	172 ALLASSAC 15 LOGTS	CDC	662 238,53	96 725,14	2,67	A	V	Livret A + 0.52	4,944	V	Livret A + 0.52	1,017	A-1	EUR	1 321,93	32 875,96
CORREZE HABITAT	1988	P	159 NAVES 7 LOGTS	CDC	2 149,53	115,36	0,17	A	V	Livret A + 0.47	4,944	V	Livret A + 0.47	17,797	A-1	EUR	28,14	116,50
CORREZE HABITAT	1988	P	174 ARNAC POMPADOUR 12 LOGTS	CDC	503 264,70	96 384,59	3,17	A	V	Livret A + 0.52	4,944	V	Livret A + 0.52	1,018	A-1	EUR	1 235,04	24 697,49
CORREZE HABITAT	1988	P	158 BORT LES ORGUES 6 LOGTS	CDC	14 299,72	767,48	0,17	A	V	Livret A + 0.47	4,944	V	Livret A + 0.47	17,797	A-1	EUR	187,21	774,95
CORREZE HABITAT	1988	P	180 NEUVIC 3 LOGTS	CDC	181 993,64	34 831,14	3,50	A	V	Livret A + 0.52	4,944	V	Livret A + 0.52	1,018	A-1	EUR	446,31	8 925,10
CORREZE HABITAT	1988	P	181 182 UZERCHE	CDC	473 369,44	90 596,57	3,50	A	V	Livret A + 0.52	4,944	V	Livret A + 0.52	1,018	A-1	EUR	1 160,87	23 214,38
CORREZE HABITAT	1996	P	316 LA ROCHE CANILLAC 1 LOGT	CDC	44 362,66	12 588,55	6,67	A	V	Livret A + 0.8	4,300	V	Livret A + 0.8	1,297	A-1	EUR	187,74	1 853,21
CORREZE HABITAT	1997	P	297 TULLE L'ALVERGE 1 LOGT	CDC	25 306,54	1 320,98	0,25	A	V	Livret A + 0.8	4,300	V	Livret A + 0.8	1,300	A-1	EUR	34,46	1 329,67
CORREZE HABITAT	1997	P	296 VIGNOL 1 LOGT	CDC	13 872,86	724,15	0,25	A	V	Livret A + 0.8	4,300	V	Livret A + 0.8	1,300	A-1	EUR	18,89	728,91
CORREZE HABITAT	1997	P	295 VIGEOIS 1 LOGT	CDC	19 361,03	1 191,68	0,33	A	F	Taux fixe à 4.8 %	4,800	F	Taux fixe à 4.8 %	7,101	A-1	EUR	148,38	1 145,84
CORREZE HABITAT	1998	P	244 ARGENTAT 1 LOGT	CDC	38 034,96	13 897,36	11,25	A	V	Livret A + 0.8	4,300	V	Livret A + 0.8	1,297	A-1	EUR	197,68	1 309,00
CORREZE HABITAT	1999	P	263 UZERCHE SOUILLE	CDC	32 014,29	14 628,00	12,92	A	V	Livret A + 0.8	3,050	V	Livret A + 0.8	1,297	A-1	EUR	205,43	1 174,44
CORREZE HABITAT	2003	P	LIGINIAC-3 LOGTS	CDC	9 757,00	7 746,19	31,50	A	V	Livret A + 1.2	4,200	V	Livret A + 1.2	1,695	A-1	EUR	134,76	181,09
CORREZE HABITAT	2003	P	PALISSE 2 LOGTS	CDC	8 367,00	6 642,64	31,50	A	V	Livret A + 1.2	4,200	V	Livret A + 1.2	1,695	A-1	EUR	115,56	155,30
CORREZE HABITAT	2003	P	STE FORTUNADE-LA VERGNE	CDC	5 466,00	4 311,33	31,58	A	V	Livret A + 1.2	4,200	V	Livret A + 1.2	1,695	A-1	EUR	75,01	100,79
CORREZE HABITAT	2003	P	VARS /ROSEIX-2 LOGTS	CDC	3 244,00	2 592,21	31,75	A	V	Livret A + 1.2	3,450	V	Livret A + 1.2	1,695	A-1	EUR	45,10	60,60

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2003	P	SORNAC 2 LOGTS	CDC	8 939,00	7 309,88	32,00	A	V	Livret A + 1.2	3,450	V	Livret A + 1.2	1,695	A-1	EUR	145,60	156,85
CORREZE HABITAT	2003	P	ORLIAC DE BAR 4 LOGTS	CDC	4 933,00	4 033,95	32,00	A	V	Livret A + 1.2	3,450	V	Livret A + 1.2	1,695	A-1	EUR	80,35	86,56
CORREZE HABITAT	2005	P	0354 STE FEREOLE 4 LOGTS	CDC	8 529,00	5 664,31	18,25	A	V	Livret A + 1.15	3,400	V	Livret A + 1.15	1,646	A-1	EUR	97,62	252,10
CORREZE HABITAT	2005	P	SAINT ROBERT	CDC	4 048,00	3 367,47	33,83	A	V	Livret A + 1.15	3,150	V	Livret A + 1.15	1,645	A-1	EUR	56,77	73,43
CORREZE HABITAT	2005	P	DONZENAC - MAISON SANCHEZ	CDC	7 821,00	6 600,14	34,00	A	V	Livret A + 1	3,000	V	Livret A + 1	1,496	A-1	EUR	117,88	135,90
CORREZE HABITAT	2006	P	MARCILLAC LA CROISILLE - RUE CHATAIGNERE	CDC	27 000,00	8 224,41	4,17	A	V	Livret A + 1	3,250	V	Livret A + 1	1,497	A-1	EUR	146,96	1 572,67
CORREZE HABITAT	2006	P	0422 NEUVIC 7+1 LOGTS	CDC	20 162,00	16 597,26	34,92	A	V	Livret A + 1	3,750	V	Livret A + 1	1,496	A-1	EUR	254,34	358,66
CORREZE HABITAT	2006	P	0803 USSEL "LE STADE" 8 LOGTS	CDC	62 180,00	4 866,21	0,00	A	V	Livret A + 0.65	3,400	V	Livret A + 0.65	1,147	A-1	EUR	135,31	4 799,00
CORREZE HABITAT	2007	P	0425 JUILLAC 2 LOGTS	CDC	10 915,00	9 092,73	35,17	A	V	Livret A + 1	3,750	V	Livret A + 1	1,496	A-1	EUR	139,23	189,49
CORREZE HABITAT	2007	P	0426 EYGURANDE 10 LOGTS	CDC	21 616,00	17 679,02	35,33	A	V	Livret A + 0.65	3,400	V	Livret A + 0.65	1,147	A-1	EUR	207,85	394,66
CORREZE HABITAT	2007	P	0456 SOURSAC 5 LOGTS	CDC	17 465,00	14 550,75	35,58	A	V	Livret A + 1	3,750	V	Livret A + 1	1,496	A-1	EUR	222,81	303,23
CORREZE HABITAT	2007	P	0394 VIGNOLS 4 LOGTS	CDC	20 900,00	17 454,54	35,75	A	V	Livret A + 1	4,000	V	Livret A + 1	1,496	A-1	EUR	267,27	363,75
CORREZE HABITAT	2007	P	0394 VIGNOLS 4 LOGTS	CDC	22 400,00	18 707,24	35,75	A	V	Livret A + 1	4,000	V	Livret A + 1	1,496	A-1	EUR	286,46	389,85
CORREZE HABITAT	2008	P	LOGEMENTS USSEL "GRAMMONT" 18 LOGTS	CDC	210 000,00	112 158,55	11,58	A	V	Livret A + 0.45	3,950	V	Livret A + 0.45	0,948	A-1	EUR	1 148,96	8 784,74
CORREZE HABITAT	2008	P	LOGEMENTS USSEL "LES SAPINS" 18 LOGTS	CDC	313 500,00	145 090,17	11,58	A	V	Livret A + 0.45	3,950	V	Livret A + 0.45	0,948	A-1	EUR	1 486,32	11 364,08
CORREZE HABITAT	2008	P	0451 COLLONGES LA ROUGE 3 LOGTS	CDC	5 528,00	4 543,04	36,75	A	V	Livret A + 0.6	4,600	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	51,06	99,07
CORREZE HABITAT	2008	P	121 ARNAC 128 MANSAC	CDC	52 053,00	42 778,60	36,75	A	V	Livret A + 0.6	4,600	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	480,83	932,81
CORREZE HABITAT	2008	P	LOGEMENTS ST ROBERT3 LOGTS	CDC	49 626,00	40 784,04	36,75	A	V	Livret A + 0.6	4,600	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	458,41	889,32
CORREZE HABITAT	2008	P	0446 VIGEOIS 4 LOGTS	CDC	20 581,00	16 914,02	36,83	A	V	Livret A + 0.6	4,600	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	190,11	368,82
CORREZE HABITAT	2008	P	0480 SAINT PARDOUX L'ORTIGIER 3 LOGTS	CDC	9 723,00	7 990,59	36,92	A	V	Livret A + 0.6	4,600	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	89,81	174,24

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2008	P	LOGEMENTS ST CLEMENT 7 LOGTS	CDC	99 062,00	83 187,14	37,00	A	V	Livret A + 0.6	4,600	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	1 145,54	1 667,33
CORREZE HABITAT	2008	P	LOGEMENTS TREIGNAC 7 LOGTS	CDC	69 240,00	58 144,11	37,00	A	V	Livret A + 0.6	4,600	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	800,68	1 165,40
CORREZE HABITAT	2009	P	OBJAT "LES GRANDES TERRES" 28 LOGTS	CDC	238 800,00	104 817,86	7,08	A	V	Livret A + 0.25	4,250	V	Livret A + 0.25	0,748	A-1	EUR	881,14	12 667,15
CORREZE HABITAT	2009	P	CORNIL "LE PUY MARUT" 12 LOGTS	CDC	21 200,00	12 234,67	12,25	A	V	Livret A + 0.6	3,100	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	144,16	871,02
CORREZE HABITAT	2009	P	OBJAT "LES GRANDES TERRES" 18 LOGTS	CDC	328 000,00	274 860,62	37,42	A	V	Livret A + 0.6	2,350	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	3 087,29	5 801,77
CORREZE HABITAT	2009	P	OBJAT "LES GRANDES TERRES"-2 LOGTS	CDC	158 977,00	118 276,10	27,50	A	V	Livret A + (-0.2)	1,550	V	Livret A + (-0.2)	0,299	A-1	EUR	366,96	4 043,41
CORREZE HABITAT	2009	P	OBJAT "LES GRANDES TERRES" 2 LOGTS	CDC	28 448,00	22 953,38	37,50	A	V	Livret A + (-0.2)	1,550	V	Livret A + (-0.2)	0,299	A-1	EUR	70,57	569,46
CORREZE HABITAT	2009	P	LE JARDIN CONSTRUCTION 2 LGTS	CDC	21 127,00	17 856,03	37,83	A	V	Livret A + 0.6	1,850	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	200,56	376,91
CORREZE HABITAT	2010	P	ESPAGNAC 2 LOGEMENTS CN	CDC	163 934,00	131 341,66	28,33	A	V	Livret A + 0.6	1,850	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	1 486,86	3 827,54
CORREZE HABITAT	2010	P	ESPAGNAC 2 LOGEMENTS CN	CDC	39 450,00	33 927,94	38,33	A	V	Livret A + 0.6	1,850	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	380,84	693,72
CORREZE HABITAT	2010	P	ESPAGNAC 2 LOGEMENTS CN	CDC	18 819,00	14 451,95	28,33	A	V	Livret A + (-0.3)	0,950	V	Livret A + (-0.3)	0,199	A-1	EUR	29,87	483,56
CORREZE HABITAT	2010	P	ESPAGNAC- 2 LOGEMENTS	CDC	173 968,00	139 380,79	28,33	A	V	Livret A + 0.6	1,850	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	1 577,87	4 061,81
CORREZE HABITAT	2010	P	ESPAGNAC-2 LOGEMENTS	CDC	6 805,00	5 852,47	38,33	A	V	Livret A + 0.6	1,850	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	65,69	119,67
CORREZE HABITAT	2010	P	ST-PANTALEON-De-LARCHE-Le Colombier-6 LGTS	CDC	485 955,00	389 340,49	28,33	A	V	Livret A + 0.6	1,850	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	4 407,55	11 346,10
CORREZE HABITAT	2010	P	ST-PANTALEON-DE-LARCHE - Le Colombier- 8 LGTS	CDC	31 248,00	26 874,05	38,33	A	V	Livret A + 0.6	1,850	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	301,66	549,49
CORREZE HABITAT	2010	P	ST-PANTALEON-DE-LARCHE-L Colombier- 8 LGTS	CDC	49 511,00	38 021,71	28,33	A	V	Livret A + (-0.3)	0,950	V	Livret A + (-0.3)	0,199	A-1	EUR	78,59	1 272,20
CORREZE HABITAT	2010	P	ST-PANTALEON-DE-LARCHE-Le Colombier- 2 LGTS	CDC	195 141,00	150 604,32	28,33	A	V	Livret A + (-0.2)	1,050	V	Livret A + (-0.2)	0,299	A-1	EUR	466,70	4 963,52
CORREZE HABITAT	2010	P	STE-FEREOLE-LeColombier-3 LGTS	CDC	314 446,00	237 210,87	28,50	A	V	Livret A + 0.6	1,850	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	2 685,36	6 912,76
CORREZE HABITAT	2010	P	STE-FEREOLE -Le Colombier- 3 LGTS	CDC	55 066,00	47 358,10	38,50	A	V	Livret A + 0.6	1,850	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	531,59	968,32
CORREZE HABITAT	2010	P	STE-FEREOLE-Le Colombier-3 LGTS	CDC	30 328,00	23 290,24	28,50	A	V	Livret A + (-0.3)	0,950	V	Livret A + (-0.3)	0,199	A-1	EUR	48,14	779,29

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2010	P	SAINT-BONNET-L'ENFANTIER-Le Bourg-5 LGTS	CDC	357 656,00	275 370,82	28,50	A	V	Livret A + 0.6	1,850	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	3 117,35	8 024,81
CORREZE HABITAT	2010	P	SAINT-BONNET-L'ENFANTIER-Le Bourg-6 LGTS	CDC	46 485,00	39 978,24	38,50	A	V	Livret A + 0.6	1,850	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	448,75	817,43
CORREZE HABITAT	2010	P	SAINT-BONNET-L'ENFANTIER-Le Bourg-6 LGTS	CDC	43 586,00	33 471,65	28,50	A	V	Livret A + (-0.3)	0,950	V	Livret A + (-0.3)	0,199	A-1	EUR	69,18	1 119,96
CORREZE HABITAT	2010	P	SAINT-BONNET-L'ENFANTIER-Le Bourg-1 LGT	CDC	100 140,00	77 285,23	28,50	A	V	Livret A + (-0.2)	1,050	V	Livret A + (-0.2)	0,299	A-1	EUR	239,50	2 547,11
CORREZE HABITAT	2010	P	VIGNOLS-Voie Communale 12-3 LGTS	CDC	274 596,00	220 002,55	28,50	A	V	Livret A + 0.6	1,850	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	2 490,55	6 411,28
CORREZE HABITAT	2010	P	VIGNOLS-Voie Communale 12 - 3 LGTS	CDC	31 161,00	26 799,22	38,50	A	V	Livret A + 0.6	1,850	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	300,82	547,96
CORREZE HABITAT	2010	P	VIGNOLS-Voie Communale 12-3 LGTS	CDC	27 503,00	21 120,78	28,50	A	V	Livret A + (-0.3)	0,950	V	Livret A + (-0.3)	0,199	A-1	EUR	43,65	706,71
CORREZE HABITAT	2010	P	CORREZE - 10 LGTS	CDC	956 612,00	781 818,41	29,00	A	V	Livret A + 0.6	2,350	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	10 838,42	21 027,87
CORREZE HABITAT	2010	P	CORREZE-10 LGTS	CDC	112 785,00	98 076,38	39,00	A	V	Livret A + 0.6	2,350	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	1 348,88	1 840,46
CORREZE HABITAT	2010	P	ST-PANTALEON-DE-LARCHE-LE BOSQUET- 2 LGTS	CDC	207 257,00	169 386,71	29,00	A	V	Livret A + 0.6	2,350	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	2 348,22	4 555,84
CORREZE HABITAT	2010	P	SAINT-PANTALEON-DE-LARCHE-Le Bosquet- 2 LGTS	CDC	2 941,00	2 557,42	39,00	A	V	Livret A + 0.6	2,350	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	35,17	48,00
CORREZE HABITAT	2011	P	ST BONNET PRES BORT - LOTISSEMENT COMMUNAL - CONSTRUCTION DE 2 LOGEMENTS	CDC	178 000,00	144 502,92	29,33	A	V	Livret A + 0.6	2,600	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	1 634,05	4 047,32
CORREZE HABITAT	2011	P	ST BONNET PRES BORT - LOTISSEMENT COMMUNAL - CHARGE FONCIERE POUR LA CONSTRUCTION DE 2 LOGEMENTS	CDC	30 000,00	25 909,90	39,33	A	V	Livret A + 0.6	2,600	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	290,66	513,51
CORREZE HABITAT	2011	P	ALBUSSAC - LOTISSEMENT COMMUNAL - CONSTRUCTION DE 2 LOGEMENTS	CDC	151 633,00	125 959,46	30,00	A	V	Livret A + 0.6	2,850	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	1 744,40	3 255,14
CORREZE HABITAT	2011	P	ALBUSSAC - LOTISSEMENT COMMUNAL - CHARGE FONCIERE POUR LA CONSTRUCTION DE 3 LOGEMENTS	CDC	22 051,00	19 333,86	40,00	A	V	Livret A + 0.6	2,850	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	265,75	351,39
CORREZE HABITAT	2011	P	ALBUSSAC - LOTISSEMENT COMMUNAL - CONSTRUCTION D'1 LOGEMENT	CDC	112 038,00	90 337,81	30,00	A	V	Livret A + (-0.2)	2,050	V	Livret A + (-0.2)	0,299	A-1	EUR	511,52	2 666,07

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2011	P	COMMUNAUTE DE COMMUNE LUBERSAC AUVEZERE - CONSTRUCTION DE 16 LOGEMENTS	CDC	1 470 956,00	1 206 469,78	30,00	A	V	Livret A + 0.6	2,850	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	16 708,25	31 178,51
CORREZE HABITAT	2011	P	COMMUNAUTE DE COMMUNE LUBERSAC AUVEZERE - CHARGE FONCIERE POUR LA CONSTRUCTION DE 16 LOGEMENTS	CDC	143 473,00	125 794,27	40,00	A	V	Livret A + 0.6	2,850	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	1 729,09	2 286,25
CORREZE HABITAT	2011	P	ST BONNET ELVERT - LA CHAPELLE DES EGAUX - CONSTRUCTION DE 3 LOGEMENTS	CDC	338 437,00	281 134,98	30,00	A	V	Livret A + 0.6	2,850	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	3 893,40	7 265,31
CORREZE HABITAT	2011	P	EYREIN - LE BOURG - CONSTRUCTION DE 2 LOGEMENTS	CDC	204 104,00	169 546,43	30,00	A	V	Livret A + 0.6	2,850	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	2 348,03	4 381,54
CORREZE HABITAT	2011	P	EYREIN - LE BOURG - CHARGE FONCIERE POUR LA CONSTRUCTION DE 2 LOGEMENTS	CDC	30 713,00	26 928,53	40,00	A	V	Livret A + 0.6	2,850	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	370,14	489,42
CORREZE HABITAT	2011	P	EYREIN - LE BOURG - CONSTRUCTION D'1 LOGEMENT	CDC	95 273,00	76 819,93	30,00	A	V	Livret A + (-0.2)	2,050	V	Livret A + (-0.2)	0,299	A-1	EUR	434,98	2 267,13
CORREZE HABITAT	2011	P	ESPAGNAC - LE BOURG - CONSTRUCTION DE 3 LOGEMENTS	CDC	175 251,00	145 578,62	30,00	A	V	Livret A + 0.6	2,850	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	2 016,10	3 762,15
CORREZE HABITAT	2011	P	ESPAGNAC - LE BOURG - CHARGE FONCIERE POUR LA CONSTRUCTION DE 4 LOGEMENTS	CDC	19 447,00	17 050,74	40,00	A	V	Livret A + 0.6	2,850	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	234,37	309,89
CORREZE HABITAT	2011	P	ESPAGNAC - LE BOURG - CONSTRUCTION D'1 LOGEMENT	CDC	71 332,00	57 515,99	30,00	A	V	Livret A + (-0.2)	2,050	V	Livret A + (-0.2)	0,299	A-1	EUR	325,67	1 697,43
CORREZE HABITAT	2011	P	OBJAT - LES GRANDES TERRES - CONSTRUCTION D'1 LOGEMENT	CDC	62 363,00	50 284,17	30,00	A	V	Livret A + (-0.2)	2,050	V	Livret A + (-0.2)	0,299	A-1	EUR	284,72	1 484,00
CORREZE HABITAT	2011	P	OBJAT - LES GRANDES TERRES - CHARGE FONCIERE POUR LA CONSTRUCTION D'1 LOGEMENT	CDC	19 465,00	16 590,81	40,00	A	V	Livret A + (-0.2)	2,050	V	Livret A + (-0.2)	0,299	A-1	EUR	93,23	359,87
CORREZE HABITAT	2012	P	TULLE - RUE DU COLONEL MONTEIL - ACQUISITION AMELIORATION DE 4 LOGEMENTS	CDC	219 720,00	182 019,46	30,33	A	V	Livret A + 0.6	2,850	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	2 056,17	4 905,25
CORREZE HABITAT	2012	P	TULLE - RUE DU COLONEL MONTEIL - CHARGE FONCIERE POUR L'ACQUISITION AMELIORATION DE 4 LOGEMENTS	CDC	61 872,00	54 112,46	40,33	A	V	Livret A + 0.6	2,850	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	606,68	1 040,18
CORREZE HABITAT	2012	P	TULLE - RUE DU COLONEL MONTEIL - ACQUISITION AMELIORATION DE 3 LOGEMENTS	CDC	172 638,00	138 770,71	30,33	A	V	Livret A + (-0.2)	2,050	V	Livret A + (-0.2)	0,299	A-1	EUR	429,11	4 265,45

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2012	P	TULLE - RUE DU COLONEL MONTEIL - CHARGE FONCIERE POUR L'ACQUISITION AMELIORATION DE 3 LOGEMENTS	CDC	48 613,00	41 313,35	40,33	A	V	Livret A + (-0.2)	2,050	V	Livret A + (-0.2)	0,299	A-1	EUR	126,78	945,61
CORREZE HABITAT	2012	P	ST AUGUSTIN - LE CHAMP PAILLARD - CONSTRUCTION DE 2 LOGEMENTS	CDC	164 841,00	136 556,85	30,33	A	V	Livret A + 0.6	2,850	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	1 542,61	3 680,07
CORREZE HABITAT	2012	P	ST AUGUSTIN - LE CHAMP PAILLARD - CHARGE FONCIERE POUR LA CONSTRUCTION DE 3 LOGEMENTS	CDC	19 672,00	17 204,89	40,33	A	V	Livret A + 0.6	2,850	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	192,89	330,72
CORREZE HABITAT	2012	P	ST AUGUSTIN - LE CHAMP PAILLARD - CONSTRUCTION D'1 LOGEMENT	CDC	69 591,00	55 938,97	30,33	A	V	Livret A + (-0.2)	2,050	V	Livret A + (-0.2)	0,299	A-1	EUR	172,98	1 719,42
CORREZE HABITAT	2012	P	ST HILAIRE PEYROUX - LE BOURG - CONSTRUCTION DE 7 LOGEMENTS	CDC	405 092,00	334 313,89	30,75	A	V	Livret A + 0.6	2,850	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	3 776,56	9 009,42
CORREZE HABITAT	2012	P	ST HILAIRE PEYROUX - LE BOURG - CHARGE FONCIERE POUR LA CONSTRUCTION DE 7 LOGEMENTS	CDC	72 694,00	63 354,27	40,75	A	V	Livret A + 0.6	2,850	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	710,29	1 217,83
CORREZE HABITAT	2012	P	ST HILAIRE PEYROUX - LE BOURG - CONSTRUCTION DE 3 LOGEMENTS	CDC	150 722,00	120 634,32	30,75	A	V	Livret A + (-0.2)	2,050	V	Livret A + (-0.2)	0,299	A-1	EUR	373,03	3 707,99
CORREZE HABITAT	2012	P	ST HILAIRE PEYROUX - LE BOURG - CHARGE FONCIERE DE LA CONSTRUCTION DE 3 LOGEMENTS	CDC	28 543,00	24 157,02	40,75	A	V	Livret A + (-0.2)	2,050	V	Livret A + (-0.2)	0,299	A-1	EUR	74,13	552,93
CORREZE HABITAT	2012	P	LAGUENNE - AVENUE DU PUY DU JOUR - CONSTRUCTION DE 4 LOGEMENTS	CDC	330 247,00	272 545,85	30,75	A	V	Livret A + 0.6	2,850	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	3 078,80	7 344,84
CORREZE HABITAT	2012	P	LAGUENNE - AVENUE DU PUY DU JOUR - CHARGE FONCIERE POUR LA CONSTRUCTION DE 4 LOGEMENTS	CDC	8 985,00	7 830,59	40,75	A	V	Livret A + 0.6	2,850	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	87,79	150,53
CORREZE HABITAT	2012	P	LAGUENNE - AVENUE DU PUY DU JOUR - CONSTRUCTION DE 2 LOGEMENTS	CDC	154 447,00	123 615,69	30,75	A	V	Livret A + (-0.2)	2,050	V	Livret A + (-0.2)	0,299	A-1	EUR	382,25	3 799,62
CORREZE HABITAT	2012	P	LAGUENNE - AVENUE DU PUY DU JOUR - CHARGE FONCIERE POUR LA CONSTRUCTION DE 2 LOGEMENTS	CDC	4 339,00	3 672,26	40,75	A	V	Livret A + (-0.2)	2,050	V	Livret A + (-0.2)	0,299	A-1	EUR	11,27	84,05
CORREZE HABITAT	2012	P	AYEN - LES CONDAMINES (EX GENDARMERIE) - ACQUISITION AMELIORATION DE 2 LOGEMENTS	CDC	78 060,00	62 477,40	30,75	A	V	Livret A + (-0.2)	2,050	V	Livret A + (-0.2)	0,299	A-1	EUR	193,19	1 920,40
CORREZE HABITAT	2012	P	ST SOLVE - CHANTOSEL - CONSTRUCTION DE 6 LOGEMENTS	CDC	590 544,00	487 363,45	30,83	A	V	Livret A + 0.6	2,850	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	5 505,47	13 133,96
CORREZE HABITAT	2012	P	ST SOLVE - CHANTOSEL - CHARGE FONCIERE POUR LA CONSTRUCTION DE 6 LOGEMENTS	CDC	118 983,00	103 696,06	40,83	A	V	Livret A + 0.6	2,850	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	1 162,58	1 993,30

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2012	P	ST SOLVE - CHANTOSEL - CONSTRUCTION DE 2 LOGEMENTS	CDC	171 003,00	136 866,76	30,83	A	V	Livret A + (-0.2)	2,050	V	Livret A + (-0.2)	0,299	A-1	EUR	423,22	4 206,93
CORREZE HABITAT	2012	P	ST SOLVE - CHANTOSEL - CHARGE FONCIERE POUR LA CONSTRUCTION DE 2 LOGEMENTS	CDC	34 795,00	29 448,34	40,83	A	V	Livret A + (-0.2)	2,050	V	Livret A + (-0.2)	0,299	A-1	EUR	90,37	674,04
CORREZE HABITAT	2012	P	LAGRAULIERE - BORIAS - CONSTRUCTION DE 2 LOGEMENTS	CDC	209 109,00	172 573,23	30,83	A	V	Livret A + 0.6	2,850	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	1 949,46	4 650,68
CORREZE HABITAT	2012	P	LAGRAULIERE - BORIAS - CHARGE FONCIERE POUR LA CONSTRUCTION DE 2 LOGEMENTS	CDC	17 996,00	15 683,89	40,83	A	V	Livret A + 0.6	2,850	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	175,84	301,48
CORREZE HABITAT	2012	P	BRIGNAC LA PLAINE - LE BOURG - CONSTRUCTION D'1 LOGEMENT	CDC	108 154,00	91 662,58	31,00	A	V	Livret A + 0.6	2,850	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	1 268,20	2 278,39
CORREZE HABITAT	2012	P	BRIGNAC LA PLAINE - LE BOURG - CHARGE FONCIERE POUR LA CONSTRUCTION D'1 LOGEMENT	CDC	9 871,00	8 768,13	41,00	A	V	Livret A + 0.6	2,850	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	120,45	154,43
CORREZE HABITAT	2012	P	ST CLEMENT - GRANDCHAMP 2 - CONSTRUCTION DE 4 LOGEMENTS	CDC	411 508,00	348 760,95	31,00	A	V	Livret A + 0.6	2,850	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	4 825,30	8 668,87
CORREZE HABITAT	2012	P	ST CLEMENT - GRANDCHAMP 2 - CHARGE FONCIERE POUR LA CONSTRUCTION DE 4 LOGEMENTS	CDC	37 192,00	33 036,66	41,00	A	V	Livret A + 0.6	2,850	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	453,85	581,85
CORREZE HABITAT	2013	P	MEYSSAC - LES TERMES - REHABILITATION DE 18 LOGEMENTS	CDC	288 000,00	204 840,35	16,50	A	V	Livret A + 0.25	2,000	V	Livret A + 0.25	0,748	A-1	EUR	1 620,74	11 258,23
CORREZE HABITAT	2013	P	MALEMORT - LE JASSOU - REHABILITATION DE 18 LOGEMENTS	CDC	252 000,00	178 835,31	16,58	A	V	Livret A + 0.25	2,000	V	Livret A + 0.25	0,748	A-1	EUR	1 414,98	9 828,97
CORREZE HABITAT	2013	P	ST PANTALEON DE LARCHE - RESIDENCE ARNODIN - REHABILITATION DE 7 LOGEMENTS	CDC	101 500,00	72 030,89	16,58	A	V	Livret A + 0.25	2,000	V	Livret A + 0.25	0,748	A-1	EUR	569,92	3 958,89
CORREZE HABITAT	2013	P	MEYMAC - PRE POISSAC - REHABILITATION DE 20 LOGEMENTS	CDC	280 000,00	198 705,89	16,58	A	V	Livret A + 0.25	2,000	V	Livret A + 0.25	0,748	A-1	EUR	1 572,20	10 921,08
CORREZE HABITAT	2013	P	SEILHAC - CHAMP DE FOIRE 2 - REHABILITATION DE 10 LOGEMENTS	CDC	160 000,00	113 306,78	16,75	A	V	Livret A + 0.25	1,500	V	Livret A + 0.25	0,748	A-1	EUR	896,51	6 227,45
CORREZE HABITAT	2013	P	EGLETONS - 30 RUE DE LA BORIE - RÉHABILITATION DE 5 LOGEMENTS	CDC	10 000,00	7 171,67	16,75	A	V	Livret A + 0.6	1,850	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	83,09	381,75
CORREZE HABITAT	2013	P	CHAMBOULIVE - LE BOURG SUD (LES TILLEULS) - REHABILITATION DE 12 LOGEMENTS	CDC	192 000,00	135 968,13	16,75	A	V	Livret A + 0.25	1,500	V	Livret A + 0.25	0,748	A-1	EUR	1 075,81	7 472,94
CORREZE HABITAT	2013	P	SEILHAC - CHAMP DE FOIRE 1 - REHABILITATION DE 12 LOGEMENTS	CDC	9 700,00	6 956,48	16,75	A	V	Livret A + 0.6	1,850	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	80,59	370,31
CORREZE HABITAT	2013	P	MEYMAC - LE CHAMP PEYRAT - REHABILITATION DE 24 LOGEMENTS	CDC	312 000,00	220 948,20	16,75	A	V	Livret A + 0.25	1,500	V	Livret A + 0.25	0,748	A-1	EUR	1 748,19	12 143,53

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2013	P	CHAMBOULIVE - LE BOURG SUD (LES TILLEULS) - REHABILITATION DE 12 LOGEMENTS	CDC	192 000,00	135 968,13	16,75	A	V	Livret A + 0.25	1,500	V	Livret A + 0.25	0,748	A-1	EUR	1 075,81	7 472,94
CORREZE HABITAT	2015	P	206 JUILLAC 1 LOGT	CDC	22 246,31	15 670,80	11,17	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,696	A-1	EUR	286,27	1 168,39
CORREZE HABITAT	2015	P	270 NOAILLES 1 LOGT	CDC	14 647,62	6 517,55	4,75	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,696	A-1	EUR	131,86	1 238,87
CORREZE HABITAT	2015	P	282 TULLE 1 LOGT MIRAT	CDC	17 415,94	7 749,32	4,75	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,696	A-1	EUR	156,78	1 473,02
CORREZE HABITAT	2015	P	161 BEYNAT 5 LOGTS	CDC	69 633,52	18 428,70	1,17	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,699	A-1	EUR	466,02	8 983,96
CORREZE HABITAT	2015	P	159 NAVES 7 LOGTS	CDC	95 263,24	25 211,69	1,17	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,699	A-1	EUR	637,54	12 290,65
CORREZE HABITAT	2015	P	158 BORT-LES-ORGUES 6 LOGTS	CDC	77 903,79	20 617,44	1,17	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,699	A-1	EUR	521,36	10 050,97
CORREZE HABITAT	2015	P	131 MERLINES 15 LOGTS	CDC	7 999,06	2 116,96	1,17	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,699	A-1	EUR	53,53	1 032,02
CORREZE HABITAT	2015	P	163 TARNAC 5 LOGTS	CDC	67 196,07	15 956,69	1,67	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,696	A-1	EUR	403,50	7 778,87
CORREZE HABITAT	2015	P	165 SERVIERES- LE-CHATEAU 5 LOGTS	CDC	58 898,63	13 986,34	1,92	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,696	A-1	EUR	353,68	6 818,32
CORREZE HABITAT	2015	P	164 CHAMBOULIVE 8 LOGTS	CDC	134 281,84	31 887,22	1,92	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,696	A-1	EUR	806,35	15 544,97
CORREZE HABITAT	2015	P	157 LE LONZAC 4 LOGTS	CDC	63 879,97	15 169,24	1,92	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,696	A-1	EUR	383,59	7 394,98
CORREZE HABITAT	2015	P	167 VITRAC 2 LOGTS	CDC	30 729,51	10 841,48	2,17	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,698	A-1	EUR	243,70	3 493,69
CORREZE HABITAT	2015	P	152 ALLASSAC 6 LOGTS	CDC	62 307,91	15 782,46	1,92	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,696	A-1	EUR	399,10	7 693,92
CORREZE HABITAT	2015	P	137 MEYMAC 15 LOGTS	CDC	13 336,68	4 487,42	2,92	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,696	A-1	EUR	100,87	1 446,08
CORREZE HABITAT	2015	P	133 BUGEAT 12 LOGTS	CDC	76 608,45	0,00	0,00	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,708	A-1	EUR	199,34	11 725,61
CORREZE HABITAT	2015	P	130 TARNAC 8 LOGTS	CDC	43 413,30	0,00	0,00	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,708	A-1	EUR	112,96	6 644,79
CORREZE HABITAT	2015	P	132 CLERGOUX 6 LOGTS	CDC	35 093,83	0,00	0,00	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,708	A-1	EUR	91,31	5 371,43
CORREZE HABITAT	2015	P	139 BORT-LES-ORGUES 6 LOGTS	CDC	18 810,67	0,00	0,00	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,708	A-1	EUR	48,95	2 879,14

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2015	P	135 ARNAC -POMPADOUR 15 LOGTS	CDC	83 065,61	0,00	0,00	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,708	A-1	EUR	216,14	12 713,94
CORREZE HABITAT	2015	P	137 MEYMAC 15 LOGTS	CDC	75 546,68	0,00	0,00	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,708	A-1	EUR	196,57	11 563,10
CORREZE HABITAT	2015	P	136 MERLINES 2 LOGTS	CDC	12 134,16	0,00	0,00	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,708	A-1	EUR	31,57	1 857,24
CORREZE HABITAT	2015	P	138 ROSIERS D'EGLÉTONS 6 LOGTS	CDC	41 771,43	0,00	0,00	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,708	A-1	EUR	108,69	6 393,49
CORREZE HABITAT	2015	P	131 MERLINES 15 LOGTS	CDC	71 316,75	0,00	0,00	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,708	A-1	EUR	185,57	10 915,67
CORREZE HABITAT	2015	P	144 UZERCHE 12 LOGTS + LT	CDC	58 624,79	0,00	0,00	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,698	A-1	EUR	152,07	8 945,29
CORREZE HABITAT	2015	P	142 MEYMAC 15 LOGTS 2ème tr	CDC	90 377,30	13 670,32	0,17	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,703	A-1	EUR	460,91	13 441,81
CORREZE HABITAT	2015	P	146 TREIGNAC 9 LOGTS	CDC	48 468,68	7 331,28	0,17	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,703	A-1	EUR	247,18	7 208,74
CORREZE HABITAT	2015	P	145 MARCILLAC 6 LOGTS	CDC	44 429,62	6 720,36	0,17	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,703	A-1	EUR	226,58	6 608,02
CORREZE HABITAT	2015	P	140 SERVIERES 12 LOGTS	CDC	86 649,47	13 106,48	0,17	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,703	A-1	EUR	441,90	12 887,38
CORREZE HABITAT	2015	P	147 EYREIN 4 LOGTS	CDC	46 372,53	6 195,52	0,67	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,696	A-1	EUR	208,89	6 091,96
CORREZE HABITAT	2015	P	148 MONTAIGNAC 4 LOGTS	CDC	33 982,72	4 540,20	0,67	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,696	A-1	EUR	153,08	4 464,31
CORREZE HABITAT	2015	P	133 BUGEAT 12 LOGTS	CDC	24 241,03	10 502,02	3,17	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,697	A-1	EUR	221,32	2 516,71
CORREZE HABITAT	2015	P	144 UZERCHE 12 LOGTS	CDC	8 806,96	3 815,46	3,17	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,697	A-1	EUR	80,41	914,34
CORREZE HABITAT	2015	P	130 TARNAC 8 LOGTS	CDC	10 117,79	4 383,35	3,17	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,697	A-1	EUR	92,37	1 050,44
CORREZE HABITAT	2015	P	135 ARNAC-POMPADOUR 15 LOGTS	CDC	25 202,88	10 918,72	3,17	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,697	A-1	EUR	230,10	2 616,57
CORREZE HABITAT	2015	P	160 BORT-LES-ORGUES 7 LOGTS	CDC	9 244,86	4 005,17	3,17	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,697	A-1	EUR	84,40	959,81
CORREZE HABITAT	2015	P	149 LAMAZIERE-BASSE 3 LOGTS	CDC	32 579,53	9 109,07	1,17	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,699	A-1	EUR	230,35	4 440,65
CORREZE HABITAT	2015	P	150 AUBAZINE 4 LOGTS	CDC	36 082,34	10 088,42	1,17	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,699	A-1	EUR	255,11	4 918,09
CORREZE HABITAT	2015	P	153 BEAULIEU 3 LOGTS	CDC	31 779,42	11 658,97	2,17	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,698	A-1	EUR	262,07	3 757,13

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2015	P	155 MONTAIGNAC 2 LOGTS	CDC	34 034,18	11 487,08	2,42	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,697	A-1	EUR	258,21	3 701,74
CORREZE HABITAT	2015	P	153 BEAULIEU 3 LOGTS	CDC	12 592,49	4 237,02	2,67	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,696	A-1	EUR	95,24	1 365,39
CORREZE HABITAT	2017	P	258 OBJAT 1ère tranche	CDC	89 029,10	44 506,09	4,75	A	V	Livret A + 1.2	1,950	V	Livret A + 1.2	1,696	A-1	EUR	909,55	8 996,68
CORREZE HABITAT	2017	P	261 OBJAT 2ème tranche - LA RIBIERE DE LA VIALLE	CDC	140 364,10	76 506,33	5,75	A	V	Livret A + 1.2	1,950	V	Livret A + 1.2	1,696	A-1	EUR	1 520,25	12 920,28
CORREZE HABITAT	2017	P	OBJAT III PLA TS	CDC	40 356,16	26 601,66	9,33	A	V	Livret A + 0.8	1,550	V	Livret A + 0.8	1,297	A-1	EUR	381,95	2 779,27
CORREZE HABITAT	2017	P	OBJAT III PLF	CDC	195 637,14	131 913,45	9,33	A	V	Livret A + 1.2	1,950	V	Livret A + 1.2	1,696	A-1	EUR	2 465,63	13 123,78
CORREZE HABITAT	2017	P	235 LAGARDE ENVAL	CDC	2 495,94	1 091,99	3,83	A	V	Livret A + 0.52	1,270	V	Livret A + 0.52	1,017	A-1	EUR	13,99	279,81
CORREZE HABITAT	2017	P	138 XAINTRIE	CDC	48 450,47	9 152,29	0,42	A	V	Livret A + 1.2	1,950	V	Livret A + 1.2	1,800	A-1	EUR	316,27	8 691,64
CORREZE HABITAT	2017	P	141 CUREMONTE	CDC	23 394,61	4 419,25	0,42	A	V	Livret A + 1.2	1,950	V	Livret A + 1.2	1,800	A-1	EUR	152,71	4 196,81
CORREZE HABITAT	2017	P	UZERCHE	CDC	22 669,77	4 282,32	0,92	A	V	Livret A + 1.2	1,950	V	Livret A + 1.2	1,762	A-1	EUR	147,17	4 066,78
CORREZE HABITAT	2017	P	129 NOAILLES	CDC	16 317,45	5 278,20	1,42	A	V	Livret A + 1.2	1,950	V	Livret A + 1.2	1,744	A-1	EUR	134,90	2 441,57
CORREZE HABITAT	2017	P	MARCILLAC LA CROZE	CDC	21 696,60	8 631,32	2,33	A	V	Livret A + 1.2	1,950	V	Livret A + 1.2	1,698	A-1	EUR	193,53	2 752,55
CORREZE HABITAT	2017	P	255 BEYSSAC	CDC	47 320,10	26 148,55	4,25	A	V	Livret A + 1.2	1,950	V	Livret A + 1.2	1,696	A-1	EUR	531,40	5 110,40
CORREZE HABITAT	2017	P	236 NEUVIC	CDC	1 154,39	398,57	1,00	A	V	Livret A + 0.47	1,224	V	Livret A + 0.47	2,881	A-1	EUR	12,22	200,77
CORREZE HABITAT	2017	P	234 MASSERET	CDC	1 198,60	205,91	0,83	A	V	Livret A + 0.47	1,224	V	Livret A + 0.47	3,117	A-1	EUR	11,98	207,91
CORREZE HABITAT	2018	P	132 CLERGOUX 6 LOGTS	CDC	5 539,90	0,00	0,00	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,542	A-1	EUR	20,68	1 378,39
CORREZE HABITAT	2018	P	350 CHAMBERET 2 LOGTS	CDC	13 145,80	12 002,57	30,75	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,496	A-1	EUR	184,57	302,43
CORREZE HABITAT	2018	P	364 NAVES 4 LOGTS	CDC	33 967,31	31 013,37	30,75	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,496	A-1	EUR	476,92	781,43
CORREZE HABITAT	2018	P	363 378 MALEMORT 15 + 5 LOGTS	CDC	136 652,25	124 768,42	30,75	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,496	A-1	EUR	1 918,68	3 143,71
CORREZE HABITAT	2018	P	361 FAVARS 6 LOGTS	CDC	23 741,94	21 677,23	30,75	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,496	A-1	EUR	333,35	546,19

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2018	P	ST BONNET PRES BORT-2 LOGTS	CDC	10 100,23	9 254,06	31,08	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,496	A-1	EUR	142,17	224,08
CORREZE HABITAT	2018	P	IMMEUBLE JAUVION GARE DE CORREZE	CDC	27 687,91	25 368,34	31,50	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,496	A-1	EUR	389,74	614,27
CORREZE HABITAT	2018	P	LOTISSEMENT LA GARENNE	CDC	21 713,55	19 894,47	31,58	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,496	A-1	EUR	305,64	481,73
CORREZE HABITAT	2018	P	CHAMP DE FOIRE	CDC	47 070,06	43 126,72	31,58	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,496	A-1	EUR	662,56	1 044,27
CORREZE HABITAT	2018	P	BAR LE NEUF	CDC	20 975,74	19 218,49	31,75	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,496	A-1	EUR	295,26	465,35
CORREZE HABITAT	2018	P	MEYSSAC 8 LOGTS	CDC	51 945,15	47 749,78	32,08	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,496	A-1	EUR	732,93	1 112,19
CORREZE HABITAT	2018	P	ST PANTALEON DE LARCHE 5 LOGTS	CDC	9 212,05	8 468,03	32,17	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,496	A-1	EUR	129,98	197,24
CORREZE HABITAT	2018	P	ST CLEMENT 4 LOGTS	CDC	8 732,98	8 027,66	32,25	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,496	A-1	EUR	123,22	186,98
CORREZE HABITAT	2018	P	EYREIN 3 LOGTS	CDC	13 245,49	12 175,72	32,33	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,496	A-1	EUR	186,89	283,60
CORREZE HABITAT	2018	P	SOUDEILLE 4 LOGTS	CDC	22 930,74	21 078,75	32,50	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,496	A-1	EUR	323,55	490,96
CORREZE HABITAT	2018	P	VARETZ 4 LOGTS	CDC	17 320,45	15 921,57	32,75	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,496	A-1	EUR	244,39	370,84
CORREZE HABITAT	2018	P	STE FEREOLE 4 LOGTS	CDC	35 681,40	32 799,58	32,75	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,496	A-1	EUR	503,45	763,97
CORREZE HABITAT	2018	P	CUBLAC 6 PAVILLONS	CDC	10 248,73	9 421,01	32,75	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,496	A-1	EUR	144,61	219,43
CORREZE HABITAT	2018	P	0412 MASSERET 4 LOGTS	CDC	12 974,25	12 204,17	33,00	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,496	A-1	EUR	218,14	261,16
CORREZE HABITAT	2018	P	0386 LADIGNAC 3 LOGTS	CDC	31 878,36	29 986,23	33,00	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,496	A-1	EUR	535,99	641,68
CORREZE HABITAT	2018	P	SAINT PRIVAT	CDC	10 342,41	9 536,56	33,33	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,496	A-1	EUR	146,26	213,86
CORREZE HABITAT	2018	P	COSNAC	CDC	10 567,03	9 743,68	33,33	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,496	A-1	EUR	149,43	218,51
CORREZE HABITAT	2018	P	JUILLAC	CDC	13 327,30	12 288,88	33,33	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,496	A-1	EUR	188,47	275,58
CORREZE HABITAT	2018	P	CHAMEYRAT	CDC	74 822,75	68 992,72	33,42	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,496	A-1	EUR	1 058,10	1 547,19
CORREZE HABITAT	2018	P	BEAULIEU	CDC	12 839,27	10 945,72	18,42	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,496	A-1	EUR	171,61	494,75

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2018	P	BEAULIEU	CDC	177 162,63	163 358,48	33,42	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,496	A-1	EUR	2 505,33	3 663,39
CORREZE HABITAT	2018	P	DARNETS	CDC	40 937,11	37 747,37	33,42	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,496	A-1	EUR	578,91	846,50
CORREZE HABITAT	2018	P	LUBERSAC	CDC	36 248,44	33 424,04	33,67	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,496	A-1	EUR	512,60	749,55
CORREZE HABITAT	2018	P	CHAMBERET	CDC	29 877,77	27 549,74	33,83	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,496	A-1	EUR	422,51	617,82
CORREZE HABITAT	2018	P	SAINT-SOLVE - BELLEVUE - CONSTRUCTION DE 5 LOGEMENTS	CDC	318 460,52	292 739,97	32,33	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,496	A-1	EUR	4 493,38	6 818,51
CORREZE HABITAT	2014	P	BORT LES ORGUES - 146 RUE DE LA PLANTADE - REHABILITATION DE 6 LOGEMENTS (BATIMENT F)	CDC	24 200,00	18 258,33	17,33	A	V	Livret A + 0.6	1,850	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	210,88	912,76
CORREZE HABITAT	2014	P	BORT LES ORGUES - 135 ET 145 RUE DE LA PLANTADE - REHABILITATION DE 12 LOGEMENTS (BATIMENTS D ET E)	CDC	38 000,00	28 670,13	17,33	A	V	Livret A + 0.6	1,850	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	331,14	1 433,25
CORREZE HABITAT	2014	P	TULLE - RESIDENCE LES BLEUETS - RUE ANNE VIALLE - ACQUISITION ET AMELIORATION DE 9 LOGEMENTS	CDC	455 986,00	393 507,02	32,33	A	V	Livret A + 0.6	1,850	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	4 436,90	9 847,25
CORREZE HABITAT	2014	P	TULLE - RESIDENCE LES BLEUET - RUE ANNE VIALLE - ACQUISITION ET AMELIORATION DE 9 LOGEMENTS	CDC	82 806,00	74 404,84	42,33	A	V	Livret A + 0.6	1,850	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	833,28	1 347,76
CORREZE HABITAT	2014	P	TULLE - RESIDENCE LES BLEUETS - RUE ANNE VIALLE - ACQUISITION ET AMELIORATION DE 9 LOGEMENTS	CDC	59 793,00	50 362,35	32,33	A	V	Livret A + (-0.2)	1,050	V	Livret A + (-0.2)	0,299	A-1	EUR	155,44	1 449,77
CORREZE HABITAT	2014	P	TULLE - RESIDENCE LES BLEUETS - RUE ANNE VIALLE - ACQUISITION ET AMELIORATION DE 9 LOGEMENTS	CDC	10 907,00	9 574,06	42,33	A	V	Livret A + (-0.2)	1,050	V	Livret A + (-0.2)	0,299	A-1	EUR	29,35	208,31
CORREZE HABITAT	2013	P	LA RIVIERE DE MANSAC - CONSTRUCTION DE 3 LOGEMENTS	CDC	314 400,00	271 610,98	32,00	A	V	Livret A + 0.6	1,850	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	3 754,49	6 499,73
CORREZE HABITAT	2013	P	LA RIVIERE DE MANSAC - CHARGE FONCIERE POUR LA CONSTRUCTION DE 3 LOGEMENTS	CDC	33 264,00	29 919,65	42,00	A	V	Livret A + 0.6	1,850	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	410,81	510,94
CORREZE HABITAT	2013	P	LA RIVIERE DE MANSAC - CONSTRUCTION DE 1 LOGEMENTS	CDC	106 202,00	89 557,76	32,00	A	V	Livret A + (-0.2)	1,050	V	Livret A + (-0.2)	0,299	A-1	EUR	506,15	2 468,89
CORREZE HABITAT	2013	P	LA RIVIERE DE MANSAC - CHARGE FONCIERE POUR LA CONSTRUCTION DE 1 LOGEMENTS	CDC	11 224,00	9 863,88	42,00	A	V	Livret A + (-0.2)	1,050	V	Livret A + (-0.2)	0,299	A-1	EUR	55,37	202,84
CORREZE HABITAT	2014	P	LOGEMENTS USSEL "GRAMMONT" 18 LOGTS	CDC	210 000,00	154 355,73	17,33	A	V	Livret A + (-0.25)	1,000	V	Livret A + (-0.25)	0,249	A-1	EUR	406,33	8 175,74

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2014	P	BORT LES ORGUES - 146 RUE DE LA PLANTADE - REHABILITATION DE 6 LOGEMENTS (BATIMENT F)	CDC	105 000,00	77 177,86	17,33	A	V	Livret A + (-0.25)	1,000	V	Livret A + (-0.25)	0,249	A-1	EUR	203,16	4 087,87
CORREZE HABITAT	2014	P	CHAMBERET - CALAIS - REHABILITATION DE 20 LOGEMENTS	CDC	320 000,00	235 208,74	17,33	A	V	Livret A + (-0.25)	1,000	V	Livret A + (-0.25)	0,249	A-1	EUR	619,17	12 458,27
CORREZE HABITAT	2014	P	ALLASSAC - CITE RADIEUSE - REHABILITATION 6 LOGEMENTS	CDC	71 000,00	52 186,93	17,33	A	V	Livret A + (-0.25)	1,000	V	Livret A + (-0.25)	0,249	A-1	EUR	137,38	2 764,17
CORREZE HABITAT	2014	P	CHAMBERET - ROUTE SAINT DULCET - CHATAIGNIES - REHABILITATION DE 8 LOGEMENTS	CDC	128 000,00	94 083,51	17,33	A	V	Livret A + (-0.25)	1,000	V	Livret A + (-0.25)	0,249	A-1	EUR	247,67	4 983,32
CORREZE HABITAT	2014	P	UZERCHE - ROUTE DE ST-YBARD - LA RHUE - REHABILITATION DE 18 LOGEMENTS	CDC	273 000,00	200 662,44	17,42	A	V	Livret A + (-0.25)	1,000	V	Livret A + (-0.25)	0,249	A-1	EUR	528,23	10 628,47
CORREZE HABITAT	2014	P	UZERCHE - BOULEVARD JOLIOT CURIE - CITE DE PLEUX - REHABILITATION DE 18 LOGEMENTS (BATIMENT B)	CDC	243 000,00	178 611,64	17,42	A	V	Livret A + (-0.25)	1,000	V	Livret A + (-0.25)	0,249	A-1	EUR	470,18	9 460,50
CORREZE HABITAT	2014	P	UZERCHE - BOULEVARD JOLIOT CURIE - CITE DE PLEUX - REHABILITATION DE 18 LOGEMENTS (BATIMENT B)	CDC	155 100,00	117 019,44	17,42	A	V	Livret A + 0.6	1,850	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	1 351,56	5 849,93
CORREZE HABITAT	2014	P	UZERCHE - BOULEVARD JOLIOT CURIE - CITE DE PLEUX - REHABILITATION DE 29 LOGEMENTS (BATIMENT A)	CDC	319 000,00	234 473,69	17,42	A	V	Livret A + (-0.25)	1,000	V	Livret A + (-0.25)	0,249	A-1	EUR	617,23	12 419,34
CORREZE HABITAT	2014	P	TULLE - 122 AVENUE VICTOR HUGO - IMMEUBLE CAMMAS - REHABILITATION DE 9 LOGEMENTS	CDC	126 764,28	97 766,46	18,83	A	V	Livret A + (-0.25)	0,500	V	Livret A + (-0.25)	0,249	A-1	EUR	256,65	4 893,43
CORREZE HABITAT	2014	P	ARGENTAT - AVENUE FRANCOIS MITTERRAND - CONSTRUCTION DE 10 LOGEMENTS SOCIAUX ADAPTES	CDC	580 318,00	457 638,43	33,92	A	V	Livret A + 1.11	1,860	V	Livret A + 1.11	1,606	A-1	EUR	7 529,85	10 053,96
CORREZE HABITAT	2014	P	ARGENTAT - AVENUE FRANCOIS MITTERRAND - CONSTRUCTION DE 10 LOGEMENTS SOCIAUX ADAPTES	CDC	33 682,00	26 562,01	33,92	A	V	Livret A + 1.11	1,860	V	Livret A + 1.11	1,606	A-1	EUR	437,04	583,55
CORREZE HABITAT	2014	P	EYGURANDE - CENTRE HOSPITALIER DU PAYS D'EYGURANDE RUE PERON - CONSTRUCTION DE 5 LOGEMENTS	CDC	308 870,00	266 027,14	32,92	A	V	Livret A + 0.6	1,600	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	2 999,53	6 657,15
CORREZE HABITAT	2014	P	EYGURANDE - CENTRE HOSPITALIER DU PAYS D'EYGURANDE RUE PERON - CONSTRUCTION DE 5 LOGEMENTS	CDC	9 135,00	8 193,15	42,92	A	V	Livret A + 0.6	1,600	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	91,76	148,41

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2014	P	TULLE - RUE PIECE VERDIER - REHABILITATION DE 22 LOGEMENTS	CDC	303 500,00	222 560,99	17,92	A	V	Livret A + (-0.25)	0,750	V	Livret A + (-0.25)	0,249	A-1	EUR	585,87	11 788,36
CORREZE HABITAT	2016	P	UZERCHE - ROUTE DE SAINT-YBARD - LA RHUE - REHABILITATION DE 18 LOGEMENTS	CDC	20 566,00	16 635,14	19,17	A	V	Livret A + (-0.25)	0,500	V	Livret A + (-0.25)	0,249	A-1	EUR	43,61	810,15
CORREZE HABITAT	2017	P	UZERCHE - RESIDENCE LA BORIE BLANCHE - REHABILITATION DE 12 LOGEMENTS	CDC	206 500,00	177 729,48	20,08	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	2 037,38	7 487,30
CORREZE HABITAT	2017	P	OBJAT - RUE JEAN SEGUREL - CONSTRUCTION DE 4 LOGEMENTS	CDC	146 797,00	135 258,61	35,08	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	1 521,38	3 049,06
CORREZE HABITAT	2017	P	OBJAT - RUE JEAN SEGUREL - CONSTRUCTION DE 4 LOGEMENTS	CDC	29 136,50	27 428,10	45,08	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	306,73	456,26
CORREZE HABITAT	2017	P	OBJAT - RUE JEAN SEGUREL - CONSTRUCTION DE 4 LOGEMENTS	CDC	47 045,00	42 740,75	35,08	A	V	Livret A + (-0.2)	0,550	V	Livret A + (-0.2)	0,299	A-1	EUR	131,59	1 122,70
CORREZE HABITAT	2017	P	OBJAT - RUE JEAN SEGUREL - CONSTRUCTION DE 4 LOGEMENTS	CDC	10 404,50	9 661,83	45,08	A	V	Livret A + (-0.2)	0,550	V	Livret A + (-0.2)	0,299	A-1	EUR	29,57	195,61
CORREZE HABITAT	2017	P	MANSAC - RESIDENCE VAUBAN - ACQUISITION DE 9 LOGEMENTS	CDC	327 616,00	304 325,51	35,75	A	V	Livret A + 1.11	1,860	V	Livret A + 1.11	1,606	A-1	EUR	4 999,54	6 205,12
CORREZE HABITAT	2017	P	TULLE - IMPASSE VENTADOUR - REHABILITATION DE 32 LOGEMENTS	CDC	6 331,00	5 363,82	20,50	A	V	Livret A + (-0.25)	0,500	V	Livret A + (-0.25)	0,249	A-1	EUR	14,03	248,48
CORREZE HABITAT	2017	P	TULLE - IMPASSE VENTADOUR - REHABILITATION DE 32 LOGEMENTS	CDC	80 669,00	69 429,83	20,50	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	795,90	2 924,91
CORREZE HABITAT	2017	P	TULLE - IMPASSE VENTADOUR - REHABILITATION DE 32 LOGEMENTS	CDC	224 000,00	189 779,94	20,50	A	V	Livret A + (-0.25)	0,500	V	Livret A + (-0.25)	0,249	A-1	EUR	496,43	8 791,30
CORREZE HABITAT	2017	P	RACHAT DU PATRIMOINE DE DOM'AULIM SUR LE DEPARTEMENT DE LA CORREZE	CDC	1 351 015,00	1 225 397,54	30,17	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	13 842,63	33 023,24
CORREZE HABITAT	2017	P	RACHAT DU PATRIMOINE DE DOM'AULIM SUR LE DEPARTEMENT DE LA CORREZE	CDC	337 595,00	305 059,93	29,17	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	3 449,65	8 544,28
CORREZE HABITAT	2017	P	SEILHAC - RESIDENCE LE BREZOU - ACQUISITIONS AMELIORATION DE 9 LOGEMENTS	CDC	67 048,00	60 913,62	35,42	A	V	Livret A + (-0.2)	0,550	V	Livret A + (-0.2)	0,299	A-1	EUR	187,54	1 600,06
CORREZE HABITAT	2017	P	SEILHAC - RESIDENCE LE BREZOU - ACQUISITIONS AMELIORATION DE 9 LOGEMENTS	CDC	19 740,50	18 331,43	45,42	A	V	Livret A + (-0.2)	0,550	V	Livret A + (-0.2)	0,299	A-1	EUR	56,11	371,13
CORREZE HABITAT	2017	P	SEILHAC - RESIDENCE LE BREZOU - ACQUISITIONS AMELIORATION DE 9 LOGEMENTS	CDC	202 081,00	186 197,22	35,42	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	2 094,34	4 197,33

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2017	P	SEILHAC - RESIDENCE LE BREZOU - ACQUISITIONS AMELIORATION DE 9 LOGEMENTS	CDC	59 974,50	56 457,92	45,42	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	631,37	939,17
CORREZE HABITAT	2017	P	RACHAT DU PATRIMOINE DE ICF 138 LOGEMENTS SUR LE DEPARTEMENT DE LA CORREZE	CDC	4 981 300,00	4 518 138,44	30,17	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	51 038,88	121 759,32
CORREZE HABITAT	2018	P	MULTIPLES SITES - CHANGEMENT DE COMPOSANTS (AU TITRE DE L'ANNEE 2016)	CDC	386 618,46	346 382,05	21,17	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	3 962,55	13 849,97
CORREZE HABITAT	2018	P	CHAMBERET - REHABILITATION DE L'EHPAD	CDC	445 240,00	398 365,61	21,17	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	4 563,38	16 487,09
CORREZE HABITAT	2018	P	OBJAT - RESIDENSE SOCIALE - ACQUISITION-AMELIORATION DE 24 LOGEMENTS	CDC	955 355,50	889 697,25	36,92	A	V	Livret A + (-0.2)	0,550	V	Livret A + (-0.2)	0,299	A-1	EUR	2 737,20	22 703,91
CORREZE HABITAT	2018	P	OBJAT - RESIDENSE SOCIALE - ACQUISITION-AMELIORATION DE 24 LOGEMENTS	CDC	158 583,50	150 070,88	46,92	A	V	Livret A + (-0.2)	0,550	V	Livret A + (-0.2)	0,299	A-1	EUR	459,12	2 969,05
CORREZE HABITAT	2014	P	CHAMBOULIVE - AUX BERNARDINES - CONSTRUCTION DE 10 LOGEMENTS	Crédit Foncier	623 891,00	558 218,02	33,00	A	V	(Livret A + 1.07)-Floor -1.07 sur Livret A	2,070	V	(Livret A + 1.07)-Floor -1.07 sur Livret A	1,566	A-1	EUR	8 923,89	10 182,39
CORREZE HABITAT	2016	P	FINANCEMENT DE DIVERS PROGRAMMES POU REMPLACEMENT DE COMPOSANTS SUR PLUSIEURS RESIDENCES DE L'OFFICE	SFIL	11 406 590,02	9 250 573,35	25,83	A	F	Taux fixe à 1.54 %	1,562	F	Taux fixe à 1.54 %	1,557	A-1	EUR	151 451,22	449 202,21
CORREZE HABITAT	2007	P	404 EHPAD CHAMBERET	CE	612 119,00	418 394,92	16,65	T	V	Inflation Livret A + 0.8	3,854	V	Inflation Livret A + 0.8	1,111	A-1	EUR	4 164,18	17 990,54
CORREZE HABITAT	2009	P	EHPAD CHAMBERET	Crédit Foncier	1 754 000,00	1 040 232,24	17,91	T	V	(Livret A + 1.13)-Floor -1.13 sur Livret A	5,230	V	(Livret A + 1.13)-Floor -1.13 sur Livret A	1,626	A-1	EUR	17 593,28	62 799,55
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	592 192,69	493 845,29	12,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	7 707,07	36 477,05
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	23 289,97	21 096,57	20,33	T	V	Livret A + 0.7	0,361	V	Livret A + 0.7	1,191	A-1	EUR	258,77	902,66
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	36 362,40	32 937,86	20,33	T	V	Livret A + 0.7	0,361	V	Livret A + 0.7	1,191	A-1	EUR	404,02	1 409,31
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	35 310,60	31 985,13	20,33	T	V	Livret A + 0.7	0,361	V	Livret A + 0.7	1,191	A-1	EUR	392,34	1 368,53

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	35 806,69	32 598,35	21,33	T	V	Livret A + 0.7	0,361	V	Livret A + 0.7	1,191	A-1	EUR	399,32	1 321,63
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	38 114,23	34 699,16	21,33	T	V	Livret A + 0.7	0,361	V	Livret A + 0.7	1,191	A-1	EUR	425,05	1 406,80
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	32 703,42	29 773,16	21,33	T	V	Livret A + 0.7	0,361	V	Livret A + 0.7	1,191	A-1	EUR	364,72	1 207,07
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	24 543,15	22 344,05	21,33	T	V	Livret A + 0.7	0,361	V	Livret A + 0.7	1,191	A-1	EUR	273,70	905,90
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	36 919,78	33 767,03	22,33	T	V	Livret A + 0.7	0,361	V	Livret A + 0.7	1,191	A-1	EUR	413,11	1 300,03
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	29 351,00	26 844,60	22,33	T	V	Livret A + 0.7	0,361	V	Livret A + 0.7	1,191	A-1	EUR	328,42	1 033,51
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	35 322,15	32 305,86	22,33	T	V	Livret A + 0.7	0,361	V	Livret A + 0.7	1,191	A-1	EUR	395,24	1 243,77
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	32 618,61	30 185,66	25,33	T	V	Livret A + 0.7	0,361	V	Livret A + 0.7	1,191	A-1	EUR	368,14	1 006,30
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	30 653,67	28 367,31	25,33	T	V	Livret A + 0.7	0,361	V	Livret A + 0.7	1,191	A-1	EUR	345,96	945,68
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	89 176,19	35 188,38	1,58	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,497	A-1	EUR	796,53	17 913,69
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	40 984,78	16 172,34	1,58	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,497	A-1	EUR	366,08	8 233,01
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	69 158,36	27 599,85	1,75	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,497	A-1	EUR	622,43	13 895,68
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	294 696,96	270 108,93	26,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,389	A-1	EUR	3 842,51	9 260,34
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	41 339,65	39 686,85	34,00	A	V	Livret A + 0.9	1,650	V	Livret A + 0.9	1,396	A-1	EUR	668,58	833,16
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	26 453,85	24 974,57	34,00	A	V	Livret A + 0.9	1,650	V	Livret A + 0.9	1,396	A-1	EUR	424,26	738,04
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	130 238,22	119 371,78	26,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,389	A-1	EUR	1 698,15	4 092,51
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	77 819,12	71 326,29	26,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,389	A-1	EUR	1 014,68	2 445,32
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	276 792,96	253 698,73	26,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,389	A-1	EUR	3 609,06	8 697,74
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	44 469,24	42 691,31	34,00	A	V	Livret A + 0.9	1,650	V	Livret A + 0.9	1,396	A-1	EUR	719,19	896,24
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	311 337,14	286 334,19	27,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,389	A-1	EUR	4 069,93	9 426,44

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	47 588,56	44 766,50	34,17	A	V	Livret A + 0.9	1,650	V	Livret A + 0.9	1,396	A-1	EUR	640,54	986,12
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	23 425,17	20 218,53	14,33	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,389	A-1	EUR	292,98	1 307,57
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	254 253,01	233 834,37	27,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,389	A-1	EUR	3 323,70	7 698,09
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	31 467,48	29 601,41	34,25	A	V	Livret A + 0.9	1,650	V	Livret A + 0.9	1,396	A-1	EUR	423,55	652,06
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	265 960,67	247 718,58	29,08	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,389	A-1	EUR	3 509,43	6 815,89
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	25 843,75	24 311,18	34,58	A	V	Livret A + 0.9	1,650	V	Livret A + 0.9	1,396	A-1	EUR	347,85	535,53
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	260 908,54	243 012,95	29,08	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,389	A-1	EUR	3 442,78	6 686,42
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	43 406,76	40 429,54	29,08	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,389	A-1	EUR	572,77	1 112,39
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	136 917,68	125 922,07	27,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,389	A-1	EUR	1 789,85	4 145,48
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	25 819,35	24 288,24	34,83	A	V	Livret A + 0.9	1,650	V	Livret A + 0.9	1,396	A-1	EUR	347,53	535,02
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	417 767,50	389 113,01	29,08	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,389	A-1	EUR	5 512,57	10 706,35
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	150 709,30	141 772,05	34,92	A	V	Livret A + 0.9	1,650	V	Livret A + 0.9	1,396	A-1	EUR	2 028,53	3 122,96
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	79 251,62	73 815,80	29,08	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,389	A-1	EUR	1 045,75	2 031,01
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	264 049,04	245 938,03	29,08	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,389	A-1	EUR	3 484,20	6 766,92
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	46 278,17	44 492,78	35,00	A	V	Livret A + 0.9	1,650	V	Livret A + 0.9	1,396	A-1	EUR	748,98	900,00
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	166 204,32	152 856,75	27,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,389	A-1	EUR	2 172,68	5 032,22
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	66 777,17	64 200,93	35,00	A	V	Livret A + 0.9	1,650	V	Livret A + 0.9	1,396	A-1	EUR	1 080,74	1 298,66
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	350 322,99	322 189,15	27,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,389	A-1	EUR	4 579,57	10 606,82
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	103 239,41	96 158,28	29,08	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,389	A-1	EUR	1 362,27	2 645,77
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	114 497,66	105 302,53	27,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,389	A-1	EUR	1 496,75	3 466,69

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	42 475,20	40 836,53	35,00	A	V	Livret A + 0.9	1,650	V	Livret A + 0.9	1,396	A-1	EUR	687,43	826,04
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	192 817,70	179 592,44	29,08	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,389	A-1	EUR	2 544,29	4 941,43
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	42 530,23	40 889,44	35,00	A	V	Livret A + 0.9	1,650	V	Livret A + 0.9	1,396	A-1	EUR	688,32	827,11
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	147 478,47	136 065,37	28,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,389	A-1	EUR	1 932,53	4 307,41
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	186 367,33	174 070,32	30,08	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,389	A-1	EUR	2 464,38	4 596,90
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	36 021,07	33 957,42	35,17	A	V	Livret A + 0.9	1,650	V	Livret A + 0.9	1,396	A-1	EUR	485,51	721,79
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	118 890,32	111 045,61	30,08	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,389	A-1	EUR	1 572,12	2 932,52
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	98 246,86	91 764,25	30,08	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,389	A-1	EUR	1 299,14	2 423,34
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	1 806 278,21	1 685 152,50	30,08	T	V	Livret A + 0.8	0,385	V	Livret A + 0.8	1,290	A-1	EUR	22 167,36	45 238,72
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	141 728,75	132 377,11	30,08	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,389	A-1	EUR	1 874,11	3 495,85
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	26 801,71	25 266,25	35,33	A	V	Livret A + 0.9	1,650	V	Livret A + 0.9	1,396	A-1	EUR	361,25	537,05
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	288 844,23	269 002,03	30,08	T	V	Livret A + 0.65	0,348	V	Livret A + 0.65	1,142	A-1	EUR	3 133,31	7 400,77
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	33 053,24	29 974,09	20,33	T	V	Livret A + 0.8	0,385	V	Livret A + 0.8	1,290	A-1	EUR	398,05	1 268,34
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	213 449,57	199 365,56	30,08	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,389	A-1	EUR	2 822,49	5 264,91
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	50 580,27	47 682,51	35,50	A	V	Livret A + 0.9	1,650	V	Livret A + 0.9	1,396	A-1	EUR	681,74	1 013,53
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	310 860,72	290 349,30	30,08	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,389	A-1	EUR	4 110,59	7 667,61
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	63 666,35	60 018,88	35,58	A	V	Livret A + 0.9	1,650	V	Livret A + 0.9	1,396	A-1	EUR	858,12	1 275,75
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	240 782,83	224 895,37	30,08	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,389	A-1	EUR	3 183,92	5 939,08
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	47 475,43	44 755,55	35,58	A	V	Livret A + 0.9	1,650	V	Livret A + 0.9	1,396	A-1	EUR	639,90	951,31
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	274 193,69	256 101,64	30,08	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,389	A-1	EUR	3 625,73	6 763,19

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	147 790,31	138 038,71	30,08	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,389	A-1	EUR	1 954,27	3 645,37
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	31 821,81	29 998,73	35,75	A	V	Livret A + 0.9	1,650	V	Livret A + 0.9	1,396	A-1	EUR	428,91	637,64
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	72 609,76	67 818,78	30,08	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,389	A-1	EUR	960,14	1 790,98
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	26 877,27	25 876,02	36,00	A	V	Livret A + 0.9	1,650	V	Livret A + 0.9	1,396	A-1	EUR	435,28	504,72
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	103 649,46	96 810,42	30,08	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,389	A-1	EUR	1 370,58	2 556,58
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	27 152,29	26 140,80	36,00	A	V	Livret A + 0.9	1,650	V	Livret A + 0.9	1,396	A-1	EUR	439,74	509,88
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	246 199,27	229 954,36	30,08	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,389	A-1	EUR	3 255,54	6 072,70
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	48 741,23	46 925,51	36,00	A	V	Livret A + 0.9	1,650	V	Livret A + 0.9	1,396	A-1	EUR	789,37	915,29
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	163 814,32	153 005,40	30,08	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,389	A-1	EUR	2 166,16	4 040,60
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	22 977,32	22 121,37	36,00	A	V	Livret A + 0.9	1,650	V	Livret A + 0.9	1,396	A-1	EUR	372,12	431,48
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	112 734,73	105 572,45	31,08	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,389	A-1	EUR	1 493,68	2 678,76
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	26 168,01	24 718,76	36,08	A	V	Livret A + 0.9	1,650	V	Livret A + 0.9	1,396	A-1	EUR	353,17	507,37
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	99 032,58	92 740,89	31,08	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,389	A-1	EUR	1 312,13	2 353,15
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	49 998,02	46 821,55	31,08	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,389	A-1	EUR	662,45	1 188,03
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	69 314,25	65 475,46	36,08	A	V	Livret A + 0.9	1,650	V	Livret A + 0.9	1,396	A-1	EUR	935,47	1 343,95
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	245 758,33	230 144,78	31,08	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,389	A-1	EUR	3 256,16	5 839,60
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	61 594,31	57 681,05	31,08	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,389	A-1	EUR	816,09	1 463,59
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	43 376,83	40 974,51	36,08	A	V	Livret A + 0.9	1,650	V	Livret A + 0.9	1,396	A-1	EUR	585,42	841,04
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	96 573,56	90 123,49	31,08	T	V	Livret A + 0.6	0,336	V	Livret A + 0.6	1,092	A-1	EUR	1 003,79	2 405,85
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	154 478,09	144 160,66	31,08	T	V	Livret A + 0.6	0,336	V	Livret A + 0.6	1,092	A-1	EUR	1 605,65	3 848,35

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	112 408,83	104 901,16	31,08	T	V	Livret A + 0.6	0,336	V	Livret A + 0.6	1,092	A-1	EUR	1 168,39	2 800,33
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	172 329,15	160 819,50	31,08	T	V	Livret A + 0.6	0,336	V	Livret A + 0.6	1,092	A-1	EUR	1 791,20	4 293,04
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	78 779,24	73 517,69	31,08	T	V	Livret A + 0.6	0,336	V	Livret A + 0.6	1,092	A-1	EUR	818,83	1 962,53
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	487 617,97	455 050,60	31,08	T	V	Livret A + 0.6	0,336	V	Livret A + 0.6	1,092	A-1	EUR	5 068,33	12 147,47
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	545 929,43	509 467,49	31,08	T	V	Livret A + 0.6	0,336	V	Livret A + 0.6	1,092	A-1	EUR	5 674,42	13 600,14
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	1 479 277,03	1 383 904,29	32,08	T	V	Livret A + 0.6	0,336	V	Livret A + 0.6	1,092	A-1	EUR	15 404,57	35 591,03
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	168 457,92	157 596,98	32,08	T	V	Livret A + 0.6	0,336	V	Livret A + 0.6	1,092	A-1	EUR	1 754,25	4 053,07
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	37 774,81	34 550,95	24,33	T	V	Livret A + 0.6	0,336	V	Livret A + 0.6	1,093	A-1	EUR	387,56	1 321,98
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	143 340,58	131 107,31	24,33	T	V	Livret A + 0.6	0,336	V	Livret A + 0.6	1,093	A-1	EUR	1 470,64	5 016,40
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	102 575,52	93 821,31	24,33	T	V	Livret A + 0.6	0,336	V	Livret A + 0.6	1,093	A-1	EUR	1 052,39	3 589,78
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	120 720,92	110 418,12	24,33	T	V	Livret A + 0.6	0,336	V	Livret A + 0.6	1,093	A-1	EUR	1 238,57	4 224,79
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	117 773,51	107 839,26	17,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	3,222	A-1	EUR	3 573,11	3 776,68
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	82 473,36	75 516,70	17,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	3,222	A-1	EUR	2 502,15	2 644,70
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	40 326,98	36 925,40	17,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	3,222	A-1	EUR	1 223,47	1 293,17
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	145 946,14	133 635,53	17,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	3,222	A-1	EUR	4 427,84	4 680,10
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	43 223,58	38 057,32	17,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	585,61	1 920,71
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	47 553,63	42 185,34	18,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	647,90	1 996,78
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	119 894,95	106 360,09	18,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	1 633,53	5 034,39
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	451 540,93	400 566,60	18,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	6 152,08	18 960,28
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	210 441,84	186 685,14	18,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	2 867,20	8 836,48

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	396 062,99	351 351,55	18,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	5 396,22	16 630,74
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	145 787,35	129 329,42	18,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	1 986,30	6 121,66
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	173 147,52	153 600,97	18,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	2 359,07	7 270,49
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	96 277,89	85 409,10	18,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	1 311,75	4 042,73
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	159 843,49	141 798,80	18,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	2 177,81	6 711,87
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	141 875,47	125 859,14	18,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	1 933,00	5 957,40
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	67 640,77	60 004,80	18,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	921,58	2 840,26
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	95 308,76	84 549,33	18,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	1 298,55	4 002,05
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	47 276,17	41 939,24	18,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	644,13	1 985,11
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	50 939,54	45 495,89	19,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	697,55	2 025,77
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	223 044,91	199 209,25	19,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	3 054,32	8 870,12
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	103 764,90	92 676,10	19,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	1 420,94	4 126,54
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	176 732,30	157 845,81	19,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	2 420,12	7 028,36
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	59 352,81	53 010,11	19,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	812,76	2 360,36
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	106 777,93	95 367,14	19,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	1 462,19	4 246,37
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	69 753,56	62 299,38	19,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	955,18	2 773,98
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	74 262,82	66 326,77	19,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	1 016,94	2 953,30
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	84 044,94	75 063,49	19,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	1 150,88	3 342,32
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	55 600,15	49 658,47	19,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	761,38	2 211,10
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	44 303,70	39 569,20	19,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	606,68	1 761,88

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	857 327,43	765 709,45	19,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	11 740,04	34 094,40
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	229 240,57	204 742,84	19,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	3 139,17	9 116,51
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	24 142,14	21 416,71	18,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	328,94	1 013,74
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	137 908,68	123 929,10	20,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	1 897,18	5 204,82
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	129 141,11	116 050,25	20,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	1 776,57	4 873,95
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	190 106,24	171 792,30	21,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	2 626,23	6 821,89
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	117 008,01	105 736,00	21,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	1 616,42	4 198,78
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	132 160,23	119 428,55	21,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	1 825,74	4 742,50
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	57 162,73	51 368,25	20,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	786,37	2 157,39
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	110 952,83	99 705,76	20,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	1 526,37	4 187,47
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	89 443,40	80 376,66	20,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	1 230,46	3 375,70
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	105 119,80	94 463,96	20,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	1 446,11	3 967,33
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	59 773,05	54 014,80	21,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	825,74	2 144,94
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	125 573,47	113 476,35	21,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	1 734,75	4 506,13
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	120 401,08	108 802,20	21,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	1 663,28	4 320,56
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	93 664,98	84 641,73	21,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	1 293,94	3 361,14
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	30 186,91	27 278,84	21,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	417,01	1 083,27
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	137 069,75	123 865,11	21,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	1 893,57	4 918,67
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	152 968,17	138 231,91	21,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	2 113,19	5 489,21
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	56 075,77	50 673,72	21,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	774,66	2 012,26

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	75 444,52	68 176,54	21,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	1 042,22	2 707,30
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	20 486,30	18 512,73	21,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	283,01	735,15
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	32 732,28	29 579,02	21,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	452,17	1 174,59
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	61 901,41	55 938,11	21,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	855,14	2 221,30
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	62 431,73	56 417,37	21,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	862,47	2 240,33
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	186 727,55	168 739,09	21,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	2 579,55	6 700,65
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	106 777,77	96 491,32	21,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	1 475,09	3 831,67
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	95 576,97	86 369,59	21,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	1 320,36	3 429,72
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	30 816,35	27 847,62	21,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	425,71	1 105,85
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	80 675,35	72 903,49	21,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	1 114,50	2 894,98
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	106 932,77	96 631,34	21,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	1 477,23	3 837,25
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	53 407,19	48 262,21	21,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	737,79	1 916,49
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	174 073,89	157 304,45	21,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	2 404,76	6 246,56
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	97 408,95	88 025,06	21,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	1 345,66	3 495,46
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	99 767,98	90 156,78	21,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	1 378,24	3 580,16
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	93 158,30	84 614,82	22,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	1 291,88	3 183,96
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	127 227,86	115 559,87	22,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	1 764,35	4 348,41
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	100 215,20	91 024,52	22,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	1 389,75	3 425,17
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	99 281,86	90 176,79	22,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	1 376,81	3 393,27
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	110 768,33	100 609,87	22,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	1 536,09	3 785,83

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	131 217,06	119 183,28	22,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	1 819,67	4 484,73
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	134 470,76	122 138,58	22,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	1 864,78	4 595,94
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	141 669,68	128 677,30	22,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	1 964,63	4 841,97
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	109 631,33	99 577,12	22,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	1 520,31	3 747,01
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	125 784,23	114 248,61	22,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	1 744,32	4 299,08
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	119 432,91	107 326,15	20,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	1 643,01	4 507,55
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	87 885,32	78 976,50	20,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	1 209,02	3 316,90
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	255 687,47	229 768,77	20,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	3 517,44	9 649,96
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	110 980,54	99 730,60	20,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	1 526,73	4 188,55
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	29 570,48	26 572,95	20,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	406,79	1 116,05
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	53 226,84	47 831,29	20,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	732,24	2 008,84
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	112 294,79	100 911,63	20,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	1 544,81	4 238,15
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	78 382,94	70 437,37	20,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	1 078,30	2 958,26
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	67 636,83	60 780,60	20,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	930,47	2 552,69
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	111 178,70	99 908,67	20,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	1 529,47	4 196,01
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	52 569,73	47 240,80	20,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	723,19	1 984,05
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	108 078,58	97 666,84	21,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	1 493,06	3 878,34
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	74 897,16	67 681,92	21,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	1 034,66	2 687,66
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	127 136,63	114 888,87	21,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	1 756,33	4 562,27
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	201 568,32	182 150,20	21,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	2 784,58	7 233,18

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	120 348,65	109 824,93	23,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	1 674,84	3 923,88
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	110 122,94	100 493,43	23,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	1 532,53	3 590,47
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	69 632,14	63 543,24	23,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	969,04	2 270,32
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	91 667,60	83 651,88	23,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	1 275,70	2 988,74
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	82 206,53	75 018,09	23,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	1 144,03	2 680,29
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	133 357,27	121 696,08	23,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	1 855,87	4 348,01
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	105 716,82	96 472,56	23,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	1 471,22	3 446,82
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	71 562,49	65 304,80	23,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	995,90	2 333,26
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	142 156,77	129 726,08	23,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	1 978,33	4 634,91
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	107 070,82	97 708,23	23,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	1 490,06	3 490,94
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	206 964,61	188 866,91	23,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	2 880,24	6 747,92
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	164 570,23	150 179,65	23,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	2 290,25	5 365,67
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	74 819,36	68 276,93	23,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	1 041,24	2 439,40
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	67 628,80	62 185,19	23,33	T	V	Livret A + 0,8	0,385	V	Livret A + 0,8	1,290	A-1	EUR	822,71	2 249,17
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	179 424,96	163 735,38	23,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	2 496,98	5 850,02
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	197 651,66	181 148,12	24,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	2 759,58	6 156,54
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	100 127,34	91 766,93	24,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	1 397,96	3 118,80
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	94 041,94	86 810,02	24,33	T	V	Livret A + 0,8	0,385	V	Livret A + 0,8	1,290	A-1	EUR	1 147,30	2 991,20
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	50 494,57	46 611,50	24,33	T	V	Livret A + 0,8	0,385	V	Livret A + 0,8	1,290	A-1	EUR	616,03	1 606,07
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	585 833,85	536 917,89	24,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	8 179,30	18 247,78

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	28 382,74	23 669,09	12,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	369,38	1 748,30
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	46 726,85	39 511,25	13,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	614,37	2 677,51
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	200 923,33	184 881,97	25,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	2 813,69	5 987,07
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	62 258,13	56 941,66	22,33	T	V	Livret A + 0.7	0,361	V	Livret A + 0.7	1,191	A-1	EUR	696,65	2 192,23
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	42 699,34	39 218,82	23,33	T	V	Livret A + 0.7	0,361	V	Livret A + 0.7	1,191	A-1	EUR	479,26	1 436,64
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	54 375,28	49 943,02	23,33	T	V	Livret A + 0.7	0,361	V	Livret A + 0.7	1,191	A-1	EUR	610,31	1 829,49
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	44 179,93	40 737,40	24,33	T	V	Livret A + 0.7	0,361	V	Livret A + 0.7	1,191	A-1	EUR	497,30	1 422,41
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	80 379,91	73 862,13	25,33	T	V	Livret A + 0.7	0,361	V	Livret A + 0.7	1,191	A-1	EUR	902,39	2 677,16
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	46 042,73	42 309,24	25,33	T	V	Livret A + 0.7	0,361	V	Livret A + 0.7	1,191	A-1	EUR	516,90	1 533,51
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	29 490,09	25 508,32	15,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	394,31	1 478,93
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	41 590,50	35 650,12	13,33	T	V	Livret A + 0.65	0,348	V	Livret A + 0.65	1,142	A-1	EUR	425,61	2 427,71
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	71 111,62	65 413,75	25,33	T	V	Livret A + 0.8	0,385	V	Livret A + 0.8	1,290	A-1	EUR	865,21	2 342,41
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	92 835,20	85 362,71	23,33	T	V	Livret A + 0.8	0,385	V	Livret A + 0.8	1,290	A-1	EUR	1 129,36	3 087,46
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	92 703,93	85 051,98	23,33	T	V	Livret A + 0.6	0,336	V	Livret A + 0.6	1,093	A-1	EUR	953,37	3 155,31
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	183 720,99	168 645,08	25,33	T	V	Livret A + 0.6	0,336	V	Livret A + 0.6	1,093	A-1	EUR	1 889,88	6 187,04
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	130 797,17	120 064,12	25,33	T	V	Livret A + 0.6	0,336	V	Livret A + 0.6	1,093	A-1	EUR	1 345,47	4 404,76
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	112 552,06	103 316,18	25,33	T	V	Livret A + 0.6	0,336	V	Livret A + 0.6	1,093	A-1	EUR	1 157,78	3 790,34
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	221 334,55	203 172,12	25,33	T	V	Livret A + 0.6	0,336	V	Livret A + 0.6	1,093	A-1	EUR	2 276,80	7 453,73
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	210 906,90	194 244,51	26,33	T	V	Livret A + 0.6	0,336	V	Livret A + 0.6	1,093	A-1	EUR	2 174,82	6 843,65
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	254 807,54	234 676,85	26,33	T	V	Livret A + 0.6	0,336	V	Livret A + 0.6	1,093	A-1	EUR	2 627,51	8 268,17

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	263 528,38	242 708,70	26,33	T	V	Livret A + 0.6	0,336	V	Livret A + 0.6	1,093	A-1	EUR	2 717,44	8 551,15
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	54 283,38	49 994,80	26,33	T	V	Livret A + 0.6	0,336	V	Livret A + 0.6	1,093	A-1	EUR	559,76	1 761,42
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	73 333,17	67 539,57	26,33	T	V	Livret A + 0.6	0,336	V	Livret A + 0.6	1,093	A-1	EUR	756,18	2 379,58
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	72 490,25	66 763,27	26,33	T	V	Livret A + 0.6	0,336	V	Livret A + 0.6	1,093	A-1	EUR	747,50	2 352,21
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	27 889,01	23 582,40	13,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	366,69	1 598,07
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	44 822,40	40 361,96	15,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	2,561	A-1	EUR	1 173,02	1 695,72
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	41 815,15	36 294,42	12,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	2,245	A-1	EUR	951,22	2 139,81
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	15 707,88	13 561,71	12,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,702	A-1	EUR	280,03	876,13
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	128 458,46	120 424,85	32,25	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,496	A-1	EUR	1 848,45	2 804,94
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	60 927,15	57 116,86	32,33	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,496	A-1	EUR	876,71	1 330,37
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	613 354,97	569 135,59	30,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,389	A-1	EUR	8 072,09	16 724,19
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	133 250,23	128 109,50	35,00	A	V	Livret A + 0.9	1,650	V	Livret A + 0.9	1,396	A-1	EUR	2 156,56	2 591,40
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	35 304,65	29 441,48	12,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	459,47	2 174,65
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	574 407,81	535 621,86	29,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	8 125,00	14 504,76
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	228 943,77	213 484,67	29,08	T	V	Livret A + 1	0,435	V	Livret A + 1	1,488	A-1	EUR	3 238,40	5 781,24
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	34 225,63	30 967,17	20,33	T	V	Livret A + 0.6	0,336	V	Livret A + 0.6	1,093	A-1	EUR	348,43	1 339,71
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	39 044,08	35 669,75	22,33	T	V	Livret A + 0.6	0,336	V	Livret A + 0.6	1,093	A-1	EUR	400,30	1 390,03
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	42 293,67	39 095,60	25,33	T	V	Livret A + 0.6	0,336	V	Livret A + 0.6	1,093	A-1	EUR	437,35	1 321,39
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	196 953,56	180 520,75	26,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,389	A-1	EUR	2 568,05	6 188,92
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	246 259,86	225 713,20	26,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,389	A-1	EUR	3 210,96	7 738,28

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	125 791,66	115 296,22	26,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,389	A-1	EUR	1 640,18	3 952,79
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	434 261,93	398 029,29	26,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,389	A-1	EUR	5 662,27	13 645,93
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	227 480,85	208 500,99	26,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,389	A-1	EUR	2 966,09	7 148,19
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	306 174,01	280 628,39	26,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,389	A-1	EUR	3 992,15	9 621,00
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	135 644,91	124 327,37	26,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,389	A-1	EUR	1 768,65	4 262,41
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	168 210,01	154 175,42	26,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,389	A-1	EUR	2 193,27	5 285,70
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	6 562 501,30	6 198 774,64	34,08	T	V	Livret A + 1.05	0,447	V	Livret A + 1.05	1,537	A-1	EUR	96 844,10	136 428,62
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	267 786,42	241 917,23	22,00	T	V	Livret A + 1.03	0,442	V	Livret A + 1.03	1,517	A-1	EUR	3 773,35	9 776,94
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	950 461,95	899 846,42	35,00	T	V	Livret A + 1.05	0,447	V	Livret A + 1.05	1,537	A-1	EUR	14 051,42	19 082,42
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	511 663,62	484 415,63	35,00	T	V	Livret A + 1.05	0,447	V	Livret A + 1.05	1,537	A-1	EUR	7 564,32	10 272,68
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	105 424,11	96 313,02	22,33	T	V	Livret A + 0.6	0,336	V	Livret A + 0.6	1,093	A-1	EUR	1 080,84	3 753,29
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	163 983,74	149 811,72	22,33	T	V	Livret A + 0.6	0,336	V	Livret A + 0.6	1,093	A-1	EUR	1 681,20	5 838,13
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	69 168,91	63 191,09	22,33	T	V	Livret A + 0.6	0,336	V	Livret A + 0.6	1,093	A-1	EUR	709,14	2 462,54
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	110 905,61	93 838,77	12,33	T	V	Livret A + 0.6	0,336	V	Livret A + 0.6	1,093	A-1	EUR	1 075,76	6 965,88
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	415 160,90	379 281,32	22,33	T	V	Livret A + 0.6	0,336	V	Livret A + 0.6	1,093	A-1	EUR	4 256,33	14 780,50
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	107 205,59	98 356,64	23,33	T	V	Livret A + 0.6	0,336	V	Livret A + 0.6	1,093	A-1	EUR	1 102,51	3 648,90
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	107 030,10	98 195,65	23,33	T	V	Livret A + 0.6	0,336	V	Livret A + 0.6	1,093	A-1	EUR	1 100,70	3 642,93
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	114 399,39	104 956,65	23,33	T	V	Livret A + 0.6	0,336	V	Livret A + 0.6	1,093	A-1	EUR	1 176,48	3 893,76
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	72 948,92	66 676,52	23,33	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,389	A-1	EUR	951,06	2 576,48
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	123 498,11	112 879,31	23,33	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,389	A-1	EUR	1 610,09	4 361,82

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	105 909,11	97 547,64	24,33	T	V	Livret A + 0.6	0,336	V	Livret A + 0.6	1,093	A-1	EUR	1 092,30	3 451,33
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	87 969,47	81 024,30	24,33	T	V	Livret A + 0.6	0,336	V	Livret A + 0.6	1,093	A-1	EUR	907,26	2 866,74
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	65 476,25	60 306,91	24,33	T	V	Livret A + 0.6	0,336	V	Livret A + 0.6	1,093	A-1	EUR	675,28	2 133,74
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	97 585,58	89 116,08	25,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,389	A-1	EUR	1 268,89	3 186,48
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	224 690,27	206 252,47	25,33	T	V	Livret A + 0.6	0,336	V	Livret A + 0.6	1,093	A-1	EUR	2 311,31	7 566,75
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	830 439,25	762 294,48	25,33	T	V	Livret A + 0.6	0,336	V	Livret A + 0.6	1,093	A-1	EUR	8 542,46	27 966,11
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	267 456,22	244 243,50	25,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,389	A-1	EUR	3 477,69	8 733,31
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	59 521,58	54 355,65	25,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,389	A-1	EUR	773,94	1 943,59
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	76 139,25	69 531,07	25,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,389	A-1	EUR	990,03	2 486,18
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	196 900,66	180 472,26	26,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,389	A-1	EUR	2 567,35	6 187,27
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	211 728,96	193 352,83	25,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,389	A-1	EUR	2 753,07	6 913,65
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	91 366,70	83 436,92	25,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,389	A-1	EUR	1 188,03	2 983,41
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	50 585,73	46 195,35	25,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,389	A-1	EUR	657,75	1 651,79
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	188 783,51	172 398,85	25,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,389	A-1	EUR	2 454,72	6 164,39
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	149 187,47	136 239,38	25,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,389	A-1	EUR	1 939,87	4 871,44
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	95 447,37	87 483,74	26,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,389	A-1	EUR	1 244,53	2 999,26
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	132 185,48	121 156,56	26,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,389	A-1	EUR	1 723,54	4 153,71
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	95 006,13	87 079,29	26,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,389	A-1	EUR	1 238,77	2 985,41
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	189 397,30	173 594,94	26,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,389	A-1	EUR	2 469,52	5 951,48
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	285 255,08	261 454,83	26,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,389	A-1	EUR	3 719,40	8 963,65

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	158 384,99	145 170,16	26,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,389	A-1	EUR	2 065,16	4 976,97
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	191 640,76	175 651,21	26,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,389	A-1	EUR	2 498,77	6 021,98
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	108 881,44	99 796,91	26,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,389	A-1	EUR	1 419,69	3 421,41
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	192 379,10	176 327,95	26,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,389	A-1	EUR	2 508,40	6 045,19
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	93 250,97	85 470,59	26,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,389	A-1	EUR	1 215,89	2 930,24
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	81 824,09	74 997,12	26,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,389	A-1	EUR	1 066,90	2 571,17
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	97 292,01	89 174,46	26,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,389	A-1	EUR	1 268,58	3 057,23
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	188 712,64	172 967,41	26,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,389	A-1	EUR	2 460,59	5 929,98
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	202 428,30	185 538,69	26,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,389	A-1	EUR	2 639,43	6 360,96
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	319 740,46	294 062,66	27,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,389	A-1	EUR	4 179,78	9 680,87
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	229 280,99	210 867,83	27,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,389	A-1	EUR	2 997,25	6 942,01
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	203 830,79	187 461,51	27,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,389	A-1	EUR	2 664,56	6 171,45
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	156 247,02	143 699,10	27,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,389	A-1	EUR	2 042,53	4 730,72
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	193 907,63	178 335,26	27,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,389	A-1	EUR	2 534,84	5 870,99
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	109 586,94	100 786,22	27,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,389	A-1	EUR	1 432,57	3 317,99
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	115 536,63	106 258,09	27,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,389	A-1	EUR	1 510,35	3 498,13
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	248 630,11	228 663,05	27,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,389	A-1	EUR	3 250,19	7 527,84
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	195 220,51	179 542,69	27,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,389	A-1	EUR	2 552,01	5 910,74
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	284 510,18	261 661,65	27,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,389	A-1	EUR	3 719,23	8 614,20
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	257 017,30	236 376,68	27,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,389	A-1	EUR	3 359,83	7 781,78

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	112 818,09	103 757,85	27,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,389	A-1	EUR	1 474,80	3 415,83
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	117 767,95	108 310,21	27,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,389	A-1	EUR	1 539,51	3 565,70
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	123 247,88	113 350,07	27,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,389	A-1	EUR	1 611,15	3 731,61
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	164 638,96	151 417,10	27,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,389	A-1	EUR	2 152,23	4 984,82
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	132 166,62	121 552,55	27,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,389	A-1	EUR	1 727,74	4 001,64
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	54 270,65	49 580,40	22,33	T	V	Livret A + 0.6	0,336	V	Livret A + 0.6	1,093	A-1	EUR	556,40	1 932,14
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	228 464,63	209 606,74	23,33	T	V	Livret A + 0.6	0,336	V	Livret A + 0.6	1,093	A-1	EUR	2 349,53	7 776,14
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	352 882,99	322 766,55	24,33	T	V	Livret A + 0.6	0,336	V	Livret A + 0.6	1,093	A-1	EUR	3 620,48	12 349,63
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	457 364,17	418 330,91	24,33	T	V	Livret A + 0.6	0,336	V	Livret A + 0.6	1,093	A-1	EUR	4 692,43	16 006,08
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	246 278,32	226 069,06	25,33	T	V	Livret A + 0.6	0,336	V	Livret A + 0.6	1,093	A-1	EUR	2 533,39	8 293,74
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	375 620,35	344 797,43	25,33	T	V	Livret A + 0.6	0,336	V	Livret A + 0.6	1,093	A-1	EUR	3 863,88	12 649,51
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	334 147,83	306 728,09	25,33	T	V	Livret A + 0.6	0,336	V	Livret A + 0.6	1,093	A-1	EUR	3 437,26	11 252,87
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	80 479,15	73 875,13	25,33	T	V	Livret A + 0.6	0,336	V	Livret A + 0.6	1,093	A-1	EUR	827,86	2 710,25
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	193 461,17	177 585,99	25,33	T	V	Livret A + 0.6	0,336	V	Livret A + 0.6	1,093	A-1	EUR	1 990,07	6 515,06
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	296 934,38	272 568,31	25,33	T	V	Livret A + 0.6	0,336	V	Livret A + 0.6	1,093	A-1	EUR	3 054,47	9 999,66
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	1 011 287,26	928 302,35	25,33	T	V	Livret A + 0.6	0,336	V	Livret A + 0.6	1,093	A-1	EUR	10 402,78	34 056,41
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	110 010,22	101 319,01	26,33	T	V	Livret A + 0.6	0,336	V	Livret A + 0.6	1,093	A-1	EUR	1 134,39	3 569,70
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	355 590,75	326 411,43	25,33	T	V	Livret A + 0.6	0,336	V	Livret A + 0.6	1,093	A-1	EUR	3 657,85	11 974,97
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	788 671,55	726 363,68	26,33	T	V	Livret A + 0.6	0,336	V	Livret A + 0.6	1,093	A-1	EUR	8 132,57	25 591,38
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	490 047,21	452 727,36	27,33	T	V	Livret A + 0.6	0,336	V	Livret A + 0.6	1,093	A-1	EUR	5 064,68	15 340,62

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	103 907,41	96 270,76	28,33	T	V	Livret A + 0.6	0,336	V	Livret A + 0.6	1,093	A-1	EUR	1 076,16	3 141,66
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	164 599,80	151 604,69	24,33	T	V	Livret A + 0.6	0,336	V	Livret A + 0.6	1,093	A-1	EUR	1 697,59	5 363,95
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	204 910,31	182 023,75	17,33	T	V	Livret A + 0.6	0,336	V	Livret A + 0.6	1,093	A-1	EUR	2 058,38	9 383,26
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	67 034,92	61 966,02	25,33	T	V	Livret A + 0.6	0,336	V	Livret A + 0.6	1,093	A-1	EUR	693,19	2 094,39
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	28 537,30	26 195,57	25,33	T	V	Livret A + 0.6	0,336	V	Livret A + 0.6	1,093	A-1	EUR	293,55	961,03
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	245 809,08	228 355,79	29,33	T	V	Livret A + 0.6	0,336	V	Livret A + 0.6	1,092	A-1	EUR	2 550,85	7 186,02
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	286 235,24	266 580,54	30,33	T	V	Livret A + 0.6	0,336	V	Livret A + 0.6	1,092	A-1	EUR	2 975,85	8 099,04
CORREZE HABITAT	2019	P	TULLE - 9 RUE PORTES DES CHANAC - REHABILITATION DE 16 LOGEMENTS	CDC	125 500,00	116 804,12	22,08	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	1 333,71	4 441,95
CORREZE HABITAT	2019	P	CHAMBERET - 7 PLACE SAINT-SYMPHORIEN - MAISON BARRAUD - AMELIORATION DE 2 LOGEMENTS	CDC	16 346,50	15 865,53	47,33	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	177,27	249,94
CORREZE HABITAT	2019	P	CHAMBERET - 7 PLACE SAINT-SYMPHORIEN - MAISON BARRAUD - AMELIORATION DE 2 LOGEMENTS	CDC	63 375,00	60 884,53	37,33	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	683,87	1 285,16
CORREZE HABITAT	2019	P	CORREZE - 2 RUE DES EAUX VIVES LES MAITRES - ACQUISITION-AMELIORATION DE 4 LOGEMENTS	CDC	37 103,00	35 393,11	37,33	A	V	Livret A + (-0.2)	0,550	V	Livret A + (-0.2)	0,299	A-1	EUR	108,81	878,08
CORREZE HABITAT	2019	P	CORREZE - 2 RUE DES EAUX VIVES LES MAITRES - ACQUISITION-AMELIORATION DE 4 LOGEMENTS	CDC	29 233,50	28 373,35	47,33	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	317,02	446,98
CORREZE HABITAT	2019	P	CORREZE - 2 RUE DES EAUX VIVES LES MAITRES - ACQUISITION-AMELIORATION DE 4 LOGEMENTS	CDC	118 809,00	114 140,11	37,33	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	1 282,04	2 409,28
CORREZE HABITAT	2019	P	CORREZE - 2 RUE DES EAUX VIVES LES MAITRES - ACQUISITION-AMELIORATION DE 4 LOGEMENTS	CDC	9 744,50	9 392,97	47,33	A	V	Livret A + (-0.2)	0,550	V	Livret A + (-0.2)	0,299	A-1	EUR	28,72	181,68

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2019	P	REPLACEMENT DE COMPOSANTS AU TITRE DE L'ANNEE 2017	CDC	389 319,41	362 343,52	22,25	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	4 137,35	13 779,58
CORREZE HABITAT	2019	P	CORREZE - RUE DU MOULIN DE JARPEL - REHABILITATION DE 12 LOGEMENTS	CDC	95 500,00	92 262,95	23,00	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	1 289,25	3 237,06
CORREZE HABITAT	2019	P	CORREZE - RUE DU MOULIN DE JARPEL - REHABILITATION DE 12 LOGEMENTS	CDC	93 000,00	89 498,38	23,00	A	V	Livret A + (-0.25)	0,500	V	Livret A + (-0.25)	0,249	A-1	EUR	465,00	3 501,63
CORREZE HABITAT	2020	P	NAVES - PLACE MARIE HUGO "LES BRUYERES" - REHABILITATION DE 7 LOGEMENTS	CDC	35 000,00	33 776,05	23,33	A	V	Livret A + 0.6	1,100	V	Livret A + 0.6	1,051	A-1	EUR	385,00	1 223,95
CORREZE HABITAT	2020	P	NAVES - PLACE MARIE HUGO "LES BRUYERES" - REHABILITATION DE 7 LOGEMENTS	CDC	56 000,00	53 826,48	23,33	A	V	Livret A + (-0.25)	0,250	V	Livret A + (-0.25)	0,239	A-1	EUR	140,00	2 173,53
CORREZE HABITAT	2020	P	BEYNAT - ESPACE LEON PIMOND "RESIDENCE SENIORS" - CONSTRUCTION DE 6 LOGEMENTS	CDC	91 505,00	89 348,46	38,25	A	V	Livret A + (-0.2)	0,300	V	Livret A + (-0.2)	0,293	A-1	EUR	274,51	2 156,54
CORREZE HABITAT	2020	P	BEYNAT - ESPACE LEON PIMOND "RESIDENCE SENIORS" - CONSTRUCTION DE 6 LOGEMENTS	CDC	10 937,00	10 733,93	48,25	A	V	Livret A + (-0.2)	0,300	V	Livret A + (-0.2)	0,294	A-1	EUR	32,81	203,08
CORREZE HABITAT	2020	P	BEYNAT - ESPACE LEON PIMOND "RESIDENCE SENIORS" - CONSTRUCTION DE 6 LOGEMENTS	CDC	20 639,00	20 327,17	48,25	A	V	Livret A + 0.6	1,100	V	Livret A + 0.6	1,076	A-1	EUR	227,03	311,83
CORREZE HABITAT	2020	P	BEYNAT - ESPACE LEON PIMOND "RESIDENCE SENIORS" - CONSTRUCTION DE 6 LOGEMENTS	CDC	219 307,00	214 912,72	38,25	A	V	Livret A + 0.6	1,100	V	Livret A + 0.6	1,076	A-1	EUR	2 412,38	4 394,28
CORREZE HABITAT	2020	P	USSEL - 2 RUE FRANCOIS GRABIE - CONSTRUCTION D'UNE RESIDENCE SOCIALE DE 10 LOGEMENTS	CDC	563 892,50	550 603,00	38,25	A	V	Livret A + (-0.2)	0,300	V	Livret A + (-0.2)	0,296	A-1	EUR	1 691,68	13 289,50
CORREZE HABITAT	2020	P	USSEL - 2 RUE FRANCOIS GRABIE - CONSTRUCTION D'UNE RESIDENCE SOCIALE DE 10 LOGEMENTS	CDC	98 377,00	96 550,39	48,25	A	V	Livret A + (-0.2)	0,300	V	Livret A + (-0.2)	0,296	A-1	EUR	295,13	1 826,61
CORREZE HABITAT	2020	P	MULTIPLES SITES - CHANGEMENT DE COMPOSANTS (AU TITRE DE L'ANNEE 2018)	CDC	753 258,00	726 916,57	23,33	A	V	Livret A + 0.6	1,100	V	Livret A + 0.6	1,068	A-1	EUR	8 285,84	26 341,43
CORREZE HABITAT	2020	P	NEUVIC - "RESIDENCE RABIER CUSSAC 1&2 et RESIDENCE LES GANOTTES" - REHABILITATION DE 15 LOGEMENTS	CDC	122 000,00	117 264,82	23,58	A	V	Livret A + (-0.25)	0,250	V	Livret A + (-0.25)	0,246	A-1	EUR	305,00	4 735,19

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2020	P	NEUVIC - "RESIDENCE RABIER CUSSAC 1&2 et RESIDENCE LES GANOTTES" - REHABILITATION DE 15 LOGEMENTS	CDC	148 529,50	143 185,32	23,58	A	F	Taux fixe à 0.87 %	0,870	F	Taux fixe à 0.87 %	0,856	A-1	EUR	1 292,21	5 344,19
CORREZE HABITAT	2020	P	SAINTE FEREOLE - RUE DU PRESBYTERE RESIDENCE DE L'AUTONOMIE - CONSTRUCTION DE 12 LOGEMENTS	CDC	371 322,50	363 882,27	38,75	A	V	Livret A + 0.6	1,100	V	Livret A + 0.6	1,077	A-1	EUR	4 084,55	7 440,23
CORREZE HABITAT	2020	P	SAINTE FEREOLE - RUE DU PRESBYTERE RESIDENCE DE L'AUTONOMIE - CONSTRUCTION DE 12 LOGEMENTS	CDC	93 149,00	91 741,64	48,75	A	V	Livret A + 0.6	1,100	V	Livret A + 0.6	1,077	A-1	EUR	1 024,64	1 407,36
CORREZE HABITAT	2020	P	SAINTE FEREOLE - RUE DU PRESBYTERE RESIDENCE DE L'AUTONOMIE - CONSTRUCTION DE 12 LOGEMENTS	CDC	23 647,50	23 212,67	38,75	A	V	Livret A + 1.01	1,510	V	Livret A + 1.01	1,478	A-1	EUR	357,08	434,84
CORREZE HABITAT	2020	P	SAINTE FEREOLE - RUE DU PRESBYTERE RESIDENCE DE L'AUTONOMIE - CONSTRUCTION DE 12 LOGEMENTS	CDC	19 754,00	19 486,63	48,75	A	V	Livret A + 1.01	1,510	V	Livret A + 1.01	1,478	A-1	EUR	298,29	267,37
CORREZE HABITAT	2020	P	SAINTE FEREOLE - RUE DU PRESBYTERE RESIDENCE DE L'AUTONOMIE - CONSTRUCTION DE 12 LOGEMENTS	CDC	34 010,50	33 385,11	38,75	A	V	Livret A + 1.01	1,510	V	Livret A + 1.01	1,478	A-1	EUR	513,56	625,39
CORREZE HABITAT	2020	P	SAINTE FEREOLE - RUE DU PRESBYTERE RESIDENCE DE L'AUTONOMIE - CONSTRUCTION DE 12 LOGEMENTS	CDC	111 278,50	108 655,95	38,75	A	V	Livret A + (-0.2)	0,300	V	Livret A + (-0.2)	0,294	A-1	EUR	333,84	2 622,55
CORREZE HABITAT	2020	P	SAINTE FEREOLE - RUE DU PRESBYTERE RESIDENCE DE L'AUTONOMIE - CONSTRUCTION DE 12 LOGEMENTS	CDC	29 095,50	28 555,27	48,75	A	V	Livret A + (-0.2)	0,300	V	Livret A + (-0.2)	0,294	A-1	EUR	87,29	540,23
CORREZE HABITAT	2020	P	SAINTE FEREOLE - RUE DU PRESBYTERE RESIDENCE DE L'AUTONOMIE - CONSTRUCTION DE 12 LOGEMENTS	CDC	43 971,00	43 154,58	48,75	A	V	Livret A + (-0.2)	0,300	V	Livret A + (-0.2)	0,294	A-1	EUR	131,91	816,43
CORREZE HABITAT	2020	P	SAINTE FEREOLE - RUE DU PRESBYTERE RESIDENCE DE L'AUTONOMIE - CONSTRUCTION DE 12 LOGEMENTS	CDC	167 294,50	163 351,80	38,75	A	V	Livret A + (-0.2)	0,300	V	Livret A + (-0.2)	0,294	A-1	EUR	501,88	3 942,70

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2020	P	LAGUENNE - LES ARMURIERS 2 - CONSTRUCTION DE 6 LOGEMENTS	CDC	246 460,00	241 521,66	38,67	A	V	Livret A + 0.6	1,100	V	Livret A + 0.6	1,091	A-1	EUR	2 711,06	4 938,35
CORREZE HABITAT	2020	P	LAGUENNE - LES ARMURIERS 2 - CONSTRUCTION DE 6 LOGEMENTS	CDC	37 135,50	36 574,43	48,67	A	V	Livret A + 0.6	1,100	V	Livret A + 0.6	1,091	A-1	EUR	408,49	561,07
CORREZE HABITAT	2020	P	CLERGOUX - PUY MERLE - REHABILITATION DE 6 LOGEMENTS	CDC	70 500,00	67 129,81	18,83	A	F	Taux fixe à 0.47 %	0,470	F	Taux fixe à 0.47 %	0,459	A-1	EUR	331,35	3 370,19
CORREZE HABITAT	2020	P	CLERGOUX - PUY MERLE - REHABILITATION DE 6 LOGEMENTS	CDC	54 500,00	52 384,69	23,83	A	V	Livret A + (-0.25)	0,250	V	Livret A + (-0.25)	0,244	A-1	EUR	136,25	2 115,31
CORREZE HABITAT	2021	P	BEYNAT - RESIDENCE LA SOLEILLE - REHABILITATION DE 2 LOGEMENTS LOCATIFS	CE	63 461,00	63 461,00	24,40	A	F	Taux fixe à 1.61 %	1,610	F	Taux fixe à 1.61 %	1,591	A-1	EUR	0,00	0,00
CORREZE HABITAT	2021	P	ALLASSAC - ANCIENNE GENDARMERIE - REHABILITATION DE 2 LOGEMENTS LOCATIFS	CE	109 297,50	109 297,50	24,46	A	F	Taux fixe à 1.58 %	1,580	F	Taux fixe à 1.58 %	1,565	A-1	EUR	0,00	0,00
CORREZE HABITAT	2021	P	USSEL - BOULEVARD CLEMENCEAU - AMELIORATION DE 16 LOGEMENTS	CDC	117 297,50	117 297,50	49,58	A	V	Livret A + 0.6	1,100	V	Livret A + 0.6	1,069	A-1	EUR	0,00	0,00
CORREZE HABITAT	2021	P	USSEL - BOULEVARD CLEMENCEAU - AMELIORATION DE 16 LOGEMENTS	CDC	424 208,50	424 208,50	39,58	A	V	Livret A + 0.6	1,100	V	Livret A + 0.6	1,069	A-1	EUR	0,00	0,00
CORREZE HABITAT	2021	P	USSEL - BOULEVARD CLEMENCEAU - AMELIORATION DE 16 LOGEMENTS	CDC	45 843,50	45 843,50	49,58	A	V	Livret A + (-0.2)	0,300	V	Livret A + (-0.2)	0,292	A-1	EUR	0,00	0,00
CORREZE HABITAT	2021	P	USSEL - BOULEVARD CLEMENCEAU - AMELIORATION DE 16 LOGEMENTS	CDC	182 847,00	182 847,00	39,58	A	V	Livret A + (-0.2)	0,300	V	Livret A + (-0.2)	0,292	A-1	EUR	0,00	0,00
CORREZE HABITAT	2020	P	NAVES - RUE DES ARENES - ACQUISITION-AMELIORATION DE 2 LOGEMENTS	CDC	6 761,00	6 635,47	48,67	A	V	Livret A + (-0.2)	0,300	V	Livret A + (-0.2)	0,285	A-1	EUR	20,28	125,53
CORREZE HABITAT	2020	P	NAVES - RUE DES ARENES - ACQUISITION-AMELIORATION DE 2 LOGEMENTS	CDC	25 314,50	24 717,91	38,67	A	V	Livret A + (-0.2)	0,300	V	Livret A + (-0.2)	0,285	A-1	EUR	75,94	596,60
CORREZE HABITAT	2020	P	NAVES - RUE DES ARENES - ACQUISITION-AMELIORATION DE 2 LOGEMENTS	CDC	7 237,50	7 128,16	48,67	A	V	Livret A + 0.6	1,100	V	Livret A + 0.6	1,044	A-1	EUR	79,61	109,35
CORREZE HABITAT	2020	P	NAVES - RUE DES ARENES - ACQUISITION-AMELIORATION DE 2 LOGEMENTS	CDC	26 680,00	26 145,41	38,67	A	V	Livret A + 0.6	1,100	V	Livret A + 0.6	1,044	A-1	EUR	293,48	534,59
CORREZE HABITAT	2021	P	MULTIPLES SITES - CHANGEMENT DE COMPOSANTS (AU TITRE DE L'ANNEE 2019)	CDC	905 434,29	905 434,29	24,58	A	V	Livret A + 0.6	1,100	V	Livret A + 0.6	1,080	A-1	EUR	0,00	0,00

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
DOM'AULIM (Société de l'Habitat Auvergne Limousin)	2018	P	BRIVE - AVENUE TURGOT - REAMENAGEMENT DE PRÊT	CDC	423 731,51	344 615,52	17,92	A	V	Livret A + 1.2	1,950	V	Livret A + 1.2	1,695	A-1	EUR	6 203,65	20 304,85
DOM'AULIM (Société de l'Habitat Auvergne Limousin)	2018	P	SAINTE-PANTALEON DE LARCHE - RUE HENRI BECQUEREL - REAMENAGEMENT DE PRÊT	CDC	225 544,04	207 757,96	26,08	A	V	Livret A + 0.7	1,450	V	Livret A + 0.7	1,197	A-1	EUR	2 567,37	6 189,90
DOM'AULIM (Société de l'Habitat Auvergne Limousin)	2018	P	VARETZ - BISCAYE ALLEE CLAUDE DEBUSSY - REAMENAGEMENT DE PRÊT	CDC	341 517,82	304 641,22	25,92	A	V	Livret A + 0.88	1,630	V	Livret A + 0.88	1,376	A-1	EUR	4 337,72	9 686,52
DOM'AULIM (Société de l'Habitat Auvergne Limousin)	2018	P	SAINTE-PANTALEON DE LARCHE - RUE HENRI BECQUEREL - REAMENAGEMENT DE PRÊT	CDC	1 672 801,71	1 502 195,00	25,83	A	V	Livret A + 0.94	1,690	V	Livret A + 0.94	1,436	A-1	EUR	22 282,59	45 207,35
EGLETONS HABITAT	2018	P	EGLETONS - 30 RUE DE LA BORIE - RÉHABILITATION DE 5 LOGEMENTS	CDC	31 398,39	28 930,26	30,50	T	V	Livret A + 0.6	0,336	V	Livret A + 0.6	1,093	A-1	EUR	322,32	787,12
EGLETONS HABITAT	2017	P	EGLETONS - 30 RUE DE LA BORIE - RÉHABILITATION DE 5 LOGEMENTS	CDC	5 000,00	4 236,16	20,25	A	V	Livret A + (-0.25)	0,500	V	Livret A + (-0.25)	0,249	A-1	EUR	11,08	196,24
EGLETONS HABITAT	2019	P	EGLETONS - RESIDENCE DU MOURICOU - REHABILITATION CENTRE DEPARTEMENTAL DE SANTE	CREDIT AGRICOLE	400 000,00	385 666,35	23,75	T	F	Taux fixe à 0.9 %	0,903	F	Taux fixe à 0.9 %	0,898	A-1	EUR	3 391,71	14 333,65
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2019	P	UZERCHE LACHAMPS	CDC	2 155,14	1 741,66	13,25	A	V	Livret A + 0.7	1,450	V	Livret A + 0.7	1,197	A-1	EUR	22,57	139,06
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2019	P	ST PANTALEON TERRAIN 5 PAVILLONS	CDC	72 582,15	67 957,07	33,08	A	V	Livret A + 0.7	1,450	V	Livret A + 0.7	1,197	A-1	EUR	834,82	1 611,11
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2019	P	ST PANTALEON DE LARCHE - LE PARC DE NICOMEDIE - ACQUISITION EN VEFA DE 22 LOGEMENTS	CDC	1 315 624,98	1 220 815,19	30,50	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	13 790,86	32 899,76
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2019	P	ST PANTALEON DE LARCHE - LE PARC DE NICOMEDIE - ACQUISITION EN VEFA DE 22 LOGEMENTS	CDC	351 774,18	333 471,50	40,50	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	3 738,70	6 410,15

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2019	P	ST PANTALEON DE LARCHE - LE PARC DE NICOMEDIE - ACQUISITION EN VEFA DE 6 LOGEMENTS	CDC	352 969,70	324 019,17	30,50	A	V	Livret A + (-0.2)	0,550	V	Livret A + (-0.2)	0,299	A-1	EUR	1 001,94	9 959,51
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2019	P	ST PANTALEON DE LARCHE - LE PARC DE LA NICOMEDIE - ACQUISITION EN VEFA DE 6 LOGEMENTS	CDC	91 322,60	85 671,23	40,50	A	V	Livret A + (-0.2)	0,550	V	Livret A + (-0.2)	0,299	A-1	EUR	262,90	1 960,91
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2019	P	BRIVE 16 LOGTS	CDC	39 246,40	20 322,38	2,92	A	V	Livret A + 1.2	1,950	V	Livret A + 1.2	1,696	A-1	EUR	455,66	6 480,88
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2019	P	ST PANTALEON TERRAIN 45	CDC	708 814,87	665 596,81	33,08	A	V	Livret A + 0.94	1,690	V	Livret A + 0.94	1,436	A-1	EUR	9 801,95	15 094,08
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2019	P	VARETZ BISCAYE FONCIERS	CDC	115 861,79	109 197,96	35,92	A	V	Livret A + 0.88	1,630	V	Livret A + 0.88	1,376	A-1	EUR	1 539,09	2 330,25
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2019	P	SAINT-PANTALEON DE LARCHE - RUE DU MOULIN - CONSTRUCTION DE 6 PAVILLONS	CDC	182 900,66	170 053,09	33,58	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	1 921,21	4 602,46
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2019	P	SAINT-PANTALEON DE LARCHE - RUE DU MOULIN - CONSTRUCTION DE 6 PAVILLONS	CDC	43 453,64	41 134,39	43,58	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	461,80	847,61
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2019	P	SAINT-PANTALEON DE LARCHE - RUE DU MOULIN - CONSTRUCTION DE 6 PAVILLONS	CDC	35 039,22	32 244,94	33,58	A	V	Livret A + (-0.2)	0,550	V	Livret A + (-0.2)	0,299	A-1	EUR	99,70	987,27
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2019	P	SAINT-PANTALEON DE LARCHE - RUE DU MOULIN - CONSTRUCTION DE 20 PAVILLONS	CDC	611 236,14	568 300,80	33,58	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	6 420,50	15 380,98
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2019	P	SAINT-PANTALEON DE LARCHE - RUE DU MOULIN - CONSTRUCTION DE 20 PAVILLONS	CDC	194 985,51	184 578,55	43,58	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	2 072,20	3 803,37
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2019	P	SAINT-PANTALEON DE LARCHE - RUE DU MOULIN - CONSTRUCTION DE 20 PAVILLONS	CDC	162 711,14	149 735,36	33,58	A	V	Livret A + (-0.2)	0,550	V	Livret A + (-0.2)	0,299	A-1	EUR	462,96	4 584,57
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2019	P	SAINT-PANTALEON DE LARCHE - RUE DU MOULIN - CONSTRUCTION DE 20 PAVILLONS	CDC	51 018,44	47 823,71	43,58	A	V	Livret A + (-0.2)	0,550	V	Livret A + (-0.2)	0,299	A-1	EUR	146,91	1 146,79
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2019	P	ST PANTALEON DE LARCHE - BOULEVARD ORIMONT DE FELETZ - ACQUISITION DE 9 PAVILLONS LOCATIFS SOCIAUX	CDC	47 188,68	44 478,43	44,58	A	V	Livret A + (-0.2)	0,550	V	Livret A + (-0.2)	0,299	A-1	EUR	136,38	982,09

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2019	P	ST PANTALEON DE LARCHE - BOULEVARD ORIMONT DE FELETZ - ACQUISITION DE 9 PAVILLONS LOCATIFS SOCIAUX	CDC	130 547,54	120 899,90	34,58	A	V	Livret A + (-0.2)	0,550	V	Livret A + (-0.2)	0,299	A-1	EUR	373,00	3 433,88
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2019	P	ST PANTALEON DE LARCHE - BOULEVARD ORIMONT DE FELETZ - ACQUISITION DE 9 PAVILLONS LOCATIFS SOCIAUX	CDC	99 020,09	94 287,82	44,58	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	1 056,45	1 753,02
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2019	P	ST PANTALEON DE LARCHE - BOULEVARD ORIMONT DE FELETZ - ACQUISITION DE 9 PAVILLONS LOCATIFS SOCIAUX	CDC	225 038,09	210 617,15	34,58	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,097	A-1	EUR	2 374,17	5 216,46
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2020	P	ST PANTALEON DE LARCHE - CLOS GALANDY - CONSTRUCTION DE 28 LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX	CDC	324 880,13	360 766,70	49,42	A	V	Livret A + 0.6	1,100	V	Livret A + 0.6	0,486	A-1	EUR	0,00	0,00
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2020	P	ST PANTALEON DE LARCHE - CLOS GALANDY - CONSTRUCTION DE 28 LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX	CDC	710 917,30	789 445,14	39,42	A	V	Livret A + 0.6	1,100	V	Livret A + 0.6	0,486	A-1	EUR	0,00	0,00
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2020	P	ST PANTALEON DE LARCHE - CLOS GALANDY - CONSTRUCTION DE 28 LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX	CDC	126 641,59	140 690,20	49,42	A	V	Livret A + (-0.2)	0,300	V	Livret A + (-0.2)	0,132	A-1	EUR	0,00	0,00
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2020	P	ST PANTALEON DE LARCHE - CLOS GALANDY - CONSTRUCTION DE 28 LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX	CDC	274 620,14	305 084,39	39,42	A	V	Livret A + (-0.2)	0,300	V	Livret A + (-0.2)	0,132	A-1	EUR	0,00	0,00
SOCIETE D ECONOMIE MIXTE CORREZE EQUIPEMENT	2017	P	BRIVE LA GAILLARDE-SEM -ACQUISITION 1 TERRAIN & CONSTRUCTION DUN BATIMENT INDUSTRIEL DESHORS MOULAGE	CE	550 000,00	455 029,70	15,33	T	F	Taux fixe à 2.54 %	2,564	F	Taux fixe à 2.54 %	2,533	A-1	EUR	11 934,73	23 671,04
SOCIETE D ECONOMIE MIXTE CORREZE EQUIPEMENT	2016	P	BRIVE LA GAILLARDE-SEM -ACQUISITION 1 TERRAIN & CONSTRUCTION DUN BATIMENT INDUSTRIEL DESHORS MOULAGE	BANQUE POSTALE	550 000,00	460 669,15	15,04	A	F	Taux fixe à 2.51 %	2,510	F	Taux fixe à 2.51 %	2,503	A-1	EUR	12 144,36	23 169,90
SOCIETE D ECONOMIE MIXTE CORREZE EQUIPEMENT	2018	P	BRIVE LA GAILLARDE-SEM -ACQUISITION 1 TERRAIN & CONSTRUCTION DUN BATIMENT INDUSTRIEL DESHORS MOULAGE	C.C.C.COOP	521 847,50	411 904,89	14,79	M	F	Taux fixe à 2.61 %	2,642	F	Taux fixe à 2.61 %	2,603	A-1	EUR	11 069,41	22 450,67

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SOCIETE D ECONOMIE MIXTE CORREZE EQUIPEMENT	2016	P	BRIVE LA GAILLARDE-SEM - MODIFICATION GARANTIE DEMPRUNT ACCODEE A LA BANQUE POSTALE SUITE A LIQUIDAT	BANQUE POSTALE	550 000,00	483 839,04	16,04	A	F	Taux fixe à 2.51 %	2,510	F	Taux fixe à 2.51 %	2,503	A-1	EUR	12 711,69	22 602,57
TOTAL GENERAL					191 502 063,54	163 034 158,77											2 219 147,43	6 690 228,86

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois ...).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT	C1.2

C1.2 – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio de l'article L. 3231-4 du CGCT	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties échues dans l'exercice (1)	A	3 006 278,12
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (1)	B	44 535,87
Annuité nette de la dette de l'exercice (2)	C	35 857 089,24
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	I = A+ B + C - D	38 907 903,23
Recettes réelles de fonctionnement	II	329 548 739,72
Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (3)	I / II	11,81

(1) Hors opérations visées par l'article L. 3231-4-1 du CGCT.

(2) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(3) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL	C2

ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL RESTANT A COURIR (MOBILIER ET IMMOBILIER)

Type et nature du bien ayant fait l'objet du contrat	Exercice d'origine du contrat	Désignation du crédit bailleur	Durée du contrat (en mois)	Montant de la redevance de l'exercice	Montant des redevances restant à courir					
					N+1	N+2	N+3	N+4	Cumul restant	Total (1)
Crédits-bails mobiliers				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits-bails immobiliers				567 139,00	587 580,00	690 580,00	690 580,00	690 580,00	6 839 577,00	9 498 897,00
Peloton autoroutier de Monestier-Merlines	2003	Société AUXIFIP	324	148 812,00	154 990,00	169 650,00	169 650,00	169 650,00	805 838,00	1 469 778,00
Peloton autoroutier de Corrèze	2003	Société AUXIFIP	324	123 133,00	128 233,00	140 363,00	140 363,00	140 363,00	666 724,00	1 216 046,00
Gendarmerie de Larche	2006	Société AUXIFIP	324	81 891,00	73 056,00	82 416,00	82 416,00	82 416,00	597 516,00	917 820,00
BRI Corrèze	2007	Société AUXIFIP	420	36 721,00	40 310,00	53 520,00	53 520,00	53 520,00	909 840,00	1 110 710,00
Brigade territoriale de Corrèze	2008	Société AUXIFIP	420	59 186,00	65 460,00	86 840,00	86 840,00	86 840,00	1 497 990,00	1 823 970,00
Brigade territoriale de Seilhac	2008	Société AUXIFIP	360	53 053,00	57 204,00	71 284,00	71 284,00	71 284,00	891 050,00	1 162 106,00
Gendarmerie de Bugeat	2010	Société AUXIFIP	420	64 343,00	68 327,00	86 507,00	86 507,00	86 507,00	1 470 619,00	1 798 467,00
Total				567 139,00	587 580,00	690 580,00	690 580,00	690 580,00	6 839 577,00	9 498 897,00

(1) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + cumul restant.

IV – ANNEXES
ENGAGEMENTS HORS BILAN – AUTORISATIONS DE PROGRAMME
**IV
C6**
SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATION DE PROGRAMME*		Stocks AP votées (exercices antérieurs) disponibles à l'affectation y compris ajustements intervenues dans l'année	AP nouvelles votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AP affectées dans l'année (2)	AP affectées annulées dans l'année (3)	Stock d'AP affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	Restes à financer au titre des AP affectées au 31/12/N (6) = (4) - (5)
Numéro	Libellé								
2021P011E01	100 % THD MOBILE / D	0,00	350 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1998P015E80	2014/2018 - ENT & PROJETS STRUCTURANTS (SUBVENTIONS) /D	1 205 807,15	-944 106,25	44 000,00	0,00	44 000,00	0,00	0,00	0,00
2015P021E03	2016- AMENAGEMENTS DE BOURG ET TRAVERSES/D	117 258,16	-117 258,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2017P072E03	2018/2032 SYMA PAYS DE TULLE (Capital)	1 243 516,03	0,00	0,00	176 044,01	0,00	176 044,01	176 044,01	0,00
2020P015E23	2021 CNSA SECTION IV 2020 -2022 INVESTISSEMENT SUB /D	0,00	67 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2006P038E40	ACHAT VEHICULES ELEC. ET THERM. marché 72/73 - 2019-23 / D	537 058,50	0,00	716 011,02	0,00	0,00	716 011,02	695 466,95	20 544,07
2017P016E04	ACQUISITION DES SYSTEMES D'INFORMATION / 2018 - 2021 D	672 885,22	0,00	0,00	654 798,64	228 798,64	426 000,00	323 581,50	102 418,50
1998P020E240	ACQUISITION LIVRES 2022-2025 / D	0,00	534 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2007P030E12	AEP ET ASSAINISSEMENT / 2008-2019D	377 065,00	0,00	392 031,00	0,00	39 018,00	353 013,00	324 962,00	28 051,00
2018P028E01	AEP/ASSAINISSEMENT / 2018 D	53 253,00	0,00	575 244,00	19 940,00	50 142,00	545 042,00	327 284,00	217 758,00
2018P028E02	AEP/ASSAINISSEMENT / 2019-2021 D	2 427 755,00	0,00	2 184 806,00	135 000,00	32 155,00	2 287 651,00	316 202,00	1 971 449,00
2018P028E03	AEP/ASSAINISSEMENT / 2021-2023 D	0,00	2 000 000,00	0,00	966 861,00	0,00	966 861,00	1 219,00	965 642,00
2007P030E33	AEP/ASSAINISSEMENT/MILIEU AQUA / 2016-2017 D	533 510,00	0,00	826 639,00	0,00	11 177,00	815 462,00	258 860,00	556 602,00
2017P027E02	AGRICULTURE CONVENTIONNEMENT REGION / 2017-2021 D	66 059,05	0,00	570 289,13	67 652,20	13 720,89	624 220,44	225 429,18	398 791,26
2017P027E03	AGRICULTURE PROGRAMMATION / 2021-2027 D	0,00	900 000,00	0,00	181 267,60	30,25	181 237,35	51 266,59	129 970,76
2018P017E01	AIDE A L'ADRESSAGE - 2018/2020	1 062 211,00	0,00	264 097,00	25 588,00	7,00	289 678,00	179 447,00	110 231,00
2018P037E03	AIDE A LA PIERRE / 2006-2013 D	9 581,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2018P037E04	AIDE A LA PIERRE / 2014 D	2 634,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AUTORISATION DE PROGRAMME*		Stocks AP votées (exercices antérieurs) disponibles à l'affectation y compris ajustements intervenues dans l'année	AP nouvelles votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AP affectées dans l'année (2)	AP affectées annulées dans l'année (3)	Stock d'AP affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	Restes à financer au titre des AP affectées au 31/12/N (6) = (4) - (5)
2018P037E05	AIDE A LA PIERRE / 2015 D	1 193,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2018P037E06	AIDE A LA PIERRE / 2016 D	134 703,48	0,00	10 339,21	0,00	7 339,21	3 000,00	3 000,00	0,00
2018P037E07	AIDE A LA PIERRE / 2017 D	11 153,61	0,00	51 012,75	0,00	0,00	51 012,75	4 000,00	47 012,75
2018P037E08	AIDE A LA PIERRE / 2018 D	251 180,62	0,00	83 399,57	0,00	1 343,00	82 056,57	23 969,00	58 087,57
2018P037E09	AIDE A LA PIERRE / 2019 D	1 019 006,00	0,00	143 189,00	0,00	6 296,00	136 893,00	57 856,00	79 037,00
2018P037E10	AIDE A LA PIERRE / 2020 D	412 954,00	0,00	617 825,00	0,00	2 005,00	615 820,00	432 845,00	182 975,00
2018P037E11	AIDE A LA PIERRE / 2021 D	1 500 000,00	300 000,00	0,00	1 718 373,00	3 353,00	1 715 020,00	995 116,00	719 904,00
2018P037E13	AIDE A LA PIERRE / 2022 D	0,00	2 500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2003P033E67	AMENAGEMENT COMMUNAUX / 2015 D	117 501,00	-201 011,00	88 650,00	0,00	88 650,00	0,00	0,00	0,00
2003P033E73	AMENAGEMENT DE BOURG / 2016 D	147 500,00	0,00	37 091,00	0,00	0,00	37 091,00	18 171,00	18 920,00
2003P033E68	AMENAGEMENT DE BOURG ESPACES PUBLICS / 2015-2017 D	1 769,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2017P007E02	AMENAGEMENT NUMERIQUE 100% FIBRE SPL NATHD/ 2017-2021 D	3 491 185,50	0,00	375 000,00	0,00	0,00	375 000,00	0,00	375 000,00
2003P033E61	AMENAGEMENTS COMMUNAUX / 2013 D	22 331,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2003P033E66	AMENAGEMENTS COMMUNAUX / 2014 D	7 711,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2015P021E08	AMENAGEMENTS DE BOURG ET TRAVERSES 2019-2020/ D	2 034 354,20	-2 242 452,49	217 337,50	0,00	217 337,50	0,00	0,00	0,00
2015P021E10	AMENAGEMENTS DE BOURG ET TRAVERSES 2021/ D	2 200 000,00	1 148,95	0,00	580 534,73	74 397,78	506 136,95	480 796,81	25 340,14
2015P021E04	AMENAGEMENTS DE BOURG ET TRAVERSES/2017 D	120 454,90	-120 454,90	93,50	0,00	0,00	93,50	0,00	93,50
2015P021E05	AMENAGEMENTS DE BOURG ET TRAVERSES/2018 D	474 240,74	-474 240,74	526,49	0,00	0,00	526,49	0,00	526,49
2003P033E76	AMENAGEMENTS DE BOURGS / 2017 D	50 383,00	0,00	96 366,00	0,00	11 676,00	84 690,00	81 880,00	2 810,00
2014P014E17	AMENAGEMENTS DE SECURITE 2019/D	10 449,87	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2020P006E01	AMENAGEMENTS DE SECURITE 2020/D	2 444 883,58	0,00	40 238,34	0,00	4 686,32	35 552,02	0,00	35 552,02
2020P006E03	AMENAGEMENTS DE SECURITE 2021/D	2 610 000,00	40 000,00	0,00	704 518,51	115 341,20	589 177,31	574 369,70	14 807,61
2014P014E11	AMENAGEMENTS DE SECURITE/2018 D	178 866,92	-178 866,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2020P012E01	AMENAGEMENTS ROUTIERS (hors grandes opérations) 2020/D	897 299,47	-105 445,80	246 146,42	383 922,75	95 230,91	534 838,26	440 804,78	94 033,48

AUTORISATION DE PROGRAMME*		Stocks AP votées (exercices antérieurs) disponibles à l'affectation y compris ajustements intervenues dans l'année	AP nouvelles votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AP affectées dans l'année (2)	AP affectées annulées dans l'année (3)	Stock d'AP affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	Restes à financer au titre des AP affectées au 31/12/N (6) = (4) - (5)
2020P012E03	AMENAGEMENTS ROUTIERS (hors grandes opérations) 2021/D	1 800 000,00	529 455,47	0,00	465 097,90	199 365,23	265 732,67	252 365,96	13 366,71
1998P028E71	AMO ENERGIE TOUS SITES 2021 - 2023 / D	0,00	260 000,00	0,00	19 608,00	0,00	19 608,00	19 608,00	0,00
1998P038E101	ARCHIVES SUBVENTION DE RESTAURATION COMMUNES / 2017-2021 D	43 013,93	0,00	6 573,65	4 871,58	0,00	11 445,23	8 730,89	2 714,34
2007P035E128	ASAFAC ELAGAGE / 2018-2021 D	0,00	100 000,00	62 201,58	0,00	0,00	62 201,58	0,00	62 201,58
2007P031E56	AUTONOMIE ET GESTION DE L'EAU - ASAFAC / 2019-2021 D	400 000,00	0,00	0,00	200 000,00	25,00	199 975,00	129 975,00	70 000,00
2020P015E06	CNSA SECTION IV 2020-2022- INVESTISSEMENT	45 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2007P032E23	COLLECTE ET TRAITEMENT DES ORDURES MENAGERES 2014-2016	25 658,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2007P021E54	COLLEGES - EQUIPEMENTS DE CUISES / 2018-2021 D	40 692,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2007P021E65	COLLEGES - EQUIPEMENTS DE CUISES / 2021-2025 D	320 000,00	0,00	0,00	79 852,60	0,00	79 852,60	79 852,60	0,00
2018P029E01	CONTRAT DE SOLIDARITE COMMUNALE - 2018/2021 D	4 748 117,00	0,00	4 927 534,00	2 606 893,00	69 387,00	7 465 040,00	3 837 143,00	3 627 897,00
2018P029E02	CONTRAT DE SOLIDARITE COMMUNALE - 2021/2023 D	0,00	29 500 000,00	0,00	1 921 077,00	9 401,00	1 911 676,00	879 212,00	1 032 464,00
2018P027E03	CONTRATS DE COHESION DES TERRITOIRES - 2021/2023	0,00	7 500 000,00	0,00	370 127,00	1 310,00	368 817,00	119 091,00	249 726,00
2018P027E01	CONTRATS DE COHESION DES TERRITOIRES / 2018-2021 D	2 707 119,00	0,00	1 329 160,00	2 610 839,00	11 393,00	3 928 606,00	972 299,00	2 956 307,00
2016P057E01	COUVERTURES TELEPHONIE MOBILE (800 Sites Prioritaires)	3 470 574,71	0,00	20 629,58	180 513,32	0,00	201 142,90	180 451,52	20 691,38
2003P022E19	CTA - CONTRATS TERRITORIAUX D'AMENAGEMENT / 2015-2017 D	393 888,00	0,00	762 098,00	0,00	30 620,00	731 478,00	332 378,00	399 100,00
2007P030E25	DEFENSE INCENDIE / 2014 D	79 892,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2007P030E31	DEFENSE INCENDIE / 2015 D	42 625,00	-48 429,00	16 470,00	0,00	16 470,00	0,00	0,00	0,00
2007P030E32	DEFENSE INCENDIE / 2016 D	20 852,00	0,00	7 500,00	0,00	0,00	7 500,00	0,00	7 500,00
2020P010E01	DEGATS DIVERS 2020/D	844 327,85	0,00	10 231,50	0,00	0,00	10 231,50	0,00	10 231,50
2020P010E02	DEGATS DIVERS 2021/D	900 000,00	62 936,66	0,00	428 393,80	17 328,78	411 065,02	317 569,95	93 495,07
2007P031E50	DEPENSES DIRECTES 2017/2022	31 120,00	0,00	5 736,00	1 259,00	0,00	6 995,00	1 259,00	5 736,00

AUTORISATION DE PROGRAMME*		Stocks AP votées (exercices antérieurs) disponibles à l'affectation y compris ajustements intervenues dans l'année	AP nouvelles votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AP affectées dans l'année (2)	AP affectées annulées dans l'année (3)	Stock d'AP affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	Restes à financer au titre des AP affectées au 31/12/N (6) = (4) - (5)
2003P034E15	DESENCLAVEMENT NUMERIQUE 2000-2009	178 164,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2003P039E29	DEV. DE LA LECTURE ET DES BIBLIOTHEQUES MUN / 2010/2014 D	23 568,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2003P039E38	DEV. DE LA LECTURE ET DES BIBLIOTHEQUES MUN / 2015-2019 D D	109 201,00	0,00	372,00	0,00	372,00	0,00	0,00	0,00
2007P021E70	DIAGNOSTICS REGLEMENTAIRES 2021-2024 / D	0,00	80 000,00	0,00	21 216,00	0,00	21 216,00	20 652,00	564,00
2007P032E22	DISSIMULATION RESEAUX ELECT ET TELEPHONIQUES - 2014	68 835,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2007P032E29	DISSIMULATION RESEAUX TELEPHONIQUES - 2015	81 079,00	-90 640,00	13 782,00	0,00	13 782,00	0,00	0,00	0,00
2003P034E16	DVECO - AIDES AUX COMMUNES 2007- 2013	60 049,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2016P006E23	DÉGÂTS DIVERS/2019 D	13 922,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2003P034E19	E-ADMINISTRATION / 2010-2013 D	96 370,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2003P034E22	E-ADMINISTRATION / 2014-2017 D	110 681,00	-110 888,00	293,00	0,00	293,00	0,00	0,00	0,00
2003P033E63	ECOLES MATERNELLES ET PRIMAIRES / 2014 D	134 904,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2003P033E70	ECOLES MATERNELLES ET PRIMAIRES / 2015 D	211 657,00	-82 426,00	5 305,00	0,00	5 305,00	0,00	0,00	0,00
2003P033E72	ECOLES MATERNELLES ET PRIMAIRES / 2016 D	314 546,00	0,00	15 000,00	18 000,00	15 000,00	18 000,00	18 000,00	0,00
2003P033E77	ECOLES MATERNELLES ET PRIMAIRES / 2017 D	198 311,00	0,00	3 647,00	0,00	3 647,00	0,00	0,00	0,00
2020P005E01	ELAGAGE-2020.2023/D	1 554 768,93	-43 400,00	381 171,91	930 282,46	317 840,33	993 614,04	789 837,13	203 776,91
2020P005E02	ELAGAGE-2021/D	1 500 000,00	-1 500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2016P007E14	ENVIRONNEMENT DE LA ROUTE 2020-2023/D	80 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2003P039E36	EQTS SPORTIFS, SOCIO CULT.PATRIMOINE - COLLECTIVITE / 2014 D	230 575,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2003P039E39	EQTS SPORTIFS, SOCIO CULT.PATRIMOINE - COLLECTIVITE / 2015 D	302 191,00	-315 590,29	44 638,00	0,00	44 638,00	0,00	0,00	0,00
2003P039E41	EQUIPEMENTS SPORTIFS / 2016 D	507 645,00	0,00	6 176,00	67 500,00	33 750,00	39 926,00	33 750,00	6 176,00
2003P039E44	EQUIPEMENTS SPORTIFS / 2017 D	486 406,00	0,00	10 878,00	0,00	0,00	10 878,00	0,00	10 878,00

AUTORISATION DE PROGRAMME*		Stocks AP votées (exercices antérieurs) disponibles à l'affectation y compris ajustements intervenues dans l'année	AP nouvelles votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AP affectées dans l'année (2)	AP affectées annulées dans l'année (3)	Stock d'AP affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	Restes à financer au titre des AP affectées au 31/12/N (6) = (4) - (5)
2007P035E123	ESPACES NATURELS SENSIBLES (ENS) / 2016-2024 D	34 226,88	0,00	219 018,37	32 714,92	5 537,66	246 195,63	80 374,71	165 820,92
2016P008E06	ETUDES GENERALES	430 554,72	57 755,60	39 151,28	242 878,04	55 524,72	226 504,60	160 517,18	65 987,42
2007P031E58	ETUDES PROSPECTIVES RESSOURCES EN EAU ET STOCKAGE	0,00	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2007P035E129	FRANSYLVA ELAGAGE / 2019-2020 D	0,00	0,00	242 272,65	0,00	0,00	242 272,65	0,00	242 272,65
2008P028E01	GRANDES OPERATIONS ROUTIERES 2009-2025 / D	18 802 719,06	0,00	9 064 442,13	4 094 107,79	569 636,82	12 588 913,10	9 862 530,06	2 726 383,04
2003P037E68	INFRASTRUCTURES VOIRIES / 2014-2019 D	515 771,00	-573 184,04	86 023,00	0,00	86 023,00	0,00	0,00	0,00
2018P049E02	INV. DIRECT - ACTIONS CTE - 2018/2022 D	825 747,20	0,00	81 355,72	14 146,00	0,00	95 501,72	71 395,60	24 106,12
2018P049E04	INV. INDIRECT - ACTIONS CTE - 2018/2022 D	1 315 200,00	0,00	78 600,00	106 000,00	0,00	184 600,00	38 500,00	146 100,00
2007P021E38	INVESTISSEMENT DANS LES COLLEGES PUBLICS / 2016 D	4 222 876,29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2007P021E41	INVESTISSEMENT DANS LES COLLEGES PUBLICS / 2017 D	97 918,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2007P021E53	INVESTISSEMENT DANS LES COLLEGES PUBLICS / 2018 D	247 549,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2007P021E58	INVESTISSEMENT DANS LES COLLEGES PUBLICS / 2019 D	60 407,22	11 340,01	265 644,60	0,00	129 136,26	136 508,34	64 758,19	71 750,15
2007P021E61	INVESTISSEMENT DANS LES COLLEGES PUBLICS / 2020 D	49 781,07	221 000,00	669 441,48	118 691,07	257 464,32	530 668,23	356 827,79	173 840,44
2007P021E64	INVESTISSEMENT DANS LES COLLEGES PUBLICS / 2021 D	750 000,00	20 000,00	0,00	614 601,90	11 000,00	603 601,90	227 650,07	375 951,83
2007P021E29	INVESTISSEMENT DANS LES COLLEGES PUBLICS /2014 D	84 559,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2007P031E52	INVESTISSEMENT SUBVENTIONS DIVERSES / 2018-2020 D	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2017P016E01	MAINTENANCE EVOLUTIVE DES SYSTEMES D'INFORMATION/2017-2020 D	510 157,44	-510 157,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2017P016E03	MAINTENANCE EVOLUTIVE DES SYSTEMES D'INFORMATION/2018-2021 D	479 030,95	0,00	0,00	120 000,00	90 000,00	30 000,00	25 205,91	4 794,09
2017P016E07	MAINTENANCE EVOLUTIVE DES SYSTEMES D'INFORMATION/2019-2023 D	400 000,00	0,00	0,00	105 000,00	70 000,00	35 000,00	20 820,22	14 179,78

AUTORISATION DE PROGRAMME*		Stocks AP votées (exercices antérieurs) disponibles à l'affectation y compris ajustements intervenues dans l'année	AP nouvelles votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AP affectées dans l'année (2)	AP affectées annulées dans l'année (3)	Stock d'AP affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	Restes à financer au titre des AP affectées au 31/12/N (6) = (4) - (5)
2017P016E08	MAINTENANCE EVOLUTIVE DES SYSTEMES D'INFORMATION/2020-2024 D	375 000,00	0,00	0,00	175 000,00	10 000,00	165 000,00	108 408,60	56 591,40
2017P016E11	MAINTENANCE EVOLUTIVE DES SYSTEMES D'INFORMATION/2021-2025 D	800 000,00	0,00	0,00	457 362,00	94 362,00	363 000,00	318 795,60	44 204,40
2018P036E05	MAINTIEN A DOMICILE / 2016 D	113 611,33	0,00	5 300,00	0,00	5 300,00	0,00	0,00	0,00
2018P036E06	MAINTIEN A DOMICILE / 2017 D	47 350,50	0,00	10 850,00	0,00	0,00	10 850,00	0,00	10 850,00
2018P036E07	MAINTIEN A DOMICILE / 2018 D	19 686,00	0,00	12 500,00	0,00	0,00	12 500,00	2 200,00	10 300,00
2018P036E08	MAINTIEN A DOMICILE / 2019 D	41 662,00	0,00	11 500,00	0,00	0,00	11 500,00	2 000,00	9 500,00
2018P036E09	MAINTIEN A DOMICILE / 2020 D	19 573,00	0,00	88 003,00	0,00	3 226,00	84 777,00	66 857,00	17 920,00
2018P036E10	MAINTIEN A DOMICILE / 2021 D	120 000,00	80 000,00	0,00	184 976,00	9 441,00	175 535,00	75 015,00	100 520,00
2018P036E13	MAINTIEN A DOMICILE / 2022 D	0,00	230 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2018P036E04	MAINTIEN A DOMICILE P.AGEES / 2015 D	7 492,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1998P016E42	MAINTIEN ET DEVELOPPEMENT EN MILIEU RURAL 2014/D	92 839,00	-33 839,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1998P016E46	MAINTIEN ET DEVELOPPEMENT EN MILIEU RURAL 2015/D	291 807,00	-261 688,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2003P033E71	MAIRIE/SIEGES EPCI/EQUIPEMENTS COMMUNAUX / 2016 D	86 983,00	0,00	116 381,00	0,00	6 820,00	109 561,00	30 492,00	79 069,00
2003P033E75	MAIRIE/SIEGES EPCI/EQUIPEMENTS COMMUNAUX / 2017 D	414 692,00	0,00	261 296,00	0,00	39 342,00	221 954,00	118 207,00	103 747,00
1998P020E239	MARCHE INVESTISSEMENT BD / 2021 D	0,00	200 000,00	0,00	200 000,00	0,00	200 000,00	30 777,39	169 222,61
1998P020E170	MARCHES INVESTISSEMENT BD / 2017 D	59 546,23	0,00	8 097,71	21 520,00	7 520,00	22 097,71	13 864,67	8 233,04
1998P020E191	MARCHES INVESTISSEMENT BD / 2018 D	153 105,91	0,00	14 123,03	135 300,00	0,00	149 423,03	134 515,26	14 907,77
2018P013E04	MATERIEL ROULANT ET OUTILLAGE 2020.2021/D	3 886 805,04	450 000,00	2 324,40	1 844 820,97	359 820,97	1 487 324,40	1 484 565,26	2 759,14
2018P013E05	MATERIEL ROULANT ET OUTILLAGE 2021/D	4 000 000,00	-4 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2016P007E13	MATERIEL TECHNIQUE 2020-2023/D	120 000,00	-120 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2007P031E57	MILIEUX AQUATIQUES PRIVES / 2020-2024 D	351 179,00	0,00	42 961,00	212 721,00	4 981,00	250 701,00	38 364,00	212 337,00

AUTORISATION DE PROGRAMME*		Stocks AP votées (exercices antérieurs) disponibles à l'affectation y compris ajustements intervenues dans l'année	AP nouvelles votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AP affectées dans l'année (2)	AP affectées annulées dans l'année (3)	Stock d'AP affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	Restes à financer au titre des AP affectées au 31/12/N (6) = (4) - (5)
2006P056E31	MODER SITE DES MILLES SOURCES PLAN DE RELANCE 2021-2023 / D	0,00	600 000,00	0,00	158 000,00	0,00	158 000,00	70 883,62	87 116,38
1998P028E75	MODERNISATION DES CERB 2021-2024 / D	0,00	640 000,00	0,00	375 000,00	600,00	374 400,00	163 979,60	210 420,40
2001P025E15	MSAP TRAVAUX INVESTISSEMENT 2016/2018 D	96 831,92	0,00	2 111,40	1 400,00	0,00	3 511,40	1 141,58	2 369,82
2003P034E23	MULTIPLES RURAUX ET PLATEFORMES / 2014-2020 D	233 410,00	0,00	10 869,00	0,00	10 869,00	0,00	0,00	0,00
2016P006E22	OUVRAGES D'ART/2019 D	77 424,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2020P009E01	OUVRAGES D'ARTS 2020/D	3 860 487,75	0,00	553 379,63	192 425,29	159 925,16	585 879,76	505 737,99	80 141,77
2020P009E02	OUVRAGES D'ARTS 2021/D	4 100 000,00	202 901,78	0,00	1 657 682,34	347 158,63	1 310 523,71	1 227 511,47	83 012,24
2018P039E04	PARC LOCATIF SOCIAL / 2012-2017/D	1 356 400,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	50 000,00
2018P039E05	PARC LOCATIF SOCIAL / 2018-2021 D	767 709,00	500 000,00	642 645,00	523 000,00	0,00	1 165 645,00	329 395,00	836 250,00
2018P039E07	PARC LOCATIF SOCIAL / 2022-2025 D	0,00	3 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2017P007E07	PARTICIPATION EMPRUNT CAPITAL / 2019-2038 D (MON521706EUR)	4 437 500,00	0,00	0,00	250 000,00	0,00	250 000,00	250 000,00	0,00
2017P007E14	PARTICIPATION EMPRUNT CAPITAL / 2019-2039 D (MON524307EUR)	4 562 500,00	0,00	0,00	250 000,00	0,00	250 000,00	250 000,00	0,00
2017P007E12	PARTICIPATION EMPRUNT CAPITAL / 2019-2039 D (MON524312EUR)	9 125 000,00	0,00	0,00	500 000,00	0,00	500 000,00	500 000,00	0,00
2003P039E42	PATRIMOINE ARCHITECTURAL / 2016 D	196 208,00	0,00	97 795,00	0,00	9 484,00	88 311,00	45 573,00	42 738,00
2003P039E43	PATRIMOINE ARCHITECTURAL / 2017 D	446 850,00	0,00	53 214,00	10 325,00	17 799,00	45 740,00	40 047,00	5 693,00
2003P022E12	PAYS INVESTISSEMENT / 2011-2013 D	415 992,81	-413 186,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2007P021E68	PLAN DE RELANCE : COLLEGE D'ALLASSAC 2020-2024 / D	1 500 000,00	500 000,00	0,00	3 933 535,80	1 933 536,00	1 999 999,80	488 121,58	1 511 878,22
2007P021E67	PLAN DE RELANCE : COLLEGE D'ARGENTAT 2020-2026 / D	3 500 000,00	0,00	0,00	642 000,00	50 000,00	592 000,00	101 858,65	490 141,35
2007P021E69	PLAN DE RELANCE : RENOVATION ENERGETIQUE 2020-2025 / D	369 551,50	2 005 448,50	0,00	1 257 599,77	64 342,03	1 193 257,74	950 899,02	242 358,72
2020P011E01	PREPARATION DE CHAUSSEE 2020/D	1 094 895,48	-10 053,92	145 560,43	143 500,84	16 479,12	272 582,15	116 735,28	155 846,87
2020P011E02	PREPARATION DE CHAUSSEE 2021/D	1 200 000,00	152 580,26	0,00	696 295,63	173 247,13	523 048,50	341 062,43	181 986,07
2018P038E02	PROTOCOLE CORREZE HABITAT / 2018-2021 D	1 024 785,77	0,00	201 034,51	432 817,56	0,00	633 852,07	500 352,07	133 500,00
2018P038E01	PROTOCOLE CORREZE HABITAT 2013/2017 D	1 405 517,80	0,00	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	30 000,00

AUTORISATION DE PROGRAMME*		Stocks AP votées (exercices antérieurs) disponibles à l'affectation y compris ajustements intervenues dans l'année	AP nouvelles votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AP affectées dans l'année (2)	AP affectées annulées dans l'année (3)	Stock d'AP affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	Restes à financer au titre des AP affectées au 31/12/N (6) = (4) - (5)
2016P006E24	PRÉPARATIONS DE CHAUSSEES/2019 D	1 333,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1998P028E69	QUALYSE 2018-2021/D	300 000,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00	100 000,00	100 000,00	0,00
2015P013E11	REGULARISATION FONCIERES 2020-2023/ D	48 122,90	-10 000,00	334,57	0,00	0,00	334,57	0,00	334,57
1998P028E74	RENOVATION DES LOCAUX 2021 - 2024 / D	0,00	150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1998P031E15	RENOVATION DES SANITAIRES ET ACCESSIBILITES 2021 - 2024 / D	0,00	325 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1998P028E72	RENOVATION LED TOUS SITES 2021 - 2023 / D	0,00	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2020P008E01	RESEAUX DE DESSERTES PRINCIPALES ET SECONDAIRES 2020/D	12 236 310,28	-269 441,99	265 060,70	193 648,70	42 922,40	415 787,00	15 236,44	400 550,56
2020P008E02	RESEAUX DE DESSERTES PRINCIPALES ET SECONDAIRES 2021/D	12 000 000,00	-191 770,00	0,00	4 743 179,22	963 690,09	3 779 489,13	3 485 392,34	294 096,79
2020P007E01	RESEAUX STRUCTURANTS ET DE LIAISON 2020/D	14 367 029,67	-4 901 841,01	373 365,84	242 575,78	55 349,68	560 591,94	230 051,71	330 540,23
2020P007E04	RESEAUX STRUCTURANTS ET DE LIAISON 2021/D	15 000 000,00	-28 226,00	0,00	6 253 749,18	1 055 385,86	5 198 363,32	4 862 696,92	335 666,40
2007P030E29	RESTAURATION DES COURS D'EAU ET ETANGS / 2014-2016 D	104 794,00	0,00	13 036,00	0,00	0,00	13 036,00	0,00	13 036,00
2007P031E38	RESTAURATION DES COURS D'EAU ET ETANGS PRIVES / 2014-2016 D	163 438,00	0,00	7 470,00	0,00	286,00	7 184,00	7 184,00	0,00
2007P031E47	RESTAURATION DES COURS D'EAU ET ETANGS PRIVES / 2017-2019 D	198 771,00	0,00	85 820,50	0,00	9 116,64	76 703,86	31 239,86	45 464,00
2007P021E48	RESTRUCTURATION ESPACE PEDAGOGIQUE ARSONVAL BRIVE/2017-2023D	0,00	0,00	1 497 100,00	0,00	0,00	1 497 100,00	344 100,00	1 153 000,00
2003P037E78	ROUTES DEPARTEMENTALES EN TRAVERSE / 2016 D	108 883,00	0,00	60 000,00	0,00	0,00	60 000,00	0,00	60 000,00
2003P037E82	ROUTES DEPARTEMENTALES EN TRAVERSE / 2017 D	239 133,00	0,00	36 849,00	0,00	0,00	36 849,00	6 849,00	30 000,00
2016P006E21	RÉSEAUX DE DESSERTES PRINCIPALES ET SECONDAIRES/2019 D	97,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2016P006E20	RÉSEAUX STRUCTURANTS ET DE LIAISON/2019 D	111 508,54	0,00	36 715,95	0,00	0,00	36 715,95	0,00	36 715,95
2003P039E45	SALLES POLYVALENTES / 2017 D	413 220,00	-413 220,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2017P028E02	SECTEUR DOMICILE : SOUTIEN/DEVELOPPEMENT INV/D	480 833,20	-400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AUTORISATION DE PROGRAMME*		Stocks AP votées (exercices antérieurs) disponibles à l'affectation y compris ajustements intervenues dans l'année	AP nouvelles votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AP affectées dans l'année (2)	AP affectées annulées dans l'année (3)	Stock d'AP affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	Restes à financer au titre des AP affectées au 31/12/N (6) = (4) - (5)
2014P014E12	SECURISATION DES USAGES/2018 D	205 440,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2020P014E02	SEM CORREZE ENERGIES RENOUVELABLES - APPELS DE FONDS	500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2016P007E12	SIGNA. VERTICALE ET DISPOSITIFS DE SECURITE 2020-2023/D	209 691,48	3 400,00	340,80	115 651,37	1 795,18	114 196,99	96 232,72	17 964,27
2020P014E01	SOCIETE PROJET DEV. SITES PHOTOVOL - CAPITAL , APPELS FONDS	100 000,00	100 000,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00	1 000,00	0,00
1998P001E111	SOUTIEN AUX ACTIVITES AGRICOLES / 2015 D	10 155,37	-23 487,00	13 331,63	0,00	13 331,63	0,00	0,00	0,00
1998P001E122	SOUTIEN AUX ACTIVITES AGRICOLES-INVESTISSEMENT / 2018-2022 D	80 000,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00	5 000,00	0,00
1998P038E105	SUBVENTION DE RESTAURATION COMMUNES 2022 - 2026 / D	0,00	75 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2013P010E11	SUBVENTION FONDATION PATRIMOINE / D	0,00	40 000,00	18 858,64	0,00	0,00	18 858,64	0,00	18 858,64
2017P078E08	SUBVENTIONS INV. ASSOCIATIONS CONVENTIONNEES - 2018/2022 D	0,00	40 000,00	18 000,00	18 000,00	0,00	36 000,00	18 000,00	18 000,00
2017P078E09	SUBVENTIONS INV. ASSOCIATIONS NON CONVENTIONNEES - 2018/2022D	43 800,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00	1 000,00	0,00
2017P072E06	SYMA A 89 / 2018 D (Capital)	454 890,91	0,00	0,00	69 755,84	0,00	69 755,84	69 755,84	0,00
2016P019E01	TOURISME INVESTISSEMENT COMMUNES / 2015-2018 D	566 436,00	0,00	25 000,00	0,00	25 000,00	0,00	0,00	0,00
2015P017E01	TOURISME INVESTISSEMENT PRIVES 2015-2018 D	912 694,98	0,00	21 969,50	0,00	5 443,00	16 526,50	6 681,00	9 845,50
2006P058E04	VIADUC DES ROCHERS NOIRS 2020-2022 / D	826 991,28	6 800 000,00	358 148,49	146 174,28	0,00	504 322,77	230 476,78	273 845,99
2018P026E01	VOIRIE - 2018/2020 D	18 841,00	0,00	3 170 002,00	0,00	1,00	3 170 001,00	1 628 457,00	1 541 544,00
2018P026E02	VOIRIE - 2021/2023 D	0,00	9 000 000,00	0,00	3 139 577,00	66 476,00	3 073 101,00	1 169 083,00	1 904 018,00
2003P037E77	VOIRIE / 2016 D	383 034,00	0,00	13 215,00	0,00	2 215,00	11 000,00	0,00	11 000,00
2003P037E81	VOIRIE / 2017 D	154 578,00	0,00	281 929,00	14 426,00	0,00	296 355,00	141 754,00	154 601,00
2003P037E69	VOIRIE FORESTIERE ET MATERIEL DE VOIRIE / 2014-2019 D	94 118,32	0,00	940,00	0,00	940,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL		188 756 512,32	51 793 662,74	34 613 111,11	50 287 190,39	8 677 160,34	76 223 141,16	45 650 875,98	30 572 265,18

*Le détail par programme n'est à renseigner qu'à compter des AP votées en 2003.

(1) Il s'agit des AP affectées antérieurement à l'exercice N et non encore entièrement couvertes par les CP des années antérieures.

(2) Il s'agit des AP votées avant ou pendant l'exercice N et affectées pendant celui-ci.

(3) Il s'agit des AP non encore intégralement couvertes à la fin de l'exercice N.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT	C7

SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATION D'ENGAGEMENT*		Stocks AE votées (exercices antérieurs) disponibles à l'affectation y compris ajustements intervenus dans l'année	AE nouvelles votées dans l'année	AE affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AE affectées dans l'année (2)	AE affectées annulées dans l'année (3)	Stock d'AE affectées restant à financer (4)=(1)+(2)-(3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	Restes à financer au titre des AE affectées au 31/12/N (6)=(4)-(5)
Numéro	Libellé								
2017P078E05	2014-2016 FDD	7 569,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2017P072E04	2018/2032 SYMA PAYS DE TULLE (Intérêts)	240 837,42	0,00	0,00	50 612,90	0,00	50 612,90	50 612,90	0,00
2017P072E05	2018/SYMA A 89 (Intérêts)	69 876,91	0,00	0,00	16 402,88	0,00	16 402,88	16 402,88	0,00
2020P015E21	2021 CNSA SECTION IV 2020 -2022 FONCTIONNEMENT SUB /D	0,00	139 570,00	0,00	126 320,00	0,00	126 320,00	126 320,00	0,00
2015P023E09	ACTIONS CULTURELLES 5 TERRITOIRES/SUBVENTION 2019 - D	1 229,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2015P023E10	ACTIONS CULTURELLES TERRITOIRES/SUBVENTION 2020 - D	14 750,00	0,00	5 400,00	0,00	0,00	5 400,00	0,00	5 400,00
2016P021E16	ASSURANCES CYBER RISQUES / 2021 - 2025 D	40 000,00	35 000,00	0,00	15 000,00	0,00	15 000,00	12 679,56	2 320,44
2016P021E13	ASSURANCES DOMMAGES AUX BIENS 2021-2025 D	325 000,00	325 000,00	0,00	131 041,59	1 041,59	130 000,00	128 451,77	1 548,23
2016P021E14	ASSURANCES FLOTTE AUTOMOBILE / 2021 -2025 D	1 200 000,00	2 000,00	0,00	307 000,00	50 000,00	257 000,00	256 204,95	795,05
2016P021E17	ASSURANCES PROTECTION JURIDIQUE / 2021 - 2025 D	12 000,00	3 000,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00	2 646,07	353,93
2016P021E12	ASSURANCES RESPONSABILITE CIVILE / 2020 2025 D	418 000,00	-2 000,00	1 890,66	93 200,00	7 720,42	87 370,24	86 339,87	1 030,37
2016P021E15	ASSURANCES RISQUES STATUTAIRES / 2021 - 2025 D	360 000,00	0,00	0,00	70 000,00	4 000,00	66 000,00	65 136,89	863,11
1998P056E88	CLUB ELITE/GRAND EVENEMENT SPORTIFS/SOUTIEN EMPLOI SPORTIF/D	79 116,00	20 884,00	49 000,00	98 000,00	0,00	147 000,00	98 000,00	49 000,00
2020P015E07	CNSA SECTION IV 2020-2022 - FONCTIONNEMENT	1 072 408,00	0,00	3 925,60	9 822,00	1 072,00	12 675,60	0,00	12 675,60
2020P015E19	CNSA SECTION IV 2020-2022 FONCTIONNEMENT	0,00	248 680,00	0,00	259 577,00	11 897,00	247 680,00	108 349,06	139 330,94

AUTORISATION D'ENGAGEMENT*		Stocks AE votées (exercices antérieurs) disponibles à l'affectation y compris ajustements intervenues dans l'année	AE nouvelles votées dans l'année	AE affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AE affectées dans l'année (2)	AE affectées annulées dans l'année (3)	Stock d'AE affectées restant à financer (4)=(1)+(2)-(3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	Restes à financer au titre des AE affectées au 31/12/N (6)=(4)-(5)
2006P038E41	CONTRAT D'ENT. PNEU. marché 72-73 LOC. BAT. 2019-2026 / D	421 589,00	0,00	2 318,34	85 300,00	5 000,00	82 618,34	79 617,04	3 001,30
2006P037E63	CONTROLES REGLEMENTAIRES OBLIGATOIRES BAT ADM / 2020-2024 D	250 000,00	0,00	0,00	35 677,04	7 663,04	28 014,00	6 147,24	21 866,76
2006P037E56	CONTROLES REGLEMENTAIRES OBLIGATOIRES SUR BAT / 2017-2020 D	66 796,15	-67 443,29	21 115,82	0,00	6 371,21	14 744,61	0,00	14 744,61
1998P051E04	CONVENTION PARTICIPATION FONCTIONNEMENT SDIS / 2018-2021 D	11 151 000,00	0,00	500 000,00	9 027 000,00	500 000,00	9 027 000,00	9 027 000,00	0,00
2013P009E01	DOMOTIQUE : TELEASSISTANCE / 2013 D	5 186 448,81	0,00	1 910,00	1 316 654,00	94 946,81	1 223 617,19	626 306,00	597 311,19
2006P037E54	ENTRETIEN DES ESPACES VERTS / 2017-2020 D	20 447,49	-28 987,20	24 421,44	538,08	12 145,71	12 813,81	0,00	12 813,81
2006P037E67	ENTRETIEN DES ESPACES VERTS BAT ADMIN / 2021-2026 D	400 000,00	50 000,00	0,00	127 517,77	48 818,25	78 699,52	57 880,60	20 818,92
2018P043E04	ETUDES BILAN PDALHPD	0,00	70 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2015P028E08	EVENEMENT VOCATION DEPARTEMENTALE/ SUBVENTIONS 2019 - D	3 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2015P028E10	EVENEMENT VOCATION DEPARTEMENTALE/ SUBVENTIONS 2020 - D	142 700,00	0,00	300,00	0,00	0,00	300,00	0,00	300,00
2006P037E64	EXPLOITATION DES INSTALLATIONS THERMIQUES ADM / 2020-2028 D	2 000 000,00	0,00	0,00	257 584,24	138 124,24	119 460,00	113 882,04	5 577,96
2016P001E59	EXPLOITATION ET GESTION RESTAURANT PERSONNEL / 2017-2021 D	4 847,78	25 000,00	4 566,40	25 000,00	0,00	29 566,40	20 909,75	8 656,65
2020P016E24	EXPLOITATION ET GESTION RESTAURANT PERSONNEL / 2021-2025 D	0,00	200 000,00	0,00	200 000,00	0,00	200 000,00	20 442,63	179 557,37
2006P038E31	FLOTTE AUTO-LOC / 2015 2019 D MARCHES 2015/136-137-138	416 900,00	0,00	228 052,38	86 380,00	1 900,00	312 532,38	98 385,79	214 146,59
2006P038E42	FLOTTE AUTOMOBILE : LOCATIONS 2020-2025 / D	287 000,00	0,00	93,87	18 000,00	8 000,00	10 093,87	8 167,90	1 925,97
2018P049E03	FONCT. DIRECT - ACTIONS CTE - 2018/2022 D	392 756,00	0,00	24 600,00	1 890,40	0,00	26 490,40	14 234,00	12 256,40
2018P049E05	FONCT. INDIRECT - ACTIONS CTE - 2018/2022 D	590 700,00	0,00	6 000,00	0,00	0,00	6 000,00	6 000,00	0,00
2006P038E36	FOURNITURE CARBURANT (lavage et péage) 2019/2022 D	443 500,00	0,00	10 414,69	252 000,00	29 400,00	233 014,69	209 737,68	23 277,01
2018P005E01	FOURNITURES ADMINISTRATIVES / D	150 373,66	0,00	15 587,06	88 140,00	13 600,00	90 127,06	68 296,04	21 831,02
2018P005E04	FOURNITURES ADMINISTRATIVES/D	0,00	388 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AUTORISATION D'ENGAGEMENT*		Stocks AE votées (exercices antérieurs) disponibles à l'affectation y compris ajustements intervenues dans l'année	AE nouvelles votées dans l'année	AE affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AE affectées dans l'année (2)	AE affectées annulées dans l'année (3)	Stock d'AE affectées restant à financer (4)=(1)+(2)-(3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	Restes à financer au titre des AE affectées au 31/12/N (6)=(4)-(5)
2017P018E03	FOURNITURES DE SERVICES DE TELECOMMUNICATIONS / 2018-2021 D	106 876,36	-1 500,00	56 838,88	5 500,00	8 000,00	54 338,88	393,01	53 945,87
2017P070E12	FSE SUBVENTIONS 2018-2020 / D	2 056 218,88	0,00	0,00	566 421,76	30 317,19	536 104,57	536 104,57	0,00
2006P037E62	GARDIENNAGE BAT ADMINISTRATIFS / 2019-2023 D	232 096,95	-500,00	3 064,42	66 981,99	284,42	69 761,99	64 891,74	4 870,25
2018P007E04	HANDIMOBILE 2019-2022 / D	1 878 823,89	0,00	168 610,57	850 000,00	84 200,00	934 410,57	624 974,57	309 436,00
2018P002E06	LOCATION MAINTENANCE MACHINE A AFFRANCHIR /D	18 000,00	0,00	2 613,94	9 860,00	0,00	12 473,94	8 530,59	3 943,35
2006P037E61	MAINT DES ASCENSEURS ET MONTE CHARGES BAT ADMI / 2019-2023 D	68 680,26	0,00	0,00	17 250,00	0,00	17 250,00	15 673,12	1 576,88
2006P037E68	MAINTENANCE ET ASSAINISSEMENT BAT ADMIN/ 2021-2026 D	100 000,00	20 500,00	0,00	20 906,33	698,48	20 207,85	19 032,41	1 175,44
2006P037E55	MAINTENANCE ET ASSAINISSEMENT DES RESEAUX / 2017-2020 D	15 330,65	0,00	11 015,17	0,00	0,00	11 015,17	0,00	11 015,17
2006P037E65	MAINTENANCE MULTITECHNIQUE DES BATIMENTS /2020-2024 D	525 000,00	0,00	28 140,60	45 000,00	28 000,00	45 140,60	44 642,40	498,20
2006P037E60	MARBOT - MARCHE MAINTENANCE MULTITECHNIQUE / 2019-2022 D	239 000,00	0,00	8 654,12	120 000,00	4 274,56	124 379,56	102 993,03	21 386,53
2017P018E09	MARCHES DE FOURNITURES D'INTERNET / 2020-2024 D	701 938,40	1 500,00	0,00	363 455,52	195 428,36	168 027,16	160 688,37	7 338,79
2017P018E13	MARCHES DE FOURNITURES DE SERVICES DE TELECOM / 2021-2024 D	650 000,00	0,00	0,00	207 147,43	24 000,00	183 147,43	154 297,54	28 849,89
2017P018E01	MARCHES DE FOURNITURES ET TELECOMMUNICATIONS / 2017-2019 D	82 487,68	-82 491,93	4,25	0,00	4,25	0,00	0,00	0,00
2017P017E01	MARCHES MAINTENANCE DES SYSTEMES D'INFORMATION / 2017-2020 D	601 003,58	-602 032,60	1 452,82	0,00	1 452,82	0,00	0,00	0,00
2017P017E06	MARCHES MAINTENANCE DES SYSTEMES D'INFORMATION / 2018-2021 D	226 901,68	100 000,00	8 334,43	424 790,00	333 683,16	99 441,27	87 062,11	12 379,16
2017P017E07	MARCHES MAINTENANCE DES SYSTEMES D'INFORMATION / 2019-2023 D	59 652,50	100 000,00	21 240,34	152 623,16	39 305,74	134 557,76	131 694,38	2 863,38
2017P017E08	MARCHES MAINTENANCE DES SYSTEMES D'INFORMATION / 2020-2024 D	1 003 000,00	0,00	52 580,00	611 766,39	253 141,39	411 205,00	345 079,20	66 125,80
2017P017E09	MARCHES MAINTENANCE DES SYSTEMES D'INFORMATION / 2021-2025 D	600 000,00	0,00	0,00	444 535,01	39 000,00	405 535,01	364 019,19	41 515,82
2016P001E21	MEDECINE PROFESSIONNELLE / 2016-2018 D	14 238,20	-14 238,20	3 376,88	0,00	0,00	3 376,88	0,00	3 376,88
2016P001E80	MEDECINE PROFESSIONNELLE / 2018-2022 D	120 511,80	0,00	28 658,00	94 500,00	0,00	123 158,00	83 513,74	39 644,26

AUTORISATION D'ENGAGEMENT*		Stocks AE votées (exercices antérieurs) disponibles à l'affectation y compris ajustements intervenus dans l'année	AE nouvelles votées dans l'année	AE affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AE affectées dans l'année (2)	AE affectées annulées dans l'année (3)	Stock d'AE affectées restant à financer (4)=(1)+(2)-(3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	Restes à financer au titre des AE affectées au 31/12/N (6)=(4)-(5)
2016P015E05	NATURA 2000 - DEPENSES PLURIANNUELLES / 2020-2021 D	14 200,00	0,00	60 000,00	0,00	0,00	60 000,00	28 037,10	31 962,90
2006P037E53	NETTOYAGES DES LOCAUX / 2017-2020 D	1 499 347,72	0,00	11 037,55	22 039,94	4 880,83	28 196,66	0,00	28 196,66
2006P037E66	NETTOYAGES DES LOCAUX BAT ADMIN / 2021-2026 D	3 000 000,00	0,00	0,00	552 816,42	57 516,42	495 300,00	484 161,00	11 139,00
2016P022E16	PARTENARIAT AVEC L'ODCV / 2018-2021 D	328 000,00	-328 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2016P022E25	PARTENARIAT AVEC L'ODCV / 2021-2024 D	984 000,00	0,00	328 000,00	29 000,00	29 000,00	328 000,00	328 000,00	0,00
2019P025E02	PARTENARIAT CHAMBRE DE COMMERCE ET INDUSTRIE / 2016-2019 D	4 000,00	-3 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1998P056E66	PARTENARIAT PLURIANNUEL DES COMITES DPTAUX 2009 - 2012 / D	13 111,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2017P007E15	PARTICIPATION EMPRUNT INTERET / 2019-2039 D (MON524307EUR)	657 601,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2017P007E13	PARTICIPATION EMPRUNT INTERET/ 2019-2039 D (MON524312EUR)	1 315 203,12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2017P007E08	PARTICIPATION EMPRUNT INTERETS / 2019-2038 D (MON521706EUR)	643 573,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2017P019E02	PHOTOCOPIEURS / 2018-2021 D	308 973,61	0,00	6 299,79	174 053,04	53 150,07	127 202,76	110 431,15	16 771,61
2016P001E78	PRESTATIONS BLANCHISSERIE / 2018-2022 D	38 440,00	21 560,00	9 010,67	40 000,00	0,00	49 010,67	36 056,16	12 954,51
2020P016E27	REMPLACEMENT AGTS COLLEGES - BENEFICIAIRES RSA / 2021-2025 D	0,00	650 000,00	0,00	77 880,91	954,00	76 926,91	77 793,40	-866,49
2007P035E130	RESERVE DE BIODIVERSITE - FONCTIONNEMENT / 2019-2023 D	160 103,00	0,00	29 897,00	5 178,00	0,00	35 075,00	21 350,00	13 725,00
2016P037E06	SCHEMA DEP. ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE /SUBVENTIONS 2020 - D	5 250,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2018P008E02	SCOLAIRE HANDICAPES / 2018-2022 D	2 849 353,57	0,00	698 384,91	1 900 000,00	140 000,00	2 458 384,91	1 593 082,09	865 302,82
2017P028E01	SECTEUR DOMICILE : SOUTIEN/DEVELOPPEMENT - FONC/ 2017-2019 D	265 492,20	-259 335,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1998P001E123	SOUTIEN AUX ACTIVITES AGRICOLES-FONCTIONNEMENT / 2019-2022D	49 000,00	100 000,00	30 000,00	50 000,00	0,00	80 000,00	15 000,00	65 000,00
1998P056E97	SOUTIEN MOUVEMENT SPORTIF - SUBVENTION 2021	27 468,00	47 100,00	529 732,00	55 774,00	18 440,00	567 066,00	567 066,00	0,00
1998P056E95	SOUTIEN MOUVEMENT SPORTIF / SUBVENTIONS 2019 - D	221,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AUTORISATION D'ENGAGEMENT*		Stocks AE votées (exercices antérieurs) disponibles à l'affectation y compris ajustements intervenus dans l'année	AE nouvelles votées dans l'année	AE affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AE affectées dans l'année (2)	AE affectées annulées dans l'année (3)	Stock d'AE affectées restant à financer (4)=(1)+(2)-(3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	Restes à financer au titre des AE affectées au 31/12/N (6)=(4)-(5)
1998P056E96	SOUTIEN MOUVEMENT SPORTIF SUBVENTION 2020	17 040,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1998P056E98	SOUTIEN MOUVEMENT SPORTIFS - SUBVENTION 2022	0,00	604 300,00	0,00	524 088,00	0,00	524 088,00	0,00	524 088,00
2007P035E132	SUBVENTION FEDERATION PECHE / 2020 D	60 000,00	0,00	0,00	26 268,00	0,00	26 268,00	13 000,00	13 268,00
2017P078E01	SUBVENTIONS ASSOCIATIONS CONVENTIONNEES / 2017-2021 D	150 100,00	0,00	0,00	21 500,00	0,00	21 500,00	21 500,00	0,00
2020P023E01	SUBVENTIONS AUX ACTEURS CULTURELS SUBVENTIONS 2021	107 550,00	0,00	1 259 450,00	91 850,00	300,00	1 351 000,00	1 342 330,00	8 670,00
2020P023E06	SUBVENTIONS AUX ACTEURS CULTURELS SUBVENTIONS 2022	0,00	1 361 960,00	0,00	1 310 250,00	0,00	1 310 250,00	0,00	1 310 250,00
2006P037E59	VERIFICATION DES PORTES ET PORTAILS BAT ADMIN 2019-2022 / D	151 411,60	0,00	5 804,56	23 304,01	2 149,15	26 959,42	21 700,72	5 258,70
2006P037E52	VERIFICATION DES PORTES, PORTAILS ET BARRIERES / 2017-2019 D	69 442,04	0,00	3 841,30	0,00	0,00	3 841,30	0,00	3 841,30
2016P001E108	VETEMENTS DE TRAVAIL CD19 / 2019-2023 D	286 294,36	0,00	9 139,63	51 000,00	0,00	60 139,63	50 856,02	9 283,61
2016P001E23	VETEMENTS DE TRAVAIL COLLEGES 2016-2019 / D	26 971,85	-26 971,85	20 424,52	0,00	0,00	20 424,52	0,00	20 424,52
2018P013E06	VETEMENTS DE TRAVAIL-ROUTES 2021-2023 / D	330 000,00	0,00	0,00	155 000,00	5 000,00	150 000,00	149 888,42	111,58
TOTAL		48 430 854,47	3 097 053,93	4 295 202,61	21 812 397,81	2 294 881,11	23 812 719,31	18 911 992,69	4 900 726,62

* Le détail par programme n'est à renseigner qu'à compter des AE votées en 2003.

(1) Il s'agit des AE affectées antérieurement à l'exercice N et non encore entièrement couvertes par les CP des années antérieures.

(2) Il s'agit des AE votées avant ou pendant l'exercice N et affectées pendant celui-ci.

(3) Il s'agit des AE non encore intégralement couvertes à la fin de l'exercice N.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE	C8

ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE
Tableau récapitulatif des recettes grevées d'une affectation spéciale

Libellé (1)	Restes à employer au 01/01/N	Montant recettes	Montant dépenses	Restes à employer au 31/12/N
TAXE D'AMENAGEMENT	-4 487 184,28	853 672,73	903 469,63	-4 536 981,18
DOTATION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT DES COLLEGES (DDEC)	-1 262 307,53	1 329 667,00	1 723 888,97	-1 656 529,50
PRODUIT DES AMENDES DE RADARS AUTOMATIQUES	-857 968,47	779 377,00	574 369,70	-652 961,17
Total	-6 607 460,28	2 962 716,73	3 201 728,30	-6 846 471,85

Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : TAXE D'AMENAGEMENT			
		Reste à employer au 01/01/N	-4 487 184,28
Recettes			
Article	Libellé article	Montant	
7327 / 937-38	Taxe d'aménagement	853 672,73	
		Total	853 672,73
Dépenses			
Article	Libellé article	Montant	
7398 / 937-1	Reversement taxe au Conseil en Architecture, Urbanisme et Environnement (CAUE)	200 023,21	
907 / 917 / 933 / 937	Actions en faveur des Espaces Naturels Sensibles (ENS)	703 446,42	
		Total	903 469,63
		Reste à employer au 31/12/N (3)	-4 536 981,18

Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : DOTATION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT DES COLLEGES (DDEC)			
		Reste à employer au 01/01/N	-1 262 307,53
Recettes			
Article	Libellé article	Montant	
1332 / 902-21	Dotation Départementale d'Equipeement des Collèges (DDEC)	1 329 667,00	
		Total	1 329 667,00
Dépenses			
Article	Libellé article	Montant	
21. / 902-21	Immobilisations corporelles	1 262 990,78	
23. / 902-21	Immobilisations en cours	460 898,19	
		Total	1 723 888,97
		Reste à employer au 31/12/N (3)	-1 656 529,50

Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : PRODUIT DES AMENDES DE RADARS AUTOMATIQUES			
		Reste à employer au 01/01/N	-857 968,47
Recettes			
Article	Libellé article	Montant	
1345 / 906-21	Amendes de radars automatiques et amendes de police	779 377,00	
		Total	779 377,00

Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : PRODUIT DES AMENDES DE RADARS AUTOMATIQUES		
Dépenses		
Article	Libellé article	Montant
2157 / 906-21	Equipements et installations dans le cadre du plan de sécurité routière	574 369,70
	Total	574 369,70
	Reste à employer au 31/12/N (3)	-652 961,17

(1) Par exemple, taxe d'aménagement, taxe de séjour, FEDER, dons et legs grevés d'une affectation, toutes recettes grevées d'une affectation spéciale et non ventilables ou recettes ventilables mais pour lesquelles le département souhaite un niveau de détail plus fin que dans la présentation croisée.

(2) Ouvrir un tableau par recette grevée d'une affectation spéciale et reproduire le tableau autant de fois que nécessaire pour décrire l'ensemble des recettes grevées d'une affectation spéciale.

(3) Reste à employer au 31/12/N = Reste à employer au 01/01/N + Total recettes de l'exercice – Total dépenses de l'exercice.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	D1.1

D1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		3,00	0,00	3,00	2,00	0,00	2,00
Directeur général des services	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Directeur général adjoint des services	A	2,00	0,00	2,00	1,00	0,00	1,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		370,34	0,00	370,34	286,10	21,76	307,86
ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E	C	67,00	0,00	67,00	57,00	1,00	58,00
ADJOINT ADMINIS.TER.PL.1E	C	87,00	0,00	87,00	72,70	0,00	72,70
ADJOINT ADMINISTRATIF TER.	C	44,00	0,00	44,00	34,60	2,50	37,10
ADMINISTRATEUR	A	2,00	0,00	2,00	0,00	1,00	1,00
ATTACHE		1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
ATTACHE HORS CLASSE	A	2,00	0,00	2,00	0,00	2,00	2,00
ATTACHE PRINCIPAL	A	23,00	0,00	23,00	14,80	2,00	16,80
ATTACHE TERRITORIAL	A	25,00	0,00	25,00	14,90	4,00	18,90
DIRECTEUR TERRITORIAL		1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
REDACTEUR	B	56,34	0,00	56,34	39,40	7,26	46,66
REDACTEUR PRINCIPAL 1ERE CL	B	43,00	0,00	43,00	37,50	0,00	37,50
REDACTEUR PRINCIPAL 2EME CL	B	19,00	0,00	19,00	15,20	0,00	15,20
FILIERE TECHNIQUE (c)		754,17	0,00	754,17	601,40	48,12	649,52
ADJOINT TEC TER PPAL 1E EE	C	79,00	0,00	79,00	73,00	0,00	73,00
ADJOINT TEC.TER.PPAL 2E CL EE	C	86,00	0,00	86,00	55,10	7,00	62,10
ADJOINT TECH TER. PPAL 1E CL	C	67,00	0,00	67,00	67,00	0,00	67,00
ADJOINT TECH. TER. ETAB. ENS	C	56,00	0,00	56,00	42,30	7,04	49,34
ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL	C	119,00	0,00	119,00	76,60	18,00	94,60
ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL	C	88,00	0,00	88,00	84,30	1,00	85,30
AGENT DE MAITRISE	C	47,00	0,00	47,00	40,70	0,00	40,70
AGENT DE MAITRISE PRINCIPAL	C	43,00	0,00	43,00	38,00	0,00	38,00
AGENT OPA	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
INGENIEUR	A	30,17	0,00	30,17	9,90	8,08	17,98
INGENIEUR EN CHEF	A	6,00	0,00	6,00	5,00	0,00	5,00
INGENIEUR PRINCIPAL	A	14,00	0,00	14,00	13,30	0,00	13,30
TECHNICIEN	B	49,00	0,00	49,00	32,80	7,00	39,80
TECHNICIEN PRINCIPAL 1ERE CL	B	49,00	0,00	49,00	44,10	0,00	44,10
TECHNICIEN PRINCIPAL 2EME CL	B	20,00	0,00	20,00	18,30	0,00	18,30
FILIERE SOCIALE (d)		188,54	1,00	189,54	141,40	20,44	161,84
AGENT SOCIAL PPAL DE 2E CLASSE	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
ASSISTANT SOC EDUC CL EXCEP	A	10,00	0,00	10,00	10,00	0,00	10,00

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
ASSISTANT SOCIO-EDUCATIF	A	168,95	0,00	168,95	125,40	17,94	143,34
CONSEILLER SOCIO EDUCATIF	A	8,00	0,00	8,00	5,00	1,00	6,00
CONSEILLER SUPERIEUR SOCIO-EDU	A	0,59	0,00	0,59	0,00	0,50	0,50
PSYCHOLOGUE TERR.HORS CLASSE		0,00	1,00	1,00	0,00	1,00	1,00
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		62,42	1,50	63,92	43,00	7,59	50,59
CADRE DE SANTE 2EME CLASSE	A	3,00	0,00	3,00	1,00	1,00	2,00
CADRE DE SANTE DE 1ERE CLASSE	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
INFIRMIER SOINS GENERAUX C.NRL	A	10,00	0,00	10,00	4,80	2,00	6,80
INFIRMIER SOINS GENERAUX H CL	A	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
MEDECIN TERR. DE 1ERE CLASSE	A	4,00	0,90	4,90	0,00	1,90	1,90
MEDECIN TERR. DE 2EME CLASSE	A	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
MEDECIN TERR.HORS CLASSE	A	4,00	0,10	4,10	1,00	1,10	2,10
PEDI,ERGO,ORTHO,MANIP CL NORM	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
PEDI,ERGO,ORTHO,MANIP HORS CL	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
PSYCHOLOGUE TERR.CL.NORMALE	A	0,00	0,50	0,50	0,00	0,50	0,50
PSYCHOLOGUE TERR.HORS CLASSE	A	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
PUERICULTRICE DE CLASSE NORM	A	3,00	0,00	3,00	2,80	0,00	2,80
PUERICULTRICE DE CLASSE SUP	A	2,00	0,00	2,00	1,00	0,00	1,00
PUERICULTRICE HORS CLASSE	A	12,42	0,00	12,42	10,90	0,09	10,99
SAGE-FEMME TERR. HORS CLASSE	A	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
TECHNICIEN PARAMEDICAL CL NORM	B	3,00	0,00	3,00	2,80	0,00	2,80
TECHNICIEN PARAMEDICAL CL SUP	B	10,00	0,00	10,00	8,70	0,00	8,70
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE SPORTIVE (g)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE CULTURELLE (h)		36,00	1,00	37,00	24,50	3,26	27,76
ADJOINT TER. PATRI. PPAL 2E CL	C	4,00	0,00	4,00	2,00	0,00	2,00
ADJOINT TERR. PATRIM PPAL 1E	C	2,00	0,00	2,00	1,90	0,00	1,90
ADJOINT TERRITORIAL PATRIMOINE	C	8,00	0,00	8,00	3,80	1,26	5,06
ANIMATEUR PRINCIPAL 1ERE CL	B	0,00	1,00	1,00	1,00	0,00	1,00
ASSISTANT CONS PPL 2EME CL	B	5,00	0,00	5,00	4,80	0,00	4,80
ASSISTANT DE CONSERVATION	B	5,00	0,00	5,00	3,00	0,00	3,00
ATTACHE CONSERV.PAT	A	6,00	0,00	6,00	4,00	1,00	5,00
ATTACHE PPAL CONS.PAT	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
BIBLIOTHECAIRE	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
CONSERVATEUR BIB EN CHEF	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
CONSERVATEUR PATRIMOINE	A	3,00	0,00	3,00	1,00	1,00	2,00
FILIERE ANIMATION (i)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE POLICE (j)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		2,00	0,00	2,00	0,00	2,00	2,00
ATTACHE PRINCIPAL		2,00	0,00	2,00	0,00	2,00	2,00
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		1 413,47	3,50	1 416,97	1 096,40	103,17	1 199,57

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT ($0,8 * 6 / 12$).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	D1.1

D1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				2 168 926,66		
ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E	C	ADM	356	22 132,56	3-3-2°	CDD -
ADJOINT ADMINISTRATIF TER.	C	ADM	354	11 731,08	3-1	CDD -
ADJOINT TEC.TER.PPAL 2E CL EE	C	TECH	356	21 170,04	3-3-2°	CDD -
ADJOINT TEC.TER.PPAL 2E CL EE	C	TECH	376	21 507,48	3-3-2°	CDD -
ADJOINT TEC.TER.PPAL 2E CL EE	C	TECH	364	21 447,36	3-3-2°	CDD -
ADJOINT TECH. TER. ETAB. ENS	C	TECH	354	21 081,12	3-1	CDD -
ADJOINT TECH. TER. ETAB. ENS	C	TECH	356	21 108,60	3-4	CDI -
ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL	C	TECH	356	29 808,00	3-3-2°	CDD -
ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL	C	TECH	359	28 783,68	3-3-2°	CDD -
ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL	C	TECH	362	30 696,00	3-3-2°	CDD -
ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL	C	TECH	387	4 423,92	3-3-2°	CDD -
ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL	C	TECH	364	4 423,92	3-3-2°	CDD -
ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL	C	TECH	376	22 778,16	3-3-2°	CDD -
ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL	C	TECH	473	27 234,36	3-3-2°	CDD -
ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL	C	TECH	376	4 668,48	3-2	CDD -
ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL	C	TECH	370	22 464,72	3-2	CDD -
ADMINISTRATEUR	A	ADM	977	72 087,96	3-3-2°	CDD -
ASSISTANT SOCIO-EDUCATIF		S		31 648,92	3-3-2°	CDD -
ASSISTANT SOCIO-EDUCATIF	A	S	444	25 202,16	3-3-2°	CDD -
ASSISTANT SOCIO-EDUCATIF	A	S	461	26 884,80	3-3-2°	CDD -
ASSISTANT SOCIO-EDUCATIF	A	S	478	26 366,40	3-3-2°	CDD -
ASSISTANT SOCIO-EDUCATIF	A	S	478	26 366,40	3-2	CDD -
ASSISTANT SOCIO-EDUCATIF	A	S	494	26 984,88	3-2	CDD -
ASSISTANT SOCIO-EDUCATIF	A	S	444	25 140,60	3-2	CDD -
ASSISTANT SOCIO-EDUCATIF	A	S	444	24 960,60	3-1	CDD -
ATTACHE		ADM	626	41 830,20	3-3-2°	CDD -
ATTACHE CONSERV.PAT	A	CULT	444	26 798,76	3-3-2°	CDD -
ATTACHE HORS CLASSE	A	ADM	1027	59 198,16	3-3-2°	CDD -
ATTACHE HORS CLASSE	A	ADM	972	76 088,64	3-4	CDI -
ATTACHE PRINCIPAL		OTR	783	52 999,68	3-4	CDI -
ATTACHE PRINCIPAL		OTR	746	51 079,56	3-4	CDI -
ATTACHE PRINCIPAL	A	ADM	843	51 476,40	3-4	CDI -
ATTACHE TERRITORIAL	A	ADM	653	35 459,64	3-2	CDD -
ATTACHE TERRITORIAL	A	ADM	653	35 459,64	3-3-2°	CDD -
ATTACHE TERRITORIAL	A	ADM	732	41 621,88	3-3-2°	CDD -
CADRE DE SANTE 2EME CLASSE	A	MS	769	39 580,20	3-4	CDI -
CONSEILLER SOCIO EDUCATIF	A	S	555	32 457,84	3-3-2°	CDD -
CONSEILLER SUPERIEUR SOCIO-EDU	A	S	641	37 670,28	3-1	CDD -
CONSERVATEUR PATRIMOINE	A	CULT	787	41 181,60	3-4	CDI -
DIRECTEUR TERRITORIAL		ADM	798	56 113,56	3-4	CDI -
INFIRMIER SOINS GENERAUX C.NRL	A	MS	489	25 827,60	3-2	CDD -

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
INFIRMIER SOINS GENERAUX C.NRL	A	MS	520	27 521,76	3-3-2°	CDD -
INGENIEUR		TECH		50 886,36	3-3-2°	CDD -
INGENIEUR	A	TECH	444	29 360,76	3-3-2°	CDD -
INGENIEUR	A	TECH	565	39 933,36	3-3-2°	CDD -
INGENIEUR	A	TECH	611	38 742,12	3-2	CDD -
INGENIEUR	A	TECH	484	38 085,48	3-2	CDD -
INGENIEUR	A	TECH	646	38 834,52	3-2	CDD -
INGENIEUR	A	TECH	444	29 360,76	3-1	CDD -
MEDECIN TERR. DE 1ERE CLASSE		MS	734	41 611,44	3-4	CDI -
MEDECIN TERR. DE 1ERE CLASSE	A	MS	1027	51 633,36	3-4	CDI -
MEDECIN TERR. DE 2EME CLASSE	A	MS	912	48 135,24	3-4	CDI -
MEDECIN TERR.HORS CLASSE	A	MS	III	0,00	3-3-2°	CDD -
MEDECIN TERR.HORS CLASSE	A	MS	II	7 491,24	3-2	CDD -
PSYCHOLOGUE TERR.CL.NORMALE	A	MS	444	11 708,40	3-2	CDD -
PSYCHOLOGUE TERR.HORS CLASSE		S	995	46 191,12	3-3-2°	CDD -
PUERICULTRICE HORS CLASSE	A	MS	727	38 818,20	3-1	CDD -
REDACTEUR	B	ADM	372	22 921,20	3-2	CDD -
REDACTEUR	B	ADM	379	24 259,32	3-2	CDD -
REDACTEUR	B	ADM	415	24 563,28	3-2	CDD -
REDACTEUR	B	ADM	372	23 363,94	3-3-2°	CDD -
REDACTEUR	B	ADM	478	27 230,52	3-3-2°	CDD -
REDACTEUR	B	ADM	372	24 449,44	3-1	CDD -
TECHNICIEN	B	TECH	379	29 491,08	3-3-2°	CDD -
TECHNICIEN	B	TECH	372	22 032,60	3-3-2°	CDD -
TECHNICIEN	B	TECH	397	23 072,28	3-3-2°	CDD -
TECHNICIEN	B	TECH	415	27 520,56	3-3-2°	CDD -
TECHNICIEN	B	TECH	431	27 425,28	3-2	CDD -
TECHNICIEN	B	TECH	388	25 602,36	3-3-2°	CDD -
TECHNICIEN	B	TECH	388	22 734,84	3-2	CDD -
Agents occupant un emploi non permanent (7)				381 181,08		
ADJOINT ADMINISTRATIF TER.	C	ADM	354	0,00	3-a°	CDD -
ADJOINT TECH. TER. ETAB. ENS	C	TECH	354	0,00	3-a°	CDD -
ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL	C	TECH	354	0,00	3-a°	CDD -
ADMINISTRATEUR GENERAL		OTR	1173	70 989,60	110	CDD -
APPRENTI		OTR		10 299,96	A APPRENTIS	A APPRENTIS
APPRENTI		OTR		9 727,68	A APPRENTIS	A APPRENTIS
APPRENTI		OTR		11 635,08	A APPRENTIS	A APPRENTIS
APPRENTI		OTR		10 109,16	A APPRENTIS	A APPRENTIS
APPRENTI		OTR		9 727,68	A APPRENTIS	A APPRENTIS
APPRENTI		OTR		5 149,92	A APPRENTIS	A APPRENTIS
APPRENTI		OTR		8 201,76	A APPRENTIS	A APPRENTIS
APPRENTI		OTR		20 213,16	A APPRENTIS	A APPRENTIS
APPRENTI		OTR		9 098,28	A APPRENTIS	A APPRENTIS
APPRENTI		OTR		12 779,52	A APPRENTIS	A APPRENTIS
APPRENTI		OTR		19 595,28	A APPRENTIS	A APPRENTIS
ASSISTANT SOCIO-EDUCATIF	A	S	478	0,00	3-a°	CDD
ASSISTANT SOCIO-EDUCATIF	A	S	444	0,00	3-a°	CDD -
ATTACHE TERRITORIAL	A	ADM	444	32 115,84	110-1	CDD
ATTACHE TERRITORIAL	A	ADM	732	41 814,00	110-1	CDD -

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
ATTACHE TERRITORIAL	A	ADM	732	45 987,96	110	CDD
ATTACHE TERRITORIAL	A	ADM	693	0,00	3-a°	CDD -
ATTACHE TERRITORIAL	A	ADM	821	0,00	3-a°	CDD -
ATTACHE TERRITORIAL	A	ADM	525	0,00	3-a°	CDD -
COLLABORATEUR GROUPE ELUS		OTR	626	49 122,72	110-1	CDD -
INGENIEUR	A	TECH	565	0,00	3-a°	CDD
PSYCHOLOGUE TERR.CL.NORMALE		MS		8 613,48	A	A
TECHNICIEN	B	TECH	372	0,00	3-a°	CDD -
VACATAIRE		OTR		6 000,00	A VACATAIRES	A VACATAIRE
TOTAL GENERAL				2 550 107,74		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
 TECH : Technique.
 URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
 S : Social.
 MS : Médico-social.
 MT : Médico-technique.
 SP : Sportif.
 CULT : Culturel
 ANIM : Animation.
 PM : Police.
 OTR : Missions non rattachables à une filière.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :
 3-a° : article 3, 1er alinéa : accroissement temporaire d'activité.
 3-b : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité.
 3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité...).
 3-2 : vacance temporaire d'un emploi.
 3-3-1° : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
 3-3-2° : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.
 3-3-3° : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.
 3-3-4° : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
 3-3-5° : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.
 3-4 : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.
 38 : article 38 travailleurs handicapés catégorie C.
 47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels
 110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.
 110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.
 A : autres (préciser).

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS	D2.1
LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LE DEPARTEMENT A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	
(Articles L. 2313-1 et L. 2313-1-1 applicables au département par renvoi de l'article L. 3313-1 du CGCT)	

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à Hôtel du Département Marbot - Tulle (1).
Toute personne a le droit de demander communication des budgets et des comptes du département.

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3)				
04/12/2012 - Fondation "Caisse d'Epargne pour la Solidarité" - Affermage	Service Départemental "Corrèze téléassistance"		Fondation reconnue d'utilité publique	11 413 479,00
Détention d'une part du capital				
21/12/1970 -	Safer Marche Limousin		Société Anonyme (SA)	84 480,00
31/12/1972 -	Société d'Equipement du Limousin (SELI)		Société d'Economie Mixte (SEM)	17 671,89
23/04/1975 -	Groupement Syndical Forestier des Agriers		Etablissement Public à caractère administratif	135 725,36
03/07/1995 -	Groupement Syndical Forestier du Mont Bessou		Etablissement Public à caractère administratif	152 449,02
15/10/1999 -	Espace Mille Sources - Bugeat		Etablissement Public Départemental	45 734,71
07/04/2000 -	Société Locale d'Epargne Tulle-Ussel		Société Coopérative	202 700,00
14/12/2006 -	Corrèze Equipement		Société d'Economie Mixte (SEM)	727 500,00
09/11/2012 -	Territoires 19 (ex. SEM 19)		Société d'Economie Mixte (SEM)	174 999,00
12/07/2013 -	Uzerche Territoire d'Energies Positives		Société d'Economie Mixte (SEM)	600,00
12/04/2019 -	Corrèze Energies Renouvelables		Société d'Economie Mixte (SEM)	144 000,00
26/03/2021 -	Corrèze Energies Renouvelables		Société d'Economie Mixte (SEM)	1 000,00
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
- Garantie emprunt	Corrèze Habitat		OPH	97 511 386,22
- Garantie emprunt	DOM AULIM		ESH - SA HLM	2 359 209,70
- Garantie emprunt	COPROD		ESH - SA HLM	4 964 514,74
- Garantie emprunt	EPDA de la Corrèze (Servières le Château)		Association	935 916,36
- Garantie emprunt	EPDA du Glandier		Association	6 443 399,00
- Garantie emprunt	EHPAD de Seilhac		Maison de retraite	1 236 954,15
- Garantie emprunt	EHPAD de Vigeois (Résidence Commaignac)		Maison de retraite	3 313 683,15
- Garantie emprunt	EHPAD de Corrèze		Maison de retraite	4 922 955,69
- Garantie emprunt	EHPAD de Rivet à Brive		Maison de retraite	9 159 595,30
- Garantie emprunt	Egletons Habitat		OPH	418 832,77
- Garantie emprunt	Société d'Economie Mixte Corrèze Equipement		SEM	1 811 443,13

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- Garantie emprunt	DORSAL		Syndicat Mixte	17 125 000,00
- Garantie emprunt	Centre Hospitalier Jean-Marie Dauzier de Cornil		Centre Hospitalier	3 625 000,00
- Garantie emprunt	EHPAD La Bruyère à Neuvic		Maison de retraite	3 117 335,07
- Garantie emprunt	NOALIS (fusion DOM AULIM et Le Foyer)		ESH - SA HLM	6 088 933,49
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
- Subvention d'équilibre fonctionnement CDS 2021 (complément)	CORREZE SANTE	CORREZE SANTE	Etablissement Public de santé	146 460,00
- Accès site méthaniseur	ALLASSAC	ALLASSAC	Commune	90 000,00
- Convention 2021 - HVE 3	CHAMBRE AGRICULTURE CORREZE	CHAMBRE AGRICULTURE CORREZE	Etablissement Public organisme consulaire	120 000,00
- 2021 - Chambre d'Agriculture - Subvention fonctionnement	CHAMBRE AGRICULTURE CORREZE	CHAMBRE AGRICULTURE CORREZE	Etablissement Public organisme consulaire	145 000,00
- Réhabilitation piscine municipale de Puy Grolier (Tranche 3)	UZERCHE	UZERCHE	Commune	81 500,00
- Construction d'une salle multiactivités (T1)	SAINT-PRIVAT	SAINT-PRIVAT	Commune	75 000,00
- Subvention d'équilibre 2021	CORREZE INGENIERIE	CORREZE INGENIERIE	Etablissement Public Local	155 000,00
- Plan soutien exceptionnel Agence de l'eau : renouvellement de réseaux AEP secteur urbain (Tulle)	SYNDICAT PUY DES FOURCHES-VEZE	SYNDICAT PUY DES FOURCHES-VEZERE	Etablissement Public syndicat mixte communal	150 000,00
- Service Habitat Jeunes Tulle 2021	URHAJ	UNION REGIONALE POUR L'HABITAT DES JEUNES	Association déclarée	87 040,00
- Subvention d'équilibre fonctionnement CDS 2021	CORREZE SANTE	CORREZE SANTE	Etablissement Public de santé	300 000,00
- Plan soutien exceptionnel Agence de l'eau à l'investissement sécurisation de l'eau renouvelment	SYNDICAT PUY DES FOURCHES-VEZE	SYNDICAT PUY DES FOURCHES-VEZERE	Etablissement Public syndicat mixte communal	150 000,00
- Changement de composants (année 2020)	OPH CORREZE	OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT CORREZE HABITAT	Etablissement Public local à caractère industriel ou commercial	157 122,18
- 2021 - Aides financières Ligne Aérienne	AEROPORT BRIVE SOUILLAC	AEROPORT BRIVE SOUILLAC	Etablissement Public syndicat mixte	288 625,00
- 2022 - Aides financières Régie	AEROPORT BRIVE SOUILLAC	AEROPORT BRIVE SOUILLAC	Etablissement Public syndicat mixte	387 500,00
- 2023 - Aides financières Fonc/Inv Régie	AEROPORT BRIVE SOUILLAC	AEROPORT BRIVE SOUILLAC	Etablissement Public syndicat mixte	431 720,51
- Convention 2021 avenant 1-Amélioration de l'état sanitaire des élevages corréziens	GCDS GROUPEMENT DEFENSE SANITAIR	GROUPEMENT CORREZIEN DEFENSE SANITAIRE	Association déclarée	130 000,00
- 2021- Protocole financier rembo	COM AGGLOMERATION TULLE AGGLO	COM AGGLOMERATION TULLE AGGLO	Groupement de collectivités	226 656,91
- 2021 - Subv convention Andros	ADAPEIC	ASSOC. DPT D'AMIS ET PARENTS DE PERSONNES HANDICAPEES MENTALES CORREZE	Association déclarée	122 245,00
- Participations financières 2021	SMAT DE BORT	SYNDICAT MIXTE DE L'AMENAGEMENT TOURISTIQUE DU LAC DE BORT	Etablissement Public syndicat mixte	144 000,00
- avenant n°9 à la convention de mission de Service public	ESPACE 1000 SOURCES CORREZE	ESPACE 1000 SOURCES CORREZE	Collectivité locale à caractère industriel ou commercial	223 500,00
- 2021 - Dotation 2021	CIAS MIDI CORREZIEN	CENTRE INTERCOMMUNAL D'ACTION SOCIALE CIAS MIDI CORREZIEN	Centre Intercommunal d'Action Sociale (CIAS)	116 373,00

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- 2021 - ICA Dotation 2021	ICA PAYS DE VENTADOUR	INSTANCE COORDINATION AUTONOMIE PAYS DE VENTADOUR	Association déclarée	75 005,40
- CCI - Subvention 2021 fonctionnement	CCI CORREZE	CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE LA CORREZE	Etablissement Public organisme consulaire	100 000,00
- 2021 remboursement annuité E524307	DORSAL CORREZE	SYNDICAT MIXTE DORSAL	Etablissement Public syndicat mixte	250 000,00
- 2021 remboursement annuité E521706	DORSAL CORREZE	SYNDICAT MIXTE DORSAL	Etablissement Public syndicat mixte	250 000,00
- 2021 remboursement annuité E524312	DORSAL CORREZE	SYNDICAT MIXTE DORSAL	Etablissement Public syndicat mixte	500 000,00
- MAD 2021 - agents de la collectivité	ADRT - CORREZE TOURISME	AGENCE DE DEVELOPPEMENT ET DE RESERVATION TOURISTIQUES	Association déclarée	238 019,46
- subvention de fonctionnement 2021	ADRT - CORREZE TOURISME	AGENCE DE DEVELOPPEMENT ET DE RESERVATION TOURISTIQUES	Association déclarée	666 000,00
- 2021 - CTE - Pose de bornes de recharge IRVE	FDEE19	FEDERATION DPT D'ELECTRIFICATION ET D'ENERGIE DE LA CORREZE	Etablissement Public syndicat intercommunal à vocation unique	100 000,00
- 2018 Chantier insertion	COM AGGLO BASSIN DE BRIVE	COM AGGLO BASSIN DE BRIVE	Groupement de collectivités	252 369,39
- Schéma directeur AEP travaux secto sur l'ensemble du territoire de la CDC et du syndicat	CDC DU PAYS D'UZERCHE	CDC DU PAYS D'UZERCHE	Communauté de communes	130 000,00
- ANRU - Rivet - Aménagement d'espaces publics	BRIVE-LA-GAILLARDE	BRIVE-LA-GAILLARDE	Commune	75 000,00
- Voirie 2021/2023 Complément	SYNDICAT BELLOVIC -BG	SYNDICAT MIXTE BELLOVIC	Etablissement Public syndicat mixte communal	135 000,00
- Restructuration du système d'alimentation en eau potable (Tranche 2)	SIAEP BORT-LES-ORGUES	SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE DU CANTON DE BORT	Etablissement Public syndicat intercommunal à vocation unique	318 800,00
- subvention de fonctionnement 2021 - acompte	ADRT - CORREZE TOURISME	AGENCE DE DEVELOPPEMENT ET DE RESERVATION TOURISTIQUES	Association déclarée	200 000,00
- Réhabilitation de 38 logements résidence Cloucheyroux A,B et C à TULLE	OPH CORREZE	OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT CORREZE HABITAT	Etablissement Public local à caractère industriel ou commercial	133 000,00
- Dotation voirie 2021	COM AGGLOMERATION TULLE AGGLO	COM AGGLOMERATION TULLE AGGLO	Groupement de collectivités	174 000,00
- Musée de l'Homme de Néandertal à la Chapelle-aux-Saints - Travaux (T2)	CDC MIDI CORREZIEN	CDC MIDI CORREZIEN	Communauté de communes	200 000,00
- Musée de l'Homme de Néandertal à la Chapelle-aux-Saints - Travaux (T1)	CDC MIDI CORREZIEN	CDC MIDI CORREZIEN	Communauté de communes	200 000,00
- Requalification du coeur de bourg	JUILLAC	JUILLAC	Commune	90 000,00
- Création d'un multiservices et d'une halle	MARGERIDES	MARGERIDES	Commune	100 000,00
- Travaux d'aménagement de l'Accès Nord (T2)	COM AGGLO BASSIN DE BRIVE	COM AGGLO BASSIN DE BRIVE	Groupement de collectivités	1 146 000,00
- Travaux d'aménagement de l'Accès Nord (T1)	COM AGGLO BASSIN DE BRIVE	COM AGGLO BASSIN DE BRIVE	Groupement de collectivités	1 146 000,00
- Aménagement du Musée "Cité de l'Accordéon et des Patrimoines de Tulle"	TULLE	TULLE	Commune	350 000,00
- Valorisation et restructuration de l'espace des congrès	COM AGGLO BASSIN DE BRIVE	COM AGGLO BASSIN DE BRIVE	Groupement de collectivités	300 000,00
- Hébergements touristiques lac du Causse - T2 (P2)	COM AGGLO BASSIN DE BRIVE	COM AGGLO BASSIN DE BRIVE	Groupement de collectivités	239 151,00

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- Aménagement des abords du campus universitaire (T3)	EGLETONS	EGLETONS	Commune	150 000,00
- Classes de découverte	ODCV TULLE	ŒUVRE DEPARTEMENTALE DES CENTRES VACANCES DE LA CORREZE	Association déclarée	193 000,00
- Intégration 6ème	ODCV TULLE	ŒUVRE DEPARTEMENTALE DES CENTRES VACANCES DE LA CORREZE	Association déclarée	81 000,00
- Réhabilitation et extension du Centre touristique de l'Abeille à Eygurande - T2	CDC HAUTE CORREZE COMMUNAUTE	CDC HAUTE CORREZE COMMUNAUTE	Communauté de communes	150 000,00
- Subvention fonctionnement 2021	ADM 19	ASSOCIATION DES MAIRES DE LA CORREZE	Association déclarée	116 000,00
- Subvention de fonctionnement	ALOES 19	ASSOCIATION LOISIRS ŒUVRES SOCIALES	Association déclarée	500 000,00
- Fonctionnement 2021 du conservatoire	BRIVE-LA-GAILLARDE	BRIVE-LA-GAILLARDE	Commune	83 730,00
- Fonctionnement 2021 du conservatoire	TULLE	TULLE	Commune	115 539,00
- Fonctionnement et programmation 2021	L'EMPREINTE	L'EMPREINTE	Etablissement Public local à caractère industriel ou commercial	80 000,00
- Projets culturels et accompagnement des associations du département	FAL 19	LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT FAL DE LA CORREZE	Association déclarée	80 000,00
- Fonctionnement de l'Ecole Théadamuse 2021 et aide aux élèves	ECOLE THEADAMUSE EX EIMDHC	ECOLE THEADAMUSE EX EIMDHC	Association déclarée	126 380,00
- Autonomie en eau des exploitations agricoles	ASAFAC (ASSOC. SYNDICALE AMENA	ASSOC. SYNDICALE AMENAGEMENT FONCIER AGRICOLE DE LA CORREZE	Etablissement Public association syndicale autorisée	100 000,00
Autres				

(1) Hôtel du département et autres lieux publics désignés par le département.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée...).

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION– LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS	D2.2

LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE OU EN SUBVENTIONS (article L. 3312-7 du CGCT)

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
TOTAL GENERAL	25 818 200,47	
Personnes de droit privé	9 469 307,38	
Associations	7 316 132,22	
ENTENTE SPORTIVE NONARDS-ALTILLAC	3 853,00	
A BICYCLETTE	1 000,00	
A TOUS CIRK	500,00	
A TOUS CIRK	100,00	
A TOUS CIRK	200,00	
A TOUT VENANT RESSOURCERIE DU CARNYX	2 000,00	
A TOUT VENANT-RESSOURCERIE GAILLARDE	1 000,00	
ACCUEIL DE LOISIRS ENFANCE ET LOISIRS : ELAN - NAVES	205,00	
AERO-CLUB BRIVE - SECTION AEROMODELISME	190,00	
AGEF DU PAYS DE BRIVE	250,00	
AGEF DU PAYS DE BRIVE	250,00	
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT DE RESERVATION TOURISTIQUES (CORREZE TOURISME)	46 976,52	
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT DE RESERVATION TOURISTIQUES (CORREZE TOURISME)	200 000,00	
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT DE RESERVATION TOURISTIQUES (CORREZE TOURISME)	666 000,00	
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT DE RESERVATION TOURISTIQUES (CORREZE TOURISME)	238 019,46	
AICONTIS	4 800,00	
ALLIANCE ESTIVAUX SAINT PARDOUX	170,00	
ALLIANCE FRANCAISE DELEGATION COMITE DE BRIVE	800,00	
AMICALE DES ANCIENS MARINS DE LA CORREZE - LES POMPONS ROUGES	150,00	
AMICALE DES LIEUTENANTS DE LOUVETERIE DE LA CORREZE	1 000,00	
AMICALE DES SENTIERS PEDESTRES DE VIGNOLS ET DES ENVIRONS	200,00	
AMICALE LAIQUE DAMPNIAT	500,00	
AMICALE LAIQUE DE ST PARDOUX-LA-CROISILLE	300,00	
AMICALE LAIQUE DES ANCIENS ET ANCIENNES ELEVES ECOLE SAINT-JAL	300,00	
AMICALE MOTOCYCLISTE ALLASSAC	2 000,00	
AMICALE PARENTS ELEVES - PERPEZAC-LE-NOIR	1 500,00	
AMICALE SAINT HILAIRE - VENARSAL	876,00	
AMICALE SPORTIVE BORTOISE - RUGBY	6 665,00	
AMIS DU VIEUX PONT DE TREIGNAC	1 500,00	
APCS MAHORAIS DE BRIVE	175,00	
APE DU RPI BENAYES MEUZAC MONTGIBAUD	900,00	
ARCHEOLOGIE PAYSAGE	2 500,00	
ARGENTAT DORDOGNE CANOE KAYAK	1 894,00	
ARGENTAT DORDOGNE CANOE KAYAK	2 086,00	
ARGENTAT DORDOGNE CANOE KAYAK	2 500,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
ARTS ET CULTURE SORNAC	1 500,00	
ARTS HUMAINS	500,00	
ASPO BRIVE	3 660,00	
ASPO BRIVE	308,00	
ASPO JUDO	1 336,00	
ASPTT BRIVE AGGLO VELO	1 367,00	
ASPTT TULLE	1 500,00	
ASPTT TULLE	507,00	
ASSO. POUR DEVELOPPEMENT IMAGERIE NUMERIQUE EN NA	1 600,00	
ASSOC CLUB COURTELINE	1 500,00	
ASSOC CLUB COURTELINE	1 500,00	
ASSOC COMITE DE COORDINATION DE L'ANIMATION D'ARGENTAT	250,00	
ASSOC COMITE DE COORDINATION DE L'ANIMATION D'ARGENTAT	250,00	
ASSOC REPUBLICAINE ANCIENS COMBATTANTS & VICTIMES GUERRE -CTE CORREZE	150,00	
ASSOC. CULTURELLE DU PAYS DE POMPADOUR	1 500,00	
ASSOC. DEPART. D'AIDE A DOMICILE PERSONNES AGEES CORREZIENNES (ADAPAC)	3 360,00	
ASSOC. DEPART. D'AIDE A DOMICILE PERSONNES AGEES CORREZIENNES (ADAPAC)	3 360,00	
ASSOC. DES AMIS DE LA BIBLIOTHEQUE DEPART. DE PRET DE LA CORREZE	4 000,00	
ASSOC. DES RETRAITES MILITAIRES ET VEUVES DE MILITAIRES DE LA CORREZE	150,00	
ASSOC. DPT D'AMIS ET PARENTS DE PERSONNES HANDICAPEES MENTALES CORREZE	82 220,00	
ASSOC. LES AMIS DE JEAN SEGUREL	1 000,00	
ASSOC. LES AMIS DE JEAN SEGUREL	300,00	
ASSOC. LES PLUS BEAUX VILLAGES DE FRANCE	1 000,00	
ASSOC. MISSION LOCALE D'INSERTION DES JEUNES ARRONDISSEMENT DE TULLE	45 000,00	
ASSOC. MISSION LOCALE D'INSERTION DES JEUNES ARRONDISSEMENT DE TULLE	18 900,00	
ASSOC. VOILCO (CENTRE DE NAUTISME ET DE PLEIN AIR VOILE CORREZE)	3 000,00	
ASSOC.DE PREFIGURATION DE LA REGIE DE TERRITOIRE DU BASSIN DE BRIVE	2 000,00	
ASSOC.RENAISSANCE VIEILLES PIERRES MILLEVACHES ET MONEDIERES BONNEFOND	2 500,00	
ASSOC.RENAISSANCE VIEILLES PIERRES MILLEVACHES ET MONEDIERES BONNEFOND	300,00	
ASSOC.RETRAITES DE L'ARTISANAT CORREZE	500,00	
ASSOCIAT. SYNDICALE AMENAGEMENT FONCIERS AGRICOLE DE LA CORREZE-ASAFAC	99 975,00	
ASSOCIAT. SYNDICALE AMENAGEMENT FONCIERS AGRICOLE DE LA CORREZE-ASAFAC	30 000,00	
ASSOCIATION " ART SCENE " - UZERCHE	300,00	
ASSOCIATION "IMMOTUS VERTO"	1 000,00	
ASSOCIATION "LA MAISON DES POMPIERS : SERGE VINCENT"	300,00	
ASSOCIATION "MAQUETTES 19" - TULLE	200,00	
ASSOCIATION 1,2,3 LES ATELIERS DU ROY	1 000,00	
ASSOCIATION 400	1 200,00	
ASSOCIATION AGGENA	24 492,00	
ASSOCIATION AGGENA	30 000,00	
ASSOCIATION AMIS BIBLIOTHEQUE MALEMORTINE	200,00	
ASSOCIATION APE RPI DE SADROC	1 200,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
ASSOCIATION ARCADOUR	2 000,00	
ASSOCIATION ARCADOUR	2 000,00	
ASSOCIATION ARCHIVES EN LIMOUSIN	500,00	
ASSOCIATION ARGENTAT PATCH	150,00	
ASSOCIATION ARTS PATRIMOINE ET GASTRONOMIE A ST-PARDOUX CORBIER	300,00	
ASSOCIATION AUTOUR DU 1ER MAI	1 500,00	
ASSOCIATION BANDA D'OBJAT	13 320,00	
ASSOCIATION BIG BAND DU CRD DE TULLE - JAZZ ENSEMBLE DE TULLE	1 200,00	
ASSOCIATION BIG CAMP	12 954,00	
ASSOCIATION BLOCSON	1 000,00	
ASSOCIATION BON PIED, BON OEIL	164,00	
ASSOCIATION BOUGE TA VILLE	3 500,00	
ASSOCIATION BOXE ACADEMIE BRIVE	564,00	
ASSOCIATION BRIVE AVF ACCUEIL	400,00	
ASSOCIATION BRIVE EN SCENE	500,00	
ASSOCIATION BRIVE EN SCENE	1 500,00	
ASSOCIATION BRUNE LOISIRS	200,00	
ASSOCIATION BULLES DE COULEURS	300,00	
ASSOCIATION BULLES DE COULEURS	200,00	
ASSOCIATION CARREFOUR VENTADOUR	1 500,00	
ASSOCIATION CHANTONS ENSEMBLE	500,00	
ASSOCIATION CHOEUR CHANTE BRIVE	1 000,00	
ASSOCIATION CHOEUR DE BEAULIEU	500,00	
ASSOCIATION CHOEUR REGIONAL DE LA VEZERE	1 500,00	
ASSOCIATION CHOEURS DU PAYS DE TULLE	1 800,00	
ASSOCIATION CHORALE GAUCELM FAYDIT UZERCHE	300,00	
ASSOCIATION CHORALE TULLA VOCE	1 000,00	
ASSOCIATION CLIN D'OEIL AU PAYS DE NOAILLES	750,00	
ASSOCIATION COLLONGES ANIMATIONS SPECTACLES	8 000,00	
ASSOCIATION COLLONGES FESTIF	1 000,00	
ASSOCIATION COMMUNES JUMEELES NOUVELLE-AQUITAINE	250,00	
ASSOCIATION COPING	200,00	
ASSOCIATION CORREZE ALZHEIMER	3 000,00	
ASSOCIATION CORREZE FRANCE PROCHE-ORIENT	1 000,00	
ASSOCIATION CORRÈZE TÉLÉVISION	1 000,00	
ASSOCIATION COULEUR VITALITE-ST PARDOUX LE VIEUX	300,00	
ASSOCIATION COULEUR VITALITE-ST PARDOUX LE VIEUX	500,00	
ASSOCIATION CULTURE ET EDUCATION DEVELOPPEMENT CITOYEN	4 000,00	
ASSOCIATION CULTURE ET EDUCATION DEVELOPPEMENT CITOYEN	100,00	
ASSOCIATION CULTURE ET EDUCATION DEVELOPPEMENT CITOYEN	2 000,00	
ASSOCIATION CULTURELLE ET SPORTIVE EYGURANDAISE	500,00	
ASSOCIATION CYBOLOISIRS - SERVIERES LE CHATEAU	200,00	
ASSOCIATION CYCLISTE COSNACOISE	167,00	
ASSOCIATION DANSE EN PARTANCE	1 000,00	
ASSOCIATION DANSE HERVE KOUBI - CENTRE CHOREGRAPHIQUE ECHANGE ARTISTIQ	33 000,00	
ASSOCIATION DE GYMNASTIQUE VOLONTAIRE RAOUL DAUTRY	232,00	
ASSOCIATION DE L'IMPRIMERIE DU MUSEE D'USSEL	500,00	
ASSOCIATION DE RECHERCHES HISTORIQUES ET ARCHEOLOGIQUES (ARHA) TARNAC	500,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
ASSOCIATION DECOUVRIR	3 000,00	
ASSOCIATION DELEGATION MISS FRANCE	3 000,00	
ASSOCIATION DEPARTEMENTALE D'INFORMATION SUR LE LOGEMENT	40 000,00	
ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DE PROTECTION CIVILE DE LA CORREZE	2 500,00	
ASSOCIATION DEPARTEMENTALE OFFICE CENTRAL DE LA COOPERATION A L'ECOLE	900,00	
ASSOCIATION DEPARTEMENTALE OFFICE CENTRAL DE LA COOPERATION A L'ECOLE	500,00	
ASSOCIATION DEPARTEMENTALE RADIOAMATEURS AU SERVICE SECURITE CIVILE-19	550,00	
ASSOCIATION DES AMIS DE L'ORGUE ET DE LA CATHEDRALE DE TULLE	880,00	
ASSOCIATION DES AMIS DE MEYSSAC	1 000,00	
ASSOCIATION DES AMIS DU MUSEE DU CLOITRE - TULLE	500,00	
ASSOCIATION DES ASSISTANTES MATERNELLES	800,00	
ASSOCIATION DES HEURES MUSICALES EN MONEDIERES	2 000,00	
ASSOCIATION DES LARYNGECTOMISES ET MUTILES DE LA VOIX DU LIMOUSIN	150,00	
ASSOCIATION DES LENDEMAINS QUI CHANTENT - SMAC	9 980,00	
ASSOCIATION DES LENDEMAINS QUI CHANTENT - SMAC	68 000,00	
ASSOCIATION DES MAIRES ET PRESIDENTS INTERCOMMUNALITES DE LA CORREZE	116 000,00	
ASSOCIATION DES MAIRES ET PRESIDENTS INTERCOMMUNALITES DE LA CORREZE	10 000,00	
ASSOCIATION DES MAIRES RURAUX DE LA CORREZE	350,00	
ASSOCIATION DES MEMBRES DE L'ORDRE DES PALMES ACADEMIQUES	500,00	
ASSOCIATION DES MUSICIENS, PARENTS ET AMIS DE L'ALAUZETA	1 900,00	
ASSOCIATION DESTINATION POMPADOUR	1 600,00	
ASSOCIATION DU BLEU EN HIVER	2 500,00	
ASSOCIATION DU PATRIMOINE DU PAYS DE BEAULIEU	1 500,00	
ASSOCIATION ELIZABETH MY DEAR	5 300,00	
ASSOCIATION ENERGIE 19	500,00	
ASSOCIATION ENERGIES POUR DEMAIN	500,00	
ASSOCIATION ENSEMBLE VOCAL CORYPHEE	400,00	
ASSOCIATION ENTR' AID SIDA	500,00	
ASSOCIATION ESPOIRS PAYSANS	500,00	
ASSOCIATION EVENEMENTS A PART	500,00	
ASSOCIATION FAMILIALE DE BRIVE	1 500,00	
ASSOCIATION FEMMES ELUES DE CORREZE	350,00	
ASSOCIATION FOLKLORE ET TRADITIONS EN MONEDIERES - CHAUMEIL	800,00	
ASSOCIATION FOLKLORE ET TRADITIONS EN MONEDIERES - CHAUMEIL	200,00	
ASSOCIATION FOOTBALL CLUB CORNILOIS FORTUNADAIS	2 140,00	
ASSOCIATION FORET REINSERTION ENVIRONNEMENT DU PAYS DE TULLE	1 000,00	
ASSOCIATION FOYER RURAL D'EDUCATION POPULAIRE MOUSTIER	1 000,00	
ASSOCIATION FRAGMENTS	1 000,00	
ASSOCIATION FRANCO-HELLENIQUE DE LA CORREZE - BRIVE	200,00	
ASSOCIATION FREDON	2 000,00	
ASSOCIATION FREDON	1 500,00	
ASSOCIATION GUIDES ET SCOUTS D'EUROPE	300,00	
ASSOCIATION HAVANA SOL	2 500,00	
ASSOCIATION HIER POUR DEMAIN	400,00	
ASSOCIATION HIPPIQUE DES ECURIES DE NOVERT	3 038,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
ASSOCIATION ICORANDA LIMOUSIN MARCHE AUVERGNE - EYGURANDE	300,00	
ASSOCIATION IMAGES PLURIELLES	2 000,00	
ASSOCIATION IMEDIA UTOPIQUE	500,00	
ASSOCIATION INTERCANTONALE D'INTERVENTION AU DOMICILE DES AINES	17 656,00	
ASSOCIATION JARDIN DE S-CULTURES	1 000,00	
ASSOCIATION JAZZ CLUB 19100	2 500,00	
ASSOCIATION JEANNE VILLEPREUX POWER - JUILLAC	200,00	
ASSOCIATION JUGEALS NAZARETH EN RANDONNÉE	331,00	
ASSOCIATION KARATE CLUB SAINT CHAMANTOIS	727,00	
ASSOCIATION KIND OF BELOU	3 200,00	
ASSOCIATION L'ARBORETUM	200,00	
ASSOCIATION L'ARBRE ET L'EAU	300,00	
ASSOCIATION LA BELLE ECHAPPEE	500,00	
ASSOCIATION LA BELLE ECHAPPEE	500,00	
ASSOCIATION LA CHAPELLE AUX SAINTS ARCHEOLOGIE PATRIMOINE CASAP	3 000,00	
ASSOCIATION LA CLEF DES CHAMPS - LE LONZAC	300,00	
ASSOCIATION LA COUR DES ARTS	5 800,00	
ASSOCIATION LA COUR DES ARTS	100,00	
ASSOCIATION LA CROISEE DES ANS	15 208,40	
ASSOCIATION LA GAILLARDE	500,00	
ASSOCIATION LA MAIADE MALEMORTINE - MALEMORT	2 000,00	
ASSOCIATION LA PIERRE FONTAINE	400,00	
ASSOCIATION LA RONDE DE MARCILLAC-LA-CROZE	300,00	
ASSOCIATION LA SABOTIERE - USSEL	300,00	
ASSOCIATION LA SOURIS VERTE - LAGARDE-ENVAL	300,00	
ASSOCIATION LA TEMPETE	15 000,00	
ASSOCIATION LA VOIE DU GRANITE - MEYMAC	300,00	
ASSOCIATION LE BATTEMENT D'AILES	4 000,00	
ASSOCIATION LE CORPS A VIVRE	200,00	
ASSOCIATION LE FIL DES AIDANTS	3 000,00	
ASSOCIATION LE MAXIPHONE	22 000,00	
ASSOCIATION LE TRAIN BRIVISTE CORREZIEN - MALEMORT	550,00	
ASSOCIATION LE TRAIT D'UNION BRIVISTE	500,00	
ASSOCIATION LE TRI PORTEUR	500,00	
ASSOCIATION LES AMIS DE BEYNAT	1 000,00	
ASSOCIATION LES AMIS DE CUREMONTE	1 000,00	
ASSOCIATION LES AMIS DE LA BOURREE - SAINT-PRIVAT	150,00	
ASSOCIATION LES AMIS DE SAINT-HILAIRE-LUC	300,00	
ASSOCIATION LES AMIS DE SAINT-ROBERT	6 500,00	
ASSOCIATION LES AMIS DE TREIGNAC	400,00	
ASSOCIATION LES AMIS DES CHADOURNE - BRIVE	800,00	
ASSOCIATION LES AMIS DU FESTIVAL DE LA VEZERE	40 000,00	
ASSOCIATION LES BALADINS DU VELL - CHAUFFOUR-SUR-VELL	500,00	
ASSOCIATION LES BRIVOISERIES	750,00	
ASSOCIATION LES CHAMPITRERIES	2 000,00	
ASSOCIATION LES CIGOGNES SONT DE RETOUR A CORNIL	300,00	
ASSOCIATION LES CONCERTS DU CLOITRE DE TULLE	4 200,00	
ASSOCIATION LES ESTEALES - ESTIVALS	300,00	
ASSOCIATION LES ETANGS DE POURIERAS	200,00	
ASSOCIATION LES PTITS BOUTS	600,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
ASSOCIATION LES P'TITS BOUTS	500,00	
ASSOCIATION LES P'TITS BOUTS	500,00	
ASSOCIATION LES P'TITS BOUTS	250,00	
ASSOCIATION LES PASSAGERS DU VENT	300,00	
ASSOCIATION LES RESTAURANTS DU COEUR CORREZE	15 500,00	
ASSOCIATION LES RESTAURANTS DU COEUR CORREZE	2 000,00	
ASSOCIATION LES RESTAURANTS DU COEUR CORREZE	65 060,22	
ASSOCIATION LES SANS SOUCIS DE VARETZ	600,00	
ASSOCIATION LEZ'ARTS ET SALAMANDRE	1 500,00	
ASSOCIATION LOISIRS ET CULTURE -ST JULIEN PRES BORT	500,00	
ASSOCIATION LOISIRS ET GYM VOLONTAIRE BRIVEZACOISE	155,00	
ASSOCIATION LOISIRS OEUVRES SOCIALES ALOES 19	500 000,00	
ASSOCIATION LOST IN TRADITIONS	2 700,00	
ASSOCIATION LOU TOUPI	300,00	
ASSOCIATION LUBERSAC HANDBALL 19	161,00	
ASSOCIATION MAITRISE DE LA LANGUE ET AIDE PERSONNALISEE	7 000,00	
ASSOCIATION MAITRISE DE LA LANGUE ET AIDE PERSONNALISEE	500,00	
ASSOCIATION MAITRISE DE LA LANGUE ET AIDE PERSONNALISEE	650,00	
ASSOCIATION MAITRISE DE LA LANGUE ET AIDE PERSONNALISEE	2 400,00	
ASSOCIATION MIGRATEURS GARONNE DORDOGNE	1 000,00	
ASSOCIATION MOUVANCE - SAINT-SETIERS	500,00	
ASSOCIATION MUSICALE ARTISTIQUE CULTURELLE ET SPORTIVE DE BRIVE	475,00	
ASSOCIATION MUSIQUE EN LIMOUSIN	9 000,00	
ASSOCIATION MUSIQUE EN LIMOUSIN	2 000,00	
ASSOCIATION MUSIQUE EN LIMOUSIN	2 000,00	
ASSOCIATION NATIONALE ANCIENS COMBATTANTS ET AMIS DE LA RESISTANCE 19	150,00	
ASSOCIATION NATIONALE DE PREVENTION EN ALCOOLOGIE ET ADDICTOLOGIE 19	900,00	
ASSOCIATION NATIONALE DES ANCIENS ET AMIS DE L'INDOCHINE (ANAI)	150,00	
ASSOCIATION NATURE LIMOUSIN	800,00	
ASSOCIATION NEW DANSE STUDIO	5 000,00	
ASSOCIATION NOUVELLES D'ICI ET D'AILLEURS	600,00	
ASSOCIATION NUAGE VERT - MUSÉE MOBILE VALLÉE DE LA DORDOGNE	3 000,00	
ASSOCIATION NUAGE VERT - MUSÉE MOBILE VALLÉE DE LA DORDOGNE	2 000,00	
ASSOCIATION PATATI PATATA	300,00	
ASSOCIATION PAYS D'ART ET D'HISTOIRE VEZERE ARDOISE	15 000,00	
ASSOCIATION PAYS D'ART ET D'HISTOIRE VEZERE ARDOISE	1 000,00	
ASSOCIATION PEP19	53 887,83	
ASSOCIATION PEUPLE ET CULTURE	3 000,00	
ASSOCIATION POINT T'Y ES	1 000,00	
ASSOCIATION POLYSSON	600,00	
ASSOCIATION POTENTIELS	500,00	
ASSOCIATION POTENTIELS	500,00	
ASSOCIATION POTENTIELS	800,00	
ASSOCIATION POTENTIELS	1 000,00	
ASSOCIATION POUR L'INSERTION PAR L'EMPLOI EN HAUTE CORREZE	1 511,50	
ASSOCIATION POUR LA SAUVEGARDE DU PATRIMOINE GRAULIEROIS - LAGRAULIERE	200,00	
ASSOCIATION POUR RADIOCOMMUNICATION DE SECOURS EN CORREZE	550,00	
ASSOCIATION RADIO ASSOCIATIVE ARGENTAT CORRÈZE XAINTRIE	1 000,00	
ASSOCIATION RADIO CHARDON	800,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
ASSOCIATION RADIO VICOMTÉ	2 000,00	
ASSOCIATION REINSERTION DELINQUANTS AIDE VICTIMES CORREZE (ARAVIC)	2 500,00	
ASSOCIATION RENCONTRE ARTISTIQUE ET POETIQUE (RAP)	300,00	
ASSOCIATION RENCONTRE DES ARTS POMPADOUR	300,00	
ASSOCIATION RENCONTRES ET DEDICACES - NAVES	1 000,00	
ASSOCIATION ROC AND BLOC	356,00	
ASSOCIATION ROC DU GOUR NOIR - LA LUZEGE	20 000,00	
ASSOCIATION SAINT-PRIVAT ANIMATION	150,00	
ASSOCIATION SAINT-VIANCE LOISIRS	250,00	
ASSOCIATION SAINT-VIANCE LOISIRS	191,00	
ASSOCIATION SALON MUSIQUE - SALON-LA-TOUR	600,00	
ASSOCIATION SCENES DE MANEGE - ARNAC-POMPADOUR	1 000,00	
ASSOCIATION SEMEURS D'ONDES	500,00	
ASSOCIATION SILVA - SAINT-ETIENNE-AUX-CLOS	1 000,00	
ASSOCIATION SOLIDARITE MILLEVACHES	800,00	
ASSOCIATION SPORTIR CLUB MARCILLACOIS	185,00	
ASSOCIATION SPORTIVE BORTOISE - TENNIS	1 050,00	
ASSOCIATION SPORTIVE CHASTEaux LISSAC	464,00	
ASSOCIATION SPORTIVE CULTURELLE JEAN JAURES USSEL	355,00	
ASSOCIATION SPORTIVE CULTURELLE JEAN JAURES USSEL	315,00	
ASSOCIATION SPORTIVE CULTURELLE JEAN JAURES USSEL	368,00	
ASSOCIATION SPORTIVE DE BEYNAT	3 070,00	
ASSOCIATION SPORTIVE DE CHAMBERET	3 968,00	
ASSOCIATION SPORTIVE DE MERCOEUR	765,00	
ASSOCIATION SPORTIVE DE SAINT-PANTALEON - BASKET	1 323,00	
ASSOCIATION SPORTIVE DE SAINT-PANTALEON - FOOTBALL	15 165,00	
ASSOCIATION SPORTIVE DE VITRAC CORREZE	380,00	
ASSOCIATION SPORTIVE DES JEUNES DE DAMPNAT	413,00	
ASSOCIATION SPORTIVE DES JOUEURS DE GOLF DU CHAMMET	173,00	
ASSOCIATION SPORTIVE HALTEROPHILIE TULLE	472,00	
ASSOCIATION SPORTIVE JUGEALS NOAILLES	1 942,00	
ASSOCIATION SPORTIVE MARCILLAC-CLERGOUX	857,00	
ASSOCIATION SPORTIVE MEYSSACOISE DE FOOTBALL	492,00	
ASSOCIATION SPORTIVE SCOLAIRE PERPEZAC LE NOIR	300,00	
ASSOCIATION SPORTIVE SEILHACOISE - FOOTBALL	826,00	
ASSOCIATION SPORTIVE SEILHACOISE - RUGBY	503,00	
ASSOCIATION SPORTIVE ST-MARTIAL DE GIMEL	481,00	
ASSOCIATION SPORTIVE VIGILANTE MALEMORT - TENNIS	1 240,00	
ASSOCIATION TELE MILLEVACHES	1 000,00	
ASSOCIATION THEATRE ART E OSE	300,00	
ASSOCIATION THEATRE DU PARADOXE	800,00	
ASSOCIATION TREIGNAC PROJET	1 000,00	
ASSOCIATION TUBERCULTURE	32 000,00	
ASSOCIATION UNAFAM CORREZE	800,00	
ASSOCIATION UNION SPORTIVE JUILLACOISE OBJATOISE	4 008,00	
ASSOCIATION USEP DES ÉCOLES PUBLIQUES D'USSEL	86,00	
ASSOCIATION USEP LES ÉCUREUILS	600,00	
ASSOCIATION USSEL ACCUEIL SOLIDARITE	6 500,00	
ASSOCIATION VITRINES EN SCENE	300,00	
ASSOCIATION VOLCANIC COUNTRY	150,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
ASSOCIATION VOLLEY BRIVE	170,00	
ASV MALEMORT FOOTBALL	1 551,00	
ATELIER MUSICAL VEZERE MONEDIERES MILLESOURCES	720,00	
ATELIER MUSICAL VEZERE MONEDIERES MILLESOURCES	5 350,00	
ATHLETIC CLUB DE LA JEUNESSE CHANTEIXOISE	875,00	
ATHLETISME SAINT PANTALEON	753,00	
ATMO NOUVELLE-AQUITAINE	6 000,00	
AUVEZERE MAYNE FC	1 443,00	
AVENIR DE DONZENAC	1 500,00	
AÉROMODÉLISME CLUB DE VOUTEZAC	161,00	
BADMINTON BRIVISTE	696,00	
BADMINTON CLUB DE LA MARQUISE DE POMPADOUR	160,00	
BADMINTON CLUB OBJATOIS	544,00	
BALAD'OC	800,00	
BANQUE ALIMENTAIRE DE LA CORREZE	5 000,00	
BASKET ANCOLIE MEYMACOIS	160,00	
BASKET BALL AUVEZERE	1 477,00	
BASKET CLUB ARGENTACOIS	640,00	
BASKET CLUB MARCILLAC	402,00	
BASKET CLUB UZERCHOIS	1 223,00	
BIKE ET CAR CLUB CORREZIEN	200,00	
BOULE SPORTIVE OBJATOISE LYONNAISE	450,00	
BRIVE BATON TWIRLING CLUB	167,00	
BRIVE CORREZE CO	1 182,00	
BRIVE CORREZE CO	2 400,00	
BRIVE GYM	5 617,00	
BRIVE HOCKEY CLUB	1 345,00	
BRIVE LE CAVALIER GAILLARD	1 027,00	
BRIVE LE PACK	10 000,00	
BRIVE LIMOUSIN TRIATHLON	8 219,00	
BRIVE LIMOUSIN TRIATHLON	1 500,00	
BRIVE PATINAGE CLUB	2 672,00	
BUDOKAI KARATE CLUB DE BRIVE	1 645,00	
C.A BRIVE CORREZE LIMOUSIN RUGBY AMATEUR	24 330,00	
C.A. BRIVE CORREZE LIMOUSIN RUGBY PROFESSIONNEL CABCL (SASP)	49 000,00	
C.A. BRIVE CORREZE LIMOUSIN RUGBY PROFESSIONNEL CABCL (SASP)	49 000,00	
C.A. BRIVE CORREZE LIMOUSIN RUGBY PROFESSIONNEL CABCL (SASP)	8 200,00	
C.A. BRIVE CORREZE LIMOUSIN VOLLEY	18 050,00	
C.H. DU PAYS D'EYGURANDE (LA CELLETTE)	5 290,00	
CAB GOLF	854,00	
CANOE TREIGNAC VEZERE	10 000,00	
CENTRE CULTUREL DE BRIVE - BRIVE MEDIA CULTURE	12 000,00	
CENTRE CULTUREL ET SPORTIF D'EGLETONS	5 000,00	
CENTRE CULTUREL ET SPORTIF D'EGLETONS	451,00	
CENTRE D'ART CONTEMPORAIN MEYMAC	35 000,00	
CENTRE ECOUTE ET SOUTIEN - ASSOCIATION RECHERCHE ET RENCONTRES	4 000,00	
CENTRE ECOUTE ET SOUTIEN - ASSOCIATION RECHERCHE ET RENCONTRES	24 813,25	
CENTRE INFORMATION DROIT DES FEMMES ET FAMILLES	1 500,00	
CENTRE MEDICO-SPORTIF DE TULLE	1 500,00	
CENTRE REGIONAL DES MUSIQUES TRADITIONNELLES EN LIMOUSIN	32 500,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
CENTRE SOCIO CULTUREL JACQUES CARTIER	1 500,00	
CERCLE ATHLETIQUE EGLETONNAIS	1 372,00	
CERCLE D'ESCRIME DE BRIVE	1 355,00	
CERCLE D'ESCRIME DE TULLE	735,00	
CERCLE DES ARTS PLASTIQUES DES MONEDIERES - LE LONZAC	750,00	
CERCLE SHITO RYU KARATE USSELLOIS	1 200,00	
CHAMBERET VILLAGE ACCORDEON	3 000,00	
CHAMBRE ARTISANALE DES PETITES ENTREPRISES DU BATIMENT DE LA CORREZE	600,00	
CHEMINS SINGULIERS	60 000,00	
CHOEUR D'HOMMES DE BRIGNAC LA PLAINE	300,00	
CHOEUR D'HOMMES DE BRIGNAC LA PLAINE	300,00	
CHORALE CONTRECHANT DES ORGUES ET DE L'ARTENSE	300,00	
CHORALE DES GABARIERS	200,00	
CHOU	300,00	
CINE PLUS EN LIMOUSIN	1 000,00	
CITE DE L'ACCORDEON - TULLE	25 000,00	
CIVO	15 000,00	
CLUB ATHLETIQUE BRIVE CORREZE ATHLETISME	4 472,00	
CLUB ATHLETIQUE BRIVE CORREZE ATHLETISME	80,00	
CLUB ATHLETIQUE BRIVE CORREZE ATHLETISME	1 000,00	
CLUB ATHLETIQUE BRIVE CORREZE BASKET	19 377,00	
CLUB ATHLETIQUE BRIVISTE TENNIS	1 811,00	
CLUB ATHLETIQUE DE POMPADOUR	3 060,00	
CLUB ATHLETIQUE DE SAINT AULAIRE	435,00	
CLUB ATHLETIQUE DE SALON LA TOUR	200,00	
CLUB ATHLETIQUE EYGURANDE MERLINES	442,00	
CLUB ATHLETIQUE MEYMACOIS - FOOTBALL	3 974,00	
CLUB ATHLETIQUE MEYMACOIS RUGBY	427,00	
CLUB ATHLETIQUE ORGNAOIS	422,00	
CLUB ATHLÉTIQUE DE MEYMAC TENNIS	322,00	
CLUB D'ECHECS DU PAYS DE BRIVE	695,00	
CLUB D'ESCRIME DE HAUTE CORREZE	1 862,00	
CLUB DE CULTURE PHYSIQUE DES ROSIERS	158,00	
CLUB DE DANSE - COSNAC	300,00	
CLUB DE HANDBALL AMICAL DE LA REGION DE MEYSSAC	510,00	
CLUB DE PLONGEE DU PAYS D'EGLETONS	433,00	
CLUB DE PLONGEE USSELLOIS	369,00	
CLUB DE RANDONNEE DES 3 AMIS	172,00	
CLUB DE TIR TULLISTE	473,00	
CLUB DES DAUPHINS USSELLOIS	995,00	
CLUB DES NAGEURS DE BRIVE	8 053,00	
CLUB DES NAGEURS DE BRIVE	1 000,00	
CLUB DES SPORTS NAUTIQUES DE BRIVE	3 565,00	
CLUB DES SPORTS NAUTIQUES DE BRIVE	1 500,00	
CLUB RANDO CYCLO CHAMBOULIVE	265,00	
CLUB SPORTIF ALLASSACOIS	1 402,00	
CLUB SPORTS ET CULTURE DE CORREZE	486,00	
CLUB SUBAQUATIQUE BRIVISTE	1 086,00	
CLUB SUBAQUATIQUE TULLISTE	700,00	
CLUB VELOCIO GAILLARD	203,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
CLUP ALPIN BRIVE	680,00	
COLLECTIF VACANCE ENTROPIE	500,00	
COLLECTIF VIVRE ENSEMBLE DURABLEMENT	500,00	
COLLECTIF VIVRE ENSEMBLE DURABLEMENT	250,00	
COLLEGE BOSSUET BRIVE	2 662,00	
COLLEGE BOSSUET BRIVE	1 081,00	
COLLEGE LA SALLE BRIVE	2 185,00	
COLLEGE NOTRE-DAME DE LA PROVIDENCE	2 185,00	
COLLEGE NOTRE-DAME DE LA PROVIDENCE	2 863,00	
COLLEGE NOTRE-DAME DE LA PROVIDENCE	1 165,00	
COLLEGE NOTRE-DAME-JEANNE-D'ARC BRIVE	2 662,00	
COLLEGE NOTRE-DAME-JEANNE-D'ARC BRIVE	7 915,00	
COMICE AGRICOLE DE L'ARRONDISSEMENT D'USSEL	3 000,00	
COMICE AGRICOLE DE L'ARRONDISSEMENT D'USSEL	3 000,00	
COMICE AGRICOLE DE L'ARRONDISSEMENT DE BRIVE	3 000,00	
COMICE AGRICOLE DE L'ARRONDISSEMENT DE TULLE	3 000,00	
COMICE AGRICOLE DES 2 CANTONS DE TULLE	1 500,00	
COMICE AGRICOLE DU BASSIN DE LUBERSAC	1 500,00	
COMICE AGRICOLE DU CANTON D'EGLETONS	1 500,00	
COMICE AGRICOLE DU CANTON D'UZERCHE	1 500,00	
COMICE AGRICOLE DU CANTON DE BEAULIEU	1 500,00	
COMICE AGRICOLE DU CANTON DE BORT LES ORGUES	1 500,00	
COMICE AGRICOLE DU CANTON DE CORREZE	1 500,00	
COMICE AGRICOLE DU CANTON DE LA ROCHE CANILLAC	1 500,00	
COMITE D' ORGANISATION DES CONCOURS DEPARTEMENTAUX DE BOVINS	1 500,00	
COMITE D'ORGANISATION DE LA FETE DE LA FRAMBOISE	2 400,00	
COMITE DE LA FRAISE DE BEAULIEU SUR DORDOGNE	4 000,00	
COMITE DEPARTEMENTAL D'EQUITATION DE LA CORRÈZE	4 200,00	
COMITE DEPARTEMENTAL DE BASKET DE LA CORRÈZE	7 500,00	
COMITE DEPARTEMENTAL DE BASKET DE LA CORRÈZE	4 480,00	
COMITE DEPARTEMENTAL DE BASKET DE LA CORRÈZE	2 691,00	
COMITE DEPARTEMENTAL DE CYCLOTOURISME DE LA CORREZE	6 200,00	
COMITE DEPARTEMENTAL DE CYCLOTOURISME DE LA CORREZE	1 682,00	
COMITE DEPARTEMENTAL DE CYCLOTOURISME DE LA CORREZE	5 000,00	
COMITE DEPARTEMENTAL DE CYCLOTOURISME DE LA CORREZE	15 000,00	
COMITE DEPARTEMENTAL DE GOLF DE LA CORREZE	3 600,00	
COMITE DEPARTEMENTAL DE GYMNASTIQUE DE LA CORRÈZE	3 700,00	
COMITE DEPARTEMENTAL DE KARATE ET DISCIPLINES ASSOCIEES DE LA CORREZE	3 000,00	
COMITE DEPARTEMENTAL DE LA PREVENTION ROUTIERE DE LA CORREZE	4 000,00	
COMITE DEPARTEMENTAL DE PETANQUE ET JEU PROVENCAL DE LA CORREZE	4 500,00	
COMITE DEPARTEMENTAL DE RANDONNEE PEDESTRE DE LA CORREZE	3 700,00	
COMITE DEPARTEMENTAL DE RUGBY DE LA CORREZE	8 000,00	
COMITE DEPARTEMENTAL DE SPELEOLOGIE DE LA CORREZE	1 400,00	
COMITE DEPARTEMENTAL DE SPELEOLOGIE DE LA CORREZE	800,00	
COMITE DEPARTEMENTAL DE TENNIS DE LA CORREZE	6 500,00	
COMITE DEPARTEMENTAL DE TRIATHLON DE LA CORRÈZE	3 578,00	
COMITE DEPARTEMENTAL UFOLEP 19	6 500,00	
COMITE DEPARTEMENTAL UFOLEP 19	4 575,00	
COMITE DES FETES - LISSAC SUR COUZE	200,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
COMITE DES FETES D' AUBAZINE	1 200,00	
COMITE DES FETES D'ORGNAC SUR VEZERE	300,00	
COMITE DES FETES D'USSAC	200,00	
COMITE DES FETES DE BUGEAT	2 400,00	
COMITE DES FETES DE CHABRIGNAC	1 000,00	
COMITE DES FETES DE CLERGOUX	1 000,00	
COMITE DES FETES DE GRANDSAIGNE	300,00	
COMITE DES FETES DE GROS-CHASTANG	400,00	
COMITE DES FETES DE MADRANGES	300,00	
COMITE DES FETES DE MALEMORT	1 000,00	
COMITE DES FETES DE MERLINES	300,00	
COMITE DES FETES DE MEYSSAC	500,00	
COMITE DES FETES DE SAINT-GERMAIN-LES-VERGNES	300,00	
COMITE DES FETES DE SAINT-VICTOUR	300,00	
COMITE DES FETES DE SARRAN	3 600,00	
COMITE DES FETES DE SARRAN	300,00	
COMITE DES FETES DE VOUTEZAC	500,00	
COMITE DES FETES ET D'ANIMATION DE SAINT-HILAIRE-LUC	350,00	
COMITE DES FETES ET D'ANIMATION DE SAINT-HILAIRE-LUC	300,00	
COMITE DES FETES ET DES FOIRES DE MONCEAUX	500,00	
COMITE DES FETES ET LOISIRS DE PERPEZAC-LE-NOIR	500,00	
COMITE DES MARTYRS DE TULLE	300,00	
COMITE DPT DE LA CORREZE LIGUE CONTRE LE CANCER	2 000,00	
COMITE DPT DE LA CORREZE LIGUE CONTRE LE CANCER	20 000,00	
COMITE DPT DE LA CORREZE LIGUE CONTRE LE CANCER	4 500,00	
COMITE DPT F.N.A.C.A. (COMB. EN ALGERIE-MAROC-TUNISIE)	1 200,00	
COMITE DU CONCOURS DE COQS DE PECHE	600,00	
COMITE DÉPARTEMENTAL D'EDUCATION PHYSIQUE & DE GYM. VOLONTAIRE	6 000,00	
COMITE DÉPARTEMENTAL DE BADMINTON DE LA CORRÈZE	2 700,00	
COMITE DÉPARTEMENTAL DE HANDBALL DE LA CORREZE	5 800,00	
COMITE DÉPARTEMENTAL DE MOTOCYCLISME DE LA CORRÈZE	3 500,00	
COMITE DÉPARTEMENTAL DE NATATION DE LA CORRÈZE	2 240,00	
COMITE DÉPARTEMENTAL DE PELOTE BASQUE DE LA CORRÈZE	2 400,00	
COMITE DÉPARTEMENTAL DE TIR A L'ARC DE LA CORRÈZE	1 800,00	
COMITE DÉPARTEMENTAL DE TOURISME ÉQUESTRE DE LA CORRÈZE	4 500,00	
COMITE DÉPARTEMENTAL DE TOURISME ÉQUESTRE DE LA CORRÈZE	1 500,00	
COMITE ETUDES INTERPROFESSIONNEL NOIX ET CHATAIGNIER DU BAS-LIMOUSIN	3 000,00	
COMITE LIMOUSIN DE TAROT	200,00	
COMITE MEMORIAL CORREZIEN DE LA RESISTANCE ET DEPORTATION (C.M.C.R.D)	500,00	
COMITE ORGANISATION FOIRE PRIMEE DEPART DE LA CHATAIGNE ET DU MARRON	5 000,00	
COMITÉ DÉPARTEMENTAL AERONAUTIQUE DE LA CORRÈZE	1 200,00	
COMITÉ DÉPARTEMENTAL D'AEROMODELISME DE LA CORRÈZE	1 800,00	
COMITÉ DÉPARTEMENTAL D'AVIRON DE LA CORRÈZE	2 000,00	
COMITÉ DÉPARTEMENTAL D'ULM DE LA CORRÈZE	1 200,00	
COMITÉ DÉPARTEMENTAL DE BOULES LYONNAISES DE LA CORRÈZE	1 500,00	
COMITÉ DÉPARTEMENTAL DE CANOE-KAYAK DE LA CORRÈZE	4 500,00	
COMITÉ DÉPARTEMENTAL DE COURSE D'ORIENTATION DE LA CORRÈZE	1 500,00	
COMITÉ DÉPARTEMENTAL DE COURSE D'ORIENTATION DE LA CORRÈZE	15 000,00	
COMITÉ DÉPARTEMENTAL DE CYCLISME DE LA CORREZE	3 000,00	
COMITÉ DÉPARTEMENTAL DE JUDO ET DISCIPLINES ASSOCIÉES DE LA CORRÈZE	5 400,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
COMITÉ DÉPARTEMENTAL DE JUDO ET DISCIPLINES ASSOCIÉES DE LA CORRÈZE	3 843,00	
COMITÉ DÉPARTEMENTAL DE L'USEP 19	500,00	
COMITÉ DÉPARTEMENTAL DE L'USEP 19	11 000,00	
COMITÉ DÉPARTEMENTAL DE L'USEP 19	5 000,00	
COMITÉ DÉPARTEMENTAL DE L'USEP 19	4 575,00	
COMITÉ DÉPARTEMENTAL DE L'USEP 19	2 400,00	
COMITÉ DÉPARTEMENTAL DE PECHE AU COUP ET COMPETITION DE LA CORRÈZE	500,00	
COMITÉ DÉPARTEMENTAL DE SKI DE LA CORRÈZE	3 000,00	
COMITÉ DÉPARTEMENTAL DE SPORTS SUBAQUATIQUES	3 000,00	
COMITÉ DÉPARTEMENTAL DE TENNIS DE TABLE DE LA CORRÈZE	3 400,00	
COMITÉ DÉPARTEMENTAL DE TENNIS DE TABLE DE LA CORRÈZE	1 026,00	
COMITÉ DÉPARTEMENTAL DE TIR DE LA CORRÈZE	2 200,00	
COMITÉ DÉPARTEMENTAL DE VOL LIBRE DE LA CORRÈZE	3 000,00	
COMITÉ DÉPARTEMENTAL DE VOL LIBRE DE LA CORRÈZE	5 000,00	
COMITÉ DÉPARTEMENTAL DE VOLLEY-BALL DE LA CORRÈZE	2 100,00	
COMITÉ DÉPARTEMENTAL DES SPORTS DE GLACE DE LA CORRÈZE	2 500,00	
COMITÉ DÉPARTEMENTAL OLYMPIQUE ET SPORTIF DE LA CORRÈZE	3 500,00	
COMITÉ DÉPARTEMENTAL OLYMPIQUE ET SPORTIF DE LA CORRÈZE	11 000,00	
COMITÉ TERRITORIAL DE MONTAGNE ET D'ESCALADE DU LIMOUSIN	3 400,00	
COMPAGNIE DES ARCHERS DE BRIVE	734,00	
COMPAGNIE DES ARCHERS DE VENTADOUR	645,00	
COMPAGNIE HOMO SAPIENS	500,00	
COMPAGNIE LA SOEUR DE SHAKESPEARE	500,00	
COMPAGNIE LA VOIE DES ARTS	600,00	
COMPAGNIE SI J'Y SUIS	1 000,00	
COMPAGNIE THEATRALE COTE A COTE	800,00	
CONFEDERATION GENERALE DE L'ALIMENTATION DE DETAIL	600,00	
CONFEDERATION MUSICALE FRANCE CORREZE	9 000,00	
CONFRERIE DES GOUTEURS DE PECHE	500,00	
CONSERVATOIRE D'ESPACES NATURELS DE NOUVELLE-AQUITAINE	12 000,00	
CONSERVATOIRE D'ESPACES NATURELS DE NOUVELLE-AQUITAINE	9 000,00	
CONSERVATOIRE D'ESPACES NATURELS DE NOUVELLE-AQUITAINE	9 000,00	
COORDINATION RURALE DE LA CORREZE	3 750,00	
COSNAC FOOTBALL CLUB	1 500,00	
COUJ'HEUREUX	500,00	
CROIX ROUGE FRANCAISE CONSEIL DEPARTEMENTAL - CENTRE FORMATION	2 500,00	
CROIX ROUGE FRANCAISE CONSEIL DEPARTEMENTAL - CENTRE FORMATION	1 500,00	
CUBLAC CHEVAL PASSION	2 600,00	
CULTURE ET PATRIMOINE À UZERCHE	1 500,00	
CYCLO CLUB DE SAINT CLEMENT	731,00	
CYCLO RANDONNEUR BRIVISTE	200,00	
CYCLO RANDONNEUR MALEMORTOIS	478,00	
CYCLOTOURISME OBJATOIS	790,00	
CYCLOTOURISME OBJATOIS	1 500,00	
DELIRES ET DES NOTES	500,00	
DETENTE ET CHORALE	200,00	
DETENTE ET SOUPLESSE	176,00	
DISC GOLF BRIVISTE	358,00	
DISTRICT DE FOOTBALL DE LA CORREZE	11 000,00	
DISTRICT DE FOOTBALL DE LA CORREZE	17 700,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
DOCUMENTS D'ARTISTES NOUVELLE AQUITAINE	500,00	
DU SOUFFLE AUX CORDES	2 000,00	
DYNAMIC BASKET LOT CORREZE	1 560,00	
ECOLE DE MUSIQUE ACCORDS	8 210,00	
ECOLE DE MUSIQUE DU PAYS D'ALLASSAC	14 971,00	
ECOLE DE MUSIQUE INTERCOMMUNALE VÈZÈRE CAUSSE	14 420,00	
ECOLE DE MUSIQUE L'ETINCELLE BRANCEILLAISE	6 420,00	
ECOLE DE MUSIQUE MALEMORT	16 410,00	
ECOLE DE RUGBY DU PAYS DE TULLE	1 280,00	
ECOLE DE RUGBY SPAUR	1 388,00	
ECOLE THEADAMUSE EX EIMDHC	126 380,00	
ECOLE TULLISTE DE JUDO	1 095,00	
ECOLE TULLISTE DE KARATE SHOTOKAN	576,00	
EGLETONS EQUI PASSION	684,00	
EGLETONS PHOTO NATURE	3 000,00	
EHPAD EGLETONS - AGMR	13 756,80	
ELAN SPORTIF USSELLOIS	1 100,00	
ENSEMBLE VOCAL CARMINA DE TULLE	1 000,00	
ENSEMBLE VOCAL DE BRIVE	3 000,00	
ENSEMBLE VOCAL DU PAYS DE POMPADOUR	500,00	
ENTENTE BRIVE TULLE ATHLE	7 157,00	
ENTENTE DES BARRAGES DE LA XAINTRIE	1 284,00	
ENTENTE DES VERGERS	1 640,00	
ENTENTE PERPEZAC SADROC	1 288,00	
ENTENTE SAVJOO	1 110,00	
ENTENTE SPORTIVE USSELLOISE	2 676,00	
ENTENTE TROCHE VIGEOIS	930,00	
ENTENTE VIGILANTE MALEMORT BRIVE OLYMPIQUE - RUGBY	20 800,00	
ESCRIME - CORRÈZE - FFE	3 200,00	
ESCRIME - CORRÈZE - FFE	1 037,00	
ETINCELLES - ASSOC. CONTRE MALTRAITANCE, ABUS ET VIOLENCES SEXUELLES	500,00	
ETOILE SPORTIVE DE LIGINIAC	491,00	
ETOILE SPORTIVE DES AIGLONS BRIVISTE	15 214,00	
ETOILE SPORTIVE DES AIGLONS BRIVISTE	4 575,00	
ETOILE SPORTIVE USSACOISE	1 670,00	
EVENEMENTS CHIC	500,00	
F. O. FAUGERAS	250,00	
F. O. FAUGERAS	250,00	
F. O. FAUGERAS	250,00	
F. O. FAUGERAS	250,00	
FAMILLES RURALES DE BRIGNAC-LA-PLAINE	160,00	
FANATIC CHEER 19	548,00	
FEDERATION ASSOC. PECHE ET PROTECTION MILIEU AQUATIQUE	13 000,00	
FEDERATION ASSOC. PECHE ET PROTECTION MILIEU AQUATIQUE	11 492,86	
FEDERATION ASSOC. PECHE ET PROTECTION MILIEU AQUATIQUE	6 681,00	
FEDERATION DE LA BOULANGERIE ET BOULANGERIE PATISSERIE DE LA CORREZE	500,00	
FEDERATION DE LA BOULANGERIE ET BOULANGERIE PATISSERIE DE LA CORREZE	800,00	
FEDERATION DEPARTEMENTALE BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS CORREZE	3 000,00	
-FDBTP19		
FEDERATION DEPARTEMENTALE CORREZE ENVIRONNEMENT	12 000,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
FEDERATION DEPARTEMENTALE DES CHASSEURS DE LA CORREZE	6 000,00	
FEDERATION DEPARTEMENTALE DES SYNDICATS D'EXPLOITANTS AGRICOLES	4 000,00	
FEDERATION DEPARTEMENTALE DES SYNDICATS D'EXPLOITANTS AGRICOLES	2 800,00	
FEDERATION DEPARTEMENTALE DES SYNDICATS D'EXPLOITANTS AGRICOLES	2 500,00	
FEDERATION DEPARTEMENTALE DES SYNDICATS D'EXPLOITANTS AGRICOLES	3 500,00	
FEDERATION DEPARTEMENTALE DES SYNDICATS D'EXPLOITANTS AGRICOLES	4 594,00	
FEDERATION DEPARTEMENTALE DES SYNDICATS D'EXPLOITANTS AGRICOLES	4 800,00	
FEDERATION DEPARTEMENTALE FAMILLES DE FRANCE	1 300,00	
FEDERATION DES VINS DE LA CORREZE	1 000,00	
FEDERATION FRANCAISE DES MARCHES DE BETALES VIFS (FMBV)	500,00	
FEDERATION NATIONALE DES PARTICULIERS EMPLOYEURS	10 200,00	
FEDERATION SYNDICALE UNITAIRE SECTION CORREZE	1 955,00	
FIT LIVE	323,00	
FJEP CORNIL	500,00	
FNATH - FEDERATION NATIONALE DES ACCIDENTES DE LA VIE GRPT CORREZE DOR	3 000,00	
FONDATION MARIUS VAZELLES - MEYMAC	3 000,00	
FOOTBALL CLUB ARGENTACOIS	3 632,00	
FOOTBALL CLUB DE CUBLAC	300,00	
FOOTBALL CLUB DE SAINT-JAL	341,00	
FOOTBALL CLUB OBJATOIS	836,00	
FORME ET SANTE	208,00	
FOYER CULTUREL DE BUGEAT	300,00	
FOYER CULTUREL DE VARETZ	200,00	
FOYER CULTUREL DE VARETZ	200,00	
FOYER CULTUREL ET SPORTIF AUBAZINE	150,00	
FOYER CULTUREL ET SPORTIF D'UZERCHE	300,00	
FOYER CULTUREL ET SPORTIF D'UZERCHE	500,00	
FOYER CULTUREL LAIQUE DE ST BONNET L' ENFANTIER	300,00	
FOYER CULTUREL PERPEZAC-LE BLANC	132,00	
FOYER CULTUREL UZERCHE	8 310,00	
FOYER CULTUREL UZERCHE	455,00	
FOYER CULTUREL UZERCHE	2 000,00	
FOYER CULTUREL UZERCHE	12 240,00	
FOYER INTERCOMMUNAL CULTURE ET LOISIRS	200,00	
FOYER INTERCOMMUNAL CULTURE ET LOISIRS	1 600,00	
FOYER RURAL CAMPS-SAINT-MATHURIN-LEOBAZEL	500,00	
FOYER RURAL CAMPS-SAINT-MATHURIN-LEOBAZEL	150,00	
FOYER RURAL CAMPS-SAINT-MATHURIN-LEOBAZEL	500,00	
FOYER RURAL CANTON D'EYGURANDE	600,00	
FOYER RURAL DE DAVIGNAC	500,00	
FOYER RURAL DE JEUNES ET D'EDUCATION POPULAIRE DE SAINTE FORTUNADE	300,00	
FOYER RURAL DE SOUDEILLES	600,00	
FOYER RURAL DES JEUNES DE PERPEZAC-LE-NOIR	300,00	
FOYER RURAL ET D'EDUCATION POPULAIRE DE CONCEZE	300,00	
FOYER RURAL RILHAC-TREIGNAC	300,00	
FOYER RURAL SAINT-AUGUSTIN	300,00	
FOYER SOCIO-EDUCATIF COLLEGE LAKANAL - TREIGNAC	300,00	
FRANCE ADOT 19 ASSOCIATION POUR LE DON D'ORGANES ET TISSUS HUMAINS	350,00	
FRJEP ST-GERMAIN-LES-VERGNES	1 260,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
FÉDÉRATION FAMILLES RURALES DE LA CORRÈZE	2 000,00	
FÉDÉRATION FAMILLES RURALES DE LA CORRÈZE	12 000,00	
GENDRE NOUVELLE RENAISSANCE	500,00	
GENERATION MOUVEMENT - FEDERATION DE LA CORREZE	1 500,00	
GOLF CLUB D'AUBAZINE CORREZE	870,00	
GRIVE LA BRAILLARDE	500,00	
GROUPE BEKKREL - ASSOCIATION SIST	1 000,00	
GROUPE FOLKLORIQUE LES PASTOURELLES DE BRIVE	300,00	
GROUPE MAMMALOGIQUE ET HERPETOLOGIQUE DU LIMOUSIN	1 000,00	
GROUPE OMNISPORT 19 LE DEPARTEMENT	2 000,00	
GROUPE SPELEOLOGIQUE CORREZE	161,00	
GROUPEMENT CORREZIEN DEFENSE SANITAIRE	130 000,00	
GROUPEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIO-EDUCATIFS DU LIMOUSIN	2 000,00	
GV GYMNASTIQUE FEMININE J FEOLA	156,00	
GYM AMBIANCE LANTEUIL	166,00	
GYMNASTIQUE D'ENTRETIEN TULLISTE	282,00	
GYMNASTIQUE FEMININE INTERCOMMUNALE	218,00	
GYMNASTIQUE VOLONTAIRE LOUIS PONS	165,00	
HANDBALL BRIVE CORREZE	3 065,00	
HANDBALL CLUB ALLASSAC DONZENAC	1 408,00	
HANDBALL CLUB OBJAT CORREZE	17 765,00	
HANDBALL CLUB PAYS DE BEYNAT	155,00	
HANDBALL CLUB TULLE CORREZE	637,00	
HANDBALL EGLETONS CORREZE	1 270,00	
HAUTE CORREZE TENNIS DE TABLE	673,00	
HAUTE CORREZE TRIATHLON	165,00	
HESTIA SPORT ADAPTE	500,00	
ICA - ICA DES XAINTRIES	10 868,80	
ICA - ICA DES XAINTRIES	310,00	
ICA - ICA DES XAINTRIES	70 941,60	
ICA - ICA DES XAINTRIES	4 250,00	
ICA - INSTANCE COORDINATION ALLASSAC	310,00	
ICA - INSTANCE COORDINATION ALLASSAC	2 381,20	
ICA - INSTANCE COORDINATION ALLASSAC	50 000,00	
ICA - INSTANCE COORDINATION ALLASSAC	4 250,00	
ICA - INSTANCE COORDINATION AUTONOMIE BRIVE 3	310,00	
ICA - INSTANCE COORDINATION AUTONOMIE BRIVE 3	38 100,00	
ICA - INSTANCE COORDINATION AUTONOMIE BRIVE NORD OUEST ASS LES MIMOSAS	310,00	
ICA - INSTANCE COORDINATION AUTONOMIE BRIVE NORD OUEST ASS LES MIMOSAS	39 050,00	
ICA - INSTANCE COORDINATION AUTONOMIE BRIVE SUD-OUEST	310,00	
ICA - INSTANCE COORDINATION AUTONOMIE BRIVE SUD-OUEST	39 850,00	
ICA - INSTANCE COORDINATION AUTONOMIE CANTON DE BUGEAT	19 047,20	
ICA - INSTANCE COORDINATION AUTONOMIE CANTON DE BUGEAT	310,00	
ICA - INSTANCE COORDINATION AUTONOMIE CANTON DE BUGEAT	34 792,20	
ICA - INSTANCE COORDINATION AUTONOMIE CANTON EYGURANDE	310,00	
ICA - INSTANCE COORDINATION AUTONOMIE CANTON EYGURANDE	34 410,00	
ICA - INSTANCE COORDINATION AUTONOMIE CANTON EYGURANDE	4 250,00	
ICA - INSTANCE COORDINATION AUTONOMIE CORREZE	310,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
ICA - INSTANCE COORDINATION AUTONOMIE CORREZE	38 317,80	
ICA - INSTANCE COORDINATION AUTONOMIE CORREZE	4 250,00	
ICA - INSTANCE COORDINATION AUTONOMIE JUILLAC	310,00	
ICA - INSTANCE COORDINATION AUTONOMIE JUILLAC	39 370,80	
ICA - INSTANCE COORDINATION AUTONOMIE JUILLAC	4 250,00	
ICA - INSTANCE COORDINATION AUTONOMIE LARCHE	8 136,80	
ICA - INSTANCE COORDINATION AUTONOMIE LARCHE	310,00	
ICA - INSTANCE COORDINATION AUTONOMIE LARCHE	56 710,20	
ICA - INSTANCE COORDINATION AUTONOMIE LUBERSAC	310,00	
ICA - INSTANCE COORDINATION AUTONOMIE LUBERSAC	50 914,80	
ICA - INSTANCE COORDINATION AUTONOMIE LUBERSAC	4 250,00	
ICA - INSTANCE COORDINATION AUTONOMIE MALEMORT	310,00	
ICA - INSTANCE COORDINATION AUTONOMIE MALEMORT	553,20	
ICA - INSTANCE COORDINATION AUTONOMIE MALEMORT	59 175,60	
ICA - INSTANCE COORDINATION AUTONOMIE SEILHAC	45 470,40	
ICA - INSTANCE COORDINATION AUTONOMIE SEILHAC	4 250,00	
ICA - INSTANCE COORDINATION AUTONOMIE SEILHAC	310,00	
ICA - INSTANCE COORDINATION AUTONOMIE SORNAC	310,00	
ICA - INSTANCE COORDINATION AUTONOMIE SORNAC	33 536,40	
ICA - INSTANCE COORDINATION AUTONOMIE TREIGNAC	310,00	
ICA - INSTANCE COORDINATION AUTONOMIE TREIGNAC	45 025,80	
ICA - INSTANCE COORDINATION AUTONOMIE TREIGNAC	4 250,00	
ICA - INSTANCE COORDINATION AUTONOMIE TULLE CAMPAGNE SUD	310,00	
ICA - INSTANCE COORDINATION AUTONOMIE TULLE CAMPAGNE SUD	47 943,00	
ICA - INSTANCE COORDINATION AUTONOMIE TULLE CAMPAGNE SUD	4 250,00	
ICA - INSTANCE COORDINATION AUTONOMIE TULLE URBAIN NORD ET SUD	310,00	
ICA - INSTANCE COORDINATION AUTONOMIE TULLE URBAIN NORD ET SUD	61 959,60	
ICA - INSTANCE COORDINATION AUTONOMIE USSEL	310,00	
ICA - INSTANCE COORDINATION AUTONOMIE USSEL	54 120,60	
ICA - INSTANCE COORDINATION AUTONOMIE YSSANDONNAIS OBJAT	310,00	
ICA - INSTANCE COORDINATION AUTONOMIE YSSANDONNAIS OBJAT	48 808,80	
ICA - INSTANCE COORDINATION AUTONOMIE YSSANDONNAIS OBJAT	4 250,00	
ICA - INSTANCE COORDINATION AUTONOMIE LA ROCHE CANILLAC	310,00	
ICA - INSTANCE COORDINATION AUTONOMIE LA ROCHE CANILLAC	35 681,40	
ICA - INSTANCE COORDINATION PAYS DE VENTADOUR	310,00	
ICA - INSTANCE COORDINATION PAYS DE VENTADOUR	75 005,40	
ICA - INSTANCE DE L'AUTONOMIE DU CANTON DE MEYMAC	310,00	
ICA - INSTANCE DE L'AUTONOMIE DU CANTON DE MEYMAC	38 200,80	
ICA BRIVE 2 NORD CENTRE	310,00	
ICA BRIVE 2 NORD CENTRE	39 150,00	
ICA DES GORGES DE LA HAUTE DORDOGNE	310,00	
ICA DES GORGES DE LA HAUTE DORDOGNE	37 740,60	
ICA-INSTANCE COORDINATION AUTONOMIE DU CANTON DE BORT LES ORGUES	3 884,80	
ICA-INSTANCE COORDINATION AUTONOMIE DU CANTON DE BORT LES ORGUES	310,00	
ICA-INSTANCE COORDINATION AUTONOMIE DU CANTON DE BORT LES ORGUES	39 690,60	
INFODROITS	1 000,00	
INSTANCE COORDINATION AUTONOMIE TULLE CAMPAGNE NORD	310,00	
INSTANCE COORDINATION AUTONOMIE TULLE CAMPAGNE NORD	45 291,00	
INSTANCE COORDINATION AUTONOMIE TULLE CAMPAGNE NORD	4 250,00	
JEUNES AGRICULTEURS DE LA CORREZE	2 366,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
JEUNES AGRICULTEURS DE LA CORREZE	12 000,00	
JEUNES AGRICULTEURS DE LA CORREZE	8 000,00	
JEUNES AGRICULTEURS DE LA CORREZE	5 000,00	
JEUNES AGRICULTEURS DE LA CORREZE	1 600,00	
JEUNESSE SPORTIVE ROSIEROISE	170,00	
JEUX DE LAMES - ENSEMBLE DÉPARTEMENTAL D'ACCORDÉONS DE LA CORRÈZE	1 600,00	
JM FRANCE CORREZE	14 000,00	
JUDO CLUB D'ARGENTAT	1 144,00	
JUDO CLUB DE TREIGNAC	414,00	
JUDO CLUB DU PLATEAU BORTOIS	912,00	
JUDO CLUB OBJATOIS	720,00	
JUDO CLUB USSEL	1 180,00	
JUDO ECOLE COSNAC LOISIRS ARTS MARTIAUX DE TRADITIONS	956,00	
L'AS DU VOLANT MEYSSACOIS	160,00	
L'ECHO DE NOS BRUYERES	1 000,00	
L'ECOLE BUISSONNIERE	264,00	
LA BOULE DES EAUX VIVES	500,00	
LA CHORALE DE SARRAN	800,00	
LA COMPAGNIE DE LA GRANDE OURSE	1 000,00	
LA FIESTA MEYMACOISE	500,00	
LA P'TITE FABRIQUE SOLIDAIRE	500,00	
LA PETANQUE HAUTE CORREZE	400,00	
LA POMMERIE	1 000,00	
LA RAQUETTE ARDOISIÈRE	453,00	
LA TULLISTE	3 120,00	
LA VIE COLLONGEOISE	200,00	
LARCHE PATRIMOINE	300,00	
LE 7EME AIR	700,00	
LE BOTTOM THEATRE	15 000,00	
LE BREZOU	1 500,00	
LE COLLECTIF DU JARDIN	800,00	
LE CRI DU PAPIER	1 200,00	
LE CRI DU PAPIER	5 000,00	
LE GRAND ATELIER	500,00	
LEMUR KATA COMPAGNIE	300,00	
LES 3 JPO	1 600,00	
LES AMIS DE MEYMAC PRES BORDEAUX	200,00	
LES AMIS DE SEGUR	500,00	
LES AMIS DES CULS NOIRS	1 000,00	
LES CAUSSINADES	500,00	
LES CHAMEYRADES	500,00	
LES CYCLOTOURISTES DES MONEDIERES	170,00	
LES FEES CORREZE	500,00	
LES FELES DE L'ART	300,00	
LES FOUS DU VOLANT - BADMINTON	571,00	
LES GABARES DE HAUTE DORDOGNE	1 000,00	
LES PETITS POIS SONT ROUGES	1 000,00	
LES RASCASSES DE VENTADOUR	1 161,00	
LES RUNNERS DU 19	163,00	
LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT FAL DE LA CORRÈZE	7 600,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT FAL DE LA CORRÈZE	80 000,00	
LONZACULTURE	300,00	
LOS GOJATS DEL PORTI	500,00	
LPO DÉLÉGATION TERRITORIAL LIMOUSIN	500,00	
MADARAC - SYND. CONFEDERATION PAYSANNE DE LA CORREZE	2 445,00	
MADRANGES VELOS LOISIRS-MVL	400,00	
MADRANGES, PATRIMOINE ET TALENTS EN MONEDIERES	300,00	
MAISON D'ACCUEIL DES FAMILLES DE DETENUS DE TULLE	300,00	
MAISON DE L'EAU ET DE LA PECHE DE LA CORREZE	3 500,00	
MAISON DES ADOS - ASSO. PUPILLES ENSEIGNEMENT PUBLIC 19	40 000,00	
MAISON DES SOURDS 19	200,00	
MAISON HEUREUSE PAYS DE BRIVE	150,00	
MAISON HEUREUSE PAYS DE BRIVE	150,00	
MARCHE NORDIQUE EN CORREZE	214,00	
MEMOIRE VIVE	1 750,00	
MERVEILLEUX PRETEXTE	500,00	
MERVEILLEUX PRETEXTE	100,00	
MEYMAC ATHLETIC CLUB - TENNIS DE TABLE	570,00	
MEYSSAC COLLONGES TENNIS	913,00	
MEYSSAC ECHECS	342,00	
MEYSSAC, CULTURE ET LOISIRS	500,00	
MEYSSAC, CULTURE ET LOISIRS	300,00	
MEYSSAC, CULTURE ET LOISIRS	1 000,00	
MISSION LOCALE ARRondissement DE BRIVE	45 000,00	
MISSION LOCALE ARRondissement DE BRIVE	31 500,00	
MISSION LOCALE DE HAUTE CORREZE	22 500,00	
MISSION LOCALE DE HAUTE CORREZE	12 600,00	
MODEF CORREZE	1 845,00	
MODEF NATIONAL	1 000,00	
MOUVEMENT ASSOCIATIF DE TIR TULLISTE	158,00	
MOUVEMENT DES ENTREPRISES DE FRANCE	12 000,00	
MYOSOTIS BASSIN TULLISTE	964,00	
NAVES BASKET CLUB	160,00	
NONARDS ACTIVITE DETENTE	164,00	
NOTRE VILLAGE	5 000,00	
NSL RUGBY	2 150,00	
OEUVRE DEPARTEMENTALE DES CENTRES VACANCES DE LA CORREZE	54 000,00	
OEUVRE DEPARTEMENTALE DES CENTRES VACANCES DE LA CORREZE	81 000,00	
OEUVRE DEPARTEMENTALE DES CENTRES VACANCES DE LA CORREZE	193 000,00	
OFFICE NATIONAL DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES GUERRE	460,00	
OGEC LA SALLE SAINT JOSEPH	500,00	
OGEC- INSTITUTION JEANNE D'ARC	2 185,00	
OGEC- INSTITUTION JEANNE D'ARC	2 141,00	
OLYMPIQUE LARCHE LA FEUILLADE	1 540,00	
PARCOURS SANTÉ CORRÈZE	4 575,00	
PATINAGE ARTISTIQUE BRIVISTE	2 977,00	
PAYS DE BRIVE ATHLETIC CLUB	212,00	
PETANQUE XAINTRICOISE	195,00	
PILOTARI CLUB BRIVISTE	2 575,00	
PING SARROUX SAINT JULIEN	334,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
PLANNING FAMILIAL 19	1 000,00	
POUR UNE BIENNALE EUROPEENNE D HISTOIRE LOCALE	500,00	
POUR UNE BIENNALE EUROPEENNE D HISTOIRE LOCALE	2 500,00	
PROFESSION SPORT LIMOUSIN	22 000,00	
PROFESSION SPORT LIMOUSIN	300,00	
PROFESSION SPORT LIMOUSIN	4 575,00	
PROFESSION SPORT LIMOUSIN	4 575,00	
PROFESSION SPORT LIMOUSIN	3 500,00	
PROMENADE RANDO SAINT-PA	180,00	
PROX ENTREPRISE D'INSERTION	2 000,00	
PÊCHE CORRÈZE COMPÉTITION	660,00	
RACES MULASSIERES DU POITOU	300,00	
RACES OVINES DES MASSIFS -SECTION LIMOUSINE	1 500,00	
RACES OVINES DES MASSIFS -SECTION LIMOUSINE	1 500,00	
RACES OVINES DES MASSIFS -SECTION LIMOUSINE	6 000,00	
RANDO DOUSTRE	490,00	
RANDO GAILLARDES	264,00	
RAQUETTEURS VOLANTS EGLETONS	463,00	
RELAIS FAMILLE D'OBJAT	650,00	
RELAIS FAMILLE D'OBJAT	1 000,00	
RHAPSODE	2 400,00	
ROMAIN MICHEL ET CIES	600,00	
RONDISPORT 19	218,00	
RUGBY CAUSSE VEZERE	20 000,00	
RUGBY CLUB CHAMEYRACOIS	1 725,00	
RUGBY CLUB DU PAYS DE MEYSSAC	467,00	
RUGBY CLUB TREIGNACOIS	584,00	
RUGBY CLUB UZERCHOIS	15 620,00	
RUGBY CLUB UZERCHOIS	975,00	
S.C.E.A. CAPPE QUINSAT	4 000,00	
SAINT PRIVAT PLEAUX RUGBY XAINTRIE	1 264,00	
SAINT-VIANCE TENNIS DE TABLE	460,00	
SAINTE FORTUNADE CORNIL TENNIS DE TABLE	500,00	
SALON DES ANTIQUITES BROCANTEES - EYMARD	250,00	
SAMOURAI MARCILLACOIS	400,00	
SCRABBLE POUR TOUS	150,00	
SCULPTURAMA	1 000,00	
SECOURS CATHOLIQUE - DELEGATION LIMOUSIN	3 500,00	
SECOURS POPULAIRE FRANCAIS FEDERATION DE LA CORREZE	4 800,00	
SECOURS POPULAIRE FRANCAIS FEDERATION DE LA CORREZE	2 000,00	
SECTION DE GYMNASTIQUE VOLONTAIRE DE SAINT CHAMANT	158,00	
SECTION REGIONALE LIMOUSINE DE L'INSTITUT D'ETUDES	4 000,00	
SEILHAC ATHLETIC CLUB	600,00	
SERVICE PROX CHANTIERS	2 000,00	
SERVICE PROX CHANTIERS	30 617,19	
SEVAD EN CORRÈZE	5 000,00	
SHOTOKAN KARATE CLUB DE TULLE / LAGRAULIERE	280,00	
SHOTOKAN KARATE LE PESCHER	1 018,00	
SILN'19	1 200,00	
SKI CLUB BRIVISTE	1 975,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
SKI CLUB NAUTIQUE MARCILLACOIS	768,00	
SKI CLUB USSEL	740,00	
SOCIETE DE CONCOURS HIPPIQUES DE POMPADOUR	2 000,00	
SOCIETE DE CONCOURS HIPPIQUES DE POMPADOUR	8 000,00	
SOCIETE DE TIR BRIVISTE	1 443,00	
SOCIETE DES COURSES DE POMPADOUR	60 000,00	
SOCIETE DES COURSES DE POMPADOUR	13 728,00	
SOCIETE DES COURSES DE POMPADOUR	2 355,00	
SOCIETE DES COURSES DE POMPADOUR	3 000,00	
SOCIETE DES LETTRES SCIENCES ET ARTS DE LA CORREZE - TULLE	500,00	
SOCIETE DES REALISATEURS DE FILMS	15 000,00	
SOCIETE HIPPIQUE FRANCAISE	5 000,00	
SOCIETE SCIENTIFIQUE HISTORIQUE ET ARCHEOLOGIQUE D	500,00	
SOCIETE SPORTIVE DE SAINTE FEREOLE	3 550,00	
SOLIDARITE PAYSANS LIMOUSIN	6 000,00	
SOS VIOLENCES CONJUGALES	2 000,00	
SOS VIOLENCES CONJUGALES	3 000,00	
SPELEO CLUB TULLISTE	163,00	
SPORT-CULTURE ET DETENTE EN MONEDIERES	250,00	
SPORTING CLUB RIVERAIN DE MANSAC	500,00	
SPORTING CLUB TULLE CORREZE	20 360,00	
STATION EXPERIMENTALE DE CREYSSE	5 000,00	
STATION EXPERIMENTALE DE CREYSSE	10 000,00	
STATION SPORT NATURE - HAUTE CORREZE KAYAK CLUB	864,00	
STATION SPORT NATURE - HAUTE CORREZE KAYAK CLUB	566,00	
STATION SPORT NATURE - HAUTE CORREZE KAYAK CLUB	7 910,00	
STATION SPORT NATURE - HAUTE CORREZE KAYAK CLUB	12 240,00	
STATION SPORT NATURE - HAUTE CORREZE KAYAK CLUB	2 000,00	
STATION SPORT NATURE - HAUTE CORREZE KAYAK CLUB	4 575,00	
STATION SPORT NATURE DE LA HAUTE DORDOGNE	11 440,00	
STATION SPORTS NATURE DU PAYS DE TULLE - KAYAK CLUB DE TULLE	665,00	
STATION SPORTS NATURE DU PAYS DE TULLE - KAYAK CLUB DE TULLE	10 000,00	
STATION SPORTS NATURE DU PAYS DE TULLE - KAYAK CLUB DE TULLE	406,79	
STATION SPORTS NATURE VENTADOUR LAC DE LA VALETTE - MARCILLAC SN	155,00	
STATION SPORTS NATURE VENTADOUR LAC DE LA VALETTE - MARCILLAC SN	181,00	
STATION SPORTS NATURE VENTADOUR LAC DE LA VALETTE - MARCILLAC SN	16 136,00	
STATION SPORTS NATURE VENTADOUR LAC DE LA VALETTE - MARCILLAC SN	4 575,00	
STATION SPORTS NATURE VEZERE MONEDIERES	12 032,00	
STATION SPORTS NATURE VEZERE MONEDIERES	10 473,00	
STATION SPORTS NATURE VEZERE MONEDIERES	2 000,00	
STATION SPORTS NATURE VEZERE MONEDIERES	4 575,00	
SYNDICAT BOVINS CROISSANCE CORREZE	8 000,00	
SYNDICAT BOVINS CROISSANCE CORREZE	7 000,00	
SYNDICAT CORREZE CONSEIL ELEVAGE	10 000,00	
SYNDICAT DEPARTEMENTAL DES ELEVEURS DE CHEVAUX LOURDS DE LA CORREZE	1 000,00	
SYNDICAT DES ELEVEURS SALERS	4 000,00	
SYNDICAT DES ETANGS CORREZIENS	2 000,00	
TAMBOURIN CLUB MONCEAUX SUR DORDOGNE	165,00	
TAP'S IN ST PANT	700,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
TAROT CLUB DU CANTON DE BEYNAT	500,00	
TENNIS CLUB ALLASSACOIS	381,00	
TENNIS CLUB BEYNAT COIROUX	615,00	
TENNIS CLUB D'EGLÉTONS	1 136,00	
TENNIS CLUB DE DONZENAC	516,00	
TENNIS CLUB DE NAVES	395,00	
TENNIS CLUB DE POMPADOUR	3 140,00	
TENNIS CLUB DE SADROC	364,00	
TENNIS CLUB DE SAINT-PANTALEON	807,00	
TENNIS CLUB MARCILLACOIS	436,00	
TENNIS CLUB TREIGNACOIS	700,00	
TENNIS CLUB USSELLOIS	652,00	
TENNIS DE TABLE BRIVISTE	593,00	
TENNIS DE TABLE NESPOULS	174,00	
THEATRE DE LA GRANGE	5 500,00	
THEATRE SUR LE FIL	1 000,00	
TOUR DU LIMOUSIN ORGANISATION	10 000,00	
TUJAC CULTUREL SOCIAL ET SPORTIF	1 000,00	
TUJAC CULTUREL SOCIAL ET SPORTIF	1 300,00	
TUJAC CULTUREL SOCIAL ET SPORTIF	600,00	
TULLE ATHLETIC CLUB	3 230,00	
TULLE ATHLETIC CLUB	1 450,00	
TULLE CORREZE TENNIS	1 000,00	
TULLE CYCLISME COMPETITION	585,00	
TULLE CYCLISME COMPETITION	800,00	
TULLE CYCLO NATURE	192,00	
TULLE FOOTBALL CORREZE	12 042,00	
TULLE FOOTBALL CORREZE	704,00	
TULLE GRIMPE	1 318,00	
TULLE ROLLER SKATING	190,00	
TULLE SENTIERS	218,00	
TULLE TRIATHLON NATATION	1 033,00	
TULLE TRIATHLON NATATION	500,00	
TURENNE GYM VITALITE	166,00	
UDAF CORREZE INSTITUTIONS	17 500,00	
UDAF CORREZE INSTITUTIONS	400,00	
UNION CYCLISTE BRIVISTE	393,00	
UNION DEP. DES ASSOC. DE COMBATTANTS-VICTIMES DE GUERRE	150,00	
UNION DEPARTEMENTALE CFE - CGC DE LA CORREZE	1 400,00	
UNION DEPARTEMENTALE CFTC DE LA CORREZE	1 350,00	
UNION DEPARTEMENTALE CONFEDERATION GENERALE AGRICULTURE	5 000,00	
UNION DEPARTEMENTALE DES MEDAILLES MILITAIRES DE LA CORREZE	100,00	
UNION DEPARTEMENTALE DES RETRAITES DE LA POLICE	150,00	
UNION DEPARTEMENTALE DES SAPEURS-POMPIERS DE LA CORREZE	2 000,00	
UNION DEPARTEMENTALE DES SYNDICATS CFDT DE LA CORREZE	3 700,00	
UNION DEPARTEMENTALE DES SYNDICATS CGT DE LA CORREZE	3 898,00	
UNION DEPARTEMENTALE DES SYNDICATS FORCE OUVRIERE DE LA CORREZE	5 000,00	
UNION DEPARTEMENTALE DES SYNDICATS FORCE OUVRIERE DE LA CORREZE	5 000,00	
UNION DES ENTREPRISES DE PROXIMITE - U2P	1 200,00	
UNION DPT DES ASSOC. POUR LE DON DU SANG BENEVOLE DE LA CORREZE	1 500,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
UNION DÉPARTEMENTALE DU PERSONNEL ET DES RETRAITÉS DE LA GENDARMERIE	150,00	
UNION JUDO BRIVE CORREZE LIMOUSIN	19 680,00	
UNION NATIONALE DES RETRAITES PERSONNES AGEES	150,00	
UNION NATIONALE DES SYNDICATS AUTONOMES DE LA CORRÈZE	3 000,00	
UNION RÉGIONALE POUR L'HABITAT DES JEUNES EN LIMOUSIN	87 040,00	
UNION SPORTIVE ARGENTACOISE	15 984,00	
UNION SPORTIVE BELLOCOISE RUGBY	503,00	
UNION SPORTIVE BELLOCOISE-BASKET	740,00	
UNION SPORTIVE BUGEACOISE	165,00	
UNION SPORTIVE DE SAINT-CLEMENT	1 550,00	
UNION SPORTIVE DONZENACOISE	8 170,00	
UNION SPORTIVE EGLETONNAISE - RUGBY	2 064,00	
UNION SPORTIVE GUENNOISE - BASKET	493,00	
UNION SPORTIVE LANTEUILLOISE	1 300,00	
UNION SPORTIVE LONZACOISE 96	1 207,00	
UNION SPORTIVE NEUVICOISE	1 217,00	
UNION SPORTIVE TULLE CORREZE BASKET	18 440,00	
UNION SPORTIVE USSELLOISE	16 360,00	
UNION SPORTIVE VARETZIENNE	3 085,00	
UNIVERSAL SYSTEME KRAV MAGA	792,00	
UNSS CORREZE	11 000,00	
USSEL ATHLETIC CLUB	1 130,00	
USSEL BADMINTON CLUB	480,00	
USSEL BASKET CLUB	495,00	
USSEL CYCLISME ORGANISATION	10 000,00	
USSEL KARATE	800,00	
USSEL SPORT MONTAGNE	1 210,00	
VARETZ ATHLETIC CLUB	1 612,00	
VELO CLUB D'AURIAC EN XAINTRIE	163,00	
VELO CLUB LARCHOIS	205,00	
VIGILANTE MALEMORT JUDO	1 130,00	
VIVRE ENSEMBLE BRIVE	400,00	
VOLLEY BALL TULLE NAVES	1 092,00	
VOLLEY CLUB DE VENTADOUR	155,00	
VTT ARGENTAT	493,00	
VTT AVENTURE CAUSSE VEZERE	1 036,00	
VTT CLUB DU DOUSTRE	847,00	
WELL'COM ORGANISATION	5 000,00	
ZIGZAGUEZ EN CORREZE	200,00	
Entreprises	289 171,19	
CUMA CANTON DE LAPLEAU	1 892,92	
CUMA CANTONALE DE VIGEOIS	925,00	
CUMA CANTONALE DE VIGEOIS	2 869,35	
CUMA CANTONALE DE VIGEOIS	6 637,80	
CUMA COOP ENSIL	758,50	
CUMA D'ESTIVAUX	1 970,25	
CUMA DE DAMPNAT	1 547,71	
CUMA DE HAUTEFAGE	7 442,55	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
CUMA DE L'AMITIE	751,10	
CUMA DE L'ANGLE DE SERILHAC	777,00	
CUMA DE L'ANGLE DE SERILHAC	1 365,30	
CUMA DE LUBERSAC	1 457,80	
CUMA DE LUBERSAC	962,00	
CUMA DE REYGADES	1 727,90	
CUMA DE SAINT-VIANCE	1 776,00	
CUMA DE VOUTEZAC	1 546,60	
CUMA DES COTEAUX D'ALLASSAC	740,00	
CUMA DU BOURG DE MONTGIBAUD	1 583,60	
CUMA DU CANTON D'EYGURANDE	814,00	
CUMA DU CANTON DE SEILHAC	1 176,60	
CUMA ENTENTE DE GOULLES	1 237,65	
CUMA ENTENTE DE GOULLES	5 175,37	
CUMA ENTENTE DE GOULLES	1 110,00	
CUMA L'ENTENTE	962,00	
CUMA LA MARCILLACOISE	2 664,00	
CUMA LAS BORDAS	9 028,00	
CUMA SILOCOOP ENTRAIDE	3 526,10	
CUMA SILOCOOP ENTRAIDE	3 552,00	
EARL BROUSSE	731,65	
EARL DU CHAMPS	4 000,00	
EARL DU CHATENET	2 000,00	
EI MELODIE SOURIAE	1 694,52	
ELECTRO DEPOT	387,00	
ESPACE AUTO 19	700,00	
FESTIVAL PRODUCTIONS	35 000,00	
G.A.E.C. JAPPELOUP	7 154,80	
G.A.E.C. LE GALAVIERE	7 200,00	
GAEC AGREE RECOLT'ESSAIME	2 021,95	
GAEC BOISSY	2 048,68	
GAEC BRETAGNOLLE	7 135,25	
GAEC DE LA FALGOUNE	5 144,13	
GAEC DES BAIES DE PAN	2 000,00	
GAEC DES CAVALIERS	8 805,76	
GAEC DES NEUFONTS	7 621,29	
GAEC DES PRES BAS	7 200,00	
GAEC DU LECONET	343,29	
GAEC DU PUY MOREL	1 423,30	
GAEC FAURE	3 755,75	
GAEC ISA ET FLO	1 425,79	
GAEC LA RUCHE A SIX PATTES	3 651,73	
GAEC LA RUCHE A SIX PATTES	3 600,00	
GAEC LE MORVAN FRERES	1 184,50	
GAEC LOU ROC	2 000,00	
GAEC POUMIER	7 200,00	
GAEC RM HUBERT	7 200,00	
GAEC TERRAS COMUNAS	265,00	
GAEC TERROU PERE ET FILS	4 041,43	
GAEC VIALLE	1 582,70	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
GF DE BEAUSEJOUR	5 421,00	
GFR DU BRAUD	341,12	
GROUPEMENT FORESTIER DU PEUCH	210,99	
HARAS DU MAZET EARL	680,32	
HLM INTERREGIONALE POLYGONE SA	10 000,00	
HLM INTERREGIONALE POLYGONE SA	3 000,00	
HLM INTERREGIONALE POLYGONE SA	35 000,00	
JEAN LUC FOUCHET ORGANISATION - SOCIETE D ACTIVITE TOUT TERRAIN	10 000,00	
LAMICHE	1 198,16	
LORTHOLARY	1 901,43	
MULTIMARQUE AUTOS 19	700,00	
RAULHAC	2 000,00	
S.C.E.A. DU PAYS DE BRIVE	1 523,82	
S.C.I. VLV EYGEROLLES	8 786,00	
SCEA DE LA BERTINE	693,23	
SCEA DE LA VALLEE DU MAUMONT	1 750,00	
THIERRY DEYZAC EARL	1 219,50	
VILLAGE SEJOUR ACCOMPAGNÉ CORRÈZE	250,00	
Personnes physiques	1 776 092,97	
ABBACI	2 000,00	
ABID	2 000,00	
AGNOUX	1 340,00	
AIGUESPARSES	2 000,00	
AKDAG DE JESUS	3 000,00	
ALBAIN BEYSSERIE	3 000,00	
ALLAIN	2 000,00	
ALLAIRE	300,00	
ALRVIE	2 200,00	
ALVES	3 000,00	
AMAH TCHOUTCHOU	3 000,00	
AMSLEY DALBAVIE	3 000,00	
ANCELIN	1 200,00	
ANGELY	300,00	
ANTONORSI	3 000,00	
ANTUNES	3 000,00	
AODJ / TRYOEN	6 000,00	
ARLEBOIS	3 000,00	
ARPALIANGEAS	6 000,00	
AUBERT GUILLERM	6 000,00	
AUBIER / RAMPNOUX	3 000,00	
AUCONIE	2 037,89	
AUDEGUIL	3 000,00	
AUDY DA COSTA	2 147,00	
AUGUSTO	300,00	
AUTHIER	3 000,00	
AZILE LOZACH	500,00	
BACHELLERIE	6 000,00	
BACHI	3 000,00	
BAHASSOU	2 000,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
BAILLY	2 000,00	
BAJOT	4 500,00	
BALAGE	3 000,00	
BARDINAL	3 000,00	
BARRAT ARNAL	2 000,00	
BARREY	2 000,00	
BASSALER	3 000,00	
BASSER	300,00	
BAYARD	300,00	
BAYRAK	300,00	
BEAUVAL-TAHI CASTAGNE	3 000,00	
BEAUVALLET LEMAIRE	3 000,00	
BEAUVIR	700,00	
BELAIDI	270,00	
BELGACEM	800,00	
BELLE	3 000,00	
BELVEYRE	2 200,00	
BENABBES	670,00	
BENABBES	4 000,00	
BERARD	300,00	
BERGER COLLADO-VIDAL	3 000,00	
BERLEUX BOUZAT	2 000,00	
BERNARD GEORGET	3 000,00	
BERTRAND	4 000,00	
BERTRAND BONNET	3 000,00	
BESSE	2 726,00	
BEURQ LHERITIER	3 000,00	
BEVILACQUA	2 000,00	
BEYTOUT	3 000,00	
BIAUGEAUD	3 000,00	
BIGOT	2 000,00	
BIGOURIE	4 000,00	
BIRON	3 000,00	
BLANCHARD	3 000,00	
BLANCHARD	3 000,00	
BLECON	3 000,00	
BOILEAU	5 485,00	
BOIROT	3 000,00	
BONNEFOI ROUSSEAU	3 000,00	
BONNET	3 000,00	
BONNIERE	1 474,00	
BORDAS	2 500,00	
BORDESSOULLES	3 000,00	
BORIE	537,41	
BORIE	800,00	
BORIE	2 000,00	
BORNET	3 360,00	
BOSREDON	1 500,00	
BOSREDON	3 000,00	
BOUAL	3 000,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
BOUCHENY ROZIER	2 000,00	
BOUILLAC	4 000,00	
BOURG LAVAUD	6 000,00	
BOURG PIERRE	3 000,00	
BOURGEON	4 000,00	
BOURGOGNAT	2 418,00	
BOUSSOYI	2 000,00	
BOUTHEGOURD / BILLARD	3 000,00	
BOUTOT	2 000,00	
BOUVET	2 000,00	
BOUYER	3 000,00	
BOUZONIE	6 000,00	
BOZEC	2 000,00	
BRASSART	1 500,00	
BRAUD	2 000,00	
BRAUGE	900,00	
BREANT	500,00	
BREUIL	1 992,00	
BREUIL	282,38	
BREUIL	3 000,00	
BRIAND	4 000,00	
BRICARD	3 000,00	
BRIDIER	3 000,00	
BRIQUET BARRAUD	3 000,00	
BRIVAL	1 600,00	
BROQUIN	2 000,00	
BROS	300,00	
BROUSSE	2 000,00	
BRUGUET	3 000,00	
BRUNEAU	2 000,00	
BRUNEL	257,89	
BUDHRAJA	2 000,00	
BUGE	3 927,00	
BURG	2 277,00	
BUSQUET	2 683,00	
CAMPOS	300,00	
CANCIAN	3 000,00	
CANO	3 000,00	
CAPDECOMME	3 000,00	
CAPOULADE	3 890,00	
CAPPE	4 953,00	
CARBONNEAU	300,00	
CASTANIER	300,00	
CAUPERT	966,96	
CAUSSE	3 000,00	
CEPIERE	3 000,00	
CERE	2 000,00	
CERON	4 000,00	
CEYRAT	3 000,00	
CHABRERIE	6 000,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
CHADELAUD	2 000,00	
CHALARD	2 366,00	
CHAMBOURG	4 000,00	
CHAMPTIAUX	2 935,47	
CHANCY VISCOMTE	2 000,00	
CHANEL	490,98	
CHANTEREAU / ETOC	5 720,00	
CHAPPOULIE	4 000,00	
CHARLIAT	3 000,00	
CHASSAGNAUD GARDIEN	3 000,00	
CHASSAGNE	3 689,00	
CHASSAING	1 500,00	
CHASTANET	3 000,00	
CHATELET	2 000,00	
CHATUFAUD	2 000,00	
CHAUMEIL	537,41	
CHETIOUI SCHNEIDER	2 000,00	
CHEVALET QUARANTINO	2 000,00	
CHEVALIER	3 000,00	
CHEVALIER	3 000,00	
CHIHEBEDDINE	2 000,00	
CHOMIER LUTTERBACH	2 000,00	
CHOQUET	2 600,00	
CIRON	300,00	
CLAUX	300,00	
CLAUX	3 000,00	
CLAUZEL / HUTIN	3 000,00	
CLEMENT	3 420,00	
CLUZEAU	300,00	
COISSAC	2 000,00	
COLLARDEAU	4 898,00	
COLMADO	4 000,00	
COMAS MORALES	2 000,00	
COMTE ALVES	3 000,00	
CONCHON	2 000,00	
CONJAT	1 900,00	
COQUILLARD	3 000,00	
CORBLIN	3 000,00	
CORCUERA CUEVA THOMAS	2 000,00	
CORDIER HOSSIN	3 000,00	
COTTREEL	9 492,00	
COUDERT	3 000,00	
COUDERT GOISMIER	3 000,00	
COURTIOUX / BOISSEUIL	3 000,00	
COUSSY	300,00	
COUSTY	495,00	
CROUSILLAC	3 000,00	
CURE	2 000,00	
D'ABRIGEON	2 000,00	
D'ONDES	3 000,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
DA COSTA	2 160,00	
DA SILVA FERNANDES	2 000,00	
DAGNICOURT DUGUÉ	3 153,00	
DARAGON CERISIER	2 000,00	
DARFEUILLE	3 000,00	
DARTIGEAS	5 493,00	
DAUBISSE	1 800,00	
DAUTEUIL	3 000,00	
DAVID	3 000,00	
DE ALMEIDA	650,00	
DE ANDRADE MAGNOUX	2 500,00	
DE ASCENCAO	2 000,00	
DE MIRANDA MATHIEU	6 000,00	
DE NEIVA	3 000,00	
DE OLIVEIRA	3 000,00	
DE TOLLENAERE	341,12	
DECHAUD	3 200,00	
DECOOL	3 000,00	
DEKARZ ADINARAYANIN	3 506,00	
DELARUE DENOIX	4 724,00	
DELBOS	966,00	
DELMARQUETTE	4 000,00	
DELPEUCH	215,68	
DELPY	2 410,00	
DELSART	3 049,00	
DEMICHEL	2 500,00	
DENOUX	1 500,00	
DERSE	4 000,00	
DESFAUCHEUX BATOUFFLET	3 000,00	
DESSAUVE	4 000,00	
DIAZ VAZ ET TEIXEIRA DE SOUSA	2 000,00	
DONNADIEU	2 000,00	
DOS SANTOS	3 000,00	
DOUAT	2 000,00	
DOUCEAU	3 000,00	
DOUVRY	3 000,00	
DRAPPIER	4 000,00	
DREON	6 000,00	
DUBOIS	3 924,00	
DUCAUZE	1 505,00	
DUCHET	3 000,00	
DUCROCQ	1 780,00	
DUFAYARD	4 000,00	
DUHAUT	4 000,00	
DUMAS	23 041,00	
DUMONT	1 000,00	
DUPONCHEL GIRAUDIN	3 728,00	
DUPRAT	3 000,00	
DUPRE	2 000,00	
DUPUY	7 184,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
DUPUY	3 000,00	
DUPUY	3 000,00	
DUPUY OLIVEIRA DA SILVA	2 000,00	
DURAND	2 000,00	
DUSSOL	4 000,00	
DUVAL	1 530,00	
EL BAKKOUCHI	3 000,00	
ENSERGUEIX	3 350,00	
ENTRAYGUES	2 000,00	
ESCURIOL	3 000,00	
ESPARGILLIERE	3 000,00	
ESPINASSE	1 381,00	
ESSEUL	3 000,00	
ESTIVIE MATHIEU	1 750,00	
ESTORGE	3 000,00	
ESTRADE	3 468,00	
ESTRADE	4 000,00	
ESTRUC	1 946,01	
EURY	4 000,00	
FABRE	3 000,00	
FAGE	4 000,00	
FAIZ	3 000,00	
FARGES	3 000,00	
FARGES BLATT	3 000,00	
FAUCHER / LALANDE	3 000,00	
FAURE	3 000,00	
FAURE	3 000,00	
FAZELI	3 000,00	
FEIHLE	2 000,00	
FEIX	6 000,00	
FERLANDA	3 000,00	
FERRIERE	6 000,00	
FIGUEIREDO DA SILVA / CORREIA CURTO	2 000,00	
FLAGELLE	3 000,00	
FLEURETTE	257,89	
FORGEARD	4 633,00	
FORQUIGNON	2 000,00	
FOUGERE ALTMAYER	3 000,00	
FOULATIER	3 000,00	
FOURCHES	232,45	
FOURNIER	650,00	
FRACHET PROVOST	6 000,00	
FRAICHE RENAUD	3 000,00	
FRANCOIS	2 000,00	
FREYGNAC DIEDERICH	3 000,00	
FRISON	3 000,00	
FROMENT PEDAMOND	3 000,00	
G.A.E.C. CHAMBAUDIE	7 200,00	
GAISSE GRUSON	3 000,00	
GALONDE VALADIE	3 000,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
GAMBARINI	3 000,00	
GARDERE	1 800,00	
GASSELIN	4 000,00	
GAURE	1 887,00	
GAUVIN	3 000,00	
GAY REBEIX	3 000,00	
GAYE	3 200,00	
GAYERIE	3 000,00	
GENESTE	300,00	
GIBOURET	2 000,00	
GILBERT	500,00	
GINESTET CAUDAL	2 000,00	
GIPOULOU	800,00	
GIRARDOT BUQUET	4 944,00	
GIRAUD CAMBIOLI	4 598,00	
GODIER	2 000,00	
GOLFIER	1 900,00	
GOLFIER	966,96	
GONCALVES	2 000,00	
GORSE DUCHMANN	4 000,00	
GOUDARD	2 000,00	
GOUDOUR	502,46	
GOUJON	3 000,00	
GOULFIER	2 000,00	
GOULMY	2 000,00	
GOURINAL GUYOT	3 000,00	
GOURINEL	2 000,00	
GOUTENEGRE	2 000,00	
GOUTTE	3 249,00	
GOUTTE	751,00	
GRABENSEE	5 000,00	
GRANET	2 000,00	
GRANJOUX	300,00	
GRASSINEAU	2 500,00	
GRECO	2 719,00	
GROS	4 000,00	
GROSSETETE CAU	2 000,00	
GROSZ	2 832,00	
GUERRIER	3 000,00	
GUICHET	3 000,00	
GUIDON	4 836,00	
GUIGNARD	300,00	
GUILLAUMIE	3 011,00	
GUIONIE	1 255,50	
HABBASSE	800,00	
HAENSLER	3 000,00	
HAGANI	2 000,00	
HAMADA BARBIER	3 000,00	
HAMELIN	800,00	
HAMON / BOVIS	3 000,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
HARISBOURE	800,00	
HELLESEN	3 000,00	
HEURTAUX ARFEUIL	4 000,00	
HICHMINE	3 000,00	
HOSPITAL MOUTON	2 552,00	
HUG	1 135,00	
HURDEBOURG GRESSIER	3 000,00	
IMBERT BOURSAIN	3 000,00	
INDIVISION FRIGNAC	210,99	
INDIVISION PRADEL DE LAVAUX	235,37	
INDIVISION TERRACOL SYLVIE ET PHILIPPE	214,98	
INOCENTIO HAENTJENS	3 000,00	
ISSAOUI	2 000,00	
IZAMBARD GRELIER	2 000,00	
JACQUET	2 557,00	
JANFAOUI	800,00	
JAUBERT GRANIER	3 713,00	
JAYAT NADAUD	3 000,00	
JAZEIX	3 000,00	
JEANTET	800,00	
JEROME	1 400,00	
JOCELIN DUCARLET	3 000,00	
JOUBIN	4 000,00	
JOUFFRE	3 000,00	
JUGIE	3 000,00	
JUMEL / NADAUD	3 000,00	
JUMELLE	4 000,00	
JURBERT / CLERC	4 000,00	
KAJJI	2 000,00	
KLARCZYK	3 000,00	
KLINTZ	3 000,00	
KRUG	4 000,00	
KUHN BERTAINA	3 000,00	
LABORDE	2 000,00	
LABORIE LACOSTE	3 000,00	
LACHAUD	4 000,00	
LACOMBE-DAUGE	2 000,00	
LACOSTE	3 000,00	
LAFARGE	4 000,00	
LAGRENAUDIE	3 000,00	
LALANDE	4 000,00	
LALARDIE	1 978,00	
LALEU / CARBAJO	3 000,00	
LALISSE	300,00	
LALISSE DOMINGUES	3 000,00	
LALLIER	3 000,00	
LAMANTHE LAPORTE	2 000,00	
LAMOURE	2 000,00	
LANNEGRAND	2 000,00	
LANSADE	4 000,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
LARRIBE	2 000,00	
LASCAUX	3 000,00	
LASCAUX	1 019,29	
LASSALE	2 000,00	
LAUMOND	3 000,00	
LAURENT BARBAZANGE	3 000,00	
LAVAL FAUREAU	4 000,00	
LAVAUD TEYSSOU	3 000,00	
LAVERGNE	300,00	
LAYOTTE	466,34	
LE GAL	3 000,00	
LEBLANC	2 400,00	
LECANTE	3 000,00	
LECLERC	2 000,00	
LECLERCQ	3 000,00	
LECLERCQ	300,00	
LEDOUX	3 000,00	
LEDUC	500,00	
LEDUNOIS	2 685,00	
LEFEBVRE	300,00	
LEFRANC	300,00	
LEMA GOULMY	3 182,00	
LEROUX DAVID	4 000,00	
LESCURE	3 000,00	
LESCURE	2 000,00	
LESCURE LOURENCO	3 000,00	
LESPINAS	3 000,00	
LEYMARIE	3 000,00	
LHERITIER	3 000,00	
LIENHART	300,00	
LOGE	1 907,70	
LONGE SCHURDEVIN	2 000,00	
LOUIS GROSSET	4 000,00	
LUCAS MEZIANE	3 000,00	
LYOUBI	3 000,00	
LÉPINAY	3 394,00	
MADEC LE VISAGE	3 000,00	
MAGALIOTTA	2 000,00	
MAGNE	3 000,00	
MAGNE	3 000,00	
MAITRE	3 000,00	
MALAGNOUX	4 000,00	
MALATERRE	300,00	
MALAVAL / LEROY	3 000,00	
MANAUD	282,38	
MANUOPUAVA	300,00	
MARCHAND	3 000,00	
MARCILLOUX	4 744,00	
MARCILLOUX	5 000,00	
MAREMBERT	1 000,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
MARIOT	3 000,00	
MARRA	3 000,00	
MARTHON	3 958,00	
MARTIN	3 000,00	
MARTIN	2 000,00	
MARTIN ZALESKI	3 000,00	
MARTIN-CHAUMEIL GARCIA	3 000,00	
MARTINET RUFFIER	3 000,00	
MASSELOT JOURZAC	1 914,00	
MASSON BOCQUET	3 000,00	
MATHOU	1 379,00	
MAURY DEENEN	3 000,00	
MAZALREY	3 000,00	
MAZAUD SCHODROK	300,00	
MAZEAU	3 000,00	
MAZEAUD	3 000,00	
MAZEL	3 077,00	
MAZOUAUD	3 000,00	
MEMPONTEL	16 000,00	
MENDES	2 000,00	
MENEYROL	168,01	
METAYER	1 800,00	
MEUNIER	3 000,00	
MEYRIGNAC	3 000,00	
MEZARD	3 835,32	
MILLON	3 362,00	
MIROU SALIETI	2 000,00	
MODERNO VIEIRA VIDAL	3 000,00	
MOHAMED	800,00	
MOINEAU	300,00	
MOINS	2 000,00	
MONIER	2 000,00	
MONJANEL	800,00	
MONMONT	2 000,00	
MONTEIL	214,98	
MONTEIL	2 600,00	
MONTEIL	3 000,00	
MONTEIL SIMONIE	4 000,00	
MONZAT	3 335,00	
MORIGNY	2 000,00	
MOURGUY	800,00	
MOURIERAS	2 178,00	
MOURIERAS COURTEIX	2 000,00	
MOUSLI LEBRERE	3 000,00	
MOUSSOUR	1 000,00	
MOUTY	3 000,00	
N'DA AINOYE	3 042,00	
NASR	3 387,00	
NEUVILLE	300,00	
NEY MAGNAUDET	2 000,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
NEYRAC	650,00	
NGOMA	3 000,00	
NICOLAU DERET	3 000,00	
NIVLET	2 952,00	
NOGIER	2 000,00	
NONIQUE-DESVERGNES	3 000,00	
NUSSAS	739,37	
OLIVEIRA CLUZEAUD	2 000,00	
ORTEGA	2 000,00	
OUARHACHE	3 000,00	
OUFRID	3 000,00	
OUKHALLOU	700,00	
PACHECO	3 000,00	
PANAZOL	2 000,00	
PANNETIER	1 338,00	
PAROUTEAU SANTORO	3 000,00	
PARSOIRE	3 000,00	
PASCUAL	4 000,00	
PASQUET	3 000,00	
PATFOORT	3 000,00	
PATURAUD	3 000,00	
PAYA-MARROUX / HAMD	3 000,00	
PELISSIER	2 000,00	
PEREIRA DA COSTA	3 000,00	
PEROL	800,00	
PERS	570,26	
PETIT	3 000,00	
PEUCH	900,00	
PEUCH	2 000,00	
PEYRAMAURE	3 000,00	
PEYRAT	1 000,00	
PEYRE	2 000,00	
PEYRICHON	3 000,00	
PICART	3 000,00	
PICHON	3 000,00	
PIEMONTESI CHASTANG	3 000,00	
PLAINO	650,00	
PLAS	4 000,00	
PLAS EYROLLES	3 000,00	
POIRIER	300,00	
PONTUS	2 000,00	
POQUET DE LA QUINTINIE	4 000,00	
POUCH	300,00	
POUCH	3 000,00	
POUGET	3 000,00	
POUJADE	215,68	
POULET	2 000,00	
POURCHET	3 500,00	
POUYADOUX	12 000,00	
PRADEL	2 000,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
PRESSET	4 000,00	
PREVOST GAUBERT	3 000,00	
PRIOUX	2 500,00	
PRODEL / DELPEUX	3 000,00	
PRODEL VAZ BATISTA	3 000,00	
PUEYO NONY	3 000,00	
QUEDEVILLE	3 000,00	
QUELLIER MAREM	3 000,00	
QUEYREL	3 000,00	
RABY	650,00	
RAFFAILLAC	3 000,00	
RAFFY	300,00	
RANDRIAMAZAORO GOULOUMES	3 000,00	
RATELADE	3 969,00	
RATHONIE	3 000,00	
RAYMOND	2 000,00	
RAYMOND	1 982,00	
RAYNAL	3 000,00	
REGNIER DE VENTURA	2 000,00	
REISCH	2 727,00	
RENAUD HUGONENC	3 000,00	
REY DOUTRES	2 000,00	
REYGADE	3 000,00	
RIBERPRAY BOISSIERE	3 000,00	
RIBET	3 000,00	
RICCI	2 000,00	
RICHARD	3 000,00	
RIGOT	490,98	
RISPAL	3 000,00	
RISSO	2 200,00	
RIVAL	4 000,00	
RIVASSOUX	2 000,00	
RIVASSOUX	2 000,00	
RIVAUD	4 000,00	
ROBERT	2 000,00	
ROCHE	3 000,00	
ROCHE CARVALHO	3 000,00	
RODRIGUES	3 000,00	
RODRIGUES CHAZALVIEL	2 000,00	
ROL MAURIE	2 000,00	
ROME	168,01	
ROQUES LOPEZ	3 000,00	
ROSSIGNOL	800,00	
ROULET	1 704,00	
ROUQUET	3 000,00	
ROUSSANNE	2 000,00	
ROUSSEAU	3 000,00	
ROUSSEL-CIQUARD	3 000,00	
ROUSSELLE BAILLOT	3 000,00	
ROUX	2 000,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
RUBION PETOUR	3 000,00	
SACONNEY	3 000,00	
SAFIZADEH HUSSAINI	3 000,00	
SAGLAM	2 000,00	
SAGLIER BLASZCZYK	4 000,00	
SAGNE	2 938,00	
SAHUGUET	5 000,00	
SAID	3 000,00	
SAKA	500,00	
SAMBE	5 608,00	
SAMIR	3 000,00	
SAUFFIER	3 820,40	
SAVY	2 000,00	
SEIGNOLLES	4 000,00	
SELIADÉ	700,00	
SERVIÈRE AUDIDIER	3 000,00	
SIAUDEAU	2 400,00	
SIEUDAT	2 000,00	
SIGNARBIEUX	2 100,00	
SIX / STREBLER	2 000,00	
SOARES	3 000,00	
SOLEILHAVOUP	3 343,00	
SOUBRANNE	3 000,00	
SOUCEK	3 000,00	
SOUFFRON	3 000,00	
SOURZAT DAYMA	4 000,00	
SOUSSI	800,00	
SOUSSI	800,00	
STERCKEMAN	2 000,00	
STIEVENARD	1 521,00	
STRUMPLER	2 893,00	
SULLY	1 522,00	
SYLLEBRANQUE DESNOUS	3 000,00	
TARIER	3 000,00	
TAUPE	3 868,00	
TAURISSON	3 000,00	
TAVE	3 000,00	
TAYANT	3 000,00	
TEKIN	3 000,00	
TENDILLE BROUSSE	2 000,00	
TERRANOVA	800,00	
TEYSSIER	1 300,00	
THERAIN	2 127,00	
THIJSEN	3 000,00	
TILLY	4 000,00	
TISSANDIER	800,00	
TITONE MENVIELLE	2 739,00	
TOURNIE LAUBEZ	3 000,00	
TRESSE LOUARN	3 000,00	
TREUIL LATOURNERIE	3 000,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
TRONCHE	2 227,00	
TRULLARD	4 000,00	
TUY	300,00	
ULUTAS	3 000,00	
ULUTAS	3 000,00	
VAINCOT BOUTAUD	3 000,00	
VALADE	4 000,00	
VALERY	3 000,00	
VALLARINO SANCHEZ	3 000,00	
VAREILLE / POUGET	3 000,00	
VASSEUR BESSE	4 000,00	
VASSIA	300,00	
VAVASSEUR FUENTES	3 000,00	
VAYSSE	3 684,00	
VAZE TORDO	3 000,00	
VERGNE	3 700,00	
VERGNE	900,00	
VERGNE	1 800,00	
VERLHAC	2 000,00	
VEYRET	2 000,00	
VEYRETOUT MERLE	2 000,00	
VEYRIERAS	1 000,00	
VEYRIERAS	3 000,00	
VIALLE	232,45	
VIALLET	2 000,00	
VIANO	2 000,00	
VIDAL	1 900,00	
VIDAL / BLASCO	3 000,00	
VIDALIE	920,00	
VIEL	3 000,00	
VILATTE BERTON	2 000,00	
VILCOT	3 000,00	
VILELA	3 390,00	
VINATIER MOREL	5 008,00	
VINCENT	4 000,00	
VINCENT BERNARD	3 000,00	
VIZIT	3 000,00	
VON THEOBALD	6 000,00	
YAZBECK	3 000,00	
YEDOH LAOKPESSI	2 000,00	
ZARZA	4 000,00	
ZATLA	4 000,00	
ZELANI WINNY	3 000,00	
ZIZERT	3 000,00	
Autres	87 911,00	
AMICALE DU MONT BESSOU	1 000,00	
ASS. POUR LA RECHERCHE HISTO., ETHNO. ET ARCHÉOLOGIQUE DU LIMOUSIN	1 500,00	
ASSOCIATION CULTURELLE SPORTIVE ETABLISSEMENT SERVIERES ST PRIVAT	500,00	
ASSOCIATION DANSE PASSION	300,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
ASSOCIATION FAMILIALE CATHOLIQUE DE LA CORRÈZE	500,00	
ASSOCIATION MOSELLANE D'AIDE AUX PERSONNES AGEES	3 360,00	
ASSOCIATION PATRIMOINE ANIMATION XAINTRIE BLANCHE	1 000,00	
BIKE IN HAUTE-CORRÈZE	500,00	
CMSA DE LA CORREZE (CAISSE MUTUALISTE DES SERVICES AGRICOLES)	10 000,00	
COMITE DES FETES D'ALLASSAC	300,00	
COMITE DES FETES DE CHENAILLER-MASCHEIX	500,00	
COMITE DES FETES DE CHENAILLER-MASCHEIX	500,00	
COMITE REGIONAL D EQUITATION DE NOUVELLE AQUITAINE	800,00	
COUNTRY CLUB ARGENTACOIS	2 000,00	
EHPAD CHAMBERET	250,00	
EHPAD LE LONZAC	250,00	
EHPAD LE LONZAC	600,00	
EHPAD LES JARDINS DE L'ETANG	250,00	
EHPAD RESIDENCE NOVEL	600,00	
ENTENTE SR3V	2 377,00	
EXPERIMENTA	300,00	
GAEC EYRIGNOUX	8 750,00	
GROUPE APHASIQUE CORREZIEN	500,00	
GROUPEMENT INTERETS ECONOMIQUES UNITE SELECTION RACES OVINES MASSIFS	4 500,00	
LA GAMBILLE DE LISSAC	300,00	
LA GRANGE AUX IDÉES	500,00	
LE COMPLEXE BRIVE SQUASH	500,00	
LES ABEILLES DE MIEL	950,00	
LES AMIS DE BASSIGNAC-LE-HAUT	500,00	
LES PETITS FRERES DES PAUVRES	2 000,00	
MARCHE A LA JOURNEE	500,00	
MSA SERVICES LIMOUSIN (MARPA LA CORREZANA)	250,00	
MUTUALITE FRANCAISE NOUVELLE AQUITAINE	18 000,00	
MUTUALITE FRANCAISE NOUVELLE AQUITAINE	10 000,00	
O RUCHES DARE-DARD	1 000,00	
PETANQUE DES BARRAGES	185,00	
SAINT PRIEST ATHLETIC CLUB	400,00	
SPORTS LOISIRS NATURE	250,00	
SPORTS LOISIRS NATURE	439,00	
TERRA LIMOSINA	500,00	
TERRE DE GUITARES	500,00	
UNION INTERPROFESSIONNELLE CHATAIGNE PERIGORD LIMOUSIN MIDI PYRENEES	10 000,00	
Personnes de droit public	16 348 893,09	
Etat	130 000,00	
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE LA CORREZE	50 000,00	
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE LA CORREZE	50 000,00	
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE LA CORREZE	30 000,00	
Régions	345 300,00	
CENTRE SOCIOCULTUREL RAOUL DAUTRY	1 200,00	
REGION NOUVELLE AQUITAINE	344 100,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
Départements	163 877,90	
COLLEGE ALBERT THOMAS	3 900,00	
COLLEGE ALBERT THOMAS	720,00	
COLLEGE ALBERT THOMAS	240,00	
COLLEGE ALBERT THOMAS	577,20	
COLLEGE ALBERT THOMAS	240,00	
COLLEGE ALBERT THOMAS	198,00	
COLLEGE AMEDEE BISCH	2 400,00	
COLLEGE AMEDEE BISCH	558,00	
COLLEGE AMEDEE BISCH	446,40	
COLLEGE AMEDEE BISCH	1 240,00	
COLLEGE ANDRE FARGEAS	3 900,00	
COLLEGE ANDRE FARGEAS	901,80	
COLLEGE ANDRE FARGEAS	600,00	
COLLEGE ANDRE FARGEAS	696,00	
COLLEGE ANDRE FARGEAS	750,00	
COLLEGE ANNA DE NOAILLES	5 000,00	
COLLEGE ANNA DE NOAILLES	1 765,20	
COLLEGE ANNA DE NOAILLES	592,00	
COLLEGE ANNA DE NOAILLES	1 415,40	
COLLEGE ANNA DE NOAILLES	590,00	
COLLEGE ANNA DE NOAILLES	390,00	
COLLEGE ANNA DE NOAILLES	1 500,00	
COLLEGE ARMANDE BAUDRY	3 800,00	
COLLEGE ARMANDE BAUDRY	1 026,00	
COLLEGE ARMANDE BAUDRY	517,50	
COLLEGE ARMANDE BAUDRY	813,60	
COLLEGE ARMANDE BAUDRY	510,00	
COLLEGE ARMANDE BAUDRY	1 195,00	
COLLEGE BERNADETTE CHIRAC	402,60	
COLLEGE BERNADETTE CHIRAC	268,00	
COLLEGE BERNADETTE CHIRAC	247,20	
COLLEGE BERNADETTE CHIRAC	207,00	
COLLEGE CABANIS	5 000,00	
COLLEGE CABANIS	1 360,00	
COLLEGE D'ARSONVAL	5 000,00	
COLLEGE DE LA TRIOUZOUNE	2 400,00	
COLLEGE DE LA TRIOUZOUNE	1 115,00	
COLLEGE EUGENE FREYSSINET	5 000,00	
COLLEGE EUGENE FREYSSINET	1 674,60	
COLLEGE EUGENE FREYSSINET	1 402,50	
COLLEGE EUGENE FREYSSINET	1 359,00	
COLLEGE EUGENE FREYSSINET	1 425,00	
COLLEGE EUGENE FREYSSINET	1 525,00	
COLLEGE EUGENE FREYSSINET	1 000,00	
COLLEGE GAUCELM FAIDIT	3 900,00	
COLLEGE GAUCELM FAIDIT	933,00	
COLLEGE GAUCELM FAIDIT	750,00	
COLLEGE GAUCELM FAIDIT	1 240,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
COLLEGE GEORGES CLEMENCEAU	5 000,00	
COLLEGE GEORGES CLEMENCEAU	1 500,00	
COLLEGE GEORGES CLEMENCEAU	250,00	
COLLEGE GEORGES CLEMENCEAU	1 200,00	
COLLEGE GEORGES CLEMENCEAU	486,00	
COLLEGE GEORGES CLEMENCEAU	750,00	
COLLEGE GEORGES CLEMENCEAU	285,00	
COLLEGE JACQUELINE SOULANGE	1 782,00	
COLLEGE JACQUELINE SOULANGE	446,40	
COLLEGE JACQUELINE SOULANGE	225,00	
COLLEGE JACQUELINE SOULANGE	359,40	
COLLEGE JACQUELINE SOULANGE	300,00	
COLLEGE JACQUES CHIRAC	2 400,00	
COLLEGE JACQUES CHIRAC	493,20	
COLLEGE JACQUES CHIRAC	427,20	
COLLEGE JEAN MOULIN	5 000,00	
COLLEGE JEAN MOULIN	285,00	
COLLEGE JEAN-LURCAT	300,00	
COLLEGE JEAN-LURCAT	5 000,00	
COLLEGE JEAN-LURCAT	732,00	
COLLEGE JEAN-LURCAT	305,00	
COLLEGE LAKANAL	1 000,00	
COLLEGE LAKANAL	2 400,00	
COLLEGE LAKANAL	264,60	
COLLEGE LAKANAL	288,00	
COLLEGE LAKANAL	736,00	
COLLEGE LEON DAUTREMENT	2 400,00	
COLLEGE LEON DAUTREMENT	564,60	
COLLEGE LEON DAUTREMENT	283,50	
COLLEGE LEON DAUTREMENT	468,00	
COLLEGE LEON DAUTREMENT	288,00	
COLLEGE MARMONTEL	2 400,00	
COLLEGE MARMONTEL	130,80	
COLLEGE MARMONTEL	129,00	
COLLEGE MATHILDE MARTHE FAUCHER	5 000,00	
COLLEGE MATHILDE MARTHE FAUCHER	1 545,00	
COLLEGE MATHILDE MARTHE FAUCHER	1 030,00	
COLLEGE MATHILDE MARTHE FAUCHER	1 209,00	
COLLEGE MATHILDE MARTHE FAUCHER	772,50	
COLLEGE MATHILDE MARTHE FAUCHER	200,00	
COLLEGE MATHILDE MARTHE FAUCHER	2 000,00	
COLLEGE MATHILDE MARTHE FAUCHER	1 500,00	
COLLEGE MATHILDE MARTHE FAUCHER	1 195,00	
COLLEGE MAURICE ROLLINAT	1 000,00	
COLLEGE MAURICE ROLLINAT	5 000,00	
COLLEGE MAURICE ROLLINAT	1 410,00	
COLLEGE MAURICE ROLLINAT	1 128,00	
COLLEGE MAURICE ROLLINAT	235,00	
COLLEGE MAURICE ROLLINAT	455,00	
COLLEGE MAURICE ROLLINAT	285,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
COLLEGE RENE PERROT	2 400,00	
COLLEGE RENE PERROT	81,60	
COLLEGE RENE PERROT	170,40	
COLLEGE SIMONE VEIL	3 861,00	
COLLEGE SIMONE VEIL	810,00	
COLLEGE SIMONE VEIL	625,20	
COLLEGE SIMONE VEIL	528,00	
COLLEGE SIMONE VEIL	500,00	
COLLEGE VICTOR HUGO	5 000,00	
COLLEGE VICTOR HUGO	1 806,00	
COLLEGE VICTOR HUGO	1 512,50	
COLLEGE VICTOR HUGO	1 416,00	
COLLEGE VICTOR HUGO	300,00	
COLLEGE VICTOR HUGO	920,00	
COLLEGE VOLTAIRE	4 947,00	
COLLEGE VOLTAIRE	1 500,00	
COLLEGE VOLTAIRE	1 176,00	
COLLEGE VOLTAIRE	550,00	
EPDA DU GLANDIER	240,00	
Communes	8 762 722,89	
AFFIEUX	603,00	
AFFIEUX	5 000,00	
AFFIEUX	5 000,00	
AFFIEUX	1 352,00	
AFFIEUX	2 228,00	
AIX	10 667,00	
AIX	18 617,00	
ALBIGNAC	3 592,00	
ALBIGNAC	1 439,00	
ALBIGNAC	1 710,00	
ALBIGNAC	1 539,00	
ALBIGNAC	1 394,00	
ALBUSSAC	2 580,00	
ALLASSAC	30 000,00	
ALLASSAC	15 000,00	
ALLASSAC	33 750,00	
ALLASSAC	90 000,00	
ALLASSAC	25 000,00	
ALLASSAC	90 000,00	
ALLASSAC	8 988,00	
ALLASSAC	20 000,00	
ALLASSAC	20 000,00	
ALTILLAC	24 000,00	
ALTILLAC	20 000,00	
ALTILLAC	15 000,00	
ALTILLAC	15 000,00	
ALTILLAC	3 788,00	
ALTILLAC	25 000,00	
ALTILLAC	20 494,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
ALTILLAC	4 506,00	
ALTILLAC	2 072,00	
ALTILLAC	1 000,00	
ARGENTAT-SUR-DORDOGNE	60 000,00	
ARGENTAT-SUR-DORDOGNE	10 500,00	
ARGENTAT-SUR-DORDOGNE	1 900,00	
ARGENTAT-SUR-DORDOGNE	1 600,00	
ARGENTAT-SUR-DORDOGNE	17 516,00	
ARNAC-POMPADOUR	7 191,00	
ARNAC-POMPADOUR	3 442,00	
ARNAC-POMPADOUR	2 025,00	
ARNAC-POMPADOUR	5 000,00	
ARNAC-POMPADOUR	2 320,00	
ARNAC-POMPADOUR	864,00	
ARNAC-POMPADOUR	1 833,00	
ARNAC-POMPADOUR	5 755,00	
ARNAC-POMPADOUR	3 196,00	
AUBAZINE	35 000,00	
AUBAZINE	4 000,00	
AUBAZINE	3 950,00	
AUBAZINE	3 179,00	
AURIAC	2 402,00	
AURIAC	5 000,00	
AURIAC	10 000,00	
AURIAC	10 000,00	
AYEN	250,00	
AYEN	500,00	
AYEN	6 000,00	
BAR	2 394,00	
BAR	3 285,00	
BAR	1 000,00	
BAR	5 000,00	
BAR	1 356,24	
BAR	5 031,00	
BAR	6 551,00	
BASSIGNAC-LE-BAS	2 658,00	
BASSIGNAC-LE-BAS	1 488,00	
BASSIGNAC-LE-BAS	3 000,00	
BASSIGNAC-LE-BAS	16 733,00	
BASSIGNAC-LE-BAS	2 085,00	
BASSIGNAC-LE-BAS	6 000,00	
BASSIGNAC-LE-BAS	6 000,00	
BASSIGNAC-LE-BAS	4 317,00	
BASSIGNAC-LE-HAUT	15 416,00	
BASSIGNAC-LE-HAUT	3 842,00	
BEAULIEU-SUR-DORDOGNE	750,00	
BEAULIEU-SUR-DORDOGNE	5 000,00	
BEAULIEU-SUR-DORDOGNE	4 959,00	
BEAULIEU-SUR-DORDOGNE	7 200,00	
BEAULIEU-SUR-DORDOGNE	15 000,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
BEAULIEU-SUR-DORDOGNE	5 833,00	
BEAULIEU-SUR-DORDOGNE	25 000,00	
BEAULIEU-SUR-DORDOGNE	25 000,00	
BEAULIEU-SUR-DORDOGNE	624,00	
BEAULIEU-SUR-DORDOGNE	16 516,00	
BELLECHASSAGNE	1 240,00	
BELLECHASSAGNE	3 000,00	
BELLECHASSAGNE	5 232,00	
BEYNAT	19 808,00	
BEYNAT	25 000,00	
BEYNAT	900,00	
BEYNAT	120 000,00	
BEYNAT	26 872,00	
BEYNAT	19 458,00	
BEYNAT	1 213,00	
BEYNAT	496,00	
BEYNAT	10 000,00	
BEYNAT	10 000,00	
BEYSSAC	3 228,00	
BEYSSENAC	2 250,00	
BEYSSENAC	1 454,00	
BEYSSENAC	583,00	
BEYSSENAC	1 598,00	
BEYSSENAC	10 000,00	
BEYSSENAC	5 241,00	
BILHAC	528,00	
BONNEFOND	4 000,00	
BONNEFOND	3 992,00	
BONNEFOND	1 078,00	
BONNEFOND	10 772,00	
BORT-LES-ORGUES	1 188,00	
BORT-LES-ORGUES	31 765,00	
BORT-LES-ORGUES	60 200,00	
BORT-LES-ORGUES	6 690,00	
BORT-LES-ORGUES	3 132,00	
BRANCEILLES	10 000,00	
BRIGNAC-LA-PLAINE	18 000,00	
BRIGNAC-LA-PLAINE	5 000,00	
BRIGNAC-LA-PLAINE	20 000,00	
BRIGNAC-LA-PLAINE	20 000,00	
BRIVE-LA-GAILLARDE	61 683,00	
BRIVE-LA-GAILLARDE	150 000,00	
BRIVE-LA-GAILLARDE	16 000,00	
BRIVE-LA-GAILLARDE	15 000,00	
BRIVE-LA-GAILLARDE	2 026,10	
BRIVE-LA-GAILLARDE	83 730,00	
BRIVE-LA-GAILLARDE	900,00	
BRIVE-LA-GAILLARDE	40 000,00	
BUGEAT	30 000,00	
BUGEAT	11 304,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
BUGEAT	3 880,00	
BUGEAT	7 395,00	
CAISSE DES ECOLES DE LA VILLE DE TULLE	250,00	
CAMPS-SAINT-MATHURIN-LEOBAZEL	15 000,00	
CAMPS-SAINT-MATHURIN-LEOBAZEL	10 000,00	
CHABRIGNAC	50 000,00	
CHAMBERET	10 281,00	
CHAMBERET	16 467,00	
CHAMBERET	984,00	
CHAMBERET	780,00	
CHAMBERET	20 000,00	
CHAMBERET	20 000,00	
CHAMBOULIVE	3 600,00	
CHAMBOULIVE	5 000,00	
CHAMBOULIVE	52,00	
CHAMBOULIVE	6 000,00	
CHAMEYRAT	922,00	
CHAMEYRAT	1 121,00	
CHAMEYRAT	1 899,00	
CHAMEYRAT	4 000,00	
CHAMEYRAT	2 760,00	
CHAMEYRAT	1 000,00	
CHAMEYRAT	1 969,00	
CHAMEYRAT	4 467,00	
CHAMEYRAT	600,00	
CHAMPAGNAC-LA-NOAILLE	10 000,00	
CHAMPAGNAC-LA-PRUNE	3 524,00	
CHAMPAGNAC-LA-PRUNE	7 652,00	
CHAMPAGNAC-LA-PRUNE	997,00	
CHAMPAGNAC-LA-PRUNE	968,00	
CHANAC-LES-MINES	838,00	
CHANTEIX	230,00	
CHANTEIX	4 113,00	
CHANTEIX	2 176,00	
CHANTEIX	4 160,00	
CHARTRIER-FERRIERE	6 450,00	
CHARTRIER-FERRIERE	2 143,00	
CHARTRIER-FERRIERE	4 417,00	
CHARTRIER-FERRIERE	3 493,00	
CHARTRIER-FERRIERE	5 470,00	
CHASTEAX	3 858,00	
CHASTEAX	11 500,00	
CHASTEAX	6 000,00	
CHASTEAX	6 000,00	
CHAUFFOUR-SUR-VELL	4 515,00	
CHAUFFOUR-SUR-VELL	300,00	
CHAUFFOUR-SUR-VELL	6 000,00	
CHAUFFOUR-SUR-VELL	6 000,00	
CHAUFFOUR-SUR-VELL	4 554,00	
CHAUMEIL	8 190,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
CHAUMEIL	10 000,00	
CHAUMEIL	10 000,00	
CHAUMEIL	1 976,00	
CHAUMEIL	11 800,00	
CHAVANAC	6 558,00	
CHAVANAC	1 191,00	
CHAVANAC	982,00	
CHAVANAC	1 593,00	
CHAVANAC	2 500,00	
CHAVEROCHE	1 440,00	
CHAVEROCHE	3 132,00	
CHENAILLER-MASCHEIX	548,00	
CHENAILLER-MASCHEIX	4 000,00	
CHIRAC-BELLEVUE	3 786,00	
CHIRAC-BELLEVUE	3 000,00	
CHIRAC-BELLEVUE	526,00	
CHIRAC-BELLEVUE	3 723,00	
CHIRAC-BELLEVUE	11 222,00	
CHIRAC-BELLEVUE	11 222,00	
CLERGOUX	20 000,00	
CLERGOUX	1 275,00	
CLERGOUX	3 395,00	
COLLONGES-LA-ROUGE	480,00	
COLLONGES-LA-ROUGE	2 138,00	
COLLONGES-LA-ROUGE	16 525,00	
COLLONGES-LA-ROUGE	15 000,00	
COLLONGES-LA-ROUGE	5 000,00	
COLLONGES-LA-ROUGE	50 000,00	
COLLONGES-LA-ROUGE	1 704,00	
COLLONGES-LA-ROUGE	513,00	
COLLONGES-LA-ROUGE	10 000,00	
COLLONGES-LA-ROUGE	3 569,00	
COMBRESSOL	630,00	
COMBRESSOL	1 230,00	
COMBRESSOL	4 882,00	
COMBRESSOL	10 000,00	
COMBRESSOL	10 000,00	
CONCEZE	4 178,00	
CONCEZE	4 000,00	
CONCEZE	5 000,00	
CONCEZE	20 000,00	
CONDAT-SUR-GANAVEIX	1 794,00	
CONDAT-SUR-GANAVEIX	10 000,00	
CONDAT-SUR-GANAVEIX	8 800,00	
CORNIL	1 560,00	
CORNIL	1 619,00	
CORNIL	387,00	
CORNIL	3 870,00	
CORNIL	4 844,00	
CORNIL	6 000,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
CORNIL	4 662,00	
CORNIL	2 998,00	
CORREZE	7 964,00	
CORREZE	3 707,00	
CORREZE	170,78	
CORREZE	612,00	
COSNAC	250,00	
COSNAC	220,00	
COSNAC	70,00	
COSNAC	100,00	
COSNAC	90,00	
COSNAC	30 000,00	
COSNAC	10 000,00	
COUFFY-SUR-SARSONNE	3 000,00	
COUFFY-SUR-SARSONNE	1 628,00	
COUFFY-SUR-SARSONNE	6 000,00	
COURTEIX	3 000,00	
COURTEIX	1 682,00	
COURTEIX	6 000,00	
CUBLAC	10 000,00	
CUREMONTE	450,00	
DAMPNIAT	5 000,00	
DAMPNIAT	1 330,00	
DAMPNIAT	656,00	
DAMPNIAT	10 000,00	
DARAZAC	6 000,00	
DARNETS	14 000,00	
DARNETS	30 000,00	
DARNETS	4 230,00	
DAVIGNAC	30 000,00	
DAVIGNAC	2 500,00	
DONZENAC	30 000,00	
DONZENAC	30 000,00	
DONZENAC	30 000,00	
DONZENAC	390,00	
DONZENAC	6 721,00	
DONZENAC	2 113,00	
DONZENAC	19 385,00	
DONZENAC	15 007,00	
DONZENAC	40 000,00	
EGLETONS	13 380,00	
EGLETONS	16 230,00	
EGLETONS	20 000,00	
ESPAGNAC	280,00	
ESPAGNAC	1 574,00	
ESPARTIGNAC	4 000,00	
ESPARTIGNAC	6 000,00	
ESPARTIGNAC	3 172,00	
ESTIVALS	3 000,00	
ESTIVALS	3 000,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
ESTIVALS	3 303,00	
ESTIVALS	6 000,00	
ESTIVAUX	786,00	
ESTIVAUX	2 707,00	
ESTIVAUX	30 000,00	
ESTIVAUX	4 000,00	
ESTIVAUX	3 672,00	
EYBURIE	1 321,00	
EYBURIE	8 279,00	
EYBURIE	190,00	
EYBURIE	9 970,00	
EYBURIE	6 604,00	
EYGURANDE	897,00	
EYGURANDE	3 727,00	
EYREIN	15 000,00	
EYREIN	15 000,00	
EYREIN	2 084,00	
EYREIN	50 000,00	
EYREIN	42 862,00	
EYREIN	6 246,00	
EYREIN	10 000,00	
EYREIN	10 000,00	
EYREIN	10 000,00	
EYREIN	6 392,00	
FAVARS	7 947,00	
FAVARS	6 449,00	
FEYT	731,00	
FEYT	600,00	
FORGES	1 620,00	
FORGES	6 000,00	
FORGES	6 000,00	
FORGES	6 000,00	
GIMEL-LES-CASCADES	1 513,00	
GIMEL-LES-CASCADES	1 903,00	
GIMEL-LES-CASCADES	9 126,00	
GIMEL-LES-CASCADES	2 353,00	
GIMEL-LES-CASCADES	3 511,00	
GIMEL-LES-CASCADES	3 410,00	
GIMEL-LES-CASCADES	2 049,00	
GIMEL-LES-CASCADES	6 000,00	
GOULLES	8 000,00	
GOULLES	3 880,00	
GOURDON-MURAT	383,00	
GOURDON-MURAT	3 000,00	
GOURDON-MURAT	3 322,00	
GOURDON-MURAT	6 645,00	
GOURDON-MURAT	1 769,00	
GRANDSAIGNE	10 476,00	
GRANDSAIGNE	10 476,00	
GRANDSAIGNE	10 476,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
GROS-CHASTANG	8 214,00	
GROS-CHASTANG	11 124,00	
GROS-CHASTANG	6 849,00	
GROS-CHASTANG	4 750,00	
GROS-CHASTANG	538,00	
GROS-CHASTANG	20 000,00	
GROS-CHASTANG	1 852,00	
GROS-CHASTANG	1 852,00	
GROS-CHASTANG	1 852,00	
GROS-CHASTANG	1 852,00	
GROS-CHASTANG	1 852,00	
GUMONT	17 879,00	
HAUTEFAGE	5 000,00	
HAUTEFAGE	10 000,00	
JUGEALS-NAZARETH	7 085,00	
JUGEALS-NAZARETH	6 000,00	
JUILLAC	44 302,00	
JUILLAC	3 000,00	
JUILLAC	750,00	
JUILLAC	10 000,00	
L'EGLISE-AUX-BOIS	218,00	
L'EGLISE-AUX-BOIS	6 000,00	
L'EGLISE-AUX-BOIS	6 000,00	
LA CHAPELLE-AUX-BROCS	1 600,00	
LA CHAPELLE-AUX-BROCS	1 856,00	
LA CHAPELLE-AUX-BROCS	6 000,00	
LA CHAPELLE-AUX-SAINTS	11 445,00	
LA CHAPELLE-AUX-SAINTS	4 345,00	
LA CHAPELLE-SAINT-GERAUD	9 000,00	
LA CHAPELLE-SAINT-GERAUD	9 000,00	
LA CHAPELLE-SAINT-GERAUD	6 000,00	
LA CHAPELLE-SAINT-GERAUD	6 000,00	
LA CHAPELLE-SAINT-GERAUD	3 912,00	
LA CHAPELLE-SPINASSE	2 500,00	
LA ROCHE-CANILLAC	5 006,00	
LAFAGE-SUR-SOMBRE	3 223,00	
LAFAGE-SUR-SOMBRE	601,00	
LAFAGE-SUR-SOMBRE	10 000,00	
LAFAGE-SUR-SOMBRE	10 000,00	
LAGARDE MARC LA TOUR	13 991,00	
LAGARDE MARC LA TOUR	495,00	
LAGARDE MARC LA TOUR	1 441,00	
LAGLEYGEOLLE	528,00	
LAGLEYGEOLLE	9 784,00	
LAGLEYGEOLLE	6 205,00	
LAGUENNE SUR AVALOUZE	1 279,00	
LAGUENNE SUR AVALOUZE	826,00	
LAGUENNE SUR AVALOUZE	6 540,00	
LAGUENNE SUR AVALOUZE	4 000,00	
LAGUENNE SUR AVALOUZE	20 965,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
LAGUENNE SUR AVALOUZE	39 818,00	
LAMAZIERE-BASSE	5 525,00	
LAMAZIERE-BASSE	4 027,00	
LAMAZIERE-BASSE	801,00	
LAMAZIERE-BASSE	5 651,00	
LAMAZIERE-HAUTE	6 000,00	
LAMONGERIE	3 000,00	
LAMONGERIE	6 000,00	
LAMONGERIE	2 250,00	
LANTEUIL	2 787,00	
LAPLEAU	10 562,00	
LARCHE	6 642,00	
LARCHE	685,00	
LARCHE	2 312,00	
LARCHE	792,00	
LARCHE	4 375,00	
LARCHE	1 384,00	
LARCHE	6 000,00	
LARCHE	5 907,00	
LAROCHE-PRES-FEYT	3 000,00	
LAROCHE-PRES-FEYT	600,00	
LAROCHE-PRES-FEYT	6 000,00	
LASCAUX	10 132,00	
LASCAUX	3 966,00	
LASCAUX	6 000,00	
LATRONCHE	7 581,00	
LATRONCHE	4 485,00	
LATRONCHE	4 000,00	
LATRONCHE	347,00	
LATRONCHE	623,00	
LATRONCHE	3 667,00	
LATRONCHE	5 000,00	
LATRONCHE	10 194,00	
LAVAL-SUR-LUZEGE	21 366,00	
LAVAL-SUR-LUZEGE	10 000,00	
LE CHASTANG	19 928,00	
LE CHASTANG	4 098,00	
LE JARDIN	11 326,00	
LE JARDIN	3 000,00	
LE JARDIN	3 000,00	
LE JARDIN	382,00	
LE JARDIN	3 240,00	
LE JARDIN	6 000,00	
LE JARDIN	6 000,00	
LE LONZAC	20 000,00	
LE LONZAC	6 906,00	
LE LONZAC	23 097,00	
LE LONZAC	2 446,00	
LE LONZAC	819,00	
LE LONZAC	11 963,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
LE LONZAC	11 963,00	
LE LONZAC	2 966,00	
LE PESCHER	4 457,00	
LE PESCHER	13 081,00	
LE PESCHER	19 900,00	
LE PESCHER	146,00	
LE PESCHER	6 000,00	
LE PESCHER	6 000,00	
LES ANGLÉS-SUR-CORREZE	4 925,00	
LES ANGLÉS-SUR-CORREZE	2 280,00	
LESTARDS	5 000,00	
LESTARDS	6 668,00	
LESTARDS	6 668,00	
LIGINIAC	969,00	
LIGINIAC	186,00	
LIGINIAC	11 334,00	
LIGINIAC	6 138,00	
LIGNAREIX	3 000,00	
LIGNAREIX	4 203,00	
LIOURDRES	4 760,00	
LISSAC-SUR-COUZE	12 490,00	
LISSAC-SUR-COUZE	764,77	
LISSAC-SUR-COUZE	6 000,00	
LOSTANGES	4 000,00	
LOSTANGES	1 207,00	
LOSTANGES	10 000,00	
LOUIGNAC	1 350,00	
LOUIGNAC	3 497,00	
LUBERSAC	15 000,00	
LUBERSAC	15 000,00	
LUBERSAC	30 413,00	
LUBERSAC	30 000,00	
LUBERSAC	1 000,00	
LUBERSAC	55 976,00	
LUBERSAC	2 945,00	
MADRANGES	5 853,00	
MALEMORT	24 131,00	
MALEMORT	22 193,00	
MALEMORT	8 140,00	
MALEMORT	13 500,00	
MALEMORT	250,00	
MALEMORT	180,00	
MALEMORT	160,00	
MALEMORT	500,00	
MANSAC	7 075,00	
MANSAC	1 122,00	
MANSAC	6 234,00	
MANSAC	417,00	
MANSAC	2 138,00	
MANSAC	3 519,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
MANSAC	165,00	
MANSAC	125,00	
MANSAC	1 663,00	
MANSAC	9 402,00	
MARCILLAC-LA-CROISILLE	678,00	
MARCILLAC-LA-CROISILLE	8 326,00	
MARCILLAC-LA-CROISILLE	750,00	
MARCILLAC-LA-CROISILLE	20 000,00	
MARCILLAC-LA-CROISILLE	20 000,00	
MARCILLAC-LA-CROZE	4 000,00	
MARCILLAC-LA-CROZE	3 951,00	
MARCILLAC-LA-CROZE	5 555,00	
MARGERIDES	5 000,00	
MARGERIDES	3 398,00	
MASSERET	27 697,00	
MASSERET	5 600,00	
MASSERET	3 700,00	
MASSERET	95 920,00	
MASSERET	3 000,00	
MASSERET	750,00	
MASSERET	5 000,00	
MASSERET	10 000,00	
MASSERET	10 000,00	
MASSERET	10 000,00	
MASSERET	1 240,00	
MAUSSAC	1 800,00	
MAUSSAC	4 441,00	
MAUSSAC	10 000,00	
MAUSSAC	6 776,00	
MEILHARDS	20 000,00	
MEILHARDS	20 000,00	
MEILHARDS	3 072,00	
MEILHARDS	7 660,00	
MEILHARDS	6 068,00	
MEILHARDS	20 000,00	
MEILHARDS	20 000,00	
MEILHARDS	16 253,00	
MENOIRE	32 010,00	
MENOIRE	369,00	
MERCOEUR	10 000,00	
MERLINES	7 597,00	
MERLINES	11 193,00	
MERLINES	6 815,00	
MERLINES	5 619,00	
MEYMAC	1 640,00	
MEYMAC	308,00	
MEYMAC	5 838,00	
MEYRIGNAC-L'EGLISE	722,00	
MEYRIGNAC-L'EGLISE	6 000,00	
MEYRIGNAC-L'EGLISE	6 000,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
MEYSSAC	2 966,00	
MEYSSAC	1 706,00	
MEYSSAC	1 072,00	
MEYSSAC	2 694,00	
MEYSSAC	750,00	
MILLEVACHES	3 000,00	
MILLEVACHES	4 044,00	
MILLEVACHES	7 166,00	
MONCEAUX-SUR-DORDOGNE	2 489,00	
MONCEAUX-SUR-DORDOGNE	20 000,00	
MONESTIER-PORT-DIEU	3 052,00	
MONESTIER-PORT-DIEU	38 080,00	
MONESTIER-PORT-DIEU	10 000,00	
MONTAIGNAC SUR DOUSTRE	3 344,00	
MONTAIGNAC SUR DOUSTRE	3 042,00	
MONTGIBAUD	5 059,00	
MONTGIBAUD	2 706,00	
MONTGIBAUD	528,00	
MONTGIBAUD	3 327,00	
MOUSTIER-VENTADOUR	9 612,00	
MOUSTIER-VENTADOUR	30 000,00	
MOUSTIER-VENTADOUR	680,00	
MOUSTIER-VENTADOUR	750,00	
NAVES	12 029,00	
NAVES	23 445,00	
NAVES	1 388,00	
NAVES	744,00	
NESPOULS	4 100,00	
NESPOULS	10 000,00	
NESPOULS	10 000,00	
NEUVIC	3 000,00	
NEUVIC	29 539,00	
NEUVIC	250,00	
NEUVILLE	2 218,00	
NEUVILLE	6 000,00	
NEUVILLE	5 002,00	
NOAILHAC	4 501,00	
NOAILHAC	617,00	
NOAILHAC	210,00	
NOAILHAC	1 654,00	
NOAILLES	492,00	
NOAILLES	6 737,00	
NOAILLES	10 000,00	
NOAILLES	10 000,00	
NONARDS	503,00	
NONARDS	2 310,00	
NONARDS	3 620,00	
OBJAT	7 500,00	
OBJAT	20 000,00	
OBJAT	1 713,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
OBJAT	10 000,00	
OBJAT	10 000,00	
ORGNAC-SUR-VEZERE	12 346,00	
ORGNAC-SUR-VEZERE	517,00	
ORGNAC-SUR-VEZERE	2 838,00	
ORGNAC-SUR-VEZERE	5 044,00	
ORGNAC-SUR-VEZERE	8 463,00	
ORLIAC-DE-BAR	5 999,00	
ORLIAC-DE-BAR	4 865,00	
ORLIAC-DE-BAR	5 000,00	
ORLIAC-DE-BAR	27 304,00	
PALAZINGES	1 616,00	
PALAZINGES	3 000,00	
PALAZINGES	364,00	
PALAZINGES	6 000,00	
PALAZINGES	6 000,00	
PALISSE	13 539,00	
PALISSE	10 368,00	
PALISSE	6 784,00	
PERET-BEL-AIR	746,00	
PERET-BEL-AIR	1 486,00	
PERET-BEL-AIR	417,00	
PERET-BEL-AIR	1 400,00	
PEROLS-SUR-VEZERE	7 905,00	
PEROLS-SUR-VEZERE	6 831,00	
PERPEZAC-LE-BLANC	465,00	
PERPEZAC-LE-BLANC	10 500,00	
PERPEZAC-LE-BLANC	3 143,00	
PERPEZAC-LE-BLANC	200,00	
PERPEZAC-LE-BLANC	10 000,00	
PERPEZAC-LE-NOIR	5 561,00	
PERPEZAC-LE-NOIR	2 300,00	
PERPEZAC-LE-NOIR	1 901,00	
PERPEZAC-LE-NOIR	10 000,00	
PEYRELEVADE	18 478,00	
PEYRELEVADE	8 530,00	
PEYRELEVADE	8 680,00	
PEYRELEVADE	56 619,00	
PEYRELEVADE	12 800,00	
PEYRELEVADE	1 335,00	
PEYRELEVADE	6 710,00	
PEYRELEVADE	20 000,00	
PEYRELEVADE	20 000,00	
PRADINES	3 000,00	
PRADINES	4 551,00	
PRADINES	1 872,00	
PRADINES	6 664,00	
PRADINES	5 197,00	
PUY-D'ARNAC	8 000,00	
PUY-D'ARNAC	4 886,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
PUY-D'ARNAC	703,00	
QUEYSSAC-LES-VIGNES	327,00	
QUEYSSAC-LES-VIGNES	788,00	
REYGADES	9 225,00	
REYGADES	9 225,00	
REYGADES	2 091,00	
REYGADES	1 625,00	
REYGADES	2 197,00	
REYGADES	1 881,00	
RILHAC-TREIGNAC	3 000,00	
RILHAC-TREIGNAC	3 000,00	
RILHAC-TREIGNAC	3 475,00	
RILHAC-TREIGNAC	527,00	
RILHAC-TREIGNAC	6 000,00	
RILHAC-TREIGNAC	1 302,00	
RILHAC-XAINTRIE	1 019,00	
ROCHE-LE-PEYROUX	3 151,00	
ROCHE-LE-PEYROUX	3 856,00	
ROCHE-LE-PEYROUX	1 024,00	
ROCHE-LE-PEYROUX	7 907,00	
ROCHE-LE-PEYROUX	709,00	
ROCHE-LE-PEYROUX	277,00	
ROCHE-LE-PEYROUX	3 645,00	
ROSIERS-D'EGLETONS	786,00	
ROSIERS-D'EGLETONS	960,00	
ROSIERS-D'EGLETONS	16 244,00	
ROSIERS-D'EGLETONS	14 722,00	
ROSIERS-D'EGLETONS	11 960,00	
SADROC	1 029,00	
SADROC	15 000,00	
SADROC	1 400,00	
SADROC	10 000,00	
SADROC	10 000,00	
SADROC	6 972,00	
SAILLAC	8 400,00	
SAILLAC	166,00	
SAILLAC	1 093,00	
SAINT-ANGEL	5 000,00	
SAINT-AUGUSTIN	30 000,00	
SAINT-AUGUSTIN	9 956,00	
SAINT-AUGUSTIN	2 381,00	
SAINT-AUGUSTIN	4 000,00	
SAINT-AUGUSTIN	5 038,00	
SAINT-AULAIRE	1 260,00	
SAINT-AULAIRE	2 753,00	
SAINT-AULAIRE	2 200,00	
SAINT-AULAIRE	1 197,00	
SAINT-AULAIRE	10 000,00	
SAINT-BAZILE-DE-MEYSSAC	2 280,00	
SAINT-BAZILE-DE-MEYSSAC	6 000,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
SAINT-BONNET-ELVERT	4 160,00	
SAINT-BONNET-ELVERT	1 867,00	
SAINT-BONNET-L'ENFANTIER	16 000,00	
SAINT-BONNET-LA-RIVIERE	30 000,00	
SAINT-BONNET-LA-RIVIERE	15 000,00	
SAINT-BONNET-LA-RIVIERE	1 320,00	
SAINT-BONNET-LA-RIVIERE	2 382,00	
SAINT-BONNET-LA-RIVIERE	824,64	
SAINT-BONNET-LES-TOURS-DE-MERLE	3 779,00	
SAINT-BONNET-LES-TOURS-DE-MERLE	3 000,00	
SAINT-BONNET-LES-TOURS-DE-MERLE	3 000,00	
SAINT-BONNET-LES-TOURS-DE-MERLE	6 000,00	
SAINT-BONNET-LES-TOURS-DE-MERLE	1 973,00	
SAINT-BONNET-PRES-BORT	6 712,00	
SAINT-BONNET-PRES-BORT	10 000,00	
SAINT-BONNET-PRES-BORT	2 094,00	
SAINT-CERNIN-DE-LARCHE	4 000,00	
SAINT-CERNIN-DE-LARCHE	6 000,00	
SAINT-CERNIN-DE-LARCHE	1 360,00	
SAINT-CIRGUES-LA-LOUTRE	2 380,00	
SAINT-CIRGUES-LA-LOUTRE	4 192,00	
SAINT-CLEMENT	30 000,00	
SAINT-CLEMENT	150,00	
SAINT-CYPRIEN	5 549,00	
SAINT-CYPRIEN	3 914,00	
SAINT-CYR-LA-ROCHE	3 721,00	
SAINT-ELOY-LES-TUILERIES	2 099,00	
SAINT-ELOY-LES-TUILERIES	3 000,00	
SAINT-ELOY-LES-TUILERIES	2 420,00	
SAINT-ELOY-LES-TUILERIES	2 435,00	
SAINT-ETIENNE-LA-GENESTE	25 000,00	
SAINT-ETIENNE-LA-GENESTE	3 000,00	
SAINT-ETIENNE-LA-GENESTE	3 000,00	
SAINT-ETIENNE-LA-GENESTE	3 000,00	
SAINT-ETIENNE-LA-GENESTE	2 344,00	
SAINT-ETIENNE-LA-GENESTE	6 185,00	
SAINT-ETIENNE-LA-GENESTE	6 185,00	
SAINT-ETIENNE-LA-GENESTE	6 185,00	
SAINT-EXUPERY-LES-ROCHES	18 798,00	
SAINT-FREJOUX	663,00	
SAINT-FREJOUX	1 096,50	
SAINT-GENIEZ-O-MERLE	6 000,00	
SAINT-GERMAIN-LAVOLPS	4 000,00	
SAINT-GERMAIN-LAVOLPS	10 000,00	
SAINT-GERMAIN-LES-VERGNES	1 755,00	
SAINT-GERMAIN-LES-VERGNES	3 923,00	
SAINT-HILAIRE-FOISSAC	1 217,00	
SAINT-HILAIRE-FOISSAC	1 820,00	
SAINT-HILAIRE-FOISSAC	10 000,00	
SAINT-HILAIRE-LES-COURBES	185,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
SAINT-HILAIRE-LES-COURBES	480,00	
SAINT-HILAIRE-LES-COURBES	10 000,00	
SAINT-HILAIRE-LUC	1 228,00	
SAINT-HILAIRE-PEYROUX	786,00	
SAINT-HILAIRE-PEYROUX	5 000,00	
SAINT-HILAIRE-PEYROUX	2 800,00	
SAINT-HILAIRE-PEYROUX	4 750,00	
SAINT-HILAIRE-PEYROUX	1 820,00	
SAINT-HILAIRE-TAURIEUX	4 726,00	
SAINT-JAL	3 461,00	
SAINT-JAL	4 000,00	
SAINT-JAL	1 000,00	
SAINT-JAL	660,00	
SAINT-JAL	3 242,00	
SAINT-JULIEN-AUX-BOIS	1 437,00	
SAINT-JULIEN-AUX-BOIS	10 000,00	
SAINT-JULIEN-AUX-BOIS	10 000,00	
SAINT-JULIEN-LE-PELERIN	3 098,00	
SAINT-JULIEN-LE-PELERIN	200,00	
SAINT-JULIEN-MAUMONT	352,00	
SAINT-JULIEN-MAUMONT	6 250,00	
SAINT-JULIEN-MAUMONT	4 446,00	
SAINT-JULIEN-MAUMONT	1 539,00	
SAINT-MARTIAL-DE-GIMEL	14 147,00	
SAINT-MARTIAL-DE-GIMEL	823,00	
SAINT-MARTIAL-DE-GIMEL	143,00	
SAINT-MARTIAL-DE-GIMEL	6 000,00	
SAINT-MARTIAL-DE-GIMEL	1 658,00	
SAINT-MARTIAL-ENTRAYGUES	12 836,00	
SAINT-MARTIAL-ENTRAYGUES	6 000,00	
SAINT-MARTIAL-ENTRAYGUES	6 000,00	
SAINT-MARTIAL-ENTRAYGUES	6 000,00	
SAINT-MARTIAL-ENTRAYGUES	6 000,00	
SAINT-MARTIAL-ENTRAYGUES	6 000,00	
SAINT-MARTIAL-ENTRAYGUES	6 000,00	
SAINT-MARTIN-LA-MEANNE	5 382,00	
SAINT-MARTIN-LA-MEANNE	10 000,00	
SAINT-MARTIN-SEPERT	27 034,00	
SAINT-MARTIN-SEPERT	8 536,00	
SAINT-MARTIN-SEPERT	10 637,00	
SAINT-MARTIN-SEPERT	8 027,00	
SAINT-MERD-DE-LAPLEAU	3 250,00	
SAINT-MERD-DE-LAPLEAU	1 759,00	
SAINT-PANTALEON-DE-LAPLEAU	1 618,00	
SAINT-PANTALEON-DE-LAPLEAU	482,00	
SAINT-PANTALEON-DE-LAPLEAU	3 000,00	
SAINT-PANTALEON-DE-LAPLEAU	3 000,00	
SAINT-PANTALEON-DE-LAPLEAU	6 782,00	
SAINT-PANTALEON-DE-LAPLEAU	6 782,00	
SAINT-PANTALEON-DE-LARCHE	25 000,00	
SAINT-PANTALEON-DE-LARCHE	9 126,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
SAINT-PANTALEON-DE-LARCHE	20 000,00	
SAINT-PARDOUX-CORBIER	11 631,00	
SAINT-PARDOUX-CORBIER	1 000,00	
SAINT-PARDOUX-CORBIER	9 323,00	
SAINT-PARDOUX-L'ORTIGIER	3 312,00	
SAINT-PARDOUX-L'ORTIGIER	3 664,00	
SAINT-PARDOUX-L'ORTIGIER	6 000,00	
SAINT-PARDOUX-L'ORTIGIER	6 000,00	
SAINT-PARDOUX-L'ORTIGIER	6 000,00	
SAINT-PARDOUX-L'ORTIGIER	6 000,00	
SAINT-PARDOUX-LA-CROISILLE	5 859,00	
SAINT-PARDOUX-LA-CROISILLE	1 038,00	
SAINT-PARDOUX-LE-NEUF	3 000,00	
SAINT-PARDOUX-LE-NEUF	5 054,00	
SAINT-PARDOUX-LE-NEUF	3 056,00	
SAINT-PARDOUX-LE-VIEUX	3 256,00	
SAINT-PARDOUX-LE-VIEUX	9 080,00	
SAINT-PARDOUX-LE-VIEUX	3 888,00	
SAINT-PARDOUX-LE-VIEUX	148,00	
SAINT-PARDOUX-LE-VIEUX	1 880,00	
SAINT-PARDOUX-LE-VIEUX	4 354,00	
SAINT-PAUL	15 000,00	
SAINT-PAUL	3 122,00	
SAINT-PAUL	7 781,00	
SAINT-PAUL	2 188,00	
SAINT-PRIEST-DE-GIMEL	16 808,00	
SAINT-PRIEST-DE-GIMEL	1 189,00	
SAINT-PRIEST-DE-GIMEL	528,00	
SAINT-PRIVAT	3 960,00	
SAINT-PRIVAT	832,00	
SAINT-PRIVAT	4 725,00	
SAINT-PRIVAT	3 044,00	
SAINT-PRIVAT	10 000,00	
SAINT-ROBERT	4 818,00	
SAINT-ROBERT	6 000,00	
SAINT-ROBERT	6 000,00	
SAINT-SALVADOUR	598,00	
SAINT-SALVADOUR	5 329,00	
SAINT-SETIERS	6 868,00	
SAINT-SETIERS	6 868,00	
SAINT-SOLVE	2 610,00	
SAINT-SOLVE	400,00	
SAINT-SOLVE	1 986,00	
SAINT-SORNIN-LAVOLPS	667,00	
SAINT-SORNIN-LAVOLPS	2 334,00	
SAINT-SORNIN-LAVOLPS	10 000,00	
SAINT-SORNIN-LAVOLPS	10 000,00	
SAINT-SULPICE-LES-BOIS	6 000,00	
SAINT-SYLVAIN	1 694,00	
SAINT-VIANCE	20 000,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
SAINT-VICTOUR	1 000,00	
SAINT-VICTOUR	10 000,00	
SAINT-VICTOUR	10 000,00	
SAINT-VICTOUR	10 000,00	
SAINT-VICTOUR	10 000,00	
SAINT-VICTOUR	2 164,00	
SAINT-YBARD	7 804,00	
SAINT-YBARD	4 000,00	
SAINT-YBARD	508,00	
SAINT-YBARD	20 000,00	
SAINT-YRIEIX-LE-DEJALAT	20 000,00	
SAINT-YRIEIX-LE-DEJALAT	7 903,00	
SAINTE-FEREOLE	30 000,00	
SAINTE-FEREOLE	22 562,00	
SAINTE-FEREOLE	21 000,00	
SAINTE-FEREOLE	250,00	
SAINTE-FORTUNADE	12 989,00	
SAINTE-FORTUNADE	22 244,00	
SAINTE-FORTUNADE	1 246,00	
SAINTE-FORTUNADE	975,00	
SAINTE-FORTUNADE	10 000,00	
SAINTE-FORTUNADE	4 732,00	
SAINTE-MARIE-LAPANOUZE	2 596,00	
SAINTE-MARIE-LAPANOUZE	5 703,00	
SALON-LA-TOUR	8 114,00	
SALON-LA-TOUR	859,00	
SALON-LA-TOUR	6 144,00	
SALON-LA-TOUR	20 000,00	
SALON-LA-TOUR	2 001,00	
SARRAN	5 040,00	
SARRAN	2 503,00	
SARRAN	4 060,00	
SARROUX-SAINT JULIEN	12 000,00	
SEGONZAC	5 668,00	
SEGUR-LE-CHATEAU	4 622,00	
SEGUR-LE-CHATEAU	1 793,00	
SEILHAC	2 868,00	
SEILHAC	3 342,00	
SEILHAC	2 236,00	
SEILHAC	37 636,00	
SEILHAC	5 000,00	
SEILHAC	2 834,00	
SEILHAC	2 509,00	
SERANDON	4 033,00	
SERANDON	11 961,00	
SERILHAC	15 468,00	
SERILHAC	16 811,00	
SERILHAC	1 411,00	
SERILHAC	1 608,00	
SERILHAC	540,00	
SERILHAC	1 890,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
SERILHAC	6 000,00	
SERILHAC	6 000,00	
SERVIERES-LE-CHATEAU	11 148,00	
SERVIERES-LE-CHATEAU	7 750,00	
SERVIERES-LE-CHATEAU	9 250,00	
SERVIERES-LE-CHATEAU	336,00	
SERVIERES-LE-CHATEAU	3 967,00	
SERVIERES-LE-CHATEAU	20 000,00	
SERVIERES-LE-CHATEAU	20 000,00	
SEXCLES	528,00	
SEXCLES	2 202,00	
SEXCLES	6 000,00	
SEXCLES	5 305,00	
SIONIAC	5 940,00	
SIONIAC	3 191,00	
SIONIAC	9 394,00	
SIONIAC	1 144,00	
SORNAC	1 157,00	
SORNAC	1 295,40	
SOUDAINE-LAVINADIERE	4 288,00	
SOUDAINE-LAVINADIERE	353,00	
SOUDAINE-LAVINADIERE	4 800,00	
SOUDAINE-LAVINADIERE	4 250,00	
SOUDAINE-LAVINADIERE	20 000,00	
SOUDAINE-LAVINADIERE	10 000,00	
SOUDAINE-LAVINADIERE	11 317,00	
SOUDEILLES	10 000,00	
SOUDEILLES	9 515,00	
SOURSAC	25 000,00	
SOURSAC	25 000,00	
SOURSAC	384,00	
SOURSAC	3 120,00	
SOURSAC	468,00	
SOURSAC	40 000,00	
SOURSAC	40 000,00	
TARNAC	11 128,00	
TARNAC	33 383,00	
TARNAC	3 329,00	
TARNAC	10 620,00	
TARNAC	700,00	
TARNAC	5 000,00	
TARNAC	12 800,00	
TARNAC	12 800,00	
THALAMY	3 000,00	
THALAMY	6 000,00	
TOY-VIAM	3 000,00	
TOY-VIAM	3 000,00	
TOY-VIAM	1 607,00	
TOY-VIAM	1 162,00	
TREIGNAC	9 008,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
TREIGNAC	32 782,00	
TREIGNAC	1 970,00	
TREIGNAC	216,00	
TREIGNAC	200,00	
TREIGNAC	4 000,00	
TREIGNAC	646,00	
TREIGNAC	26 000,00	
TREIGNAC	250,00	
TREIGNAC	592,00	
TREIGNAC	1 963,00	
TREIGNAC	2 148,00	
TREIGNAC	10 000,00	
TREIGNAC	10 000,00	
TROCHE	25 000,00	
TROCHE	5 344,00	
TROCHE	5 395,00	
TROCHE	10 000,00	
TROCHE	30 000,00	
TUDEILS	328,00	
TULLE	90 000,00	
TULLE	7 960,00	
TULLE	178 614,00	
TULLE	14 778,00	
TULLE	50 000,00	
TULLE	1 000,00	
TULLE	15 000,00	
TULLE	115 539,00	
TULLE	10 000,00	
TURENNE	98 056,00	
TURENNE	2 612,00	
TURENNE	10 000,00	
TURENNE	10 000,00	
USSAC	40 000,00	
USSEL	3 137,00	
USSEL	3 468,00	
USSEL	1 030,00	
USSEL	144 532,00	
USSEL	18 885,00	
USSEL	3 000,00	
USSEL	1 000,00	
USSEL	1 248,00	
UZERCHE	11 055,00	
UZERCHE	3 551,00	
UZERCHE	2 565,00	
UZERCHE	1 916,00	
UZERCHE	2 288,00	
UZERCHE	8 855,00	
UZERCHE	1 440,00	
UZERCHE	4 401,00	
UZERCHE	6 601,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
UZERCHE	10 000,00	
UZERCHE	10 000,00	
VALIERGUES	2 834,00	
VALIERGUES	786,00	
VALIERGUES	585,00	
VALIERGUES	2 338,00	
VALIERGUES	3 133,00	
VARETZ	7 366,00	
VARETZ	735,00	
VARETZ	4 000,00	
VARETZ	4 344,00	
VARETZ	466,00	
VARETZ	10 000,00	
VARETZ	10 000,00	
VARS-SUR-ROSEIX	10 500,00	
VARS-SUR-ROSEIX	1 059,00	
VARS-SUR-ROSEIX	4 814,00	
VEGENNES	7 815,00	
VEGENNES	4 077,00	
VEIX	1 665,00	
VEIX	1 695,00	
VEIX	40 000,00	
VEIX	4 473,00	
VEYRIERES	1 340,00	
VIAM	3 000,00	
VIAM	3 000,00	
VIAM	7 536,00	
VIAM	7 536,00	
VIAM	1 973,00	
VIGEOIS	5 018,00	
VIGEOIS	17 244,00	
VIGEOIS	25 300,00	
VIGEOIS	400,00	
VITRAC-SUR-MONTANE	395,46	
VITRAC-SUR-MONTANE	5 590,00	
VOUTEZAC	1 343,00	
VOUTEZAC	6 239,00	
VOUTEZAC	2 209,00	
VOUTEZAC	4 280,00	
VOUTEZAC	3 157,00	
VOUTEZAC	1 285,00	
VOUTEZAC	11 106,00	
VOUTEZAC	2 825,00	
VOUTEZAC	20 433,00	
YSSANDON	1 832,00	
YSSANDON	2 720,00	
Etablissements publics (EPCI, EPA, EPIC,...)	3 368 379,79	
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU BASSIN DE BRIVE	10 500,00	
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU BASSIN DE BRIVE	1 081,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU BASSIN DE BRIVE	11 864,00	
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU BASSIN DE BRIVE	175 237,00	
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU BASSIN DE BRIVE	250,00	
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU BASSIN DE BRIVE	40,00	
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU BASSIN DE BRIVE	100,00	
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU BASSIN DE BRIVE	250,00	
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU BASSIN DE BRIVE	33 346,61	
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU BASSIN DE BRIVE	252 369,39	
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU BASSIN DE BRIVE	45 730,39	
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU BASSIN DE BRIVE	30 279,69	
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TULLE AGGLO	2 925,00	
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TULLE AGGLO	22 747,00	
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TULLE AGGLO	9 196,00	
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TULLE AGGLO	9 807,00	
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TULLE AGGLO	7 395,00	
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TULLE AGGLO	22 341,00	
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TULLE AGGLO	100 000,00	
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TULLE AGGLO	87 500,00	
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TULLE AGGLO	52 414,00	
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TULLE AGGLO	1 600,00	
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TULLE AGGLO	176 044,01	
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TULLE AGGLO	7 500,00	
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TULLE AGGLO	174 000,00	
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TULLE AGGLO	20 237,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE LUBERSAC POMPADOUR	8 457,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE LUBERSAC POMPADOUR	10 128,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES HAUTE CORREZE COMMUNAUTE	8 449,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES HAUTE CORREZE COMMUNAUTE	1 725,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES HAUTE CORREZE COMMUNAUTE	13 462,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES HAUTE CORREZE COMMUNAUTE	69 895,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES HAUTE CORREZE COMMUNAUTE	61 816,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES HAUTE CORREZE COMMUNAUTE	63 275,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES HAUTE CORREZE COMMUNAUTE	5 680,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES HAUTE CORREZE COMMUNAUTE	1 461,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES HAUTE CORREZE COMMUNAUTE	471,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES HAUTE CORREZE COMMUNAUTE	7 500,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES MIDI CORREZIEN	4 875,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES MIDI CORREZIEN	5 000,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES MIDI CORREZIEN	6 758,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES MIDI CORREZIEN	7 997,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES MIDI CORREZIEN	11 039,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES MIDI CORREZIEN	1 580,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES MIDI CORREZIEN	250,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES MIDI CORREZIEN	250,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES MIDI CORREZIEN	6 913,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES MIDI CORREZIEN	50 828,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES VENTADOUR-EGLETONS-MONEDIERES	20 000,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES VENTADOUR-EGLETONS-MONEDIERES	149 679,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES VENTADOUR-EGLETONS-MONEDIERES	75 215,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES VENTADOUR-EGLETONS-MONEDIERES	5 162,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
COMMUNAUTE DE COMMUNES VENTADOUR-EGLETONS-MONEDIERES	7 500,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES VEZERE MONEDIERES MILLESOURCES	1 992,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES VEZERE MONEDIERES MILLESOURCES	3 900,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES VEZERE MONEDIERES MILLESOURCES	10 904,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES VEZERE MONEDIERES MILLESOURCES	2 049,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES VEZERE MONEDIERES MILLESOURCES	2 136,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES VEZERE MONEDIERES MILLESOURCES	13 602,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES VEZERE MONEDIERES MILLESOURCES	2 840,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES VEZERE MONEDIERES MILLESOURCES	132,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES VEZERE MONEDIERES MILLESOURCES	29 057,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES VEZERE MONEDIERES MILLESOURCES	38 419,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES VEZERE MONEDIERES MILLESOURCES	3 540,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES XAINTRIE VAL'DOROGNE	20 669,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES XAINTRIE VAL'DOROGNE	1 370,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES XAINTRIE VAL'DOROGNE	3 257,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES XAINTRIE VAL'DOROGNE	11 158,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES XAINTRIE VAL'DOROGNE	12 041,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES XAINTRIE VAL'DOROGNE	7 000,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES XAINTRIE VAL'DOROGNE	200,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES XAINTRIE VAL'DOROGNE	780,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES XAINTRIE VAL'DOROGNE	6 315,00	
FEDERATION DEPARTEMENTALE D'ELECTRIFICATION ET D'ENERGIE DE LA CORREZE	3 250,00	
FEDERATION DEPARTEMENTALE D'ELECTRIFICATION ET D'ENERGIE DE LA CORREZE	4 500,00	
FEDERATION DEPARTEMENTALE D'ELECTRIFICATION ET D'ENERGIE DE LA CORREZE	3 775,00	
FEDERATION DEPARTEMENTALE D'ELECTRIFICATION ET D'ENERGIE DE LA CORREZE	21 000,00	
QUALYSE	100 000,00	
SYNDICAT BELLOVIC - BUDGET GENERALE	12 309,00	
SYNDICAT D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE DE BORT-LES-ORGUES	1 299,00	
SYNDICAT D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE DE BORT-LES-ORGUES	13 093,00	
SYNDICAT DE LA DIEGE	88 091,00	
SYNDICAT DES EAUX DES DEUX VALLEES	45 661,00	
SYNDICAT DES EAUX DES DEUX VALLEES	24 503,00	
SYNDICAT INTERCOMMUNAL A VOCATION MULTIPLE DU RIFFAUD (SIVOM)	34 702,00	
SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES EAUX DU MAUMONT	1 219,00	
SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES EAUX DU PUY DU BASSIN	15 193,00	
SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES EAUX DU PUY DU BASSIN	3 279,00	
SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES EAUX DU PUY DU BASSIN	15 976,00	
SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES EAUX DU PUY LA FORET	3 871,00	
SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES EAUX DU PUY LA FORET	2 344,00	
SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES EAUX DU PUY LA FORET	7 470,00	
SYNDICAT INTERCOMMUNAL POUR L'AMENAGEMENT DU PLAN D'EAU DE SECHEMAILLE	22 198,00	
SYNDICAT MIXTE BRIVE SOUILLAC - AEROPORT BRIVE SOUILLAC	213 254,74	
SYNDICAT MIXTE DE L'AMENAGEMENT TOURISTIQUE DU LAC DE BORT(SMAT BORT)	100 000,00	
SYNDICAT MIXTE DES EAUX DE L'AUVEZERE	70 000,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
SYNDICAT MIXTE DES EAUX DE L'AUVEZERE	150 000,00	
SYNDICAT MIXTE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE HAUTE CORREZE - SYMA A89	69 755,84	
SYNDICAT MIXTE DORSAL REALISATION	4 107,12	
SYNDICAT PUY DES FOURCHES-VEZERE	14 417,00	
SYNDICAT PUY DES FOURCHES-VEZERE	291 632,00	
Autres	3 578 612,51	
AGENCE DEPARTEMENTALE CORREZE INGENIERIE	155 000,00	
AUDITORIUM SOPHIE DESSUS	5 000,00	
CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE D'USSEL	9 665,60	
CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE BRIVE	51 335,20	
CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE BRIVE	58 240,00	
CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE BRIVE	70 000,00	
CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE TULLE	250,00	
CENTRE D'HABITAT DE SORNAC	250,00	
CENTRE HOSPITALIER JEAN-MARIE DAUZIER	250,00	
CENTRE INTERCOMMUNAL D'ACTION SOCIALE CIAS MIDI CORREZIEN	8 596,00	
CENTRE INTERCOMMUNAL D'ACTION SOCIALE CIAS MIDI CORREZIEN	24 156,80	
CENTRE INTERCOMMUNAL D'ACTION SOCIALE CIAS MIDI CORREZIEN	310,00	
CENTRE INTERCOMMUNAL D'ACTION SOCIALE CIAS MIDI CORREZIEN	116 373,00	
CENTRE INTERCOMMUNAL D'ACTION SOCIALE DU PAYS D'UZERCHE	10 297,00	
CENTRE INTERCOMMUNAL D'ACTION SOCIALE DU PAYS D'UZERCHE	310,00	
CENTRE INTERCOMMUNAL D'ACTION SOCIALE DU PAYS D'UZERCHE	53 707,20	
CENTRE INTERCOMMUNAL D'ACTION SOCIALE DU PAYS D'UZERCHE	4 250,00	
CENTRE INTERCOMMUNAL D'ACTION SOCIALE XAINTRIE VAL'DORDOGNE	7 728,40	
CENTRE INTERCOMMUNAL D'ACTION SOCIALE XAINTRIE VAL'DORDOGNE	310,00	
CENTRE INTERCOMMUNAL D'ACTION SOCIALE XAINTRIE VAL'DORDOGNE	46 773,00	
CENTRE INTERCOMMUNAL D'ACTION SOCIALE XAINTRIE VAL'DORDOGNE	4 250,00	
CHAMBRE D'AGRICULTURE DE LA CORREZE	145 000,00	
CHAMBRE D'AGRICULTURE DE LA CORREZE	49 500,00	
CHAMBRE D'AGRICULTURE DE LA CORREZE	17 500,00	
CORREZE SANTE	300 000,00	
CORREZE SANTE	146 460,00	
CORREZE SANTE	5 000,00	
DORSAL CORREZE	500 000,00	
DORSAL CORREZE	250 000,00	
DORSAL CORREZE	250 000,00	
DORSAL CORREZE	9 311,64	
ECOLE EUROPEENNE SUPERIEURE DE L'IMAGE	500,00	
EHPAD ARNAC POMPADOUR	150,00	
EHPAD DE CHAMBOULIVE	250,00	
EHPAD DE CORREZE	250,00	
EHPAD DE CORREZE	250,00	
EHPAD DE CORREZE	12 178,80	
EHPAD DE LAGRAULIERE	250,00	
EHPAD DE NEUVIC	6 942,80	
EHPAD DE SEILHAC	250,00	
EHPAD DE SEILHAC	250,00	
EHPAD DONZENAC	250,00	
EHPAD DONZENAC	120,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
EHPAD DU PAYS DE BRIVE	250,00	
EHPAD DU PAYS DE BRIVE	250,00	
EHPAD DU PAYS DE BRIVE	250,00	
EHPAD DU PAYS DE BRIVE	250,00	
EHPAD DU PAYS DE BRIVE	210,00	
EHPAD DU PAYS DE BRIVE	210,00	
EHPAD DU PAYS DE BRIVE	190,00	
EHPAD DU PAYS DE BRIVE	190,00	
EHPAD DU PAYS DE BRIVE	180,00	
EHPAD DU PAYS DE BRIVE	160,00	
EHPAD DU PAYS DE BRIVE	250,00	
EHPAD DU PAYS DE BRIVE	250,00	
EHPAD DU PAYS DE BRIVE	150,00	
EHPAD DU PAYS DE BRIVE	150,00	
EHPAD LE CHANDOU	250,00	
EHPAD LES FONTAINES TULLE	250,00	
EHPAD LES FONTAINES TULLE	250,00	
EHPAD LES FONTAINES TULLE	250,00	
EHPAD LES FONTAINES TULLE	250,00	
EHPAD LES HORTENSIAS	250,00	
EHPAD LUBERSAC	600,00	
EHPAD MANSAC	250,00	
EHPAD SAINT PRIVAT	250,00	
EHPAD SAINT PRIVAT	250,00	
EHPAD SAINT PRIVAT	250,00	
EHPAD SAINT PRIVAT	250,00	
EHPAD SAINT PRIVAT	250,00	
EHPAD SORNAC	250,00	
EHPAD TREIGNAC	250,00	
EHPAD TREIGNAC	250,00	
EHPAD TREIGNAC	250,00	
EHPAD TREIGNAC	250,00	
EHPAD TREIGNAC	150,00	
EHPAD TREIGNAC	250,00	
EHPAD TREIGNAC	250,00	
EHPAD TREIGNAC	90,00	
EHPAD TREIGNAC	90,00	
EHPAD TREIGNAC	250,00	
EHPAD VIGEOIS	250,00	
EHPAD VIGEOIS	100,00	
ESPACE MILLE SOURCE - CENTRE SPORTIF DE BUGEAT	223 500,00	
F.J.T. D'EGLÉTONS	35 200,00	
GROUPEMENT SYNDICAL FORESTIER DES AGRIERS (GSF)	5 500,00	
GROUPEMENT SYNDICAL FORESTIER DU MONT BESSOU (GSF)	3 730,00	
L'EMPREINTE	80 000,00	
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT CORREZE	3 000,00	
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT CORREZE	3 000,00	
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT CORREZE	3 000,00	
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT CORREZE	3 000,00	
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT CORREZE	3 000,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT CORREZE	3 000,00	
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT CORREZE	3 000,00	
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT CORREZE	1 000,00	
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT CORREZE	6 000,00	
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT CORREZE	16 000,00	
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT CORREZE	6 000,00	
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT CORREZE	5 000,00	
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT CORREZE	12 250,00	
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT CORREZE	21 000,00	
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT CORREZE	16 000,00	
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT CORREZE	66 000,00	
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT CORREZE	48 000,00	
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT CORREZE	18 000,00	
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT CORREZE	20 000,00	
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT CORREZE	10 034,51	
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT CORREZE	3 000,00	
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT CORREZE	17 000,00	
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT CORREZE	20 000,00	
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT CORREZE	244 195,38	
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT CORREZE	157 122,18	
OFFICE PUBLIC HLM DE LA VILLE DE BRIVE	50 145,00	
OFFICE PUBLIC HLM DE LA VILLE DE BRIVE	45 000,00	
PARC NATUREL DE MILLEVACHES EN LIMOUSIN	6 000,00	
RÉSIDENCE "LE LIERRE"	250,00	
SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ABATTAGE DE LA CORREZE	21 000,00	
SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ABATTAGE DE LA CORREZE	70 000,00	

IV- ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – LISTE DES SUBVENTIONS VERSEES PAR LE DEPARTEMENT AUX COMMUNES	D2.3

SUBVENTIONS VERSEES PAR LE DEPARTEMENT AUX COMMUNES (article L. 3312-5 du CGCT)

Nom de la commune (1) : MALEMORT				
Numéro de SIREN : 2000552000014				
Population de la commune : 8 148				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2020-03328 : Travaux dans les écoles - T3	204142	24 131,00	2,96
2016 ESPACES PUBLICS	2020-03212 : Aménagement d'espaces publics	204142	22 193,00	2,72
2016 TVX ACCESSIBI INCENDIE	2020-03329 : Mise aux normes access écoles	204142	8 140,00	1,00
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2020-01326 : Réalisation bâtiment buvette	204142	13 500,00	1,66
Appel à Projets	2021-01798 : ALSH / Atelier retro-coding je	65734	250,00	0,03
Appel à Projets	2021-01800 : ALSH / Atelier découverte de l	65734	180,00	0,02
Appel à Projets	2021-01802 : ALSH / Atelier robotique Thymi	65734	160,00	0,02
Social - Famille	2021-01508 : Subv fonctionnement-CLAS 2021	65734	500,00	0,06
Total			69 054,00	8,47

Nom de la commune (1) : SARROUX-SAINT JULIEN				
Numéro de SIREN : 20006293300011				
Population de la commune : 864				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-01431 : Dotation voirie 2021	204142	12 000,00	13,89
Total			12 000,00	13,89

Nom de la commune (1) : ARGENTAT-SUR-DORDOGNE				
Numéro de SIREN : 20006302200012				
Population de la commune : 3 074				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 EQUIP SPORT REHAB	2020-02820 : Rénovation du centre aqua-récr	204142	60 000,00	19,52
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2020-02855 : Réfection ancienne bibliothèque	204142	10 500,00	3,42
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2020-03614 : Etude renouvellement cinéma	204141	1 900,00	0,62
Actions Culturelles Territoire	2021-00690 : festival d'été des arts de rue	65734	1 600,00	0,52
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00087 : Dotation voirie 2019	204142	17 516,00	5,70
Total			91 516,00	29,78

Nom de la commune (1) : BEAULIEU-SUR-DOROGNE

Numéro de SIREN : 20008148700015

Population de la commune : 1 310

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
ENVIRONNEMENT AGRICOLE FONCT	2021-02960 : ACCUEIL - COMICE AGRI CANTONAL	65734	750,00	0,57
MAT VOIRIE 2014 2019	2020-03577 : Acquisition de matériels pour	204141	5 000,00	3,82
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00063 : Dotation voirie 2020	204142	4 959,00	3,79
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-03546 : Voirie complémentaire - redépl	204142	7 200,00	5,50
2016 TVX ACCESSIBI INCENDIE	2020-03553 : Travaux d'accessibilité T1	204142	15 000,00	11,45
2016 TVX ACCESSIBI INCENDIE	2020-03554 : Travaux d'accessibilité T2	204142	5 833,00	4,45
AB 2/3 ANS 1ERE GENERATION	2020-02766 : Aménagement de bourg , rue De	204142	25 000,00	19,08
AB 2/3 ANS 1ERE GENERATION	2020-02808 : Aménagement de bourg , rue De	204142	25 000,00	19,08
Construc publiques : diagnosti	2021-01778 : Elaboration d'un DPE	204141	624,00	0,48
EDIFICE CLASSE 2014	2016-00115 : Restauration extérieure des ch	204142	16 516,00	12,61
Total			105 882,00	80,83

Nom de la commune (1) : LAGUENNE SUR AVALOUZE

Numéro de SIREN : 20008433300018

Population de la commune : 1 593

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2020-02727 : Installation volets roulants	204142	1 279,00	0,80
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2021-00957 : Informatique école	204141	826,00	0,52
2016 ESPACES PUBLICS	2016-02041 : Aménagement d'espaces publics	204142	6 540,00	4,11
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2020-02218 : Numérotation et dénomination d	204141	4 000,00	2,51
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2018-03405 : Restauration Manoir Salvanie 1	204142	20 965,00	13,16
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2021-00960 : Restauration Manoir Salvanie 2	204142	39 818,00	25,00
Total			73 428,00	46,10

Nom de la commune (1) : LAGARDE MARC LA TOUR

Numéro de SIREN : 20008552000019

Population de la commune : 998

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2021-01015 : Aménagemt 2 logemts Fage	204142	13 991,00	14,02
Tvx Investissement sur VC, CR	2018-02108 : Dotation voirie 2018	204142	495,00	0,50
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00321 : Dotation voirie 2019	204142	1 441,00	1,44
Total			15 927,00	15,96

Nom de la commune (1) : MONTAIGNAC SUR DOUSTRE

Numéro de SIREN : 20009640200017

Population de la commune : 603				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00228 : Dotation voirie 2020	204142	3 344,00	5,55
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-01110 : Dotation voirie 2021	204142	3 042,00	5,04
Total			6 386,00	10,59

Nom de la commune (1) : AFFIEUX Numéro de SIREN : 21190010500019				
Population de la commune : 371				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
Constructions publiques	2021-01860 : Réfection des toitures salle	204142	603,00	1,63
MAT VOIRIE 2014 2019	2021-01889 : Achat d'un chargeur	204141	5 000,00	13,48
MAT VOIRIE 2014 2019	2021-01890 : Achat d'une débroussailleuse	204141	5 000,00	13,48
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00058 : Dotation voirie 2019	204142	1 352,00	3,64
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00014 : Dotation voirie 2020	204142	2 228,00	6,01
Total			14 183,00	38,24

Nom de la commune (1) : AIX Numéro de SIREN : 21190020400010				
Population de la commune : 402				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 EQUIP SPORT REHAB	2021-01848 : Création d'un city stade à Châ	204142	10 667,00	26,53
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00017 : Dotation voirie 2020	204142	18 617,00	46,31
Total			29 284,00	72,84

Nom de la commune (1) : ALBIGNAC Numéro de SIREN : 21190030300010				
Population de la commune : 256				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2020-03263 : Rénovation d'un logement	204142	3 592,00	14,03
OBJET NP 2014	2021-03138 : Rénovation du joug de la gross	204141	1 439,00	5,62
Tvx Investissement sur VC, CR	2018-02005 : Dotation voirie 2018	204142	1 710,00	6,68
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00064 : Dotation voirie 2019	204142	1 539,00	6,01
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00020 : Dotation voirie 2020	204142	1 394,00	5,45
Total			9 674,00	37,79

Nom de la commune (1) : ALBUSSAC Numéro de SIREN : 21190040200010				
--	--	--	--	--

Population de la commune : 746				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2020-02164 : Remplacement de la chaudière à	204142	2 580,00	3,46
Total			2 580,00	3,46

Nom de la commune (1) : ALLASSAC				
Numéro de SIREN : 21190050100019				
Population de la commune : 4 045				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2016-00134 : Réaménagement de la mairie - m	204142	30 000,00	7,42
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2017-00040 : Réaménagement de la mairie - m	204142	15 000,00	3,71
2016 EQUIP SPORT CONSTRUC	2021-02588 : 2015 Rénovation et mise aux no	204142	33 750,00	8,34
2016 EQUIP SPORT REHAB	2020-03451 : Extension et mise en accessibi	204142	90 000,00	22,25
2016 ESPACES PUBLICS	2019-02599 : Aménagement du parc du Manoir	204142	25 000,00	6,18
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2021-03439 : Accès site méthaniseur	204142	90 000,00	22,25
OBJET NP 2014	2020-02455 : Restauration du retable, de 2	204141	8 988,00	2,22
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00026 : Dotation voirie 2020	204142	20 000,00	4,94
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-00873 : Dotation voirie 2021	204142	20 000,00	4,94
Total			332 738,00	82,25

Nom de la commune (1) : ALTILLAC				
Numéro de SIREN : 21190070900018				
Population de la commune : 877				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENT CHAUFFAGE	2017-01821 : Construction maison assoc T1	204142	24 000,00	27,37
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2018-00071 : Construction maison assoc. T2	204142	20 000,00	22,81
2016 TVX ACCESSIBI INCENDIE	2017-01809 : Mise en accessibilité ERP T2	204142	15 000,00	17,10
2016 TVX ACCESSIBI INCENDIE	2019-00046 : Mise en accessibilité voirieT1	204142	15 000,00	17,10
2016 TVX ACCESSIBI INCENDIE	2019-03225 : Mise en accessibilité T2	204142	3 788,00	4,32
AB 2/3 ANS 1ERE GENERATION	2019-03226 : AMENAGEMENT DE BOURG AVENUE DE	204142	25 000,00	28,51
AB 2/3 ANS 1ERE GENERATION	2020-00893 : Aménagement de bourg	204142	20 494,00	23,37
AB 2/3 ANS 1ERE GENERATION	2020-01625 : Aménagement de Bourg avenue de	204142	4 506,00	5,14
Construc publiques : diagnosti	2021-02266 : Elaboration audits énergét.	204141	2 072,00	2,36
Constructions publiques	2019-02857 : Cimetières ossuaire et caveaux	204142	1 000,00	1,14
Total			130 860,00	149,22

Nom de la commune (1) : LES ANGLES-SUR-CORREZE				
Numéro de SIREN : 21190090700018				
Population de la commune : 116				

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
Constructions publiques	2020-01982 : Construction d'un local garage	204142	4 925,00	42,46
Tvx Investissement sur VC, CR	2018-02014 : Dotation voirie 2018	204142	2 280,00	19,66
Total			7 205,00	62,12

Nom de la commune (1) : ARNAC-POMPADOUR

Numéro de SIREN : 21190110300013

Population de la commune : 1 146

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2020-02580 : Réfection complète du système	204142	7 191,00	6,27
2016 ESPACES PUBLICS	2020-03206 : Aménagement de places publique	204142	3 442,00	3,00
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2017-03933 : Numérotation et dénomination d	204142	2 025,00	1,77
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2021-01639 : NUMEROTATION ET DENOMINATION D	204141	5 000,00	4,36
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2021-02765 : Etude de faisabilité technique	204141	2 320,00	2,02
Construc publiques : diagnosti	2021-01740 : Elaboration d'un diagnostic	204141	864,00	0,75
Constructions publiques	2021-01842 : Réfection du plancher salle	204142	1 833,00	1,60
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00089 : Dotation voirie 2019	204142	5 755,00	5,02
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00045 : Dotation voirie 2020	204142	3 196,00	2,79
Total			31 626,00	27,58

Nom de la commune (1) : AUBAZINE

Numéro de SIREN : 21190130100013

Population de la commune : 923

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 AEP	2018-04387 : Lagunage au village de Pauliat	204142	35 000,00	37,92
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2019-01756 : Numérotation et dénomination d	204142	4 000,00	4,33
MAT VOIRIE 2014 2019	2020-03194 : Acquisition de matériel pour l	204141	3 950,00	4,28
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00047 : Dotation voirie 2020	204142	3 179,00	3,44
Total			46 129,00	49,97

Nom de la commune (1) : AURIAC

Numéro de SIREN : 21190140000013

Population de la commune : 231

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
Constructions publiques	2021-01965 : Aménagement bâtiment accueil	204142	2 402,00	10,40
MAT VOIRIE 2014 2019	2021-03446 : Acquisition d'une épareuse	204141	5 000,00	21,65
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-00879 : Dotation voirie 2021	204142	10 000,00	43,29
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-03321 : Dotation voirie 2022	204142	10 000,00	43,29

Total	27 402,00	118,63
--------------	------------------	---------------

Nom de la commune (1) : AYEN

Numéro de SIREN : 21190150900011

Population de la commune : 715

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
Appel à Projets	2021-02127 : ALSH Ayen / langue des signes	65734	250,00	0,35
Sport : Pleine nature	2021-03500 : PDIPR 2021	65734	500,00	0,70
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00051 : Dotation voirie 2020	204142	6 000,00	8,39
Total			6 750,00	9,44

Nom de la commune (1) : BAR

Numéro de SIREN : 21190160800011

Population de la commune : 313

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2020-03559 : Aménagement de la mairie	204142	2 394,00	7,65
2016 TVX ACCESSIBI INCENDIE	2020-03560 : Mise en accessibilité ERP T3	204142	3 285,00	10,50
ENVIRONNEMENT AGRICOLE FONCT	2021-02964 : ACCUEIL - COMICE AGRI CANTONAL	65734	1 000,00	3,19
MAT VOIRIE 2014 2019	2021-02181 : Achat d'une épareuse	204141	5 000,00	15,97
Rest. archive com. prioritaire	2021-02209 : 2021-RESTAURATION ARCH. BAR	204141	1 356,24	4,33
Tvx Investissement sur VC, CR	2018-02023 : Dotation voirie 2018	204142	5 031,00	16,07
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00098 : Dotation voirie 2019	204142	6 551,00	20,93
Total			24 617,24	78,64

Nom de la commune (1) : BASSIGNAC-LE-BAS

Numéro de SIREN : 21190170700011

Population de la commune : 90

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2020-01404 : Numérotation et dénomination d	204141	2 658,00	29,53
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2020-02462 : Dotat° Solidarité Communale	204142	1 488,00	16,53
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2021-02155 : Dotat° de Solidarité Communale	204142	3 000,00	33,33
PATRIMOINE NP 2014	2020-01657 : Réfection de la toiture du clo	204142	16 733,00	185,92
Tvx Investissement sur VC, CR	2018-02024 : Dotation voirie 2018	204142	2 085,00	23,17
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00056 : Dotation voirie 2020	204142	6 000,00	66,67
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-00882 : Dotation voirie 2021	204142	6 000,00	66,67
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-03809 : Dotation voirie 2022	204142	4 317,00	47,97
Total			42 281,00	469,79

Nom de la commune (1) : BASSIGNAC-LE-HAUT

Numéro de SIREN : 21190180600011

Population de la commune : 172

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00060 : Dotation voirie 2020	204142	15 416,00	89,63
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-00883 : Dotation voirie 2021	204142	3 842,00	22,34
Total			19 258,00	111,97

Nom de la commune (1) : BELLECHASSAGNE

Numéro de SIREN : 21190210100016

Population de la commune : 92

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2019-02672 : Dotat° de Solidarité Communale	204142	1 240,00	13,48
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2020-02464 : Dotat° de Solidarité Communale	204142	3 000,00	32,61
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00070 : Dotation voirie 2020	204142	5 232,00	56,87
Total			9 472,00	102,96

Nom de la commune (1) : BEYNAT

Numéro de SIREN : 21190230900015

Population de la commune : 1 265

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 EQUIP SPORT REHAB	2021-01876 : Travaux de réhabilitation du s	204142	19 808,00	15,66
2016 ESPACES PUBLICS	2019-01801 : Aménagement des abords de la r	204142	25 000,00	19,76
2016 TVX ACCESSIBI INCENDIE	2020-02133 : Tx défense incendie aux villag	204142	900,00	0,71
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2020-03308 : Aménagement voies réseau chale	204142	120 000,00	94,86
AB 2/3 ANS 1ERE GENERATION	2018-00066 : AMENAGEMENT D'ESPACES PUBLICS	204142	26 872,00	21,24
AB 2/3 ANS 1ERE GENERATION	2018-04621 : Aménagement des abords de la r	204142	19 458,00	15,38
Constructions publiques	2021-01845 : Equipement informatique écoles	204141	1 213,00	0,96
Constructions publiques	2021-02334 : Acquisition matériel project.	204141	496,00	0,39
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00074 : Dotation voirie 2020	204142	10 000,00	7,91
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-00888 : Dotation voirie 2021	204142	10 000,00	7,91
Total			233 747,00	184,78

Nom de la commune (1) : BEYSSAC

Numéro de SIREN : 21190240800015

Population de la commune : 629

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
Constructions publiques	2017-00218 : Elaboration d'un Plan Local d'	204141	3 228,00	5,13

Total	3 228,00	5,13
--------------	-----------------	-------------

Nom de la commune (1) : BEYSSENAC

Numéro de SIREN : 21190250700014

Population de la commune : 372

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2020-02793 : Numérotation et dénomination d	204141	2 250,00	6,05
Tvx Investissement sur VC, CR	2018-02034 : Dotation voirie 2018	204142	1 454,00	3,91
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00121 : Dotation voirie 2019	204142	583,00	1,57
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00077 : Dotation voirie 2020	204142	1 598,00	4,30
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-00890 : Dotation voirie 2021	204142	10 000,00	26,88
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-03656 : Dotation voirie 2022	204142	5 241,00	14,09
Total			21 126,00	56,80

Nom de la commune (1) : BILHAC

Numéro de SIREN : 21190260600014

Population de la commune : 252

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
Construc publiques : diagnostii	2021-01749 : Elaboration d'un DPE	204141	528,00	2,10
Total			528,00	2,10

Nom de la commune (1) : BONNEFOND

Numéro de SIREN : 21190270500014

Population de la commune : 114

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2020-02465 : Dotat° de Solidarité Communale	204142	4 000,00	35,09
Tvx Investissement sur VC, CR	2017-00737 : Voirie, dotation 2017	204142	3 992,00	35,02
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00122 : Dotation voirie 2019	204142	1 078,00	9,46
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00078 : Dotation voirie 2020	204142	10 772,00	94,49
Total			19 842,00	174,06

Nom de la commune (1) : BORT-LES-ORGUES

Numéro de SIREN : 21190280400015

Population de la commune : 2 761

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 ASSAINISSEMENT TVX ETUDE	2016-00226 : Réalisation diagnostic et sché	204141	1 188,00	0,43
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2021-00917 : Réhabilitat° marché couv (Cplt	204142	31 765,00	11,50
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2021-02927 : Aménagement abords marché couv	204142	60 200,00	21,80

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Tvx Investissement sur VC, CR	2018-02036 : Dotation voirie 2018	204142	6 690,00	2,42
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00123 : Dotation voirie 2019	204142	3 132,00	1,13
Total			102 975,00	37,28

Nom de la commune (1) : BRANCEILLES

Numéro de SIREN : 21190290300015

Population de la commune : 284

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00080 : Dotation voirie 2020	204142	10 000,00	35,21
Total			10 000,00	35,21

Nom de la commune (1) : BRIGNAC-LA-PLAINE

Numéro de SIREN : 21190300000019

Population de la commune : 988

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENT CHAUFFAGE	2016-01032 : Travx réhab. école maternelle	204142	18 000,00	18,22
MAT VOIRIE 2014 2019	2020-02747 : Acquisition d'une épareuse	204141	5 000,00	5,06
Tvx Investissement sur VC, CR	2018-02039 : DOTATION VOIRIE 2018	204142	20 000,00	20,24
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00126 : Dotation voirie 2019	204142	20 000,00	20,24
Total			63 000,00	63,76

Nom de la commune (1) : BRIVE-LA-GAILLARDE

Numéro de SIREN : 21190310900018

Population de la commune : 47 922

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2021-01837 : ANRU - Rivet - espaces publics	204142	61 683,00	1,29
Action en investissement	2017-02765 : Création halle sur site Thiers	204142	150 000,00	3,13
ENVIRONNEMENT AGRICOLE FONCT	2021-02980 : FESTIVAL DE L'ELEVAGE BRIVE	65734	16 000,00	0,33
Evénements Vocation Dptale	2021-00754 : 40e Foire du Livre de Brive	65734	15 000,00	0,31
Restauration archive communale	2020-02245 : 2020 - RESTAURAT. ARCH. BRIVE	204141	2 026,10	0,04
Schéma Dptal Dev. Enseign.Art.	2021-00770 : Fonctionnement 2021 du CRD	65734	83 730,00	1,75
Social - Famille	2021-01497 : Subv fonctionnement-CLAS 2021	65734	900,00	0,02
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-00896 : Dotation voirie 2021	204142	40 000,00	0,83
Total			369 339,10	7,70

Nom de la commune (1) : BUGEAT

Numéro de SIREN : 21190330700018

Population de la commune : 810

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2020-01456 : Réfection toiture foyer rural	204142	30 000,00	37,04
2016 ESPACES PUBLICS	2021-02360 : Aménagement place de la Républ	204142	11 304,00	13,96
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00087 : Dotation voirie 2020	204142	3 880,00	4,79
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-00897 : Dotation voirie 2021	204142	7 395,00	9,13
Total			52 579,00	64,92

Nom de la commune (1) : CAMPS-SAINT-MATHURIN-LEOBAZEL				
Numéro de SIREN : 21190340600018				
Population de la commune : 239				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 TVX ACCESSIBI INCENDIE	2019-01325 : Travaux mise en accessibilité	204142	15 000,00	62,76
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00092 : Dotation voirie 2020	204142	10 000,00	41,84
Total			25 000,00	104,60

Nom de la commune (1) : CHABRIGNAC				
Numéro de SIREN : 21190350500017				
Population de la commune : 579				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
AB 2/3 ANS 1ERE GENERATION	2019-00014 : Aménagement d'espaces publics	204142	50 000,00	86,36
Total			50 000,00	86,36

Nom de la commune (1) : CHAMBERET				
Numéro de SIREN : 21190360400018				
Population de la commune : 1 395				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2020-02261 : Remplacement de la bascule	204142	10 281,00	7,37
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2021-03105 : Aménagement de bâtiments photo	204142	16 467,00	11,80
Construc publiques : diagnosti	2021-01779 : Elaboration d'un DPE	204141	984,00	0,71
MAT VOIRIE 2014 2019	2021-01150 : Acquisition d'une balayeuse	204141	780,00	0,56
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-00901 : Dotation voirie 2021	204142	20 000,00	14,34
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-03748 : Dotation voirie 2022	204142	20 000,00	14,34
Total			68 512,00	49,12

Nom de la commune (1) : CHAMBOULIVE				
Numéro de SIREN : 21190370300018				
Population de la commune : 1 222				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2018-01190 : Numérotation et dénomination d	204142	3 600,00	2,95
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2019-01809 : numérotation et dénomination d	204142	5 000,00	4,09
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00110 : Dotation voirie 2020	204142	52,00	0,04
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-00902 : Dotation voirie 2021	204142	6 000,00	4,91
Total			14 652,00	11,99

Nom de la commune (1) : CHAMEYRAT

Numéro de SIREN : 21190380200018

Population de la commune : 1 583

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2020-03225 : Acquis. matériel informatique	204141	922,00	0,58
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2020-03226 : Travaux à la salle polyvalente	204142	1 121,00	0,71
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2021-01745 : Acquisition de matériel complt	204141	1 899,00	1,20
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2020-03362 : Numérotation et dénomination d	204141	4 000,00	2,53
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2020-03363 : Numérotation et dénomination d	204141	2 760,00	1,74
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2020-03479 : Adressage complément tranche 1	204141	1 000,00	0,63
Constructions publiques	2020-03227 : Aménagement du cimetière de Po	204142	1 969,00	1,24
Constructions publiques	2020-03467 : Aménagement jardin d'enfants	204142	4 467,00	2,82
Constructions publiques	2021-01746 : Aménagt jardin enfants complt	204142	600,00	0,38
Total			18 738,00	11,83

Nom de la commune (1) : CHAMPAGNAC-LA-NOAILLE

Numéro de SIREN : 21190390100018

Population de la commune : 235

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-00905 : Dotation voirie 2021	204142	10 000,00	42,55
Total			10 000,00	42,55

Nom de la commune (1) : CHAMPAGNAC-LA-PRUNE

Numéro de SIREN : 21190400800011

Population de la commune : 164

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2019-02516 : Réaménagement salle conseil	204142	3 524,00	21,49
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2019-02518 : Rénovation d'un logement locat	204142	7 652,00	46,66
2016 TVX ACCESSIBI INCENDIE	2019-02517 : Mise en accessibilité agence	204142	997,00	6,08
Constructions publiques	2021-02239 : Travaux bâtiment technique	204142	968,00	5,90
Total			13 141,00	80,13

Nom de la commune (1) : CHANAC-LES-MINES				
Numéro de SIREN : 21190410700011				
Population de la commune : 479				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00165 : Dotation voirie 2019	204142	838,00	1,75
Total			838,00	1,75

Nom de la commune (1) : CHANTEIX				
Numéro de SIREN : 21190420600011				
Population de la commune : 632				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2020-03468 : Acquisition matériel informat.	204141	230,00	0,36
2016 EQUIP SPORT REHAB	2020-03214 : Aménagement d'une piste d'athl	204142	4 113,00	6,51
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2018-01681 : Numérotation et dénomination d	204142	2 176,00	3,44
Construc publiques : diagnosti	2021-01750 : Elaboration d'un DPE	204141	4 160,00	6,58
Total			10 679,00	16,89

Nom de la commune (1) : LA CHAPELLE-AUX-BROCS				
Numéro de SIREN : 21190430500011				
Population de la commune : 444				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
Construc publiques : diagnosti	2021-02549 : Elaboration d'un DPE	204141	1 600,00	3,60
Constructions publiques	2021-02545 : Rénov. système chauffage T1	204142	1 856,00	4,18
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-00975 : Dotation voirie 2021	204142	6 000,00	13,51
Total			9 456,00	21,29

Nom de la commune (1) : LA CHAPELLE-AUX-SAINTS				
Numéro de SIREN : 21190440400012				
Population de la commune : 281				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
OBJET NP 2014	2018-04299 : Restauration et sécurisation d	204141	11 445,00	40,73
OBJET NP 2014	2019-03095 : Restauration et sécurisation	204141	4 345,00	15,46
Total			15 790,00	56,19

Nom de la commune (1) : LA CHAPELLE-SAINT-GERAUD				
Numéro de SIREN : 21190450300011				
Population de la commune : 204				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2019-01766 : Réfection toiture salle poly 1	204142	9 000,00	44,12
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2019-01767 : Réfection toiture salle poly 2	204142	9 000,00	44,12
Tvx Investissement sur VC, CR	2018-02052 : DOTATION VOIRIE 2018	204142	6 000,00	29,41
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00170 : Dotation voirie 2019	204142	6 000,00	29,41
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00128 : Dotation voirie 2020	204142	3 912,00	19,18
Total			33 912,00	166,24

Nom de la commune (1) : LA CHAPELLE-SPINASSE				
Numéro de SIREN : 21190460200011				
Population de la commune : 115				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 ESPACES PUBLICS	2021-03099 : Aménagement d'un terrain de pé	204142	2 500,00	21,74
Total			2 500,00	21,74

Nom de la commune (1) : CHARTRIER-FERRIERE				
Numéro de SIREN : 21190470100011				
Population de la commune : 372				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2019-02476 : Aménagement de la salle des fê	204142	6 450,00	17,34
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2019-02478 : Réfection de la toiture de la	204142	2 143,00	5,76
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2019-02654 : Numérotation et dénomination d	204142	4 417,00	11,87
Constructions publiques	2017-00255 : Elaboration d'un PLU	204141	3 493,00	9,39
Tvx Investissement sur VC, CR	2018-02054 : Dotation voirie 2018	204142	5 470,00	14,70
Total			21 973,00	59,06

Nom de la commune (1) : LE CHASTANG				
Numéro de SIREN : 21190480000011				
Population de la commune : 372				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 ESPACES PUBLICS	2020-01200 : Extension du cimetière - Espace	204142	19 928,00	53,57
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2018-01298 : Numérotation et dénomination d	204142	4 098,00	11,02
Total			24 026,00	64,59

Nom de la commune (1) : CHASTEAX				
Numéro de SIREN : 21190490900010				
Population de la commune : 772				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
Constructions publiques	2017-00129 : Elaboration d'un PLU	204141	3 858,00	5,00

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Constructions publiques	2020-03157 : Création d'un parking	204142	11 500,00	14,90
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00140 : Dotation voirie 2020	204142	6 000,00	7,77
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-00915 : Dotation voirie 2021	204142	6 000,00	7,77
Total			27 358,00	35,44

Nom de la commune (1) : CHAUFFOUR-SUR-VELL				
Numéro de SIREN : 21190500500016				
Population de la commune : 425				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 TVX ACCESSIBI INCENDIE	2019-01327 : Mise en accessibilité mairie	204142	4 515,00	10,62
Tvx Investissement sur VC, CR	2018-02057 : Dotation voirie 2018	204142	300,00	0,71
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00191 : Dotation voirie 2019	204142	6 000,00	14,12
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00144 : Dotation voirie 2020	204142	6 000,00	14,12
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-00916 : Dotation voirie 2021	204142	4 554,00	10,72
Total			21 369,00	50,29

Nom de la commune (1) : CHAUMEIL				
Numéro de SIREN : 21190510400017				
Population de la commune : 164				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 MILIEUX AQUATIQUES	2018-02532 : Mise en conformité de l'étang	204142	8 190,00	49,94
Tvx Investissement sur VC, CR	2017-00350 : Voirie, dotation 2017	204142	10 000,00	60,98
Tvx Investissement sur VC, CR	2018-02058 : Dotation voirie 2018	204142	10 000,00	60,98
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00194 : Dotation voirie 2019	204142	1 976,00	12,05
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-02860 : Voirie -Programmation compléme	204142	11 800,00	71,95
Total			41 966,00	255,90

Nom de la commune (1) : CHAVANAC				
Numéro de SIREN : 21190520300017				
Population de la commune : 52				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
OBJET NP 2014	2020-03197 : Restauration d'un tabernacle a	204141	6 558,00	126,12
PATRIMOINE NP 2014	2021-01067 : Travaux à l'église (solin et m	204142	1 191,00	22,90
Tvx Investissement sur VC, CR	2017-00740 : Voirie, dotation 2017	204142	982,00	18,88
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00150 : Dotation voirie 2020	204142	1 593,00	30,63
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-00920 : Dotation voirie 2021	204142	2 500,00	48,08
Total			12 824,00	246,61

Nom de la commune (1) : CHAVEROCHE

Numéro de SIREN : 21190530200017

Population de la commune : 251

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
Construc publiques : diagnosti	2021-02245 : Elaboration étude thermique	204141	1 440,00	5,74
MAT VOIRIE 2014 2019	2021-02253 : Acquisition d'un gyrobroyeur	204141	3 132,00	12,48
Total			4 572,00	18,22

Nom de la commune (1) : CHENAILLER-MASCHEIX

Numéro de SIREN : 21190540100017

Population de la commune : 210

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 TVX ACCESSIBI INCENDIE	2020-02825 : Pose d'un poteau incendie	204142	548,00	2,61
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2018-01411 : Numérotation et dénomination d	204142	4 000,00	19,05
Total			4 548,00	21,66

Nom de la commune (1) : CHIRAC-BELLEVUE

Numéro de SIREN : 21190550000016

Population de la commune : 305

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2021-02507 : Rénov. énergétique maison Puy	204142	3 786,00	12,41
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2021-02508 : Rénovation de la MAM	204142	3 000,00	9,84
Construc publiques : diagnosti	2021-02772 : Elaboration de dpe	204141	526,00	1,72
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00207 : Dotation voirie 2019	204142	3 723,00	12,21
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00159 : Dotation voirie 2020	204142	11 222,00	36,79
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-00922 : Dotation voirie 2021	204142	11 222,00	36,79
Total			33 479,00	109,76

Nom de la commune (1) : CLERGOUX

Numéro de SIREN : 21190560900015

Population de la commune : 420

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 PLATEFORME MULTIPLE	2020-02345 : Aménagement d'un bâtiment comm	204142	20 000,00	47,62
Constructions publiques	2020-03208 : Réfection du mur du cimetière	204142	1 275,00	3,04
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00161 : Dotation voirie 2020	204142	3 395,00	8,08
Total			24 670,00	58,74

Nom de la commune (1) : COLLONGES-LA-ROUGE

Numéro de SIREN : 21190570800015

Population de la commune : 502

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2020-02849 : Occultation des fenêtres école	204142	480,00	0,96
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2020-02868 : Réfection de la toiture de la	204142	2 138,00	4,26
2016 RDT	2020-01577 : RD38 Aménagement en traverse	204142	16 525,00	32,92
2016 TVX ACCESSIBI INCENDIE	2020-01437 : Travaux de mise en accessibili	204142	15 000,00	29,88
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2020-03199 : Numérotation et dénomination d	204141	5 000,00	9,96
AB 2/3 ANS 1ERE GENERATION	2018-00064 : AMENAGEMENT D'ESPACES PUBLICS	204142	50 000,00	99,60
AB 2/3 ANS 1ERE GENERATION	2019-03595 : Aménagement d'espaces publics	204142	1 704,00	3,39
Constructions publiques	2020-02534 : Sécurisation du hangar communa	204142	513,00	1,02
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00211 : Dotation voirie 2019	204142	10 000,00	19,92
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00164 : Dotation voirie 2020	204142	3 569,00	7,11
Total			104 929,00	209,02

Nom de la commune (1) : COMBRESSOL

Numéro de SIREN : 21190580700015

Population de la commune : 359

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 ESPACES PUBLICS	2017-01156 : Travaux d'espaces publics	204142	630,00	1,75
2016 ESPACES PUBLICS	2021-03010 : Aménagement d'un jardin du sou	204142	1 230,00	3,43
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00215 : Dotation voirie 2019	204142	4 882,00	13,60
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00168 : Dotation voirie 2020	204142	10 000,00	27,86
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-00926 : Dotation voirie 2021	204142	10 000,00	27,86
Total			26 742,00	74,50

Nom de la commune (1) : CONCEZE

Numéro de SIREN : 21190590600015

Population de la commune : 412

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2019-02812 : Isolation rénovation apparts	204142	4 178,00	10,14
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2019-01772 : Numérotation et dénomination d	204142	4 000,00	9,71
Constructions publiques	2019-01804 : Mise en place de colonnes ente	204142	5 000,00	12,14
Tvx Investissement sur VC, CR	2018-02065 : Dotation voirie 2018	204142	20 000,00	48,54
Total			33 178,00	80,53

Nom de la commune (1) : CONDAT-SUR-GANAVEIX

Numéro de SIREN : 21190600300010

Population de la commune : 694				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
Constructions publiques	2021-01063 : Petits équipements communaux	204142	1 794,00	2,59
Tvx Investissement sur VC, CR	2017-00356 : Voirie, dotation 2017	204142	10 000,00	14,41
Tvx Investissement sur VC, CR	2018-02066 : Dotation voirie 2018	204142	8 800,00	12,68
Total			20 594,00	29,68

Nom de la commune (1) : CORNIL Numéro de SIREN : 21190610200010				
Population de la commune : 1 323				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2021-00865 : Divers travaux sur des bâtimen	204142	1 560,00	1,18
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2021-00867 : Divers travaux bât. complt	204142	1 619,00	1,22
2016 TVX ACCESSIBI INCENDIE	2019-02304 : Travaux d'accessibilité église	204142	387,00	0,29
2016 TVX ACCESSIBI INCENDIE	2021-01121 : Trvx accessibilité au stade T3	204142	3 870,00	2,93
Constructions publiques	2017-01989 : Elaboration d'un PLU	204141	4 844,00	3,66
Tvx Investissement sur VC, CR	2017-00357 : Voirie, dotation 2017	204142	6 000,00	4,54
Tvx Investissement sur VC, CR	2018-02067 : Dotation voirie 2018	204142	4 662,00	3,52
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00221 : Dotation voirie 2019	204142	2 998,00	2,27
Total			25 940,00	19,61

Nom de la commune (1) : CORREZE Numéro de SIREN : 21190620100010				
Population de la commune : 1 180				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
EDIFICE INSCRIT 2014	2020-01592 : Restauration et mise en valeur	204142	7 964,00	6,75
EDIFICE INSCRIT 2014	2020-01760 : Restauration et mise en valeur	204142	3 707,00	3,14
Restauration archive communale	2020-02998 : 2020 - RESTAU. ARCHIV. CORREZE	204141	170,78	0,14
Sport : Pleine nature	2021-03486 : PDIPR 2021	65734	612,00	0,52
Total			12 453,78	10,55

Nom de la commune (1) : COSNAC Numéro de SIREN : 21190630000010				
Population de la commune : 3 054				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
Appel à Projets	2021-01737 : ALSH / Les arts urbains : déco	65734	250,00	0,08
Appel à Projets	2021-01738 : ALSH / L'astronomie : fabricat	65734	220,00	0,07
Appel à Projets	2021-01741 : ALSH / Activité poterie le 07	65734	70,00	0,02

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Appel à Projets	2021-01743 : ALSH / Equithérapie le 05 mai	65734	100,00	0,03
Appel à Projets	2021-01744 : ALSH / Découverte des animaux	65734	90,00	0,03
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-02850 : Voirie -Programme Complémentai	204142	30 000,00	9,82
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-00933 : Dotation voirie 2021	204142	10 000,00	3,27
Total			40 730,00	13,32

Nom de la commune (1) : COUFFY-SUR-SARSONNE				
Numéro de SIREN : 21190640900019				
Population de la commune : 76				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2021-02160 : Dotat° de Solidarité Communale	204142	3 000,00	39,47
PATRIMOINE NP 2014	2017-03670 : Restauration des piliers et de	204142	1 628,00	21,42
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-00934 : Dotation voirie 2021	204142	6 000,00	78,95
Total			10 628,00	139,84

Nom de la commune (1) : COURTEIX				
Numéro de SIREN : 21190650800018				
Population de la commune : 69				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2021-02161 : Dotat° de Solidarité Communale	204142	3 000,00	43,48
Tvx Investissement sur VC, CR	2017-00361 : Voirie, dotation 2017	204142	1 682,00	24,38
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-00935 : Dotation voirie 2021	204142	6 000,00	86,96
Total			10 682,00	154,82

Nom de la commune (1) : CUBLAC				
Numéro de SIREN : 21190660700018				
Population de la commune : 1 750				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-00936 : Dotation voirie 2021	204142	10 000,00	5,71
Total			10 000,00	5,71

Nom de la commune (1) : CUREMONTE				
Numéro de SIREN : 21190670600018				
Population de la commune : 217				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2020-03555 : Equipements pour la mairie	204142	450,00	2,07
Total			450,00	2,07

Nom de la commune (1) : DAMPNIAT Numéro de SIREN : 21190680500018				
Population de la commune : 717				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2018-01100 : Numérotation et dénomination d	204142	5 000,00	6,97
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2020-03483 : Numérotation et dénomination d	204141	1 330,00	1,85
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00247 : Dotation voirie 2019	204142	656,00	0,91
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00199 : Dotation voirie 2020	204142	10 000,00	13,95
Total			16 986,00	23,68

Nom de la commune (1) : DARAZAC Numéro de SIREN : 21190690400019				
Population de la commune : 142				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-00939 : Dotation voirie 2021	204142	6 000,00	42,25
Total			6 000,00	42,25

Nom de la commune (1) : DARNETS Numéro de SIREN : 21190700100013				
Population de la commune : 360				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 AEP	2020-01785 : Réhabilitation station épurati	204142	14 000,00	38,89
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2020-00319 : Aménagement salle polyvalente	204142	30 000,00	83,33
2016 ESPACES PUBLICS	2021-02756 : Aménagement du cimetière - T3	204142	4 230,00	11,75
Total			48 230,00	133,97

Nom de la commune (1) : DAVIGNAC Numéro de SIREN : 21190710000013				
Population de la commune : 206				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2020-01469 : Travaux de mise aux normes du	204142	30 000,00	145,63
2016 TVX ACCESSIBI INCENDIE	2020-01448 : Travaux d'accessibilité au bât	204142	2 500,00	12,14
Total			32 500,00	157,77

Nom de la commune (1) : DONZENAC Numéro de SIREN : 21190720900012				
Population de la commune : 2 736				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2019-03220 : Réhabilitation espace loisirs	204142	30 000,00	10,96
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2020-02562 : Réhab. espace loisirs T4	204142	30 000,00	10,96
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2020-02563 : Réhab. espace loisirs T5	204142	30 000,00	10,96
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2020-02589 : Etude sur la signalétique	204141	390,00	0,14
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2020-02590 : Harmonisation panneaux tourist	204142	6 721,00	2,46
Constructions publiques	2020-02560 : Modification du PLU	204141	2 113,00	0,77
EDIFICE CLASSE 2014	2019-00005 : Restauration du clocher de l'é	204142	19 385,00	7,09
EDIFICE CLASSE 2014	2020-00001 : Restauration du clocher de l'é	204142	15 007,00	5,49
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-02857 : Voirie -Programmation compléme	204142	40 000,00	14,62
Total			173 616,00	63,45

Nom de la commune (1) : EGLETONS

Numéro de SIREN : 21190730800012

Population de la commune : 5 046

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2018-04440 : Travaux de réhabilitation et d	204142	13 380,00	2,65
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2019-03105 : Aménagement abords campus (T2)	204142	16 230,00	3,22
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00215 : Dotation voirie 2020	204142	20 000,00	3,96
Total			49 610,00	9,83

Nom de la commune (1) : L'EGLISE-AUX-BOIS

Numéro de SIREN : 21190740700012

Population de la commune : 54

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00266 : Dotation voirie 2019	204142	218,00	4,04
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00218 : Dotation voirie 2020	204142	6 000,00	111,11
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-01014 : Dotation voirie 2021	204142	6 000,00	111,11
Total			12 218,00	226,26

Nom de la commune (1) : ESPAGNAC

Numéro de SIREN : 21190750600011

Population de la commune : 393

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
Construc publiques : diagnosti	2021-01869 : Elaboration d'un DPE	204141	280,00	0,71
OBJET NP 2014	2021-02076 : Restauration de 4 verrières à	204142	1 574,00	4,01
Total			1 854,00	4,72

Nom de la commune (1) : ESPARTIGNAC				
Numéro de SIREN : 21190760500011				
Population de la commune : 437				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2020-01721 : Numérotation et dénomination d	204141	4 000,00	9,15
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00275 : Dotation voirie 2019	204142	6 000,00	13,73
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00227 : Dotation voirie 2020	204142	3 172,00	7,26
Total			13 172,00	30,14

Nom de la commune (1) : ESTIVALS				
Numéro de SIREN : 21190770400012				
Population de la commune : 129				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2020-02470 : Dotat° de Solidarité Communale	204142	3 000,00	23,26
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2021-02162 : Dotat° de Solidarité Communale	204142	3 000,00	23,26
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00230 : Dotation voirie 2020	204142	3 303,00	25,60
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-00951 : Dotation voirie 2021	204142	6 000,00	46,51
Total			15 303,00	118,63

Nom de la commune (1) : ESTIVAUX				
Numéro de SIREN : 21190780300012				
Population de la commune : 435				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2020-02249 : Informatique école	204141	786,00	1,81
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2020-02736 : Equipement de matériel école	204141	2 707,00	6,22
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2021-01789 : Création d'une classe suplt T1	204142	30 000,00	68,97
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2018-02146 : Numérotation et dénomination d	204142	4 000,00	9,20
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2019-03118 : Etude créat° quartier durable	204141	3 672,00	8,44
Total			41 165,00	94,64

Nom de la commune (1) : EYBURIE				
Numéro de SIREN : 21190790200012				
Population de la commune : 505				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2020-02523 : Mise aux normes mairie et bât.	204142	1 321,00	2,62
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2021-01855 : Travaux d'APE logement ancien	204142	8 279,00	16,39
Construc publiques : diagnosti	2021-01752 : Elaboration d'un DPE	204141	190,00	0,38
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00236 : Dotation voirie 2020	204142	9 970,00	19,74

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Tvx Investissement sur VC, CR	2021-00953 : Dotation voirie 2021	204142	6 604,00	13,08
Total			26 364,00	52,21

Nom de la commune (1) : EYGURANDE				
Numéro de SIREN : 21190800900015				
Population de la commune : 698				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2020-01693 : Informatique école	204141	897,00	1,29
OBJET NP 2014	2020-01574 : Réfection de deux cloches de l	204141	3 727,00	5,34
Total			4 624,00	6,63

Nom de la commune (1) : EYREIN				
Numéro de SIREN : 21190810800015				
Population de la commune : 518				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 EQUIP SPORT CONSTRUC	2019-02510 : Création d'un city stade	204142	15 000,00	28,96
2016 TVX ACCESSIBI INCENDIE	2017-00076 : Accessib. école et cantine T2	204142	15 000,00	28,96
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2019-02904 : Numérotation et dénomination d	204142	2 084,00	4,02
AB 2/3 ANS 1ERE GENERATION	2017-01256 : Aménagement d'espaces publics-	204142	50 000,00	96,53
AB 2/3 ANS 1ERE GENERATION	2018-00058 : Aménagement d'espaces publics-	204142	42 862,00	82,75
Constructions publiques	2019-02526 : Création d'une halle à l'étang	204142	6 246,00	12,06
Tvx Investissement sur VC, CR	2018-02089 : Dotation voirie 2018	204142	10 000,00	19,31
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00293 : Dotation voirie 2019	204142	10 000,00	19,31
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00243 : Dotation voirie 2020	204142	10 000,00	19,31
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-00956 : Dotation voirie 2021	204142	6 392,00	12,34
Total			167 584,00	323,55

Nom de la commune (1) : FAVARS				
Numéro de SIREN : 21190820700015				
Population de la commune : 1 108				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2020-03449 : Travaux désamiantage salle pol	204142	7 947,00	7,17
Constructions publiques	2021-01865 : Rénovation des locaux mairie	204142	6 449,00	5,82
Total			14 396,00	12,99

Nom de la commune (1) : FEYT				
Numéro de SIREN : 21190830600015				
Population de la commune : 136				

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 TVX ACCESSIBI INCENDIE	2021-01882 : Création d'une borne incendie	204142	731,00	5,38
Construc publiques : diagnosti	2021-03197 : Elaboration d'un diagnostic	204141	600,00	4,41
Total			1 331,00	9,79

Nom de la commune (1) : FORGES

Numéro de SIREN : 21190840500015

Population de la commune : 282

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
Tvx Investissement sur VC, CR	2018-02092 : Dotation voirie 2018	204142	1 620,00	5,74
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00302 : Dotation voirie 2019	204142	6 000,00	21,28
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00250 : Dotation voirie 2020	204142	6 000,00	21,28
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-00962 : Dotation voirie 2021	204142	6 000,00	21,28
Total			19 620,00	69,58

Nom de la commune (1) : GIMEL-LES-CASCADES

Numéro de SIREN : 21190850400015

Population de la commune : 814

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2021-02319 : Travaux économie d'énergie école	204142	1 513,00	1,86
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2021-02934 : Amélioration acoustique école	204142	1 903,00	2,34
2016 PLATEFORME MULTIPLE	2020-02551 : Restauration d'un ancien snack	204142	9 126,00	11,21
2016 TVX ACCESSIBI INCENDIE	2020-01445 : Travaux d'accessibilité écoles	204142	2 353,00	2,89
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2021-00854 : Aménagt paysager site Vuillier	204142	3 511,00	4,31
Constructions publiques	2020-01845 : Restauration d'un enclos bâti	204142	3 410,00	4,19
Constructions publiques	2020-01846 : Réfection toiture remise	204142	2 049,00	2,52
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-00963 : Dotation voirie 2021	204142	6 000,00	7,37
Total			29 865,00	36,69

Nom de la commune (1) : GOULLES

Numéro de SIREN : 21190860300015

Population de la commune : 339

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2020-03423 : Transformation maison SALLES	204142	8 000,00	23,60
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2018-01533 : Numérotation et dénomination d	204142	3 880,00	11,45
Total			11 880,00	35,05

Nom de la commune (1) : GOURDON-MURAT				
Numéro de SIREN : 21190870200015				
Population de la commune : 104				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2019-02683 : Dotat° de Solidarité Communale	204142	383,00	3,68
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2020-02472 : Dotat° de Solidarité Communale	204142	3 000,00	28,85
Tvx Investissement sur VC, CR	2018-02096 : Dotation voirie 2018	204142	3 322,00	31,94
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00256 : Dotation voirie 2020	204142	6 645,00	63,89
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-00965 : Dotation voirie 2021	204142	1 769,00	17,01
Total			15 119,00	145,37

Nom de la commune (1) : GRANDSAIGNE				
Numéro de SIREN : 21190880100015				
Population de la commune : 53				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00310 : Dotation voirie 2019	204142	10 476,00	197,66
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00258 : Dotation voirie 2020	204142	10 476,00	197,66
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-00966 : Dotation voirie 2021	204142	10 476,00	197,66
Total			31 428,00	592,98

Nom de la commune (1) : GROS-CHASTANG				
Numéro de SIREN : 21190890000015				
Population de la commune : 187				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2020-02216 : Réfect° toiture annexe mairie	204142	8 214,00	43,93
2016 PLATEFORME MULTIPLE	2020-03587 : Réfection du multiple rural	204142	11 124,00	59,49
2016 RDT	2017-00260 : RD18 RD61 - Aménagement en tra	204142	6 849,00	36,63
2016 TVX ACCESSIBI INCENDIE	2020-02231 : Mise en place d'une bâche ince	204142	4 750,00	25,40
2016 TVX ACCESSIBI INCENDIE	2020-02614 : Mise en place d'une bâche ince	204142	538,00	2,88
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2021-02726 : Aménagement d'un parc paysager	204142	20 000,00	106,95
Tvx Investissement sur VC, CR	2017-00745 : Voirie, dotation 2017	204142	1 852,00	9,90
Tvx Investissement sur VC, CR	2018-02099 : Dotation voirie 2018	204142	1 852,00	9,90
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00312 : Dotation voirie 2019	204142	1 852,00	9,90
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00259 : Dotation voirie 2020	204142	1 852,00	9,90
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-00969 : Dotation voirie 2021	204142	1 852,00	9,90
Total			60 735,00	324,78

Nom de la commune (1) : GUMONT				
Numéro de SIREN : 21190900700018				

Population de la commune : 102				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
PPRNP HORS PART 2014	2018-01059 : Restauration de deux petits po	204142	17 879,00	175,28
Total			17 879,00	175,28

Nom de la commune (1) : HAUTEFAGE Numéro de SIREN : 2119091060018				
Population de la commune : 328				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
MAT VOIRIE 2014 2019	2021-02582 : Acquisition d'une épareuse	204141	5 000,00	15,24
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-00971 : Dotation voirie 2021	204142	10 000,00	30,49
Total			15 000,00	45,73

Nom de la commune (1) : LE JARDIN Numéro de SIREN : 21190920500018				
Population de la commune : 80				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 ASSAINISSEMENT TVX ETUDE	2018-01089 : Mise en place PPCaptages du bo	204142	11 326,00	141,58
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2020-02479 : Dotat° de Solidarité Communale	204142	3 000,00	37,50
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2021-02176 : Dotat° de Solidarité Communale	204142	3 000,00	37,50
Tvx Investissement sur VC, CR	2018-02102 : Dotation voirie 2018	204142	382,00	4,78
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00307 : Dotation voirie 2019	204142	3 240,00	40,50
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00255 : Dotation voirie 2020	204142	6 000,00	75,00
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-01017 : Dotation voirie 2021	204142	6 000,00	75,00
Total			32 948,00	411,86

Nom de la commune (1) : JUGEALS-NAZARETH Numéro de SIREN : 21190930400019				
Population de la commune : 1 002				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 ESPACES PUBLICS	2021-02634 : Aménagement de l'esplanade de	204142	7 085,00	7,07
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-00972 : Dotation voirie 2021	204142	6 000,00	5,99
Total			13 085,00	13,06

Nom de la commune (1) : JUILLAC Numéro de SIREN : 21190940300019				
Population de la commune : 1 142				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2021-01059 : Requalification coeur de bourg	204142	44 302,00	38,79
ENVIRONNEMENT AGRICOLE FONCT	2021-02977 : ACCUEIL - COMICE AGRI ARROND.	65734	3 000,00	2,63
ENVIRONNEMENT AGRICOLE FONCT	2021-03095 : ACCUEIL - COMICE AGRICOLE CANT	65734	750,00	0,66
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-00973 : Dotation voirie 2021	204142	10 000,00	8,76
Total			58 052,00	50,84

Nom de la commune (1) : LAFAGE-SUR-SOMBRE				
Numéro de SIREN : 2119097000018				
Population de la commune : 130				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2020-02475 : Dotat° de Solidarité Communale	204142	3 223,00	24,79
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2021-02166 : Dotat° de Solidarité Communale	204142	601,00	4,62
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00267 : Dotation voirie 2020	204142	10 000,00	76,92
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-00980 : Dotation voirie 2021	204142	10 000,00	76,92
Total			23 824,00	183,25

Nom de la commune (1) : LAGLEYGEOLLE				
Numéro de SIREN : 21190990800017				
Population de la commune : 230				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
Construc publiques : diagnosti	2021-01793 : Elaboration d'un DPE	204141	528,00	2,30
PATRIMOINE NP 2014	2020-01203 : Réfection des façades de l'égl	204142	9 784,00	42,54
PATRIMOINE NP 2014	2020-02497 : Travaux de restauration de l'é	204142	6 205,00	26,98
Total			16 517,00	71,82

Nom de la commune (1) : LAMAZIERE-BASSE				
Numéro de SIREN : 21191020300010				
Population de la commune : 300				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2020-03025 : Divers travaux dans l'école	204142	5 525,00	18,42
2016 MILIEUX AQUATIQUES	2020-01564 : Mise en conformité d'un étang	204142	4 027,00	13,42
Rest. archive com. prioritaire	2021-02217 : 2021-RESTAU. ARCH. LAMAZIERE-B	204141	801,00	2,67
Tvx Investissement sur VC, CR	2017-00747 : Voirie, dotation 2017	204142	5 651,00	18,84
Total			16 004,00	53,35

Nom de la commune (1) : LAMAZIERE-HAUTE				
Numéro de SIREN : 21191030200010				
Population de la commune : 69				

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-00988 : Dotation voirie 2021	204142	6 000,00	86,96
Total			6 000,00	86,96

Nom de la commune (1) : LAMONGERIE

Numéro de SIREN : 21191040100010

Population de la commune : 117

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2019-02686 : Dotat° de Solidarité Communale	204142	3 000,00	25,64
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00315 : Dotation voirie 2019	204142	6 000,00	51,28
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00263 : Dotation voirie 2020	204142	2 250,00	19,23
Total			11 250,00	96,15

Nom de la commune (1) : LANTEUIL

Numéro de SIREN : 21191050000019

Population de la commune : 510

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 ESPACES PUBLICS	2019-01749 : Aménagement aux abords de la R	204142	2 787,00	5,46
Total			2 787,00	5,46

Nom de la commune (1) : LAPLEAU

Numéro de SIREN : 21191060900018

Population de la commune : 375

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00318 : Dotation voirie 2019	204142	10 562,00	28,17
Total			10 562,00	28,17

Nom de la commune (1) : LARCHE

Numéro de SIREN : 21191070800018

Population de la commune : 1 628

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 EQUIP SPORT REHAB	2020-02822 : Sécurisation et mise aux norme	204142	6 642,00	4,08
Constructions publiques	2021-03348 : Acquisition de matériel inform	204141	685,00	0,42
Constructions publiques	2021-03350 : Installation de climatisation	204142	2 312,00	1,42
Constructions publiques	2021-03351 : Création ossuaire cimetièrre	204142	792,00	0,49
PATRIMOINE NP 2014	2020-03539 : Travaux dans le presbytère de	204142	4 375,00	2,69
Tvx Investissement sur VC, CR	2018-02121 : Dotation voirie 2018	204142	1 384,00	0,85
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00320 : Dotation voirie 2019	204142	6 000,00	3,69

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00268 : Dotation voirie 2020	204142	5 907,00	3,63
Total			28 097,00	17,27

Nom de la commune (1) : LAROCHE-PRES-FEYT				
Numéro de SIREN : 21191080700018				
Population de la commune : 63				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2021-02171 : Dotat° de Solidarité Communale	204142	3 000,00	47,62
Construc publiques : diagnosti	2021-03429 : Elaboration d'un diagnostic	204141	600,00	9,52
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-00994 : Dotation voirie 2021	204142	6 000,00	95,24
Total			9 600,00	152,38

Nom de la commune (1) : LASCAUX				
Numéro de SIREN : 21191090600018				
Population de la commune : 231				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 ESPACES PUBLICS	2021-01885 : Extension du cimetière	204142	10 132,00	43,86
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2019-01774 : Numérotation et dénomination d	204142	3 966,00	17,17
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-00995 : Dotation voirie 2021	204142	6 000,00	25,97
Total			20 098,00	87,00

Nom de la commune (1) : LATRONCHE				
Numéro de SIREN : 21191100300013				
Population de la commune : 133				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2021-03448 : Changement de menuiseries	204142	7 581,00	57,00
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2021-03449 : Réhabilitation logements T1	204142	4 485,00	33,72
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2021-02172 : Dotat° de Solidarité Communale	204142	4 000,00	30,08
Constructions publiques	2021-03182 : Rénovation du plancher salle	204142	347,00	2,61
Constructions publiques	2021-03450 : Acquisition de mobilier salle	204141	623,00	4,68
MAT VOIRIE 2014 2019	2021-03271 : Acquisition de matériels de vo	204141	3 667,00	27,57
MAT VOIRIE 2014 2019	2021-03272 : Acquisition d'une épareuse	204141	5 000,00	37,59
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-01011 : Dotation voirie 2021	204142	10 194,00	76,65
Total			35 897,00	269,90

Nom de la commune (1) : LAVAL-SUR-LUZEGE				
Numéro de SIREN : 21191110200013				
Population de la commune : 99				

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2021-01055 : Mise en valeur Tour Bastide	204142	21 366,00	215,82
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-01012 : Dotation voirie 2021	204142	10 000,00	101,01
Total			31 366,00	316,83

Nom de la commune (1) : LESTARDS

Numéro de SIREN : 21191120100013

Population de la commune : 107

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
Constructions publiques	2020-03412 : Création d'un mur soutènement	204142	5 000,00	46,73
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00279 : Dotation voirie 2020	204142	6 668,00	62,32
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-01022 : Dotation voirie 2021	204142	6 668,00	62,32
Total			18 336,00	171,37

Nom de la commune (1) : LIGINIAC

Numéro de SIREN : 21191130000013

Population de la commune : 665

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 PLATEFORME MULTIPLE	2021-02402 : Travaux d'électricité au resta	204142	969,00	1,46
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00333 : Dotation voirie 2019	204142	186,00	0,28
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00281 : Dotation voirie 2020	204142	11 334,00	17,04
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-01023 : Dotation voirie 2021	204142	6 138,00	9,23
Total			18 627,00	28,01

Nom de la commune (1) : LIGNAREIX

Numéro de SIREN : 21191140900012

Population de la commune : 174

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2021-02177 : Dotat° de Solidarité Communale	204142	3 000,00	17,24
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-01024 : Dotation voirie 2021	204142	4 203,00	24,16
Total			7 203,00	41,40

Nom de la commune (1) : LIOURDRES

Numéro de SIREN : 21191160700011

Population de la commune : 255

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
MAT VOIRIE 2014 2019	2020-02757 : Achat d'une épareuse	204141	4 760,00	18,67
Total			4 760,00	18,67

Nom de la commune (1) : LISSAC-SUR-COUZE				
Numéro de SIREN : 2119117060011				
Population de la commune : 733				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 ESPACES PUBLICS	2020-03528 : Aménagement de la petite place	204142	12 490,00	17,04
Restauration archive communale	2020-03000 : 2020-REST. ARCHIV.LISSAC/COUZE	204141	764,77	1,04
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-01027 : Dotation voirie 2021	204142	6 000,00	8,19
Total			19 254,77	26,27

Nom de la commune (1) : LE LONZAC				
Numéro de SIREN : 21191180500011				
Population de la commune : 817				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2019-01370 : Aménagement cabinet médical	204142	20 000,00	24,48
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2020-02738 : Aménagement d'un logement dans	204142	6 906,00	8,45
2016 EQUIP SPORT REHAB	2020-03408 : Construction d'un club house a	204142	23 097,00	28,27
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2019-01502 : Numérotation et dénomination d	204142	2 446,00	2,99
Tvx Investissement sur VC, CR	2018-02133 : Dotation voirie 2018	204142	819,00	1,00
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00334 : Dotation voirie 2019	204142	11 963,00	14,64
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00282 : Dotation voirie 2020	204142	11 963,00	14,64
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-01019 : Dotation voirie 2021	204142	2 966,00	3,63
Total			80 160,00	98,10

Nom de la commune (1) : LOSTANGES				
Numéro de SIREN : 21191190400012				
Population de la commune : 145				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2021-02178 : Dotat° de Solidarité Communale	204142	4 000,00	27,59
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00283 : Dotation voirie 2020	204142	1 207,00	8,32
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-01029 : Dotation voirie 2021	204142	10 000,00	68,97
Total			15 207,00	104,88

Nom de la commune (1) : LOUIGNAC				
Numéro de SIREN : 21191200100016				
Population de la commune : 238				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2017-03932 : Numérotation et dénomination d	204142	1 350,00	5,67
Constructions publiques	2021-01851 : Installation pompe à chaleur	204142	3 497,00	14,69

Total	4 847,00	20,36
--------------	-----------------	--------------

Nom de la commune (1) : LUBERSAC

Numéro de SIREN : 2119121000016

Population de la commune : 2 278

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 TVX ACCESSIBI INCENDIE	2020-01465 : Accessibilité mairie T1	204142	15 000,00	6,58
2016 TVX ACCESSIBI INCENDIE	2020-01959 : Accessibilité mairie T2	204142	15 000,00	6,58
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2019-01417 : Réfection toiture abattoir	204142	30 413,00	13,35
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2021-02570 : Création bâtiment sanitaires	204142	30 000,00	13,17
Sport-Grands Evénements Sport.	2021-02477 : TDL 2021	65734	1 000,00	0,44
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00295 : Dotation voirie 2019	204142	55 976,00	24,57
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00244 : Dotation voirie 2020	204142	2 945,00	1,29
Total			150 334,00	65,98

Nom de la commune (1) : MADRANGES

Numéro de SIREN : 2119122090015

Population de la commune : 202

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
Tvx Investissement sur VC, CR	2018-02137 : Dotation voirie 2018	204142	5 853,00	28,98
Total			5 853,00	28,98

Nom de la commune (1) : MANSAC

Numéro de SIREN : 2119124070015

Population de la commune : 1 464

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2021-00909 : Changement de chaudière mairie	204142	7 075,00	4,83
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2021-00913 : Rénovation de l'appartement	204142	1 122,00	0,77
2016 EQUIP SPORT REHAB	2020-02357 : Réfection d'un terrain de tenn	204142	6 234,00	4,26
2016 EQUIP SPORT REHAB	2021-01008 : Travaux de rénovation terrain	204142	417,00	0,28
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2019-01353 : Numérotation et dénomination d	204142	2 138,00	1,46
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2020-01759 : Numérotation et dénomination d	204141	3 519,00	2,40
Appel à Projets	2021-02152 : atelier de papier recyclé	65734	165,00	0,11
Appel à Projets	2021-02153 : atelier de langage des signes	65734	125,00	0,09
PPRNP HORS PART 2014	2021-01093 : Réfection d'un vieux four	204142	1 663,00	1,14
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00251 : Dotation voirie 2020	204142	9 402,00	6,42
Total			31 860,00	21,76

Nom de la commune (1) : MARCILLAC-LA-CROISILLE				
Numéro de SIREN : 21191250600014				
Population de la commune : 802				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2021-01775 : Informatique école	204141	678,00	0,85
2016 EQUIP SPORT REHAB	2020-01700 : Construction bâtiment sportif	204142	8 326,00	10,38
ENVIRONNEMENT AGRICOLE FONCT	2021-02967 : ACCUEIL - COMICE AGRI CANTONAL	65734	750,00	0,94
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00216 : Dotation voirie 2020	204142	20 000,00	24,94
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-01071 : Dotation voirie 2021	204142	20 000,00	24,94
Total			49 754,00	62,05

Nom de la commune (1) : MARCILLAC-LA-CROZE				
Numéro de SIREN : 21191260500014				
Population de la commune : 175				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2019-02371 : Numérotation et dénomination d	204142	4 000,00	22,86
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2020-00303 : Numérotation et dénomination d	204141	3 951,00	22,58
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00219 : Dotation voirie 2020	204142	5 555,00	31,74
Total			13 506,00	77,18

Nom de la commune (1) : MARGERIDES				
Numéro de SIREN : 21191280300015				
Population de la commune : 310				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2021-01761 : NUMEROTATION ET DENOMINATION D	204141	5 000,00	16,13
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2021-01036 : Divers travaux communaux	204142	3 398,00	10,96
Total			8 398,00	27,09

Nom de la commune (1) : MASSERET				
Numéro de SIREN : 21191290200015				
Population de la commune : 679				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 AEP	2019-03481 : Mise en place essais pilote po	204142	27 697,00	40,79
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2018-04427 : Travaux de rénovation logement	204142	5 600,00	8,25
2016 PLATEFORME MULTIPLE	2018-04429 : Rénovation du café associatif	204142	3 700,00	5,45
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2020-01347 : Création d'une maison médicale	204142	95 920,00	141,27
ENVIRONNEMENT AGRICOLE FONCT	2021-02978 : ACCUEIL - COMICE AGRI ARROND.	65734	3 000,00	4,42
ENVIRONNEMENT AGRICOLE FONCT	2021-03098 : ACCUEIL - COMICE AGRICOLE DES	65734	750,00	1,10

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

MAT VOIRIE 2014 2019	2018-04428 : Acquisition d'une débroussaill	204141	5 000,00	7,36
Tvx Investissement sur VC, CR	2017-00419 : Voirie, dotation 2017	204142	10 000,00	14,73
Tvx Investissement sur VC, CR	2018-02150 : Dotation voirie 2018	204142	10 000,00	14,73
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00274 : Dotation voirie 2019	204142	10 000,00	14,73
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00226 : Dotation voirie 2020	204142	1 240,00	1,83
Total			172 907,00	254,66

Nom de la commune (1) : MAUSSAC

Numéro de SIREN : 21191300900018

Population de la commune : 452

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
Construc publiques : diagnosti	2021-01839 : Elaboration d'un DPE	204141	1 800,00	3,98
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00280 : Dotation voirie 2019	204142	4 441,00	9,83
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00229 : Dotation voirie 2020	204142	10 000,00	22,12
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-01081 : Dotation voirie 2021	204142	6 776,00	14,99
Total			23 017,00	50,92

Nom de la commune (1) : MEILHARDS

Numéro de SIREN : 21191310800018

Population de la commune : 551

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2017-01987 : Projet touristique à l'étang	204142	20 000,00	36,30
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2019-00036 : Projet touristique à l'étang	204142	20 000,00	36,30
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2020-02422 : Travaux de rénovation mairie	204142	3 072,00	5,58
2016 MILIEUX AQUATIQUES	2017-01577 : Travaux de mise aux normes de	204142	7 660,00	13,90
Constructions publiques	2017-00605 : Elaboration d'un PLU	204141	6 068,00	11,01
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00232 : Dotation voirie 2020	204142	20 000,00	36,30
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-01082 : Dotation voirie 2021	204142	20 000,00	36,30
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-03322 : Dotation voirie 2022	204142	16 253,00	29,50
Total			113 053,00	205,19

Nom de la commune (1) : MENOIRE

Numéro de SIREN : 21191320700018

Population de la commune : 125

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
PATRIMOINE NP 2014	2021-03139 : Restauration de l'église	204142	32 010,00	256,08
Sport : Pleine nature	2021-03495 : Entretien et balisage de 2 cir	65734	369,00	2,95
Total			32 379,00	259,03

Nom de la commune (1) : MERCOEUR				
Numéro de SIREN : 21191330600018				
Population de la commune : 245				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00237 : Dotation voirie 2020	204142	10 000,00	40,82
Total			10 000,00	40,82

Nom de la commune (1) : MERLINES				
Numéro de SIREN : 21191340500018				
Population de la commune : 731				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
OBJET NP 2014	2020-02615 : Restauration des vitraux et du	204141	7 597,00	10,39
PATRIMOINE NP 2014	2020-02335 : Travaux dans l'église	204142	11 193,00	15,31
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00239 : Dotation voirie 2020	204142	6 815,00	9,32
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-01085 : Dotation voirie 2021	204142	5 619,00	7,69
Total			31 224,00	42,71

Nom de la commune (1) : MEYMAC				
Numéro de SIREN : 21191360300018				
Population de la commune : 2 524				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
Constructions publiques	2021-00998 : Aménagement d'une aire de jeux	204142	1 640,00	0,65
Sport : Pleine nature	2021-03484 : ssn 2021	65734	308,00	0,12
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00242 : Dotation voirie 2020	204142	5 838,00	2,31
Total			7 786,00	3,08

Nom de la commune (1) : MEYRIGNAC-L'EGLISE				
Numéro de SIREN : 21191370200018				
Population de la commune : 63				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2020-03459 : Numérotation et dénomination d	204141	722,00	11,46
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00245 : Dotation voirie 2020	204142	6 000,00	95,24
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-01098 : Dotation voirie 2021	204142	6 000,00	95,24
Total			12 722,00	201,94

Nom de la commune (1) : MEYSSAC				
Numéro de SIREN : 21191380100018				
Population de la commune : 1 318				

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 AEP	2018-01417 : Révision schéma directeur assa	204141	2 966,00	2,25
2016 AEP	2019-03322 : Extension du réseau de collect	204142	1 706,00	1,29
Constructions publiques	2019-02763 : Aménagement du local technique	204142	1 072,00	0,81
Constructions publiques	2019-02764 : Aménagement de la cour	204142	2 694,00	2,04
ENVIRONNEMENT AGRICOLE FONCT	2021-02970 : ACCUEIL - COMICE AGRICULTURE CANTONAL	65734	750,00	0,57
Total			9 188,00	6,96

Nom de la commune (1) : MILLEVACHES

Numéro de SIREN : 2119139000018

Population de la commune : 79

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2021-02182 : Dotat° de Solidarité Communale	204142	3 000,00	37,97
Tvx Investissement sur VC, CR	2018-02160 : Dotation voirie 2018	204142	4 044,00	51,19
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-01106 : Dotation voirie 2021	204142	7 166,00	90,71
Total			14 210,00	179,87

Nom de la commune (1) : MONCEAUX-SUR-DORDOGNE

Numéro de SIREN : 2119140070011

Population de la commune : 657

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 TVX ACCESSIBI INCENDIE	2021-01846 : Travaux de défense incendie (b	204142	2 489,00	3,79
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00220 : Dotation voirie 2020	204142	20 000,00	30,44
Total			22 489,00	34,23

Nom de la commune (1) : MONESTIER-PORT-DIEU

Numéro de SIREN : 2119142050011

Population de la commune : 104

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2018-01652 : Numérotation et dénomination d	204142	3 052,00	29,35
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2021-03298 : Réhabilitation d'un restaurant	204142	38 080,00	366,15
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-01109 : Dotation voirie 2021	204142	10 000,00	96,15
Total			51 132,00	491,65

Nom de la commune (1) : MONTGIBAUD

Numéro de SIREN : 2119144030012

Population de la commune : 242

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
---------------------------	-------	-------------	--------------	------------------

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2019-03251 : Rénovation de l'ancienne salle	204142	5 059,00	20,90
2016 EQUIP SPORT REHAB	2021-02506 : Pose d'une main courante autou	204142	2 706,00	11,18
Construc publiques : diagnost	2021-01807 : Elaboration d'un DPE	204141	528,00	2,18
Tvx Investissement sur VC, CR	2017-00754 : Voirie, dotation 2017	204142	3 327,00	13,75
Total			11 620,00	48,01

Nom de la commune (1) : MOUSTIER-VENTADOUR				
Numéro de SIREN : 21191450200011				
Population de la commune : 525				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2020-01472 : Restructuration de la mairie :	204142	9 612,00	18,31
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2020-01474 : Restructuration de la mairie :	204142	30 000,00	57,14
Construc publiques : diagnost	2021-01808 : Elaboration d'un DPE	204141	680,00	1,30
ENVIRONNEMENT AGRICOLE FONCT	2021-02966 : ACCUEIL - COMICE AGRI CANTONAL	65734	750,00	1,43
Total			41 042,00	78,18

Nom de la commune (1) : NAVES				
Numéro de SIREN : 21191460100011				
Population de la commune : 2 527				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 EQUIP SPORT REHAB	2019-02558 : Restructuration et rénovation	204142	12 029,00	4,76
2016 RDT	2020-01177 : RD1120 Aménagement en traverse	204142	23 445,00	9,28
EDIFICE INSCRIT 2014	2020-03438 : Réfection partielle de la toit	204142	1 388,00	0,55
OBJET CLASSE INSCRIT 2014	2019-01753 : Restauration de la fontaine pu	204141	744,00	0,29
Total			37 606,00	14,88

Nom de la commune (1) : NESPOULS				
Numéro de SIREN : 21191470000011				
Population de la commune : 650				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
AB 2/3 ANS 1ERE GENERATION	2020-01599 : Aménagement de Bourg à la Croi	204142	4 100,00	6,31
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00200 : Dotation voirie 2020	204142	10 000,00	15,38
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-01114 : Dotation voirie 2021	204142	10 000,00	15,38
Total			24 100,00	37,07

Nom de la commune (1) : NEUVIC				
Numéro de SIREN : 21191480900010				
Population de la commune : 1 905				

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2017-03783 : Numérotation et dénomination d	204142	3 000,00	1,57
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2021-00853 : Réfection du pont de Fournol	204142	29 539,00	15,51
Appel à Projets	2021-02531 : Spectacle de contes pour les e	65734	250,00	0,13
Total			32 789,00	17,21

Nom de la commune (1) : NEUVILLE

Numéro de SIREN : 21191490800010

Population de la commune : 198

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
Tvx Investissement sur VC, CR	2017-00436 : Voirie, Dotation 2017	204142	2 218,00	11,20
Tvx Investissement sur VC, CR	2018-02172 : Dotation voirie 2018	204142	6 000,00	30,30
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00253 : Dotation voirie 2019	204142	5 002,00	25,26
Total			13 220,00	66,76

Nom de la commune (1) : NOAILHAC

Numéro de SIREN : 21191500400017

Population de la commune : 387

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2018-01149 : Numérotation et dénomination d	204142	4 501,00	11,63
Constructions publiques	2021-03467 : Aménagement de la cour	204142	617,00	1,59
Constructions publiques	2021-03468 : Divers petits équipements	204141	210,00	0,54
OBJET NP 2014	2021-03466 : Sécurisation des fossiles de l	204141	1 654,00	4,27
Total			6 982,00	18,03

Nom de la commune (1) : NOAILLES

Numéro de SIREN : 21191510300017

Population de la commune : 940

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 TVX ACCESSIBI INCENDIE	2016-00208 : Travaux de mise en accessibili	204142	492,00	0,52
Constructions publiques	2020-01652 : Travaux de sécurisation stade	204142	6 737,00	7,17
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00213 : Dotation voirie 2020	204142	10 000,00	10,64
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-01135 : Dotation voirie 2021	204142	10 000,00	10,64
Total			27 229,00	28,97

Nom de la commune (1) : NONARDS

Numéro de SIREN : 21191520200017

Population de la commune : 449

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2020-03248 : Travaux à l'école	204142	503,00	1,12
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2018-03458 : Numérotation et dénomination d	204142	2 310,00	5,14
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2019-00356 : Numérotation et dénomination d	204142	3 620,00	8,06
Total			6 433,00	14,32

Nom de la commune (1) : OBJAT

Numéro de SIREN : 21191530100017

Population de la commune : 3 718

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 ECLAIRAGE ET FT AVEC AB	2017-01980 : Travaux modernisation réseau g	204142	7 500,00	2,02
2016 ESPACES PUBLICS	2020-03200 : Aménagement d'espaces publics	204142	20 000,00	5,38
2016 TVX ACCESSIBI INCENDIE	2020-02621 : Travaux sur deux poteaux incen	204142	1 713,00	0,46
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00194 : Dotation voirie 2020	204142	10 000,00	2,69
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-01138 : Dotation voirie 2021	204142	10 000,00	2,69
Total			49 213,00	13,24

Nom de la commune (1) : ORGNAC-SUR-VEZERE

Numéro de SIREN : 21191540000017

Population de la commune : 325

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2020-02722 : Rénovation salle polyvalente	204142	12 346,00	37,99
MAT VOIRIE 2014 2019	2020-02821 : Achat d'une remorque	204141	517,00	1,59
PATRIMOINE NP 2014	2020-00299 : Restauration et mise en valeur	204142	2 838,00	8,73
Tvx Investissement sur VC, CR	2018-02176 : Dotation voirie 2018	204142	5 044,00	15,52
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00245 : Dotation voirie 2019	204142	8 463,00	26,04
Total			29 208,00	89,87

Nom de la commune (1) : ORLIAC-DE-BAR

Numéro de SIREN : 21191550900015

Population de la commune : 278

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2021-00849 : Ravalement d'un logement	204142	5 999,00	21,58
Constructions publiques	2019-01297 : Elaboration d'un PLU	204141	4 865,00	17,50
MAT VOIRIE 2014 2019	2020-02835 : Acquisition d'un système de le	204141	5 000,00	17,99
PATRIMOINE NP 2014	2021-01100 : Restauration de la façade de l	204142	27 304,00	98,22
Total			43 168,00	155,29

Nom de la commune (1) : PALAZINGES				
Numéro de SIREN : 21191560800015				
Population de la commune : 161				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2019-02702 : Dotat° de Solidarité Communale	204142	1 616,00	10,04
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2020-02488 : Dotat° de Solidarité Communale	204142	3 000,00	18,63
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2021-02183 : Dotat° de Solidarité Communale	204142	364,00	2,26
Tvx Investissement sur VC, CR	2017-00442 : Voirie, Dotation 2017	204142	6 000,00	37,27
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00162 : Dotation voirie 2020	204142	6 000,00	37,27
Total			16 980,00	105,47

Nom de la commune (1) : PALISSE				
Numéro de SIREN : 21191570700015				
Population de la commune : 226				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 ASSAINISSEMENT TVX ETUDE	2017-02112 : Mise en place périmètres prote	204142	13 539,00	59,91
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00165 : Dotation voirie 2020	204142	10 368,00	45,88
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-01154 : Dotation voirie 2021	204142	6 784,00	30,02
Total			30 691,00	135,81

Nom de la commune (1) : PERET-BEL-AIR				
Numéro de SIREN : 21191590500015				
Population de la commune : 91				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 EQUIP SPORT REHAB	2021-03270 : Aménagement terrain de boules	204142	746,00	8,20
Constructions publiques	2021-02729 : Mlse aux normes salle polyv.	204142	1 486,00	16,33
Constructions publiques	2021-03308 : Equipement pour la salle polyv	204141	417,00	4,58
MAT VOIRIE 2014 2019	2021-03129 : Acquisition d'un support d'épa	204141	1 400,00	15,38
Total			4 049,00	44,49

Nom de la commune (1) : PEROLS-SUR-VEZERE				
Numéro de SIREN : 21191600200010				
Population de la commune : 190				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00174 : Dotation voirie 2020	204142	7 905,00	41,61
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-01163 : Dotation voirie 2021	204142	6 831,00	35,95
Total			14 736,00	77,56

Nom de la commune (1) : PERPEZAC-LE-BLANC				
Numéro de SIREN : 21191610100010				
Population de la commune : 472				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2021-03311 : Réhabilitation logement T2	204142	465,00	0,99
2016 EQUIP SPORT REHAB	2021-02613 : Aménagements d'un Citystade	204142	10 500,00	22,25
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2018-01393 : Numérotation et dénomination d	204142	3 143,00	6,66
Construc publiques : diagnosti	2021-03310 : Elaboration d'un diagnostic	204141	200,00	0,42
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00176 : Dotation voirie 2020	204142	10 000,00	21,19
Total			24 308,00	51,51

Nom de la commune (1) : PERPEZAC-LE-NOIR				
Numéro de SIREN : 21191620000010				
Population de la commune : 1 215				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 TVX ACCESSIBI INCENDIE	2020-02622 : Travaux d'accessibilité (rampe	204142	5 561,00	4,58
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2021-01041 : Aménagement d'un espace "Infor	204142	2 300,00	1,89
Construc publiques : diagnosti	2021-01753 : Elaboration d'un DPE	204141	1 901,00	1,56
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-01169 : Dotation voirie 2021	204142	10 000,00	8,23
Total			19 762,00	16,26

Nom de la commune (1) : LE PESCHER				
Numéro de SIREN : 21191630900019				
Population de la commune : 297				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2020-01192 : Travaux de réfection mairie	204142	4 457,00	15,01
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2020-03210 : Rénovation d'un logement	204142	13 081,00	44,04
2016 PLATEFORME MULTIPLE	2020-03213 : Travaux de réhabilitation du r	204142	19 900,00	67,00
Sport : Pleine nature	2021-03499 : PDIPR 2021	65734	146,00	0,49
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00180 : Dotation voirie 2020	204142	6 000,00	20,20
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-01020 : Dotation voirie 2021	204142	6 000,00	20,20
Total			49 584,00	166,94

Nom de la commune (1) : PEYRELEVADE				
Numéro de SIREN : 21191640800019				
Population de la commune : 851				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 AEP	2017-01665 : Mise en périmètres protection	204142	18 478,00	21,71

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

2016 AEP	2020-01631 : Tx interconnexion entre UDI du	204142	8 530,00	10,02
2016 EQUIP SPORT CONSTRUC	2020-02459 : Construction d'un Bike Park	204142	8 680,00	10,20
2016 EQUIP SPORT REHAB	2020-01809 : Travaux de rénovation de la sa	204142	56 619,00	66,53
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2020-03512 : Rénovation camping municipal	204142	12 800,00	15,04
OBJET NP 2014	2018-03967 : Restauration maître-autel	204142	1 335,00	1,57
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00231 : Dotation voirie 2019	204142	6 710,00	7,88
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00183 : Dotation voirie 2020	204142	20 000,00	23,50
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-01177 : Dotation voirie 2021	204142	20 000,00	23,50
Total			153 152,00	179,95

Nom de la commune (1) : PRADINES

Numéro de SIREN : 21191680400019

Population de la commune : 90

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2020-02504 : Dotat° de Solidarité Communale	204142	3 000,00	33,33
Tvx Investissement sur VC, CR	2017-00758 : Voirie, dotation 2017	204142	4 551,00	50,57
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00239 : Dotation voirie 2019	204142	1 872,00	20,80
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00191 : Dotation voirie 2020	204142	6 664,00	74,04
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-01187 : Dotation voirie 2021	204142	5 197,00	57,74
Total			21 284,00	236,48

Nom de la commune (1) : PUY-D'ARNAC

Numéro de SIREN : 21191690300019

Population de la commune : 292

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2019-02033 : Réhabilitation d'un logement a	204142	8 000,00	27,40
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2018-03735 : Numérotation et dénomination d	204142	4 886,00	16,73
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2019-00379 : Numérotation et dénomination d	204142	703,00	2,41
Total			13 589,00	46,54

Nom de la commune (1) : QUEYSSAC-LES-VIGNES

Numéro de SIREN : 21191700000013

Population de la commune : 215

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2020-03425 : Acquisition matériel informat	204141	327,00	1,52
MAT VOIRIE 2014 2019	2020-03426 : Acquisition de matériels pour	204141	788,00	3,67
Total			1 115,00	5,19

Nom de la commune (1) : REYGADES				
Numéro de SIREN : 21191710900012				
Population de la commune : 190				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2019-03388 : Réhabilitation salle polyv. T1	204142	9 225,00	48,55
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2019-03389 : Réhabilitation salle polyv. T2	204142	9 225,00	48,55
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2019-03390 : Installation de sanitaires PMR	204142	2 091,00	11,01
Constructions publiques	2019-02941 : Réfection cour école-mairie	204142	1 625,00	8,55
Constructions publiques	2019-03387 : Réfect. cour école-mairie cplt	204142	2 197,00	11,56
Constructions publiques	2021-03003 : Amélioration acoustique salle	204142	1 881,00	9,90
Total			26 244,00	138,12

Nom de la commune (1) : RILHAC-TREIGNAC				
Numéro de SIREN : 21191720800012				
Population de la commune : 116				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2020-02505 : Dotat° de Solidarité Communale	204142	3 000,00	25,86
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2021-02189 : Dotat° de Solidarité Communale	204142	3 000,00	25,86
Constructions publiques	2021-01868 : Rénovation du logement	204142	3 475,00	29,96
Tvx Investissement sur VC, CR	2017-00457 : Voirie, Dotation 2017	204142	527,00	4,54
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00138 : Dotation voirie 2020	204142	6 000,00	51,72
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-01193 : Dotation voirie 2021	204142	1 302,00	11,22
Total			17 304,00	149,16

Nom de la commune (1) : RILHAC-XAINTRIE				
Numéro de SIREN : 21191730700012				
Population de la commune : 313				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
Constructions publiques	2021-01925 : Equipement matériel inform.	204141	1 019,00	3,26
Total			1 019,00	3,26

Nom de la commune (1) : LA ROCHE-CANILLAC				
Numéro de SIREN : 21191740600012				
Population de la commune : 136				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2020-03320 : Travaux sur divers bâtiments	204142	5 006,00	36,81
Total			5 006,00	36,81

Nom de la commune (1) : ROCHE-LE-PEYROUX

Numéro de SIREN : 21191750500011

Population de la commune : 95

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
Constructions publiques	2021-03189 : Changement des volets gîtes	204142	3 151,00	33,17
Constructions publiques	2021-03190 : Ravalement des façades mairie	204142	3 856,00	40,59
Constructions publiques	2021-03191 : Réfection toiture lingerie	204142	1 024,00	10,78
Constructions publiques	2021-03192 : Ravalement des façades école	204142	7 907,00	83,23
Constructions publiques	2021-03372 : Ravalement des façades	204142	709,00	7,46
MAT VOIRIE 2014 2019	2021-03286 : Acquisition de matériel pour l	204141	277,00	2,92
PATRIMOINE NP 2014	2020-02648 : Restauration du bénitier et re	204142	3 645,00	38,37
Total			20 569,00	216,52

Nom de la commune (1) : ROSIERS-D'EGLETONS

Numéro de SIREN : 21191760400012

Population de la commune : 1 111

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2021-00868 : Acquisition matériel informat.	204141	786,00	0,71
Construc publiques : diagnost	2021-01814 : Elaboration d'un DPE	204141	960,00	0,86
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00197 : Dotation voirie 2019	204142	16 244,00	14,62
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00149 : Dotation voirie 2020	204142	14 722,00	13,25
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-01204 : Dotation voirie 2021	204142	11 960,00	10,77
Total			44 672,00	40,21

Nom de la commune (1) : SADROC

Numéro de SIREN : 21191780200012

Population de la commune : 974

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2020-03339 : Informatique école	204141	1 029,00	1,06
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2020-03506 : Equipement pour restructurer,	204142	15 000,00	15,40
Construc publiques : diagnost	2021-03137 : Elaboration d'un DPE	204141	1 400,00	1,44
Tvx Investissement sur VC, CR	2017-00463 : Voirie, Dotation 2017	204142	10 000,00	10,27
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00202 : Dotation voirie 2019	204142	10 000,00	10,27
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00155 : Dotation voirie 2020	204142	6 972,00	7,16
Total			44 401,00	45,60

Nom de la commune (1) : SAILLAC

Numéro de SIREN : 21191790100012

Population de la commune : 209				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2020-01847 : Travaux local stockage	204142	8 400,00	40,19
Construc publiques : diagnosti	2021-02557 : Elaboration d'un DPE	204141	166,00	0,79
Constructions publiques	2020-01958 : Petits équipements divers	204142	1 093,00	5,23
Total			9 659,00	46,21

Nom de la commune (1) : SAINT-ANGEL				
Numéro de SIREN : 21191800800015				
Population de la commune : 725				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
MAT VOIRIE 2014 2019	2021-02688 : Acquisition de matériels pour	204141	5 000,00	6,90
Total			5 000,00	6,90

Nom de la commune (1) : SAINT-AUGUSTIN				
Numéro de SIREN : 21191810700015				
Population de la commune : 428				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2020-01476 : Réhab. de la salle polyvalente	204142	30 000,00	70,09
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2020-02200 : Réhab. salle polyvalente T2	204142	9 956,00	23,26
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2020-02248 : Amélioration énergétique logts	204142	2 381,00	5,56
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2020-01762 : Numérotation et dénomination d	204141	4 000,00	9,35
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00163 : Dotation voirie 2020	204142	5 038,00	11,77
Total			51 375,00	120,03

Nom de la commune (1) : SAINT-AULAIRE				
Numéro de SIREN : 21191820600015				
Population de la commune : 793				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2020-02655 : Acquisition de stores occultant	204141	1 260,00	1,59
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2020-02656 : Rénovation d'un logement commu	204142	2 753,00	3,47
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2021-01668 : NUMEROTATION ET DENOMINATION D	204141	2 200,00	2,77
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00213 : Dotation voirie 2019	204142	1 197,00	1,51
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00166 : Dotation voirie 2020	204142	10 000,00	12,61
Total			17 410,00	21,95

Nom de la commune (1) : SAINT-BAZILE-DE-MEYSSAC				
Numéro de SIREN : 21191840400016				

Population de la commune : 133				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2019-02713 : Dotat° de Solidarité Communale	204142	2 280,00	17,14
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00217 : Dotation voirie 2019	204142	6 000,00	45,11
Total			8 280,00	62,25

Nom de la commune (1) : SAINT-BONNET-ELVERT				
Numéro de SIREN : 21191860200015				
Population de la commune : 216				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2020-01956 : Travaux dans le bâtiment mairi	204142	4 160,00	19,26
MAT VOIRIE 2014 2019	2020-01964 : Acquisition d'une balayeuse	204141	1 867,00	8,64
Total			6 027,00	27,90

Nom de la commune (1) : SAINT-BONNET-LA-RIVIERE				
Numéro de SIREN : 21191870100015				
Population de la commune : 399				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2019-01384 : Travaux de restructuration de	204142	30 000,00	75,19
2016 TVX ACCESSIBI INCENDIE	2019-00038 : Travaux de mise en accessibili	204142	15 000,00	37,59
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2019-02187 : Numérotation et dénomination d	204142	1 320,00	3,31
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2020-01761 : Numérotation et dénomination d	204141	2 382,00	5,97
Restauration archive communale	2020-02244 : 2020 - REST. ARCH. ST-BONNET-R	204141	824,64	2,07
Total			49 526,64	124,13

Nom de la commune (1) : SAINT-BONNET-L'ENFANTIER				
Numéro de SIREN : 21191880000015				
Population de la commune : 415				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 ESPACES PUBLICS	2017-01725 : Réaménagement de la place publ	204142	16 000,00	38,55
Total			16 000,00	38,55

Nom de la commune (1) : SAINT-BONNET-LES-TOURS-DE-MERLE				
Numéro de SIREN : 21191890900014				
Population de la commune : 46				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 ESPACES PUBLICS	2019-03175 : Aménagement de la place de la	204142	3 779,00	82,15
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2019-02714 : Dotat° de Solidarité Communale	204142	3 000,00	65,22

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2020-02507 : Dotat° de Solidarité Communale	204142	3 000,00	65,22
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00236 : Dotation voirie 2019	204142	6 000,00	130,43
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00188 : Dotation voirie 2020	204142	1 973,00	42,89
Total			17 752,00	385,91

Nom de la commune (1) : SAINT-BONNET-PRES-BORT				
Numéro de SIREN : 21191900600018				
Population de la commune : 197				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00241 : Dotation voirie 2019	204142	6 712,00	34,07
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00193 : Dotation voirie 2020	204142	10 000,00	50,76
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-01244 : Dotation voirie 2021	204142	2 094,00	10,63
Total			18 806,00	95,46

Nom de la commune (1) : SAINT-CERNIN-DE-LARCHE				
Numéro de SIREN : 21191910500018				
Population de la commune : 662				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
Construc publiques : diagnosti	2021-01816 : Elaboration d'un DPE	204141	4 000,00	6,04
Tvx Investissement sur VC, CR	2018-02259 : Dotation voirie 2018	204142	6 000,00	9,06
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00244 : Dotation voirie 2019	204142	1 360,00	2,05
Total			11 360,00	17,15

Nom de la commune (1) : SAINT-CIRGUES-LA-LOUTRE				
Numéro de SIREN : 21191930300019				
Population de la commune : 180				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 AEP	2017-02604 : Etude diagnostic et schéma dir	204141	2 380,00	13,22
PPRNP HORS PART 2014	2021-01095 : Revalorisation d'anciens puits	204142	4 192,00	23,29
Total			6 572,00	36,51

Nom de la commune (1) : SAINT-CLEMENT				
Numéro de SIREN : 21191940200019				
Population de la commune : 1 357				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2020-01460 : Rénov. et extens. salle polyv.	204142	30 000,00	22,11
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2021-02705 : Installation de parking à vélo	204142	150,00	0,11
Total			30 150,00	22,22

Nom de la commune (1) : SAINT-CYPRIEN				
Numéro de SIREN : 21191950100018				
Population de la commune : 388				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
Constructions publiques	2019-01299 : Elaboration d'un PLU	204141	5 549,00	14,30
Constructions publiques	2021-01910 : Rénovation de la mairie	204142	3 914,00	10,09
Total			9 463,00	24,39

Nom de la commune (1) : SAINT-CYR-LA-ROCHE				
Numéro de SIREN : 21191960000018				
Population de la commune : 513				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2018-01689 : Numérotation et dénomination d	204142	3 721,00	7,25
Total			3 721,00	7,25

Nom de la commune (1) : SAINT-ELOY-LES-TUILERIES				
Numéro de SIREN : 21191980800017				
Population de la commune : 103				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2018-01656 : Numérotation et dénomination d	204142	2 099,00	20,38
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2020-02508 : Dotat° de Solidarité Communale	204142	3 000,00	29,13
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00172 : Dotation voirie 2019	204142	2 420,00	23,50
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00127 : Dotation voirie 2020	204142	2 435,00	23,64
Total			9 954,00	96,65

Nom de la commune (1) : SAINT-ETIENNE-LA-GENESTE				
Numéro de SIREN : 21192000400010				
Population de la commune : 99				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 ESPACES PUBLICS	2020-02284 : Création d'un parking et aména	204142	25 000,00	252,53
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2019-02716 : Dotat° de Solidarité Communale	204142	3 000,00	30,30
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2020-02509 : Dotat° de Solidarité Communale	204142	3 000,00	30,30
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2021-02193 : Dotat° de Solidarité Communale	204142	3 000,00	30,30
Constructions publiques	2021-01927 : Rénovation chauffage au foyer	204142	2 344,00	23,68
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00175 : Dotation voirie 2019	204142	6 185,00	62,47
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00131 : Dotation voirie 2020	204142	6 185,00	62,47
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-01287 : Dotation voirie 2021	204142	6 185,00	62,47
Total			54 899,00	554,52

Nom de la commune (1) : SAINT-EXUPERY-LES-ROCHES				
Numéro de SIREN : 21192010300010				
Population de la commune : 608				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-01290 : Dotation voirie 2021	204142	18 798,00	30,92
Total			18 798,00	30,92

Nom de la commune (1) : SAINTE-FEREOLE				
Numéro de SIREN : 21192020200010				
Population de la commune : 2 033				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2020-01331 : Construction maison commune	204142	30 000,00	14,76
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2020-01333 : Construct. maison commune T2	204142	22 562,00	11,10
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2020-01336 : Maison autonomie chauffage géo	204142	21 000,00	10,33
Appel à Projets	2021-02167 : sensibilisation langues des si	65734	250,00	0,12
Total			73 812,00	36,31

Nom de la commune (1) : SAINTE-FORTUNADE				
Numéro de SIREN : 21192030100010				
Population de la commune : 1 871				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2020-03246 : Réfection au groupe scolaire	204142	12 989,00	6,94
2016 EQUIP SPORT REHAB	2021-01147 : Rehabilitation des vestiaires	204142	22 244,00	11,89
Tvx Investissement sur VC, CR	2018-02270 : Dotation voirie 2018	204142	1 246,00	0,67
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00182 : Dotation voirie 2019	204142	975,00	0,52
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00137 : Dotation voirie 2020	204142	10 000,00	5,34
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-01275 : Dotation voirie 2021	204142	4 732,00	2,53
Total			52 186,00	27,89

Nom de la commune (1) : SAINT-FREJOUX				
Numéro de SIREN : 21192040000010				
Population de la commune : 286				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
Constructions publiques	2021-02316 : Réfection du faitage grange T1	204142	663,00	2,32
Restauration archive communale	2020-02999 : 2020 - REST. ARCHIV.ST-FREJOUX	204141	1 096,50	3,83
Total			1 759,50	6,15

Nom de la commune (1) : SAINT-GENIEZ-O-MERLE				
Numéro de SIREN : 21192050900018				
Population de la commune : 91				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00143 : Dotation voirie 2020	204142	6 000,00	65,93
Total			6 000,00	65,93

Nom de la commune (1) : SAINT-GERMAIN-LAVOLPS				
Numéro de SIREN : 21192060800018				
Population de la commune : 89				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2021-02194 : Dotat° de Solidarité Communale	204142	4 000,00	44,94
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-01299 : Dotation voirie 2021	204142	10 000,00	112,36
Total			14 000,00	157,30

Nom de la commune (1) : SAINT-GERMAIN-LES-VERGNES				
Numéro de SIREN : 21192070700018				
Population de la commune : 1 155				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 TVX ACCESSIBI INCENDIE	2021-01049 : Travaux mise en accessibilité	204142	1 755,00	1,52
Tvx Investissement sur VC, CR	2018-02274 : Dotation voirie 2018	204142	3 923,00	3,40
Total			5 678,00	4,92

Nom de la commune (1) : SAINT-HILAIRE-FOISSAC				
Numéro de SIREN : 21192080600018				
Population de la commune : 189				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2020-02875 : Rénovation de la mairie	204142	1 217,00	6,44
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00198 : Dotation voirie 2019	204142	1 820,00	9,63
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00151 : Dotation voirie 2020	204142	10 000,00	52,91
Total			13 037,00	68,98

Nom de la commune (1) : SAINT-HILAIRE-LES-COURBES				
Numéro de SIREN : 21192090500018				
Population de la commune : 164				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 TVX ACCESSIBI INCENDIE	2020-03436 : Mise en accessibilité bât.	204142	185,00	1,13
Construc publiques : diagnosti	2021-01754 : Elaboration d'un DPE	204141	480,00	2,93

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Tvx Investissement sur VC, CR	2021-01308 : Dotation voirie 2021	204142	10 000,00	60,98
Total			10 665,00	65,04

Nom de la commune (1) : SAINT-HILAIRE-LUC				
Numéro de SIREN : 21192100200013				
Population de la commune : 68				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
OBJET NP 2014	2021-03369 : Restauration de deux vitraux à	204141	1 228,00	18,06
Total			1 228,00	18,06

Nom de la commune (1) : SAINT-HILAIRE-PEYROUX				
Numéro de SIREN : 21192110100013				
Population de la commune : 1 010				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2020-02437 : Informatique école	204141	786,00	0,78
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2018-01316 : Numérotation et dénomination d	204142	5 000,00	4,95
Construc publiques : diagnosti	2021-02589 : Elaboration de diagnostics	204141	2 800,00	2,77
Constructions publiques	2021-02770 : Réhabilitation salle polyval.	204142	4 750,00	4,70
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00157 : Dotation voirie 2020	204142	1 820,00	1,80
Total			15 156,00	15,00

Nom de la commune (1) : SAINT-HILAIRE-TAURIEUX				
Numéro de SIREN : 21192120000013				
Population de la commune : 109				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
Tvx Investissement sur VC, CR	2017-00512 : Voirie, Dotation 2017	204142	4 726,00	43,36
Total			4 726,00	43,36

Nom de la commune (1) : SAINT-JAL				
Numéro de SIREN : 21192130900012				
Population de la commune : 642				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2021-02226 : Rénovation de l'appartement	204142	3 461,00	5,39
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2020-02804 : Numérotation et dénomination d	204141	4 000,00	6,23
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2021-01003 : NUMEROTATION ET DENOMINATION D	204141	1 000,00	1,56
Construc publiques : diagnosti	2021-01840 : Elaboration d'un diagnostic de	204141	660,00	1,03
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00133 : Dotation voirie 2019	204142	3 242,00	5,05
Total			12 363,00	19,26

Nom de la commune (1) : SAINT-JULIEN-AUX-BOIS

Numéro de SIREN : 21192140800012

Population de la commune : 462

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2018-01669 : Numérotation et dénomination d	204142	1 437,00	3,11
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00136 : Dotation voirie 2019	204142	10 000,00	21,65
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00090 : Dotation voirie 2020	204142	10 000,00	21,65
Total			21 437,00	46,41

Nom de la commune (1) : SAINT-JULIEN-LE-PELERIN

Numéro de SIREN : 21192150700011

Population de la commune : 128

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2021-03436 : Travaux d'amélioration therm.	204142	3 098,00	24,20
Construc publiques : diagnosti	2021-03435 : Elaboration d'un diagnostic	204141	200,00	1,56
Total			3 298,00	25,76

Nom de la commune (1) : SAINT-JULIEN-MAUMONT

Numéro de SIREN : 21192170500011

Population de la commune : 160

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
Constructions publiques	2021-02370 : Acquisition matériel informat.	204141	352,00	2,20
PATRIMOINE NP 2014	2021-02495 : Réfection de la toiture de l'é	204142	6 250,00	39,06
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00141 : Dotation voirie 2019	204142	4 446,00	27,79
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00096 : Dotation voirie 2020	204142	1 539,00	9,62
Total			12 587,00	78,67

Nom de la commune (1) : SAINTE-MARIE-LAPANOUZE

Numéro de SIREN : 21192190300012

Population de la commune : 56

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2021-01824 : Réhabilitation du Tacot : logt	204142	2 596,00	46,36
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-01281 : Dotation voirie 2021	204142	5 703,00	101,84
Total			8 299,00	148,20

Nom de la commune (1) : SAINT-MARTIAL-DE-GIMEL

Numéro de SIREN : 21192200000016

Population de la commune : 494				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 EQUIP SPORT REHAB	2019-03204 : Réfection toiture salle polyva	204142	14 147,00	28,64
Constructions publiques	2021-03451 : Informatique école	204141	823,00	1,67
Tvx Investissement sur VC, CR	2018-02286 : Dotation voirie 2018	204142	143,00	0,29
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00145 : Dotation voirie 2019	204142	6 000,00	12,15
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00101 : Dotation voirie 2020	204142	1 658,00	3,36
Total			22 771,00	46,11

Nom de la commune (1) : SAINT-MARTIAL-ENTRAYGUES				
Numéro de SIREN : 21192210900015				
Population de la commune : 88				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 ASSAINISSEMENT TVX ETUDE	2018-01087 : Mise en place périmètres prote	204142	12 836,00	145,86
Tvx Investissement sur VC, CR	2017-00521 : Voirie, Dotation 2017	204142	6 000,00	68,18
Tvx Investissement sur VC, CR	2018-02287 : Dotation voirie 2018	204142	6 000,00	68,18
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00147 : Dotation voirie 2019	204142	6 000,00	68,18
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00102 : Dotation voirie 2020	204142	6 000,00	68,18
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-01338 : Dotation voirie 2021	204142	6 000,00	68,18
Total			42 836,00	486,76

Nom de la commune (1) : SAINT-MARTIN-LA-MEANNE				
Numéro de SIREN : 21192220800015				
Population de la commune : 352				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2017-00649 : Travaux d'isolation d'un bâtim	204142	5 382,00	15,29
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00104 : Dotation voirie 2020	204142	10 000,00	28,41
Total			15 382,00	43,70

Nom de la commune (1) : SAINT-MARTIN-SEPERT				
Numéro de SIREN : 21192230700015				
Population de la commune : 273				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
PATRIMOINE NP 2014	2021-02060 : Restauration de l'église	204142	27 034,00	99,03
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00150 : Dotation voirie 2019	204142	8 536,00	31,27
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00106 : Dotation voirie 2020	204142	10 637,00	38,96
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-01345 : Dotation voirie 2021	204142	8 027,00	29,40
Total			54 234,00	198,66

Nom de la commune (1) : SAINT-MERD-DE-LAPLEAU				
Numéro de SIREN : 21192250500014				
Population de la commune : 175				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2017-03728 : Numérotation et dénomination d	204142	3 250,00	18,57
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2018-04237 : Numérotation et dénomination d	204142	1 759,00	10,05
Total			5 009,00	28,62

Nom de la commune (1) : SAINT-PANTALEON-DE-LAPLEAU				
Numéro de SIREN : 21192280200015				
Population de la commune : 68				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2020-03231 : Réfection annexe salle fêtes	204142	1 618,00	23,79
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2020-03443 : Réfection annexe salle complt	204142	482,00	7,09
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2020-02513 : Dotat° de Solidarité Communale	204142	3 000,00	44,12
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2021-02197 : Dotat° de Solidarité Communale	204142	3 000,00	44,12
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00116 : Dotation voirie 2020	204142	6 782,00	99,74
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-01357 : Dotation voirie 2021	204142	6 782,00	99,74
Total			21 664,00	318,60

Nom de la commune (1) : SAINT-PANTALEON-DE-LARCHE				
Numéro de SIREN : 21192290100015				
Population de la commune : 4 860				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
AB 2/3 ANS 1ERE GENERATION	2020-01836 : Aménagement de bourg de Berno	204142	25 000,00	5,14
AB 2/3 ANS 1ERE GENERATION	2020-01837 : Aménagement de bourg de Berno	204142	9 126,00	1,88
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00052 : Dotation voirie 2020	204142	20 000,00	4,12
Total			54 126,00	11,14

Nom de la commune (1) : SAINT-PARDOUX-CORBIER				
Numéro de SIREN : 21192300800018				
Population de la commune : 417				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 ESPACES PUBLICS	2016-00478 : Accès à de nouvelles habitatio	204142	11 631,00	27,89
ENVIRONNEMENT AGRICOLE FONCT	2021-02968 : ACCUEIL - COMICE AGRI CANTONAL	65734	1 000,00	2,40
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00055 : Dotation voirie 2020	204142	9 323,00	22,36
Total			21 954,00	52,65

Nom de la commune (1) : SAINT-PARDOUX-LA-CROISILLE				
Numéro de SIREN : 21192310700018				
Population de la commune : 180				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
Tvx Investissement sur VC, CR	2017-00772 : Voirie, dotation 2017	204142	5 859,00	32,55
Tvx Investissement sur VC, CR	2018-02304 : Dotation voirie 2018	204142	1 038,00	5,77
Total			6 897,00	38,32

Nom de la commune (1) : SAINT-PARDOUX-LE-NEUF				
Numéro de SIREN : 21192320600018				
Population de la commune : 79				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2020-02514 : Dotat° de Solidarité Communale	204142	3 000,00	37,97
Tvx Investissement sur VC, CR	2018-02305 : Dotation voirie 2018	204142	5 054,00	63,97
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00059 : Dotation voirie 2020	204142	3 056,00	38,68
Total			11 110,00	140,62

Nom de la commune (1) : SAINT-PARDOUX-LE-VIEUX				
Numéro de SIREN : 21192330500018				
Population de la commune : 310				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2019-03178 : Restauration salle poly. T2	204142	3 256,00	10,50
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2020-02737 : Restaur. salle polyvalente T3	204142	9 080,00	29,29
Constructions publiques	2019-03531 : Sécurisation du secteur de la	204142	3 888,00	12,54
Constructions publiques	2020-01214 : Sécurisation du secteur de la	204142	148,00	0,48
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00108 : Dotation voirie 2019	204142	1 880,00	6,06
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00064 : Dotation voirie 2020	204142	4 354,00	14,05
Total			22 606,00	72,92

Nom de la commune (1) : SAINT-PARDOUX-L'ORTIGIER				
Numéro de SIREN : 21192340400019				
Population de la commune : 485				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2020-03364 : Numérotation et dénomination d	204141	3 312,00	6,83
MAT VOIRIE 2014 2019	2021-01990 : Achat de matériels pour l'entr	204141	3 664,00	7,55
Tvx Investissement sur VC, CR	2018-02307 : Dotation voirie 2018	204142	6 000,00	12,37
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00111 : Dotation voirie 2019	204142	6 000,00	12,37
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00067 : Dotation voirie 2020	204142	6 000,00	12,37

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Tvx Investissement sur VC, CR	2020-03008 : Voirie - Programme complémenta	204142	6 000,00	12,37
Total			30 976,00	63,86

Nom de la commune (1) : SAINT-PAUL				
Numéro de SIREN : 21192350300018				
Population de la commune : 234				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2019-03107 : Rénovation énergétique salle	204142	15 000,00	64,10
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2020-02158 : Amélioration acoustique salle	204142	3 122,00	13,34
2016 TVX ACCESSIBI INCENDIE	2019-03108 : Mise en accessibilité salle po	204142	7 781,00	33,25
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2020-02153 : Numérotation et dénomination d	204141	2 188,00	9,35
Total			28 091,00	120,04

Nom de la commune (1) : SAINT-PRIEST-DE-GIMEL				
Numéro de SIREN : 21192360200018				
Population de la commune : 498				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2021-03107 : Rénovation école maternelle T1	204142	16 808,00	33,75
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2021-03108 : Rénovation école maternelle T2	204142	1 189,00	2,39
Construc publiques : diagnosti	2021-01820 : Elaboration d'un DPE	204141	528,00	1,06
Total			18 525,00	37,20

Nom de la commune (1) : SAINT-PRIVAT				
Numéro de SIREN : 21192370100018				
Population de la commune : 1 088				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2021-02677 : Rénovation énergétique biblio	204142	3 960,00	3,64
PATRIMOINE NP 2014	2020-02568 : Travaux sur la toiture de l'ég	204142	832,00	0,76
PPRNP HORS PART 2014	2021-03162 : Restauration du lavoir rue de	204142	4 725,00	4,34
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00097 : Dotation voirie 2020	204142	3 044,00	2,80
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-01384 : Dotation voirie 2021	204142	10 000,00	9,19
Total			22 561,00	20,73

Nom de la commune (1) : SAINT-ROBERT				
Numéro de SIREN : 21192390900017				
Population de la commune : 304				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
Constructions publiques	2019-01301 : Elaboration d'un PLU	204141	4 818,00	15,85

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00146 : Dotation voirie 2019	204142	6 000,00	19,74
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00103 : Dotation voirie 2020	204142	6 000,00	19,74
Total			16 818,00	55,33

Nom de la commune (1) : SAINT-SALVADOUR

Numéro de SIREN : 21192400600011

Population de la commune : 310

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2021-03331 : Aménagement Musée et mise en v	204142	598,00	1,93
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00149 : Dotation voirie 2019	204142	5 329,00	17,19
Total			5 927,00	19,12

Nom de la commune (1) : SAINT-SETIERS

Numéro de SIREN : 21192410500011

Population de la commune : 292

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00107 : Dotation voirie 2020	204142	6 868,00	23,52
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-01396 : Dotation voirie 2021	204142	6 868,00	23,52
Total			13 736,00	47,04

Nom de la commune (1) : SAINT-SOLVE

Numéro de SIREN : 21192420400012

Population de la commune : 477

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2020-03336 : Changt des menuiseries logt	204142	2 610,00	5,47
Construc publiques : diagnosti	2021-02301 : Elaboration d'un DPE	204141	400,00	0,84
OBJET NP 2014	2021-01087 : Travaux à l'église (cloche, in	204141	1 986,00	4,16
Total			4 996,00	10,47

Nom de la commune (1) : SAINT-SORNIN-LAVOLPS

Numéro de SIREN : 21192430300012

Population de la commune : 869

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 ESPACES PUBLICS	2021-01066 : Aménagements d'espaces publics	204142	667,00	0,77
Constructions publiques	2017-00275 : Révision d'un PLU	204141	2 334,00	2,69
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00111 : Dotation voirie 2020	204142	10 000,00	11,51
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-01402 : Dotation voirie 2021	204142	10 000,00	11,51
Total			23 001,00	26,48

Nom de la commune (1) : SAINT-SULPICE-LES-BOIS

Numéro de SIREN : 21192440200012

Population de la commune : 86

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-01405 : Dotation voirie 2021	204142	6 000,00	69,77
Total			6 000,00	69,77

Nom de la commune (1) : SAINT-SYLVAIN

Numéro de SIREN : 21192450100011

Population de la commune : 139

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2017-03930 : Numérotation et dénomination d	204142	1 694,00	12,19
Total			1 694,00	12,19

Nom de la commune (1) : SAINT-VIANCE

Numéro de SIREN : 21192460000011

Population de la commune : 1 910

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-01411 : Dotation voirie 2021	204142	20 000,00	10,47
Total			20 000,00	10,47

Nom de la commune (1) : SAINT-VICTOUR

Numéro de SIREN : 21192470900010

Population de la commune : 198

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
ENVIRONNEMENT AGRICOLE FONCT	2021-02962 : ACCUEIL - COMICE AGRICOLE CANT	65734	1 000,00	5,05
Tvx Investissement sur VC, CR	2018-02336 : Dotation voirie 2018	204142	10 000,00	50,51
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00166 : Dotation voirie 2019	204142	10 000,00	50,51
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00123 : Dotation voirie 2020	204142	10 000,00	50,51
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-01414 : Dotation voirie 2021	204142	2 164,00	10,93
Total			33 164,00	167,51

Nom de la commune (1) : SAINT-YBARD

Numéro de SIREN : 21192480800010

Population de la commune : 702

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 PLATEFORME MULTIPLE	2020-00349 : Création d'un multiple rural -	204142	7 804,00	11,12

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Construc publiques : diagnosti	2021-01755 : Elaboration d'un DPE	204141	4 000,00	5,70
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00125 : Dotation voirie 2020	204142	508,00	0,72
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-01417 : Dotation voirie 2021	204142	20 000,00	28,49
Total			32 312,00	46,03

Nom de la commune (1) : SAINT-YRIEIX-LE-DEJALAT				
Numéro de SIREN : 21192490700010				
Population de la commune : 351				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
Tvx Investissement sur VC, CR	2017-00544 : Voirie, Dotation 2017	204142	20 000,00	56,98
Tvx Investissement sur VC, CR	2018-02338 : Dotation voirie 2018	204142	7 903,00	22,52
Total			27 903,00	79,50

Nom de la commune (1) : SALON-LA-TOUR				
Numéro de SIREN : 21192500300017				
Population de la commune : 670				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 EQUIP SPORT REHAB	2020-01777 : Aménagement des vestiaires de	204142	8 114,00	12,11
2016 EQUIP SPORT REHAB	2020-02769 : Aménagement des vestiaires de	204142	859,00	1,28
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00097 : Dotation voirie 2019	204142	6 144,00	9,17
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00053 : Dotation voirie 2020	204142	20 000,00	29,85
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-01423 : Dotation voirie 2021	204142	2 001,00	2,99
Total			37 118,00	55,40

Nom de la commune (1) : SARRAN				
Numéro de SIREN : 21192510200017				
Population de la commune : 282				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 ESPACES PUBLICS	2020-02535 : Aménagement d'espaces publics	204142	5 040,00	17,87
Tvx Investissement sur VC, CR	2018-02340 : Dotation voirie 2018	204142	2 503,00	8,88
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00101 : Dotation voirie 2019	204142	4 060,00	14,40
Total			11 603,00	41,15

Nom de la commune (1) : SEGONZAC				
Numéro de SIREN : 21192530000017				
Population de la commune : 224				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
PATRIMOINE NP 2014	2021-02368 : Travaux sur le clocher de l'ég	204142	5 668,00	25,30

Total	5 668,00	25,30
--------------	-----------------	--------------

Nom de la commune (1) : SEGUR-LE-CHATEAU

Numéro de SIREN : 21192540900016

Population de la commune : 185

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
Tvx Investissement sur VC, CR	2018-02344 : Dotation voirie 2018	204142	4 622,00	24,98
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00109 : Dotation voirie 2019	204142	1 793,00	9,69
Total			6 415,00	34,67

Nom de la commune (1) : SEILHAC

Numéro de SIREN : 21192550800015

Population de la commune : 1 794

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 EQUIP SPORT REHAB	2021-01919 : Travaux de réfection du pignon	204142	2 868,00	1,60
2016 ESPACES PUBLICS	2021-02493 : Aménagement des abords du lac	204142	3 342,00	1,86
Constructions publiques	2021-01897 : Aménagement de sanitaires	204142	2 236,00	1,25
EDIFICE INSCRIT 2014	2019-02097 : Travaux de réfection église	204142	37 636,00	20,98
MAT VOIRIE 2014 2019	2021-01907 : Acquisition d'une épareuse	204141	5 000,00	2,79
Tvx Investissement sur VC, CR	2018-02345 : Dotation voirie 2018	204142	2 834,00	1,58
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00112 : Dotation voirie 2019	204142	2 509,00	1,40
Total			56 425,00	31,46

Nom de la commune (1) : SERANDON

Numéro de SIREN : 21192560700015

Population de la commune : 353

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
Constructions publiques	2021-01844 : Création d'une aire de jeux	204142	4 033,00	11,42
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-01446 : Dotation voirie 2021	204142	11 961,00	33,88
Total			15 994,00	45,30

Nom de la commune (1) : SERILHAC

Numéro de SIREN : 21192570600015

Population de la commune : 276

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 EQUIP SPORT CONSTRUC	2020-02359 : Création d'un terrain multispo	204142	15 468,00	56,04
2016 ESPACES PUBLICS	2021-03462 : Aménagement d'espaces publics	204142	16 811,00	60,91
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2018-01690 : Numérotation et dénomination d	204142	1 411,00	5,11

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

OBJET NP 2014	2021-03035 : Réfection du mécanisme des clo	204141	1 608,00	5,83
PATRIMOINE NP 2014	2021-02059 : Restauration de la rampe d'acc	204142	540,00	1,96
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00117 : Dotation voirie 2019	204142	1 890,00	6,85
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00073 : Dotation voirie 2020	204142	6 000,00	21,74
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-01449 : Dotation voirie 2021	204142	6 000,00	21,74
Total			49 728,00	180,18

Nom de la commune (1) : SERVIERES-LE-CHATEAU

Numéro de SIREN : 21192580500015

Population de la commune : 619

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 EQUIP SPORT REHAB	2020-01699 : travaux de réfection des court	204142	11 148,00	18,01
2016 PLATEFORME MULTIPLE	2021-02996 : Réhabilitation d'un local comm	204142	7 750,00	12,52
2016 PLATEFORME MULTIPLE	2021-03032 : Travaux de restauration de la	204142	9 250,00	14,94
Construc publiques : diagnosti	2021-03012 : Elaboration diagnostic local	204141	336,00	0,54
PATRIMOINE NP 2014	2020-03433 : Réfection de la toiture de l'é	204142	3 967,00	6,41
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00075 : Dotation voirie 2020	204142	20 000,00	32,31
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-01452 : Dotation voirie 2021	204142	20 000,00	32,31
Total			72 451,00	117,04

Nom de la commune (1) : SEXCLES

Numéro de SIREN : 21192590400016

Population de la commune : 238

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
Construc publiques : diagnosti	2021-03163 : Elaboration d'un DPE	204141	528,00	2,22
Constructions publiques	2021-03164 : Mise en place distributeur	204142	2 202,00	9,25
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00081 : Dotation voirie 2020	204142	6 000,00	25,21
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-01456 : Dotation voirie 2021	204142	5 305,00	22,29
Total			14 035,00	58,97

Nom de la commune (1) : SIONIAC

Numéro de SIREN : 21192600100010

Population de la commune : 225

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2020-02484 : Aménagement d'un local archive	204142	5 940,00	26,40
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2019-00360 : Numérotation et dénomination d	204142	3 191,00	14,18
PPRNP HORS PART 2014	2020-02661 : Restauration du four à pain au	204142	9 394,00	41,75
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-02862 : Voirie -Programmation compléme	204142	1 144,00	5,08
Total			19 669,00	87,41

Nom de la commune (1) : SORNAC				
Numéro de SIREN : 21192611800095				
Population de la commune : 769				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 ESPACES PUBLICS	2019-02225 : Aménagement d'espaces publics	204142	1 157,00	1,50
Restauration archive communale	2020-03001 : 2020 - REST. ARCHIV. SORNAC	204141	1 295,40	1,68
Total			2 452,40	3,18

Nom de la commune (1) : SOUDAIN-LAVINADIERE				
Numéro de SIREN : 21192620900019				
Population de la commune : 183				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2020-02411 : Réfection de 2 logements cnaux	204142	4 288,00	23,43
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2020-03218 : Rénovation de 2 logements cplt	204142	353,00	1,93
MAT VOIRIE 2014 2019	2021-01048 : Acquisition d'un broyeur et d'	204141	4 800,00	26,23
PPRNP HORS PART 2014	2020-02582 : Réfection des joints du four à	204142	4 250,00	23,22
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00287 : Dotation voirie 2020	204142	20 000,00	109,29
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-03230 : Voirie opération complémentair	204142	10 000,00	54,64
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-01462 : Dotation voirie 2021	204142	11 317,00	61,84
Total			55 008,00	300,58

Nom de la commune (1) : SOUDEILLES				
Numéro de SIREN : 21192630800019				
Population de la commune : 306				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00084 : Dotation voirie 2020	204142	10 000,00	32,68
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-01466 : Dotation voirie 2021	204142	9 515,00	31,09
Total			19 515,00	63,77

Nom de la commune (1) : SOURSAC				
Numéro de SIREN : 21192640700019				
Population de la commune : 510				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
AB 2/3 ANS 1ERE GENERATION	2021-01873 : Aménagement d'espaces publics	204142	25 000,00	49,02
AB 2/3 ANS 1ERE GENERATION	2021-02421 : Aménagement d'espaces publics	204142	25 000,00	49,02
Construc publiques : diagnosti	2021-01825 : Elaboration d'un DPE	204141	384,00	0,75
MAT VOIRIE 2014 2019	2020-02807 : Achat Broyeur d'accotement	204141	3 120,00	6,12

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Sport : Pleine nature	2021-03503 : PDIPR 2021	65734	468,00	0,92
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00086 : Dotation voirie 2020	204142	40 000,00	78,43
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-01470 : Dotation voirie 2021	204142	40 000,00	78,43
Total			133 972,00	262,69

Nom de la commune (1) : TARNAC

Numéro de SIREN : 21192650600018

Population de la commune : 349

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 MILIEUX AQUATIQUES	2019-01538 : Mise en conformité du plan d'e	204142	11 128,00	31,89
2016 MILIEUX AQUATIQUES	2019-03534 : Travaux mise en conformité du	204142	33 383,00	95,65
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2020-02387 : Poursuite aménagement camping T1	204142	3 329,00	9,54
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2020-03396 : Développement activité pêche	204142	10 620,00	30,43
Actions Culturelles Territoire	2021-02654 : organisation d'une exposition	65734	700,00	2,01
MAT VOIRIE 2014 2019	2020-03365 : Acquisition d'une épareuse	204141	5 000,00	14,33
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00016 : Dotation voirie 2020	204142	12 800,00	36,68
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-01476 : Dotation voirie 2021	204142	12 800,00	36,68
Total			89 760,00	257,21

Nom de la commune (1) : THALAMY

Numéro de SIREN : 21192660500018

Population de la commune : 101

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2021-02200 : Dotat° de Solidarité Communale	204142	3 000,00	29,70
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-01480 : Dotation voirie 2021	204142	6 000,00	59,41
Total			9 000,00	89,11

Nom de la commune (1) : TOY-VIAM

Numéro de SIREN : 21192680300019

Population de la commune : 38

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2020-02517 : Dotat° de Solidarité Communale	204142	3 000,00	78,95
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2021-02201 : Dotat° de Solidarité Communale	204142	3 000,00	78,95
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00024 : Dotation voirie 2020	204142	1 607,00	42,29
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-01483 : Dotation voirie 2021	204142	1 162,00	30,58
Total			8 769,00	230,77

Nom de la commune (1) : TREIGNAC

Numéro de SIREN : 21192690200019

Population de la commune : 1 404

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 AEP	2019-01505 : Renouvellement et déplacement	204142	9 008,00	6,42
2016 ASSAINISSEMENT TVX ETUDE	2016-02710 : Diagnostic et schéma directeur	204141	32 782,00	23,35
2016 EQUIP SPORT REHAB	2021-01883 : Réfection toiture de la tribun	204142	1 970,00	1,40
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2018-02392 : Numérotation et dénomination d	204142	216,00	0,15
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2019-02826 : Numérotation et dénomination d	204142	200,00	0,14
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2020-02402 : Numérotation et dénomination d	204141	4 000,00	2,85
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2021-01984 : NUMEROTATION ET DENOMINATION D	204141	646,00	0,46
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2020-01381 : Agrandissemt bât accueil SSN	204142	26 000,00	18,52
Appel à Projets	2021-01561 : Ateliers hebdomadaires ALSH	65734	250,00	0,18
Construc publiques : diagnosti	2021-01756 : Elaboration d'un DPE	204141	592,00	0,42
Constructions publiques	2021-03398 : Acquisition d'un panneau	204141	1 963,00	1,40
MAT VOIRIE 2014 2019	2021-03409 : Acquisition d'un broyeur	204141	2 148,00	1,53
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00031 : Dotation voirie 2020	204142	10 000,00	7,12
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-01491 : Dotation voirie 2021	204142	10 000,00	7,12
Total			99 775,00	71,06

Nom de la commune (1) : TROCHE

Numéro de SIREN : 21192700900012

Population de la commune : 560

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 ESPACES PUBLICS	2020-01405 : Aménagement d'espaces publics	204142	25 000,00	44,64
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2020-03513 : Remplacement des projecteurs	204142	5 344,00	9,54
Constructions publiques	2021-00978 : Construction d'une fontaine	204142	5 395,00	9,63
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00034 : Dotation voirie 2020	204142	10 000,00	17,86
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-02369 : VOIRIE redéploiement contrat	204142	30 000,00	53,57
Total			75 739,00	135,24

Nom de la commune (1) : TUDEILS

Numéro de SIREN : 21192710800012

Population de la commune : 245

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
MAT VOIRIE 2014 2019	2021-01838 : Acquisition de matériels pour	204141	328,00	1,34
Total			328,00	1,34

Nom de la commune (1) : TULLE

Numéro de SIREN : 21192720700012

Population de la commune : 15 356				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 EQUIP SPORT CONSTRUC	2019-02473 : Création terrain football en g	204142	90 000,00	5,86
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2021-00838 : Acheminement du réseau d'eaux	204142	7 960,00	0,52
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2021-00949 : Aménagement du Musée "Cité de	204142	178 614,00	11,63
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2021-02312 : Réhab bureaux Mairie T1	204142	14 778,00	0,96
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2021-02315 : Réhab parking Péri (T1)	204142	50 000,00	3,26
Actions Culturelles Territoire	2021-00827 : Projet culturel et social "Fil	6574	1 000,00	0,07
Constructions publiques	2021-01998 : Travaux dans les écoles T1	204142	15 000,00	0,98
Schéma Dptal Dev. Enseign.Art.	2021-00766 : Fonctionnement 2021 du CRD	65734	115 539,00	7,52
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-01502 : Dotation voirie 2021	204142	10 000,00	0,65
Total			482 891,00	31,45

Nom de la commune (1) : TURENNE				
Numéro de SIREN : 21192730600012				
Population de la commune : 845				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2020-01385 : Création parc touristique	204142	98 056,00	116,04
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00085 : Dotation voirie 2019	204142	2 612,00	3,09
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00041 : Dotation voirie 2020	204142	10 000,00	11,83
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-01512 : Dotation voirie 2021	204142	10 000,00	11,83
Total			120 668,00	142,79

Nom de la commune (1) : USSAC				
Numéro de SIREN : 21192740500012				
Population de la commune : 4 300				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-03550 : Voirie complémentaire - redépl	204142	40 000,00	9,30
Total			40 000,00	9,30

Nom de la commune (1) : USSEL				
Numéro de SIREN : 21192750400012				
Population de la commune : 9 923				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 ASSAINISSEMENT TVX ETUDE	2018-00018 : Année 2018 - Convention AEP/AS	204142	3 137,00	0,32
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2020-01593 : Réfection sol salle polyvalent	204142	3 468,00	0,35
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2020-02837 : Numérotation et dénomination d	204141	1 030,00	0,10
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2018-00015 : Réhabilitation piscine T3	204142	144 532,00	14,57

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2020-01390 : Aménagement équipements stade Eybrail	204142	18 885,00	1,90
ENVIRONNEMENT AGRICOLE FONCT	2021-02979 : ACCUEIL - COMICE AGRICOLE ARROND.	65734	3 000,00	0,30
Social - Famille	2021-01511 : Subvention fonctionnement-CLAS 2021	65734	1 000,00	0,10
Sport : Pleine nature	2021-02486 : sorties SSN 2021	65734	1 248,00	0,13
Total			176 300,00	17,77

Nom de la commune (1) : UZERCHE

Numéro de SIREN : 21192760300012

Population de la commune : 2 855

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 EQUIP SPORT REHAB	2020-03332 : Modernisation terrain d'entraînement	204142	11 055,00	3,87
2016 ESPACES PUBLICS	2020-03420 : Aménagement d'espace public pa	204142	3 551,00	1,24
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2017-03895 : Numérotation et dénomination d	204142	2 565,00	0,90
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2020-02298 : Numérotation et dénomination d	204141	1 916,00	0,67
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2020-02383 : Acquisit° pont technique Audit	204142	2 288,00	0,80
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2020-03401 : Rénovation d'une digue	204142	8 855,00	3,10
Construc publiques : diagnosti	2021-01827 : Elaboration d'un DPE	204141	1 440,00	0,50
Constructions publiques	2021-02607 : Modernisation signalisation	204141	4 401,00	1,54
Constructions publiques	2021-02608 : Installation pompe à chaleur	204142	6 601,00	2,31
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-01521 : Dotation voirie 2021	204142	10 000,00	3,50
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-03320 : Dotation voirie 2022	204142	10 000,00	3,50
Total			62 672,00	21,93

Nom de la commune (1) : VALIERGUES

Numéro de SIREN : 21192770200012

Population de la commune : 149

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2021-01828 : Réfection maison Lécuellé	204142	2 834,00	19,02
Construc publiques : diagnosti	2021-01757 : Elaboration d'un DPE	204141	786,00	5,28
Constructions publiques	2021-02556 : Remplacement des émetteurs	204142	585,00	3,93
Tvx Investissement sur VC, CR	2017-00572 : Voirie, Dotation 2017	204142	2 338,00	15,69
Tvx Investissement sur VC, CR	2018-02366 : Dotation voirie 2018	204142	3 133,00	21,03
Total			9 676,00	64,95

Nom de la commune (1) : VARETZ

Numéro de SIREN : 21192780100012

Population de la commune : 2 481

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2020-02848 : Rénovation cantine scolaire	204142	7 366,00	2,97

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

2016 TVX ACCESSIBI INCENDIE	2021-03236 : Mise en place poteau incendie	204142	735,00	0,30
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2018-01701 : Numérotation et dénomination d	204142	4 000,00	1,61
Constructions publiques	2021-01852 : Révision du PLU	204141	4 344,00	1,75
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00062 : Dotation voirie 2019	204142	466,00	0,19
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00018 : Dotation voirie 2020	204142	10 000,00	4,03
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-01527 : Dotation voirie 2021	204142	10 000,00	4,03
Total			36 911,00	14,88

Nom de la commune (1) : VARS-SUR-ROSEIX

Numéro de SIREN : 2119279000012

Population de la commune : 388

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 EQUIP SPORT REHAB	2019-02216 : Tx équipements sportifs rénova	204142	10 500,00	27,06
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2018-02145 : Numérotation et dénomination d	204142	1 059,00	2,73
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00019 : Dotation voirie 2020	204142	4 814,00	12,41
Total			16 373,00	42,20

Nom de la commune (1) : VEGENNES

Numéro de SIREN : 21192800700015

Population de la commune : 184

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2019-03208 : Travaux de ravalement complt	204142	7 815,00	42,47
2016 TVX ACCESSIBI INCENDIE	2020-02134 : Travaux mise en accessibilité	204142	4 077,00	22,16
Total			11 892,00	64,63

Nom de la commune (1) : VEIX

Numéro de SIREN : 21192810600015

Population de la commune : 77

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2021-00869 : Rénovation d'un logement commu	204142	1 665,00	21,62
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2020-01396 : Aménagement site Monédière-T2	204142	1 695,00	22,01
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2021-01052 : Création Halle touristique	204142	40 000,00	519,48
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00022 : Dotation voirie 2020	204142	4 473,00	58,09
Total			47 833,00	621,20

Nom de la commune (1) : VEYRIERES

Numéro de SIREN : 21192830400016

Population de la commune : 75

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
MAT VOIRIE 2014 2019	2021-02817 : Achat d'une lame à neige	204141	1 340,00	17,87
Total			1 340,00	17,87

Nom de la commune (1) : VIAM

Numéro de SIREN : 21192840300016

Population de la commune : 93

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2020-02521 : Dotat° de Solidarité Communale	204142	3 000,00	32,26
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2021-02206 : Dotat° de Solidarité Communale	204142	3 000,00	32,26
Tvx Investissement sur VC, CR	2018-02371 : Dotation voirie 2018	204142	7 536,00	81,03
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00027 : Dotation voirie 2020	204142	7 536,00	81,03
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-01540 : Dotation voirie 2021	204142	1 973,00	21,22
Total			23 045,00	247,80

Nom de la commune (1) : VIGEOIS

Numéro de SIREN : 21192850200015

Population de la commune : 1 254

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 AEP	2019-03131 : Périmètres de protection autou	204142	5 018,00	4,00
2016 AEP	2019-03303 : Extension du réseau d'eaux usé	204142	17 244,00	13,75
2016 ASSAINISSEMENT TVX ETUDE	2018-03800 : Renforcement du réseau AEP au	204142	25 300,00	20,18
Construc publiques : diagnosti	2021-01759 : Elaboration d'un DPE	204141	400,00	0,32
Total			47 962,00	38,25

Nom de la commune (1) : VITRAC-SUR-MONTANE

Numéro de SIREN : 21192870000015

Population de la commune : 275

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
Rest. archive com. prioritaire	2020-03292 : 2020 - REST. ARCHIV. VITRAC/MO	204141	395,46	1,44
Tvx Investissement sur VC, CR	2018-02374 : Dotation voirie 2018	204142	5 590,00	20,33
Total			5 985,46	21,77

Nom de la commune (1) : VOUTEZAC

Numéro de SIREN : 21192880900162

Population de la commune : 1 408

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2021-01850 : Rénovation énergétique école	204142	1 343,00	0,95

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

2016 PLATEFORME MULTIPLE	2020-03253 : Réfection de la boulangerie	204142	6 239,00	4,43
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2020-03642 : Numérotation et dénomination d	204141	2 209,00	1,57
Construc publiques : diagnosti	2021-01760 : Elaboration d'un DPE	204141	4 280,00	3,04
Constructions publiques	2021-01847 : Aménagement d'un espace jeux	204142	3 157,00	2,24
Constructions publiques	2021-02149 : Aménagement place du marché	204142	1 285,00	0,91
Tvx Investissement sur VC, CR	2017-00580 : Voirie, Dotation 2017	204142	11 106,00	7,89
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00036 : Dotation voirie 2020	204142	2 825,00	2,01
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-01552 : Dotation voirie 2021	204142	20 433,00	14,51
Total			52 877,00	37,55

Nom de la commune (1) : YSSANDON

Numéro de SIREN : 21192890800014

Population de la commune : 687

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
Constructions publiques	2021-03179 : Réhabilitation de l'école	204142	1 832,00	2,67
MAT VOIRIE 2014 2019	2021-01830 : Acquisition d'un broyeur d'acc	204141	2 720,00	3,96
Total			4 552,00	6,63

Nom de la commune (1) : CAISSE DES ECOLES DE LA VILLE DE TULLE

Numéro de SIREN : 26192721400021

Population de la commune : 0

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
Appel à Projets	2021-01991 : sensibilisation autour de la m	65734	250,00	0,00
Total			250,00	0,00

(1) Ouvrir un tableau par commune bénéficiant d'une ou de plusieurs subventions versées par le département.

(2) Détailler le numéro d'article.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT	D3.1

LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LE DEPARTEMENT

DESIGNATION DES ORGANISMES	Date d'adhésion	Mode de participation	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-1 du CGCT)			
Syndicat Mixte de l'aménagement touristique du Lac de Bort	11/01/1975	50%	144 000,00
Syndicat Mixte de gestion du Parc Naturel Régional "Millevaches en limousin"	17/10/2003	2,80 € / hab. base population DGF	77 632,80
Syndicat Mixte DORSAL - Budget Principal	17/03/2006	11,25%	106 646,76
Syndicat Mixte pour la création de l'aéroport Brive-Souillac	28/10/2011	25%	1 242 611,28
Syndicat Mixte DORSAL - Budget Annexe Corrèze	25/09/2018	33,75%	63 162,54
Autres organismes de regroupement			
Syndicat Départemental d'Abattage (SDA)	21/12/1970	70%	91 000,00
Etablissement Public Interdépartemental Dordogne (EPIDOR)	27/02/1995	16%	85 017,31

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES	D3.2

LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES

Catégorie d'établissement (1)	Intitulé / Objet de l'établissement	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
Goupement d'intérêt public	Maison Départementale des Personnes Handicapées	15/12/2005	15/12/2005	SPA	non
Etablissement public administratif	Corrèze Ingénierie (assistance technique aux communes et EPCI)	29/03/2013	29/03/2013	SPA	oui

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE	D3.3

LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

Catégorie de services (1)	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	N° SIRET	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
Hébergement social pour enfants en difficultés	Centre Départemental de l'Enfance et de la Famille	30/11/1984	30/11/1984	22192720500064	SPA	non
Lutte contre la désertification médicale	Corrèze Santé	01/01/2019	28/11/2018	22192720500197	SPA	non

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social...

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE	D3.4

LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

Catégorie de services	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)
Transports	Transports de personnes handicapées	01/01/2014	11/04/2014	SPA
Domaine Routier	Activité "Voirie"	01/01/2018	10/11/2017	SPA
Social	Pandémie du Coronavirus 2020 - Centrale d'achat Communes/EPCI	19/05/2020	19/05/2020	SPA

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	D4

1 – BUDGET PRINCIPAL

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12/N	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	176 293 861,67	100 921 818,07	0,00	75 372 043,60
RECETTES	176 293 861,67	90 469 805,32	0,00	85 824 056,35
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	362 333 968,55	290 118 255,34	0,00	72 215 713,21
RECETTES	362 333 968,55	334 453 568,65	0,00	27 880 399,90

(1) Y compris les rattachements.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budgets)

BUDGET CENTRE DPT ENFANCE ET FAMILLE – N° SIRET : 22192720500064				
SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12/N	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	290 060,36	125 136,43	0,00	164 923,93
RECETTES	290 060,36	98 805,33	0,00	191 255,03
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	2 213 323,86	2 059 043,38	0,00	154 280,48
RECETTES	2 213 323,86	2 178 043,64	0,00	35 280,22

BUDGET CORREZE SANTE – N° SIRET : 22192720500528				
SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12/N	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	101 508,47	99 057,18	0,00	2 451,29
RECETTES	101 508,47	31 738,77	0,00	69 769,70
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	1 108 442,00	1 041 447,43	0,00	66 994,57
RECETTES	1 108 442,00	1 112 175,07	0,00	-3 733,07

(1) Y compris les rattachements.

**3 – PRESENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES
(Avant la neutralisation des flux réciproques)**

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12/N	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	176 685 430,50	101 146 011,68	0,00	75 539 418,82
RECETTES	176 685 430,50	90 600 349,42	0,00	86 085 081,08
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	365 655 734,41	293 218 746,15	0,00	72 436 988,26
RECETTES	365 655 734,41	337 743 787,36	0,00	27 911 947,05

(1) Y compris les rattachements.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	D4

4 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE BUDGET PRINCIPAL ET LES BUDGETS ANNEXES
(Cf. liste des principales opérations en annexe de la M52) (1)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12/N	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La présentation de ce tableau des flux réciproques est facultative.

(2) Y compris les rattachements.

5 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES
(Après la neutralisation des flux réciproques) (1)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12/N	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	176 685 430,50	101 146 011,68	0,00	75 539 418,82
RECETTES	176 685 430,50	90 600 349,42	0,00	86 085 081,08
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	365 655 734,41	293 218 746,15	0,00	72 436 988,26
RECETTES	365 655 734,41	337 743 787,36	0,00	27 911 947,05
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	542 341 164,91	394 364 757,83	0,00	147 976 407,08
TOTAL GENERAL DES RECETTES	542 341 164,91	428 344 136,78	0,00	113 997 028,13

(1) La présentation de ce tableau est obligatoire si celui des flux réciproques est produit.

(2) Y compris les rattachements.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – EMPLOI DES CREDITS COMMUNAUTAIRES DANS LE CADRE DE LA SUBVENTION GLOBALE	D5

FONDS EUROPEENS RECUS ET REVERSES PAR LA COLLECTIVITE GESTIONNAIRE (reproduire l'annexe par fonds européen géré)

Libellé du fonds européen géré : Programme Opérationnel National FSE

I – AU TITRE DES MESURES GERES SOUS FORME DE SUBVENTIONS GLOBALES

RECETTES (fonds versés par l'Etat à la région)

Objet	Article (1)	Montant
Subvention globale FSE	74771	1 544 861,78
TOTAL		1 544 861,78

**DEPENSES (aides communautaires versées directement aux bénéficiaires)
En cas de recouvrement de sommes indues, les faire apparaître en dépenses négatives**

Titre de la mesure	Bénéficiaires (nom de l'entreprise, de l'association, de la collectivité gestionnaire (2))	Libellé de l'opération	Article (1)	Montant (3)
Axe Prioritaire 3 lutter contre la pauvreté et promouvoir l'inclusion	PEP19	Accompagnement de bénéficiaires du RSA travailleurs handicapés	6574	53 887,83
Animation du PLIE	CABB	Accès à un emploi durable des personnes exclues du marché du travail	6574	33 346,61
Animation du PLIE	CABB	Accès à un emploi durable des personnes exclues du marché du travail	6574	30 279,69
Clauses sociales	CABB	Chantier d'insertion	6574	45 730,39
Axe Prioritaire 3 lutter contre la pauvreté et promouvoir l'inclusion	Service Prox Chantiers	Chantier d'insertion	6574	30 617,19
Axe Prioritaire 3 lutter contre la pauvreté et promouvoir l'inclusion	Les Restaurants du Cœur	Chantier d'insertion	6574	65 060,22
Axe Prioritaire 3 lutter contre la pauvreté et promouvoir l'inclusion	CABB	Chantier d'insertion espace naturel et desherbage	6574	252 369,39
Axe Prioritaire 3 lutter contre la pauvreté et promouvoir l'inclusion	Agents du CD19	Clauses d'insertion et de promotion de l'emploi dans les Marchés Publics	64131	634 762,98
Axe Prioritaire 3 lutter contre la pauvreté et promouvoir l'inclusion	Centre Ecoute et Soutien	Réhabilitation de personnes en grandes difficultés sur le marché de l'emploi	6574	24 813,25
Total des aides versées par la collectivité gestionnaire				1 170 867,55

DEPENSES JUSTIFIEES PAR LES BENEFICIAIRES (3)

II – AU TITRE DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE (5)

Montant des recettes		Dépenses d'assistance technique justifiées par l'organisme intermédiaire (6)				
Article (1)	Montant	Mesure	Libellé de l'opération	Emetteurs (4)	Date d'acquittement de la facture	Montant
TOTAL	0,00				TOTAL	0,00

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

(2) La collectivité gestionnaire peut être bénéficiaire des fonds lorsqu'elle est maître d'ouvrage.

(3) Hors dépenses d'assistance technique.

(4) Les justificatifs aux dépenses peuvent provenir de plusieurs émetteurs pour la même opération.

(5) Dans ce cas, la collectivité gestionnaire est bénéficiaire des fonds.

Les informations seront extraites de PRESAGE.

IV – ANNEXES	IV
DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DES CONTRIBUTIONS DIRECTES ET INDIRECTES	E1

TAUX DES CONTRIBUTIONS DIRECTES ET INDIRECTES

	Base notifiée (si connue à la date de vote) ou assiettes	Variation des bases ou assiettes / (N-1)	Taux ou coefficient multiplicateur appliqué par décision du conseil général	Variation du taux / N-1	Produit voté par le conseil général	Variation du produit / N-1
Taxe foncières sur les propriétés bâties	0,00	2,02 %	0,00 %	0,00 %	0,00	-100,00 %
Taxe destinée au financement des dépenses des conseils d'architecture, d'urbanisme et d'environnement	0,00	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00	0,00 %
Taxe départementale des espaces naturels sensibles	0,00	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00	0,00 %
Taxe départementale de publicité foncière et droit départemental d'enregistrement	0,00	0,00 %	4,50 %	0,00 %	31 479 304,68	22,95 %
Taxe sur la consommation finale d'électricité	0,00	0,00 %	4,25	0,00 %	3 092 142,99	7,31 %
Taxe sur les remontées mécaniques	0,00	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00	0,00 %
Taxe d'aménagement	0,00	0,00 %	1,00 %	0,00 %	853 672,73	-19,47 %
Total des contributions directes et indirectes	0,00	0,00 %			35 425 120,40	-62,43 %

(1) Détailler les taxes pour lesquelles le département a un pouvoir de modulation du taux.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	E2

Nombre de membres en exercice : 0

Nombre de membres présents : 0

Nombre de suffrages exprimés : 0

VOTES :

Pour : 0

Contre : 0

Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),

A , le

,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session

A , le

Les membres de l'assemblée délibérante (2),

ARFEUILLERE Christophe	
AUDEGUIL Agnès	
BARTOUT Audrey	
BOISSIERAS Pascale	
BOUCHETEIL Emilie	
BOUNIE Julien	
BOUZON Christian	
BUISSON Patricia	
CHAMBON Sophie	

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	E2

CHIRAC Claude	
COMBES Bernard	
COMBY Francis	
CORNELISSEN Jacqueline	
DARTHOU Laurent	
DELPECH Jean-Jacques	
DUBOST Ghislaine	
DUCHAMP Sébastien	
LABBAT Jean-François	
LAUGA Jean-Jacques	
LESCURE Philippe	
MARSALEIX Didier	
MAURIN Sandrine	
MEUNIER Frédérique	
MONTEIL Anthony	
PADILLA-RATELADE Marilou	
PETIT Christophe	
PEYRET Franck	
ROBINET Rosine	

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	E2

ROME Hélène	
SOLER Gérard	
TAGUET Jean-Marie	
TAURISSON Valérie	
TAYSSE Annick	
TROYA Sonia	
VALLEE Stéphanie	
VIDAL Marie Laure	
ZIOLO Eric	

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».

(2) L'assemblée délibérante étant : (indiquer la nature de l'assemblée délibérante : conseil général, conseil syndical...).

Réunion du 8 avril 2022

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission des Finances, des Affaires Générales et de la Transition Ecologique

OBJET

AFFECTATION DES RÉSULTATS 2021 ET COUVERTURE DU BESOIN DE FINANCEMENT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES

RAPPORT

Lorsque le résultat de la section de fonctionnement est excédentaire, il y a obligation de couvrir le besoin de financement de la section d'investissement, ainsi que la faculté d'affecter un surplus à l'investissement en réserve au même compte 1068 "Excédents de fonctionnement capitalisés", avant de reporter la part d'excédent de fonctionnement non affectée en recettes de cette section.

Cette affectation des résultats doit faire l'objet d'une délibération spécifique qui reprend le résultat de fonctionnement, le solde d'exécution de la section d'investissement et les restes à réaliser.

La délibération n'est pas indispensable lorsque l'excédent de fonctionnement ne comporte pas d'affectation en investissement.



Budget principal du Département

- **Section d'investissement**
 - déficit cumulé 2021 à reporter (compte 001 D) : 31 818 492,54 €
 - report de crédits en dépenses : 0,00 €
 - report de crédits en recettes : 0,00 €

- **Section de fonctionnement**
 - excédent cumulé 2021 avant affectation : 93 665 606,60 €
 - affectation obligatoire au déficit d'investissement : 31 818 492,54 €
 - excédent à reporter (compte 002 R) : 61 847 114,06 €



Budget annexe du Centre Départemental de l'Enfance et de la Famille

- **Section d'investissement**
 - excédent cumulé 2021 à reporter (compte 002 R) : 166 133,44 €
 - report de crédits en dépenses : 0,00 €
 - report de crédits en recettes : 0,00 €

- **Section de fonctionnement**
 - excédent à reporter (compte 002 R) : 210 823,60 €



Budget annexe du Centre Départemental de Santé « Corrèze Santé »

- **Section d'investissement**
 - déficit cumulé 2021 à reporter (compte 001 D) : 5 043,94 €
 - report de crédits en dépenses : 0,00 €
 - report de crédits en recettes : 0,00 €

- **Section de fonctionnement**
 - excédent cumulé 2021 avant affectation : 48 331,37 €
 - affectation obligatoire au déficit d'investissement : 5 043,94 €
 - excédent à reporter (compte 002 R) : 43 287,43 €

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

AFFECTATION DES RÉSULTATS 2021 ET COUVERTURE DU BESOIN DE FINANCEMENT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2022.04.08/103 en date du 8 avril 2022, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Monsieur Francis COMBY, Rapporteur,

DÉLIBÈRE

Article unique : l'affectation des résultats de l'exercice 2021, repris au Budget Primitif 2022, tant pour le budget principal du Département que pour les budgets annexes du Centre Départemental de l'Enfance et de la Famille ainsi que du Centre Départemental de Santé est effectuée selon les modalités suivantes :



Budget principal du Département

• **Section d'investissement**

- déficit cumulé 2021 à reporter (compte 001 D) :	31 818 492,54 €
- report de crédits en dépenses :	0,00 €
- report de crédits en recettes :	0,00 €

• **Section de fonctionnement**

- excédent cumulé 2021 avant affectation :	93 665 606,60 €
- affectation obligatoire au déficit d'investissement :	31 818 492,54 €
- excédent à reporter (compte 002 R) :	61 847 114,06 €



Budget annexe du Centre Départemental de l'Enfance et de la Famille

- **Section d'investissement**

- excédent cumulé 2021 à reporter (compte 002 R) :	166 133,44 €
- report de crédits en dépenses :	0,00 €
- report de crédits en recettes :	0,00 €

- **Section de fonctionnement**

- excédent à reporter (compte 002 R) :	210 823,60 €
--	--------------



Budget annexe du Centre Départemental de Santé « Corrèze Santé »

- **Section d'investissement**

- déficit cumulé 2021 à reporter (compte 001 D) :	5 043,94 €
- report de crédits en dépenses :	0,00 €
- report de crédits en recettes :	0,00 €

- **Section de fonctionnement**

- excédent cumulé 2021 avant affectation :	48 331,37 €
- affectation obligatoire au déficit d'investissement :	5 043,94 €
- excédent à reporter (compte 002 R)	43 287,43 €

Adopté, à main levée, à la majorité, par 28 voix pour, 10 abstentions.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 21 avril 2022

Accusé réception en Préfecture n°019-221927205-20220408-CD-2022-BP-DPT-DE

Affiché le : 21 avril 2022

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL



L'an deux mille vingt-deux et le huit avril, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :

Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Madame Valérie TAURISSON, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Madame Patricia BUISSON, Monsieur Franck PEYRET, Madame Agnès AUDEGUILL, Madame Audrey BARTOUT, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Jean-Jacques LAUGA, Monsieur Philippe LESCURE, Madame Marilou PADILLA-RATELADE, Madame Rosine ROBINET, Monsieur Gérard SOLER, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Julien BOUNIE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Madame Claude CHIRAC, Monsieur Bernard COMBES, Madame Jacqueline CORNELISSEN, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Monsieur Sébastien DUCHAMP, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Didier MARSALÉIX, Madame Frédérique MEUNIER, Madame Annick TAYSSE, Madame Sonia TROYA, Madame Stéphanie VALLÉE, Madame Marie-Laure VIDAL, Monsieur Eric ZIOLO

Pouvoir :

Monsieur Anthony MONTEIL à Madame Stéphanie VALLÉE

Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

BUDGET PRINCIPAL DU DEPARTEMENT 19

RESULTAT DE CLOTURE 2021

Recettes d'investissement réalisées	90 469 805,32 €
Dépenses d'investissement réalisées	100 921 818,07 €
Résultat brut de l'exercice	- 10 452 012,75 €
Solde d'exécution d'investissement reporté	- 21 366 479,79 €
Solde cumulé d'investissement 2021 à reporter (c/ 001 Dépense)	- 31 818 492,54 €
Restes à Réaliser en Dépenses	- €
Restes à Réaliser en Recettes	- €
<u>Déficit</u> de la section d'investissement	- 31 818 492,54 €
<hr/>	
Recettes de fonctionnement réalisées	334 453 568,65 €
Dépenses de fonctionnement réalisées	290 118 255,34 €
Résultat brut de fonctionnement de l'exercice	44 335 313,31 €
Excédent de fonctionnement reporté	49 330 293,29 €
Solde cumulé de fonctionnement 2021	93 665 606,60 €
Restes à Réaliser en Dépenses	- €
Restes à Réaliser en Recettes	- €
Résultat cumulé 2021 avec les restes à réaliser	93 665 606,60 €
<hr/>	
Affectation obligatoire au déficit d'investissement (c/ 1068 Recette)	31 818 492,54 €
<hr/>	
Résultat de fonctionnement 2021 à reporter (c/ 002 Recette)	61 847 114,06 €

Le Président du Conseil Départemental,

Pascal COSTE

Le Payeur Départemental,

Jacques AMAT

**BUDGET ANNEXE DU CENTRE DEPARTEMENTAL DE L'ENFANCE ET
DE LA FAMILLE (Département 19)**

RESULTAT DE CLOTURE 2021

Recettes d'investissement réalisées	98 805,33 €
Dépenses d'investissement réalisées	125 136,43 €
Résultat brut de l'exercice	- 26 331,10 €
Solde d'exécution d'investissement reporté	192 464,54 €
Solde cumulé d'investissement 2021 à reporter (c/ 001 Recette)	166 133,44 €
Restes à Réaliser en Dépenses	- €
Restes à Réaliser en Recettes	- €
<u>Excédent</u> de la section d'investissement	166 133,44 €
<hr/>	
Recettes de fonctionnement réalisées	2 178 043,64 €
Dépenses de fonctionnement réalisées	2 059 043,38 €
Résultat brut de fonctionnement de l'exercice	119 000,26 €
Excédent de fonctionnement reporté	91 823,34 €
Solde cumulé de fonctionnement 2021	210 823,60 €
<hr/>	
Affectation obligatoire au déficit d'investissement (c/ 1068)	- €
Résultat de fonctionnement 2021 à reporter (c/ 002 Recette)	210 823,60 €

Le Président du Conseil Départemental,

Pascal COSTE

Le Payeur Départemental,

Jacques AMAT

BUDGET ANNEXE DU CENTRE DEPARTEMENTAL DE SANTE
(Département 19)

RESULTAT DE CLOTURE 2021

Recettes d'investissement réalisées	31 738,77 €
Dépenses d'investissement réalisées	99 057,18 €
Résultat brut de l'exercice	- 67 318,41 €
Solde d'exécution d'investissement reporté	62 274,47 €
Solde cumulé d'investissement 2021 à reporter (c/ 001 Dépense)	- 5 043,94 €
Restes à Réaliser en Dépenses	- €
Restes à Réaliser en Recettes	- €
<u>Déficit de la section d'investissement</u>	<u>- 5 043,94 €</u>
<hr/>	
Recettes de fonctionnement réalisées	1 112 175,07 €
Dépenses de fonctionnement réalisées	1 041 447,43 €
Résultat brut de fonctionnement de l'exercice	70 727,64 €
Déficit de fonctionnement reporté	22 396,27 €
Solde cumulé de fonctionnement 2021	48 331,37 €
<hr/>	
Affectation obligatoire au déficit d'investissement (c/ 1068 Recette)	5 043,94 €
Résultat de fonctionnement 2021 à reporter (c/ 002 Recette)	43 287,43 €

Le Président du Conseil Départemental,

Pascal COSTE

Le Payeur Départemental,

Jacques AMAT

Réunion du 8 avril 2022

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission des Finances, des Affaires Générales et de la Transition Ecologique

OBJET

BUDGET PRIMITIF DU DEPARTEMENT POUR 2022

RAPPORT

Lors du Débat d'Orientations Budgétaires, les élus départementaux ont pleinement débattu des enjeux financiers de notre institution et ont conforté la trajectoire d'évolution du budget départemental à moyen terme et ce, dans la continuité des orientations décidées lors du précédemment mandat.

Au cours des dernières années, malgré un contexte budgétaire difficile pour l'ensemble des départements principalement lié à une demande sociale toujours croissante, et à de nouvelles contraintes légales, **la Corrèze a su préserver sa singularité dans la conduite des politiques publiques. Le service rendu aux citoyens a été conforté sans renoncement aux engagements pris, que ce soit la priorité donnée à l'investissement ou la préservation des politiques volontaristes.**

En outre, le maintien de l'action et de la présence du Département sur les territoires ne s'est pas fait au détriment des équilibres financiers. La stratégie budgétaire mise en place permet aujourd'hui à notre collectivité de **se prévaloir d'une situation budgétaire saine.**

Toutefois, le budget primitif 2022 sera avant tout marqué par les crises qui impactent le Département comme l'ensemble du territoire. En effet, ce budget 2022 s'inscrit dans un contexte inédit de crise sanitaire à laquelle vient s'ajouter une crise économique mondiale liée à la guerre en Ukraine.

Aussi, ce budget est à la fois **incertitude, continuité et résilience**.

➤ **Incertitude** puisque la crise sanitaire et la crise économique et sociale mondiale impactent les recettes comme les dépenses de la Collectivité, sans qu'il soit toujours possible d'en anticiper ni les effets ni la durée. Se rajoutent des annonces gouvernementales de dernière minute dans un contexte préélectoral,

➤ **Continuité** car face à ces incertitudes, le Département a décidé de mener une politique conforme aux engagements pris en début de mandat. En effet, si le budget 2022 intègre les fortes contraintes nouvelles imposées par l'Etat (Ségur,...), les orientations validées par l'Assemblée départementale resteront le guide de ce nouvel exercice budgétaire :

1. Prioriser l'investissement,
2. Maîtriser les dépenses de fonctionnement en poursuivant les efforts d'optimisation budgétaires engagés sur les exercices précédents,
3. Maîtriser la dette en poursuivant l'objectif de désendettement et la réduction de l'encours.

C'est d'ailleurs en respectant scrupuleusement ces orientations que la Corrèze pourra continuer à développer des politiques ambitieuses au service de chaque territoire et de chaque corrézien. Nous avons d'ailleurs fait la démonstration de l'efficacité de notre gestion, sans coupes brutales, dans le respect de nos valeurs et en nous donnant le temps nécessaire à la mise en œuvre de mesures structurelles. Il nous faut donc maintenir le cap. Les 3 orientations évoquées ci-dessus devront être approfondies pour permettre au Département de continuer à développer plus efficacement l'ensemble des politiques publiques.

➤ **Résilience** car dans ce contexte les efforts de gestion et les initiatives en adéquation avec les attentes des corréziens ont permis de faire du Département de la Corrèze un territoire qui a su :

- pérenniser certaines des actions qui ont prouvé leur pertinence pendant la crise,

- soutenir le tissu économique et social, notamment avec la remise à l'emploi des

bénéficiaires du RSA grâce à des partenariats renforcés avec les entreprises du département, avec un niveau d'investissement historiquement élevé pour soutenir le secteur du bâtiment et des travaux publics, avec une aide renforcée aux communes et EPCI pour appuyer la reprise dans tous les territoires,

- accompagner le territoire enfin pour que cette reprise intègre les enjeux du développement durable.

Résilients nous resterons pour faire face à la nouvelle situation inédite qui se profile et dont nous n'avons pas les contours aujourd'hui mais à laquelle le département devra nécessairement répondre.

De ce fait, l'efficiencia devra plus que jamais guider ce nouvel exercice budgétaire au service des Corrèziens afin d'honorer chacune de nos missions et de développer les 4 axes de la mandature 2021-2027 visant :

- ✓ "Un département protecteur",
- ✓ "engagé pour une meilleure qualité de vie",
- ✓ "accélérateur sur la transition écologique",
- ✓ et "défenseur des projets corrèziens à la région".

Ambitions concrètement traduites par le recrutement de médecins salariés, un plan de lutte contre la désertification vétérinaire, une aide départementale à la rénovation énergétique, le déploiement d'un réseau public de téléphonie mobile pour mettre fin aux zones blanches ou grises et la mise en œuvre d'un plan de création de réserves en eau pour l'agriculture.

Par ailleurs, conformément au postulat posé au moment des orientations budgétaires le 18 février dernier, le choix était alors fait de préserver l'avenir pour se prémunir des incertitudes dans un contexte particulièrement mouvant. Nous voilà déjà à nouveau confrontés à l'inédit avec une guerre aux portes de l'Europe et ses conséquences dramatiques pour le peuple Ukrainien avec lequel le Département affiche sa solidarité.

Au-delà le contexte économique et social international, national et territorial ébranle nos équilibres budgétaires et nous devrions louer aujourd'hui les économies d'hier, lesquelles seules devraient nous permettre de poursuivre nos actions dans cet environnement chamboulé. En effet, le volume des dépenses proposé voilà moins de 2 mois n'intégrait pas les augmentations inédites auxquelles nous devons faire face. **Et c'est bien là le sens de notre gestion budgétaire prévoyante : quelles ressources pour gérer l'imprévu ?** Comment avoir pu imaginer un tel contexte qui éprouve aujourd'hui la situation financière des Corrèziens les plus fragiles. **Pour autant, et c'est là notre force et notre rôle en tant que Département protecteur que d'apporter le soutien adapté.**

La projection 2022 démontre ainsi comme pour les exercices précédents, que les engagements pris sont réalistes, soutenables et qu'ils ne conduisent pas à remettre en cause les actions engagées par notre institution quel que soit le contexte qui s'impose à la collectivité. **C'est la démonstration de la cohérence, de la continuité et de la constance.**

C'est en démontrant, exercice budgétaire après exercice budgétaire, que la Corrèze est à la fois capable de faire preuve d'une gestion responsable mais également agile et de remplir dans le même temps toutes les missions au service des solidarités. C'est ainsi que nous continuerons à faire vivre la République dans les territoires et que nous démontrerons à quel point il est indispensable de préserver l'échelon départemental.

Le budget départemental 2022 qui vous est présenté dans le présent rapport est celui d'un budget toujours maîtrisé permettant l'accompagnement du territoire face à la crise.

SOMMAIRE

I- PANORAMA D'UN BUDGET AU SERVICE DE L'ACTION SOCIALE, ENVIRONNEMENTALE, SOUCIEUX DE L'ATTRACTIVITÉ DU TERRITOIRE EN TERMES DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE	6
1- LE BUDGET 2022 EN SYNTHÈSE	6
2- STRUCTURE GÉNÉRALE DU BUDGET PRIMITIF 2022	12
II- UN BUDGET 2022 POUR COMBATTRE LES INÉGALITÉS ET ASSURER L'AVENIR	13
1- DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT SOUS FORTE CONTRAINTE DE MESURES RÉGLEMENTAIRES À APPLIQUER	13
1-1 Les dépenses relatives au Pôle Social	15
1-2 Les dépenses relatives au Pôle Cohésion Territoriale	17
1-3 Les dépenses relatives au Pôle Missions et Communication	19
1-4 Les dépenses relatives aux Moyens Généraux	19
2- DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT PEU DYNAMIQUES, DANS UN CONTEXTE DE BOULEVERSEMENT DU PANIER FISCAL ET FINANCIER	24
2-1 Les recettes de fiscalité directe et compensation de la taxe sur le foncier bâti	27
2-2 Les recettes de fiscalité indirecte	32
2-3 Les dotations de l'État et compensations	39
2-4 La compensation des Allocations Individuelles de Solidarité (AIS)	40
III- UNE CAPACITÉ D'INVESTISSEMENT SOUTENUE, REFLET D'UN BUDGET DYNAMIQUE ET SOLIDAIRE	42
1- LES RECETTES D'INVESTISSEMENT	42
2- L'AUTOFINANCEMENT ET LA CAPACITÉ D'INVESTISSEMENT	43
3- UNE DETTE MAÎTRISÉE : LE RECOURS À L'EMPRUNT DANS UNE TRAJECTOIRE DE DÉSENDETTEMENT	44
4- LA POURSUITE D'UN PLAN D'INVESTISSEMENT AMBITIEUX	47
IV- ÉQUILIBRE ET SOLDES DE GESTION	52
1- L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE	52
2- L'ANALYSE DES SOLDES DE GESTION	53
CONCLUSION	55

I- PANORAMA D'UN BUDGET AU SERVICE DE L'ACTION SOCIALE, ENVIRONNEMENTALE, SOUCIEUX DE L'ATTRACTIVITÉ DU TERRITOIRE EN TERMES DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Ce budget pour 2022 reste maîtrisé tout en permettant l'accompagnement du territoire face à la crise.

1- LE BUDGET 2022 EN SYNTHÈSE

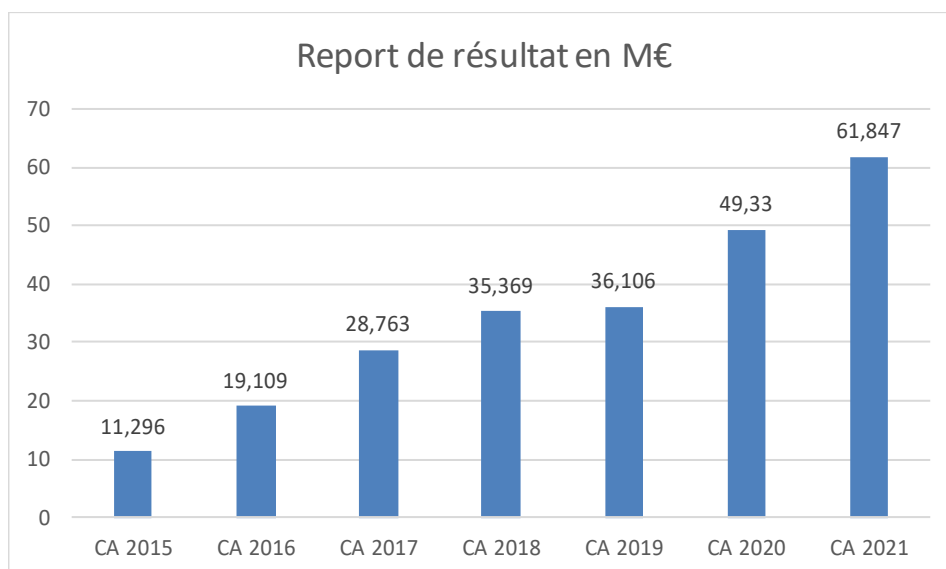
Le volume budgétaire inscrit au BP 2022 augmente de + 17 M€ par rapport au BP 2021 du fait :

- d'un report à nouveau supérieur de + 12 M€, résultat de l'exercice 2021
- d'une augmentation des recettes de fonctionnement de + 3 M€
- d'une augmentation des recettes d'investissement de + 2 M€, dont une prévision d'emprunt pour compenser la baisse de l'autofinancement.

		BP 2021 (en €)	CA 2021 (en €)	BP 2022 (en €)	Evolution BP 2022/ CA 2021 (%)	Evolution BP 2022/ BP 2021 (%)
Dépenses de fonctionnement	ordre	93 411 697	33 103 276	72 029 825	117,59%	-22,89%
	réel	253 134 987	257 014 979	289 566 789	12,67%	14,39%
S/Total D de F		346 546 684	290 118 255	361 596 614	24,64%	4,34%
Dépenses d'investissement	ordre	11 939 179	8 266 736	6 329 953	-23,43%	-46,98%
	réel	127 963 283	114 021 562	135 505 768	18,84%	5,89%
S/Total D d' I		139 902 462	122 288 298	141 835 721	15,98%	1,38%
TOTAL DEPENSES		486 449 146	412 406 553	503 432 336	22,07%	3,49%
Recettes de fonctionnement	ordre	4 705 398	4 904 829	4 221 953	-13,92%	-10,27%
	réel	341 841 286	329 548 740	357 374 661	8,44%	4,54%
S/Total R de F		346 546 684	334 453 569	361 596 614	8,12%	4,34%
Recettes d'investissement	ordre	100 645 478	36 465 183	74 137 825	103,31%	-26,34%
	réel	39 256 984	54 004 622	67 697 897	25,36%	72,45%
S/Total R d' I		139 902 462	90 469 805	141 835 722	56,78%	1,38%
TOTAL RECETTES		486 449 146	424 923 374	503 432 336	18,48%	3,49%
Résultat		report	résultat	report		
		49 330 293	12 516 821	61 847 114		

Hors revolving et refinancements de dette

Le montant du report cumulé, à nouveau abondé en 2021 notamment du fait de la maîtrise des dépenses de fonctionnement, mais également de recettes DMTO particulièrement dynamiques, est un réel atout pour la construction budgétaire 2022 comme pour les budgets futurs.

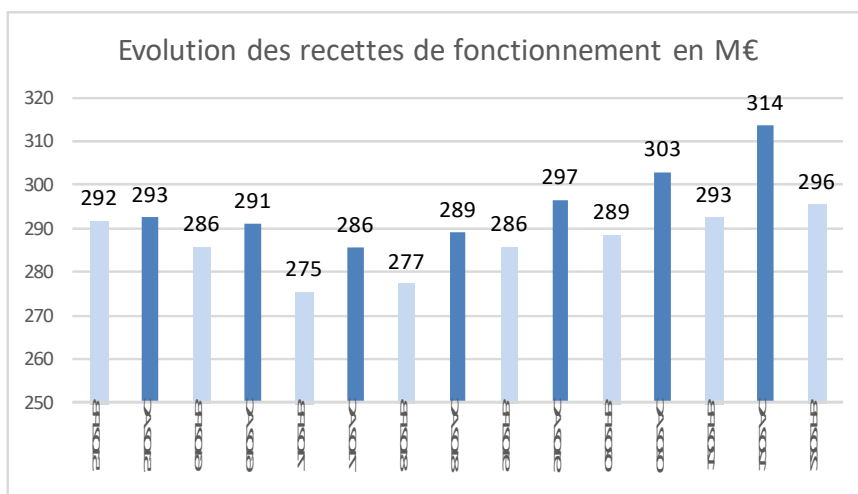


Le volume du report pour 2022 permet de préserver la capacité d'investissement par ailleurs contrainte par une prévision de recettes réelles de fonctionnement dont l'évolution, hors Droits de Mutation à Titre Onéreux (DMTO), n'est pas indexée sur les dépenses relatives aux nouvelles mesures réglementaires à inscrire à ce budget.

De plus, sans information à ce jour sur les éventuelles nouvelles compensations qui pourraient intervenir en cours d'année, la dynamique structurelle des recettes est estimée à + 3 M€.

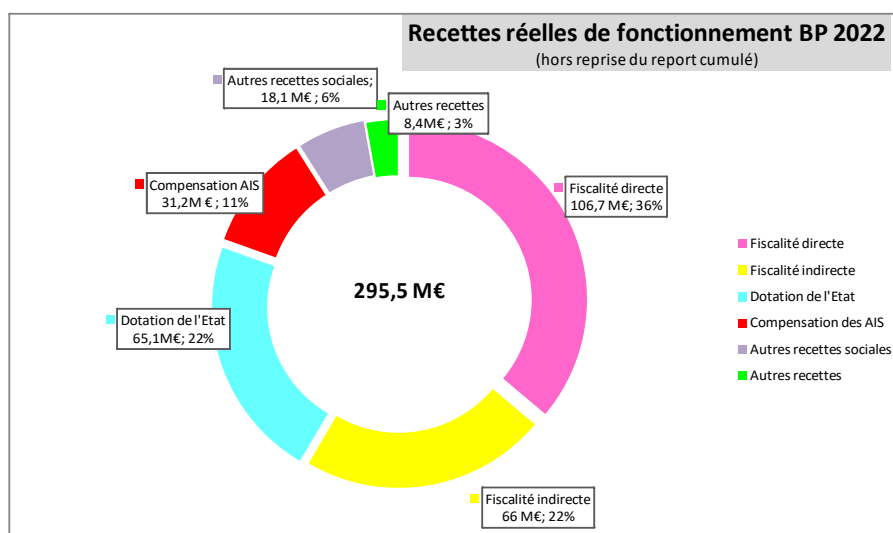
L'augmentation continue depuis 2017, corrélée à un niveau de dépenses contenu, a permis la réalisation de nombreux projets d'investissement, tout en augmentant le report à nouveau.

Pour autant, un budget ne peut être construit sur des ressources conjoncturelles. C'est pourquoi la prévision 2022 limite le montant des Droits de Mutation à Titre Onéreux à 20 M€. De même, en comparaison au CA 2021, **les recettes inscrites au BP 2022 fiabilisent la capacité de dépenses** à travers des hypothèses prudentes dans un contexte d'incertitudes, et sont ramenées à 295,5 M€.



Aussi, si le montant des recettes inscrites au budget est toujours inférieur au montant réellement perçu, il n'en demeure pas moins que **nos ressources ne sont pas contractualisées par avance**, aussi nous devons rester prudents sur nos capacités de dépenses.

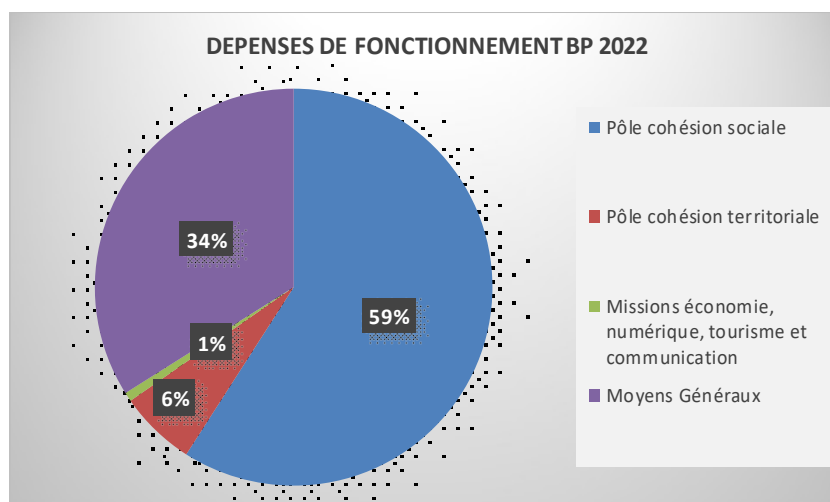
Comme établi sur le graphe ci-dessous, l'ensemble des ressources de la collectivité tient pour l'essentiel à des versements encadrés par l'État, qu'il s'agisse de recettes de fiscalité directe ou indirecte, ou encore de dotations. **Le Département n'a en effet plus de pouvoir fiscal depuis 2021 et donc plus de levier pour augmenter sa capacité budgétaire depuis le transfert de la Taxe sur le Foncier Bâti aux communes.**



Ces recettes sont portées pour l'essentiel par les Moyens généraux, mais également par le pôle cohésion sociale, pour partie en compensation des Allocations Individuelles de Solidarité.

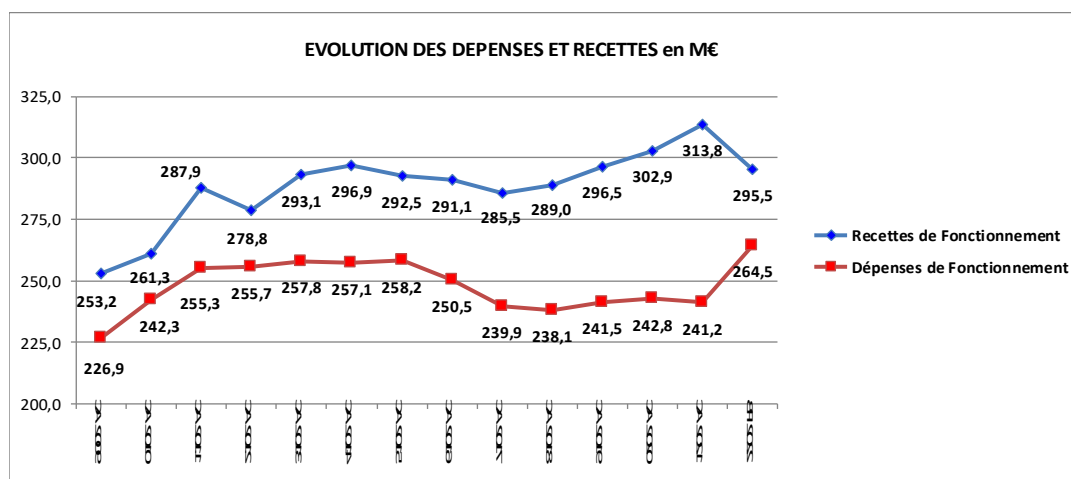
Les recettes affectées au pôle cohésion territoriale sont liées aux activités notamment de mise à disposition de gendarmeries, de gestion de stocks, etc...

En fonctionnement, les dépenses réelles inscrites au BP 2022 pour 265 M€ sont supérieures de + 12 M€ par rapport au BP 2021, expliqués par des évolutions réglementaires. Ces ressources sont affectées aux missions du Département dans le domaine social pour 59 %, dans le domaine territorial pour 6 %, enfin les moyens généraux mobilisent 34 % du budget.



Ainsi la prévision 2022, hors mesures nouvelles, projette un budget constant en dépenses de fonctionnement et, comme pour 2021, la recherche d'efficacité guidera plus que jamais cette nouvelle exécution budgétaire.

En effet, la mise en perspective des dépenses et recettes de fonctionnement pour 2022 pose clairement le retour d'un effet de ciseau très marqué sur le graphe ci-dessous.

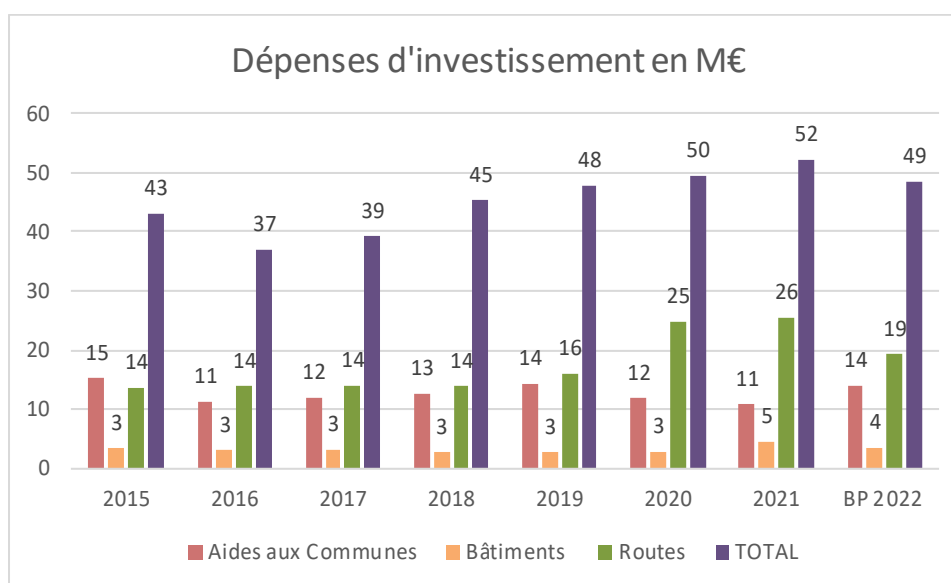


Pour autant, recettes et dépenses pour 2022 auxquelles s'ajoute le report à nouveau permettront de maintenir la capacité à investir à près de 74 M€, permettant de réaliser de nombreux projets structurants pour la Corrèze.

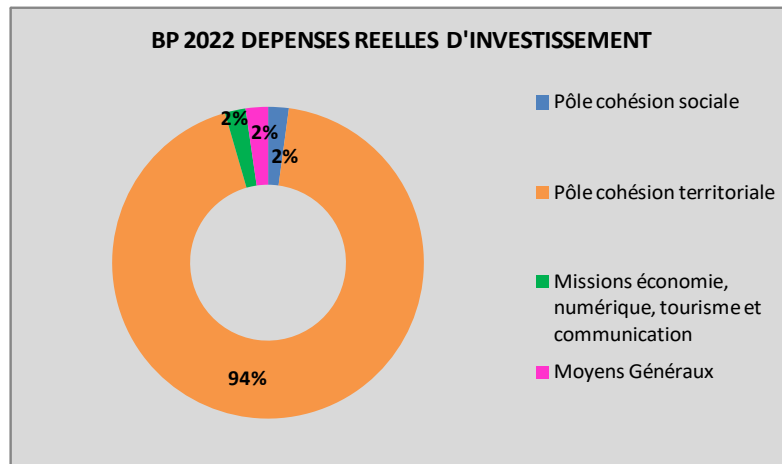
En effet, l'action se mesure dans la durée, et si le niveau de dépenses d'investissement pour un Département de notre strate est admis autour de 40 M€, il s'agira bien au cours de cette nouvelle mandature de garder la dynamique que nous avons su initier au cours du dernier mandat d'augmentation des ressources d'investissement essentielles au développement du territoire. Ainsi après des efforts de gestion stratégiques en début de mandat précédent, le volume annuel des dépenses d'investissement s'établit autour de 50 M€ depuis 2019.

Mais notre ambition est bien de tendre vers une mobilisation plus importante des ressources, contribuant à lutter contre les difficultés économiques qui se profilent dans le nouveau contexte évoqué en introduction. Et si nous avons perçu des recettes conjoncturelles (DMTO), il s'agira bien de les mobiliser pour des niveaux d'investissements exceptionnels.

Pour cela, nous consacrerons près de 25 M€ en 2022 pour nos grands projets à venir, et 49 M€ de crédits seront mobilisés pour poursuivre notre plan d'investissements structurels. Notamment 19 M€ consacrés aux routes, 14 M€ consacrés aux aides aux communes et 4 M€ aux bâtiments. Au-delà de ces interventions d'ampleur, les crédits réservés aux aides à l'habitat, fortement mobilisées en 2021, sont prévus en augmentation avec une inscription de 2,6 M€.



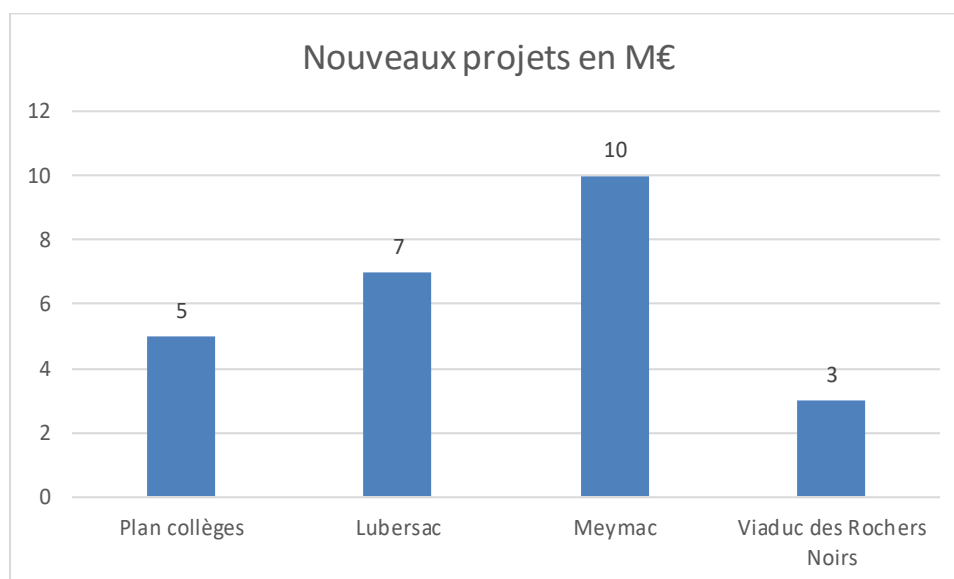
Ce budget permettra également d'engager de nouveaux grands projets routiers tels que les contournements de Noailles, Lubersac et Meymac, le Viaduc des Rochers Noirs, ainsi que le plan collèges, avec le souci de la rénovation énergétique des bâtiments.



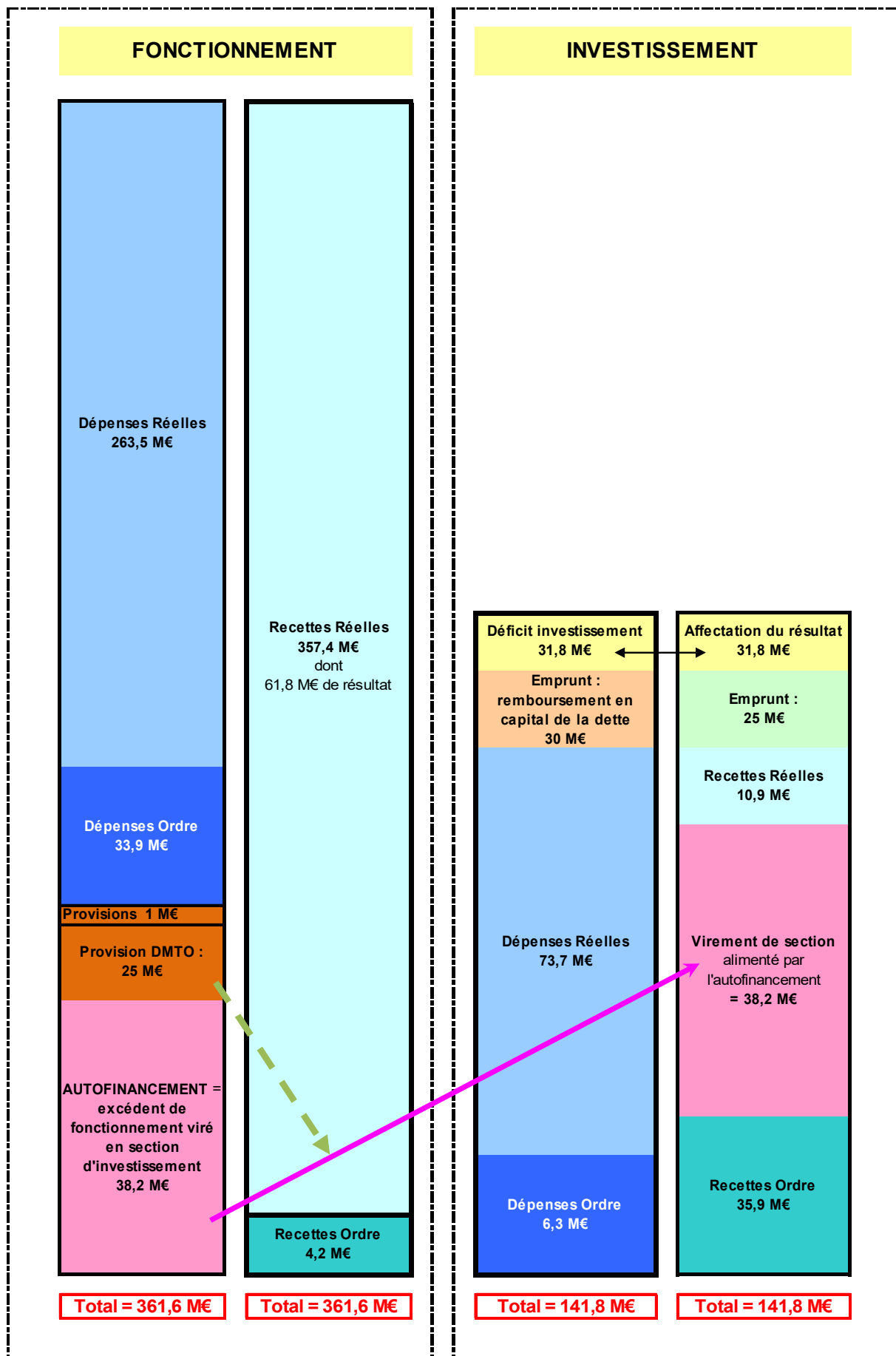
Les nouveaux projets pour lesquels des études sont déjà engagées concernent :

- les collèges avec le plan bien vivre au collège évalué à 33 M€ avec un objectif de réduction des consommations énergétiques de 40%
- les routes avec le plan 2025/2030 évalué à 90 M€, comprenant :
 - o les déviations de Lubersac (13 M€), Meymac (30 M€) et Noailles (36 M€)
 - o le Viaduc des Rochers Noirs (11 M€).

Le montant de ces opérations est important à hauteur de 123 M€ et même si le recours à l'emprunt pourra être mobilisé, l'autofinancement sera notre priorité. Pour 2022, le montant consacré est inscrit à 25 M€.



2- STRUCTURE GÉNÉRALE DU BUDGET PRIMITIF 2022



II- UN BUDGET 2022 POUR COMBATTRE LES INÉGALITÉS ET ASSURER L'AVENIR

Un budget sans marge de manœuvre avec des dépenses obligatoires en hausse et des recettes aléatoires.

1- DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT SOUS FORTE CONTRAINTE DE MESURES RÉGLEMENTAIRES À APPLIQUER

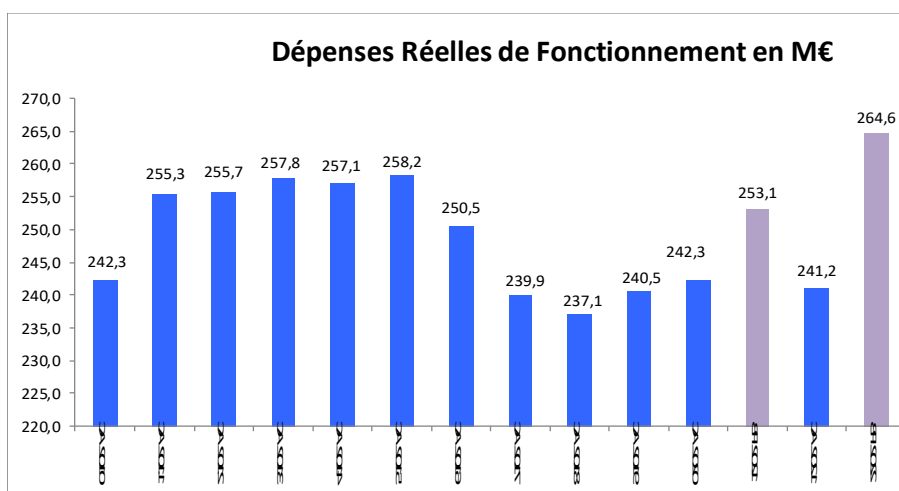
Le volume des dépenses de fonctionnement est supérieur au CA 2021 de près de 10 %. Pour autant, l'écart entre CA 2021 et BP 2022, soit 11,3 M€ hors mesures nouvelles (12 M€) est quasi équivalent à l'écart entre CA 2021 et BP 2021 égal à 11,9 M€.

Ainsi de BP 2021 à BP 2022, l'augmentation des besoins de financement est attribuée pour l'essentiel aux mesures nouvelles pour l'autonomie (+ 5,6 M€) et pour l'aide sociale à l'enfance (+ 3,3 M€), mais également à l'augmentation du coût des matières premières et de l'énergie pour la gestion des bâtiments et l'entretien des routes (+ 1,4 M€) ainsi qu'à l'obligation d'imputer les abonnements aux licences informatiques en section de fonctionnement et non plus en investissement (+ 0,5 M€).

Enfin le BP 2022 comprend pour les moyens généraux une augmentation de la masse salariale de + 2 M€ (dont 0,7 M€ en application de la réglementation). À noter que le financement de l'aéroport de Brive Souillac (0,9 M€) sur la ligne missions économiques en 2021 est reporté sur la ligne moyens généraux.

	BP 2021	CA 2021	BP 2022
Pôle cohésion sociale	148 203 965 €	141 544 627 €	155 694 235 €
Pôle cohésion territoriale	14 163 259 €	13 644 163 €	16 468 061 €
Missions économie, numérique, tourisme et communication	3 153 598 €	2 782 149 €	1 948 500 €
Moyens Généraux	87 064 165 €	82 706 755 €	89 455 993 €
S/TOTAL	252 584 987 €	240 677 695 €	263 566 789 €
Provisions (dont RSA)	550 000 €	16 337 284 €	1 000 000 €
Provision DMTO	- €	- €	25 000 000 €
TOTAL	253 134 987 €	257 014 979 €	289 566 789 €

Si les dépenses de fonctionnement ont globalement été contenues de 2016 à 2021, le BP 2022 affiche une très nette augmentation.

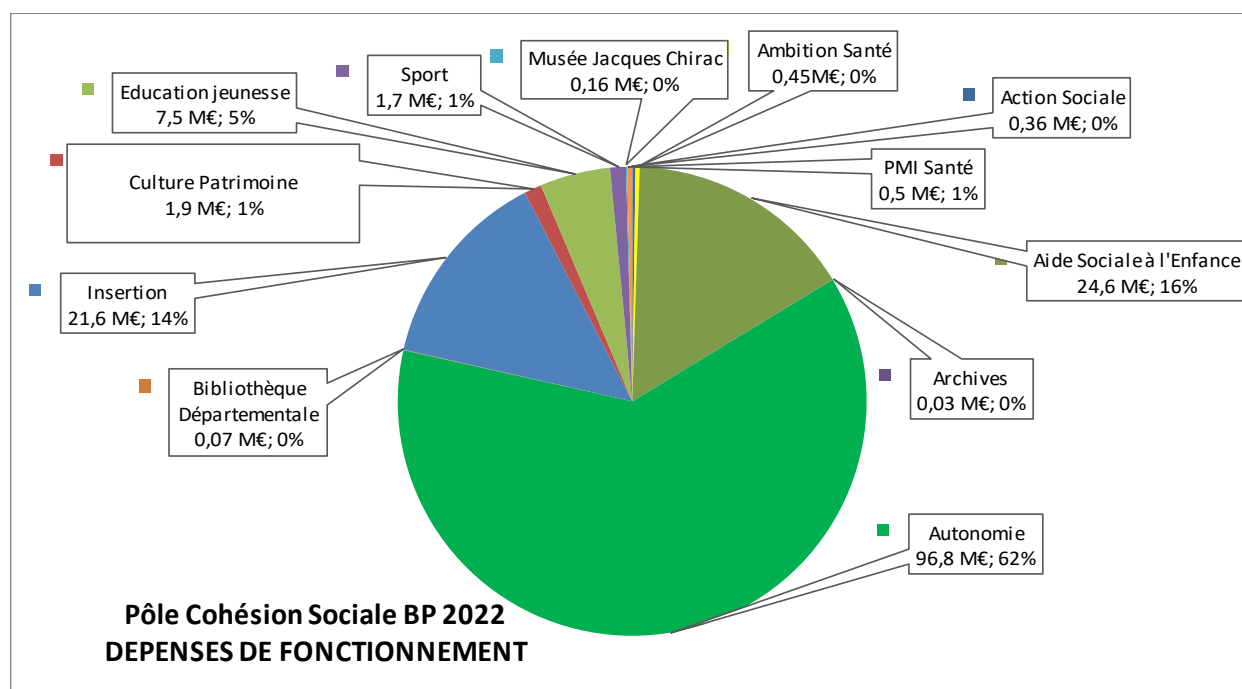


Le tableau ci-après décline le montant des crédits de financement par centre de responsabilité, pour 2022.

Centres de Responsabilité (€)	BP 2021	2021 (hors provisions RSA)	BP 2022 (hors provisions DMTO)
Action Sociale	394 420	404 073	361 220
Ambition Santé	350 200	469 060	448 675
Aide Sociale à l'Enfance	21 276 334	20 247 353	24 576 334
Archives	34 100	22 650	33 100
Autonomie	91 239 454	89 089 918	96 801 000
Bibliothèque Départementale	71 290	64 235	71 460
Insertion	23 483 034	20 972 631	21 617 500
Culture Patrimoine	1 880 500	1 669 833	1 883 500
Education jeunesse	7 111 116	6 492 224	7 542 977
Sport	1 684 785	1 540 603	1 684 785
Musée Jacques Chirac	158 548	108 077	163 500
PMI Santé	520 184	463 968	510 184
Pôle Cohésion Sociale	148 203 965	141 544 627	155 694 235
Attractivité des Territoires	523 400	377 294	728 700
Bâtiments	3 650 000	3 252 448	4 420 000
Transition Ecologique	1 269 700	1 184 054	1 269 000
Habitat	771 000	785 252	818 040
Juridique - Achats	660 000	587 848	690 000
Routes	5 569 159	5 809 366	6 183 321
Systèmes d'informations	1 720 000	1 647 901	2 359 000
Pôle Cohésion Territoriale	14 163 259	13 644 163	16 468 061
Communication	612 000	585 070	612 000
Economie	894 591	894 591	0
Très Haut Débit	435 007	140 157	135 500
Tourisme	1 102 000	1 105 019	1 111 000
Transition Numérique et Innovation	110 000	57 311	90 000
Missions et Communication	3 153 598	2 782 149	1 948 500
Affaires Générales Assemblées	976 300	826 920	939 800
Elus	1 243 000	1 194 436	1 245 000
Budget Comptabilité	30 180 865	26 083 277	31 223 193
Ressources Humaines	55 214 000	55 152 123	57 048 000
Direction Générale	87 614 165	83 256 755	90 455 993
TOTAL	253 134 987	241 227 695	264 566 789

1-1 Les dépenses relatives au Pôle Social

Avec près de 60 % de dépenses de fonctionnement consacrées, les ressources dédiées au domaine social sont indispensables à la qualité de vie des Corrégiens, quel que soit leur âge.



Les besoins pour l'autonomie sont estimés en forte augmentation en lien avec les nouvelles mesures à appliquer telles qu'édictées par la loi, soit + 5,6 M€ par rapport au BP 2021.

Si l'opportunité de ces nouvelles mesures n'est pas mise en cause en termes de réponse aux besoins des personnes âgées ou handicapées, l'État impose une nouvelle dépense substantielle sans contrepartie financière. Et concernant tout particulièrement l'APA, avec l'application du tarif à 22 €, la dépense pour 2022 est estimée à + 1,7 M€ par rapport au CA 2021, participant à l'effet de ciseau entre dépenses et recettes de fonctionnement.

De même, concernant le financement des augmentations de salaire dans le cadre du Complément de Traitement Indiciaire relatif au Ségur, si les revalorisations salariales sont évidemment nécessaires dans un contexte de fortes difficultés de recrutement dans le secteur médico-social, la dépense liée n'en demeure pas moins estimée à + 2,3 M€, là encore sans compensation à ce stade.

Pour autant, le Département œuvrera pour aller au-delà de ces mesures réglementaires concernant les établissements relevant de sa compétence, notamment pour donner du sens à ces revalorisations, en n'oubliant aucune catégorie professionnelle intervenant auprès des publics fragiles. Il proposera que cette enveloppe soit mobilisée par métier, conformément à l'accord négocié tel que présenté dans le rapport du CD du 18 février dernier.

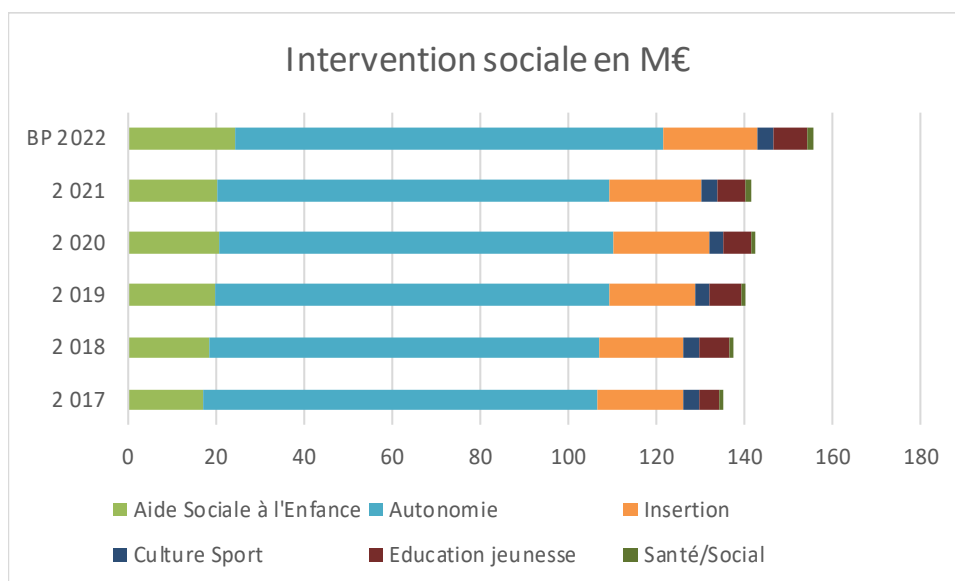
Dans l'ordre des interventions les plus importantes, viennent les dépenses relatives à l'Aide Sociale à l'Enfance, à hauteur de 16 % du budget du Pôle Social. Si le montant du BP 2021 a été reconduit pour prendre en charge les besoins en 2022, l'impact de la loi de protection de l'enfance et des mesures relatives au Complément de Traitement Indiciaire estimé à + 3,3 M€, vient s'ajouter à cette prévision budgétaire. La loi prévoit notamment une revalorisation salariale des assistants familiaux, la création de structures d'accueil de fratries et un accompagnement des jeunes majeurs pour un montant global estimé à 3 M€. La revalorisation salariale vient s'ajouter pour 0,3 M€.

Le budget insertion représente 14 % des dépenses relatives au pôle social. Composé de dépenses consacrées aux dispositifs d'accompagnement vers l'emploi, en moyenne de 1,3 M€ depuis 2019, le budget insertion a fortement augmenté du fait du RSA entre 2019 (18,1 M€) et 2020 (20,6 M€) avec + 2,5 M€ en lien avec la crise sanitaire. La reprise économique en 2021 a permis aux bénéficiaires de retourner vers l'emploi réduisant de près de 900 k€ la dépense RSA en 2021 (19,7 M€) par rapport à 2020. La prévision 2022 en augmentation par rapport au CA 2021, intègre une reconduction du montant des allocations 2021, à laquelle s'ajoute l'effet inflation, portant les crédits insertion de 21 M€ au CA 2021 à 21,6 M€ au BP 2022, dont 1,5 M€ affectés au Plan Territorial d'Insertion, contrats aidés et autres dispositifs d'insertion.

Les dépenses consacrées à l'Éducation Jeunesse comprennent la dotation des collèges, le transport des élèves handicapés, handimobile et des actions en faveur des familles et en faveur des élèves avec notamment le budget participatif des collèges. Si le BP 2021 est globalement reconduit pour 2022 pour l'ensemble des interventions, des crédits sont ajoutés à hauteur de 400 k€ en prévision de la hausse du coût de l'énergie. Il faut noter que ce budget n'a pas été mobilisé en totalité en 2021, comme en 2020, en lien avec la crise sanitaire qui a notamment entraîné la réduction de la mobilisation des transports (- 0,7 M€ entre 2019 et 2020 et - 0,35 M€ entre 2020 et 2021). Le BP 2022 intègre également, comme le BP 2021, une reprise totale des activités de transports.

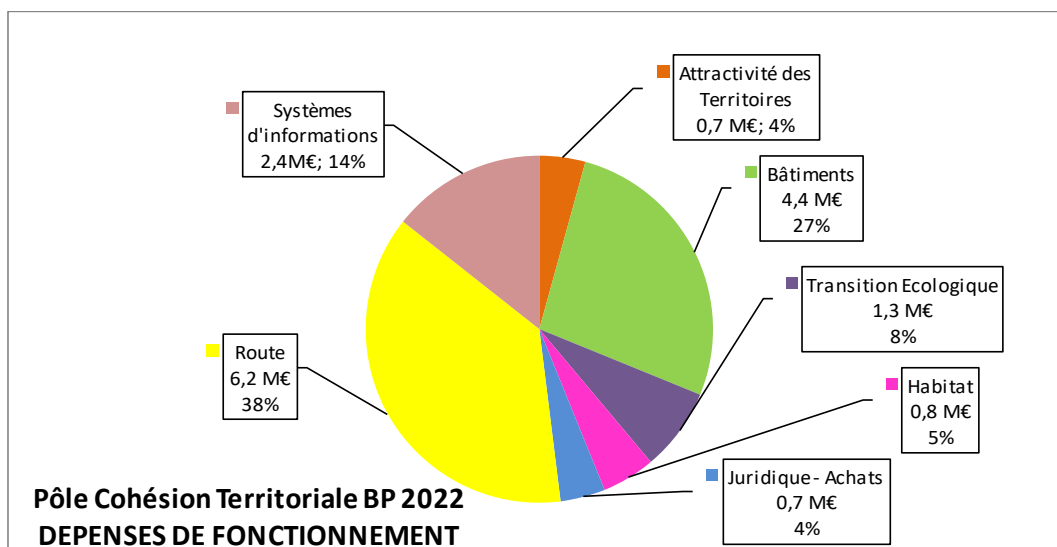
L'ensemble des autres budgets consacrés au domaine social est reconduit à l'identique du BP 2021 pour intervenir dans les domaines du Sport, de la Culture, de la Santé et de l'Aide aux plus démunis.

Au global, les crédits mobilisés pour nos missions sociales sont en augmentation contenue depuis 2017, cependant la mise en application des nouvelles mesures réglementaires ne pourra pas intervenir à budget constant.



1-2 Les dépenses relatives au Pôle Cohésion Territoriale

Les dépenses affectées au Pôle Cohésion territoriale représentent 6 % du budget de fonctionnement. En effet, l'essentiel des ressources nécessaires aux enjeux de ce domaine est mobilisé en section d'investissement.



Les dépenses affectées à la cohésion territoriale concernent d'abord les routes, à hauteur de 38 %. Ce budget est en augmentation de près de 600 k€ par rapport au BP 2021 et de près de 400 k€ par rapport au CA 2021. En effet, il a été nécessaire d'abonder le budget routes en DM1 fin 2021, du fait d'une viabilité hivernale plus importante que prévue en début d'exercice d'une part, mais également du fait de l'augmentation du prix des carburants et des matières premières en fin d'exercice. L'augmentation de ce budget s'inscrit dans une perspective de poursuite de l'inflation, et notamment de hausse des coûts, eu égard aux indicateurs du moment.

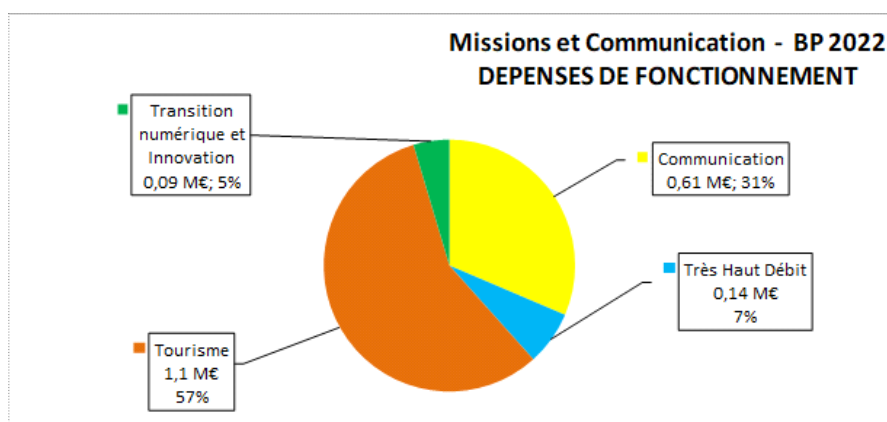
Le budget consacré aux bâtiments est également en tendance haussière en lien avec l'augmentation du coût de l'énergie et des matières premières, + 800 k€ par rapport au BP 2021 et + 1 200 k€ par rapport au CA 2021. Par ailleurs, ce budget prévoit également l'augmentation du coût des prestations de maintenance.

Pour répondre aux besoins dans le domaine des systèmes d'information, la dépense s'établit à 2,3 M€ soit + 600 k€ par rapport au BP 2021 et + 700 k€ par rapport au CA. En effet, la mise en application de la règle comptable qui définit désormais le financement des abonnements aux licences informatiques en section de fonctionnement et non plus d'investissement vient impacter nos équilibres de section à section à hauteur de 500 k€. Il est également prévu une augmentation du coût des prestations de maintenance.

Les crédits de paiement pour répondre à nos missions dans les domaines juridique, transition écologique ou habitat sont proposés équivalents au BP 2021. Le budget attractivité des territoires est proposé en hausse avec la perspective que les mesures sanitaires seront levées en 2022 et que les représentations de la Corrèze pourront être pleinement réalisées en réponse aux ambitions de promotion du territoire. Ce budget intègre également 175 000 € de crédits pour financer la prestation de Service d'Urgence Vétérinaire ainsi que des aides aux étudiants et des aides à l'installation en Corrèze.

1-3 Les dépenses relatives au Pôle Missions et Communication

Si le volume de ces dépenses représente moins de 1 % du budget de fonctionnement, il n'en demeure pas moins que notre action dans le domaine du tourisme notamment, reste essentielle au développement du territoire corrézien.

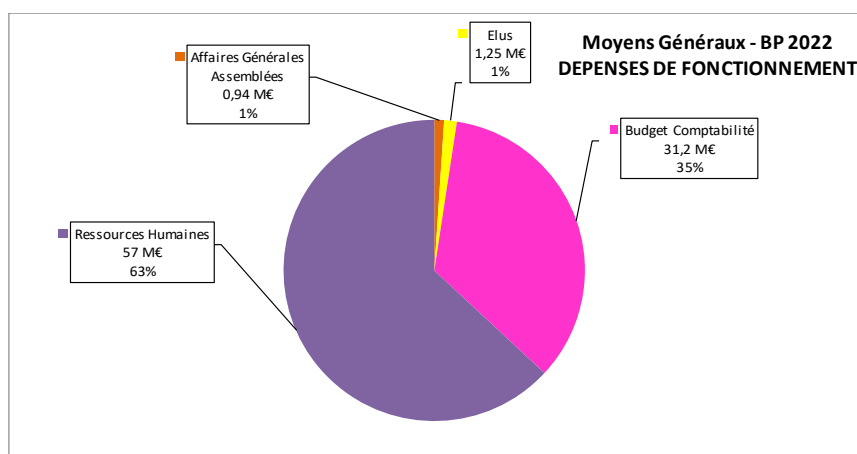


Ce budget tourisme permet de financer le fonctionnement de l'agence Corrèze Tourisme, en charge de communiquer sur les centres d'intérêt de notre Département et de créer ainsi un véritable effet levier sur les retombées économiques en termes de fréquentation touristique. Le montant de la subvention répond aux besoins et il est donc proposé équivalent à 2021.

De même, les crédits consacrés à la communication, à la transition numérique et au financement du syndicat DORSAL pour le développement du Très Haut Débit sont proposés reconduits à l'identique du BP 2021.

1-4 Les dépenses relatives aux Moyens Généraux

Ces dépenses apparaissent regroupées dans un même ensemble qui représente 34 % du total des dépenses de fonctionnement. Il s'agit là des moyens nécessaires à l'exercice de nos missions, en particulier les ressources humaines. Ainsi les budgets présentés précédemment pourraient être augmentés d'autant, par affectation de ces moyens.



Le budget ressources humaines représente 63 % des moyens généraux. Ce budget est proposé en augmentation de + 1,9 M€ par rapport au CA anticipé 2021, notamment du fait de mesures réglementaires, qu'il s'agisse de Glissement Vieillesse Technicité ou de revalorisation de la catégorie C. Cette prévision de dépenses intègre également des obligations en termes de fonctionnement : remplacements, avancements, etc...

Également la prévision du retour à une situation normale en cette fin de pandémie espérée durable ne sera plus une entrave aux échanges en présentiel générant des dépenses relatives aux frais de déplacements (réunions, formations, etc..) à un niveau d'avant crise.

Le budget comptabilité finances représente 35 % des frais généraux. Il porte également le financement de certains satellites, comme indiqué dans le tableau ci-dessous. Si chaque ligne de dépense par centre de responsabilité est détaillée dans les rapports présentés conjointement à ce rapport budgétaire, les ressources affectées au service Budget Comptabilité sont déclinées ci-après.

	BP 2021	CA 2021	BP 2022
Provisions et dépenses imprévues			
CREANCES IRRECOUVRABLES	3 270 000 €	174 995 €	3 100 000 €
DEPENSES IMPREVUES		- €	
PROVISIONS COMPTABLES	550 000 €	550 000 €	1 000 000 €
Frais généraux et autres dépenses			
FSE - gestion du fonds par le CD19 en tant qu'OI	600 000,00 €	544 301 €	600 000 €
PLAN DE PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES BUTAGAZ	20 000 €	- €	20 000 €
TRANSPORT REGION NOUVELLE AQUITAINE : versement annuel à Région NA	6 091 349 €	6 091 349 €	6 091 349 €
TAXE D'AMENAGEMENT	5 000 €	7 555 €	5 000 €
FRAIS GENERAUX	350 000 €	250 179 €	350 000 €
PANDEMIE NON ASSUJETTI (masques, gel, etc...)	100 000 €	22 622 €	50 000 €
PANDEMIE ASSUJETTI		- €	- €
IMPOSITION INDIRECTE : Prélèvement fonds de solidarité	1 700 000 €	1 798 595 €	2 400 000 €
IMPOSITION INDIRECTE : FSID			
Satellites et associés			
AUTRES ASSOCIATIONS : syndicats,..	210 000 €	213 194 €	210 500 €
AGENCE TECHNIQUE DEPARTEMENTALE : CORREZE INGENIERIE	155 000 €	155 000 €	155 000 €
ASSOCIATION ALOES	500 000 €	500 000 €	500 000 €
SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS	9 500 000,00 €	9 027 000 €	9 500 000 €
SYNDICAT MIXTE AMENAGEMENT TOURISTIQUE DU LAC DE BORT	44 000 €	44 000 €	44 000 €
FUSION LDA/QUALYSE : reversement DGD => épidémiologie (prestations)	217 000,00 €	237 140 €	217 000 €
AEROPORT BRIVE VALLE DE LA DORDOGNE	²	894 591 €	894 591 €
SYMA (SYMA A 89 ET SYMA TULLE - AUTRES PARTICIPATIONS 6568 => ex-dette pour compte de tiers, volet intérêts (SYMA Tulle - protocole accord)	67 016 €	67 016 €	57 753 €
Charges financières	6 801 000,00 €	6 400 330 €	6 028 000 €
Total DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	30 180 365 €	26 977 868 €	31 223 193 €

1-4-1 Les provisions et dépenses imprévues

Le montant des dépenses imprévues est proposé à 3,1 M€ au BP 2022 soit 1,2 % des dépenses de fonctionnement. Cette ressource est mobilisable via une décision (ou arrêté) de l'ordonnateur portant virement de crédit du compte correspondant de la section de fonctionnement au compte d'imputation par nature de la dépense. Cette opération doit être légalisée en préfecture avant utilisation des crédits.

Comme décrit dans le tableau suivant, le montant des provisions au 31/12/2021 de 19,3 M€ dont 15,8 M€ de RSA dans le cadre des impayés relatifs au contentieux avec l'État, est abondé pour 2022 de + 1 M€.

Cette provision de 1 M€ sera mobilisable dans le cadre de dépenses liées au compte épargne temps (150 k€), aux contentieux (550 k€) et aux dépenses irrécouvrables (300 k€) admises en non-valeur.

Provisions	Montant provisionné au 31/12/2021	BP 2022	Evolution des provisions
Social	1 712 158 €	2 012 158 €	300 000 €
Compte Epargne Temps (6815)	950 000 €	1 100 000 €	150 000 €
contentieux (6875)	850 000 €	1 400 000 €	550 000 €
SOUS TOTAL	3 512 158 €	4 512 158 €	1 000 000 €
RSA	15 787 284 €	15 787 284 €	- €
Provisions DMTO		25 000 000 €	25 000 000 €
TOTAL	19 299 442 €	45 299 442 €	26 000 000 €

Ainsi le montant mobilisable pour financer les éventuelles admissions en non-valeur est porté à 2 M€ sachant que le montant non recouvré au 31/12/2018 s'établit à 2,3 M€. De même, la provision cumulée disponible au BP 2022 à hauteur de 1,1 M€ pour la gestion du compte épargne temps couvre l'éventuel besoin de financement de remplacements notamment à l'occasion de départs en retraite, sur ces périodes de congés dont l'amplitude peut aller jusqu'à plus de 3 mois.

Enfin, conformément au Débat d'Orientations Budgétaires, constat est posé que les recettes structurelles de DMTO peuvent s'établir autour de 20 M€ et que les montants perçus au-delà sont considérés comme exceptionnels. Ils représentent cependant une véritable opportunité pour préserver l'avenir en cas de baisse des ressources. **Dans tous les cas, ces montants sont le résultat de recettes conjoncturelles qui optimiseront l'autofinancement et offriront les moyens de financement exceptionnels d'investissement.** Aussi ce budget prévoit la mise en provision des recettes DMTO excédent les 20 M€ depuis 2017, soit un total de 25 M€. Cette écriture impacte les dépenses de fonctionnement puisque la règle comptable veut que ces recettes soient constatées en dépenses avant d'être isolées dans un compte de provisions. Cependant, cette 'dépense' sera systématiquement exclue de nos analyses pour une approche simplifiée de ce budget.

Il est à préciser qu'il ne s'agit pas de provisions affectées à un risque, ce montant a vocation à être mobilisé pour augmenter la capacité d'autofinancement nécessaire à la réalisation des nouveaux projets planifiés. Toute reprise de provision sera soumise à l'approbation de l'Assemblée plénière.

1-4-2 Les frais généraux et autres dépenses

La dépense relative au Fonds de Solidarité Européen est inscrite en dépenses et recettes à hauteur de 600 000 € pour 2022.

Il est également proposé d'inscrire 20 000 € au BP 2022 pour répondre aux éventuelles contributions dans le cadre du Plan de Prévention des Risques Technologiques à Brive. En effet, le Département est engagé dans ce plan visant la mise en œuvre d'un périmètre de sécurité autour des installations de stockage d'hydrocarbures à hauteur de 133 658 €, comme détaillé dans le tableau ci-dessous. Cependant à ce stade, au vu des difficultés de mise en œuvre des rachats de biens visant cet objectif, les besoins de financement sont limités.

	Part	Part en € sur la base d'un montant total de 7 034 635 €
Etat	33,33%	2 344 644 €
BUTAGAZ	33,33%	2 344 644 €
Communauté d'Agglomération de Brive	30,47%	2 143 453 €
Conseil Départemental de la Corrèze	1,90%	133 658 €
Conseil Régional	0,97%	68 236 €

Un autre poste de dépense, la contribution au transport, telle que contractualisée au moment du transfert est inscrite à hauteur du montant figé par convention à 6,091 M€. Par ailleurs, une ressource est également prévue pour rembourser les éventuels trop perçus relatifs à la taxe d'aménagement.

Si le montant des crédits prévus pour les frais généraux est reconduit de BP à BP à 350 k€, dans le cadre de la pandémie, de nouvelles dépenses ont été nécessaires et il apparaît opportun d'inscrire encore pour 2022, des crédits à hauteur de 50 k€ pour disposer de ressources en cas de besoins (masques, gel, etc..).

Concernant le Fonds de Péréquation des DMTO, le montant du prélèvement est estimé en hausse par rapport à 2021 du fait de l'augmentation des recettes DMTO sur cet exercice.

1-4-3 Les satellites et associations

Le budget alloué aux associations et syndicats est reconduit pour 2022, de même pour la dotation à Corrèze Ingénierie est proposée en reconduction à 155 000 €, avec un objectif d'augmenter le produit des prestations pour réduire l'intervention du Département nécessaire à l'équilibre budgétaire.

Le financement d'ALOES19 est proposé équivalent au montant 2021 à 500 000 €. En effet, les besoins de crédits sont en légère baisse en lien avec la crise sanitaire et une mobilisation notamment de la billetterie inférieure à 2019, encore en 2021.

Le financement du SDIS est inscrit en fonctionnement à hauteur de 9 500 000 € sachant qu'à l'occasion d'une Décision Modificative, le montant des intérêts financiers de cette structure une fois établis pour 2022, pourra être financé en investissement par transfert d'une partie de ces 9,5 M€.

Le montant de l'adhésion au Syndicat Mixte d'Aménagement Touristique du lac de Bort est proposé conforme à la convention à 44 k€.

Également dans le cadre du transfert du Laboratoire Départemental d'Analyses au Syndicat Mixte QUALYSE, le Département souscrit à des prestations de service relatives à l'exercice des missions de service public en matière de veille sanitaire, au moyen d'une convention. Pour la période 2022-2024, le montant retenu pour cette prestation est de 217 k€ annuels, sans évolution par rapport à la précédente convention.

L'aéroport de Brive a été financé par le Département à hauteur de 894 k€ en section de fonctionnement en 2021 dans le cadre de l'adhésion du Département au Syndicat Mixte d'Aménagement qui porte exploitation de la régie. Ce montant est reconduit pour 2022. Pour rappel, ce syndicat mixte est cofinancé par 8 collectivités au total. Le CD 19 intervient à hauteur de 25 % du montant nécessaire à l'équilibre budgétaire, comme décrit dans le tableau qui suit.

Participation des collectivités à l'exploitation de l'aéroport pour assurer l'équilibre financier	
Collectivités	Clé de répartition
Région Nouvelle Aquitaine	25%
Département de la Corrèze	25%
Département du Lot	5,65%
Communauté d'Agglomération du Bassin de Brive	40,42%
Communauté de communes des Causses et Vallées de la Dordogne	1,41%
Ville de Terrasson	0,30%
CCI du Lot	2,12%
CCI de la Corrèze	0,10%
Participation de l'Etat à l'exploitation de l'aéroport (50% des recettes d'exploitation de la ligne Brive / Paris)	
Etat	50%

À noter que cette dépense est désormais intégrée au service Budget comptabilité puisque nous n'avons plus de missions 'économie' depuis l'extinction des dispositifs contractualisés (avances remboursables en investissement).

Les protocoles financiers dans le cadre de la sortie des SYMA du Pays de Tulle, A89 et Porte de Corrèze ont fixé les montants restant à la charge du Département à 57 k€ au global.

1-4-5 Les frais financiers

Les frais financiers sont estimés à 6 M€ pour 2022, dont 5,6 M€ affectés à la dette du Département, en baisse de près de 400 k€ par rapport au CA 2021 du fait du désendettement continu de la collectivité, de nouveaux contrats d'emprunt souscrits à des taux très bas comme de la renégociation de contrats visant la baisse des taux.

Les autres frais financiers concernent la renégociation en 2010 du loyer versé à AUXIFIP dans le cadre du portage de la construction des gendarmeries. En effet des contrats de Swap (transformation de taux fixes en taux variables) ont été souscrits auprès du Crédit Agricole pour optimiser les taux fixes Auxifip élevés dans le contexte de l'époque. Le montant des intérêts versés à la banque est estimé à 350 k€ pour 2022.

2- DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT PEU DYNAMIQUES, DANS UN CONTEXTE DE BOULEVERSEMENT DU PANIER FISCAL ET FINANCIER

Les recettes de fonctionnement sont estimées en hausse de + 3 M€ par rapport au BP 2021, avec une prévision de recettes en hausse :

- les recettes du Pôle cohésion sociale : + 1,8 M€ (recettes CNSA compensation APA 2),
- la Taxe Sur les Conventions d'Assurances (TSCA) + 3 M€ (montant réévalué au BP au vu des CA successifs),
- la Contribution sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) de + 0,6 M€,
- la TVA estimée prudemment à + 2 % soit + 1,1 M€,
- la Taxe Intérieure sur la Consommation des Produits Énergétiques (TICPE) + 0,5 M€.

mais également une prévision de recettes en baisse, et notamment :

- la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF), estimée en baisse de 0,6 M€,
- les Droits de Mutation à Titre Onéreux (DMTO) estimés à - 2,5 M€ / BP 2021 en lien avec les incertitudes économiques et des transactions particulièrement dynamiques en 2021 qui diminuent le potentiel immobilier sur le marché en Corrèze,
- le fonds de péréquation des DMTO et la Dotation de Compensation Péréquée (DCP) : - 0,6 M€,
- les recettes relatives aux ressources humaines et assemblées (mises à disposition de ressources) : - 0,1 M€.

	BP 2021	BP 2022
Pôle cohésion sociale	42 093 610 €	43 878 219 €
Pôle cohésion territoriale	3 254 159 €	3 226 903 €
Missions économie, numérique, tourisme et communication	139 196 €	80 498 €
Moyens Généraux	247 024 028 €	248 345 638 €
S/TOTAL	292 510 993 €	295 531 258 €
Reprise du résultat au 31/12/2021	49 330 293 €	61 847 114 €
TOTAL	341 841 286 €	357 378 372 €

En complément des ressources prévues pour 2022, le montant du report de résultat s'établit à + 61,847 M€, soit 17 % du total des ressources inscrites à ce budget.

Les recettes de la collectivité sont ici présentées par grands regroupements :

- les recettes de fiscalité directe : impôt dû nominativement par une personne physique ou morale,
- les recettes de fiscalité indirecte : contribution fiscale perçue par le Trésor Public, l'impôt reste supporté par le contribuable mais est versé par une tierce personne, contribuable et redevable sont en fait 2 entités distinctes,
- les dotations de l'État,
- la compensation des Allocations Individuelles de Solidarité (AIS),
- les recettes sociales,
- les autres recettes de fonctionnement.

Recettes de fonctionnement	Détail des recettes	BP 2021	CA 2021	BP 2022	Evolution BP 2022 / BP 2021	Evolution BP 2022 / CA 2021
Fiscalité directe et Compensation par l'Etat de la Taxe sur le Foncier Bâti et des rôles supplémentaires	Rôles supplémentaires et contributions directes + CVAE + IFR + FNGIR + TSCA Réforme TP (article 77)+Fraction de TVA + Fraction complémentaire de TVA	103 595 922 €	107 055 579 €	106 743 922 €	3,04%	-0,29%
Fiscalité indirecte	DMTO + Fonds de péréquation DMTO + FSID + TSCA acte 2 décentralisation (article 52) + TICPE (TIPP en sus de la TSCA) + TSCA SDIS (article 53) + Taxe sur l'électricité + Taxe Aménagement + FCTVA Fonctionnement	66 887 000 €	79 097 049 €	65 998 000 €	-1,33%	-16,56%
Dotations de l'Etat	DGD + DGF + DCRTP + Dotation compensation exonérations TFB + Dotation de compensation des exonérations de fiscalité directe dont : taxe habitation + taxe foncier non bâti + taxe professionnelle	65 756 174 €	65 343 680 €	65 088 348 €	-1,02%	-0,39%
Compensation des Allocations individuelles de solidarité	DCP (Frais de gestion sur TFPB), compensations CNSA APA et PCH, compensation RSA (TICPE et FMDI)	29 668 169 €	32 163 605 €	31 221 224 €	5,23%	-2,93%
Recettes sociales	Indus, récupération de ressources bénéficiaires aide sociale hébergement, financements CNSA conférence des financeurs et section IV, FSE	17 925 441 €	19 885 227 €	18 056 995 €	0,73%	-9,19%
Autres recettes de fonctionnement	Autres CDR	8 678 287 €	10 040 529 €	8 422 769 €	-2,94%	-16,11%
	total	292 510 993 €	313 585 669 €	295 531 258 €	1,03%	-5,76%

Cette perspective met en exergue une augmentation de 1 % des recettes de BP à BP, avec une augmentation des recettes de fiscalité directe + 3%, de compensation des Allocations Individuelles de Solidarité (AIS) + 5 %, mais également une baisse des recettes de fiscalité indirecte (- 1 %), de dotation de l'État (- 1 %) et de diverses autres ressources (- 3 %). Si cette prévision apparaît cohérente de BP à BP, elle affiche une rupture avec le CA 2021.

En effet, le volume budgétaire 2022, dimensionné par les recettes de fonctionnement, est établi dans un objectif de sécurité des ressources. Chaque année, les prévisions sont effectuées avec le conseil averti du cabinet Ressources Consultant Finances sur la base d'hypothèses optimistes, médianes ou pessimistes. Pour 2022, le montant retenu pour chaque ligne de recettes est pessimiste.

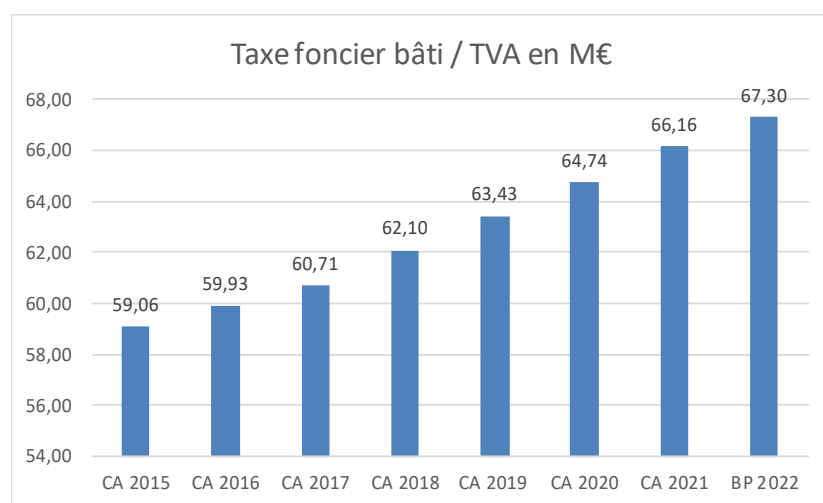
L'objectif poursuivi est bien de ne pas engager de dépenses qui gageraient les équilibres budgétaires futurs, nous croyant riches de ressources que nous ne percevrions finalement pas.

2-1 Les recettes de fiscalité directe et compensation de la Taxe sur le Foncier Bâti (TFB)

2-1-1 La compensation de la taxe sur le foncier bâti : 67,3 M€

Après la réforme fiscale de 2010, les départements ont bénéficié de la part régionale de la Taxe sur le Foncier Bâti, impôt pour lequel les Conseils Départementaux votaient le taux d'imposition. La loi de finances a supprimé cette recette à partir de 2021, recette désormais transférée aux communes et a défini dans le même temps une compensation par un reversement de TVA aux départements.

Le montant de compensation initialement proposé retenait le montant perçu en 2019 pour chaque Département. Ainsi donc, l'effet d'augmentation annuelle des bases de foncier bâti était là neutralisé, d'où la création d'une fraction compensatoire de la TVA (1,3 M€) venant compenser la dynamique annuelle de cette ressource. De fait, l'augmentation de + 2 % entre 2019 et 2020 par effet bases a été préservée entre 2020 et 2021. Cette fraction de TVA est maintenue pour 2022 et par ailleurs le versement de TVA en compensation de la TFB sera indexé sur l'augmentation de cette recette estimée à près de 2 %.



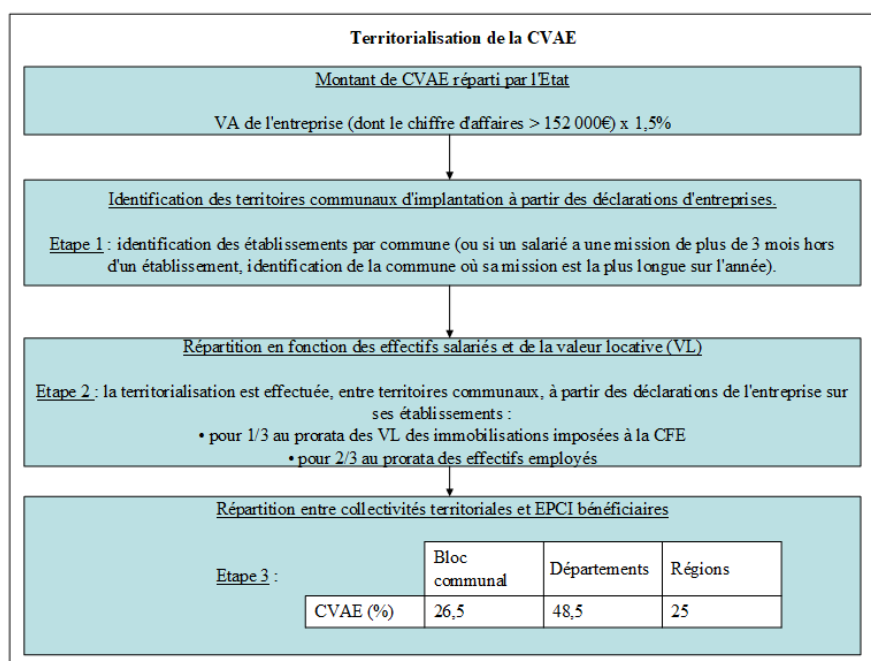
2-1-2 La Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE)

La Loi de Finances pour 2010 a créé une nouvelle Contribution Économique Territoriale (CET), composée de la cotisation foncière des entreprises (CFE) et de la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) suite à la suppression de la Taxe Professionnelle qui se caractérisait par le dynamisme de ses bases et par la hausse possible des taux pratiqués par les collectivités territoriales. Si la conjugaison de ces deux facteurs a permis à cette imposition de connaître une progression constante et régulière de son produit, la Loi de Finances pour 2010 a supprimé définitivement cette taxe pour toutes les entreprises.

Perdant là une recette fiscale avec pouvoir de taux, le Département s'est vu attribuer la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des entreprises (CVAE), assise sur la valeur ajoutée de ces dernières. À la différence de la Taxe Professionnelle qui était établie "par établissement", c'est désormais l'entreprise qui est assujettie à la CVAE. Aussi, la loi a posé le principe de la territorialisation de la CVAE, qui repose sur deux paramètres :

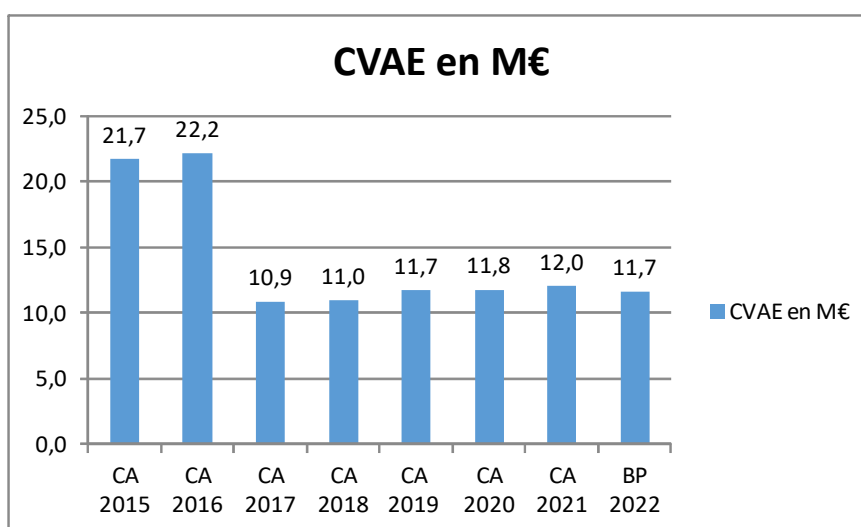
- la valeur locative des locaux (VL)
- et/ou le nombre de salariés exerçant leur activité plus de trois mois par établissement.

Si l'entreprise a un seul ou plusieurs établissements situés dans la même commune, la valeur ajoutée est imposée dans la commune où se situe(nt) ce (ou ces) établissement(s). Si l'entreprise a des établissements situés dans des communes différentes, ou emploie des salariés exerçant leur activité plus de trois mois dans plusieurs communes, la répartition de la valeur ajoutée taxable dans chaque commune s'effectue au prorata, pour un tiers, des valeurs locatives des immobilisations imposées à la cotisation foncière des entreprises et, pour les deux autres tiers, de l'effectif qui y est employé.



Le taux national de la CVAE est dégressif en fonction du chiffre d'affaire de l'entreprise (de 1,5 % à 0 %).

Le principe de base pour déterminer la CVAE due à une collectivité au titre de son budget de l'année n est le suivant : sont pris en compte les versements effectués par les entreprises de son territoire en n - 1 au titre de l'année n - 2. C'est donc le principe de caisse qui s'applique (encaissements de l'année civile - 1), permettant d'assurer une bonne visibilité aux collectivités sur le niveau de leurs ressources annuelles. Ainsi la prévision pour 2022 s'établit à 11,7 M€ (montant notifié par la Direction des Finances Publiques en janvier 2022), en légère baisse par rapport au produit 2021 du fait de l'impact de la crise sanitaire sur l'activité 2020.



Il faut rappeler que le versement de la recette de CVAE a été réduit en 2017 au profit de la région Nouvelle Aquitaine, en compensation de la compétence transports qui lui a été transférée.

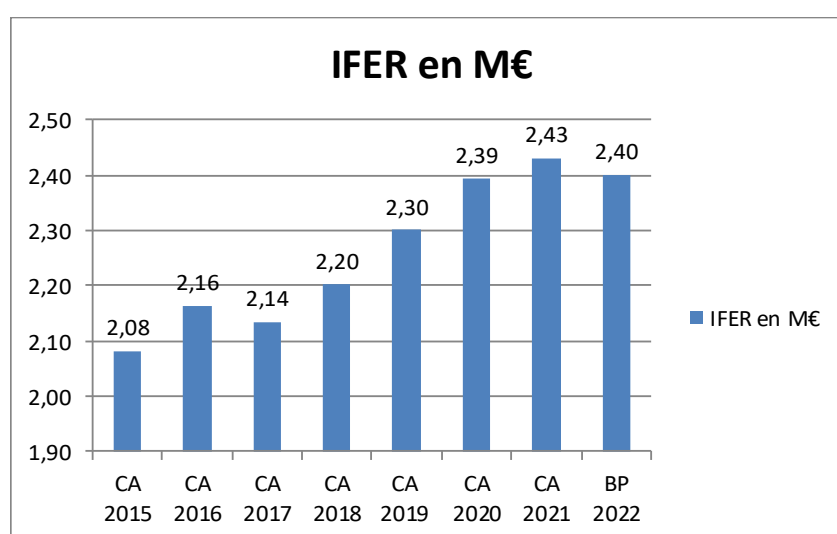
2-1-3 L'Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseaux (IFER)

La décision de mettre en place une imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux est intervenue avec la constatation que les nouvelles modalités retenues pour le calcul de la CFE et la CVAE ne généreraient pas un produit suffisant pour compenser la disparition de la TP.

Cette IFER a également pour objectif de neutraliser les effets d'aubaine provoqués par la réforme de la TP. Les grandes entreprises de réseaux se retrouvaient « grandes gagnantes » (échappant à l'imposition sur les locaux).

L'IFER concerne certains redevables exerçant leur activité dans le secteur de l'énergie, du transport ferroviaire et des télécommunications. En Corrèze, les secteurs d'activité imposés et les recettes prévisionnelles sont les suivants :

- éoliennes terrestres 20 000 €,
- hydroliennes 5 000 €,
- centrales photovoltaïques 200 000 €,
- centrales hydrauliques 1 700 000 €,
- stations radioélectriques 400 000 €,
- installations gazières, transports d'hydrocarbures et de produits chimiques 50 000 €.



Si la recette d'IFER a été très dynamique entre 2017 et 2020 au vu des installations nouvelles, notamment de structures photovoltaïques, la prévision 2022 à 2,4 M€ n'intègre pas d'imposition supplémentaire.

2-1-4 Le Fonds National de Garantie Individuelle des Ressources (FNGIR)

Le FNGIR est chargé de compenser les conséquences financières de la réforme de la fiscalité locale de 2010. Un prélèvement est effectué sur les départements "gagnants", au profit des départements "perdants". Le mode de calcul de ce FNGIR fige les prélèvements et reversements calculés. Sa gestion comptable et financière est assurée par le ministre chargé du budget. Pour la Corrèze, le montant de la compensation s'établit à 5,869 M€.

2-1-5 La Taxe Spéciale sur les Conventions d'Assurance (TSCA)

En France, la TSCA est un impôt proportionnel créé par l'article 21 de la loi du 31 janvier 1944. Elle doit être acquittée sur certaines conventions d'assurance, selon le cas, par l'assureur ou l'assuré lui-même. La TSCA versée au Département provient de la fiscalité directe (en compensation de la Taxe Professionnelle) et de la fiscalité indirecte (en compensation des transferts de compétences).

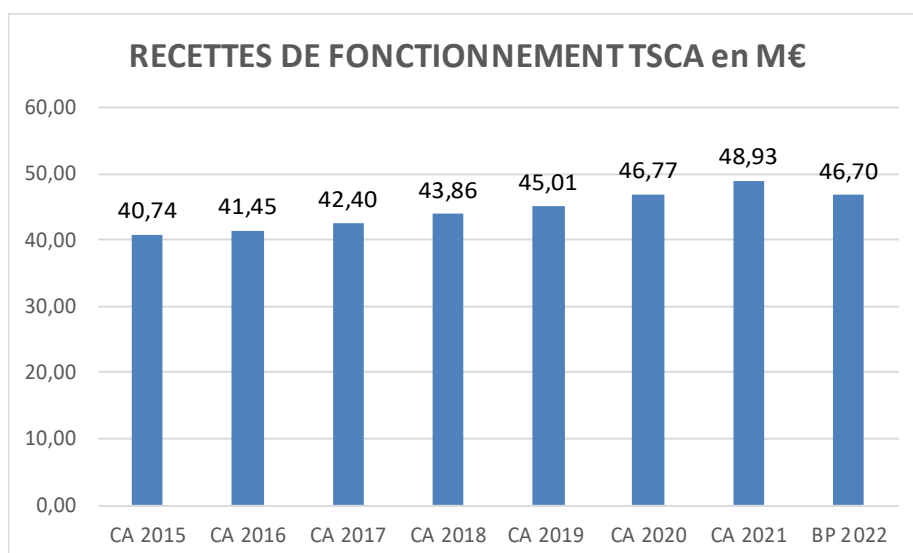
Il n'y a pas de TVA sur les conventions d'assurance ; c'est la TSCA qui vaut "impôt". Cette taxe atteint toutes les conventions d'assurance à quelques exceptions, dont les contrats d'assurance maladie complémentaire.

100 % de la TSCA sont affectés aux départements depuis la réforme de la fiscalité locale et la suppression de la Taxe Professionnelle de 2010. Le taux appliqué à l'assiette nationale de TSCA est calculé de sorte à compenser à la fois la perte de Taxe professionnelle et les transferts de compétences effectués au profit des départements.

Ainsi, le droit à compensation de l'ensemble des départements est fixé et chacun reçoit un pourcentage de la fraction de taux au prorata de son droit à compensation. L'évolution de cet impôt national est prévue chaque année en Loi de Finances afin d'ajuster les produits transférés aux collectivités territoriales en compensation des dépenses transférées dont :

- les dépenses relatives à l'acte de II de décentralisation à partir de 2005 (gestion des personnels des collèges, transfert des routes nationales et des agents DDE),
- la perte de ressources dans le cadre de la réforme de la taxe professionnelle,
- les SDIS à partir de 2005 (auparavant, les SDIS étaient financés par les départements via la dotation globale de fonctionnement).

Il faut noter que la TSCA affectée à la compensation du transfert des charges à compter de 2005 estimée à 22 M€ au BP 2022 ne couvre pas la totalité des dépenses, pour le seul domaine routier, estimées pour 2022 à 28 M€ en investissement et fonctionnement. De même, la compensation du transfert des SDIS estimée à 5,2 M€ au BP 2022, reste très en deçà de la dotation SDIS inscrite au BP à 9,5 M€.



2-2 Les recettes de fiscalité indirecte

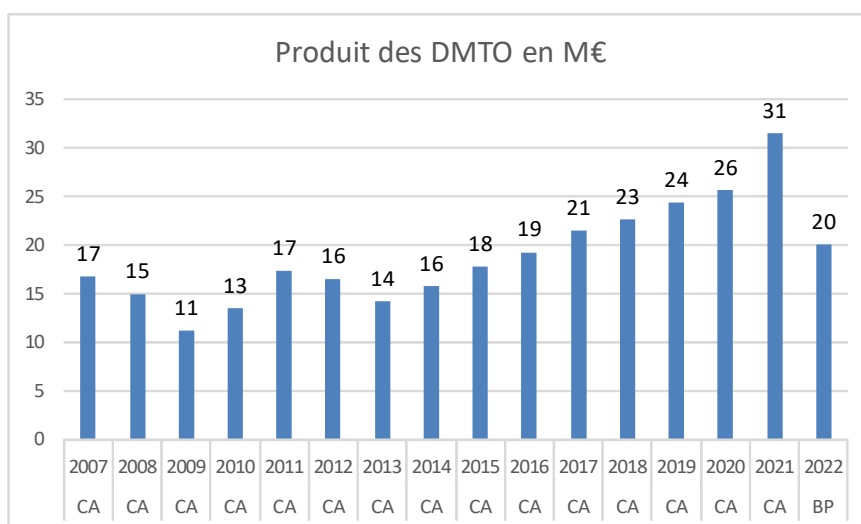
2-2-1 Les Droits de Mutation à Titre Onéreux (DMTO)

Les DMTO sont composés des droits d'enregistrement ainsi que de la taxe sur les publicités foncières. Les droits d'enregistrement ont été établis par la loi des 5 et 19 décembre 1790, et ils ont succédé aux droits de contrôle et d'insinuation qui existaient sous l'Ancien Régime. Jusqu'en 2005, l'enregistrement était effectué à la recette des impôts. Depuis, il s'effectue dans les pôles d'enregistrement situés dans des centres des Finances Publiques des départements. L'enregistrement est souvent couplé avec la publicité foncière, ensemble de procédures qui permet de rendre publiques les informations sur la propriété foncière. Elles permettent de connaître qui est propriétaire d'un bien et qui dispose de droits réels sur ce bien.

Les DMTO sont des droits et taxes perçus par le notaire pour le compte de l'État et des collectivités territoriales, lors de la vente d'un bien immobilier. Ils sont perçus au profit des départements sur les mutations à titre onéreux d'immeubles ou de droits immobiliers situés sur leur territoire et ils ont contribué au financement des transferts dès 1984 (compétence collèges, puis compétences sociales).

Les Conseils Départementaux ont la possibilité de fixer le taux des droits de mutation à titre onéreux entre 1,20 % et 3,80 %, porté en 2014 à 4,5 % (loi à compter du 1^{er} mars 2014) afin de compenser l'augmentation du reste à charge relatif aux Allocations Individuelles de Solidarité. La Corrèze a mobilisé cette ressource dès 2014 en votant le taux des DMTO à 4,5 %.

Si le produit des DMTO a connu une augmentation continue depuis 2013, la recette 2021 apparaît comme exceptionnelle et la lecture des évolutions de 2007 à 2013 nous conduit à inscrire prudemment un montant de 20 M€ au BP 2022. En effet, vu le contexte et notamment l'inflation, dans une perspective de hausse de taux d'emprunts, de hausses des prix de l'énergie venant réduire le pouvoir d'achat, et vu la rareté des biens sur le marché corrézien, le retour à une recette autour de 20 M€ annuels semble probable.



2-2-2 Le Fonds globalisé DMTO

Ce fonds trouve origine dans la réforme de la Taxe Professionnelle, laquelle a profondément modifié le panier de ressources des collectivités ainsi que leur distribution sur le territoire. Cela a rendu indispensable l'instauration parallèle de mécanismes correcteurs des nouvelles inégalités engendrées au risque de créer des situations inacceptables.

Les DMTO étant une recette très volatile et inégalement répartie sur le territoire ont alimenté ce Fonds de Péréquation afin d'atténuer les écarts de richesses entre Départements. Sa version première a été mise en place par la loi de finances pour 2011.

D'un montant de près de 300 M€ en 2011, il a été ajouté un Fonds supplémentaire en Loi de Finances pour 2014 (le Fonds de Solidarité Départemental), toujours adossé sur la péréquation des DMTO, pour compenser l'augmentation du reste à charge des AIS. Pour autant, au vu de la baisse des DMTO sur le territoire à cette période, le montant à répartir n'a finalement pas dépassé 340 M€.

Puis en 2019, un 3^{ème} Fonds a été créé : le Fonds de Soutien Interdépartemental.

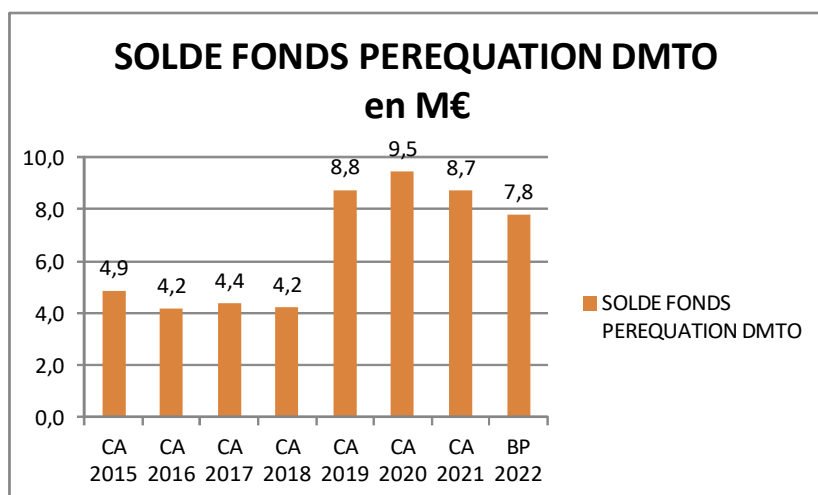
La redistribution de ces 3 Fonds est aujourd'hui plafonnée à 1,6 Mds€, l'excédent étant mis en réserve pour venir abonder l'assiette à répartir en cas de besoin de ressources. C'est ainsi que dans la période de crise sanitaire en 2020, le Comité des Finances Locales a décidé de mobiliser les réserves pour abonder l'enveloppe à répartir en la portant exceptionnellement à 1,8 Mds€.

Enfin dès 2021, les mécanismes de prélèvement et reversement, dissociés en 3 Fonds ont été revus pour être fondus en un seul agrégat, appelé Fonds Globalisé des DMTO.

Les mécanismes de prélèvement et reversement ne sont pas rappelés là puisque précisés dans le rapport du CA présenté à l'occasion de cette même séance plénière. Il faut cependant rappeler que le Fonds de Soutien Interdépartemental (FSI), visant les départements ruraux et leurs faibles niveaux de ressources, a un impact non négligeable pour la Corrèze de près de 5 M€ par an même que le montant de l'enveloppe réservée à ce Fonds est limité à 250 M€.

En 2021, au vu de l'augmentation du produit DMTO en 2020, la recette perçue au titre de ce Fonds est constatée en baisse avec un potentiel fiscal pour la Corrèze supérieur à 95 % de la moyenne des départements.

Pour 2022, le produit net du fonds de péréquation est estimé à nouveau en baisse non seulement du fait d'un versement en baisse lié à un potentiel fiscal en hausse (au vu de la recette DMTO 2021), mais également du fait d'un prélèvement plus élevé au vu d'un produit DMTO en forte hausse. La perte de recettes est estimée à 900 k€ comme décrit sur le graphe ci-après, représentant le solde entre prélèvement et reversement pour la Corrèze.



2-2-3 La Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Énergétiques (TICPE)

La TICPE tire son origine de la Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers (TIPP), mise en place par les lois des 16 et 30 mars 1928 qui organisaient l'industrie du raffinage en France. Cette taxe avait pour but de compenser le déclin d'une autre contribution indirecte, l'impôt sur le sel. En 2011, le nom de cette taxe a été changé : en effet, la taxe intérieure sur les produits pétroliers est devenue la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques, rendant ainsi plus clair le fait qu'elle s'applique aussi à des sources d'énergie qui ne sont pas d'origine pétrolière.

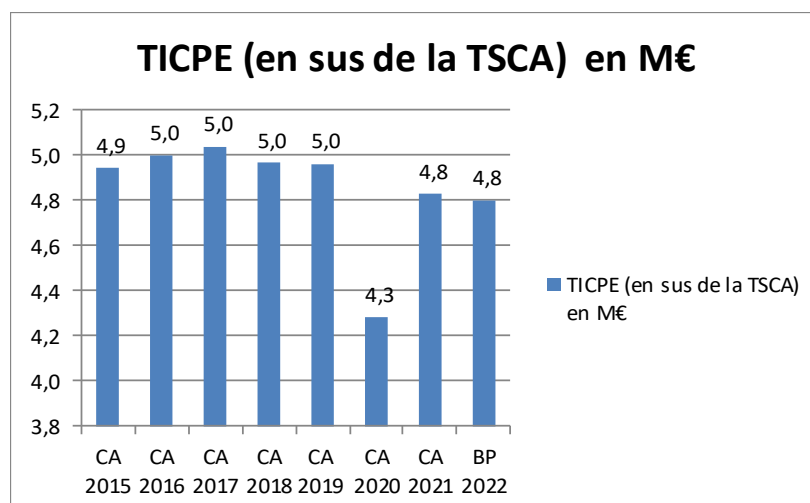
À elle seule, la TICPE constitue environ les deux tiers du coût du carburant à la pompe. Par conséquent, c'est le consommateur final qui la supporte.

Depuis le 1er janvier 2005, une part de la TICPE est affectée aux départements à deux titres :

- la compensation des transferts de compétences prévus par la loi libertés et responsabilités locales du 13 août 2004,
- la compensation du transfert de la charge du RMI/RSA.

La répartition entre départements s'effectue sur la base du droit à compensation de chaque département, qui correspond au montant des charges qui lui ont été spécifiquement transférées que sont les routes et les agents des DDE et collèges (recette en complément de la TSCA).

Si le montant initial de compensation qui s'ajoute à la TSCA a été établi pour compenser les transferts de 2004 (routes et agents des collèges), cette recette évolue en fonction de la consommation, or le graphique ci-dessous met en exergue la sous consommation en 2020, marquée par la crise sanitaire. La consommation est repartie à la hausse en 2021 mais reste estimée prudemment à 4,8 M€, soit - 200 k€ par rapport à 2019, au BP 2022.



Concernant le RMI et la création du RSA les départements se sont vus attribuer une fraction du tarif de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers (TIPP), ils ont ainsi perçu en 2004 la somme de 4,9 Mds€, soit le montant exact de la dépense de l'État en 2003. Ainsi, la Corrèze perçoit la TICPE (ex TIPP) en compensation du RSA depuis 2004 pour un montant de 10,72 M€, figé.

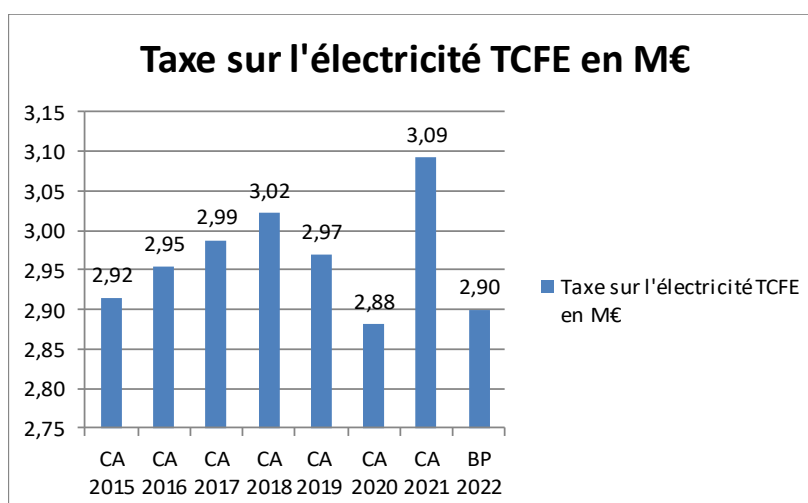
2-2-4 La taxe départementale sur la consommation finale d'électricité

La taxe locale sur l'électricité est un impôt relativement ancien puisqu'instauré en 1926. Cet impôt était indirect, facultatif et perçu au profit :

- des communes, de leurs EPCI à fiscalité propre en cas de transfert de compétences et des syndicats d'électricité pour les communes de moins de 2 000 habitants sur délibérations concordantes,
- des départements.

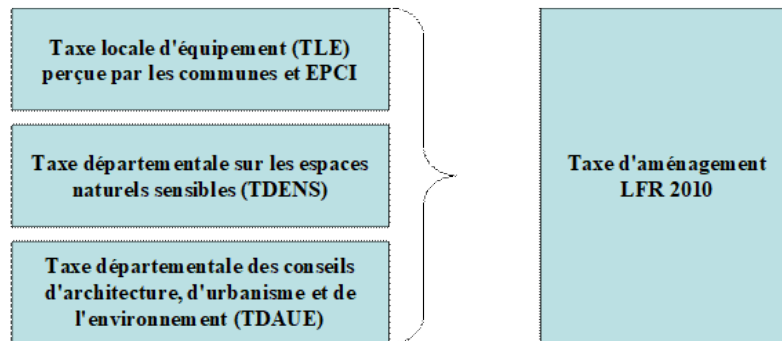
Initialement, la taxe était assise sur une fraction de la facture acquittée par le consommateur et fixée en pourcentage de celle-ci. Aujourd'hui son montant est le résultat du produit de la consommation d'électricité par le tarif de taxation (0,25€/MWh ou 0,75€/MWh selon la nature des consommations et selon la puissance souscrite), et par un coefficient d'imposition compris entre 2 et 4,22 choisi par le département (4 pour la Corrèze). Les fournisseurs d'électricité prélèvent et reversent cette taxe par trimestre.

Le montant perçu depuis 2015 s'affiche à un maximum en 2021. Ce montant, indexé sur la consommation est lié à la météo annuelle. Or l'hiver 2021 a été particulièrement marqué. Le montant prévu pour 2022 est estimé équivalent au montant perçu en 2020.



2-2-5 La taxe d'aménagement

La taxe d'aménagement a été instituée au 1er mars 2012, au profit des départements, des communes et de la Région Ile de France, en remplacement de la fiscalité décrite ci-après.

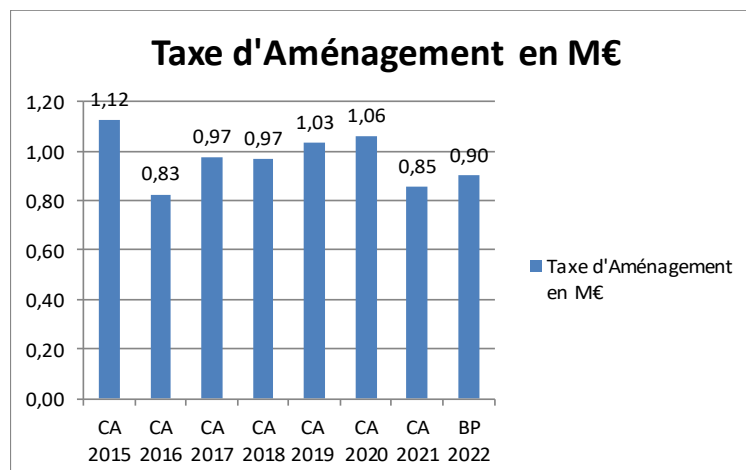


Cette taxe est affectée au financement de la politique des Espaces Naturels Sensibles (ENS) et des Conseils d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement (CAUE). Le taux d'imposition est encadré comme suit.

	taux de la TA
communes	entre 1 % et 5 %
départements	jusqu'à 2,5 %
régions	jusqu'à 1 %

Le Conseil Départemental a voté le taux d'imposition à 1 % en 2012 et il décide chaque année en assemblée plénière, un taux de répartition entre CAUE et ENS.

La prévision de recette pour 2022 est en légère augmentation en lien avec la reprise économique en 2021, exercice au cours duquel la taxe perçue en nette baisse a été impactée par la crise sanitaire de 2020.

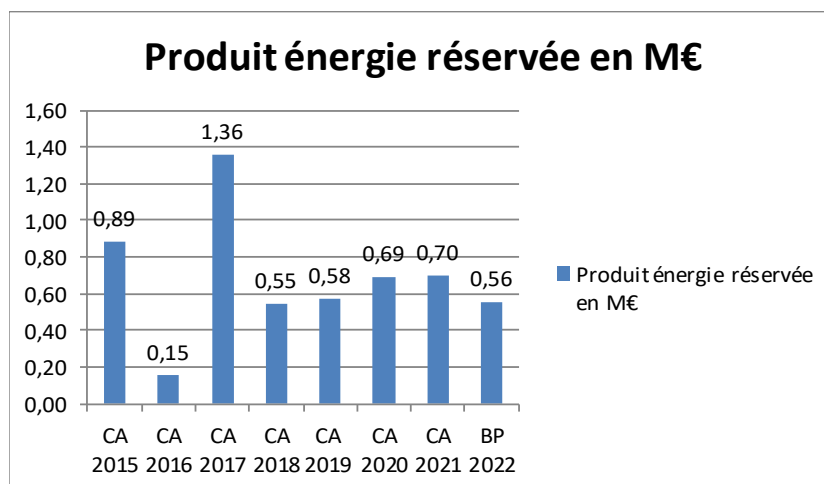


2-2-6 Le produit énergie réservée (redevance hydraulique)

L'énergie réservée est un dispositif prévu par la loi du 16 octobre 1919 relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique qui permet la rétrocession à des acteurs locaux d'une partie de l'électricité produite par des concessions hydroélectriques. Le décret publié le 31 décembre 2015 conjointement à la partie réglementaire du code de l'énergie, prévoit désormais que l'énergie réservée prend systématiquement, à partir de 2016, la forme d'une compensation financière du concessionnaire de la concession hydroélectrique aux départements.

Cette compensation est calculée sur la base d'un prix de marché, alors que jusqu'à présent, le montant du rabais correspondant à l'énergie réservée était calculé en référence à un tarif réglementé de vente. Cette approche permet en particulier une gestion simple pour les concessionnaires des concessions hydroélectriques ainsi que pour les bénéficiaires.

Pour autant, si cette évolution a impacté les encaissements 2016 et 2017 dans une phase de mise au point des montants dus, le montant désormais perçu est globalement plus faible après réforme.



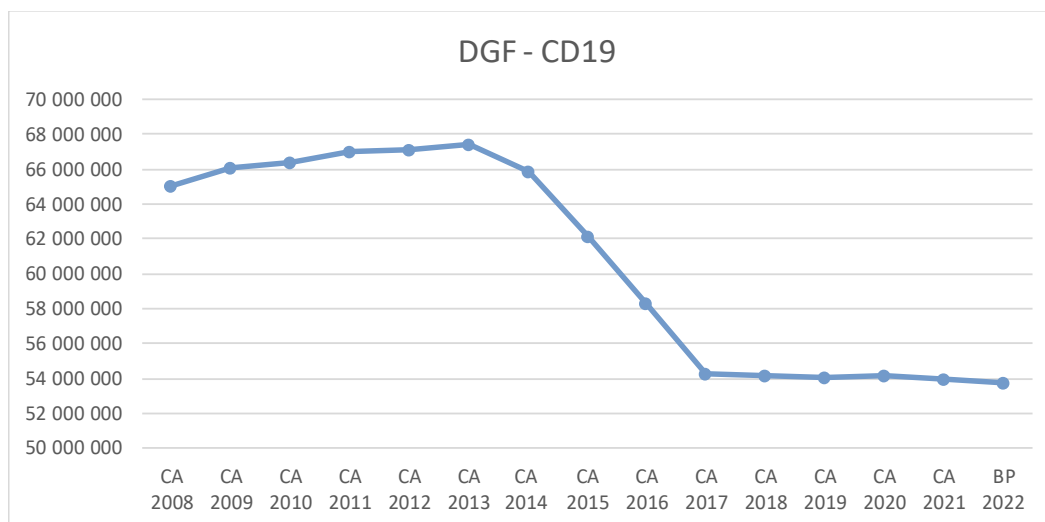
2-3 Les Dotations de l'État et les compensations

2-3-1 La Dotation Globale de Fonctionnement (DGF)

Le rapport du compte administratif 2021 détaille les causes de la baisse de la DGF. Pour rappel, le potentiel fiscal de la Corrèze est supérieur à 95 % de la moyenne départementale impliquant un prélèvement sur la dotation globale pour alimenter la dynamique de la dotation de fonctionnement minimale (DFM). Si le reversement a toujours globalement compensé le prélèvement, du fait de l'éligibilité de nouveaux départements à cette recette de DFM, nous n'avons bénéficié d'aucun reversement en 2021, conduisant à une perte de près de 400 k€. De fait, la prévision pour 2022 intègre une nouvelle baisse de DGF du même montant.

	BP 2021	CA 2021	BP 2022	BP 2022/BP 2021	BP 2022/CA 2021
				% d'évolution	% d'évolution
DGF	54 364 848 €	53 952 111 €	53 697 848 €	-1,23%	-0,47%
DGD	2 728 326 €	2 728 326 €	2 728 326 €	0,00%	0,00%
Allocat. compensatrices (TH TFNB TP)	2 070 000 €	2 071 069 €	2 070 000 €	0,00%	-0,05%
Total Dotations de l'Etat	59 163 174 €	58 751 506 €	58 496 174 €	-1,13%	-0,43%

Il faut également rappeler que la recette DGF est amputée de plus de 13 M€ depuis 2013, et que cette baisse se poursuit à nouveau depuis 2021 pour la Corrèze.



2-3-2 La Dotation Globale de Décentralisation (DGD)

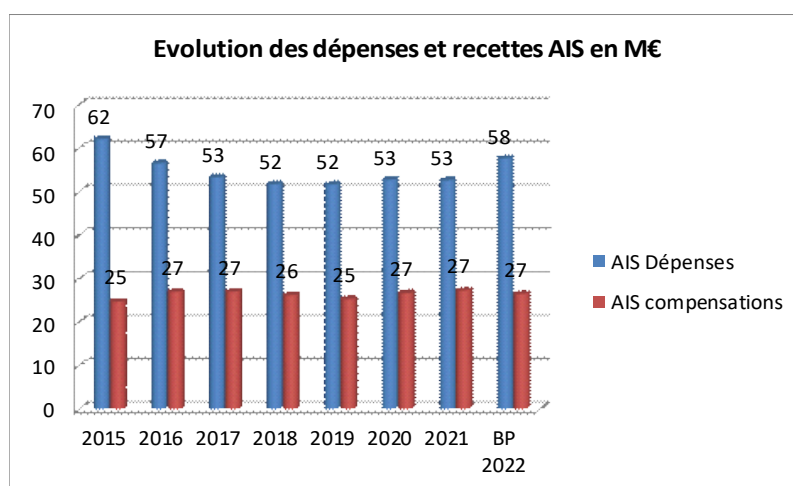
La DGD est figée depuis la décentralisation à 2,7 M€.

2-4 La compensation des Allocations Individuelles de Solidarité (AIS)

2-4-1 La compensation APA, PCH et RSA

Si comme vu précédemment la recette de compensation du RSA est figée depuis le transfert de compétence à 11,4 M€ entre TICPE (10,7 M€) et FMDI (Fonds de Mobilisation Départementale pour l'Insertion, 0,7 M€), la CNSA intervient au titre de la compensation de l'Aide Personnalisée à l'Autonomie et de la Prestation de Compensation du Handicap. À l'enveloppe annuelle à répartir dont la ressource provient pour l'essentiel de la contribution solidarité autonomie (produit de la journée de solidarité), de la Contribution Sociale Généralisée (CSG) et de la contribution des caisses de retraite, est appliqué un coefficient par Département. Ce coefficient intègre des critères de classement tels que les caractéristiques de population, le potentiel fiscal, le montant des dépenses APA et PCH, et le taux de bénéficiaires du RSA. Ainsi pour estimer la recette à venir, il s'agit non seulement d'estimer les critères Corrèziens mais également d'intégrer l'évolution des critères France entière puisque l'effet levier sur la recette dépend du classement de notre Département par rapport à l'ensemble.

S'il est clair que le niveau de dépenses sera supérieur en 2022 à 2021 au vu notamment des évolutions réglementaires concernant l'APA et la PCH, la recette reste évaluée à ce stade équivalente à 2020. En effet, 2021 a bénéficié du nouveau mode d'affectation de la recette de compensation APA post loi de 2016, dite APA 2 (Coefficient figé par Département). Rien ne dit que le montant de l'assiette à répartir sera maintenu en 2022 ni que le montant de la compensation antérieure à la loi de 2016, dite APA 1, ne sera pas revu à la baisse. Pour rappel, la loi de 2016, dite loi d'Adaptation de la Société au Vieillessement, a intégré de nouvelles prises en charge avec une augmentation des plafonds APA ainsi qu'une nouvelle compensation.



La prévision de l'ensemble des autres recettes affectées aux missions spécifiques est détaillée dans les rapports budgétaires de chaque direction.

Les principales ressources du Département ont été là détaillées, posant le constat d'un système d'attribution très complexe, que les réformes successives de la fiscalité ont contribué à sophistiquer rendant difficiles les projections budgétaires.

Pour exemple, le «chantier recettes des départements 2022 concernera la réforme du potentiel fiscal, aujourd'hui maintenu au niveau 2020 (sur la base de la Taxe sur le Foncier Bâti) et donc pas adapté au nouveau panier fiscal. Cet indicateur n'est jamais communiqué en tant que tel. Il définit le niveau de richesse dont dispose chaque département, utilisé pour redistribuer les ressources centralisées. De fait, il impacte le montant versé pour les recettes suivantes :

- la DGF (part péréquation),
- le fonds de péréquation DMTO,
- le fonds de péréquation CVAE (auquel la Corrèze n'est pas éligible),
- les concours CNSA (APA et PCH),
- le Fonds de Mobilisation Départementale pour l'Insertion (FMDI).

Pour expliciter les enjeux, il suffit de rappeler son mode de calcul pour la part TFPB :

Bases brutes de foncier bâti * taux d'imposition moyen national,
tel que défini en loi de finances pour 2012.

Or le produit de TVA vient compenser le produit de foncier bâti, obtenu par :

le produit des bases brutes * le taux d'imposition par département,
le taux moyen national n'intervenant alors plus.

Si ce dernier mode de calcul était retenu, à savoir le retour au produit des bases par le taux voté par département, alors les ruraux qui avaient recours à des taux élevés, supérieurs donc au taux moyen national seraient considérés plus riches et verraient les recettes énumérées ci avant baisser.

Les recettes et les dépenses de fonctionnement pour 2022 une fois présentés, cela permet d'aborder à présent la capacité d'investissement.

III- UNE CAPACITE D'INVESTISSEMENT SOUTENUE, REFLET D'UN BUDGET DYNAMIQUE ET SOLIDAIRE

1- LES RECETTES D'INVESTISSEMENT

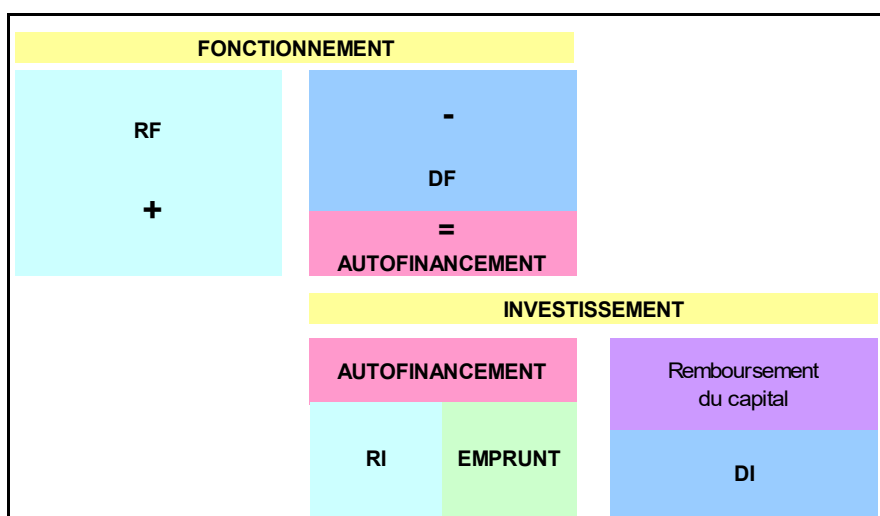
Pour 2022 est équivalente à celle de 2021. Si le montant des recettes au CA 2021 apparaît nettement supérieur à la prévision, il s'agit pour l'essentiel de remboursement d'avances sur marchés (3 M€) et d'une recette de Fonds de Compensation de la Taxe sur la Valeur Ajoutée supérieure de + 1 M€ à la prévision.

Dans le détail, les recettes réelles d'investissement du pôle social sont projetées stables et essentiellement composées de la Dotation Départementale d'Équipement des Collèges, recette figée depuis 2008 à 1,3 M€. Pour le Pôle Territorial, les recettes liées aux radars sont d'environ 700 k€, et les recettes du Pôle Missions et Communication se composent essentiellement des recettes reversées par DORSAL dans le cadre des avances remboursables.

Les principales recettes sont donc rattachées aux moyens généraux, avec pour 2022 une prévision de 3 M€ de FCTVA, 4,8 M€ de Dotation de Soutien à l'Investissement des Départements (DSID) et 260 k€ de produit des cessions.

	BP 2021	CA 2021	BP 2022
Pôle cohésion sociale	1 354 267 €	1 329 667 €	1 344 667 €
Pôle cohésion territoriale	1 040 000 €	4 223 386 €	983 500 €
Missions économie, numérique, tourisme	22 000 €	187 996 €	496 157 €
Moyens Généraux	8 270 526 €	8 881 407 €	8 055 037 €
S/TOTAL	10 686 793 €	14 622 456 €	10 879 361 €
Emprunt	- €	3 500 000 €	25 000 000 €
Total	10 686 793 €	18 122 456 €	35 879 361 €

2- L'AUTOFINANCEMENT ET LA CAPACITÉ D'INVESTISSEMENT



Le schéma ci-dessus explicite que l'autofinancement s'entend par :

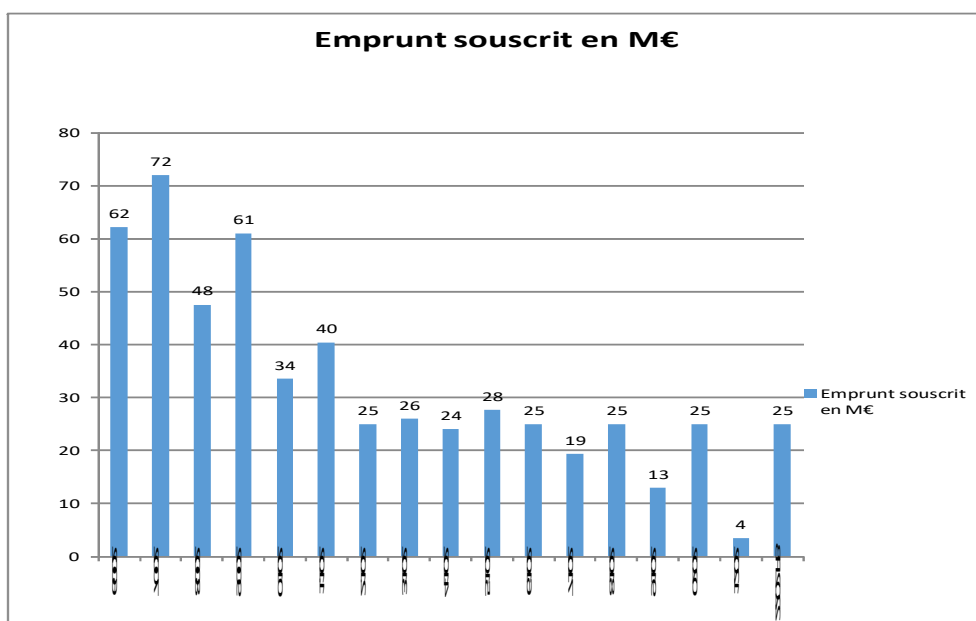
- l'écart entre recettes (295,5 M€) et dépenses réelles de fonctionnement (263,5 M€),
 - auquel s'ajoute le montant du report à nouveau (61,8 M€ pour 2022)
 - ainsi que les recettes réelles d'investissement (10,9 M€),
 - et duquel se déduit le remboursement en capital de la dette (30 M€) et les provisions.
- La capacité d'investissement est ainsi maintenue par un recours à l'emprunt pour 25 M€.

	Montants en M€
Recettes réelles de fonctionnement	295,5
Dépenses réelles de fonctionnement	-263,5
Remboursement en capital de la dette	-30
Epargne nette	2
<i>Provision</i>	-1
<i>Mise en provision de recettes DMT0</i>	-25
Recettes réelles d'investissement	10,9
Recours à l'emprunt	25
Report à nouveau	61,8
Total	73,7

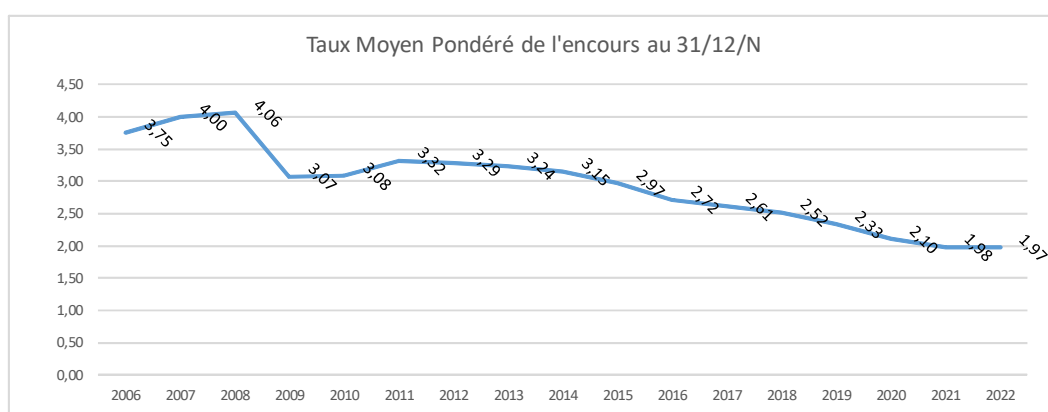
Ainsi ce budget permet à la fois de prévenir de futures contraintes budgétaires tout en préservant la capacité d'autofinancement à 73,7 M€ à la fois pour satisfaire aux besoins engagés sur 2022, mais également pour engager de nouveaux projets.

3- UNE DETTE MAÎTRISÉE : LE RECOURS À L'EMPRUNT DANS UNE TRAJECTOIRE DE DÉSENDETTEMENT

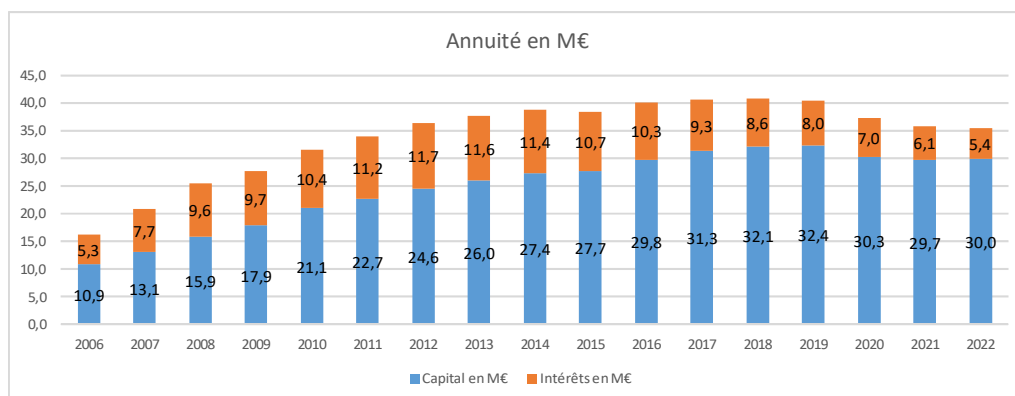
La représentation graphique ci-dessous présente l'endettement annuel de la collectivité dont les annuités courent en 2022. S'il est clair que le montant de l'endettement apparaît encore élevé et que le désendettement doit rester le fil conducteur de nos budgets, il n'en demeure pas moins que la dette s'entend également comme une réelle opportunité, notamment au vu du montant de la capacité de remboursement (épargne brute), mais surtout au vu des taux actuels dont la perspective à moyen/court terme est à la hausse.



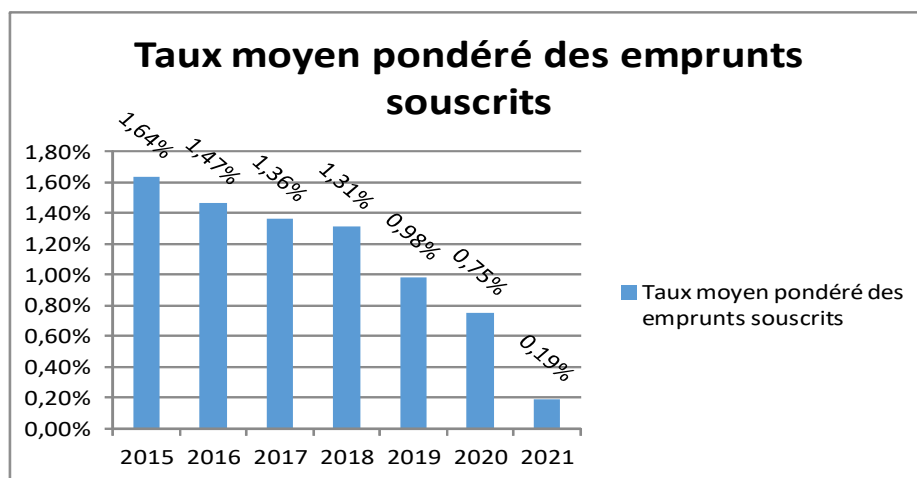
En effet, le taux moyen pondéré estimé pour 2022 à 1,97 % n'a jamais été aussi bas, comme le décrit la courbe ci-dessous.



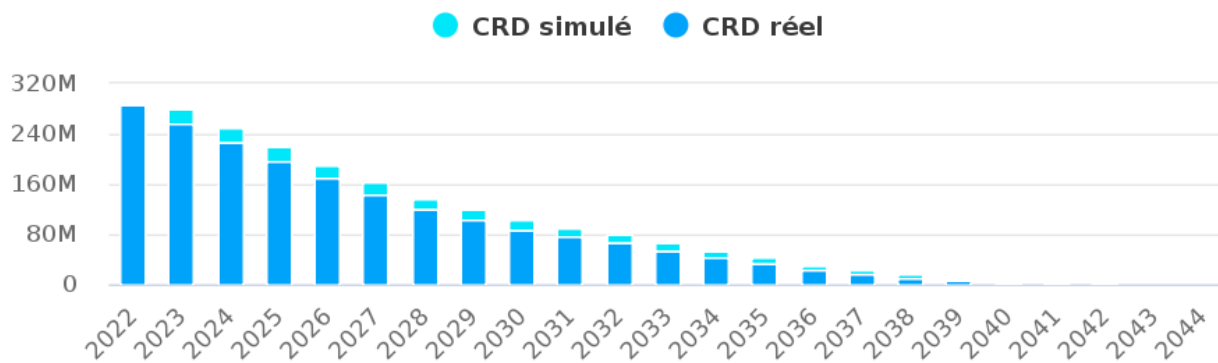
Le coût des frais financiers apparait donc en baisse en proportion du capital annuel remboursé sur ces derniers exercices.



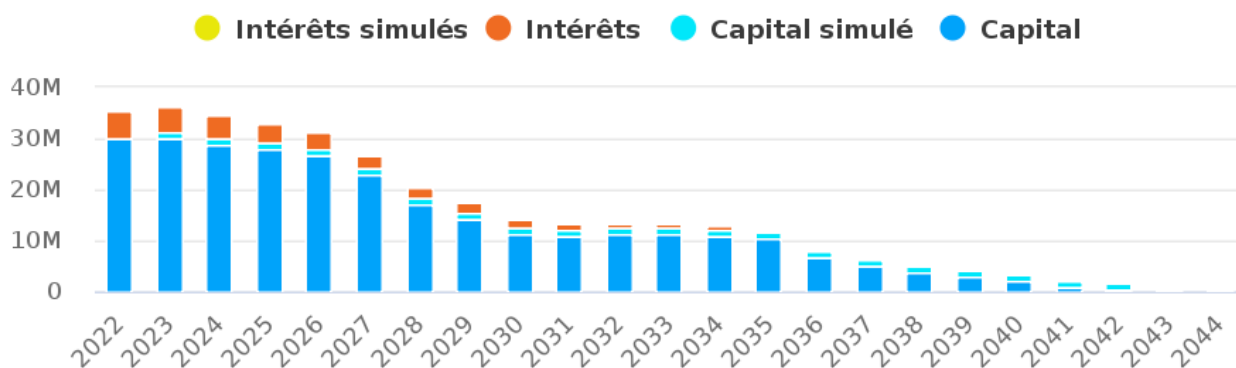
Au-delà du taux moyen pondéré qui comprend le coût de la totalité des emprunts, le graphique ci-dessous illustre la période de forte baisse des taux depuis 2015 en affichant le taux moyen pondéré des emprunts annuels souscrits. Quand le taux moyen pondéré des emprunts contractualisés en 2015 s'élevait à 1,64 %, le tout dernier emprunt début 2021 a été souscrit à 0,19 % marge bancaire comprise, ce qui reste un taux record.



Ainsi l'inscription de 25 M€ d'emprunt en 2022 sur une durée de 20 ans permettra de poursuivre le désendettement (- 5 M€ en 2022) dont la trajectoire est représentée ci-dessous. L'impact du nouvel emprunt est représenté par le Capital Restant Dû simulé (CRD).



Si cet emprunt vient ponctuellement augmenter le montant de l'annuité (capital + intérêts) en 2023, notamment avec + 1,25 M€ estimés de remboursement en capital, dès 2024, du fait de l'extinction de certains contrats, l'annuité baisse à nouveau pour passer sous la barre des 30 M€ dès 2027. Les intérêts simulés dans le cadre du nouvel emprunt ne sont pas lisibles sur le graphe ci-dessous, représentant 350 k€ pour 2023 avec un taux estimé à 1,4 %.



4- LA POURSUITE D'UN PLAN D'INVESTISSEMENT AMBITIEUX

La capacité d'investissement s'établit à 73,7 M€, le montant des investissements structurels est inscrit à ce budget à hauteur de 49 M€. Ces dépenses seront comme chaque année essentiellement mobilisées dans le domaine des routes, des bâtiments et des aides aux communes. Au global, les dépenses d'investissement sont en croissance continue.

Par ailleurs, le montant consacré à la réalisation de nouveaux projets s'élève à 25 M€.

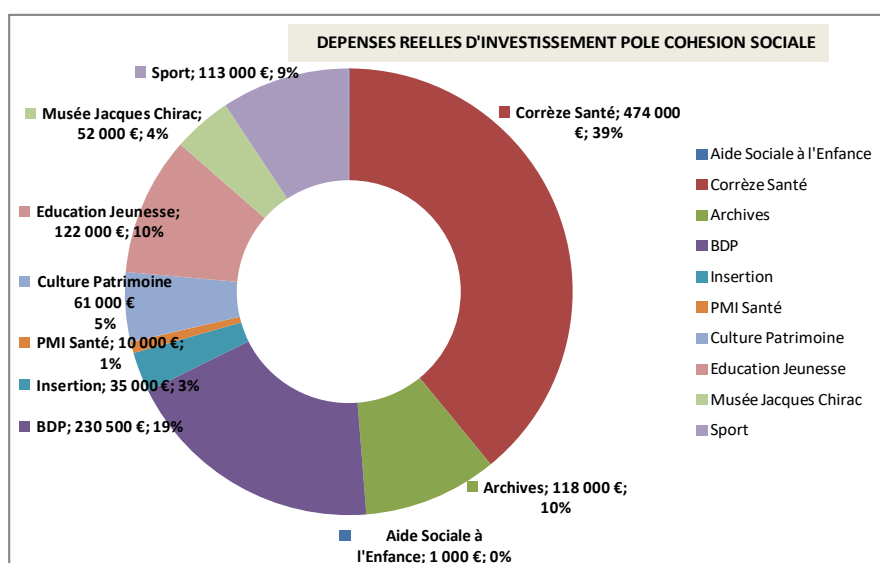
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	BP 2021	CA 2021	BP 2022
Aide Sociale à l'Enfance	1 000 €	0 €	1 000 €
Ambition Santé/Action sociale	95 000 €	5 000 €	474 000 €
Autonomie	67 000 €	0 €	0 €
Archives	117 000 €	108 426 €	118 000 €
BD	200 500 €	194 348 €	230 500 €
Insertion	35 000 €	19 839 €	35 000 €
PMI Santé	20 000 €	16 524 €	10 000 €
Culture Patrimoine	36 000 €	18 427 €	61 000 €
Education Jeunesse	146 600 €	143 294 €	122 000 €
Musée Jacques Chirac	38 000 €	0 €	52 000 €
Sport	45 000 €	43 127 €	113 000 €
Pôle Cohésion Sociale	801 100 €	548 985 €	1 216 500 €
Aides aux Communes	14 000 000 €	10 880 360 €	14 000 000 €
Attractivité des territoires	410 000 €	279 492 €	975 000 €
Transition Ecologique	1 246 000 €	519 007 €	1 284 500 €
Habitat	2 000 000 €	2 492 605 €	2 582 000 €
Bâtiments	4 910 800 €	4 526 606 €	3 545 334 €
Juridique / Foncier	0 €	19 688 €	20 000 €
Système d'information	2 440 000 €	1 871 607 €	3 307 000 €
Routes	19 377 442 €	25 474 491 €	19 270 000 €
Pôle Cohésion Territoriale	44 384 242 €	46 063 856 €	44 983 834 €
Communication	20 000 €	19 983 €	20 000 €
Transition Numérique et Innovation	350 000 €	89 112 €	350 000 €
Très Haut Débit	1 605 500 €	1 542 398 €	748 500 €
Economie	213 255 €	213 255 €	
Tourisme	109 703 €	81 546 €	86 983 €
Missions et Numérique	2 298 458 €	1 946 294 €	1 205 483 €
Affaires Générales Assemblées	784 000 €	707 245 €	436 000 €
Budget Comptabilité	2 870 292 €	2 891 237 €	871 416 €
Ressources Humaines	10 000 €	2 132 €	10 000 €
Direction Générale	3 664 292 €	3 600 613 €	1 317 416 €
TOTAL engagé pour 2022	51 148 092 €	52 159 748 €	48 723 233 €
Nouveaux projets	18 530 000 €		25 000 000 €
			73 723 233 €

En synthèse, les dépenses d'investissement se déclinent comme suit :

	BP 2021	CA 2021	BP 2022
Pôle cohésion sociale	801 100 €	548 985 €	1 216 500 €
Pôle cohésion territoriale	44 384 242 €	46 063 856 €	44 983 834 €
Pôle missions et communication	2 298 458 €	1 946 293 €	1 205 483 €
Moyens généraux	22 194 292 €	3 600 612 €	1 317 416 €
total	69 678 092 €	52 159 746 €	48 723 233 €
		Nouveaux projets	25 000 000 €
		Total	73 723 233 €

Les dépenses prévues pour 2022 affectées au pôle cohésion sociale concernent pour l'essentiel le plan Ambition Santé avec un objectif de développement de nouveaux centres car la lutte contre les déserts médicaux reste une de nos priorités.

Les besoins de la Bibliothèque Départementale seront également satisfaits avec un budget de 230 000 € visant l'achat de nouvelles œuvres, comme ceux des archives, notamment dans le cadre des activités de conservation de documents, avec 118 000 € de crédits. L'intervention du Département dans les collèges dans le cadre d'un budget participatif est prévue à hauteur de 122 000 € pour 2022.



Le Pôle Cohésion Territoriale mobilise l'essentiel du budget d'investissements avec une prévision à 45 M€ sur un total de 49 M€. En effet, l'intervention du Département est stratégique en termes d'effet levier économique tant sur les aides aux communes, avec un budget reconduit à 14 M€, que pour les routes avec un budget à plus de 19 M€ ou les bâtiments avec 4 M€.

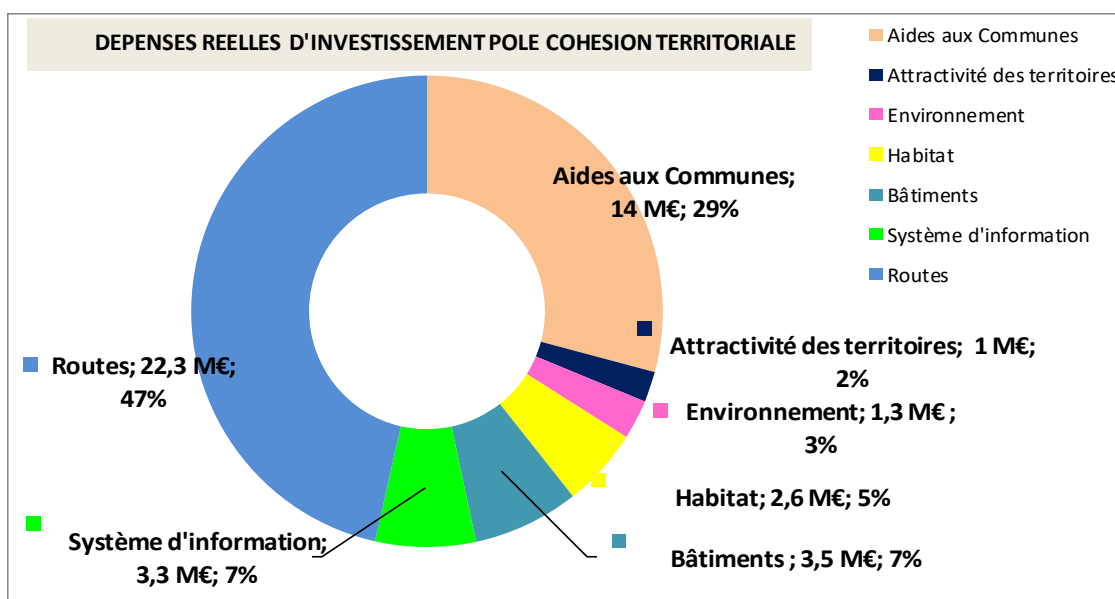
Sans l'aide du Département, nombre de projets communaux ne verraient pas le jour. Or dans nos territoires ruraux, assurer un développement de proximité paraît essentiel à l'attractivité des territoires afin de maintenir le niveau de population. Il s'agit bien d'agir en soutien au développement des communes et communautés d'agglomération.

Dans le cadre de l'entretien et du développement du réseau routier départemental, la mobilisation de près de 19 M€ permettra de moderniser le réseau structurant, de poursuivre les aménagements de bourg pour près de 1 M€. Les chantiers d'élagage restant stratégiques pour préserver les infrastructures, plus de 1 M€ y seront consacrés. Enfin un budget relatif aux moyens en matériels de 2 M€ est également inscrit à ce budget pour 2022.

Concernant les bâtiments, la prévision s'établit à près de 3,5 M€, Près de 1 M€ seront consacrés à l'attractivité des territoires par des aides au développement de projets, des aides à l'agriculture, la mise en œuvre d'un Service d'Urgence Vétérinaire.

La protection de l'environnement restera également une de nos priorités qu'il s'agisse de protéger la ressource en eau, de préserver la biodiversité ou d'inciter à la protection de l'environnement au moyen des contrats de transition écologique.

Avec un budget de près de 2,6 M€ consacré à l'Habitat, l'aide aux bailleurs sociaux sera poursuivie dans le cadre de l'amélioration du parc locatif visant les projets de réhabilitation et de rénovation énergétique des logements. Ainsi, une nouvelle dynamique visant l'accompagnement à la rénovation énergétique guidera notre ambition dès 2022.



Au-delà de ces investissements 'reconduits', de nouveaux projets sont planifiés dès 2022 comme explicité dans le chapitre I. Il s'agit là d'un plan ambitieux pour la Corrèze de 123 M€ avec 3 objectifs :

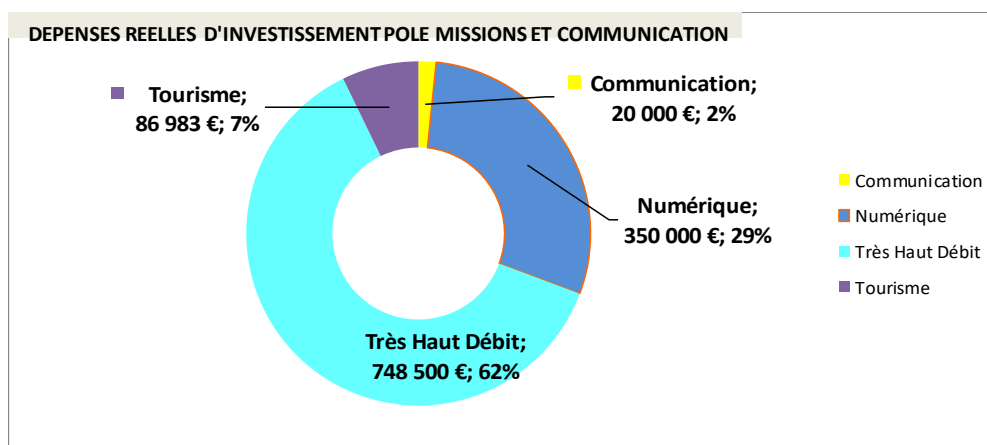
- la modernisation du réseau routier,
- l'amélioration des conditions d'accueil des collégiens,
- la transition écologique à travers la modernisation de bâtiments énergivores,
- enfin l'attractivité touristique avec la rénovation du Viaduc des Rochers Noirs.

Ce plan sera financé dès 2022 à hauteur de 25 M€. Les provisions 2022 permettront un financement supplémentaire de 25 M€ et si le recours à l'emprunt pourra être mobilisé, la capacité d'autofinancement sera privilégiée et ce sont donc nos futurs efforts de gestion qui permettront de finaliser ces réalisations.

La principale dépense du Pôle Missions et Communication est affectée au Très Haut Débit avec près de 750 k€ dont 400 k€ de participations au syndicat mixte DORSAL.

Les moyens mis à disposition pour le tourisme permettront de poursuivre :

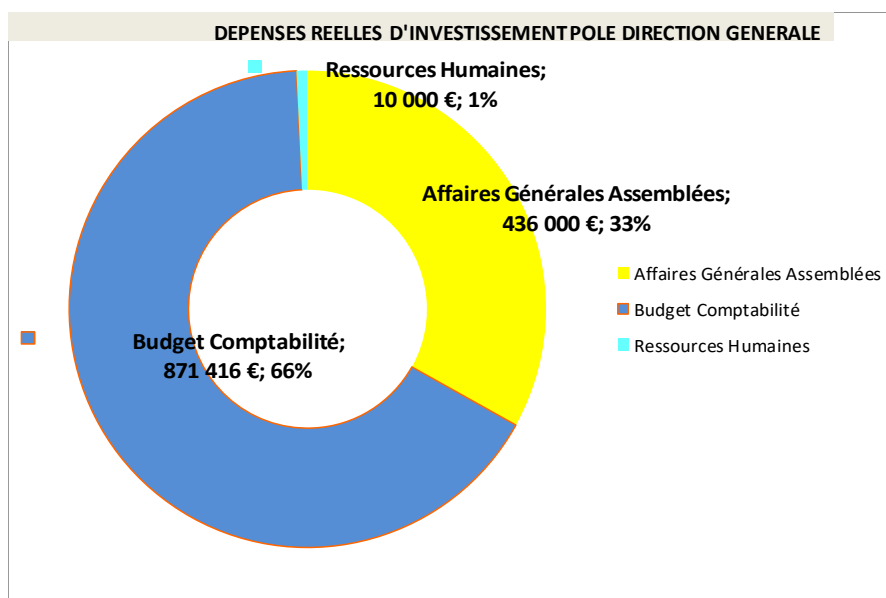
- la modernisation 4.0 de Corrèze Tourisme (Site Internet/Système d'information Touristique/acquisition de matériel),
- l'aménagement des mises à l'eau et aménagements touristiques pêche dans le cadre du plan marketing de la filière pêche.



Les crédits nécessaires au Pôle Direction Générale, à hauteur de 871 k€ seront affectés notamment :

- au Syndicat Mixte du Lac de Bort pour 100 k€,
- aux SYMA A89 et Tulle, dans le cadre des protocoles mis en œuvre (244 k€),
- au financement du Syndicat Mixte de l'aéroport de Brive pour 426 k€,

436 k€ sont également affectés à la Direction des Assemblées dont 375 k€ pour l'achat de véhicules, 58 k€ pour répondre à des besoins généraux et 3 000 € pour les Maisons de service au Public Départementales.



IV- EQUILIBRE ET SOLDES DE GESTION

1- L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE

Le tableau ci-dessous affiche le détail de l'équilibre budgétaire 2022 (hors emprunt revolving et hors refinancement des emprunts).

SECTION DE FONCTIONNEMENT				
		RECETTES en M€	DEPENSES en M€	
REEL	Recettes	295,5	Cohésion sociale	263,6
			Cohésion territoriale	
			Missions et communication	
			Direction Générale	
	Résultat 2021	61,8	PROVISIONS	26,0
ORDRE			Virement de section	38,2
	Ordre (subventions transférables, travaux en régie...)	4,2	Amortissements	33,8
	TOTAL	361,6	TOTAL	361,6

SECTION D'INVESTISSEMENT				
		RECETTES en M€	DEPENSES en M€	
REEL	Recettes	10,9	Dépenses d'équipement	73,7
	Emprunt	25,0	Remboursement en capital de l'emprunt	30,0
	Reste à réaliser	0,0	Reste à réaliser	0,0
	Affectation du résultat	31,8	Déficit investissement	31,8
ORDRE	Virement de section	38,2		
	Amortissements	36,0	Ordre (subventions transférables, travaux en régie...)	6,3
	TOTAL	141,8	TOTAL	141,8

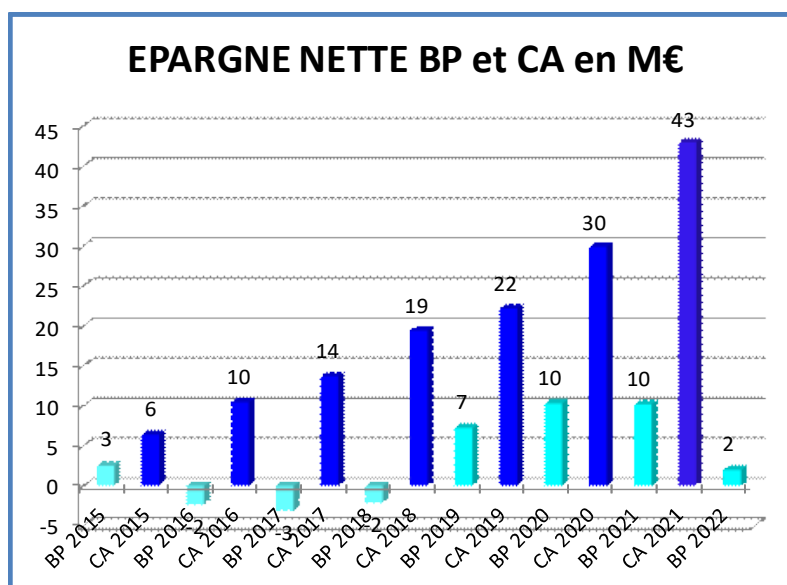
2- L'ANALYSE DES SOLDES DE GESTION

L'écart entre recettes et dépenses de fonctionnement (épargne de gestion) doit permettre le remboursement des intérêts de la dette (épargne brute) ainsi que du capital (épargne nette). L'épargne nette doit rester positive mais la règle veut qu'un budget reste conforme si le déficit d'épargne nette est inférieur aux recettes propres d'investissement que sont FCTVA et produit des cessions. Cette épargne s'affiche à 2 M€ au BP 2022.

	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	BP 2022
Recettes de fonctionnement (hors cessions)	292 312 434	290 746 984	284 876 414	288 666 336	295 057 834	302 521 875	313 351 075	295 531 258
Dépenses de fonctionnement (hors dette et hors provisions)	247 096 252	240 072 974	230 325 434	228 237 097	232 253 628	235 055 543	234 265 695	257 538 789
Épargne de gestion	45 216 182	50 674 010	54 550 980	60 429 239	62 804 206	67 466 332	79 085 380	37 992 469
Charges financières	11 092 181	10 355 778	9 545 092	8 848 277	8 221 881	7 217 586	6 412 000	6 028 000
Épargne brute	34 124 001	40 318 232	45 005 888	51 580 962	54 582 325	60 248 745	72 673 380	31 964 469
Amortissement de la dette (remboursement du capital)	27 722 236	29 754 083	31 283 685	32 141 075	32 369 425	30 309 683	29 718 358	29 964 000
Épargne nette	6 401 765	10 564 149	13 722 203	19 439 887	22 212 900	29 939 063	42 955 021	2 000 469
Encours de dette	360 299 861	355 545 787	343 759 569	336 738 864	317 369 439	312 059 761	285 845 289	280 845 289
Évolution de l'endettement	-52 236	-4 754 074	-11 786 218	-7 020 705	-19 369 425	-5 309 678	-26 214 472	-5 000 000
Durée de désendettement	10,56	8,82	7,64	6,53	5,81	5,18	3,93	8,79
Total de désendettement cumulé sur la mandature 2015/2021	-52 236	-4 806 310	-16 592 517	-23 613 222	-42 982 647	-48 292 325	-74 506 797	-79 506 797

Les soldes de gestion établis au BP 2022 sont en très forte baisse par rapport au CA 2021 (- 42 M€). En synthèse ils s'expliquent par une prévision de recettes inférieures de 18 M€ au CA 2021, et par une augmentation des dépenses de + 24 M€ dont 12 M€ visant la reconduction du BP 2021 à 253 M€ auxquels s'ajoutent 12 M€ de dépenses supplémentaires conformément au nouveau cadre légal, tel qu'explicité au chapitre II ci avant.

Il faut noter également que l'épargne brute apparaît réduite de moitié par rapport au CA, conduisant à une durée de désendettement qui double.



Pour conclure l'analyse des soldes de gestion, l'épargne nette met en exergue la perspective d'un retour de l'effet de ciseaux, soit une marge entre recettes et dépenses qui se rapproche du montant annuel du remboursement en capital de la dette. Ainsi, la performance des indicateurs que fera l'exécution budgétaire 2022 tient sans doute à des recettes espérées en hausse par rapport à nos prévisions, mais de façon certaine, aussi à la maîtrise de nos dépenses de fonctionnement.

CONCLUSION

Conformément au Débat d'Orientations Budgétaires du 18 février 2022, le budget primitif pour 2022 traduit l'engagement du Département en faveur des réussites citoyennes des solidarités humaines et territoriales.

Plus que jamais soucieux de pérenniser notre action, il s'agira bien cette année encore de poursuivre la maîtrise **de nos dépenses** de fonctionnement par le développement de la culture de l'efficacité afin d'optimiser les moyens consacrés à nos missions phare, et notamment :

- la prise en charge des besoins des publics fragiles, dans un souci d'organisation stratégique des moyens disponibles, et en particulier l'accompagnement au développement de vocations pour pallier les difficultés de recrutement dans ce secteur,
- développer l'attractivité du territoire via la modernisation des infrastructures routières, numériques, le développement de la transition écologique,
- l'investissement du Département dans les projets structurants ainsi qu'à travers les aides aux communes contribuent au développement économique de notre territoire,
- améliorer la qualité de vie des corréziens par la modernisation des collèges, le développement des centres de santé, le développement des actions sportives et culturelles.

Au-delà, dans un contexte de fortes contraintes réglementaires, d'augmentation du coût de l'énergie, d'une inflation à craindre, le Département fait le choix responsable de la prudence afin de pouvoir intervenir au plus près des corréziens pour faire face à l'imprévu dans un contexte inédit de crise sanitaire et de crise économique mondiale lié à la situation en Ukraine : **le département devant se tenir prêt à assurer des coûts de fonctionnement exceptionnels, à soutenir nos concitoyens corréziens face aux crises.**

Le budget 2022 du Département de la Corrèze est un budget dynamique et solidaire toujours maîtrisé permettant l'accompagnement du territoire.

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

BUDGET PRIMITIF DU DEPARTEMENT POUR 2022

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2022.04.08/104 en date du 8 avril 2022, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Monsieur Francis COMBY, Rapporteur,

DÉLIBÈRE

Article 1^{er} : Voté par chapitre, par section et globalement, le Budget Primitif du département pour 2022 est adopté, conformément au document joint.

Article 2 : Sont votées et/ou mises à jour les Autorisations de Programme et les Autorisations d'Engagement telles que figurant en annexe au Budget Départemental.

Article 3 : Est décidée une provision de 1 000 000 € au titre de l'exercice 2022, pour les risques et charges exceptionnelles.

Article 4 : Est décidée une provision sur le compte 6715 au titre des Droits de Mutations à Titre Onéreux (DMTO) de 25 000 000 € pour l'exercice 2022.

Article 5 : En application de l'article 107 de la loi NOTRe, figure en annexe 1, une présentation des principales données financières du Budget Primitif 2022.

Adopté, à main levée, à la majorité, par 28 voix pour, 10 contre.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 21 avril 2022

Accusé réception en Préfecture n°019-221927205-20220408-CD-2022-BP-DPT-DE

Affiché le : 21 avril 2022

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL



L'an deux mille vingt-deux et le huit avril, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :

Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Madame Valérie TAURISSON, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Madame Patricia BUISSON, Monsieur Franck PEYRET, Madame Agnès AUDEGUILL, Madame Audrey BARTOUT, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Jean-Jacques LAUGA, Monsieur Philippe LESCURE, Madame Marilou PADILLA-RATELADE, Madame Rosine ROBINET, Monsieur Gérard SOLER, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Julien BOUNIE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Madame Claude CHIRAC, Monsieur Bernard COMBES, Madame Jacqueline CORNELISSEN, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Monsieur Sébastien DUCHAMP, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Didier MARSALÉIX, Madame Frédérique MEUNIER, Madame Annick TAYSSE, Madame Sonia TROYA, Madame Stéphanie VALLÉE, Madame Marie-Laure VIDAL, Monsieur Eric ZIOLO

Pouvoir :

Monsieur Anthony MONTEIL à Madame Stéphanie VALLÉE

Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

PRESENTATION SYNTHETIQUE DES PRINCIPALES DONNEES FINANCIERES
DU BUDGET PRIMITIF 2022 en application de l'article 107 de la loi NOTRe

1- Le Budget Primitif 2022

		BP 2021 (en €)	BP 2022 (en €)	Evolution BP 2022/ BP 2021 (%)
Dépenses de fonctionnement	ordre	93 411 697	72 029 825	-11,61%
	réel	253 134 987	289 566 789	16,53%
S/Total D de F		346 546 684	361 596 614	9,58%
Dépenses d'investissement	ordre	11 939 178	6 329 953	-7,94%
	réel	127 963 283	135 505 768	0,24%
S/Total D d' I		139 902 462	141 835 722	-0,16%
TOTAL DEPENSES		486 449 146	503 432 336	6,65%
Recettes de fonctionnement	ordre	4 705 398	4 221 953	-20,37%
	réel	341 841 286	357 374 661	10,07%
S/Total R de F		346 546 684	361 596 614	9,58%
Recettes d'investissement	ordre	100 645 478	74 137 825	-10,75%
	réel	39 256 984	67 697 897	14,77%
S/Total R d' I		139 902 462	141 835 722	-0,16%
TOTAL RECETTES		486 449 146	503 432 336	6,65%
*Hors emprunt revolving en Dépenses Réelles d'Investissement et en Recettes Réelles d'Investissement compte 16449 (8,66 M€ en 2022 et 10,793 M€ en 2021) et hors refinancement de la dette compte 166 (15,0 M€ en 2022 et 25,425 M€ en 2021)				

2- Données chiffrées

- les soldes de gestion

	BP 2021	BP 2022
Recettes de fonctionnement (hors cessions)	292 510 993	295 531 258
Dépenses de fonctionnement (hors dette et hors provisions)	245 783 987	257 538 789
Epargne de gestion	46 727 006	37 992 469
Charges financières	6 801 000	6 028 000
Epargne brute	39 926 006	31 964 469
Amortissement de la dette (remboursement du capital)	29 715 000	29 964 000
Epargne nette	10 211 006	2 000 469

- les ratios

RATIOS LEGAUX ATR

	<i>Population légale INSEE</i>	
	248 339	247 841
DESIGNATION	BP 2021	BP 2022
COUT ET FINANCEMENT DU SERVICE RENDU		
Dépenses réelles de Fonctionnement / Population	1 019,31 €	1 168,36 €
Recettes réelles de Fonctionnement / Population	1 177,87 €	1 192,41 €
Dotation Globale de Fonctionnement / Population	218,91 €	216,66 €
Dépenses de Personnel / Dépenses réelles de Fonctionnement	24,59%	22,03%
EFFORT D'EQUIPEMENT ET SON FINANCEMENT		
Dépenses d'équipement brut (dont subventions d'équipement versées) / Population	295,11 €	294,31 €
Encours de la dette au 31/12 (BP) ou au 01/01 (CA) / Population	1 256,59 €	1 153,33 €
Taux d'équipement : Dépenses d'équipement brut (dont subventions d'équipement versées) / Recettes réelles de Fonctionnement	25,05%	24,68%
Encours de la dette 31/12 (BP) ou au 01/01 (CA) / Recettes réelles de Fonctionnement	106,68%	96,72%
FISCALITE ET CAPACITE D' EPARGNE		
Produit des impositions directes / Population	316,20 €	328,33 €
Dépenses réelles de Fonctionnement augmentées du remboursement annuel de la dette en capital / Recettes réelles de fonctionnement	96,70%	108,12%

Réunion du 8 avril 2022

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission des Finances, des Affaires Générales et de la Transition Ecologique

OBJET

CENTRE DÉPARTEMENTAL DE L'ENFANCE ET DE LA FAMILLE - COMPTE ADMINISTRATIF 2021

RAPPORT

Le présent rapport a pour objet de soumettre à votre approbation le projet de Compte Administratif du Centre Départemental de l'Enfance et de la Famille (CDEF) pour l'exercice 2021.

1 - ACTIVITE :

Sur l'année 2021, 132 personnes (dont 13 au titre des Appartements Relais Jeunes ou Familles –ARJF–) ont bénéficié d'un accompagnement par le Centre Départemental de l'Enfance et de la Famille, réparties entre les deux publics comme suit :

2021	Accueil mineurs	Accueil Familles	Total
Présents au 1 ^{er} janvier	11	8	19
Nombre d'entrées	51	49	100
Total de prises en charge	62	57	119
Nombre de sorties	55	38	93
Nombre de journées	4107	2820	6927
Suivi ARJF	8	5	13
Nombre de journées ARJF	787	1036	1823
Total activités	70	62	132
Total journées	4894	3856	8750

↓
dont 788 jours au titre des fugues

L'activité globale de l'établissement en 2021, 8 750 journées d'hébergement, est inférieure à l'activité prévisionnelle 9 980 journées d'hébergement (qui correspondait à la moyenne des 3 dernières années), soit 87% de l'activité prévisionnelle envisagée.

Ainsi au cours de l'année 2021 :

→ 70 jeunes ont été accompagnés au CDEF sur le "**pôle accueil mineurs**", 62 sur l'internat et 8 sur les appartements relais jeunes.

Le nombre de journées réalisées s'établit à 4 894 dont 787 au titre de l'hébergement diffus (ARJ). Ainsi l'activité sur l'internat "mineurs" a augmenté (+11%).

→ 18 familles ont été accompagnées au CDEF par le **pôle de l'accueil familial** dont 2 sur les appartements relais familles. Soit 62 personnes (adultes + enfants) accompagnées, ce qui représente 3 856 journées d'hébergement contre 4 018 journées en 2020.

En effet, le pôle accueil familial a connu une moindre activité cette année, 3 856 journées contre 4018 en 2020 (-5% en incluant l'activité des appartements relais familles) sans que l'on puisse en déterminer les raisons précisément.

Sur **l'année 2021**, le Centre Départemental de l'Enfance et de la Famille a donc accompagné **132 personnes et réalisé 8 750 journées d'hébergement**, réparties comme suit :

- 4 107 journées d'hébergement pour 62 mineurs
- 2 820 journées d'hébergement pour 38 personnes sur l'internat familles
- 787 journées pour 8 jeunes accueillis sur les Appartements Relais Jeunes (ARJ)
- 1 036 journées pour 5 personnes accueillies sur les Appartements Relais Familles (ARF)

L'accueil **de Mineurs Non Accompagnés (MNA)** s'effectue désormais très ponctuellement. Ainsi 5 jeunes ont été accueillis en 2021.

L'activité internat du pôle accueil familial a sensiblement diminué en 2021 (-30%). Dans ce cadre, il a été possible à l'équipe éducative de renforcer la prise en charge sur le pôle accueils mineurs quand les situations complexes, plus nombreuses, se sont traduits par une montée en charge des évènements indésirables.

Par ailleurs, cela a permis d'expérimenter l'accueil diffus dans un appartement relais et de mieux sécuriser la sortie de familles accueillies.

Enfin, il a fallu également faire face à un épisode de contamination à la COVID19 qui a nécessité d'isoler 3 jeunes positifs sur Bugeat. Cet épisode a nécessité de mobiliser les professionnels sur 2 sites, ce qui a pu être réalisé par redéploiement interne dans la mesure où sur cette période le pôle accueil familial sans accueil a été fermé.

A noter qu'en 2021, les séjours "courts" ont représenté 71% des prises en charge contre 75% en 2020. Pour les situations dites complexes le séjour dure en général au-delà du trimestre, 16 situations ont fait l'objet d'un séjour de plus de 6 mois dont 4 de plus d'un an. C'est dans ce cadre précisément que des réponses adaptées sont à rechercher au travers des actions mises en œuvre dans le cadre du prochain schéma de l'enfance.

2 - SECTION DE FONCTIONNEMENT :

Les charges de fonctionnement s'élèvent à 2 059 043,38 € contre 1 880 048,37 € en 2020.

Cette somme intègre le remboursement de l'avance de trésorerie consentie fin 2019 à hauteur de 111 377,24 €.

Ainsi les dépenses au titre de l'exercice 2021 s'élèvent en fait à 1 947 666,14 €, soit une augmentation effective des dépenses de fonctionnement de 3,6 %.

Le poste 64151 "personnels de remplacement" affiche 107 755,24 € de dépenses soit seulement 45% des dépenses de remplacement de 2020 qui s'établissaient à 240 659,52 €. En effet, deux agents en congés longue maladie sont partis en retraite ce qui a permis de basculer l'agent effectuant le remplacement sur le poste permanent.

Par ailleurs, par soucis de maîtriser ce poste de dépenses, les remplacements ont été opérés prioritairement en réorganisant les plannings à chaque fois que cela a été possible.

En tout état de cause, il a malgré tout été possible d'organiser la continuité de services sur un établissement qui fonctionne 7 jours sur 7 et 365 jours dans l'année.

SECTION DE FONCTIONNEMENT	Total voté 2021	CA 2021
Groupe 1 : Dépenses afférentes à l'exploitation courantes et aux services extérieurs	192 176,41 €	139 064,12 €
Groupe 2 : Dépenses afférentes au personnel	1 870 140,75 €	1 778 930,86 €
Groupe 3 : Dépenses afférentes à la structure	151 006,70 €	141 048,40 €
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	2 213 323,86 €	2 059 043,38 €
Groupe 1 : Dotation globale	1 945 000,00 €	1 945 000,00 €
Groupe 1 : Prix de journée autres établissements et ou départements	56 988,00 €	112 874,57 €
Groupe 2 : Produits d'exploitation	65 996,70 €	60 190,83 €
Groupe 3 : Produits financiers et non encaissables	53 515,82 €	59 978,24 €
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT (hors reprise de résultat)	2 121 500,52 €	2 178 043,64 €
Résultat de l'exercice		119 000,26 €
Reprise de résultat antérieur	91 823,34 €	91 823,34 €
SOLDE CUMULE		210 823,60 €

- A - Charges :

Le montant total des dépenses de l'exercice 2021 est arrêté à 2 059 043,38 €, soit 93 % de la prévision budgétaire.

Conformément aux dispositions de l'instruction comptable M22, les charges sont présentées et votées en trois groupes :

- Le **groupe 1** : correspond aux **dépenses d'exploitation courante et aux services extérieurs**. Ce groupe affiche 139 064,12 € de dépenses, ce qui représente 6,75% des charges de l'établissement contre 7,44 % en 2020 ;
- Le **groupe 2** correspondant aux **charges afférentes au personnel**, affiche 1 778 930,86 € de dépenses (1 667 553,62€ si l'on exclue le remboursement de l'avance de trésorerie). Il mobilise 86,39% du budget de la structure contre 86,30 % en 2020 ;
- Le **groupe 3** correspond aux **charges afférentes à la structure** (locations, maintenance, charges financières...) et avec 141 048,40 € de dépenses représente 6,85 % des dépenses de l'établissement.

- B - Recettes :

Les recettes de la section de fonctionnement sont assurées pour l'essentiel par la recette d'hébergement, versée sous forme de **dotation globale** provenant du budget principal du Département, à hauteur de **1 945 000,00 €**.

A noter, cette année 112 874,57 € de recettes correspondant à des titres émis pour facturer le prix de journée auprès d'autres départements. Pour l'essentiel de la somme il s'agit d'une recette exceptionnelle pour l'accueil d'une famille pendant plusieurs mois.

Les **produits d'exploitation**, 60 190,83 €, proviennent des remboursements des salaires du personnel en formation et des remboursements de cotisations d'un agent détaché.

Les **produits financiers** et non encaissables, 59 978,24 €, se composent de la reprise des subventions d'équipement, qui est une opération d'ordre permettant d'atténuer la charge nette de la dotation aux amortissements, liée à la réalisation des travaux de restructuration.

Le total des recettes de fonctionnement de l'exercice 2021 se monte à 2 178 043,64 € contre 1 968 112,25 € en 2020. Soit une augmentation de 10,66 % des recettes.

3 - SECTION D'INVESTISSEMENT :

SECTION D'INVESTISSEMENT	Total voté 2021	CA 2021
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT	290 060,36 €	125 136,43 €
TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT	97 595,82 €	98 805,33 €
Résultat de l'exercice		-26 331,10 €
Reprise de résultat antérieur	192 464,54 €	192 464,54 €
Solde cumulé		166 133,44 €

- A - Emplois (dépenses d'investissement) :

Le total des charges (réel + ordre) pour 2021 se monte à 125 136,43 € contre 104 197,61 € en 2020, soit une augmentation de 22,61 % par rapport à l'exercice précédent. Ces dépenses correspondent notamment à :

- La mise en œuvre de la feuille de route informatique au CDEF pour 39 500 € (Baies informatique, câblage, WIFI, renouvellement du parc informatique et téléphonique et acquisition d'un outil de gestion du dossier de l'utilisateur) ;
- Des aménagements d'espaces et du renouvellement de matériel à hauteur de 34 400 € (bureau des éducateurs, ouverture d'un studio sur l'accueil familial, matériels de cuisine et remplacement d'électroménagers) ;
- Des dépenses relatives à des travaux de remise en état suite à dégradations volontaires plus nombreuses au cours de cet exercice.

- B - Ressources (recettes d'investissement) :

Sur l'exercice 2021, les ressources se composent principalement des amortissements pour 89 173,91 € auxquels s'ajoute le Fonds de Compensation pour la TVA (FCTVA) pour 8 313,84 €.

Le total des recettes de la section d'investissement pour l'année 2021 se monte ainsi à 98 805,33 €.

L'exercice affiche donc un résultat déficitaire de 26 331,10 €.

Compte tenu du solde antérieur positif de la section d'investissement, il ressort à la clôture 2021 un solde cumulé d'investissement de + 166 133,44 €.

- EN RESUME :

Le Compte Administratif 2021 du Centre Départemental de l'Enfance et de la Famille se décompose en deux sections de la façon suivante :

	DEPENSES	RECETTES	RESULTAT BRUT
FONCTIONNEMENT	2 059 043,38 €	2 178 043,64 €	De l'exercice : + 119 000,26 € Antérieur : + 91 823,34 € Cumulé : + 210 823,60 €
INVESTISSEMENT	125 136,43 €	98 805,33 €	De l'exercice : - 26 331,10 € Antérieur : 192 464,54 € Cumulé : + 166 133,44 €

Ainsi, le **résultat comptable** de la section de fonctionnement de l'exercice 2021 est de **119 000,26 €**.

Compte tenu du solde antérieur positif de la section de fonctionnement (+ 91 823,34 €), il ressort à la clôture 2021 un **résultat à affecter de + 210 823,60 €**.

Le Compte Administratif 2021 qui vous est soumis a été présenté, pour avis, au Comité Technique d'Établissement ainsi qu'à la Commission de Surveillance de l'établissement.

Le résultat fera l'objet d'une reprise au budget primitif 2021 proposé comme suit :

- 210 823,60 € au bénéfice de la section d'exploitation
- 166 133,44 € au bénéfice de la section d'investissement.

Pour mémoire, au titre de 2021, les engagements au titre de la politique qui vient de vous être exposée dans le présent rapport ont été effectués sur le programme 1998P148 : "Moyens généraux et financiers du CDE" qui correspond au Budget Annexe de l'établissement.

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

CENTRE DEPARTEMENTAL DE L'ENFANCE ET DE LA FAMILLE - COMPTE ADMINISTRATIF 2021

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2022.04.08/105 en date du 8 avril 2022, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Madame Sandrine MAURIN, Rapporteur,

DÉLIBÈRE

Article unique : le compte administratif du Centre Départemental de l'Enfance et de la Famille est adopté tel qu'il figure en annexe de la présente délibération.

	DEPENSES	RECETTES	RESULTAT BRUT
FONCTIONNEMENT	2 059 043,38 €	2 178 043,64 €	De l'exercice : + 119 000,26 € Antérieur : + 91 823,34 € Cumulé : + 210 823,57 €
INVESTISSEMENT	127 758,19 €	97 487,75 €	De l'exercice : - 30 270,44 € Antérieur : 192 464,54 € Cumulé : 162 194,10 €

Adopté, à main levée, à la majorité, par 37 voix pour, 1 ne prend pas part au vote (Monsieur Pascal COSTE).

Certifié conforme
Christophe ARFEUILLERE
Vice-Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 12 avril 2022

Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20220408-4678-DE-1-1

Affiché le : 12 avril 2022

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL



L'an deux mille vingt-deux et le huit avril, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :

Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Madame Valérie TAURISSON, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Madame Patricia BUISSON, Monsieur Franck PEYRET, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Audrey BARTOUT, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Jean-Jacques LAUGA, Monsieur Philippe LESCURE, Madame Marilou PADILLA-RATELADE, Madame Rosine ROBINET, Monsieur Gérard SOLER, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Julien BOUNIE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Madame Claude CHIRAC, Monsieur Bernard COMBES, Madame Jacqueline CORNELISSEN, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Monsieur Sébastien DUCHAMP, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Didier MARSALÉIX, Madame Frédérique MEUNIER, Madame Annick TAYSSE, Madame Sonia TROYA, Madame Stéphanie VALLÉE, Madame Marie-Laure VIDAL, Monsieur Eric ZIOLO

Pouvoir :

Monsieur Anthony MONTEIL à Madame Stéphanie VALLÉE

Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - CENTRE DPT ENFANCE ET FAMILLE

M22

COMPTE ADMINISTRATIF

2021

3. Tableau récapitulatif de l'exécution budgétaire

Totaux	Dépenses - Charges		Recettes - Produits	
	Budget exécutoire N	Réel N	Budget exécutoire N	Réel N
Ecart				
SECTION D'INVESTISSEMENT POUR L'ETABLISSEMENT				
Total		125 136,43		98 805,33
SECTION D'EXPLOITATION - BUDGET PRINCIPAL				
Total	2 213 323,86	2 059 043,38	2 121 500,52	2 178 043,64
BUDGETS ANNEXES				
Total				
Reprise de résultat	0,00	0,00	91 823,34	0,00
Total Général	2 213 323,86	2 184 179,81	2 213 323,86	2 276 848,97
		154 280,48		35 280,22
				-56 543,12

4.2.1 Section d'investissement : tableau des emplois

	Budget initial	DM ou virement de crédits	Total	Etablissements publics		Net (public)	Ecart	
				Mandats émis	Mandats en annulation		Montant	En %
(1)	(2)	(3)=(1)+(2)	(4)	(5)	(6)=(4)-(5)	(7)=(6)-(3)	(8)=(7)/(3)	

SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT (Dépenses)

1392	53 515,82	0,00	53 515,82	53 515,82	0,00	53 515,82	0,00	0,00
TOTAL	53 515,82	0,00	53 515,82	53 515,82	0,00	53 515,82	0,00	0,00

IMMOBILISATIONS CORPORELLES (Dépenses)

2131	110 080,50	-14 000,00	96 080,50	0,00	0,00	0,00	-96 080,50	-100,00
2181	50 000,00	-29 000,00	21 000,00	10 248,71	0,00	10 248,71	-10 751,29	-51,20
2182	0,00	14 000,00	14 000,00	13 968,43	0,00	13 968,43	-31,57	-0,23
2183	30 000,00	-7 000,00	23 000,00	5 332,80	0,00	5 332,80	-17 667,20	-76,81
2184	2 000,00	4 000,00	6 000,00	2 028,02	0,00	2 028,02	-3 971,98	-66,20
2188	30 000,00	32 000,00	62 000,00	42 664,41	2 621,76	40 042,65	-21 957,35	-35,42
TOTAL	222 080,50	0,00	222 080,50	74 242,37	2 621,76	71 620,61	-150 459,89	-67,75

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (Dépenses)

205	14 464,04	0,00	14 464,04	0,00	0,00	0,00	-14 464,04	-100,00
TOTAL	14 464,04	0,00	14 464,04	0,00	0,00	0,00	-14 464,04	-100,00

Résultats d'investissement reporté (déficit)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL	290 060,36	0,00	290 060,36	127 758,19	2 621,76	125 136,43	-164 923,93	-56,86

4.2.2 Section d'investissement : tableau des ressources

	(1) Budget initial	(2) DM ou virement de crédits	Total (3)=(1)+(2)	Etablissements publics		Net (public) (6)=(4)-(5)	Ecart	
				Titres émis (4)	Titres en réduction (5)		Montant (7)=(6)-(3)	En % (8)=(7)/(3)
AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS DOTATION (Recettes)								
28131	63 793,01	-421,18	63 371,83	63 371,83	0,00	63 371,83	0,00	0,00
28135	1 056,44	217,77	1 274,21	1 274,20	0,00	1 274,20	-0,01	-0,00
28153	1 505,68	-228,14	1 277,54	1 277,54	0,00	1 277,54	0,00	0,00
28181	2 508,36	-131,75	2 376,61	2 376,61	0,00	2 376,61	0,00	0,00
28183	2 295,72	-1 133,40	1 162,32	1 162,32	0,00	1 162,32	0,00	0,00
28184	8 922,64	919,93	9 842,57	9 842,57	0,00	9 842,57	0,00	0,00
28188	10 013,97	776,77	10 790,74	9 868,84	0,00	9 868,84	-921,90	-8,54
28	90 095,82	0,00	90 095,82	89 173,91	0,00	89 173,91	-921,91	-1,02

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (Recettes)

20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
TOTAL								

DOTATIONS ET RESERVES (Recettes)

10222	7 500,00	0,00	7 500,00	8 313,84	0,00	8 313,84	813,84	10,85
10	7 500,00	0,00	7 500,00	8 313,84	0,00	8 313,84	813,84	10,85
TOTAL								

Résultats d'investissement reporté (excédent)

	192 464,54	0,00	192 464,54	192 464,54	0,00	192 464,54	0,00	0,00
TOTAL GENERAL	290 060,36	0,00	290 060,36	289 952,29	0,00	289 952,29	-108,07	-0,04

5.1.1 Charges de la section d'exploitation

	Réel accepté n-1	Budget exécutoire n	Virement de crédits et DM	Total	Dépenses réalisés n	Ecart		Retenu par l'autorité de tarification
						Montant	En %	

(1) (2) (3) (4)=(2)+(3) (5) (6)=(5)-(4) (7)=(5)/(2)

GRUPE I DEPENSES - Dépenses afférentes à l'exploitation

G1-DEPENSES AFFERENTES A L'EXPLOITATION
COURANTE

60611	Eau et Assainissement	6 149,03	6 000,00	0,00	6 000,00	3 391,72	-2 608,28	56,53
60612	Energie, Electricité	13 591,70	16 000,00	2 000,00	18 000,00	15 265,84	-2 734,16	95,41
60621	Combustibles et carburants	31 755,80	32 000,00	5 000,00	37 000,00	34 578,73	-2 421,27	108,06
60622	Produits d'entretien	146,79	6 000,00	0,00	6 000,00	4 077,03	-1 922,97	67,95
60623	Fournitures d'atelier	1 265,10	2 000,00	0,00	2 000,00	1 387,87	-612,13	69,39
60624	Fournitures administratives	475,62	1 500,00	0,00	1 500,00	356,34	-1 143,66	23,76
60625	Fournitures scolaires, éducatives et de loisirs	2 161,25	2 500,00	0,00	2 500,00	1 221,92	-1 278,08	48,88
606268	Autres fournitures hôtelières	8 609,75	7 000,00	-1 000,00	6 000,00	2 009,68	-3 990,32	28,71
6063	Alimentation	55 945,82	70 676,41	3 000,00	73 676,41	59 316,59	-14 359,82	83,93
6066	Fournitures médicales	469,67	1 500,00	0,00	1 500,00	843,81	-656,19	56,25
6068	Autres achats non stockés de matières et fournitures	6 001,93	12 000,00	0,00	12 000,00	6 516,88	-5 483,12	54,31
62428	Autres transports d'usagers	395,22	4 000,00	0,00	4 000,00	694,10	-3 305,90	17,35
6251	Voyages et déplacements	0,00	2 500,00	-1 000,00	1 500,00	0,00	-1 500,00	0,00
6257	Réceptions	0,00	500,00	0,00	500,00	0,00	-500,00	0,00
6261	Frais d'affranchissements	1 520,75	2 000,00	0,00	2 000,00	0,00	-2 000,00	0,00
6262	Frais de télécommunication	7 705,31	9 000,00	0,00	9 000,00	4 824,96	-4 175,04	53,61
6282	Prestations d'alimentation à l'extérieur	855,22	2 000,00	-1 000,00	1 000,00	813,09	-186,91	40,65
6288	Autres services extérieurs divers	2 807,79	15 000,00	-7 000,00	8 000,00	3 765,56	-4 234,44	25,10

TOTAL GROUPE I DEPENSES - Dépenses afférentes à l'exploitation					139 856,75	192 176,41	0,00	192 176,41	139 064,12	-53 112,29	72,36
---	--	--	--	--	------------	------------	------	------------	------------	------------	-------

5.1.1 Charges de la section d'exploitation

	(1) Réel accepté n-1	(2) Budget exécutoire n	(3) Virement de crédits et DM	(4)=(2)+(3) Total	(5) Dépenses réalisés n	Ecart		Retenu par l'autorité de tarification
						(6)=(5)-(4) Montant	(7)=(5)/(2) En %	
GROUPE II DEPENSES - Dépenses afférentes au personnel								
G2-DEPENSES AFFERENTES AU PERSONNEL								
6228	509,04	112 277,24	-500,00	111 777,24	111 497,24	-280,00	99,31	
6333	41 339,29	41 000,00	3 950,01	44 950,01	43 374,95	-1 575,06	105,79	
6336	5 494,00	5 600,00	0,00	5 600,00	5 112,00	-488,00	91,29	
64111	790 644,14	860 000,00	-111 150,01	848 849,99	822 290,08	-26 559,91	95,62	
641181	1 638,00	4 000,00	-1 000,00	3 000,00	2 948,40	-51,60	73,71	
64131	65 194,52	116 763,51	135 300,00	252 063,51	241 590,47	-10 473,04	206,91	
64151	240 659,05	244 400,00	-99 000,00	145 400,00	107 755,24	-37 644,76	44,09	
64511	215 095,00	197 386,05	0,00	197 386,05	191 634,00	-5 752,05	97,09	
64513	11 024,00	11 000,00	3 000,00	14 000,00	12 567,00	-1 433,00	114,25	
64515	220 163,01	215 000,00	-15 000,00	200 000,00	198 599,00	-1 401,00	92,37	
64518	5 837,34	6 000,00	0,00	6 000,00	5 667,20	-332,80	94,45	
6475	68,76	500,00	1 700,00	2 200,00	1 856,52	-343,48	371,30	
64784	24 362,02	24 000,00	700,00	24 700,00	24 522,87	-177,13	102,18	
64788	0,00	800,00	0,00	800,00	160,00	-640,00	20,00	
6488	390,25	34 413,95	-21 000,00	13 413,95	9 355,89	-4 058,06	27,19	
TOTAL GROUPE II DEPENSES - Dépenses afférentes au personnel				1 873 140,75	1 778 930,86	-91 209,89	94,97	

5.1.1 Charges de la section d'exploitation

Réel accepté n-1	Budget exécutoire n	Virement de crédits et DM	Total	Dépenses réalisés n	Ecart		Retenu par l'autorité de tarification
					Montant	En %	
(1)	(2)	(3)	(4)=(2)+(3)	(5)	(6)=(5)-(4)	(7)=(5)/(2)	

GRUPE III DEPENSES - Dépenses afférentes à la structure

G3-DEPENSES AFFERENTES A LA STRUCTURE

6132	0,00	18 000,00	0,00	18 000,00	16 193,98	-1 806,02	89,97
61353	5 711,64	6 709,64	0,00	6 709,64	6 482,92	-226,72	96,62
61528	1 101,60	1 000,00	141,00	1 141,00	1 123,20	-17,80	112,32
61558	1 495,96	3 491,24	3 280,92	6 772,16	4 950,30	-1 821,86	141,79
61561	50,55	1 000,00	2 400,00	3 400,00	84,38	-3 315,62	8,44
61568	13 463,96	14 000,00	137,00	14 137,00	13 091,44	-1 045,56	93,51
61688	2 367,39	2 000,00	-576,84	1 423,16	1 423,16	0,00	71,16
6182	635,00	1 000,00	48,10	1 048,10	1 048,10	0,00	104,81
637	0,00	1 700,00	-251,18	1 448,82	1 349,92	-98,90	79,41
6582	3 583,00	5 000,00	0,00	5 000,00	4 399,40	-600,60	87,99
6588	1 668,64	4 010,00	-2 884,00	1 126,00	1 023,69	-102,31	25,53
6718	0,00	0,00	705,00	705,00	704,00	-1,00	
673	1 349,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
68112	86 345,54	90 095,82	0,00	90 095,82	89 173,91	-921,91	98,98
TOTAL GROUPE III DEPENSES - Dépenses afférentes à la structure	117 773,20	148 006,70	3 000,00	151 006,70	141 048,40	-9 958,30	95,30
TOTAL GENERAL	1 880 048,37	2 213 323,86	0,00	2 213 323,86	2 059 043,38	-154 280,48	93,03

5.1.2 Produits de la section d'exploitation

	Réal accepté n-1	Budget exécutoire n	Virement de crédits et DM	Total (2)+(3)	Recettesréali- sées	Ecart		Retenu par l'autorité de tarification
						Montant	En %	

(1) (2) (3) (4)=(2)+(3) (5) (6)=(5)-(4) (7)=(5)/(2)

GROUPE I RECETTES - Produits de la tarification

PRODUITS DE LA TARIFICATION

73331	Secteur protection de l'Enfance-Dotation Globale (y compris quote-part de dotation globalisée commune)	1 731 000,00	1 945 000,00	0,00	1 945 000,00	1 945 000,00	0,00	100,00
73332	Secteur protection de l'Enfance-Prix de journée	36 000,00	56 988,00	0,00	56 988,00	112 874,57	55 886,57	198,07
TOTAL GROUPE I RECETTES - Produits de la tarification		1 767 000,00	2 001 988,00	0,00	2 001 988,00	2 057 874,57	55 886,57	102,79

5.1.2 Produits de la section d'exploitation

	Réal accepté n-1	Budget exécutoire n	Virement de crédits et DM	Total (2)+(3)	Recettesréali- sées	Ecart		Retenu par l'autorité de tarification
						Montant	En %	
	(1)	(2)	(3)	(4)=(2)+(3)	(5)	(6)=(5)-(4)	(7)=(5)/(2)	
GROUPE II RECETTES - Autres produits relatifs à l'exploitation								
AUTRES PRODUITS RELATIFS A L'EXPLOITATION								
6419	40 747,15	29 500,00	0,00	29 500,00	0,00	-29 500,00	0,00	
6459	16 851,88	6 000,00	0,00	6 000,00	13 263,48	7 263,48	221,06	
7541	18 459,98	10 000,00	0,00	10 000,00	21 617,53	11 617,53	216,18	
7548	2 546,47	3 000,00	0,00	3 000,00	5 947,84	2 947,84	198,26	
7588	67 820,17	17 496,70	0,00	17 496,70	19 361,98	1 865,28	110,66	
TOTAL GROUPE II RECETTES - Autres produits relatifs à l'exploitation								
	146 425,65	65 996,70	0,00	65 996,70	60 190,83	-5 805,87	91,20	

5.1.2 Produits de la section d'exploitation

	Réal accepté n-1	Budget exécutoire n	Virement de crédits et DM	Total (2)+(3)	Recettesréalis n	Ecart		Retenu par l'autorité de tarification
						Montant	En %	

(1) (2) (3) (4)=(2)+(3) (5) (6)=(5)-(4) (7)=(5)/(2)

777 GROUPE III RECETTES - Produits financiers et produits non encaissables

778 PRODUITS FINANCIERS ET PRODUITS NON ENCAISSABLES

777	53 515,82	53 515,82	0,00	53 515,82	53 515,82	0,00	100,00	
	1 170,78	0,00	0,00	0,00	6 462,42	6 462,42		
	54 686,60	53 515,82	0,00	53 515,82	59 978,24	6 462,42	112,08	
	1 968 112,25	2 121 500,52	0,00	2 121 500,52	2 178 043,64	56 543,12	102,67	

TOTAL GROUPE III RECETTES - Produits financiers et produits non encaissables

TOTAL GENERAL

Réunion du 8 avril 2022

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission des Finances, des Affaires Générales et de la Transition Ecologique

OBJET

CENTRE DÉPARTEMENTAL DE L'ENFANCE ET DE LA FAMILLE - BUDGET PRIMITIF 2022

RAPPORT

Le présent rapport a pour objet de soumettre à votre approbation le projet de budget primitif du Centre Départemental de l'Enfance et de la Famille (CDEF) pour l'exercice 2022.

En cohérence avec notre politique départementale de protection de l'enfance et les orientations du nouveau Schéma de l'Enfance, le CDEF met en œuvre un plan d'actions qualitatif au service des enfants, des jeunes et des familles accueillis, par :

→ La finalisation de la **sécurisation de l'établissement** :

- Installation d'un portail piétons / véhicules pour un meilleur contrôle des accès ;
- Installation de panneaux de clôture le long du muret d'entrée pour limiter les risques d'intrusion.

→ Le **redéploiement de 6 des 9 places des Appartements Relais Jeunes (ARJ)** afin de proposer une organisation sur 3 unités de vie. Cette réflexion ressort d'une étude mettant en évidence les difficultés induites par l'accueil sur un même site de jeunes dits préadolescents de moins de 14 ans et d'adolescents souvent déscolarisés :

- Une unité de vie famille qui resterait implantée sur le site actuel ;
- Une unité de vie préadolescents sur le bâtiment actuel du pôle accueil mineurs, qui serait également ouverte à l'accueil relais de jeunes en famille d'accueil notamment ;
- Une unité de vie adolescents qui pourrait être délocalisée.

Ce projet permettrait de sécuriser l'accueil des enfants et des jeunes accueillis, de les accompagner en tenant compte de leur projet personnalisé, de favoriser le partenariat de proximité adapté (soins, éducatif, activités sportives et culturelles) et de promouvoir la responsabilisation des jeunes.

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, je vous propose 2 556 221,47 € de crédits de paiements au budget annexe du CDEF :

- dont 2 278 339,42 € au titre du fonctionnement
- et 277 882,05 € au titre de l'investissement.

Le projet de budget 2022 qui vous est présenté est équilibré en dépenses et recettes et s'établit entre sections ainsi que ci-dessous (reprise de résultat des années antérieures inclus) :

	Crédits de paiements DEPENSES	Crédits de paiements RECETTES
FONCTIONNEMENT	2 278 339,42 €	2 278 339,42 €
INVESTISSEMENT	277 882,05 €	277 882,05 €
TOTAL	2 556 221,47 €	2 556 221,47 €

1- SECTION DE FONCTIONNEMENT :

Le montant total des crédits de paiements autorisés est arrêté à 2 278 339,42 €.

L'équilibre de la section de fonctionnement est assuré essentiellement par la recette d'hébergement, versée sous forme de dotation globale provenant du budget principal du Département.

Le rapport qui vous est soumis intègre une dotation globale à hauteur de 1 945 000,00 €.

Le budget 2022 tient compte principalement :

- d'une augmentation des charges de personnel liée essentiellement à la mise en œuvre du Ségur dans les établissements médico-sociaux ;
- d'une augmentation des charges d'énergie et de carburant pour tenir compte de l'inflation des prix à hauteur de 4% sur ces lignes de dépenses.

L'établissement prévoit par ailleurs, une recette prévisionnelle de 28 000,00 € au titre de la facturation du prix de journée dans le cadre d'accueil de personnes relevant d'une prise en charge par un autre département. Ce montant correspond à 138 journées facturées à d'autres départements.

1.1 Les dépenses de fonctionnement

Le prévisionnel des dépenses du groupe 1 : dépenses afférentes à l'exploitation courante, s'établit à 218 001,77 €.

En effet, les dépenses de ce groupe sont directement impactées par l'augmentation significative des prix en matière d'énergie et de carburant.

Les dépenses prévisionnelles du groupe 2 consacrées aux dépenses de personnel s'élèvent à 1 894 227,65 €.

- Ce prévisionnel inclus également une mesure nouvelle, à savoir le recrutement de 2 agents sur le dernier semestre dans le cadre de la mise en œuvre de l'externalisation de l'unité de vie adolescents évoquée supra, à hauteur de 35 000,00 € ;
- L'effet de Noria (mobilités et départs en retraite constatés au cours de l'exercice 2021) devait permettre de dégager une économie de plus de 60 000 €. Néanmoins, la mise en œuvre du Ségur en 2022 et son coût prévisionnel de 85 000 € (pour 9 mois) vient annuler cet effet ;
- De même, les dépenses de personnel augmentent mécaniquement avec l'évolution de carrière des agents (G.V.T.) au regard de l'évolution indiciaire statutaire et de l'impact des avancements d'échelon et de grades, près de 12 000 €.

Quant aux dépenses prévisionnelles du groupe 3 "dépenses afférentes à la structure", elles s'élèvent à 116 110,00 €. Les dépenses de ce groupe sont impactées par :

- Le coût de nouveaux contrats de maintenance informatique ;
- Le coût désormais de 2 contrats d'entretien pour des véhicules acquis au terme de contrats de location.

1.2 Les recettes de fonctionnement

Les recettes sont constituées pour l'essentiel du montant de la **dotations globale** en reconduction pour 2022, soit 1 945 000,00 €.

Un « prix de journée autres établissements et/ou autres départements » est prévu, il s'agit du tarif journalier qui sera facturé aux autres établissements et/ou autres départements pour l'accueil de résidents non domiciliés en Corrèze.

Une recette prévisionnelle est inscrite à ce titre à hauteur de 28 000,00 €.

Je vous propose de projeter une occupation 2022 basée sur l'occupation moyenne des trois dernières années.

Soit un **prévisionnel de 9 710 journées** correspondant à un taux d'occupation de 68,21%.

Ce qui permet de fixer le **prix de journée** applicable aux prises en charge des publics des autres Départements à **203,19 €** (contre 200,60 € en 2021).

Des produits d'exploitation sont inscrits au budget à hauteur de 41 000,00 €, ils proviennent des remboursements des salaires du personnel en formation, des remboursements des cotisations des agents en détachement.

Des produits financiers et non encaissables sont également prévus au budget à hauteur de 53 516,00 €. Ils se composent de la reprise des subventions d'équipement, qui est une opération d'ordre budgétaire permettant d'atténuer la charge nette de la dotation aux amortissements liée à la réalisation des travaux de restructuration.

2- SECTION D'INVESTISSEMENT :

Les crédits de paiements du budget d'investissement sont proposés à hauteur de 277 882,05 €, et tiennent compte de la réintégration de l'excédent des années précédentes à savoir 166 133,44 €.

Il est prévu de poursuivre en 2022 les **travaux et aménagements** nécessaires à la finalisation de l'adaptation complète des locaux du CDEF aux spécificités du public accueilli, avec notamment :

- la sécurisation des accès pour 65 500,00 € :
 - Installation d'un portail piétons / véhicules et contrôle des accès ;
 - Installation de panneaux de clôture le long du muret d'entrée pour limiter les risques d'intrusion ;
- La mise en conformité de la cage d'escalier du bâtiment 1 après passage de la commission de sécurité (à chiffrer) ;
- L'aménagement d'une aire de jeux pour 55 000,00 €.

Enfin, l'acquisition d'1 véhicule Kangoo au terme du contrat de location pour 20 000,00 €.

Je vous propose d'affecter les crédits de paiements selon les tableaux ci-dessous :

SECTION DE FONCTIONNEMENT	BP + DM 2021	CA 2021	BP 2022
Groupe 1 : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	192 176,41 €	139 064,12 €	218 001,77 €
Groupe 2 : Dépenses afférentes au personnel	1 870 140,75 €	1 778 930,86 €	1 894 227,65 €
Groupe 3 : Dépenses afférentes à la structure	151 006,70 €	141 048,40 €	166 110,00 €
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	2 213 323,86 €	2 059 043,38 €	2 278 339,42 €
Groupe 1 : Dotation Globale	1 945 000,00 €	1 945 000,00 €	1 945 000,00 €
Groupe 1 : Prix de journée autres établissements et/ou départements	56 988,00 €	112 874,57 €	28 000,00 €
Groupe 2 : Produits d'exploitation	65 996,70 €	60 190,83 €	40 999,82 €
Groupe 3 : Produits financiers et non encaissables	53 515,82 €	59 978,24 €	53 516,00 €

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (hors reprise de résultat)	2 121 500,52 €	2 178 043,64 €	2 067 515,82 €
Résultat comptable		121 999,86 €	
Reprise de résultat antérieur	+ 91 823,34 €	+ 91 823,34 €	+ 210 823,60 €
Résultat à affecter		+ 210 823,60 €	
TOTAL RECETTES	2 213 323,86 €	2 388 867,24 €	2 278 339,42 €

Le projet de budget 2022 a été présenté au Comité Technique d'Établissement et à la Commission de Surveillance.

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, je vous propose d'affecter 2 556 221,47 € de crédits de paiements au budget annexe du Centre Départemental de l'Enfance et de la Famille, dont 277 882,05 € au titre de l'investissement et 2 278 339,42 € au titre du fonctionnement.

SECTION D'INVESTISSEMENT	BP + DM 2021	CA 2021	BP 2022
Total DEPENSES D'INVESTISSEMENT	290 060,36 €	125 136,43 €	277 882,05 €
Total RECETTES D'INVESTISSEMENT	97 595,82 €	98 805,33 €	111 748,61 €
Résultat de l'exercice		- 26 331,10 €	
Reprise de résultat antérieur	192 464,54 €	192 464,54 €	166 133,44 €
Solde cumulé		166 133,44 €	
TOTAL RECETTES	290 060,36 €	264 938,77 €	277 882,05 €

En résumé :

	Crédits de paiements 2022 DEPENSES	Crédits de paiements 2022 RECETTES
FONCTIONNEMENT	2 278 339,42 €	2 278 339,42 €
INVESTISSEMENT	277 882,05 €	277 882,05 €
TOTAL	2 556 221,47 €	2 556 221,47 €

Pour mémoire au titre de 2022, les engagements au titre de la politique qui vient de vous être exposée dans le présent rapport seront effectués sur le programme : "Moyens généraux et financiers du CDEF" qui correspond au Budget Annexe de la structure.

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

CENTRE DÉPARTEMENTAL DE L'ENFANCE ET DE LA FAMILLE - BUDGET PRIMITIF 2022

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2022.04.08/106 en date du 8 avril 2022, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Madame Sandrine MAURIN, Rapporteur,

DÉLIBÈRE

Article 1^{er} : voté par groupes fonctionnels, le Budget Prévisionnel 2022 du Centre Départemental de l'Enfance et de la Famille est adopté tel qu'il figure en annexe de la présente délibération.

Article 2 : est autorisé le versement de la recette d'hébergement sous forme de dotation globale du Département. Le paiement s'effectuera par douzième de janvier à décembre de l'année considérée.

Adopté, à main levée, à l'unanimité.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant

de L'État le : 12 avril 2022

Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20220408-4719-DE-1-1

Affiché le : 12 avril 2022

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL



L'an deux mille vingt-deux et le huit avril, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :

Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Madame Valérie TAURISSON, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Madame Patricia BUISSON, Monsieur Franck PEYRET, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Audrey BARTOUT, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Jean-Jacques LAUGA, Monsieur Philippe LESCURE, Madame Marilou PADILLA-RATELADE, Madame Rosine ROBINET, Monsieur Gérard SOLER, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Julien BOUNIE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Madame Claude CHIRAC, Monsieur Bernard COMBES, Madame Jacqueline CORNELISSEN, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Monsieur Sébastien DUCHAMP, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Didier MARSALÉIX, Madame Frédérique MEUNIER, Madame Annick TAYSSE, Madame Sonia TROYA, Madame Stéphanie VALLÉE, Madame Marie-Laure VIDAL , Monsieur Eric ZIOLO

Pouvoir :

Monsieur Anthony MONTEIL

à

Madame Stéphanie VALLÉE

Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.



Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.



REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - CENTRE DPT ENFANCE ET FAMILLE

M22

BUDGET PRIMITIF

ANNEE 2022

GROUPE 1 : DEPENSES AFFERENTES A L'EXPLOITATION COURANTE

		Réel n-2	Budget exécutoire n-1	Budget prévisionnel proposé			Dépenses autorisées	Budget exécutoire
				Reconductions	Mesures nouvelles	Total		
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) + (4)	(6)	(7)
ACHATS								
60611	Achats non stockés de matières et fournitures - Eau et assainissement	0,00	6 000,00	0,00	6 000,00	6 000,00		6 000,00
60612	Achats non stockés de matières et fournitures - Énergie, électricité	0,00	18 000,00	0,00	25 000,00	25 000,00		25 000,00
60621	Achats non stockés de matières et fournitures - Combustibles et carburants	0,00	37 000,00	0,00	52 000,00	52 000,00		52 000,00
60622	Achats non stockés de matières et fournitures - Produits d'entretien	0,00	6 000,00	0,00	6 000,00	6 000,00		6 000,00
60623	Achats non stockés de matières et fournitures - Fournitures d'atelier	0,00	2 000,00	0,00	3 000,00	3 000,00		3 000,00
60624	Achats non stockés de matières et fournitures - Fournitures administratives	0,00	1 500,00	0,00	1 000,00	1 000,00		1 000,00
60625	Achats non stockés de matières et fournitures - Fournitures scolaires,	0,00	2 500,00	0,00	2 500,00	2 500,00		2 500,00
606268	Achats non stockés de matières et fournitures - Autres fournitures hôtelières	0,00	7 000,00	0,00	7 000,00	7 000,00		7 000,00
6063	Achats non stockés de matières et fournitures - Alimentation	0,00	72 676,41	0,00	75 000,00	75 000,00		75 000,00
6066	Achats non stockés de matières et fournitures - Fournitures médicales	0,00	1 500,00	0,00	1 500,00	1 500,00		1 500,00
6068	Achats non stockés de matières et fournitures - Autres achats non stockés de	0,00	12 000,00	0,00	11 001,77	11 001,77		11 001,77

		(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) + (4)	(6)	(7)
AUTRES SERVICES EXTERIEURS								
62428	Transports de biens, d'usagers et transports collectifs du personnel -	0,00	4 000,00	0,00	2 000,00	2 000,00		2 000,00
6251	Déplacements, missions et réceptions - Voyages et déplacements	0,00	1 500,00	0,00	1 500,00	1 500,00		1 500,00
6257	Déplacements, missions et réceptions - Réceptions	0,00	500,00	0,00	500,00	500,00		500,00
6261	Frais postaux et frais de télécommunications - Frais d'affranchissements	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00	2 000,00		2 000,00
6262	Frais postaux et frais de télécommunications - Frais de télécommunication	0,00	9 000,00	0,00	6 000,00	6 000,00		6 000,00
6282	Divers - Prestations d'alimentation à l'extérieur	0,00	1 000,00	0,00	3 000,00	3 000,00		3 000,00
6288	Divers - Autres	0,00	8 000,00	0,00	13 000,00	13 000,00		13 000,00

TOTAL GROUPE 1	0,00	192 176,41	0,00	218 001,77	218 001,77	218 001,77	218 001,77
-----------------------	------	------------	------	------------	------------	------------	------------

GROUPE 2 : DEPENSES AFFERENTES AU PERSONNEL

		Réel n-2	Budget exécutoire n-1	Budget prévisionnel proposé			Dépenses autorisées	Budget exécutoire
				Reconductions	Mesures nouvelles	Total		
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) + (4)	(6)	(7)
Dépenses afférentes au personnel								
6228	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires - Divers	0,00	111 777,24	0,00	1 000,00	1 000,00		1 000,00

		(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) + (4)	(6)	(7)
IMPÔTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES								
6331	Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (autres organismes) -	0,00	0,00	0,00	3 600,00	3 600,00		3 600,00
6333	Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (autres organismes) -	0,00	44 950,00	0,00	44 846,81	44 846,81		44 846,81
6336	Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (autres organismes) -	0,00	5 600,00	0,00	6 406,23	6 406,23		6 406,23

		(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) + (4)	(6)	(7)
charges de personnel								
64111	Rémunérations du personnel non médical - Personnel titulaire et stagiaire -	0,00	848 850,00	0,00	575 218,00	575 218,00		575 218,00
64112	Rémunérations du personnel non médical - Personnel titulaire et stagiaire -	0,00	0,00	0,00	11 700,00	11 700,00		11 700,00
64113	Rémunérations du personnel non médical - Personnel titulaire et stagiaire -	0,00	0,00	0,00	45 000,00	45 000,00		45 000,00
641181	Rémunérations du personnel non médical - Personnel titulaire et stagiaire -	0,00	4 000,00	0,00	3 000,00	3 000,00		3 000,00
641188	Rémunérations du personnel non médical - Personnel titulaire et stagiaire -	0,00	0,00	0,00	209 000,00	209 000,00		209 000,00
64131	Rémunérations du personnel non médical - Personnel non titulaire sur	0,00	252 063,51	0,00	266 029,00	266 029,00		266 029,00
641388	Rémunérations du personnel non médical - Personnel non titulaire sur	0,00	0,00	0,00	44 800,00	44 800,00		44 800,00
64151	Rémunérations du personnel non médical - Personnel non médical de	0,00	146 100,00	0,00	156 782,00	156 782,00		156 782,00
641588	Rémunérations du personnel non médical - Personnel non médical de	0,00	0,00	0,00	10 700,00	10 700,00		10 700,00
64178	Rémunérations du personnel non médical - Apprentis - Autres	0,00	0,00	0,00	20 500,00	20 500,00		20 500,00
64511	Charges de sécurité sociale et de prévoyance - Personnel non médical -	0,00	197 386,05	0,00	213 228,30	213 228,30		213 228,30
64513	Charges de sécurité sociale et de prévoyance - Personnel non médical -	0,00	14 000,00	0,00	14 870,79	14 870,79		14 870,79
64515	Charges de sécurité sociale et de prévoyance - Personnel non médical -	0,00	200 000,00	0,00	216 647,45	216 647,45		216 647,45
64518	Charges de sécurité sociale et de prévoyance - Personnel non médical -	0,00	6 000,00	0,00	6 450,35	6 450,35		6 450,35
6471	Autres charges sociales - Prestations versées pour le compte du F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	1 000,00	1 000,00		1 000,00
6475	Autres charges sociales - Médecine du travail	0,00	2 200,00	0,00	2 200,00	2 200,00		2 200,00
64784	Autres charges sociales - OEuvres sociales	0,00	24 700,00	0,00	26 948,72	26 948,72		26 948,72
64788	Autres charges sociales - Autres	0,00	800,00	0,00	800,00	800,00		800,00
6488	Autres charges de personnel - Autres charges diverses de personnel	0,00	14 713,95	0,00	13 500,00	13 500,00		13 500,00

TOTAL GROUPE 2		0,00	1 873 140,75	0,00	1 894 227,65	1 894 227,65	1 894 227,65	1 894 227,65
-----------------------	--	------	--------------	------	--------------	--------------	--------------	--------------

GROUPE 3 : DEPENSES AFFERENTES A LA STRUCTURE

		Réel n-2 (1)	Budget exécutoire n-1 (2)	Budget prévisionnel proposé			Dépenses autorisées (6)	Budget exécutoire (7)
				Reconductions (3)	Mesures nouvelles (4)	Total (5) = (3) + (4)		
AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE								
6582	Charges diverses de gestion courante - Pécule	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00	5 000,00	5 000,00	
6588	Charges diverses de gestion courante - Autres	0,00	1 126,00	0,00	3 510,00	3 510,00	3 510,00	

		(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) + (4)	(6)	(7)
CHARGES EXCEPTIONNELLES								
6712	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion - Pénalités, amendes	0,00	0,00	0,00	75,00	75,00		75,00
6718	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion - Autres charges	0,00	705,00	0,00	925,00	925,00		925,00

		(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) + (4)	(6)	(7)
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS								
68112	Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	0,00	90 095,82	0,00	100 000,00	100 000,00		100 000,00

		(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) + (4)	(6)	(7)
Dépense afférente à la structure								
61353	Locations mobilières matériel de transport	0,00	6 709,64	0,00	5 000,00	5 000,00		5 000,00
61688	Autres risques	0,00	1 423,16	0,00	3 000,00	3 000,00		3 000,00

		(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) + (4)	(6)	(7)
Dépenses afférentes à la structure								
637	Autres impôts, taxes et versements assimilés (autres organismes)	0,00	1 448,82	0,00	1 700,00	1 700,00		1 700,00

		(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) + (4)	(6)	(7)
SERVICES EXTERIEURS								
6132	Locations - Locations immobilières	0,00	18 000,00	0,00	16 000,00	16 000,00		16 000,00
61528	Entretien et réparations - Entretien et réparations sur biens immobiliers -	0,00	991,00	0,00	2 000,00	2 000,00		2 000,00
61558	Entretien et réparations - Autres matériels et outillages	0,00	5 504,16	0,00	6 000,00	6 000,00		6 000,00
61561	Entretien et réparations - Informatique	0,00	400,00	0,00	6 200,00	6 200,00		6 200,00
61568	Entretien et réparations - Autres	0,00	15 555,00	0,00	16 000,00	16 000,00		16 000,00
6182	Divers - Documentation générale et technique	0,00	1 048,10	0,00	700,00	700,00		700,00

TOTAL GROUPE 3		0,00	148 006,70	0,00	166 110,00	166 110,00	166 110,00	166 110,00
-----------------------	--	------	------------	------	------------	------------	------------	------------

TOTAL GENERAL (GROUPE 1 + GROUPE 2 + GROUPE 3)		0,00	2 213 323,86	0,00	2 278 339,42	2 278 339,42	2 278 339,42	2 278 339,42
---	--	------	--------------	------	--------------	--------------	--------------	--------------

		Report à nouveau en n-2	Report à nouveau en n-1	Report à nouveau en n			
002	Déficit de la section d'exploitation reporté	0,00	0,00				0,00

TOTAL DEPENSE D'EXPLOITATION		0,00	2 213 323,86	0,00	2 278 339,42	2 278 339,42	2 278 339,42	2 278 339,42
-------------------------------------	--	------	--------------	------	--------------	--------------	--------------	--------------

GROUPE 1 : PRODUITS DE LA TARIFICATION

		Réel n-2	Budget exécutoire n-1	Budget prévisionnel proposé			Recettes autorisées	Budget exécutoire
				Reconductions	Mesures nouvelles	Total		
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) + (4)	(6)	(7)
DOTATIONS ET PRODUITS DE TARIFICATION								
73331	Produits à la charge du département (hors EHPAD) - secteur protection de	0,00	1 945 000,00	0,00	1 945 000,00	1 945 000,00		1 945 000,00
73332	Produits à la charge du département (hors EHPAD) - secteur protection de	0,00	56 988,00	0,00	28 000,00	28 000,00		28 000,00

TOTAL GROUPE 1		0,00	2 001 988,00	0,00	1 973 000,00	1 973 000,00	1 973 000,00	1 973 000,00
-----------------------	--	------	--------------	------	--------------	--------------	--------------	--------------

GROUPE 2 : AUTRES PRODUITS RELATIFS A L'EXPLOITATION

		Réel n-2	Budget exécutoire n-1	Budget prévisionnel proposé			Recettes autorisées	Budget exécutoire
				Reconductions	Mesures nouvelles	Total		
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) + (4)	(6)	(7)
AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE								
7541	Remboursements de frais - Formation professionnelle	0,00	10 000,00	0,00	12 500,00	12 500,00		12 500,00
7548	Remboursements de frais - Autres remboursements de frais	0,00	3 000,00	0,00	499,82	499,82		499,82
7588	Produits divers de gestion courante - Autres produits divers de gestion	0,00	17 496,70	0,00	15 000,00	15 000,00		15 000,00

Autres produits relatifs à l'exploitation

		(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) + (4)	(6)	(7)
6419	Rémunérations du personnel non médical - Remboursements sur	0,00	29 500,00	0,00	0,00	0,00		0,00
6459	Charges de sécurité sociale et de prévoyance - Remboursements sur charges	0,00	6 000,00	0,00	13 000,00	13 000,00		13 000,00

TOTAL GROUPE 2		0,00	65 996,70	0,00	40 999,82	40 999,82	40 999,82	40 999,82
-----------------------	--	------	-----------	------	-----------	-----------	-----------	-----------

GROUPE 3 : PRODUITS FINANCIERS ET PRODUITS NON ENCAISSABLES

	Réal n-2	Budget exécutoire n-1	Budget prévisionnel proposé			Recettes autorisées	Budget exécutoire
			Reconductions	Mesures nouvelles	Total		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) + (4)	(6)	(7)
PRODUITS EXCEPTIONNELS							
777	Quote-part des subventions d'investissement virées au résultat de l'exercice	0,00	53 515,82	0,00	53 516,00	53 516,00	53 516,00

TOTAL GROUPE 3	0,00	53 515,82	0,00	53 516,00	53 516,00	53 516,00	53 516,00
----------------	------	-----------	------	-----------	-----------	-----------	-----------

TOTAL GENERAL (GROUPE 1 + GROUPE 2 + GROUPE 3)	0,00	2 121 500,52	0,00	2 067 515,82	2 067 515,82	2 067 515,82	2 067 515,82
---	------	--------------	------	--------------	--------------	--------------	--------------

	Report à nouveau en n-2	Report à nouveau en n-1	Report à nouveau en n				
002	Excédent de la section d'exploitation reporté	0,00	91 823,34				210 823,60

TOTAL RECETTE D'EXPLOITATION	0,00	2 213 323,86	0,00	2 067 515,82	2 067 515,82	2 278 339,42	2 278 339,42
------------------------------	------	--------------	------	--------------	--------------	--------------	--------------

Section d'investissement : emplois

Réel n-2	Budget exécutoire n-1	Budget prévisionnel n
----------	-----------------------	-----------------------

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

2031	Frais d'études, de recherche et de développement et d'insertion - Frais d'études	0,00	0,00	1 500,00
205	Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques et procédés, droits et valeurs similaires	0,00	14 464,04	19 700,00

SECTION D'INVESTISSEMENT : EMPLOIS

1392	Subventions d'investissement inscrites au compte de résultat - Collectivités et établissements publics	0,00	53 515,82	53 516,00
2131	Constructions sur sol propre - Bâtiments	0,00	96 080,50	0,00
2135	Constructions sur sol propre - Installations générales ; agencements; aménagements des constructions	0,00	0,00	83 000,00
2153	Installations, matériel et outillage techniques - Installations à caractère spécifique	0,00	0,00	5 000,00
2181	Autres immobilisations corporelles - Installations générales, agencements, aménagements divers	0,00	21 000,00	70 105,00
2182	Autres immobilisations corporelles - Matériel de transport	0,00	14 000,00	29 561,05
2183	Autres immobilisations corporelles - Matériel de bureau et matériel informatique	0,00	23 000,00	4 500,00
2184	Autres immobilisations corporelles - Mobilier	0,00	6 000,00	11 000,00
2188	Autres immobilisations corporelles - Autres immobilisations corporelles	0,00	62 000,00	0,00

	Total Section d'investissement : emplois	0,00	290 060,36	277 882,05
	Résultat d'investissement de l'exercice (Excédent)	0,00	0,00	0,00
001	Résultat cumulé antérieur à reporter (Déficit)	0,00	0,00	0,00
003	Excédent prévisionnel d'investissement	0,00	0,00	0,00
	TOTAL GENERAL	0,00	290 060,36	277 882,05

Section d'investissement : ressources

Réel n-2	Budget exécutoire n-1	Budget prévisionnel n
----------	-----------------------	-----------------------

AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS

28131	Amortissements des immobilisations corporelles - Bâtiments	0,00	63 371,83	63 324,00
28135	Amortissements des immobilisations corporelles - Installations générales, agencements, aménagements	0,00	1 274,21	1 272,00
28153	Amortissements des immobilisations corporelles - Installations à caractère spécifique	0,00	1 277,54	1 277,00
28181	Amortissements des immobilisations corporelles - Installations générales ; agencements, aménagements	0,00	2 376,61	3 372,31
28182	Amortissements des immobilisations corporelles - Matériel de transport	0,00	0,00	1 995,00
28183	Amortissements des immobilisations corporelles - Matériel de bureau et matériel informatique	0,00	1 162,32	2 494,00
28184	Amortissements des immobilisations corporelles - Mobilier	0,00	9 842,57	8 474,39
28188	Amortissements des immobilisations corporelles - Autres immobilisations corporelles	0,00	10 790,74	17 791,30

SECTION D'INVESTISSEMENT : RESSOURCES

10222	Dotations et fonds divers - FCTVA	0,00	7 500,00	11 748,61
-------	-----------------------------------	------	----------	-----------

	Total Section d'investissement : ressources	0,00	97 595,82	111 748,61
	Résultat d'investissement de l'exercice (Déficit)	0,00	192 464,54	166 133,44
001	Résultat cumulé antérieur (Excédent)	0,00	192 464,54	166 133,44
	Déficit prévisionnel d'investissement	0,00	0,00	0,00
	TOTAL GENERAL	0,00	290 060,36	277 882,05

Réunion du 8 avril 2022

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission des Finances, des Affaires Générales et de la Transition Ecologique

OBJET

CENTRE DEPARTEMENTAL DE SANTE : COMPTE ADMINISTRATIF 2021

RAPPORT

Le Centre Départemental de Santé (CDS) CORREZE SANTE est un budget annexe du Département.

A ce titre, il enregistre toutes les dépenses et recettes qui lui sont propres.

Dans la continuité du Plan Ambition Santé Corrèze instauré par la Collectivité en vue de pallier au déclin de l'offre de santé sur son territoire et notamment la Haute Corrèze, le Centre Départemental de Santé a ouvert ses portes le 9 septembre 2019 à Egletons, siège de CORREZE SANTE.

Une première antenne a été créée dès le 30 septembre 2019 à Neuvic, puis une seconde à Meymac en juillet 2020.

4 antennes supplémentaires ont vu le jour au cours de l'année 2021 :

- Ussel au 1^{er} mars : 2 cabinets de consultation pour commencer puis 2 autres au 1^{er} juillet ;
- Sornac au mois de juin avec une permanence du CDS prévue 1 jour par semaine ;
- Treignac le 22 novembre avec 2 cabinets ;
- Bort-les-Orgues à la mi-décembre : permanence 1 jour par semaine de consultations en gériatrie.

En parallèle, les antennes existantes continuent leur essor avec notamment la mise en place d'un 2^{ème} cabinet au CDS de Meymac au 1^{er} juillet 2021.

Le CDS a réalisé un peu plus de 19 650 consultations sur les 7 antennes existantes pour l'année 2021, soit 3 fois plus que pour l'année 2020.

Il est à noter une augmentation significative du nombre de consultations au fur et à mesure de l'ouverture de nouveaux cabinets.

Au 31 décembre 2021, le nombre de déclarations "médecin traitant" s'élevait à 4 163 contre environ 500 fin 2020, ce qui ne fait que confirmer une activité en forte évolution.

Effectif au 01/03/2022

Antennes du CDS à ce jour	Nombre de médecins intervenant	Nombre d'ETP
Egletons	2	0.7
Neuvic	1	1
Meymac	3	2.12
Ussel	4	3.27
Sornac	1	0.10
Treignac	3	1.83
Bort les Orgues	1	0.20
Remplacement sur antennes	1	0.25
Total ETP pour 14 médecins salariés		9.47

Les médecins du CDS sont amenés à exercer sur plusieurs antennes, de ce fait certains médecins sont comptabilisés plusieurs fois dans le nombre de médecins intervenant par antennes.

Le Compte Administratif du Centre Départemental de la Santé se présente de la façon suivante :

Section	Mandats émis 2021	Titres émis 2021	Résultats 2021
Investissement	99 057,18 €	94 013,24 €	- 5 043,94 €
Fonctionnement	1 063 843,70 €	1 112 175,07 €	48 331,37 €
Total	1 162 900,88 €	1 206 188,31 €	43 287,43 €

DEPENSES :

Section	Total CP Voté 2021	Réalisé 2021	Ecart	% réalisé / BP
Investissement	101 508,47 €	99 057,18 €	2 451,29 €	97,59 %
Fonctionnement	1 108 442,00 €	1 063 843,70 €	44 598,30 €	95,98 %
Total	1 209 950,47 €	1 162 900,88 €	47 049,59 €	96,11 %

RECETTES :

Section	Total CP Voté 2021	Réalisé 2021	Ecart	% réalisé / BP
Investissement	101 508,47 €	94 013,24 €	7 495,23 €	92,62 %
Fonctionnement	1 108 442,00 €	1 112 175,07 €	- 3 733,07 €	100,34 %
Total	1 209 950,47 €	1 206 188,31 €	3 762,16 €	99,69 %

SECTION DE FONCTIONNEMENT : OPERATIONS REELLES + ORDRES

Cette section affiche un résultat positif cumulé de 48 331,37 €.

Les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 1 063 843,70 €. Elles sont essentiellement liées aux charges de personnel pour 890 189,21 € et aux frais logistiques (locations immobilières, véhicules, consommables médicales, dépenses courantes). Elles se décomposent comme suit :

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		TOTAL CP VOTE	REALISE	% REALISE
2	RESULTAT FONCTIONNEMENT REPORTE	22 396,27 €	0,00 €	0,00
22	DEPENSES IMPREVUES	1 000,00 €	0,00 €	0,00
6	COMPTES DE CHARGES	1 085 045,73 €	1 041 447,43 €	74,57
60	ACHATS ET VARIATION DES STOCKS	26 788,97 €	24 661,00 €	92,06
61	SERVICES EXTERIEURS	93 482,95 €	70 304,07 €	75,21
62	AUTRES SERVICES EXTERIEURS	86 493,07 €	79 333,81 €	91,72
63	IMPÔTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	5 937,00 €	5 812,00 €	97,89
64	CHARGES DE PERSONNEL	849 443,74 €	845 931,47 €	99,59
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	0,00 €	0,00 €	
68	DOTATION AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	22 900,00 €	15 405,08 €	67,27
TOTAL		1 108 442,00 €	1 041 447,43 €	93,96

La répartition des différents articles se présente comme suit :

60 : stocks de produits pharmaceutiques, aux charges d'électricité, de carburant et de fournitures administratives.

61 : Locations immobilières, de véhicules, maintenance informatique, formation au logiciel "métier".

62 : Frais de déplacement, enlèvement des DASRI (Déchets d'Activités de Soins à Risque Infectieux), annonces et insertions, travaux d'impression des ordonnances et enfin frais de nettoyage, d'affranchissement et de télécommunication.

64 : charges de personnel, en ETP :

- Médecins 8,54
- Administratif/Financier 4

Les recettes de fonctionnement s'élèvent à 1 112 175,07 €.

RECETTES DE FONCTIONNEMENT		TOTAL CP VOTE	REALISE	% REALISE
2	RESULTAT FONCTIONNEMENT REPORTE	0,00 €	0,00 €	0,00
7	COMPTES DE PRODUITS	1 108 442,00 €	1 112 175,07 €	100,34
70	CONSULTATIONS	553 124,00 €	552 235,22 €	99,84
74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	535 452,00 €	540 073,85 €	100,86
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	19 866,00 €	19 866,00 €	100,00
TOTAL		1 108 442,00 €	1 112 175,07 €	100,34

Il s'agit des consultations des médecins pour 552 235,22 € et des aides diverses pour 540 073,85 € qui se décomposent comme suit :

- Subvention d'équilibre de la collectivité : 446 460,00 €
- Aide de la CPAM : 93 613,85 €

SECTION D'INVESTISSEMENT : OPERATIONS REELLES + ORDRES

Cette section affiche un résultat négatif cumulé de - 5 043,94 €.

Les dépenses d'investissement s'élèvent à 99 057,18 €. Elles ont consisté en l'acquisition de matériel et mobilier médical, administratif et informatique pour aménager les nouveaux cabinets et doter les nouveaux médecins.

DEPENSES D'INVESTISSEMENT 2021		TOTAL CP VOTE	REALISE	% REALISE
1	COMPTES DE CAPITAUX	19 866,00 €	19 866,00 €	100,00
13	SUBVENTION D'INVESTISSEMENT-AMORTISSEMENT	19 866,00 €	19 866,00 €	100,00
2	COMPTES D'IMMOBILISATIONS	81 642,47 €	79 191,18 €	97,00
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	7 774,47 €	7 746,00 €	99,63
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	73 868,00 €	71 445,18 €	96,72
TOTAL		101 508,47 €	99 057,18 €	97,59

Les recettes d'investissement s'élèvent à 31 738,77 €.

Elles correspondent à la subvention d'équipement versée par la collectivité pour 5 000 €, au fonds de compensation de la TVA (FCTVA) pour 11 333,69 € et à l'amortissement pour 15 405,08 €.

RECETTES D'INVESTISSEMENT 2021		TOTAL CP VOTE	REALISE	% REALISE
.001	SOLDE D'EXECUTION REPORTE	62 274,47 €	0,00 €	0,00
1	COMPTES DE CAPITAUX	16 334,00 €	16 333,69 €	100,00
10	DOTATION FCTVA	11 334,00 €	11 333,69 €	100,00
13	SUBVENTION D'EQUIPEMENT	5 000,00 €	5 000,00 €	100,00
2	COMPTES D'IMMOBILISATIONS	22 900,00 €	15 405,08 €	67,27
28	AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	22 900,00 €	15 405,08 €	67,27
TOTAL		101 508,47 €	31 778,77 €	31,27

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

CENTRE DEPARTEMENTAL DE SANTE : COMPTE ADMINISTRATIF 2021

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2022.04.08/107 en date du 8 avril 2022, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Madame Marilou PADILLA-RATELADE, Rapporteur,

DÉLIBÈRE

Article 1^{er} : les dépenses réalisées par le Centre Départemental de Santé CORREZE SANTE au cours de l'exercice 2021 sont définitivement arrêtées comme suit :

Section	Dépenses réelles
Investissement	99 057,18 €
Fonctionnement	1 063 843,70 €
Total	1 162 900,88 €

Article 2 : les recettes réalisées au cours de l'exercice 2021 sont définitivement arrêtées à :

Section	Recettes réelles
Investissement	94 013,24 €
Fonctionnement	1 112 175,07 €
Total	1 206 188,31 €

Article 3 : les résultats cumulés constatés à la clôture de l'exercice 2021 sont définitivement arrêtés à 43 287,43 € :

Section	Résultat
Investissement	- 5 043,94 €
Fonctionnement	48 331,37 €
Total	43 287,43 €

Adopté, à main levée, à la majorité, par 27 voix pour, 10 abstentions, 1 ne prend pas part au vote (Monsieur Pascal COSTE).

Certifié conforme
Christophe ARFEUILLERE
Vice-Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de l'État le : 12 avril 2022

Accusé réception en Préfecture n°019-221927205-20220408-CD2022_CA_CDS-BF

Affiché le : 12 avril 2022

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL



L'an deux mille vingt-deux et le huit avril, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :

Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Madame Valérie TAURISSON, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Madame Patricia BUISSON, Monsieur Franck PEYRET, Madame Agnès AUDEGUILL, Madame Audrey BARTOUT, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Jean-Jacques LAUGA, Monsieur Philippe LESCURE, Madame Marilou PADILLA-RATELADE, Madame Rosine ROBINET, Monsieur Gérard SOLER, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Julien BOUNIE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Madame Claude CHIRAC, Monsieur Bernard COMBES, Madame Jacqueline CORNELISSEN, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Monsieur Sébastien DUCHAMP, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Didier MARSALÉIX, Madame Frédérique MEUNIER, Madame Annick TAYSSE, Madame Sonia TROYA, Madame Stéphanie VALLÉE, Madame Marie-Laure VIDAL, Monsieur Eric ZIOLO

Pouvoir :

Monsieur Anthony MONTEIL à Madame Stéphanie VALLÉE

Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

**DEPARTEMENTS : COLLECTIVITES TERRITORIALES/EPL -
DEPARTEMENT DE LA CORREZE (1)**

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE BUDGET PRINCIPAL (2)

Numéro SIRET : 22192720500528

POSTE COMPTABLE : Payeur Départemental

M 52

**Compte administratif
voté par nature**

BUDGET : CORREZE SANTE (3)

ANNEE 2021

(1) Indiquer soit « Département : nom du département », soit le libellé de l'établissement ou du syndicat (exemples : MDPH, libellé du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721- 2 du CGCT...).

(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal (du département ou syndicat mixte) ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières	4
B - Pour mémoire : modalités de vote du budget	5
C1 - Exécution du budget de l'exercice - Résultats	6
C2 - Exécution du budget de l'exercice - RAR Dépenses	7
C3 - Exécution du budget de l'exercice - RAR Recettes	8

II - Présentation générale

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget	9
A2 - Equilibre financier du budget - Section d'investissement	10
A3 - Equilibre financier du budget - Section de fonctionnement	11
B1 - Balance générale - Dépenses	12
B2 - Balance générale - Recettes	13

III - Vote

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble - Dépenses / Recettes	14
A1.1 - Equipements départementaux - Dépenses non individualisées en programme	16
A1.2 - Equipements départementaux - Dépenses RMI / RSA	17
A1.3 - Equipements départementaux - Vue d'ensemble des chapitres de programme	18
A1.4 - Equipements départementaux - Chapitres de programme afférent à une autorisation de programme	19
A1.5 - Equipements départementaux - Chapitres de programme non compris dans une autorisation de programme	20
A2 - Equipements non départementaux	21
A3 - Dépenses financières	22
A4.1 - Recettes - Financement des équipements départementaux et non départementaux	23
A4.2 - Recettes - RMI / RSA	24
A4.3 - Recettes financières	25
A5 - Récapitulatif des opérations pour le compte de tiers	26
A6 - Section d'investissement - Opérations d'ordre entre sections	27
A7 - Section d'investissement - Opérations patrimoniales	28
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	29
B1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses	31
B2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes	34

IV - Annexes

A - Présentation croisée par fonction

A1 - Vue d'ensemble	Sans Objet
A1/01 - Opérations non ventilées	Sans Objet
A1/0 - Fonction 0 (sauf 01)	Sans Objet
A1/1 - Fonction 1	Sans Objet
A1/2 - Fonction 2	Sans Objet
A1/3 - Fonction 3	Sans Objet
A1/4 - Fonction 4	Sans Objet
A1/5 - Fonction 5	Sans Objet
A1/6 - Fonction 6	Sans Objet
A1/7 - Fonction 7	Sans Objet
A1/8 - Fonction 8	Sans Objet
A1/9 - Fonction 9	Sans Objet

B - Eléments du bilan

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Sans Objet
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	Sans Objet
B1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	Sans Objet
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	Sans Objet
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	Sans Objet
B1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement	Sans Objet
B1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N	Sans Objet
B2 - Méthodes utilisées	Sans Objet
B3 - Etat des provisions constituées	Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées	Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	Sans Objet
B6 - Prêts	Sans Objet
B7.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses	36
B7.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes	37

B8 - Etat présentant le montant des recettes et des dépenses affectées aux services assujettis à la TVA ne faisant pas l'objet d'un budget annexe distinct du budget général	Sans Objet
B9.1 - Variation du patrimoine (article R. 3313-7 du CGCT) - Entrées	Sans Objet
B9.2 - Variation du patrimoine (article R. 3313-7 du CGCT) - Sorties	Sans Objet
B9.3 - Etat des opérations liées aux cessions	Sans Objet
B10.1 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées	Sans Objet
B10.2 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties	Sans Objet
B11.1 - Etat des immobilisations - Bâtiments scolaires et administratifs	Sans Objet
B11.2 - Etat des immobilisations - Constructions, installation et agencements (hors bâtiments scolaires)	Sans Objet
B11.3 - Etat des immobilisations - Installations techniques, matériels et outillage	Sans Objet
B11.4 - Etat des immobilisations - Autres immobilisations corporelles	Sans Objet
B11.5 - Etat des immobilisations - Immobilisations incorporelles	Sans Objet
B11.6 - Etat des immobilisations - Participations et créances rattachées à des participations	Sans Objet
B11.7 - Etat des immobilisations - Autres immobilisations financières	Sans Objet
B12 - Etat des travaux en régie	Sans Objet
B13.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement	Sans Objet
B13.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement	Sans Objet
C - Engagements hors bilan	
C1.1 - Etat des emprunts garantis	Sans Objet
C1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt	Sans Objet
C2 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
C3 - Etat des contrats de PPP	Sans Objet
C4 - Etat des autres engagements donnés	Sans Objet
C5 - Etat des engagements reçus	Sans Objet
C6 - Situation des autorisations de programme	Sans Objet
C7 - Situation des autorisations d'engagement	Sans Objet
C8 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	Sans Objet
D - Autres éléments d'information	
D1.1 - Etat du personnel	Sans Objet
D1.2 - Actions de formation des élus	Sans Objet
D2.1 - Liste des organismes dans lesquels le département a pris un engagement financier	Sans Objet
D2.2 - Liste des concours attribués sous forme de prestations en nature ou de subventions	Sans Objet
D2.3 - Liste des subventions versées par le département aux communes	Sans Objet
D3.1 - Liste des organismes de regroupement	Sans Objet
D3.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
D3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet
D3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet
D4 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes	Sans Objet
D5 - Emploi des crédits communautaires dans le cadre de la subvention globale	Sans Objet
E - Décisions en matière de taux - Arrêté et signatures	
E1 - Décisions en matière de taux	Sans Objet
E2 - Arrêté et signatures	38

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques			
	Valeurs		Valeurs
Population totale	0	Nombre de m ² de surface utile de bâtiments (5)	
Longueur de la voirie départementale (en km)		Nombre d'organismes de coopération auxquels appartient le département	

Informations fiscales (N-2)			
Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par habitant pour le département (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par catégorie (2)
Fiscal	Financier		
0.00	0.00	0.00	0.00

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et financier définis à l'article L. 3334-6 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Il s'agit du potentiel financier défini à l'article L. 3334-6-1 pour les départements urbains et R. 3334-3-1 du CGCT pour les départements non urbains. Le potentiel financier moyen par catégorie figure sur la fiche de la répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2.

Informations financières – ratios		Valeurs	Moyennes nationales
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population	0.00	
2	Produit des impositions directes/population	0.00	
3	Recettes réelles de fonctionnement/population		
4	Dépenses d'équipement brut/population	0.0%	
5	Encours de dette/population (3) (4)	0.00	
6	DGF/population	0.00	
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (5)	0.0%	
8	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital/recettes réelles de fonctionnement (5)	0.0%	
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (5)	0.0%	
10	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (3) (4) (5)	0.0%	

(3) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 31/12/N.

(4) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(5) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
POUR MEMOIRE : MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

POUR MEMOIRE

I – L'Assemblée délibérante a voté le budget :

- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement
 - (2) sans les programmes d'équipement listés en III-A1.3
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement
- (3) sans vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en investissement et en fonctionnement, et, en section d'investissement, sans chapitre de programme.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les programmes d'équipement.

(3) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE – RESULTATS	C1

RESULTATS DE L'EXERCICE

	RESULTAT DE L'EXERCICE N			
	Mandats émis	Titres émis	Reprise résultats exercice antérieur (1)	Résultat ou solde (A) (1)
TOTAL DU BUDGET	1 140 504,61	1 143 913,84	39 878,20	A1 43 287,43
Investissement	99 057,18	31 738,77	(2) 62 274,47	A2 -5 043,94
Dont 1068		0,00		
Fonctionnement	1 041 447,43	1 112 175,07	(3) -22 396,27	A3 48 331,37

(1) Indiquer le signe – si dépenses>recettes, et + si recettes>dépenses.

(2) Solde d'exécution de N-1 reporté sur la ligne budgétaire 001 du budget. Indiquer le signe – si dépenses>recettes, et + si recettes>dépenses.

(3) Résultat de fonctionnement N-1 reporté sur la ligne budgétaire 002 du budget (diminué de l'affectation au 1068 en N). Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

	RESTES A REALISER N (4)		
	Dépenses	Recettes	Solde (B) (5)
TOTAL des RAR	I+II 0,00	III+IV 0,00	B1 0,00
Investissement	I 0,00	III 0,00	B2 0,00
Fonctionnement	II 0,00	IV 0,00	B3 0,00

(4) A reporter au budget primitif ou au budget supplémentaire N+1.

(5) Indiquer le signe – si dépenses>recettes, et + si recettes>dépenses.

RESULTAT CUMULE = (A)+(B) (6)		
TOTAL	A1+B1	43 287,43
Investissement	A2+B2	-5 043,94
Fonctionnement	A3+B3	48 331,37

(6) Si le montant est positif, il s'agit d'un excédent, si le montant est négatif, il s'agit d'un déficit.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap./art (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I) 0,00
010	Revenu minimum d'insertion	0,00
018	Revenu de solidarité active	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (6)	0,00
20	Immobilisations incorporelles(3)	0,00
204	Subventions d'équipement versées(3)	0,00
21	Immobilisations corporelles(3)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation(3)	0,00
23	Immobilisations en cours(3)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières(3)	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II) 0,00
011	Charges à caractère général(4)	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés(4)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
015	Revenu minimum d'insertion	0,00
016	Allocation personnalisée d'autonomie	0,00
017	Revenu de solidarité active	0,00
65	Autres charges de gestion courante(4)	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles(4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées aux comptes 010 et 018.

(4) Hors dépenses imputées aux comptes 015, 016 et 017.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap./art (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III) 0,00
010	Revenu minimum d'insertion	0,00
018	Revenu de solidarité active	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement(3)	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles(3)	0,00
204	Subventions d'équipement versées(3)	0,00
21	Immobilisations corporelles(3)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5) (3)	0,00
23	Immobilisations en cours(3)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières(3)	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV) 0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
73	Impôts et taxes	0,00
731	Impositions directes	0,00
74	Dotations, subventions et participations(4)	0,00
75	Autres produits de gestion courante(4)	0,00
013	Atténuations de charges(4)	0,00
015	Revenu minimum d'insertion	0,00
016	Allocation personnalisée d'autonomie	0,00
017	Revenu de solidarité active	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels(4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées aux comptes 010 et 018.

(4) Hors recettes imputées aux comptes 015, 016 et 017.

II – PRESENTATION GENERALE	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES		RECETTES	
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section de fonctionnement	A	1 041 447,43	G	1 112 175,07
	Section d'investissement	B	99 057,18	H	31 738,77

+		+			
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section de fonctionnement (002)	C	22 396,27 (si déficit)	I	0,00 (si excédent)
	Report en section d'investissement (001)	D	0,00 (si déficit)	J	62 274,47 (si excédent)

=		=		
TOTAL EXERCICE (réalisations + reports N-1)	= A+B+C+D	1 162 900,88	= G+H+I+J	1 206 188,31

RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (1)	Section de fonctionnement	E	0,00	K	0,00
	Section d'investissement	F	0,00	L	0,00
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F	0,00	= K+L	0,00

RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	= A+C+E	1 063 843,70	= G+I+K	1 112 175,07
	Section d'investissement	= B+D+F	99 057,18	= H+J+L	94 013,24
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F	1 162 900,88	= G+H+I+J+K+L	1 206 188,31

(1) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 3312.9 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 3312-8 du CGCT).

TOTAL DES OPERATIONS REELLES ET D'ORDRE

	TOTAL DES MANDATS EMIS			TOTAL DES TITRES EMIS		
	RÉELLES ET MIXTES	ORDRE	TOTAL	REELLES ET MIXTES	ORDRE	TOTAL
INVESTISSEMENT	79 191,18	19 866,00	99 057,18	16 333,69	15 405,08	31 738,77
FONCTIONNEMENT	1 026 042,35	15 405,08	1 041 447,43	1 092 309,07	19 866,00	1 112 175,07
TOTAL REALISATIONS DE L'EXERCICE (1)	1 105 233,53	35 271,08	1 140 504,61	1 108 642,76	35 271,08	1 143 913,84

(1) Total des réalisations = Total de la section de fonctionnement + Total de la section d'investissement. Les reports N-1 ne sont pas comptabilisés car ils sont réalisés d'office.

II – PRESENTATION GENERALE	II
EQUILIBRE FINANCIER – INVESTISSEMENT	A2

SECTION D'INVESTISSEMENT – REALISATIONS
(y compris les restes à réaliser N-1)

Chap.	Libellé	Mandats	Titres
010	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00
018	Revenu de solidarité active	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)		5 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (y compris programmes) (9)	7 746,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées(9)	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (y compris programmes) (9)	71 445,18	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (2) (y compris programmes) (9)	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (y compris programmes) (9)	0,00	0,00
Total des réalisations d'équipement		79 191,18	5 000,00
10	Dotations, fonds divers et réserves (7)	0,00	11 333,69
13	Subventions d'investissement (6) (9)	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (3)	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières(9)	0,00	0,00
Total des réalisations financières		0,00	11 333,69
45...	Total des opé. pour compte de tiers (4)	0,00	0,00
Total des réalisations réelles en investissement		79 191,18	16 333,69
040	Opérations ordre transf. entre sections (1)	19 866,00	15 405,08
041	Opérations patrimoniales (1)	0,00	0,00
Total des réalisations d'ordre en investissement		19 866,00	15 405,08

TOTAL DES OPERATIONS D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE

TOTAL	I+III	99 057,18	II+IV	31 738,77
--------------	--------------	------------------	--------------	------------------

RESULTATS ANTERIEURS

001 Solde d'Exécution de la section d'investissement N-1 reporté	v	0,00	vi	62 274,47
1068 Excédents de fonctionnement capitalisés			vii	0,00

TOTAL CUMULE DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT

TOTAL DE LA SECTION	I+III+V	99 057,18	II+IV+VI+VII	94 013,24
SOLDE D'EXECUTION (recettes – dépenses) (8)				-5 043,94

(1) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(2) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(3) A servir uniquement lorsque le département effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'il crée.

(4) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en III-A5).

(5) Sauf 165, 166 et 16449.

(6) En recettes, détail du 138.

(7) En recettes, sauf 1068.

(8) Mettre le signe (-) en cas de déficit ou (+) en cas d'excédent.

(9) Hors dépenses et recettes imputées aux chapitres 010 et 018.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – FONCTIONNEMENT	A3

SECTION DE FONCTIONNEMENT – REALISATIONS
(y compris les restes à réaliser et rattachements N-1)

MANDATS EMIS		TITRES EMIS	
OPERATIONS REELLES ET MIXTES			
011 Charges à caractère général(2)	135 853,14	70 Prod. services, domaine, ventes diverses	552 235,22
012 Charges de personnel et frais assimilés(2)	890 189,21	73 Impôts et taxes (sauf 731)	0,00
		731 Impositions directes	0,00
		74 Dotations, subventions et participations(2)	540 073,85
65 Autres charges de gestion courante (sauf 6586)(2)	0,00	75 Autres produits de gestion courante(2)	0,00
6586 Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		
014 Atténuations de produits	0,00	013 Atténuations de charges(2)	0,00
015 Revenu minimum d'insertion	0,00	015 Revenu minimum d'insertion	0,00
016 Allocation personnalisée d'autonomie	0,00	016 Allocation personnalisée d'autonomie	0,00
017 Revenu de solidarité active	0,00	017 Revenu de solidarité active	0,00
Total dépenses de gestion des services	1 026 042,35	Total recettes de gestion des services	1 092 309,07
66 Charges financières	0,00	76 Produits financiers	0,00
67 Charges exceptionnelles(2)	0,00	77 Produits exceptionnels(2)	0,00
68 Dotations amortissements et provisions(2)	0,00	78 Reprises amortissements et provisions (2)	0,00
022 Dépenses imprévues	0,00		
TOTAL DEPENSES REELLES ET MIXTES	I 1 026 042,35	TOTAL RECETTES REELLES ET MIXTES	II 1 092 309,07

OPERATIONS D'ORDRE (2)			
042 Opérations ordre transf. entre sections	15 405,08	042 Opérations ordre transf. entre sections	19 866,00
043 Opérations ordre intérieur de la section	0,00	043 Opérations ordre intérieur de la section	0,00
TOTAL DEPENSES D'ORDRE	III 15 405,08	TOTAL RECETTES D'ORDRE	IV 19 866,00

TOTAL DES DEPENSES DE L'EXERCICE	I+III 1 041 447,43	TOTAL DES RECETTES DE L'EXERCICE	II+IV 1 112 175,07
---	---------------------------	---	---------------------------

RESULTAT REPORTE DE N-1			
002 Résultat de fonctionnement reporté	V 22 396,27	002 Résultat de fonctionnement reporté	VI 0,00

TOTAL DES DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	I+III+V 1 063 843,70	TOTAL DES RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	II+IV+VI 1 112 175,07
---	-----------------------------	---	------------------------------

SOLDE D'EXECUTION (recettes – dépenses) (1)	48 331,37
--	------------------

(1) Mettre le signe (-) en cas de déficit ou (+) en cas d'excédent.

(2) Hors dépenses et recettes imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

II – PRESENTATION GENERALE	II
BALANCE GENERALE – DEPENSES	B1

MANDATS EMIS (y compris sur les restes à réaliser N-1)

INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL Réalisé
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement(7)	0,00	19 866,00	19 866,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(5) 0,00		0,00
	Total des programmes d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (7)	7 746,00	0,00	7 746,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (7)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles(3) (7)	71 445,18	0,00	71 445,18
22	Immobilisations reçues en affectation(3) (7)	(6) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(3) (7)	0,00	0,00	0,00
010	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00	0,00
018	Revenu de solidarité active	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières(7)	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations (reprises)		0,00	0,00
3...	Stocks et en-cours		0,00	0,00
19	Neutral. et régul. d'opérations		0,00	0,00
45	Total des opérations pour compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à rép. sur plusieurs exercices		0,00	0,00
Dépenses d'investissement –Total		79 191,18	19 866,00	99 057,18

Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté	0.00
---	-------------

FONCTIONNEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL Réalisé
011	Charges à caractère général(8)	135 853,14		135 853,14
012	Charges de personnel et frais assimilés(8)	890 189,21		890 189,21
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
015	Revenu minimum d'insertion	0,00		0,00
016	Allocation personnalisée d'autonomie	0,00		0,00
017	Revenu de solidarité active	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante(sauf 6586) (8)	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles(8)	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions(8)	0,00	15 405,08	15 405,08
71	Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
Dépenses de fonctionnement –Total		1 026 042,35	15 405,08	1 041 447,43

Pour information D 002 Résultat négatif reporté	22 396,27
--	------------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaire.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 52.

(3) Hors chapitres programmes.

(4) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en III-A5).

(5) A utiliser uniquement dans le cas où le département effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(6) A utiliser uniquement dans le cas où le département effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(7) Hors dépenses imputées aux chapitres 010 et 018.

(8) Hors dépenses imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

II – PRESENTATION GENERALE	II
BALANCE GENERALE – RECETTES	B2

TITRES EMIS (y compris les restes à réaliser sur N-1)

INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL Réalisé
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	11 333,69	0,00	11 333,69
13	Subventions d'investissement(6)	5 000,00	0,00	5 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(4) 0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées(6)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles(6)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation(6)	(5) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(6)	0,00	0,00	0,00
010	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00	0,00
018	Revenu de solidarité active	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières(6)	0,00	0,00	0,00
3...	<i>Stocks et en-cours</i>		0,00	0,00
19	<i>Neutral. et régul. d'opérations</i>		0,00	0,00
28	<i>Amortissement des immobilisations</i>		15 405,08	15 405,08
45	Opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00
481	<i>Charges à rép. sur plusieurs exercices</i>		0,00	0,00
Recettes d'investissement –Total		16 333,69	15 405,08	31 738,77

1068 Excédent de fonctionnement capitalisé N-1	0,00
---	-------------

Pour information R001 Solde d'exécution positif reporté	62 274,47
--	------------------

FONCTIONNEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL Réalisé
013	Atténuations de charges(7)	0,00		0,00
015	Revenu minimum d'insertion	0,00		0,00
016	Allocation personnalisée d'autonomie	0,00		0,00
017	Revenu de solidarité active	0,00		0,00
60	<i>Achats et variation des stocks</i>		0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	552 235,22		552 235,22
71	<i>Production stockée (ou déstockage)</i>		0,00	0,00
72	<i>Production immobilisée</i>		0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00		0,00
731	Impositions directes	0,00		0,00
74	Dotations, subventions et participations(7)	540 073,85		540 073,85
75	Autres produits d'activités(7)	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels(7)	0,00	19 866,00	19 866,00
78	Reprise sur amortissements et provisions(7)	0,00	0,00	0,00
79	<i>Transferts de charges</i>		0,00	0,00
Recettes de fonctionnement –Total		1 092 309,07	19 866,00	1 112 175,07

Pour information R002 Résultat positif reporté	0,00
---	-------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaire.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 52.

(3) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en III-A5).

(4) A utiliser uniquement dans le cas où le département effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(5) A utiliser uniquement dans le cas où le département effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(6) Hors recettes imputées aux chapitres 010 et 018.

(7) Hors recettes imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

III – VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE	A

DEPENSES

Nature	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (1)	Crédits annulés (2)	Pour information réalisations gérées dans le cadre d'une AP	Pour information réalisations gérées hors AP
DEPENSES D'INVESTISSEMENT - TOTAL	101 508,47	99 057,18	0,00	2 451,29	0,00	99 057,18
Dépenses des équipements départementaux (total) (détail de III-A1.1 à III-A1.5)	81 642,47	79 191,18	0,00	2 451,29	0,00	79 191,18
- Non individualisées en programmes d'équipement (détail en III-A1.1)	81 642,47	79 191,18	0,00	2 451,29	0,00	79 191,18
- Individualisées en programmes d'équipement (liste des programmes en III-A1.3, détail en III-A1.4 et en III A1.5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- 010 Revenu minimum d'insertion (détail en III-A1.2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- 018 Revenu de solidarité active (détail en III-A1.2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses des équipements non départementaux (détail en III-A2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses financières (détail en III-A3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers (détail en III-A5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<i>040 Opérations ordre transf. entre sections (détail en III-A6)</i>	<i>19 866,00</i>	<i>19 866,00</i>		<i>0,00</i>		<i>19 866,00</i>
<i>041 Opérations patrimoniales (détail en III-A7)</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>		<i>0,00</i>		<i>0,00</i>

Pour information : D001 Solde d'exécution négatif reporté	0,00					
---	------	--	--	--	--	--

Total des dépenses d'investissement cumulées	101 508,47	99 057,18	0,00	2 451,29	0,00	99 057,18
---	-------------------	------------------	-------------	-----------------	-------------	------------------

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE	A

RECETTES

Nature	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalizations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (1)	Crédits annulés (2)
RECETTES D'INVESTISSEMENT - TOTAL	39 234,00	31 738,77	0,00	7 495,23
Recettes d'équipements départementaux et non départementaux (détail en III-A4.1)	5 000,00	5 000,00	0,00	0,00
010 Revenu minimum d'insertion (détail en III-A4.2)	0,00	0,00	0,00	0,00
018 Revenu de solidarité active (détail en III-A4.2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers (détail en III-A5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes financières (détail en III-A4.3)	11 334,00	11 333,69	0,00	0,31
040 Opérations ordre transf. entre sections (détail en III-A6)	22 900,00	15 405,08		7 494,92
041 Opérations patrimoniales (détail en III-A7)	0,00	0,00		0,00
021 Virement de la section de fonctionnement (3)	0,00			
Pour information : R001 Solde d'exécution positif reporté	62 274,47			
Total des recettes d'investissement cumulées	101 508,47	94 013,24	0,00	7 495,23

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

(3) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisations).

III – VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT Equipements départementaux – Dépenses non individualisées	A1.1

DEPENSES NON INDIVIDUALISEES EN PROGRAMMES D'EQUIPEMENT (hors RMI et RSA)

Chap./ art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalizations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Pour information	
						Réalizations gérées dans le cadre d'une AP	Réalizations gérées hors AP
TOTAL		81 642,47	79 191,18	0,00	2 451,29	0,00	79 191,18
20	Immobilisations incorporelles(sauf 204)	7 774,47	7 746,00	0,00	28,47	0,00	7 746,00
2051	Concessions, droits similaires	7 774,47	7 746,00	0,00	28,47		
21	Immobilisations corporelles	73 868,00	71 445,18	0,00	2 422,82	0,00	71 445,18
21351	Bâtiments publics	3 333,17	3 333,17	0,00	0,00		
2157	Matériel et outillage technique	539,78	539,78	0,00	0,00		
2181	Install. générales, agencements	37 071,95	36 882,66	0,00	189,29		
21838	Autre matériel informatique	24 054,09	24 054,09	0,00	0,00		
21848	Autres matériels de bureau et mobilier	4 200,00	2 987,80	0,00	1 212,20		
2185	Matériel de téléphonie	3 611,51	3 158,88	0,00	452,63		
2188	Autres immobilisations corporelles	1 057,50	488,80	0,00	568,70		
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Dépenses engagées non mandatées.

(3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT Equipements départementaux – RMI / RSA - Dépenses	A1.2

RMI DEPENSES

Chap./ art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalizations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Pour information	
						Réalizations gérées dans le cadre d'une AP	Réalizations gérées hors AP
010	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Dépenses engagées non mandatées.

(3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

RSA DEPENSES

Chap./ art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalizations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Pour information	
						Réalizations gérées dans le cadre d'une AP	Réalizations gérées hors AP
018	Revenu de solidarité active	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Dépenses engagées non mandatées.

(3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III - VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT	
VUE D'ENSEMBLE DES CHAPITRES DE PROGRAMMES D'EQUIPEMENT DEPARTEMENTAUX	A1.3

Vue d'ensemble des chapitres de programmes d'équipement départementaux (1)

N° progr.	Libellé du programme	N° AP (2)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalizations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations	Pour information	
								Réalizations gérées dans le cadre d'une AP	Réalizations gérées hors AP
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Le détail des programmes d'équipement afférents ou non à une AP sont présentés individuellement en détail en III-A1.4 et en III-A1.5.

(2) Colonne à renseigner uniquement lorsque le programme d'équipement est afférent à une AP.

(3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT EQUIPEMENTS DEPARTEMENTAUX – DETAIL PAR PROGRAMME	A1.4

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT EQUIPEMENTS DEPARTEMENTAUX – DETAIL PAR PROGRAMME	A1.5

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT EQUIPEMENTS NON DEPARTEMENTAUX – DEPENSES	A2

**EQUIPEMENTS NON DEPARTEMENTAUX
SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT A VERSER (hors RMI et RSA)**

Chap./ art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalizations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits annulés (4)
204	Subventions d'équipement versées (2)	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Dépenses relatives au compte 204 sauf celles relatives au RMI et au RSA (voir état III-A1.2).

(3) Dépenses engagées non mandatées.

(4) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES FINANCIERES	A3

Dépenses financières

Chap./ art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalizations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)
DEPENSES TOTALES		0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Dépenses engagées non mandatées.

(3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES D'EQUIPEMENT	A4.1

RECETTES D'EQUIPEMENT – Détail des chapitres
Financement des équipements départementaux et non départementaux (hors RMI et RSA)

Chap./art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits annulés (4)
TOTAL		5 000,00	5 000,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	5 000,00	5 000,00	0,00	0,00
1313	Subv. transf. Départements	5 000,00	5 000,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (2)	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Recettes justifiées non titrées.

(4) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

(5) Sauf 165, 166 et 16449.

III – VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES RMI/RSA	A4.2

RECETTES RMI

Chap./art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalizations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)
010	Revenu minimum d'insertion	0.00	0.00	0.00	0.00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Recettes justifiées non titrées.

(3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

RECETTES RSA

Chap./art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalizations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)
018	Revenu de solidarité active	0.00	0.00	0.00	0.00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Recettes justifiées non titrées.

(3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES FINANCIERES	A4.3

Chap./ art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)
	TOTAL	11 334,00	11 333,69	0,00	0,31
10	Dotations, fonds divers et réserves	11 334,00	11 333,69	0,00	0,31
10222	FCTVA	11 334,00	11 333,69	0,00	0,31
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Recettes justifiées non titrées.

(3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – OPERATIONS POUR LE COMPTE DE TIERS	A5

RECAPITULATIF DES OPERATIONS POUR LE COMPTE DE TIERS (1)

Chap.	Libellé	Eléments afférents à l'exercice				Cumul des réalisations (4)
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations Mandats/Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	
	TOTAL DEPENSES (5) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL RECETTES (5) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Voir le détail des opérations pour compte de tiers en annexe en IV-B5.

(2) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12. A la clôture de l'opération, les crédits ouverts non consommés sont automatiquement annulés. En cas de déficit, le solde s'obtient par l'inscription d'une recette à la rubrique « Financement par le département ».

(4) Ensemble des réalisations au 31/12.

(5) Les recettes sont égales aux dépenses de chaque opération sous mandat. Pour les opérations gérées sur plusieurs années, l'opération peut être déséquilibrée au titre d'un exercice. Toutefois cette opération doit être équilibrée à sa clôture.

(6) Présenter une ligne par opération pour compte de tiers.

III – VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	A6

Chap./ art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations Mandats/Titres émis	Crédits annulés (3)
040	DEPENSES (2)	19 866,00	19 866,00	0,00
13913	Sub. transf cpte résult. Départements	19 866,00	19 866,00	0,00
040	RECETTES (2)	22 900,00	15 405,08	7 494,92
28051	Concessions et droits similaires	20,00	0,00	20,00
28182	Matériel de transport	5 100,00	1 927,00	3 173,00
281838	Autre matériel informatique	3 780,60	3 728,18	52,42
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers	3 795,40	2 491,92	1 303,48
28185	Matériel de téléphonie	180,00	140,00	40,00
28188	Autres immo. corporelles	10 024,00	7 117,98	2 906,02

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042.

(3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations.

III – VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – OPERATIONS PATRIMONIALES	A7

Chap. / art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalizations Mandats/Titres émis	Crédits annulés (3)
<i>041</i>	<i>DEPENSES (2)</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>
<i>041</i>	<i>RECETTES (2)</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Les dépenses sont égales aux recettes.

(3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations.

III – VOTE	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE	B

DEPENSES

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (2)	Pour information dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information dépenses gérées hors AE
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12 (1)			
DEPENSES DE L'EXERCICE(Détail en III-B1)		1 086 045,73	1 040 542,82	904,61	0,00	44 598,30	0,00	1 041 447,43
011	Charges à caractère général (4)	168 119,73	134 948,53	904,61	0,00	32 266,59	0,00	135 853,14
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	894 026,00	890 189,21	0,00	0,00	3 836,79		890 189,21
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
015	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	Allocation personnalisée d'autonomie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	Revenu de solidarité active	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
67	Charges exceptionnelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
68	Dotations amortissements et provisions (4)	0,00	0,00			0,00		0,00
022	Dépenses imprévues (3)	1 000,00						
023	Virement à la section d'investissement (3)	0,00						
042	Opérations ordre transf. entre sections	22 900,00	15 405,08			7 494,92		15 405,08
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00	0,00			0,00		0,00

Pour information :	22 396,27							
002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1								

Total des dépenses de fonctionnement cumulées	1 108 442,00	1 062 939,09	904,61	0,00	44 598,30	0,00	1 041 447,43
--	---------------------	---------------------	---------------	-------------	------------------	-------------	---------------------

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Mandats émis – Charges rattachées – Restes à réaliser au 31/12.

(3) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de mandats (opérations sans réalisations).

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

III – VOTE	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE	B

RECETTES

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Recettes employées (ou restant à employer)			Crédits annulés (2)
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12 (1)	
RECETTES DE L'EXERCICE(Détail en III-B2)		1 108 442,00	1 112 175,07	0,00	0,00	-3 733,07
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	553 124,00	552 235,22	0,00	0,00	888,78
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Impositions directes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations, subventions et participations (3)	535 452,00	540 073,85	0,00	0,00	-4 621,85
75	Autres produits de gestion courante (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
015	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	Allocation personnalisée d'autonomie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	Revenu de solidarité active	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amortissements et provisions (3)	0,00	0,00			0,00
042	Opérations ordre transf. entre sections	19 866,00	19 866,00			0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00	0,00			0,00

Pour information :	0,00				
002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1					

Total des recettes de fonctionnement cumulées	1 108 442,00	1 112 175,07	0,00	0,00	-3 733,07
--	---------------------	---------------------	-------------	-------------	------------------

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Titres émis – Produits rattachés – Restes à réaliser au 31/12.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

III – VOTE	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES - DETAIL PAR ARTICLE	B1

OPERATIONS REELLES - GESTION DES SERVICES DEPARTEMENTAUX

Chap./ art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (3)	Pour information	
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12 (2)		Dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Dépenses gérées hors AE
011	Charges à caractère général(4)	168 119,73	134 948,53	904,61	0,00	32 266,59	0,00	135 853,14
60612	Energie - Electricité	6 309,19	5 121,49	0,00	0,00	1 187,70		
60622	Carburants	4 785,14	4 785,14	0,00	0,00	0,00		
60623	Alimentation	55,98	55,98	0,00	0,00	0,00		
6064	Fournitures administratives	1 424,76	1 304,42	10,79	0,00	109,55		
60668	Autres produits pharmaceutiques	10 206,68	9 577,97	0,00	0,00	628,71		
6068	Autres matières et fournitures	4 007,22	3 257,43	547,78	0,00	202,01		
6132	Locations immobilières	54 870,56	42 726,25	0,00	0,00	12 144,31		
6135	Locations mobilières	13 500,00	9 707,48	0,00	0,00	3 792,52		
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	140,23	140,23	0,00	0,00	0,00		
61551	Entretien matériel roulant	3 781,47	3 300,43	0,00	0,00	481,04		
61558	Entretien autres biens mobiliers	66,59	0,00	0,00	0,00	66,59		
6156	Maintenance	14 203,73	11 497,68	282,00	0,00	2 424,05		
6161	Multirisques	3 420,37	0,00	0,00	0,00	3 420,37		
6183	Frais de formation (personnel extérieur	2 750,00	2 500,00	0,00	0,00	250,00		
6188	Autres frais divers	750,00	150,00	0,00	0,00	600,00		
6228	Divers	2 538,21	2 135,03	0,00	0,00	403,18		
6231	Annonces et insertions	0,24	0,00	0,00	0,00	0,24		
6236	Catalogues et imprimés	3 944,35	2 799,97	0,00	0,00	1 144,38		
6248	Divers	75,00	59,39	0,00	0,00	15,61		
6251	Voyages, déplacements et missions	3 852,00	741,59	0,00	0,00	3 110,41		
6261	Frais d'affranchissement	1 083,69	1 019,65	64,04	0,00	0,00		
6262	Frais de télécommunications	7 429,71	5 987,64	0,00	0,00	1 442,07		
627	Services bancaires et assimilés	500,00	415,35	0,00	0,00	84,65		
6283	Frais de nettoyage des locaux	8 907,28	8 148,08	0,00	0,00	759,20		
62878	Remboursement de frais à des tiers	19 517,33	19 517,33	0,00	0,00	0,00		
012	Charges de personnel et frais assimilés (2) (4)	894 026,00	890 189,21	0,00	0,00	3 836,79		890 189,21
6218	Autre personnel extérieur	38 645,26	38 445,74	0,00	0,00	199,52		
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	5 937,00	5 812,00	0,00	0,00	125,00		
64111	Rémunération principale titulaires	94 730,44	94 730,44	0,00	0,00	0,00		
64112	SFT, indemnité résidence	885,48	885,48	0,00	0,00	0,00		
64113	NBI	1 966,56	1 966,56	0,00	0,00	0,00		
64118	Autres indemnités titulaires	16 707,59	16 707,59	0,00	0,00	0,00		
64131	Rémunérations non tit.	495 199,63	494 762,63	0,00	0,00	437,00		
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	161 895,04	159 828,00	0,00	0,00	2 067,04		
6453	Cotisations aux caisses de retraites	77 070,00	76 390,77	0,00	0,00	679,23		
6475	Médecine du travail, pharmacie	329,00	0,00	0,00	0,00	329,00		
6488	Autres charges	660,00	660,00	0,00	0,00	0,00		
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
015	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	Allocation personnalisée d'autonomie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	Revenu de solidarité active	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
TOTAL DES DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (A)= (011+012+014+015+016+017+65+6586)		1 062 145,73	1 025 137,74	904,61	0,00	36 103,38	0,00	1 026 042,35

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Dépenses engagées non mandatées.

(3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Mandats émis – Charges rattachées – Restes à réaliser au 31/12.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

III – VOTE	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES - DETAIL PAR ARTICLE	B1

GESTION DES SERVICES DEPARTEMENTAUX – CHARGES FINANCIERES ET EXCEPTIONNELLES – OPERATIONS D'ORDRE

Chap./ art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (3)	Pour information	
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12 (2)		Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Crédits gérés hors AE
66	Charges financières (B)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
67	Charges exceptionnelles (C) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
68	Dotations amortissements et provisions (D) (5)	0,00	0,00			0,00		0,00
022	Dépenses imprévues (E)	1 000,00						
TOTAL DES DEPENSES REELLES = A+B+C+D+E		1 063 145,73	1 025 137,74	904,61	0,00	37 103,38	0,00	1 026 042,35

023	Virement à la section d'investissement	0,00						
042	Opérations ordre transf. entre sections (4)	22 900,00	15 405,08			7 494,92		15 405,08
6811	Dot. amort. et prov. Immos incorporelles	22 900,00	15 405,08			7 494,92		15 405,08
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE (= prélèvement issu de la section de fonctionnement au profit de la section d'investissement)		22 900,00	15 405,08			7 494,92		15 405,08

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	1 086 045,73	1 040 542,82	904,61	0,00	44 598,30	0,00	1 041 447,43
---	---------------------	---------------------	---------------	-------------	------------------	-------------	---------------------

Pour information D002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1	22 396,27	22 396,27					
---	-----------	-----------	--	--	--	--	--

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	1 108 442,00	1 062 939,09	904,61	0,00	44 598,30	0,00	1 041 447,43
--	---------------------	---------------------	---------------	-------------	------------------	-------------	---------------------

- (1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
 (2) Dépenses engagées non mandatées.
 (3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Mandats émis – Charges rattachées – Restes à réaliser au 31/12.
 (4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040*.
 (5) Hors dépenses imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

Pour information : détail du calcul des ICNE au compte 66112 (6)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

- (6) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

III – VOTE	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES - DETAIL PAR ARTICLE	B2

GESTION DES SERVICES DEPARTEMENTAUX

Chap/ art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Recettes employées (ou restant à employer)			Crédits annulés (3)
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12 (2)	
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	553 124,00	552 235,22	0,00	0,00	888,78
7068	Autres redevances et droits	553 124,00	552 235,22	0,00	0,00	888,78
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Impositions directes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations, subventions et participations(4)	535 452,00	540 073,85	0,00	0,00	-4 621,85
7473	Participation Départements	446 460,00	446 460,00	0,00	0,00	0,00
7476	Sécurité sociale, organism. Mutualistes	88 992,00	0,00	0,00	0,00	88 992,00
74788	Autres	0,00	93 613,85	0,00	0,00	-93 613,85
75	Autres produits de gestion courante(4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges(4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
015	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	Allocation personnalisée d'autonomie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	Revenu de solidarité active	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GESTION DES SERVICES		1 088 576,00	1 092 309,07	0,00	0,00	-3 733,07
(A) = (70 + 73 + 731 + 74 + 75 + 013 + 015 + 016 + 017)						

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Recettes justifiées non titrées.

(3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Titres émis – Produits rattachés – Restes à réaliser au 31/12.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les départements dits « surfiscalisés » (compte 7321) (5)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

(5) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

III – VOTE	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES - DETAIL PAR ARTICLE	B2

GESTION DES SERVICES DEPARTEMENTAUX – PRODUITS FINANCIERS ET EXCEPTIONNELS – OPERATIONS D'ORDRE

Chap/ art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Recettes employées (ou restant à employer)			Crédits annulés (3)
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12 (2)	
76	Produits financiers (B)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (C) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amortissements et provisions (D) (5)	0,00	0,00			0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES = A+B+C+D		1 088 576,00	1 092 309,07	0,00	0,00	-3 733,07

042	Opérations ordre transf. entre sections (4)	19 866,00	19 866,00			0,00
777	Quote-part subv invest transf cpte résul	19 866,00	19 866,00			0,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		19 866,00	19 866,00			0,00

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	1 108 442,00	1 112 175,07	0,00	0,00	-3 733,07
---	---------------------	---------------------	-------------	-------------	------------------

Pour information R002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1	0,00	0,00			
--	-------------	-------------	--	--	--

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	1 108 442,00	1 112 175,07	0,00	0,00	-3 733,07
--	---------------------	---------------------	-------------	-------------	------------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Recettes justifiées non titrées.

(3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Titres émis – Produits rattachés – Restes à réaliser au 31/12.

(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RF 042 = DI 040*.

(5) Hors recettes imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (6)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(6) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	B7.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalizations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		19 866,00	19 866,00
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		0,00	0,00
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681 (2)	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		19 866,00	19 866,00
10...	<i>Reprise de dotations, fonds divers et réserves</i>		
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	<i>Subv. invest. transférées cpte résultat</i>	19 866,00	19 866,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	19 866,00	0,00	0,00	19 866,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	B7.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalizations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		34 234,00	26 738,77
Ressources propres externes de l'année (a)		11 334,00	11 333,69
10222	FCTVA	11 334,00	11 333,69
10228	Autres fonds	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b)		22 900,00	15 405,08
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
28...	Amortissement des immobilisations		
28051	Concessions et droits similaires	20,00	0,00
28182	Matériel de transport	5 100,00	1 927,00
281838	Autre matériel informatique	3 780,60	3 728,18
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers	3 795,40	2 491,92
28185	Matériel de téléphonie	180,00	140,00
28188	Autres immo. corporelles	10 024,00	7 117,98
481...	Charges à rép. sur plusieurs exercices		
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement	0,00	0,00

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R1068 de l'exercice précédent	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	26 738,77	0,00	62 274,47	0,00	89 013,24

	Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II 19 866,00
Ressources propres disponibles	IV 89 013,24
Solde	V = IV – II (2) 69 147,24

(1) Les comptes 169, 26, 27, 28 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	E2

Nombre de membres en exercice : 0
 Nombre de membres présents : 0
 Nombre de suffrages exprimés : 0
 VOTES : Pour : 0
 Contre : 0
 Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) ,

A le

,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session

A , le

Les membres de l'assemblée délibérante (2),

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».

(2) L'assemblée délibérante étant : (indiquer la nature de l'assemblée délibérante : conseil général, conseil syndical, ...).

Réunion du 8 avril 2022

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission des Finances, des Affaires Générales et de la Transition Ecologique

OBJET

CENTRE DEPARTEMENTAL DE SANTE : BUDGET PRIMITIF

RAPPORT

J'ai l'honneur de soumettre à notre assemblée le projet du Budget Primitif du Centre Départemental de Santé (CDS) CORREZE SANTE pour l'exercice 2022.

Pour rappel, ce centre a ouvert le 9 septembre 2019 à Egletons. Une première antenne a été créée dès le 30 septembre 2019 à Neuvic, puis une seconde à Meymac en juillet 2020.

4 antennes supplémentaires ont vu le jour au cours de l'année 2021:

- Ussel au 1^{er} mars : 2 cabinets de consultation pour commencer puis 2 autres au 1^{er} juillet
- Sornac au mois de juin avec une permanence du CDS prévue 1 jour par semaine.
- Treignac le 22 novembre avec 2 cabinets
- Bort les Orgues à la mi-décembre : permanence 1 jour par semaine de consultations en gériatrie.

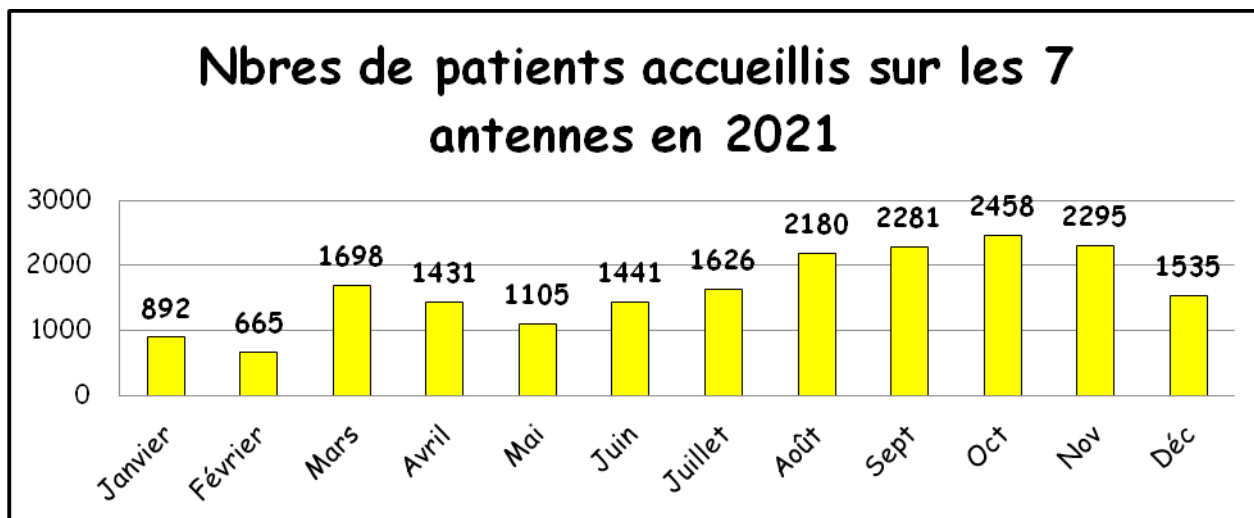
En parallèle, les antennes existantes continuent leur essor avec notamment la mise en place d'un 2^{ème} cabinet au CDS de Meymac au 1^{er} juillet 2021.

Effectif au 01/03/2022

Antennes du CDS à ce jour	Nombre de médecins intervenant	Nombre d'ETP
Egletons	2	0.7
Neuvic	1	1
Meymac	3	2.12
Ussel	4	3.27
Sornac	1	0.10
Treignac	3	1.83
Bort les Orgues	1	0.20
Remplacement sur antennes	1	0.25
Total ETP pour 14 médecins salariés		9.47

Les médecins du CDS sont amenés à exercer sur plusieurs antennes, de ce fait certains médecins sont comptabilisés plusieurs fois dans le nombre de médecins intervenant par antennes.

Du 1^{er} janvier au 25 février 2022, le CDS a réalisé plus de 5 300 consultations sur ses 7 antennes existantes soit presque **4 fois plus qu'en 2021** sur la même période.



On peut noter une augmentation significative du nombre de consultations au fur et à mesure de l'ouverture de nouveaux cabinets.

Aujourd'hui, le nombre de déclarations "médecin traitant" s'élève à 4 600, ce qui ne fait que confirmer une puissante montée en charge.

Le déploiement du CDS va se poursuivre sur l'année 2022 avec en prévision l'extension du siège à Egletons (courant 1^{er} semestre) et l'ouverture de 2 nouvelles antennes hypothétiques.

FONCTIONNEMENT

Afin de permettre la mise en œuvre de ce budget, je vous propose d'affecter les crédits de paiement arrêtés à **2 125 437,43 €** selon le tableau ci-dessous :

FONCTIONNEMENT				
	DEPENSES	BP 2021	CA 2021	BP 2022
011	CHARGES GENERALES	144 703,73	135 853,14	254 974,00
012	CHARGES DE PERSONNEL	1 229 000,00	890 189,21	1 833 963,43
042	AMORTISSEMENTS	22 900,00	15 405,08	36 500,00
022	DEPENSES IMPREVUES	1 000,00	0,00	0,00
002	RESULTAT DE CLOTURE	22 396,27	22 396,27	/
	Total DEPENSES FONC	1 420 000,00	1 063 843,70	2 125 437,43
	RECETTES	BP 2021	CA 2021	BP 2022
70	PRODUITS D'ACTIVITE	800 00,00	552 235,22	1 443 150,00
74	DOTATIONS	600 000,00	540 073,85	614 000,00
	CD 19	300 000	446 460	372 675
	CPAM	300 000	93 613,85	241 325
042	ORDRE ET TRANSFERT	20 000,00	19 866,00	25 000,00
002	RESULTAT DE CLOTURE	/	/	43 287,43
	Total RECETTES FONC	1 420 000,00	1 112 175,07	2 125 437,43

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Les dépenses prévisionnelles de 2022 sont estimées à 2 125 437,43 €.

Les principales dépenses de fonctionnement sont :

- Chapitre 11 : charges à caractère général → 254 974,00 €

Charges d'électricité, carburant, produits pharmaceutiques et fournitures diverses pour les 9 antennes prévues en 2022. Sont également comptabilisés dans ces dépenses les frais de locations immobilières, de véhicules, la location d'une borne de téléconsultation, les charges diverses (traitement des déchets à risques, Internet, licences du logiciel métier chorus, entretien locaux et véhicules...), la maintenance des malles de téléconsultation pour les visites à domicile acquises en janvier 2022.

- Chapitre 12 : Charges de personnel → 1 833 963,43 €
 - une équipe administrative : 3 secrétaires médicales, 1 gestionnaire et 1 cadre de santé
 - une équipe de professionnels de santé : 1 orthoptiste (0,10 ETP), 4 IPA ou assistants médicaux, 3 stagiaires IPA et 16 médecins (11 ETP)
 - l'arrivée de nouveaux médecins (2 ou 3) sera inscrite en dotations modificatives.

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

En 2022, les recettes prévisionnelles sont estimées à 2 125 437,43 €.

Les perspectives d'une moyenne de 24 patients par jour par médecin et de 10 consultations par jour par Infirmier en Pratiques Avancées (IPA) permettent d'envisager 1 443 150 € de produits d'activité.

L'ensemble des rémunérations de la CPAM de la Corrèze devrait se chiffrer à 241 325 €. Cette estimation prend en compte les forfaits Accord National, Teulade, ROSP (Rémunération sur Objectif de la Santé Publique), patientèle médecin traitant.

Les recettes liées aux consultations ne couvrant pas en totalité les dépenses, une subvention d'équilibre de fonctionnement de la Collectivité sera nécessaire. Elle est estimée à 372 675 €.

INVESTISSEMENT

Afin de permettre la mise en œuvre de ce budget, je vous propose d'affecter les crédits de paiement arrêtés à 183 543,94 € selon le tableau ci-dessous :

INVESTISSEMENT				
	DEPENSES	BP 2021	CA 2021	BP 2022
20-21	IMMOBILISATIONS	172 174,47	79 191,18	153 500,00
040	ORDRE ET TRANSFERT	20 000,00	19 866,00	25 000,00
001	RESULTAT DE CLOTURE	/	/	5 043,94
	Total DEPENSES INV	192 174,47	99 057,18	183 543,94
	RECETTES	BP 2021	CA 2021	BP 2022
13	SUBVENTION d'INVESTISSEMENT	95 000,00	5 000,00	134 000,00
040	AMORTISSEMENTS	22 900,00	15 405,08	36 500,00
10	FCTVA	12 000,00	11 333,69	13 043,94
001	RESULTAT DE CLOTURE	62 274,47	62 274,47	/
	TOTAL RECETTES INV	192 174,47	94 013,24	183 543,94

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Les crédits de paiement estimés seront consacrés à :

- l'achat de 4 véhicules dont 3 sont en fin de location
- aménagement de l'extension d'églétons
- l'ouverture de 2 nouvelles antennes hypothétiques
- l'achat de matériel informatique et appareil de mesures médicales
- l'achat de 4 malles de téléconsultation

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Les amortissements pour 36 500 € et le Fond de Compensation de la TVA (FCTVA) pour 13 043,94 € constituent les principales recettes d'investissement du Centre Départemental de Santé.

A ce prévisionnel s'ajoutera une subvention d'équipement de la collectivité d'un montant de 134 000 €.

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

CENTRE DEPARTEMENTAL DE SANTE : BUDGET PRIMITIF

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2022.04.08/108 en date du 8 avril 2022, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Madame Marilou PADILLA-RATELADE, Rapporteur,

DÉLIBÈRE

Article 1^{er} : vu les résultats de l'exercice 2021, au titre du BP 2022 la reprise suivante est votée :

1. Section d'Investissement (compte recettes 001) reprise du solde d'exécution :
- 5 043,94 €
2. Section de Fonctionnement (compte recettes 002) reprise du résultat 2021 :
43 287,43 €

Article 2 : au titre du BP 2022 du CDS, est voté l'affectation des crédits de paiements suivants :

	Crédits de paiements 2022 - DEPENSES	Crédits de paiements 2022 - RECETTES
FONCTIONNEMENT	2 125 437,43	2 125 437,43
INVESTISSEMENT	183 543,94	183 543,94
TOTAL	2 308 981,37	2 308 981,37

Adopté, à main levée, à la majorité, par 28 voix pour, 10 abstentions.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 21 avril 2022

Accusé réception en Préfecture n°019-221927205-20220408-CD-2022-BP-CDS-DE
Affiché le : 21 avril 2022

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL



L'an deux mille vingt-deux et le huit avril, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :

Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Madame Valérie TAURISSON, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Madame Patricia BUISSON, Monsieur Franck PEYRET, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Audrey BARTOUT, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Jean-Jacques LAUGA, Monsieur Philippe LESCURE, Madame Marilou PADILLA-RATELADE, Madame Rosine ROBINET, Monsieur Gérard SOLER, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Julien BOUNIE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Madame Claude CHIRAC, Monsieur Bernard COMBES, Madame Jacqueline CORNELISSEN, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Monsieur Sébastien DUCHAMP, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Didier MARSALÉIX, Madame Frédérique MEUNIER, Madame Annick TAYSSE, Madame Sonia TROYA, Madame Stéphanie VALLÉE, Madame Marie-Laure VIDAL , Monsieur Eric ZIOLO

Pouvoir :

Monsieur Anthony MONTEIL à Madame Stéphanie VALLÉE

Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

Réunion du 8 avril 2022

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission des Finances, des Affaires Générales et de la Transition Ecologique

OBJET

VOTE DES TAUX 2022 : TAUX DE RÉPARTITION DE LA TAXE D'AMÉNAGEMENT ET TAUX PERÇU AU TITRE DES DROITS D'ENREGISTREMENT TAXE DE PUBLICITÉ FONCIÈRE SUR LES MUTATIONS A TITRE ONÉREUX D'IMMEUBLES ET DE DROITS IMMOBILIERS

RAPPORT

I – TAUX DE REPARTITION DE LA TAXE D'AMENAGEMENT :

La taxe d'aménagement est entrée en vigueur le 1^{er} mars 2012 par délibération du Conseil Général du 4 novembre 2011, au taux de 1%. Ce taux est inchangé depuis cette date.

Cette taxe aide au financement, d'une part de toutes les opérations pouvant s'inscrire dans le cadre de la politique des espaces naturels sensibles et d'autre part au fonctionnement du Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et d'Environnement (CAUE).

L'article 101 de la loi de Finances pour 2017 a demandé à l'Assemblée Délibérante de fixer un nouveau taux de répartition de la taxe d'aménagement ou de reconduire le taux de répartition existant, au plus tard le 15 avril de chaque année.

Pour 2021, la participation financière de 200 023,21 € du Conseil Départemental destinée au CAUE s'établissait sur l'application d'un taux de répartition de 18,87% des recettes de la taxe d'aménagement perçue en 2020.

Ce partenariat vise à accompagner cette structure dans ses missions auprès des particuliers et des collectivités locales.

La recette issue de la taxe d'aménagement perçue au titre de 2021 s'élève à 853 672,73 €, nettement en baisse par rapport à 2020 dont le montant était de 1 060 006,41 €.

Ainsi, pour maintenir une dotation CAUE à hauteur de celles des années précédentes, le taux de répartition de la taxe d'aménagement à voter pour 2022 est proposé comme suit :

- 23,43% pour le CAUE,
- 76,57% destinées aux actions entrant dans le cadre des Espaces Naturels Sensibles.

II – TAUX PERCU AU TITRE DES DROITS D'ENREGISTREMENT ET TAXE DE PUBLICITE FONCIERE SUR LES DROITS DE MUTATION A TITRE ONEREUX D'IMMEUBLES ET DE DROITS IMMOBILIERS :

Chaque année, pour la période courant du 1^{er} juin au 31 mai de l'année suivante, conformément à l'article 1594 E du Code Général des Impôts (CGI), la collectivité doit fixer le taux de la taxe de la publicité foncière ou des droits d'enregistrement exigibles sur les mutations à titre d'immeubles.

Dans sa séance du 24 janvier 2014, suite à l'article 77 de la loi de Finances n° 2013-1278 du 29 décembre 2013, l'Assemblée Départementale avait décidé de dé plafonner le taux de droit commun des droits de mutation à titre onéreux, pour le porter à 4,50%. Pour rappel, ce taux plafond est reconduit chaque année à ce même montant depuis cette date.

Comme précisé dans le rapport du Compte Administratif présenté à cette même séance, le montant perçu en 2021 pour cette recette s'élève à 31,470 M€ (25,590 M€ en 2020).

Ainsi, compte tenu de l'importance de cette recette pour notre collectivité, nous proposons à l'assemblée, pour la prochaine période d'imposition, la reconduction de ce taux, soit, 4,50%.

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

VOTE DES TAUX 2022 : TAUX DE RÉPARTITION DE LA TAXE D'AMÉNAGEMENT ET TAUX PERÇU AU TITRE DES DROITS D'ENREGISTREMENT TAXE DE PUBLICITÉ FONCIÈRE SUR LES MUTATIONS A TITRE ONÉREUX D'IMMEUBLES ET DE DROITS IMMOBILIERS

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2022.04.08/109 en date du 8 avril 2022, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Madame Sophie CHAMBON, Rapporteur,

DÉLIBÈRE

Article 1^{er} : l'Assemblée délibérante approuve la répartition du taux de de la Taxe d'aménagement applicable depuis le 1^{er} mars 2012 et votée au taux de 1% comme suit :

- 23,43% pour le CAUE,
- 76,57% destinées aux actions entrant dans le cadre des Espaces Naturels Sensibles.

Article 2 : l'Assemblée Départementale décide, pour la prochaine période d'imposition, la reconduction des taux perçus au titre du Droit Départemental d'Enregistrement et de la Taxe Départementale de Publicité Foncière, soit 4,50%.

Imputations budgétaires :

Les recettes correspondantes seront imputées sur le Budget Départemental :

- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 937.38
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 941.1.

Adopté, à main levée, à la majorité, par 28 voix pour, 10 contre.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant

de L'État le : 12 avril 2022

Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20220408-4924-DE-1-1

Affiché le : 12 avril 2022

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL



L'an deux mille vingt-deux et le huit avril, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :

Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Madame Valérie TAURISSON, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Madame Patricia BUISSON, Monsieur Franck PEYRET, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Audrey BARTOUT, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Jean-Jacques LAUGA, Monsieur Philippe LESCURE, Madame Marilou PADILLA-RATELADE, Madame Rosine ROBINET, Monsieur Gérard SOLER, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Julien BOUNIE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Madame Claude CHIRAC, Monsieur Bernard COMBES, Madame Jacqueline CORNELISSEN, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Monsieur Sébastien DUCHAMP, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Didier MARSALÉIX, Madame Frédérique MEUNIER, Madame Annick TAYSSE, Madame Sonia TROYA, Madame Stéphanie VALLÉE, Madame Marie-Laure VIDAL, Monsieur Eric ZIOLO

Pouvoir :

Monsieur Anthony MONTEIL à Madame Stéphanie VALLÉE

Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

Réunion du 8 avril 2022

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission des Finances, des Affaires Générales et de la Transition Ecologique

OBJET

POLITIQUE DES RESSOURCES HUMAINES - DOTATIONS 2022

RAPPORT

Le contexte sanitaire très particulier a continué à créer de l'incertitude en 2021 et a imposé une souplesse d'organisation du travail et une réactivité nécessaire pour assurer un service public de qualité et à la hauteur des attentes des usagers. Pour ce faire, le Département a déployé au cours de l'année, son plan de continuité de l'activité en intégrant ponctuellement des phases renforcées de télétravail.

Malgré cette situation de crise, la politique des ressources humaines prévue par notre Assemblée a pu être conduite conformément à la feuille de route 2019-2021 fixée à la Direction des Ressources Humaines (DRH). Le renforcement de la qualité de vie au travail et la priorisation de pilotage à travers des outils améliorés ont ainsi été mis en œuvre.

Le budget 2021 a donc été exécuté dans le cadre fixé pour répondre à priorités identifiées.

Dans ce cadre, la poursuite de la maîtrise du budget Ressources Humaines (RH) a été possible à travers la mise en place d'outils de pilotage RH dédiés et adaptées. Ces outils, construits en fonction des besoins des directions, ont vocation à apporter une aide pour piloter les éléments RH (masse salariale, absentéisme, etc.) au plus près des services opérationnels. Ces tableaux de bord, transmis à intervalles réguliers, permettent une utilisation au plus juste des ressources dédiées.

Ensuite le dialogue social de confiance, dans le cadre d'un agenda partagé et travaillé avec les partenaires sociaux a permis de finaliser le plan d'actions pluriannuel relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. Ce dialogue a également contribué à la mise en œuvre de la nouvelle charte du télétravail qui permet à plus de 120 agents de travailler en partie depuis leur domicile et à leur demande, multipliant ainsi par 4 le nombre de bénéficiaires par rapport à la situation antérieure.

De la même manière, la démarche de conduite du changement s'est poursuivie au profit des agents et de l'encadrement en particulier. Au-delà des actions de co-développement et de la conduite de séminaire au profit de la centaine d'encadrants, un dispositif ambitieux « Manage and Co », fondé sur un partenariat novateur avec le Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT), offre dorénavant à l'ensemble des encadrants un parcours de formations adaptées et personnalisées.

Enfin le développement d'une gestion R.H de proximité dans le cadre d'ateliers décentralisés s'est concrétisé d'une part par la mise en place d'ateliers RH thématiques au plus près des agents du département. Cette action, menée à Ussel, a ainsi permis à ces agents dont la résidence administrative est éloignée de Tulle de rencontrer les professionnels de la DRH. Ralentie par la crise sanitaire, cette action est appelée à se répéter dans d'autres secteurs. D'autre part, le déploiement d'un chatbot RH depuis l'été permet aux agents de la collectivité d'avoir accès aux réponses aux questions les plus courantes en termes de gestion des ressources humaines.

Pour 2022, les axes de priorité de la DRH sont les suivants :

- **L'accompagnement au changement** pour assurer en particulier le développement des compétences des managers dans un souci de performance collective. Cela nécessite de pérenniser le dispositif Manage and co mais également d'accompagner les directions engagées dans la dématérialisation.
- **L'optimisation des ressources et des organisations** pour notamment renforcer le pilotage des effectifs et de la masse salariale en cohérence avec la politique budgétaire. Cela implique de poursuivre la professionnalisation des acteurs RH dans le domaine du contrôle de gestion mais également d'assurer un plan de formation répondant très directement aux besoins opérationnels des directions.
- **Une administration de proximité et digitale** en continuant d'assurer un service au plus près des agents tout en déployant les outils numériques du Système d'Information des Ressources Humaines (SIRH).

Il vous est proposé ainsi d'affecter 57 058 000 € de crédits de paiement à la mise en œuvre de ces actions, dont 57 048 000 € au titre du fonctionnement et 10 000 € au titre de l'investissement.

I. LE FONCTIONNEMENT

A. Les dépenses : 57 048 000 €

En ce qui concerne les dépenses de fonctionnement dédiées aux ressources humaines, le budget 2021 a permis sa réalisation à 99,9 % en dépenses de fonctionnement montrant ainsi sa parfaite adéquation aux besoins des services de la collectivité.

1. La masse salariale : 54 991 343 €

En 2021 la rémunération, incluant le régime indemnitaire, a progressé conformément aux orientations identifiées dans le cadre de la préparation budgétaire de l'année dernière et en particulier pour répondre à des obligations réglementaires.

Pour 2022, il est proposé une politique à la hauteur des ambitions du département.

De cette manière la rémunération pour l'exercice 2022 montre une hausse maîtrisée de + 2,5 % couvert essentiellement par l'application de mesures nationales réglementaires ou d'éléments structurels de fonctionnement :

- la réforme des grilles indiciaires des catégories C pour un montant de 180 000 € ;
- les avancements automatiques d'échelon ainsi que l'intégration des nouveaux échelons évalués à 320 000 € ;
- l'indemnité inflation qui s'élève à 80 000 € ;
- l'augmentation des charges patronales reversées au CNFPT de 0,5 à 1 % ce qui représente 32 000 € ;
- l'alignement de la catégorie C sur le SMIC avec un coût de 32 000 € ;
- l'indemnité de précarité de fin des contrats courts estimée à 30 000 € ;
- l'application du Ségur de la Santé aux cadres d'emploi paramédicaux pour un budget de 50 000 €.

A ces dépenses contraintes, qui représentent une évolution de + 1,3 % de budget, s'ajoutent des dépenses de fonctionnement obligatoires telles que :

- L'effet report des mesures 2021 pour un montant de 200 000 € ;
- L'effet du turn-over qui s'élève à 100 000 € ;
- Les charges liées au chômage et les dépenses de Supplément Familial de Traitement pour un budget de 50 000 € ;
- La revalorisation du marché de la médecine de prévention pour une augmentation estimée de 45 000 €.

Ces dépenses représentent +0,8 % de budget.

Ainsi, au total ce sont + 2,3 % de budget de fonctionnement qui sont justifiés par des obligations réglementaires externes ou de fonctionnement.

En parallèle, ce budget prévisionnel intègre une reprise normale de l'activité ce qui a mécaniquement un effet d'augmentation en comparaison avec le CA 2021, année marquée par la crise sanitaire.

La rémunération représente ainsi 96,40 % des crédits de fonctionnement des ressources humaines.

Par ailleurs Les mesures qui concourent à maîtriser les coûts afin de les rationaliser seront bien évidemment maintenues d'autant qu'elles participent également au bon fonctionnement des services en adaptant les moyens aux besoins et en nous appuyant sur les compétences des agents du Conseil Départemental. De cette manière seront maintenus :

- la mutualisation pour des durées déterminées d'agents volontaires auprès de services ayant des besoins spécifiques ponctuels;
- l'appel maîtrisé à des saisonniers pour couvrir les besoins spécifiques ;
- les mobilités internes pour répondre, là aussi, aux besoins des services en favorisant les parcours professionnels des agents du département.

En 2021, ce sont ainsi 50 mobilités internes qui ont été décidées sur 110 opérations de recrutement réalisées soit 45 %.

Ainsi au 31 décembre 2021, au titre du budget principal (hors CDEF et assistants familiaux), la collectivité comptait 1 224 agents permanents et 69 agents non permanents.

Enfin les commissions d'avancement qui se sont déroulés en juillet ont permis 113 avancements de grades et promotions, dont 82 en catégorie C.

2. Les autres dépenses

En ce qui concerne **la formation**, le budget s'élève à 200 000 € pour accompagner la montée en compétences des agents du Département.

Ce budget répond au plan de formation ambitieux construit avec les directions et les organisations syndicales ainsi qu'à la nécessité d'assurer les formations reportées de 2021 à 2022 pour raison sanitaire. Ce plan intègre également un volet à la direction des Routes où la définition de parcours de formations cohérents avec les parcours professionnels de chacun des agents permettra d'accompagner les chantiers prévus.

Enfin une enveloppe de 40 000 €, intégrée à ce budget, sera déléguée aux directions pour leur permettre de répondre aux besoins déclarés en cours d'année.

L'enveloppe de 22 000 € dédiée à l'analyse **des pratiques professionnelles**, mise en place dans les MSD pour sécuriser les agents dans l'exercice de leurs missions, est maintenue.

Par ailleurs, 200 000 € sont dédiés à **l'emploi et à la formation des jeunes Corrèziens** à travers l'apprentissage et les stages. En 2022, la collectivité poursuit ainsi son effort et intensifie encore cet accompagnement notamment en formalisant des offres accessibles à l'ensemble des étudiants via le même support que les offres d'emplois.

Pour assurer la bonne continuité du service dans les collèges tout en œuvrant à l'insertion des bénéficiaires du RSA dans le monde professionnel, le Conseil Départemental poursuit son action avec les associations. Ce dispositif qui permet de mettre en place des remplacements de courte durée et sur court préavis a montré son double objectif : celui de répondre d'une part aux besoins imprévisibles particulièrement sensibles pendant la crise sanitaire et d'autre part de permettre à ces bénéficiaires de retrouver le chemin de l'emploi.

Les crédits alloués à **l'hygiène, la sécurité et les conditions de travail** s'élèvent à 341 840 €.

Cette dotation permettra d'assurer l'ensemble des missions d'hygiène et de sécurité de la collectivité pour ses agents. L'augmentation sensible de l'enveloppe correspond à une anticipation de l'augmentation prévue des frais liés au marché de médecine de prévention renouvelé en 2022.

Comme les années précédentes, la contribution au FIPHFP est nulle, le taux d'emploi légal de la collectivité de personnes bénéficiaires de l'obligation d'emploi étant supérieur à 6%.

Notre **partenariat avec le CDG** est doté de 46 600 €, intégrant la mission ACFI et notre adhésion au "socle commun" des prestations offertes par le CDG (notamment les fonctions de secrétariat du comité médical et de la commission de réforme et la mission de référent déontologue). Le renouvellement de ces conventions a été approuvé par l'assemblée plénière cette année.

Nous vous proposons la modification **de 1 autorisation d'engagement** :

- Remplacement des agents chargés de l'entretien des collèges en mobilisant à cette fin les bénéficiaires du RSA pour un montant de 380 000 € supplémentaires au regard des besoins réels.

Nous vous proposons la création de **2 autorisations d'engagement** :

- Prestations blanchisserie, pour un montant de 160 000 € sur 4 ans (renouvellement en Juillet 2022).
- médecine professionnelle, pour un montant de 498 000 € sur 3 ans et 4 mois (renouvellement en Août 2022).

3. Les objectifs 2022

La politique des ressources humaines de la Collectivité pour l'année 2022 va s'inscrire dans la poursuite des actions déjà engagées tout en appuyant les ambitions nouvelles portées par le Département.

De cette manière et dans la continuité, la DRH va ainsi poursuivre un suivi particulier, en liaison avec la médecine de prévention, l'assistante social du personnel et les directeurs concernés, des agents dans une situation professionnelle difficile. Cette **commission trimestrielle**, permet un accompagnement adapté pour maintenir ces personnes dans l'emploi et proposer une procédure adaptée à la reprise après une absence longue. Ce dispositif participe très directement à la gestion de proximité tout comme les ateliers RH décentralisés dont le déploiement au plus près des agents va continuer à s'organiser afin de répondre aux attentes individuelles et d'accompagner chacun dans son parcours et ses choix professionnels.

De la même manière, la DRH va reconduire le pilotage mis en place **autour d'indicateurs RH et de tableaux de bord** construits avec les directions. Ces outils, véritables appuis à la bonne gestion des ressources, ont vocation à s'adapter aux spécificités de chacune.

L'accompagnement au changement et le développement de la qualité de vie au travail vont continuer à se développer autour de l'accompagnement des agents mais également une montée en compétences particulières des cadres dans leurs fonctions managériales. Ce travail sera appuyé par le dispositif Manage and CO, renforcé.

Par ailleurs le **dialogue social** va être poursuivi et densifié pour répondre tout d'abord à la préparation et à l'organisation des élections professionnelles pour lesquelles l'utilisation du vote électronique est privilégiée en coordination avec les organisations syndicales. Ensuite l'agenda social partagé prévoit également de travailler sur l'organisation du temps de travail afin de mieux répondre aux attentes des usagers tout en reconnaissant de manière plus juste le travail des agents. Ce travail sera mené dans le cadre de l'obligation légale à venir des 1 607 h annuelles précisée dans la Loi de Transformation de la Fonction Publique.

B. Les recettes : 3 776 000 €

Les recettes proviennent essentiellement d'une part des remboursements des coûts salariaux par les organismes accueillant des agents de la collectivité dans le cadre de mises à disposition à hauteur de 2 921 000 €. Elles proviennent d'autre part des recettes FSE et État qui s'élèvent cette année à 810 000 €.

Les autres recettes sont principalement constituées par :

- les remboursements des Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique (FIPHFP) des surcoûts des aménagements de postes : 15 000 €
- les recouvrements Sécurité sociale et Caisse Nationale de Retraites des Agents des Collectivités Locales (CNRACL): 30 000 €.

II. L'INVESTISSEMENT : 10 000 €

En 2021, l'investissement a représenté 10 000€.

Cette enveloppe en 2022, identique, permettra la prise en charge des dépenses en matériel pour les cellules formation, hygiène et sécurité et l'acquisition de matériels et mobiliers dans le cadre des aménagements de postes.

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, nous vous proposons d'affecter les crédits de paiement selon les tableaux ci-dessous :

	CA 2019	CA 2020	CA 2021	BP 2022
Rémunération et régime indemnitaire	52 004 433,70 €	52 696 630,73 €	53 684 880,55 €	54 991 343 €
Déplacements	363 860,94 €	378 200,12 €	315 651,57 €	382 000 €
Hygiène et sécurité	334 309,69 €	355 820,58 €	240 036,38 €	341 840 €
Formation	167 135,73 €	137 244,57 €	109 169,14 €	200 000 €
Emploi et compétences	44 885,55 €	50 799,52 €	56 438,61 €	76 000 €
Divers (visites embauches, cartes professionnelles, convention CDC19, remplacement collèges,...)	438 071,02 €	419 767,61 €	429 125,00 €	635 500 €
Rémunération CAE emplois avenir apprentis	38 648,21 €	63 334,98 €	85 973,32 €	140 000 €
<i>Groupe élus (PGM)</i>	<i>250 136,66 €</i>	<i>200 211,51 €</i>	<i>211 288,05 €</i>	<i>259 317 €</i>
Pratiques professionnelles (<i>action en lien avec la DASFI</i>)	21 999,95 €	10 772,20 €	19 560,00 €	22 000 €
Dispositif protection des travailleurs isolés	44 716,07 €	- €		
Total DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	53 708 197,52 €	54 312 781,82 €	55 152 122,62 €	57 048 000 €
Remboursement FIPHFP et divers	6 805,50 €	19 779,80 €	18 889,05 €	15 000 €
Remboursement assurances		30 163,25 €	30 525,04 €	- €
Hygiène et sécurité		1 600,00 €	- €	- €
Rémunération MAD	1 619 789,28 €	3 185 415,78 €	2 951 491,11 €	2 921 000 €
Rémunération et régime indemnitaire MAD LDA	1 038 414,69 €			
Subvention (Europe FSE+ PAERPA + FIPD)	50 000,00 €	117 657,45 €	1 050 686,13 €	810 000 €
Remb SS et CNRACL	60 412,00 €	120 084,21 €	108 755,19 €	30 000 €
Total RECETTES DE FONCTIONNEMENT	2 775 421,47 €	3 474 700,49 €	4 160 346,52 €	3 776 000 €
Acquisitions matériels ACFI et matériels formation	2 878,50 €	9 999,63 €	2 131,50 €	10 000 €
Total DEPENSES D'INVESTISSEMENT	2 878,50 €	9 999,63 €	2 131,50 €	10 000 €
Néant				
Total RECETTES D'INVESTISSEMENT	- €	- €	- €	- €

En résumé :

	Crédits de paiement 2022 DEPENSES	Crédits de paiement 2022 RECETTES
FONCTIONNEMENT	57 048 000 €	3 776 000 €
INVESTISSEMENT	10 000 €	
TOTAL	57 058 000 €	3 776 000 €

Pour mémoire, les engagements 2022 au titre de la politique exposée ci-dessus et effectués selon les enveloppes suivantes :

En dépenses :

AE :

LIBELLES
MEDECINE PROFESSIONNELLE / 2018-2022
PRESTATIONS BLANCHISSERIE / 2018-2022
VETEMENTS DE TRAVAIL CD19 / 2019-2023
EXPLOITATION ET GESTION DU RESTAURANT DU PERSONNEL / 2021-2025
REMPLACEMENT AGTS COLLEGES - BENEFICIAIRES RSA / 2021-2025
PRESTATIONS BLANCHISSERIE / 2022-2026
MEDECINE PROFESSIONNELLE / 2022-2026

EPF :

LIBELLES
RESSOURCES HUMAINES 930
RESSOURCES HUMAINES 930 COLLABORATEURS CABINET
RESSOURCES HUMAINES 930 FSE
RESSOURCES HUMAINES 932
RESSOURCES HUMAINES 933
RESSOURCES HUMAINES 934
RESSOURCES HUMAINES 935
RESSOURCES HUMAINES 9356
RESSOURCES HUMAINES 936
RESSOURCES HUMAINES 937
RESSOURCES HUMAINES 939
RESSOURCES HUMAINES 939 QUALYSE
GROUPE D'ELUS - CORREZE DEMAIN 944
GROUPE D'ELUS - CORREZE A GAUCHE 944

EPI :

LIBELLES
RESSOURCES HUMAINES 900 INVESTISSEMENT

En recettes :

EPF :

LIBELLES
RESSOURCES HUMAINES 930
RESSOURCES HUMAINES 935
RESSOURCES HUMAINES 936
RESSOURCES HUMAINES 939

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

POLITIQUE DES RESSOURCES HUMAINES - DOTATIONS 2022

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2022.04.08/110 en date du 8 avril 2022, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Madame Ghislaine DUBOST, Rapporteur,

DÉLIBÈRE

Article unique : est décidée l'affectation des crédits de paiement suivants au titre de la politique ressources humaines 2022 :

	Crédits de paiement 2022 DEPENSES	Crédits de paiement 2022 RECETTES
FONCTIONNEMENT	57 048 000 €	3 776 000 €
INVESTISSEMENT	10 000 €	Néant
TOTAL	57 058 000 €	3 776 000 €

Imputations budgétaires :

Les recettes correspondantes seront imputées sur le Budget Départemental :

- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 930.201
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 935.0
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 936.0
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 939.0.

Les dépenses correspondantes seront imputées sur le Budget Départemental :

- Section Investissement, Article fonctionnel 900.0
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 930.202
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 932.0
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 933.0
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 934.0
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 935.0
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 9356.6
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 936.0
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 937.0
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 939.0
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 944.0
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 930.21
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 930.41
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 937.4
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 935.1.

Adopté, à main levée, à la majorité, par 28 voix pour, 10 abstentions.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

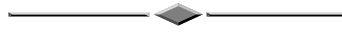
Transmis au représentant
de L'État le : 12 avril 2022

Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20220408-4809-DE-1-1

Affiché le : 12 avril 2022

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL



L'an deux mille vingt-deux et le huit avril, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :

Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Madame Valérie TAURISSON, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Madame Patricia BUISSON, Monsieur Franck PEYRET, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Audrey BARTOUT, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Jean-Jacques LAUGA, Monsieur Philippe LESCURE, Madame Marilou PADILLA-RATELADE, Madame Rosine ROBINET, Monsieur Gérard SOLER, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Julien BOUNIE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Madame Claude CHIRAC, Monsieur Bernard COMBES, Madame Jacqueline CORNELISSEN, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Monsieur Sébastien DUCHAMP, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Didier MARSALÉIX, Madame Frédérique MEUNIER, Madame Annick TAYSSE, Madame Sonia TROYA, Madame Stéphanie VALLÉE, Madame Marie-Laure VIDAL, Monsieur Eric ZIOLO

Pouvoir :

Monsieur Anthony MONTEIL à Madame Stéphanie VALLÉE

Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

Réunion du 8 avril 2022

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission des Finances, des Affaires Générales et de la Transition Ecologique

OBJET

RAPPORT DE SITUATION EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES

RAPPORT

La loi du 4 août 2014 est venue consacrer le rôle des collectivités territoriales en matière d'égalité entre les femmes et les hommes. A ce titre le Département met en œuvre une politique globale pour y répondre.

Cette obligation s'inscrit dans un arsenal juridique complet et qui a évolué avec la loi n° 828-2019 du 6 août 2019 dite de transformation de la fonction publique.

Ce rapport a principalement pour objectifs d'établir un bilan en matière d'égalité entre les femmes et les hommes : recrutement, formation, temps de travail, promotion professionnelle, conditions de travail, rémunération, articulation vie professionnelle/vie personnelle, et lutte contre le harcèlement...

La méthode appliquée consiste à reprendre dans le rapport social **2020** les données relatives aux thèmes identifiés par le décret n° 2020-528 du 4 mai 2020 en application de la loi de Transformation de la Fonction Publique et à les comparer aux données antérieures.

L'objectif est de donner une photographie de l'existant afin de décliner les mesures prises en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Enfin la rédaction d'un plan d'égalité professionnelle fin 2021 avec la participation des organisations syndicales a permis de formaliser la volonté de la collectivité dans ce domaine.

I - Le plan d'action "Égalité professionnelle"

A- Cadre réglementaire

L'accord relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans la fonction publique du 30 novembre 2018 prévoit l'élaboration et la mise en œuvre par les employeurs publics d'un plan d'actions relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

Mobilisé dans cette démarche, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est engagé dans cette nouvelle obligation qui a évolué avec la loi n° 828-2019 du 6 août 2019 dite de transformation de la fonction publique en s'appuyant sur les éléments du rapport dans ce domaine présenté annuellement.

B- Préparation du projet

Afin de répondre à ces obligations et de tendre vers l'égalité professionnelle, plusieurs rencontres se sont déroulées au cours du premier semestre 2021 entre les organisations syndicales représentatives et la Direction des Ressources Humaines. Ce groupe de travail a fondé ses échanges d'une part sur le rapport de situation en matière d'égalité professionnelle et d'autre part sur les bonnes pratiques identifiées et participant déjà à cet objectif.

C- Un plan – 5 axes

À partir des éléments factuels, actualisés et chiffrés de ce rapport, le groupe de travail a étudié l'élaboration d'un **plan d'action pluriannuel relatif à l'égalité professionnelle** en intégrant notamment les mesures déjà formalisées pour garantir l'égalité dans le déroulement de carrière. En effet les Lignes Directrices de Gestion relatives à la promotion interne et aux avancements de grades présentées aux Instances paritaires fin 2020 prévoient l'égalité de traitement des hommes et des femmes dans le cadre de la fin des compétences des CAP dans ce domaine. Ce plan intègre également des mesures pour favoriser l'articulation entre vie professionnelle et vie personnelle notamment à travers le travail effectué fin 2020 pour assouplir l'accès au télétravail qui bénéficie très majoritairement aux femmes.

Enfin ce plan a été articulé autour des axes suivants, eux-mêmes déclinés en mesures et actions liées :

– Axe 1 : Garantir l'égal accès des femmes et des hommes à l'emploi/formation

Mesure 1 : encourager la mixité professionnelle dans le parcours professionnel dès le recrutement.

Action 1 : Former et sensibiliser les membres du jury sur les risques de discrimination lors du processus de recrutement.

Action 2 : améliorer la communication des offres d'emploi en s'assurant de la féminisation des intitulés de postes.

Action 3 : adapter les conditions de travail aux femmes et aux hommes dans les différents services.

Mesure 2 : mobilité interne et mixité des métiers

Action 1 : fixer des critères de recrutement objectifs fondés sur les compétences.

Action 2 : informer en interne sur les possibilités de concours et rendre les agents acteurs de leur parcours professionnel.

Action 3 : en lien avec la Gestion Prévisionnelle des Emplois, des Effectifs et des Compétences (GPEEC), identifier les métiers porteurs en fonction de l'analyse des départs et des besoins en compétences et inciter les agents en reconversion qu'ils soient femmes ou hommes à effectuer les formations nécessaires.

– **Axe 2 : Évaluer et prévenir les écarts de rémunération**

Mesure 1 : analyser et prévenir les écarts de rémunération

Action 1 : Améliorer les indicateurs d'écarts de rémunération.

Action 2 : Assurer la transparence sur ces différences de rémunération.

Action 3 : Communiquer sur les dispositifs en vigueur (temps partiel, congé parental, etc.) et leurs conséquences.

Mesure 2 : traiter des écarts de rémunération par le déroulement de carrière et l'accès aux postes à responsabilité

Action 1 : Assurer l'équilibre des nominations et promotions internes d'avancement de grades conformément aux Lignes Directrices de Gestion (LDG).

Action 2 : respecter l'obligation des nominations équilibrées.

– **Axe 3 : Prévenir et traiter les agissements sexistes, les discriminations ainsi que le harcèlement moral ou sexuel**

Mesure 1 : Informer et former à la prévention des violences sexuelles et sexistes, aux harcèlements et aux discriminations

Action 1 : Sensibiliser les agents aux infractions pénales, d'agissements sexistes, de harcèlement moral et sexuel et de discrimination ainsi que les peines associées en proposant des formations.

Action 2 : Structurer l'information aux encadrants en intégrant un module obligatoire dans les formations management et développer les capacités des cadres à repérer les situations et les accompagner.

Action 3 : Actualiser la procédure existante.

Action 4 : Prendre en compte les risques d'agissements sexistes et de harcèlement sexuel dans le document unique d'évaluation des risques professionnels.

Action 5 : Mettre en œuvre des actions disciplinaires en cas de comportement inapproprié avéré dans le cadre professionnel. Appliquer un principe de tolérance zéro aux agissements sexistes et sexuels envers les collègues ou les usagers.

Action 6 : Mieux communiquer sur la mise en œuvre de la protection fonctionnelle envers les agents victimes d'agression.

Action 7 : Informer par le biais de la newsletter RH et lors de la réunion d'accueil des nouveaux arrivants.

Axe 4 : Améliorer l'articulation vie personnelle/vie professionnelle

Mesure 1 : Poursuivre et encadrer le développement du télétravail

Action 1 : Assouplir l'accès au télétravail.

Mesure 2 : Flexibilité de l'organisation du temps de travail

Action 1 : Les horaires variables.

Action 2 : Encourager l'organisation des réunions sur des plages horaires fixes.

Action 3 : Information et sensibilisation des cadres.

Action 4 : Accompagner la reprise après un congé maternité ou un congé parental.

- Axe transversal : sensibilisation à l'égalité professionnelle

Action 1 : Organiser et diffuser en interne et en externe une campagne de communication de portraits d'agents aux métiers atypiques pour favoriser la mixité des métiers.

Action 2 : Sensibiliser les collégiens à l'ensemble des métiers de la collectivité : organiser une présentation des métiers de la collectivité à destination des stagiaires en classe de 3^{ème}.

Action 3 : Sensibiliser les nouveaux arrivants sur ces enjeux lors de la réunion d'accueil.

Action 4 : Sensibiliser les assistants de prévention et les correspondants hygiène et sécurité à cette thématique en mettant en place les affichages réglementaires dans les locaux.

Action 5 : Mettre en place une action de sensibilisation des managers évaluateurs à l'égalité professionnelle.

Action 6 : Former les membres du CHSCT à la lutte contre les discriminations et à l'égalité professionnelle.

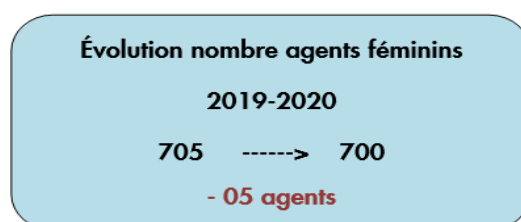
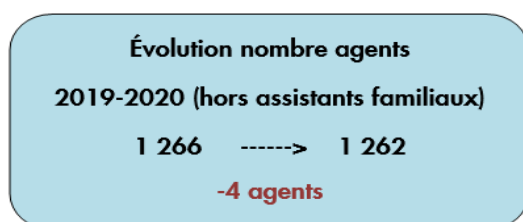
Chaque axe se décline ainsi en une ou plusieurs mesures auxquelles sont attachées des actions avec des indicateurs liés qui permettent de suivre la mise en œuvre d'actions dédiées. Ce plan a vocation, de cette manière, à être évalué et pouvoir évoluer au besoin.

Sa validité initiale est de 3 ans et un état de situation est réalisé devant les instances paritaires de manière annuelle.

II - Etat des lieux et constats

A - Les effectifs

En décembre 2020, le Conseil Départemental de la Corrèze compte **1 262 agents**, soit **1 240 ETP**.



Le nombre d'agents (hors assistants familiaux) reste très stable sur cette période.

1- Le taux de féminisation

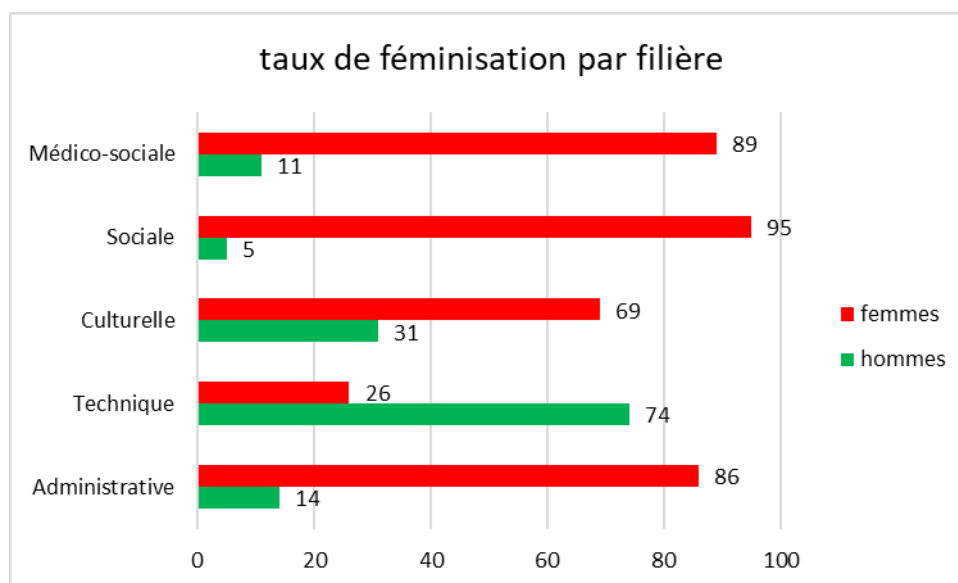
En 2020, le taux de féminisation est de 55 %, ce qui représente une stabilité dans la durée. Dans ce cadre, le Département de la Corrèze se situe légèrement en deçà de la moyenne nationale (59% dans la Fonction Publique Territoriale en 2019).

Ce taux moyen masque les fortes disparités relevées d'un service à l'autre et précisées ensuite.

→ Taux de féminisation par filière

En 2020, les femmes sont très majoritaires dans les filières **médico-sociale (87%)**, **sociale (96%)** et **administrative (88%)** comme cela est observé au niveau national (filières sociale et médicosociale (95%), administrative (82 %), médico-technique (78 %)) et sont très minoritaires dans la filière technique (25%).

Taux de féminisation par filières



2 - La répartition par catégorie

En 2020, les femmes sont majoritaires en **catégorie A (83%)** et **catégorie B (53%)**, taux supérieur aux échelles nationales pour la cat. A (63% en 2019).

Évolution (2019- 2020)

Catégorie A

85 % ----> 83 %

Catégorie B

53 % ----> 53 %

Répartition des femmes par catégorie

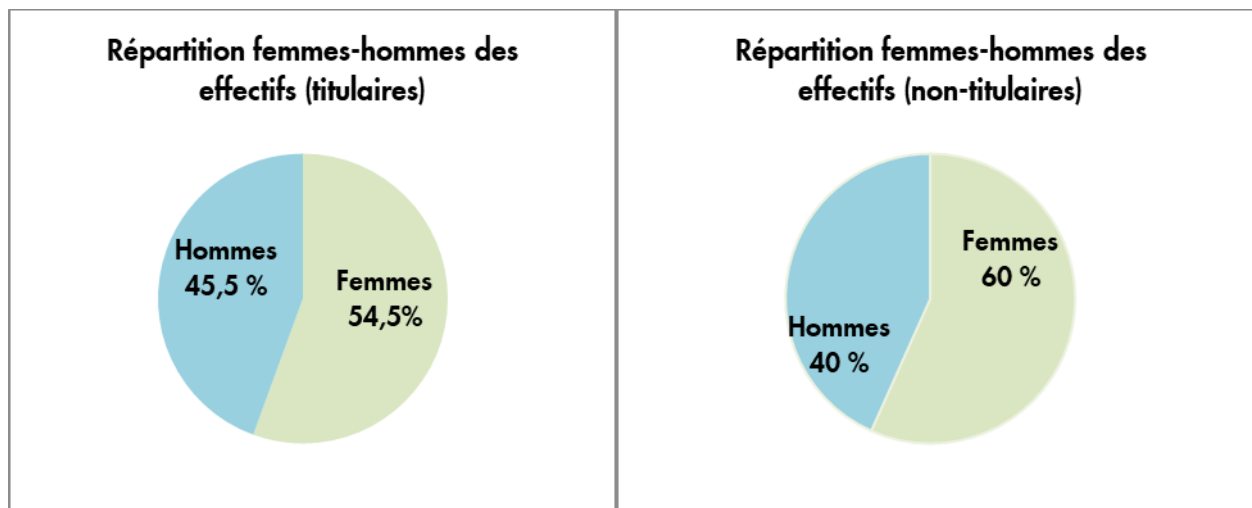
	A	B	C
Femmes	83%	53%	44%

L'âge moyen du personnel féminin est de **43 ans**, inférieur à l'âge moyen des hommes (45,6 ans) ; et stable par rapport à l'âge constaté l'an dernier (43,3 ans).

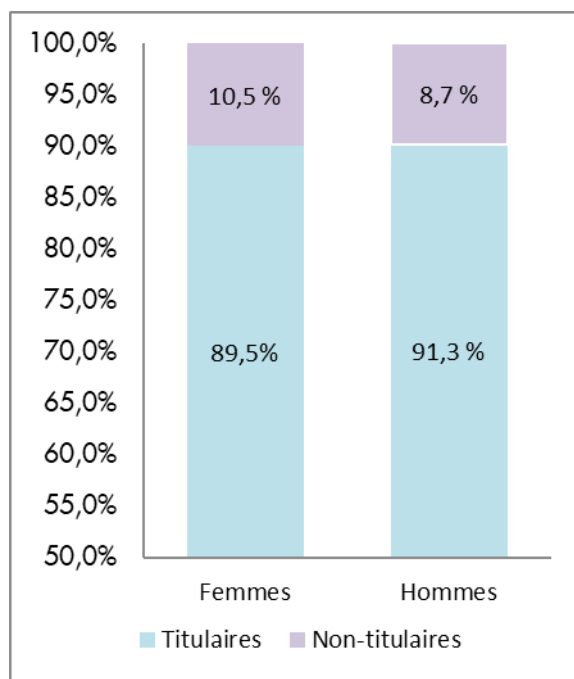
L'âge médian est de **43,5 ans** pour les femmes et de **45,8 ans** pour les hommes.

3 - La position face au statut

En 2020, les **titulaires** représentent **90,3 %** de l'effectif, soit 1 119 agents ; les **non titulaires** **9,7 %**, soit 120 agents.



Répartition titulaires/non titulaires par sexe en 2020



Parmi les femmes, 89,5 % (609) sont titulaires et 10,5 % (72) sont non titulaires ce qui respecte très exactement le ratio de la collectivité en la matière.

Évolution de la répartition titulaires - non titulaires par sexe 2018-2020 - CD19

	2018		2019		2020		Evol. 2018-2020	
	Titulaires	Non titulaires	Titulaires	Non titulaires	Titulaires	Non titulaires	Titulaires	Non titulaires
Femmes	638	68	633	72	609	72	-21	4
Hommes	507	31	506	55	510	48	3	17
Total	1145	99	1139	127	1119	120	-18	21

En 2020, le nombre total de non titulaires diminue. Par rapport à 2018, le nombre de non titulaires femmes évolue à la marge et celui des non titulaires hommes augmente en y intégrant les agents "stagiaires".

Par ailleurs, le nombre de titulaires diminue légèrement.

4 - Les personnes en situation de handicap

En 2020, le nombre de personnes handicapées représente 7,18% de l'effectif global, supérieur à l'obligation légale fixée par l'article L. 5212-2 du code du travail, soit 89 agents (50 femmes et 39 hommes).

La proportion de femmes est de 56,18 % en 2020 (54,55 % en 2019), légèrement supérieur au taux de féminisation de l'ensemble de l'effectif.

Sont essentiellement concernés des agents de catégorie C (68 agents sur 89), dans les filières technique et administrative.

5 - Les mouvements de personnels

En 2020, **39 départs en retraite** ont été enregistrés, dont 56 % de femmes.

En 2020, 33 agents sont partis avant ou à 62 ans, soit 57 % des départs dont 16 pour carrière longue.

5 agents sont partis entre 63 et 65 ans : 4 femmes et 1 homme.

Enfin 1 agent est parti après 65 ans et il s'agit d'une femme.

Tous les agents féminins qui partent à la retraite relèvent de la catégorie sédentaire, alors que 9 agents masculins retraités bénéficient du classement de la catégorie active, soulignant les limites de la mixité des emplois.

Enfin, les retraités appartiennent majoritairement à la filière technique avec les différences femmes/hommes constatées pour les autres données de la collectivité.

B - La promotion

1- Les emplois d'encadrement supérieur

Si les emplois d'encadrement supérieur représentent une cinquantaine de postes, ils sont néanmoins significatifs en tant que marqueurs de la situation d'égalité ou d'inégalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans la collectivité.

Le taux de féminisation de ces emplois au Conseil Départemental a sensiblement évolué en 2020. En effet **elles occupent 47,1 % des emplois de directeurs** soit 8 sur 9.

Le constat d'égalité professionnelle femmes/hommes dans ce domaine a donc tendance à s'équilibrer.

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Emplois fonctionnels	100%	50%	50%	0%	0%	0%
Directeurs	55,5%	53,3%	56,3%	52,9%	64,4 %	47,1 %
Chefs de service	55%	55,6%	60%	64%	54,1 %	70,8 %

2- Les promotions après commissions administratives paritaires pour les catégories A, B et C

En 2020, les commissions administratives paritaires ont permis de promouvoir 94 agents : 36,2 % d'hommes et 63,8 % de femmes.

Cette année la part des femmes est très largement supérieure à celle des hommes en ce qui concerne les promotions internes et avancements de grade et en particulier pour la catégorie A. En 2019 ce rapport était assez proche.

	FEMMES	HOMMES	TOTAUX	
	Nb agents	Nb agents	TOTAL	%
			NB AGENTS	femmes
Cat A	14	2	16	87.50
Cat B	4	5	9	44.44
Cat C	42	27	69	60.87
TOTAL	60	34	94	63.83

C - La durée et l'organisation du temps de travail

89 agents travaillaient à temps partiel (hors temps partiel thérapeutique), soit 6,6% de l'effectif. Ce sont majoritairement les femmes (92,1%) qui optent pour cette modalité de travail.

Le **temps partiel** est d'abord un temps partiel sur autorisation et le temps partiel de droit (naissance ou adoption, soins à conjoint, enfant ou ascendant, travailleurs handicapés) n'est quasi-exclusivement utilisé que par les femmes.

Les quotités de temps de travail choisies sont majoritairement de 90% et 80 %.

En 2020, ce sont 861 agents qui sont concernés par un **compte épargne temps**, soit 13 agents en moins par rapport à 2019 notamment en raison de son utilisation avant le départ en retraite. Les femmes représentent 57% des titulaires d'un compte épargne temps.

En 2020, le **télétravail** a concerné **58** agents (soit 13 agents de plus qu'en 2019), hors covid, dont 45 femmes, soit 78% des utilisateurs. On peut constater par ailleurs que ce sont les agents de catégorie B dans la filière administrative qui l'utilisent le plus.

Cette amplification du télétravail est une évolution dans le temps qui se retrouvera en 2021.

D - La rémunération

Les indicateurs relatifs à la rémunération portent sur le montant brut moyen mensuel.

	FEMMES					HOMMES				
	Titulaires		Non-Titulaires et autres statuts		Moyenne totale	Titulaires		Non-Titulaires et autres statuts		Moyenne totale
	Nb agents	Montant moyen mensuel	Nb agents	Montant moyen mensuel		Nb agents	Montant moyen mensuel	Nb agents	Montant moyen mensuel	
Cat A	213	2 897,13 €	35	2 253,95 €	2 806,36 €	37	4 064,60 €	12	4 038,08 €	4 058,11 €
Cat B	114	2 558,69 €	10	2 147,73 €	2 525,55 €	98	2 845,00 €	7	2 337,35 €	2 811,16 €
Cat C	299	1 959,99 €	23	1 661,61 €	1 938,68 €	378	2 166,12 €	23	1 628,82 €	2 135,30 €
Sans catégorie	0	- €	14	3 790,72 €	3 790,72 €	0	- €	6	4 663,71 €	4 663,71 €
TOTAL	626	2 387,89 €	82	2 337,23 €	2 382,02 €	513	2 432,74 €	48	2 713,82 €	2 456,79 €
Administrative	275	2 355,21 €	18	2 196,81 €	2 345,48 €	37	2 819,86 €	5	3 534,79 €	2 904,97 €
Technique	152	2 058,76 €	18	1 806,03 €	2 032,00 €	459	2 391,51 €	31	1 879,47 €	2 359,12 €
Culturelle	17	2 429,99 €	2	2 698,00 €	2 458,20 €	7	2 926,29 €	0	- €	2 926,29 €
Sociale	138	2 632,75 €	24	1 821,89 €	2 512,62 €	6	2 656,51 €	2	2 066,30 €	2 508,96 €
Médico-sociale	44	2 944,85 €	6	2 901,70 €	2 939,67 €	3	2 829,58 €	4	5 552,76 €	4 385,68 €
Médico-technique	0	- €	0	- €	0,00 €	0	- €	0	- €	0,00 €
Hors filières	0	- €	14	3 790,72 €	3 790,72 €	1	1 045,94 €	6	4 663,71 €	4 146,89 €
TOTAL	626	2 387,89 €	82	2 337,23 €	2 382,02 €	513	2 432,74 €	48	2 713,82 €	2 456,79 €

Montant moyen brut mensuel femmes/hommes en activité au 31/12/2020 (hors apprentis et vacataires)

Les hommes ont un revenu en moyenne plus élevé dans toutes les catégories par rapport aux femmes sauf en hors catégorie ou sans filière mais qui représente une part marginale des effectifs.

De surcroît, le revenu moyen brut des hommes toutes catégories confondues est supérieur à celui des femmes, respectivement de 2 382,02 € et de 2 456,79 €.

Comme l'année dernière, la différence de rémunération par catégorie entre les hommes et les femmes s'explique par le fait que la moyenne est impactée par un nombre d'agents masculins plus élevé en filière technique, dont le régime indemnitaire est supérieur à celui de la filière administrative qui concerne plus les femmes.

Force est de constater que plus la catégorie de grade est élevée, plus l'écart est conséquent.

La différence de rémunération moyenne globale entre les femmes et les hommes a pour origine la répartition des effectifs par catégorie et par sexe dans la collectivité.

E - La formation

En 2020, 1032 agents sont partis en formation, dont 48 % de femmes.

Le nombre de jours de formation est en augmentation par rapport à 2019.

F - Conditions de travail et santé

En 2020, ce sont 34 hommes et 18 femmes qui ont été touchés par un **accident du travail** ou une **maladie professionnelle**, tout particulièrement dans la filière technique.

Proportion des agents ayant souffert d'accidents de travail/trajets ou maladie professionnelle par rapport à l'effectif global

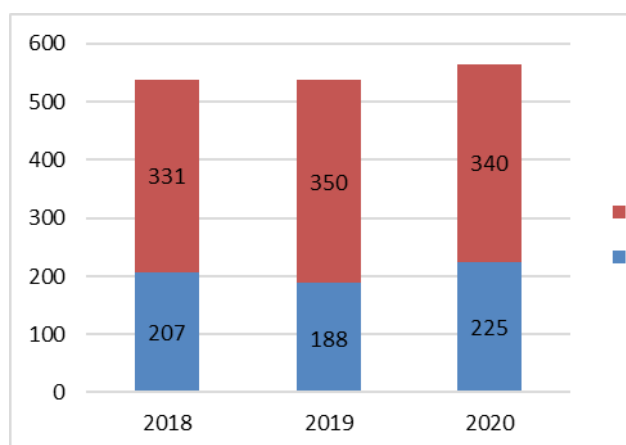
	2015	2016	2017	2018	2019	2020
femmes	1,67%	1,52%	1,31%	1,29%	0,86 %	1,42 %
hommes	2,2%	2,28%	2,4%	2,57%	1,97 %	2,69 %

En termes d'incivilités, les agents concernés sont très majoritairement des femmes (9 contre 2 hommes) même si une diminution est notable. Les métiers concernés sont presque exclusivement du domaine social ou routier.

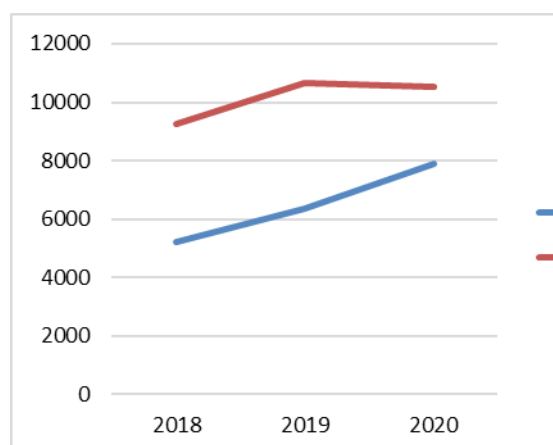
En 2020, 565 agents ont eu au moins 1 jour **d'arrêt maladie** (supérieur de 27 par rapport à 2019), dont 340 femmes.

Les femmes sont davantage touchées tant en nombre d'agents qu'en nombre de jours d'absence (340 femmes pour 10 531 jours) que les hommes (225 hommes pour 7 911 jours) même si le nombre de jours d'absence pour ces motifs pour les femmes est en diminution.

Évolution du nombre d'agents ayant eu au moins un jour d'arrêt maladie dans l'année



Évolution du nombre de jours d'arrêt maladie dans l'année



On peut constater une légère augmentation du nombre d'agents concernés. Le nombre de jours d'arrêts maladie est quant à lui en augmentation chez les hommes et se stabilise chez les femmes. Ainsi, l'écart entre les femmes et les hommes ne diminue pas réellement malgré le mouvement de l'année dernière.

G - Les congés pour événements familiaux

Nombre d'agents par type de congés pour événement familial et par sexe

	2016	2017	2018	2019	2020
maternité	18	23	24	23	25
	1 034 js	1 692 js	1 718 js	1 234 js	1926 js
paternité	12	7	11	7	13
	101 js	62 js	92 js	51 js	116 js

Les congés pour maternité ont été largement plus élevés qu'en 2019 pour retrouver un niveau supérieur à celui de 2018. 13 hommes ont demandé un congé paternité (la plupart dans la filière technique), soit 116 jours d'absence.

Le congé parental est une disposition de moins en moins utilisée et qui a été sollicité par 1 femme seulement en 2020.

H - Le dialogue social

La répartition femmes/hommes dans les **instances paritaires** (comité technique, commissions administratives paritaires, comité d'hygiène et de sécurité) traduit toujours une bonne représentation des femmes aussi bien pour les représentants du personnel que pour les représentants de l'administration. On compte en effet 60 femmes participant à ces instances pour 56 hommes.

Nombre de représentants dans les instances paritaires en 2019

	femmes	hommes	Total
représentants du personnel titulaires	14	15	29
représentants du personnel suppléants	15	14	29
représentants de l'administration titulaires	14	15	29
représentants de l'administration suppléants	17	12	29
TOTAL	60	56	116

La recherche de parité s'exprime aussi dans la composition des jurys de recrutement où la représentation féminine est assurée par la présence du chef de service chargé du recrutement ou celle d'un agent de la cellule recrutement qui sont des femmes.

III - Les enseignements du rapport de situation comparée sur l'égalité professionnelle femmes/hommes 2020 confirment ceux relevés dans le rapport précédent. Ils peuvent être ainsi résumés :

- Le taux de féminisation : qui reste très stable par rapport à 2019 en passant de 56 à 55 %.
- Une mixité des emplois qui reste à améliorer : les femmes restent majoritaires dans les filières administrative, sociale et médico-sociale et les hommes dans la filière technique.
- Un âge moyen qui continue de diminuer (43) comme l'âge médian pour les agents féminins, supérieurs à ceux constatés nationalement, mais qui restent inférieurs à ceux des agents masculins.
- Le taux de personnes employées en situation de handicap est de 7,18 % et respecte l'obligation légale des 6%. Le pourcentage de femmes (56,18 %) est très légèrement supérieur au taux de féminisation de la collectivité (55%).
- La féminisation des emplois de direction reste supérieure à 50%, mais a évolué en 2020 : moins de femmes directeurs, mais beaucoup plus de femmes chefs de service.
- Les femmes sollicitent davantage le télétravail (78 %), chiffres quasi-stable par rapport à l'année précédente.

Parallèlement à ces tendances, quelques points doivent être évoqués :

- Le salaire brut moyen mensuel est inférieur pour les femmes : respectivement de 2 382,02 € pour les femmes et de 2 456,79 € pour les hommes.
- Les congés maladie touchent plus fortement les femmes en termes de jours d'absence

340 femmes pour 10 531 jours et 225 hommes pour 7 911 jours.

Les éléments contenus dans ce rapport montrent les tendances lourdes qui qualifient notre collectivité la plaçant dans les moyennes nationales, tout en confirmant la volonté d'égalité de traitement entre les femmes et les hommes s'exprimant dans la politique suivie en termes de promotion et de prestations sociales.

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

RAPPORT DE SITUATION EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2022.04.08/111 en date du 8 avril 2022, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Madame Frédérique MEUNIER, Rapporteur,

DÉLIBÈRE

Article unique : acte est donné sur la présentation du rapport relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes.

Adopté, à main levée, à l'unanimité.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 12 avril 2022
Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20220408-4816-DE-1-1
Affiché le : 12 avril 2022

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL



L'an deux mille vingt-deux et le huit avril, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :

Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Madame Valérie TAURISSON, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Madame Patricia BUISSON, Monsieur Franck PEYRET, Madame Agnès AUDEGUILL, Madame Audrey BARTOUT, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Jean-Jacques LAUGA, Monsieur Philippe LESCURE, Madame Marilou PADILLA-RATELADE, Madame Rosine ROBINET, Monsieur Gérard SOLER, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Julien BOUNIE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Madame Claude CHIRAC, Monsieur Bernard COMBES, Madame Jacqueline CORNELISSEN, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Monsieur Sébastien DUCHAMP, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Didier MARSALÉIX, Madame Frédérique MEUNIER, Madame Annick TAYSSE, Madame Sonia TROYA, Madame Stéphanie VALLÉE, Madame Marie-Laure VIDAL, Monsieur Eric ZIOLO

Pouvoir :

Monsieur Anthony MONTEIL à Madame Stéphanie VALLÉE

Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

Réunion du 8 avril 2022

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission des Finances, des Affaires Générales et de la Transition Ecologique

OBJET

ACTUALISATION DU TABLEAU DES EMPLOIS BUDGETAIRES AU 28/02/2022

RAPPORT

Les nouveaux tableaux des emplois budgétaires arrêtés au 28 février 2022 (joints en annexe) intègrent :

- des évolutions suite à des réussites aux concours,
- des évolutions d'emplois, nécessitées par les besoins de fonctionnement des services, dans le cadre des emplois autorisés dans la collectivité,
- aux reclassements (lois SEGUR),
- Les évolutions liées à l'ajustement d'organisation présenté en comité technique du 24 mars 2022 afin de répondre aux priorités du mandat.

A. Tableau des emplois budgétaires (tous services, sauf le Centre Départemental de l'Enfance et de la Famille et le Centre de Santé Départemental)

a. Transformation d'emploi suite à réussite concours

Postes supprimés	Postes créés
Adjoint administratif principal de 2 ^{ème} classe	Rédacteur principal de 2 ^{ème} classe

b. Transformations d'emplois suite aux besoins de fonctionnement des services

- Suppression d'un poste d'attaché principal et création d'un poste de rédacteur principal de 2^{ème} classe afin d'assurer les fonctions de chef de projets développement au sein de la Direction Générale ;
- Suppression d'un poste d'adjoint administratif principal de 2^{ème} classe et création d'un poste de rédacteur afin d'assurer les fonctions d'assistante de direction au sein de la direction de l'Autonomie / MDPH ;
- Suppression d'un poste d'adjoint du patrimoine et création d'un poste d'adjoint du patrimoine principal de 2^{ème} classe afin d'assurer les fonctions d'agent d'accueil polyvalent au sein du musée du président Jacques Chirac ;
- Suppressions de 4 postes d'adjoints techniques principaux de 2^{ème} classe et créations de 4 postes d'adjoints techniques afin d'assurer les fonctions d'agents d'exploitation et d'entretien de la voirie et des réseaux divers au sein de la direction des Routes ;
- Suppression d'un poste d'adjoint technique principal de 2^{ème} classe des établissements d'enseignement et création d'un poste d'adjoint technique afin d'assurer les fonctions d'agent de maintenance au sein du collège d'Ussel ;
- Suppression d'un poste d'adjoint technique principal de 2^{ème} classe des établissements d'enseignement et création d'un poste d'adjoint technique des établissements d'enseignement afin d'assurer les fonctions d'aide de cuisine au collège de Larche ;
- Suppressions de 2 postes d'adjoints techniques principaux de 1^{ère} classe des établissements d'enseignement et créations de 2 postes d'adjoints techniques principaux de 1^{ère} classe dans le cadre de l'intégration dans le cadre d'emplois des adjoints techniques et afin d'assurer les fonctions d'agents d'entretien des espaces verts au sein de la direction des Routes ;

c. Transformations suite aux reclassements (lois SEGUR)

- Suppressions d'un poste de cadre de santé de 1^{ère} classe à temps complet et de 2 postes de cadres de santé de 2^{ème} classe à temps complet et créations de 3 postes de cadres de santé à temps complet ;
- Suppression d'un poste de cadre de santé de 1^{ère} classe à temps non complet et création d'un poste de cadre supérieur de santé à temps non complet ;
- Suppressions de 8 postes d'infirmières en soins généraux de classe normale à temps complet et créations de 8 postes d'infirmières en soins généraux à temps complet ;

- Suppression d'un poste de pédicure-podologue, ergothérapeute, psychomotricien, orthoptiste et manipulateur d'électroradiologie médicale de classe normale à temps complet, et création d'un poste de pédicure-podologue, ergothérapeute, psychomotricien, orthoptiste et manipulateur d'électroradiologie médicale à temps complet ;
- Suppressions de 2 postes de puéricultrices de classe supérieure, de 3 postes de puéricultrices de classe normale et créations de 4 postes de puéricultrices ;
- Transformation au CT du 24/03/2022, sans impact au tableau des emplois, du poste de chargé de mission pour la promotion du territoire au sein de la direction Générale en un poste de responsable de la cellule promotion du territoire au sein de la direction du Développement et de la Promotion des Territoires ;
- Transformation au CT du 24/03/2022, sans impact au tableau des emplois, du poste d'agent de maintenance au sein de l'unité d'appui aux secteurs de la direction des Routes en un poste d'agent chargé de prestations de maintenance bâtiments et matériels au sein du service bâtiments de la direction des Infrastructures ;
- Transformation au CT du 24/03/2022, sans impact au tableau des emplois, du poste de coordonnateur bâtiments au sein de l'Unité d'Appui aux Secteurs de la direction des Routes en un poste de coordonnateur bâtiments au sein du service Bâtiments de la direction des Infrastructures ;
- Transformation au CT du 24/03/2022, sans impact au tableau des emplois, du poste de chargé de projet haut débit au sein de la direction Générale en un poste de responsable de cellule au sein de la cellule Très Haut Débit de la direction des Infrastructures ;
- Transformation au CT du 24/03/2022, sans impact au tableau des emplois, du poste de chef de service / référent financier au sein du service Appui Administratif et Financier de la direction des Routes en un poste de chef de service au sein du service Appui Administratif et Financier de la direction des Routes rattachée à la direction des Infrastructures ;
- Transformation au CT du 24/03/2022, sans impact au tableau des emplois, du poste de chargé de communication / gestionnaire financier au sein de la direction de la Transformation Numérique et Innovation en un poste de chargé de la communication interne RH au sein de la direction des Ressources Humaines ;
- Transformation au CT du 24/03/2022, sans impact au tableau des emplois, du poste de directeur au sein de la Modernisation et des Moyens en un poste de directeur au sein de la direction des Systèmes d'Information ;

- Transformation au CT du 24/03/2022, sans impact au tableau des emplois, du poste de chef de service au sein du service Systèmes d'Information de la direction de la Modernisation et des Moyens en un poste de chef de service au sein du service Études de la direction des Systèmes d'Information ;
- Transformation au CT du 24/03/2022, sans impact au tableau des emplois, du poste de directeur au sein de la direction de la Transformation Numérique et Innovation en un poste de délégué général à la participation citoyenne et aux usages numériques au sein de la délégation à la Participation Citoyenne et aux Usages Numériques ;
- Transformation au CT du 24/03/2022, sans impact au tableau des emplois, d'un poste de chargé de projets communication numérique au sein de la direction de la Transformation Numérique et Innovation en un poste de chargé de mission participation citoyenne et usages numériques au sein de la délégation à la Participation Citoyenne et aux Usages Numériques ;
- Transformation au CT du 24/03/2022, sans impact au tableau des emplois, d'un poste d'ingénieur en chef à temps complet mis à disposition au sein de Corrèze Ingénierie en un poste d'ingénieur en chef afin d'assurer à temps non complet (50%) les fonctions de chargé de projets numériques au sein de la Direction Générale et à temps non complet (50%), les fonctions de chargé de projets numériques dans le cadre d'une mise à disposition auprès de l'Agence Départementale Corrèze Ingénierie ;
- Transformation au CT du 24/03/2022, sans impact au tableau des emplois, d'un poste d'ingénieur à temps complet mis à disposition au sein de Corrèze Habitat en un poste d'ingénieur afin d'assurer à temps non complet (50%) les fonctions de chargé de mission foncière au sein du service Affaires Foncières et Immobilières de la direction des Affaires Générales et Assemblées et à temps non complet (50%), les fonctions de responsable administratif et financier dans le cadre d'une mise à disposition auprès de la Société d'Économie Mixte Corrèze Énergies Renouvelables ;
- Transformation au CT du 24/03/2022, sans impact au tableau des emplois, d'un poste de chargé de production au sein de la direction Générale en un poste de référent accueil-billetterie-régie Sédières / gestionnaire de dossiers au sein du service Culture Patrimoine et de la direction de la Jeunesse, des Sports et de la Culture ;

- Transformation au CT du 24/03/2022, sans impact au tableau des emplois, d'un poste d'agent de maintenance polyvalent Sédières au sein de la direction des Affaires Générales et Assemblées en un poste de référent technique Sédières / agent de maintenance polyvalent itinérant au sein du service Culture Patrimoine et du service Éducation Jeunesse de la direction de la Jeunesse, des Sports et de la Culture ;

- Fin de l'expérimentation dans le cadre du Pacte Territorial d'Insertion mis en place dès décembre 2017 et transformations de 2 postes de référents RSA professionnels en 2 postes de coachs professionnels et transformations de 2 postes d'assistantes sociales polyvalence de secteur en 2 postes de coachs sociaux bassin de Brive au sein du service Insertion de la direction de l'Action Sociale, des Familles et de l'Insertion, sans impact au tableau des emplois ;

- Transformation au CT du 24/03/2022, sans impact au tableau des emplois, d'un poste coach Boost jeunes au sein du service Insertion en un poste de travailleur social jeunes majeurs au sein du service Aide Sociale à l'Enfance de la direction de l'Action Sociale, des Familles et de l'Insertion ;

d. Créations d'emplois

- Création d'un poste d'attaché afin d'assurer les missions de chef du service Budget Comptabilité dans l'attente du départ à la retraite du titulaire du poste et le temps nécessaire d'assurer un tuilage.

- Création d'un poste d'attaché principal afin d'assurer les missions de chef du service Aides aux Communes dans l'attente du départ à la retraite du titulaire du poste et le temps nécessaire d'assurer un tuilage.

- Création d'un poste d'attaché afin d'assurer les missions de chef de service au sein du service Ingénierie Financière de la direction du Développement et Promotion des Territoires dans le cadre de la réorganisation des services validée au CT du 24/03/22.

- Création d'un poste d'ingénieur principal afin d'assurer les missions de directeur au sein de la direction de la Transition Énergétique et Écologique dans le cadre de la réorganisation des services validée au CT du 24/03/22.

- Création d'un poste de rédacteur afin d'assurer les missions d'assistante de direction au sein de la direction de la Transition Énergétique et Écologique dans le cadre de la réorganisation des services validée au CT du 24/03/22.

- Création d'un poste d'ingénieur principal afin d'assurer les missions de directeur au sein de la direction des Infrastructures dans le cadre de la réorganisation des services validée au CT du 24/03/22.

- Création d'un poste de rédacteur afin d'assurer les missions d'assistante de direction au sein de la direction des Infrastructures dans le cadre de la réorganisation des services validée au CT du 24/03/22.

- Création d'un poste de rédacteur afin d'assurer les missions de chargé de pilotage budgétaire et financier au sein de la direction des Finances et de la Commande Publique dans le cadre de la réorganisation des services validée au CT du 24/03/22.

- Création d'un poste d'ingénieur afin d'assurer les missions de chef de service au sein du service Production de la direction des Systèmes d'Information dans le cadre de la réorganisation des services validée au CT du 24/03/22.

- Création d'un poste d'ingénieur afin d'assurer les missions de responsable de la sécurité des systèmes d'information au sein de la direction des Systèmes d'Information dans le cadre de la réorganisation des services validée au CT du 24/03/22.

- Création d'un poste d'attaché afin d'assurer les missions de chef de service au sein du service Affaires Foncières et Immobilières de la direction des Affaires Générales et Assemblées dans le cadre de la réorganisation des services validée au CT du 24/03/22.

- Création d'un poste de technicien principal de 1^{ère} classe afin d'assurer les missions de chargé de mission Culture et Patrimoine au sein du service Culture Patrimoine de la direction de la Jeunesse, des Sports et de la Culture dans le cadre de la réorganisation des services validée au CT du 24/03/22.

- Création d'un poste d'ingénieur afin d'assurer les missions de chargé de mission participation citoyenne au sein de la délégation à la Participation Citoyenne et aux Usages Numériques dans le cadre de la réorganisation des services validée au CT du 24/03/22.

e. Suppression d'emplois

- Suppression d'un poste d'attaché de conservation du patrimoine afin d'assurer les fonctions de bibliothécaire ;

- Suppression d'un poste d'ingénieur principal afin d'assurer les fonctions de chargé de projet fibre optique au sein de la direction Générale ;

- Suppression d'un poste d'ingénieur afin d'assurer les fonctions de chef de projets développement au sein de la direction Générale ;

- Suppression d'un poste de technicien principal de 1^{ère} classe afin d'assurer les missions de responsable d'équipe unité "Études et Développement" au sein du service Systèmes d'Information dans le cadre de la réorganisation des services validée au CT du 24/03/22.

- Suppressions de 2 postes d'administrateurs généraux suite au départ d'un agent et à un détachement sur emploi fonctionnel

f. Emplois non permanents

- Création d'un poste de conseiller socio-éducatif en contrat de projet de 2 ans en qualité de Chef de projet SPIE (création CT du 24/03/2022).

Sous l'autorité du Chef du service Insertion, il sera chargé de :

- Piloter le déploiement du Service Public de l'Emploi et de l'Insertion (SPIE) en Corrèze
- Mettre en commun les outils de suivi des parcours de chaque partenaire pour optimiser l'accompagnement des publics et tendre vers une méthode commune partagée
- Favoriser l'accès à la formation et à l'emploi
- Mettre en œuvre des actions validées par le consortium pour garantir des parcours d'insertion sans rupture
- Travailler en mode projet et tendre vers une approche commune pour simplifier et renforcer l'efficacité des parcours d'insertion à chaque étape
- Recenser les besoins et poser un diagnostic afin de proposer les réponses les plus adaptées aux publics et aux territoires pour faciliter et accélérer les parcours d'insertion vers l'emploi
- Veiller à la déclinaison des différentes actions partenariales fléchées
- Développer de nouveaux partenariats et favoriser la coopération
- Fluidifier les échanges entre les collaborateurs corréziens pour tendre vers l'objectif commun
- Élaborer et rédiger les documents stratégiques partenariaux
- Rendre compte des travaux et présenter l'état d'avancement des différentes actions aux partenaires engagés dans la démarche
- Mesurer l'impact concret des actions menées sur la vie des usagers et savoir prendre des mesures correctives au besoin
- Élaborer les outils d'analyse et de suivi des différentes actions validées par les partenaires
- Assurer le suivi administratif lié à l'activité et une veille informationnelle et statistique permanente
- Préparer, organiser et animer les comités de pilotage et les comités de suivi SPIE
- Œuvrer au développement d'outils informatiques pour une meilleure coordination et mutualisation des données des publics en insertion

- Création d'un poste d'attaché de conservation du patrimoine en contrat de projet de 3 ans en qualité de chargé de développement culturel (création CT du 14/09/2021).

Collaborateur direct du directeur du musée, placé sous ses autorités hiérarchique et scientifique, au sein de la Direction Jeunesse Sports Culture, il aura en charge :

- des missions visant à donner corps aux modifications scientifiques et de médiation contenues dans le projet de redynamisation (conception/élaboration complète d'expositions, d'animations temporaires...);
- en lien avec la Direction de la communication, la mission de rendre visible la mutation du musée aux yeux du public (réflexion stratégique sur le renouvellement de l'identité du musée mais aussi suivi de la promotion et des actions de communication concernant l'activité du musée) ;
- des missions de suppléance du directeur du musée dans les volets administratif et technique de ses fonctions (dont des missions d'encadrement).

- Suppression d'un poste d'attaché territorial en contrat de projet de 2 ans en qualité de Chef de projet DASFI et création d'un poste d'ingénieur en contrat de projet de 2 ans en qualité d'administrateur systèmes et base de données suite au rattachement du contrat de projet au sein de la direction des Systèmes d'Information dans le cadre de la réorganisation des services validée au CT du 24/03/22.

- Des mensualités ont été redéployées afin d'adapter les besoins de renforts et de remplacements et tenir compte des reclassements suite aux lois SEGUR.

B. Tableau des emplois - Centre Départemental de l'Enfance et des Familles

- Suppression d'un poste d'assistant socio-éducatif hospitalier de classe supérieur du 1^{er} grade et création d'un poste d'éducateur jeunes enfants ;
- Suppression d'un poste d'ouvrier principal de 2^{ème} classe et création d'un poste d'ouvrier principal de 1^{ère} classe ;

Emplois non permanents : des mensualités ont été redéployées afin de tenir compte des besoins de renforts et de remplacements du CDEF.

C. Tableau des emplois - Centre Départemental de Santé

- Autorisation de recrutement dans le cadre de vacations afin d'assurer les fonctions de médecins généralistes : création de 12 mensualités de postes de médecins territoriaux hors classe ;
- Création de 2 postes d'adjoints administratifs afin d'assurer les fonctions d'assistants médicaux ;

- Création de 2 postes d'infirmières en soins généraux afin d'assurer les fonctions d'Infirmières en pratique avancée.

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

ACTUALISATION DU TABLEAU DES EMPLOIS BUDGETAIRES AU 28/02/2022

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2022.04.08/112 en date du 8 avril 2022, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Madame Ghislaine DUBOST, Rapporteur,

DÉLIBÈRE

Article 1^{er} : Il est décidé des transformations, suppressions et créations d'emplois, conformément aux annexes jointes à la présente délibération qui constituent les nouveaux tableaux des emplois permanents et non permanents départementaux.

Aussi, il est proposé :

A) Sur le budget principal, les créations et suppressions de postes sur emplois permanents suivantes :

1- Suite aux réussites concours :

GRADES	CATEGORIES DE GRADE	TAUX D'EMPLOI	CREATIONS	SUPPRESSIONS
Rédacteur principal de 2 ^{ème} classe	B	TC	1	
Adjoint adm principal de 2 ^{ème} classe	C	TC		1

2- Suite à des transformations d'emplois, redéploiements et aux besoins de fonctionnements des services

GRADES	CATEGORIES DE GRADE	TAUX D'EMPLOI	CREATIONS	SUPPRESSIONS
Administrateur général	A	TC		2
Attaché principal	A	TC		1
Rédacteur principal de 2 ^{ème} classe	B	TC	1	
Rédacteur	B	TC	1	
Adjoint administratif principal de 2 ^{ème} classe	C	TC		1
Adjoint tech principal de 1 ^{ère} classe	C	TC	2	
Adjoint tech principal de 2 ^{ème} classe	C	TC		4
Adjoint technique	C	TC	5	
Adjoint tech principal de 1 ^{ère} classe des EE	C	TC		2
Adjoint tech principal de 2 ^{ème} classe des EE	C	TC		2
Adjoint techn, des ets d'enseignement	C	TC	1	
Adjoint du patrimoine principal de 2 ^{ème} classe	C	TC	1	
Adjoint du patrimoine	C	TC		1

3 - Suite aux reclassements (lois SEGUR)

GRADES	CATEGORIES DE GRADE	TAUX D'EMPLOI	CREATIONS	SUPPRESSIONS
Cadre de santé de 1 ^{ère} classe	A	TC		1
Cadre de santé de 1 ^{ère} classe	A	TNC		1
Cadre de santé de 2 ^{ème} classe	A	TC		2
Cadre supérieur de santé	A	TNC	1	
Cadre de santé	A	TC	3	
Infirmière en soins généraux de classe normale	A	TC		8
Infirmière en soins généraux	A	TC	8	
Pédicure-podologue, ergothérapeute, psychomotricien, orthoptiste et manipulateur d'électroradiologie médicale de classe normale	A	TC		1
Pédicure-podologue, ergothérapeute, psychomotricien, orthoptiste et manipulateur d'électroradiologie médicale	A	TC	1	
Puéricultrice de classe supérieure	A	TC		2
Puéricultrice de classe normale	A	TC		3
Puéricultrice	A	TC	4	

4 - Suite à des créations et suppressions d'emplois

GRADES	CATEGORIES DE GRADE	TAUX D'EMPLOI	CREATIONS	SUPPRESSIONS
Attaché principal	A	TC	1	
Attaché	A	TC	3	
Rédacteur	B	TC	3	
Ingénieur principal	A	TC	2	1
Ingénieur	A	TC	3	1
Technicien principal de 1 ^{ère} classe	B	TC	1	1
Attaché de conservation du patrimoine	A	TC		1

B) Sur le budget principal, les créations et suppressions de postes sur emplois non permanents suivantes :

- Pour les besoins occasionnels :

GRADES	CATEGORIES DE GRADE	TAUX D'EMPLOI	CREATIONS (en mensualités)	SUPPRESSIONS (en mensualités)
Assistant socio-éducatif	A	TC		11
Assistant socio-éducatif	A	TNC	11	

- En contrats de projets :

GRADES	CATEGORIES DE GRADE	TAUX D'EMPLOI	CREATIONS (en mensualités)	SUPPRESSIONS (en mensualités)
Attaché	A	TC		12
Ingénieur	A	TC	12	
Conseiller socio-éducatif	A	TC	12	
Attaché de conservation du patrimoine	A	TC	12	

C) Sur le budget du Centre Départemental de l'Enfance et des Familles, les créations et suppressions de postes suivantes :

1- Pour les emplois permanents : suite à des transformations d'emplois, redéploiements et aux besoins de fonctionnements des services

GRADES	CATEGORIES DE GRADE	TAUX D'EMPLOI	CREATIONS	SUPPRESSIONS
Assistant Socio-Educatif hospitalier de classe supérieure du 1 ^{er} grade	A	TC		1
Educateur jeunes enfants	A	TC	1	
Ouvrier principal 1 ^{ère} classe	C	TC	1	
Ouvrier principal 2 ^o classe	C	TC		1

2- Pour les emplois non permanents :

GRADES	CATEGORIES DE GRADE	TAUX D'EMPLOI	CREATIONS (en mensualités)	SUPPRESSIONS (en mensualités)
Adjoint des cadres	B	TC	8	
Apprentissage ES	A	TC		8
Aide Médico Psychologique/Aide-soignant	C	TC	10	
Apprentissage AES	B	TC		10

D) Sur le budget du Centre Départemental de Santé, les créations et suppressions de postes suivantes :

GRADES	CATEGORIES DE GRADE	TAUX D'EMPLOI	CREATIONS	SUPPRESSIONS
Infirmière en soins généraux	A	TC	2	
Adjoint administratif	C	TC	2	
Médecin vacataire	A	TNC	12 (mensualités)	

Article 2 : Les dépenses correspondantes seront imputées sur le Budget Départemental :

- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 930.201
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 932.0,
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 933.0,
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 933.13,
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 934.0,
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 934.8,
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 935.0,
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 935.1,
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 935.6,
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 936.0,
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 937.0,
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 939.0,
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 944.0.

Et sur le Budget du Centre Départemental de L'Enfance et des Familles

Adopté, à main levée, à la majorité, par 28 voix pour, 10 abstentions.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant

de L'État le : 12 avril 2022

Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20220408-4887-DE-1-1

Affiché le : 12 avril 2022

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL



L'an deux mille vingt-deux et le huit avril, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :

Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Madame Valérie TAURISSON, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Madame Patricia BUISSON, Monsieur Franck PEYRET, Madame Agnès AUDEGUILL, Madame Audrey BARTOUT, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Jean-Jacques LAUGA, Monsieur Philippe LESCURE, Madame Marilou PADILLA-RATELADE, Madame Rosine ROBINET, Monsieur Gérard SOLER, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Julien BOUNIE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Madame Claude CHIRAC, Monsieur Bernard COMBES, Madame Jacqueline CORNELISSEN, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Monsieur Sébastien DUCHAMP, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Didier MARSALÉIX, Madame Frédérique MEUNIER, Madame Annick TAYSSE, Madame Sonia TROYA, Madame Stéphanie VALLÉE, Madame Marie-Laure VIDAL , Monsieur Eric ZIOLO

Pouvoir :

Monsieur Anthony MONTEIL à Madame Stéphanie VALLÉE

Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

TABLEAU DES EMPLOIS AU 28/02/2022

Dénomination des emplois	CATEGORIE	TAUX	NOMBRE D'EMPLOIS			
			Effectifs autorisés 31/12/2021	Transformation, suppression et/ou création de poste	Effectifs autorisés 28/02/2022	Pourvus au 28/02/2022
Directeur Général des Services	A	TC	1		1	1
Directeur Général Adjoint	A	TC	2		2	1
			3	0	3	2
Administrateur général	A	TC	2	-2	0	0
Administrateur hors classe	A	TC	0		0	0
Administrateur	A	TC	2		2	1
			4	-2	2	1
Directeur	A	TC	1		1	1
Attaché hors classe	A	TC	2		2	2
Attaché principal	A	TC	21	0	21	19
Attaché territorial	A	TC	21	3	24	21
Attaché territorial	A	TNC	2		2	1
			47	3	50	44
Rédacteur principal de 1ère classe	B	TC	43		43	37
Rédacteur principal de 2ème classe	B	TC	19	2	21	16
Rédacteur	B	TC	49	4	53	49
			111	6	117	102
Adjoint adm principal de 1ère classe	C	TC	87		87	72
Adjoint adm principal de 2ème classe	C	TC	66	-2	64	60
Adjoint administratif	C	TC	39		39	36
Adjoint administratif	C	TNC	2		2	0
			194	-2	192	168
Ingénieur en chef hors classe	A	TC	1		1	0
Ingénieur en chef	A	TC	6		6	5
			7	0	7	5
Ingénieur principal	A	TC	14	1	15	13
Ingénieur	A	TC	22	2	24	18
			36	3	39	31
Technicien principal de 1ère classe	B	TC	49	0	49	44
Technicien principal de 2ème classe	B	TC	20		20	19
Technicien	B	TC	42		42	41
			111	0	111	104
Agent de maîtrise principal	C	TC	43		43	37
Agent de maîtrise	C	TC	47		47	41
			90	0	90	78
Adjoint tech principal de 1ère classe	C	TC	67	2	69	66
Adjoint tech principal de 2ème classe	C	TC	101	-4	97	92
Adjoint technique	C	TC	87	5	92	91
			255	3	258	249
Adjoint tech principal de 1ère classe des EE	C	TC	79	-2	77	73
Adjoint tech principal de 2ème classe des EE	C	TC	79	-2	77	62
	C	TNC	2		2	0
Adjoint techn, des ets d'enseignement	C	TC	45	1	46	43
	C	TNC	4		4	2
			209	-3	206	180
Médecin hors classe	A	TC	3		3	2
Médecin hors classe	A	TNC	2		2	1
Médecin de 1° cl	A	TC	4		4	1
Médecin de 1° cl	A	TNC	1		1	1
Médecin de 2° cl	A	TC	1		1	1
Médecin de 2° cl	A	TNC	2		2	0
			13	0	13	6
Psychologue terr, hors classe	A	TC	3		3	3
Psychologue terr, hors classe	A	TNC 17,5/35	1		1	1
Psychologue territorial classe normale	A	TC	0		0	0
Psychologue territorial classe normale	A	TNC 17,5/35	2		2	1
			6	0	6	5
Sage femme hors classe	A	TC	2		2	2
			2	0	2	2

TABLEAU DES EMPLOIS AU 28/02/2022

Dénomination des emplois	CATEGORIE	TAUX	NOMBRE D'EMPLOIS			
			Effectifs autorisés 31/12/2021	Transformation, suppression et/ou création de poste	Effectifs autorisés 28/02/2022	Pourvus au 28/02/2022
Puéricultrice hors classe	A	TC	12		12	11
Puéricultrice de classe supérieure	A	TC	2	-2	0	0
Puéricultrice de classe normale	A	TC	3	-3	0	0
Puéricultrice	A	TC	0	4	4	4
			17	-1	16	15
Cadre de santé 1° classe	A	TC	1	-1	0	0
Cadre de santé 1° classe	A	TNC	1	-1	0	0
Cadre de santé 2° classe	A	TC	2	-2	0	0
Cadre de santé supérieur	A	TNC	0	1	1	
Cadre de santé	A	TC	0	3	3	3
			4	0	4	3
Infirmier en soins généraux hors classe	A	TC	2		2	2
Infirmier en soins généraux de classe supérieure	A	TC	1		1	0
Infirmier en soins généraux de classe normale	A	TC	8	-8	0	0
Infirmier en soins généraux	A	TC	0	8	8	7
			11	0	11	9
Pédicure-podologue, ergothérapeute, orthoptiste et manipulateur d'électroradiologie médicale hors classe	A	TNC	1		1	1
Pédicure-podologue, ergothérapeute, orthoptiste et manipulateur d'électroradiologie médicale de classe supérieure	A	TNC	0		0	0
Pédicure-podologue, ergothérapeute, orthoptiste et manipulateur d'électroradiologie médicale de classe normale	A	TC	1	-1	0	0
Pédicure-podologue, ergothérapeute, orthoptiste et manipulateur d'électroradiologie médicale	A	TC	1	1	2	1
			3	0	3	2
Conseiller supérieur socio éducatif	A	TC	1		1	0
Conseiller socio-éducatif	A	TC	7		7	6
			8	0	8	6
Assistant socio-éducatif classe exceptionnelle	A	TC	10		10	10
Assistant socio-éducatif	A	TC	151		151	142
			161	0	161	152
Moniteur éducateur et intervenant familial	B	TC	2		2	0
Agent social principal de 2ème classe	C	TC	1		1	1
Agent social	C	TC	0		0	0
			3	0	3	1
Technicien paramédical de classe supérieure	B	TC	10		10	9
Technicien paramédical de classe normale	B	TC	3		3	3
			13	0	13	12
Conservateur du patrimoine en chef	A	TC	0		0	0
Conservateur du patrimoine	A	TC	2		2	2
Conservateur du patrimoine	A	TNC	0		0	0
			2	0	2	2
Conservateur des bibliothèques en chef	A	TC	1		1	1
Conservateur des bibliothèques	A	TC	1		1	0
			2	0	2	1
Bibliothécaire	A	TC	1		1	1
			1	0	1	1
Attaché principal de conservation du patrimoine	A	TC	1		1	1
Attaché de conservation du patrimoine	A	TC	5	-1	4	4
			6	-1	5	5
Assistant de conservation ppal de 1ère cl	B	TC	5		5	3
Assistant de conservation ppal de 2ème cl	B	TC	5		5	2
Assistant de conservation	B	TC	5		5	3
			15	0	15	8
Adjoint du patrimoine principal de 1ère classe	C	TC	2		2	2
Adjoint du patrimoine principal de 2ème classe	C	TC	4	1	5	3
Adjoint territoriaux du patrimoine	C	TC	5	-1	4	3
			11	0	11	8

TABLEAU DES EMPLOIS AU 28/02/2022

Dénomination des emplois	CATEGORIE	TAUX	NOMBRE D'EMPLOIS			
			Effectifs autorisés 31/12/2021	Transformation, suppression et/ou création de poste	Effectifs autorisés 28/02/2022	Pourvus au 28/02/2022
Animateur principal de 1ère classe	B	TNC	1		1	1
			1	0	1	1
Collaborateur de cabinet	A	TC	3		3	2
Collaborateur de cabinet	B	TC	1		1	0
Collaborateur de groupe élus	A	TC	3		3	3
Collaborateur de groupe élus	B	TC	1		1	0
Collaborateur de groupe élus	C	TC	1		1	1
			9	0	9	6
Assistants familiaux	C	TC	195		195	158
			195	0	195	158
OPA	C	TC	1		1	1
			1	0	1	1
TOTAL			1551	6	1557	1368

EMPLOIS CONTRACTUELS POUR REMPLACEMENT DIVERS exprimés en mensualités

Dénomination des emplois	Catégorie	Taux	Mensualités autorisées au 31/12/2021	Transformations	Mensualités autorisées au 28/02/2022	Mensualités consommées au 28/02/2022
Attaché	A	TC	4		4	
Ingénieur	A	TC	8		8	
Infirmière en soins généraux	A	TC	14		14	
Puericultrice de hors classe	A	TC	5		5	2
Puericultrice	A	TC	7		7	
Conseiller socio-éducatif	A	TC	7		7	
Assistant socio-éducatif de classe exceptionnelle	A	TC	3		3	
Assistant socio-éducatif	A	TC	71,3		71,3	14,2
Assistant socio-éducatif	A	TNC	0,7		0,7	
	A	TC	120	0	120	16
Assistant de conservation	B	TC	8		8	
Technicien	B	TC	24		24	
Rédacteur	B	TC	16		16	3,83
	B	TC	48	0	48	3,83
Adjoint administratif principal de 2ème classe	C	TC	12		12	
Adjoint administratif	C	TC	60		60	2
Adjoint technique principal de 2ème classe	C	TC	10		10	
Adjoint technique	C	TC	26		26	
Adjoint technique des EE	C	TC	120		120	15,23
Ajoint technique des EE	C	TNC 17,5/35	48		48	1,27
	C		276	0	276	18,5
					444 mensualités autorisés	

EMPLOIS CONTRACTUELS POUR BESOINS SAISONNIERS / RENFORTS (exprimés en mensualités)

Dénomination des emplois	Catégorie	Taux	Mensualités autorisées au 31/12/2021	Transformations	Mensualités autorisées au 28/02/2022	Mensualités consommées au 28/02/2022
Ingénieur	A	TC	6		6	
Médecin hors classe	A	TC	4		4	
Psychologue de classe normale	A	TC	5		5	
Infirmier en soins généraux hors classe	A	TC	7		7	
Infirmier en soins généraux	A	TC	5		5	
Ingénieur	A	TC	10		10	2
Attaché hors classe	A	TC	3		3	
Attaché	A	TC	25		25	3,2
Assistant socio éducatif de classe exceptionnelle	A	TC	2		2	
Assistant socio éducatif	A	TC	38	-11	27	5,8
Assistant socio éducatif	A	TNC	1	11	12	2
	A	TC	100	0	100	13,00
Technicien	B	TC	20		20	6
Rédacteur	B	TC	24		24	
	B	TC	44	0	44	6,0
Adjoint administratif principal de 2ème classe	C	TC	1		1	
Adjoint administratif	C	TC	53		53	11
Adjoint administratif	C	TNC	12		12	2
Adjoint technique principal de 2ème cl.	C	TC	40		40	
Adjoint technique	C	TC	62		62	10
Adjoint du patrimoine	C	TC	36		36	
Agent de maîtrise	C	TC	12		12	
Adjoint technique principal de 2ème cl. des EE	C	TC	6		6	
Adjoint technique des EE	C	TC	84		84	12,5
Adjoint technique des EE	C	TNC	12		12	2
	C	TC	318	0	318	37,50
					462 mensualités autorisées	

EMPLOIS CONTRACTUELS EN CONTRATS DE PROJETS (exprimés en mensualités)

Dénomination des emplois	Catégorie	Taux	Mensualités autorisées au 31/12/2021	Transformations	Mensualités autorisées au 28/02/2022	Mensualités consommées au 28/02/2022
Attaché	A	TC	24	-12	12	2
Ingénieur	A	TC	0	12	12	
Conseiller socio-éducatif	A	TC	0	12	12	
Attaché de conservation du patrimoine	A	TC	0	12	12	1
Adjoint technique	C	TC	36		36	3
	A	TC	60	24	84	6

EMPLOIS DE VACATAIRES (exprimés en mensualités)

Dénomination des emplois	Catégorie	Taux	Mensualités autorisées au 31/12/2021	Transformations	Mensualités autorisées au 28/02/2022	Mensualités consommées au 28/02/2022
Médecin vacataire	A	TNC	12		12	
Psychologue vacataire	A	TNC	24		24	1,79
					36 mensualités autorisés	

APPRENTIS

Dénomination des emplois	Taux	Emplois autorisés au 31/12/2021	Transformations	Emplois autorisés au 28/02/2022	Pourvus au 28/02/2022
Apprentis	TC	15		15	12

**TABLEAU DES EMPLOIS BUDGETAIRES DEPARTEMENTAUX
DU CENTRE DEPARTEMENTAL DE L'ENFANCE ET DE LA FAMILLE**

DENOMINATION DES EMPLOIS	CATEGORIE	TAUX	31/12/2021	Transformation et/ou création de postes	NOMBRE D'EMPLOIS au 28/02/2022		
					Autorisés TC	Autorisés TNC	POURVUS
Attaché principal de l'administration hospitalière	A	TC	1		1		1
TOTAL CADRE D'EMPLOIS			1		1	0	1
Infirmière en soins généraux et spécialisés de 2° grade	A	TC	1		1		1
TOTAL CADRE D'EMPLOIS			1		1	0	1
Psychologue	A	TNC	1			1	0
TOTAL CADRE D'EMPLOIS			1		0	1	0
Assistant Socio-Educatif hospitalier de second grade	A	TC	1		1		1
Assistant Socio-Educatif hospitalier de classe supérieure du 1er grade	A	TC	3	-1	2		2
Educateur Jeunes Efanfants	A	TC		1	1		1
TOTAL CADRE D'EMPLOIS			4		4	0	4
Assistant Socio-Educatif hospitalier de classe normale du 1er grade	A	TC	3		3		2
TOTAL CADRE D'EMPLOIS			3		3	0	2
Moniteur Educateur	B	TC	2		2		1
TOTAL CADRE D'EMPLOIS			2		2	0	1
Animateur des services Hospitaliers	B	TC	1		1		0
TOTAL CADRE D'EMPLOIS			1		1	0	0
Adjoint des Cadres Hospitaliers classe exceptionnelle	B	TC	1		1		1
TOTAL CADRE D'EMPLOIS			1		1	0	1
Adjoint administratif Hospitalier	C	TC	1		1		1
TOTAL CADRE D'EMPLOIS			1		1	0	1
Aide Soignante Principale	C	TC	1		1		1
AES Aide soignant AMP	C	TC	8		8		7
TOTAL CADRE D'EMPLOIS			9		9	0	7
Ouvrier principal 1° classe	C	TC	0	1	1		0
Ouvrier principal 2° classe	C	TC	2	-1	1		2
TOTAL CADRE D'EMPLOIS			2		2	0	2
Agent des services hospitaliers Qualifié de cl. Supérieure	C	TC	1		1		1
Agent des services hospitaliers Qualifié de cl. Normale	C	TC	7		7		8
TOTAL CADRE D'EMPLOIS			8		8	0	9
TOTAL GENERAL			34		33	1	29

EMPLOIS CONTRACTUELS POUR BESOINS SAISONNIERS OU OCCASIONNELS OU REMPLACEMENTS DIVERS

Dénomination des emplois	Catégorie	Taux	Mensualités autorisées	Transformations	mensualités autorisées TC	mensualités autorisées TNC	mensualités consommées
Adjoint des cadres	B	TC	4	8	12		2
Assistant Socio-Educatif hospitalier de classe normale du 1er grade	A	TC	7		7		
Moniteur Educateur/Animateur	B	TC	10		10		
Aide Médico Psychologique/Aide-soignant	C	TC	47	+10	57		6
Agent des Services Hospitaliers Qualifié	C	TNC	3			3	
Agent des Services Hospitaliers Qualifié	C	TC	23		23		
Apprentissage ES	A	TC	20	-8	12		2
Apprentissage Moniteur éducateur	B	TC	12		12		2
Apprentissage AES	B	TC	10	-10	0		0
EMPLOIS DE VACATAIRES							
Dénomination des emplois	Catégorie	Taux	Mensualités autorisées	Transformations	mensualités autorisées TC	mensualités autorisées TNC	mensualités consommées
Psychologue vacataire	A	TNC	3			3	0

**TABLEAU DES EMPLOIS BUDGETAIRES DEPARTEMENTAUX
DU CENTRE DEPARTEMENTAL DE SANTE CORREZE SANTE**

DENOMINATION DES EMPLOIS	CATEGORIE	TAUX	Autorisés au 31/12/2021	Transformation et/ou création de postes	NOMBRE D'EMPLOIS AU 28/02/2022		
					Autorisés TC	Autorisés TNC	POURVUS
Médecin territorial hors classe	A	TC	7		7		6
Médecin territorial hors classe	A	TNC	5			5	5
TOTAL CADRE D'EMPLOIS			12	0	7	5	11
Cadre de santé de 1ère classe	A	TNC	1			1	0
TOTAL CADRE D'EMPLOIS			1	0	0	1	0
Infirmière en soins généraux	A	TC		2	2		
TOTAL CADRE D'EMPLOIS			0	2	2	0	0
Puéricultrice hors classe	A	TNC	1			1	0
TOTAL CADRE D'EMPLOIS			1	0	0	1	0
Pédicure-podologue, ergothérapeute, orthoptiste et manipulateur d'électroradiologie médicale hors classe	A	TNC	1			1	1
Pédicure-podologue, ergothérapeute, orthoptiste et manipulateur d'électroradiologie médicale de classe supérieure	A	TNC	0			0	0
TOTAL CADRE D'EMPLOIS			1	0	0	1	1
Attaché territorial	A	TC	1		1		1
TOTAL CADRE D'EMPLOIS			1	0	1	0	1
Technicien paramédical territorial de classe supérieure	B	TC	1		1		0
TOTAL CADRE D'EMPLOIS			1	0	1	0	0
Rédacteur territorial principal de 2ème classe	B	TC	1		1		1
TOTAL CADRE D'EMPLOIS			1	0	1	0	1
Rédacteur territorial	B	TC	0		0		0
TOTAL CADRE D'EMPLOIS			0	0	0	0	0
Adjoint administratif territorial principal de 2ème cl.	C	TC	2		2		2
TOTAL CADRE D'EMPLOIS			2	0	2	0	2
Adjoint administratif territorial	C	TC	1	2	3		1
TOTAL CADRE D'EMPLOIS			1	2	3	0	1
TOTAL GENERAL			21	4	17	8	17

EMPLOIS CONTRACTUELS POUR BESOINS SAISONNIERS OU OCCASIONNELS OU REMPLACEMENTS DIVERS

Dénomination des emplois	Catégorie	Taux	Annuités autorisées 31/12/2021	Transformations	mensualités autorisées TC	mensualités autorisées TNC	mensualités consommées 28/02/2022
Rédacteur principal de 1er classe	B	TC	1		12		
Rédacteur territorial	B	TC	1		12		
Adjoint administratif territorial	C	TC	1		12		1

Réunion du 8 avril 2022

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission des Finances, des Affaires Générales et de la Transition Ecologique

OBJET

ELECTIONS PROFESSIONNELLES : MODALITES DE VOTE ET COMPOSITION DES COMMISSIONS ADMINISTRATIVES PARITAIRES, DE LA COMMISSION CONSULTATIVE PARITAIRE ET DU COMITE SOCIAL TERRITORIAL

RAPPORT

Le Conseil Départemental de la Corrèze dispose aujourd'hui de Commissions Administratives Paritaires (CAP), d'un Comité Technique (CT) et d'un Comité d'Hygiène, de Sécurité, et des Conditions de Travail (CHSCT).

Le prochain renouvellement des instances s'effectuera dans un format très largement rénové par la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique et ses décrets d'application. Par arrêté du 9 mars 2022, la date des prochaines élections professionnelles dans la fonction publique a été fixée au 8 décembre 2022

Dans cette perspective, il appartient à la collectivité de déterminer un certain nombre d'éléments, sur la base d'une décision de l'organe délibérant après consultation des organisations syndicales.

À cet effet, une réunion de travail a été organisée les 1^{er} mars et 8 mars, avec les différentes organisations syndicales ayant des membres élus au sein des instances du Conseil Départemental.

La nouvelle réglementation qui organise le dialogue social prévoit la constitution d'une nouvelle instance : le Comité Social Territorial (CST) qui est issu de la fusion du comité technique (CT) et du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT).

De même, le décret n°2017-1201 du 27 juillet 2017 relatif à la représentation des femmes et des hommes au sein des organismes consultatifs de la fonction publique prévoit que les parts respectives de femmes et d'hommes composant les effectifs pris en compte pour la détermination du nombre de représentants du personnel au sein de chaque instance sont fixées par délibération.

Aussi, l'établissement des listes de candidats devra se faire dans le respect de la répartition équilibrée femmes / hommes telle que constatée lors de la détermination des effectifs au 1^{er} janvier 2022 qui ont été présentés aux organisations syndicales lors du comité technique du 24 mars 2022.

De cette manière, le périmètre du corps électoral varie en fonction des agents représentés par chaque instance. Pour effectuer ce recensement, qui distingue la part respective de femmes et d'hommes, les modifications législatives et réglementaires prévues dans la loi de Transformation de la Fonction publique et ses décrets d'application ont été prises en compte. Dans ce cadre, les effectifs retenus sont les suivants :

Pour le Comité Social Territorial :

- 1 381 agents (579 hommes soit 41.93% ; 802 femmes soit 58.07%) :

Pour les CAP :

- CAP A : 251 agents (38 hommes soit 15.14% ; 213 femmes soit 84.86%)
- CAP B : 208 agents (96 hommes soit 46.15% ; 112 femmes soit 53.85%)
- CAP C : 645 agents (358 hommes soit 55.50% ; 287 femmes soit 44.50%)

Pour la Commission Consultative Paritaire (CCP) :

- 293 agents (83 hommes soit 28.33% ; 210 femmes soit 71.67%)

Il est aujourd'hui demandé à l'Assemblée de se prononcer sur le nombre de représentants du personnel siégeant au CST ainsi que sur la conservation du paritarisme avec maintien du droit de vote du collège employeur au sein des instances. L'Assemblée doit également se prononcer sur les modalités choisies pour ces élections.

1) Nombre de représentants aux CAP :

La loi de transformation de la fonction publique a supprimé l'organisation des CAP en groupes hiérarchiques. Dès lors, il y aura une unique CAP pour chaque catégorie hiérarchique.

Afin de déterminer le nombre de représentants du personnel devant siéger aux commissions administratives paritaires, il appartient au Président d'arrêter l'effectif des fonctionnaires relevant de chacune des commissions au 1er janvier 2022, conformément à l'article 2 du décret n° 89-229 du 17 avril 1989 modifié.

Ce nombre est fixé pour chaque CAP comme suit :

- CAP A : effectif compris entre 250 et 499 → 5 représentants titulaires
- CAP B : effectif compris entre 40 et 249 → 4 représentants titulaires
- CAP C : effectif compris entre 500 et 749 → 6 représentants titulaires

2) nombre de représentants à la CCP :

Par l'effet des dispositions du décret n°2021-1624 du 10 décembre 2021, les commissions consultatives paritaires ne comprendront plus de distinction par catégorie hiérarchique à compter du prochain renouvellement général des instances. Ainsi, une CCP unique sera instaurée".

La CCP compte un nombre de représentants titulaires du personnel déterminé en proportion de l'effectif d'agents contractuels. L'effectif retenu pour déterminer le nombre de représentants est apprécié au 1^{er} janvier 2022.

Compte tenu de ce que ce nombre était compris entre 250 et 500 à cette date, la CCP comprendra 5 représentants titulaires, en application du décret susvisé.

3) création du CST et nombre de représentants au CST :

L'article L.251-5 du Code de la Fonction Publique oblige chaque collectivité territoriale employant au moins 50 agents à être dotée d'un comité social territorial.

Le Département est ainsi soumis à cette obligation.

Les mêmes dispositions fixent les modalités de mise en place et de fonctionnement du CST.

Quant à son champ de compétences, il est déterminé par les articles L.253-5 et L.253-6 du Code Général de la Fonction Publique, lesquels reprennent l'intégralité des attributions actuellement exercées par les comités techniques et les CHSCT".

Il convient toutefois de relever que les compétences intègrent désormais la politique générale des ressources humaines".

Le CST est composé non seulement de représentants de la Collectivité mais également de représentants du personnel.

Ainsi, il est établi que le nombre de représentants titulaires du personnel au CST est fixé par l'assemblée délibérante au moment de la création de ce dernier.

En l'occurrence, ce point a été mis à l'ordre du jour du comité technique du 24 mars 2022. Les organisations syndicales ont ainsi été consultées.

Ce nombre est fixé pour la durée du mandat et selon une fourchette qui dépend de l'effectif des agents relevant du CST.

Conformément au décret n°2021-571 du 10 mai 2021 et compte tenu de ce que l'effectif des agents de la Collectivité relevant du CST au 1er janvier 2022 est compris entre 1 000 et 1 999, le nombre de représentants titulaires du personnel doit être compris entre 5 et 8.

Le nombre de membres suppléants est égal à celui des membres titulaires.

Après avis positif du comité technique précité, il est proposé de conserver le nombre actuel de représentants titulaires du personnel au comité social territorial du Conseil Départemental de la Corrèze, soit 7 représentants élus titulaires.

Les représentants du personnel titulaires et suppléants seront élus au scrutin de liste à un tour, avec représentation proportionnelle et attribution des restes à la plus forte moyenne. Ainsi les sièges des membres titulaires seront répartis entre les organisations syndicales proportionnellement au nombre de voix obtenu par chaque liste.

Enfin la présidence du CST est assurée par l'autorité territoriale ou son représentant qui ne pourra être qu'un élu local.

Quant aux représentants de la Collectivité, ils sont désignés par l'autorité investie du pouvoir de nomination parmi les membres de l'assemblée délibérante ou parmi les agents de la collectivité.

4) création de la formation spécialisée du comité et Nombre de représentants :

Une formation spécialisée doit être instituée au sein du comité social territorial dans chaque collectivité territoriale employant au moins 200 agents.

C'est ainsi que pour garantir aux agents des conditions d'hygiène et de sécurité de nature à préserver leur santé et leur intégrité physique, une formation spécialisée sera créée au sein du CST du Conseil Départemental de la Corrèze. Cette formation exercera ses missions en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail et a vocation à reprendre l'intégralité des compétences actuellement dévolues au CHSCT".

Le nombre de représentants du personnel titulaires et suppléants de la formation spécialisée du comité sera identique à celui des représentants du personnel titulaires du CST dont elle émane.

Les membres titulaires seront désignés parmi les représentants du personnel, titulaires et suppléants, élus au CST. Ainsi chaque organisation syndicale siégeant au CST désignera au sein de la formation spécialisée un nombre de représentants titulaires égal au nombre de sièges qu'elle détient dans le comité.

Chaque membre titulaire disposera d'un suppléant désigné librement par l'organisation syndicale lequel devra remplir les conditions d'éligibilité au CST au moment de la désignation.

5) Paritarisme :

Le comité social territorial est toujours composé de représentants du personnel et de représentants des collectivités. Cependant, la loi du 5 juillet 2010 sur la rénovation du dialogue social dans la fonction publique a supprimé l'exigence du paritarisme et de l'égalité de représentants de ces deux catégories.

Toutefois, les représentants de la collectivité ne peuvent pas être plus nombreux que les représentants du personnel au sein de ces instances.

Afin de maintenir au sein de la collectivité les conditions d'un dialogue social de qualité, au sein duquel l'exécutif départemental continue de prendre toute sa place, nous vous proposons de maintenir le fonctionnement actuel et de **conserver le paritarisme** au sein de toutes les commissions, et de maintenir le droit de vote des représentants du Département au sein des instances consultatives.

6) Modalités de vote :

S'agissant des modalités de vote, l'article 39 du décret du 10 mai 2021 prévoit de pouvoir recourir au vote électronique, après avis du Comité Technique. Le décret n°2014-793 du 9 juillet 2014 précise les conditions de mise en œuvre du vote électronique par internet pour l'élection des représentants du personnel au sein des instances de consultations.

Cette modalité a été évoquée lors des deux réunions de travail associant les différentes organisations syndicales ayant ouvert une section au sein du Conseil Départemental avec la DRH.

Dans un souci d'organisation de ces prochaines élections professionnelles dans des conditions optimales, ces échanges ont permis de décider de recourir au **vote électronique exclusif**.

Les modalités de fonctionnement du système de vote électronique, le calendrier ainsi que le déroulement des opérations feront l'objet d'une prochaine délibération.

Enfin, il est proposé, après avis favorable du comité technique, de prévoir **l'ouverture du scrutin** le 5 décembre 2022 et **la clôture** le 8 décembre 2022.

De nouvelles réunions avec les organisations syndicales sont à venir afin de finaliser l'organisation de ces élections professionnelles afin que celles-ci se préparent et se déroulent dans un cadre réglementaire et dans des conditions optimales.

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

ELECTIONS PROFESSIONNELLES : MODALITES DE VOTE ET COMPOSITION DES COMMISSIONS ADMINISTRATIVES PARITAIRES, DE LA COMMISSION CONSULTATIVE PARITAIRE ET DU COMITE SOCIAL TERRITORIAL

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

VU le Code Général de la Fonction Publique, et notamment ses articles L.251-1 et suivants,

VU le décret n°89-229 du 17 avril 1989 modifié relatif aux commissions administratives paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

VU le décret n°2016-1858 du 23 décembre 2016 relatif aux commissions consultatives paritaires et aux conseils de discipline de recours des agents contractuels de la fonction publique territoriale modifié par le décret n°2021-1624 du 10 décembre 2021,

VU le décret n°2021-571 du 10 mai 2021 relatif aux comités sociaux territoriaux des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

VU l'arrêté du 9 mars 2022 fixant la date des prochaines élections professionnelles dans la fonction publique,

VU l'avis du comité technique en date du 24 mars 2022,

CONSIDERANT qu'un comité social territorial doit être créé dans chaque collectivité employant au moins 50 agents,

CONSIDERANT qu'une formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail doit être instituée au sein du comité social territorial dans les collectivités territoriales employant au moins 200 agents,

CONSIDERANT que le Département employait 1 381 agents au 1er janvier 2022,

CONSIDERANT que le Département comptait, au 1er janvier 2022, 293 agents contractuels remplissant les conditions définies à l'article 9 du décret n°2016-1858,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2022.04.08/113 en date du 8 avril 2022, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Monsieur Julien BOUNIE, Rapporteur,

DÉLIBÈRE

Article 1^{er} : Commissions Administratives Paritaires (CAP)

Le nombre de représentants du personnel au sein de chaque CAP est fixé comme suit :

➤ C.A.P. catégorie "A" : 5 membres titulaires et 5 membres suppléants

Part de femmes : 84,86% Part d'hommes : 15,14%

➤ C.A.P. catégorie "B" : 4 membres titulaires et 4 membres suppléants

Part de femmes : 53,85% Part d'hommes : 46,15%

➤ C.A.P. catégorie "C" : 6 membres titulaires et 6 membres suppléants

Part de femmes : 44,50% Part d'hommes : 55,50%

Article 2 : Commission Consultative Paritaire (CCP)

Le recensement des effectifs permet de fixer le nombre de représentants du personnel au sein de la commission

➤ C.C.P. : 5 membres titulaires et 5 membres suppléants

Part de femmes : 71,67% Part d'hommes : 28,33%

Article 3 : Comité Social Territorial

Est décidée la création d'un comité social territorial.

Le nombre de représentants titulaires du personnel au Comité Social Territorial du Conseil Départemental est fixé à 7.

Les membres suppléants sont en nombre égal à celui des membres titulaires.

Part de femmes : 58,07% Part d'hommes : 41,93%

Il est également décidé de la création d'une formation spécialisée au sein du CST du Conseil Départemental de la Corrèze.

Le nombre de représentants du personnel titulaires de la formation spécialisée du comité est fixé à 7, identique à celui des représentants du personnel titulaires du CST dont elle émane.

Le nombre de représentants suppléants est égal au nombre de titulaires

Article 4 : Paritarisme

Il est décidé le maintien du paritarisme numérique concernant le Comité Social Territorial en fixant un nombre de représentants de la collectivité égal à celui des représentants du personnel titulaires et suppléants.

Article 5 : Voix délibérative des représentants du département

Il est décidé que les représentants du Département au sein du comité social territorial participeront au vote.

Article 6 : Modalités de vote lors des élections professionnelles

Il est décidé de recourir au vote électronique exclusif pour l'organisation du scrutin qui se déroulera du lundi 5 décembre 2022 au jeudi 8 décembre 2022.

Imputation budgétaire :

La dépense correspondante sera imputée sur le Budget Départemental :

- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 930.201.

Adopté, à main levée, à l'unanimité.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant

de L'État le : 12 avril 2022

Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20220408-4782-DE-1-1

Affiché le : 12 avril 2022

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL



L'an deux mille vingt-deux et le huit avril, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :

Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Madame Valérie TAURISSON, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Madame Patricia BUISSON, Monsieur Franck PEYRET, Madame Agnès AUDEGUILL, Madame Audrey BARTOUT, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Jean-Jacques LAUGA, Monsieur Philippe LESCURE, Madame Marilou PADILLA-RATELADE, Madame Rosine ROBINET, Monsieur Gérard SOLER, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Julien BOUNIE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Madame Claude CHIRAC, Monsieur Bernard COMBES, Madame Jacqueline CORNELISSEN, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Monsieur Sébastien DUCHAMP, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Didier MARSALÉIX, Madame Frédérique MEUNIER, Madame Annick TAYSSE, Madame Sonia TROYA, Madame Stéphanie VALLÉE, Madame Marie-Laure VIDAL, Monsieur Eric ZIOLO

Pouvoir :

Monsieur Anthony MONTEIL à Madame Stéphanie VALLÉE

Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

Réunion du 8 avril 2022

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission des Finances, des Affaires Générales et de la Transition Ecologique

OBJET

POLITIQUE DEPARTEMENTALE RELATIVE AUX SYSTEMES D'INFORMATION DE LA COLLECTIVITE - DOTATIONS 2022

RAPPORT

Depuis 2015, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est engagé dans une politique volontariste d'aménagement numérique du territoire et de développement d'usages numériques innovants. L'achèvement des travaux de déploiement du réseau 100% fibre public dès juillet 2021 illustre notre capacité à conduire des projets de transformation, de même que les nombreuses plateformes de services numériques mises en service sur la période : information sur les conditions de circulation et de gestion des routes « Routes 4.0 », accompagnement du financement participatif « Coup de pouce Corrèze » et des porteurs de projets « BOOST Projets », informations et services utiles « La Corrèze dans ma Poche », réseau social dédié aux seniors « Ma Corrèze ».

La réussite de ces opérations, destinées à renforcer l'accessibilité du territoire et celle des services publics et privés dématérialisés, amènent au premier rang des priorités la nécessité de franchir une nouvelle étape importante dans **la transformation numérique de l'administration départementale et dans l'amélioration de l'accès des Corrèziens aux services publics départementaux.**

Pour faire de la Corrèze un « territoire rural intelligent » offrant un niveau de service équivalent à celui des territoires métropolitains, l'ambition est de **faire du numérique un levier de simplification et de facilitation de l'accès au service public et aux services publics à destination de tous les corrèziens.**

La réussite de ce projet nécessite un travail important sur un socle technique et organisationnel renouvelé en matière de systèmes d'information alliant le développement des compétences numériques internes, la recherche d'une plus grande sécurité et agilité du SI pour permettre son ouverture et sa simplification, la réingénierie des processus internes accompagnant leur dématérialisation, la mise en service de portails de services, une évolution des métiers en lien avec la numérisation en particulier ceux de l'accueil physique des ancrages de proximité des MSD et MDD pour lutter contre la fracture numérique.

Aussi, 2022 sera l'année de cadrage du **programme de transformation de l'administration départementale par le numérique** qui s'appuiera sur des outils numériques et des processus dématérialisés, revisités pour servir les usagers plus rapidement et de façon personnalisée, tout en fluidifiant et en simplifiant le travail de l'administration.

Ce programme sera documenté par la formalisation d'une feuille de route opérationnelle, réaliste et engageante, pensée et construite avec et pour les usagers, le territoire, les agents et élus. Celle-ci sera présentée à l'assemblée plénière de juillet prochain.

Pour 2022, je vous propose d'affecter 5 666 000 € de crédits de paiement, dont 3 307 000 € en investissement et 2 359 000 € au titre du fonctionnement.

Ces crédits de paiement se répartissent entre les systèmes d'information des métiers, les infrastructures et les moyens de télécommunication, l'environnement de travail utilisé par les agents (postes, moyens d'impression et téléphonie), et les dépenses liées aux collègues.

I – PRIORITE A LA MAINTENANCE ET A L'EVOLUTION DES SYSTEMES D'INFORMATION DES METIERS : 2 494 000 €

Les crédits de paiement alloués à la maintenance et à l'évolution des systèmes d'information des métiers est une priorité.

A. PROJETS D'EVOLUTION DES SYSTEMES D'INFORMATION : 649 000 €

Depuis 2 ans, la mise en œuvre du plan de continuité des activités induit par la crise sanitaire, a eu pour conséquence de reprioriser la mobilisation du service système d'information pour équiper et accompagner les agents en télétravail. Cela a eu pour conséquence de retarder les projets d'informatisation engagés par rapport aux objectifs initiaux.

Dans ces conditions, l'année 2022 constitue une année de rattrapage et de transition pour réaliser les évolutions les plus urgentes (mises aux normes et mise en sécurité des applications métiers, clôture des projets métiers ouverts...) pour apporter un maximum de sécurité préalable à la mise en place du programme de transformation numérique de l'administration départemental.

Ainsi, les projets suivants sont prévus, représentant 560 000 € de crédits de paiement en investissement :

- Lancement du projet de refonte des outils numériques du secteur des solidarités, qui permettra, à terme, de dématérialiser l'ensemble des démarches et de la relation des usagers avec le Département,
- Dématérialisation du dossier usager du Centre départemental de l'enfance et de la famille (CDEF),

- Mise en place d'une plateforme pour dématérialiser la relation avec les instances de coordination de l'autonomie (ICA),
- Dématérialisation de la démarche de demande de bourses scolaires,
- Évolution majeure du logiciel de gestion de l'élagage,
- Automatisation du moissonnage des ressources numériques de la Bibliothèque départementale de prêts, auprès des systèmes d'information du réseau de bibliothèque,
- Poursuite de la modernisation de l'application de gestion des finances, notamment par la mise en place de la signature électronique des bons de commande, incluant l'acquisition de certificats électroniques pour tous les signataires, ainsi que la mise en place de la nomenclature comptable M57,
- Dématérialisation de la gestion des arrêtés dans le logiciel de gestion des rapports et des délibérations,
- Lancement du projet de refonte des outils de gestion des ressources humaines, pour atteindre, d'une part, une meilleure efficacité des agents qui assurent la gestion des dossiers et, d'autre part, offrir un portail de service à tous les agents de la collectivité,
- Mise en œuvre d'un logiciel de gestion de projets et de portefeuille de projets, qui facilitera le pilotage de la feuille de route et outillera les chefs de projets pour les rendre plus efficaces et pour faciliter le partage d'informations,
- Mise en œuvre d'un logiciel de cartographie des systèmes d'information (S.I.). C'est un outil indispensable à la maîtrise de notre système d'information. Il permet de connaître l'ensemble des éléments qui constituent le S.I. pour en obtenir une meilleure lisibilité, et donc un meilleur contrôle. Il s'intègre dans notre démarche globale de gestion des risques.

Également, la Collectivité prévoit des crédits de paiement d'un montant de 89 000 € pour assurer l'évolution de l'ensemble des logiciels (prestations et achat de licences dans certains cas), pour réaliser des prestations spécifiques d'accompagnement externe, ainsi que pour faire réaliser quelques prestations de développement de logiciels.

Au total, ces projets mobilisent 590 000 € de crédit de paiement en investissement et 59 000 € de crédit de paiement en fonctionnement.

B. OPERATIONS RECURRENTES : 1 845 000 €

Le Département compte une centaine de marchés de maintenance évolutive, corrective et réglementaire des matériels et des logiciels, ainsi que d'hébergement ou de souscription de logiciels.

Les systèmes d'information de la collectivité sont composés de logiciels métiers et d'outils informatiques dont la maintenance est assurée en grande majorité par des prestataires.

En fonctionnement, les crédits de paiement nécessaires sont de 1 485 000 €, répartis comme suit :

- 1 240 000 € sont alloués à la maintenance des systèmes d'information, lesquels sont en augmentation par le double effet d'une révision tarifaire annuelle basée sur l'indice SYNTEC et par l'augmentation du nombre de logiciels installés.
- 200 000 € sont nécessaires au paiement de l'ensemble des applications, en mode hébergé (SaaS).

Une tendance forte du marché de l'informatique est l'hébergement des logiciels sur Internet, appelé techniquement SaaS pour « Software as a Service » puisque, effectivement, ces applications sont alors délivrées comme des services plutôt que comme des produits que l'on achète et que l'on installe sur nos propres infrastructures.

- Cette tendance, qui apporte quelques avantages techniques (ex : robustesse, sécurité, évolutivité, moindre effort d'administration, limitation des nouveaux besoins d'infrastructure technique), a néanmoins un premier impact financier important, celui de passer d'un modèle d'acquisition de licences à un modèle de paiement de prestation d'hébergement, et donc de faire passer la dépense de la section d'investissement à la section de fonctionnement. Le deuxième impact financier est qu'il induit généralement une augmentation substantielle des coûts.
- 45 000 € sont prévus pour diverses dépenses récurrentes de formation, et d'annonces de publicité de marchés publics.

En investissement, les crédits de paiement nécessaires sont de 360 000 €, répartis comme suit :

- 150 000 € pour les applications en mode souscription. Effectivement, une autre tendance importante du marché de l'informatique est de passer à un modèle de souscription annuelle plutôt que d'achat. Ainsi, de plus en plus de logiciels ne peuvent plus être achetés mais seulement « loués », généralement à l'année ou au mois.
- Des prestations de numérisation du patrimoine bâtementaire (75 000 €), la réalisation d'études (90 000 € pour audits, tests d'intrusion, maquettes, accompagnements techniques...), l'achat de fond IGN (10 000 €), ainsi que d'autres prestations (35 000 € pour mises à jour de sites internet/intranet, protection des données personnelles).

II. L'ENVIRONNEMENT DE TRAVAIL NUMERIQUE DES AGENTS : 1 884 600 €

Le maintien et le développement de l'environnement de travail numérique des agents comprend les ordinateurs, les logiciels bureautiques, les moyens d'impression et les systèmes de téléphonie.

A. DES PROJETS DE MODERNISATION ET D'EXTENSION : 551 000 €

- **Modernisation de l'environnement bureautique : 450 000 €**

L'achat de licences Microsoft Office 2019 d'occasion permettra de moderniser l'environnement bureautique des agents actuellement obsolètes. Cela apportera plus de fonctionnalités aux agents, mais permettra aussi une meilleure compatibilité avec les applications métiers ainsi qu'avec l'outil de travail collaboratif Teams.

Cet important investissement, à renouveler tous les 3 ou 4 ans, permet de limiter les coûts sur la section de fonctionnement pour la souscription de licences Microsoft Office 365. Le gain estimé sur 3 ans est d'environ 400 000 €, sans compter la compensation au titre du FCTVA.

D'autre part, 50 000 € seront consacrés à des prestations de migration du système de messagerie vers la messagerie en ligne incluse dans les abonnements Microsoft Office 365.

- **Installation de nouvelles MDD et nouveaux CDS : 56 000 €**

L'installation de nouvelles maisons du département et de nouveaux centres de santé s'accompagnent de la mise en place de nouveaux équipements et d'installations sur le réseau informatique.

- **Autres projets : 45 000 €**

Deux autres projets permettront, tout d'abord, d'uniformiser et moderniser les systèmes de visio-conférence dans les salles de réunion et, ensuite, de terminer la migration du système de téléphonie (ToIP).

Au total, ces projets mobilisent 501 000 € de crédit de paiement en investissement et 50 000 € de crédit de paiement en fonctionnement.

B. UN PARC DE COPIEURS RENOUVELE EN 2022 : 350 000 €

Le marché de location et de maintenance des copieurs arrive à terme en 2022. Une analyse économique a conclu qu'il est plus rentable d'acheter plutôt que de louer les copieurs est 30 % plus économique. Il permet un gain sur 6 ans de 172 000 € soit 28 600 € /an. L'achat devient plus économique au bout d'un peu plus de 2 ans et demi.

Ainsi, les crédits 2022 comprennent 262 000 € pour l'achat d'un parc de copieurs neufs (investissement) et 88 000 € pour assurer le paiement des derniers mois de location et des coûts de maintenance récurrents (fonctionnement).

C. TELEPHONIE ET LIAISONS RESEAU INTER-SITES : 442 000 €

Les frais récurrents annuels d'interconnexion des différents sites du Département au réseau informatique s'élèvent à 272 000 €. Un important effort sera réalisé en 2022 pour augmenter le débit réseau sur les sites encore non reliés à haut débit.

Les frais d'abonnements téléphonique s'élèvent à 170 000 €, incluant une prestation de protection des travailleurs isolés qui sera assurée par Corrèze Téléassistance. Cette protection est disponible sous forme d'un dispositif actionnable facilement et discrètement sur les smartphones des travailleurs sociaux et des agents dont les missions le nécessitent.

Ainsi, l'ensemble de ces dépenses mobilisent 442 000 € de crédits de paiement en fonctionnement.

D. AUTRES DEPENSES RECURRENTES : 541 600 €

En investissement :

- 232 600 € le renouvellement du parc d'ordinateurs, d'écrans, de smartphones et de tablettes, sur une périodicité de renouvellement de 6 ans environ,
- 84 000 € pour répondre à l'accroissement des besoins : double écran pour l'utilisation de certains outils métiers, ordinateurs portables pour le télétravail ; smartphones pour la mobilité et périphériques (casques, micros, webcams) pour le travail collaboratif

En fonctionnement, une nouvelle dépense récurrente de 180 000 € / an consiste en la mise à disposition pour tous les utilisateurs de licences Microsoft Office 365. Cet environnement moderne de travail inclut notamment la messagerie Outlook en ligne et l'outil de travail collaboratif Teams.

Enfin, les consommables et autres petits équipements représentent une dépense annuelle de 45 000 €.

Ainsi, l'ensemble de ces dépenses mobilisent 316 600 € de crédits de paiement en investissement et 225 000 € de crédit de paiement en fonctionnement.

III. LES INFRASTRUCTURES INFORMATIQUES, UN SOCLE A MODERNISER ET A ENTREtenir : 987 400 €

Les infrastructures informatiques sont ce socle invisible absolument nécessaire au fonctionnement des logiciels métiers et à l'environnement bureautique des utilisateurs. Il s'agit des serveurs, du stockage et de la sauvegarde des données, du réseau informatique, des briques de sécurité dont celles nous protégeant des cyber-attaques.

A. DES PROJETS DE MODERNISATION : 390 000 €

390 000 € de crédits de paiement en investissement sont nécessaires à la réalisation des projets suivants :

- **Renouvellement des systèmes de stockage et de serveurs : 180 000 €**

L'architecture de stockage de données et de virtualisation de serveurs est saturée, obsolète et bientôt plus maintenue.

Son renouvellement permettra non seulement d'améliorer les performances pour les utilisateurs, mais également de faire fonctionner toutes les nouvelles applications et d'accueillir l'important flux de données induit par la dématérialisation des processus et des documents.

Renouvellement du pare-feu : 150 000 €

Le pare-feu est la brique technique qui protège le système d'information des principales cyberattaques en provenance d'Internet. L'actuel pare-feu est obsolète, limite le débit réseau intersites, et ne sera plus maintenu après le 31 décembre 2022.

Son renouvellement permettra en outre de mettre en œuvre un système moderne de protection vis-à-vis des menaces provenant d'Internet, en particulier des rançongiciels dont les attaques sont en augmentation exponentielle.

Et au-delà, il intégrera de nouvelles fonctionnalités qui simplifieront la connexion des utilisateurs en mobilité, ainsi que des prestataires qui se connectent à notre système d'information.

Enfin, il permettra d'améliorer les débits d'interconnexion réseau des sites du Département.

- Mise à jour des systèmes obsolètes : 60 000 €

La mise à jour de différentes sous-parties obsolètes des infrastructures techniques, dont le remplacement du logiciel de gestion des équipements mobiles, permettra de construire un socle solide, apte à accueillir les projets de transformation numérique.

B. LA SECURISATION, UNE QUESTION DE CONFIANCE A TRAITER : 140 000 €

Le Département de la Corrèze a été retenu dans le cadre du plan France Relance, sur le parcours cybersécurité, pour réaliser, d'une part, des prestations d'audit de la sécurité des systèmes d'information et, d'autre part, des prestations d'accompagnement à la réalisation d'actions du plan de sécurisation, lequel sera à définir à l'issue de cet audit.

La confiance des usagers dans la capacité du Département à gérer les données personnelles qu'ils nous confient passe par un haut niveau de sécurité. Ce projet, qui mobilise 140 000 € de crédits de paiement en investissement, montre une forte volonté de mieux sécuriser nos systèmes d'informations.

C. MAINTENANCE ET AUTRES DEPENSES RECURRENTES : 457 400 €

Le renouvellement du parc d'équipements de réseau informatique (100 000 €) et les projets multiples et récurrents de câblage informatique (110 000 €) représentent une grande part des dépenses récurrentes en matière d'infrastructures.

Les autres dépenses (247 400 €) correspondent aux différents contrats de maintenance ou de souscription logicielle et matérielle des briques d'infrastructure technique du système d'information (antivirus, sauvegarde, virtualisation de postes de travail, serveurs, etc.).

Au total, ces dépenses mobilisent 447 400 € de crédit de paiement en investissement et 10 000 € de crédit de paiement en fonctionnement.

IV. COLLEGES : 300 000 €

Le parc des collèges est composé d'environ 2200 ordinateurs et de 8800 tablettes. 300 000 € de crédits de paiement en investissement, permettront le renouvellement de 500 ordinateurs pour ramener l'âge moyen du parc à 7 ans (contre 10 ans actuellement) et de 100 tablettes pour assurer le SAV de remplacement des tablettes cassées.

Des autorisations d'engagement (AE) et de programme (AP) 2022-2027 sont proposées au vote. Elles permettront de couvrir les dépenses en fonctionnement et en investissement durant cette période (voir annexe).

V. DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT

Des recettes de fonctionnement sont prévues pour un montant de 1 000 €. Elles correspondent :

- Au remboursement du droit d'adhésion à la plateforme de dématérialisation mise à disposition par le Département au profit des collectivités et autres organismes adhérents,
- Aux pénalités appliquées aux sociétés, en cas de non-respect des clauses contractuelles des marchés d'acquisition ou de maintenance.

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, je vous propose d'affecter les crédits de paiement selon les tableaux ci-dessous :

	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
MAINTENANCE ET EVOLUTION DES S.I. DES METIERS	1 544 000 €	950 000 €	2 494 000 €
Projets d'évolution des S.I. métiers	59 000 €	590 000 €	649 000 €
Opérations Récurrentes	1 485 000 €	360 000 €	1 845 000 €
ENVIRONNEMENT DE TRAVAIL NUMERIQUE DES AGENTS	805 000 €	1 079 600 €	1 884 600 €
Projets de modernisation et d'extension de l'environnement de travail	50 000 €	501 000 €	551 000 €
Parc de copieurs	88 000 €	262 000 €	350 000 €
Téléphonie et liaisons réseau inter-sites	442 000 €	Néant	442 000 €
Autres dépenses récurrentes	225 000 €	316 600 €	541 600 €
INFRASTRUCTURES INFORMATIQUES	10 000 €	977 400 €	987 400 €
Projets de modernisation	Néant	390 000 €	390 000 €
Sécurisation	Néant	140 000 €	140 000 €
Maintenance et autres dépenses récurrentes	10 000 €	447 400 €	457 400 €
COLLEGES	Néant	300 000 €	300 000 €
TOTAL DEPENSES	2 359 000 €	3 307 000 €	5 666 000 €
TOTAL RECETTES	1 000 €	Néant	1 000 €

En résumé,

	Crédits de paiement 2022 DEPENSES	Crédits de paiement 2022 RECETTES
FONCTIONNEMENT	2 359 000 €	1 000 €
INVESTISSEMENT	3 307 000 €	Néant
TOTAL	5 666 000 €	1 000 €

Pour mémoire au titre de 2022, les engagements au titre de la politique qui vient de vous être exposée dans le présent rapport seront effectués sur les enveloppes suivantes :

EN DEPENSES :

-> Les AP sont les suivantes :

SYSTEME D'INFORMATION DES COLLEGES

P046 ACQUISITION DE MATERIEL ET LOGICIELS INFRASTRUCTURE 2022 2027

POSTE DE TRAVAIL ET IMPRESSION

P165 E04 ACQUISITION MATERIEL ET LOGICIELS D'IMPRESSION 2022 2027

P165E03 ACQUISITION TOUS MATERIELS DE POSTE DE TRAVAIL 2022 2027

SYSTEME D'INFORMATION ADMINISTRATION GENERALES

P166E17 ACQUISITION DE MATERIEL ET LOGICIELS INFRASTRUCTURE 2022 2027

P166E21 MAINTENANCE EVOLUTIVE DES INFRASTRUCTURE ET TELECOM 2022 2027

P166E22 ACQUISITION DE LOGICIELS ADMINISTRATION GENERALE 2022 2027

P166E29 ACQUISITION DE LOGICIELS BUREAUTIQUE ET COLLABORATIF 2022 2027

SYSTEME D'INFORMATION CULTURE ET SPORTS

P167E01 ACQUISITION DE LOGICIELS CULTURE SPORTS 2022 2027

SYSTEME D'INFORMATION ROUTES

P168E02 ACQUISITION DE LOGICIELS ROUTES 2022 2027

SYSTEME D'INFORMATION SOCIAL

P170E01 ACQUISITION DE MATERIEL ET LOGICIELS SOCIAL 2022 2027

-> Les AE sont les suivantes :

POSTE DE TRAVAIL ET IMPRESSION

P165E01 PHOTOCOPIEURS 2022-2027

SYSTEME D'INFORMATION ADMINISTRATION GENERALES

P166E27 MAINTENANCE CORRECTIVE ET HEBERGEMENT INFRASTRUCTURE ET TELECOM

P166E28 SOUSCRIPTION ET MAINTENANCE DES LOGICIELS BUREAUTIQUES ET COLLABORATIFS 2022-2027

SYSTEME D'INFORMATION CULTURE ET SPORTS

P167E02 MAINTENANCE ET HEBERGEMENT DES LOGICIELS CULTURE ET SPORT
2022-2027

SYSTEME D'INFORMATION ROUTES

P170E02 MAINTENANCE ET HEBERGEMENT DES LOGICIELS ROUTES 2022-2027

SYSTEME DE TELEPHONIE

P169E03 MARCHES DE FOURNITURES DE SERVICES DE TELECOM 2021-2024

P169E02 MARCHES DE FOURNITURES D'INTERNET 2020-2024

SYSTEME D'INFORMATION SOCIAL

P170E02 MAINTENANCE ET HEBERGEMENT DES LOGICIELS SOCIAL 2022-2027

-> Les EPF sont les suivantes :

POSTE DE TRAVAIL ET IMPRESSION

P165E07 MAINTENANCE TOUS MATERIEL DE POSTE DE TRAVAIL

EN RECETTES :

SYSTEME D'INFORMATION ADMINISTRATION GENERALES

-> L'EPF est la suivante :

P166 E12 SI RECETTES 2022

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

POLITIQUE DEPARTEMENTALE RELATIVE AUX SYSTEMES D'INFORMATION DE LA COLLECTIVITE - DOTATIONS 2022

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2022.04.08/114 en date du 8 avril 2022, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Rapporteur,

DÉLIBÈRE

Article 1^{er} : Est proposée l'affectation des crédits de paiement suivants, pour l'année 2022, au titre de la politique sectorielle concernant les systèmes d'information de la collectivité.

	Crédits de paiement 2022 DEPENSES	Crédits de paiement 2022 RECETTES
FONCTIONNEMENT	2 359 000 €	1 000 €
INVESTISSEMENT	3 307 000 €	Néant
TOTAL		

Article 2 : Sont votées, au titre de l'année 2022, les Autorisations de Programme (AP) citées en annexe 1.

Article 3 : Sont votées, au titre de l'année 2022, les Autorisations d'Engagement (AE) citées en annexe 1.

Imputations budgétaires :

La recette correspondante sera imputée sur le Budget Départemental :

- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 930.201.

Les dépenses correspondantes seront imputées sur le Budget Départemental :

- Section Investissement, Article fonctionnel 900.202
- Section Investissement, Article fonctionnel 903.11
- Section Investissement, Article fonctionnel 903.2
- Section Investissement, Article fonctionnel 905.51
- Section Investissement, Article fonctionnel 906.0
- Section Investissement, Article fonctionnel 902.21
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 930.202
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 933.11
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 933.32
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 935.51
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 906.60
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 936.0
- Section Investissement, Article fonctionnel 900.201
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 902.8.

Adopté, à main levée, à la majorité, par 28 voix pour, 2 contre, 8 abstentions.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant

de l'État le : 12 avril 2022

Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20220408-4793-DE-1-1

Affiché le : 12 avril 2022

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

L'an deux mille vingt-deux et le huit avril, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :

Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Madame Valérie TAURISSON, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Madame Patricia BUISSON, Monsieur Franck PEYRET, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Audrey BARTOUT, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Jean-Jacques LAUGA, Monsieur Philippe LESCURE, Madame Marilou PADILLA-RATELADE, Madame Rosine ROBINET, Monsieur Gérard SOLER, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Julien BOUNIE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Madame Claude CHIRAC, Monsieur Bernard COMBES, Madame Jacqueline CORNELISSEN, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Monsieur Sébastien DUCHAMP, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Didier MARSALÉIX, Madame Frédérique MEUNIER, Madame Annick TAYSSE, Madame Sonia TROYA, Madame Stéphanie VALLÉE, Madame Marie-Laure VIDAL, Monsieur Eric ZIOLO

Pouvoir :

Monsieur Anthony MONTEIL à Madame Stéphanie VALLÉE

Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

VOTE DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME (AP) ET AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT (AE)

ANNEXE 1

DESIGNATION	TYPE D' ENVELOPPE	CATEGORIE	MONTANT	DUREE D'AFFECTATION
<u>POSTE DE TRAVAIL ET IMPRESSION</u>				
ACQUISITION MATERIEL ET LOGICIELS D'IMPRESSION 2022 2027	AP	PLURIANNUELLE	2 350 000 €	6 ANS
ACQUISITION TOUS MATERIELS DE POSTE DE TRAVAIL 2022 2027	AP	PLURIANNUELLE	324 500 €	6 ANS
PHOTOCOPIEURS 2022-2027	AE	PLURIANNUELLE	350 000 €	6 ANS
<u>SYSTEME D'INFORMATION ADMINISTRATION GENERALES</u>				
ACQUISITION DE MATERIEL ET LOGICIELS INFRASTRUCTURE 2022-2027	AP	PLURIANNUELLE	5 500 000 €	6 ANS
MAINTENANCE EVOLUTIVE DES INFRASTRUCTURE ET TELECOM 2022-2027	AP	PLURIANNUELLE	310 000 €	6 ANS
ACQUISITION DE LOGICIELS ADMINISTRATION GENERALE 2022-2027	AP	PLURIANNUELLE	4 200 000 €	6 ANS
ACQUISITION DE LOGICIELS BUREAUTIQUE ET COLLABORATIF 2022-2027	AP	PLURIANNUELLE	3 300 000 €	6 ANS
MAINTENANCE CORRECTIVE ET HEBERGEMENT INFRASTRUCTURE ET TELECOM 2022-2027	AE	PLURIANNUELLE	800 000 €	6 ANS
SOUSCRIPTION ET MAINTENANCE DES LOGICIELS BUREAUTIQUES ET COLLABORATIFS 2022-2027	AE	PLURIANNUELLE	900 000 €	6 ANS
<u>SYSTEME D'INFORMATION CULTURE ET SPORTS</u>				
ACQUISITION DE LOGICIELS CULTURE SPORTS 2022-2027	AP	PLURIANNUELLE	120 000 €	6 ANS
MAINTENANCE ET HEBERGEMENT DES LOGICIELS CULTURE ET SPORT 2022-2027	AE	PLURIANNUELLE	360 000 €	6 ANS
<u>SYSTEME D'INFORMATION ROUTES</u>				
ACQUISITION DE LOGICIELS ROUTES 2022 2027	AP	PLURIANNUELLE	600 000 €	6 ANS
MAINTENANCE ET HEBERGEMENT DES LOGICIELS ET MAT ROUTES 2022-2027	AE	PLURIANNUELLE	400 000 €	6 ANS
<u>SYSTEME D'INFORMATION SOCIAL</u>				
ACQUISITION DE MATERIEL ET LOGICIELS SOCIAL 2022-2027	AP	PLURIANNUELLE	400 000 €	6 ANS
MAINTENANCE ET HEBERGEMENT DES LOGICIELS SOCIAL 2022-2027	AE	PLURIANNUELLE	1 475 000 €	6 ANS
<u>SYSTEME D'INFORMATION DES COLLEGES</u>				
ACQUISITION DE MATERIEL ET LOGICIELS INFRASTRUCTURE 2022-2027	AP	PLURIANNUELLE	1 800 000 €	6 ANS

Réunion du 8 avril 2022

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission des Finances, des Affaires Générales et de la Transition Ecologique

OBJET

POLITIQUE DEPARTEMENTALE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE - DOTATIONS 2022

RAPPORT

Préserver l'environnement, renforcer le développement économique, tout en confortant la qualité et le cadre de vie, tels sont les objectifs de la politique départementale de la transition écologique pour 2022.

Conscient de ses atouts environnementaux, le Département entend réaffirmer son rôle en matière de solidarité et de cohésion territoriale. L'enjeu est de favoriser le développement de pratiques respectueuses de l'environnement et solidaires des activités productives du territoire. Il s'agit ainsi de développer l'économie et l'attractivité du territoire en produisant, consommant, commercialisant et valorisant ses atouts et les ressources locales de manière écoresponsable.

Les transitions écologiques, énergétiques, agricoles et alimentaires doivent être les moteurs du développement pour notre territoire. Notre collectivité poursuit donc ses actions en faveur de la production des énergies renouvelables, de la protection de la ressource en eau, de la préservation de la biodiversité et des espaces naturels et du cadre de vie sur le territoire corrézien.

Pour 2022, les principaux axes de la politique départementale de la transition écologique portent ainsi sur les cinq thématiques suivantes :

- 1. La valorisation des énergies renouvelables, des mobilités durables et la promotion de la sobriété énergétique, (I)*
- 2. La préservation de la biodiversité et des espaces naturels, (II)*
- 3. L'adaptation de l'agriculture et la promotion d'une alimentation de qualité, (III)*
- 4. La protection de l'environnement et du cadre de vie, (IV)*
- 5. La protection de la ressource en eau et la gestion de ses usages. (V)*



Le **programme Corrèze Transition Écologique (CTE)**, engagé en 2019, est le fil conducteur de l'action départementale en matière de transition écologique. Cet outil d'animation permet de suivre, d'évaluer les actions engagées, de communiquer et d'impulser l'action politique auprès des différents acteurs corrèziens (collectivités, services de l'Etat, Agences de l'Eau, ADEME, associations, entreprises...).

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, je vous propose d'affecter :

2 453 500 € de crédits de paiement en dépenses :

- *1 284 500 € au titre des dépenses d'investissement,*
- *1 169 000 € au titre des dépenses de fonctionnement.*

auxquels se rajoutent 413 000 € de crédits de paiement au titre des recettes dont :

- *100 000 € au titre des recettes d'investissement*
- *313 000 € au titre des recettes de fonctionnement.*

I. VALORISATION DES ENERGIES RENOUVELABLES, DES MOBILITES DURABLES ET PROMOTION DE LA SOBRIETE ENERGETIQUE

La Corrèze s'est engagée dans le cadre du **programme Corrèze Transition Écologique** à faire de notre département un territoire exemplaire sur les énergies renouvelables. L'objectif est d'accélérer le développement de la production et de la consommation locale d'énergies renouvelables en s'inscrivant dans une dynamique d'incitation, en soutenant des expérimentations innovantes et en modélisant le déploiement des filières de manière concertée et cohérente.

a. La Société d'Économie Mixte (SEM) Corrèze Énergies Renouvelables (CER)



Pour impulser une véritable dynamique dans le développement des énergies renouvelables, le Département de la Corrèze a imaginé en 2019 un partenariat public-privé, prenant la forme juridique d'une Société d'Économie Mixte (SEM). Cette structure permet la recherche et le développement de projets en vue de la production d'énergie mais également la mobilisation d'épargne populaire pour la réalisation de ceux-ci.

L'objectif de production est de 300 MW avec des réalisations de projets sur quatre technologies :

- L'énergie photovoltaïque,
- La méthanisation,
- La production d'hydrogène décarboné,
- L'énergie hydraulique.

Début 2022, le bilan établi permet de comptabiliser :

- 18 permis hangars obtenus (puissance cumulée 3,5 MW),
- 24 permis en cours d'instruction (puissance cumulée 5,5 MW),
- 50 dossiers en cours d'analyses (puissance cumulée 20 MW),
- 15 locations de toiture en cours d'étude (puissance cumulée 2 MW).

A cela s'ajoute un projet de méthanisation.

De plus, le Département est actionnaire à ce jour de deux sociétés de projets permettant le financement et la réalisation des installations. Il s'agit des sociétés : Territoires Des Énergies et Corrèze Énergie Développement. Elles serviront de support au développement des projets.

Des appels de fonds de ces 2 sociétés seront réalisés en 2022 afin de permettre le financement et la réalisation des projets photovoltaïques, et ce, a minima pour les 18 projets de hangars dont les permis sont déjà obtenus.

Sont prévus au budget 2022

Le Département a prévu pour 2022, 172 000 € de crédits pour les investissements en direct vers les sociétés de projet et pour sa participation au capital de la SEM.

b. Les plans départementaux de déploiement des EnR

Schéma départemental de Méthanisation



Le Département, considérant que la méthanisation est une réponse territoriale à la production d'énergies, la gestion et la valorisation des déchets et à l'amendement des sols agricoles a souhaité mettre en place un schéma de déploiement de cette énergie sur la Corrèze.

En 2022, la dynamique de concertation aboutissant à la définition d'un projet de territoire devra être réalisée. Le pôle EnR, installé fin 2021, permettra également d'inscrire le déploiement de la filière dans une coordination départementale, pilotée par les services de l'État et le Conseil Départemental. Il est envisagé de proposer un accompagnement aux porteurs de projets dans la concrétisation de leur unité de méthanisation, de leur apporter un appui juridique à la sécurisation des approvisionnements et un appui technique dans le choix des matériels. Pour la réalisation des études de faisabilité de méthanisation, il est proposé de s'appuyer sur les projets émergents suite au déploiement de l'étude départementale méthanisation.

Dans ce cadre, aujourd'hui 3 projets en cours sont soutenus par le Département dont un porté par la Société d'Économie Mixte (SEM) Corrèze Énergies Renouvelables (CER).

Plan départemental de développement de la mobilité électrique en Corrèze



Enjeu essentiel de la transition écologique, la promotion de nouvelles mobilités plus durables représente une des priorités du Département, afin notamment de réduire les émissions de gaz à effet de serre et de particules nocives pour la santé.

Dans cet objectif, le Département a réalisé un plan de déploiement des Infrastructures de Recharge de Véhicules Électriques (IRVE) afin de disposer d'une vision globale du futur maillage du territoire et des préconisations stratégiques pour accompagner le développement de l'électromobilité.

Par ailleurs, le Département accompagne financièrement les opérateurs publics compétents pour l'installation de ces bornes sur le territoire. Le Département a ainsi signé une première convention 2021/2022 avec la Fédération Départementale d'Électrification et d'Énergie pour l'installation d'une quarantaine de bornes de recharge sur son territoire de compétence. Une seconde est en cours de finalisation avec le syndicat de la Diège pour l'installation de 3 bornes.

Les évolutions réglementaires liées à la Loi d'Orientation des Mobilités et à la Loi Climat et Résilience incitent les opérateurs publics compétents à réaliser leur propre Schéma Directeur de Développement des Infrastructures de Recharge de Véhicules Électriques (SDDIRVE).

En ce sens, le Département accompagne les collectivités compétentes dans l'élaboration de ce schéma, notamment en mettant à leur disposition les données issues du plan de déploiement départemental évoqué précédemment.

En 2021, le Département a apporté une aide globale de 21 000 € pour soutenir financièrement la Fédération Départementale d'Electrification et d'Energie de la Corrèze pour l'installation de 8 bornes de recharge (3 bornes de 50kVa et 5 de 22kVa). Cette année, le Département pourrait accompagner la mise en place d'une trentaine de bornes pour un montant d'aide globale d'environ 100 000 € en investissement.

c. Promotion de la sobriété énergétique

Corrèze Rénovation Énergétique (Volet Collectivités)



Le Département s'est engagé le 24 Septembre 2021 à accompagner les corréziens dans la concrétisation de leur projet de rénovation énergétique globale et performante de leur logement avec une solution clef en main, simple et sécurisée, dans le but de réduire massivement le nombre de passoires thermiques sur le territoire de la Corrèze en mobilisant les ressources locales. Ce dispositif Corrèze Rénovation Énergétique à destination des particuliers est géré au niveau du service Habitat du Conseil Départemental.

Le dispositif s'adresse également dans un second volet aux collectivités qui souhaitent mettre en œuvre sur leur patrimoine des projets de rénovation thermique et leur propose un accompagnement sous 2 formes :

- dans le cadre des opérations contractualisées sur la thématique de la rénovation énergétique des bâtiments : il est proposé un accompagnement en ingénierie financière pour optimiser les financements des opérations à travers l'utilisation des Certificats d'Économies d'Énergies (CEE),
- dans le cadre de l'ingénierie territoriale : il est proposé un accompagnement pour définir les gisements potentiels de financement à travers les CEE pour le patrimoine des collectivités.

En 2022, le service Transition Écologique poursuivra le déploiement et son accompagnement de l'ingénierie territoriale dans la mise en œuvre de ce volet du dispositif, en faveur de la transition énergétique du patrimoine des collectivités, en lien avec le programme CTE.

Cadastre Solaire



Depuis 2019, notre collectivité a porté la mise en œuvre d'un cadastre solaire et a confié à la société Cythélia energy - sur appel d'offre - la création d'un système d'information géographique (SIG) qui relie les données cadastrales et les informations géographiques et météorologiques déterminant le potentiel photovoltaïque ou thermique solaire d'une toiture sur le territoire de la Corrèze.

Présenté à l'Assemblée Plénière du Conseil Départemental de la Corrèze, le cadastre solaire est depuis le 1er décembre 2019 en ligne et accessible au public. Il permet à tout utilisateur de prendre connaissance de façon très simple du potentiel solaire (thermique ou photovoltaïque, autoconsommation ou revente) de sa toiture et de faire une pré-estimation de l'investissement du projet correspondant.

En 2022, l'hébergement du cadastre solaire dans ses deux interfaces publique et privée va être prolongé et son contenu augmenté avec l'intégration d'une mise à jour du modèle numérique de terrain (avec mise en place de la typologie détaillée des bâtiments et l'ajout des parkings), ainsi que l'ajout d'une application de programmation en interface avec ENEDIS pour une estimation précise des contraintes de raccordement au réseau électrique.

Réserve de ciel étoilée



Le PNR Millevaches en Limousin (PNR ML) a décidé de labelliser sur son territoire une Réserve Internationale de Ciel Etoilé (RICE) en déployant une stratégie pour des équipements publics sobres en s'appuyant le plus possible sur des matériaux locaux.

Ce projet s'oriente sur six axes différents :

- réduction des consommations et dépenses énergétiques des collectivités locales,
- préservation de la biodiversité nocturne,
- préservation de l'environnement nocturne et de l'accès au ciel étoilé,
- valorisation et promotion de l'astronomie en lien avec les activités touristiques,
- valorisation du ciel étoilé et de la vie nocturne auprès des habitants du territoire par des actions d'éducation et de sensibilisation,
- reconnaissance internationale du territoire.

Le Département a accompagné le PNR ML dans la constitution du dossier de labellisation jusqu'à l'obtention du Label le 30 novembre 2021, et poursuivra en 2022 son accompagnement dans l'élaboration et la réalisation des outils pédagogiques suivants :

- Conception d'un guide de l'éclairage artificiel,
- Conception d'un observatoire mobile,
- Conception de support de sensibilisation et de promotion du territoire "ciel d'exception".

Pour 2022, les dépenses d'investissement liées à la réalisation de cette action sont budgétisées à hauteur de 6 000 €.

Sobriété énergétique des entreprises



Lien Entreprise Durable (LED) est une association qui existe depuis 2003. Elle est portée par des entreprises qui souhaitent mettre en œuvre la Responsabilité Sociétale d'Entreprise (RSE). Une vingtaine d'entreprises corréziennes sont adhérentes (dont SILAB, Sothys...).

Un partenariat de deux ans, voté par la commission permanente du 31 janvier 2020, a été acté par convention. Ce délai a été prorogé d'un an pour prendre en compte l'impact de la crise sanitaire dans le cadre d'un avenant voté lors de la commission permanente du 10 décembre dernier.

Le LED accompagne les entreprises corréziennes sur la sobriété et l'efficacité énergétique dans le cadre de cette convention avec le Département.

Les dépenses de fonctionnement liées à la réalisation de cette action sont inscrites en dans le programme CTE à hauteur de 5 100 €.

Sont prévus au budget 2022

Pour l'ensemble de ces dispositifs,

- 296 000 € de crédits de paiement au titre des dépenses d'investissement.
- 74 500 € de crédits de paiement au titre des dépenses de fonctionnement.

d. Le Contrat d'Objectifs Territoire Énergie Climat (COTEC)

En 2018, le Conseil Départemental de la Corrèze a signé avec l'ADEME un Contrat d'Objectifs Territoire Énergie Climat (COTEC) pour une durée de 4 ans. Il formalise l'accompagnement de l'ADEME pour le programme Corrèze Transition Écologique (CTE).

Il s'articule autour de 2 principes directeurs :

- Renforcer l'ingénierie collective de nature technique, juridique, réglementaire et financière, et favoriser l'évaluation et la capitalisation des actions déployées.
- Promouvoir le financement participatif et citoyen pour valoriser le territoire et généraliser les pratiques liées à la transition écologique.

L'aide financière de l'ADEME pour la réalisation des actions inscrites au COTEC s'élève à 450 000 € sur 4 ans : une part fixe de 270 000 € versés sur 3 ans (2020,2021 et 2022) et une part variable de 180 000 € maximum, sur réalisation de 12 objectifs.

Sont prévus au budget 2022

- 90 000 € de crédits de paiement au titre des recettes de fonctionnement.

II. PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE ET DES ESPACES NATURELS

Le Schéma Départemental des Espaces Naturels et des Paysages Remarquables a fait l'objet d'une actualisation en 2017.

Pour mener à bien leur politique des Espaces Naturels Sensibles (ENS), les Départements disposent d'une palette d'outils :

- Le droit de préemption : le Département détermine des zones de préemption sur son territoire correspondant aux espaces susceptibles de devenir des ENS.
- Les conventions de gestion : le Département peut passer des conventions avec des propriétaires publics ou privés en vue de l'ouverture des sites au public.
- Le financement : au travers de la part départementale de la Taxe d'Aménagement (TA) dont une part est consacrée au financement des ENS.

a. Espaces Naturels Sensibles et Réserve Départementale de Biodiversité



La politique « Espaces Naturels Sensibles (ENS) » consiste à protéger et ouvrir au public des sites naturels par des actions ciblées.

Cette compétence est, pour les Départements, un levier important permettant de répondre à de nombreux enjeux comme la préservation des paysages et de la biodiversité, l'urbanisation, la demande sociale d'accès à des espaces naturels pour y pratiquer des loisirs, l'éducation à l'environnement. Il s'agit bien d'un enjeu alliant préservation de notre territoire et développement pérenne.

En 2020, le Département a ouvert au public son premier ENS : la Réserve Départementale de Biodiversité à Argentat sur Dordogne.

Ce projet de création d'une Réserve Départementale de Biodiversité, sur l'ancien site industriel des gravières, fût ambitieux, innovant et complexe sur le plan technique et celui-ci a répondu aux orientations du schéma départemental.

Les grands travaux de modelage, de plantations, sur cette ancienne carrière, ont créé les conditions d'émergence de la biodiversité. La nature doit maintenant faire son œuvre pour reconquérir le site.

Au-delà de la dimension écologique, ce projet a également pour finalité de participer au développement économique du territoire, une double-entrée à connotation environnementale et éducative.

La Réserve Départementale présente un attrait touristique qui s'est déjà manifesté au cours des deux dernières années, mais c'est avant tout un territoire préservé propice à l'apparition d'une biodiversité riche et qui permettra aux scientifiques comme aux étudiants d'étudier notre environnement. Les associations ont déjà prévu de nombreuses actions d'éducation à l'environnement sur le site.

En 2021

L'accueil du public

Deux sentiers d'interprétation permettent depuis 2021, aux visiteurs, de découvrir le site, même en dehors de visites guidées.

Le premier sentier passe par la mise en place de mobiliers traditionnels d'interprétation du patrimoine. Le second est une application numérique par smartphone (réalité augmentée, 3D, interactivité adultes / enfants). Ce sentier est accessible via le site internet du Département.

Des actions d'éducation à l'environnement ont réuni plus de 200 enfants et 120 adultes en formation.

La gestion du site

Les entreprises ont poursuivi leurs travaux de création, par un suivi des plantations pendant 5 ans : soit 5 cycles végétatifs. Il s'agit de surveiller et d'entretenir les végétaux pour suivre leur croissance, prévenir les maladies, remplacer les plantes mortes ou en état de dépérissement. Il convient également de lutter contre le retour des espèces invasives exotiques.

Cette gestion du site est encadrée par un plan de gestion. La Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO - Limousin) a été désignée pour gérer les contributions des associations qui œuvrent pour l'environnement et qui travailleront en concertation avec la LPO pour établir un état des lieux. Elle accompagne le Département pour la rédaction d'un plan de gestion, le contrôle de son suivi, la proposition d'animations d'éducation à l'environnement et la réalisation d'études scientifiques et les suivis ornithologiques de la Réserve.

Formation des professeurs de Sciences de la Vie et de la Terre des collèges de Corrèze

En partenariat avec l'Inspection Académique, l'intégralité des professeurs de SVT des collèges de la Corrèze ont bénéficié d'une journée de formation sur le thème de la biodiversité à la Réserve Départementale de Biodiversité. Cette journée a eu lieu le 11 octobre dernier en présence de 47 professeurs.

Participation au colloque UNICEM (Union nationale des industries de carrières et matériaux de construction)

L'UNICEM est la fédération qui rassemble les producteurs de matériaux minéraux qui fournissent principalement le bâtiment et les travaux publics. Cet organisme a organisé le 1^{er} juillet 2021 un colloque où le Conseil Départemental de la Corrèze a présenté les travaux de restauration écologique du site de la Réserve Départementale.

Pour 2022

Études et suivis scientifiques

Plusieurs études et actions de suivi scientifique sont en cours :

- Lutte contre le retour des espèces invasives exotiques,
- Suivi des Hironnelles de rivage : technique du baguage - LPO Limousin /Muséum National d'Histoire Naturelle de Paris,
- Inventaire des abeilles sauvages - CPIE de la Corrèze,
- Étude de l'évolution des étangs sur 3 ans : suivi morphologique (bathymétrie), physico-chimique (pH, oxygène...) et biologique (espèces piscicole et astacicole : recherche d'ADN Environnementale) - Fédération Départementale de Pêche / EDF,
- Étude sur les Indicateurs de Qualité Écologique (IQE) – EDF.

Actions d'éducation à l'environnement

Action E3D

La démarche E3D (E3D = École/Établissement en Démarche de Développement Durable), consiste à ce que des établissements scolaires (école, collège, lycée) s'engagent dans une démarche globale de développement durable qui apporte des solutions concrètes pour répondre aux objectifs de développement durable.

Le Conseil Départemental accompagne la labellisation E3D sur le Territoire Éducatif Rural "Xaintrie Val'Dordogne". Des agents du Conseil Départemental envisagent que cet espace de biodiversité soit valorisé dans le cadre de cette initiative portée par le collège public et privé d'Argentat sur Dordogne.

Un programme d'animations autour du développement durable est proposé sur la Réserve Départementale de Biodiversité.

Animations "grand public"

Pour la première année va être réalisé un agenda annuel des animations sur le site de la Réserve Départementale. Ces "visites guidées" gratuites permettront au grand public de découvrir et comprendre l'enjeu de préservation de la biodiversité.

Travaux de "génie écologique" en faveur de la faune patrimoniale

Deux espèces rares d'oiseaux nichent sur le site de la réserve départementale, l'Hirondelle de rivage et le Petit gravelot.

1- Pour la première espèce, une action va consister à restaurer la sablière où nichent les hirondelles (Restauration du front de la sablière et arrachage des plantes invasives)

2 - Petit gravelot : Chantier de scarification du sol afin de limiter la repousse de végétation et permettre la création d'une aire favorable à la nidification de cette espèce. Mise en place d'une clôture empêchant l'accès aux visiteurs qui sanctuarisera la zone.

Travaux d'aménagement sur le parking de la Réserve

Un projet d'installation d'ombrières à côté du parking de la réserve est à l'étude. Cet équipement produira bien évidemment de l'énergie renouvelable tout en permettant d'assurer aux visiteurs un espace abrité et l'accueil des groupes.

L'écotourisme halieutique responsable

Pour permettre l'activité pêche sur l'un des deux bassins et en définir les modalités et les règles, des études préalables sont nécessaires. Ces études ont été confiées, via une convention de partenariat 2020-2022, à la Fédération Départementale de la Pêche et le règlement de la pratique de la pêche devrait être défini cette année.

Sont prévus au budget 2022

- 206 000 € de crédits de paiement au titre des dépenses d'investissement.
- 34 000 € de crédits de paiement au titre des dépenses de fonctionnement.
- 100 000 € de crédits de paiement au titre des recettes d'investissement.

b. NATURA 2000 "Vallée de la Dordogne et de ses affluents"

Natura 2000 est un dispositif européen qui a pour objet de protéger des sites naturels. Le site "Vallée de la Dordogne sur l'ensemble de son cours et de ses affluents" a été désigné en application de la directive européenne sur les habitats, la faune et la flore. L'objectif principal de ce dispositif est de maintenir ou de rétablir un bon état de conservation des espèces et des habitats naturels particulièrement menacés et à fort enjeu de conservation à l'échelle européenne ; ce sont les espèces et les habitats d'intérêt communautaire. Les mesures initiées dans ce cadre doivent systématiquement prendre en compte les exigences économiques, sociales et culturelles, ainsi que les particularités régionales. Ces mesures sont mises en place à travers un document d'objectifs, outil fédérateur, élaboré puis validé par le comité de pilotage du site.

Depuis 2019, le Département est la structure porteuse de ce site Natura 2000, sur sa partie corrézienne. Ayant été désigné par le comité de pilotage, le Conseil Départemental a en charge les missions d'animation comprenant un volet administratif, un volet financier et un volet de sensibilisation aux bonnes pratiques à l'intention des acteurs de l'eau, des riverains...

Cette animation se traduit par la mise en œuvre de contrats en lien avec les agriculteurs, les propriétaires forestiers. Elle se matérialise également par l'assistance des maîtres d'ouvrage pour l'application du régime d'évaluation des incidences. Un important travail est à mener en terme de connaissances et de suivi scientifique, par exemple à travers la production d'inventaires et de diagnostics (agricole, pastoral, naturaliste) mais aussi par l'intermédiaire d'un travail d'accompagnement des collectivités et des agriculteurs. Des actions de communication, d'information et de sensibilisation sont à conduire : édition de supports, montage d'expositions... Par ailleurs, une partie de l'animation est dédiée au volet administratif et financier en lien avec la gouvernance du site.

Pour ce faire, un marché d'animation a été confié au bureau d'études Rural concept en 2020. La fin de cette phase d'animation et par conséquent du marché est prévue pour fin mai 2022.

Sont prévus au budget 2022

- 30 000 € de crédits de paiement au titre des dépenses de fonctionnement.
- 10 000 € de crédits de paiement au titre des recettes de fonctionnement.

c. CAUE (Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement)

Créé en 1977, le CAUE est une association ayant pour mission de contribuer à la promotion de la qualité architecturale, urbaine et paysagère.

Son financement est majoritairement assuré par la taxe d'aménagement. En effet, après fixation d'un taux de répartition à l'initiative du Conseil Départemental chaque année avant le 15 avril, les recettes de cette taxe sont dédiées d'une part, au financement de la politique départementale relative aux espaces naturels sensibles et, d'autre part, au financement du CAUE. Ainsi, le taux de la taxe d'aménagement sera révisé afin de maintenir la dotation au même niveau qu'en 2021.

Sont prévus au budget 2022

- 200 100 € de crédits de paiement ont été budgétisés au titre des dépenses de fonctionnement en lien avec le taux voté pour le CAUE.

III. ADAPTATION DE L'AGRICULTURE ET PROMOTION D'UNE ALIMENTATION DE QUALITE

Promouvoir une alimentation plus sûre, plus saine et durable grâce à la qualité et à la traçabilité des produits agricoles corréziens voici l'ambition départementale que les corréziens ont portée lorsqu'ils se sont manifestés au travers du budget participatif 2022.

a) *Développement des circuits alimentaires de proximité*

Dans l'objectif de favoriser les produits bio locaux et le recours aux circuits courts, le Département poursuit en 2022 les actions suivantes :

Plateformes Agrilocal19 / Mangeons 19

Le Département met à disposition auprès de l'ensemble des acheteurs publics corréziens la plateforme www.Agricol19.fr et accompagne la création d'une nouvelle plateforme "Mangeons 19", action portée par la Chambre d'Agriculture. Les modalités de participation au financement de la plateforme (63 000 € sur 4 ans) ont été définies par convention. Les crédits 2022 sont inscrits au programme CTE.



Produits Bio régionaux locaux en circuit-court

Le Département accompagne financièrement l'achat de produits bio locaux en circuit-court à l'attention des restaurants des collèges.

Dispositif Bio et Local dans les collèges

Ce dispositif permet d'encourager au-delà de la consommation de produits bio dans les collèges, le recours aux circuits-courts et à un approvisionnement de proximité.

En 2022, la collectivité a fait le choix de poursuivre le dispositif de subventionnement afin de le rendre encore plus incitatif.

Les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs sont décrites dans les fiches d'aides jointes en annexes A et B.

Sont prévus au budget 2022 :

- 85 000 € de crédits de paiement ont été budgétisés au titre des dépenses de fonctionnement.

b) Soutien aux productions agricoles

Le Département souhaite poursuivre son accompagnement financier auprès des organismes et des associations qui agissent en faveur de l'animation de notre territoire ou qui en préservent l'attractivité.

La liste des aides accordées par le Département est annexée au présent rapport (en annexe C).

Cet accompagnement de la part du Département peut, pour certains organismes, se traduire par une convention annuelle ou pluriannuelle :

1/ Pour le développement des circuits alimentaires de proximité, des usages numériques, et de l'animation du territoire notamment par l'application du plan de mutation de l'agriculture : partenariat avec la Chambre d'Agriculture pour 145 000 € en 2022. La convention afférente sera soumise à votre approbation lors d'une prochaine réunion de la Commission Permanente,

2/ Pour la préservation de l'état sanitaire du cheptel et de la santé publique : partenariat avec le Groupement Corrèzien de Défense Sanitaire (GCDS) à travers une nouvelle convention triennale (2022-2024). Pour 2022, l'aide sera à hauteur de : 130 000 € (104 000 € en fonctionnement et 26 000 € en investissement) ; pour 2023 : 100 000 € (74 000 € en fonctionnement / 26 000 € en investissement) ; pour 2024 : 44 000 € en fonctionnement / 26 000 € en investissement). La proposition de convention est annexée au présent rapport (en annexe D),

3/ Pour la solidarité sociale et l'aide aux Exploitants Agricoles en Situation Fragile (Protocole agri-accompagnement), une subvention de 10 000 € est versée à la Mutualité Sociale Agricole (MSA). Cette convention annuelle est en annexe E du présent rapport,

4/ Pour soutenir la relocalisation de la filière Cuir en Nouvelle-Aquitaine : convention de 3 ans (2020, 2021 et 2022) avec le Comité Interprofessionnel Veau Sous la Mère (CIVO) (15 000 € par an),

5/ Pour le maintien de la station expérimentale agroécologique sur la truffe à Chartierferrière : convention de 3 ans (2022 - 2024) avec l'association Arbre et Paysage 32 (montant de 50 000 € réparti sur 3 ans).

Sont prévus au budget 2022

- *43 000 € de crédits de paiement au titre des dépenses d'investissement.*
- *382 600 € de crédits de paiement sont budgétisés pour l'attribution de subventions de fonctionnement à diverses associations et organismes pour le soutien à l'amélioration de la production agricole.*

c) Aménagement foncier

Le Département prend en charge 80 % d'une partie des frais engagés par les particuliers pour les échanges amiables d'immeubles ruraux dans le cadre d'opérations d'aménagement foncier agricole et forestier.

Sont prévus au budget 2022

- 15 000 € de crédits de paiement sont budgétisés au titre des dépenses de fonctionnement.

IV. PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DU CADRE DE VIE

La Corrèze est riche d'un patrimoine naturel encore préservé et le Département met en œuvre des actions qui permettent de le protéger, de le maintenir dans cet état en soutenant notamment les initiatives portées par les acteurs locaux qui concourent à l'amélioration du cadre de vie.

Dans ce cadre, le Département s'appuie sur les compétences et initiatives associatives locales.

Pour ce faire, suite à l'analyse des propositions des partenaires, selon leur niveau d'adéquation avec les objectifs départementaux, la collectivité accompagne ces derniers pour la mise en œuvre des opérations retenues.

a) Partenariats avec les Organismes de Protection de l'Environnement

Les associations "environnement"

Chaque année, les associations et organismes divers œuvrant dans le domaine de l'environnement et du développement durable, sollicitent une aide du Conseil Départemental pour la réalisation de leurs projets d'investissement, d'animation territoriale ou simplement pour l'accompagnement au fonctionnement de leur structure (voir tableau en annexe F au présent rapport).

Pour certains organismes, le partenariat se traduit à travers une convention annuelle ou pluriannuelle. Les conventions concernées par une actualisation en 2022 sont annexées au présent rapport (annexes G, H, I, J).

Sont prévus au budget 2022

- 70 000 € de crédits de fonctionnement seront réservés à ces associations (sous convention ou non).
- S'y rajoutent 30 000 € de crédits de paiement budgétisés au titre des dépenses d'investissement.

Le Parc Naturel Millevaches en Limousin

Créé en 2004, le Parc Naturel Régional (PNR) de Millevaches en Limousin est actuellement composé de 124 communes (3 143 km²) dont 65 sont en Corrèze, 43 en Creuse et 16 en Haute-Vienne. Il est constitué en syndicat mixte d'aménagement et de gestion et regroupe les structures suivantes :

- Le Conseil Régional,
- Les Conseils Départementaux de la Creuse, de la Haute-Vienne et de la Corrèze,
- Les communes,
- Huit Communautés de Communes dont Haute-Corrèze-Communauté, Ventadour-Égletons-Monédières, Tulle Agglo et Vézère-Monédières-Millesources pour la Corrèze.

La participation des Conseils Départementaux est calculée sur la base de 2,80 € par habitant à partir de la population DGF de chaque secteur départemental du parc. Le Département de la Corrèze est sollicité à hauteur de 77 501 €.

Sont prévus au budget 2022

- 79 000 € de crédits de fonctionnement seront réservés à cette participation statutaire.

La Forêt

Le Département est membre de deux Groupements Syndicaux Forestiers (GSF) : GSF des Agriers et GSF du Mont Bessou pour participer à la bonne gestion de ces domaines avec les communes membres.

Le plan d'aménagement de la forêt de Ruffaud a quant à lui été revu en 2019 par l'Office National des Forêts. Les dépenses de gestion sont planifiées jusqu'en 2033.

Sont prévus au budget 2022

- 23 100 € de crédits de paiement ont été budgétisés au titre des dépenses de fonctionnement pour honorer les participations départementales
- 6 500 € de crédits de paiement budgétaires au titre de l'investissement.

b) Cadre de vie

Les objectifs des politiques liées au cadre de vie portées par le Département sont la promotion du territoire, le développement touristique et économique ; une plus-value pour la population locale voire pour l'accueil de nouveaux habitants. Ainsi la collectivité départementale accompagne les communes qui agissent pour l'amélioration du cadre de vie et prennent en compte des critères relatifs au développement durable dans les différents projets qu'elles portent.

Le Label Villes et Villages Fleuris

Le Conseil Départemental poursuit l'accompagnement des collectivités dans le domaine du jardin, des espaces verts et du paysage, notamment au travers du label national des villes et villages fleuris (VVF). Il est en charge de l'animation de ce label au niveau départemental et impliqué à l'échelon régional.

Le Département joue un rôle très en amont et en terme de suivi des collectivités qui souhaitent s'engager dans cette démarche. En effet, il intervient dans l'accompagnement des communes en vue de l'obtention du label, c'est-à-dire durant la phase initiale.

Désormais, de nombreuses thématiques entrent dans les critères fondamentaux du label. Auparavant ciblé sur des critères essentiellement liés aux espaces verts et au végétal, ce label a évolué et intègre de nouveaux thèmes en lien avec la transition écologique, l'urbanisme, le tourisme, la protection de l'environnement et la préservation des ressources naturelles. Une place de plus en plus importante du label est consacrée à ces critères dans l'évaluation des communes visitées par les différents jurys.

Un outil d'évaluation unique pour l'ensemble des communes en France recense ces critères.

Ce label est une opportunité pour les collectivités participantes dans la mesure où il permet de valoriser l'ensemble des projets à dimension environnementale et écologique de leur territoire.

Lutte contre le frelon asiatique

Le frelon asiatique est désormais bien implanté en Corrèze, ce qui génère de nombreuses difficultés tant au niveau des particuliers confrontés à la multiplication des individus et des nids, que pour les apiculteurs qui doivent faire face à des attaques répétées des ruchers et qui menacent les populations d'abeilles.

Au-delà des conséquences sur la filière apicole, les risques en terme de santé publique sont réels.

En 2013, le Conseil Départemental a conduit une opération de sensibilisation et de communication via des supports physiques (dépliant, affiche) et numériques (site internet du Département).

Désormais le frelon asiatique a étendu son aire de répartition géographique et les problématiques qu'ils génèrent continuent de s'accroître.

Ainsi, en concertation avec un ensemble d'acteurs locaux directement concernés et impactés (associations apicoles, groupement de défense sanitaire, entomologistes, apiculteurs...), une réflexion est engagée afin de renouveler les actions de sensibilisation mais aussi de définir de nouvelles méthodes de lutte (piégeage, destruction de nids,...) afin de faire face à l'expansion de cette espèce exotique invasive.

Sont prévus au budget 2022

- *Pour l'ensemble de ces dispositifs, 6 500 € de crédits de paiement ont été budgétisés au titre du fonctionnement.*

V. PROTECTION DE LA RESSOURCE EN EAU ET GESTION DES USAGES

Les cinq dernières années ont montré une évolution des conditions climatiques et des précipitations sur le territoire avec des phénomènes dont les intensités se sont accrues : notamment les sécheresses et les inondations. Les scientifiques et experts confirment, dans le récent rapport du Groupement d'Experts Intergouvernemental et sur l'évolution du Climat (GIEC) publié en 2021, qu'il est maintenant acquis que nous devons subir au minimum une augmentation de température de 1,5°C.

L'ampleur de cette crise climatique et les conséquences à venir pour les corréziens, les usages de l'eau et toute l'économie du département conduisent à considérer l'urgence d'une mobilisation.

Il devient inévitable de travailler d'une part, sur une transition écologique permettant de réduire au maximum cette évolution, mais aussi d'anticiper d'autre part l'adaptation de notre activité économique et en priorité agricole en fonction de l'évolution de la quantité d'eau et de la pluviométrie sur le territoire de la Corrèze.

En 2022, le Département redéfinira les orientations de sa politique de l'eau sous la forme d'un nouveau contrat de progrès pour 3 ans avec l'Agence de l'Eau. Il portera cette politique notamment auprès des collectivités compétentes dans le domaine de l'eau potable, l'assainissement et les milieux aquatiques.

Le Département intervient également auprès des acteurs privés dans le domaine de l'eau : associations et fédérations, exploitants agricoles ou propriétaires d'étangs, ...

L'objectif de ces mesures est de préserver la ressource en eau et d'optimiser son utilisation.

a) Étude prospective de la ressource en eau en Corrèze

Dans un souci de solidarité territoriale, le Département élabore un projet stratégique d'adaptation au dérèglement climatique pour une gestion équilibrée et pérenne de la ressource en eau en anticipant et adaptant les usages et notamment celui des filières agricoles corréziennes. En effet, l'agriculture corrézienne doit se transformer pour faire face au changement climatique mais aussi aux évolutions de la consommation.

C'est dans ce contexte que le Département a lancé une étude pour déterminer, aux horizons 2030, 2050 et 2070, comment il est possible d'optimiser l'utilisation de l'eau et l'accès à la ressource tout en assurant sa protection et son renouvellement. Il s'agit également de mettre en place les conditions d'un renforcement acceptable de la ressource en eau pour l'agriculture en la préservant voire en faisant bénéficier d'autres usages et assurant la protection du milieu.

Sont prévus au budget 2022

- *100 000 € de crédit de paiement en investissement sont affectés à cette étude.*

b) Périmètre de protection de captage du Centre Hospitalier du Pays d'Eygurande (CHPE)

Les forages de Bialon, situés sur la commune de Messeix (63) alimentent en eau potable le Centre Hospitalier du Pays d'Eygurande (CHPE) sur la commune de Monestiers-Merlines (19).

En tant que propriétaire des bâtiments, le Département de la Corrèze a pour obligation de mettre en place les périmètres de protection autour de ces forages. Ce dernier a donc engagé en 2017 la procédure de mise en conformité des périmètres de protection.

En 2022, la phase administrative s'achèvera et la phase "acquisition - indemnités - travaux" sera engagée afin de finaliser la mise en place de ces périmètres.

Sont prévus au budget 2022

- *26 000 € de crédits de paiement en investissement sont affectés à ces actions*

c) Grand cycle de l'eau et milieux aquatiques

Depuis plus de vingt ans, le Département accompagne financièrement les propriétaires d'étangs pour la réalisation de travaux de mise en conformité de leurs étangs afin de limiter les impacts de ces derniers sur le milieu : pêcherie, bassin de décantation, grilles, dispositif d'évacuation des eaux fraîches (moine ou siphon), dérivation...

Cet accompagnement s'inscrit dans le cadre de la politique départementale de gestion des milieux aquatiques, dont les objectifs sont :

- Préserver et restaurer les fonctionnalités des milieux aquatiques et des zones humides,
- Préserver et restaurer la qualité de l'eau pour assurer les activités et les usages,
- Réduire l'impact des activités sur les milieux aquatiques,
- Améliorer la gestion quantitative de l'eau.

En 2021, le Département a étendu son dispositif d'aide aux travaux de sécurisation de ces étangs (confortement des digues, déversoir de crues, ...) afin de garantir la sécurité et la pérennité des ouvrages mais également celle des biens et des personnes situées à l'aval de ces étangs.

Soucieux d'optimiser les ressources existantes et de s'adapter au changement climatique, le Département a également mis en place l'an dernier une aide à l'acquisition des étangs privés avec la condition que l'acquéreur puisse justifier d'une valorisation agricole de ce dernier. Cette valorisation agricole des étangs vise à limiter les prélèvements sur les réseaux d'eau potable et à réduire la création de retenues collinaires dans un souci d'optimisation de l'existant pour faire face aux sécheresses de plus en plus fréquentes.

Les deux fiches d'aides relatives à ces dispositifs sont annexées au présent rapport (annexes K et L).

Par ailleurs, le Département poursuit le partenariat engagé depuis plusieurs années avec la Fédération Départementale pour la Pêche en maintenant l'accompagnement financier, afin de concilier la préservation des milieux aquatiques et le développement raisonné des activités de pleine nature telle que la pêche de loisir.

Sont prévus au budget 2022

- *145 000 € de crédits de paiement en investissement sont affectés à ces actions.*

d) Autonomie en eau (abreuvement et irrigation)

Dans un souci de maîtrise des coûts et de réduction des gaspillages, il est nécessaire de poursuivre la réduction des prélèvements sur le réseau public liés à l'alimentation en eau du bétail et à l'irrigation des cultures.

Dans cette optique d'optimisation de la ressource en eau brute, il convient de permettre aux agriculteurs de mettre en œuvre d'autres solutions pour répondre à leurs besoins afin de satisfaire ces usages.

Dans ce cadre, le montant de l'aide du Conseil Départemental est de 250 000 €. Le conventionnement avec l'ASAFAC sera soumis à l'approbation de la Commission Permanente lors de l'une de ses prochaines réunions.

Sont prévus au budget 2022

- 250 000 € de crédit de paiement en investissement sont affectés sur ce programme.

e) Le Sage du bassin Vézère-Corrèze

Institué par la loi sur l'eau de 1992, le SAGE (Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux) est la déclinaison à l'échelle locale du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE). Cet outil de planification, élaboré de manière collective, a pour objectif de mettre en œuvre une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau à l'échelle d'un périmètre hydrographique cohérent.

Le SAGE fixe des objectifs d'utilisation, de mise en valeur, de protection quantitative et qualitative de la ressource en eau.

Il est établi par une Commission Locale de l'Eau (CLE), au sein de laquelle sont représentés les différents acteurs du territoire : collectivités territoriales, représentants des usagers et représentants de l'État. La CLE n'a pas de personnalité juridique propre.

Ainsi, le Conseil Départemental de la Corrèze, structure porteuse du SAGE du bassin Vézère-Corrèze, assure le secrétariat et l'animation de la CLE de ce SAGE.

Le service Transition Écologique, en charge de cette mission, organisera en 2022 une CLE électorale pour désigner le président, les vice-présidents et les membres du bureau.

La présentation du projet d'état initial du bassin de la Vézère sera faite, en particulier aux membres de la CLE, en vue de la validation du document.

Parallèlement, le travail d'élaboration du SAGE se poursuivra avec l'engagement de la phase du diagnostic du territoire.

De plus, afin d'élargir la connaissance de ce bassin et de ses enjeux, différents outils de communication et de sensibilisation seront définis.

Pour information, l'Agence de l'Eau accompagne le fonctionnement de cette mission à hauteur de 20 000 €/an.

Sont prévus au budget 2022

- 31 000 € de crédit de paiement en fonctionnement sont affectés à des actions de communication.
- 20 000 € de crédits de paiement au titre des recettes de fonctionnement.

f) E.P.I.DOR (Établissement Public Interdépartemental Dordogne)

Créé en 1991, EPIDOR s'est transformé depuis le 1^{er} janvier 2019 en syndicat mixte qui regroupe à ce jour ses six membres fondateurs, les six Conseils Départementaux concernés par le bassin de la Dordogne (Puy-de-Dôme, Cantal, Corrèze, Lot, Dordogne et Gironde) ainsi que la Région Nouvelle-Aquitaine et le Département de la Charente qui ont intégré le syndicat en 2020.

EPIDOR a pour objectif d'impulser et d'animer une politique de gestion cohérente et durable de l'eau à l'échelle du bassin de la Dordogne, notamment en favorisant un dialogue territorial entre tous les acteurs, au travers d'études et de programme de gestion et d'animation.

Ses missions portent sur 3 grands axes :

- ❶ La gestion du grand cycle de l'eau : qualité/quantité de la ressource, milieux aquatiques, biodiversité, inondations, continuité écologique, poissons migrateurs, gestion intégrée (SAGE), ...
- ❷ La gestion du Domaine Public Fluvial : gestion administrative et surveillance du DPF, le libre écoulement des eaux, la sécurité de la navigation, ...
- ❸ La valorisation et la promotion du territoire : portage et animation de la Réserve de biosphère du bassin de la Dordogne (label UNESCO), ...

En tant que membre, le Conseil Départemental participe financièrement à son fonctionnement. Il finance également un certain nombre d'actions qui concerne le territoire corrézien.

Sont prévus au budget 2022

- *90 200 € de crédits de paiement ont été budgétisés au titre des dépenses de fonctionnement.*

g) Service d'Assistance au Traitement des Effluents et au Suivi des Eaux (SATESE)

Le Département met à disposition des Communes ou des Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) une assistance technique dans les domaines de l'assainissement. Les modalités de cette assistance, portée par le Service d'Assistance au Traitement des Effluents et au Suivi des Eaux (SATESE) sont définies par convention. La Commission Permanente du 25 janvier 2019 a autorisé le Président à signer les nouvelles conventions d'assistance proposées aux collectivités (communes ou EPCI) pour une durée de six ans (2019-2024). Les collectivités sollicitées ont toutes signé la convention d'assistance.

La recette correspondant à cette prestation s'élèvera en 2022 à plus de 60 000 €.

Via le SATESE, le Département intervient auprès des collectivités pour qu'elles se dotent d'équipements performants limitant les rejets et assurant la préservation de la qualité des milieux aquatiques. Dans ce cadre, le SATESE réalise une surveillance des stations d'épuration et apporte son expertise technique.

Le SATESE a effectué 47 bilans 24h, 347 visites d'assistance technique et 21 validations des mesures d'autosurveillance réglementaire.

Dans le cadre d'une collaboration avec le CNFPT, le SATESE organisera sur 2 sessions (juin et septembre) des formations sur le fonctionnement des petites installations d'assainissement collectif.

Comme les deux années précédentes, cette année, le SATESE accueille un apprenti, qui aura en charge de porter une étude expérimentale sur une unité mobile de traitement des eaux usées des stations d'épuration.

L'Agence de l'Eau Adour-Garonne soutient encore dans son XIème programme le fonctionnement des services SATESE.

Sont prévus au budget 2022

- 10 000 € de crédits de paiement au titre des dépenses d'investissement.
- 48 000 € de crédits de paiement au titre des dépenses de fonctionnement.
- 193 000 € de crédits de paiement au titre des recettes de fonctionnement.

Présentation du budget 2021 et de sa réalisation

DEPENSES

	BP 2021	CA 2021
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	1 246 000 €	519 007 €
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	1 269 700 €	1 184 054 €

RECETTES

	BP 2021	CA 2021
RECETTES D'INVESTISSEMENT	140 000 €	35 000 €
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	313 000 €	358 300 €

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, je vous propose d'affecter les crédits de paiement selon les tableaux ci-dessous :

DEPENSES INVESTISSEMENT

TRANSITION ECOLOGIQUE : DEPENSE D'INVESTISSEMENT	BP 2022
SEM – CORREZE ENERGIE RENOUVELABLE	172 000 €
CORREZE TRANSITION ECOLOGIQUE	296 000 €
BIODIVERSITE ET ESPACES NATURELS SENSIBLES	206 000 €
TRANSITION AGRICOLE ET ALIMENTAIRE	43 000 €
ENVIRONNEMENT CADRE DE VIE	36 500 €
PROTECTION DE LA RESSOURCE EN EAU	531 000 €
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT	1 284 500 €

DEPENSES FONCTIONNEMENT

TRANSITION ECOLOGIQUE : DEPENSE DE FONCTIONNEMENT	BP 2022
CORREZE TRANSITION ECOLOGIQUE	74 500 €
BIODIVERSITE ET ESPACES NATURELS SENSIBLES	264 100 €
TRANSITION AGRICOLE ET ALIMENTAIRE	482 600 €
ENVIRONNEMENT CADRE DE VIE	178 600 €
PROTECTION DE LA RESSOURCE EN EAU	169 200 €
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	1 169 000 €

RECETTES INVESTISSEMENT

TRANSITION ECOLOGIQUE : RECETTE D'INVESTISSEMENT	BP 2022
BIODIVERSITE ET ESPACES NATURELS SENSIBLES	100 000 €
TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT	100 000 €

RECETTES FONCTIONNEMENT

TRANSITION ECOLOGIQUE : RECETTE DE FONCTIONNEMENT	BP 2022
CORREZE TRANSITION ECOLOGIQUE	90 000 €
BIODIVERSITE ET ESPACES NATURELS SENSIBLES	10 000 €
PROTECTION DE LA RESSOURCE EN EAU	213 000 €
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT	313 000 €

En résumé :

	Crédits de paiement 2022 DÉPENSES	Crédits de paiement 2022 RECETTES
FONCTIONNEMENT	1 169 000 €	313 000 €
INVESTISSEMENT	1 284 500 €	100 000 €
TOTAL	2 453 500 €	413 000 €

Pour mémoire, au titre des politiques présentées ci-dessus, les dépenses et les recettes qui interviendront en 2022 seront portées par les enveloppes (AP / EPI / AE et EPF) suivantes :

EN DEPENSES

Code	Libellé	Type
I – VALORISATION DES ENERGIES RENOUVELABLES (Enr), DES MOBILITES DURABLES et PROMOTION DE LA SOBRIETE ENERGETIQUE		
Prog : P158	SEM - CORREZE ENERGIE RENOUVELABLE	
Env : P158E01	SEM-APPELS DE FONDS	AP(Dépense)
Env : P158E02	SOCIETE PROJET DEV. SITE PHOTOVOLTAIQUE	AP(Dépense)
Env : P158E04	SEM-PRISE DE CAPITAL	EPI(Dépense)
Prog : P 073	CORREZE TRANSITION ECOLOGIQUE	
Env : P073E01	FONCT. INDIRECT-CTE-2018/2022D	AE(Dépense)
Env : P073E02	FONCT. DIRECT - CTE - 2018/2022	AE(Dépense)
Env : P073E03	INV. INDIRECT-CTE 2018/2022 D	AP(Dépense)
Env : P073E04	INV. DIRECT - CTE - 2018/2022D	AP(Dépense)
II – PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE ET DES ESPACES NATURELS		
Prog : P043	BIODIVERSITE ET ESPACES NATURELS SENSIBLES	
Env : P043E01	SUBV. FEDERATION PECHE /2020 D	AE (Dépense)
Env : P043E02	RESERVE DE BIODIVERSITE - FONC	AE (Dépense)
Env : P043E03	NATURA 2000 - DEPENSES PLURIANNUELLES	AE (Dépense)
Env : P043E04	ENS / 2016-2024 D	AP (Dépense)
Env : P043E06	REVERSEMENT TA /2019-2022 D	EPF(Dépense)
Env : P043E10	RESERVE DE BIODIVERSITE	EPI(Dépense)

III – ADAPTATION DE L'AGRICULTURE ET PROMOTION D'UNE ALIMENTATION DE QUALITE		
Prog : P172	TRANSITION AGRICOLE ET ALIMENTAIRE	
Env : P172E01	SOUTIEN AGRI.FONCT.	AE(Dépense)
Env : P172E02	SOUTIEN ACT. AGRI./2018-2022	AP(Dépense)
Env : P172E03	EDUC.ALI. DIRECT / 10-2022 D	EPF(Dépense)
Env : P172E04	AMENAG. FONCIERS/2017-2022 D	EPF(Dépense)
Env : P172E05	EDUC. ALIMENT. / 2010-2022 D	EPF(Dépense)
Env : P172E06	SOUTIEN CHBRE AGRI/2017-2022 D	EPF(Dépense)
Env : P172E07	SOUTIEN PROD.AGRI./FONCT-17-22	EPF(Dépense)
Env : P172E08	SOUTIEN AUX ACTIVITES AGRICOLES / INV	EPI (Dépenses)
IV – PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DU CADRE DE VIE		
Prog : P085	ENVIRONNEMENT ET CADRE DE VIE	
Env : P085E01	ASSOC.CONVENTIONNEES/2017-2022	AE(Dépense)
Env : P085E02	SUB. INV./CENI-2018/2022 D	AP(Dépense)
Env : P085E03	SUB.INV.ASSO.NON CONV.-18/22	AP(Dépense)
Env : P085E04	FLEURISSEMENT / D	EPF(Dépense)
Env : P085E05	FD DEPENSES DIRECTES/2016-2022	EPF(Dépense)
Env : P085E06	ESPECES INVASIVES/D	EPF(Dépense)
Env : P085E07	PARTENAR. CONV. /16-22 D	EPF(Dépense)
Env : P085E08	PART.FONCT.GSF/2018-2022 D	EPF(Dépense)
Env : P085E09	ASSOC.SUB.NON CONV/2017-2022 D	EPF(Dépense)
Env : P085E10	FORETS-SUB INV/2017-2022 D	EPI(Dépense)
Env : P085E11	FD DEPENSES/DIRECTES/inv.	EPI(Dépense)

V – PROTECTION DE LA RESSOURCE EN EAU ET GESTION DES USAGES		
Prog : P135	PROTECTION DE LA RESSOURCE EN EAU	
Env : P135E01	GESTION MILIEUX AQUA/2014-2016	AP(Dépense)
Env : P135E02	REST. COURS EAU/2017-2019 D	AP(Dépense)
Env : P135E03	IRRIGATION ASAFAC / 2019-2022	AP(Dépense)
Env : P135E04	MILIEUX AQUA PRIVES 2020-24 D	AP(Dépense)
Env : P135E05	DEPENSES DIRECTES 2017/2022	AP(Dépense)
Env : P135E06	ETUDES PROSPECTIVES RESSOURCES	AP(Dépense)
Env : P135E07	PARTICIPATION EPIDOR/2019-2022	EPF(Dépense)
Env : P135E08	SATESE ET SAGE	EPF(Dépense)
Env : P135E11	SATESE-INVESTISSEMENT	EPI(Dépense)

EN RECETTES

Code	Libellé	Type
I – VALORISATION DES ENERGIES RENOUVELABLES (Enr) ET DES MOBILITES DURABLES		
Prog : P73	CORREZE TRANSITION ECOLOGIQUE	
Env : P073E11	CTE – RECETTE ADEME	AE (Recette)
II – PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE ET DES ESPACES NATURELS		
Prog : P043	BIODIVERSITE ET ESPACES NATURELS SENSIBLES	
Env : P043E05	ESPACES NATURELS SENSIBLES / R	AP (Recette)
Env : P043E08	Site Natura 2000 Vallée de la Dordodgne	EPF (Recette)
V – PROTECTION DE LA RESSOURCE EN EAU ET GESTION DES USAGES		
Prog : P135	PROTECTION DE LA RESSOURCE EN EAU	
Env : P135E09	REC-SAGE	EPF(Recette)
Env : P135E10	SATESE-SUIVI QUALITES	EPF(Recette)

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

POLITIQUE DEPARTEMENTALE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE - DOTATIONS 2022

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2022.04.08/115 en date du 8 avril 2022, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Madame Patricia BUISSON, Rapporteur,

DÉLIBÈRE

Article 1^{er} : est décidée l'affectation des crédits de paiements suivants au titre de la politique Environnement 2022.

	Crédits de paiement 2022 DÉPENSES	Crédits de paiement 2022 RECETTES
FONCTIONNEMENT	1 169 000 €	313 000 €
INVESTISSEMENT	1 284 500 €	100 000 €
TOTAL	2 453 500 €	413 000 €

Article 2 : sont prorogées et/ou augmentées les Autorisations d'Engagement (AE) et Autorisations de Programme (AP) suivantes :

Désignation : NATURA 2000 – DEPENSES PLURIANNUELLES
Catégorie : AE de dépense à affectation pluriannuelle
Durée d'affectation : 2020 / 2021
Prorogation : 3 ans
Nouvelle durée d'affectation : 2020 / 2024

Désignation : SUBVENTIONS ASSOCIATIONS CONVENTIONNEES
Catégorie : AE de dépense à affectation pluriannuelle
Durée d'affectation : 2017 / 2021
Prorogation : 3 ans
Nouvelle durée d'affectation : 2017 / 2024

Désignation : AUTONOMIE ET GESTION DE L'EAU - ASAFAC
Catégorie : AP de dépense à affectation pluriannuelle
Durée d'affectation : 2019 / 2021
Prorogation : 3 ans
Nouvelle durée d'affectation : 2019 / 2024

Article 3 : sont approuvées telles qu'elles figurent en annexes à la présente délibération les fiches critères suivantes :

- ✓ **Annexe A** : « Achats de produits locaux dans les collèges »,
- ✓ **Annexe B** : « Achats de produits BIO dans les collèges",
- ✓ **Annexe K** : « Gestion des Etangs privés : mise aux normes »,
- ✓ **Annexe L** : « Gestion des Etangs privés : achats ».

Article 4 : sont décidées sur l'enveloppe « subventions de fonctionnement aux associations agricoles » les affectations attribuées en **Annexe C**.

Article 5 : sont décidées sur l'enveloppe « subventions de fonctionnement aux associations » les affectations correspondant aux subventions « environnement » attribuées en **Annexe F**.

Article 6 : sont approuvées telles qu'elles figurent en annexes à la présente délibération les conventions suivantes :

- ✓ **Annexe D** : Convention entre le Département et le Groupement de Défense Sanitaire,
- ✓ **Annexe E** : Convention entre le Département et la Mutualité Sociale Agricole du Limousin,
- ✓ **Annexe G** : Convention entre le Département et Corrèze Environnement,
- ✓ **Annexe H** : Convention entre le Département et la Fédération Départementale des Chasseurs de la Corrèze,
- ✓ **Annexe I** : Convention entre le Département et la Maison de l'Eau et de Pêche,
- ✓ **Annexe J** : Convention entre le Département et le Conservatoire d'Espaces Naturels Nouvelle-Aquitaine,
- ✓ **Annexe M** : Convention entre le Département et l'Association Syndicale d'Aménagements Fonciers Agricoles de la Corrèze,
- ✓ **Annexe N** : Convention entre le Département et l'Association Syndicale d'Aménagements Fonciers Agricoles de la Corrèze – Programme Irrigation 2022.

Article 7 : sont décidées les modalités suivantes pour le versement de la participation à EPIDOR :

- Versement de la participation statutaire dès réception de l'appel de fonds et après le vote du budget du Conseil Départemental ;
- Pour les missions déléguées et les actions, versement de 70 % à réception de l'appel de fonds et après vote du budget du Conseil Départemental. Le solde sera versé sur présentation des justificatifs.

Article 8 : sont décidées les modalités suivantes pour le versement de la participation au PARC NATUREL DE MILLEVACHES EN LIMOUSIN :

- Versement de la participation statutaire dès réception de l'appel de fonds et après le vote du budget du Conseil Départemental.

Article 9 : Monsieur le Président est autorisé à signer les conventions visées à l'article 6.

Imputations budgétaires :

Les recettes correspondantes seront imputées sur le Budget Départemental :

- Section Investissement, Article fonctionnel 907.38
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 937.38
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 937.4.

Les dépenses correspondantes seront imputées sur le Budget Départemental :

- Section Investissement, Article fonctionnel 907.31
- Section Investissement, Article fonctionnel 937.38
- Section Investissement, Article fonctionnel 907.4
- Section Investissement, Article fonctionnel 917.38
- Section Investissement, Article fonctionnel 917.4
- Section Investissement, Article fonctionnel 923.01
- Section Investissement, Article fonctionnel 923.01
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 937.1
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 937.31
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 937.38
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 937.4
- Section Investissement, Article fonctionnel 907.38.

Adopté, à main levée, à la majorité, par 28 voix pour, 10 abstentions.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant

de l'État le : 12 avril 2022

Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20220408-4635-DE-1-1

Affiché le : 12 avril 2022

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL



L'an deux mille vingt-deux et le huit avril, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :

Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Madame Valérie TAURISSON, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Madame Patricia BUISSON, Monsieur Franck PEYRET, Madame Agnès AUDEGUILL, Madame Audrey BARTOUT, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Jean-Jacques LAUGA, Monsieur Philippe LESCURE, Madame Marilou PADILLA-RATELADE, Madame Rosine ROBINET, Monsieur Gérard SOLER, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Julien BOUNIE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Madame Claude CHIRAC, Monsieur Bernard COMBES, Madame Jacqueline CORNELISSEN, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Monsieur Sébastien DUCHAMP, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Didier MARSALEIX, Madame Frédérique MEUNIER, Madame Annick TAYSSE, Madame Sonia TROYA, Madame Stéphanie VALLÉE, Madame Marie-Laure VIDAL, Monsieur Eric ZIOLO

Pouvoir :

Monsieur Anthony MONTEIL à Madame Stéphanie VALLÉE

Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

EDUCATION A L'ALIMENTATION

ACHATS DE PRODUITS LOCAUX PAR LES CANTINES DES COLLEGES

"BONUS AGRILocal"

1) CONTEXTE

Le développement des circuits alimentaires locaux est un enjeu fort. Ils constituent en effet un des leviers d'action pour faire face aux mutations des modèles de production agricole, tout en s'adaptant aux nouvelles attentes sociales et sociétales.

Afin d'encourager les collèges à servir davantage de produits proposés par des producteurs en circuits courts, le Département a proposé lors du vote du budget (politique de Transition Ecologique - dotations 2022) par l'Assemblée Départementale en date du 08/04/2022, d'octroyer aux collèges une subvention départementale conditionnée à l'utilisation régulière d'AgriLocal19.

2) BENEFICIAIRES

Les collèges de Corrèze.

3) DESCRIPTION DU DISPOSITIF

Depuis plusieurs années les collèges de la Corrèze cuisinent et proposent aux jeunes corréziens des produits commandés sur "AgriLocal19", par exemple lors des semaines "biolocavores".

Le site www.agrilocal19.fr permet de commander auprès de producteurs corréziens dans le respect des règles de la commande publique. La gestion du logiciel AgriLocal s'opère au travers de l'adhésion à l'association nationale AgriLocal.fr et d'une cotisation annuelle pour notre collectivité.

4) AIDE DU DEPARTEMENT

Les collèges qui utiliseront la plate-forme AgriLocal19 :

- 10 fois par an à raison de : une consultation par mois entre décembre de l'année N-1 et juin de l'année en cours, (soit 7 consultations) et 3 consultations entre septembre et le 20 novembre,
- pour 4 produits différents, par mois et si possible auprès de producteurs différents,

bénéficieront d'une "subvention - bonus" annuelle de 5 € maximum par collégien.

Le bonus sera accordé mensuellement.

1 consultation de 4 produits différents par an	10 % du bonus
2 consultations de 4 produits différents chacune par an	20 % du bonus
3 consultations de 4 produits différents chacune par an	30 % du bonus
4 consultations de 4 produits différents chacune par an	40 % du bonus
5 consultations de 4 produits différents chacune par an	50 % du bonus
6 consultations de 4 produits différents chacune par an	60 % du bonus
7 consultations de 4 produits différents chacune par an	70 % du bonus
8 consultations de 4 produits différents chacune par an	80 % du bonus
9 consultations de 4 produits différents chacune par an	90 % du bonus
10 consultations de 4 produits différents chacune par an	100 % du bonus

5) PRINCIPE D'ATTRIBUTION

Chaque collège devra fournir le nombre d'élèves (repas de midi) inscrits pour l'année scolaire en cours (en septembre).

L'instruction sera réalisée par le Service Transition Ecologique à partir des extractions des commandes depuis la plate-forme "Agrilocal". Seules les commandes réalisées auprès de producteurs, exploitants agricoles Corrèziens seront retenues. Les commandes réalisées auprès de producteurs hors département ou auprès de grossistes et industriels ne seront pas retenues.

6) CONDITIONS DE VERSEMENT

Le règlement des sommes dues annuellement aux collèges fera l'objet de 2 mandatements, l'un courant juillet et le second courant décembre, sur la base d'une analyse récapitulante par collège, les dépenses réalisées au titre de cette politique.

✉ Pour tout renseignement, veuillez contacter :

Monsieur le Président du Conseil Départemental

Service Transition Ecologique
Leslie VAN ONCEM

☎ : 05-55-93-77-72

e.mail : lvanoncem@correze.fr

EDUCATION A L'ALIMENTATION

ACHATS DE PRODUITS BIOLOGIQUES PAR LES CANTINES DES COLLEGES

"MANGER BIO RESTAURATION"

1) CONTEXTE

Dans le cadre de sa politique d'éducation à l'environnement et à l'alimentation, le Département encourage les commandes de produits alimentaires BIOLOGIQUES dans les collèges

Pour ce faire, le Département a proposé lors du vote du budget (politique de Transition Ecologique - dotations 2022) par l'Assemblée Départementale en date du 08/04/2022, d'octroyer aux collèges une subvention départementale conditionnée aux commandes régulières de produits "biologiques".

2) BENEFICIAIRES

Les collèges de Corrèze.

3) DESCRIPTION DU DISPOSITIF

Depuis plusieurs années les collèges de la Corrèze cuisinent et proposent aux jeunes corréziens des produits "biologiques" par exemple lors des semaines "biolocavores".

Manger Bio Restauration est une structure régionale spécialisée dans l'approvisionnement de produits biologiques locaux pour la restauration collective et hors domicile en Corrèze, Creuse et Haute-Vienne.

C'est un outil de commercialisation collectif qui contribue au développement de l'agriculture biologique. Aujourd'hui, ce collectif regroupe 32 exploitations, 8 familles de produits et deux salariées.

4) AIDE DU DEPARTEMENT

Les collèges qui participeront aux semaines "Biolocavores" en faisant leur commande via "Manger Bio Restauration" bénéficieront d'une **"subvention - bonus" de 6,00 € maximum par an et par collégien** inscrit à la restauration pour les repas de midi. (Soit 0,60 € par commande et par collégien).

Sont comptabilisées 10 commandes par an : 1 commande par mois entre janvier et juin et 4 commandes entre septembre et novembre.

5) PRINCIPE D'ATTRIBUTION

Chaque collège devra fournir le nombre d'élèves (repas de midi) inscrits pour l'année scolaire en cours (en septembre).

L'instruction sera réalisée par le Service Transition Ecologique à partir des fiches navettes (commandes) réalisées par les collèges et des factures de "Manger Bio Restauration".

6) CONDITIONS DE VERSEMENT

Le règlement des sommes dues annuellement aux collèges fera l'objet de 2 mandatements, l'un courant juillet et le second courant décembre, sur la base d'une analyse récapitulatif par collège, les dépenses réalisées au titre de cette politique.

✉ Pour tout renseignement, veuillez contacter :

Monsieur le Président du Conseil Départemental

Service Transition Ecologique
Leslie VAN ONCEM

☎ : 05-55-93-77-72

e.mail : lvanoncem@correze.fr

ANNEE 2022 - SOUTIEN ET AMELIORATION DE LA PRODUCTION AGRICOLE

	BENEFICIAIRES	NATURE	SUBVENTION DEPARTEMENTALE 2022
Subventions en fonctionnement	COMITE D'ETUDE INTERPROFESSIONNEL DE LA NOIX ET DU CHATAIGNIER DU BAS-LIMOUSIN (C.E.I.N.C)	Subvention de fonctionnement 2022	3 000 €
	FEDERATION FRANCAISE DES MARCHES DE BETALES	Subvention de fonctionnement 2022	500 €
	FEDERATION DE LA BOULANGERIE ET PÂTISSERIE 19	Aide au maintien de la structure	500 €
	LA LOCAUX'MOTIV	Aide financière aux animations organisées par l'association	250 €
	GIE US ROM	Développement de la race ovine Limousine dans le département de la Corrèze 2022	4 500 €
	ROM SELECTION	Développement de la génétique ovine du département de la Corrèze 2022	6 000 €
	STATION EXPERIMENTALE DE CREYSSE	Aide au fonctionnement de Creysse	5 000 €
		Maintien du conservatoire génétique - sélection variétale	10 000 €
	FEDERATION DEPARTEMENTALE DES SYNDICATS D'EXPLOITATIONS AGRICOLES (FDSEA)	Made in viande	3 000 €
		Collecte des ficelles, filets et plastiques usagés agricoles	2 500 €
		Promotion des produits corréziens sur l'A20	4 000 €
		Fermes ouvertes	3 500 €
		Promotion local du métier d'agent en exploitation agricole	6 500 €
		Aide au fonctionnement	4 594 €
	COORDINATION RURALE 19	Subvention de fonctionnement 2022	3 750 €
	JEUNES AGRICULTEURS 19	Subvention de fonctionnement 2022	2 366 €
	MODEF CORREZE	Subvention de fonctionnement 2022	1 845 €
	SYNDICAT CONFEDERATION PAYSANNE DE LA CORREZE MADARAC	Subvention de fonctionnement 2022	2 445 €
	BOVINS CROISSANCE CORREZE	Contribuer au maintien des éleveurs de bovins sélectionneurs en Corrèze par l'appui technico génétique	7 000 €
	SYNDICAT CONSEIL ELEVAGE 19	Accompagner l'innovation technologique dans le domaine de la qualité du lait au profit des éleveurs	10 000 €
	FREDON	Maîtrise des dangers sanitaires dans le domaine du végétal en Corrèze	2 000 €
	LA GRANGE AUX IDEES	Subvention de fonctionnement 2022	500 €
FEDERATION DES VINS CORREZE	Communiquer et recruter autour de la fédération des vins	1 000 €	
SOLIDARITE PAYSANS	Subvention de fonctionnement 2022	6 000 €	
LO SANABAO	Aide au fonctionnement pour le volet animation	9 375 €	
FEDERATION DES TRUFFICULTEURS DE LA CORREZE	Aide au fonctionnement 2022	1 000 €	
	TOTAL	101 125 €	

CONVENTION DE PARTENARIAT

ENTRE LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL ET LE GROUPEMENT CORRÉZIEN DE DÉFENSE
SANITAIRE POUR L'AMÉLIORATION DE L'ÉTAT SANITAIRE DES ÉLEVAGES CORRÉZIENS
PROGRAMME D' ACTIONS 2022/2024

ENTRE

- d'une part, le Conseil Départemental de la CORREZE, représenté par son Président, Monsieur Pascal COSTE, dûment habilité par décision de la Commission Permanente du Conseil Départemental en date du 8 avril 2022,

ET

- d'autre part, le Groupement Corrèzien de Défense Sanitaire (G.C.D.S) représenté par son Président en exercice, M. Michel BROUSSE, dûment habilité à cet effet,

VU le régime d'aides exempté n° SA 40671 (2015/XA), relatif aux aides visant à couvrir les coûts de prévention et d'éradication des maladies animales et des organismes nuisibles aux végétaux, ainsi que de la lutte contre ces maladies et organismes et aides destinées à remédier aux dommages causés par des maladies animales ou des organismes nuisibles aux végétaux pour la période 2015-2020, adopté sur la base du règlement d'exemption agricole et forestier n° 702/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 1^{er} juillet 2014,

Sont convenues les dispositions suivantes :

ARTICLE 1^{er} : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de confier au Groupement Corrèzien de Défense Sanitaire la mise en œuvre pour 3 ans (en 2022, 2023, 2024) des actions de prévention des risques sanitaires et préservation de la santé publique telles que définies à l'article 3.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENT DU GROUPEMENT CORRÉZIEN DE DÉFENSE SANITAIRE

Le Groupement Corrèzien de Défense Sanitaire s'engage :

- o à mettre en œuvre les actions définies à l'article 3,
- o à proposer en janvier de chaque année N un programme détaillé pour 2022, 2023 et 2024,
- o et à utiliser les subventions départementales qui lui sont accordées par la présente convention pour la seule exécution en 2022, 2023 et 2024 de ces actions et ce, dans le plus strict respect des dispositions de l'article.

ARTICLE 3 : MODALITES FINANCIERES
--

La subvention accordée au Groupement Corrèzien de Défense Sanitaire pour la mise en œuvre des actions définies ci-dessous est répartie de la manière suivante :

- 130 000 € (dont 104 000 € en fonctionnement et 26 000 € en investissement) pour l'année 2022,
- 100 000 € (dont 74 000 € en fonctionnement et 26 000 € en investissement) pour l'année 2023,
- 70 000 € (dont 44 000 € en fonctionnement et 26 000 € en investissement) pour l'année 2024.

La mobilisation des crédits départementaux se fera annuellement après le vote du budget primitif par l'assemblée délibérante, et au vu des crédits disponibles.

ACTIONS	DESTINATION DE LA SUBVENTION
INCITATION A LA PREVENTION EN ELEVAGE POUR MINIMISER LE RECOURS AUX ANTIBIOTIQUES ET ANTIPARASITAIRES SUSCEPTIBLES DE GENERER DES RESIDUS DANS L'ENVIRONNEMENT	
Prévention du parasitisme et incitation à l'identification précise des parasites présents avant tout traitement Communication sur les gestions zootechniques et alternatives	ESPECES VISEES : RUMINANTS - EQUIDES - PORCINS Suivi du parasitisme sur le territoire de la Corrèze Communication sur la pression parasitaire et la prévention Etudes relatives à la résistance aux antiparasitaires Prise en charge de l'acheminement des prélèvements
Suivi des maladies bactériennes à potentiel zoonotique ou susceptibles d'induire des utilisations d'antibiotiques inappropriées pour baisser la prévalence globale des pathologies et raisonner les traitements, Incitation à la prévention (vaccination, identification précise des agents en cause)	ESPECES VISEES : RUMINANTS - EQUIDES - PORCINS Suivi des maladies à potentiel zoonotique Incitation à la réalisation de bactériologies et antibiogrammes avant traitement Prise en charge de l'acheminement des prélèvements
Audit d'installation des jeunes agriculteurs visant notamment à inciter à la prévention et à la mise en place de plans de surveillance et/ou de prévention des pathologies les plus consommatrices d'antibiotiques	ESPECES VISEES ; TOUTES ESPECES

MESURES VISANT A SECURISER LA QUALITE DES PRODUITS DE CONSOMMATION POISSONS de PISCICULTURE - MIEL - LAIT- VIANDE	
<p>POISSONS</p> <p>■=> Dépistage des maladies parasitaires, bactériennes et virales des poissons afin de cibler les éventuels traitements et minimiser les rejets de produits de traitement dans l'eau.</p> <p>O Incitation à la qualification de zone pour minimiser les risques sanitaires au sein du compartiment qualifié</p>	<p>Diffusion des bonnes pratiques piscicoles incitant à la prévention des principales maladies et à la bonne utilisation des médicaments Formations sur la pathologie piscicole des pisciculteurs et intervenants</p>
<p>ABEILLES</p> <p>rt> Dépistage des maladies parasitaires, bactériennes et virales des abeilles afin de cibler les éventuels traitements et minimiser l'accumulation des produits de traitements dans le miel.</p>	<p>Appui technique et incitation au dépistage, visites et conseils aux apiculteurs visant à promouvoir les bonnes pratiques de traitement</p>
<p>RUMINANTS - PORCINS</p> <p>■^Prévention de l'antibiorésistance - promotion des bonnes pratiques de traitement</p>	<p>Incitation au dépistage des maladies virales pour éviter l'emploi inapproprié d'antibiotiques</p>
PREVENTION DES RISQUES HUMAINS LIES AUX CONTACTS AVEC DES ANIMAUX ou à l'ELEVAGE	
<p>ABEILLES</p> <p>^ Lutte contre le frelon asiatique</p>	<p>Recensement des nids, cartographie, appui technique à la destruction des nids, incitation au piégeage précoce</p>
<p>TOUTES ESPECES</p> <p>■=> Dépistage des maladies émergentes et des causes d'avortements</p> <p>■=> Aide à la désinfection suite à un cas de maladie contagieuse.</p> <p>O Incitation à l'analyse des eaux d'abreuvement des animaux de rente</p> <p>^Incitation à l'autopsie des animaux morts</p> <p>■^Communication et incitations sur la bonne élimination des animaux morts</p> <p>■^Communication et mesures organisant la collecte et l'élimination des DASRI et autres déchets</p> <p>■ Faune Sauvage</p>	<p>Incitation aux dépistages des causes d'avortements et des maladies émergentes à potentiel zoonotique</p> <p>Désinfection des bâtiments d'élevage avec du matériel et des produits performants et agréés.</p> <p>Prise en charge de l'acheminement des prélèvements et communication sur la sécurisation des points d'abreuvement</p> <p>Aide au ramassage des animaux de 100 kg et plus</p> <p>Formation sur l'autopsie pour les praticiens</p> <p>Proposition de mesures de ramassage ou de stockage des cadavres (poissons, porcins, équidés)</p> <p>Diffusion des containers DASRI</p> <p>Fournitures de containers agréés</p> <p>Dépistage de pathologies zoonotiques ou susceptibles d'induire un risque pour la santé publique</p>
<p>Actions de formations et d'information au profit des éleveurs</p>	<p>Participation aux dépenses liées à la diffusion d'information et aux formations des éleveurs</p>

ARTICLE 4 : CONDITIONS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DEPARTEMENTALE

4-1 - Le versement de la subvention interviendra à la demande du Groupement Corrèzien de Défense Sanitaire, en deux fois, et dans la limite des sommes annuelles fixées à l'article 3, selon les modalités suivantes :

- ⇒ un premier versement d'un montant de 50 % interviendra dès l'entrée en vigueur de la présente convention et ce pour chaque année N d'exercice (2022,2023, 2024),
- ⇒ le solde de la convention devra être sollicité avant le 30 novembre de chaque année N.

La demande de solde devra obligatoirement se présenter sous la forme d'un état récapitulatif technique et financier présenté par typologie d'actions, en s'appuyant sur les justificatifs dont la date de facturation des différentes prestations visées est :

- comprise entre le 1^{er} décembre 2021 et le 30 novembre 2022, pour la subvention 2022,
- comprise entre le 1^{er} décembre 2022 et le 30 novembre 2023, pour la subvention 2023,
- comprise entre le 1^{er} décembre 2023 et le 30 novembre 2024, pour la subvention 2024,

L'état récapitulatif devra être certifié exact et conforme par le comptable de la structure.

4-2 - Le montant de la subvention versée ne pourra être supérieur aux dépenses éligibles réellement réalisées.

ARTICLE 5 : OBLIGATIONS DU GROUPEMENT CORREZIEN DE DEFENSE SANITAIRE

5-1 - En cours d'exécution de la convention, le Groupement Corrézien de Défense Sanitaire devra faire connaître au Conseil Départemental tous les changements ayant affecté ses statuts, ou la composition de son Conseil d'Administration ou de son Bureau.

5-2 - A la fin de la période contractuelle, le Groupement Corrézien de Défense Sanitaire fournira au Département :

- la réédition des comptes pour chacune de ces actions,
- un bilan d'activité rendant compte de l'exécution des actions définies à l'article 3.

5-3 - Le Groupement Corrézien de Défense Sanitaire tiendra à la disposition du Département les pièces comptables justificatives de l'utilisation de la subvention versée.

5-4 - Le Groupement Corrézien de Défense Sanitaire s'engage à porter à la connaissance de tous les bénéficiaires d'un soutien financier dans le cadre des actions visées par la présente convention, le montant de la participation départementale et toute information utile à cet effet.

5-5 - Le Groupement Corrézien de Défense Sanitaire fera apparaître le logo du Conseil Départemental sur tout document ou publication destinés aux éleveurs et/ou à la presse, en communication des actions menées avec le soutien de la collectivité départementale.

ARTICLE 6 : CLAUSES PARTICULIERES

6-1 - En cas de manquement du Groupement Corrézien de Défense Sanitaire à l'une quelconque de ses obligations souscrites par la présente convention, le Conseil Départemental pourra exiger le remboursement des subventions perçues.

6-2 - Conformément aux règles générales applicables aux contrats administratifs, le Conseil Départemental pourra à tout moment résilier la présente convention pour motif d'intérêt général.

La convention prendra fin à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de la date de la notification de la décision de résiliation, par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 7 : DUREE DE LA CONVENTION

Les dispositions de la présente convention entreront en vigueur à compter de sa signature par les deux parties pour une durée de 3 années civiles fermes, soit jusqu'au 31 décembre 2024.

ARTICLE 8 : AVENANT

Une révision pourra être réalisée annuellement et dans ce cadre faire l'objet de modifications par voie d'avenant.

Fait à TULLE, en deux exemplaires originaux, le

Le Président du G.C.D.S.,

Le Président du Conseil
Départemental,

Michel BROUSSE

Pascal COSTE

CONVENTION RELATIVE AU FINANCEMENT DU DISPOSITIF DE REPERAGE
ET D'ACCOMPAGNEMENT DES EXPLOITANTS AGRICOLES CORREZIENS
EN SITUATION FRAGILE

Partenariat entre la MSA (Mutualité Sociale Agricole) et le Conseil
départementale de la Corrèze

AGRI ACCOMPAGNEMENT

ANNEE 2022

ENTRE

- d'une part, le Conseil Départemental de la Corrèze, représenté par son Président, Monsieur Pascal COSTE, dûment autorisé par décision du Conseil Départemental en date du 8 avril 2022.

ET,

- d'autre part, la Mutualité Sociale Agricole du Limousin, représentée par son Président, Monsieur Guy FAUGERON et par sa Directrice Générale, Madame Stéphanie ABID.

PREAMBULE

Le Conseil Départemental de la Corrèze a soutenu pendant de nombreuses années, la Mutualité Sociale Agricole du Limousin dans la mise en œuvre du dispositif de soutien aux exploitants agricoles en situation fragile mais économiquement viable. Il s'agissait du dispositif SESA 19 : Suivi Économique et Social aux Agriculteurs Corréziens.

En 2018, Le dispositif SESA a évolué pour répondre à la demande du ministère de l'agriculture transmise à ses services déconcentrés en décembre 2017. Le dispositif SESA a laissé place en janvier 2019 au dispositif "agri-accompagnement".

ARTICLE 1^{er} : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer le cadre du soutien financier et les conditions d'attribution de la dotation accordée par le Conseil Départemental de la Corrèze à la Mutualité Sociale Agricole du Limousin, pour l'année 2022.

Ce soutien financier s'appuie sur l'intervention de cet organisme dans ses actions de repérage et d'animation du dispositif de soutien aux exploitants agricoles en situation fragile.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENT DE LA MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE DU LIMOUSIN

La Mutualité Sociale Agricole du Limousin – site Corrèze –, sous l'autorité du Comité de pilotage, coordonne l'ensemble du dispositif, l'anime, l'organise et le met en cohérence.

A cet effet, elle assure l'animation du dispositif afin de permettre la coordination de l'action des partenaires.

Celle-ci se traduit notamment par :

- ▶ un suivi régulier du réseau des partenaires, notamment la centralisation et la diffusion des informations concourant à l'objectif du dispositif,
- ▶ toute mesure de nature à permettre et à maintenir le contact entre le réseau des partenaires et les exploitants agricoles concernés,
- ▶ l'exécution des tâches administratives inhérentes au fonctionnement tant du comité de pilotage que du comité de suivi,
- ▶ la réalisation et la présentation des bilans, rapports et synthèses nécessaires.

Pour assurer l'exécution de ces missions, la Mutualité Sociale Agricole du Limousin mobilisera les moyens en personnel et en matériel dont elle peut disposer.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENT FINANCIER DU CONSEIL GENERAL

Le montant annuel de la dotation pour l'année 2022 est fixé à la somme maximale de 10 000 €.

Ce soutien financier s'appuie sur les dépenses liées à la rémunération du personnel chargé d'animer le dispositif (salaires, charges et frais annexes). Ces dépenses devront être réalisées entre le 1^{er} janvier 2022 et le 31 décembre 2022.

ARTICLE 4 : CONDITIONS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DEPARTEMENTALE

Le versement de la subvention interviendra à la demande de la MSA sur présentation :

- ⇒ d'un état récapitulatif des dépenses éligibles effectivement payées,
- ⇒ et d'un bilan quantitatif et qualitatif du dispositif.

Le versement de la subvention devra être sollicité avant le 30 novembre 2022.

ARTICLE 5 : OBLIGATIONS DE LA MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE DU LIMOUSIN

La Mutualité Sociale Agricole du Limousin s'engage :

- à produire tout document comptable justificatif de l'utilisation des subventions
- à faire mention du soutien financier de la Conseil Départementale sur tout document ou publication concernant les actions visées par la présente convention.

ARTICLE 6 : CLAUSES PARTICULIERES

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements inscrits dans la convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par une des parties dans un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 7 : LITIGES

En cas de litige, le bénéficiaire peut présenter :

- soit un recours gracieux préalable auprès du Directeur Général des Services du Conseil Départemental de la Corrèze dans un délai de deux mois à compter de la date de notification de la présente convention,

- soit un recours hiérarchique préalable auprès du Président du Conseil Départemental de la Corrèze dans un délai de deux mois à compter de la date de notification de la présente convention,
- soit un recours contentieux devant le tribunal administratif de Limoges dans un délai de deux mois à compter de la date de notification de la présente convention ou de la date de rejet des recours gracieux et hiérarchiques.

ARTICLE 8 : DUREE D'APPLICATION DE LA CONVENTION

Les dispositions de la présente convention entreront en vigueur à la date de sa signature et prendront fin le 31 décembre 2022.

Fait à Tulle, en deux exemplaires originaux, le

Le Président de la Mutualité Sociale
Agricole du Limousin,

Le Président du Conseil Départemental
de la Corrèze,

M. Guy FAUGERON

M. Pascal COSTE

La Directrice Générale

Mme Stéphanie ABID

**ANNEE 2022 - SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS OEUVRANT DANS
LE DOMAINE DE L'ENVIRONNEMENT**

	BENEFICIAIRES	NATURE	SUBVENTION DEPARTEMENTALE 2022	
Subventions en fonctionnement	COLLECTIF VIVRE ENSEMBLE	Fête des enfants	500 €	
		Découverte du territoire de l'Yssandonnais		
		Jeu de piste sur le Patrimoine		
	ASSOCIATION MIGRATEURS GARONNE DORDOGNE (M.I.G.A.DO)	Programme général de restauration du SAT dans le bassin de la Dordogne en Nouvelle-Aquitaine	1 000 €	
	LIGUE DE LA PROTECTION DES OISEAUX DU LIMOUSIN (LPO)	Calendrier des activités naturalistes	500 €	
	ASSOCIATION L'ARBRE ET L'EAU	Participation aux frais de fonctionnement et de développement d'actions de sensibilisation	300 €	
	ASSOCIATION LE BATTEMENT D'AILES	Programme 2022 : actions de sensibilisation et d'éducation à l'environnement	4 000 €	
	GRUPE MAMMALOGIQUE ET HERPETOLOGIQUE DU LIMOUSIN (GMHL)	Médiation faune sauvage	1 000 €	
	NOTRE VILLAGE	Accompagner et soutenir les collectivités de la Corrèze dans leur vision prospective (objectif 2030)	5 000 €	
	VITRINES EN SCENE	Revitalisation du bourg de Saint-Privat	300 €	
	A BICYCLETTE	Développer l'usage du vélo en Corrèze	2 500 €	
	A TOUT VENANT - RESSOURCERIE GAILLARDE	Soutien aux actions de sensibilisation	1 000 €	
	ATMO NOUVELLE-AQUITAINE	Subvention de fonctionnement 2022	6 000 €	
	C.E.N. NOUVELLE-AQUITAINE	Subvention de fonctionnement 2022	12 000 €	
	Associations (conventions d'objectifs)	FEDERATION DES ASSOCIATIONS LAIQUES DE LA CORREZE (FAL 19)	Education à la citoyenneté, éducation au développement durable - Centre de Ressources de Pandrignes	1 000 €
		ASSOCIATION HORTIPHONIE	Projet de formations et de création d'outils de communication externe	500 €
LES JARDINS DE FADAT		Aménagement d'une parcelle vitrine à caractère éco responsable	250 €	
	L'ABEILLE CORREZIENNE	Actions d'éducation à l'environnement	1 500 €	
Associations (conventions d'objectifs)	FEDERATION DEPARTEMENTALE DES CHASSEURS 19	Aide à la réalisation d'actions fédérales contribuant au développement durable	6 000 €	
	MAISON DE L'EAU ET DE LA PÊCHE 19 (MEP 19)	Projet de sensibilisation aux milieux aquatiques enfants/adolescents	3 500 €	
	CORREZE ENVIRONNEMENT	Education à l'environnement et au développement durable	12 000 €	
Total subventions en fonctionnement			58 850 €	
Subvention investissement	O RUCHE DARE-DARD	Demande de subvention pour un rucher pédagogique (agrandissement rucher et achat matériels)	1 000 €	
Association (convention d'objectifs)	C.E.N. NOUVELLE-AQUITAINE	Travaux de gestion 2022 sur les sites du C.E.N. en Corrèze	18 000 €	
Total subventions en investissement			19 000 €	
Total subventions en fonctionnement et investissement			77 850 €	



CONVENTION DE PARTENARIAT 2022

ENTRE

Le **Département de la Corrèze**, représenté par son Président, M. Pascal COSTE, dûment habilité par décision de la Commission Permanente du Conseil Départemental en date du 8 avril 2022, et désigné ci-après par le terme "le Conseil départemental",

d'une part,

ET

L'association "**Corrèze Environnement**", sise rue de la Bride à TULLE, représentée par sa Présidente, M^{me} Jeanne WACHTEL, désignée ci-après par le terme "Corrèze Environnement",

n° SIRET : 389 293 325 000 12

d'autre part.

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de fixer les modalités de partenariat entre le Conseil Départemental et "Corrèze Environnement" dans le cadre des aides aux associations environnementales.

La fédération "Corrèze Environnement" regroupe 30 associations d'étude et de protection de l'environnement du département. Elle coordonne les actions de ses membres : associations de protection de la nature, naturalistes, d'éducation à l'environnement, d'éducation populaire, de solidarité internationale. La fédération "Corrèze environnement" œuvre dans un esprit constructif pour l'intérêt général de milieux et des hommes et intervient pour ce faire selon trois orientations complémentaires :

✘ L'éducation à l'environnement

"Corrèze Environnement" joue un rôle d'information auprès du public, d'animation et d'accompagnement des projets et en terme d'organisation de journées de sensibilisation en direction des bénévoles. Elle soutient la création d'associations et les actions citoyennes en faveur de l'environnement et de l'intérêt général.

✘ La participation au débat public autour du développement durable et du changement climatique

✘ La participation au rayonnement du réseau en Nouvelle Aquitaine

Elle assure la représentation de la Corrèze bien au-delà des frontières géographiques du département, notamment au sein des acteurs du territoire intervenant dans le domaine du développement durable. Enfin, elle instaure un réseau avec l'ensemble de ces acteurs. Elle participe au débat public à travers un ensemble de commissions, de comités de suivi, de programmes ou de contrats...

D'une manière plus générale, l'association "Corrèze Environnement" est amenée à intervenir principalement dans le domaine de l'éducation à l'environnement à travers les prismes du développement durable (EEDD) et de la transition écologique.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'association "Corrèze Environnement" s'engage à réaliser les actions subventionnées ci-après et à faire figurer le logo du Conseil Départemental dans tous les documents produits dans le cadre de l'opération subventionnée.

Éducation à l'environnement et au développement durable

Le Conseil Départemental sollicite "Corrèze Environnement" pour effectuer des actions de sensibilisation et d'éducation à l'environnement auprès du grand public et de l'équipe éducative sous forme de conférences, projections-débats, tables rondes, débats publics, appui aux projets pédagogiques.

L'association assure également le rayonnement de la Corrèze au sein du réseau en construction des acteurs de l'éducation à l'environnement vers un développement durable de la région Nouvelle Aquitaine.

"Corrèze Environnement" accompagne les collègues, pour mettre en place et assurer le suivi des actions de compostage des bio-déchets, la réduction des déchets et du gaspillage alimentaire, l'appui à des actions concernant la biodiversité.

L'association accompagne les collègues et les établissements scolaires, pour mettre en place et assurer le suivi des démarches de développement durable (labellisations E3D, Eco-écoles, Eco-collèges ...) en lien avec les collectivités.

Elle intervient sur la thématique de la préservation des ressources naturelles et notamment l'eau en s'impliquant dans le Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SAGE) mais également dans l'étude départementale de la ressource en eau.

"Corrèze Environnement" est membre du comité consultatif de la Réserve Départementale de Biodiversité. L'association pourra par ailleurs solliciter le Président du Département pour proposer des visites thématiques ouvertes au public sur ce site.

Toutes les actions sont menées en coordination avec les acteurs du territoire les plus proches : les associations, les entreprises locales, les bénévoles et les élus motivés.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENT FINANCIER DU DEPARTEMENT

Afin de mener à bien l'ensemble des missions mentionnées dans la présente convention, le Conseil Départemental versera à "Corrèze Environnement" une aide financière d'un montant total de 12 000 €.

ARTICLE 4 : MODALITE DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DEPARTEMENTALE

La contribution financière du Département sera versée selon les modalités suivantes :

- ✦ Acompte de 50 % à la signature de la présente convention,
- ✦ Le solde de la subvention devra être sollicité avant le 30 novembre 2022, sur présentation du compte-rendu final de la mission. La demande de versement (solde) devra obligatoirement se présenter sous la forme d'un état récapitulatif financier accompagné des justificatifs des dépenses occasionnées pour la réalisation de l'action subventionnée. L'état récapitulatif devra être certifié exact et conforme par le comptable de la structure.
- ✦ Le solde de la subvention doit faire l'objet de demande de paiement avant le 30 novembre 2022, à défaut il devient caduc de plein droit. La contribution financière sera créditée au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur.

Les versements seront effectués à l'association "Corrèze Environnement",
RIB : IBAN FR76 1190 7001 0101 1194 3377 719

ARTICLE 5 : CLAUSES PARTICULIERES

En cas de manquement de l'association à l'une de ses obligations prévues par la présente convention, le Département pourra exiger le remboursement des montants perçus.

La présente convention peut-être dénoncée après un préavis donné par l'une ou l'autre des parties au moins trois mois avant la date de son expiration. Cette dénonciation se fera par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

La présente convention cessera immédiatement d'avoir effet en cas de dissolution ou de changement de statut social de l'association.

ARTICLE 6 : DUREE DE LA CONVENTION

Les dispositions de cette convention entreront en vigueur à compter de sa signature par les deux parties et jusqu'au 31 décembre 2022.

ARTICLE 7 : MODIFICATIONS

La présente convention pourra faire l'objet de modifications par voie d'avenant.

ARTICLE 8 : RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif de Limoges.

Fait en deux exemplaires originaux à Tulle le

La Présidente de l'association
"Corrèze Environnement",

Le Président du Conseil Départemental,

Jeanne WACHTEL

Pascal COSTE

CONVENTION DE PARTENARIAT 2022

ENTRE

Le **Département de la Corrèze**, représenté par son Président, M. Pascal COSTE, dûment habilité par délibération du Conseil Départemental en date du 8 avril 2022.

d'une part,

ET

La **Fédération Départementale des Chasseurs de la Corrèze**, association agréée au titre de la protection de la nature, représentée par son Président, M. Robert MADUPUY.

n° SIRET : 77796683900030

d'autre part.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

PREAMBULE

La Fédération est une association de type loi 1901, agréée au titre de la protection de l'environnement. De par son statut ministériel, elle a pour mission de :

- ✧ participer à la mise en valeur du patrimoine cynégétique départemental, à la protection et à la gestion de la faune sauvage et de ses habitats,
- ✧ organiser la formation des candidats à l'examen du permis de chasser, mais aussi la formation continue des chasseurs leur permettant d'approfondir leurs connaissances de la faune sauvage et de la réglementation de la chasse,
- ✧ conduire des actions d'information, d'éducation et d'appui technique, notamment à l'intention des gestionnaires des territoires et des chasseurs,
- ✧ coordonner les actions des associations communales ou intercommunales de chasse du département,
- ✧ mener des actions de prévention des dégâts occasionnés par le gibier et assurer l'indemnisation de ces dégâts.

Pour ce faire, la Fédération a élaboré un schéma départemental de gestion cynégétique en association avec les propriétaires, les gestionnaires et les usagers des territoires concernés. Ce schéma, qui est en cours d'approbation, comprend les plans de chasse et les plans de gestion, les mesures relatives à la sécurité des chasseurs et des non chasseurs, des actions en vue d'améliorer la pratique de la chasse, de préserver et de restaurer les habitats de la faune sauvage.

L'objectif de ce schéma départemental est double :

- ✧ se projeter dans l'avenir en établissant sur le long terme, les orientations et les actions tout en prenant en compte les attentes des chasseurs,
- ✧ intégrer la chasse dans les politiques plus globales de gestion des territoires et confirmer son caractère environnemental, culturel, social et économique tel que reconnu par la loi du 23 février 2005.

Les objectifs qui en découlent sont la protection, la gestion de la faune sauvage et de ses habitats, la formation, la sensibilisation des chasseurs Corrèziens et également l'information et l'éducation à l'environnement.

Compte tenu de leur intérêt respectif, il paraît judicieux de renouveler le partenariat entre le Conseil Départemental et la Fédération, permettant ainsi à cette dernière de renforcer ses actions dans ces domaines.

Article I : Objet

La présente convention a pour objet de définir les modalités de partenariat entre le Conseil Départemental et la Fédération dans le cadre de la politique départementale en faveur de l'environnement.

La Fédération d'une part et le Conseil Départemental d'autre part, s'associent en vue de définir un programme d'actions qui a pour objet de développer un partenariat destiné à renforcer le rôle de la Fédération, et à l'accompagner dans ses actions de formation, ainsi que celles de protection et de mise en valeur du patrimoine cynégétique.

Article II : Engagements de la Fédération

La Fédération s'engage à réaliser les actions subventionnées.

Ce partenariat s'appuie sur deux domaines principaux :

- ↗ la mise en valeur du patrimoine cynégétique et la protection de son habitat, en liaison avec des actions d'éducation à l'environnement,
- ↗ le traitement et la gestion des déchets de venaison.

Parallèlement, la Fédération poursuivra la mise en œuvre d'actions complémentaires :

- ↗ la formation des chasseurs, notamment sur les notions de sécurité lors de la chasse en battue,
- ↗ le développement des espèces de petit gibier,
- ↗ des actions de communication auprès du public.

2.1 - Mise en œuvre d'actions d'éducation à l'environnement, valorisation du patrimoine cynégétique et protection de son habitat

La Fédération conduit des actions pédagogiques en lien avec le milieu scolaire. Elle est également à l'origine de diverses manifestations : fête de la chasse, expositions...

Par ailleurs, la Fédération exploite le site de la maison de la chasse et de la nature à Champagnac-Noaille qui a pour principal objet :

- ↗ l'organisation d'animations sur le sentier pédagogique,
- ↗ l'ouverture de ce sentier pédagogique aux parcours de randonnées limitrophes,
- ↗ la formation auprès des scolaires en partenariat avec l'éducation nationale.

En complémentarité des différentes actions menées sur la propriété de la Fédération, il est envisagé la poursuite d'animations autour des observatoires de la faune sauvage, en particulier lors du brame du cerf.

2.2 - Traitement et gestion des déchets de venaison

Une réflexion a été engagée en ce qui concerne le traitement et la gestion des déchets de venaison afin de proposer aux chasseurs des solutions adaptées à ce sujet spécifique.

Par ailleurs, la Fédération conduit une opération de collecte groupée pour l'équarrissage. Elle a consisté à faire l'acquisition de bacs mis à disposition des chasseurs et à prendre en charge les frais générés par la collecte pour l'équarrissage. Répondant à un réel besoin, cette opération a été élargie à plusieurs sociétés de chasse et son élargissement va se poursuivre.

2.3 - Détermination des programmes annuels et volet communication

Le Conseil Départemental décidera des actions qui seront retenues, sous réserve du vote par l'assemblée départementale, des enveloppes financières nécessaires.

De ce fait, la Fédération s'engage à faire apparaître les logos du Conseil Départemental sur l'ensemble des supports publiés et à préciser son soutien le cas échéant.

Parallèlement et en lien avec les actions conduites par la Fédération ou dans le cadre des différentes manifestations qu'elle organise, le Conseil Départemental a la possibilité de l'accompagner par l'intermédiaire de plusieurs vecteurs de communication :

- ✧ supports numériques : site internet, réseaux sociaux,
- ✧ publications du département,
- ✧ campagne d'affichage sur les panneaux du réseau départemental.

Article III : Engagement financier du département

Afin de réaliser les missions visées à l'article II, le Conseil Départemental versera à la Fédération Départementale des Chasseurs de la Corrèze une aide financière d'un montant total de 6 000 €.

Article IV : Modalités de versement de la subvention départementale

La contribution financière du Département sera versée selon les modalités suivantes :

- ✧ Acompte de 50 % à la signature de la présente convention,
- ✧ Le solde de la subvention devra être sollicité avant le 30 novembre 2022, sur présentation du compte-rendu final de la mission, à défaut, il devient caduc de plein droit. La demande de versement (solde) devra obligatoirement se présenter sous la forme d'un état récapitulatif financier accompagné des justificatifs de dépenses occasionnées pour la réalisation de l'action subventionnée. L'état récapitulatif devra être certifié exact et conforme par le comptable de la structure.

La contribution financière sera créditée au compte de la Fédération selon les procédures comptables en vigueur.

Les versements seront effectués à la Fédération Départementale des Chasseurs :
IBAN FR76 1680 6099 3927 0197 8000 013 AGRIFRPP868

Article V : Clauses particulières

En cas de manquement de l'association à l'une de ses obligations prévues par la présente convention, le Département pourra exiger le remboursement des montants perçus.

La présente convention peut être dénoncée après un préavis donné par l'une ou l'autre des parties au moins trois mois avant la date de son expiration. Cette dénonciation se fera par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

La présente convention cessera immédiatement d'avoir effet en cas de dissolution ou de changement de statut social de l'association.

Article VI : Durée de la convention

Les dispositions de cette convention entreront en vigueur à compter de sa signature par les deux parties et jusqu'au 31 décembre 2022.

Article VII : Modifications

La présente convention pourra faire l'objet de modifications par voie d'avenant.

Article VIII : Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif de Limoges.

Fait en deux exemplaires originaux à Tulle le

Le Président de la Fédération des
Chasseurs de la Corrèze,

Robert MADUPUY

Le Président du Conseil Départemental,

Pascal COSTE



CONVENTION DE PARTENARIAT 2022

ENTRE

Le **Département de la Corrèze**, représenté par son Président, M. Pascal COSTE, dûment habilité par décision du Conseil Départemental en date du 8 avril 2022, et désigné ci-après par le terme "le Conseil Départemental",

d'une part,

ET

L'association "**Maison de l'Eau et de la Pêche de la Corrèze**", représentée par son Président M. Pascal GUENET, désignée ci-après par le terme "l'Association",

N° SIRET : 39929910600019

d'autre part.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités de partenariat entre le Conseil Départemental et l'Association dans le cadre de la politique départementale visant à diffuser la culture du développement durable.

Cette convention a pour objectif de mettre en œuvre une action spécifique intitulée : éducation à l'environnement et au développement durable (EEDD).

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'association "Maison de l'Eau et de la Pêche" s'engage à réaliser les actions subventionnées mentionnées ci-après et elle s'engage à faire figurer de manière lisible le logo du Conseil Départemental dans tous les documents produits dans le cadre de l'opération subventionnée.

Sous-article 2-1 : Contenu de l'action EEDD

Le Conseil Départemental sollicite l'Association pour effectuer des actions de sensibilisation et d'éducation à l'environnement auprès du grand public ou des publics spécifiques (scolaires, accueils de loisirs et colonies, vacanciers), au travers des initiatives suivantes :

Action 1 : Découverte et sensibilisation aux milieux aquatiques à destination des enfants et des adolescents

Dans ce cadre, l'Association mobilise ses animateurs formés et diplômés (BAFA, agrément Éducation Nationale, BP JEPS guide moniteur de pêche) pour mettre en œuvre les interventions suivantes auprès :

⇒ des scolaires (collèges, écoles maternelles et primaires du département) sur des thèmes en rapport avec les milieux aquatiques (cycle de l'eau, qualité de l'eau, faune et flore des milieux aquatiques, découverte de la pêche et des poissons, l'eau source d'énergie, l'indice biotique, etc ...).

A travers cette action, l'association a l'ambition de sensibiliser environ 1 120 élèves.

⇒ des accueils de loisirs sur des animations en lien avec la découverte de la pêche et /ou la préservation des milieux aquatiques. Ces interventions devraient permettre de sensibiliser environ 200 jeunes.

⇒ des vacanciers en proposant des animations de découverte de la pêche et des milieux aquatiques sur quelques sites touristiques. L'objectif est de toucher 80 enfants et adolescents.

Action 2 : Découverte et engagement sur les milieux aquatiques pour les publics en difficulté

⇒ Réalisation de 3 journées de travaux de protection, restauration et/ou mise en valeur des milieux aquatiques.

⇒ Participation à 2 journées de stage de pêche en récompense, permettant également de mieux faire connaître ces milieux.

Public pressenti : Centre Éducatif Fermé (CEF) de Soudaine Lavinadière ou Institut Thérapeutique Éducatif et Pédagogique (ITEP) de Liginiac

Sous-article 2-2 : Mise en œuvre, évaluation, et suivi de l'action EEDD

Le Conseil Départemental portera à la connaissance des différents publics, les missions et les champs d'intervention de l'Association. Quant à l'Association, elle se chargera de planifier ses interventions avec les différents publics.

L'Association s'engage à :

- Mentionner aux différents publics concernés que les interventions sont réalisées en partenariat avec le Conseil Départemental de la Corrèze,
- Produire un relevé annuel, quantitatif et qualitatif, des interventions réalisées,
- Organiser une réunion de présentation du bilan d'activités et des perspectives.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENT FINANCIER DU DEPARTEMENT

Afin de mener à bien la mission visée à l'article 2, sous-article 2-1, le Conseil Départemental versera à l'association "Maison de l'Eau et de la Pêche de la Corrèze" une aide financière d'un montant total de 3 500 €.

ARTICLE 4 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DEPARTEMENTALE

La contribution financière du Département sera versée selon les modalités suivantes :

- ✓ Acompte de 50 % à la signature de la présente convention,
- ✓ Le solde de la subvention devra être sollicité avant le 30 novembre 2022, sur présentation du compte-rendu final de la mission. La demande de versement (solde) devra obligatoirement se présenter sous la forme d'un état récapitulatif financier accompagné des justificatifs de dépenses occasionnées pour la réalisation de l'action subventionnée. L'état récapitulatif devra être certifié exact et conforme par le trésorier de la structure.

Le solde de la subvention doit faire l'objet de demande de paiement avant le 30/11/2022, à défaut il devient caduc de plein droit.

La contribution financière sera créditée au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur.

Les versements seront effectuées à l'association "Maison de l'Eau et de la Pêche",
RIB : 18715 00101 08101027344 43

ARTICLE 5 : CLAUSES PARTICULIERES

- 5.1 En cas de manquement de l'association à l'une de ses obligations prévues par la présente convention, le Département pourra exiger le remboursement des montants perçus.
- 5.2 La présente convention peut être dénoncée après un préavis donné par l'une ou l'autre des parties au moins trois mois avant la date de son expiration. Cette dénonciation se fera par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.
- 5.3 La présente convention cessera immédiatement d'avoir effet en cas de dissolution ou de changement de statut social de l'association.

ARTICLE 6 : DUREE DE LA CONVENTION

Les dispositions de cette convention entreront en vigueur à compter de sa signature par les deux parties et jusqu'au 31/12/2022.

ARTICLE 7 : MODIFICATIONS

La présente convention pourra faire l'objet de modifications par voie d'avenant.

ARTICLE 8 : RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif de Limoges.

Fait en deux exemplaires originaux à Tulle le,

Le Président de l'Association
"Maison de l'Eau et de la Pêche
de la Corrèze",

Pascal GUENET

Le Président du Conseil Départemental,

Pascal COSTE



CONVENTION DE PARTENARIAT 2022

ENTRE

Le **Département de la Corrèze**, représenté par son Président, M. Pascal COSTE, dûment habilité par décision du Conseil Départemental en date du 8 avril 2022.

d'une part,

ET

Le **Conservatoire d'Espaces Naturels de Nouvelle Aquitaine**, ayant son siège 6 ruelle du Theil, 87 510 SAINT GENCE, représenté par son Président, M. Philippe SAUVAGE, désigné ci-après par le terme "conservatoire",

N° SIRET : 388 575 961 000 31

d'autre part,

- **VU** le décret du 30 octobre 1935 relatif au contrôle des associations, œuvres et entreprises privées subventionnées,
- **VU** la loi n° 76.629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature, et en particulier son article premier,
- **VU** la loi n° 82.213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, prise en ses articles 23, 24, 25 et 45,
- **VU** la loi n° 83.8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État, et particulièrement son article premier,
- **VU** la loi n° 85.729 du 18 juillet 1985 relative aux espaces naturels sensibles des départements, modifiée par la loi du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement,
- **VU** l'existence de l'inventaire ZNIEFF (zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique) effectué par le ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement en octobre 1999, ainsi que les sites du réseau natura 2000,
- **VU** le schéma départemental des espaces naturels et des paysages remarquables approuvé le 26 mars 2007 par le Conseil Départemental de Corrèze,
- **VU** l'agrément en tant que Conservatoire d'Espaces Naturels agréé par l'État et le Conseil Régional, délivré le 23 octobre 2012,

CONSIDERANT la richesse exceptionnelle du patrimoine naturel du département de la Corrèze et la volonté du Conseil Départemental de mener une politique ambitieuse dans le domaine de l'environnement et plus particulièrement en faveur des espaces naturels sensibles,

CONSIDERANT le rôle des Conservatoires d'Espaces Naturels dans la mise en œuvre des politiques en faveur de ces espaces naturels,

CONSIDERANT le savoir-faire du Conservatoire et ses compétences reconnues dans le domaine de la préservation concertée des espaces naturels et leur intégration dans le tissu économique rural,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE I / OBJET

Dans le cadre de leurs compétences et missions respectives, le Département et le Conservatoire ont décidé d'unir leurs efforts afin de mettre en œuvre une politique volontariste d'identification, de protection, de gestion et de mise en valeur du patrimoine naturel Corrèzien.

Outre les actions de prospection, de préservation, de gestion, de valorisation des espaces naturels du département qui seront développées et menées en partenariat avec les acteurs locaux concernés sur divers sites répertoriés, un programme de communication et d'information à destination de tous les publics permettra de sensibiliser et de faire découvrir ce patrimoine naturel remarquable.

ARTICLE II / ENGAGEMENTS DU CONSERVATOIRE

La présente convention définit les modalités d'interventions communes entre le Département et le Conservatoire sur des actions spécifiques :

- Définition et mise en œuvre sur des espaces naturels remarquables maitrisés par le Conservatoire, de notices ou de plans de gestion d'une part, et de travaux de restauration ou d'entretien d'autre part,
- Actions de formation et de communication (colloques, séminaires, éducation à l'environnement, signalisation sur site...),
- Actions de sensibilisation auprès des collectivités locales (communes, établissements publics de coopération intercommunale...) pour la prise en compte de nouveaux sites reconnus à forte valeur environnementale,
- Poursuite des actions de préservation concertée et de gestion des sites maitrisés par le Conservatoire au sein du Parc Naturel Régional de Millevaches en Limousin,
- Soutien aux activités du Conservatoire.

Les travaux qui seront accompagnés dans le cadre de la présente convention porteront principalement sur la mise en œuvre de documents de gestion et sur le suivi écologique de sites. Ils seront ciblés sur un type de milieux spécifique, en l'occurrence les pelouses calcicoles, qui présentent de forts enjeux en terme de préservation des populations de papillons.

Certains des sites identifiés sont gérés par l'intermédiaire de conventionnement avec des propriétaires privés. Par ailleurs, ils peuvent bénéficier de dispositif de classement ou de protection complémentaire : périmètres de zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF), périmètre natura 2000...

Les interventions développées en application de la présente convention seront engagées en Corrèze au sein de sites départementaux présentant un enjeu environnemental et paysager reconnu recensés dans le schéma départemental des espaces naturels et des paysages remarquables.

ARTICLE III / ENGAGEMENT FINANCIER DU DEPARTEMENT

Afin de mener à bien l'ensemble des missions mentionnées à l'article 2, le Conseil Départemental s'engage à contribuer financièrement à la réalisation des actions telles que définies à l'article 2 pour un montant de 18 000 €.

ARTICLE IV / CONDITIONS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DEPARTEMENTALE

La contribution financière du Département sera versée selon les modalités suivantes :

- Acompte de 50 % à la signature de la présente convention,
- Le solde de la subvention devra être sollicité avant le 30 novembre 2023, sur présentation du compte-rendu final de la mission. La demande de versement (solde) devra obligatoirement se présenter sous la forme d'un état récapitulatif financier accompagné des justificatifs des dépenses occasionnées pour la réalisation des actions subventionnées. L'état récapitulatif devra être certifié exact et conforme par le comptable de la structure.

La contribution financière sera créditée au compte du Conservatoire selon les procédures comptables en vigueur.

Les versements seront effectués sur le compte : IBAN FR76 1055 8045 0710 9971 0020 075

ARTICLE V / CLAUSES PARTICULIERES

- En cas de manquement du Conservatoire à l'une de ses obligations prévues par la présente convention, le Département pourra exiger le remboursement des montants perçus.
- La présente convention peut être dénoncée après un préavis donné par l'une ou l'autre des parties au moins trois mois avant la date de son expiration. Cette dénonciation se fera par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.
- La présente convention cessera immédiatement d'avoir effet en cas de dissolution ou de changement de statut social du Conservatoire.

ARTICLE VI / DUREE DE LA CONVENTION

Les dispositions de cette convention entreront en vigueur à compter de sa signature par les deux parties et jusqu'au 30 novembre 2023.

ARTICLE VII / MODIFICATIONS

La présente convention pourra faire l'objet de modifications par voie d'avenant.

ARTICLE VIII / RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Limoges.

Fait en deux exemplaires originaux à Tulle le,

Le Président du CEN
Nouvelle Aquitaine

Le Président
du Conseil Départemental

Philippe SAUVAGE

Pascal COSTE

GESTION DES ÉTANGS PRIVÉS

☞ NATURE DE L'OPERATION

Sont subventionnables les opérations répondant aux prescriptions du schéma départemental de gestion des milieux aquatiques telles qu'énumérées ci-après :

- * Conserver et restaurer la qualité des milieux et de la ressource en eau sur les têtes de bassin,
- * Poursuivre la restauration de la continuité écologique,
- * Améliorer les conditions de pratique des activités de loisirs,
- * Poursuivre l'amélioration de la gestion des étangs.

☞ BENEFICIAIRES

- Associations Agréées de Pêche et de Protection des Milieux Aquatiques et la Fédération Départementale de Pêche.
- Particuliers (ou groupements de particuliers non soumis à l'impôt sur les sociétés) agissant en qualité de propriétaires d'étangs.

☞ CONDITIONS A REMPLIR

* Dépense subventionnable : coût T.T.C. lorsque le bénéficiaire ne récupère pas la TVA, dans le cas contraire, coût H.T.

Les factures produites par les maîtres d'ouvrage, en leur nom propre, ne sont pas éligibles aux aides départementales pour les bénéficiaires privés.

☞ TAUX DE SUBVENTION

NATURE DE L'OPERATION	BENEFICIAIRES	Taux de subvention <u>maximum</u> du Conseil Départemental
Travaux d'équipement (installation de "moine", de pêcherie, de décanteur, de grilles...) et de sécurisation (digue, déversoir de crue, confortement, étanchéification ...) des étangs pour mise en conformité.	Particuliers propriétaires d'étangs, Fédération Départementale de la Pêche et AAPPMA	30 %

Ce taux de subvention est cumulable dans la limite de 80 % avec les aides des autres intervenants (Agence de l'Eau,...).

L'aide est plafonnée à hauteur de 40 000 €.

Les travaux subventionnables concernent des étangs dont la situation administrative est en conformité avec la réglementation ou le sera après réalisation des travaux faisant l'objet de la demande de subvention.

Les travaux de renouvellement d'ouvrages, de curage, d'approfondissement, d'agrandissement, d'empoissonnement, de création d'un étang, d'aménagement des abords ne sont pas subventionnables.

PROCEDURE

Le dossier sera remis en trois exemplaires et devra comporter :

- ◆ La demande de subvention accompagnée du dossier technique de l'opération (plan de masse, plan de situation des travaux, plan détaillé des travaux, cahier des charges, devis descriptif et estimatif détaillé des travaux ...),
- ◆ Le plan de financement de l'opération rendant compte :
 - ° de l'aide sollicitée auprès du Conseil Départemental,
 - ° des aides obtenues auprès des autres partenaires financiers,
- ◆ Le titre de propriété de l'étang et des parcelles limitrophes le cas échéant,
- ◆ Les justificatifs de conformité à la réglementation pour un étang : l'arrêté préfectoral définissant son statut,
- ◆ Le devis de l'entreprise retenue pour la réalisation des travaux, détaillé par ouvrage (moine, pêcherie, décanteur, dérivation...),
 - ◆ En cas de cofinancement, la copie des décisions prises par les autres partenaires financiers sollicités par le maître d'ouvrage (Agence de l'Eau, ...),
- ◆ Le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux (dates de mise en exécution et d'achèvement des travaux),
- ◆ Un relevé d'identité bancaire ou postal au nom du demandeur,
- ◆ Pour les groupements de particuliers, **les statuts** (objet, régime fiscal) **et la déclaration de revenus fonciers** (imprimé 2072),
- ◆ Pour les particuliers ne bénéficiant pas du FCTVA, **une attestation sur l'honneur de non assujettissement à la TVA.**

DEPOT DES DOSSIERS DE DEMANDE DE SUBVENTION

Les demandes peuvent être déposées à n'importe quelle période de l'année au titre de laquelle l'aide est sollicitée.

PRINCIPE D'ATTRIBUTION

Les subventions sont programmées par la Commission Permanente du Conseil Départemental :

- Après instruction des dossiers de demande de subvention,
- Dans la limite de l'autorisation de programme votée par le Conseil Départemental pour leur attribution au titre de l'année considérée.

Après décision de la Commission Permanente du Conseil Départemental, fixant le montant de la subvention attribuable pour sa réalisation, intervient l'arrêté attributif de la subvention programmée.

CONDITIONS DE VERSEMENT

LE BENEFICIAIRE DE LA SUBVENTION DEVRA RESPECTER LES OBLIGATIONS PRESCRITES PAR L'ARRETE DE SUBVENTION.

Les travaux doivent être mis en chantier dans l'année suivant la date de l'arrêté attributif de subvention.

- ♦ Lorsque la subvention attribuée est supérieure ou égale à 20 000 €, le versement d'un premier acompte pourra être demandé dès que les travaux seront mis en chantier. Le montant de ce premier acompte sera égal à 50 % de la subvention attribuée. Le versement pour solde de la subvention attribuée pourra être demandé après la réalisation complète des travaux subventionnés.
- ♦ Lorsque la subvention attribuée est inférieure à 20 000 €, celle-ci donnera lieu à un seul versement après exécution complète de l'opération subventionnée.

Le versement des subventions intervient :

- Après contrôle de la matérialité d'exécution de l'opération subventionnée, telle que définie au projet pris en considération pour l'attribution de la subvention,
 - Sur présentation des justificatifs des dépenses engagées (factures).
- L'aide versée est déterminée au prorata des dépenses justifiées pour l'exécution du projet subventionné, elle ne peut excéder le montant de la subvention attribuée.

Déchéance quadriennale :

En l'absence de présentation de la demande de versement pour solde, dans les quatre ans à compter du 1^{er} janvier suivant la date de l'arrêté attributif de l'aide, la subvention non versée sera caduque.

AUTRES PARTENAIRES

Les autres partenaires sur ces opérations sont les services de l'État, les Agences de l'Eau Adour-Garonne et Loire-Bretagne.

Contact :

Les dossiers de demande de subvention doivent être adressés à :

Monsieur le Président du Conseil Départemental
Direction du Développement des Territoires
Service Transition Écologique

 <u>Vos correspondants :</u>	<p>Franck BOUTOT</p> <p>Fabrice SERVIERES</p> <p>Karine VEYSSIERE</p>	<p> 05.55.93.77.74</p> <p> 05.55.93.77.73</p> <p> 05.55.93.77.65</p>
---	---	---

ACQUISITION D'ÉTANGS PRIVÉS

☞ NATURE DE L'OPERATION

Sont subventionnables les opérations d'acquisition d'un étang privé, sous réserve pour l'acquéreur de justifier d'une valorisation agricole de ce dernier.

☞ BENEFICIAIRES

- Associations Agréées de Pêche et de Protection des Milieux Aquatiques et la Fédération Départementale de Pêche.

- Particuliers (ou groupements de particuliers non soumis à l'impôt sur les sociétés).

Cette aide ne peut pas bénéficier aux acteurs économiques.

☞ CONDITIONS A REMPLIR

* Dépense subventionnable :

La dépense subventionnable correspond au coût d'acquisition de l'étang justifié par l'acte notarié de vente. Les frais annexes liés à l'acquisition (droits et taxes, honoraires du notaire, frais de géomètre, commission d'agence...) ne sont pas éligibles dans le cadre de cette aide.

La dépense subventionnable est plafonnée à 40 000 €/ha.

Cette subvention ne peut être accordée que sous réserve de justifier d'une valorisation agricole :

- courrier au Président du Conseil Départemental précisant la description de l'usage et la valorisation agricole cosigné par l'acquéreur propriétaire et l'exploitant agricole ou le tiers usager.

- autorisation de prélèvement existante (notification des prélèvements d'irrigation) ou nouvelle autorisation pour les prélèvements supérieurs à 1 000 m³/an à usage d'irrigation,

☞ TAUX DE SUBVENTION

NATURE DE L'OPERATION	BENEFICIAIRES	Taux de subvention <u>maximum</u> du Conseil Départemental
Acquisition d'étangs privés	Particuliers (ou groupements de particuliers non soumis à l'impôt sur les sociétés), Fédération Départementale de la Pêche et AAPPMA	30 %

Ce taux de subvention est cumulable dans la limite de 80 % avec les aides des autres intervenants.

L'aide départementale est calculée en appliquant le taux de subvention maximum de 30 % sur le prix de vente rapporté à la surface de l'étang. Cette aide est plafonnée à hauteur de 12 000 €.

☞ PROCEDURE

Le dossier doit comporter :

- ◆ L'acte de vente notarié signé des deux parties (acheteur et vendeur) ou à défaut, au moment de la demande, la promesse de vente,
- ◆ L'extrait du plan cadastral et le relevé de propriétés des parcelles concernées par l'étang,

- ◆ La justification de la valorisation agricole du plan d'eau :
 - ⇒ Courrier au Président du Conseil Départemental précisant la description de l'usage et la valorisation agricole cosigné par l'acquéreur propriétaire et l'exploitant agricole ou le tiers usager
 - ⇒ Pour des prélèvements supérieurs à 1000 m³/an à usage d'irrigation : l'autorisation de prélèvement (notification des prélèvements d'irrigation délivrée par la Direction Départementale des Territoires) ou la demande d'autorisation au nom de l'acquéreur (ou d'un tiers),
- ◆ Un relevé d'identité bancaire ou postal au nom du demandeur,
- ◆ Pour les groupements de particuliers, les statuts (objet, régime fiscal) et la déclaration de revenus fonciers (imprimé 2072),

☞ DEPOT DES DOSSIERS DE DEMANDE DE SUBVENTION

Les demandes peuvent être déposées **dans un délai de 6 mois maximum** à compter de la signature de l'acte de vente.

☞ PRINCIPE D'ATTRIBUTION

Les subventions sont programmées par la Commission Permanente du Conseil Départemental :

- après instruction des dossiers de demande de subvention,
- dans la limite de l'autorisation de programme votée par le Conseil Départemental pour leur attribution au titre de l'année considérée,

Après décision de la Commission Permanente du Conseil Départemental, fixant le montant de la subvention attribuable pour sa réalisation, intervient l'arrêté attributif de la subvention programmée.

☞ CONDITIONS DE VERSEMENT

LE BENEFICIAIRE DE LA SUBVENTION DEVRA RESPECTER LES OBLIGATIONS PRESCRITES PAR L'ARRETE DE SUBVENTION.

Le versement de la subvention intervient automatiquement après attribution de l'aide, si le dossier de demande est complet et notamment sur présentation de l'acte de vente, et de l'autorisation de prélèvement (prélèvements supérieurs à 1 000 m³) s'ils n'ont pas été déposés au moment de la demande.




Déchéance quadriennale:

En l'absence de présentation de la demande de versement pour solde, dans les quatre ans à compter du 1^{er} janvier suivant la date de l'arrêté attributif d'aide, la subvention non versée sera caduque.

Contact :

Les dossiers de demande de subvention doivent être adressés à :

Monsieur le Président du Conseil Départemental
Direction du Développement des Territoires
Service Transition Écologique

<u>Vos correspondants :</u>	Franck BOUTOT	 05.55.93.77.74
	Fabrice SERVIERES	 05.55.93.77.73
	Karine VEYSSIERE	 05.55.93.77.65

Réunion du 8 avril 2022

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission des Finances, des Affaires Générales et de la Transition Ecologique

OBJET

COMPTE-RENDU DES DÉCISIONS PRISES PAR LE PRÉSIDENT EN VERTU DES DÉLÉGATIONS CONSENTIES PAR LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT

Par sa délibération n° CD.2021.07.01/006 en date du 1^{er} juillet 2021, le Conseil Départemental m'a donné délégation de pouvoir sur le fondement des articles L. 3211-2 et L. 3221-10-1 à L. 3221-12-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), pour :

1° procéder à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux et de change, et de passer à cet effet les actes nécessaires dans les conditions et limites ci-après définies :

1.1°

Le Président reçoit délégation aux fins de contracter les emprunts à court, moyen ou long terme destinés au financement des investissements et dans la limite du plafond d'emprunt voté dans le budget annuel.

En tout état de cause, tout prêt de plus de 30 années devra donner lieu à approbation spécifique du Conseil Départemental.

Les prêts seront conformes aux dispositions, limites et conditions posées par les articles L. 1611-3-1 et R. 1611-33 du Code Général des Collectivités Territoriales concernant les taux et formules d'indexation auxquels peuvent recourir les collectivités territoriales.

Eu égard au caractère concurrentiel de ce secteur d'activité, il est procédé à la mise en concurrence d'au moins deux établissements de crédit ou sociétés de financement.

Les prêts pourront comprendre notamment une des caractéristiques ci-dessous :

- la faculté de modifier le taux (y compris passage d'un taux fixe à un taux variable et inversement), la durée du prêt, la périodicité et le profil de remboursement ;
- la possibilité de recourir à des opérations particulières, comme des emprunts obligataires et à des droits de tirages échelonnés dans le temps avec faculté de remboursement anticipé et/ou de consolidation.

Par ailleurs, le Président pourra conclure tout avenant destiné à introduire dans chaque contrat de prêt initial une ou plusieurs des caractéristiques ci-dessus, ainsi que toute opération de gestion de dette et/ou de refinancement des emprunts, avec ou sans règlement d'une indemnité de remboursement anticipé, dans les mêmes limites que celles décrites ci-dessus.

1.2°

Le Conseil Départemental donne délégation de compétence au Président pour négocier et signer tout contrat de couverture du risque de taux, afin de protéger la collectivité contre d'éventuelles hausses des taux ou au contraire afin de profiter d'éventuelles baisses.

A l'instar des prêts, les contrats de couverture seront conformes aux dispositions et conditions posées par les mêmes articles L. 1611-3-1 et R. 1611-33 du Code Général des Collectivités Territoriales.

2° réaliser des lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum de 35 M€ ou 10% du budget réel ;

3° prendre les décisions en matière de dérogation à l'obligation de dépôt des fonds auprès de l'État, mentionnées au III de l'article L. 1618-2 et au a de l'article L. 2221-5-1, sous réserve des dispositions du c de ce même article ;

4° arrêter et modifier l'affectation des propriétés de la collectivité utilisées par ses services publics ;

5° fixer :

- les tarifs des droits de voirie, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la collectivité qui n'ont pas un caractère fiscal ;
- les redevances et autres tarifs liés à toute occupation ou emprise consentie par la collectivité départementale sur l'une des dépendances de son domaine public ou privé, à l'exception de ceux qui sont fixés par ailleurs par l'assemblée départementale ;
- Les tarifs de reproduction des documents administratifs ainsi que ceux des licences de réutilisation des données publiques ;
- Les tarifs et prestations de l'ensemble des sites touristiques et culturels départementaux (notamment le Musée du Président Jacques Chirac, le Château de Sédières, les Archives Départementales, la Bibliothèque Départementale...).

6° décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas 12 ans ;

7° accepter les indemnités de sinistre afférentes aux contrats d'assurance ;

8° créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la collectivité ;

9° accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges, sans préjudice des dispositions de l'article L. 3221-10 qui lui permettent de le faire à titre conservatoire, quelles que soient les conditions et charges ;

10° décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros ;

11° fixer, sans préjudice des dispositions de l'article L. 3213-2, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (Domaines), le montant des offres de la collectivité à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes ;

12° fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;

13° prendre les décisions mentionnées aux articles L. 523-4 et L. 523-5 du Code du Patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire du Département ;

14° autoriser, au nom du Département, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont il est membre ;

15° demander à l'État ou à d'autres collectivités territoriales, l'attribution de subventions quel qu'en soient le domaine et le montant ;

16° procéder au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens du Département quelle que soit la nature de la demande et sous réserve de l'inscription préalable au budget départemental des autorisations budgétaires nécessaires à la réalisation de l'opération projetée ;

17° intenter, au nom du Département et pour la durée de son mandat, les actions en justice, ou défendre le Département dans les actions intentées contre lui dans les cas suivants :

- dépôts de plaintes et constitution de partie civile, dans tout litige impliquant le Département, ses intérêts ou ses agents, dans le cadre de ses compétences ou de ses activités ;
- toute procédure amiable ou contentieuse mise en œuvre par ou contre le Département, y compris les procédures de référé, en quelque matière que ce soit et relevant tant des juridictions de l'ordre administratif que des juridictions de l'ordre judiciaire et ce, pour tout niveau d'instance : première instance, appel et pourvoi en cassation ;

18° être chargé, pour la durée de son mandat, de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

19° exercer, au nom du Département, les droits de préemption dont celui-ci est titulaire ou délégataire en application du Code de l'Urbanisme ;

20° être chargé de prendre toute décision relative au Fonds de Solidarité pour le Logement, notamment en matière d'aides, de prêts, de remises de dettes et d'abandons de créances.

Ces mêmes dispositions exigent que le Président du Conseil Départemental informe le Conseil Départemental des actes pris dans le cadre de ces délégations.

Je demande à l'Assemblée Départementale de bien vouloir prendre connaissance des décisions prises dans le cadre des délégations qui m'ont été consenties sur le fondement de ces dispositions, telles qu'elles figurent en annexe au présent rapport.

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

COMPTE-RENDU DES DÉCISIONS PRISES PAR LE PRÉSIDENT EN VERTU DES DÉLÉGATIONS CONSENTIES PAR LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la délibération du Conseil Départemental n° CD.2021.07.01/006 en date du 1^{er} juillet 2021,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2022.04.08/117 en date du 8 avril 2022, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Madame Sophie CHAMBON, Rapporteur,

DÉLIBÈRE

Article unique : le Conseil Départemental prend acte des décisions prises par Monsieur le Président du Conseil Départemental dans le cadre des délégations qui lui ont été consenties par le Conseil Départemental telles qu'annexées à la présente délibération.

Acte est donné.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 12 avril 2022
Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20220408-4247-DE-1-1
Affiché le : 12 avril 2022

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL



L'an deux mille vingt-deux et le huit avril, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :

Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Madame Valérie TAURISSON, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Madame Patricia BUISSON, Monsieur Franck PEYRET, Madame Agnès AUDEGUILL, Madame Audrey BARTOUT, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Jean-Jacques LAUGA, Monsieur Philippe LESCURE, Madame Marilou PADILLA-RATELADE, Madame Rosine ROBINET, Monsieur Gérard SOLER, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Julien BOUNIE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Madame Claude CHIRAC, Monsieur Bernard COMBES, Madame Jacqueline CORNELISSEN, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Monsieur Sébastien DUCHAMP, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Didier MARSALÉIX, Madame Frédérique MEUNIER, Madame Annick TAYSSE, Madame Sonia TROYA, Madame Stéphanie VALLÉE, Madame Marie-Laure VIDAL , Monsieur Eric ZIOLO

Pouvoir :

Monsieur Anthony MONTEIL à Madame Stéphanie VALLÉE

Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

Délégation d'attribution du CD19 au Président
- 6° - LOUAGE DE CHOSE < à 12 ans -

DATE DE L'ACTE	TYPE D'ACTE	OBJET DE L'ACTE conclusion ou révision du louage de choses (à préciser)	DUREE DU LOUAGE	MONTANT TTC
20/01/2022	Convention d'hébergement à la nuitée	Convention d'hébergement à la nuitée d'un logement vacant au profit de Mme Danièle MELES professeure contractuelle au collège Albert Thomas d'Egletons. 1 nuitée par semaine : le lundi soir.	du 31/01/2022 au 06/07/2022	Redevance de 10 € la nuitée versée au collège
24/01/2022	Convention d'occupation précaire	Convention d'occupation précaire d'un logement vacant au profit de Mme Marlène FALGON professeure au collège André Fargeas à Lubersac	du 1er/02/2022 au 31/08/2022	Redevance mensuelle de 299,63 € versée au collège
01/03/2022	Convention d'hébergement à la nuitée	Convention d'hébergement à la nuitée d'un logement vacant au profit de M. Serge LAVERGNE Chef de cuisine au collège Marmontel à Bort les Orgues. 3 nuitées par semaine : le lundi, mardi et jeudi soir.	du 1er/03/2022 au 13/07/2022	Redevance de 2 € la nuitée versée au collège

Délégation d'attribution du CD19 au Président
- 14°- RENOUELEMENT DE L'ADHESION AUX ASSOCIATION

NOM DE L'ASSOCIATION CONCERNEE	OBJET DE L'ASSOCIATION	DATE DE RENOUELEMENT DE L'ADHESION	DUREE DE RENOUELEMENT	MONTANT ANNUEL DE L'ADHESION TTC
Alliance Villes Emploi	Accompagnement dans la mise en œuvre des clauses d'insertion sociale dans les marchés publics	1er janvier 2022	1 an	861,12 €
Aduloa	L'adhésion permet aux agents de participer à l'amélioration du logiciel ou à son évolution, de bénéficier également de formations	1er janvier 2022	1 an	100,00 €
Images en Bibliothèques	L'adhésion permet aux agents de la Bibliothèque : un accès internet à l'espace professionnel du site, de recevoir les livrets de formations et des bulletins d'informations	1er janvier 2022	1 an	150,00 €
Afigese	Echanges de savoirs et de savoir-faire entre les professionnels territoriaux des finances publiques locales, de la gestion publique locale et de l'évaluation des politiques publiques, et plus largement du management public territorial qui visent à la diffusion d'acquis professionnels par l'information, le débat et la formation.	1er janvier 2022	1 an	340,00 €

Délégation d'attribution du CD19 au Président
- 14°- RENOUELEMENT DE L'ADHESION AUX ASSOCIATION

NOM DE L'ASSOCIATION CONCERNEE	OBJET DE L'ASSOCIATION	DATE DE RENOUELEMENT DE L'ADHESION	DUREE DE RENOUELEMENT	MONTANT ANNUEL DE L'ADHESION TTC
Assemblée des départements de France	Association pluraliste qui réunit les Présidents des collectivités adhérentes et qui a pour missions : - de représenter les Départements auprès des pouvoirs publics nationaux et européens - de constituer un centre de ressources pour les Départements - d'offrir un lieu d'échanges d'expériences et de bonnes pratiques pour les élus et les techniciens départementaux - d'être un lieu de confrontation d'idées et d'élaboration de positions communes sur les grands dossiers nationaux - de valoriser le rôle et l'action des Départements auprès des citoyens.	1er janvier 2022	1 an	18 725,69 €

Délégation d'attribution du CD19 au Président

- 15° - DEMANDE D'ATTRIBUTION DE SUBVENTION A L'ETAT OU AUTRES COLLECTIVITES TERRITORIALE

DATE DE DEPOT DE LA DEMANDE	AUPRES DE QUEL ORGANISME	OBJET DE LA DEMANDE DE SUBVENTION	MONTANT DE L'AIDE DEMANDEE
18/10/2021	ETAT - DDT	Subvention relative à la dématérialisation de l'application du droit des sols	4 704 €
nov-21	ADEME	Contrat COTEC - 18NC0131 - Recette Rapport Année 3	90 000 €
03/02/2022	DRAC NOUVELLE AQUITAINE	Subvention destinée à la restauration de documents d'archives	4 000 €
03/02/2022	SIAF (SERVICE INTERMINISTERIEL DES ARCHIVES DE FRANCE)	Subvention relative à l'acquisition de documents d'archives privées (Chatrier de Cosnac)	3 500 €
21/02/2022	AGENCE DE L EAU ADOUR GARONNE	APPUI TECHNIQUE 2022 Assainissement collectif / CD 19	139 209 €
mars-22	AGENCE DE L EAU ADOUR GARONNE	Animation du SAGE VEZERE CORREZE 2022	84 000 €

Délégation d'attribution du CD19 au Président
- n° 17 - ACTIONS EN JUSTICE

DATE	TYPE D'ACTE / NATURE CONTENTIEUX	OBJET DE L'ACTE / CONTENTIEUX
10/01/2022	Mémoire en défense	Recours auprès du Tribunal judiciaire - Pôle Social - de TULLE sur la date de début de prise en charge suite à décision d'attribution de l'aide sociale à l'hébergement
17/01/2022	Mémoire en défense	Recours auprès du Tribunal judiciaire - Pôle Social - de TULLE suite à décision de rejet de la mention "besoin d'accompagnement" de la carte mobilité inclusion (CMI)
19/01/2022	Mémoire en défense	Recours auprès du Tribunal judiciaire - Pôle Social - de TULLE suite à décision de rejet de la mention invalidité de la carte mobilité inclusion (CMI)
01/02/2022	Mémoire en défense	Requête en référé expertise (n°2101603-0) devant le tribunal administratif de Limoges suite à dommages causés par un ouvrage public (RD) - RD1089 - commune de Saint Pantaléon de Larche

Délégation d'attribution du CD19 au Président
- n° 18 - MARCHES

MARCHE/TYPE <i>Renseigner le lot le cas échéant</i>	TITULAIRE(S)	MONTANT HT	DUREE
2022/15 Bilan et conception du PDALHPD Prestations intellectuelles	Ville et Habitat	35 650,00	1 an
Accord cadre à bon de commande Formation professionnelle obligatoire des assistant(es) maternel(les)	CFPPA de Naves	40 000,00	4 ans (renouvelé tous les ans par tacite reconduction)

Délégation d'attribution du CD19 au Président
- n° 18 - MARCHES

MARCHE/TYPE <i>Renseigner le lot le cas échéant</i>	TITULAIRE(S)	MONTANT HT	DUREE
<p>Groupement de commandes : Conseil Départemental de la Corrèze / Commune de Lubersac</p> <p>Maitrise d'œuvre pour la déviation de Lubersac</p> <p>Marché à tranches</p>	<p>Groupement : IRIS CONSEIL REGIONS (33150 Cenon) PAYSAGE & TERRITOIRE (28000 Chartres)</p>	<p>294 600 € HT, soit :</p> <p>- Tranche ferme : 259 860 € HT (part CD19)</p> <p>Tranches optionnelles (TOP) :</p> <p>TOP n°1 : 9 060 € HT TOP n°2 : 9 000 € HT TOP n°3 : 1 580 € HT TOP n°4 : 15 100 € HT sous-total TOP : 34 740 € HT (part Commune de Lubersac)</p>	<p>Durée : 4 ans (période de parfait achèvement de 1 an incluse), soit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - TF : 4 ans à compter de la notification du marché - TOP n°1 : 4 mois à compter de la notification de l'ordre de service d'affermissement - TOP n°2 : 4 mois à compter de la notification de l'ordre de service d'affermissement - TOP n°3 : 7 mois à compter de la notification de l'ordre de service d'affermissement - TOP n°4 : 30 mois à compter de la notification de l'ordre de service d'affermissement
<p>Travaux d'enrobés sur les routes départementales de la Corrèze</p> <p>Lot 1 : Secteurs Brive-Ouest / Vézère</p> <p>Accord-cadre à bons de commande</p>	<p>DEVAUD TP (19100 Brive)</p>	<p>sans minimum ni maximum</p>	<p>Durée : à compter du 1er février 2022 jusqu'au 31 décembre 2025</p>

Délégation d'attribution du CD19 au Président
- n° 18 - MARCHES

MARCHE/TYPE <i>Renseigner le lot le cas échéant</i>	TITULAIRE(S)	MONTANT HT	DUREE
Travaux d'enrobés sur les routes départementales de la Corrèze Lot 2 : Secteur Tulle-Brive Accord-cadre à bons de commande	EUROVIA (19000 Tulle)	sans minimum ni maximum	Durée : à compter du 1er février 2022 jusqu'au 31 décembre 2025
Travaux d'enrobés sur les routes départementales de la Corrèze Lot 3 : Secteurs Midi Corrézien / Vallée de la Dordogne Accord-cadre à bons de commande	DEVAUD TP (19100 Brive)	sans minimum ni maximum	Durée : à compter du 1er février 2022 jusqu'au 31 décembre 2025
Travaux d'enrobés sur les routes départementales de la Corrèze Lot 4 : Secteurs Monédières / Ventadour Accord-cadre à bons de commande	EUROVIA (19000 Tulle)	sans minimum ni maximum	Durée : à compter du 1er février 2022 jusqu'au 31 décembre 2025

Délégation d'attribution du CD19 au Président
- n° 18 - MARCHES

MARCHE/TYPE <i>Renseigner le lot le cas échéant</i>	TITULAIRE(S)	MONTANT HT	DUREE
Travaux d'enrobés sur les routes départementales de la Corrèze Lot 5 : Secteurs Ussel-Bort / Millevaches Accord-cadre à bons de commande	EUROVIA (19000 Tulle)	sans minimum ni maximum	Durée : à compter du 1er février 2022 jusqu'au 31 décembre 2025
Travaux d'enduits sur les routes départementales de la Corrèze Lot 1 : Secteurs Brive-Ouest / Vézère Accord-cadre à bons de commande	DEVAUD TP (19100 Brive)	sans minimum ni maximum	Durée : à compter du 1er février 2022 jusqu'au 31 décembre 2025
Travaux d'enduits sur les routes départementales de la Corrèze Lot 2 : Secteur Tulle-Brive Accord-cadre à bons de commande	DEVAUD TP (19100 Brive)	sans minimum ni maximum	Durée : à compter du 1er février 2022 jusqu'au 31 décembre 2025
Travaux d'enduits sur les routes départementales de la Corrèze Lot 3 : Secteurs Midi Corrézien / Vallée de la Dordogne Accord-cadre à bons de commande	DEVAUD TP (19100 Brive)	sans minimum ni maximum	Durée : à compter du 1er février 2022 jusqu'au 31 décembre 2025

Délégation d'attribution du CD19 au Président
- n° 18 - MARCHES

MARCHE/TYPE <i>Renseigner le lot le cas échéant</i>	TITULAIRE(S)	MONTANT HT	DUREE
Travaux d'enduits sur les routes départementales de la Corrèze Lot 4 : Secteurs Monédières / Ventadour Accord-cadre à bons de commande	Groupement : COLAS France (19360 Malemort) RMCL (15240 Vebret)	sans minimum ni maximum	Durée : à compter du 1er février 2022 jusqu'au 31 décembre 2025
Travaux d'enduits sur les routes départementales de la Corrèze Lot 5 : Secteurs Ussel-Bort / Millevaches Accord-cadre à bons de commande	RMCL (15240 Vebret)	sans minimum ni maximum	Durée : à compter du 1er février 2022 jusqu'au 31 décembre 2025
Acquisition de livres pour la Bibliothèque Départementale, les Archives Départementales, le Musée Jacques Chirac à Sarran et la Direction des Affaires Générales et des Assemblées Lot n°1 : Livres de fiction et documentaires pour la jeunesse Accord-cadre à bons de commande	Librairie CHANTEPAGES (19000 Tulle)	minimum : 21 000,00 € HT/an maximum : 44 000,00 € HT/an	Durée : 1 an à compter du 18 mars 2022 ou de la date de notification du marché, si celle-ci est postérieure. Reconductible 3 fois.

Délégation d'attribution du CD19 au Président
- n° 18 - MARCHES

MARCHE/TYPE <i>Renseigner le lot le cas échéant</i>	TITULAIRE(S)	MONTANT HT	DUREE
<p>Acquisition de livres pour la Bibliothèque Départementale, les Archives Départementales, le Musée Jacques Chirac à Sarran et la Direction des Affaires Générales et des Assemblées Lot n°2 : Fictions adultes - Livres en gros caractères</p> <p>Accord-cadre à bons de commande</p>	<p>Librairie PREFERENCES (19000 Tulle)</p>	<p>minimum : 41 000,00 € HT/an maximum : 64 000,00 € HT/an</p>	<p>Durée : 1 an à compter du 18 mars 2022 ou de la date de notification du marché, si celle-ci est postérieure. Reconductible 3 fois.</p>
<p>Acquisition de livres pour la Bibliothèque Départementale, les Archives Départementales, le Musée Jacques Chirac à Sarran et la Direction des Affaires Générales et des Assemblées Lot n°3 : Documentaires pour adultes</p> <p>Accord-cadre à bons de commande</p>	<p>ALIZE SFL (91320 Wissous)</p>	<p>minimum : 21 000,00 € HT/an maximum : 42 000,00 € HT/an</p>	<p>Durée : 1 an à compter du 18 mars 2022 ou de la date de notification du marché, si celle-ci est postérieure. Reconductible 3 fois.</p>

Délégation d'attribution du CD19 au Président
- n° 18 - MARCHES

MARCHE/TYPE <i>Renseigner le lot le cas échéant</i>	TITULAIRE(S)	MONTANT HT	DUREE
<p>Acquisition de livres pour la Bibliothèque Départementale, les Archives Départementales, le Musée Jacques Chirac à Sarran et la Direction des Affaires Générales et des Assemblées Lot n°4 : Bandes dessinées adultes et jeunesse</p> <p>Accord-cadre à bons de commande</p>	<p>BDNET (75011 Paris)</p>	<p>minimum : 7 000,00 € HT/an maximum : 15 000,00 € HT/an</p>	<p>Durée : 1 an à compter du 18 mars 2022 ou de la date de notification du marché, si celle-ci est postérieure. Reconductible 3 fois.</p>
<p>Achat de fournitures de bureau, papier, enveloppes et papier logo, timbres personnalisés pour le Conseil Départemental de la Corrèze Lot n°1 : Fourniture de bureau</p> <p>Accord-cadre à bons de commande</p>	<p>FIDUCIAL BUREAUTIQUE (92400 Courbevoie)</p>	<p>minimum : 20 000,00 € HT/an maximum : 50 000,00 € HT/an</p>	<p>Durée : 1 an à compter du 1er mars 2022 ou de la date de notification du marché, si celle-ci est postérieure. Reconductible 3 fois.</p>

Délégation d'attribution du CD19 au Président
- n° 18 - MARCHES

MARCHE/TYPE <i>Renseigner le lot le cas échéant</i>	TITULAIRE(S)	MONTANT HT	DUREE
<p>Achat de fournitures de bureau, papier, enveloppes et papier logo, timbres personnalisés pour le Conseil Départemental de la Corrèze Lot n°2 : Fourniture de papier pour l'impression et la reprographie</p> <p>Accord-cadre à bons de commande</p>	<p>FIDUCIAL BUREAUTIQUE (92400 Courbevoie)</p>	<p>minimum : 20 000,00 € HT/an maximum : 50 000,00 € HT/an</p>	<p>Durée : 1 an à compter du 1er mars 2022 ou de la date de notification du marché, si celle-ci est postérieure. Reconductible 3 fois.</p>
<p>Achat de fournitures de bureau, papier, enveloppes et papier logo, timbres personnalisés pour le Conseil Départemental de la Corrèze Lot n°3 : Fourniture de papier et d'enveloppes logo</p> <p>Accord-cadre à bons de commande</p>	<p>MAUGEIN IMPRIMEURS (19000 Tulle)</p>	<p>minimum : 8 000,00 € HT/an maximum : 40 000,00 € HT/an</p>	<p>Durée : 1 an à compter du 1er mars 2022 ou de la date de notification du marché, si celle-ci est postérieure. Reconductible 3 fois.</p>
<p>Achat de fournitures de bureau, papier, enveloppes et papier logo, timbres personnalisés pour le Conseil Départemental de la Corrèze Lot n°4 : Fourniture de timbres personnalisés</p> <p>Accord-cadre à bons de commande</p>	<p>SMTT (13010 Marseille)</p>	<p>minimum : 800,00 € HT/an maximum : 8 000,00 € HT/an</p>	<p>Durée : 1 an à compter du 1er mars 2022 ou de la date de notification du marché, si celle-ci est postérieure. Reconductible 3 fois.</p>

Délégation d'attribution du CD19 au Président
- n° 18 - MARCHES

MARCHE/TYPE <i>Renseigner le lot le cas échéant</i>	TITULAIRE(S)	MONTANT HT	DUREE
Travaux d'aménagements paysagers et d'aménagements écologiques de la liaison RD1089-RD921 à Malemort Lot 1 : Travaux d'aménagements paysagers par la réalisation de plantations Marché ordinaire	SEVE PAYSAGE (19240 Saint Viance)	132 137,28 € HT	Durée : 2 ans à compter de la notification du marché.
Travaux d'aménagements paysagers et d'aménagements écologiques de la liaison RD1089-RD921 à Malemort Lot 2 : Travaux d'aménagements écologiques Marché ordinaire	ID VERDE (47300 Bias)	101 571,65 € HT	Durée : 2 ans à compter de la notification du marché.
Fourniture et livraison d'articles de balisage routier en matière plastique Accord-cadre à bons de commande	SOLIDOR (57200 Sarreguemines)	minimum : 5 000,00 € HT/an maximum : 50 000,00 € HT/an	Durée : 1 an à compter de la notification. Reconductible 3 fois.

Délégation d'attribution du CD19 au Président
- n° 18 - MARCHES

MARCHE/TYPE <i>Renseigner le lot le cas échéant</i>	TITULAIRE(S)	MONTANT HT	DUREE
RD15 - Communes de Serilhac et Le Pescher - Aménagement entre le carrefour de la RD 169E1 et le bourg du Pescher Marché ordinaire	TERRACOL (19400 Argentat)	749 766,50 € HT	Durée : 6 mois à compter de l'ordre de service de démarrage des travaux.
Restauration de documents d'archives Lot 1 : Restauration de documents d'archives papier non reliés Accord-cadre à bons de commande	LA RELIURE DU LIMOUSIN (19360 Malemort)	sans minimum et maximum : 200 000 € HT pour 4 ans	Durée : 4 ans à compter du 1er janvier 2022 ou de la date de notification du marché si celle-ci est postérieure.
Restauration de documents d'archives Lot 2 : Restauration de documents d'archives papier reliés Accord-cadre à bons de commande	LA RELIURE DU LIMOUSIN (19360 Malemort)	sans minimum et maximum : 80 000 € HT pour 4 ans	Durée : 4 ans à compter du 1er janvier 2022 ou de la date de notification du marché si celle-ci est postérieure.
Restauration de documents d'archives Lot 3 : Restauration de documents d'archives grand format papier / calque Accord-cadre à bons de commande	QUILLET (17111 Loix)	sans minimum et maximum : 30 000 € HT pour 4 ans	Durée : 4 ans à compter du 1er janvier 2022 ou de la date de notification du marché si celle-ci est postérieure.

Délégation d'attribution du CD19 au Président
- n° 18 - MARCHES

MARCHE/TYPE <i>Renseigner le lot le cas échéant</i>	TITULAIRE(S)	MONTANT HT	DUREE
Maintenance et hébergement de la plate-forme PUBLIK Accord-cadre à bons de commande	ENTR'OUVERT (75014 Paris)	minimum : 9 500 € HT/an maximum : 60 000 € HT/an	Durée : 1 an à compter de la notification. Reconductible 3 fois.
Maintenance et assistance du logiciel SPHINX Accord-cadre à bons de commande	LE SPHINX DÉVELOPPEMENT (74650 Chavanod)	minimum : 3 840 € HT/an maximum : 40 000 € HT/an	Durée : 1 an à compter du 1er janvier 2022. Reconductible 3 fois.
Maintenance des applications InterCERT, InterSUIVI et FSE Accord-cadre à bons de commande	TEAMNET (75011 Paris)	minimum : 9 015,71 € HT/an maximum : 45 000,00 € HT/an	Durée : 1 an à compter de la notification. Reconductible 1 fois.
Maintenance des licences CINDOC Accord-cadre à bons de commande	CHEMDATA (69100 Villeurbanne)	minimum : 11 250,00 € HT/an maximum : 60 000,00 € HT/an	Durée : 1 an à compter du 1er janvier 2022. Reconductible 2 fois.

Délégation d'attribution du CD19 au Président
- n° 18 - MARCHES

MARCHE/TYPE <i>Renseigner le lot le cas échéant</i>	TITULAIRE(S)	MONTANT HT	DUREE
Collège Cabanis Brive - installation de volets roulants Marché à tranches	METALU 19 (19360 Malemort)	38 962,77 € HT, soit : Tranche ferme : 29 861,88 € HT Tranche optionnelle : 9 100,89 € HT	Durée : 2 semaines à compter de l'ordre de service de démarrage.
Collège Jean-Lurçat Brive - Remise aux normes et remplacement de la centrale incendie Marché ordinaire	CEGELEC LIMOUSIN (19000 Tulle)	59 760,81 € HT	Durée : 4 semaines à compter de l'ordre de service de démarrage.
Isolation de sous face de planchers dans deux collèges Lot 1 : isolation en sous face des planchers au Collège Jacques Chirac à Meymac Marché ordinaire	ISO-INTER (19130 Objat)	27 673,60 € HT	Durée : 2 mois à compter de la notification du marché.

Délégation d'attribution du CD19 au Président
- n° 18 - MARCHES

MARCHE/TYPE <i>Renseigner le lot le cas échéant</i>	TITULAIRE(S)	MONTANT HT	DUREE
Isolation de sous face de planchers dans deux collèges Lot 2 : isolation en sous face des planchers au Collège Victor Hugo à Tulle Marché ordinaire	ISO-INTER (19130 Objat)	33 327,00 € HT	Durée : 2 mois à compter de la notification du marché.
Internat d'excellence performances énergétiques du bâtiment - Maîtrise d'œuvre Marché à tranches	Groupement : ARCHI MADE 19 (19100 Brive) ARGETEC (24660 Coulounieix Chamiers)	27 000,00 € HT, soit : Tranche ferme : 11 700,00 € HT Tranche optionnelle : 15 300,00 € HT	Durée : 18 mois à compter de la notification du marché.
Sécurisation des locaux de service de cinq brigades territoriales de gendarmerie de la Corrèze Marché ordinaire	Groupement : CHEZE (19500 Collonges La Rouge) VOTRE SURETE.COM (15000 Aurillac)	33 278 € HT	Durée : 2 mois à compter de la notification du marché ou de l'ordre de service de démarrage.

Délégation d'attribution du CD19 au Président
- n° 18 - MARCHES

MARCHE/TYPE <i>Renseigner le lot le cas échéant</i>	TITULAIRE(S)	MONTANT HT	DUREE
RD62 - Communes de Lamazière Basse et Saint Hilaire Foissac - Réparation dégâts domaine public au PR8+700 à PR8+180 (Pont de la Noailles) Marché ordinaire	EUROVIA (19000 Tulle)	258 007,02 € HT	Durée : 3 mois à compter de l'ordre de service de démarrage des travaux.
Diagnosics Accessibilité Marché ordinaire à phases	ACCESSMETRIE (13640 La Roque d'Antheron)	30 170 € HT	Durée : 5 mois, à compter de la notification du marché ou de l'ordre de service de démarrage.
Maintenance et assistance à l'utilisation de progiciels Accord-cadre à bons de commande	CIRIL GROUP (69603 Villeurbanne)	minimum : 14 488,00 € HT/an maximum : 65 000,00 € HT/an	Durée : 1 an à compter du 1er mars 2022. Reconductible 2 fois.
Hotline et télémaintenance de l'armoire TRAKA STD Accord-cadre à bons de commande	A7 Protection TRAKA (91130 Ris Orangis)	minimum : 543,06 € HT/an maximum : 12 000,00 € HT/an	Durée : 1 an à compter du 1er mars 2022. Reconductible 3 fois.
Maintenance et hébergement du logiciel CLAUSE Accord-cadre à bons de commande	CITYZEN (51000 Châlons en Champagne)	minimum : 702,24 € HT/an maximum : 10 000,00 € HT/an	Durée : 1 an à compter du 1er mars 2022. Reconductible 3 fois.

Délégation d'attribution du CD19 au Président
- n° 18 - MARCHES

MARCHE/TYPE <i>Renseigner le lot le cas échéant</i>	TITULAIRE(S)	MONTANT HT	DUREE
Maintenance et hébergement des logiciels Prism et Kuantic Accord-cadre à bons de commande	NEOGLS (33650 Martillac)	minimum : 20 267,50 € HT/an maximum : 80 000,00 € HT/an	Durée : 1 an à compter du 1er mars 2022. Reconductible 1 fois.
Maintenance des logiciels OASIS et OKAPI Accord-cadre à bons de commande	TWS (13796 Aix en Provence)	minimum : 6 828,08 € HT/an maximum : 30 000,00 € HT/an	Durée : 1 an à compter du 1er mars 2022. Reconductible 3 fois.
Maintenance et assistance du logiciel Solatis Accord-cadre à bons de commande	CITYZEN (22190 Plerin)	minimum : 8 660,00 € HT/an maximum : 30 000,00 € HT/an	Durée : 1 an à compter du 1er mars 2022. Reconductible 2 fois.
Maintenance, assistance, support, abonnement et hébergement Airs Délib Accord-cadre à bons de commande	DIGITECH (13322 Marseille)	minimum : 11 134,80 € HT/an maximum : 68 000,00 € HT/an	Durée : 1 an à compter de la notification. Reconductible 2 fois.

Délégation d'attribution du CD19 au Président
- n° 18 - MARCHES

MARCHE/TYPE <i>Renseigner le lot le cas échéant</i>	TITULAIRE(S)	MONTANT HT	DUREE
<p>Collège de Seilhac - réfection de la passerelle de l'aile ouest et création d'un préau Marché ordinaire Avenant n°1 Marché n° 2021/60 Lot n° 2 : Charpente métallique - serrurerie - couverture en acier</p>	<p>SGR MAINTENANCE (19360 Malemort)</p>	<p>Montant initial : 51 378,50 € HT Montant après avenant inchangé</p>	<p>Prolongation du délai d'exécution des travaux jusqu'au 5 novembre 2021 inclus.</p>
<p>Nettoyage des locaux et vitrages des bâtiments du Conseil Départemental de la Corrèze Accord-cadre à bons de commande Avenant n°1 Marché 2021/23 Lot 3 : Nettoyage des vitrages et locaux - secteur d'Ussel</p>	<p>ONET SERVICES (19100 Brive)</p>	<p>Montant initial : minimum 320 000,00 € HT maximum 640 000,00 € HT (pour les 4 ans fermes) Montant après avenant inchangé</p>	<p>Ajout d'un site nouveau : antenne Centre Départemental de Santé de Meymac</p>

Délégation d'attribution du CD19 au Président
- n° 18 - MARCHES

MARCHE/TYPE <i>Renseigner le lot le cas échéant</i>	TITULAIRE(S)	MONTANT HT	DUREE
<p>Collège Jean Moulin à Brive - Déplacement de l'infirmierie. Marché ordinaire</p> <p>Avenant n°1</p> <p>Marché n° 2021/27 Lot n°3 : Plâtrerie - Peinture</p>	<p>PEREIRA (19000 Tulle)</p>	<p>Montant initial : 14 770,00 € HT</p> <p>Montant après avenant : 13 170,00 € HT</p>	<p>Avenant en moins value : Peinture soubassement murs circulations.</p>
<p>Ingénierie sociale et formations pour la mise en œuvre du plan de recrutement corrézien de l'aide à domicile Accord cadre à bons de commande</p> <p>Avenant n°1</p> <p>Marché n°2020/15 Lot n°2 - Formations</p>	<p>EVOL FORMATION (31620 Castelnau d'Estretfonds)</p>	<p>Montant initial : maximum : 21 000,00 € HT/an</p> <p>Montant après avenant : maximum : 23 100,00 € HT/an</p>	<p>Augmentation du montant maximum : + 2 100,00 € HT /an</p>

Délégation d'attribution du CD19 au Président
- n° 18 - MARCHES

MARCHE/TYPE <i>Renseigner le lot le cas échéant</i>	TITULAIRE(S)	MONTANT HT	DUREE
Fourniture d'accès internet Accord-cadre à bons de commande Avenant n°1 Marché n°2019/82 Lot n°2 : Accès internet à débit non garanti	ORANGE (33 731 Bordeaux)	Sans minimum ni maximum	Ajout d'une prestation au bordereau des prix unitaires.
Acquisition de véhicules neufs et location de véhicules neufs avec contrat d'entretien Accord-cadre à bons de commande en quantités Avenant n°1 Marché n° 2019/73 Lot n°2 : Acquisition de véhicules neufs thermiques	FAURIE AUTO TULLE (19000 Tulle)	Quantités initiales : Quantité minimum : 80 véhicules Quantité maximum : 130 véhicules quantités après avenant inchangées	Ajout d'un nouveau prix au bordereau des prix.

Délégation d'attribution du CD19 au Président
- n° 18 - MARCHES

MARCHE/TYPE <i>Renseigner le lot le cas échéant</i>	TITULAIRE(S)	MONTANT HT	DUREE
<p>Terrassement et assainissement de chaussées des routes départementales de la Corrèze Accord-cadre à bons de commande</p> <p>Avenant n°1</p> <p>Marché 2018/28</p> <p>Lot n°2 : Secteur de Tulle</p>	<p>Groupement : LASCAUX (19230 St Sornin Lavolps / PIGNOT TP (19600 St Pantaléon de Larche / TERRACOL (19400 Argentat)</p> <p>- COLAS France (19360 Malemort)</p> <p>- Groupement : SIORAT (19270 Ussac) / MIANE ET VINATIER (Brive) / POUZOL TP (19190 Aubazine)</p> <p>- BERGHEAUD (15200 Mauriac)</p>	<p>Montant initial : maximum : 275 000 € HT/an</p> <p>Montant après avenant : maximum : 316 250 € HT/an</p>	<p>Modification du montant maximum annuel.</p>
<p>RD982 - Commune de Saint Rémy - Reconstruction de la Buse de Mirambel</p> <p>Marché ordinaire</p> <p>Avenant n°1</p> <p>Marché 2021/32</p>	<p>Groupement : RMCL (15240 Vebret) SEGEN (36400 La Chatre)</p>	<p>Montant initial : 345 953,00 € HT</p> <p>Montant après avenant : 354 415,00 €</p>	<p>Augmentation du montant du marché et modification de la répartition entre le mandataire et le cotraitant.</p>

Délégation d'attribution du CD19 au Président
- n° 18 - MARCHES

MARCHE/TYPE <i>Renseigner le lot le cas échéant</i>	TITULAIRE(S)	MONTANT HT	DUREE
Entretien des dépendances vertes du domaine public routier départemental - Fauchage débroussaillage Accord-cadre à bons de commande Avenant n°2 Marché 2018/40 Lot n°1 : Brive secteur d'Uzerche	Dupuy Geoffray (87500 Saint Yriex la Perche)	Sans minimum ni maximum Montants après avenant inchangés	Ajout de deux prix nouveaux au bordereau des prix unitaires.
Entretien des dépendances vertes du domaine public routier départemental - Fauchage débroussaillage Accord-cadre à bons de commande Avenant n°2 Marché 2018/42 Lot n°3 : Brive secteur de Noailles	Dupuy Geoffray (87500 Saint Yriex la Perche)	Sans minimum ni maximum Montants après avenant inchangés	Ajout de deux prix nouveaux au bordereau des prix unitaires.

Délégation d'attribution du CD19 au Président
- n° 20 - FONDS SOLIDARITE LOGEMENT -

DATE DE LA COMMISSION	NOM	ADRESSE	NATURE DE L'AIDE	DECISION	MONTANT DE L'AIDE ATTRIBUEE
BRIVE 04/01/2022	AL MARHZA	MALEMORT	Aide aux impayés d'électricité	Refusée	0,00 €
BRIVE 04/01/2022	HUBERT	MEYSSAC	Subvention loyer FSL	Accordée	291,66 €
BRIVE 04/01/2022	HUBERT	MEYSSAC	Subvention charges locatives	Accordée	30,03 €
BRIVE 04/01/2022	CHANCEL	BEAULIEU SUR DORDOGNE	Partie du 1er mois de loyer	Accordée	209,76 €
BRIVE 04/01/2022	BOUHALI	BRIVE LA GAILLARDE	Partie du dépôt de garantie	Accordée	278,22 €
BRIVE 04/01/2022	MOUSSAHAZIRI	BRIVE LA GAILLARDE	Partie du dépôt de garantie	Accordée	521,86 €
BRIVE 04/01/2022	KLEIN	BRIVE LA GAILLARDE	Partie du 1er mois de loyer	Accordée	301,64 €
BRIVE 04/01/2022	MARTELLI	BRIVE LA GAILLARDE	Partie du dépôt de garantie	Accordée	280,00 €
BRIVE 04/01/2022	KLEIN	BRIVE LA GAILLARDE	Partie du dépôt de garantie	Accordée	333,60 €
BRIVE 04/01/2022	ASSANI	BRIVE LA GAILLARDE	Partie du dépôt de garantie	Accordée	310,08 €
BRIVE 04/01/2022	FONTAINE	BRIVE LA GAILLARDE	Aide aux impayés de gaz	Refusée	0,00 €
BRIVE 04/01/2022	MARTELLI	BRIVE LA GAILLARDE	Partie du 1er mois de loyer	Accordée	280,00 €
BRIVE 04/01/2022	MOURTAZIK	SAINT PANTALEON DE LARCHE	Eau	Accordée	400,00 €
BRIVE 04/01/2022	SERNA	DONZENAC	Subvention loyer FSL	Accordée	500,00 €
BRIVE 04/01/2022	GUY	BRIVE LA GAILLARDE	Aide aux impayés de gaz	Accordée	300,00 €
BRIVE 04/01/2022	BOUHALI	BRIVE LA GAILLARDE	Achat mobilier de 1ère nécessité	Accordée	200,00 €
BRIVE 04/01/2022	CHEURE	SAINTE FEREOLE	Eau	Accordée	150,00 €
BRIVE 04/01/2022	ESPINASSE	BRIVE LA GAILLARDE	Aide aux impayés de gaz	Accordée	675,72 €
BRIVE 04/01/2022	CHAGNON	SAINT HILAIRE PEYROUX	Aide aux impayés de fioul	Accordée	700,00 €
BRIVE 04/01/2022	MAHOUACHI	BRIVE LA GAILLARDE	Subvention charges locatives	Accordée	388,78 €
BRIVE 04/01/2022	RAYNAL	MALEMORT	Aide aux impayés d'électricité	Refusée	0,00 €
BRIVE 04/01/2022	RELA	BEYNAT	Subvention loyer FSL	Accordée	340,00 €
BRIVE 04/01/2022	CHANCEL	BEAULIEU SUR DORDOGNE	Partie du dépôt de garantie	Accordée	393,30 €
BRIVE 04/01/2022	PELTIER	USSAC	Aide aux impayés de gaz	Accordée	300,00 €
BRIVE 04/01/2022	DOUIDI	BRIVE LA GAILLARDE	Aide aux impayés de gaz	Accordée	200,00 €
BRIVE 04/01/2022	BOUHALI	BRIVE LA GAILLARDE	Partie du 1er mois de loyer	Refusée	0,00 €
TULLE 04/01/2022	LAVILLE	UZERCHE	Aide aux impayés d'électricité	Accordée	541,57 €
TULLE 04/01/2022	GARREL	ALBUSSAC	Aide aux impayés d'électricité	Accordée	652,96 €

Délégation d'attribution du CD19 au Président
- n° 20 - FONDS SOLIDARITE LOGEMENT -

DATE DE LA COMMISSION	NOM	ADRESSE	NATURE DE L'AIDE	DECISION	MONTANT DE L'AIDE ATTRIBUEE
TULLE 04/01/2022	SELLE	EGLETONS	Accompagnement social individuel	Accordée	1 200,00 €
TULLE 04/01/2022	ABDOU HOUMADI	SAINT PRIEST DE GIMEL	Subvention loyer FSL	Accordée	296,00 €
TULLE 04/01/2022	BARRAT	EGLETONS	Subvention charges locatives	Accordée	29,82 €
TULLE 04/01/2022	GIET	ESPAGNAC	Subvention charges locatives	Accordée	36,34 €
TULLE 04/01/2022	BENONI	ARGENTAT SUR DORDOGNE	Aide aux impayés de fioul	Refusée	0,00 €
TULLE 04/01/2022	DHIEUX	LUBERSAC	Partie du dépôt de garantie	Accordée	207,18 €
TULLE 04/01/2022	GOMES	TULLE	Partie du dépôt de garantie	Accordée	168,00 €
TULLE 04/01/2022	GOMES	TULLE	Partie du 1er mois de loyer	Accordée	168,00 €
TULLE 04/01/2022	SELLE	EGLETONS	Partie du dépôt de garantie	Accordée	181,40 €
TULLE 04/01/2022	SELLE	EGLETONS	Partie du 1er mois de loyer	Accordée	87,77 €
TULLE 04/01/2022	SOLEILHAVOUP	LE LONZAC	Accompagnement social individuel	Accordée	1 200,00 €
TULLE 04/01/2022	BARRAT	EGLETONS	Subvention loyer FSL	Accordée	133,17 €
TULLE 04/01/2022	DE COCK	BASSIGNAC LE BAS	Aide aux impayés de bois	Accordée	500,50 €
TULLE 04/01/2022	GIET	ESPAGNAC	Subvention loyer FSL	Accordée	253,32 €
TULLE 04/01/2022	ABDOU HOUMADI	SAINT PRIEST DE GIMEL	Subvention d'ordures ménagères	Accordée	60,00 €
TULLE 04/01/2022	DUARTE	TULLE	Achat mobilier de 1ère nécessité	Accordée	200,00 €
TULLE 04/01/2022	DHIEUX	LUBERSAC	Partie du 1er mois de loyer	Accordée	144,90 €
TULLE 04/01/2022	DUARTE	TULLE	Partie du 1er mois de loyer	Accordée	292,00 €
USSEL 04/01/2022	LESAGE DE LA HAYE	LAMAZIERE BASSE	Subvention d'ordures ménagères	Refusée	0,00 €
USSEL 04/01/2022	LESAGE DE LA HAYE	LAMAZIERE BASSE	Aide aux impayés d'électricité	Refusée	0,00 €
USSEL 04/01/2022	RIGAUD	LAMAZIERE BASSE	Eau	Accordée	400,00 €
USSEL 04/01/2022	LESAGE DE LA HAYE	LAMAZIERE BASSE	Subvention loyer FSL	Refusée	0,00 €
USSEL 04/01/2022	BRENOT	USSEL	Aide aux impayés de gaz	Accordée	700,00 €

Délégation d'attribution du CD19 au Président
- n° 20 - FONDS SOLIDARITE LOGEMENT -

DATE DE LA COMMISSION	NOM	ADRESSE	NATURE DE L'AIDE	DECISION	MONTANT DE L'AIDE ATTRIBUEE
USSEL 04/01/2022	SAGAR	BORT LES ORGUES	Subvention charges locatives	Accordée	20,00 €
USSEL 04/01/2022	SAUVIAT	USSEL	Achat mobilier de 1ère nécessité	Accordée	200,00 €
USSEL 04/01/2022	FERRARI	MERLINES	Eau	Accordée	400,00 €
USSEL 04/01/2022	REGUIBI	MEYMAC	Accompagnement social individuel	Accordée	1 200,00 €
USSEL 04/01/2022	LESAGE DE LA HAYE	LAMAZIERE BASSE	Eau	Accordée	309,49 €
USSEL 04/01/2022	SAGAR	BORT LES ORGUES	Subvention loyer FSL	Accordée	281,00 €
USSEL 04/01/2022	LEMOINE	BORT LES ORGUES	Accompagnement social individuel	Accordée	1 200,00 €
BRIVE 11/01/2022	DIAS	BRIVE LA GAILLARDE	Subvention d'ordures ménagères	Accordée	60,00 €
BRIVE 11/01/2022	MESLI	BRIVE LA GAILLARDE	Subvention loyer FSL	Sans Objet	0,00 €
BRIVE 11/01/2022	GEMARIN	CHABRIGNAC	Aide aux impayés de fioul	Accordée	700,00 €
BRIVE 11/01/2022	HAMANI	BRIVE LA GAILLARDE	Subvention charges locatives	Accordée	40,00 €
BRIVE 11/01/2022	MOUDNIB	BRIVE LA GAILLARDE	Eau	Accordée	400,00 €
BRIVE 11/01/2022	HAMANI	BRIVE LA GAILLARDE	Subvention loyer FSL	Accordée	468,52 €
BRIVE 11/01/2022	DIAS	BRIVE LA GAILLARDE	Eau	Accordée	96,00 €
BRIVE 11/01/2022	SZLAPAK	ARNAC POMPADOUR	Subvention loyer FSL	Accordée	458,00 €
BRIVE 11/01/2022	LEYSSENE	CHENAILLER MASCHEIX	Achat mobilier de 1ère nécessité	Accordée	200,00 €
BRIVE 11/01/2022	BATTUT	SAINT HILAIRE PEYROUX	Eau	Ajournée	0,00 €
BRIVE 11/01/2022	DERDOUCHE	BRIVE LA GAILLARDE	Eau	Accordée	400,00 €
BRIVE 11/01/2022	LEYSSENE	CHENAILLER MASCHEIX	Partie du dépôt de garantie	Accordée	251,20 €
BRIVE 11/01/2022	LEYSSENE	CHENAILLER MASCHEIX	Partie du 1er mois de loyer	Accordée	251,20 €
BRIVE 11/01/2022	TAZIBT	BRIVE LA GAILLARDE	Achat mobilier de 1ère nécessité	Accordée	200,00 €
BRIVE 11/01/2022	HAMANI	BRIVE LA GAILLARDE	Aide aux impayés d'électricité	Accordée	570,70 €
BRIVE 11/01/2022	BOUCHERIE	BRIVE LA GAILLARDE	Partie du dépôt de garantie	Accordée	204,00 €
BRIVE 11/01/2022	RABHI	BRIVE LA GAILLARDE	Subvention charges locatives	Refusée	0,00 €
BRIVE 11/01/2022	SZLAPAK	ARNAC POMPADOUR	Subvention charges locatives	Accordée	44,64 €
BRIVE 11/01/2022	BOUCHERIE	BRIVE LA GAILLARDE	Partie du 1er mois de loyer	Accordée	157,82 €
BRIVE 11/01/2022	BOUCHAREL	JUILLAC	Aide aux impayés d'électricité	Accordée	900,00 €

Délégation d'attribution du CD19 au Président
- n° 20 - FONDS SOLIDARITE LOGEMENT -

DATE DE LA COMMISSION	NOM	ADRESSE	NATURE DE L'AIDE	DECISION	MONTANT DE L'AIDE ATTRIBUEE
BRIVE 11/01/2022	RABHI	BRIVE LA GAILLARDE	Subvention loyer FSL	Refusée	0,00 €
BRIVE 11/01/2022	HAMARD	BRIVE LA GAILLARDE	Partie du dépôt de garantie	Accordée	200,00 €
BRIVE 11/01/2022	MESLI	BRIVE LA GAILLARDE	Subvention charges locatives	Sans Objet	0,00 €
BRIVE 11/01/2022	DE BRUYNE	BRIVE LA GAILLARDE	Partie du 1er mois de loyer	Accordée	234,69 €
BRIVE 11/01/2022	MUNOZ	BRIVE LA GAILLARDE	Partie du dépôt de garantie	Accordée	336,00 €
BRIVE 11/01/2022	DE BRUYNE	BRIVE LA GAILLARDE	Partie du dépôt de garantie	Accordée	234,69 €
BRIVE 11/01/2022	CHEVILLET	BRIVE LA GAILLARDE	Partie du dépôt de garantie	Accordée	264,96 €
BRIVE 11/01/2022	PRODEL	BRIVE LA GAILLARDE	Accompagnement social individuel	Accordée	800,00 €
BRIVE 11/01/2022	AKSU	BRIVE LA GAILLARDE	Subvention charges locatives	Accordée	268,60 €
BRIVE 11/01/2022	LOUBIGNAC	ALLASSAC	Partie du dépôt de garantie	Accordée	440,00 €
BRIVE 11/01/2022	LEROUX	BRIVE LA GAILLARDE	Aide aux impayés de gaz	Sans Objet	0,00 €
BRIVE 11/01/2022	CAMALET	BRIVE LA GAILLARDE	Eau	Accordée	400,00 €
TULLE 11/01/2022	HERMELINE	TULLE	Subvention charges locatives	Accordée	131,29 €
TULLE 11/01/2022	MESTRE	SEILHAC	Aide aux impayés d'électricité	Accordée	700,00 €
TULLE 11/01/2022	TROGNON	NAVES	Subvention loyer FSL	Accordée	360,00 €
TULLE 11/01/2022	AHMED ABDELRAOUF GASIM	TULLE	Partie du dépôt de garantie	Accordée	336,83 €
TULLE 11/01/2022	GHOMARINE	EGLETONS	Partie du dépôt de garantie	Accordée	284,00 €
TULLE 11/01/2022	LABECOT	UZERCHE	Partie du dépôt de garantie	Accordée	341,45 €
TULLE 11/01/2022	DRABLA	UZERCHE	Achat mobilier de 1ère nécessité	Accordée	200,00 €
TULLE 11/01/2022	MENDES	SEILHAC	Aide aux impayés d'électricité	Accordée	700,00 €
TULLE 11/01/2022	ELBAZ	TULLE	Partie du 1er mois de loyer	Accordée	152,53 €
TULLE 11/01/2022	GRATADOUR	EYREIN	Aide aux impayés d'électricité	Accordée	500,00 €
TULLE 11/01/2022	ALCARAZ	EGLETONS	Partie du dépôt de garantie	Accordée	195,94 €
TULLE 11/01/2022	DRABLA	UZERCHE	Partie du dépôt de garantie	Accordée	236,40 €
TULLE 11/01/2022	BRUNO	SAINT MARTIAL DE GIMEL	Partie du dépôt de garantie	Accordée	304,80 €
TULLE 11/01/2022	ELBAZ	TULLE	Frais d'agence	Accordée	160,00 €

Délégation d'attribution du CD19 au Président
- n° 20 - FONDS SOLIDARITE LOGEMENT -

DATE DE LA COMMISSION	NOM	ADRESSE	NATURE DE L'AIDE	DECISION	MONTANT DE L'AIDE ATTRIBUEE
TULLE 11/01/2022	AHMED ABDELRAOUF GASIM	TULLE	Accompagnement social individuel	Accordée	1 200,00 €
TULLE 11/01/2022	RASOLI	TULLE	Subvention charges locatives	Accordée	320,00 €
TULLE 11/01/2022	LABECOT	UZERCHE	Partie du 1er mois de loyer	Accordée	170,64 €
TULLE 11/01/2022	HERMELINE	TULLE	Eau	Accordée	400,00 €
TULLE 11/01/2022	GUYET	VITRAC SUR MONTANE	Aide aux impayés d'électricité	Accordée	200,00 €
TULLE 11/01/2022	TROGNON	NAVES	Aide à l'entretien du système de chauffage individ	Accordée	90,26 €
TULLE 11/01/2022	RASOLI	TULLE	Subvention loyer FSL	Accordée	700,00 €
TULLE 11/01/2022	ELBAZ	TULLE	Partie du dépôt de garantie	Refusée	0,00 €
TULLE 11/01/2022	AHMED ABDELRAOUF GASIM	TULLE	Achat mobilier de 1ère nécessité	Accordée	200,00 €
TULLE 11/01/2022	GRATADOUR	EYREIN	Eau	Accordée	211,79 €
TULLE 11/01/2022	MIGNARD	SARRAN	Aide aux impayés d'électricité	Refusée	0,00 €
USSEL 11/01/2022	ARNAUD	USSEL	Frais d'agence	Accordée	160,00 €
USSEL 11/01/2022	BLANC	BORT LES ORGUES	Partie du 1er mois de loyer	Accordée	105,60 €
USSEL 11/01/2022	BLANC	BORT LES ORGUES	Partie du dépôt de garantie	Accordée	264,00 €
USSEL 11/01/2022	MALAKI MOHAMADI	USSEL	Accompagnement social individuel	Accordée	1 200,00 €
USSEL 11/01/2022	ASERMOUH	USSEL	Partie du dépôt de garantie	Accordée	364,00 €
USSEL 11/01/2022	ARNAUD	USSEL	Partie du dépôt de garantie	Accordée	236,00 €
USSEL 11/01/2022	VENTADOUR	USSEL	Partie du dépôt de garantie	Accordée	315,63 €
USSEL 11/01/2022	ASERMOUH	USSEL	Partie du 1er mois de loyer	Accordée	199,61 €
USSEL 11/01/2022	HEUMO	USSEL	Eau	Accordée	175,94 €
USSEL 11/01/2022	ARNAUD	USSEL	Partie du 1er mois de loyer	Refusée	0,00 €
BRIVE 18/01/2022	NOBLE	JUILLAC	Aide aux impayés d'électricité	Accordée	700,00 €

Délégation d'attribution du CD19 au Président
- n° 20 - FONDS SOLIDARITE LOGEMENT -

DATE DE LA COMMISSION	NOM	ADRESSE	NATURE DE L'AIDE	DECISION	MONTANT DE L'AIDE ATTRIBUEE
BRIVE 18/01/2022	DE SAN JUAN	COSNAC	Partie du 1er mois de loyer	Refusée	0,00 €
BRIVE 18/01/2022	DEMAISON	OBJAT	Aide aux impayés d'électricité	Accordée	113,00 €
BRIVE 18/01/2022	GARDARIN	BRIVE LA GAILLARDE	Subvention charges locatives	Refusée	0,00 €
BRIVE 18/01/2022	ROPITAL	SAINT PANTALEON DE LARCHE	Partie du 1er mois de loyer	Accordée	191,18 €
BRIVE 18/01/2022	BOURZAT	ALLASSAC	Aide aux impayés d'électricité	Accordée	700,00 €
BRIVE 18/01/2022	EMMA	BRIVE LA GAILLARDE	Subvention loyer FSL	Accordée	489,99 €
BRIVE 18/01/2022	DE SAN JUAN	COSNAC	Partie du dépôt de garantie	Refusée	0,00 €
BRIVE 18/01/2022	ADAM GASIM	BRIVE LA GAILLARDE	Partie du dépôt de garantie	Accordée	183,20 €
BRIVE 18/01/2022	MENANT	OBJAT	Aide aux impayés de gaz	Accordée	356,18 €
BRIVE 18/01/2022	ADAM GASIM	BRIVE LA GAILLARDE	Partie du 1er mois de loyer	Accordée	54,90 €
BRIVE 18/01/2022	HAKKAOUI	BRIVE LA GAILLARDE	Eau	Accordée	400,00 €
BRIVE 18/01/2022	RINGAL	OBJAT	Aide aux impayés de gaz	Sans Objet	0,00 €
BRIVE 18/01/2022	MARRACHO	BRIVE LA GAILLARDE	Subvention loyer FSL	Refusée	0,00 €
BRIVE 18/01/2022	POMMEPUY	JUILLAC	Aide aux impayés d'électricité	Accordée	249,47 €
BRIVE 18/01/2022	GARDARIN	BRIVE LA GAILLARDE	Subvention loyer FSL	Refusée	0,00 €
BRIVE 18/01/2022	LOUZEIRO MATEUS	SAINT SORNIN LAVOLPS	Partie du dépôt de garantie	Accordée	480,00 €
BRIVE 18/01/2022	NISSOU	BRIVE LA GAILLARDE	Aide aux impayés de gaz	Accordée	700,00 €
BRIVE 18/01/2022	BELKHIRI	BRIVE LA GAILLARDE	Aide au déménagement	Accordée	400,00 €
BRIVE 18/01/2022	MARRACHO	BRIVE LA GAILLARDE	Aide aux impayés d'électricité	Accordée	611,22 €
BRIVE 18/01/2022	ELISABETH	BRIVE LA GAILLARDE	Partie du dépôt de garantie	Accordée	272,00 €
BRIVE 18/01/2022	VIOSANGE	BRIVE LA GAILLARDE	Aide aux impayés de gaz	Refusée	0,00 €
BRIVE 18/01/2022	EMMA	BRIVE LA GAILLARDE	Subvention charges locatives	Accordée	210,00 €
BRIVE 18/01/2022	POMMEPUY	JUILLAC	Subvention charges locatives	Accordée	104,79 €
BRIVE 18/01/2022	ROPITAL	SAINT PANTALEON DE LARCHE	Achat mobilier de 1ère nécessité	Refusée	0,00 €
BRIVE 18/01/2022	CHARBONNEL	LUBERSAC	Aide aux impayés d'électricité	Accordée	314,00 €
BRIVE 18/01/2022	POMMEPUY	JUILLAC	Subvention loyer FSL	Accordée	573,19 €
BRIVE 18/01/2022	TOURE	BRIVE LA GAILLARDE	Partie du dépôt de garantie	Accordée	300,77 €

Délégation d'attribution du CD19 au Président
- n° 20 - FONDS SOLIDARITE LOGEMENT -

DATE DE LA COMMISSION	NOM	ADRESSE	NATURE DE L'AIDE	DECISION	MONTANT DE L'AIDE ATTRIBUEE
BRIVE 18/01/2022	ROPITAL	SAINT PANTALEON DE LANCHE	Partie du dépôt de garantie	Accordée	204,84 €
BRIVE 18/01/2022	ESPIE	JUILLAC	Aide aux impayés de fioul	Accordée	700,00 €
BRIVE 18/01/2022	LOUZEIRO MATEUS	SAINT SORNIN LAVOLPS	Frais d'agence	Accordée	160,00 €
BRIVE 18/01/2022	MARRACHO	BRIVE LA GAILLARDE	Subvention charges locatives	Refusée	0,00 €
TULLE 18/01/2022	DELMAS	ARGENTAT SUR DORDOGNE	Partie du dépôt de garantie	Accordée	204,80 €
TULLE 18/01/2022	VALLECILLO	EGLETONS	Aide aux impayés d'électricité	Accordée	700,00 €
TULLE 18/01/2022	BERNARD	EGLETONS	Partie du dépôt de garantie	Accordée	520,00 €
TULLE 18/01/2022	PULVAL DADY	TULLE	Subvention charges locatives	Accordée	107,46 €
TULLE 18/01/2022	GENCOL	EGLETONS	Subvention d'ordures ménagères	Accordée	60,00 €
TULLE 18/01/2022	FREJAVILLE	TULLE	Partie du dépôt de garantie	Accordée	240,00 €
TULLE 18/01/2022	FREJAVILLE	TULLE	Aide au déménagement	Accordée	400,00 €
TULLE 18/01/2022	FERREIRA	TULLE	Partie du 1er mois de loyer	Accordée	256,00 €
TULLE 18/01/2022	CHIEZE	SAINT PRIEST DE GIMEL	Aide aux impayés d'électricité	Accordée	179,00 €
TULLE 18/01/2022	PULVAL DADY	TULLE	Subvention d'ordures ménagères	Refusée	0,00 €
TULLE 18/01/2022	FORMISYN	LE LONZAC	Aide aux impayés de bois	Accordée	400,00 €
TULLE 18/01/2022	PULVAL DADY	TULLE	Subvention loyer FSL	Accordée	41,44 €
TULLE 18/01/2022	CHIEZE	SAINT PRIEST DE GIMEL	Subvention loyer FSL	Accordée	236,28 €
TULLE 18/01/2022	DA SILVA	TULLE	Partie du dépôt de garantie	Accordée	240,00 €
TULLE 18/01/2022	BEUTIN	LA ROCHE CANILLAC	Aide aux impayés de fioul	Accordée	700,00 €
TULLE 18/01/2022	FADOUL ADAM	TULLE	Achat mobilier de 1ère nécessité	Accordée	200,00 €
TULLE 18/01/2022	DEBA	TULLE	Partie du dépôt de garantie	Accordée	360,00 €
TULLE 18/01/2022	FREJAVILLE	TULLE	Achat mobilier de 1ère nécessité	Accordée	200,00 €
TULLE 18/01/2022	CHIEZE	SAINT PRIEST DE GIMEL	Subvention charges locatives	Accordée	201,00 €
TULLE 18/01/2022	BENONI	TULLE	Partie du dépôt de garantie	Accordée	213,48 €
TULLE 18/01/2022	DELMAS	ARGENTAT SUR DORDOGNE	Partie du 1er mois de loyer	Accordée	66,06 €
TULLE 18/01/2022	PULVAL DADY	TULLE	Eau	Accordée	400,00 €
USSEL 18/01/2022	MIALOU	BORT LES ORGUES	Aide aux impayés de bois	Accordée	450,00 €

Délégation d'attribution du CD19 au Président
- n° 20 - FONDS SOLIDARITE LOGEMENT -

DATE DE LA COMMISSION	NOM	ADRESSE	NATURE DE L'AIDE	DECISION	MONTANT DE L'AIDE ATTRIBUEE
USSEL 18/01/2022	COUSIN	MERLINES	Aide aux impayés de bois	Accordée	700,00 €
USSEL 18/01/2022	OU ITTOBANE	USSEL	Partie du dépôt de garantie	Accordée	232,00 €
USSEL 18/01/2022	OU ITTOBANE	USSEL	Partie du 1er mois de loyer	Refusée	0,00 €
USSEL 18/01/2022	LEKKAM	USSEL	Eau	Accordée	190,00 €
USSEL 18/01/2022	MEFTAH	USSEL	Aide aux impayés de granulés de bois	Accordée	300,00 €
USSEL 18/01/2022	RICHOT	NEUVIC	Accompagnement social individuel	Accordée	1 200,00 €
USSEL 18/01/2022	POUGET	SAINT PANTALEON DE LAPLEAU	Eau	Accordée	100,00 €
USSEL 18/01/2022	RODRIGUEZ	USSEL	Partie du dépôt de garantie	Ajournée	0,00 €
USSEL 18/01/2022	RODRIGUEZ	USSEL	Partie du 1er mois de loyer	Ajournée	0,00 €
USSEL 18/01/2022	DELIT	USSEL	Aide aux impayés d'électricité	Refusée	0,00 €
USSEL 18/01/2022	MOREIRA DA SILVA	USSEL	Eau	Accordée	277,43 €
USSEL 18/01/2022	SCICCHITANO	USSEL	Aide aux impayés d'électricité	Accordée	500,00 €
BRIVE 25/01/2022	BOURGEOIS	ARNAC POMPADOUR	Partie du dépôt de garantie	Refusée	0,00 €
BRIVE 25/01/2022	ROPARS	BRIVE LA GAILLARDE	Aide aux impayés de gaz	Accordée	700,00 €
BRIVE 25/01/2022	ELOUAFI	BRIVE LA GAILLARDE	Subvention charges locatives	Accordée	524,84 €
BRIVE 25/01/2022	FAYE	BRIVE LA GAILLARDE	Achat mobilier de 1ère nécessité	Accordée	200,00 €
BRIVE 25/01/2022	HOUADJ	BRIVE LA GAILLARDE	Achat mobilier de 1ère nécessité	Accordée	200,00 €
BRIVE 25/01/2022	ELOUAFI	BRIVE LA GAILLARDE	Eau	Accordée	396,00 €
BRIVE 25/01/2022	PRADALET	BRIVE LA GAILLARDE	Aide à l'entretien du système de chauffage individ	Accordée	100,00 €
BRIVE 25/01/2022	HAROUNA	SAINT SORNIN LAVOLPS	Partie du dépôt de garantie	Accordée	283,35 €
BRIVE 25/01/2022	FAYE	BRIVE LA GAILLARDE	Partie du 1er mois de loyer	Accordée	307,80 €
BRIVE 25/01/2022	BACHA	BRIVE LA GAILLARDE	Partie du 1er mois de loyer	Accordée	19,33 €
BRIVE 25/01/2022	ERAZMUS	JUILLAC	Assurance locative	Refusée	0,00 €
BRIVE 25/01/2022	JOHNSTON	CHABRIGNAC	Aide aux impayés de bois	Accordée	450,00 €
BRIVE 25/01/2022	KADIAKHE	BRIVE LA GAILLARDE	Partie du dépôt de garantie	Accordée	258,85 €
BRIVE 25/01/2022	KADIAKHE	BRIVE LA GAILLARDE	Achat mobilier de 1ère nécessité	Accordée	200,00 €

Délégation d'attribution du CD19 au Président
- n° 20 - FONDS SOLIDARITE LOGEMENT -

DATE DE LA COMMISSION	NOM	ADRESSE	NATURE DE L'AIDE	DECISION	MONTANT DE L'AIDE ATTRIBUEE
BRIVE 25/01/2022	JOHNSTON	CHABRIGNAC	Eau	Accordée	136,86 €
BRIVE 25/01/2022	ERAZMUS	JUILLAC	Aide aux impayés d'électricité	Refusée	0,00 €
BRIVE 25/01/2022	ELOUAFI	BRIVE LA GAILLARDE	Subvention d'ordures ménagères	Accordée	60,00 €
BRIVE 25/01/2022	PENAUD	OBJAT	Partie du dépôt de garantie	Accordée	272,00 €
BRIVE 25/01/2022	PRADALET	BRIVE LA GAILLARDE	Aide aux impayés de fioul	Accordée	700,00 €
BRIVE 25/01/2022	FALL	BRIVE LA GAILLARDE	Aide aux impayés de fioul	Accordée	500,00 €
BRIVE 25/01/2022	COUSSANTIER	BRIVE LA GAILLARDE	Subvention charges locatives	Accordée	500,00 €
BRIVE 25/01/2022	KADIAKHE	BRIVE LA GAILLARDE	Partie du 1er mois de loyer	Accordée	33,40 €
BRIVE 25/01/2022	HOUADJ	BRIVE LA GAILLARDE	Partie du dépôt de garantie	Accordée	241,72 €
BRIVE 25/01/2022	BONNAFOUS	BRIVE LA GAILLARDE	Subvention charges locatives	Accordée	500,00 €
BRIVE 25/01/2022	BACHA	BRIVE LA GAILLARDE	Achat mobilier de 1ère nécessité	Accordée	135,00 €
BRIVE 25/01/2022	FAYE	BRIVE LA GAILLARDE	Partie du dépôt de garantie	Accordée	318,06 €
BRIVE 25/01/2022	EL ASRI	MALEMORT	Aide aux impayés de gaz	Accordée	500,00 €
BRIVE 25/01/2022	HOUADJ	BRIVE LA GAILLARDE	Partie du 1er mois de loyer	Accordée	77,97 €
BRIVE 25/01/2022	BACHA	BRIVE LA GAILLARDE	Partie du dépôt de garantie	Accordée	290,08 €
TULLE 25/01/2022	COLETTE	TULLE	Partie du dépôt de garantie	Accordée	225,98 €
TULLE 25/01/2022	TAURISSON	LAGUENNE	Partie du 1er mois de loyer	Accordée	75,93 €
TULLE 25/01/2022	BAUR	SAINT PRIEST DE GIMEL	Aide aux impayés d'électricité	Accordée	494,54 €
TULLE 25/01/2022	FRAYSSE	SAINT MARTIN LA MEANNE	Aide aux impayés d'électricité	Accordée	300,00 €
TULLE 25/01/2022	SAINTE CLAIRE	CORREZE	Partie du dépôt de garantie	Refusée	0,00 €
TULLE 25/01/2022	COLETTE	TULLE	Partie du 1er mois de loyer	Accordée	138,51 €
TULLE 25/01/2022	MADEIRA	TULLE	Subvention d'ordures ménagères	Accordée	60,00 €
TULLE 25/01/2022	GUINET DOMAIN	LAPLEAU	Aide aux impayés de granulés de bois	Accordée	600,00 €
TULLE 25/01/2022	CURTO	TULLE	Subvention charges locatives	Accordée	118,44 €
TULLE 25/01/2022	OUAZABA	TULLE	Eau	Accordée	400,00 €
TULLE 25/01/2022	WITTEBROOD	SAINT PRIVAT	Aide aux impayés d'électricité	Accordée	105,41 €
TULLE 25/01/2022	JUILLE	SAINT SALVADOUR	Aide aux impayés d'électricité	Accordée	700,00 €
TULLE 25/01/2022	RIGUET	SEILHAC	Partie du dépôt de garantie	Ajournée	0,00 €

Délégation d'attribution du CD19 au Président
- n° 20 - FONDS SOLIDARITE LOGEMENT -

DATE DE LA COMMISSION	NOM	ADRESSE	NATURE DE L'AIDE	DECISION	MONTANT DE L'AIDE ATTRIBUEE
TULLE 25/01/2022	JUILLE	SAINT SALVADOUR	Eau	Accordée	77,16 €
TULLE 25/01/2022	RIGUET	SEILHAC	Partie du 1er mois de loyer	Ajournée	0,00 €
TULLE 25/01/2022	MADEIRA	TULLE	Eau	Accordée	139,20 €
TULLE 25/01/2022	BUREAU	LAGRAULIERE	Aide aux impayés d'électricité	Accordée	570,24 €
TULLE 25/01/2022	MEYRIGNAC	VITRAC SUR MONTANE	Aide aux impayés d'électricité	Accordée	229,98 €
TULLE 25/01/2022	TAURISSON	LAGUENNE	Partie du dépôt de garantie	Accordée	261,56 €
TULLE 25/01/2022	LUCAS	SAINT PRIVAT	Aide aux impayés de fioul	Accordée	700,00 €
TULLE 25/01/2022	GOKTAS	TULLE	Eau	Accordée	300,00 €
TULLE 25/01/2022	THEILLETZ	UZERCHE	Subvention loyer FSL	Refusée	0,00 €
TULLE 25/01/2022	CURTO	TULLE	Subvention loyer FSL	Accordée	49,53 €
TULLE 25/01/2022	FAVRE	TULLE	Partie du dépôt de garantie	Accordée	396,00 €
USSEL 25/01/2022	VIOSANGES	USSEL	Partie du dépôt de garantie	Accordée	296,00 €
USSEL 25/01/2022	DELION	USSEL	Eau	Refusée	0,00 €
USSEL 25/01/2022	LORMIER	SOURSAC	Aide aux impayés d'électricité	Refusée	0,00 €
USSEL 25/01/2022	ZAQUI	USSEL	Partie du dépôt de garantie	Accordée	232,00 €
USSEL 25/01/2022	LABRACHERIE	BUGEAT	Subvention charges locatives	Accordée	100,00 €
USSEL 25/01/2022	VIOSANGES	USSEL	Partie du 1er mois de loyer	Accordée	219,61 €
USSEL 25/01/2022	RODRIGUES	USSEL	Eau	Accordée	200,00 €
USSEL 25/01/2022	BOUARD	NEUVIC	Eau	Accordée	338,02 €
USSEL 25/01/2022	LABRACHERIE	BUGEAT	Subvention loyer FSL	Accordée	200,00 €
USSEL 25/01/2022	JEAN	MEYMAC	Eau	Accordée	95,75 €
USSEL 25/01/2022	ZAQUI	USSEL	Frais d'agence	Accordée	160,00 €
USSEL 25/01/2022	BARON	SAINT ANGEL	Subvention charges locatives	Refusée	0,00 €
USSEL 25/01/2022	GLORON	MAUSSAC	Eau	Accordée	200,91 €
USSEL 25/01/2022	GLORON	MAUSSAC	Aide aux impayés d'électricité	Accordée	261,38 €
USSEL 25/01/2022	RODRIGUEZ LOPEZ	USSEL	Partie du 1er mois de loyer	Accordée	170,06 €
USSEL 25/01/2022	BARON	SAINT ANGEL	Subvention loyer FSL	Refusée	0,00 €

Délégation d'attribution du CD19 au Président
- n° 20 - FONDS SOLIDARITE LOGEMENT -

DATE DE LA COMMISSION	NOM	ADRESSE	NATURE DE L'AIDE	DECISION	MONTANT DE L'AIDE ATTRIBUEE
USSEL 25/01/2022	RODRIGUEZ LOPEZ	USSEL	Partie du dépôt de garantie	Accordée	231,96 €
USSEL 25/01/2022	BACHIRI	USSEL	Eau	Accordée	163,02 €
BRIVE 01/02/2022	PUYJALON	BRIVE LA GAILLARDE	Aide aux impayés d'électricité	Accordée	293,47 €
BRIVE 01/02/2022	HEITZMANN	MALEMORT	Frais d'agence	Refusée	160,00 €
BRIVE 01/02/2022	BOCQ	SAINT BONNET L'ENFANTIER	Eau	Refusée	300,00 €
BRIVE 01/02/2022	DOS SANTOS	BRIVE LA GAILLARDE	Partie du dépôt de garantie	Accordée	540,00 €
BRIVE 01/02/2022	BESSOUYAH	BRIVE LA GAILLARDE	Aide aux impayés de gaz	Accordée	600,00 €
BRIVE 01/02/2022	MOLINA GILLIOCQ	BEAULIEU SUR DORDOGNE	Partie du 1er mois de loyer	Accordée	184,25 €
BRIVE 01/02/2022	MOLINA GILLIOCQ	BEAULIEU SUR DORDOGNE	Partie du dépôt de garantie	Accordée	336,80 €
BRIVE 01/02/2022	VEYSSIERES	OBJAT	Aide aux impayés d'électricité	Accordée	700,00 €
BRIVE 01/02/2022	FRAIGNAC	BRIVE LA GAILLARDE	Aide aux impayés d'électricité	Accordée	567,31 €
BRIVE 01/02/2022	PUYJALON	BRIVE LA GAILLARDE	Subvention loyer FSL	Accordée	43,24 €
BRIVE 01/02/2022	HENRIQUETO	BRIVE LA GAILLARDE	Partie du 1er mois de loyer	Accordée	215,81 €
BRIVE 01/02/2022	DOUR	BRIVE LA GAILLARDE	Partie du 1er mois de loyer	Accordée	139,99 €
BRIVE 01/02/2022	BEL	MARCILLAC LA CROZE	Aide aux impayés d'électricité	Accordée	487,38 €
BRIVE 01/02/2022	FABRE	BRIVE LA GAILLARDE	Partie du dépôt de garantie	Refusée	353,68 €
BRIVE 01/02/2022	DOUR	BRIVE LA GAILLARDE	Partie du dépôt de garantie	Accordée	200,00 €
BRIVE 01/02/2022	THIERRET	BEAULIEU SUR DORDOGNE	Partie du 1er mois de loyer	Refusée	117,36 €
BRIVE 01/02/2022	GAUTIER	AUBAZINE	Aide aux impayés d'électricité	Accordée	500,00 €
BRIVE 01/02/2022	MALAGNOUX	TULLE	Partie du dépôt de garantie	Accordée	255,44 €
BRIVE 01/02/2022	BOCQ	SAINT BONNET L'ENFANTIER	Aide aux impayés d'électricité	Refusée	700,00 €
BRIVE 01/02/2022	PERDRIEUX	BRIVE LA GAILLARDE	Accompagnement social individuel	Accordée	1 200,00 €
BRIVE 01/02/2022	PUYJALON	BRIVE LA GAILLARDE	Subvention charges locatives	Accordée	401,17 €
BRIVE 01/02/2022	THIERRET	BEAULIEU SUR DORDOGNE	Partie du dépôt de garantie	Accordée	303,20 €
BRIVE 01/02/2022	VIOSSE	TULLE	Aide aux impayés de gaz	Accordée	600,00 €
BRIVE 01/02/2022	LACHAUX	CONCEZE	Aide aux impayés de gaz	Accordée	369,59 €
BRIVE 01/02/2022	NAUDET	ESTIVAUX	Aide aux impayés d'électricité	Accordée	700,00 €

Délégation d'attribution du CD19 au Président
- n° 20 - FONDS SOLIDARITE LOGEMENT -

DATE DE LA COMMISSION	NOM	ADRESSE	NATURE DE L'AIDE	DECISION	MONTANT DE L'AIDE ATTRIBUEE
BRIVE 01/02/2022	THIERRET	BRIVE LA GAILLARDE	Aide aux services ménagers	Accordée	239,20 €
BRIVE 01/02/2022	OSTOVAR	BRIVE LA GAILLARDE	Accompagnement social individuel	Refusée	1 200,00 €
BRIVE 01/02/2022	FABRE	BRIVE LA GAILLARDE	Partie du 1er mois de loyer	Accordée	353,68 €
BRIVE 01/02/2022	HENRIQUETO	BRIVE LA GAILLARDE	Partie du dépôt de garantie	Accordée	393,55 €
BRIVE 01/02/2022	HEITZMANN	MALEMORT	Partie du dépôt de garantie	Refusée	268,00 €
BRIVE 01/02/2022	MALAGNOUX	TULLE	Partie du 1er mois de loyer	Refusée	230,72 €
BRIVE 01/02/2022	MARCILLAC JOUVEN	CONCEZE	Aide aux impayés d'électricité	Accordée	463,95 €
TULLE 01/02/2022	HOUDAN	SAINT GERMAIN LES VERGNES	Partie du 1er mois de loyer	Accordée	16,30 €
TULLE 01/02/2022	ADAMS	ARGENTAT SUR DORDOGNE	Subvention loyer FSL	Accordée	119,48 €
TULLE 01/02/2022	DAL PRA	SAINT GERMAIN LES VERGNES	Aide aux impayés d'électricité	Accordée	562,64 €
TULLE 01/02/2022	LEVASSEUR	TULLE	Partie du 1er mois de loyer	Accordée	19,11 €
TULLE 01/02/2022	MOHAMMED SALIH	TULLE	Aide aux impayés d'électricité	Accordée	381,39 €
TULLE 01/02/2022	ADAMS	ARGENTAT SUR DORDOGNE	Aide aux impayés d'électricité	Accordée	448,28 €
TULLE 01/02/2022	ADAMS	ARGENTAT SUR DORDOGNE	Aide à l'assurance locative	Accordée	100,00 €
TULLE 01/02/2022	BOUCHEMOUA	LAGUENNE	Subvention loyer FSL	Accordée	700,00 €
TULLE 01/02/2022	BOUCHEMOUA	LAGUENNE	Eau	Accordée	400,00 €
TULLE 01/02/2022	LAVAL	TULLE	Régularisation charges locatives	Refusée	270,88 €
TULLE 01/02/2022	DONGMO SYRIEIX	TULLE	Accompagnement social individuel	Accordée	1 200,00 €
TULLE 01/02/2022	GAILLON	TULLE	Achat mobilier de 1ère nécessité	Accordée	200,00 €
TULLE 01/02/2022	CUBILIER	TULLE	Partie du dépôt de garantie	Accordée	304,00 €
TULLE 01/02/2022	BOULOUBANE	TULLE	Aide aux impayés de gaz	Accordée	375,63 €
TULLE 01/02/2022	HASSAN	SAINT PRIVAT	Subvention loyer FSL	Accordée	100,00 €
TULLE 01/02/2022	CAUDIE	EYREIN	Aide aux impayés de bois	Accordée	500,00 €
TULLE 01/02/2022	GUYOT	TULLE	Subvention charges locatives	Accordée	117,54 €
TULLE 01/02/2022	DESCAT	TULLE	Eau	Accordée	189,14 €
TULLE 01/02/2022	SOURGET	SAINT HILAIRE PEYROUX	Aide aux impayés d'électricité	Accordée	241,22 €
TULLE 01/02/2022	LAVAL	TULLE	Subvention charges locatives	Refusée	55,85 €
TULLE 01/02/2022	GUYOT	TULLE	Subvention loyer FSL	Accordée	405,26 €

Délégation d'attribution du CD19 au Président
- n° 20 - FONDS SOLIDARITE LOGEMENT -

DATE DE LA COMMISSION	NOM	ADRESSE	NATURE DE L'AIDE	DECISION	MONTANT DE L'AIDE ATTRIBUEE
TULLE 01/02/2022	HOUDAN	SAINT GERMAIN LES VERGNES	Partie du dépôt de garantie	Accordée	252,85 €
TULLE 01/02/2022	GAILLON	TULLE	Partie du 1er mois de loyer	Accordée	376,00 €
TULLE 01/02/2022	HASSAN	SAINT PRIVAT	Eau	Accordée	100,00 €
TULLE 01/02/2022	ADAMS	ARGENTAT SUR DORDOGNE	Subvention d'ordures ménagères	Refusée	60,00 €
TULLE 01/02/2022	ZHUK	TULLE	Partie du dépôt de garantie	Accordée	262,00 €
TULLE 01/02/2022	LEVASSEUR	TULLE	Partie du dépôt de garantie	Accordée	197,72 €
TULLE 01/02/2022	HASSAN	SAINT PRIVAT	Subvention charges locatives	Accordée	150,00 €
TULLE 01/02/2022	ADAMS	ARGENTAT SUR DORDOGNE	Subvention charges locatives	Accordée	108,00 €
TULLE 01/02/2022	FUSI	EGLETONS	Partie du dépôt de garantie	Refusée	521,60 €
TULLE 01/02/2022	GAILLON	TULLE	Partie du dépôt de garantie	Accordée	376,00 €
TULLE 01/02/2022	CUBILIER	TULLE	Partie du 1er mois de loyer	Accordée	245,16 €
USSEL 01/02/2022	HABERT	PEYRELEVADE	Eau	Accordée	300,00 €
USSEL 01/02/2022	LEDIEU	ALLEYRAT	Aide aux impayés de fioul	Accordée	500,00 €
USSEL 01/02/2022	CABUK	USSEL	Partie du 1er mois de loyer	Accordée	213,90 €
USSEL 01/02/2022	MAISONNADE	MEYMAC	Aide aux impayés de fioul	Accordée	700,00 €
USSEL 01/02/2022	DONNE	USSEL	Aide aux impayés de gaz	Accordée	700,00 €
USSEL 01/02/2022	CABUK	USSEL	Achat mobilier de 1ère nécessité	Accordée	200,00 €
USSEL 01/02/2022	FAYET	USSEL	Aide aux impayés de fioul	Accordée	500,00 €
USSEL 01/02/2022	BALAGUER	BORT LES ORGUES	Partie du dépôt de garantie	Accordée	186,37 €
USSEL 01/02/2022	CABUK	USSEL	Partie du dépôt de garantie	Accordée	315,76 €
BRIVE 08/02/2022	TOUMA	COSNAC	Partie du 1er mois de loyer	Accordée	243,00 €
BRIVE 08/02/2022	RABILLER	BRIVE LA GAILLARDE	Eau	Refusée	300,00 €
BRIVE 08/02/2022	GRUFFY	MEYSSAC	Partie du 1er mois de loyer	Accordée	175,48 €
BRIVE 08/02/2022	NAUDY	CUBLAC	Subvention charges locatives	Accordée	198,20 €
BRIVE 08/02/2022	HUBAUD	SAINT PANTALEON DE LARCHE	Subvention charges locatives	Accordée	49,60 €
BRIVE 08/02/2022	BOUVET	LUBERSAC	Eau	Accordée	56,49 €
BRIVE 08/02/2022	DELGOULET	SAINT SOLVE	Subvention charges locatives	Accordée	123,42 €
BRIVE 08/02/2022	DELGOULET	SAINT SOLVE	Aide aux impayés de gaz	Accordée	174,50 €

Délégation d'attribution du CD19 au Président
- n° 20 - FONDS SOLIDARITE LOGEMENT -

DATE DE LA COMMISSION	NOM	ADRESSE	NATURE DE L'AIDE	DECISION	MONTANT DE L'AIDE ATTRIBUEE
BRIVE 08/02/2022	CHEVALLIER	BRIVE LA GAILLARDE	Aide aux impayés de gaz	Accordée	500,00 €
BRIVE 08/02/2022	SARMENTO BRITO	BRIVE LA GAILLARDE	Subvention charges locatives	Accordée	249,40 €
BRIVE 08/02/2022	HUBAUD	SAINT PANTALEON DE LARCHE	Subvention loyer FSL	Accordée	95,89 €
BRIVE 08/02/2022	BARBIER	ARNAC POMPADOUR	Aide aux impayés d'électricité	Accordée	515,47 €
BRIVE 08/02/2022	HIPOLITO	COSNAC	Subvention loyer FSL	Accordée	700,00 €
BRIVE 08/02/2022	FALLAHY	BRIVE LA GAILLARDE	Subvention charges locatives	Accordée	597,40 €
BRIVE 08/02/2022	WILSON	TROCHE	Aide aux impayés d'électricité	Sans Objet	700,00 €
BRIVE 08/02/2022	MAZAUD	BRIVE LA GAILLARDE	Aide aux impayés de gaz	Accordée	200,10 €
BRIVE 08/02/2022	GRUFFY	MEYSSAC	Partie du dépôt de garantie	Accordée	320,00 €
BRIVE 08/02/2022	FALLAHY	BRIVE LA GAILLARDE	Aide aux impayés d'électricité	Accordée	253,68 €
BRIVE 08/02/2022	NAUDY	CUBLAC	Subvention loyer FSL	Accordée	88,41 €
BRIVE 08/02/2022	BOUVET	LUBERSAC	Aide à l'assurance locative	Accordée	100,00 €
BRIVE 08/02/2022	SARMENTO BRITO	BRIVE LA GAILLARDE	Subvention loyer FSL	Accordée	226,48 €
BRIVE 08/02/2022	HIPOLITO	COSNAC	Subvention charges locatives	Accordée	327,40 €
BRIVE 08/02/2022	CAMARA	BRIVE LA GAILLARDE	Achat mobilier de 1ère nécessité	Accordée	200,00 €
BRIVE 08/02/2022	MARQUES	BRIVE LA GAILLARDE	Subvention loyer FSL	Accordée	700,00 €
BRIVE 08/02/2022	VINCENT	TURENNE	Partie du dépôt de garantie	Accordée	440,00 €
BRIVE 08/02/2022	VINCENT	TURENNE	Partie du 1er mois de loyer	Accordée	440,00 €
BRIVE 08/02/2022	VINCENT	TURENNE	Achat mobilier de 1ère nécessité	Accordée	199,99 €
BRIVE 08/02/2022	TOUMA	COSNAC	Partie du dépôt de garantie	Accordée	388,00 €
BRIVE 08/02/2022	ABDELALI	BRIVE LA GAILLARDE	Subvention charges locatives	Accordée	101,48 €
BRIVE 08/02/2022	RABILLER	BRIVE LA GAILLARDE	Aide aux impayés d'électricité	Accordée	600,00 €
BRIVE 08/02/2022	GULERYUZ	MALEMORT	Aide aux impayés d'électricité	Accordée	600,00 €
BRIVE 08/02/2022	DELGOULET	SAINT SOLVE	Subvention loyer FSL	Accordée	169,26 €
TULLE 08/02/2022	ROUZADE	TULLE	Partie du dépôt de garantie	Accordée	208,74 €
TULLE 08/02/2022	LAFFARGUE	TULLE	Aide au déménagement	Accordée	400,00 €
TULLE 08/02/2022	TABUNSCHYK	UZERCHE	Achat mobilier de 1ère nécessité	Accordée	200,00 €
TULLE 08/02/2022	SOUVETON	LAGUENNE	Eau	Accordée	122,00 €

Délégation d'attribution du CD19 au Président
- n° 20 - FONDS SOLIDARITE LOGEMENT -

DATE DE LA COMMISSION	NOM	ADRESSE	NATURE DE L'AIDE	DECISION	MONTANT DE L'AIDE ATTRIBUEE
TULLE 08/02/2022	DEMICHEL	LE LONZAC	Eau	Accordée	111,63 €
TULLE 08/02/2022	LEONELLI	TULLE	Aide aux impayés de gaz	Accordée	580,22 €
TULLE 08/02/2022	LEONELLI	TULLE	Eau	Accordée	152,02 €
TULLE 08/02/2022	TABUNSCHYK	UZERCHE	Partie du 1er mois de loyer	Accordée	115,68 €
TULLE 08/02/2022	LAFFARGUE	TULLE	Partie du dépôt de garantie	Accordée	259,20 €
TULLE 08/02/2022	LEONELLI	TULLE	Aide aux impayés d'électricité	Accordée	49,26 €
TULLE 08/02/2022	SATIA	TULLE	Partie du 1er mois de loyer	Accordée	105,80 €
TULLE 08/02/2022	ROUZADE	TULLE	Partie du 1er mois de loyer	Accordée	188,54 €
TULLE 08/02/2022	AKKAOUI	TULLE	Accompagnement social individuel	Accordée	1 200,00 €
TULLE 08/02/2022	VAUR	CLERGOUX	Accompagnement social individuel	Accordée	1 200,00 €
TULLE 08/02/2022	SOUVETON	LAGUENNE	Subvention loyer FSL	Accordée	549,08 €
TULLE 08/02/2022	MONEDIERE	PEYRISSAC	Aide aux impayés de bois	Accordée	528,00 €
TULLE 08/02/2022	ROUZADE	TULLE	Achat mobilier de 1ère nécessité	Accordée	200,00 €
TULLE 08/02/2022	MOSCATO	TULLE	Partie du dépôt de garantie	Accordée	233,03 €
TULLE 08/02/2022	LAN MOON CHING	TULLE	Eau	Accordée	165,32 €
TULLE 08/02/2022	TABUNSCHYK	UZERCHE	Partie du dépôt de garantie	Accordée	224,26 €
TULLE 08/02/2022	FABICK	ALTILLAC	Accompagnement social individuel	Accordée	1 200,00 €
TULLE 08/02/2022	DE FARIA	EYREIN	Aide aux impayés d'électricité	Accordée	500,00 €
TULLE 08/02/2022	BHATTI	TULLE	Achat mobilier de 1ère nécessité	Accordée	200,00 €
TULLE 08/02/2022	SATIA	TULLE	Partie du dépôt de garantie	Accordée	164,00 €
TULLE 08/02/2022	LEONELLI	TULLE	Aide à l'entretien du système de chauffage	Accordée	100,00 €
TULLE 08/02/2022	MEYZE	SAINT YBARD	Accompagnement social individuel	Accordée	1 200,00 €
USSEL 08/02/2022	PEYRAT	MAUSSAC	Aide aux impayés de fioul	Accordée	700,00 €
USSEL 08/02/2022	HOUMADI	USSEL	Subvention loyer FSL	Accordée	389,00 €
USSEL 08/02/2022	CHAMBOT	MEYMAC	Aide aux impayés de granulés de bois	Accordée	700,00 €
USSEL 08/02/2022	HOUMADI	USSEL	Subvention charges locatives	Accordée	20,00 €
USSEL 08/02/2022	ASIL	USSEL	Aide aux impayés de granulés de bois	Accordée	598,22 €
USSEL 08/02/2022	BASTIN	VEYRIERES	Accompagnement social individuel	Accordée	1 200,00 €

Délégation d'attribution du CD19 au Président
- n° 20 - FONDS SOLIDARITE LOGEMENT -

DATE DE LA COMMISSION	NOM	ADRESSE	NATURE DE L'AIDE	DECISION	MONTANT DE L'AIDE ATTRIBUEE
USSEL 08/02/2022	LORTAL	EYGURANDE	Aide aux impayés de gaz	Accordée	231,34 €
USSEL 08/02/2022	RIBEIRO	USSEL	Aide aux impayés de bois	Accordée	678,00 €
USSEL 08/02/2022	FAYAT	BORT LES ORGUES	Aide aux impayés de fioul	Accordée	612,00 €
USSEL 08/02/2022	CHAUQUET	MEYMAC	Eau	Accordée	161,09 €
USSEL 08/02/2022	BESNARD	TARNAC	Aide aux impayés de bois	Accordée	500,00 €
BRIVE 22/02/2022	GOKSU	BRIVE LA GAILLARDE	Subvention charges locatives	Accordée	86,22 €
BRIVE 22/02/2022	BAAHMED	BRIVE LA GAILLARDE	Achat mobilier de 1ère nécessité	Accordée	200,00 €
BRIVE 22/02/2022	DUVERGER	BRIVE LA GAILLARDE	Subvention charges locatives	Accordée	200,00 €
BRIVE 22/02/2022	GUILPIN	LOSTANGES	Subvention loyer FSL	Accordée	681,00 €
BRIVE 22/02/2022	GOKSU	BRIVE LA GAILLARDE	Subvention loyer FSL	Accordée	261,36 €
BRIVE 22/02/2022	TRONC	BRIVE LA GAILLARDE	Aide aux impayés d'électricité	Accordée	200,00 €
BRIVE 22/02/2022	BELKASMI	BRIVE LA GAILLARDE	Partie du 1er mois de loyer	Accordée	84,00 €
BRIVE 22/02/2022	AUGEAT	BRIVE LA GAILLARDE	Partie du 1er mois de loyer	Accordée	356,16 €
BRIVE 22/02/2022	PRADAL	OBJAT	Aide aux impayés d'électricité	Accordée	700,00 €
BRIVE 22/02/2022	YILDIRIM	BRIVE LA GAILLARDE	Eau	Accordée	400,00 €
BRIVE 22/02/2022	PIRES	BRIVE LA GAILLARDE	Subvention charges locatives	Accordée	80,00 €
BRIVE 22/02/2022	MEDIAVILLA	BRIVE LA GAILLARDE	Partie du dépôt de garantie	Accordée	406,26 €
BRIVE 22/02/2022	KAUS	MALEMORT	Aide aux impayés de gaz	Accordée	500,00 €
BRIVE 22/02/2022	DEJANOVIC	BEAULIEU SUR DORDOGNE	Eau	Refusée	400,00 €
BRIVE 22/02/2022	CHARBONNEL	SERILHAC	Aide aux impayés d'électricité	Accordée	200,00 €
BRIVE 22/02/2022	AUGEAT	BRIVE LA GAILLARDE	Partie du dépôt de garantie	Accordée	460,00 €
BRIVE 22/02/2022	KHECHAI	BRIVE LA GAILLARDE	Aide aux impayés de gaz	Refusée	700,00 €
BRIVE 22/02/2022	RUMEBE	PERPEZAC LE NOIR	Eau	Accordée	364,30 €
BRIVE 22/02/2022	PIRES	BRIVE LA GAILLARDE	Subvention loyer FSL	Accordée	380,00 €
BRIVE 22/02/2022	YILMAZ	BRIVE LA GAILLARDE	Partie du 1er mois de loyer	Refusée	320,00 €
BRIVE 22/02/2022	BELGHERBIA	MALEMORT	Aide aux impayés d'électricité	Accordée	700,00 €
BRIVE 22/02/2022	DEJANOVIC	BEAULIEU SUR DORDOGNE	Aide aux impayés d'électricité	Accordée	623,43 €
BRIVE 22/02/2022	YILMAZ	BRIVE LA GAILLARDE	Partie du dépôt de garantie	Refusée	320,00 €

Délégation d'attribution du CD19 au Président
- n° 20 - FONDS SOLIDARITE LOGEMENT -

DATE DE LA COMMISSION	NOM	ADRESSE	NATURE DE L'AIDE	DECISION	MONTANT DE L'AIDE ATTRIBUEE
BRIVE 22/02/2022	DUVERGER	BRIVE LA GAILLARDE	Subvention loyer FSL	Accordée	700,00 €
BRIVE 22/02/2022	RANDOUILLET	BRIVE LA GAILLARDE	Aide aux impayés de gaz	Accordée	700,00 €
BRIVE 22/02/2022	FOUR	MARCILLAC LA CROISILLE	Accompagnement social individuel	Accordée	1 200,00 €
BRIVE 22/02/2022	GUILPIN	LOSTANGES	Subvention d'ordures ménagères	Accordée	60,00 €
TULLE 22/02/2022	FAURIEUX	TULLE	Partie du dépôt de garantie	Refusée	288,00 €
TULLE 22/02/2022	OUSSENI MADI	TULLE	Aide aux impayés de gaz	Accordée	576,87 €
TULLE 22/02/2022	MEHIAOUI	TULLE	Aide aux impayés de gaz	Accordée	700,00 €
TULLE 22/02/2022	ARGANT	TULLE	Eau	Accordée	249,62 €
TULLE 22/02/2022	ARCHAMBAULT	TULLE	Subvention loyer FSL	Refusée	363,05 €
TULLE 22/02/2022	PROTAT	ALTILLAC	Eau	Accordée	400,00 €
TULLE 22/02/2022	BRU	EGLETONS	Subvention d'ordures ménagères	Accordée	60,00 €
TULLE 22/02/2022	SMITH KNIGHT	UZERCHE	Partie du dépôt de garantie	Accordée	196,23 €
TULLE 22/02/2022	DE AZEVEDO	SAINTE FORTUNADE	Eau	Accordée	348,33 €
TULLE 22/02/2022	ARCHAMBAULT	TULLE	Subvention charges locatives	Refusée	117,51 €
TULLE 22/02/2022	FAURIEUX	TULLE	Partie du 1er mois de loyer	Accordée	288,00 €
TULLE 22/02/2022	LEFLERS	UZERCHE	Partie du dépôt de garantie	Accordée	248,48 €
TULLE 22/02/2022	CERET	CHAMBOULIVE	Aide à l'assurance locative	Accordée	100,00 €
TULLE 22/02/2022	BUCHE	ALBUSSAC	Aide aux impayés de bois	Accordée	440,00 €
TULLE 22/02/2022	PREVOSTAT	TULLE	Partie du dépôt de garantie	Accordée	135,15 €
TULLE 22/02/2022	LESCURE	SAINT YBARD	Eau	Accordée	110,01 €
TULLE 22/02/2022	PEROLE	TULLE	Aide aux impayés d'électricité	Accordée	350,00 €
TULLE 22/02/2022	SMITH KNIGHT	UZERCHE	Partie du 1er mois de loyer	Accordée	170,91 €
USSEL 22/02/2022	PIVA	BUGEAT	Aide aux impayés de fioul	Accordée	400,00 €
USSEL 22/02/2022	MARTIN Y PASCUAL	BORT LES ORGUES	Aide aux impayés de gaz	Accordée	124,41 €
USSEL 22/02/2022	MANZAGOL	SAINT ETIENNE AUX CLOS	Accompagnement social individuel	Accordée	1 200,00 €
USSEL 22/02/2022	PILIPOVIC	SAINT EXUPERY LES ROCHES	Aide aux impayés de fioul	Accordée	700,00 €
USSEL 22/02/2022	GENDRON	SAINT SETIERS	Aide aux impayés de gaz	Accordée	500,00 €
USSEL 22/02/2022	DUPUIS	TARNAC	Aide aux impayés d'électricité	Accordée	400,00 €

Délégation d'attribution du CD19 au Président
- n° 20 - FONDS SOLIDARITE LOGEMENT -

DATE DE LA COMMISSION	NOM	ADRESSE	NATURE DE L'AIDE	DECISION	MONTANT DE L'AIDE ATTRIBUEE
USSEL 22/02/2022	CHARDON	SAINT ANGEL	Aide aux impayés d'électricité	Accordée	245,37 €
USSEL 22/02/2022	PIVA	BUGEAT	Subvention loyer FSL	Accordée	213,00 €
USSEL 22/02/2022	KHELOUI	USSEL	Eau	Accordée	400,00 €

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission de la Cohésion Sociale

OBJET

POLITIQUE DE L'AUTONOMIE - DOTATIONS 2022

RAPPORT

Depuis maintenant plus de deux ans, nous vivons une crise sanitaire qui a fortement impacté la vie quotidienne des publics les plus fragiles, qu'ils soient âgés ou en situation de handicap.

Chaque phase de cette pandémie (confinement, vaccination, dépistage...) a révélé les écueils, les carences et les nécessités de transformation de notre modèle national de protection et de soutien des populations fragiles.

Pour autant, aujourd'hui les mêmes questionnements traversent les actions de nos décideurs. On trouve toujours des directives construites sur le fondement des mécaniques budgétaires et d'approches bureaucratiques.

Aucun enseignement rationnel n'est tiré de cette crise sanitaire concernant la politique autonomie et on poursuit le chemin de la massification de la complexité dans ce secteur sans vision et perspectives adaptées pour une politique garantissant un vieillissement en bonne santé.

Pour preuve, on compile des dispositifs et directives sans en mesurer les impacts directs pour nos usagers et les collectivités départementales en charge du pilotage de proximité des politiques sociales.

Les mesures du Ségur et les accords Laforcade illustrent parfaitement l'inadaptation de ces orientations sur le terrain. Partant d'une juste appréciation de la situation des personnels relevant du social et médico-social, les mesures décidées renforcent le sentiment d'injustice et de non reconnaissance des personnels parfois les plus mobilisés durant le Covid.

Il en est de même, pour la fixation d'un tarif plancher APA et PCH à 22 € qui a raté sa cible visant à conforter le financement des SAAD, ignorant que depuis longtemps le coût horaire d'intervention d'une aide à domicile est supérieur à 22 €.

En perspective, la Loi de Financement de la Sécurité Sociale 2022 introduit une réforme des SAAD et des SSIAD pour inciter à leur regroupement sans avoir clarifié la gouvernance, les financements et la couverture territoriale induite.

Il s'agit là d'un mariage forcé ôtant tout libre choix aux opérateurs de terrain et sans connaître la réalité des besoins des territoires.

Face à cette planification étatique désordonnée, le Conseil Départemental de la Corrèze souhaite poursuivre le cap qu'il s'est fixé : une politique Autonomie ambitieuse, structurée, adaptée aux besoins actuels et à venir et co construite avec les acteurs de terrain.

Ainsi, pour la conduite et la mise en œuvre de la politique Autonomie dans toutes ses dimensions, le Conseil Départemental propose l'affectation d'une enveloppe financière de **96 801 435 €**, soit plus de **6,09 %** d'augmentation par rapport au budget 2021.

Une telle augmentation démontre l'attachement des élus départementaux à pouvoir pérenniser et enrichir notre modèle social qui a fait ses preuves, durant notamment ces deux dernières années, par son agilité, par son adaptation et de sa capacité à apporter les réponses nouvelles nécessaires à une population en pleine mutation.

SECTION I - DEPENSES DE FONCTIONNEMENT : 96 801 435 €

I - LES PERSONNES AGEES : 49 374 735 €

A - Maintien à domicile Personnes Âgées : 20 424 735

Le Département est l'acteur principal de l'accompagnement à domicile des personnes âgées avec comme objectif une entrée en institution le plus tard possible, conformément à la volonté des publics concernés.

1 - A.P.A. à domicile : 15 000 000 €

Les mesures engagées début 2016 pour redimensionner le cadre d'octroi de cette aide aux personnes âgées au titre de leurs besoins pour l'accomplissement des actes essentiels, ont eu pour conséquence une baisse significative des demandes la première année de mise en œuvre.

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Nombre de 1ères demandes	2300	1603	1404	1501	1597	1427	1609

Néanmoins, on constate que le nombre de 1ères demandes a de nouveau progressé à partir de 2017, passant de 1400 à 1600 dossiers par an en 2021. Seule l'année 2020 marque un recul à mettre en relation avec la crise sanitaire.

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Nombre total de demandes (recours compris)	4 817	4 002	3 305	3 379	3 375	2 990	3 293

En neutralisant l'impact de l'année 2020, le nombre total de demandes se stabilise en 2021 (-2% par rapport à 2019), avec un taux de rejet de 10% identique à fin 2020.

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Nombre de bénéficiaires GIR 1	80	7 2	69	73	78	61	52
Nombre de bénéficiaires GIR 2	711	618	604	564	587	580	564
Nombre de bénéficiaires GIR 3	1 050	931	875	784	755	789	827
Nombre de bénéficiaires GIR 4	3 272	3 013	2 716	2 237	2 139	2 156	2 168
TOTAL	5 113	4 634	4 264	3 658	3 559	3 586	3 611

Si le nombre de bénéficiaires est resté stable sur les 4 dernières années, l'année 2022 devrait être marquée par une augmentation du nombre de bénéficiaires en raison de l'évolution des modalités d'attribution de l'allocation.

En effet, il est annoncé une harmonisation nationale des demandes d'APA avec des modalités d'instruction plus allégées sur le volet ressources.

	CA 2019	CA 2020	BP 2021	CA 2021	BP 2022
TOTAL APA domicile en €	13 081 000	12 259 000	13 400 000	12 531 000	15 000 000
Nombre de bénéficiaires au 31/12	3 559	3 586	3 600	3 611	3 700
Nombre de bénéficiaires au cours de l'année	4 674	4 549	4 800	4 594	4 800
TOTAL mensuel mandaté par bénéficiaire (en €)	306	285	310	289	338

Au-delà de l'augmentation prévisible du nombre de bénéficiaires, le budget est aussi fortement impacté par l'évolution des tarifs au 1^{er} avril 2022 (passage de 16,00 € à 22€ et de 21 € à 22 €). Ainsi, le surcoût évalué en lien avec cette augmentation s'élève à 1 700 000 € pour l'année 2022.

Il s'en suit d'ailleurs que la mise en application du tarif de référence national à 22 € ne va pas sans créer des dégâts collatéraux sur nos bénéficiaires actuels.

En effet, la revalorisation du tarif horaire induit pour certains bénéficiaires APA, actuellement au plafond de leur GIR, mécaniquement un rabotement de leur plan d'aide pour dépassement du « plafond autorisé ».

Face à l'absurdité de cette situation, le département souhaite mettre en place l'amortisseur social adapté via un dispositif « Cousu main Acte 2 » adapté et ciblé aux situations les plus précaires dont les modalités vous seront présentées lors de la prochaine Commission Permanente du 6 mai 2022.

De même, face à la crise économique actuelle, la protection et l'aide aux plus fragiles restent la priorité.

Ainsi, la possibilité de pouvoir continuer à se nourrir est redevenue aujourd'hui un véritable enjeu pour le maintien à domicile. En réponse, un dispositif ad hoc sera également présenté lors de cette même Commission Permanente.

➤ Focus sur la Carte Mobilité Inclusion (CMI)

Pour rappel, depuis juillet 2017, les cartes de stationnement, invalidité et priorité, sont délivrées par le Président du Conseil Départemental mais éditées et envoyées uniquement par l'Imprimerie Nationale dans le cadre d'une convention avec une charge nouvelle pour la réalisation de ces éditions tant pour le Conseil Départemental que pour la MDPH.

CONSEIL DEPARTEMENTAL			
	Commandes	Livraisons	Montant payé
2017	341	170	775 €
2018	1 241	864	3 976 €
2019	1 216	888	4 068 €
2020	1275	672	3260 €
2021	1260	864	3 996 €

Le nombre de cartes commandées en 2021 est en légère baisse par rapport à 2020 pour les demandeurs d'APA.

2 - Autres actions d'accompagnement au maintien à domicile : 5 424 735 €

a) Les Instances de Coordination de l'Autonomie (ICA+ CLIC Brive) : 1 190 000 €

Les 29 Instances de Coordination de l'Autonomie constituent un maillage territorial visant à offrir 33 lieux de ressources de proximité (guichet d'information, d'accueil et d'orientation) sur le champ de l'autonomie, au service des personnes âgées et des personnes en situation de handicap, de leurs familles et aidants ainsi que pour les professionnels intervenant auprès des personnes.

Pour répondre aux enjeux du maintien à domicile, elles ont été confortées comme acteur du parcours de vie de la personne, assurant à ce titre une mission de coordination pour les personnes et leurs aidants mais également pour les services de la collectivité auxquels elles apportent une meilleure connaissance des publics pour une meilleure prise en compte des besoins.

Inscrites dans une dynamique de réseau, les ICA désirent ainsi agir en déclinaison des politiques départementales de l'autonomie, allant de la prévention (détection des fragilités, actions de prévention) à l'accompagnement du parcours de vie et au soutien des aidants et à la lutte contre l'isolement.

Elles ont également vocation à contribuer à la connaissance fiabilisée de l'offre autonomie existante sur leur périmètre d'intervention et à renforcer leur mission d'information et d'orientation sur le champ du handicap. C'est en ce sens qu'elles font partie intégrante du plan d'actions constitutif de la "Feuille de route MDPH 2022" validée par la CNSA.

Ces missions sont inscrites dans la convention pluriannuelle 2018-2021 qui fixent les modalités d'accompagnement de la collectivité, convention qu'il convient de proroger pour l'année 2022, à l'identique. Cette prorogation vise à permettre d'engager la réflexion sur le positionnement des ICA dans l'accompagnement des parcours de vie des personnes âgées et en situation de handicap et leurs aidants proches en articulation avec la politique départementale de l'autonomie que la collectivité souhaite redéfinir en lien avec l'évolution constante du contexte réglementaire et des aspirations des personnes et de leurs aidants.

Cette réflexion, comme annoncé, sera menée dans le cadre des "Assises de l'Autonomie" qui seront organisées dans le courant du deuxième trimestre 2022.

Les crédits de fonctionnement des ICA (hors CLIC Brive) s'établiront pour 2022 à l'identique de 2021, soit **1 420 000 €** dont :

- **891 000 €** au titre des missions à exercer en qualité de Relais d'Information Autonomie ;
- **529 000 €** pour les missions de coordination et de suivi des parcours.

L'avenant n°1 de prorogation de la convention pluriannuelle 2018-2021 ainsi que le montant de subvention affecté à chaque ICA sont référencés en **annexes 1 et 1 bis**.

Sur cette enveloppe, il convient de repréciser qu'une somme de **300 000 €** est fléchée au titre du concours de la Conférence des Financeurs de la Prévention de la Perte d'Autonomie (CFPPA), compte tenu du rôle confié aux ICA en matière de coordination au titre des actions de prévention à destination des personnes âgées et de leurs aidants.

Par ailleurs, sur le territoire de la ville de Brive, l'organisation des missions de coordination fait l'objet d'une répartition spécifique entre les 4 ICA de Brive et le CLIC du CCAS formalisée par conventions pluriannuelles 2018-2021. Il convient également de proroger cette convention en 2022, sur la base d'un avenant type figurant en **annexe 1 ter** et de réserver sur cette enveloppe un montant de **70 000 €**, identique à 2021, pour la mission de coordination réalisée par le CLIC du CCAS de Brive.

Il est important de retenir qu'en plus de cette dotation financière directe au fonctionnement des ICA, le Conseil Départemental mobilise des crédits au titre de la Section IV de la CNSA pour soutenir les ICA pour la mise en œuvre de la télétransmission et l'appui juridique pour leur service mandataire.

b) Le portage de repas : **240 000 €**

Depuis de nombreuses années, le Conseil Départemental soutient des structures gestionnaires d'un service de portage de repas (15 en 2022) afin de proposer un service de livraison de proximité, en continu et en liaison froide. Pour l'année 2022, l'enveloppe prévisionnelle est reconduite à hauteur de **240 000 €**.

Les livraisons de repas au domicile des personnes âgées et des personnes en situation de handicap sont un élément essentiel d'un panier de services concourant au maintien à domicile des personnes fragiles. Lors de la crise sanitaire, il a été constaté un recours renforcé à la livraison de repas à domicile. Néanmoins, des changements dans les attentes de la population combinés à l'implantation de nouveaux acteurs de livraison induisent une nécessaire adaptation de ces services traditionnels dont le modèle économique est aujourd'hui bousculé. L'évolution de cette offre de service sera naturellement mise dans la réflexion à engager dans le cadre des "Assises de l'Autonomie".

Dans l'attente, il convient de valider le tableau valant dotation 2022 pour la subvention 2022 « portage de repas » calculée selon les critères identiques aux années précédentes et de proroger les 2 avenants annexés au présent rapport (**annexes 2, 2 bis et 2 ter**).

c) L'aide-ménagère : **396 000 €**

L'aide-ménagère est une aide sociale réservée aux personnes âgées et handicapées, aux revenus modestes.

Elle vise, au titre de la prévention, à favoriser le maintien à domicile en apportant une aide à la personne pour les tâches domestiques (ménage, courses ou préparation des repas...).

Le nombre de bénéficiaires a augmenté de 12% par rapport à 2020 entraînant une dépense d'environ 29 000 € supplémentaire en 2021.

Le budget 2022 est proposé en augmentation de plus de 70 000 € par rapport au budget 2021 pour prendre en compte une revalorisation inédite du tarif aide ménagère de 18,20 € à 22,00 €. Le Département a en effet décidé, dans un souci de cohérence et d'équité, de revaloriser ce tarif à l'identique des tarifs APA et PCH. Cette évolution tarifaire permet ainsi également de solvabiliser les revalorisations salariales des aides à domicile concernées par ces interventions.

	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	BP 2021	CA 2021	BP 2022
DEPENSES Aide-ménagère en €	335 362	318 711	341 000	290 441	326 000	319 518	396 000
Nombre de bénéficiaires au cours de l'année	172	147	136	138	140	155	160
Nombre d'heures	19 396	18 318	19 733	16 802	17 500	18 495	19 000

d) Les partenaires : 7 100 €

En réponse aux sollicitations d'associations et organismes développant des actions en faveur des personnes âgées pour mieux les accompagner dans leur vie quotidienne et soutenir le lien social tout en s'appuyant sur le bénévolat, le Département mobilise des crédits pour les soutenir dans cette démarche à hauteur de **7 100 €**.

Dans ce cadre, il convient de valider le tableau joint en **annexe 3** valant attribution de subventions pour 2022.

e) Le plan corrézien de recrutement d'aides à domicile "AMAC" : 45 900 €

Lors de la séance plénière du 14 Février 2020, le Conseil Départemental s'est engagé dans le déploiement du dispositif AMAC, visant à valoriser les métiers de l'aide à domicile et à favoriser le recrutement au sein des SAAD prestataires.

Dans ce cadre, le Conseil Départemental a souhaité reconnaître l'investissement des ambassadeurs et tuteurs des SAAD, pour promouvoir, faire découvrir et accompagner les nouveaux recrutés. Pour mémoire, il a été décidé d'apporter une gratification de **100 €** par mission pour chaque ambassadeur et **150 €** pour chaque tutorat réalisé dès l'entrée dans l'emploi. Ces gratifications sont versées directement à chaque aide à domicile et après chaque mission réalisée.

Depuis le lancement du dispositif, ce sont 30 aides à domicile, ambassadeurs ou tuteurs, formés spécifiquement à cet accompagnement, qui ont pu soutenir l'immersion de plus de 110 candidats au métier ou l'intégration des pépites qui ont bénéficié d'un contrat d'embauche au sein de 15 SAAD corréziens.

Si l'immersion dans le métier et l'accompagnement via le tutorat permettent de soutenir la démarche de recrutement, de fidéliser les nouveaux personnels, d'autres freins à l'accès au métier ont pu être identifiés et notamment la problématique de la mobilité. C'est pourquoi la Commission Permanente du 10 décembre 2021 a validé le "plan mobilité", dans le cadre de la création de trois aides d'action sociale extra-légale (Accompagnement à l'inclusion bancaire, aide au permis de conduire ou au Code de la route, aide à la réparation du véhicule personnel).

Sur 2022, ces mesures de valorisation et d'accès au métier nécessitent la mobilisation d'une enveloppe de **45 900 €**.

f) L'attractivité des métiers du médico-social « AMAC 2 » : 300 600 €

En capitalisant sur les modes d'actions et les ressources déployées au titre d'AMAC 1 qui ont permis aux SAAD de recruter près de 70 nouvelles aides à domicile, il s'agit, via une équipe opérationnelle, de coordonner un processus identique élargi à l'ensemble des Etablissements et Services médico-sociaux (Handicap, Personnes Agées, Enfance) pour soutenir l'attractivité des métiers du médico-social et soutenir les ESMS dans les processus de recrutement et de fidélisation.

Cette action a été validée lors du dernier Conseil Départemental et mobilise un montant de crédits de : **300 600 €**.

g) Revalorisation des rémunérations des personnels des Services d'Aide et d'Accompagnement (SAAD) : 630 000 €

Le Conseil Départemental du 26 novembre 2021 a validé le soutien à la revalorisation salariale des métiers de l'aide à domicile, quel que soit le statut de la structure employeur, au-delà de la simple application réglementaire de l'avenant 43 de la branche de l'aide à domicile pour les 7 SAAD qui relèvent de cette branche et génère des surcoûts importants. Il s'agit de soutenir l'ensemble des structures sur tout le premier trimestre 2022 et leur permettre dès le 1^{er} avril de mettre en corrélation leur tarif avec le relèvement réglementaire de la participation financière départementale à hauteur de 22 € de l'heure au titre de l'APA et de la PCH.

L'aide extra-légale décidée par la collectivité pour soutenir l'ensemble du secteur telle que validée par notre assemblée nécessite la mobilisation pour l'année 2022 d'une enveloppe de crédits à hauteur de : **630 000 €**.

3 - Convention CNSA - Conseil Départemental - Modernisation de l'Aide à Domicile

Section IV - 2020/2022 : 368 000 €

En séance plénière du 10 Avril 2020, le Conseil Départemental a validé le programme d'actions intégré dans la Convention 2020-2022 pour mobiliser le levier que constitue la contractualisation avec la CNSA pour soutenir l'ensemble du secteur de l'aide à domicile.

Pour rappel le programme d'actions s'organise autour d'un axe central qui est celui du soutien au secteur de l'aide à domicile à travers l'action phare constituée par le dispositif "AMAC" complété par des actions de professionnalisation, de structuration de l'offre via l'expérimentation de dispositifs mutualisés de remplacement des aides à domicile en formation, de modernisation et sécurisation des services mandataires, de soutien à l'accueil familial, aux proches aidants et aux dispositifs de lutte contre l'isolement.

L'ensemble du programme mobilise sur les trois ans un budget prévisionnel de **1 954 987 €** dont **1 183 817 €** de cofinancement de la CNSA.

Sur l'année 2022, le programme mobilise un budget prévisionnel de **668 479 €** dont **368 000 €** de cofinancement de la CNSA intégrant l'ingénierie pour poursuivre l'ensemble des actions contractualisées et notamment le parcours AMAC.

Pour information, le bilan 2020 consolidé a fait apparaître un taux de réalisation global du programme d'actions à hauteur de plus de 63%. L'analyse par action fait apparaître un taux de consommation à 100% ou avoisinant pour la majorité des actions, exception faite du volet « formations professionnalisantes », réalisé à moins de 23% en raison de la difficulté de mobiliser les SAAD sur les formations post emploi compte-tenu des tensions sur l'activité et de la crise sanitaire.

A savoir que le bilan de l'année 2021 est en cours de consolidation avec la CNSA afin de prendre en compte l'impact de la crise sanitaire sur le niveau de réalisation des actions et l'augmentation réelle de la tension sur l'offre d'emploi, qui focalise les SAAD sur la gestion quotidienne des plannings pour assurer l'accompagnement des personnes.

4 - Conférence des Financeurs : **889 000 €**

Installée depuis 2016 dans notre Département consécutivement au vote de la loi ASV, la Conférence des Financeurs va proposer en 2022 son 7ème programme d'actions de prévention à destination des personnes âgées corréziennes pour un montant total de dépenses estimé à **705 494 €** sur la base de la notification prévisionnelle de la CNSA et attribuer le Forfait Autonomie aux résidences autonomie.

Actions de prévention : **705 494 €**

Cette programmation s'articule à ce jour autour de 3 axes :

Axe 1 : Poursuite du partenariat conventionné : avec 5 porteurs proposant des actions de prévention, en leur permettant de projeter et d'anticiper leurs actions via une convention pluriannuelle sur 3 ans (2020-2022) : **60 000 €** ;

Axe 2 : Déploiement d'actions collectives de prévention à destination des personnes âgées de plus de 60 ans vivant à domicile ou en EHPAD : 283 710 € :

- Réaffirmation du rôle des Instances de Coordination de l'Autonomie dans le développement et la pérennisation d'ateliers de prévention : 250 000 €,
- Actions contribuant au maintien du lien social déployées par Génération Mouvement : 1 500 €,
- Déploiement d'un dispositif digital de stimulation sensorielle mis à disposition de 5 EHPAD « Garden Flower » : 32 210 €, permettant ainsi de poursuivre la dynamique d'innovation impulsée par le Conseil Départemental en introduisant dans le programme de prévention une démarche d'expérimentation de dispositifs favorisant le bien vieillir.

Axe 3 : Mise en œuvre d'actions de prévention auprès des aidants : 57 000 € :

- Réaffirmation du rôle des ICA sur le repérage et actions de soutien des aidants, soit : 50 000 €,
- Actions de soutien aux autres porteurs : 7 000 €.

Axe 4 : Ingénierie : 70 000 €

Ce programme élaboré par la Conférence des Financeurs et validé par la Commission Permanente du 4 mars 2022 mobilise un montant de crédits de 470 710 € ; le solde du concours de la CNSA (234 784 €) est mobilisé dans le cadre d'un appel à projets en cours d'instruction et portant sur les thèmes suivants :

- Actions multithématiques favorisant le bien vieillir et la santé global (entretien du capital santé des séniors, amélioration de la qualité de vie des personnes âgées, à domicile ou en établissements en prenant en compte l'impact de la crise sanitaire pour prévenir les risques suicidaires et les addictions)
- Actions en faveur de l'aide aux aidants en s'inscrivant dans la dynamique des réseaux locaux d'aide aux aidants.
- Actions en faveur de l'usage du numérique pour lutter contre l'isolement et développer les liens intergénérationnels en s'appuyant sur le réseau social « MaCorreze.fr ».

Le Forfait Autonomie : 183 506 €

Les résidences autonomie issues de la mise en œuvre de la Loi du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement (ASV) constituent une offre d'habitat intermédiaire adaptée aux besoins des personnes âgées ayant vocation à rompre l'isolement et favoriser la prévention de la perte d'autonomie.

Dans le cadre d'une convention pluriannuelle 2016-2021 avec les 7 gestionnaires des 10 résidences autonomie de la Corrèze, le Conseil Départemental attribue un forfait autonomie pour financer les actions individuelles et collectives de prévention de la perte d'autonomie déployées par les résidences autonomie, pour les résidents et les personnes extérieures, en adéquation avec le programme coordonné de la Conférence des Financeurs. Le montant du forfait autonomie est fixé chaque année en fonction du concours attribué par la CNSA.

A l'instar de l'ensemble du secteur médico-social, l'activité des résidences autonomie a été impactée par la crise sanitaire. Les responsables se sont mobilisés pour assurer les conditions maximales de fonctionnement des résidences et assurer un accompagnement adapté aux résidents. Les actions collectives ont été suspendues au profit des actions individuelles qui prennent toute leur place dans la démarche de prévention. Le bilan 2021 est en cours de réalisation pour un envoi à la CNSA attendu pour le 30 juin 2021.

Le bilan 2020 consolidé permet de présenter une consommation quasi totale des crédits de prévention accordés aux Résidences autonomie (185 179 €) pour un total de 127 actions au bénéfice de près de 2 500 personnes âgées.

Pour 2022, le montant du concours attribué à la Corrèze s'élève à **183 506,66 €**.

En conséquence, l'avenant type joint au présent rapport (**annexe 4**) modifie l'article 2 de la convention initiale de 2016 portant le montant attribué au titre du forfait autonomie 2022 à hauteur de 383,10 € par place autorisée. Sur cette base, le montant du forfait attribué à chaque résidence figure sur le tableau joint en **annexe 4 bis**.

5 – Habitat Inclusif – Aide à la Vie Partagée : **115 000 €**

La Commission Permanente du 29 octobre 2021 a validé l'engagement du Conseil Départemental de la Corrèze dans le déploiement de l'Habitat Inclusif « API » (Accompagné, Partagé et Inséré dans la vie locale) via l'attribution d'une aide extra-légale appelée « Aide à la Vie Partagée » et destinée à financer le projet de vie sociale et partagée des habitants, personnes âgées ou personnes en situation de handicap. Soutenue par la Caisse Nationale de Solidarité de l'Autonomie, cette phase dite d'amorçage, permet d'expérimenter « in vivo » la pertinence de ses habitats partagés dans le cadre d'une programmation pluriannuelle inscrite dans un accord cadre tripartite entre le Conseil Départemental, la CNSA et l'Etat.

Pour 2022, compte-tenu du déploiement progressif programmé, cette action mobilise des crédits à hauteur de 115 000€ dont 80% financés par la CNSA.

6 – Participation au Gérontopôle Nouvelle Aquitaine : 2 000 €

Suite à l'assemblée générale constitutive du 29 janvier 2021, le GIP Autonom'Lab s'est transformé pour favoriser la création du Gérontopôle Nouvelle Aquitaine afin de soutenir la recherche et l'innovation dans l'aide au mieux vieillir à l'échelle de la Nouvelle Aquitaine.

Compte-tenu des orientations de politiques départementales inscrites dans le Schéma Départemental de l'Autonomie 2019-2023, le Conseil Départemental participe activement aux travaux du Gérontopôle Nouvelle Aquitaine, participation validée par la Commission Permanente du 26 mars 2021.

Cette participation implique une adhésion de la collectivité au Gérontopôle à hauteur de 2 000€, qui lui permet de représenter, au titre du collège 2, les institutionnels et acteurs publics.

7 - Téléassistance - Domotique : 1 241 135 €

Pour rappel, la gestion et l'exploitation du dispositif départemental de téléassistance avancée et portant généralisation de la domotique sont confiées par contrat à la Fondation Partage et Vie dans le cadre d'une Délégation de Service Public (DSP). À ce titre, le Département intervient par le versement d'une compensation des obligations de service public ayant pour objet de couvrir les charges induites par le respect des obligations de service public.

La compensation est établie sur la base budgétaire de l'offre et le montant prévisionnel annuel contractualisé sur la durée de la DSP est versé mensuellement par le Département au délégataire. Il est ajusté chaque année en fonction des résultats constatés à la clôture de l'exercice de l'année précédente.

Le montant des obligations de service public s'établit à 1 241 135 € au contrat de délégation pour 2022. Cette délégation donne satisfaction aux bénéficiaires dont le nombre ne cesse d'augmenter : quand le contrat prévoyait 6 059 abonnés fin 2021, plus de 6 200 Corrèziens ont souscrit un abonnement.

B - Accueil Personnes Âgées : 28 950 000 €

1 - A.P.A. en établissement : 15 300 000 €

Le versement de l'APA en dotation globale a été élargi en 2019 aux établissements privés, ainsi tous les établissements corréziens bénéficient désormais de ce mode de versement. Cette prestation est donc versée directement aux bénéficiaires uniquement dans le cas d'un accueil hors Département.

Aucune évolution capacitaire n'étant prévue au cours de l'année 2022, le budget proposé correspond au réalisé de 2021.

	CA 2019	BP 2020	CA 2020	BP 2021	CA 2021	BP 2022
TOTAL APA en établissement en €	14 941 017	15 100 000	14 917 341	15 100 000	15 282 621	15 300 000
Nombre de bénéficiaires	3 226	3 250	3182	3250	3035	3100

2 - Aide sociale - Hébergement : 13 650 000 €

Dont principalement :

➤ **Accueil en Établissement** : 13 550 000 €

Le coût moyen d'un hébergement 2021 pris en charge au titre de l'aide sociale reste quasi stable par rapport à 2020 (1 899 pour 2020 et 1 917 pour 2021) mensuels quand en 2016, le tarif médian France entière était de 1 959 € (source Ministère des Solidarités).

Les besoins de financements 2022 sont estimés à 13 550 M€ sur la base des données 2019 afin de neutraliser l'impact de la baisse de fréquentation en raison de la crise sanitaire en 2020 et 2021.

	CA 2019	BP 2020	CA 2020	BP 2021	CA 2021	BP 2022
DEPENSES Aide sociale en établissement en €	13 339 097	13 000 000	12 538 659	13 099 400	12 423 368	13 550 000
Nombre de bénéficiaires au 31/12	590	580	550	580	540	590

➤ **Accueil familial** : 80 000 €

5 bénéficiaires ont été pris en charge dans une famille d'accueil au cours de l'année 2021 pour une dépense totale de 50 497 €, en légère hausse par rapport à 2020.

Néanmoins au vu des avantages que peut toujours procurer cette solution alternative entre le maintien à domicile plébiscité par les Corrégiens et l'hébergement en établissement choix par défaut, l'enveloppe 2022 est proposée en augmentation par rapport au CA 2021, à 80 000 €.

➤ **Autres** : 20 000 €

Une enveloppe de 20 000 € est réservée pour faire face à diverses dépenses telles que les annulations de titres, les frais d'inhumation, les remises gracieuses.

II - LES PERSONNES HANDICAPEES : 47 426 700 €

A - Maintien à domicile des personnes handicapées : 11 963 000 €

1 - Accompagnement du maintien à domicile des personnes handicapées :
4 188 000 €

a) *Les services d'accompagnement au maintien à domicile* : 4 066 900 €

3 services d'accompagnement sont autorisés par le Département. Respectivement portés par APF France Handicap, la Fondation Jacques Chirac et l'ADAPEI, ils permettent un accompagnement social de 500 personnes handicapées et un accompagnement médico-social de 160 personnes handicapées.

b) *Les subventions* : 6 100 €

En réponse aux sollicitations d'associations et organismes développant des actions en faveur des personnes en situation de handicap pour mieux les accompagner dans leur vie quotidienne et soutenir le lien social, tout en s'appuyant sur le bénévolat, le Département mobilise des crédits pour les soutenir dans cette démarche à hauteur de 6 100 €.

Dans ce cadre, il convient de valider le tableau joint en **annexe 3** valant attribution de subventions pour 2022.

c) Habitat Inclusif – Aide à la Vie Partagée : 1 15 000 €

A l'identique de l'enveloppe mobilisée pour l'Aide à la Vie Partagée pour les personnes âgées, il est proposé d'inscrire la même enveloppe pour accompagner le développement de ce type d'habitat pour les personnes en situation de handicap.

Pour 2022, compte-tenu du déploiement progressif programmé, cette action mobilise des crédits à hauteur de 1 15 000€ dont 80% financés par la CNSA.

L'ensemble de ces financements, pour les personnes handicapées, est récapitulé dans le tableau ci-dessous :

	CA 2019	BP 2020	CA 2020	BP 2021	CA 2021	BP 2022
SAVS - SAMSAH en €	3 944 624	3 942 000	4 111 052	4 100 000	4 379 910	4 066 900
Aide à la vie partagée	0	0	0	0	0	115 000
Subventions, participations en €	27 300	11 000	6 530	11 000	6 850	6 100
TOTAL	3 971 924	3 953 000	4 117 582	4 111 000	4 386 760	4 188 000

2 - Prestation de Compensation du Handicap - A.C.T.P. et MDPH : 7 775 000 €

a) PCH et ACTP : 7 310 000 €

Pour honorer les dépenses au titre de la P.C.H., il est inscrit des crédits de paiement à hauteur de 6 390 000 € dont :

- PCH à domicile : 6 310 000 €,
- P.C.H. en établissement pour retour à domicile : 80 000 €.

Le travail engagé en 2017 pour ajuster les montants de compensation PCH et ACTP aux besoins réellement identifiés de chaque bénéficiaire reste une constante dans le cadre des demandes de renouvellement de ces prestations, venant expliquer la baisse progressive des dépenses de PCH entre 2018 et 2020.

Par ailleurs, le Décret n°2020-1826 du 31 décembre 2020 relatif à l'amélioration de la prestation de compensation du handicap a élargi le champ d'intervention de la PCH sur les 3 volets suivants :

- **Le soutien à la parentalité pour les personnes en situation de handicap** : les besoins d'aide humaine au titre de l'exercice de la parentalité seront désormais couverts par la PCH à hauteur d'un montant forfaitaire attribué au titre des aides humaines de 900 euros par mois lorsque l'enfant a moins de 3 ans et de 450 euros lorsqu'il a entre 3 et 7 ans (quel que soit le nombre d'enfants, l'âge du plus jeune étant retenu).

Le montant, également forfaitaire, des aides techniques au titre de la parentalité est fixé à 1.400 euros à la naissance de l'enfant, 1.200 euros à son troisième anniversaire, puis 1.000 euros à son sixième anniversaire.

Le nombre de demandes ayant été marginal en 2021 (moins de 10 demandes), les crédits nécessaires seront pris sur l'enveloppe globale.

- **La prise en compte des "activités relatives à la préparation des repas et à la vaisselle" dans les actes essentiels à intégrer, au titre de l'entretien personnel, dans la détermination du plan d'aides** : jusqu'à présent, le temps pour la préparation des repas était expressément exclu des plans d'aide. Pour autant, le nombre de bénéficiaires dont ce besoin est avéré est aujourd'hui estimé aux alentours de 150 ce qui, à raison de 30 heures par mois porterait le montant prévisionnel de la dépense à environ 1 200 000 € sur un exercice.

- **La suppression de la barrière d'âge des 75 ans** : jusqu'à présent, les personnes dont le handicap avait été reconnu avant 60 ans pouvaient demander la PCH seulement jusqu'à 75 ans. Cette évolution devrait concerner peu de bénéficiaires corréziens.

Par ailleurs, le budget sera aussi impacté par l'évolution des tarifs au 1^{er} avril 2022. En effet, le surcoût évalué en lien avec cette augmentation s'élève à 300 000 €.

Le besoin de crédits pour financer la PCH à domicile en 2022 s'établit donc à 6 390 000 €.

	CA 2019	BP 2020	CA 2020	BP 2021	CA 2021	BP 2022
Nombre de bénéficiaires PCH	654 adultes	660 adultes	612 adultes	660 adultes	634 adultes	650 adultes
	56 enfants	60 enfants	59 enfants	60 enfants	45 enfants	50 enfants
Dépenses P.C.H. en €	5 555 682	5 740 000	5 025 053	6 490 000	5 007 737	6 390 000

Par ailleurs, les crédits propres à l'ACTP (prestation en voie d'extinction) sont proposés à 920 000 €.

	CA 2019	BP 2020	CA 2020	BP 2021	CA 2021	BP 2022
Nombre de bénéficiaires ACTP	162	155	148	160	142	150
Dépenses A.C.T.P. en €	948 059	960 000	931 333	960 000	876 406	920 000

b) La MDPH : 465 000 €

Il s'agit du financement du fonctionnement de la Maison Départementale des Personnes Handicapées (MDPH) : structure essentielle à la reconnaissance, à l'orientation, à la prise en compte et au suivi de la personne handicapée dans toutes ses dimensions.

Tableau d'évolution du financement MDPH

	CA 2019	BP 2020	CA 2020	BP 2021	CA 2021	BP 2022
M.D.P.H. en €	425 856	400 000	428 568	400 000	465 662	465 000

B - Accueil des Personnes Handicapées : 35 463 700 €

Afin de pouvoir honorer les dépenses d'aide sociale liées à l'hébergement dans les différentes structures d'accueil pour personnes handicapées, il est nécessaire de réserver une enveloppe de **35 463 700 €** pour l'exercice 2022.

L'augmentation significative du budget prévisionnel par rapport au BP 2021 s'explique par le financement des revalorisations salariales des établissements relevant de la compétence du Conseil Départemental.

Validée par le Conseil Départemental du 18 février 2022, cette démarche s'inscrit dans la feuille de route corrézienne pour les ESMS en vue de la reconnaissance et de la valorisation des métiers. Dans le cadre d'une concertation avec les responsables des établissements et la représentation syndicale du secteur, l'objectif est de proposer des modalités de revalorisation concertées pour les personnels de ce secteur.

Cette revalorisation représente **2 255 000 €**.

La ventilation de cette enveloppe sur les différents types d'établissement vous est proposée dans le tableau ci-dessous :

	CA 2019	CA 2020	BP 2021	CA 2021	BP 2022
Foyer occupationnel	12 154 935	12 380 003	12 400 000	12 845 413	12 500 700
Foyer d'Accueil Médicalisé	1 939 018	1 765 769	1 800 000	1 790 294	1 800 000
Foyer Hébergement	2 549 454	2 480 000	2 300 000	2 481 478	2 100 000
Personnes Handicapées Vieillissantes (PHV)	5 591 784	5 803 227	5 600 000	6 460 607	6 100 000
Accueil de jour	185 506	108 359	190 000	121 696	190 000
Famille d'accueil	256 554	281 937	260 000	313 955	300 000
Maison d'accueil temporaire	0	11 029	20 000	10 150	11 000
Titres annulés (trop perçu)	7602	1 665	6500	10 848	7 000
Remises gracieuses	0	0	1 255	0	0
Dotations globales	10 823 006	10 574 945	10 600 000	10 136 005	10 200 000
Convention ANDROS	0	85 000	122 245	82 220	0.00
Revalorisation personnes ets CD (FO- FH-SAVS)	0	0	0	0	2 255 000
TOTAL	33 507 859	33 491 934	33 300 000	34 252 666	35 463 700

Il est à noter qu'un montant de 227 961 € de dépenses facturées sur l'exercice 2021 était des dépenses dues au titre de 2020.

	Nombre de jours		Nombre de bénéficiaires	
	2020	2021	2020	2021
Foyer occupationnel	91 722	93 171	315	313
Foyer d'hébergement	51 346	48 016	175	168
Foyer d'accueil médicalisé	15 512	15 208	46	51
PHV	88 889	95 672	291	314

En 2021 le nombre de bénéficiaires est globalement en hausse sur l'ensemble de types d'hébergement entraînant mécaniquement une hausse du nombre de journées à l'exception des foyers d'hébergement (fermeture du foyer d'hébergement de l'ADAPEI à Malemort).

Au vu de l'évolution des besoins d'accompagnement :

- un nombre de prises en charge en foyer occupationnel, foyer d'accueil médicalisé à minima constant,
- une baisse du nombre de prises en charge en foyer d'hébergement en lien avec les accompagnements vers l'habitat inclusif et les familles d'accueil,
- des prises en charge à domicile de plus en plus adaptées dans le cadre de la PCH (notamment l'accompagnement autour des repas),
- des prises en charge innovantes dans un souci permanent d'inclusion, notamment le partenariat signé entre le Département, l'ARS et Andros, porté par l'ADAPEI, permettant l'insertion professionnelle d'autistes sévères en milieu ordinaire de travail,
- du développement de l'habitat inclusif (Famille gouvernante, AVP).

Le budget 2022 est proposé malgré tout à l'identique de 2021 pour accompagner ces transitions vers d'autres modes d'accueil et de prises en charge plus individualisés.

III - VALORISATION DES PLANS D'AIDE EN FAVEUR DES PERSONNES AGEES ET HANDICAPEES EN 2022

La tarification des prestations d'aide à domicile APA, PCH et aide-ménagère est revalorisée conformément à l'**annexe 5**.

SECTION II - RECETTES DE FONCTIONNEMENT : 31 315 000 €

Les recettes concernant la politique Autonomie viennent de 6 sources de financement distinctes :

1 - Les concours CNSA :

Dans l'attente des notifications officielles de la CNSA, **les concours** versés par cette instance au titre de l'A.P.A, de la P.C.H., du fonctionnement de la M.D.P.H., la revalorisation SAAD et l'aide à la vie partagée, sont estimés pour 2022 à **16 023 000 €**, soit 51% des recettes prévisionnelles.

	CA 2019	CA 2020	BP 2021	CA 2021	BP 2022
Concours APA	11 214 284	11 064 918	10 437 945	11 080 799	11 100 000
+ Concours 2 ^{ème} part loi ASV	+ 593 273	+ 2 046 382	+ 1 000 000	+ 2 844 063	+ 2 021 000
Concours PCH	2 111 841	2 134 388	2 030 000	2 055 340	2 000 000
Concours MDPH	425 856	428 568	400 000	465 662	465 000
Revalorisation SAAD	0	0	0	159 635	253 000
Compensation aide à la vie partagée	0	0	0	0	184 000
Total	14 345 254	15 674 256	13 867 945	16 445 864	16 023 000

Le concours CNSA 2022 est établi sur la base des crédits APA 1 obtenus en 2021. S'agissant de l'APA 2 il a fait l'objet d'une estimation sur la base des dernières années.

- Concours APA 1ère part :

La répartition du concours prévisionnel entre les départements est effectuée conformément à l'article R14-10-38 en utilisant les données départementales disponibles au 31 décembre 2021 :

- les personnes âgées de plus de 75 ans (pondération : 50%),
- le volume des dépenses APA (pondération : 20%),
- le nombre de bénéficiaires du RSA (pondération 5%).

- Concours APA 2ème part :

La seconde part du concours APA, créée par la loi d'Adaptation de la Société au Vieillessement, versée par la CNSA aux départements contribue au financement :

- de la revalorisation des plafonds de l'APA à domicile pour les personnes les moins autonomes,
- de la diminution de la participation financière des bénéficiaires de l'APA à domicile dont le plan d'aides est important,
- du droit au répit des aidants,
- de la revalorisation des salaires des professionnels de la branche aide à domicile.

Le calcul du montant de la seconde part du concours APA repose sur l'augmentation des dépenses APA depuis 2015, dans la limite de l'enveloppe de la fraction de Contribution Additionnelle de Solidarité pour l'autonomie (CASA) affectée pour l'année considérée. La répartition entre les départements est calculée en appliquant la part de chaque département dans la charge nouvelle.

Tableau d'évolution de l'APA 2^{ème} part depuis 2016

Année	Montant prévisionnel Année N (a)	TOTAL RECETTES PERCUES Année N
2016	1 594 580,00 €	1 440 000,00 €
2017	2 358 980,00 €	1 416 000,00 €
2018	2 358 980,00 €	1 392 373,02 €
2019	1 257 273,55 €	593 273,55 €
2020	1 542 247,00 €	2 046 382,00 €
2021	2 014 382,45	2 844 063,00

- Concours PCH :

La recette de compensation PCH est établie à **2 000 000 €** sur la base d'une projection à la fois du coefficient appliqué à la Corrèze (déterminé sur la base d'indicateurs tels que la population des 20-59 ans, le nombre de bénéficiaires AAH, PCH et ACTP) et du montant national à répartir.

2 - Le recouvrement des ressources des personnes handicapées et âgées et des recours sur successions pour 13 540 000 € soit 43 % du total des recettes prévisionnelles.

	CA 2019	CA 2020	BP 2021	CA 2021	BP 2022
RECETTES Aide sociale en établissement en € (PA)	7 780 000	7 660 035	7 300 000	7 776 580	7 300 000
RECETTES Aide sociale en établissement en € (PH)	6 600 323	6 724 777	6 300 000	7 228 429	6 240 000
TOTAL	14 380 323	14 384 812	13 600 000	15 005 009	13 540 000

3 - Les indus :

405 000 € de récupération d'indus sont envisagés sur 2022 dont 340 000 € de récupération sur l'APA à domicile, 50 000 € sur l'APA en établissement et 15 000 € au titre de l'ACTP et PCH.

4 - La dotation CNSA prévue par la convention de modernisation des services d'aide à domicile au titre de la Section IV pour la période 2020-2022 qui est fixée à hauteur de 368 000 €.

5 - S'agissant de la Conférence des Financeurs, l'enveloppe prévisionnelle 2021 est inscrite pour un montant de 889 000 € au titre :

- des actions de prévention à domicile ou en établissement,
- du Forfait Autonomie (calculé en fonction du nombre de places autorisées dans les Résidences Autonomie éligibles au dispositif).

Pour rappel, chacun des 2 concours est calculé et versé la même année, déduction faite des crédits accordés et non engagés l'année précédente.

6 - S'agissant de l'attractivité des métiers du médico-social « AMAC 2 », l'enveloppe prévisionnelle 2022 est inscrite pour un montant de 90 000 € au titre de la participation de la Région Nouvelle-Aquitaine.

Afin de permettre la mise en œuvre de l'ensemble de ces dispositions, nous vous proposons d'affecter les crédits de paiement selon le tableau ci-après :

Dépenses de fonctionnement

PROGRAMME	BP 2021	CA 2021	BP 2022
ALLOCATION PERSONNALISEE D'AUTONOMIE	28 500 000 €	27 828 784	30 300 000
APA à domicile	13 000 000 €	12 546 150	15 000 000
APA en Établissement	15 500 000 €	15 282 633	15 300 000
ETABLISSEMENTS POUR PERSONNES AGEES (HORS APA)	13 200 000 €	12 505 022	13 650 000
ETABLISSEMENTS POUR PERSONNES HANDICAPEES	33 300 000 €	34 252 670	35 463 700
Dépenses établissements	33 177 755	34 170 450	33 208 700
Convention ANDROS	122 245	82 220	0
Revalorisation salaires PH établissements CD	0	0	2 255 000
AUTRES ACCOMPAGNEMENTS A DOMICILE PERSONNES AGEES	3 066 454 €	2 647 366	4 167 735
Maintien à domicile (instance - portage de repas - aide ménagère - subventions - tuteurs et ambassadeurs - aide à la mobilité adhésion gérontopole)	1 796 000	1 767 997	1 881 000
Revalorisation SAAD - ICA	0	253 063	630 000
Plan AMAC 2	0	0	300 600
Aide à la vie partagée	0	0	115 000
Domotique - Téléassistance	1 270 454	626 306	1 241 135
AUTRES ACCOMPAGNEMENTS A DOMICILE PERSONNES HANDICAPEES	4 111 000	4 386 760	4 188 000
Maintien à domicile - subvention	11 000	6 850	6 100
Service de suite SAMSAH - SAVS	4 100 000	4 379 910	4 066 900
Aide à la vie partagée	0	0	115 000
PCH - ACTP - MDPH	7 850 000 €	6 356 728	7 775 000
PCH	6 490 000	5 014 660	6 390 000
ACTP	960 000	876 406	920 000
MDPH	400 000	465 662	465 000
CONVENTION CNSA SECTION IV 2020-2022	333 000	234 669	368 000
CONFERENCE DES FINANCEURS	879 000 €	827 824	889 000
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	91 239 454 €	89 102 132	96 801 435

Recettes de fonctionnement

PROGRAMME	BP 2021	CA 2021	BP 2022
ALLOCATION PERSONNALISEE D'AUTONOMIE	11 827 945	14 434 535	13 511 000
ETABLISSEMENTS POUR PERSONNES AGEES (HORS APA)	7 300 000	7 776 580	7 300 000
ETABLISSEMENTS POUR PERSONNES HANDICAPEES	6 300 000	7 228 429	6 240 000
AUTRES ACCOMPAGNEMENTS A DOMICILE PERSONNES AGEES	0.00	159 635	343 000
AUTRES ACCOMPAGNEMENTS A DOMICILE PERSONNES HANDICAPEES	60 000	58 590	237 835
PCH - ACTP - MDPH	2 460 000	2 553 484	2 426 165
CONVENTION CNSA SECTION IV 2020-2022	400 000	203 648	368 000
CONFERENCE DES FINANCEURS	879 000 €	889 232	889 000
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT	29 226 945	33 304 133	31 315 000

En résumé

	Crédits de paiement 2022 DEPENSES	Crédits de paiement 2022 RECETTES
TOTAL FONCTIONNEMENT	96 801 435	31 315 000

Pour mémoire au titre de 2022, les engagements au titre de la politique qui viennent de vous être exposée dans le présent rapport seront effectués sur les enveloppes suivantes :

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT - BP 2022		
Niveau	Libellé	CP
CdR	AUTONOMIE	96 801 435,00
Programme	P014 - AIDE SOCIALE HEBERGEMENT PERSONNES AGEES	13 650 000,00
Opération	P014O001 - AIDE SOCIALE HEBERGEMENT PERSONNES AGEES	13 650 000,00
EPF	EPF	13 650 000,00
AP/EPCP	P014E02 - 2021-ETABLISSEMENTS PERSONNES AGEES/D	13 650 000,00
Programme	P015 - AIDE SOCIALE HEBERGEMENT PERSONNES HANDICAPEES	35 463 700,00
Opération	P015O001 - AIDE SOCIALE HEBERGEMENT PERSONNES HANDICAPEES	33 208 700,00
EPF	EPF	33 208 700,00
AP/EPCP	P015E02 - 2021- ACCUEIL PERSONNES HANDICAPEES /D	33 208 700,00
Opération	P015O002 - REVALORISATION PERSONNELS ETS CD	2 255 000,00
EPF	EPF	2 255 000,00
AP/EPCP	P015E02 - 2021- ACCUEIL PERSONNES HANDICAPEES /D	2 255 000,00
Programme	P018 - ALLOCATION PERSONNALISEE A L'AUTONOMIE	30 300 000,00
Opération	P018O001 - APA A DOMICILE	15 000 000,00
EPF	EPF	15 000 000,00
AP/EPCP	P018E06 - ALLOCATION PERSONNALISEE AUTONOMIE APA /DEPENSES	15 000 000,00
Opération	P018O002 - APA EN ETABLISSEMENT	15 300 000,00
EPF	EPF	15 300 000,00
AP/EPCP	P018E06 - ALLOCATION PERSONNALISEE AUTONOMIE APA /DEPENSES	15 300 000,00
Programme	P035 - AUTRES ACCOMPAGNEMENTS A DOMICILE HANDICAPEES	4 188 000,00
Opération	P035O001 - ASSOCIATION PH	6 100,00
EPF	EPF	6 100,00
AP/EPCP	P035E03 - PARTENARIAT PERSONNES HANDICAPEES SUB /D	6 100,00
Opération	P035O002 - SAMSAH-SAVS	4 066 900,00
EPF	EPF	4 066 900,00
AP/EPCP	P035E01 - PERSONNES HANDICAPEES SAMSAH-SAVS/D	4 066 900,00
Opération	P035O003 - AIDE A LA VIE PARTAGEE PH	115 000,00
EPF	EPF	115 000,00
AP/EPCP	P035E01 - PERSONNES HANDICAPEES SAMSAH-SAVS/D	115 000,00
Programme	P036 - AUTRES ACCOMPAGNEMENTS A DOMICILE PERSONNES AGEES	4 167 735,00
Opération	P036O001 - AIDE MENAGERE	396 000,00
EPF	EPF	396 000,00
AP/EPCP	P036E04 - 2021 - MAINTIEN A DOMICILE PERSONNES AGEES/D	396 000,00
Opération	P036O002 - ASSOCIATIONS PA	7 100,00
EPF	EPF	7 100,00

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT - BP 2022		
Niveau	Libellé	CP
CdR	AUTONOMIE	96 801 435,00
AP/EPCP	P036E06 - 2021-PARTENARIAT EN FAVEUR DES PERSONNES AGEES (SUB)/D	7 100,00
Opération	P036O003 - CENTRE LOCAL D'INFORMATION ET DE COORDINATION	70 000,00
EPF	EPF	70 000,00
AP/EPCP	P036E06 - 2021-PARTENARIAT EN FAVEUR DES PERSONNES AGEES (SUB)/D	70 000,00
Opération	P036O004 - DELEGATION DE SERVICE PUBLIC (DSP) - TELEASSISTANCE	1 241 135,00
AE	AE	1 241 135,00
AP/EPCP	P036E01 - DOMOTIQUE : TELEASSISTANCE / 2013 D	1 241 135,00
Opération	P036O005 - INSTANCES DE COORDINATION DE L'AUTONOMIE (ICA)	1 120 000,00
EPF	EPF	1 120 000,00
AP/EPCP	P036E06 - 2021-PARTENARIAT EN FAVEUR DES PERSONNES AGEES (SUB)/D	1 120 000,00
Opération	P036O006 - PORTAGE REPAS	240 000,00
EPF	EPF	240 000,00
AP/EPCP	P036E06 - 2021-PARTENARIAT EN FAVEUR DES PERSONNES AGEES (SUB)/D	240 000,00
Opération	P036O007 - GRATIFICATIONS TUTEURS ET AMBASSADEURS	35 900,00
EPF	EPF	35 900,00
AP/EPCP	P036E05 - 2021-PARTENARIAT EN FAVEUR DES PERSONNES AGEES (PART)/D	35 900,00
Opération	P036O008 - ADHESION GERONTOPOLE NOUVELLE AQUITAINE	2 000,00
EPF	EPF	2 000,00
AP/EPCP	P036E04 - 2021 - MAINTIEN A DOMICILE PERSONNES AGEES/D	2 000,00
Opération	P036O009 - REVALORISATION SAAD	630 000,00
EPF	EPF	630 000,00
AP/EPCP	P036E05 - 2021-PARTENARIAT EN FAVEUR DES PERSONNES AGEES (PART)/D	630 000,00
Opération	P036O010 - AIDE A LA VIE PARTAGEE PA	115 000,00
EPF	EPF	115 000,00
AP/EPCP	P036E05 - 2021-PARTENARIAT EN FAVEUR DES PERSONNES AGEES (PART)/D	115 000,00
Opération	P036O011 - PLAN AMAC 2	300 600,00
EPF	EPF	300 600,00
AP/EPCP	P036E05 - 2021-PARTENARIAT EN FAVEUR DES PERSONNES AGEES (PART)/D	300 600,00
Opération	P036O012 - AIDE A LA MOBILITE PLAN AMAC 1	10 000,00
EPF	EPF	10 000,00
AP/EPCP	P036E05 - 2021-PARTENARIAT EN FAVEUR DES PERSONNES AGEES (PART)/D	10 000,00
Programme	P050 - CONFERENCE FINANCEURS	889 000,00
Opération	P050O001 - AXE 1- CONTRATS PLURIANNUELS	60 000,00
EPF	EPF	60 000,00
AP/EPCP	P050E04 - 2021-AUTRES ACTIONS DE PREVENTION (PARTICIPATIONS)/D	60 000,00

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT - BP 2022		
Niveau	Libellé	CP
CdR	AUTONOMIE	96 801 435,00
Opération	P050O002 - AXE 2- ACTIONS COLLECTIVES PREVENTION/PERTE AUTONOMIE - PARTICIPATIONS	130 000,00
EPF	EPF	130 000,00
AP/EPCP	P050E04 - 2021-AUTRES ACTIONS DE PREVENTION (PARTICIPATIONS)/D	130 000,00
Opération	P050O003 - AXE 2- ACTIONS COLLECTIVES PREVENTION/PERTE AUTONOMIE - SUBVENTIONS	250 000,00
EPF	EPF	250 000,00
AP/EPCP	P050E08 - 2021- AUTRES ACTIONS DE PREVENTION (SUBVENTIONS)/D	250 000,00
Opération	P050O004 - AXE 3- AIDE AUX AIDANTS - PARTICIPATIONS	101 493,34
EPF	EPF	101 493,34
AP/EPCP	P050E04 - 2021-AUTRES ACTIONS DE PREVENTION (PARTICIPATIONS)/D	101 493,34
Opération	P050O005 - AXE 3- AIDE AUX AIDANTS - SUBVENTIONS	74 000,00
EPF	EPF	74 000,00
AP/EPCP	P050E08 - 2021- AUTRES ACTIONS DE PREVENTION (SUBVENTIONS)/D	74 000,00
Opération	P050O006 - AXE 4- USAGES NUMERIQUES	90 000,00
EPF	EPF	90 000,00
AP/EPCP	P050E04 - 2021-AUTRES ACTIONS DE PREVENTION (PARTICIPATIONS)/D	90 000,00
Opération	P050O008 - FORFAIT AUTONOMIE (LOI ASV)	183 506,66
EPF	EPF	183 506,66
AP/EPCP	P050E03 - 2021- FORFAIT AUTONOMIE (LOI ASV)/D	183 506,66
Programme	P066 - CONVENTION CNSA SECTION IV	368 000,00
Opération	P066O001 - AXE 6 - SOUTIEN AUX AIDANTS PROCHES	10 450,00
AE	AE	10 450,00
AP/EPCP	P066E03 - CNSA SECTION IV 2020-2022 FONCTIONNEMENT	10 450,00
Opération	P066O002 - AXE 1- STRUCTURATION DE L'OFFRE - SUBVENTIONS	10 080,00
AE	AE	10 080,00
AP/EPCP	P066E01 - 2021 CNSA SECTION IV 2020 -2022 FONCTIONNEMENT SUB /D	10 080,00
Opération	P066O003 - AXE 2- AIDE A DOMICILE- MODERNISATION - GESTION	67 200,00
AE	AE	67 200,00
AP/EPCP	P066E01 - 2021 CNSA SECTION IV 2020 -2022 FONCTIONNEMENT SUB /D	67 200,00
AP	AP	0,00
AP/EPCP	P066E05 - CNSA SECTION IV 2020-2022- INVESTISSEMENT	0,00
Opération	P066O004 - AXE 3- AIDE A DOMICILE PROFESSIONNALISATION DU SECTEUR - SUBVENTIONS	2 500,00
AE	AE	2 500,00
AP/EPCP	P066E01 - 2021 CNSA SECTION IV 2020 -2022 FONCTIONNEMENT SUB /D	2 500,00

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT - BP 2022		
Niveau	Libellé	CP
CdR	AUTONOMIE	96 801 435,00
Opération	P066O005 - AXE 3- AIDE A DOMICILE- PROFESSIONNALISATION DU SECTEUR - PARTICIPATIONS	234 342,00
AE	AE	234 342,00
AP/EPCP	P066E02 - CNSA SECTION IV 2020-2022 - FONCTIONNEMENT	0,00
AP/EPCP	P066E03 - CNSA SECTION IV 2020-2022 FONCTIONNEMENT	234 342,00
Opération	P066O006 - AXE 7 - LUTTE CONTRE L'ISOLEMENT	2 500,00
AE	AE	2 500,00
AP/EPCP	P066E03 - CNSA SECTION IV 2020-2022 FONCTIONNEMENT	2 500,00
Opération	P066O007 - AXE 4- PARTICULIERS EMPLOYEURS- SERVICES MANDATAIRES - SUBVENTIONS	10 200,00
AE	AE	10 200,00
AP/EPCP	P066E01 - 2021 CNSA SECTION IV 2020 -2022 FONCTIONNEMENT SUB /D	10 200,00
Opération	P066O008 - AXE 5- ACCUEIL FAMILIAL	10 000,00
AE	AE	10 000,00
AP/EPCP	P066E02 - CNSA SECTION IV 2020-2022 - FONCTIONNEMENT	0,00
AP/EPCP	P066E03 - CNSA SECTION IV 2020-2022 FONCTIONNEMENT	10 000,00
Opération	P066O010 - AXE 6- AIDES AUX AIDANTS - SUBVENTIONS	12 790,00
AE	AE	12 790,00
AP/EPCP	P066E01 - 2021 CNSA SECTION IV 2020 -2022 FONCTIONNEMENT SUB /D	12 790,00
Opération	P066O012 - AXE 7- LUTTE CONTRE L'ISOLEMENT - SUBVENTIONS	7 938,00
AE	AE	7 938,00
AP/EPCP	P066E01 - 2021 CNSA SECTION IV 2020 -2022 FONCTIONNEMENT SUB /D	7 938,00
Programme	P127 - PCH - ACTP - MDPH	7 775 000,00
Opération	P127O001 - ALLOCATION COMPENSATRICE TIERCE PERSONNE	920 000,00
EPF	EPF	920 000,00
AP/EPCP	P127E09 - PCH - ACTP - MDPH / DEPENSES	920 000,00
Opération	P127O002 - CAISSE NATIONALE DE SOLIDARITE POUR L'AUTONOMIE (CNSA) - MDPH	465 000,00
EPF	EPF	465 000,00
AP/EPCP	P127E09 - PCH - ACTP - MDPH / DEPENSES	465 000,00
Opération	P127O004 - PCH A DOMICILE	6 310 000,00
EPF	EPF	6 310 000,00
AP/EPCP	P127E09 - PCH - ACTP - MDPH / DEPENSES	6 310 000,00
Opération	P127O005 - PCH EN ETABLISSEMENT	80 000,00
EPF	EPF	80 000,00
AP/EPCP	P127E09 - PCH - ACTP - MDPH / DEPENSES	80 000,00
	TOTAL	96 801 435,00

	RECETTES DE FONCTIONNEMENT - BP 2022	
Niveau	Libellé	CP
CdR	AUTONOMIE	31 315 000,00
Programme	P014 - AIDE SOCIALE HEBERGEMENT PERSONNES AGEES	7 300 000,00
Opération	P014O001 - AIDE SOCIALE HEBERGEMENT PERSONNES AGEES	7 300 000,00
EPF	EPF	7 300 000,00
AP/EPCP	P014E04 - RECETTES ETABLISSEMENTS PA 2021	7 300 000,00
Programme	P015 - AIDE SOCIALE HEBERGEMENT PERSONNES HANDICAPEES	6 240 000,00
Opération	P015O001 - AIDE SOCIALE HEBERGEMENT PERSONNES HANDICAPEES	6 240 000,00
EPF	EPF	6 240 000,00
AP/EPCP	P015E06 - 2021- ACCUEIL PERSONNES HANDICAPEES /R	6 240 000,00
Programme	P018 - ALLOCATION PERSONNALISEE A L'AUTONOMIE	13 511 000,00
Opération	P018O001 - APA A DOMICILE	340 000,00
EPF	EPF	340 000,00
AP/EPCP	P018E07 - ALLOCATION PERSONNALISEE AUTONOMIE APA /RECETTES	340 000,00
Opération	P018O002 - APA EN ETABLISSEMENT	50 000,00
EPF	EPF	50 000,00
AP/EPCP	P018E07 - ALLOCATION PERSONNALISEE AUTONOMIE APA /RECETTES	50 000,00
Opération	P018O003 - CAISSE NATIONALE DE SOLIDARITE POUR L'AUTONOMIE (CNSA)	13 121 000,00
EPF	EPF	13 121 000,00
AP/EPCP	P018E07 - ALLOCATION PERSONNALISEE AUTONOMIE APA /RECETTES	13 121 000,00
Programme	P035 - AUTRES ACCOMPAGNEMENTS A DOMICILE HANDICAPES	237 835,68
Opération	P035O002 - SAMSAH-SAVS	53 835,68
EPF	EPF	53 835,68
AP/EPCP	P035E02 - 2021-PERSONNES HANDICAPEES RECETTES/R	53 835,68
Opération	P035O003 - AIDE A LA VIE PARTAGEE PH	184 000,00
EPF	EPF	184 000,00
AP/EPCP	P035E02 - 2021-PERSONNES HANDICAPEES RECETTES/R	184 000,00
Programme	P036 - AUTRES ACCOMPAGNEMENTS A DOMICILE PERSONNES AGEES	343 000,00
Opération	P036O009 - REVALORISATION SAAD	253 000,00
EPF	EPF	253 000,00
AP/EPCP	P036E09 - PERSONNES AGEES MAINTIEN A DOMICILE	253 000,00
Opération	P036O011 - PLAN AMAC 2	90 000,00
EPF	EPF	90 000,00
AP/EPCP	P036E09 - PERSONNES AGEES MAINTIEN A DOMICILE	90 000,00

	RECETTES DE FONCTIONNEMENT - BP 2022	
Niveau	Libellé	CP
CdR	AUTONOMIE	31 315 000,00
Programme	P050 - CONFERENCE FINANCEURS	889 000,00
Opération	P050O007 - CONFERENCE FINANCEURS RECETTES	705 493,34
EPF	EPF	705 493,34
AP/EPCP	P050E07 - 2021-AUTRES ACTIONS DE PREVENTION /R	705 493,34
Opération	P050O008 - FORFAIT AUTONOMIE (LOI ASV)	183 506,66
EPF	EPF	183 506,66
AP/EPCP	P050E06 - 2021- FORFAIT AUTONOMIE (LOI ASV)/R	183 506,66
Programme	P066 - CONVENTION CNSA SECTION IV	368 000,00
Opération	P066O013 - CAISSE NATIONALE DE SOLIDARITE POUR L'AUTONOMIE (CNSA) - RECETTES	368 000,00
EPF	EPF	368 000,00
AP/EPCP	P066E09 - RECETTES FONCT CNSA SECTION IV 2020-2022/R	0,00
AP/EPCP	P066E08 - 2021 - RECETTES CNSA SECTION IV 2020-2022/R	368 000,00
Programme	P127 - PCH - ACTP - MDPH	2 426 164,32
Opération	P127O001 - ALLOCATION COMPENSATRICE TIERCE PERSONNE	5 000,00
EPF	EPF	5 000,00
AP/EPCP	P127E05 - 2021 - ACTP /R	0,00
AP/EPCP	P127E10 - PCH - ACTP - MDPH / RECETTES	5 000,00
Opération	P127O002 - CAISSE NATIONALE DE SOLIDARITE POUR L'AUTONOMIE (CNSA) - MDPH	411 164,32
EPF	EPF	411 164,32
AP/EPCP	P127E10 - PCH - ACTP - MDPH / RECETTES	411 164,32
Opération	P127O003 - CAISSE NATIONALE DE SOLIDARITE POUR L'AUTONOMIE (CNSA) - PCH	2 000 000,00
EPF	EPF	2 000 000,00
AP/EPCP	P127E10 - PCH - ACTP - MDPH / RECETTES	2 000 000,00
Opération	P127O004 - PCH A DOMICILE	10 000,00
EPF	EPF	10 000,00
AP/EPCP	P127E10 - PCH - ACTP - MDPH / RECETTES	10 000,00
	TOTAL	31 315 000,00

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

POLITIQUE DE L'AUTONOMIE - DOTATIONS 2022

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2022.04.08/201 en date du 8 avril 2022, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Madame Sandrine MAURIN, Rapporteur,

DÉLIBÈRE

Article 1^{er} : est décidée l'affectation des crédits de paiement suivants au titre de la politique de l'Autonomie 2022 :

	Crédits de paiement 2022 DEPENSES	Crédits de paiement 2022 RECETTES
TOTAL FONCTIONNEMENT	96 801 435 €	31 315 000 €

Article 2 : sont approuvés globalement les objectifs, actions et dotations relatifs à la politique de l'Autonomie :

Dépenses de fonctionnement

PROGRAMME	BP 2022
ALLOCATION PERSONNALISEE D'AUTONOMIE	30 300 000
APA à domicile	15 000 000
APA en Établissement	15 300 000
ETABLISSEMENTS POUR PERSONNES AGEES (HORS PA)	13 650 000
ETABLISSEMENTS PERSONNES HANDICAPEES	35 463 700
Dépenses Établissements	33 208 700
Convention ANDROS	0
Revalorisation salaires PH établissements CD	2 255 000
AUTRES ACCOMPAGNEMENTS A DOMICILE PERSONNES AGEES	4 167 735
Maintien à domicile (instance - portage de repas - aide-ménagère- subventions - tuteurs et ambassadeurs - aide à la mobilité - adhésion Gérontopôle	1 881 000
Revalorisation SAAD - ICA	630 000
Plan AMAC 2	300 600
Aide à la vie partagée	115 000
Domotique - Téléassistance	1 241 135
AUTRES ACCOMPAGNEMENTS A DOMICILE PERSONNES HANDICAPEES	4 188 000
Maintien à domicile - subvention	6 100
Service de suite SAMSAH - SAVS	4 066 900
Aide à la vie partagée	115 000
PCH - ACTP - MDPH	7 775 000
PCH	6 390 000
ACTP	920 000
MDPH	465 000
CONVENTION CNSA SECTION IV 2020-2022	368 000
CONFERENCE DES FINANCEURS	889 000
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	96 801 435

Recettes de fonctionnement

PROGRAMME	BP 2022
ALLOCATION PERSONNALISEE D'AUTONOMIE	13 511 000
ETABLISSEMENTS POUR PERSONNES AGEES (HORS PA)	7 300 000
ETABLISSEMENTS PERSONNES HANDICAPES	6 240 000
AUTRES ACCOMPAGNEMENTS A DOMICILE PERSONNES AGEES	343 000
AUTRES ACCOMPAGNEMENTS A DOMICILE PERSONNES HANDICAPEES	237 835
PCH - ACTP - MDPH	2 426 165
CONVENTION CNSA SECTION IV 2020-2022	368 000
CONFERENCE DES FINANCEURS	889 000
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT	31 315 000

Article 3 : sont approuvés les montants des subventions aux ICA pour 2022, tels qu'établis en annexe 1, 1 bis et 1 ter.

Article 4 : sont approuvés les montants des subventions aux services de portage de repas 2022, tels qu'établis en annexes 2, 2 bis et 2 ter.

Article 5 : sont approuvés les montants des subventions allouées pour 2022 aux partenaires et associations développant des actions en faveur des personnes âgées et des personnes handicapées, tels qu'établis en annexe 3.

Article 6 : est approuvée sur 2022, la mobilisation d'une enveloppe de 45 900 € pour valoriser l'investissement des ambassadeurs et tuteurs des SAAD dans le cadre du plan corrézien de recrutement d'aides à domicile "AMAC" et l'aide à la mobilité.

Article 7 : est approuvée, dans le cadre du programme pluriannuel d'actions intégré dans la Convention CNSA section IV 2020-2022, la mobilisation d'une enveloppe de 368 000 €.

Article 8 : sont approuvés les montants du forfait autonomie attribué à chaque résidence tels qu'ils figurent en annexe 4 bis.

Article 9 : Monsieur le Président est autorisé à signer l'avenant type joint en annexe 4.

Article 10 : est approuvée la tarification des prestations d'aides sociales à domicile APA, PCH et aide-ménagère pour l'année 2022 (annexe 5).

Imputations budgétaires :

Les recettes correspondantes seront imputées sur le Budget Départemental :

- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 9355.0
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 9355.1
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 9355.2
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 9355.3
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 935-2
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 935-3.

Les dépenses correspondantes seront imputées sur le Budget Départemental :

- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 935-5
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 9355.0
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 9355.1
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 9355.2
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 9355.3
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 935-2
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 935-3
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 935-0.

Adopté, à main levée, à la majorité, par 28 voix pour, 10 contre.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant

de L'État le : 12 avril 2022

Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20220408-4845-DE-1-1

Affiché le : 12 avril 2022

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL



L'an deux mille vingt-deux et le huit avril, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :

Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Madame Valérie TAURISSON, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Madame Patricia BUISSON, Monsieur Franck PEYRET, Madame Agnès AUDEGUILL, Madame Audrey BARTOUT, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Jean-Jacques LAUGA, Monsieur Philippe LESCURE, Madame Marilou PADILLA-RATELADE, Madame Rosine ROBINET, Monsieur Gérard SOLER, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Julien BOUNIE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Madame Claude CHIRAC, Monsieur Bernard COMBES, Madame Jacqueline CORNELISSEN, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Monsieur Sébastien DUCHAMP, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Didier MARSALÉIX, Madame Frédérique MEUNIER, Madame Annick TAYSSE, Madame Sonia TROYA, Madame Stéphanie VALLÉE, Madame Marie-Laure VIDAL, Monsieur Eric ZIOLO

Pouvoir :

Monsieur Anthony MONTEIL à Madame Stéphanie VALLÉE

Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.



Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.



AVENANT N° 1
Convention de financement ICA 2018-2021

Entre les soussignés

Le Département de la CORRÈZE, représenté par son Président, Pascal COSTE, dûment habilité à cet effet, par délibération de l'Assemblée plénière du 8 Avril 2022,

d'une part,

et

L'Instance de Coordination de l'Autonomie de, sise à, représentée par son/sa Président(e),, dûment habilité(e) à cet effet,

d'autre part,

VU la délibération de l'Assemblée Plénière du 6 Juillet 2017 approuvant la convention fixant les règles d'accompagnement du Conseil départemental pour les Instances de Coordination de l'Autonomie pour la période 2018-2021,

VU la délibération de l'Assemblée Plénière du 10 Avril 2020,

VU la délibération de l'Assemblée Plénière du 8 Avril 2022,

Le présent avenant a pour objet de prolonger la durée de la convention de financement 2018-2021 et de l'avenant n° 1 entre les Instances de Coordination de l'Autonomie (ICA) et le Conseil départemental de la Corrèze.

ARTICLE 1 : La convention de financement ICA 2018-2021 signée leest modifiée comme suit :

ARTICLE 5 : DUREE

La convention est prolongée d'une durée d'un an, soit jusqu'au 31 décembre 2022.

ARTICLE 2 : Le reste de la convention est inchangé.

Fait à TULLE, en deux exemplaires,

Le

Le Président du Conseil Départemental

Le/La Président(e) de l'Instance de Coordination
de l'Autonomie de

Pascal COSTE

Prénom NOM

FINANCEMENT DES INSTANCES DE COORDINATION DE L'AUTONOMIE POUR 2022

CANTONS	ICA	Relais info Autonomie	Mission coordination	Dotation 2022 relais info ET Mission coordination niveau 3 (sauf Brive)
		B	D	E= B+D
		27 000 €	130 €	
ALLASSAC	ALLASSAC	27 000,00 €	25 381,20 €	52 381,20 €
ARGENTAT	XAINTRIE VAL DORDOGNE (CIAS)	27 000,00 €	19 773,00 €	46 773,00 €
	ICA XAINTRIES	54 000,00 €	16 941,60 €	70 941,60 €
BRIVE 1-2-3-4	BRIVE OUEST 1	27 000,00 €	12 050,00 €	39 050,00 €
	BRIVE 2 NORD-CENTRE	27 000,00 €	12 150,00 €	39 150,00 €
	BRIVE 3	27 000,00 €	11 100,00 €	38 100,00 €
	BRIVE 4	27 000,00 €	12 850,00 €	39 850,00 €
EGLETONS	PAYS DE VENTADOUR	54 000,00 €	21 005,40 €	75 005,40 €
HAUTE DORDOGNE	BORT LES ORGUES	27 000,00 €	12 690,60 €	39 690,60 €
	GORGES DE HAUTE DORDOGNE (NEUVIC)	27 000,00 €	10 740,60 €	37 740,60 €
MALEMORT SUR CORREZE	MALEMORT	27 000,00 €	32 728,80 €	59 728,80 €
MIDI CORREZIEN	MIDI CORREZIEN (CIAS)	81 000,00 €	35 373,00 €	116 373,00 €
NAVES	CORREZE	27 000,00 €	11 317,80 €	38 317,80 €
	NAVES SECTEUR TULLE CAMP NORD	27 000,00 €	18 291,00 €	45 291,00 €
PLATEAU DE MILLEVACHES	BUGEAT	27 000,00 €	7 792,20 €	34 792,20 €
	MEYMAC	27 000,00 €	11 200,80 €	38 200,80 €
	SORNAC	27 000,00 €	6 536,40 €	33 536,40 €
ST PANTALEON DE LARCHE	ST PANTALEON DE LARCHE	27 000,00 €	29 710,20 €	56 710,20 €
SAINTE FORTUNADE	LA ROCHE CANILLAC	27 000,00 €	8 681,40 €	35 681,40 €
	TULLE CAMP SUD	27 000,00 €	20 943,00 €	47 943,00 €
SEILHAC MONEDIERES	SEILHAC	27 000,00 €	18 470,40 €	45 470,40 €
	TREIGNAC	27 000,00 €	18 025,80 €	45 025,80 €
TULLE	TULLE	27 000,00 €	34 959,60 €	61 959,60 €
USSEL	EYGURANDE	27 000,00 €	6 770,40 €	34 410,00 €
	USSEL	27 000,00 €	27 760,20 €	54 120,60 €
UZERCHE	UZERCHE (CIAS)	27 000,00 €	26 707,20 €	53 707,20 €
	CANTON UZERCHE SECTEUR LUBERSAC	27 000,00 €	23 914,80 €	50 914,80 €
YSSANDONNAIS	YSSANDONNAIS SECTEUR JUILLAC	27 000,00 €	12 370,80 €	39 370,80 €
	YSSANDONNAIS SECTEUR OBJAT	27 000,00 €	21 808,80 €	48 808,80 €
	TOTAL	891 000,00 €	529 000,00 €	1 420 000,00 €

AVENANT N° 1 A LA CONVENTION DE FINANCEMENT 2018-2021
POUR L'OUVERTURE DU SYSTÈME D'INFORMATION METIER "GENESIS" AU CLIC POUR LE SUIVI DES PARCOURS
EN COORDINATION
ET LA PROLONGATION DE LA CONVENTION POUR 2022

Entre les soussignés

Le Département de la CORRÈZE, représenté par son Président, Pascal COSTE, dûment habilité à cet effet, par délibération de l'Assemblée Plénière du 8 Avril 2022,

d'une part,

Le Centre Local d'information et de Coordination porté par le Centre Communal d'Action Sociale de BRIVE LA GAILLARDE, représentée par son Président, Frédéric SOULIER, dûment habilité à cet effet,

d'autre part,

VU les délibérations de l'Assemblée Plénière du 6 Juillet 2017, de la Commission Permanente du 21 septembre 2018 et de l'Assemblée Plénière du 8 Avril 2022,

PREAMBULE :

Le présent avenant a pour objet de prolonger la durée de la convention signée le 14 décembre 2018 et de préciser les modalités d'échanges de données entre les coordinateurs du CLIC et le Conseil départemental de la Corrèze dans le cadre de l'exercice des missions communes définies à l'article 2 de la convention visée supra.

ARTICLE 1 : La convention de financement CLIC-CD 2018-2021 signée le 14 décembre 2018 est modifiée comme suit :

ARTICLE 5 : DUREE

La convention est prolongée d'une durée d'un an, soit jusqu'au 31 décembre 2022.

ARTICLE 2 : La convention de financement CLIC-CD 2018-2021 signée le 14/12/2018 est modifiée comme suit :
Pour assurer les missions communes définies à l'article 2, le Conseil départemental de la Corrèze autorise l'accès à son Système d'information Métier "Genesis" via une habilitation des professionnels coordonnateurs de l'ICA. L'accès sécurisé Genesis s'adresse aux professionnels coordonnateurs du CLIC qui traiteront les données personnelles dans le cadre du Règlement Général de la Protection des Données, dans le strict cadre de leurs missions et pour lesquelles ils ont recueilli le consentement des personnes. En annexe du présent avenant, une note reprenant les termes d'engagement dans le cadre de la protection des données.

ARTICLE 3 : Le reste de la convention est inchangé.

Le présent avenant entrera en vigueur dès sa transmission à Madame la Préfète de la Corrèze.

Fait à Tulle, en 3 exemplaires,

Le

Le Président du Conseil Départemental

Pour le Président du CCAS de Brive,
le Président,

Pascal COSTE

Frédéric SOULIER

SUBVENTION 2022 - PORTAGE DE REPAS ACTIVITE 2021

PAR LES INSTANCES (6)

STRUCTURE PORTAGE DE REPAS	JA 2021	NOMBRE DE BENEFICIAIRES EN 2021	SUBV 2022
ICA BORT LES ORGUES	8 438	55	4 275,20 €
ICA BUGEAT	19 314	116	19 525,60 €
ICA ST PANTALEON DE LARCHE	15 459	123	7 983,60 €
CIAS MIDI CORREZIEN	37 036	251	23 114,40 €
ICA XAINTRIES	7 283	71	10 913,20 €
CIAS XAINTRIE VAL'DORDOGNE	16 833	91	7 633,20 €
TOTAL	104 363	707	73 445,20 €

PAR LES AUTRES STRUCTURES (9)

STRUCTURE PORTAGE DE REPAS	JA 2021	NOMBRE DE BENEFICIAIRES EN 2021	SUBV 2022
AGGENA	48 251	278	22 900,40 €
AIIDAH	25 717	208	16 686,80 €
BRIVE (CCAS)	107 944	554	47 677,60 €
CORREZE (EHPAD DE)	14 571	89	12 628,40 €
EGLETONS (Association ADAGE)	18 966	102	13 486,40 €
EYGURANDE (Centre hospitalier)	4 172	24	5 668,80 €
LA CROISEE DES ANS	28 759	181	14 203,60 €
NEUVIC (EHPAD DE)	7 921	51	7 168,40 €
USSEL (CCAS)	22 973	153	10 989,20 €
TOTAL	279 274	1 640	151 409,60 €

TOTAL 2022 (Activité 2021)

PORTAGE DE REPAS	JA 2021	NOMBRE DE BENEFICIAIRES EN 2021	SUBV 2022
TOTAL	383 637	2 347	224 854,80 €

AVENANT A LA CONVENTION DE GESTION
DE SERVICE PORTAGE DE REPAS
ICA

Entre les soussignés

Le Département de la CORRÈZE, représenté par son Président, Monsieur Pascal COSTE, dûment habilité à cet effet, par délibération de l'Assemblée plénière du 8 avril 2022,

d'une part,

Et :

L'Instance de Coordination de l'Autonomie de, sise à,
représentée par son/sa Président(e),, dûment habilité(e) à cet effet,

d'autre part,

VU la délibération de l'Assemblée plénière du 8 avril 2022, il est convenu :

ARTICLE 1^{er} : La convention de gestion de service portage repas signée le est modifiée comme suit :

DURÉE DE LA CONVENTION

La convention est prolongée jusqu'au 31 décembre 2022.

ARTICLE 2 : le reste est inchangé.

Fait à TULLE, le
En trois exemplaires

Le Président du Conseil Départemental,

Le/La Président(e) de l'ICA

Pascal COSTE

Prénom NOM

AVENANT A LA CONVENTION DE GESTION
DE SERVICE PORTAGE DE REPAS
AUTRES STRUCTURES ORGANISATRICES

Entre les soussignés

Le Département de la CORRÈZE, représenté par son Président, Monsieur Pascal COSTE, dûment habilité à cet effet, par délibération de l'Assemblée plénière du 8 avril 2022,

d'une part,

Et :

Le, sise, représentée par....., dûment habilité à cet effet,

d'autre part,

Et :

L'Instance de Coordination de l'Autonomie de, sise à, représentée par son/sa Président(e),, dûment habilité(e) à cet effet,

d'autre part.

VU la délibération de l'Assemblée plénière du 8 avril 2022, il est convenu :

ARTICLE 1^{er} : La convention de gestion de service portage repas signée le est modifiée comme suit :

DURÉE DE LA CONVENTION

La convention est prolongée jusqu'au 31 décembre 2022.

ARTICLE 2 : le reste est inchangé.

Fait à TULLE, le
En quatre exemplaires

Le Président du Conseil
Départemental,

Le/La Président(e) de la structure
organisatrice du Portage de Repas

Le/La Président(e) de l'ICA
.....

Pascal COSTE

Prénom NOM

Prénom NOM

ANNEE 2022

Social - Anciens combattants et victimes de guerre

Bénéficiaire	Description de la subvention	Subvention attribuée pour 2022
ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DES INTERNES, RESISTANTS ET PATRIOTES	2022 - Subvention de fonctionnement	300,00
ASSOCIATION DES RETRAITES MILITAIRES ET VEUVES DE MILITAIRES DE LA CORREZE	2022 - Subvention de fonctionnement	150,00
ASSOCIATION LE SOUVENIR Français	2022 - Subvention de fonctionnement	150,00
ASSOCIATION LE SOUVENIR Français	2022 - Subvention exceptionnelle	300,00
ASSOCIATION NATIONALE ANCIENS COMBATTANTS ET AMIS DE LA RESISTANCE 19	2022 - Subvention de fonctionnement	150,00
ASSOCIATION REPUBLICAINE ANCIENS COMBATTANTS & VICTIMES GUERRE - CTE CORREZE	2022 - Subvention de fonctionnement	150,00
COMITE DEPARTEMENTAL DE LA F.N.A.C.A. (COMB. EN ALGERIE-MAROC-TUNISIE)	2022 - Subvention de fonctionnement	1 200,00
COMITE DES MARTYRS DE TULLE	2022 - Subvention de fonctionnement	300,00
COMITE MEMORIAL CORREZIEN DE LA RESISTANCE ET DEPORTATION (C.M.C.R.D)	2022 - Subvention de fonctionnement	500,00
COMITE MEMORIAL CORREZIEN DE LA RESISTANCE ET DEPORTATION (C.M.C.R.D)	2022 - Subvention exceptionnelle	500,00
OFFICE NATIONAL DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES GUERRE	2022 - Subvention de fonctionnement	460,00
UNION DEPARTEMENTALE DES ASSOC. DE COMBATTANTS-VICTIMES DE GUERRE	2022 - Subvention de fonctionnement	150,00
UNION DEPARTEMENTALE DES MEDAILLES MILITAIRES DE LA CORREZE	2022 - Subvention de fonctionnement	100,00
UNION NATIONALE DES PARACHUTISTES - SECTION CORREZE	2022 - Subvention exceptionnelle	500,00
Nombre de dossier : 14	TOTAL	4 910,00

ANNEE 2022

Social - Personnes Agées

Bénéficiaire	Description de la subvention	Subvention attribuée pour 2022
ASSOCIATION DE SOINS PALLIATIFS	2022 - Subvention de fonctionnement	600,00
ASSOCIATION DES RETRAITES DE L'ARTISANAT CORREZE - FENARA	2022 - Subvention de fonctionnement	500,00
ASSOCIATION LE TRAIT D'UNION BRIVISTE	2022 - Subvention de fonctionnement	150,00
UNION DEPARTEMENTALE DES RETRAITES DE LA POLICE	2022 - Subvention de fonctionnement	150,00
UNION DÉPARTEMENTALE DU PERSONNEL ET DES RETRAITÉS DE LA GENDARMERIE	2022 - Subvention exceptionnelle	500,00
UNION NATIONALE DES RETRAITES PERSONNES AGEES	2022 - Subvention de fonctionnement	150,00
Nombre de dossier : 6	TOTAL	2 050,00

ANNEE 2022

Social - Handicapés

Bénéficiaire	Description de la subvention	Subvention attribuée pour 2022
ASSOCIATION DES LARYNGECTOMISES ET MUTILES DE LA VOIX DU LIMOUSIN	2022 - Subvention de fonctionnement	150,00
CENTRE DE CHIENS GUIDES D'AVEUGLES DU CENTRE OUEST	2022 - Subvention de fonctionnement	200,00
FNATH - FEDERATION NATIONALE DES ACCIDENTES DE LA VIE GRPT CORREZE DORDOGNE	2022 - Subvention de fonctionnement	3 000,00
GROUPE DES APHASIQUES CORREZIENS	2022 - Subvention de fonctionnement	150,00
GROUPEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIO-EDUCATIFS DU LIMOUSIN - GEMSEL	2022 - Subvention de fonctionnement	2 000,00
LA BELLE ECHAPPEE	2022 - Subvention de fonctionnement	500,00
Nombre de dossier : 6	TOTAL	6 000,00



AVENANT N° 6 - ANNÉE 2022

A LA CONVENTION RESIDENCE AUTONOMIE ET ALLOCATION DU FORFAIT AUTONOMIE

ENTRE d'une part

Le Conseil départemental de la Corrèze, Hôtel du Département "Marbot", 9 rue René et Émile Fage, à TULLE (19000),
Représenté par son Président, Monsieur Pascal COSTE, dûment habilité à signer en vertu de la délibération du Conseil Départemental du 8 avril 2022, dénommé ci après le Département,

ET d'autre part

La Résidence Autonomie, dénommée sise à
.....
Représentée par M....., gestionnaire de ladite Résidence Autonomie,
dénommée ci après l'établissement,

Vu le Code général des Collectivités Territoriales,
Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF), notamment Livre III Titre 1^{er},
Vu la loi 2015-1778 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,
Vu le décret n°2016-696 du 27 mai 2016 relatif aux résidences autonomie et portant diverses dispositions relatives aux établissements sociaux et médico-sociaux pour personnes âgées,
Vu la délibération du Conseil Départemental en date du 25 novembre 2016 fixant notamment les modalités de conventionnement et d'attribution du forfait autonomie,
Vu la délibération du Conseil Départemental en date du 8 avril 2022,

Considérant l'enveloppe annuelle de crédits fléchés accordés par la CNSA au Département de la Corrèze,
Considérant la capacité autorisée dudit établissement,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1^{er} :

La convention Résidence Autonomie et allocation du forfait autonomie signée le 31 décembre 2016 est modifiée comme suit :

ARTICLE 2 : Montant du forfait autonomie et modalité de versement

Pour l'année 2022, dans le cadre des actions menées par l'Établissement au titre des actions individuelles ou collectives de prévention de la perte d'autonomie, au sein de l'établissement ou à l'extérieur de celui-ci, le **montant du forfait autonomie est fixé à 383.10 €/place autorisée au sein de l'établissement.**

Compte tenu de la capacité autorisée de l'établissement, le montant du forfait autonomie 2022 s'élèvera à XXXXXXXX €.

Le versement du forfait autonomie est effectué en une seule fois à la signature du présent avenant.

ARTICLE 3 :

Le reste est inchangé.

Fait à TULLE, le
En deux exemplaires

Pour le Conseil départemental de la Corrèze,
Le Président du Conseil Départemental

Pour la Résidence Autonomie
Le (La) Président(e)

Pascal COSTE

M. _____

REPARTITION ENVELOPPE FORFAIT AUTONOMIE 2022 AUPRES DES 10 RESIDENCES AUTONOMIE CORREZIENNES

Forfait 2022 (479 places)

183 506,66 €

FA/ place

383,10 €

479

Répartition 2022

Résidences Autonomie	Accueil temporaire PA Capacité autorisée	Hébergement Logement Foyer P.A. F1 Capacité autorisée	Hébergement Logement Foyer P.A. F1B. Capacité autorisée	Hébergement Logement Foyer P.A. F2 Capacité autorisée	383,10 € /place de F1	383,10*2/ place de F2 soit 766,21	TOTAL A VERSER
LOGEMENT FOYER MULTISITE BRIVE - TUJAC		4	51	1	21 070,70	766,21	21 836,91
LOGEMENT FOYER MULTISITE BRIVE - CHAPEAU ROUGE		2	53	10	21 070,70	7 662,07	28 732,78
LOGEMENT FOYER MULTISITE BRIVE - JARDINS DE RIVET		0	26	19	9 960,70	14 557,94	24 518,64
LOGEMENT FOYER MULTISITE BRIVE - LES GENETS		1	38	8	14 941,04	6 129,66	21 070,70
							96 159,02
LOGEMENT FOYER BORT-LES-ORGUES		30	0	20	11 493,11	15 324,15	26 817,26
LOGEMENT FOYER TULLE		15	4	5	7 278,97	3 831,04	11 110,01
LOGEMENT FOYER USSEL		0	0	30	0,00	22 986,22	22 986,22
MARPA LIGINIAC	2	7	4	1	4 980,35	766,21	5 746,56
FOYER LOGEMENT LAGUENNE		0	10	10	3 831,04	7 662,07	11 493,11
MARPA OBJAT	2	0	22	0	9 194,49	0,00	9 194,49
TOTAL	4	59	208	104	103 821,10	50 569,69	183 506,66

Services ou interventions	Coût horaire brut 1er janvier 2021		Coût horaire brut 1er janvier 2022		Coût horaire brut 1er avril 2022		Observations
	Semaine	Dimanches Jours fériés	Semaine	Dimanches Jours fériés	Semaine	Dimanches Jours fériés	
Services Prestataires							
. APA	21,00 €	27,37 €	21,00 €	27,37 €	22,00 €	27,37 €	
. APA	16,00 €	27,37 €	16,00 €	27,37 €	22,00 €	27,37 €	
. PCH	18,70 €	27,37 €	18,70 €	27,37 €	22,00 €	27,37 €	
Emplois directs							
APA							
Mandatitaire	10,60 €	11,66 €	10,60 €	11,66 €	10,60 €	11,66 €	
Emploi direct	10,08 €	11,08 €	10,08 €	11,08 €	10,08 €	11,08 €	
Tiers familial *	5,51 €						
PCH							
Aide à domicile (situation de principe)							
Mandatitaire	15,63 €		15,76 €		15,76 €		
Emploi direct	14,21 €		14,33 €		14,33 €		
Aide à domicile réalisant des gestes liés à des soins spécifiques (L1111-6-1 CSP ou aspirations endo trachéales)							
Mandatitaire	16,40 €		16,53 €		16,53 €		
Emploi direct	14,91 €		15,03 €		15,03 €		
PCH parentalité							
Aide humaine							900€ pour enfant de moins de 3 ans et 1350€ pour une famille monoparentale. 450€ pour un enfant entre 3 et 7 ans et 675€ pour une famille monoparentale
Aide technique							1400€ à la naissance, 1200€ au 3ème anniversaire, et 1000€ au 6ème anniversaire
Tiers familial							
Aidant familial dédommagé	3,99 €		4,13 €		4,13 €		
Aidant familial dédommagé si renonce à son activité professionnelle	5,98 €		6,19 €		6,19 €		
Garde de nuit							
APA : forfait nuit							
Aide au répit des aidants							
Forfait relayage	200,00 €		200,00 €		200,00 €		Prestataire ADOM limousin
Aide ménagère au titre de l'aide sociale	18,20 €		18,20 €		22,00 €		moins une participation de 1 € à la charge de l'usager (règlement départemental)
Aide administrative services mandataires (ICA et SAAD)	0,5 € par heure dans la limite de 10 e par mois		0,5 € par heure dans la limite de 10 e par mois				Plafonds applicables aux services et instances

* ne concerne que la filiation directe soit uniquement enfants / genre et bellefille

VALORISATION DES PLANS D'AIDE (AUTRE QUE AIDES HUMAINES)

Prestations	Coût de la prestation à compter du 1er janvier 2021	Coût de la prestation à compter du 1er janvier 2022	Observations
Famille d'accueil personnes âgées et/ou personnes handicapées	Sujétions particulières s'échelonnant par jour de : GIR 1-2 : jusqu'à 1,46 SMIC horaire brut GIR 3-4 : jusqu'à 0,73 SMIC horaire brut Sujétions pour frais d'entretien par jour GIR 1-4 : jusqu'à 2MG	Sujétions particulières s'échelonnant par jour de : GIR 1-2 : jusqu'à 1,46 SMIC horaire brut GIR 3-4 : jusqu'à 0,73 SMIC horaire brut Sujétions pour frais d'entretien par jour GIR 1-4 : jusqu'à 2MG	SMIC = 10,57 €/h au 1er janvier 2022 1 MG = 3,76 € au 1er janvier 2022
Portage de repas	4,00 € par journée alimentaire	4,00 € par journée alimentaire	
Hébergement temporaire	Dans la limite du plafond du GIR, à due concurrence du montant de la facture de l'EHPAD [tarif journalier pris en charge = différence entre le plafond du GIR (ticket modérateur déduit) et le plan d'aide consommé, divisé par le nombre de jours à prendre en charge]	Dans la limite du plafond du GIR, à due concurrence du montant de la facture de l'EHPAD [tarif journalier pris en charge = différence entre le plafond du GIR (ticket modérateur déduit) et le plan d'aide consommé, divisé par le nombre de jours à prendre en charge]	
Accueil de jour	Aux tarifs (hébergement + dépendance) des EHPA ou EHPAD valorisés au plan d'aide	Aux tarifs (hébergement + dépendance) des EHPAD valorisés au plan d'aide	
Hébergement permanent	Aux tarifs des EHPA valorisés au plan d'aide		
Téléassistance	18,00 € par mois	18,00 € par mois	Montant plafond applicable
Pack domotique	18,00 € par mois	18,00 € par mois	Montant plafond applicable
Aides techniques	Dans la limite de 500€/mois au titre d'un reste à charge non couvert par la mutuelle ou la caisse de retraite pour du petit matériel ou aménagement mineur de l'habitat	Dans la limite de 500 €/mois au titre d'un reste à charge non couvert par la mutuelle ou la caisse de retraite pour du petit matériel ou aménagement mineur de l'habitat	Aide soumise à un accord de principe sur devis Paiement accepté sur facture
Matériel à usage unique	Forfait en fonction du GIR GIR 1-2 : 100 € / mois GIR 3 : 80 € / mois GIR 4 : 50 € / mois	Forfait en fonction du GIR GIR 1-2 : 100 € / mois GIR 3 : 80 € / mois GIR 4 : 50 € / mois	

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission de la Cohésion Sociale

OBJET

POLITIQUE DE L'EMPLOI ET DE L'INSERTION - DOTATIONS 2022

RAPPORT

Depuis 2015, la Collectivité départementale s'est fixée comme priorité de favoriser, accélérer et accompagner l'accès à l'emploi et la formation pour tous les corréziens.

Pour cela, elle s'est dotée d'une politique départementale d'insertion volontariste et innovante.

Cette ambition forte vis-à-vis de l'insertion professionnelle s'appuie sur des dispositifs, des moyens et une synergie d'accompagnement individualisé sans cesse ré évalués et adaptés aux besoins rencontrés.

L'ensemble des volets humains, sociétaux, économiques et sanitaires sont très attentivement interrogés afin de proposer les réponses les plus pertinentes à l'échelle territoriale.

Très attentif à ses missions et compétences régaliennes, le Département s'attache aussi à répondre aux attentes des publics les plus fragiles et les plus précaires dont il a la charge et au premier rang desquels se trouvent les personnes relevant du dispositif rSa.

Son objectif premier est de les accompagner au mieux dans leur recherche de solutions durables d'insertion.

Ainsi, un regard et un soutien tout particuliers sont apportés aux bénéficiaires du rSa mais aussi à l'ensemble des publics suivis par les professionnels au sein des Maisons de la Solidarité Départementale.

La nouvelle feuille de route de la politique départementale d'insertion 2021/2027 a capitalisé l'expérience acquise sur les six dernières années et en continuité du travail déjà engagé, se renforce encore autour de la thématique de l'accès à l'emploi.

Si la crise sanitaire inédite que nous traversons depuis maintenant deux ans a permis de mesurer l'engagement sans faille du Conseil départemental à chaque instant auprès de tous les corréziens pour les aider à franchir ce cap, le contexte de relance économique et les alertes des chefs d'entreprise corréziens ont également été pris en compte.

- Un soutien aux entreprises locales

Les acteurs économiques locaux continuent à faire face à des problèmes de recrutement pouvant les mettre en difficulté.

De nombreuses offres d'emploi restent disponibles quels que soient les secteurs d'activité ou les niveaux de compétence requis.

En illustration de ce constat, les données de l'observatoire dynamique de l'emploi du site Boost Emploi laissent apparaître une tension importante dans de nombreux secteurs : BTP, transport, logistique, commerce, nettoyage ou encore médicosocial.

Fort de ces constats, la Collectivité départementale souhaite axer prioritairement sa politique départementale sur l'accès à l'emploi ou à la formation.

A l'heure de la relance économique et au regard des moyens financiers et humains très conséquents mobilisés par le Département, notre priorité va être de proposer à chaque bénéficiaire du rSa un emploi et de l'accompagner au mieux dans ce parcours et dans sa prise de fonction.

Pour cela et à chaque fois que cela est possible, deux offres d'emploi raisonnées et compatibles sont proposées de façon à favoriser l'autonomie professionnelle des personnes et à répondre aux besoins parfois pressants du tissu économique local.

L'accompagnement des publics va encore se renforcer pour atteindre cet objectif, répondre aux besoins quotidiens des entreprises locales et leur permettre de fonctionner.

La conjugaison des réponses et leviers est indispensable afin de relever cet enjeu.

- Pour cela, une synergie entre les différents partenaires s'impose et ceci à tous les niveaux.

Entre le dispositif Boost Emploi et:

- les acteurs économiques locaux pour collecter des offres d'emploi, être à l'écoute et force de proposition auprès des chefs d'entreprise corréziens et favoriser la mise en relation et l'entrée en emploi.

- les personnes pour les aider à activer leurs parcours individuels, engager leur projet professionnel et lever les différents freins périphériques grâce aux 2 programmes fondateurs : le Programme Départemental d'Insertion et le Pacte Territorial d'Insertion 2022/2024.

- l'ensemble de nos partenaires historiques pour continuer à mutualiser nos moyens, partager nos compétences et harmoniser nos réponses et nos champs d'intervention.

Le Service Public de l'Insertion et de l'Emploi - SPIE - pour lequel le Département a candidaté en septembre 2021 en sera le garant.

En effet, le Conseil départemental vient d'être retenu sur cet Appel à Manifestation d'Intérêt - SPIE - début février 2022.

La Collectivité va dans les plus brefs délais recruter pour une période de 2 ans un chef de projet pour installer et déployer ce SPIE.

Cette instance va réunir les acteurs institutionnels et économiques corréziens afin de mutualiser, compléter et anticiper les besoins, les formations et actions nécessaires pour l'accès à l'emploi.

En dernier lieu, la Collectivité croise et renforce encore ses moyens et son engagement avec une transversalité accrue de ses offres de services pour une insertion durable.

Ainsi, Développement Territorial, Conciergerie, 100% Origines Corrèze, Transition Écologique, Insertion travaillent en lien étroit pour développer des réponses d'insertion coordonnées et sécurisées pour tous : publics, professionnels, corréziens ou nouveaux arrivants.

Le dispositif des clauses d'insertion sociale, activé par le biais de la commande publique, participe également à cette dynamique.

Dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique d'insertion, le Conseil Départemental entend en effet s'appuyer sur ce dispositif pour agir en faveur des politiques d'emploi et ainsi contribuer à renforcer la cohésion sociale sur son territoire.

Il s'agit pour l'acheteur public de profiter des heures de travail générées par un marché pour favoriser l'insertion professionnelle d'un public visé. L'entreprise attributaire devra s'engager, sur la durée du marché, à réserver un volume d'heures de travail au public en insertion par le biais d'un contrat de travail (entre 5 et 10 % de la part de main d'œuvre du corps de métier concerné).

Le Conseil Départemental à cet effet, propose une mission de conseil et d'assistance auprès des acheteurs publics désireux de s'engager dans cette démarche.

Outil juridique complémentaire des politiques d'insertion, il constitue, pour les demandeurs d'emploi, une étape de parcours efficace pour leur permettre de retrouver durablement une place dans le monde du travail.

En 2021, ce sont 151 demandeurs d'emploi qui ont pu bénéficier de 58 800 heures de travail via la commande publique du Conseil Départemental et des acheteurs accompagnés pour 145 corréziens dont 21 % bénéficiaires du rSa.

Au travers de ces contrats de travail, ce sont de véritables parcours d'insertion professionnelle qui ont pu se construire. 63 % des bénéficiaires se sont vus proposer un contrat pérenne ou une expérience professionnelle significative : 38 CDI, 31 CDD ou contrats de travail temporaires supérieurs à 6 mois, 11 contrats en alternance.

Les choix forts portés par notre Collectivité à l'échelle du dispositif rSa sont confortés en 2021 par des indicateurs à nouveau au vert après une année 2020 lourdement impactée par la COVID et les confinements.

Ainsi et de façon réitérée, on observe :

Une gestion maîtrisée du dispositif rSa avec des chiffres en septembre 2021 (6 360) qui se rapprochent de ceux enregistrés en 2019 (6 408) avant la crise COVID :

- une baisse du nombre de bénéficiaires du rSa de - 11,5% sur les 9 premiers mois ;
- un budget allocation également en baisse sensible sur 2021 : - 4,16% ;
- un nombre de CER - Contrat d'Engagements Réciproques - enregistrés en hausse de 12% avec près de 1 000 CER supplémentaires réalisés ;
- un taux global de contractualisation à 89,15% ;
- 728 sorties positives et durables du dispositif pour emploi ou formation soit près de 200 sorties supplémentaires en 2021 : + 36% ;

Cette gestion du dispositif rSa s'articule avec :

- une plateforme Boost emploi revisitée dans ses fonctionnalités et en expansion forte tant sur les entreprises corréziennes inscrites (+ 24,5%) que sur les comptes candidats créés (87,2%) ;
- une conjoncture économique favorable ;
- un taux de chômage corrézien à 6,6% nettement plus bas qu'en national (7,9%) et qui place la Corrèze à la 20^{ème} place des départements métropolitains.

Force est de constater que la synergie déployée entre le dispositif BOOST Emploi et les équipes d'accompagnement du service Insertion fonctionne et permet de pouvoir sécuriser les positionnements des personnes sur les offres d'emploi.

La complémentarité ainsi proposée entre le chargé de mission Entreprises, sa connaissance des codes et attendus par les recruteurs et les compétences socioprofessionnelles d'accompagnement des référents et des coachs sont des atouts dans l'accès à l'emploi pour les bénéficiaires du rSa.

En appui de ce travail, des actions collectives viennent encore sécuriser l'accès à l'emploi.

***Dans le champ professionnel :**

5 Clés de l'emploi ont eu lieu en 2021 dans les secteurs de la maroquinerie, du télé conseil, de l'agroalimentaire, de l'industrie et de la grande distribution.

L'action « Clés de l'emploi » se décline sous la forme d'ateliers collectifs en partenariat avec les entreprises locales ayant des postes à pourvoir immédiatement.

Elle permet un accompagnement des entreprises dans leurs recrutements avec une préparation adaptée des candidats. Ainsi sont travaillés sur 3 jours les codes et attendus de l'entreprise, la posture professionnelle et l'entretien de recrutement. Des simulations d'entretien couplées à un travail avec l'outil vidéo pour une préparation intensive et ciblée à l'emploi sont réalisées et l'action se conclut par un job dating avec l'entreprise. 33 personnes ont bénéficié de cette action en 2021 avec 20 contrats de travail signés.

L'action se poursuit en 2022 ; déjà 3 Clés sont prévues sur le 1^{er} quadrimestre : Burger King, l'intérim à Ussel et Manpower Brive sur les métiers du BTP.

De nouvelles actions portées par le PTI - Pacte Territorial d'Insertion - démarrent comme le Pass pour l'Emploi. Cette prestation va permettre de mieux préparer et mieux outiller en amont les personnes sur des positionnements à venir afin de sécuriser cette étape et de faciliter l'entrée en contrat de travail.

D'autres actions seront aussi organisées en lien avec les offres de recrutement recueillies par le chargé de mission Entreprises.

Cette réactivité et cette anticipation dans la chaîne des informations devraient augmenter les accès à l'emploi.

Ces leviers proposés se couplent à l'ensemble des actions mises en œuvre auprès des publics pour les aider dans l'activation au quotidien de leur parcours.

Les CLIS - Contrat Local d'Innovation Sociale - sont un levier supplémentaire pour encourager les entreprises corréziennes dans leur recrutement. Cette mesure est à présent repérée ; c'est un levier intéressant pour les publics et incitatif pour les entreprises.

15 CLIS ont été signés : 10 CDD, 5 CDI ; un tiers d'entre eux dans le secteur de la restauration. Cette mesure souple à mettre en œuvre est un réel avantage lors d'un entretien de recrutement.

Elle sera reconduite en 2022.

*Dans le champ social et socio professionnel :

- L'action Bénévolat Compétences et Citoyenneté a été activée courant 2021.

Un démarrage perturbé par un contexte sanitaire peu favorable.

Elle vient enrichir et compléter les offres d'action d'insertion sociale pour des publics éloignés du monde du travail et de ses attentes.

Bâtie sur un principe de solidarité et de citoyenneté, elle constitue un préalable où les personnes vont pouvoir regagner en estime d'elles en étant utiles et actives.

En effet, l'objectif de cette action est double : pour le bénéficiaire du rSa, il s'agit de lui proposer un levier temporaire pour recréer du lien social, gagner en confiance et reprendre un rythme de travail ; pour l'association il s'agit d'apporter un premier niveau de réponse face aux demandes de bénévolat et un soutien temporaire.

Sur la base indispensable du volontariat et sur une période courte (60 heures), 5 contrats ont été effectués en 2021 essentiellement dans l'aide aux devoirs et ont débouché sur 3 contrats de travail.

Cette action doit continuer à se déployer en 2022 et devra bénéficier d'une opération de communication plus large pour être mieux connue et repérée.

Pour cela, le panel d'associations qui était initialement ciblé sur les associations caritatives et de l'aide aux devoirs va s'élargir en fonction des besoins repérés.

Un travail de sensibilisation à cette action est en cours auprès des publics concernés mais aussi auprès du tissu associatif corrézien et plus particulièrement auprès des associations accompagnées et soutenues par la Collectivité départementale.

Une communication est faite sur le site du Département avec une adresse générique mais aussi sur la plateforme Boost Emploi via un flyer.

- Enfin, la richesse de l'offre d'accompagnement avec des réponses individuelles adaptées, modulaires et très rapidement mises en œuvre permettent de couvrir un spectre large allant des problématiques santé, sociales aux problématiques professionnelles avec les référents de parcours, les coaches, les infirmières, la psychologue du travail et l'animatrice numérique itinérante.

- La réalisation des CER - Contrats d'Engagement Réciproques - est un marqueur concret mesurable de l'activation et du suivi des personnes dans leur parcours d'insertion.

Ainsi en 2021, on enregistre 8 882 CER soit 1000 de plus sur un an réalisés par 88 professionnels.

Le taux global de contractualisation en 2021 est de 89,15%

La pertinence de l'internalisation des suivis de parcours et l'effort conséquent pour des modalités variées en fonction des problématiques rencontrées se confirme au travers des chiffres de la contractualisation.

La mobilisation de l'ensemble des ressources matérielles et humaines de notre Collectivité, la politique d'insertion menée depuis 2015, les actions sans cesse réinterrogées et évaluées doivent se poursuivre.

Le rapprochement avec le secteur économique et le service Insertion doit encore se renforcer pour un déploiement actif et constructif de la politique départementale d'insertion.

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, je vous propose d'affecter

21 652 500 € de crédits de paiements dont 21 617 500 € au titre du fonctionnement et 35 000 € au titre de l'investissement.

A. LA POLITIQUE DEPARTEMENTALE D'INSERTION EN FAVEUR DE L'EMPLOI : BOOST EMPLOI

Depuis avril 2016, le Département porte le dispositif BOOST Emploi pour une mise en relation rapide et efficace entre l'offre et la demande d'emploi avec la priorité de faciliter cette mise en relation et l'accès aux offres.

Favoriser un retour rapide à l'emploi et proposer des solutions concrètes et efficaces répondant aussi aux exigences et besoins des entreprises corréziennes restent les priorités du Département toujours solidaire du tissu économique local.

C'est un choix fort de la Collectivité d'aller encore plus loin dans son action en faveur de l'emploi et de permettre une réactivité dans les réponses et l'accompagnement des personnes en recherche d'emploi.

La plateforme propose une interface facile et rapide entre offre et demande d'emploi.

La Collectivité départementale pour renforcer encore l'attractivité de cet outil, a fait le choix d'une gratuité totale d'accès à la plateforme, atout appréciable pour l'ensemble des utilisateurs du secteur économique.

Elle propose de nombreuses fonctionnalités dont une CVthèque, la possibilité de créer à la fois pour les publics mais aussi les entreprises locales des alertes sur les offres d'emploi et les profils disponibles.

Cet engagement fort se traduit par la gratuité totale d'accès à cette plateforme, atout appréciable pour l'ensemble des utilisateurs du secteur économique. Depuis sa création, ce sont près de 1 300 000 pages qui ont été consultées sur le site et 100 000 utilisateurs.

Le volet de la formation complète cette offre avec une diffusion sur le site Corrèze BOOST Emploi des offres de formation sur la Région Nouvelle Aquitaine ou du Département.

Le chargé de missions Entreprises et le coach Jeunes du Département animent, font vivre et évoluer ce dispositif au quotidien.

Cette démarche passe par l'activation et le développement des axes suivants :

- Aller à la rencontre des chefs d'entreprises du département afin de recueillir des offres d'emploi cachées et de les diffuser à l'ensemble des Corrèziens.
- Mettre en place des outils de partage de ces informations à travers ce site dédié et l'utilisation des réseaux sociaux : une plateforme Internet s'adressant aussi bien aux demandeurs d'emploi qu'aux entreprises qui recrutent www.correzeboostemploi.fr. Cette plateforme permet d'une part, de recueillir et de diffuser les offres d'emploi de l'ensemble des partenaires de BOOST Emploi (le bon coin, Cadremploi, Jobi Joba, Monster...) et, d'autre part, pour les entreprises corréziennes de déposer leurs offres de poste gratuitement d'une manière simple et intuitive
- Inciter les entreprises corréziennes à utiliser le service BOOST Emploi : 768 entreprises Corréziennes l'ont utilisé en 2021 soit une progression de + 24,5% sur un an
- Établir et conforter les partenariats avec l'ensemble des acteurs du Département en lien avec l'emploi et notamment avec les Missions Locales et Pôle Emploi
- Recueillir l'ensemble des offres de formation sur notre territoire et les partager
- Organiser ou participer aux forums de l'emploi pour tout public

Le chargé de mission Entreprises collecte des offres d'emploi diffusées sur le site BOOST Emploi et sur les réseaux sociaux, tient à jour ces réseaux, communique sur le site, active les partenariats et est présent sur l'ensemble des manifestations, groupes de travail et groupes projet pour assurer le développement et la communication du site.

Bilan BOOST Emploi 2021

On compte à fin 2021 :

- 197 215 visites effectuées sur la plateforme (+ 18,3%) par 92 472 utilisateurs (+ 19,9%).
- 768 entreprises corréziennes référencées (+ 24,5%) et ayant déposé à elles seules gratuitement 3225 offres d'emploi sur 2021.
- 235 entreprises corréziennes démarchées et accompagnées par le chargé de mission Entreprises
- 809 offres exclusives collectées en 2021 par le chargé de missions, un nombre en forte progression : + 82% sur un an.
- Une moyenne de 4 300 offres déposées par mois en forte progression sur un an : + 66%
- 1 893 comptes candidats activés en progression là aussi de + 87,2% sur un an
- 1 481 CV déposés et consultés dans la CV thèque, chiffre en hausse de 65,3%, avec une forte utilisation de l'application CV CATCHER (950 CV) qui optimise les mises en relations avec l'utilisation de mots clés.
- 7 688 abonnés Face Book en 2021 soit 1 102 nouveaux abonnés.

Une activité en très forte progression en 2021, en lien notamment avec le contexte de rebond économique post COVID mais aussi du fait de la connaissance et de l'intérêt des différents utilisateurs pour cet outil.

Cette plateforme constitue une véritable aide dans la recherche d'emploi.

Évolutions 2022 :

Un travail transversal accentué entre l'offre du site, le chargé de missions Entreprises et les différents services de la Collectivité.

Ainsi 3 premiers axes sont déjà identifiés :

- Le croisement des offres avec les listings d'accompagnement des référents de parcours du service Insertion pour faciliter le rapprochement entre les bénéficiaires du rSa et les offres disponibles. Des temps d'échanges et de partage des compétences se sont mis en place fin 2021 et vont se systématiser en 2022 pour répondre au plus près des attentes de la politique départementale d'insertion (2 offres d'emploi).

- Le travail de concertation approfondi entre les services de la Conciergerie et Boost pour un "package emploi" pour les nouveaux arrivants. Cela se traduit par un accompagnement du chargé de missions qui va activer son réseau d'entreprises et les ressources de la plateforme pour mettre en relation et faciliter l'accès à l'emploi à ces futurs Corrégiens.

- Un travail de préparation au développement des marchés en lien avec l'action Rénovation de l'Habitat et la transition écologique. Il va falloir anticiper les besoins des entreprises en main d'œuvre, organiser des sessions de formation et/ou pré qualification en fonction de ces besoins et travailler sur la mobilisation des publics.

B. LA POLITIQUE DEPARTEMENTALE D'INSERTION EN FAVEUR DE LA JEUNESSE : BOOST JEUNES 178 000 € ET LE FAJ 70 000 €

Depuis 2016, le Département s'est mobilisé aux côtés des missions locales pour proposer une politique Jeunesse forte en matière d'insertion et de recherche d'emploi.

Au delà de son engagement financier renouvelé au travers de dispositifs tels le FAJ - Fonds d'Aide aux Jeunes - et des subventions de fonctionnement auprès des missions locales, le Département a souhaité renforcer encore son implication pour favoriser l'accès à l'emploi, l'apprentissage ou la formation des jeunes.

Ainsi le Département propose une offre complémentaire aux jeunes Corrégiens : Corrèze BOOST Jeunes avec l'aide des missions locales de Brive, Tulle et Ussel pour la mise en place de cette action.

En 2021, 4 coachs Jeunes interviennent sur l'ensemble du territoire corrézien, 3 rattachés à chacune des missions locales et le quatrième recruté par la Collectivité départementale. Leurs modalités d'intervention sont identiques : un accompagnement renforcé et individualisé pour valoriser les aptitudes professionnelles du jeune et le placer dans une dynamique positive pour la réalisation de son projet.

Les coachs Jeunes peuvent activer une aide financière, en dernier recours du droit commun, à hauteur de 500 € sur 4 mois maximum.

Cette action s'adresse pour les missions locales aux jeunes de 17 à 25 ans et leur permet de bénéficier d'un coach pendant une période de 4 mois avec la particularité pour le coach Jeunes de la Collectivité de pouvoir suivre des jeunes jusqu'à 30 ans.

Les objectifs 2021 des 4 coachs Jeunes : 315 jeunes accompagnés

- Conseil Départemental : 50 jeunes accompagnés
- Mission Locale Brive : 120 jeunes accompagnés
- Mission Locale Tulle : 100 jeunes accompagnés
- Mission Locale Ussel : 45 jeunes accompagnés

Pour l'ensemble des intervenants, le taux de sorties positives (CDI, CDD, formation, alternance, service civique) est fixé à 70 %.

En 2021, les 4 coachs Boost Jeunes ont accompagné 292 jeunes soit un objectif atteint à 92,7%.

273 jeunes sont sortis de cette modalité d'accompagnement,

247 sorties positives sont enregistrées soit 84,5% de l'ensemble des jeunes accompagnés et représentent 90,5 % de l'ensemble des sorties enregistrées.

On relève sur 2021 une baisse sensible pour le coach Jeunes du département du nombre de jeunes intégrés dans cette modalité d'accompagnement.

A cela, un facteur conjoncturel lié à la multiplication depuis 2 ans au niveau national des dispositifs d'accompagnement pour les publics jeunes et qui de fait ne sont plus orientés vers le professionnel du Département.

Les différents dispositifs déployés par les missions locales permettent aux jeunes d'activer un parcours complet au sein des missions locales en intégrant un panel d'actions adaptées et en répondant à leurs demandes d'insertion.

Si la pertinence de cette action demeure pour les missions locales en complément des autres dispositifs qu'elles activent, l'intérêt du maintien en l'état du poste pour la Collectivité au sein du dispositif Boost doit se poser pour 2022.

En effet, des besoins forts au titre des jeunes suivis par l'ASE sont pointés, besoins pour lesquels le coach Jeunes pourrait apporter sa compétence.

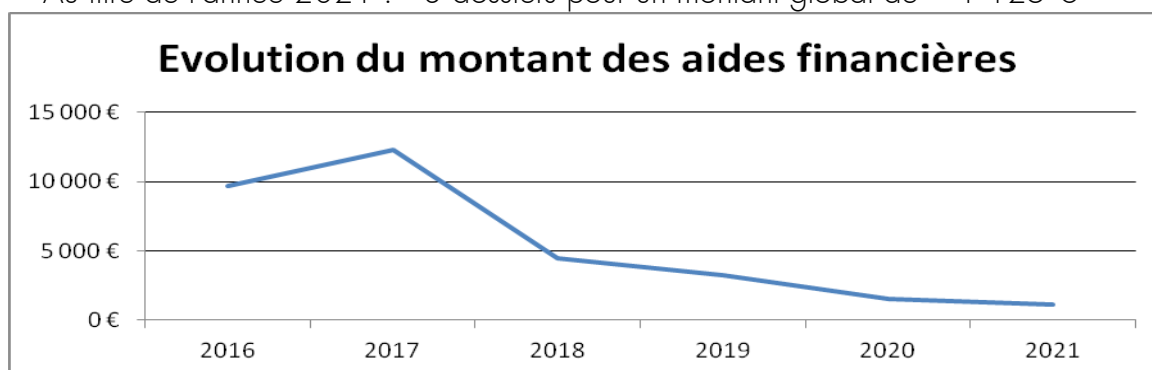
Bilan BOOST Jeunes

Depuis la mise en place du dispositif BOOST Jeunes, 1 812 jeunes ont bénéficié de cet accompagnement et 1 411 jeunes ont trouvé un emploi, une formation qualifiante ou une alternance à l'issue de ce coaching soit 77,9% de sorties positives.

Les aides financières sollicitées pour BOOST Jeunes

Depuis la création du dispositif, 99 demandes d'aides ont été accordées pour un total de 32 305 € répartis de la manière suivante :

- Au titre de l'année 2016 : 32 dossiers pour un montant global de 9 680 €
- Au titre de l'année 2017 : 38 dossiers pour un montant global de 12 250 €
- Au titre de l'année 2018 : 12 dossiers pour un montant global de 4 500 €
- Au titre de l'année 2019 : 11 dossiers pour un montant global de 3 250 €
- Au titre de l'année 2020 : 3 dossiers pour un montant global de 1 500 €
- Au titre de l'année 2021 : 3 dossiers pour un montant global de 1 125 €



Malgré les aménagements apportés sur l'activation de ces aides, on constate une nouvelle fois une baisse du volume financier sollicité.

L'existence des dispositifs de droit commun tels PACEA, la Garantie Jeunes, le FAJ sont prioritairement sollicités et apportent le niveau de réponses nécessaires ce qui explique la baisse confirmée de l'utilisation de l'aide BOOST Jeunes.

Perspectives 2022 BOOST Jeunes

L'objectif 2022 de la Collectivité sera similaire à 2021 pour les 3 missions locales à savoir l'accompagnement de 265 jeunes dans cette action et un taux de sorties positives à 70%.

Par ailleurs, en 2022, et pour une optimisation de cette modalité d'accompagnement au sein de la Collectivité, le poste de coach Jeunes du Conseil Départemental pourrait être repositionné au service ASE pour aider les jeunes à activer et finaliser leur parcours d'insertion professionnelle.

Le Budget de fonctionnement : 178 000 €

Le budget de fonctionnement se décompose selon la répartition suivante :

- Partenariat avec les 3 missions locales pour BOOST Jeunes : 112 500 € (cf. annexes 1, 2 et 3)
- Aides financières BOOST Jeunes : 2 500 €
- Soutien aux missions locales 63 000 € (dont pour Tulle 18 900 €, pour Brive 31 500 € et pour Ussel 12 600 €).

Les missions locales ont pour mission l'accueil, l'information et l'orientation des jeunes de 16 à 25 ans afin de les aider à résoudre l'ensemble des difficultés que pose leur insertion sociale et professionnelle, tant en matière de recherche d'emploi, de formation, que de santé ou de logement.

Les missions locales assurent l'instruction des demandes d'aides financières individuelles au titre du FAJ et elles ont la possibilité, en gestion directe, d'attribuer des aides très urgentes dans le cadre d'une enveloppe fixée et déléguée.

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, je vous propose d'affecter

178 000 € de crédits de paiements au titre du fonctionnement.

Le Fonds d'Aide aux Jeunes : 70 000 €

La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités a conféré au Département la responsabilité de la mise en œuvre du Fonds d'Aide aux Jeunes, dans les conditions prévues aux articles L.263-3 et L.263-4 du code de l'action sociale et des familles. Le Département est compétent pour attribuer aux jeunes en difficulté âgés de 16 à 25 ans des aides destinées à favoriser leur insertion sociale et professionnelle et, le cas échéant, leur apporter des secours temporaires de nature à faire face à des besoins urgents.

C'est dans ce cadre que s'inscrit le FAJ du Département de la Corrèze.

Pour l'année 2021, le budget alloué au FAJ a été de 70 000 €, dont 1 000 € de gestion du budget du FAJ alloués à l'AFADIL dans le cadre d'une convention triennale 2021-2023 ;

Cette nouvelle convention triennale 2021-2023 a été validée par la Commission permanente du 11 décembre 2020.

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, je vous propose d'affecter 70 000 € de crédits de paiements au titre du fonctionnement.

C. LA POLITIQUE DEPARTEMENTALE D'INSERTION : 21 404 500 € dont 35 000 € au titre de l'investissement

La loi n°2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralise le revenu de solidarité active et confie au Département la compétence de la gestion du dispositif rSa.

La déclinaison de cette politique se fait à partir des 2 axes définis dans la feuille de route politique : l'accès à la formation et l'emploi et l'accompagnement à la formation et l'emploi.

Deux programmes fondateurs vont mettre en œuvre ces 2 axes et veiller à la bonne déclinaison de cette politique d'insertion en continuité des années précédentes : le Programme Départemental d'Insertion et le Pacte Territorial d'Insertion 2022 - 2024 adopté en Assemblée Plénière du 26 novembre 2021.

Ces deux programmes sont intégrés et articulés aux différentes politiques sectorielles portées par le Département tant en matière d'action sociale, de santé que de développement économique, territorial ou numérique pour une complémentarité et une efficacité optimisées.

Ils s'intègrent aussi aux différents plans et stratégies nationaux pour une cohérence des moyens et d'actions.

La Collectivité va porter en 2022 le Service Public de l'Insertion et l'Emploi - SPIE - garant de la bonne coordination et l'articulation de l'ensemble des outils et dispositifs d'insertion sur le territoire corrézien pour une qualité de réponses et de partage des compétences.

I - L'ALLOCATION DE REVENU DE SOLIDARITÉ ACTIVE : 20 110 000 €

La loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion, définit à l'article L.262-27 et suivants les droits et devoirs des parties.

Ainsi "le bénéficiaire a droit à un accompagnement social et professionnel adapté à ses besoins et organisé par un référent unique".

En retour, il est tenu » lorsque ses ressources sont inférieures... » et qu'il est sans emploi ou ne tire de l'exercice d'une activité professionnelle que des revenus inférieurs à une limite fixée par décret, de rechercher un emploi, d'entreprendre les démarches nécessaires ..."

La Collectivité départementale s'attache à ce que le bénéficiaire du rSa soit reçu individuellement et que le référent de parcours soit désigné dans les 4 semaines suivant l'ouverture du droit.

Elle s'est dotée d'une offre d'accompagnement riche et modulaire permettant de répondre et d'adapter son accompagnement aux situations des personnes.

Une offre régulièrement enrichie avec près de 90 professionnels mobilisés par le Département pour assurer la meilleure prise en charge possible : référents sociaux, référents professionnels, coachs professionnels et sociaux.

En complément, deux infirmières, une psychologue du travail et une animatrice numérique itinérante apportent leur expertise et leur compétence sur les volets santé, accès au numérique et capacité au changement aux bénéficiaires du rSa.

Enfin le dispositif Boost Emploi et le chargé de missions Entreprises facilitent le rapprochement entre offres et demandes et sécurisent l'accès à l'emploi.

a) l'évolution du montant du revenu de solidarité active

Le revenu de solidarité active est revalorisé chaque année au 1^{er} avril.

Pour 2021, cette revalorisation a été de 0,10 %.

Depuis 2009 et la loi généralisant le revenu de solidarité active, le pilotage intégral de ce dispositif relève de la compétence des départements et l'État s'était engagé sur une compensation des dépenses à l'euro près.

Le poids de la charge financière non compensée par l'État s'alourdit d'année en année.

L'année 2021 confirme une nouvelle fois ce constat.

Les compensations versées par l'État sont à nouveau en diminution : - 0,21% sur un an soit une baisse de 24 694 €.

Ce constat a conduit notre Collectivité depuis 2015 à fixer un Reste à Charge de 5,3 millions d'euros à ne pas dépasser, et en lien avec cette disposition des consignations annuelles sur les montants de dépassement.

Cette position s'est encore durcie en 2019 conduisant à une consignation intégrale du Reste à Charge, validée lors de la Commission permanente du 13 décembre 2019.

L'année 2020 a été très fortement impactée par la crise sanitaire et les appels de fonds d'allocation ont atteint une hauteur inédite.

Cependant, on constate grâce à l'ensemble des mesures et actions déployées par la Collectivité pour accompagner la sortie de la crise COVID et des confinements, une évolution favorable du dispositif sur l'année 2021 avec un recul du nombre de bénéficiaires sensible (-11,5%) et en corrélation un montant moindre des appels de fonds (-4,16%).

De même, le montant moyen mensuel rSa versé se stabilise sur les 9 premiers mois 2021 avec une hausse légère : + 1,2 % pour la CAF et + 1,4% pour la MSA.

Des incertitudes cependant quant à l'évolution sanitaire et ses répercussions au niveau économique demeurent en ce début d'année 2022 pouvant à nouveau venir impacter et fragiliser le dispositif rSa.

Récapitulatif 2015/2021 :

	Appels de fonds et régularisations CAF-MSA- Allocation rSa	Évolution	Total Compensation État TICPE+FMDI	Évolution	Reste à charge	Évolution
2015	18 269 671,82 €	+8,48%	11 669 801,00 €	+0,22%	6 599 870,82 €	+26,98%
2016	18 087 318,75 €	-1,00%	11 614 710,00 €	-0,47%	6 472 608,75 €	-1,93%
2017	17 626 011,75 €	-2,55%	11 581 440,00 €	-0,29%	6 044 571,75 €	-6,61%
2018	17 630 880,56 €	+0,03%	11 452 360,00 €	-1,11%	6 178 520,56 €	+2,22%
2019	18 076 943,24 €	+2,53%	11 441 934,00 €	-0,09%	6 635 009,84 €	+7,39%
2020	20 558 812,26 €	+13,73%	11 406 538,00 €	-0,31%	9 152 274,26 €	+37,94%
2021	19 702 977,28 €	-4,16%	11 382 240,00 €	-0,21%	8 320 737,28 €	-9,08%

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, je vous propose d'affecter 20 110 000 € de crédits de paiements dont 10 000 € pour les annulations ou remises gracieuses concernant les indus sur des exercices antérieurs.

b) l'évolution du nombre de bénéficiaires du rSa

On observe en 2021 une évolution à la baisse.

Les derniers chiffres consolidés confirment cette tendance avec des données qui se rapprochent de 2019, dernière année avant la crise COVID.

Les moyens renforcés de la Collectivité associés à un contexte de relance économique expliquent très largement ce constat.

En données consolidées CAF + MSA sur les 9 premiers mois 2021, on note une baisse du nombre de bénéficiaires de 11,51 % soit 827 personnes en moins.

Pour les foyers, le constat est le même avec une baisse de 11,32 % soit 407 foyers en moins.

Données consolidées CAF/MSA	décembre 2017	décembre 2018	décembre 2019	décembre 2020	septembre 2021	% Évolution 2021
Nombre foyers	3 199	3 187	3 148	3 595	3 188	- 11,32 %
Nombre bénéficiaires	6 465	6 374	6 408	7 187	6 360	- 11,51 %

Taux de chômage (Source Pôle emploi - DIRECCTE)

	T4 2019	T4 2020	T1 2021	T2 2021	T3 2021	T4 2021	Variation sur 2021
Demandeurs d'emploi ABC Corrèze	16 800	17 520	17 540	17 290	17 060	16 760	-4,3%
Demandeurs d'emploi ABC R NA	492 800	511 850	512 140	507 990	498 350	479 890	-6,2%
Taux chômage France Métropole	7,8%	7,7%	7,8%	7,8%	7,9%	avril 22	+2,6%*
Taux chômage Corrèze	6,6%	6,4%	6,4%	6,5%	6,6%	avril 22	+3,1%*
Taux chômage Région NA	7,4%	7,2%	7,3%	7,2%	7,3%	avril 22	+1,4%*

* : données calculées sur les 9 premiers mois 2021

La nouvelle feuille de route de la Politique Départementale d'Insertion 2021/2027 a intégré l'ensemble de ces éléments afin de pouvoir être la plus réactive et efficace possible.

Axée sur l'entrée en l'emploi ou en formation, elle est en connexion étroite avec le territoire corrézien et l'ensemble de ses besoins.

c) la mise en œuvre du parcours d'insertion

- **Réunir pour Informer et Mobiliser : les RIM**

Première balise systématique et obligatoire pour toute personne ouvrant ou ré ouvrant après 12 mois un droit rSa, un temps d'information et de mobilisation tel qu'attendu dans le cadre du Plan de lutte contre la Pauvreté et dans la loi fondant le rSa.

En 2021 :

1 469 personnes ont été reçues en RIM et le même jour les désignations de référents de parcours adaptés ont été faites.

1 469 premiers CER ont été réalisés et les dates du rendez-vous suivant indiquées.

Ces temps forts à l'entrée dans le dispositif permettent l'inscription dans nos bases informatiques de la personne, de son parcours d'insertion et le suivi des échéances associées.

298 dossiers soit 10 % ont été orientés vers la CRSA en l'absence réitérée de toute manifestation des personnes.

Le taux de présence en RIM s'est amélioré en 2021 : 60,5% soit + 10 % sur un an.

- **Contractualiser son parcours d'insertion au travers du Contrat d'Engagements Réciproques (CER)**

Chaque bénéficiaire du rSa formalise son parcours d'insertion au travers d'un CER, cosigné par le bénéficiaire et le Président du Conseil Départemental.

	décembre 2017	décembre 2018	décembre 2019	décembre 2020	décembre 2021
Nombre CER	7 780	7 492	8 068	7 935	8 882

Un nombre de contrats en nette progression : + 11,93%

Un taux global de contractualisation en fin d'année à 89,15 % avec la répartition suivante : 82,2 % de contractualisation pour les référents sociaux, 95,5 % pour l'équipe d'accompagnement du service Insertion et 89,75% pour les référents en charge des publics rSa Travailleurs Handicapés.

Les différentes mesures déjà mises en œuvre pour une continuité rigoureuse dans les suivis de parcours perdurent avec l'édition systématique mensuelle des listings de relances en cas d'absence de contractualisation.

La Cellule d'évaluation des parcours a examiné en 2021 chacun des 8882 CER afin de veiller à la bonne cohérence du parcours d'insertion, au respect de son activation et des engagements attendus mais aussi d'inscrire toutes annotations, préconisations ou rappels au cadre nécessaires en cohérence avec la politique départementale d'insertion.

La conjonction de cette organisation concourt à une maîtrise des parcours d'insertion et du dispositif rSa, avec une gestion rigoureuse du versement de l'allocation et du contrôle du respect des engagements d'insertion qui incombent à chaque bénéficiaire du rSa.

Le renforcement des droits et devoirs et la lutte contre la fraude restent des piliers essentiels et complémentaires aux offres de service et d'accompagnement déployées.

Un suivi administratif rigoureux de la gestion de l'allocation (contrôle de la fraude, suivi de la dette et des données) complète l'encadrement de la gestion du dispositif.

- **Contrôler les données dans le cadre de la lutte contre la fraude au rSa**

Dès le dépôt de la demande et l'instruction du droit avec :

- un contrôle systématique des données allocataires lors de l'instruction de la demande. Le formulaire de demande rSa a notamment été modifié en prévoyant des mentions et alertes spécifiques d'informations dans le cadre de la lutte contre la fraude (exemple : mentions de poursuite en cas de fausses déclarations) ;
- une stratégie de sécurisation des données avec rapprochement et croisement des données entre organismes sociaux (CPAM, Pôle emploi, SSI, URSSAF, Société.com, Intuiz)

En 2021, les organismes payeurs nous ont sollicités pour :

- 433 décisions d'opportunité dont 103 pour l'évaluation du calcul des revenus pour les travailleurs indépendants et 330 pour l'ouverture ou le maintien du droit rSa
- 7 commissions fraudes CAF et 64 dossiers :

54 dossiers relèvent d'un préjudice mixte CAF/CD ; 10 sont en préjudice unique CD.

Le volume global de la fraude s'élève à 391 406 € (364 110 € en préjudice mixte CAF/CD, soit 93 % et 27 296 € en préjudice unique CD, soit 7 %).

Le rSa demeure la prestation la plus fraudée en lien avec son caractère déclaratif et des changements fréquents de situation de vie.

L'important travail de coordination et de croisement des fichiers entre la Paierie Départementale et le service Insertion continue.

Le taux cumulé d'endettement pour la période de 2004 à 2021 s'élève à 997 576 €.

Le taux de récupération de la dette est en progression sensible : + 15,93 % grâce aux croisements des données et à une réactivité meilleure dès la détection des indus.

- Croiser les données au quotidien - actualiser les données tout au long du parcours d'insertion

Les organismes payeurs sont dotés d'un applicatif qui effectue des croisements de données et des contrôles cibles sur les dossiers allocataires (contrôle sur pièces, contrôle sur place mais aussi des contrôles à la demande du Conseil Départemental suite à des anomalies détectées).

Les interfaces avec Pôle emploi : DUDE (Dossier Unique du Demandeur d'Emploi), avec les applicatifs des organismes payeurs : CDAP et MSA-pro ou encore avec la CPAM sont utilisés par nos agents pour une optimisation des données.

Le partage et le croisement de ces applicatifs permettent une actualisation quotidienne de ces données.

- Activer la CRSA en cas de non-respect des obligations :

Cette commission est saisie en cas de non-respect des obligations liées à l'insertion.

12 commissions se sont tenues en 2021.

2 053 décisions ont été rendues par cette commission dont 937 réductions, 397 radiations et 105 réouvertures de droit.

529 bénéficiaires du rSa ont été concernés par un premier niveau de sanction en 2021 soit 8,3 % des personnes relevant de ce dispositif.

L'activité de la Commission est en augmentation sur 2021 en lien direct avec des ouvertures de droits "systématiques" réalisées par les organismes payeurs jusqu'à l'automne 2020 mais aussi en lien avec les attendus de la politique départementale d'insertion.

Un accent est porté sur le délai de programmation des dossiers pour passage en CRSA, délai en moyenne de 6 semaines.

II - LE PACTE TERRITORIAL D'INSERTION : 901 000 € dont 35 000 € au titre de l'investissement

a) Le Pacte Territorial d'Insertion

Le Pacte Territorial d'Insertion (PTI) coordonne et fédère tous les partenaires œuvrant dans le domaine de l'insertion ; il est construit en articulation avec les politiques locales, nationales et européennes.

C'est le fer de lance de la politique départementale d'insertion.

A l'écoute de tous, il propose des actions prenant en compte l'échelle territoriale pour des réponses au plus près des personnes accompagnées.

L'Avenant au Pacte 2019/2021, composé de 30 fiches est arrivé à son terme fin 2021.

Son bilan fait état d'une réalisation à hauteur de 93% avec 28 fiches activées dont 2 en cours de démarrage (bilan en annexe 4).

Le nouveau Pacte Territorial d'Insertion, adopté en Assemblée Plénière le 26 novembre dernier, couvre la période 2022 - 2024 (annexe 5)

Il décline la politique départementale d'insertion à partir de 32 fiches action, dans la continuité des programmes précédents et sera axé prioritairement sur l'emploi.

Huit nouvelles fiches action viennent l'enrichir dont la mise en œuvre du Service Public de l'Insertion et de l'Emploi - SPIE - qui va être un marqueur fort de la volonté et du travail partenarial à engager autour des parcours d'insertion.

b) Actions d'insertion

Indispensables à la mise en œuvre de la politique départementale d'insertion, les actions d'insertion ciblent l'ensemble des problématiques rencontrées par les bénéficiaires du rSa.

Tous les domaines sont pris en compte afin de lever les freins à l'insertion qu'ils soient d'ordre social, de logement, de santé ou professionnel.

Cette offre se concrétise à la fois par des subventions aux associations, des prestations d'accompagnement ou encore des aides individuelles.

1) Les actions d'insertion sociale, professionnelle et santé

Le Conseil Départemental a signé en 2021, 56 conventions pour le soutien technique et financier de structures et partenaires œuvrant dans le domaine de l'insertion tant sur le volet social que professionnel et accueillant des bénéficiaires du rSa.

Chacune de ces conventions précise les objectifs, les modalités de réalisation et d'évaluation de l'action.

Les financements sont fléchés et activés selon leur taux de réalisation et le nombre de bénéficiaires du rSa concerné (annexes 6, 7, 8, 12 à 58).

32 associations sont ainsi soutenues.

876 bénéficiaires du rSa ont participé à ces actions d'insertion, dont :

- 738 dans le champ professionnel (84,2 %) avec un volume financier réalisé de 345 498 € ;
- 138 dans le champ social (15,8 %) avec un volume financier réalisé de 119 464 €.

Concernant l'Insertion par l'Activité Économique (IAE) en 2021, on dénombre :

- 30 structures corréziennes : 17 chantiers d'insertion, 10 entreprises d'insertion et 3 associations intermédiaires ;
- 273 bénéficiaires du rSa ont bénéficié d'un parcours IAE en 2021 soit 17% de plus qu'en 2020.

2) Investissement :

Des crédits de paiement, au titre de l'investissement permettent d'une part, l'attribution d'aides financières individuelles à des bénéficiaires du rSa afin de les accompagner dans la réalisation de leur parcours d'insertion professionnelle et, d'autre part, de soutenir les chantiers et les entreprises d'insertion dans leur développement ou dans la création de nouveaux projets (annexe 59).

En 2021, 10 dossiers ont été validés pour un montant réalisé de 15 711,50 €.

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, je vous propose d'affecter au titre du Pacte Territorial d'Insertion 35 000 € de crédits de paiements : 12 000 € au titre des aides individuelles, 20 000 € au titre du soutien aux structures et 3 000 € pour du petit équipement.

3) Le logement :

L'accès ou le maintien dans un logement constitue une des premières étapes dans le parcours d'insertion.

Le Fonds Social Logement - FSL - est fortement sollicité pour les bénéficiaires du revenu de solidarité active.

Bilan 2021 :

	Nombre de dossiers acceptés	Nombre de dossiers refusés	Montant des aides accordées en €
FSL Accès	146	14	58 689
FSL Accompagnement Social lié au Logement	40	2	43 200
FSL Énergie	121	24	54 480
FSL Maintien	97	25	29 315
FSL Garantie de loyer	1	0	1 000
FSL Travailleur de condition modeste	1	0	700
TOTAL	406	65	187 384

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, je vous propose d'affecter 200 000 € de crédits de paiements de l'enveloppe budgétaire Pacte Territorial d'Insertion. Ces crédits de paiement sont délégués au service Habitat.

En conclusion, je vous propose d'affecter 901 000 € de crédits de paiements dont 866 000 € au titre du fonctionnement et 35 000 € au titre de l'investissement.

III - LES CONTRATS AIDÉS CUI-PEC, CDDI : 393 500 €

Dans le cadre d'une Convention Annuelle d'Objectifs et de Moyens (CAOM), le Département intervient en cofinancement de l'État pour promouvoir et favoriser l'accès à l'emploi pour des bénéficiaires du rSa.

Cet engagement se concrétise par l'activation de 2 modalités de contrats aidés : CUI-PEC (Contrat Unique d'Insertion - Parcours Emploi Compétences) et CDDI (Contrat à Durée Déterminée d'Insertion).

La Collectivité en activant cette ligne de financement facultative sur les contrats aidés affiche une nouvelle fois sa volonté forte de favoriser les recrutements des bénéficiaires du revenu de solidarité active.

Bilan 2021 :

- 23 contrats PEC actifs à fin décembre 2021 soit une réalisation à hauteur de 85,2%.
- 87,75 parcours CDDI réalisés soit 80% de l'objectif pour 172 bénéficiaires du rSa. 87 personnes sont sorties sur la même période dont 28 pour sorties positives, soit 32 % d'entre elles.

Nous vous proposons de continuer cette modalité et de signer la CAOM 2022 (annexes 9 et 10) qui formalise nos engagements aux côtés de l'État.

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, je vous propose d'affecter 393 500 € de crédits de paiement se décomposant comme suit : 161 000 € pour 27 PEC, 223 000 € pour 115 CDDI, 9 500 € de frais de gestion.

D. RECETTES : 11 705 224 €

I - LA TAXE INTÉRIEURE DE CONSOMMATION SUR LES PRODUITS ÉNERGÉTIQUES (TICPE) - INDUS ET PÉNALITÉS : 10 895 224€

La principale recette du Département concernant le revenu de solidarité active est issue de la compensation de l'État, et assise sur le produit de la Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Énergétiques (TICPE).

Elle varie en fonction du nombre de bénéficiaires inscrits dans le dispositif.

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, je vous propose d'affecter :

- 10 720 224 € au titre de la TICPE ;
- 160 000 € au titre des indus du revenu de solidarité active ;
- 15 000 € au titre des pénalités administratives.

II - LE FONDS DE MOBILISATION DÉPARTEMENTALE POUR L'INSERTION (FMDI) : 680 000 €

Les recettes du Département concernant les contrats aidés sont issues du Fonds de Mobilisation Départementale pour l'Insertion.

Le calcul de la part 3 du FMDI prend en compte de nouveaux critères (loi de finances 2017) :

- part des dépenses rSa du Département ;
- proportion de contrats aidés à destination des bénéficiaires du rSa ;
- proportion de contrats aidés cofinancés par les départements.

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, je vous propose d'affecter 680 000 € de crédits de paiement.

III - LA CONVENTION D'APPUI À LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET D'ACCÈS À L'EMPLOI : 130 000 €

Le Conseil départemental de la Corrèze a signé aux côtés de l'État la Convention d'Appui à la Lutte contre la Pauvreté et d'Accès à l'Emploi 2019 - 2021.

Les contours de cette convention balayent un champ d'intervention large au titre desquels seront concernés les services de l'Aide Sociale à l'Enfance, de l'Action Sociale Territoriale ainsi que l'Insertion.

Le déploiement de nouvelles actions et de nouveaux partenariats sont en cours de réflexion pour pouvoir répondre aux attentes des personnes en situation de précarité ou les plus isolées.

Au titre de l'insertion, l'enveloppe globale 2021 versée s'élève à 237 203 € dont 129 295 € fléchés sur l'accompagnement.

Je vous propose d'affecter 130 000 € au titre des crédits de paiement.

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, nous vous proposons d'affecter les crédits de paiement selon la répartition ci-dessous :

	BP 2021	CA 2021	BP 2022
PACTE TERRITORIAL D'INSERTION	851 000 €	735 363 ,29 €	866 000 €
CONTRATS AIDÉS	382 500 €	281 266,21 €	393 500 €
FONDS D'AIDE AUX JEUNES	70 000 €	70 000,00 €	70 000 €
MICRO CRÉDIT SOLIDAIRE	500 €	0 €	0 €
REVENU DE SOLIDARITÉ ACTIVE	22 001 034 €	19 709 376,75 €	20 110 000 €
DISPOSITIF BOOST JEUNES ET BOOST EMPLOI	178 000 €	176 625,00 €	178 000 €
Total DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	23 483 034 €	20 972 631,25 €	21 617 500 €
CONTRATS AIDÉS (FMDI) SOLDE TRESORERIE	680 000 €	716 090,83 €	680 000 €
REVENU DE SOLIDARITÉ ACTIVE-(TICPE+Indus)	10 895 224 €	10 939 376,62 €	10 895 224 €
PLAN DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE	130 000 €	237 203 €	130 000 €
Total RECETTES DE FONCTIONNEMENT	11 705 224 €	11 892 670,45 €	11 705 224 €
PACTE TERRITORIAL D'INSERTION	35 000 €	19 838,50 €	35 000 €
Total DEPENSES D'INVESTISSEMENT	35 000 €	19 838,50 €	35 000 €
Total RECETTES D'INVESTISSEMENT	Néant	Néant	Néant

En résumé :

	Crédits de paiements 2022 DEPENSES	Crédits de paiements 2022 RECETTES
FONCTIONNEMENT	21 617 500 €	11 705 224 €
INVESTISSEMENT	35 000 €	0 €
TOTAL	21 652 500 €	11 705 224 €

EN DÉPENSES

P122E01 - Plan Départemental ou Territorial d'Insertion (EPF)

P122E03 - Subvention spécifique aux structures (EPF)

PO51E01 - Contrats Aidés (EPF)

P103E01 - Fonds d'Aide aux Jeunes (EPF)

P154E01 - Allocation rSa forfaitaire (EPF)

P154E02 - Allocation rSa forfaitaire majorée (EPF)

PO44E01 - BOOST Emploi Fonc (EPF)

PO44E02 - BOOST Emploi - Missions Locales (EPF)

P122E04 - Plan Départemental ou Territorial d'Insertion (EPI)

P122E05 - PTI - Insertion - Subv (EPI)

EN RECETTES

PO51E02 - Contrats Aidés

P154E03 - Allocation forfaitaire

P154E04 - Allocation forfaitaire majorée

P106E03 - Lutte contre la pauvreté et l'accès à l'emploi

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

POLITIQUE DE L'EMPLOI ET DE L'INSERTION - DOTATIONS 2022

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2022.04.08/202 en date du 8 avril 2022, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Monsieur Gérard SOLER, Rapporteur,

DÉLIBÈRE

Article 1er : Est décidée l'affectation des crédits de paiement suivants au titre de la politique sectorielle EMPLOI-INSERTION 2022 :

	Crédits de paiements 2022 DEPENSES	Crédits de paiements 2022 RECETTES
FONCTIONNEMENT	21 617 500,00 €	11 705 224,00 €
INVESTISSEMENT	35 000,00 €	0,00 €
TOTAL	21 652 500,00 €	11 705 224,00 €

Article 2 : Sont approuvées les conventions telles qu'elles figurent en annexes 1,2 et 3 à la présente délibération pour la mise en œuvre du dispositif BOOST Jeunes, à intervenir avec les Missions Locales de Tulle (45 000 €), Brive (45 000 €) et Ussel (22 500 €). Monsieur le Président du Conseil Départemental est autorisé à signer lesdites conventions.

Article 3 : Est approuvée telle qu'elle figure en annexes 9 et 10 à la présente délibération, la Convention Annuelle d'Objectifs et de Moyens et son annexe financière à intervenir avec l'Etat. Monsieur le Président du Conseil Départemental est autorisé à signer ladite convention.

Article 4 : Monsieur le Président du Conseil Départemental est autorisé à signer l'ensemble des conventions du PTI selon les tableaux récapitulatifs joints et lesdites conventions jointes en annexes 12 à 59 à la présente délibération.

Article 5 : Les dépenses correspondantes aux aides individuelles accordées au titre du Pacte Territorial d'Insertion seront actées par un arrêté nominatif dont un modèle est joint en annexe 11.

Article 6 : Monsieur le Président du Conseil Départemental est autorisé à signer les pièces et documents afférents au présent rapport.

Imputations budgétaires :

Les recettes correspondantes seront imputées sur le Budget Départemental :

- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 935.8
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 9356.4
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 9356.7.

Les dépenses correspondantes seront imputées sur le Budget Départemental :

- Section Investissement, Article fonctionnel 9156.4
- Section Investissement, Article fonctionnel 905.8
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 935.8
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 9356.1
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 9356.2
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 9356.3
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 9356.4
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 9356.6
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 9356.7
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 9356.8.

Adopté, à main levée, à la majorité, par 28 voix pour, 10 contre.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant

de L'État le : 12 avril 2022

Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20220408-4519-DE-1-1

Affiché le : 12 avril 2022

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

CONVENTION ENTRE LA MISSION LOCALE TULLE
CENTRE CORRÈZE ET LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE
LA CORRÈZE POUR LA MISE EN ŒUVRE DU DISPOSITIF
BOOST JEUNES

ENTRE

Le Département de la Corrèze, représenté par son Président, M. Pascal COSTE

d'une part,

ET

La Mission locale Tulle Centre Corrèze, représentée par son Président,
Monsieur Jean François GONÇALVES

d'autre part.

Vu l'ordonnance n°82-273 du 26 mars 1982 relative aux mesures destinées à assurer aux jeunes de 16 à 18 ans une qualification professionnelle et à faciliter leur insertion sociale,

Vu la loi n°83-663 du 22 juillet 1983, complétant la loi n°83-8 du 7 janvier 1983, relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État,

Vu la loi n°93-1313 du 20 décembre 1993, loi quinquennale relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle,

Vu l'article 13 de la loi n°2005-32 du 18 janvier 2005 de programmation pour la cohésion sociale, relatif à l'insertion des jeunes et aux actions en faveur des jeunes éloignés de l'emploi,

Vu l'article L 5314 -1 à 4 du Code du travail définissant les missions de service public des missions locales pour l'insertion professionnelle et sociale des jeunes,

Vu l'article L 313-7 du Code de l'éducation concernant le rôle des missions locales dans la lutte contre le décrochage scolaire et l'accompagnement ou l'accès à l'emploi des jeunes sortant sans diplôme du système de formation initiale,

Vu la délibération n°101 du 25 mars 2016 du Conseil départemental de la Corrèze portant sur la création du dispositif BOOST Emploi et plus précisément du Dispositif BOOST Jeunes.

Vu la délibération du 08 avril 2022 du Conseil départemental de la Corrèze qui valide la mise en œuvre du dispositif BOOST Jeunes.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT:

PREAMBULE

Le Département de la Corrèze souhaite renforcer ses interventions en direction des jeunes corréziens afin de mieux prendre en compte la diversité des parcours individuels et faciliter leur entrée dans la vie active.

Afin de concrétiser cet engagement le Conseil départemental a mis en place le dispositif Boost jeunes qui a pour objectif de mettre à disposition des jeunes Corrèziens un coach. Le coach dédié aura un portefeuille de 40 jeunes maximum, en file active, pour une durée de 4 mois. Le coaching est un accompagnement personnalisé et individuel avec pour objectif de valoriser les aptitudes professionnelles du jeune et de le placer dans une dynamique positive pour la réalisation de son projet.

Dans le cadre de cette action, le Conseil départemental souhaite établir un partenariat avec la Mission Locale de Tulle pour mettre en œuvre le dispositif Boost Jeunes sur l'arrondissement de Tulle.

Ce partenariat faisant l'objet de cette convention.

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de fixer les modalités de mise en œuvre de l'aide attribuée à la Mission Locale de Tulle Centre Corrèze par le Département de la Corrèze, au titre du programme Boost Jeunes pour l'année 2022.

➔ 1.1 La Mission Locale Tulle Centre Corrèze s'engage à participer au dispositif Boost Jeunes par la nomination d'un salarié de sa structure dédié à cette mission.

Le coach jeune sera chargé d'assurer le coaching de 40 jeunes au maximum en file active de 17 à 25 ans sur une durée de 4 mois. Des "entrées-sorties" permanentes alimenteront le dispositif qui devra sur la période du 01 janvier 2022 au 31 décembre 2022, atteindre le chiffre de 100 jeunes suivis. L'objectif étant que 70 % des jeunes constituant le portefeuille, soit 70 jeunes, bénéficient d'une sortie positive.

Par sorties positives le Département de la Corrèze entend:

> CDI temps partiel ou temps plein

- > CDD à temps partiel ou temps plein
- > Contrat de professionnalisation
- > Contrat d'apprentissage
- > CDD Intérimaire ou saisonnier
- > Service civique
- > Formation / retour en formation initiale
- > Parcours Emploi Compétences (PEC)
- > Création d'entreprise

La sortie sera aussi considérée comme positive si elle intervient au plus tard dans les 30 jours suivants les 4 mois d'accompagnement

➔ 1.2 La Mission Locale Tulle Centre Corrèze, à travers son coach dédié, aura la possibilité d'attribuer une aide financière aux jeunes bénéficiant du dispositif Boost Jeunes.

A raison de 125 € par mois sur une période de 4 mois, elle doit permettre de faire face aux besoins du jeune dans son projet et les priorités à régler, en complément des dispositifs classiques mobilisables.

Cette aide n'est pas systématique, elle fera l'objet d'une demande argumentée du coach et sera soumise à la validation de la Direction de l'Action Sociale, des Familles et de l'Insertion.

➔ 1.3 La Mission locale Tulle Centre Corrèze s'engage à établir une coopération de proximité et active avec le service Boost Jeunes du Conseil départemental pour améliorer l'accompagnement des jeunes. A ce titre, il sera mis en place :

- > Une réunion trimestrielle entre le coach du département et ceux des Missions Locales
- > Une réunion semestrielle entre la direction de l'action sociale, des Familles et de l'insertion ou par délégation le service Insertion.

➔ 1.4 La Mission Locale Tulle Centre Corrèze s'engage à transmettre mensuellement un tableau de suivi reprenant des indicateurs qualitatifs sur les jeunes suivis, les actions mises en œuvre ainsi que les indicateurs de sorties du dispositif.

Par ailleurs, à la demande du Conseil départemental, la Mission Locale de Tulle Centre Corrèze s'engage à transmettre les éléments de la base IMILO relatifs à l'accompagnement des jeunes relevant du dispositif RSA et accompagnés par la Mission Locale.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

La Mission Locale Tulle Centre Corrèze s'engage à accompagner, en 2022, dans le cadre de cette action, 100 jeunes.

Par ailleurs, la Mission Locale s'engage à faire figurer de manière lisible le logo du Conseil départemental dans tous les documents produits dans le cadre de l'opération subventionnée.

Elle autorise le Conseil départemental de la Corrèze à utiliser le logo de la Mission Locale Tulle Centre Corrèze dans toute communication relative au dispositif Boost Emploi (site internet, Facebook, flyers, affiches) ainsi que d'associer systématiquement le Conseil départemental de la Corrèze à toutes les manifestations liées à l'emploi et à l'insertion sur le département de la Corrèze et d'en afficher le logo.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENT FINANCIER DU DEPARTEMENT

Une aide financière d'un montant total de 45 000 € est accordée à la Mission Locale de Tulle pour l'année 2022.

ARTICLE 4 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DEPARTEMENTALE

La contribution financière du Département sera versée selon les modalités suivantes :

- > Acompte de 30 % à la signature de la présente convention soit 13 500 € avant le 30 juin 2022
- > Le solde de la subvention soit 31 500 € lors de la présentation des résultats au plus tard le 31 décembre 2022.

La subvention globale sera proratisée au regard du taux de réalisation de l'action. Le paiement sera généré dans sa totalité au-delà de 70% de réalisation.

Le dépassement des objectifs ne donnera pas lieu à une majoration de la subvention.

La demande de versement (solde) devra obligatoirement se présenter sous la forme d'un bilan d'activité écrit et détaillé accompagné du tableau excel d'indicateurs et statistiques pour la réalisation de l'action subventionnée à transmettre avant le 10 janvier de l'année N+1.

La contribution financière sera créditée au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur.

ARTICLE 5 : CLAUSES PARTICULIERES

5.1 En cas de manquement de l'association à l'une de ses obligations prévues par la présente convention, le Département pourra exiger le remboursement des montants perçus.

5.2 La présente convention peut être dénoncée après un préavis donné par l'une ou l'autre des parties au moins trois mois avant la date de son expiration. Cette dénonciation se fera par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

5.3 La présente convention cessera immédiatement d'avoir effet en cas de dissolution ou de changement de statut social de l'association.

ARTICLE 6 : DUREE DE LA CONVENTION

Les dispositions de cette convention entreront en vigueur à compter de sa signature par les deux parties.

ARTICLE 7: MODIFICATIONS

La présente convention pourra faire l'objet de modifications des objectifs qualitatifs et quantitatifs et sera reconductible par voie d'avenant.

ARTICLE 8: RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif de Limoges

Fait en deux exemplaires originaux à Tulle le,

Le Président du
Conseil départemental

Le Président de la Mission Locale
Tulle Centre Corrèze

Monsieur Pascal COSTE

Monsieur Jean François GONÇALVES

CONVENTION ENTRE LA MISSION LOCALE DE BRIVE ET LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA CORREZE POUR LA MISE EN ŒUVRE DU DISPOSITIF BOOST JEUNES

ENTRE

Le Département de la Corrèze, représenté par son Président, M. Pascal COSTE

d'une part,

ET

La Mission locale de l'arrondissement de Brive, représentée par son Président,
Monsieur Alexandre BONNIE

d'autre part.

Vu l'ordonnance n°82-273 du 26 mars 1982 relative aux mesures destinées à assurer aux jeunes de 16 à 18 ans une qualification professionnelle et à faciliter leur insertion sociale,

Vu la loi n°83-663 du 22 juillet 1983, complétant la loi n°83-8 du 7 janvier 1983, relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État,

Vu la loi n°93-1313 du 20 décembre 1993, loi quinquennale relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle,

Vu l'article 13 de la loi n°2005-32 du 18 janvier 2005 de programmation pour la cohésion sociale, relatif à l'insertion des jeunes et aux actions en faveur des jeunes éloignés de l'emploi,

Vu l'article L 5314 -1 à 4 du Code du travail définissant les missions de service public des missions locales pour l'insertion professionnelle et sociale des jeunes,

Vu l'article L 313-7 du Code de l'éducation concernant le rôle des missions locales dans la lutte contre le décrochage scolaire et l'accompagnement ou l'accès à l'emploi des jeunes sortant sans diplôme du système de formation initiale,

Vu la délibération du 25 mars 2016 du Conseil départemental de la Corrèze portant sur la création du dispositif BOOST Emploi et plus précisément du Dispositif BOOST Jeunes.

Vu la délibération du 08 avril 2022 du Conseil départemental de la Corrèze qui valide la mise en œuvre du dispositif BOOST Jeunes.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT:

PREAMBULE

Le Département de la Corrèze souhaite renforcer ses interventions en direction des jeunes corréziens afin de mieux prendre en compte la diversité des parcours individuels et faciliter leur entrée dans la vie active.

Afin de concrétiser cet engagement le Conseil départemental a mis en place le dispositif Boost jeunes qui a pour objectif de mettre à disposition des jeunes Corrèziens un coach. Le coach dédié aura un portefeuille de 40 jeunes maximum, en file active, pour une durée de 4 mois. Le coaching est un accompagnement personnalisé et individuel avec pour objectif de valoriser les aptitudes professionnelles du jeune et de le placer dans une dynamique positive pour la réalisation de son projet.

Dans le cadre de cette action, le Conseil départemental souhaite établir un partenariat avec la Mission Locale de Brive pour mettre en œuvre le dispositif Boost Jeunes sur l'arrondissement de Brive.

Ce partenariat faisant l'objet de cette convention.

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de fixer les modalités de mise en œuvre de l'aide attribuée à la Mission Locale de Brive par le Département de la Corrèze, au titre du programme Boost Jeunes pour l'année 2022.

➔ 1.1 La Mission Locale de Brive s'engage à participer au dispositif Boost Jeunes par la nomination d'un salarié de sa structure dédié à cette mission.

Le coach jeune sera chargé d'assurer le coaching de 40 jeunes au maximum en file active de 17 à 25 ans sur une durée de 4 mois. Des "entrées-sorties" permanentes alimenteront le dispositif qui devra sur la période du 01 janvier 2022 au 31 décembre 2022, atteindre le chiffre de 120 jeunes suivis. L'objectif étant que 70 % des jeunes constituant le portefeuille, soit 84 jeunes, bénéficient d'une sortie positive.

Par sorties positives le Département de la Corrèze entend:

- > CDI temps partiel ou temps plein
- > CDD à temps partiel ou temps plein

- > Contrat de professionnalisation
- > Contrat d'apprentissage
- > CDD Intérimaire ou saisonnier
- > Service civique
- > Formation / retour en formation initiale
- > Parcours Emploi Compétences (PEC)
- > Création d'entreprise

La sortie sera aussi considérée comme positive si elle intervient au plus tard dans les 30 jours suivants les 4 mois d'accompagnement

➔ 1.2 La Mission Locale de Brive, à travers son coach dédié, aura la possibilité d'attribuer une aide financière aux jeunes bénéficiant du dispositif Boost Jeunes.

A raison de 125 € par mois sur une période de 4 mois, elle doit permettre de faire face aux besoins du jeune dans son projet et les priorités à régler, en complément des dispositifs classiques mobilisables.

Cette aide n'est pas systématique, elle fera l'objet d'une demande argumentée du coach et sera soumise à la validation de la Direction de l'Action Sociale, des Familles et de l'Insertion.

➔ 1.3 La Mission locale de Brive s'engage à établir une coopération de proximité et active avec le service Boost Jeunes du Conseil départemental pour améliorer l'accompagnement des jeunes. A ce titre, il sera mis en place :

- > Une réunion trimestrielle entre le coach du département et ceux des Missions Locales
- > Une réunion semestrielle avec la direction de l'Action Sociale, des Familles et de l'Insertion ou par délégation le service Insertion.

➔ 1.4 La Mission Locale de Brive s'engage à transmettre mensuellement un tableau de suivi reprenant des indicateurs qualitatifs sur les jeunes suivis, les actions mises en œuvre ainsi que les indicateurs de sorties du dispositif.

Par ailleurs, à la demande du Conseil départemental, la Mission Locale de Brive s'engage à transmettre les éléments de la base IMILO relatifs à l'accompagnement des jeunes relevant du dispositif RSA et accompagnés par la Mission Locale.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

La Mission locale de Brive s'engage à accompagner, en 2022, dans le cadre de cette action, 120 jeunes.

Par ailleurs, la Mission Locale s'engage à faire figurer de manière lisible le logo du Conseil départemental dans tous les documents produits dans le cadre de l'opération subventionnée.

Elle autorise le Conseil départemental de la Corrèze à utiliser le logo de la Mission Locale de Brive dans toute communication relative au dispositif Boost Emploi (site internet, Facebook, flyers, affiches) ainsi que d'associer systématiquement le Conseil départemental de la Corrèze à toutes les manifestations liées à l'emploi et à l'insertion sur le département de la Corrèze et d'en afficher le logo.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENT FINANCIER DU DEPARTEMENT

Une aide financière d'un montant total de 45 000 € est accordée à la Mission Locale de Brive pour l'année 2022.

ARTICLE 4 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DEPARTEMENTALE

La contribution financière du Département sera versée selon les modalités suivantes :

- > Acompte de 30 % à la signature de la présente convention soit 13 500 € avant le 30 juin 2022
- > Le solde de la subvention soit 31 500 € lors de la présentation des résultats au plus tard le 31 décembre 2022.

La subvention globale sera proratisée au regard du taux de réalisation de l'action. Le paiement sera généré dans sa totalité au-delà de 70% de réalisation.

Le dépassement des objectifs ne donnera pas lieu à une majoration de la subvention.

La demande de versement (solde) devra obligatoirement se présenter sous la forme d'un bilan d'activité écrit et détaillé accompagné du tableau excel d'indicateurs et statistiques pour la réalisation de l'action subventionnée à transmettre avant le 10 janvier de l'année N+1.

La contribution financière sera créditée au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur.

ARTICLE 5 : CLAUSES PARTICULIERES

5.1 En cas de manquement de l'association à l'une de ses obligations prévues par la présente convention, le Département pourra exiger le remboursement des montants perçus.

5.2 La présente convention peut être dénoncée après un préavis donné par l'une ou l'autre des parties au moins trois mois avant la date de son expiration. Cette dénonciation se fera par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

5.3 La présente convention cessera immédiatement d'avoir effet en cas de dissolution ou de changement de statut social de l'association.

ARTICLE 6 : DUREE DE LA CONVENTION

Les dispositions de cette convention entreront en vigueur à compter de sa signature par les deux parties.

ARTICLE 7: MODIFICATIONS

La présente convention pourra faire l'objet de modifications des objectifs qualitatifs et quantitatifs et sera reconductible par voie d'avenant.

ARTICLE 8: RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif de Limoges.

Fait en deux exemplaires originaux à Tulle le,

Le Président de la Mission Locale de Brive

Le Président du Conseil départemental,

Alexandre BONNIE

Pascal COSTE

CONVENTION ENTRE LA MISSION LOCALE DE HAUTE CORREZE ET LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA CORREZE POUR LA MISE EN ŒUVRE DU DISPOSITIF BOOST JEUNES

ENTRE

Le Département de la Corrèze, représenté par son Président, M. Pascal COSTE

d'une part,

ET

La Mission locale de Haute Corrèze, représentée par son Président,
Monsieur Christophe ARFEUILLERE

d'autre part.

Vu l'ordonnance n°82-273 du 26 mars 1982 relative aux mesures destinées à assurer aux jeunes de 16 à 18 ans une qualification professionnelle et à faciliter leur insertion sociale,

Vu la loi n°83-663 du 22 juillet 1983, complétant la loi n°83-8 du 7 janvier 1983, relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État,

Vu la loi n°93-1313 du 20 décembre 1993, loi quinquennale relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle,

Vu l'article 13 de la loi n°2005-32 du 18 janvier 2005 de programmation pour la cohésion sociale, relatif à l'insertion des jeunes et aux actions en faveur des jeunes éloignés de l'emploi,

Vu l'article L 5314 -1 à 4 du Code du travail définissant les missions de service public des missions locales pour l'insertion professionnelle et sociale des jeunes,

Vu l'article L 313-7 du Code de l'éducation concernant le rôle des missions locales dans la lutte contre le décrochage scolaire et l'accompagnement ou l'accès à l'emploi des jeunes sortant sans diplôme du système de formation initiale,

Vu la délibération n°101 du 25 mars 2016 du Conseil départemental de la Corrèze portant sur la création du dispositif BOOST Emploi et plus précisément du Dispositif BOOST Jeunes.

Vu la délibération du 08 avril 2022 du Conseil départemental de la Corrèze qui valide la mise en œuvre du dispositif BOOST Jeunes.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT:

PREAMBULE

Le Département de la Corrèze souhaite renforcer ses interventions en direction des jeunes corréziens afin de mieux prendre en compte la diversité des parcours individuels et faciliter leur entrée dans la vie active.

Afin de concrétiser cet engagement le Conseil départemental a mis en place le dispositif Boost jeunes qui a pour objectif de mettre à disposition des jeunes Corrèziens un coach. Le coach dédié aura un portefeuille de 40 jeunes maximum, en file active, pour une durée de 4 mois. Le coaching est un accompagnement personnalisé et individuel avec pour objectif de valoriser les aptitudes professionnelles du jeune et de le placer dans une dynamique positive pour la réalisation de son projet.

Dans le cadre de cette action, le Conseil départemental souhaite établir un partenariat avec la Mission Locale de Haute Corrèze pour mettre en œuvre le dispositif Boost Jeunes sur ce territoire.

Ce partenariat faisant l'objet de cette convention.

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de fixer les modalités de mise en œuvre de l'aide attribuée à la Mission Locale de Haute Corrèze par le Département de la Corrèze, au titre du programme Boost Jeunes pour l'année 2022.

➔ 1.1 La Mission Locale de Haute Corrèze s'engage à participer au dispositif Boost Jeunes par la nomination d'un salarié de sa structure dédié à cette mission.

Le coach jeune sera chargé d'assurer le coaching de 40 jeunes au maximum en file active de 17 à 25 ans sur une durée de 4 mois. Des "entrées-sorties" permanentes alimenteront le dispositif qui devra sur la période du 01 janvier 2022 au 31 décembre 2022, atteindre le chiffre de 45 jeunes suivis. L'objectif étant que 70 % des jeunes constituant le portefeuille, soit 31 jeunes, bénéficient d'une sortie positive.

Par sorties positives le Département de la Corrèze entend :

- > CDI temps partiel ou temps plein
- > CDD à temps partiel ou temps plein
- > Contrat de professionnalisation
- > Contrat d'apprentissage
- > CDD Intérimaire ou saisonnier
- > Service civique
- > Formation / retour en formation initiale
- > Parcours Emploi Compétences (PEC)
- > Création d'entreprise

La sortie sera aussi considérée comme positive si elle intervient au plus tard dans les 30 jours suivants les 4 mois d'accompagnement

➔ 1.2 La Mission Locale de Haute Corrèze, à travers son coach dédié, aura la possibilité d'attribuer une aide financière aux jeunes bénéficiant du dispositif Boost Jeunes.

A raison de 125 € par mois sur une période de 4 mois, elle doit permettre de faire face aux besoins du jeune dans son projet et les priorités à régler, en complément des dispositifs classiques mobilisables.

Cette aide n'est pas systématique, elle fera l'objet d'une demande argumentée du coach et sera soumise à la validation de la Direction de l'Action Sociale, des Familles et de l'Insertion.

➔ 1.3 La Mission locale de Haute Corrèze s'engage à établir une coopération de proximité et active avec le service Boost Jeunes du Conseil départemental pour améliorer l'accompagnement des jeunes. A ce titre, il sera mis en place :

- > Une réunion trimestrielle entre le coach du département et ceux des Missions Locales
- > Une réunion semestrielle avec la direction de l'action sociale, des Familles et de l'insertion ou par délégation le service Insertion.

➔ 1.4 La Mission Locale de Haute Corrèze s'engage à transmettre mensuellement un tableau de suivi reprenant des indicateurs qualitatifs sur les jeunes suivis, les actions mises en œuvre ainsi que les indicateurs de sorties du dispositif.

Par ailleurs, à la demande du Conseil départemental, la Mission Locale de Haute Corrèze s'engage à transmettre les éléments de la base IMILO relatifs à l'accompagnement des jeunes relevant du dispositif RSA et accompagnés par la Mission Locale.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

La Mission Locale de Haute Corrèze s'engage à accompagner, en 2022, dans le cadre de cette action, 45 jeunes.

Par ailleurs, la Mission Locale s'engage à faire figurer de manière lisible le logo du Conseil départemental dans tous les documents produits dans le cadre de l'opération subventionnée.

Elle autorise le Conseil départemental de la Corrèze à utiliser le logo de la Mission Locale de Haute Corrèze dans toute communication relative au dispositif Boost Emploi (site internet, Facebook, flyers, affiches) ainsi que d'associer systématiquement le Conseil départemental de la Corrèze à toutes les manifestations liées à l'emploi et à l'insertion sur le département de la Corrèze et d'en afficher le logo.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENT FINANCIER DU DEPARTEMENT

Une aide financière d'un montant total de 22 500 € est accordée à la Mission Locale de Haute Corrèze pour l'année 2022.

ARTICLE 4 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DEPARTEMENTALE

La contribution financière du Département sera versée selon les modalités suivantes :

- > Acompte de 30 % à la signature de la présente convention soit 6750 € avant le 30 juin 2022
- > Le solde de la subvention soit 15 750 € lors de la présentation des résultats au plus tard le 31 décembre 2022.

La subvention globale sera proratisée au regard du taux de réalisation de l'action. Le paiement sera généré dans sa totalité au-delà de 70% de réalisation.

Le dépassement des objectifs ne donnera pas lieu à une majoration de la subvention.

La demande de versement (solde) devra obligatoirement se présenter sous la forme d'un bilan d'activité écrit et détaillé accompagné du tableau excel d'indicateurs et statistiques pour la réalisation de l'action subventionnée à transmettre avant le 10 janvier de l'année N+1.

La contribution financière sera créditée au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur.

ARTICLE 5 : CLAUSES PARTICULIERES

5.1 En cas de manquement de l'association à l'une de ses obligations prévues par la présente convention, le Département pourra exiger le remboursement des montants perçus.

5.2 La présente convention peut être dénoncée après un préavis donné par l'une ou l'autre des parties au moins trois mois avant la date de son expiration. Cette dénonciation se fera par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

5.3 La présente convention cessera immédiatement d'avoir effet en cas de dissolution ou de changement de statut social de l'association.

ARTICLE 6 : DUREE DE LA CONVENTION

Les dispositions de cette convention entreront en vigueur à compter de sa signature par les deux parties pour l'année en cours.

ARTICLE 7: MODIFICATIONS

La présente convention pourra faire l'objet de modifications des objectifs qualitatifs et quantitatifs et sera reconductible par voie d'avenant.

ARTICLE 8: RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif de Limoges

Fait en deux exemplaires originaux à Tulle le,

Le Président de la Mission Locale
de Haute Corrèze

Le Président
du Conseil départemental,

Christophe ARFEUILLERE

Pascal COSTE

BILAN DÉTAILLÉ DES FICHES ACTION

Pacte Territorial pour l'Insertion

Avenant 2019-2021

➔ Le Bilan






CORREZE
LE DÉPARTEMENT

Des femmes, des hommes, un projet en commun

**BILAN DÉTAILLÉ
DES FICHES ACTION
DE L'AVENANT AU PACTE 2019-2021**

→ OBJECTIF STRATÉGIQUE I

SYSTÉMATISER ET RENFORCER L'ACCOMPAGNEMENT DES BÉNÉFICIAIRES DU RSA

Les objectifs opérationnels et leur déclinaison			
	Niveau de réalisation		
	Réalisé	Réalisation partielle - En cours	Non engagé - Non réalisé
CRÉER ET METTRE À DISPOSITION DES RÉPERTOIRES À DESTINATION DES PROFESSIONNELS			
1-1 Plateforme collaborative Emploi Insertion			
1-2 BOOST Emploi			
CONSOLIDER UNE BASE DE DONNÉES RELATIVE AUX BÉNÉFICIAIRES DU RSA			
1-3 Observatoire Départemental de l'Emploi et des Métiers		 Groupe de travail opérationnel au regard de la perte d'activité de la plateforme collaborative emploi insertion/ Réflexion en cours pour rattachement au SPIE	

1-1 Plateforme collaborative Emploi Insertion

Chiffres clés au 30/06/2021	Niveau de réalisation		
	Réalisé	Réalisation partielle - En cours	Non engagé - Non réalisé
123 membres			
18 691 pages vues			
1 528 utilisateurs			

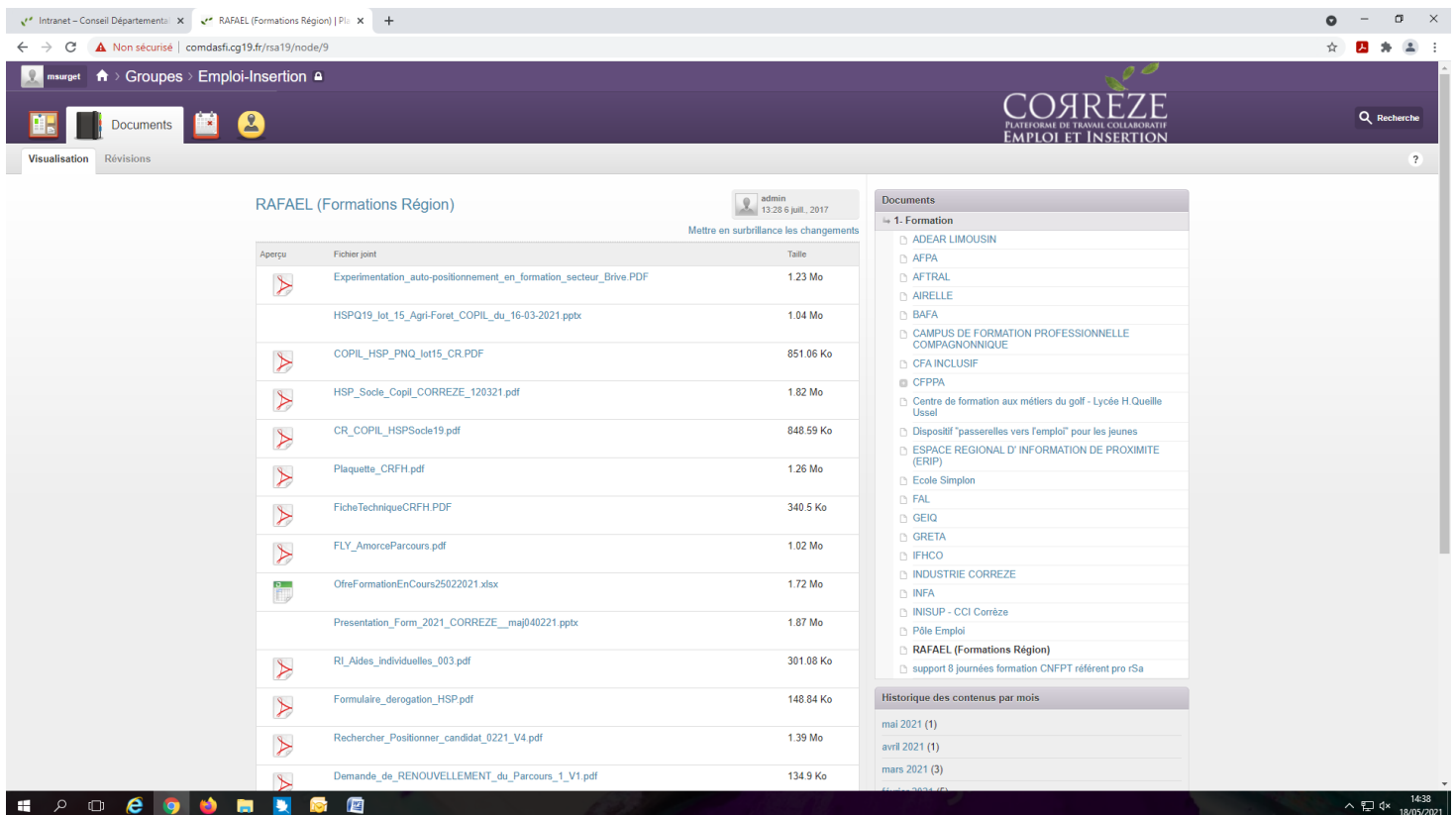
a) Descriptif de l'action :

Pilote(s) : Conseil départemental - Animateur du Pacte Territorial d'Insertion

Mise en œuvre : Service Insertion / Centre Informatique

Territoire : Département de la Corrèze

Public visé : Référents de parcours du Conseil départemental accompagnant les bénéficiaires du rSa et les référents de parcours de l'ADPEP dans le cadre de l'accompagnement des bénéficiaires du rSa reconnus Travailleurs Handicapés (TH)



Depuis sa création le 12 juillet 2017, au départ à caractère expérimental, puis ouverte en 2018 à l'ensemble des agents de l'Action Sociale Territoriale ainsi qu'aux agents de l'ADPEP 19 dans le cadre de l'accompagnement des bénéficiaires du rSa reconnus travailleurs handicapés, la plateforme compte aujourd'hui 122 membres.

Si elle a connu au lancement une réelle appétence de la part des agents grâce la mise à disposition rapide de données actualisées concernant les actions, formations, calendriers, évènements, depuis 2020, on observe une baisse nette de la fréquentation et de l'utilisation de cet outil.

b) Bilan évaluatif :

Le contexte sanitaire et les périodes de confinement qui ont découlé ne peuvent à eux seuls expliquer cette décélération de fréquentation et d'utilisation de la plateforme.

Fort de ce constat, une enquête de satisfaction a été menée en 2020 et a permis de mettre en évidence le besoin de rénovation en profondeur de la plateforme (support/contenu/ouverture aux partenaires).

Globalement,

- 18 691 pages vues
- 1 528 utilisateurs

Tableau *Évolution du nombre de pages vues et de visiteurs*
(Source Direction Transformation Numérique et Innovation - 30/06/2021)


	2019	2020	Évolution sur 1 année	juin-21
Nombres de pages vues	9 874	4 140	-42%	4 677
Nombre d'utilisateurs	664	491	-74%	373

c) Perspectives

Cette plateforme va donc être entièrement revisitée, reconçue dans son utilisation et sa forme et intégrée à l'Observatoire Départemental de l'Insertion et de l'Emploi en cours de construction.

La perspective d'un outil partenarial commun et partagé par l'ensemble des partenaires intervenant dans le champ de l'insertion reste privilégiée.

1-2 BOOST Emploi

Chiffres clés au 30/06/2021	Niveau de réalisation		
	Réalisé	Réalisation partielle - En cours	Non engagé - Non réalisé
46 321 utilisateurs			
84 726 visites			
203 comptes recruteurs créés			
2 898 CV / CV Catcher			

a) Descriptif de l'action :

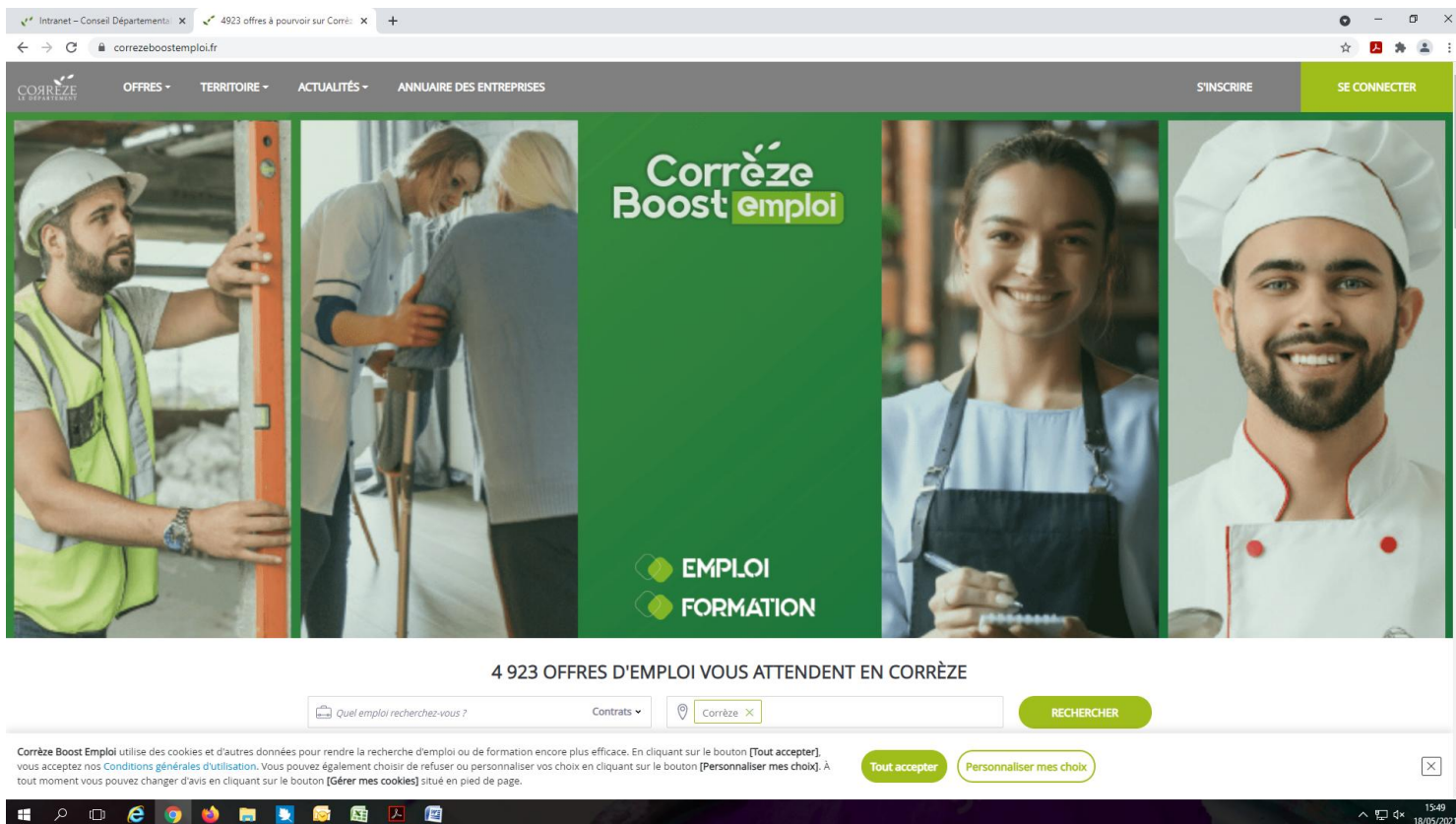
Pilote(s) : Conseil départemental

Mise en œuvre : Service Insertion

Territoire : Département de la Corrèze

Public visé : Tout public dont les bénéficiaires du rSa

www.correzebootemploi.fr

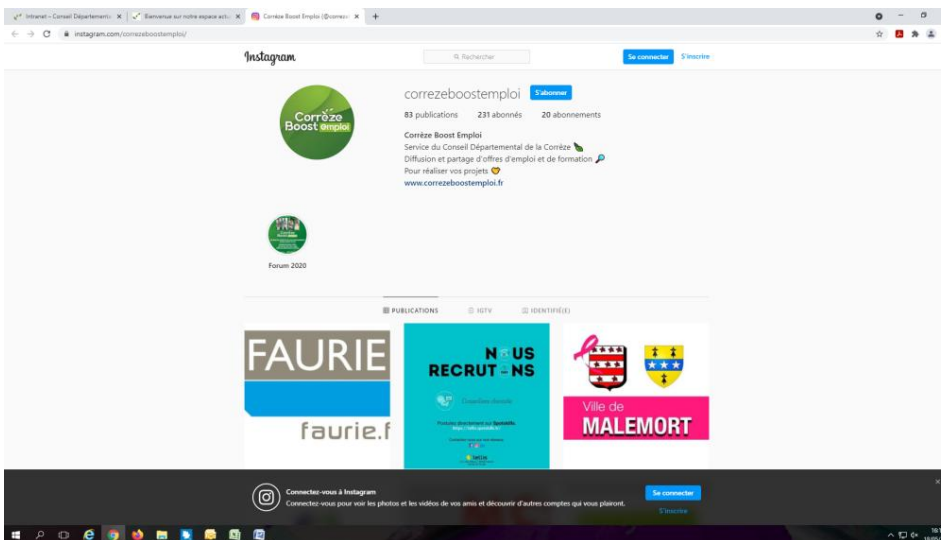
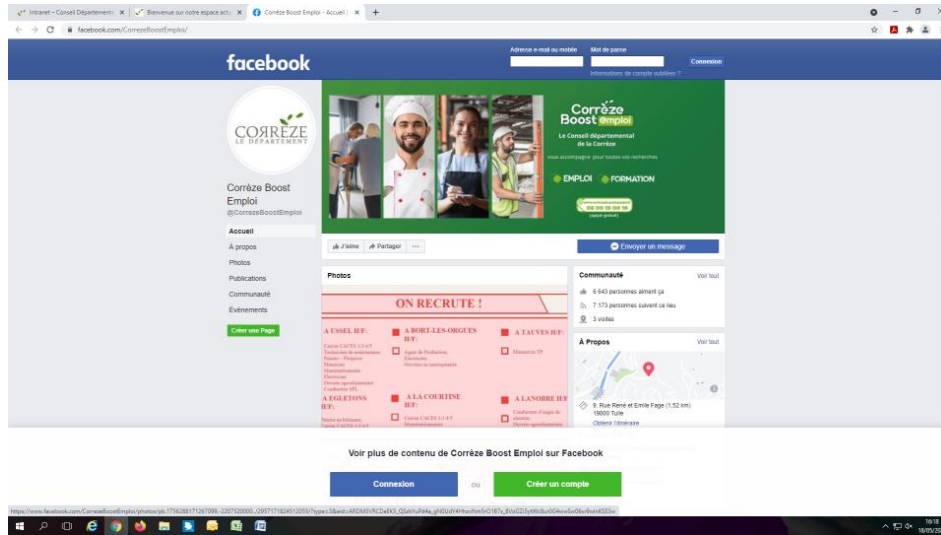


The screenshot shows the homepage of the website correzebootemploi.fr. At the top, there is a navigation bar with links for 'OFFRES', 'TERRITOIRE', 'ACTUALITÉS', and 'ANNUAIRE DES ENTREPRISES'. On the right side of the navigation bar, there are buttons for 'S'INSCRIRE' and 'SE CONNECTER'. The main banner features four images: a construction worker in a hard hat and safety vest, a person with a cane being assisted by another person, a smiling woman in a blue apron, and a smiling chef in a white uniform. The text 'Corrèze Boost emploi' is prominently displayed in the center of the banner, with 'EMPLOI' and 'FORMATION' below it. Below the banner, it states '4 923 OFFRES D'EMPLOI VOUS ATTENDENT EN CORRÈZE'. At the bottom of the banner, there is a search bar with the placeholder text 'Quel emploi recherchez-vous?', a dropdown menu for 'Contrats', a location selector for 'Corrèze', and a 'RECHERCHER' button. At the very bottom of the page, there is a cookie consent banner with 'Tout accepter' and 'Personnaliser mes choix' buttons.

Lancée en mars 2016, les chiffres traduisent un intérêt significatif pour la plateforme. Une plateforme riche en actualités et en offres d'emploi qui a généré depuis sa création 1 054 801 pages vues au 30/12/2020. Il s'agit d'un outil gratuit, à destination de tous.

Cette plateforme se décline en un côté "recruteurs" et un accès "candidats en demande d'emplois". Les entreprises peuvent créer leur compte et déposer gratuitement leurs offres d'emploi. Les candidats ont la possibilité de déposer leur CV et/ou un transfert sur CV Catcher.

En complémentarité du site, une page Facebook correzeboostemploi a été créée et la page Instagram activée en fin d'année 2020.



b) Bilan évaluatif :

On observe un très net intérêt pour cet outil de la part des candidats avec une augmentation significative sur l'année 2020 du nombre d'utilisateurs et du nombre de visites sur la plateforme.

On assiste également à une montée en charge des CV Catcher.

Tableau Suivi d'activité "Cellule BOOST Emploi"
(Source Service Insertion - 30/06/2021)

	2019	2020	juin-21
Nombres d'utilisateurs	16 730	20 437	9 154
Nombres de visiteurs	31 986	35 536	17 204
Nombres de comptes recruteurs créés	89	65	49
Nombres de CV créés	596	128	176
CV Catcher	695	765	538

Soit sur l'ensemble de cette période

- 46 321 utilisateurs
- 84 726 visiteurs
- 203 comptes recruteurs créés
- 900 CV créés et 1 998 CV Catcher


c) Perspectives :

En 2021, de nouvelles opérationnalités voient le jour sur la plateforme pour une utilisation toujours plus optimisée et un rapprochement entre offres et demandes d'emploi encore facilité.

Ainsi, la page de garde a été entièrement revisitée avec une nouvelle charte graphique de BOOST; la création d'un annuaire des entreprises avec géo localisation; la mise en avant des entreprises 100% Corrèze le souhaitant et leurs offres d'emplois; une meilleure lisibilité en page d'accueil des outils et actions développées par la Collectivité en soutien des entreprises et des publics.

Cette plateforme évolue sans cesse avec les actualités à venir, le contexte,...

1-3 Observatoire départemental de l'emploi et des métiers

Chiffres clés au 30/06/2021	Niveau de réalisation		
	Réalisé	Réalisation partielle - En cours	Non engagé - Non réalisé
3 réunions dans le cadre du SPIE			

a) Descriptif de l'action :

Pilote(s) : Conseil départemental

Mise en œuvre : Service Insertion

Territoire : Département de la Corrèze

Public visé : Tous publics en insertion dont les bénéficiaires du rSa, les référents de parcours accompagnant ces personnes et les partenaires de l'insertion

b) Bilan évaluatif :

Dans le cadre du Service Public de l'Insertion et de l'Emploi (SPIE) et au regard des actions déjà existantes, le Conseil départemental de la Corrèze souhaite avoir une vision stratégique d'innovation et d'inclusion sociale pour des parcours sans couture. Viser un outil plus performant pour mutualiser les bases de données et améliorer leurs accès, renforcer la coordination avec les partenaires en commençant par un diagnostic partagé et amener les professionnels de l'insertion à une acculturation des modalités de travail.

Les premiers travaux ont été lancés début 2021 dans le cadre de la réponse à l'Appel à Manifestation d'Intérêt lancé par le Gouvernement et intégreront les travaux menés sur la plateforme collaborative Emploi Insertion.









c) Perspectives :

Ouverture du nouvel Appel à Manifestation d'Intérêt en juillet 2021 pour un dépôt et une sélection de projets dits "3^{ème} vague" en octobre 2021 et une opérationnalité début 2022.


Les crédits du SPIE sont des crédits d'ingénierie et d'accompagnement au changement pour le recrutement d'un chef de projet.

➔ OBJECTIF STRATÉGIQUE II

REDÉFINIR ET RÉNOVER L'OFFRE D'INSERTION SOCIALE - PROPOSER UNE OFFRE DE SERVICES ADAPTÉS POUR FAVORISER L'EMPLOYABILITÉ

Les objectifs opérationnels et leur déclinaison			
	Niveau de réalisation		
	Réalisé	Réalisation partielle - En cours	Non engagé - Non réalisé
ACCOMPAGNER LES BÉNÉFICIAIRES SOUFFRANT DE PROBLÉMATIQUES DE SANTÉ			
2-1 Promotion des dispositifs d'accès aux soins en Haute Corrèze			
2-2 Accompagnant Santé - Infirmier Diplômé d'État			
DÉVELOPPER LES ACTIONS ET OUTILS EXISTANTS EN MATIÈRE DE MOBILITÉ			
2-3 Plateforme de covoiturage Conseil départemental			
2-4 Permis et déploiement du très haut débit en Corrèze			 Pas de besoin identifié
2-5 Bourse au Permis			
PARTICIPER À L'INCLUSION NUMÉRIQUE			
2-6 Cartographie des lieux d'accès numériques			
2-7 Animateur numérique itinérant			
2-8 Ateliers compétences numériques de base			

2-1 Promotion des dispositifs d'accès aux soins en Haute Corrèze

Chiffres clés au 30/06/2021	Niveau de réalisation		
	Réalisé	Réalisation partielle - En cours	Non engagé - Non réalisé
1 groupe de travail Santé Haute Corrèze			

a) Descriptif de l'action :

Pilote(s) : Conseil départemental / Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) USSEL / Contrat Local de santé (CLS) Haute Corrèze

Mise en œuvre : Maison de la Solidarité Départementale (MSD) Ussel /CCAS Ussel / Autres structures locales intervenant dans le domaine de la santé / Animateur PTI

Territoire : Département de la Haute Corrèze

Public visé : Publics en insertion / Associations caritatives / Professionnels sociaux et médico sociaux

Les professionnels de l'insertion sont confrontés dans l'accompagnement des bénéficiaires, à des problématiques de santé. Celles-ci entravent directement leurs conditions d'insertion sociale et professionnelle notamment parce qu'ils ne considèrent pas la santé comme une priorité qui puisse constituer un frein à leur parcours ou sont dans le déni de leurs difficultés de santé. Fort de ce constat, le territoire de la Haute Corrèze sensibilisé par cette thématique, reste à l'écoute des besoins précis pour mettre en place des actions ponctuelles adéquates, toujours en partenariat resserré avec les structures du territoire, notamment grâce à la mobilisation des équipes de la MSD du territoire et du CCAS à l'initiative d'un groupe de travail en continuité de celui du PTI 2016-2018.

b) Bilan évaluatif :


Depuis 2018, plusieurs réflexions sont menées auprès des différents partenaires et des associations pour rester en veille sur les éventuels besoins.

Ceci est possible grâce à une bonne connaissance du territoire, de ces ressources et de la coordination des différents partenaires.

c) Perspectives :

L'ensemble des professionnels de la santé, du médico social et les structures associatives restent mobilisés et en veille pour tout nouveau besoin non pourvu ou dispositif à déployer ou améliorer.

2-2 Accompagnant Santé - Infirmier Diplômé d'État

Chiffres clés au 30/06/2021	Niveau de réalisation		
	Réalisé	Réalisation partielle - En cours	Non engagé - Non réalisé
2 Accompagnants Santé - IDE			
275 personnes accompagnées			
101 suivis clôturés			

a) Descriptif de l'action :

Pilote(s) : Conseil départemental - Responsable de l'équipe dédiée à l'accompagnement des bénéficiaires du rSa

Mise en œuvre : Service Insertion

Territoire : Département de la Corrèze

Public visé : Bénéficiaires du rSa accompagnés par les référents sociaux

L'Agent de santé - IDE accompagne la personne dans la construction et l'accès à un parcours de soins et lève les problématiques de santé.

b) Bilan évaluatif :

Le premier agent de santé/IDE a été recruté le 01/09/2017.

En 2019, on observe une montée en charge du nombre d'orientations (24 en attente au 31/12/2019).

La moyenne du nombre de sorties mensuelles (4), liée à la durée d'accompagnement ne permet pas d'absorber ce nombre à l'échelle du département.

En effet, des accompagnements spécifiques pour addictions ou pathologies psychologiques, ainsi que l'accompagnement à des rendez-vous médicaux appellent du temps supplémentaire tout comme la mobilisation du public sur la prise de conscience de la pathologie. Cela demande aussi une grande disponibilité en termes de mobilité.

Aussi, pour répondre à ces différents constats, le Comité Technique du 11 octobre 2019 a validé l'ouverture d'un second poste d'agent de santé IDE, recruté en mars 2020.

Globalement,

- 275 personnes accompagnées
- 101 suivis clôturés
- 1 283 rendez-vous

Tableau *Activité des Accompagnant Santé / IDE de 2019 à 2021*
(Source Service Insertion - 30/06/2021)

	2 Agents de Santé - IDE		
	2019	2020	juin-21
Nombre de personnes accompagnées	81	102	92
Nombre de suivis clôturés	38	48	15
Nombre de suivis en cours	43	56	79
Nombre de rendez-vous	350	523	410

Les trois profils de pathologie déjà relevés en 2019 demeurent : problèmes psychologiques, addictions et douleurs chroniques. A noter en 2020, une augmentation plus ciblée en Haute Corrèze des problèmes orthopédiques et rhumatismaux et en Basse Corrèze des problèmes dentaires.

Des constats perdurent avec les années :

- de nombreux accompagnements à des rendez-vous médicaux en lien avec un problème de mobilité
- l'isolement familial
- l'accompagnement de l'agent de santé dans la constitution et l'étude des dossiers de demandes d'AAH et/ou RQTH auprès de la MDPH est une réelle plus value car elle permet au médecin d'avoir une lecture plus détaillée des situations et ainsi de voir aboutir des dossiers de façon beaucoup plus réactive.

c) Perspectives :

Poursuite de cette action avec maintien en poste des deux agents de santé au regard des besoins et des résultats.

2-3 Plateforme de covoiturage Conseil départemental

Chiffres clés au 30/06/2021	Niveau de réalisation		
	Réalisé	Réalisation partielle - En cours	Non engagé - Non réalisé
1 carte interactive covoiturage sur le site de la Collectivité			

a) Descriptif de l'action :

Pilote(s) : Conseil départemental

Mise en œuvre : Service Informatique

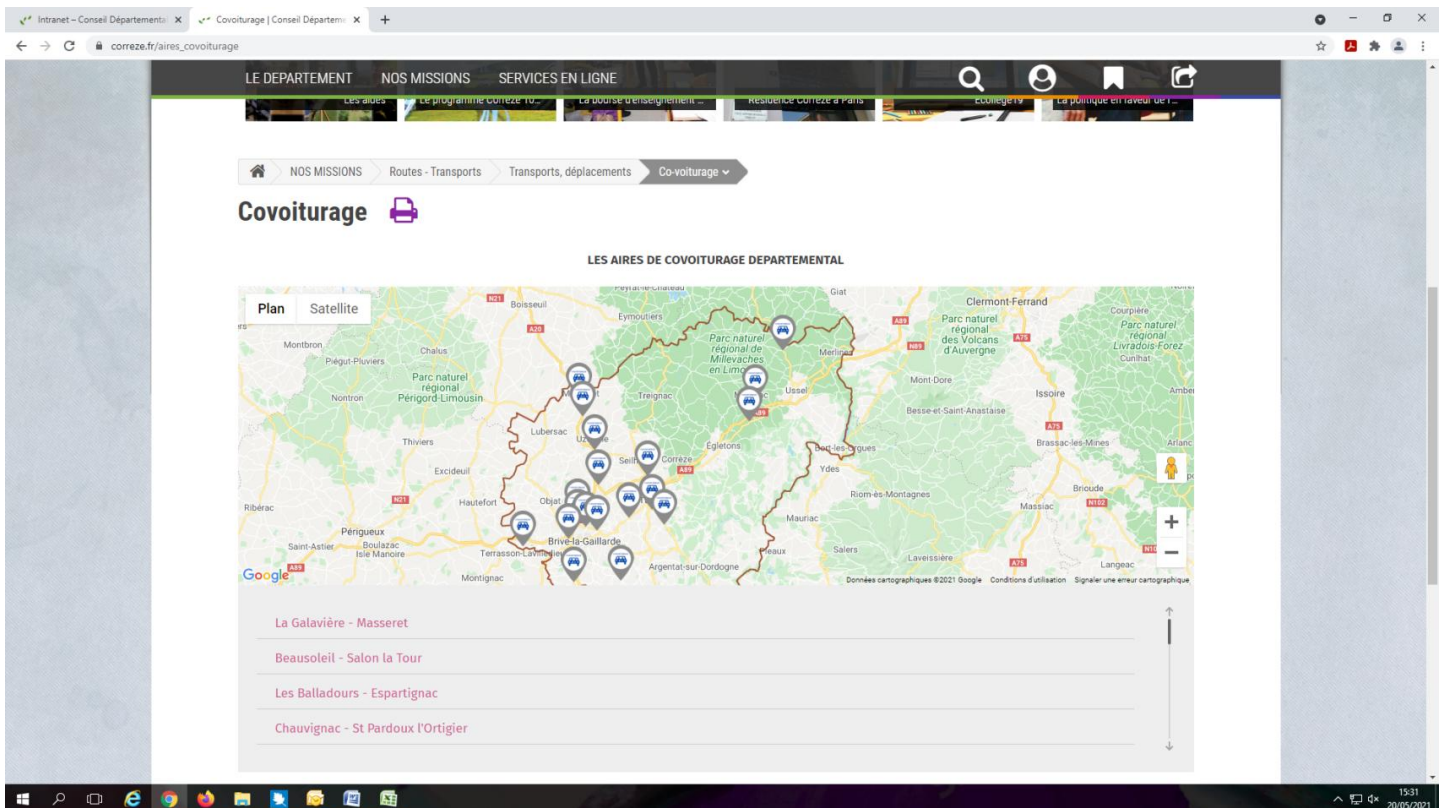
Territoire : Département de la Corrèze

Public visé : Tous publics

Le Conseil départemental de la Corrèze est conscient que la mobilité demeure une condition majeure pour l'insertion professionnelle.

Il promeut donc les dispositifs favorisant la mobilité et met en valeur sa plateforme de covoiturage au travers du site internet de la Collectivité.

b) Bilan évaluatif :



LES AIRES DE COVOITURAGE DEPARTEMENTAL


- La Galavière - Masseret
- Beausoleil - Salon la Tour
- Les Balladours - Espartignac
- Chauvignac - St Pardoux l'Ortigier

c) Perspectives :

De nouvelles actions sont en cours de réflexion afin de poursuivre la lisibilité de l'offre pour favoriser et faciliter l'accès à la mobilité.

Par le biais également de la plateforme BOOST Emploi, des publications et/ou des affichages sont possibles.

2-4 Permis et déploiement du très haut débit en Corrèze

Chiffres clés au 30/06/2021	Niveau de réalisation		
	Réalisé	Réalisation partielle - En cours	Non engagé - Non réalisé
			

a) Descriptif de l'action :

Pilote(s) : Conseil départemental - Animateur du Pacte Territorial d'Insertion

Mise en œuvre : Campus de Formation Professionnelle Compagnonnique (CFPC)

Territoire : Département de la Corrèze

Public visé : Bénéficiaires du rSa


L'action a été pensée initialement lors de la rédaction de l'Avenant PTI 2019-2021, dans un contexte de déploiement de la Fibre Optique en Corrèze.

Le CFPC, acteur premier sur le territoire a été ciblé pour générer les formations adéquates selon les besoins des entreprises retenues et les publics en insertion.

b) Bilan évaluatif :

L'action n'a pas été activée dans la cadre de l'Avenant en l'absence de besoins clairement identifiés.

2-5 Bourse au permis

Chiffres clés au 30/06/2021	Niveau de réalisation		
	Réalisé	Réalisation partielle - En cours	Non engagé - Non réalisé
			

a) Descriptif de l'action :

Pilote(s) : Conseil départemental - animateur du Pacte Territorial d'Insertion

Mise en œuvre : Service Insertion

Territoire : Département de la Corrèze

Public visé : Bénéficiaires du rSa

Pour les bénéficiaires du rSa, l'obtention du permis de conduire peut être rendue difficile en raison de son coût.

Or l'absence de permis de conduire est souvent un frein dans les recherches d'emploi, les activités professionnelles et la vie personnelle.

Grâce à la "Bourse au Permis", le Conseil départemental propose un soutien financier individuel de 1 000 € pour l'obtention du permis de conduire. Ce dispositif vise à aider les bénéficiaires du rSa, dont le projet professionnel est réaliste et réalisable, pour qui le permis de conduire est un tremplin pour leur insertion professionnelle mais qui ne sont pas éligibles à une aide dans le cadre du PTI au vu de l'avancée de leur parcours d'insertion.

En contrepartie, le bénéficiaire effectuera au moins 60 h de bénévolat pour réaliser une action citoyenne dans le domaine social, humanitaire ou environnemental. Cette activité citoyenne devra être réalisée dans les 12 mois qui suivent l'obtention de l'aide.

Cette action est en lien direct avec l'action "Bénévolat : compétences et citoyenneté", fiche action 3-12 de l'Avenant. 10 bourses pourront être conclues par an.


b) Bilan évaluatif :

L'action "Bénévolat : compétences et citoyenneté" a été activée en 2021.

c) Perspectives :

Nous proposons de maintenir cette action et de l'inscrire dans le PTI à venir.

2-6 Cartographie des lieux d'accès numériques

Chiffres clés au 30/06/2021	Niveau de réalisation		
	Réalisé	Réalisation partielle - En cours	Non engagé - Non réalisé
1 carte "Les lieux gratuits connectés en Corrèze"			

a) Descriptif de l'action :

Pilote(s) : Conseil départemental - Animateur du Pacte Territorial d'Insertion

Mise en œuvre : Service Informatique

Territoire : Département de la Corrèze

Public visé : Tout public dont Bénéficiaires du rSa

Lutter contre la fracture numérique et faire du numérique un levier d'insertion est une des priorités du Conseil départemental.

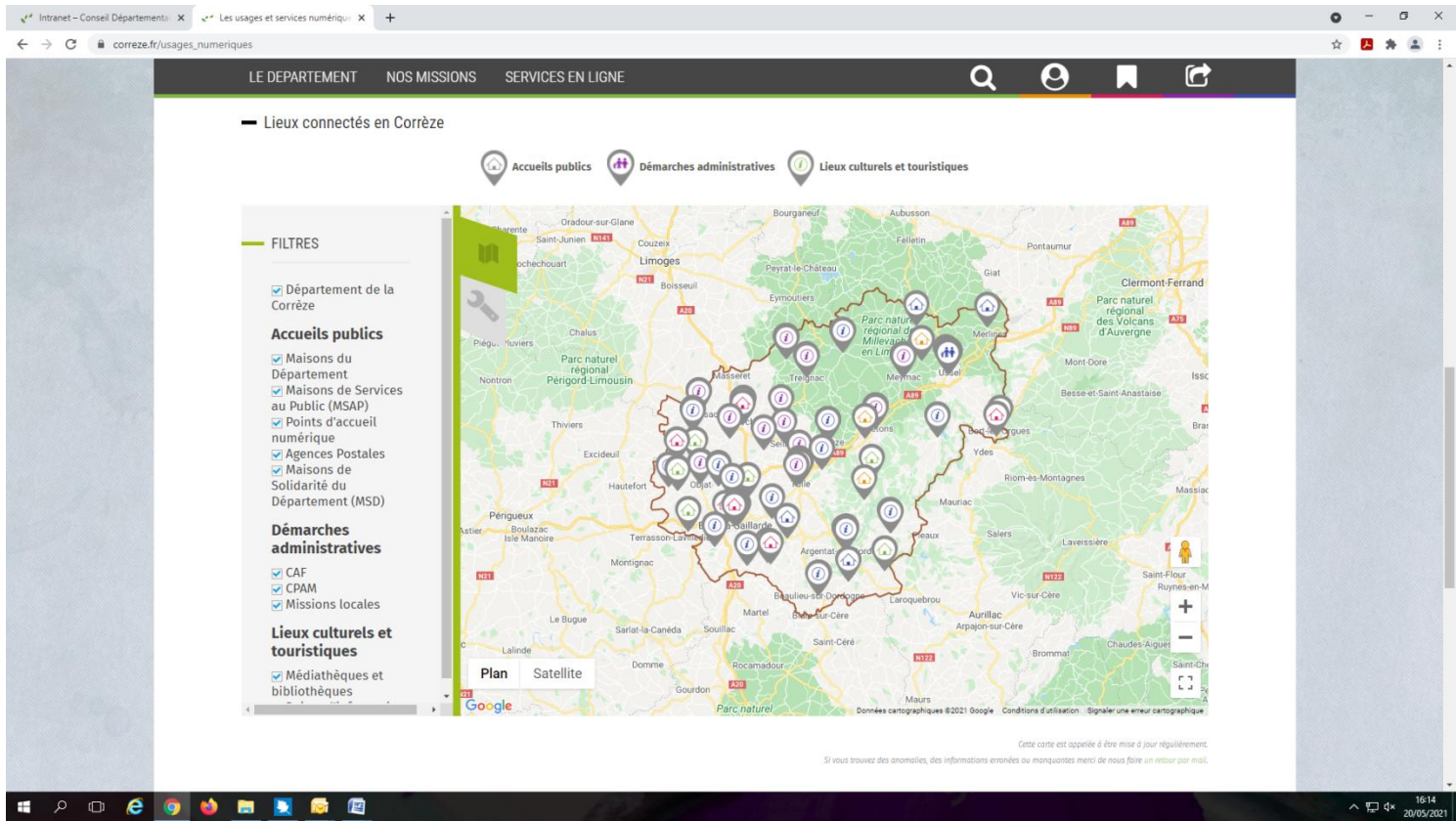
De plus, partant du constat que de nombreux allocataires du rSa sont pénalisés dans leurs démarches d'insertion sociale et professionnelle parce qu'ils sont en difficulté face aux technologies de l'information et de la communication, il a semblé important de recenser les lieux d'accès numériques gratuits en Corrèze.

En effet, la plupart d'entre eux possèdent un accès internet via le téléphone portable mais ne sont guère familiarisés avec les démarches dématérialisées. Les autres ne possèdent pas d'équipement (ordinateur) à leur domicile, ne connaissent pas et/ou n'ont pas toujours à disposition ou à proximité des lieux d'accès à l'informatique.

Le recensement des lieux d'accès numériques est une action du PTI 2016-2018 qui est à présent aboutie.

Les lieux connectés en Corrèze sont accessibles sur le site de la Collectivité :

Nos missions > Développement des Territoires > Le numérique > Les usages et services numériques




b) Bilan évaluatif :

Voir avec Olivia si possibilité d'avoir des chiffres quant à l'utilisation du site (nombre d'utilisateurs, nombre de mises à jour) depuis son lancement

c) Perspectives :

Cette carte est amenée à être actualisée régulièrement afin que l'outil reste utilisable.
L'animateur numérique itinérant reste un relais pertinent pour communiquer sur cette carte.

2-7 Animateur numérique itinérant

Chiffres clés au 30/06/2021	Niveau de réalisation		
	Réalisé	Réalisation partielle - En cours	Non engagé - Non réalisé
1 animateur numérique itinérant			

a) Descriptif de l'action :

Pilote(s) : Conseil départemental - Responsable de l'équipe dédiée à l'accompagnement des bénéficiaires du rSa

Mise en œuvre : Service Insertion

Territoire : Département de la Corrèze

Public visé : Tous les publics en insertion dont les bénéficiaires du rSa et les référents de parcours du Conseil départemental

Recrutement d'un agent le 17/09/2018 dans le cadre du PTI 2016-2018.

Les missions de l'animateur numérique :

- dispenser des sessions de sensibilisation et de formation auprès des bénéficiaires dans les Maisons de la Solidarité Départementale
- assurer des permanences numériques et répondre aux demandes des bénéficiaires
- identifier les freins à l'autonomie numérique des bénéficiaires et proposer des solutions
- communiquer sur la cartographie des lieux d'accès numériques

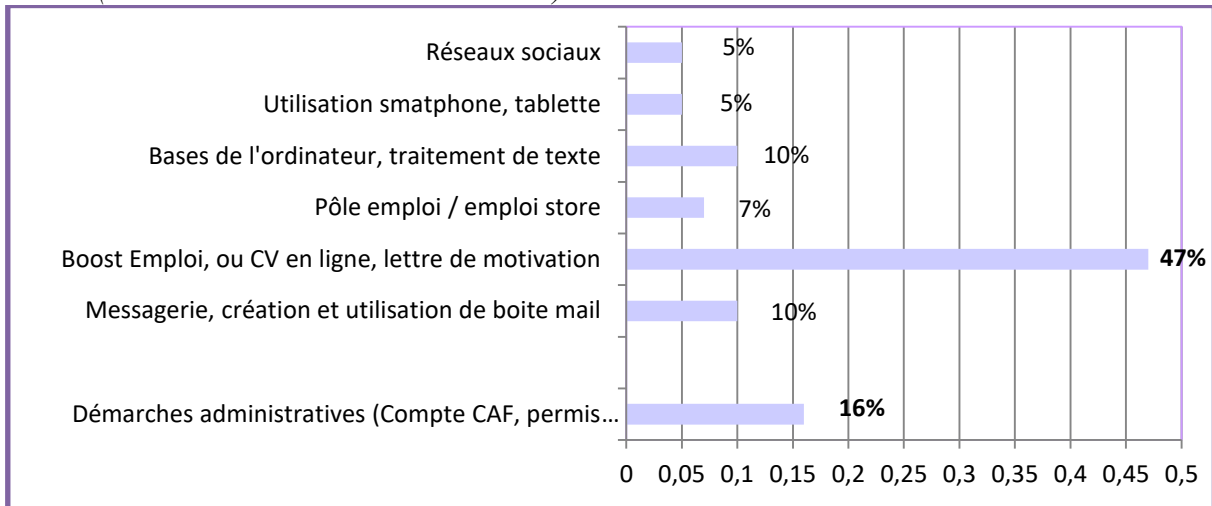
b) Bilan évaluatif :

L'animateur numérique itinérant effectue des permanences numériques et réalise également des ateliers numériques BOOST Emploi et des ateliers "Compétences de base".

Il réalise, chaque mois, dans les 12 MSD de la Collectivité une permanence numérique qui permet de répondre à toutes les demandes individuelles en lien avec l'utilisation de l'outil informatique (se familiariser avec l'outil, réaliser des démarches administratives en ligne, actualiser sa situation, créer une adresse mail, se familiariser avec des logiciels, internet...).

De façon générale, on assiste à une demande plus forte en ville notamment Brive et Tulle.

Tableau Typologie de demandes lors des permanences numériques
(Source Service Insertion - 31/12/2020)

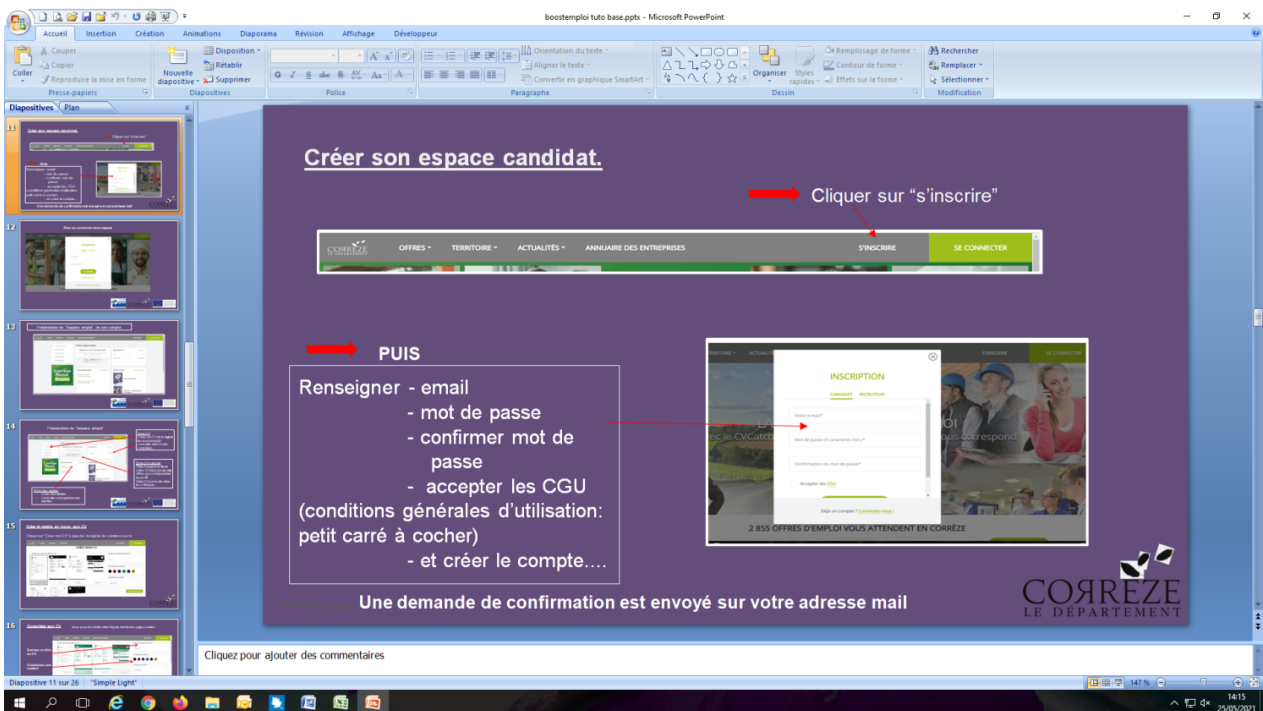


Une forte sollicitation en lien avec les démarches de recherches d'emploi : réalisation de CV, présentation et inscription dispositif Boost Emploi... qui s'explique par l'étroite collaboration avec les référents professionnels qui identifient des besoins quant à la nécessaire réactualisation du CV et sa mise en ligne sur les différentes plateformes d'emploi; Vient ensuite des demandes dans le cadre de démarches administratives notamment concernant les échanges avec la CAF.

Il anime également des ateliers numériques de découverte et de sensibilisation au site BOOST EMPLOI mais aussi en réponse aux problèmes identifiés de fracture numérique, des ateliers "compétences numériques de base".

L'animateur a créé également des supports pédagogiques (tuto) afin que les participants mettent en application ultérieurement à leur domicile ou dans un autre espace multimédia les connaissances acquises en atelier. Il est à noter que l'apprenant peut participer autant que de besoin aux ateliers proposés.

L'animateur se met également, en MSD, au service des agents, pour toutes les questions relatives au numérique.



L'activité de l'animateur a été impactée durant le confinement 2020. Il s'est sur ce temps mobilisé en répondant à la plateforme d'accueil téléphonique "Entraide Corrèze" .

Lors des forums BOOST EMPLOI, il anime des ateliers CV.

Globalement,

- 299 permanences numériques réalisées
- 222 ateliers numériques animés
- 1 245 bénéficiaires du rSa accompagnés

Tableau *Activité de l'animateur numérique itinérant de 2019 à 2021*
(Source Service Insertion - 30/06/2021)

	1 Animateur Numérique Itinérant		
	2019	2020	juin-21
Nombre de permanences numériques réalisées	135	97	67
Nombre d'ateliers numériques animés	87	83	52
Nombre de bénéficiaires	536	417	292

c) Perspectives :

Au regard de la demande, des besoins recensés sur le territoire et pour lutter contre la fracture numérique, il semble indispensable de poursuivre cette action dans le cadre du prochain Pacte Territorial d'Insertion.

2-8 Ateliers compétences numériques de base

Chiffres clés au 30/06/2021	Niveau de réalisation		
	Réalisé	Réalisation partielle - En cours	Non engagé - Non réalisé
222 ateliers animés			
593 personnes accompagnées			

a) Descriptif de l'action :

Pilote(s) : Conseil départemental - Responsable de l'équipe dédiée à l'accompagnement des bénéficiaires du rSa

Mise en œuvre : Service Insertion

Territoire : Département de la Corrèze

Public visé : Tous les publics en insertion dont les bénéficiaires du rSa et les référents de parcours du Conseil départemental

De nombreux allocataires du rSa sont pénalisés dans leurs démarches d'insertion sociale et professionnelle parce qu'ils sont en difficulté face aux technologies de l'information et de la communication.

La plupart d'entre eux possèdent un accès internet via le téléphone portable mais ne sont guère familiarisés avec les démarches dématérialisées. Les autres ne possèdent pas d'équipement (ordinateur) à leur domicile, ne connaissent pas et/ou n'ont pas toujours à disposition ou à proximité des lieux d'accès à l'informatique.

La mise en place d'ateliers numériques est une des actions visant à faciliter l'accès et l'utilisation des outils numériques pour les bénéficiaires.

Les premiers ateliers collectifs proposés ont été centrés sur l'utilisation de la plateforme BOOST Emploi.

Depuis octobre 2019, l'animatrice numérique propose, en plus des ateliers BOOST, chaque mois, dans chacune des MSD, des ateliers "compétences numériques de base".

En 2021, au regard des objectifs visés (montée en compétence du public en rupture numérique, augmenter le nombre de positionnements et de participants, s'assurer de l'adhésion et de la motivation du public pour créer une dynamique de groupe,...) les ateliers compétences numériques de base se mettent en place à la demande "dès lors qu'un groupe de 8 à 10 personnes est identifié autour d'une problématique ou besoin(s) commun(s) (créer et utiliser une boîte mail, consulter et renseigner ses comptes : CAF, AMELI, découvrir l'ordinateur, internet etc....).

Cette action vise à améliorer l'utilisation de l'outil numérique et amener les apprenants vers l'autonomie pour toutes leurs démarches dématérialisées. Elle participe au principe de l'inclusion numérique des populations fragiles.

b) Bilan évaluatif :

Globalement,

- 222 ateliers animés
- 593 personnes accompagnées

Tableau Les ateliers "Compétences numériques de base" de 2019 à 2021
(Source Service Insertion - 30/06/2021)

	Ateliers compétences numériques de base		
	2019	2020	juin-21
Nombre d'ateliers	15	34	27
Nombre de personnes	23	68	65

Les orientations sont majoritairement effectuées par les assistantes sociales de secteur.

Tableau Les ateliers "BOOST Emploi" de 2019 à 2021
(Source Service Insertion - 30/06/2021)

	Ateliers BOOST Emploi		
	2019	2020	juin-21
Nombre d'ateliers	72	49	25
Nombre de personnes	250	128	59











L'atelier numérique BOOST EMPLOI répond au besoin "d'outillage" en TRE (techniques de recherche d'emploi) du public accompagné par les référents de parcours du service Insertion. Aussi, à leur entrée dans le dispositif rSa, les bénéficiaires sont orientés vers cette modalité d'accompagnement et invités à un atelier Boost.








c) Perspectives :

Ces ateliers se poursuivront autant que de besoins en s'adaptant aux demandes des publics accompagnés.


➔ OBJECTIF STRATÉGIQUE III

METTRE EN LIEN L'INSERTION AVEC LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Les objectifs opérationnels et leur déclinaison			
	Niveau de réalisation		
	Réalisé	Réalisation partielle - En cours	Non engagé - Non réalisé
EXPÉRIMENTER LES IMMERSION(S) EN ENTREPRISES			
3-1 Immersion(s) en entreprise(s)			
3-2 Chargé de mission entreprises - emploi			
3-3 Bus BOOST Emploi			
EFFECTUER DES REMPLACEMENTS DANS LES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES			
3-4 Remplacement dans les collèges départementaux			
3-5 Remplacement dans les lycées du Département			 Après un travail de prospection, cette mesure ne peut se déployer au sein de la Région Nouvelle Aquitaine de part le nombre de lycées dans cette nouvelle région et leurs modes de fonctionnement différents
FAVORISER L'ACCÈS À L'INFORMATION ET À L'APPRENTISSAGE			
3-6 Promotion du Plan d'Investissement dans les Compétences			
SÉCURISER LES PARCOURS			
3-7 Les Clés de l'emploi			
3-8 BOOST Sénior		 Poste validé en Comité Technique du 11/10/2019	
RECRUTER			
3-9 Forum BOOST Emploi			
3-10 SAS de préparation à l'emploi Fibre Optique dans le cadre de l'IDéeFOP			

EXPÉRIMENTER			
3-11 Opération parrainage			
3-12 Bénévolat "Compétences et Citoyenneté"			
ACTIVER LES CLAUSES D'INSERTION SOCIALE DANS LES MARCHÉS PUBLICS			
3-13 Les clauses d'insertion sociale dans les marchés publics			
OPTIMISER L'ACCOMPAGNEMENT DES BÉNÉFICIAIRES DU RSA			
3-14 Coach professionnel			
3-15 Coach social			
3-16 Psychologue du travail			
IMPULSER LE CONTRAT LOCAL D'INNOVATION SOCIALE			
3-17 Contrat Local d'Innovation Sociale			

3-1 Immersion(s) en entreprise(s)

Chiffres clés au 30/06/2021	Niveau de réalisation		
	Réalisé	Réalisation partielle - En cours	Non engagé - Non réalisé
1 497 PMSMP réalisées			

a) Descriptif de l'action :

Pilote(s) : Conseil départemental

Mise en œuvre : Pôle Emploi et par délégation les Structures de l'Insertion par l'Activité Économique

Territoire : Département de la Corrèze

Public visé : Tous publics en insertion

Il s'agit d'effectuer la promotion et la prescription des Périodes de Mise en Situation en Milieu Professionnel (PMSMP) par les référents de parcours.

Une PMSMP a pour objet de :

- Découvrir un métier ou un secteur d'activité;
- Confirmer un projet professionnel;
- Initier une démarche de recrutement.

Les objectifs opérationnels de la période sont définis par la convention de mise en situation.

Des prescripteurs de plein droit, sont expressément désignés par la loi :

- Pôle emploi
- Les missions locales
- Les Cap emploi
- Les SIAE, à l'exception des Entreprises de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI)

Conclue pour une durée maximale d'un mois (de date à date), une PMSMP peut être effectuée de manière continue ou discontinue. Elle peut être exceptionnellement renouvelée en cas de non atteinte du ou des objectifs définis, également pour une durée maximale d'un mois (de date à date).

b) Bilan évaluatif :

Toute personne accompagnée dans une démarche d'insertion sociale ou professionnelle, et quels que soient son statut, son âge ou ses supports d'accompagnement, peut mobiliser au cours d'un parcours d'insertion des périodes de Mise en Situation en Milieu Professionnel.

Cet outil apporte une réelle plus value pour les personnes dans la confirmation d'un projet professionnel ou dans sa mise en œuvre ou encore dans la découverte d'un métier.

Globalement, ce sont 1 497 PMSMP qui ont été effectuées sur la période.


Tableau PMSMP clôturées au 31/12 de chaque année de 2019 à 2021
(Source Pôle Emploi - 30/06/2021)

	2019	2020	juin-21
Confirmer un projet professionnel	213	101	76
Découvrir un métier ou un secteur d'activité	287	137	97
Initier une démarche de recrutement	261	157	168
Total	761	395	341

c) Perspectives :

Au regard de son intérêt, maintien de cette action.

3-2 Chargé de mission entreprises emploi

Chiffres clés au 30/06/2021	Niveau de réalisation		
	Réalisé	Réalisation partielle - En cours	Non engagé - Non réalisé
1 192 offres exclusives			
253 contacts entreprises			

a) Descriptif de l'action :

Pilote(s) : Conseil départemental

Mise en œuvre : Service Insertion - Cellule BOOST Emploi

Territoire : Département de la Corrèze

Public visé : Tous publics

Le chargé de mission entreprises a pour mission de :

- constituer un réseau d'entreprises: identifier leurs besoins en matière de recrutement, de gestion des compétences, de formation et définir les modalités de collaboration visant à promouvoir l'embauche des demandeurs d'emploi bénéficiaires du rSa
- recueillir des offres exclusives Conseil départemental, offres déposées par les entreprises rencontrées par la cellule BOOST Emploi
- favoriser et faciliter le recrutement

Parallèlement sur le site BOOST Emploi, apparaissent des offres issues de plusieurs sites internet spécialisés avec lesquels le Département a des accords de partenariats, à titre d'exemple : monster, lesjeudis.com, emploissoignant, cadremploi, jobeenergies,...

b) Bilan évaluatif :

Entre 2019 et 2021, 253 entreprises ont été contactées permettant la collecte de 1 192 offres exclusives.

Tableau Total des offres exclusives de 2019 à 2021
(Source Service Insertion - 30/06/2021)

	2019	2020	juin-21
Nombres d'offres exclusives	537	410	245
Nombre d'entreprises contactées	89	115	49


On observe une baisse sensible en 2020 en lien avec le contexte Covid-19 et une reprise économique impactée malgré le travail de prospection mené.

c) Perspectives :

Le rapprochement avec le monde économique est incontournable, d'où le maintien du poste de chargé de mission entreprises emploi.

Celui-ci est de plus en plus sollicité dans le cadre d'actions collectives pour mettre en relation l'offre et la demande d'emploi et préparer les bénéficiaires du rSa directement à l'embauche.

3-3 Bus BOOST Emploi

Chiffres clés au 30/06/2021	Niveau de réalisation		
	Réalisé	Réalisation partielle - En cours	Non engagé - Non réalisé
1 Vaccibus			

a) Descriptif de l'action :

Pilote(s) : Conseil départemental - Animateur du Pacte Territorial d'Insertion

Mise en œuvre : Centre de Santé / MSD / Service PMI / Service Insertion

Territoire : Département de la Corrèze

Public visé : Tous publics Corrèziens

Les objectifs généraux sont :

- Aller au plus près des corrèziens et apporter un premier niveau de réponses sur les territoires les plus éloignés géographiquement et/ou structurellement
- Proposer un 1^{er} niveau d'accueil et de réponses à tout public
- Savoir mutualiser et se coordonner de façon à assurer un spectre de réponses le plus large possible.

b) Bilan évaluatif :

Dans un contexte sanitaire particulier et en vue d'une sortie de crise, le Conseil départemental a décidé, en collaboration étroite avec l'ARS, de "transformer" le Bus en Vacci Bus pour répondre aux besoins les plus pressants de la population ou assurer un meilleur déploiement territorial. Il complète l'offre de vaccination en Corrèze et a été le cœur de nombreux articles de presse.

Il a fonctionné dans ce format de février à septembre 2021, a stationné dans près de 20 communes et a permis de réaliser près de 1500 injections.

Accueil Outils 4644_001.pdf x 4645_001.pdf x Se connecter

La Montagne VENDREDI 26 Mars 2021

MEYSSAC ■ Le Vacci'Bus du Département en Midi-Corrézien Au plus près des Corrégiens

Le Vacci'Bus du Département sillonne les routes et il était en Midi-Corrézien. Cette solution itinérante pour l'heure ne concerne qu'une partie de la population.

Pour accompagner la campagne de vaccination contre le Covid-19, le Département de la Corrèze s'est notamment mobilisé en mettant en place un Vacci'Bus pour se rendre au plus des Corrégiens.



Une équipe de professionnels de Corrèze Santé assure l'accueil, les consultations, la vaccination et la surveillance

Dans un premier temps, cette solution itinérante concerne les personnes âgées de plus de 75 ans ne pouvant se déplacer, avant de pouvoir monter en puissance au fil de l'avancée de la campagne et des publics concernés.

À bord du Vacci'Bus, une équipe de professionnels de Corrèze Santé assure l'accueil, les consultations pré-vaccinales, la vaccination et la surveillance qui s'en suit.

Le véhicule utilisé par le Département est l'ancien bébé-bus (halte-garderie itinérante) désormais transformé en Vacci'Bus. Le Vacci'Bus a été réaménagé par le Département en partenariat avec une entreprise locale le garage AVI Lachaud, installé à Marçillac-la-Croze.

Le Vacci'Bus a fait étape ce mercredi 24 mars à Meyssac pour une séance de vaccination, en coordination avec l'IGA et la commune. A cette occasion, Ghislaine Dubost, conseillère départementale, a visité le bus avec le maire de Meyssac, Christophe Caron, le maire de Marçillac-la-Croze, Jean Bouyssou, le vice-président de l'Instance de coordination de l'autonomie, Bernard Reynal, et le garage AVI Lachaud. Christian Lachaud. ■

Exporter un fichier PDF
Adobe Export PDF
Convertissez des fichiers PDF au format Word ou Excel en ligne.
Sélectionner un fichier PDF
4645_001.pdf
Convertir au format
Microsoft Word (*.docx)
Langue du document : Français
Convertir

Créer un fichier PDF
Modifier le fichier PDF
Commentaire
Combinaison de fichiers
Organiser les pages
Remplir et signer
Envoyer pour signature
Envoyer et effectuer le suivi

Stocker et partager les fichiers dans Document Cloud
En savoir plus

13:21 31/05/2021

Accueil Outils 4644_001.pdf x 4644_001.pdf x Se connecter

La Montagne VENDREDI 21 Mai 2021

SAINT-MEXANT ■ Le Vaccibus du Département est passé dans la commune Une vaccination de proximité

Le Vaccibus est passé dans la commune pour faciliter l'accès à la vaccination contre le Covid-19. Deux nouveaux passages sont programmés les 23 juin et 4 août.

Dans le cadre de la campagne de vaccination itinérante portée par le Conseil départemental, le Vaccibus a fait étape à Saint-Mexant, le 12 mai dernier. Un dispositif mis en place en partenariat avec le Service départemental d'incendie et de secours (SDIS), l'Agence régionale de santé (ARS) Nouvelle-Aquitaine et l'Instance de coordination de l'autonomie (ICA) du canton de Naves secteur de Tulle campagne moud.



Inscriptions possibles sur la plateforme en ligne Doctolib

L'ICA, présidée par Emile Boucheteil, conseillère départementale du canton, avait au préalable mené un important travail de repérage et d'inscriptions des personnes de plus de 75 ans souhaitant être vaccinées, en collaboration étroite avec les communes concernées : Chammeyrat, Favars, Saint-Germain-Jes-Vergnes, Saint-Hilaire-Peyroux, Saint-Mexant.

Des bénévoles de la municipalité de Saint-Mexant, sous la houlette du maire Patrick Bordas, également premier vice-président de l'Instance, ont largement contribué à la réussite de cette opération qui sera renouvelée le 23 juin et le 4 août sur la commune.

Les inscriptions seront possibles sur la plateforme en ligne Doctolib en ayant au préalable demandé à votre médecin traitant un certificat pré-vaccinal et, le cas échéant, un bon de transport pour les personnes ne pouvant se déplacer sans l'intervention d'un VSL ou d'une ambulance. ■

Exporter un fichier PDF
Adobe Export PDF
Convertissez des fichiers PDF au format Word ou Excel en ligne.
Sélectionner un fichier PDF
4644_001.pdf
Convertir au format
Microsoft Word (*.docx)
Langue du document : Français
Convertir

Créer un fichier PDF
Modifier le fichier PDF
Commentaire
Combinaison de fichiers
Organiser les pages
Remplir et signer
Envoyer pour signature
Envoyer et effectuer le suivi

Stocker et partager les fichiers dans Document Cloud
En savoir plus

13:21 31/05/2021

c) Perspectives :

Il s'agit de proposer une déclinaison opérationnelle avec les objectifs suivants :

- accueillir et informer des bénéficiaires du rSa au plus près de leur lieu d'habitation
- faciliter leur accès à l'emploi, la formation mais aussi à l'information et la documentation
- informer sur les offres d'emploi et aider à la recherche de stages, lieux d'apprentissage
- accompagner les employeurs de la définition du poste à l'embauche.


Les agents mobilisés seraient alternativement l'animatrice numérique itinérante, le coach Jeunes et le chargé de missions entreprises.

Les missions de chacun pourraient être :

- Pour l'animatrice numérique : accompagnement/sensibilisation au numérique ; aide aux démarches ; utilisation Boost Emploi ; CV....
- Pour le coach Jeunes : aller à la rencontre de jeunes sans emploi ou formation pour caler le projet professionnel ; travailler sur l'absence de mobilité et l'autonomie.
- Pour le chargé de missions entreprises : faire la promotion du site Boost Emploi, collecter les besoins et offres des chefs d'entreprises locaux, faciliter le rapprochement entre offres et recherches d'emploi et la mise en relation.

Le bus serait utilisé pour l'insertion, un jour par semaine avec sur un mois, 2 interventions de l'animatrice numérique et une intervention du coach Jeunes et chargé de missions entreprises en alternance et dans la mesure des besoins spécifiques pour le chargé de missions

3-4 Remplacement dans les collèges départementaux

Chiffres clés au 30/06/2021	Niveau de réalisation		
	Réalisé	Réalisation partielle - En cours	Non engagé - Non réalisé
19 177.80 heures totales facturées			
113 bénéficiaires du rSa missionnés			

a) Descriptif de l'action :

Pilote(s) : Conseil départemental - Direction des Ressources Humaines (DRH) / Animateur du Pacte Territorial d'Insertion

Mise en œuvre : Conseil départemental / Association Point Travail Service (PTS)

Territoire : Département de la Corrèze

Public visé : Bénéficiaires du rSa

Ce dispositif a pour objectif, d'apporter une réponse rapide aux 16 collèges identifiés du Département dans le cadre de leurs missions d'entretien et d'assurer ainsi une continuité de service public.

Il doit permettre également aux bénéficiaires du rSa d'accéder à des heures de travail, d'acquérir ou de confirmer certaines compétences ou postures professionnelles, de reprendre confiance en eux en vue de favoriser à terme un retour à l'emploi plus durable.

b) Bilan évaluatif :

Cette action a débuté en avril 2016. Il s'agit de remplacements pour des missions spécifiques (services généraux), ponctuelles et sur une durée limitée. Les bénéficiaires du rSa sont suivis par un tuteur dans l'établissement.

Le portage de l'action est délégué par convention à l'Association Intermédiaire, Point Travail Service (PTS).

Globalement,

- 19 177.80 heures facturées
- 113 bénéficiaires du rSa missionnés

Tableau Évolution du nombre d'heures facturées et du nombre de bénéficiaires du rSa missionnés (Source DRH - 30/06/2021)

	2019	2020	juin-21
Nombre d'heures facturées	7 980.47	7 207.66	3 989.67
Nombre de bénéficiaires missionnés	32	49	32


c) Perspectives :

Le lancement d'un appel à marché va être effectué pour un démarrage en septembre 2021.

Tout le territoire corrézien sera concerné soit 24 collèges.

Cette mission pourra être élargie à l'ensemble des publics en insertion dans le cas de difficulté à pourvoir l'offre auprès du dispositif rSa.

3-5 Remplacement dans les lycées du département

Chiffres clés au 30/06/2021	Niveau de réalisation		
	Réalisé	Réalisation partielle - En cours	Non engagé - Non réalisé
			

a) Descriptif de l'action :

Pilote(s) : Conseil départemental - Direction des Ressources Humaines (DRH) / Animateur du Pacte Territorial d'Insertion

Mise en œuvre : Conseil départemental / Associations Intermédiaires

Territoire : Département de la Corrèze

Public visé : Bénéficiaires du rSa


Au regard de la réussite de l'action "Remplacement dans les collèges départementaux", la Région Nouvelle Aquitaine, en charge des lycées, s'est trouvée intéressée pour essayer cette action aux lycées.

Néanmoins, le redécoupage des régions avec des départements au mode de fonctionnements différents a conduit à l'abandon du projet d'action de remplacement au sein des lycées.

b) Bilan évaluatif :

Cette action n'a pu être activée.

3-6 Promotion du plan d'investissement dans les compétences

Chiffres clés au 30/06/2021	Niveau de réalisation		
	Réalisé	Réalisation partielle - En cours	Non engagé - Non réalisé
1 Information Collective			

a) Descriptif de l'action :

Pilote(s) : Conseil départemental

Mise en œuvre : Direction de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations (DDETSPP)

Territoire : Département de la Corrèze

Public visé : Professionnels de la Collectivité

Face aux évolutions du marché du travail, à la mutation des emplois et pour lutter contre le chômage de masse, la compétence est la clé de voûte d'une croissance durable et inclusive.

Le Plan d'Investissement dans les Compétences traduit ainsi la volonté du gouvernement de changer de registre dans l'action publique en matière d'accès à la formation professionnelle et à l'emploi, à travers une logique d'investissement sur plusieurs années et de davantage de contextualisation aux besoins de compétences des territoires.

Dans le cadre du PTI, la Collectivité a souhaité valoriser ce plan en menant des actions de promotion des dispositifs Insertion - État auprès des équipes en charge de l'accompagnement des publics en insertion du Conseil départemental.

b) Bilan évaluatif :


Une première information collective, volet formation, s'est tenue le 25 février 2021 au Conseil départemental. La Région Nouvelle Aquitaine a présenté son offre de formation auprès des agents du service Insertion.

c) Perspectives :

Le 05 août 2021, une réunion de travail s'est tenue entre le service Insertion et les services de l'État en Corrèze pour préparer une nouvelle intervention auprès des agents de la Collectivité au regard des actualités gouvernementales.

Une prochaine information collective de présentation des dispositifs État est envisagée fin 2021 ou début 2022.

3-7 Les Clés de l'emploi

Chiffres clés au 30/06/2021	Niveau de réalisation		
	Réalisé	Réalisation partielle - En cours	Non engagé - Non réalisé
9 Clés de l'emploi réalisées			
51 contrats de travail et / ou formation			

a) Descriptif de l'action :

Pilote(s) : Conseil départemental - Responsable de l'équipe dédiée à l'accompagnement des bénéficiaires du rSa

Mise en œuvre : Service Insertion

Territoire : Département de la Corrèze

Public visé : Bénéficiaires du rSa

Les coachs professionnels, accompagnés par la cellule BOOST Emploi et la psychologue du travail rattachée au service Insertion, proposent et animent des ateliers collectifs "les Clés de l'emploi", en partenariat avec les entreprises locales.

Cette action vise à accompagner les entreprises dans leurs recrutements par une préparation en amont des candidats. Elle permet de travailler sur les codes de l'entreprise, les attendus, la posture professionnelle et de se projeter sur le marché du travail.

Les "Clés de l'emploi" se déroulent en deux temps : une phase préparatoire aux entretiens de recrutements, suivie d'un "job dating" avec l'entreprise partenaire.

b) Bilan évaluatif :

Globalement,

- 9 Clés de l'emploi
- 51 contrats de travail et /ou formation
-

* 3 "Clés de l'emploi" ont été réalisées en 2019:

2 sur le territoire de Brive en lien avec l'ouverture de restaurants et de commerces dans la zone de Brive Ouest et 1 à Ussel en partenariat avec l'organisme de formation "IFHCO" dans le cadre de la recherche de contrats de professionnalisation en vente.

- Burger King
- Grande distribution - Restauration
- IFHCO

50 bénéficiaires ont pu participer aux Clés de l'Emploi 2019.

37 d'entre eux (74%) sont en situation d'emploi (95%) ou de formation (5%) :

- CDI : 33%
- CDD: 41%
- INTERIM : 13%
- CONTRATS AIDES : 8%
- FORMATIONS : 5%

* Début 2020, 3 "clés de l'emploi" (So'Ham et O'Tacos dans l'agroalimentaire et la restauration rapide sur Brive et les Tomates d'Auïtour sur Égletons) étaient programmées pour des démarrages en avril et mai. Cependant, ces actions n'ont pu se dérouler dans leur format habituel en lien avec les contraintes sanitaires liées à la COVID.

Le maintien en distanciel du travail des coachs a toutefois permis à So'Ham de recruter 2 bénéficiaires du rSa en CDI.

* Au 30/06/2021, 3 clés de l'emploi sont réalisées : 1 en Haute Corrèze et 2 sur le bassin de Tulle

- Tolomeï
19 personnes positionnées sur l'action
3 Contrats de Développement Professionnel Intérimaire (CDPI) de 6 semaines à Tolomeï
2 missions intérim

- Polytech
11 personnes positionnées sur l'action
1 mission intérim
1 CDDI
1 entrée en formation

- Tellis
12 personnes positionnées sur l'action
1 CDD 7 mois
1 CDI temps plein
1 mission intérim
1 CDD


Sur les 3 Clés de l'emploi, on assiste à 70.3 % de retour à l'emploi pour les personnes ayant suivi l'action dans son intégralité.

c) Perspectives :

Cette action a toute sa pertinence dans un parcours d'insertion et répond à des besoins immédiats de recrutements. Il est nécessaire de pouvoir la maintenir l'action et être au plus près des employeurs.

En complément et pour une réactivité de positionnement encore meilleure des publics, il est proposé de mettre en œuvre une nouvelle action spécifiquement axée sur les techniques de recherche d'emploi (type SAS de préparation à l'emploi).

3-8 BOOST Sénior

Chiffres clés au 30/06/2021	Niveau de réalisation		
	Réalisé	Réalisation partielle - En cours	Non engagé - Non réalisé
1 poste de coach sénior validé			

a) Descriptif de l'action :

Pilote(s) : Conseil départemental - Animateur du Pacte Territorial d'Insertion

Mise en œuvre : Service Insertion

Territoire : Département de la Corrèze

Public visé : Bénéficiaires du rSa de plus de 50 ans

Proposition d'une nouvelle action du BOOST Emploi à destination des séniors avec :

- Une page sur la Plateforme dédiée
- Un coach sénior

Avec :

- Un entretien individuel d'accueil et d'accompagnement par la cellule BOOST
- Une analyse du parcours professionnel et valorisation des compétences professionnelles transférables
- Un travail sera mené sur l'estime de soi, la confiance en soi et l'image de soi si besoin
- Une découverte des métiers "en tension" via des ateliers collectifs : focus sur le marché de l'emploi en Corrèze et appui sur les expériences de chacun (atelier animé par un bénéficiaire pour aborder un secteur d'activité ou un métier qu'il a exercé)
- Une détermination d'un nouveau projet professionnel cohérent par rapport aux étapes précédentes de l'action (création d'un réseau entre bénéficiaires)
- La mise en place d'une PMSMP (Périodes de Mise en Situation en Milieu Professionnel) pour vérifier les compétences et capacités professionnelles par rapport à un emploi recherché et à découvrir les conditions d'exercice d'un métier envisagé
- Une définition d'une stratégie personnelle efficace pour accéder à un emploi durable

Cette action concerne les bénéficiaires du rSa, âgés de plus de 50 ans, ne présentant pas de difficulté majeure de santé, volontaires pour reprendre un emploi rapidement, avec une durée d'accompagnement de 6 mois renouvelable 1 fois, entrées et sorties permanentes.


b) Bilan évaluatif :

Le Comité Technique en date du 11/10/2019 a validé la création d'un poste de coach Sénior.

c) Perspectives :

L'activation du recrutement

3-9 Forum BOOST Emploi

Chiffres clés au 30/06/2021	Niveau de réalisation		
	Réalisé	Réalisation partielle - En cours	Non engagé - Non réalisé
3 Forums BOOST Emploi : <ul style="list-style-type: none">• 2 territorialisés• 1 départemental			

a) Descriptif de l'action :

Pilote(s) : Conseil départemental

Mise en œuvre : Service Insertion

Territoire : Département de la Corrèze

Public visé : Bénéficiaires du rSa et autres publics en insertion

Le Conseil départemental a fait de l'accès à l'emploi une priorité.

Pour cela, il s'attache à mettre en place toutes les actions susceptibles de faciliter les parcours et l'intégration dans le monde du travail.

A ce titre, il a organisé son 1^{er} Forum BOOST EMPLOI, le 28 novembre 2017 au Conseil départemental à Tulle, pour favoriser le rapprochement entre les entreprises et les bénéficiaires du rSa et multiplie depuis, des actions similaires à cette échelle ou à l'échelle des territoires pour répondre au plus près des besoins.

2 Forum territorialisés BOOST Emploi se sont tenus en 2019 à Lubersac et Argentat sur Dordogne.

En 2020, malgré le contexte sanitaire, un second Forum départemental dédié aux Métiers de l'aide et de l'accompagnement secteur médicosocial a pu se tenir.

b) Bilan évaluatif :

Sur la période de l'Avenant,

- 3 Forum organisés
- 768 visiteurs
- 190 stands/exposants

- Forum BOOST Emploi Lubersac le 20/06/2019

59 exposants dont 21 entreprises et établissements publics du territoire mobilisés
93 visiteurs sur le forum dont 42 bénéficiaires du rSa
80 CV collectés

- Forum BOOST Emploi Argentat-sur-Dordogne le 14/11/2019

66 stands
175 visiteurs
182 CV collectés

- Forum Départemental Corrèze BOOST Emploi
Métiers de l'aide et de l'accompagnement secteur médico social

57 exposants dont 28 établissements et services, 14 partenaires, 7 organismes de formation et 8 stands CD

500 visiteurs sur le forum dont 300 adultes, 200 collégiens et lycéens

109 bénéficiaires du rSa soit 36.3% du public adulte

137 CV collectés


141 offres d'emplois directes sur le forum

1 090 mises en relation employeurs/demandeurs d'emploi

c) Perspectives :

Reconduction de cette action sur les mêmes modalités en fonction des besoins identifiés.

3-10 SAS de préparation à l'emploi Fibre Optique dans le cadre de l'IDéeFOP

Chiffres clés au 30/06/2021	Niveau de réalisation		
	Réalisé	Réalisation partielle - En cours	Non engagé - Non réalisé
2 sessions de formation organisées			

a) Descriptif de l'action :

Pilote(s) : Conseil départemental - Animateur du Pacte Territorial d'Insertion

Mise en œuvre : Campus Formation Professionnelle Compagnonnique (CFPC)

Territoire : Département de la Corrèze

Public visé : Bénéficiaires du rSa

Face à l'ampleur du chantier de la Fibre Optique, des groupes de travail constitués par l'État, la Région et le Département, dans le cadre de l'IdéeFOP (Instance Départementale de l'Économie, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle) ont été opérationnels afin de répondre aux besoins des entreprises, mieux préparer et qualifier les personnes à un recrutement durable.

En étroite collaboration avec les entreprises retenues pour réaliser le marché Fibre Optique 2021 mais aussi avec le Conseil régional, les organismes de formation et les partenaires institutionnels, des actions de formation et de préparation à l'emploi Fibre Optique ont été initiées.

Le CFPC s'est positionné pour mettre en place des sessions de formation en lien avec la formation "Les plombiers du numérique".


b) Bilan évaluatif :

Deux sessions de formation ont été organisées en 2019.

c) Perspectives :

Le chantier Corrèzien de la Fibre Optique se termine en 2021, mettant de fait fin à la mise en place de nouveaux SAS.

3-11 Opération parrainage

Chiffres clés au 30/06/2021	Niveau de réalisation		
	Réalisé	Réalisation partielle - En cours	Non engagé - Non réalisé
1 convention engagée			

a) Descriptif de l'action :

Pilote(s) : Conseil départemental - Animateur du Pacte Territorial d'Insertion

Mise en œuvre : Service Insertion / Association Réseau Entreprendre

Territoire : Département de la Corrèze

Public visé : Bénéficiaires du rSa


Les bénéficiaires du rSa ont besoin d'être accompagnés par des professionnels dans leurs démarches de recherche d'emploi mais également par des pairs afin de rendre concrètes et efficaces les conditions d'une insertion réussie.

C'est pourquoi une convention a été signée en 2018 entre le Conseil départemental de la Corrèze et le réseau Entreprendre avec pour objectif un parrainage de 10 bénéficiaires du rSa par an.

Ce dispositif permet à chaque bénéficiaire d'être reçu deux fois par mois par son parrain afin d'échanger sur son intégration professionnelle. Le chargé de mission entreprise veille à la coordination globale du dispositif, et suit les parrains mensuellement dans leur accompagnement.

Le pilote de l'action est le Conseil départemental en partenariat avec l'association Réseau Entreprendre association de chefs d'entreprises et de cadres dirigeants de Corrèze

3-12 Bénévolat "Compétences et Citoyenneté"

Chiffres clés au 30/06/2021	Niveau de réalisation		
	Réalisé	Réalisation partielle - En cours	Non engagé - Non réalisé
4 contrats de bénévolat signés			

a) Descriptif de l'action :

Pilote(s) : Conseil départemental - Animateur du Pacte Territorial d'Insertion

Mise en œuvre : Service Insertion / Associations

Territoire : Département de la Corrèze

Public visé : Bénéficiaires du rSa

Le Conseil départemental, dans le cadre de sa politique départementale d'insertion, souhaite proposer aux bénéficiaires du rSa la possibilité de s'engager sur la base du volontariat dans une action bénévole pour développer du lien social, gagner en confiance, acquérir des compétences et favoriser leur accès à l'emploi et/ou à la formation.

Il s'est saisi du contexte pandémique Covid-19 dans lequel les associations expriment un manque de bénévoles et en particulier dans le domaine de l'aide aux devoirs pour lancer l'action.

Pour activer cette action "bénévolat" et répondre aux besoins des associations, les associations conventionnées au titre du dispositif CLAS (Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité) ont été sollicitées pour un recueil précis des besoins et l'activation de missions bénévoles par la mobilisation de bénéficiaires du rSa volontaires. Les premières missions ont donc reposé sur l'aide aux devoirs pour s'étoffer et s'enrichir ensuite avec la sollicitation de nouvelles associations.

Une communication via un flyer et un article dans le Corrèze Mag de mai 2020 est venue en support pour le lancement de cette action, pour son essaimage et sa réussite dans le temps.

flyerRsA2 V Cabinet.pdf - Adobe Acrobat Reader DC
Fichier Edition Affichage Fenêtre Aide

Accueil Outils flyerRsA2 V Cabine... x Se connecter

1 / 2 100%

Le **Conseil départemental** de la **Corrèze**
vous présente l'action

BÉNÉVOLAT : COMPÉTENCES ET CITOYENNETÉ



« Bénéficiaires du rSa
mettez vos compétences et votre énergie
au service des associations corréziennes. »

Renseignements : Service Insertion
05.55.93.73.20

l'Europe **engagement** en Nouvelle-Aquitaine
Ces actions sont cofinancées par le Fonds européen de développement régional dans le cadre du programme opérationnel FEDER - Emploi et Inclusion - 2014-2020

CORREZE
LE DÉPARTEMENT
Ayons la Corrèze en cathédre

Exporter un fichier PDF

Adobe Export PDF
Convertissez des fichiers PDF au format Word ou Excel en ligne.

Sélectionner un fichier PDF
flyerRsA2 V Cabinet.pdf

Convertir au format
Microsoft Word (*.docx)

Langue du document : Français Changer

Convertir

Créer un fichier PDF
Modifier le fichier PDF
Commentaire
Combinaison de fichiers
Organiser les pages
Remplir et signer
Envoyer pour signature
Envoyer et effectuer le suivi

Stocker et partager les fichiers dans Document Cloud
En savoir plus

10:53 25/05/2021

flyerRsA2 V Cabinet.pdf - Adobe Acrobat Reader DC
Fichier Edition Affichage Fenêtre Aide

Accueil Outils flyerRsA2 V Cabine... x Se connecter

2 / 2 100%

AGISSONS ENSEMBLE !

Vous êtes une association corrézienne
à la recherche de bénévoles, le Conseil départemental vous accompagne pour :

- Recenser précisément vos besoins
- Intégrer ponctuellement de nouveaux bénévoles
- Vous soutenir temporairement dans la réalisation de vos missions

Vous êtes bénéficiaire du rSa
et vous souhaitez vous investir bénévolement pour :

- Apporter votre contribution à la vie sociale
- Développer du lien social
- Gagner en confiance
- Acquérir de nouvelles compétences
- Favoriser votre accès à l'emploi et/ou à la formation

Renseignements : Service Insertion
05.55.93.73.20
www.correze.fr/action_benevolat

CORREZE
LE DÉPARTEMENT
Ayons la Corrèze en cathédre

Exporter un fichier PDF

Adobe Export PDF
Convertissez des fichiers PDF au format Word ou Excel en ligne.

Sélectionner un fichier PDF
flyerRsA2 V Cabinet.pdf

Convertir au format
Microsoft Word (*.docx)

Langue du document : Français Changer

Convertir

Créer un fichier PDF
Modifier le fichier PDF
Commentaire
Combinaison de fichiers
Organiser les pages
Remplir et signer
Envoyer pour signature
Envoyer et effectuer le suivi

Stocker et partager les fichiers dans Document Cloud
En savoir plus

10:53 25/05/2021

b) Bilan évaluatif :

4 contrats de bénévolat ont été signés sur les 6 premiers mois de 2021:

- 1 auprès de la Municipalité d'Ussel
- 2 au sein de Familles Rurales à Objat
- 1 aux Restos du Cœur à St Pantaléon de Larche.


Tableau Suivi des contrats de bénévolat
(Source Service Insertion - 25/05/2021)

Nombre de contrats signés	Association	Date signature contrat	Mission réalisée	Interventions	Dates de contrat	Sexe et Age du bénéficiaire	
Année 2021							
1	Famille Rurale - Relais Familles du Bassin - Objat	03/05/2021	Aide aux devoirs - École Objat	Les lundis de 16h15 à 18h15	A compter du 10/05/2021	F	56
1	Mairie Ussel	06/05/2021	Aide aux devoirs - École Jean Jaurès USSEL	Les mardis et vendredis de 15h30 à 16h30	A compter du 07/05/2021	M	27
1	Famille Rurale - Relais Familles du Bassin - Objat	06/05/2021	Aide aux devoirs - École Objat	Les jeudis de 16h15 à 18h15	A compter du 06/05/2021	F	49
1	Restos du Cœur St Pantaléon de Larche	09/06/2021	Mise en place de denrées alimentaires dans un local (rangement)	Les mercredis de 9h à 12h tous les 15 jours	A compter du 09/06/2021	F	26
Total 4							

c) Perspectives :

Dans le cadre du Plan Pauvreté Précarité et des brigades hivernales, une communication auprès de ces associations est également prévue afin d'élargir la cible des associations concernées et intéressées par cette nouvelle action de la Collectivité.

3-13 Les clauses d'insertion sociale dans les marchés publics

Chiffres clés au 30/06/2021	Niveau de réalisation		
	Réalisé	Réalisation partielle - En cours	Non engagé - Non réalisé
127 marchés			
21 maîtres d'ouvrage accompagnés			
442 participants			
Dont 102 bénéficiaires du rSa			
182 058.43heures de travail			

a) Descriptif de l'action :

Pilote(s) : Conseil départemental

Mise en œuvre : Service Affaires Juridiques et Achats - Commande Publique

Territoire : Département de la Corrèze

Public visé : Bénéficiaires du rSa et autres publics en insertion

Le Département de la Corrèze, dans le cadre de sa politique départementale d'insertion, s'est engagé, depuis 2012, avec le soutien de fonds européens, dans le développement de clauses sociales d'insertion.

Outre l'intégration de ces clauses sur ses propres marchés, le Conseil Départemental de la Corrèze met à disposition des maîtres d'ouvrage de son territoire, une ingénierie afin de les assister dans la mise en œuvre et le suivi de ce dispositif.

Le dispositif d'insertion est développé sur l'ensemble du territoire départemental par deux porteurs de projet : la Communauté d'Agglomération du Bassin de Brive en compétence sur son territoire et le Conseil départemental de la Corrèze sur le reste du territoire corrézien.

Les clauses sociales, intégrées aux cahiers des charges des marchés publics, imposent aux entreprises titulaires de réserver une part de leurs heures de travail à des personnes rencontrant des difficultés d'accès ou de retour à l'emploi.

Elles vont ainsi permettre à des personnes en difficulté de s'engager ou de poursuivre un parcours d'insertion durable, via une mise en situation de travail.

L'acheteur public pourra également utiliser ces clauses d'insertion pour favoriser l'accès à la commande publique des Structures d'Insertion par l'Activité Économique (Ateliers et Chantiers d'insertion, Entreprises d'Insertion...) ou des entreprises de travail adapté (Établissement et Services d'Aide par le Travail ou Établissement Adapté) ainsi que le rapprochement avec les entreprises du secteur privé.

b) Bilan évaluatif :

En 2019, le secteur des BTP a été particulièrement concerné (84 % dont 66 % pour le seul secteur de la fibre optique de par son déploiement sur le département de la Corrèze).

Autres secteurs : transports de voyageurs pour 9 % et le secteur du nettoyage avec 7 %.

Pour 2020, ce sont 22 personnes en emploi dans différentes SIAE et structures protégées (intervention avec leur structure ayant le statut de sous-traitant ou dans le cadre d'un contrat de mise à disposition) qui sont intervenues sur des chantiers "clausés" : création de la réserve de biodiversité, prestations d'élagage pour le CD, prestations de nettoyage dans le cadre des travaux de construction de la déviation de Malemort et du déploiement de la fibre optique.

Globalement,

- 127 marchés
- 21 maîtres d'ouvrage accompagnés
- 443 participants dont 102 bénéficiaires du rSa
- 180 513.43 heures

Tableau Suivi des clauses d'insertion sociales

(Source Service Insertion - 31/12/2020)

	2019	2020	juin-21
Nombre de marchés	47	40	40
Nombre de maîtres d'ouvrage accompagnés	11	5	5
Nombre de participants	137	179	126
Dont bénéficiaires du rSa	37	40	25
Nombre d'heures	62 480	77 487.43	42 091

c) Perspectives :

Reconduction de cette action au prochain PTI.

3-14 Coach professionnel

Chiffres clés au 30/06/2021	Niveau de réalisation		
	Réalisé	Réalisation partielle - En cours	Non engagé - Non réalisé
2 coachs professionnels			
59 % de sorties emploi formation			

a) Descriptif de l'action :

Pilote(s) : Conseil départemental - Responsable de l'équipe dédiée à l'accompagnement des bénéficiaires du rSa

Mise en œuvre : Service Insertion

Territoire : Département de la Corrèze

Public visé : Bénéficiaires du rSa

Une équipe de 2 coachs professionnels positionnée à Marbot (service Insertion) en charge de l'accompagnement renforcé des bénéficiaires du rSa pour lesquels les freins à l'emploi ont été préalablement levés.

b) Bilan évaluatif :

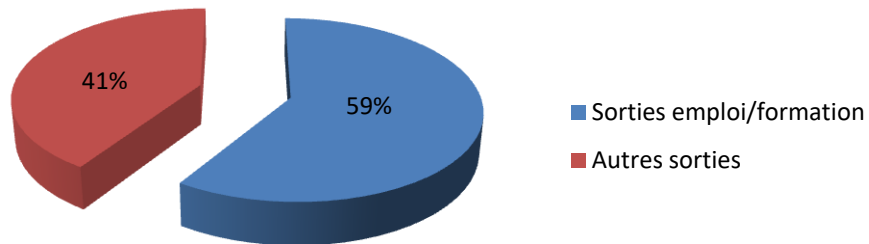
Globalement,

- 243 personnes accompagnées
- 284 sorties dans le dispositif d'accompagnement
- 59 % de sorties Emploi/Formation

Tableau Données chiffrées des coachs professionnels
(Source Service Insertion - 30/06/2021)

		2019	2020	juin 2021
2 Coachs Professionnel	Nombre de personnes accompagnées	59	97	87
	Nombre de sorties dans le dispositif d'accompagnement	81	121	82
	Pourcentage Sorties Emploi/Formation	67 %	58 %	54 %

Sorties du dispositif rSa sur la période 2019-2021



	2019	2020	2021	Total
Sorties emploi/formation	54	70	44	168
Autres sorties	27	51	38	116
Total	81	121	82	

Ce taux de sorties vers l'emploi/formation démontre la plus value de l'accompagnement par un coach professionnel.


Les coaches professionnels assurent très majoritairement un accompagnement court. La meilleure reconnaissance des missions des coaches professionnels ainsi que la possibilité qu'elles ont en RIM de s'orienter les personnes expliquent en grande partie ce résultat.

Leur rôle est aussi déterminant dans la mise en place des Clés de l'emploi, action collective de préparation à l'emploi, et la réalisation des CLIS, pour une entrée et une sécurisation dans l'emploi.

c) Perspectives :

La montée en charge du travail des coaches professionnel justifie leur maintien dans le prochain PTI.

3-15 Coach social

Chiffres clés au 30/06/2021	Niveau de réalisation		
	Réalisé	Réalisation partielle - En cours	Non engagé - Non réalisé
2 coachs sociaux			
26 % de sorties Emploi/Formation			

a) Descriptif de l'action :

Pilote(s) : Conseil départemental - Responsable de l'équipe dédiée à l'accompagnement des bénéficiaires du rSa

Mise en œuvre : Service Insertion

Territoire : Département de la Corrèze

Public visé : Bénéficiaires du rSa

Une équipe de 2 coachs sociaux positionnée sur Brive.

Il s'agit de lever les freins périphériques et de mobiliser la personne dans l'emploi de façon plus rapide.

b) Bilan évaluatif :

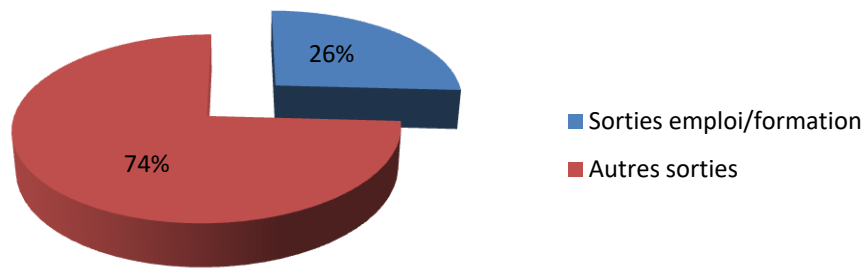
Globalement,

- 318 personnes accompagnées
- 294 sorties dans le dispositif d'accompagnement
- 26 % de sorties Emploi/Formation

Tableau Données chiffrées des coachs sociaux
(Source Service Insertion - 30/06/2021)

		2019	2020	juin 2021
2 Coachs Sociaux	Nombre de personnes accompagnées	107	104	107
	Nombre de sorties dans le dispositif d'accompagnement	147	109	38
	Pourcentage Sorties Emploi/Formation	25 %	24 %	34 %

Sorties du dispositif rSa sur la période 2019-2021




	2019	2020	2021	Total
Sorties emploi/formation	37	26	13	76
Autres sorties	110	83	25	218
Total	147	109	38	

Ceci confirme tout l'intérêt de cet accompagnement renforcé et du travail réalisé sur la levée des freins. Le positionnement des coach sociaux sur les RIM comme leurs collègues coach professionnels leur a permis en 2020 de pouvoir sécuriser les orientations vers leur accompagnement.

c) Perspectives :

L'extension à tout le département de cette modalité de suivi demeure nécessaire au vu de l'intérêt de ce suivi mais aussi en termes d'équité territoriale.

3-16 Psychologue du travail

Chiffres clés au 30/06/2021	Niveau de réalisation		
	Réalisé	Réalisation partielle - En cours	Non engagé - Non réalisé
1 psychologue du travail			
44 suivis clôturés			

a) Descriptif de l'action :

Pilote(s) : Conseil départemental - Responsable de l'équipe dédiée à l'accompagnement des bénéficiaires du rSa

Mise en œuvre : Service Insertion

Territoire : Département de la Corrèze

Public visé : Bénéficiaires du rSa

Le psychologue du travail intervient auprès des bénéficiaires du rSa accompagnés par les référents professionnels dont le projet professionnel est peu voire pas évolutif sur la durée et présentant des résistances et des freins empêchant de travailler à une nécessaire réorientation du projet professionnel.

Les missions du psychologue du travail sont de :

- Réaliser des entretiens auprès de bénéficiaires du rSa accompagnés par les référents professionnels rSa pour une évaluation spécifique (motivation, capacité au changement, évaluation de ce qui fait obstacle à la réorientation du projet professionnel)
- Apporter un éclairage et un soutien psycho technique auprès des référents professionnels et aux bénéficiaires du rSa

Trois rencontres sont prévues puis un temps de restitution de bilan est réalisé avec la personne et son référent.

b) Bilan évaluatif :

Globalement,

- 49 personnes accompagnées
- 44 suivis clôturés
- 156 rendez-vous réalisés

Tableau Données chiffrées de la psychologue du travail
(Source Service Insertion - 30/06/2021)

	1 Psychologue du Travail		
	2019	2020	juin-21
Nombre de personnes accompagnées	22	17	10
Nombre de suivis clôturés	18	17	9
Nombre de rendez-vous réalisés	59	63	34

Le manque de confiance en soi et le stress représentent plus de 30% des freins repérés.

Ensuite, les freins reposent majoritairement sur les techniques de recherche d'emploi et de préparation aux entretiens pour un meilleur positionnement sur le marché.

Les problèmes périphériques sociaux et de santé peuvent aussi freiner le processus de retour à l'emploi.


Enfin, l'employabilité est interrogée dans environ 10 % des situations

La psychologue du travail intervient aussi dans le cadre de l'animation des ateliers "Clés de l'emploi" (CV/lettre de motivation/Préparation à l'entretien de recrutement). Sa formation, son expérience professionnelle et ses compétences font d'elle un élément "formateur" et "ressource" tant auprès des référents que des coach professionnels et sont une plus value dans le cadre des actions collectives.

c) Perspectives :

Au regard de la demande et des besoins recensés, poursuite de cette action dans le cadre du prochain Pacte Territorial d'Insertion.

3-17 Contrat Local d'Innovation Sociale

Chiffres clés au 30/06/2021	Niveau de réalisation		
	Réalisé	Réalisation partielle - En cours	Non engagé - Non réalisé
11 CLIS signés			

a) Descriptif de l'action :

Pilote(s) : Conseil départemental

Mise en œuvre : Service Insertion / Entreprises locales

Territoire : Département de la Corrèze

Public visé : Bénéficiaires du rSa

Depuis 2015, la priorité du Département est de favoriser l'insertion professionnelle en permettant à tous les Corrèziens d'accéder à un emploi ou une formation.

A l'écoute des besoins de tous les territoires et de toutes leurs composantes sociales et économiques, le Département a mesuré l'absolue nécessité d'associer et de travailler le lien entre économique et social.

Il multiplie donc les initiatives en ce sens avec des dispositifs novateurs comme le CLIS : "Le Contrat Local d'Innovation Sociale".

Nouveau dispositif mis en place dans le cadre du PTI, cette action accompagne financièrement l'employeur pour un tutorat quotidien afin de favoriser et sécuriser l'accès et le maintien dans l'emploi pour les bénéficiaires du rSa.

Le Conseil départemental vise une sécurisation de l'entrée dans l'emploi avec :

- le tutorat dans l'entreprise
- la préparation des candidats en amont
- l'aide financière au tutorat sous conditions

pour favoriser à terme l'intégration des bénéficiaire du rSa dans l'emploi et dans l'entreprise.

Son démarrage a été impacté par la crise sanitaire et ses conséquences ; seuls 2 CLIS ont pu être réalisés en fin d'année 2020 : 1 sur le bassin de Brive; 1 sur la Haute Corrèze.

18 CLIS ont été ouverts pour l'année 2021.

Dans le cadre du tutorat dans l'entreprise, le Conseil départemental attribue une aide à l'entreprise recruteuse.

- Aide de 3 000 € pour le tutorat d'un CDD de 6 mois
- Aide de 4 000 € pour le tutorat d'un CDI pour les 6 premiers mois
Contrat de 30h/semaine minimum

Conditions de versement :

- 500 € versés sur présentation du contrat de travail et du premier bulletin de salaire sous réserve de la réalisation de la période d'essai
- Versement du solde à l'issue des 6 mois travaillés sur présentation des 6 bulletins de salaires et du bilan final de tutorat
-

Le versement de ce solde sera proratisé au nombre effectif de mois travaillés en cas d'arrêt du contrat de travail avant l'échéance des 6 mois

The screenshot shows a web browser window with the URL 'correzeboostemploi.fr/articles/2020-11-23/contrat-local-d-innovation-sociale-conseil-departemental-de-la-correze_5fbbb475917d8153fa307715'. The page header includes navigation links: OFFRES, TERRITOIRE, ACTUALITÉS, ANNUAIRE DES ENTREPRISES, S'INSCRIRE, and SE CONNECTER. The main content features a banner for 'Le C.L.I.S. Contrat Local d'Innovation Sociale' with the text 'Le Conseil départemental de la Corrèze se mobilise aux côtés des employeurs avec' and 'Pour favoriser et sécuriser les recrutements'. Below the banner is a cookie consent banner with buttons for 'Tout accepter', 'Personnaliser', and 'Tout refuser'.

b) Bilan évaluatif :

Dans un contexte économique difficile ne facilitant pas le retour vers l'emploi, le premier CLIS 2020 a été signé en novembre entre le Département et la SARL Géraud, garage automobile à Allasac pour l'embauche d'une personne sur la base d'un CDD de 6 mois. Le second a été conclu en décembre avec une boulangerie sur Saint Angel également sur la base d'un CDD de 6 mois.

Les deux personnes, bénéficiaires du rSa depuis 2 ans, profiteront d'un tutorat au sein de leur entreprise et seront également accompagnées par un coach professionnel durant une période de 4 mois.

Globalement, à fin juin 2021 :

- 11 CLIS signés
- 10 CDD et 1 CDI

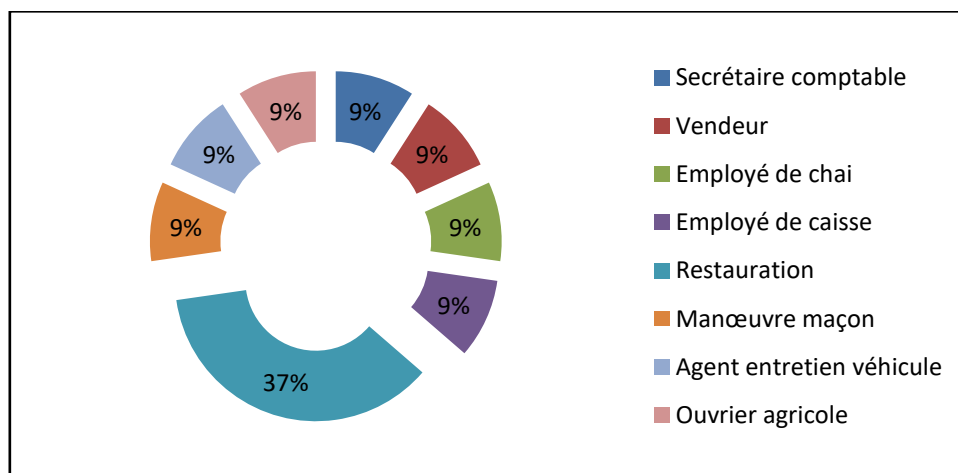


Tableau Suivi des CLIS
(Source Service Insertion - 30/06/2021)

	CDI	CDD	Poste	ENTREPRISE
2020		35H	Secrétaire Comptable	Garage Géraud ALLASSAC
		30H	Vendeur	Boulangerie Payrat SAINT ANGEL
2021	35H		Employé de chai	Distillerie BELLET BRIVE
		35H	Employé de caisse	BRICO DEPOT BRIVE
		35h	Aide cuisine	Sandwicherie MIAM
		30h	Agent entretien véhicules	Harmonie Ambulances
		35h	Ouvrier agricole polyvalent	GEIQ AGRI
		35h	Employé restauration	L'Arrosoir rue Colonel Farro BRIVE
		35H	Manceuvre maçon	Entreprise De Sousa Alberto TULLE
		35H	Employé restauration	Auberge de Banges Collonges
		35H	Employé restauration	Restaurant Musée de Sarran



Les 2 premiers CLIS mis en place arrivent à leur terme et donnent lieu en suivant à un CDI.

c) Perspectives :


Reconduction de l'action sur le nouveau Pacte.

→ OBJECTIF STRATÉGIQUE IV

RENOUVELER LES MODES DE GOUVERNANCE

Les objectifs opérationnels et leur déclinaison			
	Niveau de réalisation		
	Réalisé	Réalisation partielle - En cours	Non engagé - Non réalisé
RENOUVELER LES MODES DE GOUVERNANCE			
4-1 animateur PTI			
4-2 Instances de gouvernance			

4-1 Animateur PTI

Chiffres clés au 30/06/2021	Niveau de réalisation		
	Réalisé	Réalisation partielle - En cours	Non engagé - Non réalisé
1 animateur PTI			
2 comités de pilotage			
18 groupes de travail			
111 réunions			

a) Descriptif de l'action :

Pilote(s) : Conseil départemental - Animateur du Pacte Territorial d'Insertion

Mise en œuvre : Service Insertion

Territoire : Département de la Corrèze

Public visé : Bénéficiaires du rSa

Afin d'organiser et piloter les actions à mettre en œuvre dans le cadre du PTI et de collaborer régulièrement avec les partenaires, les missions de l'animateur consistent en :

- L'animation du PTI, des réunions et des comités de pilotage
- La mise en œuvre et l'évaluation des actions entreprises ou à entreprendre
- La collaboration régulière et étroite entre les partenaires de l'insertion
- L'ingénierie de projet pour la poursuite et la réalisation des objectifs stratégiques et opérationnels du PTI
- La veille statistique du PTI notamment au travers de la mise en place d'un Observatoire Départemental de l'Emploi et des Métiers

L'Avenant du PTI 2019-2021 propose 30 fiches action :

- 12 actions concernent le champ professionnel soit 40 %
- 11 sont des dispositifs, outils, instances visant à favoriser l'insertion soit 36 %
- 5 concernent le champ social au sens le plus large soit 17 %
- 2 concernent le champ de la formation et de sa préparation soit 7 %

26 actions sont réalisées et 2 sont en cours de réalisation soit 93.4 % du PTI réalisé ou en cours au 30/06/2021.

2 actions ne sont pas réalisés soit 6.6 %.

b) Bilan évaluatif :

L'animateur PTI permet :

- la coordination départementale autour des politiques publiques d'insertion
- la fluidité et une lecture des différents dispositifs existants
- un partenariat et une activation du PTI optimisés

Il anime, recense et active les différents besoins et projets sur l'ensemble du territoire corrézien. Il est le garant de l'articulation entre dispositifs et partenaires et veille à pouvoir apporter les niveaux de réponses adaptés aux besoins des publics

Un comité de pilotage a lieu chaque année pour présenter notamment l'état d'avancement de chacune des actions aux différents partenaires : les 09/12/2020, 12/12/2020 et en décembre 2021.

18 groupes de travail ont été déployés sur 2019-2021 avec l'organisation et l'animation de 111 réunions.

Tableau *Suivi d'activité de l'animateur PTI*


(Source Service Insertion - 30/06/2021)

	2019	2020	juin-21
Nombre de réunions	69	15	27
Nombre de groupes de travail	10	6	2

c) Perspectives :

Poursuite du poste l'élaboration du Pacte, la collaboration partenariale et l'activation des fiches action.

4-2 Instances de gouvernance

Chiffres clés au 30/06/2021	Niveau de réalisation		
	Réalisé	Réalisation partielle - En cours	Non engagé - Non réalisé
8 représentants des bénéficiaires du rSa élus			

a) Descriptif de l'action :

Pilote(s) : Conseil départemental - Animateur du Pacte Territorial d'Insertion

Mise en œuvre : Service Insertion

Territoire : Département de la Corrèze

Public visé : Bénéficiaires du rSa

Le Département de la Corrèze a souhaité depuis 2018 ouvrir une place aux personnes bénéficiaires du rSa dans les instances de gouvernance du Pacte Territorial d'Insertion afin notamment de recueillir leur parole et leur témoignage dans le cadre des actions déployées ou à déployer.

Cette action vise à parvenir à bâtir les politiques publiques de demain avec les personnes directement impliquées et concernées par ces politiques.

Au-delà de cette participation aux politiques publiques, le Conseil départemental vise à favoriser et à renforcer la citoyenneté.

b) Bilan évaluatif :

Suite à une large campagne de communication initiée dans le cadre du Pacte Territorial d'Insertion 2016-2018, 18 candidats étaient prêts à s'engager pour représenter les bénéficiaires du rSa en Corrèze.

Le 12 juin 2019, Maître Rouzeyrol de la société SAS CJ-REC est intervenu au Conseil départemental pour tirer au sort 1 titulaire et 2 suppléants sur chacun des bassins Brive, Tulle et Ussel.

A l'issue de ce tirage au sort, 9 personnes ont été élues dans le respect dès que possible, de la parité homme / femme.

L'ensemble des bénéficiaires du rSa ont reçu l'information par courrier. L'information continue à être diffusée aux nouveaux arrivants dans le dispositif lors des Réunions d'Information et de Mobilisation (RIM).

Cette action, inscrite dans le cadre de la Stratégie de Prévention et de Lutte contre la Pauvreté, permet aujourd'hui la représentation des bénéficiaires du rSa lors des comités de pilotage du PTI.

Les représentants des bénéficiaires du rSa en Corrèze.pdf - Adobe Acrobat Reader DC

Fichier Edition Affichage Fenêtre Aide

Accueil Outils Coordonnées élus ... Les représentants d... x

71%

Se connecter

COÛREZE
LE DÉPARTEMENT

Les représentants des bénéficiaires du rSa en Corrèze

Pour le bassin de Brive :

Titulaire : M Patrick BRUNET
Coordonnées : p.burnett19@gmail.com / 06.77.71.09.54

Suppléant 1 : Mme Aurélie FOURCHES
Coordonnées : aurelie.fourches@gmail.com / 07.71.36.00.63

Suppléant 2 : Mme Carole COMMAGEAT
Coordonnées : carolecommageat@gmail.com / 06.67.35.82.95

Pour le bassin de Tulle :

Titulaire : Mme Cécile Sandra NDANDA OGANDAGA
Coordonnées : cindyndanda@yahoo.com / 06.79.92.52.40

Suppléant 1 : M Frédéric CHAUMEIL
Coordonnées : chaufw@aol.com / 07.85.30.33.82

Pour le bassin d'Ussel :

Titulaire : M Jean-Paul NAVARRO
Coordonnées : jeanpaulnavarro19200@gmail.com / 06.41.32.77.45

Suppléant 1 : M Simon HAYWARD
Coordonnées : simonhayward35@gmail.com

Suppléant 2 : M Thierry BERNUS
Coordonnées : thierrybernus@gmail.com / 06.98.41.20.70

*Pour tous renseignements complémentaires,
Contacter l'Animatrice du Pacte Territorial d'Insertion au 05.55.93.74.11*

Exporter un fichier PDF

Adobe Export PDF

Convertissez des fichiers PDF au format Word ou Excel en ligne.

Sélectionner un fichier PDF

Les représentants ... rSa en Corrèze.pdf[X]

Convertir au format

Microsoft Word (*.docx)

Langue du document :

Français [Changer](#)

Convertir

Créer un fichier PDF

Modifier le fichier PDF

Commentaire

Combinaison de fichiers

Organiser les pages

Remplir et signer

Envoyer pour signature

→ Envoyer et effectuer le suivi

Stocker et partager les fichiers dans Document Cloud

[En savoir plus](#)

15:10 27/05/2021

c) Perspectives :

Le Conseil départemental souhaite maintenir cette démarche participative et citoyenne au sein des instances de décisions. Cependant, la mouvance inhérente au dispositif rSa nous amène à devoir renouveler et penser ces instances de représentation de façon plus large.

C'est pourquoi, il nous paraît essentiel de pouvoir mener avec le tissu associatif caritatif une réflexion dans l'objectif de recueillir les besoins et de mener à bien toutes les actions nécessaires au plus près des territoires et des personnes. Ceci sera engagé dès septembre 2021.

PACTE TERRITORIAL D'INSERTION 2022 - 2024

ACCOMPAGNER
EMPLOI
DÉVELOPPER
INNOVER

**ET
BILAN
GÉNÉRAL DE
L'AVENANT
2019-2021**



CORREZE
LE DÉPARTEMENT
Ayons la Corrèze en cathédr



MOT DU PRÉSIDENT

En compétence des politiques d'aide sociale et de solidarités des territoires, nous assurons la mise en œuvre de la politique départementale d'insertion dont relève le dispositif rSa.

L'accès à l'emploi demeure pour notre Collectivité un enjeu primordial. Cette priorité que nous nous sommes fixée depuis maintenant 6 ans nécessite pour l'ensemble des professionnels de la Collectivité, d'être présents au quotidien, à l'écoute des attentes et des particularités de tous nos territoires et force de propositions afin d'apporter le meilleur niveau de réponses possibles.

Nous attachons une importance toute particulière à aller au devant de chacun de nos concitoyens les plus en difficulté. Nous restons vigilants à offrir une équité dans l'accompagnement et des réponses sur l'ensemble du département.

Pour réaliser cette ambition, nous avons adopté et décliné le Pacte Territorial 2016-2018 puis son Avenant 2019-2021 fixant les grands axes d'une politique départementale d'insertion forte et volontariste, sans cesse réactualisée et enrichie.

Et c'est dans cette volonté forte que va s'inscrire ce Pacte Territorial d'Insertion 2022-2024.

Le bilan de l'Avenant au Pacte que nous vous présentons aujourd'hui illustre l'engagement et le travail réalisé par la Collectivité au quotidien.

Avec le PTI 2022-2024, plus que jamais, l'accent sera porté sur le lien fort à tisser avec les acteurs économiques locaux afin de faciliter encore le rapprochement entre l'offre et la demande d'emploi.

Nous allons continuer à mobiliser l'ensemble de nos forces, de nos personnels et de nos moyens afin de proposer un large panel de leviers et d'actions pour favoriser l'accès ou le retour au monde du travail.

Fédérer l'ensemble de nos partenaires, mutualiser nos compétences, faire toujours davantage pour les plus démunis d'entre nous ; voici les piliers de ce que sera ce nouveau Pacte Territorial d'Insertion pour faciliter un accès à la formation et l'emploi pour tous.

Pascal COSTE,
Président du Conseil départemental de la Corrèze

PRÉAMBULE

La loi NOTRe du 7 août 2015 conforte les départements dans leur rôle de chef de file des solidarités et de la cohésion sociale. L'action sociale du département représente un coût financier conséquent de fonctionnement et concerne notamment les prestations légales d'aide sociale dont le revenu de solidarité active (rSa).

Le département met en œuvre la politique départementale d'insertion en s'appuyant sur deux programmes fondateurs :

- Le Programme Départemental d'Insertion (PDI) qui définit la politique d'accompagnement social et professionnel des bénéficiaires du rSa en recensant les besoins et l'offre locale d'insertion et en planifiant les actions d'insertion correspondantes

- Le Pacte Territorial d'Insertion (PTI) qui met en œuvre le PDI, définit les modalités de coordination entre partenaires pour favoriser l'insertion sociale et professionnelle des bénéficiaires du rSa.

La loi n° 2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion a pour objectif de lutter contre la pauvreté et favoriser l'insertion sociale et professionnelle.

"Le Programme Départemental d'Insertion définit la politique départementale d'accompagnement social et professionnel, recense les besoins d'insertion et l'offre locale d'insertion, et planifie les actions d'insertion correspondantes. Le Conseil départemental doit délibérer avant le 31 mars de chaque année sur l'adoption ou l'adaptation du programme départemental d'insertion."

"Pour la mise en œuvre du programme départemental d'insertion, le Département conclut, avec les parties intéressées, un Pacte Territorial pour l'Insertion... Il définit, notamment, les modalités de coordination des actions entreprises par les parties pour favoriser l'insertion sociale et professionnel des allocataires du revenu de solidarité active."

"Il a pour vocation de déterminer des priorités d'actions partagées pour faire converger les efforts et permettre une véritable dynamique de partenariat, associant également la Région dans ses compétences de développement économique et de formation. Le PTI doit également déterminer les modalités de suivi et d'évaluation des actions d'insertion (indicateurs, comité de suivi)."

Circulaire interministérielle n°DGAS/DGEPF/2009/137 du 25 mai 2009.

I - LE BILAN GÉNÉRAL DE L'AVENANT AU PACTE 2019-2021

1 - Les éléments de contexte socio - économique corrèzien en lien avec le retour à l'emploi des bénéficiaires du rSa

2 - Les bénéficiaires du rSa en Corrèze et les spécificités du territoire

2-1 - Évolution du nombre de bénéficiaires du rSa

2-2 - Répartition territoriale

2-3 - Profil du bénéficiaire du rSa

2-4 - Montant moyen du rSa socle

3 - Les premiers résultats de la politique d'insertion socio - professionnelle à destination des bénéficiaires

3-1 - Une systématisation de l'accompagnement : 1 bénéficiaire/1 offre d'insertion/1 accompagnement personnalisé

3-2 - Une employabilité favorisée pour les bénéficiaires du rSa :

* l'offre d'accompagnement interne au Conseil départemental

* les actions d'insertion partenariales pour activer les parcours

3-3 - Une meilleure accessibilité et lisibilité des offres d'emploi à destination des bénéficiaires du rSa : l'offre de service BOOST Emploi, le Contrat Local d'Innovation Sociale (CLIS),...

3-4 - Une coordination opérationnelle avec des modes de gouvernance renouvelés

4 - Bilan détaillé des fiches action jointes en annexes

II - LE PACTE TERRITORIAL D'INSERTION 2022-2024

AXE 1 : Les actions pour accéder à la formation et l'emploi 20 fiches action

- 1- Mise en lien direct Offre - Demande
- 2 - Clés de l'emploi
- 3- Vis l'emploi / Immersions dans les entreprises
- 4- Pass pour l'emploi
- 5- Contrat Local d'Innovation Sociale
- 6- BOOST Emploi
- 7- Forums Emploi
- 8- Remplacements dans les collèges du Département
- 9- Les clauses d'insertion sociale dans les marchés
- 10- Contrats aidés PEC
- 11- Déploiement du Service Public de l'Insertion et de l'Emploi (SPIE)
- 12- Conduites au changement au sein de l'équipe d'accompagnement CD19
- 13- Acculturation dans le cadre du Service Public de l'Insertion et de l'Emploi
- 14- Bénévolat "compétences et citoyenneté"
- 15- Bourse au permis
- 16- Ateliers compétences numériques de base
- 17- Représentation des bénéficiaires du rSa dans les instances
- 18- Plateforme collaborative Emploi Insertion
- 19- Observatoire départemental de l'emploi et des métiers
- 20- Promotion des dispositifs Insertion-État au travers du Plan d'Investissement dans les Compétences (PIC)

AXE 2 : Des professionnels et des métiers pour accompagner à la formation et l'emploi 12 fiches action

- 21- Chargé de mission entreprises
- 22- Coach professionnel
- 23- Coach jeunes
- 24- Coach séniors
- 25- Référent professionnel
- 26- Coach social
- 27- Référent social
- 28- Psychologue du travail
- 29- Animateur numérique itinérant
- 30- Agent de santé - Infirmier Diplômé d'État (IDE)
- 31- Animateur du PTI
- 32- Accompagnement global

Bilan Avenant PTI 2019-2021

Actions	Bilan 2019-2021	Poursuite 2022-2024
<u>OBJECTIF STRATEGIQUE I</u>		
- Plateforme collaborative Emploi Insertion	- Réalisé : 123 membres; 18 691 pages vues; 1 528 utilisateurs	OUI
- BOOST Emploi	- Réalisé : 46 321 utilisateurs; 84 726 visites; 203 comptes recruteurs créés; 2 898 CV / CV Catcher	OUI
- Observatoire Départemental de l'Emploi et des Métiers	- Réalisation partielle : Groupe de travail opérationnel au regard de la perte d'activité de la plateforme collaborative Emploi Insertion / Réflexion en cours pour rattachement au SPIE	OUI
<u>OBJECTIF STRATEGIQUE II</u>		
- Promotion des dispositifs d'accès aux soins en Haute Corrèze	- Réalisé : 1 groupe de travail Santé Haute Corrèze	NON
- Accompagnant Santé - Infirmier Diplômé d'État	- Réalisé : 2 accompagnants Santé - IDE; 275 personnes accompagnées; 101 suivis clôturés	OUI
- Plateforme de covoiturage Conseil départemental	- Réalisé : 1 carte interactive covoiturage sur le site de la Collectivité	NON
- Permis et déploiement du très haut débit en Corrèze	- Non réalisé : Pas de besoin identifié	NON
- Bourse au permis	- Réalisé	OUI
- Cartographie des lieux d'accès numériques	- Réalisé : 1 carte "Les lieux d'accès gratuits connectés en Corrèze"	NON
- Animateur numérique itinérant	- Réalisé : 1 animateur numérique itinérant	OUI
- Ateliers compétences numériques de base	- Réalisé : 222 ateliers animés; 593 personnes accompagnées	OUI
<u>OBJECTIF STRATEGIQUE III</u>		
- Immersion(s) en entreprise(s)	- Réalisé : 1 497 PMSMP réalisées	OUI
- Chargé de mission entreprises emploi	- Réalisé : 1 192 offres exclusives; 253 contacts entreprises	OUI
- Bus BOOST Emploi	- Réalisé : 1 Vaccibus	NON

- Remplacement dans les collèges départementaux	- Réalisé : 19 177.80 heures totales facturées; 113 bénéficiaires du rSa missionnés	OUI
- Remplacements dans les lycées du Département	- Non réalisé : Après un travail de prospection, cette mesure ne peut se déployer au sein de la Région Nouvelle Aquitaine de par le nombre de lycées dans cette nouvelle région et leurs fonctionnements différents	NON
- Promotion du Plan d'Investissement dans les Compétences	- Réalisé : 1 Information Collective	OUI
- Les Clés de l'emploi	- Réalisé : 9 Clés de l'emploi réalisées; 51 contrats de travail et / ou formation	OUI
- BOOST Sénior	- Réalisation partielle : Poste validé en Comité Technique du 11/10/2019	OUI
- Forum BOOST Emploi	- Réalisé : 3 Forum BOOST Emploi avec 2 territorialisés et 1 départemental	OUI
- SAS de préparation à l'emploi Fibre Optique dans le cadre de l'IDéeFOP	- Réalisé : 2 sessions de formation organisées	NON
- Opération parrainage	- Réalisé : 1 convention engagée et arrivée à son terme	NON
- Bénévolat "Compétences et Citoyenneté"	- Réalisé : 4 contrats de bénévolat signés	OUI
- Les clauses d'insertion sociale dans les marchés publics	- Réalisé : 127 marchés; 21 maîtres d'ouvrage accompagnés; 442 participants dont 102 bénéficiaires du rSa; 182 058.43 heures de travail	OUI
- Coach professionnel	- Réalisé : 2 coaches professionnels; 59 % de sorties emploi formation	OUI
- Coach social	- Réalisé : 2 coaches sociaux; 26 % de sorties emploi formation	OUI
- Psychologue du travail	- Réalisé : 1 psychologue du travail; 44 suivis clôturés	OUI
- Contrat Local d'Innovation Sociale	- Réalisé : 11 CLIS signés	OUI
<u>OBJECTIF STRATEGIQUE IV</u>		
- animateur PTI	- Réalisé : 1 animateur PTI; 2 comités de pilotage; 18 groupes de travail; 11 réunions	OUI
- Instances de gouvernance	- Réalisé : 8 représentants des bénéficiaires du rSa élus	OUI

Un objectif central : Accéder et accompagner à la formation et l'emploi

*** Actions nouvelles**

Actions	Objectifs	Publics	Comment ?	Échéance
- Mise en lien direct Offre - Demande	- Développer le lien avec les entreprises, Anticiper et mieux repérer les besoins, Déployer un outil informatique de parcours pour plus de rapidité et une information et un positionnement améliorés	- Tous publics en insertion dont bénéficiaires du rSa; Entreprises; Tous les acteurs intervenant sur les volets de l'emploi et la formation	- Action collective	2022
- Clés de l'emploi	- Préparer la rencontre avec l'entreprise recruteuse; Travailler la posture professionnelle, Sécuriser l'accès à l'emploi	- Tous publics en insertion dont bénéficiaires du rSa	- Action collective	2022
- Vis l'emploi / Immersions dans les entreprises	- Aider à définir et asseoir un projet professionnel; Découvrir les métiers; Favoriser les recrutements	- Tous publics en insertion dont bénéficiaires du rSa	- Action individuelle	2022
- Pass pour l'emploi	- Préparer les publics aux entretiens professionnels par la valorisation de leurs compétences; Les outiller dans leur recherche d'emploi; Comprendre et décrypter les codes de l'entreprise	- Tous publics en insertion dont bénéficiaires du rSa	- Action collective	2022
- Contrat Local d'Innovation Sociale	- Favoriser et sécuriser les recrutements; Soutenir l'employeur en l'accompagnant dans la mise en place d'un tutorat au sein de l'entreprise pour pérenniser l'emploi	- Les bénéficiaires du rSa; Entreprises locales corréziennes	- Action individuelle	2022
- BOOST Emploi	- Favoriser le retour à l'emploi; Mettre en œuvre les outils de la Collectivité pour répondre aux besoins du marché de l'emploi; Mettre en relation l'offre et la demande	- Tous publics en insertion dont bénéficiaires du rSa; Entreprises; Tous les acteurs intervenant sur les volets de l'emploi et la formation	- Action individuelle	2022
- Forums Emploi	- Favoriser le recrutement direct; Faciliter la recherche d'emploi ou de formation et le recrutement	- Tous publics en insertion dont bénéficiaires du rSa; Entreprises corréziennes	- Action collective	2022

- Remplacements dans les collèges du Département	- Mettre à disposition sur une courte durée, des publics en insertion auprès des collèges; Aider à définir et confirmer l'employabilité; Renouer avec le monde du travail	- Tous publics en insertion dont bénéficiaires du rSa; Personnes en situation d'insertion sociale et professionnelle suivies par les professionnels des MSD	- Action individuelle	2022
- Les clauses d'insertion sociale dans les marchés	- Favoriser l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières par le biais de la commande publique; Soutenir et valoriser les Structures de l'Insertion par l'Activité Économique ainsi que les structures du secteur protégé en leur réservant des marchés	- Tous publics en insertion dont bénéficiaires du rSa; Publics prioritaires des politiques publiques de l'emploi	- Action individuelle	2022
- Contrats aidés PEC	- Accéder à un contrat de travail; Bénéficiaire d'un accompagnement renforcé pour développer ses compétences et ses qualités professionnelles	- Tous publics en insertion; Les bénéficiaires du rSa; Tous les employeurs du secteur non marchand	- Action individuelle	2022
- Déploiement du Service Public de l'Insertion et de l'Emploi (SPIE)	- Candidater à l'appel à manifestation d'intérêt déposé par l'État; Engager un travail partenarial spécifique pour des parcours sans couture; Mutualiser et coordonner l'ensemble des partenaires et des outils de l'insertion pour des actions et des accompagnements améliorés	- Tous publics en insertion dont bénéficiaires du rSa; Partenaires de l'emploi et la formation; Entreprises	- Action collective partenariale	2023
- Conduites au changement au sein de l'équipe d'accompagnement CD19	- Organiser des actions de professionnalisation visant des évolutions des pratiques professionnelles; Amener les référents des parcours à adopter des méthodes communes d'accompagnement; Former les agents au changement	- Référents de parcours du Conseil départemental en charge de l'accompagnement des personnes bénéficiaires du rSa	- Action collective	2024
- Acculturation dans le cadre du Service Public de l'Insertion et de l'Emploi	- Partager des données entre partenaires de l'emploi et de l'insertion; Renforcer la coordination entre partenaires; Évoluer vers une culture commune de l'insertion	- Partenaires de l'emploi et de l'insertion; Tous publics en insertion dont bénéficiaires du rSa	- Action collective	2024
- Bénévolat "compétences et citoyenneté"	- Apporter sa contribution à la vie sociale; Développer du lien social, Gagner en confiance; Acquérir de nouvelles compétences; Favoriser l'accès à l'emploi et/ou la formation	- Tous publics en insertion dont bénéficiaires du rSa	- Action individuelle	2022

- Bourse au permis	- Se déplacer; Optimiser l'accès à l'emploi ou la formation; Développer l'autonomie	- Les bénéficiaires du rSa	- Action individuelle	2022
- Ateliers compétences numériques de base	- Développer l'autonomie numérique pour favoriser l'insertion sociale et professionnelle	- Tous publics en insertion dont bénéficiaires du rSa	- Action collective / Action individuelle	2022
- Représentation des bénéficiaires du rSa dans les instances	- Faire du citoyen, un acteur des politiques sociales; Favoriser la citoyenneté et l'implication des personnes accompagnées	- Les bénéficiaires du rSa	- Action collective	2022
- Plateforme collaborative Emploi Insertion	- Optimiser la connaissance et l'utilisation des dispositifs de l'emploi et de l'insertion; Centraliser et simplifier l'accès à ces dispositifs	- Agents du service Insertion, des MSD du Conseil départemental; Agents de l'ADEPEP 19 en charge de l'accompagnement des bénéficiaires du rSa reconnus travailleurs handicapés; Autres partenaires de l'emploi et de l'insertion	- Action individuelle	2022
- Observatoire départemental de l'emploi et des métiers	- Fournir au niveau départemental des informations sur les secteurs qui recrutent, les métiers d'avenir et les formations qui y mènent; Améliorer la connaissance réciproque des besoins des entreprises et des publics en demande d'emploi; Partager des données avec les partenaires de l'emploi et de l'insertion facilitant l'accompagnement des publics; Renseigner et analyser l'activité du service Insertion dans le cadre des objectifs de la politique départementale et de l'évolution des politiques publiques	- Partenaires de l'emploi et de l'insertion; Tous publics en insertion dont bénéficiaires du rSa; Entreprises	- Action collective et partenariale	2024
- Promotion des dispositifs Insertion-État au travers du Plan d'Investissement dans les Compétences (PIC)	- Promouvoir les actions en faveur de l'emploi et la formation	- Agents de la Collectivité et de l'ADPEP 19 en charge de l'accompagnement des publics en insertion	- Action collective	2022
- Chargé de mission entreprises	- Constituer un réseau d'entreprises et recueillir les offres exclusives Conseil départemental; Faciliter le recrutement; Promouvoir le dispositif BOOST Emploi	- Tous publics en insertion dont les bénéficiaires du rSa; Entreprises	- Action individuelle	2022

- Coach professionnel	- Faciliter et sécuriser la recherche d'emploi et le recrutement; Sécuriser l'accès à et dans l'emploi	- Les bénéficiaires du rSa	- Action individuelle	2022
- Coach jeunes	- Assurer un accompagnement professionnel renforcé auprès de jeunes corréziens; Promouvoir le dispositif BOOST Emploi; Faciliter l'accès à l'emploi et la formation	- Jeunes de 17 à 30 ans	- Action individuelle	2022
- Coach séniors	- Favoriser l'accès à l'emploi des plus de 50 ans; Accompagner les personnes dans l'élaboration de leur projet professionnel vers et à l'emploi en valorisant leurs compétences et capacité professionnelles	- Les bénéficiaires du rSa de plus de 50 ans	- Action individuelle	2023
- Référent professionnel	- Accompagner le bénéficiaire dans l'élaboration de son projet professionnel vers et à l'emploi; Formaliser les étapes du parcours d'insertion et les activer; Favoriser l'accès à l'emploi et la formation	- Les bénéficiaires du rSa	- Action individuelle	2022
- Coach social	- Faciliter les parcours d'insertion et mobiliser les personnes pour une insertion socio professionnelles durable; Recentrer la personne sur son parcours et travailler avec elle sur ses choix prioritaires pour lever les freins à l'insertion	- Les bénéficiaires du rSa	- Action individuelle	2022
- Référent social	- Aider les personnes à lever les premiers freins à leur insertion; Faciliter l'insertion sociale	- Tous publics en insertion dont les bénéficiaires du rSa	- Action individuelle	2022
- Psychologue du travail	- Dynamiser les parcours d'insertion; Enclencher un processus de changement	- Les bénéficiaires du rSa	- Action individuelle	2022
- animateur numérique itinérant	- Développer l'autonomie numérique; Favoriser l'insertion sociale te professionnelle des personnes; Résoudre des problématiques numériques personnelles ciblées collectivement et/ou individuellement	- Tous publics en insertion dont les bénéficiaires du rSa	- Action individuelle	2022
- Agent de santé - Infirmier Diplômé d'État (IDE)	- Favoriser l'accès aux soins pour les bénéficiaires du rSa et résoudre les difficultés de santé à l'issue de l'accompagnement; réduire les freins à l'employabilité liés aux problématiques de santé	- Les bénéficiaires du rSa	- Action individuelle	2022

<p>- Animateur du PTI</p>	<p>- Élaborer et piloter les actions à mettre en œuvre dans le cadre du PTI; Coordonner les partenaires de l'emploi et de l'insertion; Développer et enrichir l'offre départementale d'insertion et favoriser l'accès à l'emploi et la formation</p>	<p>- Tous publics en insertion dont les bénéficiaires du rSa</p>	<p>- Action individuelle</p>	<p>2022</p>
<p>- Accompagnement global</p>	<p>- Bénéficiaire d'un accompagnement collaboratif (social et professionnel) réalisé par un conseiller Pôle emploi et un travailleur social du Conseil départemental; se coordonner entre partenaires pour agir simultanément sur les problématiques repérées pour favoriser l'accès à l'emploi et la formation</p>	<p>- Tous publics en insertion dont les bénéficiaires du rSa</p>	<p>- Action individuelle</p>	<p>2022</p>

I - LE BILAN GÉNÉRAL

DE L'AVENANT AU PACTE 2019-2021

INTRODUCTION

L'activation et la déclinaison de cette volonté politique forte, tout particulièrement pour les bénéficiaires du rSa dont nous avons la charge, s'appuie sur le Pacte Territorial d'Insertion (PTI).

Avec nos partenaires, nous avons bâti le Pacte pour la période 2016/2018 autour de 29 fiches actions puis son Avenant 2019/2021 et ses 30 fiches action. Ces actions enrichies de nouvelles orientations déterminées par les besoins des publics et des territoires, nous permettent de constater et de confirmer aujourd'hui, l'intérêt de cette démarche collaborative.

En effet, le Pacte Territorial d'Insertion nous a permis de travailler ensemble, de mutualiser nos dispositifs pour apporter un niveau de réponses le plus complet possible aux personnes en difficulté, de construire et d'innover avec des actions concertées et territorialisées.

L'Avenant du PTI 2019/2021 a également permis de maintenir et d'enrichir l'offre d'accompagnement individualisée indispensable au quotidien pour aider et mobiliser les publics en insertion.

L'impact positif de cette démarche sur la qualité de réponses et de leviers que nous proposons à nos concitoyens, se vérifie avec le bilan et l'évaluation du PTI 2016-2018 puis se confirme avec la poursuite et l'enrichissement de ces actions et l'Avenant du Pacte 2019/2021.

Cet Avenant 2019/2021 a été voté en séance plénière du 28 Novembre 2018. Il s'attache à coordonner et fédérer tous les partenaires œuvrant dans le domaine de l'insertion et est construit en articulation avec les politiques locales, nationales et européennes.

Dans la continuité des orientations 2016/2018, son objectif est de **FAVORISER LE RETOUR À L'EMPLOI DES BÉNÉFICIAIRES DU RSA** à travers 4 axes stratégiques :

- Systématiser et renforcer l'accompagnement des bénéficiaires du rSa
- Redéfinir et rénover l'offre d'insertion sociale, proposer une offre de services adaptés pour favoriser l'employabilité
- Mettre en lien l'insertion avec le développement économique
- Renouveler les modes de gouvernance

1 - LES ÉLÉMENTS DE CONTEXTE SOCIO-ÉCONOMIQUE CORRÉZIEN EN LIEN AVEC LE RETOUR À L'EMPLOI DES BÉNÉFICIAIRES DU RSA

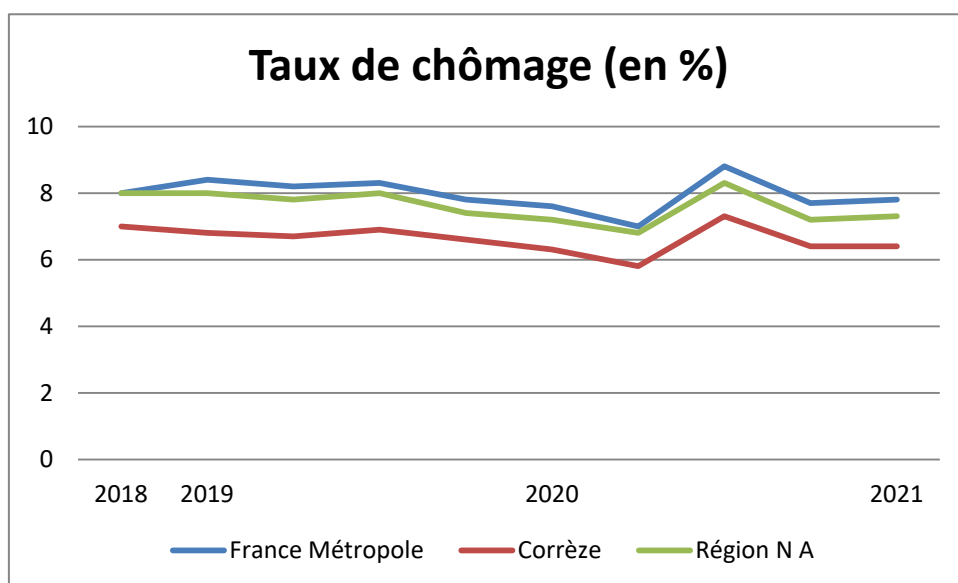
La Corrèze se caractérise aujourd'hui par une situation plus favorable que celle constatée en France ou en Nouvelle Aquitaine.

Chiffres du chômage :

Ainsi, le taux de chômage est de 6.4 % au premier trimestre 2021 contre 7.3 % en Nouvelle Aquitaine et 7.8 % en France. On constate par ailleurs une baisse régulière malgré un rebond au 3^{ème} trimestre 2020 dans un contexte pandémique inédit.

Taux de chômage en pourcentage - Source DIRECCTE

Taux de chômage (en %)	2018	2019				2020				2021
	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1
France Métropole	8,5	8,4	8,2	8,3	7,8	7,6	7,0	8,8	7,7	7,8
Corrèze	7,1	6,8	6,7	6,9	6,6	6,3	5,8	7,3	6,4	6,4
Région N A	8,2	8,0	7,8	8,0	7,4	7,2	6,8	8,3	7,2	7,3



Source DIRECCTE

Le nombre de demandeurs d'emploi en catégories ABC s'élève à 17 290 au 30/06/21, soit une augmentation de 0.6 % par rapport à juin 2019, supérieur au taux de progression régionale de +0.03 % sur la même période.

	Nombre de demandeurs d'emploi Catégorie ABC	
	CORREZE	REGION NA
Déc-18	17 300	512 230
Déc-19	16 800	492 800
Déc-20	17 520	511 850
juin-21	17 290	507 990

Source Pôle Emploi

Catégories ABC regroupent tous les demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi

Le nombre de demandeurs d'emplois de catégories ABC, en baisse depuis quelques années, subit une nette augmentation de près de 3% en 2020 en lien direct avec la crise sanitaire. Cependant, on observe une diminution progressive depuis le début d'année 2021.

De façon globale, les recrutements et intentions d'embauche pour 2021 restent limités, traduisant la difficulté des entreprises à anticiper dans un contexte sanitaire chargé d'incertitudes. Néanmoins, l'adaptation à la période particulière que nous vivons depuis un an et demi a des effets positifs sur l'emploi, en témoignent certains métiers qui voient leurs besoins se renforcer. Les métiers qui devraient tout particulièrement recruter se situent dans le domaine de la santé, le transport, la logistique, l'aide à domicile, le numérique ou encore l'agriculture.

Précisément sur la Corrèze, les employeurs du département prévoient 9 820 intentions d'embauche pour 2021, ce qui représente 800 projets en moins par rapport à 2020.

(Source Pôle Emploi - Enquête BMO 2021 / Le département de la Corrèze)

24.1 % des établissements envisagent de recruter en Corrèze, une part en baisse sur un an et qui reste inférieure à la moyenne régionale. 42 % des projets de recrutement en Corrèze concernent les services aux particuliers suivis par les métiers de l'agriculture, de la restauration et de l'agroalimentaire.

La part de population couverte par le rSa, c'est-à-dire le prorata du nombre de bénéficiaires du rSa par rapport au nombre total d'habitants, est au 31/12/2019 (source Dress) de :

4.8 % en Région Nouvelle Aquitaine, au 31/12/2019

5.3 % en France Métropolitaine

2.6 % en Corrèze.

Le pourcentage corrézien témoigne d'une faible part de personnes bénéficiant du rSa dans ce département grâce notamment aux efforts de la Collectivité pour trouver des sorties positives.

La Corrèze se situe alors au 7^{ème} rang des départements avec un taux de bénéficiaires du rSa le plus faible à corréliser avec un taux de sorties emploi/formation de 36% en 2020.

2 - LES BÉNÉFICIAIRES DU RSA EN CORRÈZE ET LES SPÉCIFICITÉS DU TERRITOIRE

Pour comprendre l'évolution du nombre de bénéficiaires du rSa, il nous faut intégrer les évolutions législatives depuis 2015, les modalités de financement ainsi que la distinction entre bénéficiaires et foyers allocataires.

Entré en vigueur le 1^{er} juin 2009 en France Métropolitaine, le rSa s'est substitué au RMI, à l'allocation de parent isolé et aux dispositifs d'intéressement liés à la reprise d'activité. Entre 2009 et 2015, il a remplacé également partiellement la prime pour l'emploi. On distingue alors dans le rSa, un volet "minimum social", le rSa socle et un "complément de revenus d'activités" : le rSa activité. Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Prime Pour l'Emploi et le rSa activité ont laissé place à la Prime d'Activité (PA).

Depuis 2009 et la loi généralisant le revenu de solidarité active, si le pilotage intégral de ce dispositif relève de la compétence des départements, l'État s'était engagé sur une compensation des dépenses à l'euro près.

Or le montant restant à charge de la Collectivité est chaque année plus important.

Le poids de la charge financière non compensée par l'État est de plus en plus lourd.

La crise sanitaire inédite que nous avons traversée, a bouleversé le paysage social et économique, impactant directement les politiques sociales et d'insertion.

Si la réforme attendue de l'assurance chômage qui devait se répercuter sur le dispositif rSa est à nouveau différée, il n'en reste pas moins que les impacts directs COVID sur l'allocation rSa sont cependant très lourds :

- Une forte augmentation du nombre de bénéficiaires du rSa en Corrèze : + 12.15 % entre janvier et décembre 2020

- Une augmentation significative du montant global du rSa versé : + 2,5 millions d'euros sur un an en lien avec le nombre de bénéficiaires : 7187 bénéficiaires du rSa à fin décembre 2020 et 780 nouveaux allocataires.

Le budget initial voté en 2020 a été insuffisant et a nécessité un dépassement budgétaire de +12,8%.

2-1 - Évolution du nombre de bénéficiaires du rSa

		12/2018	12/2019	évolution 2018-19	12/2020	évolution 2019-20	06/2020	06/2021	évolution 2020-21
rSa Socle (CD)	Nombre bénéficiaires	6 374	6 408	+0.5%	7 187	+12.2%	7 168	6 642	-7.34%
Prime d'activité (État) (avec ou sans rSa)	Nombre bénéficiaires	9 740	14 867	+52.6%	15 223	+2.4%	15 051	14 709	-2.27%

Source Données consolidées MSA - CAF Élisia - Service Insertion Conseil départemental Corrèze

Données rendues sur des droits ouverts et versables

Données concernant la prime d'activité calculées uniquement avec la CAF car pas de données rendues pour la MSA

En Corrèze, le Conseil Départemental dénombre, en données consolidées CAF - MSA, au 30 juin 2021, 6 642 bénéficiaires.

Le nombre de bénéficiaires du rSa, en baisse constante depuis 2015 est reparti à la hausse avec une forte augmentation du nombre de personnes de + 12 % entre janvier et décembre 2020, dû à la pandémie covid-19 mondiale.

Néanmoins, on assiste au 30/06/21, à une baisse constante du nombre de ces bénéficiaires grâce aux actions engagées par la Collectivité.

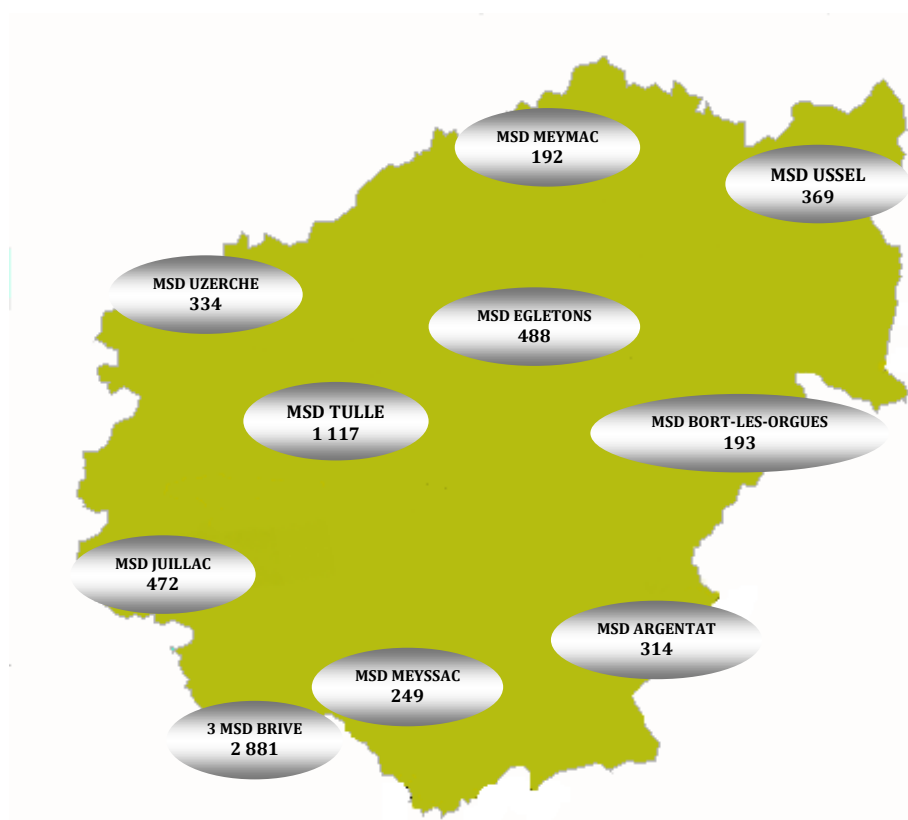
Il est important de souligner l'écart d'évolution sur 2018-2019, entre le dispositif rSa porté par le Département (+0.5%) et celui porté par l'État (+52.6%). Les bénéficiaires du rSa sortent donc du dispositif rSa socle avec un contrat de travail et bénéficient en suivant de la prime d'activité État pour compléter leurs revenus.

2-2 - Répartition territoriale

Les bénéficiaires du rSa socle sont situés majoritairement sur le bassin de Brive (43.6 %) en cohérence avec la logique démographique.

Carte Répartition territoriale des bénéficiaires en Corrèze par MSD Juin 2021 - source BO service Insertion
Conseil départemental de la Corrèze*

** A noter une différence de 33 bénéficiaires du rSa par rapport aux données consolidées CAF - MSA en lien avec la date d'extraction des données*



Sur la période 2019-2021, on observe :

- une augmentation générale du nombre de bénéficiaires du rSa sur toutes les MSD du Département à l'exception du territoire de Brive (3 MSD) et de la MSD de Tulle
- trois fortes augmentations sur les MSD de Meyssac avec + 51.83 %, d'Égletons avec + 42.69 % et de Bort Les Orgues avec + 27.80 % (augmentations du nombre de bénéficiaires du rSa sur les mêmes MSD que lors du bilan du PTI 2016-2018).

Concernant la répartition cantonale sur cette même période, on assiste à :

- une diminution du nombre de bénéficiaires du rSa sur le canton de Brive 4 (- 24.47 %)
- trois fortes augmentations de ce nombre sur les cantons du Midi Corrézien avec + 53.47 %, de Seilhac Monédières avec + 44.16 % (comme lors du bilan PTI 2016-2018) et d'Ussel avec + 22.41 % (nouvelle augmentation sur ces 3 dernières années).

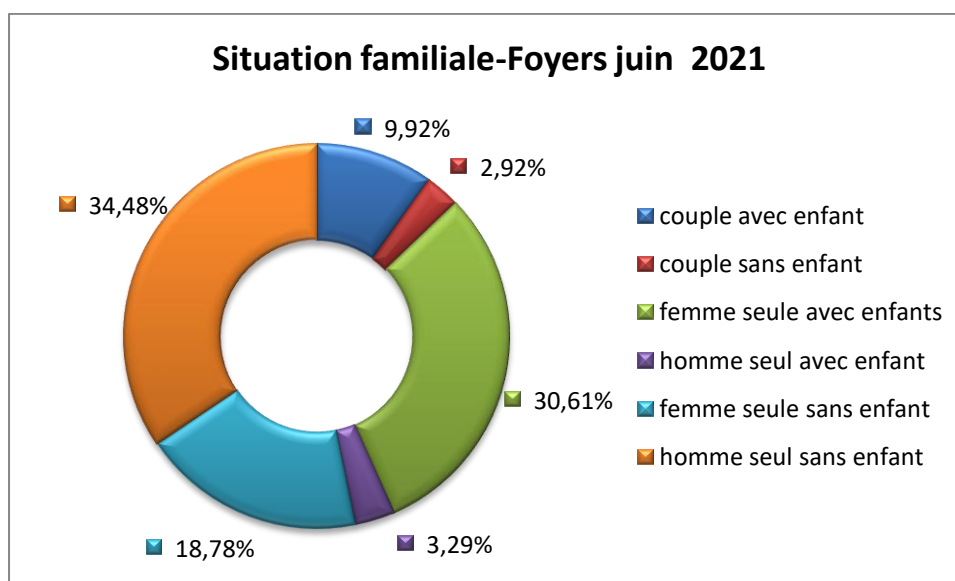
2-3 - Profil du bénéficiaire du rSa

87.16 % des foyers sont constitués d'un seul adulte soit une augmentation de plus de 1 % sur la période.

La situation familiale la plus représentée est celle des hommes seuls sans enfant, suivie des femmes seules avec enfants.

Cette tendance s'affichait déjà lors du bilan et de l'évaluation du PTI 2016-2018 et tend donc à se confirmer avec les années.

Au 30/06/2021, 34.48 % des bénéficiaires du rSa sont des hommes seuls sans enfant et 30.61 % sont des femmes seules avec enfants.



2-4 - Montant moyen du rSa socle

	12/2018	12/2019	12/2020	06/2021
Montant moyen				
CAF	456,32 €	472,36 €	476,06 €	476.22
MSA	385,56 €	410,56 €	419,66 €	414.76

3 - LES PREMIERS RÉSULTATS DE LA POLITIQUE D'INSERTION SOCIO PROFESSIONNELLE À DESTINATION DES BÉNÉFICIAIRES

Les résultats de la première évaluation menée en 2018 sur l'impact du PTI et de la politique départementale d'insertion ont permis de dégager 4 constats majeurs sur l'ensemble des actions du PTI et celles liées à l'activité quotidienne du service Insertion de la Collectivité. Ces résultats et les impacts observés sur 2019-2021 ont été confortés par la continuité de la politique départementale d'insertion menée avec :

- Une systématisation de l'accompagnement
- Une employabilité favorisée
- Une meilleure accessibilité et lisibilité des offres d'emploi
- Une coordination opérationnelle

Au 30/06/2021, 93 % des actions du PTI sont réalisées ou en cours de réalisation :

sur un total de 30 actions, 26 sont achevées, 2 sont en cours de réalisation et 2 restent non réalisées (bilans ci-dessous).

3-1 - Une systématisation de l'accompagnement : 1 bénéficiaire/1 offre d'insertion/1 accompagnement personnalisé

Depuis 2015, le Conseil départemental met tout en œuvre pour un accompagnement le plus qualitatif possible dont la mesure se fait au travers de la contractualisation.

Le CER, Contrat d'Engagement Réciproque, est l'outil permettant de définir et formaliser les engagements réciproques entre le bénéficiaire et le Président du Conseil départemental en vue de son insertion sociale et/ou professionnelle. Il a pour rôle d'évaluer et de déterminer régulièrement l'avancée du projet d'insertion, les actions et étapes à engager, de mesurer leur réalisation ou de réadapter leur déroulement et de fixer des échéances régulières à l'activation du parcours d'insertion.

Entre 2019 et 2021, ce taux de contractualisation se stabilise pour l'équipe d'accompagnement Insertion avec un taux de contractualisation moyen de 97 %.

	2018	2019	2020	06/2021
Taux de contractualisation de l'équipe d'accompagnement du service Insertion (en %)	96.7	98	98	96
Taux de contractualisation des référents sociaux (en %)	88	87.3	84.5	84
Taux global (en %)	92.35	92.65	91.25	90

Plusieurs facteurs ont favorisé l'augmentation du taux de contractualisation:

- le déploiement territorial des Réunions d'Informations et de Mobilisation (RIM)
Ce temps de mobilisation des personnes dès leur entrée dans le dispositif (4 à 6 semaines après l'ouverture du droit) est déterminant pour une activation dynamique et une mobilisation de la personne dans son parcours d'insertion. L'équipe d'accompagnement du service Insertion est en charge de recevoir individuellement chaque nouvel arrivant dans le dispositif.
- la systématisation des relances auprès des bénéficiaires
Ce suivi et ce contrôle dans l'activation des parcours est indissociable d'une offre large d'outils et d'accompagnement. La notion de droits et devoirs incombe à chacun, bénéficiaire et Collectivité, et se traduit par un respect des engagements et des échéances.
- l'évaluation plus qualitative des CER et des parcours d'insertion
- le déploiement de nouveaux intervenants dédiés à l'insertion sociale et professionnelle (coach professionnels et sociaux).

Globalement, l'activité des réunions à l'entrée dans le dispositif rSa, de 2019 à juin 2021 est représentée par :

- 2 280 RIM
- 3 665 bénéficiaires du rSa reçus
- 3 651 1^{er} CER réalisés

3-2 - Une employabilité favorisée pour les bénéficiaires du rSa :

* l'offre d'accompagnement interne au Conseil départemental

La Collectivité a fait le choix d'une offre d'accompagnement internalisée, riche et modulable. Sa pertinence se mesure au quotidien par la qualité et la complémentarité des réponses apportées au public.

Les deux modalités d'accompagnement pré existantes, référents sociaux et référents professionnels rSa ont été revisités de façon à pouvoir offrir un niveau d'accompagnement et de réponses au plus près des problématiques rencontrées par les bénéficiaires du rSa.

En complément de plus de 70 travailleurs sociaux de secteur, en 2020, l'équipe Insertion dédiée à l'accompagnement du public rSa est composée de 19 personnes : 11 référents professionnels, 2 coachs sociaux, 2 coachs professionnels, 2 agents de santé - Infirmières Diplômées d'État, 1 animatrice numérique itinérante et 1 psychologue du travail.

- ❖ 2 coachs sociaux : ils visent un accompagnement et un soutien personnalisés, de proximité des bénéficiaires du rSa en vue d'une recherche de solutions d'autonomie. La personne sera volontaire pour travailler activement sur son autonomie. Cet accompagnement individualisé, de 6 mois renouvelable une fois, va mobiliser la personne sur la résolution de ses difficultés. L'approche et la singularité de cet accompagnement résident dans le positionnement du bénéficiaire du rSa qui est maître d'œuvre et acteur principal de son parcours d'accompagnement, et dans la réactivité et proximité immédiates du coach social.

- ❖ 2 coachs professionnels : ils offrent un accompagnement court, renforcé vers et dans l'emploi ou la formation des bénéficiaires du rSa. Cet accompagnement d'une durée courte de 5 mois renouvelable une fois, facilite et sécurise l'accès à l'emploi ou la formation.
- ❖ 2 infirmiers : ils accompagnent les bénéficiaires du rSa dont les problématiques de santé constituent un frein dans la mise en œuvre d'un parcours d'insertion. Ils vont permettre à ces personnes d'accéder à un parcours de soins.
- ❖ 1 animateur numérique itinérant : il joue un rôle central au sein même des parcours d'insertion pour lutter contre la fracture numérique. Les sessions de formation et/ou permanences encadrées qu'il dispense favorisent l'accès aux outils numériques et à une autonomie numérique.
- ❖ 1 psychologue du travail : il apporte un regard et une expertise autres sur la capacité de la personne au changement et sur ses potentialités à réorienter son projet professionnel.

On peut constater un effort important pour réduire les freins sociaux notamment par la prise en compte des problématiques santé des bénéficiaires du rSa, en recentrant la personne sur son projet et en la rendant actrice de son parcours.

On assiste à une montée en charge de la modalité d'accompagnement "Coach professionnel" et à une confirmation de l'intérêt de l'accompagnement renforcé "Coach social".

* les actions d'insertion partenariales pour activer les parcours

Au delà des raisons endogènes, l'environnement peut demeurer un frein que ce soit l'éloignement géographique des bassins d'emploi ou encore la situation familiale notamment pour les familles monoparentales.

50 conventions annuelles sont signées dans le cadre du PDI avec les différents partenaires pour réduire les freins à l'employabilité, optimiser les compétences des bénéficiaires du rSa et ainsi compléter l'offre d'accompagnement du Conseil départemental.

Parmi ces conventions, 65 % relèvent du champ de l'insertion par l'activité économique, 15 % concernent le champ de la mobilisation professionnelle, 13 % pour le champ social/santé/mobilité et 7 % sont relatives à la création d'entreprise.

Favoriser l'employabilité, ce n'est pas uniquement lever des freins mais aussi aider les bénéficiaires à acquérir, développer, optimiser des compétences professionnelles.

Afin de permettre une meilleure orientation et un suivi plus performant des bénéficiaires, des actions complémentaires ont été déployées à la fois :

- à destination des professionnels afin d'identifier les ressources sur le territoire : plateforme collaborative emploi insertion, cartographie des lieux d'accès numériques,...
- à destination des bénéficiaires : les Clés de l'emploi (action de techniques de recherche d'emploi visant à préparer les personnes à des entretiens de recrutement sur des postes immédiatement disponibles avec l'appui de l'entreprise recruteuse), les périodes d'immersion dans les entreprises, les remplacements dans les collèges, action bénévolat "Compétences et Citoyenneté"...

3-3 - Une meilleure accessibilité et lisibilité des offres d'emploi à destination des bénéficiaires du rSa : l'offre de service BOOST Emploi, le Contrat Local d'Innovation Sociale (CLIS), ...

D'autres moyens ont été déployés pour rendre plus lisibles et accessibles les offres d'emploi et les besoins des recruteurs.

Le recrutement d'un animateur numérique en septembre 2018 permet d'organiser une permanence par mois dans chaque Maison de la Solidarité Départementale afin de faciliter l'accès et l'utilisation du numérique aux publics reçus. Il propose deux types d'ateliers collectifs : des ateliers BOOST Emploi et des ateliers de compétences numériques de base.

Un poste de chargé de mission entreprises de la cellule BOOST Emploi assure la mise en relation entre les entreprises et les demandeurs d'emploi dont les bénéficiaires du rSa. Un réseau de 600 entreprises a été constitué. La plateforme BOOST Emploi permet aux demandeurs d'emploi de consulter les offres d'emploi mais également de déposer un curriculum vitae. L'augmentation du nombre de vues sur la plateforme est constante.

A noter que les annonces sur Facebook rencontrent une audience croissante, les réseaux sociaux semblant être de plus en plus privilégiés, notamment par des publics plus jeunes par rapport aux sites traditionnels de recherche d'emploi. Les professionnels de l'insertion (référénts professionnels et coach) mettent à profit l'outil pour les bénéficiaires du rSa qu'ils accompagnent.

Par ailleurs, des évènementiels sont organisés au niveau local ou départemental en fonction des besoins repérés, comme le Forum départemental BOOST Emploi des métiers de l'aide et de l'accompagnement Secteur Médico Social du 13 octobre 2020 qui a accueilli 500 visiteurs dont une centaine de bénéficiaires du rSa autour de 57 stands.

Le Conseil départemental recueille aussi des offres d'emploi exclusives via BOOST Emploi et contribue directement au recrutement des demandeurs d'emploi avec par exemple, les clauses d'insertion sociale dans les marchés publics.

Il propose également une action de tutorat, le Contrat Local d'Innovation Sociale (CLIS).

Il accompagne et sécurise l'employeur et le salarié sur les premières semaines du contrat de travail avec un tutorat quotidien au sein de l'entreprise et un suivi par le coach professionnel. Depuis fin 2020, 11 CLIS ont été signés ; les 2 premiers sont arrivés à leur terme (6 mois) et ont tous les deux donné lieu à des CDI.

3-4 - Une coordination opérationnelle avec des modes de gouvernance renouvelés

Les professionnels du Conseil départemental en charge de l'accompagnement des bénéficiaires du rSa ont pu bénéficier de la création d'une plateforme collaborative et participer à des journées d'information et/ou de formation et de promotion de dispositifs.

Cet outil a été élaboré suite aux constats récurrents des professionnels face à une absence de lisibilité des informations et dispositifs d'insertion mais aussi d'une surenchère de mails.

Cette plateforme a pour objectif de pouvoir compacter, garder en mémoire et organiser par grandes thématiques : offres d'emploi, formations, actions et convention PDI... les différentes informations à disposition.

Par ailleurs, le Conseil départemental a souhaité engager une réelle participation de l'utilisateur et favoriser la citoyenneté. Pour cela, il a renouvelé ses modes de gouvernance en recrutant en juillet 2017, un chargé d'animation pour assurer la coordination du PTI puis en élisant des représentants des bénéficiaires du rSa. En effet, la parole de l'utilisateur est essentielle pour construire des actions adéquates mais sa prise en compte reste encore à développer.

4 - BILAN DÉTAILLÉ DES FICHES ACTION JOINT EN ANNEXE

II - LE PACTE TERRITORIAL D'INSERTION

2022-2024

INTRODUCTION

Le Président du Conseil départemental est seul signataire du Pacte dont la validation est requise en Assemblée départementale. Il associe les partenaires à ce document stratégique et peut y convier en fonction des besoins, de nouveaux partenaires : l'État, le Conseil Régional Nouvelle Aquitaine, Pôle emploi, les communautés d'agglomération de Brive, Tulle et Ussel, les Missions Locales de Brive, Tulle et Ussel, l'ARS, la CAF de la Corrèze, la CPAM de la Corrèze, la MSA Limousin, les CCAS de Brive, Tulle et Ussel, l'ADPEP 19, les chambres consulaires : CCI, CMA et Agriculture, le CRESLI, INAE, la CPME19, l'UDESS, le MEDEF.

Dans la continuité du travail déjà entrepris et attentif aux besoins des publics et des territoires, la politique publique d'insertion corrézienne s'organise sur une priorité : **ALLER VERS L'EMPLOI**.

Pour cela, deux grands axes de déclinaison du Pacte :

- Les actions pour accéder à l'emploi et la formation
- Des professionnels et des métiers pour accompagner à l'emploi et la formation

Ce Pacte saura évoluer, s'adapter et se réorienter autant que de besoin.

Le nouveau Pacte Territorial d'Insertion construit autour de 32 fiches action a été adopté en Conseil départemental du 26 novembre 2021.

AXE 1

An illustration featuring three stylized human figures in a flat, modern style. On the left, a man in a blue jacket and orange pants and a woman in a red jacket and beige pants are walking towards the right, holding the left edge of a large, horizontal orange banner. On the right, a man in an orange jacket and blue pants is walking towards the left, holding the right edge of the same banner. The banner is positioned in the center of the page and contains text. The background consists of large, soft-edged, light orange shapes that create a sense of depth and movement.

LES ACTIONS POUR ACCÉDER À
LA FORMATION ET L'EMPLOI

20 FICHES ACTION



LES ACTIONS POUR ACCÉDER À LA FORMATION ET L'EMPLOI



FICHE ACTION N°1 Mise en lien direct Offre - Demande

- 🔧 Développer le lien avec les entreprises
- 🔧 Anticiper et mieux repérer les besoins
- 🔧 Déployer un outil informatique de parcours pour plus de rapidité et une information et un positionnement améliorés

Descriptif de l'action

Avec l'appui de la cellule BOOST Emploi, la Collectivité a pu constituer un réseau d'entreprises Corrésiennes qu'elle ne cesse d'actualiser et d'enrichir.

Des contacts réguliers avec les chefs d'entreprises permettent de recenser en direct les besoins précis en terme de qualifications, compétences, formations, métiers,... pour pouvoir ensuite les diffuser à l'équipe d'accompagnement du territoire ciblé, chargée de préparer les personnes au code de l'entreprise et aux recrutements.

Des actions collectives complémentaires, au plus près de la demande, peuvent être mises en place selon les objectifs fixés ensemble : Pass pour l'emploi, Clés de l'emploi, Forums,.. avec pour but final l'embauche des bénéficiaires du rSa.

Avec l'ambition d'être toujours plus réactifs sur ces recrutements, la Collectivité va déployer un outil informatique de parcours sécurisant les recensements, les positionnements, les retours d'entretiens, les recrutements et les suivis dans l'emploi.

PUBLICS CIBLES

- Tous publics en insertion dont bénéficiaires du rSa
- Entreprises
- Tous les acteurs intervenant sur les volets de l'emploi et de la formation

TERRITOIRE

- Département de la Corrèze

CRITERES D'EVALUATION

- Nombre d'actions collectives
- Nombre de contrats de travail



LES ACTIONS POUR ACCÉDER À LA FORMATION ET L'EMPLOI



FICHE ACTION N°2 Clés de l'emploi

- Préparer la rencontre avec l'entreprise recruteuse
- Travailler la posture professionnelle
- Sécuriser l'accès à l'emploi

Descriptif de l'action



Présentation Action

Dans le cadre de sa politique départementale d'insertion, le Conseil départemental s'est fixé comme priorité, le retour à l'emploi ou à la formation.

Ainsi, des ateliers collectifs "Clés de l'emploi" sont proposés, en partenariat avec les entreprises locales.

Cette action vise à accompagner les entreprises dans leurs recrutements par une préparation en amont des candidats. Elle permet de travailler sur les codes de l'entreprise, les attendus, la posture professionnelle et de se projeter sur le marché du travail.

Elle vise à une optimisation et une sécurisation des recrutements.

Les "Clés de l'emploi" se déroulent en plusieurs temps :

- ✓ une information collective
- ✓ un atelier CV + lettre de motivation
- ✓ une phase préparatoire aux entretiens de recrutements avec simulations d'entretien (utilisation d'outils numériques et travail avec vidéo), des temps individuels, collectifs
- ✓ une visite ou une rencontre avec l'entreprise recruteuse
- ✓ un job dating avec l'entreprise (DRH ou chef d'entreprise)

Cette action est portée par les coachs professionnels en partenariat avec BOOST Emploi et la psychologue du travail.

Elle est mise en œuvre à chaque fois que des besoins sont recensés.

PUBLICS CIBLES

- Tous publics en insertion dont bénéficiaires du rSa

TERRITOIRE

- Département de la Corrèze

CRITERES D'EVALUATION

- Nombre de "Clés de l'emploi" réalisées
- Nombre de positionnements sur l'action
- Nombre de contrats de travail à l'issue de l'action



LES ACTIONS POUR ACCÉDER À LA FORMATION ET L'EMPLOI



FICHE ACTION N°3

Vis l'emploi / Immersions en entreprises

- Aider à définir et asseoir un projet professionnel
- Découvrir des métiers
- Favoriser les recrutements

Descriptif de l'action

L'accueil en entreprise pour réaliser une immersion professionnelle est possible dans le cadre d'un dispositif prévu par la loi du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale et sous certaines conditions : Période de Mise en Situation en Milieu Professionnel (PMSMP).

Il s'agit de bénéficier d'une expérience professionnelle en vue de :

- ✓ découvrir un métier ou un secteur d'activité
- ✓ confirmer un projet professionnel grâce à des situations réelles de travail
- ✓ initier un parcours d'embauche pour accéder à un emploi ou dans le cadre d'une reconversion

PUBLICS CIBLES

- Tous publics en insertion dont bénéficiaires du rSa

TERRITOIRE

- Département de la Corrèze

CRITERES D'EVALUATION

- Nombre total de PMSMP réalisées
- Nombre de PMSMP réalisées selon l'objectif visé



LES ACTIONS POUR ACCÉDER À LA FORMATION ET L'EMPLOI



FICHE ACTION N°4 Pass pour l'emploi

- Préparer les publics aux entretiens professionnels par la valorisation de leurs compétences
- Les outiller dans leur recherche d'emploi
- Comprendre et décrypter les codes de l'entreprise

Descriptif de l'action

Face à un contexte économique de plus en plus exigeant, les bénéficiaires du rSa ont besoin de se démarquer et de disposer d'un maximum d'outils pour valoriser leur parcours professionnel et leurs compétences.

Ceci passe par une préparation ciblée et des entraînements réguliers aux entretiens d'embauche afin d'être le plus réactif possible dès lors qu'ils vont postuler à une offre d'emploi.

Cette action interviendra dans le cadre d'un accompagnement avec un référent professionnel pour outiller le bénéficiaire du rSa et optimiser ses chances du retour à l'emploi et / ou formation.

Le bénéficiaire du rSa sera positionné sur cette action qui se déroulera comme suit :

- ✓ présentation de l'action à partir d'offres d'emplois fictives
- ✓ travail sur le CV + lettre de motivation
- ✓ préparation aux entretiens
- ✓ simulations d'entretiens
- ✓ ateliers sur "comment postuler et faire ses relances" et "comment développer son réseau"

Cette action intervient en complémentarité des "Clés de l'emploi".

En effet, une personne peut bénéficier de cette action et être par la suite positionnée sur l'action "Clés de l'emploi" pour être d'autant plus opérationnelle et augmenter ses chances d'être recrutée.

L'action est portée par les référents professionnels, la psychologue du travail, l'animatrice numérique et le chargé de mission entreprises.

Le Pass pour l'emploi permettra de proposer des candidatures plus ciblées et plus efficaces.

PUBLICS CIBLES

- Tous publics en insertion dont bénéficiaires du rSa

TERRITOIRE

- Département de la Corrèze

CRITERES D'EVALUATION

- Nombre de "Pass pour l'emploi" réalisés
- Nombre de positionnements sur l'action
- Nombre de contrats de travail



LES ACTIONS POUR ACCÉDER À LA FORMATION ET L'EMPLOI



FICHE ACTION N°5 Contrat Local d'Innovation Sociale

- Favoriser et sécuriser les recrutements
- Soutenir l'employeur en l'accompagnant dans la mise en place d'un tutorat au sein de l'entreprise pour pérenniser l'emploi

Descriptif de l'action



Présentation Action

A l'écoute des besoins de tous les territoires et de toutes leurs composantes sociales et économiques, le Département a mesuré dès le départ l'absolue nécessité d'associer et de travailler le lien entre économique et social.

Il multiplie les initiatives en ce sens avec des dispositifs novateurs et assure une veille informationnelle permanente et active de l'évolution des chiffres de l'emploi, des besoins des chefs d'entreprises et des spécificités locales

En sa qualité de chef de file de l'insertion sociale et professionnelle et en concertation étroite avec le tissu économique local, le Département propose la mise en œuvre d'un nouveau dispositif favorisant grâce à du tutorat, l'intégration et le maintien dans l'emploi de bénéficiaires du rSa.

Cet engagement se concrétise : le Contrat Local d'Innovation Sociale (CLIS).

En s'appuyant sur un partenariat étroit avec les entreprises locales et les groupements d'employeurs, ce nouveau dispositif cible une action de tutorat quotidien pour des emplois d'une durée au moins égale ou supérieure à 30h par semaine.

Ces contrats de travail, CDD ou CDI, seront d'une durée minimale de 6 mois.

Cette mesure favorise un retour à l'emploi plus pérenne et sécurise cet accès dans l'emploi pour les publics grâce au format et à la durée de ces contrats.

L'aide financière est de 3 000 € pour le tutorat d'un CDD de 6 mois et de 4 000 € pour un CDI sur les 6 premiers mois et proratisée si besoin sur le nombre effectif de mois travaillés.

PUBLICS CIBLES

- Les bénéficiaires du rSa
- Entreprises locales corréziennes

TERRITOIRE

- Département de la Corrèze

CRITERES D'EVALUATION

- Nombre de CLIS signés
- Nombre de sorties emploi à l'issue de l'action
- Nombre de CDI et de CDD

LES ACTIONS POUR ACCÉDER À LA FORMATION ET L'EMPLOI



FICHE ACTION N°6 BOOST Emploi



- Favoriser le retour à l'emploi
- Mettre en œuvre les outils de la Collectivité pour répondre aux besoins du marché de l'emploi corrézien
- Mettre en relation l'offre et la demande

Descriptif de l'action

La plateforme BOOST Emploi créée en 2016 va à présent déployer et renforcer encore son action auprès des entreprises corréziennes et des publics en recherche d'emploi pour faciliter davantage les placements en emploi et répondre au plus près des problématiques actuelles du marché de l'emploi local.

Pour cela, en plus des fonctionnalités habituelles de cette plateforme, le chargé de mission Entreprises travaille en lien direct avec les professionnels de l'accompagnement et les publics eux même pour un positionnement rapide et sécurisé sur les offres d'emploi immédiatement disponibles localement.

Cette nouvelle modalité de travail permet d'apporter au tissu économique un niveau de réponses rapide, de présenter des profils adaptés et d'impulser une dynamique de retour à l'emploi rapide et en adéquation avec la politique départementale d'insertion.

Lancée en mars 2016, la plateforme BOOST Emploi regroupe l'offre et la demande d'emploi sur le Département.

Elle permet de faciliter la mise en relation, l'accès aux offres et propose aux employeurs et aux candidats un accompagnement au recrutement.

Entièrement gratuite, cette plateforme dispose :

- ✓ d'un volet "employeur" où l'employeur peut déposer créer son compte, déposer ses offres d'emploi, consulter les CV en ligne, suivre les actualités du territoire
- ✓ d'un volet "candidat" où chaque personne peut déposer son CV en ligne et / ou utiliser le CV Catcher, découvrir les offres d'emploi et suivre les statistiques des différents bassins en terme d'emploi
- ✓ de la possibilité d'alertes quotidiennes

Une plateforme téléphonique permet également la mise en relation rapide avec un conseiller et participe ainsi au retour à l'emploi des bénéficiaires du rSa.

Ce dispositif, bien implanté, voit ses chiffres de fréquentation progresser d'année en année et confirme l'intérêt d'une telle plateforme sur le territoire.

Elle se doit d'évoluer sans cesse au regard du contexte socio économique, de la demande et dans l'objectif d'une réactivité permanente.

C'est pourquoi, de nouvelles opérationnalités sont régulièrement activées pour répondre au plus près des besoins des territoires et des corréziens.

L'action BOOST Emploi se décline également sur les réseaux sociaux avec une page Facebook créée en 2017 et une page Instagram créée en 2020.

En effet, face à l'évolution du marché du travail et à l'arrivée de nouvelles générations plus sensibles aux réseaux sociaux, le dispositif BOOST Emploi a souhaité s'adapter au contexte et évoluer pour cibler de nouveaux publics et favoriser leur insertion sociale et professionnelle.

Chaque jour, des offres d'emploi et de formation, des actualités, des témoignages et diverses informations sont publiées, diffusées, partagées sur les pages Facebook et Instagram amenant à une centralisation de ces données sur les réseaux, en complémentarité de celles présentes sur la plateforme BOOST Emploi.

Véritables outils de communication et d'information, ces réseaux sociaux apportent une réelle plus value dans la recherche d'emploi et de formation de certains publics.

PUBLICS CIBLES

- Tous publics en insertion dont bénéficiaires du rSa
- Entreprises
- Tous les acteurs intervenant sur les volets de l'emploi et de la formation

TERRITOIRE

- Département de la Corrèze

CRITERES D'EVALUATION

- Nombre de visites
- Nombre d'utilisateurs
- Nombre de comptes recruteurs créés
- Nombre de comptes utilisateurs créés
- Nombre de CV déposés
- Nombre de CV Catcher créés
- Nombre d'abonnés sur les réseaux sociaux
- Nombre de publications



LES ACTIONS POUR ACCÉDER À LA FORMATION ET L'EMPLOI



FICHE ACTION N°7 Forums Emploi

- Favoriser le recrutement direct
- Faciliter la recherche d'emploi ou de formation et le recrutement

Descriptif de l'action

Le Conseil départemental a fait de l'accès à l'emploi, sa première priorité. Pour cela, il s'attache à mettre en œuvre toutes les actions susceptibles de faciliter les parcours et l'intégration dans le monde du travail.

Ouverts à l'ensemble des corréziens en recherche d'emploi et / ou de formation, les forums Corrèze BOOST Emploi s'organisent en fonction des besoins particuliers recensés avec la collaboration des partenaires de l'emploi et de l'insertion. Des structures spécialisées dans un domaine précis peuvent être également associées au regard de la thématique du Forum.

Les Forums permettent aux employeurs de proposer leurs offres d'emploi, rencontrer des candidats, collecter des CV et recruter.

Les personnes en recherche d'emploi ont directement accès aux recruteurs, peuvent établir un dialogue en direct et découvrir des offres et des métiers à proximité de leur domicile.

Quant aux partenaires institutionnels, il s'agit de promouvoir et de faciliter la lecture et l'accès à leurs dispositifs.

Ces forums sont mis en place alternativement au niveau départemental et sur des territoires spécifiques en fonction de la demande et des besoins repérés.

PUBLICS CIBLES

- Tous publics en recherche d'emploi et / ou de formation dont bénéficiaires du rSa
- Entreprises corrésiennes

TERRITOIRE

- Département de la Corrèze

CRITERES D'EVALUATION

- Nombre de Forums organisés
- Nombre de participants
- Nombre de bénéficiaires du rSa
- Nombre d'offres d'emploi et / formation pourvues



LES ACTIONS POUR ACCÉDER À LA FORMATION ET L'EMPLOI



FICHE ACTION N°8 Remplacement dans les collèges du Département

- Mettre à disposition sur une courte durée, des publics en insertion auprès des collèges
- Aider à définir et confirmer l'employabilité
- Renouer avec le monde du travail

Descriptif de l'action

Il s'agit d'effectuer des remplacements d'agents départementaux intervenant dans les collèges sur des postes de services généraux pour des missions spécifiques, ponctuelles et sur une durée limitée. Cette action au départ de son lancement, ne ciblait que 16 collèges.

Pour des raisons d'équité territoriale, la Collectivité a fait le choix de lancer un marché de façon à engager la même démarche sur l'ensemble des collèges corréziens, soit 24 collèges, pour une effectivité à septembre 2021. De plus, pour augmenter les chances de positionnements face à des demandes soudaines et urgentes, cette action sera élargie à un public en insertion avec une priorité maintenue pour les bénéficiaires du rSa.

PUBLICS CIBLES

- Tous publics en insertion dont bénéficiaires du rSa
- Personnes en situation d'insertion sociale et professionnelle suivies par les professionnels des MSD

TERRITOIRE

- Département de la Corrèze

CRITERES D'EVALUATION

- Nombre de personnes en insertion missionnées
- Nombre de bénéficiaires du rSa missionnés
- Nombre total d'heures réalisées par des personnes en insertion
- Nombre d'heures réalisées par les bénéficiaires du rSa



LES ACTIONS POUR ACCÉDER À LA FORMATION ET L'EMPLOI



FICHE ACTION N°9 Les clauses d'insertion sociale dans les marchés

- Favoriser l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières par le biais de la commande publique
- Soutenir et valoriser les Structures d'Insertion par l'Activité Économique ainsi que les structures du secteur protégé en leur réservant des marchés

Descriptif de l'action

Le Département de la Corrèze, dans le cadre de sa politique départementale d'insertion, s'est engagé, avec le soutien de fonds européens, dans le développement de clauses sociales d'insertion.

En effet, ces clauses sont activées sur l'ensemble du territoire départemental par deux porteurs de projet : la Communauté d'Agglomération du Bassin de Brive en compétence sur son territoire et le Conseil départemental de la Corrèze sur le reste du territoire corrézien.

Outre l'intégration de ces clauses sur leurs propres marchés, le Conseil Départemental de la Corrèze et la Communauté d'Agglomération du Bassin de Brive mettent à disposition des maîtres d'ouvrage de leur territoire, une ingénierie afin d'assister les différents acheteurs publics dans la mise en œuvre et le suivi de ce dispositif.

PUBLICS CIBLES

- Tous publics en insertion dont bénéficiaires du rSa
- Publics prioritaires des politiques publiques de l'emploi

TERRITOIRE

- Département de la Corrèze

CRITERES D'EVALUATION

- Nombre de marchés
- Nombre de maîtres d'ouvrage accompagnés
- Nombre de participants
- Nombre de bénéficiaires du rSa parmi les participants
- Nombre total d'heures d'insertion réalisées
- Nombre d'heures d'insertion réalisées par les bénéficiaires du rSa



LES ACTIONS POUR ACCÉDER À LA FORMATION ET L'EMPLOI



FICHE ACTION N°10 Contrats aidés PEC

- Accéder à un contrat de travail
- Bénéficier d'un accompagnement renforcé pour développer ses compétences et ses qualités professionnelles

Descriptif de l'action

Depuis janvier 2018, les contrats aidés sont devenus des parcours emploi compétences (PEC).
La mise en œuvre du PEC repose sur le triptyque emploi - formation - accompagnement :

- ✓ un emploi permettant de développer des compétences transférables
- ✓ un accès facilité à la formation
- ✓ un accompagnement tout au long du parcours avec pour objectif l'inclusion durable dans l'emploi des personnes les plus éloignées du marché du travail

C'est un contrat d'accompagnement dans l'emploi.

La durée initiale est de 12 mois, et la durée totale ne peut excéder 24 mois, sauf en cas de dérogation, prévue par l'article L.5131-23-1 du code du travail (pour achever une formation professionnelle en cours de réalisation, pour les travailleurs handicapés, ou les salariés âgés de 50 ans et plus rencontrant des difficultés particulières d'accès à l'emploi).

La personne est salariée et à ce titre, bénéficie des mêmes conditions de travail que les autres salariés de la structure, des mêmes droits et des mêmes obligations.

Il s'agit d'un contrat de travail de droit privé, d'une durée hebdomadaire de 20 heures minimum.
La rémunération du salarié ne peut être inférieure au Smic horaire.

L'employeur offre à son salarié un accompagnement renforcé avec toutes les conditions d'un parcours insérant.

PUBLICS CIBLES

- Tous publics en insertion
- Les bénéficiaires du rSa
- Tous les employeurs du secteur non marchand

TERRITOIRE

- Département de la Corrèze

CRITERES D'EVALUATION

- Nombre de PEC signés
- Typologie des publics



LES ACTIONS POUR ACCÉDER À LA FORMATION ET L'EMPLOI



FICHE ACTION N°11

Déploiement du Service Public de l'Insertion et de l'Emploi (SPIE) en Corrèze

- ▣ Candidater à l'appel à manifestation d'intérêt déposé par l'État
- ▣ Engager un travail partenarial spécifique pour des parcours sans couture
- ▣ Mutualiser et coordonner l'ensemble des partenaires et des outils de l'insertion pour des actions et des accompagnements améliorés

Descriptif de l'action

Il s'agit d'engager la construction sur le territoire de la Corrèze de ce nouveau service public en fixant comme objectifs de :

- ✓ simplifier les démarches au maximum du point de vue des personnes
- ✓ mieux coordonner l'ensemble des acteurs dans leur réponse aux difficultés rencontrées par les personnes
- ✓ proposer des parcours à visée d'emploi en levant en parallèle les éventuels freins (santé, logement, mobilité) à partir d'une seule et même démarche
- ✓ garantir un parcours "sans couture" malgré les changements de statuts

Cette mise en œuvre du service public de l'insertion et de l'emploi s'inscrit dans un cadre de cohérence et de continuité des parcours et se fonde sur un soutien de l'État aux initiatives des acteurs de l'insertion, au premier rang desquels les Conseils départementaux.

Le Conseil départemental de la Corrèze souhaite répondre à l'appel à manifestation d'intérêt (AMI) lancé par l'État en juillet 2021 pour expérimenter de nouvelles modalités de travail dès janvier 2022 et ce, pour 2 ans.

Ceci devrait passer par le recrutement d'un chef de projet qui sera en charge initialement de faire un diagnostic de la situation corrézienne pour élaborer ensuite un plan d'actions détaillé.

PUBLICS CIBLES

- Tous publics en insertion dont bénéficiaires du rSa
- Partenaires de l'emploi et de l'insertion
- Entreprises

TERRITOIRE

- Département de la Corrèze

CRITERES D'EVALUATION

- Nombre de partenaires associés à l'AMI
- Autres critères directement définis selon les axes de travail de l'AMI

LES ACTIONS POUR ACCÉDER À LA FORMATION ET L'EMPLOI



FICHE ACTION N°12 Conduites au changement au sein de l'équipe d'accompagnement CD 19

- Organiser des actions de professionnalisation visant des évolutions des pratiques professionnelles
- Amener les référents des parcours à adopter des méthodes communes d'accompagnement
- Former les agents au changement

Descriptif de l'action

Tenant compte des avancées et des attendus gouvernementaux, il paraît incontournable de disposer d'une culture commune de travail et ceci passe par le premier maillon de l'accompagnement : l'équipe d'accompagnement des bénéficiaires du rSa du Conseil départemental de la Corrèze.

Les impacts attendus sont bien :

- ✓ une coordination opérationnelle structurée et pérenne au sein de cette équipe interne au Conseil départemental
- ✓ une harmonisation des pratiques pour une meilleure prise en charge des personnes
- ✓ une dynamique améliorée dans l'accès et l'utilisation des dispositifs

Ceci amenant à un gain de temps pour tous : accès facilité et simplifié et optimisation des données, outils, dispositifs, connaissance élargie de l'environnement emploi / insertion, et appui au pilotage.

Des actions de professionnalisation et / de formations, visant ces évolutions seront dispensées assurant un accompagnement des organisations dans le changement.

PUBLICS CIBLES

- Référents de parcours du Conseil départemental en charge de l'accompagnement des personnes bénéficiaires du rSa

TERRITOIRE

- Département de la Corrèze

CRITERES D'EVALUATION

- Nombre d'actions de professionnalisation et / formations organisées
- Nombre d'agents participants

LES ACTIONS POUR ACCÉDER À LA FORMATION ET L'EMPLOI



FICHE ACTION N°13

Acculturation dans le cadre du service Public de l'Insertion et de l'Emploi

- Partager des données entre partenaires de l'emploi et de l'insertion
- Renforcer la coordination entre partenaires
- Évoluer vers une culture commune de l'insertion

Descriptif de l'action

La construction du service public de l'insertion et de l'emploi repose sur des objectifs d'amélioration au quotidien des parcours d'insertion et sur une exigence de coordination revisitée entre les acteurs et une évolution des pratiques professionnelles.

Le parcours d'insertion doit être vu comme un projet, où la personne est actrice et au cœur de ses démarches. L'approche collaborative des partenaires aura donc pour visée l'amélioration de ces parcours d'insertion en facilitant la circulation de données.

Ces nouvelles méthodes et nouvelles façons de travailler s'inscrivent dans une conduite du changement des pratiques professionnelles par des démarches d'acculturation réciproque et des collaborations et coordinations revisitées pour un dialogue "métier" entre les acteurs partenaires.

De nouveaux outils communs pourront être déployés et de nouvelles modalités d'organisations partenariales mises en œuvre en plus de sessions de formations.

PUBLICS CIBLES

- Partenaires de l'emploi et de l'insertion
- Tous publics en insertion dont bénéficiaires du rSa

TERRITOIRE

- Département de la Corrèze

CRITERES D'EVALUATION

- Nombre de sessions de formations organisées
- Nombre de personnes participantes



LES ACTIONS POUR ACCÉDER À LA FORMATION ET L'EMPLOI



FICHE ACTION N°14 Bénévolat "compétences et citoyenneté"

- Apporter sa contribution à la vie sociale
- Développer du lien social
- Gagner en confiance
- Acquérir de nouvelles compétences
- Favoriser l'accès à l'emploi et/ou à la formation

Descriptif de l'action

Le Conseil départemental offre la possibilité à des bénéficiaires du rSa de s'engager sur la base du volontariat dans une action bénévole pour :

- ✓ développer du lien social
- ✓ gagner en confiance
- ✓ acquérir des compétences
- ✓ favoriser leur accès à l'emploi et/ou à la formation.

Face à la crise sanitaire et économique, les associations sont d'autant plus sollicitées avec l'afflux de nouvelles personnes alors même que les bénévoles de par leurs profils et leurs âges peuvent être vulnérables au virus et absents.

Le Conseil départemental a donc souhaité conjuguer le soutien aux associations et l'insertion.

Une priorité a été accordée pour des missions d'aide aux devoirs au regard des besoins recueillis et urgents, ce qui a permis de démarrer l'action au cours du 1^{er} semestre 2021.

Néanmoins, cette action, qui a toute sa légitimité au regard des besoins des associations et de la plus value pour les bénéficiaires du rSa, va être étendue en contactant les associations en tension, pour un recueil précis des besoins.

Il s'agira de classer les interventions selon les missions et/ou par secteur d'activité en tension et cela s'ajustera en fonction du contexte corrézien du moment.

Tout positionnement par un référent de parcours pour un bénéficiaire sera étudié et une réponse concertée sera donnée en fonction du profil de la personne et des besoins recensés auprès des associations.

PUBLICS CIBLES

- Tous publics en insertion dont bénéficiaires du rSa

TERRITOIRE

- Département de la Corrèze

CRITERES D'EVALUATION

- Nombre d'associations contactées
- Nombre de personnes positionnées sur une action bénévole
- Nombre de contrats de bénévolat engagés
- Nombres d'heures effectuées



LES ACTIONS POUR ACCÉDER À LA FORMATION ET L'EMPLOI



FICHE ACTION N°15 Bourse au permis

- Se déplacer
- Optimiser l'accès à l'emploi ou à la formation
- Développer l'autonomie

Descriptif de l'action

Pour les bénéficiaires du rSa, l'obtention du permis de conduire est rendue difficile en raison de son coût. Or l'absence de permis de conduire est souvent un frein dans les recherches d'emploi, les activités professionnelles et la vie personnelle.

Grâce à la "Bourse au Permis", le Conseil départemental propose un soutien financier individuel supplémentaire de 1 000 € pour l'obtention du permis de conduire.

Ce dispositif vise à aider les bénéficiaires du rSa, qui ne sont pas éligibles à une aide dans le cadre du PTI au vu de l'avancée de leur parcours d'insertion mais qui sont prêts à s'engager activement dans des démarches d'insertion.

En contrepartie, le bénéficiaire effectuera au moins 60 h de bénévolat pour réaliser une action citoyenne dans le domaine social, humanitaire ou environnemental.

Cette activité citoyenne devra être réalisée concomitamment à l'obtention de l'aide.

La participation du Conseil départemental sera versée directement à l'auto école, dès l'obtention du code par le bénéficiaire.

Un suivi régulier sera assuré par le référent de parcours.

Une convention tripartite sera signée entre le bénéficiaire, le responsable de l'association désigné et le Président du Conseil départemental.

10 bourses peuvent être accordées en 2022.

PUBLICS CIBLES

- Les bénéficiaires du rSa

TERRITOIRE

- Département de la Corrèze

CRITERES D'EVALUATION

- Nombre d'aides au permis accordées
- Nombre d'associations participantes
- Nombre de permis obtenus



LES ACTIONS POUR ACCÉDER À LA FORMATION ET L'EMPLOI



FICHE ACTION N°16

Ateliers compétences numériques de base

📌 Développer l'autonomie numérique pour favoriser l'insertion sociale et professionnelle

Descriptif de l'action

Pour lutter contre la fracture numérique et répondre aux besoins des publics en insertion, l'animateur numérique itinérant se déplace sur chaque Maison de la Solidarité Départementale afin d'assurer des rendez-vous individuels et /ou mener des ateliers collectifs.

Les ateliers collectifs ont pour objet principal la connaissance et la prise en main de la plateforme BOOST Emploi pour amener chaque bénéficiaire du rSa à s'inscrire et participer activement par la consultation des offres d'emploi, le dépôt de son CV en ligne, la création d'alertes, une vue sur les données statistiques (métiers recruteurs selon les zones géographiques, nombre d'offres d'emploi,...)...

Néanmoins, dès lors qu'une problématique commune émerge, un atelier collectif pourra être mis en place (créer et utiliser une boîte mail, consulter et renseigner ses comptes : CAF, AMELI, découvrir l'ordinateur, internet,...).

PUBLICS CIBLES

- Tous publics en insertion dont bénéficiaires du rSa

TERRITOIRE

- Département de la Corrèze

CRITERES D'EVALUATION

- Nombre d'ateliers réalisés
- Nombres de personnes présentes sur les ateliers
- Nombre de thématiques proposées



LES ACTIONS POUR ACCÉDER À LA FORMATION ET L'EMPLOI



FICHE ACTION N°17

Représentation des bénéficiaires du rSa dans les instances

- Faire du citoyen, un acteur des politiques d'insertion
- Favoriser la citoyenneté et l'implication des personnes accompagnées

Descriptif de l'action

Le Conseil départemental de la Corrèze a souhaité associer les bénéficiaires du rSa à la mise en œuvre et à l'évaluation des politiques départementales d'insertion qui les concernent.

Depuis 2019, 8 représentants des bénéficiaires du rSa ont donc été associés aux instances de gouvernance des politiques publiques d'insertion.

Aujourd'hui, la Collectivité souhaite maintenir cette démarche participative et citoyenne au sein des instances de décisions.

Cependant, la mouvance inhérente au dispositif rSa l'amène à devoir renouveler et penser ces instances de représentation de façon plus large.

Une démarche de réflexion va être menée avec les associations caritatives, acteurs de proximité de ces publics, pour construire ensemble un partenariat participatif et favoriser ainsi la citoyenneté.

L'objectif final étant de recueillir les besoins et de mener à bien toutes les actions nécessaires au plus près des territoires et des personnes.

PUBLICS CIBLES

- Les bénéficiaires du rSa

TERRITOIRE

- Département de la Corrèze

CRITERES D'EVALUATION

- Nombre de réunions organisées
- Nombres de participants
- Nombre de propositions dégagées par les participants
- Nombre d'actions co construites et déployées



LES ACTIONS POUR ACCÉDER À LA FORMATION ET L'EMPLOI



FICHE ACTION N°18

Plateforme collaborative Emploi Insertion

- Optimiser la connaissance et l'utilisation des dispositifs de l'emploi et de l'insertion
- Centraliser et simplifier l'accès à ces dispositifs

Descriptif de l'action

Le service Insertion du Conseil départemental a mis en place, le 24 juillet 2017, une Plateforme collaborative Emploi Insertion recensant les outils, les dispositifs et les informations relatifs au champ de l'insertion sociale et professionnelle à disposition des référents de parcours de la Collectivité, des agents du service Insertion et avec l'objectif de pouvoir ouvrir cette plateforme aux partenaires.

Elle est composée de plusieurs onglets :

- ✓ formation
- ✓ actions d'insertion
- ✓ offres d'emploi
- ✓ FSE
- ✓ réunions
- ✓ actualités / événements

Elle propose également un blog.

Une baisse nette de la fréquentation et de l'utilisation de cet outil amène la Collectivité à mener une réflexion sur le besoin de rénovation et de modernisation de cet outil.

Des travaux sont à l'étude pour repenser la plateforme autrement et pour une intégration progressive à l'Observatoire départemental de l'emploi et des métiers.

PUBLICS CIBLES

- Agents de service insertion Conseil départemental
- Agents des Maisons de la Solidarité départementale
- Agents de l'ADPEP 19 en charge de l'accompagnement des bénéficiaires du rSa reconnus travailleurs handicapés
- Autres partenaires de l'emploi et de l'insertion

TERRITOIRE

- Département de la Corrèze

CRITERES D'EVALUATION

- Nombre de pages vues
- Nombre de visiteurs



LES ACTIONS POUR ACCÉDER À LA FORMATION ET L'EMPLOI



FICHE ACTION N°19

Observatoire départemental de l'emploi et des métiers

- Fournir au niveau départemental des informations sur les secteurs qui recrutent, les métiers d'avenir et les formations qui y mènent
- Améliorer la connaissance réciproque des besoins des entreprises et des publics en demande d'emploi
- Partager des données avec les partenaires de l'emploi et de l'insertion facilitant l'accompagnement des publics
- Renseigner et analyser l'activité du service Insertion dans le cadre des objectifs de la politique départementale et de l'évolution des politiques publiques

Descriptif de l'action

Le Conseil départemental de la Corrèze envisage de mettre en œuvre un Observatoire départemental de l'emploi et des métiers en continuité des travaux engagés avec l'Instance départementale de l'économie, de la formation et de l'orientation professionnelle (IdéeFOP) et le service public de l'insertion et de l'emploi (SPIE).

L'objectif est :

- ✓ d'améliorer la connaissance réciproque de tous les partenaires sur les secteurs qui recrutent, les métiers d'avenir et les formations qui y mènent,...
- ✓ de développer une base de données statistique spécifique à visée d'outil d'évaluation de la politique départementale
- ✓ d'enclencher le dossier unique des personnes pour éviter les ruptures de parcours et la redondance des accompagnements

PUBLICS CIBLES

- Partenaires de l'emploi et de l'insertion
- Tous publics en insertion dont bénéficiaires du rSa
- Entreprises

TERRITOIRE

- Département de la Corrèze

CRITERES D'EVALUATION

- Nombre d'institutions et / ou de structures partenaires
- Nombre de personnes inscrites
- Nombre de connexions totales



LES ACTIONS POUR ACCÉDER À LA FORMATION ET L'EMPLOI



FICHE ACTION N°20 **Promotion des dispositifs Insertion-État au travers du Plan d'Investissement dans les compétences (PIC)**

 Promouvoir les actions en faveur de l'emploi et la formation

Descriptif de l'action

Le Gouvernement promeut un Plan d'Investissement dans les Compétences qui doit être déployé sur chaque territoire départemental.

Le Conseil département entretient un partenariat de proximité et de qualité avec les services de l'État. Dès lors que les décrets d'application préciseront les modalités de mise en œuvre des différentes actions, des réunions d'information et de sensibilisation pourront être organisées auprès des référents de parcours dans le cadre de l'accompagnement des publics pour une connaissance et une appropriation optimisées de ces dispositifs.

PUBLICS CIBLES

- Agents de la Collectivité et de l'ADPEP en charge de l'accompagnement des publics en insertion

TERRITOIRE

- Département de la Corrèze

CRITERES D'EVALUATION

- Nombre de réunions d'information et de sensibilisation organisées
- Nombre de personnes présentes

AXE 2

An illustration featuring three stylized human figures. On the left, a man in a blue shirt and orange pants and a woman in a red top and beige pants are holding the left side of a wide, horizontal orange banner. On the right, a man in an orange shirt and blue pants is holding the right side of the banner. The banner is set against a background of large, soft-edged, light orange shapes. The text on the banner is in white, uppercase letters.

**DES PROFESSIONNELS ET DES MÉTIERS POUR
ACCOMPAGNER À LA FORMATION ET L'EMPLOI**

12 FICHES ACTION



DES PROFESSIONNELS ET DES MÉTIERS POUR ACCOMPAGNER À LA FORMATION ET L'EMPLOI



FICHE ACTION N°21 Chargé de mission entreprises

- Constituer un réseau d'entreprises et recueillir les offres exclusives Conseil départemental
- Faciliter le recrutement
- Promouvoir le dispositif Corrèze BOOST Emploi

Descriptif de l'action



Présentation Métier

Le Chargé de mission entreprises a pour mission de favoriser l'accès à l'emploi des bénéficiaires du rSa du département de la Corrèze en activant et collaborant étroitement avec le tissu économique local et d'animer les outils nécessaires à cet objectif

Dans le contexte économique post COVID, en lien avec les plans de relance économiques initiés et les besoins locaux de main d'œuvre, le Chargé de mission entreprises va intervenir directement auprès des professionnels de la Collectivité en charge de l'accompagnement des personnes et auprès des publics.

Sur des temps collectifs mais aussi individuels, il travaillera à adapter les positionnements et favoriser les recrutements.

Il favorise le retour à l'emploi en :

- ✓ constituant un réseau d'entreprises, identifiant et anticipant leurs besoins de personnel en matière de recrutement, gestion des compétences, formation... et en définissant des modalités de collaboration visant à promouvoir l'embauche de demandeurs d'emploi bénéficiaires du RSA
- ✓ orientant les bénéficiaires proposés notamment par les référents rSa professionnels et les coachs du Conseil Départemental vers des postes vacants signalés par les entreprises partenaires
- ✓ assurant et entretenant la relation entre les entreprises et les demandeurs d'emploi

Il participe à la définition des orientations stratégiques de la plateforme Corrèze Boost Emploi en :

- ✓ contribuant à l'élaboration de la plateforme et à son évolution, tant sur le plan conceptuel que technique
- ✓ contribuant à la définition du plan de déploiement de la plateforme
- ✓ formulant des propositions d'évolution
- ✓ coordonnant la mise en œuvre opérationnelle du déploiement de Corrèze BOOST Emploi à l'échelle départementale et territoriale
- ✓ assurant l'interface opérationnelle entre l'opérateur et le département de la Corrèze
- ✓ participant aux différentes instances permettant le recensement des besoins en main d'œuvre

- ✓ assurant la promotion et la communication de Corrèze BOOST Emploi
- ✓ effectuant une veille technologique sur les outils numériques d'aide de retour à l'emploi

Il anime et diffuse sur les réseaux sociaux FaceBook et Instagram en :

- ✓ publiant et partageant des "posts" liés à l'emploi ou la formation sur le département de la Corrèze
- ✓ gérant l'espace publications; réponses diverses aux internautes sur des questions liées à l'emploi, la formation ou sur le fonctionnement du site correzeboostemploi

Il participe à :

- ✓ des salons sur le thème de l'emploi ou de la formation
- ✓ la mise en œuvre de forum territoriaux BOOST Emploi
- ✓ des opérations spécifiques (Clés de l'emploi, Pass pour l'emploi...)

PUBLICS CIBLES

- Publics en insertion dont bénéficiaires du rSa
- Entreprises

TERRITOIRE

- Département de la Corrèze

CRITERES D'EVALUATION

- Nombre d'entreprises contactées
- Nombre d'annonces exclusives
- Nombre de Forums, de manifestations
- Nombre d'actions collectives



DES PROFESSIONNELS ET DES MÉTIERS POUR ACCOMPAGNER À LA FORMATION ET L'EMPLOI



FICHE ACTION N°22 Coach professionnel

- Faciliter et sécuriser la recherche d'emploi et le recrutement
- Sécuriser l'accès à et dans l'emploi

Descriptif de l'action



Présentation Métier

Il s'agit d'un accompagnement dynamique, intensif, renforcé et personnalisé à et dans l'emploi ou la formation des bénéficiaires du rSa afin de favoriser une sortie rapide et pérenne du dispositif par l'entrée en formation ou le retour à l'emploi.

Actuellement, 2 coachs professionnels interviennent sur l'ensemble du territoire corrézien.

Leurs missions sont de :

- ✓ conduire des entretiens individuels avec les bénéficiaires du rSa
- ✓ réaliser le bilan des acquis et potentiels
- ✓ évaluer l'adéquation entre projet, situation du marché du travail et profil du demandeur
- ✓ établir un plan d'action et coordonner sa mise en œuvre avec l'ensemble des partenaires et/ou employeurs nécessaires à l'activation du parcours
- ✓ formaliser le plan d'action à travers un contrat d'engagement réciproque
- ✓ aider dans la création des outils de recherche d'emploi (CV, lettre de motivation, ...)
- ✓ préparer aux entretiens de recrutement et simuler des entretiens d'embauche
- ✓ établir régulièrement un bilan du parcours avec le bénéficiaire et les différents prestataires, partenaires et opérateurs
- ✓ développer et faire vivre un réseau partenarial d'entreprises
- ✓ rechercher activement des offres d'emploi (BOOST, réseau, entreprises, ...) et effectuer des positionnements
- ✓ accompagner le salarié et/ou l'employeur afin de sécuriser l'entrée en emploi ou en formation
- ✓ organiser et animer des ateliers collectifs "les clés de l'emploi"
- ✓ travailler en transversalité avec la cellule BOOST, les clauses sociales,...

En complémentarité de ces missions, ils animent les RIM pour capter directement leur public cible et participent activement aux forums emploi et aux actions collectives telles les "Clés de l'emploi".

Durée de l'accompagnement : 5 mois pouvant être prolongé jusqu'à 10 mois

PUBLICS CIBLES

- Les bénéficiaires du rSa

TERRITOIRE

- Département de la Corrèze

CRITERES D'EVALUATION

- Nombre de bénéficiaires du rSa accompagnés
- Nombre de sorties pour emploi / formation
- Taux de contractualisation



DES PROFESSIONNELS ET DES MÉTIERS POUR ACCOMPAGNER À LA FORMATION ET L'EMPLOI



FICHE ACTION N°23 Coach jeunes

- Assurer un accompagnement professionnel renforcé auprès de jeunes corréziens
- Promouvoir le dispositif Corrèze BOOST Emploi
- Faciliter l'accès à l'emploi et la formation

Descriptif de l'action



Présentation Métier

Le coach Jeunes de la Collectivité intervient sur tout le département pour accompagner des jeunes Corrèzien(ne)s de 17 à 30 ans dans leurs recherches d'emploi, de formation ou d'alternance.

Cet accompagnement renforcé a pour objectif d'aider le jeune à concrétiser son projet.

Le jeune peut être inscrit à la Mission Locale et être ayant-droit rSa. Cependant, pour ne pas faire doublon, le jeune ne doit pas être dans un autre accompagnement renforcé (garantie jeune, Pacéa, ...).

Le coach a pour objectif de sécuriser l'entrée en emploi ou en formation des jeunes en leur donnant les clés pour réussir leur projet : CV, lettre de motivation, recherche d'emploi, préparation aux entretiens, information et orientation vers les partenaires... Il faut bien identifier cet accompagnement renforcé comme une étape du parcours d'insertion du jeune.

La plus-value de cet accompagnement court et renforcé réside en plusieurs points :

- ✓ une mise en place rapide et simple de l'accompagnement du fait de l'appartenance du coach à la collectivité. Les liens entre les différents intervenants en sont facilités.
- ✓ la formation de travailleur social du coach offre une qualité de réponse en terme de prise en compte des problématiques sociales et familiales
- ✓ les modalités d'intervention du coach : 40 jeunes en file active sur un temps court lui permettent de pouvoir répondre rapidement aux sollicitations
- ✓ son intervention centrée uniquement sur le champ de l'insertion professionnelle, son expertise des outils et actions dans ce domaine et sa capacité à proposer un suivi renforcé sont autant de garants pour permettre aux jeunes suivis de valider leur projet professionnel

Durée d'accompagnement : 4 mois non renouvelable

PUBLICS CIBLES

- Jeunes de 17 à 30 ans

TERRITOIRE

- Département de la Corrèze

CRITERES D'EVALUATION

- Nombre de jeunes accompagnés
- Nombre de sorties du dispositif d'accompagnement
- Nombre de sorties pour emploi / formation



DES PROFESSIONNELS ET DES MÉTIERS POUR ACCOMPAGNER À LA FORMATION ET L'EMPLOI



FICHE ACTION N°24 Coach séniors

- Favoriser l'accès à l'emploi des plus de 50 ans
- Accompagner les personnes dans l'élaboration de leur projet professionnel vers et à l'emploi en valorisant leurs compétences et capacités professionnelles

Descriptif de l'action

Nouvelle action à destination des séniors.

Ses missions consistent à :

- ✓ effectuer des entretiens individuels d'accueil et d'accompagnement
- ✓ analyser le parcours professionnel et valoriser les compétences professionnelles transférables
- ✓ mener un travail sur l'estime de soi, la confiance en soi et l'image de soi si besoin
- ✓ participer à la découverte des métiers "en tension" via des ateliers collectifs : focus sur le marché de l'emploi en Corrèze et appui sur les expériences de chacun (atelier animé par un bénéficiaire pour aborder un secteur d'activité ou un métier qu'il a exercé)
- ✓ aider à la définition d'une stratégie personnelle efficace pour accéder à un emploi durable

Cette action concerne les bénéficiaires du rSa, âgés de plus de 50 ans, ne présentant pas de difficulté majeure de santé, volontaires pour reprendre un emploi rapidement.

Durée d'accompagnement : 6 mois renouvelable 1 fois.

Le poste a préalablement été validé en Comité Technique.

PUBLICS CIBLES

- Les bénéficiaires du rSa de plus de 50 ans

TERRITOIRE

- Département de la Corrèze

CRITERES D'EVALUATION

- Nombre de séniors accompagnés
- Nombre de sorties du dispositif d'accompagnement
- Nombre de sorties pour emploi / formation



DES PROFESSIONNELS ET DES MÉTIERS POUR ACCOMPAGNER À LA FORMATION ET L'EMPLOI



FICHE ACTION N°25 Réfèrent professionnel

- Accompagner le bénéficiaire dans l'élaboration de son projet professionnel vers et à l'emploi
- Formaliser les étapes du parcours d'insertion et les activer
- Favoriser l'accès à l'emploi et la formation

Descriptif de l'action



Présentation Métier

Ils assurent l'accompagnement professionnel des bénéficiaires du rSa par la définition d'un projet professionnel, l'établissement et la mise en œuvre d'un plan d'action permettant la levée des freins périphériques et l'atteinte des objectifs.

Les différentes étapes du parcours d'insertion sont formalisées au travers des CER.

Un travail en coordination avec les référents sociaux, les référents de parcours du service Insertion et les autres services de la Collectivité est indispensable ainsi qu'avec les partenaires territoriaux et institutionnels de l'insertion.

Leurs missions consistent à :

- ✓ animer des RIM afin de présenter le dispositif rSa aux primo-arrivants, évaluer la modalité d'accompagnement la mieux adaptée au parcours de la personne et réaliser le 1er CER
- ✓ accueillir les bénéficiaires
- ✓ établir un diagnostic de la situation professionnelle du bénéficiaire du rSa et un plan d'actions conduisant à l'atteinte des objectifs
- ✓ accompagner le bénéficiaire dans l'élaboration de son projet professionnel en tenant compte de ses souhaits, savoir-faire/être, contraintes/freins mais aussi en le positionnant dans un contexte de réalité
- ✓ déterminer les étapes du parcours d'insertion formalisées au travers des contrats d'engagements réciproques
- ✓ mettre en œuvre, coordonner et évaluer les actions dans le cadre des étapes de parcours en lien avec les objectifs fixés, les adapter et définir les nouvelles actions
- ✓ travailler en coordination avec les référents sociaux, les référents de parcours du service Insertion, les autres services de la Collectivité : BOOST Emploi, clauses, ..., les partenaires territoriaux et institutionnels.

Durée de l'accompagnement : 24 mois

PUBLICS CIBLES

- Les bénéficiaires du rSa

TERRITOIRE

- Département de la Corrèze

CRITERES D'EVALUATION

- Nombre de bénéficiaires du rSa accompagnés
- Nombre de sorties du dispositif d'accompagnement
- Nombre de sorties pour emploi / formation
- Taux de contractualisation



DES PROFESSIONNELS ET DES MÉTIERS POUR ACCOMPAGNER À LA FORMATION ET L'EMPLOI



FICHE ACTION N°26 Coach social

- Faciliter le parcours d'insertion et mobiliser les personnes pour une insertion socio professionnelle durable
- Recentrer la personne sur son parcours et travailler avec elle sur ses choix prioritaires pour lever les freins à l'insertion

Descriptif de l'action



Présentation Métier

Il s'agit d'un accompagnement court, personnalisé et renforcé des bénéficiaires du rSa en vue d'une recherche de solutions d'autonomie.

L'action cible un public relevant d'un accompagnement social présentant des freins divers à l'accès à l'emploi mais volontaires pour travailler activement sur leur autonomie.

Ce suivi individualisé recentre la personne au sein du dispositif d'aide et d'accompagnement, comme acteur principal de son propre parcours.

Le coach social a pour mission de :

- ✓ permettre au bénéficiaire du rSa d'établir un auto diagnostic de sa situation socio professionnelle
- ✓ aider le bénéficiaire du rSa à identifier et prioriser les principaux freins pour lui permettre de se mobiliser et résoudre ses difficultés sociales
- ✓ déterminer les étapes de parcours d'insertion formalisées au travers des contrats d'engagements réciproques
- ✓ accompagner le bénéficiaire du rSa dans les différentes étapes de son parcours en s'attachant activement à ce que la personne soit l'initiatrice des démarches à réaliser
- ✓ mettre en œuvre, coordonner et évaluer les actions dans le cadre des étapes de parcours en lien avec les objectifs fixés, les adapter et aider à définir de nouvelles actions
- ✓ rencontrer régulièrement le public (entretien tous les 15 jours, contacts téléphoniques, mail, etc) durant une courte période (6 mois renouvelable 1 fois)
- ✓ travailler en coordination avec les référents sociaux et les référents de parcours
- ✓ évaluer avec les différents référents de parcours (réf pro, AS, coach pro, référents T.H.), les autres services de la collectivité et les partenaires institutionnels, l'orientation vers un accompagnement adapté à la situation du bénéficiaire du rSa
- ✓ développer un partenariat local (connaissance des ressources locales) et institutionnel
- ✓ développer des modalités d'intervention complémentaires au travail individuel : actions collectives, ateliers

Ils participent également à l'animation des Réunions d'Information et de Mobilisation (RIM), pour l'orientation des personnes dès leur entrée dans le dispositif rSa.

Une équipe de 2 coachs sociaux est positionnée sur Brive.

Par équité départementale, un 3^{ème} poste de coach social va être pourvu sur le territoire de Tulle.

Durée de l'accompagnement : 6 mois pouvant être prolongé jusqu'à 12 mois

PUBLICS CIBLES

- Les bénéficiaires du rSa

TERRITOIRE

- Département de la Corrèze

CRITERES D'EVALUATION

- Nombre de bénéficiaires du rSa accompagnés
- Nombre de sorties du dispositif d'accompagnement
- Nombre de sorties pour emploi / formation
- Taux de contractualisation



DES PROFESSIONNELS ET DES MÉTIERS POUR ACCOMPAGNER À LA FORMATION ET L'EMPLOI



FICHE ACTION N°27 Réfèrent social

- 📌 Aider les personnes à lever les premiers freins à leur insertion
- 📌 Faciliter l'insertion sociale

Descriptif de l'action



Présentation Métier

Les référents sociaux mènent des actions auprès de tous les publics : enfants, adolescents, adultes, personnes âgées.

Ils informent les intéressés sur leurs droits en matière de prestations sociales, médicales, d'accès à la formation, au logement. En fonction des situations, ils les orientent vers des lieux d'accueil spécialisés lorsque c'est nécessaire, ou peuvent servir de médiateur lorsque les dossiers sont complexes. Pour cela, ils doivent avoir une parfaite connaissance des institutions, des rouages de l'administration et des démarches à effectuer pour débloquer des situations.

Concernant le dispositif rSa, les référents sociaux interviennent essentiellement sur les freins sociaux périphériques et sont en contact direct avec le service Insertion notamment pour la rédaction des contrats d'engagement réciproques.

Globalement, les référents sociaux :

- ✓ accueillent, écoutent, informent, orientent et accompagnent les personnes et les familles
- ✓ assurent un suivi social renforcé et spécifique auprès de certaines personnes ou familles
- ✓ conseillent les personnes dans les domaines de la vie quotidienne, de l'insertion sociale et professionnelle
- ✓ aident dans la réalisation de démarches administratives et d'accès aux droits, le montage de dossiers.

Plus de 70 référents sociaux interviennent sur l'ensemble du territoire départemental à partir de l'une des 12 MSD - Maison de la Solidarité Départementale.

PUBLICS CIBLES

- Tous publics en insertion dont bénéficiaires du rSa

TERRITOIRE

- Département de la Corrèze

CRITERES D'EVALUATION

- Nombre de bénéficiaires du rSa suivis
- Nombre de sorties emploi / formation pour les bénéficiaires du rSa
- Taux de contractualisation



DES PROFESSIONNELS ET DES MÉTIERS POUR ACCOMPAGNER À LA FORMATION ET L'EMPLOI



FICHE ACTION N°28 Psychologue du travail

- 📌 Dynamiser le parcours d'insertion
- 📌 Enclencher un processus de changement

Descriptif de l'action



Présentation Métier

Le psychologue du travail rencontre en entretiens individuels les bénéficiaires du rSa, accompagnés par des référents professionnels, dont le projet est peu voire pas évolutif sur la durée.

Par son expertise et son regard sur les potentialités de la personne, il participe à dynamiser le parcours d'insertion et travaille à enclencher un processus de changement dont il déterminera les premières étapes à travers un plan d'action. Il apporte une lecture différente des situations, étayée par sa connaissance du marché du travail et du monde des entreprises et par son expertise sur les processus sociocognitifs

Grâce aux entretiens individuels qu'il réalise, il vise à :

- ✓ évaluer la motivation de la personne, ses potentialités, sa capacité au changement et à réorienter son projet
- ✓ identifier ce qui fait obstacle à la déclinaison du parcours d'insertion
- ✓ écouter les besoins et analyser les situations
- ✓ analyser les processus sociocognitifs à l'œuvre
- ✓ apporter des conseils en matière de recrutement, de marché du travail, de métiers et de fonctionnement des entreprises
- ✓ proposer des actions d'accompagnement adaptées, individuelles et/ou collectives
- ✓ établir un plan d'actions relatif aux premières étapes à activer
- ✓ partager l'expertise avec les référents professionnels pour leur apporter des éléments de compréhension et d'action supplémentaires

Trois rencontres sont prévues puis un temps de restitution de bilan est réalisé avec la personne et son référent.

Il apporte alors des conseils techniques et un appui à la prise de décision auprès des référents sur des situations particulières.

PUBLICS CIBLES

- Les bénéficiaires du rSa

TERRITOIRE

- Département de la Corrèze

CRITERES D'EVALUATION

- Nombre de bénéficiaires du rSa accompagnés
- Typologie de sorties
- Freins rencontrés



DES PROFESSIONNELS ET DES MÉTIERS POUR ACCOMPAGNER À LA FORMATION ET L'EMPLOI



FICHE ACTION N°29 Animateur numérique itinérant

- 📌 Développer l'autonomie numérique
- 📌 Favoriser l'insertion sociale et professionnelle des personnes
- 📌 Résoudre des problématiques numériques personnelles ciblées collectivement et/ou individuellement

Descriptif de l'action



Présentation Métier

L'animateur numérique a pour mission d'assurer des permanences et ateliers numériques afin de lutter contre la fracture numérique en favorisant l'accès et la maîtrise des compétences numériques de base dans le cadre de démarches d'insertion sociale et professionnelle.

Il se déplace sur l'ensemble du Département.

Ses missions consistent à :

- ✓ assurer des permanences numériques individuelles dans chacune des MSD afin de répondre aux demandes des usagers
- ✓ réaliser un diagnostic numérique et identifier les freins à l'autonomie numérique des personnes
- ✓ construire et animer des ateliers numériques collectifs dans chacune des MSD en lien avec les freins identifiés
- ✓ réaliser des supports pédagogiques: powerpoint et tutoriels dans le cadre des ateliers numériques
- ✓ travailler en coordination avec les référents de parcours de la Collectivité et BOOST Emploi
- ✓ participer aux différentes réunions et aux rencontres avec des partenaires

PUBLICS CIBLES

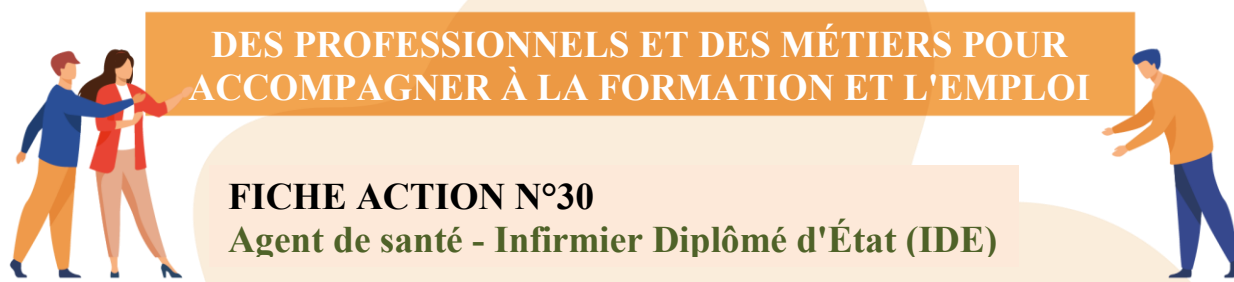
- Tous publics en insertion dont bénéficiaires du rSa

TERRITOIRE

- Département de la Corrèze

CRITERES D'EVALUATION

- Nombre de permanences numériques assurées
- Nombre d'ateliers numériques réalisés



- ✘ Favoriser l'accès aux soins pour les bénéficiaires du rSa et résoudre les difficultés de santé à l'issue de l'accompagnement
- ✘ Réduire les freins à l'employabilité liés aux problématiques de santé

Descriptif de l'action



Présentation Métier

Les missions de l'infirmier consiste à :

- ✓ réaliser un diagnostic "santé" prenant en compte à la fois les demandes et besoins du bénéficiaire et du référent de parcours
- ✓ partager ce diagnostic avec le bénéficiaire et décliner avec lui les objectifs à atteindre
- ✓ mettre en place un plan d'accompagnement santé
- ✓ assurer un accompagnement individualisé du parcours santé
- ✓ permettre une prise ou reprise de contact avec le secteur médical
- ✓ aider le bénéficiaire à prendre conscience des difficultés de santé, d'addiction, de souffrances psychiques et le mobiliser dans la prise en compte de sa pathologie
- ✓ accompagner le bénéficiaire (y compris physiquement) vers la prise en charge de ses difficultés
- ✓ orienter le cas échéant, selon la problématique, vers une prise en charge spécifique
- ✓ coordonner l'action des différents intervenants
- ✓ amener le bénéficiaire à s'engager dans un processus de changement en lui permettant de restaurer l'image de soi, de retrouver une dynamique et d'enclencher de nouvelles motivations en lien avec l'insertion professionnelle
- ✓ favoriser l'accès aux soins et résoudre les difficultés de santé à l'issue du plan d'accompagnement

2 infirmiers interviennent sur le territoire corrézien.

Durée de l'accompagnement : 24 mois

PUBLICS CIBLES

- Les bénéficiaires du rSa

TERRITOIRE

- Département de la Corrèze

CRITERES D'EVALUATION

- Nombre de personnes accompagnées
- Problématiques repérées
- Réponses apportées



DES PROFESSIONNELS ET DES MÉTIERS POUR ACCOMPAGNER À LA FORMATION ET L'EMPLOI



FICHE ACTION N°31 Animateur du PTI

- ✘ Élaborer et piloter les actions à mettre en œuvre dans le cadre du PTI
- ✘ Coordonner les partenaires de l'emploi et de l'insertion
- ✘ Développer et enrichir l'offre départementale d'insertion et favoriser l'accès à l'emploi et la formation

Descriptif de l'action



Présentation Métier

Il s'agit de l'animation du Pacte Territorial d'Insertion et de ses fiches action, de leur activation, leur mise en œuvre et leur évaluation.

Pour cela, l'animateur PTI :

- ✓ élabore et rédige les documents stratégiques de la Politique départementale d'insertion
- ✓ pilote la mise en œuvre des actions déployées par le PTI
- ✓ veille à la déclinaison des fiches action
- ✓ rend compte de leurs suivis et évalue leurs avancées
- ✓ présente l'état d'avancement des différentes actions aux agents du service
- ✓ organise la complémentarité des actions et des financements
- ✓ propose la poursuite ou la réorientation des objectifs stratégiques et opérationnels du PTI
- ✓ recense les besoins et pose un diagnostic pour proposer des réponses les plus adaptées aux publics et aux territoires
- ✓ active ou crée les actions d'insertion nécessaires aux publics accompagnés
- ✓ imagine de nouveaux projets réalistes, réalisables et adaptés aux publics et aux territoires
- ✓ organise, prépare et co anime les différents réunions, forums et comités de pilotage
- ✓ assure une veille informationnelle et statistique permanente

Dans un même temps, il doit s'assurer de la bonne coordination et mutualisation de l'ensemble des dispositifs d'insertion et œuvrer à la collaboration entre partenaires.

Il travaille ainsi en étroite collaboration avec tous les acteurs et partenaires institutionnels locaux et développe des partenariats.

PUBLICS CIBLES

- Tous publics en insertion dont bénéficiaires du rSa

TERRITOIRE

- Département de la Corrèze

CRITERES D'EVALUATION

- Nombre de comité de pilotage
- Nombre de réunions
- Nombre de groupe de travail
- Pourcentage de réalisation d'actions du PTI



DES PROFESSIONNELS ET DES MÉTIERS POUR ACCOMPAGNER À LA FORMATION ET L'EMPLOI



FICHE ACTION N°32 Accompagnement global

- Bénéficier d'un accompagnement collaboratif (social et professionnel) réalisé par un conseiller Pôle emploi et un travailleur social du Conseil départemental
- Se coordonner entre partenaires pour agir simultanément sur les problématiques repérées pour favoriser l'accès à l'emploi et la formation

Descriptif de l'action

L'accompagnement global des demandeurs d'emploi vise à apporter une réponse adaptée aux besoins d'un public particulièrement fragilisé.

Financée par le Fonds Social Européen, cette nouvelle modalité d'accompagnement s'adresse donc aux personnes rencontrant des freins (sociaux, économiques...) à leur recherche d'emploi.

Le principe est de bénéficier d'un accompagnement réalisé par un conseiller Pôle emploi et un travailleur social. Tout en assurant une totale confidentialité sur les actions menées, les conseillers Pôle emploi et les travailleurs sociaux articulent leurs actions pour apporter les réponses les plus adaptées.

Les personnes doivent être inscrites à Pôle emploi.

PUBLICS CIBLES

- Tous publics en insertion dont bénéficiaires du rSa, inscrits à Pôle emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles

TERRITOIRE

- Département de la Corrèze

CRITERES D'EVALUATION

- Nombre de personnes entrées en accompagnement global
- Nombre de bénéficiaires du rSa ayant suivi un accompagnement global
- Nombre de sorties de l'accompagnement, positives

BILAN DES ACTIONS PDI

2021

ACTIONS D'INSERTION PROFESSIONNELLE

STRUCTURES DE L'INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

LES CHANTIERS D'INSERTION (ACI)

Objectifs	➤ Proposer aux publics les plus en difficulté des solutions de retour à l'emploi via une structure adaptée permettant l'exercice d'une activité professionnelle et un travail individuel sur son projet d'insertion.
Public	Bénéficiaires du rSa éligibles à l'Insertion par l'Activité Économique

Nom du chantier d'Insertion	Nombre de parcours conventionnés 2021	Nombre de bénéficiaires du rSa en 2021	Taux d'occupation des bénéficiaires du rSa/Tout public	Taux de temps de travail des bénéficiaires du rSa/Tout public
AILE	1	1	16.5 %	2 %
ARBRE	5	9	21.5 %	21 %
ARCADOUR	5	7	44 %	37.5 %
Association Gorges de Haute Dordogne	1	1	14.5 %	13.5 %
A TOUT VENANT Ressourcerie Gaillarde	13	31	54.5 %	44.5 %
CCAS Brive épicerie sociale	5	4	33.5 %	27 %
CCAS Tulle	3	6	37.5 %	38.5 %
COUP DE MAIN	7	10	35.5 %	31.5 %
EPLEFPA Golf de Neuvic	1	0	0 %	0 %
FORET	8	10	47.5 %	62.5 %
IDEE	7	12	28%	33.5 %
Les Amis de Lucie Fer	6	8	50 %	43 %
Préfiguration Régie de Territoire	18	34	46%	45%
PROX Chantiers	3	4	16.5 %	18 %
Les Restos du Cœur Blanc	8	14	87.5 %	81.5 %
Les Restos du Cœur Jardin Malemort	10	13	62 %	57 %
Les Restos du Cœur Jardin Tulle	9	8	33.5 %	45 %
TOTAL	110	172	40 %	38.5 %

Sorties des chantiers d'insertion pour les bénéficiaires du rSa

Nom du chantier d'insertion	Nombre de sorties 2021	Nombre de sorties positives	% de sorties positives	type de sortie positive
AILE	0	0	0 %	
ARBRE	6	0	0 %	0
ARCADOUR	4	1	25 %	1 embauche EI ARCADOUR
Association Gorges de Haute Dordogne	0	0	0 %	
A TOUT VENANT Ressourcerie Gaillarde	17	5	23.5 %	2 formations, 1CDI 35h, 2 créations entreprise
CCAS Brive épicerie sociale	2	0	0 %	
CCAS Tulle	3	1	33.5 %	1 CDD 6 mois avant cdi
COUP DE MAIN	8	1	12.5 %	1 CDD 6 mois
EPLEFPA Golf de Neuvic	0	0	0 %	
FORET	2	2	100 %	2 embauches EI FORET
IDEE	6	1	16.5 %	1 embauche EI IDEE
Les Amis de Lucie Fer	2	1	50 %	1 CDI 24h
Préfiguration Régie de Territoire	18	8	44.5 %	6 formations, 2 CDI 30 h et 35h,
PROX Chantiers	2	1	50 %	1 embauche EI PROX
Les Restos du Cœur Blanc	8	4	50 %	3 formations, 1 contrat intérim renouvelé avant CDI
Les Restos du Cœur Jardin Malemort	6	1	16.5 %	1 formation
Les Restos du Cœur Jardin Tulle	3	2	66.5 %	1 formation, 1 création entreprise
TOTAL	87	28	32 %	

Il est à souligner que sont comptabilisées en sorties positives :

- un CDDI en Entreprise d'Insertion,
 - une formation pré-qualifiante et qualifiante,
 - un contrat aidé PEC,
 - un CDD de plus de 6 mois
- ou cumul sur une période de 6 mois consécutifs sur la base minimale de 20h/semaine,
- un CDI (minimum 20h/semaine)
 - une création ou reprise d'entreprise.

87,75 parcours réalisés en 2021 soit 80% de l'objectif conventionnel (110 parcours) légèrement mieux qu'en 2020.

On peut observer que 2021 a encore été impactée par la crise sanitaire avec des appréhensions des publics qui demeurent.

- 172 bénéficiaires du rSa ont été salariés en CDDI en 2021 soit une hausse de 14% par rapport à 2020 (21 personnes en plus).

- On retrouve en 2021 une activité comparable à 2019.

Le temps de travail des bénéficiaires du rSa par rapport à l'ensemble des publics diminue légèrement à 38,5 % en 2021 (42%, en 2020).

On peut penser que le plan de relance en faveur des jeunes (circulaire du 12/02/2021 relative au fonds d'inclusion dans l'emploi en faveur des personnes les plus éloignées du marché du travail) a incité les SIAE à recruter davantage de jeunes au détriment d'autres typologies de public dont les bénéficiaires du rSa.

- On enregistre 87 sorties sur les chantiers d'insertion, en progression de 45% sur l'année dont 28 sorties positives, soit **32 %** des sorties également en progression de +5,5% par rapport à 2020.

En 2021, à noter :

- L'ouverture du chantier d'insertion Ressourcerie du Carnyx à Naves avec 8 salariés, porté par l'association A Tout Venant.

- Le CCAS de Tulle a lancé une nouvelle activité "bien vivre mon quartier, quand l'insertion passe à l'action" avec 3 salariés pour assurer la propreté des quartiers.

- PROX a lancé une nouvelle activité palette/bois pour créer du mobilier solidaire et a recruté le 01/12/2021 un conseiller numérique pour développer les outils de communication

- l'association Le Porte Clefs (AGHD, ARCADOIR, COUP DE MAIN et FORET) a recruté en octobre 2021 un coordonnateur.

Atteintes des objectifs dans les Chantiers d'Insertion en 2021

Nom du chantier d'Insertion	Nombre de parcours conventionnés 2021	Équivalence en mois de travail (1 parcours = 12 mois)	Niveau d'atteinte de l'objectif en mois et en %	
AILE	1	12	1	8.5 %
ARBRE	5	60	57	95 %
ARCADOUR	5	60	40	66.5 %
Association Gorges de Haute Dordogne	1	12	7	58.5 %
A TOUT VENANT Ressourcerie Gaillarde	13	156	144	92.5 %
CCAS Brive/épicerie	5	60	25	41.5 %
CCAS Tulle	3	36	44.5	<u>123.5 %</u>
COUP DE MAIN	7	84	53.5	63.5 %
EPLFPA Golf de Neuvic	1	12	0	0 %
FORET	8	96	78.5	82 %
IDEE	7	84	76.5	91 %
Les Amis de Lucie Fer	6	72	60.5	84 %
Préfiguration Régie de Territoire	18	216	208.5	96.5%
PROX Chantiers	3	36	27	75 %
Les Restos du Cœur Blanc	8	96	72	75 %
Les Restos du Cœur Jardin Malemort	10	120	87	72.5 %
Les Restos du Cœur Jardin Tulle	9	108	71	65.5 %
TOTAL	110	1320	1053	80 %

LES ENTREPRISES D'INSERTION (EI)

Objectifs	➤ Faciliter l'accès des bénéficiaires du rSa aux entreprises d'insertion afin de finaliser le parcours d'insertion et de leur permettre d'acquérir une expérience professionnelle supplémentaire et des compétences valorisables sur le marché ordinaire du travail
Public	Bénéficiaires du rSa éligibles à l'Insertion par l'Activité Économique

Nom de l'entreprise d'insertion	Nombre de bénéficiaires du rSa en 2021	Taux d'occupation des bénéficiaires du rSa/Tout public	Taux de temps de travail des bénéficiaires du rSa/Tout public
AILE	0	0 %	0 %
A.R.B.R.E	5	22.5 %	21 %
A.R.B.R.E Environnement	3	27.5 %	24 %
ARCADOUR	1	14.5 %	14 %
COUP DE MAIN	0	0 %	0 %
FORET	0	0 %	0 %
IDEE	2	18 %	16 %
PROPR'SERVICES	4	57 %	68 %
PROX'ENTREPRISE	0	0 %	0 %
SIL'N19	0	0 %	0 %
TOTAL	15	18 %	16 %

8 parcours, soit 15 bénéficiaires du rSa pour 93.5 mois de travail, (8.5 parcours en 2020)

78 % d'atteinte de l'objectif en mois travaillés (85.5 % en 2020)

A noter : un taux d'occupation du public bénéficiaire du rSa en légère diminution en 2021 : 16 % (17.5 % en 2020)

Sorties des Entreprises d'Insertion pour les bénéficiaires du rSa

Nom de l'entreprise d'insertion	Nombre de sorties 2021	Nombre de sorties positives	Pourcentage de sorties positives
AILE	0	0	0 %
A.R.B.R.E	3	0	0 %
A.R.B.R.E Environnement	2	1	50 %
ARCADOUR	1	0	0 %
COUP DE MAIN	0	0	0 %
FORET	0	0	0 %
IDEE	0	0	0 %
PROPR'SERVICES	2	0	0 %
PROX'ENTREPRISE	0	0	0 %
SIL'N19	0	0	0 %
TOTAL	8	1	12.5 %

En 2021, 36 sorties au total sur les entreprises d'insertion corréziennes dont :

- 8 sorties pour les bénéficiaires rSa dont 1 sortie positive pour formation (2 en 2020)
- et 28 sorties pour les autres salariés dont 6 sorties positives (4 en emploi et 2 en formation)

LES ASSOCIATIONS INTERMÉDIAIRES (AI)

Objectifs	⇒ Permettre aux bénéficiaires du rSa, par une mise à disposition rémunérée auprès d'employeurs particuliers, d'entreprises ou d'associations, de favoriser le développement de leur autonomie et de faciliter leur accès à l'emploi.
Public	Bénéficiaires du rSa éligibles à l'IAE
Modalités	Les missions proposées sont de durée variable et se conjuguent à un accompagnement socioprofessionnel individualisé afin d'aider les bénéficiaires dans l'élaboration, la définition et la construction de leur projet professionnel ainsi que dans la mise en œuvre des premières étapes de ce projet.

Associations intermédiaires	Nombre de bénéficiaires du rSa mis à disposition	% de bénéficiaires du rSa mis à disposition/ tout public	Heures dédiées pour les bénéficiaires du rSa	% Heures dédiées pour les bénéficiaires du rSa/tout public Heures	Objectif d'heures dédiées aux bénéficiaires du rSa	% atteinte de l'objectif
P.T.S.	52	42.5 %	4977.87 h	24 %	4 700h	106 %
Services Plus	26	36 %	1684 h	26.5 %	1 500h	112.5 %
RESU	8	29.5 %	310 h	14 %	15% du total des mises à disposition	98 %
Total	86	38.5 %	6971.87 h	23.75 %	8379 h	82.5 %

On note un maintien du pourcentage de bénéficiaires mis à disposition : 38.5 % en 2021 (41 % en 2020) mais une baisse des heures dédiées : 23.75 % en 2021 (41 % en 2020).

RESU et SERVICES PLUS indiquent avoir des difficultés de recrutement en lien avec la mobilité des personnes (horaires de travail, moyen de locomotion, disponibilité).

PTS a un secteur d'intervention plus important au niveau géographique et dispose d'un "vivier" de candidatures plus large, facilité par l'orientation de personnes pour assurer le marché conclu entre le Conseil Départemental et PTS pour le remplacement, dans les 24 collèges départementaux, des agents de la collectivité.

Récapitulatif concernant l'IAE pour le dispositif rSa en 2021

	ACI	EI	AI	Total
Nombre de parcours convention	110p / 1320mois	10p / 120 mois	8 379 h / 11.5 mois	120p / 1451.5mois
Nombre de parcours réalisés	87.75p	8p	1p	96.75p
Atteinte objectif en mois	80 %	78 %	82.5%	81 %
Nombre de salariés rSa	172	15	86	273
Nombre de salariés	432	84	222	738
Taux occupants. rSa	40 %	18 %	8.5 %	37 %
Temps de travail des bénéficiaires rSa	1053 mois	93.5 mois	6971.87h / 9.5 mois	1156 mois
Temps de travail des salariés	2742.50 mois	587.5 mois	29 219.74h / 40 mois	3370 mois
Taux du temps de travail des bénéficiaires rSa	38.5 %	16 %	23.75%	34.5 %
Sorties des bénéficiaires rSa	87	8	67	162
Sorties positives des bénéficiaires rSa	28	1	15	44
Taux de sorties positives rSa	32 %	12.5 %	22.5 %	27 %

Projets des SIAE de la Corrèze pour 2022

Nouvelles activités envisagées :

-AGHD / SIL'N 19 : travaux forestiers

-ARCADOUR : projet pépinière et bois de chauffage (EI)

- FORET : Production légumière sur un tiers-lieu agricole, projet avec l'Agglo. de Tulle (ACI)

Espaces verts pour les particuliers (EI)

-PROX : Réflexion sur la création d'un chantier d'insertion avec le centre de détention d'Uzerche

- Les Amis de LUCIE FER : confection/couture

Accompagnement des Groupements d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification (GEIQ)

Les GEIQ proposent à des personnes en situation d'insertion des contrats de professionnalisation auprès d'entreprises adhérentes, alternant des temps en entreprise et des périodes de formation. Ils permettent aussi aux entreprises de se regrouper pour répondre à leurs besoins de recrutement.

→ GEIQ BTP 19

Opérateur	GEIQ BTP 19
Objectif	Les entretiens individuels avec le GEIQ BTP 19, sur prescription du référent rSa, permettent : <ul style="list-style-type: none">↳ une première évaluation du projet professionnel,↳ une prospection d'entreprises susceptibles d'accueillir le bénéficiaire,↳ une mise à disposition, lorsque cela est possible, par le G.E.I.Q. auprès de ses entreprises adhérentes sous la forme d'un contrat de travail, de professionnalisation, d'alternance,↳ la mise en place d'immersions en entreprises afin de faciliter l'insertion professionnelle des bénéficiaires orientés.

15 personnes bénéficiaires du rSa ont été accompagnées en 2021, soit **75 %** de l'objectif.

On observe une progression nette des accompagnements (9 suivis en 2020).

Par contre, aucun contrat de travail n'a été conclu.

A noter que le GEIQ BTP 19 collabore étroitement avec la Collectivité dans le cadre des clauses d'insertion sociale et positionne à cet effet, des bénéficiaires du rSa, sur les offres proposées.

→ GEIQ AGRI LIMOUSIN PERIGORD, antenne 19

Opérateur	GEIQ AGRI LIMOUSIN PERIGORD antenne 19
Objectif	Les entretiens individuels avec le GEIQ AGRI LIMOUSIN PERIGORD antenne 19, sur prescription du référent rSa, permettent : <ul style="list-style-type: none">↳ une première évaluation du projet professionnel,↳ une prospection d'exploitations agricoles susceptibles d'accueillir le bénéficiaire,↳ une mise à disposition, lorsque cela est possible, par le G.E.I.Q. auprès des exploitations adhérentes sous la forme d'un contrat de travail, de professionnalisation, d'alternance,↳ la mise en place d'immersions professionnelles afin de faciliter l'insertion professionnelle des bénéficiaires orientés.

5 personnes bénéficiaires du rSa ont été accompagnées en 2021, soit **25 %** de l'objectif

On observe une diminution des accompagnements (10 suivis en 2020) et 1 CDD a été conclu faisant l'objet d'un Contrat Local d'Innovation Sociale

A noter une baisse très sensible à la fois du nombre de bénéficiaires du RSA accompagnés et du nombre de CDD proposés en lien avec la réforme de la formation et la crise sanitaire.

Un travail va se poursuivre avec les GEIQ en 2022 notamment dans le cadre du Contrat Local d'Innovation Sociale.

ACCOMPAGNEMENT DES NON SALARIÉS AGRICOLES BÉNÉFICIAIRES DU RSA

Opérateur	SOLIDARITÉ PAYSANS LIMOUSIN
Objectif	<p>Sur prescription du référent rSa :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Réaliser un diagnostic socio-économique de la situation de chaque travailleur non salarié du domaine agricole et de son exploitation, ➤ Évaluer les perspectives de rentabilité de l'exploitation, ➤ Aider le travailleur non salarié du domaine agricole, dont l'activité présente un potentiel de rentabilité, dans sa démarche de développement, ➤ Accompagner le travailleur non salarié du domaine agricole au changement, en identifiant des solutions alternatives. <p>Phase I : 2 diagnostics (4 mois) Phase II : 3 accompagnements (12 mois)</p>

Pas de réalisation cette année car les orientations n'ont pas abouti (5 suivis en 2020). Les personnes repérées n'ont pas souhaité contacter la structure. Par conséquent, nous avons convenu d'un premier rendez-vous commun entre le référent, le partenaire et la personne à proposer pour présenter les aides et faciliter la coordination à partir de 2022.

Solidarité Paysans Limousin assure une continuité de soutien pour des suivis de redressement judiciaire, appui technique agricole et comptable et recherche d'une accession à la propriété au-delà de 16 mois, durée maximale d'accompagnement, convenue dans le cadre de la convention.

TRANSPORT VERS LES LIEUX D'EXPLOITATION POUR LA CUEILLETTE DES POMMES

Opérateur	Association Nationale pour l'Emploi et la Formation en Agriculture LIMOUSIN
Objectif	faciliter l'accès à l'emploi des bénéficiaires du rSa qui connaissent des problèmes de mobilité pour se rendre sur les lieux de cueillette des pommes et garantir la gratuité de cette prestation.
Public	les personnes bénéficiaires du rSa ou, orientées par une assistante sociale via le Point Pomme de Pôle Emploi.

Bilan pour le public bénéficiaire du rSa :

124 trajets réalisés et 14 bénéficiaires du rSa concernés, soit **70 %** de l'objectif des participants. (42.5 trajets et 5 bénéficiaires du rSa en 2020)

A noter : 9 arboriculteurs (6 en 2020 et 11 en 2019) ont recruté par ce dispositif pour une cueillette sur 3 semaines en moyenne. 79 personnes se sont inscrites sur les circuits de Brive (44) et Tulle(35). 71 personnes ont utilisé les bus dont 20 % du public rSa (9 à Brive et 5 à Tulle).

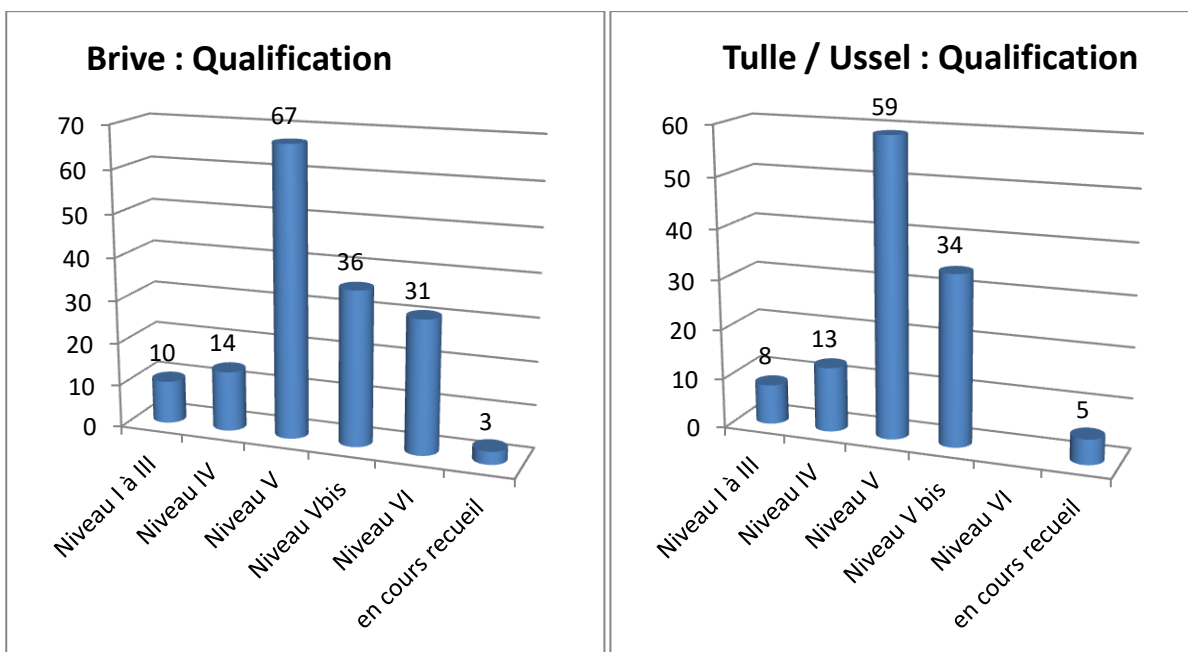
ACCOMPAGNEMENT DES TRAVAILLEURS HANDICAPÉS EN MILIEU ORDINAIRE (ATHMO)

Opérateur	Association Départementale des Pupilles de l'Enseignement Public 19
Objectif	accompagnement vers l'emploi de 200 bénéficiaires du rSa, à minima, reconnus travailleurs handicapés.
Modalité	2 référents professionnels pour couvrir 2 secteurs : arrondissement de Brive et arrondissements de Tulle et Ussel

En 2021, 294 personnes ont été accompagnées, soit 147 % de l'objectif (243 accompagnements en 2020)

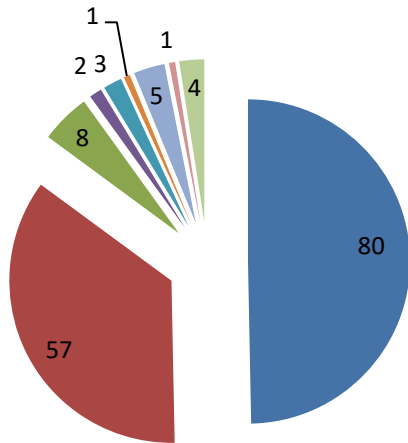
- 161 personnes sur le secteur de Brive avec 62 nouvelles orientations (38.50 %)
- 133 sur le secteur de Tulle-Ussel avec 54 nouvelles orientations (40.50 %)

Caractéristiques du public accompagné :



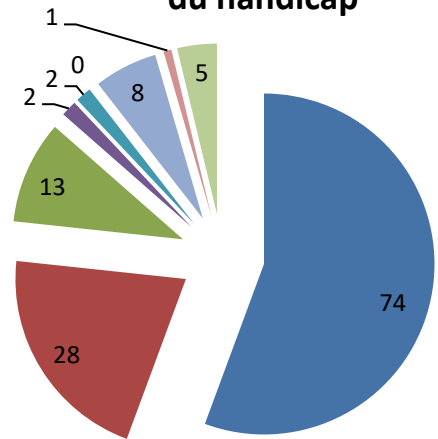
43 % des personnes ont un niveau V

Brive : Nature du handicap



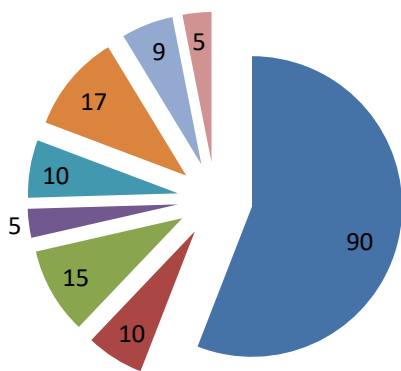
- Moteur
- Maladie invalidante
- Déficience intellectuelle
- Déficience auditive
- Déficience visuelle
- Polyhandicap
- Maladie mentale/psychique
- Trauma crânien
- en cours de recueil

Tulle / Ussel : Nature du handicap



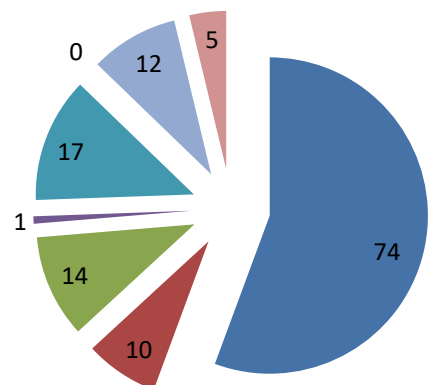
52.5 % des personnes ont un handicap moteur

Brive : Mobilité

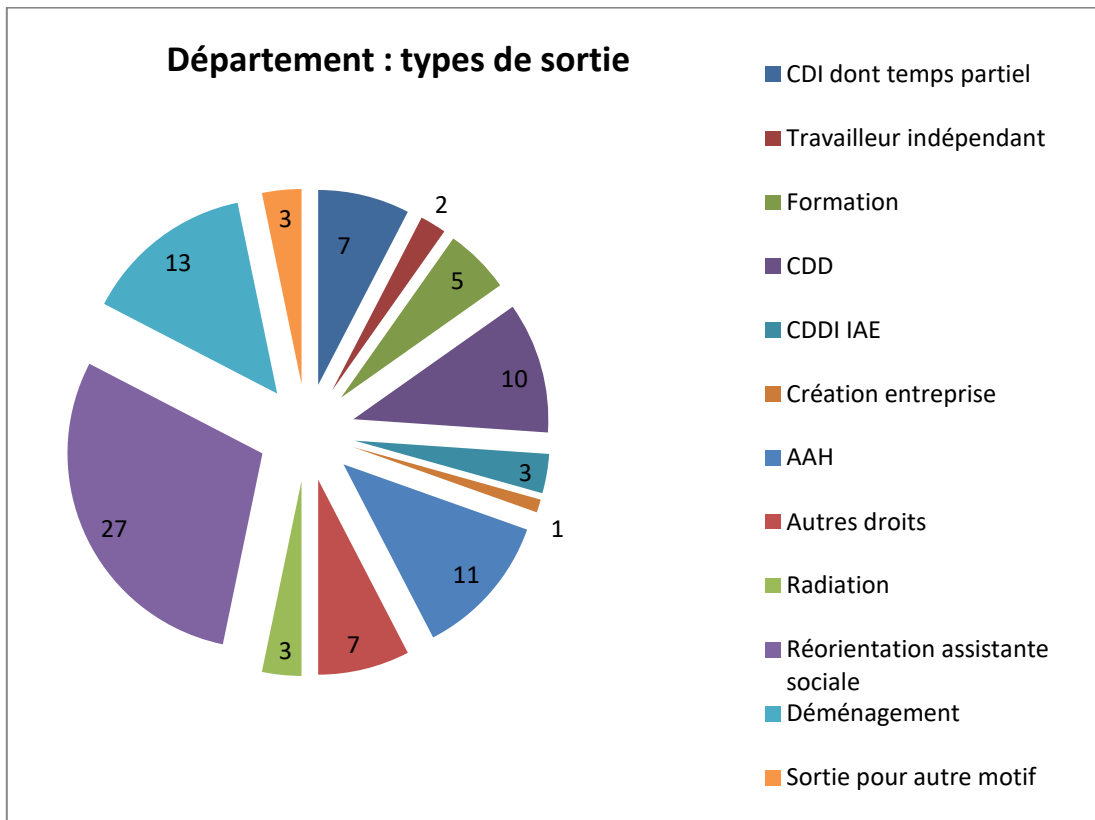


- Permis+véhicule
- Voiturette/scooter
- Bus
- Vélo
- Accompagné par la famille
- Permis seul
- Sans moyen de transport
- en cours recueil

Tulle / Ussel : Mobilité



56 % ont le permis de conduire et un véhicule



65 sorties dont 28 positives (43 %) : 23 en emploi et 5 en formation (27 % en 2020)

Les deux référents professionnels mobilisent différents outils pour mener à bien leurs accompagnements :

- mises en situation professionnelle,
- évaluations fonctionnelles (en collaboration avec l'AGEFIPH),
- évaluations professionnelles
- formations (remises à niveau, préqualifications, qualifications...)
- outils et actions du PTI

ASSOCIATIONS ACCOMPAGNANT DES CRÉATEURS D'ENTREPRISES ET DES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

Objectif pour l'accompagnement des créateurs d'entreprise	<p>L'action s'adresse à des bénéficiaires du rSa souhaitant créer ou reprendre une entreprise en vue de développer leurs propres activités et emplois.</p> <p>Les structures proposent un accompagnement en 3 phases :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Phase I : Diagnostic (5 mois) • Phase II : Accompagnements à la création (7 mois) • Phase III : Suivis post-crédation (6 mois) <p>L'accompagnement individuel est complété par des ateliers collectifs</p>
Opérateurs	AIRELLE / BGE / CMA

Opérateurs	AIRELLE	BGE	CMA/Artisanat
Convention Diagnostic	45	12	
Effectivité	64	9	8 en cours
Atteinte des objectifs	142 %	75 %	
Convention Accompagnement	15	4	
Effectivité	18	1	0
Atteinte des objectifs	120 %	25 %	
Convention Suivi Post Créa	10	1	
Effectivité	12	1	6
Atteinte des objectifs	120 %	100 %	

Objectif pour l'accompagnement des travailleurs indépendants	<p>L'action s'adresse à des bénéficiaires du rSa ayant créé leur entreprise et qui malgré cette activité restent inscrits dans le dispositif rSa.</p> <p>Les structures proposent un accompagnement individuel et collectif en 2 phases :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Phase I : Diagnostic (3 mois) • Phase II : Accompagnement (9 mois)
Opérateurs	AIRELLE / BGE / CMA

Opérateurs	AIRELLE	BGE	CMA/Artisanat
Convention Diagnostic	14	7	
Effectivité	13	6	4
Atteinte des objectifs	93 %	86 %	
Convention Accompagnement	6	3	
Effectivité	3	2	4 en cours
Atteinte des objectifs	50 %	66.5 %	

L'accompagnement des personnes a été organisé partiellement en distanciel en lien avec la crise sanitaire et les participants n'ont pas toujours donné suite à l'ensemble des rendez-vous prescrits. Beaucoup de personnes se sont immatriculées sans appréhender la faisabilité dans sa globalité de leur projet professionnel et ont été orientées dans un second temps vers les structures d'accompagnement dédiées.

L'arrêt, après un faible nombre de rendez-vous ou à la fin de la phase de diagnostic est généralement positif, dans la mesure où les porteurs de projet ont pu se rendre compte qu'ils ne sont pas prêts à assumer un projet entrepreneurial au vu de leur situation, du contexte, des premiers éléments du projet. Ils peuvent ainsi se réorienter vers un autre projet (généralement du salariat).

16 entreprises créées sont des entreprises individuelles, majoritairement au régime fiscal de la micro-entreprise, dans des secteurs d'activité divers : commerce, activités artisanales, agricoles et soins de bien-être...

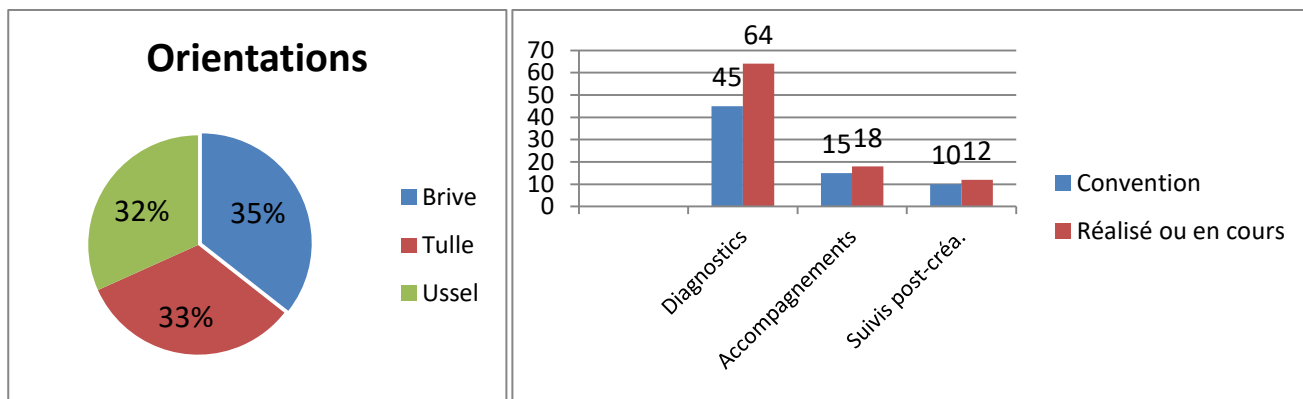
Ci-dessous, un bilan détaillé par opérateur conventionné au titre du PTI pour l'accompagnement des créateurs d'entreprise et des travailleurs indépendants.

AIRELLE

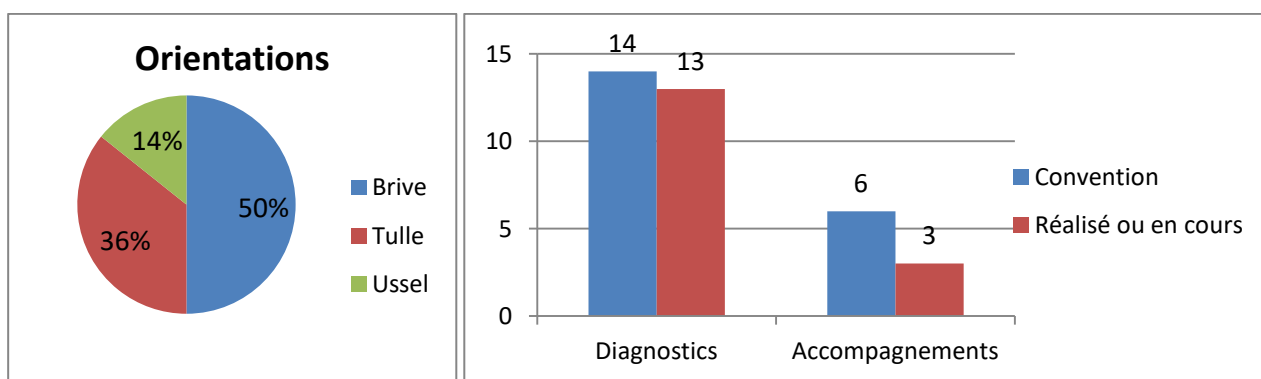
118 orientations, 103 personnes accompagnées, soit 87.5 % du public orienté

- **Créateurs d'entreprise** : 104 orientations, 87 personnes accompagnées, soit 83.5 % du public orienté et 25 abandons (24 %). 7 personnes ont été accompagnées sur 2 phases.

110 dossiers en phase d'accompagnement sont financés.

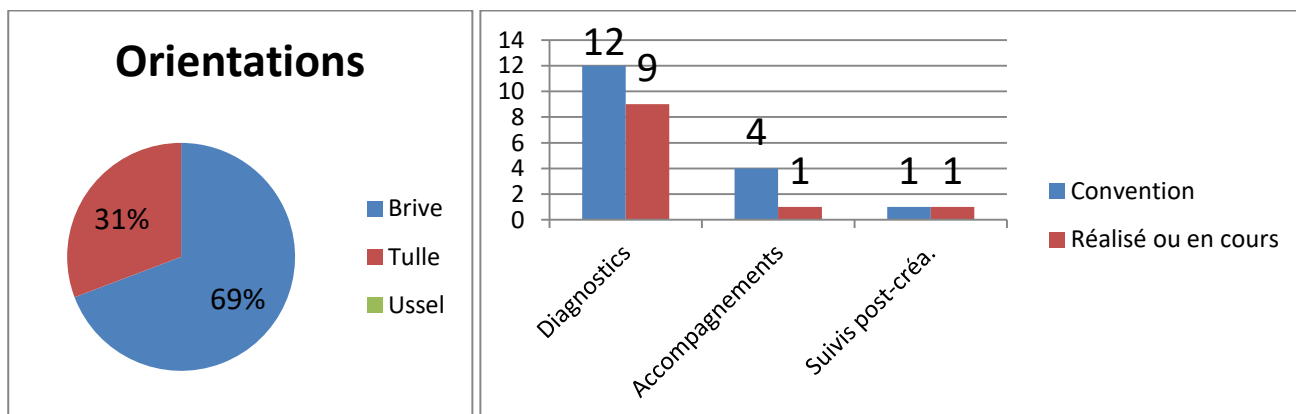


- **Travailleurs indépendants** : 14 orientations et 16 personnes accompagnées avec 2 personnes déjà orientées en 2020, soit 114.5 % du public orienté

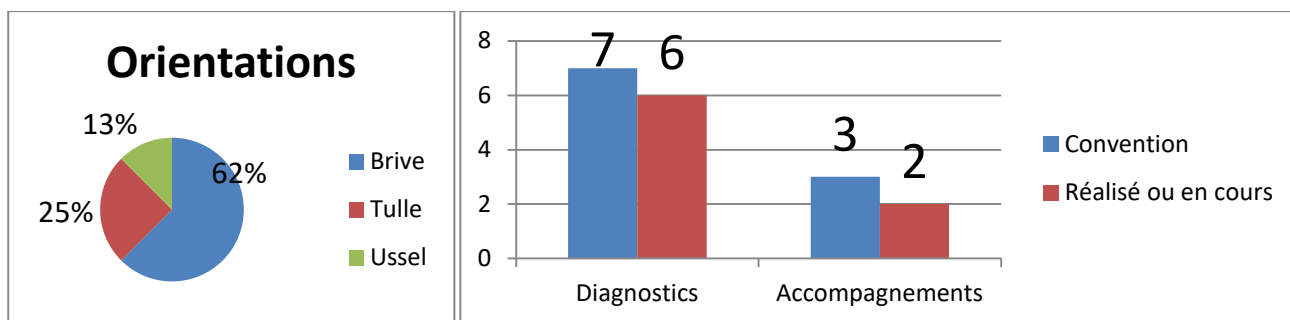


21 orientations, 18 personnes accompagnées, soit 86 % du public orienté

- **Créateurs d'entreprise** : 13 orientations, 11 personnes accompagnées, soit 85 % du public orienté et 1 abandon.

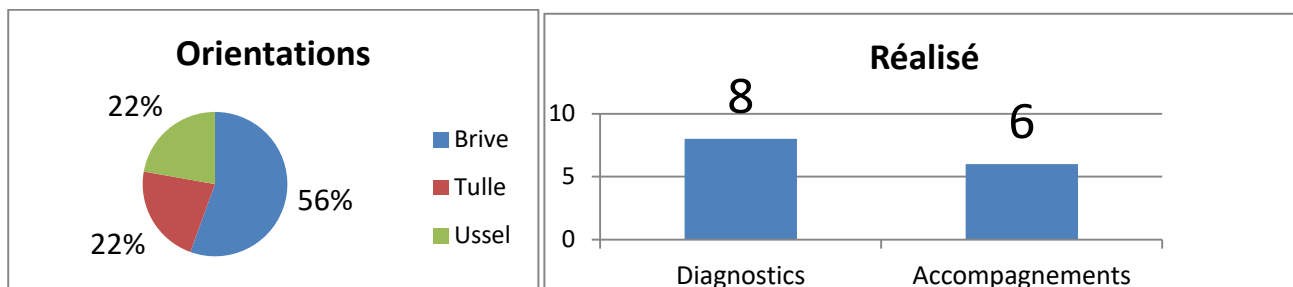


- **Travailleurs indépendants** : 8 orientations, 7 personnes accompagnées, soit 87.5 % du public orienté et 1 abandon. 1 personne a été accompagnée sur 2 phases. 8 dossiers en phase d'accompagnement sont financés.

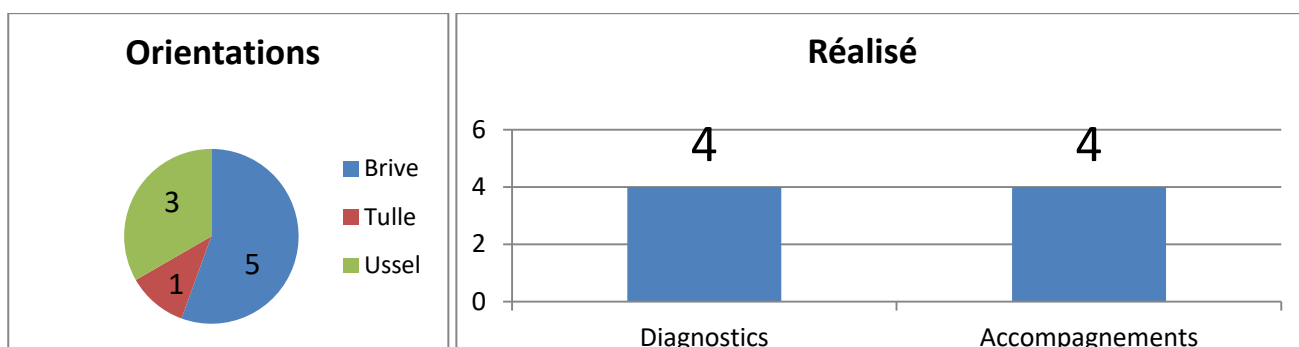


18 orientations, 16 personnes accompagnées, soit 89 % du public orienté

- **Créateurs d'entreprise** : 9 orientations, 8 personnes accompagnées, soit 89 % du public orienté et 1 abandon. 6 personnes ont été accompagnées sur 2 phases.
14 dossiers en phase d'accompagnement sont financés.



- **Travailleurs indépendants** : 9 orientations, 8 personnes accompagnées, soit 89 % du public orienté et 1 abandon



A noter, au niveau de l'entrepreneuriat, qu'une dynamique d'échanges entre les structures et les professionnels est encouragée :

- dans l'accompagnement individuel des personnes (entretien tripartite à chaque fin de phase pour valider l'évolution du projet et proposition d'une concertation au démarrage pour amorcer une coordination globale autour de la personne et l'aider à repérer l'ensemble des freins au-delà du projet professionnel

- lors d'approches collectives (session MIME : méthode d'initiation au métier d'entrepreneur organisée par AIRELLE, des actions collectives de BGE, un temps de formation auprès des référents professionnels sur les pré-requis à la création d'entreprise par la CMA, ...)

**ACTIONS A VISÉE D'INSERTION
SOCIALE, DE SANTÉ ET EN FAVEUR DE
LA MOBILITÉ**

FEL : ACTION DE MOBILISATION SOCIALE (AMS)

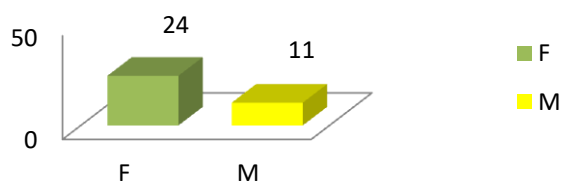
Opérateur	FEL
Objectifs	<p>Permettre à un public en difficulté de travailler à la résolution des problèmes rencontrés pour favoriser sa démarche d'insertion professionnelle :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ repérer des freins à l'insertion sociale et professionnelle, ➤ permettre une (re)socialisation avec une prise en charge alternant temps individuel et collectif, ➤ accompagner dans les démarches à mettre en œuvre pour tendre à une résolution des difficultés repérées, ➤ sensibiliser au monde de l'entreprise
Descriptif de l'action	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 4 actions prévues sur l'ensemble du département/an <ul style="list-style-type: none"> • actions d'une durée de 16 semaines pour 240 heures de parcours par personne. • groupe maximal de 14 personnes

4 actions réalisées à : Tulle, Ussel et 2 à Brive, soit 100 % de l'objectif

35 personnes accueillies et accompagnées, dont :

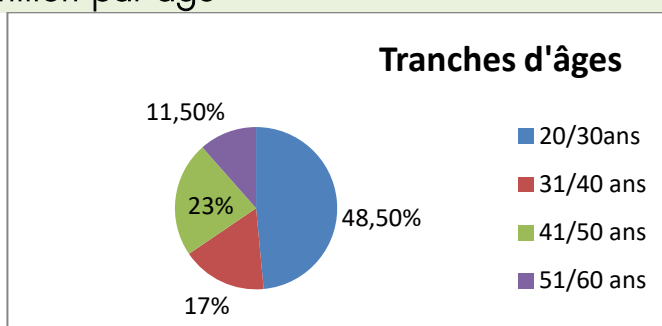
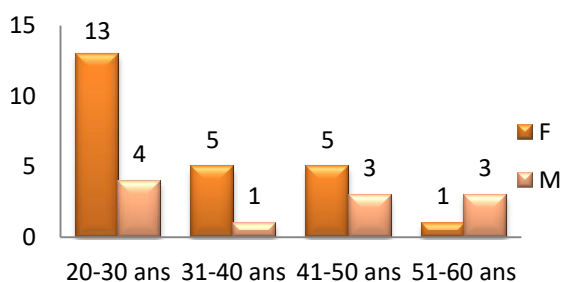
- 10 sur le site de Brive du 23/03/2021 au 06/07/2021
- 10 sur le site de Brive du 21/09/2021 au 18/01/2022
- 6 sur le site d'Ussel du 01/10/2021 au 28/01/2022
- 9 sur le site de Tulle du 18/10/2021 au 18/02/2022

Répartition homme/femme



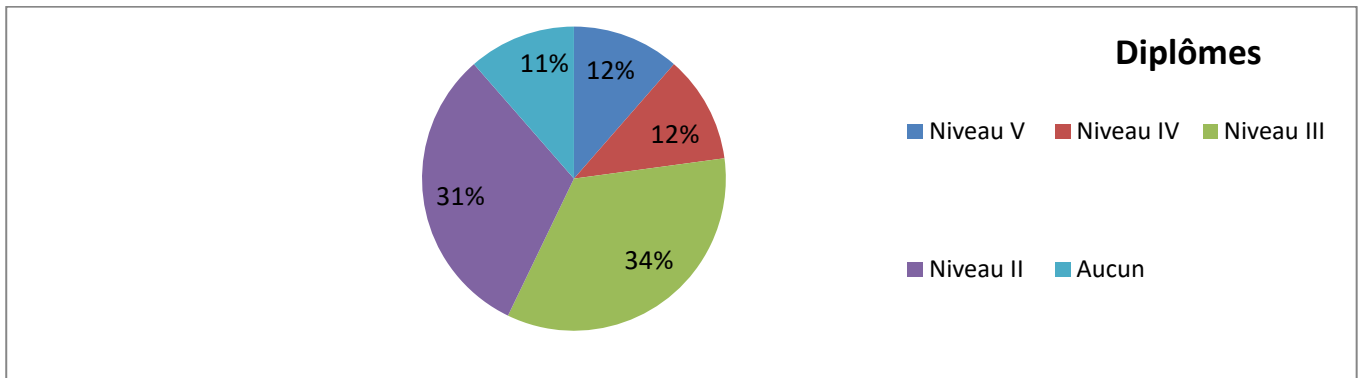
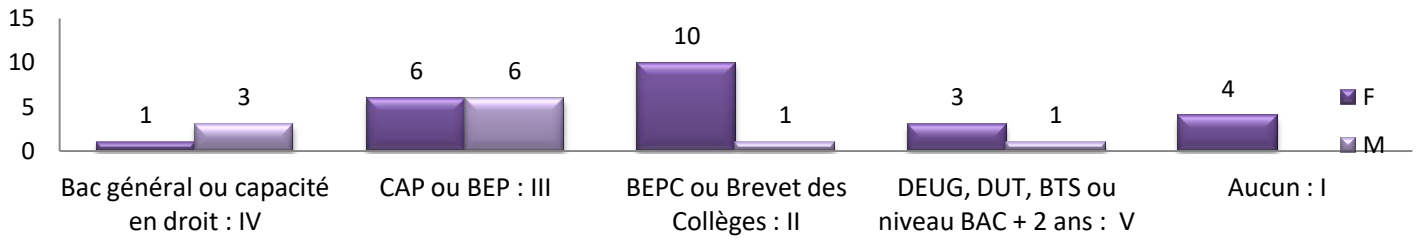
Les actions AMS ont encore accueilli prioritairement des femmes puisque celles-ci représentent 68.5% de l'effectif total (66 % en 2020)

Répartition par âge



L'année 2021 est nettement marquée par un net rajeunissement des publics. Les 20-30 représentaient 38% des publics entrées en 2020.

Répartition par niveau

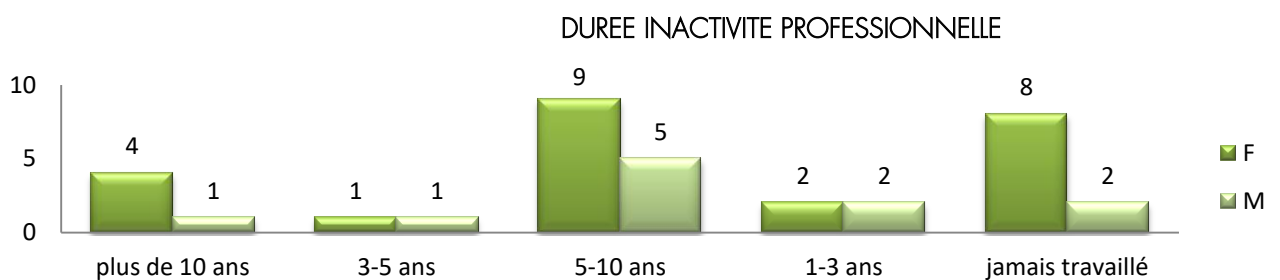


Inscription POLE EMPLOI



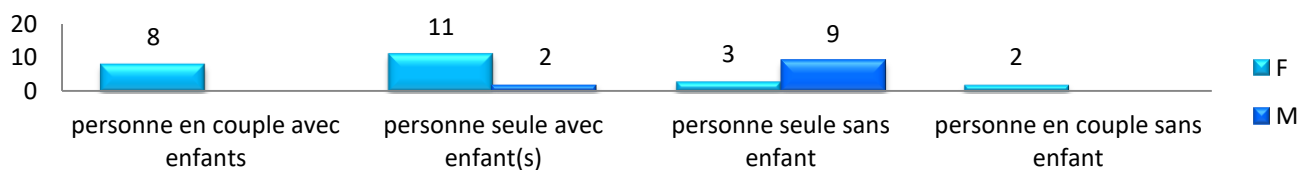
86% des bénéficiaires étaient inscrits à Pôle Emploi le jour de leur entrée sur l'action.
(94 % en 2020)

Parcours professionnel



28 % des bénéficiaires n'ont jamais travaillé (18.5 % en 2020)

Répartition familiale

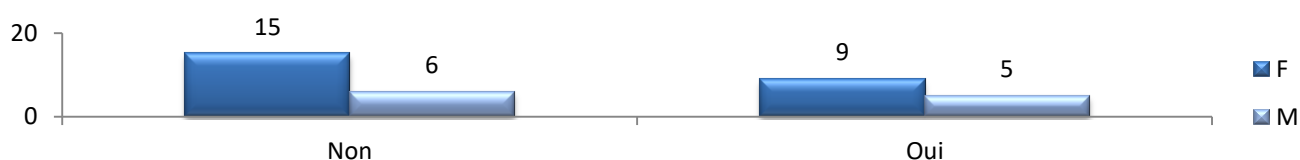


37 % de famille monoparentale (39.5 % en 2020)

34.5 % de célibataires (42 % en 2020)

Mobilité

PERMIS



60 % des personnes accompagnées n'ont pas le permis de conduire (65 % en 2020)

VÉHICULE



24 personnes n'ont pas de véhicule, soit 68.5 % de l'effectif (79 % en 2020)

Durée des Parcours et Sorties

35 personnes ont été accompagnées sur 83 orientations (42 %). Le taux d'adhésion est en baisse en lien notamment avec les contraintes sanitaires. Les problématiques d'addiction et de santé sont plus prégnantes, notamment chez les publics jeunes. Des rendez-vous médicaux ont été pris.

40 % des personnes ont interrompu l'AMS dont 3 pour sorties positives dans l'emploi et 2 entrées en IAE.

RAYON DE SOLEIL : Ateliers bien-être et image de soi

Opérateur	Rayon de soleil
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Redonner confiance et travailler sur la valorisation de son image à partir de conseils personnalisés et d'un accompagnement individualisé pour avoir une meilleure estime de soi. ➤ Participer à la lutte contre l'isolement et faciliter le lien social.
Descriptif de l'action	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Ateliers bien-être basés sur l'image de soi où l'esthétique est utilisée comme outil d'aide à la relation. <ul style="list-style-type: none"> ➢ 3 actions "bien-être" pour la Moyenne et Haute-Corrèze avec 4 ateliers : soins des mains, du visage, maquillage et préparation à l'entretien ➢ 2 actions "bien-être/relooking" pour l'arrondissement de Brive avec 6 ateliers : soins des mains, du visage, maquillage, préparation à l'entretien + conseils en image et coiffure

4 actions réalisées en 2021, soit 80 % de l'objectif :

Lieux	Participants	Dates	Pourcentage de participation
Brive Ouest	6	16/09 au 21/10	64 %
Neuvic	7	21/09 au 12/10	87.5 %
Objat	6	21/09 au 12/10	78.5 %
Brive Est	5	09/11 au 14/12	70 %
TOTAL	24		75 %

Le taux de participation satisfaisant (75 %) montre l'assiduité des personnes, notamment en milieu rural (55.5 % en 2020)

Les personnes ont apprécié rencontrer des pairs, échanger, prendre soin d'elles, évoquer leurs projets et les freins rencontrés. Les groupes ont été bienveillants et dans l'entraide (covoiturage,...)

Ces ateliers ont été dynamiques et ont permis aux personnes de se projeter avec des objectifs socioprofessionnels.

23 bénéficiaires du rSa et 1 bénéficiaire de l'AAH ont participé aux différents ateliers.

Les 24 participantes sont âgées de 25 à 56 ans avec une moyenne d'âge de 36 ans (2 ont 25 ans et 2 ont plus de 50 ans)

19 ont des enfants et certaines n'envisagent pas un projet professionnel à temps complet dans un court terme.

CENTRE ÉCOUTE ET SOUTIEN : Action Santé

Opérateur	Centre Écoute et Soutien
Objectifs	<p>Accompagner 30 bénéficiaires du rSa en vue de :</p> <ul style="list-style-type: none"> ↳ prévenir les conséquences psychopathologiques de l'isolement : hospitalisation, marginalisation sociale, dépression, conduites suicidaires, ↳ accompagner la personne isolée dans sa démarche personnelle, l'aider à mieux cerner ses difficultés, à recréer des liens, reprendre confiance en elle, en vue d'une future réinsertion professionnelle, ↳ faciliter la réinsertion sociale et professionnelle des personnes en situation de rupture dont l'équilibre psychologique et la communication sont perturbés.
Descriptif de l'action	<p>Le centre Écoute et Soutien propose :</p> <ul style="list-style-type: none"> ↳ <u>Une phase d'accueil</u> ↳ <u>Un suivi individualisé par les référents de parcours "conseiller en insertion"</u> ↳ <u>Des entretiens avec un psychologue clinicien</u> (thérapie de soutien, psychothérapie...) ↳ <u>Des groupes d'expression</u> participation possible à différents ateliers : cuisine, créativité, relaxation, expression corporelle, image de soi, initiation informatique, randonnée santé et groupe de parole).

29 bénéficiaires du rSa accompagnés en 2021, soit **96.5 %** de l'objectif, sur 33 orientations.

27 des accompagnements concernent le bassin de Brive

1 personne réside à Mercœur et 1 à Uzerche

9 personnes été déjà accompagnées en 2020.

Sur l'année, l'ensemble des participants a suivi en moyenne 13 prestations du Centre Écoute et Soutien (entretiens individuels et activités d'expression en petits groupes).

Les bénéficiaires du rSa, les plus éloignés de l'emploi, éprouvent fréquemment des difficultés relatives à des freins de nature personnelle ou liés à leur parcours de vie. Les lever, les faire accepter, constitue un préalable à leur insertion professionnelle et sociale.

En 2021, 14 personnes ont mis fin à leur accompagnement :

- 6 dans une dynamique professionnelle, soit 43 % du public
- 3 sont inscrites dans une trajectoire de réinsertion sociale
- 5 personnes ont des problèmes de santé qui ne leur permettent pas d'envisager un cursus professionnel pour le moment.

CCAS USSEL : ACTIONS COLLECTIVES DE SANTÉ ET PETIT DÉJ'EMPLOI - FORMATION

Opérateur	CCAS Ussel/Agents de la MSD d'Ussel
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> ➔ Lors de rencontres collectives, mobiliser les bénéficiaires du rSa autour de leur santé et des thématiques de la vie quotidienne. ➔ Faciliter la création du lien social. ➔ Restaurer l'estime de soi et inciter à la prise en charge globale de sa santé. ➔ Élaborer un travail sur les représentations et agir sur les facteurs comportementaux. ➔ Développer les aptitudes et compétences sociales des participants afin de faciliter le déroulement de leurs parcours d'insertion.

28 ateliers réalisés en 2021 :

- 2 Ateliers petit déj'emploi formation avec une moyenne de 3 participants
- 19 Ateliers discussions et vie quotidienne avec une moyenne de 4 participants.
- 3 Ateliers "Art du soi(n), conscience, corps, émotion avec une moyenne de 3 participants
- 4 Ateliers "comment bien se nourrir ?" avec une moyenne de 4 participants

41 personnes inscrites dont 15 bénéficiaires du rSa, soit **36.5 %** du public inscrit.
11 nouveaux participants.

Les participants sont majoritairement âgés de 41 à 50 ans, souvent célibataires, sans enfant. La majorité des personnes perçoivent un revenu (à temps partiel ou complet) et / ou sont bénéficiaires du rSa.

Les ateliers ont été proposés tous les 15 jours avec une fluctuation participative cette année en particulier.

Les personnes présentent une inquiétude à se retrouver en groupe. Elles ont du se recentrer sur des problématiques familiales, conjugales, personnelles, de santé et d'emploi.

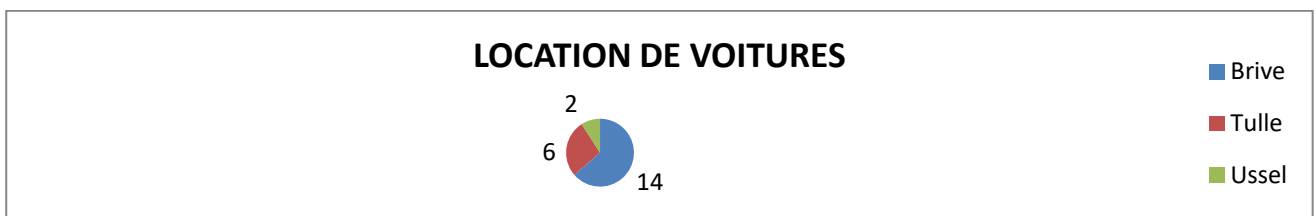
Le CCAS d'Ussel travaille une collaboration avec les associations caritatives locales pour viser une complémentarité des actions et toucher de nouveaux participants.

ADER : LOCATION DE VÉHICULES

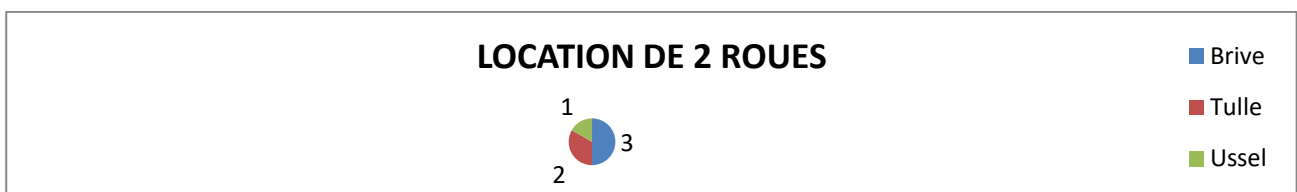
Opérateur	ADER (Association Départementale pour l'Éducation Routière et l'Aide à la Mobilité)
Objectifs	Favoriser la mobilité des bénéficiaires du rSa et de leurs ayants droit engagés dans un parcours d'insertion professionnelle, par la mise à disposition de véhicules (11), et de scooters (20) sur une période de 3 mois.
Public	Bénéficiaires du rSa engagés dans une démarche d'insertion professionnelle
Descriptif de l'action	<p>Tout bénéficiaire du rSa ou ayant-droit orienté vers l'action par son référent, a une participation aux frais qui s'élève à :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Pour les voitures : 35 €/semaine et 350 € de caution ➤ Pour les scooters : 15 €/semaine et 150 € de caution

28 bénéficiaires du rSa ont utilisé les services d'ADER et 66 demandes ont été facturées.

50 locations de voiture sur 1161 jours pour 22 bénéficiaires du rSa, soit 64.5 % de l'objectif.
(23 bénéficiaires en 2020)



16 locations de 2 roues sur 387 jours pour 6 bénéficiaires du rSa, soit 28 % de l'objectif.
(8 bénéficiaires en 2020)



A noter, sur les deux actions, un maintien :

- du nombre de positionnements : 31 personnes éligibles comme en 2020.
- du nombre de jours de location : 1548 jours en 2021 (1530 en 2020)

À BICYCLETTE : LOCATION / VENTE DE VÉLOS

Opérateur	Association À Bicyclette
Objectifs	Favoriser la mobilité des bénéficiaires du rSa par la location et la vente de vélos sur le bassin de Tulle.
Public	Bénéficiaires du rSa
Descriptif de l'action	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Proposer à prix modestes des vélos restaurés avec équipement à la demande : antivol, sacoches ... ➤ Louer à faible coût des vélos de ville, des vélos pliants et des vélos à assistance électrique. ➤ Apprendre à entretenir et réparer soi même son vélo. ➤ Conseiller la conduite du vélo en toute sécurité et en optimisant son effort physique. ➤ Proposer des balades à vélo et animer des soirées ou après-midi conviviales de démontage de vélos autour d'un repas ou d'un goûter.

3 bénéficiaires du rSa ont réalisé 1 achat et 2 locations de vélos dans le cadre de la convention

Coût	Modèle	Durée	Financement CD 19	Bénéficiaire
vente vélo 100 €			90 €	10 €
location 150 €	assistance électrique	3 mois	135 €	15 €
location 152 €	ville	1 an	136.80 €	15.20 €
TOTAL 402 €			361.80 €	40.20 €
Financement des ateliers collectifs pour conseiller et promouvoir le vélo : 2 000 €				
Total de la subvention 2021 : 2 361.80 €				

7 participants ont déclaré bénéficier du rSa, soit **3 %** du public inscrit et ont participé à des actions collectives lors d'organisation d'ateliers de réparation sur le département.

Volonté d'essaimage de l'association sur d'autres territoires :

- 2018 : soutien à la Ressourcerie Gaillarde à Brive pour former les salariés à la réparation de vélos
- 09/10/2021 : ouverture d'un atelier vélo participatif et solidaire au Centre Culturel et Sportif d'Égletons.
- projet en cours sur Argentat
- projet envisagé sur Brive

Ouverture d'une vélo-école mi-juillet 2021 à Tulle pour apprendre à tout public à faire du vélo, y compris dans la circulation.

CONCLUSION

876 Bénéficiaires du rSa ont été accompagnés (722 en 2020).

On observe une augmentation sensible des orientations sur les actions du PDI.

- 738 personnes accompagnées dans des actions d'insertion professionnelle, soit **84 %** des bénéficiaires du RSA (82 % en 2020)

- 138 personnes accompagnées dans des actions à visée d'insertion sociale, de santé ou en faveur de la mobilité soit **16 %** des bénéficiaires du RSA (18 % en 2020)

Focus sur l'IAE (CDDI en chantier d'insertion, entreprise d'insertion et association intermédiaire) :

- 273 bénéficiaires du rSa salariés, soit **37 %** de la totalité du public IAE (738 salariés);

On note une stabilité par rapport à l'an dernier (38 % en 2020)

- 162 bénéficiaires du rSa sortis en 2021, soit **22 %** du public IAE; (13 % en 2020)

avec 44 sorties positives pour des bénéficiaires du rSa, soit 27 % des sorties du public rSa (33.75 % en 2020)

Certaines personnes ont eu des contrats à durée déterminée de moins de 6 mois ou des périodes de 3 mois de chômage avant de trouver un emploi durable

Les difficultés majeures d'accompagnement des publics repérées sont la mobilité, les modes de garde, la santé et les savoir-être en milieu professionnel.

Des fiches actions sont prévues dans le cadre du Pacte d'Insertion Territorial 2022/2024 pour travailler sur ces freins et faciliter l'accès à la formation et l'emploi.

La volonté d'une équité de réponses pour chaque bénéficiaire du rSa sur tout le territoire départemental est un axe fort de la collectivité.

L'intérêt de pouvoir ouvrir les actions d'insertion sociale à l'ensemble des publics relevant des MSD, notamment en milieu rural, s'inscrit dans la Politique Départementale d'Insertion et le nouveau Pacte 2022 / 2024.

ACTION D'INSERTION SOCIALE - PTI 2022

STRUCTURE	MONTANT ATTRIBUE 124 574 €
ACTIONS D'INSERTION SOCIALE	
FEL - AMS	61 884 €
Rayon de Soleil	3 590 €
TOTAL	65 474 €
ACTIONS EN FAVEUR DE LA SANTE	
Ateliers santé vie quotidienne CCAS Ussel	1 100 €
Ecoute et soutien	18 000 €
TOTAL	19 100 €
ACTIONS EN FAVEUR DE LA MOBILITE	
ADER location véhicules	38 000 €
A BICYCLETTE	2 000,00 €
TOTAL	40 000 €

ACTION D'INSERTION PROFESSIONNELLE - PTI 2022

Prévisionnel STRUCTURE	MONTANT ATTRIBUE : 410 416 €
CHANTIERS INSERTION (1 500 € /poste conventionné de 12 mois +800 € prime pour sortie positive)	
AILE	1 500,00 €
ARBRE	7 500,00 €
ARCADOUR	6 000,00 €
Association Gorges Haute- Dordogne	1 500,00 €
A TOUT VENANT : Ressourcerie Gaillarde	19 500,00 €
A TOUT VENANT : Ressourcerie du Carnyx	12 000,00 €
CCAS Brive - Epicerie sociale	7 500,00 €
CCAS Tulle	6 000,00 €
COUP DE MAIN	10 500,00 €
EPLEFPA Golf de Neuvic	3 000,00 €
FORET	12 000,00 €
IDEE	10 500,00 €
Les amis de LUCIE FER	9 000,00 €
Préfiguration Régie de Territoire Brive	25 500,00 €
PROX chantier	4 500,00 €
Restaurants du cœur : chantier BLANC	10 500,00 €
Restaurants du cœur : JARDINS MALEMORT	13 500,00 €
Restaurants du cœur : JARDINS TULLE	12 000,00 €
172 500 € hors prime de sortie / 115 parcours + 10 400 € de prévision pour 13 sorties positives, soit 182 900 €	
ENTREPRISES D'INSERTION (1 800 € /poste conventionné de 12 mois + 500 € pour sortie positive)	
AILE	1 800 €
ARBRE	1 800 €
ARBR' Environnement	1 800 €
ARCADOUR	1 800 €
COUP DE MAIN	1 800 €
FORET	1 800 €
IDEE	1 800 €
PROPR'SERVICES	1 800 €
PROX ENTREPRISE	1 800 €
SIL'N 19	1 800 €
18 000 € hors prime de sortie / 10 parcours + 1 500 € de prévision pour 3 sorties positives, soit 19 500 €	
ASSOCIATIONS INTERMEDIAIRES	
RESU	500,00 €
PTS	8 500,00 €
SERVICES PLUS	3 250,00 €
12 250 €	
Montant attribué pour l'IAE : 202 750 € hors prime de sortie (214 650 € avec prime de sortie)	
ACTIONS D'INSERTION PROFESSIONNELLE	
ADPEP 19	58 500,00 €
GEIG BTP 19	6 744,00 €
GEIQ AGRI	6 010,00 €
AIRELLE Création	48 960,00 €
AIRELLE TI	11 964,00 €
BGE Création	9 056,00 €
BGE TI	5 982,00 €
CMA	40 000 €
ANEFA	6 000,00 €
SOLIDARITE PAYSANS	2 550,00 €
195 766 €	

LA PRÉFÈTE DE LA CORRÈZE

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

**Convention annuelle d'objectifs et de moyens
relative aux dispositifs d'aide à l'insertion professionnelle
fixant les engagements du Conseil départemental de la Corrèze et de l'État**

Entre,

d'une part,

l'État, représenté par la préfète de la Corrèze,

et

d'autre part,

le Département, représenté par le président du Conseil départemental,

Vu le code de l'action sociale et des familles,

Vu le code du travail et notamment ses articles L.5134-19-1, L.5134-20 et L.5134-65

Vu la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

Vu la loi n° 2020-1577 du 14 décembre 2020 relative au renforcement de l'inclusion dans l'emploi par l'activité économique et à l'expérimentation « territoire zéro chômeur de longue durée »,

Vu le décret n°2009-1442 du 25 novembre 2009 relatif au contrat unique d'insertion

Vu le décret n°2014-197 du 21 février 2014 portant généralisation de l'aide au poste et diverses mesures relatives à l'insertion par l'activité économique

Vu la circulaire DGEFP n° 2014-02 du 05 février 2014 relative au pilotage des dispositifs de l'insertion par l'activité économique,

Vu la circulaire n° DGEFP/MIP/METH/MPP/2022/29 du 7 février 2022 relative au Fonds d'inclusion dans l'emploi en faveur des personnes les plus éloignées du marché du travail,

Vu l'arrêté R75-2022-02-21-00001 du 21/02/2022, pris par la préfète de région, fixant le montant de l'aide de l'Etat en matière de Contrats Uniques d'Insertion,

PRÉAMBULE

L'enjeu de cette convention est de promouvoir une politique cohérente et stable de nature à favoriser l'accès de personnes, bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA), sans emploi, rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières, à un parcours d'insertion adapté à leurs besoins. Afin de maintenir une offre d'insertion qualitativement et quantitativement satisfaisante au regard des besoins du territoire, dans un contexte où les interventions publiques sont contraintes, il est nécessaire d'optimiser les interventions financières de la Collectivité et de l'Etat.

Le premier volet de la présente convention annuelle d'objectifs et de moyens (CAOM) décline les objectifs d'entrée en parcours emploi compétences, sous la forme du contrat unique d'insertion – contrat d'accompagnement dans l'emploi (CAE).

Son second volet, relatif à l'Insertion par l'Activité Economique fixe le nombre prévisionnel de personnes bénéficiaires d'un parcours d'insertion au sein des chantiers d'insertion, structures de l'insertion par l'activité économique (SIAE) financées en commun par le Département et l'Etat.

Ce dernier volet précise les modalités d'attribution de ces aides et les montants financiers associés, pour les postes occupés en contrat à durée déterminée en insertion (CDDI) dans les chantiers d'insertion.

Le Département de la Corrèze s'engage à cofinancer des dispositifs d'aide à l'insertion professionnelle qui comprennent :

- les Contrats d'Accompagnement dans l'Emploi (CAE) hors champ de l'Insertion par l'Activité Économique,
- les Contrats à Durée Déterminée d'Insertion (CDDI) engagés dans les chantiers d'insertion, pour **115 postes conventionnés** avec ces structures dans le cadre du Pacte Territorial d'Insertion (PTI), occupés par des personnes bénéficiaires du RSA socle, dans la limite des crédits départementaux affectés.

I. Parcours Emploi Compétences - Contrats uniques d'insertion

L'État et le Département de la Corrèze se fixent l'objectif de favoriser l'entrée ou le retour en emploi des personnes bénéficiaires du RSA et qui rencontrent des difficultés sociales et professionnelles particulières d'accès à l'emploi.

Pour l'Etat, cet objectif s'inscrit dans le cadre de la politique nationale visant l'insertion professionnelle des publics les plus éloignés de l'emploi, dans le cadre d'un accompagnement renforcé et d'un accès facilité à la formation et à l'acquisition de compétences.

Dans le cadre de la loi de finances pour 2022, l'État engage des moyens financiers permettant la signature de 67 632 Parcours Emploi Compétences et 47 704 CIE.

Pour l'année 2022, 27 parcours emploi compétences - contrats d'accompagnement dans l'emploi, dont 12 renouvellements, sont ciblés en direction du public bénéficiaire du Revenu de Solidarité Active relevant de la compétence du Conseil départemental.

Pour le Département de la Corrèze, l'objectif est de favoriser l'accès et le retour à l'emploi des bénéficiaires du RSA dans le cadre des priorités définies par le programme départemental d'insertion, et de soutenir le secteur non marchand par la mobilisation des dispositifs afin de prendre en charge des besoins collectifs insuffisamment ou non satisfaits.

La prescription d'un contrat unique d'insertion pour un bénéficiaire du RSA se traduit par une décision prise par le Président du Conseil départemental, ouvrant droit au versement d'une aide à l'insertion professionnelle.

La contribution du Département à la prise en charge de cette aide est déterminée par l'article D. 5134-41 du code du travail, soit 88 % du montant du RSA socle pour une personne isolée.

S'agissant des conventions initiales comme des renouvellements, la décision d'attribution d'une nouvelle aide est subordonnée à l'engagement formel de l'employeur en matière d'accompagnement, de formation et d'actions visant à l'insertion durable des salariés, réalisées dans le cadre du contrat aidé et à la validation préalable du Président du Conseil départemental.

1. Objectifs d'entrée en contrat unique d'insertion – secteur non marchand : Parcours emploi compétence -contrats d'accompagnement dans l'emploi (CUI-CAE)

Le volume estimé des entrées en PEC sera de **27 contrats** et les paramètres de prise en charge seront les suivants :

Publics éligibles :	Personnes de plus de 26 ans, bénéficiaires du RSA socle	Personnes bénéficiaires du RSA socle, résidant en ZRR ou QPV	TOTAL
Nombre de PEC financés Etat/ Département	19	8	27
Nombre de PEC financés par le Département seul	0	0	0
Taux de prise en charge de l'aide	50 %	80 %	
Durée hebdomadaire retenue pour le calcul de l'aide	20 heures	20 heures	

Un bilan annuel de réalisation de la CAOM rendra compte de la répartition des PEC conclus par type de public.

En application de l'arrêté du 21/02/2022 pris par la préfète de région, fixant le montant de l'aide de l'Etat en matière de contrats aidés, les renouvellements de PEC s'effectueront au taux de la convention initiale, **soit 80 %, si le salarié réside dans une commune en zone de revitalisation rurale ou 65% si le salarié est un jeune de moins de 26 ans, dans la limite de 6 mois. Dans tous les autres cas, le renouvellement s'effectuera au taux de 50 %.**

a. Modalités de prescription

En application de l'article L. 5134-19-1 du code du travail, le Président du Conseil départemental prend lui-même les décisions d'attribution de l'aide à l'insertion professionnelle au titre des CAE.

b. Modalités de paiement

Par convention du 22 mai 2018, prorogée par courrier en date du 21 février 2022 pour l'année 2022, et conformément à l'article R. 5134-40 du code du travail, le Président du Conseil départemental a délégué à l'Agence de services et de paiement (ASP) le paiement de la part départementale de l'aide à l'insertion professionnelle au titre des PEC (CAE).

L'engagement financier du Conseil départemental pour les PEC conclus en 2022 ne pourra excéder **161 000 €, et 2 000 € maximum** au titre des frais de gestion versés à l'ASP.

II Insertion par l'activité économique

Le Département de la Corrèze et l'Etat affirment leur volonté commune de poursuivre et d'approfondir leur collaboration afin d'assurer la prise en charge des publics les plus prioritaires dans les parcours d'insertion en lien avec les objectifs du Pacte Territorial d'Insertion (PTI).

L'offre d'insertion par l'activité économique dans le département repose sur 29 structures conventionnées par les services de l'Etat. Elle se répartit entre :

- 16 ateliers et chantiers d'insertion
- 3 associations intermédiaires
- 10 entreprises d'insertion.

Ces dispositifs permettent de conduire des actions communes en cohérence avec les caractéristiques locales du marché du travail.

1. Champ d'intervention et objectifs du Département

1.1 Champ d'intervention

En application de l'article L. 5132-3-1 du code du travail, l'action du Département se concentre sur les bénéficiaires du RSA socle inscrits dans un parcours d'insertion au sein des ateliers et chantiers d'insertion conventionnés par l'Etat, en 2022, avec les organismes suivants :

LES AMIS DE LUCIE FER

AILE

ARCADOUR

ARBRE

A TOUT VENANT RESSOURCERIE GAILLARDE

RESSOURCERIE DU CARNYX

CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE TULLE

CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE BRIVE

COUP DE MAIN

EPLEFPA DE NEUVIC

FORET

GORGES DE LA HAUTE DORDOGNE

IDEE

REGIE DE TERRITOIRE DU BASSIN DE BRIVE

RESTAURANTS DU CŒUR - ATELIER « BLANC » ET JARDINS DU CŒUR

SERVICES PROX

1.2 Objectifs prévisionnels du nombre de personnes prises en charge par le Département

Pour les bénéficiaires du RSA socle dont il a la charge, le Département s'engage dans les conditions suivantes :

- un nombre prévisionnel de 115 parcours de bénéficiaires du RSA

La contribution financière mensuelle du Conseil départemental par personne entrée dans un parcours d'insertion est égale à 88 % du montant forfaitaire du revenu de solidarité active pour une personne seule, dans la limite de la durée de conventionnement.

L'engagement financier du Conseil départemental pour les CDDI conclus en 2022 sur le seul volet IAE ne pourra excéder **223 000 €**, versés au titre des aides aux postes des structures ACI citées au paragraphe II / 1.1, et **7 500 €** maximum au titre des frais de gestion versés à l'ASP.

2. Conditions de mise en œuvre

2.1. Réajustement des objectifs

Le Département de la Corrèze et l'Etat conviennent qu'un réajustement des objectifs prévus à la présente convention pourra avoir lieu en cours d'exécution sous réserve des crédits disponibles.

En fonction de l'occupation réelle des postes en insertion par des personnes bénéficiaires du rSa, en cas de sous-réalisation du prévisionnel, l'État s'engage à négocier, au plus tard le **30 septembre 2022**, un avenant à la CAOM permettant de réajuster si besoin la participation financière du Conseil départemental auprès de la structure. Cet avenant sera traduit dans l'annexe financière de la structure et transmis à l'Agence de services et de paiement (ASP).

2.2. Participation financière du Département :

Le Conseil départemental participe au financement des aides mentionnées à l'article L. 5132-2, pour les employeurs relevant du 4° de l'article L. 5132-4, lorsque ces aides sont attribuées pour le recrutement de salariés qui étaient, avant leur embauche, bénéficiaires du revenu de solidarité active financé par le Département.

Les dispositions portant engagement financier du Conseil départemental auprès de chaque structure / atelier et chantier d'insertion seront incluses dans les annexes financières de chaque structure et transmises à l'Agence de services et de paiement.

2.2.1. Les modalités de paiement

Le Département de la Corrèze dispose d'une convention de gestion avec l'Agence de Services et de Paiement (ASP), signée le 22 mai 2018 et prorogée par courrier en date du 21 février 2022, pour l'année 2022.

Les dispositions portant engagement financier du Conseil départemental auprès de chaque structure atelier et chantier d'insertion, incluses aux annexes financières de chaque structure, seront transmises à l'Agence de services et de paiement.

III. Durée de la convention

Les dispositions de la présente convention couvrent l'année 2022.
Elles pourront faire l'objet d'ajustements par voie d'avenant.

Le suivi de la mise en œuvre des dispositions de la convention est confié à :

- Madame Anne POUDRET, Directeur de l'Action sociale, des Familles et de l'Insertion, pour le Conseil départemental de la Corrèze,
- Monsieur Christian DESFONTAINES, directeur départemental de la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations.

Le suivi et le pilotage de la CAOM seront abordés lors des réunions du Service Public de l'Emploi.

Fait à Tulle, le

La Préfète de la Corrèze

Le Président du Conseil départemental

Salima SAA

Pascal COSTE



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ANNEXE À LA CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS ENTRE L'ÉTAT ET LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

FINANCÉ PAR LE DÉPARTEMENT DE :

(indiquer le nom du département)

POUR L'ANNÉE

(indiquer l'année au format ssaa)

Article L. 5134-19-4 du code du travail
Article L. 5134-110 du code du travail
Article L. 5132-3-1 du code du travail

VOLET 1 DE LA CAOM (CUI EAV)
EMPLOIS D'AVENIR Secteur non Marchand
EMPLOIS D'AVENIR Secteur Marchand
CONTRAT UNIQUE D'INSERTION

Cadre réservé à l'administration

dépt	année	n° ordre	avt renouvellement	avt modification
_ _	_ _	_ _ _ _	_	_



ANNEXE À LA CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS
 CONCLUE ENTRE L'ÉTAT ET LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Applicable du |_|_|_|_|_|_|_|_| au 31 décembre de la même année. Si date d'échéance antérieure, la préciser : |_|_|_|_|_|_|_|_|

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Département : _____

Adresse : _____

Code postal : |_|_|_|_|_| |_|_|_|_|_|_|_|_|

Commune : _____

N° SIRET : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

Nom et qualité de la personne chargée du suivi de la convention : _____

DÉLÉGATION DE PRESCRIPTION

Organisme chargé de la prescription et de la signature des aides à l'insertion professionnelle : _____

Pôle emploi : _____ N° SIRET : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

Autre organisme : _____

Adresse : _____

OBJECTIFS D'ENTRÉES EN EMPLOIS D'AVENIR

- **Nombre total d'entrées prévues en EAV (secteur non marchand) pendant la durée de l'aide à l'insertion professionnelle** : |_|_|_|_|_|
 (dont prolongations : |_|_|_|_|_|)
- Dont nombre d'entrées en EAV au taux majoré (|_|_| %) : |_|_|_|_|_| (dont prolongations : |_|_|_|_|_|)
- **Nombre total d'entrées prévues en EAV (secteur marchand) pendant la durée de l'aide à l'insertion professionnelle** : |_|_|_|_|_|
 (dont prolongations : |_|_|_|_|_|)
- Dont nombre d'entrées en EAV au taux majoré (|_|_| %) : |_|_|_|_|_| (dont prolongations : |_|_|_|_|_|)
- **Nombre d'entrées prévues en EAV (secteur non marchand) financés en totalité par le département pendant la durée de l'aide à l'insertion professionnelle** : |_|_|_|_|_| (dont prolongations : |_|_|_|_|_|)
- **Nombre d'entrées prévues en EAV (secteur marchand) financés en totalité par le département pendant la durée de l'aide à l'insertion professionnelle** : |_|_|_|_|_| (dont prolongations : |_|_|_|_|_|)

OBJECTIFS D'ENTRÉES EN CONTRATS UNIQUES D'INSERTION

- **Nombre total d'entrées prévues en CUI-CAE (secteur non marchand) pendant la durée de l'aide à l'insertion professionnelle** : |_|_|_|_|_|
 (dont prolongations : |_|_|_|_|_|)
- Dont nombre d'entrées en CUI-CAE (secteur non marchand) au taux majoré (|_|_| %) : |_|_|_|_|_| (dont prolongations : |_|_|_|_|_|)
- **Nombre total d'entrées prévues en CUI-CIE (secteur marchand) pendant la durée de l'aide à l'insertion professionnelle** : |_|_|_|_|_|
 (dont prolongations : |_|_|_|_|_|)
- Dont nombre d'entrées en CUI-CIE (secteur marchand) au taux majoré (|_|_| %) : |_|_|_|_|_| (dont prolongations : |_|_|_|_|_|)
- **Nombre d'entrées prévues en CUI-CAE (secteur non marchand) financés en totalité par le département pendant la durée de l'aide à l'insertion professionnelle** : |_|_|_|_|_| (dont prolongations : |_|_|_|_|_|)
- **Nombre d'entrées prévues en CUI-CIE (secteur marchand) financés en totalité par le département pendant la durée de l'aide à l'insertion professionnelle** : |_|_|_|_|_| (dont prolongations : |_|_|_|_|_|)

VOLET 2 DE LA CAOM (IAE)
INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE



13999*02

ANNEXE À LA CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS
CONCLUE ENTRE L'ÉTAT ET LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

AIDES ATTRIBUÉES AUX ATELIERS ET CHANTIERS D'INSERTION FINANCÉS PAR LE DÉPARTEMENT

Nombre total d'entrées prévues pendant la durée de la convention : salariés

dont ⁽¹⁾ : BRSA

Jeune -26 Seniors ASS AAH TH 50 et + DELD Autres

Montant financier : , € ⁽²⁾

AIDES ATTRIBUÉES AUX STRUCTURES D'INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE (HORS ACI)

Entreprises (EI)

Nombre total d'entrées prévues pendant la durée de la convention : salariés

dont ⁽¹⁾ : BRSA

Jeune -26 Seniors ASS AAH TH 50 et + DELD Autres

Montant financier : , € ⁽²⁾

Entreprises de travail temporaire d'insertion (ETTI)

Nombre total d'entrées prévues pendant la durée de la convention : salariés

dont ⁽¹⁾ : BRSA

Jeune -26 Seniors ASS AAH TH 50 et + DELD Autres

Montant financier : , € ⁽²⁾

Associations intermédiaires (AI)

Nombre total d'entrées prévues pendant la durée de la convention : salariés

dont ⁽¹⁾ : BRSA

Jeune -26 Seniors ASS AAH TH 50 et + DELD Autres

Montant financier : , € ⁽²⁾

⁽¹⁾ personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières.

⁽²⁾ Lorsque les objectifs d'entrées portent sur les Brsa en ACI, la participation financière correspond à 88% du montant forfaitaire mentionné au 2° de l'article L. 262-2 du code de l'action sociale et des familles applicable à une personne isolé par mois.

Le signataire représentant l'organe exécutif du département s'engage par la présente convention à :

- réserver le traitement des informations nominatives qui leur seront transmises par l'Agence de services et de paiement aux seules finalités de préparation et de conclusion du CUI ou de l'EAV ;
- mettre en œuvre des mesures de sécurité propres à assurer la confidentialité de ces informations ;
- garantir aux intéressés l'exercice de leurs droits d'accès et de rectification prévus aux articles 39 et 40 de la Loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Fait le : _____

Pour le Conseil Départemental (Signature et cachet)

Fait le : _____

Pour l'Etat (Signature et cachet)

DIRECTION DE L'ACTION SOCIALE,
DES FAMILLES ET DE L'INSERTION

SERVICE INSERTION

ARRETE

LE PRESIDENT

VU la loi n° 2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004, relatives aux libertés et responsabilités locales,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009, relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil Départemental en date du 26 novembre 2021 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion 2022/2024,

VU la délibération du Conseil Départemental en date du 26 novembre 2021 relative à l'adoption du Pacte Territorial d'Insertion 2022/2024,

VU la délibération du Conseil Départemental en date du 26 novembre 2021 relative à l'autorisation d'ouverture des crédits du budget 2022 avant le vote du budget par l'assemblée,

VU la décision de la commission des aides financières, en date du

ARRETE

Article 1: La somme de *Montant de l'aide accordée €*, au titre des aides spécifiques -
Nature de l'aide - du Pacte Territorial d'Insertion a été attribuée à :

NOM PRENOM

ADRESSE

.../...

à verser à :

NOM DU TIERS PRESTATAIRE

ADRESSE

Article 2 : L'aide individuelle accordée devra être utilisée dans les *durée de validité* mois suivant la date de signature du présent arrêté. A défaut, l'aide sera caduque.

Article 3 : Cette participation sera imputée sur le Budget du Département Section Fonctionnement, Article Fonctionnel 9356.8.
Investissement, Article Fonctionnel 9156.4

Article 4 : Madame le Directeur Général des Services du Département, Madame le Directeur de la Direction de l'Action Sociale, des Familles et de l'Insertion, Monsieur le Payeur Départemental sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Tulle, le

Pour le Président et par délégation,
Le Conseiller Départemental Délégué,

Cette aide a été notifiée le



CORREZE
LE DÉPARTEMENT

CONVENTION D'OBJECTIF

LIÉE À LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION FINANCÉE
DANS LE CADRE DU PACTE TERRITORIAL D'INSERTION

Entre :

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CORRÈZE

Hôtel du Département
9, rue René et Émile Fage
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, son Président.

Et

L'ASSOCIATION DES GORGES DE LA HAUTE DORDOGNE

Chantier d'Insertion
20 Place de l'Église
19160 NEUVIC

Représentée par Monsieur Bernard BOUROTTE, son Président.

VU la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 relative à l'adoption du Pacte Territorial d'Insertion 2022/2024

VU la délibération du Conseil départemental en date du 08 avril 2022 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- l'intervention du Conseil départemental dans l'organisation d'une action d'insertion au profit des bénéficiaires du rSa,
- les objectifs du partenaire dans la mise en œuvre de cette action.

Le partenaire devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires du rSa pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action.

De plus, dans toute communication sur son action, le partenaire s'engage à préciser et informer de l'intervention du Conseil départemental.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GÉNÉRALES

OBJECTIFS DE L'ACTION :

- √ initier la remobilisation des personnes vers l'emploi,
- √ permettre le développement de l'autonomie professionnelle,
- √ renforcer l'employabilité,
- √ favoriser l'accès à la formation,
- √ favoriser l'orientation, l'accès et l'intégration dans le secteur marchand,
- √ encourager les sorties positives de bénéficiaires du rSa.

A noter que sont entendues comme sorties positives, les : CDI (minimum 20H/semaine), CDD de 6 mois et plus ou cumulés sur une période de 6 mois consécutifs sur la base minimale de 20H/semaine, contrat aidé (PEC), création ou reprise d'entreprise, CDDI en EI, formation pré-qualifiante ou qualifiante; A la sortie du chantier ou dans un délai de 3 mois à compter de celle-ci, sur présentation des pièces justificatives.

DESRIPTIF DE L'ACTION :

- Dans le cadre d'un contrat à durée déterminé d'insertion, permettre aux bénéficiaires du rSa d'engager un processus d'insertion professionnelle.
- Accompagner l'insertion professionnelle :
 - accueillir, informer, orienter
 - évaluer et construire le projet professionnel et les différentes étapes nécessaires au regard de l'emploi et/ou de la formation,
 - proposer des formations adaptées et individualisées,
 - accompagner la réalisation de PMSMP (période de mise en situation en milieu professionnel) nécessaires à découverte ou la validation d'un projet professionnel,
 - développer des ateliers thématiques en lien avec les besoins repérés (ex : action collective de prévention santé, intervention d'un psychologue, projet culturel ou sportif visant la valorisation de l'individu...).
- Accompagner la sortie dans l'emploi ou la formation.

ACTIVITÉ DE LA STRUCTURE :

Le chantier d'insertion s'appuie sur des activités liées à l'entretien des espaces verts communaux, des sentiers de randonnée et des berges de rivière, au montage et démontage de chapiteaux, aux services aux collectivités : nettoyage de locaux.

NOMBRE DE PARCOURS DE BÉNÉFICIAIRES DU RSA CONCERNÉS :

Le nombre de parcours concernés par cette action est fixé à **1 parcours pour des bénéficiaires du rSa correspondant à 12 mois.**

Cette condition s'apprécie en année civile.

ARTICLE 3 : PUBLIC CONCERNÉ

Sont concernées les personnes pour lesquelles le Président du Conseil départemental de la Corrèze a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa.

Les bénéficiaires du rSa doivent avoir contractualisé leur parcours d'insertion avec le Président du Conseil départemental.

ARTICLE 4 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2022.

ARTICLE 5 : MODIFICATION ET DÉNONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée, par voie d'avenant, à tout moment, après accord des deux parties.

Elle peut être dénoncée, par l'une ou l'autre des parties contractantes, sous réserve d'un préavis de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Tout litige, susceptible de survenir entre les parties, à l'occasion de l'application de la présente convention, fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.

A défaut, l'affaire sera portée par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif.

ARTICLE 7 : CONTRÔLE DE LA COLLECTIVITÉ

La présente convention ouvre, aux services du Département, la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice.

Ils peuvent, en outre, procéder à toutes vérifications nécessaires, sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.

Le partenaire s'engage, envers le Conseil départemental, à l'informer de tout changement affectant ses statuts, la composition de son conseil d'administration et de son bureau.

ARTICLE 8 : ÉVALUATION DE L'ACTION

Le chantier d'insertion effectuera :

➤ Une évaluation finale, renseignée à l'aide de l'outil d'évaluation joint en annexe, sur l'activité réalisée au titre de l'année, à adresser par courrier (Service Insertion, Hôtel du Département Marbot, 9 rue René et Émile Fage 19005 Tulle Cedex) et par mail à vcornee@correze.fr, au plus tard le 22 novembre 2022, ainsi que les justificatifs relatifs aux sorties positives et le bilan financier.

➤ Un comité de pilotage auquel sera convié le Conseil départemental (Service Insertion).

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

9.1. Confidentialité :

Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par les dits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant. Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le signataire de la convention (qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles. Pour toute question, vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous :

Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

9.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 10 : FINANCEMENT

Au titre du P.T.I., le Conseil départemental alloue, une aide financière à l'employeur, qui a pour objet de cofinancer l'accompagnement professionnel des personnes en insertion en vue de favoriser les sorties positives.

Ce montant s'élève, au titre de l'année 2022, à :

- 1 500 € pour chaque parcours de 12 mois, sur l'année considérée, au titre de l'accompagnement professionnel,
- 800 € par sortie positive, sur présentation des justificatifs.

MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT :

* Accompagnement professionnel : 1 500 € (1 parcours de 12 mois)

➔ Un premier acompte de 50%, soit 750€, sera versé à la signature de la présente convention.

➔ Le solde sera versé sur présentation de l'évaluation finale, conformément à l'article 8.

Il sera proratisé au regard du taux de réalisation de l'action.

* Sorties positives : 800 € par sortie positive

➔ Le solde sera versé sur présentation de l'évaluation finale, conformément à l'article 8 et des justificatifs des sorties (contrat de travail, attestation d'entrée en formation, certificat d'immatriculation...).

Le bilan de l'action sera accompagné de son bilan financier ainsi que des justificatifs acquittés à hauteur du versement de l'enveloppe financière retenue.

Fait à TULLE, le

LE PARTENAIRE,
(CACHET ET SIGNATURE)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

PASCAL COSTE

CONVENTION D'OBJECTIF

LIÉE À LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION FINANCÉE
DANS LE CADRE DU PACTE TERRITORIAL D'INSERTION

Entre :

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CORRÈZE

Hôtel du Département
9, rue René et Émile Fage
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, son Président.

Et

L'ASSOCIATION FORET

Forêt Réinsertion Environnement du Pays de Tulle
Chantier d'Insertion
11 rue M. Pradel, Zone Industriel de Mulatet
19000 TULLE

Représentée par Monsieur Roland MAGNAUDET, son Président.

VU la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 relative à l'adoption du Pacte Territorial d'Insertion 2022/2024

VU la délibération du Conseil départemental en date du 08 avril 2022 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- l'intervention du Conseil départemental dans l'organisation d'une action d'insertion au profit des bénéficiaires du rSa,
- les objectifs du partenaire dans la mise en œuvre de cette action.

Le partenaire devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires du rSa pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action.

De plus, dans toute communication sur son action, le partenaire s'engage à préciser et informer de l'intervention du Conseil départemental.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GÉNÉRALES

OBJECTIFS DE L'ACTION :

- √ initier la remobilisation des personnes vers l'emploi,
- √ permettre le développement de l'autonomie professionnelle,
- √ renforcer l'employabilité,
- √ favoriser l'accès à la formation,
- √ favoriser l'orientation, l'accès et l'intégration dans le secteur marchand
- √ encourager les sorties positives de bénéficiaires du rSa.

A noter que sont entendues comme sorties positives, les : CDI (minimum 20H/semaine), CDD de 6 mois et plus ou cumulés sur une période de 6 mois consécutifs sur la base minimale de 20H/semaine, contrats aidés (PEC), création ou reprise d'entreprise, CDDI en EI, formation pré-qualifiante ou qualifiante; A la sortie du chantier ou dans un délai de 3 mois à compter de celle-ci, sur présentation des pièces justificatives.

DESCRIPTIF DE L'ACTION :

- Dans le cadre d'un contrat à durée déterminé d'insertion, permettre aux bénéficiaires du rSa d'engager un processus d'insertion professionnelle.
- Accompagner l'insertion professionnelle :
 - accueillir, informer, orienter
 - évaluer et construire le projet professionnel et les différentes étapes nécessaires au regard de l'emploi et/ou de la formation,
 - proposer des formations adaptées et individualisées,
 - accompagner la réalisation de PMSMP (période de mise en situation en milieu professionnel) nécessaires à découverte ou la validation d'un projet professionnel,
 - développer des ateliers thématiques en lien avec les besoins repérés (ex : action collective de prévention santé, intervention d'un psychologue, projet culturel ou sportif visant la valorisation de l'individu...).
- Accompagner la sortie dans l'emploi ou la formation.

ACTIVITÉ DE LA STRUCTURE :

Le chantier d'insertion s'appuie sur des activités liées à la mise en valeur des sentiers de randonnée, l'entretien des espaces naturels et des travaux d'espaces verts et d'embellissement (peinture).

NOMBRE DE PARCOURS DE BÉNÉFICIAIRES DU RSA CONCERNÉS :

Le nombre de personnes concernées par cette action est fixé à **8 parcours pour des bénéficiaires du rSa correspondant à 96 mois.**

Cette condition s'apprécie en année civile.

ARTICLE 3 : PUBLIC CONCERNÉ

Sont concernées, les personnes pour lesquelles le Président du Conseil départemental de la Corrèze, a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa.

Les bénéficiaires du rSa doivent avoir contractualisé leur parcours d'insertion avec le Président du Conseil départemental.

ARTICLE 4 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2022.

ARTICLE 5 : MODIFICATION ET DÉNONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée, par voie d'avenant, à tout moment, après accord des deux parties.

Elle peut être dénoncée, par l'une ou l'autre des parties contractantes, sous réserve, d'un préavis de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Tout litige, susceptible de survenir entre les parties, à l'occasion de l'application de la présente convention, fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.

A défaut, l'affaire sera portée par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif.

ARTICLE 7 : CONTRÔLE DE LA COLLECTIVITÉ

La présente convention ouvre, aux services du Département, la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice.

Ils peuvent, en outre, procéder à toutes vérifications nécessaires, sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.

Le partenaire s'engage, envers le Conseil départemental, à l'informer de tout changement affectant ses statuts, la composition de son conseil d'administration et de son bureau.

ARTICLE 8 : ÉVALUATION DE L'ACTION

Le chantier d'insertion effectuera :

➤ Une évaluation finale, renseignée à l'aide de l'outil d'évaluation joint en annexe, sur l'activité réalisée au titre de l'année, à adresser par courrier (Service Insertion, Hôtel du Département Marbot, 9 rue René et Émile Fage 19005 Tulle Cedex) et par mail à vcornee@correze.fr, au plus tard le 22 novembre 2022, ainsi que les justificatifs relatifs aux sorties positives et le bilan financier.

➤ Un comité de pilotage auquel sera convié le Conseil départemental (Service Insertion).

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

9.1. Confidentialité :

Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant. Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le signataire de la convention (qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles. Pour toute question, vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous :

9.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 10 : FINANCEMENT

Au titre du P.T.I., le Conseil départemental alloue, une aide financière à l'employeur, qui a pour objet de cofinancer l'accompagnement professionnel des personnes en insertion en vue de favoriser les sorties positives.

Ce montant s'élève, au titre de l'année 2022, à :

- 1500 € pour chaque parcours de 12 mois, sur l'année considérée, au titre de l'accompagnement professionnel,
- 800 € par sortie positive, sur présentation des justificatifs.

MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT :

* Accompagnement professionnel : 12 000 € (8 parcours de 12 mois)

➔ Un premier acompte de 50%, soit 6 000 €, sera versé à la signature de la présente convention

➔ Le solde sera versé sur présentation de l'évaluation finale, conformément à l'article 8.

Il sera proratisé au regard du taux de réalisation de l'action.

* Sorties positives : 800 € par sortie positive.

➔ Le solde sera versé sur présentation de l'évaluation finale, conformément à l'article 8 et des justificatifs des sorties (contrat de travail, attestation d'entrée en formation, certificat d'immatriculation...).

Le bilan de l'action sera accompagné de son bilan financier ainsi que des justificatifs acquittés à hauteur du versement de l'enveloppe financière retenue.

Fait à TULLE, le

LE PARTENAIRE,
(CACHET ET SIGNATURE)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

PASCAL COSTE

CONVENTION D'OBJECTIF

LIÉE À LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION FINANCÉE
DANS LE CADRE DU PACTE TERRITORIAL D'INSERTION

Entre :

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CORRÈZE

Hôtel du Département
9, rue René et Émile Fage
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, son Président.

Et

L'ASSOCIATION A TOUT VENANT - RESSOURCERIE GAILLARDE

Chantier d'Insertion Brive-la-Gaillarde
135 avenue Georges Pompidou
19100 Brive

Représentée par Monsieur Axel HERRMANN, son Président.

VU la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 relative à l'adoption du Pacte Territorial d'Insertion 2022/2024

VU la délibération du Conseil départemental en date du 08 avril 2022 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- l'intervention du Conseil départemental dans l'organisation d'une action d'insertion au profit des bénéficiaires du rSa,
- les objectifs du partenaire dans la mise en œuvre de cette action.

Le partenaire devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires du rSa pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action.

De plus, dans toute communication sur son action, le partenaire s'engage à préciser et informer de l'intervention du Conseil départemental.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GÉNÉRALES

OBJECTIFS DE L'ACTION :

- √ initier la remobilisation des personnes vers l'emploi,
- √ permettre le développement de l'autonomie professionnelle,
- √ renforcer l'employabilité,
- √ favoriser l'accès à la formation,
- √ favoriser l'orientation, l'accès et l'intégration dans le secteur marchand,
- √ encourager les sorties positives de bénéficiaires du rSa.

A noter que sont entendues comme sorties positives, les : CDI (minimum 20H/semaine), CDD de 6 mois et plus ou cumulés sur une période de 6 mois consécutifs sur la base minimale de 20H/semaine, contrats aidés (PEC), création ou reprise d'entreprise, CDDI en EI, formation pré-qualifiante ou qualifiante; A la sortie du chantier ou dans un délai de 3 mois à compter de celle-ci, sur présentation des pièces justificatives.

DESCRIPTIF DE L'ACTION :

- Dans le cadre d'un contrat à durée déterminé d'insertion, permettre aux bénéficiaires du rSa d'engager un processus d'insertion professionnelle.

- Accompagner l'insertion professionnelle :
 - accueillir, informer, orienter
 - évaluer et construire le projet professionnel et les différentes étapes nécessaires au regard de l'emploi et/ou de la formation,
 - proposer des formations adaptées et individualisées,
 - accompagner la réalisation de PMSMP (période de mise en situation en milieu professionnel) nécessaires à la découverte ou la validation d'un projet professionnel,
 - développer des ateliers thématiques en lien avec les besoins repérés (ex : action collective de prévention de santé, intervention d'un psychologue, projet culturel ou sportif visant la valorisation de l'individu...).

- Accompagner la sortie dans l'emploi ou la formation.

ACTIVITÉ DE LA STRUCTURE :

Le chantier d'insertion s'appuie sur des activités d'une part, de collectes en déchetteries, chez les particuliers et les professionnels, d'autre part de nettoyage, de revalorisation et de mise en rayon dans le cadre de la commercialisation, auprès des particuliers, des objets collectés.

NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES DU RSA CONCERNÉS :

Le nombre de personnes concernées par cette action est fixé à **13 parcours pour bénéficiaires du rSa correspondant à 156 mois.**

Cette condition s'apprécie en année civile.

ARTICLE 3 : PUBLIC CONCERNÉ

Sont concernées les personnes pour lesquelles le Président du Conseil départemental de la Corrèze a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa.

Les bénéficiaires du rSa doivent avoir contractualisé leur parcours d'insertion avec le Président du Conseil départemental.

ARTICLE 4 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2022.

ARTICLE 5 : MODIFICATION ET DÉNONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée, par voie d'avenant, à tout moment, après accord des deux parties.

Elle peut être dénoncée, par l'une ou l'autre des parties contractantes, sous réserve d'un préavis de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Tout litige, susceptible de survenir entre les parties, à l'occasion de l'application de la présente convention, fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.

A défaut, l'affaire sera portée par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif.

ARTICLE 7 : CONTRÔLE DE LA COLLECTIVITÉ

La présente convention ouvre, aux services du Département, la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action, et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice.

Ils peuvent en outre procéder à toutes vérifications nécessaires sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.

Le partenaire s'engage, envers le Conseil départemental, à l'informer de tout changement affectant ses statuts, la composition de son conseil d'administration et de son bureau.

ARTICLE 8 : ÉVALUATION DE L'ACTION

Le chantier d'insertion effectuera :

➤ Une évaluation de l'activité réalisée, renseignée à l'aide de l'outil d'évaluation joint en annexe, à adresser par courrier (Service Insertion, Hôtel du Département Marbot, 9 rue René et Émile Fage 19005 Tulle Cedex) et par mail à vcornee@correze.fr, **au plus tard le 22 novembre 2022**.

➤ Un comité de pilotage auquel sera convié le Conseil départemental (Service Insertion).

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

9.1. Confidentialité :

Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant. Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le signataire de la convention (qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles. Pour toute question, vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous :

Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

9.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 10 : FINANCEMENT

Au titre du P.T.I., le Conseil départemental alloue, une aide financière à l'employeur, qui a pour objet de cofinancer l'accompagnement professionnel des personnes en insertion en vue de favoriser les sorties positives.

Ce montant s'élève, au titre de l'année 2022, à :

- 1500 € pour chaque parcours de 12 mois, sur l'année considérée, au titre de l'accompagnement professionnel,
- 800 € par sortie positive, sur présentation des justificatifs.

MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT :

* Accompagnement professionnel : 19 500 € (13 parcours de 12 mois)

➔ Un premier acompte de 50%, soit 9 750 €, sera versé à la signature de la présente convention

➔ Le solde sera versé sur présentation de l'évaluation, conformément à l'article 8.

Il sera proratisé au regard du taux de réalisation de l'action.

* Sorties positives : 800 € par sortie positive

➔ Le solde sera versé sur présentation de l'évaluation, conformément à l'article 8 et des justificatifs des sorties (contrat de travail, attestation d'entrée en formation, certificat d'immatriculation...).

Le bilan de l'action sera accompagné de son bilan financier ainsi que des justificatifs acquittés à hauteur du versement de l'enveloppe financière retenue.

Fait à TULLE, le

LE PARTENAIRE,
(CACHET ET SIGNATURE)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

PASCAL COSTE

CONVENTION D'OBJECTIF

LIÉE À LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION FINANCÉE
DANS LE CADRE DU PACTE TERRITORIAL D'INSERTION

Entre :

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CORRÈZE

Hôtel du Département
9, rue René et Émile Fage
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, son Président.

Et

L'ASSOCIATION A TOUT VENANT - RESSOURCERIE DU CARNYX

Chantier d'Insertion
4 route des Landes, Soleilhavoup Sud,
19460 Naves

Représentée par Monsieur Axel HERRMANN, son Président.

VU la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 relative à l'adoption du Pacte Territorial d'Insertion 2022/2024

VU la délibération du Conseil départemental en date du 08 avril 2022 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- l'intervention du Conseil départemental dans l'organisation d'une action d'insertion au profit des bénéficiaires du rSa,
- les objectifs du partenaire dans la mise en œuvre de cette action.

Le partenaire devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires du rSa pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action.

De plus, dans toute communication sur son action, le partenaire s'engage à préciser et informer de l'intervention du Conseil départemental.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GÉNÉRALES

OBJECTIFS DE L'ACTION :

- √ initier la remobilisation des personnes vers l'emploi,
- √ permettre le développement de l'autonomie professionnelle,
- √ renforcer l'employabilité,
- √ favoriser l'accès à la formation,
- √ favoriser l'orientation, l'accès et l'intégration dans le secteur marchand,
- √ encourager les sorties positives de bénéficiaires du rSa.

A noter que sont entendues comme sorties positives, les : CDI (minimum 20H/semaine), CDD de 6 mois et plus ou cumulés sur une période de 6 mois consécutifs sur la base minimale de 20H/semaine, contrats aidés (PEC), création ou reprise d'entreprise, CDDI en EI, formation pré-qualifiante ou qualifiante; A la sortie du chantier ou dans un délai de 3 mois à compter de celle-ci, sur présentation des pièces justificatives.

DESCRIPTIF DE L'ACTION :

- Dans le cadre d'un contrat à durée déterminé d'insertion, permettre aux bénéficiaires du rSa d'engager un processus d'insertion professionnelle.
- Accompagner l'insertion professionnelle :
 - accueillir, informer, orienter
 - évaluer et construire le projet professionnel et les différentes étapes nécessaires au regard de l'emploi et/ou de la formation,
 - proposer des formations adaptées et individualisées,
 - accompagner la réalisation de PMSMP (période de mise en situation en milieu professionnel) nécessaires à la découverte ou la validation d'un projet professionnel,
 - développer des ateliers thématiques en lien avec les besoins repérés (ex : action collective de prévention de santé, intervention d'un psychologue, projet culturel ou sportif visant la valorisation de l'individu...).
- Accompagner la sortie dans l'emploi ou la formation.

ACTIVITÉ DE LA STRUCTURE :

Le chantier d'insertion s'appuie sur des activités d'une part, de collectes en déchetteries, chez les particuliers et les professionnels, d'autre part de nettoyage, de revalorisation et de mise en rayon dans le cadre de la commercialisation, auprès des particuliers, des objets collectés.

NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES DU RSA CONCERNÉS :

Le nombre de personnes concernées par cette action est fixé à **8 parcours pour bénéficiaires du rSa correspondant à 96 mois.**

Cette condition s'apprécie en année civile.

ARTICLE 3 : PUBLIC CONCERNÉ

Sont concernées les personnes pour lesquelles le Président du Conseil départemental de la Corrèze a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa.

Les bénéficiaires du rSa doivent avoir contractualisé leur parcours d'insertion avec le Président du Conseil départemental.

ARTICLE 4 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2022.

ARTICLE 5 : MODIFICATION ET DÉNONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée, par voie d'avenant, à tout moment, après accord des deux parties.

Elle peut être dénoncée, par l'une ou l'autre des parties contractantes, sous réserve d'un préavis de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Tout litige, susceptible de survenir entre les parties, à l'occasion de l'application de la présente convention, fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.

A défaut, l'affaire sera portée par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif.

ARTICLE 7 : CONTRÔLE DE LA COLLECTIVITÉ

La présente convention ouvre, aux services du Département, la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action, et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice.

Ils peuvent en outre procéder à toutes vérifications nécessaires sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.

Le partenaire s'engage, envers le Conseil départemental, à l'informer de tout changement affectant ses statuts, la composition de son conseil d'administration et de son bureau.

ARTICLE 8 : ÉVALUATION DE L'ACTION

Le chantier d'insertion effectuera :

➤ Une évaluation de l'activité réalisée, renseignée à l'aide de l'outil d'évaluation joint en annexe, à adresser par courrier (Service Insertion, Hôtel du Département Marbot, 9 rue René et Émile Fage 19005 Tulle Cedex) et par mail à vcornee@correze.fr, **au plus tard le 22 novembre 2022**.

➤ Un comité de pilotage auquel sera convié le Conseil départemental (Service Insertion).

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

9.1. Confidentialité :

Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;

- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le signataire de la convention (qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles. Pour toute question, vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous :

Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

9.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 10 : FINANCEMENT

Au titre du P.T.I., le Conseil départemental alloue, une aide financière à l'employeur, qui a pour objet de cofinancer l'accompagnement professionnel des personnes en insertion en vue de favoriser les sorties positives.

Ce montant s'élève, au titre de l'année 2022, à :

- 1500 € pour chaque parcours de 12 mois, sur l'année considérée, au titre de l'accompagnement professionnel,
- 800 € par sortie positive, sur présentation des justificatifs.

MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT :

* Accompagnement professionnel : 12 000 € (8 parcours de 12 mois)

➔ Un premier acompte de 50%, soit 6 000 €, sera versé à la signature de la présente convention

➔ Le solde sera versé sur présentation de l'évaluation, conformément à l'article 8.

Il sera proratisé au regard du taux de réalisation de l'action.

* Sorties positives : 800 € par sortie positive

➔ Le solde sera versé sur présentation de l'évaluation, conformément à l'article 8 et des justificatifs des sorties (contrat de travail, attestation d'entrée en formation, certificat d'immatriculation...).

Le bilan de l'action sera accompagné de son bilan financier ainsi que des justificatifs acquittés à hauteur du versement de l'enveloppe financière retenue.

Fait à TULLE, le

LE PARTENAIRE,
(CACHET ET SIGNATURE)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

PASCAL COSTE

CONVENTION D'OBJECTIF

LIÉE À LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION FINANCÉE
DANS LE CADRE DU PACTE TERRITORIAL D'INSERTION

Entre :

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CORRÈZE

Hôtel du Département
9, rue René et Émile Fage
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, son Président.

Et

L'ASSOCIATION A.I.L.E.

Chantier d'insertion
52, rue de Loches
19200 USSEL

Représentée par Monsieur Alain JUNISSON, son Président.

VU la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 relative à l'adoption du Pacte Territorial d'Insertion 2022/2024

VU la délibération du Conseil départemental en date du 08 avril 2022 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- l'intervention du Conseil départemental dans l'organisation d'une action d'insertion au profit des bénéficiaires du rSa,
- les objectifs du partenaire dans la mise en œuvre de cette action.

Le partenaire devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires du rSa pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action.

De plus, dans toute communication sur son action, le partenaire s'engage à préciser et informer de l'intervention du Conseil départemental.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GÉNÉRALES

OBJECTIFS DE L'ACTION :

- √ initier la remobilisation des personnes vers l'emploi,
- √ permettre le développement de l'autonomie professionnelle,
- √ renforcer l'employabilité,
- √ favoriser l'accès à la formation,
- √ favoriser l'orientation, l'accès et l'intégration dans le secteur marchand,
- √ encourager les sorties positives de bénéficiaires du rSa.

A noter que sont entendues comme sorties positives, les : CDI (minimum 20H/semaine), CDD de 6 mois et plus ou cumulés sur une période de 6 mois consécutifs sur la base minimale de 20H/semaine, contrats aidés (PEC), création ou reprise d'entreprise, CDDI en EI, formation pré-qualifiante ou qualifiante; A la sortie du chantier ou dans un délai de 3 mois à compter de celle-ci, sur présentation des pièces justificatives.

DESCRIPTIF DE L'ACTION :

- Dans le cadre d'un contrat à durée déterminé d'insertion, permettre aux bénéficiaires du rSa d'engager un processus d'insertion professionnelle.
- Accompagner l'insertion professionnelle :
 - accueillir, informer, orienter
 - évaluer et construire le projet professionnel et les différentes étapes nécessaires au regard de l'emploi et/ou de la formation,
 - proposer des formations adaptées et individualisées,
 - accompagner la réalisation de PMSMP (période de mise en situation en milieu professionnel) nécessaires à la découverte ou la validation d'un projet professionnel,
 - développer des ateliers thématiques en lien avec les besoins identifiés (ex : action collective de prévention de santé, intervention d'un psychologue, projet culturel ou sportif visant la valorisation de l'individu...).
- Accompagner la sortie dans l'emploi ou la formation.

ACTIVITÉ DE LA STRUCTURE :

Le chantier d'insertion s'appuie sur des activités liées à l'entretien et l'aménagement des espaces naturels (espaces verts, rivières, sentiers pédestres), au second œuvre et l'enlèvement d'encombrants.

NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES DU RSA CONCERNÉS :

Le nombre de personnes concernées par cette action est fixé à **1 parcours pour des bénéficiaires du rSa correspondant à 12 mois.**

Cette condition s'apprécie en année civile.

ARTICLE 3 : PUBLIC CONCERNÉ

Sont concernées les personnes pour lesquelles le Président du Conseil départemental de la Corrèze a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa.

Les bénéficiaires du rSa doivent avoir contractualisé leur parcours d'insertion avec le Président du Conseil départemental.

ARTICLE 4 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2022.

ARTICLE 5 : MODIFICATION ET DÉNONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée par voie d'avenant à tout moment après accord des deux parties.

Elle peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties contractantes, sous réserve d'un préavis de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Tout litige susceptible de survenir entre les parties, à l'occasion de l'application de la présente convention, fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.

A défaut, l'affaire sera portée par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif.

ARTICLE 7 : CONTRÔLE DE LA COLLECTIVITÉ

La présente convention ouvre aux services du Département la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice.

Ils peuvent en outre procéder à toutes vérifications nécessaires sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.

Le partenaire s'engage, envers le Conseil départemental, à l'informer de tout changement affectant ses statuts, la composition de son conseil d'administration et de son bureau.

ARTICLE 8 : ÉVALUATION DE L'ACTION

Le chantier d'insertion effectuera :

- Une évaluation finale, renseignée à l'aide de l'outil joint en annexe, sur l'activité réalisée au titre de l'année, à adresser par courrier (Service Insertion, Hôtel du Département Marbot, 9 rue René et Émile Fage 19005 Tulle Cedex) et par mail à vcornee@correze.fr, au plus tard le 22 novembre 2022, ainsi que les justificatifs relatifs aux sorties positives et le bilan financier.
- Un comité de pilotage auquel sera convié le Conseil départemental (Service Insertion).

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

9.1. Confidentialité :

Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le signataire de la convention (qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles. Pour toute question, vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous :

Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

9.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 10 : FINANCEMENT

Au titre du P.T.I., le Conseil départemental alloue, une aide financière à l'employeur, qui a pour objet de cofinancer l'accompagnement professionnel des personnes en insertion en vue de favoriser les sorties positives.

Ce montant s'élève, au titre de l'année 2022, à :

- 1500 € pour chaque parcours de 12 mois, sur l'année considérée, au titre de l'accompagnement professionnel,
- 800 € par sortie positive, sur présentation des justificatifs.

MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT:

* Accompagnement professionnel : 1500 € (1 parcours de 12 mois)

➔ Un premier acompte de 50%, soit 750 €, sera versé à la signature de la présente convention

➔ Le solde sera versé sur présentation de l'évaluation finale, conformément à l'article 8.
Il sera proratisé au regard du taux de réalisation de l'action.

* Sorties positives : 800 € par sortie positive

➔ Le solde sera versé sur présentation de l'évaluation finale, conformément à l'article 8 et des justificatifs des sorties (contrat de travail, attestation d'entrée en formation, certificat d'immatriculation...).

Le bilan de l'action sera accompagné de son bilan financier ainsi que des justificatifs acquittés à hauteur du versement de l'enveloppe financière retenue.

Fait à TULLE, le

LE PARTENAIRE,
(CACHET ET SIGNATURE)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

Pascal COSTE

CONVENTION D'OBJECTIF

LIÉE À LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION FINANCÉE
DANS LE CADRE DU PACTE TERRITORIAL D'INSERTION

Entre :

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CORRÈZE

Hôtel du Département
9, rue René et Émile Fage
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, son Président.

Et

L'ASSOCIATION A.R.B.R.E

Association de Ramassage Briviste pour la Revalorisation de l'Environnement
Chantier d'Insertion
Zone Artisanale de la Galive
19600 SAINT PANTALEON DE LARCHE

Représentée par Monsieur Patrick VANDENBUSSCHE, son Président.

VU la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 relative à l'adoption du Pacte Territorial d'Insertion 2022/2024

VU la délibération du Conseil départemental en date du 08 avril 2022 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- l'intervention du Conseil départemental dans l'organisation d'une action d'insertion au profit des bénéficiaires du rSa,
- les objectifs du partenaire dans la mise en œuvre de cette action.

Le partenaire devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires du rSa pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action.

De plus, dans toute communication sur son action, le partenaire s'engage à préciser et informer de l'intervention du Conseil départemental.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GÉNÉRALES

OBJECTIFS DE L'ACTION :

- √ initier la remobilisation des personnes vers l'emploi,
- √ permettre le développement de l'autonomie professionnelle,
- √ renforcer l'employabilité,
- √ favoriser l'accès à la formation,
- √ favoriser l'orientation, l'accès et l'intégration dans le secteur marchand,
- √ encourager les sorties positives de bénéficiaires du rSa.

A noter que sont entendues comme sorties positives, les : CDI (minimum 20H/semaine), CDD de 6 mois et plus ou cumulés sur une période de 6 mois consécutifs sur la base minimale de 20H/semaine, contrats aidés (PEC), création ou reprise d'entreprise, CDDI en EI, formation pré-qualifiante ou qualifiante; A la sortie du chantier ou dans un délai de 3 mois à compter de celle-ci, sur présentation des pièces justificatives.

DESCRIPTIF DE L'ACTION :

- Dans le cadre d'un contrat à durée déterminé d'insertion, permettre aux bénéficiaires du rSa d'engager un processus d'insertion professionnelle.

- Accompagner l'insertion professionnelle :
 - accueillir, informer, orienter
 - évaluer et construire le projet professionnel et les différentes étapes nécessaires au regard de l'emploi et/ou de la formation,
 - proposer des formations adaptées et individualisées,
 - accompagner la réalisation de PMSMP (période de mise en situation en milieu professionnel) nécessaires à découverte ou la validation d'un projet professionnel,
 - développer des ateliers thématiques en lien avec les besoins repérés (ex : action collective de prévention santé, intervention d'un psychologue, projet culturel ou sportif visant la valorisation de l'individu...).

- Accompagner la sortie dans l'emploi ou la formation.

ACTIVITÉ DE LA STRUCTURE :

Le chantier d'insertion s'appuie sur une activité de collecte de déchets divers à traiter (piles, batteries, huiles végétales et minérales, DMS : amiante, textiles usagés,...) et de gardiennage et d'entretien des déchetteries du Pays de Brive.

NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES DU RSA CONCERNÉS :

Le nombre de personnes concernées par cette action est fixé à **5 parcours pour des bénéficiaires du rSa correspondant à 60 mois.**

Cette condition s'apprécie en année civile.

ARTICLE 3 : PUBLIC CONCERNÉ

Sont concernées les personnes pour lesquelles le Président du Conseil départemental de la Corrèze a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa.

Les bénéficiaires du rSa doivent avoir contractualisé leur parcours d'insertion avec le Président du Conseil départemental.

ARTICLE 4 : MODIFICATION ET DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2022.

ARTICLE 5 : MODIFICATION ET DÉNONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée, par voie d'avenant, à tout moment, après accord des deux parties.

Elle peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties contractantes, sous réserve d'un préavis de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Tout litige susceptible de survenir entre les parties, à l'occasion de l'application de la présente convention, fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.

A défaut, l'affaire sera portée par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif.

ARTICLE 7 : CONTRÔLE DE LA COLLECTIVITÉ

La présente convention ouvre, aux services du Département, la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice.

Ils peuvent, en outre, procéder à toutes vérifications nécessaires, sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.

Le partenaire s'engage, envers le Conseil départemental, à l'informer de tout changement affectant ses statuts, la composition de son conseil d'administration et de son bureau.

ARTICLE 8 : ÉVALUATION

Le chantier d'insertion effectuera :

➤ Une évaluation finale, renseignée à l'aide de l'outil joint en annexe, sur l'activité réalisée au titre de l'année, à adresser par courrier (Service Insertion, Hôtel du Département Marbot, 9 rue René et Émile Fage 19005 Tulle Cedex) et par mail à vcornee@correze.fr, au plus tard le 22 novembre 2022, ainsi que les justificatifs relatifs aux sorties positives et le bilan financier.

➤ Un comité de pilotage auquel sera convié le Conseil départemental (Service Insertion).

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

9.1. Confidentialité :

Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;

- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le signataire de la convention (qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles. Pour toute question, vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous :

Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

9.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 10 : FINANCEMENT

Au titre du P.T.I., le Conseil départemental alloue, une aide financière à l'employeur, qui a pour objet de cofinancer l'accompagnement professionnel des personnes en insertion en vue de favoriser les sorties positives.

Ce montant s'élève, au titre de l'année 2022, à :

- 1500 € pour chaque parcours de 12 mois, sur l'année considérée, au titre de l'accompagnement professionnel,
- 800 € par sortie positive, sur présentation des justificatifs.

MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT :

* Accompagnement professionnel : 7500 € (5 parcours de 12 mois)

➡ Un premier acompte de 50%, soit 3 750 €, sera versé à la signature de la présente convention

➡ Le solde sera versé sur présentation de l'évaluation finale, conformément à l'article 8.

Il sera proratisé au regard du taux de réalisation de l'action.

* Sorties positives : 800 € par sortie positive

➡ Le solde sera versé sur présentation de l'évaluation finale, conformément à l'article 8 et des justificatifs des sorties (contrat de travail, attestation d'entrée en formation, certificat d'immatriculation...).

Le bilan de l'action sera accompagné de son bilan financier ainsi que des justificatifs acquittés à hauteur du versement de l'enveloppe financière retenue.

Fait à TULLE, le

LE PARTENAIRE,
(CACHET ET SIGNATURE)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

PASCAL COSTE



CORREZE
LE DÉPARTEMENT

CONVENTION D'OBJECTIF

LIÉE À LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION FINANCÉE
DANS LE CADRE DU PACTE TERRITORIAL D'INSERTION

Entre :

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CORRÈZE

Hôtel du Département
9, rue René et Émile Fage
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, son Président.

Et

L'ASSOCIATION ARCADOUR

Chantier d'Insertion
ZA du Bois Duval
19300 ROSIERS D'EGLÉTONS

Représentée par Monsieur Jean BOINET, son Président.

VU la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 relative à l'adoption du Pacte Territorial d'Insertion 2022/2024

VU la délibération du Conseil départemental en date du 08 avril 2022 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- l'intervention du Conseil départemental dans l'organisation d'une action d'insertion au profit des bénéficiaires du rSa,
- les objectifs du partenaire dans la mise en œuvre de cette action.

Le partenaire devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires du rSa pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action.

De plus, dans toute communication sur son action, le partenaire s'engage à préciser et informer de l'intervention du Conseil départemental.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GÉNÉRALES

OBJECTIFS DE L'ACTION :

- √ initier la remobilisation des personnes vers l'emploi,
- √ permettre le développement de l'autonomie professionnelle,
- √ renforcer l'employabilité,
- √ favoriser l'accès à la formation,
- √ favoriser l'orientation, l'accès et l'intégration dans le secteur marchand,
- √ encourager les sorties positives de bénéficiaires du rSa.

A noter que sont entendues comme sorties positives, les : CDI (minimum 20H/semaine), CDD de 6 mois et plus ou cumulés sur une période de 6 mois consécutifs sur la base minimale de 20H/semaine, contrats aidés (PEC), création ou reprise d'entreprise, CDDI en EI, formation pré-qualifiante ou qualifiante; A la sortie du chantier ou dans un délai de 3 mois à compter de celle-ci, sur présentation des pièces justificatives.

DESCRIPTIF DE L'ACTION :

- Dans le cadre d'un contrat à durée déterminé d'insertion permettre aux bénéficiaires du rSa d'engager un processus d'insertion professionnelle.
- Accompagner l'insertion professionnelle :
 - accueillir, informer, orienter
 - évaluer et construire le projet professionnel et les différentes étapes nécessaires au regard de l'emploi et/ou de la formation,
 - proposer des formations adaptées et individualisées,
 - accompagner la réalisation de PMSMP (période de mise en situation en milieu professionnel) nécessaires à découverte ou la validation d'un projet professionnel,
 - développer des ateliers thématiques en lien avec les besoins repérés (ex : action collective de prévention santé, intervention d'un psychologue, projet culturel ou sportif visant la valorisation de l'individu...).
- Accompagner la sortie dans l'emploi ou la formation.

ACTIVITÉ DE LA STRUCTURE :

Le chantier d'insertion s'appuie sur des activités liées à l'entretien d'espace rural (entretien et restauration de berges de rivières et de sites naturels, balisage et aménagement de sentiers de randonnée), entretien d'espaces verts et de petits travaux de maçonnerie.

NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES DU RSA CONCERNÉS :

Le nombre de personnes concernées par cette action est fixé à **4 parcours pour des bénéficiaires du rSa correspondant à 48 mois.**

Cette condition s'apprécie en année civile.

ARTICLE 3 : PUBLIC CONCERNÉ

Sont concernées les personnes pour lesquelles le Président du Conseil départemental de la Corrèze a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa.

Les bénéficiaires du rSa doivent avoir contractualisé leur parcours d'insertion avec le Président du Conseil départemental.

ARTICLE 4 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2022.

ARTICLE 5 : MODIFICATION ET DÉNONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée, par voie d'avenant, à tout moment, après accord des deux parties.

Elle peut être dénoncée, par l'une ou l'autre des parties contractantes, sous réserve d'un préavis de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Tout litige susceptible de survenir entre les parties, à l'occasion de l'application de la présente convention, fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.

A défaut, l'affaire sera portée, par la partie la plus diligente, devant le tribunal administratif.

ARTICLE 7 : CONTRÔLE DE LA COLLECTIVITÉ

La présente convention ouvre aux services du Département la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice.

Ils peuvent, en outre, procéder à toutes vérifications nécessaires, sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.

Le partenaire s'engage, envers le Conseil départemental, à l'informer de tout changement affectant ses statuts, la composition de son conseil d'administration et de son bureau.

ARTICLE 8 : ÉVALUATION DE L'ACTION

Le chantier d'insertion effectuera :

➤ Une évaluation finale, renseignée à l'aide de l'outil joint en annexe, sur l'activité réalisée au titre de l'année, à adresser par courrier (Service Insertion, Hôtel du Département Marbot, 9 rue René et Émile Fage 19005 Tulle Cedex) et par mail à vcornee@correze.fr, au plus tard le 22 novembre 2022, ainsi que les justificatifs relatifs aux sorties positives et le bilan financier.

➤ Un comité de pilotage auquel sera convié le Conseil départemental (Service Insertion).

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

9.1. Confidentialité :

Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;

- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le signataire de la convention (qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles. Pour toute question, vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous :

Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

9.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 10 : FINANCEMENT

Au titre du P.T.I., le Conseil départemental alloue, une aide financière à l'employeur, qui a pour objet de cofinancer l'accompagnement professionnel des personnes en insertion en vue de favoriser les sorties positives.

Ce montant s'élève, au titre de l'année 2022, à :

- 1500 € pour chaque parcours de 12 mois, sur l'année considérée, au titre de l'accompagnement professionnel,
- 800 € par sortie positive, sur présentation des justificatifs.

MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT :

* Accompagnement professionnel : 6 000 € (4 parcours de 12 mois)

➔ Un premier acompte de 50%, soit 3 000 €, sera versé à la signature de la présente convention

➔ Le solde sera versé sur présentation de l'évaluation finale, conformément à l'article 8. Il sera proratisé au regard du taux de réalisation de l'action.

* Sorties positives : 800 € par sortie positive

➔ Le solde sera versé sur présentation de l'évaluation finale, conformément à l'article 8 et des justificatifs des sorties (contrat de travail, attestation d'entrée en formation, certificat d'immatriculation...).

Le bilan de l'action sera accompagné de son bilan financier ainsi que des justificatifs acquittés à hauteur du versement de l'enveloppe financière retenue.

Fait à TULLE, le

LE PARTENAIRE,
(CACHET ET SIGNATURE)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

Pascal COSTE

CONVENTION D'OBJECTIF

LIÉE À LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION FINANCÉE
DANS LE CADRE DU PACTE TERRITORIAL D'INSERTION

Entre :

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CORRÈZE

Hôtel du Département
9, rue René et Émile Fage
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, son Président

Et

LE CCAS DE BRIVE LA GAILLARDE

Chantier d'Insertion porté par l'Épicerie Sociale et Solidaire, CCAS de Brive
22 rue Berlioz
19100 BRIVE

Représenté par Monsieur Frédéric SOULIER, son Président

VU la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 relative à l'adoption du Pacte Territorial d'Insertion 2022/2024

VU la délibération du Conseil départemental en date du 08 avril 2022 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- l'intervention du Conseil départemental dans l'organisation d'une action d'insertion au profit des bénéficiaires du rSa,
- les objectifs du partenaire dans la mise en œuvre de cette action.

Le partenaire devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires du rSa pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action.

De plus, dans toute communication sur son action, le partenaire s'engage à préciser et informer de l'intervention du Conseil départemental.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GÉNÉRALES

OBJECTIFS DE L'ACTION :

- √ initier la remobilisation des personnes vers l'emploi,
- √ permettre le développement de l'autonomie professionnelle,
- √ renforcer l'employabilité,
- √ favoriser l'accès à la formation,
- √ favoriser l'orientation, l'accès et l'intégration dans le secteur marchand,
- √ encourager les sorties positives de bénéficiaires du rSa.

A noter que sont entendues comme sorties positives, les : CDI (minimum 20H/semaine), CDD de 6 mois et plus ou cumulés sur une période de 6 mois consécutifs sur la base minimale de 20H/semaine, contrats aidés (PEC), création ou reprise d'entreprise, CDDI en EI, formation pré-qualifiante ou qualifiante; A la sortie du chantier ou dans un délai de 3 mois à compter de celle-ci, sur présentation des pièces justificatives

DESCRIPTIF DE L'ACTION :

- Dans le cadre d'un contrat à durée déterminé d'insertion, permettre aux bénéficiaires du rSa d'engager un processus d'insertion professionnelle,
- Accompagner l'insertion professionnelle :
 - accueillir, informer, orienter
 - évaluer et construire le projet professionnel et les différentes étapes nécessaires au regard de l'emploi et/ou de la formation,
 - proposer des formations adaptées et individualisées,
 - accompagner la réalisation de PMSMP (période de mise en situation en milieu professionnel) nécessaires à découverte ou la validation d'un projet professionnel,
 - développer des ateliers thématiques en lien avec les besoins repérés (ex : action collective de prévention santé, intervention d'un psychologue, projet culturel ou sportif visant la valorisation de l'individu...).
- Accompagner la sortie dans l'emploi ou la formation.

ACTIVITÉ DE LA STRUCTURE :

Le chantier d'insertion s'appuie sur des activités liées aux métiers du commerce, de la vente et de la grande distribution (accueil physique et téléphonique, ramasse auprès des partenaires, réception des commandes, mise en rayon et suivi du stock, caisse, entretien et hygiène des locaux).

NOMBRE DE PARCOURS DE BÉNÉFICIAIRES DU RSA CONCERNÉS :

Le nombre de personnes concernées par cette action est fixé à **5 parcours pour des bénéficiaires du rSa correspondant à 60 mois.**

Cette condition s'apprécie en année civile.

ARTICLE 3 : PUBLIC CONCERNÉ

Sont concernées les personnes pour lesquelles le Président du Conseil départemental de la Corrèze a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa.

Les bénéficiaires du rSa doivent avoir contractualisé leur parcours d'insertion avec le Président du Conseil départemental.

ARTICLE 4 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2022.

ARTICLE 5 : MODIFICATION ET DÉNONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée, par voie d'avenant, à tout moment, après accord des deux parties.

Elle peut être dénoncée, par l'une ou l'autre des parties contractantes, sous réserve d'un préavis de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Tout litige, susceptible de survenir entre les parties, à l'occasion de l'application de la présente convention, fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.

A défaut, l'affaire sera portée par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif.

ARTICLE 7 : CONTRÔLE DE LA COLLECTIVITÉ

La présente convention ouvre aux services du Département, la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice.

Ils peuvent, en outre, procéder à toutes vérifications nécessaires, sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.

Le partenaire s'engage, envers le Conseil départemental, à l'informer de tout changement affectant ses statuts, la composition de son conseil d'administration et de son bureau.

ARTICLE 8 : ÉVALUATION DE L'ACTION

Le chantier d'insertion effectuera :

➤ Une évaluation finale sur l'activité réalisée au titre de l'année, renseignée à l'aide de l'outil d'évaluation joint en annexe, à adresser par courrier (Service Insertion, Hôtel du Département Marbot, 9 rue René et Émile Fage 19005 Tulle Cedex) et par mail à vcornee@correze.fr, au plus tard le 22 novembre 2022, ainsi que les justificatifs relatifs aux sorties positives et le bilan financier.

➤ Un comité de pilotage auquel sera convié le Conseil départemental (Service Insertion).

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

9.1. Confidentialité :

Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant. Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le signataire de la convention (qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles. Pour toute question, vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous :

Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

9.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 10 : FINANCEMENT

Au titre du P.T.I., le Conseil départemental alloue, une aide financière à l'employeur, qui a pour objet de cofinancer l'accompagnement professionnel des personnes en insertion en vue de favoriser les sorties positives.

Ce montant s'élève, au titre de l'année 2022, à :

- 1500 € pour chaque parcours de 12 mois, sur l'année considérée, au titre de l'accompagnement professionnel,
- 800 € par sortie positive, sur présentation des justificatifs.

MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT :

* Accompagnement professionnel : 7 500 € (5 parcours de 12 mois)

➡ Un premier acompte de 50%, soit 3 750 €, sera versé à la signature de la présente convention

➡ Le solde sera versé sur présentation de l'évaluation finale, conformément à l'article 8. Il sera proratisé au regard du taux de réalisation de l'action.

* Sorties positives : 800 € par sortie positive

➡ Le solde sera versé sur présentation de l'évaluation finale, conformément à l'article 8 et des justificatifs des sorties (contrat de travail, attestation d'entrée en formation, certificat d'immatriculation...).

Le bilan de l'action sera accompagné de son bilan financier ainsi que des justificatifs acquittés à hauteur du versement de l'enveloppe financière retenue.

Fait à TULLE, le

LE PARTENAIRE,
(CACHET ET SIGNATURE)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

PASCAL COSTE



CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

CONVENTION D'OBJECTIF

LIÉE À LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION FINANCÉE
DANS LE CADRE DU PACTE TERRITORIAL D'INSERTION

Entre :

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CORRÈZE

Hôtel du Département
9, rue René et Émile Fage
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, son Président.

Et

LE CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE TULLE

Chantier d'Insertion
Maison de la Solidarité
25, quai Gabriel Péri
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Bernard COMBES, son Président.

VU la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 relative à l'adoption du Pacte Territorial d'Insertion 2022/2024

VU la délibération du Conseil départemental en date du 08 avril 2022 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- l'intervention du Conseil départemental dans l'organisation d'une action d'insertion au profit des bénéficiaires du rSa,
- les objectifs du partenaire dans la mise en œuvre de cette action.

Le partenaire devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires du rSa pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action.

De plus, dans toute communication sur son action, le partenaire s'engage à préciser et informer de l'intervention du Conseil départemental.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GÉNÉRALES

OBJECTIFS DE L'ACTION :

- √ initier la remobilisation des personnes vers l'emploi,
- √ permettre le développement de l'autonomie professionnelle,
- √ renforcer l'employabilité,
- √ favoriser l'accès à la formation,
- √ favoriser l'orientation, l'accès et l'intégration dans le secteur marchand,
- √ encourager les sorties positives de bénéficiaires du rSa.

A noter que sont entendues comme sorties positives, les : CDI (minimum 20H/semaine), CDD de 6 mois et plus ou cumulés sur une période de 6 mois consécutifs sur la base minimale de 20H/semaine, contrats aidés (PEC), création ou reprise d'entreprise, CDDI en EI, formation pré-qualifiante ou qualifiante; A la sortie du chantier ou dans un délai de 3 mois à compter de celle-ci, sur présentation des pièces justificatives.

DESCRIPTIF DE L'ACTION :

- Dans le cadre d'un contrat à durée déterminé d'insertion, permettre aux bénéficiaires du rSa d'engager un processus d'insertion professionnelle,
- Accompagner l'insertion professionnelle :
 - accueillir, informer, orienter
 - évaluer et construire le projet professionnel et les différentes étapes nécessaires au regard de l'emploi et/ou de la formation,
 - proposer des formations adaptées et individualisées,
 - accompagner la réalisation de PMSMP (période de mise en situation en milieu professionnel) nécessaires à découverte ou la validation d'un projet professionnel,
 - développer des ateliers thématiques en lien avec les besoins repérés (ex : action collective de prévention santé, intervention d'un psychologue, projet culturel ou sportif visant la valorisation de l'individu...).
- Accompagner la sortie dans l'emploi ou la formation.

ACTIVITÉ DE LA STRUCTURE :

Le chantier d'insertion s'appuie sur des activités liées à l'entretien de locaux municipaux et l'entretien extérieur des quartiers de la ville de Tulle.

NOMBRE DE PARCOURS DE BÉNÉFICIAIRES DU RSA CONCERNÉS :

Le nombre de personnes concernées par cette action est fixé à **4 parcours pour des bénéficiaires du rSa correspondant à 48 mois.**

Cette condition s'apprécie en année civile.

ARTICLE 3 : PUBLIC CONCERNÉ

Sont concernées les personnes pour lesquelles le Président du Conseil départemental de la Corrèze a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa.

Les bénéficiaires du rSa doivent avoir contractualisé leur parcours d'insertion avec le Président du Conseil départemental.

ARTICLE 4 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2022.

ARTICLE 5 : MODIFICATION ET DÉNONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée, par voie d'avenant à tout moment, après accord des deux parties.

Elle peut être dénoncée, par l'une ou l'autre des parties contractantes, sous réserve d'un préavis de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Tout litige susceptible de survenir, entre les parties, à l'occasion de l'application de la présente convention, fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.

A défaut, l'affaire sera portée par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif.

ARTICLE 7 : CONTRÔLE DE LA COLLECTIVITÉ

La présente convention ouvre, aux services du Département, la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice.

Ils peuvent, en outre, procéder à toutes vérifications nécessaires, sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.

Le partenaire s'engage envers le Conseil départemental à l'informer de tout changement affectant ses statuts, la composition de son conseil d'administration et de son bureau.

ARTICLE 8 : ÉVALUATION DE L'ACTION

Le chantier d'insertion effectuera :

➤ Une évaluation finale, renseignée à l'aide de l'outil d'évaluation joint en annexe, sur l'activité réalisée au titre de l'année, à adresser par courrier (Service Insertion, Hôtel du Département Marbot, 9 rue René et Émile Fage 19005 Tulle Cedex) et par mail à vcornee@correze.fr, au plus tard le 22 novembre 2022, ainsi que les justificatifs relatifs aux sorties positives et le bilan financier.

➤ Un comité de pilotage auquel sera convié le Conseil départemental (Service Insertion).

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

9.1. Confidentialité :

Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant. Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le signataire de la convention (qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles. Pour toute question, vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous :

Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

9.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 10 : FINANCEMENT

Au titre du P.T.I., le Conseil départemental alloue, une aide financière à l'employeur, qui a pour objet de cofinancer l'accompagnement professionnel des personnes en insertion en vue de favoriser les sorties positives.

Ce montant s'élève, au titre de l'année 2022, à :

- 1500 € pour chaque parcours de 12 mois, sur l'année considérée, au titre de l'accompagnement professionnel,
- 800 € par sortie positive, sur présentation des justificatifs.

MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT :

* Accompagnement professionnel : 6 000 € (4 parcours de 12 mois)

➔ Un premier acompte de 50%, soit 3 000 €, sera versé à la signature de la présente convention

➔ Le solde sera versé sur présentation de l'évaluation finale, conformément à l'article 8.

Il sera proratisé au regard du taux de réalisation de l'action.

* Sorties positives : 800 € par sortie positive

➔ Le solde sera versé sur présentation de l'évaluation finale, conformément à l'article 8 et des justificatifs des sorties (contrat de travail, attestation d'entrée en formation, certificat d'immatriculation...).

Le bilan de l'action sera accompagné de son bilan financier ainsi que des justificatifs acquittés à hauteur du versement de l'enveloppe financière retenue.

Fait à TULLE, le

LE PARTENAIRE,
(CACHET ET SIGNATURE)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

Pascal COSTE

CONVENTION D'OBJECTIF

LIÉE À LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION FINANCÉE
DANS LE CADRE DU PACTE TERRITORIAL D'INSERTION

Entre :

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CORRÈZE

Hôtel du Département
9, rue René et Émile Fage
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, son Président.

Et

L'ASSOCIATION COUP DE MAIN

Chantier d'insertion
6 Bourg de St Julien
19110 SARROUX - SAINT JULIEN

Représentée par Madame Martine JAMIN, sa Présidente.

VU la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 relative à l'adoption du Pacte Territorial d'Insertion 2022/2024

VU la délibération du Conseil départemental en date du 08 avril 2022 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- l'intervention du Conseil départemental dans l'organisation d'une action d'insertion au profit des bénéficiaires du rSa,
- les objectifs du partenaire dans la mise en œuvre de cette action.

Le partenaire devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires du rSa pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action.

De plus, dans toute communication sur son action, le partenaire s'engage à préciser et informer de l'intervention du Conseil départemental.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GÉNÉRALES

OBJECTIFS DE L'ACTION :

- √ initier la remobilisation des personnes vers l'emploi,
- √ permettre le développement de l'autonomie professionnelle,
- √ renforcer l'employabilité,
- √ favoriser l'accès à la formation,
- √ favoriser l'orientation, l'accès et l'intégration dans le secteur marchand,
- √ encourager les sorties positives de bénéficiaires du rSa.

A noter que sont entendues comme sorties positives, les : CDI (minimum 20H/semaine), CDD de 6 mois et plus ou cumulés sur une période de 6 mois consécutifs sur la base minimale de 20H/semaine, contrats aidés (PEC), création ou reprise d'entreprise, CDDI en EI, formation pré-qualifiante ou qualifiante; A la sortie du chantier ou dans un délai de 3 mois à compter de celle-ci, sur présentation des pièces justificatives.

DESCRIPTIF DE L'ACTION :

- Dans le cadre d'un contrat à durée déterminé d'insertion permettre aux bénéficiaires du rSa d'engager un processus d'insertion professionnelle.
- Accompagner l'insertion professionnelle :
 - accueillir, informer, orienter
 - évaluer et construire le projet professionnel et les différentes étapes nécessaires au regard de l'emploi et/ou de la formation,
 - proposer des formations adaptées et individualisées,
 - accompagner la réalisation de PMSMP (période de mise en situation en milieu professionnel) nécessaires à découverte ou la validation d'un projet professionnel,
 - développer des ateliers thématiques en lien avec les besoins repérés (ex : action collective de prévention santé, intervention d'un psychologue, projet culturel ou sportif visant la valorisation de l'individu...).
- Accompagner la sortie dans l'emploi ou la formation.

ACTIVITÉ DE LA STRUCTURE :

Le chantier d'insertion s'appuie sur des activités liées à la restauration du petit patrimoine, au maraîchage, à l'entretien des espaces naturels, à l'ouverture et l'entretien de sentiers de randonnée et à la sylviculture dont la taille d'arbres et le bois de chauffage.

NOMBRE DE PARCOURS DE BÉNÉFICIAIRES DU RSA CONCERNÉS :

Le nombre de personnes concernées par cette action est fixé à **7 parcours pour des bénéficiaires du rSa correspondant à 84 mois.**

Cette condition s'apprécie en année civile.

ARTICLE 3 : PUBLIC CONCERNÉ

Sont concernées les personnes pour lesquelles le Président du Conseil départemental de la Corrèze a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa.

Les bénéficiaires du rSa doivent avoir contractualisé leur parcours d'insertion avec le Président du Conseil départemental.

ARTICLE 4 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2022.

ARTICLE 5 : MODIFICATION ET DÉNONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée par voie d'avenant, à tout moment, après accord des deux parties.

Elle peut être dénoncée, par l'une ou l'autre des parties contractantes, sous réserve d'un préavis de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Tout litige, susceptible de survenir entre les parties, à l'occasion de l'application de la présente convention, fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.

A défaut, l'affaire sera portée par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif.

ARTICLE 7 : CONTRÔLE DE LA COLLECTIVITÉ

La présente convention ouvre, aux services du Département, la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice.

Ils peuvent, en outre, procéder à toutes vérifications nécessaires, sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.

Le partenaire s'engage, envers le Conseil départemental, à l'informer de tout changement affectant ses statuts, la composition de son conseil d'administration et de son bureau.

ARTICLE 8 : ÉVALUATION DE L'ACTION

Le chantier d'insertion effectuera :

➤ Une évaluation finale, renseignée à l'aide de l'outil d'évaluation joint en annexe, sur l'activité réalisée au titre de l'année, à adresser par courrier (Service Insertion, Hôtel du Département Marbot, 9 rue René et Émile Fage 19005 Tulle Cedex) et par mail à vcornee@correze.fr, au plus tard le 22 novembre 2022, ainsi que les justificatifs relatifs aux sorties positives et le bilan financier.

➤ Un comité de pilotage auquel sera convié le Conseil départemental (Service Insertion).

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

9.1. Confidentialité :

Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le signataire de la convention (qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles. Pour toute question, vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous :

Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

9.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention

ARTICLE 10 : FINANCEMENT

Au titre du P.T.I., le Conseil départemental alloue, une aide financière à l'employeur, qui a pour objet de cofinancer l'accompagnement professionnel des personnes en insertion en vue de favoriser les sorties positives.

Ce montant s'élève, au titre de l'année 2022, à :

- 1500 € pour chaque parcours de 12 mois, sur l'année considérée, au titre de l'accompagnement professionnel,
- 800 € par sortie positive, sur présentation des justificatifs.

MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT :

* Accompagnement professionnel : 10 500 € (7 parcours de 12 mois)

➡ Un premier acompte de 50%, soit 5 250 €, sera versé à la signature de la présente convention

➡ Le solde sera versé sur présentation de l'évaluation finale, conformément à l'article 8.

Il sera proratisé au regard du taux de réalisation de l'action.

* Sorties positives : 800 € par sortie positive

➡ Le solde sera versé sur présentation de l'évaluation finale, conformément à l'article 8 et des justificatifs des sorties (contrat de travail, attestation d'entrée en formation, certificat d'immatriculation...).

Le bilan de l'action sera accompagné de son bilan financier ainsi que des justificatifs acquittés à hauteur du versement de l'enveloppe financière retenue.

Fait à TULLE, le

LE PARTENAIRE,
(CACHET ET SIGNATURE)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,
PASCAL COSTE

CONVENTION D'OBJECTIF

LIÉE À LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION FINANCÉE
DANS LE CADRE DU PACTE TERRITORIAL D'INSERTION

Entre :

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CORRÈZE

Hôtel du Département
9, rue René et Émile Fage
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, son Président.

Et

**L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC LOCAL D'ENSEIGNEMENT ET DE FORMATION PROFESSIONNELLE AGRICOLE
HAUTE CORRÈZE**

Chantier d'Insertion
Centre de Formation aux Métiers du Golf
Route de Mauriac
19160 NEUVIC

Représenté par Monsieur Eric CAZASSUS, son Directeur.

VU la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 relative à l'adoption du Pacte Territorial d'Insertion 2022/2024

VU la délibération du Conseil départemental en date du 08 avril 2022 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- l'intervention du Conseil départemental dans l'organisation d'une action d'insertion au profit des bénéficiaires du rSa,
- les objectifs du partenaire dans la mise en œuvre de cette action.

Le partenaire devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires du rSa pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action.

De plus, dans toute communication sur son action, le partenaire s'engage à préciser et informer de l'intervention du Conseil départemental.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GÉNÉRALES

OBJECTIFS DE L'ACTION :

- √ initier la remobilisation des personnes vers l'emploi,
- √ permettre le développement de l'autonomie professionnelle,
- √ renforcer l'employabilité,
- √ favoriser l'accès à la formation,
- √ favoriser l'orientation, l'accès et l'intégration dans le secteur marchand,
- √ encourager les sorties positives de bénéficiaires du rSa.

A noter que sont entendues comme sorties positives, les : CDI (minimum 20H/semaine), CDD de 6 mois et plus ou cumulés sur une période de 6 mois consécutifs sur la base minimale de 20H/semaine, contrat aidé (PEC), création ou reprise d'entreprise, CDDI en EI, formation pré-qualifiante ou qualifiante; A la sortie du chantier ou dans un délai de 3 mois à compter de celle-ci, sur présentation des pièces justificatives.

DESCRIPTIF DE L'ACTION :

- Dans le cadre d'un contrat à durée déterminé d'insertion, permettre aux bénéficiaires du rSa d'engager un processus d'insertion professionnelle.

- Accompagner l'insertion professionnelle :
 - accueillir, informer, orienter
 - évaluer et construire le projet professionnel et les différentes étapes nécessaires au regard de l'emploi et/ou de la formation,
 - proposer des formations adaptées et individualisées,
 - accompagner la réalisation de PMSMP (période de mise en situation en milieu professionnel) nécessaires à découverte ou la validation d'un projet professionnel,
 - développer des ateliers thématiques en lien avec les besoins repérés (ex : action collective de prévention santé, intervention d'un psychologue, projet culturel ou sportif visant la valorisation de l'individu...).

- Accompagner la sortie dans l'emploi ou la formation.

ACTIVITÉ DE LA STRUCTURE :

Le chantier d'insertion s'appuie sur des activités liées aux métiers du golf : entretien des espaces verts, de sols sportifs et de grandes surfaces engazonnées, des petits travaux et des travaux d'irrigations, de drainages, d'élagages et accueil-commercial-communication.

NOMBRE DE PARCOURS DE BÉNÉFICIAIRES DU RSA CONCERNÉS :

Le nombre de parcours concernés par cette action est fixé à **2 parcours pour des bénéficiaires du rSa correspondant à 24 mois.**

Cette condition s'apprécie en année civile.

ARTICLE 3 : PUBLIC CONCERNÉ

Sont concernées, les personnes pour lesquelles le Président du Conseil départemental de la Corrèze, a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa.

Les bénéficiaires du rSa doivent avoir contractualisé leur parcours d'insertion avec le Président du Conseil départemental.

ARTICLE 4 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2022.

ARTICLE 5 : MODIFICATION ET DÉNONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée, par voie d'avenant, à tout moment, après accord des deux parties.

Elle peut être dénoncée, par l'une ou l'autre des parties contractantes, sous réserve d'un préavis de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Tout litige, susceptible de survenir entre les parties, à l'occasion de l'application de la présente convention, fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.

A défaut, l'affaire sera portée par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif.

ARTICLE 7 : CONTRÔLE DE LA COLLECTIVITÉ

La présente convention, ouvre aux services du Département, la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice.

Ils peuvent, en outre, procéder à toutes vérifications nécessaires, sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.

Le partenaire s'engage, envers le Conseil départemental, à l'informer de tout changement affectant ses statuts, la composition de son conseil d'administration et de son bureau.

ARTICLE 8 : ÉVALUATION DE L'ACTION

Le chantier d'insertion effectuera :

➤ Une évaluation finale, renseignée à l'aide de l'outil d'évaluation joint en annexe, sur l'activité réalisée au titre de l'année, à adresser par courrier (Service Insertion, Hôtel du Département Marbot, 9 rue René et Émile Fage 19005 Tulle Cedex) et par mail (vcornee@correze.fr), au plus tard le 22 novembre 2022, ainsi que les justificatifs relatifs aux sorties positives et le bilan financier.

➤ Un comité de pilotage auquel sera convié le Conseil départemental (Service Insertion).

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

9.1. Confidentialité :

Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;

- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le signataire de la convention (qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles. Pour toute question, vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous :

Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

9.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 10 : FINANCEMENT

Au titre du P.T.I., le Conseil départemental alloue, une aide financière à l'employeur, qui a pour objet de cofinancer l'accompagnement professionnel des personnes en insertion en vue de favoriser les sorties positives.

Ce montant s'élève, au titre de l'année 2022, à :

- 1500 € pour chaque parcours de 12 mois, sur l'année considérée, au titre de l'accompagnement professionnel,
- 800 € par sortie positive, sur présentation des justificatifs.

MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT :

* Accompagnement professionnel : 3 000 € (2 parcours de 12 mois)

☞ Un premier acompte de 50%, soit 1 500 €, sera versé à la signature de la présente convention

☞ Le solde sera versé sur présentation de l'évaluation finale, conformément à l'article 8.

Il sera proratisé au regard du taux de réalisation de l'action.

* Sorties positives : 800 € par sortie positive

☞ Le solde sera versé sur présentation de l'évaluation finale, conformément à l'article 8 et des justificatifs des sorties (contrat de travail, attestation d'entrée en formation, certificat d'immatriculation...).

Le bilan de l'action sera accompagné de son bilan financier ainsi que des justificatifs acquittés à hauteur du versement de l'enveloppe financière retenue.

Fait à TULLE, le

LE PARTENAIRE,
(CACHET ET SIGNATURE)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

PASCAL COSTE



CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

CONVENTION D'OBJECTIF

LIÉE À LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION FINANCÉE
DANS LE CADRE DU PACTE TERRITORIAL D'INSERTION

Entre :

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CORRÈZE

Hôtel du Département
9, rue René et Émile Fage
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, son Président.

Et

L'ASSOCIATION IDEE

Chantier d'Insertion
Le Longour
BP 50
19400 ARGENTAT
+ Antenne : 14 rue Fernand Taurisson, 19360 Malemort sur Corrèze

Représenté par Monsieur Lucien DELPEUCH, son Président.

VU la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 relative à l'adoption du Pacte Territorial d'Insertion 2022/2024

VU la délibération du Conseil départemental en date du 08 avril 2022 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- l'intervention du Conseil départemental dans l'organisation d'une action d'insertion au profit des bénéficiaires du rSa,
- les objectifs du partenaire dans la mise en œuvre de cette action.

Le partenaire devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires du rSa pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action.

De plus, dans toute communication sur son action, le partenaire s'engage à préciser et informer de l'intervention du Conseil départemental.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GÉNÉRALES

OBJECTIFS DE L'ACTION :

- √ initier la remobilisation des personnes vers l'emploi,
- √ permettre le développement de l'autonomie professionnelle,
- √ renforcer l'employabilité,
- √ favoriser l'accès à la formation,
- √ favoriser l'orientation, l'accès et l'intégration dans le secteur marchand,
- √ encourager les sorties positives de bénéficiaires du rSa.

A noter que sont entendues comme sorties positives, les : CDI (minimum 20H/semaine), CDD de 6 mois et plus ou cumulés sur une période de 6 mois consécutifs sur la base minimale de 20H/semaine, contrat aidé (PEC), création ou reprise d'entreprise, CDDI en EI, formation pré-qualifiante ou qualifiante; A la sortie du chantier ou dans un délai de 3 mois à compter de celle-ci, sur présentation des pièces justificatives.

DESCRIPTIF DE L'ACTION :

- Dans le cadre d'un contrat à durée déterminé d'insertion, permettre aux bénéficiaires du rSa d'engager un processus d'insertion professionnelle.
- Accompagner l'insertion professionnelle :
 - accueillir, informer, orienter
 - évaluer et construire le projet professionnel et les différentes étapes nécessaires au regard de l'emploi et/ou de la formation,
 - proposer des formations adaptées et individualisées,
 - accompagner la réalisation de PMSMP (période de mise en situation en milieu professionnel) nécessaires à découverte ou la validation d'un projet professionnel,
 - développer des ateliers thématiques en lien avec les besoins repérés (ex : action collective de prévention santé, intervention d'un psychologue, projet culturel ou sportif visant la valorisation de l'individu...).
- Accompagner la sortie dans l'emploi ou la formation.

ACTIVITÉ DE LA STRUCTURE :

Le chantier d'insertion s'appuie sur des activités liées à l'entretien des espaces verts, au balisage de sentiers de randonnées, à la restauration et l'entretien des berges de rivières, d'espaces naturels, au débit et vente de bois de chauffage et nettoyage de logements quand changement de locataires.

NOMBRE DE PARCOURS DE BÉNÉFICIAIRES DU RSA CONCERNÉS :

Le nombre de parcours concernés par cette action est fixé à **7** parcours pour des **bénéficiaires du rSa correspondant à 84 mois**.

Cette condition s'apprécie en année civile.

ARTICLE 3 : PUBLIC CONCERNÉ

Sont concernées les personnes pour lesquelles le Président du Conseil départemental de la Corrèze a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa.

Les bénéficiaires du rSa doivent avoir contractualisé leur parcours d'insertion avec le Président du Conseil départemental.

ARTICLE 4 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2022.

ARTICLE 5 : MODIFICATION ET DÉNONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée, par voie d'avenant, à tout moment, après accord des deux parties.

Elle peut être dénoncée, par l'une ou l'autre des parties contractantes, sous réserve d'un préavis de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Tout litige, susceptible de survenir entre les parties, à l'occasion de l'application de la présente convention, fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.

A défaut, l'affaire sera portée par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif.

ARTICLE 7 : CONTRÔLE DE LA COLLECTIVITÉ

La présente convention ouvre, aux services du Département, la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice.

Ils peuvent, en outre, procéder à toutes vérifications nécessaires, sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.

Le partenaire s'engage, envers le Conseil départemental, à l'informer de tout changement affectant ses statuts, la composition de son conseil d'administration et de son bureau.

ARTICLE 8 : ÉVALUATION DE L'ACTION

Le chantier d'insertion effectuera :

➤ Une évaluation finale, renseignée à l'aide de l'outil d'évaluation joint en annexe, sur l'activité réalisée au titre de l'année, à adresser par courrier (Service Insertion, Hôtel du Département Marbot, 9 rue René et Émile Fage 19005 Tulle Cedex) et par mail à vcornee@correze.fr, au plus tard le 22 novembre 2022, ainsi que les justificatifs relatifs aux sorties positives et le bilan financier.

➤ Un comité de pilotage auquel sera convié le Conseil départemental (Service Insertion).

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

9.1. Confidentialité :

Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le signataire de la convention (qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles. Pour toute question, vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous :

Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

9.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 10 : FINANCEMENT

Au titre du P.T.I., le Conseil départemental alloue, une aide financière à l'employeur, qui a pour objet de cofinancer l'accompagnement professionnel des personnes en insertion en vue de favoriser les sorties positives.

Ce montant s'élève, au titre de l'année 2022, à :

- 1500 € pour chaque parcours de 12 mois, sur l'année considérée, au titre de l'accompagnement professionnel,
- 800 € par sortie positive, sur présentation des justificatifs.

MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT :

* Accompagnement professionnel : 10 500 € (7 parcours de 12 mois)

➤ Un premier acompte de 50%, soit 5 250 € sera versé à la signature de la présente convention

➤ Le solde sera versé sur présentation de l'évaluation finale, conformément à l'article 8. Il sera proratisé au regard du taux de réalisation de l'action.

* Sorties positives : 800 € par sortie positive

➤ Le solde sera versé sur présentation de l'évaluation finale, conformément à l'article 8 et des justificatifs des sorties (contrat de travail, attestation d'entrée en formation, certificat d'immatriculation...).

Le bilan de l'action sera accompagné de son bilan financier ainsi que des justificatifs acquittés à hauteur du versement de l'enveloppe financière retenue.

Fait à TULLE, le

LE PARTENAIRE,
(CACHET ET SIGNATURE)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

PASCAL COSTE

CONVENTION D'OBJECTIF

LIÉE À LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION FINANCÉE
DANS LE CADRE DU PACTE TERRITORIAL D'INSERTION

Entre :

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CORRÈZE

Hôtel du Département
9, rue René et Émile Fage
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, son Président.

Et

L'ASSOCIATION "LES AMIS DE LUCIE FER"

Chantier d'Insertion
3 avenue Pasteur
19100 BRIVE-LA-GAILLARDE

Représentée par Monsieur Ali ELDID, son Président.

VU la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 relative à l'adoption du Pacte Territorial d'Insertion 2022/2024

VU la délibération du Conseil départemental en date du 08 avril 2022 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- l'intervention du Conseil départemental dans l'organisation d'une action d'insertion au profit des bénéficiaires du rSa,
- les engagements de l'opérateur dans la mise en œuvre de cette action.

L'opérateur devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires du rSa pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action.

De plus, dans toute communication sur son action, l'opérateur s'engage à préciser et informer de l'intervention du Conseil départemental.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GÉNÉRALES

OBJECTIFS DE L'ACTION :

- √ initier la remobilisation des personnes vers l'emploi,
- √ permettre le développement de l'autonomie professionnelle,
- √ renforcer l'employabilité,
- √ favoriser l'accès à la formation,
- √ favoriser l'orientation, l'accès et l'intégration dans le secteur marchand,
- √ encourager les sorties positives de bénéficiaires du rSa.

A noter que sont entendues comme sorties positives, les : CDI (minimum 20H/semaine), CDD de 6 mois et plus ou cumulés sur une période de 6 mois consécutifs sur la base minimale de 20H/semaine, contrat aidé (PEC), création ou reprise d'entreprise, CDDI en EI, formation pré-qualifiante ou qualifiante; A la sortie du chantier ou dans un délai de 3 mois à compter de celle-ci, sur présentation des pièces justificatives.

DESCRIPTIF DE L'ACTION :

- Dans le cadre d'un contrat à durée déterminé d'insertion, permettre aux bénéficiaires du rSa d'engager un processus d'insertion professionnelle.
- Accompagner l'insertion professionnelle :
 - accueillir, informer, orienter
 - évaluer et construire le projet professionnel et les différentes étapes nécessaires au regard de l'emploi et/ou de la formation,
 - proposer des formations adaptées et individualisées,
 - accompagner la réalisation de PMSMP (période de mise en situation en milieu professionnel) nécessaires à découverte ou la validation d'un projet professionnel,
 - développer des ateliers thématiques en lien avec les besoins repérés (ex : action collective de prévention santé, intervention d'un psychologue, projet culturel ou sportif visant la valorisation de l'individu...).
- Accompagner la sortie dans l'emploi ou la formation.

ACTIVITÉ DE LA STRUCTURE :

Le chantier d'insertion s'appuie sur des activités liées à la friperie, la confection de textiles, la couture et le repassage avec possibilité de livraison.

NOMBRE DE PARCOURS DE BÉNÉFICIAIRES DU RSA CONCERNÉS :

Le nombre de parcours concernés par cette action est fixé à **6 parcours pour des bénéficiaires du rSa correspondant à 72 mois.**

Cette condition s'apprécie en année civile.

ARTICLE 3 : PUBLIC CONCERNÉ

Sont concernées les personnes pour lesquelles le Président du Conseil départemental de la Corrèze a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa.

Les bénéficiaires du rSa doivent avoir contractualisé leur parcours d'insertion avec le Président du Conseil départemental.

ARTICLE 4 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2022.

ARTICLE 5 : MODIFICATION ET DÉNONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée, par voie d'avenant, à tout moment, après accord des deux parties.

Elle peut être dénoncée, par l'une ou l'autre des parties contractantes, sous réserve d'un préavis de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Tout litige, susceptible de survenir entre les parties, à l'occasion de l'application de la présente convention, fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.

A défaut, l'affaire sera portée par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif.

ARTICLE 7 : CONTRÔLE DE LA COLLECTIVITÉ

La présente convention ouvre, aux services du Département, la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice.

Ils peuvent, en outre, procéder à toutes vérifications nécessaires, sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.

Le partenaire s'engage, envers le Conseil départemental, à l'informer de tout changement affectant ses statuts, la composition de son conseil d'administration et de son bureau.

ARTICLE 8 : ÉVALUATION DE L'ACTION

Le chantier d'insertion effectuera :

➤ Une évaluation finale, renseignée à l'aide de l'outil d'évaluation joint en annexe, sur l'activité réalisée au titre de l'année, à adresser par courrier (Service Insertion, Hôtel du Département Marbot, 9 rue René et Émile Fage 19005 Tulle Cedex) et par mail à vcornee@correze.fr, au plus tard le 22 novembre 2022, ainsi que les justificatifs relatifs aux sorties positives et le bilan financier.

➤ Un comité de pilotage auquel sera convié le Conseil départemental (Service Insertion).

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

9.1. Confidentialité :

Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le signataire de la convention (qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles. Pour toute question, vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous :

9.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 10 : FINANCEMENT

Au titre du P.T.I., le Conseil départemental alloue, une aide financière à l'employeur, qui a pour objet de cofinancer l'accompagnement professionnel des personnes en insertion en vue de favoriser les sorties positives.

Ce montant s'élève, au titre de l'année 2022, à :

- 1500 € pour chaque parcours de 12 mois, sur l'année considérée, au titre de l'accompagnement professionnel,
- 800 € par sortie positive, sur présentation des justificatifs.

MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT :

* Accompagnement professionnel : 9 000 € (6 parcours de 12 mois)

➔ Un premier acompte de 50%, soit 4 500 € sera versé à la signature de la présente convention

➔ Le solde sera versé sur présentation de l'évaluation finale, conformément à l'article 8.

Il sera proratisé au regard du taux de réalisation de l'action.

* Sorties positives : 800 € par sortie positive

➔ Le solde sera versé sur présentation de l'évaluation finale, conformément à l'article 8 et des justificatifs des sorties (contrat de travail, attestation d'entrée en formation, certificat d'immatriculation...).

Le bilan de l'action sera accompagné de son bilan financier ainsi que des justificatifs acquittés à hauteur du versement de l'enveloppe financière retenue.

Fait à TULLE, le

LE PARTENAIRE,
(CACHET ET SIGNATURE)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

PASCAL COSTE

CONVENTION D'OBJECTIF

LIÉE À LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION FINANCÉE
DANS LE CADRE DU PACTE TERRITORIAL D'INSERTION

Entre :

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CORRÈZE

Hôtel du Département
9, rue René et Émile Fage
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, son Président

Et

L'ASSOCIATION DE PRÉFIGURATION DE LA REGIE DE TERRITOIRE DU BASSIN DE BRIVE LA GAILLARDE

Chantier d'Insertion
24 rue Maximilien Robespierre
19100 BRIVE LA GAILLARDE

Représentée par Madame Sandrine MAURIN, sa Présidente.

VU la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 relative à l'adoption du Pacte Territorial d'Insertion 2022/2024

VU la délibération du Conseil départemental en date du 08 avril 2022 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- l'intervention du Conseil départemental dans l'organisation d'une action d'insertion au profit des bénéficiaires du rSa,
- les objectifs du partenaire dans la mise en œuvre de cette action.

Le partenaire devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires du rSa pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action.

De plus, dans toute communication sur son action, le partenaire s'engage à préciser et informer de l'intervention du Conseil départemental.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GÉNÉRALES

OBJECTIFS DE L'ACTION :

- √ initier la remobilisation des personnes vers l'emploi,
- √ permettre le développement de l'autonomie professionnelle,
- √ renforcer l'employabilité,
- √ favoriser l'accès à la formation,
- √ favoriser l'orientation, l'accès et l'intégration dans le secteur marchand,
- √ encourager les sorties positives de bénéficiaires du rSa.

A noter que sont entendues comme sorties positives, les : CDI (minimum 20H/semaine), CDD de 6 mois et plus ou cumulés sur une période de 6 mois consécutifs sur la base minimale de 20H/semaine, contrats aidés (PEC), création ou reprise d'entreprise, CDDI en EI, formation pré-qualifiante ou qualifiante; A la sortie du chantier ou dans un délai de 3 mois à compter de celle-ci, sur présentation des pièces justificatives.

DESCRIPTIF DE L'ACTION :

- Dans le cadre d'un contrat à durée déterminé d'insertion, permettre aux bénéficiaires du rSa d'engager un processus d'insertion professionnelle,
- Accompagner l'insertion professionnelle :
 - accueillir, informer, orienter
 - évaluer et construire le projet professionnel et les différentes étapes nécessaires au regard de l'emploi et/ou de la formation,
 - proposer des formations adaptées et individualisées,
 - accompagner la réalisation de PMSMP (période de mise en situation en milieu professionnel) nécessaires à découverte ou la validation d'un projet professionnel,
 - développer des ateliers thématiques en lien avec les besoins repérés (ex : action collective de prévention santé, intervention d'un psychologue, projet culturel ou sportif visant la valorisation de l'individu...).
- Accompagner la sortie dans l'emploi ou la formation.

ACTIVITÉ DE LA STRUCTURE :

Le chantier d'insertion s'appuie sur des activités liées aux métiers du bâtiment et du second œuvre, ceux de la propreté des espaces publics et urbains, des espaces verts et ceux des travaux courants d'entretien des voiries et du mobilier urbain.

NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES DU RSA CONCERNÉS :

Le nombre de personnes concernées par cette action est fixé à **17 parcours pour des bénéficiaires du rSa correspondant à 204 mois.**

Cette condition s'apprécie en année civile.

ARTICLE 3 : PUBLIC CONCERNÉ

Sont concernées les personnes pour lesquelles le Président du Conseil départemental de la Corrèze a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa.

Les bénéficiaires du rSa doivent avoir contractualisé leur parcours d'insertion avec le Président du Conseil départemental.

ARTICLE 4 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2022.

ARTICLE 5 : MODIFICATION ET DÉNONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée, par voie d'avenant, à tout moment, après accord des deux parties.

Elle peut être dénoncée, par l'une ou l'autre des parties contractantes, dans un délai de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Tout litige, susceptible de survenir entre les parties, à l'occasion de l'application de la présente convention, fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.

A défaut, l'affaire sera portée par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif.

ARTICLE 7 : CONTRÔLE DE LA COLLECTIVITÉ

La présente convention ouvre, aux services du Département, la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice.

Ils peuvent, en outre, procéder à toutes vérifications nécessaires, sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.

Le partenaire s'engage, envers le Conseil départemental, à l'informer de tout changement affectant ses statuts, la composition de son conseil d'administration et de son bureau.

ARTICLE 8 : ÉVALUATION DE L'ACTION

Le chantier d'insertion effectuera :

➤ Une évaluation finale, sur l'activité réalisée au titre de l'année, renseignée à l'aide de l'outil joint en annexe, à adresser par courrier (Service Insertion, Hôtel du Département Marbot, 9 rue René et Émile Fage 19005 Tulle Cedex) et par mail à vcornee@correze.fr, au plus tard le 22 novembre 2022, ainsi que les justificatifs relatifs aux sorties positives et le bilan financier.

➤ Un comité de pilotage auquel sera convié le Conseil départemental (Service Insertion).

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

9.1. Confidentialité :

Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;

- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le signataire de la convention (qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles. Pour toute question, vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous :

Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

9.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 10 : FINANCEMENT

Au titre du P.T.I., le Conseil départemental alloue, une aide financière à l'employeur, qui a pour objet de cofinancer l'accompagnement professionnel des personnes en insertion en vue de favoriser les sorties positives.

Ce montant s'élève, au titre de l'année 2022, à :

- 1500 € pour chaque parcours de 12 mois, sur l'année considérée, au titre de l'accompagnement professionnel,
- 800 € par sortie positive, sur présentation des justificatifs.

MODALITÉS DE VERSEMENT :

* Accompagnement professionnel : 25 500 € (17 parcours de 12 mois)

➡ Un premier acompte de 50%, soit 12 750 € sera versé à la signature de la présente convention

➡ Le solde sera versé sur présentation de l'évaluation finale de l'activité, conformément à l'article 8.

Il sera proratisé au regard du taux de réalisation de l'action.

* Sorties positives : 800€ par sortie positive

➡ Le solde sera versé sur présentation de l'évaluation finale de l'activité conformément à l'article 8 et des justificatifs des sorties (contrat de travail, attestation d'entrée en formation, certificat d'immatriculation...).

Le bilan de l'action sera accompagné de son bilan financier ainsi que des justificatifs acquittés à hauteur du versement de l'enveloppe financière retenue.

Fait à TULLE, le

LE PARTENAIRE,
(CACHET ET SIGNATURE)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

PASCAL COSTE



CORREZE
LE DÉPARTEMENT

CONVENTION D'OBJECTIF

LIÉE À LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION FINANCÉE
DANS LE CADRE DU PACTE TERRITORIAL D'INSERTION

Entre :

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CORRÈZE

Hôtel du Département
9, rue René et Émile Fage
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, son Président.

Et

L'ASSOCIATION LES RESTAURANTS DU COEUR

Chantier d'Insertion Blanc
13 rue du Bessot,
19360 MALEMORT

Représentée par Madame Annie VERDIER-MARTHON, sa Présidente.

VU la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 relative à l'adoption du Pacte Territorial d'Insertion 2022/2024

VU la délibération du Conseil départemental en date du 08 avril 2022 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- l'intervention du Conseil départemental dans l'organisation d'une action d'insertion au profit des bénéficiaires du rSa,
- les objectifs du partenaire dans la mise en œuvre de cette action.

Le partenaire devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires du rSa pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action.

De plus, dans toute communication sur son action, le partenaire s'engage à préciser et informer de l'intervention du Conseil départemental.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GÉNÉRALES

OBJECTIFS DE L'ACTION :

- √ initier la remobilisation des personnes vers l'emploi,
- √ permettre le développement de l'autonomie professionnelle,
- √ renforcer l'employabilité,
- √ favoriser l'accès à la formation,
- √ favoriser l'orientation, l'accès et l'intégration dans le secteur marchand,
- √ encourager les sorties positives de bénéficiaires du rSa.

A noter que sont entendues comme sorties positives, les : CDI (minimum 20H/semaine), CDD de 6 mois et plus ou cumulés sur une période de 6 mois consécutifs sur la base minimale de 20H/semaine, contrat aidé (PEC), création ou reprise d'entreprise, CDDI en EI, formation pré-qualifiante ou qualifiante; A la sortie du chantier ou dans un délai de 3 mois à compter de celle-ci, sur présentation des pièces justificatives.

DESCRIPTIF DE L'ACTION :

- Dans le cadre d'un contrat à durée déterminé d'insertion, permettre aux bénéficiaires du rSa d'engager un processus d'insertion professionnelle,
- Accompagner l'insertion professionnelle :
 - accueillir, informer, orienter
 - évaluer et construire le projet professionnel et les différentes étapes nécessaires au regard de l'emploi et/ou de la formation,
 - proposer des formations adaptées et individualisées,
 - accompagner la réalisation de PMSMP (période de mise en situation en milieu professionnel) nécessaires à découverte ou la validation d'un projet professionnel,
 - développer des ateliers thématiques en lien avec les besoins repérés (ex : action collective de prévention santé, intervention d'un psychologue, projet culturel ou sportif visant la valorisation de l'individu...).
- Accompagner la sortie dans l'emploi ou la formation.

ACTIVITÉ DE LA STRUCTURE :

Le chantier d'insertion s'appuie sur des activités liées à la collecte, la réparation de matériel électroménager "blanc" avec revente à prix modique à des familles en grande difficulté.

NOMBRE DE PARCOURS DE BÉNÉFICIAIRES DU RSA CONCERNÉS :

Le nombre de parcours concernés par cette action est fixé à **7 parcours pour des bénéficiaires du rSa correspondant à 84 mois.**

Cette condition s'apprécie en année civile.

ARTICLE 3 : PUBLIC CONCERNÉ

Sont concernées les personnes pour lesquelles le Président du Conseil départemental de la Corrèze a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa.

Les bénéficiaires du rSa doivent avoir contractualisé leur parcours d'insertion avec le Président du Conseil départemental.

ARTICLE 4 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2022.

ARTICLE 5 : MODIFICATION ET DÉNONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée, par voie d'avenant, à tout moment, après accord des deux parties.

Elle peut être dénoncée, par l'une ou l'autre des parties contractantes, dans un délai de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Tout litige, susceptible de survenir entre les parties, à l'occasion de l'application de la présente convention, fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.

A défaut, l'affaire sera portée par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif.

ARTICLE 7 : CONTRÔLE DE LA COLLECTIVITÉ

La présente convention ouvre, aux services du Département, la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice.

Ils peuvent, en outre, procéder à toutes vérifications nécessaires, sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.

L'opérateur s'engage, envers le Conseil départemental, à l'informer de tout changement affectant ses statuts, la composition de son conseil d'administration et de son bureau.

ARTICLE 8 : ÉVALUATION DE L'ACTION

Le chantier d'insertion effectuera :

➤ Une évaluation finale, renseignée à l'aide de l'outil d'évaluation joint en annexe, sur l'activité réalisée au titre de l'année, à adresser par courrier (Service Insertion, Hôtel du

Département Marbot, 9 rue René et Émile Fage 19005 Tulle Cedex) et par mail à vcornee@correze.fr, au plus tard le 22 novembre 2022, ainsi que les justificatifs relatifs aux sorties positives et le bilan financier.

- Un comité de pilotage auquel sera convié le Conseil départemental (Service Insertion).

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

9.1. Confidentialité :

Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le signataire de la convention (qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles. Pour toute question, vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous :

Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

9.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 10 : FINANCEMENT

Au titre du P.T.I., le Conseil départemental alloue, une aide financière à l'employeur, qui a pour objet de cofinancer l'accompagnement professionnel des personnes en insertion en vue de favoriser les sorties positives.

Ce montant s'élève, au titre de l'année 2022, à :

- 1500 € pour chaque parcours de 12 mois, sur l'année considérée, au titre de l'accompagnement professionnel,
- 800 € par sortie positive, sur présentation des justificatifs.

MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT :

* Accompagnement professionnel : 10 500 € (7 parcours de 12 mois)

➔ Un premier acompte de 50%, soit 5 250 € sera versé à la signature de la présente convention.

➔ Le solde sera versé sur présentation de l'évaluation finale, conformément à l'article 8.

Il sera proratisé au regard du taux de réalisation de l'action.

* Sorties positives : 800 € par sortie positive

➔ Le solde sera versé sur présentation de l'évaluation finale, conformément à l'article 8 et des justificatifs des sorties (contrat de travail, attestation d'entrée en formation, certificat d'immatriculation...).

Le bilan de l'action sera accompagné de son bilan financier ainsi que des justificatifs acquittés à hauteur du versement de l'enveloppe financière retenue.

Fait à TULLE, le

LE PARTENAIRE,
(CACHET ET SIGNATURE)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

PASCAL COSTE

CONVENTION D'OBJECTIF
LIÉ A LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION FINANCÉE
DANS LE CADRE DU PACTE TERRITORIAL D'INSERTION

Entre :

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CORRÈZE
Hôtel du Département
9, rue René et Émile Fage
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, son Président.

Et

L'ASSOCIATION LES RESTAURANTS DU COEUR
Chantier d'Insertion Maraîchage "les jardins du cœur"
Les Combes, 19360 Malemort

Représentée par Madame Annie VERDIER-MARTHON, sa Présidente.

VU la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 relative à l'adoption du Pacte Territorial d'Insertion 2022/2024

VU la délibération du Conseil départemental en date du 08 avril 2022 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- l'intervention du Conseil départemental dans l'organisation d'une action d'insertion au profit des bénéficiaires du rSa,
- les engagements du partenaire dans la mise en œuvre de cette action.

Le partenaire devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires du rSa pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action.

De plus, dans toute communication sur son action, le partenaire s'engage à préciser et informer de l'intervention du Conseil départemental.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GÉNÉRALES

OBJECTIFS DE L'ACTION :

- √ initier la remobilisation des personnes vers l'emploi,
- √ permettre le développement de l'autonomie professionnelle,
- √ renforcer l'employabilité,
- √ favoriser l'accès à la formation,
- √ favoriser l'orientation, l'accès et l'intégration dans le secteur marchand,
- √ encourager les sorties positives de bénéficiaires du rSa.

A noter que sont entendues comme sorties positives, les : CDI (minimum 20H/semaine), CDD de 6 mois et plus ou cumulés sur une période de 6 mois consécutifs sur la base minimale de 20H/semaine, contrat aidé (PEC), création ou reprise d'entreprise, CDDI en EI, formation pré-qualifiante ou qualifiante; A la sortie du chantier ou dans un délai de 3 mois à compter de celle-ci, sur présentation des pièces justificatives.

DESCRIPTIF DE L'ACTION :

- Dans le cadre d'un contrat à durée déterminé d'insertion, permettre aux bénéficiaires du rSa d'engager un processus d'insertion professionnelle,
- Accompagner l'insertion professionnelle :
 - accueillir, informer, orienter
 - évaluer et construire le projet professionnel et les différentes étapes nécessaires au regard de l'emploi et/ou de la formation,
 - proposer des formations adaptées et individualisées,
 - accompagner la réalisation de PMSMP (période de mise en situation en milieu professionnel) nécessaires à découverte ou la validation d'un projet professionnel,
 - développer des ateliers thématiques en lien avec les besoins repérés (ex : action collective de prévention santé, intervention d'un psychologue, projet culturel ou sportif visant la valorisation de l'individu...).
- Accompagner la sortie dans l'emploi ou la formation.

ACTIVITÉ DE LA STRUCTURE :

Le chantier d'insertion s'appuie sur des activités liées au maraîchage, jardinage et à la nature. Le chantier intervient sur le site de Malemort.

NOMBRE DE PARCOURS DE BÉNÉFICIAIRES DU RSA CONCERNÉS :

Le nombre de parcours concernés par cette action est fixé à **9 parcours pour des bénéficiaires du rSa correspondant à 108 mois.**

Cette condition s'apprécie en année civile.

ARTICLE 3 : PUBLIC CONCERNÉ

Sont concernées les personnes pour lesquelles le Président du Conseil départemental de la Corrèze a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa.

Les bénéficiaires du rSa doivent avoir contractualisé leur parcours d'insertion avec le Président du Conseil départemental.

ARTICLE 4 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2022.

ARTICLE 5 : MODIFICATION ET DÉNONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée, par voie d'avenant, à tout moment, après accord des deux parties.

Elle peut être dénoncée, par l'une ou l'autre des parties contractantes, dans un délai de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Tout litige, susceptible de survenir entre les parties, à l'occasion de l'application de la présente convention, fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.

A défaut, l'affaire sera portée par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif.

ARTICLE 7 : CONTRÔLE DE LA COLLECTIVITÉ

La présente convention ouvre, aux services du Département, la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice.

Ils peuvent, en outre, procéder à toutes vérifications nécessaires, sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.

Le partenaire s'engage, envers le Conseil départemental, à l'informer de tout changement affectant ses statuts, la composition de son conseil d'administration et de son bureau.

ARTICLE 8 : ÉVALUATION DE L'ACTION

L'opérateur effectuera :

➤ Une évaluation finale, renseignée à l'aide de l'outil d'évaluation joint en annexe, sur l'activité réalisée au titre de l'année, à adresser par courrier (Service Insertion, Hôtel du Département Marbot, 9 rue René et Émile Fage 19005 Tulle Cedex) et par mail à vcornee@correze.fr, au plus tard le 22 novembre 2022, ainsi que les justificatifs relatifs aux sorties positives et le bilan financier.

➤ Un comité de pilotage auquel sera convié le Conseil départemental (Service Insertion).

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

9.1. Confidentialité :

Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant. Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le signataire de la convention (qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles. Pour toute question, vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous :

Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

9.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 10 : FINANCEMENT

Au titre du P.T.I., le Conseil départemental alloue, une aide financière à l'employeur, qui a pour objet de cofinancer l'accompagnement professionnel des personnes en insertion en vue de favoriser les sorties positives.

Ce montant s'élève, au titre de l'année 2022, à :

- 1500 € pour chaque parcours de 12 mois, sur l'année considérée, au titre de l'accompagnement professionnel,
- 800 € par sortie positive, sur présentation des justificatifs.

MODALITÉS DE VERSEMENT :

* Accompagnement professionnel : 13 500 € (9 parcours de 12 mois)

➔ Un premier acompte de 50%, soit 6 750 € sera versé à la signature de la présente convention

➔ Le solde sera versé sur présentation de l'évaluation finale, conformément à l'article 8.

Il sera proratisé au regard du taux de réalisation de l'action.

* Sorties positives : 800 € par sortie positive

➔ Le solde sera versé sur présentation de l'évaluation finale, conformément à l'article 8 et des justificatifs des sorties (contrat de travail, attestation d'entrée en formation, certificat d'immatriculation...).

Le bilan de l'action sera accompagné de son bilan financier ainsi que des justificatifs acquittés à hauteur du versement de l'enveloppe financière retenue.

Fait à TULLE, le

LE PARTENAIRE,
(CACHET ET SIGNATURE)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

PASCAL COSTE

CONVENTION D'OBJECTIF

LIÉ À LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION FINANCÉE
DANS LE CADRE DU PACTE TERRITORIAL D'INSERTION

Entre :

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CORRÈZE

Hôtel du Département
9, rue René et Émile Fage
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, son Président.

Et

L'ASSOCIATION LES RESTAURANTS DU COEUR

Chantier d'Insertion Maraîchage "les jardins du cœur" de Tulle
Lotissement Boubacoup, rue Jules Laffue
19000 TULLE

Représentée par Madame Annie VERDIER-MARTHON, sa Présidente.

VU la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 relative à l'adoption du Pacte Territorial d'Insertion 2022/2024

VU la délibération du Conseil départemental en date du 08 avril 2022 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- l'intervention du Conseil départemental dans l'organisation d'une action d'insertion au profit des bénéficiaires du rSa,
- les engagements du partenaire dans la mise en œuvre de cette action.

Le partenaire devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires du rSa pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action.

De plus, dans toute communication sur son action, le partenaire s'engage à préciser et informer de l'intervention du Conseil départemental.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GÉNÉRALES

OBJECTIFS DE L'ACTION :

- √ initier la remobilisation des personnes vers l'emploi,
- √ permettre le développement de l'autonomie professionnelle,
- √ renforcer l'employabilité,
- √ favoriser l'accès à la formation,
- √ favoriser l'orientation, l'accès et l'intégration dans le secteur marchand,
- √ encourager les sorties positives de bénéficiaires du rSa.

A noter que sont entendues comme sorties positives, les : CDI (minimum 20H/semaine), CDD de 6 mois et plus ou cumulés sur une période de 6 mois consécutifs sur la base minimale de 20H/semaine, contrat aidé (PEC), création ou reprise d'entreprise, CDDI en EI, formation pré-qualifiante ou qualifiante; A la sortie du chantier ou dans un délai de 3 mois à compter de celle-ci, sur présentation des pièces justificatives.

DESCRIPTIF DE L'ACTION :

- Dans le cadre d'un contrat à durée déterminé d'insertion, permettre aux bénéficiaires du rSa d'engager un processus d'insertion professionnelle,
- Accompagner l'insertion professionnelle :
 - accueillir, informer, orienter
 - évaluer et construire le projet professionnel et les différentes étapes nécessaires au regard de l'emploi et/ou de la formation,
 - proposer des formations adaptées et individualisées,
 - accompagner la réalisation de PMSMP (période de mise en situation en milieu professionnel) nécessaires à découverte ou la validation d'un projet professionnel,
 - développer des ateliers thématiques en lien avec les besoins repérés (ex : action collective de prévention santé, intervention d'un psychologue, projet culturel ou sportif visant la valorisation de l'individu...).
- Accompagner la sortie dans l'emploi ou la formation.

ACTIVITÉ DE LA STRUCTURE :

Le chantier d'insertion s'appuie sur des activités liées au maraichage, jardinage et à la nature.

NOMBRE DE PARCOURS DE BÉNÉFICIAIRES DU RSA CONCERNÉS :

Le nombre de parcours concernés par cette action est fixé à **8 parcours pour des bénéficiaires du rSa correspondant à 96 mois.**

Cette condition s'apprécie en année civile.

ARTICLE 3 : PUBLIC CONCERNÉ

Sont concernées les personnes pour lesquelles le Président du Conseil départemental de la Corrèze a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa.

Les bénéficiaires du rSa doivent avoir contractualisé leur parcours d'insertion avec le Président du Conseil départemental.

ARTICLE 4 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2022.

ARTICLE 5 : MODIFICATION ET DÉNONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée, par voie d'avenant, à tout moment, après accord des deux parties. Elle peut être dénoncée, par l'une ou l'autre des parties contractantes, dans un délai de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Tout litige, susceptible de survenir entre les parties, à l'occasion de l'application de la présente convention, fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.

A défaut, l'affaire sera portée par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif.

ARTICLE 7 : CONTRÔLE DE LA COLLECTIVITÉ

La présente convention ouvre, aux services du Département, la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice.

Ils peuvent, en outre, procéder à toutes vérifications nécessaires, sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.

Le partenaire s'engage, envers le Conseil départemental, à l'informer de tout changement affectant ses statuts, la composition de son conseil d'administration et de son bureau.

ARTICLE 8 : ÉVALUATION DE L'ACTION

Le partenaire effectuera :

➤ Une évaluation finale, renseignée à l'aide de l'outil d'évaluation joint en annexe, sur l'activité réalisée au titre de l'année, à adresser par courrier (Service Insertion, Hôtel du Département Marbot, 9 rue René et Émile Fage 19005 Tulle Cedex) et par mail à vcornee@correze.fr, au plus tard le 22 novembre 2022, ainsi que les justificatifs relatifs aux sorties positives et le bilan financier.

➤ Un comité de pilotage auquel sera convié le Conseil départemental (Service Insertion).

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

9.1. Confidentialité :

Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le signataire de la convention (qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles. Pour toute question, vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous :

Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

9.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 10 : FINANCEMENT

Au titre du P.T.I., le Conseil départemental alloue, une aide financière à l'employeur, qui a pour objet de cofinancer l'accompagnement professionnel des personnes en insertion en vue de favoriser les sorties positives.

Ce montant s'élève, au titre de l'année 2022, à :

- 1500 € pour chaque parcours de 12 mois, sur l'année considérée, au titre de l'accompagnement professionnel,
- 800 € par sortie positive, sur présentation des justificatifs.

MODALITÉS DE VERSEMENT :

* Accompagnement professionnel : 12 000 € (8 parcours de 12 mois)

➔ Un premier acompte de 50%, soit 6 000 € sera versé à la signature de la présente convention

➔ Le solde sera versé sur présentation de l'évaluation finale, conformément à l'article 8.

Il sera proratisé au regard du taux de réalisation de l'action.

* Sorties positives : 800 € par sortie positive

➔ Le solde sera versé sur présentation de l'évaluation finale, conformément à l'article 8 et des justificatifs des sorties (contrat de travail, attestation d'entrée en formation, certificat d'immatriculation...).

Le bilan de l'action sera accompagné de son bilan financier ainsi que des justificatifs acquittés à hauteur du versement de l'enveloppe financière retenue.

Fait à TULLE, le

LE PARTENAIRE,
(CACHET ET SIGNATURE)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

PASCAL COSTE

CONVENTION D'OBJECTIF

LIÉE À LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION FINANCÉE
DANS LE CADRE DU PACTE TERRITORIAL D'INSERTION

Entre :

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CORRÈZE

Hôtel du Département
9, rue René et Émile Fage
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, son Président.

Et

L'ASSOCIATION PROX CHANTIERS

7, rue Paul Langevin
19140 UZERCHE

Représentée par Monsieur Claude PEGOURDIE, son Président.

VU la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 relative à l'adoption du Pacte Territorial d'Insertion 2022/2024

VU la délibération du Conseil départemental en date du 08 avril 2022 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- l'intervention du Conseil départemental dans l'organisation d'une action d'insertion au profit des bénéficiaires du rSa,
- les objectifs du partenaire dans la mise en œuvre de cette action.

Le partenaire devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires du rSa pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action.

De plus, dans toute communication sur son action, le partenaire s'engage à préciser et informer de l'intervention du Conseil départemental.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GÉNÉRALES

OBJECTIFS DE L'ACTION :

- √ initier la remobilisation des personnes vers l'emploi,
- √ permettre le développement de l'autonomie professionnelle,
- √ renforcer l'employabilité,
- √ favoriser l'accès à la formation,
- √ favoriser l'orientation, l'accès et l'intégration dans le secteur marchand,
- √ encourager les sorties positives de bénéficiaires du rSa.

A noter que sont entendues comme sorties positives, les : CDI (minimum 20H/semaine), CDD de 6 mois et plus ou cumulés sur une période de 6 mois consécutifs sur la base minimale de 20H/semaine, contrat aidé (PEC), création ou reprise d'entreprise, CDDI en EI, formation pré-qualifiante ou qualifiante; A la sortie du chantier ou dans un délai de 3 mois à compter de celle-ci, sur présentation des pièces justificatives.

DESCRIPTIF DE L'ACTION :

- Dans le cadre d'un contrat à durée déterminé d'insertion, permettre aux bénéficiaires du rSa d'engager un processus d'insertion professionnelle.
- Accompagner l'insertion professionnelle :
 - accueillir, informer, orienter
 - évaluer et construire le projet professionnel et les différentes étapes nécessaires au regard de l'emploi et/ou de la formation,
 - proposer des formations adaptées et individualisées,
 - accompagner la réalisation de PMSMP (période de mise en situation en milieu professionnel) nécessaires à découverte ou la validation d'un projet professionnel,
 - développer des ateliers thématiques en lien avec les besoins repérés (ex : action collective de prévention santé, intervention d'un psychologue, projet culturel ou sportif visant la valorisation de l'individu...).
- Accompagner la sortie dans l'emploi ou la formation.

ACTIVITÉ DE LA STRUCTURE :

Le chantier d'insertion s'appuie sur des activités liées à l'entretien des espaces verts, au nettoyage de pavés, au nettoyage et à l'embellissement de locaux publics et parapublics, à la restauration du petit patrimoine bâti et à la construction de mobiliers solidaires en bois de palette.

NOMBRE DE PARCOURS DE BÉNÉFICIAIRES DU RSA CONCERNÉS :

Le nombre de parcours concernés par cette action est fixé à **3 parcours pour des bénéficiaires du rSa correspondant à 36 mois.**

Cette condition s'apprécie en année civile.

ARTICLE 3 : PUBLIC CONCERNÉ

Sont concernées les personnes pour lesquelles le Président du Conseil départemental de la Corrèze a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa.

Les bénéficiaires du rSa doivent avoir contractualisé leur parcours d'insertion avec le Président du Conseil départemental.

ARTICLE 4 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2022.

ARTICLE 5 : MODIFICATION ET DÉNONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée, par voie d'avenant, à tout moment, après accord des deux parties.

Elle peut être dénoncée, par l'une ou l'autre des parties contractantes, sous réserve d'un préavis de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Tout litige, susceptible de survenir entre les parties, à l'occasion de l'application de la présente convention, fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.

A défaut, l'affaire sera portée par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif.

ARTICLE 7 : CONTRÔLE DE LA COLLECTIVITÉ

La présente convention ouvre, aux services du Département, la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice.

Ils peuvent, en outre, procéder à toutes vérifications nécessaires, sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.

Le partenaire s'engage, envers le Conseil départemental, à l'informer de tout changement affectant ses statuts, la composition de son conseil d'administration et de son bureau.

ARTICLE 8 : ÉVALUATION DE L'ACTION

Le chantier d'insertion effectuera :

➤ Une évaluation finale, renseignée à l'aide de l'outil d'évaluation joint en annexe, sur l'activité réalisée au titre de l'année, à adresser par courrier (Service Insertion, Hôtel du Département Marbot, 9 rue René et Émile Fage 19005 Tulle Cedex) et par mail à vcornee@correze.fr, **au plus tard le 22 novembre 2022**, ainsi que les justificatifs relatifs aux sorties positives et le bilan financier.

➤ Un comité de pilotage auquel sera convié le Conseil départemental (Service Insertion).

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

9.1. Confidentialité :

Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;

- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le signataire de la convention (qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles. Pour toute question, vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous :

Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

9.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 10 : FINANCEMENT

Au titre du P.T.I., le Conseil départemental alloue, une aide financière à l'employeur, qui a pour objet de cofinancer l'accompagnement professionnel des personnes en insertion en vue de favoriser les sorties positives.

Ce montant s'élève, au titre de l'année 2022, à :

- 1500 € pour chaque parcours de 12 mois, sur l'année considérée, au titre de l'accompagnement professionnel,
- 800 € par sortie positive, sur présentation des justificatifs.

MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT :

* Accompagnement professionnel : 4 500 € (3 parcours de 12 mois)

➔ Un premier acompte de 50%, soit 2 250 € sera versé à la signature de la présente convention

➔ Le solde sera versé sur présentation de l'évaluation finale, conformément à l'article 8.

Il sera proratisé au regard du taux de réalisation de l'action.

* Sorties positives : 800 € par sortie positive

➔ Le solde sera versé sur présentation de l'évaluation finale, conformément à l'article 8 et des justificatifs des sorties (contrat de travail, attestation d'entrée en formation, certificat d'immatriculation...).

Le bilan de l'action sera accompagné de son bilan financier ainsi que des justificatifs acquittés à hauteur du versement de l'enveloppe financière retenue.

Fait à TULLE, le

LE PARTENAIRE,
(CACHET ET SIGNATURE)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

PASCAL COSTE

CONVENTION D'OBJECTIF

LIÉ À LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION FINANCÉE
DANS LE CADRE DU PACTE TERRITORIAL D'INSERTION

Entre :

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CORRÈZE

Hôtel du Département
9, rue René et Émile Fage
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, son Président

Et

L'ASSOCIATION POINT TRAVAIL SERVICES

40, rue Jean Jaurès, 19 000 TULLE
+ Antenne : 27-29 rue Charles Teyssier, 19100 BRIVE LA GAILLARDE

Représentée par Monsieur Jean-Pierre CHAMPCLAUX, son Président

VU la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 relative à l'adoption du Pacte Territorial d'Insertion 2022/2024

VU la délibération du Conseil départemental en date du 08 avril 2022 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- l'intervention du Conseil départemental dans l'organisation d'une action d'insertion au profit des bénéficiaires du rSa,
- les engagements du partenaire dans la mise en œuvre de cette action.

Le partenaire devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires du rSa pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action.

De plus, dans toute communication sur son action, le partenaire s'engage à préciser et informer de l'intervention du Conseil départemental.

ARTICLE 2 : OBJECTIFS DE L'ACTION

➤ Lutter contre l'exclusion et le chômage en offrant à des bénéficiaires du rSa des missions de travail permettant de :

- √ faciliter l'accès à l'emploi par une première étape de mobilisation professionnelle
- √ favoriser le développement de l'autonomie professionnelle
- √ accompagner l'orientation et l'intégration dans le secteur marchand
- √ favoriser l'employabilité.

➤ 5 000 heures du volume total des heures de mise à disposition seront confiées aux bénéficiaires du rSa.

A noter que les heures de mise à disposition de bénéficiaires du rSa afin de pourvoir aux besoins de remplacements du Département sur des missions d'entretien dans les collèges, ne pourront pas être comptabilisées dans les 5 000 heures ci-dessus indiquées.

DESCRIPTIF DE L'ACTION :

- Recrutement de personnes en vue de leur mise à disposition, à titre onéreux, auprès de particuliers, d'associations, d'entreprises et de collectivités locales dans le cadre d'un contrat de mission ou d'usage.

- Accompagnement professionnel :
 - accueillir, informer, orienter
 - évaluer et construire le projet professionnel et les différentes étapes nécessaires au regard de l'emploi et/ou de la formation,
 - proposer des formations adaptées et individualisées,
 - accompagner la réalisation de PMSMP (période de mise en situation en milieu professionnel) nécessaires à découverte ou la validation d'un projet professionnel.

ARTICLE 3 : PUBLIC CONCERNÉ

Sont concernées les personnes pour lesquelles le Président du Conseil départemental de la Corrèze a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa.

Les bénéficiaires du rSa doivent avoir contractualisé leur parcours d'insertion avec le Président du Conseil départemental.

ARTICLE 4 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2022.

ARTICLE 5 : MODIFICATION ET DÉNONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée, par voie d'avenant, à tout moment, après accord des deux parties. Elle peut être dénoncée, par l'une ou l'autre des parties contractantes, dans un délai de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Tout litige, susceptible de survenir entre les parties, à l'occasion de l'application de la présente convention, fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.

A défaut, l'affaire sera portée par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif.

ARTICLE 7 : CONTRÔLE DE LA COLLECTIVITÉ

La présente convention ouvre, aux services du Département, la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice.

Ils peuvent, en outre, procéder à toutes vérifications nécessaires sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.

Le partenaire s'engage, envers le Conseil départemental, à l'informer de tout changement affectant ses statuts, la composition de son Conseil d'Administration et de son bureau.

ARTICLE 8 : ÉVALUATION DE L'ACTION

Le partenaire effectuera :

➤ une évaluation finale, renseignée à l'aide de l'outil d'évaluation joint en annexe, sur l'activité réalisée au titre de l'année, à adresser par courrier (Service Insertion, Hôtel du Département Marbot, 9 rue René et Émile Fage 19005 Tulle Cedex) et par mail à vcornee@correze.fr, au plus tard le 22 novembre 2022, ainsi que le bilan financier.

➤ un comité de pilotage auquel sera convié le Conseil départemental (Service Insertion).

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

9.1. Confidentialité :

Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le signataire de la convention (qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles. Pour toute question, vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous :

Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

9.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 10 : FINANCEMENT

L'enveloppe financière retenue dans le cadre du P.T.I s'élève, au titre de l'année considérée, à **8 500 €** se décomposant de la sorte :

- **1 000 €**, montant forfaitaire fixe, au titre de l'accompagnement professionnel,
- **7 500 €**, pour 5 000 heures de travail (cf.article2) réalisées par des bénéficiaires du rSa (soit 1,50 €/l'heure /5 000 heures).

MODALITÉS DE VERSEMENT :

* Montant forfaitaire fixe : 1 000 €

➡ 1 000 € à la signature de la présente convention.

* 5 000 heures de travail : 7 500 €

➡ sur présentation de l'évaluation finale, conformément à l'article 8, dans la limite des 5 000 heures de travail réalisées.

Ce montant sera proratisé au regard du taux de réalisation.

Fait à TULLE, le

LE PARTENAIRE,
(CACHET ET SIGNATURE)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

Pascal COSTE

CONVENTION D'OBJECTIF

LIÉE À LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION FINANCÉE
DANS LE CADRE DU PACTE TERRITORIAL D'INSERTION

Entre :

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CORRÈZE

Hôtel du Département
9, rue René et Émile Fage
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, son Président

Et

L'ASSOCIATION RELAIS EMPLOI SERVICE USSEL

61, avenue Carnot
19200 USSEL

Représentée par Monsieur Philippe CAIGNAULT, son Président.

VU la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 relative à l'adoption du Pacte Territorial d'Insertion 2022/2024

VU la délibération du Conseil départemental en date du 08 avril 2022 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- l'intervention du Conseil départemental dans l'organisation d'une action d'insertion au profit des bénéficiaires du rSa,
- les objectifs du partenaire dans la mise en œuvre de cette action.

Le partenaire devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires du rSa pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action.

De plus, dans toute communication sur son action, le partenaire s'engage à préciser et informer de l'intervention du Conseil départemental.

ARTICLE 2 : OBJECTIFS DE L'ACTION

Lutter contre l'exclusion et le chômage en offrant à des bénéficiaires du rSa des missions de travail permettant de :

- √ faciliter l'accès à l'emploi par une première étape de mobilisation professionnelle,
- √ favoriser le développement de l'autonomie professionnelle,
- √ accompagner l'orientation et l'intégration dans le secteur marchand,
- √ favoriser l'employabilité.

➤ 15 % du volume total des heures de mise à disposition sera confié aux bénéficiaires du rSa.

DESCRIPTIF DE L'ACTION :

- Recrutement de personnes en vue de leur mise à disposition, à titre onéreux, auprès d'associations, d'entreprises et de collectivités locales dans le cadre d'un contrat de mission ou d'usage.
- Accompagnement professionnel :
 - accueillir, informer, orienter
 - évaluer et construire le projet professionnel et les différentes étapes nécessaires au regard de l'emploi et/ou de la formation,
 - proposer des formations adaptées et individualisées,
 - accompagner la réalisation de PMSMP (période de mise en situation en milieu professionnel) nécessaires à découverte ou la validation d'un projet professionnel

ARTICLE 3 : PUBLIC CONCERNÉ

Sont concernées les personnes pour lesquelles le Président du Conseil départemental de la Corrèze a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa.

Les bénéficiaires du rSa doivent avoir contractualisé leur parcours d'insertion avec le Président du Conseil départemental.

ARTICLE 4 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2022.

ARTICLE 5 : MODIFICATION ET DÉNONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée, par voie d'avenant, à tout moment, après accord des deux parties.

Elle peut être dénoncée, par l'une ou l'autre des parties contractantes, dans un délai de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Tout litige, susceptible de survenir entre les parties, à l'occasion de l'application de la présente convention, fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.

A défaut, l'affaire sera portée par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif.

ARTICLE 7 : CONTRÔLE DE LA COLLECTIVITÉ

La présente convention ouvre, aux services du Département, la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice.

Ils peuvent, en outre, procéder à toutes vérifications nécessaires, sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.

Le partenaire s'engage, envers le Conseil départemental, à l'informer de tout changement affectant ses statuts, la composition de son Conseil d'Administration et de son bureau.

ARTICLE 8 : ÉVALUATION DE L'ACTION

L'opérateur effectuera :

➤ Une évaluation finale, renseignée à l'aide de l'outil d'évaluation joint en annexe, sur l'activité réalisée au titre de l'année, à adresser par courrier (Service Insertion, Hôtel du Département Marbot, 9 rue René et Émile Fage 19005 Tulle Cedex) et par mail à vcornee@correze.fr, au plus tard le 22 novembre 2022, ainsi que le bilan financier.

➤ Un comité de pilotage auquel sera convié le Conseil départemental (Service Insertion).

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

9.1. Confidentialité :

Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le signataire de la convention (qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles. Pour toute question, vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous : Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

9.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 10 : FINANCEMENT

L'enveloppe financière retenue dans le cadre du P.T.I s'élève, au titre de l'année considérée, à 500 Euros.

MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT :

Le versement sera effectué après réception de l'évaluation finale, conformément à l'article 8. Le montant sera proratisé au regard du taux de réalisation de l'action.

Fait à TULLE, le

LE PARTENAIRE,
(CACHET ET SIGNATURE)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

PASCAL COSTE

CONVENTION D'OBJECTIF

LIÉE À LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION FINANCÉE
DANS LE CADRE DU PACTE TERRITORIAL D'INSERTION

Entre :

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CORRÈZE

Hôtel du Département
9, rue René et Émile Fage
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, Président

Et

L'ASSOCIATION SERVICES PLUS

Mairie Annexe
Avenue Joseph Vachal
19400 ARGENTAT

Représentée par Madame Patricia VIDALLER, sa Présidente.

VU la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 relative à l'adoption du Pacte Territorial d'Insertion 2022/2024

VU la délibération du Conseil départemental en date du 08 avril 2022 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- l'intervention du Conseil départemental dans l'organisation d'une action d'insertion au profit des bénéficiaires du rSa,
- les objectifs du partenaire dans la mise en œuvre de cette action.

Le partenaire devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires du rSa pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action.

De plus, dans toute communication sur son action, le partenaire s'engage à préciser et informer de l'intervention du Conseil départemental.

ARTICLE 2 : OBJECTIFS DE L'ACTION

➤ Lutter contre l'exclusion et le chômage en offrant à des bénéficiaires du rSa des missions de travail permettant de :

- √ faciliter l'accès à l'emploi par une première étape de mobilisation professionnelle
- √ favoriser le développement de l'autonomie professionnelle
- √ accompagner l'orientation et l'intégration dans le secteur marchand
- √ favoriser l'employabilité.

➤ 1 660 heures du volume total des heures de mise à disposition seront confiées aux bénéficiaires du rSa.

DESCRIPTIF DE L'ACTION :

➤ Recrutement de personnes en vue de leur mise à disposition, à titre onéreux, auprès de particuliers, d'associations, d'entreprises et de collectivités locales dans le cadre d'un contrat de mission ou d'usage.

➤ Accompagnement professionnel :

- accueillir, informer, orienter
- évaluer et construire le projet professionnel et les différentes étapes nécessaires au regard de l'emploi et/ou de la formation,
- proposer des formations adaptées et individualisées,
- accompagner la réalisation de PMSMP (période de mise en situation en milieu professionnel) nécessaires à découverte ou la validation d'un projet professionnel

ARTICLE 3 : PUBLIC CONCERNÉ

Sont concernées les personnes pour lesquelles le Président du Conseil départemental de la Corrèze a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa.

Les bénéficiaires du rSa doivent avoir contractualisé leur parcours d'insertion avec le Président du Conseil départemental.

ARTICLE 4 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2022.

ARTICLE 5 : DÉNONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée, par voie d'avenant, à tout moment, après accord des deux parties.

Elle peut être dénoncée, par l'une ou l'autre des parties contractantes, dans un délai de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Tout litige, susceptible de survenir entre les parties, à l'occasion de l'application de la présente convention, fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.

A défaut, l'affaire sera portée par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif.

ARTICLE 7 : CONTRÔLE DE LA COLLECTIVITÉ

La présente convention ouvre, aux services du Département, la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice.

Ils peuvent, en outre, procéder à toutes vérifications nécessaires, sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.

Le partenaire s'engage envers le Conseil départemental à l'informer de tout changement affectant ses statuts, la composition de son Conseil d'Administration et de son bureau.

ARTICLE 8 : ÉVALUATION DE L'ACTION

Le prestataire effectuera :

➤ Une évaluation finale, renseignée à l'aide de l'outil d'évaluation joint en annexe, sur l'activité réalisée au titre de l'année, à adresser par courrier (Service Insertion, Hôtel du Département Marbot, 9 rue René et Émile Fage 19005 Tulle Cedex) et par mail à vcornee@correze.fr, au plus tard le 22 novembre 2022, ainsi que le bilan financier.

➤ Un comité de pilotage auquel sera convié le Conseil départemental (Service Insertion).

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

9.1. Confidentialité :

Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le signataire de la convention (qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles. Pour toute question, vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous :

Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

9.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 10 : FINANCEMENT

L'enveloppe financière retenue dans le cadre du P.T.I s'élève, au titre de l'année considérée, à :

3 250 € se décomposant de la sorte :

- **760 €**, montant forfaitaire fixe, au titre de l'accompagnement professionnel,
- **2 490 €** pour 1 660 heures de travail (cf.article2)
réalisées par des bénéficiaires du rSa (soit 1,50 € /heure/1 660 heures).

MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT :

* Montant forfaitaire fixe : 760 €

➡ 760 € à la signature de la présente convention.

* 1 660 heures de travail : 2 490 €

➡ Sur présentation de l'évaluation finale, conformément à l'article 8, dans la limite de l'enveloppe allouée.

Ce montant sera proratisé au regard du taux de réalisation.

Fait à TULLE, le

LE PARTENAIRE,
(CACHET ET SIGNATURE)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,
PASCAL COSTE

CONVENTION D'OBJECTIF

LIÉE À LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION FINANCÉE
DANS LE CADRE DU PACTE TERRITORIAL D'INSERTION

Entre :

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CORRÈZE

Hôtel du Département
9, rue René et Émile Fage
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, son Président.

Et

L'ASSOCIATION A.I.L.E.

Entreprise d'Insertion
52, rue des Loches
19200 USSEL

Représentée par Monsieur Alain JUNISSON, son Président.

VU la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 relative à l'adoption du Pacte Territorial d'Insertion 2022/2024

VU la délibération du Conseil départemental en date du 08 avril 2022 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- l'intervention du Conseil départemental dans l'organisation d'une action d'insertion au profit des bénéficiaires du rSa,
- les objectifs du partenaire dans la mise en œuvre de cette action.

Le partenaire devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires du rSa pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action.

De plus, dans toute communication sur son action, le partenaire s'engage à préciser et informer de l'intervention du Conseil départemental.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GÉNÉRALES

OBJECTIFS DE L'ACTION :

- faciliter l'accès des bénéficiaires du rSa aux entreprises d'insertion afin de finaliser le parcours d'insertion et ainsi de leur permettre d'acquérir une expérience professionnelle supplémentaire et des compétences valorisables sur le marché du travail,
- favoriser le développement de l'autonomie professionnelle,
- favoriser l'employabilité,
- finaliser l'orientation et l'intégration dans le secteur marchand
- encourager les sorties positives de bénéficiaires du rSa.

A noter que sont entendues comme sorties positives, les : CDI (minimum 20H/semaine), CDD de 6 mois et plus ou cumulés sur une période de 6 mois consécutifs sur la base minimale de 20H/semaine, création ou reprise d'entreprise, formation qualifiante; A la sortie de l'entreprise d'insertion ou dans un délai de 3 mois à compter de celle-ci, sur présentation des pièces justificatives.

ACTIVITÉ DE LA STRUCTURE :

L'entreprise d'insertion exerce des activités d'entretien des espaces verts, de travaux de second œuvre du bâtiment et de relèvement d'encombrants associés à de petits travaux et du ménage sur le chantier en cours et des déménagements pour l'UDAF.

ARTICLE 3 : PUBLIC CONCERNÉ

Sont concernées les personnes pour lesquelles le Président du Conseil départemental de la Corrèze a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa, à l'entrée dans la structure d'insertion par l'activité économique.

ARTICLE 4 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2022.

ARTICLE 5 : MODIFICATION ET DÉNONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée par voie d'avenant, à tout moment, après accord des deux parties.

Elle peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties contractantes, sous réserve d'un préavis de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Tout litige, susceptible de survenir entre les parties, à l'occasion de l'application de la présente convention, fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.

A défaut, l'affaire sera portée par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif.

ARTICLE 7 : CONTRÔLE DE LA COLLECTIVITÉ

La présente convention ouvre, aux services du Département, la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice.

Ils peuvent, en outre procéder à toutes vérifications nécessaires, sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.

Le partenaire s'engage, envers le Conseil départemental, à l'informer de tout changement affectant ses statuts, la composition de son Conseil d'Administration et de son bureau.

ARTICLE 8 : ÉVALUATION DE L'ACTION

L'entreprise d'insertion effectuera :

➤ Une évaluation finale, renseignée à l'aide de l'outil joint en annexe, sur l'activité réalisée au titre de l'année, à adresser par courrier (Service Insertion, Hôtel du Département Marbot, 9 rue René et Émile Fage 19005 Tulle Cedex) et par mail à vcornee@correze.fr, au plus tard le 22 novembre 2022, ainsi que les justificatifs relatifs aux sorties positives et le bilan financier.

➤ Un comité de pilotage auquel sera convié le Conseil départemental (Service Insertion).

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

9.1. Confidentialité :

Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher

qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le signataire de la convention (qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles. Pour toute question, vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous :

Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

9.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 10 : FINANCEMENT

Les aides du Conseil départemental ont pour objet de cofinancer à la fois l'encadrement et l'accompagnement professionnel des personnes en insertion afin de favoriser les sorties positives.

Au titre du P.T.I., le Conseil départemental alloue, dans la limite des fonds disponibles, une aide financière à l'employeur, pour tout bénéficiaire du rSa embauché sur un poste d'insertion agréé par la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations (DDETSPP).

Ce montant s'élève, au titre de l'année 2022, à :

- 1 800 € pour chaque parcours de 12 mois sur l'année considérée, dans la limite de 24 mois (hors public reconnu travailleur handicapé et/ou de plus de 50 ans dans la limite de 60 mois), réalisés en entreprise d'insertion ou cumulés entre le chantier d'insertion et l'entreprise d'insertion,

- 500 € par sortie positive, sur présentation des justificatifs.

MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT :

Cette aide sera versée, au titre de l'année civile, après réception :

- ➔ De l'évaluation finale, conformément à l'article 8.
- ➔ Des copies des contrats de travail conclus avec les bénéficiaires du rSa,
- ➔ Des copies des agréments délivrés,
- ➔ Des justificatifs de sorties (contrat de travail, attestation d'entrée en formation, certificat d'immatriculation...)

Fait à TULLE, le

L'OPÉRATEUR
(CACHET ET SIGNATURE)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,
PASCAL COSTE



CORREZE
LE DÉPARTEMENT

CONVENTION D'OBJECTIF

LIÉE À LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION
FINANCÉE DANS LE CADRE DU PACTE TERRITORIAL D'INSERTION

Entre :

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CORRÈZE

Hôtel du Département
9, rue René et Émile Fage
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, son Président.

Et

L'ASSOCIATION ARBRE

Entreprise d'Insertion
ZA La Galive
19600 ST PANTALEON DE LARCHE

Représentée par Monsieur Patrick VANDENBUSSCHE, son Président.

VU la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 relative à l'adoption du Pacte Territorial d'Insertion 2022/2024

VU la délibération du Conseil départemental en date du 08 avril 2022 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- l'intervention du Conseil départemental dans l'organisation d'une action d'insertion au profit des bénéficiaires du rSa,
- les objectifs du partenaire dans la mise en œuvre de cette action.

Le partenaire devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires du rSa pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action.

De plus, dans toute communication sur son action, le partenaire s'engage à préciser et informer de l'intervention du Conseil départemental.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GÉNÉRALES

OBJECTIFS DE L'ACTION :

- faciliter l'accès des bénéficiaires du rSa aux entreprises d'insertion afin de finaliser le parcours d'insertion et ainsi de leur permettre d'acquérir une expérience professionnelle supplémentaire et des compétences valorisables sur le marché ordinaire du travail,
- favoriser le développement de l'autonomie professionnelle,
- favoriser l'employabilité,
- finaliser l'orientation et l'intégration dans le secteur marchand,
- encourager les sorties positives de bénéficiaires du rSa.

A noter que sont entendues comme sorties positives, les : CDI (minimum 20H/semaine), CDD de 6 mois et plus ou cumulés sur une période de 6 mois consécutifs sur la base minimale de 20H/semaine, création ou reprise d'entreprise, formation qualifiante; A la sortie de l'entreprise d'insertion ou dans un délai de 3 mois à compter de celle-ci, sur présentation des pièces justificatives.

ACTIVITÉ DE LA STRUCTURE :

L'entreprise d'insertion exerce une activité de gardiennage de déchetteries, l'enlèvement de bennes louées auprès de particuliers, industriels et collectivités avec acheminement des déchets vers les différentes filières spécialisées dans le traitement des déchets, collecte d'encombrants et du verre sur le territoire du Pays de Brive et en partie Tulle Agglo.

ARTICLE 3 : PUBLIC CONCERNÉ

Sont concernées les personnes pour lesquelles le Président du Conseil départemental de la Corrèze a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa, à l'entrée sur la structure d'insertion par l'activité économique.

ARTICLE 4 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2022.

ARTICLE 5 : MODIFICATION ET DÉNONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée, par voie d'avenant, à tout moment, après accord des deux parties.

Elle peut être dénoncée, par l'une ou l'autre des parties contractantes, sous réserve d'un préavis de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Tout litige, susceptible de survenir entre les parties, à l'occasion de l'application de la présente convention, fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.

A défaut, l'affaire sera portée par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif.

ARTICLE 7 : CONTRÔLE DE LA COLLECTIVITÉ

La présente convention ouvre, aux services du Département, la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice.

Ils peuvent, en outre, procéder à toutes vérifications nécessaires, sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.

Le partenaire s'engage, envers le Conseil départemental, à l'informer de tout changement affectant ses statuts, la composition de son Conseil d'Administration et de son bureau.

ARTICLE 8 : ÉVALUATION DE L'ACTION

L'entreprise d'insertion effectuera :

➤ Une évaluation finale, renseignée à l'aide de l'outil joint en annexe, sur l'activité réalisée au titre de l'année, à adresser par courrier (Service Insertion, Hôtel du Département Marbot, 9 rue René et Émile Fage 19005 Tulle Cedex) et par mail à vcornee@correze.fr, au plus tard le 22 novembre 2022, ainsi que les justificatifs relatifs aux sorties positives et le bilan financier.

➤ Un comité de pilotage auquel sera convié le Conseil départemental (Service Insertion).

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

9.1. Confidentialité :

Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le signataire de la convention (qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles. Pour toute question, vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous :

Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

9.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 10 : FINANCEMENT

Les aides du Conseil départemental ont pour objet de cofinancer à la fois l'encadrement et l'accompagnement professionnel des personnes en insertion afin de favoriser les sorties positives.

Au titre du P.T.I., le Conseil départemental alloue, dans la limite des fonds disponibles, une aide financière à l'employeur, pour tout bénéficiaire du rSa embauché sur un poste d'insertion agréé par la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations (DDETSPP).

Ce montant s'élève, au titre de l'année 2022, à :

- 1 800 € pour chaque parcours de 12 mois sur l'année considérée, dans la limite de 24 mois (hors public reconnu travailleur handicapé et/ou de plus de 50 ans dans la limite de 60 mois), réalisés en entreprise d'insertion ou cumulés entre le chantier d'insertion et l'entreprise d'insertion,
- 500 € par sortie positive, sur présentation des justificatifs.

MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT :

Cette aide sera versée, au titre de l'année civile, après réception :

- ➔ De l'évaluation finale, conformément à l'article 8,
- ➔ Des copies des contrats de travail conclus avec les bénéficiaires du rSa,
- ➔ Des copies des agréments délivrés,
- ➔ Des justificatifs des sorties (contrat de travail, attestation d'entrée en formation, certificat d'immatriculation...)

Fait à TULLE, le

LE PARTENAIRE
(CACHET ET SIGNATURE)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

PASCAL COSTE



CORREZE
LE DÉPARTEMENT

CONVENTION D'OBJECTIF

LIÉE À LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION
FINANCÉE DANS LE CADRE DU PACTE TERRITORIAL D'INSERTION

Entre :

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CORRÈZE

Hôtel du Département
9, rue René et Émile Fage
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, son Président.

Et

L'ASSOCIATION ARBR'ENVIRONNEMENT

Entreprise d'Insertion
ZA La Galive
19600 ST PANTALEON DE LARCHE

Représentée par Monsieur Patrick VANDENBUSSCHE, son Président.

VU la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 relative à l'adoption du Pacte Territorial d'Insertion 2022/2024

VU la délibération du Conseil départemental en date du 08 avril 2022 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- l'intervention du Conseil départemental dans l'organisation d'une action d'insertion au profit des bénéficiaires du rSa,
- les objectifs du partenaire dans la mise en œuvre de cette action.

Le partenaire devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires du rSa pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action.

De plus, dans toute communication sur son action, le partenaire s'engage à préciser et informer de l'intervention du Conseil départemental.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GÉNÉRALES

OBJECTIFS DE L'ACTION :

- faciliter l'accès des bénéficiaires du rSa aux entreprises d'insertion afin de finaliser le parcours d'insertion et ainsi de leur permettre d'acquérir une expérience professionnelle supplémentaire et des compétences valorisables sur le marché ordinaire du travail,
- favoriser le développement de l'autonomie professionnelle,
- favoriser l'employabilité,
- finaliser l'orientation et l'intégration dans le secteur marchand,
- encourager les sorties positives de bénéficiaires du rSa.

A noter que sont entendues comme sorties positives, les : CDI (minimum 20H/semaine), CDD de 6 mois et plus ou cumulés sur une période de 6 mois consécutifs sur la base minimale de 20H/semaine, création ou reprise d'entreprise, formation qualifiante; A la sortie de l'entreprise d'insertion ou dans un délai de 3 mois à compter de celle-ci, sur présentation des pièces justificatives.

ACTIVITÉ DE LA STRUCTURE :

L'entreprise d'insertion exerce une activité de collecte, traitement et transport de déchets DASRI (déchets d'activité de soins à risques infectieux) et DEEE (déchets électriques, électroniques et électroménagers).

ARTICLE 3 : PUBLIC CONCERNÉ

Sont concernées les personnes pour lesquelles le Président du Conseil départemental de la Corrèze a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa, à l'entrée dans la structure d'insertion par l'activité économique.

ARTICLE 4 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2022.

ARTICLE 5 : MODIFICATION ET DÉNONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée, par voie d'avenant, à tout moment, après accord des deux parties.

Elle peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties contractantes, sous réserve d'un préavis de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Tout litige, susceptible de survenir entre les parties, à l'occasion de l'application de la présente convention, fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.

A défaut, l'affaire sera portée par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif.

ARTICLE 7 : CONTRÔLE DE LA COLLECTIVITÉ

La présente convention ouvre, aux services du Département, la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice.

Ils peuvent, en outre, procéder à toutes vérifications nécessaires, sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.

Le partenaire s'engage, envers le Conseil départemental, à l'informer de tout changement affectant ses statuts, la composition de son Conseil d'Administration et de son bureau.

ARTICLE 8 : ÉVALUATION DE L'ACTION

L'entreprise d'insertion effectuera :

➤ Une évaluation finale, renseignée à l'aide de l'outil joint en annexe, sur l'activité réalisée au titre de l'année, à adresser par courrier (Service Insertion, Hôtel du Département Marbot, 9 rue René et Émile Fage 19005 Tulle Cedex) et par mail à vcornee@correze.fr, au plus tard le 22 novembre 2022, ainsi que les justificatifs relatifs aux sorties positives et le bilan financier.

➤ Un comité de pilotage auquel sera convié le Conseil départemental (Service Insertion).

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

9.1. Confidentialité :

Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le signataire de la convention (qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles. Pour toute question, vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous :

Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

9.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 10 : FINANCEMENT

Les aides du Conseil départemental ont pour objet de cofinancer à la fois l'encadrement et l'accompagnement professionnel des personnes en insertion afin de favoriser les sorties positives.

Au titre du P.T.I., le Conseil départemental alloue, dans la limite des fonds disponibles, une aide financière à l'employeur, pour tout bénéficiaire du rSa embauché sur un poste d'insertion agréé par la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations (DDETSPP).

Ce montant s'élève, au titre de l'année 2022, à :

- 1 800 € pour chaque parcours de 12 mois sur l'année considérée, dans la limite de 24 mois (hors public reconnu travailleur handicapé et/ou de plus de 50 ans dans la limite de 60 mois), réalisés en entreprise d'insertion ou cumulés entre le chantier d'insertion et l'entreprise d'insertion,
- 500 € par sortie positive, sur présentation des justificatifs.

MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT :

Cette aide sera versée, au titre de l'année civile, après réception :

- ➔ De l'évaluation finale, conformément à l'article 8,
- ➔ Des copies des contrats de travail conclus avec les bénéficiaires du rSa,
- ➔ Des copies des agréments délivrés,
- ➔ Des justificatifs de sorties (contrat de travail, attestation d'entrée en formation, certificat d'immatriculation...)

Fait à TULLE le

LE PARTENAIRE
(CACHET ET SIGNATURE)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,
PASCAL COSTE



CORREZE
LE DÉPARTEMENT

CONVENTION D'OBJECTIF

LIÉE À LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION
FINANCÉE DANS LE CADRE DU PACTE TERRITORIAL D'INSERTION

Entre :

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CORRÈZE

Hôtel du Département
9, rue René et Émile Fagne
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, son Président.

Et

L'ASSOCIATION ARCADOUR

Entreprise d'Insertion
ZA du Bois Duval
19300 ROSIERS D'EGLETONS

Représentée par Monsieur Jean BOINET, son Président.

VU la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 relative à l'adoption du Pacte Territorial d'Insertion 2022/2024

VU la délibération du Conseil départemental en date du 08 avril 2022 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- l'intervention du Conseil départemental dans l'organisation d'une action d'insertion au profit des bénéficiaires du rSa,
- les objectifs du partenaire dans la mise en œuvre de cette action.

Le partenaire devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires du rSa pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action.

De plus, dans toute communication sur son action, le partenaire s'engage à préciser et informer de l'intervention du Conseil départemental.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GÉNÉRALES

OBJECTIFS DE L'ACTION :

- faciliter l'accès des bénéficiaires du rSa aux entreprises d'insertion afin de finaliser le parcours d'insertion et ainsi de leur permettre d'acquérir une expérience professionnelle supplémentaire et des compétences valorisables sur le marché ordinaire du travail,
- favoriser le développement de l'autonomie professionnelle,
- favoriser l'employabilité,
- finaliser l'orientation et l'intégration dans le secteur marchand,
- encourager les sorties positives de bénéficiaires du rSa.

A noter que sont entendues comme sorties positives, les : CDI (minimum 20H/semaine), CDD de 6 mois et plus ou cumulés sur une période de 6 mois consécutifs sur la base minimale de 20H/semaine, création ou reprise d'entreprise, formation qualifiante; A la sortie de l'entreprise d'insertion ou dans un délai de 3 mois à compter de celle-ci, sur présentation des pièces justificatives.

ACTIVITÉ DE LA STRUCTURE :

L'entreprise d'insertion exerce une activité d'entretien d'espaces verts, de parcs et jardins et d'élagage.

ARTICLE 3 : PUBLIC CONCERNÉ

Sont concernées les personnes pour lesquelles le Président du Conseil départemental de la Corrèze a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa, à l'entrée dans la structure d'insertion par l'activité économique.

ARTICLE 4 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2022.

ARTICLE 5 : MODIFICATION ET DÉNONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée par voie d'avenant à tout moment après accord des deux parties.

Elle peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties contractantes sous réserve d'un préavis de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Tout litige, susceptible de survenir entre les parties, à l'occasion de l'application de la présente convention, fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.

A défaut, l'affaire sera portée par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif.

ARTICLE 7 : CONTRÔLE DE LA COLLECTIVITÉ

La présente convention ouvre, aux services du Département, la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice.

Ils peuvent, en outre, procéder à toutes vérifications nécessaires sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.

Le partenaire s'engage, envers le Conseil départemental, à l'informer de tout changement affectant ses statuts, la composition de son Conseil d'Administration et de son bureau.

ARTICLE 8 : ÉVALUATION DE L'ACTION

L'entreprise d'insertion effectuera :

➤ Une évaluation finale, renseignée à l'aide de l'outil joint en annexe, sur l'activité réalisée au titre de l'année, à adresser par courrier (Service Insertion, Hôtel du Département Marbot, 9 rue René et Émile Fage 19005 Tulle Cedex) et par mail (vcornee@correze.fr), au plus tard le 22 novembre 2022, ainsi que les justificatifs relatifs aux sorties positives et le bilan financier

➤ Un comité de pilotage auquel sera convié le Conseil départemental (Service Insertion).

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

9.1. Confidentialité :

Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;

- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le signataire de la convention (qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles. Pour toute question, vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous :

Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

9.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 10 : FINANCEMENT

Les aides du Conseil départemental ont pour objet de cofinancer à la fois l'encadrement et l'accompagnement professionnel des personnes en insertion afin de favoriser les sorties positives.

Au titre du P.T.I., le Conseil départemental alloue, dans la limite des fonds disponibles, une aide financière à l'employeur, pour tout bénéficiaire du rSa embauché sur un poste d'insertion agréé par la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations (DDETSPP).

Ce montant s'élève, au titre de l'année 2022, à :

- 1 800 € pour chaque parcours de 12 mois sur l'année considérée, dans la limite de 24 mois (hors public reconnu travailleur handicapé et/ou de plus de 50 ans dans la limite de 60 mois), réalisés en entreprise d'insertion ou cumulés entre le chantier d'insertion et l'entreprise d'insertion,
- 500 € par sortie positive, sur présentation des justificatifs.

MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT :

Cette aide sera versée, au titre de l'année civile, après réception :

- ➔ De l'évaluation finale, conformément à l'article 8,
- ➔ Des copies des contrats de travail conclus avec les bénéficiaires du rSa,
- ➔ Des copies des agréments délivrés,
- ➔ Des justificatifs des sorties (contrat de travail, attestation d'entrée en formation, certificat d'immatriculation...)

Fait à TULLE, le

LE PARTENAIRE
(CACHET ET SIGNATURE)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

PASCAL COSTE



CORREZE
LE DÉPARTEMENT

CONVENTION D'OBJECTIF

LIÉE À LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION FINANCÉE
DANS LE CADRE DU PACTE TERRITORIAL D'INSERTION

Entre :

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CORRÈZE

Hôtel du Département
9, rue René et Émile Fage
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, son Président.

Et

L'ASSOCIATION COUP DE MAIN

Entreprise d'Insertion
Les chaux
19110 SAINT JULIEN PRÈS BORT

Représentée par Madame Martine JAMIN, sa Présidente.

VU la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 relative à l'adoption du Pacte Territorial d'Insertion 2022/2024

VU la délibération du Conseil départemental en date du 08 avril 2022 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- l'intervention du Conseil départemental dans l'organisation d'une action d'insertion au profit des bénéficiaires du rSa,
- les objectifs du partenaire dans la mise en œuvre de cette action.

Le partenaire devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires du rSa pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action.

De plus, dans toute communication sur son action, le partenaire s'engage à préciser et informer de l'intervention du Conseil départemental.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GÉNÉRALES

OBJECTIFS DE L'ACTION :

- faciliter l'accès des bénéficiaires du rSa aux entreprises d'insertion afin de finaliser le parcours d'insertion et ainsi de leur permettre d'acquérir une expérience professionnelle supplémentaire et des compétences valorisables sur le marché ordinaire du travail,
- favoriser le développement de l'autonomie professionnelle,
- favoriser l'employabilité,
- finaliser l'orientation et l'intégration dans le secteur marchand,
- encourager les sorties positives de bénéficiaires du rSa.

A noter que sont entendues comme sorties positives, les : CDI (minimum 20H/semaine), CDD de 6 mois et plus ou cumulés sur une période de 6 mois consécutifs sur la base minimale de 20H/semaine, création ou reprise d'entreprise, formation qualifiante; A la sortie de l'entreprise d'insertion ou dans un délai de 3 mois à compter de celle-ci, sur présentation des pièces justificatives.

ACTIVITÉ DE LA STRUCTURE :

L'entreprise d'insertion exerce son activité dans le domaine de la construction bois : charpente, agencements extérieurs en bois (abri de jardin, de voiture, terrasses...), mobiliers urbains...

ARTICLE 3 : PUBLIC CONCERNÉ

Sont concernées les personnes pour lesquelles le Président du Conseil départemental de la Corrèze a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa, à l'entrée dans la structure d'insertion par l'activité économique.

ARTICLE 4 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2022.

ARTICLE 5 : MODIFICATION ET DÉNONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée, par voie d'avenant, à tout moment, après accord des deux parties.

Elle peut être dénoncée, par l'une ou l'autre des parties contractantes, sous réserve d'un préavis de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Tout litige, susceptible de survenir entre les parties, à l'occasion de l'application de la présente convention, fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.

A défaut, l'affaire sera portée par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif.

ARTICLE 7 : CONTRÔLE DE LA COLLECTIVITÉ

La présente convention ouvre, aux services du Département, la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice.

Ils peuvent, en outre, procéder à toutes vérifications nécessaires, sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.

Le partenaire s'engage, envers le Conseil départemental, à l'informer de tout changement affectant ses statuts, la composition de son Conseil d'Administration et de son bureau.

ARTICLE 8 : ÉVALUATION DE L'ACTION

L'entreprise d'insertion effectuera :

➤ Une évaluation finale, renseignée à l'aide de l'outil d'évaluation joint en annexe, sur l'activité réalisée au titre de l'année, à adresser par courrier (Service Insertion, Hôtel du Département Marbot, 9 rue René et Émile Fage 19005 Tulle Cedex) et par mail à vcornee@correze.fr, au plus tard le 22 novembre 2022, ainsi que les justificatifs relatifs aux sorties positives et le bilan financier.

➤ Un comité de pilotage auquel sera convié le Conseil départemental (Service Insertion).

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

9.1. Confidentialité :

Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le signataire de la convention (qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles. Pour toute question, vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous :

Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

9.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 10 : FINANCEMENT

Les aides du Conseil départemental ont pour objet de cofinancer, à la fois l'encadrement et l'accompagnement professionnel des personnes en insertion, afin de favoriser les sorties positives.

Au titre du P.T.I., le Conseil départemental alloue, dans la limite des fonds disponibles, une aide financière à l'employeur, pour tout bénéficiaire du rSa embauché sur un poste d'insertion agréé par la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations (DDETSPP).

Ce montant s'élève, au titre de l'année 2022, à :

- 1 800 € pour chaque parcours de 12 mois sur l'année considérée, dans la limite de 24 mois (hors public reconnu travailleur handicapé et/ou de plus de 50 ans dans la limite de 60 mois), réalisés en entreprise d'insertion ou cumulés entre le chantier d'insertion et l'entreprise d'insertion,
- 500 € par sortie positive, sur présentation des justificatifs.

MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT :

Cette aide sera versée sur une période de 12 mois, après réception :

- ➔ De l'évaluation finale, conformément à l'article 8,
- ➔ Des copies des contrats de travail conclus avec les bénéficiaires du rSa,
- ➔ Des copies des agréments délivrés,
- ➔ Des justificatifs des sorties (contrat de travail, attestation d'entrée en formation, certificat d'immatriculation...)

Fait à TULLE, le

LE PARTENAIRE
(CACHET ET SIGNATURE)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,
PASCAL COSTE

CONVENTION D'OBJECTIF

LIÉE À LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION FINANCÉE
DANS LE CADRE DU PACTE TERRITORIAL D'INSERTION

Entre :

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CORRÈZE

Hôtel du Département
9, rue René et Émile Fage
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, son Président.

Et

L'ASSOCIATION F.O.R.E.T.

Entreprise d'Insertion
11 rue M.Pradel, ZI de Mulatet
19000 TULLE

Représentée par Monsieur Roland MAGNAUDET, son Président.

VU la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 relative à l'adoption du Pacte Territorial d'Insertion 2022/2024

VU la délibération du Conseil départemental en date du 08 avril 2022 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- l'intervention du Conseil départemental dans l'organisation d'une action d'insertion au profit des bénéficiaires du rSa,
- les objectifs du partenaire dans la mise en œuvre de cette action.

Le partenaire devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires du rSa pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action.

De plus, dans toute communication sur son action, le partenaire s'engage à préciser et informer de l'intervention du Conseil départemental.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GÉNÉRALES

OBJECTIFS DE L'ACTION :

- faciliter l'accès des bénéficiaires du rSa aux entreprises d'insertion afin de finaliser le parcours d'insertion et ainsi de leur permettre d'acquérir une expérience professionnelle supplémentaire et des compétences valorisables sur le marché ordinaire du travail,
- favoriser le développement de l'autonomie professionnelle,
- favoriser l'employabilité,
- finaliser l'orientation et l'intégration dans le secteur marchand.
- encourager les sorties positives de bénéficiaires du rSa.

A noter que sont entendues comme sorties positives, les : CDI (minimum 20H/semaine), CDD de 6 mois et plus ou cumulés sur une période de 6 mois consécutifs sur la base minimale de 20H/semaine, création ou reprise d'entreprise, formation qualifiante; A la sortie de l'entreprise d'insertion ou dans un délai de 3 mois à compter de celle-ci, sur présentation des pièces justificatives.

ACTIVITÉ DE LA STRUCTURE :

L'entreprise d'insertion exerce une activité d'entretien des espaces verts, de parcs et jardins, de restauration et d'entretien des cours d'eau, de travaux forestiers et sylvicoles.

ARTICLE 3 : PUBLIC CONCERNÉ

Sont concernées les personnes pour lesquelles le Président du Conseil départemental de la Corrèze a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa, à l'entrée dans la structure d'insertion par l'activité économique.

ARTICLE 4 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2022.

ARTICLE 5 : MODIFICATION ET DÉNONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée, par voie d'avenant, à tout moment, après accord des deux parties.

Elle peut être dénoncée, par l'une ou l'autre des parties contractantes, sous réserve d'un préavis de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Tout litige, susceptible de survenir entre les parties, à l'occasion de l'application de la présente convention, fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.

A défaut, l'affaire sera portée par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif.

ARTICLE 7 : CONTRÔLE DE LA COLLECTIVITÉ

La présente convention ouvre, aux services du Département, la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice.

Ils peuvent, en outre, procéder à toutes vérifications nécessaires, sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.

Le partenaire s'engage, envers le Conseil départemental, à l'informer de tout changement affectant ses statuts, la composition de son Conseil d'Administration et de son bureau.

ARTICLE 8 : ÉVALUATION DE L'ACTION

L'entreprise d'insertion effectuera:

➤ Une évaluation finale, renseignée à l'aide de l'outil d'évaluation joint en annexe, sur l'activité réalisée au titre de l'année, à adresser par courrier (Service Insertion, Hôtel du Département Marbot, 9 rue René et Émile Fage 19005 Tulle Cedex) et par mail à vcornee@correze.fr, au plus tard le 22 novembre 2022, ainsi que les justificatifs relatifs aux sorties positives et le bilan financier.

➤ Un comité de pilotage auquel sera convié le Conseil départemental (Service Insertion).

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

9.1. Confidentialité :

Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le signataire de la convention (qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles. Pour toute question, vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous :

Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

9.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 10 : FINANCEMENT

Les aides du Conseil départemental ont pour objet de cofinancer à la fois l'encadrement et l'accompagnement professionnel des personnes en insertion afin de favoriser les sorties positives.

Au titre du P.T.I., le Conseil départemental alloue, dans la limite des fonds disponibles, une aide financière à l'employeur, pour tout bénéficiaire du rSa embauché sur un poste d'insertion agréé par la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations (DDETSPP).

Ce montant s'élève, au titre de l'année 2022, à :

- 1 800 € pour chaque parcours de 12 mois sur l'année considérée, dans la limite de 24 mois (hors public reconnu travailleur handicapé et/ou de plus de 50 ans dans la limite de 60 mois), réalisés en entreprise d'insertion ou cumulés entre le chantier d'insertion et l'entreprise d'insertion,

- 500 € par sortie positive, sur présentation des justificatifs.

MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT:

Cette aide sera versée sur une période de 12 mois, après réception :

- ➔ De l'évaluation finale, conformément à l'article 8,
- ➔ Des copies des contrats de travail conclus avec les bénéficiaires du rSa,
- ➔ Des copies des agréments délivrés,
- ➔ Des justificatifs des sorties (contrat de travail, attestation d'entrée en formation, certificat d'immatriculation...)

Fait à TULLE, le

LE PARTENAIRE
(CACHET ET SIGNATURE)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,
PASCAL COSTE

CONVENTION D'OBJECTIF

LIÉE À LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION FINANCÉE
DANS LE CADRE DU PACTE TERRITORIAL D'INSERTION

Entre :

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CORRÈZE

Hôtel du Département
9, rue René et Émile Fage
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, son Président.

Et

L'ASSOCIATION IDEE

Entreprise d'Insertion
Le Longour
BP 50
19400 ARGENTAT
+ Antenne : 14 rue Fernand Taurisson, 19360 Malemort sur Corrèze

Représentée par Monsieur Lucien DELPEUCH, son Président.

VU la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 relative à l'adoption du Pacte Territorial d'Insertion 2022/2024

VU la délibération du Conseil départemental en date du 08 avril 2022 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- l'intervention du Conseil départemental dans l'organisation d'une action d'insertion au profit des bénéficiaires du rSa,
- les objectifs du partenaire dans la mise en œuvre de cette action.

Le partenaire devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires du rSa pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action.

De plus, dans toute communication sur son action, le partenaire s'engage à préciser et informer de l'intervention du Conseil départemental.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GÉNÉRALES

OBJECTIFS DE L'ACTION :

- faciliter l'accès des bénéficiaires du rSa aux entreprises d'insertion afin de finaliser le parcours d'insertion et ainsi de leur permettre d'acquérir une expérience professionnelle supplémentaire et des compétences valorisables sur le marché ordinaire du travail,
- favoriser le développement de l'autonomie professionnelle,
- favoriser l'employabilité,
- finaliser l'orientation et l'intégration dans le secteur marchand,
- encourager les sorties positives de bénéficiaires du rSa.

A noter que sont entendues comme sorties positives, les : CDI (minimum 20H/semaine), CDD de 6 mois et plus ou cumulés sur une période de 6 mois consécutifs sur la base minimale de 20H/semaine, création ou reprise d'entreprise, formation qualifiante; A la sortie de l'entreprise d'insertion ou dans un délai de 3 mois à compter de celle-ci, sur présentation des pièces justificatives.

ACTIVITÉ DE LA STRUCTURE :

L'entreprise d'insertion exerce une activité d'entretien des espaces verts, parcs et jardins et de désherbage de trottoirs.

ARTICLE 3 : PUBLIC CONCERNÉ

Sont concernées les personnes pour lesquelles le Président du Conseil départemental de la Corrèze a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa, à l'entrée dans la structure d'insertion par l'activité économique.

ARTICLE 4 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2022.

ARTICLE 5 : MODIFICATION ET DÉNONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée, par voie d'avenant, à tout moment, après accord des deux parties.

Elle peut être dénoncée, par l'une ou l'autre des parties contractantes, sous réserve d'un préavis de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Tout litige, susceptible de survenir entre les parties, à l'occasion de l'application de la présente convention, fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.

A défaut, l'affaire sera portée par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif.

ARTICLE 7 : CONTRÔLE DE LA COLLECTIVITÉ

La présente convention ouvre, aux services du Département, la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice.

Ils peuvent, en outre, procéder à toutes vérifications nécessaires, sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.

Le partenaire s'engage, envers le Conseil départemental, à l'informer de tout changement affectant ses statuts, la composition de son Conseil d'Administration et de son bureau.

ARTICLE 8 : ÉVALUATION DE L'ACTION

L'entreprise d'insertion effectuera:

➤ Une évaluation finale, renseignée à l'aide de ce même outil, sur l'activité réalisée au titre de l'année, à adresser par courrier (Service Insertion, Hôtel du Département Marbot, 9 rue René et Émile Fage 19005 Tulle Cedex) et par mail (vcornee@correze.fr), au plus tard le 22 novembre 2022, ainsi que les justificatifs relatifs aux sorties positives et le bilan financier.

➤ Un comité de pilotage auquel sera convié le Conseil départemental (Service Insertion).

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

9.1. Confidentialité :

Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;

- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le signataire de la convention (qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles. Pour toute question, vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous :

Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

9.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 10 : FINANCEMENT

Les aides du Conseil départemental ont pour objet de cofinancer à la fois l'encadrement et l'accompagnement professionnel des personnes en insertion afin de favoriser les sorties positives.

Au titre du P.T.I., le Conseil départemental alloue, dans la limite des fonds disponibles, une aide financière à l'employeur, pour tout bénéficiaire du rSa embauché sur un poste d'insertion agréé par la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations (DDETSPP).

Ce montant s'élève, au titre de l'année 2022, à :

- **1 800 €** pour chaque parcours de 12 mois sur l'année considérée, dans la limite de 24 mois (hors public reconnu travailleur handicapé et/ou de plus de 50 ans dans la limite de 60 mois), réalisés en entreprise d'insertion ou cumulés entre le chantier d'insertion et l'entreprise d'insertion,
- **500 €** par sortie positive, sur présentation des justificatifs.

MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT :

Cette aide sera versée sur une période de 12 mois, après réception :

- ➔ De l'évaluation finale conformément à l'article 8,
- ➔ Des copies des contrats de travail conclus avec les bénéficiaires du rSa,
- ➔ Des copies des agréments délivrés,
- ➔ Des justificatifs des sorties (contrat de travail, attestation d'entrée en formation, certificat d'immatriculation...)

Fait à TULLE, le

LE PARTENAIRE
(CACHET ET SIGNATURE)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

PASCAL COSTE

CONVENTION

RELATIVE À LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION FINANCÉE
DANS LE CADRE DU PACTE TERRITORIAL D'INSERTION

Entre :

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CORRÈZE

Hôtel du Département
9, rue René et Émile Fage
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, son Président.

Et

L'ASSOCIATION PROPR'SERVICES

Entreprise d'Insertion
40 rue Jean Jaurès, 19 000 TULLE
+ Antenne : 27-29 rue Charles Teyssier, 19 100 BRIVE LA GAILLARDE

Représentée par Monsieur Jean-Pierre CHAMPCLAUX, son Président.

VU la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 relative à l'adoption du Pacte Territorial d'Insertion 2022/2024

VU la délibération du Conseil départemental en date du 08 avril 2022 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- l'intervention du Conseil départemental dans l'organisation d'une action d'insertion au profit des bénéficiaires du rSa,
- les engagements de l'opérateur dans la mise en œuvre de cette action.

L'opérateur devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires du rSa pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action.

De plus, dans toute communication sur son action, l'opérateur s'engage à préciser et informer de l'intervention du Conseil départemental.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GÉNÉRALES

OBJECTIFS DE L'ACTION :

- faciliter l'accès des bénéficiaires du rSa aux entreprises d'insertion afin de finaliser le parcours d'insertion et ainsi de leur permettre d'acquérir une expérience professionnelle supplémentaire et des compétences valorisables sur le marché ordinaire du travail,
- favoriser le développement de l'autonomie professionnelle,
- favoriser l'employabilité,
- finaliser l'orientation et l'intégration dans le secteur marchand,
- encourager les sorties positives de bénéficiaires du rSa.

A noter que sont entendues comme sorties positives, les : CDI (minimum 20H/semaine), CDD de 6 mois et plus ou cumulés sur une période de 6 mois consécutifs sur la base minimale de 20H/semaine, création ou reprise d'entreprise, formation qualifiante; A la sortie de l'entreprise d'insertion ou dans un délai de 3 mois à compter de celle-ci, sur présentation des pièces justificatives.

ACTIVITÉ DE LA STRUCTURE :

L'entreprise d'insertion exerce une activité de nettoyage de locaux.

ARTICLE 3 : PUBLIC CONCERNÉ

Sont concernées les personnes pour lesquelles le Président du Conseil départemental de la Corrèze a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa, à l'entrée dans la structure d'insertion par l'activité économique.

ARTICLE 4 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2022.

ARTICLE 5 : MODIFICATION ET DÉNONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée, par voie d'avenant, à tout moment, après accord des deux parties.

Elle peut être dénoncée, par l'une ou l'autre des parties contractantes, sous réserve d'un préavis de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Tout litige, susceptible de survenir entre les parties, à l'occasion de l'application de la présente convention, fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.

A défaut, l'affaire sera portée par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif.

ARTICLE 7 : CONTRÔLE DE LA COLLECTIVITÉ

La présente convention ouvre, aux services du Département, la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice.

Ils peuvent, en outre, procéder à toutes vérifications nécessaires, sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.

L'opérateur s'engage, envers le Conseil départemental, à l'informer de tout changement affectant ses statuts, la composition de son Conseil d'Administration et de son bureau.

ARTICLE 8 : ÉVALUATION DE L'ACTION

L'entreprise d'insertion s'engage à effectuer :

➤ Une évaluation finale, renseignée à l'aide de l'outil d'évaluation joint en annexe, sur l'activité réalisée au titre de l'année, à adresser par courrier (Service Emploi Insertion, Hôtel du Département Marbot, 9 rue René et Émile Fage 19005 Tulle Cedex) et par mail Ovcornee@correze.fr au plus tard le 22 novembre 2022, ainsi que les justificatifs relatifs aux sorties positives et le bilan financier

➤ Un comité de pilotage auquel sera convié le Conseil départemental (Service Insertion).

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

9.1. Confidentialité :

Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le signataire de la convention (qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles. Pour toute question? vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous :

Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

9.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 10 : FINANCEMENT

Les aides du Conseil départemental ont pour objet de cofinancer à la fois l'encadrement et l'accompagnement professionnel des personnes en insertion afin de favoriser les sorties positives.

Au titre du P.T.I., le Conseil départemental alloue, dans la limite des fonds disponibles, une aide financière à l'employeur, pour tout bénéficiaire du rSa embauché sur un poste d'insertion agréé par la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations (DDETSPP).

Ce montant s'élève, au titre de l'année 2022, à :

- 1 800 € pour chaque parcours de 12 mois sur l'année considérée, dans la limite de 24 mois (hors public reconnu travailleur handicapé et/ou de plus de 50 ans dans la limite de 60 mois), réalisés en entreprise d'insertion ou cumulés entre le chantier d'insertion et l'entreprise d'insertion,
- 500 € par sortie positive, sur présentation des justificatifs.

MODALITÉS DE VERSEMENT :

Cette aide sera versée sur une période de 12 mois, après réception :

- ➔ De l'évaluation finale, conformément à l'article 8,
- ➔ Des copies des contrats de travail conclus avec les bénéficiaires du rSa,
- ➔ Des copies des agréments délivrés,
- ➔ Des justificatifs des sorties (contrat de travail, attestation d'entrée en formation, certificat d'immatriculation...).

Fait à TULLE, le

L'OPÉRATEUR
(CACHET ET SIGNATURE)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

CONVENTION D'OBJECTIF

RELATIVE À LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION FINANCÉE
DANS LE CADRE DU PACTE TERRITORIAL D'INSERTION

Entre :

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CORRÈZE

Hôtel du Département
9, rue René et Émile Fage
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, son Président.

Et

L'ASSOCIATION PROX ENTREPRISE D'INSERTION

Entreprise d'Insertion
7, rue Paul Langevin
19140 UZERCHE

Représentée par Monsieur Claude PEGOURDIE, son Président.

VU la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 relative à l'adoption du Pacte Territorial d'Insertion 2022/2024

VU la délibération du Conseil départemental en date du 08 avril 2022 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- l'intervention du Conseil départemental dans l'organisation d'une action d'insertion au profit des bénéficiaires du rSa,
- les objectifs du partenaire dans la mise en œuvre de cette action.

Le partenaire devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires du rSa pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action.

De plus, dans toute communication sur son action, le partenaire s'engage à préciser et informer de l'intervention du Conseil départemental.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GÉNÉRALES

OBJECTIFS DE L'ACTION :

- faciliter l'accès des bénéficiaires du rSa aux entreprises d'insertion afin de finaliser le parcours d'insertion et ainsi de leur permettre d'acquérir une expérience professionnelle supplémentaire et des compétences valorisables sur le marché ordinaire du travail,
- favoriser le développement de l'autonomie professionnelle,
- favoriser l'employabilité,
- finaliser l'orientation et l'intégration dans le secteur marchand,
- encourager les sorties positives de bénéficiaires du rSa.

A noter que sont entendues comme sorties positives, les : CDI (minimum 20H/semaine), CDD de 6 mois et plus ou cumulés sur une période de 6 mois consécutifs sur la base minimale de 20H/semaine, création ou reprise d'entreprise, formation qualifiante; A la sortie de l'entreprise d'insertion ou dans un délai de 3 mois à compter de celle-ci, sur présentation des pièces justificatives.

ACTIVITÉ DE LA STRUCTURE :

L'entreprise d'insertion exerce une activité d'entretien des espaces verts, des travaux de second œuvre, de la manutention et du gros nettoyage.

ARTICLE 3 : PUBLIC CONCERNÉ

Sont concernées les personnes pour lesquelles le Président du Conseil départemental de la Corrèze a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa, à l'entrée dans la structure d'insertion par l'activité économique.

ARTICLE 4 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2022.

ARTICLE 5 : MODIFICATION ET DÉNONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée, par voie d'avenant, à tout moment, après accord des deux parties.

Elle peut être dénoncée, par l'une ou l'autre des parties contractantes, sous réserve d'un préavis de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Tout litige, susceptible de survenir entre les parties, à l'occasion de l'application de la présente convention, fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.

A défaut, l'affaire sera portée par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif.

ARTICLE 7 : CONTRÔLE DE LA COLLECTIVITÉ

La présente convention ouvre, aux services du Département, la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice.

Ils peuvent, en outre, procéder à toutes vérifications nécessaires, sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.

Le partenaire s'engage, envers le Conseil départemental, à l'informer de tout changement affectant ses statuts, la composition de son Conseil d'Administration et de son bureau.

ARTICLE 8 : ÉVALUATION DE L'ACTION

L'entreprise d'insertion effectuera :

➤ Une évaluation finale, renseignée à l'aide de l'outil d'évaluation joint en annexe, sur l'activité réalisée au titre de l'année, à adresser par courrier (Service Insertion, Hôtel du Département Marbot, 9 rue René et Émile Fage 19005 Tulle Cedex) et par mail à vcornee@correze.fr, au plus tard le 22 novembre 2022, ainsi que les justificatifs relatifs aux sorties positives et le bilan financier.

➤ Un comité de pilotage auquel sera convié le Conseil départemental (Service Insertion).

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

9.1. Confidentialité :

Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le signataire de la convention (qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles. Pour toute question, vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous :

Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

9.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 10 : FINANCEMENT

Les aides du Conseil départemental ont pour objet de cofinancer à la fois l'encadrement et l'accompagnement professionnel des personnes en insertion afin de favoriser les sorties positives.

Au titre du P.T.I., le Conseil départemental alloue, dans la limite des fonds disponibles, une aide financière à l'employeur, pour tout bénéficiaire du rSa embauché sur un poste d'insertion agréé par la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations (DDETSPP).

Ce montant s'élève, au titre de l'année 2022, à :

- 1 800 € pour chaque parcours de 12 mois sur l'année considérée, dans la limite de 24 mois (hors public reconnu travailleur handicapé et/ou de plus de 50 ans dans la limite de 60 mois), réalisés en entreprise d'insertion ou cumulés entre le chantier d'insertion et l'entreprise d'insertion,
- 500 € par sortie positive, sur présentations des justificatifs.

MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT :

Cette aide sera versée sur une période de 12 mois, après réception :

- ➔ De l'évaluation finale, conformément à l'article 8,
- ➔ Des copies des contrats de travail conclus avec les bénéficiaires du rSa,
- ➔ Des copies des agréments délivrés,
- ➔ Des justificatifs des sorties (contrat de travail, attestation d'entrée en formation, certificat d'immatriculation...)

Fait à TULLE, le

LE PARTENAIRE
(CACHET ET SIGNATURE)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,
PASCAL COSTE



CORREZE
LE DÉPARTEMENT

CONVENTION D'OBJECTIF

LIÉE À LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION FINANCÉE
DANS LE CADRE DU PACTE TERRITORIAL D'INSERTION

Entre :

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CORRÈZE

Hôtel du Département
9, rue René et Emile Fage
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, son Président.

Et

SIL'N19

Entreprise d'Insertion
20 place de l'Église
19160 NEUVIC

Représentée par Monsieur Bernard BOUROTTE, son Président.

VU la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 relative à l'adoption du Pacte Territorial d'Insertion 2022/2024

VU la délibération du Conseil départemental en date du 08 avril 2022 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- l'intervention du Conseil départemental dans l'organisation d'une action d'insertion au profit des bénéficiaires du rSa,
- les objectifs du partenaire dans la mise en œuvre de cette action.

Le partenaire devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires du rSa pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action.

De plus, dans toute communication sur son action, le partenaire s'engage à préciser et informer de l'intervention du Conseil départemental.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GÉNÉRALES

OBJECTIFS DE L'ACTION :

- faciliter l'accès des bénéficiaires du rSa aux entreprises d'insertion afin de finaliser le parcours d'insertion et ainsi de leur permettre d'acquérir une expérience professionnelle supplémentaire et des compétences valorisables sur le marché ordinaire du travail,
- favoriser le développement de l'autonomie professionnelle,
- favoriser l'employabilité,
- finaliser l'orientation et l'intégration dans le secteur marchand,
- encourager les sorties positives de bénéficiaires du rSa.

A noter que sont entendues comme sorties positives, les : CDI (minimum 20H/semaine), CDD de 6 mois et plus ou cumulés sur une période de 6 mois consécutifs sur la base minimale de 20H/semaine, création ou reprise d'entreprise, formation qualifiante; A la sortie de l'entreprise d'insertion ou dans un délai de 3 mois à compter de celle-ci, sur présentation des pièces justificatives.

ACTIVITÉ DE LA STRUCTURE :

L'entreprise d'insertion exerce une activité d'entretien des espaces verts, parcs et jardins, de débit et vente de bois de chauffage.

ARTICLE 3 : PUBLIC CONCERNÉ

Sont concernées les personnes pour lesquelles le Président du Conseil départemental de la Corrèze a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa, à l'entrée dans la structure d'insertion par l'activité économique.

ARTICLE 4 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2022.

ARTICLE 5 : MODIFICATION ET DÉNONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée, par voie d'avenant, à tout moment, après accord des deux parties.

Elle peut être dénoncée, par l'une ou l'autre des parties contractantes, sous réserve d'un préavis de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Tout litige, susceptible de survenir entre les parties, à l'occasion de l'application de la présente convention, fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.

A défaut, l'affaire sera portée par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif.

ARTICLE 7 : CONTRÔLE DE LA COLLECTIVITÉ

La présente convention ouvre, aux services du Département, la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice.

Ils peuvent, en outre, procéder à toutes vérifications nécessaires, sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.

Le partenaire s'engage, envers le Conseil départemental, à l'informer de tout changement affectant ses statuts, la composition de son Conseil d'Administration et de son bureau.

ARTICLE 8 : EVALUATION DE L'ACTION

L'entreprise d'insertion effectuera :

➤ Une évaluation finale, renseignée à l'aide de l'outil d'évaluation joint en annexe, sur l'activité réalisée au titre de l'année, à adresser par courrier et le bilan financier (Service Insertion, Hôtel du Département Marbot, 9 rue René et Émile Fage 19005 Tulle Cedex) et par mail à vcornee@correze.fr, au plus tard le 22 novembre 2022, ainsi que les justificatifs relatifs aux sorties positives.

➤ Un comité de pilotage auquel sera convié le Conseil départemental (Service Insertion).

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

9.1. Confidentialité :

Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le signataire de la convention (qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles. Pour toute question, vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous :

Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

9.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 10 : FINANCEMENT

Les aides du Conseil départemental ont pour objet de cofinancer à la fois l'encadrement et l'accompagnement professionnel des personnes en insertion afin de favoriser les sorties positives.

Au titre du P.T.I., le Conseil départemental alloue, dans la limite des fonds disponibles, une aide financière à l'employeur, pour tout bénéficiaire du rSa embauché sur un poste d'insertion agréé par la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations (DDETSPP).

Ce montant s'élève, au titre de l'année 2022, à :

- 1 800 € pour chaque parcours de 12 mois sur l'année considérée, dans la limite de 24 mois (hors public reconnu travailleur handicapé et/ou de plus de 50 ans dans la limite de 60 mois), réalisés en entreprise d'insertion ou cumulés entre le chantier d'insertion et l'entreprise d'insertion,
- 500 € par sortie positive, sur présentation des justificatifs.

MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT :

Cette aide sera versée sur une période de 12 mois, après réception :

- ➔ De l'évaluation finale, conformément à l'article 8,
- ➔ Des copies des contrats de travail conclus avec les bénéficiaires du rSa,
- ➔ Des copies des agréments délivrés,
- ➔ Des justificatifs des sorties (contrat de travail, attestation d'entrée en formation, certificat d'immatriculation...)

Fait à TULLE, le

LE PARTENAIRE
(CACHET ET SIGNATURE)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

PASCAL COSTE



CORREZE
LE DÉPARTEMENT

CONVENTION D'OBJECTIF

LIÉE À LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION FINANCÉE
DANS LE CADRE DU PACTE TERRITORIAL D'INSERTION

Entre :

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CORRÈZE

Hôtel du Département
9, rue René et Émile Fage
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, son Président

Et

LE G.E.I.Q. B.T.P. 19

Le Puy Pinçon
BP 30
19001 TULLE CEDEX

Représenté par Monsieur Vincent COUTAL, son Président.

VU la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 relative à l'adoption du Pacte Territorial d'Insertion 2022/2024

VU la délibération du Conseil départemental en date du 08 avril 2022 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- l'intervention du Conseil départemental dans l'organisation d'une action d'insertion au profit des bénéficiaires du rSa,
- les objectifs du partenaire dans la mise en œuvre de cette action.

Le partenaire devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires du rSa pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action.

De plus, dans toute communication sur son action, le partenaire s'engage à préciser et informer de l'intervention du Conseil départemental.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GÉNÉRALES

Favoriser l'accès des bénéficiaires du rSa à l'emploi et à la qualification dans le domaine du bâtiment et des travaux publics par :

- ↳ Une prospection d'entreprises susceptibles d'accueillir le bénéficiaire ayant un projet professionnel,
- ↳ Une mise à disposition, lorsque cela est possible, par le G.E.I.Q. auprès de ses entreprises adhérentes sous la forme d'un contrat de travail, de professionnalisation, d'alternance,
- ↳ La mise en place d'immersions en entreprises afin de faciliter l'insertion professionnelle des bénéficiaires orientés.

L'action concernera 24 bénéficiaires du rSa.

ARTICLE 3 : PUBLIC CONCERNÉ

Sont concernées les personnes pour lesquelles le Président du Conseil départemental de la Corrèze a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa.

Les bénéficiaires du rSa doivent avoir contractualisé leur parcours d'insertion avec le Président du Conseil départemental.

Il appartiendra au GEIQ BTP de vérifier auprès du service Insertion du département (vcornee@correze.fr), l'éligibilité du bénéficiaire au rSa.

ARTICLE 4 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2022.

ARTICLE 5 : DÉNONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée par voie d'avenant à tout moment après accord des deux parties.

Elle peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties contractantes sous réserve d'un préavis de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Tout litige, susceptible de survenir entre les parties, à l'occasion de l'application de la présente convention, fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.

A défaut, l'affaire sera portée par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif.

ARTICLE 7 : CONTRÔLE DE LA COLLECTIVITÉ

La présente convention ouvre, aux services du Département, la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice.

Ils peuvent, en outre, procéder à toutes vérifications nécessaires, sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.

Le partenaire s'engage, envers le Conseil départemental, à l'informer de tout changement affectant ses statuts, la composition de son Conseil d'Administration et de son bureau.

ARTICLE 8 : ÉVALUATION DE L'ACTION

Le partenaire effectuera :

➤ **Une évaluation finale** sur l'activité réalisée au titre de l'année, à l'aide de l'outil d'évaluation PFI, joint en annexe, à adresser par courrier (Conseil départemental, Direction de l'Action Sociale des Familles et de l'Insertion, Service Insertion, 9 rue René et Émile Fage - 19005 TULLE Cedex) et par mail à vcornee@correze.fr au plus tard le 22 novembre 2022, ainsi que le bilan financier.

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

9.1. Confidentialité :

Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le signataire de la convention (qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles. Pour toute question, vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous :

Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

9.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 10 : FINANCEMENT

L'enveloppe financière retenue dans le cadre du P.T.I s'élève, au titre de l'année considérée, à : **6 744 Euros** répartis de la manière suivante :

- **4 344 Euros** au titre de l'accompagnement de 24 bénéficiaires du rSa, soit 181€ par suivi
- **2 400 Euros** pour la réalisation de trois contrats, soit 800€ par contrat présenté

MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT :

➡ Un premier acompte de 50%, soit 1 800€, relatif à l'enveloppe allouée à l'accueil des bénéficiaires du rSa, sera versé à la signature de la présente convention.

➡ Le solde, relatif à l'enveloppe allouée à l'accueil de bénéficiaires du rSa, soit 1 800 Euros, sera versé sur présentation de l'évaluation telle que définie à l'article 8. Ces montants seront proratisés au regard du taux de réalisation de l'action.

➡ 2 400 Euros seront versés pour la réalisation de trois contrats, sur présentation des copies des contrats réalisés.

Le bilan de l'action sera accompagné de son bilan financier ainsi que des justificatifs acquittés à hauteur du montant de l'enveloppe financière retenue.

Fait à TULLE, le

LE PARTENAIRE,
(CACHET ET SIGNATURE)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,
PASCAL COSTE

OUTIL D'ÉVALUATION PTI - GEIQ

DATE :

NOM PRÉNOM DATE DU NAISSANCE DU BÉNÉFICIAIRE DU RSA	NOM DU PRESCRIPTEUR	OBJECTIF PRESCRIPTION	Date du 1 ^{er} entretien	Nombre entretiens/ durée accompagnement	ORIENTATIONS/ SUITES DONNÉS	SITUATION DU BÉNÉFICIAIRE AU BILAN	CONTRAT OUI/ NON

Nombre total de personnes orientées :Nombre total de personnes reçues en entretien :Nombre total de personnes accompagnées :Nombre de personnes recrutées :



CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

CONVENTION D'OBJECTIF

LIÉE À LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION FINANCÉE
DANS LE CADRE DU PACTE TERRITORIAL D'INSERTION

Entre :

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CORRÈZE

Hôtel du Département
9, rue René et Émile Fage
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, son Président

Et

LE G.E.I.Q.AGRI LIMOUSIN PERIGORD

CHAMPEAU
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Michel JOUHETTE, son Président.

VU la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 relative à l'adoption du Pacte Territorial d'Insertion 2022/2024

VU la délibération du Conseil départemental en date du 08 avril 2022 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- l'intervention du Conseil départemental dans l'organisation d'une action d'insertion au profit des bénéficiaires du rSa,
- les objectifs du partenaire dans la mise en œuvre de cette action.

Le partenaire devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires du rSa pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action.

De plus, dans toute communication sur son action, le partenaire s'engage à préciser et informer de l'intervention du Conseil départemental.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GÉNÉRALES

Favoriser l'accès des bénéficiaires du rSa à l'emploi et à la qualification dans le domaine agricole par :

- L'organisation de parcours de qualification et d'insertion professionnelle au profit de personnes rencontrant des difficultés d'insertion professionnelle.
- L'embauche des ces personnes sur des contrats de travail permettant l'organisation de tels parcours, à travers l'alternance entre périodes de formation et périodes de mise à disposition chez les employeurs adhérents à ce groupement.
- La recherche collective de toutes les possibilités d'emploi stabilisé à l'issue du contrat de travail signé avec le "GEIQ Agri-Qualif Limousin", en particulier au sein de ses entreprises adhérentes.
- La mise en œuvre d'actions de recrutement, de pré-recrutement, ou encore de promotion et de valorisation des métiers.

Pour ce faire :

- Différentes démarches sont réalisées en amont pour rencontrer les bénéficiaires du rSa : job dating, forums, informations collectives, présentations aux SIAE...
- L'embauche par le GEIQ se fait sous la forme de contrats en alternance permettant la validation d'une expérience professionnelle en lien avec un diplôme ou une qualification.
- Le GEIQ accompagne chaque salarié socialement et professionnellement, dans le cadre d'un suivi par un référent attitré. Des bilans se font en entreprise et en individuel, afin de se donner les moyens pour la suite du contrat et aider le salarié dans ses problèmes périphériques.
- le GEIQ accompagne enfin chaque salarié au terme du contrat afin de trouver toutes les possibilités d'emploi stable.

L'action concernera 21 bénéficiaires du rSa.

ARTICLE 3 : PUBLIC CONCERNÉ

Sont concernées les personnes pour lesquelles le Président du Conseil départemental de la Corrèze a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa.

Les bénéficiaires du rSa doivent avoir contractualisé leur parcours d'insertion avec le Président du Conseil départemental.

Il appartiendra au GEIQ Agri Limousin Périgord de vérifier, auprès du service Insertion du Département (vcornee@correze.fr), l'éligibilité du bénéficiaire au rSa.

ARTICLE 4 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2022.

ARTICLE 5 : MODIFICATION ET DÉNONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée par voie d'avenant à tout moment après accord des deux parties.

Elle peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties contractantes sous réserve d'un préavis de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Tout litige susceptible de survenir entre les parties à l'occasion de l'application de la présente convention fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.

A défaut, l'affaire sera portée par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif.

ARTICLE 7 : CONTRÔLE DE LA COLLECTIVITÉ

La présente convention ouvre aux services du Département la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action, et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice. Ils peuvent en outre procéder à toutes vérifications nécessaires sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.

Le partenaire s'engage envers le Conseil départemental à l'informer de tout changement affectant ses statuts, la composition de son Conseil d'Administration et de son bureau.

ARTICLE 8 : ÉVALUATION DE L'ACTION

Le partenaire s'engage à effectuer :

➤ Une **évaluation finale** sur l'activité réalisée au titre de l'année, **à l'aide de l'outil d'évaluation joint en annexe**, à adresser par courrier (Conseil départemental, Direction de l'Action Sociale des Familles et de l'Insertion, Service Insertion, 9 rue René et Émile Fage - 19005 TULLE Cedex) et par mail à vcornee@correze.fr **au plus tard le 22 novembre 2022**, ainsi que le bilan financier.

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

9.1. Confidentialité :

Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant. Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le signataire de la convention (qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles. Pour toute question, vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous : Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

9.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 10 : FINANCEMENT

L'enveloppe financière retenue dans le cadre du P.T.I s'élève, au titre de l'année considérée, à :

6 010 Euros répartis comme suit :

- 4 410 Euros au titre de l'accompagnement de 21 bénéficiaires du rSa, soit 210 € par accompagnement
- 1 600 Euros pour la réalisation de deux contrats, soit 800 Euros par contrat présenté

MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT :

➤ Un premier acompte de 50%, soit 3 005 €, sera versé à la signature de la présente convention sur la base de l'enveloppe allouée à l'accompagnement des bénéficiaires du rSa,

➤ Le solde de cette enveloppe, soit 3 005 Euros, sera versé sur présentation d'un bilan de l'activité tel que défini à l'article 8.

Ces montants seront proratisés au regard du taux de réalisation de l'action.

➤ 1 600 Euros seront versés, sur présentation des contrats réalisés pour deux bénéficiaires du rSa. Ces montants seront proratisés au regard du taux de réalisation de l'action.

Le bilan de l'action sera accompagné de son bilan financier ainsi que des justificatifs acquittés à hauteur du montant de l'enveloppe financière retenue.

Fait à TULLE, le

LE PARTENAIRE,
(CACHET ET SIGNATURE)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

PASCAL COSTE

OUTIL D'ÉVALUATION PTI - GEIQ

DATE :

NOM PRÉNOM DATE DU NAISSANCE DU BÉNÉFICIAIRE DU RSA	NOM DU PRESCRIPTEUR	OBJECTIF PRESCRIPTION	Date du 1 ^{er} entretien	Nombre entretiens/ durée accompagnement	ORIENTATIONS/ SUITES DONNÉS	SITUATION DU BÉNÉFICIAIRE AU BILAN	CONTRAT OUI/ NON

Nombre total de personnes orientées :Nombre total de personnes reçues en entretien :Nombre total de personnes accompagnées :Nombre de personnes recrutées :

CONVENTION D'OBJECTIF

LIÉE À LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION FINANCÉE DANS LE CADRE
DU PACTE TERRITORIAL D'INSERTION

Entre :

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CORRÈZE

Hôtel du Département
9, rue René et Émile Fage
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, son Président

Et

L'ASSOCIATION AIRELLE CORREZE

Maison des Initiatives, 155 route de Lagraulière
19330 ST GERMAIN LES VERGNES

Représentée par Monsieur Olivier TOUTAIN, son Président

VU la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 relative à l'adoption du Pacte Territorial d'Insertion 2022/2024

VU la délibération du Conseil départemental en date du 08 avril 2022 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- l'intervention du Conseil départemental dans l'organisation d'une action d'insertion au profit des bénéficiaires du rSa,
- les objectifs du partenaire dans la mise en œuvre de cette action.

Le partenaire devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires du rSa pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action.

De plus, dans toute communication sur son action, le partenaire s'engage à préciser et informer de l'intervention du Conseil départemental.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GÉNÉRALES

L'action s'adresse à des bénéficiaires du rSa ayant pour projet la création ou la reprise d'une entreprise en vue de créer leurs propres activités et emplois.

A noter que les porteurs de projets relatifs au secteur artisanal devront être en priorité orientés vers la Chambre des Métiers et de l'Artisanat. Néanmoins, il conviendra de pouvoir entendre le bénéficiaire sur le choix qu'il porte à la structure accompagnante.

L'association Airelle propose un accompagnement en 3 phases :

Le référent de parcours rSa adresse à AIRELLE une fiche de prescription, avec copie au service Insertion. Dans un délai d'un mois, à réception de la fiche de prescription, AIRELLE positionne le porteur de projet sur un atelier de sensibilisation. Suite à cet atelier, l'association et le bénéficiaire du rSa décident de l'entrée ou non en phase de diagnostic.

- Phase I : Diagnostic-plan d'action (5 mois, 45 diagnostics)

Cette étape a pour objectif de travailler sur l'adéquation homme/projet, de vérifier la capacité de la personne à s'engager et mener à bien son projet, mais aussi de l'aider à réunir et s'approprier les éléments nécessaires à l'appréhension de la faisabilité humaine territoriale et financière de son projet.

A cet effet le partenaire réalise à minima 5 rendez-vous, soit 1 par mois.

Cette étape doit permettre au porteur de projet de disposer d'un diagnostic sur :

- la prise en compte de l'ensemble des aspects nécessaires à la préparation de son projet de création,
- La cohérence des éléments du projet : identification des points forts et des points à améliorer, l'appréciation des capacités entrepreneuriales et managériales du créateur et l'adéquation savoir-faire/marché/moyens, cohérence globale,
- les conditions de faisabilité humaine et territoriale du projet

- Les conditions de faisabilité financière du projet à travers l'établissement :
 - du plan de financement
 - des investissements nécessaires et du financement prévisionnel de ces derniers,
 - du chiffre d'affaire prévisionnel
 - des salaires à charge, des frais généraux
- de la capacité d'autofinancement
 - du seuil de rentabilité

Cette phase permettra au porteur de projet de bénéficier d'un apport à la fois méthodologique et technique.

Le porteur de projet doit ainsi disposer des éléments financiers nécessaires à une prise de décision circonstanciée quant à l'opportunité de réaliser ou non son projet.

Elle conduira à l'élaboration d'un diagnostic et d'un plan d'action. Ces derniers seront partagés lors d'un entretien tripartite avec le porteur de projet, AIRELLE et le référent parcours rSa afin de co-valider ou non la poursuite de l'accompagnement en phase II.

Le référent et le service Insertion devront être informés de toutes les absences répétées et/ou ruptures de parcours avant son terme.

- **Phase II : accompagnement à la création** : (7mois, 15 bénéficiaires)

Le bénéficiaire s'engagera à valider avec AIRELLE sa participation aux ateliers obligatoires et conseillés, et à lister l'ensemble des étapes nécessaires au démarrage de son activité (plan d'actions).

Cette phase prévoit 7 rendez-vous minimum, soit un par mois. Elle doit permettre la construction et la consolidation économique, commerciale et financière du projet, en vue du démarrage de l'activité.

Cette étape permettra au porteur de projet :

- de valider les résultats de son étude de marché,
- de valider sa stratégie commerciale
- de finaliser les éléments financiers : budget de trésorerie, compte de résultat, seuil de rentabilité
- de valider les choix juridiques et fiscaux du projet
- d'identifier et de mobiliser les dispositifs de financement,
- de mettre en place concrètement l'ensemble des moyens permettant de démarrer l'activité (local, matériel,...).

A l'issue de cette phase le porteur de projet doit avoir constitué un dossier comprenant une synthèse du projet et le plan d'affaire détaillé qui sera un support pour ses démarches de recherche de financement.

Un bilan écrit sera adressé, au référent et au service Insertion, à 4 mois puis à l'issue de l'accompagnement.

Le référent et le service Insertion devront être informés de toute rupture de parcours avant son terme.

- **Phase III : suivi post création** (6 mois, 10 bénéficiaires du rSa)

Cette phase de suivi post-crédation, d'une durée de 6 mois avec à minima 3 rendez-vous, a pour objet de s'assurer du bon démarrage de l'activité et de la bonne appropriation du métier de chef d'entreprise (réalisation des démarches administratives impératives, mise en place des outils de gestion indispensables au suivi de l'activité...).

Cette phase doit permettre de générer progressivement des revenus afin d'assurer la pérennité de l'entreprise.

Un bilan d'accompagnement sera établi par Airelle à l'issue de la phase III et transmis au référent et au service Insertion.

Le référent et le service Insertion devront être informés de toute rupture de parcours avant son terme.

En parallèle de l'accompagnement individuel, les porteurs de projets pourront participer à des ateliers collectifs.

ARTICLE 3 : PUBLIC CONCERNÉ

Sont concernées les personnes pour lesquelles le Président du Conseil départemental de la Corrèze a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa.

Les bénéficiaires du rSa doivent avoir contractualisé leur parcours d'insertion, validé par le Président du Conseil départemental.

ARTICLE 4 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2022.

ARTICLE 5 : DÉNONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée par voie d'avenant à tout moment après accord des deux parties.

Elle peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties contractantes sous réserve d'un préavis de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Tout litige susceptible de survenir entre les parties à l'occasion de l'application de la présente convention fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.

A défaut, l'affaire sera portée par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif.

ARTICLE 7 : CONTRÔLE DE LA COLLECTIVITÉ

La présente convention ouvre aux services du Département la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action, et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice.

Ils peuvent en outre procéder à toutes vérifications nécessaires sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.

Le partenaire s'engage envers le Conseil départemental à l'informer de tout changement affectant ses statuts, la composition de son Conseil d'Administration et de son bureau.

ARTICLE 8 : ÉVALUATION DE L'ACTION

D'un commun accord entre les deux parties, le partenaire transmettra :

➤ **Chaque fin de mois**, le tableau de suivi de l'action, transmis par mail à :
vcornee@correze.fr

➤ **Avant le 22 novembre 2022**, le bilan de l'action, **à l'aide du document joint en annexe**, par courrier (Conseil départemental, Direction de l'action sociale, des Familles et de l'Insertion, Service Insertion, 9 rue René et Émile Fage - 19005 TULLE Cedex) et par mail à : vcornee@correze.fr.

➤ **Avant le 15 janvier 2023**, un bilan final de l'action, réactualisé au 31 décembre 2022, à adresser par mail à vcornee@correze.fr.

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

9.1. Confidentialité :

Les informations, fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant, restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes les mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;

- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article.

A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le signataire de la convention (qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles. Pour toute question vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous : Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

9.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 10 : FINANCEMENT

La subvention retenue dans le cadre du P.T.I s'élève, au titre de l'année considérée, à 48 960 € se décomposant de la sorte :

* Accompagnement individuel : 35 960 € répartis comme suit :

- 25 200 € pour la réalisation de 45 diagnostics, soit 560 € par diagnostic,
- 7560 € pour l'accompagnement à la création de 15 porteurs de projets, soit 504 € par accompagnement,
- 3200 € pour le suivi post-crédation de 10 créateurs, soit 320 € par suivi.

* Accompagnement collectif : 13 000 €

Pour la mise en place de 27 ateliers (ateliers de sensibilisation, sessions MIMÉ, ateliers thématiques) sous réserve de la participation de bénéficiaires du rSa.

MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT :

➔ Accompagnement collectif : 13 000 € à la signature de la présente convention.

L'engagement financier concernant l'accompagnement collectif ne pourra se faire que sous réserve de la participation de personnes bénéficiaires du rSa.

➔ Accompagnement individuel : 35 960 €

*Diagnostic : 560 € dès réception d'un diagnostic, sur présentation des feuilles de présence, dans la limite de l'enveloppe allouée et selon le nombre de rendez-vous réalisés.

(1 rdv /mois à minima, soit 5 rendez-vous sur 5 mois).

*Accompagnement à la création : 504 € sur présentation d'un bilan sous réserve de la transmission du bilan intermédiaire à 4 mois et des feuilles de présence, dans la limite de l'enveloppe allouée et selon le nombre de rendez-vous réalisés

(1 rdv /mois à minima, soit 7 rendez-vous sur 7 mois).

* Suivi post-création : 320 € sur présentation d'un bilan d'accompagnement et des feuilles de présence dans la limite de l'enveloppe allouée et selon le nombre de rendez-vous effectués (à minima 3 rendez-vous sur 6 mois).

A noter que les sommes indiquées pourront être proratisées si l'accompagnement est interrompu avant la fin d'une phase débutée (I, II ou III).

Le bilan de l'action devra être accompagné de son bilan financier ainsi que des justificatifs acquittés à hauteur du montant de la subvention (feuilles d'émargements pour les ateliers collectifs)

Fait à TULLE, le

Le Partenaire,
(Cachet et signature)

Le Président du Conseil Départemental

PASCAL COSTE

CONVENTION D'OBJECTIF

LIÉE À LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION FINANCÉE DANS LE CADRE
DU PACTE TERRITORIAL D'INSERTION

Entre :

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CORRÈZE

Hôtel du Département
9, rue René et Émile Fage
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, son Président

Et

L'ASSOCIATION AIRELLE CORREZE

Maison des Initiatives, 155 route de Lagraulière
19330 ST GERMAIN LES VERGNES

Représentée par Monsieur Olivier TOUTAIN, son Président

VU la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 relative à l'adoption du Pacte Territorial d'Insertion 2022/2024

VU la délibération du Conseil départemental en date du 08 avril 2022 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- l'intervention du Conseil départemental dans l'organisation d'une action d'insertion au profit des bénéficiaires du rSa,

- les objectifs de l'association dans la mise en œuvre de cette action.

Le partenaire devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires du rSa pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action.

De plus, dans toute communication sur son action, le partenaire s'engage à préciser et informer de l'intervention du Conseil départemental.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GÉNÉRALES

L'action s'adresse à des bénéficiaires du rSa, travailleurs indépendants, qui malgré leurs activités restent dans le dispositif rSa. Cette action a pour objectif de leur permettre de développer leurs activités afin d'accroître leurs revenus ou de rechercher d'autres sources de revenus (activité complémentaire ou reconversion).

A noter que les travailleurs indépendants du secteur artisanal devront être en priorité orientés vers la Chambre des Métiers et de l'Artisanat. Néanmoins, il conviendra de pouvoir entendre le choix du travailleur indépendant sur la structure qu'il souhaite voir l'accompagner.

A cet effet, l'accompagnement a pour finalité :

☛ De réaliser un diagnostic économique de la situation de chaque travailleur indépendant et de son entreprise, afin de définir les solutions adaptées,

☛ D'évaluer les perspectives de rentabilité de l'entreprise,

☛ D'aider le travailleur indépendant, ayant un potentiel de rentabilité, dans sa démarche de développement de son activité afin de lui permettre de trouver une autonomie financière,

☛ D'accompagner le travailleur indépendant au changement en identifiant des solutions alternatives

☛ De réaliser un plan d'actions pour le référent dans le cadre des démarches de réorientation professionnelle à engager.

L'entrée sur l'action se fera sur prescription du service Insertion. Celle-ci se décompose en deux phases couvrant une période de douze mois maximum : un diagnostic économique et un accompagnement à la mise en œuvre du plan d'actions préalablement défini.

- Phase I : diagnostic économique (3 mois, 14 diagnostics)

Cette phase doit permettre de valider la viabilité économique de l'entreprise et la capacité du chef d'entreprise, à engager les démarches nécessaires au développement de son activité ou bien d'arrêter l'entreprise dans des conditions acceptables et d'identifier les solutions alternatives.

A cet effet, Airelle rencontrera une fois par mois le travailleur indépendant, soit 3rdv à minima.

Cette phase conduira à l'élaboration d'un diagnostic portant sur les points d'analyse suivants :

- santé commerciale de l'entreprise,
- santé /analyse économique et financière,
- analyse de l'organisation administrative,
- analyse de la gestion de l'entreprise,
- analyse de la situation sociale, juridique, fiscale et obligations légales,
- identification des besoins /freins repérés,
- préconisations en réponse (plan d'actions).

Ce dernier sera partagé par le travailleur indépendant, Airelle et le référent parcours lors d'un entretien tripartite organisé afin de valider ou non la poursuite de l'action.

Le diagnostic, accompagné de son plan d'action seront adressés au service Insertion et au référent parcours.

Il est à noter que seul le travailleur indépendant, pour lequel des perspectives réelles de développement et d'autonomie financière ont été identifiées, pourra intégrer la phase II d'accompagnement. La personne devra adhérer à la démarche, au plan d'actions et avoir la capacité nécessaire à se mobiliser au regard de l'ensemble des problématiques rencontrées.

- Phase II : accompagnement à la mise en œuvre du plan d'actions (9 mois -6 travailleurs indépendants bénéficiaires du rSa)

Sur la base du plan d'actions réalisé lors du diagnostic, cette période, de 9 rdv à minima, doit permettre d'envisager un développement suffisant d'activité; en renforçant la démarche entrepreneuriale du chef d'entreprise dans une attitude de reconstruction et de prise en main de son activité.

Un bilan intermédiaire (4 mois) faisant état de l'avancée du plan d'actions devra être transmis au référent parcours et au service Insertion.

A l'issue de la phase II, ou dans l'hypothèse d'un arrêt de l'action en cours de cette phase, l'accompagnement se conclura par la formalisation d'un bilan transmis au service Insertion et au référent de parcours, et par un entretien tripartite, le cas échéant, entre le chef d'entreprise, AIRELLE et le référent de parcours.

Les évolutions et modifications de situations, les actions correctives menées devront faire l'objet de la transmission d'une synthèse, d'un nouveau plan d'actions, à l'attention du service Insertion et du référent de parcours, dans la mesure où ces documents servent à construire le contrat d'engagement réciproque.

ARTICLE 3 : PUBLIC CONCERNÉ

Sont concernées les personnes pour lesquelles le Président du Conseil départemental de la Corrèze a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa.

Les bénéficiaires du rSa doivent avoir contractualisé leur parcours d'insertion, validé par le Président du Conseil départemental.

ARTICLE 4 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2022.

ARTICLE 5 : DÉNONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée par voie d'avenant à tout moment après accord des deux parties.

Elle peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties contractantes sous réserve d'un préavis de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Tout litige susceptible de survenir entre les parties à l'occasion de l'application de la présente convention fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.

A défaut, l'affaire sera portée par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif.

ARTICLE 7 : CONTRÔLE DE LA COLLECTIVITÉ

La présente convention ouvre aux services du Département la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action, et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice. Ils peuvent en outre procéder à toutes vérifications nécessaires sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.

Le partenaire s'engage envers le Conseil départemental à l'informer de tout changement affectant ses statuts, la composition de son Conseil d'Administration et de son bureau.

ARTICLE 8 : ÉVALUATION DE L'ACTION

D'un commun accord entre les deux parties, l'opérateur transmettra :

- Les diagnostics et bilans tels que définis à l'article 2,

- Avant le 22 novembre 2022, le bilan de l'action, à l'aide du document joint en annexe, à adresser par courrier (Conseil départemental, Direction de l'action sociale, des Familles et de l'Insertion, Service Insertion, 9 rue René et Émile Fage - 19005 TULLE Cedex) et par mail à vcornee@correze.fr,

➤ avant le 15 janvier 2023, un bilan final de l'action, réactualisé au 31 décembre 2022, à adresser par mail à vcornee@correze.fr.

➤ Un bilan final de l'action à l'issue de l'opération.

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

9.1. Confidentialité :

Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant. Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le signataire de la convention (qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles.

Pour toute question, vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous :

Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

9.3. Sécurité des données à caractère personnel: annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 10 : FINANCEMENT

La subvention retenue dans le cadre du P.T.I. s'élève, au titre de l'année considérée à **11 964 €**, se décomposant de la sorte :

- 14 diagnostics économiques : 6 888 €, soit 492 € par diagnostic
- 6 accompagnements à la mise en œuvre du plan d'actions : 5 076 €, soit 846 € par accompagnement

Le versement de ces sommes sera conditionné au taux de réalisation.

MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT :

➡ 492 € dès réception du diagnostic économique et des feuilles d'émargement, conformément à l'article 2 et dans la limite de l'enveloppe allouée.

➡ 846 € dès réception du bilan d'accompagnement et sous réserve de la transmission préalable du bilan intermédiaire à 4 mois, (conformément à l'article 2) et des feuilles d'émargement, conformément à l'article 2 et dans la limite de l'enveloppe allouée.

A noter que ces montants pourront être proratisés selon la durée des phases et le nombre de rendez-vous réalisés (à minima 3 rendez-vous pour la phase diagnostic économique et 9 rendez-vous pour la phase accompagnement à la mise en œuvre du plan d'action).

Le bilan de l'action sera accompagné de son bilan financier ainsi que des justificatifs acquittés à hauteur du montant de la subvention (présentation des feuilles de présence).

Fait à TULLE, le

LE PARTENAIRE,
(CACHET ET SIGNATURE)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

PASCAL COSTE

CONVENTION D'OBJECTIF

LIÉE À LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION FINANCÉE DANS LE CADRE
DU PACTE TERRITORIAL D'INSERTION

Entre :

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CORRÈZE

Hôtel du Département
9, rue René et Émile Fage
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, son Président

Et

L'ASSOCIATION BGE LIMOUSIN

1 av. Léo Lagrange
19100 BRIVE LA GAILLARDE

Représentée par Monsieur Jean-Michel GAY, son Président

VU la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 relative à l'adoption du Pacte Territorial d'Insertion 2022/2024

VU la délibération du Conseil départemental en date du 08 avril 2022 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- l'intervention du Conseil départemental dans l'organisation d'une action d'insertion au profit des bénéficiaires du rSa,
- les objectifs du partenaire dans la mise en œuvre de cette action.

Le partenaire devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires du rSa pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action.

De plus, dans toute communication sur son action, le partenaire s'engage à préciser et informer de l'intervention du Conseil départemental.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GÉNÉRALES

L'action s'adresse à des bénéficiaires du rSa ayant pour projet la création ou la reprise d'une entreprise en vue de créer leurs propres activités et emplois.

A noter que les porteurs de projets relatifs au secteur artisanal devront être en priorité orientés vers la Chambre des Métiers et de l'Artisanat. Néanmoins, il conviendra de pouvoir entendre le bénéficiaire sur le choix qu'il porte à la structure accompagnante.

L'accompagnement s'organise en 3 phases :

Le référent de parcours rSa adresse à BGE une fiche de prescription, avec copie au service Insertion. Dans un délai d'un mois, à réception de la fiche de prescription, BGE rencontre le porteur de projet et ils décident ensemble de l'entrée ou non en phase de diagnostic.

- Phase I : Diagnostic-plan d'action (5 mois - 12 diagnostics)

Cette étape a pour objectif de travailler sur l'adéquation homme/projet, de vérifier la capacité de la personne à s'engager et à mener à bien son projet, et de l'aider à réunir et à s'approprier les éléments nécessaires à l'appréhension de la faisabilité humaine territoriale et financière de son projet.

A cet effet le partenaire réalise à minima 5 rendez-vous, soit 1 par mois.

Cette étape doit permettre au porteur de projet de disposer d'un diagnostic sur :

- la prise en compte de l'ensemble des aspects nécessaires à la préparation de son projet de création,
- La cohérence des éléments du projet : identification des points forts et des points à améliorer, l'appréciation des capacités entrepreneuriales et managériales du créateur et l'adéquation savoir-faire/marché/moyens et cohérence globale,
- les conditions de faisabilité humaine et territoriale du projet

- Les conditions de faisabilité financière du projet à travers l'établissement :
 - du plan de financement
 - des investissements nécessaires et du financement prévisionnel de ces derniers
 - du chiffre d'affaire prévisionnel
 - des salaires à charge, des frais généraux
 - de la capacité d'autofinancement
 - du seuil de rentabilité

Cette phase permettra au porteur de projet de bénéficier d'un apport à la fois méthodologique et technique. Le porteur de projet doit ainsi disposer des éléments financiers nécessaires à une prise de décision circonstanciée quant à l'opportunité de réaliser ou non son projet.

Elle conduira à l'élaboration d'un diagnostic et d'un plan d'action.

Ces derniers seront partagés lors d'un entretien tripartite entre le porteur de projet, BGE et le-référent parcours rSa qui sera organisé afin de co-valider ou non la poursuite de l'accompagnement en phase II.

Le référent et le service Insertion devront être informés de toutes les absences répétées et/ou ruptures de parcours avant son terme.

- **Phase II : accompagnement à la création** : (7mois, 4 bénéficiaires)

Cette phase d'une durée de 7 mois avec des rencontres mensuelles à minima, doit permettre la construction et la consolidation économique, commerciale et financière du projet, en vue du démarrage de l'activité.

Cette étape permettra au porteur de projet :

- de valider les résultats de son étude de marché,
- de valider sa stratégie commerciale
- de finaliser les éléments financiers : budget de trésorerie, compte de résultat,
- seuil de rentabilité
- de valider les choix juridiques et fiscaux du projet
- d'identifier et de mobiliser les dispositifs de financement,
- de mettre en place concrètement l'ensemble des moyens permettant de démarrer l'activité (local, matériel,...).

A l'issue de cette phase, le porteur de projet doit avoir constitué un dossier comprenant une synthèse du projet et le plan d'affaire détaillé qui sera un support pour ses démarches de recherche de financement.

Un bilan écrit sera adressé, au référent et au service Insertion, à 4 mois puis à l'issue de l'accompagnement.

Le référent et le service Insertion devront être informés de toute rupture de parcours avant son terme.

- **Phase III : suivi post création** (6 mois - 1 bénéficiaire du rSa)

Cette phase de suivi post-crédation, d'une durée de 6 mois avec 3 rendez-vous à minima, a pour objet de s'assurer du bon démarrage de l'activité et de la bonne appropriation du métier de chef d'entreprise (réalisation des démarches administratives impératives, mise en place des outils de gestion indispensables au suivi de l'activité...). Cette phase doit permettre de générer progressivement des revenus afin d'assurer la pérennité de l'entreprise.

Un bilan d'accompagnement sera établi par BGE à l'issue de la phase III et transmis au référent et au service Insertion.

Le référent et le service Insertion devront être informés de toute rupture de parcours avant son terme.

ARTICLE 3 : PUBLIC CONCERNÉ

Sont concernées les personnes pour lesquelles le Président du Conseil départemental de la Corrèze a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa.

Les bénéficiaires du rSa doivent avoir contractualisé leur parcours d'insertion, validé par le Président du Conseil départemental.

ARTICLE 4 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2022.

ARTICLE 5 : DÉNONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée par voie d'avenant à tout moment après accord des deux parties.

Elle peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties contractantes sous réserve d'un préavis de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Tout litige susceptible de survenir entre les parties à l'occasion de l'application de la présente convention fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.

A défaut, l'affaire sera portée par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif.

ARTICLE 7 : CONTRÔLE DE LA COLLECTIVITÉ

La présente convention ouvre aux services du Département la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action, et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice.

Ils peuvent en outre procéder à toutes vérifications nécessaires sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.

Le partenaire s'engage envers le Conseil départemental à l'informer de tout changement affectant ses statuts, la composition de son Conseil d'Administration et de son bureau.

ARTICLE 8 : ÉVALUATION DE L'ACTION

D'un commun accord entre les deux parties, le partenaire transmettra :

➤ Chaque fin de mois, le tableau de suivi de l'action, transmis par mail à vcornee@correze.fr

➤ Avant le 22 novembre 2022, le bilan de l'action, à l'aide du document joint en annexe, par courrier (Conseil départemental, Direction de l'action sociale, des Familles et de l'Insertion, Service Insertion, 9 rue René et Émile Fage - 19005 TULLE Cedex) et par mail à vcornee@correze.fr

➤ Avant le 15 janvier 2023, un bilan final de l'action, réactualisé au 31 décembre 2022, à adresser par mail à vcornee@correze.fr.

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

9.1. Confidentialité :

Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
 - ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
 - ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
 - prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le signataire de la convention (qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles. Pour toute question, vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous : Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

9.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 10 : FINANCEMENT

La subvention retenue dans le cadre du P.T.I s'élève, au titre de l'année considérée, à

9 056 Euros se décomposant de la sorte :

- **6 720 €** pour la réalisation de 12 diagnostics, soit 560 € par diagnostic,
- **2 016 €** pour l'accompagnement à la création de 4 porteurs de projets, soit 504 € par accompagnement,
- **320 €** pour le suivi post-crédation d'1 créateur, soit 320 € par suivi.

MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT :

*Diagnostic : 560 € dès réception d'un diagnostic et sur présentation des feuilles de présence, dans la limite de l'enveloppe allouée et selon le nombre de rendez-vous réalisés, (1 rdv /mois à minima, soit 5 rendez-vous sur 5 mois).

*Accompagnement à la création : 504 € sur présentation d'un bilan sous réserve de la transmission du bilan intermédiaire à 4 mois et des feuilles de présence, dans la limite de l'enveloppe allouée et selon le nombre de rendez-vous réalisés (1 rdv /mois à minima, soit 7 rendez-vous sur 7 mois).

*Suivi post-création : 320 € sur présentation d'un bilan d'accompagnement et des feuilles de présence dans la limite de l'enveloppe allouée et selon le nombre de rendez-vous effectués (à minima 3 rendez-vous sur 6 mois).

A noter que les sommes indiquées pourront être proratisées si l'accompagnement est interrompu avant la fin d'une phase débutée (I, II ou III).

Le bilan de l'action devra être accompagné de son bilan financier ainsi que des justificatifs acquittés à hauteur du montant de la subvention (feuilles d'émargements pour les ateliers collectifs)

Fait à TULLE, le

LE PARTENAIRE,
(CACHET ET SIGNATURE)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

PASCAL COSTE

CONVENTION D'OBJECTIF

LIÉE À LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION FINANCÉE DANS LE CADRE
DU PACTE TERRITORIAL D'INSERTION

Entre :

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CORRÈZE

Hôtel du Département
9, rue René et Émile Fage
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, son Président

Et

L'ASSOCIATION BGE LIMOUSIN

1 avenue Léo Lagrange
19100 BRIVE LA GAILLARDE

Représentée par Monsieur Jean-Michel GAY, son Président

VU la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 relative à l'adoption du Pacte Territorial d'Insertion 2022/2024

VU la délibération du Conseil départemental en date du 08 avril 2022 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- l'intervention du Conseil départemental dans l'organisation d'une action d'insertion au profit des bénéficiaires du rSa,

- les objectifs de l'association dans la mise en œuvre de cette action.

Le partenaire devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires du rSa pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action.

De plus, dans toute communication sur son action, le partenaire s'engage à préciser et informer de l'intervention du Conseil départemental.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GÉNÉRALES

L'action s'adresse à des bénéficiaires du rSa, travailleurs indépendants, qui malgré leurs activités restent dans le dispositif rSa. Cette action a pour objectif de leur permettre de développer leurs activités afin d'accroître leurs revenus ou de rechercher d'autres sources de revenus (activité complémentaire ou reconversion).

A noter que les travailleurs indépendants du secteur artisanal devront être en priorité orientés vers la Chambre des Métiers et de l'Artisanat. Néanmoins, il conviendra de pouvoir entendre le choix du travailleur indépendant sur la structure qu'il souhaite voir l'accompagner.

A cet effet, l'accompagnement a pour finalité :

- ➔ De réaliser un diagnostic économique de la situation de chaque travailleur indépendant et de son entreprise, afin de définir les solutions adaptées,
- ➔ D'évaluer les perspectives de rentabilité de l'entreprise,
- ➔ D'aider le travailleur indépendant, ayant un potentiel de rentabilité, dans sa démarche de développement de son activité afin de lui permettre de trouver une autonomie financière,
- ➔ D'accompagner le travailleur indépendant au changement en identifiant des solutions alternatives,
- ➔ De réaliser un plan d'actions pour le référent dans le cadre des démarches de réorientation professionnelle à engager.

L'entrée sur l'action se fera sur prescription du service Insertion. Celle-ci se décompose en deux phases couvrant une période de douze mois maximum : un diagnostic économique et un accompagnement à la mise en œuvre du plan d'actions préalablement défini.

- Phase I : diagnostic économique (3 mois - 7 diagnostics)

Cette phase doit permettre de valider la viabilité économique de l'entreprise et la capacité du chef d'entreprise, à engager les démarches nécessaires au développement de son activité ou bien d'arrêter l'entreprise dans des conditions acceptables et d'identifier les solutions alternatives.

A cet effet, BGE rencontrera à minima une fois par mois le travailleur indépendant, soit 3 rdv à minima..

Cette phase conduira à l'élaboration d'un diagnostic portant sur les points d'analyse suivants :

- santé commerciale de l'entreprise,
- santé /analyse économique et financière,
- analyse de l'organisation administrative,
- analyse de la gestion de l'entreprise,
- analyse de la situation sociale, juridique, fiscale et obligations légales,
- identification des besoins /freins repérés,
- préconisations en réponse (plan d'actions).

Ce dernier sera partagé par le travailleur indépendant, BGE et le référent parcours lors d'un entretien tripartite organisé afin de valider ou non la poursuite de l'action.

Le diagnostic accompagné de son plan d'action sera adressé au service Insertion et au référent parcours.

Il est à noter que seul le travailleur indépendant pour lequel des perspectives réelles de développement et d'autonomie financière ont été identifiées, pourra intégrer la phase II d'accompagnement.

Il devra adhérer à la démarche, au plan d'actions et avoir la capacité nécessaire à se mobiliser au regard de l'ensemble des problématiques rencontrées.

- Phase II : accompagnement à la mise en œuvre du plan d'actions (9 mois -3 travailleurs indépendants bénéficiaires du rSa)

Sur la base du plan d'actions réalisé lors du diagnostic, cette période doit permettre d'envisager un développement suffisant d'activité; en renforçant la démarche entrepreneuriale du chef d'entreprise dans une attitude de reconstruction et de prise en main de son activité.

Un bilan intermédiaire (4 mois) faisant état de l'avancée du plan d'actions devra être transmis au référent parcours et au service Insertion.

A l'issue de la phase II, ou dans l'hypothèse d'un arrêt de l'action en cours de cette phase, l'accompagnement se conclura par la formalisation d'un bilan transmis au service Insertion et au référent de parcours, et par un entretien tripartite, le cas échéant, entre le chef d'entreprise, BGE et le référent de parcours.

Les évolutions et modifications de situations, les actions correctives menées devront faire l'objet de la transmission d'une synthèse, d'un nouveau plan d'actions, à l'attention du service Insertion et du référent de parcours, dans la mesure où ces documents servent à construire le contrat d'engagement réciproque.

ARTICLE 3 : PUBLIC CONCERNÉ

Sont concernées les personnes pour lesquelles le Président du Conseil départemental de la Corrèze a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa. Les bénéficiaires du rSa doivent avoir contractualisé leur parcours d'insertion, validé par le Président du Conseil départemental.

ARTICLE 4 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2022.

ARTICLE 5 : DÉNONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée par voie d'avenant à tout moment après accord des deux parties.

Elle peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties contractantes sous réserve d'un préavis de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Tout litige susceptible de survenir entre les parties à l'occasion de l'application de la présente convention fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.

A défaut, l'affaire sera portée par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif.

ARTICLE 7 : CONTRÔLE DE LA COLLECTIVITÉ

La présente convention ouvre aux services du Département la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action, et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice.

Ils peuvent en outre procéder à toutes vérifications nécessaires sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.

Le partenaire s'engage envers le Conseil départemental à l'informer de tout changement affectant ses statuts, la composition de son Conseil d'Administration et de son bureau.

ARTICLE 8 : ÉVALUATION DE L'ACTION

D'un commun accord entre les deux parties, l'opérateur transmettra :

- Les diagnostics et bilans tels que définis à l'article 2,
- Avant le 22 novembre 2022, le bilan de l'action, à l'aide du document joint en annexe, à adresser par courrier (Conseil départemental, Direction de l'action sociale, des Familles et de l'Insertion, Service Insertion, 9 rue René et Émile Fage - 19005 TULLE Cedex) et par mail à vcornee@correze.fr
- avant le 15 janvier 2023, un bilan final de l'action, réactualisé au 31 décembre 2022, à adresser par mail à vcornee@correze.fr

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

9.1. Confidentialité :

Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le signataire de la convention (qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles. Pour toute question, vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous :

Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze :
dpd@correze.fr

9.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 10 : FINANCEMENT

La subvention retenue dans le cadre du P.T.I. s'élève, au titre de l'année considérée à

5 982 Euros se décomposant de la sorte :

- **3 444 €** pour 7 diagnostics économiques, soit 492 € par diagnostic
- **2 538 €** pour 3 accompagnements à la mise en œuvre du plan d'actions, soit 846 € par accompagnement

Le versement de ces sommes sera conditionné au taux de réalisation.

MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT :

➔ 492 € dès réception du diagnostic économique et des feuilles d'émargement, conformément à l'article 2 et dans la limite de l'enveloppe allouée.

➔ 846 € dès réception du bilan d'accompagnement et sous réserve de la transmission préalable du bilan intermédiaire à 4 mois et des feuilles d'émargement, dans la limite de l'enveloppe allouée.

A noter que ces montants pourront être proratisés selon la durée des phases et le nombre de rendez-vous réalisés (à minima 3 rendez-vous pour la phase diagnostic économique sur 3 mois et 9 rendez-vous pour la phase accompagnement à la mise en œuvre du plan d'action sur 9 mois).

Le bilan de l'action sera accompagné de son bilan financier ainsi que des justificatifs acquittés à hauteur du montant de la subvention (présentation des feuilles de présence).

Fait à TULLE, le

LE PARTENAIRE,
(CACHET ET SIGNATURE)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

PASCAL COSTE

CONVENTION D'OBJECTIF

LIÉE À LA MISE EN PLACE D'ACTIONS D'INSERTION FINANCÉES

DANS LE CADRE DU PACTE TERRITORIAL D'INSERTION

Entre :

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CORRÈZE

Hôtel du Département
9, rue René et Émile Fage
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, son Président

Et

LA CHAMBRE DE MÉTIERS ET DE L'ARTISANAT DE LA CORRÈZE (CMA)

8, avenue Alsace Lorraine (Immeuble Jean-Marie SAUTE)
19000 Tulle

Représentée par Monsieur Gérard GOMEZ, son Président

VU la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 relative à l'adoption du Pacte Territorial d'Insertion 2022/2024

VU la délibération du Conseil départemental en date du 08 avril 2022 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Dans le cadre du pilotage de la politique d'insertion, le Conseil départemental est engagé dans une démarche volontaire et active en faveur de l'accompagnement des bénéficiaires du rSa pour favoriser leur retour à l'emploi. Pour cela, il s'entoure des compétences et du savoir faire de ses partenaires pour mener conjointement action plus efficace auprès de ce public.

A cet effet, la présente convention a pour objet de définir les objectifs de la Chambre des Métiers et de l'artisanat de la Corrèze, ci-après dénommée CMA, dans la mise en oeuvre de 2 actions prioritaires :

- **l'accompagnement à la création ou reprise d'entreprise artisanale** en vue de permettre aux bénéficiaires du rSa de créer leurs propres activités et emplois,
- **l'accompagnement d'entreprises et d'activités artisanales existantes** de bénéficiaires du rSa, qui malgré leurs activités restent dans le dispositif.

La CMA devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires du rSa pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action.

De plus, dans toute communication sur son action, le partenaire s'engage à préciser et informer de l'intervention du Conseil départemental.

ARTICLE 2 : ACCOMPAGNEMENT À LA CRÉATION OU REPRISE D'ENTREPRISE ARTISANALE

L'action proposée par la CMA s'adresse à des bénéficiaires du rSa ayant pour projet la création ou la reprise d'une entreprise **artisanale** en vue de créer leurs propres activités et emplois.

Le référent de parcours rSa adresse à la CMA une fiche de prescription - avec copie au service insertion- dès lors qu'il aura vérifié préalablement que le projet entre dans l'une des familles/métiers de l'artisanat et que le porteur dispose du niveau de qualification nécessaire (à minima un CAP ou 3 années d'expérience).

La CMA propose un accompagnement en 3 phases :

Phase I : Diagnostic (4 mois)

Cette phase doit permettre de déterminer la viabilité du projet et d'établir le plan d'affaire nécessaire au démarrage de l'activité. A cet effet, les thématiques suivantes seront abordées : domaine d'activité, clientèle, marché, financements, rôle du chef d'entreprise...

A l'issue de cette phase, un entretien tripartite CMA - Référent parcours rSa - porteur sera organisé afin de valider ou non la poursuite de l'accompagnement.

Un diagnostic sera établi par la CMA à l'issue de la phase I et transmis au référent et au service Insertion à l'issue de l'entretien tripartite.

Phase II : Stage préalable à l'installation (3 à 5 jours)

Ce stage permet d'aborder le cadre réglementaire spécifique à l'activité et la gestion de l'entreprise (statut juridique, protection sociale, réglementation, assurance, comptabilité...)

A noter qu'à l'issue de cette phase, la CMA pourra accompagner, à titre gracieux, les porteurs de projets bénéficiaires du rSa, dans leurs démarches de création (immatriculation, demande d'ACRE...).

Phase III : Accompagnement post-crétion (12 mois)

Cette phase de suivi post-crétion, a pour objet de s'assurer du bon démarrage de l'activité et de la bonne appropriation du métier de chef d'entreprise (réalisation des démarches administratives impératives, mise en place des outils de gestion indispensable au suivi de l'activité...). Cette phase doit permettre d'assurer la pérennité de l'entreprise.

Un bilan intermédiaire à 6 mois puis un bilan d'accompagnement à l'issue de la phase III sera établi par la CMA et transmis au référent et au service Insertion.

Le référent et le service Insertion devront être informés de toute rupture de parcours avant son terme.

ARTICLE 3 : ACCOMPAGNEMENT D'ENTREPRISES ARTISANALES EXISTANTES

L'entrée sur l'action se fera sur prescription du référent de parcours auprès du service Insertion, pour validation.

L'action se décompose en **deux phases couvrant une période de 15 mois** maximum : un diagnostic économique et un accompagnement à la mise en œuvre du plan d'actions relatif au développement de l'activité.

Phase I : Diagnostic économique : 3 mois

Cette phase doit permettre de valider la viabilité économique de l'entreprise et la capacité du chef d'entreprise, à engager les démarches nécessaires au développement de son activité ou bien d'arrêter l'entreprise dans des conditions acceptables et d'identifier les solutions alternatives.

Le diagnostic fera apparaître des éléments descriptifs de la situation de l'entreprise, ses points forts et faibles, les perspectives de développement et la proposition d'entamer ou non un accompagnement dans la mise en œuvre du plan d'actions.

Ce diagnostic conduira à l'élaboration d'un plan d'actions définissant les préconisations et l'échéancier, partagé par la CMA et le chef d'entreprise.

Phase II : Accompagnement à la mise en œuvre du plan d'actions développement

(durée variable en fonction du plan - maximum 12 mois)

Sur la base du plan d'actions réalisé lors du diagnostic, cette période doit permettre d'envisager un développement suffisant d'activité; à défaut, une réorientation du projet d'insertion et/ou une cessation d'activité.

Un bilan intermédiaire faisant état de l'avancée du plan d'actions devra être transmis au référent parcours et au service Insertion.

A l'issue de la phase II, ou dans l'hypothèse d'un arrêt de l'action en cours de cette phase, l'accompagnement se conclura par la formalisation d'un bilan et par un entretien tripartite.

ARTICLE 4 : RÉUNIONS DE SENSIBILISATION À LA CRÉATION D'ENTREPRISE

La CMA propose d'animer une réunion auprès des référents parcours rSa du service Insertion pour apporter une meilleure connaissance relative à la création d'entreprise.

ARTICLE 5 : MOBILISATION DE L'OUTIL RÉSEAU D'ENTREPRISES ARTISANALES DU LIMOUSIN (REAAAL)

La CMA mobilise son REAAAL regroupant des entreprises de tout secteur pouvant accueillir le public bénéficiaire du rSa dans le cadre d'immersion (validation projet, découverte métier) ou de simulation d'entretien de recrutement.

ARTICLE 6 : PUBLIC CONCERNÉ

Sont concernées les personnes pour lesquelles le Président du Conseil départemental de la Corrèze a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa. Les bénéficiaires du rSa doivent avoir contractualisé leur parcours d'insertion, validé par le Président du Conseil départemental.

ARTICLE 7 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2022.

ARTICLE 8 : MODIFICATION ET DÉNONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée par voie d'avenant à tout moment après accord des deux parties.

Elle peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties contractantes sous réserve d'un préavis de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 9 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Tout litige susceptible de survenir entre les parties à l'occasion de l'application de la présente convention fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.

A défaut, l'affaire sera portée par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif.

ARTICLE 10 : CONTRÔLE DE LA COLLECTIVITÉ

La présente convention ouvre aux services du Département la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action, et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice. Ils peuvent en outre procéder à toutes vérifications nécessaires sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.

ARTICLE 11 : ÉVALUATION DE L'ACTION

D'un commun accord entre les deux parties, le partenaire :

➤ Organisera un comité de pilotage, au cours du second semestre 2022, constituant un point de bilan intermédiaire à la présente convention (état d'avancement, volumétrie, difficultés rencontrées...). La date et les modalités seront à convenir avec le service Insertion.

➤ Transmettra un bilan de la présente convention, notamment à l'aide des documents joints en annexes concernant les actions des articles 2 et 3, à adresser par courrier (Conseil départemental, Direction de l'Action sociale, des Familles et de l'Insertion, Service Insertion, 9 rue René et Émile Fage - 19005 TULLE Cedex) et par mail à vcornee@correze.fr, au plus tard le **22 novembre 2022**.

ARTICLE 12: CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

12.1. Confidentialité :

Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;

ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;

- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;

- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant. Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

12.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le signataire de la convention (qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles Pour toute question, vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous : Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

12.3 Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 13 : FINANCEMENT

La subvention s'élève, au titre de l'année considérée, à:

40 000 € au titre des 2 actions prioritaires définies en article 1

MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT :

➔ 40 000 € sur présentation du bilan final de l'action, tel que défini à l'article 11.
Le bilan de l'action devra être accompagné de son bilan financier ainsi que des justificatifs acquittés à hauteur du montant de la subvention.

Fait à TULLE, le

LE PRÉSIDENT DE LA CHAMBRE DES MÉTIERS
ET DE L'ARTISANAT
(CACHET ET SIGNATURE)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

PASCAL COSTE



CORREZE
LE DÉPARTEMENT

CONVENTION D'OBJECTIF

LIÉE À LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION FINANCÉE
DANS LE CADRE DU PACTE TERRITORIAL D'INSERTION

Entre :

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CORRÈZE

Hôtel du Département
9, rue René et Émile Fage
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, son Président

Et

L'ASSOCIATION SOLIDARITÉ PAYSANS LIMOUSIN

SAFRAN, 2 avenue Georges Guingouin
CS 80912 Panazol
87017 LIMOGES CEDEX 1

Représentée par Madame Chantal DE PLASSE, sa Présidente

VU la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 relative à l'adoption du Pacte Territorial d'Insertion 2022/2024

VU la délibération du Conseil départemental en date du 08 avril 2022 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- l'intervention du Conseil départemental dans l'organisation d'une action d'insertion au profit des bénéficiaires du rSa,
- les objectifs du partenaire dans la mise en œuvre de cette action.

Le partenaire devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires du rSa pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action.

De plus, dans toute communication sur son action, le partenaire s'engage à préciser et informer de l'intervention du Conseil départemental.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GÉNÉRALES

L'action s'adresse à des exploitants agricoles bénéficiaires du rSa de la Corrèze, qui malgré leurs activités restent dans le dispositif rSa. Cette action a pour objectif de leur permettre de développer leurs activités afin d'accroître leurs revenus ou de rechercher d'autres sources de revenus (activité complémentaire ou reconversion).

A cet effet, l'accompagnement a pour finalités :

- ➔ de réaliser un diagnostic économique de la situation de chaque exploitant agricole bénéficiaire du rSa et de son exploitation, afin de définir les solutions adaptées,
- ➔ D'évaluer les perspectives de rentabilité de l'exploitation,
- ➔ D'aider l'exploitant agricole bénéficiaire du rSa dont l'activité démontre un potentiel de rentabilité, dans sa démarche de développement de son activité afin de lui permettre de trouver une autonomie financière,
- ➔ D'accompagner l'exploitant agricole bénéficiaire du rSa au changement en identifiant des solutions alternatives,
- ➔ De réaliser un plan d'actions.

Pour cela l'association accompagne le bénéficiaire sur différents aspects :

- ➔ Économiques et financiers : accompagnement dans la gestion économique de l'exploitation : analyse de la comptabilité et si nécessaire, aide à la réalisation d'un budget prévisionnel ou d'un plan de trésorerie, négociation avec les créanciers, ...
- ➔ Procédures collectives (règlement amiable judiciaire, plan de sauvegarde, redressement judiciaire et liquidation judiciaire) : accompagnement au tribunal, chez le mandataire judiciaire, élaboration et suivi du plan de redressement...
- ➔ Techniques agricoles : accompagnement technique en collaboration avec des structures de conseil technique existantes, pour amener à moyen terme l'agriculteur dans une démarche d'agriculture autonome, et économe.
- ➔ Formation : organisation de formations pour les agriculteurs qu'elle accompagne en fonction des besoins repérés et de l'absence d'offres existantes.

L'accompagnement est réalisé en binôme par un paysan bénévole et un technicien de l'association.

L'entrée sur l'action se fait sur orientation du service Insertion.

A noter que si l'exploitant agricole se présente de lui-même à l'association, celle-ci contactera le Service Insertion afin de vérifier son éligibilité à la présente convention et acter l'entrée sur l'action sous peine de se voir invalider la prise en charge.

L'action se décompose en deux phases couvrant une période de seize mois maximum : un diagnostic économique et un accompagnement à la mise en œuvre un plan d'actions.

- Phase I : Diagnostic économique (4 mois - 4 exploitants agricoles bénéficiaires du rSa)

Cette phase doit permettre de valider la viabilité économique de l'exploitation et la capacité de l'exploitant à engager les démarches nécessaires au développement de son activité, ou bien d'arrêter l'activité dans des conditions acceptables en identifiant les solutions alternatives.

Cette phase conduira à l'élaboration d'un diagnostic portant sur les points d'analyse suivants :

- santé commerciale de l'exploitation,
- analyse économique et financière de l'exploitation,
- analyse de l'organisation administrative,
- analyse de la gestion de l'exploitation,
- identifications des besoins et des freins repérés

Ce diagnostic écrit fera apparaître les perspectives de développement et conduira à l'élaboration d'un plan d'actions définissant les préconisations et l'échéancier ainsi que la proposition d'entamer ou non un accompagnement dans sa mise en œuvre.

Ce diagnostic sera partagé lors d'un rendez-vous tripartite entre l'exploitant agricole bénéficiaire du rSa, le partenaire et le référent parcours afin de valider ou non la poursuite de l'action. A l'issue de cette rencontre, le document sera adressé au service Insertion et au référent parcours.

Il est à noter que seul l'exploitant agricole pour lequel des perspectives réelles de développement et d'autonomie financière ont été identifiées, pourra intégrer la phase II d'accompagnement. Il devra adhérer à la démarche, au plan d'actions et avoir la capacité nécessaire à se mobiliser au regard de l'ensemble des problématiques rencontrées.

- Phase II : Accompagnement à la mise en œuvre du plan d'actions (12 mois maximum -1 exploitant agricole bénéficiaire du rSa)

Cette seconde phase consiste en l'activation du plan d'actions réalisé lors du diagnostic fixant un planning de rencontres pour la mise en œuvre des actions validées par l'exploitant agricole.

Elle doit permettre d'analyser les résultats obtenus et travailler sur le maintien des actions à mettre en œuvre.

Un planning des rencontres (sur la base d'un rendez-vous minimum par mois) est validé et transmis à l'exploitant agricole.

Un bilan intermédiaire (6 mois) faisant état de l'avancée du plan d'actions devra être transmis au référent parcours et au service Insertion.

A l'issue de la phase II, ou dans l'hypothèse d'un arrêt de l'action en cours de cette phase, l'accompagnement se conclura par la formalisation d'un bilan transmis au service Insertion et au référent de parcours, et par un entretien tripartite, le cas échéant, entre l'exploitant agricole, le partenaire et le référent de parcours.

ARTICLE 3 : PUBLIC CONCERNÉ

Sont concernées les personnes pour lesquelles le Président du Conseil départemental de la Corrèze a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa.

Les bénéficiaires du rSa doivent avoir contractualisé leur parcours d'insertion, validé par le Président du Conseil départemental.

ARTICLE 4 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2022.

ARTICLE 5 : DÉNONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée par voie d'avenant à tout moment après accord des deux parties.

Elle peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties contractantes sous réserve d'un préavis de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Tout litige susceptible de survenir entre les parties à l'occasion de l'application de la présente convention fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.

A défaut, l'affaire sera portée par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif.

ARTICLE 7 : CONTRÔLE DE LA COLLECTIVITÉ

La présente convention ouvre aux services du Département la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action, et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice. Ils peuvent en outre procéder à toutes vérifications nécessaires sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.

Le partenaire s'engage envers le Conseil départemental à l'informer de tout changement affectant ses statuts, la composition de son Conseil d'Administration et de son bureau.

ARTICLE 8 : ÉVALUATION DE L'ACTION

D'un commun accord entre les deux parties, le partenaire transmettra :

- le diagnostic et les bilans tels que définis à l'article 2,
- Avant le 22 novembre 2022 le bilan de l'action, à l'aide du document joint en annexe, à adresser par courrier (Conseil départemental, Direction de l'action sociale, des Familles et de l'Insertion, Service Insertion, 9 rue René et Émile Fage - 19005 TULLE Cedex) et par mail à vcornee@correze.fr
- avant le 15 janvier 2023, un bilan final de l'action, réactualisé au 31 décembre 2022, à adresser par mail (vcornee@correze.fr).

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

9.1. Confidentialité :

Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le signataire de la convention (qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles. Pour toute question, vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous :

Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

9.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 10 : FINANCEMENT

La subvention, dans le cadre du P.T.I., s'élève, au titre de l'année considérée, à :

2 550 €uros, se décomposant de la sorte :

1 600 € pour 4 diagnostics économiques, soit 400 € par diagnostic

950 € pour 1 accompagnement à la mise en œuvre du plan d'actions, soit 950 € par accompagnement.

Le versement de ces sommes sera conditionné au taux de réalisation.

MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT :

➔ 400 € dès réception du diagnostic économique, conformément à l'article 2, dans la limite de l'enveloppe allouée et sur présentation des feuilles d'épargne sur 4 mois.

➔ 950 € dès réception du bilan d'accompagnement et sous réserve de la transmission préalable du bilan intermédiaire à 6 mois, conformément à l'article 2, dans la limite de l'enveloppe allouée et sur présentation des feuilles d'épargne sur 12 mois.

Le bilan de l'action sera accompagné de son bilan financier ainsi que des justificatifs acquittés à hauteur du montant de la subvention (présentation des feuilles de présence).

Fait à TULLE, le

LE PARTENAIRE,
(CACHET ET SIGNATURE)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

PASCAL COSTE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL - SERVICE INSERTION

*DOCUMENT D'ÉVALUATION : SOLIDARITÉ PAYSANS LIMOUSIN
ACCOMPAGNEMENT DES EXPLOITANTS AGRICOLES BÉNÉFICIAIRES DU RSA*

Date :

ORIENTATION DES BÉNÉFICIAIRES RSA

Nombre de personnes orientées

Zone géographique	Homme	Femme	Total
Brive			
Tulle			
Ussel			
Total département			

Nombre de personnes réellement prises en charge en phase I : diagnostic

Zone géographique	Homme	Femme	Total
Brive			
Tulle			
Ussel			
Total département			

Nombre de personnes ayant réalisé les 4 mois de diagnostic

Zone géographique	Homme	Femme	Total
Brive			
Tulle			
Ussel			
Total département			

Nombre de personnes orientées sur la phase II : accompagnement

Zone géographique	Homme	Femme	Total
Brive			
Tulle			
Ussel			
Total département			

Nombre de personnes ayant réellement intégrées la phase II

Zone géographique	Homme	Femme	Total
Total département			

DIAGNOSTIC / ACCOMPAGNEMENT

État des diagnostics et accompagnement

	En cours	Réalisés	Abandon	Motifs abandons
DIAGNOSTIC				
ACCOMPAGNEMENT				

Préconisations à l'issue du diagnostic

Préconisations :	Nombre	% du total
Potentiel de développement avec mise en place d'un accompagnement		
Potentiel de développement sans phase d'accompagnement		
Pas de perspective de développement => arrêt d'activité		
Pas de perspective de développement mais maintien possible avec activité salariée complémentaire		
Pas de perspective de développement mais maintien de l'activité par l'exploitant agricole		
Total		

Analyse des diagnostics

.....

.....

.....

.....

Analyse des accompagnements

.....

.....

.....

Typologie des exploitations (préciser les territoires)

RÉSULTATS OBTENUS

Résultats obtenus	total
Bascule sur la prime d'activité avec maintien de l'activité d'exploitant agricole	
Bascule sur prime d'activité avec maintien de l'activité agricole+ activité salariée complémentaire	
Sortie du dispositif rSa pour ressources supérieures au plafond avec maintien activité agricole	
Sortie du dispositif rSa pour ressources supérieures au plafond avec maintien activité agricole + activité salariée	
Développement activité agricole : cumul rSa + prime d'activité	
Maintien activité agricole + activité complémentaire : cumul rSa + prime d'activité	
Maintien rSa avec abandon activité agricole	
Maintien rSa + activité agricole	
Abandon activité agricole / activité salariée : bascule prime d'activité	
Abandon activité agricole / activité salariée : cumul rSa + prime d'activité	
Sortie du dispositif rSa pour ressources supérieures au plafond pour activité salariée uniquement	
...	
...	

État : en nombre et % des bénéficiaires maintenus dans l'activité agricole

	Nombre	Pourcentage
A la sortie de la phase I		
A la sortie de la phase II		

Nombre de cessation d'activité

	Total	Motifs
Cessation d'activité		
Liquidation judiciaire		
retraite		
autre		

Analyse des résultats de la mission :

.....

.....

.....

SUIVI DE LA MISSION

Date des réunions avec le Département

Type de réunions	Date	Lieu

Analyse du suivi de la mission

.....
.....
.....
.....
.....

CONSTATS 2022 ET PERSPECTIVES DE LA MISSION 2023

.....
.....
.....
.....

CONVENTION D'OBJECTIF
LIÉE À LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION
FINANCÉE DANS LE CADRE DU PACTE TERRITORIAL D'INSERTION

Entre :

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CORRÈZE

Hôtel du Département
9, rue René et Emile Fage
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, son Président

Et

**L'ASSOCIATION DÉPARTEMENTALE D'ÉDUCATION ROUTIÈRE
ET D'AIDE À LA MOBILITÉ A.D.E.R**

2, rue Henri Bessemer
19360 Malemort

Représentée par Monsieur Jacques PEYRUSSE, son Président

VU la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 relative à l'adoption du Pacte Territorial d'Insertion 2022/2024,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 08 avril 2022 relative au vote du budget,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- le soutien du Conseil départemental dans l'organisation d'une action d'insertion au profit des bénéficiaires du rSa socle,
- les objectifs du partenaire dans la mise en œuvre de cette action.

ADER devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires du rSa pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action. De plus, dans toute communication sur son action, le partenaire s'engage à préciser et informer de l'intervention du Conseil départemental.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GÉNÉRALES

OBJECTIFS DE L'ACTION :

Favoriser la mobilité des bénéficiaires du rSa et de leurs ayants droit engagés dans un parcours d'insertion professionnelle, par la mise à disposition de véhicules, et de 2 roues.

DESCRIPTIF DE L'ACTION :

Tout bénéficiaire du rSa ou ayant-droit orienté vers l'action par son référent, a, à sa charge, une participation aux frais qui s'élève à :

- Pour les voitures : **35 €/semaine** et **350 € de caution**
- Pour les scooters : **15 €/semaine** et **150 € de caution**
- L'association ADER effectue un contrôle de compétences en vue de vérifier la capacité du candidat à conduire un véhicule et s'assurera de la régularité de sa situation administrative.
- L'association ADER pourra refuser, pour des raisons de sécurité, la mise à disposition d'un véhicule.
- Si la personne répond à l'ensemble des critères énoncés, un contrat de location sera signé précisant les modalités de mise à disposition. Ce dernier sera renouvelable chaque semaine **sans pouvoir excéder une durée de trois mois, sauf dérogation particulière.**

ARTICLE 3 : PUBLIC CONCERNÉ

Sont concernées les personnes pour lesquelles le Président du Conseil départemental de la Corrèze a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa.

Les bénéficiaires du rSa doivent avoir contractualisé leur parcours d'insertion avec le Président du Conseil départemental.

ARTICLE 4 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2022.

ARTICLE 5 : MODIFICATION ET DÉNONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée par voie d'avenant à tout moment après accord des parties.

Elle peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties contractantes sous réserve d'un préavis de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Tout litige susceptible de survenir entre les parties à l'occasion de l'application de la présente convention fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.

A défaut, l'affaire sera portée par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif.

ARTICLE 7 : CONTRÔLE DE LA COLLECTIVITÉ

La présente convention ouvre aux services du Département la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action, et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice. Ils peuvent en outre procéder à toutes vérifications nécessaires sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.

ADER s'engage envers le Conseil départemental à l'informer de tout changement affectant ses statuts, la composition de son Conseil d'Administration et de son bureau.

ARTICLE 8 : EVALUATION DE L'ACTION

Le partenaire s'engage à effectuer :

➤ une évaluation de l'activité réalisée au titre de l'année écoulée, renseignée à l'aide de l'outil d'évaluation transmis par courriel, à adresser par courrier (Conseil départemental, Direction de l'Action Sociale, des Familles et de l'Insertion, Service Insertion, 9 rue René et Émile Fage - 19005 TULLE Cédex) et par mail à vcornee@correze.fr, au plus tard le 22 novembre 2022, ainsi que le bilan financier.

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

9.1. Confidentialité :

Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le signataire de la convention (qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles. Pour toute question, vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous :

Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

9.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 10 : FINANCEMENT

L'enveloppe financière retenue dans le cadre du P.T.I s'élève, au titre de l'année considérée à :

38 000 €, se décomposant de la sorte :

► **Location de voitures :**

27 000 € pour 1 800 jours de location par des bénéficiaires du rSa,
soit **15 € par jour de location** dans la limite de l'enveloppe allouée.

► **Location de scooters:**

11 000 € pour 1 375 jours de location par des bénéficiaires du rSa,
soit **8 € par jour de location** dans la limite de l'enveloppe allouée.

Le versement de la subvention sera conditionné au taux de réalisation.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT :

➡ Un premier acompte de 50 %, soit 19 000 €, sera versé à la signature de la présente convention.

➡ Le solde de 19 000 € sera versé sur présentation du bilan d'activité.

Il sera proratisé au regard du taux de réalisation de l'action.

Le bilan sera accompagné d'un bilan financier de l'action et des justificatifs acquittés à hauteur du versement de l'enveloppe financière retenue.

Fait à TULLE, le

LE PARTENAIRE,
(CACHET ET SIGNATURE)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

PASCAL COSTE

CONVENTION D'OBJECTIF

LIÉE À LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION FINANCÉE
DANS LE CADRE DU PACTE TERRITORIAL D'INSERTION

Entre :

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CORRÈZE

Hôtel du Département
9, rue René et Émile Fage
19000 TULLE

Représenté par son Président, Monsieur Pascal COSTE.

Et

L'ASSOCIATION NATIONALE EMPLOI FORMATION EN AGRICULTURE (ANEFA) LIMOUSIN,

Boulevard des Arcades
87 060 LIMOGES Cedex 2

Représentée par son Président, Bruno GAUSSON.

VU la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 relative à l'adoption du Pacte Territorial d'Insertion 2022/2024

VU la délibération du Conseil départemental en date du 08 avril 2022 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- l'intervention du Conseil départemental dans l'organisation d'une action d'insertion au profit des bénéficiaires du rSa,
- les objectifs du partenaire dans la mise en œuvre de cette action.

Le partenaire devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires du rSa pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action.

De plus, dans toute communication sur son action, l'ANEFA s'engage à préciser et informer de l'intervention du Conseil départemental.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GÉNÉRALES

OBJECTIFS DE L'ACTION :

➤ **Accompagner les bénéficiaires du rSa en vue de :**

- ↳ faciliter l'accès à l'emploi des bénéficiaires du rSa qui connaissent des problèmes de mobilité pour se rendre sur les lieux de cueillette des pommes.
- ↳ garantir la gratuité de cette prestation pour les publics visés à l'article 3.

DESCRIPTIF DE L'ACTION

Plusieurs cars d'une capacité d'environ 20 personnes assurent des liaisons au départ de Tulle et Brive en direction des lieux de cueillette.

ARTICLE 3 : PUBLIC CONCERNÉ

Sont orientées vers cette action prioritairement les personnes **bénéficiaires du rSa**, pour lesquelles le Président du Conseil départemental de la Corrèze a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa.

Les bénéficiaires du rSa doivent avoir contractualisé leur parcours d'insertion avec le Président du Conseil départemental. Peuvent également en bénéficier, les publics relevant d'un suivi par un travailleur social de MSD.

ARTICLE 4 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2022.

ARTICLE 5 : MODIFICATION ET DÉNONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée, par voie d'avenant, à tout moment, après accord des deux parties.

Elle peut être dénoncée, par l'une ou l'autre des parties contractantes, sous réserve d'un préavis de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Tout litige, susceptible de survenir entre les parties, à l'occasion de l'application de la présente convention, fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.

A défaut, l'affaire sera portée par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif.

ARTICLE 7 : CONTRÔLE DE LA COLLECTIVITÉ

La présente convention ouvre, aux services du Département, la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice.

Ils peuvent, en outre, procéder à toutes vérifications nécessaires, sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.

L'ANEFA s'engage, envers le Conseil départemental, à l'informer de tout changement affectant ses statuts, la composition de son Conseil d'Administration et de son bureau.

ARTICLE 8 : ÉVALUATION DE L'ACTION

Le partenaire s'engage à effectuer :

➤ **Une évaluation sur l'activité réalisée** au titre de l'année, à l'aide de l'outil d'évaluation joint en annexe, à retourner par courrier (Conseil départemental, Direction de l'Action Sociale des Familles et de l'Insertion, Service Insertion, 9 rue René et Émile Fage - 19005 TULLE Cedex) et par mail à vcornee@correze.fr au plus tard le 22 novembre 2022, ainsi que le bilan financier.

Cette évaluation fera obligatoirement apparaître la liste nominative de bénéficiaires du rSa au départ de Brive et de Tulle (voir document d'évaluation joint en annexe).

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

9.1. Confidentialité :

Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le signataire de la convention (qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles, pour toute question vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous :

Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

9.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 10 : FINANCEMENT

Le Conseil départemental s'engage à participer à hauteur de : 6 000 € au financement de cette action, la différence étant prise en charge par l'ANEFA.

L'enveloppe financière retenue dans le cadre du P.T.I s'élève donc, au titre de l'année considérée à :

6 000 Euros se décomposant de la sorte :

20 € par trajet aller-retour pour les personnes visées à l'article 3 (dans la limite de l'enveloppe allouée, soit 300 trajets aller-retour)

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT :

➡ Le versement sera effectué sur présentation du bilan d'activité avec l'outil d'évaluation joint en annexe.

Il sera proratisé au regard du taux de réalisation de l'action.

Le bilan de l'action sera accompagné de son bilan financier ainsi que des justificatifs acquittés à hauteur du versement de l'enveloppe financière retenue.

Fait à TULLE, le

LE PARTENAIRE,
(CACHET ET SIGNATURE)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

PASCAL COSTE

DOCUMENT D'ÉVALUATION : ANEFA
TRANSPORT POUR LA CUEILLETTE DES POMMES

Date :

ORIENTATION DES BÉNÉFICIAIRES RSA Brive

NOM Prénom et date de naissance du bénéficiaire du rSa	Nombre de jours d'utilisation des transports	Lieu et Nom de l'exploitant agricole	Référent parcours du CD ou adresse du bénéficiaire

DOCUMENT D'ÉVALUATION : ANEFA
TRANSPORT POUR LA CUEILLETTE DES POMMES

Date :

ORIENTATION DES BÉNÉFICIAIRES RSA Tulle

NOM Prénom et date de naissance du bénéficiaire du rSa	Nombre de jour d'utilisation des transports	Lieu et Nom de l'exploitant agricole	Référent parcours du CD ou adresse du bénéficiaire

CONVENTION D'OBJECTIF

LIÉE À LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION FINANCÉE
DANS LE CADRE DU PACTE TERRITORIAL D'INSERTION

Entre :

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CORRÈZE

Hôtel du Département
9, rue René et Emile Fage
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, son Président

Et

L'ASSOCIATION A BICYCLETTE

78 rue de la Barrière
19 000 TULLE

Représentée par Monsieur Martin VIVILLE, son Président

VU la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 relative à l'adoption du Pacte Territorial d'Insertion 2022/2024

VU la délibération du Conseil départemental en date du 08 avril 2022 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- l'intervention du Conseil départemental dans l'organisation d'une action d'insertion au profit des bénéficiaires du rSa,
- les objectifs du partenaire dans la mise en œuvre de cette action.

Le partenaire devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires du rSa pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action.

De plus, dans toute communication sur son action, le partenaire s'engage à préciser et informer de l'intervention du Conseil départemental.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GÉNÉRALES

OBJECTIFS DE L'ACTION :

- Mobiliser les bénéficiaires du rSa autour de la pratique du vélo.
- Vendre et louer des vélos à bas coût.
- Promouvoir l'usage du vélo comme mode de déplacement écologique, économique, convivial et bon pour la santé.
- Conseiller pour faciliter l'usage du vélo, accompagner à l'entretien et à la réparation de vélos.

DESCRIPTIF DE L'ACTION :

- Proposer à prix modestes des vélos restaurés équipés, si souhaité, d'un antivol et/ou d'une ou deux sacoches.
- Louer à faible coût des vélos de ville, des vélos pliants et des vélos à assistance électrique.
- Apprendre à entretenir et réparer par soi-même son vélo.
- Conseiller sur la conduite du vélo en toute sécurité et en optimisant son effort physique.
- Proposer des balades à vélo et animer des soirées ou après-midi conviviales de démontage de vélos autour d'un repas ou d'un goûter.

ARTICLE 3 : PUBLIC CONCERNÉ

Sont concernées les personnes pour lesquelles le Président du Conseil départemental de la Corrèze a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa.

De plus, les bénéficiaires du rSa doivent avoir contractualisé leur parcours d'insertion avec le Président du Conseil départemental.

ARTICLE 4 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2022.

ARTICLE 5 : DÉNONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée, par voie d'avenant, à tout moment, après accord des deux parties.

Elle peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties contractantes, sous réserve d'un préavis de deux mois, sur simple lettre recommandée, avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Tout litige, susceptible de survenir entre les parties, à l'occasion de l'application de la présente convention, fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.

A défaut, l'affaire sera portée, par la partie la plus diligente, devant le tribunal administratif.

ARTICLE 7 : CONTRÔLE DE LA COLLECTIVITÉ

La présente convention ouvre, aux services du Département, la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice. Ils peuvent, en outre, procéder à toutes vérifications nécessaires sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.

Le partenaire s'engage envers le Conseil départemental, à l'informer de tout changement affectant ses statuts, la composition de son Conseil d'Administration et de son bureau.

ARTICLE 8 : ÉVALUATION DE L'ACTION

D'un commun accord entre les deux parties, le partenaire transmettra :

- Les éléments relatifs aux ventes et locations effectuées de vélos et équipements,
- Avant le 22 novembre 2022 le bilan de l'action à adresser par courrier (Conseil départemental, Direction de l'action sociale, des Familles et de l'Insertion, Service Insertion, 9 rue René et Émile Fage - 19005 TULLE Cedex) et par mail à vcornee@correze.fr
- avant le 15 janvier 2023, un bilan final de l'action, réactualisé au 31 décembre 2022, à adresser par mail à vcornee@correze.fr

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

9.1. Confidentialité:

Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;

- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le signataire de la convention (qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles. Pour toute question, vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous :

Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

9.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 10 : FINANCEMENT

L'enveloppe financière retenue dans le cadre du P.T.I s'élève, au titre de l'année considérée, à : 2 000 €

MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT :

* Location de vélos/vente de vélos et équipements : 2 000 €

➔ Dans la limite de l'enveloppe allouée et sur présentation d'un appel de fond, financement à hauteur de 90% pour tout bénéficiaire du rSa de chaque coût de location ou d'achat de vélo dont équipement.

Ce montant sera proratisé au regard du taux de réalisation.

Comme indiqué à l'article 8 de la convention, le bilan de l'action sera accompagné de son bilan financier ainsi que des justificatifs acquittés à hauteur du versement de l'enveloppe financière retenue.

Fait à TULLE, le

LE PARTENAIRE,
(CACHET ET SIGNATURE)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,
PASCAL COSTE



CORREZE
LE DÉPARTEMENT

CONVENTION D'OBJECTIF

LIÉE À LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION FINANCÉE
DANS LE CADRE DU PACTE TERRITORIAL D'INSERTION

Entre :

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CORRÈZE

Hôtel du Département
9, rue René et Emile Fage
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, son Président

Et

**L'ADPEP 19 - ASSOCIATION DÉPARTEMENTALE DES PUPILLES DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC
PÔLE ATHMO - ACCOMPAGNEMENT TRAVAILLEURS HANDICAPÉS EN MILIEU ORDINAIRE
ACTION RSA TH**

25 quai Gabriel Péri
19000 Tulle

Représentée par Madame Simone AIMARD, sa Présidente.

VU la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 relative à l'adoption du Pacte Territorial d'Insertion 2022/2024

VU la délibération du Conseil départemental en date du 08 avril 2022 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

PRÉAMBULE :

Le Conseil départemental de la CORRÈZE est engagé dans une politique d'accompagnement individuel des personnes bénéficiaires du rSa relevant de sa compétence.

A ce titre, il désigne le référent qui accompagne et co-construit avec le bénéficiaire du rSa, son parcours d'insertion.

Suite à la signature du traité de fusion-absorption dans le cadre du rapprochement PEP 19/Croix Marine, depuis le 1^{er} janvier 2014, l'ADPEP 19 consacre notamment ses activités au service des personnes handicapées et fragilisées afin de les faire reconnaître, accepter, respecter dans leur handicap et leur différence.

La spécificité de l'ADPEP 19, au travers de l'action rSa-TH, consiste à privilégier la réinsertion des personnes dans la société, notamment par le travail.

La présente convention précise la nature et les modalités de mise en œuvre de l'action d'accompagnement des bénéficiaires du rSa reconnus travailleurs handicapés et orientés par le Conseil départemental à la faveur d'un accompagnement professionnel réalisé par l'ADPEP 19.

ARTICLE 1: OBJET DE LA CONVENTION

L'ADPEP 19 dispose d'un savoir-faire dans le domaine de l'accompagnement professionnel des travailleurs handicapés.

A ce titre, elle propose et met en œuvre toutes les opérations d'appui à l'insertion professionnelle afin de permettre aux bénéficiaires rSa reconnus Travailleurs Handicapés de résoudre les difficultés rencontrées au cours de leur parcours d'insertion et faciliter leur retour à l'emploi, objectif principal du référent.

Deux personnes référentes rSa de l'ADPEP 19 accompagnent à temps complet spécifiquement les bénéficiaires du rSa.

ARTICLE 2: CONDITIONS GENERALES

Descriptif de l'action.:

L'action "Accompagnement vers l'emploi des bénéficiaires du rSa reconnus travailleurs handicapés" permet aux personnes en **situation de handicap reconnu** (loi sur l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés - art. R.5212-13 du Code du Travail) **et en démarche active de recherche d'emploi**, de bénéficier d'un accompagnement personnalisé et renforcé.

Dès lors que ces deux conditions sont remplies, le référent de parcours peut déléguer l'accompagnement vers l'emploi au référent rSa TH ADPEP 19. Ce dernier, s'engage à rencontrer, dans les 15 jours suivant la réorientation, le bénéficiaire, afin d'évaluer sa situation et valider (ou invalider) l'orientation avant enregistrement le cas échéant dans la démarche FSE.

Au titre du volet emploi de l'ADPEP 19, le référent rSa Travailleurs Handicapés doit permettre à la personne de développer ses capacités en prenant en compte la spécificité du handicap. Le professionnel doit également permettre au bénéficiaire d'accéder à des prestations et des actions de droit commun ou dédiées aux personnes handicapées mais également spécifiques au Pacte Territorial d'Insertion et ceci, tout au long du parcours d'insertion. Cet accompagnement se traduit par la mise en œuvre d'un contrat d'engagements réciproques afin de favoriser la progression et le retour dans l'emploi.

L'accompagnement est l'une des clefs de succès de la réussite d'un parcours. Et en cela, la double compétence des référents rSa Travailleurs Handicapés, qui repose sur leur expérience en matière d'insertion professionnelle, ainsi que dans leur pratique, sur une bonne articulation entre dimension sociale et celle du handicap-travail, apporte une plus-value déterminante.

Les deux référents sont intégrés au fonctionnement du dispositif Insertion du Département avec lequel ils travaillent en étroite collaboration.

Ils sont chargés :

- de l'accompagnement vers l'emploi de **200 bénéficiaires du rSa, à minima, reconnus travailleurs handicapés.**

- de la préparation et de la réalisation des contrats d'engagements réciproques signés entre le Président du Conseil départemental et l'allocataire du rSa,

- de l'accompagnement du bénéficiaire et de la mise en relation avec les opérateurs,

Les référents, dans le cadre de permanences territorialisées, bénéficient des moyens suivants :

- ↳ Utilisation des locaux de permanence du Département (Maisons des Services Départementaux, Maisons du Département...),

- ↳ Accès à la plateforme collaborative

- ↳ Mise à disposition d'outils d'insertion notamment inclus au Pacte Territorial d'Insertion.

ARTICLE 3: ENGAGEMENT DE L'ADPEP 19

L'ADPEP 19 s'engage à :

- Fournir au Département l'ensemble des données relatives aux bénéficiaires qu'il accompagne,

- Participer aux réunions départementales lors d'interventions de partenaires extérieurs

- Faire remonter les besoins en poste d'insertion, en formation ou autres actions,

- Préciser l'intervention du Conseil départemental dans toute communication qui sera faite de l'action.

ARTICLE 4: COÛT DE L'OPÉRATION ET PARTICIPATION F.S.E.

L'association sollicitera, pour la réalisation de cette action, un cofinancement auprès du Fond Social Européen.

ARTICLE 5: ASSURANCES

L'association devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires pourraient être victimes ou responsables pendant la durée de l'action.

L'association s'engage à ne pas communiquer à des tiers toutes les informations dont elle aura connaissance dans le cadre de ses interventions.

ARTICLE 6: OBLIGATIONS LIÉES AU CONTRÔLE

L'ADPEP 19 tiendra une comptabilité séparée de l'opération ou utilisera une codification comptable adéquate. Un système extracomptable par enlèvement des pièces justificatives pourra être retenu.

L'organisme conservera ces pièces dans un délai de dix ans suivant le dernier versement de la participation du Département de la CORRÈZE.

L'ADPEP 19 se soumettra à tout contrôle technique, administratif et financier, sur pièces et/ou sur place, y compris au sein de sa comptabilité, par le service instructeur ou par toute autorité commissionnée par le Préfet ou par les corps d'inspection et de contrôle national ou communautaire.

L'ADPEP 19 présentera aux agents du contrôle tout document et pièce établissant la réalité, la régularité et l'éligibilité des dépenses encourues.

ARTICLE 7: REVERSEMENT, RÉSILIATIONS ET LITIGES

En cas de non-respect des clauses de la présente convention, d'utilisation des fonds non conformes à l'objet de la présente convention ou de refus de se soumettre aux contrôles, le Président du Conseil départemental peut décider de mettre fin à l'aide et peut exiger le reversement partiel ou total des sommes versées.

Tout litige susceptible de survenir entre les parties à l'occasion de l'application de la présente convention fera l'objet d'une tentative de règlement amiable. A défaut, l'affaire sera portée par la partie diligente devant le Tribunal Administratif compétent.

ARTICLE 8: DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter du 1^{er} janvier 2022 et se termine le 31 décembre 2022.

ARTICLE 9: MODIFICATION ET DENONCIATION DE LA CONVENTION

Elle pourra être modifiée par voie d'avenant, à tout moment, après accord des deux parties.

Elle peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties contractantes, dans un délai de deux mois, par simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 10: CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

10.1. Confidentialité :

Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents, de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant, restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal).

Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant. Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

10.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, les informations liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le signataire de la convention (qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles.

Pour toute question, vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous :

Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

10.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 11 : ÉVALUATION

L'ADPEP 19 s'engage à fournir :

➤ Le bilan qualitatif et quantitatif annuel de l'action ainsi que le bilan financier de l'action et de la structure, à adresser par courrier au Conseil départemental (Direction de l'Action Sociale des Familles et de l'Insertion, Service Insertion, 9 rue René et Émile Fage - 19005 TULLE Cedex.), et par mail à vcornee@correze.fr, **avant le 22 novembre 2022.**

Ces bilans devront obligatoirement faire apparaître les indicateurs suivants :

- nombre d'orientations en 2022 de bénéficiaires du rSa reconnus travailleurs handicapés
- nombre de bénéficiaires intégrés à l'action rSa TH en 2022, suite à orientation
- nombre de réorientations invalidées et motifs
- nombre de suivis réalisés par référent avec précision du nombre d'entrées en 2022
- répartition hommes/femmes
- niveau de qualification
- nature des actions mobilisées
- motifs des sorties avec distinction des sorties positives (CDI, CDD, intérim, création d'entreprise, formation qualifiante, contrats aidés)
- durée moyenne des parcours.

ARTICLE 12 : FINANCEMENT

L'enveloppe financière retenue dans le cadre du P.T.I s'élève, au titre de l'année considérée à :

58 500 €

Modalités de versement de la subvention de fonctionnement:

➤ Un premier acompte de 50% sera versé à la signature de la présente convention, soit 29 250 €.

➤ Le solde au terme de l'action après présentation du bilan final et du bilan financier de l'opération, correspondant à 292,50 € par accompagnement avec engagement de 200 suivis.

Fait à TULLE, le

LA PRÉSIDENTE DE L'ASSOCIATION,
(Cachet et signature)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

PASCAL COSTE



CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

CONVENTION D'OBJECTIF

LIÉE À LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION FINANCÉE
DANS LE CADRE DU PACTE TERRITORIAL D'INSERTION

Entre :

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CORRÈZE

Hôtel du Département
9, rue René et Emile Fage
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, son Président

Et

LE CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE D'USSEL

26 avenue Marmontel
19200 USSEL

Représenté par Monsieur Christophe ARFEUILLERE, son Président.

VU la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 relative à l'adoption du Pacte Territorial d'Insertion 2022/2024

VU la délibération du Conseil départemental en date du 08 avril 2022 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- l'intervention du Conseil départemental dans l'organisation d'une action d'insertion au profit des bénéficiaires du rSa,
- les objectifs de la structure dans la mise en œuvre de cette action.

Le partenaire devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires du rSa pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action.

De plus, dans toute communication sur son action, le CCAS s'engage à préciser et informer de l'intervention du Conseil départemental.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GÉNÉRALES

OBJECTIFS DE L'ACTION :

- Mobiliser les bénéficiaires du rSa autour de leur santé et de thématiques de vie quotidienne à travers des rencontres collectives.
- Faciliter la création du lien social.
- Restaurer l'estime de soi et inciter à la prise en charge de sa santé globale.
- Élaborer un travail sur les représentations et agir sur les facteurs comportementaux.
- Développer les aptitudes et compétences sociales des participants afin de faciliter le déroulement de leurs parcours d'insertion.

DESRIPTIF DE L'ACTION :

- Ateliers collectifs bimensuels d'information et de sensibilisation sur les différentes thématiques de la santé, de la vie quotidienne, de la formation et de l'emploi à destination des personnes en situation de précarité et d'isolement social.

ARTICLE 3 : PUBLIC CONCERNÉ

Sont concernées les personnes pour lesquelles le Président du Conseil départemental de la Corrèze a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa.

De plus, les bénéficiaires du rSa doivent avoir contractualisé leur parcours d'insertion avec le Président du Conseil départemental.

ARTICLE 4 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2022.

ARTICLE 5 : MODIFICATION ET DÉNONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée, par voie d'avenant, à tout moment, après accord des deux parties.

Elle peut être dénoncée, par l'une ou l'autre des parties contractantes, sous réserve d'un préavis de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Tout litige, susceptible de survenir entre les parties, à l'occasion de l'application de la présente convention, fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.

A défaut, l'affaire sera portée par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif.

ARTICLE 7 : CONTRÔLE DE LA COLLECTIVITÉ

La présente convention ouvre, aux services du Département, la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice.

Ils peuvent, en outre, procéder à toutes vérifications nécessaires, sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.

Le partenaire s'engage, envers le Conseil départemental, à l'informer de tout changement affectant ses statuts, la composition de son Conseil d'Administration et de son bureau.

ARTICLE 8 : ÉVALUATION DE L'ACTION

Le partenaire s'engage à effectuer une évaluation de l'action réalisée au titre de l'année, qui fera **obligatoirement apparaître les indicateurs suivants** :

- les dates des ateliers organisés
- les thématiques abordées
- le nombre de participantes par atelier
- les noms, âge des participantes
- le nombre de nouvelles personnes intégrées au groupe
- une analyse qualitative de l'action menée.

Cette évaluation est à retourner, accompagnée du bilan financier de l'action, **au plus tard le 22 novembre 2022**, par courrier au Conseil départemental, Direction de l'Action Sociale, des Familles et de l'Insertion, Service Insertion, 9 rue René et Émile Fage - 19005 TULLE Cedex et à l'attention de : vcornee@correze.fr.

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

9.1. Confidentialité :

Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher

qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le signataire de la convention (qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles. Pour toute question, vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous :

Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

9.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 10 : FINANCEMENT

L'enveloppe financière retenue dans le cadre du P.T.I s'élève, au titre de l'année considérée, à : 1 100 €

MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT:

➡ Un versement unique de 1 100 € sera effectué à la signature de la présente convention.

Fait à TULLE, le

LE PARTENAIRE,
(CACHET ET SIGNATURE)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,
PASCAL COSTE

CONVENTION D'OBJECTIF

LIÉE À LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION FINANCÉE
DANS LE CADRE DU PACTE TERRITORIAL D'INSERTION

Entre :

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CORRÈZE

Hôtel du Département
9, rue René et Émile Fage
19000 TULLE

Représenté par son Président, Monsieur Pascal COSTE.

Et

LE CENTRE ÉCOUTE ET SOUTIEN

47, avenue du Maréchal Foch
19100 Brive La Gaillarde

Représenté par sa Présidente, Madame Christine LACHEZE.

VU la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 relative à l'adoption du Pacte Territorial d'Insertion 2022/2024

VU la délibération du Conseil départemental en date du 08 avril 2022 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- l'intervention du Conseil départemental dans l'organisation d'une action d'insertion au profit des bénéficiaires du rSa,
- les objectifs du partenaire dans la mise en œuvre de cette action.

L'association devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires du rSa pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action.

De plus, dans toute communication sur son action, l'association s'engage à préciser et informer de l'intervention du Conseil départemental.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GÉNÉRALES

OBJECTIFS DE L'ACTION :

➤ Accompagner les bénéficiaires du rSa en vue de :

- ↳ prévenir les conséquences psychopathologiques de l'isolement : hospitalisation, marginalisation sociale, dépression, conduites suicidaires,
- ↳ accompagner la personne isolée dans sa démarche personnelle, l'aider à mieux cerner ses difficultés, à recréer des liens, reprendre confiance en elle, en vue d'une future réinsertion professionnelle,
- ↳ faciliter la réinsertion sociale et professionnelle des personnes en situation de rupture dont l'équilibre psychologique et la communication sont perturbés.

DESCRIPTIF DE L'ACTION :

Le centre Écoute et soutien développe une approche spécifique auprès du public confronté à des situations d'isolement social, relationnel et/ou problématiques suicidaires, autour de 4 phases, comme suit :

↳ La phase accueil : ce premier entretien permet aux personnes d'une part, de visualiser les prestations proposées et d'autre part, d'accéder spontanément au maximum d'informations sur l'environnement culturel, social, médical.

↳ Le suivi individualisé par les référents de parcours "conseiller en insertion" : permet d'accueillir la demande, définir les attentes, assurer le suivi, l'évolution du parcours et la fin de l'accompagnement.

↳ Les entretiens avec un psychologue clinicien (thérapie de soutien, psychothérapie...)

↳ Les groupes d'expression : point d'appui à la relance du désir d'être ensemble et d'échanger et "tremplins" pour d'autres démarches en milieu ordinaire (participation possible à différents ateliers : cuisine, créativité, relaxation, expression corporelle, image de soi, initiation informatique, randonnée santé et groupe de parole)

ARTICLE 3 : PUBLIC CONCERNÉ

Le nombre de personnes accompagnées dans le cadre de cette action est fixé à : **36 bénéficiaires**, pour lesquels le Président du Conseil départemental de la Corrèze a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa. Les bénéficiaires du rSa doivent avoir contractualisé leur parcours d'insertion avec le Président du Conseil départemental.

ARTICLE 4 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2022.

ARTICLE 5 : MODIFICATION ET DÉNONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée par voie d'avenant à tout moment après accord des deux parties.

Elle peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties contractantes sous réserve d'un préavis de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Tout litige susceptible de survenir entre les parties à l'occasion de l'application de la présente convention fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.

A défaut, l'affaire sera portée par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif.

ARTICLE 7 : CONTRÔLE DE LA COLLECTIVITÉ

La présente convention ouvre aux services du Département la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action, et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice. Ils peuvent en outre procéder à toutes vérifications nécessaires sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.

Le partenaire s'engage envers le Conseil départemental à l'informer de tout changement affectant ses statuts, la composition de son Conseil d'Administration et de son bureau.

ARTICLE 8 : ÉVALUATION DE L'ACTION

L'association s'engage à effectuer :

➤ Une évaluation finale sur l'activité réalisée au titre de l'année, renseignée à l'aide du document joint en annexe, à retourner par courrier (Conseil départemental, Direction de l'Action Sociale des Familles et de l'Insertion, Service Insertion, 9 rue René et Émile Fage - 19005 TULLE Cedex) et par mail à vcornee@correze.fr **au plus tard le 22 novembre 2022**, ainsi que le bilan financier.

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

9.1. Confidentialité :

Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement

spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le signataire de la convention (qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles. Pour toute question, vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous :

Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

9.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 10 : FINANCEMENT

L'enveloppe financière retenue dans le cadre du P.T.I s'élève, au titre de l'année considérée à :

18 000 Euros

Le versement de cette somme sera conditionné au taux de réalisation.

MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT:

- ➔ Un premier acompte de 50%, soit 9 000 €, sera versé à la signature de la présente convention.
- ➔ Le solde sera versé sur présentation d'un bilan d'activité. Il sera proratisé au regard du taux de réalisation de l'action, soit 500 € par suivi.

Le bilan de l'action sera accompagné de son bilan financier ainsi que des justificatifs acquittés à hauteur du versement de l'enveloppe financière retenue.

Fait à TULLE, le

LE PARTENAIRE,
(CACHET ET SIGNATURE)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,
PASCAL COSTE

CONVENTION D'OBJECTIF

LIÉE À LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION FINANCÉE
DANS LE CADRE DU PACTE TERRITORIAL D'INSERTION

Entre :

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CORRÈZE

Hôtel du Département
9, rue René et Emile Fage
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, son Président

Et

GROUPE FEL

4 av du 4 JUILLET 1776
19100 BRIVE

Représenté par Monsieur Ali ELDID, son Directeur Général.

VU la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 relative à l'adoption du Pacte Territorial d'Insertion 2022/2024

VU la délibération du Conseil départemental en date du 08 avril 2022 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- l'intervention du Conseil départemental dans l'organisation d'une action d'insertion au profit des bénéficiaires du rSa,
- les objectifs du partenaire dans la mise en œuvre de cette action.

Le partenaire devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires du rSa pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action. De plus, dans toute communication sur son action, le partenaire s'engage à préciser et informer de l'intervention du Conseil départemental.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GÉNÉRALES

OBJECTIF DE L'ACTION :

- Permettre à un public en difficulté de travailler à la résolution des problèmes rencontrés pour favoriser sa démarche d'insertion professionnelle.

DESCRIPTIF DE L'ACTION :

- **4 actions** sur l'ensemble du département, conduites sur une durée de **16 semaines** pour **240 heures** de parcours par personne (groupe maximal: 14 personnes).

Ces actions alternent une prise en charge individuelle et collective avec une périodicité hebdomadaire modulable sur la durée des actions. Elles prévoient l'intervention régulière d'une psychologue ce qui permet d'engager un travail de soutien individuel auprès des personnes.

MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION :

Le partenaire établit un planning pour les 4 actions indiquant les dates et les lieux des actions, en fonction des besoins. A cet effet, le partenaire réceptionne directement les fiches de prescriptions transmises par les référents parcours.

L'action est mise en œuvre si un groupe est constitué.

ARTICLE 3 : PUBLIC CONCERNÉ

Sont concernées les personnes pour lesquelles le Président du Conseil départemental de la Corrèze a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa.

Les bénéficiaires du rSa doivent avoir contractualisé leur parcours d'insertion avec le Président du Conseil départemental.

ARTICLE 4 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2022.

ARTICLE 5 : MODIFICATION ET DÉNONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée par voie d'avenant à tout moment après accord des deux parties.

Elle peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties contractantes sous réserve d'un préavis de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Tout litige susceptible de survenir entre les parties à l'occasion de l'application de la présente convention fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.

A défaut, l'affaire sera portée par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif.

ARTICLE 7 : CONTRÔLE DE LA COLLECTIVITÉ

La présente convention ouvre aux services du département la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action, et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice. Ils peuvent en outre procéder à toutes vérifications nécessaires sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.

Le partenaire s'engage envers le Conseil départemental à l'informer de tout changement affectant ses statuts, la composition de son Conseil d'Administration et de son bureau.

ARTICLE 8 : ÉVALUATION DE L'ACTION

Le partenaire s'engage à transmettre au service Insertion:

- **Un bilan individuel** pour chaque participant
- **Une liste nominative** des personnes positionnées sur l'action au démarrage.
- **Une information** en cas de rupture au cours de l'action.
- **Une évaluation à la fin de chaque action** à retourner dans un délai de 1 mois à l'issue de cette dernière, par mail à vcornee@correze.fr.
- **Une évaluation finale** comportant une analyse statistique de l'ensemble des actions réalisées sur le Département, à remettre dans un délai de 15 jours à l'issue de la dernière action, par courrier (Conseil départemental, Direction de l'Action Sociale des Familles et de l'Insertion Service Insertion, 9 rue René et Émile Fage - 19005 TULLE Cedex) et par mail à vcornee@correze.fr.

Le partenaire organise des réunions pour effectuer un bilan intermédiaire puis final de chaque action où sont conviés le service Insertion et les référents parcours des bénéficiaires de l'action.

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

9.1. Confidentialité :

Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant. Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le signataire de la convention (qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles. Pour toute question, vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous :

Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

9.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 10 : FINANCEMENT

L'enveloppe financière retenue dans le cadre du P.T.I s'élève, au titre de l'année considérée à:

61 884 €

Répartis comme suit :

- 15 471 € par action de 240 heures sur 16 semaines

MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT :

Le paiement sera effectué par action en 2 versements :

- ➔ Un premier acompte de 7 735.50 € au démarrage de chaque action
- ➔ Le solde de 7 735.50 € sera versé dès réalisation du bilan intermédiaire de chaque action.

Fait à TULLE, le

LE PARTENAIRE,
(CACHET ET SIGNATURE)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

PASCAL COSTE



CORREZE
LE DÉPARTEMENT

CONVENTION D'OBJECTIF

LIÉE À LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION FINANCÉE
DANS LE CADRE DU PACTE TERRITORIAL D'INSERTION

Entre :

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CORRÈZE

Hôtel du Département
9, rue René et Émile Fage
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, son Président,

Et

L'Association RAYON DE SOLEIL

Mairie de Cosnac
19360 COSNAC

Représentée par Madame Salima SOQUET, sa Présidente.

VU la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 relative à l'adoption du Pacte Territorial d'Insertion 2022/2024

VU la délibération du Conseil départemental en date du 08 avril 2022 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- l'intervention du Conseil départemental dans l'organisation d'une action au profit des bénéficiaires du rSa,
- les objectifs du partenaire dans la mise en œuvre de cette action.

Le partenaire devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les personnes orientées pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action.

De plus, dans toute communication sur son action, le partenaire s'engage à préciser et informer de l'intervention du Conseil départemental.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GÉNÉRALES

OBJECTIFS DE L'ACTION :

- Redonner confiance et travailler sur la valorisation de son image à partir de conseils personnalisés et d'un accompagnement individualisé pour avoir une meilleure estime de soi.

DESCRIPTIF DE L'ACTION :

- Ateliers bien-être basés sur l'image de soi où l'esthétique est utilisée comme outil d'aide à la relation.

Pour cela, mise en place des actions suivantes :

➤ **2 actions "bien-être"** pour la moyenne et haute-Corrèze, composées de 4 ateliers de 2h à un rythme d'un (à deux) atelier(s) par semaine (atelier maquillage, atelier soin du visage, atelier soin des mains, atelier bilan).

➤ **3 actions "bien-être/relooking"** pour l'arrondissement de Brive et à Bort les Orgues, composées de 6 ateliers de 2H à un rythme d'un (à deux) atelier(s) par semaine (atelier maquillage, atelier soin du visage, atelier soin des mains, atelier coiffure, atelier conseils en image en partenariat avec un chantier d'insertion).

A noter que l'association réalisera, avant chaque démarrage d'action, une réunion d'information collective. Un planning prévisionnel des actions 2022 sera construit avec le service Insertion afin d'être communiqué aux référents de parcours de la Collectivité. Il pourra être modifié et complété en cours d'année en fonction des besoins repérés, dans la limite des 5 actions prévues.

Les thématiques abordées lors des ateliers permettront, par le support des soins et du maquillage, de travailler à la fois à l'image de la personne, à sa mise en valeur mais aussi d'appréhender les règles d'hygiène.

Le dernier atelier sera un temps de bilan et de synthèse avec l'ensemble des participants.

Chaque action concernera un groupe de 8 à 10 personnes.

Les ateliers se tiendront quand cela est possible dans les locaux des Maisons des Services Départementaux concernés. A défaut, l'association s'engage, en partenariat avec le service Insertion, à trouver des locaux adaptés à l'accueil du public et au bon déroulement des ateliers.

L'animatrice se chargera de communiquer auprès de personnes orientées vers l'action, les lieux et dates des rencontres. Elle pourra être assistée sur les temps d'accueil et si besoin pendant les ateliers par un référent de parcours rSa.

ARTICLE 3 : PUBLIC CONCERNÉ

Sont concernées les personnes pour lesquelles le Président du Conseil départemental de la Corrèze a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa.

Les bénéficiaires du rSa doivent avoir contractualisé leur parcours d'insertion avec le Président du Conseil départemental.

ARTICLE 4 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2022.

ARTICLE 5 : MODIFICATION ET DÉNONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée par voie d'avenant à tout moment après accord des deux parties.

Elle peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties contractantes sous réserve d'un préavis de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Tout litige susceptible de survenir entre les parties à l'occasion de l'application de la présente convention fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.

A défaut, l'affaire sera portée par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif.

ARTICLE 7 : CONTRÔLE DE LA COLLECTIVITÉ

La présente convention ouvre aux services du Département la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action, et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice. Ils peuvent en outre procéder à toutes vérifications nécessaires sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.

Le partenaire s'engage envers le Conseil départemental à l'informer de tout changement affectant ses statuts, la composition de son Conseil d'Administration et de son bureau.

ARTICLE 8 : ÉVALUATION DE L'ACTION

Le partenaire s'engage à effectuer des évaluations à la fin de chaque action, à adresser par mail à vcornee@correze.fr.

Elles feront obligatoirement apparaître les indicateurs suivants :

- date et lieux des ateliers,
- nombre et listing des personnes positionnées avec le nom du référent,
- nombre et nom des participants à chaque atelier,
- taux de participation,
- participation moyenne par atelier,
- objectifs des positionnements,
- bilan de l'atelier au regard des objectifs,
- situation à la sortie de l'atelier.

➤ A l'issue de la dernière action, pour l'ensemble des actions réalisées au titre de l'année, à adresser par mail (vcornee@correze.fr) et par courrier (Conseil départemental, Direction de l'Action Sociale, des Familles et de l'Insertion, Service Insertion, 9 rue René et Émile Fage - 19005 TULLE Cedex), ainsi que le bilan financier.

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

9.1. Confidentialité :

Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le signataire de la convention (qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles. Pour toute question, vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous :

Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

9.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 10 : FINANCEMENT

La subvention de fonctionnement retenue dans le cadre du Pacte Territorial d'Insertion s'élève au titre de l'année considérée, pour la tenue de 5 actions, à :

3 590 € avec un engagement financier se décomposant comme suit :

- ▶ 1 220 € pour 2 actions "bien-être", soit 610 € pour 4 ateliers : soins des mains, du visage, maquillage et préparation à un entretien.
- ▶ 1 420 € pour 2 actions "bien-être relooking", soit 710 € pour 6 ateliers : soins des mains, du visage, maquillage, conseils en image, coiffure et préparation à un entretien.
- ▶ 950 € pour 1 action "bien-être relooking" à Bort les Orgues pour 6 ateliers sur 3 jours

MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT :

Le paiement sera effectué par action, en un versement unique, dès réception de l'évaluation conformément à l'article 8 et des feuilles d'émargement.
Le bilan sera accompagné d'un bilan financier de l'action et des justificatifs acquittés à hauteur du versement de l'enveloppe financière retenue.

Fait à TULLE, le

LE PARTENAIRE,
(CACHET ET SIGNATURE)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

PASCAL COSTE

C O N V E N T I O N
RELATIVE À UNE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT
EN FAVEUR D'UNE STRUCTURE DE L'INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE
FINANCÉE DANS LE CADRE DU PACTE TERRITORIAL D'INSERTION

Entre :

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CORRÈZE

Hôtel du Département
9, rue René et Émile Fage
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, son Président

Et

L'ASSOCIATION

...
19

Représentée par..., son Président.

VU la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 relative à l'adoption du Pacte Territorial d'Insertion 2022/2024

VU la délibération du Conseil départemental en date du 08 avril 2022 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

L'association ...assure des activités de...

Pour cela, elle doit investir dans du matériel professionnel diversifié.

ARTICLE 2 : OBJET DU FINANCEMENT

La structure doit investir dans ...

ARTICLE 3 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année...

Elle pourra être modifiée par voie d'avenant à tout moment après accord des deux parties.

ARTICLE 4 : DÉNONCIATION DE LA CONVENTION

Elle peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties contractantes dans un délai de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 5 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Tout litige susceptible de survenir entre les parties à l'occasion de l'application de la présente convention fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.

A défaut, l'affaire sera portée par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif.

ARTICLE 6 : CONTRÔLE DE LA COLLECTIVITÉ

La présente convention ouvre aux services du Département la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette opération, et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice. Ils peuvent en outre procéder à toutes vérifications nécessaires sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'opération est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.

ARTICLE 7 : FINANCEMENTS

L'enveloppe financière retenue dans le cadre du P.T.I s'élève à ... euros.

MODALITÉS DE VERSEMENT :

➡ Le solde sera versé après transmission du numéro d'agrément, de la facture acquittée et de la présente convention signée.

Fait à TULLE, le

L'OPÉRATEUR,
(CACHET ET SIGNATURE)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

Réunion du 8 avril 2022

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission de la Cohésion Sociale

OBJET

SANTÉ ET PREVENTION : PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE - DOTATIONS 2022

RAPPORT

Le Conseil Départemental de la Corrèze place très clairement la promotion de la santé, de la famille et de l'enfance au cœur de ses engagements. Ainsi, les dotations du service Protection Maternelle et Infantile - Santé pour 2022 démontrent une volonté du Département de la Corrèze de renforcer les solidarités territoriales en matière de santé et de prévention auprès des familles.

Le service Protection Maternelle et Infantile - Santé contribue à la politique nationale de santé et permet de maintenir une offre de santé à tous les Corrèziens où qu'ils se trouvent dans le Département. Assurer une couverture médicale de proximité n'est pas qu'un objectif de santé publique et de protection des populations, c'est également un levier majeur de développement du territoire et du maintien des populations au sein de la Corrèze.

La politique de santé de l'enfant fait l'objet d'une attention toute particulière compte tenue des effets à long terme sur le développement de l'enfant et sa réussite éducative.

Réduire les inégalités sociales et territoriales, c'est mettre au cœur des choix politiques départementaux, la solidarité, l'accompagnement des plus fragiles et des plus vulnérables d'entre nous.

Il faut rajouter à cette politique préventive une volonté du Conseil Départemental de la Corrèze, de soutenir les familles dans le cadre des modes de garde et ainsi favorisant la conciliation de la vie privée, professionnelle et sociale. Mais aussi en donnant des moyens supplémentaires à l'insertion sociale des enfants, enfants porteurs d'handicap et insertion professionnelle des parents.

Cette volonté passe par le développement des modes d'accueil des enfants en veillant à leur santé, éveil et équité d'accès géographique.

Par ces choix, le Conseil Départemental est solidaire des familles corréziennes et soucieux du développement économique des territoires.

Le Conseil Départemental de la Corrèze, maillon essentiel d'un maintien de la cohésion sociale à l'échelle du territoire, fait le choix budgétaire clairement tourné vers l'ensemble des Corréziens en veillant aux plus vulnérables, au regard d'un contexte économique particulièrement difficile et préoccupant sur le plan national.

Le Département de la Corrèze, en s'inscrivant dans une démarche d'évaluation de ses politiques publiques, fait preuve d'une rigueur dans l'évaluation de l'efficacité de sa politique sociale.

Ainsi, la solidarité, la promotion de la santé, la prévention et la protection des enfants corréziens sont placées au centre de la politique sociale du Département de la Corrèze.

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, je vous propose d'affecter 520 184 € de crédits de paiements, dont 10 000 € au titre de l'investissement et 510 184 € au titre du fonctionnement.

Actions en faveur de l'enfance et des familles : 75 730 €

I - Accueil du jeune enfant : 44 730 €

a) L'accueil individuel - une obligation de formation : 41 080 €

La professionnalisation des assistants maternels, telle que posée par le décret n°2018-903 du 23 octobre 2018 relatif à la formation et au renouvellement d'agrément des assistants maternels, prévoit une formation obligatoire de 120 heures organisée et financée par le Conseil Départemental de la Corrèze.

Cette formation se déroule en deux temps :

- Une formation de quatre-vingt heures au cours de laquelle une évaluation des acquis est réalisée. Lorsque les résultats sont satisfaisants, une attestation de validation autorise le professionnel à accueillir l'enfant ;
- Une formation de quarante heures, qui permet à l'assistant maternel d'approfondir ses connaissances et ses compétences en s'appuyant sur l'expérience professionnelle acquise au titre de l'accueil de l'enfant.

Le Président du Conseil Départemental de la Corrèze est garant de la sécurité de l'accueil des enfants en Corrèze.

A cet effet, le Département s'appuie sur le Centre de Formation Professionnelle et de Promotion Agricole de Naves (CFPPA) pour offrir une formation aux assistants maternels conforme au décret suscitée, afin de les inscrire dans un processus de professionnalisation, garant d'un accueil sécurisé et professionnel des enfants corréziens.

En 2021, 41 assistantes maternelles ont été formées.

Pour financer cette formation, il est nécessaire d'affecter des crédits de paiements à hauteur de 41 080 €.

b) Les frais de garde pendant la formation : 1 000 €

Le Conseil Départemental a pour obligation de prendre en charge les frais induits par l'accueil des enfants qui leur sont confiés sur le temps de formation obligatoire des assistants maternels.

Le parent organise lui-même la garde de l'enfant et perçoit une indemnisation forfaitaire des frais occasionnés.

Les crédits de paiements pour cette dépense s'élève à 1 000 €.

c) Autres frais budgétaires : 2 650 €

Ces frais sont liés à l'achat d'équipements dans les Maisons de Solidarité Départementales du Conseil Départemental de la Corrèze afin d'optimiser l'accueil du public dans celles-ci (exemple : achat de jouets, jeux...) : 1 000 €

De plus, les crédits anticipatoires sont alloués pour les annonces diverses (exemple : publication appel d'offre dans le cadre d'un renouvellement de marche...) : 1 650 €.

II - Famille enfance subventions : 31 000€

Cette enveloppe s'élève à 31 000 €, se répartissant de la manière suivante :

- 11 000 € pour les subventions aux associations déposées sur la plateforme de la collectivité,
- 20 000 € pour les subventions dans le cadre des contrats locaux accompagnement à la scolarité.

a) Subventions aux associations déposées sur la plateforme

La Conseil Départemental poursuit son engagement pour la prévention et la promotion de la santé en soutenant des associations locales œuvrant dans le domaine de la prévention sociale et sanitaire.

Une priorité est donc donnée aux actions de prévention encourageant à la fois les comportements favorables à la santé mais aussi en amenant les individus à s'inscrire dans un environnement favorable à la santé.

Ainsi, chaque année, des associations relevant du domaine de la santé et de la petite enfance déposent un dossier de demande de subvention via le portail des subventions et sollicitent la participation financière du Conseil Départemental en vue de la réalisation de leurs projets.

Je vous propose, dans le présent rapport de prendre les décisions proposées dans le tableau annexé.

Le coût total des propositions s'élève à 10 950 €.

b) Subventions Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité (CLAS)

Le Conseil Départemental de la Corrèze, au travers du contrat local d'accompagnement à la scolarité (CLAS) soutient financièrement des associations et des organismes qui interviennent dans le champ associatif.

Par la dotation qu'il leur alloue, le Département accompagne un ensemble d'actions qui, en parallèle de la scolarité des enfants corréziens, du primaire au lycée, offre à la fois des ressources mais également un soutien dont certains jeunes corréziens ont besoin pour réussir leur parcours scolaire qu'ils ne trouvent pas toujours au sein de leur cellule familiale.

Aussi, par ces choix budgétaires, le Conseil Départemental de la Corrèze s'enquiert de l'avenir scolaire de chaque Corrézien, quelque soit sa situation.

Le Comité Départemental pour l'accompagnement à la scolarité existe depuis plusieurs années. Il est piloté par l'Etat.

Les actions d'accompagnement à la scolarité lui sont soumises. Elles intègrent un axe de travail avec les parents pour leur donner des outils nécessaires apte à les aider à suivre la scolarité de leurs enfants et les doter d'une meilleure connaissance de l'école.

Chaque année, le Comité Départemental d'accompagnement à la scolarité se réunit au second semestre pour valider les actions à mener dans le cadre de l'année scolaire suivante. Celles de l'année en cours ont été validées l'année dernière.

Je vous demande de bien vouloir valider pour chaque association le montant des aides à allouer dans la limite de l'enveloppe fixée pour 2022 et du tableau annexé.

Le coût total des propositions s'élève à 19 700 €.

Prévention médico-sociale : 434 454 €

I - Promotion santé - subvention (action de prévention en faveur des adultes) : 20 000 €

Par conventionnement, un soutien financier est apporté chaque année au Comité de Corrèze de la Ligue contre le Cancer, plus précisément au niveau des volets sociaux (dispositif d'amélioration de la qualité de vie des personnes atteintes de cancer à domicile et de leurs proches).

Ainsi, au 1^{er} semestre 2021, 80 demandes d'aides financières ont été acceptées sur 82 demandes, se déclinant ainsi :

- Aides financières à la vie quotidienne : 18 dossiers acceptés (aide générale à la vie courante, aides à l'énergie, aides alimentaires, aides aux loyers),
- Aides financières liées à la maladie : 9 dossiers acceptés (financement de prothèses, frais de soins non remboursés, frais de transport),
- Aides humaines : 56 dossiers acceptés (pour des heures d'aides à domicile, pour des portages de repas),
- Aides liées aux obsèques : 1 dossier accepté.

Un renouvellement de la convention, pour une durée de trois ans, a été proposé à la commission permanente lors de la réunion du 26 février 2021. Il est bon de réserver des crédits de paiements à hauteur de 20 000 € pour cette dépense, afin de participer au financement de ces dépistages.

II - Promotion de la santé (en faveur du jeune enfant et de l'adolescent) : 350 199 €

a) La prévention des 0 - 6 ans : 100 199 €

La prévention et le dépistage des enfants de moins de six ans ainsi que le conseil aux familles des enfants porteurs de handicap font partie des missions principales d'intervention de la Protection Maternelle et Infantile. La plupart des handicaps ou déficiences d'origine périnatale peuvent être dépistés dans les premières années de la vie. Ainsi, une prise en charge précoce permet une amélioration du pronostic des enfants.

Les médecins, les puéricultrices et les sages-femmes de Protection Maternelle et Infantile sont des acteurs de l'intervention précoce auprès des enfants en situation de handicap au cours de consultations médicales ou dans le cadre du suivi des familles. Les enfants, pour lesquels il a été repéré ou dépisté des difficultés de développement ou des troubles avérés, sont orientés rapidement vers le Centre d'Action Médico-Sociale Précoce. L'efficacité de ce dispositif suppose notamment une coordination resserrée avec les acteurs de la santé et l'action sociale en particulier. Ainsi, le Centre d'Action Médico-Sociale Précoce (CAMSP) est acteur indispensable sur le territoire.

Sa mission est d'assurer un dépistage et un diagnostic précoce des troubles du développement du jeune enfant de 0 à 6 ans (déficiences motrices, sensorielles ou intellectuelles).

Le financement est régi par l'article R.314-123 du Code de l'Action Sociale des Familles qui précise que la dotation de financement des Centres d'Action Médico-Sociale Précoce se décompose à hauteur de 80% de prise en charge par l'Assurance Maladie et 20% par le Département.

Le Conseil Départemental de la Corrèze, soucieux de porter une politique toujours plus tournée vers la prévention et le dépistage s'engage, en 2022, à soutenir le Centre d'Action Médico-Sociale Précoce dans le rebasage nécessaire au bon fonctionnement du Centre d'Action Médico-Sociale Précoce.

Les crédits de paiements permettant de participer à la prévention et au dépistage du handicap chez l'enfant s'élève à un montant de 100 199€.

b) Centre de santé sexuelle : 250 000 €

Conformément au Code de la Santé Publique, des activités de promotion en santé sexuelle sont une compétence du Département pouvant être gérée directement ou déléguée par convention à d'autres collectivités publiques ou de personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Ainsi, le Conseil Départemental de la Corrèze est tenu d'organiser des consultations médicales, de diffuser des informations et de mettre en œuvre des actions collectives et individuelles d'information sur la sexualité.

Le département de la Corrèze délègue ces missions aux trois centres hospitaliers du département : Brive, Tulle et Ussel.

Une nouvelle convention renforçant les indicateurs d'activité et financiers avec les trois centres hospitaliers (Brive, Tulle et Ussel) a été signée le 13 juillet 2021 pour une durée de trois ans.

L'ensemble des services de l'action sociale de notre collectivité travaille avec les Centres de santé sexuelle. Afin de mener ces actions, il est nécessaire d'inscrire des crédits de paiements à hauteur de 250 000€.

III - Promotions de la santé - Moyens de fonctionnement : 64 255 €

a) Moyens généraux : 25 000 €

Le Code de la Santé Publique stipule que le service départemental de Protection Maternelle et Infantile doit organiser des actions préventives médico-sociales :

- pour les femmes enceintes notamment des actions d'accompagnement si celles-ci apparaissent nécessaire lors de l'entretien prénatal précoce obligatoire réalisé au cours du quatrième mois de grossesse,
- pour les parents en période post-natale notamment dans les jours qui suivent le retour à domicile,
- pour les enfants jusqu'à leurs 6 ans.

Ces actions se traduisent par des consultations médicales, les visites à domicile ainsi que les bilans de santé en école maternelle réalisés par les puéricultrices de PMI. Les missions de promotion de la santé passent par la réalisation de vaccinations en consultation de Protection Maternelle et Infantile, sur tout le Département au sein des 12 Maisons de Solidarité Départemental.

L'ensemble des vaccins obligatoires ou recommandés par le calendrier vaccinal sont proposés par les services et sont mentionnées dans le carnet de santé de l'enfant.

Les déchets issus des activités de soins (vaccinations) doivent faire l'objet d'un tri dès leur production. Il s'agit de garantir l'absence de déchets à risques dans les déchets et assimilés et d'isoler les déchets à risques chimiques, toxiques des déchets à risques infectieux. Pour être conforme à la réglementation du traitement des déchets médicaux, la collectivité fait appel à un prestataire.

La mise en œuvre de ces actions nécessite l'achat et la maintenance de matériel médicaux et de produits pharmaceutiques. Ces lignes se distinguent de la manière suivante :

- 5 800€ pour l'entretien et les réparations du matériel et mobilier,
- 3 000€ pour l'achat de médicaments,
- 1 800€ pour l'achat d'autres produits pharmaceutiques (achat de désinfectant de surface, drap d'examen...)
- 200€ pour l'achat d'autres matériels et fournitures,
- 8 000€ pour l'achat de catalogues et imprimés (achat de carnets de santé, liasse cerfa...)
- 5 500€ pour l'achat de vaccins,
- 700€ pour l'élimination des déchets à risques (DASRI).

b) Observatoire Régional de la Santé : 38 755 €

Conformément à l'article R.2112-8 du Code de la Santé Publique, le Conseil Départemental a le devoir d'observation de l'état de santé de la petite enfance.

Les informations épidémiologiques sont établies à partir des déclarations de grossesse et des avis de naissance, des certificats de santé de l'enfant (8^{ème} jour, 9^{ème} jour et 24^{ème} mois et bilan de santé des 4 ans) et des indicateurs d'activité du service Protection Maternelle et Infantile.

L'analyse des données épidémiologiques est utilisée comme un outil de pilotage de la politique de santé préventive de la mère et de l'enfant sur le Département, dans le but de structurer au mieux les actions portées par le service Protection Maternelle et Infantile afin qu'elles soient aptes à répondre aux besoins de toute la population corrézienne. Ces données sont intégrées aux indicateurs de l'observatoire départemental de la protection de l'enfance et serviront au schéma de l'enfance.

En raison de l'impact des données statistiques sur la politique de la santé menée en faveur des enfants corréziens, le Conseil Départemental de la Corrèze a fait le choix de solliciter l'Observatoire Régional de Santé Nouvelle Aquitaine pour la saisie et une analyse fine et pertinente des certificats de santé. Cette mission se matérialise par un conventionnement avec l'Observatoire Régional de Santé sur une période de 3 ans de 2019 à 2022.

Afin d'assurer l'acheminement des documents analysés par l'Observatoire Régional de Santé dans le respect de la loi du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, il a été proposé un avenant à la convention pour la réalisation de l'anonymisation, l'encodage sur place et les déplacements pour les certificats de santé du 8^{ème} jour, du 9^{ème} jour, du 24^{ème} mois et les bilan de santé des 4 ans par l'Observatoire Régional de Santé.

Cette dernière mission pourra être revue dans le cadre de la programmation de la numérisation de l'action sociale et ainsi permettre une économie en 2023.

Afin de financer cette action et conformément à l'échéancier de la convention du 16 juillet 2019 et de l'avenant signé en date du 3 décembre 2020, il est bon de réserver les crédits à hauteur de 38 755€.

c) Télétransmission sécurité sociale et mutuelles - trop perçus liés aux remboursements des consultations : 500€

Ces crédits sont réservés afin de pouvoir assurer la gestion des indus de remboursement Caisse Primaire d'Assurance Maladie, Mutualité Sociale Agricole et autres mutuelles.

IV - Dépenses d'investissement - Acquisition de matériel médical : 10 000 €

L'approvisionnement d'équipement médical, de puériculture, d'optique, permet d'optimiser les actions de prévention auprès des enfants, des femmes enceintes et de promouvoir la qualité du service sur tout le territoire.

En prévision de remplacement du matériel existant (pèse bébé, monitoring, sièges autos aux normes...), il est nécessaire de réserver des crédits à hauteur de 10 000 €.

Des projets dans le cadre de la contractualisation enfance (Etat - Conseil Départemental) pourront permettre grâce à d'éventuelles recettes supplémentaires de financer d'autres dépenses utiles (outils orthoptiste...)

V - Recettes de fonctionnement : 60 000€

Caisse Primaire d'Assurance Maladie - Mutualité Sociale Agricole : télétransmission

Dans le cadre d'un conventionnement avec la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Corrèze et la Mutualité Sociale Agricole Limousin, le Conseil Départemental bénéficie d'un remboursement des consultations médicales, des actes et examens médicaux, des vaccinations, des consultations sages-femmes exercées par les professionnels du service Protection Maternelle et Infantile.

Les crédits de cette enveloppe s'élèveront à hauteur de 60 000 €.

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, je vous propose d'affecter des crédits de paiements selon les tableaux ci-dessous :

	CA 2020	CA 2021	BP 2022
Action en faveur de l'enfance et des familles	53 177,92 €	62 969,89 €	75 730 €
Plan "Corrèze Accompagnement COVID-19" - Soutien scolaire		1 300,00 €	
Prévention Médico-social	392 918,17 €	399 698,56 €	434 454 €
Total DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	446 096,09 €	463 968,45 €	510 184 €
Action en faveur de l'enfance et des familles	0 €	0 €	0 €
Prévention Médico-social	67 730,07 €	71 448,46 €	60 000 €
Total RECETTES DE FONCTIONNEMENT	67 730,07 €	71 448,46 €	60 000 €
Prévention Médico-social	5 471,87 €	9 524,32 €	10 000 €
Plan "Corrèze Accompagnement COVID-19" - Soutien scolaire		7 000,00 €	
Total DEPENSES D'INVESTISSEMENT	5 471,87 €	16 524,32 €	10 000 €

	Crédits de paiements 2022 DEPENSES	Crédits de paiements 2022 RECETTES
FONCTIONNEMENT	510 184 €	60 000 €
INVESTISSEMENT	10 000 €	0 €
TOTAL	520 184 €	60 000 €

Pour mémoire au titre de 2022, les engagements au titre de la politique qui vient de vous être exposée dans le présent rapport seront effectués sur les enveloppes suivantes :

En dépenses :

- P003E01 : Accueil du jeune enfant
- P003E02 : Familles Enfance Subventions
- P133E04 : Promotion de la santé - Subventions
- P133E01 : Promotion de la santé - Participation
- P133E02 : Promotion de la santé - moyens fonctionnement
- P133E05 : Moyens en investissement

En recettes :

- P133E03 : Promotion santé - Recettes

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

SANTE ET PREVENTION : PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE - DOTATIONS
2022

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2022.04.08/203 en date du 8 avril 2022, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Madame Audrey BARTOUT, Rapporteur,

DÉLIBÈRE

Article unique : est décidée l'affectation des crédits de paiements suivants au titre de la politique sectorielle ACTIONS DE SANTE PMI 2022 :

	Crédits de paiements 2022 DEPENSES	Crédits de paiements 2022 RECETTES
FONCTIONNEMENT	510 184 €	60 000 €
INVESTISSEMENT	10 000 €	0 €
TOTAL	520 184 €	60 000 €

Imputations budgétaires :

La recette correspondante sera imputée sur le Budget Départemental :

- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 934.1.

Les dépenses correspondantes seront imputées sur le Budget Départemental :

- Section Investissement, Article fonctionnel 904.1
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 934.0
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 934.1
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 934.8
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 935.0
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 935.1
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 935.8.

Adopté, à main levée, à l'unanimité.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant

de L'État le : 12 avril 2022

Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20220408-4562-DE-1-1

Affiché le : 12 avril 2022

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL



L'an deux mille vingt-deux et le huit avril, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :

Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Madame Valérie TAURISSON, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Madame Patricia BUISSON, Monsieur Franck PEYRET, Madame Agnès AUDEGUILL, Madame Audrey BARTOUT, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Jean-Jacques LAUGA, Monsieur Philippe LESCURE, Madame Marilou PADILLA-RATELADE, Madame Rosine ROBINET, Monsieur Gérard SOLER, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Julien BOUNIE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Madame Claude CHIRAC, Monsieur Bernard COMBES, Madame Jacqueline CORNELISSEN, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Monsieur Sébastien DUCHAMP, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Didier MARSALÉIX, Madame Frédérique MEUNIER, Madame Annick TAYSSE, Madame Sonia TROYA, Madame Stéphanie VALLÉE, Madame Marie-Laure VIDAL, Monsieur Eric ZIOLO

Pouvoir :

Monsieur Anthony MONTEIL à Madame Stéphanie VALLÉE

Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

Bénéficiaire par territoire	Objet de la subvention	Budget Prévisionnel de l'Association	Montant accordé en 2020	Montant accordé en 2021	Montant demandé en 2022	Montant proposé en 2022	Avis DASFI	Arbitrage
Territoire de Tulle								
A TOUS CIRK	Propose : - Ateliers parents-enfants - Ateliers avec les structures petite enfance de l'agglo Soutien à la parentalité et aux acteurs de la petite enfance	Cpt de résultat 2020-2021 : Charges : 23 276,00 € Produits : 23 473,00 € BP 2021 - 2022 : Charges : 24 626,00 € Produits : 24 626,00 €	200,00 €	200,00 €	1 000,00 €	0,00 €	Car demande en REAAP	0,00 €
UNAFAM	L'association accueille, écoute, informe, soutient, forme et représente les proches aidants de personnes malades et/ou handicapées psychiques.	Cpte de résultat 2021 : Charges : Produits : BP 2022 : Charges : 55 000,00 € Produits : 55 000,00 €	800,00 €	800,00 €	1 000,00 €	800,00 €		800,00 €
ASSOCIATION DES ASSISTANTES MATERNELLES	Informe et débattre de sujets se rapportant au métier d'assistante maternelles à titre permanent Demande de subvention pour aider dans les frais courants	Cpte de résultat 2020 - 2021 : Charges : 1 255,15 € Produits : 2 838,00 € BP 2021 - 2022 : Charges : 7 600,00 € Produits : 7 600,00 €	500,00 €	800,00 €	800,00 €	500,00 €		500,00 €
ASSOCIATION POTENTIEL	Tout un chacun a du potentiel et a besoin d'être pris en considération dans ses potentialités comme dans ses difficultés. Pour que le fonctionnement atypique ne soit plus une source de vulnérabilité (échec scolaire, social, professionnel, anxiété, sentiment d'isolement, etc...) mais une source d'épanouissement (dans le quotidien scolaire, professionnel, relationnel, ect...). L'association Potentiels a pour but de permettre à chacun de comprendre, accepter et mobiliser son potentiel. Développer 9 types d'actions contribuant à l'accompagnement des potentiels, notamment des profils atypiques avec besoins éducatifs particuliers et de développer un partenariat avec le service PMI, qui se fera le relais auprès des MSD, l'ASE et le CDEF.	Cpte de résultat 2020 - 2021 : Charges : 62 152,61 € Produits : 67 950,93 € BP 2021 - 2022 : Charges : 82 776,00 € Produits : 82 776,00 €	Pas de demande	800,00 €	2 500,00 €	800,00 €		800,00 €
ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DES DONNEURS DE SANG	Fédérer toutes les structures agissant pour le don de sang bénévole, susciter le don volontaire et bénévole de sang et de moelle osseuse, soutenir l'action des associations de la FFDSB assurant la promotion du don d'organe	Cpte de résultat 2021 : Charges : Produits : BP 2022 : Charges : Produits :	1 500,00 €	1 500,00 €	1 500,00 €	1 500,00 €		1 500,00 €
LIGUE CONTRE LE CANCER	Soutien à la recherche, financement de projets de recherches nationaux, aide aux malades, information, prévention, dépistage, soutien face au cancer	Cpte de résultat 2021 : Charges : 661 500,00 € Produits : 661 500,00 € BP 2022 : Charges : Produits :	4 450,00 €	4 500,00 €	5 000,00 €	4 500,00 €		4 500,00 €
LULU ET COMPAGNIE (MAM BEAULIEU SUR DORDOGNE)	Création d'une MAM. Elle souhaite des aides financières pour finaliser le projet	BP : Charges : 10 400 € Produits : 10 400 €	Pas de demande	Pas de demande	3 000,00 €	0,00 €		REFUS
FRANCE ADOT 19	Informier et sensibilier sur la cause du don d'organes, de tissus et de moelle osseuse	Cpte de résultat 2021 : Charges : Produits : BP 2022 : Charges : Produits :	350,00 €	350,00 €	350,00 €	350,00 €		350,00 €
Territoire de Haute-Corrèze								
ASSOCIATION LES PTITS BOUTS	Elle informe, soutient et accompagne les parents dans leur rôle éducatif et propose des activités artistiques, culturelles et des journées festives à vivre en famille. Il ne s'agit pas de remplacer des acteurs existants et reconnus par leur engagement et leur action en terme d'animation locale, mais bien d'apporter un plus aux familles. Depuis sa création en 2006, l'association a participé activement à la dynamique d'accueil sur le plateau de Millevaches en portant des projets structurants tels que la création de la micro-crèche de Sornac, gérée aujourd'hui par la communauté de communes, et l'ouverture de l'espace associatif à Peyrelevalde. Pour LAEP	Cpte de résultat 2021 : Charges : 61 909,81 € Produits : 61 909,81 € BP 2022 : Charges : 59 727,00 € Produits : 59 727,00 €	500,00 €	500,00 €	500,00 €	500,00 €		500,00 €
ASSOCIATION LES PTITS BOUTS	Elle informe, soutient et accompagne les parents dans leur rôle éducatif et propose des activités artistiques, culturelles et des journées festives à vivre en famille. Il ne s'agit pas de remplacer des acteurs existants et reconnus par leur engagement et leur action en terme d'animation locale, mais bien d'apporter un plus aux familles. Depuis sa création en 2006, l'association a participé activement à la dynamique d'accueil sur le plateau de Millevaches en portant des projets structurants tels que la création de la micro-crèche de Sornac, gérée aujourd'hui par la communauté de communes, et l'ouverture de l'espace associatif à Peyrelevalde. Pour les ateliers et le fonctionnement de l'association	Cpte de résultat 2021 : Charges : 61 909,81 € Produits : 61 909,81 € BP 2022 : Charges : 59 727,00 € Produits : 59 727,00 €	250,00 €	250,00 €	500,00 €	250,00 €		250,00 €

Bénéficiaire par territoire	Objet de la subvention	Budget Prévisionnel de l'Association	Montant accordé en 2020	Montant accordé en 2021	Montant demandé en 2022	Montant proposé en 2022	Avis DASFI	Arbitrage
ASSOCIATION CORREZIENNE DES PERES NOEL	Le but est de récolter des jouets dans les magasins partenaires du département à destination des enfants des pédiatries de Tulle et Brive, ainsi que pour les enfants dépendant de l'ASE et du CDEF de la Corrèze	Cpte de résultat 2020 - 2021 : Charges : 615,02 € Produits : 315,00 € BP 2021-2022 : Charges : 410,00 € Produits : 300,00 €	Pas de demande	Pas de demande	500,00 €	250,00 €		250,00 €
PLANNING FAMILIAL 19	Le planning est une association féministe et d'éducation populaire qui prends en compte toutes les sexualités, défend le droit à la contraception, à l'avortement et à l'éducation à la sexualité, dénonce et combat toutes les formes de violences, lutte contre toutes les formes de discrimination et contre les inégalités sociales	Cpte de résultat 2021 : Charges : Produits : BP 2022 : Charges : 135 285,00 € Produits : 135 285,00 €	1 000,00 €	1 000,00 €	10 000,00 €	1 000,00 €		1 000,00 €
Territoire de Brive								
A.N.P.A.A 19	L'association a pour but de promouvoir et continuer à une politique globale de prévention des risques et des conséquences des usages, usages détourner et mésusages d'alcool, tabac, drogues illicites et médicaments psychotropes, pratiques de jeu excessif et autres addictions sans produits. L'action de l'association est la prévention, les soins et l'accompagnement en addictologie. Elle est promotrice d'actions de promotions de la santé et prévention des risques, organisme de formation. De plus, l'association souhaite adapter les locaux et favoriser un accueil agréable pour tous.	Cpte de résultat 2020 : Charges : 668 960€ Produits : 668 960€ BP 2021 : Charges : 681 616,00€ Produits : 681 616,00€	900,00 €	900,00 €	Pas de demande	0,00 €		0,00 €
APICEMH	Souhaite réunir les fonds nécessaires pour la mise en place d'ateliers artistiques et culturelles proposés aux enfants hospitalisés par des intervenants professionnels.	Cpte de résultat 2021 : Charges : Produits : BP 2022 : Charges : 13 660,00 € Produits : 13 660,00 €	Pas de demande	REJET	1 000,00 €	REJET		REJET
Autres Territoires								
ASSOCIATION ENTR'AID SIDA	Missions de préventions, de sensibilisation et d'éducation à la sexualité et à la vie affective sur les départements de la Creuse, de la Corrèze et de la Haute Vienne en milieu scolaire, lieux festifs, actions grand public, secteur du handicap, formations de professionnels	Cpte de résultat 2021 : Charges : 161 425 € Produits : 159 255 € Bp 2022 : Charges : 176 922,00 € Produits : 176 922,00 €	500,00 €	500,00 €	1 000,00 €	500,00 €		500,00 €
			10 950,00	12 100,00	28 650,00	10 950,00	0,00	10 950,00

ANNEE 2022 - SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS ET ORGANISMES DANS LE CADRE DU CONTRAT LOCAL D'ACCOMPAGNEMENT A LA SCOLARITE - ENVELOPPE DE 20 000€

Bénéficiaire	Objet de la subvention	Budget Prévisionnel des actions de l'Association	Subvention accordée en 2020	Subvention accordée en 2021	Montant demandé en 2022	Montant proposé en 2022	Avis DASFI	Arbitrage
ASSOCIATION CLUB COURTELINE	Cette association est ouverte à toute personne de Brive-la-Gaillarde et des environs, participe en partenariat avec les structures existantes, à la dynamique du quartier des Chapéties, en proposant, dans un climat de convivialité, des activités de soutien, d'échanges et de transmission de connaissances et de savoir-faire. Les activités de l'association sont : -accompagnement à la scolarité des enfants de 6 à 9 ans (aide aux devoirs et activités d'éveil) - des ateliers adultes : patchwork, cuisine, yoga - des ateliers socio-linguistiques : apprentissage de la langue française par différentes activités	CR 2020 : Charges :49 519,57 € Produits : 51 906,17 € BP 2022 : Charges : 35 361,00 € Produits : 35 361,00 €	1 500,00	1 500,00 €	1 500,00 €	1 500,00 €		1 500,00 €
ASSOCIATION CULTURE ET EDUCATION DEVELOPPEMENT CITOYEN-TULLE	L'association à pour but pour les enfants et les jeunes : - de compléter les actions des différents intervenants éducatifs autour de l'enfant - d'assurer un accompagnement scolaire pour l'ensemble des adhérents : - de créer des lieux d'échanges et de rencontres - de faciliter l'accès de tous à la culture - de développer des activités culturelles - de favoriser la dynamique de quartier et de façon plus générale la création de lien sociale - de développer les relations internationales Bénéfice du projet de relance	Cpte de résultat 2020 : Charges : 100 173,84 € Produits : 100 173,84 € BP 2022 : Charges : 78 557,00 € Produits : 78 557,00 €	4 000,00	4 000,00 €	4 000,00 €	4 000,00 €		4 000,00 €
ASSOCIATION FAMILIALE DE BRIVE-COUP DE POUCE	Objectif de l'Activité "Coup de Pouce" : - Apporter une Aide individuelle aux devoirs durant l'année scolaire, y compris pendant les petites vacances - Proposer des activités culturelles et ludiques, collectives et familiales	Cpte de résultat 2020 : Charges : 8 583,53 € Produits : 8 399,75 € BP 2022 : Charges : 8 460,00 € Produits : 8 460,00 €	1 500,00	1 500,00 €	1 500,00 €	1 500,00 €		1 500,00 €
ASSOCIATION POTENTIEL	Tout un chacun a du potentiel et a besoin d'être pris en considération dans ses potentialités comme dans ses difficultés. Pour que le fonctionnement atypique ne soit plus une source de vulnérabilité (échec scolaire, social, professionnel, anxiété, sentiment d'isolement, etc...) mais une source d'épanouissement (dans le quotidien scolaire, professionnel, relationnel, ect...). L'association Potentiels a pour but de permettre à chacun de comprendre, accepter et mobiliser son potentiel.	CR 2019-2020 : Charges : 51 553,01 € Produits : 65 398,75 € BP 2022 : Charges : 25 677,00 € Produits : 25 677,00 €	500,00	500,00 €	1 500,00 €	1 500,00 €	À titre exceptionnel	1 200,00 €
ASSOCIATION MAITRISE DE LA LANGUE ET AIDE PERSONNALISEE-EGLETONS	Objectifs opérationnels de l'accompagnement scolaire : - Développer les liens entre les parents et l'école en accompagnant et expliquant les outils scolaires - Proposer des activités favorisant la participation des jeunes et de leur famille autour du jeu ou du sport santé par exemple - Permettre à chaque jeune d'être en réussite scolaire en proposant de l'aide aux devoirs et des activités éducatives. - Faciliter l'intégration des enfants et des familles notamment par un partenariat avec des structures extérieures en participant à des manifestations ou en utilisant des ressources extérieures. - Favoriser l'accès à la citoyenneté, lutter contre la discrimination, promouvoir l'égalité fille/garçon et la mixité par des lectures, des actions solidaires... - Encourager les pratiques culturelles et l'accès aux nouvelles technologies - Être un relais d'information et d'accompagnement pour diverses démarches auprès des enfants et parents Bénéfice du projet de relance	Cpte de résultat 2020 : Charges : 105 695,44 € Produits : 111 342,44 € BP 2022 : Charges : 132 300,00 € Produits : 132 300,00 €	7 000,00	7 000,00 €	7 000,00 €	7 000,00 €		7 000,00 €
CENTRE SOCIO-CULTUREL RIVET-BRIVE	Ce centre est : - un équipement de quartier à vocation sociale globale, - un équipement à vocation familiale et pluri-générationnelle, - Un lieu d'animation de la vie sociale, - un lieu d'interventions sociales novatrices et concertées, Les services proposés : - un accueil de loisirs sans hébergement pour les enfants de 5 à 17 ans - des pôles insertion socioprofessionnelle, familles et accueil et pré-accueil social - des ateliers : danse enfants, poterie enfants, boxe loisir enfants, gymnastique adultes, body-bose adultes, gym séniors	CR 2020 : Charges : 526 535,08 € Produits : 526 535,08 € BP 2022 : Charges : 52 585,00 € Produits : 52 585,00 €	900,00	900,00 €	900,00 €	900,00 €		900,00 €
CENTRE SOCIO-CULTUREL RAOUL DAUTRY-BRIVE	Contribuer à l'épanouissement de l'enfant, Encourager l'intégration et la socialisation de l'enfant : aider l'enfant à mieux interagir avec les autres, favoriser l'entraide, impliquer les familles, Travailler en partenariat avec l'école et les collèges, Offrir un cadre de qualité (lieu de travail, nombre d'enfants réduit par salle, accompagnement et encadrement, matériel mis à disposition), - Ouvrir l'enfant sur des centres d'intérêt culture/artistiques nouveaux, - Proposer des ateliers éducatifs et ludiques favorisant l'apprentissage : apprentissage des bases scolaires par le jeu, - Mobiliser les parents sur le suivi de leur enfant : contrat d'engagement, règlement intérieur, réunion.... - Rencontres et échanges avec les partenaires éducatifs	BP 2022 : Charges : 85 145,00 € Produits : 85 145,00 €	1 200,00	1 200,00 €	Pas de demande cette année	0,00 €		0,00 €
CENTRE SOCIO-CULTUREL JACQUES CARTIER-BRIVE	Orientations éducatives suivies par cette structure : - offrir un espace de travail et un accompagnement adapté en permettant aux enfants de travailler dans de bonnes conditions, d'accéder à différents outils pédagogiques et d'avoir un accompagnement humain de qualité et approprié face aux difficultés rencontrées, - impliquer et associer les parents en favorisant les temps de rencontre et en créant des outils, travailler en partenariat avec les écoles et le collège, - aider l'enfant vers la citoyenneté par l'acceptation des règles de vie en collectives, Objectifs opérationnels : - mise en place de l'atelier "aide aux devoirs", des ateliers éducatifs et de projet culturel en lien avec les programmes scolaires	Cpte de résultat 2020 : Charges : 79 023,44 € Produits : 79 023,44 € BP 2022 : Charges : 79 225,00 € Produits : 79 225,00 €	1 500,00	1 500,00 €	1 500,00 €	1 500,00 €		1 500,00 €

Bénéficiaire	Objet de la subvention	Budget Prévisionnel des actions de l'Association	Subvention accordée en 2020	Subvention accordée en 2021	Montant demandé en 2022	Montant proposé en 2022	Avis DASFI	Arbitrage
CAISSE DES ECOLES- MAIRIE MALEMORT	<p>Orientations éducatives portées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Contribuer à l'épanouissement de l'enfant, - Favoriser la socialisation de l'enfant, - Lutter contre les inégalités, <p>Objectifs opérationnels de l'accompagnement scolaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> - aider les jeunes à acquérir des méthodes, des approches, des relations susceptibles de faciliter l'accès au savoir, - Elargir les centres d'intérêt des enfants, promouvoir leur apprentissage de la citoyenneté par une ouverture sur les ressources culturelles, sociale, - Valoriser leurs acquis afin de renforcer leur autonomie personnelle et leur capacité de vie collective, - Accompagner les parents sans le suivi de la scolarité des enfants 	/	500,00	500,00 €	Pas de demande cette année	0,00 €		0,00 €
TUJAC CULTUREL SOCIAL ET SPORTIF (TUCSS)	<p>Le fort pourcentage de jeunes sur les quartiers ouest et le faible niveau de qualification à la sortie du système scolaire suscite à proposer en priorité un accompagnement aux scolaires afin de renforcer les acquis et susciter un plus fort investissement, en commençant par les plus jeunes.</p> <p>Objectifs opérationnels : être constamment à l'écoute des enfants et des familles, accompagner les enfants dans les apprentissages, accompagner les parents pour qu'ils se sentent impliqués dans la scolarité de leurs enfants, faire un travail d'éducation à la citoyenneté et développer des actions éducatives et culturelles.</p>	<p>Cpte de résultat 2020 :</p> <ul style="list-style-type: none"> Charges : 92 252,32 € Produits : 101 388,70 € <p>BP 2022 :</p> <ul style="list-style-type: none"> Charges : 39 100,00 € Produits : 39 100,00 € 	1 300,00	1 300,00 €	1 300,00 €	1 300,00 €		1 300,00 €
RELAIS FAMILLE RURALE D'OBJAT	<p>Le relais est un lieu d'accueil, d'écoute, d'information et d'animation du territoire. Il est caractérisé par un local ouvert à tous (adhérents et non adhérents) et animé de manière conviviale et chaleureuse.</p> <p>Le Relais Familles s'adapte et évolue avec le temps pour répondre aux besoins qui émergent : permanence consommation, espaces jeunes, accompagnement à la scolarité, atelier créatifs, atelier parents/enfants sur l'Eveil des sens.</p> <p>Le but est d'offrir aux familles l'appui et les ressources dont les enfants ont besoin pour réussir à l'école et élargir leurs centres d'intérêts. Aussi, contribuer à l'épanouissement personnel du jeune en lui permettant de tisser des liens intergénérationnels bénévoles/élèves</p>	<p>CR 2020 :</p> <ul style="list-style-type: none"> Charges : 43 555,15 € Produits : 43 555,15 € <p>BP 2022 :</p> <ul style="list-style-type: none"> Charges : 17 260,00 € Produits : 17 260,00 € 	160,00	Pas de demande pour cette année	800,00 €	800,00 €		800,00 €
MAIRIE D'USSEL	<p>Objectifs : Responsabiliser les enfants quant à leur scolarité en leur proposant un lieu d'écoute, d'échanges et leur offrir une égalité des chances dans la réussite de leur scolarité, pour leur permettre de s'insérer dans la société dans laquelle ils vivent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Redonner confiance à l'enfant en ses pleines capacités de réussite, - Développer l'autonomie de l'enfant dans ses apprentissages, - Ouvrir l'enfant sur l'extérieur et lui permettre ainsi l'accès à la culture, - Faire le lien entre les apprentissages scolaires et les apprentissages culturels, - Favoriser les liens entre la famille et l'école, - Permettre aux parents d'être acteurs de la réussite scolaire de leurs enfants, <p>demande de subvention de 1 000 € dans le cadre de l'action sociale</p>	<p>CR 2020-2021 :</p> <ul style="list-style-type: none"> Charges : 33 787,00 € Produits : 33 787,00 € <p>BP 2022 :</p> <ul style="list-style-type: none"> Charges : 57 804,00 € Produits : 57 804,00 € 	1 000,00	1 000,00 €	Pas de demande cette année	0,00 €		0,00 €
			21 060,00	20 900,00	20 000,00	20 000,00	0,00	19 700,00

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission de la Cohésion Sociale

OBJET

POLITIQUE DE PREVENTION ET DE PROTECTION DE L'ENFANCE - DOTATIONS 2022

RAPPORT

La protection de l'enfance est une politique publique dont le Département est le principal garant.

L'exercice budgétaire 2022 s'inscrit, une nouvelle fois, dans un contexte partenarial évolutif du fait des politiques successives qui ont marqué un désengagement de l'État que ce soit sur :

- le champ de l'enfance handicapée ;
- des réponses apportées aux parents dans le domaine de la psychiatrie adulte et infanto-juvénile qui restent déficitaires et/ou inadaptées au regard de l'évolution des publics constatée depuis plusieurs années, accentuant la difficulté des prises en charge éducatives les plus complexes ;
- de l'augmentation du nombre de mineurs confiés : l'augmentation du nombre de jeunes confiés à la charge des départements, génère des phénomènes de saturation des dispositifs classiques de placement et s'avère très coûteuse ;
- des conséquences de la loi Protection de l'enfance votée le 8 février 2022 ;
- de la prise en compte du secteur protection de l'enfance dans le cadre du Ségur non équitable ;
- du nombre de Mineurs Non Accompagnés (MNA) confiés au département de la Corrèze, même si on note une stabilisation au cours des deux exercices précédents, une augmentation est à constater depuis janvier 2022, les accompagnements de ce public bouleversent toujours l'équilibre fragile de la politique publique de protection de l'enfance comme partout en France.

Le département a fait face avec des projets alternatifs en impulsant des réponses spécifiques, notamment les Appartements Relais Jeunes –ARJ– (appartements partagés entre plusieurs jeunes) à Tulle, ainsi que la mise en œuvre, dès 2019, d'un appel à projet pour la mise à l'abri, l'hébergement et l'accompagnement des MNA, mais aussi une réorganisation des services enclenchée en 2018.

Ces nouveaux dispositifs, aujourd'hui mis en place, ont fait la preuve de leur pertinence pour les bénéficiaires et ont permis de contenir le coût de cette politique publique pour le département.

La politique volontariste pour accompagner les jeunes Corrégiens et Corrégiennes les plus vulnérables est de garantir les conditions nécessaires à leur épanouissement. Au service de cette mission de nombreux professionnels du département sont engagés au quotidien : assistants familiaux, travailleurs sociaux, médecins, cadres, sages-femmes, puéricultrices, psychologues, et agents administratifs. Ils s'associent à des partenaires institutionnels et associatifs mobilisés et actifs sur le territoire dans l'intérêt de l'enfant et des familles.

Les efforts constants permettent de préserver l'offre d'accueil chez les assistants familiaux et ce, malgré le départ en retraite programmé et entamé pour un tiers de l'effectif sur une période de 4 ans et dans un contexte national de pénurie des vocations ; d'innover avec de nouvelles réponses d'intervention et d'accompagnement du public tels que l'accueil séquentiel, et l'accompagnement à la création de nouveaux Lieux de Vie et d'Accueil.

Pour améliorer l'accompagnement des adolescents en grande difficulté, l'objectif sera d'optimiser et de compléter les outils alternatifs au placement : services d'accueil progressif en milieu familial, accueil de jour, lieux de vie et d'accueil ou encore améliorer sensiblement les liens avec la pédopsychiatrie, notamment en mobilisant les nouveaux dispositifs de l'équipe mobile départementale de pédopsychiatrie et du DISC – Dominant, Influent, Stable, Conscientieux– (dispositif de coordination des acteurs autour des situations complexes).

Par ailleurs, face à un contexte de hausse généralisée des besoins, notamment pour les accompagnements judiciaires en milieu ouvert (concernant les mineurs qui restent au domicile de leurs parents tout en bénéficiant d'un accompagnement éducatif) et dans la suite des mesures mises en œuvre lors des précédents exercices, l'externalisation d'une partie des mesures d'accompagnement à domicile (Action Educative en Milieu Ouvert – AEMO–) partielle a débutée en mars 2021. Cette mesure a été prise afin de permettre de mobiliser les agents du département à un niveau permettant de garantir l'efficacité et la sécurité des accompagnements.

Afin de répondre aux nouveaux défis de la protection de l'enfance, cette externalisation a été déployée dans le cadre de la dernière phase de la nouvelle organisation du service Aide Sociale à l'Enfance (ASE) qui a permis (à effectifs constants) le redéploiement d'une partie des agents vers les pôles ASE, du placement, de la Cellule de Recueil des Informations Préoccupantes, de l'adoption, du placement et du Dispositif de Placement Familial, sur lesquels de forts besoins avaient été identifiés.

Pour limiter les impacts budgétaires de la politique de protection de l'enfance et conformément aux engagements pris lors du vote du budget 2021, les dialogues de gestion rétablis avec les établissements et partenaires associatifs de la protection de l'enfance, ont permis de limiter la sur-occupation des dispositifs et les évolutions à la hausse des prix de journée.

L'exercice 2022 sera l'occasion de poursuivre les efforts de structuration du travail d'accompagnement des mineurs. Il nous faut repenser la protection de l'enfance en prenant en compte l'ensemble de ces évolutions tout en garantissant que l'enfant reste au cœur de nos actions et de l'organisation. Ces nouveaux enjeux sont intégrés au nouveau Schéma Départemental en faveur de l'Enfance, aux évolutions législatives, aux évolutions du public (notamment hausse des mesures) et aux partenariats.

Les évolutions les plus importantes vont concerner :

→ La nouvelle loi de protection de l'Enfance (Loi No 2022-140 du 7 février 2022 relative à la protection des enfants). Ce texte aura de nombreux impacts tant sur l'organisation du service que sur l'évolution des enveloppes budgétaires que la Collectivité consacre à la protection de l'enfance :

- o Placement de l'enfant, auprès d'un membre de sa famille ou chez un tiers de confiance, avant de pouvoir le confier à l'ASE.
- o Interdiction de séparer les fratries d'enfants placés.
- o Limitation forte de l'accueil des mineurs à l'hôtel.
- o Proposition systématique de parrain ou marraine dans le cadre d'une mesure confiée au département et possibilité de bénéficier d'un « mentor. » Le mentorat désignant « une relation interpersonnelle d'accompagnement et de soutien basée sur l'apprentissage mutuel ».

Prise en charge temporaire des majeurs de -21 ans (garantie jeunes).

- o Droit au retour institué pour les jeunes ayant quitté le dispositif mais dont le projet d'autonomie n'a pas pu être mené à bien.
- o Mise en place systématique de bilans pédiatrique, psychique et social des enfants accompagnés, comme de la coordination du parcours de soins des enfants en situation de handicap.
- o Renforcement possible des mesures en milieu ouvert : « Si la situation le nécessite, le juge peut ordonner, pour une durée maximale d'un an renouvelable, que cet accompagnement (en milieu ouvert) soit renforcé ou intensifié ».
- o Médiation familiale aux parents dans le cadre des mesures en assistance éducative.
- o Obligation de communiquer les suites données aux personnes ayant communiqué une IP (Information Préoccupante) dans le cadre de la cellule de Recueil des Informations Préoccupantes (CRIP).

- o Évolutions des ratios d'encadrement dans les établissements modifiés.
- o Favoriser l'attractivité du métier d'assistant familial :
 - Revalorisation de la rémunération en prévoyant divers mécanismes pour atténuer les écarts de salaire en cas de variation du nombre d'enfants confiés.
 - Maintien du salaire si agent suspendu.
 - Salaire supérieur ou égal au SMIC pour un accueil.
 - Contrats devant prévoir un nombre d'enfants confiés et une possible clause d'exclusivité pour le CD ce qui donnera aux assistants familiaux une rémunération à hauteur de 80% des places non occupées.
 - Des week-ends complets de repos, sans les enfants, seront à prévoir.

→ La systématisation du Projet Pour l'Enfant (PPE) : avec pour objectif de permettre de terminer la formation des derniers professionnels ayant intégré le service (assistants familiaux compris), Associer les structures et services partenaires, afin que tous les mineurs Corrèziens accompagnés par l'ASE bénéficient de cet outil obligatoire permettant d'assurer au mieux la cohérence de leur parcours en protection de l'enfance.

→ La feuille de route sur l'attractivité des métiers du secteur social et médico-social :

- o Revalorisations salariales
 Ces revalorisations salariales indispensables devront tenir compte des accords LAFORCADE qui ont d'ores et déjà figé le volet revalorisation pour certains personnels qui interviennent notamment sur le champ du handicap. Dans notre souci constant de cohérence et d'une clarté, il conviendra de prendre en compte ce montant pour les personnels déjà référencés dans l'accord et de prendre ce taux pivot de 183 € + 60% de charge comme référence dans la fixation des revalorisations métier par métier.
 On le sait, la revalorisation salariale ne suffit pas à elle seule à répondre aux difficultés de recrutement que rencontrent les établissements ;
- o Renouveler la campagne de promotion du métier d'assistant familial et de recrutement de nouveaux professionnels. Du fait de plus 30% de départs en retraite de 2018 à 2022, des campagnes de communication, suivies de recrutements et de formations sont organisées deux fois par an. Cependant la faible attractivité du métier (du fait des fortes contraintes personnelles et familiales) fait qu'à ce jour 156 assistants familiaux sont employés par le CD de la Corrèze, contre 190 inscrits au tableau des effectifs.
 Il s'agit via la création d'une équipe opérationnelle de coordonner un processus identique à celui d'AMAC 1 et élargi à l'ensemble des services ESMS et services (handicap - PA – Enfance) dans lequel chaque établissement ou services devra individuellement s'engager à participer à son déploiement.

Dans ce cadre stratégique de la Prévention et de la Protection de l'Enfance, l'enveloppe consacrée aux missions de l'Aide Sociale à l'Enfance s'élèvera en 2022 à **24 576 334 €**.

Conformément aux incertitudes des différents évolutions évoquées ci-dessus (Loi protection enfance, Ségur), cette prévision inclut une enveloppe de 3 300 000 € correspondant aux projections potentiellement les plus coûteuses, pour la prise en compte des possibles évolutions, tant du nombre de mineurs ou de jeunes majeurs, concernés par les politiques publiques de protection de l'enfance que des nouvelles charges potentiellement induites par les dernières évolutions législatives.

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, je vous propose d'affecter 24 577 334 € de crédits de paiement, dont 1 000 € au titre de l'investissement et 24 576 334 € au titre du fonctionnement.

1- ACTIONS DE PREVENTION EN FAVEUR DES ENFANTS ET DES FAMILLES - ENFANTS ET ADOLESCENTS EN MILIEU OUVERT : 1 899 500 €

Au titre de la prévention, l'objectif de travail principal est d'œuvrer pour maintenir les enfants au sein de la cellule familiale, en mobilisant deux types d'aides qui peuvent être accordées par l'Aide Sociale à l'Enfance ou sur ordonnance du Juge des Enfants.

1. 1 - Des aides financières aux jeunes et familles : 154 000 €

Le code de l'action sociale et des familles stipule que l'aide sociale à l'enfance apporte un soutien matériel, éducatif et psychologique aux mineurs et à leurs familles confrontées à des difficultés risquant de mettre en danger les mineurs et de compromettre gravement l'équilibre des jeunes majeurs de moins de 21 ans.

Par conséquent, du fait d'un contexte économique de crise, comme d'une fragilisation de la cellule familiale, ces aides financières ponctuelles sont attribuées après évaluation sociale pour couvrir les besoins élémentaires, voire vitaux, des mineurs dans leur famille.

De plus, ces aides sont également mobilisables pour accompagner des jeunes après leur majorité, au titre de l'aide sociale facultative, qui de par leur situation (contexte familial, projet professionnel à finaliser...) nécessitent un prolongement de l'accompagnement éducatif réalisé par le Conseil départemental.

Ces aides peuvent être attribuées sous différentes formes :

- o allocations mensuelles ;
- o secours d'urgence ;
- o bourses jeunes majeurs de moins de 21 ans), après une expertise de la situation par le travailleur social de référence (AS secteur, TSE).

La bourse "jeune majeur" de moins de 21 ans s'inscrit dans un accompagnement éducatif, en lien avec leur projet de vie, ayant pour finalité l'accès à l'autonomie.

Celle-ci est reprise dans le cadre de la loi protection enfance. Nous attendons les décrets pour en mesurer les conséquences financières.

Proposition est faite d'inscrire des crédits de paiement à hauteur de 154 000 € pour le financement de ces aides et de solliciter l'enveloppe supplémentaire si besoin.

1. 2 - Des aides socio-éducatives : 1 745 500 €

Interventions des techniciens de l'Intervention Sociale et Familiale (TISF) et des Auxiliaires de Vie Sociale (AVS) : 280 500 €

Des solutions préventives pour éviter la dégradation des situations vers des mesures judiciaires (AEMO).

Le Conseil départemental a recours à des professionnels d'intervention sociale à domicile pour mettre en place une aide éducative et sociale au domicile des parents et/ou une aide pour réaliser des tâches matérielles liées à la vie quotidienne.

Indispensable à la mission de prévention exercée par l'Aide Sociale à l'Enfance, cette prestation est délivrée par deux associations : "ADAPEI" de la Corrèze pour les interventions auprès d'enfants porteurs de handicap ou présentant des troubles du comportement ; et par l'association "A'Dom Limousin" pour les enfants ne présentant pas de troubles du comportement ou de handicap.

A noter que le nombre de mesures de TISF et AVS est en augmentation.

Le Département a contractualisé sur la base d'un marché pour 6 200 heures de TISF et 2 000 heures d'AVS. La prévision budgétaire est calibrée à hauteur de la dépense réelle de 2021. Cependant, nous avons été confrontés à l'arrêt de certaines aides faute d'enveloppe en 2021. L'augmentation des situations sociales dégradées et le travail dans le cadre du schéma de l'enfance sur le champ de la prévention aura sûrement une incidence financière. Des choix seront à faire dans ce domaine ce qui induira sûrement une augmentation de cette enveloppe.

Mesures AEMO (Action Éducative en milieu Ouvert) : 1 465 000 €

Des soutiens à domicile pour éviter une dégradation des situations vers des placements. Cette enveloppe résulte de la prescription par le juge des enfants de mesures d'accompagnement à domicile d'AEMO. Elle inclut la prise en charge financière des mesures en milieu ouvert (AEMO et AED –Aide Educative à Domicile–) instaurées par le magistrat ou contractualisées avec les parents, au bénéfice de 852 mineurs Corrèziens et confiées pour leur mise en œuvre aux agents de la collectivité pour 62% d'entre elles (soit 531 enfants) ; et à l'ASEAC (Association pour la Sauvegarde de l'Enfance et de l'Adolescence de la Corrèze) pour 97 places sur l'ensemble du département, plus 24 « mesures renforcées », comme les années précédentes. A ces mesures confiées en direct par les magistrats au secteur associatif, s'ajoutent 200 mesures confiées au département, mais externalisées.

En effet, depuis l'exercice 2021, l'enveloppe prévoit également la mise en œuvre de l'externalisation d'une partie des mesures exercées par les agents du département (externalisation partielle de 200 mesures d'AEMO). La nouvelle organisation du service, telle que validée par les différentes instances, prévoit notamment de faire face à la hausse importante du nombre de mesures (placement et à domicile) sans augmenter l'effectif des TSE (Travailleurs Sociaux Enfance) par l'externalisation d'environ 35 % des mesures d'AEMO comptabilisées à fin 2020. Cette externalisation d'une partie des mesures d'accompagnement à domicile (AEMO) avait initialement pour objectif de ramener le nombre de situations traitées à un niveau permettant de garantir l'efficacité et la sécurité des accompagnements. Cette externalisation a permis, à moyens humains constants, de redéployer une partie des agents vers les pôles du placement, de la CRIP (Cellule de Traitement des Informations), de l'adoption et du Dispositif de Placement Familial, sur lesquels de forts besoins avaient été identifiés. Ces objectifs de redéploiement ont été remplis, mais sans que la poursuite de la hausse des mesures prescrites par les magistrats ne permette de mettre en place, sur l'exercice 2021, une équipe dédiée à la préparation à la majorité des enfants placés et à l'accompagnement des jeunes majeurs.

L'objectif de l'externalisation partielle était de ramener, en moyenne, le nombre de mesures d'accompagnement par agent à moins de 30 (nombre d'enfants accompagnés), au lieu de 35 à 42 jeunes par référent au moment de l'étude. Il est à noter que cet objectif de moins de 30 enfants en référence par TSE, avait pour objectif de permettre aux agents du département d'exercer un nombre de références au niveau de la moyenne nationale constatée (alors que le secteur associatif corrézien travaille avec une moyenne de 25 accompagnements par travailleur social).

Les premières externalisations ont pu se faire au mois de mars 2021. Aujourd'hui le partenariat permet un fonctionnement en année pleine à hauteur de 90 à 95% de la capacité autorisée. Ceci nous conduit à prévoir pour l'exercice 2022 une occupation moyenne de 93% en année pleine, soit une dépense de 611 K€.

2 - ACTIONS DE PROTECTION DE L'ENFANCE : 19 292 334 €

Le Conseil départemental a pour mission d'accueillir les mineurs et jeunes majeurs de moins de 21 ans au sein du service de l'Aide Sociale à l'Enfance, sur décision de justice, et de subvenir aux besoins éducatifs, de santé, de formation de ces enfants et de ces jeunes en collaboration avec les familles.

Les actions se répartissent entre établissements et familles d'accueil :

2. 1 - L'accueil en établissement – Établissements et services enfants et adolescents : 9 351 100 €

Accueil des mineurs et majeurs de moins de 21 ans :

Plusieurs structures d'accueil pour les mineurs et majeurs de moins de 21 ans sont présentes sur le Département de la Corrèze avec une capacité d'accueil de 133 places réparties entre :

→ un établissement public : le Centre Départemental de l'Enfance et de la Famille de Tulle

→ des structures associatives habilitées :

- Association La Providence à Brive ;
- Association du Centre des Monédières - Fondation Claude Pompidou à Treignac ;
- Lieu de Vie et d'Accueil - situé au "Mont Cheval" sur la commune de Serilhac ;
- Lieu de Vie et d'Accueil - "les Menhirs", géré par l'association LIVE sur la commune de Bonnefond ;
- Lieu de Vie et d'Accueil de Raulhac - situé sur la commune de Neuvic.

Le précédent schéma départemental en faveur de l'enfance questionnait l'adaptation de l'offre existante aux besoins réels du département, l'évolution des publics accueillis et accompagnés mais également de l'augmentation croissante des Mineurs Non Accompagnés (MNA) dont la charge incombe à la Collectivité sans réelle compensation de l'État.

Il est constaté une augmentation de + 70 % de prise en charge de jeunes MNA confiés au département entre 2017 et 2021 et le récent rapport de la Chambre Régionale des Comptes sur la protection de l'enfance en Corrèze pointe une multiplication par six du nombre de MNA à la charge du département entre 2014 et 2018.

En 2021, ce sont 169 MNA qui ont été accompagnés par le Département (111 restants au 01/01/22) et 56 jeunes ont bénéficié d'une mise à l'abri pour évaluation.

- En 2017 : 56 MNA ;
- En 2018 : 141 MNA ;
- En 2019 : 104 MNA ;
- En 2020 : 150 MNA.

L'afflux des jeunes mis à l'abri durant leur période d'évaluation, comme celui des jeunes confiés, étaient venus saturer les dispositifs classiques de la protection de l'enfance (Établissements et assistants familiaux). Dans ce contexte, notre objectif a été de diversifier l'offre de prise en charge des MNA confiés au Département, en proposant un dispositif d'accompagnement vers l'autonomie, en milieu ouvert et prévoyant de nouvelles modalités d'intervention au bénéfice d'un public, plus autonome, pouvant bénéficier au mieux des dispositifs de droit commun.

Afin de poursuivre sa mission de mise à l'abri et à l'accompagnement de ces jeunes tout en maîtrisant au mieux la charge financière liée à l'absence d'engagement conséquent de la part de l'État, le Conseil départemental a lancé début 2019, un appel à projet en deux lots - un lot pour la mise à l'abri et l'évaluation sociale des jeunes migrants arguant de leur minorité - et un lot pour l'hébergement et l'accompagnement éducatifs des jeunes reconnus mineurs et confiés au CD 19.

Deux partenaires associatifs, l'ASEAC à travers la création d'un service dédié (DAAMNA, Services de protection de la jeunesse) et l'Institut Don Bosco de par la création d'une plateforme départementale en Corrèze, sont en capacité de répondre à la majorité des besoins, en accompagnant plus de 85% des MNA confiés au département dans des dispositifs diffus (appartements partagés) adaptés aux besoins et aux projets de ces jeunes.

Ces dispositifs, mieux calibrés, en fonction des besoins, permettent d'améliorer la maîtrise des coûts pour la Collectivité.

Pour 2022 il est prévu d'accompagner les dispositifs de l'appel à projet MNA afin de leur permettre d'atteindre leur pleine capacité autorisée de 109 places réparties sur l'ensemble du territoire Corrèzien. Nous prévoyons également d'adapter le dispositif des Appartements Relais Jeunes, porté par le CDEF (Centre Départemental de l'Enfance et de la Famille) de TULLE afin d'en ouvrir le bénéfice à d'autres publics que les MNA (cf. rapport du BP du CDEF).

Le fonctionnement des dispositifs dédiés aux MNA, à hauteur de 83% de leur capacité autorisée (chiffre à début 2022) permet à la Collectivité d'afficher une économie de 1,06 M€ par rapport aux prises en charges antérieurement réalisées chez les assistants familiaux.

Cette maîtrise de la dépense ne se fait pas au détriment de la qualité des accompagnements, mais résulte d'un bon ajustement de la réponse éducative au plus près des besoins des jeunes concernés.

Il est à noter que sur le budget 2022, les projections financières, ont été faites sur la base d'une stabilisation de l'effectif des jeunes confiés par rapport à l'année 2021.

Accueil des Parents avec enfants :

Un soutien aux parents en grande difficulté.

Dans le cadre de sa mission de prévention et de protection de l'enfance, Le Conseil départemental prend en charge les frais d'hébergement des jeunes femmes enceintes, des parents avec leurs enfants, confrontés à de graves difficultés sociales et/ou psychologiques. À ce jour, 18 places se répartissent ainsi :

- 15 places au Centre Maternel du Centre Départemental de l'Enfance et de la Famille
- 3 places au Centre d'Hébergement et de Réadaptation Sociale "Solidarellles" à Brive.

Sur l'année 2021, le Département a pris en charge les frais d'hébergement de 67 bénéficiaires (parents et enfants) dont 85 % ont été hébergés et accompagnés au Centre Départemental de l'Enfance et de la Famille, maillon essentiel de la politique de protection de l'enfance du département.

En conclusion pour l'accompagnement en établissement :

De manière globale, les dotations proposées tiennent compte d'une stabilité du nombre de MNA (le ratio national des jeunes orientés depuis les autres départements vers la Corrèze étant de 0,39% depuis 1^{er} juillet 2020), ainsi que d'une nécessaire hausse des accueils en Maisons d'Enfants à Caractère Social et en lieux de Vie et d'Accueil (+ 4,34%) afin de palier à la hausse des mesures prononcées et à la baisse des effectifs d'assistants familiaux.

Les crédits affectés aux accueils d'urgence au CDEF, à l'hébergement en établissement (MECS, LVA et hébergement diffus) des mineurs, des majeurs de moins de 21 ans, à l'accompagnement spécifique du public MNA et aux accueils parents-enfants sont proposés à hauteur de **9 351 100 €**.

Il est à noter que dans le cadre de la loi certaines nouvelles obligations concernant l'accueil des enfants en fratrie auront une incidence sur cette ligne budgétaire. Le schéma de l'enfance permettra d'en élaborer les axes et la faisabilité.

2. 2 - l'accueil individuel par un assistant familial : 9 375 660 €

Une des caractéristiques de la structuration des dispositifs de protection de l'enfance Corrèziens est l'importance de son offre axée sur l'accueil familial en réponse à des problématiques diverses, mais avec une adaptation constante de nos professionnels de l'accueil.

Le placement de l'enfant en danger chez un assistant familial est une priorité pour le Conseil départemental. Il constitue une vraie réponse aux situations familiales les plus complexes.

Les jeunes qui ont vécu des traumatismes ou qui ont souffert de carences éducatives et affectives, ont besoin de se construire, d'évoluer dans un cadre de vie stable, chaleureux et stimulant pour mieux grandir et s'ouvrir au monde. Le Conseil départemental a donc fait le choix de maintenir et de chercher à poursuivre le développement de l'accueil familial.

Nous saurons demain poursuivre notre mission de service public de protection, si nous savons relever le défi du renouvellement des assistants familiaux et, compte-tenu de leur capacité à répondre à des situations complexes, créer à partir de leur savoir-faire et savoir-être des alternatives nouvelles à l'accueil collectif.

Plus de 70 % des enfants confiés à l'Aide Sociale à l'Enfance - soit les enfants avec des mesures de placement continu - sont accueillis par les 154 assistants familiaux employés par le Conseil départemental.

Les frais inhérents au placement familial comprennent :

- les rémunérations mensuelles des assistants familiaux (salaires, salaires d'attente, préavis, indemnités, chômage...),
- les accueils relais dans le cadre du droit à congé et de la formation continue,
- les frais de garde (indemnités d'entretien, transport, activités extrascolaires...).

Notre Collectivité a toujours reconnu le rôle essentiel des assistants familiaux en matière d'aide sociale à l'enfance et nous avons à cœur de préserver avec eux, nos relations basées sur le respect et la confiance.

Dans le cadre du schéma de l'enfance et plus particulièrement dans le champ de l'attractivité des métiers nous poursuivrons en 2022 le déploiement du plan d'actions engagé en 2017 pour accompagner les assistants familiaux dans l'exercice de leur métier, pour renforcer son attractivité et améliorer les conditions de travail de ces professionnels.

La collectivité poursuit notamment sa politique volontariste de recrutement de nouveaux assistants familiaux afin de maintenir le nombre de places d'accueils disponibles face à la perspective du départ en retraite de plus de 30% des professionnels actuellement en exercice de 2018 à 2022.

Les crédits proposés tiennent compte d'une projection en légère baisse (-1,25 %) des journées d'accueil réalisées chez les assistants familiaux du Conseil départemental. En effet, malgré le recrutement de 15 nouveaux professionnels en 2021 (recrutements limités par la crise sanitaire) nous constatons un solde négatif sur l'exercice précédent du fait de 20 départs.

Cependant la nouvelle loi de protection de l'enfance vient revaloriser financièrement l'exercice de la profession et diverses dispositions cherchent à limiter les possibles écarts de revenus au cours de la carrière. Ces dispositions auront un impact budgétaire qui reste à déterminer (en attente des décrets d'applications).

2. 3 - Placement familial hors département ou chez des tiers : 545 994 €

- o Hors département : Un programme spécifique permet la pris en compte des mineurs confiés au département, mais hébergés et accompagnés chez des assistants familiaux non employés par le département de la Corrèze.
- o Chez des tiers bénévoles ou dignes de confiance : les enfants peuvent être confiés à un tiers de confiance (famille, amis) dans ce cadre nous aidons financièrement grâce à une indemnité d'entretien (14,16 € par jour) et en pouvant prendre en charge des dépenses complémentaires dans l'intérêt des enfants (lunettes, vélo, nouvelle literie, colonies de vacances...).
- o Dans le cadre de la loi protection de l'enfance, les juges devront dorénavant systématiquement examiner la possibilité de confier les enfants enfant devant être séparés de leurs parents à un tiers, avant de les placer auprès du département.

Cela va nous demander de réfléchir à l'évolution de ces indemnités, comme à la mise en place d'accompagnements éducatifs pour ces nouveaux tiers.

Ces prises en charges, obligatoires et spécifiques, nécessitent de mobiliser un montant annuel estimé à **545 994 €** pour l'année 2022.

2. 4 - Soins des mineurs accueillis : 19 580 €

La prise en charge des enfants nécessite de pouvoir honorer les soins dont ils doivent bénéficier et qui ne sont pas pris en charge ou pas en totalité par l'assurance maladie (médicaments, frais dentaires, hospitalisations...). Une enveloppe de 19 580 € est à ce titre sollicitée.

3 - PARTENARIAT : 84 500 €

- Le SNATED (Allo Enfance Maltraitée 119) : l'État et les Départements participent conjointement au financement de ce Groupement d'Intérêt Public (un arrêté fixe le montant annuel).

Les appels au N°119, représentent environ 10 % des informations préoccupantes reçues en Corrèze.

Pour le Conseil départemental de la Corrèze la participation prévisionnelle pour l'année 2022, s'élève à 9 500 € par an.

- Les subventions globales sont proposées pour permettre à des jeunes d'être soutenus, écoutés, conseillés. Dans ce cadre une enveloppe de 75 000 € a pour objet de travailler des actions déployées en partenariat.

→ La Maison des Ados de la Corrèze (MDA) est une structure gérée par l'association départementale des PEP19. Lieu d'accueil, d'écoute, d'informations et de suivi des adolescents en situation de "mal être", en terme de santé, de projet de vie ou d'accompagnement social et juridique, les missions de cet établissement s'inscrivent dans le champ de la prévention.

En 2021 la MDA a accueilli 282 nouveaux jeunes et réalisé plus de 1 500 entretiens individuels. La crise sanitaire a induit une augmentation importante de la demande face au mal être des jeunes.

Il est proposé de reconduire la convention sur l'année 2021 pour un montant identique à celui de 2021, soit 40 000 €.

→ L'Union Départementale des Associations Familiales a déployer plusieurs actions de soutien aux familles, enfants et jeunes. Elle organise dans le cadre du "Lien" des rencontres destinées au maintien des relations parents-enfants à l'occasion de droits de visites difficiles.

Sur Brive, Tulle et Ussel, dans le cadre de droits de visite définis par le Juge, et lorsque l'exercice de ce droit est difficile à mettre en place (conflit parental, difficulté de prise en charge...) des pères, mères voire grands-parents (si droit de visite) peuvent rencontrer l'enfant dans un environnement adapté et sûr (avec des professionnels qualifiés).

Elle propose aussi en complément de nos missions des séances de médiation familiale qui permettent de résoudre les conflits familiaux, de prévenir les sources de tension et à chaque membre de la cellule familiale. Il s'agit à ce titre d'un outil de prévention à l'utilité reconnue.

Il est proposé de retravailler la convention pour 2021-2025 pour un montant supérieur, soit 21 500 € afin de prendre en compte les nouvelles actions de soutien à la parentalité, de renforcer l'accès des jeunes de l'ASE au « Parcours de Reliance », ainsi que des familles accompagnées au sein du dispositif « Le toit du Lien ».

Les différents axes seront en rapport aux objectifs du schéma de l'enfance.

Soit un total de 21 500 €.

→ L'association Familles Rurales porte l'organisation des "petits déjeuners de la parentalité", des "tutos YouTube » et animait deux lieux d'accueil parents/enfants à Larche et Objat. L'association assure également des "ateliers dépenses" à destination des familles et la formation des jeunes au BAFA.

Cependant, l'évaluation des conventions de 2017 - 2021 fait apparaître que le dispositif de parrainage, action centrale de la convention, n'a pas pu démarrer comme prévu. Dans ce cadre il est proposé de revoir le montant de la subvention 2022 pour le ramener à 6 000 € et de cibler dans la nouvelle convention des axes du schéma de l'enfance.

Les montants de ces trois subventions sont donnés à titre prévisionnel en attente du passage des propositions de conventions trisannuelles lors de prochaine Commission Permanente.

→ Il a été décidé d'intégrer la participation du département au dispositif partenarial du REAAP (Réseau d'Ecoute, d'Appui et d'Accompagnement des Parents) au sein du budget de l'ASE (précédemment au sein du budget PMI, Protection Maternelle Infantile).

Les REAAP ayant pour objectif de soutenir la parentalité et prennent appui sur un réseau de parents, de bénévoles et de professionnels qui permettent la mise en place d'actions visant à conforter, à travers le dialogue et l'échange, les compétences des parents et la mise en valeur de leurs capacités.

Le choix des projets pouvant bénéficier de subventions du Conseil Départemental est fait en commission REAAP (pilotée par la CAF) et les subventions font ensuite l'objet d'un passage en Commission Permanente.

Pour 2022, il est proposé de reconduire le financement global de 5 000 €.

- Enfin, chaque année des associations relevant du domaine de l'enfance et des familles déposent un dossier de demande de subvention via le portail des subventions et sollicitent la participation financière du Conseil départemental en vue de la réalisation de leurs projets.

À ce jour, l'Association « Étincelle AMAS » qui propose des programmes de prévention primaire (information de tout public parents et professionnels - programme ciné-débat - conférences par des spécialistes - diffusion des DVD de ces conférences notamment dans les médiathèques - autres informations à la demande de particuliers ou d'organismes divers) a déposé une demande de renouvellement de sa subvention à hauteur de 500 €. Il est proposé d'accorder une subvention 2022 pour un montant de 450 €.

Je vous propose de bien vouloir attribuer l'aide de 450 € à l'association « Étincelle AMAS » telle que proposée ci-dessus, ainsi que le montant global de la participation du département tel que présenté dans le tableau annexé au présent rapport (montants de chaque participation à titre indicatif en attente du passage des nouvelles conventions en Commission Permanente.

Le coût total des propositions de subventions incluses dans l'annexe au présent rapport s'élève à 75 000 € en fonctionnement.

4 - MESURES NOUVELLES : 3 300 000 €

(Présentées dans le document comptable sous le Programme P086 ETABLISSEMENTS ET SERVICES)

4. 1 Une loi protection de l'enfance nécessaire mais à impact financier.

Le 7 février 2022 une nouvelle loi de protection de l'Enfance a été votée (Loi No 2022-140 publiée au J.O du 8 février 2022 et relative à la protection des enfants).

Ce texte prévoit des évolutions notables quant à l'organisation de la protection de l'enfance par les départements comme indiqué en première page et tableau des impacts :

EVOLUTION LOI	IMPACTS
Tiers digne de confiance privilégié	Indemnités à revoir À ce jour : 14,16 € par jour et par enfant.
Interdiction de séparer les fratries	Au vu de la faible possibilité des places en structure ou auprès des assistants familiaux, les fratries de plus de 2 enfants sont généralement séparées. Sachant que 50% des mesures concernent des fratries, il sera nécessaire de développer une nouvelle offre.
Limitation forte d'hébergement à l'hôtel	Pas d'impact car ce mode est utilisé très exceptionnellement.
Parrainage et mentorat	À ce jour les dispositifs de parrainage sont très peu développés en Corrèze faute de candidats. Il est probable qu'il faille prévoir que le CD joue un rôle moteur dans le développement d'associations pouvant proposer d'agréer et d'accompagner des parrains, marraines et mentors. Des demandes de subventions seront très probablement déposées dans ce cadre.

EVOLUTION LOI	IMPACTS
Majeur 18-21 ans et droit au retour	<p>Des prises en charges pour des jeunes majeurs plus nombreux, sont à prévoir. La « garantie jeune » qui sera mobilisée de droit, permettra de prendre en charge une partie des besoins matériels des sortants de l'ASE, mais ne constituera pas à elle seule une ressource suffisante dans toutes les situations. De plus, si le département devait poursuivre les hébergements dans les dispositifs de la protection de l'enfance, le temps qu'un projet d'autonomie puisse être travaillé et mis en œuvre, nous risquerions de nous retrouver confrontés à une hausse des coûts de cette politique et à un manque de places sur l'ensemble des structures comme chez les assistants familiaux.</p> <p>Anticipant une hausse des charges pour les départements le texte de Loi indique : « Les charges supplémentaires résultant pour les départements du 5° de l'article L. 222-5 du code de l'action sociale et des familles donnent lieu à un accompagnement financier de la part de l'État, dont les modalités sont déterminées par la prochaine loi de finances. » Mais sans plus de précisions quant aux critères ou aux montants.</p>
Bilans pédiatriques	Ces dispositions, utiles et légitimes, vont venir questionner les capacités du service à mobiliser les dispositifs de soins comme ceux du médico-social déjà saturés sur l'ensemble du territoire
Renforcement des mesures en milieu ouvert	Cette disposition va faire que l'accès aux dispositifs d'accompagnement renforcés en milieu ouvert (portés en Corrèze par le secteur associatif et financés par le CD) pourra prendre un caractère contraignant, nous obligeant potentiellement à étendre les agréments et donc à financer plus de journées d'accompagnement.
Médiation familiale	Une mesure qui permet de réduire la durée de certains accompagnements, que nous avons anticipée par l'augmentation de la seule association porteuse de ce dispositif.

EVOLUTION LOI	IMPACTS
Communication des suites à donner aux Informations Préoccupantes / CRIP	Évolution anticipée et inscrite dans la programmation de la numérisation de l'action sociale.
<ul style="list-style-type: none"> - Attractivité du métier assistant familial - Revalorisation des salaires des assistants familiaux en cas de variation du nombre d'enfants confiés - Maintien du salaire si suspendu - Salaire \leq au smic - Contrat avec possible clause d'exclusivité 	<p>Intégrer dans le chantier du schéma de l'enfance « Attractivité des métiers » avec un impact financier et organisation.</p> <p>Une disposition qui va augmenter le coût des prises en charge (relais des enfants) comme les besoins en temps et en organisation du dispositif de placement familial pour mettre en œuvre cette rotation et en limiter l'impact tant sur les mineurs que sur le budget de l'ASE.</p>
Nouveaux ratios d'encadrement dans les établissements	Impact sur le prix journée

4. 2 Une politique protection de l'enfance revisitée.

Dans le cadre de l'attractivité des métiers, dont la revalorisation salariale aura un impact sur le budget, il a été décidé en Commission départemental du 18/02/2022 d'engager une réflexion avec l'ensemble de nos partenaires afin de revoir les modalités qui permettront au département de promouvoir une action en repositionnant l'enfant au cœur de celle-ci.

Le travail de concertation sera organisé dans le cadre du nouveau schéma de l'enfance 2022-2027. Il est attendu à l'ensemble des professionnels du secteur associatif et collectivités conscients des limites de notre système mais permettra par l'observatoire départemental de laisser la parole aux enfants, jeunes confiés, familles et anciens.

Cette stratégie peut bousculer les modalités d'intervention avec un impact financier à minima sur la revalorisation salariale dans le cadre du SEGUR.

Elle prendra aussi en considération l'augmentation régulière des enfants placés et des MNA (493 enfants en 2019 contre 559 en 2021) pour établir une base d'analyse objective avec les acteurs du secteur qui doivent nécessairement s'adapter aux évolutions des besoins des enfants et des jeunes mais aussi aux nouvelles modalités.

De même, des leviers qui seront inscrits dans les actions du schéma par la mise en place de la contractualisation enfance signée entre l'État et le Conseil départemental.

La proposition d'inscrire 3 300 000 euros de mesures nouvelles (sur le programme de placement) doit permettre d'anticiper les nouvelles charges qui seront pour partie au moins applicables sur l'exercice 2022.

L'inclusion de cette réserve de 3,3 millions d'Euros vient porter l'enveloppe consacrée aux missions de l'Aide Sociale à l'Enfance pour l'exercice 2022 à 24 576 334 €.

5- RECETTES : 510 600 €

L'essentiel des recettes de l'Aide Sociale à l'Enfance provient des recouvrements suivants :

- La récupération des participations des parents aux frais d'entretien de leur enfant. Cette ligne de récupération dépend des décisions du juge des enfants et participe à l'action éducative car elle est un levier pour remobiliser les parents : 14 000 €.
- Le recouvrement des prestations familiales pour les enfants confiés, en lieu et place des parents au regard de la prise en charge globale assurée par la collectivité : 120 000 €.
- La participation par l'État à la prise en charge des Mineurs non Accompagnés mis à l'abri et évalués en Corrèze : 70 000 €.
- Le recouvrement auprès des autres départements au titre du domicile de secours des jeunes accueillis dans des structures corréziennes et dont les parents relèvent d'un autre département : 180 000 €.
- Le remboursement des avances faites aux assistants familiaux. Chaque mois les assistants familiaux perçoivent, par avance, des allocations destinées à l'entretien de l'enfant (pour les frais d'habillement, d'argent de poche, de cadeau d'anniversaire...). L'ensemble des dépenses doit être justifié et le service récupère les sommes qui n'ont pas été effectivement dépensées. Cette recette est anticipée pour l'exercice 2022 à hauteur de 18 000 €.
- Sous réserve de sa reconduction, les recettes du plan de lutte contre la pauvreté sont anticipées pour 108 600 € ainsi que des recettes prévisibles dans le cadre de la contractualisation enfance État/Conseil départemental.

La prise en compte de ces recettes nous permet d'anticiper un montant 2021 à hauteur de 510 600 €.

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, nous vous proposons d'affecter les crédits de paiements selon les tableaux ci-dessous :

	BP 2021	CA anticipé 2021	BP 2022
Pgm Enfants et Adolescents	1 883 000 €	1 365 963 €	1 899 500 €
Pgm Etablissements enfants et adolescents (dont mesures nouvelles)	9 255 668 €	9 185 357 €	9 351 100 €
Pgm Paye des assistants familiaux	9 500 256 €	9 128 368 €	9 375 660 €
Pgm Placement enfants et adolescents	533 610 €	465 810 €	545 994 €
Pgm Soins des Mineurs	20 000 €	22 121 €	19 580 €
Pgm Partenariat	83 800 €	79 795 €	84 500 €
Mesures nouvelles	/	/	3 300 000 €
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	21 276 334 €	20 247 353 €	24 576 334 €
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT	810 993 €	852 648 €	510 600 €

Une section d'investissement à hauteur de 1 000 € est proposée afin de permettre au service ASE de faire face aux besoins d'achat de petit mobilier à destination des dispositifs spécifiques qu'il gère en direct (dispositifs de mise à l'abri).

	Crédits de paiements 2022 DEPENSES	Crédits de paiements 2022 RECETTES
INVESTISSEMENT	1 000 €	/

En résumé :

	Crédits de paiements 2022 DEPENSES	Crédits de paiements 2022 RECETTES
FONCTIONNEMENT	24 576 334 €	510 600 €

	Crédits de paiements 2022 DEPENSES	Crédits de paiements 2022 RECETTES
INVESTISSEMENT	1 000 €	/

Pour mémoire au titre de 2021 les engagements au titre de la politique qui vient de vous être exposée dans le présent rapport seront effectués sur les enveloppes suivantes :

EN DEPENSES :

1998P107E72 - Allocations

1998P107E73 - Prestations de services

1998P107E74 - SNATEM

1998P107E76 - Partenariat Associations Subventions

1998P108E55 - Placement Familial - Paye des assistants familiaux

1998P108E56 - Placement Familial Enfants et Adolescents

1998P109E23 - Établissements enfants et adolescents

1998P110E22 - Aide médicale

EN RECETTES :

1998P108E53 - Placement Familial Enfants et Adolescents

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

POLITIQUE DE PREVENTION ET DE PROTECTION DE L'ENFANCE - DOTATIONS 2022

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2022.04.08/204 en date du 8 avril 2022, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Madame Audrey BARTOUT, Rapporteur,

DÉLIBÈRE

Article 1^{er} : est décidée l'affectation des crédits de paiement suivants au titre de la politique sectorielle PROTECTION DE L'ENFANCE 2022 :

	Crédits de paiements 2019 DEPENSES	Crédits de paiements 2019 RECETTES
FONCTIONNEMENT	24 576 334 €	510 600 €
INVESTISSEMENT	1 000 €	-
TOTAL	24 577 334 €	510 600 €

Article 2 : est acté, conformément à l'article L. 228-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles, le recouvrement des recettes auprès des autres Départements au titre du domicile de secours des jeunes accueillis dans des structures corréziennes et dont les parents relèvent d'un autre Département.

Article 3 : sont décidées, au titre de 2022, les subventions aux associations récapitulées en annexe à la présente délibération.

Imputations budgétaires :

Les dépenses correspondantes seront imputées sur le Budget Départemental :

- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 935.1
- Section Investissement, Article fonctionnel 905.1.

Adopté, à main levée, à l'unanimité.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 12 avril 2022

Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20220408-4610-DE-1-1

Affiché le : 12 avril 2022

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL



L'an deux mille vingt-deux et le huit avril, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :

Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Madame Valérie TAURISSON, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Madame Patricia BUISSON, Monsieur Franck PEYRET, Madame Agnès AUDEGUILL, Madame Audrey BARTOUT, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Jean-Jacques LAUGA, Monsieur Philippe LESCURE, Madame Marilou PADILLA-RATELADE, Madame Rosine ROBINET, Monsieur Gérard SOLER, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Julien BOUNIE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Madame Claude CHIRAC, Monsieur Bernard COMBES, Madame Jacqueline CORNELISSEN, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Monsieur Sébastien DUCHAMP, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Didier MARSALÉIX, Madame Frédérique MEUNIER, Madame Annick TAYSSE, Madame Sonia TROYA, Madame Stéphanie VALLÉE, Madame Marie-Laure VIDAL, Monsieur Eric ZIOLO

Pouvoir :

Monsieur Anthony MONTEIL à Madame Stéphanie VALLÉE

Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS 2022 - SERVICE ASE

ENVELOPPE PREVISIONNELLE 2022 75 000,00 €

Mise à jour du 09/02/2022
impression A3

Bénéficiaire par territoire	Objet social de l'association	Description de la subvention demandée pour 2021	Subvention accordée en 2018	Subvention accordée en 2019	Subvention accordée en 2020	Subvention accordée en 2021	Éléments budgétaires (dont budget consolidés 2019 et 2020)	objectifs relatifs à la demande de subvention 2021	Montant demandé 2022	Montant proposé 2022 par la DASFI	Avis DASFI	Arbitrage 2022
TERRITOIRE DE TULLE												
ASSOCIATION "ETINCELLES AMAS" Canton de Tulle	Participation actions de préventions et fonctionnement - Conférence ciné débat	subvention de fonctionnement	500,00	500,00	500,00	500,00	Compte Résultat 2020 Charges : 1 413,96 € Produits : 1760,38 € Trésorerie : 117,44 € Budget Prévisionnel 2021 Charges et Produits 3 100 €	Programmes de prévention primaire : information de tout public d'adultes (parents, professionnels...) - programme ciné-débat : projection de films traitant du sujet et animation débat par un psychologue - conférences par des spécialistes (universitaires, chercheurs...) - diffusion des DVD de ces conférences notamment dans les médiathèques - autres informations à la demande de particuliers ou d'organismes divers. En attente CR 2021	450,00	450,00		450,00
U.D.A.F. CORREZE Canton de Tulle	L'U.D.A.F. est une association reconnue d'utilité publique par l'Etat, proposant divers services et actions qui s'inscrivent en complémentarité à celles portées par la Collectivité départementale dans ses missions à destination de la population Corrèzienne. Dans ce cadre là, une convention de partenariat 2017-2018-2019 a été signée.	subvention de fonctionnement	17 500,00	17 500,00	17 500,00	17 500,00	En attente des éléments 2021	Convention à renouveler en 2022 pour 17 500 Euros avec ajout de 4 000 Euros correspondant aux nouvelles actions de soutien à la parentalité.	17 500,00	Montant à définir	Convention à renouveler 17500 +4000	21 500,00
FEDERATION DEPARTEMENTALE FAMILLES RURALES Canton de Tulle	Promouvoir et développer des actions et des activités en direction des familles en milieu rural : information et formation, petite enfance, jeunesse, consommation et vie quotidienne, activités physiques et sportives, activités de loisirs et culturelles, actions de prévention. Entreprendre toute action nécessaire aux associations membres, dans tous les domaines concourant à la promotion des familles et personnes vivant en milieu rural, ainsi qu'à l'amélioration de la qualité de vie, notamment ceux soumis à agrément des pouvoirs publics, et tout particulièrement concernant : l'action sociale familiale, la jeunesse et l'éducation populaire, l'action éducative complémentaire à l'école, la consommation, l'environnement, les services aux personnes, la culture, les services publics, l'animation.... La Fédération Départementale est à l'écoute des nouveaux besoins engendrés par l'évolution des communes corréziennes et de la vie en milieu rural. La fédération départementale participe à de nombreuses commissions (consommation, parentalité, jeunesse, petite enfance, seniors...) ce qui permet de connaître et d'anticiper les besoins des familles corréziennes	subvention de fonctionnement	12 000,00	12 000,00	12 000,00		Compte Résultat 2020 Charges : 183541,18 € - Produits 183541,18 € Déficit : 501,84€ Compte Résultat 2019 Charges 192 881,62 € Produits 192 881,62 € Excédent 13 105,61 € Budget Prévisionnel 2022 : 196 660 €	Convention à renouveler en 2022 sans les actions de parrainage non mises en place.	12 000,00	Montant à définir	Convention à renouveler	6 000,00
Actions REAAP	Les REAAP (Réseau d'Écoute, d'Appui et d'Accompagnement des Parents) prennent appui sur un réseau de parents, de bénévoles et de professionnels qui permettent la mise en place d'actions visant à conforter, à travers le dialogue et l'échange, les compétences des parents et la mise en valeur de leurs capacités.	5 000 Euros à répartir en fonction des projets				2 700 Euros (Budget PMI)		Participation du CD aux projets validés en commission REAAP	5000 Euros	5 000 Euros	5 000 Euros	5 000,00
MDA	L'Association Départementale de l'Enseignement Public de la Corrèze gère la Maison des Ados de la Corrèze conformément à la convention constitutive du réseau signée le 30 mai 2008.	subvention de fonctionnement	40 000,00	40 000,00	40 000,00	40 000,00		La MDA vise à améliorer la prévention le dépistage de pathologies, les soins, la coordination et le suivi de l'accompagnement des jeunes et leurs familles la coordination et la formation des professionnels. Convention à renouveler en 2022.	40 000,00	Montant à définir	Convention à renouveler	40 000,00
ASSOCIATIONS POUVANT DEPOSER UNE DEMANDE EN COURS D'ANNEE	Associations en lien avec la Protection de l'enfance								50,00			2 050,00
TOTAL									70 000,00	450,00	0,00	75 000,00

Vu avec les élus DASFI le 31/01/2021

Réunion du 8 avril 2022

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission de la Cohésion Sociale

OBJET

POLITIQUE DE PREVENTION, ACTION SOCIALE ET PLAN AMBITION SANTE -
DOTATIONS 2022

RAPPORT

Par la loi du 17 janvier 2014 « de modernisation de l'action publique » le département devient chef de file en matière d'action sociale et de développement social, de contribution de la précarité énergétique, l'autonomie des personnes et de solidarité des territoires.

L'action sociale, vocation prioritaire du Conseil Départemental, se décline au travers de différents domaines de l'enfance et des familles par la Protection Maternelle et Infantile, adoption, soutien aux familles en difficulté, protection de l'enfance, schéma de l'enfance.

Le département de la Corrèze, accompagne les habitants tout au long de leur vie et plus particulièrement les personnes fragilisées par les difficultés familiales, économiques, l'âge ou le handicap.

Soucieux d'assurer pleinement le développement de ses responsabilités dans ces différents domaines précités, le Conseil Départemental met des professionnels au service et à proximité des Corrèziens au sein des Maisons de la Solidarité Départementale (MSD).

Il est donc l'interlocuteur essentiel et souvent indispensable pour aider, écouter et accompagner ce public, le repérage des besoins des personnes dans le cadre de ces observatoires (la Direction de la Recherche, des Etudes, de l'Evaluation et des Statistiques – DRESS - , l'Observatoire Régional de la Santé – ORS - et l'Observatoire Départemental de la Protection de l'Enfance – ODPE -), permet une programmation d'évolution des dispositifs existants et la création d'actions nouvelles tel que :

- La formalisation, l'accueil, l'information et l'orientation du public vers un accueil social inconditionnel,
- La prise en compte des parcours des personnes par un travail sur les missions d'accompagnement social,
- Le renforcement des liens internes et avec les partenaires afin de fluidifier le parcours des usagers.

L'action vise à prévenir et à surmonter les difficultés des Corrèziens en les aidant à accéder à leurs droits, à bénéficier de dispositifs d'aides financières telles que le fonds de solidarité départemental, fonds d'aide aux jeunes et à rechercher des solutions en lien avec de nombreux partenaires locaux, mais aussi de les accompagner dans leur insertion sociale et professionnelle afin qu'ils puissent en toute autonomie assurer leur quotidien. L'objectif est d'améliorer les conditions de vie des Corrèziens et de maintenir ou restaurer leur autonomie. L'action sociale et la solidarité sont au cœur des missions du Département.

Solidarité envers les familles, les jeunes, les personnes fragiles, les plus démunis, d'un bout à l'autre du territoire, notre Collectivité agit pour faciliter le quotidien de chacun. La mise en œuvre de ces axes est organisée dans le cadre de schémas transversaux tels que le Schéma Départemental de l'Enfance et le Pacte Territorial d'Insertion et de l'emploi.

Identifiée comme une priorité sur le département, la prise en compte des nouveaux enjeux de santé constitue un autre axe fort de notre politique socio-médicale.

Engagé dans un Plan ambition Santé depuis 2019, trois axes ont été développés par un soutien aux collectivités dans le déploiement des maisons de santé ou maisons médicales, un soutien financier aux étudiants en médecine et le déploiement d'un Centre Départemental de Santé en Haute-Corrèze.

Cette démarche permet d'apporter des réponses ponctuelles, cependant la démographie médicale des professionnels de santé est de plus en plus inquiétante.

Ainsi convaincu de l'importance d'un accès équitable pour tous, le Conseil Départemental a souhaité en séance plénière du Conseil Départemental du 26 novembre 2021 renforcer son Plan Ambition Santé pour combattre la désertification médicale.

Cela passe notamment par le déploiement d'un maillage territorial fin de ses propres services (accueil inconditionnel, dossier unique de l'usager) et par la structuration d'un plan développé en relation étroite avec l'équipe des partenaires de terrain.

Une étude auprès des médecins, étudiants internes et partenaires nous a permis de définir une stratégie pour attirer et conserver des professionnels de santé.

L'attractivité dans toutes ses dimensions est centrale.

Afin de mettre en œuvre ce dispositif d'action santé, différentes mesures sont développées pour favoriser l'accueil des internes, le soutien des médecins, l'expérimentation de nouvelles médecines (télémédecine, infirmier en pratique avancée). Le développement de l'ensemble de ces actions demande un suivi du plan et des modalités d'application qui sont présentés dans un rapport complémentaire.

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, je vous propose d'affecter 1 283 895 € de crédits de paiement, dont 474 000 € au titre de l'investissement et 809 895 € au titre du fonctionnement.

I. Les dépenses de Fonctionnement Action Sociale

A/ - Les Mesures d'Accompagnement Sociales Personnalisées (MASP) : 191 496 €

Prévues par la loi n° 2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des Majeurs, la Collectivité a décidé en 2016 d'internaliser les MASP Simples (aide administrative et budgétaire) et attribuer par commission d'Appel d'Offres les MASP avec perception et gestion des prestations sociales dites MASP 2 à un prestataire.

Le nombre de mesures prévisionnelles était de 80 en 2021 et sera de 79 en 2022. Le montant de l'enveloppe est calculé sur une base de 79 mesures par mois à hauteur de 202 € soit 191 496 €.

Il est proposé d'affecter des crédits de paiement à hauteur de 191 496 € pour financer ce dispositif.

B/ - Secours et assistance : 65 500 €

1/ Le Fonds de Secours Départemental (FSD) : 65 000 €

Il s'agit d'un fonds d'aide facultatif qui intervient en dernière intention, et seulement après la connaissance des réponses définitives des autres dispositifs sollicités. Les aides peuvent être de différentes natures (aide au logement, à la santé, à la mobilité, frais obsèques...) et sont attribuées après instruction de la demande adressée par les assistants du service social. Il contribue à apporter une aide financière complémentaire ponctuelle et obéit à un règlement de fonctionnement.

Pour l'année 2021, 185 aides ont été attribuées réparties comme suit : énergie (31), assurances/mutuelles (3), mobilité (55), frais d'obsèques (31), logement (23), santé (10), facture d'eau (11), divers (21).

Dès le début de la crise sanitaire, il a été décidé de mettre en place un nouveau moyen de paiement face aux fermetures des postes et paieries dans le cadre du FSD appelé Bon d'Achat d'Urgence Alimentaire pour les familles sans enfants. Ils permettent une gestion plus rigoureuse et pédagogique.

Ce mode de paiement « bons d'achats » a été reconduit pour l'année 2022 et donc désormais le FSD propose deux mesures d'aides :

- Une aide attribuée lors des commissions FSD versée par virement au tiers,
- Une aide en urgence alimentaire sous forme de bon.
- Le budget est réparti à hauteur de 55 000 € pour les Commissions et à hauteur de 10 000 € pour les bons d'achats qui ciblent les dépenses nécessaires et autorisées.

En 2021, 126 bons d'urgence ont été émis pour une somme de 8 815,40 €.

L'annexe 1 concernant l'évolution des secours sur les dernières années est jointe au présent rapport.

2/ Les frais de transport : 500 €

Cette aide financière s'inscrit dans le cadre du dispositif de Prévention des violences intrafamiliales et concerne un public prioritairement féminin victime de violences exercées par leur conjoint. Il consiste en la prise en charge par le Conseil Départemental des frais de transport de 1^{ère} urgence pour une mise en sécurité immédiate des victimes.

La convention a été renouvelée en décembre 2018 pour une durée de 3 ans entre le Préfet, le Président du Conseil Départemental, le Président du Roc, le Président du Syndicat des Artisans Taxi de la Corrèze, le Président de l'Union des Métiers et des Industries de l'hôtellerie de la Corrèze.

Cette dernière doit faire l'objet d'un renouvellement à compter du 1^{er} janvier 2022 en cours d'élaboration.

En 2021, 1 personne a eu accès à ce service.

Il est proposé d'affecter des crédits de paiement à hauteur de 65 000 € pour financer ces actions.

C/ - Participations et subventions à divers organismes ou associations : 61 000 €

Au titre des participations ou subventions accordées à divers organismes ou associations dans le cadre du programme « Action Sociale » 14 associations ont été retenues en 2019, 17 en 2020, 16 en 2021 et 15 en 2022 pour un montant de 53 300 € en laissant une enveloppe de 2 700 € disponible pour les demandes exceptionnelles au cours de l'année soit une enveloppe de 56 000 €.

Une participation est versée au Conseil Départemental de l'Accès au Droit (CDAD) dans le cadre de la convention réglant l'organisation et les conditions de fonctionnement du Groupement d'Intérêt Public pour une somme de 5 000 € pour 2022.

Il est proposé en Annexe 2 le financement des associations ayant déposé une demande pour le programme « Action Sociale ».

Il est proposé d'affecter des crédits de paiement à hauteur de 61 000 € pour soutenir l'action de ces associations qui œuvrent pour accompagner et soutenir les familles. Pour chaque demande une étude des dossiers a été réalisée et les actions sont concertées avec les équipes de la Collectivité.

D/ - Dotation globale de financement aux Services Mandataires Judiciaires à la Protection des Majeurs (SMJPM) : 13 424 €

Cette dotation globale est à la charge du Département du lieu d'implantation du siège de l'organisme gestionnaire du service pour 0,3 % de son montant et de l'Etat pour le solde (décret du 30/12/2015). En 2018, cette enveloppe était prévue dans le budget du Service Emploi Insertion.

Il est proposé d'affecter des crédits de paiement à hauteur de 13 424 €.

E / - Moyens généraux métiers : 29 800 €

Il s'agit de réserver des crédits de paiement pour la mise en œuvre d'actions collectives réalisées par les équipes des Maisons de la Solidarité Départementale en faveur du Public, l'action en groupe concourant au développement de nouvelles formes d'accompagnements complémentaires à l'action individuelle.

De plus, cette enveloppe est également dédiée au financement des dépenses de fonctionnement des moyens généraux du Plan Ambition Santé.

➤ Moyens Généraux Action Sociale : 3 000 €

En 2021, cette enveloppe a permis de financer une mission d'accompagnement des Maisons de Solidarité Départementales (MSD) de Brive Centre et Brive Ouest à hauteur de 8 760 € dont 3 504 € sur l'exercice 2020 et 5 256 € sur l'exercice 2021, de créer des outils de communication à hauteur de 468 €, le remboursement des frais administrateurs AD HOC pour 22,20 €, des actions collectives pour les MSD pour 60,67 €, l'achat de petits matériels pour les MSD pour 29,90 € et des frais de traductions pour les MSD pour 355,18 € soit une somme totale de 6 191,95 €.

Le montant proposé pour ces crédits de paiement est de 3 000 € et sera principalement orienté pour les traductions des courriers des publics accueillis au sein des MSD et le développement d'actions collectives.

➤ Moyens Généraux Plan Ambition Santé : 26 800 €

Une enveloppe pour les frais de fonctionnement est conservée pour financer les axes du nouveau Plan Ambition Santé 2 voté à la séance plénière du Conseil Départemental du 26 novembre 2021 :

- Séminaire métier pour 2 000 € ;
- Plan de communication du Plan Ambition Santé pour 5 000 € ;
- Action de prévention santé pour le Centre de Santé (CDS) et pour la PMI pour 2 000 € ;
- Frais de colloques et séminaires et autres frais pour 1 000 € ;
- Location de deux bornes de consultation médicale à hauteur de 400 € par mois sur douze mois chacune et d'une télécabine de consultation médicale à hauteur de 600 € par mois sur douze mois soit un total de 16 800 €.

Le montant proposé pour ces crédits de paiement est de 26 800 €.

Il est proposé d'affecter des crédits de paiement à hauteur de 29 800 €.

II. Les dépenses de Fonctionnement du Plan Ambition Santé

En fondant son action sur le renforcement des solidarités humaines et territoriales qui sont au cœur de ces compétences, le Département propose de renforcer son Plan Ambition Santé qui s'articule autour de cinq axes :

- 1) Augmenter le temps médical ;
- 2) Promouvoir les professions médicales et attirer les étudiants, médecins généralistes et spécialistes ;
- 3) Proposer aux médecins généralistes libéraux des solutions ;
- 4) Coordonner les acteurs ;
- 5) Mobiliser et communiquer.

A/ - Aide aux médecins et étudiants en médecine : 76 000 €

Le Plan Ambition Santé a validé lors de ces séances plénières du 23 avril 2021 et du 26 novembre 2021 un accompagnement financier pour les professionnels de santé (médecins, spécialistes et infirmiers en pratique avancée) qui se décline de la manière suivante :

- Une aide forfaitaire d'aide aux déplacements : 300 € par mois par stage ;
- Une bourse de 800 € par mois aux externes et internes en médecine générale ou spécialistes étudiants ;
- Une bourse de 500 € mensuels à la formation d'infirmier en pratique avancée.
 - Aides attribuées pour 2022

Pour 2022, une aide a été attribuée à 3 médecins en 3^{ème} cycle de médecine générale à hauteur de 25 200 € calculée de la manière suivante ((800 € x 12 x 2) + (600 € x 10)).

Pour 2022, une aide a été attribuée à 3 infirmières en pratique avancée à hauteur de 15 000 € soit ((500 € x 6) + (500 € x 12) + (500 € x 12)).

Pour 2022, une aide forfaitaire d'aide aux déplacements pour 9 médecins en 3^{ème} cycle de médecine générale effectuant leur stage de six mois en Corrèze a été attribuée pour une somme de 10 800 € soit (300 € x 9 x 4 → stage du 01/11/2021 au 30/04/2022).

- Estimation des aides à venir pour 2022

Le Département espère attirer une estimation de six étudiants en médecine générale supplémentaires soit 9 600 € (800 € x 2 x 6), cinq infirmières en pratique avancée supplémentaires soit 10 000 € (500 € x 5 x 4) pour la rentrée 2022 et attribuer des aides forfaitaires d'aide aux déplacements pour trois étudiants en médecine effectuant un stage de maximum six mois et ceux dès la quatrième année d'étude soit un coût de 5 400 € (300 € x 3 x 6).

Le montant total estimé est de 76 000 €

Il est proposé d'affecter des crédits de paiement à hauteur de 76 000 €.

B / - Subvention d'équilibre de Fonctionnement du CDS. Corrèze Santé : 372 675 €

Une subvention d'équilibre de fonctionnement pour le Centre Départemental de Santé est proposée à hauteur de 372 675 €.

Il est proposé d'affecter des crédits de paiement à hauteur de 372 675 €.

III. Dépenses d'Investissement du Plan Ambition Santé

A / - Subvention d'équipement du CDS. Corrèze santé : 134 000 €

Une subvention d'équipement pour la section d'investissement est proposée à hauteur de 134 000 € pour l'aménagement des antennes (outils informatiques, travaux).

B / - Aides aux maisons de santé : 340 000 €

Dans le cadre de son Plan Ambition Santé, le Département a décidé de mettre en place les outils de téléconsultation. De ce fait, une enveloppe est ouverte afin d'étudier la possibilité d'acheter 4 télécabines pour un coût unitaire de 85 000 € soit un coût total de 85 000 € x 4 soit 340 000 €. Cette dernière servira au cas où le Département déciderait de ne pas passer par la location comme indiqué ci-dessus en privilégiant la location de quatre bornes de consultation médicale et d'une télécabine.

La décision de l'achat ou la location sera présentée en Décision Modificative.

Il est proposé de d'affecter des crédits de paiement à hauteur de 474 000 €.

IV. Recettes de Fonctionnement Action Sociale : 90 500 €

Le 5 juillet 2019, le Président du Conseil Départemental et le Préfet ont signé une convention pour une durée de trois ans allant de 2019 à 2021 qui définissait des engagements réciproques entre les deux parties relevant de la stratégie nationale de la lutte contre la pauvreté.

Cette convention est à l'étude pour un éventuel réengagement nous permettant de financer des actions spécifiques à hauteur de 90 000 € dans le cadre de l'accueil inconditionnel.

Un montant de 500 € de recettes a été prévu pour d'éventuelles annulations de mandats sur exercices antérieurs pour le FSD.

Il est proposé d'affecter des crédits de paiements à hauteur de 90 500 € au titre des recettes de Fonctionnement.

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, nous proposons d'affecter les crédits de paiements selon le tableau ci-dessous :

	BP 2021	CA 2021	BP 2022
Mesures d'accompagnement social personnalisées (MASP)	193 920 €	200 788 €	191 496 €
Actions d'utilité sociale	132 500 €	137 093 €	169 724 €
Plan « Corrèze Accompagnement COVID-19 » - Brigade hivernale	60 000 €	60 000 €	- €
Moyens des services sociaux	8 000 €	6 191 €	- €
Plan ambition santé	350 200 €	469 060 €	448 675 €
Total DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	744 620 €	873 133 €	809 895 €
Action d'utilité sociale	90 500 €	90 000 €	90 500 €
Total RECETTES DE FONCTIONNEMENT	90 500 €	90 000 €	90 500 €
Subvention d'équipement CDS	95 000 €	5 000 €	134 000 €
Aide aux maisons de santé (Plan Ambition Santé Corrèze)	- €	- €	340 000 €
Total DEPENSES D'INVESTISSEMENT	95 000 €	5 000 €	474 000 €
Néant	- €	- €	- €
Total RECETTES D'INVESTISSEMENT	- €	- €	- €

En résumé :

	Crédits de paiements 2022 DEPENSES	Crédits de paiements 2022 RECETTES
FONCTIONNEMENT	809 895 €	90 500 €
INVESTISSEMENT	474 000 €	- €
TOTAL	1 283 895 €	90 500 €

Pour mémoire au titre de 2022, les engagements de la politique qui vient de vous être exposée dans le présent rapport seront effectués sur les enveloppes suivantes :

EN DEPENSES :

- P001E01 – Frais de fonctionnement Plan Ambition Santé
- P001E02 – Moyen en fonctionnement
- P001E03 – Participations
- P001E04 – Quote-part Service Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs (SMJPM)
- P001E05 – Secours et assistance
- P001E07 – Subventions aux associations
- P113E01 – Mesures d'Accompagnement Social Personnalisées (MASP)
- P129E01 – Aides aux médecins et étudiants en médecine
- P129E02 – Subvention d'équilibre Centre de Santé
- P129E03 – Subvention d'équipement Centre de Santé

EN RECETTES :

- P001E06 – Secours et assistance
- P106E02 – Lutte contre la pauvreté et l'accès à l'emploi

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

POLITIQUE DE PREVENTION, ACTION SOCIALE ET PLAN AMBITION SANTE -
DOTATIONS 2022

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2022.04.08/205 en date du 8 avril 2022, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Madame Marilou PADILLA-RATELADE, Rapporteur,

DÉLIBÈRE

Article 1^{er} : est décidée l'affectation des crédits de paiements suivants au titre de la politique sectorielle de L'ACTION SOCIALE et du PLAN AMBITION SANTE 2022 :

	Crédits de paiements 2022 DEPENSES	Crédits de paiements 2022 RECETTES
FONCTIONNEMENT	809 895,00 €	90 500,00 €
INVESTISSEMENT	474 000,00 €	- €
TOTAL	1 283 895,00 €	90 500,00 €

Article 2 : sont décidées, au titre de 2022, les subventions récapitulées en annexe à la présente délibération.

Article 3 : sont approuvées les phases de déploiement du Plan Ambition Santé Corrèze présentées dans le présent rapport.

Article 4 : Monsieur le Président est autorisé à engager les démarches nécessaires au développement des antennes en lien avec l'Agence Régionale de Santé et la Caisse primaire d'assurance maladie.

Article 5 : sont approuvées, en plus de celles relatives au soutien à l'implantation des maisons et pôles de santé pluridisciplinaires, les aides suivantes dans la limite d'une enveloppe de 76 000 €

- Une aide forfaitaire d'aide aux déplacements : 300 € par mois par stage.
Nombre d'aide attribué pour 2022 : 9 étudiants
Nombre estimé pour 2022 : 3 étudiants.
- Une bourse de 800 € par mois aux externes et aux internes en médecine générale ou spécialistes.
Nombre attribué pour 2022 : 3 étudiants
Nombre estimé pour 2022 : 6 étudiants.
- Une bourse de 500 € mensuels à la formation d'infirmier en pratique avancée.
Nombre attribué pour 2022 : 3 étudiants
Nombre estimé pour 2022 : 5 étudiants

Article 6 : est approuvé le versement d'une subvention de fonctionnement pour le budget annexe du Centre Départemental de Santé d'un montant de 372 675 €, dès approbation de la délibération.

Article 7 : est approuvé le versement d'une subvention d'équipement pour le budget annexe du Centre Départemental de santé d'un montant de 134 000 €.

Imputations budgétaires :

La recette correspondante sera imputée sur le Budget Départemental :

- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 935.8.

Les dépenses correspondantes seront imputées sur le Budget Départemental :

- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 934.8
- Section Investissement, Article fonctionnel 914.8
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 935.0
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 935.1
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 935.8
- Section Investissement, Article fonctionnel 904.2
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 934.2.

Adopté, à main levée, à l'unanimité.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant

de L'État le : 12 avril 2022

Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20220408-4729-DE-1-1

Affiché le : 12 avril 2022

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL



L'an deux mille vingt-deux et le huit avril, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :

Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Madame Valérie TAURISSON, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Madame Patricia BUISSON, Monsieur Franck PEYRET, Madame Agnès AUDEGUILL, Madame Audrey BARTOUT, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Jean-Jacques LAUGA, Monsieur Philippe LESCURE, Madame Marilou PADILLA-RATELADE, Madame Rosine ROBINET, Monsieur Gérard SOLER, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Julien BOUNIE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Madame Claude CHIRAC, Monsieur Bernard COMBES, Madame Jacqueline CORNELISSEN, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Monsieur Sébastien DUCHAMP, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Didier MARSALÉIX, Madame Frédérique MEUNIER, Madame Annick TAYSSE, Madame Sonia TROYA, Madame Stéphanie VALLÉE, Madame Marie-Laure VIDAL, Monsieur Eric ZIOLO

Pouvoir :

Monsieur Anthony MONTEIL à Madame Stéphanie VALLÉE

Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

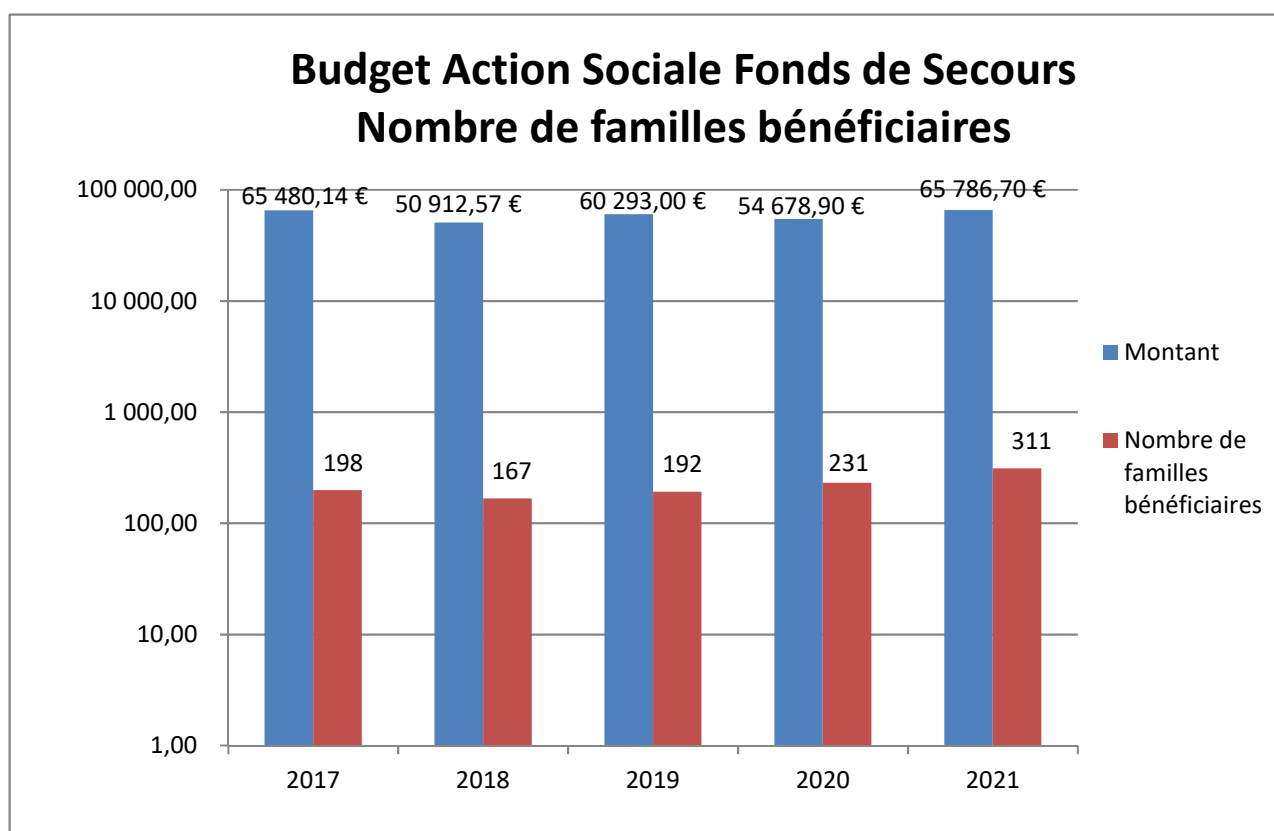
ANNEXE 1 : EVOLUTION DES SECOURS

Budget Action Sociale Fonds de Secours

Année	Montant	Nombre de familles bénéficiaires
2017	65 480,14 €	198
2018	50 912,57 €	167
2019	60 293,00 €	192
2020	54 678,90 €	231
2021	65 786,70 €	311

Année	Nombre de familles bénéficiaires
2017	198
2018	167
2019	192
2020	231
2021	311

2020: 153 familles bénéficiaires pour commissions FSD - 78 familles bénéficiaires bons d'achats
 2021: 185 familles bénéficiaires pour commissions FSD - 126 familles bénéficiaires bons d'achats



ANNEXE 2
SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS OUVRANT DANS LE DOMAINE DE L'ACTION SOCIALE POUR 2022

Bénéficiaire par territoire	Objet social de l'association	Description de la subvention demandée pour 2022	Subv accordée en 2021	Montant demandé 2022	Montant proposé 2022	Commentaires
TERRITOIRE DE TULLE						
ASSOCIATION FAMILLES DE DETENUS DE TULLE <i>Canton de Tulle</i>	Accueil des familles des personnes détenues à la Maison d'Arrêt de TULLE dans un local situé près de la maison d'arrêt, propriétaire de l'association . Les familles sont reçues les après midi des lundi, mardi, mercredi et vendredi .	Subvention de fonctionnement	300,00 €	300,00 €	300,00 €	
SECOURS POPULAIRE FRANCAIS FEDERATION DE LA CORREZE <i>Canton de Tulle</i>	agir contre la pauvreté et l'exclusion et promouvoir la solidarité et ses valeurs. Elle rassemble des personnes de toutes opinions, conditions et origines qui souhaitent faire vivre la solidarité.Accueillir et répondre aux différents besoins d'aide pour les personnes en situation d'exclusion sociale ou en difficulté 'Aide alimentaire, hygiène, aide vestimentaire, accès à la culture, loisirs, vacances, et insertion professionnel. Accès au logement au travers le déménagement social et au mobilier de première nécessité. Micro crédit solidaire...	Subvention de fonctionnement	2 000,00 €	6 000,00 €	- €	En 2021 Brigade Hivernale. Pas de subvention de Fonctionnement en 2022 car une subvention d'Investissement de 10 000 € (hors budget DASFI) a été validé pour la création d'une nouvelle antenne à Argental. En 2023 maintient de la subvention à 3000 €.
FEDERATION DEPARTEMENTALE FAMILLES DE FRANCE <i>Canton de Tulle</i>	Fonctionnement de l'association pour toutes ses activités auprès des familles	Subvention de fonctionnement	1 300,00 €	1 300,00 €	1 300,00 €	
HAUTE-CORREZE						
ASSOCIATION USSEL ACCUEIL SOLIDARITE <i>Canton d'Ussel</i>	Epicerie sociale distribuant des aliments sur le secteur de la Haute Corrèze	Subvention de fonctionnement	6 500,00 €	7 500,00 €	6 500,00 €	En 2021 Brigade Hivernale.
ASSOCIATION SOLIDARITE MILLEVACHES <i>Canton plateau de Millevaches</i>	Aide aux personnes démunies (familles monoparentales, chômeurs, réfugiés, malades etc...):- aide alimentaire (épicerie sociale)- aide vestimentaire- Covoiturage à développer	Subvention de fonctionnement	800,00 €	1 000,00 €	800,00 €	
TERRITOIRE DE BRIVE						
ASSOCIATION LES RESTAURANTS DU COEUR CORREZE <i>Canton de Malemort</i>	Aider et apporter sur le territoire de la Corrèze une assistance bénévole aux personnes démunies,notamment dans le domaine alimentaire,par la distribution de paniers repas,en effectuant toutes actions d'aide à la personne (accueil,écoute,informations,accompagnement) qui contribue à réinsérer les personnes dans la vie sociale et économique et d'un manière générale,par toutes actions contre la pauvreté qui ne cessa d'augmenter	Subvention de fonctionnement	17 500,00 €	22 000,00 €	14 000,00 €	En 2021 Brigade Hivernale.
CROIX ROUGE FRANCAISE CONSEIL DEPARTEMENTAL <i>canton Brive 1</i>	2 grands types d'activités : l'urgence et le secourisme (19 intervenants secouristes, des formateurs) l'action sociale : Samu Social à Brive, Accueil de jour à Brive, accueil d'urgence dans toutes les unités locales, Vacances des enfants, 3 vestiboutiques, Alphabétisation, visites auprès des personnes âgées, action en milieu carcéral) 4 unités locales coordonnées par la délégation départementale	Subvention de fonctionnement	2 500,00 €	3 000,00 €	2 500,00 €	
		Dispositif Croix Rouge Solidarité	1 500,00 €	1 500,00 €	1 500,00 €	

Bénéficiaire par territoire	Objet social de l'association	Description de la subvention demandée pour 2022	Subv accordée en 2021	Montant demandé 2022	Montant proposé 2022	Commentaires
BANQUE ALIMENTAIRE <i>Canton Brive 1</i>	Collecte et distribution de dons et surplus alimentaires aux associations partenaires, nous sommes le maillon central d'un réseau allant des fournisseurs de denrées alimentaires aux personnes en difficulté économique, en passant par les associations humanitaires et les CCAS qui luttent au quotidien contre la précarité. Les Banques Alimentaires représentent aujourd'hui le plus important réseau de lutte contre la faim et la précarité, avec pour mot d'ordre la lutte contre le gaspillage alimentaire. Aucune denrée n'est achetée et sur notre territoire, près de 75 % des approvisionnements proviennent de produits sauvés.	Subvention de fonctionnement	5 000,00 €	10 000,00 €	7 000,00 €	En 2021 Brigade Hivernale et Projet Proxidon.
AIDES AUX VICTIMES CORREZE (ARAVIC) <i>canton Brive 1</i>	contrôle judiciaire-sursis mise à l'épreuve - alternative aux poursuites - enquête de personnalité - enquêtes sociales rapides - médiations pénales - aide aux victimes d'infractions pénales.	Subvention de fonctionnement Prévenir la Désocialisation des victimes intrafamiliales	2 500,00 €	12 000,00 €	2 500,00 €	
		Subvention Prévenir la récurrence des auteurs de violences conjugales avec la mise en œuvre du CPCA (Centre de Prise en Charge des Auteurs de Violences Conjugales)	- €	500,00 €	500,00 €	
SOS VIOLENCES CONJUGALES <i>Canton Brive 1</i>	Service emblématique créé à l'origine de l'association, en 1990, le Pôle Ecoute et Entretien assure une permanence téléphonique et physique, en accompagnant individuellement toute personne victime. Il propose une aide au processus de dévictimation", effectif sur le long terme.	Subvention de fonctionnement	5 000,00 €	5 000,00 €	5 000,00 €	
SECOURS CATHOLIQUE - COMITE CORREZE <i>Canton Brive 2</i>	Le Secours Catholique en Corrèze (9 équipes locales réparties sur le département) propose aux personnes (adressées le plus souvent par les AS de secteur) qu'il reçoit les activités suivantes : Accueil, écoute, aides d'urgence (chèques de services, alimentaire...) - Aide administrative, domiciliation du courrier- douche, lave-linge - Commission des aides, microcrédit, "Coup de Pouce". Groupes conviviaux, repas solidaires, visites à domicile - 4 boutiques (vêtements) et des jardins solidaires- 1 épicerie sociale- des activités liées aux vacances : séjours d'une semaine à la mer proposés à des familles corréziennes, journée de détente estivale à Marcillac-la-Croisille Contribuer au financement de notre association en permettant de développer nos activités en faveur des personnes en difficulté.	Subvention de fonctionnement	3 500,00 €	4 000,00 €	3 500,00 €	
CLUB COURTELINE <i>Canton Brive 3</i>	Accompagnement à la scolarité d'enfants de 6 à 9 ans scolarisés à l'école Thérèse Simonet. Ateliers de Patchwork, cuisine, yoga et travaux manuels divers pour adultes. Atelier "Langue et Cultures" pour l'apprentissage de la langue française pour adultes.	Subvention de fonctionnement	1 500,00 €	3 000,00 €	1 500,00 €	
ASSOCIATION FAMILIALE CATHOLIQUE DE LA CORRÈZE <i>Canton Brive 4</i>	Les AFC de la Corrèze organisent des événements d'aides (conférences et sessions de formation parents/enfants centrés sur la famille et l'éducation, bourses aux vêtements) ou de loisirs (concert, projection ciné, goûter/lecture pour les enfants) pour les familles du département de la Corrèze.	Subvention de fonctionnement	500,00 €	500,00 €	500,00 €	
VIVRE ENSEMBLE <i>Canton Brive 3</i>	créer des animations culturelles, sportives, sociales et de loisir en direction des habitants du quartier en favorisant la compréhension, la tolérance, la communication et l'intégration	Subvention de fonctionnement	400,00 €	500,00 €	400,00 €	
AUTRES TERRITOIRES						
CENTRE REGIONAL D'INFORMATION ET DE DOCUMENTATION FEMMES ET FAMILLES <i>Limoges</i>	Le CIDFF du Limousin a une mission d'intérêt général qui lui est confiée par l'Etat pour délivrer à tout public et particulièrement aux femmes, une information globale dans 4 domaines : L'accès aux droits, l'information sur l'emploi et la formation, le soutien à la parentalité et la lutte contre les violences faites aux femmes par le biais des permanences gratuites.	Subvention de fonctionnement	1 500,00 €	2 000,00 €	1 500,00 €	

Bénéficiaire par territoire	Objet social de l'association	Description de la subvention demandée pour 2022	Subv accordée en 2021	Montant demandé 2022	Montant proposé 2022	Commentaires
ASSOCIATION INFODROITS <i>Pessac 33</i>	Promouvoir la connaissance du droit, apporter à chaque citoyen la connaissance de ces droits et devoirs	Subvention de fonctionnement	1 000,00 €	5 750,00 €	4 000,00 €	
		TOTAL SUBVENTIONS ACCORDEES			53 300,00 €	
ASSOCIATIONS POUVANT DEPOSER UNE DEMANDE EN COURS D'ANNEE 2022		TOTAL DISPONIBLE POUR DEMANDE DE SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES			2 700,00 €	
		TOTAL	53 300,00 €	85 850,00 €	56 000,00 €	

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission de la Cohésion Sociale

OBJET

PLAN AMBITION SANTÉ - MODALITÉS

RAPPORT

Dès 2019 un Plan Ambition Santé a été amendé pour faire face aux problèmes d'attractivité médicale du département tout en étant à l'écoute des besoins des territoires. Celui-ci permet de développer 3 actions spécifiques :

- Un soutien financier – investissement aux collectivités pour la création de maisons de santé ou de maisons pluridisciplinaires de santé,
- Des bourses aux internes en médecine 3^{ème} cycle et frais de déplacement,
- La création d'un centre départemental de santé.

Le 23 avril 2021 a été acté le renforcement de ce plan afin de poursuivre et de développer des actions fortes au service des patients.

Plan réfléchi grâce à une analyse des besoins et recommandations des médecins, des étudiants, de la faculté et des partenaires.

Dans le but de décliner plus précisément certains axes, des modalités d'application sont affinées en rapport ainsi qu'un point sur l'avancement des actions.

POINT D'AVANCEMENT DES ACTIONS

AXE 1 : AUGMENTER LE TEMPS MEDICAL

Action 1.1 - Pré consultation pour les médecins du Centre Départemental de Santé (CDS) par des Infirmiers en Pratique Avancée (IPA)

Echéance : janvier 2022

Point de suivi : dès février 2022, une stagiaire 2^{ème} année Infirmier en Pratique Avancée, praticien de la faculté de Limoges, est en place sur le territoire de Meymac et d'Egletons. En partage de compétence avec les médecins, elle permet de suivre les situations cliniques chroniques, de contribuer à la coordination du parcours de santé et d'aider les médecins pour préparer les consultations (prise des constantes).

Un travail sur les protocoles de coopération et fiche de poste sera l'issue du stage pour aller sur du recrutement d'IPA dès septembre 2022.

Action 1.2 - Visite à domicile avec mallette de téléconsultation auprès des patients du CDS

Echéance : 1^{er} trimestre 2022, expérimentation sur 2 territoires pour extension 2^{ème} semestre 2022 sur 3 territoires.

Point de suivi : 2 mallettes de consultation connectée ont été acquises et sont disponibles sur l'ensemble des antennes du CDS.

Aujourd'hui à l'essai par les médecins pour appréhender totalement l'outil lors des visites.

2^{ème} phase, visites par l'IPA à titre expérimental pour le suivi des pathologies chroniques.

Action 1.3 - Bornes et cabines de télémédecine

Echéance : 1^{er} trimestre 2022, expérimentation sur 4 territoires pendant 2 à 4 ans pour extension si résultats probants.

Point de suivi : le choix du prestataire a été acté en janvier (location de 4 bornes et 1 télécabine). Le cahier des charges et la convention élaborée en février ainsi que les prises de contact pour un déploiement sur 3 territoires de mars à avril (Gouilles, Eygurande, Bort-les-Orgues).

En effet, la démarche implique :

- des rencontres avec les élus, les professionnels de santé,
- la détermination de l'organisation (personnel, horaires...),
- la vérification technique (paramétrage...),
- la formation des personnels,
- l'organisation de la communication.

En outre, 2 autres dispositifs seront déployés de mai à juin.

Un travail préalable avec l'ensemble des acteurs des soins des territoires est indispensable pour un projet abouti et en corrélation avec les besoins.

Action 1.4 - Fauteuils dentaires nomades

Echéance : courant 2022

Point de suivi : en collaboration avec la CPAM et l'ARS, un travail de concertation et de définition a été entrepris en prenant en compte la proposition des certains dentistes retraités pour des heures de bénévolat.

La CNAM est intéressée par cette expérimentation qui pourrait se concrétiser au cours du 2^{ème} semestre 2022.

Action 1.5 - Favoriser et pérenniser l'installation par un numéro unique pour les médecins avec réponses concertées sur les aides (CPAM, ARS, CD)

Echéance : 2022

Point de suivi : la mise en œuvre demande de coordonner l'ensemble des acteurs permettant de faciliter la venue de médecins sur le département pour aller vers un accueil unique personnalisé, l'objectif étant d'aider les médecins à mener à bien leur projet en Corrèze. Ce collectif réunit l'Ordre des médecins, la CPAM et l'ARS dans un 1^{er} temps afin de proposer des formations à la carte si besoin (caisse de retraite, caisse ASSEDIC) et de les mettre en lien avec les territoires ciblés par les médecins ou internes.

A ce titre, 2 projets ont été soutenus et conseillés en concertation.

L'étape suivante est la formalisation de cet accueil unique personnalisé.

Action 1.6 - Soutenir les collectivités dans le déploiement des maisons de santé par une aide financière à l'investissement

Echéance : déjà en place – A poursuivre

Point de suivi : le Département continue de soutenir les collectivités.

2 projets sont en cours :

- création à Jugeals-Nazareth,
- déploiement à Uzerche.

Action 1.7 - Déploiement du CDS

Echéance : 2 nouvelles antennes fin 2021, début 2022 + une réponse à vocation départementale en 2022.

Point de suivi : le Centre Départemental de Santé s'est déployé sur 7 antennes (Egletons, Neuvic, Ussel, Meymac, Sornac, Treignac et Bort-les-Orgues) avec des amplitudes différentes selon les territoires. Il s'agit maintenant de travailler sur les axes d'innovation et d'amélioration :

- téléconsultation - accompagnement,
- pré consultations
- standard : il est à noter que l'augmentation très forte du nombre de patients demande son adaptation tant au niveau de l'outil que du secrétariat,
- protocole de soins.

Nous sommes encore sollicités pour ouvrir de nouvelles antennes ou créer de nouveaux centres.

AXE 2 : PROMOUVOIR LES PROFESSIONS MEDICALES ET ATTIRER LES ETUDIANTS, MEDECINS GENERALISTES ET SPECIALISTES

Action 2.1 - Bourses : médecins généralistes, médecins spécialisés, IPA, en complément du Contrat d'Engagement de Secteur Public

Echéance : déjà existant à poursuivre en concertation avec les aides ARS

Point de suivi : à ce jour, nous dénombrons :

- 3 bourses étudiants en médecine,
- 3 bourses Infirmiers en Pratique Avancée.

Il est nécessaire de rappeler les modalités d'attribution appliquées à ce jour dans un règlement et qui se matérialisent par une convention engageant les étudiants.

Ce règlement est proposé pour validation en annexe de ce rapport.

Action 2.2 – Favoriser les lieux de stage en Corrèze par une aide aux frais déplacement pour les stagiaires

Echéance : déjà existants

Point de suivi : à ce jour, 9 stagiaires bénéficient de cette aide.

Les modalités d'attribution appliquées à ce jour et la convention qui en découle engageant les étudiants, seront également rappeler au règlement en annexe.

Action 2.3 - Formation Maître de stage en Corrèze

Echéance : 2^{ème} semestre 2022

Point de suivi : 5 nouveaux tuteurs sur le département formés dont 2 du CDS depuis janvier 2022. La problématique des maîtres de stage en ville est plus préoccupante car peu d'offre de tutorat.

Action 2.4 - Maison virtuelle des internes en médecine

Echéance : juin 2022

Point de suivi : suite au congrès des internes en février 2022, le recensement des besoins s'est affiné. Il s'agit maintenant de mettre en place un véritable travail de concertation avec les maîtres de stage et les communes où ces derniers exercent.

Dans cet optique, un travail de recensement, des facilités pouvant être apportées aux étudiants par ces communes, est lancé ainsi que les prises de contacts : l'objectif est de proposer en septembre/octobre (en fonction des dates de stage) aux étudiants en externat et internat un livret virtuel colligeant des lieux de stage, des propositions de logement, les activités de loisirs. La faculté de Limoges est partenaire de cette action.

Action 2.5 - Branche universitaire déportée

Echéance : 2023

Point de suivi : l'intérêt de déporter des branches de la faculté de médecine générale pour le 2^{ème} et 3^{ème} cycle est une évidence pour permettre aux étudiants de concilier stage en Corrèze et cours de la faculté.

Il convient d'enclencher un travail avec la région et la faculté de Limoges.

Action 2.6 - Séminaire pour internes et médecins

Echéance : 2023

Point de suivi : il s'agira d'établir un recensement des besoins dès le 2^{ème} semestre 2022 pour une proposition de séminaire en partenariat avec l'Ordre des médecins et la faculté de Limoges en 2023.

AXE 3 : PROPOSER AUX MEDECINS GENERALISTES LIBERAUX DES SOLUTIONS

Action 3.1 - Appuis proposés par le CDS aux médecins libéraux et spécialistes libéraux

Echéance : 2^{ème} semestre 2022

Point de suivi : une étude de faisabilité est nécessaire tant au plan juridique, statutaire que financier.

AXE 4 : COORDONNER LES ACTEURS

Action 4.1 - Création à moyen constant d'un poste de Chef de service santé

Echéance : fait, arrivée 18/04/2022

Point de suivi : création du poste de chef de service santé-PMI, la cheffe de service prend ses fonctions le 18 avril 2022, elle aura pour mission de poursuivre la mise en œuvre du Plan Ambition Santé, améliorer le fonctionnement et déploiement du CDS ainsi que la gestion de la PMI en appui à la responsable du service.

AXE 5 : MOBILISER ET COMMUNIQUER

Action 5.1 - Construire un plan de communication offensif pour faire connaître les aides et accueil

Echéance : 2^{ème} semestre 2022

Point de suivi : un plan de communication actionné par :

- la révision des outils de communication,
- la participation au congrès des internes en médecine,
- la participation du collectif (ARS, CPAM, CD19) à une journée sur l'attractivité médicale à Limoges,
- l'organisation en juin d'une journée découverte de la Corrèze spéciale blouses blanches : objectif proposer aux internes inscrits lors de congrès de découvrir la Corrèze et ses opportunités.

Ainsi pour permettre le bon déroulé de ces différents axes visant à renforcer l'attractivité médicale sur notre territoire, les modalités concernant les aides et mesures incitatives à l'intention des étudiants (bourses, aides au déplacement) ont été revues et affinées dans un règlement en annexe.

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

PLAN AMBITION SANTÉ - MODALITÉS

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2022.04.08/206 en date du 8 avril 2022, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Monsieur Francis COMBY, Rapporteur,

DÉLIBÈRE

Article unique : est approuvé le règlement tel qu'il figure en annexe à la présente délibération relatif aux aides aux étudiants.

Adopté, à main levée, à la majorité, par 28 voix pour, 10 abstentions.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 12 avril 2022

Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20220408-4720-DE-1-1

Affiché le : 12 avril 2022

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL



L'an deux mille vingt-deux et le huit avril, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :

Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Madame Valérie TAURISSON, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Madame Patricia BUISSON, Monsieur Franck PEYRET, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Audrey BARTOUT, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Jean-Jacques LAUGA, Monsieur Philippe LESCURE, Madame Marilou PADILLA-RATELADE, Madame Rosine ROBINET, Monsieur Gérard SOLER, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Julien BOUNIE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Madame Claude CHIRAC, Monsieur Bernard COMBES, Madame Jacqueline CORNELISSEN, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Monsieur Sébastien DUCHAMP, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Didier MARSALÉIX, Madame Frédérique MEUNIER, Madame Annick TAYSSE, Madame Sonia TROYA, Madame Stéphanie VALLÉE, Madame Marie-Laure VIDAL , Monsieur Eric ZIOLO

Pouvoir :

Monsieur Anthony MONTEIL à Madame Stéphanie VALLÉE

Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.



REGLEMENT D'ATTRIBUTION DES AIDES AUX ETUDIANTS EN MEDECINE ET INFIRMIERS EN PRATIQUE AVANCEE

CADRE LEGISLATIF

VU l'article L.1511-8 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT),

VU la délibération du Conseil Départemental du 28 novembre 2018

Vu les délibérations du Conseil Départemental des 23 avril 2021 et du 4 avril 2022

EN RESUME

Pour faire face aux nombreux départs en retraite des médecins libéraux non remplacés, le Département a fait le choix d'agir dès 2019 avec son Plan Ambition Santé Corrèze. La collectivité a voté le 23 avril 2021 un renfort du plan et notamment des aides au profit des étudiants en médecine générale ainsi que ceux engagés dans une spécialisation, en 2^{ème} et en 3^{ème} cycle mais aussi des aides destinées aux Infirmiers en Pratique Avancée. Nous savons que plus de 70% des étudiants choisissent de s'installer sur les territoires de stage. C'est pourquoi notre collectivité doit faciliter leur venue et les aider financièrement dans leur projet professionnel.

IL EST IMPORTANT DE RAPPELER

Ces dispositions s'appliquent aux étudiants en médecine générale ou spécialités de second et troisième cycle et des étudiants en formation d'Infirmier en Pratique Avancée (1^{ère} ou 2^{ème} année).

Ces aides ne se substituent pas aux autres bourses et contrat d'engagement civique. Toute demande d'aide financière doit être examinée conformément au règlement définissant les modalités selon lesquelles sont accordées les aides.

L'information aux étudiants notamment sur leur engagement sera systématiquement apportée.

1) Les principes généraux.

1.1 Définition des différents types d'Aide Financières :

- Aide forfaitaire aux déplacements : 300 €/mois/stage (avec stage maximum de 6 mois) en Corrèze pour les internes en médecine générale ou spécialistes quels que soit le lieu Elle est valable une fois par an, de date à date sur l'année scolaire par étudiant, en Complément à l'aide forfaitaire des facultés de médecine (130 €).
- Bourse aux internes en médecine générale ou spécialistes étudiants en 2^{ème} et 3^{ème} Cycle venant faire leur stage en Corrèze ou, à titre exceptionnel si cela est impossible dans un autre département, contre 5 ans d'engagement de pratique en Corrèze en hôpitaux, médecine libérale, Centre de Santé (CDS) ou Maison de Santé Pluridisciplinaire (MSP) : bourse de 800 € par mois.
- Bourse à la formation d'infirmier en pratique avancée de 500 € mensuels contre 5 ans d'engagement d'activité libérale ou en Centre de Santé et Maison de Santé Pluridisciplinaire.

1.2 Les conditions d'attribution

- Dossier d'attribution :
Pour chacune de ces aides, les étudiants devront remplir le formulaire (cf. annexe 1) du Conseil Départemental qui indiquera la faculté de médecine, l'année d'étude, le lieu précis du stage en fournissant la convention et fournir les pièces justificatives demandées. Ce formulaire sera signé par l'étudiant et vaudra engagement. Le dossier ne sera présenté à la Commission Permanente que s'il est complet.
Il sera systématiquement demandé aux boursiers d'indiquer les aides octroyées par les universités, communes, agglomération et ARS.
- Période de prise en charge :
La prise en charge de la bourse commence dès le début de l'année universitaire.
Si elle est demandée après le début de cette dernière, un effet rétroactif est appliqué à la date de démarrage de la formation de l'année en cours.
La durée de la formation des étudiants en 2^{ème} et 3^{ème} cycle est de 3 ans pour les étudiants s'orientant vers la médecine générale et 4 à 5 ans pour les étudiants s'orientant vers les autres spécialités médicales.
La durée de la formation pour les étudiants infirmiers en pratique avancée est de 2 ans.

Concernant les redoublements, il est possible de renouveler la bourse une seule fois si un échec aux épreuves finales est constaté pour les étudiants en médecine et pour les infirmiers en pratique avancée.

II) l'engagement des parties

2.1 le conseil départemental s'engage :

- A verser les aides à effet rétroactif si nécessaire puis, chaque mois, à terme échu.
- Toutes les bourses aux étudiants médecins et infirmiers en pratique avancée, l'aide aux frais de déplacements sont soumis à validation de la Commission Permanente du Conseil Départemental.
- Suivant la décision de celle-ci, une convention (cf. annexe 2 et 3 et 4) sera signée entre les parties pour fixer les engagements de chacune des parties.

2.1 les étudiants concernés par ce règlement s'engagent :

L'engagement des 5 ans de pratique en Corrèze démarre dès l'année d'obtention de l'examen et peut s'effectuer en hôpitaux, médecine libérale, Centre de Santé (CDS) et Maison de Santé Pluridisciplinaire (MSP) sur l'ensemble du département. Le remplacement en Corrèze, la première année est possible et sera pris en considération dans les 5 années d'engagement

Les zones prioritaires ne seront pas imposées aux boursiers.

Le boursier est tenu d'informer, dans les deux mois qui suivent l'obtention des examens, le Conseil Départemental par une lettre sur l'honneur ou en transmettant la copie de son contrat de travail qui atteste son installation dans le département de la Corrèze.

Mise à jour le 04 avril 2022



FORMULAIRE BOURSE ETUDIANT EN MEDECINE

<input type="checkbox"/> Aide forfaitaire d'aide aux déplacements pour stage en Corrèze 6 mois maximum	<input type="checkbox"/> Étudiant en médecine Année :	<input type="checkbox"/> Infirmier en pratique avancée Année :
Identité : Nom : Prénom : Adresse : Téléphone : Mail :		
Faculté de rattachement : <ul style="list-style-type: none">➤ Nom de la Faculté de Médecine :➤ Année d'étude :➤ Lieu précis des stages : Financement autre ? <input type="checkbox"/> Contrat engagement civique : € <input type="checkbox"/> Aide université : € <input type="checkbox"/> Aide commune : € <input type="checkbox"/> Aide agglomération : € <input type="checkbox"/> Aide région :€ <input type="checkbox"/> Aide ARS :€ Justificatifs à fournir : <ul style="list-style-type: none">➤ Certificat de scolarité,➤ Justificatifs de domicile,➤ Carte Nationale d'Identité,➤ Convention de stage,➤ IBAN		
A Le /..../..... Signature : Nom : Prénom :		



CONVENTION BOURSE D'ETUDES ET DE PROJET PROFESSIONNEL DES ETUDIANTS EN MEDECINE

VU l'article L.1511-8 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT),

VU la délibération du Conseil Départemental du 18 novembre 2021

Vu les délibérations du Conseil Départemental des 23 avril 2021 et 08 avril 2022

Contractualisation

ENTRE les soussignés :

- Le Département de la CORREZE, dont le siège est Hôtel du Département Marbot, 9 rue René et Émile Fage, 19000 TULLE, représenté par son Président, Monsieur Pascal COSTE, agissant en vertu d'une délibération du xx/xx/xxxx
ci-après dénommé "le Département"
d'une part,

ET

- M. Xxx, étudiant à la faculté de médecine de xxx, domicilié xxx

ci dénommé "l'étudiant" ou "le bénéficiaire" :
d'autre part,

PREAMBULE :

Pour faire face aux nombreux départs en retraite des médecins libéraux, le département de la Corrèze a fait le choix d'agir au travers de son Plan Ambition Santé. L'un des axes est le soutien des étudiants en médecine. C'est dans ce cadre qu'une bourse aux étudiants en médecine est proposée.

CECI EXPOSE, les parties ont convenu ce qui suit :

Article 1 - Objet du contrat

Par délibération citée ci-dessus, il a été institué une bourse en faveur des étudiants en 2^{ème} ou 3^{ème} cycle en médecine générale. Le présent contrat a pour objet de définir les modalités d'attribution de la bourse mensuelle en faveur de "NOM de l'étudiant", étudiant en internat de médecine générale à la Faculté de médecine de Xx, ainsi que les engagements réciproques de chacune des parties.

Article 2 - Engagements du bénéficiaire

Le bénéficiaire certifie :

- être inscrit en 2^{ème} ou 3^{ème} cycle à la faculté de médecine à l'université de xxxx pour l'année universitaire xxxx

Il s'engage, une fois ses études de médecine générale terminées avec succès et dans un délai de six mois après l'obtention de son diplôme, à exercer son activité de médecin généraliste pendant 5 ans, sous statut libéral, ou salarié sur le territoire du département de la Corrèze :

Possibilité de remplacement (salarié ou indépendant) sur la 1^{ère} année en Corrèze.

NB : Est entendu comme statut libéral un exercice comme titulaire ou collaborateur libéral dans un cabinet.

Il est précisé que si le bénéficiaire exerce ses fonctions à titre libéral, il s'engage à pratiquer les tarifs fixés par la convention mentionnée aux articles L.162-5 et L.162-14-1 du code de la sécurité sociale.

Le bénéficiaire peut également solliciter un changement de lieu d'exercice directement auprès du Président du Conseil Départemental et sous réserve, le cas échéant, qu'il ait accompli les diligences nécessaires en ce sens auprès des autorités compétentes de l'État.

À l'issue de ses études, l'étudiant est tenu de communiquer les éléments relatifs à son projet professionnel. À défaut, il sera invité à régulariser sa situation dans les plus brefs délais, sous peine de résiliation du présent contrat dans les conditions prévues à l'article 6 ci-dessous et de remboursement des sommes versées.

Article 3 - Engagements du Département

Le Département s'engage à verser au bénéficiaire une bourse mensuelle d'un montant de X € pendant 3 ans, soit toute la durée normale de son internat.

Le versement de cette indemnité interviendra selon une périodicité mensuelle, à terme échu par virement bancaire sur le compte bancaire désigné par le bénéficiaire à cette fin :

- IBAN du bénéficiaire :

Article 4 - Remboursement de l'indemnité

L'étudiant qui, au cours de ses années universitaires, serait amené à l'interrompre, pour quelque raison que ce soit, se verrait dans l'obligation de rembourser l'indemnité lui ayant été versée jusqu'alors.

Le remboursement de l'indemnité perçue par l'étudiant est dû :

- en totalité en cas de non-installation à la date prévue contractuellement. Le remboursement est exigible en intégralité au plus tard le lendemain de la date d'installation prévue,
- en partie si la durée d'installation est inférieure à cinq ans (remboursement au prorata du temps d'installation en Corrèze par rapport au cinq années initialement envisagées).

Le bénéficiaire sera tenu de rembourser le montant de l'indemnité indûment perçue dans un délai de trente jours à compter de la réception de l'avis des sommes à payer transmis par la Paierie départementale de la Corrèze.

Article 5 - Durée du contrat

Le présent contrat prendra effet à la date de sa signature par les parties. Toutefois, il est stipulé que la prise en charge de la bourse commence dès le début de l'année universitaire. Si elle est demandée après le début de cette dernière, un effet rétroactif est appliqué à la date de démarrage de la formation de l'année en cours. Il prendra fin au terme des cinq ans d'engagement du bénéficiaire.

Article 6 - Résiliation

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements réciproques souscrits dans le présent contrat, celui-ci pourra être résilié de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'un courrier recommandé avec avis de réception valant mise en demeure de s'exécuter.

Article 7 - Litiges

En cas de litige portant sur l'exécution ou la résiliation du présent contrat, les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable.

En cas de désaccord persistant, tout litige pouvant naître sera porté devant le Tribunal administratif de Limoges.

Fait en autant d'exemplaires que de parties.

A Tulle, le xx/xx/xxxx

Pour le Département de la Corrèze
le Président du Conseil Départemental

Le bénéficiaire,

Pascal COSTE



CONVENTION BOURSE D'ETUDE ET DE PROJET PROFESSIONNEL
POUR LES ETUDIANTS INFIRMIERS EN PRATIQUE AVANCEE

VU l'article L.1511-8 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT),

VU la délibération du Conseil Départemental du 28 novembre 2018

Vu les délibérations du Conseil Départemental des 23 avril 2021 et 08 avril 2022

Contractualisation

ENTRE les soussignés :

- Le Département de la CORREZE, dont le siège est Hôtel du Département Marbot, 9 rue René et Émile Fage, 19000 TULLE, représenté par son Président, Monsieur Pascal COSTE, agissant en vertu d'une délibération du xx/xx/xxxx
ci-après dénommé "le Département"
d'une part,

ET

- M. Xxx, étudiant Infirmier en Pratique Avancée à la faculté de médecine de xxx, domicilié xxx
ci dénommé "l'étudiant" ou "le bénéficiaire" :
d'autre part,

PREAMBULE :

Pour faire face aux nombreux départs en retraite des médecins libéraux, le département de la Corrèze a fait le choix d'agir au travers de son Plan Ambition Santé. L'un des axes est le soutien des étudiants Infirmier en Pratique Avancée. C'est dans ce cadre qu'une bourse est proposée.

CECI EXPOSE, les parties ont convenu ce qui suit :

Article 1 - Objet du contrat

Par délibération citée ci-dessus, il a été institué une bourse en faveur des étudiants en cycle d'Infirmier en Pratique Avancée à la faculté. Le présent contrat a pour objet de définir les modalités d'attribution de la bourse mensuelle en faveur de "NOM de l'étudiant", étudiant Infirmier en Pratique Avancée à la Faculté de médecine de Xx, ainsi que les engagements réciproques de chacune des parties.

Article 2 - Engagements du bénéficiaire

Le bénéficiaire certifie :

- être inscrit en cycle d'étudiant Infirmier en Pratique Avancée à la faculté de médecine à l'université de xxxx pour l'année universitaire xxxx

Il s'engage, une fois ses études d'Infirmier en Pratique Avancée avec succès et dans un délai de six mois après l'obtention de son diplôme, à exercer son activité d'Infirmier en Pratique Avancée pendant 5 ans, sous statut libéral, en Centre de Santé Départemental ou en Maison de Santé Pluridisciplinaire sur le territoire du département de la Corrèze :

Est entendu comme statut libéral un exercice comme titulaire ou collaborateur libéral dans un cabinet.

Il est précisé que si le bénéficiaire exerce ses fonctions à titre libéral, il s'engage à pratiquer les tarifs fixés par la CPAM.

Le bénéficiaire peut également solliciter un changement de lieu d'exercice directement auprès du Président du Conseil Départemental et sous réserve, le cas échéant, qu'il ait accompli les diligences nécessaires en ce sens auprès des autorités compétentes de l'État.

À l'issue de ses études, l'étudiant est tenu de communiquer les éléments relatifs à son projet professionnel. À défaut, il sera invité à régulariser sa situation dans les plus brefs délais, sous peine de résiliation du présent contrat dans les conditions prévues à l'article 6 ci-dessous et de remboursement des sommes versées.

Article 3 - Engagements du Département

Le Département s'engage à verser au bénéficiaire une bourse mensuelle d'un montant de X € pendant 2 ans sur la durée normale de son cursus étudiant et sur les mois d'étude uniquement.

Le versement de cette indemnité interviendra selon une périodicité mensuelle, à terme échu par virement bancaire sur le compte bancaire désigné par le bénéficiaire à cette fin :

- IBAN du bénéficiaire :

Article 4 - Remboursement de l'indemnité

L'étudiant qui, au cours de sa formation, serait amené à l'interrompre, pour quelque raison que ce soit, se verrait dans l'obligation de rembourser l'indemnité lui ayant été versée jusqu'alors.

Le remboursement de l'indemnité perçue par l'étudiant est dû :

- en totalité en cas de non-installation à la date prévue contractuellement. Le remboursement est exigible en intégralité au plus tard le lendemain de la date d'installation prévue,
- en partie si la durée d'installation est inférieure à cinq ans (remboursement au prorata du temps d'installation en Corrèze par rapport au cinq années initialement envisagées).

Le bénéficiaire sera tenu de rembourser le montant de l'indemnité indûment perçue dans un délai de trente jours à compter de la réception de l'avis des sommes à payer transmis par la Paierie départementale de la Corrèze.

Article 5 - Durée du contrat

Le présent contrat prendra effet à la date de sa signature par les parties. Toutefois, il est stipulé que la prise en charge de la bourse commence dès le début de l'année universitaire. Si elle est demandée après le début de cette dernière, un effet rétroactif est appliqué à la date de démarrage de la formation de l'année en cours.

Il prendra fin au terme des cinq ans d'engagement du bénéficiaire.

Article 6 - Résiliation

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements réciproques souscrits dans le présent contrat, celui-ci pourra être résilié de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'un courrier recommandé avec avis de réception valant mise en demeure de s'exécuter.

Article 7 - Litiges

En cas de litige portant sur l'exécution ou la résiliation du présent contrat, les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable.

En cas de désaccord persistant, tout litige pouvant naître sera porté devant le Tribunal administratif de Limoges.

Fait en autant d'exemplaires que de parties.

A Tulle, le xx/xx/xxxx

Pour le Département de la Corrèze
le Président du Conseil Départemental

Le bénéficiaire,

Pascal COSTE



DISPOSITIF D'INDEMNISATION DE FRAIS DE DEPLACEMENT LIES A UN STAGE EN CORREZE
POUR LES ETUDIANTS EN MEDECIN GENERALE 3^{ème} CYCLE

Vu l'article L. 1511-8 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT),

Vu l'article D. 1511-53 du Code Générale des Collectivités Territoriales (CGCT),

Vu la délibération du Conseil Départemental du 28 novembre 2018

Vu les délibérations du Conseil Départemental des 23 avril 2021 et 08 avril 2022

Contractualisation

ENTRE les soussignés :

- Le Département de la CORREZE, dont le siège est Hôtel du Département Marbot, 9 rue René et Émile Fage, 19000 TULLE, représenté par son Président, Monsieur Pascal COSTE, agissant en vertu d'une délibération du xx/xx/xxxx
ci-après dénommé "le Département"
d'une part,

ET

- M. xxxx, étudiant à la faculté de médecine de xxx, domicilié xxxx

ci dénommé "l'étudiant" ou "le bénéficiaire" :
d'autre part,

PREAMBULE :

Pour faire face aux nombreux départs en retraite des médecins libéraux, le département de la Corrèze a fait le choix d'agir au travers de son Plan Ambition Santé. L'un des axes est le soutien des étudiants en médecine. C'est dans ce cadre qu'une aide aux frais de stage est proposée.

CECI EXPOSE, les parties ont convenu ce qui suit :

Article 1 - Objet du contrat

Par délibération citée ci-dessus, il a été institué une aide en faveur des étudiants de 3^{ème} cycle en médecine générale.

Le présent contrat a pour objet de définir les modalités d'attribution de l'indemnité de déplacement en faveur de "NOM de l'étudiant", étudiant en internat de médecine générale à la Faculté de médecine de Xx, ainsi que l'ensemble des engagements réciproques de chacune des parties.

Article 2 - Engagements du bénéficiaire

Le bénéficiaire certifie :

- être inscrit en 3^{ème} cycle à la faculté de médecine à l'université de xxx pour l'année universitaire xxxx.
- suivre un stage chez un praticien de médecine générale installé en Corrèze sur la période suivante : de à

En cas de changement de situation le concernant (arrêt des études, ...), l'étudiant s'engage à en informer le Département sans délai.

Article 3 - Engagement du Département

Le Département s'engage à verser à l'étudiant une indemnité forfaitaire mensuelle de déplacements de 300 € sur une durée maximale de 6 mois par an à l'occasion des déplacements effectués dans le cadre de son stage et des trajets effectués entre son lieu de résidence et son lieu de stage.

Le versement de cette indemnité interviendra selon une périodicité mensuelle, à terme échu sur le compte bancaire désigné par le bénéficiaire à cette fin :

- IBAN du bénéficiaire :

Article 4 - Remboursement de l'indemnité

L'étudiant qui, au cours de son stage, serait amené à l'interrompre, pour quelque raison que ce soit, se verrait dans l'obligation de rembourser l'indemnité lui ayant été versée.

En cas de non-respect par l'étudiant des engagements prévus à l'article 2 du présent contrat, un remboursement de la totalité de l'indemnité lui sera demandé.

Le bénéficiaire sera tenu de rembourser le montant d'indemnité indûment perçue dans un délai de trente jours à compter de la réception de l'avis des sommes à payer transmis par la Paierie départementale de la Corrèze.

Article 5 - Durée du contrat

Le présent contrat prendra effet à la date de sa signature par les parties.
Il prendra fin au terme du stage du bénéficiaire.

Article 6 - Résiliation

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements réciproques souscrits dans le présent contrat, celui-ci pourra être résilié de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'un courrier recommandé avec avis de réception valant mise en demeure de s'exécuter.

Article 7 - Litiges

En cas de litige portant sur l'exécution ou la résiliation du présent contrat, les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable.

En cas de désaccord persistant, tout litige pouvant naître sera porté devant le Tribunal administratif de Limoges.

Fait en autant d'exemplaires que de parties.

A Tulle, le xx/xx/xxxx

Pour le Département de la Corrèze
le Président du Conseil Départemental

Le bénéficiaire,

Pascal COSTE

Réunion du 8 avril 2022

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission de la Cohésion Sociale

OBJET

SUIVI DES OBSERVATIONS DÉFINITIVES DE LA CHAMBRE RÉGIONALE DES COMPTES DE LA NOUVELLE-AQUITAINE FORMULÉES DANS LE CADRE DU CONTRÔLE SUR LA PROTECTION DE L'ENFANCE ET LES MINEURS NON ACCOMPAGNES

RAPPORT

Le présent rapport a pour objet de revenir sur les actions mises en œuvre par le Département à la suite des recommandations émises par la Chambre Régionale des Comptes de Nouvelle-Aquitaine dans le cadre du contrôle qu'elle a initié sur la protection de l'enfance et les mineurs non accompagnés.

Je rappelle en effet qu'une enquête a été conjointement diligentée par la Cour des Comptes et la Chambre Régionale des Comptes de Nouvelle-Aquitaine sur la gestion par les Départements, dont la Corrèze, de ces deux enjeux majeurs.

Le contrôle dont le Département a fait l'objet s'est déroulé du mois de mars 2019 jusqu'au mois de février 2020.

Au terme du contrôle, la CRC a notifié son rapport d'observations définitives au Département le 4 décembre 2020. Celui-ci a fait l'objet d'une présentation à l'assemblée départementale lors de la session du 5 mars 2021.

Le Code des juridictions financières impose au Président du Conseil Départemental de tenir informé le Conseil Départemental, dans un délai d'un an à compter de la présentation du rapport d'observations définitives à l'assemblée délibérante, des actions entreprises à la suite des observations de la chambre régionale des comptes.

Le présent rapport reviendra donc sur les préconisations et actions engagées par la collectivité en réponse aux cinq recommandations présentées le 5 mars 2021.

I - Premier constat du rapport : Sur le contrôle par le Département des opérateurs extérieurs, établissements et familles d'accueil.

Recommandation n° 1 : Procéder à un contrôle systématique et régulier des établissements et familles d'accueil, sur la base d'un référentiel établi.

Réponse apportée : En synergie avec l'ensemble des partenaires institutionnels, un plan de contrôle systématique des établissements et services en protection de l'enfance Corrèziens a été établi. Malgré les retards du fait des contraintes sanitaires de l'année 2021, des groupes de travail se sont tenus au sein de la direction ASFI en lien avec le service de tarification, afin de fixer les critères de contrôle et d'établir les procédures et outils de traçabilité. La formation du chargé de mission qualité de la direction ASFI a été programmée à l'EHSP de Rennes en vue de la préparation du « Diplôme Établissement Inspection Contrôle » se déroulant en 2022.

Par ailleurs, le service ASE a suivi tout au long de l'année 2021, conjointement avec la PJJ la mise en œuvre du « plan de préconisations des suites du contrôle de fonctionnement de la MECS de la Providence », située à Brive, et qui avait fait l'objet d'un contrôle conjoint (PJJ/ASE) en octobre 2020.

Dans l'attente du plein déploiement du plan de contrôle propre au Conseil départemental, les équipes ASE ont participé conjointement avec les services de la PJJ aux visites de conformité et de suivi de fonctionnement des Lieux de Vie et d'Accueil Corrèziens de Raulhac et du « Montcheval » qui bénéficient d'une autorisation conjointe (État/CD).

Il est prévu que les équipes du CD soient en mesure de réaliser des contrôles sur la base d'un référentiel propre au département dès la fin du premier semestre 2022. Le déploiement des contrôles systématiques chez les assistants familiaux se fera, sur la base des outils de contrôle des établissements (après leur adaptation aux spécificités de l'accueil familial) à compter du second semestre 2022.

II - Deuxième constat : Sur le recensement des suites données aux informations préoccupantes, la formalisation et la diffusion du Projet Pour l'Enfant.

Recommandation n° 2 : Mettre en place des outils de suivi de l'origine et des suites données aux informations préoccupantes. (Recommandation en cours de mise en œuvre).

Réponse apportée : La Cellule de Recueil des Informations Préoccupantes (CRIP) de la Corrèze a été renforcée en octobre 2021 par l'arrivée d'un travailleur social supplémentaire (par redéploiement dans le cadre de la nouvelle organisation du service ASE) afin de permettre l'amélioration du traitement des Informations Préoccupantes (IP) arrivant à la cellule. La systématisation du recueil de l'origine des IP, comme de la communication de suites données implique une évolution du logiciel métier utilisé par les professionnels. Cette évolution est intégrée comme un axe prioritaire au sein de la « programmation numérique 2021-2023 du domaine social » devant faciliter les retours de manière immédiate. Une seconde phase du projet intégrera les impératifs de traçabilité et de systématisation des retours des IP dans la mise en place du dossier unique et partagé de l'utilisateur.

Recommandation n° 3 : Formaliser, mettre en œuvre et suivre le déploiement du projet pour l'enfant prescrit par l'article L. 223-1-1 du code de l'action sociale et des familles. (Recommandation en cours de mise en œuvre).

Réponse apportée : Malgré les contraintes de la crise sanitaire qui n'ont pas permis de tenir le calendrier des formations collectives comme initialement programmées, aujourd'hui la quasi-totalité des agents de l'ASE a été formée au nouvel outil du PPE (Projet pour l'Enfant) et la totalité des assistants familiaux a bénéficié d'une journée de sensibilisation. Les divers documents supports, les guides à l'attention des professionnels et les outils de communication à l'attention des familles ont été validés et sont en cours d'impression. Une dernière réunion de « formation-action » regroupera l'ensemble des professionnels éducatifs des structures partenaires du département (maisons d'enfants, lieux de vie...) en avril ou mai 2022.

III - Troisième constat : L'anticipation de la majorité des enfants confiés devait être mise en conformité avec les prescriptions de la loi précitée en organisant les entretiens et mettant en place le partenariat nécessaire. À cet égard, la récente cellule « 17 ans et plus », issue de la réorganisation de 2019 devait améliorer l'accompagnement des jeunes majeurs et futurs jeunes majeurs.

Recommandation n° 4 : Dans le cadre de la préparation à la majorité, organiser les entretiens et conclure le protocole comme prévu par les articles L. 222-5-1 et L. 222-5-2 du code de l'action sociale et des familles. (Recommandation en cours de mise en œuvre).

Réponse apportée : La création d'une cellule dédiée à la préparation de la majorité des jeunes placés et à l'accompagnement des jeunes majeurs était prévue en 2021. Cependant ces nouvelles fonctions devant être occupées par des agents ASE redéployés à effectif constant, la forte hausse des mesures en milieu ouvert depuis début 2021, n'a pas permis de dégager les 2 ETP (Équivalents Temps Pleins) nécessaires.

Il a donc été prévu de déployer un référent insertion/jeunes dès le mois d'avril 2022 afin d'initier cette cellule prioritairement sur l'axe de l'insertion professionnelle. Les entretiens systématiques de préparation à la majorité, pourront être menés par les travailleurs sociaux déjà en charge des mesures en collaboration étroite avec ce nouvel agent.

IV - Quatrième constat : Nécessité de mieux harmoniser les outils d'évaluation entre les opérateurs assurant la mise à l'abri et l'évaluation sociale des Mineurs Non Accompagnés.

Recommandation n° 5 : Harmoniser les modalités, le référentiel et le rapport des évaluations des mineurs non accompagnés.

Réponse apportée : Les évaluations sociales de minorité sont dorénavant exclusivement assurées par le seul prestataire désigné à cet effet (la plateforme Corrèze de l'Institut Don Bosco). Le prestataire a formé ses salariés réalisant les évaluations et a pris attache des services du parquet des mineurs de Brive afin d'ajuster les critères et la présentation des rapports aux besoins exprimés par l'autorité judiciaire. De l'avis du procureur de la République les évaluations transmises sont aujourd'hui satisfaisante, ce que constate également le service ASE.

En conclusion, comme nous l'avons déjà noté lors de la première présentation, le rapport souligne la pertinence des objectifs du schéma départemental en faveur de l'enfance (2017-2021), à travers sa déclinaison des axes stratégiques d'interventions tournées vers la prévention, de la diversification des modes d'accompagnement, et de la mise en place d'une logique de parcours et l'accompagnement des professionnels.

Parallèlement il était noté avec satisfaction que le rapport relevait les efforts importants, l'engagement financier ainsi que la politique volontariste de réorganisation des services de l'ASE, afin de faciliter les conditions d'intervention des travailleurs sociaux et de recentrer l'action des agents sur le cœur de métier de la protection de l'enfance.

Le futur schéma départemental 2022-2027 en faveur de l'enfance, dont les travaux débutent en mars 2022, et qui sera présenté à l'Assemblée pour sa session de juillet 2022, pourra s'appuyer sur les recommandations de la chambre régionale des comptes pour valider les actions engagées lors de la précédente mandature et renforcer la qualité de l'action volontariste du département de la Corrèze en faveur des enfants et de leurs familles.

Je vous demande de prendre acte des actions entreprises par le Département suite aux observations de la Chambre régionale des comptes Nouvelle-Aquitaine sur la protection de l'enfance et les mineurs non accompagnés.

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

SUIVI DES OBSERVATIONS DÉFINITIVES DE LA CHAMBRE RÉGIONALE DES COMPTES DE LA NOUVELLE-AQUITAINE FORMULÉES DANS LE CADRE DU CONTRÔLE SUR LA PROTECTION DE L'ENFANCE ET LES MINEURS NON ACCOMPAGNES

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU le Code des Juridictions Financières et notamment son article L.243-9,

VU le rapport d'observations définitives de Chambre régionale des comptes de Nouvelle Aquitaine, référencé « contrôle n° 2019-0030 », transmis à la Collectivité le 4 décembre 2020,

VU la « délibération n°CD.2021.03.05/101 » du Conseil Départemental du 5 mars 2021 présentant le rapport d'observations définitives à l'Assemblée départementale,

VU le rapport n° CD.2022.08.04 en date du 8 avril 2022, de M. le Président du Conseil Départemental,

CONSIDERANT que le Conseil Départemental doit être tenu informé dans un délai d'un an à compter de la présentation du rapport d'observations définitives à l'assemblée délibérante, des actions entreprises à la suite des observations de la chambre régionale des comptes,

CONSIDERANT que le délai d'un an depuis la présentation du rapport d'observations définitives de la Chambre régionale des comptes à l'assemblée départementale est écoulé et qu'il convient de présenter à l'assemblée les actions entreprises afin de répondre aux observations formulées,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2022.04.08/207 en date du 8 avril 2022, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Madame Audrey BARTOUT, Rapporteur,

DÉLIBÈRE

Article unique : après présentation du rapport des suites données au rapport d'observations définitives de la Chambre régionale des comptes de Nouvelle-Aquitaine intitulé "DEPARTEMENT DE LA CORREZE : ENQUETE SUR LA PROTECTION DE L'ENFANCE ET LES MINEURS NON ACCOMPAGNES", et après en avoir débattu, le Conseil Départemental donne acte de la présentation, par le Président du Conseil Départemental, du rapport détaillant les actions qu'il a entreprises à la suite des observations de la chambre régionale des comptes.

Acte est donné.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant

de L'État le : 12 avril 2022

Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20220408-4644-DE-1-1

Affiché le : 12 avril 2022

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL



L'an deux mille vingt-deux et le huit avril, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :

Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Madame Valérie TAURISSON, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Madame Patricia BUISSON, Monsieur Franck PEYRET, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Audrey BARTOUT, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Jean-Jacques LAUGA, Monsieur Philippe LESCURE, Madame Marilou PADILLA-RATELADE, Madame Rosine ROBINET, Monsieur Gérard SOLER, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Julien BOUNIE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Madame Claude CHIRAC, Monsieur Bernard COMBES, Madame Jacqueline CORNELISSEN, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Monsieur Sébastien DUCHAMP, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Didier MARSALÉIX, Madame Frédérique MEUNIER, Madame Annick TAYSSE, Madame Sonia TROYA, Madame Stéphanie VALLÉE, Madame Marie-Laure VIDAL, Monsieur Eric ZIOLO

Pouvoir :

Monsieur Anthony MONTEIL à Madame Stéphanie VALLÉE

Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

Réunion du 8 avril 2022

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission de la Cohésion Sociale

OBJET

ACTIONS EN FAVEUR DES COLLEGES PUBLICS, DE L'EDUCATION ET DE LA JEUNESSE
- ACTIONS TRANSPORTS : ELEVES HANDICAPES, HANDIMOBILE, JEUNESSE -
DOTATIONS 2022

RAPPORT

En 2022, le Département entend conforter ses interventions tournées vers la jeunesse grâce à un soutien financier adapté aux jeunes et à leurs besoins en termes d'éducation, d'orientation ou encore d'épanouissement personnel. Il mène également des actions concrètes en faveur de l'éducation citoyenne.

Dans le cadre de la loi NOTRe, portant sur la nouvelle organisation territoriale de la République adoptée le 7 août 2015, le Département a conservé la gestion des collèges. Aussi, le Conseil Départemental est fortement engagé dans des actions en faveur de la jeunesse, dans le cadre de sa compétence légale.

La collectivité a en charge 25 collèges publics et accompagne 5 collèges privés, fréquentés par 10 336 collégiens pour l'année scolaire 2021-2022 dont 8 909 scolarisés dans les établissements publics.

Pour illustrer cet engagement, au delà des efforts financiers qui sont consacrés chaque année à la jeunesse et aux collèges, le Département s'est mobilisé pour faire face à une crise sanitaire sans précédent et a œuvré dans le courant de l'année 2021 au développement et à la mise en place d'actions qui démontrent son investissement et aussi son intérêt pour le domaine éducatif.

Le Département s'est efforcé de s'adapter avec pragmatisme durant toute la durée de la pandémie, en ayant pour priorités la sécurité des élèves et du personnel éducatif, mais aussi la continuité pédagogique. A cet effet, les protocoles des agents d'entretien et de restauration ont fait l'objet d'adaptations rapides et soutenables dans la durée. Il a été fait preuve d'innovation en investissant dans du matériel spécialisé afin d'accélérer le protocole de désinfection et de contenir l'augmentation de la charge de travail pour les équipes. Enfin, pour accompagner certains élèves dont les difficultés se sont accrues suite au premier confinement, l'enveloppe consacrée au soutien scolaire a été doublée et des actions concrètes en partenariat avec cinq associations ont été mises en place (le MLAP – Maîtrise de la Langue et Aide Personnalisée– à Egletons, ACEDC –Association Culturelle et Educative pour le Développement Citoyen– et Potentiels à Tulle, TUCCS –TUjac Culturel Social et Sportif– à Brive et Familles Rurales à Objat).

- 7 000 € ont été consacrés à l'achat de matériel informatique.
- 1 300 € ont permis l'accueil de jeunes en mission de Service Civique pour renforcer les équipes de bénévoles de deux associations (le MLAP et l'association Familles rurales d'Objat).
- 65 élèves ont participé à 60 ateliers de pratiques numériques entre janvier et juin 2021. Cette action a été mise en place avec le renfort d'un jeune accueilli en service civique.

Conformément aux engagements pris par la collectivité, la dynamique se poursuit avec un projet "Bien vivre au collège" qui s'articule autour des objectifs suivants :

- un vaste programme pour la rénovation et la modernisation des locaux,
- un effort particulier sur le renouvellement du parc informatique et la modernisation des infrastructures réseau,
- un objectif ambitieux concernant l'ambition locale,
- la végétalisation des cours et des espaces communs pour offrir aux jeunes un meilleur environnement,
- la mise en œuvre d'actions de prévention et de lutte contre le harcèlement scolaire et les cyber-violences, en lien avec l'Éducation Nationale et les partenaires locaux,
- et le renforcement de la participation des élèves à la vie de leur collège.

Par ailleurs, alors que les transports interurbains et scolaires sont désormais une compétence régionale, le transport, qui relève du champ du handicap, est resté dans le giron départemental, conformément à la loi NOTRe. Le Conseil Départemental reste soucieux d'apporter une réponse adaptée aux besoins de chaque jeune présentant un handicap et de favoriser ainsi son autonomie et son ouverture sur l'extérieur.

En 2021, 330 enfants ont bénéficié d'une prise en charge dans ce cadre (12 bénéficiant de l'Aide Individuelle aux Transports et 318 enfants transportés) alors que le service de Transport A la Demande (TAD) Handimobile compte 10 000 bénéficiaires.

Le présent rapport présente l'ensemble des actions qui seront mises en place au bénéfice des collèges, des familles et de la jeunesse (I), puis celles relatives aux transports dans le cadre du champ du handicap et de la jeunesse (II).

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, il est proposé d'affecter 7 664 977 € de crédits de paiements, dont 122 000 € au titre de l'investissement et 7 542 977 € au titre du fonctionnement et 2 064 667 € en recettes, dont 1 329 667 € au titre de l'investissement et 735 000 € au titre du fonctionnement (dont le détail figure en pages 18 et 19 du présent rapport).

I - SOUTIEN AUX COLLEGES, AUX FAMILLES ET A LA JEUNESSE : 4 954 977 € en dépenses (dont 4 832 977 € en crédits fonctionnement et 122 000 € en investissement) et 2 029 627 € en recettes (dont 700 000 € en fonctionnement et 1 329 667 € en investissement)

A - ACTION EN FAVEUR DES COLLEGES : 4 020 677 € (dont 3 898 677 € en crédits fonctionnement et 122 000 € en investissement)

L'action du Département se concrétise dans ses domaines de compétences mais également par un engagement affirmé au-delà de ses missions obligatoires.

Si les collèges sont autonomes sur le plan financier, une part déterminante de leurs ressources provient du Département.

1 - Collèges publics

a) dotations principales de fonctionnement des collèges publics : 2 360 658 € de crédits de fonctionnement

Pour mémoire, l'Assemblée départementale a voté, lors de sa séance du 26 novembre dernier, les dotations principales de fonctionnement 2022 pour un montant de 2 360 658 € pour les collèges publics.

En complément de ces dernières, le Département assure également, outre la rénovation et la restructuration des bâtiments, les opérations d'entretien des équipements et des bâtiments en régie ou en fournissant aux collèges les moyens d'assurer cette mission par le biais de dotations complémentaires.

Il est important, dans les territoires ruraux corréziens, de doter les collèges d'équipements immobiliers et mobiliers modernes et fonctionnels, de procéder à tous les contrôles bactériologiques réglementaires ou encore d'aider les établissements à faire face à leurs dépenses de viabilisation et d'entretien.

b - Aides complémentaires 2022 en faveur des collèges publics : 672 708 € de crédits de fonctionnement

Les modalités d'attribution des différentes aides et dotations sont précisées dans les annexes 1 à 3 au présent rapport et font aujourd'hui l'objet d'un vote relatif à l'ouverture de crédits destinés à assurer la couverture budgétaire des aides et participations :

➔ Aide aux déplacements des élèves 2022 (cf. Annexe 1) : 125 000 € (en fonctionnement)

Afin d'aider les collèges dans la prise en charge du coût important des déplacements à caractère sportif et pédagogique, le Conseil Départemental réserve sur son budget une enveloppe pour aider les établissements à supporter les dépenses liées à ces activités pendant le temps scolaire.

Pour cette année 2022, il est proposé à l'Assemblée, dans un souci d'équité territoriale, afin de compenser l'éloignement géographique de certains collèges des principaux pôles culturels (Brive, Tulle et Ussel), de reconduire les critères de répartition de cette enveloppe de la manière suivante :

1) pour les déplacements vers les piscines : prise en charge à hauteur de 100 % de la dépense prévisionnelle.

2) pour l'opération *Collège au cinéma*, opération nationale qui propose aux collégiens du département de découvrir des œuvres cinématographiques lors de projections organisées spécialement à leur intention dans les salles de cinéma et de se constituer ainsi, grâce au travail pédagogique d'accompagnement conduit par les enseignants et les partenaires culturels, les bases d'une culture cinématographique. La participation à cette action repose sur le volontariat des chefs d'établissements et des enseignants qui souhaitent y faire participer leurs classes. Les activités de *Collège au cinéma* sont inscrites dans le temps et le calendrier scolaire au rythme minimum d'une projection par trimestre.

En 2021 la pandémie COVID n'a pas permis la réalisation de cette action aux 1^{er} et 2^{ème} trimestres, cependant entre septembre et décembre le programme a repris normalement avec 3 677 entrées comptabilisées.

Le Département prend à sa charge l'ensemble du coût des séances et du transport.

3) pour les déplacements à caractère sportif et pédagogique :

- répartir une partie au prorata des effectifs soit : 6 €/élève pour les collèges de moins de 200 élèves (7 établissements) ; 5 €/élève pour les collèges dont les effectifs sont compris entre 200 et 400 élèves (7 établissements) ; 4 €/élève pour les collèges de plus de 400 élèves (11 établissements) ;
- et, majorer chaque dotation/collège résultant du calcul ci-dessus, selon l'éloignement kilométrique d'une zone urbaine regroupant les principales activités culturelles (théâtre, musée... soit Brive, Tulle et Ussel).

Les trois tranches kilométriques identifiées sont :

- ✓ moins de 10 km : majoration forfaitaire annuelle de 100 € (8 collèges) ;
- ✓ entre 10 et 20 km : majoration forfaitaire annuelle de 750 € (7 collèges) ;
- ✓ + 20 km : majoration forfaitaire annuelle de 1 600 € (10 collèges).

Les collèges ayant une section sportive ne pourront pas demander à ce titre une aide pour un déplacement dans le cadre des sorties à caractère sportif. En effet, ils peuvent bénéficier d'une aide spécifique dans le cadre de la politique sportive de la collectivité.

➔ Conseils - Formations - Plan de Maîtrise Sanitaire - Hygiène Alimentaire en collège
QUALYSE : 50 708 € (en fonctionnement)

Dans les 22 restaurants scolaires des collèges publics, les chefs de cuisine sont responsables des Plans de Maîtrise Sanitaire (PMS). Ceci s'applique à environ 1,6 million de repas préparés, servis ou exportés pour 2021/2022.

Le Département est engagé dans le management des personnels de cuisine et assure la fourniture des moyens matériels (bâtiments, équipements) adaptés à l'objectif de résultat concernant la sécurité des convives.

Pour remplir certaines obligations réglementaires, renforcer son assurance de la mise en œuvre de PMS adaptés et faciliter la mise en œuvre des éléments de sa politique en maîtrise des risques alimentaires en restauration, le Département confie au laboratoire QUALYSE :

- la réalisation et le suivi des plans d'autocontrôles microbiologiques, l'assistance à la prise des mesures correctives, le cas échéant,
- la réalisation d'audits internes d'hygiène concernant les moyens et le fonctionnement, assortis d'un temps de restitution auprès des équipes avec conseils formalisés,
- la synthèse des résultats de ces audits internes, afin de présenter un état des lieux fondant des propositions de formations adaptées en matière d'hygiène alimentaire ainsi que des pistes collectives d'action et/ou d'amélioration, le cas échéant,
- l'organisation de formations professionnelles adaptées en matière d'hygiène alimentaire, à destination des personnes responsables de la gestion des Plans de Maîtrise Sanitaire.

En 2022, les actions de formation seront renforcées auprès des agents nouvellement arrivés et des chefs de cuisine. Outil complémentaire du Plan de Maîtrise Sanitaire, le Guide des Opérateurs a été diffusé et accompagné par les chefs de bassin restauration et QUALYSE auprès des 22 restaurants scolaires au début de l'année 2020.

Dans la lutte contre la propagation du virus responsable du COVID-19, le Département a confié à QUALYSE le renforcement du protocole de surveillance du nettoyage et de la désinfection en service de restauration dans les collèges publics.

Par ses actions, le Département participe à l'amélioration de la qualité du service en matière de sécurité alimentaire des aliments, garantit et facilite des bonnes conditions de travail aux agents des collèges qui interviennent en restauration ; agents qui soulignent le fort intérêt de cet accompagnement pour le développement de leurs compétences.

Ces prestations seront effectuées par QUALYSE et leur paiement sur la base du réalisé, dans la limite de l'enveloppe budgétaire allouée.

➔ Entretien des espaces, des équipements et du bâti (cf. Annexe 2) : 15 000 € (en fonctionnement)

En complément des travaux d'investissement et de rénovation des collèges, le Département assure également l'entretien des équipements et des bâtiments en procédant lui-même aux opérations ou en donnant aux établissements les moyens d'assurer cette mission grâce à la dotation globale mais aussi grâce à la présente enveloppe complémentaire.

Chaque collège peut ainsi faire une demande de dotation de fonctionnement pour l'entretien et/ou la réparation de matériels et/ou l'acquisition de matières d'œuvre nécessaires à la réalisation de travaux d'entretien courant, par l'agent de maintenance dans la limite de l'enveloppe budgétaire allouée.

La dotation sera calculée selon un taux de 40% appliqué aux dépenses éligibles et plafonnée annuellement par établissement à 1 250 €.

➔ Dotation complémentaire à la Dotation Principale de Fonctionnement (cf. Annexe 3) : 460 000 € (en fonctionnement)

Cette enveloppe a pour vocation d'aider les collèges à faire face à des difficultés budgétaires, des dépenses imprévues qui relèvent strictement des compétences du Département, notamment celles relatives à la viabilisation.

Bien que normalement prise en charge par les collèges dans le cadre de leur dotation globale, cette enveloppe complémentaire permet de tenir compte :

- de la longueur des saisons de chauffe plus ou moins importante selon la localisation des collèges,
- des hausses tarifaires concernant le coût des énergies qui représentent pour les collèges des dépenses importantes en cours d'année, difficiles à chiffrer lors de l'élaboration de leur Budget Primitif.

Ainsi, chaque collège en difficulté peut faire une demande de dotation complémentaire à la Dotation Principale de Fonctionnement, dans la limite de l'enveloppe budgétaire allouée.

➤ Dotations pour l'utilisation des équipements sportifs communaux : 22 000 € (en fonctionnement)

Conformément aux lois de décentralisation, le Département doit fournir aux collèges les équipements permettant de dispenser les enseignements et les formations de toute nature figurant aux programmes officiels, notamment l'éducation physique et sportive. Le barème d'attribution d'indemnités forfaitaires, applicables à toutes les communes autorisant l'accès à leurs installations sportives pour la pratique sportive des collégiens, est fonction de la nature des équipements utilisés.

Il correspond à :

- * Forfait gymnase : 350 € annuels ;
- * Forfait piscine : 500 € annuels ;
- * Forfait équipements Plein air : 175 € annuels.

Il est également à noter que la dotation est calculée selon le nombre des équipements sportifs utilisés par chaque collège. Il est proposé à l'Assemblée de bien vouloir adopter les principes et barèmes ci-dessus qui serviront en 2022 de base de calcul des dotations attribuables aux communes et structures intercommunales mettant à disposition des collèges leurs équipements sportifs.

Par ailleurs, la Commission Permanente lors de sa réunion du 24 septembre 2021, dans le cadre du dispositif contractuel départemental - Contrat de Solidarité Communale - CSC - 2021 - 2023 et Contrat de Cohésion des Territoires - CCT 2021 - 2023, a approuvé la règle suivante :

"Toute attribution de subvention au titre de la politique contractuelle départementale 2021-2023, d'aides aux équipements sportifs (catégories 4 et 5 pour les projets à vocation sportive), obligera la collectivité bénéficiaire à certifier lors de sa demande de versement, la mise à disposition de son équipement sportif subventionné à titre totalement gratuit au profit des collèges utilisateurs et ce, pendant une durée de 10 ans à compter de la date de notification de l'arrêté portant octroi de la subvention".

Enfin, il est rappelé à l'Assemblée que, s'agissant des enveloppes intitulées "Aide aux déplacements des élèves", "Entretien des espaces, des équipements et du bâti", "Dotation complémentaire à la Dotation Principale de Fonctionnement" et "Dotations pour l'utilisation des équipements sportifs communaux" :

- le montant indiqué de chaque enveloppe est fourni à titre indicatif. En effet, la Commission Permanente, qui disposera de la compétence pour attribuer chacune de ces dotations, pourra, le cas échéant, moduler le montant de chacune de ces enveloppes, dans la limite du montant des crédits abondants l'Enveloppe Pluriannuelle de Financement (EPF) "Dotations complémentaires aux collèges publics", arrêté à 672 708 € ;

- les modalités de calcul et d'attribution des trois enveloppes susvisées figurent en annexes 1,2 et 3 au présent rapport.

c) Subventions complémentaires d'aides aux dépenses d'investissement des collèges publics : achat de matériel et mobilier par les collèges publics : 96 000 € de crédits de paiements en investissement

Cette enveloppe est destinée à couvrir en partie les dépenses réalisées par les collèges en matière d'acquisition de matériels d'entretien et de mobiliers scolaires tout en tenant compte des évolutions pédagogiques.

La subvention prévisionnelle maximale par établissement est calculée sur la base de 3 tranches :

- effectif inférieur à 200 élèves = 2 400 €
- effectif compris entre 200 et 400 élèves = 3 900 €
- effectif supérieur à 400 élèves = 5 000 €

Il est précisé que la subvention sera calculée selon le taux unique de 80% appliqué aux dépenses réalisées et sera versée, dans la limite du montant attribué, sur la base des factures acquittées.

Enfin il est à noter qu'au moins un tiers de la dépense réalisée par l'établissement devra être réservé à l'achat de matériels au bénéfice des agents départementaux du collège. Sur la base de ces règles, il sera demandé aux collèges au cours du 1^{er} semestre 2022, de faire retour de leurs besoins dans le respect des montants maximum qui leur sont attribués.

Il est proposé à l'Assemblée, pour l'année 2022, de maintenir cette procédure et de laisser le soin à la Commission Permanente de répartir ces crédits selon les besoins qui seront recensés.

d) Recettes de fonctionnement et d'investissement dans le cadre de l'action en faveur des collèges

➔ Le Fonds Académique de Rémunération des personnels d'Internats (FARPI) :
700 000 € de crédits de fonctionnement

Conformément à la délibération du Conseil Départemental du 17 mars 2006, ce fonds est collecté directement par le Conseil Départemental auprès des établissements au taux de 22,5 % sur les recettes du Service Restauration et Hébergement (SRH).

Conformément à la lettre circulaire du 23 mars 2006, les modalités de recouvrement de ce fonds sont les suivantes :

- versement du tiers de la prévision budgétaire entre le 15 et le 31 mars,
- versement du tiers de la prévision budgétaire entre le 15 et le 31 juin,
- versement des 2/9 de la prévision budgétaire entre le 15 et le 30 novembre,
- versement du solde après calcul des droits réels constatés de l'exercice clos (fin décembre/début janvier).

Il est proposé 700 000 € de crédits en recettes de fonctionnement.

➔ La dotation départementale d'équipement des collèges (DDEC) : 1 329 667 € de crédits d'investissement

Dans le cadre de la décentralisation, la DDEC est une recette attribuée par l'Etat au Département.

L'article L.3334-16 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose qu'à compter de 2009 le montant alloué à chaque département est égal à celui de 2008. Aussi, le montant de la DDEC pour 2022 est identique à celui alloué en 2021 soit 1 329 667 €.

Il est proposé 1 329 667 € de crédits en recettes d'investissement.

2 - Collèges privés

a) Dotations principales de fonctionnement des collèges privés : 839 311 € de crédits de fonctionnement

Pour mémoire, l'Assemblée départementale a voté, lors de sa séance du 26 novembre dernier, les dotations principales de fonctionnement 2022 pour un montant de 839 311 € pour les collèges privés.

b - Aides complémentaires 2022 en faveur des collèges privés 14 000 € de crédits de fonctionnement

Pour mémoire, l'Assemblée départementale a voté, lors de sa séance du 26 novembre dernier, les aides complémentaires aux déplacements 2022 pour un montant de 14 000 € pour les collèges privés.

c) Subventions complémentaires d'aides aux dépenses d'investissement des collèges privés : 26 000 € de crédits de paiements en investissement

Pour mémoire, l'Assemblée départementale a voté, lors de sa séance du 26 novembre dernier, les aides aux opérations d'investissement type loi "Falloux" pour un montant de 14 000 € pour les collèges privés et les aides à l'achat de matériels informatiques pour un montant de 12 000 € pour les collèges privés.

3 - Actions en faveur de l'orientation des collégiens – le Dispositif École Entreprise : 12 000 € en fonctionnement

Le Conseil Départemental a renouvelé son partenariat avec la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Corrèze et le MEDEF (Mouvement des Entreprises de France) de la Corrèze en faveur du dispositif "École Entreprise", dans le cadre d'une convention de partenariat sur deux ans (2020 à 2022).

Le projet vise à initier les collégiens aux métiers de l'entreprise et à leur donner une approche générale du fonctionnement de l'entreprise en lien avec la Direction des Services Départementaux de l'Éducation Nationale et des entreprises corréziennes. Cette action permet aux collégiens, de 4^{ème}, de découvrir l'entreprise avec ses flux humains et matériels, mais aussi l'environnement économique qui se trouve à proximité de leur collège.

La convention porte une attention particulière sur l'égalité homme/femme en termes d'accès à l'emploi. L'ensemble des collèges du département est pris en compte sur les 2 années que dure la convention.

Sur l'année scolaire 2020/2021, 15 collèges ont bénéficié d'une intervention en classe pour découvrir l'entreprise et son fonctionnement avant la visite sur site. 11 visites d'entreprises n'ont pas pu être réalisées.

Il est proposé à l'Assemblée de réserver sur l'enveloppe susvisée, pour l'exercice 2022, la somme de 12 000 € (montant identique à 2021) pour le financement de cette opération.

B - ACTIONS EN FAVEUR DES FAMILLES : 541 000 € de crédits de paiements en fonctionnement

Il est proposé au Conseil Départemental d'approuver le vote de crédits de paiement destinés à assurer la couverture budgétaire des actions en faveur des familles pour un montant de 541 000 €, montant qui permettra le financement des interventions suivantes :

1 - Bourses pour classes de découverte ou patrimoine : 8 000 € en fonctionnement

Le Conseil Départemental attribue des bourses individuelles aux familles corréziennes les plus défavorisées et permet ainsi à tous les écoliers de participer aux séjours organisés par leurs écoles. Les classes Patrimoine concernent des séjours qui ne sont pas inscrits au programme départemental (défini avec L'Éducation Nationale et l'ODCV –Oeuvre Départementale des Centres de Vacances–). Des écoles privées ou publiques organisent ces séjours.

En 2021, il y avait 1 090 élèves prévus pour des séjours entre janvier et fin juillet. Les classes se sont interrompues dès janvier en raison de la crise sanitaire, de sorte que seulement 253 élèves ont bénéficié de ces séjours.

L'aide de la collectivité départementale est versée directement à l'organisateur du séjour qui la déduit de la part restant à charge des familles.

Bourses classes de découverte et patrimoine	2020	2021	2022
Budget Prévisionnel	9 000 €	9 000 €	8 000 €
Compte Administratif	3 003 €	39 €	

2 - Promotion internat 19 : 78 000 € (en fonctionnement)

L'existence de 14 internats dans les collèges est une spécificité à notre territoire. Le Conseil Départemental, garant des solidarités sociales et territoriales, doit, en l'espèce, mettre en œuvre des politiques d'action sociale efficaces et adaptées au contexte local. L'aide à l'internat de 300 € est versée directement au collège pour chaque élève interne (corrézien ou non) en complément des autres aides mobilisables (bourses nationales). Elle est l'illustration de la capacité de notre collectivité à porter des dispositifs efficaces et utiles pour toutes les familles. Ce dispositif renforce également l'attractivité des 14 internats corréziens.

En parallèle, l'outil "internat" est également intégré comme un élément de prévention et reconnu par les services de l'Éducation Nationale en Corrèze pour l'accueil d'élèves en difficulté ou faisant l'objet de mesures de suivi au titre de la Protection de l'Enfance. Il devient dans ce cadre, un outil de médiation, qui peut apporter des solutions à des jeunes dont la situation sociale et/ou géographique est source de difficultés.

Au titre de l'année scolaire 2020/2021, cette aide a été versée en faveur de 272 collégiens internes.

Internat 19	2020	2021	2022
Budget Prévisionnel	78 000 €	78 000 €	78 000 €
Compte Administratif	41 514,79 €	65 556,56 €	

3 - Aide à la restauration : 280 000 € (en fonctionnement)

Dans une logique de plus grande justice sociale et pour agir contre les inégalités territoriales, une aide spécifique à la restauration a été adoptée en séance plénière du 28 juin 2013 et mise en place dès l'année scolaire 2013/2014. Cette aide permet aux familles des collégiens du secteur public et privé ayant la qualité de demi-pensionnaire (4 jours par semaine au minimum) ou d'interne, de bénéficier d'une aide déduite directement de la facture trimestrielle par l'établissement en fonction de leurs ressources et du nombre d'enfants à charge.

Aide à la restauration	2020	2021	2022
Budget Prévisionnel	295 000 €	295 000 €	280 000 €
Compte Administratif	178 027,47 €	238 823,02 €	

Cette aide, dont ont bénéficié 2 002 collégiens demi-pensionnaires, a été versée à chaque établissement selon la répartition suivante au titre de l'année 2021 :

ÉTABLISSEMENT	MONTANT 2021
Collège d'Allasac	16 634,45 €
Collège d'Argentat	10 246,55 €
Collège Jeanne d'Arc d'Argentat	2 426,57 €
Collège de Beaulieu	4 565,90 €
Collège de Beynat	4 249,56 €
Collège de Bort-les-Orgues	2 090,43 €
Collège d'Arsonval Brive	5 334,95 €
Collège Bossuet Brive	4 607,27 €
Collège Cabanis Brive	10 051,50 €
Collège Jean Lurçat Brive	15 990,02 €
Collège Jean Moulin Brive	5 031,41 €
Collège Notre Dame Brive	2 126,50 €
Collège La Salle Brive	3 041,26 €
Collège Rollinat Brive	10 000,82 €
Collège de Corrèze	4 269,16 €
Collège d'Egletons	9 053,96 €
Collège de Larche	19 244,77 €
Collège de Lubersac	8 535,45 €
Collège de Merlines	1 970,96 €
Collège de Meymac	6 825,67 €
Collège de Meyssac	4 941,50 €

ÉTABLISSEMENT	MONTANT 2021
Collège de Neuvic	4 161,28 €
Collège d'Objat	19 399,05 €
Collège de Seilhac	5 275,21 €
Collège de Treignac	6 247,41 €
Collège de Clémenceau Tulle	10 903,66 €
Collège Victor Hugo Tulle	17 868,61 €
Collège Notre Dame Ussel	1 462,50 €
Collège Voltaire Ussel	10 839,90 €
Collège d'Uzerche	11 426,74 €
TOTAL (CA 2021)	238 823,02 €

4 - Primes d'apprentissage : 7 000 € (en fonctionnement)

Le Conseil Départemental alloue aux jeunes qui effectuent un apprentissage artisanal une aide financière destinée à compenser une partie des dépenses générées par cette formation.

Cette aide, qui concourt directement à la réussite de notre politique éducative, doit être maintenue ; elle favorise une meilleure intégration des jeunes dans la vie professionnelle.

En 2021, ce dispositif a permis d'apporter une aide à 35 apprentis pour des montants allant de 185 € à 231 €.

Primes d'apprentissage	2020	2021	2021
Budget Prévisionnel	7 000 €	7 000 €	7 000 €
Compte Administratif	6 992 €	6 966 €	

5 - Bourses de l'enseignement supérieur : 168 000 € (en fonctionnement)

Le Conseil Départemental apporte une aide financière à destination de jeunes Corrégiens qui effectuent des études supérieures. L'attribution repose à la fois sur un principe d'équité sociale mais aussi de complémentarité avec les aides accordées par les autres financeurs. Le montant de l'aide départementale est calculé et limité à 10% de l'aide des principaux financeurs (État et Région).

En 2021, cette aide a bénéficié à 602 étudiants corréziens pour des montants compris entre 102 € et 561,20 €.

Enseignement supérieur	2020	2021	2022
Budget Prévisionnel	130 000 €	130 000 €	168 000 €
Compte Administratif	131 558,80 €	167 975,93 €	

C - ACTIONS EN FAVEUR DE LA JEUNESSE : 393 300 € de crédits de paiements en fonctionnement

La jeunesse est au cœur des priorités de la mandature. Pour l'année 2022, il est demandé à l'Assemblée de bien vouloir examiner les propositions suivantes :

1 - Partenariat avec l'ODCV : 328 000 € (en fonctionnement)

Au titre du soutien de la politique en faveur de la jeunesse, l'ODCV est un acteur majeur dans la mise en œuvre des actions en faveur des jeunes Corrèziens et de leurs familles. La convention d'objectifs quadriennale signée avec l'ODCV pour les années 2021-2022-2023-2024, adoptée en séance plénière du 27 novembre 2020, précise le soutien apporté par la collectivité départementale à cet organisme.

L'ODCV s'inscrit dans une dynamique de développement de nouvelles offres de séjours adaptés aux jeunes corréziens et à leurs familles. La convention prend également en compte les ajustements nécessaires pour optimiser encore les fréquentations.

En 2021 comme en 2020, la pandémie a nécessité et nécessite toujours des mesures sanitaires strictes, ce qui impacte l'activité de l'ODCV. Il a été nécessaire d'adapter les programmes habituels à ce contexte et de proposer des actions exceptionnelles, telles que des séjours en faveur des enfants confiés à l'Aide Sociale à l'Enfance ou des classes découvertes à la journée à "l'espace 1 000 Sources" de Bugeat.

En 2022 :

- **Les classes de découverte** permettront à des élèves d'écoles primaires d'effectuer un séjour de 3 à 8 jours dans le cadre du Plan départemental. L'ODCV bénéficie d'une aide du Conseil Départemental à hauteur de 40 % pour l'organisation de ces séjours dont les candidatures et le calendrier sont soumis chaque année à la décision de la Commission Permanente de décembre. En 2022, 1 349 élèves sont inscrits pour 40 écoles et 61 classes.
- **Les séjours classes d'intégration 6ème** sont organisés par l'ODCV sur le site de "La Martière" à l'île d'Oléron, à l'Espace 1000 Sources à Bugeat et aux "Chalets des Aiguilles" à Chamonix pour des séjours de 2 à 5 jours. La participation du Conseil Départemental pour ces séjours correspond à 60% du coût global.

Pour rappel, en 2021, 6 collèges, 15 classes et 379 élèves étaient inscrits. Un collège a annulé sa participation en raison de la crise sanitaire: seuls 306 élèves ont donc bénéficié de ce dispositif.

En 2022, les inscriptions pour les séjours se feront en avril prochain.

- **Les séjours vacances :**

- ✓ Les Accueils de Loisirs Sans Hébergement (ALSH) avec des mini séjours d'une durée minimale de 5 jours ;
- ✓ Les séjours produits par l'ODCV à La Martière à l'île d'Oléron et aux Chalets des Aiguilles à Chamonix en hiver, au printemps et en été. Le site des 1000 Sources à Bugeat est aussi proposé aux jeunes Corrégiens ;
- ✓ Les départs des enfants en séjours familles durant les vacances d'été à La Martière à l'île d'Oléron et aux Chalets des Aiguilles à Chamonix ;
- ✓ Les séjours diffusés par l'ODCV pour d'autres organismes et/ou d'autres centres de vacances en hiver, au printemps et en été, et les séjours linguistiques en Angleterre ;
- ✓ Et pour l'année 2022, un montant de crédits de 6 000 € (identique à 2021) sera spécifiquement affecté au financement du projet "Sport Santé Bien-être" mené avec l'Agence Régionale de Santé.

Pour l'année 2022, la répartition des crédits, qui a été actée lors de la réunion de l'Assemblée plénière du 28 janvier dernier, est la suivante :

↳ participation aux classes de découverte (plan départemental) :	240 000 €
↳ participation aux classes d'intégration des élèves de 6ème :	44 000 €
↳ participation aux séjours vacances :	44 000 €

2 - Action promotion Jeunesse "Association Voilco" : 3 000 € (en fonctionnement)

Voilco-Aster est une association laïque d'éducation populaire. Ses activités, organisées sur ses bases de Saint Priest de Gimel et de Viam, consistent en :

- l'accueil de classes de découvertes sur des thèmes variés comme les activités physiques de pleine nature, l'astronomie, les énergies renouvelables,
- des interventions pour les centres de loisirs,
- l'accueil de séjours de vacances,
- la formation d'animateurs (Brevet d'Aptitude aux Fonctions d'Animateur et Brevet d'Aptitude aux Fonctions de Directeur).

Face au contexte sanitaire de la COVID-19, l'association a fait preuve d'adaptation dans l'organisation de la vie quotidienne et des activités proposés lors des séjours, en prenant en compte l'ensemble des consignes et recommandations du Ministère de l'Éducation Nationale et de la Jeunesse.

Une subvention à hauteur de 3 000 € est proposée pour 2022.

3 - Le Service Civique : 18 000 € (en fonctionnement)

Le Service civique a été mis en place par la loi du 10 mars 2010. Il s'adresse aux jeunes de 16 à 25 ans et jusqu'à 30 ans pour les jeunes en situation de handicap, sans condition de diplôme, pour la réalisation d'une mission d'intérêt général. Il s'effectue sur une période de 6 à 12 mois indemnisée 473,04 € nets par mois versés par l'État auxquels s'ajoutent 107,58 € versés par la structure d'accueil soit un total de 580,62 €.

En 11 ans, à l'échelle nationale, le Service Civique a touché près de 435 000 jeunes. Dans le département, un comité de pilotage, constitué de la Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations (DDCSPP), du Conseil Départemental, des Missions locales, de la Fédération des Associations Laiques (FAL), de l'association des Maires, de l'Éducation Nationale et du Comité Départemental Olympique et Sportif 19 (CDOS) a vocation à coordonner et piloter le dispositif.

Le Département a sollicité le renouvellement de son agrément jusqu'en février 2024. Lors de sa réunion du 10 décembre 2021, la Commission Permanente a acté les dispositions suivantes :

→ Le Département peut accueillir, en 2022, 4 volontaires pour des missions d'ambassadeur jeunesse, de médiateurs sportif et culturel, d'ambassadeur pour la valorisation du patrimoine corrézien ou encore de médiateur pour l'accès aux droits et la lutte contre la fracture numérique.

→ Le Département continue à accorder aux volontaires une aide à "l'engagement citoyen" d'un montant de 200 € quelle que soit la durée du contrat et sans renouvellement possible, versée en 1 fois sur présentation des attestations de formations citoyennes : formation de Prévention et Secours Civique de premier niveau (PSC1) et formation théorique.

Ce dispositif nécessitera en 2022 la mobilisation de 18 000 € de crédits dont :

- 16 000 € pour les aides individuelles ;
- 1 000 € affectés au paiement de l'indemnité des jeunes en mission au Conseil Départemental (107,58 € par mois). Il est par ailleurs, prévu le remboursement des frais de mission par les jeunes volontaires accueillis au Conseil Départemental.
- 1 000 € destinés à la réalisation d'actions en faveur de la jeunesse.

4 - Action contre le harcèlement scolaire : 14 300 € (en fonctionnement)

La lutte contre le harcèlement scolaire fait partie des priorités du Département. En effet, la pratique des réseaux sociaux par des enfants de plus en plus jeunes a démultiplié ce phénomène.

→ 700 000 élèves sont harcelés chaque année.

→ 10% des élèves de 6^{ème} sont touchés, parmi lesquels 7% par une forme grave de harcèlement.

Objet d'inquiétude pour les parents, cette question fait partie des priorités gouvernementales.

Je propose un plan d'actions complet à mettre en œuvre à compter de la rentrée 2022/2023 visant à faire de la Corrèze un département pionnier contre le harcèlement scolaire en :

- ayant une action phare contre le cyber-harcèlement,
- touchant 1 niveau entier de collégiens corréziens par an,
- agissant également au niveau de l'information des familles et de la parentalité,
- travaillant avec l'association e-enfance, référent national de la lutte contre le harcèlement et des partenaires locaux,
- articulant notre demande avec le dispositif PHARE mis en place à l'échelle nationale.

5- Appel à projet "jeunesse" : 20 000 € (en fonctionnement)

L'objectif de ce dispositif est de soutenir des projets rendant les élèves acteurs d'une initiative dans le domaine du développement durable et de favoriser l'engagement citoyen et le bien-être au collège.

L'appel à projet s'adresse à tous les collégiens corréziens. L'initiateur peut être un élève, un groupe d'élèves, une classe ou un établissement.

Le projet peut porter sur la création d'un potager, la gestion des déchets, la biodiversité au sein de l'établissement, etc.

Pour être recevable le projet devra :

- Respecter le thème et les critères du "développement durable et favoriser le bien-être au collège" ;
- Avoir l'accord du principal du collège pour la réalisation ;
- Être transmis par mail à avant la date butoir (qui sera précisée dans le règlement) ;
- Être réalisé dans l'enceinte du collège ;
- Comporter une participation financière du collège ;
- Ne pas engendrer un coût de fonctionnement annuel trop important.

Le Département apportera un soutien financier dont les modalités d'attribution seront précisées dans le règlement qui sera soumis à l'approbation de la Commission Permanente.

6- Action transport "jeunesse" : 10 000 € (en fonctionnement)

Soucieux de garantir l'équité territoriale et de favoriser l'accès des jeunes à des ressources qui en feront les citoyens de demain, je vous propose d'affecter un montant de crédits de 10 000 € à l'aide aux déplacements en faveur de projets ayant une forte valeur éducative, culturelle et proposant aux jeunes une ouverture sur le monde en particulier professionnel.

Ces projets, tels que l'opération "les Coulisses du Bâtiment", les Forums des métiers, les visites des sites du Département, des manifestations portées par la Bibliothèque Départementale..., seront financés dans la limite de l'enveloppe budgétaire allouée.

II - ACTIONS TRANSPORTS : ÉLÈVES HANDICAPÉS, HANDIMOBILE : 2 710 000 €

Depuis la mise en application de la loi NOTRe (portant sur la Nouvelle Organisation Territoriale de la République), la compétence en matière de transport - cars interurbains et scolaires -, exercée jusqu'alors par les départements, a été transférée aux régions.

En Corrèze, ce transfert de compétence a pris effet au 1^{er} septembre 2017 et a confié à la Région Nouvelle-Aquitaine la gestion du transport interurbain et scolaire, à l'exception du transport des élèves en situation de handicap et du service de transport des personnes à mobilité réduite HANDIMOBILE.

Dans le cadre de sa politique jeunesse, le coût du transport collectif étant souvent un frein dans les territoires ruraux corréziens, le Département entend poursuivre son soutien à destination des jeunes afin de favoriser leur ouverture sur l'extérieur, susciter leur curiosité et les accompagner vers leur vie d'adulte.

A ce titre, la collectivité étant désireuse d'apporter une réponse à chaque famille dont un membre présente une situation de handicap et de soutenir des déplacements dans le cadre de projets jeunesse, il est demandé à l'Assemblée de bien vouloir examiner les propositions suivantes :

A - SCOLAIRES HANDICAPES : 1 920 000 €

L'organisation des transports individuels à l'attention des élèves et des étudiants en situation de handicap continue à être mise en place par le Département au titre de sa compétence générale en matière de handicap et de protection sociale.

Dans une volonté de solidarité et de soutien aux familles, le Département prend en charge la mise en place de transports spécifiques pour les élèves handicapés fréquentant un établissement d'enseignement général, agricole ou professionnel, public ou privé, quand ils ne peuvent pas utiliser les moyens de transports en commun, en raison de la gravité de leur handicap. La Maison Départementale des Personnes Handicapées émet un avis sur cette prise en charge.

Ainsi, les élèves en situation de handicap peuvent prétendre à un transport individuel pour rejoindre leur établissement scolaire d'accueil dont la totalité du coût est pris en charge par la collectivité. Pour l'année scolaire 2021/2022, environ 318 élèves sont bénéficiaires de ce dispositif.

Dans le cadre de l'accès aux dispositifs de droit commun, certaines familles font le choix de transporter elles-mêmes leurs enfants. La collectivité permet aux familles cette adaptation en allouant une aide individuelle. Pour l'année 2022, nous vous proposons de reconduire cette action. Une aide de 0,30 € par kilomètre serait attribuée aux familles, sur la base fiscale des frais réels. Cette aide serait versée au vu d'un état nominatif.

B - HANDIMOBILE : 790 000 € (dont 70 000 € pour la centrale de réservation) en dépenses et 35 000 € en recettes

Le dispositif Handimobile est maintenu et offre aux Personnes à Mobilité Réduite (PMR) la possibilité de bénéficier de transports à la demande leur permettant ainsi une certaine autonomie dans leur vie quotidienne, et l'accès aux services et aux activités du territoire. Ce dispositif a un intérêt majeur dans ce contexte de crise sanitaire pour le maintien du lien social et familial.

Ce service couvre toute la Corrèze, hors les transports dont l'origine et la destination se situent dans le territoire de la Communauté d'Agglomération du Bassin de BRIVE, desservi par Libéo-Accessible. Les transports dont l'origine et la destination se situent dans l'agglomération de TULLE sont pris en charge par cette collectivité dans le cadre d'un groupement de commandes avec le Département.

Il s'agit d'un service de transport collectif à la demande avec réservation, assurant une prestation de porte à porte. Il est ouvert aux personnes présentant des handicaps ne leur permettant pas d'utiliser les réseaux urbains ou interurbains de transport en commun. Ce service compte 1 221 adhérents et a assuré le transport d'environ 10 000 personnes en 2021.

La tarification, dans le cadre de la participation financière des usagers à ce transport, est définie par le Conseil Départemental, agissant en qualité d'autorité organisatrice. Il est proposé d'affecter 35 000 € de crédits en recettes de fonctionnement.

Demande de création Autorisation d'Engagement (AE) = 14 000 000 €

Désignation : SCOLAIRE HANDICAPES / 2022-2026 D

Catégorie : Pluriannuel

Montant : 14 000 000 €

Durée d'affectation : 5 ans

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, je vous propose d'affecter les crédits de paiements selon les tableaux ci-dessous :

PROGRAMME	BP 2021	CA 2021	BP 2022
ACTIONS EN FAVEUR DE LA JEUNESSE	349 000 €	343 399 €	393 300 €
ACTIONS EN FAVEUR DES FAMILLES	519 000 €	479 361 €	541 000 €
ACTIONS EN FAVEUR DES COLLEGES (1)	3 493 116 €	3 430 131 €	3 898 677 €
SCOLAIRES HANDICAPES	1 930 000 €	1 608 622 €	1 920 000 €
HANDIMOBILE	810 000 €	624 975 €	790 000 €
TRANSPORT ACTIONS EN FAVEUR DE LA JEUNESSE	10 000 €	5 736 €	intégré dans "action en faveur de la jeunesse"
TOTAL DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT	7 171 116 €	6 492 224 €	7 542 977 €
ACTIONS EN FAVEUR DES COLLEGES	0 €	20 492 €	700 000 €
AIDES A LA SCOLARITE	0 €	231 €	0 €
HANDIMOBILE	35 000 €	27 172 €	35 000 €
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT	35 000 €	47 895 €	735 000 €
ACQUISITION DE MATÉRIEL ET DE MOBILIER COLLÈGES PUBLICS	96 000 €	92 890 €	96 000 €
SUBVENTION INVESTISSEMENT COLLEGES PRIVES (VOTE NOVEMBRE 2021)	14 000 €	14 000 €	14 000 €
DOTATIONS TIC COLLEGES PRIVES (VOTE NOVEMBRE 2021)	12 000 €	11 879 €	12 000 €
ACHAT VEHICULE J.MOULIN	24 600 €	24 525 €	0 €
TOTAL DÉPENSES D'INVESTISSEMENT	146 600 €	143 294 €	122 000 €
DOTATION DÉPARTEMENTALE D'ÉQUIPEMENT DANS LES COLLÈGES	1 354 267 €	1 329 667 €	1 329 667 €
TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT	1 354 267 €	1 329 667 €	1 329 667 €

(1) : dotations de fonctionnement des collèges publics votées en séance plénière le 26 novembre dernier et dotations des collèges privés (839 311 € au titre de la dotation principale et 14 000 € au titre des aides aux déplacements).

- En résumé :

	Crédits de paiements 2022 DEPENSES	Crédits de paiements 2022 RECETTES
FONCTIONNEMENT	7 542 977 €	735 000 €
INVESTISSEMENT	122 000 €	1 329 667 €
TOTAL	7 664 977 €	2 064 667 €

Pour mémoire au titre de 2022, les engagements au titre de la politique Éducation Jeunesse qui vient de vous être exposée dans le présent rapport seront effectués sur les enveloppes suivantes :

Programme	Type enveloppe	N° Enveloppe	Libellé de l'enveloppe
<u>DEPENSES</u>			
ACTION EN FAVEUR DES FAMILLES	EPF	P005E01	Aide à la restauration
	EPF	P005E02	Bourses classes de découverte/patrimoine
	EPF	P005E03	Bourses de l'enseignement supérieur
	EPF	P005E04	Primes d'apprentissage
	EPF	P005E05	Promotion Internat 19
ACTION EN FAVEUR DE LA JEUNESSE	AE	P002E01	Partenariat avec l'ODCV 2021-2024
	EPF	P002E02	Dépense de fonctionnement GD
	EPF	P002E03	Dépense de fonctionnement 933
	EPF	P002E04	Dépense de fonctionnement 932
ACTION EN FAVEUR DES COLLEGES	EPF	P004E01	Actions faveur orientation collégiens
	EPF	P004E02	Aides parcours culturels des collégiens
	EPF	P004E04	
	EPF	P004E05	Dotation principale pour les collèges publics
	EPF	P004E06	Dotations complémentaires collèges privés
	EPF	P004E07	
	EPI	P004E08	Dotations complémentaires collèges publics
	EPI	P004E09	
	EPI	P004E10	Dotation principale pour les collèges privés

			Achat matériel collèges privés Aide investissement collèges privés Collèges publics subventions
SCOLAIRES HANDICAPES	AE	P175E01	Scolaires handicapées 2018-2022
	AE	P175E04	Scolaires handicapées 2022-2026
	EPF	P175E02	Aides individuelles aux transports
HANDIMOBILE	AE	P100E01	Handimobile 2019-2022

<u>RECETTES</u>			
ACTION EN FAVEUR DES COLLEGES	EPI	P004E11	Dotation Départementale d'Équipement des collèges
	EPF	P004E03	Recettes FARPI (Fonds Académique de Rémunération de Personnels d'Internat)
HANDIMOBILE	EPF	P100E02	Recettes Handimobile

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

ACTIONS EN FAVEUR DES COLLEGES PUBLICS, DE L'EDUCATION ET DE LA JEUNESSE
- ACTIONS TRANSPORTS : ELEVES HANDICAPES, HANDIMOBILE, JEUNESSE -
DOTATIONS 2022

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2022.04.08/208 en date du 8 avril 2022, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Madame Valérie TAURISSON, Rapporteur,

DÉLIBÈRE

Article 1^{er} : Est décidée l'affectation des crédits de paiements suivants au titre de la politique de l'éducation et de la jeunesse 2022 :

	Crédits de paiements 2022 DEPENSES	Crédits de paiements 2022 RECETTES
FONCTIONNEMENT	7 542 977 €	735 000 €
INVESTISSEMENT	122 000 €	1 329 667 €
TOTAL	7 664 977 €	2 064 667 €

Article 2 : Au titre de l'Enveloppe Pluriannuelle de Financement (EPF) "Dotations complémentaires aux dépenses de fonctionnement des collèges publics" votée à 672 708 €, la Commission Permanente du Conseil Départemental reçoit délégation pour attribuer chacune de ces aides s'y rattachant et pourra, le cas échéant, moduler le montant de chacune des enveloppes la composant, dans la limite du montant de l'EPF susvisée. Les modalités de calcul et d'attribution de ces aides figurent en annexes 1 à 3 à la présente délibération.

Article 3 : Le Président est autorisé à signer tous les documents relatifs à l'octroi de ces aides : arrêtés, notifications et conventions (et tous les avenants éventuels).

Article 4 : Est approuvé pour le dispositif "Promotion de l'internat" le principe d'un versement par trimestre de cette aide aux quatorze collèges corréziens ayant un internat (collège d'Allasac, collège d'Argentat, collège Jeanne d'Arc d'Argentat, collège de Beaulieu, collège Bossuet, collège Notre Dame Brive, collège de Corrèze, collège d'Egletons, collège d'Objat, collège de Treignac, collège Clémenceu de Tulle, collège Notre Dame d'Ussel, collège Voltaire d'Ussel, collège d'Uzerche). Chaque aide d'un montant maximum de 300 € est versée directement au collège pour chaque élève interne.

Article 5 : Est arrêtée à 20 000 € la participation du Département au titre de l'année 2022 pour l'appel à projet jeunesse et à 14 300 € pour l'action contre le harcèlement scolaire.

Article 6 : Est arrêtée à 328 000 € la participation du Département au titre de l'année 2022 envers l'ODCV au titre de la convention pluriannuelle 2021-2024.

Article 7 : Est décidée l'attribution d'une subvention de fonctionnement au titre de l'année 2022 de 3 000 € à l'association VOILCO dans le cadre d'une action pour la promotion de la jeunesse.

Article 8 : L'aide octroyée à l'article 7, sera versée selon les modalités suivantes :

- versement d'un acompte de 80 %, dès légalisation de la présente décision,
- le solde (20%) sera versé au bénéficiaire à sa demande sur présentation des justificatifs ayant trait à l'opération subventionnée.

Si la subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, avant la date limite du 30 novembre 2022, elle deviendra caduque de plein droit.

Article 9 : Dans le cadre de l'action Transports Elèves Handicapés, le Département alloue 1 920 000 € pour les Scolaires Handicapés et 790 000 € pour Handimobile.

Article 10 : Dans le cadre de l'action Transports Elèves Handicapés est approuvé le principe d'un versement d'une aide individuelle aux familles transportant elles-mêmes leurs enfants de 0,30 € par kilomètre sur la base fiscale des frais réels et au vu d'un état nominatif.

Article 11 : Dans le cadre de l'action Transports Elèves Handicapés, est créée une autorisation d'engagement (AE) d'un montant de 14 000 000 € sur les exercices 2022-2023-2024-2025-2026

Imputations budgétaires :

Les recettes correspondantes seront imputées sur le Budget Départemental :

- Section Investissement, Article fonctionnel 902.21
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 935.52
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 932.21.

Les dépenses correspondantes seront imputées sur le Budget Départemental :

- Section Investissement, Article fonctionnel 912.21
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 933.33
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 933.32
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 932.28
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 932.23
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 932.21
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 935.52.

Adopté, à main levée, à l'unanimité.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant

de L'État le : 12 avril 2022

Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20220408-4500-DE-1-1

Affiché le : 12 avril 2022

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL



L'an deux mille vingt-deux et le huit avril, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :

Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Madame Valérie TAURISSON, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Madame Patricia BUISSON, Monsieur Franck PEYRET, Madame Agnès AUDEGUILL, Madame Audrey BARTOUT, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Jean-Jacques LAUGA, Monsieur Philippe LESCURE, Madame Marilou PADILLA-RATELADE, Madame Rosine ROBINET, Monsieur Gérard SOLER, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Julien BOUNIE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Madame Claude CHIRAC, Monsieur Bernard COMBES, Madame Jacqueline CORNELISSEN, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Monsieur Sébastien DUCHAMP, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Didier MARSALÉIX, Madame Frédérique MEUNIER, Madame Annick TAYSSE, Madame Sonia TROYA, Madame Stéphanie VALLÉE, Madame Marie-Laure VIDAL, Monsieur Eric ZIOLO

Pouvoir :

Monsieur Anthony MONTEIL à Madame Stéphanie VALLÉE

Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

Collèges publics - Aide complémentaire aux dépenses de fonctionnement

Aide aux déplacements des élèves

OBJECTIFS

Soutenir les collèges dans la prise en charge du coût important de ces déplacements, les aider à supporter les dépenses liées aux déplacements des élèves pendant le temps scolaire pour des activités sportives ou pédagogiques.

NATURE DE L'OPERATION

Tous les déplacements des élèves vers les piscines, vers les stades, gymnases et autres équipement sportifs et pour les sorties à caractère pédagogique.

BENEFICIAIRES

EPL - Collèges publics

CRITERES D'ATTRIBUTION

Afin d'aider les collèges dans la prise en charge du coût important des déplacements à caractère sportif et pédagogique, le Conseil Départemental réserve sur son budget, depuis 1999, une enveloppe pour aider les établissements à supporter les dépenses liées à ces activités pendant le temps scolaire.

Critères retenus pour détermination des aides :

- ❖ **pour les déplacements vers les piscines** : prise en charge à hauteur de 100 % de la dépense prévisionnelle
- ❖ **pour les autres déplacements** :
 - ✓ répartition d'une partie au prorata des effectifs, soit :
 - 6 € par élève pour les collèges de moins de 200 élèves ;
 - 5 € par élève pour les collèges entre 200 et 400 élèves ;
 - 4 € par élève pour les collèges de plus de 400 élèves ;

et :

- ✓ pour le solde, majoration de chaque dotation/collège résultant du calcul ci-dessus, selon l'éloignement kilométrique d'une zone urbaine regroupant les principales activités culturelles (théâtre, musée...soit Brive, Tulle et Ussel).
- ✓ Les trois tranches kilométriques identifiées sont :
 - moins de 10 km : majoration forfaitaire annuelle de 100 € ;
 - entre 10 et 20 km : majoration forfaitaire annuelle de 750 € ;
 - + 20 km : majoration forfaitaire annuelle de 1 600 €.

Les collèges ayant une section sportive ne pourront pas demander à ce titre une aide pour un déplacement dans le cadre des sorties à caractère sportif. En effet, ils peuvent bénéficier d'une aide spécifique dans le cadre de la politique sportive de la collectivité.

Enfin, les déplacements liés à l'opération "Collège au cinéma" seront toujours pris en charge à 100 %.

.../...

PROCEDURE

Une fois l'enveloppe annuelle notifiée, l'établissement transmet les justificatifs correspondants à chaque déplacement qu'il souhaite voir pris en charge.

CONDITIONS DE VERSEMENT

Le versement intervient en une seule ou plusieurs fois, sur présentation d'un état récapitulatif de la dépense réalisée, visée par le Chef d'établissement et l'adjoint gestionnaire, accompagnées des pièces justificatives (factures acquittées).

L'aide versée est déterminée au vu des dépenses réalisées. Elle ne peut excéder le montant de l'enveloppe notifiée.

Collèges publics - Aide complémentaire aux dépenses de fonctionnement

Aide à l'entretien des espaces, des équipements et du bâti

OBJECTIFS

Soutenir les collèges en assurant, en complément des travaux d'investissement, de rénovation et des opérations de mutualisation, l'entretien des équipements et des bâtiments.

NATURE DE L'OPERATION

En complément des travaux d'investissement et de rénovation des collèges, des opérations de mutualisation, le Département assure également l'entretien des équipements et des bâtiments en procédant lui-même aux opérations ou en donnant aux établissements les moyens d'assurer cette mission grâce à la dotation globale mais aussi grâce à la présente enveloppe complémentaire.

Chaque collège peut ainsi faire une demande de dotation de fonctionnement pour l'entretien et/ou la réparation de matériels et/ou l'acquisition de matières d'œuvre nécessaires à la réalisation, par l'agent de maintenance, de travaux d'entretien courant.

BENEFICIAIRES EPLE - Collèges publics

CRITERES D'ATTRIBUTION

Dotation calculée selon un taux de 40% appliqué aux dépenses éligibles (dépenses de fonctionnement).

Dotation plafonnée annuellement et par établissement à 1 250 €.

PROCEDURE

Le dossier doit comporter :

- ❖ Courrier de demande de dotation adressé au Président du Conseil départemental,
- ❖ Pièces justificatives de la dépense réalisée en possession de l'établissement.

Dépôt du dossier de demande de dotation : La demande peut intervenir à tout moment de l'année et sera examinée par la Commission Permanente.

PRINCIPE D'ATTRIBUTION

Les dotations sont allouées par la Commission Permanente du Conseil départemental :

- ✓ après instruction des dossiers de demande de dotation,
- ✓ dans la limite de l'enveloppe votée par le Conseil départemental pour leur attribution au titre de l'année considérée.

La notification de ces dotations intervient après décision de la Commission Permanente du Conseil départemental.

CONDITIONS DE VERSEMENT

Le versement des dotations intervient en une seule fois, après notification de la dotation, avec les justificatifs des dépenses réalisées joints au dossier de demande. L'aide versée est déterminée au prorata des dépenses justifiées.

Collèges publics - Aide complémentaire aux dépenses de fonctionnement

Dotation complémentaire à la Dotation principale de fonctionnement

OBJECTIFS

Aider les collèges à faire face à des difficultés budgétaires, des dépenses imprévues qui relèvent strictement des compétences du Département, notamment celles relatives à la viabilisation bien que normalement prises en charge par les collèges dans le cadre de leur dotation globale.

NATURE DE L'OPERATION

Cette aide complémentaire permet de tenir compte :

- ✓ de la longueur des saisons de chauffe plus ou moins importante selon la localisation des collèges,
- ✓ des hausses tarifaires concernant le coût des énergies qui représentent pour les collèges des dépenses importantes en cours d'année, difficiles à chiffrer lors de l'élaboration de leur Budget Primitif.

BENEFICIAIRES

EPL - Collèges publics

PROCEDURE

- ✓ courrier de demande de dotation adressé au Président du Conseil départemental,
- ✓ la demande peut intervenir à tout moment de l'année et sera examinée par la Commission Permanente du Conseil départemental.

PRINCIPE D'ATTRIBUTION

Les dotations sont allouées par la Commission Permanente du Conseil départemental :

- ❖ après instruction des dossiers de demande de dotation,
- ❖ dans la limite de l'enveloppe votée par le Conseil départemental pour leur attribution au titre de l'année considérée.

La notification de ces dotations intervient après décision de la Commission Permanente du Conseil départemental.

CONDITIONS DE VERSEMENT

Le versement des dotations intervient en une seule fois, après notification de la dotation.

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission de la Cohésion Sociale

OBJET

POLITIQUE CULTURELLE DEPARTEMENTALE - DOTATIONS 2022

RAPPORT

"La culture est le lien qui nous unit, elle est un ciment qui réduit la distance qui nous sépare et permet de recréer un sentiment de cohésion et de solidarité dans l'adversité" - Ernesto Ottone, Directeur général adjoint de l'UNESCO pour la culture.

La Covid et ses conséquences, isolement engendré par les différents confinements et mesures sanitaires restrictives, ont mis clairement en évidence que la culture est un droit pour les citoyens, une nécessité pour l'épanouissement individuel, un facteur de lien social.

Après deux années de soutien sans faille aux acteurs culturels et aux publics fragiles, le Département de la Corrèze poursuit avec conviction son choix d'inscrire la culture dans le champ de la cohésion sociale et territoriale. Depuis 2016, l'objectif est bien de réduire les inégalités d'accès à la culture, en particulier dans les zones rurales, et de corriger ces disparités territoriales.

Aussi, comme en 2020, en 2021, la Corrèze se veut solidaire de la culture et des artistes du territoire. Elle soutiendra tous ceux qui s'emploient à maintenir et développer une vie culturelle en Corrèze.

Cette année encore nous faisons le choix de consacrer une enveloppe importante, 2 160 000 € à la politique culturelle, élément majeur de l'attractivité de notre territoire.

Permettre à chaque Corrèzien d'accéder à une offre variée, de qualité et de proximité, favoriser l'équilibre territorial sont les principes qui régissent aujourd'hui la politique culturelle de la Corrèze. Le dispositif des "Actions Culturelles des Territoires" (A.C.T.), dont les élus maîtrisent directement le pilotage au niveau local, est une réponse à ces objectifs. Il en va de même des "Événements à Vocation Départementale" (E.V.D.) auxquels une attention toute particulière est apportée, compte tenu de l'attractivité qu'ils apportent à la Corrèze. En 2022, 33 structures seront aidées financièrement à ce titre.

Concernant le Schéma Départemental de Développement des enseignements artistiques, après une année consacrée aux bilans et échanges avec l'ensemble des acteurs de l'enseignement artistique et culturel, l'année 2022 est une année d'adoption du nouveau Schéma pour la période 2022-2028. Son objectif est simple soutenir les projets d'éducation artistique et culturelle, indispensables à la démocratisation culturelle et à l'égalité des chances.

Dans ce domaine, je tiens également à souligner le nombre important de projets en provenance des écoles et des collèges qui nous sont parvenus dans le cadre des "Ateliers Artistiques" et la modification de l'envergure de ces actions mobilisant toujours plus d'élèves sur des projets pluridisciplinaires.

Parce que la culture et les actions collectives sont essentielles à l'épanouissement de chacun et en particulier des jeunes, le Département viendra renforcer ces dispositifs par deux nouveaux projets : l'adhésion au pass culture pour rendre plus accessible les sites culturels départementaux et la mise en œuvre de "jeunes en librairie" en faveur des collégiens dans l'objectif d'inciter les jeunes à la culture tout en soutenant les librairies indépendantes du territoire.

En 2022, la dimension événementielle sera rythmée par plusieurs temps forts.

Le 4 mai 2022 marquera, les 40 ans du musée départemental de la Résistance Henri Queuille. A cette occasion, la scénographie de cet espace culturel notable de la Haute-Corrèze fera peau neuve avec une exposition dédiée à la Résistance totalement reconfigurée et un renouvellement de la façade pour plus de visibilité.

Le musée du président Jacques Chirac déclinera, quant à lui, tout au long de la saison 2022, trois expositions emblématiques dont une exposition jeunesse, une première au musée.

La saison culturelle de Sédrières rythmera l'été de propositions variées et conviviales, toujours avec une exposition, des apéros concerts, des spectacles jeune public et de nombreux partenariats.

Enfin, en matière animation culturelle territoriale, le Département mettra en place "les Bistrots Origine Corrèze" qui permettront, sur toute l'année, de faire rimer culture et gastronomie locale pour garder ce lien social essentiel sur nos territoires ruraux.

Pour cela, je vous propose d'affecter un montant de 2 160 000 € de crédits de paiement au titre de la politique culturelle départementale 2022, soit 2 047 000 € de crédits de fonctionnement et 113 000 € de crédits d'investissement comme exposé dans le présent rapport.

I - LES COMPÉTENCES OBLIGATOIRES DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

A) LE SCHÉMA DÉPARTEMENTAL DES ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES : 413 000 €

(en fonctionnement)

Un Schéma Départemental de Développement des Enseignements Artistiques (SDDEA) est un ensemble cohérent de mesures qui concourent à la mise en œuvre d'une politique culturelle d'aménagement du territoire en faveur de l'enseignement artistique et qui organisent l'accès du plus grand nombre à un enseignement diversifié, de proximité et de qualité.

Il poursuit principalement quatre objectifs :

- contribuer au développement de la cohésion territoriale en structurant rationnellement les enseignements artistiques,
- diversifier l'offre d'enseignement artistique et élever son niveau qualitatif,
- faciliter et encourager l'accès du public à l'enseignement artistique,
- rendre cet enseignement plus lisible et plus attractif pour le public et les acteurs de la vie locale.

D'un point de vue réglementaire, la loi n°2004-809 du 13 août 2004 fait obligation aux Départements d'adopter un Schéma Départemental de Développement des Enseignements Artistiques dans les domaines de la musique, de la danse et de l'art dramatique en leur confiant ainsi un rôle de coordonnateur, d'ensemblier de l'éducation artistique à l'échelle du territoire. Pour mémoire, le Département n'est pas un financeur désigné par la loi dans ce domaine.

Si, d'un point de vue réglementaire, le financement des écoles d'enseignement artistique et des actions conduites dans le cadre du Schéma n'incombe pas à l'échelon départemental, le Département de la Corrèze a souhaité s'affirmer comme un acteur majeur de la vie culturelle du territoire et comme le garant de l'égalité d'accès des jeunes Corrèziens à un large panel de disciplines. A ce titre, il attribue des financements aux conservatoires et écoles de musique et a même renforcés ceux-ci depuis 2018 en mobilisant une enveloppe annuelle de 413 000 €.

Le SDDEA 2018-2021 comprenant des axes de développement et des actions opérationnelles a été adopté lors de la séance plénière du Conseil Départemental du 10 novembre 2017.

Si des actions ont pu être mise en œuvre sur la première année du schéma, elles se sont brutalement arrêtées dès le 1^{er} trimestre 2020 en raison de la crise sanitaire.

L'année 2021 a été consacrée à réaliser un bilan du schéma des enseignements artistiques et culturel 2018-2021 selon une méthode simple basée sur l'écoute, l'échange et la concertation.

Le nouveau Schéma Départemental de Développement des Enseignements Artistiques pour la période 2022-2028 est soumis au vote de l'assemblée et fait l'objet d'un rapport détaillé : rapport n° 4502.

Sur le plan financier, pour garantir aux conservatoires et écoles de musique le versement des aides 2022 au 1er trimestre de l'année, l'assemblée départementale avait décidé, lors de sa séance plénière du 26 novembre 2021, de reconduire, en 2022, les aides dédiées au SDDEA et particulièrement aux écoles de musique et conservatoires telles que définies dans le cadre du schéma 2018-2021, et ce, dans l'attente du nouveau schéma et d'éventuels ajustements de ces financements qui n'interviendront qu'à compter de 2023.

B) LA BIBLIOTHÈQUE DÉPARTEMENTALE

Le Conseil Départemental de la Corrèze poursuit depuis de nombreuses années ses efforts en faveur de la lecture publique par l'intermédiaire de la Bibliothèque Départementale, qui dessert un réseau de 121 bibliothèques et points d'accès à la lecture, auquel il faut ajouter 44 dépôts scolaires.

Outre ses missions traditionnelles de prêt de documents matériels aux bibliothèques situées dans des communes de moins de 10 000 habitants, elle propose gratuitement à l'ensemble des corréziens un bouquet de ressources numériques accessible en ligne via le service mutualisé Médiathèque numérique de la Corrèze. La Bibliothèque Départementale intervient également dans la formation des personnels bénévoles et salariés des bibliothèques, propose des animations culturelles en lien avec les bibliothèques du département (Prix album jeunesse, Prix des lecteurs corréziens, Festival Coquelicot, Nuit de la lecture, Mois du film documentaire...).

Elle conseille aussi les élus et le personnel des bibliothèques de son réseau en matière de construction et d'aménagement des locaux, de gestion, d'équipement en mobilier professionnel et de services informatiques à destination de leurs usagers.

Le budget affecté à la Bibliothèque Départementale est détaillé dans un rapport séparé.

C) LES ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DE LA CORRÈZE

Depuis 1986, les Archives sont l'une des directions du Conseil départemental de la Corrèze en application des dispositions de la loi du 22 juillet 1983 sur la décentralisation, placées pour le contrôle scientifique et technique, sous la tutelle du ministère de la Culture.

Les Archives départementales assurent la collecte, la conservation, la mise à disposition et la valorisation des archives publiques et privées intéressant l'histoire du Bas-Limousin et de la Corrèze du XIII^e siècle jusqu'à nos jours. La conservation des archives publiques est effectuée dans un double objectif :

- fonder les droits des personnes physiques et morales,
- constituer les documents historiques de la recherche.

Le budget affecté aux Archives Départementales de la Corrèze est détaillé dans un rapport séparé.

D) LES MUSÉES DÉPARTEMENTAUX ET LEURS EXPOSITIONS : 192 960 €

(Soit 131.960 € en fonctionnement et 61.000 € en investissement)

1 - Le musée du président Jacques Chirac Sarran : 173 960 € (hors gestion de stocks)

(Soit 121.960 € en fonctionnement et 52.000 € en investissement)

Les présidents de la République française reçoivent des cadeaux protocolaires tout au long de leur mandat. Grand destinataire de présents, Jacques Chirac s'est fait à son tour donateur en choisissant d'offrir ces 5.000 objets d'art ou simples pièces curieuses au Conseil départemental de la Corrèze, qui a la mission de les conserver et de les valoriser au mieux pour les 25.000 visiteurs annuels comme pour les générations à venir.

En 2022, le musée accueille 3 expositions :

- **NINGYŌ.L'art d'offrir au Japon - Exposition du 29 mars au 15 novembre**

L'échange de cadeaux est une pratique ancestrale dans la société japonaise, occupant une place de choix dans la vie familiale, comme dans le monde des affaires quotidiennes. Offerts aux enfants pour marquer le symbolique " rite de passage " à l'âge adulte, 50 *ningyō* ou " figures humaines " occuperont les 100 m² de l'auditorium. Poupées précieuses, œuvres d'art confectionnées par des artisans spécialisés, elles sont une source d'inspiration pour les ingénieurs (robots) comme pour les dessinateurs de mangas, et expriment toutes les valeurs de la société japonaise, impériale, celles des héros légendaires, des samourais et des geishas.

Prêt de la collection d'A - Depigny, commissaire d'exposition.

- **TAPIS DU PRESIDENT - Exposition du 15 avril au 15 novembre**

Certains cadeaux offerts aux présidents français arrivent dans les vitrines des musées par "simple" tradition républicaine... à l'exception majeure des tapis ! Création artistique habitée d'une histoire plusieurs fois millénaire, déjà au cœur des corbeilles de présents envoyées aux monarques du passé, les 40 tapis reçus par le président J-Chirac - dont l'exposition est réclamée depuis près 15 ans ! - seront ici investis d'une multiplicité de sens.... Parmi ceux-ci, l'idée qu' "offrir un tapis, c'est offrir un jardin " et qu'il peut être vu comme la " vitrine " du degré d'estime réciproque entre un donateur et un président, entre deux hommes, de la simple connaissance à l'amitié - ou au moins à ses apparences.

- **Poissons - Exposition du 1^{er} septembre au 15 novembre**

C'est à la fois - et pour la première fois au musée - une exposition *jeunesse* à proprement parler et une exposition à hauteur d'enfant, - ayant une visée ludique. Aux quatre coins des 75 m² de la salle TOTEM se trouveront des animations interactives, des stations construites autour des thèmes de l'évolution anatomique du poisson, de sa rencontre avec l'Homme au cœur de nos récits légendaires, de nos pêches, etc. Les enfants sont invités à utiliser leur imagination pour établir des liens ou répondre aux énigmes, et pour confirmer qu'ils peuvent aimer les poissons (autres que ceux de Disney) - ou non ! - mais que leur écosystème fragile est en péril. *En collaboration avec l'Aquarium du Limousin.*

- Pour célébrer les 20 ans d'ouverture au public du musée, l'espace originel d'exposition permanente va " changer de visage " à partir du mois de novembre prochain en accueillant deux nouvelles médiations culturelles : un espace dédié aux cadeaux protocolaires reçus par tous les Présidents de la Vème République et la mise en place du fac-similé du *Salon doré* du palais de l'Élysée. *En collaboration avec le MCC/Mobilier national*

Par ailleurs, 2022 sera l'année de naissance du partenariat entre le Pays d'Art et d'Histoire des Hautes-Terres- Corrésiennes-Ventadour et le musée du président Jacques Chirac [Apéros Art et Histoire].

2 - Le musée départemental de la Résistance Henri Queuille Neuvic : 19 000 €

(dont 10 000 € en fonctionnement et 9 000 € en investissement)

Situé à Neuvic dans la maison familiale du président Queuille, le musée a deux vocations :

- présenter la vie et l'action politique d'Henri Queuille ainsi que ses réalisations locales,
- retracer l'histoire de la Résistance en Haute-Corrèze, plus particulièrement l'histoire du maquis de Neuvic.

D'autre part, le musée présente chaque année une exposition temporaire.

L'année 2022 est une année particulière.

Le 4 mai 2022 marquera, en effet, les 40 ans du musée, devenu depuis musée départemental. Afin de commémorer cet anniversaire, et pour rester dans la continuité d'une politique de valorisation des collections et de développement des publics, il est proposé :

- un projet de réaménagement de l'espace d'exposition permanente consacré à l'Histoire et à la mémoire de la Résistance en Haute-Corrèze,
- l'accueil de l'exposition temporaire "La Libération d'Ussel" de l'Association du musée,
- la rénovation de la façade afin de donner au musée une identité visuelle attractive.

Réaménagement de l'espace d'exposition permanente

En 2022, après un cycle Queuille de trois ans, nous mettons en valeur l'autre thématique du musée : la Résistance en Haute Corrèze.

Dans la continuité de la modernisation du musée, engagée en 2020 avec la réorganisation des collections permanentes " Henri Queuille ", nous proposons en 2022 le réaménagement des collections permanentes consacrées à l'Histoire et à la mémoire de la Résistance en Haute-Corrèze

Celles-ci sont restées inchangées depuis 2009.

L'objectif est de conserver la démarche initiale de pédagogie et de mémoire, dans un parcours thématique et chronologique, tout en renouvelant la présentation des collections. Une nouvelle scénographie, enrichie de documents et photographies inédits, sera mise en place tout en préservant le parcours de visite qui fait la réputation du musée (des débuts de la guerre à l'organisation des premiers réseaux de Résistance, la constitution des maquis et leur militarisation, les principales batailles jusqu'à la Libération de la Corrèze). Pour ce faire, et afin d'harmoniser ce nouvel espace avec le reste du musée, des travaux de peinture et d'éclairage sont prévus.

Exposition temporaire La Libération d'Ussel

Afin de rendre hommage au travail de l'Association du musée et à son investissement au sein du musée depuis sa création, et pour rester dans la continuité d'une commémoration placée sous le thème de la Résistance en Haute-Corrèze, nous proposons de présenter une de ses expositions : La Libération d'Ussel.

Notre démarche est d'apporter une plus-value pédagogique en mettant en avant certains faits méconnus de l'événement, au travers d'une scénographie renouvelée et adaptée à notre salle d'exposition temporaire.

Cette exposition, La Libération d'Ussel, intéressera les Corrèziens mais également les enseignants accompagnés de leurs classes de divers niveaux. Ce type de visites scolaires s'inscrit dans la démarche de médiation culturelle à destination de l'Éducation Nationale déjà développée par le musée.

Rénovation de la façade du musée

Le musée est constitué de 2 bâtiments (la maison familiale d'Henri Queuille et la maison de l'aide de camps) avec 2 enduits différents et dispose de grilles aux fenêtres qui participent à la sécurisation du lieu.

Par ailleurs, les lettrages sont vieillissants et le nom du musée n'apparaît pas sur la façade. Ces constats font souvent dire aux visiteurs que la qualité du musée à l'intérieur contraste avec la façade "austère" et peu visible.

Pour remédier à ces constats et mettre en adéquation la qualité des expositions présentées et l'extérieur du musée, nous proposons, pour les 40 ans de celui-ci, de réaliser des travaux d'harmonisation des façades et des travaux permettant de donner à ce lieu une identité visuelle :

- en termes de signalétique (nom du musée, nom du département, visibilité de la rue ...),
- en positionnant des visuels liés à H Queuille et à la Résistance sur certaines fenêtres du musée (ce qui participe à atténuer le côté "carcéral" de la façade).

La finalité de ces travaux est, bien entendu, de rendre le musée visible et de donner envie au public d'y entrer.

Un autre travail de valorisation du musée est en cours sur le réaménagement des jardins. Une proposition de réaménagement, respectant l'histoire de celui-ci, sera proposée le 4 mai 2022.

Par ailleurs, un "Apéro Art et Histoire" sera accueilli, pour la deuxième année consécutive, en partenariat avec le Pays d'art et d'histoire des Hautes Terres Corrésiennes et de Ventadour.

Le musée poursuit également son travail d'accueil de groupes et particulièrement de scolaires dans un esprit de pédagogie et de mémoire.

II - LES COMPÉTENCES OPTIONNELLES DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

A) LES ACTIONS CULTURELLES DES TERRITOIRES : 265 000 € (en fonctionnement)

Associations, collectivités, artistes... Ils sont nombreux à contribuer à l'animation culturelle de notre Département. Participer à la vie culturelle d'un territoire est un des éléments fondateurs du lien social ; c'est pour cela que le Département de la Corrèze reste impliqué dans l'irrigation et l'aménagement culturel de son territoire, notamment via le dispositif "Actions Culturelles des Territoires" dont le fil conducteur est aujourd'hui l'équité territoriale. Les actions culturelles des territoires garantissent une offre diversifiée de qualité sur l'ensemble du territoire. Elles témoignent de la volonté de placer les élus départementaux au cœur de la politique culturelle de leur territoire et de faire de la culture un levier de cohésion territoriale.

Les élus corréziens sont aujourd'hui au plus près des projets et des attentes des acteurs culturels, grâce à la mise en place des Actions Culturelles des Territoires.

Destiné aux demandes d'aides des opérateurs culturels publics ou associatifs locaux (en dehors de ceux ayant un rayonnement départemental ou extra départemental), ce dispositif permet de soutenir les acteurs culturels des 5 territoires de projets départementaux (Bassin de Brive, Vézère Auvézère, Haute-Corrèze, Tulle et vallée de la Dordogne). Chaque territoire dispose d'une enveloppe budgétaire dédiée.

Chaque structure culturelle, ayant déposé un dossier dans les délais, a été informée, dès novembre 2021, des aides du Département qui lui sont dévolues en 2022.

Il est à noter qu'afin de soutenir les acteurs culturels corréziens, durement touchés et surpris par la crise sanitaire, le Département a versé, en 2021, l'ensemble des aides attribuées, que les manifestations aient pu avoir lieu ou pas. Cette année encore, le Département réaffirme sa volonté d'être auprès des acteurs culturels en apportant un soutien adapté à leurs besoins.

B) LE SOUTIEN AUX ACTIONS CULTURELLES À VOCATION DÉPARTEMENTALE : 811 000 €

(en fonctionnement)

Les évènements à vocation départementale sont des actions culturelles qui dépassent, de par leur rayonnement et leur attractivité, les limites des territoires et sont reconnues comme telles.

En 2022, le nombre d'acteurs culturels reconnus par ce dispositif a été porté au nombre de 33 avec la reconnaissance, lors du Conseil Départemental du 26 novembre dernier, du Groupement des Radios Associations Libres (GRAL), compte tenu de l'aspect novateur de coopération et de mutualisation des ressources entre trois radios corrèziennes (RGB, RCF, BRAM FM).

Le Conseil Départemental, lors de sa réunion du 26 novembre dernier, a également acté la reconduction de chacune des aides aux structures reconnues comme événements à vocation départementale.

Il est à noter qu'afin de soutenir les acteurs culturels corrèziens, durement touchés et surpris par la crise sanitaire, le Département a versé, en 2021, l'ensemble des aides attribuées, que les manifestations aient pu avoir lieu ou pas.

Cette année encore, le Département réaffirme sa volonté d'être auprès des acteurs culturels en apportant un soutien adapté à leurs besoins.

C) L'AIDE AUX PARCOURS CULTURELS ET ARTISTIQUES DE LA JEUNESSE : 51 000 €

(en fonctionnement)

1 - Aides aux échanges internationaux : 20 000 € (en fonctionnement)

Dans le cadre de sa politique culturelle, le Conseil Départemental soutient les Échanges Internationaux à travers, d'une part, des aides au parcours culturel des collégiens et écoliers et, d'autre part, des aides aux comités de jumelage, véritables ambassadeurs de la Corrèze en Europe.

Pour soutenir les différentes initiatives liées au développement des échanges culturels entre la Corrèze et les pays européens, et après deux années peu propices aux échanges, je vous propose de maintenir l'enveloppe dédiée à ces actions à hauteur de 20 000 €.

Écoles et Collèges (15 000 €)

Dans le cadre du soutien au parcours culturel des collégiens et écoliers, l'aide du Conseil Départemental contribue à l'ouverture européenne des établissements scolaires.

Cette aide facilite la réalisation de projets scolaires à l'étranger dont la finalité est l'apprentissage de la langue, la découverte de la culture et du patrimoine avec un objectif pédagogique précis d'ouverture linguistique et culturelle.

Comités de Jumelage (5 000 €)

De nombreuses communes françaises sont jumelées avec des villes européennes dans un objectif d'échanges et de compréhension des cultures européennes.

En Corrèze, 14 comités de jumelages mettent en œuvre des rencontres, des dialogues et initiatives entre Européens. Le Département favorise ces échanges à travers une aide aux comités de jumelage qui valorisent la Corrèze comme "Terre de Culture et d'Ouverture" auprès de nos partenaires européens, à la fois dans leurs déplacements ainsi que dans l'accueil de délégations.

2 - Ateliers d'éducation artistique : 28 000 € (en fonctionnement)

Ce dispositif d'aides est destiné aux établissements scolaires, en particulier sur les territoires ruraux, qui mettent en œuvre des ateliers d'éducation artistique avec des professionnels de la culture.

L'atelier artistique est un travail de pratique mené toute l'année entre un enseignant et un artiste ou un professionnel de la culture. Il propose également des actions d'ouverture culturelle (spectacles, expositions). Le dispositif offre aux élèves volontaires de pratiquer une discipline artistique (musique, photographie, cinéma...) dans leur établissement tout en bénéficiant de l'encadrement d'enseignant(s) et de l'expérience d'un professionnel de la discipline en question.

L'accompagnement financier, proposé par le Département de la Corrèze dans ce cadre, impulse une dynamique qui peut être constatée à l'aune du nombre de projets construits par les écoles et collèges, soit, cette année, 25 demandes éligibles.

3 - Incitation à la lecture : Jeunes en librairie : 3 000 € (en fonctionnement)

Le dispositif "Jeunes en librairie" en faveur des collégiens a pour objectif de :

- promouvoir l'accès au livre et à la lecture auprès des jeunes,
- aller à la découverte des métiers du livre,
- valoriser les librairies indépendantes du territoire.

Le projet s'adresse à des classes entières de collège corréziens (environ 140 élèves concernés/an). Il est porté, sur l'année, par les enseignants et co-construit avec les professionnels du livre (de l'auteur au libraire, en passant par l'éditeur ou les médiateurs tels que les bibliothécaires).

Le principe est simple : chaque élève bénéficie d'un chèque livre de 30 € qu'il dépense en librairie (choix personnel et individuel) lors d'une visite avec sa classe et l'enseignant porteur du projet au sein de l'établissement.

Le financement de ce dispositif est tripartite.

Le coût du dispositif est de 32 € / élève (chèque livre 30 € + 2 € destinés à l'ingénierie du projet) qui se répartit comme suit :

- établissement scolaire = 10 €
- DRAC = 11 €
- Conseil départemental = 11 €

Par ailleurs, pour ne pas pénaliser les collèges éloignés d'une librairie, il est proposé que le Département prenne en charge le financement du transport pour rejoindre la librairie.

Nous proposons donc d'une part, un budget de 3 000 €/ an pour la mise en place de "Jeunes en librairie" et d'autre part, la prise en charge des transports afférents sur l'enveloppe "transport en faveur de la jeunesse" prévue dans le cadre du budget du Service Éducation Jeunesse.

4 - Adhésion du Conseil Départemental au Pass Culture

Dispositif national, le Pass Culture est un dispositif qui a pour objectif de :

- favoriser l'accès à la culture pour les jeunes
- renforcer et diversifier les pratiques culturelles, en révélant la richesse culturelle des territoires

Il s'agit d'une somme allouée par l'État aux jeunes afin qu'ils la dépensent en biens et services culturels.

Deux types de "Pass Culture" existent :

- le "Pass Culture" pour tous les jeunes de plus de 18 ans : 300 € à dépenser sur 2 ans en biens et services culturels,
- le "Pass Culture" scolaire collégiens et lycéens étendu à tous les élèves de la 4^{ème} à la terminale : 25 € par an à partir de la 4^{ème} puis 50€ par an pendant les années lycée.

Une application permet de proposer des biens et services culturels aux jeunes via une application par géolocalisation.

Le "Pass Culture pro" est le portail professionnel à destination des acteurs culturels souhaitant être référencés dans l'application. Afin de faire connaître les animations proposées par les établissements départementaux nous proposons de référencer leur offre culturelle dans l'application :

- Archives départementales : expositions, activités pédagogiques,
- Musée du président Jacques Chirac : visite du musée, conférences,
- Musée de la Résistance Henri Queuille : visite du musée, expositions temporaires, accueil de classes,
- Domaine de Sédières : expositions, spectacles, activités sportives.

Ce dispositif est pris en charge financièrement par les Ministères de la Culture et de l'Éducation nationale. Ainsi, il n'y aurait pas de coût pour le Département.

D) SAUVEGARDE ET VALORISATION DU PATRIMOINE CORRÉZIEN : 25 500 €

(dont 5 500 € en fonctionnement et 20 000 € en investissement)

Sous la présidence de Jacques Chirac, Le Département de la Corrèze est devenu exemplaire en termes de sauvegarde du patrimoine. Il se distingue notamment par un soutien fort à la restauration des édifices non protégés au titre des monuments historiques. Forts de cet héritage, nous nous employons à poursuivre cette politique volontariste tout en développant des actions de valorisation du patrimoine.

1 - Les Journées Européennes du Patrimoine : 4 000 € (en fonctionnement)

A l'occasion de la 39^e édition des Journées Européennes du Patrimoine, qui se dérouleront les 17 et 18 septembre 2022 sur le thème " le Patrimoine durable", le Département souhaite partager la richesse patrimoniale de nos territoires à travers des actions d'animation et de valorisation sur l'ensemble des sites départementaux : Hôtel du Département Marbot, Domaine de Sédières, Musée de la Résistance Henri Queuille, Musée du président Jacques Chirac et les Archives Départementales.

2 - Mission d'ingénierie patrimoniale auprès des communes : 1 500 € (en fonctionnement)

Le Département aide les communes sur des questions patrimoniales en confiant à sa responsable du patrimoine des missions d'ingénierie patrimoniale.

Ces missions de terrain permettent de faire un état des lieux sanitaire du ou des bâtiments et des objets qu'il contient et de proposer des solutions d'améliorations sur divers points : la conservation préventive (tout ce que l'on peut faire pour éviter les problèmes et les dangers), la restauration, la protection contre le vol, la présentation des objets et la médiation pour le public.

Suite à ces missions de terrain, des rapports de visite sont établis. Ils recensent les problèmes et font des propositions de résolution (calendrier, ordre de priorité selon l'urgence). Des cahiers des charges sont ensuite rédigés par la Conservatrice des Antiquités et Objets d'Art (CAOA) pour l'élaboration des devis demandés aux restaurateurs.

L'ingénierie patrimoniale apporte ainsi une aide à la décision sur le choix des restaurateurs et sur une priorisation des objets à restaurer en fonction de l'urgence sanitaire et des budgets disponibles. Elle sert d'interface avec les restaurateurs sélectionnés, la DRAC ... en fonction de l'évolution des travaux.

Lors de ces missions de terrain, une couverture photographique est effectuée ainsi qu'un pointage des objets classés et inscrits présents sur le territoire du département. Cela permet d'identifier les objets qui pourraient bénéficier d'une protection monuments historiques et les présenter, avec l'accord des communes, en Commission régionale d'architecture et du patrimoine.

L'accompagnement des communes passe aussi par une aide à la valorisation de leur patrimoine : rédaction de cartels de présentation, conseils pour l'éclairage et la mise en valeur...

Ces missions d'ingénierie patrimoniale nécessitent de disposer de petit matériel (matériel de conservation, pour réaliser des états sanitaires dans les églises ou pour la photothèque) d'où la nécessité de disposer d'une enveloppe dédiée en matière de fonctionnement.

3 - Protection et sauvegarde du patrimoine : 20 000 € (en investissement)

Le Département souhaite apporter son assistance aux propriétaires privés pour la sauvegarde de leur patrimoine immobilier.

Dans le cadre d'un partenariat avec la Fondation du Patrimoine, qui permet aux propriétaires d'accéder à un dispositif de défiscalisation, le Département apportera son soutien financier à la restauration du petit patrimoine rural dit de proximité (à l'exclusion des immeubles habitables et du patrimoine protégé au titre des Monuments historiques). Ces aides seront attribuées, par la Commission Permanente, en fonction de l'intérêt des dossiers présentés par les propriétaires privés.

E) ÉVÈNEMENTIELS ET ANIMATIONS : 360 000 €

(dont 328 000 € en fonctionnement et 32 000 € en investissement)

1 - Gestion et animations du domaine de Sédières : 330 000 €

(dont 298 000 € en fonctionnement et 32 000 € en investissement)

Propriété du Département depuis 1965, le Domaine de Sédières, qui possède 130 hectares de forêts, d'étangs et d'eaux vives, abrite surtout un château classé au titre des monuments historiques. Afin de renouveler l'intérêt du public pour ce lieu et d'en faire un point d'attractivité touristique incontournable, le Conseil Départemental propose, de l'ouverture de la saison estivale jusqu'aux Journées du Patrimoine, des animations sportives et culturelles variées, qui s'adressent à tous et en particulier aux familles. L'animation du Domaine de Sédières se poursuivra en 2022 dans le cadre d'un budget de fonctionnement maîtrisé.

L'année 2022 se situera dans la continuité avec la poursuite et l'amélioration des projets déjà engagés sur les années précédentes : une exposition estivale au château ; les lundis, des apéros concerts ; les mercredis, des spectacles "jeune public"; l'accueil de deux spectacles en partenariat avec le Festival de la Vézère et le développement d'activités sport nature pour toute la famille.

Une attention particulière sera portée à la valorisation des produits "Origine Corrèze" par une vente dans la boutique du château et une présence de producteurs locaux sur des manifestations comme, par exemple, les soirées du festival de la Vézère.

L'amélioration des conditions d'accueil du public sera une des priorités de cette année avec :

- l'ouverture d'un point de restauration qualitatif ouvert en continu le midi sur la période estivale,
- la formation des personnels à la mise en place de visites guidées du château et de l'exposition
- une meilleure qualité de l'information donnée sur les animations proposées sur la Domaine de Sédières qu'elles soient culturelles, sportives ou autres

Par ailleurs, le Domaine de Sédières développera ses partenariats hors période estivale en accueillant notamment :

- en mai, une représentation dans le cadre de Coquelicontes,
- en juin, « Les Escapades Lyriques » en partenariat avec la Fédération Générations Mouvement de la Corrèze et la compagnie la Voie des arts. L'objectif est de proposer de rassembler les forces vives de nos aînés, et ensemble, lever le rideau sur un après-midi festif de spectacles. Le spectacle proposé serait « Pas folle la guêpe ! », comédie musicale hommage à Annie Cordy, qui met en scène un numéro de duettistes dans un tour du monde à travers les opérettes de Francis Lopez « Méditerranée », « Le Chanteur de Mexico », « La Route fleurie »...,
Action à expérimenter en 2022 qui pourrait se développer les années suivantes.
- en septembre, une manifestation rassemblant les bénévoles des JMF Corrèze pour des ateliers d'échanges et un concert.

Exposition "L'Art au Château"

Cette année encore, l'exposition estivale au château de Sédières donnera toute sa place aux artistes corréziens, des artistes attachés à leurs villes, à leurs terroirs, à leurs racines, comme des fils indéfectibles tissés entre eux, leurs œuvres et la Corrèze.

Nous vous proposons donc de poursuivre le cycle "L'Art au Château" avec une exposition dédiée à 4 nouveaux artistes corréziens :

Michel ESPINASSOUZE / Hervé TREUIL :

Entre la ville et la campagne Michel Espinassouze et Hervé Treuil nous offrent toute la beauté et la diversité de la Corrèze dans leurs œuvres qui dialoguent autour d'un même thème : le territoire.

Michel ESPINASSOUZE est un artiste figuratif réaliste qui pose un regard singulier sur Brive, ville qui l'a vu naître où il a exercé son métier de médecin.

De façon méthodique, il pose les couleurs, le fond sombre fait place à la lumière par contraste, c'est une dualité où la couleur gagne la toile. Le résultat est éclatant de lumière. C'est peut-être là le secret de cette maîtrise picturale, l'imprégnation de ces rues, de ces places où l'enfance insouciante a laissé place à l'adolescent parcourant la ville puis à l'adulte au regard sage. Une symbiose totale entre l'artiste et son lieu de vie qui explose sur la toile.

Un autre monde que celui de la ville, avec ses places, ses rues, aux frontières des banlieues, la campagne, les villages, la nature. Hervé TREUIL, peintre paysan, artiste de la terre, reste fidèle à son monde qui l'a entouré toute sa vie. Une nature sans définition précise où le visiteur ne peut poser un nom de village ou de chemin mais ressentir un vécu, un souvenir d'enfance, un coin de campagne où la vie semblait agréable. Proche des impressionnistes, avec une recherche de flou, de brume qui estompent les formes, l'œuvre d'Hervé Treuil se reconnaît au premier regard.

Jean-Luc PIAZZA,

Jean-Luc PIAZZA est un photographe originaire de Guingamp qui est tombé amoureux par hasard de la Corrèze. Il réside, depuis 2012, entre Egletons et Marcillac-la-Croisille.

Il a une longue pratique artistique qu'il met au service de tout ce que son inspiration lui propose et ce, dans une recherche permanente.

Il affiche une volonté d'ancrer ses expositions dans les territoires. Avec des photographies s'attardant sur la matière, l'érosion, le mouvement du temps, de l'eau ou de la lumière, Jean-Luc Piazza s'attache à nous faire partager son regard, cette image qu'il a en tête et retravaille sur informatique pour atteindre cette vision.

Charlotte TOSCAN DU PLANTIER

Photographe de formation, elle vit entre Paris et la Corrèze où elle a créé une entreprise de création artistique relevant des arts plastiques en 2009 à La Chapelle-Aux-Saints.

Elle fait de la photographie d'architecture, des portraits de maisons et tient, depuis 10 ans, un journal photographique en argentique sur sa vie en Corrèze.

En 2020, elle a travaillé sur un projet initié par la ville de Tulle, "Fil 6".

Ce projet culturel associe la création contemporaine et les savoir-faire traditionnels autour du fil.

Dans ce cadre, cette photographe a réalisé une série de portraits d'habitants travaillant le fil (portraits de dentelières, couturières ...) : ces photographies et des textes ont été regroupées dans un livret mais n'ont jamais fait l'objet d'une exposition.

Nous souhaitons donc donner à voire à Sédières ce travail photographique qui tisse des liens entre la transmission de savoirs faire sur un territoire, entre le travail de l'artisan et de l'artiste et entre le patrimoine, la tradition et l'art contemporain.

Spectacles

➔ 6 apéro-concerts les lundis de l'été

Les apéro-concerts à Sédières sont devenus des rendez-vous prisés des estivants et Corrégiens. En 2021, malgré une météo capricieuse et l'instauration du passe sanitaire, entre 300 et 500 personnes par soirée ont été accueillies.

Les clés de ce succès sont une programmation éclectique et une ambiance détendue dans un cadre idyllique.

➔ 6 spectacles "jeune public" les mercredis de l'été

Lieu de promenade incontournable en été, le château de Sédières propose des activités pour les enfants, telles les "chasses au trésor", mais aussi des spectacles à destination des centres de loisirs et des familles. Les compagnies qui viendront en 2022 à Sédières ont été choisies pour la diversité des genres qu'elles représentent et de façon à couvrir une tranche d'âge allant de 3 à 12 ans. Chaque année, le Service Culture et Patrimoine s'attache à exploiter aussi bien la salle de spectacle que l'environnement naturel qui se prête à l'accueil de conteurs.

➔ Spectacles en partenariat

Accueil en partenariat avec le festival de la Vézère :

Fort du succès remporté par l'opéra " Carmen" de Bizet accueilli à Sédières en août dernier, il est proposé de renouveler le partenariat avec le festival de la Vézère avec cette année deux dates prévues :

- le 7 août à 18h : Opéra "Cosi Fan Tutte" de Mozart par la compagnie Diva Opéra
- le 16 août à 20h - en clôture de festival : l'orchestre d'Auvergne avec, au piano, Christian Zacharias.

2 - Soutien à l'animation culturelle sur les territoires : Bistrot Origine Corrèze : 30 000 €

(en fonctionnement)

Dans le cadre de la cohésion sociale et territoriale le Département souhaite développer une offre culturelle de proximité tout au long de l'année et particulièrement en milieu rural, tout en continuant à soutenir les artistes corrégiens. Par ailleurs, il souhaite également poursuivre son engagement dans la valorisation des produits et savoir-faire locaux, véritable facteur d'une identité corrégienne.

C'est donc tout naturellement que le "Bistrot", lieu de rencontre et d'échanges qui contribue au bien vivre ensemble dans les territoires ruraux et participe à l'attractivité des territoires s'est imposé comme lieu d'attractivité.

Ainsi, au titre de la promotion du territoire, et la continuité de la dynamique enclenchée avec la marque "Origine Corrèze", le Département a décidé de mettre en place les "Bistrots Origine Corrèze".

Il s'agit d'un dispositif en direction des cafés- restaurants pour développer et favoriser la mise en œuvre de concerts, contes et autres animations culturelles vecteur de lien social sur les communes corréziennes mais également pour valoriser les produits locaux et plats du terroir.

Ce dispositif permettra ainsi de contribuer au maintien et à l'animation du tissu économique et social notamment en milieu rural.

Une Charte d'engagement aux "Bistrots Origine Corrèze" sera signée entre les exploitants et le Département de la Corrèze.

En signant cette charte, les exploitants s'engageront notamment à :

- proposer une restauration basée sur des produits locaux et/ou des recettes du terroir qui devront tenir une place prépondérante dans leur carte,
- mettre en place au moins 4 animations par an,
- tenir à disposition du public les documents d'information touristique locale (fournis par Corrèze Tourisme et les offices de tourisme du territoire),

En contrepartie, le Département de la Corrèze s'engage à :

- accompagner les exploitants notamment en matière de communication,
- apporter une aide sur deux animations culturelles par an et sous réserve que les artistes accueillis soient corréziens.

L'ensemble des propositions énoncées dans le présent rapport visent, dans leur ensemble, à proposer aux Corréziens une offre diversifiée et équilibrée sur le territoire.

Le soutien financier apporté par le Département contribuera, en 2022, à renforcer encore l'image de la Corrèze "Terre de culture". Par ailleurs, dans le cadre des propositions culturelles qu'il organise en régie, le Conseil Départemental poursuit la mise en valeur des talents du département et participe activement à la construction du sentiment d'appartenance à la Corrèze.

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, nous vous proposons d'affecter les crédits de paiements selon les tableaux ci-dessous :

BUDGET PREVISIONNEL 2022	
DEPENSES	
COMPÉTENCES OBLIGATOIRES	
<ul style="list-style-type: none"> ● Schéma départemental des enseignements artistiques : 413 000 € (fonctionnement) ● Musée du Président Jacques Chirac : 41 540 € (stocks) / fonctionnement) ● Musée du Président Jacques Chirac : 173 960 € (121 960 € fonctionnement - 52 000 € investissement) ● Musée Départemental de la Résistance Henri Queuille : 19 000 € (10 000 € fonctionnement - 9 000 € investissement) 	647 500 €
COMPÉTENCES OPTIONNELLES	
SOUTIEN À LA VIE ASSOCIATIVE CULTURELLE DÉPARTEMENTALE	
<ul style="list-style-type: none"> ● Actions Culturelles des 5 territoires (A.C.T.) : 265 000 € en fonctionnement <ul style="list-style-type: none"> - Territoire Bassin de Brive - Territoire Vézère-Auvézère - Territoire Haute-Corrèze - Territoire Tulle - Territoire Vallée de la Dordogne ● Événements à Vocation Départementale : 811 000 € en fonctionnement ● Patrimoine et animations : 25 500 € (5 500 € fonctionnement - 20 000 € investissement) ● Évènementiels et animations : 360 000 € (328 000 € fonctionnement - 32 000 € investissement) <u>Dont</u> <ul style="list-style-type: none"> - Domaine de Sédières - Gestion et animation : 330 000 € (dont 298 000 € en fonctionnement et 32 000 € en investissement) - Bistrot Origine Corrèze - Animation : 30 000 € (en fonctionnement) 	1 461 500 €
AIDE AU PARCOURS CULTUREL ET ARTISTIQUE DE LA JEUNESSE	
<ul style="list-style-type: none"> ● Échanges internationaux (collégiens et comités de jumelages) : 20 000 € en fonctionnement ● Ateliers d'éducation artistiques : 28 000 € en fonctionnement ● Incitation à la lecture : Jeunes en librairie : 3 000 € en fonctionnement 	51 000 €
TOTAL DEPENSES (FONCTIONNEMENT ET INVESTISSEMENT)	2 160 000 €
RECETTES	
<ul style="list-style-type: none"> ● Évènementiels et animations (fonctionnement) ● Musée du président (fonctionnement) 	28 000 € 113 540€
TOTAL RECETTES (FONCTIONNEMENT ET INVESTISSEMENT)	141 540 €

Service Culture et Patrimoine :

	BP 2021	CA 2021	BP 2022
Animations (non assujetties TVA):	279 500 €	139 380 €	
Événementiels et animations			328 000 €
Actions Culturelles des Territoires	265 000 €	263 380 €	265 000 €
Schéma départemental des enseignements artistiques	413 000 €	409 250 €	413 000 €
Échanges internationaux	20 000 €	2 115 €	20 000 €
Évènements à vocation départementale	824 000 €	805 900 €	811 000 €
Musée Henri Queuille	10 000 €	10 113 €	10 000 €
Patrimoine et animations	4 000 €	5 260 €	5 500 €
Ateliers d'éducation artistique	15 000 €	14 300 €	28 000 €
Médiations culturelles			3 000 €
Dispositif exceptionnel de soutien à l'activité culturelle	50 000 €	20 135 €	
Total DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	1 880 500 €	1 669 833 €	1 883 500 €
Animations (non assujetties TVA)	26 000 €	26 770 €	
Événementiels et animations			28 000 €
Total RECETTES DE FONCTIONNEMENT	26 000 €	26 770 €	28 000 €
Sédières (non assujettie TVA)	7 000 €	5 741 €	
Événementiels et animations (Animations et acquisitions matériels Sédières)			32 000
Patrimoine et animations	20 000 €	0 €	20 000 €
Musée Henri Queuille	9 000 €	12 686 €	9 000 €
Total DEPENSES D'INVESTISSEMENT	36 000 €	18 427 €	61 000 €

Préparation du soutien aux associations 2023 : calendrier

Le Département souhaite maintenir, pour les années à venir, la lisibilité donnée aux associations et acteurs culturels en n-1 sur les aides financières départementales de l'année n.

Ainsi la date de dépôt des dossiers de demandes de subventions 2023 sur le portail des subventions sera maintenue au 30 septembre 2022 afin de proposer l'attribution des aides au Conseil Départemental de novembre 2022.

En 2023, nous proposons une augmentation de l'enveloppe globale des 4 principales aides aux acteurs culturels (Actions culturelles des territoires, Évènements à vocation départementale, Ateliers d'éducation artistique et Schéma départemental des enseignements artistiques) à hauteur de 1 524 000 €

Pour des raisons de technique budgétaire et de simplification administrative dans l'instruction des dossiers, nous proposons, à ce titre, la création d'une AE (Autorisation d'Engagement) de 1 369 000 € pour les "Subventions aux acteurs culturels", la poursuite de l'EPF de 150 000 € pour la contribution statutaire obligatoire de l'EPCC l'Empreinte ainsi que la poursuite de l'EPF de 5 000 € relative aux dépenses directes de l'action du Schéma des Enseignements artistiques.

Demande de création Autorisation d'Engagement (AE) = 1 369 000 €

Désignation : Subventions aux acteurs culturels - Subvention 2023

Catégorie : Pluriannuel

Montant : 1 369 000 €

Durée d'affectation : 2 ans

Musée du président Jacques Chirac :

	BP 2021	CA 2021	BP 2022
Musée Sarran	119 100 €	68 629,75 €	121 960 €
Musée du président à Sarran : gestion des stocks	39 448 €	39 447,04 €	41 540 €
Total DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	158 548 €	108 076,79 €	163 500 €
TOTAL DEPENSES INVESTISSEMENT	38 000 €	0,00 €	52 000 €
Musée Sarran	69 000 €	82 388,50 €	72 000 €
Musée du président à Sarran : gestion des stocks	39 448 €	41 539,06 €	41 540 €
TOTAL DES RECETTES	108 448 €	123 927,56 €	113 540 €

Crédits de paiement "politique culturelle 2022"

	Crédits de paiements 2022 DEPENSES	Crédits de paiements 2022 RECETTES
FONCTIONNEMENT	2 047 000 €	141 540 €
INVESTISSEMENT	113 000 €	
TOTAL	2 160 000 €	141 540 €

Pour mémoire au titre de **2022**, les engagements au titre de la politique qui vient de vous être exposée dans le présent rapport seront effectués sur les enveloppes suivantes :

Programme	Type enveloppe	N° Enveloppe	Libellé de l'enveloppe
<u>DEPENSES</u>			
EVENEMENTIELS ET ANIMATIONS	EPF	P029E01	Animations non assujetti / D
	EPI	P029E03	Animation et acquisition de matériels
AIDES AUX ACTEURS CULTURELS	AE	P017E04	Subventions aux acteurs culturels 2022
		P017E07	Subventions aux acteurs culturels 2023
	EPF	P017E06	Culture Dépenses diverses
		P017E05	Contribution EPCC EMPREINTE
ÉCHANGES INTERNATIONAUX	EPF	P081E01	Parcours culturel échanges internationaux collègues & et associations /D
MUSEE HENRI QUEUILLE	EPF	P117E01	Fonctionnement Animation du Musée Neuvic/D
	EPI	P117E03	Musée Neuvic Investissement /D
PATRIMOINE ET ANIMATIONS	EPF	P125E02	Patrimoine & Animation Dépenses directes
	AP	P125E01	Subvention Fondation patrimoine / D
MÉDIATIONS CULTURELLES	EPF	P188E01	Médiations culturelles / D

Programme	Type enveloppe	N° Enveloppe	Libellé de l'enveloppe
<u>DEPENSES</u>			
MUSEE SARRAN	EPI	P118E03	Dotation investissement/D
MUSEE SARRAN	EPF	P118E01	Dotation de fonctionnement/D
MUSEE SARRAN - GESTION DES STOCKS	EPF	P119E01	Gestion de stock/D
<u>RECETTES</u>			
EVENEMENTIELS ET ANIMATIONS	EPF	P029E02	Recettes animations Sédières
MUSEE SARRAN	EPF	P118E02	Produits exploitation et participation/R
MUSEE SARRAN - GESTION DES STOCKS	EPF	P119E02	Gestion de stock/R

Dans le cadre d'une vision globale et cohérente de l'ensemble de notre politique culturelle et dans la continuité du budget Culture 2021, le Conseil Départemental réservera 2 160 000 € à l'action culturelle et au patrimoine en 2022.

La recette totale des propositions incluses dans le présent rapport s'élève à 141 540 € en fonctionnement.

La dépense totale des propositions incluses dans le présent rapport s'élève à 2 047 000 € en fonctionnement et 113 000 € en investissement.

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

POLITIQUE CULTURELLE DEPARTEMENTALE - DOTATIONS 2022

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2022.04.08/209 en date du 8 avril 2022, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Monsieur Philippe LESCURE, Rapporteur,

DÉLIBÈRE

Article 1er : Est décidée l'affectation des crédits de paiements suivants au titre de la politique culturelle 2022 :

PROGRAMME	BP 2022	
DÉPENSES	Fonctionnement	Investissement
● Subventions aux acteurs culturels Actions Culturelles des Territoires, Évènements à Vocation Départementale, Schéma enseignements artistiques, ateliers d'éducation artistique	1 517 000 €	
● Échanges internationaux	20 000 €	
● Patrimoine et animations	5 500 €	20 000 €
● Musée de la résistance Henri Queuille	10 000 €	9 000 €
● Évènementiels et animations	328 000 €	32 000 €
● Médiations culturelles	3 000 €	
● Musée du président	163 500 €	52 000 €
TOTAL DEPENSES	2 047 000 €	113 000 €
	2 160 000 €	

PROGRAMME	BP 2022	
RECETTES	Fonctionnement	Investissement
● Évènementiels et animations		
● Musée du président	28 000 €	
	113 540 €	
TOTAL RECETTES	141 540 €	0 €

Article 2 : Est votée au titre de 2023, une Autorisation d'Engagement (AE) dont les caractéristiques sont les suivantes :

Désignation : Subventions aux acteurs culturels - Subvention 2023
Catégorie : Pluriannuel
Montant : 1 369 000 €
Durée d'affectation : 2 ans

Imputations budgétaires :

Les recettes correspondantes seront imputées sur le Budget Départemental :

- Section Fonctionnement, Article fonctionnel
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 933 11
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 933 14.

Les dépenses correspondantes seront imputées sur le Budget Départemental :

- Section Fonctionnement, Article fonctionnel
- Section Investissement, Article fonctionnel
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 933 11
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 933 12
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 933 14
- Section Investissement, Article fonctionnel 903 11
- Section Investissement, Article fonctionnel 903 14
- Section Investissement, Article fonctionnel 913 11.

Adopté, à main levée, à la majorité, par 28 voix pour, 10 abstentions.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant

de L'État le : 12 avril 2022

Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20220408-4672-DE-1-1

Affiché le : 12 avril 2022

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL



L'an deux mille vingt-deux et le huit avril, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :

Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Madame Valérie TAURISSON, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Madame Patricia BUISSON, Monsieur Franck PEYRET, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Audrey BARTOUT, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Jean-Jacques LAUGA, Monsieur Philippe LESCURE, Madame Marilou PADILLA-RATELADE, Madame Rosine ROBINET, Monsieur Gérard SOLER, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Julien BOUNIE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Madame Claude CHIRAC, Monsieur Bernard COMBES, Madame Jacqueline CORNELISSEN, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Monsieur Sébastien DUCHAMP, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Didier MARSALEIX, Madame Frédérique MEUNIER, Madame Annick TAYSSE, Madame Sonia TROYA, Madame Stéphanie VALLÉE, Madame Marie-Laure VIDAL, Monsieur Eric ZIOLO

Pouvoir :

Monsieur Anthony MONTEIL à Madame Stéphanie VALLÉE

Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

Réunion du 8 avril 2022

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission de la Cohésion Sociale

OBJET

SCHEMA DEPARTEMENTAL DE DEVELOPPEMENT DES ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES
2022-2028

RAPPORT

L'éducation artistique et culturelle est indispensable à la démocratisation culturelle et à l'égalité des chances.

Conscient de cet enjeu, notamment pour les territoires ruraux, le Département de la Corrèze a fait le choix, de placer l'éducation artistique et culturelle au cœur de son projet politique, en soutenant les structures d'enseignement artistique et les acteurs culturels impliqués dans l'éducation artistique et culturelle.

La crise sanitaire et les différents confinements ont montré toute l'importance de la culture et des actions collectives dans l'épanouissement de chacun et en particulier des jeunes.

Les nombreux acteurs culturels œuvrant sur cette thématique, véritables forces vives du Département, se sont mobilisés, souvent de manière innovante, pour maintenir le lien avec les élèves, développer une offre de pratiques collectives et une pédagogie de groupe.

Ils œuvrent, avec le plein soutien du Département, à l'éveil de la curiosité intellectuelle et à l'enrichissement personnel des jeunes Corrèziens et ce, sur l'ensemble du territoire.

C'est dans ce contexte que le Département renouvelle son Schéma Départemental de Développement des Enseignements Artistiques (SDDEA) avec deux objectifs majeurs :

- permettre l'égalité d'accès des élèves aux enseignements initiaux (danse, musique, théâtre) et soutenir particulièrement l'enseignement artistique et culturel en milieu rural,
- assurer un développement équilibré de l'éducation artistique et culturelle sur l'ensemble du territoire corrézien.

Par ce schéma, le Département de la Corrèze réaffirme sa volonté de maintenir un soutien sans faille aux conservatoires et écoles de musique mais aussi aux projets d'éducation artistique et culturelle qui permettent de sensibiliser les jeunes à la pratique artistique, de rendre possible des rencontres avec les œuvres et les artistes et de développer leur fréquentation des lieux culturels.

Dans le cadre de ce nouveau schéma, le Département se positionne ainsi, aux côtés des acteurs de l'enseignement artistique et de l'éducation artistique et culturelle, dans un rôle de valorisation, d'interface, de facilitateur et de garant des équilibres territoriaux.

Il s'agira d'organiser ensemble, de manière concertée, l'enseignement de la musique, de la danse et du théâtre sur le territoire, de mettre tout en œuvre pour dynamiser les politiques existantes et fédérer l'ensemble des acteurs autour d'objectifs communs pour un enseignement de qualité, accessible au plus grand nombre sur le territoire départemental.

Il vous est donc proposé dans le présent rapport de délibérer sur l'approbation du Schéma Départemental de Développement des Enseignements Artistiques pour la période 2022-2028 et sur les aides s'y rapportant.

Les indicateurs d'évaluation, les aides et leurs contreparties en matière d'objectifs seront intégrés annuellement aux arrêtés et conventions financières de chaque structure bénéficiaire.

Je précise à l'Assemblée que ces propositions ont été présentées au comité de pilotage du SDDEA, réuni le 1er mars 2022 et approuvées par celui-ci.

* * * * *

I - Rappel sur le Schéma Départemental de Développement des Enseignements Artistiques

II - Bilan 2018-2021, constats et pistes d'amélioration

III - Axes de développement et actions du schéma 2022-2028

IV - Financement départementaux dédiés au Schéma départemental de développement des enseignements artistiques

* * * * *

I - RAPPEL SUR LE SCHÉMA DÉPARTEMENTAL DE DÉVELOPPEMENT DES ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES

Un Schéma Départemental de Développement des Enseignements Artistiques (SDDEA) est un ensemble cohérent de mesures qui concourent à la mise en œuvre d'une politique culturelle d'aménagement du territoire en faveur de l'enseignement artistique et qui organisent l'accès du plus grand nombre à un enseignement diversifié, de proximité et de qualité.

Il poursuit principalement quatre objectifs :

- contribuer au développement de la cohésion territoriale en structurant rationnellement les enseignements artistiques,
- diversifier l'offre d'enseignement artistique et élever son niveau qualitatif,
- faciliter et encourager l'accès du public à l'enseignement artistique,
- rendre cet enseignement plus lisible et plus attractif pour le public et les acteurs de la vie locale.

D'un point de vue réglementaire, la loi n°2004-809 du 13 août 2004 fait obligation aux Départements d'adopter un Schéma Départemental de Développement des Enseignements Artistiques dans les domaines de la musique, de la danse et de l'art dramatique en leur confiant ainsi un rôle de coordonnateur, d'ensemblier de l'éducation artistique à l'échelle du territoire. Pour mémoire, le Département n'est pas un financeur désigné par la loi dans ce domaine.

Si, d'un point de vue réglementaire, le financement des écoles d'enseignement artistique et des actions conduites dans le cadre du Schéma n'incombe pas à l'échelon départemental, le Département de la Corrèze a souhaité s'affirmer comme un acteur majeur de la vie culturelle du territoire et comme le garant de l'égalité d'accès des jeunes Corrèziens à un large panel de disciplines. A ce titre, il attribue des financements aux conservatoires et écoles de musique et a même renforcé ceux-ci depuis 2018 en mobilisant annuellement une enveloppe de 413 000 €.

En Corrèze, un premier Schéma départemental de développement des enseignements artistiques a été mis en place en 2006 pour couvrir une période allant jusqu'en 2009. Au terme de celle-ci, le Schéma n'a pas été reconduit.

En janvier 2016, le Département de la Corrèze s'est saisi de ce sujet en lançant une étude afin de dresser un état des lieux et de proposer les fondements d'un nouveau schéma.

Le SDDEA 2018-2021 comprenant des axes de développement et des actions opérationnelles a été adopté lors de la séance plénière du Conseil Départemental du 10 novembre 2017. Si des actions ont pu être mises en œuvre sur la première année du schéma, certaines se sont brutalement arrêtées dès le 1^{er} trimestre 2020 en raison de la crise sanitaire.

II - BILAN 2018-2021: À LA CROISÉE DES ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES SPÉCIALISÉS ET DE L'ÉDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE

A - Méthode de travail

Le bilan du schéma des enseignements artistiques et culturels 2018-2021 a été réalisé en interne par les services du Département selon une méthode simple basée sur l'écoute, l'échange et la concertation.

Au-delà des échanges et du suivi des conservatoires et écoles de musique sur la durée du schéma et de l'élaboration de documents synthétiques et harmonisés demandés à toutes les structures d'enseignement artistique, un travail spécifique avec une intensification des échanges a été mené en 2021.

Cela s'est traduit par :

- un travail de parangonnage sur les schémas d'autres départements
- la recherche et la compilation de données
- l'élaboration de pistes d'actions en concertation avec les conservatoires, les écoles de musiques et le comité de pilotage
- l'analyse des données et la rédaction de bilans pour chaque structure
- des rendez-vous en face-à-face avec chaque conservatoire et école de musique
- un partage en comité de pilotage du bilan et des propositions pour le SDDEA 2022-2028 le 1er mars 2022.

B - Bilan du schéma 2018-2021

Le bilan de ce schéma se situe à la croisée de l'enseignement artistique spécialisé et de l'éducation artistique et culturelle. On constate en effet, qu'au-delà de l'enseignement artistique (cours individuels et collectifs), les conservatoires et écoles de musique ont développé de nombreuses actions en matière d'éducation artistique et culturelle avec le développement des pratiques collectives, l'utilisation de la pédagogie de groupe et la multiplication des concerts et masters class avec artistes invités.

Les actions en direction des scolaires se sont également renforcées (actions de sensibilisation, création de classes "Orchestre à l'école", classes à horaires aménagés...).

Ces actions sont également mises en œuvre par nombre d'acteurs culturels corréziens via des ateliers d'éducation artistique à l'année dans les écoles et collèges ou par des actions de plus grande envergure.

D'autres projets en faveur des centres de loisirs ou enfants porteur d'un handicap ont également vu le jour.

Le développement de ces actions d'éducation artistique et culturelle conforte le maillage territorial et l'accès de tous à la culture.

Le bilan 2018-2021 permet de mettre en exergue :

- les évolutions des structures d'enseignements artistiques (conservatoires et écoles de musique),
- la forte progression de l'Éducation Artistique et Culturelle,
- les actions réalisées dans le cadre stricto sensu du SDDEA.

Il est cependant à noter que sur cette période de trois années de schéma départemental, deux ont été fortement impactées par la crise sanitaire avec des fermetures d'établissements, des impossibilités temporaires de dispenser des cours en présentiel, de mettre en place des actions en milieu scolaire ou d'organiser des événements valorisant le travail des élèves.

1 - Bilan des conservatoires et écoles de musique

Les équipes administratives et pédagogiques se sont mobilisées pour maintenir le lien avec les élèves par le biais de visioconférences et pour organiser, dès que cela était possible, les manifestations prévues notamment en direction des scolaires.

Après une réorganisation nécessaire, les structures ont fait preuve d'inventivité pour maintenir leur activité.

On comptabilise aujourd'hui en Corrèze 10 structures d'enseignement artistique, implantées sur 17 communes, maillant ainsi le territoire corrézien. C'est une structure de moins qu'en 2018, en raison de l'abandon de l'enseignement artistique par l'association lcoranda, dès 2019, faute d'élèves.

Les 10 structures d'enseignement artistiques en Corrèze se répartissent entre :

3 "écoles-centres" (selon la terminologie arrêtée par M. Ursule lors de l'étude menée sur le précédent schéma) :

- * Conservatoire à Rayonnement Départemental de Brive
- * Conservatoire à Rayonnement Départemental de Tulle et son antenne sur la commune d'Argentat
- * École Théadamuse (associative) à Ussel et ses six antennes à Bort-les-Orgues, Neuvic, Égletons, Meymac, Bugeat et Sornac

7 "écoles de proximité" (associatives) :

- * École de musique du Pays d'Allasac
- * École de musique Banda d'Objat
- * École de musique intercommunale Vézère Causse à Saint-Pantaléon-de-Larche
- * École de musique de Malemort
- * École de musique Accords de Beaulieu-sur-Dordogne
- * École de musique de Branceilles
- * Atelier musical Vézère Monédières Millesources à Treignac

À travers leurs principales spécificités, recensées dans le tableau ci-dessous, les structures d'enseignement artistique (conservatoires et écoles de musique) maillent l'ensemble du territoire corrézien y compris les zones rurales. Leur principal atout est qu'elles sont complémentaires dans la diversité de l'offre proposée, dans la proximité, dans les différentes pédagogies appliquées ...

Toutes très ancrées sur leurs territoires, elles apportent aux communes sur lesquelles elles rayonnent une attractivité par la qualité de leurs enseignements ; une sensibilisation des scolaires par les différentes actions menées ; et des animations par le biais de spectacles et/ou concerts.

Conservatoires et écoles de musique	Spécificités de chaque structure
Conservatoire à Rayonnement Départemental de Brive	<ul style="list-style-type: none"> * Un grand nombre de disciplines enseignées * Une richesse de l'offre en matière de pratiques d'orchestre ; seul conservatoire de Nouvelle-Aquitaine à disposer d'un orchestre symphonique * La réalisation d'un spectacle unique en Nouvelle-Aquitaine avec l'ensemble des élèves du conservatoire / sur 2 jours - public de plus de 2 200 personnes
Conservatoire à Rayonnement Départemental de Tulle	<ul style="list-style-type: none"> * Des cursus uniques : cursus « musiques actuelles », cycle spécialisé en jazz et un important pôle accordéon avec l'enseignement des 3 types d'accordéons * c'est la structure qui développe le plus l'offre de pratique collective en Corrèze, celle-ci est au centre de ses enseignements * Une démarche d'ouverture en direction des autres écoles de musique, des acteurs culturels locaux et des rencontres avec le public
École Théadamuse Haute-Corrèze	<ul style="list-style-type: none"> * Une école de proximité ancrée dans son territoire et œuvrant pour le développement culturel de la Haute-Corrèze * Un fort esprit d'ouverture : animation culturelle « hors les murs » sur le territoire de la Haute-Corrèze, partenariats avec les acteurs culturels locaux, nombreux projets avec les établissements scolaires * Des pratiques collectives développées
École de musique du Pays d'Allasac	<ul style="list-style-type: none"> * Des actions en direction des scolaires Ex : 3 classes "orchestre à l'école" au collège d'Allasac * Une pratique collective volontairement développée dans les enseignements
École de musique Banda d'Objat	<ul style="list-style-type: none"> * Une école de musique ouverte vers l'extérieur : des activités "hors les murs" pour aller à la rencontre des Corréziens * Une école intergénérationnelle
École de musique intercommunale Vézère Causse à Saint-Pantaléon de Larche	<ul style="list-style-type: none"> * Une grande importance accordée à la proximité associative pour cette école de musique de proximité rayonnant sur un territoire intercommunal * Une diversité des enseignements proposés

École de musique de Malemort	<ul style="list-style-type: none"> * Un enseignement musical ludique qui s'adapte à tous les niveaux * Des interventions en milieu scolaire "traditionnellement" proposées depuis la création de l'école
École de musique Accords de Beaulieu sur Dordogne	<ul style="list-style-type: none"> * Un rayonnement de l'enseignement musical sur deux départements (Corrèze, Lot) * Une stabilité des effectifs à une 100^{aine} d'élèves par an malgré un important "turn over"
Conservatoires et écoles de musique	Spécificités de chaque structure
École de musique L'Étincelle Branceillaise	<ul style="list-style-type: none"> * La plus petite et la plus ancienne école de musique avec des élèves très ancrés/ attachés à leur territoire * Une pédagogie laissant le temps aux élèves de progresser à leur rythme
Atelier musical Vézère Monédières Millesources à Treignac	<ul style="list-style-type: none"> * Un enseignement musical sur un territoire rural et éloigné des centres urbains et une fidélisation des élèves par la proximité * Une souplesse et une adaptation de l'enseignement musical par niveau

En 2021, ces structures accueillent 2 500 élèves qui suivent un enseignement de qualité et participent à des actions collectives permettant de valoriser leur travail sur l'année.

Par rapport à 2018, ce sont 300 élèves de moins inscrits dans ces structures mais ce chiffre est à relativiser en fonction des écoles. En effet, si les "écoles centres" ont perdu, durant cette période, 400 élèves, en revanche, les écoles de musique, dites de proximité, ont, quant à elles, gagné une centaine d'élèves. Ce constat est en lien avec la crise sanitaire mais il est heureux de constater que la proximité, sur les territoires ruraux, a permis une plus grande mobilisation des élèves.

Au-delà des chiffres, le bilan des structures d'enseignement artistique fait apparaître une évolution positive en termes d'offre d'enseignement avec :

- un développement régulier et quasiment partout de l'offre de pratique collective dans les enseignements dispensés,
- un renforcement important des actions menées en direction des scolaires et notamment avec des "classes orchestre" dans les écoles et collèges
- une volonté d'ouverture par l'organisation de manifestations culturelles sur les territoires

À noter que les perspectives sur l'année 2021-2022 sont encourageantes en termes d'effectifs (stabilisation), en termes de nouveaux projets et en termes de mise en œuvre d'ateliers d'éducation artistiques, en volume et en qualité (avec des actions plus collectives et pluridisciplinaires).

2 - Une forte progression de l'Éducation Artistique et Culturelle en Corrèze

L'éducation artistique et culturelle (EAC) a pour objectif d'encourager la participation de tous les enfants et des jeunes à la vie artistique et culturelle.

L'éducation artistique et culturelle en direction des jeunes a trois principaux objectifs:

- permettre à tous les enfants de se constituer une culture personnelle riche et cohérente tout au long de leur parcours scolaire,
- développer et renforcer leur pratique artistique,
- permettre la rencontre des artistes et des œuvres, la fréquentation de lieux culturels.

Si l'éducation artistique et culturelle est très souvent développée dans le cadre scolaire, il n'en est pas moins vrai qu'elle s'acquiert également par des actions de développement auprès des centres de loisirs et des personnes en situation de handicap.

En Corrèze, l'EAC s'est fortement développée et nous avons assisté, sur la durée du schéma, à un renforcement de ces actions, qu'elles soient menées par les structures d'enseignement artistique ou par les acteurs culturels du territoire.

En effet, la plupart des structures et équipes artistiques et culturelles développent et intensifient dans le champ du spectacle vivant, musical, lyrique, théâtral et chorégraphique des partenariats avec le monde enseignant :

- ateliers pédagogiques ponctuels ou réguliers offrant au jeune public une collaboration directe avec des artistes,
- implication des élèves dans la production et la création de spectacles,
- présentation de spectacles associés à des actions de sensibilisation en amont,
- accès à des répétitions,
- accès aux lieux de spectacles pour des représentations.

Les actions d'Éducation Artistiques et Culturelles en Corrèze ce sont :

- **6 classes à horaires aménagés** musique danse et théâtre dans 4 collèges avec près de 200 élèves concernés de la 6^{ème} à la 3^{ème}, 80 en musique, 60 en danse et 50 en théâtre,
- **6 "classes orchestre à l'école"** (4 en collèges et 2 en écoles),
A noter que 3 nouveaux projets sont en cours de construction pour septembre 2022.
- **300 ateliers d'éducation artistique** avec 30 000 élèves concernés sur 3 ans (école, collège et lycée). Ces ateliers se sont déployés sur l'ensemble du territoire corrézien et renforcent le maillage territorial en matière d'éducation artistique et culturelle. À noter l'importance de l'action de la Fédération des Associations Laïques (FAL19) qui assiste 100 classes/an dans la mise en place d'un projet EAC.

Au-delà de ces actions, les acteurs culturels corréziens portent des projets EAC emblématiques en Corrèze, c'est le cas de :

- **La Fédération des Associations Laïques avec "Acteurs Juniors" à Davignac** : rencontres de théâtre jeunes publics : 15 représentations, 200h d'ateliers de pratique artistique encadrés par des artistes
⇒ 800 scolaires concernés / an

- **Des Jeunesses Musicales de France avec la programmation de spectacles** auprès des scolaires
 - ⇒ 17 000 élèves concernés par an avec la mise à disposition d'un livret pédagogique réalisé pour chaque spectacle et des pistes de travail pour poursuivre l'action
- **Du Centre Régional des Musiques Traditionnelles en Limousin avec "Bal à l'Ecole"** : ateliers de découvertes des danses traditionnelles, mise à disposition de ressources vidéos et sonores et 10 bals organisés sur toute la Corrèze
 - ⇒ 2 000 à 3 000 élèves concernés
- **De la SMAC Des Lendemains Qui Chantent** qui mène des actions d'éducation artistique et culturelle dans les écoles (écriture, composition, enregistrement, concert et tournage d'un clip vidéo, chant choral) en lien avec des artistes, auprès des centres de loisirs sur les percussions et auprès des amateurs avec le projet Gimmick
 - ⇒ Plus de 600 personnes concernées / an
- **Du Festival de la Vézère** qui mène ses actions d'EAC avec le célèbre ensemble vocal anglais VOCES 8 pour faire découvrir à des jeunes le chant choral grâce à des ateliers mêlant exercices vocaux, percussions corporelles, gestion du souffle, le tout en anglais et guidé par des artistes internationaux
 - ⇒ 300 à 400 jeunes dans 5 établissements scolaires concernés/ an
- **De la Compagnie de danse Hervé Koubi** qui propose des projets de pratique artistique en lien avec la diffusion des créations : master class, stages, ateliers de découvertes de la danse contemporaine, hip-hop, danse africaine, capoeira + mallette pédagogique avec une histoire de la danse interactive et des fiches d'analyse d'œuvres.
 - ⇒ 200 élèves concernés/an
- **De New Danse Studio** qui, au-delà des cours de danse, met en place des conférences dansées, développe un projet chorégraphique et pédagogique sur l'année avec des amateurs volontaires, organise des stages de danse toutes disciplines confondues et promeut le développement de la culture chorégraphique.
 - ⇒ 100 élèves concernés/an
- **De L'empreinte, Scène nationale Brive - Tulle** qui mène des ateliers de pratique artistique autour de la résidence de création d'une compagnie et programme des spectacles directement au sein des collèges et lycées les plus éloignés de l'offre culturelle ex : collèges de Seilhac, Lubersac, Bort-les-Orgues et lycées de Neuvic, Voutezac
 - ⇒ 250 élèves concernés/an

- De l'auditorium **Sophie Dessus** qui propose une programmation de spectacles sur le temps scolaire avec mise à disposition de dossiers pédagogiques et échange avec les artistes.
⇒ Accueil de plus de 1450 élèves.
- De **Tuberculture** avec le projet « **On dit cap' de chanter sur scène** » (en partenariat avec le GEMSEL), qui donne la possibilité à des personnes en situation de handicap de monter sur scène pour y interpréter un répertoire de chanson française. Le but est de favoriser et garantir un accès à la culture à des personnes en situation de handicap et de développer les pratiques artistiques, à travers le chant. Un documentaire réalisé par Corrèze Télévision retrace les différentes étapes du projet.

Une action collective emblématique en matière d'EAC est à mettre en exergue, il s'agit de **"Musiques Actuelles au Collège"**, qui est portée conjointement par la SMAC Des lendemains Qui Chantent, la FAL 19, l'Office Central de la Coopération à l'Ecole et les Jeunesses musicales de France. En lien avec un artiste, 60 élèves de 2 collèges corréziens écrivent leurs propres chansons, les interprètent et se produisent sur scène (travail sur toute l'année scolaire).

⇒ 60 élèves concernés/an

3 - Bilan des actions réalisées stricto sensu dans le cadre du schéma 2018-2021

Le Conseil Départemental a adopté, lors de la séance plénière du 10 novembre 2017, le SDDEA sur la période 2018-2021 avec des axes de développement et des actions prioritaires.

Même si ce schéma et ses actions ont largement été perturbés par la crise sanitaire, les actions fléchées comme prioritaires ont été mises en place :

- ↳ installation d'une gouvernance de mise en œuvre du schéma,
- ↳ révision des aides aux conservatoires et écoles de musique avec des avancées significatives en matière de financement : simplification, lisibilité et stabilité des aides aux conservatoires et écoles de musique sur 3 ans,
- ↳ attribution d'aides exceptionnelles aux "classes orchestre à l'école" en 2020 et 2021
- ↳ mise en place de 4 projets alliant pratique artistique et utilisation du numérique favorisant l'accès aux spectacles et les échanges. Ces ateliers ont donné lieu à un travail conjoint du Département, de l'Éducation Nationale, des "écoles centres" et de certains acteurs culturels comme la compagnie Hervé Koubi
=> Près de 900 élèves concernés,
- ↳ financement par le Département d'un accès aux ressources numériques Philharmonie de Paris pour l'ensemble des élèves et professeurs des conservatoires et écoles de musique de la Corrèze.

Ce bilan permet également de dégager quelques constats qui sont autant de pistes d'amélioration à prendre en compte dans le futur schéma, notamment :

- une durée du schéma 3 ans trop courte pour mettre en place des actions dans le temps,
- peu d'échanges entre les structures d'enseignement artistique,
- la crise sanitaire a révélé un besoin de visibilité du travail des conservatoires et écoles de musique,
- un besoin de valorisation et de communication sur les actions d'éducation artistique et culturelle,
- un besoin d'un accompagnement financier des "classes orchestre à l'école" afin de pouvoir les maintenir et les développer dans les collèges et écoles du département, ce dispositif étant salué par les conservatoires et les établissements scolaires de façon unanime.

III - AXES DE DÉVELOPPEMENT ET ACTIONS DU SCHÉMA 2022-2028

Face aux constats du SDDEA 2018-2021 et aux difficultés rencontrées par l'ensemble des acteurs sur ces deux dernières années, le Département de la Corrèze souhaite, dans le cadre du nouveau schéma, se positionner dans un rôle de facilitateur et de garant des équilibres territoriaux afin de soutenir au mieux l'ensemble des acteurs de l'enseignement artistique et de l'éducation artistique et culturelle.

Ce positionnement correspond parfaitement à ce que les conservatoires et écoles de musique attendent du Département, en-dehors d'un soutien financier qu'elles estiment par ailleurs essentiel.

C'est dans cette logique et en étroite concertation avec les conservatoires et écoles de musique que des axes de développement et des actions prioritaires sont proposés dans le cadre du nouveau schéma.

Ces axes et actions ont été proposés au comité de pilotage du schéma le 1^{er} mars 2022 qui a donné un avis favorable sur ceux-ci.

Dans la présentation ci-dessous les actions définies comme prioritaires seront identifiées par le symbole suivant "❶".

Axe 1 – Garantir un travail durable et efficace

L'objectif est d'ajuster la durée du schéma pour mettre en place les actions de manière sereine en laissant le temps aux échanges

↳ Action 1.1 : Porter la durée du schéma de 3 à 6 ans ❶

L'objectif est d'organiser la gouvernance pour que chaque structure se sente complètement impliquée dans le processus de réflexion et de mise en œuvre du schéma

↳ Action 1.2 : Intégrer les responsables des écoles de musique dans les comités techniques (instance de propositions opérationnelles) et comités de pilotage (instance de décision) ❶

➡ Axe 2 - Poursuivre et consolider le soutien financier aux enseignements artistiques

L'objectif est l'équité et la stabilité des aides du Département.

↳ Action 2.1 : Ajuster les aides aux conservatoires et écoles de musique au regard des évolutions constatées depuis 2018 ❶
Aides fixées sur 3 ans, effectives dès 2023 pour la saison 2022-2023, avec un bilan à mi-parcours des actions p/r aux critères et une nouvelle évaluation des aides pour les années 2026, 2027, 2028

L'objectif est d'apporter un soutien financier aux classes orchestre à l'école.

↳ Action 2.2 : Financer spécifiquement les classes orchestre à l'école dans le cadre du schéma ❶

➡ Axe 3 - Encourager l'émergence d'une dynamique partenariale

L'objectif est d'impulser des connexions entre les conservatoires et écoles de musique.

↳ Action 3.1 : Rencontre annuelle entre les structures d'enseignement artistique ❶
(Directeurs de conservatoires et présidents et ou directeurs d'écoles de musique)

↳ Action 3.2 : Journées professionnelles en direction des professeurs
Journée "rencontres / ateliers" (fréquence à déterminer) sur des thématiques spécifiques ou transversales - ex : l'enseignement artistique auprès de publics en situation de handicap

Axe 4 - Valoriser et soutenir les actions des structures d'enseignement artistique

L'objectif est de valoriser les structures d'enseignement artistique pour lutter contre la baisse des effectifs.

- ↳ Action 4.1 : Réalisation d'une vidéo de promotion présentant le travail des structures d'enseignement artistique - 2 formats : long pour une valorisation de toutes les structures et court pour les réseaux sociaux ❶
- ↳ Action 4.2 : Communiquer auprès des communes sur les actions menées par des écoles de musique ❶

L'objectif est de rendre visibles les actions de chacun, partager les informations sur les ressources culturelles du territoire.

- ↳ Action 4.3 : Réaliser une newsletter simple pour les conservatoires, écoles de musique et associations culturelles du territoire travaillant sur l'EAC => 1 à 2 fois /an ❶

L'objectif est de donner accès à des ressources pédagogiques.

- ↳ Action 4.4 : Reconstitution de l'accès aux ressources numériques de la Philharmonie de Paris - Financement par le Département d'un abonnement pour un accès gratuit pour l'ensemble des élèves et professeurs des conservatoires et écoles de musique ❶

L'objectif est de valoriser le travail accompli tout au long de l'année par les élèves des classes Orchestre à l'école, des conservatoires et des écoles de musique.

- ↳ Action 4.5 : Organisation d'une fête des structures d'enseignement artistique
Journée festive dans un lieu du Département, tel Sédières, où les élèves pourront montrer à leurs parents et au public le travail mené sur l'année que ce soit en danse, musique ou théâtre en proposant des spectacles de forme légère en intérieur ou extérieur.

➤ Axe 5 – Valoriser et renforcer les projets d'éducation artistique et culturelle

L'objectif est de mettre en avant l'ensemble des actions menées en matière d'éducation artistique et culturelle que ce soit par les conservatoires et écoles de musique ou par les acteurs culturels corréziens

- ↳ Action 5.1 : Valoriser et renforcer les actions menées dans le cadre scolaire et notamment en direction des collègues
- ↳ Action 5.2 : Valoriser les actions d'éducation artistique pluridisciplinaire, inter-établissements et en direction de publics spécifiques

IV - FINANCEMENT DÉPARTEMENTAUX DÉDIÉS AU SCHÉMA DÉPARTEMENTAL DE DÉVELOPPEMENT DES ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES

A - Révision des aides aux conservatoires et écoles de musique

Il s'agit de l'action 2.1 du SDDEA 2022-2028.

L'objectif pour le Département de la Corrèze est de poursuivre et consolider le soutien financier aux structures d'enseignement artistique (conservatoires et écoles de musique) dans un souci d'équité et de stabilité.

Tout comme en 2018, la volonté est de poursuivre le travail engagé selon trois principes : simplification, lisibilité et stabilité des aides.

Ainsi, je vous propose de maintenir l'enveloppe financière dédiée aux subventions pour les conservatoires et écoles de musique à 408 000 € en réaffectant l'aide auparavant attribuée à l'association "Icoranda" sur les structures d'enseignement artistique, et principalement sur les écoles de musique, en fonction du bilan du schéma 2018-2021. Ces aides, applicables dès 2023 (pour la saison 2022-2023) seront votées annuellement et fixées pour 3 ans au terme desquels un bilan à mi-parcours sera réalisé (sur la base des critères déjà utilisés). Ce bilan pourra donner lieu à un rééquilibrage des aides pour les 3 années suivantes. Le bilan à mi-parcours se fera en 2025 (saison 2024-2025) et des modifications seront apportées, le cas échéant, sur les montants des aides 2026, 2027 et 2028.

Les propositions de révision que je vous propose d'adopter tiennent compte d'un indicateur quantitatif (l'évolution du nombre d'élèves inscrits) et d'indicateurs qualitatifs déjà utilisés en 2018 :

- le nombre de professeurs (dont nombre professeurs qualifiés),
- l'offre de cours collectifs,
- le travail en commun avec un CRD ou autres écoles de musique,
- les interventions en milieu scolaire (hors "classes orchestre à l'école" qui font l'objet d'une proposition de financement spécifique),
- les interventions hors les murs (hors milieu scolaire).

A ces critères s'ajoutent, pour les "écoles-centres" uniquement :

- le nombre d'antennes,
- le nombre de disciplines enseignées,
- la part des financements intercommunaux,
- l'aide à l'équité territoriale en faveur des familles (aide permettant de diminuer les tarifs pour les familles les plus éloignées des structures d'enseignement artistiques).

Les montants des aides attribuées annuellement aux conservatoires et écoles de musique sur la période 2023-2025 sont détaillés dans le tableau présenté ci-dessous.

À noter que le détail des évaluations se trouve en annexe 1 du présent rapport.

	Montant attribué annuellement sur le schéma 2018-2021	Montant des aides annuelles 2023-2025	Variat° p/r à 2018
ECOLE THEADAMUSE	126 380 €	126 600 €	220 €
CRD TULLE	115 539 €	115 700 €	161 €
CRD BRIVE	83 730 €	83 800 €	70 €
ECOLE DE MUSIQUE DU PAYS D'ALLASSAC	14 971 €	15 650 €	679 €
ASSOCIATION BANDA D'OBJAT	13 320 €	13 900 €	580 €
ECOLE DE MUSIQUE INTERCOMMUNALE VÈZÈRE CAUSSE / LARCHE	14 420 €	14 900 €	480 €
ECOLE DE MUSIQUE L'ÉTINCELLE BRANCEILLAISE	6 420 €	6 800 €	380 €
ECOLE DE MUSIQUE MALEMORT	16 410 €	16 700 €	290 €
ECOLE DE MUSIQUE ACCORDS / BEAULIEU	8 210 €	8 450 €	240 €
ATELIER MUSICAL VEZERE MONEDIERES MILLESOURCES / TREIGNAC	5 350 €	5 500 €	150 €
ASSOCIATION ICORANDA - EYGURANDE	3 210 €	0 €	
TOTAL AIDES AUX CONSERVATOIRES ET ECOLES DE MUSIQUE	407 960 €	408 000 €	

Pour les "écoles centres", comme en 2018, le Département souhaite que, dans l'aide globale attribuée, une partie soit affectée à l'équité territoriale en faveur des familles.

Cette part de l'aide départementale a pour but de diminuer les tarifs d'inscription pour les familles les plus éloignées des structures d'enseignement artistique.

Ainsi en 2018, il a été demandé aux "écoles centres" de concentrer cette aide sur les élèves ne résidant pas sur les communes d'implantation de l'école-centre ou de leurs antennes, qui ont été nommés les "élèves non résidents".

Le département avait ainsi fléchi pour chaque école-centre une part de l'aide à affecter à la diminution du reste à charge pour les familles les plus éloignées. Ce montant par "école-centre" avait été déterminé ainsi :

ratio du nombre d'élèves non résidents dans chaque école/nombre total d'élèves non résidents appliqué à une enveloppe globale de 105 000 €.

Ainsi pour la durée du schéma :

- le CRD de Brive devait consacrer 29 730 €/ an à la diminution des tarifs pour les élèves non résidents
- le CRD de Tulle devait consacrer 45 539 €/ an à la diminution des tarifs pour les élèves non résidents
- l'école Théadamuse devait consacrer 29 715 €/ an à la diminution des tarifs pour les élèves non résidents

Le bilan du schéma 2018-2021 sur ce sujet fait apparaître que :

- le CRD de Brive a bien consacré 29 730 €/an à cette mesure,
- le CRD de Tulle a fait le choix, dans un objectif de développement des inscriptions des élèves hors Tulle et Argentat, de consacrer une part plus importante à la diminution du coût pour les familles non résidentes. Il a ainsi, sur 3 ans, consacré 10 292 € de plus que prévu,
- l'école Théadamuse n'a pas consacré les 29 715 €/an comme prévu en raison du passage d'un financement communal de l'école à un financement intercommunal qui a remis en cause la notion même de "non résidents". Les intercommunalités ne finançant que les activités des enfants, l'aide du CD fléchée a été utilisée pour, d'une part, harmoniser le tarif des élèves adultes quel que soit leur lieu de résidence, et d'autre part, réduire le coût de cotisation de tous les jeunes élèves, pour faciliter l'accès à l'enseignement artistique aux familles les plus modestes.

Sur le schéma 2022-2023, il est nécessaire de maintenir cette aide en direction des familles à la même hauteur soit 105 000 € au global.

Concernant la répartition par structure, il est proposé de :

- conserver la notion "d'élèves non résidents" et le même mode de calcul pour les CRD de Brive et de Tulle,
- pour l'école Théadamuse, de ne plus utiliser la notion "d'élève non résident" n'ayant plus aucun sens dans sa situation, et d'y substituer une aide annuelle que l'école devra utiliser pour alléger le coût de ses prestations pour l'ensemble des pratiquants.

Le tableau ci-dessous fait apparaître les modes de calcul et fixe ainsi la part minimale de l'aide départementale que chaque structure devra consacrer à l'équité territoriale en faveur des familles.

Aide équité territoriale en direction des familles 2023-2028 pour les écoles centre				
	CRD BRIVE	CRD TULLE	ECOLE THEADAMUSE	TOTAL
Rappel aide équité territoriale en direction des familles 2018-2021 (part imposée par le CD sur le schéma 2018-2021)	29 730 €	45 539 €	29 715 €	104 984 €
Aide effective attribuée par les structures aux élèves non résidents en 2021	29 730 €	48 495 €	19 497 €	97 722 €
Nombre total d'élèves 2020/2021	879	589	Le financement de l'école par les intercommunalité a remis en cause la notion de "non résidents". L'aide CD a donc été utilisée au profit de l'ensemble des élèves. Vu le caractère rural de la Haute-Corrèze, cette "utilisation" correspond à l'esprit de l'aide en matière d'équité territoriale.	
Nombre d'élèves ayant bénéficié de l'aide CD 2020/2021	234	369		
Part des élèves "non résident" par structure dans le total des élèves non résidents des conservatoires (en %)	38,81%	61,19%		
Aide équité territoriale en direction des familles 2023-2028 Application sur un budget global de l'aide de 105 000 € (arrondis)	31 000 €	49 000 €	25 000 €	105 000 €

À noter que cette part minimale fléchée pour chaque structure sur l'équité territoriale en faveur des familles fera l'objet d'une mention particulière dans les conventions financières signées avec les "écoles centres". Dans le même document, l'obligation leur sera faite que cette aide départementale et la déduction qui en découle pour chaque famille apparaissent clairement sur les factures des familles ou par le biais d'un courrier spécifique.

Par ailleurs, au-delà du maintien des aides aux conservatoires et écoles de musique, je vous propose également de maintenir, sur la durée du schéma, l'enveloppe de 5000 € par an qui sera consacrée à la mise en œuvre des actions spécifiques du schéma.

B - Mettre en place un financement spécifique pour les « classes orchestre à l'école » des écoles et collèges corréziens

Il s'agit de l'action 2.2 du SDDEA 2022-2028.

1 - Qu'est-ce qu'une « classe orchestre à l'école » ?

Un orchestre à l'école est un dispositif transformant une classe entière en orchestre pendant 3 ans (en primaire ou au collège). L'orchestre devient une matière à part entière et les enfants reçoivent en moyenne 1h de cours d'instrument et 1h de cours d'orchestre par semaine.

Ce projet repose sur un partenariat impliquant toujours un établissement scolaire, un conservatoire ou une école de musique et une ou des collectivités territoriales.

Les professeurs d'écoles de musique ou de conservatoires se déplacent au sein des établissements scolaires et travaillent en étroite collaboration avec les professeurs de l'éducation nationale.

Les élèves qui, pour la majorité d'entre eux, n'ont jamais fait de musique, jouent dès le début en orchestre ; ils apprennent en parallèle la lecture de la musique et la technique instrumentale. Pour cela :

- un instrument est prêté aux élèves pendant ces 3 ans : ils le rapportent chez eux la semaine et durant toutes les vacances pour pouvoir travailler leur technique,
- les professeurs adaptent leur pédagogie et utilisent un répertoire spécifiquement créé pour atteindre un niveau musical de qualité, indispensable à la valorisation des élèves.

La plus-value de ce dispositif est incontestablement :

- l'accessibilité à l'enseignement artistique et culturel avec la gratuité pour les familles et le prêt d'un instrument à l'élève pendant 3 ans,
- le renforcement d'une nouvelle offre de pratiques collectives,
- le travail d'équipes et les nécessaires partenariats,
- la sensibilisation des élèves qui, potentiellement, pourront rejoindre les effectifs des conservatoires ou écoles de musiques du territoire.

Il existe aujourd'hui 6 classes orchestre en Corrèze réparties sur 4 établissements (2 collèges et 2 écoles) :

- 3 "classes orchestre" au Collège Mathilde Marthe Faucher d'Allasac en partenariat avec l'école de musique du Pays d'Allasac
- 1 "classe orchestre" au Collège Eugène Freyssinet d'Objat en partenariat avec l'école de musique d'Objat
- 1 "classe orchestre" à l'école Joliot Curie de Tulle en partenariat avec le Conservatoire à Rayonnement Départemental de Tulle
- 1 "classe orchestre" à Groupe Scolaire La Salle de Brive en partenariat avec le Conservatoire à Rayonnement Départemental de Brive

À noter qu'un certain nombre de projets sont en cours de construction pour une mise en œuvre dès septembre 2022 :

- 1 classe orchestre au Collège Voltaire (Ussel) en partenariat avec l'école Théadamuse
- 1 classe orchestre au Collège Rollinat (Brive) en partenariat avec l'école de musique de Malemort
- 1 classe orchestre à l'école primaire d'Objat en partenariat avec l'école de musique d'Objat

2 - Proposition de financement spécifique des « classes orchestre à l'école »

Les sources de financement des « classes orchestre à l'école » ne sont pas nombreuses et rendent ce dispositif fragile. Certaines écoles financent une partie des « classes orchestre à l'école » avec des recettes de concerts (des bandas par exemple, voire sur les fonds propres des établissements).

En 2020 - 2021, suite aux difficultés rencontrées (impossibilité de faire des concerts et donc d'enregistrer des recettes), les 6 « classes orchestre » ont été financées de manière exceptionnelle par le Département pour un montant global de 4 000 € / an.

Face à l'intérêt que ces actions revêtent en termes d'accessibilité à la culture, il est proposé pérenniser ce soutien dans le cadre du SDDEA 2022-2028.

Il est ainsi proposé à compter de 2023 (saison 2022-2023) de financer ce dispositif en opérant une distinction entre les écoles et les collèges mais aussi en modulant l'aide en fonction des années de mise en place de ce dispositif. En effet, en année 1, année de création ou année de renouvellement de l'action à l'issue du cycle de 3 ans, les conservatoires et écoles de musique ont des dépenses plus conséquentes en raison de l'achat et/ ou du renouvellement des instruments.

Pour les écoles : forfait annuel (quel que soit le nombre de classe orchestre)

- Année 1 de la classe orchestre : 800 € si achat de matériel et prêt des instruments aux élèves sur 3 ans (sinon 500 €)
- Années 2 et 3 de la classe orchestre : 500 €

Pour les collèges : forfait annuel par classe orchestre constituée et plafonné à 3 classes orchestre par établissement scolaire

- Année 1 de la classe orchestre : 1 000 € si achat de matériel et prêt des instruments aux élèves sur 3 ans (sinon 500 €)
- Années 2 et 3 de la classe orchestre : 500 €

À noter que l'aide sera versée aux conservatoires et écoles de musique (sauf cas particuliers où un établissement financerait l'achat de matériel) et un courrier d'information relatif à l'attribution de ces aides sera envoyé aux écoles/collèges bénéficiant de ces actions. Par ailleurs, cette aide départementale sera mobilisée uniquement sur les projets pour lesquels un financement communal ou intercommunal interviendra.

Au regard des projets de "classe orchestre à l'école" déjà en cours et des projets à venir, il est proposé de consacrer dans le cadre du SDDEA, à compter de 2023 (saison 2022-2023), une enveloppe de 7 000 €/ an sur 2023-2025 avec un bilan à mi-parcours en 2025 (saison 2025-2026) pouvant donner lieu à une modification de ces aides sur 2026-2028.

Je vous propose donc :

- d'adopter le Schéma Départemental de Développement des Enseignements Artistiques pour la période 2022/2028 figurant en annexe 1 de ce rapport,
- de consacrer à ce Schéma une enveloppe annuelle de 420 000 € de 2023 à 2025 incluant :

- le financement des structures d'enseignement artistique (408 000 €)
- le financement des "classes orchestre " (7 000 €)
- le financement des actions spécifiques au Schéma (5 000 €)

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

SCHEMA DEPARTEMENTAL DE DEVELOPPEMENT DES ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES
2022-2028

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2022.04.08/210 en date du 8 avril 2022, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Madame Claude CHIRAC, Rapporteur,

DÉLIBÈRE

Article 1^{er} : Sont approuvés le Schéma départemental de développement des enseignements artistiques (SDDEA) 2022-2028, ses axes de développement et les actions prioritaires à mettre en œuvre - Annexe 2

Article 2 : Est décidée, dans le cadre du soutien à la vie culturelle, de dédier, à compter de 2023 et jusqu'en 2025 (date d'un bilan intermédiaire), une enveloppe financière d'un montant global de 420 000 €, destinée à assurer la couverture budgétaire des aides aux structures d'enseignement artistique, du financement des "classes orchestre à l'école" et des actions prioritaires telles que définies dans le Schéma départemental de développement des enseignements artistiques. Ces aides seront attribuées annuellement dans le cadre de la politique culturelle départementale.

Article 3 : Monsieur le Président du Conseil Départemental, est autorisé à revêtir de sa signature tous les documents nécessaires à la mise en œuvre du Schéma départemental de développement des enseignements artistiques.

Imputation budgétaire :

La dépense correspondante sera imputée sur le Budget Départemental :

- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 933.11.

Adopté, à main levée, à l'unanimité.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant

de L'État le : 12 avril 2022

Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20220408-4508-DE-1-1

Affiché le : 12 avril 2022

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

ANNEXE 1 : Evaluations et propositions financements 2023-2025 - Schéma Départemental des enseignements artistiques

	Indicateurs d'évaluation (critères utilisés en 2018)	Etat des lieux en 2018	Evolution entre 2018 et 2021	Evolution entre 2018 et 2021	Montant annuel 2018-2021	Montant 2023-2025	Variat° p/r à 2018
ECOLE THEADAMUSE	Effectifs élèves	396	- 60 élèves	-	126 380 €	126 600 €	220 €
	Nbre d'antennes	6 Bort/ Meymac/ Neuvic/ Bugeat/ Sornac/Egletons	6 Bort/ Meymac/ Neuvic/ Bugeat/ Sornac/Egletons	=			
	Disciplines enseignées	Musique - Danse	Musique - Danse - Théâtre	+			
	Nbre de cours individuels	17	18	+			
	Nbre de cours collectifs	18	19	+			
	Financements interco	Interco : 36 660 € soit 7,9 % du budget total	194 970€ 51% du budget total	+++			
	Aide équité territoriale en faveur des familles	82 élèves bénéficiant de l'aide CD Demande CD aide minimale pour les familles = 29 715 €	329 élèves bénéficiant de l'aide CD 19 497 € montant global consacré aux familles Changements tarifs avec financement interco	-			
	Travail en commun avec CRD ou autres écoles de musique	Oui - CRD Tulle et Brive	Oui - CRD Tulle et Brive	=			
	Interventions en milieu scolaire	Interventions musicales en écoles primaires	Interventions musique, danse et théâtre en écoles primaires	++			
Interventions hors les murs (hors milieu scolaire)	* Séances musicales Accueil Petite Enf Egletons *Représentations serv gériatrie Hôpital Ussel	* Concerts, stages *Représentations serv gériatrie Hôpital Ussel	++				
CRD TULLE	Effectifs élèves	723	-134	--	115 539 €	115 700 €	161 €
	Nbre d'antennes	1 Argentat	1 Argentat	=			
	Disciplines enseignées	Musique - Danse	Musique - Danse	=			
	Nbre de cours individuels	24	22	+++			
	Nbre de cours collectifs	26	36	+++			
	Financements interco	Tull'Agglo (fonds concours) : 159 274 € soit 10,6% du budget total	Tull'Agglo : 160 000 € soit 10,43 % du budget total	+			
	Aide équité territoriale en faveur des familles	386 élèves bénéficiant de l'aide CD Demande CD aide minimale pour les familles = 45 539 €	369 élèves bénéficiant de l'aide CD 48 495 € montant global consacré aux familles	+++			
	Travail en commun avec CRD ou autres écoles de musique	Oui - Ecole Hte Correze / CRD Brive	Oui - Ecole Theadamuse / CRD Brive	=			
	Interventions en milieu scolaire	Parcours EAC, Orchestre à l'école, Chant choral, Classes à Horaires Aménagés Musique, Danse	Parcours EAC, Orchestre à l'école, Chant choral, Classes à Horaires Aménagés Musique, Danse	+			
Interventions hors les murs (hors milieu scolaire)	Opérations "Territoire en concerts" et "Concerts de midi", Partenariat Festival des "Nuits de nacre", DLQC	Opérations "Territoire en concerts", "Une saison au Cloître", Partenariat Festival des "Nuits de nacre", DLQC	++				
CRD BRIVE	Effectifs élèves	1066	-236	---	83 730 €	83 800 €	70 €
	Nbre d'antennes	0	0	-			
	Disciplines enseignées	Musique - Danse - Théâtre	Musique - Danse - Théâtre	=			
	Nbre de cours individuels	28	26	+			
	Nbre de cours collectifs	9	11	+			
	Financements interco	0 €	0 €	-			
	Aide équité territoriale en faveur des familles	229 élèves bénéficiant de l'aide CD Demande CD aide minimale pour les familles = 29 730 €	234 élèves bénéficiant de l'aide CD 29 730 € montant global consacré aux familles	+			
	Travail en commun avec CRD ou autres écoles de musique	Oui - projets entre "écoles centres"	Oui - projets entre "écoles centres"	=			
	Interventions en milieu scolaire	Présentations d'instruments aux scolaires, Classes à Horaires Aménagés Musique, Danse, Théâtre, Classe Dolce pour les publics en situation d'autisme	Présentations d'instruments aux scolaires, Classes à Horaires Aménagés Musique, Danse, Théâtre, Classe Dolce pour les publics en situation d'autisme, Orchestre à l'école => centré sur Brive	+			
Interventions hors les murs (hors milieu scolaire)	Concerts, Fête de la musique...	Renforcement : Concert du Nouvel An, "Conservatoire au Théâtre", concerts à l'auditorium / centré sur Brive	+				

	Indicateurs d'évaluation (critères utilisés en 2018)	Etat des lieux en 2018	Evolution entre 2018 et 2021	Evolution entre 2018 et 2021	Montant annuel 2018-2021	Montant 2023-2025	Variat° p/r à 2018
ECOLE DE MUSIQUE DU PAYS D'ALLASSAC	Effectifs élèves	118	+ 69 élèves	+++	14 971 €	15 650 €	679 €
	Nbre de professeurs dt nbre profs qualifiés	10 dt 10 qualifiés	+ 1 ETP tous qualifiés	+++			
	Cours collectifs	oui 4	3 en +	++			
	Travail en commun avec CRD ou autres écoles de musique	non	oui Objat / CRD Brive / CRD Tulle	++			
	Interventions en milieu scolaire	Classe d'orchestre au collège sur l'année - 28 élèves concernés	+ 2 classes orchestre + interventions découvertes écoles	+++			
	Interventions hors les murs (hors milieu scolaire)	Intervention Centre de loisirs	+ interventions dans 3 ALSH + concerts classe orchestre	+++			
ASSOCIATION BANDA D'OBJAT	Effectifs élèves	61	+ 26 élèves	++	13 320 €	13 900 €	580 €
	Nbre de professeurs dt nbre profs qualifiés	8 dt 8 qualifiés	stable tous qualifiés	+++			
	Cours collectifs	Oui - 4	stable	=			
	Travail en commun avec CRD ou autres écoles de musique	non	oui - Allassac sur Classes Orchestres	+			
	Interventions en milieu scolaire	Ecoles primaires d'Objat	+ 1 classe Orchestre au collège + ateliers présentations instruments écoles	++			
	Interventions hors les murs (hors milieu scolaire)	non	Eveil musical ALSH Varetz + concert fin d'année	++			
ECOLE DE MUSIQUE INTERCOMMUN ALE VÉZÈRE CAUSSE / LARCHE	Effectifs élèves	93	+ 19 élèves	++	14 420 €	14 900 €	480 €
	Nbre de professeurs dt nbre profs qualifiés	9 dt 4 qualifiés	10 dt 4 qualifiés	=			
	Cours collectifs	Oui - 5	1 en +	+			
	Travail en commun avec CRD ou autres écoles de musique	non	Oui - jurys d'examens	+			
	Interventions en milieu scolaire	Interventions dans des écoles pour présenter les instruments.	Interventions dans des écoles pour présenter les instruments(communes interco)	+			
	Interventions hors les murs (hors milieu scolaire)	* Audition élèves décentralisées * Café-concert des prof. * Concert mai conte musical	* Audition élèves décentralisées * Café-concert des prof. * Conte musical / Fête de la Musique	++			
ECOLE DE MUSIQUE L'ETINCELLE BRANCEILLAISE	Effectifs élèves	35	+ 10 élèves	+	6 420 €	6 800 €	380 €
	Nbre de professeurs dt nbre profs qualifiés	6 dt 3 qualifiés	5 dt 4 qualifiés = +1	+			
	Cours collectifs	oui - 2	stable	=			
	Travail en commun avec CRD ou autres écoles de musique	non	très ponctuellement avec le CRD de Brive	+			
	Interventions en milieu scolaire	non	projet en 2020-21 dans les collèges Beaulieu, Beynat, Meyssac mais reporté crise	+			
	Interventions hors les murs (hors milieu scolaire)	Audition délocalisée	projet en 2020-21 avec ALSH Tudeils mais reporté crise	=			

	Indicateurs d'évaluation (critères utilisés en 2018)	Etat des lieux en 2018	Evolution entre 2018 et 2021	Evolution entre 2018 et 2021	Montant annuel 2018-2021	Montant 2023-2025	Variat° p/r à 2018
ECOLE DE MUSIQUE MALEMORT	Effectifs élèves	101	- 20 élèves	-	16 410 €	16 700 €	290 €
	Nbre de professeurs dt nbre profs qualifiés	7 dt 7 qualifiés	9 dt 8 qualifiés	+			
	Cours collectifs	Oui - 4	1 en +	+			
	Travail en commun avec CRD ou autres écoles de musique	oui	oui (auditions, échanges, master class CRD Brive)	+			
	Interventions en milieu scolaire	* Interventions hebdo écoles de Malemort	* Interventions hebdo écoles de Malemort	+			
	Interventions hors les murs (hors milieu scolaire)	* Auditions des élèves au CRD de Brive * Divers concerts	* Auditions des élèves au CRD de Brive * Concerts et animations lors de manifestations culturelles ou sportives	+			
ECOLE DE MUSIQUE ACCORDS / BEAULIEU	Effectifs élèves	79	+ 24 élèves (dt 50% Lot / Doublement cours)	+	8 210 €	8 450 €	240 €
	Nbre de professeurs dt nbre profs qualifiés	10 dt 10 qualifiés	stable tous qualifiés	+++			
	Cours collectifs	Oui- 4	Oui- 4	=			
	Travail en commun avec CRD ou autres écoles de musique	non	non	-			
	Interventions en milieu scolaire	non	+ interventions Collège de Beaulieu	+			
	Interventions hors les murs (hors milieu scolaire)	* Auditions décentralisées *Intervent° élèves de piano à la maison de retraite Beaulieu 1 fois / an	* Auditions de fin d'année *Intervent° élèves piano Ehpad 1 fois / an * Participation Journées lotoises de flûtes	=			
ATELIER MUSICAL VEZERE MONEDIERES MILLESOURCES / TREIGNAC	Effectifs élèves	55	- 12 élèves	-	5 350 €	5 500 €	150 €
	Nbre de professeurs dt nbre profs qualifiés	5 dt 5 qualifiés	stable tous qualifiés	+++			
	Cours collectifs	Oui - 1	1 en -	-			
	Travail en commun avec CRD ou autres écoles de musique	non	Non	-			
	Interventions en milieu scolaire	non	*Interventions écoles primaires et Collège Treignac	+			
	Interventions hors les murs (hors milieu scolaire)	*Interventions périscolaires à Chamberet et Treignac	* Interventions MAS Chamberet * Fête de fin d'année sur la Com Com	+			
ASSOCIATION ICORANDA	Association mise en sommeil faute d'élèves en 2018				3 210 €	0 €	
TOTAL AIDES AUX CONSERVATOIRES ET ECOLES DE MUSIQUE					407 960 €	408 000	

**Schéma Départemental de
Développement des
Enseignements Artistiques
2022-2028**

SOMMAIRE

I – Le Schéma Départemental de Développement des Enseignements Artistiques (SDDEA)

1 - Le cadre réglementaire

2 - SNOP (Schéma national d'orientation pédagogique)

3 - Qu'est-ce qu'un schéma départemental de développement des enseignements artistiques ?

II - Constats et évolutions depuis 2018 du SDDEA en Corrèze

1 - Les structures d'enseignement artistique

Les 3 "écoles-centres"

Conservatoire à Rayonnement Départemental de Brive (CRD Brive)

Conservatoire à Rayonnement Départemental de Tulle (CRD Tulle)

Ecole Théadamuse

Les écoles de musique

Ecole de musique du Pays d'Allasac (EMPA)

Ecole de musique de Malemort

Banda d'Objat

Ecole de musique intercommunale Vézère Causse

Ecole de musique Accords

Étincelle Branceillaise

Atelier musical Vézère Monédières Millesources

Association Icoranda

2 - Les principaux acteurs culturels de l'EAC en Corrèze

(hors conservatoires et écoles de musique)

Confédération Musicale de France 19 - CMF 19

Fédération des Associations Laïques de la Corrèze - FAL 19)

Jeunesses Musicales France Corrèze - JMF

Centre Régional Musiques Traditionnelles en Limousin - CRMTL

La SMAC Des Lendemains Qui Chantent

Tuberculture

Le Festival de la Vézère

La Compagnie Hervé KOUBI

New Danse studio

L'Empreinte, Scène nationale Brive - Tulle

L'Auditorium Sophie Dessus à Uzerche

3 - Les dispositifs phares de l'EAC

Les classes à horaires aménagés

Les ateliers d'éducation artistique et culturelle

Dispositif DRAC - Éducation Nationale

Dispositif départemental : les Ateliers d'Éducation Artistique

Zoom sur 2 projets remarquables

III - Bilan du schéma 2018-2021

1 - Rappel des objectifs du schéma 2018-2021

2 - Bilan des actions du schéma

3 - Conclusion : les points essentiels

IV - Schéma 2022-2028

1 - Axes de développement

2 - Les premières actions mises en œuvre

Introduction

L'éducation artistique et culturelle est indispensable à la démocratisation culturelle et à l'égalité des chances. Conscient de cet enjeu, sur les territoires ruraux, le Département de la Corrèze a fait le choix, de placer l'éducation artistique et culturelle au cœur de son projet politique, en soutenant les structures d'enseignement artistique et les acteurs culturels impliqués dans l'éducation artistique et culturelle.

La crise sanitaire et les différents confinements ont montré toute l'importance de la culture et des actions collectives dans l'épanouissement de chacun et en particulier des jeunes.

Les nombreux acteurs culturels œuvrant sur cette thématique, véritables forces vives du Département, se sont mobilisés, souvent de manière innovante, pour maintenir le lien avec les élèves, développer une offre de pratiques collectives et une pédagogie de groupe.

Ils œuvrent, avec le plein soutien du Département, à l'éveil de la curiosité intellectuelle et à l'enrichissement personnel des jeunes Corrèziens et ce, sur l'ensemble du territoire.

Par ce schéma, le Département de la Corrèze réaffirme sa volonté de maintenir un soutien sans faille aux conservatoires et écoles de musique mais aussi aux projets d'éducation artistique et culturelle qui permettent de sensibiliser les jeunes à la pratique artistique, de rendre possible des rencontres avec les œuvres et les artistes et de développer leur fréquentation des lieux culturels.

Dans le cadre de ce nouveau schéma, le Département se positionne ainsi, aux côtés des acteurs de l'enseignement artistique et de l'éducation artistique et culturelle, dans un rôle de valorisation, d'interface, de facilitateur et de garant des équilibres territoriaux.

Ce nouveau schéma a pour but d'organiser de manière concertée, l'enseignement de la musique, de la danse et du théâtre sur le territoire, de mettre tout en œuvre pour dynamiser les politiques existantes et de fédérer l'ensemble des acteurs autour d'objectifs communs pour un enseignement de qualité et de proximité, accessible au plus grand nombre sur le territoire départemental.

Le principal enjeu du schéma 2022-2028 est d'encourager les structures d'enseignement artistique à développer leur ancrage territorial en direction de tous les publics et de tisser des complémentarités entre l'ensemble des acteurs œuvrant dans ce domaine.

À noter qu'il s'agit bien d'un schéma des enseignements artistiques et non d'un schéma des pratiques artistiques même s'il existe une tendance forte au croisement et au rapprochement de ces notions.

Le bilan du précédent schéma et les actions du nouveau seront donc centrés sur l'enseignement artistique tout en prenant en compte la part grandissante de l'éducation artistique et culturelle au sein des conservatoires et école de musique mais aussi dans les activités des acteurs culturels corrèziens.

En effet, l'évolution de la pratique artistique s'inscrit dorénavant tout au long de la vie. Elle se traduit par un parcours artistique et culturel qui commence dès le plus jeune âge et implique toutes les composantes de la vie culturelle, tant les structures d'enseignement artistique (conservatoires et écoles de musique) que les autres acteurs culturels qui font vivre la culture sous toutes ses formes partout en Corrèze.

Au regard de ces évolutions, le nouveau schéma apparaît comme une opportunité de créer des connexions entre ce qui relève spécifiquement des enseignements artistiques et ce qui relève de l'éducation artistique et culturelle. Car si l'organisation de chacun de ces secteurs a ses spécificités, ils ont tous les deux vocations à permettre et renforcer l'accès de tous à une culture artistique diversifiée, sur l'ensemble du territoire corrèzien.

Le schéma 2022-2028 est donc élaboré dans la perspective d'élargir la focale autour des enseignements artistiques, en suscitant des croisements avec les enjeux de l'éducation artistique et culturelle, y compris en direction de publics spécifiques.

I - Le Schéma Départemental de Développement des Enseignements Artistiques (SDDEA)

1 - Le cadre réglementaire

La loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales a confié aux Conseils départementaux la responsabilité d'établir un **Schéma Départemental de Développement des Enseignements Artistiques (SDDEA)** dans les domaines de la musique, de la danse et de l'art dramatique.

Extraits de l'article 101 de la loi N°2004-809 du 13 août 2004:

- l'État procède au classement des établissements en catégories correspondant à leurs missions et à leur rayonnement régional, départemental, intercommunal ou communal. Il définit les qualifications exigées du personnel enseignant de ces établissements et assure l'évaluation de leurs activités ainsi que de leur fonctionnement pédagogique.
- la Région organise et finance, dans le cadre du plan régional de développement des formations professionnelles, le cycle d'enseignement professionnel initial.
- le Département adopte un schéma départemental de développement des enseignements artistiques. Ce schéma a pour objet de définir les principes d'organisation des enseignements artistiques.
- les communes et leurs groupements organisent et financent les missions d'enseignement initial et d'éducation artistique des établissements.

La mise en œuvre d'un schéma départemental de développement des enseignements artistiques en musique, danse et théâtre est donc une des compétences culturelles obligatoires des Conseils départementaux.

Si, d'un point de vue règlementaire, le financement des écoles d'enseignement artistique et des actions conduites dans le cadre du Schéma n'incombe pas à l'échelon départemental, le Département de la Corrèze a souhaité s'affirmer comme un acteur majeur de la vie culturelle du territoire et comme le garant de l'égalité d'accès des jeunes Corrèziens à un large panel de disciplines. A ce titre, il attribue des financements aux conservatoires et écoles de musique avec sur la période 2018-2021 une enveloppe dédiée de 413 000 €.

2 - SNOP (Schéma national d'orientation pédagogique)

Élaborés et mis en place en 2008 par le Ministère de la Culture et de la Communication, ces schémas existent pour chacune des 3 disciplines enseignées dans les établissements d'enseignement artistique : musique, danse et art dramatique.

Ces textes fixent un cadre pour l'organisation des enseignements artistiques :

- ils détaillent les conditions d'enseignement, le niveau de qualification des enseignants, l'organisation des études et leur validation, les opportunités de partenariat, etc.
- ils garantissent la qualité de l'enseignement et fournissent des repères pédagogiques communs.
- À travers le SNOP, les établissements d'enseignement artistique (conservatoires, écoles de musique) :
 - sont invités à participer activement à la vie artistique et culturelle de leur aire de rayonnement, à mener des actions de sensibilisation, de diversification et de développement des publics en musique, en danse et en théâtre,
 - assurent la diffusion des productions liées à leurs activités pédagogique et l'accueil des artistes,
 - sont les partenaires des acteurs qui développent les pratiques amateurs et des structures artistiques professionnelles, en particulier les organismes de création et de diffusion.

3 - Qu'est-ce qu'un schéma départemental de développement des enseignements artistiques ?

Le Schéma Départemental de Développement des Enseignements Artistiques est un ensemble cohérent de mesures qui :

- ↳ concourent à la mise en œuvre d'une politique culturelle d'aménagement du territoire en faveur de l'enseignement artistique,

- ↳ organisent l'accès du plus grand nombre à un enseignement diversifié, de proximité et de qualité.

Il poursuit principalement quatre objectifs :

- ↳ contribuer au développement de la cohésion territoriale en structurant rationnellement les enseignements artistiques,
- ↳ diversifier l'offre d'enseignement artistique et élever son niveau qualitatif,
- ↳ faciliter et encourager l'accès du public à l'enseignement artistique,
- ↳ rendre cet enseignement plus lisible et plus attractif pour le public et les acteurs de la vie locale.

Il s'agit bien d'un schéma des enseignements artistiques et par enseignement, il faut entendre le développement et l'application d'un « parcours pédagogique cohérent, diversifié et complémentaire en terme d'irrigation du territoire ».

Les enjeux du schéma doivent être partagés par l'ensemble des acteurs départementaux. L'adoption du schéma constitue le point de départ d'une nouvelle dynamique qui devra s'appuyer sur un travail en réseau, sur le renforcement des relations partenariales et sur une coordination à l'échelle du département. La concertation et le partenariat sont des facteurs décisifs pour la bonne réussite des perspectives qu'il dessine.

Le schéma départemental est un outil de développement commun et évolutif. Ses mesures ne sont pas figées dans le temps, elles s'appliquent à court, à moyen et à long terme et peuvent faire l'objet de réorientations.

II - Constats et évolutions depuis 2018

En Corrèze, un premier Schéma départemental de développement des enseignements artistiques a été mis en place en 2006 pour couvrir une période allant jusqu'en 2009. Au terme de celle-ci, le Schéma n'a pas été reconduit.

En janvier 2016, le Département de la Corrèze s'est saisi de ce sujet en lançant une étude afin de dresser un état des lieux et de proposer les fondements d'un nouveau schéma.

Le SDDEA 2018-2021 comprenant des axes de développement et des actions opérationnelles a été adopté lors de la séance plénière du Conseil Départemental du 10 novembre 2017.

Si des actions ont pu être mises en œuvre sur la première année du schéma, certaines se sont brutalement arrêtées dès le 1^{er} trimestre 2020 en raison de la crise sanitaire.

Méthode de travail

Le bilan du schéma des enseignements artistiques et culturels 2018-2021 a été réalisé en interne par les services du Département selon **une méthode simple basée sur l'écoute, l'échange et la concertation.**

Au-delà des échanges et du suivi des conservatoires et écoles de musique sur la durée du schéma et de l'élaboration de documents synthétiques et harmonisés demandés à toutes les structures d'enseignement artistique, un travail spécifique avec une intensification des échanges a été mené en 2021.

Cela s'est traduit par :

- ↳ un travail de parangonnage sur les schémas d'autres départements
- ↳ la recherche et la compilation de données
- ↳ l'élaboration de pistes d'actions en concertation avec les conservatoires, les écoles de musiques et le comité de pilotage
- ↳ l'analyse des données et la rédaction de bilans pour chaque structure
- ↳ des rendez-vous en face-à-face avec chaque conservatoire et école de musique
- ↳ un partage en comité de pilotage du bilan et des propositions pour 2022-2028 le 1er mars 2022.

Évolutions du Schéma 2018-2021

Le bilan de ce schéma se situe à la croisée de l'enseignement artistique spécialisé et de l'éducation artistique et culturelle. On constate en effet, qu'au-delà de l'enseignement artistique (cours individuels et collectifs), les conservatoires et écoles de musique ont développé de nombreuses actions en matière d'éducation artistique et culturelle avec le développement des pratiques collectives, l'utilisation de la pédagogie de groupe et la multiplication des concerts et masters class avec artistes invités.

Les actions en direction des scolaires se sont également renforcées (actions de sensibilisation, création de classes "Orchestre à l'école", classes à horaires aménagés ...).

Ces actions sont également mises en œuvre par nombre d'acteurs culturels corréziens via des ateliers d'éducation artistique à l'année dans les écoles et collèges ou par des actions de plus grande envergure.

D'autres projets en faveur des centres de loisirs ou enfants porteur d'un handicap ont également vu le jour.

Le développement de ces actions d'éducation artistique et culturelle conforte le maillage territorial et l'accès de tous à la culture.

Le bilan entre 2018 et 2021 permet de mettre en exergue :

- ↳ les évolutions des structures d'enseignements artistiques (conservatoires et écoles de musique),
- ↳ la forte progression de l'Éducation Artistique et Culturelle,

Il est cependant à noter que sur cette période de trois années de schéma départemental, deux ont été fortement impactées par la crise sanitaire avec des fermetures d'établissements, des impossibilités temporaires de dispenser des cours en présentiel, de mettre en place des actions en milieu scolaire ou d'organiser des événements valorisant le travail des élèves.

C'est dans ce contexte, conscient que l'enseignement artistique contribue à l'épanouissement de chaque individu et au développement de ses aptitudes, que le Département renouvelle son Schéma Départemental de Développement des Enseignements Artistiques (SDDEA) avec deux objectifs majeurs :

- ↳ Permettre l'égalité d'accès des élèves aux enseignements initiaux (danse, musique, théâtre) et soutenir particulièrement l'enseignement artistique et culturel en milieu rural,
- ↳ Assurer un développement équilibré de l'éducation artistique et culturelle sur l'ensemble du territoire corrésien.

1 - Les structures d'enseignement artistique

On comptabilise aujourd'hui en Corrèze 10 structures d'enseignement artistique, implantées sur 17 communes, maillant ainsi le territoire corrésien. C'est une structure de moins qu'en 2018, en raison de l'abandon de l'enseignement artistique par l'association Icoranda, dès 2019, faute d'élèves.

Les 10 structures d'enseignements artistiques en Corrèze se répartissent entre :

3 "écoles-centres" (selon la terminologie arrêtée par M. Ursule lors de l'étude menée en 2017 sur le précédent schéma) :

- * Conservatoire à Rayonnement Départemental de Brive
- * Conservatoire à Rayonnement Départemental de Tulle et son antenne sur la commune d'Argentat
- * École Théadamuse (associative) à Ussel et ses six antennes à Bort-les-Orgues, Neuvic, Égletons, Meymac, Bugeat et Sornac

7 "écoles de proximité" (associatives) :

- * École de musique du Pays d'Allasac
- * École de musique Banda d'Objat
- * École de musique intercommunale Vézère Causse à Saint-Pantaléon-de-Larche
- * École de musique de Malemort
- * École de musique Accords de Beaulieu-sur-Dordogne
- * École de musique de Branceilles
- * Atelier musical Vézère Monédières Millesources à Treignac

À travers leurs principales spécificités, recensées dans le tableau ci-dessous, les structures d'enseignement artistique (conservatoires et écoles de musique) maillent l'ensemble du territoire corrésien y compris les zones rurales. Leur principal atout est qu'elles sont complémentaires dans la diversité de l'offre proposée, dans la proximité, dans les différentes pédagogies appliquées ...

Toutes très ancrées sur leurs territoires, elles apportent aux communes sur lesquelles elles rayonnent une attractivité par la qualité de leurs enseignements ; une sensibilisation des scolaires par les différentes actions menées ; et des animations par le biais de spectacles et/ou concerts.

Conservatoires et écoles de musique	Spécificités de chaque structure
Conservatoire à Rayonnement Départemental de Brive	<ul style="list-style-type: none"> * Un grand nombre de disciplines enseignées * Une richesse de l'offre en matière de pratiques d'orchestre, seul conservatoire en Nouvelle-Aquitaine à disposer d'un orchestre symphonique * La réalisation d'un spectacle unique en Nouvelle-Aquitaine avec l'ensemble des élèves du conservatoire / sur 2 jours - public de plus de 2 200 personnes
Conservatoire à Rayonnement Départemental de Tulle	<ul style="list-style-type: none"> * Des cursus uniques : cursus « musiques actuelles », cycle spécialisé en jazz et un important pôle accordéon avec l'enseignement des 3 types d'accordéons * C'est la structure qui développe le plus l'offre de pratique collective en Corrèze, celle-ci est au centre de ses enseignements * Une démarche d'ouverture en direction des autres écoles de musique, des acteurs culturels locaux et des rencontres avec le public
École Théadamuse Haute-Corrèze	<ul style="list-style-type: none"> * Une école de proximité ancrée dans son territoire et œuvrant pour le développement culturel de la Haute-Corrèze * Un fort esprit d'ouverture : animation culturelle « hors les murs » sur le territoire de la Haute-Corrèze, partenariats avec les acteurs culturels locaux, nombreux projets avec les établissements scolaires * Des pratiques collectives développées
École de musique du Pays d'Allasac	<ul style="list-style-type: none"> * Des actions en direction des scolaires Ex : 3 classes "orchestre à l'école" au collège d'Allasac * Une pratique collective volontairement développée dans les enseignements
École de musique Banda d'Objat	<ul style="list-style-type: none"> * Une école de musique ouverte vers l'extérieur : des activités "hors les murs" pour aller à la rencontre des Corrèziens * Une école intergénérationnelle
École de musique intercommunale Vézère Causse à Saint-Pantaléon de Larche	<ul style="list-style-type: none"> * Une grande importance accordée à la proximité associative pour cette école de musique rayonnant sur un territoire intercommunal * Une diversité des enseignements proposés
École de musique de Malemort	<ul style="list-style-type: none"> * Un enseignement musical ludique qui s'adapte à tous les niveaux * Des interventions en milieu scolaire "traditionnellement" proposées depuis la création de l'école
École de musique Accords de Beaulieu sur Dordogne	<ul style="list-style-type: none"> * Un rayonnement de l'enseignement musical sur deux départements (Corrèze, Lot) * Une stabilité des effectifs à une 100^{aine} d'élèves par an malgré un important "turn over"
École de musique L'Étincelle Branceillaise	<ul style="list-style-type: none"> * La plus petite et la plus ancienne école de musique avec des élèves très ancrés/ attachés à leur territoire * Une pédagogie laissant le temps aux élèves de progresser à leur rythme
Atelier musical Vézère Monédières Millesources à Treignac	<ul style="list-style-type: none"> * Un enseignement musical sur un territoire rural et éloigné des centres urbains et une fidélisation des élèves par la proximité * Une souplesse et une adaptation de l'enseignement musical par niveau

En 2021, ces structures ont accueilli 2 500 élèves qui suivent un enseignement de qualité et participent à des actions collectives permettant de valoriser leur travail sur l'année.

Par rapport à 2018, ce sont 300 élèves de moins inscrits dans ces structures mais ce chiffre est à relativiser en fonction des écoles. En effet, si les "écoles centres" ont perdu, durant cette période, 400 élèves, en revanche, les écoles de musique, dites de proximité, ont, quant à elles, gagné une centaine d'élèves. Ce constat est en lien avec la crise sanitaire mais il est heureux de constater que la proximité, sur les territoires ruraux, a permis une plus grande mobilisation des élèves.

Il est à souligner que, durant les deux années de crise sanitaire, les équipes administratives et pédagogiques se sont mobilisées pour maintenir le lien avec les élèves par le biais de visioconférences et pour organiser, dès que cela était possible, les manifestations prévues notamment en direction des scolaires.

Après une réorganisation nécessaire, les structures ont fait preuve d'inventivité pour maintenir leur activité.

Au-delà des chiffres, le bilan des structures d'enseignement artistique fait apparaître une évolution positive en terme d'offre d'enseignement avec :

- ↳ un développement régulier et quasiment partout de l'offre de pratique collective dans les enseignements dispensés,
- ↳ un renforcement important des actions menées en direction des scolaires et notamment avec des classes « orchestre à l'école » dans les écoles et collèges,
- ↳ une volonté d'ouverture par l'organisation de manifestations culturelles sur les territoires.

A noter que les perspectives sur l'année 2021-2022 sont encourageantes en termes d'effectifs (stabilisation), de nouveaux projets et de mise en œuvre d'ateliers d'éducation artistiques, en volume et en qualité (avec des actions plus collectives et pluridisciplinaires).

Les 3 "écoles-centres"

Les établissements d'enseignement artistique sont entrés dans une nouvelle dynamique et souhaitent diversifier leurs actions afin d'être accessibles au plus grand nombre. Ils contribuent ainsi au décloisonnement, à l'élargissement des publics et rompent avec leur image de structure « élitiste ». Tout en préservant la qualité en tant que référents pour la sensibilisation et la formation initiale aux disciplines artistiques, il est essentiel qu'ils puissent être identifiés comme des acteurs culturels ouverts à tous quelles que soient leurs particularités.

Pour rappel, les "écoles centres" en Corrèze sont les trois structures qui rayonnent sur le territoire départemental. Deux sont des conservatoires à rayonnement départemental portés par les villes de Brive et Tulle et disposent de financements de l'État et une, l'école Théadamuse, est associative, n'a pas de financement de l'État pour son activité mais, du fait de son statut, dispose de plus de souplesse de gestion notamment sur les contrats des professeurs.

L'étroite collaboration entre ces trois structures est un atout essentiel pour le développement de l'enseignement artistique et culturel en Corrèze et pour la constitution d'un réseau départemental.

Les 3 "écoles-centres" en chiffres

- ↳ accueillent plus de 78 % des élèves inscrits dans les structures d'enseignement artistique en Corrèze,
- ↳ emploient 126 personnes représentant 74.6 ETP en 2021,
- ↳ enseignent la musique la danse et le théâtre avec, en 2021, respectivement :
 - près de 1400 élèves en musique,
 - près de 420 élèves en danse,
 - près de 140 élèves en théâtre,
- ↳ intègrent la pratique collective dans leurs enseignements qui représente aujourd'hui 50% des enseignements,
- ↳ développent très fortement les actions en direction des scolaires et les actions hors les murs,
- ↳ maîtrisent ou diminuent leurs dépenses de fonctionnement,
- ↳ ce sont plus de 300 000 € sur 3 ans au titre de l'aide à l'équité territoriale en faveur des familles du département qui ont bénéficié à plus de 3 000 élèves.
- ↳ amorcent des projets communs.

➔ CRD Brive

Le Conservatoire à Rayonnement Départemental de la ville de Brive (CRD Brive) propose une offre d'enseignements diversifiés avec des cursus diplômants, des cursus libres et des pratiques collectives au sein d'un lieu adapté à la pratique : 20 salles de cours, 1 salle de danse et 1 auditorium de 200 places.

Le CRD de Brive est une structure qui se distingue par la grande diversité de ses enseignements dispensés par une équipe de 47 professeurs de qualité au service de la transmission que ce soit en musique, danse ou théâtre.

Il se veut un lieu de pratiques artistiques, source d'enrichissement personnel, qui permet d'offrir aux élèves des parcours variés allant de la simple sensibilisation à des formations plus complètes et professionnalisantes.

Ce conservatoire prêche une attention particulière à la valorisation du travail de ses élèves. La meilleure illustration est l'organisation d'une manifestation d'envergure annuelle, le concert du nouvel an, qui est un véritable projet d'établissement mobilisant l'ensemble du personnel et des élèves du conservatoire autour de 2 jours de représentations ouverts au public. Manifestation unique en Région Nouvelle-Aquitaine, le concert du nouvel an est un véritable spectacle axé sur la transversalité musicale, chorégraphique et théâtrale et organisé dans des conditions professionnelles.

Le CRD de Brive mène également de nombreux projets pédagogiques en direction des scolaires sur le territoire de Brive notamment autour des classes à horaires aménagés en musique, danse et théâtre.

Si cette structure accueille des élèves au-delà de la commune de Brive, elle reste néanmoins, dans le développement de ses actions, centrée sur la commune de Brive, gestionnaire et principal financeur du conservatoire.

Les spécificités du CRD de Brive

- Grand nombre de disciplines enseignées,
- Richesse de l'offre en matière de pratiques d'orchestre, c'est le seul conservatoire en Nouvelle-Aquitaine à disposer d'un orchestre symphonique, "l'orchestre école", tutoré par des professeurs,
- Réalisation d'un spectacle unique en Nouvelle-Aquitaine avec l'ensemble des élèves du conservatoire : le concert attire, sur 2 jours, un public de plus de 2 200 personnes,
- Grande place des actions en direction des scolaires centrées sur la ville de Brive.

Les évolutions depuis 2018

1 - Ressources humaines

Les effectifs du CRD de Brive se répartissent entre le personnel administratif et technique (11 personnes soit 11 ETP) sans compter le personnel des studios (4 ETP) et les professeurs (47 soit 30 ETP en 2021).

Le personnel administratif et technique (11 ETP) du CRD de Brive est le plus conséquent des 3 "écoles-centres", il se compose d'un directeur, d'un directeur adjoint, d'un responsable administratif, d'une secrétaire de direction, de deux agents à la scolarité, de deux agents à l'accueil, d'une comptable, d'un régisseur son et lumière et d'un référent communication.

Le nombre de professeurs est resté stable sur la période 47 enseignants, tout comme le nombre d'ETP se maintenant à 30 ETP en 2020-2021.

2 - Évolution des effectifs

Le constat est une forte baisse des effectifs de 22% sur la période du schéma ce qui représente 250 élèves en moins. Cette diminution du nombre d'élèves est toutefois à nuancer. En effet, après une stabilité des effectifs en 2018-2019 et une légère baisse en 2019-2020, la chute brutale des effectifs, effet direct de la crise, s'est surtout concrétisée sur l'année 2020-2021 avec une perte de 226 élèves.

À noter, qu'un tiers des élèves du CRD de Brive résident hors de cette commune.

Si on analyse les baisses des effectifs en fonction des trois disciplines enseignées que sont la musique, la danse et le théâtre, on remarque que la danse et le théâtre ont, avant la crise, gagné des élèves avec un solde positif pour le théâtre sur l'ensemble de la période. Dans un même temps, les effectifs en musique ne cessaient de diminuer chaque année un peu plus et ce, dès la rentrée 2018-2019.

L'attractivité pour le théâtre tient essentiellement à la personnalité de l'enseignante qui développe de nombreuses actions hors les murs et a fait preuve de beaucoup de créativité dans les cours dispensés en visioconférence.

Concernant la danse le remplacement de 2 professeurs a également renforcé l'attractivité de ces cours.

Au niveau de la musique, certaines disciplines sont fragilisées comme les instruments à vent et depuis la Covid, les instruments à corde qui nécessite une exigence dans la pratique qui a été difficile à maintenir.

Pour la saison 2021-2022, on constate une stabilisation des effectifs du CRD de Brive à 882 élèves avec :

- une stabilisation des effectifs sur la musique après des années de baisse
- une diminution notable des effectifs sur la danse avec près de 40 élèves de moins qui fait suite à une baisse déjà constatée de 54 élèves en 2020-2021
- une légère augmentation des en théâtre

Par rapport aux deux autres "écoles centres" la situation du CRD de Brive paraît plus préoccupante sur les effectifs car les baisses notamment au niveau de la musique ont commencé avant la crise sanitaire et il n'y a pas eu de "léger rebond" en 2021-2022. La saison 2022-2023 permettra de voir si c'est une tendance conjoncturelle ou si cette baisse est plus durable dans le temps.

3 - Aide départementale sur l'équité territoriale en faveur des familles

Le CRD de Brive, sur la période du schéma, a consacré 29 730 € de l'aide départementale par an afin de diminuer le coût des inscriptions pour les élèves ne résidant à Brive, ce qui allège ainsi le coût pour les familles et participe à rendre le conservatoire plus attractif pour les élèves habitant sur les communes voisines.

Cette participation du Département se matérialise par une indication sur la facture envoyée aux familles de la déduction opérée grâce à l'aide départementale.

Sur cette période, malgré une baisse des effectifs, on constate paradoxalement une augmentation du nombre d'élèves non résidents et de ce fait du nombre d'élèves bénéficiant de l'aide du Département.

4 - Antenne sur le territoire et relation avec les autres conservatoires ou écoles de musique

Le CRD de Brive n'avait pas en 2018 et n'a pas aujourd'hui d'antenne sur le territoire. Ce constat s'explique en partie par les coûts importants que nécessitent la mise en place d'une antenne mais également par la présence d'écoles de musique sur l'agglomération de Brive (à Malemort, Allasac, Objat et Saint Pantaléon de Larche).

Comme en 2018, le CRD de Brive participe à des réunions de concertation communes aux 3 écoles centres.

En 2018, ces 3 "écoles centres" mettaient en place des rencontres autour d'un instrument, depuis, elles ont poursuivi ce travail en organisant un projet commun avec leurs élèves autour par exemple des percussions et de l'accordéon en travaillant ensemble sur des projets communs dans le cadre du schéma.

Durant la période de crise, les trois structures ont échangé et mené des réflexions communes sur des propositions adaptées au contexte sanitaire.

Ces réunions, qui existent et créent des liens ponctuels entre les 3 écoles centres, ont vocation à se renforcer dans les années à venir.

En revanche, comme en 2018, les liens entre le CRD de Brive et les écoles de musique du territoire et particulièrement celles sur le bassin de vie de Brive ne se sont pas renforcés et restent rares, en dehors de quelques actions ponctuelles.

Cette ouverture limitée vers les écoles de musique de l'agglomération de Brive s'explique notamment par une concentration du CRD sur la commune de Brive notamment en l'absence de financements intercommunaux, (l'Agglomération de Brive ne disposant pas de la compétence "culture"), contrairement aux deux autres écoles centre de la Corrèze.

Si les liens ne se sont pas développés entre les structures elles-mêmes, des liens ponctuels existent par l'intermédiaire des professeurs dont certains sont employés à la fois au conservatoire et dans les écoles de musique.

C'est le cas, par exemple, pour les auditions de fin d'année avec l'école de musique d'Allasac ou avec l'Étincelle Branceillaise qui, par manque d'un professeur de trombone, ont incité leurs élèves à s'inscrire au CRD de Brive en prenant à leur charge la différence tarifaire.

Ce lien est peut-être plus marqué avec l'école de musique de Malemort dont le directeur est aussi professeur de solfège au CRD de Brive, ce qui facilite les contacts. Cela se concrétise principalement par des élèves du CRD de Brive qui viennent jouer sur le concert de fin d'année à Malemort et des élèves de Malemort qui intègrent des ensembles de guitare dans le cadre d'auditions.

Par ailleurs, des élèves en difficulté au CRD de Brive s'orientent souvent vers l'école de musique de Malemort qui laisse plus de temps aux élèves pour progresser et ne les oblige pas à passer des auditions de fin de cycle et inversement, l'école de musique de Malemort prépare certains élèves qui veulent aller plus loin à passer l'audition d'entrée au conservatoire.

5 - Développement de l'offre de pratiques collectives

Les cours individuels restent largement majoritaires sur ce conservatoire passant 28 en 2018 à 26 en 2021.

L'enseignement en cours collectifs représente 11 disciplines avec la pratique en orchestre, les ateliers, les chœurs, la musique de chambre, la formation musicale, les cours de danse classique, jazz et contemporaine, les cours de théâtre, les jardins musicaux et cours d'éveil musical.

Les cours collectifs restent stables entre 2018 et 2021 mais il est à noter, en 2020-2021, l'ouverture d'un nouveau cursus d'étude orienté sur l'esthétique musicale Pop/Rock/Variétés. Ce cursus est destiné aux élèves inscrits dans les classes d'instruments amplifiés (Guitare électrique, basse électrique, batterie, clavier) et les classes de chant orienté musiques actuelles et de M.A.O. (Musiques assistées par Ordinateur).

Au-delà des cours, l'organisation d'actions permettant aux élèves de s'épanouir au sein d'un projet collectif est particulièrement représentée au CRD de Brive avec en premier lieu le concert du nouvel an, véritable projet d'établissement qui donne lieu à un spectacle d'une grande qualité.

C'est également le cas pour des actions menées dans l'auditorium du conservatoire comme par exemple la semaine du théâtre, les masters classes ou les actions hors les murs (cf paragraphe ci-dessous).

6 - Les actions d'Éducation Artistique et Culturelle dans l'activité du conservatoire

En matière d'éducation artistique et culturelle, le CRD de Brive, entre 2018 et 2021, a continué de mener de nombreuses actions en direction des scolaires sur Brive dans un souci d'amélioration et de pérennisation de ces projets. C'est le cas des classes à horaires aménagés, des interventions en direction des écoles que ce soit par de la découverte d'instruments ou par des actions plus régulières et une action auprès des enfants en situation d'autisme. De plus, au cours de cette période troublée par la crise sanitaire, le CRD a créé, en 2020-2021, une classe « orchestre à l'école » avec l'ensemble scolaire Saint Jean-Baptiste de la Salle à Brive.

Entre 2018 et 2021, le CRD de Brive a renforcé le travail réalisé sur les classes à horaires aménagés musique, danse et théâtre au sein du collège Rollinat.

À la rentrée 2019/2020, ce sont 27 heures hebdomadaires de pratiques pour 96 élèves répartis comme suit :

27 CHAM, 24 CHAD, 45 CHAT ; pour comparaison, ce dispositif concernait 77 élèves en 2018/2019.

Les classes à horaires aménagés bénéficient d'un aménagement de l'emploi du temps scolaire intégrant les cours au conservatoire sans aucune modification dans le programme scolaire.

L'évolution relative aux classes à horaires aménagés sur la durée du schéma vient surtout de la volonté d'une part de valorisation du travail des élèves et d'autre part de travailler en transversalité notamment à travers l'élaboration des actions conjointes permettant de créer du lien et de promouvoir ces classes auprès d'un large public.

Dans ce cadre, entre 2018 et 2020, un travail transversal entre les CM2 de deux écoles de Brive et la 6^{ème} CHAM du collège Rollinat sur un projet de chœur a abouti à un spectacle joué au collège devant 400 élèves. De la même manière, la classe CHAT a été mise en valeur en 2021 en présentant un spectacle au théâtre de Brive.

Comme en 2018, le CRD de Brive réalise, chaque année, une présentation d'instruments (percussions, vents, cordes) aux écoles de la ville de Brive dans l'auditorium du CRD. En 2018, 500 élèves étaient concernés, aujourd'hui, ce sont 1 750 élèves qui bénéficient de cette action de sensibilisation.

Au-delà de ces actions de sensibilisation, le CRD continue à mener des interventions plus régulières dans les écoles de Brive, à raison de 40h hebdomadaires, mobilisant cinq de ses professeurs qualifiés. Sur l'année scolaire 2020-2021, le conservatoire a ajouté à ces interventions en milieu scolaire 2h hebdomadaires de danse.

Il est à noter que, tout comme en 2018, le CRD de Brive continue à pérenniser son action auprès de la classe Dolce en direction des enfants en situation d'autisme à raison de 2h hebdomadaire.

En plus de la création en 2020-2021 d'une classe « orchestre à l'école » à l'ensemble scolaire Saint Jean-Baptiste de la Salle : une classe sur le cycle CM1/CM2/6^{ème} (projet développé dans la partie du schéma consacré aux classes orchestre), le CRD a participé à des actions plus ponctuelles, comme par exemple en 2019, un co-pilotage du projet Brundibar réunissant les établissements Cabanis et Danton ainsi que la maîtrise de l'ensemble Edmond Michelet, l'ensemble instrumental de Brive et les classes MAO du conservatoire pour la réalisation de la scénographie sonore.

7 - Actions hors les murs

Le CRD de Brive mène un travail de valorisation de ses élèves via des actions souvent transversales menées sur la commune de Brive.

Durant la période du schéma, le CRD de Brive a maintenu et renforcé l'ensemble de ses actions avec quelques perturbations liées à la crise sanitaire sur les saisons 2019-2020 et 2020-2021. Il a su cependant adapter, voir créer des projets pour continuer.

Les principales "actions hors les murs" entre 2018 et 2021 :

- **le concert du nouvel an** a été renforcé et conforté en réunissant toujours plus d'élèves sur scène (170 élèves en 2017, 290 élèves en 2019 par l'intégration des choristes). Le public assistant à ces 2 jours de représentation a également été au rendez-vous, passant de 2 500 à 3 500 personnes.
- En 2020-2021, le concert du nouvel an n'a pas pu se tenir en raison de la crise sanitaire mais le conservatoire a mené une nouvelle action pour rendre visible le travail de ses élèves. Ainsi, en juin 2021, le CRD de Brive a organisé un spectacle en plein air "**Conservatoire aux Perrières**" avec des spectacles de musique d'ensemble, de théâtre et de danse des élèves du conservatoire.
400 élèves - 1 000 spectateurs
- L'action "**conservatoire au théâtre**", spectacles du conservatoire au théâtre municipal associant la danse, l'orchestre et les chœurs ont perduré jusqu'à la crise sanitaire ainsi que les "**semaines du théâtre**" où les élèves des classes théâtre réalisent une dizaine de représentations de leur spectacle au collège Rollinat ou dans d'autres lieux de la ville devant un public de collégiens du Département, d'écoliers et de centre de loisirs.
- En 2020-2021, pour remobiliser les élèves, de nouvelles actions hors les murs ont été mises en place avec la **création de "musique au balcon"**, 6 concerts de 30 mn au balcon de la médiathèque de Brive les samedis matin en mai et juin et la mise en ligne, en juin 2021, **sur facebook d'une vidéo quotidienne** sur les travaux d'élèves, les concerts d'artistes-enseignants, des interviews et présentations d'instruments.

8 - Les actions du Conservatoire de Brive entre les confinements et dès la réouverture

Durant la période de crise sanitaire, l'essentiel des cours ont pu avoir lieu en visioconférence à l'exception des cours de danse, de formation musicale (solfège) et de la pratique du chant choral.

La ville n'a pas facturé aux familles la partie des cours ayant eu lieu en visioconférence et les a remboursées soit par un avoir sur la prochaine inscription, soit, en cas de non réinscription, par des tickets sur les activités culturelles et sportives des services de la ville (ex : tickets piscine).

En 2021, le Conservatoire de Brive a pu reprendre un certain nombre d'activités et s'est adapté avec par exemple : un concert du nouvel an empêché mais la création d'un évènement en plein air pour rassembler les élèves du conservatoire.

Activités maintenues en 2021

- Concert/master class en mai 2021 à l'auditorium du conservatoire
- Conservatoire au théâtre : semaine du 31 mai au 6 juin 2021, spectacles orchestres et théâtre au théâtre municipal avec 500 élèves environ.

- Classes à horaires aménagés Musique Danse Théâtre avec le collège Rollinat : spectacle en juin 2021 des CHAThéâtre à l'Empreinte dans le cadre du conservatoire au théâtre
- Création de l'évènement "Conservatoire aux Perrières" en juin 2021 dans un site naturel de Brive où toutes les disciplines se sont produites : spectacles en plein air de musique d'ensemble, de théâtre et de danse (classique, jazz, contemporain) ; 400 élèves concernés ; environ 1000 personnes touchées, tout public
- Présentation d'instruments dans les écoles de la Ville de Brive du 1er au 25 juin 2021 : 1750 élèves concernés par l'ensemble des professeurs des disciplines percussions, vents et cordes
- Fête de la musique : participation d'ensembles dans le respect du protocole sanitaire
- Création d'une classe « Orchestre à l'école » en partenariat avec l'ensemble scolaire Saint Jean-Baptiste de la Salle : une classe sur le cycle CM1/CM2/6E
- Vidéo quotidienne sur Facebook dans l'idée de rayonner sur le territoire : travaux d'élèves, concert d'artistes-enseignants, interviews, présentation d'instruments...

9 - Le budget de fonctionnement

On note entre 2018 et 2021, une baisse du budget global de fonctionnement du CRD de Brive qui passe de 2 500 000 € en 2018 à 2 422 777 € en 2021.

Dépenses

Sur ce budget, les charges de personnel (adm, tech et professeurs) représentent 95 % des dépenses avec un poste s'élevant, en 2021, à 2 319 832 €.

Parmi ces dépenses de personnel :

- 94.5 % sont dédiés aux cours du conservatoire,
- 5.5 % aux actions d'éducation artistiques et culturelles (2.5 % aux interventions dans les écoles, 2.5% aux classes CHAM, CHAT, CHAD et 0.5 % à la classe orchestre à l'école).

En 2020-2021, les actions culturelles menées par le CRD de Brive (concerts, masters class) représentent 52 445 € soit 2% du budget du conservatoire sachant qu'en 2020, le concert du nouvel an a dû être annulé. Celui-ci, hors période de crise sanitaire, a un coût d'environ 45 000 € (et des recettes d'environ 15 000 €)

Le reste du budget porte sur des dépenses de gestion courante dont les fluides, la SACEM ou la réparation des instruments (3 000 €)...

Recettes

Sur la période d'étude, les recettes propres (inscriptions et billetterie actions culturelles) qui étaient évaluées à 236 000 € en 2017-2018 ont tout d'abord augmenté avec + 23 000 € en 2 ans avant de connaître une chute brutale : 130 000 € en 2021.

Entre 2017-2018 et 2020-2021, L'État a maintenu sa participation à 87 000 € hormis en 2020-2021 où il a diminué son aide de 15 000 € en raison de la non pratique du chant choral en milieu scolaire durant la période de crise sanitaire.

Le Département a maintenu ses aides sur l'ensemble de cette période à 83 730 €.

A noter qu'en 2021, le financement du Département a été supérieur à celui de l'État.

La commune de Brive a, quant à elle, financé le CRD de Brive en 2021 à hauteur de 2 137 047 €.

Les perspectives à venir

Perspectives pour les années à venir

- Préfiguration du futur pôle culturel sur l'ancien site de la caserne Brune,
- Questionnement sur l'ouverture d'une section S2TMD (Sciences et techniques du théâtre, de la musique et de la danse) avec le lycée d'Arsonval,
- Réflexion sur l'articulation saison conservatoire et saison culturelle de la ville de Brive.

➔ CRD Tulle

Le Conservatoire de musique et de danse de Tulle et son antenne d'Argentat accueillent plus de 700 élèves venus de l'Agglomération de Tulle et au-delà : enfants à partir de 5 ans, adolescents, adultes, qui désirent s'initier, se former aux domaines de la musique et de la danse.

Fort de ses 37 professeurs, tous diplômés dans leur spécialité, il offre un enseignement riche et diversifié pour former des amateurs éclairés et curieux. En effet, il enseigne plus de 30 disciplines différentes dans des styles très variés : du classique au jazz, de la musique ancienne à la musique contemporaine, des musiques traditionnelles aux musiques actuelles (rock, pop, reggae, rap...).

Il accompagne également les élèves qui voudraient poursuivre des études supérieures dans les domaines spécialisés de la musique et de la danse.

Il organise des classes d'éveil avec une approche sensorielle et expérimentale qui permettent aux enfants de s'exprimer avec la musique ou la danse, actions qui précèdent et enrichissent les apprentissages futurs.

La pratique collective est au centre de ses enseignements. Le plus tôt possible, les élèves du conservatoire participent aux orchestres, chœurs, ensembles et ateliers divers, où chacun s'investit pour la réussite du groupe. La notion primordiale est de "jouer ensemble".

Dans la poursuite de cette logique, la rencontre avec le public reste un moment essentiel du parcours pour tous les élèves. La musique et la danse se partagent ; ainsi, les jeunes artistes du conservatoire vivent sur scène des expériences fortes et enrichissantes, qui développent notamment leur personnalité et leur autonomie.

De nombreuses manifestations publiques leur en fournissent l'occasion tout au long de l'année comme par exemple les Nuits de Nacre, la Fête de la musique, ou des concerts à la salle des Lendemains qui chantent.

Soucieux de rendre la musique et la danse accessibles au plus grand nombre, le Conservatoire développe différentes actions de sensibilisation, notamment auprès des scolaires.

Par ailleurs, dans ses locaux ou hors les murs, des projets sont proposés pour tous les publics (élève du conservatoire ou simple particulier intéressé) : stages, master class, rencontres, le week-end ou pendant les vacances scolaires.

Les spécificités du CRD de Tulle

- Un cursus « musiques actuelles » unique dans l'ex-région Limousin en partenariat avec la SMAC Des lendemains qui chantent. Ce cursus complet qui va jusqu'au cycle spécialisé professionnalisant intègre notamment une résidence à la SMAC "Des Lendemains qui Chantent" => passerelles avec la salle de diffusion des musiques actuelles et le monde professionnel.
- Un cursus de jazz complet avec un cycle spécialisé professionnalisant et des formations d'application regroupant 2 niveaux d'apprentissage avec le "big band" et le "médium band" qui permet un travail plus approfondi de l'improvisation
- Un important pôle accordéon avec l'enseignement des 3 types d'accordéons (chromatique, diatonique et basse standard)
- Ouverture aux différentes esthétiques et formats pédagogiques en musique et en danse
=> Développement de nouvelles pédagogies par le collectif

Les évolutions depuis 2018

1 - Ressources humaines

Entre 2018 et 2021, des mouvements de personnel ont eu lieu au sein du Conservatoire, à commencer par le directeur. En effet, en septembre 2020, M. Dominique SABY a pris sa retraite et a été remplacé par M. Davy DUTREIX, œuvrant précédemment au CRD de Brive et qui dispose donc, au-delà de ses compétences professionnelles, d'une bonne connaissance du territoire et de ses enjeux en matière de développement des enseignements artistiques.

Les effectifs du CRD de Tulle se répartissent entre le personnel administratif et technique et l'équipe pédagogique (professeurs).

L'équipe administrative et technique se compose de 4 ETP : un directeur, 2 personnes au secrétariat et la comptabilité et 1 personne à la conciergerie, les installations techniques et la maintenance du bâtiment.

Le nombre de professeurs est en légère augmentation passant de 36 à 37 mais dans un même temps le nombre d'ETP diminue, passant de 30 en 2018 à 28.6 en 2021, ce qui est dû à un renouvellement d'une partie de l'équipe pédagogique (départs en retraite, problème de santé). Le recrutement de nouveaux professeurs avec des compétences différentes a permis de stabiliser l'équipe sur la danse, d'opérer une ouverture vers les musiques traditionnelles et surtout d'augmenter l'offre de pratiques collectives.

2 - Évolution des effectifs

Le constat en termes d'élèves est, comme dans toutes les écoles centres, une baisse des effectifs :

18% sur la période du schéma ce qui représente une perte de 134 élèves.

Ce chiffre est cependant à nuancer fortement car cette baisse s'est produite sur la saison 2020-2021 dans un contexte sanitaire contraignant et incertain qui a provoqué une chute brutale des effectifs avec une perte de 114 élèves, soit la majeure partie de la diminution des inscriptions sur la période.

Par ailleurs, cette baisse s'explique pour une grande part par la "non inscription" d'un ensemble de musiciens amateurs et non par une baisse des effectifs sur les cours proposés par le conservatoire.

En effet, le CRD de Tulle a mené une politique de soutien à la pratique amateur en permettant aux musiciens d'ensembles comme le Chœur du Pays de Tulle, Asphodèle, Big Band d'accéder au conservatoire à un tarif dérisoire de 35 €/ an ce qui augmentait les effectifs du CRD de Tulle.

Ainsi la "non réinscription" de l'un ces ensembles de musiciens amateurs, constitué d'environ une soixantaine de personnes, explique la baisse des effectifs au niveau global.

À noter que sur 2021-2022, on constate une stabilisation des inscriptions à 570 élèves ce qui confirme l'analyse précédente.

La répartition des élèves par discipline artistique n'a que peu évolué sur la période avec 83% des élèves pratiquant la musique (contre 81% en 2018) et 17% pratiquant la danse (contre 19% en 2018).

Il est également à noter une progression de la part des ateliers d'éveil et d'initiation dans l'activité du CRD : 10% de l'activité en 2018 contre 26 % en 2019-2020.

La proportion des élèves entre les 1ers cycles (enseignement initial), 2^{ème} cycle (enseignement initial), 3^{ème} cycle (amateur) ne connaît que des évolutions à la marge, contrairement au cycle spécialisé dont la part passe de 1% à 2%.

3 - Aide départementale à l'équité territoriale en faveur des familles

Le nombre d'élèves corréziens bénéficiant de l'aide du Département (destinée à diminuer les coûts pour les familles n'habitant pas à Tulle ou Argentat - antenne du CRD de Tulle), a diminué globalement de 16 élèves sur la période du schéma même si elle avait augmenté en 2018-2019 de 40 élèves.

En 2018, le Conseil Départemental a décidé d'accéder au souhait des écoles-centres de distinguer 2 parties dans l'aide annuelle attribuée à savoir :

- l'aide au fonctionnement des structures ;
- l'aide en direction des familles relative au rééquilibrage des coûts entre les familles résidentes à Tulle ou Argentat et les autres familles corréziennes.

Cette distinction permettait aux "écoles centres" de mieux négocier les aides au fonctionnement auprès des autres partenaires financiers.

À ce titre, le Département leur avait indiqué la part de financement minimale de l'aide à l'équité territoriale en faveur des familles dans l'aide globale attribuée.

Pour le CRD de Tulle, l'aide de 115 539 € se répartissait comme suit :

45 539 € pour l'aide aux familles et 70 000 € pour l'aide au fonctionnement.

Dans un objectif de développement des inscriptions des élèves hors Tulle et Argentat, le CRD de Tulle fait le choix, dans la répartition de l'aide du Département, de diminuer la part de la subvention qu'il consacre à son fonctionnement pour consacrer une part plus importante à la diminution du coût pour les familles non résidentes.

C'est la seule "école centre" à avoir consacré une part plus importante que prévue pour l'aide à l'équité territoriale en faveur des familles.

Ainsi, sur 3 ans, le CRD de Tulle qui, suivant les préconisations du Département, devait consacrer 136 617 € à cette aide en direction des familles a fait le choix de mobiliser 146 909 € pour cette aide soit 10 292 € de plus.

Si cette aide permet aux familles d'accéder plus facilement aux enseignements artistiques proposés par le CRD de Tulle, en revanche, la communication en direction des familles sur cette aide n'est pas matérialisée ni dans les factures envoyées, ni par un courrier spécifique.

4 - Antenne d'Argentat et relations avec les autres conservatoires ou écoles de musique

L'évolution des effectifs sur Argentat est stable entre 2017-2018 et 2020-2021 (car limité par convention à 31 élèves avec une contribution de 39 000 € de la commune d'Argentat).

La fréquence des cours est hebdomadaire, 6 professeurs sont mobilisés sur place ; des cours complémentaires accueillent les élèves au CRD de Tulle avec l'ensemble de l'équipe pédagogique et les autres élèves pour leur permettre un cursus complet et une émulation identique à celle de l'ensemble du conservatoire.

La mise en place d'une antenne par un conservatoire est relativement difficile, notamment en raison des coûts occasionnés. Les communes qui accueillent une antenne trouvent souvent le coût / élève relativement élevé.

Ce coût s'explique par le report d'une partie des frais de structure mais surtout par les frais de transports des enseignants. Par ailleurs, un conservatoire classé est soumis à des règles en matière d'embauche de personnel beaucoup plus strictes qu'une association. En effet, la souplesse et l'ajustement des heures des enseignants que peut mettre en place une association par le biais de contrats n'est pas possible pour un conservatoire.

Ainsi, pour maîtriser les coûts, un plafond à 31 élèves a été instauré sur l'antenne d'Argentat ce qui n'est pas sans poser de problèmes quant à l'accessibilité aux enseignements artistiques en milieu rural.

En effet, il n'existe pas de possibilité de développement de cette antenne.

Des échanges et des réflexions sont en cours sur cette problématique entre la commune et la ville de Tulle, via le CRD.

Concernant les liens avec les autres conservatoires et écoles de musique, le CRD de Tulle, comme en 2018, travaille étroitement avec les 3 écoles centres notamment via des réunions de concertation. En 2018, ces 3 écoles centres ont mis en place des rencontres autour d'un instrument, depuis, elles ont poursuivi ce travail en organisant un projet commun avec leurs élèves autour, par exemple, des percussions et de l'accordéon en travaillant ensemble sur des projets communs dans le cadre du schéma.

Durant la période de crise, les trois structures ont échangé et mené des réflexions communes sur des propositions adaptées au contexte sanitaire.

Il est à noter un partenariat plus spécifique avec le CRD de Brive sur le cycle spécialisé en jazz.

Il existe des relations plus spécifiques avec le CRD de Brive : enseignants communs et complémentarité des grades, ouverture de stage aux élèves des deux structures, cours de danse partagés ponctuellement, réalisations collectives de certaines classes instrumentales, complémentarité des cursus spécialisés notamment en jazz.

Il existe également des relations privilégiées avec Théadamuse : projets autour de l'accordéon (enseignant commun, stage d'orchestre d'accordéons), travaux pédagogiques (stages, examens) sur un certain nombre de disciplines, notamment piano, cordes frottées et guitare.

Le CRD de Tulle est dans une démarche d'ouverture en direction des autres écoles de musique, par son positionnement au centre du département, il est un pôle de ressources pédagogiques et artistiques.

Même si des actions ponctuelles ont été mises en place sur la durée du schéma, il reste encore à concrétiser cette volonté d'ouverture par des actions concrètes et plus structurées.

5 - Développement de l'offre de pratiques collectives

La volonté du CRD de Tulle est de proposer une diversité des esthétiques et des formats d'enseignement.

Dans ce cadre, il a développé très largement l'offre de pratiques collectives au sein de son activité.

Cela s'explique par une volonté de l'établissement mais aussi par un renouvellement de l'équipe pédagogique principalement due à des départs en retraite. En effet, les enseignants nouvellement recrutés disposent de compétences dans différentes esthétiques et développent leur savoir-faire sur l'enseignement en collectif.

Cette volonté se retrouve dans les chiffres, malgré une diminution des disciplines individuelles enseignées passant de 24 à 22, l'augmentation des pratiques collectives, passant de 26 à 33, est remarquable.

En 2018, l'offre, en nombre de pratiques collectives, au CRD de Tulle, était 44% plus élevée que celle de Théadamuse et 136 % plus élevée que celle du CRD de Brive. Ces écarts se sont accentués sur la période du schéma avec un développement de l'offre de pratiques collectives au CRD de Tulle contrairement aux autres écoles centres où cette offre est restée stable.

Ainsi en 2021, l'offre au CRD de Tulle était 73 % plus élevée qu'à Théadamuse et 200 % plus élevée qu'au CRD de Brive.

6 - Les actions d'Éducation Artistique et Culturelle dans l'activité du conservatoire

Il est à noter que le nombre d'élèves concernés par des actions en direction des scolaires et des actions ouvertes à tous, comme par exemple les stages, se situe entre 550 et 600 élèves par an, en plus du public inscrit au conservatoire.

En matière d'éducation artistique et culturelle en direction des établissements scolaires, le CRD de Tulle mène les actions suivantes :

*2 dispositifs "Classes à Horaires Aménagés", il s'agit de donner plus de temps aux enseignements artistiques sur le temps scolaire pour les élèves qui le souhaitent quel que soit leur niveau (6^{ème} à la 3^{ème}).

- 1 dispositif classes à horaires aménagés musique (CHAM) existe depuis 2010 au Collège Clemenceau pour les élèves de la 6^{ème} et 3^{ème}. L'aménagement des horaires se matérialise par l'équivalent d'une ½ journée libérée par semaine pour que les élèves puissent se rendre au CRD de Tulle pour suivre leur cursus musical, en majorité dans le temps scolaire. Les élèves bénéficient, en plus du cursus normal, d'une heure d'Éducation Musicale dédiée avec leurs professeurs du collège et d'ateliers dédiés avec leurs professeurs du conservatoire.

Nombre d'élèves concernés en 2017-2018 : 74

Nombre d'élèves concernés en 2020-2021 : 66

- 1 dispositif classes à horaires aménagés danse (CHAD) existe depuis 2010 au Collège Victor Hugo, il permet aux 6^{èmes} de débiter un apprentissage de la danse contemporaine avec un professeur du conservatoire. Seuls les élèves de 6^{ème} et 5^{ème} disposent de 2 heures libérées pour se rendre au CRD de Tulle. Au collège, les élèves CHAD bénéficient d'une heure hebdomadaire dédiée avec un professeur d'Éducation Physique et Sportive référent Danse pour la culture chorégraphique et l'anatomie spécifique.

Nombre d'élèves concernés en 2017-2018 : 16

Nombre d'élèves concernés en 2020-2021 : 26

* 1 classe orchestre à l'école

La classe orchestre à l'école Joliot Curie de Tulle a été créée en 2010 à l'initiative d'une professeure du Conservatoire de Tulle et à l'attention des élèves de CP. Depuis, ce projet a évolué, il s'est maintenant étendu aux classes de CM1 & CM2.

Le CRD, avec 5 professeurs (Intervenante en Milieu Scolaire, Saxophone, Clarinette, Trombone et Contrebasse) intervient pour un total de 12 heures d'enseignement par semaine et prête les instruments aux élèves.

Contrairement à d'autres classes orchestre à l'école sur le Département, le CRD de Tulle n'a pas acheté spécifiquement des instruments pour les élèves de la classe orchestre. En revanche, il prête les instruments du conservatoire. La conséquence est que les élèves ne peuvent pas amener les instruments chez eux la semaine et pendant les vacances scolaires.

Près de 60 élèves sont concernés par ce dispositif.

*Intervention dans les écoles de Tulle au titre de l'EAC à raison de 41h d'intervention par an dans le cadre du parcours culturel proposé par la ville, dont un **projet choral** sur l'ensemble des écoles de Tulle tout au long de l'année qui concerne 250 enfants par an avec l'organisation d'un concert final (action interrompue pour des raisons sanitaires en 2020-2021)

*Interventions petite enfance auprès des crèches de la ville de Tulle et de Tull'Agglo.

7 - Actions hors les murs

Sur la période du schéma, le CRD de Tulle a maintenu, lorsque cela était possible (crise sanitaire), l'ensemble des actions hors les murs qui existaient déjà en 2018 et en a développé de nouvelles en 2019.

Les actions menées par le CRD de Tulle :

- 24 auditions dont 2 décentralisées à Argentat et Auriac
- 10 concerts sur les communes de l'agglomération de Tulle dans le cadre de "territoire en concert"
- 3 concerts de midi au Théâtre de Tulle
- Concerts des élèves lors du festival des Nuits de nacre
En 2019 : une création pour le festival
- Concerts et spectacles des classes CHAM et CHAD
- Rencontre des classes de cor, de violoncelle avec des écoles de musiques de la région
- Master-class & rencontres avec des artistes

Quelques nouvelles actions principalement en 2019 :

- Création pour le concert des élèves lors du festival des Nuits de Nacre
- Création chorégraphique - partenariat Brive – Tulle - Limoges
- Concert du Jazz Ensemble de Tulle au Jazz club de Brive
- Concert au théâtre de Tulle pour la rencontre régionale de saxophones
- Concert Musiques actuelles à la maison de quartier de Virevialle (Tulle)

Il est à noter que certaines nouvelles actions prévues en 2019-2020 ont dû être annulées en raison de la situation sanitaire ; c'est le cas d'un spectacle qui aurait dû avoir lieu en partenariat avec le collège de Seilhac

Le CRD de Tulle a mis en place de nombreux partenariats, notamment avec les acteurs culturels du territoire sur l'ensemble de l'Agglomération de Tulle et même au-delà (ex : l'Empreinte, Des lendemains qui chantent, Les Nuits de nacre, le Festival du Bleu en hiver, le CRMTL, Théadamuse, les conservatoires de Brive, Limoges, la Creuse et la Dordogne). Cela lui permet d'organiser des concerts en partenariat, de rayonner sur l'ensemble de son bassin de vie, et d'assurer un enseignement spécialisé de qualité.

8 - Les actions du Conservatoire de Tulle entre les confinements et dès la réouverture

Privé de liens directs avec ses élèves durant les périodes de confinement et de fermeture des lieux d'enseignement artistique, le CRD de Tulle a mis en place des actions permettant de garder du lien et de fédérer les élèves avec :

- => La mise en place d'un espace numérique de travail temporaire pour les élèves danseurs
- => Le développement de nouveaux équipements et savoir-faire pour la captation et la création de contenus
- => La diffusion d'une trentaine de vidéos de novembre 2020 à avril 2021 (sur les médias de la Ville de Tulle)
- => La participation à la Nuit des Conservatoires

Dès la réouverture, en 2021, il a continué son travail fédérateur par :

*Des actions culturelles avec la mise en place :

- d'ateliers instrumentiste/chanteur,
- d'auditions internes (captées en vidéo ou entre élèves et enseignants),
- d'un stage d'initiation à la guitare d'accompagnement pour adultes extérieurs au conservatoire avec une restitution au Cloître de Tulle, les 22 et 29 mai 2021,
- d'une rencontre d'une trentaine violoncellistes à Uzerche avec les classes du CRD Tulle, de Théadamuse et d'autres classes hors département,
- d'un stage d'initiation à la guitare d'accompagnement pour les élèves du conservatoire avec restitution au Cloître de Tulle, concert des ensembles de guitares et classe violon le 19 juin 2021,
- de 6 concerts sur les communes de l'agglomération de Tulle dans le cadre de l'action "Territoire en concert",
- d'un concert de fin de 3e cycle amateur organisé à l'Empreinte à Tulle.

* Des actions d'EAC

- reprise du parcours d'EAC avec les écoles de Tulle (41h d'intervention)
- reprise du travail avec la classe orchestre (12h/hebdo)

9 - Le budget de fonctionnement

Le budget global du CRD de Tulle a diminué entre 2018 et 2021 passant ainsi de 1 589 802 € à 1 500 000 €. Cette baisse est principalement due à la baisse de la masse salariale consécutive aux départs dont certains n'ont pas été remplacés.

Sur la partie "recettes" du budget, l'État a augmenté son aide de 1 000 € par an.

Les financements départementaux à 115 539 € et les financements intercommunaux à 160 000 € par an sont restés stables.

Les financements communaux sont restés stables pour la commune d'Argentat avec 39 000 € et ont légèrement diminué pour la ville de Tulle en raison de départs à la retraite (grilles indiciaires plus basses sur les renouvellements) et de non remplacements de professeurs.

La diminution de moitié des recettes propres du conservatoire en 2020 et 2021 est une conséquence directe de la crise financière.

10 - Rénovation des locaux

Les salles de cours du 1^{er} étage ont été refaites en 2018.

Une réhabilitation du bâtiment est programmée entre 2023 et 2026 pour les niveaux 0, R+2 et R+3.

Les perspectives à venir

En 2021-2022, on note une stabilité des effectifs du CRD de Tulle autour de 570 élèves inscrits.

Un nouveau projet d'établissement est en cours de rédaction, il mettra l'accent sur :

- une plus grande démocratisation du lieu et des activités,
- un rôle de fédérateur culturel, social et territorial de l'établissement,
- la restructuration des pratiques collectives, notamment les orchestres pour un meilleur rayonnement sur le territoire,
- le développement de la transversalité entre les disciplines et les esthétiques, l'ouverture à de nouvelles pratiques artistiques en lien avec celles existantes (ateliers comédie musicale, production électronique, croisements musique danse théâtre),
- un positionnement de l'établissement comme centre de ressource pour le développement de l'Éducation Artistique et Culturelle, en lien avec l'Éducation Nationale (orchestres à l'école) mais aussi 'tout au long de la vie',
- le positionnement de l'établissement comme un lieu d'innovation pédagogique ouvert à tous.

➔ **L'école Théadamuse**

L'école Théadamuse est une école associative de proximité implantée à Ussel avec 6 antennes sur le territoire. Elle rayonne ainsi sur l'ensemble de la Haute-Corrèze.

Forte d'une équipe pédagogique de 24 professionnels et d'une expérience de plus de 30 ans d'enseignement auprès d'un large public, l'école de musique, danse et théâtre de Haute-Corrèze accueille désormais les enfants, adolescents et adultes dans ses 7 lieux de formation. L'École Théadamuse est un espace d'apprentissage, de pratiques et d'échanges avec un développement continu qui en fait aujourd'hui une école incontournable en matière d'enseignement artistique sur le plan départemental.

La force de l'École Théadamuse réside dans la qualité de ses actions avec :

- des formations qualifiantes et rigoureuses portées par une équipe de professionnels investis ;
- des parcours évolutifs et flexibles permettant à chacun d'appréhender les pratiques artistiques enseignées d'une manière personnalisée ;
- une adaptabilité géographique permise grâce à des antennes et à une collaboration précieuse entre de nombreuses communes ;
- une grande diversité de disciplines relevant de la musique, de la danse et du théâtre et ouvertes à tous les niveaux et tous les âges (dès 4 ans).
 - Musique : 16 disciplines enseignées sur les différentes antennes, 6 ensembles, des cours collectifs de l'éveil musical à l'accompagnement des groupes de musiques actuelles
 - Danse : éveil corporel, initiation danse, cours de danse classique, danse jazz enfants, ados, adultes

- Cours à Ussel
- Théâtre : Éveil théâtre, initiation théâtre, atelier détermination, atelier confirmation, atelier adultes
- Cours à Ussel

Cette école est sans conteste la structure d'enseignement artistique qui a subi le plus de changements en 2018 et 2021.

En effet, suite à la cessation d'activité de La Chélidoine, l'école a fait le choix d'ouvrir des cours de théâtre pour que l'offre d'enseignement théâtral perdure en Haute-Corrèze. Sur la saison 2018-2019, Théadamuse a donc ouvert des cours de théâtre à Ussel et a développé des interventions artistiques théâtre en milieu scolaire. Ainsi, ce sont 5 nouveaux cours qui ont vu le jour avec une fréquentation très satisfaisante.

En janvier 2019, suite un incendie dans les locaux, l'école a dû fermer puis être relogée dans une partie de l'internat du collège d'Ussel.

Parallèlement, 2019 a également vu l'aboutissement d'un long processus d'échanges avec une évolution des financements et notamment intercommunaux modifiant la structure même du budget et du fonctionnement par rapport aux anciens financements des communes.

C'est dans ce contexte que "l'école intercommunale de musique, de danse et de théâtre de Haute-Corrèze" a fêté, en juin 2019, ses 30 ans d'existence et a modifié son nom. Elle s'appelle désormais l'École Théadamuse.

Si la saison 2019-2020 s'annonçait plus sereine avec des projets de développement structurants sur le territoire, la crise sanitaire a, de nouveau, perturbé les projets de Théadamuse qui, comme l'ensemble des structures d'enseignement artistique corréziennes, s'est adaptée en permanence pour assurer un suivi des cours auprès des élèves.

Les spécificités de Théadamuse

- une école de proximité ancrée dans son territoire et œuvrant pour le développement culturel de la Haute-Corrèze
- Un fort esprit d'ouverture :
 - Animation culturelle « hors les murs » sur le territoire de la Haute-Corrèze
 - Partenariats avec les acteurs culturels locaux
 - Accueil d'élèves en situation de handicap
 - Nombreux projets avec les établissements scolaires
 - Projets possibles avec des structures du monde de l'enfance et du médico-social (crèche, EHPAD, Fondation J CHriac...)
- des pratiques collectives développées

Les évolutions depuis 2018

1 - Ressources humaines

Les effectifs de Théadamuse se répartissent entre le personnel administratif et technique (4 personnes soit environ 2.3 EPT) et les professeurs (23 soit 8.7 ETP en 2021)

Les types de contrats utilisés sont :

- les CDI à temps plein => environ 15 % des contrats
- les CDI à temps partiel => 74 % des contrats
- les CDD à temps partiel => 11 % des contrats

Avec l'ouverture de l'enseignement théâtral, le développement de la danse et des actions en direction des scolaires, le nombre de professeurs a augmenté passant de 19 en 2018 à 23 en 2021.

Si le nombre d'ETP a commencé à augmenter sur la période 2018-2019 passant de 9.1 ETP à 9.8, la tendance s'est inversée avec la crise sanitaire et l'école rémunère 8.7 ETP en 2020-2021 soit moins qu'en 2018.

2 - Baisse des inscriptions

L'École Théadamuse a perdu près de 15% de ses effectifs entre 2018 et 2021 soit 60 élèves. Même si c'est une perte importante pour la structure, elle reste limitée par rapport aux 2 autres "écoles centres" qui accusent des baisses de 18% (CRD Tulle) et de 22% (CRD Brive).

Pourtant, en 2018-2019, l'école comptait 435 élèves avec une augmentation de 40 élèves de plus que l'année précédente. Ces élèves, domiciliés sur plus de 60 communes et 2 communautés de communes, principales bénéficiaient du développement des activités de l'école en théâtre et en danse.

Cette baisse des effectifs constatée sur la période du schéma s'est surtout traduite sur les saisons :

- 2019-2020 (perte de 38 élèves) en raison de la fin du partenariat avec les harmonies et la hausse des tarifs pour les adultes ussellois lors du passage au financement intercommunal (les adultes ussellois, qui étaient subventionnés par la commune d'Ussel, ne sont plus subventionnés par HCC, d'où une hausse de tarif les concernant),
- et surtout 2020-2021 avec une perte de 60 élèves qui est un effet direct de la crise sanitaire.

Il est à noter qu'au sein de l'école, ce sont les cours de musique qui ont subi la baisse d'effectifs, avec 82 élèves en moins entre 2018 et 2021 et une baisse continue commencée dès 2018-2019.

Les cours de danse ont, quant à eux, gagné des élèves, même si cette augmentation s'est atténuée sur les années de crise sanitaire.

Les cours de théâtre, qui n'existaient pas lors du précédent bilan en 2018, qui représentaient 13% de l'activité en 2018-2019 avec 60 élèves se stabilisent en 2020-2021 à 40 élèves soit 11% de l'activité de l'école.

Sur l'année 2021-2022, une reprise des effectifs s'amorce dans toutes les disciplines avec un effectif global de 375 élèves réparti comme suit :

- 249 élèves en musique soit une vingtaine d'élèves en plus,
- 80 élèves en danse soit une dizaine d'élèves en plus,
- 46 élèves en théâtre soit également une dizaine d'élèves en plus.

3 - Aide départementale à l'équité territoriale en faveur des familles

Lors du précédent schéma, l'école avait des tarifs différenciés entre les élèves en fonction de leur lieu de résidence et en fonction des subventions apportées par leurs communes.

L'aide départementale en faveur des familles, évaluée à 29 715 €, avait pour but de rééquilibrer les coûts pour toutes les familles de Haute-Corrèze quel que soit leur commune de résidence.

En 2019, le financement intercommunal de "Ventadour-Egletons-Monédières" se poursuit. Une signature de convention 2019-2021 avec "Haute-Corrèze Communauté" permet de passer à un financement intercommunal qui se substitue au financement des communes. L'année scolaire 2019-2020 est la première année avec un financement totalement intercommunal.

Cette évolution financière a eu pour but une harmonisation des tarifs avec l'application d'un tarif unique calqué sur le tarif préexistant le plus bas à partir de septembre 2019.

Les intercommunalités ne finançant que les activités des enfants, l'aide du CD fléchée a été utilisée pour harmoniser le tarif des élèves adultes quel que soit leur lieu de résidence. L'aide départementale permet aussi de réduire le cout de cotisation de tous les jeunes élèves, pour faciliter l'accès à l'enseignement artistique aux familles les plus modestes.

4 - Antennes Bort Les Orgues/ Meymac/ Neuvic/ Bugeat/ Sornac/Egletons et relations avec les autres conservatoires ou écoles de musique

Théadamuse compte, comme en 2018, 6 antennes de proximité qui lui permettent un rayonnement sur l'ensemble du territoire.

Entre 2018 et 2021 :

Appauvrissement des effectifs sur les antennes de Bugeat, Neuvic et Sornac :

- Bugeat : démographie en baisse et commune « enclavée » autour d'autres communes de la CC Vézère-Monédières-Millesources. Les élèves des communes voisines de Bugeat ne bénéficient pas du tarif bas HCC, ce qui peut être un frein à l'inscription à l'Ecole Théadamuse,
- -Neuvic : de nombreux élèves neuvicois et des communes environnantes mais sur différentes disciplines et différents instruments. Les élèves de Neuvic participent également aux cours de danse et théâtre sur Ussel.
- Concurrence à Neuvic de structures associatives telles que Les passagers du vent,

- Sornac : certains élèves de Sornac qui sont au Collège Voltaire profitent de la proximité Ecole Théadamuse-Collège pour grouper leurs cours avec leur présence à Ussel,
- Les antennes de Neuvic et de Sornac ont bénéficié d'interventions musicales en milieu scolaire ces dernières années.

Stabilisation sur Meymac avec les cours de piano, éveil musical et formation musicale.

Surcroît d'élèves sur les antennes d'Égletons et Bort :

- Égletons : l'antenne fonctionne très bien, avec un développement des disciplines proposées : 2019 ajout des Graines de chœur, 2020 ajout du violon et violon alto, 2021 ajout de l'ensemble de musique irlandaise
- Bort : hausse du nombre d'heures avec l'ajout en 2021 de cours d'accordéon et éveil musical. La hausse d'effectifs est confirmée grâce au nouveau financement intercommunal de Sumène Artense permettant aux élèves de venir en cours sur Bort à un tarif abordable.

Les relations avec les autres conservatoires ou écoles de musique

Concernant les liens avec les autres conservatoires et écoles de musique, Théadamuse, comme en 2018, travaille étroitement avec les 2 autres "écoles centres" notamment via des réunions de concertation. En 2018, ces 3 écoles centres ont mis en place des rencontres autour d'un instrument, depuis, elles ont poursuivi ce travail en organisant un projet commun avec leurs élèves autour par exemple des percussions et de l'accordéon en travaillant ensemble sur des projets communs dans le cadre du schéma.

Durant la période de crise, les trois structures ont échangé et mené des réflexions communes sur des propositions adaptées au contexte sanitaire.

L'école Théadamuse est une école qui, depuis sa création, n'a cessé d'être ouverte aux échanges et partenariats notamment avec les conservatoires. Des projets pédagogiques communs ont été mis en place comme par exemple l'organisation des examens instrumentaux en commun avec le CRD de Tulle avec des épreuves réparties sur les deux établissements.

Un projet commun aux 3 établissements autour de la danse était amorcé en 2020-2021 mais n'a pu fonctionner en raison du Covid. Un partenariat s'organise pour les examens de danse entre le CRD de Brive et l'Ecole Théadamuse pour 2022.

5 - Développement de la pratique collective

L'Ecole Théadamuse est une école qui dispose d'un grand nombre de pratiques collectives que ce soit au niveau des cours collectifs, des ensembles mais également des projets communs tels que les stages, spectacles ou actions sociales.

Elle compte aujourd'hui quasiment autant de disciplines enseignées en cours individuels que de cours collectifs soit en 2021, 18 disciplines enseignées en cours individuels et 19 en cours collectifs.

On note une stabilité du nombre de cours collectifs sur la période étudiée si ce n'est l'intégration des cours de théâtre.

Les disciplines enseignées en cours collectifs : éveil musical, formation musicale, Graines de chœur, éveil corporel, initiation à la danse, danse classique, danse jazz, éveil théâtral, initiation théâtre, ateliers théâtre.

6 ensembles de musique : Graines de Chœur, orchestre débutant, musique de chambre, musiques actuelles, ensemble de jazz, ensemble accordéon, ensemble musiques traditionnelles.

À noter qu'au-delà des pratiques collectives et ensembles de musique, l'Ecole Théadamuse fédère ses élèves autour de nombreux spectacles sur le territoire corrézien (entre 40 et 50 manifestations par an), d'actions sociales comme par exemple des représentations au service gériatrie de l'hôpital d'Ussel, autour de stages et de déplacements pour aller voir des spectacles.

6 - Une part plus importante des actions d'Éducation Artistique et Culturelle dans l'activité de l'école de musique

L'Ecole Théadamuse est une école ouverte vers l'extérieur qui va à la rencontre des élèves pour les initier à la musique, la danse ou le théâtre. Depuis quelques années, elle met en place et développe des séances sur le temps scolaire dans les écoles maternelles et primaire de Haute-Corrèze.

Les projets musicaux se déroulent sur l'année scolaire complète, à raison de 45 minutes hebdomadaires par classe. Les projets de danse et de théâtre s'inscrivent dans une durée de 10 à 15 séances, d'une heure à une heure et demi en fonction des effectifs des classes.

Le développement des interventions artistiques dans les écoles par les professeurs diplômés de l'école Théadamuse a été un des points forts de la saison 2018-2019 avec :

- une hausse du nombre de classes bénéficiaires en musique (14 classes) au lieu de 10 auparavant
- l'ouverture des interventions danse auprès de 6 classes.
- ouverture des interventions théâtre auprès de 5 classes. Ceci a été permis avec l'arrivée des professeurs de théâtre à l'Ecole Théadamuse

Les séances musique sont soutenues financièrement par la DRAC. Une alternance des classes est organisée chaque année sur le territoire de la Haute-Corrèze. Les séances danse et théâtre sont proposées aux écoles à proximité d'Ussel car les cours de danse et de théâtre se déroulent uniquement sur Ussel.

En 2019-2020, les séances musicales dans les écoles ont pu se dérouler auprès de 11 classes. Les séances de théâtre ont concerné 2 classes x 15 séances. Les séances de danse n'ont pu être organisées en raison du Covid et de l'interdiction de pratique sportive.

En 2020-2021, les interventions musicales en milieu scolaire dans les écoles primaires et maternelles ont pu être maintenues. La co-animation de ces séances avec les enseignants des écoles est une des marques de fabrique de Théadamuse.

=> En 2020-2021, 11 classes des écoles Sornac, Egletons, Neuvic et Meymac soit 275 enfants ont pu continuer à bénéficier de 45 min hebdomadaires de musique tout au long de l'année scolaire.

Par ailleurs, dans le cadre du Plan Chorale lancé par le Ministère de la Culture, les enseignants ont pu bénéficier de 2 jours de formation dispensés par les professeurs de musique de Théadamuse, ce qui renforce encore plus les liens que Théadamuse souhaite instaurer avec les enseignants des écoles.

7 - Actions hors les murs

L'école de musique et de danse, déjà très active en 2018 sur la mise en place d'actions tournées vers l'extérieur, a renforcé la participation à des stages, l'organisation d'ateliers et de concerts (plus de 40 représentations) sur le territoire de la Haute Corrèze même si leur mise en œuvre a été très largement impactée par la crise sanitaire.

Son ouverture passe aussi par :

- des projets pédagogiques dont certains en partenariat étroit avec les CRD de Tulle et Brive comme par exemple l'organisation des examens instrumentaux en commun avec le CRD de Tulle avec des épreuves réparties sur les deux établissements. Un projet commun aux 3 établissements autour de la danse était amorcé en 2020-2021 mais n'a pu fonctionner en raison du Covid. Un partenariat s'organise pour les examens de danse entre le CRD de Brive et l'Ecole Théadamuse pour 2022.
- un travail avec l'Hôpital d'Ussel : 3 représentations musique et/ou danse au service gériatrie,
- en mars 2020, juste avant le 1er confinement, Théadamuse lançait à Saint-Angel une série de 4 concerts (à Sornac, Neuvic et Saint-Angel) qui venaient clôturer le 2ème trimestre d'apprentissage de tous les ensembles de l'école. Si ces concerts n'ont pu être tenus en raison de la crise sanitaire, ces actions montrent la volonté de l'école de s'ouvrir vers l'extérieur et d'animer un territoire de taille relativement importante : la Haute-Corrèze.

L'objectif était que tous les ensembles de l'école se produisent une fois par trimestre, ce qui représente 40 à 50 représentations, spectacles et auditions dans l'année.

Participation au rassemblement de musiques traditionnelles organisé par le CRMTL et l'USEP avec les écoles primaires du territoire. Après une soirée d'apprentissages des danses par les professeurs des écoles à l'Ecole Théadamuse. Ce projet n'a pu aboutir en raison du Covid.

Par ailleurs, Théadamuse continue de participer au stage d'accordéon proposé par l'association Jeux de lames aux élèves des 3 écoles centres. Malheureusement en 2020 et 2021 le stage n'a pu avoir lieu pour raison de Covid. Le stage 2022 est programmé à L'Espace 1000 Sources de Bugeat du 19 au 21 avril 2022.

Tous les 2 ans, un stage violoncelle avec concert de clôture est organisé conjointement par le CRD de Tulle, l'École Théadamuse, l'École de musique de St-Yrieix-la-Perche et le CRC de Panazol. Le stage a pu se dérouler les 23 et 24 mai 2021 à Uzerche. Le prochain aura lieu en 2023.

8 - Les actions de Théadamuse entre les confinements et dès la réouverture

Du fait de la pandémie, l'École Théadamuse a été fermée du 16 mars 2020 au 4 juin 2020 puis du 2 novembre 2020 au 11 janvier 2021 et enfin du 6 avril 2021 au 19 mai 2021.

Afin de maintenir le lien entre les élèves et les professeurs, l'École Théadamuse a mis en place durant les périodes de confinement des cours en visio (musique et danse) puis en extérieur (danse). Certains cours de théâtre ont dû être annulés car impossible à réaliser en visio. Des journées de « stage » ont remplacé les cours qui n'avaient pas pu avoir lieu.

Une mobilisation de l'équipe de direction et des professeurs avec de fréquents échanges en visioconférences a été nécessaire pour trouver de manière collective les solutions les plus adaptées pour maintenir l'activité et les ajuster en permanence aux diverses contraintes sanitaires avec des réglementations pas toujours très explicites.

Ces adaptations permanentes à la crise sanitaire ont permis, en 2021, une restitution du travail de l'année dans chaque discipline :

- Musique : concert en plein air des ensembles le 1er juillet à Ussel et participation des accordéonistes aux Nuits de Nacre
- Danse : spectacle en plein air le 26 juin à St-Angel
- Théâtre : représentation au Centre Culturel Jean Ferrat à Ussel le 19 juin
- Rencontre de violoncelles à Uzerche avec les classes du CRD Tulle, Théadamuse (et d'autres hors département), pour une trentaine de violoncelles.

L'ensemble des interventions musicales en milieu scolaire dans les écoles primaires et maternelles a pu être maintenu.

9 - Le budget de fonctionnement

Le budget de la structure a diminué de près de 30 % entre 2018 (526 500 €) et 2021 (380 000 €).

Cette baisse importante des dépenses de fonctionnement est principalement due à :

- la baisse d'activité liée à la crise sanitaire et notamment toutes les activités hors les murs de l'école, en particulier les concerts,
- la flexibilité dont peut faire preuve une association sur l'embauche des professeurs et l'ajustement des heures aux besoins (p/r à un conservatoire => contrat collectivité territoriale) et notamment lorsque l'activité diminue,
- l'aide de l'état avec le chômage partiel
- la baisse des frais de déplacements des professeurs, qui ont assuré beaucoup de cours en télétravail

Concernant les recettes, on note :

- un effacement des financements communaux au profit des aides intercommunales
- En 2018, les financements intercommunaux représentaient 10 % du budget de l'école, ils en représentent aujourd'hui 51 %.
- l'apparition en 2018-2019 d'un financement de la DRAC concernant les interventions musicales en milieu scolaire
- une baisse continue des financements régionaux liés aux emplois associatifs, l'aide spécifique de la Région s'arrêtant au 31 décembre 2021.

10 - Rénovation des locaux

Suite à un incendie des locaux de l'école de musique, le Département de la Corrèze a accueilli en urgence le 9 janvier 2019 l'école de musique au sein du Collège Voltaire à Ussel ce qui a permis à l'école Théadamuse de poursuivre son activité avec seulement un mois de fermeture.

Depuis cette date, Théadamuse est relogée dans une partie de l'internat du collège d'Ussel avec la mise en place de conventions successives fixant les modalités de mise à disposition d'espaces du Collège Voltaire à l'école de musique.

Si ce relogement au sein du collège a été une opportunité, avec le temps des problèmes organisationnels et matériels ainsi que quelques conflits d'usages sont apparus.

De plus, Théadamuse a dû faire face à des problématiques concernant les lieux de ses cours de danse.

Des recherches quant à l'installation de l'école dans un autre lieu de la commune se sont avérées infructueuses et c'est ainsi qu'un projet d'aménagement des locaux du collège est à l'étude.

L'objectif de ce projet est de créer, dans une partie de l'internat non utilisée, un espace d'environ 1 000 m² dédié à Théadamuse avec un accès indépendant.

Les perspectives à venir

Perspectives en 5-6 points :

- Réorganisation des antennes :
Quel avenir pour l'antenne de Bugeat sachant que la commune de Bugeat souhaite sortir de HCC ?
Souhait de relancer et développer l'antenne de Neuvic (enseignements musicaux principalement) en partenariat avec la Mairie de Neuvic
Poursuite du développement de l'antenne de Bort avec le financement complémentaire de Sumène Artense
Antenne de Sornac à développer avec la proximité de La Courtine, qui fait partie de HCC et qui peut apporter des élèves supplémentaires.
- Ouverture d'une classe « Orchestre à l'Ecole » au collège Voltaire pour la rentrée 2022-2023
- Travail sur l'ouverture au handicap (Formation des professeurs + Partenariat avec la Fondation J Chirac)
- Projet de nouveaux locaux, au sein du collège Voltaire, porteur de projet HCC : réunir les 3 enseignements musique-danse-théâtre dans un espace accessible et optimisé pour les enseignements artistiques
- Renforcer les liens avec les établissements scolaires : en période hors Covid, interventions musique-danse-théâtre sur l'année scolaire complète.
- Ouverture du dialogue avec les sociétés musicales et groupes folkloriques de Haute-Corrèze pour envisager un partenariat sous une nouvelle forme.

Les écoles de musique

Toutes les écoles de musique ont connu une augmentation du nombre total d'élèves ces quatre dernières années (hausse parfois nuancée mais ceci est très vraisemblablement lié à la crise sanitaire).

On constate une vraie volonté d'ouverture de ces écoles de musique en proposant des activités variées et ouvertes à tous : projets et activités tournés vers la jeunesse (dans les établissements scolaires et centres de loisirs) mais une implication aussi dans l'animation des communes rurales concernées.

Il faut également souligner que l'Association Icoranda d'Eygurande a stoppé son activité d'éducation musicale à la fin de l'année 2018.

➔ Ecole de musique du Pays d'Allasac (EMPA)

L'Ecole de musique du Pays d'Allasac (EMPA) œuvre, grâce à une équipe de membres bénévoles, à l'apprentissage de la musique dans un cadre de proximité.

Ecole de musique du Pays d'Allasac					
	Etat au début du schéma	2018/2019	2019/2020	2020/2021	Moyenne
Nombre total d'élèves	119	140	168	187	153,5
Y-a-t-il un directeur ?	oui	oui	oui	oui	
Nombre de professeurs	9	10	10	11	10
Nombre d'ETP	2,8	3	3	4	3,2
Nombre de professeurs qualifiés	9	10	10	11	10
Nombre de disciplines enseignées	13	14	14	12	13,25
Nombre de disciplines enseignées en cours collectifs	4	5	7	5	5,25
Travaillez-vous en lien avec un CRD ou autres écoles de musique ? Lesquelles ? Sur quoi ?	CRD Brive pour les classes d'éveil, CRD Tulle pour les ensembles de guitares et l'ens des structures pour jury d'examen	CRD Brive pour spectacle commun de fin d'année	CRD Brive pour les classes d'éveil, CRD Tulle pour les ensembles de guitares et l'ens des structures pour jury d'examen	Partenariat avec les CRD (Jazz), intervention avec les professeurs de CRD pour les jurys de fin d'année.	
Interventions en milieu scolaire	Orchestre à l'école (Collège d'Allasac)	Orchestre à l'école (Collège d'Allasac)	Orchestre à l'école (Collège d'Allasac)	3 classes Orchestre à l'école (Collège d'Allasac) + interventions initiation dans les écoles	
Interventions hors les murs	Interventions régulières centres de loisirs Allasac, St Viance, Perpezac et Ussac	Interventions régulières centres de loisirs Allasac, St Viance, Ste Féréole, Vigeois et Ussac	Interventions régulières centres de loisirs Allasac, St Viance, Ste Féréole, Vigeois et Ussac	Reconduction des interventions dans les centres de loisirs des communes partenaires (Allasac, St-Viance)	
Bilan des activités	Concerts, mise en place de la classe orchestre, auditions, concerts de la fanfare	Concerts, auditions, nouvelles classes Orchestre à l'école	Concerts, auditions, 17 représentations de la fanfare, suite classes Orchestre à l'école	Représentations de la fanfare, suite classes Orchestre à l'école	

Depuis le début du schéma en 2018, ses effectifs connaissent une hausse constante malgré la crise sanitaire : nous noterons d'ailleurs que tous les cours individuels ont été maintenus lors des différents confinements. L'engagement des professeurs a permis la mise en place de cours en visioconférence et ainsi de garder **un lien fondamental** avec tous les élèves. Cette organisation a bien entendu eu un coût : l'investissement dans du matériel adapté pour pouvoir proposer des cours à distance dans de bonnes conditions.

Une équipe de professeurs qualifiés dispense les cours : nous pouvons constater que le nombre d'ETP a augmenté depuis le début du schéma en 2018 ; cela s'explique simplement par le développement des activités et notamment la pratique collective.

L'EMPA défend depuis longtemps l'importance d'un travail en réseau, qui se traduit de différentes manières :

- des professeurs en commun avec l'école de musique d'Objat (mise en place en cours de schéma),
- des projets d'examens communs,
- la collaboration « jazz » avec le Conservatoire de Tulle,
- mais des barrières qui persistent avec les conservatoires.

Hors crise sanitaire, les activités proposées tout au long de l'année sont nombreuses et variées : interventions dans les écoles primaires alentours sous forme d'ateliers de présentation d'instruments, interventions en centres de loisirs, auditions des élèves, classes orchestres...

Le projet Orchestre à l'école, mené en lien avec le collège Mathilde Marthe Faucher d'Allasac, est une réussite depuis sa mise en place : 3 classes sont concernées (5^e, 4^e, 3^e) ce qui représente environ 70 élèves. La motivation des professeurs, et des élèves, a permis à ces classes de participer à des projets d'ampleur

(détaillés dans un autre paragraphe du schéma). Mais ce dispositif est coûteux (environ 35 000€ annuels de frais de fonctionnement) et les frais sont presque entièrement portés par l'école de musique. Pour aider à financer le dispositif, une banda a vu le jour mais la crise sanitaire a considérablement impacté le nombre de représentations de celle-ci.

Malgré tout, la candidature à des appels à projets nationaux, permet aux élèves d'envisager leur participation à d'autres concerts d'envergure (le prochain à la Salle Gaveau à Paris au printemps 2022).

Ecole rurale, de proximité et dédiée à l'enfant, l'Ecole de musique du Pays d'Allasac permet à tous ceux qui le souhaitent un accès à la musique. Son implication et la réussite de ses projets dans le dispositif des classes orchestres en sont la parfaite expression.

➔ Ecole de musique de Malemort

Créée en 1996, à l'initiative d'un professeur de solfège passionné, l'école de musique de Malemort, propose un enseignement musical ludique et ouvert à tous, dans une ambiance « familiale ».

Ecole de musique de Malemort					
	Etat au début du schéma	2018/2019	2019/2020	2020/2021*	Moyenne
Nombre total d'élèves	102	104	101	81	95,3
Y-a-t-il un directeur ?	non	oui	oui	oui	
Nombre de professeurs	7	6	7	9	7,25
Nombre d'ETP	0	0	0	0	0
Nombre de professeurs qualifiés	7	8	7	8	7,5
Nombre de disciplines enseignées	6	9	6	11	8
Nombre de disciplines enseignées en cours collectifs	5	3	3	5	4
Travaillez-vous en lien avec un CRD ou autres écoles de musique ? Lesquelles ? Sur quoi ?	CRD Brive pour participation élèves à des auditions au conservatoire	CRD Brive pour examens de fin de cycle et auditions	CRD Brive pour examens de fin de cycle, rencontres annuelles guitare	CRD Brive pour examens et auditions	
Interventions en milieu scolaire	Interventions hebdomadaires dans 3 écoles de Malemort	Interventions hebdomadaires dans 2 écoles de Malemort	Interventions hebdomadaires dans 2 écoles de Malemort	Interventions hebdomadaires dans 3 écoles de Malemort	
Interventions hors les murs	non	non	non	en projet : maison de retraite, animations marché malemortois	
Bilan des activités	Audition de Noël, Fête de la Musique	Sorties de l'ensemble percussions brésiliennes, auditions, concerts, Fête de la Musique	Représentation de l'atelier Batucada, audition de Noël, Carnaval de Malemort	Fête de la musique le 30 juin 2021 Concert d'élèves en extérieur	

L'école de musique de Malemort compte, depuis le début du schéma une centaine d'élèves ; une légère baisse est à noter à la rentrée 2020, conséquence directe de la crise sanitaire (malgré la mise en place de cours en « distanciel » pendant les confinements).

Une équipe de 9 professeurs propose un ensemble de cours individuels et collectifs en développement depuis 2018. L'école se heurte cependant à des difficultés pour fidéliser les professeurs. Elle essaye, pour ce faire, de leur donner le plus d'heures de cours possibles.

Chaque année, l'école travaille en partenariat avec le Conservatoire de Brive :

- pour les examens et auditions de fin d'année (pour les élèves qui le souhaitent),
- pour des « transferts » d'élèves : certains élèves en difficultés au Conservatoire rejoignent l'école de musique et inversement pour ceux de Malemort qui veulent passer des diplômes intègrent le CRD de Brive,
- pour des stages et master class.

Hors crise sanitaire : l'école intervient dans les écoles primaires de Malemort, sous la forme d'ateliers hebdomadaires ; elle se produit pour la Fête de la Musique, le Carnaval (représentations de l'atelier Batucada), sur le marché de Malemort...

C'est une école péri-urbaine où la demande existe mais le principal écueil de cette structure est le manque de bénévoles pour la faire vivre et envisager l'avenir plus sereinement.

De nouveaux projets devraient voir le jour dès 2022 avec des cours donnés à Beynat et le projet de création d'une classe orchestre à l'école au Collège Rollinat.

➔ Banda d'Objat

L'École de musique d'Objat a été créée en 2004 avec plusieurs objectifs : offrir un enseignement musical de qualité et ouvert à tous sur le Bassin d'Objat et ainsi assurer la pérennisation de la musique sur Objat en permettant aux élèves d'intégrer la « Banda d'Objat ».

Banda d'Objat					
	Etat au début du schéma	2018/2019	2019/2020	2020/2021	Moyenne
Nombre total d'élèves	66	70	89	87	78
Y-a-t-il un directeur ?	non	non	non	non	
Nombre de professeurs	8	8	8	8	8
Nombre d'ETP	2	2	2	2	2
Nombre de professeurs qualifiés	8	8	8	8	8
Nombre de disciplines enseignées	10	10	10	10	10
Nombre de disciplines enseignées en cours collectifs	2	4	4	4	3,5
Travaillez-vous en lien avec un CRD ou autres écoles de musique ? Lesquelles ? Sur quoi ?	non	non	Concerts des classes Orchestre à l'école avec l'école de musique d'Allasac	non	
Interventions en milieu scolaire	Interventions dans 2 écoles primaires	Interventions dans 3 écoles primaires + Orchestre à l'école (Collège d'Objat)	Interventions dans 2 écoles primaires (Ayen et Objat)	Classe orchestre au Collège d'Objat	
Interventions hors les murs	Intervention crèche Saint-Viance	Centre de loisirs d'Objat	Centre de loisirs d'Objat	Si possible en fonction des mesures sanitaires en vigueur	
Bilan des activités	Concert fin d'année classe d'éveil musical, orchestre 1er cycle, orchestre jazz	Mise en place de la classe orchestre au collège, audition de fin d'année	Concerts, activités de la Classe Orchestre	Mise en place d'une nouvelle classe Orchestre à l'école au collège d'Objat, concert et audition de fin d'année	

Les effectifs de l'école de musique ont augmenté sur toute la durée du schéma ; cela s'explique par une volonté de l'école de « sortir de ses murs » et d'aller chercher les élèves là où ils peuvent être : des cours d'éveil musical sont d'ailleurs donnés à Varetz, commune voisine.

L'école propose un enseignement artistique autour des instruments à vents et des percussions et axe son travail vers **la pratique collective** avec la présence d'un orchestre. Celui-ci est ouvert à tous les élèves en 1^{er} cycle ayant acquis les notions de base permettant une pratique collective. Cet orchestre permet à ces élèves d'apprendre à jouer avec les autres, de développer l'esprit de groupe et l'écoute des autres.

⇒ 8 professeurs qualifiés dont un employé municipal mis à disposition, à raison de 50% de son temps.

Pendant les confinements liés à la crise sanitaire, des cours en visio en été proposés aux élèves et pour dédommager les familles, une remise (10%) a été accordée aux rentrées de septembre 2020 et 2021 sur les frais d'inscription.

L'école de musique organise chaque fin d'année des examens de fin cycle (jusqu'au cycle 3). La mobilisation de professeurs des conservatoires pour faire passer ces évaluations est difficile et l'école doit les embaucher ponctuellement pour ces auditions en dehors des périodes de cours au conservatoire.

Un dispositif « Classe Orchestre à l'école » a été mis en place en 2018 au Collège d'Objat : cette classe était composée de 27 élèves. C'est une réussite, tant sur le plan musical (participation à des projets d'envergure en lien avec l'EMPA et la Classe Orchestre d'Allasac + 7 élèves de la classe qui ont intégrés l'Ecole de musique), que sur le plan relationnel et scolaire (développement de la confiance en soi, des notions d'entraide, de groupes et d'encouragement).

Ce projet a un coût pour la structure, estimé à environ 50 000 € sur 3 ans ; exclusivement porté par l'Ecole de musique. C'est la raison pour laquelle celle-ci fait appel à différents partenaires publics et privés (mécènes type banques, Fondation SNCF, DRAC, et collectivités locales) pour aider au bon fonctionnement du dispositif, qui n'a, par contre, aucun coût pour les familles des élèves y participant.

Avant l'arrivée du COVID, des interventions avaient lieu en milieu scolaire, sous la forme de présentations d'instruments : ateliers proposés dans des écoles primaires, à Objat et alentours mais aussi dans les crèches et centres de loisirs.

L'Ecole de musique d'Objat se veut ouverte vers les autres et inter-générationnelles. Elle rayonne sur sa commune et au-delà pour donner accès à la musique au plus grand nombre.

➔ Ecole musique intercommunale Vézère Causse

Créée en 2009 à l'initiative de huit communes de l'actuel canton de Saint-Pantaléon-de-Larche, l'Ecole de Musique Intercommunale Vézère Causse (EIMVC), est aujourd'hui une structure d'enseignement artistique familiale et de proximité ancrée sur un territoire rural.

Ecole de musique intercommunale Vézère Causse					
	Etat au début du schéma	2018/2019	2019/2020	2020/2021	Moyenne
Nombre total d'élèves	77	99	119	112	101,8
Y-a-t-il un directeur ?	oui	oui	oui	oui	
Nombre de professeurs	9	9	10	10	9,5
Nombre d'ETP	2,12	2,04	2,38	2,31	2,2125
Nombre de professeurs qualifiés	4	4	4	4	4
Nombre de disciplines enseignées	12	12	13	12	12,25
Nombre de disciplines enseignées en cours collectifs	8	9	8	9	8,5
Travaillez-vous en lien avec un CRD ou autres écoles de musique ? Lesquelles ? Sur quoi ?	CRD de Brive et Ecole de musique du Pays d'Allasac pour les jurys	CRD de Brive, Ecole de musique du Pays d'Allasac et Objat pour les jurys, "Vendredis musicaux" avec CRD Brive	CRD de Brive pour les jurys, auditions dans les communes de l'intercommunalité	CRD de Brive pour les jurys, auditions dans les communes de l'intercommunalité	
Interventions en milieu scolaire	1 animation dans 5 écoles primaires/maternelles sur une matinée	Interventions dans 4 écoles primaires (présentation de l'école de musique)	Annulées suite COVID	En attente mesures sanitaires	
Interventions hors les murs	non	Commémoration, Fête de la Musique	Fête de la Musique : annulée suite COVID	Sous réserves des mesures sanitaires en place : café-concert des professeurs, conte musical en mai 2021	
Bilan des activités	Audition des élèves, projet départemental "Ensembles de guitares de la Corrèze", café-concert des professeurs, travail et présentation d'un conte musical	Concert des professeurs, audition des élèves, comédie musicale par l'ensemble des élèves, 10 ans de l'école	Café-concert, animations de rue, auditions	Annulées pour la plupart Auditions de fin d'année sous forme vidéos	

Le bilan de fin de schéma fait apparaître, pour cette structure, une baisse des effectifs, directement liée à la crise sanitaire. Le lien avec les élèves a pourtant été conservé pendant les confinements via des cours en visio mais des disciplines enseignées en cours collectifs ont dû être arrêtées en cours de période.

Hors période COVID, l'école de musique s'attache à faire connaître la palette de ses activités et ainsi attirer de nouveaux élèves :

- en participant depuis quelques années au Forum des Associations de Saint-Pantaléon-de-Larche, à la rentrée de septembre, expliquant très probablement une hausse des effectifs en 2019/2020 ;
- en proposant des interventions (présentation de l'école de musique et de ses enseignements, ateliers de présentation d'instruments) en fin d'année scolaire dans les écoles.

Il est à noter le soutien et l'implication de 8 communes (Charrier-Ferrière, Chasteaux, Lissac-sur-Couze, Saint-Cernin-de-Larche, Larche, Saint-Pantaléon-de-Larche, Cublac et Mansac) par le biais d'aides financières ou par le prêt de salles et de matériel (pour les cours ou les représentations).

Une équipe de 10 professeurs (dont 4 qualifiés et une directrice pédagogique) œuvre à un enseignement et un apprentissage de qualité dans le respect des dispositions nationales de l'enseignement spécialisé définies par le Ministère de la Culture. Des évaluations de fin d'année sont organisées au sein du jury avec des professeurs du Conservatoire de Brive et de l'Ecole d'Objat.

Tous les ans, l'école de musique propose, au public (intercommunal), différents événements et fait vivre ses activités « hors les murs » : café-concert, Fête de la Musique, conte musical de fin d'année (= courte comédie musicale des élèves).

L'EIMVC joue pleinement son rôle de structure d'enseignement artistique intercommunale en rayonnant sur tout son territoire et en proposant une diversité notable des enseignements tout en gardant une proximité associative avec ses élèves, adhérents et bénévoles.

➔ Ecole musique Accords

Fondée par l'association des harmonies de Vayrac (46) et de Beaulieu-sur-Dordogne (19), l'école de musique Accords propose depuis plus de vingt ans, en milieu rural, des cours d'instruments et de formation musicale de proximité et de qualité.

A la convenance des habitants du bassin de vie, les cours ont lieu aussi bien à Vayrac, dans le Lot, qu'à Beaulieu, en Corrèze (cela sous-entend donc un « doublement » des cours). Mais tous les élèves se retrouvent lors des auditions, lotoises ou corréziennes pour partager leur plaisir de jouer.

Ecole de musique Accords					
	Etat au début du schéma	2018/2019	2019/2020	2020/2021	Moyenne
Nombre total d'élèves	106	100	110	103	104,75
Y-a-t-il un directeur ?	oui	oui	oui	oui	
Nombre de professeurs	10	10	10	10	10
Nombre d'ETP	2,18	2,5	2,5	2,5	2,42
Nombre de professeurs qualifiés	10	10	10	10	10
Nombre de disciplines enseignées	10	10	12	9	10,25
Nombre de disciplines enseignées en cours collectifs	4	4	4	3	3,75
Travaillez-vous en lien avec un CRD ou autres écoles de musique ? Lesquelles ? Sur quoi ?	non	non	non	non	
Interventions en milieu scolaire	non	Rencontre avec le collège de Beaulieu	Classe orchestre du Collège de Beaulieu	Classe orchestre du Collège de Beaulieu	
Interventions hors les murs	Concert annuel des pianistes à EHPAD Beaulieu	Concert annuel des pianistes à EHPAD Beaulieu	Concert annuel des pianistes à EHPAD Beaulieu	non (contraintes sanitaires liées au COVID)	
Bilan des activités	Auditions, animations à l'EHPAD	Auditions, animations à l'EHPAD, concert de piano	Auditions, cours en visio puis en présentiel (juin)	Cours en visio et en présentiel, mini audition par classe en fin d'année	

L'école de musique Accords, comme la grande majorité des écoles de musique, a connu une hausse de ses effectifs sur la durée du schéma : une centaine d'élèves fréquentent aujourd'hui l'école, moitié corréziens, moitié lotois.

L'école de musique note, cependant, un important renouvellement de ses élèves chaque année, environ 50% des élèves, sans pour autant que cela s'en ressente sur l'effectif total.

Le directeur pédagogique, accompagné d'une équipe de dix professeurs qualifiés, propose un schéma d'enseignement musical classique, avec en fin d'année des auditions.

Sur la durée du schéma, le nombre de disciplines enseignées en cours collectifs reste globalement stable.

Il est difficile d'envisager une évolution de l'offre pour deux raisons :

- les cours collectifs sont proposés sur les deux sites (Beaulieu et Vayrac),
- les professeurs n'ont plus de créneaux disponibles dans leurs agendas ; ce qui rend d'ailleurs aussi compliqué la mise en place d'activités en dehors des cours (concerts, partenariats hors les murs...).

Des nouveautés en termes de cours d'instruments ont été proposées ces dernières années mais n'ont pas pu être pérennisées faute d'élèves.

Durant les confinements, certains cours ont été donnés en visioconférence (selon le professeur).

Depuis une quinzaine d'année, l'école de musique intervient auprès des élèves de 6^e du Collège de Beaulieu sous forme d'atelier musical.

Probablement de par sa situation géographique, l'école de musique Accords n'entretient pas de lien avec les autres structures d'enseignement artistiques corréziennes. Ces relations se tournent « naturellement » vers les écoles du nord du Lot (St-Céré, Martel...). Ex : Participation aux journées lotoises de la flûte.

Ces dernières années (2018-2020), l'école de musique a également dû faire face à des difficultés financières du fait de la diminution de certaines aides intercommunales.

La position géographique de cette structure d'enseignement artistique rurale lui confère un rayonnement sur deux départements. Elle dispense donc ses activités à la fois sur la Corrèze et le nord du Lot mais peut avoir du mal à trouver sa place dans l'enseignement musical corrézien.

➔ Étincelle Branceillaise

Centenaire depuis 2020, l'Étincelle Branceillaise, située à l'extrême sud du Département est la plus « petite » des écoles de musique associatives corréziennes de par le nombre d'élèves. Forte de sa longue expérience, elle continue aujourd'hui de former de jeunes musiciens pour qu'ils puissent un jour rejoindre les rangs de la banda.

Comme pour les autres structures associatives « rurales », l'Étincelle Branceillaise a vu ses effectifs augmenter sur toute la durée du schéma.

Plusieurs raisons identifiées :

- les compétences et la motivation des professeurs (le bouche-à-oreille quant à la qualité des enseignements fait son œuvre),
- les cours d'orchestre sont une réelle motivation pour les jeunes,
- le renouvellement des générations de pratiquants (enfants d'anciens élèves de 40/45 ans qui viennent découvrir la musique là où leurs parents l'ont pratiquée),
- les élèves du Nord du Lot qui viennent pratiquer en Corrèze (certaines petites écoles rurales ayant été amenées à cesser leurs activités).

Étincelle Branceillaise					
	Etat au début du schéma	2018/2019	2019/2020	2020/2021	Moyenne
Nombre total d'élèves	35	33	35	45	37,0
Y-a-t-il un directeur ?	non	non	non	non	
Nombre de professeurs	5	5	5	5	5
Nombre d'ETP	0,3	0,3	0,3	0,4	0,325
Nombre de professeurs qualifiés	3	3	4	4	3,5
Nombre de disciplines enseignées	7	7	7	7	7
Nombre de disciplines enseignées en cours collectifs	2	1	2	2	1,75
Travaillez-vous en lien avec un CRD ou autres écoles de musique ? Lesquelles ? Sur quoi ?	non	oui	CRD de Brive pour les cours de trombone	CRD de Brive pour auditions de fin d'année	
Interventions en milieu scolaire	non	non	non	En fonction des mesures sanitaires en vigueur : intervention collèges de Beaulieu, Beynat, Meyssac en partenariat avec la CMF autour des cuivres	
Interventions hors les murs	non	non	non	En fonction des mesures sanitaires en vigueur : projet d'intervention au Centre de loisirs de Tudeils	
Bilan des activités	Audition, concert, stage harmonie CMF	Audition, concert, stage harmonie CMF	Stage harmonie CMF ,cours à distance	Audition de fin d'année avec concert ouvert au public	

Les nouveaux systèmes d'apprentissage en visioconférence, mis en place pendant la crise sanitaire ont finalement permis de maintenir le lien entre les élèves et les professeurs qui ont rapidement joué le jeu et mis en place cette pratique à distance.

Ces mêmes professeurs permettent aussi d'entretenir le lien avec d'autres structures d'enseignement musical : L'Étincelle Branceillaise ayant des professeurs en commun avec le Conservatoire de Brive et l'École de Musique du Pays d'Allasac.

L'Étincelle Branceillaise a fait le choix de ne pas faire d'examens de fin de cycle, mais le conservatoire de Brive organise des « auditions d'entrée » pour des élèves qui souhaiteraient intégrer le Conservatoire.

En termes d'interventions extérieures, en milieu scolaire notamment, si, avant 2020 rien n'était mis en place, des projets commençaient à mûrir ces derniers mois. Ils sont aujourd'hui à l'arrêt du fait de la crise sanitaire, parmi eux : des ateliers de découvertes d'instruments dans les écoles et au centre de loisirs de Tudeils.

Dans les collèges proches de cette structure, une présentation et des ateliers autour des « gros cuivres » avaient été envisagés avec, pour objectif à long terme, l'ouverture d'une classe orchestre au Collège de Meyssac.

L'Étincelle Branceillaise, structure d'enseignement artistique bien ancrée sur son territoire, défend un enseignement de proximité. Le sentiment d'appartenance à un groupe est au cœur de son projet et reste plus important que la vision « élitiste » que peut encore avoir un cours de musique.

➔ Atelier musical Vézère Monédières Millesources

L'atelier musical Vézère Monédières Millesources propose, depuis 2005, un enseignement musical de qualité et de proximité sur un territoire vaste, éloigné des centres urbains.

Atelier musical Vézère Monédières Millesources					
	Etat au début du schéma	2018/2019	2019/2020	2020/2021	Moyenne
Nombre total d'élèves	52	65	65	43	57,7
Y-a-t-il un directeur ?	non	non	non	non	
Nombre de professeurs	5	5	5	5	5
Nombre d'ETP	0	0	0	0	0
Nombre de professeurs qualifiés	5	5	4	2	4
Nombre de disciplines enseignées	4	4	4	4	4
Nombre de disciplines enseignées en cours collectifs	4	0	0	0	1
Travaillez-vous en lien avec un CRD ou autres écoles de musique ? Lesquelles ? Sur quoi ?	non	non	non	non	
Interventions en milieu scolaire	intervention école élémentaire de Chamberet + école de Treignac	intervention école élémentaire de Chamberet (1er trimestre)	intervention hebdomadaire école élémentaire de Chamberet (1er trimestre)	préparation de la fête scolaire, participation au projet musical du collège (interrompus cause COVID)	
Interventions hors les murs	non	non	non	non	
Bilan des activités	soirée récréative, participation au festival d'accordéon de Chamberet	participation au festival d'accordéon de Chamberet, gala de l'école...	participation au festival d'accordéon de Chamberet, gala de l'école...mais annulées suite COVID	cours maintenus en visio mais toutes les représentations prévues ont dû être annulées	

Avec 65 élèves en 2019-2020, mais une quarantaine d'élèves en fin de schéma, nous constatons que l'atelier musical a souffert de la crise sanitaire : une baisse des effectifs directement liée au COVID malgré la mise en place de cours en visio lorsque cela était possible (certains professeurs et/ou élèves ne disposaient pas de matériel nécessaire ou se sont heurtés à des problèmes de connexion au réseau Internet).

Malgré tout, cinq professeurs œuvrent à un enseignement musical de qualité et mènent (hors période COVID) des projets divers :

- 1 professeur diplômé en musicothérapie travaille avec la Maison d'Accueil Spécialisée de Chamberet avec des personnes en situation de handicap ;
- un projet pédagogique d'ampleur avec le Collège Lakanal de Treignac devait être proposé en 2020/2021 (malheureusement annulé à cause de la crise sanitaire) ;
- des interventions dans les écoles primaires de la Communauté de Communes Vézère Monédières Millesources en vue de la préparation de spectacles de fin d'année : un professeur intervient sur un trimestre ;
- un spectacle de fin d'année élèves/professeurs sur une des communes de la Communauté de Communes (chaque année une commune différente).

L'atelier musical ne propose pas de cours collectif ; cela a été le cas certaines années, lorsque l'effectif le permettait, avec un cours d'éveil musical.

L'organisation d'évènements musicaux « de groupe » reste un moteur pour impliquer les élèves ; cela manque cruellement depuis l'apparition de la crise sanitaire malgré tout le dévouement des bénévoles (3 personnes).

Cette école de musique rurale rayonne sur un large territoire et « recrute » parfois même au-delà de la Communauté de Communes Vézère Monédières Millesources. Preuve de l'offre qualitative de cours qu'elle propose, la fidélité des élèves qui, partant faire leurs études à Tulle, Brive ou Limoges, continuent leur enseignement musical à Treignac.

➔ Association Icoranda d'Eygurande

Cette école de musique traditionnelle associative proposait l'apprentissage de plusieurs instruments comme la vielle, l'accordéon diatonique, l'accordéon chromatique, la cabrette et le violon. Les cours, pour la plupart mensuels, s'adressaient à tous, dès l'âge de 6 ans.

Faute d'un nombre d'élèves suffisant, l'association a dû mettre cette activité en sommeil pour un an, puis a définitivement cessé toute activité d'éducation musicale depuis novembre 2018.

2 - Les principaux acteurs culturels de l'EAC en Corrèze (en dehors des conservatoires et écoles de musique)

L'éducation artistique et culturelle (EAC) a pour objectif d'encourager la participation de tous les enfants et des jeunes à la vie artistique et culturelle.

L'éducation artistique et culturelle en direction des jeunes a trois principaux objectifs :

- ↳ permettre à tous les enfants de se constituer une culture personnelle riche et cohérente tout au long de leur parcours scolaire,
- ↳ développer et renforcer leur pratique artistique,
- ↳ permettre la rencontre des artistes et des œuvres, la fréquentation de lieux culturels.

Si l'éducation artistique et culturelle est très souvent développée dans le cadre scolaire, il n'en est pas moins vrai qu'elle s'acquiert également par des actions de développement auprès des centres de loisirs et des personnes en situation de handicap.

En Corrèze, l'EAC s'est fortement développée et nous avons assisté, sur la durée du schéma, à un renforcement de ces actions, qu'elles soient menées par les structures d'enseignement artistique ou par les acteurs culturels du territoire.

En effet, la plupart des structures et équipes artistiques et culturelles développent et intensifient dans le champ du spectacle vivant, musical, lyrique, théâtral et chorégraphique des partenariats avec le monde enseignant :

- ↳ ateliers pédagogiques ponctuels ou réguliers offrant au jeune public une collaboration directe avec des artistes,
- ↳ implication des élèves dans la production et la création de spectacles,
- ↳ présentation de spectacles associée à des actions de sensibilisation en amont,
- ↳ accès à des répétitions,
- ↳ accès aux lieux de spectacles pour des représentations.

Les actions d'Éducation Artistiques et Culturelles en Corrèze ce sont :

- **6 classes à horaires aménagés** musique danse et théâtre dans 4 collèges avec près de 200 élèves concernés de la 6^{ème} à la 3^{ème}, 80 en musique, 60 en danse et 50 en théâtre,
- **6 "classes orchestre à l'école"** (4 en collèges et 2 en écoles),
A noter que 3 nouveaux projets sont en cours de construction pour septembre 2022.
- **300 ateliers d'éducation artistique** avec 30 000 élèves concernés sur 3 ans (école, collège et lycée). Ces ateliers se sont déployés sur l'ensemble du territoire corrézien et renforcent le maillage territorial en matière d'éducation artistique et culturelle. A noter l'importance de l'action de la FAL 19 qui assiste 100 classes/an dans la mise en place d'un projet EAC.

Dans le cadre de ces actions, les acteurs culturels corréziens portent des projets EAC emblématiques que nous souhaitons mettre en valeur ci-dessous.

Confédération Musicale de France 19 - CMF 19

La section Corrèze de la Confédération Musicale de France, regroupe des ensembles de pratique musicale entièrement amateur (fanfares, harmonies, bandas ...).

13 structures associatives corréziennes (sociétés musicales) adhèrent à la CMF Corrèze :

4 écoles de musique

- Ecole de musique du Pays d'Allasac (EMPA)
- Banda d'Objat
- Ecole musique intercommunale Vézère Causse
- Étincelle Branceillaise

9 autres associations

- Harmonie Ussel Haute-Corrèze
- Banda de Neuvic
- Harmonie " Les enfants de Tulle"
- Big Band du Conservatoire à Rayonnement Départemental de Tulle
- Harmonie Beaulieu-Vayrac
- Lyre Corrézienne
- Harmonie Sainte Cécile de Brive
- Fanfare Avenir de Donzenac
- Espérance de Juillac

Les principaux objectifs de la CMF 19 sont de :

- **faciliter et créer des interactions** entre les différentes structures adhérentes,
- défendre et renforcer la pratique musicale collective amateur au quotidien,
- promouvoir et favoriser le développement de cette pratique à travers différentes actions.

Afin d'atteindre ses objectifs, la CMF 19 organise plusieurs actions durant l'année :

- **Stage départemental d'harmonie et de guitare** (avec un encadrement assuré par des professeurs d'écoles de musique) : 4 jours de stage pendant les vacances scolaires de février, au cours desquels une soixantaine d'élèves peuvent se perfectionner dans leur pratique instrumentale à travers un travail de pratique collective. Un concert de restitution vient clore le stage.
- Stage de pratique musicale Jazz en partenariat avec le "Jazz Ensemble de Tulle" : deux journées de stage, suivie d'un concert. Chaque année, ce stage prend un peu plus ampleur, en voyant s'inscrire des musiciens novices de ce style, mais désireux de le découvrir.
- Création d'un « Orchestre Départemental »: il regroupe tous les musiciens amateurs corréziens qui le souhaitent. Le but est de pouvoir proposer une nouvelle offre à ces musiciens, en se confrontant à une pratique collective différente de leur orchestre.
- Projet de création d'une « Banda Départementale » : pour apporter son soutien aux bandas adhérentes qui ont beaucoup souffert de la pandémie (moins de musiciens, peu, voire pas de sorties à cause du COVID), l'idée serait de participer à d'importants événements nationaux dédiés à ce style de pratique musicale et de proposer une nouvelle offre pour animer des événements départementaux de grande ampleur.
- **Festival Départemental CMF 19** : il s'agit de regrouper, sur une journée, l'ensemble des structures adhérentes pour des concerts. En 2022, le Festival sera organisé au mois de mai par la Banda d'Objat.
- Aide à destination des écoles de musique pour organiser des examens de fin de cycle et des évaluations (objectif : meilleure cohérence et harmonisation de l'éducation musicale en Corrèze)

Fédération des Associations Laiques de la Corrèze (FAL)

La Ligue de l'Enseignement, créée en 1866, est un grand **mouvement d'éducation populaire** partenaire de la vie associative, de l'école publique et des acteurs locaux. Présente en France au travers de son réseau de Fédérations départementales, elle a développé un projet et des compétences au service des **associations**, des **écoles**, des **collectivités** et de tous leurs partenaires.

La Fédération départementale de la Corrèze encourage les initiatives locales qui permettent à tous d'accéder à l'éducation et à la culture dans la reconnaissance des diversités culturelles.

Chaque année, la Ligue de l'Enseignement-FAL de la Corrèze soutient et accompagne plus de 100 classes (soit environ 1 900 élèves/ année scolaire) dans la mise en place d'un projet EAC (projets multidisciplinaires) en proposant :

- une aide à l'élaboration du projet,
- la mise en relation de l'établissement scolaire avec les intervenants et/ou les artistes,
- le suivi des interventions,
- l'accompagnement, voire la prise en charge, du suivi administratif du projet (demande de subventions, financements, budgets...)

Sur l'année scolaire 2018 /2019 = **40 établissements concernés**,

Sur l'année scolaire 2019/2020 = **39 établissements**.

La FAL de la Corrèze développe aussi chaque année ses propres actions culturelles sur l'ensemble du territoire départemental :

- **Acteurs Juniors** / rencontres départementales de théâtre jeunes publics : proposer à des groupes engagés (dans l'année) dans des ateliers de pratique théâtrale de se rencontrer, de confronter leurs expériences, de rencontrer des artistes...

=> une quinzaine de représentations de spectacles professionnels, 2 journées de présentations de travaux d'enfants et de jeunes. Près de 200 h d'ateliers de pratique artistique encadrés par des artistes pendant les rencontres

En 2018 : 859 scolaires concernés

- **"Danse et dis"** : accompagner la pratique de la danse à l'école ; en partenariat avec l'USEP.

=> En 2020 : 5 classes concernées

Action aussi déclinée comme suit :

* *Rencontres départementales* : toutes les classes pratiquant la danse (avec ou sans intervenant) sont invitées à participer à une journée de rencontre, d'échange et de partage de leur travail dans une salle équipée.

* *Classe danse en immersion* : 1 classe de CM2 de Brignac-la-Plaine en 2019

Trois jours en immersion à Davignac au mois de mai (danse avec Gisèle GREAU, percussions avec Julien BOISSERIE...)

* *Impromptus dansés de Claire NEWLAND* : intervention dans 3 classes de maternelles de St Privat et St Ybard

Jeunesses Musicales France Corrèze (JMF)

Les Jeunesses Musicales de France (JM France) œuvrent pour l'accès à la musique des enfants et des jeunes prioritairement issus de territoires éloignés ou défavorisés. Le réseau des JM France, composé de 1000 bénévoles et 400 partenaires culturels, organise chaque année 2 000 spectacles, ateliers et événements, principalement sur le temps scolaire.

En Corrèze, les JM France programment des spectacles issus du catalogue national pour l'ensemble des écoles du territoire corrézien. En 2018/2019, **17 845 élèves** ont ainsi pu bénéficier d'un spectacle musical.

Un livret pédagogique est réalisé pour chacun des spectacles. Grâce à ce livret, l'enseignant peut s'approprier le domaine musical du spectacle auquel ses élèves vont assister et leur proposer ensuite des pistes de travail pour approfondir leurs connaissances.

Actions d'EAC portées par les JM France :

Musiques au lycée

- En 2019 : Lycée Bernart de Ventadour Ussel et lycée agricole de Meymac : projet innovant autour de la musique et la danse.
- Lycée Professionnel Lavoisier de Brive en 2020

PEAC (parcours d'éducation artistique et culturelle)

- en 2019, 3 PEAC :
 - La musique et le geste à Beynat, Lanteuil, Le Pescher, Dampniat (11 classes primaires impliquées)
 - Musique orientale et rythmique au cœur de l'enfant à Brive (3 classes primaires impliquées)

- Création théâtre et musique à Seilhac (élèves de 5e à la 3e) dans le cadre d'une option chorale, ainsi que les élèves de l'atelier théâtre et chant, en lien avec les cours d'occitan)
- en 2020-2021 :
 - PEAC Beatbox : Collège de Bort-les-Orgues

En collaboration avec d'autres acteurs culturels (voir ci-après) : **Musiques actuelles au Collège**

Le Centre Régional des Musiques Traditionnelles en Limousin (CRMTL)

L'association « Centre Régional des Musiques Traditionnelles en Limousin » a pour but de permettre une meilleure connaissance et appropriation (sociale, économique et culturelle) des territoires du Limousin au sein de la Nouvelle-Aquitaine au travers des musiques traditionnelles et des cultures qui y sont liées.

Pour tendre vers ces objectifs, l'association propose des activités qui sont réalisées dans cinq champs d'actions distincts, et parmi eux l'éducation artistique et culturelle, l'initiation et la formation aux musiques traditionnelles par l'organisation d'ateliers, de conférences thématiques et la proposition d'un catalogue de formations

- **Bal à l'Ecole** : ateliers découvertes des danses traditionnelles ; partenariat avec l'USEP 19 (FAL)

Animation des bals par les salariés et bénévoles du CRMTL, mise à disposition de ressources vidéos et sonores pour assurer la continuité pédagogique pendant la crise sanitaire

Les différents bals sont organisés par bassin (Brive, Tulle, Ussel)

Les demandes des enseignants du 1^{er} degré sont très importantes sur ce projet.

2018/2019 = **750 enfants** (6 bals)

2019/2020 = **1000 enfants** (8 bals) **ANNULES**

2020/2021 = **2000 enfants concernés** (10 bals)

=> demande des enseignants et participation en hausse !

Dans le cadre de la convention pluriannuelle d'objectifs 2019-2022 :

Ateliers périscolaires auprès des écoles du canton de Seilhac : interventions ponctuelles en classes maternelles ou élémentaires + interventions au Collège de Seilhac

SMAC Des Lendemain Qui Chantent

Depuis 2004, l'association Des Lendemain Qui Chantent (labellisée SMAC) défend un projet artistique et culturel basé sur la promotion des musiques actuelles au travers de toutes ses composantes (pratique amateur, artistes professionnels, pluralités d'esthétiques).

Chaque année, Des Lendemain Qui Chantent pilote et co-construit de nombreux projets d'action culturelle.

Ces projets touchent des publics divers et variés, mais avec les mêmes objectifs : permettre la rencontre et la pratique artistique.

Parcours culturel : dispositif d'éducation artistique et culturelle mis en place par la ville de Tulle en direction des élèves des écoles maternelles et élémentaires de Tulle.

Objectif : création et composition d'une chanson en lien avec un artiste local, présentation publique sur scène aux parents à la salle de concerts

- en 2020 : 2 classes de Joliot Curie et La Croix de Bar
- en 2021 : classe de CM1 de l'école Clément Chausson, avec l'artiste Romain Dzierzinski

La Fabrique à Musique : dispositif porté par la Sacem.

Au programme : écriture, composition, enregistrement, concert et tournage d'un clip vidéo

- en 2019 : école de Sornac (25 élèves) avec l'artiste creusois Vlad
- en 2021 : école de Corrèze avec l'artiste Romain Dzierzinski, du groupe corrézien Deux Mains J'arrête

Chorales : ateliers de pratique artistique menés par Sébastien Chadelaud et/ou d'autres artistes

- En 2019 - 2020 : 4 chorales
 - atelier avec 8 patients de l'hôpital de jour de Tulle : avec l'artiste AJM - les mercredis matins
 - atelier chorale rock (18 personnes) : avec Sébastien Chadelaud - les mercredis soirs
 - atelier chorale électro-acoustique avec l'école de Chamboulive (100 élèves) et Lost in Traditions
 - Chorale adulte les mercredis soirs

Gimmick : projet spécifique pour les 15 ans de DLQC en 2019 : 50 musiciens amateurs et professionnels (sous la direction artistique d'Emmanuel Eveno) ont travaillé ensemble tout au long de l'année (dont 4 résidences de 4 jours), pour un concert lors de la soirée anniversaire.

"LES P'TITS NOUVEAUX "

Du Son au Chambon !!

Des Lendemains Qui Chantent, le centre de Loisirs du Chambon et l'OCCE s'associent pour proposer des vacances d'avril placées sous le signe de la musique au centre de loisirs. Les éléments clés : une centaine d'enfants, beaucoup de percussions et une déambulation en ville à la clef.

« **Corréziens, tous en scène !** »

3 classes de l'école de Saint Clément vont travailler le chant choral sur le répertoire de l'artiste Monsieur Lune. D'autres élèves, en école ou en collège participent à ce grand projet (revoir si l'action est en cours ou en projet)

Nombre de bénéficiaires directs des actions culturelles durant l'année civile :

Population	2016	2017	2018	2019
Prison		6		
Hôpital	28	19	26	8
Etudiants	170	200	48	194
Lycées			15	24
Collèges	62	46	38	49
Ecoles	168	132	155	200
Ados		8		
Tout public	60	75	89	224
TOTAL	488	486	371	699

ACTIONS MENÉES EN MULTI-PARTENARIAT :

Musiques Actuelles au Collège (MAC)

Partenaires : Des Lendemains Qui Chantent, La Ligue de l'Enseignement - FAL 19, l'Office Central de Coopération à l'École, JM France

Opération qui vise à favoriser l'expression individuelle et collective des collégiens participants en leur permettant d'écrire leurs propres chansons, de les interpréter, de se produire sur la scène Des Lendemains Qui Chantent, de les enregistrer, en lien avec un artiste différent chaque année.

Le projet concerne annuellement une soixantaine d'élèves répartis sur 2 collèges qui changent tous les ans.

- en 2019 : collèges de Meymac et Seilhac : L'odyssée du lapin Chelou, album composé de 6 morceaux écrits et composés avec l'accompagnement des artistes du groupe MPL.
- projet 2020 : collèges de Lubersac et Uzerche, avec l'artiste Buridane (reporté)
- en 2021, 9ème édition avec 2 classes des collèges de Lubersac et d'Uzerche, en collaboration avec l'artiste Lombre.

Les Oreilles en pointe

Partenaires : Des Lendemains Qui Chantent, le Conservatoire à Rayonnement Départemental de Tulle, l'Office Central de Coopération à l'École

Sébastien Chadelaud intervient chaque semaine, pendant 2 ans, dans 2 classes d'école primaire.

Le but : apprendre aux élèves à pratiquer un instrument de musique en groupe, rencontrer un artiste pour jouer avec lui et faire une restitution publique en lien avec son univers.

- en 2019 : 2e et dernière année pour les classes de CM1 / CM2 de La Croix de Bar (Tulle) et CM2 de Lucie Aubrac (Brive) pour créer un ensemble de percussions + rencontre et jeux avec le groupe limougeaud Freestyle MB
- projet 2020-2021 : les classes de CE2 de Clergoux et de CE2/CM1/CM2 de Malemort intègrent le dispositif, avec au programme : pratique instrumentale, chant, bruitage et création d'un spectacle dans l'univers du groupe Chapitre V.

Tuberculture

L'association "Tuberculture" avec le projet « On dit cap' de chanter sur scène » (en partenariat avec le GEMSEL), qui donne la possibilité à des personnes en situation de handicap de monter sur scène pour y interpréter un répertoire de chanson française. Le but est de favoriser et garantir un accès à la culture à des personnes en situation de handicap et de développer les pratiques artistiques, à travers le chant. Un documentaire réalisé par Corrèze Télévision retrace les différentes étapes du projet.

Le Festival de la Vézère

Le Festival de la Vézère accorde une large place à la sensibilisation des plus jeunes à la musique.

Pour la 6^{ème} année consécutive, le Festival renouvelle en 2021 ses actions d'éducation artistique et culturelle avec le célèbre ensemble vocal anglais VOCES 8.

L'objectif de ce projet peut être résumé ainsi : faire découvrir à des jeunes, de 8 à 14 ans, le chant choral grâce à des ateliers mêlant exercices vocaux, percussions corporelles, gestion du souffle, le tout en anglais guidés par des artistes internationaux.

Grand concert événement, fruit de cette action, au mois de mai.

*En 2018 : le projet a réuni près de **300 jeunes** (Ecole des Buges et Collège Faidit d'Uzerche + Collège d'Objat + Collège Jean Moulin de Brive + centres sociaux-culturels de Brive)

*En 2019 : même projet avec de nouveaux artistes : Apollo 5 => **350 enfants concernés**

*En 2020 : 6 établissements scolaires concernés / partenariat avec CRD Brive => **400 enfants concernés**

*En 2021 : le projet concerne environ **300 jeunes** ; grand concert avec Voces 8 à l'Espace des 3 Provinces (si possible). Plusieurs sessions organisées entre janvier et avril 2021 : Collège Jean Moulin de Brive, Collège d'Uzerche, écoles primaires Lucie Aubrac de Brive, et des Buges d'Uzerche.

Orchestre à l'Ecole : le Festival de la Vézère collabore aussi avec les "classes orchestre" des collèges d'Objat et d'Allasac (détaillés dans **3. Les dispositifs phares de l'EAC**). Dernièrement, les élèves de ces deux classes ont pu rencontrer la percussionniste bulgare Vassilena Serafimova.

La Compagnie Hervé KOUBI

Depuis plusieurs années, la Compagnie propose des projets de pratiques artistiques ponctuels en lien avec la diffusion des créations : master class, stages, formations, ateliers de découvertes de la danse contemporaine, hip-hop, danse africaine, capoeira, house...

Par exemple :

* ateliers destinés aux lycéens : classe option théâtre du Lycée d'Arsonsal en 2019 et 2020 (60 élèves)

* conférences sur la danse et ateliers pour les CHAD CHAT : Lycées d'Arsonval et Edmond Perrier (80 élèves)

- **Danse à l'école** : classes en territoire rural en Nouvelle-Aquitaine

- **Dans le cadre du SDDEA** : ateliers dans des écoles primaires du département (150 élèves)

En 2021 : mise en place d'un dispositif numérique de **mallette pédagogique** avec une *Histoire de la danse interactive*, des fiches d'analyse d'œuvres et la mise en place de conférences à distance avec le chorégraphe pour des structures éloignées d'une offre culturelle.

L'action "pour une danse citoyenne" se met également en place soit par une représentation à l'extérieur ou dans les établissements scolaires, l'objectif est de développer de nouveaux publics à travers leur sensibilisation.

L'offre d'actions développées vers le public scolaire s'étoffe mais pas uniquement dans les établissements corréziens.

En effet, la compagnie Koubi développe aussi les projets de pratique amateur et auprès des personnes «empêchées».

Par exemple, un projet avec l'ODCV en direction des enfants en surpoids (pendant les vacances scolaires à Bugeat en Corrèze), et un projet de création avec les personnes en situation de handicap en lien avec Le GEMSEL (Groupement des Établissements Médico Socio Éducatifs du Limousin) et l'Association Tuberculture(Corrèze).

New Danse Studio

L'association New Danse Studio est un lieu de fabrique qui existe depuis plus de 40 ans à Brive. Elle réunit près de 200 adhérents autour des pratiques amateurs (cours de danse contemporaine, classique, modern' jazz, hip hop, yoga danse ...), de la médiation et du soutien aux équipes professionnelles.

Au-delà des cours de danse (10 disciplines enseignées), New Danse Studio met en place des conférences dansées, développe un projet chorégraphique et pédagogique sur l'année avec des amateurs volontaires, organise de nombreux stages de danse toutes disciplines confondues et promeut le développement de la culture chorégraphique, la sensibilisation au spectacle au travers d'actions de médiation.

Elle a tissé de nombreux partenariats avec les acteurs culturels locaux principalement du bassin de Brive ce qui l'amène à développer chaque année de nouveaux projets notamment sur l'éducation artistique et culturelle avec des ateliers en milieu scolaire.

Collège d'Allasac - Élèves de 5^{ème} et 4^{ème}

L'année 2020-2021 a permis au New Danse Studio de développer des ateliers "danse" au collège d'Allasac avec des séances de 2 heures les mardis après-midi en lien avec la professeure d'EPS.

En 2021-2022, des élèves volontaires participeront à des ateliers de pratique artistique, assisteront à des spectacles, suivront un cycle de découverte de la danse et ses différentes disciplines. En fin d'année scolaire, les élèves et leur professeur proposeront une restitution publique du travail mené tout au long de l'année à la salle culturelle d'Allasac.

Ecole Henri Sautet de Brive - Classe de CM1

La compagnie de La Grande Ourse proposera des ateliers de pratique pluridisciplinaire en lien avec la création de leur spectacle "Comme un printemps fragile". Ces ateliers de pratique artistique associant danse, conte et musique auront pour thème la rencontre amoureuse (sujet du spectacle).

En début puis en fin d'année, la classe viendra assister à des répétitions du spectacle "Comme un printemps fragile" au sein du New Danse Studio, à l'occasion de temps de résidence de la compagnie.

Ecole Jules Romain de Brive - Élèves de CE2 et CM1

Ce projet s'inscrit dans le parcours artistique et culturel du projet d'école qui amènera les élèves à explorer différentes formes d'expressions (langage oral, écrit, corporel) pour développer, chez chacun, leur capacité à s'exprimer pour être, agir et penser. Pauline Druart proposera des ateliers de pratique artistique en collaboration avec l'équipe pédagogique de l'école Jules Romain.

L'Empreinte, Scène nationale Brive - Tulle

76^{ème} Scène nationale du territoire et 7^{ème} de Nouvelle-Aquitaine, **L'Empreinte** est née en 2018, issue de la fusion des Treize Arches à Brive et des Sept Collines à Tulle.

Un projet artistique commun, visant à créer une dynamique d'ensemble sur un territoire élargi prenant en compte la nouvelle dimension régionale, est élaboré chaque année, créant autant de chemins possibles entre les scènes, les territoires et les habitants.

Pluridisciplinaire et fédératrice, L'empreinte, Scène nationale Brive - Tulle propose et organise une saison dans et hors les murs de plus de 65 spectacles donnant lieu à près de 200 représentations.

Avec une programmation adaptée et accessible à tous les publics, l'enjeu de l'éducation artistique et culturelle est au cœur des préoccupations de l'Empreinte et se décline sous différentes formes :

Actions de sensibilisation et ateliers de pratique artistique sont proposés dans les établissements du premier et du second degré

Atelier de pratique autour de la résidence de création d'une compagnie

- Compagnie AK Entrepôt prévue pour la saison 2020, avec 2 classes du collège d'Allasac (projet reporté suite au Covid)

Spectacles proposés directement au sein des établissements scolaires du second degré, parmi ceux les plus éloignés des théâtres de Brive et Tulle

- En 2019-2020, collèges de Seilhac, Lubersac et Bort-les-Orgues, lycées de Neuvic et Voutezac : des rencontres et/ou ateliers prolongent parfois les représentations.

Abonnements pédagogiques (saison 2018-2019 : 991) pour 16 établissements du 2nd degré + ESPE et CRD

Prix "Collidram" : prix national, décerné par les collégiens de différents établissements au texte de théâtre qu'ils choisissent parmi quatre pièces sélectionnées dans les parutions de l'année scolaire + découverte d'au moins une création de théâtre contemporain choisie dans la programmation de l'Empreinte

- pour la saison 2018/2019, participation des collèges de Bort-les-Orgues, Allasac, Victor Hugo de Tulle, Jean Moulin de Brive, Meyssac
- pour la saison 2019-2020, 3 classes participantes dans 3 collèges : Allasac (30 élèves), Lubersac (22 élèves), Victor Hugo à Tulle (28 élèves)
- pour la saison 2020-2021 : 4 classes participantes dans 3 collèges (90 élèves environ)

Partenariat avec l'agglomération de Tulle : accès à au moins 1 spectacle pour tous les enfants des écoles maternelles et élémentaires : 3 327 élèves + 404 enseignants concernés par le dispositif.

Lycéens au théâtre : participation au dispositif Région / Rectorat / DRAC qui propose aux enseignants de composer un parcours de 3 spectacles (théâtre contemporain et classique, théâtre musical, danse, cirque, opéra) pour un même groupe de lycéens

CHAM (Collège Clémenceau - Tulle) / CHAD (Collège Victor Hugo - Tulle) / CHAT (Collège Rollinat -Brive) : accompagner les élèves dans la découverte de la création chorégraphique, théâtrale et musicale contemporaine et favoriser les échanges avec les artistes programmés dans la saison

Écoles et classes, et effectifs concernés par des actions d'éducation artistique et culturelle :

niveaux	nbre étab. 18/19	nbre classes 18/19	nbre élèves 18/19	nbre étab. 19/20	nbre classes 19/20	nbre élèves 19/20
écoles maternelles	1	1	22			
écoles élémentaires	2	3	78	1	2	13
collèges	11	21	451	6	8	212
lycées	8	9	254	1	1	25
TOTAL	22	34	805	8	11	250

L'Auditorium Sophie Dessus à Uzerche

L'auditorium Sophie Dessus est un équipement municipal de 330 places qui a ouvert ses portes en janvier 2019. Véritable pôle culturel, l'Auditorium a pour ambition d'éveiller la curiosité du grand public et du jeune public lors de la diffusion de spectacles, mais également avec des actions de médiation culturelle à la rencontre des enfants, familles, scolaires, adultes, aînés ou publics éloignés.

L'auditorium propose plus particulièrement un dispositif d'éducation artistique et culturelle à travers différentes actions :

- programmation de spectacles sur le temps scolaire,
- mise à disposition de dossiers pédagogiques,
- possibilité de créer des parcours d'éducation artistique et culturelle : les élèves des écoles, collèges et lycées sont accueillis pour découvrir des spectacles afin de les encourager à s'ouvrir aux différentes formes artistiques, à débattre sur les spectacles, ou bien se questionner sur la place de l'artiste dans la société actuelle...

L'auditorium est accompagné dans cette démarche par des partenaires tels que la FAL de la Corrèze, les JMF, le Festival de la Vézère.

Saison 2019/2020 : 3 séances scolaires (Histoires d'accordéon de Pascal CONTET, Les Routouchons de la Cie Les Romain-Michel, Boy's don't cry d'Hervé KOUBI)

Saison 2020/2021 : organisation de "rencontres avec les artistes"

Lors de la saison 2019-2020, malgré de nombreux mois de fermeture lié à la crise sanitaire, l'Auditorium a accueilli plus de 1450 élèves.

Les structures culturelles présentées ci-dessus constituent les principales structures œuvrant sur l'éducation artistiques et culturelle en Corrèze mais il ne s'agit pas là d'une liste exhaustive car nombreux sont ceux qui contribuent sur leur territoire à développer des actions en faveur de l'éducation artistique et culturelle comme par exemple "Lost in traditions" sur le bassin de vie de Seilhac, la compagnie La Luzège en Haute Corrèze, la Fanfare de Donzenac ...

3 - Les dispositifs phares de l'EAC

L'éducation artistique et culturelle (EAC) a pour objectif d'encourager la participation de tous les enfants et les jeunes à la vie artistique et culturelle, par l'acquisition de connaissances, un rapport direct aux œuvres, la rencontre avec des artistes et professionnels de la culture, une pratique artistique ou culturelle. La généralisation de l'EAC implique la mobilisation de l'ensemble des acteurs ministériels, artistiques, culturels, associatifs, territoriaux pour développer des actions au plus près des territoires.

Les ateliers d'éducation artistique et culturelle

Ces dispositifs sont destinés aux établissements scolaires qui mettent en œuvre des ateliers avec des professionnels de la culture.

L'atelier artistique est un travail de pratique mené toute l'année entre un enseignant et un artiste ou un professionnel de la culture, proposant également des actions d'ouverture culturelle (spectacles, expositions).

Ces dispositifs offrent aux élèves volontaires de pratiquer une discipline artistique (musique, photographie, cinéma...) dans leur établissement tout en bénéficiant de l'encadrement d'enseignant(s) et de l'expérience d'un professionnel de la discipline en question.

S'il existe de nombreux ateliers d'éducation artistique et culturelle sur les trois domaines concernés par le schéma que sont la musique, la danse et le théâtre, ces ateliers sont ouverts à des domaines artistiques plus larges.

➔ Dispositif DRAC - Éducation Nationale

Un projet d'éducation artistique et culturelle vise à s'inscrire dans le parcours de réussite de l'élève. Les projets, lorsqu'ils sont pensés, organisés et conçus en parcours par l'équipe pédagogique et les intervenants concourent à renforcer les objectifs d'apprentissage du volet culturel du projet d'établissement en proposant des actions concrètes dans lesquelles se construisent et se consolident des compétences.

Dans le cadre de la politique interministérielle visant le 100% EAC pour les jeunes de 3 ans à 18 ans, la plateforme ADAGE est déployée sur tout le territoire national.

Cet outil numérique est :

- une base de données permettant aux usagers d'avoir accès à des ressources EAC : textes officiels, dispositifs, outils méthodologiques, contacts avec les structures culturelles grâce à un outil de recherche multicritères ;
- une plateforme de support technique, guichet unique permettant de remplir et de gérer les appels à projets académiques relevant de l'éducation artistique et culturelle ;

Cette plateforme comporte 2 types de volets :

- le volet recensement des actions suivantes :
 - les enseignements artistiques (classes à horaires aménagés, enseignements de spécialité et enseignements optionnels artistiques, chorale...);
 - les projets d'éducation artistique et culturelle, lesquels peuvent relever de trois ordres : les participations à un dispositif EAC national (école et cinéma, collège au cinéma, lycéens et apprentis au cinéma, création en cours...) ou local (prix Passerelle, A corps et à mots, lycéens au théâtre, Médiatiks, Funambulles...);
 - les actions relevant de l'ouverture culturelle (spectacles, conférences, évènements artistiques, voyages scolaires...), sans se limiter strictement aux arts. Les actions relevant notamment de la culture scientifique, technique et industrielle, de l'éducation aux médias et à l'information ou encore de l'enseignement moral et civique, sont également à recenser dans ADAGE.
- le volet servant de support aux "campagnes PACTE (Projets Artistiques et Culturels en Territoire Éducatif)" qui correspondent aux procédures d'appel à projets EAC Rectorat-Drac. Elles sont ouvertes

aux écoles et établissements désireux de déposer des projets répondant à un cahier des charges exigeant dont l'envergure requiert des moyens de financement spécifiques.

Ces appels à projets EAC Rectorat-Drac permettent chaque année scolaire d'organiser deux campagnes :

- une campagne principale, ouverte au 1er et au 2d degré, qui se déroule de mars à juin ;
- une campagne d'automne, ouverte au seul 1er degré jusqu'aux vacances de la Toussaint.

A l'issue du dépôt des projets, des commissions d'attribution des moyens sont organisées en juin et novembre.

Au-delà de la DRAC et du Rectorat, des structures culturelles d'envergure sur le territoire et des collectivités territoriales dont le Département sont invitées à participer à ces réunions afin d'avoir plusieurs avis sur les projets, les intervenants culturels ...

Les projets retenus dans le cadre de ces appels à projets seront ceux qui satisferont le mieux les critères d'évaluation et d'éligibilité suivants :

- une démarche pédagogique de qualité qui combine à la fois acquisition de connaissances, rencontre avec les œuvres, les artistes et les structures culturelles, et pratique ; une démarche qui, à ce titre, s'accompagne de productions d'élèves;
- une démarche de co-construction partenariale fondée sur le trinôme établissement scolaire/ partenaire culturel /collectivité territoriale;
- l'inscription durable de l'action dans un projet d'école/d'établissement et dans la dynamique d'un parcours d'éducation artistique et culturelle ;
- le nombre de niveaux, de classes, de professeurs, de disciplines, d'élèves concernés par l'action ; la contribution de l'action au projet de vie scolaire;
- le rayonnement de l'action au-delà du groupe d'élèves directement concerné et dans les autres temps de vie de l'enfant que scolaires ; la continuité entre le temps scolaire et le hors temps scolaire; les modes de valorisation envisagés pour les productions des élèves;
- la contribution du projet à l'amélioration d'un maillage territorial culturel et des liaisons inter-degrés et inter-cycles;
- La manière dont le projet prend en compte les spécificités du public auquel il s'adresse et contribue à une démocratisation artistique et culturelle;
- Le caractère innovant de l'action ; l'éventuelle place faite à l'éducation au et par le numérique.

L'éducation artistique et culturelle (EAC) tient une place importante en Corrèze grâce :

- à l'impulsion donnée par ce dispositif et sa coordination avec le dispositif départemental
- à l'implication toujours forte des principales grandes structures culturelles corréziennes qui ont toutes développées un volet éducatif, relais essentiel qui permet de mailler le territoire en tissant des liens étroits entre enseignants et artistes. À ce titre, il faut noter le remarquable travail mené en la matière par la FAL dans l'aide à la construction des projets principalement auprès des écoles.

Sur l'année scolaire 2017-2018, année de mise en œuvre du schéma, la DRAC a financé 68 projets pour un total de 4 931 élèves soit 50% de plus que l'année précédente (2 214 élèves).

Ce chiffre n'a cessé d'augmenter les années suivantes et ce sont plus de 6 200 élèves qui ont pu bénéficier de projets d'éducation artistique en temps scolaire et périscolaire dans les écoles, collèges et lycées corréziens en 2019-2020.

Malgré la crise sanitaire et à l'exception des projets inter-établissements, le nombre d'élèves concernés en 2020-2021 est en augmentation pour les collèges et les lycées (le nombre d'élèves dans les écoles restant stable).

À noter que plus de 60% des projets initiés durant la période de crise sanitaire ont pu être reportés et finalisés.

Année 2018-2019				
Type d'établissement	Nombre total de projets en ex Limousin	Nombre de projets en Corrèze	Nombre d'élèves concernés sur l'ex Limousin	Nombre d'élèves concernés en Corrèze
Ecoles	96	45	5875	1681
Collèges	67	22	3540	1409
Lycées	25	7	1164	661
Interétablissements	62	11	13104	2282
TOTAL	250	85	23 683	6033

Année 2019-2020				
Type d'établissement	Nombre total de projets en ex Limousin	Nombre de projets en Corrèze	Nombre d'élèves concernés sur l'ex Limousin	Nombre d'élèves concernés en Corrèze
Ecoles	136	56	9565	2576
Collèges	74	25	3077	1076
Lycées	32	9	721	202
Interétablissements	53	12	12881	2357
TOTAL	295	102	26244	6211

Année 2020-2021				
Type d'établissement	Nombre total de projets en ex Limousin	Nombre de projets en Corrèze	Nombre d'élèves concernés sur l'ex Limousin	Nombre d'élèves concernés en Corrèze
Ecoles	148	50	10264	2583
Collèges	102	25	6038	1762
Lycées	30	8	1349	243
TOTAL	280	83	17651	4588

➔ Dispositif départemental : les Ateliers d'Éducation Artistique

Le Département de la Corrèze, en plus des financements alloués dans le cadre du Schéma, a fait le choix de mettre en place des financements complémentaires à ceux de la DRAC et du Rectorat sur les Ateliers d'Éducation Artistique.

Ce choix a été guidé :

- par le fait que les disciplines artistiques pratiquées dans ces ateliers dépassaient le cadre de la danse, de la musique et du théâtre. En effet, la pratique artistique est une composante indispensable à la définition d'un projet EAC ; elle peut s'entendre au sens large et faire appel à des domaines variés : dessin, musique, danse, théâtre, mais aussi photographie, écriture, conte...
- par le constat que bon nombre de projets n'arrivaient pas, faute de budget, à mettre en place les trois piliers de l'éducation artistique et culturelle que sont le développement des connaissances des enfants, la pratique artistique et la fréquentation des œuvres et des artistes. En effet, sur certains territoires ruraux, l'accès aux œuvres ou aux spectacles nécessitaient des moyens plus conséquents.

Ce dispositif d'aides départementales est donc destiné aux établissements scolaires, en particulier sur les territoires ruraux, qui mettent en œuvre des ateliers d'éducation artistique avec des professionnels de la culture.

L'atelier artistique est un travail de pratique mené toute l'année entre un enseignant et un artiste ou un professionnel de la culture. Il propose également des actions d'ouverture culturelle (spectacles, expositions). Le dispositif offre aux élèves volontaires de pratiquer une discipline artistique (musique, photographie, cinéma...) dans leur établissement tout en bénéficiant de l'encadrement d'enseignant(s) et de l'expérience d'un professionnel de la discipline en question.

L'accompagnement financier, proposé par le Département de la Corrèze dans ce cadre, impulse une dynamique qui peut être constatée à l'aune du nombre de projets construits par les écoles et collèges.

2018 : 30 projets financés

2019 : 40 projets financés

2020 : 44 projets financés

2021 : 26 projets financés

2022 : 32 projets financés

Sur l'ensemble de la période, on constate que ces ateliers se développent sur l'ensemble de la Corrèze et notamment en milieu rural, ce qui correspond à un enjeu majeur pour le Département : la démocratisation culturelle et à l'égalité des chances en milieu rural.

Après la crise sanitaire traversée, nous constatons en 2022 une augmentation du nombre de projets présentés de 26 à 32, mais surtout une modification importante de la structure même des actions menées qui sont de plus grande envergure, souvent pluridisciplinaires et qui touchent un plus grand nombre de classes et d'élèves par projet, ce qui amène globalement le Département à financer les projets de manière plus conséquente.

En 2022, le soutien départemental apporté sur ces projets est de 28 000 €.

Zoom sur 2 projets remarquables

➔ Les élèves de l'école de musique d'Allasac au concert d'Ibrahim Maalouf à l'Olympia

En septembre 2019, après seulement quelques mois d'apprentissage et de pratique musicale, encadrés par les professeurs, les élèves ont eu l'opportunité d'aller à Paris rencontrer le trompettiste de renom Ibrahim Maalouf lors d'une Master class, et de jouer un morceau avec lui à l'Olympia.

Ibrahim Maalouf ayant beaucoup apprécié la prestation des jeunes musiciens, les a invités à revenir jouer avec lui, cette fois-ci officiellement, lors d'un concert donné le 24 septembre 2019, sur la scène mythique de l'Olympia !

Montagne

JEUDI 26 SEPTEMBRE 2019

ALLASSAC ■ Les deux classes orchestre ont joué avec Ibrahim Maalouf

Vingt-six musiciens à l'Olympia

Les classes orchestre du collège Marthe-Marthe-Faucher ont joué, mardi soir, sur la scène de l'Olympia pour accompagner le trompettiste Ibrahim Maalouf.

Marina Le Gall

C'était « magique », « extraordinaire ». C'était mardi soir et les jeunes des classes orchestre du collège Marthe-Marthe-Faucher d'Allasac s'en souviendront encore longtemps.

Les 26 jeunes ont pris la route pour monter à la capitale. Pas pour faire du tourisme, mais pour accompagner le trompettiste Ibrahim Maalouf et ses musiciens sur la scène de l'Olympia.

Des jeunes fiers et émus sur scène

Le temps de la chanson *Happy face*, l'orchestre a ravi le public, mais également l'artiste qui les avait



REPRÉSENTATION. Le temps d'un morceau, les collégiens ont montré leur talent. PHOTO: MONTAGNE

invité. « Ibrahim Maalouf et ses musiciens ont été impressionnés que des jeunes jouent aussi bien », indique l'association Orchestre à l'école.

Un morceau appris rapidement. « On a choisi le titre mi-juillet et on leur a transmis les partitions pendant l'été pour qu'ils en prennent connaissance,

explique Jean-François Courbis, le professeur. Dès la rentrée on s'est mis à travailler. »

Une prestation qui ne leur a pas fait peur mardi soir, devant 3.000 personnes.

« Ils étaient vraiment fiers », note-t-il. Certains avaient même versé quelques larmes d'émotion au moment de la sonnerie d'ouverture du public, de leurs

proches, mais également des professeurs et institutionnels venus de Corèze pour l'occasion.

Cette « expérience extraordinaire », ils s'en souviendront. D'autant plus que le périple précédent ne s'est pas limité à l'Olympia. Aujourd'hui, ils interpréteront quelques morceaux sur une péniche qui naviguera sur la Seine. ■

➔ Spectacle choral de 8 collèges du département

Depuis plus de 20 ans, les chorales des collèges se réunissent pour proposer, en fin d'année scolaire, une production artistique de qualité, réunissant environ 400 élèves (collèges de l'ouest du département) sur la scène de l'Espace des Trois Provinces à Brive. En 2021, le projet s'ouvre à d'autres disciplines en faisant participer des élèves d'acrogym et de danse.

Malheureusement, en 2020 et 2021, à cause de la crise sanitaire, la représentation de fin d'année a dû être annulée. Cette année-là, pour remplacer le passage sur scène, les élèves ont vu leur travail couronné par un montage vidéo diffusé sur Youtube.

Les bénéfices de cette expérience sont multiples :

- l'expérience de la solidarité autour de la participation à un même projet interdisciplinaire,
- la spécificité du contact avec la scène et la découverte du monde du spectacle,
- le rapport avec un public.

Les collèges concernés sont :

Collège Rollinat de Brive
Collège d'Arsonval de Brive
Collège J Soulange de Beaulieu
Collège A Fargeas de Lubersac
Collège E Freyssinet d'Objat
Collège Mathilde Marthe Faucher d'Allasac
Collège G Faidit d'Uzerche
Collège L Dautrement de Meyssac

Les classes à horaires aménagés

Les classes à horaires aménagés permettent à des élèves intéressés par une pratique artistique de bénéficier, en complémentarité de leur enseignement général, d'une formation spécifique (éducation musicale, pratique d'un instrument, de la voix, pratique de la danse et pratique du théâtre).

Les classes à horaires aménagés sont des dispositifs spécifiques construits en partenariat avec des institutions culturelles. Ces dispositifs prennent appui sur une équipe motivée et volontaire constituée autour d'un projet pédagogique global. Ils sont intégrés au projet d'école ou au projet d'établissement.

L'ouverture d'une telle classe s'effectue dans le cadre de la carte scolaire. Elle s'inscrit dans les schémas départementaux pour les enseignements artistiques mis en place avec les collectivités territoriales.

La formation dispensée dans ces classes fait l'objet d'une évaluation régulière qui s'exerce au sein de l'école ou du collège et au niveau académique. La concertation entre l'ensemble des partenaires intervenant dans la formation concourt à la mise en place d'une observation continue de l'élève.

Musique : cet enseignement s'adresse aux élèves de l'élémentaire et du collège à raison de 3 à 5 heures hebdomadaires pour les classes de CE1 et CE2, de 3h30 à 5h30 hebdomadaires pour les classes de CM1 et CM2. Cet enseignement est dispensé dans les conservatoires et écoles de musique agréés et dans les établissements scolaires concernés. Dans ce cadre, les pratiques instrumentales collectives peuvent être développées.

Danse : cet enseignement s'adresse aux élèves de l'élémentaire et du collège à raison de 5h30 à 6h30 hebdomadaires pour les classes de 6ème, 5ème et 4ème et de 5h30 à 7h hebdomadaires pour les classes de 3ème. Cet enseignement est dispensé dans les conservatoires et écoles de danse agréés et dans les établissements scolaires concernés.

Théâtre : cet enseignement s'adresse aux élèves de l'élémentaire et du collège à raison de 3h à 6h dont 2h minimum consacrée au jeu théâtral. Cet enseignement est dispensé dans les conservatoires et dans les établissements scolaires concernés.

(source : Ministère de la Culture)

➔ CRD Tulle

CHAM au Collège Clemenceau :

Un dispositif classes à horaires aménagés musique (CHAM) existe depuis 2010 au collège Clemenceau pour les élèves de la 6^{ème} à la 3^{ème}. L'aménagement des horaires se matérialise par l'équivalent d'une ½ journée libérée par semaine pour que les élèves puissent se rendre au CRD de Tulle pour suivre leur cursus musical, en majorité dans le temps scolaire. Les élèves bénéficient, en plus du cursus normal, d'une heure d'Éducation Musicale dédiée avec leurs professeurs du collège et d'ateliers dédiés avec leurs professeurs du conservatoire.

Nombre d'élèves concernés en 2017 - 2018 : 74

Nombre d'élèves concernés en 2020 -2021 : 66

CHAD au Collège Victor Hugo :

Ayant comme objectif majeur la proposition d'un véritable parcours d'éducation artistique et culturel, le dispositif s'adresse à des jeunes motivés, curieux, ouverts d'esprit, disponibles, sans niveau préalable requis et propose :

- une pratique de la danse contemporaine hebdomadaire au collège et au conservatoire,
- l'apport de connaissances avec le cours de culture chorégraphique hebdomadaire (alternance de cours sur la danse et la musique),
- des sorties collectives organisées à l'Empreinte,
- des rencontres avec des professionnels,
- la création d'une chorégraphie originale par les élèves et la représentation devant un public

Horaires et lieux :

	Mardi 15h/17h	Judi 15h/17h	Vendredi 13h/14h	Vendredi 15h/17h	Hors tps scolaire
6 ^{ème} /5 ^{ème}	2h de pratique au CRD avec professeur du Conservatoire		Culture chorégraphique avec professeurs de musique et d'EPS (1 ^{er} & 2 ^{ème} trimestre)	2h de pratique avec professeur d'EPS	
4 ^{ème} /3 ^{ème}		2h de pratique avec professeur d'EPS	Culture chorégraphique avec professeurs de musique et d'EPS (3 ^{ème} trimestre)		Cours suivi au CRD en fonction du niveau de l'élève

- Nombre d'élèves concernés en 2017 - 2018 : 16
- Nombre d'élèves concernés en 2020 -2021 : 26

➤ **CRD Brive**

Classes à horaires aménagés musique/ danse/ théâtre avec le Collège Rollinat, tous les vendredis après-midi, dans les locaux du Conservatoire.

À la rentrée 2019/2020, ce sont 27 heures hebdomadaires de pratiques pour 96 élèves répartis comme suit :

27 CHAM, 24 CHAD, 45 CHAT ; pour comparaison, ce dispositif concernait 77 élèves en 2018/2019.

Les classes à horaires aménagés bénéficient d'un aménagement de l'emploi du temps scolaire intégrant les cours au conservatoire sans aucune modification dans le programme scolaire.

➤ **Classes à horaires aménagés Éducation Artistique et Culturelle / Collège d'Arsonval à Brive**

Cette classe, qui peut accueillir jusqu'à une vingtaine d'élèves, contribue à l'acquisition d'une culture partagée, riche et diversifiée.

Elle permet, grâce à un créneau de 2h/semaine, un enseignement artistique et culturel renforcé dans divers domaines : arts plastiques, théâtre, musique, lettres, danse, cinéma.

Ses principaux objectifs :

- renforcer l'acquisition de connaissances,
- promouvoir une éducation à l'art par l'art,
- engager un groupe dans une dynamique de projets,
- faciliter l'accès à un parcours de formation d'excellence.

Une classe à horaires aménagés de ce type mêlant plusieurs disciplines artistiques est une première au niveau national.

Les classes « Orchestre à l'école »

Qu'est-ce qu'une classe « orchestre à l'école »?

Un orchestre à l'école est un dispositif transformant une classe entière en orchestre pendant 3 ans (en primaire ou au collège). L'orchestre devient une matière à part entière et les enfants reçoivent en moyenne 1h de cours d'instrument et 1h de cours d'orchestre par semaine.

Ce projet repose sur un partenariat impliquant toujours un établissement scolaire, un conservatoire ou une école de musique et une ou des collectivités territoriales.

Les professeurs d'écoles de musique ou de conservatoires se déplacent au sein des établissements scolaires et travaillent en étroite collaboration avec les professeurs de l'éducation nationale.

Les élèves qui, pour la majorité d'entre eux, n'ont jamais fait de musique, jouent dès le début en orchestre ; ils apprennent en parallèle la lecture de la musique et la technique instrumentale.

Pour cela :

- un instrument est prêté aux élèves pendant ces 3 ans : ils l'emportent chez eux la semaine et durant toutes les vacances pour pouvoir travailler leur technique,
- les professeurs adaptent leur pédagogie et utilisent un répertoire spécifiquement créé pour atteindre un niveau musical de qualité, indispensable à la valorisation des élèves.

Il existe aujourd'hui 6 classes « orchestre à l'école » en Corrèze dans 4 établissements (2 collèges et 2 écoles)

- ❖ 3 "classes orchestre" au Collège Mathilde Marthe Faucher d'Allasac en partenariat avec l'école de musique du Pays d'Allasac,
- ❖ 1 "classe orchestre" au Collège Eugène Freyssinet d'Objat en partenariat avec l'école de musique associative d'Objat,
- ❖ 1 "classe orchestre" à l'école Joliot Curie de Tulle en partenariat avec le Conservatoire à Rayonnement Départemental de Tulle,
- ❖ 1 "classe orchestre" à Groupe Scolaire La Salle de Brive en partenariat avec le Conservatoire à Rayonnement Départemental de Brive.

La plus-value de ce dispositif est incontestablement :

- ❖ l'accessibilité à l'enseignement artistique et culturel avec la gratuité pour les familles et le prêt d'un instrument à l'élève pendant 3 ans,
- ❖ le renforcement d'une nouvelle offre de pratiques collectives,
- ❖ le travail d'équipes et les nécessaires partenariats,
- ❖ la sensibilisation des élèves qui, potentiellement, pourront rejoindre les effectifs des conservatoires ou écoles de musiques du territoire.

Ces classes sont souvent financées par l'association « Orchestre à l'école » (prise en charge de 50% de l'achat d'instruments), les mairies, l'Éducation Nationale pour les heures de leurs enseignants, la DRAC sur certains projets et les conservatoires et écoles de musique.

Les financements de ces classes restent cependant faibles et rendent ce dispositif fragile. Certaines écoles en financent une partie avec des recettes de concerts (des bandas par exemple, voire sur les fonds propres des établissements).

En 2020, 2021 et 2022, suite aux difficultés rencontrées (impossibilité de faire des concerts et donc d'enregistrer des recettes), les 6 « classes orchestre » corréziennes ont été financées de manière exceptionnelle par le Département pour un montant global de 4 000 € / an.

À l'avenir, et parce que ce dispositif rencontre un succès grandissant, d'autres classes orchestre sont amenées à ouvrir. Sont actuellement en projet :

- ❖ 1 classe orchestre au Collège Voltaire (Ussel) en partenariat avec l'école Théadamuse
L'Orchestre sera composé d'accordéons chromatiques, d'accordéons diatoniques, de clarinettes, de violoncelles et de percussions. La composition de l'Orchestre avec de nombreux accordéons est une volonté d'ancrer ce projet sur le plan territorial, en faisant travailler la manufacture Maugein, en tissant des liens avec le Festival des Nuits de Nacre, le futur musée de l'accordéon...
- ❖ 1 classe orchestre au Collège Rollinat (Brive) en partenariat avec l'école de musique de Malemort
- ❖ 1 classe orchestre à l'école primaire d'Objat en partenariat avec l'école de musique d'Objat

Au total ce dispositif concerne actuellement près de 200 élèves corréziens

➔ Collège Mathilde Marthe Faucher d'Allasac

↪ Combien de "classes orchestre" ?

2017 : 1^{ère} classe orchestre avec 26 élèves (orchestre d'harmonie)

2018 : ouverture d'une 2^{ème} classe orchestre (instruments à cordes : guitares, guitares basses, violoncelles + flûtes)

2019 : ouverture de la 3^{ème} classe orchestre ("brass band" : trompettes, trombones, euphoniums, percussions)

↪ Combien d'élèves sont concernés ?

58 collégiens (5e, 4e, 3e)

↪ Temps de pratique :

2 h de pratique par semaine

5 professeurs de l'Ecole de musique Pays d'Allasac interviennent au collège

↪ Objectifs :

- * possibilité de découvrir un instrument et de pratiquer en collectif
- * rendre la musique accessible à tous
- * prendre sa place dans l'orchestre : confiance en soi
- * savoir, au bout de 3 ans, "se débrouiller" avec son instrument
- * élaborer une culture musicale par la pratique et l'écoute
- * être amené à découvrir et fréquenter des lieux culturels

Le dispositif classe orchestre peut être proposé, chaque année, aux élèves de 5^{ème} en raison d'une rotation des instruments, en effet, les instruments de la 1^{ère} session sont réutilisés pour les nouveaux musiciens de 5^{ème}.

Les classes « orchestre » au collège d'Allasac donnent lieu à la programmation de plusieurs concerts dont, en septembre 2019, la participation exceptionnelle des élèves au concert d'Ibrahim Maalouf à l'Olympia.

↪ Le financement / les partenaires :

- * l'Ecole de musique du Pays d'Allasac (EMPA) : finance l'intervention des professeurs de l'école de musique, une partie du "consommable" (huile pour pistons, anches...), une partie du parc instrumental, + Fanfare créée pour aider à financer grâce à ses prestations
- * le Collège : finance les heures du professeur d'éducation musicale + achat de petit matériel,
- * l'association Orchestre à l'école : finance la moitié du parc instrumental (env. 9 000€) et propose des rencontres avec des artistes, des concerts dans des lieux tels le Sénat, l'Assemblée Nationale...
- * la ville d'Allasac : finance le projet via une subvention attribuée à l'EMPA et le prêt à titre gratuit de la salle culturelle d'Allasac lorsque c'est nécessaire,
- * le Crédit Agricole CF : sous forme de subvention à l'EMPA pour le financement des instruments,
- * les Pianos d'Objat : partenaire référent pour les commandes d'instruments et gère le SAV,
- * la DRAC : dotation à l'établissement.

↪ Budget global

2021/2022 : 34 800€

Mise en place d'une souscription en ligne pour aider au financement => "La Trousse à projets"

Aides exceptionnelles CD 19

2020 : 1 500 €

2021 : 2 000 €

Photos et vidéos sur le site : www.empa-allasac.fr

➔ Collège Eugène Freyssinet d'Objat

↪ Combien de "classes orchestre" ?

2018 : mise en place de la 1^{ère} classe orchestre avec 29 élèves répartis sur 2 classes de 5^{ème}

2021-2024 : reconduction du projet 2021-2024 avec une nouvelle classe

↳ Temps de pratique :

Orchestre d'harmonie (vents et percussions).

2 h de pratique instrumentale par semaine, les mardis de 15h à 17h, réparties comme suit :

- 1h de cours d'instrument par groupe (5-6)
- 1h d'orchestre

4 professeurs rémunérés par l'Ecole de musique associative d'Objat (EMAO) et 2 professeurs mis à disposition (Mairie d'Objat et Éducation Nationale).

Afin de respecter au mieux le choix de l'élève, une période d'essai est organisée pendant laquelle, tous les élèves essayent tous les instruments. Les instruments sont mis gratuitement à la disposition de chaque élève pendant les 3 ans.

↳ Objectifs :

- * création d'un orchestre qui va grandir, évoluer, s'épanouir pendant 3 ans
- * épanouissement dans un projet partagé
- * implication des familles dans le parcours scolaire et artistique des enfants
- * promotion de la culture au sein de l'établissement, et accessible à tous

Durant ces 3 ans : plusieurs projets de concerts ont été proposés.

↳ Le financement / les partenaires :

Collège, Mairie d'Objat, Ecole de musique Pays d'Allasac, Association Orchestre à l'école, mécénat divers : 30 350 € sur 3 ans (CACF, Fondation SNCF...)

↳ Budget :

Total dépenses sur 3 ans = 38 115€

Aides exceptionnelles CD 19 :

2020 : 1 000 €

2021 : 1 000 €

➔ Ecole Joliot Curie de Tulle

↳ Combien de "classes orchestre" ?

Créé en 2010 à l'initiative d'une professeure du Conservatoire de Tulle et à l'attention des élèves de CP, ce projet est maintenant étendu aux classes de cycle 3.

↳ Combien d'élèves sont concernés ?

20 élèves de CP (1ère approche instrumentale)

38 élèves de CM1 et CM2 => découverte des instruments de l'orchestre en début de CM1 puis choix d'un instrument (saxophone, clarinette, trombone, contrebasse)

↳ Temps de pratique :

Pratique instrumentale hebdomadaire, le jeudi

Les instruments sont prêtés par le conservatoire de Tulle et restent à l'école pendant l'année scolaire.

↳ Objectifs :

- * découvrir la pratique instrumentale et pratiquer un instrument de musique de l'orchestre
- * donner accès à des enfants majoritairement issus de milieux socialement défavorisés

❖ *Objectifs pleinement atteints en 2021 puisque, pour clôturer l'année, un concert a été organisé en juin devant l'ensemble des élèves de l'école.*

De plus, à la rentrée de septembre 2021, une des élèves de CM2 s'est inscrite en classe de 6e CHAD pour poursuivre son activité artistique au collège.



↪ **Le financement / les partenaires :**

Action en partenariat avec le Conservatoire à Rayonnement Départemental de Tulle.
 Pour l'école pas de frais d'instruments car prêtés par le CRD de Tulle, ni de frais de personnels car les intervenants sont les professeurs du CRD de Tulle.

Aides exceptionnelles CD 19 :
 2020 : 500 €
 2021 : 500 €

➔ **Groupe Scolaire La Salle de Brive**

↪ **Combien de "classes orchestre" ?**

Mise en place d'une classe orchestre à la rentrée de septembre 2020

↪ **Combien d'élèves sont concernés ?**

29 élèves de CM1 dont 4 élèves ULIS

↪ **Temps de pratique :**

1 heure de pratique instrumentale sur le temps scolaire (1h/sem de 13h à 14h) => "pupitre" (= petits groupes d'instruments) au conservatoire avec les enseignants,

1 heure par semaine le mardi de 15h à 16h de "tutti" = grand groupe à l'école.

Les élèves ont pu découvrir les différents instruments avant de faire leur choix.

Depuis début mars 2021, les séances de pratique instrumentale ont commencé.

Lundi 13h-14h	Jeudi 13h-14h	Vendredi 13h-14h
Flûte	Percussions	Saxophone
Trompette		Trombone
Cor		
Clarinette		
Basson		

↪ **Objectifs :**

- * développer l'apprentissage d'un instrument dans le cadre d'une pratique musicale collective régulière s'inscrivant dans le Parcours d'éducation artistique et culturelle (PEAC)
- * impliquer les parents : s'assurer du soin apporté à l'instrument à la maison (convention de prêt d'un instrument signée par les familles et l'établissement), encourager l'enfant à réaliser ses exercices à la maison.
- * concevoir un projet à la fois éducatif, citoyen, social, culturel et artistique.

↪ **Le financement :**

OGEC (Organisme de Gestion de l'Enseignement Catholique) La Salle, Mairie de Brive, Association Orchestre à l'école.

L'établissement dispose d'un parc instrumental (26 000€) => 50% pris en charge par l'association OAE.

Pas de frais de personnel car action en partenariat avec le conservatoire et bénévolat des enseignants.

↪ **Les partenaires :**

L'établissement, la mairie de Brive, le luthier, le CRD de Brive



↳ Inauguration de la classe orchestre :

Les élèves de CM2 du dispositif Orchestre à l'École, ont réalisé, vendredi 22 octobre 2021, leur première audition devant un public.

Sur la scène du conservatoire de Brive, les élèves ont pu montrer l'étendue de leur talent et faire une petite représentation pour le plus grand plaisir, et la fierté, de chacun !



Aide exceptionnelle CD 19 :
2021 (CP mai) : 500€

III - Bilan du schéma 2018-2021

1 - Rappel des objectifs du schéma 2018-2021

En 2017, un nouveau Schéma Départemental de Développement des Enseignements Artistiques est élaboré, avec comme objectif principal, d'impulser une nouvelle dynamique de développement des enseignements artistiques sur 4 ans, dans un contexte budgétaire contraint, et ce avec 2 enjeux majeurs :

- ↳ l'égalité d'accès des élèves aux enseignements initiaux (musique, danse et théâtre),
- ↳ le développement équilibré des enseignements artistiques sur l'ensemble du territoire corrézien, avec en particulier un soutien des enseignements artistiques en milieu rural souvent moins dotés.

Ce nouveau schéma aura comme ligne directrice : un schéma concerté, opérationnel et évolutif dans le temps :

- ↳ une mission d'actualisation du schéma précédent en lien avec les acteurs locaux,
- ↳ un schéma recentré sur 6 grand axes de développement et des actions opérationnelles,
- ↳ une gouvernance associant les acteurs pour une co-construction dans le temps.

Adopté le 10 novembre 2017, le nouveau Schéma 2018-2021 prévoyait 6 axes de développement :

- **Axe 1 - Mettre en place une gouvernance : concertation régulière entre les acteurs pour un schéma coordonné et opérationnel**
 - Un comité technique force de proposition et un comité de pilotage décisionnaire pour mettre en œuvre le schéma
- **Axe 2 - Structurer et harmoniser l'enseignement artistique**
 - Développement des pratiques collectives et de la pédagogie de groupe, notamment dans les écoles périphériques
 - Tendre vers l'harmonisation de l'organisation des études par cycle
 - Définition, harmonisation et organisation des évaluations dans les cursus diplômants
- **Axe 3 - Favoriser un développement équilibré des enseignements artistiques sur l'ensemble de la Corrèze**
=> Irriguer le territoire pour une plus grande égalité d'accès aux enseignements artistiques
 - Recherche d'une plus grande rationalisation et mutualisation des moyens entre les écoles centre et les écoles périphériques
 - Réflexion autour d'un Parc Instrumental Départemental pour renforcer l'égalité entre les élèves et renforcement des expérimentations sur la mutualisation d'instruments
 - Développement de projets avec l'Éducation Nationale sur l'ensemble de la Corrèze via les outils numériques (TBI, tablettes...)
- **Axe 4 - Renforcer les liens entre les acteurs / Connecter les initiatives de terrain**
 - Lien entre les établissements d'enseignement artistique et les structures de création et de diffusion culturelle
- **Axe 5 - Mettre en place, réinventer des actions et outils de développement innovants**
 - Projets de type ateliers départementaux ou projets innovants liant, sur les territoires, l'art et le terroir
- **Axe 6 - Adapter les sources de financement aux évolutions territoriales et renforcer leur lisibilité**
 - Tendre vers un financement renforcé de l'intercommunalité
 - Œuvrer pour une meilleure lisibilité des aides départementales
 - Repenser les financements avec les écoles centres et les écoles périphériques
 - Assurer une meilleure lisibilité des aides départementales (aides aux non-résidents) auprès de la population

2 - Bilan des actions du schéma

Avant de dresser le bilan de ces années écoulées, il convient de préciser, si besoin est, que la crise sanitaire a contrarié la mise en place du schéma et de ses actions ces deux dernières années.

En effet, les réunions des différents partenaires du schéma, lorsqu'elles ont pu avoir lieu, ne se sont pas déroulées dans des conditions optimales. Les actions en direction du public scolaire, initialement programmées, ont été, au mieux reportées, au pire annulées. Quant aux conservatoires et écoles de musique, fermés puis rouverts avec des conditions d'accueil dégradées, ils se sont recentrés sur leur cœur de métier - l'enseignement de la musique, de la danse et du théâtre - tout en s'adaptant au contexte de crise et en inventant de nouvelles méthodes de travail et d'apprentissage. Le numérique a pris le relais des pratiques traditionnelles, de nouvelles formes de pédagogie ont émergé et permis, via le digital, de communiquer autrement et de réinventer les relations professeur/élève.

Au-delà des difficultés mais aussi de la créativité déployée pour maintenir le lien avec les élèves, cette crise sanitaire a induit un manque de visibilité à court terme qui a forcément nuit à la bonne mise en œuvre du schéma. Lors du comité de pilotage du mois d'avril 2021, des éléments de bilan ont été brièvement présentés, en voici une présentation plus approfondie.

➡ Installation d'une gouvernance de mise en œuvre du schéma

Le schéma prévoyait de mettre en place une gouvernance de mise en œuvre dudit schéma qui passait par deux comités distincts qui devaient, chacun, se réunir deux fois par an :

- 1 comité technique chargé plus spécifiquement de la réflexion sur les actions à mener et de la mise en œuvre pratique des actions nées de cette réflexion,
- 1 comité de pilotage chargé, lui, de valider les actions proposées par le comité technique.

La difficulté de réunir les acteurs de ces deux comités a rapidement montré les limites d'une telle gouvernance.

La disponibilité en termes de temps et de moyens humains, combinée à la crise sanitaire, n'ont pas permis la tenue de réunions collégiales telles qu'elles étaient prévues au départ (en nombre et par type de comité) : au final, seuls 1 comité de pilotage le 6 novembre 2018, un comité technique combiné à un comité de pilotage le 10 avril 2019, et un comité de pilotage élargi le 28 avril 2021 ont pu avoir lieu.

Par ailleurs, certains partenaires (les écoles de musiques associatives) n'étaient pas intégrés dans le comité de pilotage, et ne participaient donc pas à la validation des futures actions ; ce qui les a peut-être conduits à ne pas se sentir complètement impliqués dans la mise en œuvre des actions du schéma.

Pris individuellement, chacun a réalisé un travail conséquent de réflexion pour ses propres activités, mais la réflexion collective qui aurait dû se faire pour le schéma ne s'est pas déroulée comme espéré.

Il apparaît donc nécessaire de repenser la gouvernance et sa mise en place pour le prochain schéma.

En parallèle, une autre difficulté rencontrée est à souligner : la durée du schéma (3 ans) s'est avérée bien trop courte pour pouvoir mettre en place des projets sur du moyen terme et pouvoir en apprécier leur valeur.

➡ Financements des conservatoires et écoles de musique

L'action principale de cet axe consistait à repenser à la fois, les financements des conservatoires et écoles de musique, et le dispositif d'aides aux familles :

- d'une part, mettre en adéquation les critères de financement des conservatoires et écoles de musique avec les axes de développement du nouveau schéma et actualiser ceux-ci en fonction de la situation de l'enseignement artistique en Corrèze, dans une démarche prospective sur la durée du schéma,
- d'autre part, rendre plus lisibles les aides départementales notamment sur le dispositif d'aide aux familles (pour les non-résidents, en particulier).

Un travail mené en concertation avec les structures d'enseignement artistique a permis de redéfinir et d'affiner des critères devenus obsolètes.

Les objectifs spécifiques aux nouveaux critères ont été ainsi définis :

- soutenir les écoles de musique qui participent au maillage territorial en matière d'enseignement artistique pour une plus grande accessibilité à ces enseignements,

- application de critères communs à toutes les écoles de musique par souci d'harmonisation, mais sans bouleverser les équilibres financiers,
- disposer d'une lisibilité sur l'activité des écoles de musique par des demandes de justificatifs simples et efficaces (un questionnaire, à compléter et à joindre chaque année, au dossier de demande de subvention, des justificatifs de dépenses à hauteur du montant total de la subvention pour le versement du solde de la subvention).

Cette réévaluation des critères et ces nouveaux financements des conservatoires et écoles de musique ont permis des avancées significatives, lesquelles se sont traduites par 3 retombées positives pour tous :

- simplification
- lisibilité
- stabilité des aides (engagement du Département sur 3 ans)

A ces éléments s'est ajoutée une légère augmentation de l'enveloppe budgétaire dédiée aux conservatoires et écoles de musique par rapport au précédent schéma.

➔ Développer des projets alliant pratique artistique et utilisation du numérique

Deux actions avaient été inscrites dans le plan d'action du schéma :

- expérimentation de diffusion de spectacles programmés dans les structures d'enseignement (collèges / écoles) via le TBI (Tableau Blanc Interactif),
- réflexion sur l'opportunité de création d'un Parc Instrumental Départemental et renforcement des échanges entre les 3 écoles centres

Projets alliant pratique artistique et utilisation du numérique

- ↳ action conjointe Éducation Nationale / Département de la Corrèze / acteurs culturels et acteurs de l'enseignement artistique,
- ↳ projets alliant pratique artistique et utilisation du numérique
- 2018 : 2 projets réalisés (près de 550 élèves touchés)
 - ↳ action autour des percussions avec les conservatoires :
 - spectacle Marimba sur site ou par le biais d'une retransmission (via le TBI, avec l'aide technique de Corrèze TV) + 4 ateliers percussions => 7 établissements et près de 300 élèves
 - ↳ action autour de la danse avec la Cie Koubi
 - 10 ateliers dansés + diffusion répétition + échanges en direct entre élèves et danseurs => 7 établissements et près de 250 élèves
- 2019 : 2 projets réalisés (plus de 320 élèves touchés)
 - ↳ action autour de l'accordéon avec les conservatoires :
 - spectacle / concert de David Venitucci diffusé en différé via les outils numériques + 6 ateliers accordéon => 5 établissements et plus de 120 élèves
 - ↳ action autour de la danse avec la Cie Koubi
 - diffusion en direct dans les collèges d'une séance de répétition du spectacle "Boy's don't cry" de la Cie Koubi via les outils numériques + échanges en simultané entre les élèves et les danseurs + 10 ateliers dansés => 6 établissements et près de 200 élèves
- 2020 et 2021 : en raison de la crise sanitaire, aucune action n'a pu voir le jour

Que ce soit en 2018 ou en 2019, pour de la musique ou de la danse, les retours concernant ces actions ont toujours été positifs : les équipes enseignantes rappellent en effet l'importance de ces projets qui permettent l'ouverture culturelle d'élèves qui n'y ont pas ou peu accès et soulignent l'engouement de ces derniers pour y participer.

Réflexion sur l'opportunité de création d'un Parc Instrumental Départemental

Évoquée lors des comités de pilotage de 2018 et 2019, la problématique de la création d'un tel dispositif départemental s'est rapidement heurtée à plusieurs problèmes / questions :

- d'une part, il semblerait qu'il n'y ait pas ou peu de besoins identifiés dans les établissements, lesquels possèdent souvent eux-mêmes un parc de prêt d'instruments de musique,

- d'autre part, nous ne notons pas une problématique évidente sur l'empêchement des enfants pour cause d'accès insuffisant à un instrument.

La réflexion sur cet éventuel dispositif s'est donc éteinte d'elle-même.

Par ailleurs, il avait été noté qu'une étude sur le problème de l'entretien des instruments et du parc d'instruments que possèdent les conservatoires pourrait être menée, mais les besoins existaient surtout en matière de formation de personnel, ce qui est une compétence régionale.

Après réflexion, cette proposition ne paraît plus aussi pertinente car les conservatoires et écoles de musique confient leurs instruments à réparer aux magasins de musique et accordeurs de la région, lesquels ne verraient pas d'un bon œil l'ingérence du Département en la matière.

➔ Renforcer les liens entre les acteurs / Connecter les initiatives de terrain

Action principale proposée : l'organisation d'une rencontre thématique pour renforcer l'articulation entre les établissements d'enseignement et les structures de diffusion.

Ces "assises culturelles" regroupant artistes et enseignants des conservatoires et écoles de musique, autour d'une thématique choisie collégalement, devaient permettre aux uns et aux autres de se retrouver lors d'une journée au cours de laquelle ils pourraient échanger sur leurs pratiques, leurs envies, leurs besoins, leurs expériences.

Cette rencontre, qu'on aurait pu imaginer annuelle, devait être l'occasion pour ces acteurs de terrain de parler de ce qui les rapproche ou les distingue, de ce qu'ils peuvent s'apporter mutuellement, de ce qu'ils attendent les uns des autres.

En 2018, la thématique "Création artistique et outils numériques" semblait se dessiner, il ne restait plus qu'à déterminer le lieu, la date, le contenu et les modalités d'organisation pour que tout se mette en place en 2019 ou 2020.

Mais cette piste ne débouchera sur aucune action concrète, celle-ci n'étant pas une priorité pour les différents acteurs.

L'enthousiasme du départ dissout par le manque de temps et le manque de moyens humains à consacrer à cette initiative par l'ensemble des partenaires ainsi que l'absence de volonté collective, combinés à la crise sanitaire et au confinement, ont finalement eu raison de ce projet.

3 - Les principaux constats

Ce bilan et les évolutions observées permettent de dégager quelques constats qui sont autant de pistes d'amélioration à prendre en compte dans le futur schéma, notamment :

Les points positifs

Pendant la crise sanitaire, les équipes administratives et pédagogiques se sont mobilisées pour maintenir le lien avec les élèves par le biais de visioconférences et pour organiser, dès que cela était possible, les manifestations prévues notamment en direction des scolaires. Après une réorganisation nécessaire, les structures ont fait preuve d'inventivité pour maintenir leur activité.

Malgré la crise sanitaire, les actions définies comme prioritaires dans le schéma 2018-2021 ont pu être menées à bien : conventionnements et révisions des critères, actions alliant pratiques artistiques et utilisation du numérique.

On note également un fort développement des pratiques collectives, l'utilisation de la pédagogie de groupe, et la multiplication des concerts et masters class avec artistes invités que ce soit dans les "écoles centres" comme dans les écoles de musique.

À cela s'ajoute la richesse, en nombre et en qualité, des actions menées en matière d'éducation artistique et culturelle par l'ensemble des acteurs culturels et sur l'ensemble du territoire corrézien.

Enfin, le Département a joué son rôle de facilitateur à la mise en œuvre des actions durant toute la durée du schéma. Il conviendra dans le prochain schéma de renforcer les liens et les canaux d'informations pour que ce partage culturel se fasse de manière équilibrée sur tout le territoire.

Les points d'amélioration

- La durée du schéma (3 ans) est trop courte pour pouvoir envisager bâtir quelque chose de stable dans le temps, tant aux niveaux des projets qu'au niveau de la mise en place de groupes de travail opérationnels et efficaces,
- peu d'échanges entre les structures d'enseignement artistique
 - absence de projets communs et d'échanges sur les pratiques,
 - absence d'un réseau départemental des structures d'enseignement artistique en Corrèze,
- la crise sanitaire a révélé :
 1. un besoin de visibilité du travail des conservatoires et écoles de musique,
 2. un besoin de valorisation et de communication sur les actions d'éducation artistique et culturelle,
 3. un besoin d'un accompagnement financier des "classes orchestre à l'école" afin de pouvoir les maintenir et les développer dans les collèges et écoles du département, ce dispositif étant salué par les conservatoires et les établissements scolaires de façon unanime.

IV - Schéma 2022-2028

Le Schéma Départemental de Développement des Enseignements Artistiques est un outil évolutif. Il fixe des objectifs et des orientations, mais ce cadre n'est pas figé. Les dispositions peuvent faire l'objet de réorientation ou de régularisation si les procédures de suivi et d'évaluation concluent à cette nécessité.

1 - Axes de développement

Face aux constats du SDDEA 2018-2021 et aux difficultés rencontrées par l'ensemble des acteurs sur ces deux dernières années, le Département de la Corrèze souhaite, dans le cadre du nouveau schéma, se positionner dans un rôle de facilitateur et de garant des équilibres territoriaux afin de soutenir au mieux l'ensemble des acteurs de l'enseignement artistique et de l'éducation artistique et culturelle.

Ce positionnement correspond parfaitement à ce que les conservatoires et écoles de musique attendent du Département, en-dehors d'un soutien financier qu'elles estiment par ailleurs essentiel.

C'est dans cette logique et en étroite concertation avec les conservatoires et écoles de musique que des axes de développement et des actions prioritaires constituent le cadre du nouveau schéma départemental de développement des enseignements artistiques.

Ces axes et actions ont été proposés au comité de pilotage du schéma le 1^{er} mars 2022 qui a donné un avis favorable sur ceux-ci.

Dans la présentation ci-dessous les actions définies comme prioritaires seront identifiées par le symbole suivant "❶".

Axe 1 – Garantir un travail durable et efficace

L'objectif est d'ajuster la durée du schéma pour mettre en place les actions de manière sereine en laissant le temps aux échanges

↪ **Action 1.1 : Porter la durée du schéma de 3 à 6 ans** ❶

L'objectif est d'organiser la gouvernance pour que chaque structure se sente complètement impliquée dans le processus de réflexion et de mise en œuvre du schéma

↪ **Action 1.2 : Intégrer les responsables des écoles de musique dans les comités techniques** (instance de propositions opérationnelles) **et comités de pilotage** (instance de décision) ❶

Axe 2 - Poursuivre et consolider le soutien financier aux enseignements artistiques

L'objectif est l'équité et la stabilité des aides du Département. Il s'agit pour le Département de réaffirmer sa volonté de pérenniser les aides apportées aux conservatoires et écoles de musique de la Corrèze, tout en les réévaluant régulièrement (révision à mi-parcours du schéma)

↪ **Action 2.1 : Ajuster les aides aux conservatoires et écoles de musique au regard des évolutions constatées depuis 2018** ①

Aides fixées sur 3 ans, effectives dès 2023 pour la saison 2022-2023, avec un bilan à mi-parcours des actions par rapport aux critères et une nouvelle évaluation des aides pour les années 2026, 2027, 2028

L'objectif est d'apporter un soutien financier aux classes orchestre à l'école.

↪ **Action 2.2 : Financer spécifiquement les "classes orchestre à l'école"** ①

Axe 3 - Encourager l'émergence d'une dynamique partenariale

L'objectif est d'impulser des connexions entre les conservatoires et écoles de musique pour mettre en place un réseau départemental des structures d'enseignement artistique

↪ **Action 3.1 : Rencontre annuelle entre les structures d'enseignement artistique** ① (Directeurs de conservatoires et présidents et ou directeurs d'écoles de musique)

Outil de cohésion du réseau départemental : espace de concertation et de co-construction où chacun peut s'exprimer sur les difficultés rencontrées, les solutions apportées, les démarches en cours, les besoins, les projets, etc.

↪ **Action 3.2 : Journées professionnelles en direction des professeurs**

Journée "rencontres / ateliers" (fréquence à déterminer) pour les enseignants des conservatoires et écoles sur des thématiques spécifiques ou transversales proposées collégalement en comité technique - *ex : l'enseignement artistique auprès de publics en situation de handicap*

Ce temps d'échange, qui pourra être annuel, permettra aux différents acteurs, toute discipline confondue, de mieux se connaître pour ensuite mieux travailler ensemble.

Les dates et contenus de ces rencontres seront décidés collégalement en comité technique.

Pour les structures d'enseignement artistique, la participation à ces rencontres sera un des éléments qui sera pris en compte dans les évaluations à mi-parcours des aides.

Axe 4 - Valoriser et soutenir les actions des structures d'enseignement artistique

L'objectif est de valoriser les structures d'enseignement artistique auprès des communes, des établissements scolaires et plus largement des corréziens. Ces actions permettront de faire connaître les nombreuses actions réalisées par les conservatoires et écoles de musiques et participeront à leur attractivité.

↪ **Action 4.1 : Réalisation d'une vidéo de promotion présentant le travail des structures d'enseignement artistique** ①

2 formats : long pour une valorisation de toutes les structures et court pour les réseaux sociaux
L'opérationnalité de cette action sera définie de manière collective en comité technique.

↪ **Action 4.2 : Communiquer auprès des communes proches sur les actions menées par des écoles de musique** ①

Certaines écoles de musique, souvent gérées par des bénévoles, manquent de temps pour réaliser une information structurée en direction des communes sur les actions qu'elles peuvent mettre en place. Le Département pourra les aider dans cette démarche soit de manière individuelle, soit collectivement en communiquant sur les actions mises en place par tous les conservatoires et écoles de musique, comme c'est le cas par exemple pour l'action de démonstration d'instrument dans les écoles.

L'objectif est de rendre visibles les actions de chacun, partager les informations sur les ressources culturelles du territoire.

↪ **Action 4.3 : Réaliser une newsletter simple pour les conservatoires, écoles de musique et associations culturelles du territoire travaillant sur l'EAC => 1 à 2 fois /an ①**

L'idée est de mettre en place une newsletter simple dans un premier temps à destination des conservatoires et écoles de musique, puis par la suite ouverte aux structures culturelles travaillant sur l'EAC en Corrèze.

Cette newsletter sera rédigée par les conservatoires et écoles de musique sous forme de brève avec des liens et le Département en assurera l'équilibre et la cohérence, la mise en page et le transfert à tous par mail.

- Périodicité à réévaluer si besoin : 2 fois / an + dates à déterminer collégalement en comité technique
- Informations couvrant les 3 domaines musique / danse / théâtre, les projets des EEA, les spectacles des conservatoires et écoles de musique, les grandes actualités nationales relative à ces structures ...

L'objectif est de donner accès à des ressources pédagogiques.

↪ **Action 4.4 : Reconstitution de l'accès aux ressources numériques de la Philharmonie de Paris ①**

Poursuite de l'action menée en 2021 et 2022 : financement par le Département d'un abonnement pour un accès gratuit à la ressource numérique "La Philharmonie à la demande" pour l'ensemble des élèves et professeurs des conservatoires et écoles de musique.

Ressources disponibles sur "La Philharmonie à la demande"

- une bibliothèque numérique de la Cité de la Musique et de la Philharmonie de Paris
- 60 000 références représentant tous les genres musicaux
- accès en ligne illimité aux documents dans leur intégralité (streaming), consultable sur tous supports (ordinateur, tablette, smartphone)

L'objectif est de valoriser le travail accompli tout au long de l'année par les élèves des "classes orchestre à l'école" et ceux des conservatoires et des écoles de musique en leur proposant un temps de restitution face au public dans un lieu du Département (ex: Sédières).

↪ **Action 4.5 : Organisation d'une fête des structures d'enseignement artistique**

Journée festive dans un lieu du Département, tel Sédières, où les élèves pourront montrer à leurs parents et au public le travail mené sur l'année que ce soit en danse, musique ou théâtre en proposant des spectacles de forme légère en intérieur ou extérieur.

Toutes les structures et formations ne participeraient pas chaque année mais le travail des classes orchestre et les spectacles déjà travaillés dans les conservatoires et écoles de musique pourraient être mis en valeur au fil du schéma.

=> Cette action qui demande une réflexion et une organisation sera travaillée en comité technique afin d'évaluer les possibilités de mise en œuvre concrète : date, fréquence, nécessités techniques ...

Un travail sur un répertoire commun pourrait également être envisagé à terme sur plusieurs structures.

Axe 5 – Valoriser et renforcer les projets d'éducation artistique et culturelle

L'éducation artistique et culturelle privilégie le contact direct avec les œuvres, les artistes et les institutions culturelles, dans le cadre des enseignements artistiques comme dans celui des actions éducatives. Par sa politique en faveur des scolaires, notamment les collégiens, le Département souhaite donner aux jeunes Corrèziens la possibilité de découvrir une diversité de champs et d'espaces artistiques culturels autour des trois disciplines inscrites dans le schéma.

L'objectif de ces actions est de mettre en avant l'ensemble des projets menés en matière d'éducation artistique et culturelle que ce soit par les conservatoires et écoles de musique ou par les acteurs culturels corréziens

↪ **Action 5.1 : Valoriser et renforcer les actions menées dans le cadre scolaire et notamment en direction des collèves**

↪ **Action 5.2 : Valoriser les actions d'éducation artistique pluridisciplinaires, inter-établissements et en direction de publics spécifiques**

L'opérationnalité de ces actions sera définie au cours du schéma en comité technique.

2 - Les premières actions mises en œuvre

Révision des aides aux conservatoires et écoles de musique

Il s'agit de l'action 2.1 du SDDEA 2022-2028.

L'objectif pour le Département de la Corrèze est de poursuivre et consolider le soutien financier aux structures d'enseignement artistique (conservatoires et écoles de musique) dans un souci d'équité et de stabilité. Tout comme en 2018, la volonté est de poursuivre le travail engagé selon trois principes : simplification, lisibilité et stabilité des aides.

C'est ainsi que le Département maintient l'enveloppe financière dédiée aux subventions pour les conservatoires et écoles de musique à 408 000 € en réaffectant l'aide auparavant attribuée à l'association "Icoranda" sur les structures d'enseignement artistique, et principalement sur les écoles de musique, en fonction du bilan du schéma 2018-2021. Ces aides, applicables dès 2023 (pour la saison 2022-2023) seront votées annuellement et fixées pour 3 ans au terme desquels un bilan à mi-parcours sera réalisé (sur la base des critères déjà utilisés). Ce bilan pourra donner lieu à un rééquilibrage des aides pour les 3 années suivantes. Le bilan à mi-parcours se fera en 2025 (saison 2024-2025) et des modifications seront apportées, le cas échéant, sur les montants des aides 2026, 2027 et 2028.

Les révisions adoptées tiennent compte d'un indicateur quantitatif (l'évolution du nombre d'élèves inscrits) et d'indicateurs qualitatifs déjà utilisés en 2018 :

- le nombre de professeurs (dont nombre professeurs qualifiés),
- l'offre de cours collectifs,
- le travail en commun avec un CRD ou autres écoles de musique,
- les interventions en milieu scolaire (hors "classes orchestre à l'école" qui font l'objet d'une proposition de financement spécifique),
- les interventions hors les murs (hors milieu scolaire).

A ces critères s'ajoutent, pour les "écoles-centres" uniquement :

- le nombre d'antennes,
- le nombre de disciplines enseignées,
- la part des financements intercommunaux,
- l'aide à l'équité territoriale en faveur des familles (aide permettant de diminuer les tarifs pour les familles les plus éloignées des structures d'enseignement artistiques).

Les montants des aides attribuées annuellement aux conservatoires et écoles de musique sur la période 2023-2025 sont détaillés dans le tableau présenté ci-dessous.

	Montant attribué annuellement sur le schéma 2018-2021	Montant des aides annuelles 2023-2025	Variat* p/r à 2018
ECOLE THEADAMUSE	126 380 €	126 600 €	220 €
CRD TULLE	115 539 €	115 700 €	161 €
CRD BRIVE	83 730 €	83 800 €	70 €
ECOLE DE MUSIQUE DU PAYS D'ALLASSAC	14 971 €	15 650 €	679 €
ASSOCIATION BANDA D'OBJAT	13 320 €	13 900 €	580 €
ECOLE DE MUSIQUE INTERCOMMUNALE VÈZÈRE CAUSSE / LARCHE	14 420 €	14 900 €	480 €
ECOLE DE MUSIQUE L'ÉTINCELLE BRANCEILLAISE	6 420 €	6 800 €	380 €
ECOLE DE MUSIQUE MALEMORT	16 410 €	16 700 €	290 €
ECOLE DE MUSIQUE ACCORDS / BEAULIEU	8 210 €	8 450 €	240 €
ATELIER MUSICAL VEZERE MONEDIERES MILLESOURCES / TREIGNAC	5 350 €	5 500 €	150 €
ASSOCIATION ICORANDA - EYGURANDE	3 210 €	0 €	
TOTAL AIDES AUX CONSERVATOIRES ET ECOLES DE MUSIQUE	407 960 €	408 000	

Pour les "écoles-centres", tout comme en 2018, le Département souhaite que, dans l'aide globale attribuée par le Département, une partie soit affectée à l'équité territoriale en faveur des familles.

Cette part de l'aide départementale a pour but de diminuer les tarifs d'inscription pour les familles les plus éloignées des structures d'enseignement artistique.

Ainsi en 2018, il a été demandé aux "écoles-centres" de concentrer cette aide sur les élèves ne résidant pas sur les communes d'implantation de l'école-centre ou de leurs antennes, qui ont été nommés les "élèves non résidents".

Le Département avait ainsi fléché pour chaque école-centre une part de l'aide à affecter à la diminution du reste à charge pour les familles les plus éloignées. Ce montant par "école-centre" avait été déterminé ainsi :

Ratio du nombre d'élèves non résidents dans chaque école/nombre total d'élèves non résidents appliqué à une enveloppe globale de 105 000 €.

Dans ce cadre, pour la durée du schéma :

- le CRD de Brive devait consacrer 29 730 €/an à la diminution des tarifs pour les élèves non résidents
- le CRD de Tulle devait consacrer 45 539 €/an à la diminution des tarifs pour les élèves non résidents
- Théadamuse devait consacrer 29 715 €/an à la diminution des tarifs pour les élèves non résidents

Le bilan du schéma 2018-2021 sur ce sujet fait apparaître que :

- le CRD de Brive a bien consacré 29 730 €/an à cette mesure,
- le CRD de Tulle a fait le choix, dans un objectif de développement des inscriptions des élèves hors Tulle et Argentat, de consacrer une part plus importante à la diminution du coût pour les familles non résidentes. Il a ainsi, sur 3 ans, consacré 10 292 € de plus que prévu,
- l'école Théadamuse n'a pas consacré les 29 715 €/an comme prévu en raison du passage d'un financement communal de l'école à un financement intercommunal qui a remis en cause la notion même de "non résidents". Les intercommunalités ne finançant que les activités des enfants, l'aide du CD fléchée a été utilisée pour, d'une part, harmoniser le tarif des élèves adultes quel que soit leur lieu de résidence, et d'autre part, réduire le coût de cotisation de tous les jeunes élèves, pour faciliter l'accès à l'enseignement artistique aux familles les plus modestes.

Sur le schéma 2022-2023, il est nécessaire de maintenir cette aide en direction des familles à la même hauteur soit 105 000 € au global.

La répartition par structure s'établira comme suit :

- conservation de la notion "d'élèves non résidents" et le même mode de calcul pour les CRD de Brive et de Tulle,
- pour l'école Théadamuse, ne plus utiliser la notion "d'élève non résident" n'ayant plus aucun sens dans sa situation, et y substituer une aide annuelle que l'école devra utiliser pour alléger le coût de ses prestations pour l'ensemble des pratiquants.

Le tableau ci-dessous fait apparaître les modes de calcul et fixe ainsi la part minimale de l'aide départementale que chaque structure devra consacrer à l'équité territoriale en faveur des familles.

Aide équité territoriale en direction des familles 2023-2028 pour les écoles centre				
	CRD BRIVE	CRD TULLE	ECOLE THEADAMUSE	TOTAL
Rappel aide équité territoriale en direction des familles 2018-2021 (part imposée par le CD sur le schéma 2018-2021)	29 730 €	45 539 €	29 715 €	104 984 €
Aide effective attribuée par les structures aux élèves non résidents en 2021	29 730 €	48 495 €	19 497 €	97 722 €
Nombre total d'élèves 2020/2021	879	589	Le financement de l'école par les intercommunalité a remis en cause la notion de "non résidents". L'aide CD a donc été utilisée au profit de l'ensemble des élèves. Vu le caractère rural de la Haute-Corrèze, cette "utilisation" correspond à l'esprit de l'aide en matière d'équité territoriale.	
Nombre d'élèves ayant bénéficié de l'aide CD 2020/2021	234	369		
Part des élèves "non résident" par structure dans le total des élèves non résidents des conservatoires (en %)	38,81%	61,19%		
Aide équité territoriale en direction des familles 2023-2028 Application sur un budget global de l'aide de 105 000 € (arrondis)	31 000 €	49 000 €	25 000 €	105 000 €

À noter que cette part minimale fléchée pour chaque structure sur l'équité territoriale en faveur des familles fera l'objet d'une mention particulière dans les conventions financières signées chaque année avec les "écoles centres". **Dans ce document, l'obligation sera faite aux structures d'enseignement artistique d'appliquer cette aide départementale et rendre lisible pour les familles la déduction qui en découle en faisant apparaître clairement cette aide départementale sur les factures des familles ou par le biais d'un courrier spécifique.**

B - Mettre en place un financement spécifique pour les « classes orchestre à l'école » des écoles et collèges corréziens

Il s'agit de l'action 2.2 du SDDEA 2022-2028.

➤ Qu'est-ce qu'une « classe orchestre à l'école » ?

Un orchestre à l'école est un dispositif transformant une classe entière en orchestre pendant 3 ans (en primaire ou au collège). L'orchestre devient une matière à part entière et les enfants reçoivent en moyenne 1h de cours d'instrument et 1h de cours d'orchestre par semaine.

Ce projet repose sur un partenariat impliquant toujours un établissement scolaire, un conservatoire ou une école de musique et une ou des collectivités territoriales.

Les professeurs d'écoles de musique ou de conservatoires se déplacent au sein des établissements scolaires et travaillent en étroite collaboration avec les professeurs de l'éducation nationale.

Les élèves qui, pour la majorité d'entre eux, n'ont jamais fait de musique, jouent dès le début en orchestre ; ils apprennent en parallèle la lecture de la musique et la technique instrumentale.

Pour cela :

- un instrument est prêté aux élèves pendant ces 3 ans : ils le rapportent chez eux la semaine et durant toutes les vacances pour pouvoir travailler leur technique,
- les professeurs adaptent leur pédagogie et utilisent un répertoire spécifiquement créé pour atteindre un niveau musical de qualité, indispensable à la valorisation des élèves.

La plus-value de ce dispositif est incontestablement :

- l'accessibilité à l'enseignement artistique et culturel avec la gratuité pour les familles et le prêt d'un instrument à l'élève pendant 3 ans,
- le renforcement d'une nouvelle offre de pratiques collectives,
- le travail d'équipes et les nécessaires partenariats,
- la sensibilisation des élèves qui, potentiellement, pourront rejoindre les effectifs des conservatoires ou écoles de musiques du territoire.

Il existe aujourd'hui 6 classes orchestre en Corrèze réparties sur 4 établissements (2 collèges et 2 écoles) :

- 3 "classes orchestre" au Collège Mathilde Marthe Faucher d'Allasac en partenariat avec l'école de musique du Pays d'Allasac
- 1 "classe orchestre" au Collège Eugène Freyssinet d'Objat en partenariat avec l'école de musique d'Objat
- 1 "classe orchestre" à l'école Joliot Curie de Tulle en partenariat avec le Conservatoire à Rayonnement Départemental de Tulle
- 1 "classe orchestre" à Groupe Scolaire La Salle de Brive en partenariat avec le Conservatoire à Rayonnement Départemental de Brive

À noter qu'un certain nombre de projets sont en cours de construction pour une mise en œuvre dès septembre 2022 :

- 1 classe orchestre au Collège Voltaire (Ussel) en partenariat avec l'école Théadamuse
- 1 classe orchestre au Collège Rollinat (Brive) en partenariat avec l'école de musique de Malemort
- 1 classe orchestre à l'école primaire d'Objat en partenariat avec l'école de musique d'Objat

➤ Proposition de financement spécifique des « classes orchestre à l'école »

Les sources de financement des « classes orchestre à l'école » ne sont pas nombreuses et rendent ce dispositif fragile. Certaines écoles en financent une partie avec des recettes de concerts (des bandas par exemple, voire sur les fonds propres des établissements).

En 2020, 2021 et 2022 suite aux difficultés rencontrées (impossibilité de faire des concerts et donc d'engranger des recettes), les 6 « classes orchestre » ont été financées de manière exceptionnelle par le Département pour un montant global de 4 000 € / an.

Face à l'intérêt que ces actions revêtent en termes d'accessibilité à la culture, le Département de la Corrèze fait le choix de pérenniser son soutien aux classes orchestre dans le cadre du SDDEA 2022-2028.

À compter de 2023 (saison 2022-2023) le Département financera ce dispositif en opérant une distinction entre les écoles et les collèges mais aussi en modulant l'aide en fonction des années de mise en place de ce dispositif. En effet, en année 1, année de création ou année de renouvellement de l'action à l'issue du cycle de 3 ans, les conservatoires et écoles de musique ont des dépenses plus conséquentes en raison de l'achat et/ ou du renouvellement des instruments.

Pour les écoles : forfait annuel (quel que soit le nombre de classe orchestre)

- Année 1 de la classe orchestre : 800 € si achat de matériel et prêt des instruments aux élèves sur 3 ans (sinon 500 €)
- Années 2 et 3 de la classe orchestre : 500 €

Pour les collèges : forfait annuel par classe orchestre constituée et plafonné à 3 classes orchestre par établissement scolaire

- Année 1 de la classe orchestre : 1 000 € si achat de matériel et prêt des instruments aux élèves sur 3 ans (sinon 500 €)
- Années 2 et 3 de la classe orchestre : 500 €

À noter que l'aide sera versée aux conservatoires et écoles de musique (sauf cas particuliers où un établissement scolaire financerait l'achat de matériel) et un courrier d'information relatif à l'attribution de ces aides sera envoyé aux écoles/collèges bénéficiant de ces actions.

Par ailleurs, cette aide départementale sera mobilisée uniquement sur les projets pour lesquels un financement communal ou intercommunal interviendra.

Au regard des projets de "classe orchestre à l'école" déjà en cours et des projets à venir, le Département y consacrera, dans le cadre du SDDEA, une enveloppe financière d'un montant de 7 000 €/ an sur 2023-2025 avec un bilan à mi-parcours en 2025 (saison 2025-2026) pouvant donner lieu à un ajustement de ces aides sur 2026-2028.

Réunion du 8 avril 2022

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission de la Cohésion Sociale

OBJET

POLITIQUE SPORTIVE DEPARTEMENTALE - DOTATIONS 2022

RAPPORT

La pratique sportive est tout à la fois un facteur de bien-être et de lien social pour les habitants du département, un argument marketing différenciant lorsqu'elle met en avant les spécificités naturelles de notre territoire et un élément d'attractivité lorsqu'elle s'accomplit à haut niveau.

En 2021, dans un contexte sanitaire peu propice à la pratique sportive, notre collectivité a poursuivi à hauteur de 1 583 730,39 € son accompagnement en faveur du mouvement sportif corrézien incluant notamment :

- ⇒ un partenariat avec **41 Comités départementaux** pour un montant global d'aides de 175 495 €,
- ⇒ des subventions allouées à **269 "clubs Corrèze"** pour un total de 250 060 €,
- ⇒ l'accompagnement de **22 clubs "élite" amateurs** pour 317 006 €,
- ⇒ un contrat d'objectifs passé avec le club professionnel **CA Brive Corrèze Rugby** pour un montant de 98 000 €,
- ⇒ une aide à destination des **17 sections sportives de collèges** et des **62 sportifs de haut niveau** que comptait notre département en 2021.

L'**emploi sportif associatif** a été soutenu à hauteur de 66 615 €. Ce montant inclut notre aide en faveur de l'association Profession Sport Limousin, dont l'activité principale et le siège se trouvent en Corrèze et dont l'action est indispensable à la pratique sportive en milieu rural, et comprend également notre contribution au financement de 10 emplois relevant du dispositif national "Agence Nationale du Sport".

Par ailleurs, **23 grandes manifestations** ont été financées à hauteur de 83 850 €. La Corrèze a ainsi eu l'honneur d'accueillir une manche de la Coupe du Monde de canoë-kayak à Treignac en octobre dernier réunissant 104 athlètes issus de 12 nations et à l'occasion de laquelle l'Equipe de France a remporté 8 victoires, 9 médailles d'argent et 9 médailles de bronze.

Le Département a poursuivi son action en faveur des sports de pleine nature, axe fort de d'attractivité touristique.

Le **label "Stations Sports Nature"** est un modèle original corrézien de pôles multi activités proposant une offre d'activité éducative, touristique et sportive tout au long de l'année. Au-delà de l'animation, ces structures participent au développement des territoires et sont souvent les premiers aménageurs et gestionnaires des équipements sports nature de leur secteur. Les **6 Stations Sports Nature** ont été financées à hauteur de 72 529 € en fonctionnement et 4 d'entre elles aidées également en investissement.

2021 a permis une **reprise de l'opération de séduction "Corrèze Destination Trails"** avec notamment la présence de notre collectivité et de Corrèze Tourisme sur les salons des Templiers à Millau et du marathon de La Rochelle.

De **nouveaux circuits ont été ouverts au titre du Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée (PDIPR)** sur les communes de Cornil, Favars, Viam, Ste-Marie-Lapanouze, Chaveroche, Sarran, Objat, Beyssac et Beyssenac afin d'offrir aux pratiquants des parcours supplémentaires à découvrir. Le Département a également participé à hauteur de 45 863 € au cofinancement de l'entretien des circuits existants afin de maintenir la qualité des sentiers.

Enfin, **15 associations corréziennes ont pu profiter des installations et du cadre de l'Espace 1000 Sources de Bugeat** grâce à une prise en charge d'une partie du coût du stage par le Département.

2022 sera-t-elle l'année du renouveau pour le sport ?

Après deux années très éprouvantes (confinement, couvre-feu, championnats annulés...), le sport semble avoir repris un nouveau souffle malgré une baisse confirmée du nombre de licenciés et de nombreuses contraintes telles que la diminution du nombre de bénévoles, la fermeture des buvettes qui grève le budget des clubs et limite la convivialité des rencontres.

Ainsi, le nombre de manifestations d'envergure attendues en Corrèze semble confirmer ce renouveau :

- championnats du Monde de canoë-kayak, à Treignac en juin,
- plusieurs championnats de France : course d'orientation, "24 heures pédestres", paddle ultra longue distance, aviron, pétanque, duathlon et para-canoë.

Ces manifestations permettront de mettre en avant le savoir-faire corrézien en termes d'organisation et de qualité d'accueil, de valoriser l'image sportive de notre département auprès des participants venus de toute la France, voire de pays étrangers. Elles offriront aussi l'occasion aux Corréziens d'assister à des animations sportives de qualité. C'est pourquoi, je vous propose de leur confirmer dès à présent la participation financière du Conseil Départemental dans la seconde partie de ce rapport.

En 2022, le Département entend renouveler les manifestations sportives qu'il organise en régie. "3-2-1... Sédières !" ouvrira la saison estivale du domaine départemental en alliant toujours course, randonnée et animations pour les enfants. De mêmes, les "Balades secrètes en Corrèze", dont le contenu a été travaillé avec l'Association des Maires de Corrèze et Corrèze Tourisme, s'égrèneront au fil de l'été afin de séduire une clientèle plus touristique et familiale.

Pour cela, je vous propose d'affecter un montant de 1 730 785 € de crédits de paiements au titre de la politique sportive départementale 2022, soit 1 617 785 € de crédits de fonctionnement et 113 000 € de crédits d'investissement comme exposé dans la première partie de ce rapport et d'adopter les aides présentées dans la seconde partie de celui-ci.

I. LA POLITIQUE DÉPARTEMENTALE SPORTIVE 2022

A. Soutien au mouvement sportif corrézien – fonctionnement - 1 300 285 €

A.1 - Soutien au monde associatif et à l'emploi

Les comités départementaux sportifs - fonctionnement : 190 000 €

Un comité départemental sportif est une association chargée de représenter une fédération nationale à l'échelle d'un département. Il est composé des clubs présents sur son territoire affiliés à la même fédération sportive nationale que lui. Il contribue à la mise en œuvre de la politique fédérale sur le territoire.

L'aide aux Comités départementaux permet de répondre à deux objectifs considérés comme majeurs dans le cadre de notre politique sportive : la pratique pour le plus grand nombre et la formation des jeunes.

A ce jour, notre département compte 50 comités en activité.

A cette aide financière vient s'ajouter la mise à disposition de locaux, avenue Victor Hugo à Tulle, pour héberger la "Maison départementale des Sports".

Les clubs sportifs - fonctionnement : 702 300 €

⇒ **Le club "élite" professionnel : CA Brive Corrèze Limousin** - fonctionnement : 98 000 €

Le Conseil départemental est un partenaire historique du CA Brive Corrèze Limousin. Il apporte donc son soutien financier au secteur professionnel de la section rugby au regard des missions d'intérêt général de celui-ci et de l'attractivité que la renommée de ce club représente pour le Département, conformément aux dispositions de l'article L. 113-2 du Code du Sport.

⇒ **Les clubs "élite" amateurs** - fonctionnement : 354 240 €

Vecteur de l'image de marque quand il est exercé à haut niveau, le sport d'élite en Corrèze s'impose comme un élément de promotion et de valorisation du département. La reconnaissance du label haut niveau et le choix des disciplines à soutenir ont été définis après une analyse approfondie et l'avis du Conseil Départemental des Sports.

Les clubs "Elite" corréziens, dont l'Équipe 1^{ère} évolue en championnat de France, mènent un travail sur 2 niveaux : le haut niveau et l'apprentissage.

La performance de ces clubs incite les jeunes à pratiquer la discipline et, à l'occasion de leurs déplacements lointains, ils assurent la promotion de la Corrèze.

Pour la saison 2021/2022, 21 clubs sont concernés en Corrèze (15 en sport collectif et 6 en discipline individuelle).

⇒ **Les clubs "Corrèze"** - fonctionnement : 250 060 €

Sont répertoriés dans cette catégorie tous les clubs, issus de disciplines individuelles comme collectives, évoluant au niveau local à inter-régional. Leur ambition n'est pas de viser le haut niveau, mais de proposer une formation de qualité, un lien social, une animation, le maintien de la santé de leurs pratiquants dans un cadre compétitif ou de loisirs. Leur dynamisme est indispensable à la vie sociale, aussi bien des jeunes que des aînées, particulièrement dans les territoires ruraux.

Pour la saison 2021/2022, 256 clubs "Corrèze" seront aidés dans le cadre de cette enveloppe.

Concernant les subventions 2023 attribuées aux "Clubs Elite" et "Clubs Corrèze", le Département souhaite maintenir, pour les années à venir, la lisibilité donnée aux associations sportives en n-1 sur les aides financières départementales de l'année n.

Aussi, la date de dépôt des dossiers de demandes de subventions 2023 sur le "Portail des Subventions" sera maintenue au 30 septembre 2022 afin de pouvoir proposer l'attribution des aides à ces clubs lors de la dernière réunion de la Commission permanente, en fin d'année 2022. Pour permettre l'enregistrement des dossiers, il est proposé la **création d'une AE** (Autorisation d'Engagement) à hauteur de **604 300 €** au titre de l'année 2023 pour ces 2 catégories de clubs.

☑ Les sportifs de haut niveau - fonctionnement : 34 000 €

Depuis 1982, la qualité de sportif de haut niveau s'obtient par l'inscription sur la liste ad hoc arrêtée par le Ministère des Sports. Il existe quatre catégories (ne correspondant pas de façon systématique à des classes d'âges déterminées) : "élite", "senior", "relève" et "reconversion".

Deux listes ministérielles supplémentaires existent pour les sportifs en devenir : "espoirs" et "collectifs nationaux" ainsi qu'une liste pour les arbitres et juges de haut niveau.

En 2022, la Corrèze compte 77 sportifs listés issus de 18 disciplines.

☑ Base vélo loisir de Sédières - fonctionnement : 15 000 €

La multiplicité des pratiques proposées sur ce site (VTT, vélo route, trial, bike park...) est un facteur d'attractivité que la collectivité et le Comité départemental de Cyclotourisme 19, qui gère cette base et en développe l'activité, s'attachent à faire connaître au grand public. Elle offre à ce jour 12 circuits VTT balisés et plus de 800 km de parcours route répondant aux pratiques familiales et sportives.

Véritable vitrine du vélo loisir en Corrèze, la fréquentation de la base rencontre un vif succès : plus de 3 800 personnes comptabilisées par la base hors randonnées organisées en 2021 et 507 demi-journées de location VTT.

☑ Les sections sportives des collèges - fonctionnement : 22 085 €

Les sections sportives scolaires, dispositif géré par l'Éducation Nationale, offrent aux élèves volontaires la possibilité de bénéficier d'un entraînement plus soutenu dans une discipline sportive proposée par l'établissement, tout en suivant une scolarité normale. Ce complément de pratique sportive approfondie doit motiver les élèves en leur donnant l'occasion de progresser et d'être valorisés dans leur sport de prédilection.

Elles permettent aux élèves d'atteindre un bon niveau de pratique sans pour autant avoir pour objet la formation de sportifs de haut niveau.

Pour l'année scolaire 2021/2022, 16 collèges sont concernés en Corrèze où il existe 19 sections sportives.

☑ Soutien à l'emploi sportif - fonctionnement : 52 000 €

⇒ Soutien au fonctionnement de l'association Profession Sport Limousin qui contribue, sur tout le territoire, au développement d'animations sportives et socio-culturelles de qualité tout en impulsant et en facilitant la création d'emplois permanents dans ces domaines. Profession Sport c'est une équipe de 30 ETP, 20 000 heures d'animations annuelles, 70 sports proposés, 150 structures partenaires, 65 communes couvertes et 230 000 km parcourus chaque année par les éducateurs.

⇒ Cette enveloppe est également fléchée sur une aide à l'emploi venant, sur le territoire corrézien, en **complément du dispositif de l'Agence Nationale du Sport** et ce, à hauteur de 4 575 € pour la création d'un emploi à temps complet ou au prorata du temps de travail pour un emploi à temps partiel.

☑ Subvention diverses - fonctionnement : 20 200 €

Cette ligne d'aide permet de soutenir chaque année une dizaine d'associations et organismes divers œuvrant dans le domaine sportif et ayant un objectif d'intérêt général mais ne répondant pas aux critères définis dans le cadre de la politique sportive comme, par exemple, le centre médico-sportif de Tulle, le Groupe Omnisports 19...

☑ Utilisation de l'Espace 1000 Sources Corrèze par les associations corréziennes - fonctionnement : 105 785 €

Afin que l'Espace 1000 Sources Corrèze soit le lieu privilégié des associations corréziennes pour l'organisation de leur stage et d'alléger les coûts pour les associations sportives, le Conseil départemental leur apporte un soutien financier sous la forme d'une subvention en remboursant à hauteur de 40 % le coût du stage (ce taux est porté à 50 % pour les associations relevant du secteur scolaire).

A.2 - Soutien aux événements sportifs corréziens

☑ Les grands évènements sportifs - fonctionnement : 109 915 €

Ce soutien aux manifestations d'envergure permet de valoriser l'image sportive de notre Département et de présenter aux Corréziens des animations sportives de qualité. En 2^{ème} partie du présent rapport, je sou mets à votre approbation l'attribution de subventions concernant les dossiers qui nous sont parvenus et qui s'ajouteront à celles attribuées lors des réunions de la Commission permanente du 28 janvier et du 4 mars 2022.

☑ Corrèze Destination Trails - fonctionnement : 31 000 €

La Corrèze, de par son relief, la beauté de ses paysages et la qualité de son environnement, est le terrain de jeu idéal pour la pratique du trail (course à pied en nature). C'est pourquoi, depuis 2016, le Conseil départemental développe plusieurs actions pour faire de notre département une véritable "Destination Trails" reconnue nationalement.

A ce titre, il propose un accompagnement financier particulier des quatre trails majeurs corrèziens d'envergure nationale, vecteurs de retombées économiques et touristiques.

En collaboration étroite avec Corrèze Tourisme, il mène une action de marketing territorial à travers cette discipline. Celle-ci se traduit notamment par une communication renforcée (réseaux sociaux, presse spécialisée) et par la présence sur les principaux salons thématiques nationaux dédiés à la discipline et correspondant à notre bassin de chalandise (Saintélyon, La Rochelle, les Templiers...).

"3-2-1... Sédières !" - fonctionnement : 6 000 €

Après deux années sans possibilité d'organiser de manifestation sportive d'envergure à Sédières, "3-2-1... Sédières !" s'inscrit dans la continuité des Foulées Gourmandes. Cette nouvelle manifestation mettra toutefois davantage l'accent sur le côté intergénérationnel et familial, sport bien-être plus que compétition.

Le programme sera le suivant :

- le "Sédières Nature Trail" : 3 courses de 5, 12 et 22 km encadrées par Horizon Trail 19 ;
- les "Randos du Château" : 2 randonnées pédestres de 11 et 16 km encadrées par Tulle Sentiers ;
- la célébration de la "Journée Olympique" en partenariat avec le Comité Olympique de la Corrèze ;
- des animations familiales : parcours de chasse au trésor, tyrolienne, visite gratuite de l'exposition estivale...

Paris 2024 - fonctionnement : 10 000 €

Depuis janvier 2020, le Département de la Corrèze est labellisé "Terre de Jeux 2024" par le comité d'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024, ce qui lui impose notamment de faire la promotion de cet évènement sur son territoire mais plus généralement celle de la pratique sportive et de ses bienfaits et mettant ainsi "plus de Sport dans la vie des Corrèziens".

Dans ce cadre, et en partenariat avec le Comité Olympique 19, plusieurs actions sont conduites :

- animation d'un groupe de travail des sites corrèziens labellisés "Centres de Préparation aux Jeux" (création d'un portail internet commun, préparation d'opérations de communication communes) ;
- séances de découverte proposées aux agents départementaux lors de la pause méridienne ;
- participation à un groupe de travail autour du label "Génération 2024" destiné au milieu scolaire afin d'accompagner les plus jeunes lors des temps forts de l'année : la "Semaine Olympique et Paralympique" (février), la "Journée Olympique" (23 juin) ;
- promotion de la Corrèze afin d'attirer les délégations à venir s'y entraîner et profiter de la qualité de nos installations situées dans un environnement naturel propice à la préparation sportive, physique et mentale ;

- engagement dans l'appel à projets national "Programme des Volontaires", qui permettra de participer à la détection de jeunes désireux de s'engager pour les Jeux.

L'ensemble des actions menées dans le cadre de "Paris 2024" sera présenté en Commission permanente lors de sa réunion prévue le 6 mai prochain.

Promotion actions sport diverses - fonctionnement : 2 000 €

Cette ligne d'aide permet de soutenir des projets ne répondant pas aux critères définis dans le cadre de la politique sportive, mais pour lequel une prise en charge financière apparaît opportune au regard de leur intérêt territorial.

B. L'engagement du Département en faveur des sports de pleine nature :

- fonctionnement : 170 500 €

- investissement : 113 000 €

**Les Stations Sports Nature - fonctionnement : 76 925 €
- investissement : 12 000 €**

Le label "Station Sports Nature" a été créé par le Département de la Corrèze avec l'objectif d'apporter un soutien et une reconnaissance à des structures proposant de la multi-activité sportive dont l'action est porteuse d'utilité sociale, génératrice d'emplois et d'activité économique. Par là, elles sont un élément essentiel de la revitalisation des territoires ruraux corréziens.

Le Département contribue à leur développement en leur octroyant une aide au fonctionnement formalisée par la mise en place d'une convention annuelle unique et une aide à l'investissement plafonnée à 2 000 € par structure.

6 associations sont à ce jour labellisées :

- Sports Nature de la Haute Dordogne (Station Sports Nature Haute Dordogne),
- Station Sports Nature Vézère Monédières,
- Marcillac Sports Nature (Station Sports Nature Ventadour – Lac de la Valette),
- Kayak Club Tulliste (Station Sports Nature Esprit Nature),
- Club de Canoë Kayak du Foyer Culturel et Sportif d'Uzerche (Station Sports Nature Vézère Passion – Pays d'Uzerche),
- Haute Corrèze Kayak Club (Station Sports Nature Haute Corrèze).

Favoriser l'accès des jeunes au sein des Stations Sports Nature

- fonctionnement : 14 000 €

Cette opération a pour but d'inciter les établissements accueillant des jeunes (écoles, collèges, ALSH...) à fréquenter les Stations Sports Nature en leur allégeant le coût des activités. Elle permet ainsi aux enfants placés sous leur responsabilité de pratiquer des sports de nature, encadrés par des éducateurs qualifiés.

Cette incitation consiste en une prise en charge à hauteur de 30% des frais d'activités au bénéfice de ces structures corréziennes.

☑ Plan départemental des itinéraires de promenade et de randonnée (PDIPR)

- fonctionnement : 43 000 €
- investissement : 8 000 €

De par la loi, le PDIPR assure la pérennité des chemins ruraux et des itinéraires de randonnée existants en mettant en valeur les richesses patrimoniales et en exergue les politiques départementales en matière de sports et de culture. Ainsi, un sentier inscrit au PDIPR devient inaliénable. Le PDIPR est un vecteur important de valorisation touristique de notre campagne corrézienne, qui détient s'il en est, toutes les qualités d'un territoire propice à la randonnée pour tous.

À ce jour, le PDIPR de la Corrèze compte 279 circuits de randonnée et 2 970 kilomètres inscrits.

Au titre du fonctionnement :

- 40 000 € sont fléchés pour aider les communes et communautés de communes à assurer l'entretien et le balisage des itinéraires du PDIPR,
- 1 500 € sont prévus afin de soutenir des actions de promotion des itinéraires de randonnée pédestre,
- 1 500 € serviront à cofinancer, avec les collectivités locales qui feront une demande d'inscription pour l'année 2022, les travaux d'ouverture de chemins ruraux du PDIPR.

Au titre de l'investissement : 8 000 € sont prévus pour doter les sentiers qui ont été inscrits lors de la commission du PDIPR du 9 février 2022, d'un panneau de départ conforme à la charte établie par le Conseil départemental de la Corrèze.

☑ "Balades secrètes en Corrèze" - fonctionnement : 3 000 €

Pour l'été 2022, le Conseil département de la Corrèze organise et propose les "Balades secrètes en Corrèze", clin d'œil à la campagne de marketing territorial de Corrèze Tourisme, en collaboration avec le Comité départemental de randonnée pédestre et les communes de Corrèze.

Ces balades à thèmes seront sélectionnées dans l'objectif de proposer des visites uniques, offrant une occasion de découvrir les trésors cachés et les richesses de notre territoire. Elles permettront aussi de marcher sans effort sur des parcours ludiques, au gré des animations proposées afin de séduire le public familial. Les parcours de 6 à 8 km, facilement accessibles, s'adresseront à tout public débutant ou initié.

La découverte du territoire avec les balades secrètes en Corrèze, c'est aussi le partage de moments conviviaux avec un café d'accueil, un ravitaillement à mi-parcours et un apéritif copieux associant les produits locaux labellisés "Origine Corrèze" à l'issue de la balade.

☑ Étude concernant les voies partagées multi-usages:

- fonctionnement : 20 500 €
- investissement : 74 000 €

La variété des paysages de la Corrèze, ses sites patrimoniaux rendent le département attractif pour tous les pratiquants de sports nature, quelle que soit leur pratique (randonnée, vélo, VTT, sports mécaniques...), comme pour les simples amateurs de balades.

En 2022, notre priorité sera de réaliser une étude sur la création et la mise en cohérence de voies partagées multi-usages qui utiliseraient une partie des réseaux existants (chemins inscrits au PDIPR, routes à faible trafic, voies forestières, tracés de voies de chemin de fer désaffectées...) en priorisant la liaison des points d'attractivité touristique au sens large (musées et sites touristiques remarquables, points de vue, lieux de découverte gastronomique...).

Cette étude sera basée sur une cartographie précise de l'existant réalisée par la Direction des Routes et servira de base à la redéfinition des priorités du Département en matière de politique de sport nature en concertation avec les collectivités locales et les comités départementaux concernés par les différentes pratiques.

☑ La commission départementale des espaces, sites et itinéraires relatifs aux sports de nature (CDESI) - fonctionnement : 2 000 €
- investissement : 1 000 €

Ces crédits permettront notamment de participer à la valorisation des Espaces, Sites et Itinéraires inscrits au Plan Départemental des Espaces, Sites et Itinéraires (PDESI). Les actions prévues sont les suivantes :

- aide à l'entretien de la Via Ferrata de Saint Martial Entraygues,
- aide à l'entretien du site d'envol du Puy de la Monédières à Veix.

☑ Actions d'animation et de sensibilisation - fonctionnement : 11 075 €

Cette opération concerne trois actions permettant de promouvoir des disciplines de pleine nature auprès de jeunes scolaires. Il s'agit :

- de la "Quinzaine de la Rando à l'École" menée par l'USEP 19 (près de 5 500 enfants en 2021),
- de la "Quinzaine de l'Orienteur" organisée par le Comité départemental de Course d'Orienteur 19 (annulée en 2021),
- et du programme "Educ'en ciel" géré par le Comité départemental de Vol Libre 19 (1 309 demi-journées d'animation en 2021, notamment l'été, à Sédières).

☑ Fonds d'aide au développement des sports nature - investissement : 13 000 €

Ce dispositif vise à soutenir tous projets d'investissement établis en faveur du développement des sports de nature notamment ceux présentant des dimensions sportives, touristiques et éducatives. Tout au long de l'année, les associations sports de nature (hors Station Sports Nature) ainsi que les collectivités locales peuvent déposer leurs dossiers de demande.

Ainsi, en 2021, le fonds d'aide a bénéficié au Comité Départemental de Cyclotourisme dans le cadre du Tour VTT de la Corrèze "La Corrézienne" et à la Société des Courses de Pompadour dans le cadre de l'achat d'un simulateur d'entraînement aux courses hippiques.

☑ Matériels divers sport - investissement : 5 000 €

Dans le cadre de la politique cyclable, l'achat d'éco-compteurs spécifiques destinés à mesurer la fréquentation de la partie corrézienne de "La Vagabonde" (V87) et des boucles départementales permettra de produire des données intéressantes à exploiter pour Corrèze Tourisme.

**☑ Convention de missions de service public avec l'Espace 1000 Sources Corrèze
- fonctionnement : 147 000 €**

Les missions de service public, objet d'une convention entre le Département et l'Espace 1000 Sources, concernent l'accueil, à titre gratuit, en journée, du public scolaire, des associations sportives de proximité pour une pratique sportive hebdomadaire et du milieu associatif départemental, tous secteurs d'intervention confondus, avec un tarif spécifique corrézien consenti par le Centre.

Le Conseil départemental s'est engagé à compenser les contraintes financières liées aux objectifs d'élargissement des publics et des modalités tarifaires d'accueil entérinées par le Conseil d'Administration de l'établissement et à verser, en faveur de "l'Espace 1000 Sources Corrèze" de Bugeat, une indemnité compensatrice annuelle révisée chaque année (*cf. 2^{ème} partie du présent rapport*).

En parallèle, dans le cadre du plan de relance et à l'horizon des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024, le Conseil départemental a souhaité moderniser cet équipement et ce, à hauteur de 710 000 € en 2022 avec notamment :

- 170 000 € pour la 1^{ère} tranche des travaux de traitement des façades,
- 270 000 € pour la rénovation des plateaux sportifs et de la piste d'athlétisme,
- 270 000 € pour l'engagement de la réhabilitation de la tribune et des vestiaires du gymnase.

Pour information, ces travaux font l'objet d'un vote dans le cadre du rapport "Bâtiments et moyens généraux - Dotations 2022".

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, nous vous proposons d'affecter les crédits de paiements selon les tableaux ci-dessous :

	BP 2021	CA 2021	BP 2022
Soutien au mouvement sport corrézien	1 300 285 €	1 173 807 €	1 300 285 €
Schéma vélo	11 000 €	5 388 €	20 500 €
Convention Espace Mille Sources	223 500 €	223 500 €	147 000 €
Politique sport nature	150 000 €	137 908 €	150 000 €
Total DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	1 684 785 €	1 540 603 €	1 617 785 €
-	-	-	-
Total RECETTES DE FONCTIONNEMENT	0 €	0 €	0 €
Politique sport nature	39 000 €	24 804 €	39 000 €
Schéma vélo	6 000 €	18 323 €	74 000 €
Total DEPENSES D'INVESTISSEMENT	45 000 €	43 127 €	113 000 €

• En résumé :

	Crédits de paiements 2022 DEPENSES	Crédits de paiements 2022 RECETTES
FONCTIONNEMENT	1 617 785 €	0 €
INVESTISSEMENT	113 000 €	0 €
TOTAL	1 730 785 €	0 €

Pour mémoire, au titre de 2022, les engagements concernant la politique sportive qui vient de vous être exposée dans le présent rapport seront effectués sur les enveloppes suivantes :

Programme	Type enveloppe	N° Enveloppe	Libellé de l'enveloppe
<u>DEPENSES</u>			
Soutien au mouvement sportif corrézien	AE	P161E03	Soutien Mouvement Sportif / Subvention 2022 - D
	EPF	P161E05	Subventions aux associations sportives et sport de haut niveau
	EPF	P161E04	Sport - dépenses directes/D
	AE	P161E01	Club Elite - Grands Événements Sportifs / D
	AE	P161E06	SAISON 2022-2023 CLUBS ELITE / D
Convention mission service public - Espace 1000 Sources Corrèze	EPF	P067E01	Mission de service public Convention /D
Politique Sports de Pleine Nature	EPF	P131E03	Subvention Sport Nature /D
	EPF	P131E01	Sport Nature - dépenses directes /D
	EPI	P131E05	Sport Nature - dépenses directes - investissement /D
	EPI	P131E04	Schéma Sport Nature - subventions investissement /D
Schéma Vélo	EPF	P155E01	Dépense Fonctionnement - Schéma Vélo route
	EPI	P155E02	Dépense Investissement - Schéma Vélo

Pour mémoire, au titre de 2022, les enveloppes au titre de la politique sportive exposées dans le présent rapport seront affectées sur les opérations suivantes :

Opérations	Dotations 2022
FONCTIONNEMENT	
Comités départementaux sportifs	190 000 €
Clubs "Corrèze"	250 060 €
Clubs "Elite" Professionnels	98 000 €
Clubs "Elite" Amateurs	354 240 €
Sportifs de haut niveau	34 000 €
Aide à la base VTT de Sédières	15 000 €
Sections sportives des collègues	22 085 €
Soutien à l'emploi sportif	52 000 €
Subventions diverses	20 200 €
Remboursement des stages à l'Espace 1000 Sources Bugeat	105 785 €
Grands Évènements Sportifs	109 915 €
"Corrèze Destination Trails" - <i>Subventions</i>	20 500 €
"Corrèze Destination Trails" - <i>Dépenses directes</i>	10 500 €
"3-2-1... Sédières !" - <i>Dépenses directes</i>	6 000 €
"Paris 2024" - <i>Subventions</i>	5 000 €
"Paris 2024" - <i>Dépenses directes</i>	5 000 €
Promotion Actions sport diverses - <i>Dépenses directes</i>	2 000 €
<i>SOUS-TOTAL / SOUTIEN AU MOUVEMENT SPORTIF CORRÉZIEN</i>	1 300 285 €
Aide aux Stations Sport Nature - fonctionnement	76 925 €
Favoriser l'accès des jeunes au sein des Stations Sports Nature	14 000 €
Plan Départemental Itinéraires Promenades Randonnée (PDIPR) - Entretien et balisage des itinéraires	40 000 €
Promotion des itinéraires de randonnée	1 500 €
Plan Départemental Itinéraires Promenades Randonnée (PDIPR) - Travaux d'ouverture de chemins	1 500 €
CDESI	2 000 €
"Balades secrètes en Corrèze" - <i>Dépenses directes</i>	3 000 €
Actions d'animation et de sensibilisation	11 075 €
<i>SOUS-TOTAL / POLITIQUE SPORTS DE PLEINE NATURE</i>	150 000 €
Convention de missions de Service Public avec l'Espace 1000 Sources Corrèze	147 000 €
<i>SOUS-TOTAL / CONVENTION MISSION SERVICE PUBLIC - ESPACE 1000 SOURCES</i>	147 000 €
Schéma Vélo - <i>Dépenses directes</i>	20 500 €
<i>SOUS-TOTAL / SCHEMA VELO</i>	20 500 €
TOTAL - FONCTIONNEMENT	1 617 785 €

Opérations	Dotations 2022
INVESTISSEMENT	
Schéma Vélo - Dépenses directes	74 000 €
SOUS-TOTAL / SCHEMA VELO	74 000 €
Achat de matériels - Dépenses Directes	14 000 €
Fond d'aide au développement des Sports Nature	13 000 €
Aide aux Stations Sports Nature	12 000 €
SOUS-TOTAL / POLITIQUE SPORTS DE PLEINE NATURE	39 000 €
TOTAL - INVESTISSEMENT	113 000 €
DOTATION GLOBALE EN FAVEUR DU MOUVEMENT SPORTIF CORRÉZIEN	1 730 785 €

Demande de créations - Autorisation d'Engagement (AE)

Désignation : Soutien au Mouvement Sportif - Subvention 2023
Catégorie : Pluriannuel
Montant : 604 300 €
Durée d'affectation : 2 ans

Désignation : Saison 2023-2024 Club Elite Professionnel
Catégorie : Pluriannuel
Montant : 98 000 €
Durée d'affectation : 3 ans

II. PROPOSITION D'ACCOMPAGNEMENT FINANCIER AU TITRE DE LA POLITIQUE DÉPARTEMENTALE SPORTIVE

Dans le cadre des propositions budgétaires présentées dans le présent rapport, je propose à l'Assemblée départementale de statuer sur les enveloppes suivantes :

A. Soutien au mouvement sportif corrézien

- ❶ FONCTIONNEMENT DE LA BASE DÉPARTEMENTALE DE VÉLO LOISIR DU DOMAINE DE SÉDIÈRES
- ❷ SUBVENTIONS DIVERSES
- ❸ GRANDS ÉVÈNEMENTS SPORTIFS
- ❹ CLUBS CORRÈZE

B. Politique départementale des sports nature

- ❶ FONCTIONNEMENT DE LA CDESI - Aide à l'entretien des sites inscrits au PDESI

C. Convention de missions de service public avec l'Espace 1000 Sources Corrèze

A. Soutien au mouvement sportif corrézien

❶ FONCTIONNEMENT DE LA BASE DÉPARTEMENTALE DE VÉLO LOISIR DU DOMAINE DE SÉDIÈRES

Afin d'étendre la fréquentation du site et de répondre à de nouvelles attentes, le Conseil départemental, en collaboration avec la Commune de Clergoux, la Communauté de communes du Doustre et du Plateau des Étangs a demandé en 2004 au Comité départemental de Cyclotourisme d'animer une base départementale de vélo loisir labellisée FFCT.

La base offre à ce jour 12 circuits VTT balisés et plus de 800 km de parcours route répondant aux pratiques familiales et sportives.

Véritable vitrine du vélo loisir en Corrèze, la fréquentation de cette base rencontre un vif succès : plus de 3 800 personnes comptabilisées par la base hors randonnées organisées en 2021, 507 demi-journées de location VTT. Au-delà de cet accueil grand public, la base départementale de vélo loisir de Sédières propose des stages, des séjours jeunes, l'organisation de deux manifestations et une école de VTT qui ne cesse de croître en effectif (plus de 80 jeunes).

Au-delà de ces actions d'animation, il convient de rappeler le travail d'entretien et de balisage effectué tous les ans sur l'ensemble du réseau de Sédières.

Aussi je vous propose de reconduire pour 2022 notre participation financière arrêtée à 15 000 € qui seront versés au Comité Départemental de Cyclotourisme 19 dans le cadre d'une convention que vous trouverez en annexe 1.

❷ SUBVENTIONS DIVERSES

Je propose à la Commission permanente du Conseil départemental d'allouer en faveur des associations œuvrant dans le domaine sportif répertoriées dans le tableau ci-après, les subventions départementales suivantes :

<i>Bénéficiaire</i>	<i>Descriptif de la subvention</i>	<i>Aide 2021</i>	<i>Montant 2022</i>
CENTRE MÉDICO-SPORTIF DE TULLE	Subvention de fonctionnement 2022	1 500 €	1 500 €
COMITÉ DÉPARTEMENTAL DE TOURISME ÉQUESTRE DE LA CORRÈZE	Subvention de fonctionnement 2022	1 500 €	1 500 €
AS MARCILLAC - CLERGOUX	Venue du "Variété Club de France" et inauguration du stade "Jacques Chirac"	/	5 000 €
GROUPE OMNISPORT 19 – GO 19	Subvention de fonctionnement 2022	2 000 €	2 000 €
SOCIÉTÉ DES CONCOURS HIPPIQUES DE POMPADOUR	Subvention de fonctionnement 2022	2 000 €	2 000 €
SOCIÉTÉ DES COURSES DE POMPADOUR	Subvention de fonctionnement 2022	3 000 €	3 000 €
USEP 19	P'tit Tour USEP 2022	2 400 €	2 400 €
		TOTAL :	17 400 €

❸ GRANDS ÉVÈNEMENTS SPORTIFS

Dans le cadre de notre aide en faveur des "Grands Évènements Sportifs", j'ai l'honneur de soumettre à l'examen de la Commission permanente les demandes répertoriées dans le tableau suivant.

J'appelle votre attention sur le fait que ces aides seront versées sous réserve de la tenue des manifestations eu égard au contexte de pandémie.

Bénéficiaire	Objet de la demande	Montant proposé
<p align="center">Comité Départemental de Canoë-Kayak de la Corrèze</p>	<p align="center"><u>Sélectif Nationale 1 de descente classique</u> <i>du 13 au 18 avril 2022, à Treignac</i></p> <p>En préambule des Championnats du Monde du mois de juin prochain (cf. infra), le Comité départemental organise une compétition sur ce même lieu qui servira de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - courses de sélection pour l'Équipe de France et de préparation à deux mois des Mondiaux ; - sélectif N1 qualificatif au championnat de France qui se tiendra à La Plagne. <p>Ainsi, en plus des meilleurs kayakistes seniors français visant une sélection, 350 athlètes issus de 80 clubs, de cadets à vétérans, seront présents sur les bords de la Vézère. Des équipes nationales étrangères participeront à cet évènement afin, elles aussi, de se préparer pour la compétition suprême de juin.</p> <p><i>Budget prévisionnel : 47 600 €</i></p>	<p align="center">8 000 €</p>
<p align="center">Argentat Dordogne Canoë Kayak</p>	<p align="center"><u>13^{ème} Dordogne Intégrale - Championnats de France SUP</u> <i>le 17 avril 2022, entre Argentat et Castelnaud (24)</i></p> <p>La "Dordogne Intégrale" c'est un concept unique en Europe : un parcours de 130 km (entre Argentat et Castelnaud-la-Chapelle) à parcourir sur une seule journée et ce, avec ou sans relais, sur tous types d'embarcation : du K1 (kayak monoplace) au canoë 9 places ou bien encore en pirogue ou stand-up paddle (SUP).</p> <p>La Fédération Française de Surf a de nouveau choisi cette épreuve comme support aux Championnats de France SUP "ultra longue distance" (8 titres décernés).</p> <p><i>Budget prévisionnel : 67 900 €</i></p>	<p align="center">1 500 € + 1 500 € <i>exceptionnels pour l'accueil des championnats de France</i></p>
	<p align="center"><u>Championnats de France de paracanoë adapté</u> <i>du 6 au 8 octobre 2022, à Uzerche et au lac du Causse</i></p> <p>Deux sites corréziens ont été retenus pour la tenue de ces championnats de France de sport adapté où les participants sont classés en fonction de leur degré de handicap :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Uzerche pour les compétitions de slalom, - le lac du Causse pour celles de course en ligne. <p>150 compétiteurs venus de toute la France accompagnés par une centaine de personnes sont attendus pour se disputer les différents titres de champion de France en jeu.</p> <p>L'objectif poursuivi par l'organisation est de donner une visibilité du sport pratiqué par des déficients mentaux et intellectuels et ainsi changer les regards sur le handicap et favoriser l'inclusion.</p> <p><i>Budget prévisionnel : 49 500 €</i></p>	<p align="center">5 000 €</p>
<p align="center">Brive Gym</p>	<p align="center"><u>Championnat régional de Nouvelle Aquitaine de gymnastique par équipe "performance"</u> <i>les 7 et 8 mai 2022, à Brive</i></p> <p>Cette compétition, qualificative pour les finales nationales, réunira 500 gymnastes féminines et 250 masculins venus des 12 départements de Nouvelle-Aquitaine.</p> <p>L'Espace des Trois Provinces sera exceptionnellement transformé en gymnase à cette occasion ce qui demandera une importante logistique en termes de déplacement et de location de matériels gymniques (notamment à Tulle et Bordeaux).</p> <p><i>Budget prévisionnel : 22 500 €</i></p>	<p align="center">1 000 €</p>

<i>Bénéficiaire</i>	<i>Objet de la demande</i>	<i>Montant proposé</i>
<p>CA Brive Corrèze Basket</p>	<p><u>Finale à 4 du Championnat de France U18 féminin Elite</u> <i>les 14 et 15 mai 2022, à Brive</i></p> <p>Les 4 meilleures équipes féminines de la catégorie d'âge des moins de 18 ans se retrouveront à Brive pour se disputer, lors de cet ultime tournoi, le titre de champion de France et ce, après avoir fini à la 1^{ère} place de leur poule respective suite aux 20 matchs de championnat effectués depuis le début de la saison.</p> <p><i>Budget prévisionnel</i> : 4 000 €</p>	<p>800 €</p>
<p>Comité Départemental de Motocyclisme de la Corrèze</p>	<p><u>"3 AS DAYS" - randonnée en moto d'enduro</u> <i>les 14 et 15 mai 2022, secteur de Lanteuil</i></p> <p>Cette randonnée en moto, organisée notamment par le champion du Monde d'enduro corrézien Olivier Rebufie, comprendra environ 100 km de parcours balisés (2 boucles de 60 et 40 km) qui reviendront sur le site de départ : Alystar à Lanteuil qui possède toutes les qualités requises pour les amoureux de sport mécanique. 2 spéciales auront également lieu sur ce site.</p> <p>En parallèle, des animations seront proposées aux 250 participants attendus.</p> <p><i>Budget prévisionnel</i> : 49 899 €</p>	<p>1 000 €</p>
<p>Comité Départemental du Sport Universitaire de la Corrèze</p>	<p><u>Championnats de France FNSU et UNSS d'aviron</u> <i>13 au 15 mai 2022, au lac du Causse</i></p> <p>L'ensemble des spécialités d'aviron sera représenté à cette occasion et ce, aussi bien pour le sport scolaire (UNSS) qu'universitaire (FNSU) : individuel, deux de couple, quatre de couple, huit, deux sans barreur, double mixte, quatre de couple mixte et huit de mixte, soit autant de titres à la clé, voire une qualification pour les championnats d'Europe universitaires d'aviron.</p> <p>1 500 participants sont attendus durant ces 3 jours de compétition, de tous âges (collégiens à étudiants). Ils profiteront de la qualité des installations du lac du Causse référencées "centre de préparation aux Jeux" par Paris 2024.</p> <p><i>Budget prévisionnel</i> : 148 000 €</p>	<p>10 000 €</p>
<p>Brive Limousin Triathlon</p>	<p><u>34^{me} Triathlon du Pays de Brive</u> <u>Demi-finale du Championnat de France jeunes</u> <u>Championnat de France de duathlon longue distance</u> <i>21 et 22 mai 2022, au lac du Causse</i></p> <p>Cette 34^{ème} édition est marquée par l'organisation de 2 évènements de haut niveau :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la demi-finale du championnat de France de triathlon jeunes de la zone sud-ouest à destination des catégories minimales à juniors, où 400 participants de Nouvelle-Aquitaine et d'Occitanie sont attendus, - les championnats de France de duathlon longue distance à l'issue desquels plusieurs titres seront décernés. <p>Le club, habitué des grandes organisations, souhaite candidater pour recevoir les championnats du monde militaires en 2023.</p> <p><i>Budget prévisionnel</i> : 45 600 €</p>	<p>1 500 € + 1 000 € <i>exceptionnels pour l'accueil des championnats de France</i></p>

<i>Bénéficiaire</i>	<i>Objet de la demande</i>	<i>Montant proposé</i>
<p>Pays de Brive Athlétic Club</p>	<p align="center"><u>Les "24 heures de Brive" (course à pied)</u> <u>Championnats de France</u> <i>les 26 et 27 mai 2022, à Brive</i></p> <p>Le principe de cette compétition est des plus simples : parcourir un maximum de kilomètres en 24 heures. Cette discipline exige des heures d'entraînement pour se préparer physiquement, mais surtout un mental hors du commun.</p> <p>Cette course, qui se déroule dans le parc de la Guierle (circuit en boucle d'1,2 km), au cœur de la ville de Brive, sera de nouveau support des Championnats de France, ce qui est l'assurance d'attirer les meilleurs athlètes français(e)s de la discipline.</p> <p>Pour information, le record de l'épreuve est détenu par un japonais qui a parcouru 274 km lors de l'édition 2010, dans le cadre des Mondiaux.</p> <p><i>Budget prévisionnel</i> : 38 300 €</p>	<p align="center">2 000 €</p>
<p>Club des Sports Nautiques de Brive</p>	<p align="center"><u>2^{èmes} Régates internationales masters d'aviron</u> <i>27 au 29 mai 2022, au lac du Causse</i></p> <p>Malgré une météo peu propice, un contexte sanitaire contraint et un décalage de mai à octobre, la 1^{ère} édition a connu un beau succès avec 800 participants venus de toute la France mais également de Norvège, d'Angleterre, d'Espagne et d'Italie.</p> <p>L'originalité de cette épreuve est de concerner la catégorie "Masters", réservée aux plus de 27 ans, permettant ainsi de rassembler aussi bien des sportifs de haut niveau que des pratiquants loisirs.</p> <p><i>Budget prévisionnel</i> : 44 000 €</p> <p><i>NB : cas particulier : manifestation de sport nature non compétitive mais d'envergure nationale et internationale et rassemblant plus de 150 participants, contribuant ainsi à l'animation des territoires et entraînant des retombées économiques, touristiques et médiatiques pour la Corrèze.</i></p>	<p align="center">1 500 €</p>
<p>Canoë Treignac Vézère</p>	<p align="center"><u>Championnats du Monde de descente (canoë-kayak)</u> <i>du 30 mai au 6 juin 2022, à Treignac</i></p> <p>Après les éditions de 1959 et 2000, Treignac aura l'honneur d'accueillir pour la 3^{ème} fois des Championnats du Monde canoë-kayak, ce qui déjà, doit représenter un record pour un village de moins de 1 500 habitants !</p> <p>Les 200 meilleurs kayakistes mondiaux sont attendus sur les bords de la Vézère pour se disputer le titre suprême en individuel et par équipe.</p> <p>Si les conditions sanitaires le permettent, les animations traditionnelles seront maintenues : baptêmes de raft, village exposants, animations en direction des écoles et de personnes en situation de handicap, restauration.</p> <p><i>Budget prévisionnel</i> : 205 400 €</p>	<p align="center">10 000 €</p>

Bénéficiaire	Objet de la demande	Montant proposé
Comité Départemental de Course d'Orientation de la Corrèze	<p><u>4 jours de compétitions nationales de course d'orientation</u> <i>du 26 au 29 mai 2022, en Xaintrie</i></p> <p>Ce projet s'inscrit dans une volonté de développer la course d'orientation sur un territoire où très peu de cartes de pratique ont été établies pour le moment et où ne figure qu'un seul club. Ainsi, la société Sothys, propriétaire de près de 2 km² de forêt autour du site touristique des « Jardins de Sothys » souhaite mettre en place un parcours permanent de course d'orientation permettant de sensibiliser le public à l'environnement et à cette activité de pleine nature.</p> <p>Le programme de ces 4 jours de compétitions est le suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - jeudi 26 mai : course régionale longue distance, à St Julien aux Bois (prévision : 1 000 coureurs), - vendredi 27 mai : championnats de France relais sprint et open sprint (prévision : 1 200 coureurs), - samedi 28 mai : championnats de France moyenne distance, à Auriac (prévision : 1 500 coureurs), - dimanche 29 mai : championnats de France des clubs à Auriac et dans les jardins de Sothys (prévision : 1 500 coureurs). <p><u>Budget prévisionnel</u> : 54 000 €</p>	<p>6 000 €</p>
	<p><u>The R.A.C.E – « Raid Aventure Corrèze Expérience » 2022</u> <i>Du 13 au 15 août 2022,</i> <i>autour de Bugeat et du plateau de Millevaches</i></p> <p>The R.A.C.E est un raid multisports d'envergure internationale. Cet événement est l'un des seuls raids de France à proposer un format long (3 jours), ce qui le rend particulièrement attractif aux yeux des "professionnels" de la discipline.</p> <p>La 3^{ème} édition, qui s'est tenue entre Neuvic, Auriac, Argentat et Beaulieu, le long de la rivière Dordogne, a retenu l'attention des pratiquants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 30 équipes inscrites pour un total de 150 personnes avec les assistants, - 30 000 vues pour le suivi des étapes sur les réseaux sociaux et des commentaires très positifs sur la page Facebook de l'épreuve, - des retombées sur le territoire en termes d'achat de denrées et de nuitées signalées par les partenaires locaux lors de la réunion bilan. <p>La 4^{ème} édition sera celle du grand tour du plateau de Millevaches avec un départ à Bugeat jusqu'à Peyrelevade (jour 1), puis Chamberet (jour 2) pour finir à nouveau à Bugeat (jour 3). Le 3^{ème} jour sera aussi l'occasion de proposer comme chaque année un raid découverte accessible au plus grand nombre avec une version "familles".</p> <p><u>Budget prévisionnel</u> : 57 400 € <i>(convention jointe en Annexe 2)</i></p>	<p>15 000 €</p>

Bénéficiaire	Objet de la demande	Montant proposé
<p>Tulle Cyclisme Compétition</p>	<p><u>Coupe de France des Départements du Grand Sud-Ouest</u> <i>les 4 et 5 juin 2022, à Madranges</i></p> <p>Cette compétition réunira 150 participants issus de sélections représentant les 12 départements de Nouvelle-Aquitaine et les 13 d'Occitanie et ce, dans les catégories minimales et cadets, garçons et filles.</p> <p>Deux épreuves au programme : contre-la-montre et course en ligne.</p> <p>Afin d'attirer un maximum de spectateurs, un marché de pays sera organisé en parallèle le dimanche.</p> <p><i>Budget prévisionnel</i> : 14 500 €</p>	<p>2 000 €</p>
<p>Comité Départemental de Pétanque de la Corrèze</p>	<p><u>Championnat de France doublette mixte de pétanque</u> <i>les 25 et 26 juin 2022, à Brive</i></p> <p>Les abords de l'Espace des 3 Provinces à Brive vont être transformés en bouledrome géant à cette occasion avec l'installation de 64 terrains de jeux, d'un carré d'honneur de 5 jeux et d'une tribune de 1 500 places.</p> <p>256 joueurs (soit 128 doublettes), 128 délégués, 54 officiels, 500 accompagnateurs et 2 000 spectateurs sont attendus sur ces 2 jours de compétition qui verra à son issue l'attribution du titre national.</p> <p><i>Budget prévisionnel</i> : 75 050 €</p>	<p>10 000 €</p>
<p>Tour du Limousin Organisation</p>	<p><u>55^{ème} Tour du Limousin-Périgord-Nouvelle-Aquitaine</u> <i>du 16 au 19 août 2022</i></p> <p>Le Tour du Limousin - Nouvelle-Aquitaine figure parmi les 15 courses par étapes les plus prestigieuses en France et devrait présenter un plateau de 18 équipes parmi les 40 premières de l'élite mondiale du cyclisme professionnel.</p> <p>Avec 150 000 spectateurs le long des routes et 2 millions de téléspectateurs lors des retransmissions grâce au partenariat renouvelé avec la "Chaîne L'Equipe", la popularité de cette course n'est plus à démontrer.</p> <p>Cette 55^{ème} édition proposera les 4 étapes suivantes :</p> <p>16/08 : Verneuil-sur-Vienne (87) - La Souterraine (23)</p> <p>17/08 : Champcevinel (24) - Ribérac (24)</p> <p>18/08 : Donzenac - Malemort</p> <p>19/08 : St Laurent sur Gorre (87) - Limoges (87)</p> <p><i>Budget prévisionnel</i> : 682 000 € <i>(convention jointe en Annexe 3)</i></p>	<p>20 000 €</p>
<p>Ville de Donzenac</p>	<p><u>Départ de la 3^{ème} étape du</u> <u>Tour du Limousin-Périgord-Nouvelle-Aquitaine</u> <i>Jeudi 18 Août 2022</i></p>	<p>1 000 €</p>
<p>Ville de Malemort</p>	<p><u>Arrivée de la 3^{ème} étape du</u> <u>Tour du Limousin-Périgord-Nouvelle-Aquitaine</u> <i>Jeudi 18 Août 2022</i></p>	<p>1 000 €</p>

<i>Bénéficiaire</i>	<i>Objet de la demande</i>	<i>Montant proposé</i>
Tulle Athlétic Club	<p>44^{ème} édition des Foulées Tullistes "Patrick Perrier" le 10 septembre 2022</p> <p>Cette manifestation constituera cette année encore un temps fort de l'animation sportive tulliste.</p> <p>En ouverture, des courses réservées aux enfants de 3 à 15 ans, les "mini-foulées", sur un parcours adapté et 2 courses de 5 et 10 km pour les coureurs "amateurs" seront également proposées afin d'offrir la possibilité d'ouvrir cette "fête de la course à pied" au grand public, quel que soit son âge ou son niveau.</p> <p>Bien évidemment, l'épreuve phare est toujours qualificative au Championnat de France de 10 km et bénéficie du label régional délivré par la Fédération Française d'Athlétisme.</p> <p><u>Budget prévisionnel</u> : 27 500 € <i>NB : Aide forfaitaire "Course Hors Stade"</i></p>	1 450 €
TOTAL : 101 250 €		

④ **CLUBS "CORRÈZE"**

Dans le cadre des critères de calcul des subventions, je propose à la Commission permanente du Conseil départemental d'allouer en faveur du club répertorié dans le tableau ci-après, la subvention suivante, ce qui portera à 256 le nombre de clubs Corrèze soutenus au titre de la saison sportive 2021/2022.

<i>Club bénéficiaire</i>	<i>Discipline</i>	<i>Proposition 2021/2022</i>
ASSOCIATION SPORTIVE BORTOISE RUGBY	rugby	3 340 €

B. Politique départementale des sports nature

① **AIDE À L'ENTRETIEN DES SITES INSCRITS AU PDESI**

Ce dispositif vise à soutenir les gestionnaires d'Espace, Site ou Itinéraire (ESI) inscrits au Plan Départemental des Espaces, Sites et Itinéraires (PDESI) relatifs aux sports de nature dans leurs opérations d'entretien courant.

Bénéficiaire : Communauté de Communes Xaintrie Val'Dordogne

La via ferrata de Saint-Martial-Entraygues a été créée en 2014 par la Communauté de Communes de Xaintrie Val'Dordogne. Cet équipement unique sur le département est ouvert au public en accès libre et attire tous les ans plus de 2 000 personnes. Il est accessible à un large public (éducatif, touristique, familial et sportif) et participe à l'attractivité du département.

Tous les ans, la Communauté de Communes effectue le nettoyage des voies et procède à la sécurisation des équipements.

Le coût total de l'opération s'élève à 3 000 €.

Je propose que le Conseil départemental intervienne à hauteur de 30 % du coût total des dépenses dans la limite du plafond tel que défini dans la fiche d'aide.

Montant proposé : 900 €

C. Convention de missions de Service Public avec l'Espace 1000 Sources Corrèze

❶ AVENANT N°10 À LA CONVENTION

Le Centre Sportif "Espace 1 000 Sources" est depuis de nombreuses années une référence nationale du sport de haut niveau mais, compte tenu notamment de la concurrence, il se doit de diversifier son offre et conquérir de nouveaux publics : loisirs sportifs, mondes de l'entreprise, du handicap, du secteur scolaire, des seniors...

Ainsi, dans le cadre du haut niveau, le label "Centre de Préparation aux Jeux" devrait permettre au centre de recevoir un éclairage particulier au niveau national et international. Afin de maintenir la qualité d'accueil de cette infrastructure, le Conseil départemental a entrepris un d'importants travaux de rénovation comme mentionné dans la 1^{ère} partie du présent rapport.

En sport-santé, la poursuite du partenariat avec l'Oeuvre Départementale des Centres de Vacances (ODCV) permettra à de jeunes Corrèziens d'y effectuer de courts séjours pour la prévention de l'obésité.

L'Espace 1000 Sources a de nouveau été retenu pour l'accueil de jeunes volontaires du "Service National Universel" qui seront réunis lors de 2 séjours de cohésion de 2 semaines visant à leur transmettre un socle républicain fondé sur la vie collective, la responsabilité et l'esprit de défense.

L'indemnité compensatrice globale du Département à l'Établissement Public Espace 1000 Sources Corrèze visant à compenser les missions de service public dont il a la charge est de 147 000 € pour l'année 2022.

Aussi, je propose à l'Assemblée départementale :

- d'attribuer à l'Établissement Public Espace 1000 Sources Corrèze dans le cadre de missions de Service Public une aide de 147 000 €,
- d'approuver l'avenant joint en annexe 4 au présent rapport à passer dans le cadre de cette aide.

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

POLITIQUE SPORTIVE DEPARTEMENTALE - DOTATIONS 2022

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2022.04.08/211 en date du 8 avril 2022, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Monsieur Jean-Jacques LAUGA, Rapporteur,

DÉLIBÈRE

Article 1er : est décidée l'affectation des crédits de paiements suivants au titre de la politique sportive 2022 :

	BP 2021	CA 2021	BP 2022
Soutien au mouvement sport corrézien	1 300 285 €	1 173 807 €	1 300 285 €
Schéma vélo	11 000 €	5 388 €	20 500 €
Convention Espace Mille Sources	223 500 €	223 500 €	147 000 €
Politique sport nature	150 000 €	137 908 €	150 000 €
Total DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	1 684 785 €	1 540 603 €	1 617 785 €
-	-	-	-
Total RECETTES DE FONCTIONNEMENT	0 €	0 €	0 €
Politique sport nature	39 000 €	24 804 €	39 000 €
Schéma vélo	6 000 €	18 323 €	74 000 €
Total DEPENSES D'INVESTISSEMENT	45 000 €	43 127 €	113 000 €

• En résumé :

	Crédits de paiements 2022 DEPENSES	Crédits de paiements 2022 RECETTES
FONCTIONNEMENT	1 617 785 €	0 €
INVESTISSEMENT	113 000 €	0 €
TOTAL	1 730 785 €	0 €

Article 2 : sont validées, au titre de la politique sportive 2022, les opérations et leurs dotations suivantes :

Opérations	Dotations 2022
FONCTIONNEMENT	
Comités départementaux sportifs	190 000 €
Clubs "Corrèze"	250 060 €
Clubs "Elite" Professionnels	98 000 €
Clubs "Elite" Amateurs	354 240 €
Sportifs de haut niveau	34 000 €
Aide à la base VTT de Sédières	15 000 €
Sections sportives des collèges	22 085 €
Soutien à l'emploi sportif	52 000 €
Subventions diverses	20 200 €
Remboursement des stages à l'Espace 1000 Sources Bugeat	105 785 €
Grands Évènements Sportifs	109 915 €
"Corrèze Destination Trails" - <i>Subventions</i>	20 500 €
"Corrèze Destination Trails" - <i>Dépenses directes</i>	10 500 €
"3-2-1... Sédières !" - <i>Dépenses directes</i>	6 000 €
"Paris 2024" - <i>Subventions</i>	5 000 €
"Paris 2024" - <i>Dépenses directes</i>	5 000 €
Promotion Actions sport diverses - <i>Dépenses directes</i>	2 000 €
SOUS-TOTAL / SOUTIEN AU MOUVEMENT SPORTIF CORRÉZIEN	1 300 285 €
Aide aux Stations Sport Nature - fonctionnement	76 925 €
Favoriser l'accès des jeunes au sein des Stations Sports Nature	14 000 €
Plan Départemental Itinéraires Promenades Randonnée (PDIPR) - Entretien et balisage des itinéraires	40 000 €
Promotion des itinéraires de randonnée	1 500 €
Plan Départemental Itinéraires Promenades Randonnée (PDIPR) - Travaux d'ouverture de chemins	1 500 €
CDESI	2 000 €
"Balades secrètes en Corrèze" - <i>Dépenses directes</i>	3 000 €
Actions d'animation et de sensibilisation	11 075 €
SOUS-TOTAL / POLITIQUE SPORTS DE PLEINE NATURE	150 000 €

Opérations	Dotations 2022
FONCTIONNEMENT (suite)	
Convention de missions de Service Public avec l'Espace 1000 Sources Corrèze	147 000 €
<i>SOUS-TOTAL / CONVENTION MISSION SERVICE PUBLIC - ESPACE 1000 SOURCES</i>	147 000 €
Schéma Vélo - Dépenses directes	20 500 €
<i>SOUS-TOTAL / SCHEMA VELO</i>	20 500 €
TOTAL - FONCTIONNEMENT	1 617 785 €
INVESTISSEMENT	
Schéma Vélo - Dépenses directes	74 000 €
<i>SOUS-TOTAL / SCHEMA VELO</i>	74 000 €
Achat de matériels - Dépenses Directes	14 000 €
Fond d'aide au développement des Sports Nature	13 000 €
Aide aux Stations Sports Nature	12 000 €
<i>SOUS-TOTAL / POLITIQUE SPORTS DE PLEINE NATURE</i>	39 000 €
TOTAL - INVESTISSEMENT	113 000 €
DOTATION GLOBALE EN FAVEUR DU MOUVEMENT SPORTIF CORRÉZIEN	1 730 785 €

Article 3 : est créée une autorisation d'engagement (AE) d'un montant de **604 300 €** au titre de l'année 2023, concernant les deux opérations "Clubs Corrèze" et Clubs "Elite".

Article 4 : est décidée dans le cadre de l'opération "Aide à la base VTT de Sédières", la subvention suivante :

Bénéficiaire	Descriptif de la subvention	Montant proposé
Comité Départemental de Cyclotourisme de la Corrèze	Aide au fonctionnement de la base départementale de vélo loisir du Domaine de Sédières - Année 2022	15 000 €

Article 5 : est approuvée la convention spécifique jointe en annexe 1 à la présente décision, à conclure avec le bénéficiaire visé à l'article 4 susvisé spécifiant notamment les modalités de versement de l'aide attribuée.

Article 6 : sont décidées, dans le cadre de l'enveloppe "*Subventions diverses*", les actions de partenariat suivantes, au titre de l'année 2022 :

<i>Bénéficiaire</i>	<i>Descriptif de la subvention</i>	<i>Aide 2021</i>	<i>Montant 2022</i>
CENTRE MÉDICO-SPORTIF DE TULLE	Subvention de fonctionnement 2022	1 500 €	1 500 €
COMITÉ DÉPARTEMENTAL DE TOURISME ÉQUESTRE DE LA CORRÈZE	Subvention de fonctionnement 2022	1 500 €	1 500 €
AS MARCILLAC - CLERGOUX	Venue du "Variété Club de France" et inauguration du stade "Jacques Chirac"	/	5 000 €
GROUPE OMNISPORT 19 – GO 19	Subvention de fonctionnement 2022	2 000 €	2 000 €
SOCIÉTÉ DES CONCOURS HIPPIQUES DE POMPADOUR	Subvention de fonctionnement 2022	2 000 €	2 000 €
SOCIÉTÉ DES COURSES DE POMPADOUR	Subvention de fonctionnement 2022	3 000 €	3 000 €
USEP 19	P'tit Tour USEP 2022	2 400 €	2 400 €
TOTAL :			17 400 €

Article 7 : sont décidées, dans le cadre de l'enveloppe "*Grands Évènements Sportifs*", les actions de partenariat suivantes :

<i>Bénéficiaire</i>	<i>Objet de la demande</i>	<i>Montant proposé</i>
Comité Départemental de Canoë-Kayak de la Corrèze	<u>Sélectif Nationale 1 de descente classique</u> du 13 au 18 avril 2022, à Treignac	8 000 €
Argentat Dordogne Canoë Kayak	<u>13^{ème} Dordogne Intégrale Championnats de France SUP</u> le 17 avril 2022, entre Argentat et Castelnaud (24)	1 500 € + 1 500 € exceptionnels pour l'accueil des championnats de France
	<u>Championnats de France de paracanoë adapté</u> du 6 au 8 octobre 2022, à Uzerche et au lac du Causse	5 000 €
Brive Gym	<u>Championnat régional de Nouvelle Aquitaine de gymnastique par équipe "performance"</u> les 7 et 8 mai 2022, à Brive	1 000 €
CA Brive Corrèze Basket	<u>Finale à 4 du Championnat de France U18 féminin Elite</u> les 14 et 15 mai 2022, à Brive	800 €

<i>Bénéficiaire</i>	<i>Objet de la demande</i>	<i>Montant proposé</i>
Comité Départemental de Motocyclisme de la Corrèze	"3 AS DAYS" - randonnée en moto d'enduro les 14 et 15 mai 2022, secteur de Lanteuil	1 000 €
Comité Départemental du Sport Universitaire de la Corrèze	Championnats de France FNSU et UNSS d'aviron 13 au 15 mai 2022, au lac du Causse	10 000 €
Brive Limousin Triathlon	34^{me} Triathlon du Pays de Brive Demi-finale du Championnat de France jeunes Championnat de France de duathlon longue distance 21 et 22 mai 2022, au lac du Causse	1 500 € + 1 000 € exceptionnels pour l'accueil des championnats de France
Pays de Brive Athlétic Club	Les "24 heures de Brive" (course à pied) Championnats de France les 26 et 27 mai 2022, à Brive	2 000 €
Club des Sports Nautiques de Brive	2^{èmes} Régates internationales masters d'aviron 27 au 29 mai 2022, au lac du Causse	1 500 €
Canoë Treignac Vézère	Championnats du Monde de descente (canoë-kayak) du 30 mai au 6 juin 2022, à Treignac	10 000 €
Comité Départemental de Course d'Orientation de la Corrèze	4 jours de compétitions nationales de course d'orientation du 26 au 29 mai 2022, en Xaintrie	6 000 €
	The R.A.C.E – « Raid Aventure Corrèze Expérience » Du 13 au 15 août 2022, autour de Bugeat et du plateau de Millevaches <i>(convention jointe en Annexe 2)</i>	15 000 €
Tulle Cyclisme Compétition	Coupe de France des Départements du Grand Sud-Ouest les 4 et 5 juin 2022, à Madranges	2 000 €
Comité Départemental de Pétanque de la Corrèze	Championnat de France doublette mixte de pétanque les 25 et 26 juin 2022, à Brive	10 000 €
Tour du Limousin Organisation	55^{ème} Tour du Limousin-Périgord-Nouvelle-Aquitaine du 16 au 19 août 2022 <i>(convention jointe en Annexe 3)</i>	20 000 €
Ville de Donzenac	Départ de la 3^{ème} étape du Tour du Limousin-Périgord-Nouvelle-Aquitaine Jeudi 18 Août 2022	1 000 €
Ville de Malemort	Arrivée de la 3^{ème} étape du Tour du Limousin-Périgord-Nouvelle-Aquitaine Jeudi 18 Août 2022	1 000 €

<i>Bénéficiaire</i>	<i>Objet de la demande</i>	<i>Montant proposé</i>
Tulle Athlétic Club	44^{ème} édition des Foulées Tullistes "Patrick Perrier" le 10 septembre 2022	1 450 €
TOTAL :		101 250 €

Article 8 : sont approuvées les conventions spécifiques de partenariat jointes en annexe 2 et 3 à la présente décision, à conclure avec le Comité départemental de course d'orientation de la Corrèze et Tour du Limousin Organisation visés à l'article 7 susvisé.

Article 9 : est décidée dans le cadre de l'enveloppe *Clubs "Corrèze"*, l'action de partenariat suivante, au titre de la saison sportive 2021/2022 :

<i>Club bénéficiaire</i>	<i>Discipline</i>	<i>Proposition 2021/2022</i>
ASSOCIATION SPORTIVE BORTOISE RUGBY	rugby	3 340 €

Article 10 : est décidée dans le cadre de l'opération "*Aide à l'entretien des sites inscrits au PDESI*", la subvention suivante :

<i>Bénéficiaire</i>	<i>Descriptif de la subvention</i>	<i>Montant proposé</i>
Communauté de Communes Xaintrie Val'Dordogne	Nettoyage et sécurisation de la via ferrata de Saint-Martial-Entraygues	900 €

Article 11 : est approuvé, tel qu'annexé à la présente décision, l'avenant n°10 à la convention de missions de Service Public 2012 - 2013 - 2014 relative à l'accueil du public scolaire et du monde associatif à "Espace 1 000 Sources Corrèze" de Bugeat définissant notamment **une indemnité compensatrice globale de 147 000 €** en faveur de l'Établissement public, qui sera versée en totalité, après la légalisation de la présente décision et signature dudit avenant.

Article 12 : les aides octroyées aux articles 6, 7 et 9 susvisés seront versées aux bénéficiaires concernés selon les modalités définies dans le règlement financier adopté par la collectivité.

Article 13 : l'aide octroyée à l'article 10 susvisé sera versée directement au bénéficiaire concerné, en une seule fois, sur présentation des justificatifs de dépenses réalisées. L'aide versée étant déterminée au prorata des dépenses justifiées, pour l'exécution du projet subventionné. Elle ne pourra excéder le montant de la subvention attribuée. Toute subvention n'ayant pas fait l'objet d'une demande de paiement, avant la date limite du 30 novembre 2022, deviendra caduque de plein droit.

Article 14 : Monsieur le Président du Conseil Départemental est autorisé à signer l'ensemble des conventions telles que figurant en annexe à la présente décision.

Imputations budgétaires :

Les dépenses correspondantes seront imputées sur le Budget Départemental :

- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 933.2
- Section Investissement, Article fonctionnel 903.2.

Adopté, à main levée, à l'unanimité.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant

de L'État le : 12 avril 2022

Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20220408-4631-DE-1-1

Affiché le : 12 avril 2022

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

L'an deux mille vingt-deux et le huit avril, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :

Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Madame Valérie TAURISSON, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Madame Patricia BUISSON, Monsieur Franck PEYRET, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Audrey BARTOUT, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Jean-Jacques LAUGA, Monsieur Philippe LESCURE, Madame Marilou PADILLA-RATELADE, Madame Rosine ROBINET, Monsieur Gérard SOLER, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Julien BOUNIE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Madame Claude CHIRAC, Monsieur Bernard COMBES, Madame Jacqueline CORNELISSEN, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Monsieur Sébastien DUCHAMP, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Didier MARSALÉIX, Madame Frédérique MEUNIER, Madame Annick TAYSSE, Madame Sonia TROYA, Madame Stéphanie VALLÉE, Madame Marie-Laure VIDAL, Monsieur Eric ZIOLO

Pouvoir :

Monsieur Anthony MONTEIL à Madame Stéphanie VALLÉE

Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

CONVENTION DE PARTENARIAT

Année 2022

Vu la décision du Conseil départemental en date du 8 avril 2022,

Il est passé

entre :

**le CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CORRÈZE, représenté par le
Conseiller Départemental Délégué au Sport et à la Jeunesse,
Monsieur Jean-Jacques LAUGA,**

d'une part

et :

**le COMITÉ DÉPARTEMENTAL DE CYCLOTOURISME DE LA CORRÈZE,
représentée par sa Présidente,
Madame Arlette EYMARD
ci-après désigné "le Comité"**

d'autre part,

La convention générale est arrêtée comme suit :

ARTICLE 1 : CHAMP D'APPLICATION ET DUREE

Dans le cadre de sa politique de soutien aux sports de nature et plus particulièrement au développement du vélo sur le Domaine de Sédières, le Département de la Corrèze conclut avec le Comité Départemental de Cyclotourisme de la Corrèze, la présente convention pour une période d'un an.

ARTICLE 2 : CONDITIONS FINANCIERES

Le Conseil Départemental accorde au bénéficiaire, une subvention globale de 15 000 €.

Le versement de cette somme s'effectuera en une seule fois à la signature de la présente convention.

Ce versement est conditionné par le respect de la mise en œuvre des objectifs décrits aux articles 3 et 4 de la présente convention. Dans le cas contraire, le Conseil Départemental se réserve le droit ne pas procéder au versement prévu ci-dessus.

Le bilan et le compte de résultat du Comité, certifiés par le Président ou le Trésorier, devront être transmis au Conseil Départemental dès leur approbation. Le Comité devra également fournir régulièrement les procès-verbaux des Assemblées générales et du Conseil d'administration, ainsi que toutes modifications intervenues dans les statuts, la composition du Conseil d'administration et du Bureau.

ARTICLE 3 : OBLIGATION DU COMITE

En contrepartie du partenariat avec le Département, le Comité devra mettre en œuvre toutes les actions nécessaires pour le fonctionnement sur le Domaine de Sédières de la Base Départementale de Vélo Loisir agréée FFCT.

Le fonctionnement de cette base entre dans un projet global de développement des Sports de nature sur le Domaine. Pour ce faire, conjointement avec le coordinateur "Sports Nature" du Conseil Départemental et le responsable du Domaine de Sédières, le Comité s'engage à :

- ouvrir et adapter les horaires d'ouverture de la base en fonction, des taux de fréquentation et d'une organisation coordonnée des activités du Domaine de Sédières ;
- entretenir les itinéraires et le balisage des circuits VTT ;
- louer et entretenir le parc de VTT ;
- assurer l'animation et l'accueil de la base (encadrement, manifestation, stage, séjours...) ;
- faire la promotion de la base, du Domaine de Sédières et de l'offre "sports nature" dans son ensemble ;
- animer une école de VTT ;
- mettre à disposition autant que de besoin des VTT dans le cadre du recensement des chemins, action pilotée et animée par la Direction de la Jeunesse, des Sports et de la Culture ;
- assurer et entretenir les 2 VTT électriques mis à disposition par le Conseil Départemental ;
- faire participer ponctuellement son salarié, sous le contrôle du coordinateur "Sports Nature" du Domaine de Sédières, à des actions de développement des activités sportives, autre que le VTT ;

- assurer le suivi et la gestion du Bike Park et de l'espace trial, tout problème doit être signalé au Département ;
- respecter le règlement intérieur du Domaine et les consignes édictées, spécifiquement liées aux organisations sportives ou culturelles contractualisées par le Conseil Départemental ;
- ne pas utiliser à des fins personnelles, les locaux et espaces extérieurs mis à disposition (logement, rangement, stationnement).

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS DU DEPARTEMENT

En contrepartie du partenariat avec le Comité et en sus de la subvention visée à l'article 2 de la présente convention, le Département s'engage à mettre à disposition :

- le bâtiment, dénommé "ancienne forge", sis dans l'environnement des "Granges de Sédières", comprenant 2 étages, une prise téléphone et un accès Internet ;
- l'accès au bloc sanitaire de la grange de spectacles ;
- la zone extérieure devant le bâtiment susnommé ;
- une aire de lavage vélo ;
- deux vélos électriques marque "Moustache Samedi Silver 27/9 White T.M."

ARTICLE 5 : CONDITIONS GENERALES RELATIVES A L'OCCUPATION DES LOCAUX MIS A DISPOSITION - ENTRETIEN DES LIEUX - TRAVAUX

5-1 Cette mise à disposition de locaux est consentie par le Département à titre précaire et révocable. Elle est délivrée au Comité dans le seul but de lui permettre de satisfaire à ses obligations résultant de l'article 3 de la présente convention sans qu'il ne puisse les utiliser à une quelconque autre fin. Elle est consentie à titre strictement personnelle au Comité qui ne peut en conséquence et pour quelle que raison que ce soit la céder ou la sous louer à une autre personne physique ou morale, et ce, à titre gratuit ou onéreux.

5-2 L'autorisation d'occupation du domaine public accordée par la présente convention étant nécessairement précaire et révocable, elle ne peut ouvrir au profit du Comité un quelconque droit au bénéfice de la législation sur la propriété commerciale ou de celle sur les locaux à usage professionnel ou d'habitation et, en conséquence, à son maintien dans les lieux après son expiration.

La Collectivité peut en outre à tout moment y mettre fin, soit pour des motifs d'intérêt général, soit à titre de sanction en cas de non exécution ou de mauvaise exécution des obligations du Bénéficiaire, selon les cas et conditions stipulés à l'article 8.

5-3 La présente mise à disposition est consentie à titre gratuit, y compris concernant les charges récupérables, les dépenses liées à l'électricité, le téléphone et l'accès internet seront pris en charge par le Département.

5-4 L'occupation d'autres locaux et espaces extérieurs en sus de ceux désignés ci-dessus, ainsi que l'utilisation de matériels appartenant au Département devront systématiquement faire l'objet d'une demande préalable auprès du responsable du Domaine qui établira une convention de prêt adéquate, nominative et ce dans une période identifiée.

5-5 Le Comité prend les locaux et les installations, qu'il déclare parfaitement connaître et avoir visités, dans l'état où il les trouve au moment de l'entrée en jouissance. Les locaux et matériels mis à disposition devront être rendus dans le meilleur état de propreté et d'entretien.

5-6 Le Comité ne pourra changer la destination des lieux mis à sa disposition. Il est tenu d'user paisiblement des lieux occupés en bon père de famille exclusivement suivant la destination qui leur a été donnée par la présente convention.

Le Comité ne pourra faire aucune transformation des lieux occupés, ni édifier une construction ou effectuer des travaux quelle qu'en soit leur nature, sans l'accord écrit du Département.

Le Comité est obligé de répondre des dégradations et pertes affectant pendant la durée de la convention les locaux dont la présente autorisation lui confère la jouissance, à moins qu'il ne prouve que celles-ci ont eu lieu par cas de force majeure ou par la faute du Département.

5-7 D'une manière générale, le Comité s'engage à maintenir le domaine occupé dans le plus parfait état d'entretien et de propreté, et à assurer à ses frais les réparations locatives, les travaux d'entretien courant et les menues réparations. Il aura à sa charge toutes les transformations et réparations nécessitées par l'exercice de son activité. Il ne pourra faire dans le bien loué, sans le consentement écrit du Département, aucun travaux. Tous travaux, embellissements et améliorations faits par le Comité, même avec l'autorisation du Département, resteront en fin de convention la propriété de cet dernier, sans indemnité, à moins que le Département n'exige la remise en état des lieux.

ARTICLE 6 : RESPONSABILITE - ASSURANCE

6-1 Le Comité fait son affaire personnelle de tous risques et litiges pouvant survenir du fait de ses activités sur la dépendance domaniale dont le droit d'occupation lui est accordé.

6-2 Le Comité s'engage à souscrire, au plus tard lors de l'entrée dans les lieux, toute police d'assurance comprenant l'ensemble des garanties inhérentes à l'exécution de la présente convention, et notamment :

- la responsabilité civile garantissant le Département et les tiers contre toutes conséquences dommageables d'accidents ayant pour origine l'activité du Comité ou les lieux occupés par lui ;
- l'assurance des risques locatifs (incendie, explosions, dégâts des eaux...).

Le Comité devra également assurer ses propres biens.

6-3 La Collectivité assurera, selon les principes de droit commun, les risques relatifs à sa qualité de propriétaire des biens objet de la présente convention.

ARTICLE 7 : EVALUATION DES ACTIONS ENGAGEES

Les deux parties se rencontreront en fin d'année civile afin de faire un bilan sur le partenariat mis en place.

ARTICLE 8 : RESILIATION - CLAUSE RESOLUTOIRE

8-1 La présente autorisation étant consentie à titre précaire et révocable, le Département peut à tout moment y mettre fin, soit pour des motifs d'intérêt général, soit à titre de sanction en cas de non exécution ou de mauvaise exécution des obligations du Comité, selon les cas et conditions stipulés à la présente convention.

En cas de faute grave dans l'accomplissement des obligations du Comité définies à la présente convention, la résiliation interviendra de plein droit, sans qu'il soit besoin de faire ordonner cette résolution en justice. Sont notamment considérées comme fautes graves:

- l'inobservation répétée de l'une quelconque des clauses de la présente convention ;
- la non souscription des assurances exigées par la présente convention ;
- le changement dans la destination des lieux n'ayant pas reçu un accord exprès et préalable du Département.

Ladite résolution produira effet un mois après un commandement demeuré infructueux.

8-2 Le Comité peut résilier la convention à tout moment sous réserve d'en informer le Département, par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins trois mois à l'avance.

ARTICLE 9 : REGLEMENT DES LITIGES

En cas de difficultés dans l'exécution des obligations figurant au présent contrat d'objectifs, les parties chercheront avant tout une solution amiable. Une réunion mixte sera organisée à cet effet. En cas de désaccord, le Conseil Départemental peut rompre unilatéralement la présente convention.

Fait en deux exemplaires, à Tulle, le :

**Pour le Comité,
la Présidente,**

Arlette EYMARD

**Pour le Département,
le Conseiller Départemental**

Jean Jacques LAUGA



CONVENTION DE PARTENARIAT

Organisation du raid

"The R.A.C.E - Raid Aventure Corrèze Expérience"

13 au 15 Août 2022

Vu les délibérations du Conseil Départemental du 8 avril 2022

Il est passé,

entre :

Le **Département de la Corrèze**,
représenté par son Président,
Monsieur Pascal COSTE,

ci-après dénommé "Le Département" ou "la Collectivité"

d'une part,

et

le **Comité Départemental de Course d'Orientation de la Corrèze**,
association à but non lucratif déclarée le 4 Juillet 2007
à la sous-préfecture de Brive-la-Gaillarde
et enregistré sous le numéro SIRET 489 651 802 000 14,
dont le siège social est situé 23 Sajueix - 19130 VOUTEZAC,
représenté par son Président en exercice,
Monsieur François DELCAMBRE,
autorisé aux fins de signer les présentes conformément aux statuts,
ci-après désigné par les termes : "l'association" ou "le bénéficiaire",

d'autre part,

la convention de partenariat arrêtée comme suit :

IL A ÉTÉ PRÉALABLEMENT ÉTÉ EXPOSÉ CE QUI SUIT :

Considérant le projet "The R.A.C.E - Raid Aventure Corrèze Expérience" initié et conçu par le Comité Départemental de Course d'Orientation de la Corrèze, conformément à son objet statutaire et pour lequel ce dernier sollicite l'octroi d'une subvention par le Département,

Considérant que le Département soutient activement le développement du territoire corrézien par le biais des sports nature, en s'inscrivant notamment au travers du concept "Station Sports Nature" dans un programme d'actions basé sur le sport nature comme vecteur d'attractivité touristique. Depuis 2006 et la création de la CDESI Corrèze, le Département soutient en effet activement le dispositif des Stations Sports Nature et intervient afin de renforcer leur structuration, leur développement et leur valorisation. Il pilote, également, une opération d'envergure nationale dénommée "Corrèze Destination Trails" et avec cette discipline qui est le trail, le Département de la Corrèze promeut et valorise les richesses de son territoire,

Considérant que les activités de pleine nature sont, à ce titre, une source de développement pour le territoire, porteuses d'emplois et favorisant la sensibilisation aux problématiques environnementales,

Considérant que le projet porté par le Comité Départemental de Course d'Orientation de la Corrèze participe sans conteste de la politique départementale ainsi engagée,

Considérant, en effet, que ce projet s'inscrit dans la continuité des actions menées par le Département de la Corrèze en faveur des sports nature, "The RACE" est ainsi l'un des seuls raids de France à proposer un format long (3 jours), ce qui le rend particulièrement attractif aux yeux des "professionnels" de la discipline,

La 3^{ème} édition, qui s'est tenue du 12 au 14 août 2021, entre Neuvic et Beaulieu-sur-Dordogne, le long de la rivière Dordogne, a retenu l'attention des pratiquants :

- 30 équipes inscrites pour un total de 150 personnes avec les assistants,*
- 30 000 vues pour le suivi des étapes sur les réseaux sociaux*
- des commentaires très positifs sur la page Facebook de l'épreuve (un "raid de référence en France" - des participants enchantés par la qualité des sites naturels traversés et l'organisation - des demandes d'information sur l'édition 2022).*

Le Département de la Corrèze poursuit son partenariat avec le Comité départemental de Course d'Orientation

En 2021, la 4^{ème} édition du raid permettra de mettre en valeur le territoire de la Haute-Corrèze côté Monédières et Milleval. De Bugeat à Chamberet en passant par Peyrelevade, il s'agit également de valoriser les sites emblématiques du territoire comme les grands barrages EDF des vallées de la Vienne et de la Vézère, la tourbière du Longeyroux, le mont Bessou, les Monédières, Meymac, Treignac, le Parc Naturel Régional, les villes étapes et d'associer le raid avec l'histoire et les légendes du territoire. En dehors du parcours ardu réservé aux meilleurs pratiquants de la discipline, une version "découverte" et des animations seront toujours proposées aux familles.

"The R.A.C.E - Raid Aventure Corrèze Expérience" se déroulera ainsi du 13 au 15 Août 2022 entre Bugeat, Peyrelevade puis Chamberet avec 3 bivouacs.

CECI EXPOSÉ, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 - Objet de la convention

Par la présente convention, le Comité Départemental de Course d'Oriente de la Corrèze s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le projet "The R.A.CE - Raid Aventure Corrèze Expérience", dans les conditions définies à l'article 2.

Le Département, quant à lui, contribue financièrement à la mise en œuvre de ce projet d'intérêt général.

La présente convention a donc pour objet d'organiser les conditions du concours consenti par le Département ; étant précisé que ce dernier n'attend aucune contrepartie directe de la subvention allouée. Elle fixe le cadre général de ce partenariat et précise les actions à entreprendre ainsi que les modalités de la participation du Département de la Corrèze au financement du projet.

En cas de nécessité, la présente convention pourra être aménagée par voie d'avenant.

Article 2 - Description des conditions d'organisation du projet subventionné

A l'initiative du projet "The R.A.C.E - Raid Aventure Corrèze Expérience ", le Comité Départemental de Course d'Oriente de la Corrèze assurera l'intégralité de l'organisation et assumera la pleine responsabilité du bon déroulement de la manifestation, tant sur le plan logistique que sur celui de la sécurité du public et des participants.

L'association s'engage notamment à se conformer aux obligations de sécurité imposées par la Fédération Française de Triathlon (Règles de Techniques et de Sécurité - Raid Multisports), par les services de l'État et à la réglementation générale en vigueur.

En sa qualité d'organisateur de l'évènement, l'association est chargée d'accomplir l'ensemble des opérations nécessaires au bon déroulement de l'évènement qu'elle organise, à savoir, sans que la liste ci-après soit exhaustive :

► Les formalités administratives obligatoires :

- déclaration préfectorale

► La mise en œuvre de la sécurité des coureurs comme du public :

- réservation d'une équipe médicale

► La logistique :

- recrutement et organisation des bénévoles nécessaires au bon déroulement de la manifestation
- inscription au calendrier des courses nationales
- gestion des inscriptions
- réservation des hébergements et de la restauration

► L'organisation des épreuves dans toutes ces phases et ses détails :

- tracé du parcours
- reconnaissance du parcours
- validation des parcours
- réalisation des cartes C.O
- réalisation des road-books de course
- organisation d'une cérémonie de remise des prix en présence des partenaires

► **La communication** :

- négociation d'encarts dans la presse spécialisée
- rédaction du dossier de partenariat
- rédaction du/des dossier(s) de presse
- élaboration des supports de communication : affiches, dépliants et site internet
- recherche de partenaires privés et publics
- création des diaporamas et animations des différentes réunions de présentation
- diffusion des affiches et des flyers
- promotion et animation de l'événement sur les réseaux sociaux et la page internet de la manifestation.

Le Comité Départemental de Course d'Orientation s'engage à transmettre au Département de la Corrèze pour validation l'ensemble des supports de communication avant chaque publication.

Article 3 - Durée de la convention

La convention est conclue à compter de sa signature et jusqu'au 30 novembre 2022 inclus.

Article 4 - Affichage du partenariat

L'association organisatrice s'engage à :

- accorder le titre de partenaire officiel au Département de la Corrèze : présence du logo du Département sur l'ensemble des supports et actions de communication mis en place dans le cadre de l'organisation de l'événement (affiches, programmes, presse, site internet, réseaux sociaux etc.).
- faire paraître le logo du Département sur le road-book
- mettre en place l'arche et les tentes du Département sur les sites de pratique (fournies par la Collectivité).
- mettre en place plusieurs banderoles et oriflammes, mises à disposition par la Collectivité.
- citer le Département de la Corrèze en tant que Partenaire Officiel dans toute communication : presse et numérique.

Article 5 - Montant de la subvention allouée

Le Département contribue financièrement au projet "The R.A.C.E - Raid Aventure Corrèze Expérience " porté par le Comité Départemental de Course d'Orientation de la Corrèze, sous réserve du respect par ce dernier de toutes les clauses de la présente convention, pour un montant maximal de 15 000 €.

Article 6 - Modalités de versement de la subvention départementale :

La subvention sera créditée au compte de l'association en deux fois selon les procédures comptables en vigueur, 80% à la signature de la présente convention de partenariat et 20% sur présentation de l'ensemble des factures acquittées ou d'un état des dépenses certifié exact ayant trait avec la manifestation soutenue ou d'un bilan financier concernant la manifestation soutenue et ce à hauteur du montant total de la subvention octroyée.

Toute subvention n'ayant pas fait l'objet d'une demande de paiement, avant la date limite du 30 novembre 2022, deviendra caduque de plein droit.

Le versement sera effectué sur le compte ouvert au nom du Comité Départemental de Course d'Orientation : RIB : FR76 1055 8025 1514 9535 0020 021 (Banque Tarneaud)

Article 7 - Comptabilité et contrôle d'activités

L'association tiendra une comptabilité conforme aux règles définies par le plan comptable des associations (avis du conseil national de la comptabilité du 17 juillet 1985) et respectera la législation fiscale et sociale propre à son activité.

Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place pourra être réalisé par les services du Département.

L'association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle. Le refus de leur communication pourrait entraîner la suppression de la subvention.

L'association rendra compte très régulièrement de son action relative au programme de l'événement, à la Direction de la Jeunesse, des Sports et de la Culture du Département.

Article 8 - Résiliation de la convention

En cas de manquement de l'Association à ses obligations contractuelles, ou en cas de faute grave de sa part, le Département se réserve le droit d'exiger le reversement en totalité ou en partie des montants alloués. Cela entraînerait la résiliation de plein droit de la convention.

La présente convention peut être dénoncée après un préavis donné par l'une ou l'autre des parties au moins 3 mois avant la date de son expiration. Cette dénonciation se fera par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 9 - Annulation de la manifestation en cas de force majeure.

Le Département de la Corrèze ne sera pas tenu responsable si, en cas de force majeure indépendant de sa volonté (intempéries, alerte météo, transports différés ou annulés, annulation de l'organisateur en l'occurrence l'association...) l'opération devait être interrompue ou annulée.

Aucune réclamation et aucun frais rattaché à la manifestation de nature logistique (remboursement des inscriptions des raideurs, frais annexes rattachés à leur participation) ne sera pris en charge par le Département.

Le Comité Départemental de Course d'Orientation de la Corrèze ne pourra solliciter aucune subvention supplémentaire pour éventuellement solder des frais rattachés à cette annulation.

La présente convention cessera immédiatement d'avoir effet en cas de dissolution ou de changement de statut social de l'association.

Fait en 2 exemplaires à Tulle, le

**Pour le Département,
Le Président du Conseil Départemental,**

**Pour le Comité Départemental de
Course d'Orientation de la Corrèze
Le Président,**

Pascal COSTE

François DELCAMBRE

CONVENTION DE PARTENARIAT



55^{ème} TOUR DU LIMOUSIN-NOUVELLE AQUITAINE
16 au 19 Août 2022

Année 2022

Vu la décision du Conseil départemental en date du 8 avril 2022,

Il est passé,

entre :

**- Le CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CORRÈZE, représenté par le
Conseiller Départemental Délégué au Sport et à la Jeunesse,
Monsieur Jean-Jacques LAUGA,**

d'une part

et :

**- L'association "TOUR DU LIMOUSIN ORGANISATION",
représentée par son Président
Monsieur Claude FAYEMENDY**

d'autre part

La convention générale arrêtée comme suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Organisation de la 55^{ème} édition du "Tour Cycliste du Limousin-Nouvelle Aquitaine", du 16 au 19 Août 2022, en 4 étapes :

- ❶ mardi 16 août : Verneuil-sur-Vienne (87) - La Souterraine (23)
- ❷ mercredi 17 août : Champcevinel (24) - Ribérac (24)
- ❸ jeudi 18 août : Donzenac - Malemort
- ❹ vendredi 19 août : St Laurent sur Gorre (87) - Limoges (87)

ARTICLE 2 : CONDITIONS FINANCIÈRES

Le Conseil départemental de la Corrèze apportera son concours par **une aide financière de 20 000 €**, dont le versement interviendra à raison de 80 % à la signature de la présente convention et de 20 % sur demande justifiée présentée par l'Association à l'issue de l'événement (lettre de demande de versement du solde accompagnée de pièces justificatives de la tenue de la manifestation : articles de presse et comptes-rendus sportif et financier) et ce, avant le 30 novembre 2022.

ARTICLE 3 : PARTENARIAT

Afin de matérialiser le partenariat unissant les deux parties et promouvoir ainsi l'image du Conseil départemental de la Corrèze, l'Association s'engage à mettre en place les prestations et solutions de communication suivantes :

- titre de partenaire officiel accordé au Conseil départemental de la Corrèze** : présence du logo du Département sur l'ensemble des supports et actions de communication mis en place par le Tour du Limousin (affiches, programmes, presse, etc...) ;
- insertion d'une page de publicité** dans le programme officiel et **insertion d'une page réservée à l'édito** du Président du Conseil départemental ;
- mise en place de l'arche du Département** au sein des aires d'arrivée de chaque étape,
- mise en place de 16 banderoles** sur les aires de départ (8) et d'arrivée (8) ;
- mise en place de 6 panneaux aluminium** aux abords de la ligne d'arrivée ;
- insertion d'un véhicule dans la caravane publicitaire** a minima sur l'étape corrézienne du 18 Août 2022 ;
- mise à disposition d'un espace (stand 3m x 3m) au sein du village Partenaires (départ)** sur les quatre étapes ;
- mise à disposition d'un espace (stand 3m x 3m) au sein de l'espace Louis Perrier (arrivée)** lors de l'étape corrézienne du jeudi 18 août 2022 ;
- mise à disposition de 5 Pass permanents** pour accéder au village Partenaires et à l'espace Louis Perrier à chaque étape ;
- mise à disposition de 10 Pass** pour accéder au village Partenaires à Donzenac et de 10 Pass pour accéder à l'espace Louis Perrier à Malemort ;
- mise à disposition de 2 places dans l'un des véhicules invités** pour suivre l'étape corrézienne, le jeudi 18 août 2022 ;

- remise du « Trophée 19 » à chaque arrivée d'étape ;
- citation du Conseil départemental de la Corrèze en tant que Partenaire Officiel du Tour du Limousin par le speaker ;
- présence du logo du Conseil départemental de la Corrèze sur le site Internet du Tour du Limousin.

ARTICLE 4 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention prendra fin lorsque les dispositions finales de l'article 2 auront été satisfaites. Toutefois, passé le 31 Décembre 2022, la présente convention sera caduque.

Fait en deux exemplaires, à Tulle, le

**Pour l'Association,
Le Président**

**Pour le Département,
le Conseiller Départemental,
en charge du Sport et de la Jeunesse**

Claude FAYEMENDY

Jean-Jacques LAUGA

AVENANT N° 10

**à la convention pluriannuelle de missions de Service Public 2012 - 2013 - 2014
relative à l'accueil du public scolaire et du monde associatif**

à

" L'ESPACE 1 000 SOURCES CORRÈZE " de BUGEAT

Vu la délibération du Conseil départemental en date du 8 avril 2022,

Il est passé,

Entre

**le Conseil Départemental de la Corrèze, représenté par son Président,
Monsieur Pascal COSTE**

et

**l'Établissement Public " Espace 1 000 Sources Corrèze " - Bugeat,
représenté par le Président du Conseil d'Administration,
Monsieur Christophe PETIT**

le présent avenant,

sur proposition du Conseil Départemental de la Corrèze,
avec l'accord de l'Établissement Public Départemental,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1^{er} – Durée de la convention

L'article 2 de la convention du 23 septembre 2011 est modifié comme suit :

La présente convention, conclue pour une période de trois ans et prenant effet au 23 septembre 2011, prorogée par avenants n° 1 (année 2015), n° 2 (année 2016), n°3 (année 2017), n°4 (année 2018), n°s 5 et 6 (année 2019), n°s 7 et 8 (année 2020) et n° 9 (année 2021) est reconduite d'un an et prendra fin le 31 décembre 2022.

ARTICLE 2 – Engagement financier du Conseil Départemental :

L'indemnité compensatrice pour l'année 2022 du Conseil Départemental de la Corrèze s'élève à : **147 000 €**, dont 54 000 € équivalents au salaire de la directrice pour la période courant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2022.

Cette somme sera versée en une seule fois, après signature du présent avenant.

Les autres articles demeurent inchangés.

Fait à Tulle, le

**Le Président du Conseil Départemental
de la Corrèze,**

**Le Président du Conseil d'Administration
de l'Espace 1000 Sources Corrèze**

Pascal COSTE

Christophe PETIT

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission de la Cohésion Sociale

OBJET

ARCHIVES DEPARTEMENTALES - DOTATIONS 2022

RAPPORT

Que ce soit lors de leur création à la Révolution ou lors des lois de décentralisation de 1982-1983, aujourd'hui comme demain, les Archives départementales ont toujours eu comme vocation d'être le « gardien de la mémoire » du Département. À ce titre, elles collectent, conservent, et classent les documents produits et reçus par les services exerçant une mission de service public sur le territoire corrézien, notamment les services de l'État et les services du Département. Cela représente actuellement environ 17 kilomètres linéaires de documents papier et plus de 5 Tera-octets de données électroniques. La conservation est organisée dans l'objectif de communiquer les documents et de les valoriser auprès de publics le plus larges possibles, que ce soit auprès des usagers de la salle de lecture, des internautes, des scolaires, des visiteurs des expositions..., dans un but administratif, de loisirs généalogiques, ou d'enrichissement culturel personnel.

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, je vous propose d'affecter 151 100 € de crédits de paiements, dont 118 000 € au titre de l'investissement et 33 100 € au titre du fonctionnement.

- **Des dépenses de fonctionnement maîtrisées**

Les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 33 100 €.

En premier lieu, il convient de souligner ce qui concerne les opérations de valorisation auprès du public. 15 200 € sont ainsi prévus pour la médiation sous des formes diverses afin de toucher des publics variés.

Sans compter les manifestations ponctuelles comme les Nocturnes de l'histoire (en mars) et les Journées du patrimoine (en septembre), une exposition sera, comme chaque année, réalisée en interne avec la direction de la Communication et présentera aux Corrégiens un pan de leur histoire.

L'année 2021 avait permis de mettre en avant les missions et métiers des Archives de la Corrèze sous un biais ludique et original, celui de la bande dessinée. *Archives et bande dessinée : de la représentation à la réalité* a attiré 455 personnes au Tournon et, depuis janvier 2022, a débuté son itinérance dans le département en commençant par les médiathèques de Lubersac et Ussel avant les Archives municipales de Brive en mars. L'exposition poursuivra ensuite sa route vers Meymac et Bort, avant d'être accueillie aux Archives départementales de la Creuse durant l'été 2022.

L'exposition présentée aux Archives de la Corrèze à partir de l'été 2022, elle, portera sur un thème d'actualité puisqu'elle traitera des *Observations météorologiques et climat du Bas-Limousin et de la Corrèze. Phénomènes, aléas, calamités climatiques et catastrophes naturelles à travers l'histoire*. Réalisée en partenariat avec les archives de Météo-France, elle présentera les progrès techniques dans l'étude du climat et reviendra sur des phénomènes marquants ayant touché notre département du Moyen-Âge jusqu'au début du XXI^e siècle : inondations, sécheresses, épisodes de gel... Un catalogue disponible à la vente et reprenant de façon détaillée tous ces événements accompagnera l'exposition. Précisons que, depuis 2021, il est dorénavant possible de faire l'acquisition des publications des Archives départementales dans la plupart des librairies du département. Enfin, les premières recherches ont commencé pour l'exposition 2023. Celle-ci sera consacrée à un sujet rassembleur et festif : l'histoire du cinéma en Corrèze.

Parallèlement à ces manifestations ponctuelles, les Archives départementales poursuivront leurs partenariats scientifiques pour donner plus de visibilité aux fonds conservés. Outre la participation au portail FranceArchives, des contacts ont été pris avec la Bibliothèque nationale de France pour permettre à tous d'accéder sur Gallica, portail numérique d'envergure nationale, au journal *Le Corrèzien* numérisé.

Le reste des dépenses de fonctionnement, outre des frais courants de fournitures de bureau, maintenance de matériel et d'équipements (3 250 €), est en réalité consacré à des dépenses correspondant aux grandes missions précédemment évoquées : fournitures spécialisées pour l'atelier de restauration (2 000 €) ; opérations liées au classement des fonds (3 150 €) ; numérisation (9 500 €). Le marché pluriannuel de numérisation des documents audiovisuels, qui s'achèvera en 2022, ne sera pas reconduit par la suite.

- **Des recettes de fonctionnement traditionnelles**

Les seules recettes des Archives sont en fonctionnement et pourraient s'élever à 6 000 €. Ces recettes sont traditionnellement le fruit de la régie propre aux Archives départementales (ventes de publications, photocopies, reproductions numériques) et de subventions accordées par la Direction régionale des affaires culturelles (DRAC). Une demande de subvention a été déposée à la DRAC pour un montant de 3 000 € pour la restauration de documents anciens.

- **Des dépenses d'investissement « cœur de métier »**

La majeure partie du budget des Archives départementales est consacrée aux dépenses d'investissement (118 000 €) et donc aux missions formant le cœur de métier des archivistes.

La bonne conservation des documents est la dépense principale des Archives départementales, pour un montant total de 92 000 €.

Il est en effet primordial de bien conditionner les documents avec des matériaux et des boîtes adaptées afin d'éviter la dégradation dans le temps (acidité du papier, lumière, poussière...), c'est ce qu'on appelle la conservation préventive.

Une campagne de reconditionnement des fonds antérieurs à 1940 a été engagée depuis plusieurs années et doit permettre d'améliorer la protection des documents et de gagner de la place, axes d'amélioration indispensables dans un bâtiment de près de 40 ans proche de la saturation.

Par ailleurs, pour que les documents trop abîmés ou trop fragiles puissent à nouveau être mis à disposition des usagers en salle de lecture ou numérisés, il faut préalablement les faire restaurer, c'est-à-dire intervenir dans un but curatif. Vu le volume concerné chaque année (une quarantaine de liasses, une quinzaine de registres et une dizaine de plans grands formats) dont certains documents très abîmés par des traces d'incendie ou d'inondations, cela ne peut se faire que par le biais d'un prestataire extérieur spécialisé. Un nouvel accord cadre pluriannuel à bons de commande pour les archives reliées et non reliées a été attribué fin février 2022 à la Reliure du Limousin (située à Malemort), entreprise avec laquelle les Archives départementales ont tissé des liens étroits depuis de nombreuses années, et à l'Atelier Quillet (situé en Charente-Maritime) pour les documents grand format. En parallèle, l'atelier de restauration propre aux Archives départementales peut ainsi se concentrer sur les « petites » restaurations de quelques feuillets au sein d'une liasse ou d'un registre.

En outre, des subventions sont accordées aux communes pour leur permettre de restaurer leurs propres archives. Par la suite, cela évite que les documents de plus de 50 ans soient en trop mauvais état lorsqu'ils sont déposés aux Archives départementales comme la loi le prévoit. Cela a également l'avantage de soutenir les communes dans leur politique patrimoniale, d'autant qu'elles se tournent habituellement vers des ateliers de reliure-restauration installés en Corrèze.

Depuis 2017, une autorisation de programme (AP) avait été mise en place. Elle avait vu l'attribution de 34 143,31 € de subventions aux communes, mais arrive à son terme cette année.

Il est proposé de la renouveler en la reconduisant sous la forme d'une autorisation de programme (AP) de 75 000 € en cinq ans, dont 15 000 € de crédits de paiement pour l'exercice 2022.

Enfin, une partie de ces dépenses (11 000 €) est consacrée à l'acquisition de documents d'archives et livres pour enrichir les collections du Département.

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, je vous propose d'affecter les crédits de paiements selon les tableaux ci-dessous :

	BP 2021	CA 2021	BP 2022
Pgm P112 Mémoire du Département	34 100 €	22 650 €	33 100 €
Total DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	34 100 €	22 650 €	33 100 €
Pgm P112 Mémoire du Département	7 000 €	6 514 €	6 000 €
Total RECETTES DE FONCTIONNEMENT	7 000 €	6 514 €	6 000 €
Pgm P112 Mémoire du Département	117 000 €	108 426 €	118 000 €
Total DEPENSES D'INVESTISSEMENT	117 000 €	108 426 €	118 000 €
Pgm P112 Mémoire du Département	néant	néant	néant
Total RECETTES D'INVESTISSEMENT	néant	néant	néant

• En résumé :

	Crédits de paiements 2022 DEPENSES	Crédits de paiements 2022 RECETTES
FONCTIONNEMENT	33 100 €	6 000 €
INVESTISSEMENT	118 000 €	néant
TOTAL	151 100 €	6 000 €

Pour mémoire, au titre de 2022, les engagements au titre de la politique qui vient de vous être exposée dans le présent rapport seront effectués sur les enveloppes suivantes :

EN DEPENSES

EPF P112E02 : Moyens de fonctionnement des Archives / D

EPI P112E04 : Moyens d'investissement aux Archives / D

AP P112E05 : Archives subvention de restauration / D

EN RECETTES

EPF P112E03 : Moyens de fonctionnement des Archives / R

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

ARCHIVES DEPARTEMENTALES - DOTATIONS 2022

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2022.04.08/212 en date du 8 avril 2022, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Madame Jacqueline CORNELISSEN, Rapporteur,

DÉLIBÈRE

Article 1^{er} : sont votées, au titre de 2022, l'autorisation de programme (AP) dont les caractéristiques sont les suivantes :

- Désignation : Subvention de restauration communes 2022-2026/D
- Catégorie : AP
- Montant : 75 000 €
- Durée d'affectation : 2022-2026

Article 2 : est proposée l'affectation des crédits de paiement suivants pour l'exercice 2022 :

	Crédits de paiements 2022 DEPENSES	Crédits de paiements 2022 RECETTES
FONCTIONNEMENT	33 100 €	6 000 €
INVESTISSEMENT	118 000 €	néant
TOTAL	151 100 €	6 000 €

Imputations budgétaires :

La recette correspondante sera imputée sur le Budget Départemental :

- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 933.15.

Les dépenses correspondantes seront imputées sur le Budget Départemental :

- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 933.12
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 933.15
- Section Investissement, Article fonctionnel 903.15
- Section Investissement, Article fonctionnel 913.15.

Adopté, à main levée, à l'unanimité.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant

de L'État le : 12 avril 2022

Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20220408-4532-DE-1-1

Affiché le : 12 avril 2022

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL



L'an deux mille vingt-deux et le huit avril, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :

Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Madame Valérie TAURISSON, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Madame Patricia BUISSON, Monsieur Franck PEYRET, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Audrey BARTOUT, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Jean-Jacques LAUGA, Monsieur Philippe LESCURE, Madame Marilou PADILLA-RATELADE, Madame Rosine ROBINET, Monsieur Gérard SOLER, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Julien BOUNIE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Madame Claude CHIRAC, Monsieur Bernard COMBES, Madame Jacqueline CORNELISSEN, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Monsieur Sébastien DUCHAMP, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Didier MARSALÉIX, Madame Frédérique MEUNIER, Madame Annick TAYSSE, Madame Sonia TROYA, Madame Stéphanie VALLÉE, Madame Marie-Laure VIDAL, Monsieur Eric ZIOLO

Pouvoir :

Monsieur Anthony MONTEIL à Madame Stéphanie VALLÉE

Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

Réunion du 8 avril 2022

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission de la Cohésion Sociale

OBJET

BIBLIOTHEQUE DEPARTEMENTALE - DOTATIONS 2022

RAPPORT

La Bibliothèque départementale (BD), compétence obligatoire du Conseil Départemental, joue un rôle essentiel dans la mise en œuvre d'une politique culturelle de proximité en milieu rural, en proposant une offre diversifiée.

A côté de ses missions traditionnelles liées à la mise à disposition gratuite de documents matériels (livres, CD, DVD) dans les bibliothèques et les dépôts des communes de moins de 10 000 habitants, la BD a progressivement élargi ses compétences à d'autres activités de conseil-formation à destination des salariés et des bénévoles du réseau de lecture publique de la Corrèze.

Ces missions viennent d'être inscrites dans la loi adoptée le 21 décembre 2021 relative aux bibliothèques et au développement de la lecture publique. Celle-ci précise notamment que les bibliothèques départementales ont pour missions, à l'échelle du département :

- 1. « De renforcer la couverture territoriale en bibliothèques, afin d'offrir un égal accès de tous à la culture, à l'information, à l'éducation, à la recherche, aux savoirs et aux loisirs ;
- 2. De favoriser la mise en réseau des bibliothèques des collectivités territoriales ou de leurs groupements ;
- 3. De proposer des collections et des services aux bibliothèques des collectivités territoriales ou de leurs groupements et, le cas échéant, directement au public ;
- 4. De contribuer à la formation des agents et des collaborateurs occasionnels des bibliothèques des collectivités territoriales ou de leurs groupements ;
- 5. D'élaborer un schéma de développement de la lecture publique, approuvé par l'assemblée départementale ».

Par ailleurs, l'article L. 330-1 du code du patrimoine est complété par une phrase ainsi rédigée portant sur les bibliothèques départementales : « Les départements ne peuvent ni les supprimer, ni cesser de les entretenir ou de les faire fonctionner. »

En 2021, malgré la situation sanitaire, la Bibliothèque départementale de la Corrèze, avec ses 16 agents, a continué à assurer l'essentiel de ses services à destination des 121 bibliothèques de son réseau grâce notamment aux navettes de réservation et au maintien des échanges de documents dans ses locaux.

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, je vous propose d'affecter 301 960 € de crédits de paiement, dont 230 500 € au titre de l'investissement et 71 460 € au titre du fonctionnement.

Ces crédits de paiement vont permettre, notamment, la réalisation de ces actions :

1. L'achèvement de la mise en place d'un service mutualisé pour l'accès aux ressources numériques pour tous les usagers corréziens

Afin d'assurer une véritable équité à l'accès aux ressources numériques pour l'ensemble des usagers des bibliothèques corréziennes, la Communauté d'agglomération Tulle Agglo, la Ville de Brive et Haute-Corrèze Communauté ont signé fin 2019 une convention avec le Conseil Départemental de la Corrèze.

D'une durée d'un an, reconductible, ces conventions prévoient un partage des coûts des abonnements aux ressources numériques et des coûts d'acquisition des e-books proportionnel à la population de la Communauté d'agglomération Tulle Agglo, de la Ville de Brive et de Haute-Corrèze Communauté. Les coûts restants étant pris à charge par le Conseil Départemental.

Le Département de la Corrèze s'engage également à faire bénéficier les usagers des médiathèques Éric Rohmer, de Haute Corrèze et de la ville de Brive de l'ensemble de l'offre documentaire et des services proposés sur le site "Médiathèque numérique de la Corrèze" aux mêmes conditions qu'aux autres bibliothèques du réseau de la Bibliothèque départementale.

Depuis le 1er janvier 2020, il n'y a plus, de ce fait, ni de quotas ni de restrictions d'accès aux ressources proposées liés au nombre d'habitants ou à la localisation géographique de chaque bibliothèque et réseaux de bibliothèques ayant adhéré à ce service.

Plusieurs facteurs d'ordre technique, toutefois, empêchent encore la pleine utilisation de ce service.

Afin d'optimiser le dispositif, il est prévu :

- D'exposer sur chaque catalogue en ligne des bibliothèques corrésiennes les ressources de Médiathèque numérique par un système de moissonnage (OAI). Ainsi, lors de ses consultations, l'utilisateur aura la possibilité d'avoir directement accès à ces informations sans se connecter sur le site de la Bibliothèque départementale ;
- D'attribuer un seul compte aux usagers pour accéder tant aux services de sa bibliothèque de rattachement que de Médiathèque numérique. Ce compte commun est créé au moment de l'inscription de l'utilisateur auprès de sa bibliothèque.

Depuis fin 2021, la Bibliothèque de Brive bénéficie de ces nouveaux services qui vont être mis en place courant 2022 également à destination des usagers de Tulle Agglo et de Haute-Corrèze Communauté.

Les coûts de ces améliorations techniques sont pris en charge par le Département via le Service informatique.

2. La reconduction de l'offre de ressources numériques à destination de tous les corrésiens dans le cadre du service mutualisé Médiathèque numérique de la Corrèze (26 398 € en dépenses de fonctionnement).

Ce service est cofinancé depuis 2019 par le Département de la Corrèze qui a signé une convention avec la Communauté d'agglomération Tulle Agglo, la Ville de Brive et Haute-Corrèze Communauté (12 354 € inscrits en recettes de fonctionnement).

Pour 2022, il est prévu d'élargir cette offre de ressources numériques aux jeux vidéo en ligne.

3. La reconduction des activités dites d'action culturelle à destination du réseau des bibliothèques corrésiennes de lecture publique (28 400 € en dépenses de fonctionnement) :

- La 25^e édition du Festival itinérant Coquelicontes en Creuse et en Corrèze ;
- La 25^e édition du Prix départemental de l'album jeunesse ;
- La 3^e participation au Mois du film documentaire.

Depuis 2020, la DRAC subventionne le Festival Coquelicontes à hauteur de 20 000 € par an, (10 000 € chacun pour les départements de la Creuse et de la Corrèze), grâce à la signature d'un Contrat départemental lecture itinérance- Coquelicontes avec l'État, ce qui génère des recettes de fonctionnement annuelles de 10 000 €.

A l'occasion de sa 25^e édition, la Bibliothèque départementale va organiser une journée spéciale destinée aux contes au domaine de Sédières.

4. La reconduction des budgets destinés à l'acquisition de documents matériels : Livres, CD, DVD : 200 500 € en investissement

Depuis le 19 mars 2022 est entré en vigueur, un nouveau marché à bons de commande avec mini/maxi décomposé en 4 lots destiné aux livres non scolaires d'une durée d'1 an renouvelable 3 fois par tacite reconduction : 534 000 € sur 4 ans.

5. L'acquisition de mobilier professionnel destiné au rangement des outils d'animation (expositions...) ainsi qu'aux espaces de travail des agents pour remplacer du matériel vétuste et inadapté (30 000 € en investissement).

Pour financer cette dépense, une demande de subvention va être transmise à l'Etat-Drac (15 000 € de recettes d'investissement équivalent à 50 % du total de la dépense).

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, je vous propose d'affecter les crédits de paiements selon les tableaux ci-dessous :

	BP 2021	CA 2021	BP 2022
Programme Bibliothèque			
Total DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	71 290 €	64 235,34 €	71 460 €
Total RECETTES DE FONCTIONNEMENT	23 500 €	26 824,70 €	24 355 €
Total DEPENSES D'INVESTISSEMENT	200 500 €	194 348,02 €	230 500 €
Total RECETTES D'INVESTISSEMENT			15 000 €

En résumé :

	Crédits de paiements 2022 DEPENSES	Crédits de paiements 2022 RECETTES
FONCTIONNEMENT	71 460 €	24 355 €
INVESTISSEMENT	230 500 €	15 000 €
TOTAL	301 960 €	39 355 €

Pour mémoire au titre de 2022, les engagements au titre de la politique qui vient de vous être exposée dans le présent rapport seront effectués sur les enveloppes suivantes :

EN DEPENSES :

- Annuelle : EPF P042E04 Moyens de fonctionnement BD / D
- Annuelle : EPI P042E06 Investissement à la BD / D
- Pluriannuelle : AP P042E03 Marché investissement BD / CD-DVD
- Pluriannuelle : AP P042E02 Marché investissement BD / 2018 D
- Pluriannuelle : AP P042E01 Marché investissement BD / 2017 D
- Pluriannuelle : AP P042E07 Acquisition Livres 2022-2025 / D

EN RECETTES :

- Annuelle : EPF P042E05 Moyens de fonctionnement BD / R.
- Annuelle : EPF P042E10 Subvention Etat pour mobilier/R.

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

BIBLIOTHEQUE DEPARTEMENTALE - DOTATIONS 2022

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2022.04.08/213 en date du 8 avril 2022, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Madame Marie-Laure VIDAL , Rapporteur,

DÉLIBÈRE

Article unique : est proposée l'affectation des crédits de paiement suivants au titre de la politique sectorielle Bibliothèque départementale :

	Crédits de paiements 2022 DEPENSES	Crédits de paiements 2022 RECETTES
FONCTIONNEMENT	71 460 €	24 355 €
INVESTISSEMENT	230 500 €	15 000 €
TOTAL	301 960 €	39 355 €

Imputations budgétaires :

Les recettes correspondantes seront imputées sur le Budget Départemental :

- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 933.13
- Section Investissement, Article fonctionnel 903.13.

Les dépenses correspondantes seront imputées sur le Budget Départemental :

- Section Investissement, Article fonctionnel 903.13
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 933.13.

Adopté, à main levée, à l'unanimité.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant

de L'État le : 12 avril 2022

Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20220408-4625-DE-1-1

Affiché le : 12 avril 2022

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL



L'an deux mille vingt-deux et le huit avril, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :

Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Madame Valérie TAURISSON, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Madame Patricia BUISSON, Monsieur Franck PEYRET, Madame Agnès AUDEGUILL, Madame Audrey BARTOUT, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Jean-Jacques LAUGA, Monsieur Philippe LESCURE, Madame Marilou PADILLA-RATELADE, Madame Rosine ROBINET, Monsieur Gérard SOLER, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Julien BOUNIE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Madame Claude CHIRAC, Monsieur Bernard COMBES, Madame Jacqueline CORNELISSEN, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Monsieur Sébastien DUCHAMP, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Didier MARSALÉIX, Madame Frédérique MEUNIER, Madame Annick TAYSSE, Madame Sonia TROYA, Madame Stéphanie VALLÉE, Madame Marie-Laure VIDAL, Monsieur Eric ZIOLO

Pouvoir :

Monsieur Anthony MONTEIL à Madame Stéphanie VALLÉE

Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission de la Cohésion Territoriale

OBJET

RESEAUX ET INFRASTRUCTURES - DOTATIONS 2022

RAPPORT

Les 4 700 km du réseau routier départemental garantissent au quotidien une mobilité sécurisée au service de la vie socio-économique du département.

L'investissement sur le patrimoine routier est une nécessité tant pour accompagner l'essor économique avec des opérations de contournement structurantes, que pour améliorer les infrastructures existantes qui participent à l'attractivité de nos territoires.

Depuis 2015, plus de 112 millions d'euros d'investissement ont été mobilisés pour améliorer la desserte, moderniser le patrimoine d'infrastructures, développer et sécuriser le réseau routier départemental.

En 2021, 198 km de chaussée ont été réhabilités, 7 ouvrages d'art refaits à neuf et les équipements de 6 autres réhabilités (parapets, garde-corps, joints de chaussées...), 12 aménagements de bourgs ont également été réalisés.

Concernant les grandes opérations routières, le début de l'année 2022 est marqué par la mise en service de la déviation de Malemort, après 20 mois de travaux depuis août 2020. Le projet de la déviation de Lubersac est actuellement dans ses phases d'instruction des demandes d'autorisations administratives et d'acquisitions foncières, qui vont s'étaler sur l'ensemble de l'année 2022.

La préparation des dossiers réglementaires des déviations de Meymac et de Noailles se poursuivent également sur la base des études techniques finalisées, avant de pouvoir saisir les services de l'Etat pour les demandes d'autorisations administratives.

Enfin, dans le cadre du projet Routes 2030, deux opérations, dont les précédentes déclarations d'utilité publique sont devenues caduques, vont être relancées : il s'agit de la déviation de la RD901 sur les communes de Varetz, Saint-Viance et Allassac, et du contournement Ouest d'Ussel.

Pour l'année 2022, il est proposé un budget d'investissement des routes à 39 M€, dont 19 M€ relatifs à des opérations 'structurelles' et 20 M€ relatifs aux nouveaux projets. Ils seront dédiés à la modernisation des chaussées. Ce choix bénéficiera très directement au tissu des entreprises de TP locales.

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, je vous propose d'affecter 45 453 321 € de crédits de paiements, dont 39 270 000 € au titre de l'investissement et 6 183 321 € au titre du fonctionnement.

I - MODERNISATION DU PATRIMOINE : 15 000 000 €

La modernisation du patrimoine routier est une nécessité pour fiabiliser les déplacements. Les 4700 km de voirie routière doivent faire l'objet d'améliorations permanentes en intégrant l'évolution, l'anticipation, et la préservation des usages.

L'évaluation donne une vision patrimoniale et permet de fixer les orientations à court, moyen ou long terme.

Évolution de l'état du patrimoine routier chaussées - 2014/2021							
Type de réseau évalué	Année	Intervention à court terme		Intervention à moyen terme		Bon état	
		km	Évolution en %	km	Évolution en %	km	Évolution en %
Structurant	2021	23	-34%	172	-18%	249	+24%
	2014	35		209		200	
Liaison	2021	29	-59%	202	+13%	321	+6%
	2014	72		178		302	
Desserte	2021	252	-32%	1743	+31%	1706	-15%
	2014	370		1330		2001	
Total	2021	304	-36%	2117	+23%	2276	-9%
	2014	477		1717		2503	

Entre 2014 et 2021 on constate qu'un effort particulier a été réalisé sur l'état du patrimoine routier en intervention à court terme (-36%) permettant une meilleure programmation et approche des travaux à réaliser, notamment sur le réseau prioritaire (structurant + liaison). Cela se traduit également par une augmentation de linéaire en bon état sur ce type d'axe routier (+24% en structurant et +6% en liaison).

Le linéaire traité n'est pas corrélé parfaitement avec les investissements réalisés. En effet, au cours de ces deux dernières années, un effort très conséquent a été consenti sur l'amélioration qualitative du réseau, forcément plus onéreux qu'un simple traitement préventif. Ainsi, plutôt qu'une simple étanchéité des supports, il a été procédé à une amélioration de leur structure, de la sécurité des usagers, voire accessoirement leur confort, en effectuant une campagne importante de reprofilage des chaussées ainsi que des aménagements ponctuels (rectifications de virages, confortements...).

De même, l'état du patrimoine s'est très nettement amélioré (même si ce critère n'entre pas en compte dans la notation des chaussées) par la campagne soutenue d'égagement de ses abords. Cet élément est d'autant plus important qu'au-delà du qualitatif, il a une incidence importante sur le quantitatif à réaliser annuellement dans la mesure où la durée de vie d'un revêtement s'en trouve grandement allongée.

Néanmoins, près de 140 km d'itinéraires (non comptabilisés dans le tableau ci-dessous) ont bénéficié en 2021 de revêtements partiels garantissant ainsi la pérennité de nos chaussées.

Enfin, la moyenne de linéaire traité entre 2015 et 2021 (232 km) laisse apparaître un delta positif de 30 km (soit 14% de linéaire en plus) par rapport à la période 2009/2014 (202 km) qui traduit l'effort important réalisé pour l'amélioration de l'état du patrimoine.

Bilan quantitatif								
Linéaire traité (en km)	Année							Période 2009/2014 (en km/an)
	2021	2020	2019	2018	2017	2016	2015	
Réseau principal	54	69	60	65	78	74	73	42
Réseau de desserte	144	119	127	170	182	199	211	159
Total	198	188	187	235	260	273	284	202
Moyenne annuelle 2021/2015	232 km/an							

En parallèle de ce bilan quantitatif, différents critères qualitatifs permettent de suivre l'évolution du patrimoine. Les propositions de programmation présentées sur la carte annexée au présent rapport, répondent prioritairement aux critères qualitatifs et sécuritaires.

L'évaluation des dégradations des chaussées à la sortie de l'hiver est en cours de réalisation, une adaptation éventuelle de la programmation pourra être proposée après l'analyse de celle-ci.

Pour les ouvrages d'art, le Département suit et entretient plus de 900 ouvrages significatifs. En effet, il est nécessaire d'investir régulièrement sur les travaux de gros entretien, en particulier d'étanchéité, pour éviter des dégradations trop importantes qui conduiraient à reconstruire complètement l'ouvrage (travaux beaucoup plus coûteux).

A cet effet 600 000 € seront notamment consacrés à des travaux de petites réparations et de reprise des ouvrages définis au gré des visites annuelles d'entretien.

En 2022, les travaux de réhabilitation complète d'ouvrages porteront notamment sur :

- la reconstruction du Pont du Moulin de Lassalle, RD106 (Curemonte) ;
- la restauration des maçonneries et parapet du pont de Vernejoux sur la RD26E5 (Condat sur Ganaveix) ;
- la rénovation complète du Pont de l'Aumonerie sur la RD134 à Vutezac afin de permettre la circulation des poids lourds ;
- la réfection des maçonneries, trottoirs, étanchéité et garde-corps du pont de Confolens à La Gare d'Aubazine (RD14) ;

- la réfection du Pont de Couffy sur la RD21 à Couffy sur Sarsonne ;
- la réparation des garde-corps et trottoirs du pont de Bos-Plot sur la RD15 (le Pescher) ;
- la réfection d'une des dix buses métalliques corrodées et menaçant ruine (priorisation en cours).

Nous réaliserons aussi la consolidation de nombreux murs de soutènement : à Chasteaux sur la RD154E3, à Bar sur la RD53, au Pont du Chambon à St Hilaire Peyroux sur la RD141E1..., ainsi que des reprises de glissements de terrains sur les RD19 et RD59 autour du Lac de Chasteaux.

Ce programme est doté d'un budget global de **15 000 000 €** pour répondre à ces objectifs, avec des techniques adaptées aux enjeux :

- o 6 000 000 € sur les réseaux principaux qui accueillent quotidiennement plus de 2000 véhicules/jour, dont la structure et l'usage favorise et même souvent nécessite l'utilisation de couches de roulement en enrobés et où se situent les principaux enjeux tant en termes de sécurité que de contribution à la vie socio-économique de la Corrèze ;
- o 5 000 000 € pour la voirie de desserte qui représente 78 % du réseau routier départemental essentiel pour les déplacements et la vie quotidienne des Corrèziens ;
- o 2 300 000 € pour adapter le patrimoine ouvrages d'art à l'évolution de la circulation ;
- o 400 000 € de financement de préparation de chaussées préalable au revêtement ;
- o 1 000 000 € de financement d'aménagement routiers ;
- o 300 000 € de financement de réparations liées aux aléas climatiques.

C'est sur ces lignes que porte le plus important effort sur les crédits et démontre l'importance de faire de l'entretien routier une priorité des politiques départementales.

II - OPERATIONS DE SECURITE : 1 170 000 €

La sécurité est au cœur de nos préoccupations. Dans un objectif de prévention, l'amélioration des points singuliers repérés par une veille quotidienne fait l'objet de toute notre attention. L'enveloppe sera d'un montant de **1 170 000 €** affectée en investissement avec des techniques adaptées aux enjeux. Cela comprendra :

- o la reprise des points singuliers accidentogènes détectés ;
- o la correction ponctuelle de la géométrie des infrastructures ;
- o le renforcement de signalisation et l'aménagement de carrefours dangereux ;
- o la continuation du programme d'élagage départemental 2018-2022 ;
- o l'accompagnement du retour à une vitesse maximale autorisée de 90km/h sur les RD hors agglomération (signalisation, achat d'équipements, partenariat avec association, aménagements...).

III - AMENAGEMENT ET TRAVERSE DE BOURG : 800 000 €

Depuis des décennies, nous accompagnons les autres collectivités en agglomération dans leurs démarches d'embellissement de leurs espaces publics et d'amélioration du cadre de vie. Dans cette optique pour moderniser les chaussées, nous inscrivons **800 000 €** en investissement. Ce montant est ajusté aux demandes exprimées par les communes et en fonction du cadencement des travaux préalables qu'elles réalisent.

IV - ACQUISITION DE VEHICULES, D'ENGINS ET MATERIELS D'ENTRETIEN : 2 000 000 €

La modernisation et le renouvellement de la flotte de véhicules et engins sont nécessaires pour améliorer l'efficacité des interventions en régie. Le choix des investissements sera guidé par le souhait de concentrer les efforts opérationnels de la direction autour de deux axes : le service hivernal et l'élagage.

L'enveloppe proposée en investissement est de **2 000 000 €**.

V - ETUDES : 190 000 €

Cette enveloppe de **190 000 €** en investissement permet de lancer et poursuivre des études nécessaires à fiabiliser des choix techniques, à valider l'opportunité et les conditions de poursuite de projets, à produire les supports réglementaires indispensables, mais aussi à préparer les grandes opérations de demain.

Elle permettra notamment de réaliser les études relatives à des opérations non programmées de confortement des glissements de terrains (topographie, géotechnique), de sécurisation des sections de route où une accidentologie particulière est mise en évidence (vérification de la géométrie).

Cette enveloppe apportera également le financement pour les études de surveillance des ouvrages d'art et de mise aux normes environnementales des ouvrages hydrauliques faisant obstacle à la migration de la faune piscicole.

Elle permettra d'engager les études et mesures nécessaires pour établir un diagnostic de l'état du réseau routier du Département, afin de permettre de préciser les orientations utiles en terme de nature et de programmation des travaux de renouvellement de chaussée. Cette année, l'étude portera sur l'ensemble du réseau principal (structurant et liaison).

Enfin, elle permettra aussi de faire face aux études nécessaires pour répondre à des sollicitations relatives à notre réseau routier.

VI - ENVIRONNEMENT ET EQUIPEMENT DE LA ROUTE : 1 10 000 €

Ce dispositif accompagne la rénovation d'aires d'accueil, de stationnement, de covoiturage ainsi que l'accessibilité de délaissés. Il permet également l'installation de dispositifs sécuritaires ou de signalisation.

L'enveloppe proposée en investissement est de **110 000 €**, elle pourra s'adapter aux attentes.

VII – NOUVEAUX PROJETS : 20 000 000 €

1- GRANDES OPERATIONS ROUTIERES - ROUTES 2030 : 17 000 000 €

Le projet de la déviation de Lubersac, d'un linéaire global de 4.070 ml, se poursuit sur 2022 par les phases d'instruction des dossiers réglementaires, les négociations foncières sous emprises du tracé et hors emprises pour les besoins de compensation, et par les phases d'études détaillées complémentaires. Le projet sera soumis à enquête publique pour déclaration d'utilité publique d'une part, et pour autorisation environnementale d'autre part, avant de pouvoir obtenir les arrêtés correspondants, préalables à tout démarrage des travaux, qui ne devrait pas intervenir au mieux avant le second semestre 2023. En parallèle, les études de maîtrise d'œuvre pour définition détaillée du projet, ont démarré depuis novembre 2021. **Ce projet est estimé à 13 M€, dont 7 M€ seront financés dès 2022.**

Le projet du contournement de Meymac, d'un linéaire de 3 950 ml est, suite à la définition précise du tracé, dans sa phase d'élaboration des dossiers réglementaires et de recherche de terrains pour compensations environnementales, avec un objectif de dépôt des demandes d'autorisation administratives au mieux fin 2022, pour une phase d'instruction par les services de l'état et d'enquête publique qui s'étaleraient ensuite sur l'ensemble de l'année 2023. **Ce projet est estimé à 30 M€ dont 10 M€ financés dès 2022.**

D'autres grands projets sont à l'étude et notamment :

- **Le projet du contournement de Noailles**, d'un linéaire de 1.350 ml en tracé neuf, présente désormais également un tracé figé, et fait l'objet de dernières études environnementales pour la définition des besoins de compensation. La phase d'élaboration des dossiers réglementaires sera ensuite déclenchée après une période d'observation des flux de trafic sur le sud-ouest du département, suite à la mise en service de la déviation de Malemort
- **Le projet de la déviation de la RD901**, d'un linéaire de 51630 ml, contournant principalement le Bourg et le Burg de Varetz et se situant à ses extrémités sur les communes d'Allasac et de Saint-Viance, est relancé afin de compléter la liaison Brive-Objat, dont les travaux aux extrémités avaient été menés dans les années 2000. La section restante avait fait l'objet d'une déclaration d'utilité publique en 2002, désormais caduque. Compte tenu des fortes évolutions réglementaires, notamment sur le plan environnemental, et du contexte général, il est indispensable de relancer l'ensemble des études préalables, qui vont dans un premier temps s'étaler sur environ 3 ans.

- **Le projet du contournement d'Ussel Ouest**, d'un linéaire de 3.890 ml pour le tracé qui avait fait l'objet d'une déclaration d'utilité publique en 2010 désormais caduque, doit également faire l'objet de nouvelles études préalables avant de pouvoir être soumis aux demandes d'autorisations administratives.
- Enfin, afin d'améliorer la liaison entre les autoroutes A20/A89 et le nord du Lot, des études sont en cours pour aménager la RD15 sur les tronçons suivants : Sérilhac/Le Pescher et Sourdoire/limite du département, ainsi que l'aménagement du carrefour RD15/RD38. Des premiers travaux sont prévus en 2022 pour la rectification de virages et un calibrage de la chaussée à 6 mètres sur le tronçon de 1.200 ml du carrefour avec la RD169E1 jusqu'au bourg du « Pescher ».

2 - VIADUC DES ROCHERS NOIRS : 3 000 000 €

Afin d'assurer la sauvegarde de cet édifice exceptionnel classé au titre des Monuments Historiques depuis 2000 et labellisé "patrimoine du 20ème siècle", et sa réouverture à la circulation piétonne mais aussi à d'autres formes de mobilités douces comme le vélo, il est indispensable de réaliser des travaux de sécurisation, de conservation et de restauration. Cette opération de réhabilitation est une véritable opportunité pour un projet global d'attractivité du territoire.

En novembre 2020, une mission complète de maîtrise d'œuvre a permis de définir les travaux nécessaires. Une première estimation de ces travaux s'élevait à 6 657 200 € HT avec un autofinancement calculé au taux de 20 %. Sur cette base, le Conseil départemental du 5 mars 2021 a approuvé le nouveau montant ainsi que le plan de financement prévoyant une participation maximum du département à hauteur de 1 300 000 €.

Durant l'année 2021, les études de projet ainsi que des investigations complémentaires plus fines (diagnostics sur l'amiante, décapage des peintures, type d'acier, contrôle des équipements existants...), ont permis d'affiner les coûts. En parallèle, les échanges avec la DRAC, notamment au travers du dossier de demande d'autorisation de travaux, ont mis en exergue des travaux de réhabilitation des câbles et de mise en valeur des maçonneries et des serrureries plus conséquents. L'année 2021 a également été marquée par une forte hausse des matières premières, dont l'acier, composant essentiel de cet ouvrage. Ce facteur a également contribué à augmenter le coût des travaux tel qu'il est apparu suite aux deux appels d'offres lancés. Les offres remises dépassant les crédits alloués et la capacité de financement prévue par la Collectivité, elles ont été déclarées inacceptables. Un troisième appel d'offre "revalorisé" a été lancé en janvier 2022 (remise des offres le 03 mars) afin de définir un nouveau coût d'opération (estimé à ce jour à 10 547 000 € HT dont 9 323 600 € de travaux. S'il est donné suite à cet appel d'offre, les travaux pourraient s'échelonner de 2022 à 2024.

VIII - MAINTEN DU RESEAU ROUTIER : 2 616 112 €

Cette enveloppe est destinée à couvrir les obligations courantes de maintenance du patrimoine routier pour assurer sa viabilité au quotidien, mais aussi des services particuliers lors d'événements climatiques, d'incidents et d'accidents.

Dans le cadre de notre politique d'entretien courant de la route et de ses dépendances, nous assurons par l'intermédiaire de notre régie :

- o La réparation de chaussées (purges) et d'ouvrages ;
- o Le renouvellement et le renforcement de la signalisation horizontale et verticale (police, directionnelle, touristique) ;
- o La mise en place de dispositifs de sécurité (glissières) et la mise en conformité des systèmes de protection ;
- o Le fauchage et le débroussaillage des accotements et dépendances ;
- o L'entretien des talus, l'élagage de nos plantations ;
- o La collecte d'eaux pluviales avec la rénovation de fossés et d'ouvrages de collecte ;
- o La surveillance permanente du patrimoine avec des moyens mobilisables pour des actions curatives ou préventives.

L'enveloppe consacrée à la viabilité en fonctionnement est de **2 616 112 €**. Elle permet d'assurer une continuité de service grâce à des actions :

- 1 000 000 € pour les fournitures chaussées,
- 260 000 € pour les fournitures signalisation horizontale,
- 180 000 € pour les fournitures signalisation verticale,
- 50 000 € pour les fournitures dispositifs de sécurité,
- 125 000 € pour les prestations d'entretien de voirie,
- 200 000 € pour les locations de matériels,
- 60 000 € entretien des espaces verts,
- 500 000 € pour les prestations d'entretien de fauchage-débroussaillage,
- 20 000 € pour les prestations des chaussées (techniques spécifiques, pontage, hydrorégénération, bordurage),
- 50 000 € pour les dépenses occasionnées pour les dégâts au domaine public routier causés par des tiers, compensées majoritairement par les remboursements des particuliers responsables ou de leurs compagnies d'assurances,
- 151 112 € pour les dépenses centralisées (ramassage déchets, EDF, eau, etc.),
- 20 000 € pour les publications des marchés.

IX – MOYENS GENERAUX ROUTES : 2 210 000 €

Cette enveloppe sert aux dépenses de gestion, de maintenance et de dépannage de la flotte de véhicules, d'engins et matériels.

L'enveloppe proposée au budget primitif 2022 est de **2 210 000 €** en fonctionnement.

Elle comprend les achats de :

- 1 000 000 € de carburants ;
- 950 000 € de pièces détachées et d'outillage ;
- 130 000 € de prestations ;
- 130 000 € de vêtement de travail.

X – GESTION DES STOCKS : 797 209 €

Cette somme, qui correspond aux mouvements de stocks, est également inscrite en équivalence en recettes de fonctionnement.

XI - SERVICE HIVERNAL : 390 000 €

Pour accompagner le déplacement des usagers en période hivernale, notre collectivité mobilise 58 unités d'intervention (chasse neige + saleuse) dont 6 unités privées et près de 300 agents qui assurent un service de proximité sur l'ensemble du territoire Corrézien.

Dans le courant de l'hiver 2019/2020, des tests ont été menés pour mettre en place la conduite sans accompagnateur pour les opérations de salage. Cette disposition a permis de montrer des perspectives importantes d'optimisations de temps d'intervention ; ceci a été de nature à améliorer le service opérationnel aux usagers. En 2020 cette organisation a été élargie à l'ensemble des secteurs. L'analyse montre que d'autres pistes pourraient aussi être envisagées pour améliorer le service. Une réflexion avec les élus locaux amènera à optimiser les circuits de salage et de déneigement sur le département.

L'enveloppe proposée au budget primitif 2022 est de **390 000 €** en fonctionnement. Elle couvre principalement les fournitures de sel et pouzzolane et l'intervention des unités privées et pourra faire l'objet d'un ajustement budgétaire dans le courant de l'année en fonction des évènements climatiques.

XII - MOYENS DE FONCTIONNEMENT : 80 000 €

Cette enveloppe de **80 000 €** permet de répondre aux besoins de maintenance des locaux et du petit matériel des agents de la régie.

XIII - VOIRIE ASSUJETTI TVA : 90 000 €

Cette enveloppe de 90 000 € permet de répondre aux besoins de négoce à destination d'autres collectivités.

XIV - ENTRETIEN DE LA VOIRIE – Recette fonctionnement : 1 472 903 €

L'ensemble des recettes en fonctionnement est estimé à 1 472 903 €

Elles intègrent :

- o 435 694 € pour l'occupation du domaine public par des particuliers, et concessionnaires de réseaux et les remboursements de dégâts au domaine public routier occasionnés par des tiers responsables identifiés ;
- o 240 000 € pour les remboursements d'assurance suite à sinistres sur véhicules et engins, négoce magasin, prestations du laboratoire routier auprès d'entreprises ou d'autres collectivités, par le biais de conventions ;
- o 797 209 € pour les mouvements de stocks.

XV- AMENAGEMENTS DE SECURITE - Recette investissement : 700 000 €

Provenant du reversement des amendes perçues dans le cadre du système de Contrôle Sanctions Automatisé, cette recette estimée à 700 000 € est mobilisée pour l'amélioration d'aménagements et/ou d'équipements de sécurité routière.

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositifs, je vous propose d'affecter les crédits de paiement selon les tableaux ci-dessous :

	BP 2021	CA 2021 anticipé	BP 2022
Entretien du patrimoine	2 251 838 €	2 182 883,02 €	2 616 112 €
Maintenance Engins et Matériels	1 849 500 €	2 017 184,13 €	2 080 000 €
Vêtements de travail	110 000 €	150 000 €	130 000 €
Service hivernal	419 500 €	517 198,76 €	390 000 €
Moyens de fonctionnement	80 000 €	101 609,44 €	80 000 €
Gestion Stocks/ maintenance mat.	768 321 €	768 320,86 €	797 209 €
Voirie assujetti TVA	90 000 €	72 169,86 €	90 000 €
Total DEPENSES FONCTIONNEMENT	5 569 159 € €	5 809 366,07 €	6 183 321 €
Gestion Stocks/ maintenance mat.	768 321 €	797 208,61 €	797 209 €
Entretien de la voirie	400 000 €	414 639,21 €	464 582 €
Maintenance Engins et Matériels	130 000 €	157 919,74 €	130 000 €
Voirie assujetti TVA	110 000 €	190 030,17 €	110 000 €
Régularisation foncières	10 000 €	0 €	0 €
Total RECETTES FONCTIONNEMENT	1 418 321 €	1 559 797,73 €	1 472 903 €
Modernisation du patrimoine	12 612 442 €	11 795 165,27 €	15 000 000 €
Aménagement de sécurité et élagage	1 620 000 €	1 364 206,83 €	1 170 000 €
Environnement et équipements de la route	110 000 €	96 232,72 €	110 000 €
Aménagement en traverse de bourg	600 000 €	480 796,81 €	800 000 €
Routes 2030 - Grandes opérations	1 200 000 €	9 862 530,06 €	17 000 000 €
Viaduc des Rochers Noirs	1 600 000 €	230 476,78 €	3 000 000 €
Études générales routières	150 000 €	160 517,18 €	190 000 €
Achat Véhicules, Engins, mat. REGIE	1 485 000 €	1 484 565,26 €	2 000 000 €
Régularisation foncière	20 000 €	0 €	0 €
Total DEPENSES INVESTISSEMENT	19 397 442 €	25 474 490,91 €	39 270 000 €
Aménagement de sécurité (CSA)	600 000 €	779 377 €	700 000 €
Avances marchés	0 €	3 163 391,59 €	0 €
Réseau structurant et de liaison	0 €	49 501,97 €	0 €
Régularisation foncières/Études générales	0 €	9 024,10 €	0 €
Subvention Viaduc des Rochers Noirs (fondation Patrimoine)	300 000 €	0 €	0 €
Total RECETTES INVESTISSEMENT	900 000 €	4 001 294,66 €	700 000 €

	Crédits de paiements 2022 DEPENSES	Crédits de paiements 2022 RECETTES
FONCTIONNEMENT	6 183 321 €	1 472 903 €
INVESTISSEMENT	39 270 000 €	700 000 €
TOTAL	45 453 321€	2 172 903 €

Pour mémoire au titre de 2022, les engagements au titre des politiques qui viennent de vous être exposés dans le présent rapport seront effectués sur les enveloppes suivantes :

DEPENSES
P020E02 - AMENAGEMENTS DE SECURITE 2021/D
P020E01 - AMENAGEMENTS DE SECURITE 2020/D
P022E01 - AMENAGEMENTS DE BOURGS ET TRAVERSES 2021/D
P023E01 - AMENAGEMENTS ROUTIERS (hors grandes opérations) 2020/D
P023E02 - AMENAGEMENTS ROUTIERS (hors grandes opérations) 2021/D
P087E01 - ETUDES GENERALES/D
P097E01 - GRANDES OPERATIONS ROUTIERES 2009-2025/D
P107E01 - ENTRETIEN DE LA VOIRIE 2018.2021/D
P107E04 - DEGATS DIVERS 2021/D
P107E01 - DEGATS DIVERS 2020/D
P107E05 - PREPARATION DE CHAUSSEE 2020/D
P107E06 - PREPARATION DE CHAUSSEE 2021/D
P107E02 - SIGNA. VERTICALE ET DISPOSITIFS DE SECURITEE 2020-2023/D
P116E03 - ENTRETIEN DE LA VOIRIE 2018.2021/D
P116E04 - MAINTENANCE ET MATERIEL 2018.2021/D
P116E05 - MOYENS DE FONCTIONNEMENT 2018.2021/D
P116E06 - ROUTES - ASSUJETI TVA 2018.2021/D
P116E09 - MATERIEL ROULANT ET OUTILLAGE 2018-2019/D
P116E01 - VETEMENTS DE TRAVAIL - ROUTES 2021-2023/D
P116E02 - MATERIEL ROULANT ET OUTILLAGE 2020.2021/D
P121E02 - OUVRAGES D'ARTS 2021/D
P121E01 - OUVRAGES D'ARTS 2020/E
P121E03 - VIADUC DES ROCHERS NOIRS 2020-2022/D
P139E01 - DEGATS DIVERS 2021/D
P139E02 - RESEAUX DE DESSERTES PRINCIPALES ET SECONDAIRES 2020/D
P139E03 - RESEAUX DE DESSERTES PRINCIPALES ET SECONDAIRES 2021/D
P140E02 - RESEAUX STRUCTURANTS ET DE LIAISON 2021/D
P140E01 - RESEAUX STRUCTURANTS ET DE LIAISON 2020/D
P156E02 - DEGATS DIVERS 2021/D
P156E01 - ELAGAGE 2020-2023/D
P178E01 - DENEIGEMENT DE LA VOIRIE 2018-2021/D
P095E01 - GESTION DES STOCKS (FONCTIONNEMENT)/D
P095E03 - GESTION DES STOCKS (INVESTISSEMENT)/D

RECETTES
P020E03- REC2020 - AMENAGEMENTS DE SECURITE SUR RECETTES CSA 2019/R
P020E04- REC2020 - AMENAGEMENTS DE SECURITE SUR RECETTES CSA 2020/R
P087E02 - ANNULATION SUR EXERCICES ANTERIEURS/R
P097E03 - ANNULATION MANDATS D'INVESTISSEMENT/R
P097E02 - GRANDES OPERATIONS ROUTIERES 2009-2021/R
P107E08 - RECETTES DE FONCTIONNEMENT 2018-2021/R
P116E07 - RECETTES DE FONCTIONNEMENT 2018-2021/R
P116E08 - REC-RECETTES MAINTENANCE ET MATERIEL 2018-2021/R
P121E04 - RECETTES INVESTISSEMENTS/R
P121E05 - SUBVENTION VIADUC DES ROCHERS NOIRS 2021/R
P140E03 - GRANDES OPERATIONS ROUTIERES 2009-2021/R
P095E02 - GESTION DES STOCKS (FONCTIONNEMENT)/R
P095E04 - GESTION DES STOCKS (INVESTISSEMENT)/R

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

RESEAUX ET INFRASTRUCTURES - DOTATIONS 2022

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2022.04.08/301 en date du 8 avril 2022, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Monsieur Jean-Marie TAGUET, Rapporteur,

DÉLIBÈRE

Article 1^{er} : est décidée l'affectation des crédits de paiement suivants au titre de la politique sectorielle Réseaux et Infrastructures - dotation 2022

	Crédits de paiement 2022 DEPENSES	Crédit de paiement 2022 RECETTES
FONCTIONNEMENT	6 183 321 €	1 472 903 €
INVESTISSEMENT	39 270 000 €	700 000 €
TOTAL	45 453 321 €	2 172 903 €

Article 2 : sont votées, au titre de 2022, et revue à la hausse, les autorisations de programme (AP) dont les caractéristiques sont les suivantes :

Enveloppe	Montant anciennement voté	Montant proposé au vote
P020E02 AMENAGEMENTS DE SECURITE 2021- 2022/D Programme P020 Durée d'affectation : 4 ans (2022-2025)	2 554 144,02 €	3 780 000 €

Enveloppe	Montant anciennement voté	Montant proposé au vote
PO22E01 AMENAGEMENTS DE BOURG ET TRAVERSESES Programme P022 Durée d'affectation : 4 ans (2022-2025)	2 266 920,08 €	3 200 000 €

Enveloppe	Montant anciennement voté	Montant proposé au vote
PO23E02 AMENAGEMENTS ROUTIERS (hors GOR) 2021-2022/D Programme P023 Durée d'affectation : 4 ans (2022-2025)	2 076 095,60 €	3 100 000 €

Enveloppe	Montant anciennement voté	Montant proposé au vote
PO87E01 ETUDES GENERALES/D Programme P087 Durée d'affectation : 4 ans (2022-2025)	469 778,70 €	640 000 €

Enveloppe	Montant anciennement voté	Montant proposé au vote
P107E04 DEGATS DIVERS 2021-2022/D Programme P107 Durée d'affectation : 4 ans (2022-2025)	902 748,50 €	1 200 000 €

Enveloppe	Montant anciennement voté	Montant proposé au vote
P107E06 PREPARATION DE CHAUSSEE 2021-2022/D Programme P107 Durée d'affectation : 4 ans (2022-2025)	1 253 834,56 €	1 600 000 €

Enveloppe	Montant anciennement voté	Montant proposé au vote
P107E02 SIGNA. VERTICALE ET DISPOSITIFS DE SECURITE 2021-2023/D Programme P107 Durée d'affectation : 4 ans (2022-2025)	214 229,27 €	440 000 €

Enveloppe	Montant anciennement voté	Montant proposé au vote
P107E07 ENTRETIEN DE LA VOIRIE 2022/D Programme P107 Durée d'affectation : 2022	2 170 044,41 €	2 625 000 €

Enveloppe	Montant anciennement voté	Montant proposé au vote
P116E03 ENTRETIEN DE LA VOIRIE 2022/D Programme P116 Durée d'affectation : 2022	15 444 €	20 000 €

Enveloppe	Montant anciennement voté	Montant proposé au vote
P116E06 MOYENS DE FONCTIONNEMENT/D Programme P116 Durée d'affectation : annuelle -2022	72 863,79 €	90 000 €

Enveloppe -	Montant anciennement voté	Montant proposé au vote
P116E02 MATERIEL OUTILLAGE 2022/D Programme P116 Durée d'affectation : 4 ans (2022-2025)	4 33 805,04 €	6 946 000 €

Enveloppe - EPF	Montant anciennement voté	Montant proposé au vote
P116E06 ROUTES - ASSUJETTI TVA 2022/D Programme P116 Durée d'affectation : annuelle-2022	72 863,79 €	90 000 €

Enveloppe	Montant anciennement voté	Montant proposé au vote
P121E02 OUVRAGES D'ARTS-2022/D Programme P121 Durée d'affectation : 4 ans (2022-2025)	4 248 515,78 €	8 000 000 €

Enveloppe	Montant anciennement voté	Montant proposé au vote
P121E03 VIADUC DES ROCHERS NOIRS-2020-2022/D Programme P121 Durée d'affectation : 4 ans (2022-2025)	6 971 897,00 €	11 600 000 €

Enveloppe	Montant anciennement voté	Montant proposé au vote
P139E03 RESEAUX DE DESSERTES PRINCIPALES ET SECONDAIRE-2022/D Programme P139 Durée d'affectation : 4 ans (2022-2025)	11 605 092,39 €	16 000 000 €

Enveloppe	Montant anciennement voté	Montant proposé au vote
P140E02 RESEAUX STRUCTURANTS ET DE LIAISON-2022/D Programme P140 Durée d'affectation : 4 ans (2022-2025)	14 894 775,70 €	20 000 000 €

Article 3 : sont votées, au titre de 2022, et reste à l'identique, les autorisations de programme (AP) dont les caractéristiques sont les suivantes :

Enveloppe	Montant proposé au vote
P023E01 AMENAGEMENTS ROUTIERS (hors GOR) 2020/D Programme P023	1 151 014,05 €

Enveloppe	Montant proposé au vote
P097E01 GRANDES OPERATIONS ROUTIERES 2009-2025/D Programme P097 Durée d'affectation : 4 ans (2022-2025)	31 865,30 €

Enveloppe	Montant proposé au vote
P107E01 DEGATS DIVERS -2022/D Programme P107	844 327,85 €

Enveloppe	Montant proposé au vote
P107E05 PREPARATION DE CHAUSSEE 2020/D Programme P107	1 085 132,38 €

Enveloppe - EPF	Montant proposé au vote
P116E04 MAINTENANCE ET MATERIEL 2022/D Programme P116 Durée d'affectation : annuelle-2022	4 083 500,66 €

Enveloppe - EPF	Montant proposé au vote
P116E03 MOYENS DE FONCTIONNEMENT/D Programme P116 Durée d'affectation : annuelle -2022	103 025,78 €

Enveloppe - AE	Montant proposé au vote
P116E01 VETEMENT TRAVAIL/D Programme P116 Durée d'affectation : Pluri-annuelle	370 000 €

Enveloppe	Montant proposé au vote
P116E09 MATERIEL ROULANT ET OUTILLAGE 2022/D Programme P116 Durée d'affectation : Pluri-annuelle	815 995,32 €

Enveloppe	Montant proposé au vote
P121E01 OUVRAGES D'ARTS-2020/D Programme P121	4 372 740,65 €

Enveloppe	Montant proposé au vote
P139E02 RESEAUX DE DESSERTES PRINCIPALES ET SECONDAIRE-2020/D Programme P139	255 413,24 €

Enveloppe	Montant proposé au vote
P140E01 RESEAUX STRUCTURANTS ET DE LIAISON-2020/D Programme P140	9 630 514,44 €

Enveloppe	Montant proposé au vote
P156E01 ELAGAGE-2020-2023/D Programme P156 Durée d'affectation : (2020-2023)	1 688 844,42 €

Enveloppe	Montant proposé au vote
P178E01 DENEIGEMENT DE LA VOIRIE/D Programme P178	521 259,50 €

Enveloppe	Montant proposé au vote
P020E04 REC 2022 - AMENAGEMENTS DE SECURITE SUR RECETTES CSA 2022/R Programme P020	600 000 €

Enveloppe	Montant proposé au vote
P0116E07 RECETTE DE FONCTIONNEMENT 2018-2022/R Programme P116	546 838,14 €

Enveloppe	Montant proposé au vote
P0116E08 RECETTE MAINTENANCE ET MATERIEL 2018-2022/R Programme P116	130 000 €

Enveloppe	Montant proposé au vote
PO121E05 SUBVENTION VIADUC DES ROCHERS NOIRS 2021/R Programme P121	300 000 €

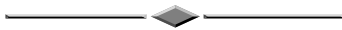
Adopté, à main levée, à l'unanimité.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de l'État le : 12 avril 2022
Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20220408-5020-DE-1-1
Affiché le : 12 avril 2022

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL



L'an deux mille vingt-deux et le huit avril, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :

Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Madame Valérie TAURISSON, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Madame Patricia BUISSON, Monsieur Franck PEYRET, Madame Agnès AUDEGUILL, Madame Audrey BARTOUT, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Jean-Jacques LAUGA, Monsieur Philippe LESCURE, Madame Marilou PADILLA-RATELADE, Madame Rosine ROBINET, Monsieur Gérard SOLER, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Julien BOUNIE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Madame Claude CHIRAC, Monsieur Bernard COMBES, Madame Jacqueline CORNELISSEN, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Monsieur Sébastien DUCHAMP, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Didier MARSALÉIX, Madame Frédérique MEUNIER, Madame Annick TAYSSE, Madame Sonia TROYA, Madame Stéphanie VALLÉE, Madame Marie-Laure VIDAL, Monsieur Eric ZIOLO

Pouvoir :

Monsieur Anthony MONTEIL à Madame Stéphanie VALLÉE

Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

RÉSEAU ROUTIER DÉPARTEMENTAL PROPOSITION PROGRAMMATION 2022

DOCUMENT DE TRAVAIL

RÉSEAU ROUTIER DÉPARTEMENTAL PROPOSITION PROGRAMMATION 2022

PRIORITE DES TRAVAUX

	Report 2021
	Réalisations prioritaires
	Réalisations 2ème semestre
	Opérations en réserve

NATURE DES TRAVAUX

	GOR-AR
	Structurant
	Liaison
	Réseaux de Déserte
	Aménagements en Traversée
	Ouvrages d'Art

CORREZE
LE DÉPARTEMENT
CELLULE PROGRAMMATION

DOCUMENT DE TRAVAIL



Réunion du 8 avril 2022

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission de la Cohésion Territoriale

OBJET

AMENAGEMENT NUMERIQUE DU TERRITOIRE - PROGRAMMATION 2022

RAPPORT

L'accès au Très Haut Débit (THD) est une nécessité pour les entreprises, les services publics et une vraie opportunité pour les ménages. Or, à partir de 2011 et le lancement par l'Etat de l'Appel à Manifestation d'Intention d'Investissement, seules les zones urbaines avaient l'assurance de bénéficier d'un déploiement de la fibre optique par les opérateurs privés délaissant ainsi les zones rurales.

Pourtant, garantir l'accès de tous nos concitoyens au Très Haut Débit, où qu'ils se trouvent, semblait être capital et notamment sur des départements comme celui de la Corrèze.

En s'engageant en 2016 à construire un réseau fibre permettant de rendre raccordable 100% des bâtiments de la zone publique donc en dehors de toutes initiatives privées, le Conseil Départemental de la Corrèze avait l'objectif de rétablir cette équité territoriale abandonnée mais aussi de montrer que les collectivités savent, elles aussi, porter des projets de grande ampleur et tenir les engagements pris devant les concitoyens.

5 ans plus tard, en opposition totale avec les zones d'initiatives privées qui, dix ans après l'attribution des communes toujours en déploiement, la Corrèze sur sa zone publique est bien 100% éligible à la fibre.

Grâce aux collectivités et sous l'impulsion du Conseil Départemental, le Très Haut Débit par la fibre optique garantit aujourd'hui en Corrèze un développement harmonieux de tous nos territoires y compris les plus ruraux et oubliés des opérateurs.

Néanmoins, avoir la possibilité d'être raccorder en Très Haut Débit n'est pas une fin en soi. Cette première étape essentielle ouvre la porte à plusieurs chantiers qui doivent permettre de pérenniser ce réseau, le faire vivre durablement et l'utiliser à bon escient.

- Un réseau fibre optique oui mais il faut l'entretenir

C'est en ce sens qu'une articulation entre les services du Département et ceux de l'exploitant (La Fibre Nouvelle-Aquitaine –LFNA–) est en train de se mettre en place et des sessions de formation ont eu lieu en fin d'année dernière et ont permis une montée en compétence des agents.

Avec plus de 300 agents affectés à la Direction des Routes et présents sur le terrain, le réseau fibre est surveillé continuellement et le Département joue pleinement son rôle à la fois de lanceur d'alerte, de prévention à la casse (élagage...) et de facilitateur des interventions réalisées par l'exploitant sur le réseau.

Désormais, tous les agents ont le moyen, via l'application interne, de déclarer des dommages et de les faire remonter en direct à l'exploitant pour une prise en considération plus rapide réduisant ainsi les délais d'intervention.

- Un réseau fibre optique oui mais il faut le faire vivre

Avec un taux de pénétration de 25% en fin 2021, la Corrèze répond aux prévisions de départ et continue sa progression chaque semaine.

Néanmoins et espérant que l'année 2022 soit plus clémente au niveau sanitaire, l'attractivité de la fibre doit à nouveau passer un cap.

Ainsi, le Département sera redynamiser les opérateurs pour être plus présent sur le territoire et multiplier les actions de communication en priorisant des actions sur les communes "en retard".

Également, la Corrèze doit être un ou le Département pilote pour le chantier de fermeture du réseau cuivre historique. Ce réseau, vieillissant et peu entretenu, doit être remplacé afin de permettre une migration rapide vers la fibre voire, à terme, de parvenir à mettre en place un service universel de la fibre. La visite en janvier dernier de la Présidente de l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques, des Postes et de la distribution de la presse (ARCEP) a permis de transmettre des messages et lui montrer que la Corrèze est prête à la dépose et se porte candidate pour une expérimentation.

- Un réseau fibre optique oui mais il faut le pérenniser

C'était une des promesses pour "l'après 100% fibre". Un programme d'enfouissement pluriannuel sera lancé, dès cette année, sur des artères aériennes "sensibles".

Les services du département travaillent sur la mise en œuvre d'un plan qui permettra de sécuriser le réseau et éviter ainsi les dommages notamment liés à la végétation ou aux intempéries.

En conclusion et même si nous sommes en avance grâce à la réussite du programme "Corrèze 100% fibre", il en reste néanmoins beaucoup de travail à réaliser pour que ce réseau Très Haut Débit soit un véritable atout pour notre Département et que l'investissement consenti pour sa mise en œuvre soit à la hauteur des futurs enjeux du numérique.

I - INFRASTRUCTURES HAUT DÉBIT / TRÈS HAUT DÉBIT

1. Le Programme 100% fibre 2021 : vie du réseau

Avec 102 692 prises éligibles, le chantier de construction est terminé.

Les équipes du Département orientent dorénavant leurs missions sur la "vie du réseau" et sur la promotion de la fibre. En ce sens et dans le but de répondre à ces deux objectifs, la Cellule THD va orienter ses actions autour de 3 axes :

➤ Supervision des raccordements

C'est le chantier le plus sensible à la fois pour promouvoir l'accès à la fibre mais aussi pour faciliter le basculement du cuivre vers la fibre.

Néanmoins, et malgré les efforts entrepris, le constat est unanime pour tous.

A ce sujet, lors de sa visite en Corrèze, la Présidente de l'ARCEP a confirmé que c'est le sujet majeur qui entrave la montée en puissance des abonnements à la fibre.

Avec un taux d'échec d'environ 20% au niveau national (contre environ 10% en Corrèze) laissant des usagers déçus, voire ulcérés par le réseau fibre qui devait délivrer des promesses technologiques, crée ainsi des déceptions.

Parmi les problèmes constatés, les plus courants sont :

- Rendez-vous non pourvus sans information client ;
- Nombreuses interventions sans résolution ;
- Dégradation des équipements actifs ;
- Client débranché pour prendre la place d'un autre.

Même s'il est difficile de prévenir 100%, les équipes du Département œuvrent pour satisfaire les demandes de raccordement.

Pour ce faire, les outils mis à disposition par notre exploitant permettent d'avoir un visuel et déclencher les interventions nécessaires dans des délais acceptables mais aussi la mise en place de rendez-vous périodiques (avec l'exploitant) pour traiter tous les cas en cours, notamment ceux nécessitant des travaux à la charge de la collectivité.

En parallèle, des actions avec les opérateurs nationaux et leurs équipes raccordement sont mises en œuvre.

Sur ce dernier point et dans le cadre de la bascule du contrat de sous-traitance des raccordements Orange (Sous-Traitance Opérateur Commercial –STOC–) entre SCOPELEC => INEO, une attention particulière sera réalisée pour mesurer les effets du changement et qualifier ainsi si, nous l'espérons, une amélioration notable allant dans le sens du changement souhaité par Orange.

➤ Surveillance du réseau / anticipation des casses

Un groupe de travail a été créé entre les équipes LFNA (exploitant du réseau), la Direction des Routes et la Cellule THD concernant la surveillance préventive du réseau fibre.

Pour ce faire, et dès cette année, vont être instaurées des patrouilles "fibre" dédiées entre les agents des Routes et ceux de la Cellule THD pour permettre une surveillance préventive sur une période déterminée en adéquation avec la sensibilité des câbles et leur importance en termes de "casse client potentielle".

L'objectif étant également de pouvoir aussi intervenir sur le périmètre communal.

En conséquence, trois types de câbles aériens ont été identifiés comme "sensibles" avec les éléments quantitatifs ci-dessous :

- Collecte non bouclé : câble adductant un NRO (Nœud de Raccordement Optique) mais n'ayant pas de lien avec les autres NRO en cas de panne
 - => Impact client potentiel 2000
 - => Linéaire à surveiller : 150 kms
 - => Périodicité de surveillance : 2 fois par an.
- Câbles de transport : câbles relient un NRO à ses SRO (Sous Répartiteur Optique)
 - => Impact client potentiel entre 100 et 500 clients suivant le nombre d'abonnées
 - => Linéaire à surveiller : 290 kms
 - => Périodicité de surveillance : 2 fois par an.
- Câbles de distribution (288 fibres) : câbles reliant un SRO à ses PBO (Point de Branchement optique)
 - => Impact client potentiel entre 75 et 150 clients suivant le nombre d'abonnées
 - => Périodicité de surveillance : 1 fois par an.

Une patrouille "test" (Routes / LFNA) est programmée pour fin mars / début avril et une planification définitive sera arrêtée courant avril.

➤ Enfour les réseaux sensibles

C'était un engagement pour "l'après 100% fibre", un marché de sécurisation des réseaux dits "sensibles" sera lancé dès cette année.

L'objectif étant de sécuriser l'ensemble des clients du réseau public et d'éviter les impacts liés notamment aux aléas climatiques sur les câbles déployés en aérien. Le travail présenté ci-dessus permettra aussi d'analyser les sections prioritaires et d'ajouter ainsi des compléments si nécessaires.

Y seront associés les deux Syndicats d'électrification et autres gestionnaires d'infrastructures de la Corrèze pour essayer de coordonner un maximum de travaux.

L'objectif étant de lancer ce marché pour la rentrée 2022.

Pour ce faire et dans le cadre de la suite du programme 100% fibre une enveloppe de 187 500 € en investissement est prévue sur le budget 2022.

2. Contribution DORSAL 2021

La cotisation du Département au budget principal de Dorsal, section fonctionnement, est de 122 571 € pour 2022, soit une diminution de 10 000 € par rapport à celle de 2021.

S'agissant du budget annexe Corrèze de Dorsal, toujours en section de fonctionnement, à l'instar de l'exercice budgétaire 2021, il a été décidé, lors du vote du budget 2022, que la contribution des membres pour 2022 serait ramenée à 0 € du fait du versement, en 2021 et en 2022, des redevances par la SPL NATHD.

3. Redevances versées par la SPL NATHD (Société Publique Locale Nouvelle-Aquitaine Très Haut Débit)

Pour le projet 100% Fibre Corrèze, le plan de financement d'un montant de 144 M€ porté par le budget annexe Corrèze de Dorsal s'appuie sur le versement de différentes subventions (FEDER, Région, Fonds national pour la Société Numérique –FSN–), sur 3 emprunts d'un montant total de 20 M€ ainsi que sur les avances remboursables versées par le Conseil Départemental de la Corrèze et les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI).

Le total encaissé par Dorsal à ce jour représente plus de 84% des aides escomptées.

Les principales recettes attendues sur le budget annexe Dorsal sont les redevances versées par la SPL NATHD à DORSAL :

- Redevance n° 1 : 5 € x nombre de prises construites (avec un montant proratisé au mois de construction pour la première année), soit 42 361 € encaissés par Dorsal en 2021 et 313 289 € attendus pour 2022 ;
- Redevance n° 2 de "cofinancement" : elle intervient lorsque les opérateurs achètent une partie du réseau représentant un montant encaissé de 13 M€ pour 2021 et 8 M€ attendus pour 2022. Cette redevance dépend du positionnement des opérateurs (notamment FREE, SFR, ORANGE et BOUYGUES) sur le territoire corrézien et de leurs stratégies financières ;
- Redevance n° 3 : ne sera versée que lorsque la SPL NATHD atteindra son équilibre soit, probablement, dès 2023.

4. Redevances et avances remboursables du programme 100% fibre

Courant 2022, et conformément aux conventions signées entre les EPCI, le Conseil Départemental et Dorsal, ce dernier procèdera aux premiers remboursements des avances remboursables pour un montant de 421 157 € pour le Département et 1,2 M€ au profit des EPCI corréziens.

5. Assistance à Maîtrise d'Ouvrage du Département

Le cabinet O'Malley Consulting continue d'assurer sa prestation de mission d'assistance dans le cadre de la clôture de programme 100% fibre auprès des deux groupements retenus en 2017 avec notamment la signature du décompte général définitif.

Pour permettre la mise en œuvre de ces dernières missions tout en restant dans le cadre du marché, 400 000 € sont inscrits en dépense d'investissement sur le budget 2022 de la collectivité.

En complément du montant cité, il est réservé la possibilité de lancer une étude ou diagnostic sur la couverture du Département en Très Haut Débit mobile avec l'aide d'une Assistance à Maîtrise d'Ouvrage.

Une enveloppe de 150 000 € est prévue à cet effet.

II – TÉLÉPHONIE MOBILE

1. Appels à Projets zones blanches

Pour rappel, dans le cadre de la couverture des zones blanches téléphonie mobile (2G/3G), deux programmes nationaux ont été lancés en 2016 :

- Appel à Projets "centres bourgs" : programme terminé, tous les sites sont activés ;
- Appel à Projets "1 300 sites stratégiques" : programme terminé, tous les sites sont activés.

2. New Deal : état d'avancement du programme

Pour rappel, en janvier 2018, le Gouvernement, l'ARCEP et les opérateurs mobiles sont parvenus à un accord visant à généraliser la couverture mobile de qualité pour tous les Français. Pour la première fois, l'État fait le choix de prioriser l'objectif d'aménagement du territoire dans les critères d'attribution des fréquences mobiles, dont les droits arrivaient à échéance lors des prochaines années.

L'ARCEP contrôle, de manière indépendante, le respect de chacune des obligations des opérateurs.

Pour le Département de la Corrèze, l'équipe projet dédiée au New Deal, représentée par des membres de l'État, l'Association des Maires, les Syndicats d'Énergie (Diège / FDEE) et le Conseil Départemental continue d'œuvrer dans le choix des communes en fonction des études lancées par les opérateurs sur proposition de l'équipe projet.

Ci-dessous, l'état d'avancement du programme et les communes retenues à date :

Date arrêté	Commune retenue	Opérateur Leader	État d'avancement	Quota
22-mars-19	Saint Bonnet Prés Bort	BT	Site en service	2019 7 sites activés
18-juil-19	Auriac	FREE MOBILE	Site en service	
	Brignac la Plaine	FREE MOBILE	Site en service	
	Meyrignac l'Eglise	FREE MOBILE	Site en service	
	Moustier-Ventadour	FREE MOBILE	Site en service	
	Sainte Féréole	FREE MOBILE	Site en service	
23-déc-19	Le Pescher	FREE MOBILE	Site en service	
31 mai 2020 (obligation 24 juin 2020)	Concèze	ORANGE	Travaux en cours	2020 6 sites
	St Hilaire Foissac	BOUYGUES TELECOM	MES début été 2022	
	St Merd de Lapleau	BOUYGUES TELECOM	MES Fin mai 2022	
	St Martial de Gimel	ORANGE	Travaux en cours	
	Sornac	BOUYGUES TELECOM	Travaux en cours	
21-août-20	Chamberet	BOUYGUES TELECOM	MES Fin mai 2022	
1 ^{er} janvier 2021	Chaveroche	FREE MOBILE	Terrain identifié	2021 8 sites
	Saint Bonnet la Rivière	ORANGE	Utilisation site TDF	
	Segonzac	FREE MOBILE	Terrain identifié	
	Gros Chastang	SFR	Terrain identifié	
	Chaumeil	FREE MOBILE	Terrain identifié	
9 avril 2021	Curemonte	FREE MOBILE	Site abandonnée par la commune	
	Saint Hilaire Luc	BT	Terrain identifié	
	Liginiac	FREE MOBILE	Terrain identifié	
18 Février 2022	Saint Robert	FREE MOBILE		2022 7 sites
	Spontour	ORANGE		
En attente arrêté ministériel	Thalamy (2 sites)	FREE MOBILE	Site en service	
	Collonges la Rouge	FREE MOBILE	Site en service	
	Peyrelevade	FREE MOBILE	Site en service	
	Saint Exupéry les Roches	FREE MOBILE	Site en service	

Pour ce qui concerne le quota de l'année 2023 (6 sites seront retenus), les communes de Saint-Angel, Chanac-les-Mines et Perpezac-le-Blanc ont déjà fait acte de candidature.

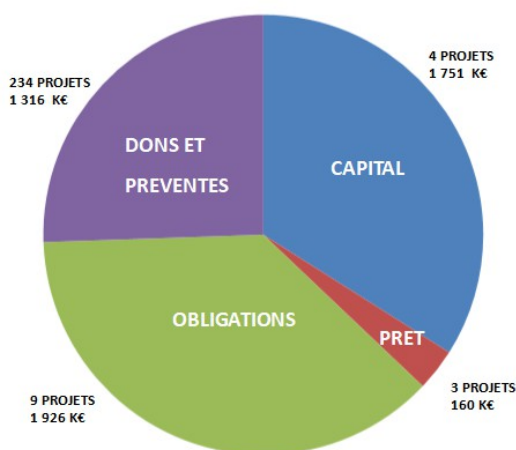
1. « Coup de pouce Corrèze », l'accompagnement au Financement Participatif

2021 est la 7^{ème} année de mise en œuvre du programme Coup de Pouce Corrèze. Ce dispositif, innovant dans sa conception et dans sa mise en œuvre, a depuis été dupliqué dans d'autres collectivités départementales comme l'Ardèche, les Pyrénées-Atlantiques, la Lozère.

Il répond à un **triple objectif** :

- regrouper et promouvoir les projets corréziens, tous domaines confondus, sur un même site web pour donner une visibilité accrue du dynamisme des entrepreneurs,
- mobiliser l'épargne de proximité,
- appuyer, soutenir et accompagner l'esprit d'initiative, la création et le développement d'activités des acteurs du territoire.

1.1. Bilan du programme « Coup de Pouce Corrèze » (2016 - 2021)



En termes d'activités :

- 578 projets repérés et/ou accompagnés ;
- 310 projets mis en ligne, soit un taux de transformation d'un projet sur deux ;
- 250 collectes réussies, soit un taux de réussite de **81 %**.

En termes de mobilisation :

- Plus de 23 400 contributeurs ;
- Des montants levés, chaque année, de plus en plus importants mais une baisse en 2021, probable contrecoup de la crise sanitaire :
 - o baisse drastique des dossiers agricoles (1,3 M€ en 2020 contre 48,7 K€ en 2021) et dans une moindre mesure des dossiers relevant de l'artisanat et du commerce (58,6 K€ en 2020 contre 29 K€ en 2021),
 - o nombre de projets portés par les entreprises tombé de 26 à 17 en 2021 ;
- Cependant, les dossiers moyens en dons et préventes sont passés de 4 041 € à 5 846 €, ce qui représente une augmentation notable de 30 %.

En termes d'impact financier :

Ce sont, au global, **5,15 M€ qui ont été mobilisés** sur ces projets Corrèziens.

La répartition de ces sommes est faite selon la nature des projets qui concourent à renforcer l'attractivité des territoires et les actions sociales :

COHESION SOCIALE	1 428 721 € soit 28%	COHESION TERRITORIALE	3 725 298 € soit 72%
<i>Santé</i>	375 700 €	<i>Développement durable</i>	1 211 376 €
<i>Arts et Culture</i>	378 796 €	<i>Agriculture</i>	2 268 954 €
<i>Enfance Éducation</i>	48 232 €	<i>Artisanat Commerce</i>	214 968 €
<i>Humanitaire Solidarité</i>	216 378 €	<i>Industrie</i>	30 000 €
<i>Patrimoine</i>	296 429 €		
<i>Sports Loisirs</i>	113 186 €		

1.2. Perspectives pour l'année 2022

- Renforcer la communication avec les réseaux professionnels notamment avec les chambres consulaires afin d'augmenter les possibilités d'actionner ce levier financier sur certains dossiers de création, de reprise, voire de développement ;
- Poursuivre les ateliers de sensibilisation autour du financement participatif auprès des porteurs de projets via Boost Projets.

Le dispositif « *Coup de pouce Corrèze* » bénéficie d'appuis et de partenariats nationaux dont l'association référent en la matière : Financement Participatif France. Cette association, loi de 1901, a pour objectif la représentation collective, la promotion et la défense des droits et intérêts des acteurs de la finance participative (notamment auprès des autorités réglementaires) pour faire progresser le financement de projets (entrepreneux, culturels, sociaux, humanitaires, etc.) par les citoyens, notamment en France.

J'ai l'honneur de soumettre à votre approbation le renouvellement annuel de l'adhésion de notre collectivité à cette association nationale. Le coût total de la proposition s'élève à 1 200 €.

2. BOOST PROJETS, l'accompagnement des porteurs de projets

Pour aller plus loin que le « *Coup de Pouce* », le Conseil Départemental a lancé le dispositif intitulé « *BOOST Projets* » en 2020.

Ce programme d'accompagnement aux porteurs de projets permet d'aborder plusieurs thématiques, complémentaires, pour une offre cohérente au travers de 4 grands axes :

- « *se financer* » : le financement participatif,
- « *se faire connaître* » : les usages du numérique,
- « *se démarquer* » : la Marque Origine Corrèze,
- « *s'entraider* » : les réseaux professionnels.

Ce programme prévoyait un accompagnement individuel et collectif des porteurs de projets. Mais le contexte de crise sanitaire a quelque peu bousculé les propositions initiales de cet accompagnement, qui s'est traduit par une offre d'ateliers en visioconférences. La plateforme Livestorm, utilisée pour ces webinaires offre la possibilité d'enregistrement et de diffusion en replay de ces ateliers.

Ces ateliers de format court et traitant de sujets très variés ont rapidement permis à « *Boost projets* » de trouver son public auprès des porteurs de projets mais également auprès des entreprises, des micro entreprises, des associations et des collectivités territoriales.

2.1. Bilan de juin 2020 au 1^{er} janvier 2022

- 161 ateliers réalisés, d'une durée moyenne de 47 minutes ;
- Plus de 120 sujets traités ;
- Plus de 2 000 inscriptions.

Ces ateliers en visioconférence sont animés en interne (pour 48%), ou par des prestataires externes (52%). Il s'agit de structures professionnelles qui spontanément ont souhaité faire partager un savoir-faire ou leurs spécificités d'accompagnement. Les ateliers comptent en moyenne 10 participants et la même personne suit en moyenne 11 ateliers.

Des ateliers en présentiel ont néanmoins pu être organisés en 2021 :

- 6 ateliers pour « *Pitcher son projet* » : savoir trouver les mots clés, structurer sa présentation, soigner sa gestuelle et son éloquence ; 25 entreprises ont participé ;
- 1 atelier photo avec un professionnel pour créer des photos pertinentes et originales pour son projet ; 7 entreprises ont participé.

Le profil des participants :

- 19 % sont des créateurs d'entreprises,
- 43 % des TPE, auto-entrepreneurs et artisans,
- 19 % des collectivités,
- 11 % des associations,
- 60 % des utilisateurs de Boost Projets entre 35 et 54 ans,
- 65 % des participants sont des femmes.

Une enquête de satisfaction, menée en fin 2021, a permis de montrer la grande satisfaction des participants (95%) et leur assiduité au programme puisque 70% d'entre eux participent régulièrement aux webinaires.

2.2. Cette enquête permet de dessiner des perspectives d'évolution pour 2022

- recentrer les ateliers sur les thématiques les plus demandées : « *Comment se faire connaître* » ? « *Comment développer son chiffre d'affaire* ? » outils, usages numériques, bonnes pratiques ;
- refonte du site Internet et charte graphique ;
- ateliers en présentiel, cafés rencontres, pour faciliter la mise en relation et les échanges entre porteurs de projets et entreprises ;
- enquête de satisfaction semestrielle.

3. L'inclusion numérique avec les pass numériques et les Conseillers Numériques

La Commission Permanente en date du 23 octobre 2020 a adopté à l'unanimité l'acquisition et le déploiement de **Pass Numériques** permettant de financer des formations au numérique pour les jeunes éloignés de l'emploi, les séniors et les porteurs de projets.

Ce dispositif de Pass numériques se matérialise sous forme de carnets de cinq chèques d'une valeur totale de 50 €, sur le modèle des tickets-restaurant. Il donne aux bénéficiaires le droit d'accéder (dans des lieux préalablement qualifiés #APTIC) gratuitement à des services d'accompagnement numérique.

Ce dispositif permet aux structures de médiation numérique d'être rémunérées pour les services d'accompagnement qu'elles délivrent.

A ce jour il existe 7 structures labellisées "Pass numérique" #APTIC » en Corrèze (*Le 400 à Brive, Les Bains Douches Numériques à Tulle, le MLAP à Egletons, « Vol groupé » à Malemort et Ussel, le Centre Culturel de Brive, l'espace PTT à Tarnac et le Relais Familles à Objat*).

Le Département va donc distribuer **5 400 Pass Numériques** sur deux ans, soit jusqu'au 31 janvier 2023.

Cette action se déroule en partenariat avec l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires, les structures labellisées et des partenaires distributeurs comme Pôle Emploi, la Société Hydro-Electrique du Midi (SHEM) ou les missions locales.

Au 31 janvier 2022, le Département a déjà délivré plus de 2 900 Pass numériques, soit un peu plus de la moitié du programme.

Parmi les utilisateurs éligibles, 62 % d'entre eux sont des séniors, 22 % sont des jeunes éloignés de l'emploi et les 16 % restants représentent des porteurs de projets.

Côté formation, les quatre thématiques les plus demandées sont :

- Internet (envoyer, recevoir, gérer ses emails) ;
- Les conduites à risques et les bons usages du numérique ;
- Organiser, explorer et partager des contenus numériques ;
- Composantes et facettes de l'identité numérique.

Au total, 27 608 € ont ainsi été versés aux structures partenaires en charge des temps de formations aux usages numériques.

Pour compléter ces actions de médiation numérique auprès des publics cibles que sont les jeunes et les familles, les séniors et les porteurs de projets, le Département a recruté **deux Conseillers Numériques** fin 2021.

Leur mission est d'initier, former et aider le maximum de citoyens, notamment ceux les plus éloignés ou les moins familiarisés avec les outils numériques.

A l'issue de quatre mois de formation, les deux Conseillers Numériques organiseront les formations dans des lieux de proximité comme les Maisons du Département, les bibliothèques, les centres sociaux, ou encore les mairies.

Ainsi, pour cette année 2022, les Conseillers Numériques interviendront dans les Maisons du Département avec un programme adapté en fonction des besoins exprimés. Ces ateliers sont gratuits et ouverts à tous les Corrèziens éloignés du numérique. Pour s'inscrire, il suffit de s'adresser à l'animateur de la Maison du Département de son secteur.

4. « La Corrèze dans ma poche »

« *La Corrèze dans ma poche* » est une application mobile multiservices disponible gratuitement sur Smartphone. Son principal objectif pour les usagers est d'avoir dans la poche toutes les **informations et les services utiles** sur le Département, utiles pour les résidents comme pour les gens de passage et les touristes.

4.1. Bilan

Depuis sa mise en ligne le 15 septembre 2021, l'application a été téléchargée 7 363 fois. Les services les plus utilisés sont : la météo, les lieux utiles, Corrèze magazine, InfoRoute19, "Mes favoris", Corrèze Rando, Boost Emploi et Info trafic.

A ce jour, cette application propose :

- plus de **6 500 lieux utiles** répartis en 14 catégories (*Service public, Éducation, Visites et découvertes, Produits Origine Corrèze...*). Grâce à la géolocalisation, la recherche « *autour de moi* » permet d'afficher les points d'intérêts sur une carte. L'application propose ensuite un itinéraire pour s'y rendre ;
- des **services**, présentés sous la forme de « tuiles » personnalisables selon les centres d'intérêts de l'utilisateur, par exemple les *numéros d'urgence* qui indiquent la position GPS de l'utilisateur afin d'être précis avec les secours, les signalements, *InfoRoutes19*, le recensement et la localisation des déchèteries avec leurs horaires, la programmation de l'ensemble des *cinémas* du Département avec accès direct aux bandes annonces, un accès direct à l'ensemble des sites internet du Conseil Départemental (*Corrèze Tourisme, la Conciergerie, les Archives Départementales, le Musée du Président Jacques Chirac...*), un classement des « lieux favoris » pour un accès rapide... ;
- des **événements**, avec mise en avant de l'actualité du Département (expositions, événements, foires et marchés...), la possibilité de trier l'information grâce au découpage géographique en 18 secteurs ou par types d'événements (*animations jeunesse, manifestations sportives, concerts et animations musicales...*), la possibilité d'afficher les événements sur une carte et d'obtenir les itinéraires pour s'y rendre ;
- la possibilité de **signaler** au Département, un problème ou donner une information : incident sur la voirie, amélioration à apporter à l'application...

4.2. Quelques évolutions techniques sont proposées pour 2022

Cette application est évolutive et pourra être alimentée en fonction des besoins et services déployés sur le territoire. L'application est administrée en interne, ce qui permet des ajouts ou modifications des informations rapidement et à tout moment mais demande de gros « efforts » pour récupérer, qualifier et mettre à jour les données.

Les évolutions techniques concernent en priorité l'affichage en temps réel des conditions de circulation, des passages des saieuses en hiver et la liaison de la partie « signalements » au logiciel interne de Gestion de la Relation Usagers de la collectivité.

5. Le numérique au service du lien social

Le réseau social dédié aux seniors « *Ma Corrèze* », porté par la Fédération Générations Mouvement et accompagné par le Département a été validé par la Conférence des Financeurs le 15 septembre 2020.

L'objectif de ce réseau social seniors est de pouvoir échanger, s'informer, dialoguer, sur n'importe quel sujet, entre les membres de son Club des aînés ou en dehors.

Après quelques mois de développement et de tests, le réseau social a été lancé officiellement le 1er octobre 2021 au Château de Sédières lors d'un concours culinaire décalé appelé « *Les Toqués du Cantou* » et auquel ont participé plusieurs clubs des aînés du Département.

Les services du Département accompagnent Générations Mouvement dans l'élaboration, l'appropriation et la promotion de ce nouvel outil. En effet, après avoir été formés à l'utilisation des tablettes numériques, les adhérents de Générations Mouvement pourront mettre en pratique leurs connaissances pour participer activement au réseau social seniors.

Le réseau social compte à ce jour 371 membres et des formations de présentation du réseau sont planifiées sur 2022 dans divers lieux comme les Maisons du Département ou encore auprès de partenaires de Générations Mouvement ou du Département (*espace HOLA pour les aidants, rencontres territoriales avec la Mutualité Sociale Agricole, structures labellisées APTIC – Application Pédagogique des Technologies de l'Information et de la Communication–...*).

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, je vous propose d'affecter les crédits de paiement selon les tableaux ci-dessous :

	CA 2020	BP 2021	CA 2021	BP 2022
DORSAL/Désenclavement Numérique	113 011,85 €	140 000,00 €	132 598,13 €	130 000 €
Téléphonie mobile - Maintenance des sites	4 996,26 €	5 200,00 €	5 053,38 €	5 500 €
AMENAGEMENT 100% Fibre	404 078,99 €	289 807,00 €	2 505,60 €	- €
<i>DONT Emprunt 1 (5M€) -remboursement Intérêt</i>			- €	- €
<i>Emprunt 2 (15M€) -remboursement Intérêt</i>	222 253,13 €		- €	- €
<i>dépenses diverses : cotisation budget annexe</i>	181 825,86 €		2 505,60 €	- €
FINANCEMENT PARTICIPATIF (héritage CDR économie)	4 350,00 €	5 000,00 €	6 350,01 €	5 000 €
USAGES ET SERVICES NUMERIQUES 2019/2021	6 295,59 €	85 000,00 €	34 679,66 €	35 000 €
Total DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	532 732,69 €	525 007,00 €	181 186,78 €	175 500 €
DORSAL/Désencla. Numérique	4 182,78 €	4 200,00 €	5 706,43 €	5 000 €
AMENAGEMENT NUMERIQUE 100% FIBRE /2021 - convention	411 984,00 €	102 996,00 €	51 498,00 €	51 498 €
CYBERCORREZE	26 275,17 €			
USAGES ET SERVICES NUMERIQUES 2019/2021	3 000,00 €	- €	- €	- €
<i>Pass-Numérique</i>			6 000,00 €	24 000 €
Total RECETTES DE FONCTIONNEMENT	445 441,95 €	107 196,00 €	63 204,43 €	80 498 €
DORSAL / SDAN PILOTE - 917	4 987,18 €	10 000,00 €	13 418,76 €	- €
Téléphonie mobile - Maintenance des sites - 907	2 265,84 €	5 000,00 €	5 027,99 €	10 000 €
Couverture Téléphonie mobile -sites prioritaires	53 189,31 €	203 000,00 €	180 451,52 €	1 000 €
AMENAGEMENT NUMERIQUE 100% FIBRE /2021 - 917/9	1 367 702,50 €	1 387 500,00 €	1 343 500,00 €	587 500 €
	- €	- €	- €	- €
PARTICIPATIONS CD19 POUR l'achat de parts DORSAL	187 500,00 €	187 500,00 €	- €	187 500 €
MARCHE O MALLEY	180 202,50 €	200 000,00 €	343 500,00 €	400 000 €
SUBVENTION ET/OU AVANCE REMBOURSABLE				
AVANCE REMBOURSABLE				
<i>Emprunt 1 (5M€) -remboursement Capital</i>	250 000,00 €	250 000,00 €	250 000,00 €	- €
<i>Emprunt 2 (5M€) -remboursement Capital</i>	250 000,00 €	250 000,00 €	250 000,00 €	- €
<i>Emprunt 3 (10M€) -remboursement Capital</i>	500 000,00 €	500 000,00 €	500 000,00 €	- €
THD 100 % mobile				150 000 €
USAGES ET SERVICES NUMERIQUES 2019/2021	15 252,40 €	350 000,00 €	89 112,00 €	200 000 €
Total DEPENSES D'INVESTISSEMENT	1 443 397,23 €	1 955 500,00 €	1 631 510,27 €	948 500 €
Couverture Téléphonie mobile -sites prioritaires	104 990,00 €	- €	- €	- €
DORSAL / SDAN PILOTE			165 995,69 €	- €
AMENAGEMENT NUMERIQUE 100% fibre	- €	- €	- €	- €
SUBVENTION ET/OU AVANCE REMBOURSABLE	- €	- €	- €	421 200 €
Subvention transformation numérique des CT				75 000 €
Total RECETTES D'INVESTISSEMENT	104 990,00 €	- €	165 995,69 €	496 200 €

	Crédits de paiements 2022 DEPENSES	Crédits de paiements 2022 RECETTES
FONCTIONNEMENT	175 500 €	80 498 €
INVESTISSEMENT	948 500 €	496 200 €
TOTAL	1 124 000 €	576 698 €

Les engagements au titre de l'exercice 2022 portent sur les enveloppes ci après :

Enveloppe dépenses de fonctionnement :

- EPF P078E01 : Participation statutaire DORSAL
- EPF P171E01 : Maintenance des sites
- EPF 2015P177E02 : financement participatif 2016/ 2021
- EPF 2019P177E03 : Usages numériques

Enveloppe dépenses d'investissement :

- EPI P171E03 : téléphonie infrastructures passives
- AP P075E01 : couverture téléphonie mobile
- AP P021E11 : Programme 100% fibre dépenses diverses
- AP P021E04 : Aménagement numérique 100% fibre SPL
- AP P101E01 : 100% THD MOBILE
- EPI P177 : usages et services numériques

Enveloppe recettes de fonctionnement :

- EPF P171E02 : recouvrement divers
- EPF P021E10 : Recettes diverses
- EPF2019P013E03 : Recettes diverses

Enveloppe recettes d'investissement :

- EPI P021E12 : Recettes investissement

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

AMENAGEMENT NUMERIQUE DU TERRITOIRE - PROGRAMMATION 2022

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2022.04.08/302 en date du 8 avril 2022, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Madame Hélène ROME, Rapporteur,

DÉLIBÈRE

Article 1^{er} : est proposée l'affectation des crédits de paiements suivants au titre de la politique sectorielle AMENAGEMENT NUMERIQUE 2022 Infrastructures, Usages et Numériques :

	Crédits de paiements 2022 DEPENSES	Crédits de paiements 2022 RECETTES
CELLULE THD		
FONCTIONNEMENT	1 35 500 €	56 498 €
INVESTISSEMENT	748 500 €	421 200 €
Sous Total THD	884 000 €	477 698 €
DIRECTION DE LA TRANSITION NUMERIQUE		
FONCTIONNEMENT	40 000 €	24 000 €
INVESTISSEMENT	200 000 €	75 000 €
Sous Total	240 000 €	99 000 €
TOTAL	1 124 000 €	576 698 €

Article 2 : sont approuvées les dispositions et modalités exposées dans le présent rapport.

Article 3 : est approuvé le renouvellement de l'adhésion annuelle du Département à Financement Participatif France pour 2021 pour un montant de 1 200 €.

Imputations budgétaires :

Les recettes correspondantes seront imputées sur le Budget Départemental :

- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 937.4
- Section Investissement, Article fonctionnel 917.4.

Les dépenses correspondantes seront imputées sur le Budget Départemental :

- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 937.4
- Section Investissement, Article fonctionnel 907.4
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 937.4.

Adopté, à main levée, à la majorité, par 28 voix pour, 10 abstentions.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant

de L'État le : 12 avril 2022

Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20220408-4617-DE-1-1

Affiché le : 12 avril 2022

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL



L'an deux mille vingt-deux et le huit avril, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :

Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Madame Valérie TAURISSON, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Madame Patricia BUISSON, Monsieur Franck PEYRET, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Audrey BARTOUT, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Jean-Jacques LAUGA, Monsieur Philippe LESCURE, Madame Marilou PADILLA-RATELADE, Madame Rosine ROBINET, Monsieur Gérard SOLER, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Julien BOUNIE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Madame Claude CHIRAC, Monsieur Bernard COMBES, Madame Jacqueline CORNELISSEN, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Monsieur Sébastien DUCHAMP, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Didier MARSALÉIX, Madame Frédérique MEUNIER, Madame Annick TAYSSE, Madame Sonia TROYA, Madame Stéphanie VALLÉE, Madame Marie-Laure VIDAL, Monsieur Eric ZIOLO

Pouvoir :

Monsieur Anthony MONTEIL à Madame Stéphanie VALLÉE

Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

Réunion du 8 avril 2022

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission de la Cohésion Territoriale

OBJET

BÂTIMENTS ET MOYENS GÉNÉRAUX - DOTATIONS 2022

RAPPORT

Parce que le patrimoine bâti départemental est au service des Corrèziens et de leur qualité de vie, le Conseil Départemental s'engage de façon volontariste depuis le début du mandat dans un effort d'investissement accru pour moderniser ce patrimoine, l'adapter au défi de la transition énergétique et écologique et améliorer le confort d'usage.

En 2022, le niveau des investissements programmés sera ainsi porté à 8 546 300 €, traduisant près de **5 000 000€ de travaux en sus du montant récurrent d'investissements annuels** nécessaires à la conservation en état de ce patrimoine.

Au premier rang des priorités en matière d'investissement dans les bâtiments figure l'action en faveur des conditions de vie et d'accueil des 10.000 collégiens déclinée dans le cadre du plan "Corrèze bien vivre au collège" puisque l'investissement dans les bâtiments des collèges porte en 2022 sur un montant de **5 538 800 € soit les 2/3 de l'effort global 2022**. 538 800 € seront consacrés aux investissements 'classiques' de maintien en état du patrimoine et 5 000 000 € permettront une modernisation ambitieuse et accélérée des infrastructures.

Par ailleurs, la prise en compte de l'inflation conséquente des coûts de l'énergie observée depuis novembre 2021, constitue une préoccupation majeure pour la maîtrise des dépenses de fonctionnement 2022 compte tenu d'une conjoncture de marché marquée par l'instabilité inédite des prix d'achat de l'électricité, du gaz et du fuel et une incertitude forte quant à leur évolution à court terme. Dès lors, le budget Bâtiments 2022 est caractérisé en même temps par la prudence dans les prévisions de dépenses de fonctionnement sur ces postes, qui représentent près de 50% du total des dépenses de fonctionnement (référence 2021) ainsi que par un pilotage qui se doit d'être plus précis et rapproché des consommations énergétiques qui seront effectivement constatées durant l'année.

Afin de permettre la mise en œuvre de ces résolutions, je vous propose d'affecter :

- ➔ 12 876 300 € de crédits de paiement pour les Bâtiments : dont 8 456 300 € au titre de l'investissement et 4 420 000 € au titre du fonctionnement,
- ➔ 710 000 € de crédits de paiement pour les Affaires Juridiques : dont 20 000 € au titre de l'investissement et 690 000 € au titre du fonctionnement,
- ➔ 1 376 000 € de crédits de paiement pour la Direction des Affaires Générales et des Assemblées : dont 436 200 € au titre de l'investissement et 939 800 € au titre du fonctionnement.

I- INVESTIR POUR REDUIRE LES DEPENSES D'ENERGIE ET MODERNISER NOS BÂTIMENTS : 8 456 300 €

A - COLLEGES PUBLICS - PLAN "BIEN VIVRE AU COLLEGE"- AXE PATRIMOINE BATI

1- Nouveaux projets : 5 000 000 €

L'année 2022 marque le lancement opérationnel du Plan "Corrèze bien vivre au collège" qui vise à favoriser la réussite des 10 000 collégiens corréziens. Le volet bâtiminaire de ce plan comporte l'engagement de grosses opérations de réhabilitation, rénovation ou requalification élevant le montant des investissements annuels récurrents pour rendre nos collèges moins énergivores et pour améliorer le confort d'usage des collégiens.

Cette affectation est répartie comme suit :

⇒ **1 400 000 €** de crédits de paiement seront affectés d'une part à la poursuite des travaux de restructuration de la demi-pension et de quatre classes du Collège Mathilde Marthe Faucher d'Allasac pour une mise en service prévue pour la rentrée scolaire 2022/2023 et d'autre part à l'engagement sur le deuxième semestre des travaux de rénovation du bâtiment de l'internat.

⇒ **130 000 €** de crédits de paiement seront affectés à la restructuration globale du Collège Simone Weil d'Argentat avec pour objectif en 2022, l'obtention du permis de construire et la consultation des entreprises de travaux pour une notification des marchés tout début 2023.

N.B. Les Autorisations de Programme 2020-2025 votées en 2020 passeront de 5 500 000 € à 6 800 000 €. Ces dernières sont proposées au vote.

⇒ **1 760 000 €** de crédits de paiement seront affectés à la rénovation énergétique : réalisation de la 2^{ème} tranche du remplacement des menuiseries extérieures dans les collèges de LARCHE, Jean Moulin et Rollinat de BRIVE le changement de nos équipements d'éclairage vétustes en éclairage LED, ainsi qu'une mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour cadrer et conduire la stratégie de rénovation énergétique de l'ensemble du patrimoine bâti de la collectivité d'ici 2026.

N.B. L'Autorisation de programme votée en 2020 passera de 2 375 000 € à 2 795 000 €. Cette Autorisation de Programme est proposée au vote.

De plus la modernisation de nos collèges nécessitera des opérations d'investissement concernant, le clos et le couvert, la sécurisation et les aspects réglementaires. Elles mobiliseront :

⇒ **790 000 €** de crédits de paiement nécessaires pour couvrir les opérations engagées antérieurement, concernant principalement l'aide financière apportée pour la restructuration de la Cité Arsonval de BRIVE, la poursuite des opérations de modernisation dans les collèges de MEYSSAC, SEILHAC et Victor Hugo de TULLE.

N.B. Pour effectuer ces opérations, l'autorisation de programme déjà votée passera de 3 121 000 € à 3 290 000 €. Cette Autorisation de Programme est proposée au vote.

⇒ **920 000 €** de crédits de paiement permettront d'engager la réalisation de 15 nouvelles petites opérations en 2022. Cette enveloppe concerne principalement la sécurisation des collèges de BEAULIEU et LUBERSAC, la réalisation de travaux d'étanchéité et d'isolation au collège Victor Hugo à TULLE, la 1^{ère} tranche du remplacement des fenêtres de l'internat à USSEL, ainsi que quelques opérations de réhabilitation ou de modernisation. Elle comprend également une participation auprès de la Région Nouvelle Aquitaine pour la rénovation de la chaufferie du collège de NEUVIC.

Une nouvelle autorisation de programme pour un montant de **1 060 000 €** est soumise au vote.

2- Investissements récurrents : 538 800 €

⇒ **100 000 €** de crédits de paiement sont nécessaires en 2022 pour couvrir l'Autorisation de Programme d'Investissement 2021-2024 consacrée à l'équipement des cuisines des collèges pour un montant pluriannuel de 320 000 €.

⇒ **45 000 €** de crédits de paiement sont consacrés en 2022 à la poursuite de divers diagnostics réglementaires. Ces crédits s'inscrivent dans une Autorisation de Programme votée en 2021.

⇒ **30 000 €** sont nécessaires au titre des Enveloppes Pluriannuelles d'Investissement afin d'engager la végétalisation des cours de collèges.

⇒ **50 000 €** sont dédiés au titre des Enveloppes Pluriannuelles d'Investissement afin de procéder au raccordement des équipements de domotique chauffage sur notre réseau informatique.

⇒ **313 800 €**, au titre des Enveloppes Pluriannuelles d'Investissement, permettront de répondre aux besoins urgents, divers et imprévus non programmables

Le détail de la programmation des investissements dans les collèges publics figure en annexe 1.

B – AUTRES BATIMENTS ADMINISTRATIFS

BÂTIMENTS ADMINISTRATIFS

Pour ces bâtiments, **590 000 €** de crédits de paiement sont inscrits. La principale affaire concerne l'achèvement de la réfection des travaux d'audiovisuel de la salle Charles Ceyrac pour un montant de 250 000 €. Les opérations liées à la rénovation énergétique sont concernées à hauteur de 155 000 €. Il s'agit de la poursuite du changement des équipements d'éclairage vétustes en éclairage LED, l'achèvement des audits énergétiques et le lancement d'une nouvelle mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage "stratégie énergétique" pour cadrer et conduire la stratégie de rénovation énergétique de l'ensemble du patrimoine bâti de la collectivité d'ici 2026.

185 000 € sont nécessaires pour couvrir l'ensemble des autres besoins ou opérations de modernisation des bâtiments, dont 40 000 € consacrés aux travaux divers et urgents.

BÂTIMENTS TECHNIQUES

Des crédits de paiement à hauteur de **572 500 €** permettront principalement la modernisation des Centres d'Entretien Routes Bâtiments Fibre (CERBF) avec notamment l'achèvement de NEUVIC, le démarrage des travaux d'ARGENTAT et les études préalables d'USSEL pour 382 500 €.

190 000 € viennent compléter les travaux sur les autres bâtiments techniques, dont 80 000 € pour les travaux divers et urgents.

L'Autorisation de programme ouverte en 2021 passera de 640 000 € à 800 000 €. Cette dernière est proposée au vote.

BÂTIMENTS SOCIAUX

Un montant de **125 000 €** permettra de :

- participer à hauteur de 30 000 €, en notre qualité de copropriétaire, pour une importante restructuration de "l'immeuble CCI" portant notamment sur la sécurisation, l'accessibilité et la sécurité incendie du site.
- couvrir les dépenses engagées concernant le lancement des études préalables liées à l'accueil social sur la région de Brive et l'achèvement des prestations d'occultation extérieure sur le site d'Égletons et pour un montant de 55 000 €.

Une somme de 40 000 € est comprise dans cette enveloppe pour des travaux divers et urgents.

BÂTIMENTS DE PROXIMITÉ

Une enveloppe de **85 000 €** permettra de réaliser des travaux de modernisation avec, en particulier la poursuite de la démarche déjà engagée visant à développer les Maisons du Département (MDD).

Une somme de 15 000 € est comprise dans cette enveloppe pour des travaux divers et urgents.

SITES CULTURELS, SPORTIFS ET CENTRES DE VACANCES

Une enveloppe de 1 345 000 € est consacrée à ce programme :

En préparation des JO 2024, 710 000 € seront engagés en 2022 pour concrétiser l'accompagnement de la collectivité pour la mise à niveau des infrastructures du site sportif des 1000 Sources à BUGEAT avec notamment :

- 170 000 € pour la 1^{ère} tranche des travaux de traitement des façades
- 270 000 € pour la rénovation des plateaux sportifs et de la piste d'athlétisme
- 270 000 € pour l'engagement de la réhabilitation de la tribune et des vestiaires du gymnase.

L'Autorisation de programme votée en 2021 passera de 600 000 € à 1 300 000 €. Cette dernière est proposée au vote. Une enveloppe de 148 500 € est également inscrite au titre des recettes générées dans le cadre du Plan de Relance.

Les sites culturels sont concernés à hauteur de 320 000 € et comprennent principalement :

- 100 000 € pour la mise aux normes de la sécurité incendie aux Archives ;
- 65 000 € pour la poursuite des étanchéités au Musée Jacques Chirac ;
- 80 000 € pour la rénovation du Musée Henri Queuille.

Les centres de vacances sont également concernés à hauteur de 195 000 € de crédits de paiement qui permettront notamment d'engager :

- la 1^{ère} tranche des travaux de rénovation des salles de bains, locaux communs et accessibilité des chalets de CHAMONIX pour 125 000 €,
- l'amélioration de l'accueil et des activités sportives du site de la Martière d'OLERON pour 60 000 €.

L'Autorisation de programme votée en 2021, concernant la modernisation du site de CHAMONIX, passera de 325 000 € à 500 000 €. Cette dernière est proposée au vote

Une somme de 120 000 € est destinée à couvrir les travaux divers et urgents tous sites confondus.

GENDARMERIES

Une somme de 60 000 € est prévue pour couvrir les prestations relatives aux bâtiments des gendarmeries pour des travaux de sécurisation, d'amélioration et travaux divers et urgents.

BÂTIMENTS TOURISTIQUES

Pour les bâtiments touristiques, une enveloppe de 40 000 € est affectée principalement au financement des travaux de rénovation des décors de la Maison du Tourisme.

Une somme de 10 000 € est comprise dans cette enveloppe pour des travaux divers et urgents.

Dans le cadre de la convention qui lie le Conseil Départemental et le laboratoire Qualyse, à propos de l'exécution de travaux de modernisation du bâtiment du **Laboratoire Départemental d'Analyses**, des crédits de paiement devront couvrir la participation du Département à hauteur de **100 000 €**.

Le détail du vote des Autorisations de Programme figure en annexe 2 de ce rapport.

II- LA HAUSSE DU PRIX DE L'ENERGIE : UN IMPACT FORT DANS NOS DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Malgré la maîtrise des dépenses d'entretien et un suivi rigoureux des consommations énergétiques, les fortes augmentations des coûts de l'énergie subies depuis la fin de l'année 2021 amènent à anticiper la hausse sensible des dépenses de fonctionnement pour les bâtiments départementaux.

Une enveloppe de **4 420 000 €**, permet une répartition des crédits de paiement comme suit :

A – COLLEGES PUBLICS

Une enveloppe de 380 000 € de crédits de paiement permet de couvrir les dépenses liées aux :

- Charges de gros entretien et de renouvellement des installations de chauffage (contrat P3), pour un montant de 250 000 €.
- Prestations réalisées en régie, pour un montant de 60 000 €.
- Travaux divers et urgents de fonctionnement externalisés pour un montant de 70 000 €.

B – AUTRES BATIMENTS

Pour l'ensemble des bâtiments départementaux, ce programme englobe toutes les charges d'entretien d'achat d'énergie, loyers, taxes et impôts divers.

En fonction des sites, les dépenses de fonctionnement, au-delà de l'électricité et du chauffage, couvrent une grande variété de prestations.

Les principales comprennent les frais de gardiennage, de nettoyage, de maintenance multi-technique, portes et portails, ascenseurs, assainissement, espaces verts, ainsi que les contrôles réglementaires obligatoires.

La grande majorité des prestations d'exploitation et de maintenance fait l'objet de marchés ou d'accords-cadres, afin d'optimiser au maximum les coûts des différentes interventions.

BÂTIMENTS ADMINISTRATIFS

Un montant de 1 155 000 € de crédits de paiement est nécessaire pour couvrir l'ensemble des dépenses.

La globalité des autorisations d'engagement d'une durée de 6 ans est proposée au vote pour un montant de 5 631 000 €.

BÂTIMENTS TECHNIQUES

Un montant de 482 000 € de crédits de paiement est nécessaire pour couvrir l'ensemble des dépenses.

La globalité des autorisations d'engagement d'une durée de 6 ans est proposée au vote pour un montant de 1 045 000 €.

BÂTIMENTS SOCIAUX ET DE PROXIMITÉ

Un montant de 549 000 € de crédits de paiement est nécessaire pour couvrir l'ensemble des dépenses.

La globalité des autorisations d'engagement d'une durée de 6 ans est proposée au vote pour un montant de 1 708 000 €.

BÂTIMENTS TOURISTIQUES

Un montant de 251 000 € de crédits de paiement est nécessaire pour couvrir l'ensemble des dépenses.

La globalité des autorisations d'engagement d'une durée de 6 ans est proposée au vote pour un montant de 454 000 €.

SITES CULTURELS ET SPORTIFS

Un montant de 933 000 € de crédits de paiement est nécessaire pour couvrir l'ensemble des dépenses.

La globalité des autorisations d'engagement d'une durée de 6 ans est proposée au vote pour un montant de 2 069 000 €.

GENDARMERIES

Un montant de 670 000 € de crédits de paiement est nécessaire pour couvrir l'ensemble des dépenses, liées essentiellement au règlement des loyers financiers, ainsi qu'aux réparations à la charge du propriétaire.

Le détail du vote des Autorisations d'Engagement figure en annexe 2 de ce rapport.

Une enveloppe de **1 390 000 €** est également inscrite **au titre des recettes** générées par les loyers du patrimoine départemental. Ce montant concerne principalement les gendarmeries pour 980 000 €, l'ODCV (site de CHAMONIX) pour 110 000 € et l'Espace 1000 Sources pour 115 000 €.

C - AFFAIRES JURIDIQUES

Les moyens généraux des Affaires Juridiques incluent les **assurances** pour un montant de **610 000 €** et **l'assistance et le conseil juridiques** pour un montant de **80 000 €**, soit un **total de 690 000 €**.

ASSURANCES

Les crédits de paiement affectés aux assurances couvrent les primes annuelles des différents contrats d'assurance souscrits par la Collectivité, à savoir : Responsabilité Civile, Dommages aux Biens/Tous Risques Expositions, Flotte Automobile, Protection Juridique des agents et des élus et Risques Statutaires.

Concernant le contrat Responsabilité Civile, ils couvrent également :

- pour les sinistres dont le montant est inférieur au montant de la franchise prévue au contrat (300 € dans la plupart des cas) : l'indemnisation directe des victimes de dommages engageant la responsabilité du Département (usagers de la route, assistantes familiales, etc.) ou le remboursement à l'assureur des indemnisations dont il aura fait l'avance,
- pour les sinistres supérieurs au montant de la franchise, le remboursement à l'assureur des franchises dont il aura fait l'avance.

Au titre de l'année 2022, les crédits de paiement que je vous propose d'affecter aux assurances s'élèvent à 610 000 € (soit une hausse d'environ 5 % par rapport au BP 2021).

Cette augmentation est essentiellement liée à la révision annuelle des primes, telle que prévue dans nos contrats et tient compte de la tendance haussière constatée actuellement dans le domaine des assurances.

Les recettes d'assurances (remboursement de sinistres Dommages aux Biens) sont estimées à 10 000 € et seront réajustées lors de la décision modificative.

ASSISTANCE ET CONSEIL JURIDIQUES

Les crédits de paiement affectés à **l'assistance et au conseil juridiques** ont vocation à couvrir les frais engagés par la Collectivité pour l'assistance juridique (conseil auprès d'avocats spécialisés + abonnement à la base documentaire et de conseil Dalloz) et la défense de ses intérêts en cas de litiges ou contentieux.

Le conseil juridique et la gestion des contentieux étant désormais largement internalisés et le recours à des avocats étant limité à quelques dossiers complexes ou spécifiques, les missions de conseil et d'assistance, nécessaires à la sécurisation de nos actes et procédures et à la défense de nos intérêts, ont vocation à se situer à un niveau équivalent à 2021.

C'est pourquoi les crédits de paiements que je vous propose d'affecter à l'assistance juridique s'élèvent pour l'année 2022 à la somme de 80 000 € (identique à 2021).

AFFAIRES FONCIÈRES

Les crédits relatifs aux acquisitions à réaliser pour les grandes opérations routières (exemple : déviation de Lubersac, etc.) sont inscrits au budget de la direction des Routes qui les délègue ensuite, en tant que de besoin, au service Affaires Juridiques et Achats.

Les crédits relatifs aux diverses demandes de régularisations foncières dont la Collectivité est saisie sont, quant à eux, inscrits au budget du service Affaires Juridiques et Achats. Cette dépense est estimée à 20 000 € pour l'année 2022.

D - AFFAIRES GÉNÉRALES ET ASSEMBLÉES

Le budget dédié aux investissements de la Direction cible un renouvellement de biens destinés au fonctionnement du Département et à la qualité des services rendus aux usagers.

Les crédits de paiement affectés à l'investissement s'élèvent à 436 200 €. Ils permettront notamment :

- le renouvellement de matériels liés au fonctionnement de l'Hôtel du Département "Marbot" : 40 000 €
- les aménagements et les équipements à prévoir dans les 7 Maisons du Département existantes : 3 000 €
- l'achat de 17 véhicules thermiques dans le cadre du plan de renouvellement du parc automobile : 393 200 €.

Les crédits de paiement affectés au fonctionnement s'élèvent à 939 800 €.

Les dépenses de fonctionnement diminuent de 3,8% suite à un choix politique judicieux de nouvelles modalités de gestion du parc automobile, notamment l'acquisition de véhicules électriques. Ce choix opportun, au vu de l'évolution du prix du carburant, permet de réduire en partie la dépense de carburant. Cependant, l'évolution du prix unitaire du carburant laisse à penser que le budget dédié à cette dépense sera contenu, grâce à l'économie générée par le fonctionnement des véhicules électriques.

Il faut aussi préciser que la révision de prix liée aux éléments contractuels du marché des fournitures administratives (papier, bureau, enveloppes à logo et timbres) engendre une hausse de la dépense qui est absorbée par une rationalisation de la gestion quotidienne.

Par ailleurs, il est à noter que la sensibilisation des services à l'usage numérique permet une diminution du volume de courriers, cependant l'augmentation des tarifs conduit à une stabilité du budget.

Toutefois, des dépenses imprévues peuvent venir impacter le budget de la Direction des Affaires Générales et des Assemblées au regard de l'évolution des prix et notamment de l'inflation, où de dépenses non prévues qui concourent à une amélioration du service rendu aux usagers.

III - SYNTHÈSE FINANCIÈRE

⇒ BÂTIMENTS

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, je vous propose d'affecter les crédits de paiement des Bâtiments selon les tableaux ci-dessous :

	BP 2021	CA 2021	BP 2022
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	3 650 000 €	3 252 447,67 €	4 420 000 €
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	1 420 000 €	1 747 148,70 €	1 390 000 €
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	4 910 800 €	4 526 606,06 €	8 456 300 €
RECETTES D'INVESTISSEMENT	Néant	182 091,00 €	148 500 €

En résumé :

	Crédits de paiement 2022 DEPENSES	Crédits de paiement 2022 RECETTES
FONCTIONNEMENT	4 420 000 €	1 390 000 €
INVESTISSEMENT	8 456 300 €	148 500 €
TOTAL	12 876 300 €	1 538 500 €

Pour mémoire au titre de 2022 les engagements au titre de la politique qui vient de vous être exposée dans le présent rapport seront affectés sur les enveloppes suivantes :

EN DEPENSES :

→ les EPF sont les suivantes :

PO38E13	BATIMENTS ADMINISTRATIFS - FONCTIONNEMENT 2022
PO40E05	BATIMENTS TECHNIQUES - FONCTIONNEMENT 2022
PO41E21	TOURISME - FONCTIONNEMENT - 2022
PO47E11	CONTRATS CHAUFFAGE DES COLLEGES 2014-2024
PO47E21	TRAVAUX EN REGIE 2022
PO47E22	TRAVAUX URGENTS DE FONCTIONNEMENT 2022
PO94E04	GENDARMERIES - FONCTIONNEMENT 2022
P159E26	MUSEE SEDIERES - FONCTIONNEMENT 2022
P159E28	BDP - FONCTIONNEMENT 2022
P159E31	1000 SOURCES - FONCTIONNEMENT 2022
P159E32	ARCHIVES - FONCTIONNEMENT 2022

→ les AE sont les suivantes :

PO38E01	GARDIENNAGE 2022-2027
PO38E02	MAINTENANCE DES ASCENSEURS ET MONTE-CHARGES 2022-2027
PO38E03	MAINTENANCE MULTITECHNIQUE MARBOT 2022-2027
PO38E04	VERIFICATION DES PORTES ET PORTAILS 2022-2027
PO38E05	CONTROLES REGLEMENTAIRES OBLIGATOIRES 2022-2027
PO38E06	EXPLOITATION INSTALLATIONS THERMIQUES 2022-2028
PO38E07	MAINTENANCE MULTITECHNIQUE 2022-2027
PO38E08	ENTRETIEN DES ESPACES VERTS 2022-2027
PO38E09	MAINTENANCE ET ASSAINISSEMENT DES RESEAUX 2022-2027
PO38E10	NETTOYAGES DES LOCAUX 2022-2027
PO39E01	GARDIENNAGE 2022-2027
PO39E02	MAINTENANCE DES ASCENSEURS ET MONTE-CHARGES 2022-2027
PO39E03	MARBOT - MARCHE MAINTENANCE MULTITECHNIQUE 2022-2027
PO39E04	VERIFICATION DES PORTES ET PORTAILS 2022-2027
PO39E05	CONTROLES REGLEMENTAIRES OBLIGATOIRES 2022-2027
PO39E06	EXPLOITATION DES INSTALLATIONS THERMIQUES 2020-2028
PO39E08	ENTRETIEN DES ESPACES VERTS 2022-2027
PO39E09	MAINTENANCE ET ASSAINISSEMENT DES RESEAUX 2022-2027
PO39E10	NETTOYAGE DES LOCAUX 2022-2027
PO40E03	MAINTENANCE ET ASSAINISSEMENT DES RESEAUX 2022-2027
PO40E09	MAINTENANCE MULTITECHNIQUE 2022-2027
PO40E10	VERIFICATION DES PORTES ET PORTAILS 2022-2027
PO40E11	NETTOYAGE DES LOCAUX 2022-2027
PO40E13	CONTROLES REGLEMENTAIRES OBLIGATOIRES 2022-2027
PO41E12	MAINTENANCE MULTITECHNIQUE 2022-2027
PO41E15	MAINTENANCE DES ASCENSEURS ET MONTE-CHARGES 2022-2027
PO41E16	NETTOYAGE DES LOCAUX 2022-2027
PO41E17	MAINTENANCE ET ASSAINISSEMENT DES RESEAUX 2022-2027
PO41E18	CONTROLES REGLEMENTAIRES OBLIGATOIRES 2022-2027
PO41E19	EXPLOITATION INSTALLATIONS THERMIQUES 2022-2028

P094E01	MAINTENANCE ET ASSAINISSEMENT DES RESEAUX 2022-2027
P159E16	MAINTENANCE DES ASCENSEURS ET MONTE-CHARGES 2022-2027
P159E17	VERIFICATION DES PORTES ET PORTAILS 2022-2027
P159E18	GARDIENNAGE 2022-2027
P159E19	NETTOYAGE DES LOCAUX 2022-2027
P159E20	ENTRETIEN DES ESPACES VERTS 2022-2027
P159E21	MAINTENANCE ET ASSAINISSEMENT DES RESEAUX 2022-2027
P159E23	CONTROLES REGLEMENTAIRES OBLIGATOIRES 2022-2027
P159E24	MAINTENANCE MULTITECHNIQUE 2022-2027

→ les EPI sont les suivantes :

P038E17	INVESTISSEMENT BÂTIMENTS ADMINISTRATIFS 2022
P038E18	INVESTISSEMENT LES MAISONS DE SERVICE AU PUBLIC 2022
P039E13	BATIMENTS ADMINISTRATIFS - FONCTIONNEMENT 2022
P039E15	MAISONS DE SERVICES AU PUBLIC - FONCTIONNEMENT/2014-2021
P039E17	INVESTISSEMENT BÂTIMENTS ADMINISTRATIFS 2022
P039E18	INVESTISSEMENT LES MAISONS DE SERVICE AU PUBLIC 2022
P040E08	INVESTISSEMENT BÂTIMENTS TECHNIQUES 2022
P041E04	INVESTISSEMENT MAISON DU TOURISME 2022
P041E05	INVESTISSEMENT SUR LES AIRES D'AUTOROUTES 2022
P047E19	TRAVAUX URGENTS INVESTISSEMENT
P047E25	VEGETALISATION DES ESPACES 2022
P047E26	RACCORDEMENTS DES AUTOMATES SUR LE RESEAU INFORMATIQUE 2022
P094E02	INVESTISSEMENT DANS LES GENDARMERIES 2022
P159E13	INV. SUR LES SITES CULTURELS, SPORTIFS, TOURISTIQUES 2022
P159E14	INVESTISSEMENT DANS LES CENTRES DE VACANCES 2022

→ les AP sont les suivantes :

P038E11	AMO ENERGIE AUDITS ENERGETIQUES TOUS SITES 2021-2023
P038E12	RENOVATION LED TOUS SITES 2021-2023
P038E20	RENOVATION DES LOCAUX 2021-2024
P040E04	MODERNISATION DES CERB 2021-2024
P041E01	QUALYSE 2018-2021
P047E01	RESTRUCTURATION ESPACE PEDAGOGIQUE ARSONVAL BRIVE 2017-2023
P047E02	INVESTISSEMENT DANS LES COLLEGES PUBLICS 2019
P047E03	INVESTISSEMENT DANS LES COLLEGES PUBLICS 2020
P047E04	COLLEGES - EQUIPEMENTS DE CUISINES 2021-2025
P047E05	INVESTISSEMENT DANS LES COLLEGES PUBLICS 2021
P047E06	PLAN DE RELANCE : COLLEGE D'ALLASSAC 2020-2024
P047E07	PLAN DE RELANCE : COLLEGE D'ARGENTAT 2020-2026
P047E08	PLAN DE RELANCE : RENOVATION ENERGETIQUE 2020-2025
P047E09	DIAGNOSTICS REGLEMENTAIRES 2021-2024
P047E10	RENOVATION DES LOCAUX 2021-2024
P047E18	INVESTISSEMENT DANS LES COLLEGES PUBLICS 2022
P159E06	MODER SITE DES 1000 SOURCES PLAN DE RELANCE 2021-2023
P159E07	RENOVATION DES SANITAIRES ET ACCESSIBILITES 2021 - 2024

EN RECETTES :

→ les EPF sont les suivantes :

P039E07	PRODUITS IMMOBILIERS ET ADMINISTRATIFS DIVERS 2022
P038E16	PRODUITS IMMOBILIERS ET ADMINISTRATIFS DIVERS 2022
P040E06	PRODUITS IMMOBILIERS ET ADMINISTRATIFS DIVERS 2022
P094E03	PRODUITS IMMOBILIERS ET ADMINISTRATIFS DIVERS 2022
P159E12	PRODUITS IMMOBILIERS ET ADMINISTRATIFS DIVERS 2022
P041E03	PRODUITS IMMOBILIERS ET ADMINISTRATIFS DIVERS 2022

→ l'EPI est la suivante :

P0159E15	RECETTES INVESTISSEMENT SITES CULTURELS 2022
----------	--

⇒ AFFAIRES JURIDIQUES

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, je vous propose d'affecter les crédits de paiement des Affaires Juridiques selon les tableaux ci-dessous :

	BP 2021	CA 2021	BP 2022
ASSISTANCE - CONSEILS JURIDIQUES - CONTENTIEUX	80 000 €	36 389,12 €	80 000 €
ASSURANCES	580 000 €	551 459,11 €	610 000 €
TOTAL DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT	660 000 €	587 848,23 €	690 000 €
AFFAIRES FONCIERES	Néant	4 049,00 €	Néant
ASSURANCES	30 000 €	26 006,10 €	10 000 €
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT	30 000 €	30 055,10 €	10 000 €
TOTAL DÉPENSES D'INVESTISSEMENT	Néant	19 687,54 €	20 000 €
TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT	Néant		

En résumé :

	Crédits de paiement 2022 DEPENSES	Crédits de paiement 2022 RECETTES
FONCTIONNEMENT	690 000 €	10 000 €
INVESTISSEMENT	20 000 €	Néant
TOTAL	710 000 €	10 000 €

Pour mémoire au titre de 2022, les engagements au titre de la politique qui vient de vous être exposée dans le présent rapport seront effectués sur les enveloppes suivantes :

EN DEPENSES :

→ l'AP est la suivante :

P182E 01 REGULARISATION FONCIERES 2020-2023

→ les EPF sont les suivantes :

P031E01 ASSISTANCE JURIDIQUE 2021 -2022

P031E02 CONTENTIEUX 2021-2022

→ les AE sont les suivantes :

P033E02 ASSURANCES CYBER RISQUES 2021 - 2025

P033E03 ASSURANCES DOMMAGES AUX BIENS 2021-2025

P033E04 ASSURANCES FLOTTE AUTOMOBILE 2021 -2025

P033E05 ASSURANCES PROTECTION JURIDIQUE 2021 - 2025

P033E06 ASSURANCES RISQUES STATUTAIRES 2021 - 2025

P033E01 ASSURANCES RESPONSABILITE CIVILE 2020 2025

EN RECETTE :

→ l'EPF est la suivante :

P033E07 RECETTE ASSURANCES 2022

⇒ AFFAIRES GÉNÉRALES ET ASSEMBLÉES

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, je vous propose d'affecter les crédits de paiement des Affaires Générales et des Assemblées selon les tableaux ci-dessous :

	BP 2021	CA 2021	BP 2022
CHARGES PLURIANNUELLES ET ANNUELLES DE VEHICULES	516 300 €	417 629,56 €	473 700 €
COURRIER	239 000 €	239 919,50 €	243 000 €
FOURNITURES ADMINISTRATIVES	88 000 €	60 957,08 €	89 700 €
FOURNITURES ALIMENTAIRES ET DIVERS	80 000 €	68 296,04 €	80 300 €
RESSOURCES DOCUMENTAIRES	25 000 €	18 298,42 €	25 000 €
MOYENS GENERAUX	20 000 €	15 252,66 €	20 100 €
ASSEMBLEES	8 000 €	7 140,96 €	8 000 €
TOTAL DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT	976 300 €	827 494,22 €	939 800 €

	BP 2021	CA 2021	BP 2022
COURRIER	3 000 €	7 741,77 €	3 000 €
MDDSAP	90 000 €	191 780,00 €	14 136 €
CHARGES PLURIANNUELLES ET ANNUELLES DE VEHICULES	22 000 €	81 239,34 €	22 000 €
RESSOURCES DOCUMENTAIRES	Néant	Néant	Néant
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT	115 000 €	280 761,11 €	39 136 €
ASSEMBLEES COURRIERS MOYENS GENERAUX	65 000 €	10 636,08 €	40 000 €
CHARGES PLURIANNUELLES ET ANNUELLES DE VEHICULES	716 000 €	695 466,95 €	393 200 €
MDDSAP TRAVAUX INVESTISSEMENT	3 000 €	1 141,58 €	3 000 €
TOTAL DÉPENSES D'INVESTISSEMENT	784 000 €	707 244,61 €	436 200 €

En résumé :

	Crédits de paiement 2022 DEPENSES	Crédits de paiement 2022 RECETTES
FONCTIONNEMENT	939 800 €	39 136 €
INVESTISSEMENT	436 200 €	Néant
TOTAL	1 376 000 €	39 136 €

Pour mémoire au titre de 2022, les engagements au titre de la politique qui vient de vous être exposée dans le présent rapport seront effectués sur les enveloppes suivantes :

EN DEPENSES :

→ les EPF sont les suivantes :

P142E01 RESSOURCES DOCUMENTAIRES
P045E08 LOCATION VEHICULE UGAP
P045E06 CHARGES ANNUELLES DE VEHICULES
P074E02 COURRIER
P030E01 ASSEMBLEES
P114E01 MOYENS GENERAUX
P090E01 FOURNITURES ALIMENTAIRES

→ les AE sont les suivantes :

P045E01 FLOTTE AUTO LOC 2015/2019
P045E04 FLOTTE AUTO LOC2020/2025
P045E02 FOURNITURE DE CARBURANT 2019/2022
P045E03 CONTRAT D'ENTRETIEN pneus et batterie2019/2026
P074E01 LOCATION MAINTENANCE MACHINE A AFFRANCHIR
2018/2022
P089E01 FOURNITURES ADMINISTRATIVES 2018/2022
P089E03 FOURNITURES ADMINISTRATIVES 2022/2027

→ les EPI sont les suivantes :

P114E02 MOYENS GENERAUX
P045E11 ACQUISITION VEHICULE HORS MARCHE

→ les AP sont les suivantes :

P045E05 VEHICULES ELECTRIQUES ET THERMIQUES 2019/2023
P108E01 MDD TRAVAUX 2016/2022

EN RECETTES :

→ les EPF sont les suivantes :

P074E03 COURRIER
P045E10 FLOTTE AUTOMOBILE
P108E05 INDEMNISATION MENSUELLE MDD

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

BATIMENTS ET MOYENS GENERAUX - DOTATIONS 2022

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2022.04.08/303 en date du 8 avril 2022, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Monsieur Didier MARSALEIX, Rapporteur,

DÉLIBÈRE

Article 1^{er} : est proposée l'affectation des crédits de paiement suivants, pour l'année 2022, au titre de la politique sectorielle concernant les bâtiments départementaux et l'investissement dans les collèges publics, les affaires juridiques et les moyens généraux :

- Bâtiments et investissement des collèges publics

	Crédits de paiement 2022 DEPENSES	Crédits de paiement 2022 RECETTES
FONCTIONNEMENT	4 420 000 €	1 390 000 €
INVESTISSEMENT	8 456 300 €	148 500 €
TOTAL	12 876 300 €	1 538 500 €

- Affaires Juridiques

	Crédits de paiement 2022 DEPENSES	Crédits de paiement 2022 RECETTES
FONCTIONNEMENT	690 000 €	10 000 €
INVESTISSEMENT	20 000 €	Néant
TOTAL	710 000 €	10 000 €

- Assemblées et Affaires Générales

	Crédits de paiement 2022 DEPENSES	Crédits de paiement 2022 RECETTES
FONCTIONNEMENT	939 800 €	39 136 €
INVESTISSEMENT	436 200 €	0 €
TOTAL	1 376 000 €	39 136 €

Article 2 : sont votées et sont modifiées, au titre de l'année 2022, les Autorisations de Programme (AP) et Autorisations d'Engagement (AE) telles qu'elles figurent en annexe 2.

Article 3 : il est décidé, concernant le contrat responsabilité Civile, de prendre en charge :

- Pour les sinistres dont le montant est inférieur au montant de la franchise prévue au contrat (300 € dans la plupart des cas) : l'indemnisation directe des victimes de dommages engageant la responsabilité du Département (usagers de la route, assistantes familiales, etc.), ou le remboursement à l'assureur des indemnisations dont il aura fait l'avance.
- Pour les sinistres supérieurs au montant de la franchise : le remboursement à l'assureur des franchises dont il aura fait l'avance.

Imputations budgétaires :

Les recettes correspondantes seront imputées sur le Budget Départemental :

- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 930.202
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 931.11
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 932.23
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 933.32
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 935.50
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 936.60
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 939.94
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 937,74
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 932.28
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 933.33
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 933.314
- Section Investissement, Article fonctionnel 903.32.

Les dépenses correspondantes seront imputées sur le Budget Départemental :

- Section Investissement, Article fonctionnel 900.202
- Section Investissement, Article fonctionnel 900.74
- Section Investissement, Article fonctionnel 901.11
- Section Investissement, Article fonctionnel 902.221
- Section Investissement, Article fonctionnel 902.25
- Section Investissement, Article fonctionnel 903.312
- Section Investissement, Article fonctionnel 903.313
- Section Investissement, Article fonctionnel 903.314
- Section Investissement, Article fonctionnel 903.315
- Section Investissement, Article fonctionnel 903.32
- Section Investissement, Article fonctionnel 903.33
- Section Investissement, Article fonctionnel 905.51
- Section Investissement, Article fonctionnel 906.60
- Section Investissement, Article fonctionnel 907.738
- Section Investissement, Article fonctionnel 912.221
- Section Investissement, Article fonctionnel 919.921
- Section Investissement, Article fonctionnel 909.94
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 930.202
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 930.221
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 931.11
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 932.20
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 932.221
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 933.312
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 933.313
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 933.314
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 933.315
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 933.32
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 936.60
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 935.51
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 939.40

- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 939.94
- Section Investissement, Article fonctionnel 923.01
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 933.33.

Adopté, à main levée, à l'unanimité.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 12 avril 2022
Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20220408-4606-DE-1-1
Affiché le : 12 avril 2022

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL



L'an deux mille vingt-deux et le huit avril, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :

Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Madame Valérie TAURISSON, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Madame Patricia BUISSON, Monsieur Franck PEYRET, Madame Agnès AUDEGUILL, Madame Audrey BARTOUT, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Jean-Jacques LAUGA, Monsieur Philippe LESCURE, Madame Marilou PADILLA-RATELADE, Madame Rosine ROBINET, Monsieur Gérard SOLER, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Julien BOUNIE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Madame Claude CHIRAC, Monsieur Bernard COMBES, Madame Jacqueline CORNELISSEN, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Monsieur Sébastien DUCHAMP, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Didier MARSALÉIX, Madame Frédérique MEUNIER, Madame Annick TAYSSE, Madame Sonia TROYA, Madame Stéphanie VALLÉE, Madame Marie-Laure VIDAL, Monsieur Eric ZIOLO

Pouvoir :

Monsieur Anthony MONTEIL à Madame Stéphanie VALLÉE

Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

ANNEXE 1

PROGRAMMATION COLLEGES 2022

COLLEGES	LIBELLE	MONTANT TOTAL DES OPERATIONS			CREDITS DE PAIEMENT 2022 PREVISIONNELS
		Antérieures	Antérieures augmentées en 2022	2 022	
Plan d' Accompagnement Corrèze COVID 19					
ALLASSAC	Restructuration de la demi-pension et 4 salles de classe	2 000 000 €		100 000 €	1 400 000 €
ARGENTAT	Restructuration du collège	3 500 000 €		1 200 000 €	130 000 €
Sous total I		5 500 000 €		1 300 000 €	1 530 000 €
Plan de Relance Energie					
ALLASSAC	Rénovation bâtiment (Internat excellence)	660 000 €		40 000 €	600 000 €
BRIVE J. MOULIN	Remplacement des menuiseries extérieures	520 000 €			380 000 €
BRIVE M. ROLLINAT	Remplacement des menuiseries extérieures	450 000 €		150 000 €	390 000 €
TREIGNAC	Rénovation de la chaufferie (passage au gaz propane réseau communal)	130 000 €	achevée		
5 SITES	Isolation des planchers bas (J. Lurçat, J. Moulin, Rollinat, Objat, Uzerche)	165 000 €	achevée		
LARCHE	Remplacement des menuiseries extérieures des bâtiments C et D	150 000 €		80 000 €	140 000 €
TOUS SITES	Audit et AMO énergie	100 000 €		150 000 €	150 000 €
TOUS SITES	Renovation LED	200 000 €			100 000 €
Sous total II		2 375 000 €		420 000 €	1 760 000 €
Moderniser nos Collèges Corrèziens : opérations en cours					
BEYNAT	Restructuration de la demi-pension et des salles de classe (Mutualisation collège école maison de retraite) - Etudes	15 000 €	35 000 €		20 000 €
BRIVE ARSONVAL	Aide financière à la restructuration	2 300 000 €			458 800 €
BRIVE G. CABANIS	Remplacement des stores Administration Est et externat (3ème tranche)	100 000 €			35 000 €
MEYSSAC	Restructuration du préau et du foyer (2ème tranche)	160 000 €			70 000 €
SEILHAC	Réfection de la passerelle, réfection des sols de la salle des professeurs, construction d'un préau, réfection de la salle de musique et archivage (2ème tr.)	236 000 €	24 000 €		140 000 €
TULLE V. HUGO	Réaménagement du rez de chaussée de la SEGPA	90 000 €	50 000 €		36 200 €
USSEL	Travaux de sécurisation (2ème tranche)	150 000 €			20 000 €
UZERCHE	Déplacement de la salle de physique vers le pôle technologique et la vie scolaire	70 000 €	60 000 €		10 000 €
Sous total III		3 121 000 €	169 000 €		790 000 €
Moderniser nos Collèges Corrèziens : Nouvelles opérations					
BEAULIEU	Réfection de l'entrée et de la cage d'escalier de l'administration			20 000 €	20 000 €
	Travaux de sécurisation			55 000 €	55 000 €
BORT	Déplacement de l'infirmerie (étude)			60 000 €	10 000 €
CORREZE	Réfection de la cage d'escalier			20 000 €	20 000 €
EGLETONS	Rénovation couverture zinguerie bâtiment Lallé			80 000 €	80 000 €
LARCHE	Réfection de la demi-pension (étude)			10 000 €	10 000 €
LUBERSAC	Remplacement du SSI			30 000 €	30 000 €
	Mise en place d'un contrôle d'accès et d'une clôture			60 000 €	60 000 €
MERLINES	Réfection des rideaux extérieurs			20 000 €	20 000 €
MEYMAC	Réfection des sols amiantés au rez de chaussée			30 000 €	30 000 €
MEYSSAC	Réaménagement de la laverie et de l'infirmerie (étude)			10 000 €	10 000 €
NEUVIC	Rénovation de la chaufferie (Participation région Nouvelle Aquitaine)			190 000 €	190 000 €
OBJAT	Isolation des plénums et mise en place de led			50 000 €	50 000 €
TULLE G. CLEMENCEAU	Rénovation de faux plafonds et isolation de 3 salles techno			25 000 €	25 000 €
TULLE V. HUGO	Réfection, isolation et étanchéité toiture terrasse de la SEGPA			160 000 €	160 000 €
USSEL	Réfection et étanchéité des chéneaux béton			35 000 €	35 000 €
	Remplacement des fenêtres de l'internat (1ère tranche)			150 000 €	75 000 €
UZERCHE	Travaux d'isolation des faux plafonds			55 000 €	40 000 €
Sous total IV				1 060 000 €	920 000 €
AP 2021-2024 REMPLACEMENT D'EQUIPEMENTS DE CUISINES		320 000 €			100 000 €
AP 2021-2023 DIAGNOSTICS QUALITE DE L'AIR, RADON ET ACCESSIBILITES		100 000 €			45 000 €
EPI 2022 VEGETALISATION DES ESPACES				30 000 €	30 000 €
EPI 2022 RACCORDEMENTS DES AUTOMATES SUR RESEAU INFORMATIQUE				50 000 €	50 000 €
EPI 2022 TRAVAUX DIVERS URGENTS				270 000 €	313 800 €
Sous total V		420 000 €		350 000 €	538 800 €
TOTAL GENERAL		11 416 000 €		3 130 000 €	5 538 800 €

VOTE DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME (AP) ET AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT (AE)

ANNEXE 2

TYPE DE BÂTIMENTS	DESIGNATION	TYPE D' ENVELOPPE	CATEGORIE	MONTANT	DUREE D'AFFECTATION
<u>BÂTIMENTS ADMINISTRATIF</u>					
	ENTRETIEN DES ESPACES VERTS 2022-2027	AE	PLURIANNUELLE	20 000 €	6 ANS
	MAINTENANCE ET ASSAINISSEMENT DES RESEAUX 2022-2027	AE	PLURIANNUELLE	40 000 €	6 ANS
	NETTOYAGES DES LOCAUX 2022-2027	AE	PLURIANNUELLE	1 870 000 €	6 ANS
	CONTROLES REGLEMENTAIRES OBLIGATOIRES 2022-2027	AE	PLURIANNUELLE	92 000 €	6 ANS
	GARDIENNAGE 2022-2027	AE	PLURIANNUELLE	432 000 €	6 ANS
	MAINTENANCE DES ASCENSEURS ET MONTE CHARGES 2022-2027	AE	PLURIANNUELLE	210 000 €	6 ANS
	MARBOT - MARCHE MAINTENANCE MULTITECHNIQUE 2022-2027	AE	PLURIANNUELLE	1 050 000 €	6 ANS
	VERIFICATION DES PORTES ET PORTAILS 2022-2027	AE	PLURIANNUELLE	102 000 €	6 ANS
	EXPLOITATION DES INSTALLATIONS THERMIQUES 2020-2028	AE	PLURIANNUELLE	1 815 000 €	8 ANS
<u>BÂTIMENTS SOCIAUX</u>					
	MAINTENANCE DES ASCENSEURS ET MONTE CHARGES 2022-2027	AE	PLURIANNUELLE	40 000 €	6 ANS
	VERIFICATION DES PORTES ET PORTAILS 2022-2027	AE	PLURIANNUELLE	20 000 €	6 ANS
	GARDIENNAGE 2022-2027	AE	PLURIANNUELLE	15 000 €	6 ANS
	NETTOYAGES DES LOCAUX 2022-2027	AE	PLURIANNUELLE	900 000 €	6 ANS
	ENTRETIEN DES ESPACES VERTS 2022-2027	AE	PLURIANNUELLE	60 000 €	6 ANS
	CONTROLES REGLEMENTAIRES OBLIGATOIRES 2022-2027	AE	PLURIANNUELLE	45 000 €	6 ANS
	EXPLOITATION INSTALLATIONS THERMIQUES 2022-2028	AE	PLURIANNUELLE	318 000 €	7 ANS
	MAINTENANCE MULTITECHNIQUE 2022-2027	AE	PLURIANNUELLE	300 000 €	6 ANS
	MAINTENANCE ET ASSAINISSEMENT DES RESEAUX 2022-2027	AE	PLURIANNUELLE	10 000 €	6 ANS
<u>BÂTIMENTS TECHNIQUES</u>					
	MODERNISATION DES CERB 2021-2024 / D	AP	PLURIANNUELLE	800 000 €	4 ANS
	MAINTENANCE MULTITECHNIQUE 2022-2027	AE	PLURIANNUELLE	500 000 €	6 ANS
	VERIFICATION DES PORTES ET PORTAILS 2022-2027	AE	PLURIANNUELLE	145 000 €	6 ANS
	NETTOYAGES DES LOCAUX 2022-2027	AE	PLURIANNUELLE	150 000 €	6 ANS
	CONTROLES REGLEMENTAIRES OBLIGATOIRES 2022-2027	AE	PLURIANNUELLE	85 000 €	6 ANS
	MAINTENANCE ET ASSAINISSEMENT DES RESEAUX 2022-2027	AE	PLURIANNUELLE	165 000 €	6 ANS
<u>COLLEGES PUBLICS</u>					
	INVESTISSEMENT DANS LES COLLEGES PUBLICS 2022	AP	PLURIANNUELLE	1 060 000 €	5 ANS
	PLAN DE RELANCE : RENOVATION ENERGETIQUE 2020-2025	AP	PLURIANNUELLE	2 795 000 €	6 ANS
<u>GENDARMERIES</u>					
	MAINTENANCE ET ASSAINISSEMENT DES RESEAUX 2022-2027	AE	PLURIANNUELLE	50 000 €	6 ANS
<u>SITES CULTURELS ET SPORTIFS</u>					
	MAINTENANCE DES ASCENSEURS ET MONTE CHARGES 2022-2027	AE	PLURIANNUELLE	100 000 €	6 ANS
	VERIFICATION DES PORTES ET PORTAILS 2022-2027	AE	PLURIANNUELLE	25 000 €	6 ANS

GARDIENNAGE 2022-2027	AE	PLURIANNUELLE	60 000 €	6 ANS
NETTOYAGES DES LOCAUX 2022-2027	AE	PLURIANNUELLE	490 000 €	6 ANS
ENTRETIEN DES ESPACES VERTS 2022-2027	AE	PLURIANNUELLE	555 000 €	6 ANS
MAINTENANCE ET ASSAINISSEMENT DES RESEAUX 2022-2027	AE	PLURIANNUELLE	6 000 €	6 ANS
CONTROLES REGLEMENTAIRES OBLIGATOIRES 2022-2027	AE	PLURIANNUELLE	40 000 €	6 ANS
MAINTENANCE MULTITECHNIQUE 2022-2027	AE	PLURIANNUELLE	793 000 €	6 ANS

BÂTIMENTS TOURISTIQUES

MAINTENANCE MULTITECHNIQUE 2022-2027	AE	PLURIANNUELLE	36 000 €	6 ANS
MAINTENANCE DES ASCENSEURS ET MONTE CHARGES 2022-2027	AE	PLURIANNUELLE	20 000 €	6 ANS
NETTOYAGES DES LOCAUX 2022-2027	AE	PLURIANNUELLE	90 000 €	6 ANS
MAINTENANCE ET ASSAINISSEMENT DES RESEAUX 2022-2027	AE	PLURIANNUELLE	5 000 €	6 ANS
CONTROLES REGLEMENTAIRES OBLIGATOIRES 2022-2027	AE	PLURIANNUELLE	3 000 €	6 ANS
EXPLOITATION INSTALLATIONS THERMIQUES 2022-2028	AE	PLURIANNUELLE	300 000 €	6 ANS

Réunion du 8 avril 2022

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission de la Cohésion Territoriale

OBJET

AIDES AUX COLLECTIVITES - DOTATIONS 2022

RAPPORT

Depuis 2015, le Département, garant de l'aménagement et du développement équilibrés des territoires, mène une politique d'aides aux collectivités forte en direction des communes et de leurs groupements. Cela s'est d'abord traduit par la mise en place d'un dispositif contractuel triennal sur une première période de 2018 à 2020 afin de répondre aux attentes des élus locaux pour leurs projets, en leur apportant lisibilité et sécurisation financières.

Cette politique participe pleinement à la dynamique d'investissement impulsée par le Département pour soutenir l'emploi et l'économie en Corrèze. Aussi, face à ce constat et dans une volonté de continuité, une nouvelle contractualisation pour la période 2021-2023 a vu le jour afin de s'inscrire à nouveau pleinement dans un objectif de relance et de soutien à l'investissement local.

La Covid a en outre eu un impact considérable sur la réalisation de certaines opérations contractualisées qui ont pris du retard suite aux différents confinements. En effet, les collectivités locales sont confrontées à des difficultés pour obtenir des devis ou pour s'approvisionner en matières premières. Cela a entraîné le décalage du démarrage de nombreux projets et remis en cause leur plan de financement.

Au regard de ce constat, le Département, véritable acteur de proximité, poursuit et adapte à nouveau sa politique des aides aux collectivités, en faisant preuve de réactivité et de flexibilité, confortant l'engagement départemental en termes de solidarité des territoires. L'offre d'ingénierie départementale pour accompagner les territoires ruraux est ainsi confortée. Il est à noter que cet accompagnement des services départementaux aux collectivités corréziennes représente un coût de 2 millions d'euros pour le Département.

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, je vous propose d'affecter 14 000 000 € de crédits de paiements au titre de l'investissement.

I - UNE POLITIQUE QUI S'ADAPTE POUR REpondre AUX BESOINS DES COLLECTIVITES FACE AUX CONTRAINTES DUES A LA COVID

Face aux nombreuses contraintes induites par la Covid, afin de conserver la ligne de conduite de la politique des aides aux collectivités et de conforter son effet levier pour la commande publique et l'emploi en Corrèze, le Département fait à nouveau preuve de réactivité en adaptant son dispositif d'aides.

Adaptation des procédures et appui aux collectivités

A l'issue de la première année de la contractualisation 2021-2023, il est à noter que l'engagement est plus faible que lors de la précédente contractualisation. Plusieurs éléments peuvent expliquer cette différence : des élections tardives, l'arrivée de nouveaux élus ou bien encore un délai raccourci pour la mise en œuvre du recensement des projets des contrats.

Le contexte sanitaire a également eu un effet non négligeable sur la mise en chantier de nombreuses opérations. La forte variation des coûts des matières premières ou encore des délais de livraison rallongés à cause d'une pénurie mondiale ont non seulement généré un décalage dans la réalisation des projets contractualisés mais aussi eu une incidence sur leur estimation initiale.

Ainsi, cela a impacté l'ensemble des procédures du dispositif des aides aux collectivités. Les demandes d'avenants aux contrats sont de fait très nombreuses au terme de la première année. Plus de 700 000 € de crédits contractualisés ont déjà fait l'objet d'avenants de redéploiement, à enveloppe constante, afin de s'adapter au mieux aux besoins des collectivités.

Dans une volonté de souplesse envers les collectivités, proposition est faite, dans le cadre des conventions "Eau et assainissement", de ne pas limiter le nombre d'acomptes pouvant être sollicités.

De même, afin d'apporter de la flexibilité aux communes, la possibilité d'utiliser la dotation voirie par anticipation est reconduite : aussi, la dotation 2023 pourra être utilisée dès 2022, sur simple demande. L'engagement anticipé de ces dotations sera possible dès l'approbation du budget voté par l'Assemblée Départementale.

Au titre de l'année 2022, le montant de la dotation voirie s'élève à **2 921 101 €** au profit des collectivités listées en annexe A au présent rapport.

Une ingénierie administrative et financière au service des collectivités

Avec l'arrivée de nouveaux élus et au regard des contraintes imposées par la Covid, les élus des collectivités ont dû chercher des solutions pour engager de nouveaux projets urgents et nécessaires.

Face à ce contexte difficile, l'ingénierie administrative et financière, déjà bien présente, se doit d'être fortement mobilisée afin d'apporter un appui et un soutien aux communes et à leurs groupements.

Ainsi, les élus du Département et le service des aides aux communes les ont accompagnés dans la gestion de leurs contrats et dans la mobilisation des opérations déjà contractualisées. Les services sont alors force de propositions pour permettre une optimisation des financements et proposer des solutions administratives pour leurs mobilisations.

Ainsi, l'ingénierie administrative et financière mobilisée a pu les aider grâce à la souplesse du dispositif contractuel afin de redéployer les crédits d'opérations contractualisées sur de nouveaux projets d'investissement.

Des dispositifs reconduits :

→ **la reconduction de la Dotation de Solidarité Communale** en direction des petites communes les plus fragiles, aux mêmes modalités et taux de mobilisation que les années précédentes. Cette dotation, facilement mobilisable sur simple présentation des factures, avec un taux bonifié de 80%, a eu un réel effet facilitateur dans la mise en œuvre de travaux nécessaires qui ne pouvaient jusqu'alors être financés faute de moyens suffisants. Fortement plébiscité par les élus, il est proposé de proroger le dispositif jusqu'en 2023. Dans ce cadre, sont proposées les dotations de l'année 2022, pour un montant de **131 000 €**, au profit des communes éligibles listées en annexe B au présent rapport.

→ **la continuité d'un traitement au fil de l'eau pour les nouvelles opérations non contractualisées qui s'inscrivent dans le "plan Ambitions Santé"** qui s'articulera autour de plusieurs axes forts développés sur 3 ans, notamment la poursuite du déploiement des Maisons de Santé, complété par la création d'antennes de proximité en fonction des besoins repérés sur les secteurs.

De fait, les collectivités pourront déposer "au fil de l'eau" leurs dossiers de demandes de subvention afin d'éviter une procédure lourde et de mettre en chantier rapidement les opérations. Ces derniers seront examinés lors de réunions de la Commission Permanente du Conseil Départemental pour l'octroi d'une aide de 20% de la dépense H.T. et plafonnée à 100 000 €.

II – AIDES AUX COLLECTIVITES : PROPOSITIONS 2022

DEPENSES D'INVESTISSEMENT : 14 000 000 € de crédits de paiement pour 2022

Sur la période 2021-2023, le Département a conforté sa politique d'aides aux collectivités en s'engageant sur un effort financier de 48 millions d'euros.

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, je vous propose d'affecter les crédits de paiement selon les tableaux ci-dessous :

AIDES AUX COLLECTIVITES	BP 2021	CA 2021
Dépenses d'investissement	14 000 000 €	10 880 360 €

AIDES AUX COLLECTIVITES Dépenses investissement	BP 2022
P008 - ADRESSAGE DES COMMUNES	60 915 €
P009 - AEP, ASSAINISSEMENT ET MILIEUX AQUATIQUES DES COMMUNES	1 216 531 €
P010 - AEP, ASSAINISSEMENT ET MILIEUX AQUATIQUES DES COMMUNES - ANCIENS DISPOSITIFS	530 037 €
P011 - AEP, ASSAINISSEMENT ET MILIEUX AQUATIQUES DES EPCI ET SYNDICATS	38 207 €
P024 - ANCIENNE POLITIQUE - CULTURES, SPORTS ET LOISIRS	48 431 €
P028 - ANCIENNE POLITIQUE- AMENAGEMENT DES TERRITOIRES	68 872 €
P052 - CONTRATS DES COMMUNES - AMENAGEMENT DES TERRITOIRES	3 078 561 €
P053 - CONTRATS DES COMMUNES - COMMERCE	101 633 €
P054 - CONTRATS DES COMMUNES - CULTURES, SPORTS ET LOISIRS	1 496 506 €
P055 - CONTRATS DES COMMUNES - DEFENSE INCENDIE	32 437 €
P056 - CONTRATS DES COMMUNES - ECOLE 1 ^{er} DEGRE	849 865 €
P057 - CONTRATS DES COMMUNES - RDT	291 068 €
P060 - CONTRATS DES COMMUNES - VOIRIE COMMUNALE	59 123 €
P061 - CONTRATS DES EPCI, SYNDICATS ET ASSOCIATIONS - AMENAGEMENT DES TERRITOIRES	2 668 312 €
P062 - CONTRATS DES EPCI, SYNDICATS ET ASSOCIATIONS - CULTURES, SPORTS ET LOISIRS	4 875 €
P064 - CONTRATS DES EPCI, SYNDICATS ET ASSOCIATIONS - SANTE	70 000 €
P065 - CONTRATS DES EPCI, SYNDICATS ET ASSOCIATIONS - VOIRIE COMMUNALE	5 000 €
P180 - VOIRIE DES COMMUNES	3 189 627 €
P181 - VOIRIE DES EPCI ET SYNDICATS	190 000 €
TOTAL	14 000 000 €

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

AIDES AUX COLLECTIVITES - DOTATIONS 2022

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2022.04.08/304 en date du 8 avril 2022, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Monsieur Christophe PETIT, Rapporteur,

DÉLIBÈRE

Article 1^{er} : est décidée l'affectation des Crédits de Paiements suivants au titre de la politique des Aides aux Collectivités 2022 :

	Crédits de paiements 2022 DEPENSES
INVESTISSEMENT	14 000 000 €

Article 2 : est approuvé l'ensemble des dispositions présentées dans le rapport au titre de la politique des aides aux collectivités.

Article 3 : sont proposées les conditions de versements suivantes au titre des dispositifs :

- Eau /Assainissement : les aides attribuées dans le cadre des conventions AEP/Assainissement pourront faire l'objet, à la demande de leur bénéficiaire d'un ou plusieurs versements (acomptes et/ou solde) sur présentation :
 - du récapitulatif des factures (dates, entreprises, montants), visé par le maître d'ouvrage et le comptable,
 - des factures afférentes aux dépenses réalisées.
- Voirie : les aides attribuées dans le cadre de la dotation voirie pourront faire l'objet, à la demande de leur bénéficiaire de 1 ou 2 versements (acompte et/ou solde) sur présentation :
 - du récapitulatif des factures (dates, entreprises, montants), visé par le maître d'ouvrage et le comptable,
 - des factures afférentes aux dépenses réalisées.

Article 4 : est approuvée, telle qu'elle figure en annexe A, la liste des dotations voirie 2022.

Article 5 : sont décidées, sur l'Autorisation de Programme "Dotations Voirie 2021/2023", les affectations correspondant aux dotations 2022, telles qu'elles figurent dans le tableau en annexe A fixant par collectivités éligibles pour l'année 2022 le montant des dotations voirie.

Article 6 : est proposée la prorogation du dispositif de Dotations de Solidarité Communale jusqu'en 2023.

Article 7 : est approuvée, telle qu'elle figure en annexe B, la liste des communes éligibles au dispositif de Dotations de Solidarité Communale 2022 ainsi que leurs montants respectifs.

Article 8 : Sont approuvées les modalités de mobilisation des Dotations de Solidarité Communale 2022 visées à l'article 8.

Seront versés dans la limite de la Dotation de Solidarité Communale allouée au titre de l'année 2022, sur demande formelle d'une commune éligible accompagnée des factures afférentes aux travaux réalisés et d'un récapitulatif des factures susvisées dûment signé par le maire de la commune et par le trésorier payeur :

- un (ou plusieurs) acompte(s) calculé(s) au prorata du montant H.T. des factures présentées par la commune éligible,
- et/ou le solde.

Article 9 : Sont proposées, dans le cadre de la Dotation de Solidarité Communale 2022, les conditions de versements suivantes : à savoir, à la demande de leur bénéficiaire, d'un ou plusieurs versements (acomptes et/ou solde).

Article 10 : Sont décidées, sur l'Autorisation de Programme "Contrat de Cohésion des Territoires 2021-2023", les affectations correspondant aux Dotations de Solidarité Communales 2022 - part additionnelle - attribuées aux communes éligibles telles que présentées en annexe B au présent rapport.

Article 11 : Sont approuvés les critères d'attribution et de versement du dispositif du "plan Ambitions Santé " :

▪ Critères d'attribution :

Opérations éligibles : MSP et maisons médicales

Dépense éligible : coût H.T. des travaux

Taux de l'aide départementale : 20%

Subvention plafonnée à 100 000 €

▪ Procédure :

Le dossier de demande de subvention départementale devra comporter une délibération de la collectivité décidant la réalisation du projet, arrêtant son plan de financement et sollicitant l'aide du Département accompagnée des actes d'engagement et des offres des entreprises retenues.

La subvention départementale sera allouée par arrêté attributif après son examen lors d'une réunion de la Commission Permanente du Conseil Départemental.

▪ Conditions de versements :

Elle pourra faire l'objet de 2 versements dans la limite de la subvention allouée :

- un acompte au prorata des factures présentées
- et/ou le solde.

La mise en chantier de l'opération devra intervenir dans l'année suivant la date de l'arrêté.

En l'absence de présentation de la demande de versement pour solde de la subvention attribuée dans les 4 ans à compter du 1^{er} janvier de l'année suivant celle au cours de laquelle les droits ont été acquis par la notification de l'acte portant attribution de la subvention, la subvention non versée sera caduque.

Imputations budgétaires :

Les dépenses correspondantes seront imputées sur le Budget Départemental :

- Section Investissement, Article fonctionnel 916.28
- Section Investissement, Article fonctionnel 917.4
- Section Investissement, Article fonctionnel 911.2
- Section Investissement, Article fonctionnel 912.1
- Section Investissement, Article fonctionnel 913.12
- Section Investissement, Article fonctionnel 913.13
- Section Investissement, Article fonctionnel 913.2
- Section Investissement, Article fonctionnel 914.8
- Section Investissement, Article fonctionnel 916.1
- Section Investissement, Article fonctionnel 916.21
- Section Investissement, Article fonctionnel 916.8
- Section Investissement, Article fonctionnel 917.1
- Section Investissement, Article fonctionnel 917.38
- Section Investissement, Article fonctionnel 919.0
- Section Investissement, Article fonctionnel 919.3.

Adopté, à main levée, à l'unanimité.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant

de L'État le : 12 avril 2022

Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20220408-4400-DE-1-1

Affiché le : 12 avril 2022

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL



L'an deux mille vingt-deux et le huit avril, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :

Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Madame Valérie TAURISSON, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Madame Patricia BUISSON, Monsieur Franck PEYRET, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Audrey BARTOUT, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Jean-Jacques LAUGA, Monsieur Philippe LESCURE, Madame Marilou PADILLA-RATELADE, Madame Rosine ROBINET, Monsieur Gérard SOLER, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Julien BOUNIE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Madame Claude CHIRAC, Monsieur Bernard COMBES, Madame Jacqueline CORNELISSEN, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Monsieur Sébastien DUCHAMP, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Didier MARSALEIX, Madame Frédérique MEUNIER, Madame Annick TAYSSE, Madame Sonia TROYA, Madame Stéphanie VALLÉE, Madame Marie-Laure VIDAL , Monsieur Eric ZIOLO

Pouvoir :

Monsieur Anthony MONTEIL à Madame Stéphanie VALLÉE

Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

COLLECTIVITES	DOTATIONS VOIRIE 2022
AFFIEUX	10 000 €
AIX	40 000 €
ALBIGNAC	6 000 €
ALBUSSAC	10 000 €
ALLASSAC	20 000 €
ALLEYRAT	6 000 €
AMBRUGEAT	10 000 €
ARGENTAT SUR DORDOGNE	20 000 €
ARNAC-POMPADOUR	10 000 €
AUBAZINE	6 000 €
AYEN	6 000 €
BAR	10 000 €
BASSIGNAC-LE-HAUT	20 000 €
BEAULIEU-SUR-DORDOGNE	6 000 €
BEAUMONT	6 000 €
BELLECHASSAGNE	6 538 €
BENAYES	16 093 €
BEYNAT	10 000 €
BEYSSAC	10 000 €
BONNEFOND	11 041 €
BORT-LES-ORGUES	10 000 €
BRANCEILLES	10 000 €
BRIGNAC-LA-PLAINE	20 000 €
BRIVE	40 000 €
BUGEAT	7 395 €
CAMPS-SAINT-MATHURIN-LEOBAZEL	10 000 €
COMMUNAUTE DE COMMUNES MIDI CORREZIEN	70 000 €
CHABRIGNAC	6 000 €
CHAMBOULIVE	6 000 €
CHAMEYRAT	6 000 €
CHAMPAGNAC LA NOAILLE	10 000 €
CHAMPAGNAC-LA-PRUNE	2 613 €
CHANAC-LES-MINES	6 000 €
CHANTEIX	6 000 €
CHARTRIER-FERRIERE	6 000 €
CHASTEUX	6 000 €
CHAUFFOUR-SUR-VELL	6 000 €
CHAUMEIL	10 000 €
CHAVANAC	6 399 €
CHAVEROCHE	10 000 €
CHIRAC-BELLEVUE	11 222 €
CLERGOUX	3 584 €
COLLONGES LA ROUGE	10 000 €
COMBRESSOL	10 000 €
CONCEZE	20 000 €
CONDAT-SUR-GANAVEIX	10 000 €
CONFOLENT PORT DIEU	6 000 €
CORNIL	6 000 €

COLLECTIVITES	DOTATIONS VOIRIE 2022
CORREZE	6 000 €
COSNAC	10 000 €
COUFFY SUR SARSONNE	6 000 €
COURTEIX	6 000 €
CUBLAC	10 000 €
CUREMONTE	6 000 €
DAMPNIAT	10 000 €
DARAZAC	6 000 €
DARNETS	20 000 €
DAVIGNAC	10 000 €
DONZENAC	20 000 €
EGLETONS	20 000 €
ESPAGNAC	6 000 €
ESPARTIGNAC	6 000 €
ESTIVALS	6 000 €
ESTIVAUX	6 000 €
EYBURIE	10 000 €
EYGURANDE	10 000 €
EYREIN	10 000 €
FAVARS	6 000 €
FEYT	6 000 €
FORGES	6 000 €
GIMEL-LES-CASCADES	6 000 €
GOULLES	6 000 €
GOURDON-MURAT	6 645 €
GRANDSAIGNE	10 476 €
GROS CHASTANG	1 852 €
GUMOND	2 223 €
HAUTEFAGE	10 000 €
JUGEALS NAZARETH	6 000 €
JUILLAC	10 000 €
LACELLE	10 000 €
LA-CHAPELLE-AUX-BROCS	6 000 €
LA-CHAPELLE-SAINT-GERAUD	6 000 €
LA-CHAPELLE-SPINASSE	6 000 €
LADIGNAC-SUR-RONDELLE	6 000 €
LAFAGE-SUR-SOMBRE	10 000 €
LAGARDE-MARC-LA-TOUR	12 000 €
LAGLEYGEOLLE	10 000 €
LAGRAULIERE	6 000 €
LAGUENNE-SUR-AVALOUZE	12 000 €
LAMAZIERE-BASSE	11 255 €
LAMAZIERE-HAUTE	6 000 €
LAMONGERIE	6 000 €
LANTEUIL	6 000 €
LAPLEAU	20 000 €
LARCHE	6 000 €
LA-ROCHE-CANILLAC	2 970 €
LAROCHE-PRES-FEYT	6 000 €
LASCAUX	6 000 €

COLLECTIVITES	DOTATIONS VOIRIE 2022
LATRONCHE	10 194 €
LAVAL-SUR-LUZEGE	10 000 €
LE-CHASTANG	6 000 €
L'EGLISE-AUX-BOIS	6 000 €
LE-LONZAC	11 963 €
LE-PESCHER	6 000 €
LES-ANGLES-SUR-CORREZE	6 000 €
LESTARDS	6 668 €
LIGINIAC	11 334 €
LIGNAREIX	6 000 €
LIGNEYRAC	10 000 €
LISSAC-SUR-COUZE	6 000 €
LOSTANGES	10 000 €
LOUIGNAC	6 000 €
LUBERSAC	55 976 €
MADRANGES	6 000 €
MALEMORT	26 000 €
MANSAC	10 000 €
MARCILLAC LA CROZE	6 000 €
MARCILLAC-LA-CROISILLE	20 000 €
MARGERIDES	6 000 €
MASSERET	10 000 €
MAUSSAC	10 000 €
MENOIRE	6 000 €
MERCOEUR	10 000 €
MERLINES	10 000 €
MESTES	6 000 €
MEYMAC	20 000 €
MEYRIGNAC-L'EGLISE	6 000 €
MEYSSAC	6 000 €
MILLEVACHES	7 166 €
MONCEAUX-SUR-DORDOGNE	20 000 €
MONESTIER-MERLINES	6 000 €
MONESTIER-PORT-DIEU	10 000 €
MONTAIGNAC-SUR-DOUSTRE	16 000 €
MONTGIBAUD	9 474 €
MOUSTIER VENTADOUR	20 000 €
NAVES	6 000 €
NESPOULS	10 000 €
NEUVIC	41 763 €
NEUVILLE	6 000 €
NOAILHAC	6 000 €
NOAILLES	10 000 €
OBJAT	10 000 €
ORGNAC-SUR-VEZERE	10 000 €
ORLIAC DE BAR	6 000 €
PALAZINGES	6 000 €
PAUSSE	10 368 €
PANDRIGNES	6 000 €

COLLECTIVITES	DOTATIONS VOIRIE 2022
PERET BEL AIR	6 000 €
PEROLS-SUR-VEZERE	7 905 €
PERPEZAC-LE-BLANC	10 000 €
PERPEZAC-LE-NOIR	10 000 €
PEYRELEVADE	20 000 €
PEYRISSAC	6 000 €
PIERREFITTE	6 000 €
PRADINES	6 664 €
REYGADES	6 000 €
RILHAC-TREIGNAC	6 000 €
RILHAC-XAINTRIE	6 000 €
ROCHE-LE-PEYROUX	10 183 €
ROSIERS-D'EGLETONS	20 000 €
ROSIERS-DEJUILLAC	6 000 €
SADROC	10 000 €
SAILLAC	6 000 €
SAINT-ANGEL	20 000 €
SAINT-AUGUSTIN	5 038 €
SAINT-AULAIRE	10 000 €
SAINT-BAZILE-DE-MEYSSAC	6 000 €
SAINT-BONNET-ELVERT	10 000 €
SAINT-BONNET-LA-RIVIERE	6 000 €
SAINT-BONNET-L'ENFANTIER	6 000 €
SAINT-BONNET-LES-TOURS-DE-MERLE	6 000 €
SAINT-BONNET-PRES-BORT	10 000 €
SAINT-CERNIN-DE-LARCHE	6 000 €
SAINT-CHAMANT	10 000 €
SAINT-CIRGUES-LA-LOUTRE	6 000 €
SAINT-CLEMENT	6 000 €
SAINT-CYPRIEN	10 000 €
SAINT-CYR-LA-ROCHE	6 000 €
SAINTE-FEREOLE	40 000 €
SAINTE-FORTUNADE	10 000 €
SAINT-ELOY-LES-TUILERIES	6 000 €
SAINTE-MARIE-LAPANOUZE	6 218 €
SAINT-ETIENNE-AUX-CLOS	10 000 €
SAINT-ETIENNE-LA-GENESTE	6 185 €
SAINT-EXUPERY-LES-ROCHES	20 000 €
SAINT-FREJOUX	10 000 €
SAINT-GENIEZ-O-MERLE	6 000 €
SAINT-GERMAIN-LAVOLPS	10 000 €
SAINT-GERMAIN-LES-VERGNES	6 000 €
SAINT-HILAIRE-FOISSAC	10 000 €
SAINT-HILAIRE-LES-COURBES	10 000 €
SAINT-HILAIRE-LUC	6 382 €
SAINT-HILAIRE-PEYROUX	10 000 €
SAINT-HILAIRE-TAURIEUX	6 000 €
SAINT-JAL	6 000 €

COLLECTIVITES	DOTATIONS VOIRIE 2022
SAINT-JULIEN-AUX-BOIS	10 000 €
SAINT-JULIEN-LE-PELERIN	6 000 €
SAINT-JULIEN-LE-VENDOMOIS	12 497 €
SAINT-JULIEN-MAUMONT	6 000 €
SAINT-MARTIAL-DE-GIMEL	6 000 €
SAINT-MARTIAL-ENTRAYGUES	6 000 €
SAINT-MARTIN-LA-MEANNE	10 000 €
SAINT-MARTIN-SEPERT	10 637 €
SAINT-MERD-DE-LAPLEAU	6 000 €
SAINT-MERD-LES-OUSSINES	8 573 €
SAINT-MEXANT	6 000 €
SAINT-PANTALEON-DE-LAPLEAU	6 782 €
SAINT-PANTALEON-DE-LARCHE	20 000 €
SAINT-PARDOUX-CORBIER	9 323 €
SAINT-PARDOUX-LA-CROISILLE	5 859 €
SAINT-PARDOUX-LE-NEUF	6 000 €
SAINT-PARDOUX-LE-VIEUX	6 000 €
SAINT-PARDOUX-L'ORTIGIER	6 000 €
SAINT-PAUL	6 000 €
SAINT-PRIEST-DE-GIMEL	6 000 €
SAINT-PRIVAT	10 000 €
SAINT-REMY	10 000 €
SAINT-ROBERT	6 000 €
SAINT-SALVADOUR	6 000 €
SAINT-SETIERS	6 868 €
SAINT-SOLVE	6 000 €
SAINT-SORNIN-LAVOLPS	10 000 €
SAINT-SULPICE-LES-BOIS	6 000 €
SAINT-SYLVAIN	6 000 €
SAINT-VIANCE	20 000 €
SAINT-VICTOUR	10 000 €
SAINT-YBARD	20 000 €
SAINT-YRIEIX-LE-DEJALAT	20 000 €
SALON-LA-TOUR	20 000 €
SARRAN	10 000 €
SARROUX-SAINT-JULIEN	12 000 €
SEGONZAC	6 000 €
SEGUR-LE-CHATEAU	6 000 €
SEILHAC	6 000 €
SERANDON	12 114 €
SERILHAC	6 000 €
SERVIERES-LE-CHATEAU	20 000 €
SEXCIÈS	6 000 €
SORNAC	13 325 €
SOUDAINE-LAVINADIÈRE	20 000 €
SOUDEILLES	10 000 €
SOURSAC	40 000 €
SYNDICAT BELLOVIC	45 000 €
TARNAC	12 800 €

COLLECTIVITES	DOTATIONS VOIRIE 2022
THALAMY	6 000 €
TOY-VIAM	6 000 €
TREIGNAC	10 000 €
TROCHE	10 000 €
TULLE	10 000 €
TULLE AGGLO	174 000 €
TURENNE	10 000 €
USSAC	10 000 €
USSEL	40 000 €
VALIERGUES	10 000 €
VARETZ	10 000 €
VARS-SUR-ROSEIX	6 000 €
VEIX	10 000 €
VEYRIERES	6 000 €
VIAM	7 536 €
VIGEOIS	10 000 €
VIGNOLS	10 000 €
VITRAC-SUR-MONTANE	10 000 €
VOUTEZAC	40 000 €
YSSANDON	10 000 €

DOTATIONS DE SOLIDARITE COMMUNALE 2022

ANNEXE B

COMMUNES ELIGIBLES < 200 habitants POP DGF Potentiel financier < 1 000 Ratio endettement > 0	Dotation de solidarité départementale : Part dotation voirie 2022	Dotation de solidarité départementale : part ADDITIONNELLE	Dotation de solidarité départementale 2022 représentant 80% du coût H.T. des dépenses de voirie ou d'aménagements nécessaires	Coût H.T. éligible des dépenses de voirie et d'aménagements nécessaires
BASSIGNAC-LE-BAS	6 000 €	3 000 €	9 000 €	11 250 €
BELLECHASSAGNE	6 538 €	3 000 €	9 538 €	11 923 €
BONNEFOND	11 041 €	4 000 €	15 041 €	18 801 €
CHAVANAC	6 399 €	3 000 €	9 399 €	11 749 €
COUFFY-SUR-SARSONNE	6 000 €	3 000 €	9 000 €	11 250 €
COURTEIX	6 000 €	3 000 €	9 000 €	11 250 €
ESTIVALS	6 000 €	3 000 €	9 000 €	11 250 €
FEYT	6 000 €	3 000 €	9 000 €	11 250 €
GOURDON-MURAT	6 645 €	3 000 €	9 645 €	12 056 €
GUMOND	2 223 €	1 000 €	3 223 €	4 029 €
LA CHAPELLE-SPINASSE	6 000 €	3 000 €	9 000 €	11 250 €
LAFAGE-SUR-SOMBRE	10 000 €	4 000 €	14 000 €	17 500 €
LAMONGERIE	6 000 €	3 000 €	9 000 €	11 250 €
LAROCHE-PRES-FEYT	6 000 €	3 000 €	9 000 €	11 250 €
LATRONCHE	10 194 €	4 000 €	14 194 €	17 743 €
LIGNAREIX	6 000 €	3 000 €	9 000 €	11 250 €
LOSTANGES	10 000 €	4 000 €	14 000 €	17 500 €
MENOIRE	6 000 €	3 000 €	9 000 €	11 250 €
MILLEVACHES	7 166 €	3 000 €	10 166 €	12 708 €
PALAZINGES	6 000 €	3 000 €	9 000 €	11 250 €
PANDRIGNES	6 000 €	3 000 €	9 000 €	11 250 €

DOTATIONS DE SOLIDARITE COMMUNALE 2022

COMMUNES ELIGIBLES < 200 habitants POP DGF Potentiel financier < 1 000 Ratio endettement > 0	Dotation de solidarité départementale : Part dotation voirie 2022	Dotation de solidarité départementale : part ADDITIONNELLE	Dotation de solidarité départementale 2022 représentant 80% du coût H.T. des dépenses de voirie ou d'aménagements nécessaires	Coût H.T. éligible des dépenses de voirie et d'aménagements nécessaires
PERET-BEL-AIR	6 000 €	3 000 €	9 000 €	11 250 €
PEYRISSAC	6 000 €	3 000 €	9 000 €	11 250 €
PIERREFITTE	6 000 €	3 000 €	9 000 €	11 250 €
PRADINES	6 664 €	3 000 €	9 664 €	12 080 €
RILHAC-TREIGNAC	6 000 €	3 000 €	9 000 €	11 250 €
SAINT-BAZILE-DE-MEYSSAC	6 000 €	3 000 €	9 000 €	11 250 €
SAINT-BONNET-LES-TOURS-DE-MERLE	6 000 €	3 000 €	9 000 €	11 250 €
SAINT-ELOY-LES-TUILERIES	6 000 €	3 000 €	9 000 €	11 250 €
SAINT-ETIENNE-LA-GENESTE	6 185 €	3 000 €	9 185 €	11 481 €
SAINT-GERMAIN-LAVOLPS	10 000 €	4 000 €	14 000 €	17 500 €
SAINT-HILAIRE-LUC	6 382 €	3 000 €	9 382 €	11 728 €
SAINT-MERD-LES-OUSSINES	8 573 €	3 000 €	11 573 €	14 466 €
SAINT-PANTALEON-DE-LAPLEAU	6 782 €	3 000 €	9 782 €	12 228 €
SAINT-PARDOUX-LE-NEUF	6 000 €	3 000 €	9 000 €	11 250 €
SAINT-SYLVAIN	6 000 €	3 000 €	9 000 €	11 250 €
THALAMY	6 000 €	3 000 €	9 000 €	11 250 €
TOY-VIAM	6 000 €	3 000 €	9 000 €	11 250 €
VALIERGUES	10 000 €	4 000 €	14 000 €	17 500 €
VEIX	10 000 €	4 000 €	14 000 €	17 500 €
VEYRIERES	6 000 €	3 000 €	9 000 €	11 250 €
VIAM	7 536 €	3 000 €	10 536 €	13 170 €

Réunion du 8 avril 2022

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission de la Cohésion Territoriale

OBJET

POLITIQUE DE L'HABITAT - DOTATIONS 2022

RAPPORT

Le Conseil Départemental œuvre pour l'amélioration de la qualité de vie des Corrèziens avec une politique habitat qui s'inscrit dans la durée, sur le principe de la prise en compte des enjeux actuels pour répondre aux évolutions sociétales de demain.

Depuis octobre 2021 et le lancement du dispositif innovant « Corrèze Rénovation Énergétique », la rénovation thermique des logements est devenue une pierre angulaire de l'intervention de la collectivité. Elle traduit une politique transversale favorable à la cohésion sociale et à l'équilibre des territoires, au développement économique et social par l'emploi et le développement de l'activité des entreprises. Elle est également une réponse aux besoins de confort et de valorisation durable des logements des corrèziens.

Dans un contexte inflationniste des coûts de l'énergie, le coût du logement impacte les foyers corrèziens. Un tiers du parc des logements est classé énergivore (étiquette F et G). La revitalisation des bourgs et des centralités est un enjeu d'importance pour le développement local et l'attractivité du territoire. Le Conseil Départemental de la Corrèze s'inscrit alors dans la continuité de ses dispositifs d'accompagnement de la politique du logement tout en s'adaptant aux besoins prégnants des porteurs de projet en termes d'accompagnement technique, administratif et financier.

Le Département accompagne les corrèziens à chaque étape-clef du parcours résidentiel. A ce titre, les différents dispositifs d'aides permettant de dynamiser l'accession à la propriété et le principe de bonification pour les jeunes ménages perdurent pour les accompagner dans leur installation sur le territoire. De même, le Conseil Départemental conforte ses dispositifs d'aide au maintien à domicile, indispensable au bien être des aînés.

Le plan de soutien à l'habitat permet d'intervenir sur tous les champs du logement et il s'adresse aux particuliers ainsi qu'aux bailleurs sociaux. Par l'ensemble de ses effets directs et indirects, il est un véritable facteur de développement des territoires.

En plus de l'aide au bâti, la Collectivité intervient sur le logement et l'hébergement, composantes essentielles de la vie personnelle, mais également levier pour l'action sociale.

Au travers du Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD), intégrant le Fonds Solidarité Logement (FSL) et le Fonds Commun Logement (FCL) gérés intégralement par le Conseil Départemental, la Collectivité affirme sa volonté d'aider les plus modestes.

De surcroît, dans la continuité de notre politique de soutien aux partenaires et au vu de leurs actions en faveur du "mieux logement", dont les jeunes sont une cible prioritaire, un appui est apporté à l'Agence Départementale d'Information sur le Logement et aux Services Habitat Jeunes.

Enfin, dans sa logique de solidarité territoriale, et d'efficience du meilleur service rendu à l'usager, le Département anime une cellule spécifique en charge de l'urbanisme, dans le but de mutualiser ses moyens opérationnels et fonctionnels.

Elle a pour différentes missions le conseil et l'appui dans la mise en place ou la révision des documents de planification territoriale, ainsi que l'instruction des actes d'urbanisme des collectivités ayant conventionné en ce sens avec le Département.

Ainsi, pour sa mise en œuvre, la politique de l'habitat s'inscrit dans 2 grands dispositifs :

- le Guichet Habitat, qui gère les aides au bâti (parc privé et parc public),
- le Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD).

Afin de permettre la mise en œuvre de l'ensemble de ces dispositions, je vous propose d'affecter en crédits de paiement :

- *2 582 000 € au titre des dépenses d'investissement,*
- *818 040 € au titre des dépenses de fonctionnement,*
- *40 000 € au titre des recettes de fonctionnement.*

I - INVESTISSEMENT - GUICHET HABITAT : 2 582 000 €

Le Département porte depuis juin 2015, un plan de soutien à l'habitat.

S'adressant autant aux particuliers qu'aux bailleurs sociaux, il permet d'intervenir sur l'ensemble des champs du logement : accession, rénovation, adaptation à la perte d'autonomie.

Au fil des années, des ajustements ont été apportés à nos dispositifs pour :

- dynamiser l'accession à la propriété et la réalisation de travaux de réhabilitation,
- soutenir l'activité locale et conforter les emplois corréziens,
- améliorer le service rendu aux usagers.

En 2021, dans un contexte délicat lié à la crise sanitaire, le service Habitat est resté mobilisé auprès des Corrèziens afin de les accompagner dans leurs projets d'amélioration de leur habitat et de leur quotidien, tout en veillant à soutenir le tissu économique local des PME.

Les secteurs du bâtiment et de l'habitat ont connu un rattrapage important en termes d'engagement de travaux. Cette activité soutenue se reflète dans les statistiques du Guichet Habitat. L'augmentation conjoncturelle de la demande s'est heurtée à une forte inflation sur les prix des matériaux et par voie de conséquence sur les prix des prestations de travaux. Le soutien de la collectivité avec son dispositif d'aides a été précieux pour les corrèziens, directement impactés par ces hausses importantes.

La rénovation thermique des logements a été, pour l'année 2021 un sujet majeur sur lequel le Guichet Habitat s'est largement mobilisé. Le vote de la loi Climat et Résilience, l'entrée en rythme de croisière de MaPrimeRenov', la création des plateformes de rénovation énergétique et l'avènement du dispositif Corrèze Rénovation Énergétique ont provoqué un regain d'intérêt en Corrèze pour la thématique. Elle s'est corrélée à une forte hausse du prix des énergies. Ce qui encourage d'autant les foyers corrèziens à engager des stratégies de rénovation en vue, non seulement de limiter l'impact des charges énergétiques sur leur budget, mais également d'accroître leur confort.

Un bilan sera réalisé à un an, afin d'évaluer au mieux l'impact de ce nouveau dispositif.

Par ailleurs, le Conseil Départemental travaille en étroite collaboration avec les différents partenaires de l'habitat sur les territoires, notamment les EPCI ayant mis en place des Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) et des Programmes Locaux de l'Habitat (PLH).

Les Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) :

- cinq EPCI sont déjà couverts par des OPAH et OPAH Renouveau Urbain (OPAH RU) :
 - la Communauté d'Agglomération de Brive et Communauté de Communes Pays de Lubersac,
 - la Communauté de Communes Haute-Corrèze-Communauté-Ventadour,
 - la Communauté de Communes du Pays d'Uzerche,
 - la Communauté de Communes du Pays de Saint-Yrieix,
 - l'agglomération de Tulle.
- la Communauté de Communes Xaintrie Val'Dordogne lance son OPAH dans le courant de l'année 2022,
- deux études sont en cours sur la Communauté de Communes Vézère- Monédières-Millesources et sur la Communauté de Communes Midi-Corrézien.

Les Programmes Locaux de l'Habitat (PLH) :

- trois PLH sont exécutoires sur la Communauté d'Agglomération de Brive, la Communauté de Communes Ventadour-Egletons-Monédières et la Communauté de Communes Haute-Corrèze-Communauté,
- le PLH de Tulle Agglo est en révision,
- un volet Habitat est à l'étude sur le territoire de la Communauté de Communes Xaintrie Val'Dordogne pour un PLUiH.

Guichet Habitat

Pour permettre une bonne information, les Corrèziens ont accès aux dispositifs des aides départementales par le biais d'un numéro unique et d'un formulaire 1er contact accessible sur le site du Département.

En complément, des actions de communication du Département ponctuent l'actualité sur les actions du service Habitat : participation au Salon de l'Habitat, diffusion de l'information par et auprès de différents organismes de l'habitat, réunions avec les partenaires, auprès des artisans (CAPEB, FFB), articles dans Corrèze Magazine...

Bilan 2021

Dans un contexte sanitaire complexe, le Guichet Habitat, a connu, pendant l'année 2021 une augmentation importante des sollicitations au regard des années précédentes. 1 254 demandes ont été répertoriées. Elles sont à mettre en parallèle des 940 demandes de 2020 et 987 demandes de 2019.

Les sollicitations téléphoniques ont connu une très forte croissance avec 3 479 appels contre 2 400 appels en 2020 et 2 332 appels avant la période COVID19. Le tableau ci-dessous indique la répartition des dossiers transmis et les subventions allouées en 2021 selon les typologies d'aides du Guichet Habitat.

BILAN GUICHET HABITAT 2021	Nombre de dossiers transmis	Nombre de dossiers instruits	Montant de travaux ou d'acquisition	Montant subventions engagées en 2021
AIDES AU PARC PRIVE				
AIDES A LA PIERRE				
Accession à la propriété parc privé	449	363	35 302 716 €	981 000 €
Amélioration énergétique d'un logement	220	127	2 045 011 €	514 399 €
Travaux traditionnels	119	47	949 130 €	142 504 €
Amélioration des logements propriétaires bailleurs privés	11	6	286 466€	36 000 €
Accession à la propriété dans le parc public	3	1	165 000 €	3 000 €
Accession à la propriété parc Corrèze Habitat	14	14	851 000 €	42 000 €
TOTAL	816	558	39 599 323 €	1 718 903 €
MAINTIEN A DOMICILE				
Maintien à domicile	209	79	540 548 €	182 580 €
Retour à domicile en urgence de personnes âgées	1	1	7 987 €	2 396 €
Adaptation du logement à la perte d'autonomie	2	1	4 339 €	3 470 €
TOTAL	212	81	552 874 €	188 446 €
TOTAL AIDES AU PARC PRIVE	1028	639	40 152 197 €	1 907 349 €

BILAN GUICHET HABITAT 2021	Nombre de dossiers	Nombre de logements	Montant de travaux ou d'acquisition	Montant subventions engagées en 2021
AIDES AU PARC PUBLIC				
Parc locatif social	11	284	21 672 703 €	523 000 €
Neuf	4	83	10 899 981 €	43 500 €
Réhabilitation	5	157	10 082 244 €	435 500 €
Démolition	2	44	690 478 €	44 000 €
Parc locatif social protocole Corrèze Habitat	2	9	1 146 322 €	188 622 €
Protocole	1	9	622 582 €	31 500 €
Changement de composants	1		523 740 €	157 122 €
TOTAL AIDES AU PARC PUBLIC	26	586	45 638 050 €	1 423 244 €
TOTAL	-	1225	85 790 247 €	3 330 593 €

Au titre de l'année 2021, le volume de dossiers instruits a connu une augmentation importante sur pratiquement toutes les typologies d'aides : un effet « rebond » de la pandémie de COVID 19 remarquable sur le territoire.

Concrètement, le volume d'aides apporté aux Corrèziens a lui aussi largement augmenté avec des montants de subventions engagés en progression de 478 283 € entre 2020 et 2021 sur le parc privé.

Enfin, nous constatons que les projets des bailleurs sociaux sont en régression ; en lien avec les difficultés de réorganisation et de regroupement imposés par la loi ELAN.

Evolution

A – Aides aux particuliers – aides à la pierre

Le Guichet Habitat maintient les dispositifs suivants pour l'année 2022 :

- Accession à la propriété parc privé,
- Amélioration énergétique d'un logement,
- Travaux traditionnels,
- Amélioration des logements propriétaires bailleurs privés,
- Accession à la propriété dans le parc public,
- Maintien à domicile,
- Retour à domicile en urgence de personnes âgées,
- Adaptation du logement à la perte d'autonomie.

Il est proposé à l'Assemblée Départementale d'affecter 2 080 000 € de crédits de paiement pour les aides aux particuliers portées par le Guichet Habitat.

B – Bailleurs sociaux

Bien que la Corrèze ne soit pas en zone tendue, des besoins en logements sociaux se font sentir dans les cœurs des villes et les bourgs. Aussi, le Département souhaite maintenir son soutien auprès des bailleurs sociaux pour les accompagner dans une évolution qualitative des logements destinés aux corréziens les plus modestes.

A noter que le monde du logement social vit d'importantes réformes. En effet, les organismes HLM et les SEM gérant moins de 12 000 logements ont eu l'obligation de fusionner et de se regrouper (loi ELAN du 23 novembre 2018).

Le paysage du logement social a changé en Corrèze :

- La COPROD à Ussel a opéré une fusion-absorption avec le groupe CILIOPEE,
- BRIVE-HABITAT a fusionné avec NOALIS et EGLETONS-HABITAT pour créer la Société Anonyme de Coordination (SAC) AMETEA,
- CORREZE-HABITAT a intégré une société Anonyme de Coordination (SAC) avec DOMOFRANCE et COPROD.

Les priorités d'interventions sont les suivantes :

- Le soutien apporté à l'amélioration du parc locatif pour les bailleurs sociaux qui privilégieront les projets de réhabilitation et rénovation énergétique de logements, afin de participer à la réduction des charges locatives et améliorer la qualité du service rendu aux locataires.

Il est proposé au vote de notre Assemblée d'affecter 400 000 € de crédits de paiement pour le Parc Locatif Social afin de permettre le règlement des subventions au titre de ce dispositif.

- A noter que la convention de soutien aux opérations de Corrèze Habitat, couvrant la période 2018 – 2021 et votée lors de la séance du 19 juillet 2019, est arrivée à son terme. Une réflexion est en cours afin de faire évoluer ce dispositif spécifique d'accompagnement. Les nouvelles dispositions seront examinées lors d'une prochaine Assemblée Départementale.

Il est proposé au vote de notre Assemblée d'affecter 102 000 € de crédits de paiement afin de permettre le règlement des subventions en cours pour cet organisme.

Dépenses (crédits de paiement)

Ce sont donc 2 582 000 € qui sont affectés pour accompagner l'engagement ambitieux de la Collectivité Départementale auprès des particuliers et des bailleurs sociaux pour l'année 2022.

PROGRAMMES	BP 2022
Aide à la Pierre	2 080 000 €
Parc Locatif Social	400 000 €
Corrèze Habitat	102 000 €
TOTAL	2 582 000 €

II - LOGEMENT SOCIAL : 818 040 €

A - Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (AFADIL) : 481 000 €

Le Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD) 2017 – 2021 (prorogé jusqu'à fin 2022), est co-piloté par le Département et l'État. Il permet une prise en charge conjointe et articulée des problématiques du logement et de l'hébergement.

Le Département intervient conjointement avec l'État sur les autres dispositifs et outils du PDALHPD : Charte de prévention des expulsions, Commission de Coordination des Actions de Prévention des Expulsions Locatives, Commission de médiation - dite DALO, Service Intégré d'Accueil et d'Orientation, Pôle Départemental de Lutte contre l'habitat Indigne (PDLHI).

La prorogation d'un an du Plan a permis la poursuite des actions déjà engagées ainsi qu'un travail partenarial qui a permis de faire aboutir le projet de recours à un consultant externe pour accompagner les partenaires sur la réécriture du PDALHPD 2023-2027.

Aussi, lors du Comité Responsable qui s'est tenu de façon dématérialisée durant la fin du mois de mars, il a été acté que l'année 2022 serait consacrée :

- A la poursuite des actions déjà engagées en 2021.
- Au pilotage du bureau d'étude en charge du bilan et de la réécriture du nouveau Plan.
- A la coordination des travaux avec les services de l'Etat.

1 - Fonds Solidarité Logement (FSL) : 371 000 €

Outil du PDALHPD, le FSL est un fonds partenarial, dont le Département a la responsabilité depuis le 1er janvier 2005. Il permet d'aider les ménages les plus modestes à accéder ou se maintenir dans un logement.

Bilan 2021

- 2 064 aides ont été accordées en 2021.

Octroyées à des personnes à faibles ressources, ces aides s'inscrivent dans l'accès au logement (dépôt de garantie, achat de mobilier, déménagement...) et dans le maintien dans les lieux (règlement des loyers, des factures de chauffage, d'eau...). En 2021, une aide exceptionnelle liée à la crise sanitaire a été créée afin de soutenir tout corrézien, quelles que soient ses ressources, ayant rencontré des difficultés dans le paiement de ses charges liées à l'habitat (loyers, factures de flux...). 123 foyers corréziens en ont bénéficié.

La répartition territoriale des attributions se décline ainsi : 47.5 % d'aides pour l'arrondissement de Brive, 33.2 % pour celui de Tulle et 19.3 % pour celui d'Ussel.

Elle est quasiment similaire à celle de 2020.

Les aides à l'accès sont les plus sollicitées, suivies des aides à l'énergie.

Cela représente un montant de prestations de 815 226 € accordées pour l'accès et le maintien dans le logement ; et un montant de subventions de 65 400 € pour le soutien de diverses actions sur l'habitat.

Le montant financier total engagé en 2021 est de 880 626 € sur les 940 600 € de financement.

Le service Habitat participe à hauteur de 421 000 €. A ce montant s'ajoutent les 200 000 € abondés par le service Insertion. Ce qui porte, pour rappel, l'engagement total de la collectivité à 621 000 €. Le complément est assuré par les partenaires financeurs du FSL pour l'amener au montant total de 940 600 €.

Evolution

L'année 2021 a été marquée, d'une part, par la mise en application du nouveau règlement intérieur du FSL avec l'apparition de nouvelles aides comme l'aide au déménagement, le rehaussement des quotients familiaux, l'augmentation du montant des aides octroyées, le développement des axes d'accompagnement. Elle se caractérise d'autre part par l'émergence de nouveaux publics en lien avec la crise sanitaire.

Il a été convenu avec les partenaires que l'engagement financier du Département serait abaissé à 371 000 € dans la mesure où il assure la prise en charge de l'étude « Bilan et Réécriture du PDALHP ».

Il est proposé d'établir la participation du Conseil Départemental au FSL à hauteur de 371 000 €.

2 - Etude bilan et réécriture du PDALHPD : 50 000 €

Il a été convenu avec les partenaires que le Département porterait le coût afférant à l'étude - bilan du Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées.

Il est proposé d'affecter 50 000 € à l'étude « Bilan et réécriture du Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées ».

3 - Fonds Commun Logement (FCL) : 60 000 €

Autre outil partenarial du Plan, ce dispositif non obligatoire est géré par le Département. Ce fonds permet d'aider les propriétaires disposant de faibles ressources à se maintenir dans leur logement dans de bonnes conditions.

Bilan 2021

En 2021 :

- 92 dossiers ont été étudiés,
- 74 ont été financés, dont :
 - Lutte contre la précarité énergétique : 41 dossiers,
 - Aide aux travaux de rénovation partielle : 22 dossiers,
 - Adaptation des logements au handicap et au vieillissement bailleurs publics : 8 dossiers,
 - Projet global de rénovation : 2 dossiers
 - Bailleurs privés : 1 dossier

L'ensemble des aides représente un montant total de 169 723 € soit une moyenne de 2 293 € par dossier.

Parmi les demandes, 72 % d'entre elles concernaient la lutte contre la précarité énergétique. Les demandeurs sont majoritairement des personnes retraitées (60 %).

Le montant financier prévisionnel 2021 est de 133 458 € dont 60 000 € de la collectivité. Les montants complémentaires sont assurés par les partenaires.

Évolution

En partenariat avec les différents financeurs, le règlement intérieur du FCL a été modifié en 2021, notamment au vu de l'évolution des différents dispositifs en faveur de l'amélioration de l'habitat. L'objectif étant d'être au plus près des besoins de ce public très modeste.

L'année 2021 ayant été marquée par une augmentation de l'activité et de l'engagement financier du FCL, l'évolution du règlement intérieur n'est pas envisagée pour 2022.

Il est proposé de reconduire la participation du Conseil Départemental au FCL à hauteur de 60 000 €.

B - Prestataires et partenaires

1 - Délégation de gestion à l'AFADIL

L'Association d'Aide aux Familles en Difficulté de Logement (AFADIL) a été choisie pour assurer la gestion financière et comptable du Fonds Solidarité pour le Logement et du Fonds Commun Logement.

Une convention de gestion financière et comptable a été votée lors de la réunion de la Commission permanente en date du 13 décembre 2019 précisant l'étendue de la délégation donnée à l'AFADIL et déterminant les missions qui en découlent.

La convention a pris effet au 1er janvier 2020 pour une durée de 1 an. Elle est renouvelable deux fois maximum par tacite reconduction pour des périodes d'un an. Elle peut être complétée ou modifiée par voie d'avenants.

L'AFADIL prélèvera en 2022 au maximum 58 000 € pour la gestion du FSL et 2 000 € pour la gestion du FCL sur les enveloppes dévolues à ces 2 fonds.

2 - Les prestations d'ingénierie et autres subventions : 111 520 €

- a) Elles concernent, d'une part, des dépenses relatives aux prestations confiées à **SOLIHA** par le biais de trois marchés pour l'accompagnement à l'amélioration de l'habitat et du service immobilier social :
- Instruction des dossiers du Guichet Habitat - maintien à domicile,
 - Prestations sociales - amélioration de l'habitat,
 - Service immobilier social.

Les marchés ont été renouvelés en juillet 2019, après une mise en concurrence nationale, et pour une durée de 3 ans et demi. Ils prennent fin le 31 décembre 2022.

Les crédits de paiements budgétisés pour cette dépense sont de 69 520 €.

- b) Les prestations concernent d'autre part le recours à la **plateforme téléphonique Corrèze Télé-Assistance** dans le cadre du dispositif Corrèze Rénovation Energétique. Selon un principe validé par le Conseil départemental le 24 septembre 2021, la plateforme assure la prise en charge des appels téléphoniques.

Les crédits de paiement pour l'année 2022 sont de 42 000 €.

3 - L'Agence Départementale d'Information sur le Logement (ADIL) : 40 000 €

L'ADIL informe gratuitement les corréziens, particuliers, professionnels et élus, afin de les aider à mieux connaître les droits mais aussi les devoirs en matière de logement. Par son action de conseil, elle favorise un véritable accès au droit des personnes notamment les plus fragiles, et leur permet de bénéficier de dispositifs et d'aides spécifiques qui leur sont destinés.

Elle assure des permanences sur l'ensemble des territoires afin d'apporter l'information au plus près des corréziens.

Elle intervient pour délivrer des avis sur les dossiers présentés au Fonds de Solidarité Logement, notamment quant à l'effectivité des charges et des loyers dus. Elle apporte également des conseils juridiques et financiers aux bénéficiaires d'une aide départementale à l'accession à la propriété.

Les modalités de soutien à l'ADIL sont fixées dans une convention signée en 2018 avec reconduction tacite chaque année sous réserve de présentation par l'association des comptes annuels.

Il est proposé de maintenir l'intervention du Département à hauteur de 40 000 € pour 2022.

4 - Les Services Habitat Jeunes (SHJ) : 185 520 €

Le Conseil Départemental soutient les trois sites de Brive, Tulle et Égletons dans leurs actions d'insertion et de promotion sociale au bénéfice des jeunes de 16 à 30 ans. Ces trois structures assurent des missions relatives à :

- L'accueil, l'orientation et l'information,
- La mobilité et l'inscription dans un parcours résidentiel (offre de logement).

Elles proposent une forme d'habitat très souple, notamment pour la durée du séjour (de quelques jours à 2 ans), et peu coûteuse. Leur capacité totale d'accueil est de 163 places + 46 en diffus soit 209 places. Le Service Habitat alloue une aide au fonctionnement, bonifiée si la CAF attribue aux résidences la prestation de service socio-éducative (PSE).

Evolution

Le SHJ Brive a pour projet de compléter son offre avec 7 logements supplémentaires en appui d'un arrêté préfectoral du 6 octobre 2021 lui donnant agrément.

Sur le principe, l'arrêté valide 7 places supplémentaires passant la capacité d'accueil « en diffus » de 3 à 10 places et la capacité totale à 74 places. Pour 2022 cela représente une augmentation de 5 040 €.

Avec ce nouveau projet, la capacité totale d'accueil des structures SHJ de la Corrèze se portera à 163 places + 53 en diffus soit 216 places.

Ce sont donc 818 040 € qui sont affectés pour accompagner les personnes dans l'accès et le maintien dans leur logement ainsi que les partenaires œuvrant dans le domaine du logement social pour l'année 2022.

PROGRAMMES	BP 2022
ADIL	40 000 €
AFADIL	481 000 €
PRESTATIONS DE SERVICES	111 520 €
HABITAT JEUNES	185 520 €
TOTAL	818 040 €

III - LA CELLULE URBANISME

Depuis 2017, 17 communes de la Communauté de Communes Midi Corrèzien dotées d'un document d'urbanisme adhérent à la cellule départementale urbanisme. Les conventions d'adhésion ont été renouvelées pour la période 2021-2022, jusqu'à l'approbation du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal en cours d'élaboration à l'échelle de la Communauté de Communes Midi Corrèzien et de ses 34 communes.

La cellule d'urbanisme assure donc l'instruction des certificats et autorisations d'urbanisme pour le compte de ces 17 communes. A ce titre, elle procède aux consultations nécessaires, vérifie la conformité des projets avec la réglementation en vigueur et fournit des propositions de décision aux maires, seules autorités compétentes. Les autorisations d'urbanisme traitées comprennent :

- Permis de construire (PC), permis de démolir (PD), permis d'aménager (PA),
- Déclarations préalables (DP),
- Certificats d'urbanisme informatifs (CUa) et certificats d'urbanisme opérationnels (CUb).

La cellule a également une mission de conseil et d'appui pour :

- Faciliter l'émergence des projets et conseiller les candidats à la construction,
- Assister les différents services départementaux sur les questions d'urbanisme,
- Informer les porteurs de projets structurants sur les servitudes départementales et les contraintes en aménagement des territoires,
- Suivre pour le compte du Département les procédures d'élaboration, de révision ou de modification des documents d'urbanisme tels que PLU, PLUI ou SCOT.

Bilan 2021

En matière d'instruction des actes d'urbanisme, en 2021, 954 demandes ont été déposées en mairie contre 535 en 2017, soit une augmentation de 78 % depuis la création du service. Ces demandes se répartissent comme suit :

- 381 certificats d'urbanisme informatifs,
- 148 certificats d'urbanisme opérationnels,
- 264 déclarations préalables de travaux ou de division foncière,
- 5 permis d'aménager,
- 117 permis de construire pour maison individuelle,
- 33 permis de construire (autres bâtiments, agricoles, secondaires et tertiaires),
- 6 permis de démolir.

Dans le cadre de sa mission de conseil et d'appui, la cellule d'urbanisme :

- A été sollicitée près d'une centaine de fois sur le seul territoire de la Communauté de Communes Midi Corrèzien par les maires, secrétaires de mairies, pétitionnaires, porteurs de projets, architectes... ;
- Est intervenue sur près de 20 dossiers sur le reste de la Corrèze, soit auprès des services départementaux, soit directement auprès des collectivités intéressées ;
- A suivi près de 30 documents de planification communaux ou intercommunaux, dans le cadre de leur élaboration, modification ou révision.

L'année 2021 a été marquée par la mise en place des outils de dématérialisation de l'application du droit des sols, la saisine par voie dématérialisée des demandes d'autorisations d'urbanisme devant être effective à compter du 1^{er} janvier 2022. Par ailleurs, la chaîne d'instruction de ces autorisations sera intégralement dématérialisée courant 2022.

Recettes 2022

Conformément aux conventions tripartites 2017-2020, signées avec les 17 communes adhérentes et la Communauté de Communes Midi Corrèziens, le Département a réalisé un appel de fonds forfaitaire total de 35 000 € au titre de l'année 2021, la Communauté de Communes Midi Corrèzien prenant en charge 10 000 € au titre de sa compétence en matière d'urbanisme.

Cet appel de fonds a été réévalué et sera de 40 000 € pour 2022 et 2023.

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, je vous propose d'affecter les crédits de paiements selon les tableaux ci-dessous :

DEPENSES D'INVESTISSEMENT	BP 2021	CA 2021	BP 2022
PARC LOCATIF SOCIAL	480 000 €	329 395 €	400 000 €
CORREZE HABITAT	366 000 €	501 353 €	102 000 €
AIDE A LA PIERRE	1 154 000 €	1 663 275 €	2 080 000 €
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT	2 000 000 €	2 494 023 €	2 582 000 €

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	BP 2021	CA 2021	BP 2022
ADIL	40 000 €	40 000 €	40 000 €
AFADIL	481 000 €	481 000 €	481 000 €
PRESTATIONS DE SERVICES	69 520 €	91 032 €	111 520 €
HABITAT JEUNES	180 480 €	180 480 €	185 520 €
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	771 000 €	792 512 €	818 040 €

RECETTE DE FONCTIONNEMENT	BP 2021	CA 2021	BP 2022
URBANISME	35 000 €	0	40 000 €
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT	35 000 €	0	40 000 €

En résumé

	Crédits de paiement 2022 DÉPENSES	Crédits de paiement 2022 RECETTES
FONCTIONNEMENT	818 040 €	40 000 €
INVESTISSEMENT	2 582 000 €	Néant

De plus, pour mémoire pour 2022, les dépenses et recettes au titre de la politique qui viennent de vous être exposées dans le présent rapport seront effectuées sur les enveloppes suivantes :

EN DEPENSES :

- P016 E13 - Aide à la pierre 2022
- P016 E11 - Aide à la pierre 2021
- P016 E09 - Aide à la pierre 2020
- P016 E07 - Aide à la pierre 2019
- P016 E05 - Aide à la pierre 2018
- P016 E04 - Aide à la pierre 2017
- P016 E14 - Maintien à domicile 2022
- P016 E12 - Maintien à domicile 2021
- P016 E10 - Maintien à domicile 2020
- P016 E08 - Maintien à domicile 2019
- P016 E06 - Maintien à domicile 2018
- P016 E04 - Maintien à domicile 2017
- P068 E01 - PROTOCOLE Corrèze-Habitat 2018/2021
- P068 E02 - PROTOCOLE Corrèze-Habitat 2013/2017
- P123 E04 - Parc Locatif Social 2022/2025
- P123 E02 - Parc Locatif Social 2018/2021
- P123 E01 - Parc Locatif Social 2012/2017
- P099 E01 - Habitat jeunes (FJT) SUBV/2015-2021
- P132 E01 - Partenariat 2015 - 2022
- P006 E01 - Subventions aux associations
- P013 E01 - Fonds Logement
- P132 E04 - Corrèze Téléassistance
- P013 E04 - Etude Bilan PDALHPD

EN RECETTES :

- P132 E03 - Recettes - Prestations Urbanisme

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

POLITIQUE DE L'HABITAT - DOTATIONS 2022

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2022.04.08/305 en date du 8 avril 2022, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Madame Rosine ROBINET, Rapporteur,

DÉLIBÈRE

Article 1^{er} : est proposée l'affectation des crédits de paiement suivants au titre de la politique de l'habitat 2022 :

	Crédits de paiement 2022 DÉPENSES	Crédits de paiement 2022 RECETTES
FONCTIONNEMENT	818 040 €	40 000 €
INVESTISSEMENT	2 582 000 €	Néant

Article 2 : Monsieur le Président du Conseil Départemental est autorisé à engager les différentes actions de la politique habitat 2022, à prendre les décisions et signer les conventions nécessaires.

Article 3 : est approuvée la délégation de gestion financière et comptable à l'Association AFADIL.

Imputations budgétaires :

Les dépenses correspondantes seront imputées sur le Budget Départemental :

- Section Investissement, Article fonctionnel 917.2
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 935.8.

Adopté, à main levée, à la majorité, par 28 voix pour, 10 abstentions.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant

de L'État le : 12 avril 2022

Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20220408-4712-DE-1-1

Affiché le : 12 avril 2022

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL



L'an deux mille vingt-deux et le huit avril, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :

Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Madame Valérie TAURISSON, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Madame Patricia BUISSON, Monsieur Franck PEYRET, Madame Agnès AUDEGUILL, Madame Audrey BARTOUT, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Jean-Jacques LAUGA, Monsieur Philippe LESCURE, Madame Marilou PADILLA-RATELADE, Madame Rosine ROBINET, Monsieur Gérard SOLER, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Julien BOUNIE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Madame Claude CHIRAC, Monsieur Bernard COMBES, Madame Jacqueline CORNELISSEN, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Monsieur Sébastien DUCHAMP, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Didier MARSALÉIX, Madame Frédérique MEUNIER, Madame Annick TAYSSE, Madame Sonia TROYA, Madame Stéphanie VALLÉE, Madame Marie-Laure VIDAL , Monsieur Eric ZIOLO

Pouvoir :

Monsieur Anthony MONTEIL à Madame Stéphanie VALLÉE

Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

Réunion du 8 avril 2022

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission de la Cohésion Territoriale

OBJET

TOURISME - DOTATION 2022 ET CONVENTION DE PARTENARIAT CORREZE
TOURISME

RAPPORT

PROJET STRATEGIE AMBITION TOURISME 2020-2022 : 3^{ÈME} ANNÉE DE MISE EN OEUVRE

Lors de la séance plénière du 14 février 2020, nous avons approuvé le projet stratégique Ambition Tourisme 2020-2022. Dans un contexte touristique en permanente évolution, ce projet fixe une feuille de route pragmatique pour la politique touristique départementale sur les 3 années à venir et s'articule autour de 4 volontés fortes :

- développer le chiffre d'affaires généré par l'activité touristique,
- accompagner la transformation numérique des acteurs du tourisme,
- renforcer l'attractivité de la Corrèze,
- veiller à la solidarité territoriale avec un Département en soutien de ses territoires.

Au regard du contexte territorial et de l'économie touristique, la Corrèze doit être innovante et jouer collectif pour recréer un écosystème touristique fort qui permettra :

- d'attirer de nouveaux opérateurs en capacité d'investir sur le territoire et d'apporter une dynamique nouvelle,
- de nous positionner face aux mutations du comportement des clients et aux grands acteurs.

Pour ce faire, 3 axes stratégiques seront travaillés et déclinés en 11 actions opérationnelles :

- Accompagner le renouvellement et la performance de l'offre ;
- Être mieux présent sur l'ensemble du parcours client ;
- Piloter le projet stratégique et créer la synergie par une gouvernance partagée.

Sa mise en œuvre est pilotée, en concertation avec les acteurs de terrain et les territoires, par l'Agence Corrèze Tourisme à laquelle le Département a, conformément à ses statuts, confié cette mission.

DE BEAUX RESULTATS MALGRE LE CONTEXTE SANITAIRE

Les deux 1^{ères} années de mise en œuvre du projet Ambition Tourisme ont été marquées par la crise sanitaire qui a fortement impacté l'activité touristique, avec près de 12 mois sur 24 marqués par des restrictions sanitaires puis l'arrivée du pass sanitaire à l'été 2021.

Aussi, le cadre de notre action en 2020 avait été ajusté avec la mise en place dès le printemps d'actions orientées vers le soutien aux opérateurs touristiques et à l'été, avec le vote d'un plan d'accompagnement à la reprise de l'activité touristique de 500 K€ pour mener les opérations marquantes « La Cerise sur la Corrèze » et « le Resto des Héros » visant à favoriser la consommation touristique.

En 2021, malgré les restrictions qui ont à nouveau frappé l'activité touristique durant tout le 1^{er} semestre, la Corrèze a su tirer son épingle du jeu avec :

- **Une progression de la fréquentation de 9%/2020.** Sans atteindre un retour à la normale, ce sont **6.3M de nuitées** qui ont été consommées en Corrèze (hébergements commerciaux et chez la famille et les amis confondus) en 2021.
- **Une très belle activité pour les hébergements marchands** : progression des nuitées hôtelières de 7%/2020 entre mai et octobre qui ont retrouvé (sur cette période uniquement) le niveau d'avant crise – 523 000 nuitées enregistrées en camping, soit un retour au niveau d'avant crise – une progression de 36% des nuitées pour les Gîtes des France.
- **Une progression de la fréquentation sur les outils digitaux** : +26%/2019 sur le site tourismecorreze.com et +79%/2019 pour le site correzerando.com
- Une très belle visibilité de la Corrèze et ses territoires avec la **campagne TV REPLAY et réseaux sociaux « Corrèze secrète »** qui a remporté 2 trophées de la communication.
- **Une très belle progression des ventes sur la place de marché départementale** : 146 prestataires ont fait des ventes (contre 119 en 2020) pour un chiffre d'affaire de 2.4M€ (+54%/2020). A noter que ces ventes ont été pour 78% réalisées par les prestataires en vente directe, 6% via le site de Corrèze Tourisme et celui des Offices de Tourisme et seulement 16% via les grandes plateformes commerciales. Cela conforte l'intérêt de cet outil qui satisfait 92% de ses utilisateurs en leur permettant de préserver leurs marges et de faciliter la gestion de leur activité.

Pour 2022, notre action sera centrée sur l'atteinte des objectifs fixés dans le cadre du projet Ambition Tourisme qui entre dans sa 3^{ème} et dernière année de mise en œuvre avec notamment 3 chantiers prioritaires : la poursuite de la transformation numérique, l'appui à l'adaptation et au développement de l'offre avec notamment l'accueil d'investisseurs, le renforcement de la destination Corrèze et de ses acteurs sur le parcours clients au travers d'une promotion percutante.

Au terme de la mise en œuvre de ce projet stratégique 2020/2022, une phase d'évaluation sera menée et devra permettre de réaliser les adaptations nécessaires pour poursuivre une politique touristique départementale cohérente et adaptée aux enjeux de ce secteur en pleine mutation pour la période 2023/2027.

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, je vous propose d'affecter 1 197 983 € de crédits de paiement dont 86 983 € au titre de l'investissement et 1 111 000 € au titre du fonctionnement.

I - FINANCEMENT DE CORREZE TOURISME : MAITRE D'ŒUVRE DE LA POLITIQUE TOURISTIQUE DEPARTEMENTALE

En 2022, une enveloppe de 1 161 000€ est prévue pour permettre à Corrèze Tourisme de mettre en œuvre le projet Ambition Tourisme 2020-2022 et décomposée comme suit :

- 1 111 000 € en fonctionnement pour financer le plan d'actions annuel ainsi que le fonctionnement de la structure qui compte 10,8 ETP salariés et 4 ETP mis à disposition par le Département ;
- 50 000 € en investissement nécessaires à la modernisation 4.0 de Corrèze Tourisme conformément aux objectifs fixés.

Ces crédits permettront à Corrèze Tourisme de mettre en œuvre le plan d'actions détaillé dans la convention d'objectifs jointe au présent rapport et dont plusieurs projets nouveaux, en lien avec le projet stratégique Ambition Tourisme, méritent d'être détaillés.

→ Accompagner le renouvellement et la performance de l'offre :

- **Poursuite du déploiement de la plateforme de vente en ligne** avec l'animation du réseau des Offices de Tourisme (OT) qui sont en charge de l'accompagnement des prestataires sur 4 territoires (Tulle, Haute-Corrèze, Brive et Vallée de la Dordogne) et le déploiement sur les 2 territoires non couverts par les OT. Avec 530 comptes désormais ouverts sur la place de marché et 2,4 M€ de Chiffre d'affaire réalisé en 2021 (+54%), les objectifs 2022 sont la poursuite du déploiement, notamment auprès des restaurateurs qui sont encore peu enclin à se tourner vers les outils numériques.

- **Renforcement de l'accompagnement des prestataires en complémentarité avec les autres institutionnels du tourisme et en partenariat avec les filières :**
 - o Accompagnements individuels : **coaching marketing** (objectif 3 à 5 dans l'année) et **audits web** (6 à 10 dans l'année) ;
 - o Accompagnements collectifs : organisation de **3/4 formations** (partenariat CCI INISUP) : réseaux sociaux, se démarquer pour mieux se vendre, etc. ;
 - o **Co-organisation avec les OT à l'automne d'un temps fort d'une journée avec intervention d'experts sur les nouvelles tendances du marché.** L'objectif : inciter les acteurs du tourisme corréziens à prendre de la hauteur, comprendre l'évolution des comportements clients, les clés de réussite pour la Corrèze. L'objectif est de rassembler environ 150 prestataires autour de cette journée ;
 - o **Restitution d'études permettant une meilleure connaissance du comportement des clientèles en Corrèze et de l'évolution de l'offre :** étude de fréquentation et de mobilité (Flux Vision Orange) pour le Département, 6 territoires infra départementaux et de l'événement de la Foire du Livre. Etude sur la performance de l'hébergement insolite. Actualisation du diagnostic numérique de territoire pour voir où en sont les prestataires.

- **Renforcement de l'accompagnement des porteurs de projet et de la prospection d'investisseurs touristiques :**
 - o **Fond Tourisme Durable – France Relance / ADEME –**Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie– (dispositif reconduit jusqu'à fin 2022) : accompagnement des entreprises touristiques dans le montage de leur projet et de leur demande de subvention relatifs à la transition écologique (dispositif France Relance). Objectif : accompagner 10 à 15 projets en Corrèze d'ici la fin 2022 ;
 - o **Poursuite et structuration de la mission « prospection investisseurs » :** l'année 2021 a permis de poser les bases du dispositif (48 offres identifiées dont 15 actuellement en ligne, 19 contacts investisseurs, des partenariats solides avec les territoires, les consulaires, les mandataires privés). Les objectifs 2022 sont : 30 offres en ligne à court terme, susciter une dizaine de visites minimum dans l'année et des implantations sur les projets prioritaires (Campings, villages vacances, hôtellerie, insolite).

- **Un accompagnement des territoires dans leurs stratégies et projets touristiques** au travers d'une offre de service structurée et intégrée à l'offre d'ingénierie départementale avec notamment la réalisation d'études sur mesure pour les communes et EPCI.

- **La montée en gamme de l'offre** avec le déploiement de la marque « Qualité Tourisme » auprès des campings (objectif 4 campings marqués cette année), le classement de 80 meublés de tourisme, la labellisation « Tourisme et Handicap » de 10 prestataires et le déploiement du label « Accueil Vélo ».

Pour pousser le déploiement de cette offre de services auprès des acteurs locaux du tourisme, **un catalogue de services papier sera édité et diffusé aux collectivités et aux prestataires corréziens**. Ce document sera un complément à l'information déjà présente sur le site pro.tourismecorreze.com.

→ Être mieux présent sur l'ensemble du parcours client :

- Favoriser la consommation locale :
 - o **Accompagnement des restaurateurs** vers la transformation numérique : coachings, audits web, réservation des tables en ligne, campagne de promotion de l'offre de restauration en saison (partenariat avec le club des hôteliers et restaurateurs) ;
 - o Poursuite de la **valorisation de l'offre touristique à destination des scolaires et des familles** ;
 - o Participation au développement de la **visibilité de la marque Origine Corrèze et au développement des bistrot Origine Corrèze**.

- Mieux toucher les clientèles en séjour, booster la consommation et fidéliser :
 - o **Reprise de l'activité de réceptif de Corrèze Tourisme à destination des groupes**, sous réserve d'une reprise de l'activité après une année 2020 quasiment à l'arrêt et une année 2021 en légère reprise. L'objectif est d'atteindre 400 000 € de chiffre d'affaires en 2022 (700 K€ en 2019) et d'une diversification des clientèles (rando, cyclo, sport santé) et une reprise de l'activité sur les clubs de voitures anciennes ;
 - o Mise en place de **campagnes marketing ciblées pour booster les réservations** en partenariat avec les filières. 6 campagnes sont prévues en amont de la saison (gîtes, hôtellerie, camping) et pendant la saison (sites étonnants, Corrèze en famille, Restaurateurs).

- Travailler la notoriété et la visibilité de la Corrèze :
 - o **Web et réseaux sociaux** : investissements sur le site tourismecorreze.com avec, pour doper sa fréquentation, la production de contenus et les réseaux sociaux ;
 - o **Relations presse** : après une année 2021 riche pour la Corrèze (progression de 4% de l'équivalent publicitaire des parutions = 7,6 M€), avec notamment 360 diffusions ou parutions (contre 250 en 2020), l'année 2022 doit permettre de poursuivre une stratégie offensive de visibilité de la destination dans les médias ;
 - o **Une campagne de communication et un plan média ambitieux** dans la continuité de la campagne Corrèze Secrète menée en 2021. L'enjeu est de continuer à faire exister la destination dans la communication pléthorique et assez classique des destinations sur le marché français. La campagne reprend les codes utilisés en 2021 mettant en scène sous un format décalé la Corrèze comme destination préservée et à préserver du tourisme de masse avec la signature « la Corrèze. Gardons la secrète. ». Le plan média est le suivant :

- Une **campagne TV segmentée et Replay** en 2 ou 3 vagues sur avril/mai/juin ; cette campagne est mise en œuvre de manière totalement partenariale avec les OT Haute Corrèze, Terres de Corrèze et Tulle ainsi que les Gîtes de France Corrèze et le CRT Nouvelle Aquitaine ;
 - Déclinaison sur les **réseaux sociaux et le web** ;
 - **Accueil d'influenceurs**.
- **Un ensemble d'actions permettra d'asseoir le positionnement de la Corrèze comme destination sport nature (pêche, rando, cyclo, trail) :**
- o Participation au Salon du randonneur de Lyon en partenariat avec le Conseil Régional du Tourisme (CRT), l'OT Haute Corrèze, la Dordogne de Villages en Barrages et la Fédération des campings ;
 - o Partenariat de promotion avec des sites web référence Outdooractive, Terra Aventura, Cirkwi, etc. ;
 - o Cyclo : lancement de la promotion à l'échelle nationale de la Véloroute 87 « La Vagabonde » en partenariat avec les 4 autres départements traversés par l'itinéraire de 500km qui relie Montluçon à Montauban ;
 - o Poursuite de la valorisation des filières pêche et trail ;
 - o Appui à l'actualisation du projet cyclable départemental aux côtés de la Direction Sports Culture Jeunesse ;
 - o Développement de nouvelles fonctionnalités sur le site correzerando.com pour faciliter la sélection des itinéraires.
- **Positionner la Corrèze au sein d'une destination plus large « Dordogne Valley » :** Pour toucher les marchés étrangers, la Corrèze s'associe avec ses voisins du Lot et de la Dordogne et avec le CRT Nouvelle Aquitaine (mutualisation de budgets et de ressources humaines –RH–). L'objectif est de mettre en place, au travers d'un nouveau contrat de destination soutenu par Atout France, un plan d'actions global pour toucher les clientèles Belges, Néerlandaises et Britanniques. L'année 2022 sera consacrée à l'élaboration de la stratégie et de la gouvernance. La mise en œuvre des 1ères actions opérationnelles est attendue en fin d'année. Ses actions ont vocation à prendre le relais de celles menées par le Groupe de Travail Tourisme de l'aéroport Brive Vallée de la Dordogne.

→ Piloter le projet stratégique et créer la synergie par une gouvernance partagée :

- **Poursuite du pilotage d'instances de travail collaboratives** avec les offices de tourisme et les opérateurs touristiques territoriaux (Parc Naturel Régional, consulaires, fédérations sportives, têtes de réseaux hébergeurs, etc.) : l'objectif est **d'identifier les points de convergence de nos stratégies et de mutualiser nos moyens pour mettre en œuvre des plans d'actions plus ambitieux et efficaces** tant sur le volet promotion qu'accompagnement des prestataires.

- **Modernisation 4.0** de Corrèze Tourisme : l'action principale qui sera enclenchée en 2022/2023 est le changement de Système d'Information Touristique avec une migration du LEI vers TOURINSOFT SIRTAQUI. Ce projet est mené en partenariat étroit avec le CRT et les Offices de Tourisme qui sont les 1ers contributeurs et usagers de cet outil qui permet de collecter et valoriser l'information touristique. L'enjeu de cette migration est pluriel : garder une maîtrise institutionnelle de la donnée touristique, maîtriser les coûts, disposer d'un outil adapté aux besoins et permettant d'aller plus loin dans la gestion de la relation client, l'observation, etc. Ce projet va mobiliser des RH à hauteur de 0.5 ETP sur l'année 2022.
- **Un modèle économique et une organisation consolidés** : la mise en œuvre du projet stratégique Ambition Tourisme de développer le travail en mode projet et le positionnement de Corrèze Tourisme en animateur et fédérateur des acteurs locaux et territoriaux. Après une phase de formation en 2021, il s'agit désormais d'accompagner les équipes dans la mise en œuvre opérationnelle de ces groupes de travail et du pilotage des projets qui voient le jour. Cela suppose également une évolution du modèle économique de Corrèze Tourisme avec l'objectif d'augmenter progressivement la part des contributions externes et les mutualisations pour doper l'efficacité de l'action publique. Objectif 2022 : multiplier par 3 à 4 les ressources liées au partenariat /2019.

II - AUTRES ACTIONS CONCOURANT AU DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE DU TERRITOIRE

1 – le financement des projets d'entreprises touristiques privées et d'associations engagées dans le cadre du précédent schéma : 9 845€ en investissement

Ces crédits s'inscrivent dans le cadre de l'autorisation de programme P017 de 3 000 000 € en investissements votée par l'Assemblée Plénière lors de sa réunion du 19 décembre 2014.

Ils permettront de solder les dossiers engagés pour le développement du tourisme pêche : aménagement de mises à l'eau, parcours de pêche, etc.

2 – Asseoir la Corrèze en tant que destination Sport Nature : 27 138 € en investissement

Ces crédits de paiement s'inscrivent dans le cadre de l'enveloppe de 300 000 € en investissement votée par l'Assemblée Plénière lors de sa réunion du 14 février 2020 dans le cadre du projet stratégique "Ambition Tourisme 2020-2022".

Comme évoqué précédemment, les sports nature sont un axe fort pour le positionnement touristique de la Corrèze. Ces investissements doivent permettre de poursuivre l'accompagnement au développement du loisir pêche par la réalisation de nouveaux **aménagement**s facilitant l'accès et la pratique sur les sites de pêche du département.

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, je vous propose d'affecter les crédits de paiement selon les tableaux ci-dessous :

	BP 2021	CA 2021	BP 2022
Total DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	1 102 000 €	1 105 019 €	1 111 000 €
Programme ambition tourisme 2020-2022 : P031E01 → P186E02	1 102 000 €	1 105 019 €	1 111 000 €
Total DEPENSES D'INVESTISSEMENT	109 703 €	81 545 €	86 983 €
Prog. sché. 2015-2018 : P017E01 → P186E01	16 526 €	6 681 €	9 845 €
Programme ambition tourisme 2020-2022 : P031E03 → P186E03E04	65 289 €	46 976 €	77 138 €
Programme ambition tourisme 2020-2022 : P031E02	27 888 €	27 888 €	/

En résumé :

	Crédits de paiement 2022 DEPENSES	Crédits de paiement 2022 RECETTES
FONCTIONNEMENT	1 111 000 €	-
INVESTISSEMENT	86 983 €	-
TOTAL	1 197 983 €	-

Pour mémoire au titre de 2022, les engagements de la politique qui vient de vous être exposée dans le présent rapport seront effectués sur les enveloppes suivantes :

EN DEPENSES :

P186E01 - TOURISME INVESTISSEMENT PRIVES / D

P186E04 - TOURISME INVESTISSEMENT SUBVENTION / D

P186E02 - TOURISME FONCTIONNEMENT SUBVENTION / D

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

TOURISME - DOTATION 2022 ET CONVENTION DE PARTENARIAT CORREZE
TOURISME

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2022.04.08/306 en date du 8 avril 2022, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Madame Agnès AUDEGUIL, Rapporteur,

DÉLIBÈRE

Article 1^{er} : est approuvée l'affectation des crédits de paiement suivants au titre de la politique sectorielle du Tourisme 2022 :

	Crédits de paiements 2022 DEPENSES	Crédits de paiements 2022 RECETTES
FONCTIONNEMENT	1 111 000 €	-
INVESTISSEMENT	86 983 €	-
TOTAL	1 197 983 €	-

Article 2 : sont approuvés les termes et la passation de la convention d'objectifs présentée en annexe pour l'année 2022 à intervenir entre le Conseil départemental et Corrèze Tourisme ainsi que l'attribution d'une subvention de 1 161 000 € (1 111 000 € en fonctionnement et 50 000 € en investissement).

Article 3 : Monsieur le Président du Conseil Départemental est autorisé à revêtir de sa signature la convention d'objectifs passée avec Corrèze Tourisme pour l'année 2022.

Imputations budgétaires :

Les dépenses correspondantes seront imputées sur le Budget Départemental :

- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 939/4
- Section Investissement, Article fonctionnel 919/4.

Adopté, à main levée, à la majorité, par 28 voix pour, 10 abstentions.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant

de L'État le : 12 avril 2022

Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20220408-4709-DE-1-1

Affiché le : 12 avril 2022

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL



L'an deux mille vingt-deux et le huit avril, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :

Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Madame Valérie TAURISSON, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Madame Patricia BUISSON, Monsieur Franck PEYRET, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Audrey BARTOUT, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Jean-Jacques LAUGA, Monsieur Philippe LESCURE, Madame Marilou PADILLA-RATELADE, Madame Rosine ROBINET, Monsieur Gérard SOLER, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Julien BOUNIE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Madame Claude CHIRAC, Monsieur Bernard COMBES, Madame Jacqueline CORNELISSEN, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Monsieur Sébastien DUCHAMP, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Didier MARSALEIX, Madame Frédérique MEUNIER, Madame Annick TAYSSE, Madame Sonia TROYA, Madame Stéphanie VALLÉE, Madame Marie-Laure VIDAL , Monsieur Eric ZIOLO

Pouvoir :

Monsieur Anthony MONTEIL à Madame Stéphanie VALLÉE

Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS – Année 2022

Entre :

Le Conseil départemental de la Corrèze, représenté par son Président, Monsieur Pascal COSTE, dûment habilité par délibération du Conseil Départemental en date du 8 avril 2022, ci-après dénommé « **le Département** »,

et

L'Agence de Développement et de Réservation Touristiques de la Corrèze, représentée par sa Présidente, Madame Agnès AUDEGUIL, dûment habilitée par délibération du Conseil d'Administration en date du 10 février 2022 ci-après dénommée « **Corrèze Tourisme** »,

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

La présente convention a pour objet de préciser les missions et les actions d'intérêt collectif définies par le Département, confiées à Corrèze Tourisme pour l'année 2022, qui en assurera la réalisation, conformément à son objet social, ainsi que les modalités de leur accompagnement financier par le Département.

Le plan d'actions confié à Corrèze Tourisme doit permettre de poursuivre la mise en œuvre du projet stratégique "Ambition Tourisme 2020-2022" approuvé en séance plénière du 14 février 2020. Ce projet s'articule autour de 4 volontés fortes :

- Développer le chiffre d'affaires généré par l'activité touristique
- Accompagner la transformation numérique des acteurs du tourisme
- Renforcer l'attractivité de la Corrèze
- Veiller à la solidarité territoriale avec un Département en soutien de ses territoires

Sa mise en œuvre se décline en 3 axes stratégiques et 11 actions opérationnelles :

- Accompagner le renouvellement et la performance de l'offre
- Être mieux présent sur l'ensemble du parcours client
- Piloter le projet stratégique et créer la synergie par une gouvernance partagée.

Cette année sera centrée sur l'atteinte des objectifs fixés dans le cadre du projet Ambition Tourisme qui entre dans sa 3^{ème} et dernière année de mise en œuvre avec notamment 3 chantiers prioritaires : la poursuite de la transformation numérique, l'adaptation et le développement de l'offre avec notamment l'accueil d'investisseurs, le renforcement de la destination Corrèze et de ses acteurs sur le parcours clients au travers d'une promotion percutante.

Au terme de la mise en œuvre de ce projet stratégique 2020/2022, une phase d'évaluation sera menée et devra permettre de réaliser les adaptations nécessaires pour poursuivre une politique touristique départementale cohérente et adaptée aux enjeux de ce secteur en pleine mutation pour la période 2023/2027.

Article 1 – MISSIONS DE CORREZE TOURISME

L'article 1 des statuts de Corrèze Tourisme stipule que *"cette agence est un comité départemental du tourisme conformément aux articles L131-5 et L132-1 à L132-6 du code du tourisme portant répartition dans le domaine du tourisme"*.

La partie législative du Code du Tourisme précise :

- En son article L132-2 *"le Comité Départemental du Tourisme, créé sur l'initiative du Département, prépare et met en œuvre la politique touristique du département"* ;
- En son article L132-4 *"le Département confie tout ou partie de la mise en œuvre de la politique du tourisme du département au CDT qui contribue notamment à assurer l'élaboration, la promotion et la commercialisation de produits touristiques, en collaboration avec les professionnels, les organismes et toute structure locale intéressée à l'échelon départemental et intercommunal"*.

Le Département participe au financement des actions s'inscrivant exclusivement dans le cadre de l'objet de Corrèze Tourisme défini par l'article 2 de ses statuts.

Article 2 - PROGRAMME D'ACTIONS PREVISIONNEL 2022 DE CORREZE TOURISME

Axe 1 : Accompagner le renouvellement et la performance de l'offre

Référence projet ambition tourisme : Actions 1 à 4

Corrèze Tourisme se positionne en facilitateur au service de territoires et de prestataires touristiques performants

Objectif : permettre à l'offre touristique corrézienne de mieux se positionner sur le parcours client et ainsi de développer sa performance économique.

L'accompagnement des professionnels du tourisme et des collectivités est une priorité pour le Département. Cette ingénierie touristique doit accompagner l'adaptation de l'offre, sa montée en gamme, son renouvellement et faciliter sa mise en marché. Il s'agit également de mieux connaître les attentes et comportements des clientèles.

Pour ce faire, Corrèze Tourisme va travailler en 2022 sur plusieurs axes :

- **Renforcement des services proposés aux acteurs du tourisme dans une logique de complémentarité avec les autres institutionnels du tourisme et en partenariat avec les filières** : des services à haute valeur ajoutée comme le coaching marketing et les audits web seront mis en avant avec l'objectif de réaliser 3 à 5 Coachings marketing et 6 à 10 audits web dans l'année. Le déploiement de ces services doit être renforcé par des partenariats noués avec la Fédération de l'Hôtellerie de Plein Air et le Club des Hôteliers et Restaurateurs de la Corrèze.

- **Le développement d'une offre de formations** dans le cadre d'un partenariat avec la CCI : un programme de 3 à 4 formations sera proposé aux prestataires corréziens dans un objectif de montée en compétence. Thématiques : réseaux sociaux – se démarquer pour mieux se vendre – etc. Pour rappel : 2 formations ont été réalisées en 2021.

- **Un accompagnement à la mise en marché** : la plateforme de vente en ligne départementale vise comme en 2021 plusieurs objectifs :

- **L'augmentation du nombre de professionnels connectés**

Rappel objectif 2021 : +10% de professionnels connectés

Bilan 2021 : 530 professionnels connectés (+18%) dont 143 en direct.

Objectif 2022 : Focus restaurateurs = 10 restaurateurs pilotes connectés à l'outil. Poursuivre le déploiement auprès de tous les prestataires en direct => +20% de professionnels connectés en direct.

- **Un meilleur usage de l'outil**

Rappel objectif 2021 : 85% des professionnels connectés réalisent des ventes avec l'outil

Bilan 2021 : seuls 72% des professionnels connectés en direct ont réalisé des ventes avec l'outil (idem en 2020).

Objectif 2022 : 85% de taux d'utilisation - Création d'un club utilisateur

- **Appui aux ventes**

Rappel objectif 2021 : opération marketing promotionnelle dans le cadre de partenariat avec les filières pour booster les ventes et la visibilité de l'offre avant et pendant la saison.

Bilan 2021 : Opérations marketing mises en place avant et pendant l'été, en partenariat avec Gîtes de France, le club hôtelier, la fédération des campings, les réseaux sites étonnants et Corrèze en famille → 97 000 clics – 3.6M personnes touchées. De manière plus globale, sur la plateforme : 2.4M€ de chiffre d'affaires global (+54%/2020) pour 146 prestataires dont 1046 ventes pour un chiffre d'affaires de 87 K€ sur le site de Corrèze Tourisme (+81% de Chiffre d'affaires).

Objectif 2022 : similaires à 2021.

- **Accompagner les territoires dans leurs stratégies locales**

- **Mise en place d'observatoires locaux du tourisme** : Corrèze Tourisme coordonne la mise en place d'observatoires locaux au sein des offices de tourisme. Amorcé en 2020, ce travail se poursuit cette année pour permettre aux Offices de Tourisme d'utiliser à leur niveau les indicateurs départementaux et ainsi suivre plus finement

l'activité touristique de leur territoire. De nouveaux indicateurs pourront être observés afin de renforcer la connaissance à la fois de la performance de l'offre et des clientèles et ainsi mieux guider les stratégies locales.

- **Offre d'ingénierie touristique au service des territoires** : Le Conseil départemental a mis en place une offre de service d'ingénierie territoriale à destination des collectivités locales. Dans ce cadre, Corrèze Tourisme propose aux collectivités un accompagnement ciblé :

- Réflexion stratégique quant au développement ou à la modernisation de leurs équipements touristiques
- Qualification de leurs équipements touristiques : classement de meublés, qualité tourisme
- Réalisation d'étude sur mesure : ex : étude sur la fréquentation d'un événement, etc.

A noter que 16 projets touristiques de collectivité ont été accompagnés en 2021, ainsi que 40 projets portés par des privés.

- **Améliorer la connaissance des marchés et de l'offre** :

- **Restitution à l'échelle départementale et locale des résultats du dispositif d'observation 4.0 : Flux Vision Tourisme**. Ce dispositif permet d'évaluer la fréquentation touristique du territoire sous un angle nouveau, celui des flux et de la mobilité. Lancé en 2020, les résultats 2021 seront disponibles au printemps 2022. En 2022 sera reconduit le partenariat avec les territoires pour les 2 années qui viennent.

- **Enquête sur la performance de l'hébergement insolite en Corrèze** : Ce segment d'hébergement qui correspond à la tendance actuelle d'hybridation de l'offre touristique représente 600 lits sur une quarantaine de structures à l'échelle départementale. Ils se rapprochent tantôt de l'hôtellerie, tantôt du camping, tantôt de la chambre d'hôtes ou du gîte. Cette étude doit nous permettre de mieux cerner sa performance et ses spécificités.

- **Actualisation du diagnostic numérique de territoire** : réalisé en 2014 puis fin 2018, l'actualisation de cette étude permettra d'évaluer l'évolution de l'acculturation au numérique des prestataires touristiques, enjeu essentiel de la politique touristique départementale.

- **Accompagner le renouvellement de l'offre** par l'organisation de **temps d'échanges collectifs** au sein des filières mais également par la **co-organisation en fin d'année** avec les offices de tourisme (report 2021) **d'un temps fort d'une journée** avec des intervenants extérieurs sur les nouvelles tendances du marché. L'objectif est de permettre aux acteurs du tourisme corrézien de **prendre de la hauteur**, d'échanger sur l'évolution des comportements clients, les clés de la réussite pour le tourisme en Corrèze.

- Accompagner les projets touristiques et attirer des investisseurs :

o **Fond Tourisme Durable – France Relance / ADEME** : Corrèze Tourisme est reconnue dans le cadre d'un portage collectif avec la Dordogne, la Creuse et la Haute-Vienne par l'ADEME comme relais local pour l'accompagnement des prestataires touristiques dans le montage de leur projet et de leur demande de subvention relatifs à la transition écologique (dispositif France Relance). Ce dispositif est reconduit sur toute l'année 2022.

Bilan 2021 : 3 dossiers corréziens ont été validés pour un montant d'aide ADEME de 94K€. 6 diagnostics ont été réalisés.

Objectif 2022 : accompagner 10 à 15 projets en Corrèze.

o **Poursuite de la mission « prospection investisseurs » au sein de Corrèze tourisme, en lien avec le dispositif départemental d'attractivité territoriale** : Ce dispositif vise à favoriser le renouvellement de l'offre en attirant de nouveaux porteurs de projet et investisseurs en Corrèze et en permettant de positionner la Corrèze comme territoire d'investissement touristique.

Bilan 2021 :

- Un 1er partenariat avec les EPCI et un mode opératoire défini avec la CCI pour les accompagnements
- 1 partenaire identifié pour la prospection : Géolink – page dédiée à la Corrèze et à ses offres en ligne sur le site www.tourismhub.com
- 1 courrier adressé aux communes pour faire remonter l'offre publique et privée
- Des partenariats avec les mandataires privés : 2 conventions signées pour favoriser la remontée des offres
- Participation à 1 journée « cession reprise » organisée par le Conseil Départemental (conciergerie Corrèze Accueil) à la Maison de la Nouvelle Aquitaine à Paris
- 48 offres identifiées dont 1/3 sont en ligne
- 19 contacts investisseurs : 1 projet d'implantation à l'étude, 9 marques d'intérêt, 3 visites organisées.

Objectifs 2022 :

- 30 offres en ligne à court terme
- 10 visites dans l'année et des implantations sur quelques biens prioritaires : campings, villages vacances, hôtellerie, insolite.
- Développement des partenariats avec les territoires pour la suite de la mission (financements, recherche de foncier, etc.).

- Qualifier l'offre :

- Démarche **Qualité Tourisme** pour les campings, sites de visites et activités sport loisirs : **objectif 5 à 10 audits externes en 2022 (donc 4 renouvellements) et 2 audits blancs**
- **80 classements de meublés** (75 classements réalisés en 2021)
- **8 à 10 labellisations Tourisme & Handicap**
- **Lancement du label Accueil Vélo autour de la Véloroute 87 « La Vagabonde »** : 5 labellisations en 2022.

A noter qu'en 2021, ce sont plus de 220 actions collectives et individuelles d'accompagnement qui ont été réalisées par Corrèze Tourisme pour plus de 550 prestataires touchés en cumulé.

Ressources affectées par Corrèze Tourisme au dispositif :

Ressources humaines : 5,85 ETP

Budget prévisionnel : 366K€ dont 75% RH et 25% actions

Axe 2 : Être mieux présent sur l'ensemble du parcours client :

Référence projet ambition tourisme : Actions 5 à 9

Objectifs :

- asseoir la notoriété de la destination auprès de nos clientèles cibles (familles, sportifs, découvreurs) et se démarquer dans la communication pléthorique des destinations sur le marché français,
- booster la consommation touristique,
- faire des corréziens les 1ers ambassadeurs et prescripteurs de la destination.

-Favoriser la consommation locale et faire des corréziens les ambassadeurs de la destination :

- o Améliorer la diffusion de l'information sur le territoire : reconduction du **partenariat avec le P'tit Corrézien pour la promotion de l'offre à destination des familles avec enfants**. L'objectif est de toucher les personnes qui ne se rendent pas en office de tourisme et dans les hébergements marchands (résidents secondaires, habitants, touristes hébergés chez la famille et les amis, etc.) par la diffusion dans les commerces de proximité.
- o **Origine Corrèze** : favoriser la mise en relation avec les offices de tourisme et boutiques touristiques avec les entreprises marquées pour un développement des points de vente + participer au développement du réseau des Bistrots Origine Corrèze.
- o **Développer la fréquentation des sites de visites corréziens par les scolaires de proximité** : réédition de la brochure à destination des écoles fin 2022.
- o **Fédérer les ambassadeurs de la destination** : fédérer les ambassadeurs de la Corrèze que sont les instagramers, les animateurs de groupes facebook dédiés à la Corrèze, etc. pour développer les liens avec eux, leur permettre de relayer les campagnes de communication départementales, etc.

-Mieux toucher les clientèles en séjour, booster la consommation et fidéliser :

- o **Plateforme de vente en ligne** : en partenariat avec les OT, inciter les restaurateurs à s'équiper de la place de marché pour la réservation de tables, multiplier les occasions d'achat en proposant la **réservation** sur le site de Corrèze Tourisme, des offices de tourisme, des événementiels, etc. Pour rappel, en 2021, 2.4M€ de ventes ont été réalisées sur la plateforme (+54%/2020).

- o **Campagnes marketing ciblées pour susciter les réservations** : en 2022, en partenariat avec les filières, ce sont a minima 6 campagnes de communication qui vont être lancées sur les réseaux sociaux pour booster les ventes (en partenariat avec les têtes de réseaux départementales) :
 - En amont de la saison : Gîtes de France, Hôtellerie, Camping,
 - Pendant la saison : Sites étonnants, Corrèze en Famille, restaurants.

- o **Changement de Système d'Information Touristique** avec une migration du LEI vers TOURINSOFT. Ce projet mené en partenariat étroit avec le CRT et les Offices de Tourisme qui sont les 1ers contributeurs et usagers de cet outil qui permet de collecter et valorisation l'information touristique. L'enjeu de cette migration est pluriel :
 - Garder une maîtrise institutionnelle de la donnée touristique,
 - Maîtriser les coûts,
 - Disposer d'un outil adapté aux besoins et permettant d'aller plus loin dans la gestion de la relation client, l'observation, etc.

Ce projet va mobiliser des RH à hauteur de 0.5 ETP sur l'année 2022.

- o **Commercialisation séjours groupes** : fortement impacté par la crise sanitaire le service commercial groupes a réalisé en 2021 un chiffre d'affaires de 200 K€ L'objectif fixé pour 2022 est donc de diversifier la clientèle en proposant des séjours groupe sport nature (rando et cyclo), de continuer de travailler les cibles traditionnelles (jeunes, voitures anciennes, groupes séniors) pour réaliser 400 K€ de chiffre d'affaires. Pour mémoire, en 2019, le chiffre d'affaires du service commercial était de 700 K€.

-Travailler la notoriété et la visibilité de la Corrèze par un plan de promotion multi-canal partagé :

2022 – Une continuité de la Campagne Corrèze Secrète

L'enjeu est, en capitalisant sur les bons résultats obtenus en 2021 (2 trophées de la communication, des retours presse et clients très positifs), de continuer à faire exister la destination dans la communication pléthorique et assez classique des destinations sur le marché français.

La campagne 2022 doit permettre de toucher le cœur de cible de la destination : les découvreurs ; ces urbains qui sont à la recherche d'évasion loin des foules, d'immersion loin des points d'intérêt touristiques habituels, hors des sentiers battus, en attente d'une consommation responsable, solidaire et porteuse de sens.

Pour émerger, la Corrèze doit montrer qu'elle est cette destination encore secrète et privilégiée, faite de lieux insolites. La campagne de promotion proposée est la continuité de celle menée en 2021. Elle met en avant des lieux emblématiques et époustouffants de la Corrèze via des codes non publicitaires, au travers d'une campagne décalée où la destination, sous la signature « la Corrèze. Gardons la secrète » se masque volontairement.

-Un plan média ambitieux :

- o Une **campagne TV segmentée et Replay**:
 - 2 vagues de 2 à 3 semaines en avril/mai/juin ;
 - Cibles : urbains – familles – seniors – revenus moyens – en recherche de déconnexion ;
 - Géolocalisation : France entière pour le replay – IDF/Gironde/HG/Rhône pour la TV segmentée ;
 - Puissance : 2,3M d'impressions a minima ;
 - Partenaires : CRT Nouvelle Aquitaine – OT Terres de Corrèze – OT de Tulle – OT Haute Corrèze – Gîtes de France Corrèze.
- o Une **déclinaison sur les réseaux sociaux Facebook et Instagram**.
- o Une **déclinaison sur le web** avec un jeu concours permettant de gagner des séjours => objectif de fréquentation du site + développement de la base contact.
- o Des **accueils d'influenceurs** sont prévus en complément en partenariat avec le CRT et les OT.

-Mais aussi :

- o **Relations presse** : l'année 2021 a été particulièrement riche en termes de visibilité, **360 diffusions ou parutions (contre 250 en 2020) et un équivalent en valeur publicitaire de 7,6 M€ (7,3 M€ en 2020)** mettant en avant les atouts touristiques de la destination. L'année 2022 doit permettre de poursuivre cette stratégie offensive de visibilité de la destination.
- o **La gestion des réseaux sociaux** : avec **125 000 fans sur Facebook (+2%/2021) et 25 000 abonnés sur Instagram (+32%/2021 – objectif 2021 atteint) sur Instagram**, les réseaux sociaux constituent une belle vitrine de visibilité et de notoriété pour la Corrèze (33M de vues des publications en 2021). Au-delà des campagnes de promotion annuelles, Corrèze Tourisme poursuit son action récurrente sur les réseaux sociaux. **L'objectif est de rajeunir la communauté en poursuivant l'accent sur le développement d'Instagram avec 30 à 35 000 abonnés fin 2022.**
- o **Optimisation du site web** : Le site web est la vitrine de la destination avec 1,3M de visites en 2021 (+4%/2020 - +26%/2019). Les optimisations 2022 doivent permettre d'immerger le visiteur dans la destination en lui racontant une histoire et ainsi d'améliorer le référencement naturel. Cela va passer par une poursuite de la production d'articles dans le Mag, par l'éditorialisation des contenus et de la version mobile. **L'objectif est de gagner 15% de visites supplémentaires.**
- o **Salons** : Une présence à Bordeaux Fête le vin en juin, en partenariat avec le CD et avec les OT est envisagée.

2022 - La Corrèze, destination sport nature :

Pour positionner la Corrèze en tant que destination "nature", il est primordial que la destination soit présente là où le randonneur et le sportif (pêcheur, traileur, etc.) s'informent. Aujourd'hui les canaux sont variés et l'enjeu est d'être visible au maximum. Le plan d'actions 2022 prévoit donc :

- **Salons** : participation au **Salon du Randonneur de Lyon** fin mars en partenariat avec La Dordogne de Villages en Barrages, la Fédération HPA, l'OT Haute-Corrèze. Présence sur les **Salons Trails** de La Rochelle, de Millau et éventuellement la Sté-Lyon ;
- www.correzerando.com : **développement de nouvelles fonctionnalités** qui permettront aux randonneurs de sélectionner les itinéraires en fonction de leurs aspirations (ombragé, présence de l'eau, etc.). Le site Corrèze Rando a connu une très belle progression de sa fréquentation en 2021 (154 K visites soit +52%/2020). L'objectif est de poursuivre cette croissance pour atteindre entre 200 et 250 K visites en 2022 ;
- **Mise en place des 1ères actions de valorisation marketing de la Véloroute 87 – La Vagabonde à l'échelle nationale.** Cette véloroute a fait l'objet d'une étude marketing en 2021 portée collectivement par les 5 départements traversés (03,23,19,46,82). Cela permet cette année de poser les 1ères bases d'une valorisation marketing de l'itinéraire : mise en ligne sur le site référence France Vélo Tourisme – réalisation de roadbook et de reportages photos ;
- **Appui au Comité départemental Fédération Française de Vélo dans la structuration et la valorisation du Tour de Corrèze à VTT « La Corrézienne VTT » ;**
- **Poursuite de la promotion et valorisation du topoguide départemental « 25 Belles balades en Corrèze »** et de son application dédiée coédités par Belles Balades Editions et la Fédération Française de Randonnée : une **belle visibilité de la Corrèze dans les librairies et magasins spécialisés** ;
- **Relations presse et influenceurs** : accueil de journalistes, productions de contenu par des influenceurs ;
- **Partenariats de promotion avec des sites et appli qui font référence** : Cirkwi, Outdoor Active, Terra Aventura, Niv'Eau ;
- **Production de séjours cyclo et rando à destination des groupes.**

Ces filières nécessitent également un travail en profondeur sur la structuration de l'offre : Partenariat avec les porteurs d'itinérance (Dordogne de Villages en barrages, CDRP, etc.), participation au **comité d'itinéraire de La Vagabonde**, participation au côté du Conseil Départemental à l'actualisation du projet cyclable départemental.

2022 – Marchés internationaux :

La reprise progressive du tourisme international permet de relancer les actions vers ces cibles. L'objectif sera double :

-Pour toucher les marchés étrangers, la destination Corrèze s'associe avec ses voisins du Lot et de la Dordogne, leurs OT et le CRT Nouvelle Aquitaine (mutualisation de budgets et de RH). L'objectif est de mettre en place, au travers d'un nouveau contrat de destination soutenu par Atout France, un plan d'actions global pour toucher les clientèles Belges, Néerlandaises et Britanniques. L'année 2022 sera consacrée à l'élaboration de la stratégie et de la gouvernance ; la mise en œuvre des 1ères actions opérationnelles est attendue en fin d'année.

-Maintien dans l'attente de la mise en route du contrat de destination du plan d'actions partagé autour de l'aéroport de Brive-Vallée de la Dordogne, un lien avec la clientèle britannique, notamment au travers d'actions sur les réseaux sociaux et la presse.

Ressources affectées par Corrèze Tourisme au dispositif :

Volet promotion :

Ressources humaines : 4.85 ETP

Budget prévisionnel : 523 K€ dont 49% RH.

Volet commercial :

Ressources humaines : 1,8 ETP

Budget prévisionnel : 482 € dont 18% RH.

Axe 3 : Piloter le projet stratégique et créer la synergie par une gouvernance partagée

Référence projet ambition tourisme : Actions 10 à 11

Objectifs :

- mobiliser l'ensemble des acteurs autour du projet stratégique pour en maximiser les effets,
- affirmer le rôle fédérateur du département et de son bras armé Corrèze Tourisme en matière de développement touristique tout en prenant en compte les stratégies de ses partenaires.

Le plan d'actions 2022 sera orienté sur 2 volets principaux :

- o **Modernisation 4.0 de Corrèze Tourisme et développement de l'offre de service :**
 - o **Investissement dans la modernisation des outils internes** et collaboratif : en particulier le Système d'Information Tourisme, le pilotage financier.
 - o **Formation** : Système d'Information Touristique, etc.
 - o **Organisation interne** : Poursuite de l'installation du travail en mode projet au sein de la structure.

- Révision du modèle économique pour développer plus de projets au service des professionnels et améliorer la visibilité de la destination :
 - Mise en place de nouveaux services : régie pub, nouveaux dispositifs de promotion
 - Des services à haute valeur ajoutée payants : audits, études, observation, accompagnements individuels
 - ⇒ Objectif d'atteindre 125 K€ de recettes (hors subvention CD et hors service commercial) = +50%/202 – x3 à 4/2019.

- Développement des partenariats avec les opérateurs du territoire autour d'une stratégie partagée :
 - Comité des directeurs avec les 6 offices de tourisme corréziens : Ce comité a pour rôle de proposer et mettre en œuvre le plan d'actions partagé. 3 axes prioritaires ont été identifiés pour 2020-2022 : La mise en place des observatoires locaux, le déploiement d'une offre de services concertée (outils, accompagnements collectifs et individuels) et la mise en place d'un plan de promotion partagé auprès des cibles affinitaires et des bassins de proximité. Des groupes de travail sont mis en œuvre au sein des équipes pour faire avancer les dossiers : Réseaux sociaux, observation, accompagnement des professionnels, GRC, etc.
 - Partenariat avec la CCI : accompagnement des projets de développement, accompagnement du club hôtelier, convention avec l'INISUP pour la mise en place d'un programme de formations adapté aux besoins des prestataires touristiques, mise en œuvre du plan marketing pêche.
 - Un lien étroit avec le Conseil départemental : points d'étape mensuels avec le directeur général des services, participation aux CODIR,
 - Des rencontres régulières avec les têtes de réseaux : partenariat, réunions d'information, formations, etc.
 - Une évaluation des actions mises en œuvre et bilan collectif
 - Une stratégie de communication corporate plus offensive visant à mieux diffuser l'offre de services et les résultats obtenus par Corrèze Tourisme sur le territoire et ainsi à asseoir son positionnement de bras armé de la politique touristique départementale. En 2022, un catalogue de services sera édité et diffusé aux acteurs du tourisme corréziens.

Ressources affectées par Corrèze Tourisme au Pilotage et charges de fonctionnement générales :

Ressources humaines : 2,3 ETP.

Budget prévisionnel : 260 K€ dont 42% RH.

ARTICLE 3 – SUBVENTIONS DEPARTEMENTALES

Pour l'ensemble des missions de service public exercées ci-dessus, il est octroyé à Corrèze Tourisme **une subvention d'un montant total de 1 161 000€ se décomposant comme suit :**

- 1) 898 000 € au titre du partenariat touristique pour assurer la mise en œuvre du plan d'actions 2022 détaillé dans la présente convention.
- 2) 213 000 € couvrant les frais de mise à disposition des 4 agents du Département auprès de Corrèze Tourisme.
- 3) 50 000€ pour couvrir les dépenses d'investissement de Corrèze Tourisme.

Ces subventions du Département seront versées selon les modalités suivantes :

- Enveloppe 1) :
 - Versement d'un acompte de 50% à la signature de la présente convention,
 - Versement du solde avant la fin de l'année civile en cours sur présentation du bilan des actions menées.
- Enveloppe 2) :
 - Versement en fin de chaque trimestre sur présentation des avis des sommes à payer édités par la paie départementale.
- Enveloppe 3) :
 - Versement sur présentation des factures TTC acquittées dans l'année 2022. La subvention sera de 80% du montant de la facture. Plusieurs versements pourront être réalisés jusqu'à hauteur de 50 000 € maximum.

Corrèze Tourisme s'engage à employer les subventions accordées pour la réalisation des actions prévues dans la convention et s'interdit toute redistribution de la subvention.

ARTICLE 4 - AUTRES MOYENS MIS A DISPOSITION

Le Département met à disposition de Corrèze Tourisme à titre gratuit des locaux situés à la Maison du Tourisme - 45 quai Aristide Briand à Tulle. Une convention spécifique est prévue à cet effet.

Corrèze Tourisme a accès à la réservation de salles du Département.

Corrèze Tourisme bénéficie du réseau informatique administré par le Département. Par ailleurs, le Département fournit gratuitement l'équipement et les applications/logiciels informatiques et téléphoniques (installation et renouvellement) des agents du Département mis à disposition de Corrèze Tourisme selon les mêmes dispositions que celles applicables aux services de la collectivité. Ils ont également accès à la flotte de véhicule du Département.

Hors personnel mis à disposition, le service système d'information du Département peut être amené à réaliser plusieurs types de prestations à titre gratuit :

- Installation et maintenance de l'outil informatique acquis par « Corrèze Tourisme » sous réserve que les achats soient décidés en concertation.
- Installation d'applications et de logiciels spécifiques aux besoins de « Corrèze Tourisme » et financés par elle.

Les salariés de Corrèze Tourisme bénéficient de la possibilité d'accéder ponctuellement à la flotte des véhicules du Département.

ARTICLE 5 – SUIVI DE LA CONVENTION

En dehors des obligations fiscales et légales, Corrèze Tourisme devra fournir un document comptable dûment validé par son expert-comptable comportant les éléments destinés à faciliter le contrôle de l'utilisation des subventions accordées.

Corrèze Tourisme et le Département organisent, sur l'initiative de l'un ou de l'autre des signataires, au moins une fois par an, une réunion d'information et de travail sur l'application de la présente convention.

Corrèze Tourisme devra informer le Département de toute demande de subvention déposée auprès de structures tiers. Ces aides devront être intégrées dans le budget de l'exercice.

Le Département pourra procéder à tout contrôle ou investigation qu'il jugerait utile, tant directement que par des personnes ou organismes dûment mandatés par lui, pour s'assurer du respect de ses engagements vis à vis du Département, tels que définis dans la présente convention.

ARTICLE 6 – MODIFICATIONS STATUTAIRES

Corrèze Tourisme s'engage à informer le Département de toute modification intervenant en matière statutaire.

ARTICLE 7 – DUREE

La présente convention est conclue pour l'année civile et prendra fin le 31 décembre 2022.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Tulle, le 8 avril 2022

Agnès AUDEGUIL

Pascal COSTE

Présidente de Corrèze Tourisme

Président du Département

Réunion du 8 avril 2022

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission de la Cohésion Territoriale

OBJET

DEVELOPPEMENT ET ATTRACTIVITE DES TERRITOIRES 2022

RAPPORT

Les années 2020 et 2021 resteront particulières dans nos mémoires. Le contexte sanitaire a engendré des difficultés économiques et sociales dans nombreux secteurs, comme le tourisme, la culture, les hébergements, la restauration, les transports... Cette situation a aussi permis de mettre en avant la capacité de chacun à s'adapter, de développer des initiatives, d'engendrer des actions de solidarité en faveur des aînés et des plus démunis. C'est aussi de nouveaux modes de vie qui ont été repensés et générant la recherche de territoires d'accueil où le lien social apparaît plus prégnant.

Face à l'impact de cette crise, nos politiques menées depuis 2015 pour conforter l'attractivité de notre territoire répondent aux besoins exprimés par les citoyens, les entreprises et les collectivités publiques. Ce que l'on pensait être un épisode s'est inscrit dans la durée et nous a demandé chaque jour de nous adapter. Notre collectivité a su être réactive et s'adapter rapidement pour rendre encore plus attractif notre territoire.

Développer l'économie, le tourisme, l'aide à la personne revient à capter de nouvelles familles et de nouveaux actifs qui pourront s'installer dans notre département. Toutes les actions menées doivent se définir dans une approche globale de l'attractivité, de l'accueil et doivent aussi tenir compte du nouvel engouement des citadins pour les territoires ruraux. Le Département peut faciliter et fédérer en mobilisant tous les partenaires. Dans ce sens, en 2019, le dispositif "Origine Corrèze" a été lancé afin de faire la promotion de nos savoirs faire et de renforcer l'attractivité de la Corrèze.

Afin de poursuivre cette dynamique pour attirer de nouveaux arrivants, de nouvelles compétences, une première campagne de communication et d'accueil de candidats a été organisée en 2021. Ce fut l'occasion de présenter la Corrèze sous tous ses aspects et de présenter un ensemble de services d'accompagnement à l'installation via "une Conciergerie".

Cependant, il ne faut pas oublier le maintien de l'existant. Les manifestations et les événements, habituellement organisés pour animer notre département et mettre en avant nos savoirs faire, ne se sont pas tous tenus. L'impact est à la fois social et économique. Nous nous devons de répondre présent pour la reprise de ces activités et ainsi soutenir les structures organisatrices.

Le maintien de cette attractivité passe aussi par la valorisation de notre économie et le soutien de ses acteurs. Le partenariat avec les chambres consulaires demeure essentiel pour mettre en avant nos atouts. C'est pourquoi la reconduction des conventions et notre soutien aux actions engagées sont proposés dans ce rapport.

Pour 2022, le Département, en respect de ses engagements passés, souhaite poursuivre ses efforts en faveur de l'attractivité de son territoire.

I – RENFORCER L'ATTRACTIVITE DE LA CORREZE

Promotion du territoire

À l'heure d'une société mondialisée, les territoires doivent prendre la parole pour se distinguer, se caractériser et se développer.

Dans le cadre d'un large partenariat, le Département a pris l'initiative de fédérer les énergies de toutes celles et ceux qui souhaitent faire rayonner la Corrèze dans une démarche globale et collective de promotion.

Parmi les priorités d'actions arrêtées figurent :

- le développement et la structuration de la Marque territoriale "Origine Corrèze" et la présence renforcée de ses représentants sur de grandes manifestations ou salons d'envergure,
- le poursuite d'une campagne de promotion et de prospection visant à faire connaître notre territoire auprès des habitants des grandes métropoles en recherche de mobilité régionale, à attirer des habitants et des compétences et à faciliter leur installation.

A) ORIGINE CORREZE : Une démarche concertée et valorisante

Retour sur un démarrage récent. Ces dernières années, un travail a été engagé pour renforcer l'attractivité de la Corrèze et marquer notre territoire : il s'est traduit notamment fin 2019 par la mise en place du dispositif de marque produits et savoir-faire "Origine Corrèze" qui a pour objectif de promouvoir les productions locales, valoriser le territoire et conforter l'emploi.

À date et après 9 Comités d'agrément, plus de 840 produits et activités sont déjà référencés et un réseau de 209 entreprises de toute taille et de toute nature a été constitué.

Ces produits et savoir-faire sont réunis en 10 grandes catégories : alimentation, boissons, bien-être/cosmétiques, production/innovation, loisirs/édition, objets utilitaires/hygiène, artisanat/décoration, accessoires/mode, ameublement et bricolage/jardinage.

Les confinements successifs et la mise en sommeil des manifestations auront aussi accéléré la construction et la structuration de l'appui et de l'offre de services aux membres du réseau qui se traduit désormais par :

- Un site internet de présentation,
- Un kit de communication (reportages photos, vidéos, rédactionnel de présentation),
- L'ouverture vers de nouveaux points de vente en Corrèze,
- L'accès à des ateliers du numérique : aide au montage de site, appréhension des réseaux sociaux...,
- La possibilité d'actions collectives de promotion au national (Salons, Foires, Boutiques éphémères),
- Les services d'une boutique en ligne (e-shop).

Bilan 2021

Le prolongement de la crise du COVID en 2021 a freiné les présences extérieures encouragées par le Département pour les représentants de la Marque.

Toutefois, un certain nombre de rendez-vous ont pu être maintenus ou initiés.

On peut citer notamment hors Corrèze :

- Le premier Marché "Origine Corrèze" à Paris 9^{ème} en février avec 26 exposants producteurs et artisans ;
- Le Salon du Made in France à Paris Porte de Versailles en novembre avec une délégation de 11 entreprises et créateurs ;
- Le Salon de la Gastronomie du Jura Régali Expo avec 11 producteurs et artisans et la Corrèze Invitée d'honneur ;
- Une Boutique éphémère à la Maison de la Nouvelle-Aquitaine avec 18 jours d'exposition-vente en plein cœur de Paris pour les 130 références proposées par 25 producteurs en vente directe sur le mois de novembre.

En Corrèze, un travail a été mené sur cette période pour développer des points de vente dans les enseignes existantes désormais plus d'une vingtaine et inscrire encore davantage les représentants de la Marque dans la vie locale au travers de salons du circuit-court, de boutiques éphémères ou de marchés de Noël par exemple.

Perspectives 2022

L'année 2022 doit permettre d'élargir encore le nombre d'utilisateurs de la marque et de l'ouvrir à d'autres activités. L'objectif étant d'atteindre les 500 d'ici la fin de la mandature.

Après deux ans et demi d'activité et un intérêt manifeste toujours important, la perspective d'Assises "Origine Corrèze" est à envisager cette année.

Ces Assises seront l'occasion de réunir l'ensemble des acteurs de la Marque : Adhérents, Chambres économiques et organisations professionnelles. Pour se requestionner, échanger, voir où sont les nouvelles attentes et créer du lien tout simplement.

Le Comité d'Agrément, constitué des trois collèges syndicats professionnels, chambres économiques et élus départementaux, continuera d'examiner les dossiers de candidature à l'utilisation de la marque, animera le réseau des bénéficiaires, développera le lien entre les membres, élaborera et mettra en œuvre les plans de promotion de la marque et veillera au respect des engagements de la part des membres titulaires.

Parmi les priorités d'action figure également la création d'un Label Bistrot "Origine Corrèze".

Cette initiative qui vise à contribuer au maintien et à l'animation du tissu économique et social en milieu rural notamment et à la promotion des produits locaux et des plats du terroir, s'inscrit dans la continuité de la dynamique enclenchée avec la Marque "Origine Corrèze" et en est sa déclinaison pour les cafés-restaurants.

Les services du Département, les chambres consulaires et les organisations professionnelles de la restauration travaillent sur un concept et élaborent un cahier des charges.

L'information vers les responsables d'établissement sera à programmer et suite aux premières candidatures déposées, la labellisation des premiers Bistrots devrait intervenir ces prochains mois.

Parallèlement le retour à la normale des conditions sanitaires devrait permettre d'envisager une présence de délégations de représentants sur une dizaine de manifestations importantes tout au long de l'année en région, au national et à l'international.

À titre d'exemple, la Corrèze a connu un beau succès auprès du Public en s'inscrivant le mois dernier dans l'édition dite des "Retrouvailles" du Salon International de l'Agriculture de Paris avec un groupe de Producteurs et une Boutique collective "Origine Corrèze", vitrine de 25 représentants.

2022 doit aussi permettre de donner plus de visibilité aux productions Origine Corrèze sur le département. Tous les leviers seront mobilisés.

Pour mener à bien toutes ces actions, une enveloppe en fonctionnement de 290 000 € et une de 105 000 € en investissement sont réservées.

B) ATTRACTIVITE RESIDENTIELLE : de la notoriété globale aux installations en Corrèze

Le bon moment pour agir

Dans un contexte favorable et face à un phénomène important d'exode urbain, l'exécutif a engagé fin 2020 une campagne de notoriété et posé un dispositif pérenne de Conciergerie pour répondre aux questions et faciliter l'installation de nouveaux arrivants en Corrèze.

Cette démarche qui s'inscrit dans la durée a pour objectifs :

- de développer un flux continu de nouveaux arrivants,
- de répondre aux besoins en recrutement sur notre département pour assurer une économie dynamique et répondre aux besoins des corréziens (notamment dans le domaine de la santé)

Bilan 2021

L'enjeu majeur pour l'année 2021 a été de structurer la Conciergerie et le réseau d'acteurs associés : un interlocuteur unique et une mise en relation adaptée aux besoins des candidats à l'installation. Il était également primordial de faire connaître ce nouveau dispositif auprès du grand public.

De premières installations en Corrèze ont été confirmées dans l'année et ont permis :

- de s'appuyer rapidement sur des exemples de mobilité réussie pour aider d'autres candidats potentiels à se projeter,
- de soulever des problématiques transverses pour répondre aux besoins d'accueil de nouveaux arrivants : déficit de logements locatifs et en bon état, manque de moyens de garde des jeunes enfants, déficit de professionnels de santé, ...
- d'identifier la problématique de gestion du flux d'inscriptions consécutive à l'organisation d'événement hors département ou la communication média (par exemple, l'événement organisé du 16 au 18 novembre 2021 à la Maison de la Nouvelle-Aquitaine a conduit à 300 nouvelles demandes d'installation avec des degrés de pertinence aléatoire par rapport à nos besoins de territoire), et donc de recentrer la communication et les actions sur des « publics cibles »

Perspectives 2022

À l'issue de cette première année d'exercice, le bilan de la Conciergerie Corrèze Accueil fait état de 263 projets accompagnés dont 35 projets en cours de finalisation d'installation et 45 installations confirmées, soit près de 80 familles accueillies sur le département de la Corrèze.

Afin de pérenniser la cellule Corrèze Accueil et gagner en efficacité, l'année 2022 doit permettre de :

- de définir un schéma de communication automatique globale et massive pour répondre aux demandes d'installation des publics « non-cibles » : développement du site internet avec création de pages complémentaires d'information et des webinaires
- d'axer nos campagnes de communication et événementielle sur 3 cibles de public prioritaires pour répondre aux enjeux du territoire :
 - o Les métiers de la santé humaine et animale
 - o Les métiers de la rénovation énergétique
 - o Les métiers de l'accompagnement et de l'aide à la personne
- de prioriser l'accompagnement selon l'obtention d'un emploi sur le territoire en apportant un service gratuit aux entreprises pour accompagner leurs nouveaux collaborateurs « néo-corréziens »
- de soutenir les entreprises corrésiennes dans leur démarche de recrutement en organisant des événements dédiés à « l'installation en Corrèze »
- de soutenir les EPCI dans leur démarche d'attractivité en travaillant de façon collaborative, efficace, et en leur apportant notre soutien dans la réalisation d'outils de promotion.

Afin d'atteindre ces objectifs, il s'avère primordial de travailler de façon transverse avec l'ensemble des directions du Département en créant des « groupes projets » et en apportant des solutions bénéfiques aux néo-corréziens mais également aux corréziens.

Pour mener à bien ce travail, une enveloppe en fonctionnement de 70 000 € est réservée.

II - DEVELOPPEMENT ET ATTRACTIVITE ECONOMIQUE

A) LES CHAMBRES CONSULAIRES

- 1) *La Chambre du Commerce et de l'Industrie* déploiera son programme en faveur de la promotion, du développement des territoires et de la transmission des entreprises. Elle apportera un appui aux collectivités locales et aux entreprises de la Corrèze, portant sur cette année 2022 des actions permettant de participer plus particulièrement au processus d'accompagnement à l'installation de nouveaux arrivants en Corrèze et sur l'animation d'action en faveur de la sobriété énergétique des entreprises. Un montant de 100 000 €, identique à l'année dernière, est reconduit.

2) *La Chambre d'Agriculture* : une enveloppe de 145 000 € est inscrite pour poursuivre notre partenariat pour l'intervention et l'animation de la Chambre d'Agriculture sur le territoire corrézien.

Il s'agit aussi de porter des projets pour :

- L'approvisionnement local et les achats de proximité pour les professionnels de l'alimentaire,
- Le développement des usages numériques,
- L'accompagnement des agriculteurs en difficulté
- Le maintien de la production ovine sur le département.

La politique menée et l'enveloppe budgétaire réservée à la Chambre d'Agriculture sont présentées plus précisément dans le rapport transition écologique (n°2022.04.08/4605).

La convention avec la Chambre d'Agriculture sera soumise à l'approbation de la Commission Permanente lors de l'une de ses prochaines réunions.

B) PROMOTION DE L'AGRICULTURE

On recense en Corrèze un peu plus de 4 000 chefs d'exploitations et co-exploitants. La Corrèze reste une terre d'élevage puisque neuf exploitations sur dix sont concernées, mais une place est désormais faite aux cultures fruitières. La diversité s'installe au niveau départemental mais aussi au sein même de chaque exploitation. Cette nouvelle tendance représente une richesse pour notre territoire.

L'action du département en faveur de l'agriculture se décline aujourd'hui et depuis l'application de la loi NOTRe au travers de la politique d'attractivité du territoire d'une part et de celle de la Transition Écologique d'autre part.

1) *PLAN DE COMPETITIVITE ET D'ADAPTATION DES EXPLOITATIONS AGRICOLES (PCAE)*

La loi NOTRe confère aux régions la compétence exclusive en matière de développement économique, sous réserve des compétences que la loi attribue expressément aux autres collectivités territoriales et à leur groupement dans ce domaine.

Dans ce cadre, la Région établit un Schéma Régional de Développement Économique d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII), qui fixe le cadre et la coordination de ces différentes interventions.

Les Départements, de par leur rôle indéniable d'acteurs de proximité auprès des partenaires du monde agricole et forestier, peuvent compléter les aides régionales ou participer au fonctionnement des organismes des secteurs agricoles, forestiers, aquacole et de la pêche.

Dans le respect de la répartition des compétences, il s'agit d'établir un véritable partenariat entre la Région et les départements qui doivent œuvrer pour assurer la pérennité et le développement des exploitations agricoles, piscicoles et forestières, de leurs filières, et des entreprises agroalimentaires.

En 2019, le Département a conventionné pour 2 ans avec la Région Nouvelle-Aquitaine afin de soutenir les exploitations dans leurs programmes d'investissements. La convention a été prorogée pour 2021 et sera de nouveau prorogée prochainement pour 2022 et ce pour prendre en compte la période de transition pendant laquelle la réforme de la PAC (Politique Agricole Commune) est en phase de négociation.

En effet, la réforme de la PAC 2021-2027 a été lancée en 2018. La Commission Européenne avait voté trois textes en juin 2019, juste avant le scrutin des élections européennes : le rapport sur les plans stratégiques, le règlement horizontal et le rapport sur l'organisation commune de marché. Depuis ces textes ont fait l'objet de discussions et de négociations achevées en 2021, pour une entrée en vigueur de la nouvelle PAC en 2023. En attendant, les règles de la PAC actuelles ont donc été prolongées jusqu'à fin 2022.

Pour décliner cette politique Agricole au sein des États membres, les nouveaux règlements de la Commission Européenne prévoient que chaque État établisse un plan stratégique national qui comprenne :

- un diagnostic de la situation pour évaluer les besoins que la PAC doit satisfaire,
- une stratégie d'intervention avec des grandes orientations,
- une description des mesures à prendre,
- un budget,
- une description du système de gouvernance et de coordination.

Ce plan sera adopté par la Commission Européenne dont elle évaluera la cohérence et le contenu avant de l'adopter pour la période 2021-2027.

La Région Nouvelle-Aquitaine a donc mené en fin d'année 2020, une large concertation avec les chambres d'agriculture, les départements, les syndicats agricoles pour participer à la rédaction du Plan Stratégique National. Les Programmes de Développement Ruraux ne seront plus proposés par région et le Plan Stratégique National sera le nouveau référentiel pour la déclinaison des politiques agricoles.

Une Autorisation de Programme à hauteur de 900 000 € a été votée en septembre dernier pour la période de 2021 à 2027 pour permettre la mise en œuvre de la nouvelle politique agricole.

a) Aides ne mobilisant pas le FEADER

Le Département a la possibilité d'intervenir sur les dispositifs hors FEADER, pour les dossiers retenus dans un appel à projet régional, en plus du taux d'aide défini dans l'appel à projet.

En signant les avenants avec la Région en 2021, le Conseil Départemental de la Corrèze a affirmé sa volonté de consolider la création de valeur ajoutée sur les exploitations agricoles du département engagées dans des filières de production de qualité (production fermière, agriculture biologique, AOP, labels, etc.) et de mobiliser des aides supplémentaires dans ces domaines.

Notre département peut ainsi aider les investissements des exploitations dans le cadre de l'appel à projet de la Région "transformation à la ferme " mais aussi les investissements réalisés pour améliorer la qualité des productions engagées pour l'obtention de label ou d'AOC ou AOP et accompagner à la diversification et à l'adaptation au changement climatique sur les exploitations.

Le dispositif d'aide au titre des "**transformations à la ferme**" a été mis en œuvre dès la fin de l'année 2019. Pour l'année 2022, cet appel à projet régional est ré ouvert du 15 février 2022 au 31 mai 2022.

La Région intervient sur un taux de 30 % ce qui permet au Département d'intervenir à hauteur de 5 % (montant plafonné à 5 000 €) pour une aide maximale de 35 % (fiche d'aide jointe en annexe B).

b) Crédits mobilisés

Sur l'année 2021, **276 695 €** ont été payés pour les aides à l'agriculture dans le cadre du cofinancement sur les 3 dispositifs : PCAE CUMA (Coopérative d'Utilisation de Matériel en Commun), PCAE PME (Plan de Modernisation d'Élevage et PCAE Transformation et commercialisation à la ferme.

c) Dispositif d'accompagnement à la diversification et au changement climatique

Courant 2021, le Conseil Départemental a stoppé le cofinancement sur les dispositifs PCAE PME et PCAE CUMA, puisque le Département n'intervenait pas en supplément de la région Nouvelle-Aquitaine. Les enveloppes ont donc été orientées sur un nouveau dispositif financier d'accompagnement propre au Conseil Départemental en septembre 2021.

L'avenant n°2 de la convention avec la Région Nouvelle-Aquitaine permet au Conseil Départemental d'intervenir sur les exploitations agricoles dans le cadre de la mise en place de projets de diversification, et de la mise en place de productions à haute valeur ajoutée ou valeur ajoutée finie qui proposent une adaptation de l'exploitation aux conditions du changement climatique.

Les premiers dossiers seront soumis à l'avis de la Commission Permanente du mois de mai 2022.

En 2022 le Conseil Départemental souhaite ouvrir ce dispositif aux CUMAs pour l'achat de matériel d'occasion (Fiche d'aide jointe en annexe C).

Les dossiers seront réceptionnés dans la limite de l'enveloppe de 180 000 € dédiée à ce dispositif.

Sont prévus au budget 2022

Pour l'ensemble de ces dispositifs,

- 400 000 € de crédits de paiement au titre des dépenses d'investissement.

2) *LE PLAN « CORREZE SANTE ANIMALE »*

Le Département de la Corrèze a, en effet, été le premier à mobiliser la profession vétérinaire (conseil de l'ordre des vétérinaires, syndicat national des vétérinaires libéraux) et à saisir le Ministère de l'Agriculture et le Sénat de la problématique des déserts vétérinaires en territoire rural.

L'agriculture corrézienne est majoritairement une agriculture d'élevage. Sur un peu plus de 4 000 exploitations agricoles, plus de 90 % ont une activité d'élevage. Depuis quelques années, le nombre d'exploitations agricoles et le cheptel corrézien sont en diminution, mais de plus en plus d'agriculteurs font évoluer leurs pratiques d'élevage en s'orientant vers des productions qualitatives, d'excellence ou à valeur ajoutée finie : veau sous la mère, bœuf limousin, production fromagère.

Du fait de cette évolution, la demande en soins vétérinaires se maintient. Pour une production d'élevage de qualité, le suivi sanitaire et vétérinaire des animaux est en effet indispensable.

Notre collectivité a proposé de mettre en œuvre un plan ambitieux de lutte contre les déserts vétérinaires. La Loi a évolué fin 2020 pour permettre aux collectivités d'agir en ce sens.

La loi n°2020-1508 portant Diverses Dispositions d'Adaptation au Droit de l'Union Européenne en matière économique et financière du 03/12/2020, dite "loi DADDUE" offre ainsi aux Départements la possibilité d'intervenir pour apporter des aides aux vétérinaires afin de les inciter à s'installer ou à se maintenir sur notre territoire.

Le plan de lutte se décline en plusieurs axes et prévoit notamment :

- La mise en place d'un service de régulation et d'urgence : le SAVU 19,
- Des aides pour les étudiants,
- Des aides pour les praticiens qui souhaitent s'installer en Corrèze,
- Des aides à la création de maisons de santé vétérinaire,
- Une communication forte à l'attention des professionnels et des étudiants pour les inciter à venir en Corrèze.

Une autorisation de programme (AP) et deux autorisations d'engagement (AE) sont nécessaires pour porter les crédits ouverts pour ce plan sur une durée de 5 ans maximum.

- Une Autorisation de programme de 720 000 € en investissement pour financer les aides à l'installation et les créations de « Maisons de Santé Vétérinaire »,
- Une Autorisation d'engagement de 350 000 € permettra de financer pendant 3 ans (sur 4 exercices) le Service d'Aide Vétérinaire d'Urgence (SAVU 19),
- Une Autorisation d'engagement de 148 000 € pour les aides aux étudiants (sur 5 ans).

Sont prévus au budget 2022

Pour l'ensemble de ces dispositifs,

- 120 000 € de crédits de paiement au titre des dépenses d'investissement,
- 175 000 de crédits de paiement au titre des dépenses de fonctionnement.

3) *EVENEMENTIELS*

Au titre de la promotion des produits agricoles, une enveloppe de **181 700 €** (Annexe D à venir) est réservée pour accompagner toutes les opérations à caractère évènementiel dont les comices. Cette inscription permet au Conseil Départemental d'affirmer sa volonté d'apporter un soutien financier aux manifestations et concours ayant un impact départemental, régional ou national.

En 2021, quelques événements ont encore été annulés en raison de la crise sanitaire. Ce sont 147 150 € qui ont été mobilisés sur cette enveloppe.

Sont prévus au budget 2022

Pour l'ensemble de ce dispositif,

181 700 € de crédits de paiement au titre des dépenses de fonctionnement.

C) AIDES À L'ATTRACTIVITE ET AU DEVELOPPEMENT

Ces participations financières sont destinées, dans le cadre de l'attractivité et du développement du territoire, à l'attribution d'aides départementales (subventions et adhésions) en direction de divers associations et organismes (FDBTP, CAPEB, CGAD, MECANIC VALLEE, MACEO...).

Sont prévus au budget 2022

Pour ce dispositif,

12 000 € de crédits de paiement au titre des dépenses de fonctionnement.

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, je vous propose d'affecter les crédits de paiements selon les tableaux ci-dessous :

		BP 2021	CA 2021	BP 2022
ATTRACTIVITE ET PROMOTION DU TERRITOIRE		300 000 €	250 000,00 €	360 000 €
<i>Salons et opérations de promotion</i>		150 000 €	100 000,00 €	220 000,00 €
<i>La ferme à PARIS</i>		30 000 €	30 000,00 €	30 000,00 €
<i>Marque Corrèze</i>		30 000 €	30 000,00 €	30 000,00 €
<i>Boutiques éphémères Noël</i>		10 000 €	10 000,00 €	- €
<i>Cotisation Maison Nouvelle</i>		10 000 €	10 000,00 €	10 000,00 €
<i>Campagne - Attractivité Territoire</i>		70 000 €	70 000,00 €	70 000,00 €
Projet en lien avec Brive Festival et DJSC		30 000 €	30 000,00 €	30 000,00 €
EVENEMENTIELS VIE DES TERRITOIRES (=événementiels agricoles et comices)		181 700 €	169 753,00 €	181 700 €
DIVERSES ADHESIONS		7 500 €	7 500,00 €	7 500 €
SUBVENTIONS SYNDICATS		4 200 €	4 200,00 €	4 500 €
DESERTS VETERINAIRES				175 000 €
CCI		130 000 €	130 000,00 €	100 000 €
SOUTIEN CHAMBRE CONSULAIRE		145 000 €	145 000,00 €	145 000 €
Total DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		798 400 €	736 453,00 €	1 003 700 €
ATTRACTIVITE ET PROMOTION DU TERRITOIRE		- €	- €	- €
Total RECETTES DE FONCTIONNEMENT		- €	- €	- €
AGRICULTURE - CONVENTIONNEMENT REGION		400 000 €	276 695,77 €	400 000 €
DESERTS VETERINAIRES				120 000 €
ATTRACTIVITE ET PROMOTION DU TERRITOIRE		10 000 €	2 796,00 €	105 000 €
SOUTIEN AUX PROJETS				350 000 €
Total DEPENSES D'INVESTISSEMENT		410 000 €	279 491,77 €	975 000 €
Néant				
Total RECETTES D'INVESTISSEMENT		- €	- €	- €

En résumé :

	Crédits de paiements 2022 DEPENSES	Crédits de paiements 2022 RECETTES
FONCTIONNEMENT	1 003 700 €	0 €
INVESTISSEMENT	975 000 €	0 €
TOTAL	1 978 700 €	0 €

Pour mémoire au titre de 2022, les engagements au titre de la politique qui vient de vous être exposée dans le présent rapport seront effectués sur les enveloppes suivantes :

DEPENSES CODES	Libellés
P034E01	PROMOTION MARQUE CORREZE ET ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE / D
P034E02	ATTRACTIVITE ET PROMOTION DU TERRITOIRE - FONC / D
P034E03	ATTRACTIVITE ET PROMOTION DU TERRITOIRE – INV / D
P172E06	SOUTIEN CHAMBRE AGRICULTURE / D
P173E01	SUBVENTION CCI / D
P183E01	AGRICULTURE - CONVENTIONNEMENT REGION / 2017-2021
P183EE02	AGRICULTURE PROGRAMMATION / 2021-2027 D
P184E01	ADHESIONS DIVERSES / D
P184E03	EVENEMENTIELS VIE DES TERRITOIRES / D
P184E04	ORGANISATIONS SYNDICALES ET AUTRES ASSOCIATIONS /D
P001E01	PLAN CORREZE SANTE ANIMALE : SUBVENTION 2022-2026/D
P001E02	PLAN CORREZE SANTE ANIMALE : FONCTIONNEMENT / D

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

DEVELOPPEMENT ET ATTRACTIVITE DES TERRITOIRES 2022

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2022.04.08/307 en date du 8 avril 2022, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Monsieur Franck PEYRET, Rapporteur,

DÉLIBÈRE

Article 1^{er} : est décidée l'affectation des crédits de paiements suivants au titre de la politique développement et attractivité des territoires 2022 :

	Crédits de paiement 2022 DÉPENSES	Crédits de paiement 2022 RECETTES
FONCTIONNEMENT	1 003 700 €	0 €
T		
INVESTISSEMENT	975 000 €	0 €
TOTAL	1 978 700 €	0 €

Article 2 : est approuvée telle qu'elle figure en annexe à la présente délibération la convention suivante :

- ✓ **Annexe A** : Convention entre le Département et la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Corrèze.

Article 3 : au titre du Plan « CORREZE SANTE ANIMALE », sont votées les Autorisations d'Engagement (AE) et les Autorisations de Programme (AP) suivantes :

Désignation : CORREZE SANTE ANIMALE – MAISONS DE SANTE VETERINAIRES ET AIDES À L'INSTALLATION

Catégorie : AP de dépense à affectation pluriannuelle

Montant : 720 000 €

Période d'affectation : 2022 / 2027

Désignation : CORREZE SANTE ANIMALE – SAVU 19

Catégorie : AE de dépense à affectation pluriannuelle

Montant : 350 000 €

Période d'affectation : 2022 / 2025

Désignation : CORREZE SANTE ANIMALE – AIDES AUX ETUDIANTS

Catégorie : AE de dépense à affectation pluriannuelle

Montant : 148 000 €

Période d'affectation: 2022 / 2027

Article 4 : sont approuvées telles quelles figurent en annexe à la présente délibération les fiches critères suivantes :

- ✓ **Annexe B** : « Aide aux investissements / transformation et commercialisation de produits agricoles »,
- ✓ **Annexe C** : « Dispositif d'accompagnement à la mise en place de production de diversification et d'adaptation au changement climatique sur les exploitations agricoles ».

Article 5 : est approuvée la liste des subventions attribuées pour l'année 2022 en annexe D à la présente délibération (Annexe à venir).

Imputations budgétaires :

Les dépenses correspondantes seront imputées sur le Budget Départemental :

- Section Investissement, Article fonctionnel 907.4
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 937.4
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 937.74
- Section Investissement, Article fonctionnel 919.928.

Adopté, à main levée, à l'unanimité.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant

de L'État le : 12 avril 2022

Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20220408-4725-DE-1-1

Affiché le : 12 avril 2022

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL



L'an deux mille vingt-deux et le huit avril, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :

Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Madame Valérie TAURISSON, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Madame Patricia BUISSON, Monsieur Franck PEYRET, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Audrey BARTOUT, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Jean-Jacques LAUGA, Monsieur Philippe LESCURE, Madame Marilou PADILLA-RATELADE, Madame Rosine ROBINET, Monsieur Gérard SOLER, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Julien BOUNIE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Madame Claude CHIRAC, Monsieur Bernard COMBES, Madame Jacqueline CORNELISSEN, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Monsieur Sébastien DUCHAMP, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Didier MARSALÉIX, Madame Frédérique MEUNIER, Madame Annick TAYSSE, Madame Sonia TROYA, Madame Stéphanie VALLÉE, Madame Marie-Laure VIDAL, Monsieur Eric ZIOLO

Pouvoir :

Monsieur Anthony MONTEIL à Madame Stéphanie VALLÉE

Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.



CONVENTION DE PARTENARIAT

Année 2022

Entre :

Le Conseil Départemental de la Corrèze,
représenté par son Président Monsieur Pascal COSTE
dûment habilité par décision du Conseil Départemental
en date du 8 avril 2022

Ci-après dénommé le Département,

et :

La Chambre de Commerce et d'Industrie de la CORREZE
sise Maison du Pôle Bois - Avenue du Docteur Schweitzer - CS50030 -
19000 TULLE -
représentée par sa Présidente Madame Françoise CAYRE

Ci-après dénommée la CCI de la Corrèze,

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Les conventions tripartites entre le CONSEIL DEPARTEMENTAL, les EPCI et les consulaires, dénommées GUICHET UNIQUE ont pour objectif de renforcer le partenariat étroit entre les acteurs économiques, en premier lieu les EPCI, les Chambres Consulaires et le Département.

Ce partenariat permettra de répondre de manière coordonnée et réactive aux attendus des territoires dans le cadre d'une dynamique de travail mutualisée.

La CCI de la Corrèze apportera dans ces conventions l'ensemble des compétences nécessaires pour favoriser le développement économique de la Corrèze.

Dans ce cadre, la CCI de la Corrèze déploiera en 2022 un programme d'actions ciblées pour favoriser la cohésion territoriale, en privilégiant trois axes forts :

- Le développement de la filière TOURISME en Corrèze,
- Un déploiement cohérent de ses compétences et savoir-faire sur l'ensemble des territoires, privilégiant ainsi un équilibre territorial d'appuis aux collectivités locales et aux entreprises de la Corrèze,
- Des actions menées en partenariat étroit avec la Chambre d'Agriculture et la Chambre des Métiers et de l'Artisanat de la Corrèze.

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer le cadre du soutien financier apporté pour l'année 2022, par le Conseil Départemental de la CORREZE à la CCI de la Corrèze, sur la base d'un programme d'actions structurantes pour maintenir une cohésion de la promotion et du développement des territoires de la Corrèze.

ARTICLE 2 - CONTENU DU PROGRAMME D'ACTIONS

AXE n° 1 : LE DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE DE LA CORREZE

Le développement de la filière TOURISME en Corrèze nécessite un partenariat fort entre le Conseil Départemental et la CCI de la Corrèze afin de promouvoir de façon coordonnée les atouts et savoir-faire de nos territoires et des entreprises qui les composent.

Les champs d'intervention de la CCI de la Corrèze en faveur du développement touristique en Corrèze sont, en dehors de l'accompagnement direct aux entreprises, de 4 natures :

- Un appui au Club Hôteliers Restaurateurs de la Corrèze),
- Un accompagnement des projets de création et de développement des établissements touristiques.

- Le déploiement auprès des hébergements de la Corrèze du Label Pêche en étroite collaboration avec la fédération de la pêche et de l'ADT,
- La promotion des établissements labellisés « Maîtres Restaurateurs »,

L'Agence Départementale Corrèze Tourisme et la CCI entendent renforcer encore leur collaboration et dans ce cadre, en 2022, les 2 structures proposent une offre de service en commun et un plan de formation adapté aux professionnels du Tourisme ; elles s'attachent également à collaborer pour accompagner les entreprises du tourisme dans la gestion de la crise sanitaire et dans leur développement. La CCI et Corrèze Tourisme collaborent également spécifiquement sur le volet de la prospection d'investisseurs touristiques. Ces actions pourront faire l'objet d'une contractualisation spécifique portant sur 3 volets :

- **Proposer une offre de services en commun avec Corrèze Tourisme**

Afin de proposer un parcours global, lisible et coordonné de professionnalisation aux acteurs du tourisme, Corrèze Tourisme a proposé aux acteurs institutionnels de travailler à la mise en place d'une gamme de services concertée et adaptée aux problématiques que rencontrent les professionnels.

La CCI s'intègre pleinement dans cette réflexion.

Ce parcours comprend plusieurs types de dispositifs : des accompagnements collectifs, des outils mis à disposition, des accompagnements individuels.

Une réflexion devra être menée sur la complémentarité des observatoires de Corrèze Tourisme et de la CCI et sur les partenariats possibles dans la production d'études.

- **Élaboration d'un plan de formation spécifique pour les professionnels du tourisme**

L'objet du partenariat est d'allier la compétence marketing touristique, la connaissance terrain et la capacité de mobilisation des pros de Corrèze Tourisme au savoir-faire de la CCI dans le domaine de la formation professionnelle. Ce partenariat administratif et financier initié en 2020 se poursuit afin de proposer aux professionnels du tourisme un programme de formation spécifique. Il fait l'objet d'une convention spécifique.

- **Coordination Corrèze Tourisme/CCI pour l'accompagnement des entreprises et dans la prospection et l'accueil d'investisseurs et porteurs de projets touristiques**

La CCI et Corrèze Tourisme collaborent pour apporter le meilleur soutien aux entreprises du secteur par notamment :

- La recherche et l'appui au montage des dossiers de demande de subvention,
- L'appui à la création / Cession / Reprise d'activité touristique,
- L'accompagnement marketing.

Dans le cadre de la mission prospection d'investisseurs touristiques mise en place par Corrèze Tourisme à la demande du Conseil Départemental, le partenariat avec la CCI

permettra de :

- Renvoyer les opérateurs touristiques vers l'expertise de la CCI dans le cadre de la cession de leur établissement,
- Valoriser dans le cadre du partenariat avec Geolink les biens touristiques du portefeuille de la CCI (transentreprises) et de réaliser un suivi et un appui à l'implantation conjoint des projets.

AXE n° 2 : UN DEPLOIEMENT COHERENT DES COMPETENCES SUR LES TERRITOIRES

Afin de soutenir l'ambition, les objectifs et missions déployés à travers la mise en place des guichets uniques, la CCI de la Corrèze s'engage à déployer ses compétences et savoir-faire sur les territoires de façon réactive et coordonnée avec les partenaires que sont les EPCI et le Conseil Départemental de la Corrèze au travers de ses chefs de projets en relation avec un interlocuteur clairement identifié de la CCI.

Dans ce cadre, la CCI de la Corrèze apportera sur les 4 territoires de projet :

- L'ingénierie nécessaire au fonctionnement des guichets uniques sur les 4 territoires de projets Corrèziens,
- Les diagnostics des territoires (études, enquêtes,...),
- Le soutien des filières agroalimentaire, mécanique, bois et Silver Économie,
- L'animation des zones d'activités (clubs d'entreprises,...),
- Le soutien aux associations de commerçants,
- L'accompagnement des entreprises en matière de développement et de transmission/reprise,
- L'accompagnement des porteurs de projet, notamment demandeurs d'emplois et jeunes en matière de création-reprise d'entreprises,
- L'accompagnement des EPCI (pour ceux qui en feraient la demande) pour l'instruction des dossiers de demande de subvention des entreprises de leurs territoires (suite à la mise en place des conventions économiques entre les EPCI et la Région Nouvelle-Aquitaine),
- Les informations économiques sur le territoire, et notamment par rapport à l'habitat et au marché de l'immobilier.

CORREZE TRANSITION ECOLOGIQUE

Le Département de la Corrèze a signé le 14 juin 2019, un contrat de Transition Ecologique avec l'État, pour une durée de 4 ans. La CCI a été associée aux travaux du Département dès 2018 et cet engagement se matérialise par :

- La conduite des actions dans le cadre du programme Corrèze Transition Écologique sur les actions où la Chambre s'est engagée en tant que porteurs ou partenaires : en particulier l'opération d'autoconsommation collective sur la Zone de la Nau. La CCI s'engagera à porter le projet et fera état de l'avancement du projet dans les instances et comités du Contrat de Transition Écologique,
- Une animation d'un club entreprise ou d'un atelier sur la thématique de la transition énergétique des entreprises ou des projets liés à la transition écologique plus largement, réalisé en collaboration avec la Cellule Transition Ecologique du Département.

AXE n° 3 : UNE PARTICIPATION ACTIVE A LA DEMARCHE "ORIGINE CORREZE"

Depuis 2019, la CCI a été partie prenante des travaux préparatoires au lancement de la Marque "ORIGINE CORREZE". Au même titre que la Chambre des Métiers et de l'Artisanat de la Corrèze et la Chambre d'Agriculture.

En 2022, il appartiendra à la CCI de :

- Relayer régulièrement l'information à ses ressortissants pour les encourager à s'engager,
- Aider, si besoin, au montage de dossier de candidature à l'utilisation de la marque,
- Porter une expertise sur les dossiers déposés.

La CCI s'engagera par ailleurs à participer aux travaux du Comité d'Agrément, au même titre que les autres Chambres.

Quatre sessions par an sont prévues. Présence d'un technicien et d'un élu CCI à garantir.

Pour rappel, le Comité d'Agrément anime le réseau des bénéficiaires de la marque, développe le lien et les courants d'affaires entre les membres, élabore et met en œuvre les plans de promotion de la marque et veille au respect des engagements de la part des membres titulaires de la marque.

En 2022 également, la CCI participera aux travaux préparatoires au lancement du label Bistrot « Origine Corrèze » et relatera, le moment venu, l'information auprès de ses ressortissants.

Axe n°4 : UNE IMPLICATION DANS LE PROCESSUS D'ACCOMPAGNEMENT A L'INSTALLATION DES NOUVEAUX ARRIVANTS EN CORREZE

Depuis décembre 2020, la CCI est impliquée dans la définition et l'élaboration du service d'accompagnement à l'installation des nouveaux arrivants "CORREZE ACCUEIL" initié par le Conseil Départemental de la Corrèze.

En 2022, la CCI maintiendra son engagement en :

- Relayant l'information sur le dispositif mis en place afin d'encourager de nouvelles familles à venir s'installer en Corrèze et à faire appel à "Corrèze Accueil",
- Informant et accompagnant les porteurs de projets souhaitant s'installer en Corrèze, sur la création, le transfert ou le développement de leur activité, mais également sur les offres de formation.

La CCI s'engagera également à participer :

- Aux réunions de suivi et de pilotage du dispositif Corrèze Accueil au même titre que les autres Chambres, par l'intermédiaire de son référent identifié,
- Aux actions « Installation en Corrèze » organisées à l'extérieur du département, destinées à promouvoir la Corrèze et à attirer de nouveaux talents sur le territoire.

ARTICLE 3 - DUREE

La présente convention sera applicable pour l'année 2022.

Les dispositions de la présente convention, entreront en vigueur après signature et dès sa notification.

ARTICLE 4 - MODIFICATION ET RESILIATION

A la demande de l'une ou l'autre des parties signataires, les dispositions de la présente convention pourront être modifiées par voie d'avenant.

Les signataires conviennent que la présente convention, conclue pour l'année 2021, donnera lieu à la rédaction d'un rapport annuel complet, et à une évaluation approfondie et partagée. Elle pourra être dénoncée pour non-respect des engagements qui y sont formulés. En cas de non-respect ou d'inexécution de la présente convention, le Conseil Départemental se réserve le droit de la résilier par simple lettre recommandée avec accusé de réception dans le mois qui suit le compte rendu du rapport annuel.

En tout état de cause, le Conseil Départemental honorera néanmoins la (les) prestation(s) déjà réalisées(es) qui sera (seront) considérée(s) comme due(s).

ARTICLE 5 - MONTANT DU CONCOURS FINANCIER ALLOUE

Une subvention d'un montant total de 100 000 € est allouée pour l'exercice 2022 à la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Corrèze au titre de la poursuite du programme d'actions engagées.

ARTICLE 6 - MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

Le Conseil Départemental s'engage à subventionner la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Corrèze dans le respect des conditions énoncées dans cette convention.

Le paiement de la subvention globalisée, allouée pour la poursuite du programme d'actions, interviendra en deux fois, sur présentation d'un bilan des actions réalisées dans ce cadre, soit :

- 50 000 € à la signature de la présente convention,
- 50 000 € à la remise du rapport annuel complet, soit le 31 janvier 2023.

La CCI de la Corrèze s'engage, à produire tous les documents comptables justificatifs de l'utilisation de la dotation reçue.

La CCI de la Corrèze se réserve le droit, en complément de la subvention du Conseil Départemental faisant l'objet de la présente convention, de solliciter des bénéficiaires des prestations décrites à l'article 2 (porteurs de projet, entreprises, EPCI, associations, autres structures) d'éventuels financements supplémentaires (facturation et/ou subvention), conformément à la décision de son Assemblée Générale.

ARTICLE 7 - CONDITIONS PARTICULIERES

Communication

Afin d'afficher une visibilité accrue au soutien du Conseil Départemental, la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Corrèze s'engage à :

- A faire connaître, dans toute manifestation, que les actions initiées sont réalisées en partenariat et avec l'aide financière du Conseil Départemental de la Corrèze,
- A inviter le Président du Conseil Départemental ou des élus ou collaborateurs représentant, à participer à ces mêmes manifestations.

Les parties s'entendent d'ores et déjà pour publier les résultats de ces actions par voie de presse (presse locale, presse institutionnelle de la Chambre de Commerce et d'Industrie de

la Corrèze et journal du Département).

ARTICLE 8 - ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes :

Conseil Départemental - Hôtel du Département Marbot
9 rue René et Émile Fage - 19005 TULLE Cedex

Chambre de Commerce et d'Industrie de la Corrèze
Immeuble Consulaire Puy Pinçon - 19000 TULLE

ARTICLE 9 - LITIGES

En cas de litige, le bénéficiaire peut présenter :

- Soit un recours gracieux préalable auprès du Directeur Général des Services du Conseil Départemental de la Corrèze dans un délai de deux mois à compter de la date de notification de la présente convention,
- Soit un recours hiérarchique préalable auprès du Président du Conseil Départemental de la Corrèze dans un délai de deux mois à compter de la date de notification de la présente convention,
- Soit un recours contentieux devant le tribunal administratif de Limoges dans un délai de deux mois à compter de la date de notification de la présente convention ou de la date de rejet des recours gracieux et hiérarchiques.

Fait à Tulle, en deux exemplaires originaux, le

La Présidente de la CCI Corrèze

Le Président du Conseil Départemental

Françoise CAYRE

Pascal COSTE

AIDE AUX INVESTISSEMENTS / TRANSFORMATION ET COMMERCIALISATION DE PRODUITS AGRICILES

1) CADRE REGLEMENTAIRE

Régional :

Appel à projets de la Région Nouvelle-Aquitaine réalisés dans le cadre du régime n° SA 60 553, date limite des candidatures le 31 mai 2022.

Cet appel à projets s'inscrit dans le cadre de la feuille de route régionale dédiée à la transition énergétique et écologique : **Néo Terra**, adopté le 9 juillet 2019, ainsi que du **pacte Alimentaire** « Agriculture, Alimentation et Territoires – pour une alimentation durable et locale en Nouvelle-Aquitaine », partagée par l'État et la Région et signé le 7 janvier 2021.

Pendant la période de transition de la future PAC 2021-2027, cet appel à projets est prorogé pour l'année 2022.

Départemental :

- Décision de la Commission Permanente du Conseil Départemental du 24 mai 2019.
- Aide réalisée hors Programme de Développement Rural (PDR) ("Aide en top-up").

2) BENEFICIAIRES

Les demandeurs éligibles aux appels à projets Transformation et commercialisation et en particulier :

- les exploitants agricoles exerçant à titre individuel,
- les exploitations agricoles exerçant dans un cadre sociétaire (EARL, SARL, SCEA, ...),
- les groupements d'agriculteurs,
- les coopératives d'Utilisation de Matériel Agricole (CUMA) composées à 100 % d'agriculteurs.

3) CONDITIONS A REMPLIR

Se reporter aux critères de l'appel à projets.

En 2022, cet appel à projets est ouvert du 15 février 2022 au 31 mai 2022 inclus.

4) DESCRIPTION DU DISPOSITIF

Le développement des circuits alimentaires locaux est un enjeu fort.

Ils constituent en effet un des leviers d'action pour faire face aux mutations des modèles de production agricole, tout en s'adaptant aux nouvelles attentes sociales et sociétales.

Première région agricole et agroalimentaire d'Europe (en termes de valeur et d'emploi), la Nouvelle-Aquitaine jouit d'une grande diversité de ses productions agricoles et dispose de forts atouts nécessaires au développement des filières alimentaires locales.

Aussi, le département de la Corrèze a décidé d'apporter son soutien aux Appels à projets de la Région Nouvelle-Aquitaine qui s'inscrivent dans le cadre de la feuille de route « **Agriculture, Alimentation et Territoires – Pour une alimentation durable et locale en Nouvelle-Aquitaine** », partagée par l'État et la Région pour la période 2018-2020, prorogé en 2021 et en 2022.

Il s'agit de soutenir les investissements en Corrèze concernant les enjeux suivants :

- L'amélioration de la compétitivité des exploitations par la création de valeur ajoutée,
- Le développement des circuits-courts et de proximité.

L'objectif est :

- D'apporter son soutien à la transformation et à la commercialisation des productions régionales agricoles par les agriculteurs et leurs groupements,
- D'accompagner la transition agricole en soutenant les agriculteurs biologiques ou en conversion ainsi que les exploitations engagées dans une démarche de « Haute Valeur Environnementale » (HVE),
- De favoriser l'installation des jeunes agriculteurs et des nouveaux installés,
- D'encourager les démarches collectives de transformation et/ou de commercialisation en circuits-courts et de proximité.

5) SUBVENTION

La subvention départementale intervient **hors PDR** en complément de l'aide accordée par le Conseil Régional.

Plancher des dépenses éligibles : 5 000 € HT de dépenses éligibles par projet et par bénéficiaire.

Taux d'aide du département par projet = 5 % (dans la limite de 35 % d'aide publique), et plafonné à 5 000 €.

6) PRINCIPE D'ATTRIBUTION

Chaque demandeur devra fournir un dossier comportant les éléments suivants :

- ➔ Une demande de **subvention adressée au Président du Conseil Départemental de la Corrèze** datée et signée,
- ➔ Une copie du dossier de réponse à l'appel à projets.

Pour le versement :

- ➔ Les devis ou facture pro forma des investissements réalisés,
- ➔ La décision juridique d'octroi de subvention régionale au bénéficiaire,
- ➔ Un relevé d'identité bancaire ou postal.

7) CIRCUIT DE GESTION ET CONDITIONS DE VERSEMENT

- Instruction

L'instruction est réalisée par La Région Nouvelle-Aquitaine – site de Poitiers Unité circuits-courts et de proximité de Nouvelle-aquitaine.fr.

- Paiement

Le Conseil Départemental assure le paiement de sa propre participation.

La subvention attribuée sera versée en une fois à la demande du bénéficiaire et sur présentation des justificatifs des dépenses d'investissements réalisés.

8) AUTRES PARTENAIRES

MONTAGE DES DOSSIERS

La mission d'accompagnement au montage de dossiers est confiée à la Chambre d'Agriculture de la Corrèze.

Contact : Bernard VIALLANEIX b.viallaneix@correze.chambagri.fr 05.55.46.78.46

INSTRUCTION DES DOSSIERS

La Région Nouvelle-Aquitaine – site de Poitiers Unité circuits-courts et de proximité Nouvelle-aquitaine.fr, reçoit et instruit les candidatures à ces appels à projets.

Région Nouvelle-Aquitaine - Site de Poitiers
Direction Agriculture, Agroalimentaire et Pêche
Service Agroalimentaire - **Unité circuits courts**
15 rue de l'Ancienne Comédie - CS 70575
86021 POITIERS

Des modifications sont susceptibles d'intervenir sur les modalités d'intervention du Conseil Départemental de la Corrèze concernant cette aide en fonction des réglementations européennes et nationales.

✉ Pour tout renseignement, veuillez contacter :

Monsieur le Président du Conseil Départemental
Service Transition Écologique

☎ : 05-55-93-77-72

e-mail : lvanoncem@correze.fr



Dispositif d'accompagnement à la mise en place de production de diversification et d'adaptation au changement climatique sur les exploitations agricoles

Le Département prévoit d'apporter une aide aux exploitations agricoles pour des investissements dans le cadre de projets de diversification, et de la mise en place de productions à haute valeur ajoutée ou valeur ajoutée finie qui proposent une adaptation de l'exploitation aux conditions du changement climatique.

OBJECTIFS

Le Département dans ce cadre accompagne les projets :

1. De **diversification de la production sur l'exploitation agricole**, définis de façon stratégique avec des débouchés de commercialisation contractualisés vers la distribution, pour l'approvisionnement de l'industrie agroalimentaire, la restauration collective ou commerciale ou dans le cadre d'actions de filière contractualisées.

Sont ainsi éligibles, par exemple :

- Les projets de développement d'une activité de production végétale (petits fruits rouges, arboriculture, ...),
- Les projets de développement d'un atelier de production de viande à valeur ajoutée finie : veau de lait, engraissement viande bovine d'excellence, ...

2. De développement de **productions adaptées au changement climatique** : cultures économes en eau, ...

3. Permettant d'acquérir une certaine autonomie sur les exploitations agricoles : culture pérenne alternative à la paille, ...

Les projets qui peuvent être accompagnés dans le cadre d'autres dispositifs d'aides du Département ne seront pas éligibles :

- Aides du Département à l'autonomie en eau avec l'appui technique de l'ASAFAC : abreuvement, irrigation, couverture gel,
- Aides du Département : cofinancement PCAE – transformation et commercialisation à la ferme.

De la même manière, les projets bénéficiant d'une aide de la Région dans le cadre des Plans de Compétitivité et d'Adaptation des Exploitations agricoles, ne pourront avoir un double financement.

CADRE REGLEMENTAIRE

- Régime d'aide d'État SA.50388 (2018/N), adopté par la Commission Européenne le 26 février 2018, relatif aux aides aux investissements dans les exploitations agricoles liés à la production primaire.
- Décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens.
- Convention entre la Région Nouvelle-Aquitaine et le Département de la Corrèze, en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture (dont la pêche et l'aquaculture), de la forêt et de l'agroalimentaire - années 2019 - 2020, et de ses avenants en 2021.

CALENDRIER

Les dossiers peuvent être déposés auprès du Service Transition Ecologique, service instructeur du Département, à partir du 1er octobre 2021 et jusqu'à épuisement des crédits disponibles.

BENEFICIAIRES - CONDITIONS D'ELIGIBILITE

- Exploitants agricoles à titre principal ou secondaire, en activité sous forme individuelle ou sociétaire, dont le siège social se situe en Corrèze.
- Les CUMAS.
- Les cotisants solidaires.

Les aides ne sont pas cumulables avec tout autre dispositif dans le cadre des appels à projet PCAE de la Région, des dispositifs FranceAgriMer au niveau national, ainsi que pour les investissements réalisés via l'ASAFAC au niveau départemental.

Les projets présentés par une exploitation agricole ou une CUMA ayant bénéficié de la présente aide au cours des 3 derniers exercices budgétaires ne seront pas éligibles.

INVESTISSEMENTS ELIGIBLES

Les aides sont attribuées sur présentation de dépenses d'investissement se rapportant directement au projet de diversification ou d'adaptation au changement climatique présenté.

Dans ce cadre sont éligibles :

- Les frais généraux liés aux dépenses (étude de faisabilité, honoraires d'architectes, de consultants, analyse de sol et diagnostic...),
- La construction ou acquisition de biens immeubles,
- Les investissements destinés à améliorer le niveau de protection de l'environnement, les conditions d'hygiène ou les normes du bien-être animal,
- Les investissements visant à améliorer le caractère durable de l'exploitation agricole,
- L'achat ou location-vente de matériels ou d'équipements neufs ou d'occasion,
- L'acquisition de logiciels informatiques (et la mise au point pour leur utilisation) associés à la gestion de la nouvelle production,

- Les investissements non productifs liés aux objectifs agroenvironnementaux et climatiques.

Réglementation en vigueur pour le matériel d'occasion :

Les dépenses d'achat de matériel d'occasion sont éligibles sous réserve que les conditions suivantes soient réunies

- Les dépenses d'achat de matériel d'occasion sont éligibles lorsque le matériel n'a pas déjà été soutenu par une aide européenne, nationale ou locale au cours des cinq dernières années à condition que :
 - a) Le vendeur du matériel fournisse une déclaration sur l'honneur (datée et signée) accompagnée de la copie de la facture initiale relative à l'achat de matériel ;
 - b) Le vendeur mentionné a ou ait acquis le matériel neuf ;
 - c) Le prix du matériel d'occasion n'excède pas sa valeur sur le marché et soit inférieur au coût de matériel similaire à l'état neuf. Cette condition est justifiée sur la base d'au moins deux devis ou sur la base d'un autre système approprié d'évaluation tel que des coûts de référence pour un matériel équivalent ;
 - d) Le matériel présente les caractéristiques techniques requises pour l'opération et soit conforme aux normes applicables ;
 - e) Les dépenses soient explicitement prévues dans le programme de développement rural pour le FEADER. L'achat d'un fonds de commerce et l'acquisition des actifs d'un établissement existant, y compris la reprise d'une exploitation agricole dans le cadre de l'installation, ne sont pas considérés comme un achat de matériel d'occasion ;
- En ce qui concerne les dépenses de location, la copie du contrat de location doit être produite.

Le(s) nouveau(x) matériel(s) d'occasion éligible(s) à un accompagnement financier du CD, ne peuvent être similaire(s) à un (des) matériel(s) déjà présent(s) sur l'exploitation ou dans la CUMA, c'est-à-dire figurant dans la liste d'inventaire du matériel.

Les investissements éligibles, listés ici, devront par ailleurs, respecter les exigences définies dans le régime d'aide SA 50388 (2018/N), relatif aux aides aux investissements dans les exploitations agricoles liés à la production primaire.

TAUX DE SUBVENTION

Seuil minimal d'éligibilité : pas de seuil

Plafond des investissements éligibles : 20 000 € H.T par dossier

Taux maximum d'aide : 20 % du coût H.T. des dépenses éligibles retenues

Taux bonifié JA/NI : 30 % du coût H.T. des dépenses éligibles retenues

JA* : Jeune Agriculteur installé depuis moins de 10 ans, bénéficiaire ou non de la Dotation Jeune Agriculteur, âgé de moins de 40 ans lors de son installation.

NI ** : Nouvel Installé depuis moins de 5 ans.

Les aides seront attribuées dans la limite de l'enveloppe prévue.

DOSSIER DE CANDIDATURE

Pièces justificatives à joindre à la demande d'aide :

Les pièces administratives :

- Le formulaire de renseignements administratifs, (à demander auprès du Service Transition Ecologique)
- Attestation MSA, justifiant de l'activité agricole du demandeur,
- Extrait K-BIS et statuts si forme sociétaire,
- Un RIB
- JA/NI : attestation MSA de la date de 1^{ère} d'installation du JA et/ou NI en tant que chef d'exploitation,
- *Une attestation sur l'honneur certifiant que le projet ou les investissements présentés n'ont pas fait l'objet d'une aide de la Région dans le cadre du PCAE (Plan de Compétitivité et d'Adaptation des Exploitations Agricoles).*

Le dossier technique :

- Un descriptif du projet en 1 page (maximum) : il convient de présenter l'exploitation et de mettre en avant le projet de diversification sur celle-ci ou le caractère d'adaptation au changement climatique du projet ou de la production développée.
- La liste des investissements pour lesquels une aide est demandée,
- Les devis concernés par le projet pour une estimation des coûts,
- La preuve d'un engagement de commercialisation de la production concernée (adhésion à une organisation de producteurs ou d'action filière, contrat, convention...).

Pièces spécifique pour le matériel d'occasion :

- Une attestation mentionnant le nom du propriétaire précédent ainsi que son numéro de SIRET le cas échéant, attestant l'origine du matériel concerné et confirmant qu'à aucun moment, au cours des 5 dernières années, le matériel n'a bénéficié d'aide publique,
- La facture d'origine (le vendeur mentionné doit avoir acquis le matériel neuf),
- La liste d'inventaire des matériels existants sur l'exploitation et/ou au sein de la CUMA.

Le Conseil Départemental se réserve le droit de demander des pièces complémentaires nécessaires à l'instruction de la demande.

SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront retenus par ordre de dépôt du **dossier complet** (cachet de la poste faisant foi ou récépissé du Service Transition Ecologique faisant foi).

Les dossiers présentés feront l'objet d'une analyse technique par le Service Transition Ecologique.

Le Conseil Départemental vous enverra, après analyse technique :

- un accusé de réception, ne valant pas promesse d'aide, de votre demande de subvention,
- OU une demande de pièces justificatives manquantes, si nécessaire.

Les dossiers qui répondent aux critères de sélection seront proposés à la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental.

MODALITES D'ATTRIBUTION ET VERSEMENT DE L'AIDE

L'aide est attribuée par la Commission Permanente du Conseil Départemental de la Corrèze.

Un courrier de notification sera transmis au bénéficiaire précisant le montant de l'aide et les conditions de versement.

L'aide est versée au demandeur en une seule fois, après la réalisation des investissements présentés dans le dossier de demande d'aide.

Le bénéficiaire adressera sa demande de versement conformément aux modalités indiquées sur l'arrêté d'attribution de l'aide.

La subvention sera versée au taux défini : le calcul du montant de l'aide sera réalisé en fonction des dépenses réellement réalisées sur présentation des factures acquittées.

L'aide versée ne pourra en aucun cas être supérieure à la subvention attribuée.

Un contrôle de la réalisation des investissements pourra être effectué par le service instructeur.

COMMENT FAIRE SA DEMANDE ?

- Informations : auprès du service Transition Ecologique du Département

☎ : 05.55.93.77.72
ivanoncem@correze.fr

ou auprès de votre référent/technicien de votre Chambre départementale d'Agriculture.

- Dépôt des dossiers papier au Service instructeur : SERVICE TRANSITION ECOLOGIQUE DU DEPARTEMENT DE LA CORREZE.

Contact :

Les dossiers de demande de subvention doivent être adressés à :

Monsieur le Président du Conseil départemental
Direction du Développement des Territoires
Service Transition Ecologique
9 rue René et Émile Fage
19000 TULLE

ANNEE 2022 - SOUTIEN A L'ORGANISATION DE MANIFESTATIONS A CARACTERE EVENEMENTIEL AGRICOLE

	BENEFICIAIRES	MANIFESTATION	SUBVENTION DEPARTEMENTALE 2022
Subventions événementiel	COLLECTIF VIVRE ENSEMBLE DURABLEMENT	Fête de la science	500 €
	COMITE D'ORGANISATION DE LA FÊTE DE LA FRAMBOISE	Organisation de la 26 ^{ième} fête de la framboise	3 000 €
	FEDERATION BOULANGERIE PÂTISSERIE 19	Demande de subvention pour manifestations (fête du pain, concours baguette tradition ...)	800 €
	TULLE AGGLO	Organisation de la semaine "Mon territoire a du goût"	2 000 €
	COMITE CONCOURS COQS DE PÊCHE	Organisation du concours national des coqs de pêche	600 €
	COMITE DES FETES DE VOUTEZAC	Fête des pêches	500 €
	COMITE DES FETES D'AUBAZINE	Organisation de la foire aux chèvres et aux miels	1 200 €
	UNION DEPARTEMENTALE CONFEDERATION GENERALE AGRICULTURE	Rencontres de l'agriculture 2022	5 000 €
	ASSOCIATION ESPOIRS PAYSANS	Organisation de moments conviviaux, sorties culturelles et repas pour des agriculteurs et salariés agricoles en situation fragile	300 €
	SYNDICAT DEPARTEMENTAL DES ELEVEURS DE CHEVAUX LOURDS DE LA CORREZE	Organisation du concours départemental des éleveurs de chevaux de trait de la Corrèze	1 000 €
	COMITE ORGANISATION FOIRE PRIMEE DEPARTEMENTALE DE LA CHATAIGNE ET DU MARRON	Organisation de la fête de la châtaigne à Beynat	5 000 €
	FOYER RURAL DE CAMPS-ST-MATHURIN	Organisation de la 7 ^{ième} édition "Môm' en fête" 2022	500 €
	ROM SELECTION	Concours national de la race ovine Limousine 2022	1 500 €
		Promotion de la race ovine Limousine hors berceau Corrèzien 2022	1 500 €
	SYNDICAT BOVINS CROISSANCE CORREZE	Accompagner la préparation et la réalisation des concours de bovins viande sur le département	7 000 €
	JEUNES AGRICULTEURS DE LA CORREZE	Fête de l'agriculture	2 000 €
		L'agriculture en fête	10 000 €
	SYNDICAT ELEVEURS SALERS	Organisation de manifestation de présentation de la race sur le plan local et régional et du concours	5 000 €
	COMITE ORGANISATION CONCOURS DEPARTEMENTAL DE BOVINS	Organisation des concours départementaux de bovins Limousin et Prim'Holstein ainsi que des présentations	1 500 €
	FEDERATION DES CUMA DE LA CORREZE	Salon MécaElevage le 28.04.2022 à Saint-Mexant	10 000 €
	RALLYE SAINT HUBERT AREDIEN	Organisation des championnats de Trompe de Chasse	1 000 €
	L'ECHO DE NOS BRUYERES	Fête de la Myrtille	1 000 €
	COMITE DE LA FRAISE DE BEAULIEU	Fête de la Fraise	5 000 €
	ASSOCIATION LES PLUS BEAUX VILLAGES DE France	Développer, promouvoir et protéger les communes rurales classées Plus Beaux Villages de France	2 500 €
	CONFRERIE DES GOÛTEURS DE PÊCHE	Organisation confrerie de la fête des pêches de Voutezac	500 €
	SAILLAC ANIMATION	Fête de la noix	4 000 €
SOCIETE DE CHASSE DE MONTGIBAUD	Brevet de chasse	500 €	
Subventions organismes syndicaux	CONFEDERATION GENERALE DE L'ALIMENTATION DE DETAIL (CGAD)	Aide au maintien de la structure	600 €
	CONFEDERATION DE L'ARTISANAT DES PETITES ENTREPRISES DU BÂTIMENT (CAPEB 19)	Subvention de fonctionnement 2022	600 €
	UNION DES ENTREPRISES DE PROXIMITE DE CORREZE "ARTISANTS ET COMMERCANTS" (U2P)	Subvention de fonctionnement 2022	1 200 €
	FEDERATION DEPARTEMENTALE DU BÂTIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS DE LA CORREZE (FDBTP)	Subvention de fonctionnement 2022	3 000 €
Total subventions en fonctionnement			78 800 €
Adhésions	MACEO	Adhésion	4 500 €
	MECANIC VALLEE	Adhésion	3 000 €
Total adhésions			7 500 €
Total subventions en fonctionnement et adhésions			86 300 €

Réunion du 8 avril 2022

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission de la Cohésion Territoriale

OBJET

MASSIF CENTRAL - CONTRAT DE PLAN INTERREGIONAL - ETAT - REGION -
SIGNATURE DE LA CONVENTION DE MASSIF - MASSIF CENTRAL 2021-2027

RAPPORT

L'espace Massif Central, identifié par la Loi Montagne du 9 janvier 1985, modifiée en 2016, regroupe les quatre Régions Auvergne-Rhône-Alpes, Bourgogne-Franche-Comté, Occitanie et Nouvelle-Aquitaine.

En 2009, les 4 collectivités s'étaient regroupées en Groupement d'Intérêt Public (GIP) afin de former une entité commune, interlocuteur unique de l'Europe, de l'État et des porteurs de projets.

Dans le cadre de l'élaboration de la nouvelle génération de documents stratégiques et opérationnels pour 2021-2027, le Massif Central a associé ses partenaires. Pour rappel, l'espace Massif Central est coprésidé par le Préfet coordonnateur de massif et par le Président du GIP, gouvernance tournante entre les 4 régions AURA, Nouvelle Aquitaine, Occitanie et Bourgogne Franche Comté.

A l'issue de cette concertation, Monsieur le Préfet coordonnateur de massif a transmis au Département, par courrier, la version consolidée de la convention de massif - Massif Central 2021-2027 pour approbation.

Ce texte a été présenté au Comité de massif du 21 janvier 2022 et a fait l'objet d'une consultation publique par voie électronique du 17 février au 20 mars inclus.

Pour le Programme FEDER (Fonds européen de développement rural) Massif Central, c'est la Région Auvergne-Rhône-Alpes qui portera la programmation du FEDER interrégional dans une Priorité 7 « Massif Central » de son programme FEDER/FSE+ 2021-2027. Ce dernier a été transmis à la Commission européenne en janvier 2022 pour validation.

Étroitement articulée avec la nouvelle programmation européenne 2021-2027, la convention de massif, appelée également Contrat de Plan Interrégional État Région (CPIER), est le document de mise en œuvre de l'ensemble des financements dédiés à l'espace Massif Central.

En termes financiers, la convention affiche une enveloppe globale de 206,55 M€ répartis comme suit :

- 101,86 M€ de l'État (dont Plans de Relance 7,17 M€ et Avenir Montagnes 41,57 M€),
- 94,69 M€ des 4 régions (dont Plan Avenir Montagnes 41,57 M€),
- 10 M€ des 22 départements.

A ces financements s'ajoute la contribution spécifique d'EDF à hauteur de 10 M€ et viendront s'adosser 40 M€ de crédits FEDER.

Pour mémoire, l'enveloppe des départements est une estimation basée sur les financements apportés lors des périodes précédentes et qui ont vocation à faire effet levier aux fonds FEDER.

Cette implication financière des départements légitime leur association dans la gouvernance du Massif avec la présence de dix-sept d'entre eux au Comité de massif, cinq au sein de la Commission Permanente, dont la Creuse assure l'une des deux vice-présidences, et six au Comité de suivi et de programmation où la Creuse siège avec une suppléance de la Corrèze.

Des instances techniques associent également les départements.

En termes d'interventions, le Massif Central a fait le choix stratégique d'accompagner des projets collectifs interrégionaux, à caractère expérimental, qui apportent une plus-value et une complémentarité aux politiques des Régions qui le composent.

Le CPIER comporte 3 axes :

Axe 1 - Faire du Massif Central un territoire exemplaire en matière de préservation et de valorisation des ressources et milieux naturels. Cet axe, doté de 22,17 M€, soutiendra les opérations qui visent à une meilleure connaissance et protection des ressources, ainsi que la conciliation des évolutions de l'urbanisation et des activités économiques avec les enjeux de préservation et de résilience des écosystèmes au changement climatique.

Axe 2 – Accompagner la transformation des filières économiques du Massif. Axe majeur, pourvu d'une enveloppe de 143,08 M€, il s'agit là de favoriser et renforcer les efforts d'innovation et de transition des activités économiques, notamment par l'appui à la diversification et la valorisation touristiques ainsi qu'à l'émergence et la structuration de filières spécifiques (agricoles, bois, pierre, cuir, laine...).

Axe 3 – Amplifier l'attractivité des territoires du Massif Central au bénéfice de toutes les populations. Avec une enveloppe de 23,89 M€, l'axe accompagnera les stratégies et projets des territoires qui auront pour objectif de répondre aux attentes des habitants et capter de nouveaux résidents, par l'amélioration de la qualité de vie, le déploiement de partenariats urbain-rural, le développement de solutions de mobilité frugale et accessible, le renforcement de l'accès aux services et aux usages du numérique.

Un volet transversal innovation doté de 17,4 M€ appuiera tout projet innovant porteur de plus-value pour le Massif Central.

Il est proposé aux partenaires d'approuver et signer la convention préalablement à la signature officielle du Préfet coordonnateur de massif et des Présidents de Région qui interviendra avant l'été 2022.

Comme pour la convention précédente, chaque Président de département est invité à signer sur une page qui sera annexée au document et sur laquelle figurera le logo de la collectivité.

Je propose à l'Assemblée Plénière de bien vouloir :

- délibérer sur l'ensemble de ces dispositions,
- approuver la Convention de massif - Massif Central 2021-2027 ci-jointe en annexe,
- m'autoriser à signer cette convention, les avenants éventuels, ainsi que tout document utile au bon déroulement de ce dossier.

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

MASSIF CENTRAL - CONTRAT DE PLAN INTERREGIONAL - ETAT - REGION -
SIGNATURE DE LA CONVENTION DE MASSIF - MASSIF CENTRAL 2021-2027

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2022.04.08/308 en date du 8 avril 2022, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Rapporteur,

DÉLIBÈRE

Article 1^{er} : sont approuvés les termes de la convention de massif pour le Massif Central 2021-2027.

Article 2 : Monsieur le Président du Conseil Départemental est autorisé à signer la convention de massif Massif Central 2021-2027 jointe en annexe, les avenants éventuels, ainsi que tout document utile au bon déroulement de ce dossier.

Adopté, à main levée, à l'unanimité.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant

de L'État le : 12 avril 2022

Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20220408-4496-DE-1-1

Affiché le : 12 avril 2022

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL



L'an deux mille vingt-deux et le huit avril, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :

Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Madame Valérie TAURISSON, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Madame Patricia BUISSON, Monsieur Franck PEYRET, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Audrey BARTOUT, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Jean-Jacques LAUGA, Monsieur Philippe LESCURE, Madame Marilou PADILLA-RATELADE, Madame Rosine ROBINET, Monsieur Gérard SOLER, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Julien BOUNIE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Madame Claude CHIRAC, Monsieur Bernard COMBES, Madame Jacqueline CORNELISSEN, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Monsieur Sébastien DUCHAMP, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Didier MARSALÉIX, Madame Frédérique MEUNIER, Madame Annick TAYSSE, Madame Sonia TROYA, Madame Stéphanie VALLÉE, Madame Marie-Laure VIDAL , Monsieur Eric ZIOLO

Pouvoir :

Monsieur Anthony MONTEIL à Madame Stéphanie VALLÉE

Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.



MINISTÈRE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES
ET DES RELATIONS
AVEC LES COLLECTIVITÉS
TERRITORIALES

*Liberté
Égalité
Fraternité*



CONTRAT DE PLAN
INTERRÉGIONAL ÉTAT-
RÉGIONS

Convention de massif Massif central 2021-2027



RÉPUBLIQUE AGENCE FRANÇAISE NATIONALE

Vu le mandat de négociation Massif central du 23 Octobre 2020

Vu la délibération de la Région Auvergne-Rhône-Alpes du

Vu la délibération de la Région Bourgogne-Franche- Comté du

Vu la délibération de la Région Nouvelle-Aquitaine du

Vu la délibération de la Région Occitanie du

Il est convenu ce qui suit :

Entre

L'Etat

Et

Le Conseil régional d'Auvergne-Rhône-Alpes,
Le Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté,
Le Conseil régional de Nouvelle-Aquitaine,
Le Conseil régional d'Occitanie

La politique de la montagne a été structurée par la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne, dite loi Montagne. Cette loi a, pour la première fois, introduit la notion de massif, territoire qui s' affranchit des limites administratives pour constituer un ensemble cohérent regroupant les zones de montagne mais aussi des territoires périphériques de piémont, y compris les villes présentes dans ces zones. Soumis à des enjeux spécifiques et des contraintes de climat, de pente ou d' altitude, ces zones de massif doivent bénéficier de politiques publiques spécifiques et convergentes. La loi n° 2016-1888 du 28 décembre 2016 de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne a confirmé ces principes en reconnaissant la montagne comme un ensemble de territoires dont le développement équitable et durable constitue un objectif d'intérêt national en raison de leur rôle économique, social, environnemental, paysager, sanitaire et culturel, et source d'aménités patrimoniales, environnementales, économiques et sociétales.

Afin de mettre en œuvre la politique de montagne nationale et les politiques déclinées à l' échelle des massifs français, la loi Montagne a instauré le principe d'une gouvernance nationale, un Conseil national de la montagne et des gouvernances propres à chaque massif : les Comités de massif.

Chaque Comité de massif réalise à l' échelle du massif un **schéma interrégional d'aménagement et de développement du massif**, document stratégique d' orientation et de planification à moyen terme des politiques de développement et d' aménagement. Ces schémas mettent en évidence la singularité et la capacité des massifs à se développer, à s' organiser, pour affirmer leur compétitivité et leur attractivité en France et en Europe.

Les orientations et les recommandations inscrites dans les schémas de massif sont mises en œuvre au travers des **Contrats de Plan Interrégionaux Etat-Régions (CPIER)** à visée opérationnelle. Ces derniers ont vocation à être l'un des outils de mise en œuvre des orientations des schémas de massif, en complémentarité des autres dispositifs et notamment les axes interrégionaux de massifs hébergés au sein des Programmes Opérationnels FEDER régionaux.

Le Massif central est un des cinq massifs français de métropole portant une politique montagne spécifique. Son schéma, adopté en 2006 par le Comité de massif et les Régions, et révisé en 2011, a été décliné au travers de deux conventions de massif successives (2006-2013 et 2015-2020).

L'Etat, notamment le ministère de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, le ministère de l' agriculture et de l' alimentation et le ministère de la transition écologique, les Régions Auvergne-Rhône-Alpes, Bourgogne-Franche- Comté, Nouvelle-Aquitaine, Occitanie ainsi que les Départements signataires apportent une contribution technique et financière à la mise en œuvre de cette politique au travers de la Convention interrégionale du Massif central (CIMAC).

La **CIMAC 2015-2020** était structurée autour de 4 axes (Attractivité des territoires et services aux populations et entreprises ; Valorisation économique des ressources naturelles et des compétences ; Adaptation au changement climatique ; Développement des coopérations). Elle a permis de répondre aux nombreux objectifs et attentes du territoire.

L' Etat, les Régions et les Départements conviennent d' une nouvelle Convention interrégionale du Massif central (CIMAC). Elle définit l' engagement, notamment financier de chacun des partenaires mais aussi, les modalités retenues de mise en œuvre pour répondre aux enjeux partagés du Massif central pour la période 2021-2027.

Cette CIMAC 2021-2027 résulte d'un important travail de concertation engagé depuis fin 2019, coordonné par le commissariat à l'aménagement, au développement et à la protection du Massif central, d'une part avec les acteurs du territoire représentés par les membres du comité de massif et, d'autre part, avec l'ensemble des partenaires financiers de la présente convention. Le comité de massif a été régulièrement consulté tout au long de son élaboration que ce soit lors de réunions de sa commission permanente (12 février 2021) ou en séance plénière (23 octobre 2020) ou par consultation écrite (21 mai 2021).

SOMMAIRE

I. LA CIMAC 2021-2027, UN PARTENARIAT FINANCIER	9
01) UN PARTENARIAT FINANCIER AU SERVICE DE LA RELANCE	9
02) UN PARTENARIAT FINANCIER AU SERVICE DE LA MOBILISATION DU FONDS AVENIR MONTAGNES	9
03) UN PARTENARIAT FINANCIER AU SERVICE D'UNE AMBITION ET D'OBJECTIFS PARTAGES POUR LE MASSIF 9	
(A) <i>Une ambition : faire du Massif central un territoire qui compte dans le « monde d'après »</i>	9
(B) <i>Des objectifs transversaux</i>	10
II. LA CIMAC 2021-2027, UN OUTIL AU SERVICE OPERATIONNEL DES TERRITOIRES	11
01) L'INTERREGIONALITE ET LA MISE EN RESEAU COMME GAGES D'AMBITION DE LA CIMAC 11	
02) TROIS MESURES PHARES POUR FAIRE ENTRER LE MASSIF CENTRAL DANS UNE NOUVELLE ERE	12
(A) <i>Stockage du carbone</i>	12
(B) <i>Tourisme durable</i>	13
(C) <i>Mobilités rurales</i>	14
03) TROIS AXES D'INTERVENTION POUR POURSUIVRE ET CONSOLIDER LA TRANSITION DU MASSIF CENTRAL 14	
(D) <i>Axe 1 - Faire du Massif central un territoire exemplaire en matière de préservation et de valorisation des ressources et milieux naturels</i>	14
(E) <i>Axe 2 - Accompagner la transformation des filières économiques du massif</i>	15
(F) <i>Axe 3 - Amplifier l'attractivité des territoires du Massif central au bénéfice de toutes les populations</i>	16
04) DES MESURES TRANSVERSALES AU SERVICE DE L'EFFICACITE DE LA CIMAC 17	
(G) <i>Une mesure en faveur de l'innovation</i>	17
(H) <i>Une mesure Assistance technique pour la mise en œuvre de la CIMAC</i>	17
05) FICHES MESURES	19
<i>Mesure 1.1 - Protéger et mettre en valeur les milieux emblématiques du massif et ses corridors écologiques</i>	19
<i>Mesure 1.2 - Expérimenter et impulser des paiements pour services environnementaux (PSE)</i>	25
<i>Mesure 1.3 - Expérimenter des "stratégies paysages multi-acteurs"</i>	27
<i>Mesure 2.1 - Adapter les stratégies touristiques au nouveau contexte lié au changement climatique et aux nouvelles attentes des visiteurs</i>	29
<i>Mesure 2.2 - Capitaliser sur les atouts du Massif central</i> 32	
<i>Mesure 2.3 - Gagner en notoriété sur de nouveaux marchés et via de nouveaux médias</i>	35
<i>Mesure 2.4 - Valoriser les ressources, les marqueurs et potentiels du territoire à travers ses filières</i>	37
<i>Mesure 2.5 - Mobiliser les ressources du Massif central productives d'énergies renouvelables (ENR) : expérimentations et innovations organisationnelles</i>	45
<i>Mesure 2.6 - Valoriser le Massif central, espace hautement culturel : Patrimoines matériels, immatériels et innovations des créateurs contemporains</i>	47
<i>Mesure 2.7 - Développer les filières industrielles d'excellence et l'économie circulaire avec un focus sur les filières de réemploi de matériaux</i>	49
<i>Mesure 3.1 - Faire du Massif central un territoire de référence en matière de mobilité rurale</i> 53	
<i>Mesure 3.2 - Accompagner un ensemble d'îlots démonstrateurs de centre-ville vers un urbanisme décarboné</i> 55	
<i>Mesure 3.3 - Renforcer le lien urbain-rural au travers de démarches innovantes de coopération et de promotion</i>	58
<i>Mesure 3.4 - Conduire des études à l'échelle interrégionale</i>	60
<i>Mesure 3.5 - Encourager l'accueil et les stratégies territoriales d'attractivité</i>	62
<i>Mesure 3.6 - Mettre en réseau les territoires de l'accueil à l'échelle du Massif central</i>	65
<i>Mesure 3.7 - Expérimenter de nouveaux services</i>	66
<i>Mesure 3.8 - Appuyer spécifiquement les territoires en émergence</i>	68
06) TABLEAU FINANCIER 75	
07) ARTICULATION AVEC LES AUTRES DISPOSITIFS FINANCIERS	75
III. MODALITES DE MISE EN ŒUVRE	77

01) CONDITIONS GENERALES D'ELIGIBILITE	77
(A) <i>Bénéficiaires</i>	77
(B) <i>Durée d'opération</i>	78
02) SUIVI ET BILANS DE FIN D'OPERATION	78
(A) <i>Pour les dossiers de demandes de subventions</i>	78
(B) <i>Pour les dossiers de réponse à appels d'offres, appels à projets ou appels à manifestations d'intérêt</i>	78
03) DEFINITION DES INVESTISSEMENTS ELIGIBLES	78
04) TAUX D'AIDES	79
(A) <i>Taux de base</i>	79
(B) <i>Modulations des taux</i>	79
05) DEPENSES ELIGIBLES	79
06) SELECTION DES OPERATIONS	80
07) DISPOSITIONS SPECIFIQUES	80
(A) <i>Coopération inter-massifs</i>	80
(B) <i>Conventions d'objectifs</i>	81
08) CONTROLES ET OBLIGATIONS GENERALES	81
(A) <i>Contrôles</i>	81
(B) <i>Obligations</i>	81
(C) <i>Aide au montage</i>	82
IV. INSTANCES ET MODALITES DE REVISION	83
01) COMITE DE PROGRAMMATION ET DE SUIVI	83
02) MODALITES DE REVISION	84
V. ANNEXE PARTICULIERE	85

1. La CIMAC 2021-2027, un partenariat financier

01) UN PARTENARIAT FINANCIER AU SERVICE DE LA RELANCE

La CIMAC 2021-2027 s'inscrit dans le Plan de relance national avec une concentration d'une partie des crédits contractualisés par l'ensemble des partenaires sur la période 2021-2022. Ce volet territorialisé de la relance visera l'accompagnement financier de projets matures. Il pourra donner lieu à des appels à projets, appels à candidatures, appels à manifestations d'intérêt ou appels d'offres spécifiques lancés sur cette période et permettant d'une part de participer à la relance de l'économie sur le massif et, d'autre part, d'accélérer des dynamiques s'inscrivant dans les priorités de la CIMAC 2015-2020 et de la présente CIMAC 2021-2027.

02) UN PARTENARIAT FINANCIER AU SERVICE DE LA MOBILISATION DU FONDS AVENIR MONTAGNES

Le plan « Avenir Montagnes » lancé en mai 2021 vise à construire un modèle touristique à la fois plus diversifié et plus durable pour les territoires de montagne. Il s'articule autour de trois axes :

- diversifier l'offre touristique et rechercher de nouvelles clientèles ;
- accélérer la transition écologique des activités touristiques de montagne ;
- dynamiser l'immobilier de loisir et enrayer la formation de « lits froids ».

Ce plan a instauré un fonds « Avenir Montagne » doté de 331 M€ au niveau national dont 300 M€, à parts égales Etat et Régions, en vue d'accompagner des projets d'équipements et d'investissements structurants, portés par les collectivités territoriales ou par d'autres acteurs des massifs de montagnes pour permettre de valoriser les atouts des territoires de montagne dans le cadre du développement d'une offre de tourisme durable et résiliente, en lien avec les trois axes du plan. La CIMAC 2021-2027 constituera le cadre de la mobilisation des 83 M€, à parts égales Etat et Régions, du fonds Avenir Montagnes pour le Massif central.

03) UN PARTENARIAT FINANCIER AU SERVICE D'UNE AMBITION ET D'OBJECTIFS PARTAGES POUR LE MASSIF.

Au-delà de la contribution au plan de relance évoqué précédemment, la CIMAC 2021-2027 s'inscrit, dans un temps long, avec une capacité de financement des projets sur la période 2021-2027 et donc, d'accompagnement des grandes évolutions du massif. Elle répond à une stratégie partagée par l'ensemble des partenaires autour d'une ambition et d'objectifs transversaux.

(A) Une ambition : faire du Massif central un territoire qui compte dans le « monde d'après »

Les bouleversements profonds de nos sociétés qu'induisent la crise sanitaire et le changement climatique vont modifier les grands équilibres qui paraissaient immuables dans la hiérarchie des territoires en particulier en termes d'attractivité.

Dans ce nouveau référentiel en construction, le Massif central a une place nouvelle à prendre. Servi par les programmations précédentes, il présente, par ses valeurs et ses ressources, par des positionnements affirmés répondant aux nouvelles attentes des habitants (politiques d'accueil, culture), touristes (pôles de pleine nature, grandes itinérances...) et consommateurs (productions agricoles vertueuses et de qualité, relocalisation de la consommation), par sa situation centrale au cœur d'un important bassin de population, par la mise en réseau de ses acteurs, la structuration de ses filières économiques et les dynamiques à l'œuvre, une opportunité de passer du statut de « territoire sensible », à celui de « territoire qui compte ». Le nouveau contexte semble, en effet, mieux prendre en considération les qualités de ce territoire d'exception.

Qu'ils soient intrinsèques au Massif central (richesse des ressources, du patrimoine et des paysages, qualité des savoir-faire et des productions) ou le fruit des précédentes conventions de massif (pôles de pleine nature, grandes itinérances, services à la population et aux entreprises...), ces atouts sont aujourd'hui autant de facteurs d'attractivité, de points d'appui, qui font du Massif central, un territoire prêt à engager une profonde mutation.

Les contributions des représentants des acteurs du territoire du Massif central au sein des instances de massif et la concertation avec les partenaires de la CIMAC ont permis de dégager des priorités d'interventions pour la période 2021-2027. Elles prennent en compte les aspirations et impératifs du moment, liés à la crise sanitaire mais aussi aux nécessaires transitions, notamment écologiques, en prolongeant les actions repérées dans les précédentes programmations, en catalysant des dynamiques prometteuses (autour des mobilités rurales, des pôles de pleine nature et des itinérances notamment), pour le déploiement de réponses adaptées aux habitants et territoires du Massif central. L'objectif est de s'appuyer sur les réussites et les atouts du Massif central pour, au travers des politiques du massif, en faire des ressorts de développement du territoire.

L'ensemble de ces réflexions est guidée par une ambition : faire du Massif central un territoire qui compte dans le « monde d'après ».

(B) Des objectifs transversaux

Le partenariat de la présente convention identifie des enjeux transversaux pour le Massif central. La CIMAC 2021-2027 doit accompagner la généralisation de leur prise en compte dans l'ensemble des projets et démarches engagés sur le territoire. Ces enjeux, traduits en objectifs transversaux de la CIMAC sont les suivants :

- **Egalité femmes-hommes.** Qu'il s'agisse de diffuser la culture de l'égalité dès le plus jeune âge, d'enrayer les inégalités de salaire et de favoriser une meilleure conciliation des temps de vie, de prévenir et combattre toutes les formes de violences sexistes et sexuelles, de promouvoir la parité dans toutes les sphères de la société... la CIMAC doit permettre d'accompagner les initiatives réduisant les inégalités femmes-hommes ;
- **Inclusion sociale** (personnes en situation de handicap, de décrochage scolaire, de grande précarité.). Les enjeux d'inclusion sociale sont très marqués en milieu rural et ont été peu pris en compte dans les programmations précédentes ;
- **Association des citoyens** aussi bien dans la phase d'émergence du projet que dans sa réalisation. Cet objectif transversal a pour but de mieux prendre en compte les attentes et de mobiliser les habitants dans le projet de leur territoire, de générer des approches innovantes fondées sur l'analyse des besoins, de développer la confiance entre porteurs de projets et habitants. La diversité des citoyens associés sera recherchée ;
- **Stratégie Eau-Air-Sol** : les projets accompagnés au travers de la CIMAC 2021-2027 devront contribuer :
 - à une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau tant d'un point de vue qualitatif que quantitatif ;
 - à l'amélioration de la qualité de l'air dans un objectif de santé publique ;
 - à la maîtrise de la consommation des espaces naturels, forestiers et agricoles ;
- **Développement des usages du numérique**, en tant que services, outils et moyens à déployer et non comme une fin en soi ;
- **Transitions écologique, énergétique et climatique** dans une logique d'écodéveloppement du Massif central ;
- **Valorisation du patrimoine du Massif central** notamment par la mise en lumière des patrimoines matériels et immatériels, le design produit, le design communication, l'exigence architecturale, l'approvisionnement local en matériaux de construction, la valorisation des paysages, l'association des acteurs culturels des territoires.

La prise en compte de ces objectifs sera explicitée par les porteurs de projets et pourra faire l'objet de majorations du taux d'aides publiques accordé selon des modalités précisées dans le paragraphe « Modalités de mise en œuvre » de la présente convention.

II. La CIMAC 2021-2027, un outil au service opérationnel des territoires du Massif central

L'Etat, les quatre Régions et les Départements s'accordent sur le principe d'une contractualisation permettant de répondre aux défis auxquels ont à faire face le territoire et ses habitants :

- La transition écologique ;
- La résilience de tous les territoires et filières du massif ;
- L'attractivité du Massif central.

La CIMAC 2021-2027 est un outil financier partenarial au service de la réponse aux enjeux identifiés sur le Massif central. Pour répondre de manière efficace aux besoins d'accompagnement des projets interrégionaux portés par les acteurs du territoire, elle est structurée, autour des éléments suivants :

- Ses 3 mesures phares ;
- Ses 3 axes d'interventions déclinés en 18 fiches mesures ;
- Ses 2 mesures transversales : Favoriser les projets innovants en Massif central et Assistance technique.

Concernant le cas spécifique des filières herbagères et connexes, la stratégie d'intervention est définie par l'annexe particulière à la présente convention, conclue par l'Etat et les Conseils régionaux du Massif central.

01) L'INTERREGIONALITE ET LA MISE EN RESEAU COMME GAGES D'AMBITION DE LA CIMAC

Le caractère interrégional des projets accompagnés est une exigence constante des précédentes conventions de massif. Il participe à la bonne articulation de cette convention avec les différents Contrat de plan Etat-Région (CPER). Il contribue par ailleurs, par la mise en réseaux d'acteurs et de territoires répartis sur l'ensemble du massif, au développement équilibré des territoires du Massif central, à générer une certaine émulation entre ces acteurs, à développer des solutions et réponses adaptées à la diversité des situations et à créer les conditions du partage d'expérience et de l'essai rapide des expériences réussies à l'ensemble du Massif central. Ce caractère interrégional constitue donc un gage d'ambition des projets. Il est, dans la CIMAC 2021-2027, un critère d'éligibilité des projets : le projet, pour être éligible, doit répondre à l'un des critères suivants :

- il concerne des acteurs ou des territoires d'au moins deux régions du Massif central (au sens des régions dites « historiques » : Auvergne, Bourgogne, Languedoc-Roussillon, Limousin, Midi-Pyrénées, Rhône-Alpes). Le projet doit avoir un impact significatif sur une zone de taille au moins intercommunale ;
- il est expérimental ; les conditions de transfert, prévues dès le stade de la demande, permettent d'assurer la diffusion des résultats de l'expérimentation auprès des acteurs d'au moins deux régions différentes du Massif central (au sens des régions dites « historiques » : Auvergne, Bourgogne, Languedoc-Roussillon, Limousin, Midi-Pyrénées, Rhône-Alpes) ;
- il répond à un appel d'offres, un appel à projets, appel à candidatures ou appel à manifestations d'intérêt ou à une demande explicite du comité de massif, de sa commission permanente ou de l'une de ses commissions spécialisées ou groupes de travail, du comité de programmation ou du partenariat des financeurs du Massif central ;
- il correspond à un projet d'investissement structurant éligible à la présente convention.

Des modalités particulières de mise en œuvre de l'interrégionalité pourront être précisées dans les différentes mesures.

02) TROIS MESURES PHARES POUR FAIRE ENTRER LE MASSIF CENTRAL DANS UNE NOUVELLE ÈRE.

Parmi les atouts du Massif central évoqués ci-dessus, trois constituent une opportunité pour ce territoire de se démarquer :

- une présence très importante des prairies et de la forêt en faisant un puits de carbone majeur de l'Hexagone ;
- une attractivité touristique nouvelle que le changement climatique va encore accentuer ;
- une dynamique à l'œuvre d'acteurs du territoire pour inventer et expérimenter les nouvelles mobilités rurales.

La CIMAC 2021-2027 sera un révélateur de ces trois atouts pour faire du Massif central un territoire de référence pour les décennies à venir. Elle s'appuie sur trois mesures phares qui feront l'objet :

- de moyens financiers renforcés de la part de l'Etat (mobilisation de l'augmentation de maquette financière FNADT par rapport à la précédente programmation), et idéalement, pour un réel effet levier, des autres partenaires de la CIMAC,
- d'un effort de communication par la mise en avant des projets financés.

Ces mesures phares sont les suivantes :

(A) Stockage du carbone

L'atteinte des objectifs de réduction des émissions ne sera possible que par un effort conjugué de réduction effective des

émissions (isolation des bâtiments, décarbonation des transports,...) de préservation du stock de carbone dans le sol et d'augmentation du stockage et de la séquestration du carbone. Le Massif central avec ses 3,5 millions d'hectares de prairies (et les haies associées), 2,8 millions d'hectares de surfaces boisées et son contexte pédoclimatique constitue, si ce n'est le plus important, un des stocks principaux de carbone de l'Hexagone. Il aura donc un rôle majeur à jouer pour l'atteinte des objectifs partagés aux niveaux national et international et devra être valorisé pour ce rôle joué.

Lors de la programmation précédente, en partenariat avec l'Institut de l'Economie pour le Climat, et en particulier le CNPF et l'IDELE, le GIP Massif central a porté un projet qui a permis, au travers notamment du programme VOCAL - VOLuntary CARbon Land certification, grâce à des financements FEDER Massif central, de poser les fondements du premier référentiel de compensation volontaire des émissions de carbone : le « label Bas-Carbone ». Il permet à des entreprises de compenser leurs émissions non réductibles par le financement de projets forestiers ou agricoles justifiant d'un gain de séquestration de CO₂.

La prochaine programmation poursuivra l'accompagnement de la recherche de solutions en matière de compensation carbone autour principalement de trois orientations : la connaissance et l'amélioration du stockage et de la séquestration du carbone dans une vision à moyen/long terme, la recherche de modalités de valorisation du stock de carbone existant et la préparation du Massif central au développement du marché des compensations carbone. Au-delà de l'accompagnement de ces réflexions, la CIMAC 2021-2027 accompagnera la structuration, l'organisation et l'investissement pour l'émergence de filières Massif central de production de matériaux biosourcés pour valoriser le bois, des produits et sous-produits de l'agriculture (cannes de tournesol.). Cet objectif de développement du stockage du carbone du Massif central ne devra pas se faire au détriment des équilibres écosystémiques. Une vigilance particulière sera portée pour chaque projet accompagné sur l'enjeu clé de maintien de la biodiversité et de préservation des paysages.

Cette orientation stratégique de la CIMAC pour organiser la compensation carbone constitue une réelle opportunité de positionner le Massif central comme un territoire de référence en la matière, générant ainsi des retombées immédiates en termes d'image et ouvrant, à plus long terme, des perspectives de revenus complémentaires en faveur de l'agriculture et de la forêt.

Cette mesure phare s'appuiera principalement pour son déploiement sur les actions prévues :

- dans l'Axe 1 autour des milieux emblématiques mais aussi de l'expérimentation des Paiements pour Services Environnementaux (PSE) ;
- dans l'Axe 2 autour des filières emblématiques et en particulier des filières agricoles et forêt-bois ;
- dans l'Axe 3 autour du renforcement du lien urbain-rural.

(B) Tourisme durable

L'été 2020 a - certes dans un contexte particulier - confirmé, par la fréquentation exceptionnelle observée sur l'ensemble du territoire, l'attractivité touristique du Massif central. Cette attractivité est le fruit des politiques des programmations précédentes en termes de diversification et de structuration de l'offre touristique. Elle repose sur l'identité du Massif central et les valeurs qu'elle véhicule : qualité de vie, convivialité, authenticité, excellence des productions et des savoir-faire, de préservation de l'environnement, des paysages. Cette attractivité devrait, en été, être renforcée par le réchauffement climatique qui - sans épargner le Massif central - en raison de l'altitude notamment, ne rendra pas les températures aussi difficilement supportables que celles des actuelles grandes régions touristiques (zone méditerranéenne notamment). Le Massif central est au cœur d'un bassin de population de plus de 9 millions d'habitants (en intégrant les métropoles environnantes de Bordeaux, Dijon, Lyon, Montpellier et Toulouse) et présente ainsi un potentiel de développement d'un tourisme de proximité. L'enjeu sera donc sur la période 2021-2027 d'accompagner le développement d'un tourisme durable sur l'ensemble du massif et d'accroître et de mieux répartir sur toute l'année les retombées économiques, en particulier pour les territoires dépendant de l'activité « ski », dans un contexte d'évolutions climatiques modifiant la régularité et l'intensité de l'enneigement naturel.

Le développement du tourisme, au-delà de ces retombées est un complément essentiel aux politiques en faveur de l'attractivité des territoires et de l'accueil des nouveaux habitants. En effet, l'expérience touristique est un premier contact avec un territoire, qui permet de le découvrir, de l'apprécier, d'y revenir et, peut-être un jour, de s'y installer durablement. Ainsi, cette expérience doit permettre de rendre compte de la qualité de vie des habitants des territoires pour donner envie.

La mesure phare Tourisme Durable s'articulera avec le plan Avenir Montagnes. Elle doit constituer une réelle impulsion

permettant d'enclencher sur l'ensemble du Massif central une dynamique de transitions économique, environnementale, sociale et sociétale, vertueuses en prenant appui sur les services écosystémiques rendus par le patrimoine naturel très riche (forêts productives, forêts matures, biodiversité prairiale, trames bocagères, trames bleues, trames noires etc.).

Tendre vers un tourisme plus durable nécessite le déploiement de nouvelles stratégies mais aussi la création de nouveaux produits et services, ainsi que le design d'une offre globale cohérente. Cela nécessite l'implication forte des filières de production du Massif central, des acteurs du développement et de tous les partenaires œuvrant à la préservation de la biodiversité. A terme, cela engendrera pour tous des retombées économiques et sociales ; en particulier la question des loisirs offerts aux habitants du territoire et des périphéries doit être, dès le départ, l'un des paramètres au cœur des actions qui seront initiées. La préservation d'un environnement naturel de grande qualité est une nécessité partagée par tous, tant pour le cadre de vie des habitants que pour les paysages offerts aux visiteurs ; aussi, le développement touristique souhaité ne doit pas se faire au détriment de cet environnement.

Il s'agit bien entendu de continuer à faire rayonner les grands sites touristiques mais aussi d'appuyer l'émergence et la consolidation de nouveaux sites, par des stratégies touristiques adaptées aux nouveaux enjeux du tourisme « transmoderne »¹ et favorisant le renouveau économique et social de territoires préservés.

Cette mesure phare s'appuiera pour son déploiement sur 2021 et 2022 sur le Plan Avenir Montagnes et sur les actions prévues autour du tourisme dans l'Axe 2.

(C) Mobilités rurales

Les précédentes programmations avaient permis d'accompagner différents projets en lien avec les mobilités. Parmi ceux-là, le projet TEAMM (Territoire d'Expérimentation, d'Actions, de Mobilité innovante en zone de Montagne), conduit en inter-massif avec les Pyrénées, avait permis, via une démarche territoriale ascendante, d'envisager des solutions de mobilités pour et avec 10 territoires de montagne peu denses en mobilisant leurs ressources. Cela a nécessité au préalable d'identifier de manière approfondie les besoins de mobilité des populations cibles pour co-construire des réponses viables et pertinentes afin de renforcer l'attractivité de ces territoires, en facilitant les mobilités et en créant de la richesse. La prochaine programmation devra permettre l'émergence et la concrétisation de réponses adaptées à ces territoires.

L'enjeu de l'accessibilité du territoire est identifié dans le schéma du Massif central comme un des trois axes majeurs de la politique à conduire dans le massif. La CIMAC 2021-2027, au travers de cette mesure phare permet de faire émerger des solutions innovantes et adaptées aux besoins spécifiques de mobilité des territoires de montagne habités. La faible densité de population ne permet pas d'envisager une rupture avec le transport individuel.

L'enjeu est donc :

- d'apporter des solutions organisationnelles et technologiques, facilitant l'accès du plus grand nombre à ces mobilités,
- d'accélérer la transition électrique vers des mobilités individuelles décarbonées (électricité, hydrogène, bioGNV).
L'objectif est d'améliorer la qualité de vie des habitants du Massif central mais aussi de positionner des acteurs économiques du territoire comme des leaders des mobilités rurales à l'échelle nationale et internationale.

Cette mesure phare s'appuiera pour son déploiement sur l'action prévue autour des mobilités rurales dans l'Axe 3.

03) TROIS AXES D'INTERVENTION POUR POURSUIVRE ET CONSOLIDER LA TRANSITION DU MASSIF CENTRAL

La CIMAC coordonne les interventions financières des partenaires (Etat - Régions - Départements) autour de trois axes stratégiques pour la période 2021-2027 :

- Axe 1 - Faire du Massif central un territoire exemplaire en matière de préservation et de valorisation des ressources et milieux naturels

¹ Sonia Zanad, *The conversation*, 11 janvier 2021 : « Depuis une dizaine d'années, des signaux avant-coureurs nous indiquent l'émergence progressive d'une nouvelle configuration historique qualifiée de « transmoderne » en lien avec la combinaison de mutations politiques, économiques, socioculturelles, environnementales et technologiques qui remettent en cause les modèles établis. La « transmodernité » peut être définie comme une totalité interdépendante qui se caractérise par l'hybridation des modèles, et le métissage des valeurs. Cette nouvelle forme sociétale s'inscrit dans la transition sociétale actuelle qui est balisée par deux paradigmes : celui [...] lié au progrès infini et celui émergent [...] animé par un nouvel art de vivre où la vision de l'habiter et du voyage est repensée à travers le prisme de la quête de sens. »

- Axe 2 - Accompagner la transformation des filières économiques du massif
- Axe 3 - Amplifier l'attractivité des territoires du Massif central au bénéfice de toutes les populations

Ces axes sont déclinés en 18 fiches mesures.

F=(A) Axe 1 - Faire du Massif central un territoire exemplaire en matière de préservation et de valorisation des ressources et milieux naturels

Le Massif central est doté d'un patrimoine naturel remarquable, riche de ses paysages, de ses milieux et de sa biodiversité. Ces ressources sont par ailleurs génératrices de valeur ajoutée et d'emploi (tourisme, productions agricole et forestière...). Ainsi, la préservation des ressources patrimoniales et naturelles du Massif central, dont les paysages, la forêt, la biodiversité et l'eau, constitue un défi majeur dans un contexte d'évolution climatique.

La forêt est d'importance majeure dans les équilibres climatiques (pondérations des extrêmes), économiques (filiale bois, tourisme), de la biodiversité (diversité des essences, des structures et types de forêts...) et pour le cadre de vie (loisirs récréatifs.). Cette ressource est aujourd'hui menacée par le stress hydrique et les attaques parasitaires favorisées par le changement climatique et dont l'effet est accentué dans les zones où certaines pratiques forestières ont eu tendance à diminuer la diversité des essences.

Porte d'entrée de l'hydrosystème de 4 grands bassins hydrographiques français, ce territoire se caractérise par un réseau hydrographique superficiel dense mais de petite taille et par des réserves souterraines limitées. Cette eau, présente sur le territoire sous des formes diversifiées (cours d'eau, étangs, zones humides...) a façonné de longue date le paysage et le développement économique du territoire. Elle abrite encore une biodiversité remarquable. Malgré son apparente abondance, cette ressource s'avère aujourd'hui particulièrement impactée par les évolutions des pressions anthropiques (évolution des pratiques agricoles et sylvicoles, urbanisation.) cumulées aux effets du changement climatique. Cette ressource en eau est utilisée pour les usages variés, de plus en plus en concurrence, que sont : l'alimentation en eau potable, l'agriculture, la production d'énergie hydro-électrique, les activités industrielles, le maintien du niveau d'étiage nécessaire pour les usages hors massif, le tourisme hivernal et les activités nautiques. La conciliation des usages dans une gouvernance partagée, notamment dans le cadre des programmes territoriaux de gestion de l'eau portés par les agences de l'eau, sera recherchée.

La qualité de la biodiversité du Massif central mérite une attention particulière. Les milieux ouverts herbacés, les forêts anciennes, les tourbières, ainsi que tous les milieux intermédiaires et les trames noires concourent à la richesse écologique du Massif central. Cela contribue à la qualité de vie, aux services environnementaux associés, au rayonnement touristique et à la résilience de ce territoire. La protection et la bonne gestion de ce patrimoine constituent un préalable à la durabilité de son développement.

La CIMAC 2021-2027 accompagne le territoire pour relever le défi de la transition climatique à travers trois points :

- Participer aux efforts de connaissance des différentes ressources (forêts, eau, biodiversité.) et de sensibilisation ;
- Adapter les pratiques de gestion et de valorisation pour améliorer la résilience des milieux ;
- Concilier les évolutions de l'urbanisation et des secteurs économiques (activités agricoles, tourisme, activités artisanales et industrielles) avec les enjeux de préservation de l'espace, de la biodiversité et de résilience des écosystèmes au changement climatique.

Le détail des modalités d'intervention est présenté dans les trois fiches mesures associées à cet axe.

(B) Axe 2 - Accompagner la transformation des filières économiques du massif

L'attractivité touristique du Massif central repose sur l'image qu'il véhicule et qui répond à des préoccupations de nos concitoyens aussi bien en tant qu'habitant, que visiteur ou consommateur. Il convient donc de la préserver, la renforcer, la diffuser et la valoriser comme levier de développement touristique et plus largement de développement économique (image valorisée des produits et entreprises du Massif central).

Le Massif central dispose de ressources riches et se situe au cœur d'un bassin de population important. Il est donc à même de répondre à la volonté de relocalisation de la consommation et de souveraineté manifestée aussi bien par les collectivités et les acteurs économiques que par les citoyens.

La CIMAC 2021-2027 accompagne les filières du Massif central pour qu'elles relèvent le défi de la résilience en valorisant ces ressources spécifiques :

- Favoriser l'expression des dynamiques économiques plurielles à l'œuvre sur ce territoire, notamment en accompagnant et renforçant les efforts d'innovation et de transition des activités économiques du massif, ainsi que l'adaptation des activités touristiques au changement climatique et aux nouvelles aspirations des clients ;
- Accompagner la transition des stations de moyenne montagne vers une offre touristique d'activités et de loisirs diversifiée, hiver comme été, mettant en valeur le patrimoine (environnemental, architectural, paysager, culturel) et les savoir-faire locaux (agricoles, industriels, artisanaux) pour répondre au changement climatique et atténuer ses effets ;
- Soutenir la structuration des filières (agriculture, bois construction, pierre et textile / cuir / laine) à partir de sources d'approvisionnement de proximité et en favorisant les passerelles entre les filières, dans une logique de décloisonnement et de développement territorial ;
- Accompagner l'émergence de solutions adaptées innovantes pour le territoire et par les acteurs économiques, industriels du territoire notamment pour la production d'énergies renouvelables et les mobilités décarbonées. Cet accompagnement de l'innovation, couplé à un travail sur l'adaptation de la formation aux besoins des entreprises permettra d'accélérer la diversification et la transition des filières industrielles très présentes dans le Massif central.

Le détail des modalités d'intervention est présenté dans les sept fiches mesures associées à cet axe.

(C) Axe 3 - Amplifier l'attractivité des territoires du Massif central au bénéfice de toutes les populations

La crise sanitaire a révélé des aspirations nouvelles de nos concitoyens (souhait de changer de vie, de retrouver du sens) ; il est trop tôt pour savoir si toutes se concrétiseront. Le Massif central présente de multiples qualités pour répondre à ces nouvelles attentes et « capter » de potentiels nouveaux résidents et entrepreneurs, aussi bien par ses ressources que par les politiques d'accueil couplées au développement de services mises en œuvre lors des programmations précédentes.

Le renforcement de la population, et donc l'attractivité du territoire constituent un enjeu majeur pour le Massif central. La CIMAC doit poursuivre ses politiques en faveur du développement de la qualité de vie des habitants partout sur le territoire du Massif central, notamment en accompagnant l'émergence de partenariats urbain-rural innovants et ambitieux en faveur de l'accueil de nouvelles entreprises et de nouvelles populations.

En plus des défis de préservation de l'environnement et de renforcement de l'économie, il est indispensable d'offrir une qualité de vie répondant aux aspirations nouvelles des populations résidentes et nouvellement accueillies sur le Massif central. Si l'entrée touristique est importante pour faire découvrir le territoire, certaines contraintes inhérentes à la montagne peuvent freiner les envies d'installation sur le Massif central.

Au regard de ces enjeux d'avenir, la CIMAC poursuit ses actions pour garantir l'attrait du Massif central, notamment pour les jeunes, et favoriser l'arrivée de nouveaux actifs :

- Accompagner les projets concourant à amplifier l'attractivité du Massif central (accès aux services, , usages du numérique, ...)
- Développer des solutions de mobilité frugale et des services de mobilité accessibles à tous et en tout lieu du Massif central
- Améliorer la qualité de vie des habitants par l'expérimentation de démarches, notamment économiques et sociales, innovantes en matière d'adaptation de l'offre de logement, de développement de l'offre culturelle, de redynamisation des commerces de centre-bourgs, de déploiement de solutions pour le télétravail, ;

- Accompagner le déploiement de nouveaux partenariats urbain - rural renforçant l'équilibre des territoires et participant à l'amélioration de la qualité de vie sur le Massif central. Les thématiques touristiques, culturelles, paiements pour services environnementaux, éducation, santé, alimentation etc. pourront constituer le cœur de ces partenariats.

Le détail des modalités d'intervention est présenté dans les huit fiches mesures associées à cet axe.

04) DES MESURES TRANSVERSALES AU SERVICE DE L'EFFICACITE DE LA CIMAC

(A) Une mesure en faveur de l'innovation

Afin de permettre l'accompagnement de démarches, initiatives, projets en réponse à des enjeux non encore identifiés, la CIMAC dispose d'une mesure « Favoriser les produits innovants en Massif central » avec une ligne budgétaire dédiée.

Cette mesure permet le financement de tout projet innovant dont la thématique devra prioritairement s'inscrire dans l'un des trois axes de la CIMAC 2021-2027 et présentant des perspectives remarquables de déploiement et de retombées favorables pour le territoire. La sélection des projets sera assurée par le comité de programmation Massif central sur la base d'une analyse réalisée par les services du partenariat Massif central, qui s'appuiera au besoin sur l'appréciation d'experts.

Les modalités de mise en œuvre sont précisées dans la fiche mesure associée et sont susceptibles d'être modifiées par décision du comité de programmation, en fonction de la mise en œuvre de cette mesure inédite.

(B) Une mesure Assistance technique pour la mise en œuvre de la CIMAC

L'efficacité des politiques portées au travers de la CIMAC 2021-2027 par l'ensemble des partenaires financiers repose sur la capacité d'appuyer l'ingénierie mise en œuvre par les différents partenaires, de capitaliser et diffuser le résultat des expérimentations ainsi que les bonnes pratiques, de mieux faire connaître la convention de Massif central auprès de nouveaux bénéficiaires et du grand public, et de suivre, d'animer, d'évaluer les projets et thématiques. Un autre enjeu est l'amélioration de la mise en œuvre de la convention de Massif central à travers sa gestion, son évaluation mais aussi la mise en réseaux des acteurs pour favoriser la fluidité et la circulation de l'information, capitaliser et innover et contribuer à une réflexion prospective.

La mesure Assistance technique a pour objectif d'accompagner le partenariat dans la mise en œuvre de la CIMAC.

Les modalités de mise en œuvre sont précisées dans la fiche mesure associée et sont susceptibles d'être modifiées par décision du comité de programmation.

05) FICHES MESURES

Axe 1 - Faire du Massif central un territoire exemplaire en matière de préservation et de valorisation des ressources et milieux naturels

Mesure 1.1 - Protéger et mettre en valeur les milieux emblématiques du massif et ses corridors écologiques

Le Massif central offre une palette de paysages de vallées et de hautes terres riches d'une forte diversité de milieux naturels variés de qualité exceptionnelle ; la forêt recouvre environ un tiers de sa surface, les surfaces pastorales herbagères servent de support à un élevage herbivore réputé, les zones humides liées à la ressource en eaux dont ce massif dispose sont des atouts incontestables en matière de résilience au changement climatique tant en matière de captation du carbone, que de limitation de l'érosion des sols ou d'épuration de pollutions diffuses. La qualité de l'air bénéficie également d'une moindre altération conséquence d'une moindre activité anthropique entraînant dégradation et pollutions.

La valorisation des ressources naturelles doit s'accompagner d'actions fortes pour la préservation de ces atouts, source des aménités primordiales au maintien de son attractivité.

Sans pour autant placer le massif « sous cloche » : les mesures qui suivent doivent concilier « exploitation durable », préservation et valorisation du patrimoine naturel.

Contexte et enjeux

Forêts anciennes et trame de vieux bois : l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) a depuis longtemps établi pour l'ensemble du monde que 10 % de la surface de chaque type d'écosystème devrait être mis en réserve.

Parmi la grande diversité des forêts du Massif central, le maintien d'un nombre important d'arbres anciens ou morts préserve la structure forestière variée, favorise la restauration de la biodiversité et le retour des micro-habitats de nombre d'espèces actuellement en danger (chouettes, chiroptères...). Cela requiert des niveaux d'exigence élevés de conservation de nos écosystèmes forestiers par des démarches volontaires, consensuelles entre forestiers (propriétaires et exploitants) et organismes naturalistes, le lien entre la gestion forestière et la production de bois étant essentiel. Les forêts anciennes et les trames de vieux bois associent plusieurs aspects : un intérêt patrimonial et historique (associé à une vocation de tourisme durable non perturbant) ; un intérêt écologique : présence d'espèces forestières à faible dispersion, y compris dans le sol (micro et macro-organismes, banque de graines, etc.).

Milieux ouverts herbacés : la mosaïque de milieux ouverts herbacés du territoire du Massif central présente une diversité d'habitats et d'espèces faunistiques ou floristiques qui constitue un réservoir de biodiversité d'intérêt européen et qui fournit de nombreux services écosystémiques dont le stockage du carbone.

La préservation de leur qualité écologique est étroitement liée à la présence de l'élevage qui, par ses différentes pratiques (fauche et/ou pâturage, entretien des linéaires de haies et bocages, transhumance et pastoralisme .), façonne depuis deux millénaires les paysages du Massif central.

Leur préservation participe au maintien de la qualité paysagère du Massif central, notamment sur les sites emblématiques inscrits au patrimoine mondial tels que les Causses et Cévennes ou la Chaîne des Puys-faille de Limagne mais plus largement pour l'ensemble des secteurs de plateaux ou montagnes propices au pastoralisme.

Ces espaces constituent à la fois une source de produits de grande qualité et une richesse patrimoniale exceptionnelle qui contribuent au maintien d'activités économiques intrinsèquement liées à leur préservation : agriculture, élevage, tourisme, artisanat.

Néanmoins, la qualité et la pérennité de ces activités sont dépendantes du maintien en bon état de conservation de cette trame agropastorale.

La préservation durable de la biodiversité des milieux ouverts herbacés nécessite de s'appuyer sur la mise en œuvre de pratiques agro-écologiques qui valorisent les fonctions écologiques des pratiques pastorales sur ces milieux à forte naturalité et qui participent à la production de produits de grande qualité (pratiques reconnues par exemple au travers des AOP).

Ainsi, l'évolution des pratiques de conduite des troupeaux vers plus de valeur ajoutée ne doit pas s'accompagner d'une dégradation des milieux naturels supports de l'alimentation des herbivores soit par une trop forte intensification ou artificialisation des espaces, soit a contrario par l'abandon de pratiques d'élevage sur les secteurs les moins accessibles.

La part des milieux ouverts herbacés offrant des ressources spontanées diversifiées liée à la présence d'un élevage herbivore de plein air dans le massif justifie un soutien et un accompagnement pour préserver ces milieux et créer plus de valeur ajoutée qualitative liée aux produits animaux sur ses territoires, en améliorant la résilience de l'agriculture au changement climatique en particulier, et en maintenant leur diversité, support d'aménités multiples : faune, flore, paysages, stockage carbone, interface sol-air, épuration de l'eau,...

Zones humides emblématiques du Massif central :

- **Tourbières** : parmi la grande diversité des milieux naturels du Massif central les tourbières, écosystèmes fragiles correspondant à des zones humides colonisées par la végétation qui accumulent de façon progressive de la tourbe à très forte teneur en matière organique peu ou pas décomposée d'origine végétale.

Les tourbières associent de multiples valeurs : biologique et écologique, scientifique, archéologique et ethnologique, mais également fonctionnelle dans la régulation du cycle de l'eau et du carbone ; elles ont aussi des valeurs paysagère, récréative et éducative.

Le Massif central est riche en tourbières qui, après avoir été trop longtemps asséchées ou assainies, sont maintenant préservées pour des usages variés. On mesure aujourd'hui leur intérêt essentiel en matière de réserve en eau lors de sécheresses ou de fortes précipitations (pâturage restreint, ralentissement des inondations), leur fonction d'habitat d'espèces spécifiques (floristique, halieutique et cynégétique), ou leur intérêt en pharmacologie (plantes médicinales). Par ailleurs, elles ont une fonction historique de puit de carbone. Environ 25 % du stock mondial de carbone organique du sol se trouve dans les tourbières. Leur dégradation peut entraîner un relargage très important de ce stock de carbone à l'avenir, il est donc primordial de préserver leur fonctionnalité.

- **Les lacs de cratères** : ces lacs aux eaux limpides abritent plusieurs espèces végétales très rares, dont l'Isoète des Lacs et l'Isoète à spores épineuses. On constate de nos jours un profond changement dans les compositions et la diversité floristique de ces milieux (disparition ou régression d'espèces) due à une altération de la qualité de l'eau (eutrophisation y compris sur les lacs de plus haute altitude), ou au manque d'eau de plus en plus prégnant. Il y a donc un enjeu de préservation et de reconquête de la qualité de ces milieux.
- **Les autres zones humides d'altitude** : le massif possède de nombreuses zones humides d'altitude spécifiques, comme par exemple les mares temporaires des plateaux basaltiques, appelées localement « chaux » ou planèze, qui sont le support d'une biodiversité remarquable (notamment des communautés végétales uniques) mais qui sont actuellement vulnérables.

Gestion de l'eau : Porte d'entrée de l'hydrosystème de 4 grands bassins hydrographiques français, ce territoire se caractérise par un réseau hydrographique superficiel dense mais de petite taille et par des réserves souterraines limitées. Cette eau, présente sur le territoire sous des formes diversifiées (cours d'eau, étangs, zones humides...) a façonné de longue date le paysage et le développement économique du territoire. Elle abrite encore une biodiversité remarquable. Malgré son apparente abondance, cette ressource s'avère aujourd'hui particulièrement impactée par les évolutions des pressions anthropiques (évolution des pratiques agricoles et sylvicoles, urbanisation.) cumulées aux effets du changement climatique. Cette ressource en eau est utilisée pour les usages variés, de plus en plus en concurrence, que sont : l'alimentation en eau potable, l'agriculture, la production d'énergie hydro-électrique, les activités industrielles, le maintien du niveau d'étiage nécessaire pour les usages hors massif, le tourisme hivernal et les activités nautiques. La répartition de la pluviométrie tout au long de l'année est fortement modifiée par les effets des changements globaux en cours, alternant

sécheresses et périodes de fortes précipitations. Les conséquences induites aussi bien du point de vue quantitatif que qualitatif rendent nécessaires une modification des pratiques pour l'ensemble des usages. Une gestion partagée concertée, non conflictuelle assurant la pérennité de l'ensemble des activités et permettant la préservation des milieux aquatiques et de leur biodiversité est à développer.

Trame noire : elle correspond à l'ensemble des corridors écologiques caractérisés par une certaine obscurité et empruntés par les espèces nocturnes. Elle permet de limiter la dégradation et la fragmentation des habitats naturels dues à l'éclairage artificiel, par l'intermédiaire d'un réseau écologique formé de réservoirs et de corridors propices à la biodiversité nocturne. Le Massif central, parmi les zones les moins impactées par la pollution lumineuse en Europe, est un « hot spot » particulier, et le parc National des Cévennes labellisé plus grande Réserve internationale de ciel étoilé d'Europe en 2018 peut être un modèle pour la limitation et la réduction de la pollution lumineuse et la protection des espèces. Il apparaît primordial de bien prendre en compte l'exposition du Massif central à la pollution lumineuse nocturne et de construire des méthodes de limitation/réduction de cette nuisance dans l'aménagement du territoire pour la préservation de la biodiversité.

Intermilieux et inter-corridors : les intermilieux correspondent aux zones tampons, qui sont entendues comme les milieux connexes aux réservoirs et aux corridors écologiques liés aux forêts anciennes et trames de vieux bois, aux tourbières et aux milieux ouverts herbacés et dont la nature, l'état et la proximité peut influencer sur la fonctionnalité et la résilience de ces milieux.

Objectifs opérationnels

Selon les différents milieux, la mesure vise à :

Forêts anciennes et trame de vieux bois :

- faire des forêts du Massif central la référence en matière de conservation. La trame de vieux bois déjà pour partie identifiée peut maintenant servir de façon plus générale à la conservation d' « arbres-habitats » et d'îlots de sénescence ;
- améliorer la connaissance par des études, suivis et prospectives et compléter la cartographie des forêts anciennes et trame de vieux bois.

Milieux ouverts herbacés :

- préserver et rechercher un bon état de conservation de l'existant, y compris des haies ;
- accompagner des projets concertés de reconquête éco-pastorale des milieux ouverts herbacés ;
- mettre en réseau les éleveurs pour accompagner le partage d'expériences sur la gestion de la biodiversité à travers le prisme de l'élevage et développer des systèmes d'élevage résilients ;
- reconquérir des milieux ouverts sur des espaces en friche et/ou sur des espaces boisés qui ne présentent pas d'intérêt écologique, paysager et à faible potentiel économique ;
- déployer un cahier des charges valorisant les systèmes à Haute Valeur Naturelle (HVN) et valoriser les pratiques vertueuses ;
- approfondir les connaissances croisées écologiques et pastorales par la mise en place de suivi d'indicateurs sur le long terme en particulier concernant le carbone.

Tourbières :

- compléter la cartographie des tourbières du massif ;
- connaître le fonctionnement des tourbières : suivis scientifiques (alimentation en eau, hydro-géologie, paléo-écologie, flore, végétations actuelles et passées, habitats naturels, faune, stockage carbone...) ;
- suite à des études et suivis spécifiques, pratiquer une gestion concertée et raisonnée : acquisition, travaux de restauration, gestion et conservation en veillant en particulier à la conciliation de la préservation des tourbières et des activités agricoles extensives non impactantes pour ces milieux (maintien d'un pâturage extensif limitant l'enrichissement, limitation du piétinement bovin, exclusion de pratiques néfastes telles que le drainage...), mise en valeur raisonnée, actions de préservation des zones humides, des espèces emblématiques liées ;
- sensibiliser le grand public à ces milieux tout en maîtrisant leur éventuelle ouverture (visites accompagnées) : découvrir leur histoire, leur fonctionnement, mais aussi comprendre les mesures permettant leur préservation.

Gestion de l'eau : contribuer avec les partenaires des territoires en charge de l'eau (agences, gestionnaires de contrats de rivières, syndicats, commissions locales de l'eau.) à l'amélioration de la gestion (quantité et qualité) de la ressource dans le contexte du changement climatique, dans le cadre de projets de territoires cohérents du point de vue hydrographique.

Trame noire :

- améliorer la connaissance de l'impact de la pollution lumineuse sur les continuités écologiques et la biodiversité associée (production de cartographie etc.) ;
- mettre en place une dynamique territoriale d'amélioration des connaissances sur l'environnement nocturne permettant de viser l'élaboration d'une trame noire à l'échelle Massif central ;
- préserver ou restaurer la biodiversité animale et végétale ;
- faciliter l'accompagnement et la prise en compte des préconisations techniques (y compris économie d'énergie et urbanisme adapté) pour optimiser l'éclairage public ou privé en limitant son impact ;
- faciliter la découverte des ciels étoilés du Massif central par le grand public désireux de se familiariser avec l'observation astronomique (tourisme).

Intermilieux et inter-corridors : améliorer la résilience et la fonctionnalité des milieux caractéristiques du Massif central et de leurs zones tampons afin de permettre l'atténuation et l'adaptation au changement climatique et d'assurer le maintien des services écosystémiques rendus par ces milieux. L'enjeu est d'assurer une meilleure connectivité entre les milieux emblématiques du Massif central.

Description de l'action

Selon les milieux, pourront être soutenus dans le cadre de cette mesure, les projets visant les éléments suivants :

Forêts anciennes et trame de vieux bois : innovation dans le conseil aux propriétaires forestiers, diffusion d'informations, expérimentation/formation des « gestionnaires ». Egalement tout type d'action à caractère collectif visant à l'amélioration des connaissances, la sensibilisation des acteurs, usagers professionnels ou résidents/citoyens (éducation à l'environnement, sciences participatives), la préservation et la valorisation ; enfin, toute action de préservation, notamment par action de maîtrise foncière ou d'usage, visant la conservation d'îlots de trame de vieux bois et leur connectivité ;

Milieux ouverts herbacés : les actions proposées, en réponse aux objectifs opérationnels fixés, devront contribuer au maintien ou à la restauration de la qualité des milieux ouverts herbacés tant du point de vue de leur diversité floristique que de la faune qu'ils recèlent et des services écosystémiques qu'ils fournissent en s'appuyant sur les acquis des travaux engagés dans le précédent programme sur les territoires. En particulier les actions porteront sur l'innovation dans l'accompagnement technique et le suivi écologique/économique, l'amélioration et le partage des connaissances des milieux, y compris d'un point de vue agro-écologique, la diffusion et la concertation pour la mise en pratique auprès d'un plus grand nombre d'éleveurs et de propriétaires ;

Tourbières et autres zones humides spécifiques du massif : les actions proposées, en réponse aux objectifs opérationnels fixés, porteront notamment sur l'amélioration de leur connaissance, leur préservation, leur restauration (écosystèmes dégradés) et leur mise en valeur. Une gestion territoriale collective et une animation voire une acquisition foncière pourraient être nécessaires, ainsi qu'un accompagnement à une meilleure gestion et à une meilleure prise en compte de ces milieux dans les projets et activités ;

Gestion de l'eau : dispositifs expérimentaux d'accompagnement de gouvernances territoriales locales exemplaires, complémentaires des dispositifs existants permettant de concilier les usages variés et la préservation des milieux. Expérimentations visant à l'amélioration qualitative des masses d'eau dont celles destinées aux activités touristiques et aqua ludiques qui vont prendre, compte tenu des nouvelles pratiques touristiques, une part de plus en plus importante en période estivale (eaux de baignade et problématique des cyanobactéries en particulier) ;

Trame noire : état de l'art, recueil des éléments de connaissances notamment sur la pollution lumineuse dans le massif, quantification des seuils de sensibilité des espèces à l'éclairage, production de cartographies de la qualité lumineuse d'un territoire et des zones de perturbation, identification des secteurs à enjeux et accompagnement des actions à caractère

collectif à mettre en œuvre pour une trame continue pour réduire la pollution lumineuse et pour améliorer les habitats d'espèces ciblées, actions de sensibilisation et d'éducation à l'environnement nocturne.

Des actions intermilieux permettant l'amélioration et la restauration des continuités écologiques entre les milieux emblématiques du Massif central seront encouragées, en particulier concernant :

- l'amélioration des connaissances (études sur le rôle des zones tampons dans l'amélioration de la résilience des milieux cibles, études sur les synergies entre pratiques agro-pastorales ou sylvicoles favorables à la préservation de la biodiversité et à l'atténuation, l'adaptation au changement climatique,...) ;
- l'expérimentation ciblant l'adaptation d'itinéraires techniques, l'adaptation de pratiques agricoles ou sylvicoles pour renforcer la résilience des milieux ;
- l'amélioration de la gestion ou de la restauration de milieux ;
- la facilitation de l'animation, de l'accompagnement et de l'approche multifonctionnelle ou « multiregards » des milieux, pour concilier les usages.

Sera encouragée en particulier l'émergence de projets couvrant des enjeux et/ou des échelles susceptible de mobiliser les dispositifs déployés par la Commission Européenne (programme LIFE.).

Coopération inter-massifs

Possibilité d'échanges et d'actions entre les acteurs du Massif central et les autres massifs.

Indicateurs cibles

Forêts anciennes, Milieux ouverts herbacés, Tourbières et intermilieux : progression significative des surfaces préservées

Gestion de l'eau : 3 démarches territoriales de gestion de la ressource

Trame noire : continuité territoriale engagée dans une démarche de préservation et de valorisation de la trame noire

Tous milieux et corridors : émergence d'une démarche couvrant des enjeux et/ou des échelles susceptible de mobiliser les dispositifs déployés par la Commission Européenne (programme LIFE.).

Modalités de remontée des projets

Toutes thématiques :

Aides mobilisables sur sollicitations d'acteurs des territoires du Massif central déposées au fil de l'eau présentant une réelle qualité et/ou plus-value, ou appel à manifestation d'intérêts ou appel à projets, ou autres modalités prévues par les cofinanceurs notamment l'axe interrégional Massif central du PO FEDER régional Auvergne-Rhône-Alpes.

Bénéficiaires

Tout acteur public ou privé.

Types de dépenses

Sous réserve des règlements d'intervention des différents financeurs et des modalités définies dans les paragraphes « Taux d'aides » et « Dépenses éligibles » de la présente convention, les postes de dépense susceptibles d'être financés dans le cadre de la présente mesure sont les suivants :

- frais de personnel et coûts indirects liés
- frais de déplacement

- prestations externes
- matériels et petits équipements nécessaires à la réalisation des actions
- équipements et investissements, y compris travaux et foncier au besoin

Modalité de sélection ou de priorisation des projets

De façon générale les actions proposées seront appréciées au regard de leur caractère innovant, collectif et partenarial, de leur ancrage dans les stratégies territoriales et de leur capacité à diffuser vers le grand public.

La cohérence avec les volets biodiversité (trame verte et bleue) et adaptation au changement climatique des SRADDET des différentes régions sera recherchée, ainsi qu'avec les objectifs des SDAGE.

Selon les milieux, l'opportunité du financement du projet sera évaluée notamment au regard des éléments suivants :

- Forêts anciennes : les projets devront avoir une dimension territoriale collective et concertée ; les territoires concernés comprendront des forêts anciennes au sens des travaux préalables conduits par l'IPAMAC qui pourront aider à la conduite d'actions sur de nouveaux territoires hors parcs ;
- Milieux ouverts herbacés : Les actions relevant des milieux ouverts herbacés productifs devront être portées à connaissance du Cluster Herbe Massif central en lien avec le programme MOH; en particulier il s'agira d'éviter la multiplication des outils d'accompagnement et de travailler en complémentarités, de façon très opérationnelle en terme de transfert, en associant autant que possible l'enseignement agricole et au besoin les collectivités locales concernées ;
- Tourbières : les projets seront présentés pour avis au pôle relais tourbières animateur du réseau Massif central. Au-delà des partenaires de la CIMAC, l'avis des Agences de l'eau et des DREAL pourra être demandé ;
- Gestion de l'eau : cohérence avec les politiques conduites par les Agences de l'eau, la politique de l'Etat, dans le cadre de PTGE (Projets de Territoires pour la Gestion de l'Eau) et les programmes portés par les collectivités territoriales compétentes, notamment dans le cadre des Commissions locales de l'eau ;
- Trame noire : intégration à un réseau trame noire : sur ce point, il sera opportun que le travail initié soit élargi à d'autres territoires que celui des parcs du massif.

Obligations du bénéficiaire

Au-delà des obligations génériques précisées dans la partie « modalités de mise en œuvre », dans le cadre de cette mesure, le bénéficiaire devra se conformer aux obligations suivantes :

- réalisation de séminaires et ou d'évènements de mise en valeur des démarches et des résultats ; en particulier pour la trame noire, des nuits grand public de démonstration seront prévues.

Mesure 1.2 - Expérimenter et impulser des paiements pour services environnementaux (PSE)

Contexte et enjeux

Les PSE visent à rémunérer une activité humaine permettant de préserver, restaurer voire améliorer les services rendus par un écosystème naturel ou anthropisé : préservation de la qualité et de la quantité d'eau, de la biodiversité, des paysages, stockage du carbone, lutte contre l'érosion et les inondations... Comme le souligne le guide méthodologique d'expérimentation sur les territoires du Massif central (réalisé par l'IPAMAC), les structures ou processus biologiques naturels (par ex. les habitats forestiers) remplissent des fonctions écologiques (par ex. filtration de l'eau), qui rendent des services à l'homme (par ex. épuration de l'eau). Ces services possèdent donc une valeur économique pour les territoires et peuvent générer un consentement à payer pour leur préservation (via des politiques environnementales). Ces processus, bien qu'indispensables à tous (filtration de l'air), sont très fragiles et nécessitent une gestion qui les préserve.

L'objectif est de reconnaître et valoriser les bénéfices produits grâce aux pratiques respectueuses de l'environnement. Les PSE rémunèrent les acteurs (agriculteurs, exploitants forestiers, etc.) qui mettent en œuvre des actions pour restaurer ou

préservé les services écosystémiques. La reconnaissance de pratiques vertueuses déjà existantes, ou la mise en œuvre de nouvelles conduites, doivent viser l'excellence environnementale par la reconnaissance sociale des effets positifs mis en évidence pour rétablir des échanges en confiance entre les acteurs et usagers impliqués.

Les têtes de bassins versants du massif, la part importante de surfaces forestières d'essences variées, et les surfaces herbagères naturelles pâturées sont trois raisons principales qui rendent pertinentes ces actions aussi bien pour leur rôle dans : le maintien et la reconquête de la biodiversité (faune dont pollinisateurs et flore), le rôle d'épuration des sols et donc la qualité des eaux en aval, la captation du carbone, le maintien des paysages variés ouverts et attractifs, l'adaptation (et l'atténuation) au changement climatique.

Objectifs opérationnels

Sur un territoire volontaire ou auprès d'un collectif d'acteurs désireux de s'engager dans ce type d'expérimentations : sélectionner le(s) milieu(x) spécifique(s) sur le(s)quel(s) portera le dispositif et les services écosystémiques ou bouquet de services ciblés, identifier les acteurs clés pour constituer la gouvernance, établir un cahier des charges, définir les montants qui feront l'objet de la contractualisation, prévoir l'accompagnement de la contractualisation et le suivi pluriannuel, évaluer le dispositif et l'adapter si nécessaire, diffuser largement les résultats vers d'autres territoires.

Description de l'action

Les actions soutenues doivent répondre aux objectifs opérationnels et peuvent, en complémentarité des autres dispositifs existants, être destinées à :

- définir des modèles déclinables sur le Massif central selon les différents milieux (tourbières, milieux ouverts, forêts anciennes.) : protocole de suivi de l'état de conservation du milieu, évaluation du service rendu, modalités de rémunération, additionnalité et efficacité du PSE.
- tester l'outil sur différents types de milieux du Massif central. La priorité sera donnée aux projets en lien avec les milieux emblématiques du Massif central, les zones à enjeux et les paysages remarquables (sommets volcaniques, bocages.).

L'approche territoriale des PSE souhaitée permettra de trouver des solutions locales que d'autres outils de politiques publiques ne sont pas à même de régler, en visant l'excellence environnementale.

Le principe de réciprocité entre urbain et rural autour des agglomérations du Massif central pourra être testé.

Le stockage du carbone et sa valorisation, ainsi que le maintien de la biodiversité exceptionnelle des milieux prioritaires, notamment des prairies naturelles, seront des thèmes prioritaires parmi les actions soutenues.

Coopération inter-massifs

Il sera utile de quantifier et mettre en commun si elles existent les actions conduites en fonction des services rendus dans les autres massifs de moyenne montagne en particulier (Jura, Vosges).

Indicateurs/cibles

Au moins 8 PSE significatifs à l'échelle Massif central et diversifiés en termes de service environnemental.

Modalités de remontées de projets

Aides mobilisables sur sollicitations d'acteurs des territoires du Massif central déposées au fil de l'eau, ou appel à manifestation d'intérêts ou appel à projets, ou autres modalités prévues par les cofinanceurs notamment l'axe interrégional Massif central du PO FEDER régional Auvergne-Rhône-Alpes.

Bénéficiaires

Tout partenaire public et privé.

Types de dépenses éligibles

Sous réserve des règlements d'intervention des différents financeurs et des modalités définies dans les paragraphes « Taux d'aides » et « Dépenses éligibles » de la présente convention, les postes de dépense susceptibles d'être financés dans le cadre de la présente mesure sont les suivants :

- frais de personnel et coûts indirects liés
- frais de déplacement
- prestations externes
- matériels et petits équipements nécessaires à la réalisation des actions

Critères de sélection ou de priorisation des projets

L'opportunité du financement du projet sera évaluée notamment au regard des éléments suivants :

- dispositif associant professionnels des filières (forêts, agriculture, gestionnaires de l'eau dont agences, collectivités territoriales, acteurs de la R&D...)
- la qualité et l'ambition environnementale globale du projet (durabilité, impact, amélioration de la biodiversité.)
- approche territoriale pertinente
- diversité des milieux et territoires pris en compte par les différents projets.

Mesure 1.3 - Expérimenter des "stratégies paysages multi-acteurs"

Contexte et enjeux

Valoriser les paysages du Massif central et expérimenter la sobriété foncière

Les paysages constituent une composante majeure de l'identité du Massif central. L'évolution de la loi montagne en 2016 renforce l'attention des instances de Massif en créant une commission Espaces et urbanisme assortie de saisine d'avis sur les documents cadre des projets de territoires (SRADDET, SCOT, UTN). Ils font converger de nombreux enjeux concernant les qualités d'espaces patrimoniaux, les activités économiques, les activités de loisirs, l'aménagement des territoires, le développement des urbanisations et des énergies renouvelables.

De nombreuses démarches de projet, de gestion et de protection des paysages² ont été développées dans les territoires sur des enjeux et des périmètres variés mais menant à des méthodes et des modalités d'intervention similaires. En outre, les approches paysagères englobent de grandes échelles qui s'étendent généralement sur plusieurs territoires administratifs.

Les grands espaces paysagers concernent potentiellement des collectivités à faible densité démographique qui peuvent avoir des difficultés à conduire des études approfondies entrant dans les volets paysage de leurs projets de territoires.

Les conditions du développement des urbanisations sont très variables entre espaces métropolisés et espaces ruraux. Elles appellent des modalités adaptées pour la caractérisation des enjeux et l'élaboration des modalités de maîtrise de l'étalement urbain et de gestion des sols.

² Plan Paysages, périmètres de protection au titre des patrimoines dont sites UNESCO, volet paysage des règlements locaux d'urbanisme et de droit des sols, procédures UTN.

Objectifs opérationnels

La mesure vise à :

- Rapprocher les démarches de projet et d'actions sur les paysages dans les territoires du Massif central pour mutualiser les méthodes, gérer la continuité entre territoires et faciliter la réalisation des projets « paysage » des territoires ruraux ;
- Accompagner des études et des actions expérimentales visant la limitation des impacts des urbanisations sur les milieux naturels, agricoles et forestiers, par la dés-artificialisation, la dés-imperméabilisation des sols, ou la restitution d'espaces urbanisés ou en friche à des activités agricoles ; des expérimentations adaptées aux espaces en faible densité démographique du Massif central pourraient être proposées dans le cadre de la loi montagne visant une différenciation de modalités entre espaces urbains et espaces ruraux.

Description de l'action

Pourront être soutenus dans le cadre de cette mesure, les projets visant à :

- partager les données et favoriser le rapprochement des méthodes : état des lieux comprenant un recensement cartographique et méthodologique des plans de paysage, des espaces protégés ou à usages réglementés (SCOT, PLU...), des plans techniques à impacts paysagers (plans éoliens, UTN...) ;
- développer des actions portant sur la sensibilisation, la valorisation et la protection des paysages appuyées sur les habitants et les acteurs des territoires ;
- expérimenter la réduction des impacts de l'urbanisation sur les milieux naturels, agricoles et forestiers : études et actions expérimentales visant la dés-artificialisation ou la dés-imperméabilisation des sols, ou la restitution des sols à des espaces naturels, agricoles ou forestiers.

Coopération inter-massifs

En particulier, mutualisation au niveau des commissions Espaces et Urbanisme des comités de Massifs et des services concernés.

Indicateurs/cibles

Recensement des différentes actions réalisées (plans de paysage, protections, action de préservation, restitution, valorisation...).

5 territoires développant un volet paysage dans leur projet de territoire.

5 opérations expérimentales de réduction des impacts de l'urbanisation.

Modalités de remontées de projets

Recensement des projets et actions paysages réalisées sur appel d'offres,

Territoires développant un volet paysage dans leur projet de territoire, sur appel à manifestation d'intérêt faisant suite au recensement des projets et actions paysages,

Opérations expérimentales de réduction des impacts de l'urbanisation sur appel à manifestation d'intérêt,

Ou sollicitations d'acteurs des territoires du Massif central déposées au fil de l'eau présentant une réelle qualité et/ou plus-value.

Bénéficiaires

Concernant l'état des lieux des actions existantes : structure(s) spécialisée(s) publique(s) ou privée(s) ;

Concernant les actions portant sur la sensibilisation, la valorisation et la protection des paysages : en priorité les EPCI présentant une très faible densité de population ;

Concernant les actions pour expérimenter la réduction des impacts de l'urbanisation sur les milieux naturels, agricoles et forestiers : EPCI appartenant aux secteurs ruraux.

Types de dépenses éligibles

Sous réserve des règlements d'intervention des différents financeurs et des modalités définies dans les paragraphes « Taux d'aides » et « Dépenses éligibles » de la présente convention, les postes de dépense susceptibles d'être financés dans le cadre de la présente mesure sont les suivants :

- frais de personnel et coûts indirects liés
- frais de déplacement
- prestations externes
- matériels et petits équipements nécessaires à la réalisation des études et actions
- selon les possibilités budgétaires et réglementaires, frais de portage de mutation ou de gestion foncière, dépenses en investissements pour travaux de mutation d'usage, expérimentations de procédés.

Critères de sélection ou de priorisation des projets

L'opportunité du financement du projet sera évaluée notamment au regard des éléments suivants :

- sensibilité des questions paysagères dans le projet de territoire,
- densité de population : priorité donnée aux territoires peu ou très peu denses,
- pertinence des sujets et des objectifs proposés au financement du Massif central.

Axe 2 - Accompagner la transformation des filières économiques du massif

Mesure 2.1 - Adapter les stratégies touristiques au nouveau contexte lié au changement climatique et aux nouvelles attentes des visiteurs

Contexte et enjeux

La crise sanitaire semble refonder les aspirations des citoyens ; la fréquentation estivale 2020 sur le massif a mis en relief à la fois la résilience du territoire en matière touristique mais aussi et surtout ses potentialités. Le Massif central dispose de ressources riches qu'elles soient naturelles, culturelles et touristiques, patrimoniales, agricoles, forestières, artisanales ou industrielles et se situe au cœur d'un bassin de population de plus de 9 millions d'habitants (en intégrant les métropoles environnantes de Bordeaux, Dijon, Lyon, Montpellier et Toulouse). Il s'agit dès maintenant :

- de capitaliser sur son image de massif habité, offrant de grands espaces de nature accueillante et préservée, en moyenne montagne ;
- d'apporter une offre de services (hébergements, nouvelles activités, mobilité) renouvelée autour du concept du tourisme de "quatre saisons" (intégrant le tourisme de neige) et répondant aux nouvelles attentes et aux nouvelles clientèles ;
- d'anticiper les opportunités, en termes d'augmentation de la fréquentation touristique, des mutations à venir en lien avec le changement climatique (recherche de fraîcheur en été) et l'augmentation du coût de l'énergie (relocalisation du tourisme) : développement d'une offre de loisirs et de sports de nature, développement de l'offre d'hébergement touristique, développement du tourisme de lacs et de rivières, aménagement des espaces touristiques (zones d'ombre naturelles...);
- de favoriser un développement touristique profitant à tous les territoires du massif (répartir les flux par le développement de l'offre d'hébergement touristique notamment) et préservant voire développant l'image de naturalité (produits touristiques en lien avec la biodiversité, la forêt, l'agriculture...), de durabilité (développement de mobilités douces, utilisation de matériaux biosourcés du massif pour la rénovation des hébergements touristiques...), d'authenticité (mise en valeur des patrimoines culturels traditionnels, exigence architecturale et dans le choix des matériaux de construction) qui en fait l'attractivité touristique ;

La cible est centrée en particulier sur les visiteurs en provenance du massif et des régions limitrophes, notamment en vue de

leur donner à découvrir le territoire, leur donner envie d'y revenir, voire de susciter des installations durables. Cette stratégie vise par ailleurs à renforcer la qualité de vie des habitants au travers des activités et services diversifiés sur leur territoire mais aussi de l'important effet levier de développement pour les territoires que constitue le secteur touristique. L'émergence d'une offre « quatre saisons » doit permettre d'intégrer les sports et les activités de neige dans un modèle économique consolidé et pérenne.

Objectifs opérationnels

La mesure vise à :

- faciliter la prise en compte de l'évolution des attentes des clientèles dans le cadre post crise sanitaire et dans un contexte d'évolution climatique
- inventer de nouvelles modalités d'organisation, de management des destinations touristiques, de partenariats (partenariats public-privé,..) à mettre en œuvre pour porter de nouvelles offres
- mieux gérer les flux
- valoriser le « panier d'aménités », bien commun territorial recherché dans le cadre d'un séjour touristique, que les accueillants sont prêts à partager
- concevoir de nouvelles offres répondant aux évolutions des attentes des touristes et des habitants :
 - développement de nouvelles formes de tourisme : tourisme d'immersion / tourisme expérientiel, de proximité, répondant aux attentes constatées, donnant du sens, première étape d'une installation pérenne
 - développement du numérique
 - interconnexion entre différents secteurs, nouveaux produits, prestations novatrices : tourisme de nature, agrotourisme, tourisme de découverte économique, tourisme visant plus particulièrement les jeunes (reconnexion à la montagne),...
 - intégration du volet bien-être, remise en forme, santé.

Description de l'action

Pourront être soutenus dans le cadre de cette mesure, les projets visant à :

- mieux cibler les nouveaux marchés : typologie des attentes, segmentation des clientèles, des différents profils, des différentes tendances à prendre en compte ;
- préciser localement l'évolution climatique et intégrer ses impacts sur l'activité et l'offre touristique ;
- définir la stratégie, adapter l'offre et expérimenter de nouveaux produits touristiques :
 - nouveaux produits, prestations novatrices : tourisme de nature, produits associant un volet bien-être, remise en forme, santé, .
 - offre de tourisme éducatif et social (inclusion, éducation, « reconnexion à la montagne »)
 - nouvelles offres à caractère plus culturel, scientifique ou technique, en particulier en articulation avec les offres pleine nature et grandes itinérances : nouvelles offres de découverte du patrimoine, des paysages avec des mises en scènes (visites théâtralisées, lectures, contes,..), des scénographies innovantes et interactives où le visiteur n'est pas que spectateur ; découverte des activités et des savoirs, ciel nocturne, géologie, bois et forêt (sensibilisation à l'exploitation des forêts, à la construction bois), industrie (en lien avec les ENR / hydrogène en particulier et hydroélectricité) ; produits touristiques intégrant de façon vivante et pédagogique les activités agricoles, pastorales et forestières (pratiques, produits, patrimoines)
 - tourisme participatif : restauration/entretien des paysages, du patrimoine bâti,.
- proposer en amont un appui en ingénierie visant les démarches d'inscription « grands sites de France » et « UNESCO » (marqueurs territoriaux) ;
- connaître la nouvelle répartition des flux, proposer et mettre en œuvre des nouvelles modalités de gestion adaptées (sites majeurs / sites moins fréquentés ; mobilité.).

Coopération inter-massifs

- des études et réflexions pourront être partagées et organisées à l'échelle de plusieurs massifs ;
- réflexion visant une ligne de produits à valoriser via une mise en marché commune ;
- projets combinés associant plusieurs massifs (itinérance,..).

Indicateurs/cibles

- 15 territoires engagés dans la mesure.

Modalités de remontées de projets

- aides mobilisables sur sollicitations d'acteurs des territoires du Massif central déposées au fil de l'eau
- possibilité d'appels à projets dédiés ou autres modalités prévues par les cofinanceurs notamment l'axe interrégional Massif central du PO FEDER régional Auvergne-Rhône-Alpes

Bénéficiaires

Tout partenaire public et privé.

Types de dépenses éligibles

Sous réserve des règlements d'intervention des différents financeurs et des modalités définies dans les paragraphes « Taux d'aides » et « Dépenses éligibles » de la présente convention, les postes de dépense susceptibles d'être financés dans le cadre de la présente mesure sont les suivants :

- frais de personnel et coûts indirects liés
- frais de déplacement
- prestations externes
- matériels et petits équipements nécessaires à la réalisation de l'étude
- équipements et investissements concernant exclusivement les expérimentations à conduire dans le cadre du projet

Critères de sélection ou de priorisation des projets

L'opportunité du financement du projet sera évaluée notamment au regard des éléments suivants :

- intégration de l'évolution climatique
- caractère durable de la démarche proposée
- valeur ajoutée de la réflexion envisagée :
 - études directement opérationnelles pour les territoires et pouvant déclencher en aval des actions de développement concrètes
 - apport de connaissances complémentaires visant le périmètre thématique étudié dans le cadre de l'étude
 - apport d'informations visant des cibles ou des profils spécifiques particulièrement intéressants pour le Massif central
 - réflexion ouvrant de nouveaux marchés
 - nouvelles modalités d'organisation visant à fluidifier l'offre, à gagner en lisibilité, en réactivité
 - capacité à transférer les données de l'étude : possibilité de décliner les données via un cadre méthodologique ou un prototype dédié sur d'autres territoires du Massif central
- degré d'innovation des expérimentations : prestation, produit véritablement différenciant de l'offre existante
- intégration de la valorisation du patrimoine matériel et immatériel du Massif central : ressources locales, produits emblématiques/identitaires du territoire,...

- produits identifiant des cibles d'intérêt pour le Massif central : jeunes, population urbaine, CSP+,.
- approche digitale développée.

Obligations du bénéficiaire

Au-delà des obligations génériques précisées dans la partie « modalités de mise en œuvre », dans le cadre de cette mesure, le bénéficiaire devra se conformer aux obligations suivantes :

- sur sollicitation, le bénéficiaire participera aux séminaires d'échanges et de mutualisation mis en place au niveau massif.

Mesure 2.2 - Capitaliser sur les atouts du Massif central

Contexte et enjeux

Le Massif central dispose de ressources riches qu'elles soient culturelles, patrimoniales, agricoles, forestières, artisanales ou industrielles et se situe au cœur d'un bassin de population de plus de 9 millions d'habitants (en intégrant les métropoles environnantes de Bordeaux, Dijon, Lyon, Montpellier et Toulouse). Il s'agit dès maintenant de capitaliser sur son image de massif habité, offrant de grands espaces de nature accueillante, en moyenne montagne, et d'apporter une offre de services renouvelée autour du concept du tourisme de "quatre saisons" (intégrant le tourisme de neige). La cible est centrée sur les visiteurs en provenance du Massif central et des régions limitrophes, notamment en vue de leur donner à découvrir voire de susciter des installations durables, mais aussi de renforcer la qualité de vie des habitants via l'important effet levier de développement pour les territoires que constitue le secteur touristique. Les démarches accompagnées devront intégrer les nouvelles attentes des clientèles, notamment suite à la crise sanitaire. En l'absence de grands groupes touristiques investisseurs, l'appui à l'auto-développement des acteurs endogènes, dans l'esprit de la loi montagne est une nécessité bien identifiée.

Les principaux enjeux :

- augmenter le nombre de nuitées,
- répondre à l'engouement croissant des touristes pour les loisirs et sports de nature,
- intégrer les sports et les activités de neige dans une approche « quatre saisons » en vue de garantir un modèle économique pérenne,
- inciter à la découverte des territoires et valoriser leurs potentialités,
- démarquer le Massif central sur un positionnement produit spécifique,
- disposer de marqueurs en vue d'accroître la fréquentation des clientèles étrangères,
- conforter les emplois de la filière « sports et loisirs de nature »,
- investir dans la qualification des hébergements,
- améliorer la qualité de vie des habitants du Massif central en leur proposant un accès à une offre qualifiée et organisée en matière de sports et de loisirs de nature.

Il s'agit de politiques sélectives, ciblant, via un appui en animation et en investissement, une montée en gamme des territoires les plus à même de présenter une offre en adéquation avec les attentes des citoyens. Il convient désormais de gagner en visibilité et de maintenir ce positionnement différencié.

Objectifs opérationnels

La mesure vise à :

- construire de nouveaux produits, produits notamment packagés, dans le cadre des démarches mises en œuvre : pôles de nature, grande itinérance, thermalisme, ;
- démarquer le Massif central sur un positionnement spécifique : territoire de bien vivre et de bien-être ;

- disposer de marqueurs forts en vue d'accroître la fréquentation des clientèles étrangères ;
- répondre à deux enjeux majeurs : commercialisation, digitalisation.

Description de l'action

Pourront être soutenus dans le cadre de cette mesure, les projets visant :

- les pôles de nature et les itinérances : accompagnement au déploiement d'une stratégie touristique territoriale, d'une dynamique d'itinéraire partagée (y compris volets communication, promotion et commercialisation) dédiées en particulier aux loisirs et sports de nature, intégrant le territoire support et proposant des facteurs de différenciation (patrimoine, ressources locales, produits emblématiques, bivouacs, artisanat voire industrie). Le développement de stratégies touristiques territoriales dans les territoires de lacs et rivières du Massif central constitue un enjeu de la programmation. Ces territoires pourront bénéficier d'un accompagnement sur la phase d'émergence préalable à la constitution d'un pôle de nature. Une attention particulière sera portée à la ressource en eau et à sa qualité, ressource vulnérable, que ce soit dans le cadre de la baignade ou du tourisme halieutique. Le développement durable, le renforcement du potentiel « îlot de fraîcheur » et la protection de l'environnement seront des marqueurs forts des démarches accompagnées ;
- le thermalisme : accompagnement à la diversification de l'offre en réponse aux segments du marché : produits de bien-être, remise en forme, santé ; produits couplés avec les sports et les activités de nature, et les ressources du territoire support (patrimoine, ressources locales, produits emblématiques) ; y compris volets communication, promotion et commercialisation ;
- les mises en réseau interrégionales : accompagnement de dynamiques partagées, de réseaux renforçant l'identité, la lisibilité et la visibilité de l'offre du Massif central (y compris volets communication, promotion et commercialisation) : filière nordique, thermalisme, réseaux des pôles de nature, réseau des grandes itinérances, réseau des lacs, actions visant les personnes en situation de handicap,...
- en termes d'investissements, selon les possibilités offertes par les différents cofinanceurs :
 - diversification des activités touristiques des stations de ski alpin et de ski nordique. Les projets devront justifier d'une utilisation 4 saisons des équipements financés. Les travaux et équipements en lien avec la neige (production de neige artificielle, remontées mécaniques, dameuses..) ne sont pas éligibles ;
 - restructuration de stations thermales. Les projets devront s'intégrer dans une offre diversifiée intégrant a minima une dimension bien-être et une dimension loisirs de pleine nature ;
 - aménagement de pôles multi-services en lien avec les activités de pleine nature (stations de nature/maison de la montagne) ;
 - aménagements favorisant le développement de tourisme de lacs et des rivières : aires de baignades, espaces ombragés, espaces de restauration, bases de loisirs nautiques.
 - création de nouveaux sites touristiques structurants ou adaptation de sites majeurs existants notamment par l'amélioration de la gestion des flux de visiteurs, préservation des espaces naturels, équipements innovants pour les transports des visiteurs. Les parcs à thèmes ne sont pas éligibles ;
 - démontage pour renaturalisation d'équipements touristiques obsolètes des stations de ski alpin et nordique ;
 - hébergement touristique : réhabilitations du patrimoine bâti traditionnel (opérations groupées en lien avec des activités de pleine nature et des itinérances) en hébergement touristique, rénovation d'hébergements touristiques collectifs (en priorité hébergements de tourisme social) et d'hébergement de plein air (en priorité ceux bénéficiant d'un classement 3 étoiles et au-delà) ; la réhabilitation des bâtiments devra induire une amélioration de leur efficacité énergétique ;
 - investissements en lien avec les grandes itinérances accompagnées dans le cadre de la convention de Massif central. Les projets devront répondre aux objectifs arrêtés dans le cadre des appels à projets « Grandes Itinérances du Massif central » : investissements liés directement à l'amélioration de l'aménagement de l'itinéraire, aménagements et services directement associés à la pratique de l'itinéraire, projets d'hébergements touristiques (construction de bivouacs en matériaux traditionnels ou, à défaut, présentant un intérêt artistique ou architectural, réhabilitations du patrimoine bâti traditionnel en hébergement touristique.). Les projets de bivouacs doivent présenter un caractère structurant ou démonstrateur ;
 - investissements pour des aménagements touristiques dédiés en lien avec l'observation des ciels étoilés ;
 - restauration des sentiers de montagne et valorisation de la biodiversité des espaces traversés.

Les investissements devront épargner les sites écologiquement, culturellement, ou historiquement sensibles et/ou préserver les milieux et les écosystèmes remarquables.

Coopération inter-massifs

- échanges et partage d'expériences
- projets intégrant 2 massifs (grande itinérance notamment).

Indicateurs/cibles

Démarches accompagnées à minima durant la période de programmation :

- 15 pôles de nature
- 15 grandes itinérances
- 5 actions visant le thermalisme
- 15 accompagnements à l'émergence de territoires de « lacs »
- 5 démarches de réseau interrégionales
- 2 démarches inclusives visant des personnes en situation de handicap

Modalités de remontées de projets

- pôles de nature, itinérance, lacs : appels à projets dédiés
- thermalisme, actions interrégionales, démarches inclusives visant des personnes en situation de handicap : appels à projets permanents.

Ou autres modalités prévues par les cofinanceurs notamment l'axe interrégional Massif central du PO FEDER régional Auvergne-Rhône-Alpes.

Ou sollicitations d'acteurs des territoires du Massif central déposées au fil de l'eau présentant une réelle qualité et/ou plus-value.

Bénéficiaires

Tout partenaire public et privé.

Types de dépenses éligibles

Sous réserve des règlements d'intervention des différents financeurs et des modalités définies dans les paragraphes « Taux d'aides » et « Dépenses éligibles » de la présente convention, les postes de dépense susceptibles d'être financés dans le cadre de la présente mesure sont les suivants :

- frais de personnel et coûts indirects liés
- frais de déplacement
- prestations externes
- matériels et petits équipements nécessaires à la réalisation des actions
- équipements et investissements.

Critères de sélection ou de priorisation des projets

Les appels à projets préciseront ces critères.

L'opportunité du financement du projet sera évaluée notamment au regard des éléments suivants :

- stratégie territoriale intégrée ;
- association des habitants et des acteurs locaux ;
- intégration de publics spécifiques : jeunes/ados, aînés, personnes en situation de handicap ;
- prise en compte de l'impact du projet sur l'environnement (état initial du site et limitation des modifications engendrées par le projet, stratégie ERC : éviter, réduire, compenser) et intégration de l'évolution climatique, de compétences environnementales et hydrauliques dès les phases amont de conception du projet ;
- stratégie ambitieuse en matière de promotion/communication/commercialisation ;
- approche numérique, digitale développée ;
- intégration des énergies renouvelables et des mobilités alternatives dans les offres touristiques ;
- gestion des flux sur les sites naturels et patrimoniaux préservés et prioriser les transports en commun performants depuis les gares ferroviaires ou routières de proximité ;
- valorisation du bois et de la pierre du Massif central, ressources endogènes identitaires : réhabilitation du patrimoine bâti, nouveaux concepts d'hébergements : bivouacs, burons, habitats singuliers, renouvellement des équipements touristiques, immobilier de station, tourisme thermal,...
- concernant l'investissement le cas échéant (re)créer et mettre en avant une identité basée sur le bois et la pierre du Massif central, deux ressources endogènes identitaires majeures du territoire. Le porteur de projet favorisera la réhabilitation du patrimoine bâti ainsi que la création de nouveaux concepts responsables et écologiques, en intégrant en particulier du bois local certifié dans une optique de bonne intégration paysagère (renouvellement des équipements touristiques, immobilier de station, tourisme thermal, petites villes centre, tourisme vert, agri-tourisme.), des matériaux bio-géosourcés locaux dont la pierre, les matériaux issus des filières du réemploi Massif central.

Obligations du bénéficiaire

Au-delà des obligations génériques précisées dans la partie « modalités de mise en œuvre », dans le cadre de cette mesure le bénéficiaire devra se conformer aux obligations suivantes :

- participation aux séminaires d'échanges et de mutualisation mis en place au niveau massif (pôles de nature, itinérance, lacs).

Mesure 2.3 - Gagner en notoriété sur de nouveaux marchés et via de nouveaux médias

Contexte et enjeux

Le Massif central a engagé sa transition vers le tourisme « quatre saisons » il y a plus d'une vingtaine d'années en s'appuyant sur ses ressources naturelles et ses paysages pour s'adapter aux conséquences du dérèglement climatique. Ce positionnement visionnaire permet au Massif central de répondre aux nouvelles aspirations des citoyens (envie de naturalité, d'authenticité et de bien-être) confirmées par la crise sanitaire, et en fait un espace propice au développement de toutes les nouvelles formes de tourisme.

Un enjeu est maintenant de donner aux offres et produits phares du Massif central une meilleure lisibilité et visibilité en développant une communication adaptée vers les clientèles existantes et également envers de nouvelles cibles à identifier. Il convient de donner l'envie de revenir et viser une fidélisation pérenne. Par ailleurs, les supports de communication et d'accès à l'offre sont à faire évoluer pour une plus grande accessibilité au travers du développement de la visibilité numérique structurant les informations relayées depuis les territoires porteurs de cette offre.

Objectifs opérationnels

La mesure vise à :

- valoriser, promouvoir et commercialiser des offres issues des démarches et filières accompagnées :
 - pôles de nature

- grande itinérance
- thermalisme
- lacs et rivières
- démarches et partenariats interrégionaux
- rechercher des partenariats associant les opérateurs touristiques (collectivités locales, offices du tourisme, stations, parcs naturels,..) porteurs des démarches et des filières visées, les professionnels de la communication (presse, radios, télévisions, influenceurs,..), les structures techniques dédiées (Agences de Développement Touristique, Comités régionaux du Tourisme,..).
- coordonner les actions conduites en la matière avec les stratégies marketing des organismes locaux de tourisme départementaux et/ou régionaux (ADT, CRT), au-delà du seul partenariat
- intégrer des supports novateurs de communication : approches numérique et digitale.

Description de l'action

Pourront être soutenus dans le cadre de cette mesure, les projets visant à :

- définir et mettre en œuvre une stratégie Massif central de communication partagée et des outils dédiés, en lien avec les acteurs du tourisme (offices du tourisme, stations, parcs naturels,..) et les acteurs de la communication (presse, radio.). La visibilité des offres est un facteur clé pour leur commercialisation.
- mettre en place des actions de promotion, de communication et de commercialisation des offres issues des démarches et filières accompagnées.

Ces actions intégreront une démarche partenariale associant les opérateurs touristiques, les professionnels de la communication et devront nécessairement se coordonner avec les stratégies marketing des organismes locaux de tourisme départementaux et/ou régionaux (ADT, CRT).

Pourront être soutenus notamment des plans de communication de crise et de sortie de crise pour les filières thématiques ciblées à l'échelle du Massif central.

Coopération inter-massifs

Des actions pourront être mises en œuvre dans le cadre d'une approche inter-massifs : ligne de produits, opérations visant des cibles communes, promotion, communication et commercialisation de prestations / produits associant plusieurs massifs,.

Indicateurs/cibles

Plateforme commune de mise en valeur, d'information et réservation

Progression forte de la notoriété Massif central auprès des publics cibles.

Modalités de remontées de projets

Appel à projets permanent, aides mobilisables sur sollicitations d'acteurs des territoires du Massif central déposées au fil de l'eau ou appel d'offres ou autres modalités prévues par les cofinanceurs notamment l'axe interrégional Massif central du PO FEDER régional Auvergne-Rhône-Alpes.

Bénéficiaires

Tout partenaire public et privé.

Types de dépenses éligibles

Sous réserve des règlements d'intervention des différents financeurs et des modalités définies dans les paragraphes « Taux d'aides » et « Dépenses éligibles » de la présente convention, les postes de dépense susceptibles d'être financés dans le cadre de la présente mesure sont les suivants :

- frais de personnel et coûts indirects liés
- frais de déplacement
- prestations externes
- matériels et petits équipements nécessaires à la réalisation des actions
- investissements immatériels

Critères de sélection ou de priorisation des projets

L'opportunité du financement du projet sera évaluée notamment au regard des éléments suivants :

- actions s'intégrant dans la démarche interrégionale de communication/promotion mise en place
- actions visant de nouvelles cibles ou profils spécifiques particulièrement intéressants pour le Massif central
- actions visant de nouveaux marchés ou de nouvelles clientèles
- promotion des démarches environnementales et paysagères
- association des comités régionaux du tourisme et des comités départementaux du tourisme
- caractère intégrateur du support de communication et de promotion
- techniques de promotion, de communication et de commercialisation véritablement différenciantes ou intégratrices/centralisatrices, partenariales
- supports de communication novateurs : approches numérique, digitale,...
- intégration d'une approche culturelle novatrice.

Obligations du bénéficiaire

Au-delà des obligations génériques précisées dans la partie « modalités de mise en œuvre », dans le cadre de cette mesure, le bénéficiaire devra se conformer aux obligations suivantes :

- sur sollicitation, le bénéficiaire participera aux séminaires d'échanges et de mutualisation mis en place au niveau massif.

Mesure 2.4 - Valoriser les ressources, les marqueurs et potentiels du territoire à travers ses filières

Le Massif central dispose de ressources riches qu'elles soient culturelles, patrimoniales, agricoles, forestières, artisanales ou industrielles et il se situe au cœur d'un bassin de population de plus de 9 millions d'habitants (en intégrant les métropoles environnantes de Bordeaux, Dijon, Lyon, Montpellier et Toulouse). Le Massif central est donc à même de répondre à la volonté de relocalisation et de souveraineté manifestée aussi bien par les collectivités et les acteurs économiques que par les citoyens. En valorisant ces ressources spécifiques, il conviendra pour relever le défi de la résilience des filières du Massif central de soutenir leur structuration (filière agriculture, alimentaire, bois construction, pierre et textile/laine) à partir du potentiel des sources d'approvisionnement de proximité et en favorisant les passerelles entre les filières, dans une logique de décloisonnement et de développement territorial autour des marqueurs d'un territoire qui sont tout autant agricoles, paysagers, touristiques, patrimoniaux. Ils peuvent être le point de départ d'une collaboration entre tous les acteurs de développement économique du territoire.

Constitutifs de l'identité, de l'appropriation et de l'attractivité d'un territoire, les marqueurs auront comme objet de renforcer les dynamiques territoriales et de révéler l'intégralité des potentialités du Massif central.

La fiche mesure valoriser les ressources, les marqueurs et potentiels du territoire à travers ses filières comprend 5 sous thèmes qui constituent des enjeux majeurs de valorisation :

- 1) **Le bois** par la structuration de sa filière, la mise en réseaux des acteurs, la montée en puissance des initiatives, y compris concernant l'optimisation du stockage du carbone, l'anticipation des futurs usages du bois et un partenariat développé avec les acteurs de la recherche et du développement vers des nouveaux marchés ;
- 2) **La pierre** à travers la structuration de la filière en favorisant son usage dans le marché local et des débouchés vers le design et les métiers d'art ;

3) Le textile, le cuir, les peaux, la laine par la structuration du cluster laine et matériaux croisés (cuir, textile, laine et bois), le déclouonnement des secteurs d'activité : décoration, vêtement et literie. Pour le cuir, le Massif central représente un fort potentiel de fourniture de peaux ;

4) Les filières herbagères et connexes dans le cadre de l'annexe particulière Ministère de l'Agriculture - Conseils régionaux du Massif central afin de répondre aux enjeux de valorisation des productions à l'herbe et des surfaces pastorales (landes, parcours...), de renforcement des différenciations montagne et massif, de valorisation et de promotion des produits de montagne, des produits issus du Massif et des races locales, de l'adaptation des pratiques professionnelles et l'acquisition de connaissances sur les milieux ouverts herbacés et leur évolution sous l'influence du changement climatique et des différents facteurs de transition ;

5) La structuration d'autres filières valorisant les marqueurs et potentiels des territoires via notamment l'accompagnement à la mise en réseau des projets en inter-filières, la gestion de la chaîne logistique (Supply Chain), l'émergence de systèmes alimentaires territorialisés ou de projets alimentaires territoriaux (SAT/PAT) et un appui à la valorisation des caractéristiques intrinsèques des produits afin de donner des repères pour les consommateurs par l'attribution de signes officiels de qualité et d'origine (SIQO) ou de démarches valorisantes attendues par les consommateurs.

1a) Le bois : structuration, mise en réseau et montée en puissance des initiatives

Contexte et enjeux

La Forêt s'étend sur plus de 33% du territoire du Massif central : à 87 % privée, elle est composée à 65 % de feuillus, les résineux étant majoritairement issus des reboisements récents. Elle est composée également de forêts anciennes, lieux de préservation de la faune et de la biodiversité. Le Massif central n'échappe pas au vieillissement et à l'uniformisation des forêts ni parfois aux coupes rases. Il en résulte une grande vulnérabilité au changement climatique et à ses conséquences. La reconstitution des peuplements forestiers sinistrés et l'adaptation des peuplements vulnérables au dérèglement climatique constituent une priorité aujourd'hui bien identifiée. De même, l'optimisation du stockage du carbone est un enjeu majeur. La problématique est donc d'améliorer ce stockage, valorisable sur le marché, tout en permettant une adaptation rapide des forêts.

La filière bois productive représente près de 42 000 emplois plus particulièrement dans l'amont (sylviculture et travail du bois). La construction bois occupe une part moindre qu'à l'échelle nationale. Le potentiel forestier semble sous-valorisé : le calcul de la valeur économique totale de la ressource forestière met en exergue que 90% de cette valeur est non marchande, du fait notamment de faiblesses récurrentes en matière de valorisation économique de la forêt et du bois. L'audit de la filière bois du Massif central estime qu'il est aujourd'hui possible et réaliste d'augmenter la récolte totale de bois de 30 à 50%. La problématique est donc d'améliorer la productivité de la forêt exploitée tout en conservant ses atouts environnementaux.

Objectifs opérationnels

La mesure vise à rendre la filière bois plus productive, plus adaptée et plus accumulatrice de carbone, par le renforcement de la collaboration avec tous les acteurs des territoires, par la structuration, la mise en réseau et la montée en puissance des initiatives.

Description de l'action

Pourront être soutenus dans le cadre de cette mesure, les projets visant à :

- développer l'utilisation du bois local comme matériau, en particulier dans les programmes d'aménagement et les rénovations de centres bourgs par le renforcement de la collaboration avec les territoires et les bailleurs sociaux ;

- accélérer le déploiement des démonstrateurs bois et constituer et diffuser des matériauthèques de productions bois des entreprises du Massif central dans le cadre du BIM ;
- déployer des démarches collaboratives entre acteurs de la filière bois, en particulier concernant : la structuration de la filière avec un rythme soutenu de progression du nombre d'entreprises certifiées Bois des Territoires du Massif central (BTMC) comprenant l'ensemble des maillons de la chaîne de valeur et du volume de bois labellisé utilisé et valorisé, la valorisation de certaines essences ou types de bois à mieux exploiter (châtaigniers, gros bois...), la priorisation des essences les plus adaptées au changement climatique, la rémunération des services écosystémiques, la valorisation du carbone, la sensibilisation du public.
- réaliser en cours de programmation un état des lieux de la filière bois en Massif central pour affiner la stratégie ;
- identifier les actions à conduire pour la structuration de la filière, le renouvellement forestier et la diversification des essences forestières dans l'optique d'optimiser le stockage du carbone tout en tenant compte du changement climatique, et contribuer à la mise en œuvre d'expérimentations.

Coopération inter-massifs : des actions pourront être envisagées comme par exemple :

- des synergies entre la certification BTMC, Bois des Alpes, des Vosges, des Pyrénées, du Jura pour approvisionner les marchés nationaux, en lien avec Bois de France pour les marchés publics et les grands projets d'aménagement (JO 2024.)
- le partage de connaissances et d'outils autour de démarches du type Projet Giono (Expérimentation de la migration assistée des arbres : graines de diverses provenances sélectionnées dans les différents Massifs et pouvant s'échanger entre Massifs)

1 .b) Anticiper les usages futurs du bois et les nouveaux marchés

Contexte et enjeux

Face au dérèglement climatique, à la vulnérabilité, à la sous exploitation de certaines essences (châtaigner, gros bois de sapin etc.), il est nécessaire, à l'échelle du Massif central, d'engager des démarches d'innovation process/produits/usages et des travaux de recherche sur les usages des bois. Des programmes expérimentaux sur la durabilité des matériaux bois, leur recyclage en fin de vie, les matériaux isolants bois et ossatures bois prenant toute leur place dans les chantiers de rénovation de l'habitat ancien, doivent être conduits. Le lien plantations, usages futurs, mise en marché est essentiel à l'horizon 2030.

Objectifs opérationnels

La mesure vise à :

- améliorer la technologie dans le domaine de la construction notamment en matière d'échanges thermiques et engager des travaux de recherche et de développement sur les mélanges d'essences dans la construction ;
- développer de nouveaux produits (chimie du bois : parfums de hêtre, de châtaigniers, essences naturelles...);
- engager plus fortement les futurs usages du bois vers le mobilier et les aménagements extérieurs sur les territoires du Massif central (Îlots démonstrateurs de centre bourgs, équipements de traversés d'itinérance, des pôles de pleine nature, des infrastructures pour la mobilité comme les abris à vélos électriques[^]), en particulier en lien avec le déploiement des ENR (ombrières photovoltaïques en bois..), dans les travaux publics (ponts et voies).

Description de l'action

Pourront être soutenus dans le cadre de cette mesure, les projets visant les éléments suivants :

- mobilisation des acteurs sur les démarches de recherche et d'innovation process/produits/usages ;
- soutien aux projets de recherche sur les usages du bois et la mise en marché des nouveaux produits ;

- soutien aux projets de recherche et d'expérimentation favorisant le renouvellement forestier et la diversification des essences forestières dans l'optique d'optimiser le stockage carbone et l'augmentation de la naturalité des forêts (maintien du bon état du sol, du bois mort) favorisant la régénération naturelle et la plantation d'espèces diversifiées ;
- soutien aux études sur les capacités d'adaptation, d'atténuation et de résilience des différents types de forêts ;
- soutien à la préservation du bon état de la biodiversité face aux aléas des espaces forestiers favorisant la compétitivité des entreprises de la filière notamment face au changement climatique ;
- renforcement du travail autour du sapin blanc et des gros bois (études nominatives, nouveaux débouchés) ;
- expérimentations de produits bois et dérivés dans les aménagements ;
- prospectives court, moyen et long termes : essences en Massif central à prioriser dans les nouveaux marchés, études de marchés nouveaux produits.

Coopération inter-massifs : par exemple dans le cadre d'une expérimentation de mélanges d'essences dans le secteur de la construction pour des essences non présentes en Massif central.

2) Filière pierre

Contexte et Enjeux

La filière pierre est constitutive de notre riche patrimoine architectural et paysager.

Elle doit dépasser les difficultés constatées pour exprimer ses atouts et lever le voile sur des métiers, des savoir-faire, des pratiques peu connues et reconnues, en pleine évolution, à l'heure des transitions, de l'évolution technologique grâce au numérique, de la redécouverte des métiers d'art, de l'innovation et du design. Elle reflète un tissu de très petites entreprises artisanales que la concurrence des produits finis à faible coût fragilise un peu plus ; la part importante des importations de pierre reflète la nature très perméable du marché.

Le principal enjeu de cette mesure réside dans la dynamique du débouché qui sera recherchée, en favorisant l'usage de la pierre dans les décisions des maîtres d'ouvrage. Il conviendra d'impliquer tous les acteurs (donneurs d'ordre, prescripteurs, utilisateurs) afin de développer le marché local. La structuration de la filière pierre est à poursuivre, son orientation vers le design doit être porteuse de nouveaux marchés et de valeur ajoutée pour les acteurs de la filière.

Objectifs opérationnels

La mesure vise à :

- encourager la réintroduction de la pierre artisanale, de la pierre sèche, de la lauze, de l'ardoise, des calades dans les chantiers publics et privés de rénovation de construction et d'aménagement d'espace public, ainsi que l'utilisation des matériaux pierre dans les chantiers de rénovation de thermalisme ou d'immobilier touristique en particulier dans le cadre du plan national Avenir Montagnes ;
- engager l'accompagnement juridique, technique, économique nécessaire à la réouverture des petites carrières de proximité pour les chantiers patrimoniaux locaux en veillant à la préservation de la biodiversité et la préservation des paysages en conformité avec la réglementation ;
- accompagner le redéploiement des formations pierre dans les parcours de formations aux métiers du bâtiment, du CAP aux écoles d'ingénieurs, les écoles d'architecture, les formations de paysagistes et les écoles de design ;
- favoriser les actions permettant de réaliser la cartographie des artisans des métiers de la pierre sur le Massif central et des petites carrières encore en activité ainsi qu'une matériauthèque des produits des entreprises à disposition des donneurs d'ordre.

Description de l'action

Pourront être soutenus dans le cadre de cette mesure, les projets suivants :

- **réaliser des études collectives de ressources et d'optimisation des filières et expérimentations**
 - soutenir les expérimentations notamment en matière de production et de commercialisation, et communiquer sur ces expériences ;
 - soutenir la structuration de la filière pierre par des études de qualification des ressources locales.
- **soutenir l'organisation collective de production**
 - actions de formation - développement et d'ingénierie de projets pour répondre aux besoins sur mesure, exprimés par les petites unités de production ou les micro-entreprises :
 - soutenir des démarches de structuration des acteurs de la filière pierre ;
 - accompagner les initiatives locales de développement par la mise en œuvre de formations adaptées de manière individuelle à chaque porteur de projets et répondant à ses besoins spécifiques et soutenir les entreprises présentes par la mise en place de formations-développement adaptées à leurs besoins, et favoriser leur mise en réseau ;
 - favoriser les collaborations interprofessionnelles (production, transformation, formation-métiers), les interfaces entre acteurs économiques, territoires (dont Unesco « Géoparc ») et grand public, les passerelles entre culture-patrimoine et économie de production territorialisée, dans le cadre de projets collectifs d'investissements ou d'événementiels ;
 - référencer les métiers et savoir-faire traditionnels (y compris l'usage de la pierre dans les métiers d'art), les professionnaliser et les mettre en valeur, capitaliser des modèles économiques d'entrepreneuriat.
- **soutenir les circuits de commercialisation de proximité**
 - Sensibiliser les acteurs économiques et donneurs d'ordres à l'intérêt des produits et services du Massif central
- **Accompagner la réalisation d'investissements (matériels et immatériels) des activités économiques et de la filière**
 - En fonction des dispositifs offerts par les cofinanceurs, acquisition d'outils adaptés pour la fabrication des nouveaux produits utilisant la pierre
 - Chantiers démonstrateurs
- **Proposer un diagnostic filière sur l'ensemble du Massif central**
- **Encourager les dynamiques croisées entre acteurs de la filière pierre de tous les territoires du Massif central en s'appuyant autant que de besoin sur les acteurs pivots et en veillant aux complémentarités avec les démarches IGP engagées.**

Coopération inter-massifs : Poursuite des coopérations notamment avec le Massif des Pyrénées.

3) Filière textiles, laine, cuirs, peaux

Contexte et enjeux

Après une première période 2018-2020, des entreprises sur l'ensemble de la filière (élevage, lavage, filatures, teintureries, entreprises de commercialisation) souhaitent poursuivre la structuration d'un cluster Laine et matériaux croisés (cuir, textile, laine et bois) décloisonnant les secteurs d'activité : décoration, vêtement et literie. Le Massif central est l'un des territoires le plus important pour l'élevage en France et en Europe. Pour le cuir, le massif représente un fort potentiel de fourniture de peaux, dont il demeure essentiel de maintenir l'inversion du marché en faveur d'une plus-value à l'amont. Des activités industrielles perdurent autour du cuir orienté vers le haut de gamme. Le secteur de la maroquinerie est en forte croissance en Massif central.

Objectifs opérationnels

La mesure vise :

- le renforcement des sources d’approvisionnement en matières premières pérennes et de qualité en Massif central. Face à l’importation massive de peaux de qualité, la reterritorialisation de la filière devient une attente majeure ;
- la transmission des savoirs faire artisanaux ;
- le développement des marchés valorisant l’origine Massif central et plus particulièrement les marchés de la mode et de l’architecture intérieure pour confectionner des produits à forte valeur ajoutée locale ;
- la conservation de la diversité des pratiques des acteurs de la filière.

Description de l’action

Pourront être soutenus dans le cadre de cette mesure, les projets visant à :

- structurer les filières Laine et Cuir à l’échelle du Massif central ;
- développer des marchés, des concepts de gammes et produits valorisant l’origine et les nouveaux procédés associés ;
- innover et développer des plateformes de sourcing ;
- développer une filière peaux Massif central rémunératrice pour l’amont des filières ;
- conduire une prospective : étude et stratégie actualisée au besoin pour renforcer l’approvisionnement laines et peaux à partir des élevages du Massif central ;
- soutenir :
 - la recherche tinctoriale laine, cuir, textile (pigments végétaux et minéraux, procédés durables, économie d’eau) ;
 - la recherche et la caractérisation de nouvelles matières premières (chanvre, viscose, ortie...) ;
 - la recherche dans la récupération des déchets issus des matériaux textile, laine, cuir.

Coopération inter-massifs : Poursuite des coopérations notamment avec le Massif des Pyrénées.

4) Filières herbagères et connexes : cf. annexe particulière. Cette annexe comprend différentes feuilles de route qui pourront être mises à jour au besoin au cours du programme, notamment en fonction de l’avancée des travaux de chacune des filières.

5) Autres filières valorisant les marqueurs et potentiels des territoires

Contexte et enjeux

Les savoir-faire locaux du Massif central, qu’ils soient agricoles, alimentaires ou artisanaux s’inscrivent dans une attente croissante des consommateurs de qualité, d’authenticité, de typicité et de relocalisation de la consommation. La mobilisation des acteurs d’un territoire autour de ces savoir-faire d’exception, marqueurs du territoire, participent à la confortation des filières économiques associées par la création de valeur, au rayonnement du territoire par la diffusion de ces produits, à l’amélioration de son image (territoire de production de qualité, d’authenticité) et favorisent l’attractivité résidentielle mais aussi touristique. L’exemple du territoire de l’Aubrac avec la vache de race locale, le fromage laguiole, le couteau, l’aligot illustre comment l’identification, la création et la promotion de différents marqueurs territoriaux, peuvent, par la fédération d’un ensemble d’acteurs, transformer un territoire en déprise en un territoire productif et touristique.

Objectifs opérationnels

Les acteurs territoriaux du Massif central s'appuieront sur la transversalité des thématiques alimentaires, artisanales voire historiquement industrielles pour créer des services voire des biens novateurs pour les populations et entreprises, afin de répondre aux attentes actuelles et futures des consommateurs et nouveaux habitants. Il s'agira donc de sensibiliser les partenaires et les acteurs locaux à la nécessité de mettre en place ces nouvelles relations. En effet, le rapprochement des acteurs, par la complémentarité des stratégies, la mutualisation des moyens et des compétences, peut mener à une vision du lien agriculture-territoire-alimentation-artisanat, élargie à différents espaces, à différents points de vue et ouvre ainsi la porte à des pistes d'actions innovantes porteuses de plus-values locales économiques, sociales, environnementales.

Description de l'action

Pourront être soutenus dans le cadre de cette mesure, les projets visant à :

- identifier les stratégies mises en œuvre au sein du territoire autour du lien entre agriculture-artisanat-alimentation-industrie et territoire, depuis un lien étroit (valorisation des produits locaux) jusqu'à un lien distant (aucune prise en compte des productions locales), en considérant les acteurs encore peu impliqués dans les projets de développement territorial (consommateurs à budget limité, grande distribution.) ;
- accompagner des territoires d'expérimentation démonstrateurs croisés Agro écologie et Alimentation vers une réelle mutation des pratiques de production agricole, de transformation des produits, de mode de distribution et de consommation. Ces territoires démonstrateurs doivent mobiliser l'ensemble des acteurs concernés : collectivités, entreprises, associations, filières économiques, acteurs de la formation et de la recherche, de l'éducation à la santé des consommateurs. Ces expérimentations doivent permettre de concevoir des projets à bonne échelle répondant aux spécificités des territoires (climatiques, environnementales, besoins des populations, freins éventuels à la mise en œuvre) et de tester de nouvelles productions et la mise en place de nouveaux services en conditions réelles tout en mobilisant une large part d'innovations de toutes natures.
- identifier les relations entre les acteurs ou les groupes développant ces stratégies, ainsi que les dispositifs (organisationnels, marchands, citoyens...) ayant créé, renforcé ou au contraire fragilisé ou rompu les liens entre ces différentes stratégies ;
- structurer un réseau filière et/ou en inter-filières (alimentaire, artisanale, agricole, industrielle, tourisme, bois, pierre etc...) reliant des représentants des différentes stratégies, s'appuyant sur l'analyse de l'existant (coopérations, conflits, exclusions, dispositifs fédérateurs.) et l'identification de dispositifs créateurs de liens repérés dans d'autres territoires du Massif central voire plus largement. Cette structuration doit être porteuse d'attractivité en termes de valorisation économique de ressources locales, qu'elles soient agricoles, touristiques, économiques. Ce réseau devra indiquer comment chaque filière ou inter-filières s'empare des marqueurs identifiés, ces filières ou inter-filières devant le positionner sur le marché.
- le cas échéant des expérimentations pourront être déployées.

Coopération inter-massifs : par exemple échange d'expériences.

Indicateurs cibles

Bois : 10 chantiers bois expérimentaux

Pierre : augmentation significative des parts de marché concernant la pierre locale

Textile, cuir, laine et peaux : chaîne de valeur équilibrée importante sur le territoire

Marqueurs de territoires : 5 nouveaux marqueurs de territoire positionnés sur le marché et dont la filière se structure.

Territoires d'expérimentation démonstrateurs croisés Agro écologie et Alimentation (production en circuits courts, plateforme logistique territoriale transformation des productions sur le territoire rapprochement des producteurs et des consommateurs : 5 territoires démonstrateurs en 2 vagues.

Modalités de remontées des projets

Aides mobilisables sur sollicitations d'acteurs des territoires du Massif central déposées au fil de l'eau ou autres modalités prévues par les cofinanceurs notamment l'axe interrégional Massif central du PO FEDER régional Auvergne-Rhône- Alpes.

Bénéficiaires

Tout porteur public ou privé.

Types de dépenses éligibles

Sous réserve des règlements d'intervention des différents financeurs et des modalités définies dans les paragraphes « Taux d'aides » et « Dépenses éligibles » de la présente convention, les postes de dépense susceptibles d'être financés dans le cadre de la présente mesure sont les suivants :

- frais de personnel et coûts indirects liés
- frais de déplacement
- prestations externes
- matériels et petits équipements nécessaires à la réalisation des actions

Critères de sélection ou de priorisation des projets

L'opportunité du financement du projet sera évaluée notamment au regard des éléments suivants :

- démarches collectives entre acteurs constituant la chaîne de valeur amont-aval ;
- démarche vers la certification BTMC ;
- projets collaboratifs entre différents acteurs d'un territoire et en inter-territoires ;
- sauvegarde du patrimoine du Massif central ;
- lien avec les autres politiques du Massif central. A titre d'exemples : itinérances, pôles de pleine nature ;
- éducation au goût, à la qualité de l'alimentation, aux richesses gastronomiques et AOP du Massif central ;
- pour la filière laine-textiles-cuir : favoriser les élevages engagés dans une démarche environnementale vertueuse pour réduire les impacts ;
- projets contribuant à optimiser les scénarii de fin de vie.

Obligations du Bénéficiaire

Au-delà des obligations génériques précisées dans la partie « modalités de mise en œuvre », dans le cadre de cette mesure le bénéficiaire devra se conformer aux obligations suivantes :

- prévoir des séminaires de projet ;
- sur sollicitation, le bénéficiaire participera aux séminaires d'échanges et de mutualisation mis en place au niveau massif ;
- le cas échéant création de plateformes numériques ouvertes.

Mesure 2.5 - Mobiliser les ressources du Massif central productives d'énergies renouvelables (ENR) : expérimentations et innovations organisationnelles

Contexte et enjeux

Le Massif central produit plus de 23 % de l'énergie renouvelable nationale plus particulièrement à partir de l'hydroélectricité et de la filière bois énergie. De forts potentiels sont à développer dans la filière solaire. De nombreux bâtiments agricoles tertiaires et industriels sont disponibles. La filière géothermie et la méthanisation ont un réel potentiel de développement. Sur certains secteurs du Massif central, ces potentiels d'ENR sont plus particulièrement à accompagner dans le respect des sites concernés. L'acceptabilité des projets et l'association des habitants des territoires en amont est un enjeu majeur.

Objectifs opérationnels

La mesure vise à favoriser des expérimentations d'ENR compatibles avec les conditions de territoire de montagne du Massif central en particulier dans les programmes de rénovation de centres bourgs au cœur des îlots démonstrateurs et plus globalement dans la réaffectation des friches industrielles du Massif central, dans les projets collectifs des agriculteurs, mais aussi dans les programmes de transition touristiques des stations de moyenne montagne notamment au sein d'Avenir Montagnes, de l'accompagnement des stations thermales...

Description de l'action

Pourront être soutenus dans le cadre de cette mesure, les projets visant à :

- développer la traçabilité des productions d'énergie renouvelables du Massif central permettant à tout consommateur de participer à la transition énergétique du Massif central en soutenant la production d'énergie renouvelable et aux producteurs d'énergie de justifier d'une garantie d'origine dans le cadre de ses relations commerciales ;
- accompagner des acteurs via une ingénierie spécifique en amont des projets d'ENR dans le cadre des CRTE y compris dans la définition de schémas directeurs des Energies renouvelables, en complémentarité des autres programmes d'intervention (ADEME.) ;
- favoriser les démarches d'innovation et les expérimentations concernant les sources d'énergie décarbonées à partir des ressources du Massif central dans une démarche de développement durable ;
- structurer la filière Bois Energie du Massif central pour l'approvisionnement local et durable des réseaux de chaleur ;
- conforter la structuration de la filière Méthanisation en Massif central, en particulier dont l'utilisation du biogaz est tournée vers les mobilités ;
- permettre des expérimentations en autoconsommation photovoltaïque ou station Biogaz, pour assurer le développement de mobilités décarbonées sur le Massif central ;
- construire une analyse prospective proposant une stratégie 2024-2028.

Coopération inter-massifs

Dans le cadre du programme et du plan Avenir Montagnes favoriser les expérimentations et les retours d'expérience de réhabilitation des stations de moyenne montagne intégrant la production d'ENR.

Indicateurs/cibles

4 projets d'ENR dans les îlots démonstrateurs et autres programmes d'aménagement en Massif central.

Modalités de remontés des projets

Aides mobilisables sur sollicitations d'acteurs des territoires du Massif central déposées au fil de l'eau ou autres modalités prévues par les cofinanceurs notamment l'axe interrégional Massif central du PO FEDER régional Auvergne-Rhône- Alpes.

Bénéficiaires

Tout partenaire public ou privé.

Types de dépenses éligibles

Sous réserve des règlements d'intervention des différents financeurs et des modalités définies dans les paragraphes « Taux d'aides » et « Dépenses éligibles » de la présente convention, les postes de dépense susceptibles d'être financés dans le cadre de la présente mesure sont les suivants :

- frais de personnel et coûts indirects liés
- frais de déplacement
- prestations externes
- matériels et petits équipements nécessaires à la réalisation des actions
- équipements et investissements

Critères de sélection ou de priorisation des projets

L'opportunité du financement du projet sera évaluée notamment au regard des éléments suivants :

- projets collaboratifs sur les territoires associant les collectivités, les habitants et les entreprises concernées ;
- bonne intégration des projets d'ENR dans le respect de l'environnement, des paysages et du patrimoine du Massif central ;
- productions d'ENR en faveur du déploiement de flottes de mobilités décarbonées ;
- distances d'approvisionnement limitées pour les diverses ressources.

Mesure 2.6 - Valoriser le Massif central, espace hautement culturel : Patrimoines matériels, immatériels et innovations des créateurs contemporains

Contexte et enjeux

Le Massif central est caractérisé par des paysages et des édifices qui marquent les esprits. Il l'est aussi par la présence de nombreuses femmes et nombreux hommes de l'art, artisans et artistes, et des événements de grande renommée.

Cependant, le Massif central doit améliorer sa visibilité sur ce secteur facteur de forte attractivité. Une dynamique culturelle impacte l'attractivité d'un territoire dans le secteur résidentiel permanent et non permanent, mais elle entre aussi dans les critères d'implantation ou d'extension d'entreprises.

De plus, la pandémie a fortement percuté les activités et les projets culturels. Cependant elle a aussi montré la sensibilité de ce domaine dans la vie de chacun et de nouvelles formes de production et de diffusion se sont développées.

Le Massif a soutenu, dans ses programmations précédentes, des projets concernant la mise en réseau et en itinérance d'actions culturelles qui ont montré l'intérêt de cette échelle territoriale pour la diffusion culturelle et la construction d'une « culture de montagne » rassemblant patrimoines, savoirs faire et propositions artistiques ancrées dans les territoires.

Le Massif central est candidat dans le cadre de la consultation européenne de capitale européenne de la culture 2028 à travers le « projet Clermont-Massif central », dans une perspective durable que la fédération des acteurs des cultures pourra rassembler et renforcer.

Objectifs opérationnels

La mesure ambitionne de renforcer l'attractivité résidentielle et entrepreneuriale des territoires du Massif central par la mise en valeur des patrimoines et des acteurs de ses territoires ; elle vise à :

- aider les acteurs des cultures du Massif central à surmonter les difficultés, à reprendre position sur les scènes locales et nationales au sortir de la pandémie en associant les capacités de diffusion sur un périmètre interrégional ;
- impulser une dynamique durable sur ce domaine qui présente deux composantes sur l'économie, celle de l'activité des professionnels de la culture, et celle la communication territoriale.

Description de l'action

Pourront être soutenus dans le cadre de cette mesure, les projets visant à :

- améliorer la visibilité des patrimoines matériels et immatériels et des professionnels des différents domaines culturels (artisans, artistes, leurs groupements, les structures de valorisation des patrimoines...). Il s'agira en particulier de rapprocher les données existantes disponibles auprès des services de l'Etat, des Régions et des Départements, et coordonner un accès à l'information sur les patrimoines matériels et immatériels. Cette démarche et l'outil qui pourra être produit devront permettre d'associer les acteurs et les activités culturelles aux dynamiques des territoires : rapprochement des atlas des paysages, des villes et pays d'art et d'histoire (sites et cités remarquables), petites cités de caractère avec le patrimoine littéraire, musical, artisanal, culinaire, les projets des acteurs culturels et la diffusion de leurs travaux^
- soutenir la production, la diffusion interrégionale et la fédération des initiatives des acteurs culturels ainsi que la valorisation d'éléments patrimoniaux matériels et immatériels emblématiques des territoires du Massif central.
- développer une exigence culturelle authentique entre création et traditions.

Seront encouragés en particulier les actions portant un projet scientifique et/ou culturel en milieu rural, en matière :

- d'ingénierie ciblant prioritairement la délocalisation ou la mise en itinérance de spectacles (dont le cinéma), d'expositions,
- d'investissements concernant notamment des équipements pour la mise en réseau interrégional des espaces de diffusion (salles et lieux d'expositions ruraux, cinéma itinérante)

Coopération inter-massifs

Possibilité de mise en réseau avec les démarches des autres Massifs autour des cultures de montagne.

Indicateurs/cibles

- Plateforme numérique accessible et fonctionnelle
- Nombreuses publications dans la presse d'événements Massif central indiquant une fréquentation importante.

Modalités de remontées de projets

Aides mobilisables sur sollicitations d'acteurs des territoires du Massif central déposées au fil de l'eau, appels à projets (privilégiés pour la valorisation d'éléments patrimoniaux matériels et immatériels) ou autres modalités prévues par les cofinanceurs notamment l'axe interrégional Massif central du PO FEDER régional Auvergne-Rhône-Alpes.

Bénéficiaires

Tout acteur public ou privé.

Types de dépenses éligibles

Sous réserve des règlements d'intervention des différents financeurs et des modalités définies dans les paragraphes « Taux d'aides » et « Dépenses éligibles » de la présente convention, les postes de dépense susceptibles d'être financés dans le cadre de la présente mesure sont les suivants :

- frais de personnel et coûts indirects liés

- frais de déplacement
- prestations externes
- matériels et petits équipements nécessaires à la réalisation des actions
- équipements et investissements

Critères de sélection ou de priorisation des projets

L'opportunité du financement du projet sera évaluée notamment au regard de :

- la pertinence et l'étendue des données mobilisées
- la valeur ajoutée de la proposition et la pertinence des outils proposés en relation avec les enjeux d'attractivité des territoires
- les références présentées
- l'ancrage territorial des productions
- l'innovation culturelle
- les méthodes et moyens mis en œuvre pour la mise en réseau
- la diversité des territoires supports
- la qualité des moyens et outils mis en œuvre
- la dimension interrégionale du projet

Mesure 2.7 - Développer les filières industrielles d'excellence et l'économie circulaire avec un focus sur les filières de réemploi de matériaux

Le Massif central dispose de ressources riches qu'elles soient culturelles, patrimoniales, agricoles, forestières, artisanales ou industrielles et il est au cœur d'un bassin de population de plus de 9 millions d'habitants (en intégrant les métropoles environnantes de Bordeaux, Dijon, Lyon, Montpellier et Toulouse). Le Massif central est donc à même de répondre à la volonté de relocalisation et de souveraineté manifestée aussi bien par les collectivités et les acteurs économiques que par les citoyens.

En valorisant ces ressources spécifiques, il conviendra, pour relever le défi de la résilience des filières du Massif central, de favoriser :

- l'expression des dynamiques économiques plurielles à l'œuvre sur ce territoire, notamment en accompagnant et renforçant les efforts d'innovation et de transition des activités économiques du massif plus particulièrement sur la diversification des filières industrielles traditionnelles vers les filières émergentes que sont les énergies nouvelles et renouvelables, la mobilité électrique frugale.
- l'expression des dynamiques engagées vers l'économie circulaire dans une filière émergente de réemploi des matériaux avec un focus sur les matériaux de construction.

La fiche action « Développer les filières industrielles d'excellence et l'économie circulaire » comprend deux sous thèmes :

- **Vers la transformation et la diversification des activités industrielles**
- **La structuration des filières de réemploi vers l'économie circulaire**

1) Vers la transformation et la diversification des activités industrielles

Contexte et enjeux

Le Massif central dispose d'une réelle spécificité industrielle. L'industrie représente une grande partie de l'emploi salarié,

près de 20 % : ce taux est supérieur de 4 points à la moyenne métropolitaine. Les filières les plus en pointe sont la mécanique, la plasturgie et la céramique. L'activité industrielle est concentrée dans le nord-est et au cœur des grandes métropoles du Massif central. Il est nécessaire d'amplifier l'effet réseau, le soutien aux projets collectifs et aux services mutualisés, le développement de nouvelles formes de formation et de gestion des compétences et de multiplier les opérations d'attractivité des métiers et des formations industrielles.

Objectifs opérationnels

Il conviendra d'aborder de nouveaux marchés et d'engager les filières industrielles traditionnelles vers une transformation et une diversification des secteurs d'activité dont les filières émergentes en lien avec l'économie verte : énergies nouvelles et renouvelables (méthanisation, hydrogène, et éolien off-shore, filière déjà présente dans le sud du massif...) et nouveaux modes de transport (navettes autonomes, matériels de mobilité du dernier kilomètre, mobilité électrique.) tout en maintenant les axes de diversification engagés (énergie hydroélectrique, matériel de transport...).

Il conviendra par ailleurs de développer les usages du numérique pour inscrire ces filières dans l'industrie du futur et le développement durable.

Description de l'action

Pourront être soutenus dans le cadre de cette mesure, les projets visant à :

- soutenir l'ingénierie de projets collectifs (animation de clusters ou groupes collectifs collaboratifs, émergence de start-up ou jeunes pousses) et de services mutualisés entre et sur les territoires ;
- soutenir les nouvelles formes de développement des compétences ;
- soutenir la promotion des métiers de l'industrie en faveur de la diversification des secteurs d'activité vers les filières émergentes et en réponse aux enjeux de mobilité décarbonnée et de production d'ENR en Massif Central
- encourager des expérimentations en Massif central incluant le développement de nouvelles formes de formation via le numérique ;
- soutenir la création de campus de la diversification des filières traditionnelles vers les filières émergentes (notamment formations numériques connectées sur les territoires en lien avec les grandes écoles et les entreprises) ;
- faciliter la réalisation d'études stratégiques et/ou prospectives à visée opérationnelle pour la diversification des activités industrielles à moyen et long termes.

2) Filières de réemploi : vers l'économie circulaire

Contexte et enjeux

Les activités de construction, de réhabilitation et de déconstruction produisent des déchets dont 73 % sont des déchets inertes et 22 % sont des déchets non dangereux. Le réemploi est une alternative à l'extraction de matières premières et à l'enfouissement des déchets. Il permet de limiter les temps de transport et de favoriser une meilleure répartition de la valeur ajoutée d'un chantier. Il s'agit à l'inverse du recyclage, de travailler avec des matériaux de seconde vie sans leur faire subir de transformation trop importante. Le réemploi remobilise les savoirs faire des artisans du bâtiment et implique un nouveau mode de conception et d'organisation des chantiers. Dans la construction, il se met peu à peu en place dans le Massif central mais doit être développé.

Objectifs opérationnels

La mesure vise à :

- développer la mise en réseaux des acteurs ;
- identifier les gisements de matériaux et les caractériser pour le réemploi ;

- faciliter l'accès aux matériaux disponibles par les acteurs de la chaîne de production du bâtiment (du maître d'ouvrage aux entreprises de déconstruction et de bâtisseurs).

Description de l'action

Pourront être soutenus dans le cadre de cette mesure, les projets visant, prioritairement au travers de chantiers démonstrateurs s'inscrivant dans des démarches nationales ou locales déployées dans le massif (PVD, friches industrielles, îlots démonstrateurs...) à :

- structurer les filières locales de gestion des déchets sur le territoire ;
- animer le réseau de chantiers démonstrateurs et favoriser la montée en compétence des acteurs ;
- proposer et expérimenter des innovations concernant la conception des chantiers à partir des matériaux de réemploi en intégrant un suivi, un contrôle et une évaluation continus lors de la réalisation des travaux depuis la phase de déconstruction jusqu'à la phase de réalisation ;
- accompagner et sensibiliser l'ensemble des acteurs vers des méthodes organisationnelles d'éco-conception, de traçabilité, de réparation, de réemploi, de recyclage, d'inclusion sociale, de circuit court, de transparence ;
- capitaliser et diffuser des enseignements à travers par exemple l'écriture d'une charte d'économie circulaire partagée ;
- conduire des études prospectives et pré-opérationnelles sur les potentiels de réemploi des matériaux de construction, les gisements disponibles, l'organisation de leur mobilisation, leur impact favorable sur la préservation des ressources naturelles du Massif central.

Indicateurs cibles

8 à 10 chantiers en réemploi s'inscrivant dans des démarches nationales ou locales déployées dans le massif (PVD, ACV, friches industrielles, îlots démonstrateurs...)

Modalités de remontées de projets

- Chantiers en réemploi s'inscrivant dans des démarches nationales ou locales déployées dans le massif (PVD, ACV, friches industrielles, îlots démonstrateurs...) : appel à projets
- Suivi animation du réseau des chantiers démonstrateurs confié sur appel d'offres
- ou autres modalités prévues par les cofinanceurs notamment l'axe interrégional Massif central du PO FEDER régional Auvergne-Rhône-Alpes.

Ou sollicitations d'acteurs des territoires du Massif central déposées au fil de l'eau présentant une réelle qualité et/ou plus-value.

Bénéficiaires

Groupements d'entreprises, associations, SCIC, clusters et pôles de compétitivité, collectivités, établissements de formation et/ou recherche et développement et/ou de transfert des connaissances, Chambres consulaires.

Types de dépenses éligibles

Sous réserve des règlements d'intervention des différents financeurs et des modalités définies dans les paragraphes « Taux d'aides » et « Dépenses éligibles » de la présente convention, les postes de dépense susceptibles d'être financés dans le cadre de la présente mesure sont les suivants :

- frais de personnel et coûts indirects liés
- frais de déplacement
- prestations externes
- matériels et petits équipements nécessaires à la réalisation des actions
- équipements et investissements

Critères de sélection ou de priorisation des projets

L'opportunité du financement du projet sera évaluée notamment au regard :

- du caractère collectif du projet ;
- de la qualité et la diversité du partenariat : seront privilégiés les projets comprenant des collectivités, des bailleurs, des groupements d'entreprises, des établissements de recherche et développement ;
- de la thématique visée : en particulier projets de diversification vers les filières émergentes, mobilité décarbonnée, le développement de nouvelles formations numériques.

Obligations du bénéficiaire

Au-delà des obligations génériques précisées dans la partie « modalités de mise en œuvre », dans le cadre de cette mesure le bénéficiaire devra se conformer aux obligations suivantes :

- permettre la visite d'entreprises et des chantiers conduits, notamment en direction des acteurs professionnels, dans le respect de la réglementation notamment en matière de sécurité ;
- communiquer sur les offres d'emploi et les formations ;
- collaborer à l'écriture de la charte du réemploi et en respecter les principes

Axe 3 - Amplifier l'attractivité des territoires du Massif central au bénéfice de toutes les populations

Mesure 3.1 - Faire du Massif central un territoire de référence en matière de mobilité rurale

Contexte et enjeux

Le développement d'une mobilité plus durable est un défi majeur à relever au cœur des territoires du Massif central, territoires ruraux peu denses où la place de la voiture est prépondérante. 80 % des actifs utilisent la voiture individuelle pour se rendre au travail quotidiennement et les transports collectifs ne peuvent la concurrencer efficacement. Les temps d'accès aux équipements de la gamme intermédiaire de services sont supérieurs de 30 % à la moyenne nationale.

A titre individuel, cette situation crée une dépendance forte des ménages aux énergies fossiles, des coûts de déplacements quotidiens importants et de forts risques de vulnérabilité énergétique. A titre collectif, le constat est tout aussi sévère : le secteur des transports, outre l'émission de polluants nocifs pour la santé humaine constitue la 2^{ème} source d'émission de gaz à effet de serre. Les solutions de mobilité déployées seront autant de réponses à l'attractivité du Massif central, dans la mesure où elles pourront répondre tant à des besoins quotidiens qu'occasionnels. Elles pourront notamment contribuer à l'accueil de touristes dans de bonnes conditions sur de nombreux sites remarquables et à l'accueil de nouvelles populations.

Enjeux

L'enjeu de l'accessibilité du territoire est identifié dans le schéma de Massif central comme un des trois axes majeurs de la politique à conduire dans le massif. La CIMAC 21-27, au travers de la mesure phare mobilité rurale, vise à faire émerger des solutions innovantes et adaptées aux besoins spécifiques de mobilité des territoires de montagne habités (covoiturage, auto partage, vélos, navettes...). L'enjeu est donc d'apporter des solutions organisationnelles et technologiques (interconnexions, interopérabilité, applications numériques autour du MAAS : Mobility As A Service.) facilitant l'accès du plus grand nombre à ces mobilités, et d'accélérer la transition décarbonée des véhicules (électrique, biogaz, hydrogène.).

Objectif opérationnel

L'objectif est d'améliorer la qualité de vie des habitants du Massif central mais aussi de positionner des acteurs économiques du territoire comme des champions des mobilités rurales à l'échelle nationale et internationale, de faire émerger des collaborations entre constructeurs, universitaires, start-up et citoyens vers des véhicules frugaux adaptés à nos conditions de massif et favoriser des approches multi modes de déplacement. En parallèle, le déploiement des solutions réduisant les besoins de déplacements quotidiens (Tiers lieux, accès aux services regroupés, politique des temps.) pourra être un levier intéressant. Il s'agit ainsi de faire du Massif central un territoire de référence en matière de mobilité rurale.

Description de l'action

Pourront être soutenus dans le cadre de cette mesure, les projets visant à :

- accompagner et coordonner des stratégies et des planifications territoriales de mobilité par bassin de mobilité en articulation avec les politiques d'urbanisme, d'environnement, de santé, sociales, de tourisme dans une logique systémique, durable, inclusive et solidaire ;
- accompagner et coordonner des expérimentations et évaluations de solutions de mobilité/démobilité impliquant les acteurs locaux ;
- accompagner des expérimentations logistique/transports de biens et ou livraisons en Massif Central
- permettre des expérimentations et des animations autour de flottes électriques aux services partagées pour les habitants avec des recharges de bornes en autoconsommation photovoltaïque ;
- accompagner la structuration des bornes de recharge électrique en interrégional, permettre des expérimentations ;
- permettre des études de dynamiques interterritoriales pour les petites lignes de train en Massif central ;

- organiser des mobilités actives partagées et complémentaires (covoiturage, vélos, mobilité solidaire, création de maison de la mobilité) ;
- développer des mobilités territoriales performantes (durables, intelligentes, intermodables, intéropérables) ;
- développer la Mobilité en tant que service (MAAS) : service intégré complet et simple avec une gouvernance coordonnée des différents intervenants publics et privés et notamment une information centralisée (horaires, localisation et plans, itinéraires, tarifs, billetterie...) sur l'ensemble de l'offre de transport combinée (aussi bien les transports en commun que le covoiturage, l'auto partage et les offres privées de mobilité) ;
- organiser le rabattement des usagers de l'ensemble des territoires vers les gares du Massif central ;
- développer de nouveaux services en coordination avec les systèmes de transport existants (nouveaux services en gare, mais aussi à bord des trains) ;
- développer l'écomobilité touristique pour permettre des séjours avec la moindre utilisation de la voiture sans dégrader la qualité de l'expérience touristique qui doit en résulter ;
- favoriser les démarches :
 - . de piétonisation de sites touristiques avec substitution du trafic automobile par des systèmes de transports décarbonés
 - . de développement de nouveaux usages ferroviaires, de lignes ou tronçons de lignes ferroviaires de desserte fine (trains touristiques, frêt local...)
- proposer des innovations technologiques et organisationnelles en matière de mobilité rurale notamment les mobilités décarbonées.

Coopération inter-massifs

Déploiement de démarches d'expérimentation et évaluations de solutions de mobilité, démobilité en **inter-massifs**.

Indicateurs/cibles

- 10 territoires d'expérimentations

Modalités de remontées de projets

Appel à manifestation d'intérêts, appel à projets ou aides mobilisables sur sollicitations des acteurs des territoires du Massif central déposées au fil de l'eau ou autres modalités prévues par les cofinanceurs notamment l'axe interrégional Massif central du PO FEDER régional Auvergne-Rhône-Alpes.

Bénéficiaires

Tout acteur public et privé.

Types de dépenses éligibles

Sous réserve des règlements d'intervention des différents financeurs et des modalités définies dans les paragraphes « Taux d'aides » et « Dépenses éligibles » de la présente convention, les postes de dépense susceptibles d'être financés dans le cadre de la présente mesure sont les suivants :

- frais de personnel et coûts indirects liés
- frais de déplacement
- prestations externes
- matériels et petits équipements nécessaires à la réalisation des actions
- équipements et investissements concernant exclusivement les expérimentations à conduire dans le cadre du projet

Critères de sélection ou de priorisation

L'opportunité du financement du projet sera évaluée notamment au regard des éléments suivants :

- caractère innovant dans le territoire ;
- projets collaboratifs associant les territoires concernés par la problématique visée ;

- association de partenaires/acteurs économiques du Massif central ;
- mise en place de solutions décarbonées et solidaires ;
- accompagnement du changement de comportement dans les approches et pratiques de mobilité.

Obligations du bénéficiaire

Au-delà des obligations génériques précisées dans la partie « modalités de mise en œuvre », dans le cadre de cette mesure le bénéficiaire devra se conformer aux obligations suivantes :

- participation aux séminaires d'échanges et de mutualisation des projets.

Mesure 3.2 - Accompagner un ensemble d'îlots démonstrateurs de centre-ville vers un urbanisme décarboné *Quartiers anciens durables en Massif central*

Contexte et enjeux

Les projets de revitalisation des centres des villes petites et moyennes du Massif central sont aujourd'hui accompagnés par des dispositifs nationaux et départementaux. Cependant leur mise en œuvre se heurte aux difficultés de financement d'opérations de tailles significatives pour réamorcer un marché local de l'immobilier fragile.

La reconquête des centralités territoriales passe par une mutation de l'offre immobilière correspondant aux souhaits contemporains pour l'habitat et les activités. Cette offre doit transformer le bâti des centres tout en valorisant les patrimoines qui incarnent les singularités de chacune des villes.

L'implication des personnes et entreprises privées (commerces, professions diverses, et groupements d'entreprises ou d'individus) est la réelle condition de réussite de ces actions vertueuses pour contribuer au dynamisme et à la durabilité de leur économie et pour l'impact environnemental du bâti. L'enjeu environnemental est de favoriser le développement démographique et économique des territoires ruraux, sans étendre les surfaces urbanisées par la résorption de l'importante vacance de locaux des centres-villes, le recyclage du bâti existant avec les matériaux d'origine, la réduction de l'imperméabilisation des sols.

Objectifs opérationnels

La mesure vise à :

- Contribuer au déblocage de difficultés de financement d'opérations d'amorçage de revitalisation de centre-ville significatives pour servir d'exemples dans les différentes configurations du Massif central (centralités rurales, espaces à vocation touristique^);
- Adapter l'offre immobilière et l'offre d'espaces urbains pour assurer les fonctions de centre de bassin de vie, et générer des espaces domestiques et professionnels répondant aux attentes actuelles ;
- recenser et accompagner les initiatives d'investissement d'acteurs privés comme composantes majeures de la revitalisation des centres des petites et moyennes villes.

Description de l'action

Pourront être soutenus dans le cadre de cette mesure, les projets visant, au travers de démonstrateurs s'inscrivant dans le cadre d'une stratégie de revitalisation de centre ville, à :

- faciliter le lancement opérationnel de projets de restructuration d'îlots urbains de petites et moyennes villes : ingénierie pré-opérationnelle de cadrage architectural et de positionnement économique, ingénierie de portage du foncier et de sécurisation (garantie pour les ventes en état futur d'achèvement), maîtrise d'œuvre opérationnelle d'aménagement, de commercialisation et de réalisation. Une priorité sera donnée aux opérations présentant :

- un enjeu urbain et patrimonial identifié,
 - une convergence avec les orientations des documents locaux d'urbanisme et de programmation,
 - des capacités d'usage et de transformations vérifiées en étude pré-opérationnelle,
 - une taille critique permettant un prix de revient optimal, c'est-à-dire représentant une surface minimum de locaux utiles de 250 m² pour les communes présentant moins de 5 000 habitants, et 500 m² pour les communes présentant plus de 5 000 habitants ; l'opération pourra être activée par tranches,
 - une mixité d'espaces de travail dont commerces et services, d'habitat et de loisir,
 - une inclusion dans une coordination Massif central de résultats de rénovation énergétique du bâti existant,
 - un développement d'un habitat intergénérationnel inclusif pour les personnes âgées, les jeunes en cours d'installation, les résidents occasionnels (dont les touristes) et les foyers installés durablement,
 - une optimisation économique du prix de revient du m² utile en particulier pour la rénovation énergétique du bâti ancien,
 - une mobilisation des ressources locales bois, pierre, coproduits de l'agriculture et de recyclage, des innovations des entreprises du Massif central (chaines numériques de fabrication, équipement du bâtiment adapté aux conditions climatiques...), des savoir-faire traditionnels,
 - une activation d'outils d'investissement durables (foncière) et de garantie d'opération pour la sécurisation des cessions au privé,
 - une diminution de l'imperméabilisation des sols,
 - une gestion des véhicules (automobiles, cycles.) sur site ou hors terrains d'assiette,
 - un volet culturel : les îlots démonstrateurs ont vocation à générer des espaces d'habitation, de travail et de loisirs enviables en centre-ville et susceptibles de susciter l'investissement de futurs habitants et entreprises grâce à des prix de revient optimisés et une adaptation précise aux attentes des utilisateurs. La qualité du cadre de vie est donc un objectif premier de ces opérations qui devront faire l'objet de consultations d'équipes d'architectes-urbanistes, présentant des références en matière d'interventions sur le patrimoine. Le cahier des charges de consultation des équipes de maîtrises d'œuvre sera élaboré en collaboration avec des acteurs comme l'UDAP et le CAUE du département.
- coordonner le réseau des réalisations immobilières effectuées dans le cadre de cette mesure, analyser et diffuser les résultats de ces îlots démonstrateurs et assurer la diffusion des résultats. Cette analyse portera notamment sur les :
 - bilans économiques (de l'opération et de l'économie générée en matière de travaux, de mobilisation de matériaux tracés locaux, de retours fiscaux, d'exercices professionnels sur site),
 - bilans énergétiques (énergies grises, énergies de fonctionnement), récupération des données initiales des sites par sondages, recueil des études techniques auprès de la maîtrise d'œuvre des opérations, recueil des données globales de consommation, simulation sur période longue,
 - bilan social et évaluation par les utilisateurs (mixité de fonctions/habitat-activités, mixité générationnelle/ enfance et personnes âgées, accueil de nouveaux habitants (logements passerelle) nouvelles activités (locaux passerelle).

Coopération inter-massifs

Echange de pratiques sur les programmes de revitalisation des centres des villes petites et moyennes.

Indicateurs/cibles

Un ensemble d'îlots démonstrateurs répartis dans les quatre Régions du Massif central.

Modalités de remontées de projets

- îlots démonstrateurs : aides mobilisables sur sollicitations d'acteurs des territoires du Massif central déposées au fil de l'eau en 2021 et 2022 au titre du plan de relance

- mission d'animation, d'observation et de suivi confiée sur appel d'offres
- ou autres modalités prévues par les cofinanceurs notamment l'axe interrégional Massif central du PO FEDER régional Auvergne-Rhône-Alpes

Ou sollicitations d'acteurs des territoires du Massif central déposées au fil de l'eau présentant une réelle qualité et/ou plus-value.

Bénéficiaires

Collectivités territoriales, maitres d'ouvrages délégués par les collectivités territoriales ou groupements de propriétaires privés sous convention d'aménagement avec la collectivité, pour une intervention dans le centre d'une ville de moins de 50 000 habitants ou dans le périmètre d'ORT.

Types de dépenses éligibles

Sous réserve des règlements d'intervention des différents financeurs et des modalités définies dans les paragraphes « Taux d'aides » et « Dépenses éligibles » de la présente convention, les postes de dépense susceptibles d'être financés dans le cadre de la présente mesure sont les suivants :

- frais de personnel et coûts indirects liés
- frais de déplacement
- prestations externes
- matériels et petits équipements nécessaires à la réalisation des actions
- équipements et investissements sur travaux suivant les programmes d'interventions des différents financeurs du partenariat Massif central :
 - aménagement et reconfiguration-confortement du bâti et des espaces extérieurs (confortements, démolitions, allotissement)
 - pour la réalisation des lots publics accompagnant directement l'opération.

Critères de sélection ou de priorisation des projets

L'opportunité du financement du projet sera évaluée notamment au regard des éléments suivants :

- collectivité porteuse située dans un espace peu dense ;
- sensibilité pour l'attractivité du territoire ;
- inscription dans le projet du territoire (Atelier de territoire, CRTE, ACV, PVD, ORT, PLU, PLH, OPAH, SPR...);
- maturité du projet (niveau d'avancement des études et du partenariat).

Obligations du bénéficiaire

Au-delà des obligations génériques précisées dans la partie « modalités de mise en œuvre », dans le cadre de cette mesure le bénéficiaire devra se conformer aux obligations suivantes :

- suivi des indicateurs et de la coordination Massif central sur l'amélioration énergétique du bâti
- participation aux séminaires d'échanges et de mutualisation Massif central.

Modalités spécifiques de définition du taux d'aides

- aide à l'ingénierie plafonnée à 200 000 €
- aide à l'investissement : à concurrence du taux maximum prévu par la réglementation et en cohérence avec les politiques régionales et départementales.

Mesure 3.3 - Renforcer le lien urbain-rural au travers de démarches innovantes de coopération et de promotion

Contexte et enjeux

Les territoires, qu'ils soient urbains ou ruraux, s'apportent réciproquement des services de manière plus ou moins identifiée. Renforcer le lien urbain-rural autour de ces services constitue un vecteur d'équilibre des territoires. Les partenariats gagnant-gagnant sont à construire pour rapprocher ces territoires, rééquilibrer leurs rapports et repositionner les espaces ruraux de montagne dans une dynamique partenariale, partagée et pérenne. Il s'agit également d'encourager les démarches visant à favoriser la complémentarité plaine-montagne.

Objectifs opérationnels

La mesure vise à mettre en place des démarches et des expérimentations initiant des partenariats novateurs. Il s'agira de transcender les oppositions traditionnelles urbain/rural en travaillant des complémentarités positives et pérennes :

- partenariat offres/demandes (réciprocité)
- partenariat générant en particulier du développement économique entre territoires.

Description de l'action

Pourront être soutenus dans le cadre de cette mesure, les projets visant à :

- favoriser la mise en place d'actions partenariales ciblant les territoires ruraux du Massif central et les agglomérations du Massif central ou en périphérie ;
- préciser les stratégies, les démarches à prioriser et les réseaux à mobiliser au besoin via des études préalables.

Les principales thématiques visées sont les suivantes :

- accueil de nouveaux actifs et de nouvelles populations,
- alimentation, agriculture (principalement hors PAT),
- tourisme, loisirs, sports et activités de nature,
- santé,
- culture / diffusion culturelle,
- éducation-formation,
- paiements pour services environnementaux,
- compensation carbone,
- filières : filière bois, filière énergie, filière agricole,
- partenariats professionnels (vétérinaires,...)
- partenariats contractuels visant une mise à disposition réciproque d'ingénierie,
- eau : alimentation en eau potable, qualité de l'eau.

Coopération inter-massifs

Les partenariats mis en place pourront intégrer des approches et des collaborations inter-massifs.

Indicateurs/cibles

- 10 partenariats urbain-rural accompagnés sur la période de programmation
- au moins 4 partenariats intéressant chacun 150 000 personnes.

Modalités de remontées de projets

Aides mobilisables sur sollicitations d'acteurs des territoires du Massif central déposées au fil de l'eau ou autres modalités prévues par les cofinanceurs notamment l'axe interrégional Massif central du PO FEDER régional Auvergne-Rhône- Alpes.

Bénéficiaires

Tout partenaire public et privé.

Types de dépenses éligibles

Sous réserve des règlements d'intervention des différents financeurs et des modalités définies dans les paragraphes « Taux d'aides » et « Dépenses éligibles » de la présente convention, les postes de dépense susceptibles d'être financés dans le cadre de la présente mesure sont les suivants :

- frais de personnel et coûts indirects liés
- frais de déplacement
- prestations externes
- matériels et petits équipements nécessaires à la réalisation des actions
- dépenses d'équipements et sous réserve des possibilités de financement investissements directement liés à la réalisation du projet

Critères de sélection ou de priorisation des projets

L'opportunité du financement du projet sera évaluée notamment au regard :

- du caractère innovant du partenariat ou de la thématique traitée ;
- du bon équilibre du projet de partenariat entre la dominante urbaine et la dominante rurale ;
- de l'ambition du projet ;
- de l'association et de la participation des acteurs locaux ;
- de la capacité d'ingénierie et d'animation mobilisée pour le succès de la démarche ;
- de l'intégration d'un volet patrimonial permettant de valoriser et de promouvoir les ressources et l'identité des territoires (attractivité territoriale).

Les dossiers déposés devront préciser notamment :

- le cadre technique attendu,
- les différentes étapes de la démarche,
- les modalités de travail,
- les partenariats mis en place.

Le partenariat urbain-rural doit mobiliser à minima des acteurs de deux territoires distincts, l'un à dominante rurale et l'autre à dominante urbaine selon la classification établie par l'Observatoire des Territoires.

Obligations du bénéficiaire

Au-delà des obligations génériques précisées dans la partie « modalités de mise en œuvre », dans le cadre de cette mesure, le bénéficiaire devra se conformer aux obligations suivantes :

- sur sollicitation, le bénéficiaire participera aux séminaires d'échanges et de mutualisation mis en place au niveau massif.

Eligibilité

Au-delà des critères génériques précisés dans la partie « modalités de mise en œuvre », dans le cadre de cette mesure pour être éligible le porteur de projet devra respecter les conditions suivantes :

- les démarches proposées devront viser un partenariat avec une unité urbaine intégrant à minima 10 000 habitants.

Mesure 3.4 - Conduire des études à l'échelle interrégionale

Contexte et enjeux

Le Massif central a perdu de la population jusque dans les années 2000. Depuis lors, il regagne de la population, non pas par le solde naturel toujours déficitaire (plus de décès que de naissances) mais par le solde migratoire. Le Massif central bénéficie en effet naturellement d'un flux régulier de personnes venant s'installer localement.

La crise sanitaire peut accélérer certaines migrations démographiques. Cela constitue une opportunité potentielle pour le territoire.

Il est primordial, en vue d'alimenter les stratégies territoriales d'accueil de disposer d'éléments de portée interrégionale sur les tendances et dynamiques d'installation de nouvelles populations.

Objectifs opérationnels

La mesure vise à :

- améliorer et enrichir les politiques d'accueil mises en place dans les programmations antérieures ;
- identifier les profils à prospecter ;
- comprendre les nouvelles attentes induites par la crise sanitaire ;
- préciser la stratégie à mettre en œuvre pour prendre en compte ces nouveaux profils / ces nouvelles attentes et gagner en efficacité ;
- identifier les leviers pour lever les points de blocage.

Description de l'action

Pourront être soutenus dans le cadre de cette mesure les projets visant à :

- améliorer la démarche mise en place à l'échelle Massif central : nouvelles actions à engager, nouveaux outils à mettre en place, modalités d'organisation à faire évoluer,.
- avoir la meilleure connaissance des personnes s'installant dans le Massif central : profils, origines géographiques, argumentaire à développer, démarche à mettre en œuvre ;
- caractériser les nouvelles attentes (cadre de vie, vie professionnelle,...) et les opportunités pour l'accueil en Massif central ;
- faciliter le déroulement des parcours professionnels dans les territoires du Massif central. Ces études, type GPECT (Gestion prévisionnelle des emplois et des compétences territoriale), devront viser une échelle territoriale adaptée, intégrer les évolutions induites par la crise sanitaire, et s'inscrire dans un partenariat associant des opérateurs de l'emploi ;
- améliorer la complémentarité entre accueil et tourisme ;
- lever les freins identifiés : habitat, emploi du conjoint,.Concernant l'habitat, ces études devront permettre de préciser les attentes des nouveaux arrivants (conditions réhabilitaires à l'installation.), les modalités à privilégier en matière de partenariat local (partenariats avec les agences immobilières,.)
- construire une approche prospective : réflexion en vue de préciser les nouveaux programmes à mettre en œuvre,.

Indicateurs/cibles

- 3 études à minima attendues sur la période de programmation en privilégiant dans les premières années :
 - le repérage des nouveaux profils à prospecter
 - les nouvelles attentes suite à la pandémie
 - les points de blocage identifiés : habitat, emploi du conjoint, services,.
 - les complémentarités accueil-tourisme
- une démarche évaluative à mi-parcours devra être conduite pour apprécier la pertinence des actions engagées visant l'accueil de nouveaux actifs et de nouvelles populations.

Modalités de remontées de projets

- Aides mobilisables sur sollicitations d'acteurs des territoires du Massif central déposées au fil de l'eau
- Possibilité d'appels à manifestations d'intérêt sur les thèmes d'études privilégiés

Ou autres modalités prévues par les cofinanceurs notamment l'axe interrégional Massif central du PO FEDER régional Auvergne-Rhône-Alpes.

Bénéficiaires

Tout partenaire public et privé.

Types de dépenses éligibles

Sous réserve des règlements d'intervention des différents financeurs et des modalités définies dans les paragraphes « Taux d'aides » et « Dépenses éligibles » de la présente convention, les postes de dépense susceptibles d'être financés dans le cadre de la présente mesure sont les suivants :

- frais de personnel et coûts indirects liés
- frais de déplacement
- prestations externes
- matériels et petits équipements nécessaires à la réalisation des actions

Critères de sélection ou de priorisation des projets

L'opportunité du financement du projet sera évaluée notamment au regard de :

- la valeur ajoutée de la réflexion envisagée :
 - apport de connaissances complémentaires
 - apport d'informations visant des cibles ou des profils spécifiques particulièrement intéressants pour le Massif central
- la réflexion ouvrant de nouvelles opportunités
- la réflexion débouchant sur des démarches novatrices, de nouvelles façons de faire, de nouvelles modalités d'organisation pour fluidifier l'offre, gagner en lisibilité, en réactivité,...
- l'intégration du projet dans une dynamique partenariale Massif central.

Obligations du bénéficiaire

Au-delà des obligations génériques précisées dans la partie « modalités de mise en œuvre », dans le cadre de cette mesure, le bénéficiaire devra se conformer aux obligations suivantes :

- sur sollicitation, participation aux séminaires d'échanges et de mutualisation mis en place au niveau massif.

Eligibilité

Au-delà des critères génériques précisés dans la partie « modalités de mise en œuvre », dans le cadre de cette mesure pour être éligible le porteur de projet devra respecter les conditions suivantes :

- périmètre géographique du projet : échelle géographique à minima départementale, sous réserve d'un partenariat interrégional
- ou périmètre interrégional.

Mesure 3.5 - Encourager l'accueil et les stratégies territoriales d'attractivité

Contexte et enjeux

Le Massif central a perdu de la population jusque dans les années 2000. Depuis lors, il regagne de la population, non pas par le solde naturel toujours déficitaire (plus de décès que de naissances) mais par le solde migratoire. Le Massif central bénéficie naturellement d'un flux régulier de personnes venant s'installer localement.

La crise sanitaire peut accélérer certaines migrations démographiques. Cela constitue une opportunité potentielle pour le territoire.

Il est primordial d'accompagner, d'optimiser ce flux pour garantir l'avenir du Massif central et mettre en place à cet effet localement, des stratégies adaptées permettant de préparer les territoires à accueillir ces nouvelles populations et de les repositionner dans une société en pleine mutation : changement de codes, nouveaux parcours de vie, nouvelles attentes et nouvelles aspirations. Ces évolutions sociétales peuvent replacer nos territoires ruraux de montagne dans une dynamique de développement vertueuse, prometteuse et pérenne.

Objectifs opérationnels

La mesure vise à :

- répondre aux principales attentes de changements de vie amplifiés par la crise sanitaire (reprise/création d'entreprises, double résidence, télétravail, recherche d'emplois,...). Les territoires du Massif central offrent des opportunités pour les actifs en quête d'un nouveau départ, plus riche de sens, souvent de la sphère urbaine vers le monde rural.
- répondre aux attentes des entreprises :
 - apporter des réponses aux problèmes structurels de recrutement des entreprises qui pénalise fortement leur développement
 - répondre aux enjeux de transmission d'entreprises (agriculture, commerces et services, artisanat, petites industries) nécessitant l'installation de nouveaux actifs dans les territoires du Massif central
- densifier et qualifier le tissu de services (services à la population et aux entreprises) afin de mieux répondre aux attentes locales, de rassurer les candidats à l'installation et de gagner en attractivité
- conduire des politiques spécifiques en réponse aux enjeux du territoire :
 - les jeunes : éléments majeurs, moteurs, leur présence locale est une condition importante pour l'avenir des territoires. Il s'agit de convaincre les jeunes qu'une vie professionnelle qualifiante est possible dans les territoires, d'éviter le départ des jeunes diplômés, de faciliter leur intégration dans le monde professionnel local
 - les aînés : l'enjeu est le maintien à domicile en leur proposant des logements adaptés par leur conception et leur localisation (proximité des services), en leur offrant du lien social (dimension collective et intergénérationnelle des logements,..), en leur permettant de conserver une certaine autonomie de vie. Il s'agira de développer, structurer et organiser les prestations et services dédiées aux aînés au niveau local. Ces prestations constituent également des opportunités en matière de développement économique (silver economy).

Description de l'action

Pourront être soutenus dans le cadre de cette mesure, les projets visant à accompagner les territoires souhaitant mettre en œuvre une démarche dédiée, en vue d'accueillir de nouveaux actifs et de nouvelles populations selon deux modalités :

- 1 - un appui en ingénierie nécessaire à la mise en œuvre de la stratégie d'accueil et au déploiement de son plan d'actions autour d'une communauté d'acteurs organisée garantissant une participation active des élus tout au long du projet. La stratégie et le plan d'actions porteront sur :
 - le développement d'une culture de l'accueil ;
 - l'élaboration d'offres d'accueil ;

- la diffusion des offres, promotion territoriale et prospection ;
- l'accompagnement des porteurs de projets ;

Ils devront être articulés autour d'actions structurantes pour le territoire (travail sur une thématique particulière, mise en place d'un projet majeur.).

2 - un appui en investissement pour réaliser le plan d'actions.

Indicateurs/cibles

- nombre de territoires soutenus : 30
- nombre d'investissements structurants réalisés : 30.

Modalités de remontées de projets

1 - Ingénierie :

- 2 appels à projets seront lancés en 2022 et 2023
- de nouveaux appels à projets pourront être lancés ultérieurement.

Ou autres modalités prévues par les cofinanceurs notamment l'axe interrégional Massif central du PO FEDER régional Auvergne-Rhône-Alpes ou sollicitations d'acteurs des territoires du Massif central déposées au fil de l'eau présentant une réelle qualité et/ou plus-value.

2 - Déploiements du programme d'investissement de la stratégie d'accueil :

Aides mobilisables sur sollicitations d'acteurs des territoires du Massif central déposées au fil de l'eau ou autres modalités prévues par les cofinanceurs notamment l'axe interrégional Massif central du PO FEDER régional Auvergne-Rhône-Alpes.

Bénéficiaires

Tout partenaire public et privé.

Types de dépenses éligibles

Sous réserve des règlements d'intervention des différents financeurs et des modalités définies dans les paragraphes « Taux d'aides » et « Dépenses éligibles » de la présente convention, les postes de dépense susceptibles d'être financés dans le cadre de la présente mesure sont les suivants :

- frais de personnel et coûts indirects liés
- frais de déplacement
- prestations externes
- matériels et petits équipements nécessaires à la réalisation des actions
- équipements et investissements directement liés à la mise en œuvre de la stratégie et à la réalisation du plan d'action.

Critères de sélection ou de priorisation des projets

Les projets devront notamment présenter :

- une stratégie territoriale intégrée ;
- un partenariat d'acteurs prenant en compte l'ensemble des thématiques à traiter dans le cadre de la stratégie visée et du plan d'actions à mettre en œuvre ;

- une stratégie ambitieuse en matière de promotion/communication/prospection ;
- une approche digitale développée ;
- un volet patrimonial permettant de valoriser et de promouvoir les ressources et l'identité du territoire (attractivité territoriale).

La démarche de travail envisagée identifiera bien les différentes étapes de travail, les moyens à mettre en œuvre et les résultats attendus.

Obligations du bénéficiaire

Au-delà des obligations génériques précisées dans la partie « modalités de mise en œuvre », dans le cadre de cette mesure, le bénéficiaire devra se conformer aux obligations suivantes :

- participation aux séminaires d'échanges et de mutualisation mis en place au niveau massif.

Taux de base et modalités de modulation des taux

- ingénierie : durée maximale de 3 ans avec le cas échéant un taux d'aide dégressif à préciser
- projets d'équipement ou d'investissement s'inscrivant dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie d'accueil et de la réalisation du plan d'actions : 70% sous réserve d'éligibilité aux politiques régionales et départementales.
- l'accompagnement de territoires en phase d'émergence fait l'objet d'une fiche d'action dédiée (fiche-action 3.8).

Mesure 3.6 - Mettre en réseau les territoires de l'accueil à l'échelle du Massif central

Contexte et enjeux

Le Massif central a perdu de la population jusque dans les années 2000. Depuis lors, il regagne de la population, non pas par le solde naturel toujours déficitaire (plus de décès que de naissances) mais par le solde migratoire. Le Massif central bénéficie naturellement d'un flux régulier de personnes venant s'installer localement.

La crise sanitaire peut accélérer certaines migrations démographiques. Cela constitue une opportunité potentielle pour le territoire.

Pour gagner en efficacité, les stratégies d'accueil doivent être coordonnées, confronter leurs expériences, partager les bonnes pratiques et identifier les leviers de la réussite. De façon à progresser collectivement dans leur capacité à attirer et fixer de nouvelles populations, la mise en réseau constitue une voie privilégiée pour conduire des actions communes, par exemple en termes de communication ou de recherche de complémentarités.

Objectifs opérationnels

La mesure vise à :

- animer et mettre en réseau des territoires et des structures spécialisées à l'échelle du Massif central ;
- organiser les échanges et co-formations ;
- mettre en place des actions partenariales.

Description de l'action

Le cahier des charges de l'appel d'offres précisera les actions visées.

Coopération inter-massifs

Des échanges pourront être organisés avec des territoires d'autres massifs s'investissant sur des problématiques similaires.

Indicateurs/cibles

Mise en réseau assurée sur l'ensemble de la programmation : 2 appels d'offres visant chacun une prestation de 2 à 3 ans, seront organisés.

Modalités de remontées de projets

Appel d'offres à destination de prestataires spécialisés.

Ou autres modalités prévues par les cofinanceurs notamment l'axe interrégional Massif central du PO FEDER régional Auvergne-Rhône-Alpes.

Bénéficiaires

Sans objet / marché public - appel d'offres.

Types de dépenses éligibles, critères de sélection et obligations du bénéficiaire

Ces éléments seront définis dans le cahier des charges du marché public dans le respect des principes de la commande publique.

Modalités spécifiques de définition du taux d'aides

Marché public : paiement d'une prestation (100%).

Mesure 3.7 - Expérimenter de nouveaux services

Contexte et enjeux

Le Massif central a perdu de la population jusque dans les années 2000. Depuis lors, il regagne de la population, non pas par le solde naturel toujours déficitaire (plus de décès que de naissances) mais par le solde migratoire. Le Massif central bénéficie naturellement d'un flux régulier de personnes venant s'installer localement.

La crise sanitaire peut accélérer certaines migrations démographiques. Cela constitue une opportunité potentielle pour le territoire.

La mise en place de nouveaux services à la population est un objectif majeur pour mieux répondre aux attentes des habitants, renforcer l'attractivité des territoires et rassurer les candidats à une installation locale. De même, la mise en place de nouveaux services aux entreprises permet de :

- conforter le tissu d'entreprises (recrutement, transmission) ;
- rassurer les porteurs de projets souhaitant s'installer localement ;
- renforcer l'attractivité économique territoriale et accroître ainsi la capacité des territoires à attirer de nouveaux actifs.

Objectifs opérationnels

La mesure vise la mise en place d'expérimentations permettant d'initier des modèles novateurs garantissant la pérennité d'une offre de services de qualité (services à la population et aux entreprises).

Les modèles proposés doivent être très opérationnels et complémentaires de l'offre disponible. Les projets devront viser des expérimentations, permettant de tester en condition réelle de nouveaux services répondant à un besoin local, exprimé par la population ou les entreprises.

Description de l'action

Pourront être soutenus dans le cadre de cette mesure, les expérimentations dans les domaines suivants :

- services à la population : ensemble des services à destination de la population, notamment santé (favoriser la mise en réseau des acteurs publics et privés de la santé dans les territoires : gestion et suivi du parcours santé et cartographie des professionnels,...), numérique, accessibilité,...
- services aux entreprises : ensemble des services à destination des entreprises, y compris volet numérique, e-commerce, mutualisation de compétences,.

Coopération inter-massifs

Des coopérations ponctuelles sont possibles en fonction des projets.

Indicateurs/cibles

- 10 expérimentations visant les services à la population
- 10 expérimentations visant les services aux entreprises.

Modalités de remontées de projets

Appel à projets permanent précisant :

- le cadre technique attendu ;
- les différentes étapes de la démarche ;
- les modalités de travail à privilégier ;
- les partenariats à mettre en place.

Une communication sera organisée régulièrement sur cet appel à projets permanent pour susciter de nouveaux projets.

Ou autres modalités prévues par les cofinanceurs notamment l'axe interrégional Massif central du PO FEDER régional Auvergne-Rhône-Alpes ou sollicitations d'acteurs des territoires du Massif central déposées au fil de l'eau présentant une réelle qualité et/ou plus-value.

Bénéficiaires

Tout partenaire public et privé.

Types de dépenses éligibles

Sous réserve des règlements d'intervention des différents financeurs et des modalités définies dans les paragraphes « Taux d'aides » et « Dépenses éligibles » de la présente convention, les postes de dépense susceptibles d'être financés dans le cadre de la présente mesure sont les suivants :

- frais de personnel et coûts indirects liés
- frais de déplacement
- prestations externes
- matériels et petits équipements nécessaires à la réalisation des actions
- équipements et investissements concernant exclusivement les expérimentations à conduire dans le cadre du projet

Critères de sélection ou de priorisation des projets

L'opportunité du financement du projet sera évaluée notamment au regard de :

- son ambition et sa valeur ajoutée pour le territoire ;
- son caractère novateur (pas de reconduction d'expérimentations déjà menées sur un territoire du massif) ;
- la qualité du partenariat intégrant les usagers potentiels dès le début du projet ;
- la capacité d'ingénierie mobilisée.

Obligations du bénéficiaire

Au-delà des obligations génériques précisées dans la partie « modalités de mise en œuvre », dans le cadre de cette mesure, le bénéficiaire devra se conformer aux obligations suivantes :

- sur sollicitation, le bénéficiaire participera aux séminaires d'échanges et de mutualisation mis en place au niveau massif ;
- le bénéficiaire se rendra disponible lors de sollicitations de porteurs de projets intéressés par l'expérimentation conduite.

Mesure 3.8 - Appuyer spécifiquement les territoires en émergence

Contexte et enjeux

Le Massif central s'étire sur près de quatre cents kilomètres d'Est en Ouest dans sa plus grande largeur et plus de cinq cents kilomètres du Nord au Sud. D'une superficie de plus de 85 000km², il est aussi vaste que l'Autriche. C'est le massif français le plus peuplé avec près de 4 millions d'habitants ; nonobstant compte tenu de sa taille, il demeure très peu densément peuplé. Montagne habitée, bien que comprenant en son sein plusieurs métropoles, le Massif central souffre en particulier dans ses territoires les plus ruraux de l'absence de puissantes impulsions.

Parmi ses quelques 4000 communes, nombreuses sont celles, notamment dans les territoires les plus reculés, dont la part de la population de plus de 65 ans dépasse ou est en passe de dépasser celle des moins de 20 ans, avec un niveau de vie souvent inférieur à la moyenne nationale. C'est donc un vaste territoire comprenant divers espaces sensibles jusque-là peu dynamiques, disposant d'une manne économique limitée, qui nécessitent une attention particulière, d'autant plus qu'ils bénéficient très souvent de plusieurs atouts qui répondent aux nouvelles attentes de la population : cadre de vie, préservation des ressources, paysages, patrimoines architecturaux disponibles, potentiel économique à valoriser à travers la création de chaînes de valeur...

Il s'agit donc d'offrir à ces territoires, à ce stade peu en capacité de mobiliser les dispositifs d'appui de droit commun, la capacité à réfléchir et à déployer de nouveaux projets de développement.

Objectifs opérationnels

La mesure vise à :

- mettre en place un dispositif d'ingénierie spécifique ;
- accompagner en amont ces territoires pour leur permettre de se préparer à une candidature dans le cadre des programmes Massif central (appel à projets Accueil notamment) ou nationaux (ANCT.).

Description de l'action

Pourront être soutenus dans le cadre de cette mesure, les projets visant à :

- mettre en place une démarche d'ingénierie spécifique ;
- développer un appui technique permettant de mobiliser les acteurs locaux et les habitants ;
- conduire un diagnostic permettant d'identifier des thématiques à travailler en priorité ;

- élaborer une démarche de développement : stratégie et plan d'actions ;
- proposer des formations / formations-développement à destination des « leaders » du territoire ou de groupes d'acteurs porteurs de démarche d'auto-développement. L'ingénierie devra notamment permettre aux élus de s'approprier les thématiques facteurs du développement. Des séances de formation dédiée pourront être mises en place ;
- suivre la réflexion et la démarche engagée par le territoire.

Indicateurs/cibles

- 10 territoires en émergence à minima seront accompagnés durant la période de programmation
- A l'issue de l'accompagnement proposé, au moins 80% des territoires mettent en place un projet de développement et/ou a minima sont en capacité de faire appel à l'offre d'appui de droit commun, en particulier déployée par l'ANCT.

Modalités de remontées de projets

Années 2022-2023

En amont des appels à projets, appels à manifestations d'intérêts ou appels d'offres thématiques Massif central 2023, un appel à candidature sera lancé en 2022 auprès de territoires en émergence. Lors des appels à projets, appels à manifestations d'intérêts ou appels d'offres thématiques Massif central 2022, les territoires non retenus pourront être accompagnés en vue d'une nouvelle candidature en 2023. Ce principe pourra être reconduit sur les années suivantes.

Ou autres modalités prévues par les cofinanceurs notamment l'axe interrégional Massif central du PO FEDER régional Auvergne-Rhône-Alpes ou sollicitations d'acteurs des territoires du Massif central déposées au fil de l'eau présentant une réelle qualité et/ou plus-value dans le cadre des thématiques développées à l'échelle Massif central et ne trouvant pas de réponse dans l'offre d'appui de droit commun, en particulier déployée par l'ANCT.

Bénéficiaires

Collectivités territoriales en phase d'émergence : les appels à candidature définiront les critères permettant de caractériser ces territoires. Pour assurer une diversité dans la sélection des territoires, la pondération entre les critères retenus pourra évoluer au cours de la programmation.

Types de dépenses éligibles

Sous réserve des règlements d'intervention des différents financeurs et des modalités définies dans les paragraphes « Taux d'aides » et « Dépenses éligibles » de la présente convention, les postes de dépense susceptibles d'être financés dans le cadre de la présente mesure sont les suivants :

- frais de personnel et coûts indirects liés
- frais de déplacement
- prestations externes
- matériels et petits équipements nécessaires à la réalisation des actions

Afin d'impliquer fortement les élus et de les positionner au cœur de la démarche, cet accompagnement d'ingénierie amont ne financera pas uniquement des frais de personnels au sein de la structure maître d'ouvrage. Il s'agira ainsi d'élaborer une stratégie et de construire un plan d'actions dans le cadre d'une approche territoriale organisée autour d'un trinôme élus - services dès lors qu'ils sont présents - prestataire extérieur. L'appui via les ressources académiques du Massif central au besoin via la mobilisation d'apprenants sur le territoire, en s'appuyant par exemple sur les dispositifs CIFRE ou VTA ainsi que la mutualisation de moyens d'ingénierie d'autres collectivités partenaires seront encouragés.

Critères de sélection ou de priorisation des projets

L'opportunité du financement du projet sera évaluée notamment au regard de :

- la motivation du territoire à s'emparer de la problématique : le porteur de projet précisera pour cela dans sa candidature les objectifs visés et les résultats attendus, autant que possible la démarche à mettre en œuvre et les moyens à mobiliser. Un élu référent impliqué devra être clairement identifié ;
- la fragilité spécifique du territoire en matière d'ingénierie ;
- les modalités de pilotage prévues et de fonctionnement du trinôme élus - services dès lors qu'ils sont présents - prestataire extérieur.

Une collectivité accompagnée ne pourra l'être qu'une fois sur la durée de la programmation.

Obligations du bénéficiaire

Au-delà des obligations génériques précisées dans la partie « modalités de mise en œuvre », dans le cadre de cette mesure, le bénéficiaire devra se conformer aux obligations suivantes :

- l'ingénierie sera mise en place via une prestation garantissant un regard extérieur et une objectivité technique ;
- l'ingénierie déployée devra obligatoirement intégrer un travail participatif, associant étroitement autant que possible les habitants ;
- la démarche devra intégrer des méthodes d'animation novatrices adaptées au territoire ;
- participation aux séminaires d'échanges et de mutualisation Massif central, dans le cadre de séances dédiées et destinées aux élus.

Mesures transversales

Mesure en faveur de l'innovation : Favoriser les projets innovants en Massif central

Contexte et enjeux

La loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne dispose en particulier dans son article 1er de la nécessité d'encourager les innovations techniques, économiques, institutionnelles, sociales et sociétales.

Afin de permettre l'accompagnement de démarches, initiatives, projets en réponse à des enjeux non encore identifiés à son écriture, la CIMAC propose une mesure innovation avec une ligne budgétaire dédiée.

Objectifs opérationnels

Cette mesure permet le financement de tout projet innovant, au-delà des mesures prévues par la présente CIMAC, quel que soit son type ou sa thématique, présentant des perspectives remarquables de déploiement et de retombées favorables, une plus-value pour le Massif central ou une réponse aux enjeux spécifiques du territoire.

Description de l'action

Une innovation est une réponse originale apportée à une question ou à une problématique. C'est une idée qui présente un potentiel d'applications opérationnelles mais qui doit être testée et éprouvée avant de devenir une solution. Il peut s'agir d'une proposition totalement inédite ; ce peut être également l'adaptation aux conditions locales d'une solution existante dans un autre contexte géographique ou environnemental. L'innovation peut consister à mettre au point de nouveaux produits, de nouveaux processus de production, de nouvelles méthodes, de nouvelles pratiques ; elle peut être technologique, non-technologique, organisationnelle ou sociale.

La thématique de l'innovation proposée devra prioritairement s'inscrire dans l'un des trois axes de la CIMAC. Les modalités de déploiement de l'innovation proposée devront être clairement précisées, en associant autant que de besoin les acteurs référents sur le territoire et/ou les acteurs pertinents qui consolident le partenariat à l'échelle du Massif central. Les citoyens devront être associés autant que possible.

Les innovations proposées pourront l'être en réponse à des besoins prospectifs identifiés lors d'analyses de scénarii d'évolutions.

Coopération inter-massifs

Possibilité de soumettre un projet **inter-massifs** concernant les problématiques communes à plusieurs massifs.

Indicateurs/cibles

Une trentaine de projets innovants sélectionnés sur la période de programmation.

Modalités de remontées de projets

Aides mobilisables sur sollicitations d'acteurs des territoires du Massif central déposées au fil de l'eau ou autres modalités prévues par les cofinanceurs notamment l'axe interrégional Massif central du PO FEDER régional Auvergne-Rhône- Alpes.

Bénéficiaires

Tout porteur public ou privé.

Types de dépenses éligibles

Sous réserve des règlements d'intervention des différents financeurs et des modalités définies dans les paragraphes « Taux d'aides » et « Dépenses éligibles » de la présente convention, les postes de dépense susceptibles d'être financés dans le cadre de la présente mesure sont les suivants :

- frais de personnel et coûts indirects liés
- frais de déplacement
- frais de communication/diffusion des résultats
- prestations externes
- matériels et petits équipements nécessaires à la réalisation des actions
- investissements

Critères de sélection ou de priorisation des projets

Les projets seront classés dans le cadre du processus de sélection décrit ci-après. Les meilleurs projets seront retenus à concurrence du budget mobilisable qui sera fixé lors de chaque comité de programmation sur proposition du partenariat Massif central, en particulier en fonction des enveloppes de crédits effectivement disponibles.

La sélection des projets sera assurée par le comité de programmation Massif central sur la base d'une analyse réalisée par les services du partenariat Massif central, qui s'appuiera au besoin sur l'appréciation d'experts, et l'audition de capsules vidéos courtes (environ 5 minutes) établies par le porteur (indiquant la finalité et les objectifs du projet, l'intérêt de travailler à l'échelle Massif central, l'apport de cette innovation par rapport à la bibliographie et actions conduites, les actions prévues y compris pour le déploiement et la communication, les partenariats). Une grille de sélection (volet technique et volet opportunité) permet d'assurer cette évaluation ; sont pris en compte en particulier le caractère innovant du projet, la capacité du projet à répondre à un besoin exprimé par les acteurs du secteur concerné, l'impact attendu en termes de gain économique, social et environnemental, les moyens mis en œuvre en vue de l'appropriation de l'innovation par les utilisateurs finaux (livrables et valorisation), la capacité du projet à générer un effet d'entraînement chez ces utilisateurs.

Par ailleurs, le design produit, le design communication, l'architecture^ devront être de grande qualité.

Obligations du bénéficiaire

Au-delà des obligations génériques précisées dans la partie « modalités de mise en œuvre », dans le cadre de cette mesure le bénéficiaire devra se conformer aux obligations suivantes :

Proposer des modalités renforcées de capitalisation des leviers/méthodes et d'essaimage si réussite du projet, et capitalisation des leviers/méthodes des écueils dans le cas contraire.

Mesure Assistance technique pour une mise en œuvre efficace de la CIMAC

Contexte et enjeux

La convention interrégionale de Massif central 2021-2027 intervient sur le territoire du Massif central pour développer ses potentiels et répondre à ses fragilités particulières, en complémentarité des dispositifs de financement de droit commun.

Elle a pour objectif de créer les conditions adaptées aux spécificités de ce territoire, de mobilisation du capital social et de l'investissement privé et public de demain. Elle doit être un véritable outil pré-opérationnel pour ces investissements en regard des enjeux économiques et environnementaux du territoire.

Pour ce faire, elle accompagne les démarches et projets de portée interrégionale, à caractère innovant, prospectif ou portant sur des enjeux ou problématiques spécifiques aux territoires du massif. Elle s'appuie sur les forces, qualités et ressources des

territoires, de leurs entreprises et de leurs habitants en accompagnant, en suivant, en animant et en évaluant leurs initiatives. Elle valorise également les expériences des programmes précédents. Pour appuyer la réalisation de ces objectifs, le partenariat Massif central identifie la nécessité de se doter de moyens spécifiques d'assistance technique.

Objectifs opérationnels

Il s'agit d'optimiser l'action de la convention de Massif central dans les territoires, d'appuyer l'ingénierie et les actions opérationnelles d'investissement mises en œuvre par les différents partenaires, de capitaliser et diffuser le résultat des expérimentations ainsi que les bonnes pratiques, de mieux faire connaître la convention de Massif central auprès de nouveaux bénéficiaires et du grand public, et de suivre, d'animer, d'évaluer les projets et thématiques. L'objectif est également d'améliorer la mise en œuvre de la convention de Massif central à travers sa gestion, son évaluation mais aussi la mise en réseaux des acteurs pour favoriser la fluidité et la circulation de l'information, capitaliser et innover et contribuer à une réflexion prospective.

Description de l'action

L'assistance technique consiste en l'apport d'une expertise et de fonds destinés à aider le partenariat Massif central à mettre en œuvre les programmes liés aux objectifs des politiques. Il s'agit, en réponse aux objectifs opérationnels, notamment de :

- soutenir des actions relatives à la préparation, à la gestion y compris l'instruction, au suivi, à l'évaluation, à l'information et à la communication, à l'animation, au réseautage, au règlement des plaintes ainsi qu'au contrôle et à l'audit ;
- soutenir des actions visant à réduire la charge administrative pesant sur les bénéficiaires, y compris au moyen de systèmes d'échange électronique de données.

Cet apport de savoir-faire se décline selon le besoin, sous forme de personnels, de formations ou d'activités de recherche, de prestations et comprend les coûts qui y sont associés.

Concernant la communication, une stratégie spécifique pourra être définie et soutenue dans ce cadre. Cette stratégie pourra intégrer les éléments suivants :

- l'organisation d'événements de lancement ;
- la dynamique de communication autour du site internet Massif central ;
- le renforcement de la présence sur les réseaux sociaux via par exemple des ambassadeurs que pourraient être les chefs de file des projets ;
- l'organisation de communications dédiées à la réunion des instances et à la mise en valeur des projets ;
- la mise en place de partenariats avec la presse spécialisée Massif central ou la presse nationale par exemple ;
- la réalisation d'un baromètre citoyen annuel.

Concernant l'évaluation des projets et l'évaluation de la convention de Massif central elle-même, une stratégie spécifique pourra également être définie et soutenue dans ce cadre. La construction de cette stratégie pourra s'appuyer sur les compétences académiques présentes dans le territoire, le rôle d'acteurs référents dans les politiques de massif ou encore la mission de chef de file pour les projets portés par différents partenaires.

Cette mesure assistance technique permet également au besoin de financer les dépenses d'études prospectives utiles au partenariat Massif central.

Coopération inter-massifs

Au besoin actions de mise en réseaux par exemple pour recueillir de la donnée opérationnelle ou prospective sur les territoires de montagne dans différents domaines (aménagement, urbanisme, géographie, histoire, archéologie, sociologie, etc.)

Indicateurs/cibles

Le soutien à l'assistance technique de la convention de Massif central sera calibré autour de 4% du budget de cette dernière.

Modalités de remontées de projets

Aides mobilisables sur sollicitations d'acteurs des territoires du Massif central déposées au fil de l'eau ou autres modalités prévues par les cofinanceurs notamment l'axe interrégional Massif central du PO FEDER régional Auvergne-Rhône- Alpes.

Au besoin : appels d'offres.

Bénéficiaires

Etat, collectivités territoriales ou leur groupement avec le cas échéant un partenariat qui sera établi ; un partenariat pourra également être établi par l'Etat, les collectivités territoriales ou leur groupement avec des établissements publics, des universités, centres de recherche, des syndicats mixtes voire d'autres structures (associations, entreprises, fondations...) leur permettant de devenir bénéficiaires des crédits d'assistance technique au profit du partenariat.

Types de dépenses éligibles

Sous réserve des règlements d'intervention des différents financeurs et des modalités définies dans les paragraphes « Taux d'aides » et « Dépenses éligibles » de la présente convention, les postes de dépense susceptibles d'être financés dans le cadre de la présente mesure sont les suivants :

- frais de personnel et coûts indirects liés
- frais de déplacement
- prestations externes
- petits matériels et équipements directement liés à l'action visée

Critères de sélection ou de priorisation des projets

Le partenariat Massif central identifiera la qualité et l'opportunité de la demande.

Obligations du bénéficiaire

- Organisation au moins une fois par an d'un comité de suivi si appui externe au partenariat

Taux de base et Modalités de modulation des taux

100% d'aides publiques (ou plafond inférieur fixé par la réglementation le cas échéant).

Déclinaison de l'interrégionalité

L'objet de la mesure est par définition interrégional.

06) TABLEAU FINANCIER

Les montants indiqués sont contractualisés au niveau global. Les montants affectés aux différents axes sont donnés à titre indicatif.

	Enveloppes contractualisées 2021-2027 (M€)				Enveloppes plan de relance 2021-2022 (M€)	Fonds Avenir Montagnes 2021- 2022 (M€)		Enveloppes totales (M€)	Pour mémoire : Axe territorial Massif central du PO FEDER Auvergne-Rhône-Alpes (M€)
	Etat	Régions	Départements	EDF	Etat	Etat	Régions		
Total général	53,13	53,13	10,00	10,00	7,17	41,57	41,57	216,55	40,0
Axe 1 – Faire du Massif central un territoire exemplaire en matière de préservation et de valorisation des ressources et milieux naturels	9,86	9,86	1,86		0,60			22,17	
Axe 2 – Accompagner la transformation des filières économiques du massif	25,50	25,50	4,80		4,15	41,57	41,57	143,08	
Axe 3 – Amplifier l’attractivité des territoires du Massif central au bénéfice de toutes les populations	9,86	9,86	1,86		2,32			23,89	
Mesures transversales : Favoriser les projets innovants et la mise en œuvre de la convention	7,91	7,91	1,49		0,10			17,40	

07) ARTICULATION AVEC LES AUTRES DISPOSITIFS FINANCIERS

Lieu d’articulation des crédits publics provenant de différents ministères, la convention interrégionale de Massif central s’attache aussi à inscrire et rappeler, dans les politiques publiques, la spécificité de la dimension massif, au service de l’égalité des territoires.

Les dispositifs des principaux cofinanceurs de la convention interrégionale de Massif central ou des financeurs locaux sont pour la plupart en cours d’écriture au lancement de la convention. Les échanges réguliers entre partenaires financiers permettent :

- de confirmer que les enjeux identifiés par la convention interrégionale de Massif central sont partagés par les différents financeurs ;
- de rechercher les effets leviers nécessaires notamment concernant les dispositifs des Régions et Départements du massif et l’axe interrégional Massif central du PO FEDER Auvergne-Rhône-Alpes. Un effet levier pourra également être recherché avec des dispositifs gérés à l’échelle nationale (réseau rural national, fondations...).

De façon générale, l’articulation entre la convention interrégionale de Massif central et les dispositifs du ressort régional (CPER, FEDER, FEADER, FSE, DETR, DSIL .) se fera au travers de la gouvernance Massif central (voir paragraphe « Instances ») qui veillera au respect de la réglementation en termes de taux maximum d’aides publiques et effectuera les contrôles croisés si nécessaires.

Sauf cas particuliers liés au plan Avenir Montagnes et pouvant faire l’objet d’échanges dans le cadre de la gouvernance Massif central, les infrastructures et projets éligibles aux CPER ne sont pas éligibles à la présente convention.

III. Modalités de mise en œuvre

Les modalités de financement et d'accès au financement sont précisées ci-après.

Elles sont susceptibles d'évoluer sur simple décision du comité de programmation Massif centralintérieur.

01) CONDITIONS GENERALES D'ELIGIBILITE

(A) Bénéficiaires

Les dossiers de demandes de subvention, quelle que soit la modalité de dépôt (au fil de l'eau, appels à projets, appels à candidatures ou appels à manifestations d'intérêt ...) ou de réponses à appels d'offres, peuvent être déposés :

- soit par un seul porteur de projet ;
- soit par plusieurs porteurs de projet, sous la forme d'un groupe collaboratif ou multi-partenaires (soit approche conventionnellement solidaire ou conjointe) auquel cas un des membres du groupement est désigné comme interlocuteur pour la gestion de son dossier.

Sauf précisions spécifiques portées dans les fiches mesures toute personne morale est susceptible de solliciter une demande de subvention, quelle que soit la modalité de dépôt, ou répondre à un appel d'offres.

Le bénéficiaire potentiel, ou chaque bénéficiaire potentiel en cas de groupement, doit être à jour de ses obligations réglementaires notamment celles visées au paragraphe « Obligations », de ses cotisations fiscales et sociales au 31 décembre de l'année précédant la date de dépôt de son dossier de demande et, dans le cas de financement d'investissements, des exigences du décret n°2018-514 du 25 juin 2018 et de l'arrêté du 21 août 2018 pris en application de l'article 3 du décret n° 2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement.

Le bénéficiaire potentiel est inéligible dans les cas suivants :

- il est bénéficiaire, au titre de la convention de massif 2021-2027 ou 2015-2020 et réalise un projet en cours (c'est-à-dire qu'il dispose d'une convention d'attribution et il n'a pas effectué de demande de solde) dont le calendrier d'avancement, initial ou modifié par avenant, n'est pas respecté (à six mois près) ;
- il est bénéficiaire d'un soutien pour un projet en cours ou achevé, pour lequel une demande de paiement (intermédiaire ou solde), au titre de la convention de massif 2021-2027 ou 2015-2020, délibérément trompeuse, a été introduite au cours d'une des trois années calendaires précédant la date de dépôt (par exemple : la date de dépôt est le 15 novembre 2022, les trois années calendaires précédant sont 2020, 2021 et 2022, un dossier a fait l'objet d'une demande de paiement en 2021, omettant une subvention supplémentaire reçue, non inscrite dans le plan de financement initial, portant explicitement sur un des objets de la demande de paiement). L'appréciation du caractère frauduleux incombe au service instructeur ; elle n'est suspendue qu'après décision définitive intervenue dans le cadre d'une procédure de recours ;
- il est bénéficiaire d'un soutien pour un projet en cours ou achevé, pour lequel une demande de paiement (intermédiaire ou solde), au titre de la convention de massif 2021-2027 ou 2015-2020, a été introduite au cours d'une des trois années calendaires précédant la date de dépôt, et pour lequel le comité de suivi local de l'opération ne s'est pas réuni dans les conditions prévues dans le dossier de demande ;
- il a effectué une demande de solde, au titre de la convention de massif 2021-2027 ou 2015-2020, au cours d'une des trois années calendaires précédant la date de dépôt, pour laquelle le bilan de l'opération n'est pas conforme aux conditions prévues dans le dossier de demande ;
- il a effectué une demande de solde, au titre de la convention de massif 2021-2027, au cours d'une des trois années calendaires précédant la date de dépôt, pour laquelle la composante d'usage numérique prévue n'est pas ou plus opérationnelle et n'a pas été remplacée par une autre composante d'usage numérique offrant au moins autant de fonctionnalités.

(B) Durée d'opération

Les opérations peuvent être pluriannuelles avec une durée au maximum de trois ans. Cette durée prend fin à la date fixée par la convention attributive de l'aide.

Un projet peut ainsi devoir être découpé en tranches opérationnelles. Dans ce cas, le dépôt de la demande constituant une tranche nouvelle doit intervenir, dans le cas général, au moins six mois avant la date de fin de la tranche précédente, matérialisée par une demande de solde.

02) SUIVI ET BILANS DE FIN D'OPERATION

(A) Pour les dossiers de demandes de subventions

Le dossier de demande de subvention prévoit la mise en place d'un comité de suivi de l'opération, au niveau local. Ce comité comprend obligatoirement un représentant de chaque financeur du projet (Etat, Régions, Départements, Autres partenaires publics ou privés associés), sauf demande contraire d'un de ces financeurs. Pour l'Etat, ce représentant est désigné par le commissaire de massif.

Le dossier de demande de subvention prévoit que le comité de suivi se réunit, pour le lancement de l'opération (obligatoirement postérieurement au dépôt de la demande), pour la fin de l'opération (obligatoirement antérieurement au dépôt de la demande de solde), et au moins une fois par année calendaire. Cette périodicité et cette exigence pourront être adaptées à la demande des financeurs, en particulier dans le cas des projets d'investissement, selon l'ambition du projet. Ces réunions devront permettre aux partenaires d'assister en présentiel ou en visio-conférence.

Le dossier de demande de subvention prévoit les modalités de bilan de l'opération. Ce bilan, dont la forme est libre, doit permettre capitalisation et transfert. Cette exigence pourra être adaptée à la demande des financeurs, en particulier dans le cas des projets d'investissement, selon l'ambition du projet.

(B) Pour les dossiers de réponse à appels d'offres, appels à projets ou appels à manifestations d'intérêt

Les modalités de suivi de l'opération sont décrites dans le cahier des charges.

Les modalités de bilan sont décrites dans le cahier des charges.

03) DEFINITION DES INVESTISSEMENTS ELIGIBLES

Dès lors que la fiche mesure le prévoit, et qu'un cofinanceur est susceptible de le financer en fonction de ses capacités et priorités, sont éligibles au financement en investissement, les projets :

- répondant à la stratégie définie pour le Massif central
- et
- résultant de dynamiques accompagnées dans le cadre des politiques de massif ou résultant de dispositifs nationaux, construits à l'échelon Massif central, ou régionaux dédiés aux territoires de massif ou induisant assez directement la réalisation de projets de portée interrégionale.

Sauf cas particuliers, les infrastructures et projets éligibles aux Contrats de Plan Etat-Région ne sont pas éligibles à la présente convention.

Concernant l'Etat, le soutien à l'investissement sera prioritairement mis en œuvre en 2021 et 2022 à travers le plan de relance et le plan Avenir Montagnes.

04) TAUX D'AIDES

(A) Taux de base

Concernant les dépenses d'animation et d'ingénierie, le taux de subvention dans le cadre des politiques de massif est fixé à 80% d'aides publiques (ou le cas échéant au taux fixé par une réglementation spécifique, les régimes d'aides d'Etat, les

règlements mobilisés ou les règles propres définies par un dispositif intervenant en cofinancement ou l'initiative du porteur pour maximiser son autofinancement avec, au besoin, plafonnement sur proposition du comité de programmation).

Concernant les dépenses d'investissement, le taux maximum d'aides publiques est défini par la réglementation spécifique, les régimes d'aides d'Etat ou règlements mobilisés ou le cofinancement d'un dispositif définissant ses règles propres avec, au besoin, plafonnement sur proposition du comité de programmation. Pour les crédits Etat, le cas échéant les règles des dispositifs nationaux dédiés aux territoires de massif ou leur déclinaison territoriale s'imposent.

Les fiches mesures et l'annexe particulière concernant les filières herbagères et connexes peuvent, le cas échéant, indiquer un taux spécifique qui s'applique à la mesure.

(B) Modulations des taux

Les programmes de massif doivent accompagner la généralisation de la prise en compte des objectifs transversaux dans l'ensemble des projets et démarches engagés sur le territoire. Ainsi, les projets sont soumis à des conditionnalités spécifiques.

Le bénéficiaire potentiel indique dans le dossier de demande de subvention ou le dossier de réponse à un appel à projets, un appel à candidatures ou un appel à manifestations d'intérêt comment il entend répondre aux objectifs transversaux de la présente convention. Il soulignera notamment les actions prévues dans le cadre du projet, contribuant à un ou plusieurs de ces objectifs. Pour permettre d'estimer le caractère significatif de ces actions par rapport à l'ensemble du projet, la part des dépenses relatives à ces actions sera évaluée et indiquée dans le dossier. Le porteur de projet devra être en mesure, en cas de contrôle, de fournir les justificatifs confirmant l'effectivité de ces dépenses.

Les projets justifiant d'actions, dans une proportion significative du projet contribuant à un effet très significatif, justifié par le porteur de projet, sur un des objectifs transversaux pourront bénéficier d'un taux d'aide correspondant au taux de base majoré de 5 points. Cette modulation à la hausse est proposée par le comité de programmation, après avis motivé des chargés de mission Massif central et se fera dans le respect du taux fixé par la réglementation spécifique, les régimes d'aides d'Etat, les règlements mobilisés ou les règles propres définies par un dispositif intervenant en cofinancement avec, au besoin, plafonnement sur proposition du comité de programmation.

05) DEPENSES ELIGIBLES

Le type de dépenses éligibles est défini dans chacune des fiches mesures. Ces dépenses éligibles sont précisées dans les règlements d'intervention des dispositifs support (nationaux, régionaux, départementaux ou autres). Elles sont conditionnées au respect de la réglementation applicable selon le dossier présenté.

Concernant les crédits de l'Etat, la prise en charge des coûts indirects est fixée à 15% des frais de personnel, sauf cas particuliers fixés par la réglementation ou les dispositifs de financements cofinancés par les crédits mobilisés dans le cadre des politiques de massif. Le bénéficiaire attestera lors de sa demande de solde de la réalité des dépenses de ses coûts indirects ; il produira les éléments démontrant la réalité des coûts indirects de sa structure.

06) SELECTION DES OPERATIONS

L'avis sur l'éligibilité relève du service instructeur, en fonction des conditions générales d'éligibilité et des conditions particulières décrites dans les fiches mesures.

Hormis pour la mesure assistance technique gérée dans le cadre du droit commun, le comité de programmation propose pour les mesures de la CIMAC :

- la programmation Massif central de tout ou partie des financements demandés par le porteur de projet et la ventilation entre partenaires financiers.
- un avis en opportunité. Trois cas doivent être distingués :

- pour les appels à projets, appels à candidatures ou appels à manifestations d'intérêt, le montant total à affecter aux opérations est généralement déterminé à l'avance. Le comité de programmation classe les dossiers en fonction de critères définis dans le cahier des charges et propose l'attribution de tout ou partie des subventions dans l'ordre décroissant, avec une clé de répartition entre projets ex-æquo. Le comité de programmation se réserve le droit, en cas de qualité des projets jugée insuffisante au regard de ces critères de ne pas attribuer la totalité du montant affecté à l'appel à projets, appel à candidatures ou appel à manifestations d'intérêt ;
- pour les appels d'offres, le comité de programmation rend un avis conforme aux décisions de la commission d'appel d'offres ;
- pour les autres projets, l'avis en opportunité précède la proposition de ventilation financière. Cet avis s'appuie sur les critères de sélection définis dans chacune des fiches mesure. L'avis peut être défavorable en cas de qualité du projet jugée insuffisante au regard de ces critères.

Le comité de programmation peut émettre des réserves dans la formulation de son avis d'opportunité, en particulier concernant des observations qui pourront être levées totalement, partiellement ou non, lors de la finalisation de l'instruction si celle-ci n'est pas encore aboutie à la date de programmation.

Les fiches mesures peuvent, le cas échéant, détailler des modalités spécifiques de sélection. Les critères listés permettent d'apprécier les différents projets et de procéder à leur classement. La prise en compte des objectifs transversaux de la présente convention dans leur construction participe à l'évaluation des projets. Un projet répondant à l'ensemble des critères sera privilégié par rapport à un projet ne répondant qu'à certains ou à un projet répondant partiellement à différents critères.

Les projets sont accompagnés sous réserve des conclusions de l'instruction du dossier, notamment concernant l'assiette éligible retenue et le taux d'aides, de la décision finale de chaque cofinanceur selon ses règles propres et de la disponibilité des crédits.

07) DISPOSITIONS SPECIFIQUES

(A) Coopération inter-massifs

La coopération inter-massifs permet de mutualiser la réflexion et l'expérimentation, et de faire le lien entre politiques de massifs et politique de la montagne.

L'identification des thèmes de coopération est effectuée par les commissaires de massifs, à leur initiative ou à la demande d'au moins un Conseil régional. La Direction Montagne de l'ANCT peut également être amenée à proposer des initiatives.

La coopération inter-massifs est ouverte aux projets qui respectent :

- les conditions générales d'éligibilité à la CIMAC, à l'exception du critère d'interrégionalité (remplacé par celui d'inter-massifs)
- les attendus et contenus d'une ou plusieurs actions ou mesures de la convention, à l'exception des modalités de sélection (par exemple, ils ne sont pas nécessairement synchronisés avec les appels à projets, appels à candidatures ou appels à manifestations d'intérêt)

Dans le cadre de la coopération inter-massifs, sont éligibles, dans le respect de la réglementation, les coûts spécifiques de coopération (transport, mise en réseau, animation spécifique), ainsi que les frais de communication et promotion des actions conduites. De même que les autres coûts, ils sont pris en charge au titre de l'action ou de la mesure principale de rattachement du projet considéré. Une coordination inter-massifs sera mise en œuvre pour éviter la double prise en charge des dépenses associés à ces coûts.

(B) Conventions d'objectifs

A titre d'information, plusieurs conventions d'objectifs ont été conclues sur la période 2015-2020 notamment avec la fédération des parcs naturels régionaux du Massif central (IPAMAC) ou le groupement des communes forestières du massif. Cet outil permet de définir avec le porteur de projet, en cohérence avec la politique de massif, des objectifs sur un

terme assez long et de prévoir leur déclinaison à travers une contractualisation et un taux d'aides (dans la limite de 100% des coûts admissibles) spécifiques.

Pour 2021-2027, le commissariat de Massif central peut, dans le cadre de son rôle de coordination du partenariat, selon la réglementation afférente, mobiliser des crédits FNADT en vue de financer des conventions d'objectifs ou dispositifs équivalents.

08) CONTROLES ET OBLIGATIONS GENERALES

(A) Contrôles

Pendant la durée de l'opération et pendant les dix années suivant la fin de son exécution, les porteurs de projets peuvent être contrôlés, au titre de la convention de massif.

Outre les obligations réglementaires, le porteur de projet s'engage :

- à conserver les pièces justificatives des dépenses et la convention d'attribution de subvention pendant les dix années suivant la fin d'exécution de la convention ;
- à fournir les explications et justificatifs complémentaires, demandés au cours du contrôle. En cas de désaccord sur ces demandes d'explications ou de justificatifs, le porteur de projet requiert, en premier lieu, un arbitrage auprès de Monsieur le Président de l'Autorité de gestion en charge de l'axe interrégional Massif central du Programme Opérationnel FEDER le cas échéant, ou de Monsieur le Préfet coordonnateur de massif. L'arbitrage est rendu dans les deux mois suivant la réception de la demande. Il est préalable à toute forme de recours contentieux.

(B) Obligations

Réglementation : le porteur de projet devra se conformer en tous points à la réglementation applicable à son projet. Il devra par ailleurs être à jour de ses obligations légales, administratives, sociales, fiscales, comptables et environnementales.

Eco-conditionnalité : en termes d'éligibilité, concernant les projets pouvant générer un impact sur l'environnement, le porteur de projet devra se conformer à la réglementation applicable en matière d'environnement et respecter les préconisations des différents plans ou dispositifs contraignants et/ou dans lequel il s'inscrit (SDAGE, PGRI, SRADDET, PPRDF...). En termes de sélection, la qualité environnementale des projets est au cœur du processus de sélection des projets qui mobilise différents critères définis dans les mesures concernées et qui pourront être précisées en fonction du mode de remontée des projets (sollicitations d'acteurs des territoires du Massif central déposées au fil de l'eau, appels à manifestations d'intérêt, appels à projets.).

Publicité : les projets soutenus au titre de la convention de massif portent obligatoirement dans leurs communications les logos des financeurs mobilisés dans le plan de financement.

Transfert : les maîtres d'ouvrage sont tenus d'assurer le transfert des résultats produits dans le cadre des projets conduits. Pour ce faire, ils définissent dans leur demande de subvention ou leur réponse à appel d'offres, appel à projets, appel à candidatures ou appel à manifestations d'intérêt, les modalités précises de ce transfert. Ce point devra faire l'objet d'un suivi spécifique par le comité de suivi local établi par le maître d'ouvrage. Seront encouragés en particulier l'association étroite des partenaires cibles finales des actions conduites non parties prenantes à la réalisation du projet, la réalisation de guides de bonnes pratiques. Les maîtres d'ouvrage sont tenus de participer aux réunions organisées par les financeurs Massif central au cours de leur projet et ponctuellement deux ans à l'issue de la fin de réalisation. Cette exigence pourra être adaptée à la demande des financeurs, en particulier dans le cas des projets d'investissement, selon l'ambition du projet.

Auto-évaluation : en complément du bilan de fin d'opération, les maîtres d'ouvrages produiront à l'appui de leur demande de solde une auto-évaluation de leurs actions permettant d'apprécier l'impact du projet.

Evaluation : les maîtres d'ouvrage sont tenus de participer, à la demande du commissariat de massif, aux évaluations thématiques et aux évaluations portant sur la convention de massif, y compris après la fin de réalisation de leurs projets.

Cette démarche peut prendre, notamment, la forme de participation à un groupe technique ou d'entrevue avec un évaluateur.

Communication autour du projet : chaque maître d'ouvrage devra prévoir et déployer une communication active autour de son projet. En cas de projet collaboratif ou de projet multipartenaires cette mission peut être assignée au chef de file de l'opération ou à l'un des partenaires. En particulier le maître d'ouvrage :

- fournira au commissariat à l'aménagement, au développement et à la protection du Massif central, au lancement et à la clôture de l'opération, une communication, comprise entre 400 et 500 signes, publiable sur le site internet www.massif-central.eu
- fournira une capsule de présentation vidéo de son projet au lancement et à la clôture de l'opération ; il pourra également proposer de nouvelles capsules lors des étapes clés de la réalisation
- veillera à communiquer sur les principaux réseaux sociaux et dans la presse en utilisant à minima la communication écrite et la capsule vidéo précitées

Publicité des résultats : l'ensemble des résultats obtenus dans les projets soutenus par la convention de massif sont, sauf mention expresse contraire dans la convention d'attribution des subventions, du domaine public. Le maître d'ouvrage s'engage à fournir au commissariat de massif, sur simple demande, l'accès à ces résultats et permettre leur téléchargement dans un format utilisable par des logiciels open-source. Cette exigence pourra être adaptée à la demande des financeurs, dans le cas des projets d'investissement, selon l'ambition du projet.

(C) Aide au montage

Les porteurs de projet peuvent faire appel, en amont du dépôt de leur dossier de demande, à des conseils au montage de dossier délivrés par le commissariat de massif ou l'un des membres du partenariat Massif central (Régions, Départements ou autre partenaire). Ces derniers s'engagent à apporter une réponse à toute demande reçue.

IV. Instances et modalités de révision

01) COMITE DE PROGRAMMATION ET DE SUIVI

Le comité de programmation de la convention interrégionale de Massif central est co-présidé par le Président du GIP Massif central pour le POI FEDER 2014-2020 jusqu'à la fin de cette programmation, ou un élu désigné selon leur arbitrage commun par les quatre Régions du Massif central, et le Préfet coordonnateur de massif ou son représentant.

Il comprend les membres suivants :

- 8 élus régionaux
- 4 préfets de région ou leurs représentants
- le commissaire à l'aménagement, au développement et à la protection du Massif central ou son représentant
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes ou son représentant
- le directeur régional des finances publiques Auvergne-Rhône-Alpes ou son représentant
- le directeur régional de l'agriculture, de l'alimentation et de la forêt Auvergne-Rhône-Alpes ou son représentant
- 6 élus départementaux

Les attributions du comité de programmation sont définies par la présente convention interrégionale de Massif central. En particulier il est chargé d'émettre un avis (favorable, défavorable ou d'ajournement) sur les opérations faisant l'objet une demande de subvention de crédits inscrits à la convention interrégionale de Massif central. L'éligibilité des dépenses fait l'objet d'une instruction par les services de chaque financeur. Le comité de programmation se prononce sur l'opportunité des financements des projets, la bonne articulation avec les financements FEDER, le caractère interrégional des projets, et le montant de subvention proposé en ce qui concerne la convention interrégionale de Massif central. Concernant les crédits des Régions et des Départements, les montants définitifs de subventions sont décidés par leurs instances respectives. Concernant les crédits de l'Etat, ce montant peut être précisé lors de l'instruction ou, lors de la consultation de la conférence interrégionale de programmation prévue par le décret n°2002-955 du 4 juillet 2002, relatif aux compétences interdépartementales et interrégionales des préfets et aux compétences des préfets coordonnateurs de massif avant décision du Préfet coordonnateur de Massif central ou son représentant. Le comité de programmation peut s'appuyer sur les conclusions des comités techniques s'étant réunis sur le sujet auparavant.

Les prérogatives du comité de programmation pourront être adaptées en fonction des orientations retenues par l'Autorité de Gestion du PO FEDER pour la programmation de ses propres crédits.

Le secrétariat technique du comité est assuré par le Commissariat à l'aménagement, au développement et à la protection du Massif central et l'Autorité de gestion du PO FEDER, en fonction de l'organisation mise en place. Le secrétariat technique peut en tant que de besoin et, au maximum, une fois par mois, réunir un groupe technique comprenant les représentants de l'ensemble des financeurs, ou plus régulièrement un groupe plus restreint constitué autour de l'Etat et des Régions, afin de préparer au mieux les réunions du comité de programmation. En particulier, la coordination des assiettes de financement et des avis sur l'éligibilité des dépenses est recherchée par ce groupe technique.

Le secrétariat technique fixe le calendrier des réunions et l'ordre du jour du comité de programmation en concertation avec les Régions et envoie les invitations aux membres du comité pour le compte des co-présidents. Le comité de programmation, ainsi que les groupes techniques préparatoires, peuvent se réunir en présentiel, en visio-conférence ou être consultés par voie électronique.

Pour mémoire, la programmation des crédits européens pour les dossiers s'inscrivant au sein de l'axe interrégional relatif au Massif central du PO FEDER Auvergne-Rhône-Alpes est de la responsabilité de l'Autorité de gestion qui en précise les modalités.

Un représentant d'EDF, délégué pour l'inter-région Massif central, peut participer en tant que de besoin au groupe technique préparant les programmations.

Les modalités de fonctionnement du comité de programmation peuvent si nécessaire être précisées par un règlement intérieur approuvé, et révisé *in itinere* au besoin, par le comité de programmation ou les signataires de la convention interrégionale de Massif central.

Le suivi de la convention interrégionale de Massif central sera opéré pour des raisons d'efficacité, d'efficacités et de complémentarité, au sein du comité de programmation. Afin d'assurer la bonne articulation avec l'axe interrégional Massif central du PO FEDER régional Auvergne-Rhône-Alpes 2021-2027, ce suivi permettra d'alimenter les instances de suivi du programme opérationnel FEDER Auvergne-Rhône-Alpes mis en place par son Autorité de gestion.

Le comité de programmation pourra, pour les besoins de ce suivi, associer à ses réunions des personnalités compétentes.

Dans le cadre de ce suivi, le comité de programmation pourra notamment :

- examiner la convention interrégionale de Massif central sous l'angle de son exécution et des progrès réalisés pour atteindre ses objectifs,
- examiner toutes questions ayant une incidence sur la réalisation de la convention interrégionale de Massif central,
- être consulté et donner, s'il le juge approprié, un avis sur toute modification de la convention interrégionale de Massif central, en particulier les feuilles de route, les montants plafonds et les taux de subvention,
- faire des observations en ce qui concerne la mise en œuvre et l'évaluation de la convention interrégionale de Massif central, notamment au sujet d'actions liées à la réduction de la charge administrative pesant sur les bénéficiaires, et assurer le suivi des actions menées à la suite de ses observations,
- examiner les actions liées aux autres objectifs transversaux de la convention interrégionale de Massif central,
- examiner les rapports d'évaluation de la convention interrégionale de Massif central, ainsi que la stratégie de communication du programme.

02) MODALITES DE REVISION

Les fiches mesures ainsi que les objectifs transversaux peuvent être revues pendant la durée de la convention :

- soit au cours d'une révision générale, dont une occurrence sera prévue à mi-parcours (au besoin en s'appuyant sur une évaluation spécifique). Dans ce cas, l'équilibre général de la convention peut être modifié (ajout ou suppression de fiches mesures notamment). Les modifications font l'objet d'une validation par chacun des signataires selon des modalités adaptées à l'étendue des modifications (modifications agiles pour les mises à jour de feuilles de route via les commissions spécialisées par exemple).
- soit par le comité de programmation concernant les éléments de mise en œuvre ou une modification limitée du contenu des mesures ou des objectifs transversaux.

V. Annexe particulière
Ministère de l'Agriculture -
Conseils régionaux du Massif central

ANNEXE à la convention interrégionale du Massif central

pour les Filières agricoles herbagères et connexes

du Massif central 2021-2027

PRÉAMBULE

L'État,

- conscient de la pertinence d'actions coordonnées à l'échelle du Massif central pour favoriser, dans ces territoires, le développement de filières d'élevage à l'herbe qui utilisent efficacement les ressources naturelles et promeuvent des pratiques agro-écologiques et les provenances montagne et massif dans leurs gammes de produits,
- constatant que la convention interrégionale de Massif central établit un cadre de politique publique en faveur de telles actions, coordonnant les soutiens financiers des quatre Régions du Massif central, chefs de file du développement économique,
- constatant qu'un levier financier européen peut être mobilisé, dans chacune des Régions, grâce à la Politique Agricole Commune,

a décidé d'apporter un soutien financier d'au moins 4,4 millions d'euros sur la période 2021-2027, dans les conditions décrites ci-dessous.

Les quatre Conseils Régionaux,

- ayant inscrit contractuellement, au sein de la convention interrégionale de massif pour la période 2021-2027, leur engagement en faveur du développement des territoires du Massif central, qui repose notamment sur la valorisation des aménités, dont celles qu'apportent les milieux ouverts herbacés,
- constatant l'intérêt du Ministère chargé de l'agriculture pour apporter un soutien financier complémentaire de cet engagement, dans le cadre de cette annexe particulière,
- soucieux de faciliter la coordination entre les sources de financement afin de réduire la charge administrative pour les porteurs de projet,

projetent d'apporter, en contrepartie des crédits d'État, un budget d'un montant équivalent.

ARTICLE 1 : objet de l'annexe

La présente annexe a pour objet de décrire les modalités de mise en œuvre et de financement des mesures bénéficiant de crédits en provenance du Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, en faveur de l'agriculture et de l'agro-alimentaire et mises en œuvre dans le Massif central pour 2021-2027.

Les dispositions suivantes fixent les modalités d'attribution des subventions du Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation à ce titre.

Les objectifs de l'annexe sont de répondre aux enjeux suivants :

- la valorisation des productions à l'herbe et le renforcement des différenciations montagne et massif ;
- la valorisation et la promotion des produits de montagne, des produits issus du massif et en particulier des races locales ;
- l'adaptation des pratiques professionnelles et l'acquisition de connaissances sur les milieux ouverts herbacés et leur évolution sous l'influence de facteurs de transitions ;
- la capitalisation et le transfert des résultats en associant les organismes de formation agricole publics et privés du Massif central ;
- la contribution à la mise en œuvre de la stratégie « eau-air-sol » et aux objectifs transversaux définis par la convention interrégionale de Massif central ;
- la contribution aux services environnementaux, notamment la séquestration carbone, et leur valorisation.

Elle s'applique en intégralité aux projets pour lesquels le plan de financement comprend une intervention des crédits du Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation et partiellement, selon les conditions qu'elle définit explicitement, aux projets dont le financement est alloué via un programme de développement rural régional (PDRR).

Les principes d'intervention des Conseils régionaux du Massif central, et la ligne de partage fixée avec l'intervention de l'État, sont définis dans la feuille de route 2021-2027 « développement des filières agricoles herbagères et des filières connexes à l'échelle Massif central » en annexe.

ARTICLE 2 : modalités de mise en œuvre

2-1 Types d'opérations éligibles

Les opérations éligibles comprennent des projets d'animation, d'ingénierie, de capitalisation et de transfert auprès des agriculteurs, ou groupements d'acteurs concernés par le développement agricole et agro-alimentaire, et des apprenants pour développer et/ou consolider les filières herbagères et connexes définies dans la feuille de route 2021-2027 « développement des filières agricoles herbagères et des filières connexes à l'échelle Massif central » et s'inscrivant dans les points 2-1-1 à 2-1-3 ci-après. Le comité de programmation pourra en outre apprécier l'opportunité de financement de projets additionnels, et leur conférer le cas échéant l'éligibilité à la présente annexe, de façon à faciliter la mise en œuvre de la stratégie globale de la feuille de route, ou à expérimenter en zone de massif des projets qui favorisent le développement agricole ou rural.

2-1-1 Éligibilité au titre de la stratégie en faveur de l'élevage à l'herbe du Massif central

Sont éligibles, au titre de la stratégie en faveur de l'élevage à l'herbe du Massif central les types d'opérations qui s'inscrivent dans la feuille de route 2021-2027 « développement des filières agricoles herbagères et des filières connexes à l'échelle Massif central » annexée, et en particulier :

- la structuration et l'animation du cluster herbe, des dispositifs qu'il met en place ainsi que des projets qu'il établit directement ou qui lui sont proposés pour développer des filières herbagères ;
- le repérage, l'appui, la structuration, l'animation, le suivi et la capitalisation de projets.

De façon générale, la feuille de route 2021-2027 « développement des filières agricoles herbagères et des filières connexes à l'échelle Massif central » et les appendices vers lesquelles elle renvoie identifient différentes pistes de travail qu'il conviendra d'explorer. L'appui au développement des produits de montagne et aux produits basés sur l'identité du massif sera recherché en particulier.

2-1-2 Éligibilité au titre de la mesure visant à l'adaptation des pratiques professionnelles et à l'acquisition des connaissances sur les milieux ouverts herbacés et leur évolution sous l'influence de facteurs de transitions

Sont éligibles au titre de cette mesure les types d'opération suivants :

- a) les projets permettant la recherche, l'acquisition, le transfert et l'animation afférente, l'analyse de références et la capitalisation pour l'adaptation des exploitations au regard des nouveaux enjeux notamment les effets du changement climatique, l'évolution de la demande sociétale, la réponse aux engagements de l'État afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre, le piégeage du carbone et la valorisation de ce service écosystémique[^]
- b) les expérimentations et démarches innovantes conduites par des réseaux multi acteurs en lien avec les territoires (notamment entreprises, associations, collectivités, enseignement).

2-1-3 Éligibilité au titre de la stratégie en faveur des races locales de massif

Est éligible au titre de cette mesure l'accompagnement et l'appui aux races locales de massif en vue de leur promotion, de leur amélioration notamment génétique, de leur adaptation aux besoins des filières et de leur valorisation. Cela pourra se traduire par exemple par l'appui technique à la gestion de cheptels notamment via l'optimisation génétique et la prise en compte de l'alimentation herbagère, l'animation raciale ou interraciale, des actions de R&D comme la mise à disposition des outils de prédiction des qualités de descendance pour les éleveurs, ou des actions de communication.

Le pastoralisme, particulièrement favorable au développement des races locales et globalement des filières herbagères et connexes, pourra, sous réserve de la mise en œuvre de démarches collectives, faire l'objet d'un soutien.

Le financement de cette sous-mesure est soumis à l'arbitrage du Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation.

2-2 Bénéficiaires

Peuvent bénéficier d'une aide au titre des opérations visées au paragraphe 2-1 de la présente annexe les catégories de bénéficiaires définies, selon le mode de financement des projets, par les régimes d'aides d'État, les PDRR, les règlements *de minimis* (entreprise, SIEG...) et notamment :

- les collectivités territoriales et leurs groupements
- les associations
- les établissements publics

- les groupements d'intérêt public
- les entreprises privées et coopératives
- les organisations de producteurs
- des prestataires d'actions de formation ou de conseil
- des structures actives dans le champ du développement agricole ou rural

2-3 Procédure de traitement des opérations visées au paragraphe 2-1 de la présente annexe

2-3-1 Dépôt des dossiers

Pour les projets ou parties de projets qui entrent en intégralité dans le champ de cette annexe, les porteurs de projets pourront déposer leurs projets au fil de l'eau ou répondre à des appels à manifestation d'intérêts ou des appels à projets qui seront mis en place.

Le dossier est posté en ligne sur le site dédié ; le Commissariat à l'aménagement, au développement et à la protection du Massif central transmet les dossiers à la DRAAF Auvergne-Rhône-Alpes, DRAAF coordonnatrice de massif qui assure le lien avec les Régions concernées, en vue de leur pré-instruction.

Le cas échéant les demandeurs seront invités à le déposer auprès du ou des guichet(s) unique(s) service(s) instructeur(s) (GUSI) des PDRR et/ou des services des Conseils régionaux et cofinanceurs concernés, à l'issue de la phase de concertation du plan de financement. Ce dépôt spécifique devra se conformer aux procédures définies (PDRR, appels à projets régionaux.).

2-3-2 Instruction des dossiers

Dès que l'utilisation de crédits FEADER issus des programmes de développement rural régionaux est envisagée, l'instruction des demandes de subvention est effectuée par le service instructeur désigné dans le circuit de gestion relatif à ces mesures pour chaque programme de développement rural. Dans ce cas, la DRAAF Auvergne-Rhône-Alpes est chargée de la coordination interrégionale du suivi du projet. Les Autorités de gestion s'engagent à lui transmettre les fiches d'instruction établies par les GUSI préalablement à la programmation du dossier.

Dans les autres cas, l'instruction des demandes de subvention est effectuée par la DRAAF Auvergne-Rhône-Alpes. Le cas échéant, pour mémoire, pour les crédits d'autres cofinanceurs (Conseils Régionaux, Conseils Départementaux.), l'instruction est réalisée par chacun des cofinanceurs afférents, dans le cadre des dispositifs et bases juridiques que les cofinanceurs identifient. Dans ce cas, la DRAAF Auvergne-Rhône-Alpes et le Commissariat à l'aménagement, au développement et à la protection du Massif central sont chargés de la coordination interrégionale du suivi du projet. Les cofinanceurs leur transmettent les fiches d'instruction établies préalablement à la programmation du dossier.

2-3-3 Taux de financement et dépenses éligibles

Le taux de financement applicable aux projets ou parties de projets qui entrent en intégralité dans le champ de cette annexe, c'est-à-dire sans mobilisation de crédits FEADER, est proposé par le comité de programmation en respectant le taux maximum fixé par la réglementation et la base juridique mobilisée (régime d'aides d'État, hors champ concurrentiel, de minimis...) ou le dispositif mobilisé par les cofinanceurs, après analyse de la DRAAF Auvergne-Rhône-Alpes et des services des cofinanceurs sollicités, chacun en ce qui le concerne.

Pour rappel, le comité de programmation apprécie la qualité et le contenu des projets selon les principes fixés au point 2-1. Il valide également l'opportunité des dépenses prévues.

Pour les projets ou parties de projets qui sont financés dans le cadre d'un PDRR, la mobilisation des contreparties de crédits FEADER et de la part nationale interviennent conformément aux modalités de mise en œuvre définies par le ou les programmes de développement ruraux régionaux activés. La mobilisation de crédits du Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation dans ce cadre répondra néanmoins en opportunité aux mesures de la présente annexe et de la feuille de route susvisée. Le comité de programmation se prononcera sur cette opportunité ; si les délais ne le permettent pas, la décision d'opportunité concernant les crédits de l'État sera rendue par le Préfet coordonnateur de Massif central, représenté par la DRAAF Auvergne-Rhône-Alpes.

Les dépenses éligibles sont fixées selon la base juridique (PDRR, régime d'aides d'État, hors champ concurrentiel, *de minimis*..) qui sera activée pour financer le projet.

Concernant la part Etat, certains postes de dépenses (coûts indirects, taxes sur salaires...) pourront être plafonnés ou non retenus par les services du Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation selon les orientations qu'ils fixent dans le cadre de ce dispositif ou de dispositifs analogues.

2-3-4 Modalités de prise de décision sur les projets

La programmation des dossiers et de leur plan de financement s'effectue en comité de programmation de la convention interrégionale de Massif central selon ses modalités de fonctionnement.

Le comité de programmation pourra au besoin s'appuyer sur des critères d'appréciation ou de sélection qu'il définira le cas échéant.

Le Préfet coordonnateur de massif peut définir pour les crédits de l'Etat, sur proposition du commissaire à l'aménagement, au développement et à la protection du massif ou de la DRAAF Auvergne-Rhône-Alpes, des priorités d'intervention qui tiennent compte des ressources budgétaires allouées et des enjeux locaux économiques, environnementaux et sociaux.

A l'issue du comité de programmation, l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires du Massif central établit un tableau intégrant les financements du Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation.

Cette information est transmise par la DRAAF Auvergne-Rhône-Alpes aux services du Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, en vue, au besoin, de la mise à disposition des crédits via le logiciel de gestion.

2-3-5 Engagement des crédits, paiement des dossiers et contrôle

En fonction des décisions prises, les services instructeurs définis à l'article 2-3-2 de la présente annexe sont ensuite chargés du circuit de gestion du dossier (engagements, demande de versement éventuel d'avances et/ou d'acomptes, de soldes, vérification des dépenses sur la base de la demande de paiement établie par le bénéficiaire, mise en paiement pour le solde).

Concernant les crédits du Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation (BOP149), l'Agence de Services et de Paiement (ASP) est l'organisme payeur désigné dans le cadre de cette annexe. L'ASP met en œuvre pour le compte de l'État le processus de paiements et les éventuels contrôles afférents en vue de s'assurer du bon respect des règles applicables aux dossiers traités et des principes fixés par la présente annexe. L'outil utilisé pour ce faire, d'ores et déjà fonctionnel, est le module AMC du logiciel de gestion Osiris.

A noter que, pour optimiser cet outil, il pourra, ainsi que la procédure de gestion afférente, être valorisé et utilisé pour d'autres dossiers engageant des crédits de l'État relatifs au développement territorial, sur la base de règlements *de minimis*, de régimes d'aides d'État ou dans le champ non concurrentiel, sur décision du Préfet de région Auvergne-Rhône-Alpes, Préfet coordonnateur de massif ou du DRAAF Auvergne-Rhône-Alpes, DRAAF en charge de la coordination Massif central des crédits du Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation. Le cas échéant, les enveloppes de crédits qui pourraient être mobilisés seront fléchées et abondées en sus des enveloppes que le Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation définit pour le Massif central dans le cadre de la présente annexe.

Au besoin, le Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation peut également désigner un autre organisme payeur (DRFIP, FranceAgriMer...) qui utilisera le cas échéant son outil de gestion des dossiers (Chorus...).

FEUILLE DE ROUTE 2021-2027

DEVELOPPEMENT DES FILIERES AGRICOLES HERBAGERES ET DES FILIERES CONNEXES³ A L'ECHELLE MASSIF CENTRAL

Enjeux et orientations

Le Massif central constitue l'une des plus grandes unités herbagères européennes. Les systèmes d'élevages représentent 86% des exploitations agricoles du territoire et le modèle dominant est l'élevage extensif⁴ à base d'herbe. Ce mode d'alimentation est à la source de la qualité de nombreux produits. Il engendre un profil nutritionnel et des qualités sensorielles spécifiques, valorisées à travers une transformation agroalimentaire qui a su développer des procédés technologiques adaptés. Le pastoralisme, pratiqué sur l'ensemble du massif, notamment avec des races locales, façonne également les paysages induisant l'image de marque du massif.

Ces éléments sont potentiellement valorisables directement dans le secteur marchand, à travers les produits agricoles et agroalimentaires, ou indirectement via d'autres secteurs comme le tourisme. Ce potentiel s'exprime aussi dans le secteur non marchand à travers un ensemble de services écosystémiques induits par les pratiques des exploitations.

Le comité de massif, comprenant notamment les représentants des filières agricoles et agroalimentaires, fixe deux objectifs interdépendants :

- développer et promouvoir des produits et gammes de produits garants d'un maintien et d'un développement de la valeur ajoutée ancrée dans les territoires du massif,
- maintenir les milieux ouverts herbacés de moyenne montagne, les espèces et communautés associées, et en optimiser la gestion tout en préservant les services écosystémiques.

Il s'agit d'accompagner l'auto-développement des filières d'élevage à l'herbe, et des filières connexes, qui utilisent les ressources naturelles de manière efficiente, induisent des services écosystémiques reconnus, et valorisent la provenance (massif, montagne, territoire ou signe officiel de qualité lié à l'origine) dans leurs gammes de produits.

A compter de 2021, le comité de massif décide d'orienter son action de la manière suivante :

- appui au niveau Massif central de l'ingénierie/animation de projets, sur lequel l'État concentrera son soutien. L'investissement, matériel ou immatériel, étant porté à l'échelle régionale, sera principalement soutenu par les Conseils régionaux et l'appui des Conseils départementaux ou des intercommunalités
- ciblage de thématiques prioritaires : développement et optimisation des filières valorisant durablement les systèmes herbagers et produits issus du Massif central à travers l'innovation et la recherche de valeurs dans un contexte de transition et d'adaptation.

Concernant le développement des filières herbe/montagne ou massif et la valorisation économique, la stratégie à déployer repose sur la caractérisation des prairies et des modes d'alimentation permettant de garantir une ou plusieurs différenciations sensorielles et nutritionnelles, en intégrant in itinere les modifications liées au climat. La typologie des prairies doit être complétée, finalisée, transférée et vulgarisée pour devenir à la fois un outil de conseil et de pilotage des

³ Les filières visées par la présente feuille de route sont les filières agricoles et agroalimentaires qui valorisent les productions à l'herbe et/ou la provenance de territoires du massif ainsi que les filières connexes contribuant directement ou indirectement à cette valorisation.

⁴ Globalement, l'élevage du Massif central est dit extensif quant aux chargements d'effectifs animaux, et à l'équilibre quant au potentiel de biodiversité prairiale.

exploitations et un vecteur de communication commun. L'impact des modes d'alimentation doit être objectivé. Il s'agit de parvenir à terme à patrimonialiser les prairies du massif, à travers un facteur culturel commun. Les travaux conduits devront permettre de maintenir ce capital patrimonial qui constitue un facteur de résilience, notamment face à l'accroissement des aléas et de la variabilité climatique ; sur ce point, il convient de prévoir des adaptations et de formuler autant que possible des modalités d'atténuation.

Des groupes projets collaboratifs œuvrant sur les différentes composantes du développement des filières herbagères et connexes seront accompagnés dans le cadre du cluster herbe : la liste non-exhaustive des propositions d'actions formulées par le cluster herbe figure en annexe.

Pour cette actualisation de la feuille de route, les axes prioritaires seront renforcés sur :

- La capitalisation et le transfert des résultats en associant les organismes de formation agricole publics et privés du Massif central
- La contribution à la mise en œuvre de la stratégie « eau-air-sol » et aux objectifs transversaux définis par la convention de Massif central
- La contribution aux services environnementaux, notamment la séquestration carbone, et leur valorisation

L'agriculture biologique sera traitée de façon transversale dans l'ensemble des projets conduits dès lors que ceux-ci revêtent un enjeu pour le marché très porteur de l'AB. La mise en œuvre de R&D, de transfert de connaissances ou de dynamiques dédiées à ce créneau pourra être soutenue sur des enjeux spécifiques, qui pourront notamment être proposés par le pôle AB Massif central en cohérence avec les orientations du cluster herbe.

Le développement de projets nécessite de tester des innovations de produits, services, méthodes ou organisations. Les nouvelles attentes des consommateurs mais aussi les mutations des territoires en cours, plaident pour la mise en place de tests d'innovation partagés et co-construits. Le cadre global d'un laboratoire d'innovation territoriale « élevage à l'herbe de massif » (EHM) ou de tout dispositif équivalent rassemblant les dimensions professionnelles, recherche et territoriales, renforcera le portage territorial en mode collaboratif et l'émulation de dynamiques partagées.

En tout état de cause, il est nécessaire d'assurer une assise territoriale forte aux démarches entreprises. A cet effet, la mobilisation des territoires, notamment via les EPLEFPA et les EPCI, est recherchée. Il s'agira de participer à impulser et à mettre en réseau des territoires agricoles à dynamique positive tant par le soutien à l'innovation, au développement, que par l'appui à l'essaimage.

Concernant l'innovation, les priorités à développer doivent notamment concerner l'adaptation et l'atténuation du changement climatique, les transitions agroécologiques, l'agriculture et l'agroalimentaire de précision (robotique, numérique...), l'objectivation de la qualité des produits, l'augmentation de la résilience globale des systèmes et des territoires, la génétique et la nutrition animales, la poursuite des recherches/expérimentations pour la gestion des surfaces herbagères et pastorales dont la lutte contre le campagnol terrestre, les complémentarités entre systèmes d'exploitations ou encore entre plaine et montagne.

La convention interrégionale de massif comprend des feuilles de route par filière (à ce stade, bovins lait, bovins viande, ovins, porcins, équins, caprins) et, en annexe, un appendice « propositions d'actions des acteurs socio-économiques pour la période 2021-2027 » ; les actions soutenues s'inscriront autant que possible dans ces feuilles de route et cet appendice.

Organisation de la gouvernance

La commission spécialisée « développement des produits de montagne » - prévue par la loi du 28 décembre 2016 de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne - composée majoritairement des représentants des organisations professionnelles est chargée de proposer, mettre en œuvre et suivre les principales orientations. Elle s'appuie pour cela autant que de besoin sur le groupe agriculture - agroalimentaire, qui rassemble les financeurs et les

représentants des principaux réseaux d'acteurs professionnels (SIDAM, COPAMAC, Pôle fromager AOP Massif central, Pôle Bio du Massif central, CORAM, CIVAM, ARIA et La Coopération Agricole).

Le commissariat à l'aménagement, au développement et à la protection du Massif central, la DRAAF Auvergne-Rhône-Alpes et les services des Conseils régionaux sont chargés chacun en ce qui les concerne, et dans la limite de leurs compétences, d'appuyer le déploiement de cette feuille de route, tant en matière d'appui aux projets/structures, qu'en termes de co-animation et de suivi (en lien avec les EPLEFPA du massif, concernés par la thématique herbe).

Le Service Interdépartemental pour l'Animation du Massif central (SIDAM) et l'aval des filières représenté par les réseaux de la Coopération Agricole et ARIAA du massif ont constitué, avec différents partenaires issus du domaine de la recherche - dont l'INRAE - du monde économique, de l'environnement et du territoire, une plateforme collaborative destinée à la valorisation économique des produits et services issus des ressources herbagères et pastorales du Massif central : le cluster herbe. Le comité de massif encourage la poursuite de ce processus qui doit constituer le premier niveau de gouvernance partagée des projets de développement de ces filières à cette échelle. Aussi, les projets ayant trait au développement ou à la R&D des filières herbagères, devront dans la mesure du possible recueillir les recommandations du cluster.

Le cluster pourra être associé à des appels à manifestation d'intérêts (AMI) et/ou des appels à projets (AAP), validés au préalable par les financeurs concernés. Ces AMI/AAP devront permettre d'assurer le repérage et le suivi de groupes projets qui devront rassembler des entrepreneurs sur des thèmes précis, par exemple la commercialisation des produits « montagne », le développement d'une gamme produite selon des pratiques spécifiques, le transfert des pratiques agroécologiques d'élevage à l'herbe. Ces groupes projets auront pour objet soit le transfert (de la recherche vers l'économie), soit la création de produits/services (obtenir un produit économique ou un service souhaité par le marché nécessitant l'action d'acteurs économiques ou de recherche), soit l'expérimentation ou l'essaiage interterritoriaux de nouvelles démarches.

Modalités de gestion des demandes

Le commissariat à l'aménagement, au développement et à la protection du Massif central, les DRAAF du massif - a minima représentées par la DRAAF Auvergne-Rhône-Alpes en tant que DRAAF coordonnatrice de massif - et les services agriculture des Conseils régionaux se réuniront bisannuellement (mi et fin d'année) pour échanger sur les dossiers reçus, pour formuler les avis techniques et finaliser les plans de financement. Les autres financeurs seront associés en tant que de besoin.

Les projets, dont les livrables devront être très concrets et prévus dès le dépôt des dossiers, devront revêtir un caractère capitalisable et/ou favoriser l'essaiage. Ils prévoiront - en amont dans la mesure du possible - les investissements nécessaires ou qui pourraient émaner des démarches conduites. Les projets favoriseront dès l'amont l'association d'EPLFPA et/ou d'EPCI. Une partie des projets retenus pourra favoriser l'expérimentation (test d'outils, de méthodes...) au sens de la loi montagne.

Mise en application de la feuille de route

Les principes de la présente feuille de route, favorables à l'auto-développement des filières, déjà mises en œuvre dans la précédente convention seront renforcés avec la signature de la convention interrégionale de Massif central 2021-2027.

Propositions d'actions des acteurs Socio-Economiques pour la période 2021-2027

CONTEXTE

La commission spécialisée développement des produits de montagne a validé le souhait de reconduction après 2020 de la convention particulière Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation - Conseils régionaux du Massif central, tant pour ses modalités d'interventions que concernant son contenu technique. Celui-ci est défini dans la feuille de route « développement des filières agricoles herbagères et des filières connexes à l'échelle Massif central 2018-2020 », étendu en terme de stratégie à la période post 2020.

Suite à la consultation des acteurs socio-économiques effectuée par le cluster herbe à la demande de la DRAAF Auvergne-Rhône-Alpes, la commission spécialisée « développement des produits de montagne » et la commission permanente du comité de massif valident la synthèse ci-après. Les différents items établissent des objectifs à atteindre et proposent des pistes, non exhaustives, d'actions qu'il conviendrait de mettre en œuvre.

SYNTHESE DES CONTRIBUTIONS

1. L'ORGANISATION MISE EN PLACE PAR LES ACTEURS DES FILIERES HERBAGERES DU MASSIF CENTRAL

1.1. Les acteurs du territoire ont mis en place une plateforme collaborative destinée à valoriser les ressources herbagères et pastorales du Massif central : le Cluster Herbe. Ce cluster est partagé entre les secteurs agricole, agroalimentaire, recherche, formation, développement et territoires dans une logique de partenariat transversal. Progressivement structuré et reconnu au cours de la précédente convention de Massif, il doit constituer le premier niveau de gouvernance partagée, d'échanges et de diffusion des projets de recherche et de développement des filières herbagères à l'échelle du Massif. Il est nécessaire de poursuivre son animation partagée entre les acteurs notamment amont-aval. Un pilotage élargi est à encourager en intégrant de nouveaux acteurs (à très court terme enseignement agricole, dimension territoires).

1.2. En 2019, le Cluster Herbe s'est doté d'un outil d'expérimentation et d'innovations : le laboratoire d'innovations territoriales Elevage à l'herbe de Massif (LIT EHM). Celui-ci a pour objectif de répondre aux problématiques spécifiques du Massif central par le développement de solutions originales, grâce à l'implication des utilisateurs finaux dans l'élaboration, le test et la diffusion de l'innovation, avec un fort accompagnement de la R&D. La réussite de l'émergence de cet incubateur d'innovations et la mise en œuvre des projets en résultant est un enjeu fort qu'il convient d'appuyer.

2. ACCOMPAGNER L'ADAPTATION FACE AUX ALEAS ET SOUTENIR LES TRANSITIONS AGRO-ECOLOGIQUES DES MODELES, DES FILIERES, DES TERRITOIRES ET DES MILIEUX

Si les systèmes herbagers sont de plus en plus fréquemment soumis à de nombreux aléas (changement climatique, aléas sanitaires, volatilité des marchés...), ils bénéficient intrinsèquement de forts potentiels d'adaptation, de résilience et de robustesse. Les acteurs socio-économiques identifient la nécessité d'accompagner l'adaptation technique et organisationnelle en s'appuyant sur les valeurs des terroirs tout en réduisant l'impact et la contribution de l'agriculture au changement climatique. Les transitions des modèles agricoles nécessitent l'encouragement d'une agriculture respectueuse de l'environnement, créatrice de produits de qualité à haute valeur ajoutée partagée dans les filières et valorisant durablement les spécificités naturelles du territoire. L'agriculture du Massif central, déjà bien positionnée, souhaite poursuivre en ce sens. Il s'agit ainsi de développer la durabilité de la production et de la consommation locales, en réponse aux attentes de la société et des consommateurs.

Plusieurs objectifs opérationnels sont proposés :

2.1. Accompagner l'adaptation des exploitations, des filières et des territoires via des projets dont les résultats permettront

la mise en œuvre de transitions adaptées face à l'aléa climatique à la fois en termes d'adaptation et de contribution à l'atténuation. La suite des programmes afférents, notamment AP3C, « Adaptation des Pratiques Culturelles au Changement Climatique » et Climagrof « l'agroforesterie en réponse au changement climatique » constituent une priorité. Des expérimentations pourraient être conduites en termes de valorisation des couverts de formations arbustives et des parcours dans les élevages à des fins bioclimatiques (barrières vents pour limiter l'évapotranspiration, zones d'ombrage pour gérer la balance homéo-thermique des animaux, haies hautes à proximités des bâtiments pour favoriser le microclimat dans les bâtiments d'élevage), et complémentation fourragère (palliatif en période de faible production d'herbe en affourageant en vert à partir de couverts par exemple).

- 2.2. Accompagner l'évolution des exploitations et des filières par des projets dont les résultats permettront une transition adaptée en réponse aux enjeux de marché et de société (compétitivité, coûts logistiques, évolution de la consommation et des demandes sociétales, bien-être animal, santé animale et humaine, etc.)
- 2.3. S'inscrire dans le développement d'une alimentation durable en intégrant les défis sociétaux dans l'agriculture (état des lieux, structuration et territorialisation de filières, etc.) : alimentation saine, production durable qui réponde aux attentes des consommateurs, consommation locale (développement agro-alimentaire bio, local, massif.)
- 2.4. Développer des solutions pour favoriser l'autonomie du Massif (systèmes, filières, territoires), notamment en ce qui concerne l'autonomie alimentaire des exploitations (systèmes économes et autonomes, complémentarité et association de ressources locales) et des territoires. A titre d'exemple des expérimentations sont à conduire quant à l'économie circulaire (ex valorisation des effluents d'élevage, alimentation des porcins par le lactosérum issue des laiteries...).
- 2.5. Augmenter la résilience des exploitations et des filières face aux aléas, pour s'adapter à cet environnement nouveau, en s'appuyant sur les valeurs liées aux terroirs et aux pratiques d'élevage ainsi que sur l'innovation technique et organisationnelle. Pour ce faire différentes expérimentations portant sur l'analyse de la résilience des prairies du Massif central sont envisagées. L'approfondissement de la compréhension des dynamiques de végétation, et le suivi de la biodiversité sur le long terme sont à encourager. Les complémentarités entre territoires et milieux sont à explorer. L'optimisation du lien entre types d'élevage, mixité des espèces animales et dynamique des milieux herbagers constitue une piste d'adaptation à poursuivre, de même que le développement de nouveaux outils et d'organisations collectives des acteurs sur les territoires, par exemple pour la gestion pluriannuelle des stocks fourragers.
- 2.6. Optimiser la gestion des ressources pour sécuriser les systèmes fourragers et les filières en vue d'une plus grande durabilité des exploitations, tout en veillant à préserver l'identité des exploitations du Massif central et leur lien au terroir. A ce titre, des travaux concernant l'optimisation dynamique de la gestion des ressources herbagères sont prévus.
- 2.7. Accompagner la maîtrise des risques. Des projets sont à poursuivre et/ou initier pour lutter contre les menaces en particulier le campagnol terrestre, aider au maintien des ressources et des activités, assurer la qualité sanitaire des produits notamment via la compréhension et à terme l'optimisation des écosystèmes microbiens, limiter la volatilité économique en proposant par exemple de nouveaux modes de production et de mise en marché et en favorisant les liens avec les EPCI à travers les programmes alimentaires.

3. CAPITALISER SUR L'IDENTITE TERRITORIALE DU MASSIF POUR CREER DE LA VALEUR AJOUTEE

L'agriculture du Massif central est reconnue pour ses produits à fort ancrage territorial typiques, hérités de pratiques de gestion, de savoir-faire et d'un patrimoine naturel, garants de la qualité des produits. Dans le contexte sociétal actuel, il apparaît indispensable pour de nombreux acteurs de mieux capitaliser et promouvoir ces valeurs communes qu'ils partagent. Plusieurs objectifs opérationnels sont proposés :

- 3.1. Accompagner les acteurs (agriculteurs & filières) à la prise en compte de l'identité du Massif central et de son fort potentiel dans leurs projets de développement. A titre d'exemple, la biodiversité naturelle & cultivée du Massif central est un bien commun d'importance que les acteurs commencent à considérer en tant que telle mais aussi en tant que plus-value nutritionnelle et organoleptique. Des démarches de différenciation, de segmentation et de valorisation s'appuyant sur la promotion de ces qualités - y compris au sein même des filières - comme cela est initié par certaines AOP fromagères sont à encourager.

- 3.2. Renforcer l'identité territoriale du Massif central auprès des citoyens et consommateurs. Pour ce faire il s'agit de promouvoir la qualité des terroirs, des prairies naturelles, des pratiques et des produits et des services écosystémiques rendus. Par ailleurs il convient de poursuivre les travaux établissant des preuves sensorielles, nutritionnelles et environnementales (dont analyse en cycle de vie sur le carbone) attendues par le consommateur et favorisant l'émergence d'un étiquetage correspondant.
- 3.3. Développer les complémentarités et les synergies multi-scalaires entre les ressources, les milieux, les produits, les systèmes, les filières et les territoires. A titre d'exemple la poursuite de l'ancrage du lien plaine - montagne est à prévoir, de même que la recherche de complémentarités basées sur la valorisation des végétations diversifiées des milieux ouverts (haies, zones humides...). Des expérimentations en terme d'écoconception et de bio-économie sont aussi à conduire.
- 3.4. Assurer une répartition et une sécurisation de la valeur sur l'ensemble de la chaîne (producteurs-consommateurs, ressources-produits, terroirs-milieux-patrimoines naturels et culturel-économie, ...). L'échelle Massif central pourrait ainsi contribuer à renforcer l'organisation des filières et des démarches existantes (AB, AOP, IGP, Label Rouge, Alt. 1886, Mont Lait, Porc Origine Montagne, etc.). De nouvelles démarches de différenciation valorisantes, s'appuyant sur des ressources et productions spécifiques à fort ancrage territorial sont à initier. La valorisation environnementale des pratiques, en vue de rémunérer les aménités positives induites et produites, notamment via la certification Haute Valeur Environnementale (HVE) constitue une voie de développement à explorer. Il apparaît nécessaire de réfléchir à court terme d'une part aux modifications normatives souhaitables en vue de la définition des critères de certification relatifs à l'élevage. D'autre part, une réflexion prospective sur la certification environnementale des exploitations d'élevage à l'herbe et pastorales du Massif central est à engager en parallèle. Selon les conclusions, cela permettrait de mettre en œuvre et de promouvoir largement cette piste.
- 3.5. Préserver l'identité et le potentiel du Massif central (sol, biodiversité.) en vue de contribuer à patrimonialiser l'exploitation par l'homme des prairies du Massif central. L'expérimentation en vue de la mise en œuvre de pratiques de gestion intégrée et durable des milieux (sol, eau, prairies, air, biodiversité, paysage) constitue une piste d'action. Par exemple, le recyclage des matières organiques des haies, favorable au maintien de fertilité sur la parcelle, est à proposer en démonstration. L'appui au développement de filières collaboratives pour des semences natives auto produites (améliorations des processus de récolte, tri, stockage et itinéraires de sursemis.) est à amplifier.
- 3.6. Étudier et accompagner la diversification des productions, y compris filières énergétiques agricoles (le cas du solaire sera priorisé aux toitures et se limitera aux démarches n'engendrant ni une forte spéculation foncière ni une diminution significative de l'activité pastorale), à l'échelle de l'exploitation agricole comme à l'échelle d'un territoire, en intégrant la construction de nouvelles filières territorialisées (légumes, protéagineux à destination de l'alimentation humaine par exemple) ou filières courtes (complémentarités à développer entre les politiques alimentaires territoriales, les circuits courts agro-industriels et les autres acteurs des territoires et de l'alimentation).
- 3.7. Encourager la structuration de l'agro-pastoralisme à l'échelle du Massif central en s'appuyant sur les premières démarches initiées. La structuration des acteurs, la réalisations d'actions concertées favorables au pastoralisme et au soutien de l'élevage extensif⁵ du massif, comme à titre d'exemple l'adaptation aux changements climatiques, la mise en œuvre de projets de filières ou encore la valorisation multifonctionnelle de l'espace, constituent des enjeux majeurs.

4. FAVORISER LA MONTEE EN CONNAISSANCES ET EN COMPETENCES DES AGRICULTEURS, DES FILIERES ET DES OPERATEURS TECHNIQUES

Pour la majorité des acteurs socio-économiques, accompagner la progression des connaissances des professionnels de l'amont à l'aval est un point essentiel. Cela passe entre autres par la reconnaissance du rôle des dynamiques collectives et groupes d'échange entre agriculteurs et la construction de nouveaux savoir-faire. La sensibilisation et la diffusion des connaissances auprès des acteurs de terrain est une priorité forte. Plusieurs objectifs opérationnels sont proposés :

- 4.1. Faire progresser les connaissances des éleveurs, des opérateurs des filières, des techniciens et de la Recherche & du

Globalement, l'élevage du Massif central est dit extensif quant aux chargements d'effectifs animaux, et à l'équilibre quant au potentiel de biodiversité prairiale.

Développement, sur les spécificités des ressources pastorales, herbagères, et connexes (e.g. haies fourragères) pour ajuster les pratiques de gestion durable des ressources et optimiser la valorisation de la production. De nombreuses thématiques concernant le triptyque pratiques-territoires-produits sont à approfondir (impacts économiques, sociaux et environnementaux sur les territoires / développement de démarches de valorisation spécifiques / services environnementaux associés à l'élevage herbager / production de références technico-économique en AB / liens flore diversifiée-plus-value des produits-santé etc.)

4.2. Accompagner l'innovation pour le développement de l'agriculture du massif basée sur un modèle agroécologique pour :

- conforter les producteurs dans leur utilisation des ressources fourragères issues des milieux naturels et promouvoir ces pratiques auprès des consommateurs ;
- appuyer le développement des races locales notamment en matière de génétique, et explorer les potentialités spécifiques à ces races en particulier face aux aléas ;
- envisager les défis de la robotique et du numérique en répondant au mieux aux besoins des acteurs des massifs. A titre d'exemple une réflexion pourrait être engagée autour d'un maillage territorial de bâtiments de stockage à énergie positive, contribuant à la gestion de stocks tampon physiques de fourrages et pailles ;
- permettre l'émergence de nouvelles organisations (dynamiques collectives, formations, lien à l'enseignement agricole, hybridation des connaissances, recherche participative, mise en réseau acteurs économiques-R&D, plateforme digitalisée de partage des résultats et projets en cours, réseau social professionnel au service du transfert des solutions sur le terrain etc.). Des prospectives-actions sur la simplification du travail sont à prévoir en particulier ;
- développer des processus de transformation - commercialisation permettant d'investir de nouvelles gammes de produits (découpes particulières, rations adaptées aux personnes âgées...) et d'améliorer ainsi la valeur ajoutée des produits et coproduits.

4.3. Aboutir à la diffusion et au transfert des connaissances et des pratiques pour construire des solutions adaptées aux besoins locaux. Il apparaît nécessaire de favoriser l'appropriation d'innovations (méthodes, organisations, produits, services.) tel que cela sera proposé par le LIT EHM pour répondre aux problématiques spécifiques du Massif central. Des démonstrations (bout de prairie, tours de parcelles.), la construction de nouveaux modules de formations interactifs et la mise en œuvre d'appuis techniques spécifiques au fonctionnement des prairies naturelles sont à prévoir. Il s'agira également de favoriser la mise en place de collaborations entre groupes d'agriculteurs associant la recherche.

4.4. Développer des liens avec l'enseignement agricole. Il s'agit en particulier de favoriser la diffusion vers les enseignants et les apprenants des projets de développement de l'agriculture du Massif central plus autonome et durable, avec la combinaison de démarches d'expérimentations, d'essais ou de projets de recherche appliquée notamment au sein des exploitations agricoles des lycées, supports de formation. Des formations à la conception de systèmes herbagers dans un contexte d'aléas (changement climatique, risque économique, sanitaire.) seraient à construire.

4.5. Assurer la continuité des savoir-faire et des métiers spécifiques à la filière herbagère. Il s'agit ici de contribuer à l'attractivité économique et sociale des métiers et des territoires.

L'ambition générale pourrait se résumer au soutien du système agricole Massif central, uni et éthique :

- Respectueux des agriculteurs et transformateurs, de l'environnement, de la santé humaine et du bien-être animal,
- Reconnu pour les services environnementaux rendus par l'élevage à l'herbe du massif,
- Résilient face aux aléas et particulièrement aux changements climatiques,
- Prenant en compte les attentes sociétales convergentes à l'intérêt du territoire,
- Source de valeur ajoutée de l'amont à l'aval, via l'innovation et la promotion, sur l'ensemble du territoire du massif.

FEUILLE DE ROUTE BOVIN LAIT MASSIF CENTRAL

Marché

Les exploitations laitières (bovines) du Massif central produisent 2,2 milliards de litres par an, soit 10% du total France (24 milliards de litres), pour une valeur totale de filière de 1,3 milliard d'euros, soit 5,6% du total France (23 milliards d'euros).

On observe à la fois la sur-représentation de l'amont et la faiblesse structurelle de la valorisation en Massif central ; le manque à gagner est compris entre 150 et 900 millions d'euros selon que l'on se fonde sur le poids de la production laitière ou sur le poids de la population.

Le positionnement principal consiste en fromages (10% de la production nationale) et laits de consommation (légère sur-représentation à 11% de la production nationale). Il manque, par rapport à la production nationale, tout le marché des yaourts, desserts lactés et fromages frais, qui pèse au niveau national autant que le marché du lait de consommation et qui est le principal secteur d'export, en valeur, des produits laitiers français.

Les exploitations laitières du Massif central représentent 2/3 des exploitations de la zone de montagne française (alors que le Massif central pèse 42% de la surface).

Le poids du lait liquide dans le mix-produit du Massif central par rapport aux autres massifs, est estimé à 80% du lait de consommation produit dans les zones de montagne française.

Coûts de production

La densité laitière (50 000 l/km²) est deux à trois fois plus faible en Massif central que dans l'ouest, ce qui engendre des frais logistiques plus élevés (temps de travail des chauffeurs) ; les exploitations et les unités de transformation sont plus petites.

C'est donc, au sein du mix-produit⁶, par des valorisations supplémentaires d'une partie des volumes, que peut se trouver un bon équilibre économique. Or, le segment des AOP fromagères du Massif central recule, comme globalement les AOP françaises, dans un secteur (fromages) plutôt légèrement en croissance. En outre, le tournant du libre-service, indispensable pour les appellations à fort volume, n'est pas encore entièrement pris, de même que celui de l'ingrédient culinaire.

Focus sur la nutrition-santé

Le choix des consommateurs par rapport à l'alimentation est actuellement soumis, de manière croissante, à des messages nutritionnels et des inquiétudes sur la santé à long terme.

En matière laitière, la composition du lait dépend essentiellement de l'alimentation et de la génétique. En matière fromagère, elle dépend du lait et des processus de transformation.

Le lait et les fromages ont des atouts à faire valoir sur les vitamines, les butyriques, les oméga3, le sélénium ; l'alimentation herbagère offre des opportunités en ce domaine. Ils présentent toutefois des inconvénients pour certaines catégories de consommateurs (lactose, sel).

⁶ Le mix-produit est un panier de produits issu des entreprises de transformation laitière, affecté de son poids (en volume et en valeur), ce qui compte au final étant bien la valeur moyenne et non la valeur d'un produit pris séparément. Les caractéristiques de ce mix-produit (diversifié ou non, très sensible aux aléas des cours mondiaux ou non, explorant une large gamme de prix ou non) sont différentes entre industriels et entre territoires, d'où des postures différentes suivant les cours respectifs de chaque type de produit.

La confiance en l'intérêt nutritionnel et de santé des produits se construit sur le long terme ; elle supporte mal une répétition de crises sanitaires, ce qui suppose une organisation et un contrôle collectifs.

De ce point de vue, la maîtrise des risques sanitaires, à la française, par des points de contrôle aux moments clés de la chaîne de production, du champ à l'assiette, plutôt que par des interventions radicales, constitue une spécificité différenciante : elle permet de conserver des éléments de goût, de typicité, d'histoire qui font partie de l'imaginaire du consommateur.

Cela concerne, au premier chef, les productions au lait cru, intrinsèquement porteuses de valeur économique et donc fondamentales dans le mix-produit du Massif central.

Stratégie

La stratégie pour le Massif central est la suivante :

- a) les volumes de production laitière doivent être autant que possible maintenus.
- b) l'amélioration du mix-produit consiste en :
 - la croissance en volume du lait liquide en appellation montagne, en visant, à long terme 250 millions de litres.
 - la croissance des produits en agriculture biologique, à un équivalent 100 millions de litres (soit 5% du total).
 - la remontée des tonnages sous AOP à 20% du total, soit près de 50 000 T. Cette remontée passe par le développement d'ingrédients culinaires.
 - le développement d'un nouveau produit transformé, destiné à devenir un relais de croissance, pendant la phase de réorganisation liée à la suppression des quotas laitiers.
- c) la gouvernance territoriale par produit (qui porte à terme sur 30% de la production laitière totale) se renforce. Elle inclut une stratégie sur le mix-produit, sur la valeur organisationnelle collective (gestion du sanitaire, accords de collecte, stratégie d'investissements en ferme et en outil de transformation, protection de la valeur de l'appellation) et sur le partage de la valeur. L'Etat l'accompagne comme fournisseur de données.

Pour y parvenir, les actions prioritaires sont les suivantes :

Au niveau du consommateur

Action 1 : favoriser la croissance du lait montagne en établissant des preuves sensorielles, nutritionnelles et environnementales (dont analyse en cycle de vie sur le carbone) attendues par le consommateur et en favorisant l'émergence d'un étiquetage correspondant.

Action 2 : accompagner les initiatives de promotion et de mise en marché des produits laitiers sous appellation montagne (lait et produits transformés) ou d'origine (IGP)

Action 3 : favoriser la résistance en volume des fromages AOP (objectif : 35 000 T) et le développement d'ingrédients culinaires fromages AOP (objectif : 15 000 T) en finançant des actions collectives multi-appellation pour de l'innovation permettant de mieux intégrer les rayons libre-service. En complément, le niveau régional pourrait intervenir, pour chaque appellation, en matière d'innovation et d'investissements correspondants, sur le développement de gammes d'ingrédients (râpés ou autres)

Au niveau de la chaîne de production

Action 4 : Optimiser les coûts liés aux contraintes de cahiers des charges ou d'exploitation, en finançant des études-action d'optimisation des systèmes d'élevage, pilotées par l'aval (génétique, optimisation fourragère et conduite de troupeaux) et des prospectives-actions sur la simplification du travail.

Les projets respectent en outre les principes suivants :

- primauté des schémas collaboratifs sur les stratégies individuelles d'entreprise,
- renforcement de la gouvernance comité de bassin - CRIEL - « syndicats » d'appellation - « syndicats » de produits collaboratifs (collaboratifs sous appellation montagne, collaboratifs sous label AB, collaboratifs en circuits courts)
- mise en avant simultanée des qualités productives et environnementales des herbages et pâturages supports de l'activité laitière.

FEUILLE DE ROUTE BOVIN VIANDE MASSIF CENTRAL

Le Massif est le premier bassin allaitant français (1,5 million de vaches allaitantes, races Limousine, Charolaise, Aubrac, Salers); 24 000 exploitations, 1 million d'animaux maigres (8 à 12 mois) produits par an dont la moitié exportés, mais aussi des produits finis haut de gamme (labels rouge, AOP, marques).

Face à l'évolution des marchés (Afrique du Nord, Turquie, Europe centrale, Asie...), tant en demande de reproducteurs que d'animaux à engraisser, une étude Massif central a été conduite lors du précédent programme. A partir d'un diagnostic (analyse des flux, caractérisation des types d'animaux produits par bassins.), elle a proposé des axes prospectifs portant sur l'organisation et la structuration des filières, les systèmes d'élevage (avec une composante d'engraissement à l'herbe) et sur des outils d'accompagnement indispensables (abattoirs, marché au cadran).

Le constat est partagé : il est nécessaire de trouver des relais de croissance et de définir des axes de développement.

Comme pour le lait, l'image de marque des bovins élevés à l'herbe doit être valorisée auprès des consommateurs.

Les acteurs, en particulier le conseil agricole, doivent aussi s'approprier les apports de la recherche, et la coordination de ce transfert doit s'effectuer à l'échelle du Massif.

La stratégie porte conjointement sur :

- l'autonomie et la sécurisation des systèmes d'exploitation à base d'herbe dans l'objectif d'une conduite durable de l'exploitation
- la production de produits de qualité en prenant en compte l'ensemble de la filière herbagère
- les actions prioritaires à conduire sont les suivantes :

Action 1 : prendre en compte l'alimentation herbagère et la conduite de troupeaux dans l'optimisation génétique, rendre disponible des outils de prédiction des qualités de descendance pour les éleveurs. Un effort particulier est fait sur les races rustiques de massif.

Action 2 : améliorer les itinéraires techniques pour plus d'autonomie (alimentaire, énergétique,..).

Action 3 : le concept d'agro-écologie, développé par la loi de modernisation agricole (LMA), trouve dans les systèmes de production à l'herbe du Massif central, un terrain particulièrement favorable et précurseur. Les initiatives mises en place par les différentes familles du développement agricole de la recherche et de l'enseignement (agricole mais également universitaire) peuvent être poursuivies.

Action 4 : dans le cadre du cluster herbe, l'association d'entreprises recouvrant l'ensemble de la filière permet, au-delà des allégations qualitatives fréquemment avancées quant aux produits issus de l'élevage à l'herbe, d'asseoir sur des fondements techniques ou scientifiques la plus-value organoleptique et sociale des produits issus de l'élevage de moyenne montagne. Concernant les bovins viande cela se traduit par l'accompagnement de démarches originales et transposables d'engraissement et de finition des animaux (allotement des animaux maigres, assolement collectif, boucles courtes de fourniture ou échange de céréales et effluents).

Action 5 : soutenir des processus de transformation - commercialisation innovant permettant d'investir de nouvelles gammes de produits (découpes particulières, rations adaptées aux personnes âgées) et d'améliorer ainsi la valeur globale d'animaux produits et finis dans le massif central.

FEUILLE DE ROUTE OVINE MASSIF CENTRAL

Le Massif central est le premier bassin ovin français (représentant 70% de la production nationale de viande et de lait de brebis). La production ovine est articulée autour de 3 filières complémentaires : allaitante, laitière (rayon de roquefort et 4ème bassin) et engraissement collectif. Par la multiplicité des systèmes d'élevages ovins, cette production est présente sur tout le territoire du Massif central, assurant un panier de biens et de services sur le plan de l'économie locale et de l'environnement (valorisation des ressources herbagères, maintien des milieux pastoraux, biodiversité des paysages, etc.).

Les forces de la filière ovine sont basées sur son mode d'organisation collective d'une part autour des organisations de producteurs pour le technique et le commercial (50% des éleveurs bénéficiaires de l'aide ovine sont adhérents à une OP), et d'autre part autour des organismes de sélection pour la génétique. Elle peut évoluer grâce à un réseau de centres de recherche et d'expérimentation important (INRAe, Fedatest, CIIRPO, etc.). En revanche, elle doit faire face à une rentabilité économique encore fragile, mise à mal par l'enclavement des zones de production éloignées des bassins de consommation.

Au niveau de la consommation des produits, la viande ovine connaît aujourd'hui des difficultés pour se différencier sur le marché ; elle doit répondre aux attentes des consommateurs et séduire un nouveau public en dehors des fêtes religieuses. Le lait de brebis connaît en France un succès grâce au développement de nouveaux produits élaborés ; le marché du Roquefort est en diminution. La filière ovine du Massif central peut mettre en avant ses spécificités (races adaptées au milieu, élevage à l'herbe, etc.) pour assurer une démarcation supérieure de ces produits, une meilleure valorisation du 5ème quartier et garantir ainsi un prix rémunérateur aux éleveurs.

Demain, la filière ovine a la possibilité de développer son potentiel de production, seulement si elle assure le renouvellement des générations de moutonniers, mis en péril par la pyramide des âges des éleveurs sur le Massif central. L'évolution de la consommation de viande en France vers de la viande de qualité (SIQO) et de proximité, la demande mondiale dynamique, le potentiel d'export en vif, sont autant d'opportunités pour garantir la rentabilité de la filière ovine.

Toutefois, elle doit rester vigilante face à certaines menaces : crise sanitaire à répétition, difficulté pour les mises aux normes des outils de production (pénibilité du travail, etc...), volatilité des cours des matières premières, conséquences du Brexit, prédation des troupeaux, etc. et anticiper ces changements au travers de travaux collectifs de recherche.

Afin de faire face aux évolutions conjoncturelles, la filière ovine doit répondre à de **nouveaux enjeux** :

- Le renouvellement des générations de moutonniers grâce à une meilleure attractivité du métier (en berne par rapport à d'autres massifs) ;
- Le maintien des volumes de production sur le Massif central en sécurisant les systèmes d'élevage et en veillant aux équilibres sol-troupeau ;
- Le renforcement de la différenciation Massif central et de la valorisation des produits lait et viande en favorisant l'étalement de la production, la complémentarité de bassins de production et le développement de nouveaux produits transformés ;
- Le maintien et l'adaptation des races locales de massif.

Les **actions prioritaires** à conduire s'appuieront sur les travaux déjà conduits en région et viseront à traiter de nouvelles

thématiques de façon mutualisée :

Action 1 : Améliorer les conditions de travail (simplification du travail d'astreinte, diminution de la pénibilité, etc.), et développer des techniques de précision en bergerie pour renforcer l'attractivité du métier.

Action 2 : Optimiser et adapter les systèmes d'élevages dans le cadre d'une gestion durable des exploitations, notamment au niveau :

- des pratiques pastorales,
- de l'autonomie (alimentaire, énergétique, etc.) des exploitations,
- de l'adaptation au changement climatique (techniques de pâturage, gestion des ressources en eau, aménagement des bâtiments, etc.),
- de la réduction des intrants (engrais, fertilisants, médicamenteux, etc.),
- de la gestion des risques.

Action 3 : Connaître la composition du lait ou de la viande ovine, son interaction avec l'environnement (adéquation qualité-quantité par rapport aux produits dans les filières de qualité), pour améliorer la consommation de ces produits.

Action 4 : Soutenir des processus de transformation et de commercialisation innovants permettant de créer de la valeur ajoutée sur les produits viande et lait, mais aussi les coproduits (chaîne de valeur laine et cuir) en répondant aux nouvelles attentes des consommateurs.

Action 5 : Transmettre et diffuser les travaux de recherche et de développement auprès des acteurs de la filière, notamment par le biais de salons professionnels sur le Massif central (Tech'ovin...).

FEUILLE DE ROUTE PORCINE MASSIF CENTRAL

L'élevage porcin du Massif central (5% des effectifs France) est une activité au poids économique essentiel tant au niveau des élevages (155 millions d'€ de CA) que des activités d'aval de la filière. En outre, il est présent sur tout le territoire avec une densité très faible (15 porcs / km ; 460 en Bretagne). Enfin, il est encore très actif dans les zones de montagne du massif (80% des effectifs de porcs en montagne à l'échelle nationale).

Il repose sur une forte complémentarité porcins-herbivores : plus de 90 % des élevages sont mixtes herbivores-porcins, apportant une forte capacité de résilience aux systèmes d'élevage. Par ailleurs, il recourt aux céréales locales ou récoltées dans les bassins céréaliers périphériques. Il assure de surcroît un apport de matières fertilisantes organiques limitant l'importation d'intrants.

Dans la filière du massif : 28 abattoirs abattent des porcins, dont 25 sont multi-espèces. Les porcs contribuent à leur rentabilité économique et à leur maintien, au bénéfice de toutes les autres productions.

L'élevage porcin est une source d'approvisionnement local pour l'artisanat et l'industrie charcutière. La filière porcine Massif central est fortement impliquée dans les signes de qualité : Label rouge, bio, CCP, montagne, Jambon de Bayonne, salaisons d'Ardèche, salaisons d'Auvergne, salaisons de Lacaune, et des filières de qualité très localisées. Plus de 80 % des élevages sont engagés dans au moins une démarche de différenciation qualitative.

La filière porcine emploie 9 000 personnes dans le Massif central. Plus de la moitié sont des emplois directs ou indirects liés à l'élevage du massif. Le reste des emplois est situé dans les activités de transformation charcutière et de salaison, à partir de viande porcine issue d'autres bassins de production européens.

Le porc et les produits du porc (salaisons sèches) sont des éléments essentiels de la tradition culturelle et gastronomique du Massif central.

LES ENJEUX POUR L'AVENIR

Malgré sa professionnalisation constante, ainsi que cette orientation exceptionnellement forte dans les filières de qualité et de l'origine, un environnement industriel modernisé, performant et dense (abattage-découpe et transformation), ainsi que la proximité de grands bassins de consommation, la production porcine du massif peine à dégager une valeur ajoutée compensant la pression du marché européen.

Stratégie

La stratégie pour la production porcine du Massif central est la suivante :

- a) Maintenir un réseau d'exploitations porcines familiales réparties sur le territoire, performantes techniquement et économiquement, dans leur diversité. Favoriser le renouvellement des générations.
- b) Asseoir un consensus sur l'acceptabilité de la production par son apport économique et social, son lien à l'histoire culturelle du massif, son intérêt environnemental.
- c) Favoriser la relocalisation de l'approvisionnement des entreprises de transformation et le développement de segments commerciaux différenciant, porteurs de plus de valeur ajoutée. Pour cela, développer le partenariat économique entre tous les maillons de la filière.

Pour y parvenir, les actions prioritaires sont les suivantes :

Action 1 : Accompagner les initiatives de structuration collective de promotion et de mise en marché des produits de porc sous appellation montagne (viande fraîche et charcuterie - salaisons) et sous signe de l'origine (IGP) dans un cadre collaboratif interrégional.

Action 2 : Objectiver la complémentarité de la production porcine avec les productions herbagères du massif, tant du point de vue économique, qu'agronomique ou qu'environnementale. Constituer des références des pratiques vertueuses en lien avec les enjeux du changement climatique et en assurer la diffusion.

Action 3 : Soutenir des processus de transformation/commercialisation innovant permettant d'investir de nouvelles gammes de produits (valorisation de la longe et des bas morceaux) et d'améliorer ainsi la valeur globale dégagée pour chaque carcasse.

Action 4 : Assurer la sécurité sanitaire des produits, tout au long de la chaîne de valeur, et adapter les processus de production aux exigences qualitatives et gustatives attendues par les consommateurs, tout en optimisant leurs coûts.

Action 5 : Favoriser la promotion des métiers de la filière porcine (élevage, agroalimentaire, artisanat) et en renforcer l'attractivité.

FEUILLE DE ROUTE ÉQUINE MASSIF CENTRAL

Cette feuille de route est proposée par la Fédération des Chevaux de Traits, Territoires et Ânes du Massif central représentant une grande part de la filière équine à l'échelle du territoire du massif et comptant parmi ses adhérents les structures professionnelles d'éleveurs et d'utilisateurs de chevaux de trait, de chevaux de territoire et d'ânes (Syndicats départementaux, Associations départementales et régionales ayant leur berceau dans le Massif central), la SFET (Société Française des Equidés de Travail), l'ANCRA (Association Nationale du Cheval de Race Auvergne) et les conseils des chevaux Auvergne-Rhône-Alpes, Occitanie et Nouvelle-Aquitaine.

L'Institut Français du Cheval et de l'Équitation (IFCE) a par ailleurs collaboré à la rédaction de cette feuille de route.

Propos liminaires de présentation de la filière équine dans le Massif central et de ses enjeux pour le territoire

Le cheval dans le Massif central

Le Massif central dispose d'une production équine variée que ce soit en termes de chevaux de sang (course, selle et poneys) comme de chevaux de trait qui représentent respectivement 23% de la production nationale (en chevaux de sang) et surtout 35 % de la production nationale de chevaux de traits (ifce, 2015). La production de chevaux de sang du massif est majoritairement orientée vers des chevaux de selle pour une utilisation de loisirs, tandis que la production de chevaux de trait pèse relativement plus dans le Massif central que sur l'ensemble du territoire français. Au niveau national, le Massif central est considéré comme une zone de production majeure pour les 9 races françaises de chevaux de trait, reconnues « races menacées » par l'Europe. Ainsi, le Massif contribue à préserver la variabilité génétique de l'espèce équine. **Depuis 2012, cette tendance s'est accentuée avec la reconnaissance de la race Auvergne qui a permis de relancer l'élevage d'un petit cheval autochtone, rustique et très adapté à une production puis à une utilisation en zones de moyennes montagnes.**

Le cheval et la préservation des espaces naturels

Dans le Massif central, l'élevage de chevaux de trait et de territoire a pour particularité de présenter un système de production original car majoritairement associé à un élevage de bovins (pour le lait et/ou la viande). Ainsi, l'élevage de chevaux dans les exploitations bovines permet un maintien de l'ouverture des paysages dans les zones d'altitude. En effet le cheval peut exploiter des pâturages d'altitudes non valorisables par les bovins (Martin-Rosset et al 1981). Les équins consommant préférentiellement des espèces végétales différentes des bovins, **leur passage sur les parcelles pâturées par les bovins permet de diminuer les zones de refus d'herbe et de limiter l'entretien mécanique des parcelles voire d'envisager leur suppression** selon la pression de pâturage des chevaux (nombre de passages dans l'année et chargement à l'hectare, Mugnier et al, 2013). Enfin, l'association des 2 espèces dans un rapport de 1 cheval pour 8 à 10 bovins ne semble pas avoir d'incidence sur l'autonomie fourragère des exploitations (même chargement global des exploitations de l'ordre d'une UGB (Unité Gros bovin) par hectare et bilan fourrager à l'équilibre. Reste à étudier l'effet des conduites du pâturage mixte sur la présence de campagnols et la diversité floristique à long terme des prairies.

Sur les sites naturels à haute valeur environnementale du Massif central, utiliser le cheval pour différents travaux de gestion, d'entretien, de restauration ainsi que de débardage, permet de préserver les sols qui pourraient être dégradés par des engins motorisés.

Le cheval vecteur de développement économique et enjeux actuels

Les chevaux élevés à l'herbe en complément de bovins, ne nécessitent que très peu de charges de main d'œuvre, de dépenses d'alimentation et de soin et pratiquement aucun investissement (Lortal et al 2010). La vente de poulains sevrés pour l'exportation apporte ainsi un complément de revenus variable en fonction des cours de ce marché très fluctuant.

Ainsi, depuis quelques années, les cours sont à la hausse du fait d'une demande de nouveaux importateurs (Japon notamment) et d'une chute drastique des poulinières (de -50% entre 2007 et 2017) suite à la disparition de l'étalonnage public (ce service public permettait de mettre à disposition des éleveurs, des saillies ou des étalons à des prix très attractifs).

Il devient urgent de reconstituer un cheptel suffisant de reproducteurs afin d'assurer la production pour répondre à la demande actuelle du marché national et international.

Le cheval vecteur de dynamisme des territoires notamment grâce au tourisme équestre

Les travaux de l'IFCE font état du rôle grandissant des équidés dans le dynamisme des territoires français à travers les retombées économiques qu'ils génèrent (Vial et Gouget, 2014), l'attraction de touristes, la création d'emploi, le maintien d'une culture locale et d'échanges sociaux, l'entretien de chemins de randonnées, l'occupation et la valorisation du territoire. Ainsi, le cheval peut apparaître comme un bon révélateur et marqueur des recompositions à l'œuvre dans l'usage, les fonctions et les transformations des campagnes françaises au sein d'une société urbanisée accordant de plus en plus de place à l'environnement naturel et résidentiel, et aux espaces « de nature » à usage récréatif.

Ainsi, les chevaux présents dans les paysages du Massif central apportent une image de diversité et de loisirs de plein-air par rapport aux troupeaux de bovins plus en lien avec les produits alimentaires de terroirs (fromages AOP et viandes de qualité). Les éleveurs le disent : la présence de chevaux sur les parcelles attire des personnes de différentes origines : voisins, touristes de passage, jeunes ou retraités, etc. Cet aspect en lien avec l'évolution de la société conduit même certaines communes urbaines à réintroduire le cheval dans l'entretien des espaces publics : police montée à Clermont- Ferrand, Volvic (63), cheval cantonnier à Aubière(63) et Malby (42).

En France, notamment dans les régions à haute valeur environnementale (massif, littoral), le tourisme équestre est en plein développement, attirant un public de plus en plus varié (adultes et enfants, cavaliers débutants ou confirmés, français comme étrangers...). Mais, ce secteur nécessite des infrastructures d'accueil : gîtes ou centres équestres, hôtellerie, restauration, un encadrement (guides de tourisme), une cavalerie adaptée et enfin des circuits adaptés et reliant un pôle d'accueil à un autre. Si le massif a un réel potentiel de richesses touristiques à découvrir à cheval, il reste à soutenir l'organisation et la commercialisation de produits variés répondant à la diversité de la clientèle.

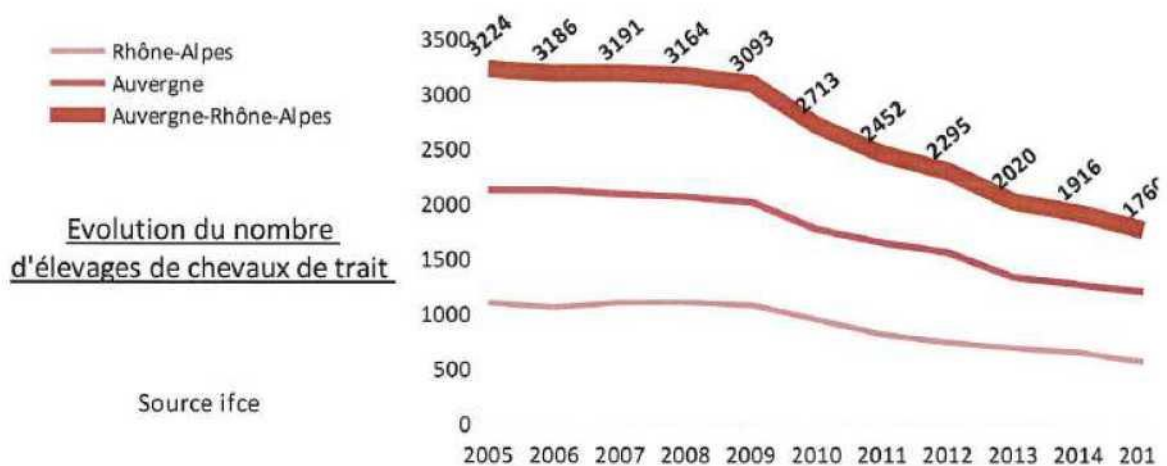
STRATEGIE A METTRE EN ŒUVRE

Renforcer le poids de la filière équine à l'échelle du Massif central du fait de ses capacités avérées à développer l'attractivité et le dynamisme du territoire, en mettant en avant et développant les productions locales de chevaux, en renforçant les activités liées au cheval au travail, principalement dans les milieux sensibles et forestiers, en créant et valorisant des itinéraires touristiques équestres, et enfin en relançant le marché de la viande chevaline.

Le point de départ incontournable de cette stratégie, et qui permettra de mettre en œuvre nos actions, doit concerner la reconstitution du cheptel de base existant sur notre territoire, avant le déclin amorcé il y a quelques années.

La région Auvergne-Rhône-Alpes est la première en termes de nombre d'élevages de chevaux de trait. La région Auvergne rassemble une grande majorité de ces élevages.

Le nombre de ces élevages de chevaux de trait est en constante diminution que ce soit en France ou dans notre région. Entre 2008 et 2009, la diminution s'est accentuée. Pour exemple, aujourd'hui, le cheptel trait auvergnat a presque diminué de moitié (-45% entre 2005 et 2015).



Etat des lieux 2005-2015 et prospective de l'élevage équin Auvergne-Rhône-Alpes

Il est donc nécessaire de remettre en place un étalonnage de qualité de manière à :

- maintenir un effectif suffisant à la préservation des races,
- maintenir et promouvoir une génétique d'excellence, indispensable aux exigences des marchés actuels,
- produire des chevaux adaptés aux besoins des marchés et aux attentes nouvelles de la société.

Actions prioritaires à conduire :

Action 1 : Maintenir la biodiversité équine du massif en soutenant notamment les programmes de développement et valorisation des élevages présents sur le territoire, en soutenant les races locales, en assurant une meilleure structuration du réseau des foires, outils de valorisation des produits équins, et enfin en mettant en avant et développant davantage les solutions d'exploitations différentes tel le pâturage mixte (complémentarité bovins/équins).

Action 2 : Développer le tourisme équestre via des itinéraires équestres montés/attelés Massif central, en améliorant la cohérence et l'aménagement de l'existant (itinéraire et gîtes) et plus généralement en soutenant les projets liés au tourisme équestre du Massif central.

Action 3 : Développer le recours aux équidés de travail dans les communes du massif et dans les milieux naturels emblématiques en communiquant, en mettant en œuvre des chantiers tests et en soutenant les prestataires ou commanditaires de tels services.

Action 4 : Soutenir la production des chevaux de trait destinés à la valorisation bouchère via le soutien de ce segment à l'échelle du massif et le développement des circuits courts (investissements matériel et communication).

Références bibliographiques

Bigot G., Brétière G., Micol D., Turpin N., 2013. Management of cattle and draught horse to maintain openness of landscapes in French Central Mountains. In : Lombardi G., Mosimann E., Gorlier A., Lussig G., Lonati M., Pittarello M., Probo M. (Eds). Proceedings of the 17th Meeting of the FAO-CIHEAM Mountain Pasture Network - Pastoralism and ecosystem conservation, 5-7 June 2013, Trivero, Italy, pp 72-75.

Lortal G., Brétière G., Morhain B., Perret E., Bigot G., -2010. Contribution du cheval de trait à la gestion durable des systèmes bovins de moyenne montagne : Cas d'exploitations en Auvergne. 36^{ème} Journée de la Recherche Equine, Paris, 4 mars 2010, p15-24

Martin-Rosset W., Loiseau P. et Molenat G., 1981. Utilisation des pâturages pauvres par le cheval, BTI, 362-363, 587-608.

Vial C., Gouguet J.J., 2014. L'équitation de loisir comme levier de développement économique et social des territoires ruraux. In : Repenser l'économie rurale, Jeanneaux, P., Perrier-Cornet, P. (Eds). Collection Update Sciences & Technologies, éditions Quae, Versailles, France, 155167.

La filière caprine en quelques mots

La filière lait de chèvre en France tient une place particulière au sein de la filière laitière. Avec un peu plus d'un million de têtes, soit 9,5 % du cheptel européen, le cheptel caprin français se tient à la quatrième place en Europe après la Grèce, l'Espagne et la Roumanie.

En termes de production de lait de chèvre, la France est leader européen avec environ 630 millions de litres de lait de chèvre produits. 78% de ces volumes sont livrés à une laiterie-fromagerie et 22% sont transformés à la ferme.

C'est une filière composée d'environ 6.000 élevages professionnels dont :

- 47 % transforment leur lait en fromages à la ferme,
- 48 % livrent leur lait à une fromagerie,
- 5 % sont « mixtes », c'est-à-dire qu'ils transforment une partie de leur lait à la ferme et livrent l'autre partie à une laiterie.

Sur la zone du Massif central, la filière caprine est bien présente avec 1 500 élevages environ soit près de 1/4 des exploitations professionnelles françaises.

Une soixantaine d'entreprises transforment le lait de chèvre livré, dont quelques grands groupes laitiers et une kyrielle de PME fortement ancrées sur leur territoire.

Sur la zone du Massif central, 23 (dont 15 en Auvergne-Rhône-Alpes et 8 en Occitanie) opérateurs sont présents.

Le lait de chèvre est transformé en fromages essentiellement, les autres débouchés (lait UHT, yaourts et autres produits ultra-frais) restant anecdotiques malgré leur forte croissance ces dernières années.

En plus des 9 000 emplois à temps plein dans les 6 000 exploitations caprines, la filière caprine contribue au maintien d'une activité économique dans des zones rurales dans lesquelles il existe souvent peu d'alternatives.

Comme pour les autres filières, le secteur connaît une profonde restructuration. Le nombre de producteurs a fortement diminué au cours de cette dernière décennie ainsi que le nombre de sites de transformation. L'astreinte journalière liée à l'activité laitière, la transformation du lait à la ferme et un revenu aussi limité qu'incertain en sont les raisons principales. Néanmoins, certains signaux de reprise ont été perçus sur le Massif central : une reprise des installations en système laitier depuis

2018, un rebond de la collecte notamment stimulé par des PME et artisans en demande de lait de chèvre, et enfin, une forte attractivité des systèmes fromagers fermiers pour les porteurs de projet.

Le plan national de la filière caprine lait et viande élaboré dans le cadre des Etats Généraux de l'Alimentation, a donné les principales orientations de la filière caprine. La feuille de route Massif

central s'inscrit naturellement dans ces orientations et met en avant les priorités en matière de recherche et développement pour la filière et prend en considération les besoins du Massif central.

1. Maîtrise de la qualité du lait notamment en lien avec le lait cru

Contexte : Dans le secteur industriel, la transformation en lait cru concerne essentiellement les fabrications de fromages AOP. A ces volumes, s'ajoute la quasi-totalité de la production fermière, qui est en lait cru, hors AOP comme en AOP. La

zone comprend 6 AOP lait de chèvre en lait cru : le Pélardon, le Picodon, le Rocamadour, le Charolais, le Mâconnais et la Rigotte de Condrieu. Ces six filières cumulées représentent plus de 2 300 tonnes de fromage, dont plus de 745 tonnes de fromage fermier. La production fermière, quant à elle, est particulièrement bien représentée, deux-tiers des éleveurs caprins de la zone massif étant des transformateurs fermiers.

Actions prioritaires à conduire :

- le risque sanitaire lié aux STEC menace les filières au lait cru. Il est important de développer les connaissances sur les facteurs de contamination et les leviers d'action spécifiques adaptés aux élevages de la zone (tenant compte des spécificités de l'espèce caprine, des systèmes fromagers fermiers, des cahiers des charges des AOP lait de chèvre de la zone...);
- maîtriser la qualité sanitaire des fromages depuis les pratiques amont. La qualité sanitaire des fromages de chèvre au lait cru passe par une maîtrise des risques au niveau du système d'élevage en amont, notamment la gestion du troupeau. Une meilleure compréhension de l'impact des pratiques amont sur les écosystèmes microbiens des fermes et des laits est nécessaire ;
- maîtriser la technologie fromagère et les spécificités liées à la production fermière (durée de vie microbiologique, liens entre machine à traire et qualité du lait, travaux sur les rendements en transformation fromagère, les flores des laits, traçabilité, etc.).

2. Durabilité des exploitations caprines

Contexte : les éleveurs caprins expriment beaucoup d'attentes vis-à-vis de l'optimisation du temps de travail et de la vivabilité de leur métier. Ils se demandent comment « tout » concilier : travail / vie sociale / vie privée, réponse aux attentes sociétales et performance technique, allègement de la charge de travail et résultats économiques... Ils sont nombreux aussi à se questionner sur les voies à prendre pour s'adapter aux changements auxquels ils sont confrontés, sur la façon dont ils doivent arbitrer les choix qui se présentent à eux.

Actions prioritaires à conduire :

- identification des facteurs de résilience des systèmes de production caprins ;
- production de références, éléments de compréhension et d'aide à la décision, pour du conseil stratégique ;
- mise en place d'actions favorisant l'ancrage territorial des exploitations caprines : utilisation des ressources fourragères locales (dont les surfaces embroussaillées), maintien de l'activité économique dont les nouvelles installations, maintien de la « chèvre du Massif central » en lien avec le CORAM, valorisation des services environnementaux rendus et autres aménités positives ;
- favoriser les projets collectifs favorisant la mutualisation de moyens humains et matériels (de la production à la commercialisation).

2.a. Performance environnementale des élevages et de la filière

Contexte : les élevages caprins de la zone bénéficient d'une bonne image ; de dimensions plutôt modestes, localisés pour la plupart en montagne, entre 10 et 15 % d'entre eux sont en AB, beaucoup pâturent, et une majorité sont des producteurs fermiers, qui travaillent sous le regard direct de leur clientèle. Cependant, cette image positive a aujourd'hui besoin d'être consolidée par une mesure objective de l'impact environnemental des élevages.

Actions prioritaires à conduire :

- diagnostic (identification des marges de progrès) : pour assurer un diagnostic (Cap2'ER) des performances environnementales des exploitations caprines pertinent et acceptable par les éleveurs, il est important de constituer des références représentatives des systèmes de la zone ;
- proposition de leviers d'action adaptés aux élevages de la zone et mise en place de démarches d'accompagnement des producteurs ;

- recherche et développement concernant les économies d'eau et d'énergie.

2. b. Performance sociale : favoriser le « bien-être des éleveurs » et répondre aux attentes sociétales

Contexte : Les attentes sociétales évoluent plus vite que les pratiques des éleveurs. Certaines pratiques doivent évoluer pour améliorer à la fois le bien-être animal ou du bien-être de l'éleveur au travail.

Cependant, ces changements doivent être considérés aux échelles des filières, des territoires et des producteurs. De plus, le bien-être animal ne doit pas être seulement perçu comme une norme supplémentaire à respecter pour répondre aux attentes sociétales. Pour les éleveurs, il est aussi intéressant de l'intégrer dans les paramètres de production et de performance.

Actions prioritaires à conduire :

- prise en compte des dimensions travail et vivabilité dans les travaux de recherche, évaluation de la cohérence globale des systèmes ;
- privilégier une approche globale de la conduite du troupeau qui intègre la mesure du paramètre bien être au même titre que les résultats techniques, économiques, ou l'impact environnemental ;
- la recherche sur le bâtiment de demain pour améliorer les conditions de vie des animaux en matière de bien-être animal et pour améliorer les conditions de travail ;
- la recherche en éthologie appliquée pour mieux appréhender le comportement des chèvres ;
- expérimentation des travaux concernant l'enrichissement du milieu ;
- la réduction des intrants : recherche de solutions alternatives, utilisation des plantes ;
- mesurer l'incidence des facteurs de stress sur les performances de production, la santé du troupeau ou encore la qualité du lait...

3. Atténuation des impacts et adaptation au changement climatique

Contexte : les systèmes caprins de cette zone vont devoir s'adapter au changement climatique pour préserver leur autonomie fourragère, en particulier pour les systèmes pâturants et en AOP. Cet axe vient en complément des travaux déjà réalisés autour de l'adaptation au changement climatique sur le Massif central.

Actions prioritaires à conduire :

- **maintenir et adapter les ressources fourragères (herbagères ou ligneuses) des élevages caprins aux nouvelles conditions climatiques ;**
- poursuivre les travaux pour la réduction des émissions de GES sur les exploitations avec notamment le déploiement de CAP2'ER ;
- adaptation des bâtiments au réchauffement climatique ;
- documenter les consommations en eau des élevages, notamment en périodes de sécheresses, pour anticiper le partage des usages.

4. Répondre à la problématique de la collecte des chevreaux et valoriser la viande caprine

Contexte : sur la zone, la filière longue chevreaux est très fragilisée rendant les collectes incertaines. Le devenir des chevreaux devient une préoccupation importante pour les éleveurs. Pour s'adapter, les éleveurs et la filière vont devoir développer des solutions innovantes.

Actions prioritaires à conduire :

- optimisation d'itinéraires techniques pour l'engraissement des chevreaux ;
- accompagner le développement de filières d'engraissement de chevreaux élevés à la ferme jusqu'à l'abattage ;

- travaux de valorisation de la viande caprine, y compris sur les chèvres de réforme ;
- valorisation des cuirs de chevreaux et de chèvres ;
- montée en gamme de la viande de chevreaux :
 - production de chevreaux lourds (avec possibilité de valorisation en Label Rouge) : besoin de repères sur les itinéraires techniques d'engraissement et de références technico-économiques
 - travail sur la présentation du produit, innovations sur la découpe
- développement des lactations longues pour limiter les naissances de chevreaux. Il serait nécessaire d'améliorer les connaissances sur ce mode de conduite et ses incidences sur le long terme.

Réunion du 8 avril 2022

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission de la Participation Citoyenne

OBJET

PARTICIPATION CITOYENNE - DOTATIONS 2022

RAPPORT

Le Conseil départemental a décidé lors de la séance du 18 février dernier, d'inscrire la démarche de participation citoyenne dans le fonctionnement institutionnel courant de la collectivité départementale de telle sorte que l'information, la consultation, la concertation et la négociation soient davantage intégrées dans les pratiques et les politiques sectorielles du Département.

Ainsi, deux démarches ont été engagées : la première en faveur du grand public et la seconde en faveur des jeunes.

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, je vous propose d'affecter **200 000 € de crédits de paiements**, dont 150 000€ au titre de l'investissement et 50 000 € au titre du fonctionnement.

1. UNE ASSEMBLEE CITOYENNE POUR RENFORCER LE DIALOGUE AVEC LES CORRÉZIENS

Afin d'associer les Corrégiens aux projets d'intérêt départemental et les inciter à participer aux travaux de la collectivité, une **Assemblée Citoyenne** a été mise en place.

a. Rôle et missions

Cette instance de débat et de concertation a pour mission d'émettre des **idées**, de construire et produire collectivement des **avis** et des **propositions**.

Constituée pour une **période de 2 ans**, cette Assemblée a un **rôle consultatif** auprès de l'Assemblée Départementale.

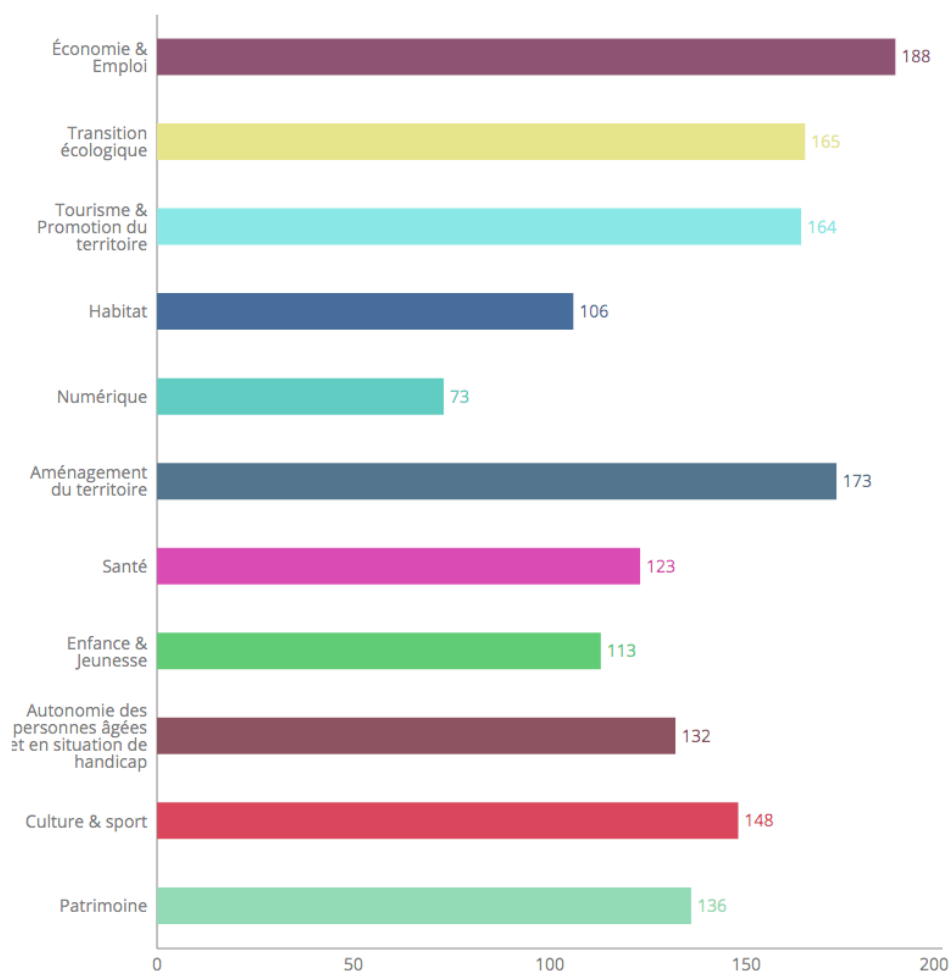
b. Bilan de l'appel à candidatures et constitution de l'Assemblée Citoyenne

Afin de constituer cette Assemblée, un appel à candidatures a été lancé en février 2022.

1) Bilan

Au total 333 personnes se sont mobilisées pour répondre à l'appel à candidatures. A l'exception de 2 personnes ne résidant pas en Corrèze, les 331 autres sont bien réparties sur l'ensemble du département et sont représentatives de chaque canton. 58% des participants sont des hommes.

– Les **principaux centres d'intérêt** des participants à l'appel à candidatures sont les suivants :



– Les **métiers** représentés sont très variés : agriculteurs (6), artisans (5), administration, assistant familial (2), commercial, avocat, communication, chefs d'entreprise (6) et auto-entrepreneur, commerçants (5), comptables, directeurs (des ventes, de l'industrie, d'établissements médico-social...), éducateurs spécialisés (5), enseignants (8), employés (5), fonctionnaires, formateurs (4), gendarmes (3), infirmières (10), ingénieurs (9), journalistes (2), médecin (1), militaires (3), ouvriers (2), pharmacien (1), professeurs (6), ostéopathe (1), psychologues (2), responsables (commercial, communication, qualité, rh...), sans-emploi (3), secrétaires (9), techniciens (3), vétérinaire (1) et 34% des participants sont à la retraite.

– Quelques propos recueillis sur les **motivations des participants** :

« Être à l'intérieur du système pour le comprendre et apporter ma pierre à l'édifice. »

« Participer à développer des idées pour développer nos territoires Corrèziens »

« Faire rayonner la Corrèze. En faire un département attractif où il fait bon vivre, quelque que soit son âge »

« Contacts humains et participation au bien-être collectif dans un dialogue, remontée et échange des informations vers les citoyens et autorités élus de tout parti ou administratives »

« M'investir pour le monde de demain ! »

« Aider les citoyens à vivre plus sainement et sereinement avec de l'entraide et de la cohésion Redonner goût au partage entre les uns et les autres »

2) Constitution de l'Assemblée Citoyenne

Le tirage au sort s'est déroulé le 21 mars 2022 en présence de Franck PEYRET, Vice-Président en charge de la Participation Citoyenne et de Christian BOUZON, Président de la Commission Participation Citoyenne.

Cette Assemblée est composée de **38 personnes** volontaires : 19 femmes et 19 hommes issus de tous les cantons du département et tirées au sort parmi l'ensemble des inscrits.

– Répartition par âge des 38 personnes :

- de 18 à 38 ans : 9
- de 39 à 59 ans : 13
- plus de 60 ans : 16

– Répartition par activité (*catégories socioprofessionnelles et retraités*):

- Agriculteur exploitant : 1
- Artisans, commerçants, chefs d'entreprise : 2
- Cadres et professions intellectuelles supérieures : 3
- Professions intermédiaires : 6
- Employés & Ouvriers : 12
- Retraités : 14

Pour pallier l'indisponibilité ou le désistement de certains, **8 remplaçants** ont également été tirés au sort.

Cette Assemblée respecte donc la parité, la pluralité des territoires mais également la pluralité démographique et des catégories socioprofessionnelles, pour être à l'image de la Corrèze.

c. Fonctionnement

Les séances de l'Assemblée Citoyenne se dérouleront de préférence à l'Hôtel du Département Marbot mais des Ateliers, des réunions et des visites de terrain seront également organisés sur d'autres sites.

Pour ceux qui ne peuvent se déplacer, les échanges se feront autant que possible, également, en ligne. Des comptes rendus seront systématiquement rédigés et communiqués à tous les membres de l'Assemblée.

La première séance d'installation prévue au mois d'avril permettra à chacun de faire connaissance, d'exprimer ses motivations et d'écouter celles des autres.

Cette séance sera également consacrée à la découverte de la collectivité, du budget départemental et des principaux projets en cours.

Pour définir les modalités de fonctionnement de l'Assemblée Citoyenne, un règlement intérieur ou une Charte sera établi. Ce document sera co-construit par les membres de l'Assemblée. Il précisera les axes de réflexions, l'organisation des réunions (fréquence, modalités...), la formalisation des contributions, les modalités de la communication interne et externe.

Une plateforme collaborative sera mise à disposition des membres afin de faciliter les échanges en dehors de temps de réunions et la circulation des informations. Cet espace collaboratif permettra de co-élaborer les documents de travail pour que chacun puisse s'exprimer et donner son avis. Une newsletter sera également élaborée pour renforcer la communication sur les actions menées.

Les avis et propositions de l'Assemblée Citoyenne seront remis au Président du Conseil départemental qui en assurera la communication auprès de l'Assemblée départementale. En retour, le Président du Conseil départemental tiendra informé les membres de l'Assemblée citoyenne des suites réservées à ses avis et propositions.

d. Premiers travaux

La **première thématique** soumise à l'Assemblée Citoyenne sera celle de **l'eau**, un enjeu majeur pour l'avenir de la Corrèze et des Corrèziens.

En effet, le Département vient d'engager une large concertation pour l'élaboration d'un Plan départemental de gestion de l'eau et propose donc d'associer les citoyens à cette démarche à travers l'Assemblée Citoyenne qui **désignera 2 membres** pour intégrer le comité de pilotage du Plan de gestion de l'eau.

En préambule des échanges sur le thème de l'eau, l'Assemblée pourrait être mobilisée pour participer à la « **Fresque du climat** » : un atelier ludique, pédagogique, participatif et créatif sur le **changement climatique**. Il permet d'approfondir ses connaissances, en peu de temps, sur le climat et les liens de causes à effets entre les différentes composantes du changement climatique.

La Fresque du Climat est une initiation en 3 heures, adressée aussi bien aux novices qu'aux connaisseurs, sur le fonctionnement du climat et les conséquences de son dérèglement. Cet atelier éclaire sur la complexité du changement climatique, donne des clés de compréhension et permet d'avoir une vision d'ensemble du changement climatique et donc des **enjeux de l'eau en Corrèze**.

Le cycle de l'eau et sa répartition sur le territoire corrézien sera ensuite présenté afin de comprendre comment les changements climatiques vont avoir un impact sur les ressources en eau.

La finalité de ce premier travail sur l'eau sera de proposer au Comité de Pilotage du Plan de gestion de l'eau, un mixte de solutions et d'actions permettant d'optimiser cette ressource par rapport aux prévisions météorologiques de 2030, 2050 et 2070, tout en prenant en compte les besoins des Corrégiens, de l'agriculture ou de l'industrie.

Mais l'Assemblée Citoyenne sera amenée à travailler également sur d'autres projets que la collectivité lui soumettra et pour lesquels l'avis du citoyen, en tant qu'usager, pourrait être utile à la définition et l'amélioration du service rendu.

2. LA JEUNESSE ENGAGÉE DANS LA CITOYENNETÉ

La seconde action menée en faveur de la démocratie participative s'adresse **aux jeunes et en particulier aux collégiens**.

Plusieurs actions sont proposées.

a. Journée de la Citoyenneté départementale

Cette journée programmée avant l'été permettra aux conseillers départementaux d'aller à la rencontre des collégiens dans leur collège de secteur, pour parler de citoyenneté, de leurs idées et de leurs projets afin de les inciter à s'engager dans des projets et les aider à les concrétiser.

Les objectifs visés sont les suivants :

- Créer un lien entre le Conseil Départemental et les collégiens ;
- Faire comprendre simplement ce qu'est le Conseil Départemental, ses missions et son fonctionnement ;
- Permettre aux collégiens de participer à la vie de leur établissement mais aussi de leur commune ;
- Initier les collégiens à la citoyenneté, en les amenant à réfléchir sur le Vivre Ensemble ;
- Aider les collégiens à s'engager et à concrétiser leurs projets.

Ce moment de partage marquera le lancement des actions en faveur de la jeunesse.

b. Appel à projets Jeunesse

A l'issue de la Journée de la Citoyenneté départementale, les collégiens auront pu s'exprimer sur leur vision de la citoyenneté voire échanger sur des idées et commencer à proposer des projets.

Ces projets pourront être concrétisés par la suite via un « **appel à projets jeunesse** » (cf. rapport n° CD.2022.04.08/208) dont le règlement intérieur sera élaboré en concertation avec la Commission Participation Citoyenne.

Ces projets menés de façon participative auront pour objectifs l'amélioration du bien être, du cadre de vie et/ou de l'environnement au collège.

c. Enquête auprès des collégiens

A la suite de cette première rencontre, les collégiens et même potentiellement les jeunes au sens large, seront invités à répondre à une enquête permettant **d'identifier leurs besoins** et leur **vision** collective de l'avenir en Corrèze.

De nombreux sujets pourraient être abordés comme les études, le logement, la santé, la sécurité, les loisirs...

Cette enquête pourra être soumise sous différentes formes : ateliers (physiques ou virtuels), questionnaires, micro-trottoirs, etc.

d. Visites organisées

Des visites de l'Hôtel du Département Marbot seront proposées aux collégiens (classe à définir), aux membres des conseils municipaux des jeunes ainsi qu'aux associations de quartiers.

L'occasion sera ainsi offerte de découvrir l'histoire et la vie actuelle des lieux, de parler et d'échanger sur le rôle, les compétences et les missions de la collectivité puis d'aborder les principes de la citoyenneté et de l'engagement, en présence des conseillers départementaux.

3. RÉSEAUX ET PARTENARIATS A DEVELOPPER

Afin de partager, de discuter et d'accéder à des ressources, de s'inspirer et de coopérer avec d'autres collectivités sur les sujets de la citoyenneté et de la démocratie participative, il est proposé de rejoindre **l'Institut de la Concertation et de la Participation Citoyenne (ICPC)** pour bénéficier d'un appui logistique et méthodologique.

Ce réseau national constitue une communauté de praticiens, chercheurs et usagers de la concertation et de la participation citoyenne, au service de la qualité des démarches.

C'est aujourd'hui un réseau de plus de **1 700 membres** répartis sur l'ensemble du territoire et d'horizons très divers.

Dix-sept Départements sont représentés au sein de l'ICPC dans un groupe dédié. Parmi ce groupe on compte les conseils départementaux de la Somme, de l'Aude, de la Gironde, du Val de Marne, de la Haute Garonne, des Pyrénées Atlantiques...

J'ai l'honneur de soumettre à votre approbation l'adhésion de notre collectivité à cette association nationale. Le coût de cette proposition s'élève à 2 500 €.

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, je vous propose d'affecter les crédits de paiements selon les tableaux ci-dessous.

	BP 2021	CA 2021	BP 2022
Budget participatif	20 000 €	16 281,60 €	20 000 €
Participation citoyenne			30 000 €
TOTAL DEPENSES FONCTIONNEMENT	20 000 €	16 281,60 €	50 000 €
Appel à Projets Jeunesse			150 000 €
TOTAL DEPENSES INVESTISSEMENT			150 000 €

En résumé :

	Crédits de paiements 2022 DEPENSES
FONCTIONNEMENT	50 000 €
INVESTISSEMENT	150 000 €
TOTAL	200 000 €

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

PARTICIPATION CITOYENNE - DOTATIONS 2022

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2022.04.08/401 en date du 8 avril 2022, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Monsieur Christian BOUZON, Rapporteur,

DÉLIBÈRE

Article 1^{er} : est proposée l'affectation des crédits de paiements suivants au titre du programme PARTICIPATION CITOYENNE 2022 :

	Crédits de paiements 2022 DEPENSES
FONCTIONNEMENT	50 000 €
INVESTISSEMENT	150 000 €
TOTAL	200 000 €

Article 2 : sont approuvées les dispositions et modalités exposées dans la présente délibération.

Article 3 : est approuvée l'adhésion annuelle à l'Institut de la Concertation et de la Participation Citoyenne pour un montant de 2 500 €.

Imputations budgétaires :

Les dépenses correspondantes seront imputées sur le Budget Départemental :

- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 937.4
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 930.23
- Section Investissement, Article fonctionnel 912.21.

Adopté, à main levée, à l'unanimité.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant

de L'État le : 12 avril 2022

Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20220408-4662-DE-1-1

Affiché le : 12 avril 2022

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL



L'an deux mille vingt-deux et le huit avril, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :

Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Madame Valérie TAURISSON, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Madame Patricia BUISSON, Monsieur Franck PEYRET, Madame Agnès AUDEGUILL, Madame Audrey BARTOUT, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Jean-Jacques LAUGA, Monsieur Philippe LESCURE, Madame Marilou PADILLA-RATELADE, Madame Rosine ROBINET, Monsieur Gérard SOLER, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Julien BOUNIE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Madame Claude CHIRAC, Monsieur Bernard COMBES, Madame Jacqueline CORNELISSEN, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Monsieur Sébastien DUCHAMP, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Didier MARSALÉIX, Madame Frédérique MEUNIER, Madame Annick TAYSSE, Madame Sonia TROYA, Madame Stéphanie VALLÉE, Madame Marie-Laure VIDAL , Monsieur Eric ZIOLO

Pouvoir :

Monsieur Anthony MONTEIL à Madame Stéphanie VALLÉE

Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.
